

16^e Année

BULLETIN
DE
L'OFFICE DU TRAVAIL

(Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale)

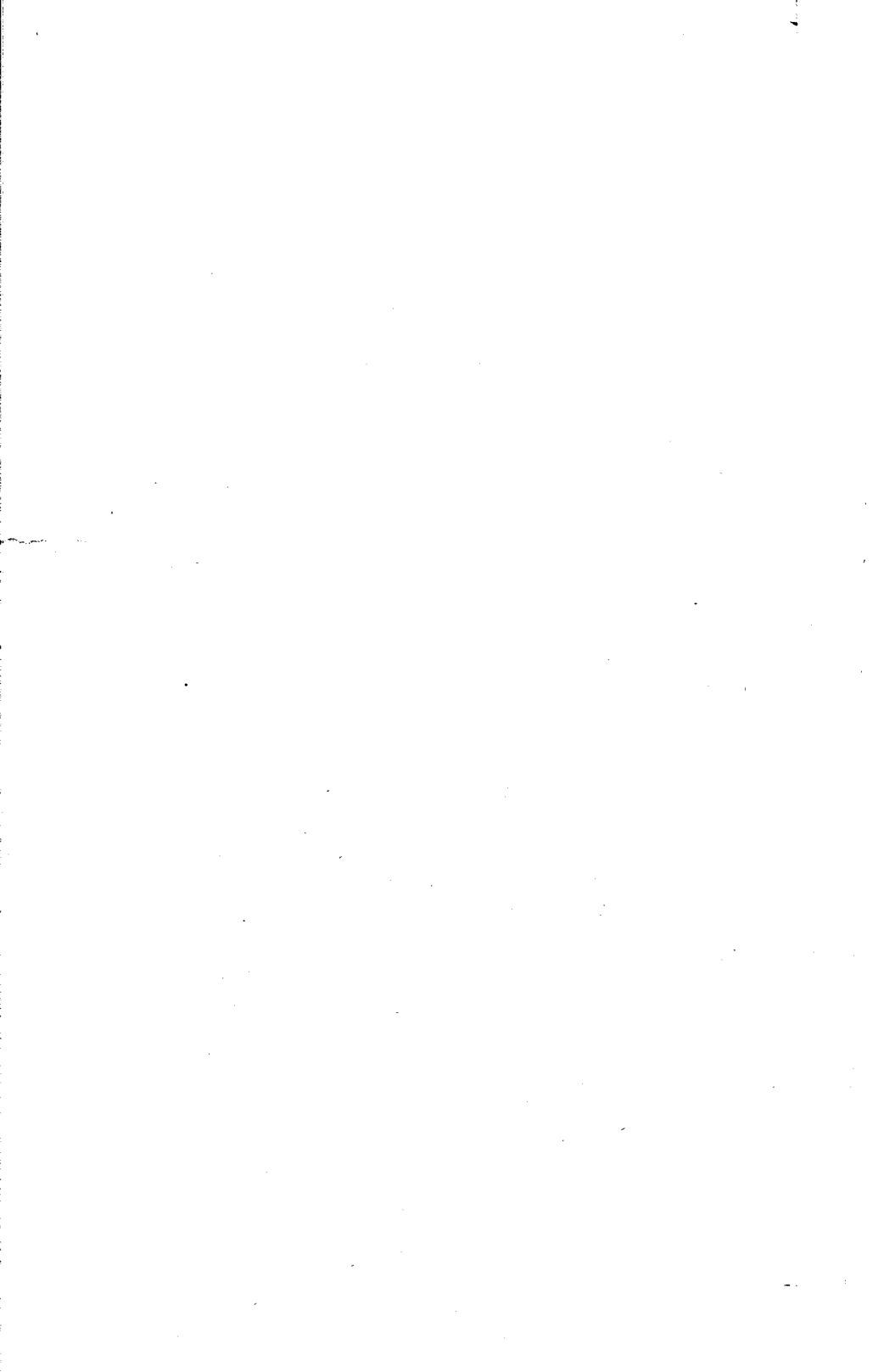
TOME XVI

Année 1909

PARIS

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t)

Librairie Armand COLIN
5, rue de Mézières (6^e arr^t)



ÉTAT

AU 1^{ER} JANVIER 1909

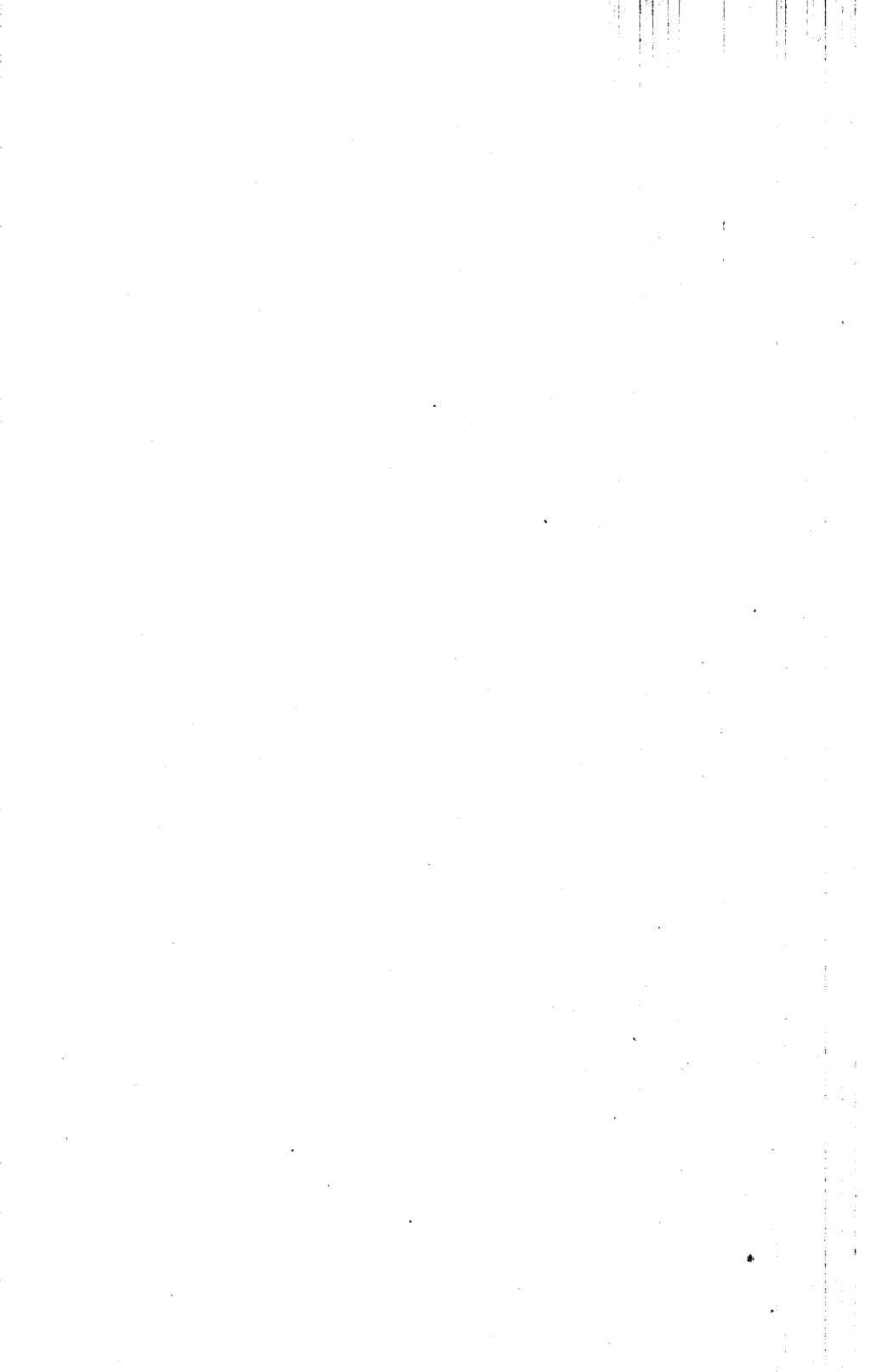
DES

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

RELATIFS

AUX QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES

SOU MIS À L'EXAMEN DU PARLEMENT FRANÇAIS



ÉTAT,

AU 1^{er} JANVIER 1909,

DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

RELATIFS

AUX QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES, SOUMIS À L'EXAMEN DU PARLEMENT (1).

Code du travail.

Projet de loi portant codification des lois ouvrières (livres I, II, III et IV du *Code du Travail et de la Prévoyance sociale*), présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Commerce, le 6 février 1905 (doc. parl. n° 2237; *J. O.*, p. 51). — Rapport Charles Benoist, déposé le 6 février 1905 (doc. parl. n° 2339; *J. O.*, p. 135).

Projet de loi portant codification des lois ouvrières (livre V du *Code du Travail et de la Prévoyance sociale*), présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Commerce le 21 février 1905. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 2259; *J. O.*, p. 171).

Projet de loi portant codification des lois ouvrières (livre VI du *Code du Travail et de la Prévoyance sociale*), présenté au Sénat par le Ministre du Commerce le 22 février 1906 (doc. parl. n° 53; *J. O.*, p. 157).

Rapport Ch. Benoist, au nom de la Commission du travail, déposé le 22 février 1905 (doc. parl. n° 2262; *J. O.*, p. 187). — Rapport supplémentaire Ch. Benoist, déposé le 4 avril 1905 (doc. parl. n° 2367; *J. O.*, p. 375). — Séance de la Chambre du 15 avril 1905 : déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission au Sénat le 25 mai 1905 (doc. parl. n° 147; *J. O.*, p. 480).

Rapport Strauss, sur les six livres du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, déposé le 6 mars 1906 (doc. parl. n° 86; *J. O.*, p. 176).

I. — CONVENTIONS RELATIVES AU TRAVAIL.

Contrat d'apprentissage.

Projet de loi relatif à l'enseignement technique industriel et commercial, présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Commerce le 13 juillet 1905 (doc. parl. n° 2648; *J. O.*, p. 1638). — Rapport Astier, déposé le 17 mars 1906 (doc. parl. n° 3084; *J. O.*, p. 242). — Reprise du rapport Astier, le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 48; *J. O.*, p. 805).

Proposition de loi relative à l'apprentissage, déposée le 8 mai 1907 par M. Henri Michel, député (Doc. parl. n° 936, *J. O.*, p. 287); renvoi à la Commission du travail.

Proposition de loi relative à l'enseignement professionnel, déposée le 10 février 1908 par M. Henri Michel, député (Doc. parl. n° 1504); renvoi à la Commission du commerce et de l'industrie.

Contrat de travail.

Projet de loi sur le contrat de travail présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Commerce le 2 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 158; *J. O.*, p. 716). — Rapport Chambou, déposé le 27 décembre 1907 (doc. parl. n° 1409; *J. O.*, p. 448).

1 Dans cet état, on a employé la classification adoptée dans le projet de loi portant codification des lois ouvrières.

Marchandage. — *Projet de loi* portant interdiction du marchandage, présenté à la Chambre des députés par le Ministre du travail le 18 novembre 1908 (doc. parl. n° 2116); renvoi à la Commission du travail.

Conditions du travail. — Port de la moustache. — *Proposition de loi* concernant l'interdiction humiliante de porter la moustache, imposée par certains patrons à une grande partie des travailleurs, déposée le 1^{er} décembre 1906 par M. Antide Boyer, député (doc. parl. n° 503, *J. O.*, p. 207). — Renvoi à la Commission du travail.

Cautionnements, avances, gages ou prêts consentis par les employés. — *Proposition de loi* concernant la garantie du cautionnement des employés, déposée le 17 janvier 1907 par M. Armez, député. — Renvoi à la Commission de la réforme judiciaire. (Doc. parl. n° 663; *J. O.*, p. 55.)

Rapport Violet, déposé le 17 novembre 1908 (doc. parl. n° 2111).

Proposition de loi tendant à imposer l'obligation du versement de tous cautionnements à la Caisse des dépôts et consignations et à créer, ou profit de tout employé, une créance privilégiée pour le montant de l'avance, gage ou prêt qu'il aura consenti à son employeur, déposée le 28 mai 1907 par M. Ad. Veber, député. — Renvoi à la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle. (Doc. n° 989; *J. O.*, p. 396).

Perte d'outils chez les employeurs. — *Proposition de loi* tendant à rendre les employeurs responsables de la perte des outils et des objets déposés chez eux, à l'occasion du travail, par ceux qu'ils occupent, déposée par M. Paul Constans le 28 mai 1907. (Doc. parl. n° 831; *J. O.*, p. 225.) — Rapport Paul Constans le 28 mai 1907. (Doc. parl. n° 990; *J. O.*, p. 396.)

Salaires.

Salaire minimum. — *Proposition de loi* ayant pour objet l'institution de la journée de huit heures et d'un *salaire minimum* pour tous les ouvriers, ouvrières et pour tous les employés et employées, déposée par M. Vaillant, député, le 5 novembre 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 374; *J. O.*, p. 58).

Proposition de loi tendant à l'établissement de la journée de huit heures et d'un *salaire minimum* pour tous les ouvriers, ouvrières, employés et employées des travaux, emplois et services de l'État, déposée par M. Vaillant, député, le 5 novembre 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 375; *J. O.*, p. 61).

Proposition de loi ayant pour but d'assurer un minimum d'existence aux travailleurs des deux sexes, déposée par M. Jules Coutant, député, le 11 juin 1907. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 1043; *J. O.*, p. 848.)

Salaire minimum des mineurs. — *Proposition de loi* tendant à l'établissement d'un salaire minimum pour tous les ouvriers employés dans les mines et minières, déposée par M. Basly, député, le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 29; *J. O.*, p. 484).

Salaire minimum dans l'agriculture. — *Proposition de loi* tendant à instituer des délégués agricoles et un *salaire minimum* pour la protection du travail et des travailleurs agricoles, déposée par M. Aldy, député, le 21 décembre 1906 (doc. parl. n° 595; *J. O.*, p. 318).

Travail à domicile. — *Proposition de loi* concernant le sweating system et la rémunération du travail à domicile, présentée par M. Marcel Sembat, député, le 13 juillet 1908. — Renvoi à la Commission du travail.

Constataction des salaires dans le tissage et le bobinage. — *Projet de loi* tendant à charger les inspecteurs du travail de l'application des lois du 7 mars 1850 et du 21 juillet 1856, sur les moyens de constater les conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage, présenté le 6 décembre 1904, à la Chambre des députés, par le Ministre du Commerce (doc. parl. n° 2119; *J. O.*, p. 347). — Renvoyé à la Commission du travail. — Rapport Paul Constans, déposé le 27 janvier 1905 (doc. parl. n° 2207; *J. O.*, p. 15). — Séance de la Chambre du 9 février 1905: déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission au Sénat, le 21 février 1905 (doc. parl. n° 32; *J. O.*, p. 29).

Pourboires. — *Proposition de loi* ayant pour but d'empêcher la confiscation des libéralités accordées aux travailleurs des deux sexes, déposée par M. Antide Boyer, député, le 1^{er} décembre 1906 (doc. parl. n° 502; *J. O.*, p. 206). — Renvoi à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour but d'interdire à tout chef d'industrie ou de commerce, à toute administration publique ou privée, à tous leurs préposés, d'opérer, sous forme quelconque et pour quelque objet que ce soit, un prélèvement sur le montant des pourboires donnés par les clients à titre gracieux aux employés et ouvriers, présentée par M. Jules Coutant, député, le 28 janvier 1907. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 701; *J. O.*, p. 85).

Participation aux bénéfices. — *Proposition de loi* tendant à propager l'application du principe de la participation des salariés aux bénéfices des entreprises qui les emploient, déposée par M. Ballande, député, le 15 juin 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 117; *J. O.*, p. 601).

Proposition de loi relative à la participation aux bénéfices dans les entreprises et concessions de l'État, déposée par M. Guillemet, député, le 22 juin 1906 (doc. parl. n° 126; *J. O.*, p. 624).

Proposition de loi tendant à régler la répartition des bénéfices réalisés par l'exploitation des concessions ou monopoles accordés par l'État et constitués en sociétés, déposée par MM. Émile Constant et Cazauvich, déposée le 5 novembre 1906 (doc. parl. n° 378; *J. O.*, p. 64). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi sur les coopératives ouvrières de production et le contrat de participation aux bénéfices, déposée par M. Doumer, député, le 19 juin 1906.

Paiement des salaires. — *Proposition de loi* sur les règlements d'atelier, présentée par M. Ferroul, député, le 29 mai 1890 (doc. parl. n° 591. — Rapport sommaire Saint-Romme, le 6 juillet 1892 (doc. parl. n° 2262; *J. O.*, p. 1537). — Séances des 4 et 5 novembre 1892 : déclaration de l'urgence; discussion; adoption. — Transmission au Sénat le 10 novembre 1892 (doc. parl. n° 15; *J. O.*, p. 501). — Rapport Maxime Lecomte, déposé le 20 juillet 1893 (doc. parl. n° 304. — Rapport supplémentaire Maxime Lecomte, le 17 mars 1894 (doc. parl. n° 62; *J. O.*, p. 106). — Séance du 24 avril 1894 : adoption avec modifications. — Retour à la Chambre le 20 juin 1898; nouvel intitulé : *Proposition de loi* sur le paiement des salaires des ouvriers (doc. parl. n° 72; *J. O.*, p. 1169). — Rapport Dubief, déposé le 22 novembre 1898 (doc. parl. n° 409; *J. O.*, p. 312). — Séances des 6 et 8 décembre 1898 : discussion et adoption avec modifications. — Retour au Sénat le 13 décembre 1898 (doc. parl. n° 353; *J. O.*, p. 603). — Rapport Maxime Lecomte, déposé le 24 décembre 1901 (doc. parl. n° 484; *J. O.*, p. 572). — Séances des 17 janvier, 6 février, 6 novembre, 6 décembre 1902, 2 avril 1903; 1^{re} délibération : renvois successifs à une séance ultérieure. — Nouvelle rédaction du texte de la proposition de loi, déposée le 10 décembre 1908 (annexe au doc. parl. n° 484).

Économats. — *Proposition de loi* ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toutes sortes, déposée le 3 juillet 1906 par M. Jules Coutant, député. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 195; *J. O.*, p. 752).

Proposition de loi ayant pour objet la suppression des économats patronaux et l'interdiction de la vente habituelle directe ou indirecte de marchandises quelconques faites par les employeurs à leurs ouvriers, déposée par M. Flayelle, député, le 5 juillet 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 200; *J. O.*, p. 756).

Saisie-arrêt des salaires. — *Proposition de loi* tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Basy, député, le 25 novembre 1897 (doc. parl. n° 2840; *J. O.*, p. 157).

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt des salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Odilon-Barrot, député, le 10 décembre 1897 (doc. parl. n° 2888; *J. O.*, p. 282).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Plichon, député, le 13 janvier 1898 (doc. parl. n° 2949; *J. O.*, p. 1).

Rapport Zévaes, déposé le 26 mars 1907 (doc. parl. n° 889; *J. O.*, p. 267). — Séances des 4 et 6 juin 1907 : délibération, déclaration de l'urgence, adoption.

Transmission au Sénat le 13 juin 1907 (doc. parl. n° 157; *J. O.*, p. 123).

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapport Rose, 21 mars 1898 (doc. parl. n° 3131; *J. O.*, p. 875). — Discussion et adoption, après déclaration d'urgence, le 1^{er} avril 1898.

Transmission au Sénat le 4 avril 1898 (doc. parl. n° 218; *J. O.*, p. 457). — Rapport Choivet, 19 novembre 1901 (doc. parl. n° 411; *J. O.*, p. 391). — Séances des 6, 18, 20,

25 novembre 1902 : Première délibération. — Renvoi à la Commission d'un contre-projet Savary. — Rapport supplémentaire Savary, le 9 juin 1905 (doc. parl. n° 163, *J. O.*, 499. — Séance du 3 novembre 1905 : adoption en première délibération. — Séances des 13, 19, 20 et 22 novembre 1906, adoption en 2^e délibération. — Transmission à la Chambre le 29 novembre 1906 (doc. parl. n° 485; *J. O.* p. 187).

Proposition de loi relative à l'insaisissabilité des salaires et petits traitements des ouvriers ou employés, déposée par M. Bonnevey, député, le 8 décembre 1908. — Renvoi à la Commission du travail.

Proposition de loi concernant les saisies-arêts sur les salaires, déposée par M. Gustave Dron, député, le 21 décembre 1908. — Renvoi à la Commission du travail.

Privilege des salaires. — *Proposition de loi portant modification de l'article 549 du Code de commerce, déposée le 21 juin 1906 par M. Victor Fort, député (doc. parl. n° 130).*

II. — RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.

Réglementation du travail en général.

*Projet de loi relatif au contrôle de la durée du travail dans les établissements industriels, présenté par le Ministre du Commerce à la Chambre des députés le 14 juin 1904 (doc. parl. n° 1761; *J. O.*, p. 678). — Renvoi à la Commission du travail.*

Rapport Chambon, le 31 janvier 1906 (doc. parl. n° 2950; *J. O.*, p. 39). — Reprise du rapport Chambon, le 6 juillet 1906 (doc. parl. n° 220; *J. O.*, p. 902).

*Projet de loi relatif à la réglementation du travail présenté par le Ministre du Commerce à la Chambre des députés, le 13 juillet 1906 (doc. parl. n° 236; *J. O.*, p. 912). — Renvoi à la Commission du travail.*

Rapport Justin Godart, le 21 mars 1907 (doc. parl. n° 876).

Deuxième rapport Justin Godart : dispositions concernant le contrôle de la durée du travail (doc. parl. n° 1767; *J. O.*, p. 451), déposé le 5 juin 1908. — Séances des 18 et 25 juin 1908 : déclaration de l'urgence, adoption. — Dépôt sur le bureau du Sénat des dispositions concernant le contrôle de la durée du travail votées par la Chambre; le 7 juillet 1908 (doc. parl. n° 209; *J. O.*, p. 147); renvoi aux bureaux.

Discussion à la Chambre des députés des dispositions autres que celles concernant la durée du travail. — Séance du 2 juillet 1908 : déclaration d'urgence, ajournement de la discussion.

Durée du travail. — Conférence internationale. — *Proposition de loi ayant pour objet la limitation des heures de travail au moyen d'une conférence internationale, déposée par*

M. Grillon, député, le 5 novembre 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 379; *J. O.*, p. 65).

Journée de huit heures. — Voir à *Salaire minimum* les deux propositions Vaillant.

Ateliers de famille. — *Proposition de loi* portant application de l'article 2 de la loi du 30 mars 1900 aux ateliers de famille énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, déposée par MM. Ledin et Vidon, députés, le 27 novembre 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 480; *J. O.*, p. 179).

Repos hebdomadaire. — *Proposition de loi* tendant à l'extension des dispositions de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Cornand, député, le 5 novembre 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 385; *J. O.*, p. 74).

Rapport Zévaès, déposé le 12 mars 1908 (doc. parl. n° 1578; *J. O.*, p. 217).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Trouin, député, le 8 novembre 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 406; *J. O.*, p. 90).

Proposition de loi ayant pour objet d'apporter des modifications particulières à la loi votée le 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Georges Berry, député, le 20 novembre 1906. — Demande d'urgence, rejet au scrutin. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 440; *J. O.*, p. 146).

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire du personnel domestique des hôtels et restaurants, déposée par M. Engerand, député, le 13 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 631; *J. O.*, p. 21).

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par MM. Empereur et Chion-Ducollet, députés, le 20 mars 1907 (doc. parl. n° 864; *J. O.*, p. 246).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Cosnard, député, le 20 mars 1907 (doc. parl. n° 835; *J. O.*, p. 246).

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Depasse, député, le 23 mars 1907 (doc. parl. n° 891; *J. O.*, p. 266).

Proposition de loi tendant à apporter différentes additions au texte de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par MM. Leboucq et Marc Réville, députés, le 22 mars 1907 (doc. parl. n° 292; *J. O.*, p. 266).

Proposition de loi tendant à compléter les articles 1 et 2 de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Maurice Viollette, député, le 26 mars 1907 (doc. parl. n° 895; *J. O.*, p. 267).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Guillemet, député, le 21 mai 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 954; *J. O.*, p. 311).

Projet de loi ayant pour objet de compléter la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée à la Chambre par le Ministre du Travail, le 31 mai 1907. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 1007; *J. O.*, p. 444).

Premier mai. — Voir plus loin sous la rubrique *Divers* la proposition Maujan.

Femmes et enfants.

Proposition de loi tendant à apporter quelques modifications à la loi du 30 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes, dans les usines et manufactures, présentée par

M. Waddington, sénateur, le 29 décembre 1903. — Déclaration de l'urgence (doc. parl. n° 364; *J. O.*, p. 917). — Rapport Waddington, déposé le 8 mars 1904 (doc. parl. n° 65; *J. O.*, p. 148). — Séances des 18, 22 et 24 mars 1904 : discussion et adoption. — Transmission à la Chambre des députés le 25 mars 1904. — Nouvel intitulé : *Proposition de loi* adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 3, 4, 7 et 11 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, et l'article 1^{er} du décret-loi du 9 septembre 1898 relatif aux heures de travail dans les manufactures et usines (doc. parl. n° 1639; *J. O.*, p. 334). — Renvoi à la Commission du travail. — Nouvelle transmission le 12 juin 1906.

Établissements commerciaux. — *Projet de loi* relatif aux travaux interdits aux femmes et aux enfants employés dans les établissements commerciaux, présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Travail, le 19 mars 1908 (doc. parl. n° 1710; *J. O.*, p. 410). — Renvoi à la Commission du travail. — Rapport Groussier, déposé le 26 juin 1908 (doc. parl. n° 1834; *J. O.*, p. 617). — Séance du 3 juillet 1908 : déclaration de l'urgence, adoption. — Dépôt sur le bureau du Sénat, le 17 novembre 1908 (doc. parl. n° 275; *J. O.*, p. 20). — Renvoi aux bureaux.

Travail de nuit des femmes. — *Projet de loi* relatif à la mise en vigueur de la convention internationale de Berne sur le travail de nuit des femmes employées dans l'industrie, présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Travail, le 18 février 1907 (doc. parl. n° 765; *J. O.*, p. 34). — Rapport Justin Godart, le 12 mars 1907 (doc. parl. n° 841; *J. O.*, p. 321). — Séance du 10 juin 1907 : urgence déclarée, adoption. — Transmission au Sénat, le 22 octobre 1907 (doc. parl. n° 293; *J. O.*, p. 1).

Protection des femmes en couches. — *Proposition de loi* sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons, présentée par M. Strauss, sénateur, le 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 235; *J. O.*, p. 449). — Rapport sommaire Combes, le 9 mars 1900 (doc. parl. n° 52; *J. O.*, p. 51). — Prise en considération le 15 mars 1900. — Rapport Strauss, déposé le 17 janvier 1902 (doc. parl. n° 4; *J. O.*, p. 2). — Séance du 3 décembre 1903 : 1^{re} délibération, adoption. — Rapport supplémentaire Strauss, le 23 mars 1906 (doc. parl. n° 124; *J. O.*, p. 236, rectifié p. 721). — Séance du 21 mars 1907 : 2^e délibération, renvoi à la Commission. — Séances des 10 juillet et 20 octobre 1908 : ajournement de la discussion. — Séance du 30 octobre 1908 : suite de la 2^e délibération. — Amendement Guillier : renvoyé à la Commission; ajournement de la discussion.

Proposition de loi sur la protection et l'assistance des femmes avant et après l'accouchement, déposée par M. Engerand, député, le 5 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 199; *J. O.*, p. 1138). — Rapport Bonnevey, le 30 mars 1908 (doc. parl. n° 1561). — Séance du 9 avril : déclaration de l'urgence; adoption avec modification du titre; nouvel intitulé : *Proposition de loi* garantissant leur travail ou leur emploi aux femmes en couches. — Transmission au Sénat, le 10 avril (doc. parl. n° 141; *J. O.*, p. 99); renvoi à la Commission relative à la protection des mères et des nourrissons. — Rapport Strauss, le 11 juin 1908 (doc. parl. n° 156; *J. O.*, p. 104). — Séance des 10 juillet et 20 octobre 1908 : ajournement de la discussion. — Séance du 30 octobre 1908 : 1^{re} délibération; déclaration de l'urgence; contre-projet Guillaume Pouille; adoption. — Transmission à la Chambre des députés, le 5 novembre 1908 (doc. parl. n° 2088); renvoi à la Commission du travail. — Rapport Bonnevey, le 17 novembre 1908 (doc. parl. n° 2109). — Séance du 28 novembre 1908 : adoption. — Transmission au Sénat, le 30 novembre 1908 (doc. parl. n° 298); renvoi à la Commission.

Proposition de loi concernant la protection et l'assistance des femmes enceintes et nouvellement accouchées et des enfants du premier âge, déposée par M. J.-L. Breton, député, le 13 juillet 1906. — Renvoi à la Commission d'hygiène publique.

Allaitement. — *Proposition de loi* relative aux facilités à accorder aux femmes occupées dans l'industrie pour l'allaitement de leurs nourrissons, déposée par M. Durand (Aude), le 12 décembre 1906. — Déclaration de l'urgence; renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 557; *J. O.*, p. 271).

Hommes adultes.

Journée de huit heures dans les mines. — *Proposition de loi* tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, déposée le 12 juin 1906 par M. Basly, député (doc. parl. n° 32; *J. O.*, p. 486). — Rapport Léon Janet, le 18 mars 1907 (doc. parl. n° 850; *J. O.*, p. 237). — Rapport supplémentaire Léon Janet (doc. parl. n° 1120; *J. O.*, p. 951). — Délibé-

ration, déclaration de l'urgence et adoption, le 5 juillet 1907. — Transmission au Sénat, le 9 juillet 1907 (doc. parl. n° 253; *J. O.*, p. 393).

Réglementation du travail dans les chemins de fer. — *Proposition de loi* relative à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, présentée par MM. Descubes, etc., députés le 28 juillet 1894 (doc. parl. n° 895; *J. O.*, p. 163). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. Descubes, 21 décembre 1895 (doc. parl. n° 1700; *J. O.*, p. 1627).

Projet de loi relatif à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, déposé par M. Turrel, ministre des Travaux publics, le 26 novembre 1897 (doc. parl. n° 2847; *J. O.*, p. 226). — Renvoyé à la Commission du travail.

Proposition de loi relative à la situation des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, déposée par MM. Berteaux, etc., députés, le 30 novembre 1897 (doc. parl. n° 2853; *J. O.*, p. 231). — Renvoyée à la Commission du travail.

Nouvel intitulé : *Proposition de loi relative à la réglementation du travail des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, et aux conditions de retraite du personnel des chemins de fer français.*

Proposition de loi relative à la sécurité publique dans les exploitations des chemins de fer (travail et retraites des agents des services des trains), présentée par M. Monestier, sénateur, le 22 novembre 1900 (doc. parl. n° 357; *J. O.*, p. 740).

Réglementation de la profession de chauffeur-mécanicien. — *Proposition de loi* concernant la réglementation de la profession de chauffeur-mécanicien dans l'industrie, présentée par M. Charonnat, député, le 4 juin 1907. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 1019; *J. O.*, p. 430).

Rapp. suppl. Descubes, 2 décembre 1897 (doc. parl. n° 2860; *J. O.*, p. 237). — Déclaration d'urgence, discussion et adoption, le 17 décembre 1897.

Transmission au Sénat, le 21 décembre 1897 (doc. parl. n° 79; *J. O.*, p. 757). — Rapp. Jules Godin, 25 février 1901 (doc. parl. n° 85; *J. O.*, p. 190). — Déclaration d'urgence et discussion, les 30 et 31 mai, 4, 6 et 7 juin 1901. — Adoption avec modifications.

Retour à la Chambre, le 12 juin 1901 (doc. parl. n° 2412; *J. O.*, p. 507). — Rapp. Rose, déposé le 2 juillet 1901 (doc. parl. n° 2557; *J. O.*, p. 750). — 1^{re} séance du 14 novembre 1901 : dépôt, par M. Rose, d'un rapp. suppl. (doc. parl. n° 2750; *J. O.*, p. 79). — 2^e séance du 14 novembre 1901 : déclaration de l'urgence ; discussion ; dépôt, par M. Berteaux, d'un contre-projet ; adoption de ce contre-projet et d'un projet de résolution de M. Zévaès et plusieurs de ses collègues.

Retour au Sénat, le 15 novembre 1901 (doc. parl. n° 405; *J. O.*, p. 390). — Rapport Jules Godin, déposé le 11 mars 1902 (doc. parl. n° 123; *J. O.*, p. 187). — Rapp. suppl. Jules Godin, déposé le 30 mars 1903 (doc. parl. n° 134; *J. O.*, p. 372). — Rapport suppl. Jules Godin, déposé le 23 juin 1904. — Rapport suppl. Jules Godin, déposé le 23 juin 1905 (doc. parl. n° 175). — Rapp. suppl. Jules Godin, déposé le 22 juin 1908 (doc. parl. n° 166; *J. O.*, p. 108).

Projet de loi portant création d'un corps de gendarmerie mobile, déposé à la Chambre des députés le 22 janvier 1907, par les Ministres de l'Intérieur, de la Justice, des Finances et de la Guerre (doc. parl. n° 676; J. O., p. 68).

Liberté du travail. — *Proposition de loi tendant à l'abrogation des articles 414 et 415 du Code pénal (atteinte à la liberté du travail), déposée par M. Jules Coutant, député, le 3 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 194; J. O., p. 751).*

Projet de loi portant abrogation des articles 414 et 415 du Code pénal (atteinte à la liberté du travail) déposé par le Ministre de la Justice et le Ministre du Travail, le 14 janvier 1907. — Renvoi à la Commission de la réforme judiciaire (doc. parl. n° 650; J. O., p. 42).

Lock-outs patronaux. — *Proposition de loi ayant pour objet de prévenir les lock-outs patronaux (fermeture des usines, chantiers, manufactures ou magasins), déposée par M. Jules Coutant, député, le 3 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 196; J. O., p. 753).*

Coalitions. — Ouvriers de l'État et des chemins de fer. — *Proposition de loi interdisant les conditions forcées dans le but de suspendre ou faire cesser le travail dans les exploitations de l'État et des Compagnies de chemins de fer, présentée par M. Cordelet, sénateur, le 21 décembre 1894 (doc. parl. n° 58; J. O., p. 347). — Rapport sommaire Marquis, le 21 janvier 1895 (doc. parl. n° 7; J. O., p. 3). — Prise en considération, le 8 février 1895. — Rapport Demôle, le 10 juin 1895 (doc. parl. n° 121; J. O., p. 333). — Séances des 3 et 4 février 1896 : première délibération. — Séance du 14 février 1896 : deuxième délibération; adoption. — Transmission à la Chambre, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 77; J. O., p. 1170). — Nouvel intitulé : *Proposition de loi* ayant pour objet de modifier les articles 414 et 415 du Code pénal. — Nouvelle transmission à la Chambre, le 12 juin 1902 (doc. parl. n° 36; J. O., p. 492).*

Syndicats.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Barthe, sénateur, le 10 juillet 1893 (doc. parl. n° 260; J. O., p. 533).

Rapp. Bérenger, 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 9; J. O., p. 188).

Proposition de loi ayant pour but d'ajouter à la loi du 21 mars 1884, relative aux syndicats professionnels, des dispositions punissant les infractions à l'article 3, présentée par M. Barthe, le 22 juin 1894 (doc. parl. n° 131; J. O., p. 173).

Proposition de loi portant modifications à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels : dépôt et lecture par M. Millerand, député, le 12 juin 1906. — Déclaration de l'urgence. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 15; J. O., p. 463).

Proposition de loi tendant à compléter et à modifier la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, déposée par M. Lemire, député, le 12 juin 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 34; J. O., p. 487).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, déposée par M. Lemire, député, le 5 novembre 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 380; J. O., p. 67).

Proposition de loi portant modification à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, déposée par M. Vaillant, député, le 30 novembre 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 498; J. O., p. 204).

Proposition de loi tendant à étendre les dispositions de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Klotz, député, le 15 octobre 1908 (doc. parl. n° 2050). — Renvoi à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour objet d'autoriser les syndicats professionnels à faire pour le compte de leurs membres les opérations d'achat et de vente concernant l'exercice de leur profession et de posséder les immeubles nécessaires à la réalisation de ces opérations, présentée le 19 décembre 1908 par M. de Gailhard-Bancel, député, et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la Commission de l'agriculture, sous réserve d'avis de la Commission du travail (doc. parl. n° 2193).

Syndicats agricoles. — *Projet de loi relatif à la constitution et au fonctionnement des syndicats agricoles, présenté le 19 juin 1908. — Renvoi à la Commission de l'agriculture (doc. parl. n° 1801; J. O., p. 590).*

Proposition de loi de M. Gailhard-Bancel. (Voir plus haut Syndicats.)

Coopératives de production.

Voir ci-dessus à *Participation aux bénéfices* la proposition Doumer.

Mines. — *Proposition de loi* ayant pour but : 1° l'annulation des contrats qui ont aliéné la propriété nationale des mines; 2° l'exploitation des mines par les travailleurs y employés, déposée par M. Paul Constans, député, le 14 juin 1906. — Renvoi à la Commission des mines (doc. parl. n° 102; *J. O.*, p. 586).

Coopératives agricoles de l'Algérie. — V. plus loin *Coopération de crédit*.

IV. — REPRÉSENTATION ET JURIDICTION PROFESSIONNELLES.

Conseils de prud'hommes.

Projet de loi portant modification des articles 5 et 6 de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes, présenté à la Chambre des députés le 15 décembre 1908 par le Ministre du Travail. — Renvoi à la Commission du travail (doc. part. n° 2177).

Appel des demandes reconventionnelles. — *Proposition de loi* relative à l'appel des demandes reconventionnelles dont connaissent les Conseils de prud'hommes, présentée par M. Arthur Groussier, député, le 10 juin 1907 (doc. parl. n° 1089; *J. O.*, p. 443).

Compétence des juges de paix en matière de différends relatifs au contrat de travail. — *Proposition de loi* relative à la compétence des juges de paix en matière de différends relatifs aux contrats du travail, présentée par M. Arthur Groussier, député, le 10 juin 1907 (doc. parl. n° 1040; *J. O.*, p. 446).

Conseils de prud'hommes agricoles. — *Proposition de loi* tendant à l'institution de conseils de prud'hommes agricoles, présentée par M. Bouffandeau, député, le 27 mars 1907 (doc. parl. n° 916; *J. O.*, p. 282).

Conciliation et arbitrage.

Proposition de loi portant modification de la loi du 27 décembre 1892, en édictant l'assistance obligatoire à la tentative de conciliation pour les différends collectifs entre patrons et ouvriers mineurs, présentée par M. Magnien, sénateur, le 19 juin 1899 (doc. parl. n° 174; *J. O.*, p. 411). — Rapp. somm. Magnien, 29 juin 1899 (doc. parl. n° 195; *J. O.*, p. 424). — Prise en considération, le 3 juillet 1899.

Proposition de loi sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail, présentée par M. Millerand, député. — Séance du 12 juin 1906, dépôt et lecture; déclaration de l'urgence. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 14; *J. O.*, p. 464).

Proposition de loi tendant à organiser le droit de grève, déposée par M. Paul Constans, député, le 3 juillet 1896. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 184; *J. O.*, p. 739).

Proposition de loi portant règlement amiable des différends collectifs entre patrons et ouvriers, déposée par M. Rudelle, député, le 13 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 312; *J. O.*, p. 950).

Proposition de loi tendant à faire inscrire l'arbitrage obligatoire dans le cahier des charges des entreprises dépendant des pouvoirs publics, présentée par M. Ferdinand Buisson, député, le 21 mars 1907 (doc. parl. n° 879; *J. O.*, p. 255).

Proposition de loi tendant à la suppression des grèves et à l'établissement de l'arbitrage obligatoire dans les industries de première nécessité, présentée par MM. Desplas et Chautau, le 23 mai 1907. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 97; *J. O.*, p. 399).

Rapport Colliard, déposé le 27 décembre 1907 (doc. parl. n° 1418).

Représentation professionnelle.

Comités miniers. — *Projet de loi* tendant à instituer des comités miniers permanents, présenté à la Chambre des députés le 12 mars 1908 par le Ministre du travail (doc. parl. n° 1569; *J. O.*, p. 207).

Délégués agricoles. — Voir à *Salaire minimum dans l'agriculture* la proposition Aldy.

V. — ASSURANCES OUVRIÈRES.

Accidents du travail.

Proposition de loi tendant à compléter et à modifier les articles 23 et 30 de la loi du 9 avril 1898 et à réprimer les manœuvres délictueuses d'intermédiaires spéculant sur les accidents du travail, déposée par M. Leboucq, député, le 19 novembre 1906. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 437; *J. O.*, p. 133).

Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi du 31 mars 1905 sur les accidents du travail, déposée le 17 décembre 1907, par M. Leboucq, député (doc. parl. n° 1389. — Renvoi à la Commission du travail. — Séance du 16 juin 1908 : renvoi à la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour but de compléter la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée le 28 novembre 1907, par M. Defontaine, député (doc. parl. n° 1343; *J. O.*, p. 311). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier les lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902, 31 mars 1905 et 17 avril 1906 sur les accidents du travail, déposée le 2 avril 1908 par M. Basly, député (doc. parl. n° 1663; *J. O.*, p. 306).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée le 9 juillet 1908 par M. Defontaine, député. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier les lois de 1898, 1902, 1905 et 1906 sur les accidents du travail, présentée le 21 décembre 1908 par M. Petitjean, sénateur. — Renvoi à la Commission des accidents du travail.

Prescription de l'action civile. — *Proposition de loi* concernant les accidents du travail et la prescription de l'action civile en cette matière déposée par M. Folleville, député, le 14 juin 1907 (doc. parl. n° 1055; *J. O.*, p. 854).

Assistance judiciaire. — *Proposition de loi* ayant pour but d'assurer l'assistance judiciaire devant la juridiction d'appel aux victimes des accidents du travail, présentée le 9 juillet 1908 par M. Defontaine, député. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 1955; *J. O.*, p. 96.).

Indemnité pour frais de déplacement. — *Proposition de loi* tendant à accorder une indemnité aux victimes des accidents du travail pour les frais de déplacement qui leur incombent par l'application de la loi de 1898 modifiée par les lois du 22 mars 1902 et 31 mars 1905, déposée par M. Defontaine, député, le 21 juin 1907 (doc. parl. n° 1080; *J. O.*, p. 916).

Accidents du travail dans l'agriculture. — *Projet de loi* ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, présenté à la Chambre des députés, le 5 novembre 1906, par le Ministre du Travail. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 364; *J. O.*, p. 34). — Rapport Chauvin le 22 février 1907 (doc. parl. n° 777; *J. O.*, p. 157). — Avis au nom de la Commission de l'agriculture, déposé par M. Chaigne, le 4 juillet 1907 (doc. parl. n° 1153; *J. O.*, p. 979).

Proposition de loi sur la responsabilité des accidents agricoles déposée par M. Paul Beauregard, député, le 24 octobre 1907 (doc. parl. n° 1271). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée le 11 décembre 1908 par M. J.-L. Breton

député. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl., n° 2168). — Rapport Chauvin, déposé le 19 décembre (doc. parl. n° 2190). — Séance du 22 décembre : ajournement de la première délibération.

Domestiques et gens de maison. — *Proposition de loi* ayant pour objet d'étendre le régime de la législation des accidents du travail aux gens de maison, domestiques et serviteurs de toute sorte, présentée le 29 mai 1908 par M. Pugliesi-Conti, député (doc. parl. n° 1737; *J. O.*, p. 422); renvoi à la Commission du travail. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, le 16 juin 1908.

Algérie. — *Projet de loi* concernant la responsabilité des accidents du travail dont les ouvriers sont victimes dans leur travail en Algérie, présenté à la Chambre des députés, le 8 novembre 1906, par le Ministre du Travail. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 400; *J. O.*, p. 87).

Délégués mineurs. — *Proposition de loi* tendant à faire bénéficier les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée par M. Basly, député, le 6 novembre 1906. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 399; *J. O.*, p. 87).

Ouvriers de l'État. — *Projet de loi* concernant l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail aux ouvriers et employés des exploitations de l'État, présenté à la Chambre des députés, le 14 juin 1906 par le Ministre du Commerce. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 86; *J. O.*, p. 551).

Établissements pénitentiaires et hospitaliers. — *Projet de loi* concernant les accidents du travail survenus dans les établissements pénitentiaires et dans les établissements hospitaliers, présenté à la Chambre des députés par le Ministre du travail, le 28 janvier 1907. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 703; *J. O.*, p. 87).

Caisse de prévoyance contre les risques et accidents des marins. — *Proposition de loi* tendant à ajouter un paragraphe à l'article 9 de la loi du 29 décembre 1905, sur la caisse de prévoyance contre les risques et accidents des marins, présentée par M. Armez, député, le 17 décembre 1907 (doc. parl. n° 1384).

Maladies professionnelles.

Projet de loi sur les maladies professionnelles, présenté à la Chambre des députés, le 14 juin 1906, par le Ministre du Commerce. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 88; *J. O.*, p. 557).

Proposition de loi ayant pour objet l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée par M. J.-L. Breton, député, le 13 juillet 1906. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 325; *J. O.*, p. 2287).

Rapport J. L. Breton, déposé le 22 mars 1907 (doc. parl. n° 888).

Vieillesse et invalidité.

Retraites ouvrières — *Proposition de loi* tendant à organiser l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse, présentée par MM. Lemire et Gayraud, députés, le 10 juin 1902 (doc. parl. n° 17; *J. O.*, p. 478). — Rapport sommaire Émile Rey, le 26 juin 1902 (doc. parl. n° 151; *J. O.*, p. 660).

Proposition de loi ayant pour objet d'assurer contre l'indigence les vieillards infirmes et incurables indigents, par l'institution d'une assurance complémentaire de l'assurance ouvrière encore à créer, présentée par M. Vaillant, député, le 3 juillet 1902 (doc. parl. n° 187; *J. O.*, p. 711). — Rapport sommaire Congy, le 10 juillet 1902 (doc. parl. n° 274; *J. O.*, p. 767).

Proposition de loi portant création d'une caisse nationale de retraites ouvrières, présentée par MM. Millerand et Guieysse, députés, le 14 octobre 1902 (doc. parl. n° 321; *J. O.*, p. 71).

Rapport Guieysse au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, déposé le 22 novembre 1904 (doc. parl. n° 2083; *J. O.*, p. 1187). — 1^{re} délibération dans les séances de la Chambre des 5, 6, 10, 11 juillet; 8, 9, 14, 15, 16, 21, 22, 23, 28, 29, 30 novembre; 5, 6, 7, 12 et 14 décembre 1905; 18, 23, 24, 25, 30 et 31 janvier; 1^{er}, 6, 7, 8, 13, 14, 15, 20,

Proposition de loi ayant pour objet l'institution d'une assurance sociale, présentée par M. Vaillant, député, le 6 novembre 1902 (doc. parl. n° 418; *J. O.*, p. 257).

Proposition de loi ayant pour but : 1° la création d'une caisse nationale de retraites pour la vieillesse, l'invalidité, l'assurance au décès, au profit de tout Français de l'un ou l'autre sexe; 2° l'assistance obligatoire aux infirmes et incurables par la participation de la commune, du département et de l'État, présentée par M. Jules Coutant, député, le 18 novembre 1902 (doc. parl. n° 457; *J. O.*, p. 289).

Proposition de loi ayant pour objet d'organiser un service public et un budget spécial de solidarité sociale, présentée par M. Mirman, député, le 28 novembre 1902 (doc. parl. n° 510; *J. O.*, p. 406).

Proposition de loi sur les retraites ouvrières, présentée par M. Achille Adam, député, le 6 décembre 1902 (doc. parl. n° 625; *J. O.*, p. 1215).

Proposition de loi sur les retraites ouvrières agricoles, présentée par M. de Laurens Castelet, député, le 25 juin 1903 (doc. parl. n° 1068; *J. O.*, p. 952).

Proposition de loi ayant pour objet la création d'une caisse nationale de retraites, d'invalidité et de vieillesse au profit des travailleurs, présentée par M. Dubuisson, député, le 3 novembre 1903 (doc. parl. n° 1261; *J. O.*, p. 109).

Proposition de loi ayant pour objet les retraites des travailleurs vieux ou infirmes, présentée par MM. Émile Rey et Lachizé, députés, le 30 novembre 1903 (doc. parl. n° 1331; *J. O.*, p. 186).

Proposition de loi sur l'organisation des retraites pour la vieillesse et l'invalidité, présentée par MM. Albert Dormoy, Charles Chaumet et Cazeaux-Cazalet, députés, le 14 janvier 1904 (doc. parl. n° 1432; *J. O.*, p. 10).

Proposition de loi sur les retraites pour la vieillesse, présentée par M. François Fournier, député, le 25 mars 1904 (doc. parl. n° 1636; *J. O.*, p. 329).

Proposition de loi sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers de l'industrie, présentée par M. Félix Martin, sénateur, le 27 février 1897 (doc. parl. n° 61; *J. O.*, p. 355). — Rapport sommaire Gustave Denis, le 1^{er} avril 1897 (doc. parl. n° 103; *J. O.*, p. 402). — Prise en considération le 17 juin 1897. — Rapport Félix Martin, le 7 février 1898 (doc. parl. n° 36; *J. O.*, p. 74). — Séance du 24 février 1898 : première délibération.

Proposition de loi relative à l'organisation d'une assurance générale des travailleurs contre la vieillesse, l'invalidité et la maladie, présentée par M. Anonin Dubost, sénateur, le 8 avril 1905. — Déclaration de l'urgence (doc. parl. n° 111; *J. O.*, p. 435).

Proposition de loi sur l'organisation d'une caisse mutuelle nationale de retraites pour la vieillesse et les invalides du travail, présentée par M. Cocula, sénateur, le 23 mai 1905 (doc. parl. n° 146; *J. O.*, p. 475).

Proposition de loi ayant pour objet de remplacer les prélèvements faits sur le salaire des ouvriers et des employés des deux sexes et les versements patronaux qui doivent assurer les retraites d'invalidité et de vieillesse, soit par l'établissement d'une taxe de 50 p. o/o sur les héritages en ligne collatérale (entre frères et sœurs exceptés), soit par une augmentation progressive de tous les droits perçus sur les successions et donations et par une limitation au maximum de 2,000 francs de toutes les pensions de retraites des fonctionnaires de l'État, déposée par M. Jules Coutant, député, le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 11; *J. O.*, p. 456).

Proposition de loi tendant à assurer la participation financière de l'État à l'organisation et au fonctionnement des retraites pour la vieillesse, déposée par M. Maurice Colin, député, le 3 juillet 1906 (doc. parl. n° 190; *J. O.*, p. 745).

Proposition de loi tendant à établir en France le monopole de la rectification de l'alcool et à en employer le produit à la création d'une caisse nationale de retraites en faveur des vieux travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, déposée par M. Guillemet, député, le 5 novembre 1906 (doc. parl. n° 359; *J. O.*, p. 4). — Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire.

Proposition de loi portant institution de retraites ouvrières, déposée par M. Darbot, sénateur, le 6 décembre 1906 (doc. parl. n° 425; *J. O.*, p. 72).

Proposition de loi concernant la répression et la réglementation des jeux au profit des retraites ou

21, 22, 23 (1^{re} et 2^e séances) février 1906. Déclaration de l'urgence; adoption le 23 février. — Transmission au Sénat le 6 mars 1906 (doc. parl. n° 69; *J. O.*, p. 171).

rières, présentée par M. Antide Boyer, député, le 25 janvier 1907. — Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire (doc. parl. n° 693; J. O., p. 80).

Proposition de loi tendant à constituer des ressources financières en vue de pouvoir assurer le service des retraites ouvrières par la suppression des héritages en ligne collatérale, déposée le 10 juillet 1908 par M. Allemane, député (doc. parl. n° 1979); renvoi à la Commission de législation fiscale.

Retraites des ouvriers et ouvrières de l'État. — *Projet de loi* concernant l'admission à la retraite du personnel féminin des manufactures de l'État, déposé à la Chambre des députés par le Ministre des Finances le 23 juin 1904. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 1801; J. O., p. 816).

Projet de loi tendant à abaisser la durée des services exigés des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État pour l'obtention d'une retraite proportionnelle en cas d'invalidité. — Déposé à la Chambre des députés par le Ministre des Finances le 9 juillet 1904 (doc. parl. n° 1897; J. O., p. 966). — Renvoi à la Commission du budget.

Projet de loi relatif à la constitution de la pension de retraite des ouvriers immatriculés des manufactures nationales d'armes de Châtellerauld en cas de location à l'industrie privée des établissements auxquels ces ouvriers sont affectés, présenté par le Ministre de la Guerre à la Chambre des députés le 24 février 1905. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 2273; J. O., p. 244). — Rapport Klotz, déposé le 22 mai 1905 (doc. parl. n° 2455; J. O., p. 541). — Séance de la Chambre du 5 juin 1905: déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission au Sénat le 20 juin 1905 (doc. parl. n° 171; J. O., p. 509).

Retraites des travailleurs des chemins de fer. — Voir plus haut la proposition relative à la réglementation du travail dans les chemins de fer.

Retraites des mineurs. — *Proposition de loi* tendant à modifier la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs, déposée le 9 avril 1908 par M. Basly, député (doc. parl. n° 1691; J. O., p. 332); renvoi à la Commission des mines.

Saisies-arrêts sur les pensions de retraites. — *Proposition de loi* tendant à appliquer la procédure de la loi du 12 janvier 1895 aux saisies-arrêts opérées sur les arrérages des pensions de retraites, présentée le 29 octobre 1908 par M. Lamy, député.

VI. — PRÉVOYANCE.

Sociétés de secours mutuels.

Proposition de loi tendant à autoriser, à titre d'essai, un certain nombre de sociétés de secours mutuels urbaines ou cantonales, groupées en unions, à se charger de l'exécution de la loi sur l'assistance médicale gratuite, déposée le 22 novembre 1906 par M. Audiffred, sénateur (doc. parl. n° 410; J. O., p. 62).

Proposition de loi relative à la réforme du fonds commun inaliénable dans les sociétés de secours mutuels déposée par M. Bonneval, député (doc. parl. n° 773; J. O., p. 156).

Proposition de loi ayant pour but de modifier et compléter la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels déposée par M. Victor Lourties, sénateur, le 18 juin 1907 (doc. parl. n° 162; J. O., p. 134). — Rapport sommaire Fortier, le 29 octobre 1907 (doc. parl. n° 296). — Prise en considération le 7 novembre 1907.

Caisses de secours des ouvriers mineurs. — (V. Retraites des ouvriers mineurs.)

Coopération de crédit.

Crédit agricole. — *Proposition de loi* relative à l'organisation nationale de l'assurance et du crédit agricoles, présentée par M. Calvet, sénateur, le 12 juillet 1895 (doc. parl. n° 200; J. O., p. 397). — Rapport sommaire Poirrier, le 23 décembre 1895 (doc. parl. n° 46; J. O., p. 542). — Prise en considération le 28 janvier 1896.

Proposition de loi ayant pour but l'institution d'une caisse centrale agricole des avances à faire directement aux agriculteurs, présentée par M. Laterrade, sénateur, le 12 mai 1899 (doc. parl. n° 118; J. O., p. 557). — Rapport sommaire Destieux-Junca, le 19 mai 1899 (doc. parl. n° 136; J. O., p. 367).

Crédit maritime. — *Projet de loi* sur le crédit maritime, présenté le 14 février 1908 à la Chambre des députés par les Ministres de la Marine et des Finances (doc. parl. n° 2540). — Rapport Chaumet, le 8 juillet 1908 (doc. parl. n° 1950). — Séance du 10 juillet 1908 : déclaration de l'urgence; adoption. — Dépôt sur le bureau du Sénat, le 10 novembre 1908 (doc. parl. n° 270); renvoi aux bureaux.

Crédit mutuel. — Sociétés coopératives. — *Proposition de loi* ayant pour objet l'extension du crédit mutuel au commerce, à l'industrie et aux sociétés coopératives, ainsi que l'attribution d'avances à long terme aux sociétés coopératives présentée par M. Codet, député, le 15 février 1907 (doc. parl. n° 753; *J. O.*, p. 130); présentée à nouveau le 16 janvier 1908 (doc. parl. n° 1439; *J. O.*, p. 2); renvoi à la Commission du commerce et de l'industrie. — Rapport Codet, le 29 octobre 1908 (doc. parl. n° 2069).

Coopératives agricoles de l'Algérie. — *Projet de loi* autorisant des avances aux sociétés coopératives agricoles de l'Algérie, présenté à la Chambre des députés le 3 juillet 1908 par les Ministres de l'Intérieur, des Finances et de l'Agriculture (doc. parl. n° 1881). — Rapport Vigoureux, le 11 décembre 1908. — Séance du 19 décembre 1908 : déclaration de l'urgence; adoption.

DIVERS.

Alcoolisme. — *Proposition de loi* tendant à l'interdiction de la fabrication et de la vente de l'absinthe, déposée par M. de Lamarzelle, sénateur, le 8 avril 1908 (doc. parl. n° 130; *J. O.*, p. 97); renvoi à la Commission d'initiative parlementaire. — Rapport Brager de la Ville-Moysan, le 3 juillet 1908 (doc. parl. n° 197; *J. O.*, p. 118). — Séance du 10 juillet 1908 : prise en considération; renvoi aux bureaux pour la nomination d'une commission.

Assistance aux familles nécessiteuses. — *Proposition de loi* tendant à organiser l'assistance aux familles nombreuses et nécessiteuses, présentées par M. Néron, député, le 7 février 1907. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 740; *J. O.*, p. 112).

Assistance aux enfants des familles indigentes. — *Proposition de loi* relative à l'institution et à l'organisation de l'assistance aux enfants des familles indigentes, déposée par M. Rey, député, le 1^{er} décembre 1908; renvoi à la Commission d'initiative parlementaire.

Bien de famille insaisissable. — *Projet de loi* sur la constitution et la conservation d'un bien de famille insaisissable, présenté par le Ministre de l'Agriculture à la Chambre des députés, le 31 janvier 1905 (doc. parl. n° 2214; *J. O.*, p. 23). — Renvoi à la Commission de l'agriculture.

Proposition de loi ayant pour objet de créer un bien de famille insaisissable, présentée par M. Lemire, député, le 10 juin 1902 (doc. parl. n° 18; *J. O.*, p. 482). — Rapport sommaire Morel, le 30 juin 1902 (doc. parl. n° 163; *J. O.*, p. 684).

Proposition de loi tendant à la création d'un bien de famille insaisissable (*Homestead*), présentée par M. Louis Martin, député, le 1^{er} décembre 1902 (doc. parl. n° 541; *J. O.*, p. 1071).

Proposition de loi ayant pour objet de créer en France des biens insaisissables de famille, présentée par M. Pierre Lebaudy, le 15 janvier 1903 (doc. parl. n° 653; *J. O.*, p. 47).

Proposition de loi établissant un emprunt de 500 millions pour combattre le paupérisme en procurant un coin de terre aux familles qui n'en ont pas, déposée par M. Lemire, député, le 14 juin 1906. — Renvoi à la Commission du budget.

Chômage rural. — *Proposition de loi* relative au chômage et à la crise du travail rural, présentée par M. Engerand, député, le 16 mars 1905 (doc. parl. n° 2312; *J. O.*, p. 297). — Renvoi à la Commission du commerce et de l'industrie. — Rapport Mas, déposé le 23 novembre 1905 (doc. parl. n° 2778; *J. O.*, p. 64). — Reprise du rapport Mas le 14 juin 1906 (doc. parl. n° 109; *J. O.*, p. 594).

Concessions minières. — *Proposition de loi* tendant à annexer au domaine public les concessions minières ou portions de concessions non encore exploitées, déposée par M. Basly, député, le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 31; *J. O.*, p. 485).

Voir également la proposition Paul Constans à *Cooperatives de production*.

Rapport Louis Martin déposé le 7 février 1906 (doc. parl. n° 2967; *J. O.*, p. 121). Séance de la Chambre du 13 avril 1906; déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission au Sénat le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 287; *J. O.*, p. 717).

Rapport Guillier, le 10 novembre 1908 (doc. parl. n° 272; *J. O.*, p. 12). — Séance du 10 décembre 1908 : 1^{re} délibération; adoption.

Proposition de loi tendant à la nationalisation des mines, déposée le 1^{er} juin 1908 par M. Cornaud, député (doc. parl. n° 1744; *J. O.*, p. 426).

Projet de loi sur le rachat des concessions de mines, présenté à la Chambre des députés le 17 novembre 1908 par les Ministres des Travaux publics et des Finances (doc. parl. n° 2113); renvoi à la Commission des mines.

Projet de loi sur le régime général des mines, présenté à la Chambre des députés le 17 novembre 1908 par les Ministres des Travaux publics, des Finances et du Travail (doc. parl. n° 2114); renvoi à la Commission des mines.

Voir également la proposition Paul Constans à *Coopératives de production*.

Établissements dangereux, insalubres ou incommodes. — *Proposition de loi* tendant à la revision de la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, déposée par M. Émile Chautemps, sénateur, le 8 juin 1906 (doc. parl. n° 283; *J. O.*, p. 704). — Séance du 8 juin 1906 : dépôt d'un rapport sommaire, par M. Guillier (doc. parl. n° 307; *J. O.*, p. 745). — Rapport Chautemps, le 11 juillet 1907 (doc. parl. n° 265; *J. O.*, p. 396). — Séance du 28 janvier 1908 : 1^{re} délibération; retrait de l'ordre du jour, ajournement de la discussion. — Séance du 20 octobre 1908 : nouvel ajournement de la discussion et retrait de l'ordre du jour.

Institutrices en couches. — *Proposition de loi* tendant à accorder un congé spécial de deux mois avec traitement entier aux institutrices en couches, déposée le 29 mai 1908 par M. Betoulle (doc. parl. n° 1735; *J. O.*, p. 417); renvoi à la Commission de l'enseignement. — Rapport Marin, le 21 décembre 1908.

Marchés de gré à gré. — *Projet de loi* sur les marchés de gré à gré passés pour le compte des communes et des établissements publics de bienfaisance, présenté à la Chambre des députés le 19 mai 1908 par les Ministres du Travail, des Finances et de l'Intérieur (doc. parl. n° 1711); renvoi à la Commission du travail. — Rapport Normand, le 15 octobre 1908 (doc. parl. n° 2048). — Séance du 21 décembre 1908; dépôt par M. Jeanneney, d'un avis fait au nom de la Commission d'administration générale.

Monts-de-Piété. — *Proposition de loi* tendant à la réorganisation du service de la prise des gages au Mont-de-piété de Paris, présentée par M. Paul Strauss, sénateur, le 19 janvier 1903 (doc. parl. n° 11; *J. O.*, p. 33). — Rapport Lefèvre, le 26 février 1903 (doc. parl. n° 62; *J. O.*, p. 93). — Prise en considération le 10 mars 1903.

Organisation professionnelle. — *Proposition de loi* sur l'organisation professionnelle, déposée par M. de Castelnau, député, le 6 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 217; *J. O.*, p. 768).

Premier mai. — *Proposition de loi* ayant pour objet de rendre le 1^{er} mai jour férié légal, déposée par M. Maujan, député, le 26 juin 1906 (doc. parl. n° 144; *J. O.*, p. 693).

Secours de chômage. — *Proposition de loi* tendant à l'ouverture d'un crédit extraordinaire pour venir en aide aux ouvriers des industries textiles du Nord, atteints par le chômage résultant des grèves, présentée par M. Devèze, député, le 7 novembre 1903 (doc. parl. n° 1274; *J. O.*, p. 139); rapport Clémentel, le 31 mars 1904 (doc. parl. n° 1681; *J. O.*, p. 590). — Adoption le 31 mai 1904. — Transmission au Sénat, le 31 mai 1903 (doc. parl. n° 146; *J. O.*, p. 229).

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 25.000 francs pour venir en aide aux ouvriers verriers d'Hénin-Liétard, victimes d'un chômage forcé, présentée par M. Basly, député, le 22 novembre 1904. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 2084; *J. O.*, p. 197). — Rapport Gervais, le 27 décembre 1904 (doc. parl. n° 2186; *J. O.*, p. 495). — Séance du 28 décembre 1904, déclaration de l'urgence; adoption. — Transmission au Sénat le 13 janvier 1905 (doc. parl. n° 3; *J. O.*, p. 1).

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 500.000 francs pour venir en aide aux ouvriers des mines, des usines et des ateliers en chômage par suite de renvoi après les grèves qui ont suivi la manifestation du 1^{er} mai 1906, déposée par M. Paul Constans, député, le 14 juin 1906 (doc. parl. n° 96; *J. O.*, p. 584). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 20.000 francs pour secours aux bateliers victimes de faits calamiteux, déposée par M. Paul Constans, député, le 14 juin 1906 (doc. parl. n° 97; *J. O.*, p. 584). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 20.000 francs pour

secourir les familles des bateliers nécessiteux du canal du Berry, victimes du chômage durant l'été de 1906, déposée par M. Paul Constans, député, le 2 novembre 1906. — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi ayant pour objet d'inscrire un crédit de 100,000 francs au budget du Ministère du Travail pour être distribué entre les ouvrières de la soie victimes du chômage; dépôt et lecture par M. Devèze, député, le 21 décembre 1906; urgence déclarée. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 599).

Proposition de loi portant ouverture au Ministère du Travail d'un crédit extraordinaire de 150,000 francs pour venir en aide aux grévistes de Fougères, déposée et lue par M. Betoulle, député, le 11 janvier 1907. — Urgence déclarée. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 644; J. O., p. 31).

Proposition de loi tendant à ouvrir au budget du Ministère de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 25,000 francs pour venir en aide aux familles des grévistes de la Compagnie générale parisienne des tramways-sud, déposée et lue par M. Jules Coutant, député, le 5 février 1907. — Déclaration de l'urgence (doc. parl. n° 724; J. O., p. 102).

Proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir aux Ministres de l'Intérieur, du Travail et de la Prévoyance sociale et de l'Agriculture, un crédit extraordinaire de 500,000 francs pour être mis à la disposition des maires des communes du département de l'Hérault, afin de venir en aide à la population ouvrière urbaine et rurale, victime du chômage, déposée par M. Lafferre, député, le 7 février 1907 (doc. parl. n° 742; J. O., p. 115).

Proposition de loi tenant à ouvrir au Ministère du Travail, un crédit extraordinaire de 500,000 francs pour secours à accorder aux ouvriers des usines mues par les forces hydrauliques qui ont été victimes de chômages prolongés, déposée par M. Charles Dumont, député, le 26 mars 1907 (doc. parl. n° 906; J. O., p. 274).

Projet de loi portant ouverture au Ministère de l'Intérieur, sur l'exercice 1907, d'un crédit supplémentaire de 100,000 francs pour secours d'extrême urgence aux victimes du chômage, présenté à la Chambre des députés par le Ministère de l'Intérieur, le 27 mars 1907 (doc. parl. n° 912; J. O., p. 276).

Proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministère du Commerce et de l'Industrie, sur l'exercice 1907, un crédit extraordinaire de 50,000 francs, à l'effet de secourir les ouvriers mégisiers de Graulhet (Tarn), victimes du chômage, déposée par M. de Belcastel, député, le 2 juillet 1907 (doc. parl. n° 1146; J. O., p. 977).

Proposition de loi tendant à ouvrir au chapitre 78 du budget du Ministère de l'Intérieur un crédit de 50,000 francs, pour être distribué aux ouvrières fileuses de soie victimes du chômage, déposée par M. Devèze, député, le 11 juillet 1907. — Déclaration de l'urgence. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl., n° 1220; J. O., p. 1052).

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministère de l'Intérieur, un crédit extraordinaire de 25,000 francs pour venir en aide aux familles des ouvriers éprouvés par le chômage résultant de la crise que subit actuellement l'industrie automobile et parties similaires, déposée par M. Jules Coutant, député, le 24 octobre 1907. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 1266).

Proposition de loi tendant à ouvrir au ministre du Travail et de la Prévoyance sociale un crédit extraordinaire de 400,000 francs destiné à venir en aide aux ouvriers passementiers de l'arrondissement d'Yssingeaux (Haute-Loire), victimes du chômage, déposée le 14 février 1908 par M. Néron, député.

Proposition de loi tendant à l'ouverture, au ministre de l'Intérieur, d'un crédit extraordinaire de 50,000 francs, pour venir en aide aux familles des ouvriers tisseurs à la main sans travail du Cambrésis et des communes limitrophes de l'arrondissement de Valenciennes, déposée le 24 février 1908 par M. Fiével, député (doc. parl., n° 1538).

Proposition de loi tendant à ouvrir au ministère de l'Intérieur un crédit de 40,000 francs, pour venir en aide aux familles des ouvriers brodeurs tisseurs à la main des cantons de Bohain, le Catelet et Vermand (arrondissement de Saint-Quentin), déposée le 9 mars 1908 par M. Desjardins, député.

Proposition de loi tendant à l'ouverture, au ministre de l'Intérieur, d'un crédit extraordinaire de 150,000 francs pour venir en aide aux familles des ouvriers brodeurs et tisseurs à la main sans travail des arrondissements de Péronne, Cambrai et Vervins, déposée le 13 mars 1908 par MM. Vion, Le Roy et Hauet, députés (doc. parl., n° 1580).

Proposition de loi tendant à l'ouverture, au ministre de l'Intérieur, d'un crédit de 100,000 francs pour venir en aide aux nombreux ouvriers victimes du chômage par suite de l'incendie des fabriques de pâtes alimentaires Rivoire et Carret, de Lyon, le 16 mars 1908, déposée le 19 mars 1908 par M. Colliard, député (doc. parl. n° 1599); déclaration de l'urgence. — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit pour venir en aide aux familles des ouvriers de l'industrie textile sans travail de Fourmies-Dessus, déposée le 19 mars 1908 par M. Pasqual, député (doc. parl. n° 1603).

Proposition de loi tendant à ouvrir au ministère de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 100,000 francs pour venir en aide aux ouvriers de Millau, victimes du chômage, déposée le 23 mars 1908 par M. Balitrand, député (doc. parl. n° 1621).

Proposition de loi tendant à ouvrir au ministère de l'Intérieur, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 150,000 francs pour venir en aide aux ouvriers gantiers de la ville de Grenoble, victimes du chômage, déposée le 31 mars 1908 par M. Cornand, député (doc. parl. n° 1658).

Proposition de loi tendant à ouvrir au ministère de l'Intérieur, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 50,000 francs, pour venir en aide aux ouvriers de la ville de la Ciotat, victimes du chômage, déposée le 9 avril 1908 par M. Antide Boyer, député. — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à l'ouverture, au ministre de l'Intérieur, d'un crédit extraordinaire de 500,000 francs pour venir en aide aux familles des ouvriers textiles sans travail du département du Nord, déposée le 9 avril 1908 par M. Delory, député (doc. parl. n° 1687; *J. O.*, p. 318). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au ministre de l'Intérieur, un crédit de 200,000 francs pour venir en aide aux familles nécessiteuses des ouvriers du bâtiment, victimes du lock-out patronal, déposée le 9 avril 1908 par M. Dejeante, député (doc. parl. n° 1698; *J. O.*, p. 334).

Projet de loi tendant à ouvrir au ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 500,000 francs pour venir en aide aux ouvriers horlogers sans travail et sans ressources des cantons de Maiche et de Russey (Doubs), déposée le 3 juillet 1908 par M. Marc Réville, député (doc. parl. n° 1882). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi portant ouverture aux ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture, sur l'exercice 1908, de crédits extraordinaires pour secours aux populations éprouvées par les orages et aux victimes du chômage, présentée le 6 juillet 1908 à la Chambre des députés par les ministres de l'Intérieur, de l'Agriculture et des Finances (doc. parl. n° 1904); renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au ministre de l'Intérieur sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 500,000 francs, à l'effet de venir en aide aux populations horlogères éprouvées par le chômage dans l'arrondissement de Pontarlier, déposée le 10 juillet 1908 par M. Girod, député (doc. parl. n° 1974); renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 500,000 francs pour venir en aide aux populations horlogères éprouvées par le chômage dans l'arrondissement de Bonneville (Haute-Savoie), déposée le 10 octobre 1908 par M. Émile Fabre, député (doc. parl. n° 2058).

Proposition de loi tendant à ouvrir, au ministre du Travail, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 100,000 francs pour venir en aide aux familles nécessiteuses de la population ouvrière des mines d'Albi (Tarn) éprouvées par le chômage résultant de la cessation du travail, déposée le 4 novembre 1908 par MM. Andrieu, Jaurès et Gouzy, députés (doc. parl. n° 2080); renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir, au ministère du Travail, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 1 million de francs pour venir en aide à la population ouvrière de Limoges (Haute-Vienne) victime d'un long et douloureux chômage, déposée le 4 novembre 1908 par M. Betoulle, député (doc. parl. n° 2081); déclaration de l'urgence; renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 50,000 francs, au ministère du Travail, pour venir en aide aux ouvriers bonnetiers de la ville de Troyes et du département de l'Aube victimes d'une crise de chômage, déposée le 20 novembre 1908 par M. Charonnat, député (doc. parl. n° 2122); renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 20,000 francs, pour venir en aide aux ouvriers couteliers de l'arrondissement de Thiers (Puy-de-Dôme), victimes du chômage, déposée le 15 décembre 1908 par M. Chameralat, député; renvoi à la Commission du budget.

Tissage des soies de Lyon. — *Proposition de loi* tendant à ouvrir au ministre du Travail et de la Prévoyance sociale un crédit annuel de 500,000 francs pour une période de dix années, dans le but de contribuer au relèvement du tissage de soies de Lyon, déposée le 16 janvier 1908 par MM. Victor Fort et Justin Godart, députés (doc. parl. n° 1442); renvoi à la Commission du budget.

Taxe du pain et de la viande. — *Projet de loi* relatif à la taxe du pain et de la viande, déposé par le Ministre de l'Agriculture, à la Chambre des députés, le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 24; *J. O.*, p. 473).

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

Pendant le mois de décembre, le chômage a encore augmenté parmi les ouvriers viticoles du Midi en raison des pluies et de la mévente des vins qui recommence à sévir. Dans beaucoup de centres forestiers le chômage est général, l'accord ne s'étant pas encore établi entre les marchands de bois et les ouvriers bûcherons. Le travail a diminué, mais reste satisfaisant pour l'époque dans l'horticulture de la région parisienne et dans les fermes de Seine-et-Marne.

L'activité a sensiblement baissé dans le bâtiment et les industries qui en dépendent; le chômage est particulièrement élevé dans la maçonnerie à Paris.

Dans les industries textiles la situation reste, dans l'ensemble, stationnaire dans le Nord et les Ardennes; l'activité se maintient dans les Vosges; elle reste médiocre à Reims; il y a au contraire une reprise à Saint-Quentin et Rouen, dans les centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres ainsi que dans la bonneterie à Troyes. Dans le tissage de soie la reprise s'accroît aussi bien dans la Loire que dans la région lyonnaise, sauf pour le velours.

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de décembre 1908. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine

Le travail a sensiblement baissé dans le vêtement et la chapellerie.

L'activité reste médiocre dans les industries des métaux; les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes subissent de nouveau un chômage intense.

Le travail est abondant dans les industries du livre.

Le chômage reste élevé chez les mégissiers de Millau et parmi les ouvriers des ports méditerranéens.

1,218 syndicats, groupant 287,397 ouvriers, ont répondu, pour décembre 1908, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 992 groupant 247,574 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 25,314, ce qui correspond à une moyenne de 10.2 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 11.4 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 9.4 p. 100; elle était de 9.4 p. 100 en décembre 1907.

L'ouvrage, pendant le mois de décembre 1908, a été jugé, par comparaison avec le mois de novembre, plus abondant, par 18 p. 100 des syndicats, groupant 23 p. 100 des syndiqués; équivalent par 43 p. 100 des syndicats, groupant 36 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 39 p. 100 des syndicats, groupant 41 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 561 syndicats, groupant 76,235 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 438 groupant 136,190 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (3,265) accuse 12 p. 100 de chômeurs contre 15 le mois dernier et 6 en décembre 1907. Sur l'Océan, la pêche est mauvaise à Douarnenez (1,843); elle est abondante à Concarneau (650); elle est médiocre à Guilvinec (400), Tréboul (360), le Palais (112), le Bono (156). Sur la Méditerranée la pêche est peu satisfaisante notamment à La Seyne (110) et Palavas (184).

D'après les réponses de 58 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 9,122 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en décembre, de 22.6 p. 100 contre 11.7 le mois dernier et 15.4 en décembre 1907; la situation était considérée comme satisfaisante par 51 p. 100 des syndicats et 63 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 2,058 chômeurs, 1,954 sont signalés par 41 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 3,751 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 34.6, 68 et 50.4 p. 100 contre 22.4, 43 et 52.8 le mois dernier et 27.9, 47 et 28.1 en décembre 1907; 9 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; beaucoup d'ouvriers restent inoccupés par suite des pluies et surtout de la mévente des vins qui sévit de nouveau. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,296) annonce 36 chômeurs contre 18 le mois dernier et 18 en décembre 1907 : le travail est moins abondant que le mois dernier; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,135) accuse 0 contre 0.8 p. 100. En Seine-et-Marne, les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq (230) sont tous occupés.

125 syndicats de bûcherons groupant 12,896 membres accusent 35.7 p. 100 de chômeurs contre 29.8 le mois dernier et 20.9 en décembre 1907. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 44 p. 100 des syndicats et 37 p. 100 des syndiqués. Dans beaucoup de centres, le chômage est général, l'entente n'ayant pas encore pu s'établir entre les marchands de bois et les bûcherons au sujet des prix de façon et de l'assurance contre les accidents du travail; on ne signale aucun chômeur dans 4 centres sur 8 dans l'Allier, dans 4 sur 33 dans le Cher, dans 4 sur 7 dans le Loiret, dans 22 sur 40 dans la Nièvre et dans 6 sur 12 dans l'Yonne; le chômage atteint 19.1 p. 100 contre 39.8 le mois dernier dans l'Allier pour 713 syndiqués; il est de 66.4 contre 37.1 dans le Cher pour 3,325 syndiqués; de 22.3 contre 19.2 dans le Loiret pour 323 syndiqués; de 40 contre 6, dans la Nièvre pour 4,299 syndiqués et de 37 contre 36 dans l'Yonne pour 1,160 syndiqués. Dans les Landes, 12 syndicats de résiniers, groupant 1,441 ouvriers, accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur plus de 175,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de décembre 1908. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ⁽²⁾ ..	107,037	5.30	"	"	"	100.	"
Loire.....	18,465	5.38	"	"	"	100.	"
Gard et Hérault	14,981	5.53	"	"	"	100.	"
Tarn et Aveyron.....	10,482	5.79	"	"	"	71.84	28.16
Provence	2,702	5.51	"	"	"	100.	"
Isère	2,049	5.29	"	"	"	100.	"
Ouest.....	392	5.09	"	28.58	"	71.42	"
Bourgogne et Nivernais..	10,443	5.55	"	"	"	100.	"
Centre.....	8,506	5.60	"	"	1.18	96.79	2.03
ENSEMBLE pour la France.	175,057	5.38	"	0.07	0.06	98.09	1.78

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

⁽²⁾ Manquent les renseignements pour Aniche.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.97 le mois dernier et de 5.60 en décembre 1907. D'après les réponses de 26 syndicats, le chômage serait de 0.4 p. 100 sur un effectif de 43,300 syndiqués contre 0.6 le mois dernier pour 30,408 syndiqués et de 0.4 en décembre 1907 pour 28,726 syndiqués; le syndicat de Lens (26,000) n'accuse aucun chômeur comme

le mois dernier, il en est de même de celui de Sin-le-Noble (4,600); celui de Montceau-les-Mines (8,902) en accuse 1.1 p. 100.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 10.9 p. 100 pour 23 syndicats groupant 5,938 ouvriers contre 10.8 le mois dernier et 4.1 en décembre 1907. Dans les carrières, pas de chômeurs à Thollon (250) et Rouen (140); 4.7 p. 100 contre 9.8 le mois dernier à Porcieu-Amblagnieu (295); 5.7 contre 11.4 à Château-Landon (175); 8.8 contre 7.7 à Chevreuse (3,404); 50.8 contre 45 à Parmilieu (128); 57.1 contre 53.3 à Trept (140). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320); à Fumay, 3.3 p. 100 chez les ardoisiers (240) et 0 contre 0 chez les fendeurs (125).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 55 syndicats, groupant 13,292 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 11.2 p. 100 contre 15.9 le mois dernier et 12.1 en décembre 1907. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 57 p. 100 des syndicats et 51 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers d'Orléans (150) et Toulon (104); les cuisiniers de Bordeaux (331) et Pau (140); les limonadiers de Lyon (376); les maitres-d'hôtel de Rouen (530); les restaurateurs-navigateurs de Marseille (1,436 + 220). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les maitres d'hôtel navigateurs du Havre (775); les raffineurs de sucre de Marseille (605); les confiseurs de Marseille (450); les pâtisseries de Bordeaux (400); les meuniers de Corbeil (111). A Paris, les garçons de cuisine (1,001) accusent 9 p. 100 contre 15; les cuisiniers de la rue Mandar (1,480), 5.9 contre 6; les pâtisseries de la Seine (1,608), 8.1; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (240), 5.8 contre 2.3; ceux de la rue des Martyrs (465), 6.4 contre 5.1; ceux du faubourg Saint-Denis (178), 7.9 contre 6; aux Halles, les employés du pavillon de la volaille (126) accusent 2.4 contre 3.3; ceux du pavillon de la marée (133), 3.7.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de novembre 1908, deuxième mois de la campagne 1907-1908, s'élevait à 877,649 hectolitres, en augmentation de 95,050 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru à la même date est évaluée approximativement à 84,000 hectolitres, soit une différence en plus de 33,000 hectolitres sur la campagne 1906-1907 ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de décembre 1908, quatrième mois de la campagne 1908-1909, les travaux de défécation étaient en cours d'activité dans 9 fabriques contre 11 à l'époque correspondante de la campagne 1907-1908 et terminés dans 242 fabriques contre 244. La quantité de sucre travaillée à la même date, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 747,108 tonnes, en augmentation de 49,025 tonnes sur la précédente campagne ⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 9 syndicats, groupant 2,400 ouvriers, ressort à 8.4 p. 100 contre 7.9 le mois dernier et 4.6 en décembre 1907. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Nice (360) et Saint-Étienne (190). Les ouvriers des huileries de Marseille (1,300)

⁽¹⁾ Journal officiel du 21 décembre 1908.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 janvier 1909.

accusent 15.4 p. 100 contre 16.3 le mois dernier. Les ouvriers des produits chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (494), et de Blendecques (300) sont tous occupés. Il en est de même des ouvriers du papier de Nancy (110); les pape-tiers-régisseurs (300) de Paris en ont 7.3 p. 100.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 119 pour 58 syndicats groupant 3,747 adhérents, soit 1.7 p. 100; pour Paris, de 128 pour 10 syndicats groupant 6,038 adhérents, soit 2.3 p. 100. La proportion était, le mois dernier de 2.7 p. 100 pour la province et de 2.2 pour Paris; elle était, en décembre 1907, de 1.6 p. 100 pour la province, de 1.5 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 87 p. 100 des syndicats de province groupant 82 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 26 syndicats, équivalent par 14, moins abondant par 3. Il y a 0 p. 100 de chômeurs contre 7.8 le mois dernier à Nice (130); 0 contre 0 à Grenoble (163); 3.7 contre 2.4 chez les typographes (162) de Nantes; 0.9 contre 0 à Dijon (114); 3.2 contre 3.9 chez les typographes (315) de Bordeaux; 0 contre 0.5 à Amiens (200); 3.4 contre 5.7 chez les typographes (350) de Lille et 2 contre 3.8 chez les lithographes (150); 2 contre 4 chez les typographes (510) de Lyon; 1.7 contre 1.7 au Havre (117).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,650) accuse 83 chômeurs contre 84 le mois dernier et 40 en décembre 1907 et estime le travail plus abondant et satisfaisant pour l'époque; les conducteurs typographes de la Bourse du travail (220) accusent 2.3 p. 100 contre 4.5; les imprimeurs de journaux (210), 14.3. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (140) en accuse 2.9 contre 6.4; les stéréotypers (207), 1.4 contre 1.5.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 11 syndicats, groupant 1,869 ouvriers atteint 16 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 29.6 le mois dernier et 34.9 en décembre 1907. A Annonay, les mégissiers de rivière (600) ont 30 p. 100 de chômeurs contre 20 le mois dernier, avec une semaine de 40 heures. A Millau, les mégissiers-chamoiseurs (110) accusent 64 p. 100 contre 63 et font 50 à 55 heures. A Mazamet, les mégissiers (110) accusent 13.6 p. 100; les exploitants de la peau de mouton (750), 0.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 5.2 p. 100 pour 11 syndicats groupant 424 ouvriers contre 7.9 le mois dernier et 10.8 en décembre 1907. Les coupeurs de Lyon (110) sont tous occupés 60 heures.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage d'après les réponses de 80 syndicats, groupant 32,584 adhérents, était de 2,398, soit 7.4 p. 100 contre 8.9 le mois dernier et 7.6 en décembre 1907.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (11,057), il y aurait 10.9 p. 100 de chômeurs contre 8.3 le mois dernier et 6.3 en décembre 1907, la semaine est de 60 heures et la situation est estimée non satisfaisante. A Tourcoing, les tapissiers en grosse moquette (145), accusent 0 contre 1.3. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,460), il n'y aurait pas de chômeurs, la semaine serait de 50 heures et le travail serait moins abondant. A Armentières, un syndicat ouvrier (2,010) accuse 0 chômeur contre 0 et 59 heures; le syndicat mixte (1,864) accuse 0 chômeur contre 0 et 50 à 60 heures. A Houplines

(1,490), il y a 1.7 p. 100 contre 1.5, la semaine est de 59 à 60 heures; à Halluin (1,100), le chômage est de 6 p. 100 contre 6 et la semaine est de 44 à 56 heures: la crise s'atténue; 0 contre 0.2 à Hazebrouck (570) et 59 heures; 0.6 à la Gorgue-Estaires (700) et 60 heures; le travail est plus abondant à Bousières (115) et Fourmies (400); 0 contre 2 à Nieppe (300) et 60 heures; 10 à Roncq (175); 0 contre 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100); 63.2 à Villers-en-Cauchies (158). Pour l'ensemble de 18 syndicats du Nord groupant 21,450 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 6.8 p. 100 contre 6 le mois dernier et 6.4 en décembre 1907.

Dans les Vosges, les 8 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0.7 p. 100 de chômeurs sur 596 syndiqués contre 0 le mois dernier et 0 en décembre 1907; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Épinal (108); 2.7 p. 100 à Saint-Maurice-sur-Moselle (150).

Dans les centres normands, à Rouen (208) les ouvriers cotonniers ont 1.9 p. 100 de chômeurs contre 5.5 et font 60 heures: le travail est plus abondant; à Bolbec (260), 1.2 p. 100 contre 1.2 et 50 heures; à Flers, les ouvriers cotonniers (850) accusent 2 p. 100 contre 0 et 60 heures contre 60: le travail est moins abondant. A Condé-sur-Noireau (160), 3.7 p. 100 et 55 heures. A Évreux (130) pas de chômeurs et 60 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les pareurs (161) accusent 2.5 p. 100 contre 1.1 et 60 heures contre 60; les tisseurs (300), 2.3 et 60 heures; à Bourg-de-Thizy (422) les tisseurs accusent 11.8 contre 45 et 50 heures; 18 contre 13.6 à Thizy (928) avec 60 heures contre 60.

Dans l'Aisne, l'Union des tisseurs de Saint-Quentin (300) accuse 15 p. 100 et 60 heures: le travail serait plus abondant. Dans les Ardennes, à Sedan, les tisseurs (250) accusent 4 p. 100 contre 4 et 60 heures; 10.7 contre 14.3 à Saint-Menges (280) et 54 à 60 heures. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (350) sont tous occupés 60 heures: le travail est assez satisfaisant. A Reims, les travailleurs de l'industrie lainière (300) accusent 15 p. 100 et 45 heures: les matières premières sont très mauvaises.

Dans l'Ouest, à Romorantin (450), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers syndiqués sont occupés; on fait 57 heures au tissage et 60 à 66 heures dans les autres ateliers. Le travail est plus abondant dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres: pas de chômeurs à Saint-Léger-sous-Cholet (115). 33 p. 100 contre 57 et 60 heures à Lavelanet (600): le travail est plus abondant. A Mazamet, 1.8 p. 100 contre 1.8 chez les ouvriers fileurs (110) et 45 à 50 heures.

Dans la bonneterie, à Troyes (300) on ne signale pas de chômeurs, la semaine est de 60 heures: le travail a repris. A Aubusson, les tapissiers (170) accusent 0 chômeur et 60 heures.

Soie. — Dans la Loire, la reprise se maintient: 10 p. 100 de chômeurs contre 15 dans le tissage à bras et 0 contre 5 dans le tissage mécanique à Charlieu (105); 0 contre 0 à Bussières (227); 5 contre 5 à Saint-Genest-Lerpt (150) et 60 heures. Dans la Haute-Loire, 18 contre 5 à Sainte-Sigolène (509) et 60 heures: le travail n'est pas satisfaisant.

Dans la région lyonnaise, le travail est poussé avec vigueur dans les usines de tissage mécanique et l'outillage donne son maximum de rendement notamment pour les tissus teints en pièce; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, les commissions pour les tissus de la saison d'hiver approchent de leur fin; à la campagne, dans les ateliers à bras, le travail est toujours partielle-

ment fourni par les mêmes articles que précédemment ⁽¹⁾. A Lyon, les tisseurs de la Croix-Rousse (460) sont presque tous occupés, mais le travail tend à baisser; les ouvriers du tissage mécanique (500) accusent du chômage dans le velours, le travail est plus abondant dans l'uni et le laconné. A Grandris (110) 2.5 p. 100 contre 3.6 et 60 heures.

Dans l'Isère, le travail continue à reprendre dans la soierie : 0 p. 100 contre 0.9 et 60 heures à Voiron (300); 20 p. 100 à Montalieu Vercieu (120) et 60 heures; 0 contre 15 à Saint-Geoire-en-Valdaine (380), la semaine est de 60 à 72 heures : le travail est plus abondant. Dans le Gard, à Saint-Hippolyte-du-Fort (250), 4 p. 100 contre 4 et 60 heures.

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (110) accusent 9.1 p. 100 contre 9.1 et font 68 heures et demie; ceux de Serrières-de-Briord (104) ont 0 p. 100 contre 1.8. Les tullistes en guipure de Saint-Quentin (101) accusent 2 p. 100 contre 4.2 et 54 heures : le travail est assez satisfaisant. A Caudry, les ouvriers en tulles (390) accusent 1 p. 100 et 56 heures. Les tullistes en dentelles de Lyon (140) accusent 4.3 p. 100 contre 2.8 et 58 heures. Les brodeurs de Paris (224) accusent 1,8 p. 100 de chômeurs contre 0.4 et 66 heures : c'est la pleine saison.

Dans la teinture et l'apprêt, à Roanne, les apprêteurs (222) accusent 0.9 p. 100 contre 0 et 60 heures. Les imprimeurs sur étoffes de Lyon (200) accusent 15 à 20 p. 100 : le travail est légèrement plus abondant. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (300) accusent 5 p. 100 contre 4.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 16.8 p. 100 pour 17 syndicats, groupant 1,849 ouvriers, contre 4.1 le mois dernier et 3.6 en décembre 1907. Le travail est considéré comme plus abondant par 5 syndicats, équivalent par 6, moins abondant par 11. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 40 p. 100 des syndicats et 50 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) accusent 4.9 contre 5.9 le mois dernier; les couturières (650), 22 p. 100. Les ouvriers de l'habillement de Bourges (210), accusent 38.1 contre 7.1; 0 chez les ouvriers du syndicat mixte de Limoges (135).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 17.3 p. 100 pour 12 syndicats groupant 1,071 ouvriers contre 5.8 le mois dernier et 7.2 en décembre 1907; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (102) ont 14.7 p. 100 de chômeurs contre 1.9; les ouvriers en chapeaux de fantaisie (101), 10 p. 100. A Lyon, les chapeliers (270) en ont 22.2 contre 13; ceux d'Esperaza (260), 30 p. 100.

5 p. 100 chez les blanchisseurs de la Seine (265).

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 34 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 3,043 ouvriers, est de 16.5 p. 100 contre 8.3 le mois précédent et 9.4 en décembre 1907 : la situation est estimée satisfaisante par 63 p. 100 des syndicats et 39 p. 100 des syndiqués. Les callats-perceurs (112) de Marseille accusent 80 p. 100 contre 38.4; les charpentiers de navires de Bordeaux (106), 4.7 contre 0; les charpentiers de Roubaix (390), 23.1 p. 100 contre 15.3; ceux de Tourcoing (190), 36.8 contre 5.2; ceux de Lille (500), 25 contre 0; les travailleurs du bois d'Halluin (375), 6 contre 4; les scieurs de Gommegnies (116), 0 contre 0; ceux de Hermes (112), 0.9 contre 0.9. A Paris, les menuisiers (110) accusent 3 p. 100.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 janvier 1909.

réponses de 9 syndicats, groupant 489 ouvriers, est de 18.8 p. 100 contre 9.5 le mois dernier et 5.1 en décembre 1907. Les sculpteurs sur bois de Lyon (120) accusent 60 p. 100 contre 40; les ébénistes de Cannes (146), 5.5.

Chez les tonneliers, le chômage est de 21.4 p. 100 pour 9 syndicats, groupant 846 ouvriers, contre 16.6 le mois dernier et 9.6 en décembre 1907. 25 p. 100 contre 17 à Cognac (280); 30 à Marseille (300).

Dans la carrosserie, 5 syndicats groupant 289 ouvriers annoncent 3.8 p. 100 de chômeurs contre 3.8 le mois dernier et 48.3 en décembre 1907. A Paris, les charrons (158) en accusent 1.9 contre 1.3 le mois dernier.

Les tourneurs sur bois de Fellerries (140) sont tous occupés; les layetiers de Bordeaux (258) accusent 23.3 p. 100; les galochiers de Saint-Symphorien d'Ozon (125), 80.8; les boutonniers de Grenoble (185), 0. Les ouvriers pipiers de Saint-Claude (900) n'ont pas de chômeurs, mais ne font toujours que 30 heures par semaine; les tourneurs de Lavans-lès-Saint-Claude (280) sont également tous occupés.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 85 syndicats groupant 16,516 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de décembre, de 10 p. 100 contre 6.1 le mois dernier et 9.8 en décembre 1907.

27 syndicats de métallurgistes, groupant 7,048 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 5.1 p. 100 de chômeurs contre 2.4 le mois dernier et 4.5 en décembre 1907; la situation est estimée satisfaisante par 50 p. 100 des syndicats et 61 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Bourg-Fidèle (150), Guérigny (530), Imphy (195), le Creusot (1,695), Lille (140); 8.4 p. 100 contre 11.8 à Sous-le-Bois (500); 0.4 contre 0.4 à Bourges (271); 1.4 à Frommelles (210).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 4.8 p. 100 pour 10 syndicats groupant 1,466 ouvriers contre 3.7 le mois dernier et 1.8 en décembre 1907; la situation est considérée comme satisfaisante par 33 p. 100 des syndicats groupant 48 p. 100 des syndiqués; pas de chômeurs à Hiraumont-en-Rocroi (127), Stenay (450) et Bordeaux (160); 10 p. 100 contre 10 à Ferrière-la-Grande (215); 12.4 à Roubaix (283).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 4.5 p. 100 pour 22 syndicats, groupant 3,719 ouvriers, contre 5 le mois dernier et 2.4 en décembre 1907. La situation est considérée comme satisfaisante par 55 p. 100 des syndicats et 26 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Tarbes (109) et Chartres (110); 2.9 p. 100 contre 4 à Saint-Étienne (280); 1.4 contre 4.3 à Jeumont (140); 5 contre 3.1 à Tourcoing (160); 1 contre 1.3 à Marpent (300); 4.9 contre 18.8 à Marseille (122); 4.6 contre 1.9 à Reims (107). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 92 chômeurs sur 1,580 syndiqués contre 95 le mois dernier et 50 en décembre 1907.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,539) accusent 121 chômeurs contre 157 le mois dernier et 73 en décembre 1907; 28.5 p. 100 chez les horlogers de Cluses (140); 0 chez ceux de Badevel (154); 0 contre 0 chez les diamantaires du pays de Gex (106).

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 68.3 p. 100 pour 6 syndicats groupant 1,194 ouvriers contre 22.8 le mois dernier et 79.4 en décembre 1907; il est de 59.2 p. 100 contre 16.3 à Douarnenez (549); de 85.7 à Concarneau (350); de 50 contre 27.3 à Guilvinec (100). A Paris, les potiers d'étain (160) accusent 15.6 p. 100 contre 8.1; 1.6 chez les maréchaux-ferrants de Bordeaux (125).

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 122 syndicats, groupant 28,336 adhérents, était, à la fin de décembre, de 24.4 p. 100 contre 10.5 le mois précédent et 11.9 en décembre 1907.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 25.9 p. 100 pour 86 syndicats groupant 24,628 ouvriers contre 12.1 le mois dernier et 14.3 en décembre 1907. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (135 tailleurs de pierres tendres et 150 cimentiers), Menton (200), Chartres (320), Bordeaux (203 tailleurs de pierres), Saint-Étienne (180), Reims (157), Abbeville (115), Châtellerauld (347). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Thonon (250), Aix-les-Bains (115), Auch (376), Melun (300), Montereau (110), Versailles (756), Dieppe (214), Orsay (140). A Paris, les maçons (16,500) accusent 30 p. 100. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 58 p. 100 des syndicats et 21 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 15.7 p. 100 pour 20 syndicats groupant 2,012 ouvriers contre 7.5 le mois dernier et 11.2 en décembre 1907; il y en a 13.6 p. 100 contre 0 à Bordeaux (295); 29.4 à Marseille (102); 54.3 à Limoges (105). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (315) en accusent 5.4 contre 2.6; les ornementistes (653), 7.8 contre 4.9.

Les marbriers de Gussignies (280) et les granitiers de Louvigné (104) sont tous occupés. Les couvreurs de Tourcoing (150) accusent 11.3 p. 100 contre 8; les tôliers-fumistes de Lyon (250), 48 p. 100.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chaudiéristes et cimentiers de Contes-les-Pins (140), Albi (100) et les plâtriers d'Arignac (123); 40 p. 100 contre 30 chez les chaudiéristes de Torteron (100); 75 chez ceux de Trept (200).

Les engobeuses de poteries de Vallauris (290) accusent 0 p. 100; les emballeurs de porcelaines de Limoges (192), 4.2 contre 4.2.

Dans l'ensemble des 8 syndicats de verriers, groupant 402 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 8.4 p. 100 contre 8 le mois dernier et 0 en décembre 1907.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 11 syndicats groupant 1,630 membres ressort à 25.3 p. 100 contre 29.3 le mois dernier et 9.8 en décembre 1907; elle est de 0 contre 66 à Dieppe (140); de 1.7 à Fécamp (120); de 78 contre 79 à Toulon (115); de 10 contre 0 à Nice (800); de 60 à Port Saint-Louis (200).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 12.1 p. 100 pour 6 syndicats groupant 1,392 membres contre 6.4 le mois dernier et 9.4 en décembre 1907; les sourciers de Saint-Yorre (200) accusent 20 p. 100 contre 10. A Paris, les laveurs de voitures (400) accusent 4.3 p. 100 contre 4.5.

11 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 3,414 ouvriers accusent 1 sans-travail contre 2 le mois dernier et 1 en décembre 1907. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 25 syndicats groupant 6,165 membres, est de 9.3 p. 100 contre 10.7 le mois dernier et 4.1 en décembre 1907; elle est de 20 p. 100 contre 3.8 chez les capitaines au cabotage du Havre (214); de 4.9 contre 10 chez les pilotes de Longueuil (183); de 0 contre 0

LES GRÈVES EN DÉCEMBRE 1908.

53 grèves ont été signalées, en décembre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 47 de ces grèves, est de 4,827. Il y avait eu, en décembre 1907, 87 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 42.

Ces 53 grèves, dont 45 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	27
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres	7
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres	7
Contestation relative au salaire	9
Demandes de diminution du temps de travail	3
Réduction de salaire	2
Contestations relatives à la réglementation du travail	1
Demande de prolongation de la durée du temps de travail	1
Contestations relatives aux contrats collectifs du travail	2
Contre l'introduction du travail aux pièces	2

Ces grèves ont éclaté dans 18 départements et on en a compté :

17 dans la Seine, 10 dans le Nord, 3 dans la Loire-Inférieure et la Seine-et-Oise, 2 dans le Cher, l'Ille-et-Vilaine, la Manche, la Meurthe-et-Moselle, le Pas-de-Calais et la Seine-Inférieure et 1 dans 8 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 17 conflits ; industries textiles, 11 ; transports et manutention, 7 ; métaux, 6 ; bois, cuirs et peaux, mines et carrières, ouvriers agricoles, typographes, 2 ; ouvriers d'une fabrique de dynamite, résiniers, 1.

Des 53 grèves commencées en décembre, 33 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Neuf, 1 jour ou moins de 1 jour ; six, 2 jours ; deux, 3 jours ; deux, 4 jours ; trois 5 jours ; une, 6 jours ; six, 7 jours ; une, 9 jours ; une, 10 jours ; une, 26 jours et une, 27 jours.

Si l'on y ajoute 6 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 247 jours, 52 jours, 45 jours, 41 jours, 15 jours et 10 jours, on trouve 39 conflits terminés avec les résultats suivants :

- 10 réussites,
- 10 transactions ou réussites partielles,
- 19 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
24 avril ..	28 déc.	Hazebrouck	Nord	Tisseurs	1	155	1
8 juillet ..	.....	Nantes	Loire-Inférieure ..	Carriers	"	290	2
2 sept. ....	.....	Roanne	Loire	Tisseurs	1	250	3
10 sept. ....	.....	Loiron	Mayenne	Mineurs	1	75	4
28 sept. ....	.....	Creissels	Aveyron	Mégissiers	1	15	5
30 sept. ....	.....	Dunkerque	Nord	Dockers	"	"	6
14 oct.	5 déc.	Paris	Seine	Terrassiers	1	633	7
19 oct. ....	.....	Saint-Loup-sur-Se- mouze	Haute-Saône	Ebénistes	"	280	8
3 nov.	14 déc.	Halluin	Nord	Tisseurs	1	92	9
6 nov.	21 déc.	Renzé	Mayenne	Ardoisiers	1	50	10
7 nov. ....	.....	Toulouse	Haute-Garonne ..	Ouvriers en équipements mili- taires	1	56	11
12 nov. ....	.....	Comines	Nord	Tisseurs	1	7	12
13 nov. ....	.....	Colombiers	Hérault	Ouvriers agricoles et viticoles ..	1	12	13
23 nov. ....	.....	Constantine	Constantine	Typographes	1	"	14
23 nov. ....	.....	Cousolre et région.	Nord	Marbriers	"	435	15
25 nov. ....	.....	Halluin	Nord	Vanniers	1	30	16
26 nov.	11 déc.	Hussigny	Meurthe-et-Moselle	Mineurs	1	300	17
26 nov. ....	.....	Paris	Seine	Poseurs de rails	1	70	18
30 nov.	10 déc.	Morbecque	Nord	Bûcherons	5	50	19

GRÈVES COMMENCÉES

1 ^{er} déc.	28 déc.	Arques	Pas-de-Calais	Cristallerie (ouv. de)	1	140	1
2 déc. ....	.....	Roubaix	Nord	Tisseurs	1	70	2
3 déc.	8 déc.	Paris	Seine	Cochers de fiacres automobiles ..	1	225	3
4 déc.	8 déc.	Roubaix	Nord	Teinturiers	1	69	4
5 déc.	12 déc.	Cherbourg	Manche	Dockers	1	40	5
5 déc.	12 déc.	Lyon	Rhône	Tapissiers	100	250	6
7 déc.	12 déc.	Paris	Seine	Briqueyeurs	1	28	7
7 déc.	14 déc.	Rennes	Ille-et-Vilaine	Charpentiers	"	30	8
8 déc.	9 déc.	Capelle et Dunker- que	Nord	Maçons	1	170	9
8 déc. ....	.....	Tourcoing	Nord	Fileurs	1	54	10
9 déc.	10 déc.	Bône	Constantine	Portefaix	"	"	11
9 déc.	11 déc.	Saint-Jean-de-Fol- leville	Seine-Inférieure ..	Terrassiers	1	70	12
10 déc.	11 déc.	Paris	Seine	Maçons	1	10	13
10 déc.	11 déc.	Paris	Seine	Employés de bureau	1	12	14
10 déc.	17 déc.	Lille	Nord	Fileurs	1	30	15
11 déc.	12 déc.	Nantes	Loire-Inférieure ..	Brossiers	1	13	16
11 déc.	6 janv.	Tourcoing	Nord	Ouvriers de retorderie	1	270	17
11 déc. ....	.....	Serrières-de-Briord.	Ain	Tullistes	1	101	18
11 déc. ....	.....	Saint-Lô	Manche	Maçons	1	24	19
12 déc.	14 déc.	Paris	Seine	Maçons	1	6	20
13 déc. ....	.....	Hermesay	Seine-et-Oise	Carriers	"	"	21
14 déc.	21 déc.	Urrugue	Basses-Pyrénées ..	Ebénistes	1	29	22
14 déc. ....	.....	Paris	Seine	Cimentiers	1	14	23
14 déc. ....	.....	Paris	Seine	Poseurs de rails	1	73	24
15 déc.	16 déc.	Nantes	Loire-Inférieure ..	Terrassiers	1	69	25
15 déc.	16 déc.	Paris	Seine	Maçons	1	28	26
15 déc.	17 déc.	Paris	Seine	Charretiers	1	40	27
15 déc.	17 déc.	Périgueux	Dordogne	Forgerons	1	56	28
15 déc.	18 déc.	Roubaix	Nord	Fileurs	1	12	29
15 déc.	24 déc.	Lille	Nord	Ouvriers en confection de vête- ments	1	52	30

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} décembre 1908, a pu être déjà signalée dans le précédent

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
J 1^{er} DÉCEMBRE 1908⁽¹⁾.		
1 Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
2 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
3 Contestation relative au machinisme.....	Transaction.	
4 Demande de suppression d'une retenue.....	Transaction.	
5 Demande de renvoi de deux employés.....	Transaction.	
6 Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
7 Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
8 Demande de réintégration de sept ouvriers.....	Transaction.	
9 Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
10 Réduction de salaire.....	Transaction.	
11 Contestation relative au règlement d'atelier.....	Transaction.	
12 Demande de suppression du travail aux pièces.....	Transaction.	
13 Réduction de salaire.....	Transaction.	
14 Réduction de salaire.....	Transaction.	
15 Demandes : journée de 10 heures; affichage des tarifs; frais d'éclairage à la charge des patrons.....	Transaction.	
16 Demande de matières premières de meilleure qualité.....	Transaction.	
17 Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
18 Questions syndicales.....	Transaction.	
19 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
N DÉCEMBRE 1908.		
1 Demande de réintégration d'ouvriers.....	Échec.	
2 Demandes : augmentation de salaire; affichage des tarifs.....	Transaction.	
3 Demande d'application d'une convention collective.....	Transaction.	
4 Contestation relative au salaire.....	Échec.	
5 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
6 Demandes : augmentation de salaire; journée de 9 heures.....	Échec.	
7 Demande de fourniture des auges par le patron.....	Échec.	Grévistes congédiés.
8 Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
9 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
10 Demande de réintégration de 18 ouvriers.....	Transaction.	
11 Contestation relative au salaire.....	Échec.	
12 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
13 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
14 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
15 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
16 Réduction de salaire; introduction du travail à la tâche.....	Réussite.	
17 Demande de renvoi du directeur.....	Échec.	
18 Demande de réintégration de trois ouvriers.....	Transaction.	
19 Demande de prolongation de la durée du travail.....	Transaction.	
20 Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Transaction.	
21 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
22 Solidarité avec les grévistes de Bohemia (Espagne).....	Transaction.	
23 Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Échec.	
24 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
25 Contestation relative au salaire.....	Réussite.	
26 Demande de plus-value pour travaux souterrains.....	Réussite.	
27 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	15 grévistes congédiés.
28 Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	
29 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
30 Demandes : renvoi d'un surveillant; augmentation de salaire.....	Transaction.	

Bulletin. — Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
15 déc....	.....	Bennes.....	Ille-et-Vilaine....	Typographes.....	1	17	31
16 déc....	17 déc....	Enghien-les-Bains.	Seine-et-Oise....	Terrassiers-cimentiers.....	1	"	32
16 déc....	.....	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Conceurs en chaussures.....	1	53	33
16 déc....	.....	Paris.....	Seine.....	Cimentiers.....	1	14	34
17 déc....	20 déc....	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Mécaniciens-constructeurs.....	1	19	35
17 déc....	.....	Paris.....	Seine.....	Charretiers-boueurs.....	8	"	36
19 déc....	21 déc....	Le Pellerin.....	Loire-Inférieure..	Carriers.....	1	200	37
19 déc....	21 déc....	Billy-Berclau....	Pas-de-Calais....	Ouvriers d'une fabrique de dynamite.	1	20	38
19 déc....	.....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	540	39
21 déc....	31 déc....	Graville-Sainte-Ho- norine.	Seine-Inférieure..	Mécaniciens-constructeurs....	1	800	40
21 déc....	.....	Paris.....	Seine.....	Cochers de fiacres automobiles.	1	350	41
22 déc....	23 déc....	Roneq.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	67	42
22 déc....	.....	Carrières-sur-Seine.	Seine-et-Oise....	Champignonnistes.....	"	"	43
23 déc....	28 déc....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Mouleurs.....	1	37	44
24 déc....	28 déc....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers et maçons.....	1	100	45
24 déc....	.....	Bourges.....	Cher.....	Typographes.....	"	50	46
24 déc....	.....	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en chaussures.....	1	60	47
28 déc....	.....	Vierzon.....	Cher.....	Mouleurs.....	1	"	48
29 déc....	5 janv....	Rive-de-Gier.....	Loire.....	Mouleurs.....	1	28	49
29 déc....	.....	Soustons.....	Landes.....	Résiniers.....	"	150	50
29 déc....	.....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers et maçons.....	1	67	51
30 déc....	.....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers et maçons.....	1	240	52
31 déc....	6 janv....	Lille.....	Nord.....	Fileurs.....	1	30	53

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

3 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en décembre, à la Direction du travail.

1° Grève de tisseurs à Hazebrouck. — La grève qui s'était produite, le 24 avril 1908, au tissage Plancke, à Hazebrouck, à la suite de l'introduction de métiers *Northrop* (métiers multiples), s'est terminée le 28 décembre. A cette date, les parties se sont présentées chez le juge de paix pour faire dresser procès verbal des conditions de leur accord :

1° La reprise du travail au tissage Henri Plancke et C^{ie} se fera le plus rapidement possible aux conditions précédentes du tarif du 9 octobre 1903 ;

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

N°	CAUSES DES GREVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
N DÉCEMBRE 1908. (Suite.)			
11	Demandes : renvoi d'un contremaître; augmentation de salaire.		17 grévistes congédiés.
12	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
13	Demandes : augmentation de salaire; journée de 9 heures.	.....	
14	Demande de réintégration de deux ouvriers.	Échec.	
15	Demande : journée de 10 heures avec maintien des salaires.	Échec.	
16	Demande d'augmentation de salaire.		Juge de paix.
17	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un contremaître.	Échec.	
18	Demande de réintégration d'un surveillant.	Transaction.	
19	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
20	Demande de renvoi du sous-directeur.	Transaction.	
21	Demandes : augmentation de salaire; suppression de retards.		Juge de paix.
22	Contestation relative au salaire.	Réussite.	
23	Demande de renvoi d'un contremaître.	.....	
24	Contre l'introduction du travail à la tâche.	Échec.	
25	Demandes : augmentation de salaire; signature d'une convention collective.	Réussite.	
26	Demande d'augmentation de salaire.		Juge de paix.
27	Demandes : augmentation de salaire; autorisation de causer pendant le travail.	.....	
28	Réduction de salaire.	.....	
29	Demande de chômage par roulement.	Échec.	
30	Contestation relative au salaire.	.....	
31	Demandes : augmentation de salaire; modification de la réglementation du travail.		Réussite.
32	Demandes : augmentation de salaire; modification de la réglementation du travail.	.....	
33	Demande d'augmentation de salaire.	.....	

3° MM. Henri Plancke et C^e s'engagent à ne mettre aucun de leurs tisserands dans l'obligation de conduire des métiers automatiques ;

Tout ouvrier restera libre d'accepter les propositions patronales à cet égard ou de les décliner sans que ce refus soit une cause de mécontentement de la part des patrons ;

3° A titre de réciprocité, les ouvriers s'engagent à ne faire et à ne laisser faire aucune menace, ni représailles, vis-à-vis des tisserands qui accepteront la conduite des métiers automatiques ;

Si ce dernier engagement n'était pas observé, MM. Henri Plancke et C^e sont décidés à fermer immédiatement leurs usines ;

4° Aucune exclusion d'ouvriers tisserands ne sera prononcée pour cause de la grève. Tous les ouvriers présents le 24 avril 1908 auront la faculté de reprendre leur ancien travail ;

5° Les dix petits métiers, arrêtés en conséquence de la décision de la Fédération des fabricants de toiles de France, visant la diminution de la production générale, seront remis en route dès que la Fédération des fabricants de toiles aura jugé que l'état général des affaires permet la mise en activité de tous les métiers des fédérés.

2° Dans une grève de mécaniciens-constructeurs à Gravelle-Sainte-Honorine (Seine-Inférieure), le juge de paix est intervenu d'office le 15 décembre. L'accord n'a pu s'établir entre les parties réunies en comité de conciliation

le même jour. Une transaction, après négociations directes, a mis fin à la grève le 30 décembre.

3° Sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni, le 29 décembre, pour trancher un **différend entre propriétaires et résiniers, à Soustons (Landes)**. — Les parties n'ont pu être conciliées et ont repoussé l'offre du juge de paix de recourir à l'arbitrage. Le jour même les résiniers se sont mis en grève.

LES GRÈVES

ET LES RECOURS À LA CONCILIATION ET À L'ARBITRAGE

EN 1907 ⁽¹⁾.

I. — Grèves.

Il y a eu, en 1907, 1,275 grèves comprenant 197,961 grévistes (164,824 hommes, 23,177 femmes et 9,960 jeunes gens), occupés dans 8,365 établissements; elles ont entraîné 3,562,220 journées de chômage, dont 513,774 jours chômés par 30,684 ouvriers non grévistes, et 3,048,446 chômés par les grévistes. Les 1,309 grèves de l'année 1906 avaient occasionné 9,438,594 journées de chômage, dont 8,692,104 pour les 438,466 grévistes proprement dits, ce qui faisait une perte moyenne de 19 jours par gréviste. En 1907, la moyenne des jours chômés a été de 15 par gréviste.

Après les industries du bâtiment qui ont fourni 272 grèves, avec 35,571 grévistes, viennent les industries textiles, avec 247 grèves et 33,348 grévistes; les industries du transport, avec 141 grèves et 43,248 grévistes; le travail des métaux, avec 135 grèves et 19,006 grévistes; les industries du bois, avec 93 grèves et 9,577 grévistes.

Si, au lieu de considérer le nombre absolu des grèves qui ont affecté les différentes catégories professionnelles, on rapproche le nombre des grévistes du nombre total des ouvriers occupés dans les différents groupes professionnels, on obtient une série de rapports qui permettent d'apprécier d'une façon plus exacte l'importance des divers mouvements grévistes. En 1907, les ouvriers se sont mis en grève dans le travail des métaux fins, dans la proportion de 78.66 p. 1,000; dans les industries

⁽¹⁾ D'après la *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1906*. Paris, Imprimerie nationale, 1907. — Pour les grèves de 1890 à 1899, voir *Bulletin*, octobre 1900, p. 996 et pour la conciliation et l'arbitrage de 1893 à 1901, voir *Bulletin*, mars 1903, p. 197. — Pour les années 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905, voir *Bulletin*, avril 1901, p. 258; mars 1903, p. 187; juillet 1903, p. 570; juillet 1904, p. 605; mai 1905, p. 412; mai 1906, p. 454; octobre 1907, p. 1047.

chimiques, de 69.42 p. 1,000; dans la construction, de 68.78 p. 1,000; dans les mines, de 56.45 p. 1,000; dans les industries textiles, de 54.08 p. 1,000.

Dans 957 grèves sur 1,275, les ouvriers étaient, en tout ou en partie, membres du syndicat de leur profession; l'existence d'un syndicat patronal a été relevée dans 569 grèves; 8 syndicats ouvriers et 3 syndicats patronaux ont été constitués au cours des grèves ou immédiatement après. Trois grèves ont entraîné la disparition de syndicats ouvriers. Deux syndicats ont fusionné à l'issue d'une grève.

D'après les renseignements transmis à la Direction du Travail, les syndicats ou fédérations de syndicats ouvriers ont assuré des secours à leurs adhérents (et parfois aux grévistes non syndiqués) dans 54 grèves.

Ces secours ont pris la forme d'une allocation régulière en argent dans 51 grèves qui se répartissent de la manière suivante entre les différentes catégories professionnelles: agriculture (1); industries polygraphiques (8); cuirs et peaux (4); industries textiles (10); travail des étoffes (2); bois et tabletterie (4) travail des métaux ordinaires (12); batteurs d'or (1); ouvriers du bâtiment (8); dockers (1); employés de commerce (1).

Dans 2 grèves, les ouvriers qui n'avaient pas suspendu le travail versaient une part de leur salaire au syndicat chargé de secourir les grévistes; dans une grève, les ouvriers ont été secourus par le syndicat d'une autre profession; dans une grève, une somme de 500 francs votée par le Conseil municipal a été distribuée aux femmes et aux enfants des grévistes; dans 5 grèves, on a signalé l'organisation de soupes dites *communistes*.

Dans 205 grèves, soit 16.07 p. 100, auxquelles ont pris part 72,483 ouvriers (36.61 p. 100), les grévistes ont, en tout ou en partie, trouvé du travail, pendant le conflit, soit dans d'autres établissements de leur profession, soit dans d'autres industries. Ces 205 grèves, dont 8 ont duré un jour ou moins d'un jour et dont 17 se sont prolongées plus de 100 jours, ont eu une durée moyenne de 35 jours. Elles ont entraîné 2,227,182 journées de chômage, soit 62.52 p. 100.

Quatre associations ouvrières de production ont été créées à la suite de grèves: une boulangerie, une entreprise de broserie, un atelier de vannerie, et une fabrique de coutellerie. D'autre part, au cours d'une grève d'ouvriers boulangers à Ajaccio, quelques ouvriers ont organisé une boulangerie qui a fonctionné pendant la durée du conflit. A la suite d'une coalition des patrons boulangers, une société coopérative de consommation de boulangerie a été fondée par les fonctionnaires et employés des diverses administrations.

Dans 653 grèves, les ouvriers travaillaient au temps (à l'heure, à la journée, à la semaine ou au mois); dans 331, ils travaillaient aux pièces, et dans 287 autres grèves, les uns étaient au temps et les autres aux pièces.

263 grèves, avec 24,369 grévistes, ont été suivies de réussite; 490 grèves, avec 130,806 grévistes, se sont terminées par une transaction ou réussite partielle, et 522 grèves, avec 42,786 grévistes, ont échoué.

Le tableau suivant permet de faire la comparaison entre les résultats des grèves de l'année 1907 et la moyenne des dix années antérieures.

RÉSULTATS.	GRÈVES.		GRÉVISTES.	
	Moyenne des dix années 1897-1906.	En 1907.	Moyenne des dix années 1897-1906.	En 1907.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Réussite.....	22.91	20.63	12.14	12.31
Transaction.....	39.01	38.43	61.95	66.08
Échec.....	38.05	40.94	25.91	21.61

Le tableau suivant donne la répartition des grèves entre les diverses causes qui les ont provoquées, ainsi que le nombre de grévistes correspondant et la proportion, pour chacune des causes, des réussites, des transactions ou réussites partielles et des échecs.

CAUSES PRINCIPALES DES GRÈVES ou réclamations des grévistes.	NOM- BRE de GRÈVES.	PROPOR- TION P. 100 du total des grèves (1,275).	NOM- BRE de gré- vistés.	PROPOR- TION P. 100 du total des grévistes 197,961	RÉSULTATS. PROPORTION P. 100 des grévistes ayant obtenu pour chaque cause		
					réussite.	transac- tion.	échec.
a) Demandes d'augmentation de salaire . . .	808	63.37	124,461	62.87	13.50	58.94	27.56
b) Réductions de salaire	34	2.65	3,773	1.90	38.72	50.63	10.65
c) Demandes de diminution du temps de tra- vail, avec maintien ou augmentation des salaires	135	10.59	35,266	17.81	15.14	29.14	55.72
d) Contestations diverses relatives au salaire (modes d'établissement, de paiement, etc.)	156	12.23	32,024	16.18	28.73	31.72	39.55
e) Contestations relatives à la réglementation de travail	81	6.35	14,423	7.28	11.72	33.79	54.49
f) Pour la suppression ou contre l'introduction du travail aux pièces	39	3.06	9,358	4.73	6.24	8.71	85.05
g) Contestations relatives aux règlements d'atelier	160	12.55	40,195	20.30	26.03	27.63	46.34
h) Demandes de suppression ou de diminution des amendes	19	1.49	8,190	4.14	17.30	67.15	15.55
i) Renvois d'ouvriers, demandes de réinté- gration d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs	177	13.88	21,039	10.63	25.69	36.23	38.08
j) Demandes de renvoi d'ouvriers, de contre- maîtres ou de directeurs	127	9.96	12,200	6.16	31.33	18.53	50.14
k) Demandes de renvoi des femmes	7	0.55	258	0.13	18.60	10.46	70.94
l) Limitation du nombre des apprentis . . .	7	0.55	473	0.24	"	8.88	91.12
m) Retenues pour l'assurance et caisse de secours	10	0.78	8,396	4.24	83.26	12.56	4.18
n) Causes diverses ne rentrant pas dans les rubriques ci-dessus	20	1.57	29,802	15.05	8.81	85.65	5.54

Le tableau suivant donne la répartition des grèves et grévistes dans les divers groupes professionnels :

GROUPES DE PROFESSIONS.	NOM- BRE de GRÈVES.	PROPOR- TION p. 100 du total des grèves.	NOM- BRE de gré- vistés.	PROPOR- TION P. 100 du total des gré- vistés.	RÉSULTATS PROPORTION P. 100 des grévistes de chaque groupe ayant obtenu		
					réussite.	transac- tion.	échec.
I.. Agriculture, forêts et pêches	63	4.94	9,402	4.75	11.90	69.29	18.81
II. { Mines	44	3.45	10,267	5.19	6.08	61.93	31.99
Carrières	16	1.25	2,800	1.41	12.39	56.86	30.75
III. Produits alimentaires	41	3.21	7,498	3.79	0.33	59.06	40.61

GROUPE DE PROFESSIONS.	NOM- BRE de GRÈVES.	PROPOR- TION p. 100 du total des grèves.	NOM- BRE de gré- vistés.	PROPOR- TION p. 100 du total des gré- vistés.	RÉSULTATS PROPORTION P. 100 des grévistes ayant obtenu pour chaque cause		
					réussite.	transac- tion.	échec.
IV. Industries chimiques	39	3.06	7,935	4.01	4.46	62.71	32.83
V. Industries polygraphiques	38	2.98	5,761	2.91	0.71	78.53	20.76
VI. Cuirs et peaux	52	4.08	4,741	2.39	6.90	53.17	39.93
VII a. Industries textiles proprement dites ..	247	19.38	33,348	16.84	19.38	59.42	21.20
VII b. Travail des étoffes, nettoyage.	15	1.18	769	0.39	10.66	32.38	56.96
VIII a. Industries du bois, tabletterie	54	4.23	3,686	1.86	26.69	42.46	30.85
VIII b. Industrie du bois, bâtiment	39	3.06	5,891	2.97	3.24	89.05	7.71
IX a. Usines métallurgiques	14	1.10	1,176	0.59	3.23	63.78	32.99
IX b. Travail des métaux ordinaires	135	10.59	19,006	9.60	16.79	66.56	16.65
IX c. Travail des métaux fins	4	0.31	1,609	0.84	"	99.76	0.24
X a. Taille et polissage des pierres, travail des pierres et terres au feu	61	4.78	5,193	2.62	19.78	48.28	31.94
X b. Construction	272	21.34	35,571	17.98	15.44	60.25	24.31
XI. Transport et manutention, chargement et déchargement	141	11.06	43,248	21.86	9.39	78.66	11.95
TOTAUX ET MOYENNES	1,275	100.00	197,961	100.00	12.31	66.08	21.61

911 grèves ont atteint 1 seul établissement; 142, 2 à 5 établissements; 78, 6 à 10; 80, 11 à 25; 27, 26 à 50; 18, 51 à 100; 13 grèves ont atteint plus de 100 établissements.

789 grèves, sur 1,275, ont duré une semaine ou moins d'une semaine, et parmi elles, 136 ont duré de 1 à 2 jours; 222 n'ont duré qu'une journée ou moins d'une journée. 24 grèves ont duré plus de 100 jours.

Les demandes d'augmentation de salaire, seules ou associées à d'autres demandes, ont motivé 808 grèves (63.37 p. 100 du nombre total) avec 124,461 grévistes (62.86 p. 100); elles ont causé 2,624,238 journées de chômage, y compris celles des ouvriers qui n'ont pu travailler par suite de la grève. 170 de ces demandes ont été suivies de réussite, pour 16,806 grévistes; 327 ont fait l'objet d'une transaction, pour 73,355 grévistes, et 311, avec 34,300 grévistes, ont échoué. 219 de ces grèves se sont produites dans les industries du bâtiment, 155 dans l'industrie textile, 72 dans les industries des transports, 64 dans le travail des métaux, et 50 dans les industries agricoles.

Les réductions de salaire ont motivé 34 grèves, pour 3,773 grévistes; 9 d'entre elles, avec 402 grévistes, ont échoué.

Le tableau ci-après donne, pour l'ensemble des grèves de 1907 causées par des questions de salaires pour lesquelles le calcul a pu être fait, l'évaluation des pertes supportées par les ouvriers ainsi que des avantages pécuniaires qu'ils ont obtenus lorsque la grève a été suivie de réussite totale et partielle.

On a adopté, pour mesurer les gains réalisés par les grévistes, une période de 300 jours de travail, d'une durée normale, aux conditions fixées à la fin de la grève ⁽¹⁾.

RÉSULTATS des GRÈVES.	NOMBRE		SALAIRE MOYEN		NOMBRE DE JOURS chômés par les grévistes proprement dits.	MONTANT des SALAIRES perdus.	APRÈS 300 JOURS DE TRAVAIL.		NOMBRE de JOURS néces- saires pour com- penser les pertes.
	de GRÈVES.	des GRÉ- VISTES.	avant la grève. (1)	après la grève.			Bénéfice brut.	Bénéfice net.	
			fr. c.	fr. c.		francs.	francs.	francs.	
1° DEMANDES D'AUGMENTATION DE SALAIRE.									
Réussite	128	11,818	4.27	4.68	134,446	573,590	1,454,389	880,799	118
Transaction ...	252	51,653	4.12	4.50	1,037,713	4,271,656	6,163,832	1,892,176	208
Échec	257	25,875	3.65	3.65	617,238	2,250,077	.....	.....	.....
TOTAL	637	92,346	3.97	4.24	1,789,397	7,095,323	7,618,221	522,898	271
2° RÉDUCTIONS DE SALAIRES.									
Réussite.	6	436	4.81	5.72	2,172	10,447	119,532	109,085	26
Transaction ...	2	60	2.04	2.31	390	796	4,860	4,064	49
Échec.	6	143	1.76	1.76	1,210	2,134	.....	.....	.....
TOTAL	14	639	3.55	4.25	3,772	13,377	124,392	111,015	54
TOTAL GÉNÉRAL	651	92,985	3.96	4.24	1,793,169	7,108,700	7,742,613	633,913	273
(A) Dans le groupe des réductions de salaires, ce n'est pas le salaire payé avant la grève qui figure dans cette colonne, mais le salaire réduit proposé.									

Le calcul n'a été effectué que pour 651 grèves, avec 92,985 grévistes et on a dû écarter 191 grèves (53 réussites, 81 transactions, 57 échecs) pour les raisons suivantes : dans quelques-unes de ces grèves, la demande n'a porté que sur le prix des heures supplémentaires, du travail de nuit, ou sur la majoration des primes à la production; dans un grand nombre, le différend ne concernait que le prix de façon d'un article fabriqué en même temps que d'autres dont le prix n'a pas varié, fabriqué aussi d'une façon intermittente, de sorte qu'il n'a pas été possible de déterminer l'influence de la variation du prix de cet article sur le salaire journalier moyen; dans d'autres grèves, l'augmentation du prix de l'heure ou de la tâche a été obtenue en même temps qu'une diminution de la durée du travail, de sorte que le salaire par jour n'a pas été changé, les grévistes ayant gagné simplement du loisir; enfin, dans un certain nombre de grèves auxquelles plusieurs spécialités d'ouvriers ont pris part, on possède bien les salaires avant et après la grève, mais il n'a pas toujours été possible d'obtenir le nombre de grévistes de chaque spécialité à salaire différent et le calcul exact des pertes et des gains n'a donc pas pu être établi.

Les demandes de diminution de la durée du travail journalier ont été formulées dans 135 grèves, soit 10.59 p. 100 dont 32 dans les industries du bâtiment, 12 dans le travail des métaux, 16 dans les transports; 45 de ces demandes intéressant 5,338 grévistes ont été suivies de réussite; 25 avec 10,277 grévistes ont abouti à une transaction, et 65, avec 19,651 grévistes, à un échec.

Les questions de personnes: demandes de réintégration d'ouvriers congédiés ou

⁽¹⁾ Sur le choix de ce nombre de 300 jours, voir *Bulletin*, mai 1905, p. 416.

demandes de renvoi d'ouvriers et de contremaîtres, se sont présentées dans 304 grèves, soit 23.84 p. 100.

Les 7 départements suivants n'ont pas eu de grève en 1907 : Cantal, Eure-et-Loir, Lot, Lot-et-Garonne, Mayenne, Tarn-et-Garonne.

10 départements ont eu moins de 100 grévistes; 9 en ont eu de 100 à 200; 16 de 200 à 500; 12 de 500 à 1,000; et 33 départements ont eu plus de 1,000 grévistes.

Les chiffres les plus élevés ont été fournis par : les Bouches-du-Rhône, 33,286; le Nord, 30,162; la Seine, 24,140; la Seine-Inférieure, 10,971; le Rhône, 8,313; le Pas-de-Calais, 7,312; la Loire-Inférieure, 6,240; l'Orne, 5,011.

Les poursuites correctionnelles, exercées au cours de 63 grèves, ont abouti à 351 condamnations, amende ou prison.

II. — La conciliation et l'arbitrage en 1907.

L'application de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage a été, au cours de l'année 1907, constatée dans 250 différends : dans 16 d'entre eux, avant toute cessation de travail. Le nombre des grèves de l'année ayant été de 1,275, la proportion des recours à la loi sur la conciliation et l'arbitrage a donc été de 19.61 p. 100. Cette proportion avait été de 23.07, en 1906, et de 24.36 en moyenne pour les quatorze premières années d'application de la loi.

L'initiative des recours a été prise dans 95 grèves par les ouvriers, dans 4 par les patrons, dans 12 par les patrons et les ouvriers réunis; le juge de paix est intervenu d'office dans 139 grèves. Quelques grèves ont donné lieu à la réunion de 2 comités : grèves des apprêteurs de Darnetal, des mécaniciens-constructeurs de la Madeleine, des maçons de Tarare et Villefranche, des tailleurs de pierres de Quimper. Dans plusieurs grèves des ouvriers du bâtiment, il a été constitué des comités distincts par chaque catégorie professionnelle : à Thonon, 3 comités; à Saint-Dié, 2 comités; à Commeny, 2 comités.

La tentative de conciliation a été repoussée 80 fois, dont 73 fois par les patrons, 5 fois par les ouvriers et 2 fois par les deux parties.

A la suite des refus de la tentative de conciliation, 2 différends ont pris fin 1 par l'abandon des demandes et 1 par remplacement des ouvriers en cause. 10 autres différends se sont terminés par la conciliation directe, aussitôt après le premier acte de procédure et avant que les parties eussent répondu à l'invitation du juge de paix. Ces 10 différends ont eu pour résultat 2 réussites, 7 transactions et 1 échec. 2 différends se sont terminés par une transaction avant la réunion du comité de conciliation. Dans 78 cas, la grève a été continuée ou déclarée après les refus d'entrer en pourparlers en présence du juge de paix.

Il reste 158 différends pour la solution desquels des comités de conciliation ont été constitués : 91 d'entre eux ont été terminés directement par ces comités. La proposition de recourir à un arbitrage a été faite 38 fois, après l'échec de la conciliation; elle a été acceptée 17 fois et repoussée 21 fois, dont 9 par les patrons, 2 par les ouvriers et 10 par les deux parties.

Aux 101 différends terminés par les comités de conciliation ou par l'arbitrage, il y a lieu d'en ajouter 7 autres qui ont pris fin, sinon par les soins du comité de conciliation, du moins presque aussitôt après la réunion et sous l'influence des explications qui y avaient été échangées.

En résumé, il semble qu'on peut porter à l'actif de la loi du 27 décembre 1892 la fin des différends suivants dont elle a précipité la solution, directement ou indirectement : 1° ceux, au nombre de 12, terminés dès le début de la procédure; 2° après

refus des patrons de se prêter à la tentative de conciliation (2 échecs); 3° 91 conciliations par les comités; 4° 10 arbitrages; 5° 7 différends terminés après la réunion des comités. Total, 122.

Quant aux 16 recours formés avant toute cessation de travail, la grève a pu être évitée dans 13 cas (1 réussite, 9 transaction, 3 échecs). Dans 2 cas, sur refus des patrons de se présenter, la grève a été déclarée (transactions). Dans les 1 cas, un comité a été constitué, mais il y a eu grève après désaccord au sein du comité; la grève s'est terminée par une transaction après une nouvelle réunion du comité.

Il faut ajouter qu'à côté des résultats dus à l'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage, 96 grèves ont été terminées par l'intervention des préfets (16), secrétaires généraux de préfecture (3), sous-préfets (21), municipalités (31), ingénieurs et architectes (7), inspecteurs du travail (3), présidents de tribunaux civils (1), secrétaires de prud'hommes (1), et par l'intervention officieuse des juges de paix (13).

106 grèves (8.31 p. 100), avec 24.319 grévistes (12.28 p. 100), ont été solutionnées par les syndicats ou unions de syndicats professionnels : 35 de ces grèves ont pris fin après entente entre le syndicat patronal et le syndicat ouvrier. Ces conflits, dont 3 ont duré moins d'un jour (un, 3 h. 1/2; un, 4 heures; un, 5 heures) et dont 4 se sont prolongés au delà de 100 jours (un, 320 jours; un, 273 jours; un, 234 jours; et un, 123 jours) ont eu une durée moyenne de 25 jours; ils ont eu pour résultats 33 réussites, 63 transactions, 10 échecs. En 1906, 152 grèves (11.61 p. 100) avec 103,529 grévistes (23.61 p. 100) avaient été terminées par l'intervention des syndicats professionnels (114) ou par accord entre syndicats patronal et ouvrier (38). Ces grèves avaient eu pour résultats 59 réussites, 88 transactions, 5 échecs.

Une grève de tisseurs à Houplines a été réglée par l'intervention d'un comité d'usine établi le 15 octobre 1906. A la suite d'une grève de tailleurs de pierre à Chantenay-sur-Loire, une commission mixte et permanente a été constituée pour le règlement amiable de tous les conflits.

Enfin, 16 grèves ont été solutionnées par l'intervention de diverses personnes (ministres, sénateurs, députés, membres de chambres de commerce, conseillers prud'hommes, etc.).

LES HABITATIONS À BON MARCHÉ EN FRANCE

EN 1907 ⁽¹⁾.

I. — LES SOCIÉTÉS D'HABITATIONS À BON MARCHÉ EN 1906.

Les sociétés d'habitations à bon marché qui veulent bénéficier des avantages de la législation relative aux habitations à bon marché ⁽²⁾ sont tenues de faire approuver

⁽¹⁾ D'après les rapports du Conseil supérieur des habitations à bon marché sur l'application de la législation relative aux habitations à bon marché pendant l'année 1907, présentée par M. René Viviani, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, à M. le Président de la République, le 3 juin 1908. (*Journal officiel* du 7 juin 1908) — Voir pour 1906, *Bulletin*, novembre 1907, p. 1165.

⁽²⁾ La loi du 30 novembre 1894 a été abrogée et remplacée par la loi du 12 avril 1906 (*Bulletin*, septembre 1906, p. 934).

leurs statuts par le Ministre du Travail, qui doit prendre, à cet effet, l'avis du Conseil supérieur des habitations à bon marché.

Au 29 avril 1907, le nombre des sociétés approuvées s'élevait à 159; il atteignait, en mai 1908, 216, par l'approbation accordée à 57 sociétés au cours de l'année.

Les 216 sociétés approuvées se classent ainsi d'après leur forme légale : 123 sociétés coopératives, 89 sociétés anonymes, 4 sociétés civiles.

Les sociétés coopératives représentent plus de la moitié du total. On mettra mieux en évidence la faveur dont jouit cette forme de sociétés si l'on considère l'ensemble des sociétés ayant demandé depuis l'origine l'approbation de leurs statuts en distinguant la période de 1894 à 1899 et celle de 1900 à 1907.

Ce tableau montre, d'une part, l'accélération du mouvement, puisque, d'une période à l'autre, la moyenne annuelle du nombre des sociétés en formation s'est élevée de 10 à 30, pour atteindre 76 en 1907, et, d'autre part, la prédominance des sociétés coopératives, qui ne représentaient au début que le tiers du total, tandis qu'elles en constituent les trois cinquièmes pour la période qui va de 1900 à 1907 :

FORME DES SOCIÉTÉS.	NOMBRE ABSOLU DES SOCIÉTÉS		
	De 1894 à 1899.	De 1900 à 1907.	TOTAL.
Coopératives.....	18	144	162
Anonymes.....	32	91	123
Civiles.....	1	6	7
En participation.....	«	1	1
TOTAUX.....	51	242	293
MOYENNE ANNUELLE.....	10	30.2	23

Il faut toutefois noter que, sur les 76 sociétés nouvelles qui ont demandé l'approbation dans la dernière année, il n'y avait que 36 sociétés coopératives et 40 sociétés anonymes. Peut-être pourrait-on s'expliquer l'avance qu'ont gagnée en 1907 les sociétés anonymes par l'influence plus directe qu'a pu exercer sur cette forme de sociétés l'extension des exonérations fiscales de la loi de 1906.

Statuts-types. ⁽¹⁾ — Les statuts-types entrent de plus en plus dans les habitudes de notre public. Sur les 216 sociétés approuvées depuis l'origine, 93 ont des statuts absolument conformes au type et 53 s'en sont manifestement inspirées; mais l'influence du type apparaît plus clairement encore dans les chiffres qui se rapportent aux 57 sociétés, dont les statuts ont été approuvés depuis la dernière session du Conseil supérieur.

Sur ces 57 sociétés, 44 ont adopté entièrement les statuts types et 9 s'en sont beaucoup rapprochées, ce qui réduit à 4 le nombre de celles qui ont voulu s'en affranchir.

Le progrès est donc considérable, et nous espérons que bientôt nous n'aurons plus qu'à constater la conformité absolue de tous les statuts à l'étalon officiel, qui guide et qui soutient, bien loin d'asservir ou de gêner.

Cette discipline statutaire simplifie la tâche du comité permanent du Conseil supérieur et réduirait son examen aux seuls statuts encore réfractaires à l'unité, si son attention n'avait été éveillée sur certaines tendances à la spéculation, qui se masquaient sous la légalité des formes et qu'il importe de déjouer. Aussi le comité

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, novembre 1907, p. 1166.

permanent n'a-t-il pu continuer, comme par le passé, à se contenter d'examiner si les statuts ne violaient aucune disposition légale, ou de donner des conseils officieux ou bénévoles, qu'il était loisible aux sociétés en quête d'approbations d'admettre ou de rejeter. Il s'est vu obligé de fouiller dans les statuts en-dessous de la correction légale et quand il a trouvé qu'elle recouvrait une spéculation certaine au profit de telle ou telle individualité ou d'une telle ou telle catégorie de fondateurs, qui s'étaient réservé des avantages abusifs, il n'a pas hésité à opposer à la demande d'approbation des conclusions de rejet, qui ont été sanctionnées par l'administration. Ces déviations sont heureusement exceptionnelles.

De quelques sociétés approuvées. — Sur l'initiative de M. le Préfet de la Haute-Vienne a été constituée, le 11 novembre 1907, l'« Étoile de Limoges », société civile anonyme coopérative, qui a été approuvée le 31 décembre 1907. A côté d'elle s'est fondée, sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901, une association auxiliaire de l'« Étoile de Limoges », et qui se nomme : « l'Intermédiaire des Coopérateurs prévoyants ». Cette association a pour objet de faciliter à ses membres l'acquisition des actions de l'« Étoile ». A cet effet, elle reçoit de chacun d'eux et enregistre à son compte particulier les tickets de remise que lui délivrent les fournisseurs à l'occasion de ses achats. Ces tickets ne peuvent être ni convertis en marchandises par le coopérateur, ni touchés en espèces à la caisse des fournisseurs (sauf dans des cas exceptionnels de maladie ou de chômage), que par l'agent accrédité de l'association, qui doit en employer le montant à l'achat d'actions de l'« Étoile » pour le compte du coopérateur.

La *Société des logements économiques pour familles nombreuses* a porté son capital social de 600,000 à 1,200,000 francs en vue de la construction de nouveaux immeubles. Les deux immeubles de la rue du Télégraphe, n° 3, et de la rue Belliard, n° 27, actuellement en pleine exploitation, renferment ensemble 165 logements de 2 à 4 pièces, dont le loyer varie de 160 à 440 francs (ce qui donne un prix de location par pièce variant de 88 à 97 francs). Les 165 familles qui les occupent comptent 776 enfants, soit 45 enfants pour 10 ménages. Ces enfants n'ont payé à la mortalité qu'un tribut, invraisemblablement modéré, de 6 pour 100, c'est-à-dire à peu près le tiers de la moyenne générale.

D'après une enquête fort intéressante, dont la *Société du logement des familles nombreuses* a bien voulu communiquer les résultats, le salaire moyen des chefs de famille qu'elle abrite varie de 5 à 8 francs, non compris les suppléments de ressources apportés par le travail de la femme ou celui des enfants. Malgré les économies réalisées dans la construction de ces immeubles, la qualité exceptionnelle de leur gestion et la discrétion des actionnaires qui se contentent de 3 p. 100, ces loyers, tout modérés qu'ils soient, restent encore prohibitifs pour les ouvriers, dont le salaire, non pas intermittent, mais régulier, est inférieur à 5 francs par jour ou à 1,500 francs par an,

La *Société des habitations économiques de la Seine* a porté son capital de 825,000 à 890,000 francs et s'est servie de ces ressources supplémentaires pour construire un nouvel immeuble. Avec la *Société des habitations salubres et à bon marché de Marseille*, cette société de la Seine est la seule société approuvée qui mène de front la construction directe et le crédit individuel.

Citons-encore le *Coin du feu de Saint-Denis*, qui est une de nos plus solides sociétés coopératives; le *Coin de terre et le foyer* d'Orléans, qui pratique avec succès le prêt hypothécaire; la *Société Dieppoise*, qui en cinq ans a consacré 180,000 francs à la construction de maisons individuelles aux abords de la ville de Dieppe; la *Société des habitations à bon marché de Longwy*, et la *Société Bordelaise des habitations à bon marché*, qui, l'une et l'autre, ont construit pour près d'un million de maisons

et donné dans leur milieu une vive impulsion à ce mouvement; la *Société immobilière des petits logements de Rouen*, une des ouvrières de la première heure; l'*Habitation moderne*, société coopérative, fondée en 1905 au capital de 165,000 francs; la *Famille de Puteaux*, coopérative fondée en 1901 et qui a fait pour plus de 500,000 francs de construction; la *Société des habitations à bon marché d'Arras*; enfin la *Maison des dames des postes, télégraphes et téléphones*, qui a créé non seulement un refuge confortable et salubre, mais encore un foyer familial à des jeunes filles auparavant livrées aux dangers physiques et moraux de l'hôtel en garni.

II. — BILANS DES SOCIÉTÉS.

Si l'on déduit des sociétés approuvées à la fin de décembre 1906 celles qui se sont dissoutes et celles dont le premier exercice n'était pas encore clos à cette date, il restait 117 sociétés, dont 46 anonymes et 71 coopératives, tenues cette année à la production de leur bilan. Elles se sont toutes conformées à cette obligation et, en général, à celle du cadre réglementaire ⁽¹⁾.

Comme les années précédentes, le Comité permanent a relevé çà et là, dans certaines sociétés, l'exagération des frais généraux; celle des emprunts, qui grèvent la société de charges certaines et exigibles, quoi qu'il advienne, sous peine des pires catastrophes; la faiblesse des réserves; enfin le danger des acquisitions préventives de terrains, qu'on espère utiliser plus tard, mais dont, en attendant cette utilisation problématique, le poids mort écrase le présent. Le comité met aussi en garde les sociétés, et surtout les sociétés coopératives, contre la timidité dans l'application des statuts et de leurs sanctions aux sociétaires qui, par leur indiscipline ou leurs retards, en auraient encouru les justes sévérités.

En rapprochant les bilans de 117 sociétés qui ont répondu à l'appel de l'administration, nous avons dressé deux tableaux détaillés, qui se rapportent l'un aux sociétés anonymes, l'autre aux sociétés coopératives, et qui sont résumés dans le tableau récapitulatif ci-après :

DÉSIGNATION. des chapitres.	SOCIÉTÉS		TOTAUX.
	anonymes.	coopératives.	
	francs.	francs.	francs.
Capital social.....	(2) 11,154,351	7,188,336	18,342,687
Emprunts.....	3,578,636	4,330,303	7,908,939
Terrains et constructions.....	(2) 13,648,533	6,672,185	20,320,718
Amortissements versés par les emprunteurs.....	597,657	(3)	"
Réserve légale.....	91,911	16,884	108,795
Réserves diverses.....	(2) 748,422	45,935	794,357
Frais à amortir.....	67,879	39,305	107,184
Dividendes.....	0 à 4 p. 100	0 à 4 p. 100	0 à 4 p. 100

(1) Dix-neuf sociétés se sont abstenues de fournir leur compte de profits et pertes, ce qui rend très difficile, sinon même illusoire, l'appréciation de leur situation financière.

(2) Pour permettre la comparaison avec les tableaux antérieurs, on a continué à faire figurer parmi les sociétés anonymes le *Groupe des maisons ouvrières*, bien qu'il soit passé sous le régime des Fondations.

(3) Des divergences dans l'interprétation de cet article par les sociétés coopératives n'ont pas permis de remplir leur chiffre global d'amortissement. Des instructions seront envoyées pour ramener l'unité dans ces systèmes de comptabilité.

En résumé, les sociétés d'habitation à bon marché constituées sous le régime des lois de 1894 et de 1906, accusent, à la fin de 1906, pour les 116 d'entre elles qui ont fourni leur bilan, une dépense de 20 millions, supérieure de 2 millions et demi à celle de notre dernier rapport; mais il ne faut pas oublier que ce chiffre ne correspond pas à la totalité du mouvement issu de ces lois, ou régi par elles, puisqu'il ne comprend pas les sociétés entrées en liquidation après avoir achevé leur œuvre, et même, pour la plupart des sociétés existantes, les maisons entièrement libérées qui sont devenues la propriété des locataires-acquéreurs.

III. — HABITATIONS CONSTRUITES EN DEHORS DES LOIS DE 1894 ET 1906.

Certaines sociétés — et quelques-unes de premier ordre — fonctionnent en dehors des lois de 1894 et de 1906, soit parce qu'elles avaient préféré leur indépendance aux faveurs de l'État, soit parce qu'elles avaient été arrêtées par les prescriptions antérieures de la loi, qui les enfermaient dans un objet « exclusif », alors qu'elles entendaient rester libres de faire le bien de plusieurs façons en même temps.

Il faut citer dans cette catégorie : la *Société des logements économiques de Lyon*, la *Société philanthropique*, qui a créé dans divers quartiers de Paris de véritables types pour logements d'ouvriers et pour hôtels de jeunes filles.

Une mention spéciale est due à l'ouverture toute récente d'un immeuble, passage Melun et rue d'Allemagne, qui met à la disposition des familles qui l'habitent un restaurant dont les prix sont invraisemblables de bon marché, et surtout quarante-huit ateliers commodes, baignés de lumière et pourvus d'un petit moteur électrique.

L'*Association fraternelle des employés et ouvriers des chemins de fer* pratique parallèlement la construction directe et le prêt hypothécaire. Au 31 décembre 1907, elle avait construit 321 maisons pour la somme de 2,682,821 francs et fait à 87 familles des avances s'élevant ensemble à 537,970 francs. Elle a ainsi employé, sous ces deux formes, une somme totale de plus de 3 millions pour assurer la propriété d'une maison individuelle à 408 de ses membres.

Fondations. — Les *Fondations* reconnues d'utilité publique méritent aussi une mention particulière.

Le *Groupe des maisons ouvrières* poursuit sa marche ascendante par l'augmentation graduelle de ses ressources, qu'alimentent tous les ans d'anonymes et généreuses libéralités et qui ont porté le capital actuel à plus de 4 millions. Ces capitaux, dont les revenus sont destinés à recevoir le même emploi que dans le système Peabody ou de la « Boule de Neige », ont été consacrés à construire, rue Jeanne-d'Arc, rue Ernest-Lefèvre, rue de l'Amiral-Roussin, de beaux immeubles qui abritent un millier de familles.

La *Société des habitations hygiéniques pour employés*, fondée par M. Alexandre Weill, qui a versé pour elle un capital initial de 1,500,000 francs, a été reconnue d'utilité publique par un décret du 7 mai 1905, en vue, disent les statuts, « d'étendre et de réaliser, en dehors de toute tendance politique ou religieuse, des moyens propres à améliorer les conditions matérielles d'existence des employés de la banque, du commerce et de l'industrie à Paris, et principalement de leur fournir des habitations hygiéniques à loyer restreint ».

La fondation *Rothschild* avait mis en construction trois grands immeubles, le premier à Popincourt, le second à Belleville, le troisième rue de Prague, sur les

terrains de l'ancien hôpital Trousseau, près du faubourg Saint-Antoine. Les deux premiers immeubles sont terminés et loués depuis le 1^{er} avril sans une seule vacance. Ils contiennent ensemble 156 logements, dont 144 actuellement occupés et 12 vont l'être au terme de juillet. Leur population est de 683 habitants, dont 307 adultes et 376 enfants. En ce qui concerne l'immeuble de la rue de Prague, la grève des ouvriers du bâtiment a retardé la marche des travaux; mais il y a lieu d'espérer que l'immeuble sera terminé à la fin de cette année et mis en exploitation au plus tard en avril 1909. La fondation fait remarquer que le prix des constructions a subi, par rapport à celui d'il y a trois ans, une hausse de 20,25 p. 100.

Cette même fondation présente dans l'exploitation de ses immeubles une particularité très rare dans notre pays, mais usuelle en Angleterre, à savoir le paiement des loyers à court terme. Des tentatives avaient déjà été faites pour introduire, même avec prime, le paiement hebdomadaire du loyer, notamment dans les maisons de la Société philanthropique; mais elles avaient échoué devant la résistance des habitudes traditionnelles de la location dans notre pays. La fondation de Rothschild paraît avoir été plus heureuse en reprenant cette tentative. Elle a mis comme amorce au profit de la courte échéance l'obligation du paiement d'avance d'un terme à l'entrée, de sorte que cette avance est d'autant plus faible que le terme est moins long.

Sur les 144 logements occupés dans les immeubles de Popincourt et de Belleville, 34 (24 p. 100) sont loués à la semaine, 23 (16 p. 100) à la quinzaine et 87 (60 p. 100) au mois.

Initiatives patronales. — Le Creusot possède 1,163 logements, loués aux prix très réduits de 1 fr. 25 à 8 francs par mois et qui sont distribués en tenant compte, au moyen de divers coefficients, de la qualité et de la durée des services, ainsi que des charges de famille.

Quant aux ouvriers qui voulaient construire eux-mêmes leurs maisons, le Creusot, de 1837 à 1904, a fait à 3,860 d'entre eux des avances d'un montant total de 4,262,114 francs presque entièrement remboursées.

Dans une note communiquée au comité permanent du Conseil supérieur, la *Société des mines de Dourges* indique l'évolution qu'a subie chez les compagnies houillères leur conception du logement de leur personnel.

C'est d'abord le *coron*, longue et maussade file de maisons contiguës, toutes basses et toutes laides. Puis ce sont les groupes de quatre maisons adossées, qui constituent déjà un progrès sérieux sur le type précédent. Enfin, ce sont les maisons accolées deux par deux et entourées de pelouses et de fleurs; c'est la « cité-jardin ». — « Les plantations d'arbres d'ornement dans les allées et d'arbres fruitiers dans les jardins, dit la note de la compagnie, la création de jardins populaires au milieu des cités, rentrent dans notre programme d'amélioration hygiénique. Les plantes grimpantes le long des façades, les jointoiements et crépis de divers tons, les peintures aux coloris variés, ajoutent de la gaieté à l'ensemble ». L'intérieur des maisons a été l'objet de soins particuliers pour la distribution, l'aménagement des pièces, les peintures à la fresque sur les murs, qui peuvent se laver à l'eau, la dimension des baies, l'orientation et l'aérage.

C'est d'après ces principes qu'ont été établies les deux cités-jardins de Dourges, l'une de 170 maisons; l'autre plus récente comprenant 56 maisons. En totalité, la Société des mines de Dourges a construit 1,267 maisons, qui ont coûté 5,083,600 francs et qu'occupent, moyennant un loyer mensuel de 2 francs à 6 fr. 50 suivant les types, 1,743 familles, comprenant 5,735 personnes.

De son côté, le comité des houillères de France a procédé, vis-à-vis des *compagnies houillères* seulement, à une enquête, qui lui a donné les résultats suivants en

ce qui concerne le nombre de maisons ouvrières possédées par les compagnies houillères.

DATES.	NOMBRE DE MAISONS.	
	Construites pendant la période.	Total.
1859.....	"	1,773
1860.....	2,459	4,232
1870.....	3,049	7,281
1880.....	5,449	12,730
1890.....	3,956	16,686
1900.....	8,746	25,432
1907.....	12,880	38,312

Comme on le voit, les deux tiers de ces 38,000 maisons ont moins de trente ans de date et ont participé à cette amélioration des types, que caractérise l'évolution du logement ouvrier, depuis le coron primitif jusqu'à la cité-jardin.

D'autre part, à l'occasion de l'exposition franco-britannique, la *Société française des habitations à bon marché* a fait une enquête auprès des chefs d'industrie. Il résulte des 71 réponses parvenues à la société, qu'un certain nombre de patrons mettent à la disposition de leur personnel 1,545 maisons collectives et 2,585 maisonnettes individuelles comprenant en tout 7,797 logements et ayant ensemble coûté 57 millions.

A côté de l'enquête sur le logement, entreprise en même temps que le dénombrement de la population de 1906, l'Administration avait demandé aux préfets, par une circulaire du 16 mars 1906, d'inviter les municipalités à réunir les éléments d'un relevé d'ensemble des habitations ouvrières constituées dans leurs communes par des patrons, des sociétés, des particuliers, en dehors de celles pour lesquelles a été demandé le bénéfice de la loi de 1884. Malheureusement, cette seconde enquête est restée incomplète et insuffisante; 33 préfets seulement ont répondu à la circulaire; de plus, ces 34 dossiers sont vides et présentent des états « néant ». Enfin les réponses sont faites sans méthode et ne comportent pas de rapprochements utiles.

IV. — IMMUNITÉS FISCALES.

Voici le total des diverses détaxes dont ont bénéficié, en 1907, les sociétés d'habitations à bon marché :

Contribution foncière.....	75,931 ^f 88 ^c
Contribution des portes et fenêtres.....	94,448 26
Taxe de mainmorte.....	13,707 30
Patente.....	12,505 66
Timbre et enregistrement.....	6,536 55
TOTAL.....	203,129 63

Ce tableau ne comprend pas la détaxe relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. La loi du 21 avril 1906 ayant étendu à la totalité des actions et aux obligations l'exemption de l'impôt sur le revenu, réservée par la loi de 1894 aux seuls associés pour lesquels le capital versé n'excédait pas 2.000 francs, l'Administration des finances a fait remarquer qu'elle ne disposait d'aucun élément qui lui

permet de dégager le montant de la taxe exigible d'après le droit commun sur les dividendes et intérêts distribués, dont le chiffre n'est plus porté à sa connaissance, et qu'ainsi il ne lui était plus possible d'établir d'état pour l'impôt sur le revenu.

Le tableau ne comprend pas non plus le montant de l'exonération des droits de timbre sur les actions et obligations, qu'avait maintenus la loi de 1894 et qu'a supprimés par son article 11 la loi de 1906.

En évaluant par un calcul approximatif à 24,000 francs le montant de ces deux détaxes omises au tableau précédent, on arriverait pour l'ensemble des immunités fiscales en 1907 à environ..... 227,000^f

Pour 1906, le total avait été de..... 167,000

ce qui constituerait une augmentation de..... 60,000

VI. — AUGMENTATION DES RESSOURCES

DES SOCIÉTÉS D'HABITATIONS À BON MARCHÉ.

Caisses d'épargne. — Tandis que les sommes consacrées aux habitations à bon marché par les caisses d'épargne en 1906 n'atteignaient que 5,028,851 fr. 09, elles se sont élevées en 1907 à 5,977,644 fr. 92; savoir :

Acquisition ou construction.....	4,228,655 ^f 44 ^c
Prêts hypothécaires à des sociétés.....	997,544 70
Obligations de sociétés.....	389,000 00
Actions de sociétés.....	296,128 00
Prêts hypothécaires industriels.....	66,316 78

Il faut ajouter à ces sommes 118,882 fr. 54 consacrés aux œuvres de bains-douches, et 14,902 fr. 95 employés en faveur des jardins ouvriers, soit au total 6,111,430 fr. 41. C'est, d'une année à l'autre, une augmentation de 1,082,579 fr. 32.

Le nombre des caisses qui ont pris part à ces opérations est passé de 53 à 67 par l'annexion de 14 caisses nouvelles.

Caisse des dépôts et consignations. — Dans une lettre du 29 janvier 1908, M. le directeur général de cette caisse fait savoir que le montant de ses prêts directs en 1907 s'est élevé à 2,574,000 francs ainsi décomposés :

Sociétés anonymes.....	10 pour 1,081,200 ^f
Sociétés coopératives.....	35 1,493,200

28 de ces prêts, d'ensemble 587,400 francs, ont été accompagnés de 65 contrats d'assurances aux termes de l'article 7 de la loi du 12 avril 1906, 8 sociétés n'ayant pas pris cet engagement ont cependant, en vue d'obtenir une réduction d'intérêt de 3,25 p. 100, fait souscrire des contrats d'assurance à leurs 65 acquéreurs individuels. Le nombre des contrats a donc été en totalité de 130, garantissant un capital initial de 770,323 francs.

20 prêts pour 1,306,600 francs ont été faits au taux de 3 p. 100; 25 pour 1,265,800 francs au taux de 3,25 p. 100.

Bureaux de bienfaisance, hospices et hôpitaux. — D'après une enquête faite par M. le Ministre de l'Intérieur auprès des préfets sur les prêts consentis par ces établissements hospitaliers en 1907, il résulte que les réponses sont négatives pour

tous les départements, sauf trois : celui de la Charente-Inférieure où un prêt de 2,500 francs a été consenti par le bureau de bienfaisance de Surgères, et ceux de la Seine et de la Seine-Inférieure, où des prêts de même nature seraient sur le point d'être faits.

D'autre part, l'Assistance publique a engagés une dépense évaluée à 2,600,000 fr. environ pour l'édification sur un vaste terrain lui appartenant, rue Delambre, n°s 17-27, de divers corps de bâtiments affectés à des logements économiques et à la veille d'être achevés.

Communes et départements. — L'article 6 de la loi du 12 avril 1906 autorise les communes et les départements, sous des conditions déterminées, à employer leurs ressources en prêts aux sociétés de construction ou de crédit, en obligations et en actions de ces sociétés, à leur faire apport de terrains et de constructions d'après la valeur réelle, à leur céder de gré à gré ces terrains et constructions sans que le prix de cession puisse être inférieur à la moitié de leur valeur réelle, enfin à garantir, jusqu'à concurrence de 3 p. 100 au maximum, le dividende des actions ou l'intérêt des obligations pendant dix années au plus à partir de la constitution des sociétés.

Jusqu'ici les communes ou départements n'ont guère mis à profit ces autorisations.

Dans le Nord, la commune d'Onnaing a aliéné un titre de rente de 2,055 francs jusqu'à concurrence de 29,824 francs pour la construction de 9 maisons d'« indigents » ; et la commune d'Arques-la-Bataille, dans la Seine-Inférieure, a été autorisée, par arrêté du 25 avril dernier, à souscrire jusqu'à concurrence de la somme de 2,000 francs, des actions entièrement libérées de la Société des habitations à bon marché d'Arques-la-Bataille, sous la réserve que les maisons de ladite société ne puissent être aliénées au-dessous du prix de revient, ni louées à des prix inférieurs à 4 p. 100 de ce prix.

La ville de Paris a cédé de gré à gré et dans des conditions très avantageuses trois terrains communaux destinés à l'édification de maisons ouvrières à trois sociétés : l'*Abri temporaire*, la *Société des logements hygiéniques à bon marché* et la *Société des logements économiques pour familles nombreuses*.

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

PENDANT L'ANNÉE 1904⁽¹⁾.

Il y a trois sortes de sociétés de secours mutuels : les sociétés libres, les sociétés approuvées et les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique.

Les sociétés de secours mutuels approuvées diffèrent des sociétés libres en ce qu'elles ont fait approuver leurs statuts par arrêté ministériel. Cette approbation leur donne droit à certains avantages. Tandis que les sociétés libres ne peuvent recevoir que des dons et legs mobiliers et n'acquérir que les immeubles affectés à leurs services, les sociétés de secours mutuels approuvées ont, sous la réserve de l'autorisation du Conseil d'État, la capacité de recevoir des dons et legs immobiliers et de plus de posséder et d'acquérir, de vendre et d'échanger des immeubles jusqu'à concurrence des trois quarts de leur avoir. Quant aux sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique, elles jouissent de tous les avantages accordés aux sociétés approuvées. Elles peuvent, en outre, posséder et acquérir, vendre et échanger des immeubles dans les conditions déterminées par le décret les déclarant d'utilité publique.

D'autre part, de nombreuses faveurs sont accordées aux sociétés approuvées et aux sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique : leurs actes sont exempts de timbre et d'enregistrement, les communes sont tenues de leur faire certaines fournitures et elles bénéficient de majorations de pensions, de bonifications d'intérêt et de subventions⁽²⁾.

Un certain nombre de sociétés se distinguent soit par le but qu'elles poursuivent soit par le mode de recrutement de leurs membres. Telles sont les sociétés de secours mutuels dites de mutualité maternelle qui luttent contre la mortalité infantile ; les sociétés de secours mutuels scolaires qui s'adressent aux enfants des écoles ; les sociétés de secours mutuels que les syndicats professionnels peuvent constituer dans leur sein et avec leurs éléments et enfin toutes les sociétés de secours mutuels qui viennent d'être créées dans l'armée.

Au 31 décembre 1904, il existait en France 17,232 sociétés de secours mutuels, dont 14,011 approuvées ou reconnues comme établissements d'utilité publique⁽³⁾ et 3,221 sociétés libres. Au 31 décembre 1903, on comptait en tout 16,278 sociétés, dont 13,075 sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique, et 3,203 sociétés libres. Le nombre des sociétés libres qui ont demandé en 1904 leur transformation en sociétés approuvées a été de 126 ; il y en avait eu 134 en 1903, 112 en 1902,

⁽¹⁾ D'après le *Compte rendu des opérations effectuées par les sociétés de secours mutuels pendant l'exercice 1904*, présenté à M. le Président de la République par M. René Viviani, ministre du Travail, extrait du *Journal officiel* du 15 mars 1908. — Voir pour 1903, *Bulletin*, 1908, page 241.

⁽²⁾ Les sociétés libres reçoivent cependant des subventions départementales et communales.

⁽³⁾ Le nombre des sociétés reconnues d'utilité publique est de 20. Les sociétés scolaires, qui sont comprises dans les sociétés approuvées sont au nombre de 2,119.

121 en 1901, 178 en 1900, 55 en 1899, 30 en 1898, 24 en 1897, 29 en 1896.

Le tableau ci-dessous montre la progression du nombre des sociétés approuvées ou reconnues et des sociétés libres depuis 1852 :

	SOCIÉTÉS approuvées ou reconnues.	SOCIÉTÉS libres.
1852.....	50	2,438
1860.....	2,514	1,738
1870.....	4,279	1,509
1880.....	4,790	1,987
1890.....	6,674	2,470
1900.....	10,804	3,187
1901.....	11,719	3,153
1902.....	12,379	3,189
1903.....	13,075	3,203
1904.....	14,011	3,221

Sur les 17,232 sociétés existantes en 1904, 16,457 ont fait parvenir au ministère de l'Intérieur le compte de leurs opérations.

Voici quel était, par âge et par sexe, l'effectif de ces 16,457 sociétés au 31 décembre 1904 :

	NOMBRE de sociétés.	NOMBRE de membres honoraires.	NOMBRE de membres participants.	TOTAUX.
Sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique				
d'adultes.....	11,451	341,247	2,037,077	2,378,324
scolaires.....	2,029	46,881	(1) 606,632	653,513
Sociétés libres.....	2,977	36,371	419,910	456,281
TOTAUX.....	16,457	424,499	3,063,619	3,488,118

Le personnel moyen est de 207 membres, dont 30 honoraires et 177 participants, pour les sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique d'adultes; de 322 membres dont 23 honoraires et 298 participants pour les sociétés scolaires; et de 153 membres, dont 12 honoraires et 141 participants pour les sociétés libres. La proportion du nombre moyen des membres honoraires par rapport au nombre moyen total des membres est de 14.34 p. 100 pour les sociétés approuvées d'adultes, de 7.16 pour les sociétés scolaires et de 7.96 pour les sociétés libres.

Le tableau suivant indique le mouvement du personnel dans les différentes sortes

(1) Dont 356,520 garçons et 250,112 filles.

de sociétés au 31 décembre de chacune des années 1871, 1880, 1890, 1901, 1902, 1903 et 1904 :

SOCIÉTÉS APPRouvÉES ou reconnues d'utilité publique ⁽¹⁾ .			SOCIÉTÉS LIBRES.			
	nombre de sociétés.	membres honoraires.	membres participants.	nombre de sociétés.	membres honoraires.	membres participants
1871.....	"	96,885	489,006	"	11,042	194,968
1880.....	4,730	129,857	640,613	"	18,179	279,045
1890.....	6,433	179,197	884,604	2,303	25,102	320,112
1901.....	9,661	281,569	1,525,875	2,928	34,220	365,607
1902.....	10,239	297,797	1,689,382	2,951	37,705	384,187
1903.....	10,776	313,455	1,770,772	2,960	36,224	403,678
1904.....	11,451	341,247	2,037,077	2,977	36,371	419,910

STATISTIQUE DE LA MORBIDITÉ ET DE LA MORTALITÉ.

Le nombre des journées de maladie ayant donné lieu en 1904 à une indemnité pécuniaire s'est élevé à 7,187,441 pour 278,352 malades dans les sociétés approuvées ou reconnues, à 1,431,636 pour 63,158 malades dans les sociétés scolaires, et à 1,456,935 pour 72,844 malades dans les sociétés libres ⁽²⁾.

Le nombre moyen de journées payées par malade ⁽³⁾ dans les sociétés approuvées ou reconnues a été de 25.82 dans l'ensemble; dans les sociétés libres, de 20.00; dans les sociétés scolaires, de 22.66.

Le nombre de décès ayant donné lieu à paiement de frais funéraires s'est élevé à 19,329 dans 5,775 sociétés approuvées ou reconnues, à 152 dans les sociétés scolaires et 3,058 dans 1,095 sociétés libres.

RECETTES ET DÉPENSES.

Le tableau suivant donne pour 1904 la répartition des recettes dans chaque catégorie de sociétés de secours mutuels :

NATURE DES RECETTES.	SOCIÉTÉS approuvées ou reconnues d'adultes.	SOCIÉTÉS scolaires.	SOCIÉTÉS libres.
Cotisations des membres { honoraires..	3,374,769 ¹ 13°	136,255 ¹ 64°	513,398 ¹ 61°
{ participants..	25,323,422 ² 62		5,697,379 ¹ 12
{ enfants.....	"	2,772,545 ¹ 87	"
Droits d'entrée.....	"	"	"
Amendes.....	"	"	"
Subventions, dons et legs.....	3,070,831 ¹ 64	250,254 ¹ 62	1,459,694 ¹ 71
Intérêts des fonds placés.....	5,958,269 ¹ 33	115,958 ¹ 02	1,518,904 ¹ 80
Recettes diverses.....	4,931,883 ¹ 33	177,825 ¹ 50	2,108,419 ¹ 45
TOTAUX.....	42,659,176 ¹ 05	3,452,839 ¹ 65	11,297,796 ¹ 69

⁽¹⁾ Sociétés ayant adressé à l'administration leurs états statistiques et non compris les sociétés scolaires, dont le développement est tout récent. En 1896, on n'en comptait que 21, il y en avait 55 en 1897, 181 en 1898; c'est à partir de cette époque qu'elles se sont multipliées, leur nombre total a passé successivement à 768 en 1899, 1,389 en 1900, 1,758 en 1901, 1,895 en 1902, 1,997 en 1903 et 2,119 en 1904.

⁽²⁾ Défalcation faite des sociétés approuvées ou libres n'allouant pas de secours de maladie. — Le nombre total des membres participants des sociétés d'adultes ayant accordé en 1903 des secours de maladie est de 1,317,085 dont 1,171,949 hommes et 145,136 femmes. Le nombre total des membres participants des sociétés scolaires ayant accordé en 1903 des secours de maladie s'est élevé à 563,000

⁽³⁾ Ces nombres ont été obtenus en divisant le nombre de journées de maladie payées par le nombre de bénéficiaires.

Les cotisations des membres participants entrent, dans le total des recettes, pour une proportion qui s'élève à 59.36 p. 100 pour les sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique, à 80.29 p. 100 pour les sociétés scolaires et à 50.42 p. 100 pour les sociétés libres.

Les dépenses correspondantes dans les trois catégories de sociétés de secours mutuels en 1904 sont données dans le tableau qui suit :

NATURE DES DÉPENSES.	SOCIÉTÉS approuvées ou reconnues d'adultes.	SOCIÉTÉS scolaires.	SOCIÉTÉS libres.
Honoraires des médecins.	4,064,151 ⁴⁸⁷ ^c	8,622 ⁹⁰ ^c	600,029 ¹⁰ ^c
Frais pharmaceutiques.	4,765,164 25	9,067 35	792,457 38
Indemnités de maladie.	8,169,046 96	659,583 09	2,197,297 43
Frais funéraires.	1,249,630 40	3,357 70	222,391 13
Assurance aux décès.	144,930 96	"	"
Secours aux veuves et aux orphelins. .	934,415 02	"	1,594,012 67
Secours aux vieillards infirmes et incurables.	620,699 94	"	203,916 14
Pensions.	4,049,141 39 ⁽¹⁾	"	1,276,296 62 ⁽²⁾
Versements faits sur livrets individuels.	"	1,442,256 20	"
Versements aux fonds communs de retraites.	4,353,387 06	493,051 45	"
Frais de gestion.	172,115 25	130,263 10	564,704 05
Dépenses diverses.	2,909,399 35	108,889 90	1,099,703 95
TOTAUX.	<u>32,984,076 40</u>	<u>2,855,091 69</u>	<u>8,550,830 47</u>

Les trois premiers articles représentent ensemble les dépenses de maladie. Ces frais s'élèvent à 52.04 p. 100 des dépenses totales pour les sociétés approuvées ou reconnues, à 23.72 pour les sociétés scolaires, et à 41.98 pour les sociétés libres. Cette proportion était, en 1903, de 52.05 pour les sociétés approuvées ou reconnues, de 24.59 pour les sociétés scolaires et de 41.48 pour les sociétés libres.

Quant aux frais de gestion, ils entrent dans le total des dépenses dans la proportion de 5.20 p. 100 pour les sociétés approuvées ou reconnues, de 4.55 pour les sociétés scolaires et de 6.60 p. 100 pour les sociétés libres. Ces proportions étaient en 1903 de 5.20 pour les premières, de 4.35 pour les secondes et de 6.18 p. 100 pour les dernières.

Le montant moyen de l'indemnité de maladie s'est élevé : dans les sociétés approuvées ou reconnues, à 29.30 par malade et à 1.14 par jour de maladie ; dans les sociétés libres, à 30.01 par malade, à 1.49 par jour de maladie et à 8.24 par membre participant ; dans les sociétés scolaires, à 10.44 par malade et à 0.461 par jour de maladie.

Des secours aux veuves et aux orphelins, en cas de décès des membres participants, ont été alloués, en 1904, par 1,582 sociétés approuvées ou reconnues, et 530 sociétés libres. Le montant moyen des secours a été de 98.15 dans les premières et de 786.38 dans les secondes ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Pensions et suppléments de pensions payés sur les fonds libres.

⁽²⁾ Pensions viagères de retraites.

⁽³⁾ Dans le calcul de cette moyenne ont figuré, pour 1,189,661 fr. 40, les dépenses d'une société libre d'assistance mutuelle en cas de décès ayant son siège dans le département de la Seine. Les secours accordés par les 529 autres sociétés se montent à 404,351 fr. 27 seulement.

Des secours aux vieillards ont été alloués par 1,170 sociétés approuvées et par 250 sociétés libres et des secours aux infirmes et incurables par 1,228 sociétés approuvées et 222 libres. La moyenne des secours aux vieillards est de 68.09 pour les sociétés approuvées et de 83.16 pour les sociétés libres; la moyenne des secours aux infirmes ou incurables est de 47.32 dans les sociétés approuvées et de 63.19 dans les sociétés libres.

La moyenne des indemnités pour frais funéraires ressort par décès ayant donné lieu à une indemnité, à 64.65 dans les sociétés approuvées, à 72.72 dans les sociétés libres et à 22.08 dans les sociétés scolaires.

FONDS DE RETRAITES ET PENSIONS.

Au 31 décembre 1904, 6,631 sociétés approuvées ou reconnues (adultes et scolaires), possédaient à la Caisse des dépôts et consignations un fonds commun de retraites dont le montant total s'élevait à 185,410,756 fr. 19. Au 31 décembre 1903, il était de 1,463,475 francs pour 6,281 sociétés. Si l'on compare le chiffre de 6,631 sociétés au nombre indiqué plus haut des sociétés approuvées ou reconnues ayant adressé à l'administration leurs états statistiques, on constate que 49.19 p. 100 de ces associations possèdent un fonds commun de retraites.

En 1904, les 6,631 sociétés approuvées ont effectué à leur fonds commun de retraites des versements dont le montant total est de 4,846,438 fr. 91. Les dons et legs affectés aux fonds communs ont atteint, la même année, le chiffre de 208,088 francs. D'autre part, conformément à l'arrêté du 28 avril 1900, il a été versé par les soins de la Caisse des dépôts, en 1904, au crédit du compte fonds de retraite des sociétés approuvées ayant effectué des versements à ce compte en 1903, des subventions proportionnelles à ces versements pour la somme de 1,989,358 fr. Enfin, en vertu de la loi du 20 juillet 1895, les $\frac{3}{5}$ des fonds prescrits au 1^{er} janvier 1904 à l'égard des déposants des caisses d'épargne, soit 101,005 francs, ont été répartis, en 1904, entre les sociétés approuvées possédant un fonds commun de retraites.

Au 31 décembre 1904, le nombre des pensionnaires payés sur le fonds commun par l'intermédiaire de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse s'élevait à 51,010; au 31 décembre 1903, il était de 48,315, soit une augmentation de 2,695.

Le montant des arrérages payés en 1904 sur le fonds de retraites atteint le chiffre de 3,724,629 contre 3,412,640 en 1903, y compris les bonifications accordées par l'Etat.

Il en résulte que l'arrérage moyen par pensionné, servi sur le fonds commun de retraites, a été en 1904 de :

$$\frac{3,724,628}{\frac{1}{2}(51,010 + 48,315)} = 74 \text{ fr. } 99.$$

Les pensions servies directement à l'aide des intérêts du fonds commun s'élevaient, au 31 décembre 1904, à 15,509 d'un montant total de 1,213,354 francs, soit 81 fr. 58 par pension. D'autre part, il a été payé sur les fonds libres 52,314 pensions, dont le montant a atteint 4,049,141 francs, soit 75.48 par pension.

En 1904, 265 sociétés libres ont servi 9,124 pensions, dont le montant total s'élevait à 127,296 fr. 62. En 1903, 290 sociétés avaient servi 9,874 pensions dont le montant total s'élevait à 1,572,963 francs.

AVANTAGES CONSENTIS PAR L'ÉTAT, LES DÉPARTEMENTS ET LES COMMUNES
AUX SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS APPRouvÉES ET LIBRES.

Les sociétés de secours mutuels approuvées ont reçu des subventions de l'État, des majorations de pensions, des bonifications d'intérêts, les 3/5 des comptes abandonnés des caisses d'épargne et enfin des subventions départementales et communales.

Sous forme de subventions aux sociétés approuvées possédant un fonds de retraites les sociétés de secours mutuels ont reçu 1,989,358 francs à titre de subventions proportionnelles aux opérations faites au fonds de retraites en 1903.

L'État a encore versé aux sociétés approuvées les sommes suivantes :

Sous forme de subventions aux sociétés ne constituant pas de retraites : 328,204 fr. 50;

Sous forme de subventions proportionnelles aux versements effectués sur livrets individuels en 1903 : 460,418 francs;

Pour les bonifications d'intérêts⁽¹⁾ : 2,791,269 francs;

Comme part revenant aux sociétés de secours mutuels dans les comptes abandonnés des caisses d'épargne : 101,005 fr. 90;

Si l'on additionne les différents avantages consentis soit par l'État, aux sociétés approuvées et aux sociétés libres on obtient un total de 5,671,255 fr. 40.

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1903.

A la fin de décembre 1904, les sociétés approuvées ou reconnues d'adultes et scolaires possédaient 359,792,585 francs, savoir : au fonds de réserve (capitaux placés soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit aux caisses d'épargnes, ou détenus par les trésoriers) 174,381,829 francs et au fonds de retraites 185,410,756 francs, ce qui constitue une augmentation de 9,932,913 francs sur l'exercice 1903.

Enfin, le capital des sociétés libres se montait, à la même date (31 décembre 1904), à 45,846,844 francs, soit une augmentation de 1,304,935 francs sur l'exercice précédent.

L'avoir total de l'ensemble des sociétés ayant fourni leurs états est donc de 405,639,429 francs, se décomposant ainsi :

Sociétés approuvées ou reconnues d'adultes.....	352,493,520 francs.
Sociétés scolaires.....	7,299,065 —
Sociétés libres.....	45,846,844 —
TOTAL.....	405,639,429 —

⁽¹⁾ Ces bonifications d'intérêts ont pour but de couvrir la différence entre le taux normal de la caisse des dépôts et consignations et le taux de 4.50 p. 100 assuré aux sociétés de secours mutuels approuvées, pour les capitaux placés par elles à cette caisse, en comptes fonds de retraites ou en comptes-courants.

LE CONTRÔLE DU TRAVAIL DES AGENTS DE CHEMINS DE FER EN 1906 ⁽¹⁾.

Le tableau suivant donne l'état numérique du personnel des compagnies, soumis en 1906, aux diverses réglementations dont la surveillance est confiée au Service du contrôle :

COMPAGNIES.	NOMBRE D'AGENTS DONT LE TRAVAIL EST RÉGLEMENTÉ.				TOTAUX par compagnie.
	par les arrêtés des 4 nov. 1899 et 20 mai 1903 ⁽²⁾ .	par le 2 ^e arrêté du 4 nov. 1889 ⁽³⁾ .	par l'arrêté du 23 nov. 1899 ⁽⁴⁾ .	par l'arrêté du 10 oct. 1901 ⁽⁵⁾ .	
Nord.....	4,258	3,113	6,939	8,411	22,721
Est.....	2,946	2,483	7,922	4,320	17,671
Ouest.....	3,902	3,618	10,580	5,453	23,553
Orléans.....	3,229	2,600	7,874	5,911	19,614
P.-L.-M.....	4,844	4,937	13,217	13,679	36,677
Midi.....	1,330	1,321	5,657	2,489	10,797
État.....	843	878	2,545	1,904	6,170
Ceintures.....	72	241	664	307	1,284
TOTAUX.....	21,424	19,191	55,398	42,474	138,487
TOTAUX CORRESPONDANTS en 1905..	20,387	17,493	53,272	40,253	131,405

Section I. — Durée du travail et des repos des agents.

I. — MÉCANICIENS ET CHAUFFEURS.

Durée et conditions du travail. — Dans les roulements du service normal, le service effectif journalier maximum a varié, suivant chaque roulement, savoir :

Au Nord, entre 5 h. 45 et 11 h. 55 ; à l'Est, entre 8 h. 30 et 11 h. 43 ; à l'Ouest, entre 5 h. 34 et 11 h. 46 ; à l'Orléans, entre 5 h. 12 et 11 h. 55 ; au P.-L.-M., entre

⁽¹⁾ Extraits et analyse du rapport sur le fonctionnement du contrôle du travail des agents de chemins de fer pendant l'année 1905, présenté le 16 juin 1908 par M. F. Maison, ingénieur en chef des Mines, chef du Service (*Journal officiel* du 7 juillet 1908). — Pour l'organisation du Service et son fonctionnement jusqu'à la fin de 1903, voir *Bulletin*, janvier 1905, p. 15 ; pour le fonctionnement en 1904, juin 1906, p. 575 ; en 1905, juin 1907, p. 574.

⁽²⁾ Mécaniciens, chauffeurs et divers.

⁽³⁾ Chefs de trains, contrôleurs de route, sous-inspecteurs, etc.; conducteurs et gardes-freins et divers.

⁽⁴⁾ Chefs et sous-chefs de gare ; receveurs, facteurs enregistrants, chefs comptables, etc.; aiguilleurs de gare, hommes d'équipe, manœuvres, visiteurs, nettoyeurs, laveurs, etc.

⁽⁵⁾ Agents de la surveillance et de l'entretien des voies ; gardes-sémaphores, bloqueurs, aiguilleurs de pleine voie ; gardes-barrières en faction permanente et divers.

6 h. 22 et 11 h. 47 ; au Midi, entre 7 h. 58 et 11 h. 53 ; à l'État, entre 6 h. 24 et 11 h. 56 ; à la Petite-Ceinture, entre 10 h. et 11 h. 28.

Quant à la durée moyenne du travail effectif journalier, pour chacun des roulements du service normal, elle s'étend :

Au Nord, entre 6 h. 32 et 9 h. 58 ; à l'Est, entre 5 h. 37 et 9 h. 54 ; à l'Ouest, entre 5 h. 03 et 9 h. 57 ; à l'Orléans, entre 6 h. 07 et 10 h. ; au P.-L.-M., entre 5 h. 02 et 9 h. 49 ; au Midi, entre 7 h. 17 et 9 h. 54 ; à l'État, entre 4 h. 20 et 9 h. 56 ; à la Petite Ceinture, entre 8 h. 31 et 9 h. 15.

Ces chiffres diffèrent peu de ceux de l'année 1905 et sont plutôt en décroissance ; l'élasticité qu'ils laissent généralement entre les prévisions des services et les limites fixées par les règlements est donc de plus en plus suffisante pour parer, autant que possible, aux aléas inévitables de l'exploitation.

La moyenne journalière du travail effectif dans le service facultatif est restée sensiblement inférieure à la moyenne journalière du service régulier.

Elle a varié, en effet, en 1906, savoir :

Pour le Nord, entre 5 h. 30 et 9 h. 50 ; pour l'Est, entre 6 h. 15 et 9 h. 52 ; pour l'Ouest, entre 5 h. et 9 h. 48 ; pour l'Orléans, entre 5 h. 50 et 10 h. ; pour le P.-L.-M., entre 6 h. 20 et 9 h. 42 ; pour le Midi, entre 6 h. 25 et 11 h. 50 ; pour l'État, entre 6 h. 15 et 9 h. 55.

On sait qu'à la Petite Ceinture il n'y a pas de service de réserve.

Mode d'attribution et durée des repos. — La durée maximum des repos quotidiens a varié :

Sur le réseau du Nord, de 17 h. 20 dans le 1^{er} arrondissement de contrôle, à 24 h. 20 dans le 2^e ; sur l'Est, de 19 h. 32 dans le 1^{er} arrondissement, à 25 h. dans le 3^e ; sur l'Ouest, de 17 h. 12 dans le 1^{er} à 23 h. 19 dans le 2^e ; sur l'Orléans, de 16 h. 40 dans le 8^e à 23 h. 38 dans le 6^e ; sur le P.-L.-M., de 18 h. 49 dans le 6^e à 25 h. 35 dans le 2^e ; sur le Midi, de 18 h. 18 dans le 1^{er} à 26 h. dans le 2^e ; sur l'État, de 17 h. 15 dans le 1^{er} à 30 h. 46 dans le 2^e ; sur la Petite Ceinture, cette durée a été de 13 h. 20.

La durée minimum de ces repos s'est peu écartée du minimum réglementaire de 7 heures alloué pour les repos pris hors de la résidence.

Elle a varié, savoir :

Sur le réseau du Nord, de 7 h. 01 dans le 1^{er} arrondissement à 7 h. 13 dans le 2^e ; sur l'Est, de 7 h. 01 dans le 2^e et le 3^e à 7 h. 05 dans le 1^{er} ; sur l'Ouest, de 7 h. 03 dans le 2^e à 7 h. 05 dans le 1^{er} ; sur l'Orléans, de 7 h. 02 dans le 1^{er} à 7 h. 11 dans le 5^e ; sur le P.-L.-M., de 7 h. 04 dans le 4^e à 25 h. 35 dans le 3^e ; sur le Midi, de 7 h. dans le 1^{er} et le 2^e à 7 h. 06 dans le 3^e ; sur l'État, de 7 h. 05 dans le 1^{er} à 7 h. 22 dans le 2^e.

Enfin, sur la Petite Ceinture, dont le service ne comporte pas de repos hors la résidence, le minimum a été de 10 heures, c'est-à-dire le minimum réglementaire.

Quant aux repos périodiques qui, d'après les anciens arrêtés, pouvaient encore descendre à 24 heures par quinzaine dans les services ne comportant pas de découchers⁽¹⁾, leurs variations de durée ont été les suivantes :

1^o Pour les repos décadaires : Sur le Nord, entre 30 h. 40 et 39 h. 51 ; sur l'Est, entre

⁽¹⁾ On sait en effet qu'aux termes de l'arrêté du 9 mai 1906, pour les services ne comportant pas de découchers, les repos périodiques sont désormais fixés à 30 heures au lieu de 24 heures par quinzaine.

30 h. 04 et 45 h. ; sur l'Ouest, entre 30 h. et 47 h. 20 ; sur l'Orléans, entre 30 h. et 49 h. 45 ; sur le P.-L.-M., entre 30 h. 03 et 42 h. 14 ; sur le Midi, entre 30 h. 03 et 42 h. 34 ; sur l'État entre 30 h. et 43 h. 04 ; sur la Ceinture, aucun service ne comporte de découchers et cependant les repos sont alloués tous les 10 jours et leur durée a varié de 27 h. 10 à 36 h. ;

2° *Pour les repos de quinzaine* : Sur le Nord, entre 24 h. et 39 h. 51 ; sur l'Est, entre 24 h. et 48 h. ; sur l'Ouest, entre 24 h. et 38 h. 10 ; sur l'Orléans, entre 24 h. et 42 h. 50 ; sur le P.-L.-M., entre 26 h. et 43 h. 12 ; sur le Midi, entre 24 heures et 36 h. 19 ; sur l'État, entre 24 h. et 37 h. 42.

Ces résultats montrent que la durée des repos est, en général, toujours bien au-dessus des minima fixés par les arrêtés ministériels ; elle va même en augmentant sensiblement sur celle des années précédentes.

D'autre part, l'intervalle entre deux repos qui doit être, suivant les cas, de 10 ou de 15 jours en moyenne, est fréquemment inférieur à ce chiffre et même certaines compagnies continuent à n'user que très peu de la faculté du repos de quinzaine.

A la compagnie du Nord, il existe d'assez nombreux services où les repos périodiques sont prévus à des intervalles de 6, 7, 8 ou 9 jours. Il en est de même à l'Est pour certains roulements des dépôts de Nancy, Longuyon, Verdun, Bar-le-Duc, Epinal, Saint-Dié, Conflans et Neufchâteau. A l'Ouest, les roulements de Caen-Marchandises (1^{er} groupe), Caen-Voyageurs (5^e groupe), le Havre-Marchandises et certains roulements de Laval et du Mans prévoient un grand repos tous les 9 jours, certains roulements de Granville, Dinan et Châteaubriant, tous les 8 jours, et certains autres de Laval et de Châteaubriant tous les 7 jours. La compagnie d'Orléans qui, comme l'Est, le Paris-Lyon-Méditerranée, l'État et la Ceinture, n'utilise guère les repos de quinzaine, accorde un repos tous les 8 ou 9 jours dans la plupart des roulements à double équipe et notamment dans certains roulements de Paris, Étampes, Orléans, Vierzon, Capdenac, Aurillac, Limoges, Brive, Montauban et Montluçon ; un roulement de Clermont en comporte même un tous les 7 jours. De même, au réseau P.-L.-M., il est accordé de grands repos tous les 6, 7, 8 et 9 jours à certains roulements des dépôts de Dôle, Besançon, Alais, le Martinet, Robiac, Remoulins, Nîmes et Marseille. Au Midi, quelques roulements de Bordeaux, Bayonne, Mont-de-Marsan et Bédarieux comportent un grand repos tous les 9 jours ; quelques-uns de Carcassonne, Narbonne et Sévérac, tous les 8 jours ; d'autres de Quillan, Béziers, Paulhan, Sévérac, tous les 7 jours ; un roulement du dépôt de Saint-Girons prévoit même un repos revenant tous les 4 jours. Au réseau de l'État, les grands repos sont attribués généralement tous les 9 jours et quelques roulements d'Orléans, Tours, Bressuire, Château-du-Loir, Loudun, Thouars, la Rochelle, Paimbœuf et la Possonnière en attribuent un tous les 7 ou 8 jours. Enfin, la Petite Ceinture, dont le service ne comporte pas de découchers, accorde un grand repos tous les 10 jours, sauf pour un roulement spécial d'une journée où le repos revient tous les 7 jours.

En outre, le service s'est maintenu dans de très bonnes conditions au point de vue de la proportion des repos pris à la résidence par rapport à l'ensemble des repos accordés. Cette proportion a varié en effet, au Nord, de 55 à 79 p. 100 ; à l'Est, de 60 à 84 p. 100 ; à l'Ouest, de 68 à 74 p. 100 ; à l'Orléans, de 61 à 78 p. 100 ; au P.-L.-M. de 60 à 79 p. 100 ; au Midi, de 54 à 68 p. 100, et au réseau de l'État, de 70 à 87 p. 100.

Enfin, certaines améliorations particulières ont été apportées aux roulements au point de vue des repos, à la suite de leur examen par le contrôle lors des remaniements périodiques. C'est ainsi que la compagnie du Nord a augmenté le nombre

des repos à la résidence dans les roulements n° 7 d'Amiens et n° 2 de Béthune, ainsi que ceux des roulements des machines affectées spécialement aux trains de marchandises à long parcours dans les dépôts de Somain, Valenciennes, Hazebrouck et Lille. A l'Est, il avait été constaté que dans certains dépôts, des périodes de disponibilité sans travail avaient été comptées aux agents comme repos décadaires. Sur l'intervention du service, la compagnie a supprimé l'attribution de repos de cette nature et intercalé les repos décadaires réglementaires dans le service régulier. Dans les autres compagnies, notamment à l'Orléans, au Paris-Lyon-Méditerranée et à l'État, un certain nombre de roulements ont été modifiés dans le but de réduire sensiblement la proportion des repos pris en dehors de la résidence.

Déroations. — Le nombre des dérogations à la durée du travail ou des repos des mécaniciens et chauffeurs autorisées par l'administration supérieure a atteint, en 1906, le chiffre de 41 au lieu de 22 en 1904 et 1905. Bien que ce chiffre ait presque doublé, il n'en reste pas moins très faible par rapport à celui des agents qu'il concerne, qui est supérieur à 21,000.

Quant au chiffre des dérogations accidentelles, qui était passé de 5,130 en 1904 à 10,946 en 1905, il a atteint le chiffre de 22,774 en 1906. Les principaux motifs de cette augmentation sont toujours dans les retards des trains, surtout pendant le deuxième semestre, et l'insuffisance du nombre des machines et des équipes, en raison de l'intensité tout à fait exceptionnelle du trafic.

Le service est intervenu à différentes reprises auprès des compagnies pour les inviter à prendre les mesures nécessaires. De très sérieux efforts ont été faits pour améliorer cette situation.

Il fallait cependant un certain temps pour que les nouvelles machines commandées fussent livrées. Aussi bien le désarroi qui s'est produit sur presque tous les réseaux, pendant le dernier trimestre de 1906, s'est-il poursuivi encore en 1907.

Considérations diverses. — Les durées des temps de présence avant le départ ou après l'arrivée des trains ont, en général, paru suffisantes; le service a d'ailleurs veillé activement à ce que les temps imposés parfois aux mécaniciens entre l'arrivée d'un train et la rentrée au dépôt soient réduits au strict minimum.

Le nombre des nuits consécutives passées en service n'a été, dans aucun cas, très important, sauf pour quelques roulements de Lens et de Béthune qui ne comportent que des trains de nuit partant des houillères. Mais on remarquera que ces trains sont supprimés les dimanches et fêtes.

En ce qui concerne les coupures de service pour les repas des agents, elles figurent toutes maintenant sur les roulements. Quelques difficultés se sont produites, à cet égard, au cours de l'année 1906, mais ont été facilement aplanies. On a continué, sur beaucoup de points, et en particulier dans les principales gares de garage, l'installation de guérites chauffées et éclairées, quand il y a lieu, pour permettre au personnel de prendre ses repas, à l'abri des intempéries, lorsque les points de stationnement sont trop éloignés des corps de garde ou lorsque ces installations n'existent pas.

Le service a eu à intervenir à différentes reprises auprès des compagnies au sujet des conditions nouvelles d'application de l'arrêté du 9 mai 1906 relativement aux réserves dont les dispositions avaient été mal comprises par certains dépôts. Les observations ont fait immédiatement cesser les irrégularités constatées.

Enfin, on a pu obtenir que les roulements reproduisent exactement tout le travail que les agents peuvent avoir à faire, afin d'éviter que les augmentations du travail prévu ne se renouvellent fréquemment.

II. AGENTS DES TRAINS.

Durée et conditions du travail. — Le maximum de la durée de la journée des agents des trains assurant un service normal a varié, savoir :

Au Nord, entre 8 h. 20 et 9 h. 57; à l'Est, entre 5 h. 59 et 12 h. 28; à l'Ouest, entre 4 h. 52 et 11 h. 56; à l'Orléans, entre 3 h. 52 et 12 h. 26; au P.-L.-M., entre 8 h. 45 et 12 h. 30; au Midi, entre 7 h. 22 et 12 h. 08; à l'État, entre 3 h. 02 et 12 h. 29; à la Grande Ceinture, entre 10 h. 44 et 11 h. 29; à la Petite Ceinture, entre 8 h. 55 et 10 h. 41.

Quant à la journée moyenne, dont la durée réglementaire peut être de 10 ou de 11 heures, suivant que le service comporte ou non des découchers, elle a subi les fluctuations suivantes, en ce qui concerne le service normal :

1° *Pour les services comportant des découchers hors la résidence* : sur le Nord, entre 6 h. 30 et 9 h. 50; sur l'Est, entre 6 h. 24 et 9 h. 48; sur l'Ouest, entre 5 h. 54 et 9 h. 55; sur l'Orléans, entre 6 h. 10 et 9 h. 59; sur le P.-L.-M., entre 7 h. 20 et 9 h. 52; sur le Midi, entre 6 h. 26 et 9 h. 56; sur l'État, entre 4 h. 04 et 9 h. 39; sur la Petite Ceinture, entre 7 h. 26 et 8 h. 05;

2° *Pour les services ne comportant pas de découchers hors la résidence* : sur le Nord, entre 8 h. 10 et 9 h. 45; sur l'Est, entre 6 h. 01 et 9 h. 28; sur l'Ouest, entre 4 h. 52 et 10 h. 42; sur l'Orléans, entre 6 h. 35 et 10 h. 52; sur le P.-L.-M., entre 7 h. 55 et 10 h. 53; sur le Midi, entre 6 h. 33 et 10 h. 56; sur l'État, entre 3 h. 46 et 9 h. 53; sur la Grande Ceinture, entre 8 heures et 8 h. 02; sur la Petite Ceinture, entre 7 h. 23 et 8 h. 02.

Dans les services facultatifs, cette même moyenne a donné des chiffres variant ainsi qu'il suit, suivant les deux catégories de services différenciées par leur durée maximum réglementaire :

1° *Pour les services qui comportent des découchers hors la résidence* : sur le Nord, entre 6 heures et 10 heures; sur l'Est, entre 1 h. 30 et 10 heures; sur l'Ouest, entre 5 heures et 9 h. 55; sur l'Orléans, entre 4 heures et 9 h. 57; sur le P.-L.-M., entre 5 heures et 9 h. 52; sur le Midi, entre 7 h. 02 et 9 h. 17; sur l'État, entre 5 h. 32 et 9 h. 50; sur la Grande Ceinture, entre 4 heures et 10 heures; sur la Petite Ceinture, entre 5 heures et 8 heures;

2° *Pour les services ne comportant pas de découchers hors la résidence* : sur l'Est, entre 5 h. 42 et 9 h. 57; sur l'Ouest, entre 6 heures et 10 h. 30; sur l'Orléans, entre 7 h. 45 et 10 h. 30; sur le P.-L.-M., entre 7 h. 45 et 9 h. 58; sur l'État, entre 5 h. 30 et 9 h. 35; sur la Petite Ceinture, entre 5 heures et 8 heures ⁽¹⁾.

Ces chiffres montrent que les journées prévues dans les roulements diffèrent, en général, des limites fixées par le règlement d'une quantité suffisante pour éviter, autant que possible, la production des dérogations.

Mode d'attribution et durée des repos. — En ce qui concerne les repos quotidiens du service normal, leur minimum n'est pas descendu au-dessous de :

7 h. 12 au Nord, 7 h. 02 à l'Est, 7 h. 10 à l'Ouest, 7 h. 01 à l'Orléans, 7 h. 02 au P.-L.-M., 7 h. 06 au Midi, 7 h. 03 à l'État, 7 h. 09 à la Grande Ceinture et 9 h. 03 à la Petite Ceinture.

⁽¹⁾ Sur les réseaux du Nord, du Midi et de la Grande Ceinture, il n'existe pas de services facultatifs sans découchers.

La moyenne de ces repos a oscillé, savoir :

1° Dans les services qui comportent des découchers hors la résidence : au Nord, entre 9 h. 45 et 14 h. 42; à l'Est, entre 10 h. 06 et 14 h. 29; à l'Ouest, entre 10 h. 25 et 16 h. 18; à l'Orléans, entre 10 h. 04 et 16 h. 38; au P.-L.-M., entre 7 h. 10 et 15 h. 15; au Midi, entre 10 h. 12 et 14 h. 21; à l'État, entre 9 h. 28 et 15 h. 49; à la Grande Ceinture, entre 10 h. 25 et 13 h. 58; à la Petite Ceinture, entre 10 h. 30 et 12 h. 30;

2° Dans les services qui ne comportent pas de découchers hors la résidence : au Nord, entre 9 h. 30 et 10 h. 15; à l'Est, entre 11 h. 20 et 13 h. 55; à l'Ouest, entre 9 h. 30 et 16 h. 47; à l'Orléans, entre 9 h. 08 et 16 h. 11; au P.-L.-M., entre 9 h. 02 et 19 h. 10; au Midi, entre 10 h. 05 et 13 h. 16; à l'État, entre 9 h. 27 et 14 h. 03; à la Petite Ceinture, entre 9 h. 30 et 12 heures.

D'autre part, la moyenne des repos périodiques prévus dans les roulements du service normal a varié, savoir :

Au Nord, entre 24 h. 18 et 41 h. 51; à l'Est, entre 24 heures et 46 h. 31; à l'Ouest, entre 24 h. 14 et 40 heures; à l'Orléans, entre 24 heures et 66 h. 07; au P.-L.-M., entre 24 heures et 43 h. 50; au Midi, entre 24 h. 29 et 37 h. 56, à l'État, entre 24 heures et 43 h. 15; à la Grande Ceinture, entre 25 h. 27 et 30 h. 43; à la Petite Ceinture, entre 24 h. 04 et 36 h. 26.

Au point de vue du pourcentage des repos à la résidence, le service s'est toujours efforcé de le maintenir largement au-dessus de 50 p. 100. La proportion a, en effet, varié au Nord de 60 à 62 p. 100; à l'Est, de 61 à 72 p. 100; à l'Ouest, de 67 à 75 p. 100; à l'Orléans, de 58 à 80 p. 100; au Paris-Lyon-Méditerranée, de 80 à 99 p. 100; au Midi, de 61 à 80 p. 100; à l'État, de 65 à 70 p. 100.

Dérégations. — Les dérogations permanentes autorisées, dans les roulements, par l'administration supérieure ou par le service, n'ont été que de 9 en 1906; elles étaient de 23 en 1905 et de 36 en 1904. Ces dérogations sont d'ailleurs compensées par des repos plus importants.

La compagnie du Nord, celle du Midi, le réseau de l'État et le syndicat des chemins de fer de Ceinture n'ont sollicité, en 1906, l'approbation d'aucune dérogation permanente.

Par contre, les dérogations accidentelles ont été, comme pour les mécaniciens et chauffeurs, beaucoup plus nombreuses en 1906 qu'en 1905. Leur nombre est passé de 5,766 en 1905 à 10,183 en 1906; il a donc presque doublé. Cette augmentation très vive est due aux mêmes causes que dans le service des agents des machines.

Le service n'a pas manqué, d'ailleurs, d'intervenir de la façon la plus énergique pour réduire, dans la mesure du possible, le nombre des dérogations, en demandant des augmentations de personnel, des modifications dans les roulements ou l'amélioration de la marche des trains ayant des retards chroniques. Il a suffi même dans bien des cas, de signaler des irrégularités aux compagnies pour que d'elles-mêmes elles prissent les mesures nécessaires. Mais quels que soient les efforts faits, il n'a pas été possible d'empêcher cette recrudescence de dérogations, parce qu'un grand nombre d'entre elles étaient dues à des causes telles que l'affluence exceptionnelle du trafic, le désheurement des trains de marchandises, auxquelles on ne pouvait parer que par une augmentation du matériel et des machines, une modification des installations des gares, toutes choses que l'on ne pouvait, quoi qu'on fit, réaliser du jour au lendemain.

Considérations diverses. — Les temps de présence décomptés aux agents sur les

roulements pour tenir compte des opérations à effectuer avant le départ ou après l'arrivée des trains, n'ont donné lieu qu'à très peu d'observations en 1906.

A quelques exceptions près, le nombre de nuits consécutives passées en service est aussi restreint que possible. Dans tous les cas où les roulements ont été jugés trop chargés à ce point de vue, des injonctions du service ou des décisions ministérielles ont invité les compagnies intéressées à remédier à la situation.

Les pauses nécessaires aux agents pour prendre un repas ou une légère collation dans les services de route sont maintenant prévues toutes dans les roulements, et les contrôleurs du travail ont particulièrement veillé à ce que ces pauses soient bien observées dans la pratique. Quelques modifications de roulements ont été imposées, soit pour prévoir des coupures qui n'existaient pas dans des périodes de travail trop prolongées, soit pour augmenter la durée de certaines d'entre elles reconnues insuffisantes après enquête sur place.

Le nombre des trains comportant la réduction du dixième sur les temps de parcours pour l'évaluation de la durée de travail est extrêmement faible depuis la mise en vigueur des roulements du service d'hiver, établis d'après les nouvelles prescriptions de l'arrêté du 6 mai 1906. Les modifications réalisées à cet égard ont été très heureuses et nous n'avons plus eu, pour ainsi dire, de réclamations au sujet de cette réduction.

III. — AGENTS DES GARES.

La *durée moyenne de la journée effective de travail* des agents des gares proprement dits a continué à se maintenir, en 1906, entre 9 et 12 heures. Ainsi qu'on l'a fait remarquer en 1905, cette limite de 12 heures n'est guère atteinte que dans les gares dont le service très peu chargé offre, au cours de la journée, de longs intervalles pendant lesquels l'agent est complètement inoccupé. Mais cette moyenne est abaissée souvent à 8 heures et même à 6 heures par jour pour certaines catégories d'agents comme les aiguilleurs des cabines d'enclenchements, dont les services sont organisés suivant un roulement continu par 3 huit ou 4 six.

Les tableaux fixant les heures de travail et de repos du personnel sont bien affichés dans toutes les gares, en des endroits apparents et facilement accessibles; ils le sont même par extraits dans les locaux détachés des gares où certains agents sont spécialisés, comme les cabines d'aiguilleurs, par exemple. Le service a d'ailleurs, dans quelques cas, provoqué cet affichage complémentaire.

Dans les gares à service continu de jour et de nuit, les agents qui assurent le service de nuit sont soumis à l'alternement avec ceux du service de jour. Le changement de service se fait à des intervalles variables dans chaque réseau et d'un réseau à l'autre, mais ne dépassant jamais 14 jours.

Ces intervalles sont souvent réduits à 10 jours et même à 8 et à 6 jours, suivant la catégorie d'agents et la nature du service qu'ils ont à faire.

Les dérogations accidentelles, de même que dans les services des mécaniciens et chauffeurs et des agents des trains, ont été en augmentant par rapport aux années antérieures, mais dans une proportion beaucoup plus restreinte : leur nombre, qui était de 3,615 en 1904 et de 4,103 en 1905, est passé à 4,704 en 1906.

Sur l'invitation du service, les compagnies ont pris des mesures pour éviter le retour des dérogations qui se renouvelaient trop fréquemment.

Enfin, le service est intervenu avec succès, dans différentes circonstances où, malgré les prévisions des tableaux de service, certains agents n'avaient pas le temps de prendre leur repas; d'autres n'étaient remplacés que tardivement à la fin de leur journée et à des heures irrégulières. Il a obtenu également la modification de

Le service a continué cette année, comme les précédentes, à apporter un soin tout spécial à l'examen des projets de construction des locaux dans lesquels le personnel des chemins de fer est appelé à se reposer ou à prendre ses repas, ainsi qu'à l'entretien des locaux en service.

L'expérience journalière a amené le service à reconnaître que le système des cloisons incomplètes dans les dortoirs présentait, dans la pratique, des inconvénients qui en détruisaient presque tous les avantages, notamment au point de vue de l'aération, et à insister, au contraire, auprès des compagnies, pour obtenir que les cloisons soient élevées jusqu'au plafond, toutes les fois que cette solution peut se concilier avec les nécessités de l'aération et du chauffage. C'est que, en effet, les cloisons incomplètes ne donnent de réelles facilités pour l'aération et l'insolation des locaux qu'autant que les chambrettes ne sont pas occupées successivement d'une façon presque continue, afin que le dortoir puisse être entièrement libre pendant une grande partie de la journée. S'il en est autrement, les premiers occupants bénéficient bien de la totalité de l'air du dortoir, mais ceux qui viennent après, dans les chambres restées libres, y trouvent déjà un air vicié, par suite de l'occupation des chambres voisines. Il suffit qu'une seule des chambrettes soit occupée pour qu'il soit impossible d'aérer ou même d'insoler le dortoir, sous peine d'empêcher les agents couchés de dormir. Sans doute, les cloisons incomplètes partant du sol peuvent donner un isolement suffisant pour empêcher la contamination des agents entre eux, mais elles laissent subsister entre les chambrettes une dépendance très fâcheuse qui peut être une cause de trouble pendant le sommeil des agents et de gêne pour l'aération, l'insolation et même le nettoyage des chambres inoccupées. A cet égard, les cloisons incomplètes ne diminuent guère les inconvénients des grands dortoirs. Nous avons pu constater par nous-mêmes, au cours de tournées, combien, dans les grands dortoirs de ce genre, l'air du local pouvait être vicié, bien qu'il n'y eût qu'un très petit nombre de chambrettes d'occupées.

L'indépendance absolue des chambrettes évite ces sujétions, et elle doit être, autant que possible, préférée toutes les fois que l'on peut réaliser des conditions satisfaisantes au point de vue de l'aération, du chauffage et de l'insolation : c'est le cas, notamment, dans les constructions neuves.

Dans les remaniements de travaux anciens, il est essentiel, si l'on ne peut séparer complètement toutes les chambrettes, de monter jusqu'au plafond un certain nombre de cloisons, afin de réduire le plus possible le nombre des chambrettes communiquant entre elles et de constituer de petits dortoirs entre lesquels on pourra réaliser un roulement méthodique permettant d'occuper ou de laisser libres simultanément tous les lits de chaque dortoir. De cette façon, les agents ne prennent leur repos que dans des dortoirs venant d'être aérés, et l'on ne risque pas, par des allées et venues, de troubler leur sommeil.

Le service s'est appuyé sur ces considérations pour examiner les nombreux projets de locaux qui lui ont été soumis.

Le service s'attache en outre à ce que, sans luxe inutile, ces locaux donnent aux agents qui les fréquentent, suffisamment de confortable et de commodité pour les leur rendre agréables. Il faut non seulement que ceux-ci puissent y trouver un abri pour y dormir convenablement et y prendre leurs repas, mais qu'ils s'y sentent bien chez eux, qu'ils aiment à y séjourner, en attendant le moment de prendre leur service, sans éprouver le besoin de sortir de l'enceinte du chemin de fer : c'est le meilleur moyen d'éviter le café et de lutter contre l'influence si funeste de l'alcoolisme. Mieux ces locaux sont entretenus, plus ils poussent les agents à contracter des habitudes de propreté et de soin. Dans cet ordre d'idées, le service a insisté pour que les lavabos soient alimentés, toutes les fois que cela est possible, avec de l'eau chaude et de l'eau froide, parce que l'eau chaude est indispensable pour ob-

tenir un bon nettoyage, et qu'elle incite les agents à se livrer à de fréquentes et longues ablutions.

Les principaux travaux exécutés ou ayant reçu un commencement d'exécution en 1906 sont, en dehors des constructions et aménagements nouveaux : reconstruction ou réfection de locaux, agrandissement, amélioration, aération de dortoir ; agrandissement, amélioration, chauffage de réfectoires ; adduction d'eaux potables, installation de filtres ; installation de salles de bains et de douches ; installation de lavabos, distributions d'eau chaude, établissement de water-closet ; pose de rideaux de bourrelets, de tapis, etc.

Section III. — Règlements des caisses de retraites, de prévoyance et de secours.

Ligne de Saint-Georges-de-Commiers à la Mure. — L'organisation du service des retraites au profit du personnel de la ligne de Saint-Georges-de-Commiers à la Mure remonte à l'année 1899 et fut appliquée à dater du 1^{er} janvier de cette même année ; un ordre de service de l'administrateur du chemin de fer pour le compte de l'Etat, en date du 11 janvier 1899 et approuvé par M. le Ministre des travaux publics le 1^{er} février suivant, en règle le fonctionnement.

Cet ordre de service a été complété et modifié par deux décisions ministérielles.

L'une, en date du 17 février 1906, a pour but d'autoriser les agents en service au 1^{er} janvier 1899, qui ne se sont affiliés que postérieurement au régime des retraites, à faire rétroactivement des versements de 5 p. 100 sur leurs salaires depuis le 1^{er} janvier 1899 jusqu'à l'époque de leur affiliation, en bénéficiant d'une subvention égale de l'Etat. Ces versements sont effectués soit à la caisse d'épargne, soit à la caisse nationale des retraites suivant l'âge de l'agent.

La seconde décision, en date du 11 mai 1906, a supprimé en faveur des agents et ouvriers dont le traitement ou salaire annuel est inférieur à 2,500 francs et qui sont autorisés à effectuer des versements à la caisse d'épargne, la clause faisant cesser les versements lorsque le maximum de 1,500 francs prévu par la loi est atteint. Par application de cette décision, chaque fois que le compte de l'agent approche maintenant du maximum, il est acheté, par les soins de la caisse d'épargne, au nom de l'intéressé, un titre de rente françaises 3 p. 100 qui reste déposé jusqu'à la retraite du titulaire dans la caisse du chemin de fer, et dont les arrérages sont versés, chaque trimestre, à la caisse d'épargne, au même titre que les retenues sur le salaire et la subvention de l'Etat.

Signalons, en outre, une heureuse initiative prise par l'administration du chemin de fer, sanctionnée par une décision ministérielle du 20 décembre 1906, consistant à allouer à tout agent dont le salaire ne dépasse pas 1,800 francs, un secours de 4 francs par mois et par enfant (ou assimilé), à sa charge, au delà de trois.

Chemins de fer du sud de la France. — Jusqu'en 1906, le personnel commissionné de la compagnie des chemins de fer du sud de la France était seul soumis, obligatoirement pour les agents commissionnés à partir du 1^{er} janvier 1905, facultativement pour ceux commissionnés avant cette date, au règlement des pensions de retraites homologué par décision ministérielle du 30 décembre 1904. En vue de permettre aux agents et ouvriers à l'heure, qui, jusqu'à cette époque, n'étaient pas commissionnés et n'avaient avec la compagnie d'autre contrat de louage que celui qui lie habituellement les patrons et ouvriers dans l'industrie, de se constituer également une retraite, la compagnie des chemins de fer du Sud de la France a proposé de modifier son règlement de retraites de façon à les autoriser, quand ils auront plus de cinq années de présence à la compagnie, à bénéficier du régime

institué par ce règlement, tout en continuant à être payes à l'heure et sans être, pour cela, commissionnés. A cet effet, elle crée, pour ce personnel, l'embrigadement. Cette modification a été approuvée, conformément à l'avis du service, par M. le Ministre des travaux publics, sous la réserve qu'elle sera applicable après trois ans seulement et non cinq ans de présence à la compagnie. La décision approbative a même appelé l'attention de la compagnie sur la convenance de réduire ce délai de trois ans aussi bien pour le commissionnement que pour l'embrigadement.

D'autre part, par une lettre en date du 7 juin 1906, la même compagnie a soumis à l'homologation ministérielle un texte modifiant le paragraphe 1^{er} de l'article 10 du règlement de la caisse de secours, instituée en faveur de ses agents et homologuée par décisions ministérielles des 30 octobre 1902 et 19 mai 1905. La modification proposée a eu pour but de conférer aux agents le droit de désignation des délégués chargés de représenter le personnel dans le comité d'administration de ladite caisse, désignation qui était faite jusqu'ici par le conseil d'administration de la compagnie.

La modification proposée a été homologuée par M. le Ministre avec une légère modification de forme plutôt que de fond : cette modification précisait que la désignation des délégués serait faite par voie d'élection et que le règlement ainsi homologué ne serait obligatoirement applicable que pour le réseau d'intérêt général de la compagnie.

Enfin le service a eu à étudier une critique du syndicat régional des employés des chemins de fer du sud de la France contre l'ordre de service n° 29 bis portant à la connaissance du personnel, en même temps que les dispositions qui précèdent, relatives à la désignation des délégués à la caisse de secours, le taux des indemnités que le conseil d'administration se proposait d'allouer à la date du 1^{er} janvier 1907, aux agents commissionnés ou embrigadés, en cas de licenciement dont la compagnie ne voudrait pas faire connaître le motif.

Après discussion avec M. le directeur de la compagnie, on a dû reconnaître que cette dernière proposition ne lésait en aucune façon les intérêts du personnel. La compagnie s'engage, en effet, à allouer, dans les cas indiqués, une indemnité déterminée, mais elle laisse intacts les droits des agents qui peuvent toujours recourir aux tribunaux s'ils la jugent insuffisante, et qui, d'autre part, emporteront leur livret à la caisse nationale des retraites, conformément à l'article 6 du règlement des pensions viagères. C'est dans ce sens que, par dépêche du 8 mars 1907, il a été répondu aux intéressés, sur la proposition du service, par l'administration supérieure.

Sectton IV. — Réclamations des agents et activité du service.

Réclamations des agents. — Le tableau suivant donne la statistique des réclamations formulées en 1906 par les agents et les groupements corporatifs divers :

OBJET DE LA RÉCLAMATION.	RÉCLAMATIONS FORMULÉES PAR		
	les agents.	des groupements corporatifs.	ensemble
Travail et repos	385	169	554
Institutions de retraite, de prévoyance et de secours	25	5	30
Installations affectées au personnel	138	47	185
Divers	75	104	179
TOTAUX	623	325	948
TOTAUX correspondants en 1904	424	164	588

Des 948 réclamations formulées en 1906, 46 visaient le Nord, 44 l'Est, 120 l'Ouest, 161 l'Orléans, 256 le P.-L.-M., 123 le Midi, 190 l'État, 8 les Ceintures.

Comités de travail. — En dehors des réclamations formulées par les syndicats ou groupes corporatifs proprement dits, le service a eu à examiner en 1906 un certain nombre d'affaires introduites par les délégués aux comités du travail institués sur le réseau de l'État par l'arrêté ministériel du 13 février 1901. Celles de ces affaires concernant le travail et le repos des agents se sont élevées à 8 pour le comité de Tours, 15 pour le comité de Nantes et 11 pour celui de Saintes, soit au total 34 affaires, dont 26 ont été solutionnées en séance dans un sens favorable aux agents, 7 ont été écartées comme reconnues non fondées ou insuffisamment justifiées, et enfin une a été abandonnée parce qu'elle n'était pas de la compétence des comités.

Les affaires solutionnées favorablement dans les trois comités concernaient, notamment, la répartition du travail des agents de la voie suivant les périodes saisonnières, le repos des visiteurs de Paris-Montparnasse, d'Angoulême et de la Rochelle, celui des agents intérimaires des gares et des agents chargés de la comptabilité dans les gares exploitées par le génie, la suppression de la réduction du dixième au service de certains trains, la modification de certains roulements comportant des journées trop chargées, l'augmentation du temps alloué aux agents pour prendre leurs repas à certaines journées, l'insuffisance des prévisions des roulements en ce qui concerne les opérations à effectuer par les mécaniciens, chauffeurs ou agents des trains, soit avant le départ, soit après l'arrivée de quelques trains, la réduction du nombre des remplacements pour la préparation des machines, l'encombrement des fourgons par les agrès dans certains trains de voyageurs, l'insuffisance ou le défaut d'attribution de repos mensuels à quelques agents des gares ou de la voie.

Les réclamations écartées, comme non justifiées, concernaient : la limitation des opérations que peuvent effectuer les commerçants après l'heure de fermeture réglementaire des gares de petite vitesse, le remplacement des agents du mouvement pendant certains repos, l'insuffisance non reconnue de quelques temps de présence, l'irrégularité des repos mensuels d'une femme garde-barrières, etc.

Activité du service. — Les efforts du service ont principalement porté sur l'application des dispositions réglementaires nouvelles édictées par l'arrêté du 9 mai 1906 qui a été réalisée presque partout dès la mise en vigueur des roulements du service d'hiver 1906-1907. D'autre part, le personnel de contrôle, dans l'exercice de son service de surveillance, s'est attaché, au cours de l'année 1906, à faire augmenter les temps de présence avant le départ ou après l'arrivée des trains partout où l'insuffisance des prévisions a été constatée, à faire respecter les pauses indiquées sur les roulements pour permettre aux agents de prendre un repas dans les services trop prolongés et, en général, à obtenir les mesures propres à faire disparaître, dans la mesure du possible, les dérogations d'un caractère chronique.

Les vérifications, à titre de sondage, effectuées par les contrôleurs du travail ont été encore plus nombreuses en 1906 qu'en 1907. Elles ont porté sur 129,976 journées de travail contre 92,994 en 1905, ce qui leur a permis de découvrir, par leurs propres moyens, 10,207 dérogations contre 5,446 l'année précédente. Cependant, malgré l'activité de la surveillance exercée et les efforts faits pour éviter les dérogations, le nombre de celles-ci s'est considérablement accru en 1906 ; il est passé de 25,363 en 1905 à 43,344 en 1906. Cette augmentation est due à des circonstances exceptionnelles, comme nous l'avons dit, notamment à l'accroissement très vif du trafic pendant le dernier semestre de 1906, auquel on n'a pu faire face

dans des conditions satisfaisantes, par suite de l'insuffisance du nombre des machines et des wagons.

L'intervention du service du contrôle s'est produite aussi très utilement pour obtenir l'exécution de nombreuses améliorations de détail, en ce qui concerne l'hygiène et le confort dans les locaux affectés aux agents. Les contrôleurs du travail ont procédé, à cet effet, en 1906, à 34,020 visites de locaux contre 28,183 en 1905, et, à la suite de ces visites, de nombreuses améliorations, au point de vue de l'entretien, ont été également réalisées.

Le nombre des réclamations ou observations présentées s'est aussi beaucoup accru en 1906 par rapport à 1905 et aux années précédentes; il est passé, en effet, de 1,411 en 1905 à 2,017 en 1906; celui des réclamations qui ont reçu une suite favorable aux agents s'est élevé de 1,221 en 1905 à 1,697 en 1906. Ce résultat montre l'efficacité des interventions du service.

Pendant l'année 1906, le parcours total de tournées effectuées par les contrôleurs du travail est resté sensiblement le même que l'année précédente; il était de 592,995 kilomètres en 1905; il est passé à 600,013 en 1906, dont 4,387 à pied sur la voie, 95,564 sur les machines, 131,155 dans les fourgons et 368,907 dans les voitures à voyageurs. Au total, on constate, par rapport à 1905, une augmentation de 36 p. 100 dans le nombre des journées de travail vérifiées, de 21 p. 100 dans le nombre des visites des locaux des agents, de 61 p. 100 dans le nombre de plaintes formulées par le personnel, de 30 p. 100 dans le nombre des observations dont le service a pris l'initiative, enfin de 36 p. 100 dans le nombre total des affaires instruites.

JURISPRUDENCE.

Conseils de prud'hommes; la loi du 27 mars 1907 n'a pas suspendu le fonctionnement des conseils existants et a simplement édicté pour l'avenir les règles applicables aux nouveaux conseils et nouvelles sections ou en cas de renouvellement partiel des anciens conseils.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 22 juillet 1908.)

La Cour,

Où M. le Conseiller Rau en son rapport, et M. l'avocat général Melcot en ses conclusions; et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pouvoir de Paul Lebœuf et fils, contre un jugement du Tribunal civil de la Seine en date du 1^{er} mars 1908;

Sur le premier moyen :

Attendu que le pourvoi soutient que la loi du 27 mars 1907 ayant, d'une part, édicté par ses articles 1^{er} et suivants, des règles nouvelles, pour la constitution des Conseils de prud'hommes, et ayant, d'autre part, expressément abrogé par son

article 73 de la législation antérieure sur la matière, les Conseils de prud'hommes précédemment organisés auraient cessé d'avoir une existence légale, depuis la promulgation de ladite loi; que spécialement le Conseil des prud'hommes de la Seine institué par le décret du 8 mars 1890 aurait perdu toute qualité pour connaître d'un litige qui, en l'absence d'une réorganisation conforme à la loi précitée, ne pouvait être soumis qu'aux tribunaux ordinaires; et que le tribunal de la Seine en statuant comme juge d'appel sur une décision n'émanant pas d'une autorité judiciaire légalement constituée, aurait commis un excès de pouvoirs;

Mais attendu qu'il résulte de l'ensemble des dispositions de la loi nouvelle, que le législateur de 1907 n'a nullement entendu suspendre le fonctionnement de la juridiction des Conseils de prud'hommes; qu'il n'a imparti aucun délai pour le renouvellement intégral des Conseils existants; et qu'il a voulu simplement édicter, pour l'avenir, des règles applicables tant à la création de nouveaux conseils ou de nouvelles sections, qu'au renouvellement partiel des conseils qui avaient été régulièrement constitués; que le pourvoi excipe vainement de ce que la loi du 27 mars 1907, dans son article 74, ordonnerait le maintien en fonctions des secrétaires et commis, tandis qu'elle ne renfermerait aucune disposition analogue au sujet des Conseillers prud'hommes; qu'en effet, cette loi ayant transféré au Gouvernement le droit de nommer les secrétaires et les commis qui appartenaient antérieurement aux Conseils eux-mêmes, il était indispensable de régler la situation des titulaires de ces fonctions, alors surtout qu'elle n'avait pas une durée limitée; et que la nécessité d'une disposition de même nature ne s'imposait nullement pour les conseillers prud'hommes qui devaient continuer à être nommés à l'élection et dont les fonctions n'étaient que temporaires;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait le jugement attaqué n'a pas méconnu les règles de l'organisation judiciaire, ni violé les textes de loi invoqués dans le premier moyen;

Sur les 2^e, 3^e et 4^e moyens réunis :

Attendu que Lebœuf et fils soutenaient en cause d'appel d'une part, que Brault engagé à l'heure, c'est-à-dire pour un temps limité pouvait, suivant un usage constant applicable aux chaudronniers travaillant en chantier, être congédié sans préavis, à toute heure, ou au moins à l'expiration de la journée de travail, et, d'autre part, que le contrat de travail avait été rompu non par les patrons, mais par Brault lui-même qui *mis au repos* avait réclamé le règlement de son compte, sans attendre qu'on lui fournit un nouveau travail;

Mais attendu, sur le premier point, que le jugement attaqué déclare que l'usage invoqué par les demandeurs en cassation et suivant lequel, les chaudronniers engagés à l'heure et travaillant en chantiers pourraient, à la différence de ceux qui sont employés aux mêmes conditions en atelier, être congédiés sans préavis, n'était point établi;

Attendu, sur le second point, que les juges du fond constatent que l'ouvrier mis au repos peut, à son choix, réclamer un nouveau travail ou demander la semaine de délai congé; que ces constatations souveraines motivent et justifient sur les deux points le rejet de la prétention des appelants;

D'où il suit qu'en confirmant la décision du Conseil des prud'hommes ayant condamné Lebœuf et fils à payer une indemnité de congédiement à Brault le jugement attaqué n'a violé aucun des textes de loi visés par le pourvoi;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi, contre un jugement rendu le 1^{er} mars 1908, par le tribunal civil de la Seine.

Conseils de prud'hommes; demande reconventionnelle excédant 300 francs fondée notamment sur un délit constituant un acte dommageable accompli par l'ouvrier dans l'exécution de ce contrat; recevabilité de l'appel.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 25 novembre 1908.)

La Cour,

Où M. le conseiller Demartial en son rapport, et M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Mallard, maroquinier, contre un jugement du tribunal civil de la Seine en date du 15 juillet 1908;

Donne défaut contre le défendeur;

Au fond :

Sur le moyen unique du pourvoi;

Vu les articles 1 et 33 de la loi du 27 mars 1907;

Attendu qu'il résulte de la combinaison des articles 1 et 33 de la loi du 27 mars 1907 que lorsqu'une demande principale et une demande reconventionnelle sont produites devant un Conseil de prud'homme, celui-ci ne les juge toutes deux qu'en premier ressort si l'une d'elle excède trois cents francs en capital, à moins que la demande reconventionnelle dépassant ce chiffre ne soit fondée exclusivement sur la demande principale elle-même;

Attendu qu'il résulte des qualités et des motifs du jugement attaqué que Mallard, assigné devant le Conseil des prud'hommes du département de la Seine par Legendre, son ancien ouvrier, en paiement de la somme de 57 fr. 85 pour salaires et indemnité de brusque renvoi, a formé une demande reconventionnelle en 400 francs de dommages intérêts pour : 1° désobéissance à un ordre donné et 2° injures proferées contre lui « dans son atelier, devant son personnel » et qui l'avaient mis dans la nécessité de requérir deux agents pour expulser Legendre;

Attendu que le premier de ces faits était incontestablement un manquement dans l'exécution du contrat de travail, et que, de ce chef, la demande reconventionnelle de Mallard rentrait dans la compétence du Conseil des Prud'hommes; que si le second fait constituait un délit, et pouvait, à ce titre, être poursuivi devant les tribunaux de répression et donner lieu à des réparations civiles, il n'en était pas moins en même temps un acte dommageable accompli par un ouvrier dans l'exécution du contrat de louage de service, et était, dès lors, comme le premier, de la compétence des Prud'hommes;

Attendu qu'en raison du chiffre de l'indemnité réclamée, la demande reconventionnelle dépassait le taux de la compétence en dernier ressort de cette juridiction; qu'elle avait une cause différente de celle de l'action principale et ne pouvait être considérée comme fondée exclusivement sur cette dernière;

Attendu cependant que le jugement attaqué, sans s'expliquer sur le premier fait invoqué contre Legendre, a déclaré l'appel de Mallard irrecevable par le seul motif que les injures imputées à son ancien ouvrier, à les supposer établies, constituaient un délit et ne rentraient pas dans la compétence des Conseils de prud'hommes; qu'en statuant ainsi le tribunal de la Seine n'a pas légalement justifié sa décision et a, par suite, violé les articles de loi susvisés;

Par ces motifs,

Casse le jugement rendu le 15 juillet 1908 par le tribunal civil de la Seine et renvoie devant le tribunal civil de Versailles.

Conseil de prud'hommes; délai d'appel; jour férié; prorogation.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 30 juillet 1908.)

La Cour,

Où M. le conseiller Douarche, en son rapport, et M. l'avocat général Mérillon, en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Vu les articles 34 et 43 de la loi du 27 mars 1907 et l'article 1033, Code procédure civile;

Attendu qu'aux termes de l'article 34 de la loi du 27 mars 1907, l'appel d'un jugement du conseil des prud'hommes est recevable jusqu'au dixième jour qui suit la signification dudit jugement; qu'aux termes de l'article 1033 du Code de procédure civile, rendu applicable à la juridiction des prud'hommes par l'article 43 de la loi du 27 mars 1907 toutes les fois que le dernier jour du délai pour interjeter appel est un jour férié, ce délai est prorogé jusqu'au lendemain;

Attendu qu'il résulte des qualités du jugement attaqué que le demandeur en cassation a interjeté appel, le 11 mai 1908, d'un jugement du conseil des prud'hommes de la Seine, en date du 7 avril, qui lui avait été signifié le 30 avril; que le 10 mai, dernier jour du délai pour interjeter cet appel, étant un dimanche, ce délai était prorogé jusqu'au lendemain 11 mai;

Qu'il suit de là que l'appel interjeté à la date du 11 mai était recevable;

Attendu qu'en décidant le contraire, le jugement attaqué a violé les textes de loi ci-dessus visés;

Par ces motifs, CASSE, etc.

Société de secours mutuels, greffée sur une coopérative de consommation; fourniture de médicaments sur la base des prix de revient et des frais généraux diminués du montant disponible des cotisations, après dotation du service médical; absence de répartition de bénéfices; légalité de la Société.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 10 juillet 1908.)

La Cour,

Où M. Roulier, conseiller, en son rapport, M^e Moret, avocat en la Cour, en ses observations, et M. Blondel, avocat général, en ses conclusions;

Après en avoir délibéré en la Chambre du conseil;

Sur le moyen du pourvoi pris de la violation des articles 1, 2, 5, 8 de la loi du 1^{er} avril 1898, des articles 25 et 36 de la loi du 21 germinal an XI, des articles 2 et 6 de la déclaration du 25 avril 1777, et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a reconnu à une pharmacie, créée par la société de secours mutuels greffée sur une société coopérative, un caractère mutualiste et l'a déclarée à ce titre légalement ouverte, en relaxant en conséquence les prévenus, alors que la délivrance de tous les médicaments y est payante et n'est, par suite, légalement assurée à aucun sociétaire; que, statutairement, aux termes de l'article 2 § 2 des statuts sociaux, l'unique but de la société, en ce qui concerne le service particulier de la pharmacie, est de délivrer des produits pharmaceutiques de premier choix, aux conditions les moins onéreuses possible, et qu'enfin, aux termes de l'article 27

§ 3, des bénéfices éventuels sur la pharmacie sont prévus comme recettes normales :

Attendu, en droit, qu'il n'est pas de l'essence des sociétés de secours mutuels, organisées conformément à la loi du 1^{er} avril 1898, de couvrir la totalité du risque qu'elles ont pour but d'assurer;

Attendu qu'aux termes de l'article 2 de ses statuts visés par le jugement dont les motifs sont adoptés par l'arrêt attaqué et par ledit arrêt, la société de prévoyance mutuelle des coopérateurs de la Revendication, dont la légalité n'est pas contestée, a pour but : 1° de donner des soins médicaux aux sociétaires malades, ou blessés, en dehors de leur travail, par un service de consultations gratuites au siège de la société; 2° de délivrer aux membres participants et à leur famille tous les produits pharmaceutiques usités en médecine, de premier choix, et aux conditions les moins onéreuses possible; qu'il en résulte que ladite société de secours mutuels a pour objet d'assurer, dans les termes de l'article 1^{er} de la loi de 1898, le risque de la maladie et des blessures, sous la double forme d'un service médical et d'un service pharmaceutique; que ce risque se trouve partiellement couvert par l'assurance médicale gratuite et par la vente des remèdes aux mutualistes, sur la base du prix de revient et les frais généraux diminués du montant disponible des cotisations, après dotation du service médical; que la somme ainsi versée par les associés pour la délivrance des remèdes, qui est faite à des prix très inférieurs à ceux des pharmaciens, constitue, en réalité, un simple supplément de cotisation destiné à couvrir en partie les frais de la pharmacie;

Attendu que si l'article 27 § 3 des statuts prévoit, il est vrai, des bénéfices éventuels, sur la pharmacie, il est expressément constaté par l'arrêt attaqué, et spécifié dans l'article 11 du règlement intérieur de ladite pharmacie, que ces bénéfices ne sont que de simples excédents qui doivent toujours rester à la société, n'être jamais répartis aux sociétaires, et qui servent soit à combler le déficit des exercices antérieurs, soit à améliorer d'autres services;

Attendu que, dans ces conditions, les opérations de la société mutuelle la Revendication conservent à tous égards leur caractère d'assurance et de mutualité;

D'où il suit que le pourvoi du Syndicat des pharmaciens de la Seine doit être rejeté;

Par ces motifs :

Rejette le pourvoi du président du syndicat des pharmaciens de la Seine, partie civile contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 26 décembre 1907 et condamne le demandeur à l'amende et aux dépens.

Travail des enfants; atelier de préparation d'une filature de laine; enlèvement d'une barbe au rouleau enfonceur après son enlèvement du métier étireur en marche, travail interdit par le décret du 13 mai 1893.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 3 décembre 1908.)

La Cour,

Où M. le conseiller Thibierge en son rapport, et M. Lénard, avocat général en ses conclusions et après en avoir délibéré en la Chambre du Conseil;

Statuant sur le réquisitoire présenté par son procureur général, d'ordre de M. le Garde des sceaux, tendant à l'annulation, moyen pris de la violation, par fausse application de l'article 1 du décret du 13 mai 1893, du jugement rendu le 13 mars

1908, par le tribunal de simple police du canton de Trélon, portant relaxe de Flament-Tell (Marius-Paul), du chef d'une contravention à cet article;

Vu ledit article;

Attendu que le procès-verbal de l'inspecteur départemental du travail du département du Nord, constate que le 9 janvier 1908 la nommée Spilmont (Julia), ouvrière « soigneuse » chargée de la conduite d'un métier étireur dans les ateliers de préparation de la filature de la laine de Flamant-Tell, à Fourmies, a été blessée au médius droit par les peignes de son métier, en remettant en place un rouleau « enfonceur » qu'elle avait enlevé afin de le débarrasser d'une « barbe » le tout, pendant que ledit métier était en marche;

Attendu que pour relaxer le prévenu le juge de police s'est exclusivement fondé, d'abord sur ce que l'opération consistant à enlever le rouleau enfonceur et à le remplacer pendant la marche du métier, n'était pas dangereuse en elle-même pour l'ouvrière chargée de ce service, et, en second lieu, sur ce que l'opération d'enlever une « barbe » attachée au rouleau enfonceur après son enlèvement du métier, ne pouvait être considérée comme un nettoyage de cette pièce; mais attendu, d'une part, que l'article 1^{er} du décret du 13 mai 1893 interdit « d'employer les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes au graissage, au nettoyage, à la visite ou à la réparation des machines ou mécanismes en marche »; que cette interdiction, conçue dans des termes généraux et absolus, n'autorise aucune distinction et que, par suite, il n'appartenait pas au juge de police de rechercher ni d'apprécier, pour appliquer la loi, si l'opération interdite était ou non dangereuse;

Attendu, d'autre part, que l'opération dont il s'agissait constitue bien dans son ensemble la visite et le nettoyage de la pièce; qu'elle était donc interdite par l'article susvisé du décret du 13 mai 1893;

D'où il suit, qu'en relaxant dans ces conditions le prévenu de la poursuite dirigée contre lui du chef de cette contravention, le jugement attaqué a violé le texte visé au moyen;

Par ces motifs, statuant sur le pourvoi du procureur général et y faisant droit,

Casse et annule dans l'intérêt de la loi le jugement de simple police du canton de Trélon, en date du 13 mars 1908, qui a relaxé Flament-Tell de la poursuite;

Dit qu'il n'y a lieu à renvoi;

Ordonne que le présent arrêt sera imprimé, qu'il sera transcrit sur les registres du tribunal de simple police du canton de Trélon et que mention en sera faite en marge du jugement annulé.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en novembre ⁽¹⁾. — Le marché du travail a été plus mauvais qu'en octobre. Cela tient à la baisse du bâtiment et de la confection, comme le phénomène se produit tous les ans. Plusieurs grandes industries continuent à être de moins en moins actives. Tels sont les charbons de la Ruhr, les mines de lignites, l'industrie du fer, les aciéries et les lamineries, les fonderies de fer, la construction des wagons. Dans le textile, spécialement les filatures de coton et une grande partie des tissages de coton ont insuffisamment de commandes.

Dans l'industrie chimique les fabriques de couleurs se plaignent de la diminution du débit en Allemagne et à l'étranger. L'industrie électrique a eu dans l'essentiel suffisamment à faire, sans néanmoins arriver à occuper tous les ouvriers qui se présentaient. Les approches de Noël ont donné quelque mouvement au commerce, à quelques branches de l'alimentation, à l'imprimerie et la reliure.

Placement en novembre 1908 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à novembre 1907 a augmenté de 43,000; celui des emplois vacants a diminué de 25,000, et celui des places procurées de 14,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 562 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données d'octobre :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS.
Nov. 1908 (pour 562 bureaux).....	273,000	126,000	101,000
Oct. 1908 (— 776 —).....	278,000	165,000	130,000

Les cartels ou unions locales de syndicats en 1907 ⁽²⁾. — La commission générale des syndicats socialistes s'est efforcée, cette année encore, de dresser aussi complètement que possible la statistique des Gewerkschaftskartelle (unions locales de syndicats de professions diverses, correspondant à peu près à nos bourses de travail). Elle a adressé des questionnaires aux 587 unions existant à la fin de 1907; 558 (soit 95.06 p. 100) ont répondu. La proportion des réponses est un peu infé-

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, décembre 1908.

⁽²⁾ Correspondenzblatt, 30 mai 1908.

rière à celle des années précédentes (96.9 p. 100 en 1905, 95.1 p. 100 en 1906).

Outre les 558 syndicats socialistes dont s'occupe la commission, elle donne quelques renseignements sur des unions locales de syndicats Hirsch-Duncker et sur les cartels locaux chrétiens; on peut, d'après les chiffres qu'elle fournit, dresser comme suit le tableau des diverses unions locales allemandes :

	NOMBRE des unions locales.	NOMBRE des syndicats adhérents aux unions.	NOMBRE des membres.
Syndicats démocrates-sociaux	558	7,777	1,596,409
Syndicats Hirsch-Duncker	101	542	„
Corporations chrétiennes.....	124	551	„

Les renseignements qui suivent ne concernent que les 558 unions locales de syndicats démocrates-sociaux.

Le nombre des syndicats adhérents à ces unions locales a passé de 3,995 avec 481,718 membres en 1901, date de la première statistique des unions locales, à 7,777 avec 1,596,409 membres en 1907, soit presque du simple au double, pendant que le nombre des membres a plus que triplé. Sur ces 7,777 syndicats, 12 groupant 1,337 membres, sont des syndicats locaux⁽¹⁾, et, dans 45 endroits, il y a, adhérentes aux cartels et représentant au total 5,009 membres, d'autres organisations non affiliées à la commission générale, tels que les syndicats des employés de l'administration, du personnel technique des théâtres, etc. Par contre, malgré les décisions des congrès syndicalistes, 396 syndicats affiliés à des fédérations centrales adhérentes à la commission restent en dehors des unions locales.

Au point de vue de leur importance; les unions locales se groupent comme suit : 81 groupent de 2 à 5 syndicats; 195 de 6 à 10; 106 de 11 à 15; 72 de 16 à 20; 59 de 21 à 30; 25 de 31 à 40; 14 de 41 à 50 et 6 plus de 50. C'est spécialement le nombre des petites unions qui, encore une fois, a augmenté en 1907, en ne considérant que le nombre des syndicats. L'augmentation des membres est, au contraire, sensible dans les unions de moyenne importance. Voici, du reste, au point de vue du nombre total des membres de leurs syndicats adhérents, comment se divisent les unions : 11 comptent 100 membres et moins, 45 de 101 à 200, 138 de 201 à 500, 136 de 501 à 1,000, 123 de 1,001 à 2,500, 54 de 2,501 à 5,000, 28 de 5,001 à 10,000, 12 de 10,001 à 25,000 et 11 plus de 25,000. Cependant, l'augmentation des membres n'a pas été aussi importante en 1907 qu'elle l'avait été de 1903 à 1906. Cela tient à la crise économique. Le nombre des syndiqués a même beaucoup diminué dans quelques grandes villes : par exemple, pour Berlin, Charlottenbourg, Rixdorf réunies, la diminution est de 18,326 membres, spécialement dans le bâtiment; pour Breslau, le nombre des membres a baissé de 27,000 à 26,000; pour Cologne, de 19,000 à 18,000; pour Dresde, de 42,000 à 41,000. D'autres grands centres accusent, au contraire, une augmentation.

A côté de la propagande et de l'organisation syndicale, les cartels s'occupent de l'éducation des ouvriers, de leur assistance en justice et de l'organisation des renseignements. 374 ont une bibliothèque commune et 56, en outre, une salle de lecture.

33 unions possèdent une maison des corporations leur appartenant en propre ou qu'elles louent, et 14 ont des bureaux spéciaux pour l'étude des questions de sta-

⁽¹⁾ Voir sur les syndicats locaux, le *Bulletin* d'octobre 1908, page 1003.

tistique et de propagande. 94 possèdent une salle de réunion, 48 une hôtellerie centrale et 285 une auberge placée sous leur surveillance.

En 1907, 141 bourses avaient institué une commission de réclamations chargée de transmettre aux inspecteurs de fabriques les plaintes des ouvriers. 48 d'entre elles comptaient des femmes parmi leurs délégués, 218 possédaient une commission pour la défense des ouvriers du bâtiment.

129 cartels ont fait, en 1907, des enquêtes : 17 portent sur les conditions du salaire et du travail dans la région, 18 sont un recensement du chômage et 108 ont des objets divers.

Les bourses ont organisé 1,684 réunions et 2,168 assemblées générales.

Pour ce qui concerne les ressources régulières, 551 unions prélèvent une cotisation par tête de membre adhérent aux syndicats affiliés; 2 ne prélèvent pas de cotisation et 5 n'ont pas donné d'indication à ce sujet. 461 ont une cotisation unique tandis que 90 ont une cotisation pour le cartel et une pour le secrétariat ouvrier.

Dans un cartel, le montant de la cotisation annuelle atteint 2 marks 60 (3 fr. 25), dans 52 cartels la cotisation annuelle varie de 1 mark 20 à 2 marks 40. Dans 111 cartels, au contraire, la cotisation est d'au plus 20 pfennigs. Les taux de cotisations qui avaient augmenté rapidement de 1904 à 1906 n'ont plus autant augmenté de 1906 à 1907.

Les recettes totales de 541 bourses se sont élevées, en 1907, à 887,087 marks (contre 916,758 en 1906) dont 550,206 produits par les cotisations.

Les dépenses de ces mêmes bourses ont atteint 798,310 marks, et se décomposent comme suit :

	NOMBRE d'unions.	MARKS.
Propagande.....	447	65,081
Élection des délégués.....	218	29,082
Statistique et enquêtes.....	58	5,441
Bureau de placement, hôtellerie.....	60	12,615
Maison des corporations et salles de réunion.....	74	72,652
Bibliothèque, salles de lecture, renseignements, secrétariats ouvriers.....	393	213,069
Administration.....	465	134,428
Grèves (caisses des unions).....	219	17,927

L'encaisse en fin d'année s'établissait à 508,582 marks.

En dehors des 17,927 marks inscrits au tableau ci-dessus, les unions ont versé, comme secours de grève, 97,302 marks recueillis sous forme de collectes spéciales; ces deux sommes réunies sont loin d'atteindre les 980,243 marks dépensés en 1905 pour secours de grèves, et sont encore inférieures aux 244,213 marks de l'année 1906. Les dépenses pour la propagande doivent passer en première ligne d'après une résolution du Congrès syndical de Francfort en 1899. Cependant, quelques cartels ont négligé ce point parce qu'ils avaient créé des secrétariats ouvriers qui les entraînent dans de grandes dépenses. Les dépenses pour la propagande ont passé de 29,163 marks en 1903 à 66,677 marks en 1906; mais elles sont retombées à 65,081 marks en 1907, quoique le nombre des cartels faisant de la propagande ait passé de 419 en 1906 à 447 en 1907.

AUTRICHE.

Placement en octobre 1908⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 798 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.		DEMANDES D'EMPLOI.		PLACEMENTS.		NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.	
	Oct. 1908.	Sept. 1908.	Oct. 1908.	Sept. 1908.	Oct. 1908.	Sept. 1908.	Oct. 1908.	Sept. 1908.
Hommes.....	31,193	32,791	43,733	42,794	20,746	20,179	47	43
Femmes.....	35,516	39,606	38,030	35,372	22,813	22,963	60	65
Ensemble.....	66,709	72,397	81,763	78,166	43,559	43,142	53	55

Grèves en octobre 1908⁽¹⁾. — 37 nouvelles grèves, avec 7,626 grévistes, 2 lock-outs. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour les mines (7), la métallurgie (5), le bâtiment (5), le textile (5), le vêtement (4), l'alimentation (4), la tapisserie (2) et le travail du bois et du caoutchouc (2) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 10 succès, 15 transactions, 7 échecs, 5 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 20 cas ; questions relatives à la durée du travail, et à l'insuffisance des salaires, 5 cas ; divers, 12 cas.

L'industrie minière en 1907 (personnel, durée du travail, salaires, accidents)⁽²⁾. — *Personnel.* — On comptait, en 1907, 435 mines en exploitation occupant ensemble 143,490 personnes (131,730 hommes, 5,662 femmes et 6,080 jeunes ouvriers), et 40 fonderies employant 9,112 ouvriers (dont 8,552 hommes adultes).

69,995 ouvriers travaillaient dans les mines de houille (128), 56,326 dans les mines de lignite (183), 5,241 dans les mines de fer (36) et 12,028 dans les autres mines (88). D'autre part, 6,335 personnes étaient employées dans les salines. 44.63 p. 100 du personnel total des mineurs était employé en Bohême, 20.67 p. 100 en Silésie, 12.01 p. 100 en Styrie, 9.18 p. 100 en Moravie, etc.

Durée du travail. — A la fin de l'année, la durée moyenne de la journée (descente, remonte et repos compris) était de 8 heures au plus pour 16.65 p. 100 des ouvriers, de 8 à 9 heures pour 53.02 p. 100, de 9 à 10 heures pour 7.78 p. 100, de 10 à 11 heures pour 10.29 p. 100, de 11 à 12 heures pour 12.26 p. 100.

Salaires. — Le montant total des salaires touchés par 141,593 ouvriers (nombre moyen de l'année) des mines et des salines s'est élevé à 128,955,976 couronnes⁽³⁾,

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, décembre 1908.

⁽²⁾ *Statistik des Bergbaues in Oesterreich*, für 1907. Publiée par le ministère des travaux publics, Vienne, 1908.

⁽³⁾ La couronne vaut environ 1 fr. 05.

et le total des journées de travail à 40,605,445. Le tableau suivant montre comment se répartissent ces totaux par catégories d'ouvriers.

			SALAIRE TOUCHÉ		
		JOURNÉES	Total.	par un ouvrier	
	NOMBRE	de travail		dans	par
	moyen	par		l'année.	jour.
	en 1907.	ouvrier.	en couronnes ⁽³⁾ .		
Piqueurs et haveurs...	81.706	280	83.112.513	1,017,21	3,63
Autres ouvriers adultes					
du fond.....	12.127	294	10.496.980	865,59	2,95
Ouvriers du jour.....	31.894	305	28.295.258	887,16	2,91
Jeunes ouvriers.....	9.717	278	4.712.663	484,99	1,74
Femmes.....	6.148	281	2.338.562	380,38	1,35

Accidents. — On a enregistré en 1907, 182 accidents mortels (soit 1.29 par 1,000 ouvriers occupés) et 1,852 ayant causé une blessure grave (soit 13.13 par 1,000 ouvriers). 29.89 p. 100 des accidents mortels ont été causés par des explosions, 15.24 p. 100 par des éboulements, 16.86 p. 100 par la chute d'objets, 10.13 p. 100 par la chute des ouvriers, etc.

Les dérogations à la durée du travail en 1906 et 1907 ⁽¹⁾. — On sait que la durée du travail est limitée à 11 heures pour tout le personnel ouvrier, hommes adultes y compris.

Le nombre des établissements ayant obtenu l'autorisation de faire des heures supplémentaires en plus de la journée de 11 heures s'est élevé en 1907 à 655 (793 en 1906); si l'on rapporte ce chiffre au total des 13,089 établissements industriels relevés par l'inspection des fabriques, on obtient une proportion de 5 p. 100 (6.1 p. 100).

50.5 p. 100 (47.3) des établissements où l'on fait des heures supplémentaires occupaient 100 ou moins de 100 ouvriers, 11.2 (14) p. 100, de 100 à 300, 16.5 (22.9) p. 100 de 300 à 1000, etc.

Le nombre des dérogations accordées s'élève à 1,298 (1642); 35 (41) autorisations n'ont pas été utilisées et 20 (41) l'ont été en partie seulement. Le nombre des heures supplémentaires était de 1 dans 436 (470) cas, de 1 à 2 dans 807 (1,048), de 2 à 3 dans 55 (83). La durée de la dérogation était de 1 à 3 jours dans 375 (418) cas, de 3 à 21 jours dans 628 (849), de 3 à 6 semaines dans 143 (163), de 6 à 9 semaines dans 47 (61) et de 9 à 12 semaines dans 105 (110).

Le total des heures supplémentaires accordées s'est élevé à 40.348 (49.533). Si l'on totalise le nombre des heures supplémentaires faites par les ouvriers (2,854,514 en 1907 et 3,854,229 en 1906), la Bohême vient en tête avec 919,015 (1,240,620), la Basse-Autriche en compte 634,000 (1,098,811); la Moravie 554,895 (656,821), etc.; la Silésie 267,723 (334,567). Les 3 premières provinces figurent à elles seules pour 74 p. 100 (78) du total des heures faites.

Le nombre des ouvriers ayant fait des heures supplémentaires s'est élevé à 47,873 (60,907) et le total des heures fournies à 2,854,514 (3,854,229).

La moyenne par ouvrier a atteint 60 heures (63).

⁽³⁾ *Die Arbeitszeit-Verlängerungen im Jahre 1907*, publié par le bureau de statistique autrichien. — Vienne 1908. Les chiffres relatifs à 1906 sont entre parenthèses.

On a fait 397,545 (397,180) heures supplémentaires dans le travail des pierres et la verrerie (3,749 et 4,137 ouvriers), 1,464,936 (1,831,306) dans les textiles (25,665 et 29,302 ouvriers); 132,352 (524,753) dans l'industrie mécanique (3,293 et 7,784 ouvriers); 143,287 (143,569) dans la métallurgie (2,701 et 3,716 ouvriers); 251,869 (373,080) dans l'alimentation (3,599 et 3,863 ouvriers), etc.

La réduction sensible des heures supplémentaires constatée en 1906 et 1907 par rapport à 1905 tient en partie à l'état général des affaires; elle vient surtout de ce que, comme dans 54,7 p. 100 des fabriques d'Autriche (enquête de 1906) on ne fait ordinairement que 10 heures, il est facile de faire faire des heures en plus sans dépasser la journée normale et sans avoir besoin d'une autorisation.

BELGIQUE.

Revue du travail en novembre 1908 ⁽¹⁾. — 17 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de novembre 1908. Pour 1,227 offres d'emploi, il y a eu 3,451 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 281 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 210 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en novembre, elle était de 166 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc, tant par rapport au mois précédent qu'à l'époque correspondante des dernières années, un très sensible ralentissement.

D'autre part, les renseignements précis sur l'intensité de chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 198 unions professionnelles ouvrières, groupant 43,257 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de novembre, 2,442 chômeurs, soit une proportion de 5.6 p. 100 (contre 5.7 p. 100 le mois dernier, 3 p. 100 en novembre 1907).

Les grèves en novembre 1908. — 2 grèves nouvelles seulement ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de novembre 1908; elles intéressaient 53 grévistes et 95 chômeurs forcés. Jamais des nombres aussi faibles n'ont été enregistrés, depuis la création de l'Office, en 1895. En outre, 2 grèves commencées antérieurement et comprenant 65 grévistes se sont continuées, pendant une partie du même mois.

Les conflits nouveaux affectaient respectivement la vannerie et la filature de jute. La première avait pour but l'augmentation des salaires, la seconde tendait à empêcher l'introduction d'un nouveau mode de travail.

Les deux grèves achevées depuis le dernier relevé mensuel ont toutes deux échoué. Elles intéressaient ensemble 61 grévistes.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 15 décembre 1908.

L'industrie houillère en 1907. — Le nombre des mines de houille en activité s'est élevé, en 1907, à 125 (122 en 1906) comportant 338 sièges d'extraction, et produisant 23,705.190 tonnes.

Le total des ouvriers occupés atteignait 142,699 (contre 139,394 en 1906), ayant fourni 42,647,375 journées de travail. La production moyenne par ouvrier à la veine a été de 938 tonnes, et le rendement quotidien par ouvrier de l'intérieur de 758 kilogrammes.

Le total brut des salaires a dépassé 213 millions (soit 12.7 p. 100 de plus que pour l'exercice précédent). Le salaire moyen touché a atteint 4 fr. 94 (contre 4 fr. 49 en 1906).

Le prix de revient de la tonne extraite a atteint 14 fr. 70 (salaires, 61 p. 100, autres frais 38.9 p. 100), et le prix de vente 16 fr. 86 (contre 15 francs en 1906). Le boni par tonne a donc été de 2 fr. 16 (soit 0 fr. 25 de plus qu'en 1906). Sur les 125 mines en activité 101 ont clôturé en bénéfice. Parmi les 24 autres en déficit, certaines en sont encore à la période préparatoire ou ont dû supporter des frais de premier établissement élevés.

Accidents. — On a compté en moyenne 10,37 tués par 10,000 mineurs employés (9.47 en 1906 et 9.8 en 1905); pour les seuls ouvriers du fond cette moyenne s'établit à 12.60 (11.56 en 1906 et 11.54 en 1905). — L'augmentation constatée doit être attribuée à 2 accidents faisant ensemble près de 20 victimes.

CANADA.

Revue du travail en septembre 1908⁽¹⁾. — La situation générale devient de meilleure en meilleure. Les conditions de température ont donné une excellente récolte. Le transport du blé dans l'Ouest a été de dix fois supérieur à celui de l'année dernière à pareille époque. Il y a eu insuffisance de wagons. La construction des chemins de fer et du bâtiment sont actifs. Les mines et l'exploitation forestière sont, par contre, moins actives.

Grèves en septembre. — 2 conflits nouveaux intéressant 175 ouvriers, 1 dans l'exploitation forestière et 1 dans les transports généraux.

Causes : tous deux des questions de salaire.

Les 3 conflits terminés en septembre ont été réglés au profit des employeurs.

DANEMARK.

La durée du travail dans l'industrie en 1906⁽²⁾. — Lors du recensement des métiers et industries du 12 juin 1906, on a recueilli des renseignements con-

⁽¹⁾ Gazette du travail, octobre 1908.

⁽²⁾ Arbejdstiden i industrien, publié par le bureau de statistique de l'État, Copenhague, 1908.

cernant la durée du travail journalier des ouvriers occupés dans les entreprises industrielles. Ces données intéressant environ 207,000 ouvriers, furent fournies par les patrons et insérées dans les rubriques spéciales des formulaires du recensement

En circonstances normales et pour toute l'industrie (fabriques et métiers réunis) la durée nette du travail journalier est calculée à 9.7 heures en moyenne.

En général la durée du travail est plus courte dans les villes qu'à la campagne, plus courte dans la capitale que dans les villes de province. Le tableau suivant donne la répartition proportionnelle des ouvriers d'après la durée du travail à Copenhague, en province et à la campagne.

DURÉE DU TRAVAIL JOURNALIER EFFECTIF.	COPENHAGUE.	VILLES de province.	COMMUNES rurales.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Moins de dix heures.....	53	23	17
Dix heures.....	43	71	63
Plus de dix heures.....	4	6	20

La répartition des ouvriers et celle des ouvrières d'après la durée du travail, diffèrent assez l'une de l'autre; un quart des ouvriers et la moitié des ouvrières travaillent moins de dix heures par jour; les trois cinquièmes des ouvriers et les deux cinquièmes des ouvrières travaillent plus de dix heures.

La durée du travail est plus longue dans les petites entreprises, plus courte dans les grandes. En prenant l'ensemble des entreprises on voit qu'à peu près les trois cinquièmes des ouvriers travaillent dix heures par jour; ce rapport se retrouve dans tous les groupes des entreprises. Il en est autrement pour la durée inférieure à dix heures; dans les petites entreprises (de 1 à 5 ouvriers) à peu près un quart des ouvriers travaillent moins de dix heures; dans les entreprises moyennes c'est un tiers des ouvriers qui ne travaillent pas dix heures, et dans les grandes entreprises (de plus de 20 ouvriers) c'est un peu plus d'un tiers et un peu moins de deux cinquièmes.

Les ouvriers dont la durée de travail dépasse dix heures par jour forment 16 p. 100 de l'effectif des petites entreprises, 8 p. 100 des moyennes et 5 p. 100 seulement des grandes. Cette différence qui caractérise les grandes et les petites entreprises se retrouve qu'il s'agisse des villes ou de la campagne et quel que soit le sexe des ouvriers.

Durée du travail dans les différentes industries. — La proportion des ouvriers travaillant moins de dix heures est de 97 p. 100 dans l'imprimerie, de 86 p. 100 dans les fabriques de tabacs et de cigares, de 57 p. 100 dans la peinture, de 53 p. 100 dans la construction mécanique, de 49 p. 100 dans les laiteries, de 47 p. 100 dans la confection. Viennent ensuite le tricotage (45 p. 100), la maçonnerie (39 p. 100), la charpente (37), la menuiserie (34), le tissage (33) l'ébénisterie (33 p. 100).

La proportion des ouvriers travaillant plus de dix heures est de 43 p. 100 dans les moulins, de 32 p. 100 dans les tuileries, de 24 p. 100 dans la boulangerie, de 23 p. 100 chez les tailleurs d'habits, de 20 p. 100 dans le tissage. Viennent ensuite les laiteries (18); la blanchisserie (16), la serrurerie (16), la cordonnerie (15).

Plus de 80 p. 100 des ouvriers travaillent dix heures, dans les fonderies (95 p. 100), les scieries (89), les brasseries (86), le terrassement (84).

Quant à la durée du travail dans l'industrie danoise d'autrefois, voici quelques données : La durée moyenne du travail était estimée à 11.4 en 1872. Vers 1885 la durée de dix heures de travail se fit jour à Copenhague. Dans la province on

n'en était pas encore là; pourtant là aussi le travail se raccourcissait d'une manière à porter la moyenne de la durée du travail pour tout le pays à environ 10.8 heures. Vers la fin du siècle, la journée de dix heures était généralement de règle dans la province, en même temps qu'une partie considérable des ouvriers à Copenhague avaient obtenu une réduction du travail portant la journée à 9 heures et demie et 9 heures et la moyenne pour tout le pays était environ 10.1 heures. Actuellement, comme on l'a vu plus haut, la durée moyenne du travail pour tout le pays est de 9.7 heures. De 1872 à 1906 la durée moyenne du travail a été réduite pour tout le pays de une heure et demie environ.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail ⁽¹⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,455 unions groupant 99,200 membres, la moyenne des chômeurs était de 6.8 p. 100 en novembre 1908. Cette moyenne était en octobre de 6.9 p. 100 dans 1,426 unions groupant 98,875 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en novembre ⁽²⁾. — La situation générale est un peu meilleure qu'en octobre. Comparée à novembre 1907, novembre 1908 accuse un certain ralentissement dans toutes les principales industries.

9.1 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 268 trade-unions groupant 644,770 membres, contre 9.5 à la fin d'octobre 1908 et 5.0 p. 100 à la fin de novembre 1907; 5.19 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 653,869 ouvriers, contre 5.23 en octobre 1908 et 5.60 en novembre 1907; dans la métallurgie du fer, 289 hauts fourneaux en marche avec 22,700 ouvriers contre 287 en octobre 1908 et 329 en novembre 1907.

Grèves en novembre. — 28 conflits nouveaux en novembre avec 17,486 chômeurs contre 19 en octobre 1908 avec 7,274 et 23 en novembre 1907 avec 8,988.

Sur 20 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 119,488 personnes, il y a eu 5 succès (1,264), 4 échecs (2,255), 11 transactions (115,969). Total des journées de travail perdues: 745,600 en novembre contre 3,393,500 en octobre 1908 et 227,400 en novembre 1907.

⁽¹⁾ *American federationist*, janvier 1909.

⁽²⁾ *Labour gazette*, décembre 1908.

Modifications survenues, au cours de l'année 1907, dans le taux des salaires et la durée de la journée de travail ⁽¹⁾.

Salaires. — Les variations dont il est question ici sont définies comme des changements survenus dans le taux des salaires par heure ou par semaine d'une certaine catégorie d'ouvriers, sans aucune modification concomitante dans les conditions du travail exécuté.

Les travailleurs agricoles, les marins et les employés de chemins de fer sont traités à part et ne figurent pas dans les chiffres ci-dessous.

La hausse générale des salaires commencée vers le milieu de 1905 s'est continuée en 1906 et 1907 et le niveau des salaires atteint en fin d'année est le plus élevé que l'on ait enregistré depuis le début de cette statistique (1893). L'augmentation nette considérable constatée en fin d'exercice est due surtout aux avantages obtenus par les ouvriers des mines, des textiles et de la métallurgie. Toutes les grandes industries sont en gain.

En 1907, 1,246,000 ouvriers ont vu modifier leurs salaires: 1,243,534 ont bénéficié d'une augmentation de 5,030,000 francs par semaine, 2,930 ont perdu 5,000 francs. Dans l'ensemble l'augmentation nette s'établit à 5,022,800 francs par semaine.

Le tableau suivant fait connaître la nature des fluctuations dans chaque industrie :

PROFESSIONS.	NOMBRE DES OUVRIERS pour lesquels il y a eu :		DIFFÉRENCE par semaine.
	Augmen- tion.	Diminu- tion.	
	—	—	—
Bâtiment.....	9,910	18	+ 5,800
Mines et carrières.....	825,715	766	+ 4,414,950
Métallurgie, construction navale.....	119,314	2,000	+ 228,100
Textiles.....	251,963	"	+ 289,000
Vêtement.....	5,595	"	+ 23,950
Divers.....	22,410	143	+ 46,100
Employés civils.....	8,637	3	+ 14,900
TOTAL.....	1,243,534	2,930	+ 5,022,800

Si l'on considère le mouvement des salaires au cours de ces dix dernières années, on constate que par suite de la hausse constante des cinq années 1896-1900 l'augmentation s'établissait à 10,941,075 francs par semaine à la fin de 1900. De 1901 à la première moitié de 1905 les salaires baissent d'une façon ininterrompue et les ouvriers reperdent 5,722,700 fr. par semaine à la fin de 1905. Par suite des augmentations obtenues de 1905 et 1907, le gain net par rapport à 1895 ressort en 1907 à 11,687,500 francs par semaine : ce gain a plus que compensé les pertes subies de 1901 à 1905.

1 p. 100 des ouvriers ont vu leurs salaires modifiés à la suite de lockout ou de grève alors que 99 p. 100 ont obtenu une augmentation sans grève. Si l'on exa-

⁽¹⁾ Report on changes in rates of wages and hours of labour, 1907.

mine à la suite de quelles négociations il y a eu hausse ou baisse de salaires, on obtient les résultats suivants :

MODE DE RÈGLEMENT.	POUR CENT DES OUVRIERS intéressés par une modification.	
	Après grève.	Sans grève.
Négociations entre parties.....	0.9	36.1
Bureaux de conciliation, médiation.....	0.1	58.0
Arbitrage.....	"	0.4
Échelles mobiles.....	"	4.5
TOTAL.....	1.0	99.0

Si l'on considère les modes de règlement *sans grève* par industrie, on obtient les résultats suivants :

NOMBRE D'OUVRIERS dont les salaires ont été arrangés par :					
Echelle mobile.	Concilia- tion, Médiation.	Arbitrage.	Négocia- tions directes entre les parties ou leurs repré- sentants.	Total.	
Bâtiment.....	"	4,550	1,450	3,259	9,259
Mines { houillères.....	"	710,250	"	95,546	805,796
{ mines et carrières..	387	3,800	"	15,588	19,775
Métallurgie.....	56,825	7,500	"	54,587	118,912
Textiles.....	"	"	"	246,823	246,823
Divers.....	"	32	3,961	29,582	33,575
TOTAL.....	57,212	726,132	5,411	445,385	1,234,140

Heures de travail. — Les modifications de la durée du travail ont été peu importantes en 1907; elles ont atteint 36,207 ouvriers: 35,400 ont bénéficié d'une réduction nette de 79,000 heures par semaine.

Le tableau suivant rappelle les résultats relatifs aux dix dernières années :

ANNÉES.	NOMBRE de travailleurs atteints.	RÉDUCTION moyenne de la durée du travail hebdoma- daire.	ANNÉES.	NOMBRE de travailleurs atteints.	RÉDUCTION moyenne de la durée du travail hebdoma- daire.
1898.....	39,049	2.10	1903.....	7,447	2.04
1899.....	35,949	3.54	1904.....	16,792	1.46
1900.....	57,726	4.12	1905.....	95,985	0.64
1901.....	29,276	2.01	1906.....	54,954	1.79
1902.....	1,057,507	0.58	1907.....	36,207	2.18

L'élévation du chiffre relatif à 1902 vient de ce que la loi du 17 août 1901 a fait réduire la durée du travail dans les ateliers textiles, à partir du 1^{er} janvier 1902 à 55 heures et demie par semaine pour 1,037,000 ouvriers.

Les ouvriers des textiles (12,100) et ceux du bâtiment (14,400) forment à eux seuls les 73.2 p. 100 du total de ceux ayant obtenu une réduction. Parmi les autres ouvriers intéressés on comptait 1,150 ouvriers de la chaussure, 900 métallurgistes et 900 employés des tramways.

Les grèves et lock-outs en 1907⁽¹⁾. — Le nombre des conflits ouvriers, grèves et lock-outs, survenus en 1907 dans le Royaume-Uni, s'est élevé à 601; celui des ouvriers réduits au chômage à 147,498 (dont 100,728 atteints directement) et le total des journées de travail perdues à 2,162,151.

Bien que le nombre des suspensions de travail ait été le plus élevé que l'on ait enregistré depuis 1901, les conflits n'ont, en général, intéressé que peu d'ouvriers, et le total des grévistes a été (sauf les années 1903-1905) le plus bas de la période 1893-1907.

Le tableau suivant permet de comparer les chiffres relatifs aux années 1903-1907.

	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.
Nombre de grèves.....	387	355	358	486	601
Nombre des chômeurs.....	116,901	87,208	93,503	217,773	147,498
Total des journées de travail perdues....	2,338,668	1,484,220	2,470,189	3,028,816	2,162,151

Les grèves les plus importantes ont éclaté dans les mines et les carrières (49,944 chômeurs); les textiles (47,429), la construction mécanique (15,791), le vêtement (11,643). Par contre, le nombre des chômeurs continue à diminuer dans le bâtiment et tombe à 1,230, contre 1,441 en 1906, 6,637 en 1905 et 8,697 en 1904. L'augmentation reste considérable dans les textiles où le chiffre de 1907 est après 1906 le plus élevé que l'on ait enregistré depuis 1892.

Les grèves ont été en général de courte durée: 40 p. 100 d'entre elles, intéressant 47 p. 100 des chômeurs, ont duré moins d'une semaine.

Si l'on examine l'importance des conflits d'après le nombre des journées de travail perdues, on constate que cette année les ouvriers textiles occupent le premier rang avec 642,640, soit 29.7 p. 100 de l'ensemble; viennent ensuite ceux des mines (569,061, soit 26.3 p. 100) suivis par ceux des constructions mécaniques et navales (467,633, soit 21.5 p. 100). Par contre, ceux du bâtiment n'ont perdu que 23,128 journées, soit 1.06 p. 100 du total; pour la première fois, depuis que le département dresse la statistique des grèves, ils ont chômé moins de 50,000 journées.

⁽¹⁾ D'après le *Report on strikes and lock-outs in the United Kingdom in 1907*. — On sait que le *Labour department*, dès qu'un conflit lui est signalé, adresse un questionnaire à chacune des parties intéressées. Il publie dans la *Labour gazette* la statistique mensuelle des grèves et un résumé provisoire des conflits survenus dans l'année; le rapport définitif paraît ultérieurement en publication séparée; c'est de cette publication que sont tirés les renseignements contenus dans l'article ci-dessus. La statistique anglaise ne tient pas compte des grèves intéressant moins de 10 personnes ou durant moins d'un jour, à moins qu'elles n'aient causé la perte de 100 journées de travail.

Le tableau suivant résume ces divers renseignements.

CATÉGORIE D'INDUSTRIE.	NOMBRE		NOMBRE des journées de travail perdues.
	des conflits.	des grévistes.	
Bâtiment.....	22	1,230	23,128
Mines, carrières.....	112	52,567	569,061
Métallurgie, constructions mécaniques.....	134	19,576	467,633
Textiles.....	153	47,429	642,460
Vêtement.....	64	11,643	277,949
Transports.....	29	8,708	85,471
Autres industries.....	87	6,346	96,449
TOTAL.....	601	147,498	2,162,151

Dans l'ensemble la proportion des chômeurs par rapport aux chiffres de la population ouvrière par catégorie d'industries s'établit, pour 1907, à 1.4 p. 100. Or, si l'on considère que pendant cette même année, aucun conflit sérieux n'a éclaté dans l'agriculture, la navigation et la pêche, on peut, si l'on fait figurer le total des ouvriers de ces catégories dans le total des ouvriers du Royaume-Uni, ramener à moins de 1 p. 100 la proportion des ouvriers atteints par les grèves.

Si l'on évalue à 3 milliards le nombre des journées de travail fournies en 1907 par la population ouvrière tout entière, la proportion des journées perdues n'atteint pas un quart de journée par tête.

Causes et résultats. — Au point de vue des causes et résultats, on peut établir comme suit les proportions des conflits et des ouvriers directement intéressés ayant obtenu ou non gain de cause.

	p. 100 des gréves.	p. 100 des grévistes.	P. 100 DES GRÉVISTES ayant obtenu :			
			Réussite.	Échec.	Trans- action.	Résultat inconnu.
Question de salaire.....	63.9	55.65	45.26	58.29	62.70	#
Durée du travail.....	2.6	2.07	2.82	3.22	0.68	#
Règlement du travail.....	9.5	11.73	4.95	16.04	13.75	100
Syndicalisme.....	8.4	16.33	39.78	1.99	6.97	#
Maintien ou renvoi d'ouvriers ou contremaîtres.....	14.6	13.57	7.16	18.11	15.90	#
Autres réclamations.....	1.0	0.65	0.03	2.35	#	#
TOTAL.....	100.0	100.00	100.00	100.00	100.00	100

Cette année encore les grèves faites pour une question de salaire ont été les plus nombreuses (63.9 p. 100 avec 55.7 p. 100 du total des grévistes); 45 p. 100 seulement des ouvriers intéressés dans ces grèves réclamaient une augmentation (contre 67 p. 100 en 1906) alors que 8 p. 100 (6 p. 100 en 1906) s'opposaient à une réduction. Les grèves relatives aux heures de travail ont intéressé trois fois moins d'ouvriers qu'en 1906; par contre celles faites pour défendre la cause syndicale ou obtenir le maintien ou le renvoi d'autres ouvriers ont été particulièrement importantes.

Si l'on considère les résultats des grèves, sans distinction de causes, on constate que 32.6 p. 100 environ des ouvriers ont réussi; 27 p. 100 échoué et 40.1 p. 00 obtenu une transaction (contre 42.5, 24.4 et 32.7 en 1906). Toutefois, si l'on met-

tail à part les conflits entre diverses catégories d'ouvriers (syndiqués et non syndiqués par exemple) et si l'on examinait seulement les conflits entre patrons et employés, la proportion des grévistes ayant triomphé baisserait sensiblement. Dans les questions de salaires, les résultats généraux de l'année sont les suivants : succès pour 27 p. 100 des ouvriers, échec pour 28 p. 100 et transaction pour 45 p. 100.

Le tableau suivant montre comment se décomposent les résultats généraux par industrie.

INDUSTRIE.	P. 100 DES OUVRIERS directement intéressés ayant obtenu .			
	Réussite complète.	Échec.	Réussite partielle.	Résultat inconnu.
Bâtiment.....	35.5	14.5	50.0	"
Mines.....	54.8	20.6	23.9	0.7
Métallurgie.....	24.4	39.1	36.5	"
Textiles.....	24.4	31.1	44.5	"
Vêtement.....	17.9	8.6	73.5	"
Transports.....	8.9	41.3	49.8	"
Divers.....	12.8	37.2	50.0	"
Employés des autorités locales.....	"	25.0	75.0	"
TOTAL.....	32.6	27.0	40.1	0.3

La proportion des ouvriers ayant triomphé est de beaucoup inférieure à celle de 1906, quoique légèrement supérieure à celle de la période 1903-1905; celle des ouvriers ayant échoué est restée à peu près la même, tandis que celle des grévistes ayant obtenu une transaction est la plus élevée de la période (l'année 1905 exceptée).

Si l'on considère la nature des négociations qui ont précédé la solution des conflits commencés en 1907, on constate que 74.0 p. 100 des chômeurs ont vu leurs différends tranchés directement, soit à la suite de négociations entre parties, soit par voie d'arbitrage (2.0 p. 100 contre 3.0 p. 100 en 1905) ou de conciliation (11 p. 100 contre 2 p. 100 en 1906).

ITALIE.

Grèves en octobre ⁽¹⁾. — 98 nouvelles grèves ont été signalées en octobre à l'Office du travail, 87 de ces conflits intéressaient 15,584 grévistes. 2 grèves ont éclaté dans l'agriculture, 1 chez les pêcheurs, 5 dans les industries extractives, 9 dans la métallurgie, 2 dans le travail des pierres et des terres, 10 dans le bâtiment, 9 dans les produits chimiques, 1 dans le bois, 7 dans les industries polygraphiques, 9 dans les textiles, 12 dans le vêtement, 1 dans les industries de précision, 20 dans l'alimentation, 3 dans les transports, 7 dans diverses industries.

Causes : questions de salaires, 61; durée du travail, 1; demandes diverses, 26; inconnues, 5.

Résultats : 33 succès, 28 transactions, 17 échecs, 17 inconnus.

⁽¹⁾ *Bollettino del l'Ufficio del lavoro*, décembre 1908.

LUXEMBOURG.

L'assurance-maladie dans le Grand-Duché de Luxembourg pendant l'année 1907⁽¹⁾. — Pour l'exécution de la loi du 31 juillet 1901 sur l'assurance des ouvriers contre la maladie⁽²⁾, la surveillance est confiée à un inspecteur du travail auquel a été, par arrêté ministériel du 2 février 1906, adjoint un délégué spécial pour les révisions ou contre-enquêtes prévues et toutes les constatations à faire. Le nombre de ces révisions dans l'année 1907 fut de 41. Les contestations qui ont été portées en 1907 devant les autorités de surveillance ont été réglées 55 fois au profit des ouvriers, 93 fois au profit des caisses, 43 fois au profit des patrons. Il y a eu 11 cas de contestations en justice. 293 amendes d'un montant total de 1.974 francs ont été prononcées contre les patrons pour non déclaration d'engagement ou de renvoi de personnes soumises à l'assurance. 67 employeurs ont été condamnés à rembourser 931 journées de maladie, soit 2,794 francs aux caisses de maladie régionales qui avaient fait des dépenses par suite de la non-exécution de leurs obligations ou de leurs non-déclarations.

Les caisses autorisées à fonctionner en 1907 ont été au nombre de 66 (66 en 1906 et 73 de 1903 à 1905) : à savoir 15 caisses régionales, 48 caisses instituées par des exploitations et 3 caisses de secours mutuels.

Le nombre moyen des personnes assurées contre la maladie pendant l'année 1907 s'est élevé à 38,105 (contre 36,915 en 1906), soit une augmentation de 3.22 p. 100 portant presque exclusivement sur les caisses régionales. Ce nombre comprend 36,888 assurés aux caisses prévues par la loi et 1217 personnes ayant droit en cas de maladie au paiement par l'employeur pendant 13 semaines de la totalité de leur salaire.

Sur 100 habitants du Grand-Duché, on en compte 6.16 assurés aux caisses régionales, 8.89 aux caisses instituées par les exploitations et 0.05 aux caisses de secours mutuels; ce qui porte à 15.10 p. 100 de la population le nombre total des assurés.

Les secours de maladie doivent être accordés pendant 13 semaines. Mais les statuts des caisses peuvent élever jusqu'à un an la durée des secours. En 1907, 1 caisse régionale et 2 caisses d'exploitation avec au total (pour les 3) 1,126 assurés, ont porté cette durée à 26 semaines et une caisse d'exploitation avec 2,809 assurés à 52 semaines.

Sur toutes les caisses, on a compté en 1907 53,243 cas de maladie (dont 3,014 pour les femmes, non compris les accouchements normaux) ce qui fait 1.44 cas par assuré (en 1903, 34,002 dont 1,774; en 1906, 46,643 dont 2,355). Sur ces nombres 31,225 (dont 1,315 pour les femmes) ont entraîné soit le traitement à l'hôpital, soit l'octroi de secours de maladie pour incapacité de travail (en 1906, 30,972 dont 1,004; en 1903, 24 885. Le chiffre le plus élevé des cas de maladie avec incapacité de travail est en 1905 : 32,510). 8,764 cas de maladie sont dus à des accidents (du travail ou autres) dont 72 suivis de mort. 16,691 cas de maladie ont duré une semaine ou moins. 16,443 de 1 à 5 semaines, 1,605 de 5 à 10 semaines, 692 de 10 à 13 semaines et 19 plus de 13 semaines.

⁽¹⁾ *Die Krankenversicherung in Grossherzogtum Luxemburg während des Geschäftsjahres 1907*, Ministère des Affaires étrangères, division de l'assurance ouvrière, Luxembourg 1908. C'est le 5^e rapport annuel depuis le fonctionnement de l'assurance contre la maladie. Le premier était pour l'année 1903.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, décembre 1901, page 886.

Le nombre des jours de maladie ayant entraîné incapacité de travail est de 444,482 ou 12.05 par assuré (en 1906, 448,807 ou 12.57). 368,492 (en 1906, 370,674; en 1905: 386,571; en 1903: 276,529) ont entraîné l'octroi de secours ou le traitement à l'hôpital. Le nombre des journées à l'hôpital a été de 37,771; 32,281 en 1906).

Le nombre des décès a été de 339 (323 en 1906) ou 0.92 (0.90) par 10 assurés.

Il y a eu 74 (64 en 1906) secours d'accouchement, soit 3.26 (2.98) pour 100 femmes assurées faisant une durée totale de 1,729 (1,568) journées.

Les secours inférieurs en cas de chômage que les caisses sont autorisées à accorder à leurs anciens membres pour une durée maxima de 3 semaines ont été au nombre de 402 (317 en 1906) pendant 4.124 (3,498) jours.

La loi n'exige le paiement du secours de maladie qu'à partir du 3^e jour, mais 23 caisses seulement sur 66 observent cette prescription, 1 caisse paye dès le 2^e jour, les autres avec ou sans condition dès le 1^{er} jour. Plusieurs caisses accordent différents autres avantages à leurs membres, par exemple des secours aux familles.

La cotisation totale (part de l'employeur et de l'employé) n'était inférieure à 2 p. 100 des salaires à la fin de 1907 que dans 2 caisses; elle était de 2 ou 2.5 p. 100 du salaire dans 5 caisses, de 3 p. 100 dans 41 caisses, de 4 ou 4.5 dans 18 caisses.

Le montant total des cotisations a atteint 42 francs par membre. 48 caisses font payer des droits d'entrée qui se sont élevés en 1907 à 1 fr. 64 par membre.

Les recettes ont été en 1907 de 1,737,180 francs provenant des cotisations, droits d'entrée, etc. (recettes ordinaires) et de 231,327 francs provenant de la vente de valeurs, emprunts, avances, etc. (recettes de gestion), soit au total 1,968,507 francs. Les dépenses ont été de 1,582,864 francs pour frais de traitement, secours et administration (dépenses ordinaires) et de 263,838 francs pour remboursements d'avances et d'emprunts, achat de valeurs et autres placements, (dépenses de gestion) soit au total 1,846,703 francs.

Le total des recettes en 1906 était de 1,748,363 francs, en 1903, de 1,321,412 francs; celui des dépenses en 1906, 1,653,058, en 1903, 1,205,337 francs.

26 caisses seulement à la fin de 1907 avaient un fonds de réserve égal au moins à la moyenne de leurs dépenses annuelles.

Le total des excédents de l'actif sur le passif pour les différentes sortes de caisses de maladie est de 962,176 francs à la fin de l'exercice 1907.

Il y avait en 1907 257 membres volontaires.

PAYS-BAS.

Revue du travail en novembre 1908 ⁽¹⁾. — Peu d'amélioration dans le bâtiment. Le chômage augmente dans bien des villes. Il y a progrès dans l'imprimerie et quelques branches de l'alimentation. Mais partout ailleurs la situation est au moins aussi mauvaise qu'en octobre.

⁽¹⁾ *Maandschrift van het centraal bureau voor de statistiek*, 31 décembre 1908.

Grèves en novembre 1908 ⁽¹⁾. — 9 conflits nouveaux dont 6 intéressant 91 ouvriers. Sur 6 conflits anciens et nouveaux terminés en novembre, on compte 3 résultats connus, savoir : 2 succès pour les ouvriers, 1 transaction.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 5 décembre 1908 autorisant certaines dérogations à la loi du 1^{er} avril 1898 en faveur des sociétés de secours mutuels constituées dans les armées de terre et de mer ⁽²⁾.

ARTICLE PREMIER — Le paragraphe 3^e de l'article 5 de la loi du 1^{er} avril 1898 est complété par la disposition suivante :

Pour les sociétés de secours mutuels constituées dans les armées de terre et de mer la composition du conseil d'administration et le mode d'élection de ses membres, la nature et la durée de leurs pouvoirs, la constitution et le rôle de l'assemblée générale, sont réglés par des statuts modèles proposés par les ministres de la Guerre ou de la Marine et approuvés par le ministre qui a dans ses attributions la direction des services de la Mutualité. »

ART. 2. — L'article 6 de la même loi du 1^{er} avril 1898 est complété par la disposition suivante :

« Par dérogation aux prescriptions ci-dessus, les contestations relatives aux opérations électorales, de même qu'aux décisions du Conseil d'administration ou de l'Assemblée générale, dans les sociétés de secours mutuels des armées de terre et de mer, sont portées devant le Ministre de la Guerre ou le Ministre de la Marine dans le délai de quinze jours à dater de l'élection.

« Le Ministre statue sans recours. »

Loi du 17 décembre 1908 portant approbation de la convention internationale de Berne sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes ⁽³⁾.

Article unique. — Le Président de la République est autorisé à ratifier la convention sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes signée à Berne, le 26 septembre 1906.

Une copie authentique de cette convention sera annexée à la présente loi ⁽³⁾.

⁽¹⁾ *Maandschrift van het centraal bureau voor de statistiek*, 31 décembre 1908.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 6 décembre 1908, p. 8353.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 19 décembre 1908, p. 8693.

Article 50 de la loi de finances du 26 décembre 1908
sur les ouvriers, employés et agents des établissements militaires.

ART. 50. — Les ouvriers, employés et agents des établissements militaires du département de la guerre, soumis au régime du décret du 26 février 1897, qui réunissent les conditions exigées par l'article 14 de ce décret, recevront une rente complémentaire destinée à porter la rente viagère acquise à la Caisse nationale des retraites au minimum de 500 francs pour les hommes et de 360 francs pour les femmes.

Article 59 de la loi de finances du 26 décembre 1908
relatif au contrat de louage d'ouvrage.

ART. 59. — Le premier paragraphe de l'article 2 de la loi du 2 juillet 1890 ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers est modifié comme suit :

« Le contrat de louage d'ouvrage entre les chefs ou directeurs des établissements industriels ou commerciaux, des exploitations agricoles ou forestières et leurs ouvriers, est soumis aux règles du droit commun et peut être constaté dans les formes qu'il convient aux parties contractantes d'adopter ».

Décret du 15 décembre 1908 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs
dans les chantiers à air comprimé ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Dans les chantiers de travaux à l'air comprimé, les chefs d'industrie, directeurs ou préposés, sont tenus, indépendamment des mesures générales prescrites par le décret du 29 novembre 1904, de prendre les mesures particulières de protection et de salubrité énoncées aux articles suivants.

ART. 2. — Un médecin désigné par le chef d'entreprise est chargé du service médical.

Aucun ouvrier ne doit être admis au travail dans l'air comprimé s'il n'est muni d'un certificat délivré par ce médecin et constatant qu'il n'est pas impropre à ce genre de travail.

Aucun ouvrier ne doit être maintenu, au travail dans l'air comprimé, si le certificat n'est pas renouvelé quinze jours après l'embauchage et ensuite une fois par mois.

En dehors des visites périodiques, le chef d'entreprise est tenu de faire examiner par le médecin tout ouvrier qui déclare souffrir du nez, de la gorge ou des oreilles ou qui exprime le désir d'être soumis à un examen.

Un registre du personnel ouvrier, tenu constamment à jour, mentionne les accidents et les indispositions même légères se rapportant au travail dans l'air comprimé.

ART. 3. — Des mesures doivent être prises pour empêcher l'introduction sur le chantier de toutes boissons autres que les boissons hygiéniques.

Tout ouvrier en état d'ébriété doit être éloigné du chantier pendant vingt-quatre heures.

⁽¹⁾ Journal officiel du 17 décembre 1908, p. 8660.

ART. 4. — La compression et la décompression doivent être surveillées par un agent spécial que désigne un ordre de service.

A la compression, le temps employé doit être de quatre minutes au moins pour augmenter la pression de 1 kilogramme par centimètre carré jusqu'à deux kilogrammes de pression totale effective et de cinq minutes au moins pour chaque kilogramme de pression au delà de 2 kilogrammes par centimètre carré.

Le temps employé à la décompression ne doit pas être inférieur aux valeurs indiquées ci-dessous :

Vingt minutes par kilogramme de pression au-dessus de 3 kilogrammes effectifs par centimètre carré;

Quinze minutes par kilogramme de pression entre 3 et 2 kilogrammes effectifs par centimètre carré;

Dix minutes par kilogramme de pression au-dessous de 2 kilogrammes effectifs pour abaisser la pression à zéro.

Si la pression ne dépasse pas 1 kilogramme effectif par centimètre carré, le temps nécessaire pour abaisser la pression à zéro peut être réduit à cinq minutes.

Il est interdit d'opérer la descente du caisson au moyen de diminutions brusques de pression sans avoir fait sortir préalablement les ouvriers.

Chaque écluse doit renfermer un manomètre.

Si la pression est supérieure à 1 kilogramme effectif par centimètre carré, le manomètre doit être du type enregistreur fonctionnant d'une manière ininterrompue.

ART. 5. — La hauteur de la chambre de travail doit être telle que les ouvriers puissent se tenir debout; en aucun cas cette hauteur ne doit être inférieure à 1 m. 80.

La quantité d'air envoyée dans la chambre de travail doit être de 40 mètres cubes au moins par heure et par homme. Elle est réglée de façon que la proportion d'acide carbonique dans l'air ne dépasse pas 1 p. 1,000.

Dans le cas où l'envoi de l'air se trouverait arrêté, le préposé de l'entrepreneur dans la chambre de travail doit prescrire la sortie de tous les ouvriers après une période d'attente de dix minutes au plus.

Il est interdit de tirer une mine dans la chambre de travail avant que celle-ci ait été évacuée par les ouvriers et de les faire rentrer avant que l'état de l'atmosphère soit redevenu normal.

ART. 6. — Le cube d'air dans l'écluse doit être d'au moins 600 décimètres cubes par personne.

Le renouvellement de l'air des écluses pendant les périodes de décompression dépassant dix minutes doit être assuré par la mise en jeu simultanée des robinets d'entrée et de sortie de l'air comprimé.

En été les écluses exposées au soleil doivent être protégées par une tente ou par des paillassons maintenus humides.

Lorsque les chantiers occupent plus de vingt ouvriers à la fois dans l'air comprimé, la communication entre la chambre de travail et l'extérieur doit être assurée par téléphone.

ART. 7. — Des précautions spéciales doivent être prises pour éviter, en cas de vertige, toute chute dangereuse des ouvriers à la sortie de l'écluse à air vers l'extérieur.

ART. 8. — Les portes de communication et les tampons de fermeture des écluses à air doivent s'ouvrir du côté de la plus forte pression.

Les portes servant à l'évacuation des déblais et l'introduction des matériaux peuvent s'ouvrir du côté de la moins forte pression, mais elles doivent être munies d'un enclenchement de sûreté qui les empêche de s'ouvrir intempestivement.

ART. 9. — Les cheminées doivent être d'accès facile et les échelles être constamment maintenues en parfait état d'entretien et de propreté.

Des appareils de secours doivent être préparés pour remonter les ouvriers qui ne pourraient gravir les échelles.

L'écluse à air, les cheminées et la chambre de travail sont éclairées par la lumière électrique.

Des précautions spéciales doivent être prises dans la chambre de travail pour éviter la circulation des ouvriers sous les cheminées.

ART. 10. — Chaque tuyau d'amenée d'air est pourvu à son entrée d'une soupape automatique se fermant dès que la pression de l'air envoyé tombe au-dessous de celle qui existe dans la chambre de travail.

L'installation servant à l'aérage (pompes, réservoirs ou tuyaux) doit être munie d'un dispositif réglant automatiquement la pression de l'air envoyé dans le caisson.

ART. 11. — Le chantier doit être pourvu d'une boîte de secours renfermant notamment un tube d'oxygène sous pression ou des substances pouvant dégager rapidement et facilement des quantités notables d'oxygène pur.

Quand les travaux sont effectués sous une pression effective supérieure à 1 kilog. 200 par centimètre carré, une baraque de repos doit être aménagée à proximité du chantier pour recevoir les ouvriers à la sortie de la chambre de travail. Ses dimensions sont fixées d'après le nombre des ouvriers travaillant simultanément dans l'air comprimé à raison de 6 mètres cubes de capacité par homme. Elle doit être convenablement aérée, chauffée et pourvue de lavabos, avec savon et serviettes individuelles, d'un vestiaire et de lits de repos.

Quand la pression dans la chambre de travail dépasse 2 kilogrammes par centimètre carré il doit être installé une chambre de recompression de dimensions suffisantes pour contenir un lit et recevoir deux aides.

ART. 12. — Tous les appareils, notamment les moteurs, réservoirs, tuyaux, soupapes, échelles et chaînes doivent être soumis à une vérification hebdomadaire.

Le boulonnage reliant les tronçons successifs des cheminées doit faire l'objet d'une vérification spéciale toutes les fois qu'il y aura été touché.

ART. 13. — Le préfet peut, par arrêté pris sur le rapport des ingénieurs chargés de la surveillance ou des inspecteurs du travail, et à raison des conditions particulières dans lesquelles le travail doit être exécuté, accorder dispense permanente ou temporaire de tout ou partie des prescriptions relatives : au manomètre enregistreur (art. 4, dernier paragraphe), à la teneur maximum de l'air en acide carbonique (art. 5, § 2), à l'installation du téléphone (art. 6, dernier paragraphe), au réglage de la pression par dispositif automatique (art. 10, dernier paragraphe) et à la chambre de recompression (art. 11, dernier paragraphe); dans ce dernier cas, le médecin désigné conformément à l'article 2 est obligatoirement consulté.

ART. 14. — Les chefs d'industrie, directeurs ou préposés sont tenus de faire afficher dans les locaux où se font le recrutement et la paye :

1° Le texte du présent règlement;

2° Le texte, arrêté par le Ministre du travail, le comité des arts et manufactures entendu, des avis concernant la durée du travail dans l'air comprimé et les soins à donner en certains cas.

ART. 15. — Le délai d'exécution des mesures édictées par le présent règlement est fixé à trois mois à partir de sa publication; toutefois, pour les travaux à l'air comprimé en cours au moment de la promulgation du présent règlement, ce délai est porté à un an.

ART. 16. — Le Ministre du travail et de la prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent règlement, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Décret du 15 décembre 1908 modifiant la nomenclature des travaux interdits aux enfants au-dessous de 18 ans ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — La nomenclature du tableau B annexé au décret du 13 mai 1893, modifié par les décrets des 21 juin 1897, 20 avril 1899, 3 mai 1900 et 22 novembre 1905, et indiquant les travaux interdits aux enfants au-dessous de dix-huit ans, est complétée ainsi qu'il suit :

TRAVAUX.

SAISON
de l'interdiction.

Air comprimé (travaux dans l')..... Travaux dangereux.

ART. 2. — Le Ministre du travail et de la prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Décret du 5 janvier 1909 relatif à l'application à l'Algérie de la législation ouvrière concernant la durée du travail et l'hygiène et la sécurité des travailleurs ⁽²⁾.

ARTICLE PREMIER. — Sont rendus applicables à l'Algérie, sous les modifications énoncées aux articles suivants :

1° Le décret-loi du 9 septembre 1848, relatif aux heures de travail dans les manufactures et usines;

2° La loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels;

3° La loi du 30 mars 1900, qui modifie la loi du 2 novembre 1892 et le décret-loi du 9 septembre 1848;

4° Le décret du 13 mai 1893, rendu en exécution de la loi du 2 novembre 1892, sur les travaux dangereux pour les enfants, les filles mineures et les femmes, et les décrets modificatifs des 21 juin 1897, 20 avril 1899, 3 mai 1900, 22 novembre 1905, 7 mars 1908 et 15 décembre 1908;

5° Le décret du 15 juillet 1893 sur les tolérances et exceptions prévues par la loi du 2 novembre 1892, modifié et complété par ceux des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, 24 février 1898, 1^{er} juillet 1899, 18 avril 1901, 4 juillet 1902, 14 août 1903, 23 novembre et 24 décembre 1904 et 3 juillet 1908;

6° Le décret du 28 mars 1902 sur la durée du travail effectif des ouvriers adultes;

7° La loi du 12 juin 1893, modifiée par celle du 11 juillet 1903, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs;

8° Le décret du 29 novembre 1904 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, modifié par ceux des 6 août 1905, 22 mars 1906, 11 juillet 1907 et 7 décembre 1907;

9° Le décret du 11 juillet 1907 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques;

10° Les décrets des 18 juillet 1902 et 15 juillet 1904 réglementant l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture;

11° Le décret du 4 avril 1905 relatif à l'hygiène des travailleurs dans les ateliers de blanchissage;

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 17 décembre, 1908, p. 8660.

⁽²⁾ *Journal officiel* des 6 janvier 1909, p. 165 et 7 janvier 1909, p. 195 (erratum).

12° Le décret du 28 juillet 1904 sur le couchage du personnel dans les établissements industriels et commerciaux;

13° Le décret du 2 mars 1905, relatif au contrôle de l'inspection du travail dans les établissements de l'État;

14° Le décret du 23 avril 1908 sur les mesures à prendre contre le saturnisme;

15° Le décret du 15 décembre 1908, prescrivant les mesures particulières de protection et de salubrité dans les chantiers de travaux à l'air comprimé.

ART. 2. — Le Gouverneur général de l'Algérie exerce dans la colonie les pouvoirs attribués en France au Ministre du travail et de la prévoyance sociale par les articles 17 et 18 de la loi du 2 novembre 1892, par l'article 6 de la loi du 12 juin 1893, par l'article 12 de la même loi modifiée par la loi du 11 juillet 1903; par les articles 7, 16, § b, 19 et 20 du décret du 29 novembre 1904, par l'article 11 du décret du 28 juillet 1904, par les articles 3 et 4 du décret du 2 mars 1905, par l'article 15 du décret du 11 juillet 1907, par l'article 13 du décret du 23 avril 1908 et par l'article 14 du décret du 15 décembre 1908.

Au fur et à mesure des nécessités, il peut, après avis des conseils techniques dont la consultation est obligatoire en France pour la validité des arrêtés ministériels ou des décrets, et après avis du conseil de gouvernement dans le cas où l'intervention d'un règlement d'administration publique est prévue par les textes en vigueur dans la métropole, déterminer par arrêté les prescriptions spéciales à certaines industries ou à certains travaux particuliers à la colonie, en ce qui concerne la durée du travail des femmes et des enfants et l'hygiène et la sécurité des travailleurs. L'avis des conseils techniques de la métropole est demandé par le gouverneur général au Ministre du travail et de la prévoyance sociale.

Une décision du Gouverneur général prise sur avis du service de l'inspection du travail, peut exempter de certaines des conditions exigées par le décret du 28 juillet 1904 sur le couchage du personnel, les établissements qui occupent un personnel indigène, ou les exploitations temporaires éloignées de toute agglomération urbaine.

ART. 3. — Par dérogation à l'article 2 de la loi du 2 novembre 1892, les enfants indigènes des deux sexes pourront être employés dès l'âge de douze ans sans être munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882, mais sous réserve de la production du certificat médical d'aptitude physique prévu par le paragraphe 3 de l'article précité.

En ce qui concerne les enfants musulmans et israélites originaires des pays étrangers de l'Afrique du Nord, ou les enfants indigènes nés dans les circonscriptions de l'Algérie où l'état civil n'est pas régulièrement constitué, le livret prévu par l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892 pourra être établi par le maire, à défaut de pièces d'identité, sur simple déclaration des père, mère ou tuteur. Au cas où l'âge indiqué par ces derniers ne semblerait pas correspondre à celui que révèle la conformation physique de l'enfant et paraîtrait inférieur à treize ans, le livret ne pourrait être délivré que sur la production d'un certificat médical établi dans les conditions prévues par l'article 2 de la loi du 2 novembre 1892.

ART. 4. — Le repos de nuit des femmes employées dans l'industrie, sans distinction d'âge, aura une durée minimum de onze heures consécutives.

Cette durée pourra être réduite à dix heures dans le cas où les restrictions relatives à la durée du travail seraient levées, soit en vertu de l'article 7, soit en vertu de l'article 4, § 4 de la loi du 2 novembre 1892.

Dans le repos ininterrompu de nuit visé aux paragraphes précédents, devra être compris l'intervalle entre neuf heures du soir et cinq heures du matin.

Toutefois, dans le cas de l'article 4, § 4 de la loi précitée, et de l'article 1^{er}

du décret du 15 juillet 1893 modifié, le travail pourra être prolongé jusqu'à dix heures du soir.

Les dispositions du paragraphe 5 de l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892 et de l'article 2 du décret du 15 juillet 1893 modifié sont inapplicables en Algérie.

Les femmes majeures ne peuvent être employées au travail de nuit dans les usines à feu continu visées à l'article 6 de la loi du 2 novembre 1892 et à l'article 4 du décret du 15 juillet 1893 modifié.

Les infractions au présent article sont punies des pénalités prévues par la loi du 2 novembre 1892.

ART. 5. — Les déclarations d'accidents prévues par les articles 15 de la loi du 2 novembre 1892 et 11 de la loi du 12 juin 1893 seront adressées au juge de paix au lieu du maire.

ART. 6. — La commission consultative du travail, instituée auprès du Gouverneur général de l'Algérie, exerce dans la colonie les attributions conférées aux commissions départementales instituées par l'article 24 de la loi du 2 novembre 1898, en ce qui concerne l'étude des améliorations dont est susceptible la législation sur le travail.

Le Gouverneur général adresse chaque année au Ministre du travail un rapport sur l'exécution en Algérie des lois inscrites à l'article 1^{er} du présent décret. Il y joint son avis sur les modifications qui auront pu être proposées par la commission consultative du travail.

ART. 7. — Un arrêté du Gouverneur général organisera le corps de l'inspection du travail en Algérie et fixera les traitements et indemnités à accorder aux inspecteurs ainsi que les conditions de leur recrutement et de leur avancement.

En dehors des lois et règlements dont ils surveillent l'application dans la métropole les inspecteurs du travail seront chargés en Algérie, concurremment avec les officiers de police judiciaire de contrôler l'exécution des prescriptions du décret du 21 juin 1890, et de la loi du 8 août 1893 sur le séjour des étrangers rendue applicable à la colonie par le décret du 7 février 1892.

Les inspecteurs du travail seront compris au nombre des fonctionnaires qui peuvent bénéficier des primes pour la connaissance des langues arabe ou kabyle, instituées par les décrets du 4 décembre 1849, 2 février 1850 modifié par celui du 14 mai 1875. Un arrêté du Gouverneur pourra instituer en leur faveur une indemnité analogue pour la connaissance des langues italienne ou espagnole.

ART. 8. — Les dispositions prévues par les lois et règlements énumérés à l'article 2 du présent décret deviendront exécutoires dans la colonie trois mois après sa promulgation. Le décret du 1^{er} mai 1905 est abrogé à partir de l'expiration de ce délai.

Ce délai est porté à un an pour les travaux de transformation qui pourraient être nécessités dans certains locaux en conformité du décret du 29 novembre 1904 et de celui du 28 juillet 1904 sur le couchage du personnel; à trois ans pour ceux ordonnés en conformité du décret du 4 avril 1905 sur l'hygiène dans les blanchisseries.

ART. 9. — Le Président du conseil, Ministre de l'intérieur, le Ministre du travail et de la prévoyance sociale, le Garde des sceaux, Ministre de la justice, et le Ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*, ainsi qu'au *Bulletin officiel* du gouvernement de l'Algérie.

Arrêté du 28 décembre 1908 fixant le taux des subventions de l'État aux caisses de chômage pour les secours alloués par elles pendant le premier semestre de 1908.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

Vu la loi de finances du 31 décembre 1907 ouvrant un crédit pour subventions aux Caisses de secours contre le chômage involontaire par manque de travail;

Vu le décret du 9 septembre 1905, modifié par les décrets en date des 20 avril 1906, 31 décembre 1906 et 3 décembre 1908, et spécialement ses articles 9, 10, 12, 13 et 14;

Vu l'avis émis par la Commission des Caisses de chômage dans sa séance du 19 décembre 1908;

Sur la proposition du Conseiller d'État, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux des subventions à allouer, dans les limites déterminées par les articles 9, 10 et 12 du décret du 9 septembre 1905, aux Caisses de secours contre le chômage involontaire pour les indemnités versées par elles au cours du premier semestre de l'année 1908, est fixée à 20 p. 100 du montant des indemnités versées par les Caisses locales et à 30 p. 100 du montant des indemnités versées par les Caisses fonctionnant dans trois départements au moins et comptant 1,000 membres au minimum.

ART. 2. — Le Conseiller d'État, Directeur du Travail, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin de l'Office du Travail*.

Circulaire du 14 décembre 1908 du Ministre du Travail sur le maximum des versements aux Caisses d'épargne des comités de patronage des habitations à bon marché ⁽¹⁾.

L'article 13 de la loi du 9 avril 1881, modifié par l'article 4, § 5, de la loi du 20 juillet 1895, admet les Sociétés de secours mutuels à faire, de plein droit, aux Caisses d'épargne, des versements jusqu'à concurrence du maximum exceptionnel de 15,000 francs. Les institutions de coopération, de bienfaisance et autres sociétés de même nature peuvent être admises à faire des versements jusqu'à concurrence du même maximum, mais sous réserve d'une autorisation spéciale de mon Ministère.

Par circulaires des 19 décembre 1903, 10 décembre 1904 et 22 juillet 1905, mon Administration a décidé que le régime adopté pour les Sociétés de secours mutuels et Unions de Sociétés de secours mutuels serait étendu aux Syndicats professionnels, Sociétés ou Caisses d'assurances mutuelles agricoles, Sociétés locales et Caisses régionales de crédit agricole mutuel, qui seraient admis, de plein droit, à verser aux Caisses d'épargne jusqu'au maximum de 15,000 francs, sous réserve de la justification auxdites caisses, par le dépôt de statuts réguliers, de leur constitution en conformité des dispositions légales.

Il semble légitime de faire bénéficier de la même mesure les Comités de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale, auxquels le législa-

⁽¹⁾ Adressée aux Directeurs de Caisse d'épargne.

teur a confié la mission, intéressante entre toutes, d'encourager toutes les manifestations de la prévoyance sociale.

J'ai décidé, en conséquence, que les Comités de patronage des habitations à bon marché établis en vertu de la loi du 12 avril 1906 et du décret du 10 janvier 1907 seraient admis, de plein droit, dans les conditions susvisées, à verser aux Caisses d'épargne jusqu'au maximum de 15,000 francs.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire et d'en assurer l'exécution.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LES RETRAITES OUVRIÈRES DEVANT LE PARLEMENT.

Le Ministre du Travail a eu l'occasion, pendant la dernière session du Parlement, de prendre plusieurs fois la parole sur la question des retraites ouvrières.

Dans la 1^{re} séance du 26 novembre 1908, au cours de la discussion générale du budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, M. Groussier a attiré l'attention du Ministre sur le très grand nombre de projets de loi intéressant la classe ouvrière qui ont été votés par la Chambre des Députés et qui se trouvent actuellement devant le Sénat. Au nombre de ceux-ci figure le projet sur les retraites ouvrières.

M. René Viviani a répondu à ce sujet :

Le Gouvernement fera tout ce qu'il pourra, le plus tôt possible, en tous cas dès la rentrée, pour aborder devant le Sénat la discussion de cet important projet. J'ai dit et je répète que la législature ne doit pas se terminer sans qu'une discussion s'institue à ce sujet; j'ai dit et je répète que le Gouvernement et la majorité républicaine prendraient, non une responsabilité politique, mais, au regard du prolétariat, une responsabilité historique, si, dans le cours de cette législature, une loi de retraites n'était pas votée, non seulement par le Sénat, cela va sans dire, mais aussi par la Chambre, c'est-à-dire par le Parlement tout entier.

Le lendemain, au cours de la 2^e séance du 27 novembre 1908, le Ministre du Travail a eu à répondre également à une question relative aux retraites ouvrières qui lui a été posée par M. Klotz.

M. René Viviani s'est exprimé en ces termes :

Ainsi que l'a rappelé l'honorable M. Klotz, le Gouvernement de M. Sarrien, dans la déclaration ministérielle dont il nantissait le Parlement, affirmait que les principes essentiels de la loi des retraites étaient de ceux que défendrait le Gouvernement.

... Le Gouvernement actuel, Messieurs, dès qu'il est arrivé aux affaires, a, dans la déclaration ministérielle, apporté la même affirmation et depuis, toutes les fois que par des manifestations de pensées ou de paroles, il a été appelé à produire sur ce point des explications, il a nettement déclaré qu'à ses yeux une loi des retraites ne se pourrait accepter qu'à la condition qu'elle fut munie de ce principe essentiel qui s'appelle l'obligation.

J'ai dit — je l'ai dit encore hier matin; c'était peut-être la dixième fois — et M. le Président du Conseil n'a jamais perdu l'occasion de le redire, qu'à nos yeux une loi de

retraites dépourvue du principe de l'obligation serait, pour me servir d'expressions que j'employais hier à cette tribune, une duperie financière et une faillite sociale.

J'ai dit qu'il n'était pas possible à un Gouvernement qui n'a de raison de vivre que de faire aboutir les réformes sociales, d'accepter comme base de la réforme ou cette duperie ou cette faillite.

Parlant du projet de loi tel qu'il a été adopté par la Chambre, M. Viviani a continué ainsi :

J'ai dit et je répète que telles qu'elles se comportent, toutes ses parties se combinent et que la formule sociale qui peut en être dégagée est une formule parfaite.

Qu'est-ce donc qui nous a arrêtés ? Nous avons été arrêtés au moment où nous avons dû dégager la formule financière. Il s'agissait de savoir ce que coûterait cette loi. M. le Ministre des Finances a déclaré qu'elle monterait à 315 millions et qu'il ne pourrait pas trouver dans les ressources actuelles ni, probablement, dans les ressources futures, les sommes suffisantes à mettre cette loi en action.

Que devons nous faire ? Trois attitudes pouvaient s'offrir. Fallait-il, sous l'inspiration de ces hautes difficultés financières s'arrêter en chemin, ne rien proposer ? La démocratie ne l'aurait pas permis. Fallait-il, comme je le disais hier, s'entêter, résister, déclarer, malgré les exigences des finances publiques, ainsi que parlait M. le Ministre des Finances, déclarer que la loi devait être votée telle qu'elle se comportait ?

Nous avons pensé que nous la mettrions en péril. Alors nous avons purement et simplement, en maintenant dans cette loi les principes essentiels, apporté des modifications et des atténuations afin que le but, tant au point de vue financier qu'au point de vue social, fût atteint. Voilà les conditions dans lesquelles nous nous sommes présentés devant le Sénat.

Le Ministre fait connaître ensuite que, dans le but de bien poser la question auprès de la Commission sénatoriale, le Gouvernement a demandé à cette commission de vouloir bien donner d'abord son adhésion à certaines bases essentielles du projet, « le Gouvernement voulait, tout en portant dans la loi certaines modifications, maintenir les principes essentiels ».

La Commission nous a répondu sur certains principes. Il est entendu, d'accord avec le Gouvernement, que l'âge où l'on pourra bénéficier de la retraite sera de soixante-cinq ans, âge primitivement fixé par la Commission même de la Chambre. Il est entendu... que toutes les parties prenantes avantagées par la Chambre, qui sont au nombre de 12 millions, et qui comprennent les ouvriers de l'industrie, les employés de commerce et les salariés agricoles, que cet ensemble de 12 millions de parties prenantes est visé par la loi.

La Commission avait donc répondu sur ces deux questions. Il restait une troisième question que je considère comme capitale, la question de l'obligation.

... Nous n'avons pas perdu une occasion de montrer à la Commission sénatoriale à responsabilité qui pèserait sur le Parlement républicain au cas où nous n'aurions pas pu aboutir à doter la démocratie dans cette législature de la loi sur les retraites. Nous avons attendu, la pressant autant qu'il était en nous, la réponse qu'on voulait bien nous faire sur l'obligation.

C'est sur la question de l'obligation que la Commission sénatoriale n'avait pas encore fait connaître au Gouvernement son avis définitif.

Au cours de la séance du Sénat du 10 décembre 1908, M. Regismanset, sénateur, demanda la parole par un rappel à l'article 63 *bis* du nouveau règlement du Sénat qui décide que toute proposition de loi déposée sur le bureau du Sénat devra être rapportée dans un délai maximum de six mois. A l'expiration de ce délai, tout sénateur peut demander la mise à l'ordre du jour, sauf au Sénat à accorder un nouveau délai sur la demande du rapporteur ou du président de la Commission. Ce rappel au règlement visait la proposition de loi relative aux retraites ouvrières qui a été votée par la Chambre des Députés le 23 février 1906 et qui a été déposée au Sénat le 6 mars 1906.

Le Ministre du Travail a exprimé le désir du Gouvernement de voir déposer par la Commission sénatoriale un texte et un rapport, afin que la discussion de la proposition puisse s'ouvrir dans un délai rapproché.

Je n'ai pas besoin d'indiquer, Messieurs, qu'une fois que vous aurez fixé une date, ce n'est pas le Gouvernement, qui attend impatiemment cette discussion, qui manquera d'être fidèle au rendez-vous. Mais je tiens, de même que M. Régismansel, à ce que la discussion s'ouvre avec toute l'ampleur que comporte la grandeur du problème qui va se poser devant vous. Ce n'est pas une question qu'on puisse solutionner en quelques jours. Elle comporte, en effet, des difficultés plus grandes, en raison de sa nature même, que celles qui ont pu jusqu'ici faire l'objet de vos délibérations.

Le projet de loi, je le répète, est infiniment complexe, au point de vue financier et social; il exigera des discussions longues et minutieuses, succédant à un ample débat sur les principes. Mais c'est là une raison de plus de se saisir de ce débat dans le plus bref délai possible.

Le président de la Commission sénatoriale a déclaré que cette commission comptait arriver, à la fin du mois de janvier, à la fixation d'un texte définitif et que le rapport suivrait de près cette fixation.

Prenant acte de cette déclaration, M. Viviani a ajouté :

La conclusion qu'on doit tirer de ce débat, c'est donc que très probablement au mois de février, ce rapport sera déposé. Quant au Gouvernement, il compte fermement que le Sénat, au profit du haut intérêt démocratique que je faisais tout à l'heure apparaître à ses yeux, voudra bien alors retenir le plus rapidement possible, c'est-à-dire en février, la discussion de la proposition de loi.

LES SYNDICATS AGRICOLES À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Dans la séance de la Chambre des Députés du 17 décembre 1908, M. Noulens a posé une question à M. le Ministre de l'Agriculture au sujet d'un arrêt de la Cour de cassation en date du 3 mai 1908 rejetant le pourvoi formé par le directeur et les administrateurs d'un syndicat agricole qui avaient été condamnés par la cour de Nancy, pour infraction à l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, aux termes desquels sont syndicats professionnels ceux qui sont constitués pour l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. Le fait reproché aux prévenus consistait à avoir vendu, non pas à des personnes étrangères au syndicat, mais aux adhérents eux-mêmes, en même temps que des objets d'utilisation agricole, des articles d'épicerie ou de quincaillerie⁽¹⁾.

Le Ministre de l'Agriculture a répondu en ces termes :

Vous savez que les syndicats agricoles, débordant du cadre étroit qui leur était tracé par la loi de 1884, ne voulant pas, d'une part, rester simplement des spectateurs désintéressés de la grande œuvre rurale, d'autre part, désirant empêcher certaines fraudes qui se produisaient au grand détriment des cultivateurs, avaient été amenés à faire des actes de commerce. Quelques-uns d'entre eux, sur lesquels je n'ai pas à m'expliquer en ce moment, ont pensé de bonne foi, je veux croire, qu'ils pouvaient élargir démesurément le domaine de leurs opérations. C'est ainsi que, non contents de vendre à leurs adhérents des engrais, des machines, des semences, des animaux, en un mot tout ce qui est directement utile à l'exploitation du sol, ils n'ont pas hésité à ouvrir des boutiques où tout venant pourrait

⁽¹⁾ V. *Bulletin*,

être admis à s'approvisionner en objets d'épicerie, de quincaillerie et de vêture. C'est à la suite de ces agissements répréhensibles que sont intervenues les décisions des tribunaux de Montmédy et de Commercy et les arrêts de la cour de Nancy et de la Cour de cassation.

La situation créée par une jurisprudence qui paraît définitive et qui est, il est bon de le dire, une interprétation très rationnelle de la loi du 21 mars 1884, a porté dans le monde agricole la plus grande perturbation et y a déterminé de très légitimes émotions. Aussi me suis-je empressé, au lendemain même de l'arrêt de la cour de Cassation, de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi ayant pour but de régler aussi largement que possible, et d'une façon très nette, les droits et les devoirs des syndicats agricoles....

M. Noulens a déclaré très justement qu'il y avait des précédents, qu'il s'agisse de syndicats professionnels du commerce et de l'industrie ou des syndicats de fonctionnaires. Il a fait observer que lorsque, à la suite de plaintes légalement motivées, le Gouvernement déposait un projet de loi pour remédier à un état de choses existant, il a toujours été entendu de la façon la plus expresse que l'on n'exercerait pas de poursuites avant le vote de ce projet. Aussi, d'accord avec mon collègue M. le Garde des Sceaux, et tout le Conseil des ministres que j'ai cru devoir saisir de cette importante question, nous avons résolu de ne pas user à l'égard des syndicats agricoles qui, de bonne foi, ont interprété d'une façon peut-être un peu large les termes de la loi de 1884 des droits conférés aux parquets par l'article 9 de ladite loi....

Je prie tous les syndicats agricoles de se contenter par avance des facultés qui leur seront attribuées par le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre, et qui constituent, d'après le Gouvernement, le maximum de droits qui peuvent leur être concédés.

Contre ceux qui suivront ce conseil, aucune poursuite ne sera engagée ni suivie.

Mais j'avertis en même temps ceux qui ne voudraient pas entendre mon appel, que je ne suis pas disposé à intervenir en leur faveur surtout si des particuliers venaient à déposer contre eux des plaintes qui pourraient être très justifiées. Vous savez d'ailleurs comme moi que, lorsqu'une instruction est ouverte, le Gouvernement n'a pas le droit d'intervenir.

LA LOI DE FINANCES POUR 1909.

Exemption des droits de timbre et d'enregistrement pour les contrats de louage d'ouvrage en matière commerciale et agricole. — L'article 59 de la loi de finances du 26 décembre 1908 étend aux contrats de louage d'ouvrage en matière commerciale ou agricole, le bénéfice de l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement que l'article 2 de la loi du 2 décembre 1890 accordait seulement aux contrats de louage passés entre les chefs d'établissements industriels et leurs ouvriers.

Cet article, adopté par la Chambre, avait été disjoint par le Sénat; maintenu à deux reprises par la Chambre, il a été finalement accepté par la Haute Assemblée⁽¹⁾.

Application à l'Algérie des lois ouvrières, notamment de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Au cours de la séance du 28 novembre, M. Paul Constans et un certain nombre de ses collègues ont proposé un article additionnel à la loi de finances ayant pour but de rendre applicable à l'Algérie, à partir du 1^{er} mai 1909, la loi du 9 avril 1878.

Répondant à MM. Paul Constans et Cuttoli, M. le Ministre du Travail, après avoir montré toute la complexité de la question, a rappelé qu'il avait déposé, le 6 novembre 1906, un projet de loi sur la matière et qu'il avait comparu devant la Commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre, ajoutant qu'il était encore à sa disposition.

M. Paul Guieysse, président de cette commission, à son tour, a pris l'engagement

⁽¹⁾ Voir dans le présent Bulletin, p.

de mettre à l'ordre du jour de cette commission, dès la rentrée de janvier, l'étude du projet de loi en question. M. Paul Constans, en présence de ces déclarations, a retiré son article additionnel.

Les retraites des mineurs. — On sait que depuis 1903 les anciens ouvriers mineurs réunissant certaines conditions bénéficient de majorations de retraites ou d'allocations.

Les bénéficiaires de ces pensions se classent aujourd'hui en deux catégories. La première comprend tous les mineurs sans retraite ou ayant une retraite inférieure à 50 francs, qui, au 1^{er} janvier 1903, avaient 55 ans d'âge et trente ans de service. A ceux-là on accorde la pension prévue; on ne tient compte, pour la répartition, que des revenus qu'ils peuvent avoir, eux ou leurs conjoints, mais on ne tient pas compte du salaire qu'ils peuvent encore gagner, quel qu'il soit. La deuxième catégorie comprend ceux qui, depuis la loi de finances de 1907, sont chaque année appelés au bénéfice de la répartition au fur et à mesure qu'ils réunissent les conditions de 55 ans d'âge et trente ans de services, mais pour ceux-ci on tient compte, dans la répartition, non seulement des revenus qu'ils peuvent avoir, mais encore du salaire qu'ils peuvent gagner, si ce salaire est supérieur à 50 francs par mois.

MM. Devèze et Andrieu ont déposé un article additionnel à la loi de finances tendant à ce qu'il soit tenu compte du salaire gagné, dans l'avenir, aussi bien pour les bénéficiaires de la loi de 1903 que pour ceux de la loi de 1907 : l'égalité aurait été ainsi établie entre les deux catégories.

Le Ministre du Travail, tout en reconnaissant qu'il y avait là une anomalie et que la situation des bénéficiaires de la loi de 1903 était plus avantageuse que celle des bénéficiaires de la loi de 1907, a déclaré qu'il n'était pas possible, à son sens, de donner une portée rétroactive à la loi de 1907, ce qui aurait pour effet de diminuer la situation actuelle des bénéficiaires de la loi de 1903.

Tout d'abord, je fais remarquer que la législation française tout entière répugne à la rétroactivité. Le code civil ne l'admet pas; le code pénal ne l'admet que dans la mesure où elle allège le sort de l'accusé, où elle n'aggrave pas le sort du condamné. Or, l'amendement de l'honorable M. Devèze, en matière sociale, aurait pour effet d'aggraver le sort des mineurs qui, depuis cinq ans, en vertu d'une loi que nous avons votée, jouissent d'un droit excessif, je le reconnais, mais que, en tous les cas, nous avons créé entre leurs mains.

J'ajoute que rien n'est plus dangereux en matière de retraites que de rendre une mesure rétroactive, car l'on porte atteinte à un régime dont la première caractéristique doit être la stabilité.

Lorsque les mineurs se diront que d'année en année le législateur peut faire varier la législation, ils se diront qu'ils ne peuvent attacher aucun crédit ni aucune confiance à l'instrument que vous avez forgé pour eux.

De plus, l'opération qu'on demande à la Chambre de faire sera, du reste, malheureusement accomplie par le temps. Les hommes dont on parle avaient 55 ans en 1903; ils ont donc maintenant 60 ans. La mort vient éclaircir leurs rangs et fait que, par voie d'extinction naturelle, le groupe des privilégiés se restreint de plus en plus.

L'amendement de M. Devèze, mis aux voix, n'a pas été adopté.

M. de Ramel a défendu ensuite un amendement tendant à faire cesser, d'une autre manière, l'anomalie signalée. Si l'on ne peut changer la situation des premiers participants qui pourront cumuler leur salaire, aussi élevé qu'il soit, avec la majoration ou l'allocation, peut-être y aurait-il lieu de ne pas exclure, d'une façon absolue, de ce même cumul, les nouveaux participants et d'atténuer tout au moins les dispositions de la loi de 1907 en ne leur faisant supporter qu'une réduction partielle de la majoration ou de l'allocation en proportion avec l'importance des salaires

au delà de 50 francs par mois. M. de Ramel proposait en conséquence le texte suivant, applicable aux bénéficiaires de la loi de 1907 :

Au cas où le salaire en argent ou en nature excède 50 francs par mois, le montant de la majoration ou de l'allocation sera réduit suivant une progression d'un dixième pour chaque 100 francs jusqu'à un salaire annuel de 1,000 francs et de deux dixièmes par 100 francs au delà.

Le Ministre du travail a répondu que cet amendement ne pouvait être adopté sans qu'on ait fait à l'avance certaines évaluations.

L'amendement a été ensuite, sur la proposition du rapporteur général, d'accord avec l'auteur et avec le Ministre du Travail, renvoyé à la Commission des mines.

Conseils de prud'hommes. — Au cours de la séance du 28 novembre, M. Viollette a déposé un article nouveau à la loi de finances, complétant ainsi qu'il suit l'article 14 de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes :

Si le tribunal civil ne siège pas dans le canton où le conseil de prud'hommes est établi, le tribunal sur la demande d'un seul des élus et sur la réquisition du procureur de la République, commettra le juge de paix du canton où siège le conseil pour recevoir les prestations de serment et procéder à la réception et à l'installation du conseil.

Cet article avait pour but d'épargner aux membres des conseils de prud'hommes des déplacements inutiles.

La Commission des finances a estimé que cet article n'avait pas sa place dans la loi de finances, déjà très chargée, et en a proposé la disjonction qui a été adoptée par le Sénat.

LES OUVRIERS BÛCHERONS ET LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Sur la proposition de M. Roblin et de plusieurs de ses collègues, la Chambre avait adopté, dans sa séance du 28 novembre, au cours de la discussion de la loi de finances, un article additionnel ainsi conçu :

Lorsque l'État exploitera ses forêts en régie directe, il devra placer les bûcherons sous la sauvegarde des articles 1^{er} et 2 de la loi du 18 juillet 1907.

Dans les cahiers des charges des adjudications des bois domaniaux, il sera inscrit à l'avenir que les entrepreneurs devront garantir à tous les ouvriers qu'ils emploieront le bénéfice des articles 1^{er} et 2 de la loi du 18 juillet 1907.

Cet article a été disjoint par la Commission sénatoriale des finances. M. le rapporteur général a motivé cette disjonction disant que ce texte n'était nullement nécessaire pour que l'État, quand il exploite directement, prenne les précautions nécessaires pour assurer les ouvriers, ajoutant que, lorsqu'il n'exploite pas directement, il a le droit d'insérer, dans le cahier des charges, une clause obligeant les entrepreneurs à contracter les mêmes assurances.

M. Daubrée, Conseiller d'État, Directeur général des eaux et forêts, commissaire du Gouvernement, a fait à ce sujet la déclaration suivante :

Je tiens à déclarer que l'administration appliquera pour les exploitations en régie de la Nièvre les dispositions de la loi du 18 juillet 1907 et que, pour l'avenir, elle introduira dans les cahiers des charges des articles obligeant les adjudicataires à assurer le bénéfice de la même loi aux bûcherons travaillant dans les coupes des forêts domaniales.

Le Ministre de l'Agriculture avait d'ailleurs, au cours de la séance de la Chambre du 28 novembre, donné des assurances analogues.

En présence de cette déclaration, le Sénat a adopté la disjonction.

On sait, d'autre part, qu'une proposition de loi ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail a été déposée par M. J.-L. Breton le 11 décembre 1908.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales

pendant le mois de décembre 1908.

Accidents du travail. — *Sénat.* — Séance du 1^{er} décembre. — Rapport de M. Poirrier sur le projet de loi tendant à modifier la quotité des taxes pour la contribution au fonds de garantie en matière d'accidents du travail (Doc. parl. n° 310.) — Séance du 19 décembre. — Dépôt d'un décret du Président de la République portant retrait du projet de loi. — Séance du 21 décembre. — Dépôt par M. Petitjean d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier les lois de 1898, 1902, 1905 et 1906 sur les accidents du travail; renvoi à la Commission des accidents du travail.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 11 décembre. — Dépôt par M. Breton et plusieurs de ses collègues d'une proposition ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. (Doc. parl. n° .) — Séance du 19 décembre. — Rapport de M. Chauvin sur la proposition de loi de M. Breton. (Doc. parl. n° 2190.) — Séance du 22 décembre. — Ajournement de la première délibération sur la proposition de loi de M. Breton.

Assistance aux enfants pauvres. — *Sénat.* — Séance du 1^{er} décembre. — Dépôt par M. Rey d'une proposition de loi relative à l'institution et à l'organisation de l'assistance aux enfants des familles indigentes; renvoi à la Commission d'initiative parlementaire.

Assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — *Sénat.* — Séance du 8 décembre. — Rapport de M. Paul Strauss sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier la composition de la Commission centrale instituée par la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. (Doc. parl. n° 321.) — Séance du 23 décembre. — Première délibération; adoption.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 15 décembre. — Rapport de M. Jeannequin, au nom de la Commission du budget, sur l'article 42 (disjoint) du projet de budget de l'exercice 1909, tendant à modifier la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables (Doc. parl. n° 2180.)

Bien de famille insaisissable. — *Sénat.* — Séance du 10 décembre. — Première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la constitution d'un bien de famille insaisissable; adoption.

Conseils de prud'hommes. — *Chambre des députés.* — Séance du 15 décembre. — Dépôt par M. le Ministre du Travail d'un projet de loi portant modification des articles 5

et 6 de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes (Doc. parl. n° 2177); renvoi à la Commission du travail.

Convention de Berne. — Interdiction de l'emploi du phosphore blanc. — Sénat. — Séance du 3 décembre. — Rapport de M. Tournon sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification de la Convention internationale de Berne sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes; déclaration de l'urgence. — Séance du 8 décembre. — Discussion du projet de loi; adoption.

Coopératives agricoles. — *Chambre des députés.* — Séance du 11 décembre. — Rapport de M. Vigouroux sur le projet de loi autorisant des avances aux sociétés coopératives agricoles de l'Algérie. — Séance du 19 décembre. — Déclaration d'urgence; adoption.

Institutrices en couches. — *Chambre des députés.* — Séance du 21 décembre. — Rapport de M. Marin sur la proposition de loi de M. Betoulle tendant à accorder un congé spécial de deux mois avec traitement entier aux institutrices en couches.

Marchés de gré à gré. — *Chambre des députés.* — Séance du 21 décembre. — Dépôt par M. Jeanneney d'un avis de la Commission d'administration générale sur le projet de loi relatif aux marchés de gré à gré passés pour le compte des communes et des établissements de bienfaisance.

Rachat de l'Ouest. — Sénat. — Séance du 3 décembre. — Rapport de M. Bienvenu-Martin sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, réglant les conditions provisoires d'exploitation, après rachat, du réseau de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, ainsi que les mesures financières nécessitées par le rachat. (Doc. parl. n° 314.) — Séance du 8 décembre. — Première délibération sur le projet de loi; déclaration de l'urgence; adoption.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 8 décembre. — Dépôt, par M. le Ministre des Travaux publics, du projet de loi adopté par la Chambre, adopté avec modifications par le Sénat (Doc. parl. n° 2156); renvoi à la Commission des Travaux publics, sous réserve d'avis de la Commission de budget. — Séance du 10 décembre. — Dépôt, par M. Marcel Régnier, d'un rapport fait au nom de la Commission des travaux publics. (Doc. parl. n° 2159.) — Séance du 14 décembre. — Dépôt, par M. Chaigne, d'un avis de la Commission du budget. (Doc. parl. n° 2172.) — Séance du 18 décembre. — Discussion; adoption.

Saisies-arrests sur les salaires. — *Chambre des députés.* — Séance du 8 décembre. — Dépôt, par M. Bonneval, d'une proposition de loi relative à l'insaisissabilité des salaires et petits traitements des ouvriers ou employés; renvoi à la Commission du travail. — Séance du 21 décembre. — Dépôt, par M. Gustave Dron, d'une proposition de loi concernant les saisies-arrests sur les salaires.

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 15 décembre. — Dépôt, par M. Charonnat, d'une proposition de loi tendant à ouvrir, au Ministère du Travail, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 20,000 francs pour venir en aide aux ouvriers couteliers de l'arrondissement de Thiers (Puy-de-Dôme) victimes du chômage.

Sociétés de secours mutuels militaires. — Sénat. — Séance du 1^{er} décembre. — Dépôt et lecture, par M. Lourties, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des députés, autorisant certaines dérogations à la loi du 1^{er} avril 1908 en faveur des sociétés de secours mutuels constituées dans les armées de terre et de mer. (Doc. parl. n° 309.) — Déclaration de l'urgence; discussion immédiate; adoption ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir le texte de la loi du décembre 1908, p.

Syndicats professionnels. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 décembre. — Dépôt, par M. de Gaillard-Bancel et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi ayant pour objet d'autoriser les syndicats professionnels à faire, pour le compte de leurs membres, les opérations d'achat et de vente concernant l'exercice de leur profession et à posséder les immeubles nécessaires à la réalisation de ces opérations. (Doc. parl. n° 2193); renvoi à la Commission de l'agriculture, sous réserve d'avis de la Commission du travail.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Mayenne. — D'après le conseil de prud'hommes de Laval, le *tissage mécanique des coutils* laisserait à désirer, le chômage atteignant 30 p. 100; il serait de 35 p. 100 dans le *tissage à la main*. La *marbrerie*, qui occupe un nombre important d'ouvriers, a une bonne activité, et le *bâtiment*, arrêté pendant 4 mois par une grève de maçons, a repris sa marche ordinaire.

Également à Laval, d'après des syndicats patronaux, le travail, dans le *bâtiment*, aurait été plus abondant qu'en 1907 s'il ne s'était pas produit de grèves; les salaires se sont améliorés de 0 fr. 05 à 0 fr. 10 par heure. Dans les *textiles*, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et il y a eu du chômage partiel au cours du 3° trimestre 1908. Dans l'*horlogerie-bijouterie* de détail, moins d'activité qu'antérieurement par suite de la concurrence professionnelle.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail est la même, c'est-à-dire toujours très grande dans toutes les corporations : la construction des palais de l'Exposition donne lieu à un accroissement passager de main-d'œuvre pour les métallurgistes, charpentiers, décorateurs et sculpteurs, qui s'accroîtra encore d'ici le 1^{er} mai 1909. Pas ou très peu de chômeurs, la main-d'œuvre faisant défaut. L'électricité prend un léger développement sur les années précédentes, ainsi que la construction.

Également à Nancy, d'après des syndicats patronaux, l'*imprimerie*, dont les 62 établissements syndiqués emploient 3.000 ouvriers, a eu une activité à peu près égale à celle du trimestre correspondant de 1907; on fait 60 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse; un établissement de 25 ouvriers a fermé, un autre de 6 à 7 ouvriers s'est créé. Chez les *tailleurs*, dont les 28 maisons syndiquées occupent 325 ouvriers, l'abondance du travail n'a pas varié comparativement au trimestre correspondant de 1907 et au 2° trimestre 1908; on fait 66 heures par semaine et les salaires seraient en hausse de 8 p. 100. Chez les fabricants de *voitures* et les *maréchaux-ferrants*, au nombre de 41 syndiqués occupant 110 ouvriers, le travail n'a pas varié quant à l'abondance en comparaison du trimestre correspondant de 1907; on faisait 69 heures par semaine fin septembre pour un salaire quotidien de 3 fr. 50 (les débutants) et de 7 francs (les bons ouvriers).

D'après le conseil de prud'hommes de Lunéville, le chômage a été normal au cours du 3° trimestre 1908 et l'activité s'est maintenue égale à celle du 2° trimestre.

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 3° trimestre 1908 et émanent des syndicats patronaux.

Morbihan. — A Lorient, d'après le conseil de prud'hommes, les usines de conserves de poisson ont chômé pour ainsi dire pendant tout le trimestre, la pêche de la sardine ayant été nulle sur les côtes du Morbihan. Le bâtiment conserve de l'activité. A Locmariaquer, dans l'ostréiculture, *statu quo*.

Nièvre. — A Nevers, dans l'imprimerie et la reliure qui comptent 24 maisons occupant 170 à 180 ouvriers, l'activité du travail n'a pas varié comparativement à 1907 à pareille époque; on faisait 54 heures par semaine fin septembre. A Cosne, dans le bâtiment, abondance de travail égale à celle du trimestre correspondant de 1907; la durée moyenne du travail n'était plus que de 46 heures par semaine fin septembre.

Nord. — A Lille, dans l'industrie de la toile, travail moins abondant qu'au 3^e trimestre 1907, et réduction d'un sixième de la production par rapport au 2^e trimestre 1908; un nouvel établissement de 40 ouvriers s'est créé, mais un autre, à Hazebrouck, de 90 ouvriers, est fermé depuis bientôt 7 mois, par suite d'une grève ayant eu pour cause l'introduction, à titre d'essai pratique, du métier automatique Northrop, adopté déjà par les usines de Normandie et de l'Est. Même constatation défavorable quant à l'abondance du travail comparativement à 1907, pareille époque, dans la teinturerie en toile; on faisait de 55 à 66 heures par semaine, comme au précédent trimestre, fin septembre. Dans les industries électriques, qui compteraient 232 maisons occupant 2,320 ouvriers, moins d'activité qu'en 1907 au 3^e trimestre, on faisait 10 h. 1/2 fin septembre; trois nouvelles maisons se sont fondées, mais un important établissement de 100 ouvriers a fermé. Chez les fabricants de moutarde, travail moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine, sans chômage.

A Valenciennes, d'après le conseil de prud'hommes, l'état d'activité régnait dans tous les établissements, sans chômage; les salaires auraient bénéficié d'une légère augmentation.

A Roubaix, le bâtiment, dont les 104 entreprises syndiquées occupent 1,500 ouvriers, s'est ressenti de la crise du textile, et son activité a été moins grande qu'en 1907, à pareille époque; le salaire des maçons a été augmenté. Chez les constructeurs serruriers et poêliers au nombre de 47 occupant 250 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait 58 heures par semaine fin septembre. Un petit établissement a fermé.

D'après le conseil de prud'hommes de Halluin, on comptait un fort chiffre de chômeurs par suite du non-écoulement des stocks, et la situation n'était pas jugée satisfaisante. Le salaire quotidien varie toujours entre 1 fr. 50 à 5 francs.

D'après des syndicats patronaux: à Avesnes-les-Aubert, dans l'industrie des batistes, état stationnaire; cette industrie à la main serait appelée à disparaître devant l'introduction des métiers mécaniques; les salaires sont réglés par un contrat collectif d'une durée de 3 ans. A Haubourdin, dans l'amidonnerie de maïs, qui compte 4 établissements occupant 700 ouvriers, la demande a été moins active que l'an dernier à la même époque, et la durée du travail a été réduite d'une heure comparativement au 2^e trimestre: on ne faisait plus que 10 heures fin septembre, sans chômage; les salaires sont de 3 fr. 25 à 5 francs pour les hommes et de 2 à 3 francs pour les femmes. A Fourmies, dans le tissage, dont les 22 établissements occupent 8,000 ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1907; une usine de 325 métiers et de 250 ouvriers et ouvrières a fermé; on fait la journée légale, mais avec chômage partiel.

Oise. — A Beauvais, dans le bâtiment, qui compte 357 entreprises syndiquées occupant 3,550 ouvriers, il n'y a pas eu de modifications appréciables; on faisait encore 11 heures fin septembre. A Compiègne, dans la même corporation, on n'en faisait plus que 9 à cette même date, et le travail avait été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque.

Orne. — A Alençon, dans le bâtiment, dont les 110 entrepreneurs syndiqués occupent 2,500 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au 3^e trimestre 1907, grâce à d'importantes adjudications publiques faites en même temps. La durée du travail n'était plus que de 54 heures pour les ouvriers du dehors et de 60 heures pour les autres. A Laigle, dans l'horlogerie-bijouterie, état stationnaire, c'est-à-dire non satisfaisant.

D'après le conseil de prud'hommes de la Ferté-Macé, l'état d'activité du travail n'a pas varié; pas de chômage.

Pas-de-Calais. — A Calais, dans les *tulles et dentelles*, même situation que le trimestre précédent. A Saint-Omer, dans la *meunerie*, même constatation. A Boulogne-sur-Mer, chez les *mareyeurs et sauteurs*, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, à cause de la diminution de la pêche; la durée hebdomadaire du travail a augmenté d'un tiers, la saison harengère allant en croissant jusque fin novembre.

D'après le conseil de prud'hommes de Bapaume, l'industrie du *tissage* conserve une certaine importance. Il n'y avait pas d'ouvriers en chômage, vu la saison, qui correspond à l'arrachage des betteraves et à la campagne sucrière dans les fabriques, mais la main-d'œuvre de cette dernière industrie, par suite du perfectionnement de l'outillage, se fait de plus en plus restreinte, et d'autre part le travail n'y dure guère plus de 3 mois par an. La *tannerie-corroierie* perd beaucoup de son importance depuis quelques années. Par contre, la construction de *machines agricoles* prend de plus en plus de développement. Les *huileries*, les *brasseries*, la *meunerie*, la *scierie mécanique*, occupent à peu près le même personnel qu'au 2^e trimestre.

Puy-de-Dôme. — D'après le conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand, la journée moyenne de l'ouvrier a été, comme au 2^e trimestre, de 10 à 11 heures de travail pour un salaire de 3 fr. 25 à 5 fr. 50; le chômage a été nul, et la situation générale satisfaisante.

D'après des syndicats patronaux, également à Clermont-Ferrand, la situation n'a pas varié dans le *bâtiment*. Dans la fabrication des *eaux gazeuses*, le travail a été un peu plus abondant que l'an dernier, grâce au beau temps de l'automne; on fait 50 heures environ par semaine et le salaire mensuel est de 110 à 130 francs par mois; un nouvel établissement s'est créé. A Saint-Rémy-sur-Durolle, dans la *coutellerie*, le travail a été réduit de moitié chez un certain nombre de fabricants, et du quart chez les autres; deux petits établissements ont fermé; on fait 60 heures par semaine, et les salaires tendraient à hausser pour les ouvriers occupés.

Pyrénées-Basses. — A Biarritz, dans le *bâtiment et travaux publics*, l'abondance du travail aurait été en diminution sur le 3^e semestre 1907; on ne faisait plus que 60 heures fin septembre.

Rhône. — A Lyon, dans le *tissage mécanique*, qui compte 43 établissements syndiqués occupant 4,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, surtout dans les usines traitant spécialement les articles *mousselines* et *doublures*, cette situation a pour cause la crise de la soierie, qui remonte à novembre 1907. Dans la *teinturerie*, dont les 38 établissements syndiqués occupent 1,400 ouvriers, état stationnaire par rapport au précédent trimestre. Dans la *confection en gros de vêtements pour hommes et enfants*, dont les 12 maisons syndiquées occupent de 1,000 à 1,200 ouvriers, travail moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et égal comparativement au précédent trimestre. Une nouvelle maison s'est créée. Dans les *articles de voyage*, qui comptent 20 maisons syndiquées occupant 100 ouvriers, même activité qu'en 1907, à pareille époque; on fait 10 heures par jour pour un salaire de 4 fr. 50 à 6 francs; le travail mécanique et le chômage sont à peu près nuls; la main-d'œuvre se maintient à un chiffre permanent. Dans la *maréchalerie* on fait 60 heures par semaine, et le salaire quotidien est de 5 à 6 francs par jour. A Neuville-sur-Saône, dans le *bâtiment et travaux publics*, le travail a été moins actif qu'en 1907 à pareille époque et les chômeurs seraient nombreux, vu le manque de constructions. A Givors, dans le *jardinage*, on ne faisait plus que 60 heures par semaine fin septembre, sans variation appréciable quant à l'activité du travail; l'outillage se perfectionne, notamment du côté des pompes d'arrosage.

D'après le conseil de prud'hommes de Thyzy, le chômage serait devenu plus général depuis le 2^e trimestre. D'après celui de Tarare, la proportion des ouvriers en chômage est toujours considérable.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, dans l'*horticulture* et la *culture maraîchère*, il n'y a eu de changement que celui résultant de la diminution du travail en raison de la sai-

son : on ne faisait plus que 50 à 55 heures par semaine fin septembre. A Rancy, chez les fabricants de *chaises*, travail régulier, sans variations.

Sarthe. — Au Mans, dans l'*uneublement*, on fait 10 heures par jour, et le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque.

Savoie. — A Chambéry, dans le *bâtiment*, qui compte 160 entreprises occupant 5,400 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1907 à pareille époque; on ne faisait plus que 54 heures par semaine; les chômages sont normaux et la main-d'œuvre abondante, mais défectueuse. A Aix-les-Bains, chez les *cordonniers*, le travail n'a pas varié; on fait 84 heures par semaine, sans chômage, la main-d'œuvre faisant plutôt défaut malgré l'augmentation sensible des salaires.

Haute-Savoie. — A Annemasse, dans la *tannerie*, même activité qu'en 1907 à pareille époque, mais situation pénible, les prix de fabrique n'étant pas en rapport avec ceux de la matière première; on fait 14 heures par jour pour un salaire de 3 francs à 3 fr. 50 (manœuvres) et de 4 à 5 francs (ouvriers). Un petit établissement a fermé.

Seine ⁽¹⁾. — A Paris, dans l'*automobile*, qui compte 290 syndicats patronaux, le travail a été légèrement moins abondant qu'en 1907 à pareille époque. Dans la construction des *cycles*, même activité. Dans la *fonderie en cuivre et bronze d'art*, situation identique à celle du dernier trimestre, mais légère tendance à la reprise des affaires. Chez les fabricants de *jumelles*, au nombre de 21, occupant 1,500 ouvriers; le travail a été moins abondant qu'en 1907 et égal comparativement au 2^e trimestre. Dans la *bijouterie imitation*, qui compte 300 établissements occupant de 6,000 à 7,000 ouvriers, le travail aurait été moins abondant qu'au 3^e trimestre 1907; quelques maisons ont fermé, mais on espère que le 4^e trimestre sera meilleur. Le salaire est de 8 francs par jour en moyenne. Dans la *maréchalerie*, la diminution de travail serait surtout sensible dans les quartiers du centre, par suite du développement de l'industrie automobile.

Dans l'industrie du *papier* le travail s'est maintenu sans variations appréciables. Dans la *papeterie*, qui compte 158 établissements syndiqués occupant 450 ouvriers, le travail a été moins abondant cette année qu'en 1907 à pareille époque; on fait 10 heures par jour pour un salaire de 0 fr. 50, 0 fr. 60 et 0 fr. 70 l'heure pour les hommes papetiers ou rogneurs; de 0 fr. 30 et 0 fr. 40 pour les petites mains sortant d'apprentissage; de 0 fr. 30, 0 fr. 35 et 0 fr. 40 pour les ouvrières papetières. Dans l'*imprimerie-typographique*, la situation laisse toujours à désirer. Dans l'*imprimerie-phototypie*, dont les 16 maisons syndiquées occupent 500 ouvriers, le travail a été moins abondant, spécialement pour la carte postale, l'uniformité de la taxation des lettres et des cartes postales ayant fait tort à ces dernières; on faisait de 50 à 60 heures par semaine fin septembre, et les salaires seraient en légère hausse. Chez les fabricants de *plaques et papiers photographiques*, au nombre de 13 occupant 1,820 ouvriers, le travail a été en diminution sur le 3^e trimestre correspondant de 1907 ainsi que sur le 2^e trimestre 1908; un établissement a fermé. Dans les *toiles cirées*, qui comptent 12 maisons syndiquées occupant 1,800 ouvriers, travail également moins abondant comparativement à 1907, pareille époque, mais état général un peu plus satisfaisant; on faisait de 48 à 60 heures par semaine, suivant les maisons, fin septembre.

Dans la *confection*, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et sa durée a été plutôt en diminution comparativement au 2^e trimestre 1908. Chez les *tailleurs*, on ne faisait que de 6 à 7 heures de travail par jour, fin septembre. Dans l'industrie des *faux-cols*, même constatation quant au peu d'activité du travail. Chez les fabricants de *couvertures et molletons de laine*, au nombre de 10 syndiqués, occupant 2,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, en raison de la crise industrielle et de la température : on ne faisait plus que 50 heures fin septembre. Dans la fabrication des *corsets*, augmentation de travail, vu la reprise saisonnière, par rapport au 2^e trimestre 1908, et activité à peu près analogue comparativement au 3^e trimestre 1907. Même remarque pour

(1) Les réponses ci-après analysées émanent de syndicats patronaux ayant leur siège dans le département de la Seine, mais dont la circonscription n'est pas toujours limitée à ce département.

la chapellerie pour dames, dont les 40 maisons syndiquées occupent de 1,000 à 1,200 ouvriers. Le personnel, en grande partie étranger, gagne de gros salaires au moment de la saison active, ce qui lui permet de supporter facilement la période de chômage correspondant à la morte-saison. Dans les *bateaux-lavoirs*, au nombre de 17 syndiqués, occupant 54 ouvriers ou ouvrières, on faisait 72 heures par semaine; le travail aurait été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque. Dans l'industrie des *cordages*, qui compte 4 établissements syndiqués occupant 150 ouvriers, le manque d'écoulement maintenant le trop-plein des stocks, il en est résulté une diminution d'un dixième de la durée du travail par rapport au 2^e trimestre.

Dans l'industrie du *billard*, dont les 33 maisons syndiquées occupent 700 ouvriers, les commandes auraient été bien moins nombreuses qu'en 1907 à pareille époque; on fait en moyenne 40 à 45 heures de travail par semaine pour un salaire de 0 fr. 90 l'heure. Dans la *sparterie*, il n'y a aucun changement par rapport au 2^e trimestre. Dans l'industrie des *parapluies*, qui compte 11 établissements syndiqués et 3,000 ouvriers, il y a eu moins d'activité qu'en 1907 au 3^e trimestre; comparativement au 2^e trimestre 1907, la durée du travail aurait plutôt baissé.

Dans l'industrie des *chaussures*, moins d'activité qu'en 1907 à pareille époque, et *statu quo*, par rapport au 2^e trimestre 1908; la main-d'œuvre serait en excès.

Dans la *faïencerie*, la durée du travail tendait à diminuer par rapport au précédent trimestre, et son activité a été moindre qu'en 1907 à pareille époque. Dans la *verrerie à bouteille*, il y a eu du chômage dans le Nord; dans le Centre, deux établissements, qui occupaient de 400 à 450 ouvriers, ont fermé. Le travail par équipes de 8 heures est généralement adopté dans les verreries à bouteilles.

Dans l'*entreprise*, qui compte 40 établissements syndiqués occupant 6,000 ouvriers, les travaux publics ont été un peu plus abondants qu'en 1907 à pareille époque, mais les travaux particuliers beaucoup moins; la durée normale du travail est de 10 heures; des essais de 9 heures ont été tentés, mais ne semblent pas avoir réussi à cause du chômage provenant des intempéries; la main-d'œuvre, vu la quantité extraordinaire de chantiers ouverts actuellement dans Paris (métropolitain, égouts, etc.), serait insuffisante. Dans les *transports*, qui comptent 110 établissements syndiqués et 1,200 ouvriers, on fait en moyenne de 8 à 9 heures par jour, et les salaires seraient en hausse de 10 p. 100; l'abondance du travail a été moins grande qu'en 1907 à pareille époque, et il y aurait diminution de quelques établissements. Chez les *patrons peintres en décors (bois et marbre)*, au nombre de 19 syndiqués occupant 120 ouvriers, le travail est à peu près régulier, c'est-à-dire actif de mars à novembre et éventuel de décembre à mars. Le salaire varie entre 1 fr. 10 et 1 fr. 20 l'heure. Dans l'industrie de la *colle*, pas de changement comparativement au 2^e trimestre 1908, et moins d'activité par rapport au 3^e de 1907.

Dans les *salaisons*, qui comptent 16 établissements syndiqués occupant 550 ouvriers, on fait 70 heures par semaine; l'activité a été moins grande qu'en 1907 à pareille époque et un certain nombre d'ouvriers ont été remerciés. Dans la *brasserie parisienne*, l'abondance du travail a été approximativement la même qu'en 1907 au 3^e trimestre; les salaires sont toujours de 4, 5 à 8 francs par jour. Chez les brasseurs et entrepositaires des environs de Paris, au nombre de 162 syndiqués occupant 650 ouvriers, on fait 10 heures l'activité du travail aurait été moindre qu'en 1907 à pareille époque. Chez les fabricants de *produits analogiques*, au nombre de 41 occupant 300 ouvriers, le travail est de 9 heures et demi par jour pour un salaire mensuel de 150 à 250 francs; l'abondance du travail n'a pas sensiblement varié par rapport au trimestre correspondant de 1907.

A Courbevoie, dans l'*horticulture et jardinage*, qui occupe 250 ouvriers, on fait de 55 à 60 heures par semaine pour un salaire de 0 fr. 60 l'heure; le travail reprendra aux premiers froids. A Arcueil-Cachan, dans la *blanchisserie*, il y avait légère diminution de la durée du travail en raison des vacances; on faisait de 25 à 30 heures par semaine fin septembre.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN (3^e trimestre 1908). Dans la *filature de coton*, les mois de juillet et d'août ont été très calmes pour les cotons filés, mais en septembre un abaissement très considérable du prix des filés a permis la conclusion d'affaires assez importantes. Dans le *tissage de coton*, la situation a été mauvaise pendant le 3^e trimestre, et dans beaucoup d'usines le chômage a été d'un jour par semaine; l'importance de quelques affaires en perspective était de beaucoup inférieure à celle de la production

même réduite du tissage. Dans l'indienne, tous les établissements ont chômé et l'on évalue le déchet de production à 5 p. 100.

Dans les *ateliers de construction*, le trimestre a été très calme; toutefois les ateliers de chaudronnerie ont eu une marche assez active et les ordres en cours offraient du travail tout au moins pour une partie des mois d'hiver.

Dans la *tannerie*, dont la situation était jusque-là déplorable, une orientation nouvelle du marché s'est produite en juillet sous l'influence d'achats pour compte américain, laquelle a amené pour cette industrie une abondance de commandes peu en rapport avec la saison. On en espérait une bonne période d'hiver.

Le mouvement du port pendant le 3^e trimestre a donné pour les entrées ou arrivages 973,100 tonnes de marchandises, soit 109,659 tonnes de plus qu'au trimestre correspondant de 1907 et 75,570 de plus qu'au 2^e trimestre 1908. Les sorties se sont totalisées par 70,319 tonnes, contre 78,731 en 1907 à pareille époque, et 79,598 au 2^e trimestre 1908.

D'après les syndicats patronaux : à Rouen, dans la *serrurerie*, le travail était abondant dans certains ateliers; on fait 60 heures par semaine pour un salaire moyen de 5 francs par jour; la main-d'œuvre fait défaut. Dans l'*industrie cidricole*, on fait environ 75 heures par semaine pour un salaire quotidien de 3 fr. 50 à 6 francs. Par suite d'une récolte assez abondante, on estime que le travail sera plus abondant que l'an dernier.

Dans la *filature*, qui compte 53 établissements syndiqués occupant 10,800 ouvriers et ouvrières, il n'y aurait pas eu de variation quant à l'activité du travail par rapport au 3^e trimestre 1907 et au 2^e trimestre 1908; on fait 60 heures par semaine. Dans le *tissage de coton*, qui compte 40 établissements syndiqués occupant 16,000 ouvriers et ouvrières, le travail a été un peu moins abondant comparativement à 1907, à pareille époque, et en diminution sur le précédent trimestre. On fait en général 60 heures par semaine, mais quelques établissements chômaient un jour par semaine depuis le 1^{er} juillet. Dans la *teinturerie des cotons filés*, dont les 10 établissements syndiqués occupent 700 ouvriers, on évalue de 25 à 30 p. 100 la diminution du travail sur le trimestre correspondant de 1907; on ne faisait que 40 à 45 heures par semaine fin septembre, et le chômage ramenait les salaires à 35 ou 40 francs par quinzaine, malgré des hausses partielles de salaires de 0 fr. 25 à 0 fr. 50 par journée de 10 heures. La main-d'œuvre serait très rare et ne compterait guère que des manœuvres, à défaut d'ouvriers. Dans l'*imprimerie*, la marche était normale; on fait 54 heures par semaine.

Au Havre, dans la *construction mécanique*, il y avait grande pénurie de travail, et l'on estimait à 50 p. 100 la diminution de la production dans les grands chantiers par rapport à l'activité normale. Dans l'*horlogerie-bijouterie* de détail il n'y a pas eu de variation.

D'après le conseil de prud'hommes d'Elbeuf, le chômage dans le *tissage*, la *teinture* et la *filature*, était évalué à 35 p. 100; l'activité était complète dans les différentes parties du bâtiment et dans la *chaudronnerie* et la *métallurgie*.

D'après le conseil de prud'hommes de Darnetal, il y avait peu de chômage dans le *tissage* et *filature*, dans la *teinturerie*, *impressions* et *grattages*; la situation était également passable pour les *industries diverses*, la *construction des machines*, et le *bâtiment*, malgré un chômage évalué à 40 p. 100 de l'effectif. Dans les petits métiers toujours un peu de chômage.

Seine-et-Marne. — A Melun, dans le *bâtiment*, dont les 190 entreprises syndiquées occupent 1,200 ouvriers, travail moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on fait de 58 à 60 heures par semaine pour un salaire de 0 fr. 60 l'heure. A Nemours, dans la même corporation, on faisait un maximum de 60 heures, fin septembre; le travail était un peu en diminution sur 1907 à pareille époque.

Seine-et-Oise. — D'après le conseil de Versailles, l'activité de travail a été moyenne pendant le 3^e trimestre 1908; le chômage était évalué à 1/20^e de l'effectif; on faisait 10 heures de travail; le bâtiment faisait encore 11 heures.

D'après les syndicats patronaux : à Versailles, chez les *marchands-tailleurs*, au nombre de 20 occupant 80 ouvriers, on fait 60 heures en moyenne par semaine; le travail aurait été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1907. A Saint-Germain et à l'Isle-Adam, dans le *bâtiment*, il y a eu diminution d'activité par rapport à 1907, même trimestre, et par rapport au 2^e trimestre 1908. A Corbeil, également dans le *bâtiment*, il n'y avait pas de chômage et le travail était aussi abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait en

moyenne 63 heures par semaine fin septembre. A Étampes, dans la même corporation, il n'y a pas eu de changement par rapport au 2^e trimestre. Dans la *meunerie* le travail a été moins abondant par rapport à 1907, même trimestre, et égal comparativement au 2^e trimestre 1908. A Rancy, dans l'*horticulture*, moins d'activité qu'en 1907 même époque, et diminution de la durée de travail par rapport au 2^e trimestre à cause de la température; on faisait de 50 à 60 heures par semaine fin septembre pour un salaire de 0 fr. 60 l'heure. La main-d'œuvre se fait rare. A Rueil, dans la *blanchisserie*, qui compte 123 maisons syndiquées occupant 2,700 ouvriers et ouvrières, la durée hebdomadaire de travail était tombée à 40 heures fin septembre par suite des vacances.

Somme. — A Amiens, chez les *tailleurs et confectionneurs en tous genres*, au nombre de 18, occupant 200 ouvriers et ouvrières, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque.

A Friville-Escarbotin, d'après le conseil de prud'hommes, on signalait fin septembre un ralentissement dans les travaux de serrurerie et dans certains articles de fonderie de cuivre; toutefois le chômage ne se faisait pas encore sentir de façon appréciable, sauf dans quelques petits ateliers qui avaient commencé à imposer le chômage à leurs ouvriers depuis une quinzaine de jours.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, dans la *bijouterie-horlogerie de détail*, on faisait 10 heures par jour en moyenne, sans variation sensible quant à l'activité de travail; les ouvriers occupés chez les patrons gagnent de 100 à 160 francs par mois. A Septfonds, dans la *chapellerie*, qui compte 20 maisons occupant 800 ouvriers et ouvrières, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on ne faisait plus que 60 heures par semaine fin septembre. La concurrence étrangère, surtout celle des chapeaux souples « riz » d'Italie, aura pour conséquence de réduire de 50 p. 100 le nombre des ouvrières couseuses occupées; seuls les ouvriers et les garnisseuses conserveront un travail moyen.

Var. — A Hyères, dans le *jardinage*, on fait 60 heures, et la main-d'œuvre manque parfois; les salaires seraient rémunérateurs sans chômage. A Vidauban, dans les *forêts*, pas de changement depuis le 2^e trimestre.

Vaucluse. — A Avignon, dans la *filature*, qui compte 23 établissements occupant 600 ouvriers et ouvrières, le travail a été 40 p. 100 moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et 50 p. 100 de moins dans le moulinage; il n'y a pas de chômage, l'usine s'arrêtant pour conserver la main-d'œuvre, qui ferait défaut au point de faire craindre pour l'avenir de la filature. Dans la *serrurerie* la situation laissait à désirer, faute de constructions; la semaine était de 60 heures fin septembre. Dans la *meunerie* moins d'activité qu'en 1907; on fait 10 heures par jour pour un salaire de 4 fr. 50. A Orange, dans le bâtiment, la durée moyenne du travail est de 40 à 45 heures par semaine; le trimestre a été moins actif qu'en 1907 à pareille époque. Chez les fabricants de *balais*, au nombre de 10, occupant 295 ouvriers ou ouvrières, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque et égal par rapport au 2^e trimestre 1908; l'ouvrier fait 55 heures par semaine, et l'ouvrière de 45 à 50 heures; les salaires seraient en hausse de 0 fr. 50 pour les hommes et de 0 fr. 75 pour les femmes, par cent balais.

Vienne. — A Poitiers, dans l'*imprimerie*, qui compte 19 maisons occupant 830 ouvriers, le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; on fait 54 heures dans l'impression et le tirage, 60 heures au clichage. Dans la *maréchalerie*, on faisait 60 heures par semaine fin septembre; l'état général de cette industrie laisserait beaucoup à désirer, aussi bien pour le patron que pour l'ouvrier.

Haute-Vienne. — D'après le conseil de prud'hommes de Limoges, le malaise est général dans l'industrie et rare l'activité; le chômage complet était évalué à 45 p. 100 dans la porcelaine; d'autre part 25 p. 100 des ouvriers ne faisaient qu'une demi-journée, et 35 p. 100 étaient occupés à peu près régulièrement. Dans la *chaussure*, 40 p. 100 de chômage; dans le *bâtiment*, 30 p. 100; dans la *tannerie*, 10 p. 100; dans la *boulangerie*, 15 p. 100. Les imprimeurs et les sabotiers ne comptaient pas de chômeurs.

D'après des syndicats patronaux : à Limoges, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque. Dans la *serrurerie*, même remarque quant à l'activité du travail par rapport au 3^e trimestre 1907; on ne faisait plus que 54 heures par semaine fin septembre; le salaire est de 0 fr. 35 à 0 fr. 45 l'heure. Dans la *maréchalerie*, même activité qu'au trimestre correspondant de 1907; on fait 60 heures par semaine; manque d'ouvriers. Chez les patrons *cordonniers* travail moins abondant qu'en 1907, même trimestre, et diminution de sa durée par rapport au 2^e trimestre 1908: on faisait 50 heures par semaine fin septembre. A Saint-Yriex, dans la *maréchalerie*, beaucoup moins d'activité que l'an dernier à pareille époque; les salaires seraient en hausse.

Vosges. — A Épinal, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant que l'an dernier au trimestre correspondant, et sa durée en diminution, vu la saison, pour les industries de plein air. Les salaires seraient en hausse.

Yonne. — A Auxerre, d'après le conseil de prud'hommes, l'état d'activité du travail a été satisfaisant et le chômage nul.

Algérie. — A Alger, dans l'*horticulture*, le travail a été plus abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait 60 heures fin septembre et les salaires seraient en hausse. La main-d'œuvre française fait défaut.

A Mascara, d'après le conseil de prud'hommes, le 3^e trimestre étant celui des vendanges, l'activité est grande à cette époque, et le chômage nul.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 décembre.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Genis-Ponilly, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *diamantaires* du pays de Gex.

A Serrières-de-Briord, pas de chômeurs chez les *tullistes*.

A Trévoux, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

2. — **Aisne.** — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *brasseurs*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tullistes* en *guipures*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs* et *tisseuses*; travail stationnaire, 62 heures, chez les *menuisiers*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; travail moins abondant, 42 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables* et *dessinateurs*.

A Chauny, pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les ouvriers des *produits chimiques*.

A Estrées, 66 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *brodeurs*.

A Guise, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Sissy, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

A Soissons, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers du *livre*.

A Vaux-sur-Laon, pas de chômeurs, 42 heures, dans le *bâtiment*.

A Villers-Cotterets, 72 heures, chez les travailleurs du *bois*.

3. — **Allier.** — A Bourbon-l'Archambault, 60 p. 100 de chômeurs, 51 heures, dans le *bâtiment*.

A Commeny, travail moins abondant, 66 heures, chez les *métallurgistes*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons* et *manœuvres*.

A Gannat, pas de chômeurs, 45 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Aubin-le-Monial, 15 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs de long*.

A Saint-Yorre, 20 p. 100 de chômeurs chez les *sourciers*.

A Vichy, travail peu satisfaisant chez les garçons *restaurateurs*, *limonadiers*.

Chez les *travailleurs agricoles* : pas de chômeurs à Bressolles, Buxières-les-Mines, Chemilly, Meillard, Mercy, Molinet; travail passable à Neuilly-le-Réal; pas de chômeurs à Saligny; 2 p. 100 à Tronget.

Chez les *bûcherons* : 46 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; 52 p. 100 à Couleuvres; 11 p. 100 de chômeurs à Franchesse; pas de chômeurs à Isles et Bardais; travail plus abondant à Monbeugny; pas de chômeurs à Pouzy-Mézangy; pas de chômeurs à Saint-Voir; 33 p. 100 de chômeurs à Vaumas; pas de chômeurs à Ygrande chez les *fendeurs*.

Chez les *mineurs*, 54 heures, à Doyet; pas de chômeurs à Montcombroux; pas de chômeurs, 54 heures, à Montvicq; pas de chômeurs, 48 et 54 heures, à Saint-Hilaire.

4. — **Alpes (Basses).** — A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, pas de chômeurs chez les *commis*, *épiciers*, *charcutiers* et similaires; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'éclairage au gaz et à l'électricité; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du port*; chômage complet au syndicat indépendant des *travailleurs du port*; 13 p. 100 de chômeurs, 75 à 80 heures, chez les *coiffeurs*.

A Antibes, 50 p. 100 de chômeurs, 20 heures, chez les *ouvriers du port*.

A Cannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers* et *ébénistes*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Grasse, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Menton, 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *débardeurs au port*.

A Vallauris, 35 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; travail plus abondant, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeuses, 48 heures, chez les *engobeuses de poterie*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 30 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *mégissiers de rivière*; travail satisfaisant, 48 heures, chez les *menuisiers*, *charpentiers*, *ébénistes*.

A Jaujac, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ovalistes*.

A Largentière, travail satisfaisant, 59 heures, chez les *tisseurs*.

A Privas, travail moins abondant, 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Vals, 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *terrassiers* et *manœuvres* des eaux minérales.

8. — **Ardennes.** — A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Charleville, 1 p. 100 de chômeurs, 70 à 90 heures, chez les *charretiers*.

A Fumay, 1 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez les *ardoisiers-fendeurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 44 à 50 heures, chez les *ardoisiers*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Hiraumont-en-Rocroi, pas de chômeurs, chez les *mouleurs* et *métallurgistes*.

A Sedan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *camionneurs*.

Chez les *tisseurs* : 22 p. 100 de chômeurs (industrie lainière), 60 heures, à Daigny; pas de chômeurs, 60 heures, à Illy; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Sedan; 11 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, à Saint-Menges.

Chez les *métallurgistes* : pas de chômeurs, 66 heures, à Bourg-Fidèle; 2 p. 100 de chômeurs, 58 heures, à Braux; 1.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Fromelennes; pas de chômeurs, 60 heures, à Haraucourt; pas de chômeurs, 60 heures, aux Mazures.

9. — **Ariège.** — A Lavelanet, 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

A Arignac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A la Bastide-sur-Flers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

10. — **Aube.** — A Troyes, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, 7 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et plâtriers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Espérazac, 30 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers et ouvrières en chapellerie*.

A Narbonne, 25 p. 100 de chômeurs, 75 heures, chez les *boulangers*; 44 p. 100 de chômeurs, 119 heures, chez les *limonadiers-restaurateurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 66 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

En ce qui concerne les *ouvriers forestiers agricoles, cultivateurs*, etc.: 33 p. 100 de chômeurs à Argeliers; 66 p. 100 à Arnissan; 51 p. 100 à Carcassonne; 9 p. 100 à Castelnaud-d'Aude (pas de chômage au syndicat mixte des vignerons); chômage complet à Coursan; 15 p. 100 de chômeurs à Cuxac-d'Aude; 55 p. 100 à Durban; pas de chômeurs à Fabrezan; 48 p. 100 à Fraisse-des-Corbières; 60 p. 100 de chômeurs à Gruissan; pas de chômeurs à Maillac; 30 p. 100 de chômeurs à Montlaur; chômage presque complet à Peyriac-Minervois; pas de chômeurs à Pézens; pas de chômeurs à la Redorte; 27 p. 100 de chômeurs à Roubia; 30 p. 100 de chômeurs à Saint-André-de-Roquelongue; pas de chômeurs à Sainte-Colombe-sur-Guette; 62 p. 100 de chômeurs aux Salles-d'Aude; pas de chômeurs à Trèbes.

12. — **Aveyron.** — A Millau, 63 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *mégissiers et chamoiseurs*; 28 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *palissonneurs-mégissiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *teinturiers en peaux*.

A Cransac, pas de chômeurs chez les *mineurs* de l'Aveyron.

A Decazeville, 5 p. 0/0 de chômeurs, 50 à 52 heures, dans le *bâtiment*.

13. — **Bouches-du-Rhône.** — A Marseille, 24 p. 0/0 de chômeurs chez les *cuisiniers* de terre et de mer; 11 p. 100 de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *conserveurs-pâtisseries*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchers, tripiers et boyaudiers*; travail peu satisfaisant chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; 13 p. 100 chez les *employés de restaurants navigateurs*; 13 p. 0/0 de chômeurs chez les *employés d'hôtels et de restaurants*; 2 p. 0/0 de chômeurs chez les *raffineurs* de Saint-Louis; pas de chômeurs chez les *raffineurs* de la Méditerranée.

15 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers des huileries*.

13 p. 0/0 de chômeurs 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *voiliers, tentiers, bacheurs*.

39 p. 100 de chômeurs, 45 heures chez les *charpentiers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *calfat et perceurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 30 à 35 heures, chez les *tonneliers*.

5 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les *mécaniciens*.

25 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *maçons des travaux d'art publics et sous-marin*; 31 p. 100 de chômeurs, 42 à 45 heures, chez les *tailleurs de pierres tendres*; 30 p. 0/0 de chômeurs chez les *carreleurs*; 43 p. 0/0 de chômeurs, 34 heures chez les *cimentiers et gâcheurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; 8 p. 0/0 de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; 24 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *briqueurs-fumistes*.

Pas de chômeurs, 80 heures chez les *garçons cochers de place*; 14 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *représentants*; travail très satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; 2 p. 100 chez les *comptables professionnels*;

17 p. 100 de chômeurs, 70 heures chez les *machinistes des théâtres et concerts*; 11 p. 100 de chômeurs 72 heures, chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens-automobilistes*; 2 p. 100 de chômeur dans l'*enseignement privé laïque*.

A Aix, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers, pâtisseries, confiseurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *cochers*; pas de chômeurs 95 heures, chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *institutrices libres*.

A Arles, pas de chômeurs, 54 heures chez les *maçons*.

A Cassis, 4 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *carriers*.

A la Ciotat, 33 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 52 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

A Port Saint-Louis-du-Rhône, 60 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); 2 jours de chômage par semaine à Fuveau; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin.

14. — **Calvados.** — A Caen, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers, charpentiers et ouvriers en meubles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Condé-sur-Noireau, 3,7 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les travailleurs de l'*industrie cotonnière*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs-zingueurs-plombiers*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

15. — **Cantal.** — A Aurillac, pas de changement, chez les *galochiers*; 12 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

16. — **Charente.** — A Angoulême, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 21 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*.

A Cognac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; travail moins abondant, 48 heures, chez les *fabricants de caisses*; 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*; chez les *tuiliers-céramistes*, travail satisfaisant.

17. — **Charente-Inférieure.** — A Marans, 28 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers des ports*.

A Rochefort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A la Rochelle, pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les ouvriers des *engrais chimiques*.

A Saint-Séverin, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A la Tremblade, pas de chômeurs, 44 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *vanniers*.

18. — **Cher.** — A Bourges, 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 38 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans l'*habillement*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 11 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*, 40 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Charenton, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tuiliers*.

A Dun-sur-Auron, chômage complet, chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*, 63 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *maçons*.

A Graçay, travail moins abondant, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, 50 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *chaufourniers*.

A Jonet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 45 heures, dans le *bâtiment*; travail moins abondant, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, chez les *typographes*.

A Sancoins, 50 p. 100 de chômeurs, 40 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Loup, 62 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers agricoles*.

A Torteron, 40 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Vierzon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont; chômage complet à Arpheuilles; 67 p. 100 à Barlieu; 20 p. 100 de chômeurs à Blet; 10 p. 100 de chômeurs à Brécy; pas de chômeurs à Chambon; chômage complet à la Chapelle; chômage complet à la Chapelle-Hugon; 80 p. 100 de chômeurs à Charenton-du-Cher; 26 p. 100 à Cours-les-Barres; 87 p. 100 à Dun-sur-Auron; 84 p. 100 à Feux; 33 p. 100 de chômeurs à Flavigny; pas de chômeurs à Garigny; 6 p. 100 de chômeurs à Groises; travail peu satisfaisant à Grossouvre; 82 p. 100 de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Ivoy-le-Pré; 33 p. 100 de chômeurs à Jalognes; 60 p. 100 de chômeurs à Jouet-sur-l'Aubois; 50 p. 100 de chômeurs à Loye; chômage presque complet à Morlac; 14 p. 100 de chômeurs à Mornay-Berry; 70 p. 100 de chômeurs à Plon-Brouillaumon; chômage complet à Saint-Baudel; 8 p. 100 de chômeurs à Saint-Benin-d'Azy; 80 p. 100 à Saint-Eloy-de-Gy; 25 p. 100 de chômeurs à Sancergues; 28 p. 100 à Sancoins; 90 p. 100 à Sarrue; chômage complet à Thauvières; 60 p. 100 de chômeurs à Torteron; 93 p. 100 à Uzay-le-Venon; 71 p. 100 de chômeurs à Véreux; 86 p. 100 à Villiers.

19. — **Corrèze.** — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *cordonniers sur mesure*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 44 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Bort, pas de chômeurs, 36 heures, chez les *chapeliers-facteurs*.

20. — **Corse.** — A Ajaccio, 8 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*.

21. — **Côte-d'Or.** — A Dijon, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*; travail satisfaisant chez les *maitresses privées de l'enseignement ménager*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux et à Saulieu.

22. — **Côtes-du-Nord.** — A Saint-Brieuc, travail peu satisfaisant, 54 heures, au syndicat briochin de l'industrie du livre; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A Dinan, 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*.

23. — **Creuse.** — A Guéret, pas de chômeurs chez les *limonadiers restaurateurs*.

A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tapisserie*.

A Bourgneuf, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Lavaveix, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 et 66 heures, chez les *mineurs*.

A Saint-Pierre-le-Bost, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

24. — **Dordogne.** — A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

Au Bugue, pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Domme, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuliers*.

A Lanouaille, 50 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A Sainte-Capraise, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers mineurs*.

25. — **Doubs.** — A Besançon, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 49 p. 100 de chômeurs, 25 à 30 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *ouvriers en couronnes, pendants et anneaux de montres*.

A Badevel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Charquemont, travail moins abondant, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Verrières-de-Joux, 38 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans l'alimentation; 17 p. 100 de chômeurs chez les *ouvrières en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs sur bois*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *bijoutiers*; travail stationnaire, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 17 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons, aides-maçons et terrassiers*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *coiffeurs*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriers*.

A Romans, pas de changement chez les *cordonniers*.

A Saint-Resitut, 62 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*.

27. — Eure. — A Beaumont-le-Roger, pas de chômeurs chez les *bûcherons de la forêt*.

A Evreux, pas de chômeurs, 60 heures, à l'Association textile; 48 heures, à l'Union indépendante des *tissus*.

A Vernon, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *carriers*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Dreux, travail peu satisfaisant chez les *cordonniers*.

29. — Finistère. — A Audierne, 38 p. 100 de chômeurs, chez les *ferblantiers-boitiers*. A Concarneau, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*; 85 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Douarnenez, travail moins abondant chez les *marins pêcheurs* du quartier de Douarnenez; 35 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs de la baie*; 59 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *soudeurs-boitiers*.

A Guilvinec, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*; 50 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Saint-Guénolé, 87 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Tréboul, 44 p. 100 de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*.

30. — Gard. — A Alais, 20 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*.

A Aramon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vanniers*.

A Bessèges, 1,5 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *mineurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 64 heures, chez les *verriers*.

A Lasalle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs de soie*.

A Montardier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Quissac, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, travail moins abondant, 60 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soie*.

A Saint-Jean-du-Gard, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Sauve, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en bonneterie*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers en fauteuils*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 56 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 80 à 82 heures, chez les *camionneurs*.

32. — Gers. — A Auch, 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers*.

A Lectoure, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, 21 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *bouchers* et *charcutiers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glacières*.

3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs-chromistes*.

5 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *charpentiers de navires calfatés perceurs*; pas de chômeurs chez les *brossiers*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *layetiers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs. 60 heures, chez les *forgerons*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *maréchaux-ferrants*.

1,5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 30 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs et terrassiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; 66 p. 100 de chômeurs, 45 heures; chez les *ravaleurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs*.

6 à 7 jours de chômage par mois, chez les *verriers en verre blanc*.

Travail normal chez les *inscrits maritimes*; travail satisfaisant chez les *déménageurs*.

Pas de chômeurs chez les *employés en épicerie*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; travail peu satisfaisant chez les *coiffeurs*.

A Carmasac, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Libourne, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

A Mérignac, chômage complet chez les *verriers en verre blanc*.

A Nérigeau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Soulac, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Podensac.

Chez les *tonneliers*: 72 et 78 heures, à Barsac; pas de chômeurs, 72 heures, à Langon; pas de chômeurs à Saint-Pardon; 22 p. 100 de chômeurs à Vayres.

34. — Hérault. — A Montpellier, 14 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 45 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; travail peu satisfaisant, 30 heures, dans le *bâtiment*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; travail normal chez les *infirmiers*.

A Bédarieux, 23 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers, mineurs-terrassiers*, 20 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres*.

A Ganges, 27 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *bonnetiers et gantiers*.

A Graissèsac, travail satisfaisant, 59 heures, chez les *mineurs*.

A Mèze, pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; 70 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *charretiers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *matelots-borneurs*.

A Palavas, travail moins abondant chez les *pêcheurs*.

A Pézenas, pas de chômage chez les *employés*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc., 18 p. 100 de chômeurs à Aspiran; pas de chômeurs à Beaufort; 20 p. 100 à Capestang; 90 p. 100 à Cazouls-les-Béziers; 37 p. 100 de chômeurs à Marseillan; 90 p. 100 de chômeurs à Mèze; pas de chômeurs à Mudaison; 47 p. 100 de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; 66 p. 100 de chômeurs à Olonzac; chômage complet à Pézenas; 75 p. 100 de chômeurs à Sérignan; 66 p. 100 de chômeurs à Servian; 37 p. 100 à Valros.

35. — Ile-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *écrivains dessinateurs lithographes*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 15 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cochers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Fougères, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Louvigné, pas de chômeurs chez les *granitiers*.

A Paramé, 3 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les ouvriers de la *voiture*.

A Saint-Malo, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

37. — Indre-et-Loire. — Au Poinçonnet, pas de chômeurs chez les *bûcherons, carriers et journaliers*.

A Saunoy, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

38. — Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant chez les ouvrières de l'*aiguille*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *boutons*; travail satisfaisant chez les *employés*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Bourgoin, 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *manœuvres journaliers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*.

A Brignond, travail satisfaisant. 60 et 72 heures chez les *papetiers*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, pas de chômeurs chez les *gantiers*.

A Montalieu-Vercieu, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soieries*.

A Parmilieu, 51 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, 9 p. 100 de chômeurs, 68 heures 1/2, chez les *tullistes*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *ciment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, morte-saison chez les *galochiers*.

A Trept, 57 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 75 p. 100 de chômeurs chez les *chaufourniers*.

A Vienne, pas de chômeurs, 72 à 78 heures, chez les *boulangers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 20 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *charpentiers*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, dans la *métallurgie*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 et 60 heures, chez les *mouleurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Vizille, pas de changement, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Voiron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvrières du *tissage*; pas de chômage, 60 heures, chez les *ouvriers en soieries*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières de l'*aiguille*.

39. — Jura. — A Dôle, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Cinquétral, pas de chômeurs, 30 heures, chez les ouvriers en *tuyaux de pipes*.

A Fraisans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavans-Saint-Claude, 50 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *tourneurs*.

A Saint-Claude, pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les fabricants de l'*article de Saint-Claude* (pas de chômeurs au syndicat indépendant); 30 heures de travail par semaine chez les *pipiers*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Soustons, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouconniers*.

Chez les *résiniers*: pas de chômeurs à Azur; pas de chômeurs à Beylongue; pas de chômeurs à Boos; travail peu satisfaisant à Herm; pas de chômeurs à Léon; pas de chômeurs à Lévignat; pas de chômeurs à Magescq; pas de chômeurs à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Moliets-et-Maa; travail suspendu à Onesse-Laharie; travail peu satisfaisant à Riou; pas de chômeurs à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs à Saint-Vincent-de-Paul; travail peu satisfaisant à Soussons.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 57 à 66 heures, chez les ouvriers du *drap*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *marai-chers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; 26 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les travailleurs du *gaz*; pas de changement chez les *tisseurs de Beaubrun*; 33 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *battandiers*; 23 p.

100 de chômeuses chez les *couturières*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *armuriers*, 3 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens et électriciens*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux ferrants*; 55 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrasiers, mineurs, puisatiers, tubistes*; 16 p. 100 de chômeurs chez les employés de la *fabrique de rubans*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs chez les *commissionnaires publics*.

A Roanne, pas de chômeurs, 54 à 55 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; 2,3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; 2,5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs, monteurs de chaînes, jacquardiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tourneurs en poterie*.

A Russières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soie*.

A Cergne, 4 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les *ouvriers en soierie*, pas de chômeurs, 60 heures, pour les *tisseurs à la mécanique*, et 10 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *tisseurs à bras*.

A Chazelles, 2 p. 100 de chômeurs chez les *chapelières*.

A Panisnières, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Genest-Lerpt, 5 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 45 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Sainte-Sigolène, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers*.

A Yssingaux, 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 31 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*.

A Châteaubriand, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Nazaire, pas de chômeurs, 52 heures, dans le port, et 63 heures à la mer, chez les *mécaniciens-navigateurs du commerce*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines de navires*.

A Trignac, pas de chômeurs, 60 et 78 heures, chez les *métallurgistes*.

45. — Loiret. — A Orléans, 20 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*, travail moins abondant chez les *limonadiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 à 64 heures, chez les *coupeurs, tailleurs et chemisiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Montargis, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *jardiniers*; 5 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, à Autry-le-Châtel; 62 p. 100 de chômeurs à Batilly; pas de chômeurs à Chevilly; pas de chômeurs à Cerdon; 52 p. 100 de chômeurs à Dammarie-en-Puisaye; 81 p. 100 de chômeurs à Faverelles; pas de chômeurs à Sully-sur-Loire.

46. — Lot. — A Cahors, 16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*ameublement*; 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures,

chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du cycle et de l'automobile*.

A Casteljalous, 21 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*.

A Lavardac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouclionniers*.

A Marmande, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*.

A Mezin, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *bouclionniers*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, à Andrezé; pas de chômeurs à la Saguinière; pas de chômeurs à Saint-Léger; pas de chômeurs à Saint-Philibert-en-Mauges; 10 p. 100 de chômeurs à la Tessoualle.

50. — Manche. — A Cherbourg, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers et ouvrières en pelleteries*.

A Reims, 12 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; travail satisfaisant, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes, papetiers, relieurs*; pas de changement chez les *textiles*; 15 p. 100 de chômeurs, 45 heures, dans l'*industrie lainière*; 28 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *trieurs de laine*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mécaniciens*; 37 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 40 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *cochers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Ay, chômage général chez les *vignerons*.

A Courlandon, pas de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Cumèry, pas de chômeurs chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de changement chez les *employés de la ganterie*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Bussièrès-les-Beumont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

53. — Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du livre*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers-relieurs*; pas de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *décorateurs sur verre*; pas de chômeurs, 72 et 78 heures, chez les *garçons de magasin livreurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*.

A Lunéville, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cousances-aux-Forges, 3 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lérrouville, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

A Stenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

56. — Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

A Bono, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Palais, pas de chômeurs chez les *inscrits maritimes*.

A Plouhinec, 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Port-Louis, travail passable chez les *marins-pêcheurs*.

A Sauzon, 92 p. 100 de chômeurs, chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Rochefort-en-terre, travail peu satisfaisant chez les *ardoisiers*.

57. — Nièvre. — A Cercy-la-Tour, 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Cossaye, chômage complet dans le *bâtiment*.

A la Charité-sur-Loire, pas de chômeurs, dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; 56 p. 100 de chômeurs, dans le *bâtiment*.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Raveau, 44 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en limes*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: 50 p. 100 à Annay; 57 p. 100 à Arquian; 75 p. 100 à Azy-le-Vif; pas de chômeurs à Bitry; pas de chômeurs à la Celle-sur-Nièvre; pas de chômeurs à la section de Chasnay, 89 p. 100 à la section de Raveau; pas de chômeurs à la section de Vielmanay; 80 p. 100 de chômeurs à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs à Cessy-le-Bois; pas de chômeurs à Champlemy, pas de chômeurs à Champvert; pas de chômeurs à la Chapelle-Saint-André; chômage complet à Charrin; pas de chômeurs à Colméry; pas de chômeurs à Cossaye 78 p. 100 de chômeurs à Devay; pas de chômeurs à Donzy; travail plus abondant à Druy-Parigny; pas de changement à Entrains; chômage complet à Fours; pas de chômeurs à Guipy; 21 p. 100 de chômeurs à Limon; pas de chômeurs à Lormes; 45 p. 100 de chômeurs à Magny-Cours; pas de chômeurs à Menestreau; 83 p. 100 de chômeurs à Montambert; 50 p. 100 de chômeurs à Montaron; 80 p. 100 de chômeurs à Montigny-aux-Amognes; pas de chômeurs à Nannay; pas de chômeurs à Nolay; chômage complet à Pazy; 37 p. 100 de chômeurs à Perray; travail moins abondant à Prémery, chômage complet à Préperché; travail satisfaisant à Saint-Amand; pas de chômeurs à Saint-Bonnot; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; chômage pas de chômeurs à Saint-Léger-des-Vignes; pas de chômeurs à Saint-Marc; 17 p. 100 de chômeurs à Saint-Martin-d'Heuille; pas de chômeurs à Sardy-les-Epiry; chômage à Sichamps; 90 p. 100 de chômeurs à Verneuil.

58. — Nord. — A Lille, 21 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 57 heures et demie chez les *ouvriers de l'industrie du livre*; pas de chômeurs, 50 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); 15 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Eloi; 10 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *bitumiers et similaires*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en pierres blanches*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres bleues*; 4 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *desinateurs*.

A Armentières, pas de chômeurs, 59 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 50 et 60 heures au syndicat mixte de l'*industrie textile*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Bondues, travail plus abondant, 50 heures chez les *lingères*.

A Cambrai, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 65 heures, chez les *mouleurs*.

A Caudry, 13 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *tullistes*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

A Ferrière-la-Grande, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Fourmies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs*.

A Gussignies, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *marbriers à la cheminée*.

A Halluin, 6 p. 100 de chômeurs, 50 à 56 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Haumont, 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *métallurgistes*.

A Jeumont, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *carriers, tailleurs de pierres*.

- A Loon-Plage, chômage complet chez les *ouvriers des machines à battre le grain*.
A Louvroil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.
A Marpent, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.
A Onnaing, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.
Au Quesnoy, pas de chômeurs, 76 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.
A Roubaix, 10.9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *chambre syndicale textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ourdisseurs*; 23 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 35 p. 100 de chômeurs, 64 heures, chez les *mouleurs*; travail passable chez les *coiffeurs*.
A Sin-le-Noble, pas de chômeurs chez les *mineurs*.
A Sous-le-Bois, 8 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures dans la *métallurgie*.
A Tourcoing, pas de chômeurs chez les *ouvriers des tapis en grosse moquette*; 37 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-couvreurs*.
A Valenciennes, 4 p. 100 de chômeurs, 72 à 74 heures, chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 38 p. 100 de chômeurs, 42 à 45 heures, chez les *peintres*.
A Vicogne, 2 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *mineurs*.
A Villers-Sire-Nicole, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.
Chez les *tisseurs*: travail peu satisfaisant à Avesnes-le-Sec; pas de chômeurs, 70 heures, à Bévillers; travail satisfaisant à Bondues; travail satisfaisant à Boussières; pas de chômeurs à Briastre; 25 p. 100 de chômeurs à Carnières; travail plus abondant à Fourmies; 0.6 p. 100 de chômeurs à la Gorgue; 6 p. 100 de chômeurs, 45 à 56 heures, à Halluin; travail peu satisfaisant à Haspres; pas de chômeurs, 59 heures, à Hazebrouck; 1.7 p. 100 de chômeurs, 59 à 60 heures, à Houplines; pas de chômeurs, 60 heures, à Nieppe; 10 p. 100 de chômeurs à Roncq; travail satisfaisant à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 42 p. 100 de chômeurs à Saulzoir; travail satisfaisant à Seclin; 63 p. 100 à Villers-en-Cauchies.
59. — Oise. — A Beauvais, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.
A Corbeil-Cerf, travail peu satisfaisant chez les *tabletiers*.
A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés*.
A Cuisse-la-Motte, 6 p. 100 de chômeurs chez les *jumelliers*.
A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.
A Hermes, 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, dans les *scieries mécaniques*.
A Longueil-Anel, 5 p. 100 de chômeurs chez les *pilotes de l'Oise*.
A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.
A Senlis, travail satisfaisant chez les *typographes*.
A Saint-Crépin-Ibouwillers, travail peu satisfaisant chez les *tabletiers*.
60. — Orne. — A Flers, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; travail normal, 63 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers et similaires*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *zingueurs-plombiers*.
A Arques, 45 p. 100 de chômeurs, 30 à 50 heures, chez les *terrassiers et carriers*.
A Blendecques, pas de chômeurs chez les *papetiers*.
A Boulogne-sur-Mer, 24 p. 100 de chômeurs chez les *déchargeurs réguliers*.
A Calais, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *perceurs de cartons*, 8 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.
A Lens, pas de chômeurs chez les *mineurs*.
A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *confiseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.
A Thiers, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés*.
A Volvic, 45 heures, chez les *carriers et tailleurs de pierre*.

63. — Pyrénées (Basses). — A Pau, 18 p. 100 de chômeurs, 81 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*.

A Bayonne, 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs*.

A Guéthary, 70 p. 100 de chômeurs chez les *gens de mer*.

64. — Pyrénées (Hautes). — A Tarbes, 10 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 51 et 60 heures chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les *peintres*; travail satisfaisant chez les *employés*; pas de chômeurs dans l'enseignement privé.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 19 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; 7 p. 100, 54 heures, chez les *maçons*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *espadrilliers-tréperisteurs*.

A Lesquerde, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Ria, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des hauts-fourneaux*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs chez les *cercliers*.

A Taurinya, 7 p. 100 de chômeurs, chez les *mineurs*.

A Velmanya, 40 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *mineurs*.

A Vernet-les-Bains, 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*, 21 p. 100 de chômeurs à Canet; 17 p. 100 à Canobès; 87 p. 100 à Clairac; pas de chômeurs à Corneilla del Vercol; 17 p. 100 de chômeurs à Espira de l'Agly; ; pas de chômeurs à Montner; 68 p. 100 de chômeurs à Pézilla-de-la-Rivière; 80 p. 100 de chômeurs à Rivesaltes; 40 p. 100 de chômeurs à Salses; travail moins abondant au Soler; 4 p. 100 de chômeurs à Villeneuve-de-la-Raho.

66. — Rhin (Haut). — Territoire de Belfort. — A Belfort, pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie textile.

67. — Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs, 51 heures chez les *mineurs*; 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *bouviers*.

Pas de chômeurs chez les *photographes*.

2 p. 100, 54 heures, chez les *typographes*.

Pas de chômeurs, 60 heures chez les *coupeurs-brocheurs*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs* (un certain nombre de chômeurs dans le *velours*); 4 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *tullistes en dentelles*; 15 p. 100 de chômeurs, chez les *coupeurs-chemisiers*; 22 p. 100 de chômeurs, 30 à 60 heures, chez les *chapeliers*; 15 à 20 p. 100 chez les *imprimeurs sur étoffe*.

47 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 60 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *sculpteurs sur bois et mouluriers*; travail moins abondant chez les *peintres décorateurs ornemanistes*; travail moins abondant chez les *tôliers fumistes*.

3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en céramique*.

4 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*.

Moins de 1 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de commerce*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *emballeurs*; pas de changement chez les *employés de la soierie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *employés de commerce*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *comptables teneurs de livres*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *gardes-malades*.

A Bourg-de-Thizy, 12 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs chez les *horticulteurs, agriculteurs et jardiniers*.

A Givors, 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Grandris, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Grigny, 58 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers*.

A Thizy, 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

69. — Saône-et-Loire. — Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *cuivre*.

A Montceau-les-Mines, 2 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*.

A Nanton, pas de chômeurs chez les *carriers*.

70. — Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, à l'Union syndicale mancelle de l'industrie du *livre*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sablé, travail stationnaire, 65 heures, chez les *marbriers*.

A Vabre, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *travailleurs du cuir*; 1 p. 100 de chômeurs, 74 heures, dans l'*habillement*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*.

A Aix-les-Bains, 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A La Bridoire, 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*ameublement*.

Aux Échelles, pas de chômeurs chez les *garniers*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Ugine, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

72. — Savoie (Haute-). — A Allinges, 15 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

A Challonges, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

A Cluses, 27 p. 100 de chômeurs chez les *horlogers*.

A Lovagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les ouvriers *bateliers* et *carriers*.

A Rumilly, pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Thollon, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*.

A Thonon, 24 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers *jardiniers* (rue du Harlay); 1.6 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte).

8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers-viennois-pâtisseries*; 6 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *boulangers* compagnons du Nouveau siècle; 6 p. 100 de chômeurs, 84 heures, à la Société amicale des *boulangers*; 20 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la Société des *cuisiniers* de Paris; 6 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 9 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 8.2 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *pâtisseries* de la Seine; 30 p. 100 de chômeurs à l'Union laborieuse de l'*alimentation*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs des abattoirs*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *employés du pavillon des volailles*; 3 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *employés du pavillon de la marée*.

2.3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail plus abondant chez les ouvriers de la Chambre syndicale *typographique*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du *livre*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes indépendants*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*, 14 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs de journaux*; 3 p. 100 de chômeurs, à l'union *lithographique*; 0.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes indépendants*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *phototypistes*; 1.5 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *stéréotypistes-galvanoplastes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers-régisseurs*.

9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *selliers*; 11 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *selliers de l'article de chasse*; travail plus abondant chez les *gantiers*.

6 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; travail moins abondant chez les *coupeurs-tailleurs*; travail moins abondant dans l'*habillement*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la barre*.

22 p. 100 de chômeurs chez les *couturières*; 5 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières en *chapeaux de soie*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie feutre et paille*; 18 p. 100 de chômeurs dans la *broderie*; 5 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *blanchisseuses*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *mennisiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers de la «Solidarité»*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marqueteurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *compagnons charrons*; 5 p. 100 chômeurs, 54 heures, chez les *monteurs-étalagistes*.

10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes de la Seine*; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les chefs de service et *contremaîtres des industries métallurgiques*; 7 p. 100 de chômeurs au *syndicat indépendant des ouvriers métallurgistes*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens de l'industrie électrique*; 58 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *mécaniciens*; 78 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les ouvriers en *instruments de précision*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 6 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *tourneurs-repousseurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *soudeurs et apprêteurs de tubes en cuivre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *comptoirs d'étain*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers d'étain*; pas de changement chez les *tailleurs sur acier*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en scies*.

8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ingénieurs employés et ouvriers de travaux publics*; 30 p. 100 de chômeurs, 40 à 48 heures, dans la *maçonnerie de la pierre*; 5 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres en bâtiment*; travail satisfaisant, 42 heures, chez les *peintres-fleurs-décorateurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plombiers et similaires*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *fourniers-spécialistes*.

Pas de chômeurs, 50 heures, chez les *boucheurs à l'émeri*; 17 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *biseauteurs, polisseurs de glaces*.

7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la *Chambre syndicale indépendante des employés de l'industrie et du commerce*; 5 p. 100 de chômeurs à l'*Union fraternelle des employés*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'*Union des comptables*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; travail moins abondant chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes et dactylographes*; 6 p. 100 de chômeurs à l'*Alliance sténographique*; travail plus abondant chez les *femmes caissières, comptables*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *clerks d'huissiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *commis en maçonnerie*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *courtiers et représentants de commerce*; travail peu actif chez les *placiers en fleurs et plumes*; moins de 1 p. 100 de chômeurs à la *Protection mutuelle des voyageurs de commerce*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs du cycle et de l'automobile*; 4 p. 100 chômeurs chez les *dessinateurs*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; travail moins abondant, 49 heures, chez les *porteurs des halles et marchés*.

4 p. 100 de chômeurs chez les *laveurs de voitures*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres industriels*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs des transports et de la manutention*.

5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; travail moins abondant chez les *employés, gens de maison et assimilés des deux sexes*. (Bourse du travail); 4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison* (rue Lauriston); 1 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison* (le Ménage); 10 p. 100 à l'*Association des gens de maison*; travail normal chez les *gens de maison et employés de commerce de l'alimentation*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes, électriciens* (quai de Javel); 7 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes*; 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs mécaniciens électriciens automobilistes* (Bourse du travail);

22 p. 100 de chômeurs chez les *gardes-malades*; pas de chômeurs, travail plus abondant dans l'*enseignement privé*; travail plus abondant chez les *machinistes*.

A Alfortville, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *ouvriers en pompes*.

A Champigny, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Levallois-Perret, 37 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*.

A Rueil, pas de chômeurs, 42 heures, chez les *fileurs décorateurs*.

A Saint-Denis, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *graveurs sur bois pour impressions*.

A Villemonble, pas de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les *jardiniers*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *terrasiers-carriers*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel garçons restaurateurs*; 1.9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; travail médiocre chez les *tailleurs-coupeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; 0.5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

Au Havre, 12 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 61 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *granitiers*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au cabotage*; travail moins abondant chez les *cochers*; 44 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers déchargeurs*; pas de chômeurs, chez les *aides en pharmacie*.

A Bolbec, 1.2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *cotonniers*.

A Dieppe, 5 p. 100 de chômeurs, 51 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *dockers*.

A Elbeuf, 16 p. 100 de chômeurs 48 heures, chez les *maçons et plâtriers*.

A Fécamp, 2 p. 100 de chômeurs, 50 à 52 heures, chez les *ouvriers du port*.

A Sables, pas de chômeurs chez les *bûcherons* de la forêt de Roumare.

Chez les *verriers*, pas de chômeurs, 63 heures, à Incheville; pas de chômeurs, 60 heures, à Nesle-Normandeuse; pas de chômeurs, 60 heures, à Rétonval, pas de chômeurs, 60 à 63 heures, à Romesnil.

75. — Seine-et-Marne. — A Château-Landon, 6 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Coulommiers, travail moins abondant chez les *métallurgistes*.

A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Lagny (Montévrain), pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, au *syndicat mellois de l'industrie du livre*; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Melun, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *typographes*.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs, chez les *ouvriers agricoles*.

A Montereau, pas de changement chez les *faïenciers*; travail satisfaisant, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Noisiel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers chocolatiers*.

A Nemours, pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *diamantaires*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs chez les *bûcherons*, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; travail satisfaisant, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *cochers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de l'arrondissement*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *blanchisseurs*; travail moins abondant, chez les *maçons*.

A Chevreuse, 24 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

A Corbeil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers menuisiers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*.

A Mantes, pas de chômeurs dans l'industrie du livre; pas de chômeurs chez les ouvriers en instruments de musique.

A Orsay, pas de chômeurs, 48 heures, dans le bâtiment.

A Pontoise, 40 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

77. — **Sèvres (Deux-).** — A Melle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *sieurs mécaniciens*.

A Saint-Jean-de-Thouars, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

78. — **Somme.** — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs dans l'habillement; pas de chômeurs chez les *serruriers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 37 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le bâtiment; 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

79. — **Tarn.** — A Albi, 48 heures chez les *mineurs*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *chapeliers-approprieurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le bâtiment; 54 heures, chez les *maçons*; 50 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *terrasiers et manœuvres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments*.

A Castres, 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 80 p. 100 de chômeurs, 36 heures, à l'union syndicale textile, 60 heures chez les *menuisiers-ébénistes*; 12 p. 100 chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *métallurgistes*.

A Dourgne, travail satisfaisant, 48 heures, chez les *ardoisiers*.

A Graulhet, travail satisfaisant, 54 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

A Mazamet, 13 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *mégissiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *peau de mouton*; 1.8 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *fleurs de coton*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *charretiers*.

A Rabastens, 27 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — **Tarn-et-Garonne.** — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 52 heures, chez les *plâtriers*.

A Caussade, pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *chapeliers*.

A Moissac, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tuiliers*.

81. — **Var.** — A Toulon, 29 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 48 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *peintres*; 78 p. 100 de chômeurs, 26 heures, chez les *chargeurs et déchargeurs de navires*; 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A la Seyne, travail peu satisfaisant chez les *marins et pêcheurs*.

82. — **Vaucluse.** — A Avignon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Caderousse, travail satisfaisant, 48 heures, chez les *balatiers*.

A l'Isle-sur-la-Sorgue, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A Ménerbes, 26 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

83. — **Vendée.** — A la Roche-sur-Yon, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 48 heures, dans le bâtiment.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs chez les *forestiers*.

Aux Sables d'Olonne, pas de chômeurs, chez les *marins*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs aux *Épesses*; pas de chômeurs à *Évrunes*; pas de chômeurs à *Saint-Laurent-sur-Sèvre*.

84. — **Vienne.** — A *Poitiers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *sabotiers*; travail moins abondant chez les *plâtriers*.

A *Châtellerault*, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *boulangers*; 77 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*; 66 à 70 heures, chez les *maréchaux-ferrants*.

A *Chauvigny*, 54 heures, chez les *carriers*.

A *Lavoux*, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

85. — **Vienne (Haute-).** — A *Limoges*, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs-doreurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *corroyeurs*; 26 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 à 70 heures, dans le *habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; 37 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *terrassiers-manœuvres*; 55 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaine*; pas de changement chez les *ouvrières porcelainières mixtes*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A *Chalus*, pas de chômeurs chez les *feuillardiers*.

Au *Dorat*, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A *Dournazac*, 34 p. 100 de chômeurs chez les *feuillardiers*.

86. — **Vosges.** — A *Épinal*, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A *Remiremont*, pas de chômeurs chez les *employés*.

A *Gérardmer*, 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A *Anould*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des papeteries*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs, 60 heures, à *Épinal*; pas de chômeurs à *Aumontzey*; pas de chômeurs à *Fresse-sur-Moselle*; pas de chômeurs à *Gérardmer*; pas de chômeurs à *Remiremont*; pas de chômeurs à *Saint-Léonard*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à *Saint-Maurice-sur-Moselle*; pas de chômeurs, 60 heures, au *Val d'Ajol*.

87. — **Yonne.** — A *Sens*, 3 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 48 heures, chez les *maçons*.

A *Treigny*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à *Bléneau*; pas de chômeurs à *Fontenailles-sous-Andryes*; chômage complet à *Lavau*; 66 p. 100 de chômeurs à *Mézilles*, 23 p. 100 de chômeurs à *Moutiers*; pas de chômeurs aux *Ormes*; pas de chômeurs à *Perreux*; 31 p. 100 de chômeurs à *Sept-Fonds*; 32 p. 100 de chômeurs à *Saint-Fargeau*; 54 p. 100 de chômeurs à *Saint-Sauveur-en-Puisaye*; pas de chômeurs à *Sommecaise*; pas de chômeurs à *Treigny*.

88. — **Algérie.** — A *Alger*, pas de chômeurs chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *employés en quincaillerie*.

A *Mustapha*, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *charpentiers*.

A *Constantine*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers*; 9 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *limonadiers*; 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur métaux*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; 8 p. 100 chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cochers et charretiers*, 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant l'année 1908 :

	1908.	1907.	AUGMENTATIONS en 1908.	DIMINUTIONS en 1908.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	920,104	1,038,141	"	118,037
Matières nécessaires à l'industrie.....	4,020,225	4,013,292	6,933	"
Objets fabriqués.....	1,150,513	1,171,529	"	21,011
TOTAUX.....	6,090,842	6,222,957	6,933	139,048
DIMINUTION en 1908.....				132,115
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	735,913	746,899	"	10,986
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,475,823	1,507,634	"	81,811
Objets fabriqués.....	2,618,874	2,935,623	"	316,749
Colis postaux.....	441,344	405,952	35,392	"
TOTAUX.....	5,271,954	5,596,108	35,392	359,546
DIMINUTION en 1908.....				324,154

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,679,433,951 francs du 1^{er} janvier au 31 décembre 1908 contre 1,644,700,947 francs pendant l'année 1907, soit une augmentation de 34,733,004 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Janv. 1908.	Déc. 1908.	Janv. 1909.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	28 ^f 62	29 ^f 82	30 ^f 37
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	42 12	36 25	37 00
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	85 00	62 25	63 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	53 00	52 62	52 87
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	79 00	71 50	72 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	74 37	57 25	62 00
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	176 00	152 50	153 50
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	"	"	"
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	170 00	171 25	164 00
Étain Banka, idem.	335 00	363 00	348 50
Plomb, livr. à Paris, idem.	43 00	39 50	39 75
Zinc, bonnes marques, idem.	54 00	57 00	57 75
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	23 12	22 32	22 82
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 50	1 58	1 61
— veau, idem.....	2 00	2 17	2 13
— mouton, idem.....	2 05	2 13	2 20
— porc, idem.....	1 70	1 44	1 40

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de décembre 1908, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 16 syndicats patronaux comptant 437 membres;
- 44 syndicats ouvriers comptant 3,427 membres;
- 3 syndicats mixtes comptant 339 membres;

et de la dissolution de :

- 19 syndicats patronaux comptant 868 membres;
- 65 syndicats ouvriers comptant 6,460 membres;
- 2 unions de syndicats ouvriers;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

6 en décembre, 18 en novembre, 7 en octobre, 4 en septembre, 2 en juillet, 1 en mai, 1 en janvier et 24 antérieurement au 1^{er} janvier 1908. Total : 63.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [27 novembre 1908]. — Chambre syndicale des **confectionneurs** pour hommes et enfants (section du Sud-Est) [18 membres]. Siège social : rue Cannebière, 12, MARSEILLE.

Finistère [2 février 1907]. — Syndicat des agents généraux des compagnies d'**assurances** à primes fixes et mutuelles de l'arrondissement de Brest (25 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, BREST. — [20 octobre 1907]. — Syndicat des **vétérinaires** du Finistère (20 membres. Siège social : CHÂTEAULIN. — [15 mars 1907]. — Syndicat des **mareyeurs** du Finistère (80 membres). Siège social : Usine Delou, quai Romeur, DOUARNENZ.

Pyrénées (Hautes-) [6 décembre 1908]. — Syndicat de la **boucherie** de Tarbes (18 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, TARBES.

Seine [15 juin 1908]. — Syndicat des **boyaudiers** de France (14 membres). Siège social : rue Saint Honoré, 163, PARIS. — [30 décembre 1908]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **replanissage** des départements de la Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne (? membres). Siège social : rue Bourg-l'Abbé, 2, PARIS.

Seine-Inférieure [19 novembre 1908]. — Syndicat des **laitiers** du Havre et des environs (130 membres). Siège social : café du Siècle, place Carnot, MONTIVILLIERS.

Seine-et-Oise [5 novembre 1908]. — Syndicat des **marchands laitiers** détaillants de Poissy (9 membres). Siège social : rue de Paris, 99, POISSY.

Sèvres (Deux-) [6 novembre 1908]. — Syndicat des fabricants de **chaux** des Deux-Sèvres et de la Vendée (13 membres). Siège social : COULONGES-SUR-L'AUTIZE.

Var [2 novembre 1906]. — Syndicat des débiteurs de **boissons** de la ville d'Hyères (45 membres). Siège social : avenue Alphonse-Denis, 7, HYÈRES.

Vendée [7 juillet 1907]. — Syndicat des entrepreneurs de **battage** mécanique du département de la Vendée et des départements limitrophes (42 membres). Siège social : MONTAIGU. — [11 mars 1907]. — Syndicat des **éleveurs** de la Vendée (35 membres). Siège social : place du Théâtre, 5, LA ROCHE-SUR-YON.

Vosges [8 décembre 1907]. — Syndicat des **marchands de matériaux** et bois de construction du département des Vosges (16 membres). Siège social : café du Commerce, place des Vosges, ÉPINAL. — [2 juin 1906]. — Chambre syndicale des **luthiers**, fabricants d'instruments de musique et accessoires de l'arrondissement de Mirecourt (16 membres). Siège social : Hôtel des Haïles, MIRECOURT.

Constantine [3 avril 1905]. — Syndicat des **pharmaciens** du département de Constantine (56 membres). Siège social : rue Nationale, 6, CONSTANTINE.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône [25 novembre 1908]. — Syndicats de défense des intérêts locaux des employés et experts des magasins administratifs de la **Guerre** (14 membres). Siège social : rue Girardin, 4, MARSEILLE.

Cher [4 octobre 1908]. — Syndicat des **journaliers** du Chautay (26 membres). Siège social : Mairie, CHAUTAY. — [22 novembre 1908]. — Syndicat des ouvriers **charbonniers**, dresseurs et travaux similaires de la région de La Guerche (25 membres). Siège social : LA GUERCHE. — [1^{er} novembre 1908]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de Saint-Martin-d'Auxigny (23 membres). Siège social : aux Rousseaux, SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY.

Gironde [3 novembre 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **cimentiers** et aides-cimentiers de la ville de Bordeaux et du département (45 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Hérault [16 octobre 1908]. — Chambre syndicale des **commis** aux écritures de la ville de Montpellier (82 membres). Siège social : Bourse du Travail, MONTPELLIER. — [16 octobre 1908]. — Syndicat des **employés** vendeurs de la ville de Montpellier (106 membres). Siège social : Bourse du Travail, MONTPELLIER.

Isère [5 décembre 1908]. — Association amicale et professionnelle des **infirmiers**, infirmières et gardes-malades à domicile de la ville de Grenoble et de la région (15 membres). Siège social : rue Condorcet, 9, GRENOBLE.

Loiret [1^{er} novembre 1908]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de la commune d'Isdes (15 membres). Siège social : ISDES.

Lot-et-Garonne [25 septembre 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers-ébénistes** du département de Lot-et-Garonne (42 membres). Siège social : Bourse du Travail, AGEN.

Marne [30 septembre 1908]. — Syndicat des ouvriers **vanniers** de la ville de Reims (40 membres). Siège social : Bourse du Travail, REIMS.

Meurthe-et-Moselle [27 novembre 1907]. — Association syndicale des ouvriers de l'usine de Dieulouard (**forges** et aciéries (376 membres). Siège social : DIEULOUARD. — [23 novembre 1908]. — Société philanthropique des **coupeurs-tailleurs** de Nancy et de la région de l'Est (? membres). Siège social : rue des Dominicains, n° 46, NANCY.

Morbihan [1^{er} mai 1908]. — Chambre syndicale des **menuisiers** de la ville de Lorient (27 membres). Siège social : Bourse du travail, LORIENT. — [23 octobre 1908]. — Syndicat des **musiciens** lorientais (40 membres). Siège social : rue Carnot, 33, LORIENT.

Nièvre [1^{er} septembre 1908]. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** de Fourchambault (50 membres). Siège social : Mairie, FOURCHAMBAULT.

Nord [9 novembre 1908]. — Union des travailleurs d'Armentières et environs (**bâtiment**) (60 membres). Siège social : « Au grand Homme », rue des Douze-Apôtres, ARMENTIÈRES. — [20 octobre 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **laitiers** de la ville de Lille et des environs (36 membres). Siège social : rue Gambetta, 200, LILLE. — [8 novembre 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers **tisseurs** et similaires de Quiévy (117 membres). Siège social : Mairie, QUIÉVY. — [1^{er} juin 1908]. — Chambre syndicale ouvrière des **maçons**, manœuvres de maçons et de plafonneurs (66 membres). Siège social : Estaminet de l'Espérance, Grand'Place, WAMBRECHIES.

Orne [2 janvier 1907]. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Flers (40 membres). Siège social : rue de Domfront, 2, FLERS.

Pyrénées (Basses-) [29 décembre 1908]. — Syndicat ouvrier de l'aiguille bayonnaise entre ouvrières de l'**habillement**, métiers similaires et professions connexes (94 membres). Siège social : rue de l'Évêché, 4, BAYONNE.

Rhône [2 janvier 1908]. — Chambre syndicale ouvrière des **bijoutiers**, joailliers et similaires (100 membres). Siège social : rue Saint-Côme, 2, LYON.

Seine [13 décembre 1908]. — Association syndicale des travailleurs aveugles (**brosses** et parties similaires) (? membres). Siège social : rue de Charenton 28, PARIS. — [20 décembre 1908]. — Association des **employés** de Banque, du commerce et de l'industrie (10 membres). Siège social : rue du faubourg Montmartre, 9, PARIS. — [27 octobre 1908]. — Union syndicale des travailleurs **gaviers** de Paris et de la Seine (1000 membres). — Siège social : rue de Nantes, 7, PARIS. — [12 novembre 1908]. — Union fraternelle des ouvriers **menuisiers**, ébénistes et similaires du département de la Seine (35 membres). Siège social : rue Beaubourg, 30, PARIS. — [8 novembre 1908]. — Syndicat des ouvriers **tisseurs** et emplois similaires en sparterie du département de la Seine (25 membres). Siège social : rue Championnet, 56, PARIS. — [22 novembre 1908]. — Syndicat du personnel de la compagnie générale parisienne de **tramways** (300 membres). Siège social : rue Vandal, 15, PARIS. — [1^{er} novembre 1908]. — Syndicat des employés civils des magasins administratifs de la **Guerre** (56 membres). Siège social : rue Larmeroux, 7, VANVES.

Seine-Inférieure [19 septembre 1908]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'industrie **textile** (tisseurs, tisseuses, teinturières et toutes parties similaires de Rouen et la région (2 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN.

Tarn [20 octobre 1908]. — Syndicat indépendant des ouvriers **mégissiers** de Mazamet (65 membres). Siège social : café des Promenades, rue des Bausses, MAZAMET..

Var [31 août 1907]. — Syndicat des employés de **tramways** de la ville de La Garde (36 membres). Siège social : rue Doumet, LA GARDE. — [25 novembre 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **bouchers**, charcutiers et similaires de la ville de La Seyne (14 membres). Siège social : Bourse du travail, LA SEYNE.

Vendée [13 février 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers de la **voiture** de Challans (22 membres). Siège social : CHALLANS. — 11 août 1906]. — Syndicat **typographique** luçonnois (12 membres). Siège social : rue du Moulin-Garnier, 6, LUÇON.

Vienne (Haute-) [29 septembre 1907]. — Union syndicale des ouvriers de la **maçonnerie** et de la pierre et parties similaires du canton de Magnac-Laval (section de Droux) (13 membres). Siège social : DROUX. — [26 juillet 1904]. — Union syndicale des ouvriers de la **maçonnerie** et de la pierre et parties similaires du canton de Magnac-Laval (36 membres). Siège social : Hôtel de ville, MAGNAC-LAVAL. — [5 novembre 1907]. — Union syndicale des artistes **musiciens** de Limoges (33 membres). Siège social : avenue de Poitiers, 9, LIMOGES. — [1^{er} décembre 1907]. — Syndicat des ouvriers de l'usine de Saint-Denis-des-Murs (extraits **tannants** et odorants (75 membres). Siège social : SAINT-DENIS-DES-MURS.

Vosges. [20 octobre 1907]. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Raon-l'Étape (60 membres). Siège social : rue de la Tour, 1, RAON-L'ÉTAPE.

Yonne [27 décembre 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **forestiers** et agriculteurs de Bléneau (150 membres). Siège social : BLÉNEAU.

Alger [7 novembre 1908]. — Syndicat des **coupeurs-tailleurs** d'Algérie (16 membres). Siège social : Brasserie de l'Étoile, rue de la Liberté, ALGER.

Constantine [3 août 1907]. — Chambre syndicale bônoise des ouvriers en **bâtiment** (50 membres). Siège social : Bourse du travail. BÔNE.

3° SYNDICATS MIXTES.

Finistère [1^{er} décembre 1906]. — Syndicat professionnel des marins langoustiers (**pêcheurs**) du quartier de Camaret (13 membres). Siège social : CAMARET.

Seine [15 novembre 1908]. — Amicale du **cycle**, de l'automobile et des industries annexes (70 membres). Siège social : rue de Rome, 15, PARIS.

Vendée [4 juillet 1907]. — Syndicat professionnel des **marins-pêcheurs sardi-**
du quartier de Saint-Gilles-Croix-de-Vie (133 membres). Siège social : CROIX-DE-VIE.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Gironde [28 décembre 1900]. Syndicat des **déménageurs-emballeurs** de Bordeaux (34 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Seine [26 octobre 1907]. — Union générale des fabricants de pièces détachées et d'accessoires pour **cycles** et automobiles (37 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

Seine-et-Oise [6 septembre 1902]. — Syndicat **horticole** du canton du Raincy et communes environnantes (16 membres). Siège social : LE RAINCY.

Var [23 novembre 1903]. — Syndicat des patrons **boulangers** de Draguignan (24 membres). Siège social : café de l'Univers, DRAGUIGNAN.

Vendée [9 juin 1906]. — Syndicat des **jardiniers** de Luçon (55 membres). Siège social : Luçon. — [16 mai 1881]. — Syndicat **médical** de Montaigu (13 membres). Siège social : MONTAIGU.

Vosges [15 mars 1906]. — Comité d'essais **liniers** des Vosges (2 membres). Siège social : GÉRARDMER. — [16 mars 1905]. — Syndicat **fromager** des Hautes-Vosges (8 membres). Siège social : CRÉMANVILLERS.

Alger [15 avril 1906]. — Syndicat des entrepreneurs de **camionnage** (45 membres). Siège social : rue de Lyon, 24, ALGER. — [15 janvier 1906]. — Syndicat des **cuir**s et peaux en gros (8 membres). Siège social : rue Deval, 2, ALGER. — [15 janvier 1905]. — Syndicat des **denrées** coloniales et drogueries en gros (12 membres). Siège social : rue Deval, 2, ALGER. — [15 avril 1903]. — Syndicat des **dentistes** du département d'Alger (8 membres). Siège social : rue d'Isly, 8, ALGER. — [15 janvier 1905]. — Syndicat de **mercerie** en gros (8 membres). Siège social : rue Deval, 2, ALGER. — [9 novembre 1906]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **plomberie**, zinguerie et d'assainissement des villes d'Alger et de Saint-Eugène (20 membres). Siège social : ALGER. — [15 janvier 1905]. — Syndicat des **tabacs** en gros (4 membres). Siège social : rue Deval, 2, ALGER. — [5 février 1906]. — Syndicat général algérien des débiteurs de **tabacs** non fabricants (208 membres). Siège social : passage du commerce, ALGER. — [15 janvier 1905]. — Syndicat des **tissus** en gros (41 membres). Siège social : rue Deval, 2, ALGER. — [27 juin 1904]. — Syndicat de défense du **vin** naturel (312 membres). Siège social : rue de la Liberté, 28, ALGER. — [26 mai 1905]. — Syndicat des patrons réunis (**voitures** de place) [23 membres]. Siège social : rue de Constantine, 4, ALGER.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [29 août 1899]. — Syndicat des travailleurs de la Compagnie des **bateaux-parisiens**. (25 membres). Siège social : ISSY-LES-MOULINEAUX. — [1^{er} novembre 1898]. — Syndicat des ouvrières **blanchisseuses** et assimilées de Paris (200 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS. — [10 mars 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** (neuf et réparation) [35 membres]. Siège social : rue de Charenton, 235, PARIS.

Seine-Inférieure [25 septembre 1906]. — Syndicat des employés de l'épicerie du Havre et de la région (45 membres). Siège social : rue de Turenne, 22, LE HAVRE. — [1^{er} décembre 1903]. — Syndicat indépendant des ouvriers **serruriers** du Havre (40 membres). Siège social : Cercle Franklin, LE HAVRE. — [12 octobre 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **terrassiers**-puisatiers-mineurs du Havre et des environs (87 membres). Siège social : salle Franklin, LE HAVRE. — [3 février 1905]. — Chambre syndicale des commissionnaires-conducteurs en **bestiaux** médaillés et autorisés par la ville de Rouen (8 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — [11 janvier 1903]. — Chambre syndicale des garçons et employés **bouchers** et parties similaires de Rouen et de la région (58 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — [14 septembre 1906]. — Chambre syndicale des garçons et employés **bouchers** et parties similaires de Rouen et de la région (113 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — [9 janvier 1884]. — Union fraternelle des **cochers** du département de la Seine-Inférieure (39 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — [21 décembre 1882]. — Chambre syndicale des coupeurs-brocheurs de la **cordannerie** rouennaise (40 membres). Siège social : Bourse du travail, Rouen. — [15 mai 1906]. — Syndicat des **courtiers**, représentants et employés de commerce de Rouen (50 membres). — Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — [5 décembre 1880]. — Chambre syndicale des ouvriers **fondeurs** en fer et parties similaires de Rouen et de son arrondissement (307 membres). Siège social : rue Gessard, 50, ROUEN. — [14 janvier 1905]. — « Réveil de Rouen », chambre syndicale professionnelle des maîtres d'**hôtels**, cuisiniers, limonadiers, garçons de chambre, d'office, etc. de Rouen et de la région (200 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN. [20 août 1897]. — « L'Étoile de Rouen », chambre syndicale des maîtres d'**hôtels**, garçons restaurateurs et limonadiers, garçons de chambre et d'office de Rouen et de la région (500 membres). Siège social : rue de la Vicomté, 41, ROUEN. — [2 juillet 1897]. — Ligue syndicale des voyageurs en **liquides** de Rouen et du département de la Seine-Inférieure (56 membres). Siège social : rue de la Vicomté, 41, ROUEN. — [3 février 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux** de Rouen et ses environs (24 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — [15 décembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **horlogers** de Saint-Nicolas d'Aliermont (75 membres). Siège social : Saint-Nicolas-d'Aliermont.

Tarn [11 janvier 1905]. — Chambre syndicale des employés de la ville d'Albi (77 membres). Siège social : Bourse du travail, ALBI. — [26 juillet 1905]. — Syndicat des ouvriers **maréchaux-ferrants**, charrons, forgerons, bourrelliers et similaires de la ville d'Albi (40 membres). Siège social : Bourse du travail, ALBI. — [5 mai 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers en **métaux** et similaires d'Albi (20 membres). Siège social : Bourse du travail, ALBI. — [28 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** de la ville de Mazamet (12 membres). Siège social : café Fabre, place Gambetta, MAZAMET. — [1^{er} juin 1907]. — Syndicat des ouvriers **maçons**, terrassiers, manœuvres et similaires du canton de Saint-Amans-Soulst (18 membres). Siège social : SAINT-AMANS-SOULT. — [9 mai 1907]. — Syndicat des ouvriers **tuiliers** et similaires de Saint-Amans-Soulst (21 membres). Siège social : SAINT-AMANS-SOULT.

Var [18 juillet 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers d'**arts** et du bâtiment (20 membres). Siège social : SAINT-RAPHAËL. — [5 juin 1904]. — Syndicat des ouvriers du **port** et parties similaires de Saint-Raphaël (10 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-RAPHAËL.

Vaucluse [30 juillet 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **carriers** de Ménerbes, d'Oppède et de Lacoste (30 membres). Siège social : Café du Progrès, MÉNERBES.

Vendée [11 décembre 1906]. — Syndicat des garçons **coiffeurs** de l'arrondissement de Fontenay-le-Comte (6 membres). Siège social : Café Moderne, rue Blossac, FONTENAY-LE-COMTE. — [31 mai 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** du canton de La Roche-sur-Yon (5 membres). Siège social : boulevard Louis-Blanc, 49, LA ROCHE-SUR-YON.

Vienne (Haute-) [1^{er} avril 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **chaussures** (60 membres). Siège social : ROCHECHOUART. — [30 août 1904]. — Chambre

syndicale des ouvriers et ouvrières de l'industrie **lainière** et parties similaires de la ville de Saint-Junien (96 membres). Siège social : boulevard Gambetta, 10, SAINT-JUNIEN. — [1^{er} septembre 1901]. — Union syndicale des ouvriers **papetiers** du Limousin et départements limitrophes (100 membres). Siège social : boulevard Gambetta, 10, SAINT-JUNIEN.

Vosges [7 octobre 1905]. — Syndicat **textile** de Ban-de-Laveline (39 membres). Siège social : BAN-DE-LAVELINE. — [6 avril 1905]. — Syndicat indépendant **textile** des ouvriers de l'usine des Champs-Vannés (25 membres). Siège social : BUSSANG. — [25 avril 1907]. — « L'Avenir », Chambre syndicale des ouvriers des deux sexes de l'industrie **textile** pour Bussang et les environs (? membres). Siège social : café Parmentier, BUSSANG. — [21 octobre 1905]. — « L'Égalité » Chambre syndicale des ouvriers des deux sexes de l'industrie **textile** et similaires pour Cornimont et les environs (128 membres). Siège social : CORNIMONT. — [1^{er} janvier 1907]. — Syndicat du **bâtiment** d'Épinal (85 membres). Siège social : rue Gambetta, 27, ÉPINAL. — [1^{er} juin 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **graveurs**, moletteurs, releveurs, décalqueurs et pantographistes d'Épinal (40 membres). Siège social : rue du Boudion, 27, ÉPINAL. — [25 août 1903]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires d'Épinal (26 membres). Siège social : rue de Chantraine, 42, ÉPINAL. — [26 février 1905]. — Syndicat professionnel des ouvriers du **tissage** du Clos-de-Leil (68 membres). Siège social : Maison Briot, FRESSE-SUR-MOSELLE. — [8 août 1905]. — Association syndicale et mutuelle des ouvriers en **bois** de Neuveville-lès-Raon (La) et environs (24 membres). Siège social : NEUVEVILLE-LÈS-RAON (La). — [1^{er} mars 1907]. — Syndicat général des ouvrières et ouvriers **chaussonniers** de Neuveville-lès-Raon (La) (927 membres). Siège social : NEUVEVILLE-LÈS-RAON (La). — [10 septembre 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** des Vosges (20 membres). Siège social : rue Dauphine, 5, SAINT-DIÉ. — [4 février 1906]. — Chambre syndicale des travailleurs du **livre** (8 membres). Siège social : rue Dauphine, 7, SAINT-DIÉ.

Yonne [24 mai 1905]. — Syndicat des **terrassiers**, manœuvres et similaires de la ville d'Auxerre (65 membres). Siège social : Bourse du travail, AUXERRE. — [13 avril 1905]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Joigny (35 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, JOIGNY.

Alger [7 septembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** en chaussures indigènes d'Alger (318 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER. — [18 novembre 1906]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **cordannerie** indigènes et assimilés (50 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER. — [5 juin 1903]. — Syndicat des employés **droguistes** (32 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER. — [1^{er} mars 1902]. — Groupe amical des employés civils des établissements du Ministère de la **Guerre** dépendant de la place d'Alger (34 membres). Siège social : brasserie Bugeaud, place d'Isly, ALGER. — [12 décembre 1904]. — Syndicat des employés du **nettoyement** de la ville d'Alger (47 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER. — [12 février 1904]. — Chambre syndicale des **paveurs** et assimilés d'Alger-Mustapha-Saint-Eugène (25 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER. — [25 mars 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** et assimilés d'Alger-Mustapha-Saint-Eugène (120 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER. — [24 janvier 1907]. — Syndicat des **pointeurs** de la ville d'Alger (25 membres). Siège social : rue Lemerrier, ALGER. — [27 mars 1907]. — Union syndicale et fédérale des pointeurs, ouvriers journaliers et charbonniers des **ports** d'Alger (650 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER. — [12 octobre 1900]. — Syndicat des ouvriers des **quais** et du port d'Alger (500 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER. — [30 août 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **tapissiers** en meubles (35 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER. — [7 février 1900]. — Chambre syndicale des employés des **chemins de fer** sur routes d'Algérie (354 membres). Siège social : rue de Lyon, 8, ALGER. — [30 mars 1886]. — Chambre syndicale des ouvriers **cuisiniers-pâtisseries** de la ville de Mustapha (150 membres). — Siège social : MUSTAPHA. — [23 octobre 1903]. — Chambre syndicale d'entreprise des **maçons** français et algériens de Mustapha (35 membres). Siège social : rue Auber, 16, MUSTAPHA. — [25 mars 1901]. —

Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux-ferrants** de Mustapha (40 membres). Siège social : rue de la Tour-d'Auvergne, 24, MUSTAPHA. — [2 avril 1901]. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** (21 membres). Siège social : Bourse du travail, MUSTAPHA. — [1^{er} février 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** et tapissiers de Mustapha (25 membres). Siège social : Bourse du travail, MUSTAPHA. — [1^{er} février 1900]. — Chambre syndicale des **tailleurs de pierres** de la ville de Mustapha (15 membres). Siège social : Bourse du travail, MUSTAPHA. — [27 novembre 1898]. — Chambre syndicale des **terrassiers** de Mustapha (77 membres). Siège social : Bourse du travail, MUSTAPHA.

UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine-Inférieure [2 janvier 1901]. — Félération des chambres syndicales des ouvriers du **bâtiment** du Havre et de la Seine-Inférieure (6 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, LE HAVRE.

Seine-et-Oise [20 août 1901]. — Union des syndicats ouvriers de la région d'Argenteuil (7 syndicats adhérents). Siège social : ARGENTEUIL.

BIBLIOGRAPHIE.

OUVRAGES REÇUS PAR LA DIRECTION DU TRAVAIL

ET SOMMAIRES DES BULLETINS DES OFFICES DU TRAVAIL ÉTRANGERS *
POUR OCTOBRE 1908 ⁽¹⁾.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE OUVRIÈRE. (Office impérial de statistique, Ministère de l'Intérieur) : * « **Reichsarbeitsblatt** » (Bulletin impérial du travail.) Berlin, Karl Heyman, le numéro, 10 pfennigs. — Sommaire du n° d'octobre 1908 : Situation économique des agents techniques dans l'industrie mécanique et les industries électriques. — Les secrétariats ouvriers et offices de renseignements publics en 1907 (suite). — Enquête sur les salaires à Munich.

— Die Regelung des Arbeitsverhältnisses der Gemeindearbeiter in deutschen Städten (La réglementation des conditions du travail des ouvriers municipaux dans les villes allemandes.) — I : *Enquête sur les salaires et la durée du travail de 1902 à 1907.* — 1 vol. in-8°, 180 p., Berlin, Heymann, 1908.

⁽¹⁾ En dehors des renseignements mensuels concernant le marché du travail, les grèves, la jurisprudence, le mouvement syndical, la législation, etc., la plupart des Bulletins des offices du travail étrangers publient des articles spéciaux dont les plus importants sont mentionnés ci-dessous. — Les bulletins sont indiqués par un astérisque *.

- **Protokoll über die Verhandlungen des Beirats für Arbeitsstatistik** (Procès-verbaux des délibérations du conseil de statistique ouvrière.) — N° 22 : Résultat des enquêtes sur l'industrie des transports et sur la navigation intérieure. Berlin, novembre 1908.)

AUSTRALASIE. — **NOUVELLE-ZÉLANDE.** — **MINISTÈRE DU TRAVAIL :** * « *Journal of the department of labour* », Wellington; 3 fr. 10 par an. — Numéro d'octobre 1908 : Loyers et prix courants d'aliments d'alimentation du 29 août 1908. — Opinion d'un ouvrier anglais sur les remèdes contre le chômage. — Les industries à domicile.

- **17th Annual report of the department of labour** (17^e rapport du département du travail). 1 volume in-4°, 167 pages. Wellington, John Mackay, 1908.

NOUVELLE GALLES DU SUD. — **OFFICE DU REGISTRAR EN CHEF :** *Valuation of friendly societies of the state of N. S. Wales* (1900-1904). — 1^{er} recensement quinquennal des sociétés de secours mutuels (1900-1904). — 1 volume in-8°, 158 pages. Sydney, Imprimerie nationale, 1908.

- **Friendly societies, trade-unions, building societies and cooperative societies.** (Les sociétés de secours mutuels, les trade-unions, les sociétés d'habitations à bon marché et les coopératives.) — Rapport du registrar pour 1906. — Sydney, Imprimerie nationale, 1908.

VICTORIA. — **ADMINISTRATION DES DOUANES :** *The land acts : report for the year ending 31 decembre 1907.* — (Rapport sur l'application des lois agraires en 1907.) 1 brochure in-4°. Melbourne, Kemp, 1908.

AUTRICHE. — **OFFICE DE STATISTIQUE OUVRIÈRE.** (Ministère du commerce) : * « *Soziale Rundschau* » (Bulletin de l'Office de statistique). Vienne, Alfred Hölder, le n° 0 fr. 20. — Numéro d'octobre 1908 : Enquête sur le travail des enfants en Autriche en 1907; méthode et résultats préliminaires. — Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du Code civil sur le contrat de louage (fin). — Projet de loi sur l'émigration en Hongrie. — Les prolongations de la journée de travail en 1907. — Loi danoise du 27 mai 1908, étendant l'assurance contre les accidents aux ouvriers de l'agriculture et des forêts.

- **Arbeitsverlängerungen im Jahre 1907 in fabrikmässigen Betrieben.** (Les dérogations à la durée du travail dans les fabriques en 1907.) 1 brochure, 31 pages. Vienne, Imprimerie nationale, 1908.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS : *Statistik des Bergbaues in Oesterreich* (1906). — (Statistique des mines.) 3^e fascicule : *Les caisses minières de maladie en 1905.* — 1 volume in-4°, 160 pages. Imprimerie nationale, Vienne, 1908.

- **Statistik des Bergbaues in Oesterreich** (1907). — (Statistique des mines en 1907.) 2^e fascicule : *Conditions d'exploitation et condition des ouvriers dans les mines en 1907.* — *Statistique des sources de naphte en 1907.* — 1 volume in-8°, 368 pages. Vienne, Imprimerie nationale, 1908.

BELGIQUE. — **OFFICE DU TRAVAIL** (Ministère de l'industrie et du travail) : * « *Revue du travail* ». (Bruxelles, Vanbuggenhoudt, le n° 0 fr. 10.) — Numéro du 15 octobre : Circulaires aux présidents des fonds de chômage communaux et aux présidents des caisses de chômage affiliées aux fonds communaux.

- **Les industries à domicile en Belgique :** Volume IX : *l'Industrie de la lingerie à Bruxelles; enquête sur les salaires dans l'industrie du vêtement pour hommes.* 1 volume in-8°, 410 pages. Bruxelles, Société belge de librairie, 1908.

— **Bibliographie générale des industries à domicile.** — 1 volume in-8° de 309 pages. Dewitt, Bruxelles, 1908.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — **Annuaire statistique pour 1907.** — 1 volume in-8°, 525 pages. Établissements généraux d'imprimerie, Bruxelles, 1908.

CANADA. — **DÉPARTEMENT DU TRAVAIL :** * « **Gazette du travail.** » Ottawa, Dawson, le n° o fr. 15. — Numéro d'octobre : Procédure en vertu de la loi de 1907 sur la conciliation dans les différentes industries, en septembre 1908. — Législation ouvrière des provinces de Québec, Nouveau-Brunswick et Sakatchewan, en 1908. — Congrès des métiers et du travail.

DANEMARK. — **BUREAU DE STATISTIQUE DE L'ÉTAT :** **Danmarks Haandværk og industri ifølge tællingen den 12 Juni 1906.** — (Métiers et industries du Danemark d'après le recensement du 12 juin 1906.) 1 volume in-4°, 529 pages. Copenhague, 1908.

ESPAGNE. — **INSTITUT DES RÉFORMES SOCIALES.** (Ministère de l'Intérieur) : * « **Boletín del Instituto de Reformas sociales.** » Madrid, Minuesa de los Rios; le n° o fr. 25.) — Sommaire du numéro d'octobre : Organisation de l'inspection du travail. — Coût de la vie de l'ouvrier. — Résumé trimestriel des grèves.

FINLANDE-RUSSIE. — **ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'INDUSTRIE :** * « **Arbetsstatistik tidskrift.** » — (Revue de statistique ouvrière.) Helsingfors, Kejserliga senatens tryckeri, le n° o fr. 25. — Sommaire du numéro 4, 1908 : Les grèves en 1907. — Projet de loi finlandais sur le contrat de travail.

— **Undersökning of löneförhållandena inom tryckeri-industrin i Finland 1906.** (Enquête sur les salaires dans l'imprimerie au 1^{er} mars 1906). Helsingfors, même adresse, 1908. 1 volume in-8°, 117 pages

BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — **Arbetsstatistik, XXVI : B Understöds Kassar 4, ar 1903.** — (Statistiques ouvrières : n° XXVI : les caisses de secours en 1906.) 1 volume in-8°, 43 pages. Helsingfors, même adresse, 1908.

ÉTATS-UNIS. — **BUREAU DU TRAVAIL.** (Ministère du Commerce et du Travail) : * « **Bulletin of the bureau of labor** », n° 77, juillet 1908 (bimestriel), Washington, Imprimerie nationale. — Numéro de juillet : Salaires et durée du travail (1890-1907). — Les prix de détail des articles d'alimentation (1890-1907). — Loi sur la réparation des accidents du travail pour les ouvriers de l'État aux États-Unis. — Lois ouvrières promulguées depuis 1904 par divers États de l'Union.

OFFICE DU RECENSEMENT. (Ministère du Commerce et du Travail) : **Bulletin n° 93 : Census of manufactures (1905); Earnings of wage earners.** — (Recensement des manufactures en 1905; ce que gagnent les salariés.) 1 brochure in-4°, 179 pages. Washington, Imprimerie nationale, 1908.

— **Bulletin n° 94 : Statistics of employees.** — **Executive civil service of the United States.** — (Statistique des employés. — Les employés civils aux États-Unis.) 1 brochure in-4°, 164 pages. Washington, Imprimerie nationale, 1908.

MASSACHUSETTS. — **BUREAU DE STATISTIQUE OUVRIÈRE :** * « **Bulletin of labour.** » — Boston, Wright et Potter. — Numéro de septembre : Le marché du travail dans les industries organisées. — Liste des trade-unions de l'État.

NEW-YORK. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL : * «*Department of labour Bulletin*». (Trimestriel.) Albany, J.-B. Lyon. — Sommaire du n° de septembre : Grèves et lock-outs pendant le 2^e trimestre 1908; intervention du bureau de médiation et d'arbitrage. — L'arbitrage par des particuliers.

GRANDE-BRETAGNE. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL (Ministère du Commerce) : * «*Labour Gazette*». Londres, Veal, Chifferiel and C^e; le numéro, 0 fr. 10. — Numéro d'octobre : Les grèves et les conseils de conciliation et d'arbitrage en 1907. — Le congrès des Trade Unions. — Le travail dans les fabriques aux Indes. — Le conflit dans la construction mécanique sur la côte Nord-Est.

— **Report on changes in rates of wages and hours of labour, 1907.** (Rapport sur les modifications dans les salaires et la durée du travail en 1907.) 1 vol. in-8°, 173 pages. Londres, Darling et Son, 1908.

— **Report on strikes and lockouts, 1907.** (Les grèves et les lockouts en 1907.) 1 volume, 170 pages. Londres, Darling et Son, 1908.

ITALIE. — OFFICE DU TRAVAIL. (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce) : * «*Bolletino del l'ufficio del lavoro*». Rome, Fratelli frères; le n° 0 fr. 30. — Numéro d'octobre : Enquête sur le logement populaires à Florence. — Salaires et durée du travail dans les chemins de fer anglais. — Loi turque du 6 octobre 1908 sur les règlements des conflits dans les services publics. — Congrès international des assurances sociales. — Les progrès du contrat collectif en Allemagne. — Législation ouvrière aux États-Unis en 1907.

— **Atti del consiglio superiore del lavoro, XII sessione, giugno 1908.** (Documents du conseil supérieur du travail, XII^e session, juin 1908.) 1 volume in-8°, 226 pages. Rome, Officina poligrafica, 1908.

— **Statistica delle cooperative di produzione e di lavoro.** (Statistique des coopératives de production et de travail enregistrées au 30 juin 1908.) 1 volume in-8°, 72 pages. Rome, 1908.

— **Notizie sulle variazioni dei salari e degli orari nell'industria serica italiana, 1901-1907.** (Note sur les variations dans les salaires et la durée du travail dans l'industrie de la soie en Italie, de 1901 à 1907.) 1 volume in-4°, 169 pages. Rome, Officina poligrafica italiana, 1908.

INSPECTORAT DU CRÉDIT ET DE LA PRÉVOYANCE (Ministère de l'Agriculture, etc.) : **Annali del credito e della previdenza : Infortuni del lavoro; giurisdizione italiana, 1905.** (Annales du crédit et de la prévoyance sociale; accidents du travail; jurisprudence italienne en 1905). 1 volume in-8°, 703 pages. Rome, Imprimerie nationale, 1908.

LUXEMBOURG. — OFFICE D'ASSURANCE OUVRIÈRE (Ministère des Affaires étrangères) : **L'assurance-maladie en 1907.** 1 brochure, 55 pages. Luxembourg, 1908.

NORWÈGE. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE DU ROYAUME DE NORWÈGE : * «*Meddelelser fra det statistik central bureau*». (Journal du bureau de statistique.) Christiania, Johannes Bjornstads, n° 6 et 7, septembre et octobre 1908.

— **OFFIZIELLE STATISTIK : Fascicule 60. Arbeidslønninger, 1905.** (Gages annuels des domestiques et salaire des ouvriers en 1905.) 1 broch., 40 pages. Christiania, Aschehoug et C^e 1908.

PORTUGAL. — DIRECTION DU TRAVAIL INDUSTRIEL (Ministère des Travaux publics, du Commerce et de l'Industrie) : * « Boletim do trabalho industrial ». Lisbonne, Imprimerie nationale. — Sommaire du n° 20, 1908 : Rapport des services techniques de la 2° circonscription pour l'année 1907.

PAYS-BAS. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE : * « Maandschrift van het bureau voor de statistiek ». (Journal du bureau central.) La Haye, Belinfante; le numéro, 0 fr. 20. — Sommaire du numéro de septembre : Les fonds communaux d'assurance contre le chômage en Hollande. — La Caisse d'épargne postale. — L'inspection du travail, en 1905 et 1906.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE : *Verslagen der Kamers van arbeid over 1907.* (Opérations des Chambres de travail en 1907.) 1 volume in-8°, 636 pages. La Haye, Belinfante, 1908.

BUREAU CENTRAL D'INFORMATIONS SOCIALES : *A. Gezondheids en vacantie koloniën en Nederland.* (Les colonies de convalescence et de vacances aux Pays-Bas). 1 volume in-8°, 120 pages. Zwolle, de Erven J. J. Tijl, 1908.

SUÈDE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL (Administration centrale du commerce, de la navigation et de l'industrie) : * « Meddelanden för arbetsstatistik ». (Bulletin de statistique ouvrière.) Stockholm, Norstedt, le numéro, 0 fr. 40. — Sommaire du n° 9-10 : Les accidents du travail en 1906. — Fabriques et métiers en 1906. — Le travail des enfants dans les fabriques et les mines en 1906.

— *Arbetsstatistik : B. 5 : Registrerade sjukvårdsorsaks verksamhet, 1905.* (Les caisses de secours mutuels en cas de maladie enregistrées; opérations en 1905.) 1 volume in-8°, 134 pages. Stockholm, Beckman, 1908.

— *A. 6 : Promemoria angående arbetslösheten i Sverige hosten samt Kommunala åtgärder i anledning af arbetslöshet, 1908.* (Le chômage en Suède pendant l'automne 1908; mesures prises par les communes pour le combattre.) 1 volume in-8°, 107 pages. Stockholm, Beckman, 1908.

— *Yrkesinspektionens verksamhet, 1907.* (L'inspection des fabriques en 1907.) 1 volume in-8°, 368 pages. Stockholm, Beckman, 1908.

ERRATUM.

Dans le numéro d'août 1908, page 787, 1^{re} ligne, *lire* : l'insertion de ces clauses est obligatoire pour les marchés passés au nom de l'État; elle est facultative pour les marchés passés au nom des départements, des communes et des établissements publics.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

Pendant le mois de janvier, le chômage a diminué parmi les ouvriers viticoles du Midi en raison des soins à donner aux vignes en cette saison; dans les forêts, un grand nombre de coupes restent inexploitées, l'accord n'ayant pas encore pu s'établir entre marchands de bois et bûcherons. Dans l'horticulture de la région parisienne le travail est très satisfaisant pour l'époque.

Le chômage a sensiblement augmenté dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

En ce qui concerne l'industrie textile, l'activité reste à peu près stationnaire dans l'ensemble des centres du Nord; elle se maintient dans les Vosges; elle est toujours satisfaisante dans les petits centres de Maine-et-Loire et Vendée ainsi que dans la bonneterie à Troyes; le travail a, par contre, baissé dans les centres cotonniers normands et dans les Ardennes; il a repris un peu à Reims. Dans le tissage de soie, l'activité se maintient dans la Loire et l'Isère; elle tend à diminuer à Lyon.

Les industries du vêtement sont en morte-saison.

Dans les industries des métaux, l'activité est toujours médiocre; le chômage

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de janvier 1909. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

est de plus en plus intense chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes.

Le travail a légèrement baissé dans les industries du livre. On signale beaucoup de chômeurs dans la mégisserie à Annonay, dans la céramique à Limoges ainsi que dans la tonnellerie.

1,329 syndicats, groupant 301,895 ouvriers, ont répondu, pour janvier 1909, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,083 groupant 254,211 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 30,894, ce qui correspond à une moyenne de 12.2 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 13.5 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 11.4 p. 100; elle était de 10.9 p. 100 en janvier 1908.

L'ouvrage, pendant le mois de janvier 1909, a été jugé, par comparaison avec le mois de décembre, plus abondant, par 14 p. 100 des syndicats, groupant 19 p. 100 des syndiqués; équivalent par 48 p. 100 des syndicats, groupant 45 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 38 p. 100 des syndicats, groupant 36 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 596 syndicats, groupant 76,304 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 504 groupant 143,133 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (3,300) accuse 12 p. 100 de chômeurs contre 12 le mois dernier; ceux de Cherbourg (139) se montrent satisfaits. Sur l'Océan, la pêche est moins abondante à Douarnenez (1,845), Concarneau (650), le Palais (112); elle est assez satisfaisante à Guilvinec (410), Port-Louis (450); le Bono (156). Sur la Méditerranée la pêche est peu satisfaisante à Palavas (184); elle est au contraire plus abondante à la Seyne (110).

D'après les réponses de 68 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 9,726 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en janvier, de 14.5 p. 100 contre 22.6 le mois dernier et 19.2 en janvier 1908; la situation était considérée comme satisfaisante par 89 p. 100 des syndicats et 60 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 1,407 chômeurs, 1,236 sont signalés par 49 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 4,284 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 25.8, 32.9 et 26.1 p. 100 contre 34.6, 68 et 50.4 le mois dernier et 31.3, 32.9 et 40.1 en janvier 1908; 12 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; la taille des vignes, les fumures et les labours donnent de l'occupation aux ouvriers viticoles; le chômage a par suite diminué, mais reste néanmoins encore assez élevé par suite des intempéries et de la mévente des vins. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,317) annonce 36 chômeurs contre 36 le mois dernier et 10 en janvier 1908 : le travail est plus abondant que le mois dernier; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,135) accuse 0 contre 0 et estime le travail aussi abondant et satisfaisant.

133 syndicats de bûcherons groupant 13,080 membres accusent 39.2 p. 100 de chômeurs contre 35.7 le mois dernier et 16 en janvier 1908. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 52 p. 100 des syndicats et 44 p. 100 des syndiqués. L'entente n'ayant pas encore pu s'établir partout entre marchands de bois et ouvriers bûcherons, le chômage est plus élevé qu'il ne l'est généralement en cette saison; beaucoup de coupes restent en effet inexploitées; dans 19 syndicats, groupant 2,079 bûcherons, aucun des adhérents n'a trouvé à s'occuper; par contre, on ne signale aucun chômeur dans 4 centres sur 11 dans l'Allier, dans 3 sur 27 dans le Cher, dans 4 sur 9 dans le Loiret, dans 33 sur 50 dans la Nièvre et dans 5 sur 10 dans l'Yonne; le chômage atteint 34.3 p. 100 contre 19.1 le mois dernier dans l'Allier pour 908 syndiqués; il est de 72.1 contre 66.4 dans le Cher pour 2,643 syndiqués; de 29.4 contre 22.3 dans le Loiret pour 439 syndiqués; de 35.3 contre 40 dans la Nièvre pour 4,803 syndiqués et de 45.1 contre 37 dans l'Yonne pour 1,080 syndiqués. Dans les Landes, 15 syndicats de résiniers, groupant 1,940 ouvriers, accusent 21 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le Comité central des houillères de France, portent sur plus de 176,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de janvier 1909. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ⁽²⁾ ..	106,564	6	"	"	"	2.50	97.50
Loire.....	18,524	5.94	"	"	"	26.85	73.15
Gard et Hérault	14,944	6.01	"	"	"	2.88	97.12
Tarn et Aveyron.....	10,234	6.05	"	"	"	"	100
Provence	2,769	5.49	"	"	"	64.68	35.32
Isère	2,382	5.77	"	"	"	95.38	4.62
Ouest.....	389	5.60	"	"	28.03	"	71.97
Bourgogne et Nivernais..	10,345	6	"	"	"	3.01	96.99
Centre.....	10,422	5.98	"	"	"	2.82	97.18
ENSEMBLE pour la France.	176,577	5.99	"	"	0.06	7.21	92.73

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

⁽²⁾ Manquent les renseignements pour Aniche.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.38 le mois dernier et de 5.84 en janvier 1908. D'après les réponses de 22 syndicats, le chômage serait de 0.5 p. 100 sur un effectif de 33,751 syndiqués contre 0.4 le mois dernier pour 43,300 syndiqués et de 0.4 en janvier 1908 pour 33,889 syndi-

qués; le syndicat de Lens (26,000) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; celui de Montceau-les-Mines (4,798) en accuse 2.1 p. 100.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 12.9 p. 100 pour 24 syndicats groupant 6,633 ouvriers contre 10.9 le mois dernier et 7.1 en janvier 1908. Dans les carrières, pas de chômeurs à Thollon (260), Saulxures-sur-Moselotte (460) et Savonnières-en-Perthois (150); 46.7 p. 100 contre 4.7 le mois dernier à Porcieu-Amblagnieu (300); 75.7 contre 5.7 à Châteaueu-Landon (185); 7.2 contre 8.8 à Chevreuse (3,475); 62.5 contre 50.8 à Parmilieu (120); à Arques (100), tous les ouvriers chôment par suite de la fermeture de la ballastière; 1.9 à Volvic (207). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (330); à Fumay, 7.9 p. 100 contre 3.3 chez les ardoisiers (252) et 0 contre 0 chez les fendeurs (110).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 63 syndicats, groupant 20,538 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 13.6 p. 100 contre 11.2 le mois dernier et 9.6 en janvier 1908. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 51 p. 100 des syndicats et 29 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Bordeaux (580); les cuisiniers de Bordeaux (339) et Lyon (114); les limonadiers de Nice (1,200); les maitres-d'hôtel de Rouen (443). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les maitres d'hôtel navigateurs de Marseille (1,439); les raffineurs de sucre de Marseille (630 + 465); les confiseurs de Marseille (450); les brasseurs de Lille (110) et Tourcoing (103); les meuniers de Corbeil (112). A Paris, les garçons de cuisine (1,001) accusent 8 p. 100 contre 9; les cuisiniers de la rue Mandar (1,501), 6.5 contre 5.9; ceux de la Bourse du travail (1,500), 16.7; les pâtisseries de la Seine (1,605), 9.3 contre 8.1; les confiseurs (2,805), 2.5; les chocolatiers (420), 14.3; les boulangers de la rue des Martyrs (500), 6.8 contre 6.4; ceux du syndicat mixte de la rue Aumaire (1,157), 3.5; aux Halles, les employés de la volaille (130) accusent 3.1 contre 2.4; ceux de la marée (135), 2.2 3.7; les employés d'hôtel (250), 16.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de décembre 1908, troisième mois de la campagne 1908-1909, s'élevait à 1,297,473 hectolitres, en augmentation de 109,790 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru à la même date est évaluée approximativement à 130,000 hectolitres, soit une différence en plus de 49,000 hectolitres sur la campagne 1907-1908⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de janvier 1909, cinquième mois de la campagne 1908-1909, la quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 761,554 tonnes, en augmentation de 50,212 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 9 syndicats, groupant 2,536 ouvriers, ressort à 11.9 p. 100 contre 8.4 le mois dernier et 3.5 en janvier 1908. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Nice (360) et Reims (300). Les ouvriers des huileries de Marseille (1,300) accusent

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 janvier 1909.

Journal officiel du 13 février 1909.

23.1 p. 100 contre 15.4 le mois dernier. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (494), Wizernes (490) et de Blendecques (300) sont tous occupés. Les papetiers-régleurs (350) de Paris accusent 8.6 p. 100 contre 7.3.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 107 pour 68 syndicats groupant 4,744 adhérents, soit 2.3 p. 100; pour Paris, de 165 pour 9 syndicats groupant 5,652 adhérents, soit 2.9 p. 100. La proportion était, le mois dernier de 1.7 p. 100 pour la province et de 2.3 pour Paris; elle était, en janvier 1908, de 3.5 p. 100 pour la province, de 2.5 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 83 p. 100 des syndicats de province groupant 70 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 9 syndicats, équivalent par 33, moins abondant par 14. Il y a 1.4 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier à Nice (140); 0 contre 0 à Grenoble (177); 3.1 contre 3.7 chez les typographes (162) de Nantes et 5 chez les lithographes (100); 0 contre 0.9 à Dijon (112); 1.6 contre 3.2 chez les typographes (317) de Bordeaux et 8.6 chez les lithographes (175); 0 contre 0 à Amiens (200); 4.2 contre 3.4 chez les typographes (350) de Lille et 2.9 contre 2 chez les lithographes (140); 3 contre 2 chez les typographes (506) de Lyon; 1.7 contre 1.7 au Havre (120); 0 à Rennes (194); 7.9 à Saint-Étienne (140); 5.1 à Rouen (158).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,480) accuse 120 chômeurs contre 83 le mois dernier et 70 en janvier 1908 et estime le travail moins abondant, mais satisfaisant pour l'époque; les conducteurs typographes de la Bourse du travail (220) accusent 4.5 p. 100 contre 2.3. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (140) accuse 7.1 contre 2.9; les stéréotypers (204), 1.5 contre 1.4.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 11 syndicats, groupant 2,189 ouvriers atteint 17.6 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 16 le mois dernier et 44 en janvier 1908. A Annonay, les mégissiers de rivière (600) ont 40 p. 100 de chômeurs contre 30 le mois dernier, avec une semaine de 30 heures; les palissonneurs (340) en ont 20 p. 100. A Mazamet, les mégissiers (110) accusent 0 p. 100 contre 13.6; les pelletiers de Paris (200) en ont 20 p. 100.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 4.3 p. 100 pour 13 syndicats groupant 742 ouvriers contre 5.2 le mois dernier et 4.8 en janvier 1908. Les coupeurs de Lyon (110) sont tous occupés 60 heures; les ouvriers en chaussures du Quesnoy (700) n'ont pas de chômeurs et font 76 heures; les sandaliers de Mauléon (120) font tous 60 heures.

19 p. 100 chez les selliers militaires de Marseille (210).

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage d'après les réponses de 91 syndicats, groupant 36,834 adhérents, était de 2,587, soit 7 p. 100 contre 7.4 le mois dernier et 8.4 en janvier 1908.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (10,826), il y aurait 6.5 p. 100 de chômeurs contre 10.9 le mois dernier et 7.2 en janvier 1908, la semaine est de 60 heures et la situation est estimée non satisfaisante. A Tourcoing, les tapissiers en grosse moquette (145) accusent 0 contre 0. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,530), il n'y aurait pas de chômeurs, la semaine serait de 60 heures et le travail serait stationnaire; le syndicat ouvrier

de l'industrie textile (1,957) accuse 8 p. 100 et une semaine de 40 à 60 heures, il y aurait surtout chômage dans les filatures: les tisserands (320) accusent 0.9 et 60 heures; les fileurs de lin (140), 2.9 et 60 heures. A Armentières, un syndicat ouvrier (2,005) accuse 0 chômeur contre 0 et 59 heures; l'autre syndicat (1500) estime le travail plus abondant; le syndicat mixte (1,790) accuse 0 chômeur contre 0 et 50 à 60 heures. A Houplines (1,479), il y a 1.7 p. 100 contre 1.7, la semaine est de 55 à 60 heures, la situation s'améliore; à Halluin (1,075), le chômage est de 8 p. 100 contre 6 et la semaine est de 38 à 54 heures: la crise a repris; 0.2 contre 0 à Hazebrouck (581) et 59 heures: le travail est un peu plus abondant; 0.6 contre 0.6 à la Gorgue-Estaires (704) et 60 heures; 61 à Bousières (115); 33 à Quiévy (166); 0 à Avesnes-les-Aubert (350); 40 à Avesnes-le-Sec (150); 10 contre 10 à Roncq (175); 0 contre 0 à Saint-Hilaire-les-Cambrai (100); 66.6 contre 63.2 à Villers-en-Cauchies (150). Pour l'ensemble de 27 syndicats du Nord groupant 26,065 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 5.2 p. 100 contre 6.8 le mois dernier et 8.2 en janvier 1908.

Dans les Vosges, les 6 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 2.2 p. 100 de chômeurs sur 675 syndiqués contre 0.7 le mois dernier et 0 en janvier 1908; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Épinal (115); 5. p. 100 à Saint-Dié (300).

Dans les centres normands, à Rouen (209) les ouvriers cotonniers ont 4.3 p. 100 de chômeurs contre 1.9 et font 55 heures: le travail est moins abondant; à Bolbec (250), 0.8 p. 100 contre 1.2 et 60 heures contre 56; à Flers, les ouvriers cotonniers (850) font 60 heures contre 60: les ouvriers attendent après les chaînes. A Condé-sur-Noireau (190), 2.6 p. 100 contre 3.7.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les pareurs (161) accusent 1.8 p. 100 contre 2.5 et 60 heures contre 60; les tisseurs (380), 0 contre 2.3 et 60 heures; à Bourg-de-Thizy (390) les tisseurs accusent 38.5 contre 11.8 et 55 heures; 12 contre 18 à Thizy (918) avec 60 heures contre 60.

Dans les Ardennes, à Sedan, les tisseurs (250) accusent 4 p. 100 contre 4 et 60 heures; à Floing (196), un tiers des ouvriers chôment, la morte-saison se fait plus vivement sentir cette année; 10.7 contre 10.7 à Saint-Menges (280) et 45 à 50 heures. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (356) sont tous occupés 60 heures: le travail baisse. A Reims, les travailleurs de l'industrie lainière (300) accusent 2.3 p. 100 contre 15 et 55 à 60 heures.

A Vienne (416), 40 p. 100 dans l'industrie textile et 36 à 60 heures.

Dans l'Ouest, à Romorantin (450), dans l'industrie du drap, on fait 57 heures au tissage et 60 à 66 heures dans les autres ateliers. Le travail est abondant dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et de la Vendée: pas de chômeurs à Mortagne-sur-Sèvre (234). 25 p. 100 contre 33 et 60 heures à Lavelanet (800): le travail est plus abondant. A Mazamet, 1.8 p. 100 contre 1.8 chez les ouvriers fileurs (110) et 40 à 45 heures.

Dans la bonneterie, à Troyes (300) 3.3 p. 100 contre 0, la semaine est de 60 heures: le travail est satisfaisant. A Aubusson, les tapissiers (180) accusent 1.2 p. 100 contre 0 et 60 heures: la saison est mauvaise.

Soie. — Dans la Loire, le travail se maintient: 13 p. 100 et 60 à 66 heures chez les tisseurs de Saint-Étienne (150); pas de chômeurs et 72 heures dans le tissage à bras et 60 dans le tissage mécanique à Charlieu (98); 0 à Bussières (227 + 100) et 60 heures au moins. Dans la Haute-Loire, 20 contre 18 à Sainte-Sigolène (510) et 66 heures.

Dans la région lyonnaise, la demande de métiers pour la mousseline-soie est devenue très réservée dans les usines de tissage mécanique, mais les autres genres

de tissus teints en pièce n'ont pas cessé de provoquer des ordres nouveaux; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, la fabrication diminue de jour en jour; à la campagne, les ateliers à bras sont, en partie, occupés par les mêmes articles que précédemment ⁽¹⁾. A Lyon, les tisseurs de la Croix-Rousse (472) commencent à sentir le chômage. A Grandris (120) 2.5 p. 100 contre 2.5 et 60 heures; 7.2 à Tarare (167) et 60 heures.

Dans l'Isère, le travail reste, en général, satisfaisant : 0 p. 100 contre 0 et 48 heures à Voiron (621); 25 p. 100 contre 20 à Montalieu-Vercieu (115) et 60 heures; 15 contre 0 à Saint-Geoire-en-Valdaine (400), la semaine est de 58 à 60 heures : le travail est aussi abondant. Dans le Gard, à Saint-Hippolyte-du-Fort (250), 8 p. 100 contre 4 et 60 heures. Dans l'Ardeche, les ovalistes de Jauzac (232) se montrent satisfaites. A Tours, les tisseurs (115) accusent 0 p. 100 et 60 heures : le travail a repris.

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (110) accusent 9.1 p. 100 contre 9.1 et font 68 heures et demie. Les tullistes en guipure de Saint-Quentin (101) accusent 0 p. 100 contre 2 et 56 heures : le travail est assez satisfaisant. A Caudry, les ouvriers en tulles (390) accusent 0 p. 100 contre 1 et 56 heures; les tullistes (710), 1.1 p. 100 et 35 à 50 heures : le travail est moins abondant. Les tullistes en dentelles de Lyon (140) accusent 4.3 p. 100 contre 4.3 et 58 heures. Les brodeurs de Paris (228) accusent 2.6 p. 100 contre 1.8 et 60 heures : l'activité s'est ralentie; les passementiers à la main (140) accusent 2.9 p. 100 et 38 heures : le travail est moins abondant.

Dans la teinture et l'apprêt, à Roanne, les apprêteurs (223) accusent 1.8 p. 100 contre 0.9 et 60 heures. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (300) accusent 5.7 p. 100 contre 5.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 21 p. 100 pour 20 syndicats, groupant 2,136 ouvriers, contre 16.8 le mois dernier et 10.9 en janvier 1908. Le travail est considéré comme plus abondant par 1 syndicat, équivalent par 6, moins abondant par 15. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 48 p. 100 des syndicats et 48 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-tailleurs (119) accusent 8.7 contre 4.9; les couturières (651), 28.6 contre 22. Les tailleurs de Bordeaux (157) ont 49 p. 100; ceux de Constantine (116), 20.7; les ouvriers en confections de Lille (208), 12; les couturières de Grenoble (267), 1.9; 0 contre 0 chez les ouvriers du syndicat mixte de Limoges (135).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 13.6 p. 100 pour 11 syndicats groupant 856 ouvriers contre 17.3 le mois dernier et 12.3 en janvier 1908; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (102) ont 9.8 p. 100 contre 14.7; les ouvriers en chapeaux de Paris (100), 0. A Chazelles-sur-Lyon, les chapeliers (143) accusent 1.4 p. 100; ceux d'Esperaza (260), 38.5 contre 30.

4.5 p. 100 contre 5 chez les blanchisseurs de la Seine (198).

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 36 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,990 ouvriers, est de 17.2 p. 100 contre 16.5 le mois précédent et 14.2 en janvier 1908 : la situation est estimée satisfaisante par 47 p. 100 des syndicats et 27 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers de Roubaix (390) accusent 37.2 p. 100 contre 23.1; ceux d'Armentières (115), 0; ceux de Lille (500), 30 contre 25; les travailleurs du bois d'Halluin (375), 4 contre 6; ceux de Villers-Cotterets (100), 0; les scieurs de Gommegnies

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 février 1909.

(116), 0 contre 0; ceux de Hermes (114), 3.5 contre 0.9. A Paris, les menuisiers libres (165) accusent 2.4 p. 100; les charpentiers de la rue Git-le-Cœur (107), 6.5.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 13 syndicats, groupant 789 ouvriers, est de 12.7 p. 100 contre 18.8 le mois dernier et 12.5 en janvier 1908. Les sculpteurs sur bois de Lyon (100) accusent 50 p. 100 contre 60; les ébénistes de Cannes (139), 9.4 contre 5.5; ceux de Valence (150), 10.

Chez les tonneliers, le chômage est de 27.1 p. 100 pour 11 syndicats, groupant 943 ouvriers, contre 21.4 le mois dernier et 9.2 en janvier 1908. 22.1 p. 100 contre 25 à Cognac (285); 46.7 à Aubagne (150); 40 à Boulogne-sur-Mer (170).

Dans la carrosserie, 9 syndicats groupant 403 ouvriers annoncent 2.7 p. 100 de chômeurs contre 3.8 le mois dernier et 41.4 en janvier 1908. A Paris, les charrons (150) en accusent 0 contre 1.9 le mois dernier.

Les tourneurs sur bois de Felleries (150) sont tous occupés; les ouvriers pipiers de Saint-Claude (900) n'ont pas de chômeurs, mais ne font toujours que 30 heures par semaine.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 85 syndicats groupant 16,946 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin de janvier, de 9.9 p. 100 contre 10 le mois dernier et 10.3 en janvier 1908.

35 syndicats de métallurgistes, groupant 9,042 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 7.3 p. 100 de chômeurs contre 5.1 le mois dernier et 3.4 en janvier 1908; la situation est estimée satisfaisante par 40 p. 100 des syndicats et 42 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Bourg-Fidèle (155), Guérigny (530), Imphy (195), le Creusot (1,600), Lille (170), Maubeuge (120); 8.8 p. 100 contre 8.4 à Sous-le-Bois (500); 0.4 contre 0.4 à Bourges (270); 1.9 contre 1.4 à Frommelennes (210); 8 à Fumay (250); 13.3 à Fraisans (300); 4 à Hautmont (350); 6.5 à Jeumont (185); 14.7 à Roubaix (950); 19.7 à Deville (117); 40 à Argenteuil (163).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 4.4 p. 100 pour 10 syndicats groupant 742 ouvriers contre 4.8 le mois dernier et 3.5 en janvier 1908; la situation est considérée comme satisfaisante par 67 p. 100 des syndicats groupant 57 p. 100 des syndiqués; pas de chômeurs à Bordeaux (160); 9.8 p. 100 contre 10 à Ferrière-la-Grande (235).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 4.9 p. 100 pour 19 syndicats, groupant 3,741 ouvriers, contre 4.5 le mois dernier et 2.4 en janvier 1908. La situation est considérée comme satisfaisante par 56 p. 100 des syndicats et 18 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Tarbes (109) et Chartres (105); 2 p. 100 contre 2.9 à Saint-Étienne (300); 2 contre 1.4 à Jeumont (102); 3.1 contre 5 à Tourcoing (160); 2 contre 1 à Marpent (250); 17.5 au Mans (189); 1.7 contre 4.6 à Reims (115). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 90 chômeurs sur 1,558 syndiqués contre 92 le mois dernier et 56 en janvier 1908; les tourneurs-robinetiers (185) en accusent 1.6 p. 100.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,542) accusent 124 chômeurs contre 121 le mois dernier et 63 en janvier 1908; 47 p. 100 contre 28.5 chez les horlogers de Cluses (160); 26.7 chez les lunettiers de Morez (150); 1.9 chez les bijoutiers de Lyon (107).

Chez les ferblantiers-boîtiers, le chômage est de 73.9 p. 100 pour 6 syndicats groupant 633 ouvriers contre 68.3 le mois dernier et 86.5 en janvier 1900;

il est de 87.5 p. 100 contre 85.7 à Concarneau (350); de 54.5 contre 50 à Guilvinec (110). A Paris, les potiers d'étain (150) accusent 40 p. 100 contre 15.6.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 135 syndicats, groupant 29.746 adhérents, était, à la fin de janvier, de 28.7 p. 100 contre 24.4 le mois précédent et 24.2 en janvier 1908.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 29.4 p. 100 pour 97 syndicats groupant 25,542 ouvriers contre 25.9 le mois dernier et 24.2 en janvier 1908. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (150 tailleurs de pierres tendres, 650 mineurs, 150 maçons et 130 cimentiers), Bordeaux (203 tailleurs de pierres), Albi (130), Châtelleraut (247), Bourges (100), Lille (200 terrassiers), Thonon (240). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Menton (200), Saint-Flour (119), Cominerey (109), Lille (100), Calais (500), Arudy (140), Dieppe (212), Orsay (140), Oran (986). A Paris, les maçons (16,500) accusent 30 p. 100 contre 30 le mois dernier. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 51 p. 100 des syndicats et 19 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 42.4 p. 100 pour 22 syndicats groupant 2,210 ouvriers contre 15.7 le mois dernier et 17.7 en janvier 1908; il y en a 62 p. 100 contre 13.6 à Bordeaux (290); 50 contre 29.4 à Marseille (120); 4.8 au Mans (315); 45 contre 54.3 à Limoges (107). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (315) en accusent 4.8 contre 5.4; les ornemanistes (654), 5.8 contre 7.8; les stucateurs (107), 30.

Les marbriers de Gussignies (275), Jeumont (105) et les granitiers de Louvigné (104) sont tous occupés: les granitiers de Vire (100) accusent 10 p. 100; les marbriers de Bellignies (300), 3.3. Les couvreurs de Tourcoing (150) accusent 10 p. 100 contre 11.3.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chaudières et cimentiers de Contes-les-Pins (160), Albi (100) et les plâtriers d'Arignac (123) et de l'Isle-sur-Sorgue (105).

Les potiers (338) et les engobeuses de poteries (290) de Vallauris accusent 0 p. 100. A Limoges, les ouvriers de la céramique (2,600) accusent 75 p. 100 de chômeurs pour cause d'inventaire; les emballeurs de porcelaines (190), 7.9 contre 4.2.

Dans l'ensemble des 9 syndicats de verriers, groupant 378 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 16.9 p. 100 contre 8.4 le mois dernier et 5.7 en janvier 1908.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 12 syndicats groupant 1,759 membres ressort à 28 p. 100 contre 25.3 le mois dernier et 24 en janvier 1908; elle est de 0 contre 0 à Dieppe (140); de 25 contre 10 à Nice (800); de 67 contre 60 à Port-Saint-Louis (300).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 17.7 p. 100 pour 7 syndicats groupant 1,708 membres contre 12.1 le mois dernier et 20.6 en janvier 1908; les sourciers de Saint-Yorre (200) accusent 25 p. 100 contre 20; ceux de Vals-les-Bains (120), 91.7; les coltineurs de Nîmes (100), 0; les transbordeuses de fruits de Cérbère (219), 0. A Paris, les laveurs de voitures (400) accusent 10 p. 100 contre 4.3.

11 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et

chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 1,243 ouvriers accusent 5 sans-travail contre 1 le mois dernier et 0 en janvier 1908. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 21 syndicats groupant 2,398 membres, est de 6.2 p. 100 contre 9.3 le mois dernier et 10.7 en janvier 1908; elle est de 9.5 p. 100 chez les capitaines au long cours (790) de Marseille et de 3.1 chez les officiers mécaniciens de la marine (480); de 19.7 contre 4.9 chez les pilotes de Longueil (183); de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 2.4 chez les garçons de magasin de Bordeaux (166); de 2.9 chez les camionneurs de Marseille (102).

D'après les réponses de 52 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 23,419 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.7 p. 100 contre 1.8 le mois dernier et 2.5 en janvier 1908. A Paris, l'Union des comptables (957) en accuse 2.6 p. 100 contre 2.8 le mois dernier; les comptables de la Bourse du travail (202), 10 contre 8; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,003), 1.8 contre 1; les commis en serrurerie (110), 0; les employés de banque (825), 0.6; « l'Alliance sténographique » (288), 5.2 contre 7.5; les clerks d'huissiers (205), 2.4 contre 2; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,416), 0.9 contre 0.8. En province, 0.8 contre 0.6 à Saint-Quentin (265); 2.6 p. 100 contre 1.5 chez les employés de commerce (537) de Marseille et 1.6 contre 2.3 chez les comptables (127); 1.1 contre 0 à Bordeaux (565); 0.2 chez les employés (1,980) de Lyon et 0 contre 0.7 chez les sténographes (336); 4.5 contre 2.7 à Amiens (330); 0 contre 0.2 à Nancy (455 représentants); 3.1 contre 2.4 à Orléans (130); 0 contre 0 à Dax (100); 3.8 à Toulouse (315); 1.2 à Montpellier (329); 12 à Clermont-Ferrand (133); 0.5 contre 0.5 à Rouen (200); 0 contre 0 à Alger (104).

DIVERS. — 6 syndicats de gens de maison accusent 3.4 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 5,451 membres contre 2.6 le mois dernier et 11.4 en janvier 1908; à Paris, le syndicat national des gens de maison de la Bourse du travail (2,154) accuse 0.3 p. 100 contre 0.1; celui de la rue Lauriston (2,081) en accuse 4.3 p. 100 contre 4.

12 syndicats de coiffeurs, groupant 5,074 ouvriers, ont 6.9 p. 100 de sans-travail contre 5.2 le mois dernier et 4.6 en janvier 1908; le syndicat mixte de Paris (4,116) en accuse 5.3 p. 100 contre 4.8 le mois dernier; celui de Marseille (280), 22.5; le syndicat ouvrier du Mans (225), 9.3 contre 10; celui de Nice (171), 10 contre 13.3; celui de Bordeaux (115), 15.7.

LES GRÈVES EN JANVIER 1909.

46 grèves et une coalition de patrons ont été signalées, en janvier, à la Direction du travail.

Le nombre des participants connu pour 34 de ces conflits est de 3,709. Il y avait eu, en janvier 1908, 81 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 64.

Ces 47 conflits, dont 32 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	20
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.....	7
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres.....	3
Contestations relatives au salaire.....	6
Demande de diminution du temps de travail.....	1
Réduction de salaire.....	5
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	3
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	2
Demandes de suppression du marchandage.....	4
Demandes de suppression des amendes.....	2
Demandes de signature d'une convention collective.....	3

Ces conflits ont éclaté dans 21 départements et on en a compté :

11 dans le Nord, 10 dans la Seine, 4 dans la Seine-Inférieure, 3 dans les Landes, 2 dans la Loire-Inférieure et le Var, et 1 dans 15 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 14 conflits; bâtiment, 6; transports et manutention, cuirs et peaux, 5; métaux, 4; mines et carrières, résiniers, 3; bois, produits chimiques, typographes, 3; musiciens, 1.

Des 47 conflits commencés en janvier, 27 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Neuf, 1 jour ou moins de 1 jour; un, 3 jours; trois, 4 jours; quatre, 5 jours; deux, 6 jours; un, 7 jours; trois, 8 jours; deux, 10 jours; un, 11 jours; et un, 18 jours.

Si l'on y ajoute 6 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 67 jours, 47 jours, 36 jours, 32 jours, 16 jours et 5 jours, on trouve 33 conflits terminés avec les résultats suivants :

8 réussites,
17 transactions ou réussites partielles,
8 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes. 5	NOMBRE		REPRÉSEN- TANTS.
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établisse- ments. 6	de grévistes. 7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
28 sept...		Creissels.....	Aveyron.....	Mégisseries.....	1	55	1
19 oct....		Saint-Loup-sur-Se- mousse.....	Haute-Saône....	Ébenistes.....	"	280	2
13 nov....		Colombiers.....	Hérault.....	Ouvriers agricoles et viticoles.	1	12	3
25 nov....		Constantine.....	Constantine....	Typographes.....	1	"	4
23 nov....	29 janvier.	Cousolre et région.	Nord.....	Marbriers.....	"	435	5
25 nov....	11 janvier.	Halluin.....	Nord.....	Vanniers.....	1	30	6
2 déc....		Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	70	7
7 déc....	12 janvier.	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs.....	1	54	8
11 déc....		Serrières-de-Briord.	Ain.....	Tuillistes.....	1	101	9
11 déc....		Saint-Lô.....	Manche.....	Maçons.....	1	24	10
13 déc....		Herméray.....	Seine-et-Oise...	Carriers.....	"	"	11
14 déc....		Paris.....	Seine.....	Poseurs de rails.....	1	73	12
16 déc....		Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Coupeurs en chaussures.....	1	53	13
17 déc....	18 janvier.	Paris.....	Seine.....	Charretiers-boueurs.....	8	"	14
19 déc....	4 janvier.	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	540	15
24 déc....		Bourges.....	Cher.....	Typographes.....	"	50	16
24 déc....		Paris.....	Seine.....	Ouvriers en chaussures.....	1	60	17
28 déc....		Vierzon.....	Cher.....	Mouleurs.....	1	"	18
29 déc....		Soustons.....	Landes.....	Résiniers.....	"	50	19
29 déc....		Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	67	20
30 déc....	4 janv....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	240	21
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} janvier.		Nantes.....	Loire-Inférieure..	Terrassiers-tubistes.....	1	"	1
2 janvier..	20 janvier.	Limoges.....	Haute-Vienne....	Typographes et linotypistes..	8	125	2
2 janvier..		Puteaux.....	Seine.....	Tisseurs.....	1	19	3
4 janvier..	5 janvier..	Paris.....	Seine.....	Briqueleurs.....	1	10	4
4 janvier..	14 janvier.	Saint-Etienne....	Loire.....	Veloutiers.....	1	100	5
4 janvier..		Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	3	6
5 janvier..	9 janvier..	Toulon.....	Var.....	Employés et ouvriers de ba- teaux-omnibus.	1	"	7
5 janvier..	11 janvier.	Paris.....	Seine.....	Briqueleurs.....	1	8	8
6 janvier..		Nantes.....	Loire-Inférieure..	Ferblantiers-boitiers.....	1	42	9
7 janvier..	7 janvier..	Sotteville-l-Rouen.	Seine-Inférieure..	Ouvriers d'usine à gaz.....	1	4	10
7 janvier..	8 janvier..	Armentières.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	8	11
8 janvier..	11 janvier.	Levallois-Perret..	Seine.....	Charpentiers.....	1	7	12
8 janvier..	12 janvier.	Le Hamel.....	Somme.....	Tisseurs.....	1	80	13
9 janvier..		Mazamet.....	Tarn.....	Défilaineurs de peaux de mou- tons.	32	1,230	14
11 janvier.	12 janvier.	Graville-Sainte-Ho- norine.....	Seine-Inférieure..	Cordiers.....	1	59	15
11 janvier.	19 janvier.	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	8	16
11 janvier.	19 janvier.	Le Chatellier....	Orne.....	Mineurs.....	1	40	17
11 janvier.		Alger.....	Alger.....	Marins.....	"	"	18
12 janvier.	23 janvier.	Nouzon.....	Ardennes.....	Mouleurs.....	1	89	19
13 janvier.	14 janvier.	Roubaix.....	Nord.....	Doubleuses (retorderie).....	1	14	20
13 janvier.	14 janvier.	Graville-Sainte-Ho- norine.....	Seine-Inférieure..	Cordiers.....	1	59	21
14 janvier.	19 janvier.	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs.....	1	102	22
14 janvier.	21 janvier.	Fongères.....	Ile-et-Vilaine....	Ouvriers en chaussures.....	1	100	23

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} janvier 1909, a pu être déjà signalée dans le précédent

RÉFÉRENCES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
	1		
U 1 ^{er} JANVIER 1909 ⁽¹⁾ .			
1	Demande de renvoi de deux employés.....	.....	
2	Demande de réintégration de sept ouvriers.....	.....	
3	Réduction de salaire.....	.....	
4	Réduction de salaire.....	.....	
5	Demandes : journée de 10 heures; affichage des tarifs; frais d'éclairage à la charge des patrons.....	Transaction.	
6	Demande de matières premières de meilleure qualité.....	Transaction.	
7	Demandes : augmentation de salaire; affichage des tarifs.....	.....	
8	Demande de réintégration de 18 ouvriers.....	Transaction.	
9	Demande de réintégration de trois ouvriers.....	.....	
10	Demande de prolongation de la durée du travail.....	.....	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
13	Demandes : augmentation de salaire; journée de 9 heures.....	.....	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
17	Demandes : augmentation de salaire; autorisation de causer pendant le travail.....	.....	
18	Réduction de salaire.....	.....	
19	Contestation relative au salaire.....	.....	
20	Demande de modification de la réglementation du travail.....	.....	
21	Demandes : augmentation de salaire; modification de la réglementation du travail.....	Réussite.	
N JANVIER 1909.			
1	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
2	Demandes : augmentation de salaire; signature d'une convention collective.....	Transaction.	
3	Contestation relative au salaire.....	.....	
4	Demande de suppression du marchandage.....	Échec.	
5	Demandes : augmentation de salaire; modification du règlement d'atelier.....	Transaction.	
6	Demande de suppression du marchandage.....	.....	
7	Contre une réduction du personnel.....	Transaction.	
8	Demande de suppression du marchandage.....	Échec.	
9	Contestation relative à l'emploi de machines.....	.....	
10	Demande d'amélioration de l'outillage.....	Réussite.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
12	Demandes : renvoi d'un ouvrier non syndiqué.....	Échec.	Grévistes remplacés.
13	Demande de réintégration du directeur.....	Réussite.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
15	Demandes : augmentation de salaire; réintégration de 3 ouvriers; suppression des amendes.....	Transaction.	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
18	Demande de modification des règlements sur la pêche.....	.....	
19	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
21	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
22	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
23	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉFÉ- RENCES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
16 janvier.	17 janvier.	Paris.....	Seine.....	Musiciens.....	9	51	24
16 janvier.	.....	Paris.....	Seine.....	Maroquiniérs.....	1	15	25
18 janvier.	28 janvier.	Cambrai.....	Nord.....	Tordeurs d'huiles.....	4	50	26
18 janvier.	.....	Paris.....	Seine.....	Briqueteurs.....	"	"	27
19 janvier.	20 janvier.	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Ouvriers en chaussures.....	1	"	28
19 janvier.	.....	Lespéron.....	Landes.....	Résiniers.....	"	"	29
20 janvier.	25 janvier.	Saint-Pardoux-la- Rivière.....	Dordogne.....	Terrassiers.....	1	30	30
20 janvier.	.....	Saint-Pierre-Mont- limart.....	Maine-et-Loire....	Mineurs.....	1	400	31
22 janvier.	27 janvier.	Dreux.....	Eure-et-Loir.....	Mouleurs.....	1	56	32
22 janvier.	.....	Bouray.....	Seine-et-Oise.....	Carriers.....	"	"	33
23 janvier.	29 janvier.	Paris.....	Seine.....	Camionneurs des halles.....	"	"	34
24 janvier.	.....	Paris.....	Seine.....	Linotypistes.....	"	"	35
25 janvier.	.....	S'-Vincent-de-Paul	Landes.....	Résiniers.....	"	"	36
26 janvier.	.....	Léon.....	Landes.....	Résiniers.....	"	"	37
26 janvier.	.....	Avallon.....	Yonne.....	Tanneurs.....	1	9	38
27 janvier.	.....	Roubaix.....	Nord.....	Doubleuses (retorderie).....	1	35	39
27 janvier.	.....	Fécamp.....	Seine-Inferieure..	Charpentiers de navires.....	"	88	40
28 janvier.	29 janvier.	Hyères.....	Var.....	Porteurs de cannes au jeu de golf.....	"	"	41
28 janvier.	2 février..	Soyons.....	Ardeche.....	Métallurgistes.....	1	70	42
28 janvier.	5 février..	Dunkerque.....	Nord.....	Dockers.....	"	"	43
29 janvier.	2 février..	Wattrelos.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	550	44
29 janvier.	.....	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	18	45
30 janvier.	.....	Roubaix.....	Nord.....	Apprêteurs.....	1	80	46
30 janvier.	.....	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	180	47

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

3 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en janvier, à la Direction du travail.

1° Sur l'intervention du juge de paix de Soustons, un comité de conciliation s'est réuni, le 4 janvier, pour trancher un différend entre propriétaires et résiniers d'Azur (Landes) portant sur l'augmentation de part revenant aux résiniers sur le prix des résines. Les parties n'ont pu être conciliées. Le 1^{er} février, les résiniers se sont mis en grève.

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

N°	CAUSES DES GREVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
N JANVIER 1909. (Suite.)			
14	Réduction de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
15	Réduction de salaire.....	Transaction.	
16	Réduction de salaire.....	Transaction.	
17	Demande de suppression du marchandage.....	Transaction.	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
19	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
20	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
21	Demande d'augmentation de salaire.....		
22	Demande : renvoi d'un contremaître; réintégration d'un ouvrier; journée de 10 heures.....	Transaction.	
23	Demande de renvoi des ouvriers non syndiqués.....		
24	Demandes : augmentation de salaire; signature d'une convention collective.....	Transaction.	
25	Demandes : augmentation de salaire; signature d'une convention collective.....		
26	Contestation relative au salaire.....		
27	Contestation relative au salaire.....		
28	Demande d'augmentation de salaire.....		
29	Réduction de salaire.....		
30	Demande d'augmentation de salaire.....		
31	Contestation relative au salaire.....	Échec.	
32	Demandes : augmentation de salaire; modification du règlement d'atelier.....	Réussite.	
33	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
34	Réduction de salaire; demande de suspension des amendes.....	Transaction.	
35	Demande d'augmentation de salaire.....		
36	Demande de réintégration de 6 ouvriers.....		
37	Demande d'augmentation de salaire.....		

2° Dans la grève des résiniers de Soustons (Landes), qui avait donné lieu, le 22 décembre 1908, à une tentative de conciliation, avant toute cessation du travail, le juge de paix a, à nouveau convoqué les parties le 18 janvier. Les délégués ouvriers seuls se sont présentés et il n'a pu être tenu de réunion de conciliation.

3° Les résiniers de Saint-Vincent-de-Paul (Landes) ont, le 4 janvier, adressé un recours au juge de paix, avant toute cessation du travail, en vue d'obtenir la conclusion d'une convention collective concernant le partage du prix de vente des résines. Sur 47 patrons, 3 ont refusé de se rendre à l'invitation lancée par le juge de paix; les autres n'ont pas répondu à la convocation. — Les résiniers se sont mis en grève le 25 janvier.

LE CHÔMAGE EN FRANCE EN 1908, D'APRÈS LA STATISTIQUE MENSUELLE DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

Les bases de la statistique mensuelle du chômage, établie par l'Office du Travail, ont été exposées à propos de l'étude sur le chômage en France de 1900 à 1907 parue dans le numéro de février 1908 du *Bulletin*⁽¹⁾. Aucune modification n'a été apportée en 1908 à la méthode suivie antérieurement.

Le nombre moyen des syndicats qui ont répondu mensuellement en 1908 aux deux questions concernant le nombre de leurs adhérents et le nombre de ceux-ci sans ouvrage ou sans place s'est élevé à 986. Ce nombre est un peu inférieur aux moyennes correspondantes des deux années précédentes qui avaient été de 1,143 en 1906 et de 1,059 en 1907.

Quant au nombre moyen de membres accusés par les syndicats ayant répondu mensuellement aux deux questions précitées, il a atteint 200,444 en 1908 contre 206,930 en 1907 et 203,412 en 1906. Le nombre moyen obtenu pour 1908 serait sensiblement plus élevé s'il avait été tenu compte du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, qui a répondu beaucoup plus régulièrement en 1908 que les années précédentes. Il a été fait néanmoins abstraction des chiffres accusés par ce syndicat afin de rendre plus facile la comparaison des moyennes de 1908 avec celles des années précédentes⁽²⁾.

Le tableau suivant donne la proportion qui revient à chacune des principales catégories professionnelles dans le nombre total d'adhérents accusé par les syndicats ayant répondu à la question du chômage en 1908 et dans les cinq années précédentes :

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Agriculture.....	1.6	4.8	6.0	5.0	4.7	4.6
Forêts.....	4.0	4.2	4.1	4.0	3.9	5.3
Alimentation.....	5.6	5.6	4.9	5.7	5.9	6.2
Cuirs et peaux.....	2.8	2.2	2.2	2.2	1.8	1.6
Industries du livre.....	5.7	6.7	5.7	5.2	5.0	5.1
Filature et tissage.....	12.9	14.1	14.2	12.9	12.9	16.6
Bois.....	4.9	5.0	4.6	6.4	7.3	4.5
Métaux.....	17.7	14.8	15.1	11.9	10.0	8.8
Bâtiment.....	6.7	6.3	7.3	7.8	8.0	7.8
Employés.....	4.0	4.7	3.2	4.2	5.1	5.3

Les proportions accusées pour 1908 restent dans l'ensemble sensiblement comparables à celles qui ont été observées les années précédentes. Le groupe des textiles accuse toutefois pour 1908 une augmentation très sensible. Il en est de même des forêts. Les groupes dominants restent toujours ceux des textiles et des métaux; viennent ensuite le bâtiment, l'alimentation, les forêts, les industries du livre, l'agriculture et le bois.

⁽¹⁾ P. 128 et suiv.

⁽²⁾ Cf. *Bulletin*, février 1908, p. 129. Ce syndicat accuse 26,000 membres et signale rarement des chômeurs.

Moyennes générales.

La moyenne générale annuelle de chômage, accusée par l'ensemble des syndicats de toutes les catégories professionnelles ayant répondu à la question du chômage, s'est élevée en 1908 à 9.6 et à 9.2, si l'on fait abstraction des syndicats de pêcheurs, d'ouvriers agricoles et de bûcherons⁽¹⁾. Le tableau suivant donne les moyennes annuelles de 1900 à 1908 rapprochées des importations de matières premières nécessaires à l'industrie et des exportations des objets fabriqués. Les chiffres relatifs à ces importations et exportations ont été empruntés au *Recueil des documents statistiques réunis par l'Administration des douanes sur le commerce de la France* (années 1906, 1907 et 1908)⁽²⁾. Les chiffres relatifs à 1908 sont provisoires et établis d'après les taux fixés pour 1907 par la Commission des valeurs en douane; les chiffres définitifs seront vraisemblablement un peu inférieurs, les prix, d'une manière générale, ayant baissé de 1907 à 1908.

ANNÉES.	MOYENNE ANNUELLE DE CHÔMAGE.		MATIÈRES premières importées. (Millions de francs.)	OBJETS fabriqués exportés ⁽²⁾ . (Millions de francs.)
	Générale.	Commerce et industrie seuls.		
1900.....	8.0	#	3.035	2.039
1901.....	9.9	#	2.813	2.015
1902.....	10.9	#	2.799	2.123
1903.....	10.2	9.1	3.021	2.150
1904.....	11.3	10.7	2.853	2.220
1905.....	10.0	8.7	3.087	2.411
1906.....	8.4	7.4	3.687	2.699
1907.....	7.6	6.8	4.013	2.936
1908.....	9.6	9.2	4.020	2.619

Le tableau qui suit donne les moyennes mensuelles afférentes à l'ensemble des syndicats, moins le syndicat des mineurs du Pas-de-Calais :

	1900.	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Janvier.....	9	12.0	13.0	11.0	12.9	13.8	11.6	7.8	10.9
Février.....	8	13.8	15.0	11.0	10.4	11.0	11.5	9.3	10.6
Mars.....	7	12.0	14.0	7.0	10.9	10.9	9.4	7.4	10.5
Avril.....	7	8.5	11.0	9.0	10.0	9.3	8.5	7.1	9.6
Mai.....	7	6.2	10.5	7.0	7.0	9.5	7.7	5.9	11.9
Juin.....	6	9.5	9.0	8.0	10.7	8.8	8.5	6.7	7.8
Juillet.....	7	6.7	10.0	10.5	8.9	9.6	7.4	5.4	8.0
Août.....	8	11.0	11.0	9.4	11.1	8.6	7.5	7.5	8.2
Septembre.....	8	9.0	10.0	12.6	10.5	7.7	5.9	6.5	7.2
Octobre.....	9	9.0	10.0	11.3	14.3	8.9	7.5	8.0	8.7
Novembre.....	9	10.7	11.0	12.0	11.6	10.4	7.9	9.4	9.4
Décembre.....	11	10.0	11.0	11.8	11.8	10.7	7.8	9.4	11.4

Si l'on fait, en outre, abstraction des syndicats de pêcheurs, d'ouvriers agricoles et de bûcherons, on obtient les moyennes suivantes pour l'ensemble des syndicats

⁽¹⁾ Pour la manière dont est calculée cette moyenne générale annuelle, voir *Bulletin*, février 1908, p. 130.

⁽²⁾ Paru le 18 janvier 1909. (Paris, Imprimerie Nationale.)

ouvriers du commerce et de l'industrie de 1893 à 1908. Il n'a pas été possible de remonter au delà d'août 1903, les documents nécessaires pour calculer ces moyennes n'ayant pas été conservés.

	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Janvier.....	"	12.2	13.2	10.0	6.9	10.0
Février.....	"	11.9	10.0	10.0	8.2	10.4
Mars.....	"	10.6	9.4	8.6	6.8	10.7
Avril.....	"	9.1	8.0	7.3	6.0	9.4
Mai.....	"	10.4	8.2	7.0	5.4	12.6
Juin.....	"	10.3	8.1	8.4	6.2	8.2
Juillet.....	"	9.1	8.9	6.9	5.4	8.1
Août.....	9.5	10.1	7.0	6.4	7.4	7.7
Septembre.....	11.4	10.3	6.9	5.1	5.9	6.9
Octobre.....	9.9	12.9	6.6	6.0	6.9	7.7
Novembre.....	9.9	9.7	8.2	5.9	8.1	8.4
Décembre.....	10.8	11.2	8.8	6.8	8.3	9.2

On voit que les moyennes mensuelles confirment, dans l'ensemble, les conclusions qui peuvent être tirées des moyennes annuelles. D'après les indications fournies par ces moyennes, l'année 1901 marquerait le commencement d'une période de dépression qui, avec une reprise momentanée et d'ailleurs peu accentuée en 1903, se serait prolongée jusqu'au commencement de 1905. A partir de ce moment commencerait une reprise qui serait allée en s'accroissant jusqu'à la fin de 1907, date à laquelle aurait commencé une nouvelle dépression qui ne paraît pas encore terminée. Ces indications concordent, d'autre part, assez exactement avec celles que donnent les statistiques similaires anglaises et allemandes ⁽¹⁾. Elles concordent également assez bien avec celles que donne le mouvement des importations de matières nécessaires à l'industrie, comme on peut le constater sur un des tableaux ci-dessus.

Moyennes par professions.

Il est intéressant de rapprocher de la moyenne générale la moyenne de chômage de certaines catégories professionnelles, pour lesquelles les réponses mensuelles sont assez nombreuses pour que les moyennes aient une signification. Le tableau ci-après donne les moyennes annuelles de ces catégories professionnelles pour 1908 et les années antérieures.

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Agriculture.....	23.9	16.1	20.5	22.2	18.4	10.4
Forêts.....	22.2	18.1	23.3	15.4	13.6	15.5
Alimentation.....	11.6	17.3	16.9	14.2	11.9	11.5
Livre.....	5.3	4.9	3.5	3.4	3.0	2.8
Filature et tissage.....	10.2	9.1	8.0	5.4	5.5	10.6
Bois.....	11.8	13.0	10.2	7.3	9.4	16.3
Métallurgistes, mouleurs, mécaniciens.....	7.8	5.9	3.1	1.8	2.4	5.5
Bâtiment.....	16.4	18.6	19.4	16.8	12.1	15.6
Employés de commerce....	3.7	3.9	3.9	3.2	3.0	2.2
MOYENNE GÉNÉRALE....	10.2	11.3	10.0	8.4	7.6	9.6

⁽¹⁾ Voir p. 187 et p. 196.

Les moyennes annuelles ne donnent pas toujours une idée suffisante des fluctuations du chômage dans certaines professions. Aussi a-t-on cru devoir reprendre et commenter ci-après les moyennes mensuelles accusées par certains groupes particulièrement importants.

Agriculture, forêts.

Le tableau suivant donne les moyennes mensuelles et annuelles de chômage pour les ouvriers agricoles et les ouvriers bûcherons dans ces dernières années :

	OUVRIERS AGRICOLES.				
	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Janvier	17.0	25.4	24.1	20.0	19.2
Février.....	11.0	16.0	27.7	21.5	8.4
Mars.....	6.0	21.3	19.2	17.8	4.5
Avril.....	16.0	20.8	21.8	24.1	8.2
Mai.....	12.4	22.2	18.0	18.0	7.4
Juin.....	7.3	19.6	14.1	13.9	4.5
Juillet.....	12.1	16.4	17.0	16.5	8.5
Août.....	19.5	18.2	22.4	25.8	9.2
Septembre.....	5.3	5.1	11.6	11.1	3.1
Octobre.....	29.3	28.1	25.2	12.4	12.8
Novembre.....	32.0	26.1	30.5	22.8	11.7
Décembre.....	16.7	25.2	31.9	15.4	22.6
MOYENNES ANNUELLES...	16.1	20.5	22.2	18.4	10.4

	OUVRIERS BÛCHERONS.					
	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Janvier.....	27	13.0	10.8	24.4	9.1	16.0
Février.....	26	18.0	20.0	18.5	11.7	12.0
Mars.....	9	18.0	22.7	14.9	9.1	11.2
Avril.....	16	22.0	16.6	20.8	11.0	15.9
Mai.....	5	17.0	15.1	12.6	3.9	3.3
Juin.....	15	5.9	14.9	4.6	7.3	3.9
Juillet.....	17	5.5	15.3	7.0	9.3	4.8
Août.....	23	15.7	23.8	16.0	14.0	15.1
Septembre.....	22	22.9	26.9	19.7	17.3	13.9
Octobre.....	37	27.1	27.1	18.9	26.9	19.6
Novembre.....	48	26.5	32.8	20.3	21.6	29.8
Décembre.....	17	13.7	29.5	7.6	20.9	35.7
MOYENNES ANNUELLES...	22.2	18.1	23.3	15.4	13.6	15.5

Dans la catégorie des ouvriers agricoles, les moyennes de chômage sont surtout influencées par les syndicats d'ouvriers viticoles, qui forment le groupe le plus nombreux et celui qui accuse de beaucoup le plus grand nombre de chômeurs. Les moyennes maxima s'observent au moment des vendanges, qui ont lieu surtout en

septembre, mais qui commencent quelquefois vers la fin d'août et qui se prolongent parfois jusqu'en octobre. Après les vendanges et les travaux qui suivent (pressurage, décuvaïson), les ouvriers viticoles restent quelques semaines dans un chômage à peu près complet : d'où les maximums observés en octobre et novembre. Avec le mois de décembre, quelquefois la fin du mois de novembre, les ouvriers viticoles trouvent de nouveau à s'occuper avec la taille des vignes et d'autres travaux accessoires (labours, fumures, déchaussage, échaudage); ces travaux, souvent interrompus par les pluies, les gelées, les inondations, se prolongent jusqu'en avril-mai, époque à laquelle commencent le soufrage et le sulfatage des vignes et autres opérations destinées à combattre les maladies cryptogamiques; en juin et juillet, à ces derniers travaux s'ajoutent la fenaïson et la moisson; quelques semaines avant les vendanges, en août, commence une nouvelle période de chômage qu'accusent les maximums observés en ce mois. De 1905 à 1907, les moyennes de chômage ont été sensiblement supérieures à celles des années antérieures en raison de la mévente des vins, qui poussait les propriétaires à réduire au strict minimum les soins à donner aux vignes. La situation s'était améliorée à cet égard à la fin de 1907, mais la mévente des vins a de nouveau fait sentir ses effets à la fin de 1908.

Pour les ouvriers bûcherons, les maximums de chômage s'observent en octobre-novembre, c'est-à-dire au moment où les travaux agricoles proprement dits se terminent et où les coupes de bois ne sont pas encore entrées en exploitation. L'embauchage pour les coupes se fait normalement dans la seconde moitié de novembre; mais il est souvent retardé jusqu'à ce que les marchands de bois et les ouvriers bûcherons se soient mis d'accord sur les conditions du travail. C'est ce qui s'est produit en 1908 dans un très grand nombre de centres et ce qui explique les moyennes de décembre 1908 et de janvier 1909, qui sont les plus élevées qui aient été enregistrées depuis 1903. Les coupes de bois se prolongent jusqu'en mars, époque à laquelle les ouvriers bûcherons se retournent vers les travaux des champs, mais ceux-ci ne suffisent pas à leur donner à tous de l'occupation, d'où relèvement de la moyenne du chômage en mars-avril. A la fin d'avril ou au début de mai commence l'embauchage pour l'écorçage; celui-ci ne dure guère qu'un à deux mois, mais comme les travaux agricoles reprennent en même temps, la période de mai à août est celle où le travail est le plus abondant pour les ouvriers bûcherons qui sont en même temps, il ne faut pas l'oublier, des journaliers et des petits propriétaires agricoles. La moyenne se relève, après la moisson, à la fin août, les battages, les semailles, l'arrachage des pommes de terre et des betteraves et autres travaux agricoles d'automne étant loin de fournir autant de travail que les moissons.

Textiles et métaux.

Les industries des textiles et des métaux sont les deux industries françaises qui occupent le plus de personnel. D'après la dernière statistique de l'Inspection du travail, sur 3,999,402 ouvriers et employés de l'industrie et du commerce, les industries textiles proprement dites occupaient 654,059 ouvriers et le travail des métaux ordinaires, 515,215 ⁽¹⁾. Aussi les moyennes de chômage accusées par les syndicats de ces deux groupes ont-elles une grande importance pour l'appréciation de l'activité économique générale.

Le tableau suivant donne les moyennes mensuelles de 1903 à 1908 afférentes

⁽¹⁾ *Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1907*, pages 456-457.

à la filature et au tissage de coton, laine, jute, soie, etc., d'une part, à la métallurgie, à la mécanique, à la fonderie d'autre part :

TEXTILES (FILATURE ET TISSAGE).						
	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Janvier.....	11.0	9.5	8.7	4.5	7.0	8.4
Février.....	7.0	9.6	8.1	5.5	6.3	10.4
Mars.....	6.0	10.0	8.3	4.5	5.6	11.3
Avril.....	9.0	10.5	8.8	4.8	3.3	14.7
Mai.....	8.0	8.0	6.3	7.3	3.7	12.7
Juin.....	10.0	10.4	8.8	5.5	4.4	11.6
Juillet.....	14.0	8.4	10.1	3.9	4.0	11.4
Août.....	13.0	10.9	9.5	5.0	4.2	10.1
Septembre.....	14.0	9.1	11.0	5.0	5.3	11.9
Octobre.....	14.0	7.5	7.6	5.3	6.6	8.7
Novembre.....	8.7	6.6	5.5	6.7	7.3	8.9
Décembre.....	8.9	5.3	5.4	7.2	7.6	7.4
MOYENNES ANNUELLES..	10.2	9.1	8.0	5.4	5.5	10.6

MÉTALLURGISTES, MÉCANICIENS, MOULEURS, PRÉCISION.						
	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Janvier.....	"	7.6	3.8	1.7	1.5	7.1
Février.....	"	7.9	5.2	2.0	1.6	3.3
Mars.....	"	5.7	4.0	2.2	1.7	5.1
Avril.....	"	4.9	3.8	1.5	1.1	4.3
Mai.....	"	5.1	3.4	2.3	1.9	6.3
Juin.....	"	4.9	3.0	2.8	1.9	5.3
Juillet.....	"	4.1	3.4	1.3	2.2	6.7
Août.....	5.4	6.7	2.1	1.0	2.7	3.7
Septembre.....	9.3	4.9	2.6	2.3	2.1	6.9
Octobre.....	7.7	4.8	1.7	1.6	3.9	6.6
Novembre.....	8.0	9.0	1.5	1.5	3.5	5.1
Décembre.....	8.0	5.1	1.5	1.7	4.3	5.5
MOYENNES ANNUELLES..	7.8	5.9	3.1	1.8	2.4	5.5

Dans l'industrie textile, l'année 1908 a été marquée par une baisse sensible de travail, qui s'est traduite non seulement par une augmentation du nombre des chômeurs, mais aussi par une réduction de la journée de travail. Cette baisse de travail, succédant à une période d'activité de deux années, avait commencé déjà à la fin de 1907, mais elle s'est beaucoup accentuée en 1908. Elle s'est fait sentir aussi bien dans les filatures et tissages du Nord que dans les tissages de soie de la région lyonnaise. A la fin de 1908, les syndicats ouvriers signalent une reprise, qui s'est manifestée dès le mois d'octobre dans la soie, et seulement en novembre dans le Nord. Cette reprise est d'ailleurs normale à la fin de l'année, comme le montre la comparaison avec les moyennes des années précédentes.

Parmi les ouvriers métallurgistes, mécaniciens et mouleurs, le chômage, qui avait diminué d'une façon à peu près constante de la fin de 1904 à juillet 1907, s'est sensiblement relevé à partir de cette dernière date et a atteint en 1908 des proportions égales à celles qui avaient été relevées antérieurement à la fin de 1904 et que l'on n'avait pas constatées depuis. A la différence des industries textiles, on

ne constatait, à la fin de 1908, aucune amélioration dans la situation des industries des métaux au point de vue du chômage.

Bâtiment.

Le tableau ci-après donne les moyennes annuelles et mensuelles de chômage, en ce qui concerne les industries du bâtiment (serruriers, charpentiers et menuisiers non compris) de 1903 à 1908 :

	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Janvier.....	34.0	35.0	40.4	27.9	22.7	24.2
Février.....	27.0	29.0	29.0	27.8	27.4	16.1
Mars.....	14.0	17.3	23.7	21.9	16.3	11.0
Avril.....	10.0	11.7	15.1	13.5	10.5	13.1
Mai.....	9.0	9.0	19.7	10.8	7.1	31.6
Juin.....	8.0	9.2	13.2	11.2	7.2	4.7
Juillet.....	9.0	7.5	12.1	14.0	6.8	10.5
Août.....	11.0	10.5	10.8	12.0	8.7	6.4
Septembre.....	12.0	10.8	10.7	10.5	8.9	5.3
Octobre.....	15.0	15.9	12.0	10.0	8.0	6.7
Novembre.....	22.0	18.4	20.1	11.3	11.0	10.5
Décembre.....	25.0	36.6	25.0	21.9	11.9	24.4
MOYENNES ANNUELLES..	16.4	18.6	19.4	16.8	12.1	15.6

La moyenne annuelle de 1908 accuse une augmentation sur la moyenne de l'année précédente; cette augmentation ne paraît pas pouvoir s'expliquer par une diminution générale du travail. On remarquera, en effet, que pour les mois de février, mars, juin, août, septembre, octobre, novembre, soit pour 7 mois sur 12, les moyennes mensuelles de 1908 sont inférieures à celles de 1907. Si les moyennes d'avril, mai, juillet et décembre sont supérieures, c'est que les syndicats parisiens de la maçonnerie ont donné, pour ces mois, le nombre de leurs chômeurs; ces syndicats, qui ne répondaient généralement pas les années précédentes, ont répondu plus régulièrement en 1908, mais n'ont pas donné chaque mois une évaluation numérique de leurs chômeurs. C'est donc uniquement la situation particulière de la maçonnerie parisienne, résultant du lockout d'avril, qui explique l'augmentation de la moyenne annuelle de chômage en 1908.

Industries du livre et commerce.

Les tableaux ci-après donnent les moyennes mensuelles afférentes aux typographes et lithographes, d'une part, aux employés de commerce de tout genre d'autre part :

	TYPOGRAPHES, LITHOGRAPHES, ETC.					
	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Janvier.....	5.9	4.5	4.7	2.9	3.1	2.9
Février.....	6.4	3.8	2.9	3.0	3.2	2.7
Mars.....	3.8	2.9	2.7	2.7	3.7	2.6
Avril.....	4.3	3.5	2.8	2.9	3.1	3.9
Mai.....	6.9	3.3	3.8	2.6	2.2	2.3
Juin.....	6.0	4.3	2.9	3.8	2.5	3.1

TYPOGRAPHIES, LITHOGRAPHIES, ETC.

	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Juillet.....	4.2	5.3	3.4	4.4	3.7	2.9
Août.....	5.8	6.5	4.1	5.3	3.1	3.0
Septembre.....	6.3	8.0	4.6	4.8	3.1	2.7
Octobre.....	7.4	7.2	4.5	3.9	3.5	3.6
Novembre.....	4.5	4.5	2.5	3.3	2.4	2.4
Décembre.....	2.2	4.9	3.0	1.9	1.5	2.0
MOYENNES ANNUELLES..	<u>5.3</u>	<u>4.9</u>	<u>3.5</u>	<u>3.4</u>	<u>3.0</u>	<u>2.8</u>

EMPLOYÉS DE COMMERCE.

	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Janvier.....	3.0	3.8	6.3	5.2	2.7	2.5
Février.....	5.0	2.4	5.6	5.7	4.4	2.3
Mars.....	2.0	2.8	3.6	5.8	3.3	3.3
Avril.....	6.0	3.5	3.4	3.8	4.2	3.1
Mai.....	3.0	3.0	2.8	2.9	2.7	2.9
Juin.....	2.0	3.5	3.9	3.3	3.7	2.4
Juillet.....	5.0	4.0	4.4	2.3	2.3	2.2
Août.....	4.0	3.1	3.8	2.0	2.0	2.3
Septembre.....	3.0	4.8	2.0	2.9	5.7	1.9
Octobre.....	4.0	7.9	2.2	2.9	1.5	1.7
Novembre.....	3.0	3.1	3.4	3.4	2.6	2.1
Décembre.....	3.0	3.6	5.4	3.3	1.4	1.8
MOYENNES ANNUELLES..	<u>3.7</u>	<u>3.9</u>	<u>3.9</u>	<u>3.2</u>	<u>3.0</u>	<u>2.2</u>

Dans aucun de ces deux groupes professionnels, on ne saisit en 1908 l'influence de la baisse de travail qui a affecté la plupart des autres industries françaises. On constate, au contraire, une diminution du chômage par rapport aux années précédentes. Cette diminution s'explique, pour les employés de commerce, par le fait que des syndicats d'employés très importants, qui ne répondaient pas ou répondaient très irrégulièrement avant 1908 au questionnaire mensuel de l'Office du travail, ont répondu presque chaque fois en 1908⁽¹⁾; ces syndicats accusent très peu de chômeurs. Par contre, on ne saurait expliquer de la même façon, les différences accusées par les syndicats d'ouvriers typographes et lithographes, qui ont répondu en 1908 avec la même régularité que les années précédentes.

Autres industries.

La recrudescence de chômage, accusée en 1908 par les syndicats d'ouvriers textiles et d'ouvriers des métaux, s'est manifestée avec encore plus d'acuité dans d'autres industries. Les industries de luxe ont particulièrement souffert. Parmi celles-ci on peut citer les diamantaires, les ouvriers de la céramique de Limoges, les horlogers. On n'a pas constaté en 1908 une amélioration importante ni bien durable dans la situation pénible de la plupart des centres de mégisserie de province et des ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes.

⁽¹⁾ Les syndicats d'employés répondant au questionnaire mensuel groupaient en moyenne en 1906, 8,600 employés et 10,500 en 1907; cette moyenne s'est élevée à 19,900 en 1908.

L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

EN 1907 ⁽¹⁾.CHAPITRE I^{er}. — Considérations générales.

Le présent chapitre concerne les quelques questions de principe qui ont été soulevées et les décisions intervenues.

On a demandé à quels locaux les lois d'hygiène et de sécurité des travailleurs sont applicables dans les hôpitaux et hospices publics et les établissements publics d'enseignement. Il s'agissait, dans la dernière espèce, d'une faculté des sciences.

Pour les *hôpitaux*, il n'est pas douteux que les établissements hospitaliers n'effectuent pas d'opérations commerciales à l'effet d'en tirer un profit, ce qui conduit à conclure, en principe, à leur non-assujettissement à cette législation. Mais il en est autrement des nombreux ateliers, industriellement organisés, que ces établissements renferment le plus souvent (travail des indigents hospitalisés, ouvriers annexés, ateliers de blanchissage, production de force motrice). Cette manière de voir s'appuie sur un arrêt de cassation en date du 28 mars 1901, qui déclare que « le caractère industriel du travail est indépendant du but dans lequel il est organisé, que ce caractère dépend uniquement de sa nature propre et de son objet... »

Quant aux *établissements publics d'enseignement*, le Ministre a estimé que l'enseignement technique donné par les facultés ne présente pas le caractère d'enseignement professionnel qui aurait pu légitimer leur assujettissement à la loi. Mais l'application de la loi doit toutefois être requise dans les locaux de ces établissements qui comporteraient des ateliers organisés industriellement.

Les *entreprises de transport* ne rentrent dans aucune des catégories d'établissements visés par l'article 1^{er} de la loi. La cour de cassation, dans un arrêt du 27 décembre 1907, a fait application de ce principe aux *travaux de réparation* des lignes électriques *aériennes* qui fournissent le courant aux tramways électriques : elle l'a étendu à tout ce qui, dans ces entreprises, se rattache directement à l'exploitation du transport proprement dit, en particulier à la voie et à la ligne électrique de force motrice, et elle a considéré que les travaux de réparation dont il s'agit ne sont pas visés par la loi de 1893.

L'article 13 de cette loi dispose qu'« il n'est rien innové quant à la surveillance des appareils à vapeur ». Consulté sur la véritable portée de ces mots « *appareils à vapeur* », le Ministre estime que cette disposition d'exception doit être entendue strictement et son effet limité aux seuls appareils à vapeur qui font déjà l'objet d'une réglementation spéciale, c'est-à-dire aux générateurs et aux récipients de vapeur visés par le décret du 9 octobre 1907 et dont le contrôle est confié aux ingénieurs des mines. J'ai décidé, en conséquence, que l'exception de l'article 13 précité ne s'étendait pas aux machines à vapeur proprement dites, et j'ai prescrit au service de l'inspection du travail de veiller, en application des articles 4 et 2,

⁽¹⁾ D'après le rapport sur l'application, pendant l'année 1906, de la loi du 12 juin 1893-11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, présenté à M. le Président de la République par M. René Viviani, Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale (*Journal officiel* du 11 décembre 1908). — Pour l'année 1906, voir *Bulletin*, décembre 1907, p. 1285, et janvier 1908, p. 111.

paragraphe 3, de la loi, à ce qu'elles soient installées et tenues dans les meilleures conditions possibles de sécurité.

Enfin il y a lieu de signaler l'initiative de deux syndicats professionnels ouvriers qui se sont constitués partie civile dans deux affaires de contravention au décret du 22 novembre 1904. Dans ces affaires le tribunal correctionnel de la Seine et le tribunal de simple police de Roubaix ont déclaré cette intervention régulière et fondée et ont alloué au syndicat intéressé des dommages-intérêts, faisant ainsi application d'un arrêt de cassation en date du 27 juillet 1907, lequel a décidé qu'« un syndicat professionnel régulièrement constitué a le droit de se porter partie civile dans les poursuites du ministère public contre des contraventions préjudiciables aux intérêts collectifs du syndicat et d'exercer l'action syndicale en réparation de dommage éprouvé par la collectivité qu'il représente ».

CHAPITRE II. — Application des décrets généraux.

I. — DÉCRET DU 29 NOVEMBRE 1904.

En 1907, le nombre des mises en demeure relatives à l'application des diverses prescriptions de ce décret a été de 23,198, et le nombre des mises en demeure reconnues exécutées a été de 17,269.

ART. 1^{er}. — *Propreté générale, entretien, nettoyages.* — On sait que le balayage du sol des *filatures*, s'il est effectué uniquement en vue de l'enlèvement des déchets est considéré comme ne constituant pas le nettoyage à fond prévu par l'article 1^{er}, et peut, par suite, être effectué pendant le travail. Plusieurs filateurs ont fait valoir l'impossibilité où ils seraient de séparer sur place, dans les ateliers, les déchets qui ont une valeur marchande des poussières sans valeur.

L'inspecteur divisionnaire de Lille signale une intéressante application à l'industrie du principe du nettoyage par le vide, application dont la généralisation faciliterait la solution de la difficulté qui vient d'être exposée :

C'est une canalisation formée de tubes métalliques établie dans tous les ateliers d'un établissement, à la manière des canalisations d'eau et de gaz. Cette canalisation est reliée soit à une pompe à air à grand débit, soit à un ventilateur à forte dépression. De distance en distance des bouches d'aspiration ont été ménagées dans les planchers sur lesquelles on peut fixer des tubes en caoutchouc de longueur appropriée, terminés par une sorte de lance dont le bec est aplati et élargi en éventail. La pompe ou le ventilateur étant en marche, il suffit de promener l'extrémité de la lance sur le sol, sous les métiers, sur le bâti des machines, pour que tous les déchets, toutes les poussières que le travail y accumule, soient aspirées. Entre l'appareil aspirateur et les bouches d'aspiration réparties dans toutes les salles de travail, se trouve une chambre à poussière garnie de filtres au travers desquels l'air aspiré est dépouillé de toutes les impuretés dont il est chargé en entrant dans la canalisation. Ainsi épuré, l'air peut être renvoyé sans inconvénient dans les ateliers.

En ce qui concerne les murs et les plafonds, le procédé d'entretien le plus employé dans les usines est le blanchiment à la chaux. Beaucoup d'industriels se rendant compte de l'accroissement de clarté qui résulte de ce blanchiment et, par suite, de l'économie de lumière artificielle qu'il procure, l'ont exécuter ce blanchiment sans y être invités par le service d'inspection. Cet usage tend même à se répandre dans certaines régions, telles que le département des Ardennes, où abondent les ateliers de feronnerie et les fonderies, ateliers autrefois fort sombres et dont les murs étaient trop souvent couverts de poussière noire. Certains établisse-

ments possèdent même des appareils à badigeonner permettant d'effectuer, à peu de frais, de fréquents nettoyages de murs et plafonds.

ART. 2. — *Travail des matières organiques altérables. — Précautions à prendre.* — L'inspecteur divisionnaire de Marseille signale que l'application de cet article a été requise dans les *filatures de soie*, et que le lessivage du sol et des murs avec une solution désinfectante, prévu par l'article 2, a été prescrit dans quatre de ces filatures dont les conditions d'hygiène étaient particulièrement mauvaises; dans l'une d'elles il avait été constaté plusieurs cas de tuberculose suivis de mort.

ART. 4. — *Cabinets d'aisance.* — On doit citer ici une remarque intéressante de l'inspecteur divisionnaire de Lille :

L'expérience confirme, de plus en plus, qu'un certain luxe dans les cabinets d'aisance est nécessaire pour assurer leur bon entretien et leur propreté. L'ouvrier se rend compte que son patron ne se conforme pas simplement à la loi, mais qu'il cherche à apporter un peu de bien-être et de confortable, et il lui en sait gré.

La question des cabinets d'aisance a été heureusement résolue dans des *chantiers souterrains de travaux publics* dont le caractère provisoire pouvait faire rejeter comme trop onéreuse les prescriptions de l'article 4. L'inspecteur divisionnaire de Paris expose, dans les termes suivants, la solution satisfaisante qui a pu être adoptée dans divers chantiers du métropolitain :

Les cabinets d'aisance, placés dans les puits très peu au-dessous de la voie publique, sont greffés sur le tuyautage de refoulement des pompes d'épuisement; les matières sont entraînées dans un égout voisin par le torrent d'eau refoulée par ces pompes. Cette disposition du tout à l'égout satisfait entièrement aux prescriptions les plus rigoureuses de l'hygiène.

En ce qui concerne le maintien en état constant de propreté des cabinets d'aisance, le tribunal de simple police de Rive-de-Gier a considéré notamment, sur un procès-verbal du service, que les « établissements » dont l'article 2 de la loi de 1893 prescrit l'état constant de propreté comprennent tous les locaux énumérés par l'article 1^{er} auquel il se réfère, c'est-à-dire les locaux de travail et leurs dépendances et il a considéré, en outre, que les cabinets d'aisance sont la dépendance obligée de l'usine dans laquelle ils sont établis, et que, par suite, la disposition de l'article 2 leur est bien applicable. Quant à l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892, il a été invoqué avec succès devant un autre tribunal à l'encontre d'un établissement qui occupait des enfants.

L'inspecteur divisionnaire de Rouen a fait, à propos de cet article, et au sujet du recours exercé par l'industriel locataire contre son propriétaire, une remarque qui a une portée générale et pourrait, par suite, trouver place pour l'application d'un grand nombre des dispositions visant l'hygiène et la sécurité du travail.

Certains chefs d'établissements, forts de ce que leur local leur a été loué à usage d'industrie ou de commerce, ont fait notifier, par ministère d'huissier, au propriétaire le texte de la mise en demeure visant les transformations des cabinets, se réservant ainsi d'exercer un recours contre lui, au cas où des poursuites seraient exercées après le délai imparté.

ART. 5. — *Cube d'air. — Aération. — Chauffage. — Éclairage.* — L'encombrement ne diminue que lentement dans les petits ateliers à personnel féminin des grandes villes, et notamment à Paris, dans les ateliers de couture des quartiers du centre, où le prix de location des appartements est très élevé. Tel rapport d'inspectrice signale, à titre d'indication, des ateliers dont le cube d'air n'est, à certains jours, que de 3 mètres, 2 mètres et même 1 m. 50 par personne employée, alors

que l'article 5 prescrit un minimum de 7 mètres cubes par personne. La même inspectrice ajoute que si, dans l'ensemble, les progrès sont lents, ils sont néanmoins constants et que la plupart des industriels, loin de renvoyer du personnel pour diminuer l'encombrement, comme plusieurs en avaient exprimé l'intention, ont augmenté leurs locaux de travail, malgré les sacrifices qui leur en coûtait.

Beaucoup d'industriels, dans la grande industrie du textile, se rendent compte que la constitution d'un air pur, avec dosage méthodique de la température et de l'humidité est tout aussi favorable au développement de la production qu'à la santé des ouvriers. L'inspecteur divisionnaire de Lille cite, à ce propos, le cas d'une filature de coton nouvellement construite, dans laquelle on avait tenu compte des dernières données expérimentales acquises au sujet du renouvellement de l'air des ateliers; la direction de l'usine, désireuse de bénéficier le plus longtemps possible d'un rendement amélioré, a imposé à l'ingénieur chargé de l'installation la condition de ne pas faire de travaux identiques dans la région.

Le même inspecteur ajoute que cette tendance à ne pas reculer devant des installations coûteuses quand elles sont susceptibles d'augmenter la production, même dans une faible proportion, a commencé à se répandre cette année chez les filateurs en cardé, qui ont toujours manifesté une crainte exagérée de se priver d'une partie des avantages qu'offre l'ensimage et de perdre sur le poids des matières par suite de l'évaporation produite par le renouvellement de l'air.

Les expériences à l'aide des appareils révélateurs d'acide carbonique et d'oxyde de carbone, commencés en 1906, se sont poursuivies en 1907, notamment à Paris avec le concours du service chimique de l'observatoire de Montsouris. Des dosages de même nature ont été effectués également dans les chantiers souterrains de construction du métropolitain, dans un grand nombre desquels il a été trouvé, avec une température et une tension de vapeur d'eau très élevées, une teneur exagérée en acide carbonique et en oxyde de carbone.

Le paragraphe 6 de l'article 5 dispose que l'aération des locaux de travail sera suffisante pour empêcher une élévation exagérée de température. Il est évident, d'ailleurs, qu'il n'est pas possible de fixer *a priori*, et d'une manière uniforme, le degré à partir duquel la température doit être considérée comme exagérée et, par suite, préjudiciable à la santé du personnel. Il appartient à l'agent du contrôle, aux tribunaux en cas de contestation, d'apprécier ce degré suivant les lieux et les circonstances. Le tribunal correctionnel de Lille, jugeant sur appel, le 12 juin 1907, s'est prononcé dans ce sens en considérant, d'une part, que « c'est la réunion des deux éléments (température et humidité) rapprochée de la température extérieure qui apparaît préjudiciable à la santé » et, d'autre part, « ... qu'en tenant compte des opinions les plus autorisées, on doit admettre qu'une température de 28 à 29 degrés centigrades de chaleur, d'ailleurs non nécessaire à la filature de la laine peignée, concomitante à 90 degrés d'humidité et rapprochée d'une température extérieure de 3 à 4 degrés centigrades, caractérise une élévation exagérée de température au sens de l'article 5. § 5 du décret du 29 novembre 1904 ».

Le procédé qui consiste à badigeonner extérieurement les toitures au lait de chaux a été appliqué cette année dans un tissage mécanique de la région de Lyon où la chaleur était autrefois excessive en été et l'aération insuffisante. Combiné avec un système de ventilation et d'humidification, ce procédé a donné des résultats très satisfaisants.

Dans le même ordre d'idée un inspecteur de Reims fait l'exposé ci-après d'une innovation ingénieuse :

Des essais fort intéressants ont été effectués dans les filatures de Reims, pour abaisser la température des ateliers à l'époque des grandes chaleurs. Des chéneaux, dont les côtés

étaient percés de trous suffisamment espacés sur toute leur longueur, avaient été disposés au faite de la toiture des établissements. Au moyen d'une pompe, un courant d'eau, d'un débit convenablement réglé, était envoyé dans tous les chéneaux et l'eau, s'échappant par les trous latéraux, se répandait sur la toiture formant un arrosage constant. L'eau, en s'évaporant sur les toits, déterminait rapidement dans la masse des toits, et par suite, dans l'atmosphère des ateliers situés en dessous, un abaissement de température estimé de 8 à 10 degrés centigrades. Les résultats ont été, paraît-il, excellents pour l'abaissement rapide et constant de la température des ateliers à rez-de-chaussée. Dans un bâtiment à quatre étages, l'effet de la réfrigération, complet dans les ateliers du quatrième étage, était encore sensible dans les ateliers du troisième, où la température s'abaissait de 4 à 5 degrés; au delà, l'effet était nul.

L'inspecteur divisionnaire de Lille expose, de son côté, que dans des peignages de laine, les lisseuses qui sont chauffées à la vapeur et dégagent beaucoup de chaleur ont été enveloppées dans des cabines vitrées pourvues d'une ventilation par appel qui puise l'air chaud et humide contenu dans cet encoffrement, et l'évacue au dehors, et il ajoute que certains tissages ont adopté une disposition analogue pour les encolleuses qui produisent aussi une chaleur excessive.

ART. 6. — *Évacuation des poussières. — Élimination ou destruction des gaz incommodes, insalubres ou toxiques, buées, vapeurs, gaz.* — En ce qui concerne les buées, l'inspecteur divisionnaire de Lille expose que le nombre des teinturiers qui ne se sont pas encore conformés aux mises en demeure diminue de jour en jour et que, dans la filature de lin, les transformations nécessaires seront vraisemblablement réalisées sous peu dans toutes les usines au mouillé qui ne filent pas des numéros très fins.

Des progrès sensibles sont également signalés dans les ateliers de teinture et d'impression sur étoffes de la région de Rouen, dans l'industrie de la teinture des régions de Lyon et de Marseille et dans les manufactures de chapeaux de Chazelles.

En ce qui concerne la filature de soie, l'inspecteur divisionnaire de Marseille, dont la circonscription renferme le plus grand nombre d'établissements de cette nature, expose que des essais se poursuivent dans plusieurs filatures et que les résultats désirés ne tarderont pas à être obtenus. Les inspecteurs divisionnaires de Lyon et de Toulouse décrivent, de leur côté, les procédés nouveaux appliqués dans leurs circonscriptions respectives. L'un de ces procédés, susceptible de donner d'excellents résultats et qui serait pratiqué depuis assez longtemps en Italie, a été installé notamment dans une grande filature de soie de l'Isère; il s'applique aux bassines batteuses qui sont disposées à la fois pour le battage mécanique des cocons, et pour l'évacuation des buées.

Des expériences entreprises dans des imprimeries à Paris et dans l'Oise tendraient à prouver que le plomb n'est pas susceptible de se dégager en vapeur au-dessus de l'alliage en fusion des machines linotypes et monotypes et que les traces de plomb décelées dans l'atmosphère de certains de ces ateliers proviendraient des poussières en suspension. Mais les foyers qui chauffent les creusets de fusion dégagent toujours des produits gazeux, en particulier de l'acide carbonique et, parfois, de l'oxyde de carbone, dont l'évacuation doit être toujours assurée.

L'évacuation des gaz et des fumées est aussi réalisée dans l'opération du gazage des fils et des tissus : l'inspecteur divisionnaire de Lille signale, à ce propos, que des essais ont été tentés, avec assez de succès, pour effectuer cette opération au moyen de l'électricité. L'attention du service s'est aussi portée sur les appareils à glacer employés dans les ateliers de repassage, notamment pour le glaçage des faux-cols, appareils dont les cylindres sont chauffés par une rampe à gaz : l'évacuation localisée des produits de combustion a été obtenue par des hottes avec cheminées d'appel.

Un fabricant de *soie artificielle* des Ardennes s'est appliqué heureusement à empêcher l'expansion, dans l'atmosphère des ateliers, des vapeurs ammoniacales qui proviennent en abondance de la filature.

Des transformations importantes ont été réalisées avec succès pour donner une bonne évacuation des gaz et des fumées qui se dégagent au-dessus des *fours* et des foyers de *forge* dans l'industrie de la *feronnerie*, de la *boulonnerie* et des pièces détachées, notamment dans les grands établissements des Ardennes et de la Loire.

Dans une usine de cette dernière région où les ouvriers occupés au *décapage* des fusées d'obus par l'acide sulfurique souffraient de l'absorption des vapeurs acides auxquelles ils étaient exposés par leur travail, le Service a obtenu la substitution à la manipulation directe d'un procédé permettant à distance, et par des moyens mécaniques très simples, de tremper des pièces dans le bain acide et de les en retirer.

Dans la fabrication du *celluloid*, la nitration de la cellulose et l'essorage de la nitrocellulose dégagent des vapeurs nitreuses en abondance. L'inspecteur divisionnaire de Lyon expose que le principe de l'aspiration localisée a été heureusement appliqué aux essoreuses d'une usine de cette industrie pour l'évacuation des vapeurs nitreuses. Enfin, le même inspecteur, en rappelant les nombreux accidents aigus d'hydrocarburisme et les cas de benzinisme chronique observés chez les ouvriers de l'industrie du *caoutchouc*, signale un grand progrès réalisé dans cette industrie par un chef d'établissement qui est parvenu à opérer en vase clos le gommage et le séchage des toiles, obtenant ainsi, avec la récupération de la benzine, l'assainissement de l'atmosphère de l'atelier. Cette installation, combinée avec une bonne ventilation *per descensum* des ateliers de collage a heureusement transformé les conditions d'hygiène de l'industrie dont il s'agit.

Poussières. — En ce qui concerne les *polissoirs*, quelques industriels ont présenté des réclamations, faisant valoir qu'avec les appareils munis d'enveloppes, il devient impossible d'effectuer le polissage de certaines pièces en raison de leur forme, telles que les guidons et jantes de bicyclettes. L'inspecteur divisionnaire de Lyon expose à ce sujet que ces difficultés proviennent, pour la plus grande partie, d'installations défectueuses et d'appareils mal étudiés :

La plupart de ces installations sont prises sur un plan commun et sommaire, alors que, pour chaque industrie, les dispositifs devraient être ingénieusement combinés; aussi, s'il veut polir ou meuler des pièces encombrantes, difficiles, l'ouvrier est gêné dans son travail parce qu'il ne peut faire varier ni en grandeur, ni en situation, l'angle d'ouverture utilisable. En disposant les appareils d'une façon plus rationnelle, il est possible de remédier à cet inconvénient.

Cet inspecteur ajoute avoir vu polir un guidon de bicyclette avec un polissoir pourvu d'un capuchon approprié, sans que l'ouvrier fût gêné dans son travail; et il signale que, dans un certain nombre d'établissements, l'appropriation de l'outillage au travail a été suffisamment bien faite pour permettre le polissage ou l'avivage des pièces de grandes dimensions pour cycles sans aucune gêne pour l'ouvrier. Il confirme enfin une opinion qui a déjà trouvé place dans un précédent rapport et d'après laquelle il convient, pour l'aspiration des poussières métalliques, d'écarter les hautes dépressions pour rechercher les ventilateurs à grand débit et à faible pression.

Au sujet des *raboteuses à bois*, le même inspecteur signale une installation nouvelle réalisée aux ateliers de l'école professionnelle de Voiron qui donnerait, sans nécessiter une aspiration mécanique, une bonne évacuation des poussières et même des copeaux produits par ces machines,

La question des poussières présente une importance toute particulière dans les fabriques de *chaux et ciments*. Non seulement les rapports d'inspecteurs signalent de nouvelles applications dans cette industrie des procédés de dépoussiérage avec filtration de l'air poussiéreux aspiré, procédés déjà mentionnés dans les précédents rapports, mais ils exposent des résultats nouveaux obtenus dans certains travaux dont les conditions d'hygiène laissaient encore à désirer. On peut citer par exemple, dans la vallée du Rhône, l'installation d'appareils mus à distance pour retirer la chaux des fours au moment du défournement, l'installation d'un extinc-teur mécanique dans l'Oise, dans l'Yonne, la suppression du transport des matières par brouettes ou wagonnets et son remplacement par un transport mécanique, et enfin la captation des poussières à l'ensachage en Indre-et-Loire. Un procédé de captation de poussières à la mise en sacs du carbonate de soude a été également employé avec succès dans des usines de produits chimiques de la circonscription de Marseille.

Le procédé de dépoussiérage avec filtration de l'air poussiéreux qui permet de récupérer les folles poussières, est susceptible d'applications utiles dans toutes les industries dont le produit de fabrication est pulvérulent, et il vient d'être installé avec succès, tant au point de vue hygiénique qu'au point de vue économique, dans une importante usine de *broyage de phosphates* dans la région de Nantes.

Dans les *tanneries*, où le broyage de l'écorce détermine d'abondantes poussières, on est parvenu à capter et à récupérer ces poussières en encoffrant convenablement le hachoir, la chaîne à godets, le moulin et sa trémie, et en reliant les encoffre-ments à un ventilateur mécanique. Cette installation est décrite par l'inspecteur de Rennes qui signale les bons résultats obtenus au double point de vue hygiénique et industriel.

En ce qui concerne l'industrie textile, l'inspecteur divisionnaire de Lille expose que les efforts du service se sont portés tout spécialement sur l'industrie de la *filature de lin* et sur les ateliers de *préparation* et de *peignage* mécanique. Les résultats obtenus sont satisfaisants et communs à un grand nombre d'usines. Il signale, en même temps, l'application des principes de l'aspiration localisée mécanique des poussières dans une importante usine d'*épaillage de déchets de laine* provenant des peignages et des filatures, où le service a obtenu la ventilation des batteurs, qui ont pour but de débarrasser les fibres textiles des matières chardonneuses et des autres débris qu'elles contiennent. Chaque batteur-épailleur est mis en relation avec une double canalisation aspirante; une de ces aspirations enlève les poussières qui se dégagent à la partie supérieure de la machine, l'autre entraîne celles qui se produisent vers le bas. Ces poussières sont ainsi récupérées et de nouveau l'avantage économique accompagne le bienfait hygiénique. Semblable conclusion découle d'un rapport de l'inspecteur de Caen qui décrit une installation combinant heureusement la ventilation par refoulement et la ventilation aspirante; cette installation a donné les meilleurs résultats dans une nouvelle *filature de coton*. Le principe est le suivant : pendant que des ventilateurs refoulent l'air extérieur au-dessus des rangées de cardes à coton, empêchant ainsi les poussières de s'élever, un autre ventilateur aspirant détermine une dépression convenable à la base même des cardes par des bouches d'aspiration ménagées dans le sol de la carderie, et reliées à des conduits souterrains à l'extrémité desquels est placé ce dernier ventilateur. Les deux ventilations unissent ainsi leurs effets pour réaliser l'évacuation *per descensum* des poussières. L'inspecteur estime que cette combinaison est efficace, et que la captation des poussières est continue, s'effectuant aussi bien pendant le travail courant de la carde que pendant le débouillage. Et il ajoute que l'installation hygiénique de l'usine étant complétée par une introduction d'air pur et convenablement humidifié sous les tables des métiers à filer continus, le personnel jouit des conditions d'hy-

giène remarquables en même temps que les industriels bénéficient d'une production plus élevée que celle des autres filatures de la région.

Enfin l'inspecteur divisionnaire de Lyon signale que le mélange des farines à la pelle dans les moulins devient de plus en plus rare pour faire place au mélange mécanique; il ajoute que le battage des sacs à la main tend aussi à disparaître et qu'il se fait aujourd'hui mécaniquement dans des appareils clos.

ART. 8. — *Interdiction de prendre les repas dans les ateliers. — Soins de propreté individuelle.* — Il a été fait, cette année, de nombreuses installations de vestiaires avec lavabos; quelques-unes sont remarquables tant au point de vue de la propreté que de la commodité, et certains industriels ont même mis des douches à la disposition de leur personnel.

Un jugement de simple police, qui a condamné un chef d'établissement sur poursuite du service d'inspection, a admis, notamment, que quatre petits placards ne constituent pas un vestiaire suffisant pour 48 ouvriers, que des seaux d'eau ne peuvent constituer des lavabos, dans le sens du décret, et il a déclaré, en outre, que le tribunal n'a pas à considérer si les ouvriers négligeront peut-être, volontairement ou non, de se servir des appareils qui doivent être mis à leur disposition.

ART. 10. — *Isolement des moteurs. — Installation de barrières, de rampes et de garde-corps.* — Plusieurs industriels ont réclamé contre des mises en demeure du service de l'inspection du travail qui avaient prescrit la stricte application de cet article aux bacs de galvanisation; ces réclamations faisaient valoir que la nature même du travail empêchait d'interposer une barrière quelconque entre les ouvriers et les bacs. Le Comité consultatif des arts et manufactures, après avoir procédé à une longue et minutieuse enquête, a estimé qu'il ne paraissait pas impossible d'imaginer des appareils de manutention permettant de concilier les prescriptions du décret et la sécurité des ouvriers avec les exigences des opérations de la galvanisation; le Comité a, par suite, émis l'avis, que le Ministre a adopté, qu'il y avait lieu de maintenir les mises en demeure, mais en portant à un an le délai fixé pour leur exécution, en vue de tenir compte des difficultés que présente la stricte application du décret sur ce point et de permettre aux intéressés de faire les études nécessaires.

De son côté, l'inspecteur divisionnaire de Lille signale, dans les termes ci-après, que la protection des bacs à galvaniser la tôle et les tubes aurait été résolue d'une façon assez simple et pratique par deux établissements de sa circonscription :

Cette protection avait toujours été remise comme étant impossible et, remarque sérieuse, un de ces établissements avait émis le prétexte qu'un garde-corps fixe l'obligerait à des manœuvres longues et dangereuses, et même à modifier ses appareils de levage, à surélever sa toiture, etc. Or, il se trouve que le garde-corps mobile installé remplit, en fait, l'office d'un garde-corps fixe, car il n'est jamais déplacé. Toutes les manœuvres et opérations se font sans que l'on y touche, sans modifier les appareils de levage ni élever la toiture. Cet exemple montre ce que l'on peut obtenir avec une volonté soutenue et éclairée.

Les modifications obtenues par le service de l'inspection dans les conditions d'accès aux chantiers souterrains du métropolitain sont exposées comme suit par l'inspecteur chargé de la surveillance de ces chantiers :

Le plus souvent, les ouvriers étaient dans l'obligation de se servir, à la montée comme à la descente, d'échelles verticales de fortune; nombreux ont été les accidents causés par ces échelles; nous pourrions en citer un, de la ligne n° 3, qui a entraîné la mort d'un ouvrier un jour et une incapacité permanente le lendemain. Une autre échelle, boulevard de Sébastopol, a produit deux accidents le même jour. S'appuyant sur l'article 2 de la loi de 1893.

le service a pu faire disparaître les échelles verticales. Actuellement, sur tous les lots, des escaliers confortables ont été établis, et aucun accident n'est plus à signaler du fait des descentes.

ART. 11. — *Protection des monte-charges, ascenseurs, élévateurs.* — La question de l'application de cet article aux appareils de levage employés dans les chantiers de travaux du métropolitain, est résumée par l'inspecteur chargé de la surveillance de ces chantiers :

Successivement ont été assujettis aux prescriptions de l'article 11 du décret du 29 novembre 1904 les appareils de levage des catégories suivantes :

1° Monte-charges non guidé dont le crochet est suspendu au-dessous de la poulie mobile d'un palan;

2° Monte-charges non guidé dont le treuil est animé lui-même d'un mouvement de translation à la façon d'un pont roulant;

3° Grue élevant les matériaux dans un puits.

A ce jour, tous les appareils de levage employés sur les chantiers du métropolitain ou du nord-sud sont munis de dispositifs protecteurs, et les résultats obtenus sont importants, car, depuis plus de dix-huit mois, pas un seul accident de monte-charges ne s'est produit.

A propos des appareils de levage, l'inspecteur de Créteil signale l'installation d'une enfourneuse mécanique aux *fours Martin* dans un établissement de forges de sa circonscription :

On sait combien est pénible le chargement de ces fours à la main : ce travail est tellement dur que le recrutement des hommes assez vigoureux pour l'effectuer devenait difficile. Le directeur a fait installer une enfourneuse qui se compose essentiellement d'un grand bras de levier soulevant une énorme cuiller dans laquelle se trouve la matière à enfourner. Un mécanisme ingénieux et assez compliqué permet de présenter la cuiller devant le four, puis de l'enfoncer, de la retourner pour la vider, de la retirer et enfin de la replacer sur des wagonnets pour le chargement. Le tout nécessite un transport de force électrique.

La question s'est posée de savoir si les prescriptions du deuxième paragraphe de l'article 11, qui prévoient des mesures de sécurité particulières à l'égard des monte-charges destinés à transporter le personnel, sont applicables à un monte-charges « destiné uniquement au transport des marchandises, mais dans lequel un agent préposé à la manœuvre est posté dans la benne ou dans la cabine ». Le Comité consultatif des arts et manufactures a fait remarquer qu'on ne peut pas dire qu'il s'agisse, dans l'espèce considérée, d'un monte-charges « uniquement destiné au transport des marchandises », et il a estimé que les précautions prescrites par le règlement pour sauvegarder la vie humaine deviennent nécessaires dans ce cas particulier. Le Comité a, par suite, émis l'avis qui a été adopté par le Ministre que les prescriptions du deuxième paragraphe de l'article 11 sont applicables aux monte-charges qui fonctionnent dans les conditions susvisées.

ART. 12. — *Protection contre les parties dangereuses des machines.* — L'application de cet article du décret est toujours satisfaisante. Sur les 23,198 mises en demeure notifiées en 1907 pour l'application du décret de 1904, 7,692 visent l'article 12; le service a constaté, en même temps, que 5,922 mises en demeure concernant cet article avaient été exécutées en 1907. Les nombres correspondants relatifs à l'application de l'article 12 en 1906 étaient respectivement 6,467 et 5,915, et pour l'année 1905, 7,918 et 6,387. Le nombre des réclamations adressées sur ce point

à l'Administration par les chefs d'établissements diminue d'année en année, et ces réclamations, qui portent de moins en moins sur le principe des mises en demeure, ont plutôt pour objet des détails d'application ou des prolongations du délai d'exécution.

Cette année l'inspecteur d'Épinal s'est particulièrement attaché à la protection des métiers à filer continus, en raison des accidents graves qu'ils occasionnent; la protection des organes dangereux a été réclamée dans l'ensemble des filatures avec un délai assez court, et cet inspecteur estime qu'aujourd'hui, dans sa section, les tambours des métiers continus sont protégés partout et les accidents à peu près supprimés.

Au sujet des scies circulaires, l'inspecteur divisionnaire de Dijon signale une tendance à étendre au sciage des petites pièces l'usage du chariot d'avancement automatique, déjà indispensable pour le sciage des grosses pièces en grume, et qui diminue les risques d'accidents en éloignant l'ouvrier de la scie.

L'inspecteur divisionnaire de Lyon signale un nouveau mode de montage des lames de dégauchisseuse qui serait de nature à diminuer le nombre et à atténuer la gravité des accidents occasionnés par cette machine-outil. Il est basé sur le principe suivant : la section de l'arbre porte-lames est circulaire au lieu d'être carrée, et les lames sont fixées dans deux rainures de l'arbre par des boulons à tête noyée; la lumière de la table de la dégauchisseuse peut alors être réduite, et le jeu existant au-dessous des biseaux de cette lumière, entre ces biseaux et les parties tournantes, peut être ramené à un ou deux millimètres à peine.

En ce qui concerne les mesures de protection à prendre contre l'éclatement des meules, des progrès considérables ont été réalisés cette année. L'inspecteur de Mézières, dans la section duquel sont concentrées de nombreuses usines à fer employant un grand nombre de ces outils, estime que dans cette région les meules non protégées sont devenues l'exception.

Au sujet du décret du 7 décembre 1907 sur la protection des volants, meules et autres engins pesants tournant à grande vitesse⁽¹⁾, on a demandé ce qu'il convient d'entendre par l'expression « tournant à grande vitesse ». Le Comité consultatif des arts et manufactures a estimé que la vitesse dangereuse variant pour chaque appareil, il n'y avait pas lieu de fixer, une fois pour toutes, soit un nombre de tours, soit une vitesse à la circonférence à partir de laquelle tel ou tel engin sera réputé à tourner à grande vitesse. Le Ministre a adopté cette manière de voir et se propose de faire examiner par le Comité les réclamations d'espèce que lui soumettraient des industriels qui estimeraient que leurs engins sont placés à tort dans la catégorie d'engins tournant à grande vitesse.

ART. 16 et 17. — *Précautions contre l'incendie.* — L'article 16 exige que les escaliers desservant les locaux de travail soient construits en matériaux incombustibles ou en bois hourdé plein en plâtre. Que faut-il entendre par ces derniers mots? Le Comité consultatif des arts et manufactures a été saisi de la question, et il résulte des documents qui lui ont été communiqués qu'une couche de plâtre d'épaisseur suffisante (au moins 3 centimètres) et maintenue convenablement sur le bois au moyen de lattes et de clous à bateau est équivalente, quant à la protection du personnel, à un hourdis plein, et en outre, qu'il n'est pas nécessaire d'exiger les recouvrements en plâtre des limons des escaliers lorsqu'ils sont en bois dur. Le Ministre a adopté cette interprétation qui a été portée à la connaissance des inspecteurs du travail.

⁽¹⁾ Voir Bull., janvier 1908, p. 76.

ART. 20. — *Dispenses.* — Aucun chef d'établissement n'a demandé, au cours de l'année 1907, le bénéfice de cet article qui prévoit la possibilité de dispenses à certaines prescriptions du décret du 30 novembre 1904, et aucun arrêté n'a été pris dans ce sens.

II. — Décret du 28 juillet 1904.

Le service d'inspection a constaté, en 1907, l'exécution de 3,388 mises en demeure concernant l'application de ce décret et il en a notifié 5,306.

Les rapports des inspecteurs continuent à signaler des progrès marqués dans les industries qui logent un personnel nombreux dans de véritables dortoirs : il en est ainsi en particulier dans l'industrie sucrière et dans les sécheries de cossettes de chicorée de la région du Nord, dans un certain nombre de briqueteries du Nord et de l'Est, dans les usines de conserves de poissons de Bretagne, et dans les filatures, moulinsages et tissages de soie de la région du Sud-Est.

Mais les progrès sont toujours plus lents dans les petits établissements. Les inspecteurs divisionnaires signalent le grand intérêt qu'il y a à ne pas contrarier trop brusquement, sur ce point, les usages établis : la tendance chez les petits commerçants à cesser de loger leur personnel s'est manifestée plus particulièrement, cette année, dans les circonscriptions divisionnaires de Paris, Nancy, Rouen et Bordeaux. Les précédents rapports ont déjà fait ressortir les grands inconvénients que le développement de cette tendance pourrait avoir pour les employés qui sont le plus souvent conduits à se loger dans des conditions encore moins hygiéniques quand ils se trouvent dans l'obligation de louer eux-mêmes et, pour leur compte, des locaux de couchage, bien que la loi de 1902 sur la santé publique comporte en principe, à ce point de vue, les mêmes exigences que la loi de 1893.

Les difficultés que l'application du décret peut rencontrer dans certaines régions à la campagne sont résumées dans les observations suivantes présentées par l'inspecteur divisionnaire de Nantes à propos des petites tuileries de sa circonscription :

La lenteur des progrès constatés tient, pour une part, à ce que les conditions de couchage que nous avons à faire transformer ne diffèrent pas des conditions habituelles du couchage du personnel des exploitations agricoles au milieu desquelles les tuileries se trouvent dispersées. Les ouvriers tuiliers, d'autre part, habitués dans leur pays d'origine à des conditions d'existence très dures, ont considéré jusqu'à présent comme normal le couchage qui leur était offert. L'action du service devance donc sur ce point l'évolution des mœurs et ne peut, par suite, obtenir des résultats aussi rapides que si elle répondait à des besoins d'amélioration vivement ressentis par les ouvriers intéressés.

CHAPITRE III. — Décrets spéciaux.

Décrets du 18 juillet 1902 et du 15 juillet 1904, réglementant l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture. — La jurisprudence d'après laquelle les frais occasionnés par la fourniture et le lavage des surblouts prescrits par ces décrets sont à la charge du patron nonobstant toute convention contraire, a été confirmée par deux arrêts de la Cour de cassation des 20 mai et 7 août 1907⁽¹⁾.

Les rapports des inspecteurs continuent d'ailleurs à signaler que l'emploi de la céruse tend de plus en plus à disparaître, surtout dans les travaux de peinture à

⁽¹⁾ Bull., décembre 1907, p. 1315 et 1316

l'intérieur. Ces constatations ont été faites plus particulièrement dans les circonscriptions divisionnaires de Dijon, Nancy, Lille, Nantes et Marseille. Par contre, d'autres inspecteurs ont constaté que les architectes de certaines municipalités stipulaient encore expressément l'emploi de la céruse dans des travaux municipaux de peinture. Le Ministre du travail a saisi de la question le Ministre de l'intérieur, qui a prié le préfet du département considéré d'attirer toute l'attention des municipalités sur les graves inconvénients que l'emploi de la ceruse peut avoir sur la santé des ouvriers qui en feraient usage, et lui a rappelé les termes d'une circulaire du 11 janvier 1901, qui décide que, dans tous les travaux de peinture relevant du Ministère de l'Intérieur, l'emploi du blanc de zinc, à l'exclusion du blanc de céruse, sera imposé aux soumissionnaires.

Décret du 4 avril 1905, concernant la manipulation du linge sale dans les blanchisseries. — L'application du décret est signalée comme suffisante, pour l'ensemble de ses dispositions, dans les grandes blanchisseries organisées industriellement.

Certains inspecteurs font cependant remarquer qu'il y a parfois de réelles difficultés, même pour ces grands établissements, à se conformer strictement à la disposition de l'article 3 d'après laquelle le linge sale avec son contenant doit être désinfecté avant tout triage par un des procédés de désinfection admis pour l'exécution de la loi du 15 février 1902 sur la santé publique, ou par l'ébullition dans une solution alcaline. Mais ils ajoutent que des recherches sérieuses et d'ordre pratique sont faites en vue de solutionner ces difficultés.

Le même article ajoute, il est vrai, qu'à défaut de l'une de ces opérations, le linge sale doit tout au moins être soumis à une aspersion suffisante pour fixer les poussières. Le choix entre la désinfection et l'aspersion étant laissé par le décret à tous les industriels qui ne manipulent pas du linge sale provenant des établissements hospitaliers où l'on reçoit des malades, un grand nombre d'entre eux s'en tiennent au procédé de l'aspersion, qui est plus simple et moins coûteux; mais il est aussi moins efficace, à raison surtout de la difficulté d'apprécier à quel moment l'aspersion est suffisante pour fixer les poussières. L'inspecteur de Creil signale à ce propos la mise en fonctionnement d'un appareil intéressant qui effectue, en appareil clos, le battage du linge en vue de le débarrasser des poussières; l'appareil a quelque analogie, dans ses grandes lignes, avec la machine à laver à deux cylindres; le cylindre intérieur, qui reçoit le linge, est à mouvement alternatif; l'appareil est relié à une ventilation aspirante mécanique, et le linge y est enfin soumis à une injection de vapeur dont un réglage convenable permettrait de fixer les dernières poussières non aspirées, sans toutefois risquer de détériorer le linge.

CHAPITRE III. — Relevé des accidents du travail.

Le *Bulletin* a déjà publié la répartition des accidents du travail déclarés en 1907 au service de l'Inspection du travail entre les différentes catégories professionnelles et d'après leurs suites probables⁽¹⁾.

Le nombre des accidents déclarés est toujours en progression, 359,747 en 1907 contre 306,860 en 1906, soit une augmentation de 52,887. Les principales causes de cette progression depuis la fin de 1904 ont été examinées dans les précédents rapports, auxquels il n'y a rien à ajouter.

⁽¹⁾ *Bull.*, juillet 1908, p. 635.

Le tableau suivant donne la statistique des accidents d'après leurs causes matérielles de 1903 à 1907.

CAUSES MATÉRIELLES	NOMBRE D'ACCIDENTS DÉCLARÉS					
	D'ACCIDENTS.	EN 1903.	EN 1904.	EN 1905.	EN 1906.	EN 1907.
I. Moteurs		556	525	531	619	751
II. Transmissions.....		1,761	1,792	1,917	2,071	2,225
III. Machines — outils, métiers, etc.....		18,756	18,892	21,894	25,032	28,100
IV. Ascenseurs, grues, appareils de levage, puits d'extraction		1,890	2,114	2,485	2,976	2,929
V. Chaudières à vapeur, autoclaves, etc.....		287	275	270	306	341
VI. Explosifs, poudres, dynamite, explosion de gaz, etc.....		336	384	349	491	632
VII. Matières incandescentes, brûlantes, corrosives..		11,822	12,674	15,330	18,155	20,738
VIII. Éboulements, chutes d'objets		31,474	33,109	37,768	45,597	67,483
IX. Chute de l'ouvrier du haut d'une échelle, d'un escalier, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.....		37,476	38,275	45,007	53,418	63,450
X. Manutention des fardeaux		41,431	44,574	53,138	63,334	67,013
XI. Traction mécanique, conduite des voitures, accidents causés par les animaux.....		15,600	17,787	21,133	23,311	26,397
XII. Outils à main (marteaux, haches, scies, etc.)....		17,214	17,431	21,323	24,427	27,227
XIII. Électricité (accidents causés directement par le courant).....						403
XIV. Électricité (accidents causés indirectement par le courant).....						168
XV. Causes diverses.....		32,372	32,686	37,086	45,279	49,923
XVI. Causes inconnues.....		1,478	1,606	1,651	1,844	1,966
TOTAUX.....		212,753	222,124	259,882	306,860	359,747

Les tableaux suivants rapprochent le nombre des accidents du nombre des ouvriers employés dans chaque catégorie professionnelle. Mais les inspecteurs du travail ne peuvent évaluer le nombre des ouvriers que pour les catégories professionnelles soumises en totalité à leur contrôle, et par suite ces tableaux ne sont établis que pour ces seules catégories.

Pourcentage des accidents par catégories professionnelles et par années.

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES.	NOMBRE D'ACCIDENTS PAR 1,000 OUVRIERS.				
	EN 1903.	EN 1904.	EN 1905.	EN 1906.	EN 1907.
Industries de l'alimentation...	45.1	42.8	47.3	52.3	51.2
Industries chimiques.....	93.1	96.9	122.4	144.7	150.9
Caoutchouc, papier, carton...	47.5	50.8	59.7	73.7	78.3
Industries du livre.....	23.7	25.7	29.5	31.3	35.1
Industries textiles proprement dites.....	23.0	22.7	25.9	31.8	35.9
Travail des étoffes, vêtements.	4.8	4.6	5.8	6.6	8.2
Travail des pailles, plumes, crins.....	13.9	9.7	11.2	15.5	20.1
Cuir et peaux.....	24.6	24.8	24.4	32.3	36.2
Industries du bois.....	54.6	54.1	63.6	68.8	76.7
Métallurgie.....	190.7	213.0	257.4	292.3	298.5
Travail des métaux ordinaires.	95.2	97.8	114.5	136.2	152.9
Travail des métaux fins.....	17.0	16.3	18.3	21.8	29.7
Taille des pierres précieuses...	35.1	18.9	15.5	21.5	16.5
Taille et polissage des pierres.	49.9	50.1	53.4	59.1	57.6
Terrassement, construction en pierre.....	116.3	108.7	123.7	140.3	149.4
Travail des pierres et terres au feu.....	54.8	55.9	64.6	79.6	87.2
Commerces divers.....	.....	35.9	34.1	44.8	62.4
Commerce forain, spectacles, agences, etc.....	.....	.....	.....	.....	12.3
Banques, assurances, etc.....	.....	.....	.....	.....	0.7
Pour l'ensemble des professions.....	54.9	52.8	61.3	71.4	96.2

Le tableau ci-après donne les proportions par 1,000, pendant ces trois dernières années, des morts, incapacités permanentes et incapacités temporaires. Les propor-

tions de morts et d'incapacités permanentes restent sensiblement stationnaires. L'accroissement notable des incapacités temporaires, déjà constaté en 1905 et 1906, s'est poursuivi en 1907, suivant une progression continue.

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES.	MORTS (p. 1,000).		INCAPACITÉ PERMANENTE (p. 1,000).		INCAPACITÉ TEMPORAIRE (p. 1,000).	
	1906.	1907.	1906.	1907.	1906.	1907.
Industries de l'alimentation.....	0.2	0.3	0.65	0.7	41.0	55.3
Industries chimiques.....	0.5	0.4	1.3	1.2	93.7	146.7
Caoutchouc, papier, carton.....	0.2	0.3	1.5	1.5	48.3	75.2
Industries du livre.....	0.03	0.03	0.8	0.8	24.6	33.8
Industries textiles proprement dites.	0.05	0.06	0.8	0.8	21.7	34.9
Travail des étoffes, vêtements.....	0.02	0.02	0.08	0.1	4.2	8.0
Travail des pailles, plumes, crins..	0.06	0.06	0.3	0.06	9.1	19.3
Cuir et peaux.....	0.08	0.1	0.58	0.57	23.5	35.0
Industries du bois.....	0.2	0.2	2.3	2.4	50.6	72.6
Métallurgie.....	0.39	0.8	1.9	2.4	209.4	294.3
Travail des métaux ordinaires.....	0.2	9.3	1.9	2.1	94.6	149.1
Travail des métaux fins.....	„	0.1	0.35	0.2	15.3	28.8
Taille des pierres précieuses.....	0.5	„	„	„	17.9	16.5
Taille et polissage des pierres.....	0.19	0.4	1.1	0.9	47.9	54.7
Terrassement, construction en pierre	1.4	1.4	2.0	2.2	102.9	142.4
Travail des pierres et terres au feu.	0.2	0.4	0.9	0.98	53.9	84.7
Commerces divers.....	0.2	0.3	0.39	0.6	34.5	60.6
Commerce forain, spectacles, agences, etc.....	„	0.07	„	0.14	„	11.9
Banques, assurances, etc.....	„	„	„	0.03	„	0.7

L'APPLICATION, EN 1906, DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898 SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

1. — Application générale de la loi.

CHAPITRE I^{er}. — *Interprétations judiciaires.*

La jurisprudence de la Cour de cassation constituait déjà un ensemble trop complet pour que ses décisions nouvelles aient pu, pour la plupart, faire autre chose que confirmer l'interprétation de la loi qui se dégagait des arrêts précédents.

Continuant d'appliquer les principes qu'elle avait nettement formulés dès son arrêt du 17 février 1902, en ce qui concerne les éléments constitutifs du risque professionnel, elle a appelé, au regard d'un ouvrier blessé par une toupie lancée par un enfant, que tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail doit être considéré comme arrivé à l'occasion du travail (1^{er} août 1906).

Par arrêt du 1^{er} août 1906, elle a déclaré que la loi de 1898 n'était pas applicable à l'enfant posthume conçu postérieurement à l'accident.

Maintenant l'application rigoureuse qu'elle avait faite dès son arrêt du 13 décembre 1905 des dispositions de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898, elle a, à nouveau, affirmé (31 octobre 1906) que l'ouvrier qui, atteint d'incapacité permanente à la suite d'un accident du travail, a obtenu la rente de la loi de 1898, ne peut réclamer cumulativement la pension de retraite anticipée, prévue par le règlement intérieur de l'entreprise, au profit de tout agent, après un certain nombre d'années de service, que des blessures reçues dans le service obligeraient à congédier.

Elle a déterminé avec précision le sens de l'expression « ouvriers valides » dans l'article 8 de la loi du 9 avril 1898 : elle a estimé qu'en faisant usage de ces mots, le législateur avait seulement voulu indiquer que le juge, pour la détermination du salaire de base, ne devait pas tenir compte du salaire d'ouvriers dont une infirmité quelconque diminuerait la valeur professionnelle, mais qu'il ne s'ensuivait pas l'obligation pour lui de prendre pour base de son calcul le salaire de l'ouvrier arrivé au complet développement de sa capacité professionnelle, des raisons d'équité s'opposant à ce qu'une situation meilleure fût faite au mineur de seize ans ou à l'apprenti que celle qu'ils auront soit à seize ans, soit le jour où cessant d'être apprentis ils deviendront ouvriers (29 mai 1906).

Trois décisions, en date du 31 juillet et du 1^{er} août 1906, portant sur la question délicate du partage de la compétence en matière d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente de travail, entre le juge de paix et le tribunal civil ou son président, sont venues contribuer à préciser la portée des articles 15 et 16 de la loi de 1898.

La victime peut, tant que la blessure n'est pas consolidée, demander au juge de paix l'indemnité de demi-salaire, après avoir saisi le tribunal, mais il n'en résulte pas que la compétence de ce magistrat subsiste alors qu'a cessé l'état de maladie qui seul la justifie (1^{er} arrêt du 31 juillet 1906); le tribunal, saisi d'une action

⁽¹⁾ Extrait du quatrième rapport présenté au Président de la République, le 29 juillet 1907, par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, sur l'application générale de la loi du 9 avril 1898 relative aux accidents du travail. (Recueil des documents sur les accidents du travail réunis par le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, n° 27, 1907.) — Pour 1904, voir *Bullet in*, juillet 1906, p. 701, et août 1906, p. 812; pour 1905, voir *Bullet in*, mars 1907, p. 223.

comprenant à la fois la demande de l'indemnité journalière et la demande d'une rente, doit, par l'effet d'une prorogation légale de juridiction, statuer sur l'entier litige, mais il ne s'ensuit pas que le juge de paix devienne incompétent ou doive surseoir à statuer, lors que la demande, dont la loi lui attribue la connaissance, est portée devant lui, par cela seul que l'action connexe relative à l'allocation d'une rente a été introduite devant le tribunal civil (2^e arrêt du 31 juillet 1906); le fait que le tribunal est saisi d'une demande à fin de rente ne rend pas le juge de paix incompétent pour statuer sur l'indemnité journalière; la partie intéressée peut seule, en portant devant le tribunal les deux demandes, obliger celui-ci, par l'effet d'une prorogation légale de juridiction, à statuer sur l'un et l'autre chef par le même jugement (arrêt du 1^{er} août 1906).

Enfin, interprétant le même article de la loi de 1898, la Cour a affirmé de la façon la plus nette la compétence exclusive du juge de paix pour statuer sur toutes les contestations relatives aux frais de maladie, en décidant, contrairement à sa jurisprudence constante en matière de droit commun, qui attribue plénitude de juridiction au tribunal d'arrondissement, que le tribunal civil, saisi d'une opposition formée par un chef d'entreprise au commandement signifié par un hospice pour obtenir paiement de sommes dues pour hospitalisation d'ouvriers victimes d'un accident du travail, devait d'office se déclarer incompétent (19 décembre 1906).

Sur l'application de l'article 20, la Cour de cassation a précisé le caractère de la faute intentionnelle qui seule prive la victime de toute indemnité (arrêt du 31 juillet 1906) et celui de la faute inexcusable qui, si elle n'oblige pas le juge à majorer ou à minorer l'indemnité, lui impose cependant de motiver sa décision à cet égard (arrêt du 9 janvier 1907).

Tranchant enfin une question de procédure, elle a déclaré que les jugements rendus en matière d'accidents, comme tous ceux intervenus dans les diverses matières intéressant l'ordre public, ne peuvent faire l'objet d'un acquiescement (30 mai 1906).

CHAPITRE 2. — *Statistique des accidents*⁽¹⁾.

Le tableau suivant donne le nombre total des accidents graves et leur pourcentage pour chacun des groupes d'industries. Les accidents graves, qui figurent dans ce tableau, sont ceux qui ont donné lieu à un règlement judiciaire en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898.

GROUPES D'INDUSTRIES.	ACCIDENTS GRAVES SURVENUS			
	en 1906.		du 1 ^{er} juillet 1899 au 31 décembre 1906.	
	Nombre total.	P. 100.	Nombre total.	P. 100.
Métaux.....	5,287	21.54	17,706	20.91
Manutention et transports.....	4,114	16.76	21,591	16.94
Travaux publics et bâtiments.....	3,939	16.05	17,160	16.53
Industries extractives.....	3,336	13.59	12,686	12.22
A REPORTER.....	16,676	67.94	68,043	66.60

(1) Pour la statistique des avis transmis en 1906 par les maires à l'Inspection du travail pour son service de prévention et qui s'appliquent aux accidents suivis de mort ou ayant donné lieu à production d'un certificat médical, voir *Bulletin*, juillet 1907, p. 684. — Pour la statistique des accidents judiciairement réglés en exécution de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, voir, pour 1906, *Ibidem*, juillet 1907, p. 685.

GROUPES D'INDUSTRIES.	ACCIDENTS GRAVES SURVENUS			
	en 1906.		du 1 ^{er} juillet 1899 au 31 décembre 1906.	
	Nombre total.	p. 100.	Nombre total.	p. 100.
REPORT.....	16,676	67.94	68,043	66.60
Industries du bois.....	2,074	8.45	9,754	9.40
Industries textiles.....	1,566	6.38	6,467	6.23
Industries de l'alimentation.....	1,344	5.47	5,742	5.53
Travail des pierres et des terres au feu..	652	2.70	3,616	3.48
Industries chimiques.....	817	3.33	3,135	3.02
Papiers, caoutchouc, etc.....	676	2.75	2,705	2.60
Agriculture et forêts.....	342	1.39	1,627	1.57
Cuir et peaux.....	334	1.86	1,420	1.37
Industries insuffisamment désignées.....	56	0.23	206	0.20
TOTAUX.....	24,547	100.00	103,815	100.00

Le tableau qui suit donne le relevé, par année, de 1899 à 1906, des ordonnances et jugements rendus en matière d'accidents du travail en vertu de l'article 16 de la loi de 1898, d'après la gravité de ces accidents.

ANNÉES.	TOTAL.	CAS de mort.		INCAPACITÉ permanente totale.		INCAPACITÉ permanente partielle.	
		Nombre.	P. 100.	Nombre.	P. 100.	Nombre.	P. 100.
1899 (2 ^e semestre).....	899	534	59.4	13	1.4	352	39.2
1900.....	6,543	1,562	23.9	139	2.1	4,842	74.0
1901.....	10,627	1,729	16.3	227	2.1	8,671	81.6
1902.....	12,241	1,613	13.2	198	1.6	10,430	85.2
1903.....	13,853	1,524	11.0	179	1.3	12,150	87.7
1904.....	15,303	1,560	10.2	197	1.3	13,546	88.5
1905.....	19,802	2,138	10.8	171	0.9	17,493	88.3
1906.....	24,547	3,144	12.8	149	0.6	21,254	86.5
TOTAUX.....	103,815	13,804	13.3	1,273	1.2	88,738	85.4

CHAPITRE 3. — Procédure.

Les résultats heureux que n'avait point tardé à produire la loi du 31 mars 1905, et que le précédent rapport avait déjà pu signaler, se sont encore accentués.

Les magistrats conciliateurs sont maintenant assez pénétrés des dispositions nouvelles introduites par le législateur de 1905 dans le deuxième alinéa de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, imposant au président de constater dans son ordonnance la conformité de l'accord des parties aux prescriptions impératives de la loi, et d'indiquer, sous peine de nullité, les éléments de calcul de la rente allouée, pour que ne se rencontrent plus qu'à titre exceptionnel des décisions ayant omis de mentionner soit la quotité de la réduction de capacité subie, soit le salaire de base, soit, lors de l'instance en revision, la quotité de l'aggravation ou de l'atténuation de l'infirmité.

Mais, faisant échec aux prescriptions de l'alinéa final de l'article 16, des décisions

nombreuses encore, en dépit d'une décroissance notable, négligent de spécifier la substitution de l'assureur au chef d'entreprise, ou, par une interprétation erronée de l'intention du législateur, qui a voulu supprimer contre l'assuré tout recours de la victime, condamnent conjointement le chef d'entreprise et l'assureur à servir la rente, l'un à défaut de l'autre.

Un certain nombre d'ordonnances encore ont été relevées qui homologuent des rachats de rente par des capitaux insuffisants au regard du tarif de la Caisse nationale des retraites, en violation des dispositions des articles 21 et 28 de la loi de 1898, ou sanctionnent le rachat de rentes allouées à des mineurs ou supérieures à 100 francs. Doit être d'autre part signalé l'artifice auquel ont cru pouvoir recourir parfois les parties en s'accordant sur un chiffre de rente inférieur à 100 francs, immédiatement rachetée d'accord, bientôt suivi, grâce à la complaisance regrettable de certains magistrats, de l'allocation en revision d'une seconde rente rachetée à son tour.

Certains magistrats cantonaux avaient cru pouvoir se dispenser de procéder à l'enquête dont le soin leur incombe ou avaient cru pouvoir l'interrompre, lorsque les parties se conciliaient devant le président, avant que l'enquête eût été soit commencée, soit entièrement terminée. Le Ministère du travail et de la prévoyance sociale a appelé de nouveau l'attention du Ministère de la justice sur la nécessité de procéder en tous cas, quelle que soit la voie par laquelle le président a pu être saisi, à l'enquête prévue par l'article 12 de la loi du 9 avril 1898, dont l'utilité apparaît au double point de vue du contrôle de l'exacte attribution de l'indemnité due, que seule elle permet d'assurer, et de l'éventualité d'une instance en revision où elle constituera pour le tribunal saisi un élément précieux d'appréciation.

CHAPITRE 4. — *Modifications et extensions législatives.*

La loi du 12 avril 1906, qui a étendu à toutes les entreprises commerciales la législation sur la responsabilité des accidents du travail, ne devait, aux termes mêmes de son article 7, entrer en vigueur que trois mois après la promulgation du décret prévu au deuxième alinéa de l'article 4. Le décret a pu être promulgué au *Journal officiel* du 30 septembre 1906, rendant ainsi la loi exécutoire dès le 1^{er} janvier 1907.

En ce qui concerne les projets de loi d'initiative gouvernementale portant généralisation ou adaptation de la législation sur les accidents du travail, il y a lieu de signaler que la Chambre, en outre du projet de loi relatif à l'extension du régime de réparation forfaitaire aux accidents survenus aux ouvriers et employés des exploitations de l'État, et du projet de loi sur les maladies professionnelles, déposés le 14 juin 1906, a été saisie d'un projet de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, présenté dans la séance du 5 novembre 1906; d'un projet de loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail en Algérie, présenté dans la séance du 8 novembre 1906; enfin, depuis le 28 janvier 1907, d'un projet de loi concernant les accidents survenus dans les établissements pénitentiaires et dans les établissements hospitaliers.

L'Administration étudie en outre, à l'heure actuelle, les conditions dans lesquelles la législation du risque professionnel pourrait être appliquée aux accidents survenus aux maîtres et aux élèves des établissements d'enseignement, ainsi qu'aux accidents survenus aux militaires sous les drapeaux.

II. — Contrôle des assurances.

Intervention du contrôle dans l'intérêt des ouvriers. — Le précédent rapport du 18 octobre 1906 signalait l'amélioration constatée par l'Administration en 1904 dans la régularité des liquidations des rentes mises à la charge des sociétés d'assurances contre les accidents du travail. Cette amélioration s'est encore accentuée en 1905, grâce à la consécration que la loi du 31 mars 1905 a donnée à certaines interprétations administratives que quelques sociétés contestaient encore.

C'est ainsi que les rachats des rentes ne dépassant pas 100 francs ne pouvant plus être effectués, par suite d'une précision apportée au texte de l'article 21 de la loi du 9 avril 1898, que d'après le tarif établi par la Caisse nationale des retraites en exécution de l'article 28 de ladite loi, l'Administration n'a plus relevé au cours de l'année 1905 qu'un très petit nombre de rachats insuffisants.

Une diminution sensible a été constatée dans le nombre des règlements qui n'avaient pas été effectués dans les délais réglementaires. 282 retards seulement ont été relevés dans le cours de l'année 1905. Le nombre de ces retards s'était élevé en 1903 à 1,446 et en 1904 à 412.

L'application des dispositions de l'arrêté du 18 décembre 1902, relatif aux consignations obligatoires pour les sociétés n'ayant pu liquider dans le délai réglementaire les rentes à leur charge, a été strictement suivie par l'Administration. 129 rentes ont fait l'objet en 1905 de consignations de titres de rentes 3 p. 100, pour une valeur de 24,947 francs; au 31 décembre 1905, 13,242 francs de titres restaient consignés pour la garantie de 68 rentes.

Le nombre des rentes exceptionnellement constituées avec effet différé à la Caisse nationale des retraites, pendant l'année 1905, sur autorisation préalable de l'Administration, s'est élevé à 47, d'un montant total de 10,827 francs.

L'examen des documents fournis à l'Administration a permis de constater que, pendant l'année 1905, les sociétés d'assurances et syndicats de garantie contre les accidents du travail avaient constitué à la Caisse nationale des retraites 1,153,914 francs de rentes liquidées en application de la loi du 9 avril 1898 et versé à ce titre un capital de 16,205,307 francs; en ajoutant à ces chiffres ceux qui ont été relevés dans les précédents rapports, on voit que, depuis la mise en vigueur de ladite loi, le montant des rentes constituées par les sociétés d'assurances et syndicats de garantie à la Caisse nationale des retraites, à la suite d'accidents du travail, s'élève à 6,523,952 francs et que ces constitutions ont nécessité le versement, en capital, de 88,877,879 francs, ce qui donne, comme prix moyen de 1 franc de rente, 13 fr. 62.

Pendant l'exercice 1905, les sociétés ont réglé financièrement 11,917 sinistres ayant donné lieu à attribution de rentes. Le montant des rentes allouées a atteint 1,737,912 francs et leur règlement a coûté 24,717,980 francs, soit 2,074 francs comme coût moyen brut d'un sinistre en capital.

6,356 sinistres ont fait l'objet de rachats de rentes. Ces rentes s'élevaient à 351,650 francs et le montant des rachats à 5,384,642 francs.

4,387 sinistres ont été réglés par constitution de 1,047,814 francs de rentes à la Caisse nationale des retraites, les capitaux constitutifs versés s'élevant à 14,704,814 francs.

Enfin, 1,174 sinistres ont été réglés par inscription au compte des rentes viagères des sociétés gérant leurs réserves; ils représentaient 338,448 francs de rentes et 4,628,524 francs de capitaux.

Le nombre des règlements ayant fait l'objet de revision en application de l'ar-

ticle 19 de la loi du 9 avril 1898 a été de 532 en 1905. Le nombre total des révisions effectuées depuis la mise en vigueur de ladite loi s'élevait, au 31 décembre 1905, à 1,360. Le nombre total des sinistres réglés à cette date étant de 75,347, la proportion des révisions au nombre des règlements est de 1.805 p. 100.

Et ce qui concerne l'attribution en espèces du quart au plus du capital nécessaire à l'établissement des rentes que les victimes d'accidents peuvent demander après le délai de revision, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi, 11 cas ont été relevés en 1905.

ENQUÊTE SUR LE CHÔMAGE DANS LA MÉGISSERIE ET LA TANNERIE ⁽¹⁾.

On sait que l'Office du travail a entrepris en 1906-1908 une enquête sur les causes du chômage anormal signalé depuis plusieurs années par les syndicats ouvriers des industries de la préparation des cuirs et peaux.

Les résultats de cette enquête, en ce qui concerne la mégisserie, ont déjà été publiés dans le *Bulletin* ⁽¹⁾. On trouvera ci-après les résultats de l'enquête en ce qui concerne la tannerie.

L'enquête dans cette industrie a d'abord été effectuée à Paris; elle a été étendue ensuite aux divers centres de province.

Avant d'exposer les informations recueillies auprès des patrons et des ouvriers de la région parisienne, on doit devoir indiquer succinctement les diverses opérations de l'industrie de la tannerie.

TECHNOLOGIE DE LA TANNERIE.

Les peaux destinées au tannage sont fraîches, mais surtout salées ou sèches; les premières, aussi appelées *cuirs crus* ou *verts*, sont fournies par les bouchers établis à petite distance des tanneries, les secondes proviennent de bouchers qui ne peuvent faire parvenir les peaux à la tannerie qu'après plusieurs jours de voyage; elles proviennent aussi des pays étrangers; elles ont été soit séchées, soit salées pour en faciliter la conservation.

On emploie généralement les peaux de vache, de veau et de cheval pour faire les cuirs mous, celles de bœuf pour faire les cuirs forts ou les cuirs d'industrie.

Ajoutons que toutes les parties d'une peau n'ont pas une égale valeur et que dans une même peau, chaque partie peut recevoir et reçoit souvent un emploi différent.

Le *croupon* est la partie la meilleure du cuir, débarrassée du *collet* (partie du cou et partie avoisinante jusqu'à la hauteur des pattes de devant) et débarrassée aussi des *flancs* ou ventre, parties prenant de chaque côté de la bête à la hauteur des articulations des épaules et des hanches, de telle sorte que le croupon ne contient à proprement parler que le dos de la bête.

La *fleur* est la partie supérieure ou extérieure de la peau, celle qui supportait le poil.

La *chair* est la partie opposée de la peau, celle qui adhérerait à la chair.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, année 1908 : janvier, p. 34; avril, p. 340; juin, p. 552; août, p. 742; septembre p. 853.

Lorsqu'on divise une peau en une ou plusieurs épaisseurs (par le fendage, le sciage), la partie supérieure porte le nom de *fleur* et la partie inférieure côté chair, prend le nom de *croûte*.

Ces opérations de sciage se font avec des cuirs verts, c'est-à-dire non encore tannés, mais ayant subi déjà le travail de rivière ou avec des cuirs tannés.

Par le *tannage*, les peaux sont transformées en cuir; ce tannage se fait par l'action du tan, écorce du chêne broyée, par des produits similaires, tannage aux extraits, tannage au chrome, etc.

On distingue la fabrication des cuirs *durs* ou forts, tels que ceux employés pour semelles, équipements militaires; la fabrication des cuirs *mous* pour tiges de chaussures, sellerie, qui subissent ensuite les opérations de la corroierie.

Avant de procéder aux opérations du tannage, les peaux sèches, lorsqu'il s'agit de peaux sèches, sont mouillées pour leur rendre la souplesse de la peau fraîche ou verte. Ensuite qu'il s'agisse de peaux sèches ou de peaux vertes, on procède au pelanage (opération ayant pour but de permettre d'enlever le poil ou la toison qui garnit la peau) par des bains d'eau de chaux ou de sulfate de sodium. Pour la préparation du cuir fort, parfois, on procède à l'ébourrage. — Les peaux sont alors étendues dans des chambres ou étuves légèrement chauffées; l'échauffement de la peau qui résulte de ce genre de travail provoque une sorte de pourriture superficielle de la peau qui laisse ensuite facilement détacher le poil ou la toison.

On procède ensuite comme dans la mégisserie aux autres opérations du travail de rivière, c'est-à-dire au nettoyage des peaux en enlevant à la main le poil et les chairs avec un couteau à deux manches sur un chevalet de rivière, sorte de poutre ronde inclinée. Les peaux debourrées et écharnées sont dites « cuirs en tripes »; dans le *debourrage* on enlève du côté fleur, le poil ou la toison; dans l'*écharnage*, on enlève du côté chair les débris de chair, de muscles, graisse, encore adhérents à la peau. Ces opérations se font à la main, parfois à la machine; on lave ensuite les peaux à grande eau, on les pilonne au pied ou à la machine; parfois on les agite dans une caisse fermée dite « turbulent ou tonneau » pour chasser la chaux qui générerait les opérations ultérieures du tannage.

Puis arrive le travail de « passerie ou basserie » en cuves de 10 à 12 peaux, il consiste à mettre les cuirs en tripe en contact avec des jus de plus en plus forts; jus auxquels on ajoute progressivement des écorces fraîches; opérations qui demandent un mois. Ensuite viennent les opérations de « potée ou de relaisage »: le cuir sorti de cuves de passerie reste deux mois en deux manipulations dans des jus plus concentrés; ces cuves contiennent une cinquantaine de peaux.

Puis arrive le tannage de la peau dans des *fosses* de 3 mètres de profondeur environ et pouvant contenir 80 à 100 peaux avec du tan broyé plus ou moins fin, opération qui dure une année, le plus souvent un peu plus, et nécessite de grands espaces de terrains pour les fosses et immobilise ainsi un capital important dans les centres où le prix du terrain est cher⁽¹⁾. Le tannage se fait aussi plus rapidement avec des extraits de tan, de chêne, de châtaignier, etc.; à l'électricité, mais en certaine quantité aussi par le procédé dit au chrome. Dans ce dernier, l'action du tan est remplacée par celle de l'oxyde de chrome ou du bichromate de potasse. — Ce travail au chrome, qui se fait en quelques jours comme certains autres procédés de tannage rapide, nécessite une surveillance constante du travail, les peaux pouvant être brûlées par l'action du sel de chrome; il faut qu'une surveillance technique soit adjointe à la tannerie, frais que ne peuvent supporter les petites tanneries, ce qui contribue à maintenir le procédé au tan.

⁽¹⁾ C'est une des raisons pour lesquelles la tannerie de grosse peau a à peu près disparu de Paris.

Pour les cuirs durs, on procède ensuite au lent *séchage* des peaux à l'ombre, à l'abri des courants d'air et du soleil, puis au battage, au pilonnage, au cylindrage (travail fait à la main ou à la machine), pour donner plus de dureté au cuir.

Dans les cuirs mous, les premières opérations sont comme pour les cuirs durs; quand ils ont été tannés aux écorces et séchés, dès qu'ils commencent à devenir raides, on les dresse en les étendant sur une surface unie. Un cuir bien préparé doit présenter, fraîchement coupé, une tranche luisante, bien marbrée, et ne pas avoir dans son milieu une bande blanche, dite corne de cuir.

Tout cuir tanné qui n'est pas cuir fort ou qui n'est pas destiné à être employé comme cuir dur pour semelles, doit être corroyé, c'est-à-dire être soumis à diverses opérations qui ont pour but de l'assouplir, de le lustrer et de le mettre en couleur. En arrivant du tannage, ces peaux sont *défoncées*, c'est-à-dire ramollies avec de l'eau, puis *refoulées*, c'est-à-dire assouplies soit par le piétinement de l'ouvrier sur les peaux jetées sur les claies, soit par le battage avec une masse de bois, la bigorne. Ces peaux sont ensuite écharnées, puis l'épaisseur en est égalisée avec le drageoir ou couteau à revers (pour les côtés) et sur le milieu avec la lunette. Ces peaux sont mises alors à l'*essui*, c'est-à-dire à sécher, quand elles sont à moitié sèches, on les *retient*, c'est-à-dire qu'on les humecte à nouveau, puis on les soule une 2^e fois; on termine les opérations en *tirant* les peaux à la margueritte ou à la paumelle (c'est un outil de bois dur de forme rectangulaire de près de 30 centimètres de long pour une douzaine de large, dont le dessous est bombé dans le sens de la longueur, le dessus est plat, le dessous est cannelé transversalement). L'ouvrier tient cet outil en passant la main sous la manicle ou bande de cuir qui garnit le dessus. L'ouvrier avec la paumelle rend le cuir plus souple et plus lisse; en le passant fortement sur le côté chair (il le *corroye*) et ensuite en passant cet outil sur le côté fleur (il le *rebrousse*).

Dans le *hongroyage*, on prépare des cuirs forts et souples pour la sellerie, la bourrellerie, à l'aide de peaux vertes (bœuf, vache), traitées par l'alun et le suif; le travail se fait comme dans la mégisserie et dans la chamoiserie.

D'autre part, on distingue les *produits de la tannerie* qui reçoivent les dénominations et les emplois suivants ⁽¹⁾ :

A) *Cuirs tannés*, c'est-à-dire cuirs ayant subi les opérations du tannage ainsi qu'il a été expliqué précédemment, tannage à l'écorce, aux extraits, au chrome, etc.; en fosse, en cuves, au tonneau, etc.

Cuirs en croule : cuirs sciés simplement tannés, séchés au sortir des cuves, des fosses, des tonneaux, n'ayant subi aucune façon de corroierie et destinés à être lissés, corroyés ou vernis.

Cuirs forts ou jûsés : ébourrés à l'échauffe sans l'aide de la chaux, tannés à la jusée, séchés sans façon de corroierie et battus au marteau mécanique.

Ces cuirs sont destinés aux semelles des chaussures militaires, à l'exclusion de tous autres et aux semelles de chaussures civiles dans les régions humides. Ils se préparent avec des cuirs de bœuf.

Cuirs lissés : ces cuirs, au sortir des cuves, des fosses ou des tonneaux, sont lissés à l'eau et généralement battus au marteau mécanique ou cylindrés afin d'obtenir la consistance, la fermeté, la régularité, l'imperméabilité. Ils sont employés pour les semelles de chaussures; leur production et leur emploi sont considérables. Ils se préparent avec des peaux de bœuf et de vache, et beaucoup sont des cuirs étrangers.

⁽¹⁾ Indications tirées en partie du Rapport de M. Placide Peltreau, rapporteur de la classe 89 : cuirs et peaux. Exposition universelle de 1900.

Cuir corroyés : ces cuirs, au sortir des cuves, des fosses ou des tonneaux, sont corroyés avec des matières grasses qui leur donnent la souplesse et l'imperméabilité. Ils sont dénommés cuirs à « œuvres », « cuirs mous » et leurs emplois sont innombrables pour la fabrication de la chaussure (tiges principalement), la sellerie, la carrosserie, la bourrellerie, les courroies et autres usages industriels.

Ils se préparent indistinctement avec des peaux de bœuf, de vache, de veau, de cheval, de chèvre, de mouton, de porc, etc.

Cuir hongrois. — Ce sont des cuirs préparés suivant un procédé originaire de Hongrie, au chlorure d'aluminium par la réaction du sel marin sur l'alun. Les peaux de l'espèce bovine reçoivent seules de traitement; ces cuirs sont destinés à la bourrellerie.

Cuir de Russie. — Ce sont des cuirs corroyés qui doivent leur parfum spécial à l'essence de l'écorce de bouleau, qui est aussi employée en vue de la conservation de la peau.

Cuir vernis. — Ces cuirs, après le tannage et le travail de corroierie, reçoivent des couches successives d'un apprêt composé d'huile de lin cuite, rendue siccativée à l'aide de sels de plomb et mélangés de noir de fumée. L'application du vernis se fait ensuite. Imperméables et brillants, ils sont employés pour la carrosserie, la sellerie, les chaussures de luxe et préparés avec des peaux de bœuf, de vache, de veau, de chèvre, de mouton.

Cuir en suif. — Cuir employés par les selliers et les bourrelliers, préparés en plaçant dans une étuve chauffée des cuirs étirés et imbibés sur les deux faces de suif fondu; quand le suif les a bien pénétrés, on les noircit au moyen d'une teinture composée de vin ou bière aigrie dans laquelle on a fait digérer de la vieille ferraille.

Cuir en huile. — Cuir dans lesquels le suif a été remplacé par l'huile de poisson ou par des dégras de chamoiseur.

Quand on veut donner aux cuirs en suif ou en huile leur couleur fauve naturelle malgré les matières grasses dont on les a imprégnés (pour les harnais et la sellerie par exemple), on supprime la teinture et on donne le lustre avec une infusion de safran et de graisse d'Amérique dans la bière.

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

DANS LA RÉGION PARISIENNE.

La tannerie est exercée dans un nombre relativement élevé de petits établissements à Paris et en banlieue; la fabrication du cuir verni n'occupe presque pas d'ouvriers à Paris, presque tous sont en banlieue, à Gentilly, Montreuil, Bagnolet, Saint-Denis, Puteaux, etc.; les établissements de plus de 100 ouvriers sont plus importants dans le cuir verni que dans la tannerie proprement dite.

Rappelons que le recensement professionnel de 1901 accusait les chiffres suivants pour la tannerie et le cuir verni dans le département de la Seine (Paris et banlieue) :

	POPULATION active totale.	PERSONNEL des établissements (employés et ouvriers.)	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS		
			de moins de 21 ouvriers.	de 12 à 100 ouvriers.	de plus de 100 ouvriers.
			—	—	—
Tannerie.....	1,017	945	15	8	2
Cuir verni....	1,666	1,622	5	12	5

Opinions des patrons.

La situation n'étant pas la même dans toutes les spécialités, il y a lieu de les étudier séparément.

Cuir fort. — Dans cette spécialité, les matières premières sont des peaux françaises venant en partie des abattoirs de Paris. Lorsqu'il s'agit des fabriques du cuir fort pour semelles de chaussures militaires, le cahier des charges des adjudications prévoit en effet que les peaux doivent être françaises.

Ces peaux sont achetées aux ventes publiques, à Paris, dans les conditions déjà expliquées⁽¹⁾, c'est-à-dire « peaux à faire » et par quantités assez mal limitées, ce qui favoriserait les spéculations dont se plaignent les tanneurs. Les acheteurs américains, spéculateurs autant si ce n'est plus qu'acheteurs fermes, auraient ainsi provoqué des hausses allant jusqu'à 25 p. 100 qui gêneraient les fabricants parisiens.

Le travail a sensiblement baissé dans cette spécialité depuis les années 1905 et 1906, qui avaient, il est vrai, marqué un progrès considérable sur les années précédentes. Par rapport à ces deux années, la diminution serait de près de moitié. Ce ralentissement des commandes n'a pas amené de fermeture d'ateliers, mais dans tous les ateliers, on a diminué la durée du travail; souvent on a arrêté quelques jours par semaine. Ce sont les manœuvres qui ont supporté le principal chômage ($\frac{1}{3}$ environ des ouvriers); les ouvriers de métier, les trancheurs, ont été maintenus; on les a conservés en vue d'une reprise possible et on les a répartis dans les divers postes.

Le taux des salaires n'a pas été modifié; il avait, au moment de l'activité, marqué une légère hausse (que l'on retrouve d'ailleurs dans les autres spécialités du cuir); cette hausse s'est maintenue; l'ouvrier débute à 0 fr. 40 par heure et l'ouvrier du métier expérimenté arrive à 0 fr. 70; on évalue que l'ouvrier faisant la journée complète gagne de 5 à 6 francs par jour en moyenne.

Les cuirs de cette spécialité étant destinés en grande majorité aux fournitures militaires et, en particulier, aux semelles, l'absence ou la très grande diminution des commandes militaires a été l'unique cause du ralentissement du travail; à côté de cette cause qui est de beaucoup la plus importante. — Il faut noter, en ce qui touche les cuirs pour courroies, l'influence des fluctuations de l'activité industrielle, de la concurrence étrangère pour les courroies de coton ou similaires, bien que les courroies de cette nature coûtent à qualité égale à peu près les mêmes prix que les courroies de cuir.

Les remèdes proposés sont dans une plus grande régularité des commandes pour fournitures militaires. La question de l'apprentissage n'a pas d'importance, étant donnée la grande simplification du travail apportée par la spécialisation des tâches; les procédés de fabrication sont d'ailleurs restés les mêmes: tannage lent à l'écorce de chêne en fosses comme par le passé.

Les patrons de cette spécialité acceptent l'organisation de commission mixte de patrons et d'ouvriers; ils estiment que puisqu'il existe des conseils de prud'hommes composés de patrons et ouvriers pour régler les différends existants, on peut admettre que des commissions analogues fonctionnent pour prévenir des conflits ou améliorer dans une certaine mesure les relations des patrons et des ouvriers.

Cuir pour harnachement militaire ou cuir noir. — La plupart des peaux employées dans cette spécialité sont des peaux de pays, parce que les marchés avec les minis-

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, avril 1908, p. 344.

lères exigent que ces peaux soient françaises et peaux de bœufs. Pour les marchés avec les puissances étrangères, les conditions permettent des peaux de vaches, taureaux français et étrangers. Ces peaux étrangères (saladeros) sont généralement achetées au Havre. Les plaintes en ce qui concerne les excréments qui salissent les peaux de pays vertes livrées soit par les commissionnaires, soit par d'autres, sont celles qui ont été déjà mentionnées⁽¹⁾; dans certains cas, le déchet serait de près d'un cinquième. Sur les ventes publiques les avis sont partagés: certains signalent que les résultats des ventes, que les peaux soient « faites » ou qu'elles soient à « faire », sont aussi aléatoires, les lots sont peu homogènes, et depuis que, à la suite des achats américains, les cours ont subi des variations qui ont été précédemment signalées, la production se ressent de l'incertitude dans laquelle vit le fabricant. La tranquillité que permettaient avant le système des ventes publiques mensuelles les achats de peau passés pour une année entière, n'existe plus. Les prix se trouvent modifiés plusieurs fois entre le jour de la mise en fosse et le jour de la vente des produits fabriqués; le tanneur doit posséder des réserves de capitaux et de matière première pour pouvoir profiter des occasions favorables; par suite les petites tanneries se trouvent absorbées par les grosses; en tout cas, ces petites sont amenées à s'unir aux grosses pour l'écoulement de leurs produits. En fait, l'industrie du cuir noir à Paris consiste surtout dans le corroyage de peaux tannées en province.

La production dans cette spécialité aurait diminué des deux tiers environ par rapport aux années 1905-1906; cette diminution serait due principalement au défaut de commandes de l'État français. Elle a amené le renvoi d'un certain nombre d'ouvriers, des manœuvres principalement dans la proportion d'un cinquième environ du personnel total; la journée de travail a été réduite également: 8 heures au lieu de 10. Bien que le taux des salaires n'ait pas diminué — il y a deux ans il a même été en hausse d'environ 10 p. 100 — le gain hebdomadaire de l'ouvrier s'est trouvé plus faible que les années précédentes; la plupart des ouvriers, sauf ceux de « brasserie » ou de « rivière » qui sont à l'heure, travaillent aux pièces ou d'après un système qui donne une prime suivant la production.

Le métier n'est pas devenu plus difficile à apprendre ni à exercer; au contraire, l'introduction de machines de plus en plus perfectionnées a permis de former rapidement des ouvriers avec de simples manœuvres.

Le remède à apporter à cette situation serait celui qui a été déjà indiqué, une plus grande régularité dans les commandes faites par l'Administration militaire en France, et, en ce qui concerne les commandes par les gouvernements étrangers, un appui plus énergique de la part de nos représentants à l'étranger.

Ces fabricants ne sont pas hostiles au projet d'une réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers; ils entrevoient cependant de grosses difficultés d'application.

Semelles pour chaussures civiles (article courant). — Dans cette spécialité, les matières premières sont aussi des peaux de pays pour la plus grande partie (peaux de bœufs ou vaches, fraîches ou salées); quelques peaux; moins de 10 p. 100, sont des peaux étrangères. Comme dans les fabrications déjà étudiées, les peaux sont achetées aux ventes publiques et quelquefois aux commissionnaires et négociants en cuirs lorsqu'il est besoin d'assortiments spéciaux. On se plaint également des brusques variations des cours des matières premières, surtout des mouvements de hausse, parfois de plus de 20 p. 100, alors que sur les produits fabriqués, les cours ne montent pas dans des proportions analogues. Ces fabricants expliquent qu'en province, dans les petits centres, les ventes de peaux se font avec des cours plus

⁽¹⁾ *Bulletin*, septembre 1908, p. 867.

stables, parce que les relations entre les bouchers et tanneurs y sont plus étroites que dans la région parisienne.

Le ralentissement du travail qui s'est produit a été amené en partie par les prix élevés de la matière première qui fait retarder les mises en fosse; on ne travaille que pour maintenir les stocks existants. D'autre part, la cordonnerie française qui ne se développe pas offre un débouché insuffisant.

Cependant le chômage est faible parmi les ouvriers. Les ouvriers qui avaient, l'an dernier, commencé à chômer ont trouvé de l'ouvrage dans des établissements voisins qui cherchaient de la main-d'œuvre (champignonnistes, briquetiers, etc.). Ce sont les manœuvres qui ont quitté; les ouvriers du métier, les trancheurs, les corroyeurs, etc., sont restés. Les salaires se sont maintenus: environ 0 fr. 50 l'heure pour les manœuvres, 0 fr. 60 à 0 fr. 70 pour les ouvriers de métier, corroyeurs, etc.

Les procédés de métier ne se sont pas modifiés, le métier est devenu plus facile à exercer et même à apprendre grâce à l'emploi plus fréquent des machines.

A signaler cependant que les écharneurs se rencontrent plus difficilement, probablement parce que leur métier est pénible et sale (travail dans l'eau).

Il n'est pas indiqué de remède au ralentissement du travail. On n'est pas partisan de la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers.

Cuir verni pour chaussures. — Les peaux qui sont employées dans cette spécialité sont de petites peaux de veau, veau de lait, c'est-à-dire n'ayant pas brouté, provenant de Bretagne, de Russie et d'Allemagne, celles de Bretagne et de Bavière sont spécialement recherchées. Ces peaux sont achetées soit aux négociants en cuirs habitant à Paris, soit aux négociants allemands de Berlin, Francfort, Hambourg; on achète dans cette ville spécialement les peaux venant de Russie. Depuis quelques années, les ventes publiques ont pris un grand développement: cependant on recourt encore aux commissionnaires pour la préparation de lots réunissant des sortes choisies.

La diminution de la production dans cette spécialité est due au changement de mode qui s'est produit en France, où l'on a abandonné le cuir verni pour les chaussures de couleurs (box-calf pour la plupart); d'autre part, les cordonniers ne voulant pas garantir la solidité des chaussures vernies, la clientèle a délaissé très rapidement ce genre, de prix généralement élevé. (Le vernis, même le mieux préparé, peut en effet se casser; pour que le vernis puisse se conserver, il faudrait que le vernis et la peau qu'il recouvre aient rigoureusement la même élasticité, ce qui est difficile à rencontrer). Il y a, au contraire, peu de diminution dans la production pour l'exportation, malgré la concurrence étrangère. Une compensation a été trouvée, en France, grâce à la nature des peaux employées; les peaux étant sciées dans l'épaisseur on a fait des croûtes vernies de bonne qualité encore, mais de prix moins élevé que les peaux entières.

La diminution de production a été suffisante pour mettre en chômage un quart des ouvriers. Toutes les spécialités d'ouvriers ont été également atteintes par la baisse de travail. Le taux des salaires, qui avait été en hausse il y a deux ans, est resté stationnaire; l'appréteur, le drayeur à la machine gagnent environ 6 fr. 50 à 7 francs par jour (10 heures de travail), le vernisseur en moyenne 6 francs.

Les procédés de fabrication se sont peu modifiés, chaque fabricant ayant des tours de main spéciaux pour la préparation de ses vernis; mais les machines de plus en plus usitées dans la préparation des peaux ont permis l'emploi de manœuvres aux postes de vernisseurs.

Il n'est pas signalé de remède à la crise dont on se plaint. On n'est pas partisan de la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers.

Autres spécialités. — Dans le verni pour équipement militaire, dans le verni pour

brides de sabots et galoches, dans le verni pour *capotes de carrosserie et d'automobiles*, le travail a subi aussi des diminutions notables. Les peaux qui servent à la fabrication du verni pour équipement civil, ceinture, sont des peaux de mouton de bonne qualité et d'origine française ou de petites peaux de veau de qualité courante pour les brides de sabots. Les grosses peaux nécessaires pour la carrosserie sont des peaux de bœuf, vache, taureau; des peaux de cheval pour les qualités à meilleur marché. Avec les peaux sciées, la croute vernie a permis de fabriquer à bon marché les jambières civiles vernies dont l'usage s'est très répandu ces temps derniers. La chèvre est aussi employée pour les produits en concurrence avec le mouton. Toutes ces peaux sont des peaux françaises. Beaucoup d'ailleurs sont achetées toutes tannées, lorsque les cuirs verts proposés sur le marché sont insuffisants; ces peaux subissent alors une nouvelle préparation avant le vernissage.

La consommation, qui est presque uniquement française, a subi une diminution qui, dans certains genres, a été très sensible dans le verni pour sabots, galoches, pour automobiles, pour équipements civils, ceinturons, visières de casquettes; mais pour d'autres, dans la fabrication des vernis pour jambières, le travail s'est maintenu.

On donne pour motifs de cette baisse la concurrence étrangère, allemande principalement, le ralentissement du travail dans la carrosserie et dans l'automobile, l'absence de commandes d'équipement militaire verni et aussi la situation des cultivateurs restés acheteurs fidèles des cuirs vernis.

Comme le ralentissement du travail s'est produit lentement, le chômage a été peu sensible; on n'a pas remplacé les ouvriers qui quittaient; moitié à peine des ouvriers sont des ouvriers de métier. Il n'a pas été fermé d'ateliers, mais souvent la journée a été réduite à huit heures. Les salaires peu élevés pratiqués dans l'industrie du verni ont fait que les ouvriers ont peu recherché ces usines et qu'il n'y a pas eu excès de main-d'œuvre. Le taux du salaire de l'ouvrier vernisseur a varié de 0 fr. 40 à 0 fr. 60 l'heure.

Les stocks existants, la concurrence étrangère organisée et dirigée par des groupes d'industriels (cartels) rendent difficile la reprise du travail et ne permettent pas d'indiquer des remèdes, même avec une modification des tarifs douaniers pour notre marché intérieur. On trouve inutile l'organisation d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers.

Opinion des ouvriers.

Les ouvriers reproduisent les mêmes observations que celles qui ont été présentées par les patrons en ce qui concerne les genres de produits, l'origine des matières premières et la diminution de la production, variable, d'ailleurs, suivant les spécialités.

Ils signalent tout particulièrement comme causes de la diminution du travail la hausse des matières premières, l'achat en province de peaux tannées qui subissent seulement les dernières façons de corroierie et de vernissage dans les ateliers de la région parisienne. Sur les effets de l'extension du travail aux machines, les opinions des ouvriers sont partagées : suivant les uns, elle amène une réduction du personnel; suivant les autres, elle permet de soutenir la concurrence et, par suite de la diminution des prix de revient, d'étendre la consommation. Quant à l'article pour équipement militaire, le cuir noir pour harnachement, on se plaint du manque de commandes succédant à la très grande activité des années dernières.

On évalue les chômeurs chez les tanneurs à un quart, à un tiers chez les corroyeurs. Ceux-ci auraient été souvent remplacés par des manœuvres à salaires moins

élevés, sauf pour les chefs d'équipe. Quant au taux du salaire, il ne serait pas changé, mais le gain hebdomadaire se trouve influencé soit par les suspensions du travail, soit plutôt par des réductions de la journée du travail (huit heures au lieu de dix heures).

Les ouvriers reconnaissent que l'apprentissage disparaît, mais que l'apprentissage n'est guère nécessaire avec les procédés de fabrication : on forme un ouvrier avec un manœuvre au bout de quelques semaines.

Les ouvriers estiment que l'ouvrage serait pour eux plus abondant si on observait scrupuleusement les cahiers des charges dans les marchés de fournitures militaires : les façons de tannage et de corroierie que doivent recevoir les cuirs sont faites parfois incomplètement au détriment de la main d'œuvre et aussi de la qualité et de la durée du cuir ; certains cuirs, notamment des cuirs fauves pour sellerie, seraient des cuirs importés presque finis de l'étranger. Les ouvriers demandent, à ce sujet, à être représentés dans les commissions de réception.

Les ouvriers signalent aussi les dangers que présentent pour l'hygiène des ateliers et même l'hygiène générale la pratique des bouchers de livrer à la tannerie des peaux couvertes d'excréments ; ils pensent qu'il serait possible d'y remédier en interdisant le transport et la manipulation dans les gares et chantiers publics de peaux couvertes d'excréments, sauf dans des conditions spéciales d'emballage.

Les ouvriers sont, en majorité, partisans de la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers qui aurait pour but d'apporter des remèdes à la situation en dehors de ceux déjà indiqués et dont elle aurait déjà à rechercher les voies et moyens d'application.

STATISTIQUE

DES TRAVAUX DE SECOURS EN CAS DE CHÔMAGE

PENDANT L'ANNÉE 1907.

On sait qu'aux termes d'une circulaire du Ministre du Commerce en date du 26 novembre 1900, les préfets doivent chaque année dresser un état des travaux de secours en cas de chômage que font effectuer les communes de leur département. Ils donnent en outre des indications sur les opérations des différentes sociétés d'assurance par le travail.

D'après les rapports fournis par les préfets pour l'année 1907, l'Office du travail a pu établir les données statistiques suivantes :

Des travaux de secours en cas de chômage ont été organisés par 908 municipalités réparties dans 65 départements.

Pour 896 communes réparties dans 63 départements, le montant des dépenses a été indiqué : il s'élève au total à 2,087.450 fr. 82.

Pour 843 communes réparties dans 60 départements, le nombre total des chômeurs employés à ces travaux a été de 34.267.

Pour 822 communes réparties dans 55 départements, le nombre total des journées de travail effectuées par les chômeurs employés a été de 598,905.

Ces trois chiffres ne sont donc pas comparables, car ils ne correspondent pas aux mêmes communes.

Le tableau suivant (page 178) indique, d'après les rapports des préfets et pour chaque département, le nombre de communes ayant organisé des travaux de secours, le montant des dépenses, le nombre des chômeurs employés et le nombre des journées effectuées.

Les rapports des préfets n'ont pas signalé de travaux de secours organisés par les municipalités en ce qui concerne les départements qui ne figurent pas sur ce tableau.

Parmi les 896 municipalités pour lesquelles le montant des dépenses affectées aux travaux de secours en cas de chômage a été fourni, celles qui ont dépensé les sommes les plus élevées sont les suivantes :

Perpignan, 250,000 francs ; Saint-Étienne, 55,248 francs ; Angoulême, 52,324 francs ; Tours, 51,938 francs ; Brest, 50,000 francs ; Moulins, 37,919 francs ; Toulouse, 35,968 francs ; Dijon, 31,683 francs ; Rennes, 29,996 francs ; Les Sables-d'Olonne, 24,466 francs ; Nîmes, 26,000 francs ; Beauvais, 24,800 francs ; Coursan (Aude), 24,246 francs ; Roanne, 23,895 francs ; Le Mans, 22,495 francs ; Vitré, 22,157 francs ; Marsillargues (Hérault), 22,143 francs ; Alençon, 170 francs ; Nancy, 16,905 francs ; Saint-Brieuc, 16,398 francs ; Pau, 15,223 francs ; Vauvert (Gard), 14,880 francs ; Laval, 14,594 francs ; Limoges, 13,628 francs ; Lorient, 12,993 francs ; Lavau (Yonne), 12,171 francs ; Mayenne, 12,171 francs ; Lézignan (Aude), 12,000 francs ; Nogent-le-Rotrou, 11,509 francs ; Béziers, 10,801 francs ; Toulon, 10,400 francs ; Cazouls-les-Béziers (Hérault), 10,367 francs ; Biscarosse (Landes), 10,000 francs ; Poitiers, 10,000 francs ; Vitré, 10,000 francs.

Dans un certain nombre de villes, d'après les rapports des préfets, les travaux de secours sont exécutés dans les *ateliers de charité*. On relève notamment, à ce sujet : Alençon (17,000 fr.), Auch (5,000 fr.), Brest (50,000 fr.), Evreux (30 à 40 chômeurs sont employés toute l'année pour un salaire de 1 fr. 50 par jour), Lisieux (1,075 fr.), Pau (15,223 fr.), Quimper (4,052 journées sur 7718 sont effectuées à l'atelier de charité), Vitré (22,157 fr.).

Dans ces ateliers de charité, on emploie non seulement des chômeurs proprement dits, mais aussi des vieillards et des infirmes. Le cas est signalé par les préfets en ce qui concerne les ateliers de charité d'Alençon et de Pau.

Moyennes des sommes reçues par chômeur. — Pour 712 communes réparties dans 54 départements, les rapports des préfets ont fourni *à la fois* le montant des sommes dépensées et le nombre des chômeurs employés. On a pu, pour ces 712 communes, groupées par département, calculer la moyenne des sommes reçues par chômeur. Ce calcul donne les résultats suivants :

Cette moyenne est inférieure à 5 francs dans 1 département (soit 1.8 p. 100 sur les 54 départements) [Vaucluse, 0 fr. 53]. Elle est comprise entre 5 et 10 francs dans 2 départements (3.7 p. 100) [Aube, Isère] ; entre 10 et 20 francs dans 5 départements (9.3 p. 100) [Ardèche, Aveyron, Cher, Indre, Jura] ; entre 20 et 40 francs dans 16 départements (29.6 p. 100) [Hautes-Alpes, Aude, Drôme, Gard, Haute-Garonne, Landes, Loire, Meurthe-et-Moselle, Morbihan, Nièvre, Orne, Pas-de-Calais, Hautes-Pyrénées, Saône-et-Loire, Tarn, Vienne] ; entre 40 et 60 francs dans 11 départements (20.4 p. 100) [Ardennes, Charente-Inférieure, Gironde, Ile-et-Vilaine, Manche, Marne, Mayenne, Puy-de-Dôme, Sarthe, Deux-Sèvres, Yonne] ; entre 60 et 80 francs dans 3 départements (5.6 p. 100) [Aisne, Maine-et-Loire, Nord] ; entre 80 et 100 francs dans 2 départements (3.7 p. 100) [Calvados, Seine-et-Oise] ; entre 100 et 250 francs dans 9 départements (16.7 p. 100) [Allier, 150 fr. 91 ; Eure-et-Loir, 101 fr. 68 ; Loiret, 181 fr. 81 ; Oise, 242 francs ; Pyrénées-

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES COMMUNES.	MONTANT des DÉPENSES.	NOMBRE de CHÔMEURS em- ployés.	NOMBRE de JOURNÉES de travail effectuées.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES COMMUNES.	MONTANT des DÉPENSES.	NOMBRE de CHÔMEURS em- ployés.	NOMBRE de JOURNÉES de travail effectuées.
AIN.....	1	8,000 ⁽⁰⁰⁾	15	"	LOIRET.....	2	11,000 00	55 ⁽¹¹⁾	6,200 ⁽¹¹⁾
AISE.....	1	2,500 00	40	1,666	LOT-ET-GARONNE.	1	2,004 75	"	891
ALLIER.....	17	98,848 89	655	"	MAINE-ET-LOIRE.	51	56,245 00	328 ⁽¹²⁾	11,320 ⁽¹³⁾
ALPES (HAUTES-).	2	3,216 75	152	1,246	MANCHE.....	16	27,880 73	551 ⁽¹⁴⁾	19,591 ⁽¹⁵⁾
ARDÈCHE.....	2	9,720 71	514	3,509	MARNE.....	3	19,297 20	339	7,647
ARDENNES.....	3	3,643 00	66	1,271	MAYENNE.....	4	29,433 94	562	17,548
AUBE.....	1	747 50	115	"	MEURTHE-ET-M ¹⁰ .	2	23,632 85	646	8,626
AUDE.....	84	178,219 78	4,678	74,483	MEUSE.....	1	2,732 36	"	"
AVEYRON.....	2	8,377 00	455	3,358	MORBIHAN.....	6	25,308 78	738 ⁽¹⁶⁾	2,133 ⁽¹⁷⁾
BOUCHES-D-RHÔNE	6	1,414 00 ⁽¹⁾	61 ⁽²⁾	536 ⁽²⁾	NIÈVRE.....	34	15,180 93	755	6,816
CALVADOS.....	7	12,608 10	142 ⁽³⁾	13,951	NORD.....	9	3,166 00	44	1,260
CHARENTE.....	4	54,485 25	200	43,302	OISE.....	6	31,915 28	132	11,262
CHARENTE-INFER ^{re} .	2	1,500 00	33	760	ORNE.....	4	21,213 00	55 ⁽¹⁸⁾	1,260 ⁽¹⁸⁾
CHER.....	5	4,347 23	380	872 ⁽⁴⁾	PAS-DE-CALAIS..	5	2,142 50	77	1,436
CÔTE-D'OR.....	1	31,683 20	"	"	PAY-DE-DÔME...	1	7,800 00	150	2,000
CÔTES-DU-NORD...	4	19,392,12	65	14,200	PYRÉNÉES (B ^{tes}).	1	15,223 78	"	"
DRÔME.....	7	7,665 00	267	3,359	PYRÉNÉES (H ^{tes}).	2	2,778 75	58 ⁽¹⁹⁾	661 ⁽¹⁹⁾
EURE.....	1	"	30	"	PYR.-ORIENTALES	5	254,826 00	2,527	9,823 ⁽²⁰⁾
EURE-ET-LOIR.....	45	57,874 40	520	23,693 ⁽⁵⁾	SAÔNE (HAUTE-).	16	16,400 58	145	4,775
FINISTÈRE.....	11	4,474 00 ⁽⁶⁾	225 ⁽⁷⁾	7,718 ⁽⁸⁾	SAÔNE-ET-LOIRE.	1	500 00	18	"
GARD.....	16	60,103 00	1,715	23,370	SARTHE.....	4	28,385 75	481	11,550 ⁽²¹⁾
GARONNE (HAUTE-)	1	35,968 25	1,600	"	SEINE-INFÉRIEURE	6	9,463 30 ⁽²²⁾	30 ⁽²³⁾	1,125 ⁽²⁴⁾
GERS.....	1	5,000 00	"	"	SEINE-ET-OISE..	38	26,593 79	298	7,812
GIRONDE.....	10	9,700 50	173	2,816	SÈVRES (DEUX-).	182	95,428 73	2,067 ⁽²⁵⁾	58,477 ⁽²⁶⁾
HÉRAULT.....	107	219,393 52	"	"	TARN.....	18	22,901 00	831	12,506
ILLE-ET-VILAINE..	4	56,294 20	1,087	32,152	TARN-ET-GARONNE	3	"	71	1,130
INDRE.....	2	10,316 70	676	5,022	VAR.....	2	15,109 51	108	7,970
INDRE-ET-LOIRE..	1	51,938 76	203	12,660	VAUCLUSE.....	2	2,700 40	373 ⁽²⁷⁾	375 ⁽²⁷⁾
ISÈRE.....	2	4,960 07	551	2,095	VENDÉE.....	8	38,492 86	341	23,783
JURA.....	1	593 46	39	259	Vienne.....	5	17,012 40	507	5,885
LANDES.....	66	95,934 60	2,575 ⁽²⁸⁾	35,201 ⁽¹⁰⁾	Vienne (HAUTE-)	2	19,094 91	"	"
LOIRE.....	3	79,245 20	3,484	29,133	YONNE.....	53	50,398 15	1,204	16,384
LOIRE-INFÉRIEURE.	1	"	60	1,697					
TOTAUX.....						908	2,087,450 82 ⁽²⁸⁾	34,267 ⁽²⁹⁾	598,905 ⁽³⁰⁾

(1) Pour 1 commune seulement. — (2) Pour 4 communes. — (3) Pour 6 communes. — (4) Pour 1 commune; pour les 4 autres, travail à la tâche. — (5) Travail à la tâche concurremment avec le travail à la journée. — (6) Pour 4 communes. — (7) Pour 9 communes. — (8) Pour 1 commune. — (9) Pour 64 communes. — (10) Pour 63 communes. — (11) Pour 1 commune. — (12) Pour 3 communes. — (13) Pour 1 commune. — (14) Pour 9 communes. — (15) Pour 7 communes. — (16) Pour 5 communes. — (17) Pour 4 communes. — (18) Pour 2 communes. — (19) Pour 1 commune. — (20) Travail à la tâche par la ville de Perpignan (250,000 fr.). — (21) Pour 3 communes. — (22) Pour 6 communes. — (23) Pour 3 communes. — (24) Pour 2 communes. — (25) Pour 181 communes. — (26) Pour 180 communes; travail à la tâche pour certaines d'entre elles. — (27) Pour 1 commune. — (28) Pour 1 commune. — (29) Pour 896 communes. — (30) Pour 843 communes. — (31) Pour 822 communes.

Orientales, 100 fr. 84; Haute-Saône, 113 fr. 10; Seine-Inférieure, 226 fr. 10; Var, 139 fr. 89; Vendée, 112 fr. 87]. Enfin elle dépasse 250 francs dans 5 départements (9.2 p. 100) [Indre-et-Loire, 255 fr. 85; Finistère, 328 fr. 84; Côtes-du-Nord, 298 fr. 33; Charente, 272 fr. 42; Ain, 4 à 500 francs].

On peut remarquer que pour 50 p. 100 de ces départements la moyenne se tient entre 20 et 60 francs par chômeur.

Pour l'ensemble de 712 communes dont il s'agit ici, le montant des dépenses s'élève à 1,708,923 fr. 26 et le nombre des chômeurs à 34,300; la moyenne générale des sommes touchées par chaque chômeur s'élève à 49 fr. 82.

Nombre moyen de journées de travail par chômeur. — Pour 625 communes réparties dans 48 départements, les rapports des préfets ont fait connaître à la fois: 1° le montant des dépenses; 2° le nombre des chômeurs employés; 3° le nombre de journées de travail effectuées. Il a été possible, pour ces 625 communes groupées par départements de calculer, d'une part le nombre moyen de journées de travail effectuées par chaque chômeur, d'autre part le salaire moyen de la journée de travail.

Le nombre moyen de journées de travail par chômeur se présente de la manière suivante :

1 journée de travail dans 2 départements (4.2 p. 100 des 48 départements intéressés) [Hautes-Pyrénées, Vaucluse]; de 2 à 10 journées de travail dans 10 départements (20.8 p. 100) [Hautes-Alpes, Ardèche, Aveyron, Cher, Indre, Isère, Jura, Loire, Nièvre, Pyrénées-Orientales]; de 10 à 20 journées de travail dans 12 départements (25 p. 100) [Ardennes, Aube, Drôme, Gard, Gironde, Landes, Meurthe-et-Moselle, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Tarn, Vienne, Yonne]; de 20 à 40 journées de travail dans 12 départements (25 p. 100) [Charente-Inférieure, Ile-et-Vilaine, Manche, Marne, Mayenne, Morbihan, Nord, Orne, Haute-Saône, Sarthe, Seine-et-Oise, Deux-Sèvres]; de 40 à 100 journées de travail dans 7 départements (14.6 p. 100) [Maine-et-Loire, 41; Ain, 42; Indre-et-Loire, 62; Vendée, 70; Var, 74; Seine-Inférieure, 75]; plus de 100 journées de travail dans 5 départements (10.4 p. 100) [Loiret, 113; Oise, 122; Finistère, 131; Charente, 217; Côtes du-Nord, 218].

On remarquera que, pour 50 p. 100 des départements, la moyenne du nombre des journées de travail par chômeur employé se tient entre 10 et 40.

Pour l'ensemble des 625 communes dont il s'agit, le nombre des journées de travail s'élève à 556,378; le nombre des chômeurs à 28,058; la moyenne générale du nombre des journées par chômeur ressort à 19.8.

Salaires moyens par journée de travail. — Pour les 625 communes précédentes, groupées par département, les moyennes des salaires par journée de travail se présentent comme suit. On a écarté de ces communes celles dans lesquelles une partie du travail a été effectué à la tâche; dans ce cas, en effet, le montant de la somme dépensée ne correspond pas uniquement au nombre de journées de travail indiqué.

Le salaire moyen est inférieur à 1 franc dans 2 départements (4.2 p. 100 sur les 48 départements considérés) [Vaucluse, 0 fr. 53; Calvados, 0 fr. 88]; entre 1 franc et 1 fr. 50 dans 9 départements (18.7 p. 100) [Aisne, Charente, Côtes-du-Nord, Finistère, Maine-et-Loire, Manche, Morbihan, Orne, Pas-de-Calais]; entre 1 fr. 50 et 2 fr. dans 8 départements (16.7 p. 100) [Charente-Inférieure, Ile-et-Vilaine, Loiret, Mayenne, Deux-Sèvres, Tarn, Var, Vendée]; entre 2 francs et 2 fr. 50 dans 12 départements (25 p. 100) [Aude, Aveyron, Drôme, Indre, Isère, Jura,

Landes, Nièvre, Oise, Hautes-Pyrénées, Sarthe, Seine-Inférieure]; de 2 fr. 50 à 3 francs dans 10 départements (20.8 p. 100) [Hautes-Alpes, Ardèche, Ardennes, Cher, Gard, Loire, Marne, Meurthe-et-Moselle, Nord, Vienne]; entre 3 francs et 3 fr. 50 dans 5 départements (10.4 p. 100) [Gironde, Pyrénées-Orientales, Haute-Saône, Seine-et-Oise, Yonne]; dans 2 départements (4.2 p. 100) le salaire moyen dépasse 3 francs (Puy-de-Dôme, 3 fr. 90 : Indre-et-Loire, 4 fr. 10).

L'examen des chiffres fournis permet de constater que pour 50 p. 100 des départements considérés, le salaire moyen est compris entre 1 fr. 83 et 2 fr. 89.

Pour l'ensemble des 625 communes dont il s'agit, le montant des dépenses s'élève à 1,158,418 fr. 04 et le nombre des journées de travail à 556,378; la moyenne générale du salaire par journée de travail ressort ainsi à 2 fr. 08.

Sociétés privées d'assistance par le travail. — Observations diverses.

— Les rapports des préfets ont donné un certain nombre de renseignements divers, notamment en ce qui concerne les sociétés privées d'assistance par le travail. On en trouvera ci-dessous l'analyse, par département.

AUBE. — La *Société de patronage des condamnés libérés de l'Aube*, qui s'est constituée en société d'assistance par le travail, a admis 15 ouvriers en 1907; elle a reçu les subventions suivantes : de l'État, 500 francs; du Conseil général, 100 francs; des communes, 30 francs.

CALVADOS. — La *Société de solidarité caennaise*, dont le siège est à Caen, a organisé, comme les années précédentes, un atelier de travail pour les hommes et un service de travail à domicile pour les femmes. Elle a payé aux hommes 1,129 fr. 85 sur bons de travail de 1 franc, et aux femmes une somme de 838 fr. 50.

CHER. — L'*Association de l'assistance par le travail*, établie à Bourges, a payé aux ouvriers une somme de 1,282 fr. 40 pour 855 journées de travail à raison de 1 fr. 50 par jour.

EURE-ET-LOIR. — La *Société de secours et de patronage de Chartres* a créé en 1896 une maison d'assistance par le travail qui a recueilli, en 1907, 78 hospitalisés; le chiffre des salaires pour cette même année s'est élevé à 10,824 fr. 35 pour 7,330 journées de travail. Cette institution a reçu de l'État, à titre de subvention, une somme de 1,300 francs; du département, 5,000 francs; des communes et bureaux de bienfaisance, 2,653 francs.

GARD. — L'*Œuvre nîmoise d'assistance par le travail*, qui a reçu des subventions du conseil général du Gard (300 fr.) et du conseil municipal de Nîmes (400 fr.), a versé, en 1907, 4,219 fr. 90 aux assistés non logés.

GIRONDE. — L'*Œuvre bordelaise d'assistance par le travail* a reçu du département une subvention de 1,500 francs et de la ville de Bordeaux une subvention de 1,000 francs. (Salaires des pensionnaires, 9,299 fr. 90.)

LANDES. — En dehors de la somme de 95,954 francs dépensée par les communes, le conseil général a voté un crédit de 8,000 francs et le Ministère de l'Intérieur a accordé une subvention de 2,500 francs.

MAYENNE. — Il existe dans le département de la Mayenne une *Société d'assistance par le travail*, qui recueille une moyenne de 26 assistés dans sa maison de travail.

MEURTHE-ET-MOSELLE. — L'*Œuvre nancéenne d'assistance par le travail* a admis, en 1907, 877 chômeurs qui ont fourni 14,400 journées de travail à raison de 1 franc la journée de 6 heures de travail.

NORD. — A *Sains-du-Nord*, la *Société des jardins ouvriers* fait cultiver la terre par des ouvriers chargés de famille. Subvention allouée par la commune, 200 francs; dépenses effectuées par la Société, 1,149 fr. 70. — A *Tourcoing*, l'Administration des hospices a créé un service d'assistance par le travail qui occupe des demi-infirmes

et des ouvriers momentanément en chômage. Le nombre des assistés est de 76, parmi lesquels 61 sont nourris et logés, 7 ne sont que nourris et 8 vivent dans leur famille où ils sont nourris et logés. Montant des salaires pour 1907 : 4,392 fr. 90.

RHÔNE. — L'*Œuvre lyonnaise de l'hospitalité de nuit et d'assistance par le travail* a occupé 1,102 hommes et 475 femmes. Elle a dépensé pour cet objet 23,205 fr. 55.

SEINE-INFÉRIEURE. — A Rouen, la *Société d'assistance par le travail* a dépensé 10,521 fr. 30 pour 12,023 journées de travail.

Au Havre, la *Société d'assistance par le travail* a dépensé 39,993 fr. 30 pour 25,456 journées.

SOMME. — L'*Œuvre amiénoise de l'assistance par le travail*, qui est subventionnée pour 600 francs par la ville et pour 400 francs par le département a employé 1,056 ouvriers inoccupés, qui ont reçu 18,758 fr. 75 pour 11,821 journées de travail.

LES SUBVENTIONS DE L'ÉTAT AUX CAISSES DE CHÔMAGE POUR LE PREMIER SEMESTRE DE 1908⁽¹⁾.

La Commission des caisses de chômage, nommée par arrêté ministériel du 23 juin 1908, s'est réunie le 19 décembre dernier et a préparé la répartition de la seconde moitié du crédit ouvert au budget de l'exercice 1908 pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire.

97 caisses de chômage avaient reçu un état à remplir; 19 caisses n'ont pas retourné l'état ou n'ont pas fourni les renseignements complémentaires dans les délais prescrits, 2 caisses n'ont pas eu de chômeurs à soutenir, 1 caisse a versé moins de 30 francs d'indemnités et 1 caisse alloue des secours en cas de maladie et non en cas de chômage. La Commission a procédé à l'examen individuel des pièces fournies par les 74 autres caisses. Ayant rejeté la demande d'une caisse, par application de l'article 19 du décret du 9 septembre 1905 qui prescrit les mesures de contrôle, elle a proposé d'accorder une subvention à chacune des 73 autres caisses, dans les limites fixées par les articles 9, 10 et 12 du décret⁽²⁾.

La répartition a été faite conformément à la jurisprudence précédemment établie par la Commission.

Sur la proposition de celle-ci, un arrêté ministériel en date du 28 décembre 1908⁽³⁾ a fixé le taux des subventions aux maxima prévus par l'article 12 du décret, soit : 20 p. 100 du montant des indemnités versées pendant le premier semestre 1908 par les diverses catégories de caisses locales; 30 p. 100 du montant des indemnités versées pendant le même semestre par les caisses fédérales de chômage en secours de route, c'est-à-dire par les caisses fonctionnant dans trois départements au moins et comptant 1,000 membres au minimum.

Sur ces bases et par arrêté ministériel en date du 30 décembre 1908, il a été alloué à 73 caisses de chômage et de secours de route, 23,138 francs de subventions qui se décomposent comme suit :

12,031 francs à 3 caisses fédérales possédant 225 sections disséminées dans tout le pays;

11,107 francs à 70 caisses locales, dont 9,532 francs à 35 caisses professionnelles

⁽¹⁾ *Bulletin*, sept. 1905, p. 510, mai 1906, p. 505; janvier 1907, p. 58; déc. p. 1237.

⁽²⁾ *Bulletin* de janvier 1909, p. 78.

comptant chacune 100 membres au moins; 740 francs à 15 caisses professionnelles comptant 50 membres au moins et subventionnées par la commune ou le département; 311 francs à 2 caisses interprofessionnelles comptant 50 membres au moins, subventionnées par la commune ou le département et situées dans des communes ayant moins de 50,000 habitants; 187 francs à 8 caisses de secours de route formées par des bourses du travail ou unions d'associations; 40 francs à 4 caisses ayant droit à la subvention minimum de 10 francs par application du troisième paragraphe de l'article 12 du décret; 297 francs à 6 caisses subventionnées, à titre exceptionnel, par application de l'article 23 dudit décret.

Il convient de rappeler que pour le semestre précédent, c'est-à-dire le second semestre de 1907, 61 caisses ont reçu 18,209 francs de subventions.

Les 73 caisses subventionnées pour le premier semestre de 1908 en ont été avisées récemment. Elles sont prévenues que ces subventions doivent être touchées avant la clôture de l'exercice financier en cours, c'est-à-dire avant le 20 avril 1909, chez les receveurs des finances et percepteurs; avant le 30 avril prochain chez les trésoriers-payeurs généraux et, à Paris, à la Caisse du Ministère du Travail pour les sommes inférieures à 150 francs et, pour les sommes supérieures à la caisse du trésorier-payeur central au Ministère des finances.

Pour les subventions du prochain semestre, qui porteront sur les indemnités versées par les caisses de chômage au cours du second semestre de 1908, les états réglementaires seront prochainement envoyés par le Ministère du travail qui, en outre, recevra jusqu'au 1^{er} mars prochain les nouvelles demandes de subventions afférentes à ce semestre.

JURISPRUDENCE.

Tarif collectif passé entre un syndicat et certains fabricants; possibilité pour les ouvriers et patrons bénéficiaires d'y déroger par contrats individuels.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE.)

(Arrêt du 16 Décembre 1908.)

La Cour,

Oui M. le conseiller Douarche en son rapport, M^e Boulard, avocat, en ses observations, et M. l'avocat général Merillon en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Donne défaut contre Daumas et Fabre;

Et au fond;

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué, qu'à la suite d'une grève des ouvriers en chaussures de Nîmes, en 1904, un tarif de prix à façon, encore en vigueur, a été convenu entre le syndicat des ouvriers et certains fabricants, au nombre desquels étaient Daumas et Fabre; que Floutier, après avoir quitté le syndicat ouvrier dont il faisait partie, a travaillé en 1907, pour le compte de Daumas et Fabre, à un prix inférieur à un tarif convenu à l'issue de la grève; qu'il a cité ses patrons devant la juridiction des Prud'hommes pour obtenir des dommages-intérêts et le paiement

d'un supplément de salaires calculé d'après le tarif de 1904, en invoquant la stipulation pour autrui contenue d'après lui, dans ce tarif, en faveur de tous les ouvriers en chaussures, syndiqués ou non;

Attendu qu'aucun principe de droit ne s'oppose à ce que les ouvriers et patrons, bénéficiaires d'un tarif collectif tel que celui de 1904, dérogent par des contrats individuels à ce tarif, qui n'a aucun caractère d'ordre public; qu'il suit de là que le tribunal civil de Nîmes, en appliquant la règle de la liberté des conventions, a justifié légalement sa décision;

Attendu qu'il est sans intérêt de rechercher si le jugement attaqué, en déclarant que « la loi ne reconnaît pas aux ouvriers ou patrons syndiqués le droit de stipuler, sans mandat spécial, pour les patrons et ouvriers non syndiqués » a violé l'article 1121 Code civil; que ce motif surabondant ne pourrait donner ouverture à cassation contre une décision justifiée par d'autres motifs;

Par ces motifs,

REJETTE le pourvoi formé contre le jugement.

Conseil de prud'hommes; cuisinier d'un cercle ne présentant pas les caractères d'une société commerciale; incompétence du conseil des prud'hommes.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 14 Décembre 1908.)

La Cour,

Où M. le conseiller Fabreguettes en son rapport, M^e Legendre, avocat du défendeur, en ses observations, et M. l'avocat général Mérillon, en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Sur le moyen unique :

Attendu que Chausserie, demandeur au pourvoi, engagé à Paris comme cuisinier, par Pacheco (agissant comme représentant du Jockey-club de Buenos-Ayres), ayant été congédié dans cette dernière ville, a formé contre ledit Pacheco, le 9 avril 1908, devant le conseil des prud'hommes de la Seine, une demande de 1,500 francs de dommages-intérêts pour brusque renvoi;

Attendu que le pourvoi soutient que le tableau annexé au décret du 23 mars 1908, instituant pour le département de la Seine, un conseil des prud'hommes avec cinq sections, dont une commerciale, a compris le service des consommations dans les cercles et visé les cuisiniers dans les catégories fixées; qu'il en déduit que la demande de Chausserie rentrait dans la compétence du conseil et que le jugement attaqué a commis une erreur de droit en énonçant : « que ce décret n'était pas encore rendu »;

Mais attendu que, pour qu'un différend soit de la compétence des conseils des prud'hommes, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1907, il faut deux conditions : 1^o que l'entrepreneur ou le patron soient commerçants ou industriels et que les travailleurs (employés, ouvriers, etc.) se rattachent au commerce ou à l'industrie; 2^o qu'il s'agisse du contrat de travail; que les décrets d'institution des conseils de prud'hommes qui, d'après l'article 3 de la loi précitée, doivent déterminer notamment le nombre des catégories dans lesquelles sont répartis les commerces et les industries soumis à la juridiction prud'homale, sont assujettis à la règle essentielle qui résulte de l'article 1^{er} susvisé;

Attendu que le jugement attaqué constate que : « le Jockey-club de Buenos-Ayres est une association qui a pour ressources les cotisations de ses membres et n'a pas pour objet des bénéfices à réaliser » ; qu'il déclare à bon droit, dans ces circonstances qu'il ne présente pas les caractères d'une société commerciale ;

D'où il suit qu'en décidant que le conseil des prud'hommes était incompétent *ratione materiæ*, et en infirmant la décision de ce conseil, qui avait alloué 1,500 fr. de dommages-intérêts à Chaussérie, le jugement attaqué, quelque erreur qu'il ait commise sur l'existence du décret du 23 mars 1908, n'a pas violé les articles 1, 3 et 4 de la loi du 27 mars 1907 ;

Par ces motifs,

REJETTE le pourvoi formé contre un arrêt rendu le 10 juillet 1908 par le tribunal civil de la Seine.

I. Conseil de prud'hommes ; demande reconventionnelle fondée sur un fait antérieur à la demande principale et distinct de celui qui avait motivé celle-ci ; recevabilité.

II. Contrat de travail à durée indéterminée ; négligence manifeste dans l'exécution du travail, justifiant le renvoi immédiat sans délai-congé.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE.)

(Arrêt du 15 décembre 1908.)

La Cour,

Où M. le conseiller Maillet en son rapport, et M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Sur le premier moyen :

Attendu qu'aux termes de l'article 33, § 3 de la loi du 27 mars 1907 le Conseil des prud'hommes ne statue qu'en premier ressort lorsqu'une demande reconventionnelle, qui n'est pas fondée exclusivement sur la demande principale, dépasse le chiffre de 300 francs ;

Attendu qu'à la demande en paiement d'une somme de 54 francs montant de huit jours de salaire, formée par Pauly, ses patrons ont opposé une demande reconventionnelle tendant à la restitution par lui de divers objets qui lui avaient été confiés, et faute de ce faire, au paiement de 800 francs de dommages-intérêts ;

Attendu que cette demande reconventionnelle avait pour cause un fait antérieur à la demande principale et distinct de celui qui avait motivé celle-ci ; qu'elle était donc recevable et que par suite c'est en premier ressort qu'a été rendue la décision du Conseil des prud'hommes frappée d'appel par les sieurs Hamot :

Sur les sixième et huitième moyens réunis :

Attendu qu'il n'appert aucunement des constatations du jugement attaqué et des pièces produites, d'une part, que les sieurs Hamot aient comparu en Chambre du Conseil par un mandataire n'ayant pas de pouvoir à cet effet, et d'autre part, que Pauly ait été privé du droit de produire les documents qu'il lui appartenait de fournir pour contester les énonciations des livres et comptes de la maison Hamot ; que ces deux moyens manquent donc en fait ;

Sur le septième moyen :

Attendu que si, aux termes de l'article 34 de la loi du 27 mars 1907, l'appel sera en matière de prud'hommes, instruit et jugé comme en matière commerciale, ce texte n'interdit ni aux parties de se faire représenter soit par un avoué, soit par

un avocat, ni aux avoués de conclure au nom de leurs clients; qu'il n'apparaît pas des documents versés aux débats que les prescriptions de l'article précité aient été violées; que le moyen n'est donc pas fondé.

Sur les deuxième, troisième, quatrième et cinquième moyens réunis :

Attendu que le jugement attaqué constate que Pauly, qui travaillait aux pièces pour le compte de la maison Hamot, fut employé par la même maison à la journée, à partir du 6 décembre 1907, à raison de 6 fr. 75 par jour, et que, le 6 juin 1908, il reçut l'ordre de cesser le travail à la journée pour reprendre le travail aux pièces, qu'il refusa et fut congédié, mais qu'ultérieurement, il offrit de faire sa huitaine;

Attendu que sans prétendre que ses patrons eussent abusé de leur droit de résiliation, Pauly leur réclama, pour inobservation du délai de congé de huitaine établi par les usages locaux, la somme de 54 francs, montant de son salaire pendant 8 jours;

Attendu que, pour repousser cette demande, le tribunal déclare qu'il appert des éléments de la cause contrôlés par lui, en la Chambre du Conseil « en présence de Pauly, sur le vu des livres de la maison Hamot » que cet ouvrier a fait preuve, dans l'exécution de son travail, d'une négligence manifeste;

Attendu que les juges du fond ont ainsi constaté à bon droit l'existence d'une faute à la charge de Pauly et qu'en décidant que cette faute était de nature à justifier son renvoi immédiat, ils n'ont fait qu'user de leur pouvoir souverain d'appréciation;

Que les susdits moyens ne sont donc pas fondés;

Par ces motifs, rejette le pourvoi formé contre le jugement.

Syndicat professionnel; renvoi d'un ouvrier à la suite d'une mise en demeure d'un secrétaire du syndicat; responsabilité personnelle de ce dernier.

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER.

(Arrêt du 17 décembre 1908.)

Attendu qu'il a été régulièrement procédé à l'enquête et à la contre-enquête ordonnées par l'arrêt du 20 février 1908;

Attendu que les témoignages entendus ne démontrent pas que Bocquet a accompli les actes qui lui sont reprochés; que les bruits dont un témoin s'est fait l'écho ne sauraient avoir la valeur d'une preuve juridique;

Attendu que, tout au contraire, les dispositions des premier, deuxième et troisième témoins de l'enquête font une preuve éclatante du quasi-délit reproché à Pioch;

Attendu que la contre-enquête n'a en rien démenti ces dépositions et n'a porté que sur des points de détail insignifiants;

Attendu que la présence ou l'attitude de Pioch sur les chantiers importe peu, s'il a réellement accompli les actes d'intimidation qui lui sont reprochés;

Or, attendu que nul doute ne peut subsister; que Pioch ne s'est nullement borné à notifier au patron de Blaquiére ou à ses préposés la décision du syndicat dont il fait partie, portant expulsion de Blaquiére, ce qui serait déjà passablement bizarre, le patron de Blaquiére n'ayant rien à voir dans la question, mais qu'il a en outre, menacé son interlocuteur d'une interruption immédiate du travail, si Blaquiére n'était pas immédiatement renvoyé des chantiers;

Attendu que bien évidemment, alors même que Pioch, en accomplissant l'acte

monstrueux qui lui est reproché, aurait agi sur l'ordre du syndicat, il n'en serait pas moins responsable de l'action injustement dommageable qu'il aurait accomplie au détriment de Blaquièrè;

Mais attendu qu'il ne justifie en rien avoir reçu un tel ordre, ou une telle mission, le syndicat s'étant borné à prononcer l'expulsion de Blaquièrè et n'ayant en rien fait connaître son intention de provoquer d'une manière quelconque le renvoi de Blaquièrè des chantiers de ses patrons;

Attendu que Pioch se dit bien à tort victime d'une cabale ourdie par les patrons déchargeurs de Cette, que l'enquête qui le condamne n'a nullement été à la louange de ces derniers;

Attendu que s'il est profondément triste de voir un honnête ouvrier, impitoyablement traqué par certains camarades à l'occasion d'une déposition faite en justice sans même qu'elle soit arguée de fausseté, il est également affligeant de voir de riches patrons sacrifier la cause du juste et renvoyer lâchement un bon ouvrier qui n'a jamais fait que son devoir, de crainte que leurs bénéfices ne soient limités par la grève dont on les menace;

Attendu que le préjudice subi par Blaquièrè est considérable, ainsi qu'il en justifie;

Mais, attendu que, dans une affaire de cette nature, il est impossible de ne pas tenir compte, dans une certaine mesure de l'état de fortune du débiteur et que l'allocation d'une indemnité de 1,500 francs sera une réparation suffisante;

Par ces motifs,

La Cour, après en avoir délibéré, déclare Blaquièrè mal fondé dans son appel en ce qui concerne Bocquet, l'en déboute, faisant, au contraire, droit au même appel en ce qui concerne Pioch et réformant sur ce point le jugement rendu par le tribunal civil de Montpellier, le 27 février 1907.

Condamne Pioch à payer à Blaquièrè à titre de dommages-intérêts une somme de 1,500 francs avec intérêts de droit;

Et le condamne aux dépens de première instance et d'appel, sauf ceux faits vis-à-vis de Bocquet, qui resteront à la charge de Blaquièrè.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en décembre ⁽¹⁾. — Le marché du travail a continué à souffrir de la baisse des affaires. Dans le district minier de la Ruhr où les travailleurs manquaient le mois dernier il y en a suffisamment ce mois. L'offre de main-d'œuvre est trop considérable dans tous les districts de lignite, et l'on a constitué des équipes de chômage. La situation est la même aussi dans les hauts-fourneaux, les aciéries, les lamineries et les fonderies de fer. La situation devient également plus mauvaise dans la construction des wagons et dans l'industrie électrique. Le textile est aussi en période de moindre activité. Presque partout il y a surabondance d'ouvriers dans l'industrie chimique.

Placement en décembre 1908 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à décembre 1907 a augmenté de 55,000 ; celui des emplois vacants de 400, et celui des places procurées a diminué de 3,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 679 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de novembre :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Déc. 1908 (pour 679 bureaux).....	270,000	114,000	91,000
Nov. 1908 (— 562 —).....	273,000	126,000	101,000

Le marché du travail en 1908 ⁽¹⁾. — Le ralentissement général qui s'est produit sur le marché de tous les grands pays industriels a été également très sensible en Allemagne. Il est à noter toutefois qu'il s'est produit ici d'une façon progressive, sans à-coups marqués et sans causer des dommages aussi considérables qu'aux périodes de crise antérieures.

Toutes les grandes industries, sauf peut-être l'industrie charbonnière, ont été atteintes.

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, janvier 1909.

Dans les houillères, l'activité est restée très grande pendant les neuf premiers mois de l'année dans tous les bassins; elle a commencé à faiblir en septembre dans le bassin de la Ruhr, alors que dans la Haute-Silésie la main-d'œuvre est restée très demandée.

Les producteurs de fer brut ont vu cesser presque toutes leurs ventes et s'accumuler leurs stocks; leur production en 1908 s'est réduite à 11,813,511 tonnes contre 13,045,760 en 1907; dans les tréfileries et laminoirs, la production a baissé d'environ 20 p. 100; dans les fonderies de fer, l'offre de main-d'œuvre a partout excédé la demande.

L'activité qui s'était maintenue dans la construction mécanique a brusquement faibli vers les derniers mois de l'année; le ralentissement a été sensible surtout dans la construction des locomotives et des wagons. Les moyennes de chômeurs syndiqués ont été chaque mois deux et trois fois supérieures à celles de 1907. Dans les grands centres, de nombreux ouvriers des industries chimiques et électriques n'ont pu trouver à s'employer.

Dans les textiles, la situation est restée bonne pendant les premiers mois de l'année, par suite de l'exécution des marchés en cours; le travail s'est ralenti vers juillet et de nombreux ouvriers se sont trouvés sans emploi. Le chômage a été moins rude pour les femmes, mais presque partout on a dû faire des journées réduites. Dans le bâtiment, enfin, le travail a été peu abondant, même pendant la belle saison.

Les renseignements qui précèdent, établis d'après les rapports spéciaux recueillis par l'Office allemand, sont confirmés par ceux qu'ont fournis les caisses de maladie, — notamment les caisses des entreprises, — sur le nombre de leurs membres, et par les unions de syndicats sur la proportion des chômeurs syndiqués.

Il ressort des moyennes trimestrielles des chômeurs syndiqués que la proportion des sans-travail a été en 1908 la plus élevée que l'on ait enregistrée depuis l'origine de cette statistique (1903). Parmi les 1,261,715 syndiqués appartenant aux 47 unions ayant fourni des renseignements pour le dernier trimestre de 1908, la moyenne des chômeurs atteignait 4.4 p. 100 (contre 2.5 à fin de mars, 2.7 p. 100 à fin juin et 2.7 à fin octobre).

Le tableau suivant permet de comparer les moyennes établies, par trimestre d'abord, de juin 1903 à juin 1906, et pour la dernière semaine de chaque mois ensuite, de juin 1906 à décembre 1908.

PROPORTION POUR 100 DE CHÔMEURS SYNDIQUÉS EN :

	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Janvier.....	"	"	"	"	1.7	2.9
Février.....	"	"	"	"	1.6	2.5
Mars.....	"	2.0	1.6	1.1	1.3	2.7
Avril.....	"	"	"	"	1.3	2.8
Mai.....	"	"	"	"	1.4	2.8
Juin.....	3.2	2.1	1.5	1.2	1.4	2.9
Juillet.....	"	"	"	0.8	1.4	2.7
Août.....	"	"	"	0.7	1.4	2.7
Septembre.....	2.2	1.3	1.4	1.0	1.4	2.7
Octobre.....	"	"	"	1.1	1.6	2.9
Novembre.....	"	"	"	1.1	1.7	3.2
Décembre.....	2.6	2.4	1.8	1.6	2.7	4.4

Le chômage était surtout intense, fin 1908, chez les sculpteurs (24.9 p. 100,

contre 18.8 à fin 1907), les tapissiers (21.3), les verriers (14.9), les coiffeurs (14.2), les ouvriers du bois (9 p. 100), les boulangers (6.6 p. 100), etc.

Si l'on examine la proportion des cas de chômage, on obtient encore, en 1908, les proportions les plus élevées de la période 1903-1908 :

	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
1 ^{er} trimestre.....	"	7.9	8.6	6.4	6.5	9.2
2 ^e trimestre.....	8.6	7.9	7.0	6.1	6.1	9.4
3 ^e trimestre.....	8.2	7.4	7.2	5.4	6.8	9.6
4 ^e trimestre.....	7.8	8.6	6.3	5.7	7.1	11.2

Le total des journées chômées par les syndiqués a atteint 2,280,547 pendant le dernier trimestre, total qui, rapporté au total des cas de chômage (140,727) donne une moyenne de 17.6 jours de chômage réel; la moyenne de l'indemnité de chômage par tête a atteint 25 marks contre 20 marks pendant le dernier trimestre 1907.

AUTRICHE.

Placement en novembre 1908⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 793 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.		DEMANDES D'EMPLOI.		PLACEMENTS.		NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.	
	Nov. 1908.	Oct. 1908.	Nov. 1908.	Oct. 1908.	Nov. 1908.	Oct. 1908.	Nov. 1908.	Oct. 1908.
Hommes.....	24,151	31,166	38,851	43,105	16,008	20,798	41	48
Femmes.....	22,861	33,541	28,860	37,971	14,806	22,853	51	60
Ensemble.....	47,012	66,707	67,711	81,076	30,814	43,651	46	54

Grèves en novembre 1908⁽¹⁾. — 20 nouvelles grèves, avec 4,554 grévistes. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour les mines (3), la métallurgie (3), le bâtiment (1), le textile (2), le vêtement (2), les pierres et terres (3), la construction des machines (2) et le travail du bois et du caoutchouc (2) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 5 succès, 7 transactions, 4 échecs, 4 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 10 cas; questions relatives à la durée du travail, 1 cas; ces deux motifs réunis, 2 cas; divers, 7 cas.

Le mouvement syndical en 1907⁽²⁾. — On distingue en Autriche 3 groupes d'associations ouvrières : les syndicats professionnels (*Berufsgewerkschaften*), les unions générales de syndicats (*Allgemeine Gewerkschaftsvereine*) et les sociétés d'éducation (*Arbeiterbildungsvereine*).

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, janvier 1909.

⁽²⁾ *Die Gewerkschaft*, 12 juin 1908, et *Reichsarbeitsblatt*, novembre 1908.

Le premier groupe réunit des associations analogues à celles affiliées en Allemagne à la Commission centrale des syndicats socialistes; le deuxième comprend des associations régionales et locales; le troisième, des groupements locaux.

La statistique publiée par la commission des associations autrichiennes ne concerne que les syndicats professionnels et laisse de côté les deux autres groupes d'associations qui « ne comptent plus actuellement dans la lutte économique que soutiennent les ouvriers autrichiens ».

Les syndicats professionnels groupaient, à la fin de 1907, 501,094 membres, contre 448,270 en 1906 (dont 46,401 femmes contre 42,190). Ces membres se répartissent en 49 associations centrales, 77 associations régionales ou locales et 5,030 groupements locaux, soit ensemble : 5,156 associations (contre 4,200 en 1906).

En dehors de cet effectif, on compte encore 37,423 membres dans les syndicats tchèques et slaves.

Le total des syndiqués autrichiens a, pour la première fois, dépassé, en 1907, le demi-million. Il était de 98,669 en 1896 et de 448,270 en 1906. Par rapport à 1906, l'augmentation totale atteint 11.78 p. 100 (9.98 p. 100 pour les femmes); par rapport à 1896, le total a quintuplé.

En 1907, on comptait en moyenne 22 syndiqués par 100 ouvriers de l'industrie, soit environ un cinquième d'ouvriers adhérents à une organisation (contre 14 p. 100 en 1906). A Vienne, on trouve 39 syndiqués par 100 ouvriers; à Salzbourg, 33; en Silésie, 24; etc. Les industries contenant proportionnellement le plus de syndiqués étaient : la typographie (99 p. 100), les chemins de fer (50 p. 100), l'industrie chimique (39 p. 100), la peinture en bâtiment (34 p. 100), la brasserie et le cuir (33 p. 100 chacune), etc.

Le tableau suivant fait connaître les industries groupant plus de 6,000 syndiqués, et l'augmentation p. 100 en 1907 par rapport à 1906.

	TOTAL à la fin de 1907.	POUR CENT de l'augmentation ou de la diminution en 1907. (+ ou -)
	membres.	
Boulangers	6,340	— 0.99
Aides du bâtiment.....	7,017	— 14.31
Mineurs.....	30,715	+ 9.74
Typographes et fondeurs en caractères.....	13,164	+ 5.21
Ouvriers des chemins de fer.....	51,832	+ 10.43
Ouvriers du fer et métallurgistes.....	67,430	+ 18.09
Ouvriers des fonderies.....	12,271	+ 19.21
Ouvriers du bois.....	31,249	+ 9.27
Verriers.....	8,441	+ 40.51
Taillleurs.....	7,223	+ 19.37
Charpentiers.....	7,687	+ 43.68
Ouvriers des tabacs.....	6,490	+ 21.19
Textiles.....	51,632	+ 16.75
Brasseurs et tonneliers.....	12,341	+ 19.86
Ouvriers des transports et du commerce.....	8,553	+ 4.18
Commis de magasins.....	9,282	+ 66.07
Maçons.....	36,255	— 8.35
Porcelainiers.....	7,097	+ 37.56
Industries chimiques.....	20,027	#

Dans l'ensemble 6 groupements seulement perdent des membres.

Parmi les groupements qui gagnent le plus, on remarque les tailleurs de pierre (72.3 p. 100), les commis de magasins (66.07 p. 100), les verriers (40 p. 100), les gantiers (46 p. 100), les charpentiers (44 p. 100), les mécaniciens-chauffeurs (38 p. 100), les porcelainiers (37 p. 100), etc. L'augmentation dépasse 20 p. 100 dans 15 organisations; par contre, il y a diminution dans 14 autres.

Le budget des associations s'établit comme suit :

RECETTES.		DÉPENSES.	
	couronnes ⁽¹⁾ .		couronnes.
Droits d'entrée.....	149,843	Frais de secours.....	2,841,339
Cotisations ordinaires....	7,386,890	Administration et divers,	4,306,391
Cotisations extraordinaires	584,030		
		TOTAL.....	7,147,730
TOTAL.....	8,120,763	Encaisse en fin d'année..	973,033

L'avoir total s'élevait à 8,806,034 couronnes.

Par rapport à 1906, les recettes ont augmenté de 1,140,000 couronnes, les dépenses de 1,540,000 couronnes, et l'avoir total de 1,490,000 couronnes. Les frais d'administration (y compris la propagande, les journaux, entretien d'écoles, bibliothèques, etc.) constituent plus de 60 p. 100 des dépenses totales. Quant aux frais de secours, ils se décomposent comme suit :

NATURE DU SECOURS.	1907.	
	MONTANT en couronnes.	POUR CENT des secours.
Secours de voyage.....	162,808	5.73
— de chômage.....	1,147,534	40.38
— de maladie.....	779,534	27.43
— d'invalidité.....	192,304	6.78
— en cas de décès.....	151,033	5.32
— extraordinaires.....	408,225	14.36
TOTAL.....	2,841,339	100

Sur l'avoir total (8,806,304), 24 organisations figurent pour plus de 40,000 couronnes chacune; les typographes possèdent 2,900,000 couronnes (soit 222 cour. par tête), les métallurgistes 1,200,000 couronnes (soit 17 cour. par tête), etc.

La moyenne des cotisations par membre s'établit à 16,52 couronnes (plus 6,54 cour. pour frais de grèves, soit ensemble 23,06 cour.); l'encaisse par tête à 18,21 couronnes (contre 15,75 cour. en 1906); la recette annuelle à 16,52 couronnes (contre 14,92 cour. en 1906) et la dépense annuelle à 14,64 couronnes (contre 12,03 cour. en 1906).

De 1901 à 1907, toutes les associations ont encaissé 30,927,220 couronnes et dépensé 26,742,140 couronnes, ces sommes s'appliquent uniquement aux recettes et dépenses statutaires. Les sommes payées pour soutenir des grèves ou pour aider les ouvriers renvoyés sont centralisées par des « associations libres ».

Les fonds de grèves constitués en 1907 par les cotisations spéciales (de 0 fr. 05 à 1 cour.) ont atteint 3,283,716 couronnes; sur ces sommes, les associations libres ont payé 1,825,587 couronnes.

(1) La couronne vaut environ 1 fr. 05.

Quant au total des sommes dépensées, de 1901 à 1907, en secours statutaires, il atteint 11,570,057 couronnes (soit 43 p. 100 du total), savoir : 858,396 pour secours de voyage; 4,596,859 aux chômeurs; 4,998,454 aux malades, invalides, veuves, orphelins, etc.; 1,116,347 en secours extraordinaires.

BELGIQUE.

Revue du travail en décembre 1908 ⁽¹⁾. — 17 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de décembre 1908. Pour 1,089 offres d'emploi, il y a eu 3,469 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 318 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 281 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en décembre, elle était de 250 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc, tant par rapport au mois précédent qu'à l'époque correspondante des dernières années, un nouveau ralentissement.

D'autre part, les renseignements précis sur l'intensité de chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 208 unions professionnelles ouvrières, groupant 45,887 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de décembre, 62,24 chômeurs, soit une proportion de 5.7 p. 100 (contre 5.6 p. 100 le mois dernier). En décembre 1907, la proportion n'était que de 2.2 p. 100, abstraction faite des diamantaires anversoises, qui traversaient une crise intense à cette époque.

Les indications de source syndicale ne montrent donc pas la situation sous un jour plus favorable que celles des offices de placement.

Les grèves en décembre 1908 ⁽²⁾. — 8 grèves nouvelles intéressant 1,037 grévistes et 713 chômeurs forcés ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de novembre 1908.

En outre, 2 grèves commencées antérieurement et intéressant 57 grévistes se sont continuées pendant ce même mois, de même qu'un lock-out, non signalé le mois dernier et intéressant 140 ouvriers marbriers.

Les conflits nouveaux de décembre ont surgi dans les industries ci-après : textiles (3), carrières (2), charbonnages (1), imprimerie (1), tabac (1). Causes : refus d'accepter une diminution de salaire (2 cas), augmentation de salaire (1 cas), refus d'accepter le remplacement du travail à la journée par le travail aux pièces (1 cas), refus d'accepter des apprentis (1 cas), etc.

Résultats connus : 4 échecs (406 grévistes), avec, dans trois cas, des renvois définitifs d'ouvriers (95 au total); transaction (580 grévistes).

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 15 janvier 1909.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 31 janvier 1909.

Le mouvement syndical en 1907. — Le *Journal des Correspondances*, organe officiel de la « Commission syndicale du parti ouvrier et des syndicats indépendants », publie, dans son numéro de décembre 1908, les résultats de la dernière enquête faite par cette Commission sur le mouvement syndical en 1907.

Bien que bon nombre d'associations n'aient pas répondu à ces questionnaires, ou n'aient fourni que des renseignements insuffisants, l'enquête actuelle est plus complète que celle entreprise en 1906.

Le rapport classe en 4 catégories les syndicats couverts par l'enquête et les rapporte comme suit au chiffre de la population ouvrière :

	TOTAL des syndiqués.	P. 100 DES SYNDIQUÉS par rapport aux ouvriers de l'industrie.
1° Syndicats affiliés au parti ouvrier, à la commission syndicale ou à une fédération nationale de métier.	139,739	24.22
2° Organisations indépendantes.	10,087	1.07
3° — libérales.	515	0.08
4° — chrétiennes.	30,664	5.31
	181.015	

Voici, comment se répartissent, par industries, les ouvriers appartenant au 1^{er} groupe, avec indication de la situation financière en 1907 :

INDUSTRIES.	NOMBRE d'ouvriers de l'industrie.	NOMBRE de syndiqués.	P. 100 des syndiqués.	RECETTES.	DÉPENSES.
Alimentation.	11,000	220	2	5,835 ^f	2,827 ^f
Bâtiment.	71,000	6,717	9.46	57,930	26,002
Bois.	30,000	2,991	9.97	36,455	30,548
Carrosserie.	"	389	"	11,673	4,932
Chaussure.	21,000	1,180	5.61	19,167	20,539
Cuir et peaux.	22,090	1,132	5.12	31,916	32,990
Métaux.	88,000	16,087	18.28	429,170	326,236
Mines.	116,000	53,000	45.69	407,994	82,501
Industries mixtes et chimiques.	"	2,067	"	30,464	3,169
Pierre.	29,000	8,000	34.82	42,159	12,315
Paveurs.	"	2,100	"	11,818	6,262
Relieurs, fondeurs.	"	1,233	"	22,306	16,269
Tabac.	10,000	2,606	26.06	113,805	127,570
Textiles.	84,000	24,315	28.95	455,465	524,565
Transports.	9,000	5,588	66.41	54,540	38,019
Verrerie.	21,699	7,419	34.18	370,169	36,476
Vêtement.	53,000	255	0.48	10,131	10,581
TOTAL.	565,789	135,299 ⁽¹⁾	23.91	2,110,997	1,301,801

Le total des membres inscrits comprend 6,030 ouvrières syndiquées.

⁽¹⁾ Ce total est inférieur au total donné plus haut (139,739), parce qu'il ne comprend pas 4,340 ouvriers du livre.

Ces divers syndicats avaient en caisse, en fin d'année, une somme de 2,840,453 francs. Ils ont payé, en 1907, 146,178 francs en secours de chômage, 136,528 francs en secours de maladie, 23,768 francs à titre de frais funéraires, 426,952 en secours de grève, 63,688 francs pour la propagande, 93,319 francs pour les journaux syndicaux, 97,246 francs en frais d'administration.

L'avoir, par membre, en fin d'année, variait entre 5 fr. 58 (tabacs) et 137 francs (verriers).

Il convient de faire remarquer que bon nombre de syndicats affiliés à la Commission syndicale ou au parti ouvrier n'ont pas répondu à l'enquête. Pour certains d'entre eux, la Commission a utilisé des renseignements antérieurs; quant aux autres, elle ne les a pas fait figurer au tableau.

D'autre part, si l'on utilise les renseignements recueillis par le secrétariat général des syndicats chrétiens ⁽¹⁾, on peut répartir comme suit les 336 syndicats chrétiens ayant répondu au 1^{er} juillet 1907 et groupant 30,231 membres : textiles, 8,863 membres; bois, 3,672; mines, 2,526; bâtiment, 2,503; vêtement, 2,466; métaux, 1,604; briqueteries, 2,384; ouvriers de l'État, 1,380; divers, 4,833. Au point de vue territorial, ces 30,231 membres se groupaient comme suit : Flandres, 18,386; Anvers, 5,043; Brabant, 2,790; Hainaut, 2,579; Liège, 699; Limbourg, 624; Namur, 110.

CANADA.

Revue du travail en octobre 1908 ⁽²⁾. — La situation continue à s'améliorer. Le transport des blés s'est très bien effectué et un certain manque de wagons n'a pas eu d'inconvénients généraux. Les banques ont souscrit à toutes les demandes d'argent touchant le mouvement de la récolte. L'industrie manufacturière est un peu plus active qu'en septembre. L'exploitation forestière est maintenant inactive jusqu'au printemps de 1909. Les mines de charbon ont été moins actives qu'en septembre; mais la production des mines métallifères a été ininterrompue. L'immigration a été beaucoup moins considérable qu'en octobre 1907. Avec la fin des travaux agricoles un certain nombre d'ouvriers reprennent le chemin des grandes villes; il est à craindre que le nombre des sans travail n'y soit bientôt élevé, malgré l'activité encore très grande des travaux de construction de chemins de fer, des travaux publics et du bâtiment.

Grèves en octobre 1908 ⁽²⁾. — 3 conflits nouveaux intéressant 540 ouvriers, savoir : métiers divers, 2; journaliers, 1.

Causes : diminution des heures de travail, 1; grèves de solidarité, 2.

Résultats des conflits terminés en octobre : 2, au profit des employeurs et 1 transaction.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 15 décembre 1907.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, novembre 1908.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en décembre ⁽¹⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,698 unions groupant 117,805 membres, la moyenne des chômeurs était de 6.2 p. 100 en décembre 1908. Cette moyenne était en novembre de 6.8 p. 100 dans 1,455 unions groupant 99,200 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en décembre ⁽²⁾. — La situation générale est restée à peu près en décembre ce qu'elle était en novembre; on note cependant une légère amélioration dans le coton, l'industrie du lin et la dentelle. Comme en cette saison, chaque année, le travail a fléchi dans le bâtiment; la construction mécanique et diverses autres industries enfin ont eu à souffrir du ralentissement occasionné par les fêtes de fin d'année.

9.1 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 679,060 membres, contre 8.7 à la fin de novembre 1908 et 5.6 p. 100 à la fin de décembre 1907; 5.29 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 653,239 ouvriers, contre 5.29 en novembre 1908 et 5.63 en décembre 1907; dans la métallurgie du fer, 286 hauts fourneaux en marche avec 22,100 ouvriers contre 289 en novembre 1908 et 305 en décembre 1907.

Grèves en décembre. — 11 conflits nouveaux en novembre avec 3,051 chômeurs contre 28 en novembre 1908 avec 15,390 et 17 en décembre 1907 avec 3,824 chômeurs.

Sur 7 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 502 personnes, il y a eu 2 succès (139), 4 échecs (133), 1 transaction (230). Total des journées de travail perdues: 165,000 en décembre contre 145,600 en novembre 1908 et 160,800 en décembre 1907.

⁽¹⁾ *American federationist*, février 1909.

⁽²⁾ *Labour gazette*, janvier 1909.

Le marché du travail en 1908 ⁽¹⁾. — Le ralentissement général qui s'était fait sentir sur le marché du travail au cours du deuxième semestre 1907 s'est continué pendant toute l'année 1908 : en dépit d'une légère reprise survenue en novembre et décembre, la situation générale était, en fin d'année, la plus mauvaise que l'on ait enregistrée depuis 1892. Les grandes grèves de la construction mécanique, de la construction navale et des cotons ont fait diminuer le travail dans bon nombre de maisons que les conflits eux-mêmes n'atteignaient pas directement.

Dans 3 grandes industries, le travail a été *actif* : 1° Dans les houillères, presque toute l'année, sans atteindre toutefois la moyenne de 1907 (5.51 jours de travail par semaine); 2° dans les usines métalliques; 3° dans la tôlerie, où le nombre moyen des laminoirs en activité (440) n'a été inférieur que de 4 à celui de 1907, le plus élevé que l'on ait enregistré.

Le travail a été *modéré* dans la fonderie et la grosse métallurgie, avec une légère augmentation dans le dernier trimestre (286 hauts fourneaux en activité en décembre contre 267 en fin juillet, le chiffre le plus bas de l'année); — dans la papeterie et les industries du livre, dans la chaussure et dans les filatures de laine.

Par contre, la situation a été *très mauvaise* : dans la construction mécanique et navale, même si l'on fait la part du tort causé à cette industrie par des grèves de longue durée; le tonnage total des navires de commerce en construction à fin 1908 était inférieur de 184,310 tonnes au total enregistré à fin 1907; 2° dans les textiles, où la situation avait été très florissante en 1906 et 1907 : on a fait beaucoup de journées réduites dans les filatures et tissages de coton, de même que dans l'industrie linière; 3° dans la dentelle; 4° dans le bâtiment où la dépression, qui dure depuis plusieurs années, semble vouloir se prolonger.

Les rapports fournis par des unions groupant plus de 600,000 membres permettent d'évaluer à 7.8 p. 100 la moyenne des chômeurs syndiqués à la fin de chaque mois de 1908. Cette même moyenne s'établit comme suit pour la période de 1898-1908 :

1898.....	2.8	1904.....	6.0 ⁽²⁾
1899.....	2.0	1905.....	5.0
1900.....	2.5	1906.....	3.6
1901.....	3.3	1907.....	3.7
1902.....	4.0	1908.....	7.8
1903.....	4.7	MOYENNE 1898-1908 : 3.8.	

La moyenne de 1908 est supérieure de 4 p. 100 à la moyenne de ces 10 dernières années. Dans la métallurgie, la construction navale et mécanique, la moyenne mensuelle des chômeurs atteint 12.6 p. 100.

Le tableau suivant fait connaître la moyenne des chômeurs, à la fin de chaque mois pour la période 1904-1908 :

	MOYENNE DES CHÔMEURS à la fin de chaque mois en :				
	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Janvier.....	6.6	6.3	4.3	3.9	5.8
Février.....	6.1	5.7	4.1	3.5	6.0
Mars.....	6.0	5.2	3.4	3.2	6.4
Avril.....	6.0	5.2	3.2	2.8	7.1

⁽¹⁾ *Labour gazette*, janvier 1908.

⁽²⁾ Chiffre rectifié.

MOYENNE DES CHÔMEURS
à la fin de chaque mois en :

	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Mai.....	6.3	4.7	3.1	3.0	7.4
Juin.....	5.9	4.8	3.2	3.1	7.9
Juillet.....	6.1	4.7	3.1	3.2	7.9
Août.....	6.4	4.9	3.3	3.6	8.5
Septembre.....	6.8	4.8	3.3	4.1	9.3
Octobre.....	6.8	4.6	3.9	4.2	9.5
Novembre.....	7.0	4.3	4.0	4.5	8.7
Décembre.....	7.6	4.5	4.4	5.6	9.1
MOYENNE ANNUELLE.....	6.5 ⁽¹⁾	5.0	3.6	3.7	7.8

HONGRIE.

Le mouvement syndical en 1907 ⁽²⁾. — Le rapport présenté en janvier 1907 au 4^e congrès des associations de Hongrie, par le secrétaire de la Commission syndicale hongroise, permet de constater le développement considérable qu'a pris le mouvement syndical depuis 1902. Quant au léger ralentissement enregistré récemment il semble devoir être attribué à certaines mesures administratives et à de grands lockouts qui ont poussé beaucoup d'ouvriers à émigrer.

Le total des ouvriers organisés qui atteignait à peine 10,000 en 1902, s'élevait à 153,332 en 1906 pour retomber à 142,030 au commencement de 1908.

Sur ce dernier total, 130,192 étaient affiliés à des organisations nationales et 11,838 à des unions locales autonomes.

L'accroissement a atteint 52.72 p. 100 en 1902, 169.90 p. 100 en 1903, 29.35 p. 100 en 1904, 33.86 p. 100 en 1905, 81.71 p. 100 en 1906 et 0.60 p. 100 en 1907.

Les syndiqués se groupent en 25 associations régionales réunissant 1,296 groupements locaux et 17 associations indépendantes.

Parmi les unions régionales, la métallurgie compte 27,138 membres, le bâtiment 16,387, le bois 14,665 et les chemins de fer 13,276.

Rapporté au total des ouvriers âgés de plus de 18 ans recensés en 1900 (417,959), la proportion des syndiqués s'établit à 31 p. 100 (contre 2.39 p. 100 en 1901). Sur les 130,192 syndiqués, 54,357 travaillaient à Budapest et 75,833 en province.

Les recettes ont passé de 1,680,059 couronnes ⁽³⁾ en 1906 à 1,944,233 en 1907, et les dépenses de 1,330,208 à 1,819,480. L'encaisse au 1^{er} janvier 1908 s'élevait

⁽¹⁾ Cette moyenne annuelle ainsi que les moyennes mensuelles de 1904 sont empruntées au *Labour Gazette* de février 1905; la moyenne annuelle a été modifiée conformément à des renseignements ultérieurs, et ramenée de 6.5 à 6.0 p. 100.

⁽²⁾ *Soziale Rundschau*, mars et septembre 1908; *Volkswirtschaftliche Mitteilungen aus Ungarn*, mai 1908.

⁽³⁾ La couronne vaut environ 1 fr. 05.

à 1,400.000 couronnes. Le montant de la cotisation annuelle varie, selon les associations, entre 5 cour. 20 (terrassiers) et 93 cour. 60 (typographes).

Toutes les associations, sauf celles du bâtiment, payent des secours de chômage et de voyage; elles ont versé, en 1907, 259,535 couronnes aux chômeurs, 56,071 couronnes à titre de viatique et 29,610 couronnes en secours extraordinaires. 7 associations régionales et 5 associations locales seulement ont versé des secours de maladie (202,450 cour.), des secours aux veuves et orphelins, et des secours d'invalidité (103,466). D'autre part, il a été dépensé 25,800 couronnes pour assister des membres en justice, 420,406 couronnes pour les journaux corporatifs et la propagande.

En 1907, les syndicats ont placé 71 p. 100 des ouvriers (24,952) qui s'étaient fait inscrire aux bureaux de placement corporatifs.

ITALIE.

Grèves en octobre ⁽¹⁾. — 104 nouvelles grèves ont été signalées en octobre à l'*Office du travail*, 83 de ces conflits intéressaient 9,480 grévistes. Une grève a éclaté dans la pêche, 5 dans les industries extractives, 15 dans la métallurgie, 6 dans le travail des pierres et des terres, 11 dans le bâtiment, 1 dans les produits chimiques, 11 dans le bois, 6 dans les industries polygraphiques, 17 dans les textiles, 5 dans le travail des peaux, 11 dans le vêtement, 6 dans l'alimentation, 3 dans les transports, 6 dans les industries diverses.

Causes : questions de salaires, 59; durée du travail, 6; question de travail, 5; règlement disciplinaire, 25; inconnues, 9.

Résultats : 24 succès, 25 transactions, 37 échecs, 17 résultats inconnus.

Les organisations ouvrières au commencement de 1908 ⁽²⁾. — L'*Office du travail* italien a conservé le plan adopté l'an dernier, pour établir la statistique des chambres de travail, des fédérations de métiers et des ligues de travailleurs de la terre. Il a utilisé pour cela les renseignements fournis par les secrétaires des chambres de travail ou des fédérations et par les préfets.

1° Chambres de travail. — L'*Office* a enregistré, au commencement de 1908, l'existence de 92 ⁽³⁾ chambres de travail groupant 3,747 syndicats et 546.514 adhérents (contre 84 chambres, 3,032 syndicats et 387,384 adhérents au commence-

⁽¹⁾ *Bollettino dell'Ufficio del lavoro*, janvier 1909.

⁽²⁾ *Bollettino dell'Ufficio del lavoro*, juillet et août 1908. — Pour les années antérieures, voir *Bulletin* de novembre 1907 et mars 1908, etc.

⁽³⁾ Non compris 16 chambres n'ayant pas répondu, ou disparues dans l'année ou nouvellement constituées.

ment de 1907). Depuis le début de 1906, le nombre des syndicats adhérents a augmenté de 37 p. 100 et celui des membres de 83 p. 100.

On comptait dans les premiers mois de 1908 : 14 chambres dans le Piémont avec 50,605 adhérents, 13 en Lombardie avec 82,255 adhérents, 14 en Émilie avec 210,173 adhérents, 15 en Toscane avec 33,772 adhérents; ces quatre provinces réunissent 376,805 adhérents et en gagnent 125,310 sur l'année précédente.

Toutes les autres provinces sont également en gain, sauf les Marches qui perdent 2,000 adhérents.

Les Abruzzes et la Sardaigne qui, l'an dernier, ne possédaient pas de chambres, en comptent une chacune; seule, la Basilicate n'en possède aucune.

Les chambres de travail qui se sont le plus développées sont celles de Turin (de 15,000 à 27,000 adhérents), Crémone (3,764 à 16,365), Venise (1,703 à 8,157), Bologne (14,000 à 23,000), Ferrare (23,000 à 44,000), Parme (13,000 à 28,000).

Sur les 92 chambres relevées, 43 adhèrent à la Confédération générale du travail, 9 au Comité national de résistance.

Les recettes des chambres se sont élevées à 432,241 lire et les dépenses à 402,266. Les recettes les plus fortes ont été encaissées par les chambres de Milan (56,000 lire), Bologne (32,000), Ferrare (31,000), Reggio d'Émilie (30,000), Turin (21,000), Gênes (15,000), Parme (11,500), Rome (7,000), etc.

Sur les 92 chambres existantes, 27 ont reçu des subventions municipales s'élevant ensemble à 61,350 francs; 33 sont logées gratuitement dans un édifice municipal.

39 chambres ont organisé un bureau de placement; 65 fournissent des consultations légales et 35 des consultations médicales; 19 ont organisé des cours et 44 possèdent une petite bibliothèque.

Le taux des cotisations est à peu près resté, dans les différentes organisations, ce qu'il était l'année dernière; il varie entre 0,25 et 3,65 par inscrit.

La plus ancienne chambre est celle de Milan (1891).

2° *Fédérations de métiers.* — Au début de 1908, on comptait 22 fédérations de métiers⁽¹⁾ groupant 191,599 ouvriers de l'industrie, répartis en 2,550 syndicats (contre 21, 204,271 et 2,045 au 1^{er} janvier 1907). La diminution constatée en 1908 tient à la disparition de la fédération des travailleurs de la mer (15,000 membres).

Parmi les fédérations qui se sont le plus développées en 1907, il faut citer celle des ouvriers de l'État qui gagne 7,887 membres, celle du livre (3,108), celle du verre blanc (1,270), des textiles (2,724), etc. La fédération de la chaussure, par contre, en perd 5,644 et celle de la métallurgie 11,201; celles des travailleurs de la mer, des tailleurs, des coiffeurs se sont dissoutes.

Les fédérations ont des ressources très variables. Leur dernier bilan (1908) accuse une recette de 583,642 lire et une dépense de 480,526. Bien que moins prospères que les chambres de travail elles ont encaissé en 1907 151,401 lire de plus que ces dernières.

Les cotisations varient entre 0,60 (orfèvres) et 48 lire.

(1) Non compris : les associations nationales d'employés (personnel des postes et télégraphes, petit personnel au service des provinces et des communes), les petites fédérations de verriers ayant surtout un caractère coopératif, la fédération des charcutiers qui a un caractère purement provincial et 4 fédérations en voie de formation.

Le tableau suivant permet de comparer l'importance numérique des fédérations au début de 1907 et de 1908 :

	AU DÉBUT DE 1908.		AU DÉBUT DE 1907.	
	Sections.	Membres.	Sections.	Membres.
Métallurgistes.....	83	15,705	111	26,906
Industries chimiques.....	27	4,346	19	4,623
Céramistes.....	30	1,737	30	1,873
Verriers (4 féd.).....	51	5,328	34	2,885
Bâtiment.....	474	48,877	508	51,605
Bois.....	68	3,135	65	3,114
Typo lithographes (2 féd.).....	80	13,828	133	10,593
Textiles, teinture.....	93	12,079	69	9,355
Tailleurs et couturières.....	Dissoute.		11	569
Peaussiers.....	16	1,809	12	1,526
Cordonniers.....	73	3,146	97	8,788
Chapeliers.....	36	5,896	35	4,963
Boulangers.....	103	8,136	86	5,566
Coiffeurs.....	Dissoute.		11	787
Infirmiers.....	58	3,286	52	3,974
Chemins de fer.....	1,251	40,000	700	42,000
Ouvriers de la mer.....	Dissoute.		17	15,558
Ouvriers de l'État.....	63	17,473	54	9,586
Orfèvres.....	17	1,405	n'existait pas	
Conducteurs de chaudières.....	5	361	"	
Personnel des hôtels.....	22	5,052	"	
TOTAL.....	2,550	191,599	2,045	204,271

3° *Ligues des travailleurs de la terre.* — L'office italien a utilisé les renseignements fournis par les préfets, les maires, les chambres de travail et les fédérations pour dresser la statistique des ligues de travailleurs de la terre, en distinguant entre celles qui adhèrent à des chambres de travail, à la fédération nationale des ligues, ou qui sont indépendantes.

Au début de 1908, on comptait 1,809 ligues avec 425,983 membres, contre 1,292 et 273,698 en 1907, 982 et 221,913 en 1906.

Le nombre des paysans inscrits aux chambres du travail a passé, au cours de 1907, de 91,410 à 189,423, et celui des inscrits à la fédération nationale des ligues, de 64,062 en 1906 à 108,192 à fin 1907 (soit une augmentation de 70 p. 100).

Cette fédération nationale groupait 18 grandes fédérations provinciales (90,999 membres) et diverses fédérations communales (17,193 membres).

Le tableau suivant donne, pour 1907 et 1908, les nombres de ligues et de leurs adhérents ainsi que le total des paysans inscrits aux chambres du travail, dans chacune des provinces italiennes :

PROVINCES.	EN 1908.			EN 1907.		
	Nombre de ligues.	Nombre des adhérents.	Paysans inscrits aux Chambres de Travail.	Nombre de ligues.	Nombre des adhérents.	Paysans inscrits aux Chambres de Travail.
Piémont.....	97	16,484	2,576	84	17,615	3,018
Ligurie.....	4	552	"	8	782	140
Lombardie.....	217	40,540	13,456	169	24,190	778
Vénétie.....	71	23,444	7,270	27	6,205	120
Émilie.....	958	183,986	139,850	625	113,705	69,436
Toscane.....	65	6,233	1,040	35	3,448	794
Marche.....	28	5,989	200	21	4,624	540
Ombrie.....	25	4,579	1,032	29	5,883	1,089
Latium.....	55	7,239	4,125	52	7,260	756
Abruzzes.....	5	1,329	54	5	995	"
Campanie.....	25	4,527	434	27	5,897	956
Pouille.....	73	76,221	10,082	61	36,767	8,171
Basilicate.....	4	632	"	3	242	"
Calabre.....	16	3,619	"	5	1,394	"
Sicile.....	161	49,616	9,304	138	43,787	5,362
Sardaigne.....	5	963	"	3	904	"
TOTAUX.....	1,809	425,983	189,423	1,292	273,698	91,410

L'augmentation est surtout sensible dans l'Émilie (113,000 à 183,000), dans les Pouilles (36,000 à 76,000), la Lombardie (24,000 à 40,000), la Vénétie (6,000 à 23,000), la Calabre (1,394 à 3,649), la Toscane (3,448 à 6,233).

Près de 55 p. 100 des paysans organisés restent en dehors des chambres de travail ; quant à la fédération nationale elle n'en groupe que 25 p. 100.

En Sicile, aucune organisation n'adhère à la fédération nationale ; dans les Pouilles, il s'est constitué, en avril dernier, une fédération régionale autonome et une fédération professionnelle.

La fédération nationale compte le plus d'adhérents dans l'Émilie et le moins dans les provinces de Ferrare et de Plaisance.

Les ligues catholiques sont au nombre de 57 avec 11,000 membres ; il est à noter que beaucoup n'ont fourni aucune réponse et que bon nombre d'autres ont été considérées surtout comme des sociétés de secours mutuels.

SUISSE.

Le mouvement syndical en 1907 ⁽¹⁾. — Le secrétariat ouvrier suisse a pu établir pour la première fois, en 1907, la statistique des syndicats professionnels et des fédérations suisses. Il distingue à cet effet : 1° les organisations affiliées à la fédération suisse des syndicats professionnels; 2° les associations qui, bien que constituées, comme les premières, sur le principe de la lutte de classe, ne sont pas affiliées à la fédération; 3° les associations ayant un caractère philanthropique; 4° les fédérations socialistes chrétiennes.

I. Au 31 décembre 1907, la fédération suisse groupait 71,404 membres, contre 64,590 en 1906 (soit une augmentation de 14.48 p. 100).

Les fédérations les plus importantes sont les suivantes :

	MEMBRES.	RECETTES.	DÉPENSES.
Métaux.....	17,824	433,714 ^f	303,089 ^f
Bois.....	7,863	144,674	143,318
Horlogerie.....	7,780	92,300	92,300
Alimentation.....	4,300	73,313	44,492

La cotisation par semaine varie entre 2 francs (typographes) et 0 fr. 50 (métallurgistes). 18 fédérations sur 24 accordent des secours de voyage, 12 des secours de chômage, 15 des secours de maladie, une des secours d'invalidité, et quelques-unes des secours funéraires (650 fr. chez les typographes).

II. Les syndicats ouvriers qui sont également organisés en vue de la lutte de classes, mais qui n'adhèrent pas à la fédération, groupaient environ 14,000 membres, savoir : maçons (6,000), tailleurs (3,966), typographes de la Suisse romande (821), ouvriers du commerce et de l'industrie (1,050), etc., etc.

De la sorte, le total des ouvriers organisés sur le principe de la lutte de classe, s'élevait à 85,468 (contre 75,544 en 1906).

III. L'union des fédérations du personnel des chemins de fer, constituée par la fédération des employés des transports, la fédération du personnel ambulant et l'union ouvrière des employés des transports groupait 26,700 membres. Les fédérations adhérentes conservent leur entière autonomie, chacune d'elles s'engageant à faire connaître aux autres les faits susceptibles d'influencer les salaires et la situation générale. En y ajoutant les 3,300 membres des fédérations des chauffeurs et des mécaniciens, on obtient pour ce groupe un effectif total de 30,000 membres.

IV. La fédération professionnelle des socialistes chrétiens groupe actuellement 5,300 membres, non compris les 6,000 ouvriers affiliés directement à la fédération textile. Encaissé en 1907 : 24,200 francs; secours de grèves : 16,683 francs; autres secours : 5,323 francs.

Si l'on rapporte le total des syndiqués (121,769) au total des ouvriers employés dans les industries organisées (607,412), on obtient une moyenne de 20 p. 100. Les proportions les plus élevées se rencontrent chez les peintres (40 p. 100), dans les arts graphiques (36.4 p. 100), le bois (35 p. 100), le travail des pierres (30 p. 100), la métallurgie (24.5 p. 100), l'horlogerie (16.3 p. 100).

⁽¹⁾ *Arbeiterstimme*, 14 août et 25 septembre 1908. — *Bollettino dell'Ufficio del lavoro*, octobre 1908.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 3 février 1902 réglementant les sociétés de prévoyance à partage et à durée illimitée.

ARTICLE PREMIER. — Les sociétés de prévoyance actuellement existantes qui ont pour objet de partager entre leurs adhérents, à partir d'une certaine durée de sociétariat, une part des intérêts du capital social, et dont la durée est illimitée, sont autorisées à fonctionner dans les termes de l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901, à condition de faire, dans le délai d'un mois, à partir de la promulgation de la présente loi, les déclarations exigées par ledit article. — Celles de ces sociétés qui auront fait la déclaration ci-dessus prévue continueront à jouir des exemptions de droit dont elles ont, en fait, bénéficié jusqu'à ce jour.

ART. 2. — Au cours des dix premières années du partage, aucun sociétaire ne pourra recevoir, à titre de part annuelle, une somme supérieure à une fois et demie le capital versé par lui au jour de la première répartition.

ART. 3. — Les rentes viagères constituées en vertu de la présente loi seront incessibles et insaisissables, conformément à l'article 12 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels.

ART. 4. — Les statuts, même dans leurs clauses fondamentales, pourront toujours être révisés, sur la proposition soit du conseil d'administration ou comité directeur, soit d'un vingtième des membres inscrits. Toutefois, cette révision devra être votée au scrutin secret et obtenir l'assentiment des deux tiers au moins des sociétaires présents après convocation spéciale. Si cette majorité des deux tiers était inférieure au quart des sociétaires inscrits, il y aurait lieu à une deuxième convocation et à un nouveau vote. Dans ce dernier cas, la majorité des deux tiers serait suffisante.

ART. 5. — La présente loi ne modifie pour l'avenir ni les dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901, ni la législation antérieure sur les sociétés, les tontines et les sociétés de secours mutuels.

Loi du 30 décembre 1908 modifiant la composition de la commission centrale instituée par la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables ⁽¹⁾.

Article unique. — L'article 17 de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables est modifié ainsi qu'il suit :

« Une commission centrale composée de vingt membres élus par le Conseil supérieur de l'assistance publique et de quatre membres élus par le Conseil supérieur de la mutualité statue définitivement sur les recours formés en vertu des articles 11, 14 et 15 et donne son avis sur l'admission à l'assistance de l'Etat.

« Le Ministre de l'Intérieur peut attacher à la commission ou à chaque section un ou plusieurs commissaires du Gouvernement et des rapporteurs; les rapporteurs ont voix délibérative dans les affaires dont ils sont chargés.

« Le Ministre de l'Intérieur peut répartir la commission centrale en sections. Sous réserve des cas où l'affaire est évoquée, soit par le commissaire du Gouvernement, soit par la section elle-même, devant l'assemblée générale, les sections peuvent statuer définitivement sur les recours et donner les avis spécifiés dans le premier paragraphe du présent article. »

⁽¹⁾ Journal officiel, du 31 décembre 1908, p. 9218.

Règlement concernant l'exécution de l'article 5 de l'arrangement signé, le 9 juin 1906, entre la France et l'Italie, relativement à la réparation des dommages résultant des accidents du travail⁽¹⁾.

En application de l'article 5 de l'arrangement signé le 6 juin 1906 entre la France et l'Italie, relativement à la réparation des dommages résultant des accidents du travail, les administrations compétentes française et italienne ont, d'un commun accord, arrêté les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Les assureurs français qui voudront user du bénéfice de l'article 5 de l'arrangement du 9 juin 1906 devront produire à la Caisse nationale italienne d'assurance contre les accidents une copie certifiée conforme du contrat d'assurance, objet de la réassurance et lui fournir, dûment vérifié par leurs agents, le décompte des salaires payés par l'assuré pendant les douze mois précédents aux ouvriers italiens occupés dans l'entreprise, et dont les ayants droit ne résident pas en France.

ART. 2. — Dès la réception de ces pièces, la Caisse nationale italienne délivrera un contrat conforme au modèle annexé au présent règlement.

ART. 3. — Les procédures seront suivies en France par les assureurs français réassurés, qui communiqueront à la Caisse nationale italienne d'assurance contre les accidents les décisions judiciaires intervenues. Dès réception de ces décisions, ladite caisse effectuera le paiement des indemnités ainsi liquidées.

ART. 4. — Dans le cas où l'assureur français aurait été mis en demeure d'effectuer lui-même de tels paiements, il aurait le droit d'en réclamer le remboursement à la caisse italienne.

ART. 5. — Pour l'exécution du présent règlement, le Ministère du travail et de la prévoyance sociale adressera au Ministère italien de l'agriculture, du commerce et de l'industrie la liste des assureurs français admis à pratiquer l'assurance contre les accidents du travail et l'avisera de toutes les modifications survenues.

ART. 6. — A la demande de la Caisse nationale italienne, le Ministre du travail et de la prévoyance sociale chargera les commissaires contrôleurs des sociétés d'assurances contre les accidents du travail de vérifications déterminées au siège des sociétés d'assurances, en ce qui concerne les contrats de réassurance susvisés.

ART. 7. — L'article 5 de l'arrangement du 9 juin 1905 sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1909, ainsi que le présent règlement, lequel aura la même durée que l'arrangement.

ART. 8. — Dans le cas de force majeure ou de circonstances graves, le Gouvernement italien pourra suspendre, pour l'avenir, le service de réassurance confié à la Caisse nationale italienne d'assurance contre les accidents, à charge d'en donner avis au Gouvernement français dans les conditions prévues par l'article 12 de l'arrangement du 9 juin 1906.

⁽¹⁾ Journal officiel du 1^{er} décembre 1908.

Annexe.

MODÈLE DE CONTRAT DE RÉASSURANCE COLLECTIVE

Pour les indemnités dues aux représentants ne résidant pas en France des ouvriers italiens victimes d'accidents.

I. — CONDITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER. — Dans le présent contrat on appelle : *Cassa Nazionale Infortuni* (abrégé C. N. I.) la Caisse nationale d'assurance pour les ouvriers victimes d'accidents dans leur travail, laquelle a son siège à Milan et offre la réassurance; *contractant* : la société d'assurance française réassurée; *ouvriers* : les ouvriers de nationalité italienne dont les ayants droit ne résident pas en France.

ART. 2. — Par la réassurance la Cassa nazionale infortuni s'engage, au lieu du contractant, à faire les recherches nécessaires concernant les ayants droit des ouvriers victimes d'accidents, et à verser à la Caisse nationale italienne de prévoyance les capitaux nécessaires pour la constitution des rentes viagères prévues, dans le cas de mort, par la loi française sur les accidents du travail.

ART. 3. — La réassurance comprend tous les ouvriers occupés dans l'entreprise spécifiée dans les conditions particulières du présent contrat.

ART. 4. — La durée du présent contrat est d'un an, à compter de la date stipulée aux conditions particulières, et, s'il n'a pas été dénoncé deux mois avant ledit terme par l'un des deux contractants, il sera renouvelé par tacite reconduction pour une égale période de temps et ainsi de suite.

ART. 5. — Pour stipuler la réassurance, le contractant doit communiquer à la Cassa nazionale infortuni une copie conforme certifiée de la proposition et du contrat d'assurance, et, en outre, un état, dûment vérifié et visé par la société d'assurance française, du nombre des ouvriers et des salaires payés aux mêmes ouvriers dans les douze derniers mois. Il devra, la première fois qu'il souscrira un contrat de réassurance, verser la somme de 10 francs à titre de droit de chancellerie.

ART. 6. — Le contractant devra notifier à la Cassa nazionale infortuni toutes les variations dans le risque réassuré, dans les cinq jours à partir de celui où il en aura eu connaissance, et se soumettre au paiement d'une prime éventuellement plus forte si le risque, par effet de la variation, devenait plus grave, la réduction du risque, devant, en sens inverse, donner lieu à une réduction de prime. Il devra aussi notifier, dans le susdit délai tous les autres changements apportés au contrat d'assurance depuis la stipulation du présent contrat.

ART. 7. — La prime de réassurance sera payée après l'échéance de chaque trimestre solaire. Dans les vingt-cinq jours qui suivront cette échéance, le contractant devra fournir à la Cassa nazionale infortuni un état analogue à celui que vise l'article 5, comprenant les salaires réellement payés aux ouvriers dans le trimestre échu, d'après les déclarations fournies par les chefs d'entreprises. D'après le montant dudit état, on établira la prime que le contractant devra verser dans un délai de huit jours à partir de la réception de la notification faite par la Cassa nazionale infortuni.

A défaut par le contractant, aux dates convenues, d'envoyer le relevé des salaires ou d'acquitter les primes exigibles, la Cassa nazionale infortuni le mettra en demeure, par lettre recommandée, d'exécuter le contrat dans un délai de huit jours. Faute de transmission du relevé ou faute de paiement dans ce délai, la Cassa nazionale infortuni pourra, par une nouvelle lettre recommandée, suspendre le contrat de réassurance, qui cessera d'avoir effet à compter de la réception de ladite lettre jusqu'au jour de la production du relevé ou du paiement, tous les accidents survenus dans l'intervalle demeurant exclus du bénéfice de la réassurance.

Le contractant devra obliger les chefs d'entreprise à tenir en évidence dans leurs livres de paye les ouvriers réassurés et les salaires correspondants.

Le contractant devra fournir toutes les explications et les documents que la Cassa nazionale infortuni pourrait lui demander en vue de justifier les salaires déclarés pour la liqui-

dation de la prime, sans préjudice des contrôles et des inspections prévus par l'article 6 du règlement relatif à l'exécution de l'article 5 de l'arrangement du 9 juin 1906.

ART. 8. — Le contractant notifiera immédiatement à la Cassa nazionale infortuni les accidents suivis de mort et, dans le plus bref délai, transmettra les documents pour la vérification et la liquidation des indemnités. Le contractant s'engage à procéder, avec la plus grande diligence, aux démarches en vue de la vérification des accidents et de la liquidation des indemnités et, en particulier, il devra pourvoir, par l'intervention d'un de ses représentants, à l'enquête et aux démarches judiciaires prévues par la loi française sur les accidents, afin de faire valoir les exceptions de fait et de droit dans l'intérêt de la Cassa nazionale infortuni, comme si c'était dans son intérêt propre.

ART. 9. — En dehors des indemnités prévues par la législation française sur les accidents du travail, la Cassa nazionale infortuni n'est tenue de payer aucune autre somme à aucun titre; les frais accessoires restent à la charge du contractant, sauf les frais des recherches et démarches prévues à l'article premier (D) de la convention du 15 avril 1904.

ART. 10. — En cas de contestations judiciaires avec les ayants droit des ouvriers, le contractant doit en informer immédiatement la Cassa nazionale infortuni.

ART. 11. — S'il y a des contestations entre la Cassa nazionale infortuni et le contractant se référant au présent contrat, le jugement sera déferé à trois arbitres, dont deux seront nommés par chacune des parties et le troisième par les deux premiers ou, à défaut, par le président du tribunal civil de Milan.

Les arbitres jugeront le différend à l'amiable et leur jugement sera sans appel. Le siège du collège arbitral sera à Milan, où la Cassa nazionale infortuni et la société réassurée élisent domicile pour tous effets du présent contrat.

ART. 12. — Les actions dérivant du présent contrat seront considérées comme prescrites, si elles ne sont pas exercées dans le délai d'un an à compter du jour où elles auraient pu être exercées, sans préjudice des autres délais et sanctions établis pour chaque cas dans les précédents articles.

II. — CONDITIONS PARTICULIÈRES.

Ayant pris connaissance du contrat d'assurance stipulé conformément à la loi française sur les accidents du travail par la Société..... ayant le n°..... de l'agence de....., ayant effet depuis le et échéance le..... et MM. exerçant; lesquels dans les douze mois précédents ont occupé en moyenne journalièrement N..... ouvriers italiens désignés dans le présent contrat, avec une dépense globale pour salaires, de francs.....

La Cassa nazionale infortuni consent la réassurance aux conditions générales précédentes.

La prime que le contractant doit payer à la Cassa nazionale infortuni est fixée en francs à..... par chaque mille francs de salaire, et sera payée aux échéances des 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre et 1^{er} janvier d'après les salaires réellement payés aux ouvriers conformément à l'article 7 des conditions générales.

La première partie de la prime sera payée le et comprendra la période depuis le jusqu'au

Fait en double original à, le

«Cassa Nazionale Infortuni.»

Le Contractant.

Décret du 14 janvier 1909, réglementant l'exploitation des mines ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Tout concessionnaire de mine doit faire élection en France d'un domicile où toutes notifications lui seront valablement faites par l'administra-

⁽¹⁾ Journal officiel du 22 janvier 1908, p. 694.

tion; il en adresse la déclaration aux préfets des départements sur lesquels s'étend la concession.

En cas de cession ou d'amodiation d'une mine, le concessionnaire est tenu d'en informer le préfet et de faire connaître les nom, prénoms et domicile de l'acquéreur ou du nouvel exploitant.

Lorsque l'exploitation n'est pas assurée directement par le concessionnaire, l'élection de domicile prévue au présent article est obligatoire à la fois pour le concessionnaire et pour l'exploitant.

ART. 2. — Lorsqu'une concession s'étend sur plusieurs départements, le Ministre des travaux publics désigne, s'il y a lieu, le préfet de l'un d'eux pour exercer la surveillance de l'exploitation dans toute son étendue. Celle-ci notifie au concessionnaire la décision du Ministre.

Le préfet ainsi désigné avertit les préfets des autres départements intéressés dans tous les cas où l'exploitation de la mine donne lieu à des incidents de nature à motiver leur intervention.

ART. 3. — Tout concessionnaire de mine est tenu de placer des bornes en tous les points où le préfet le juge nécessaire pour déterminer le périmètre de la concession.

L'ingénieur des mines constate l'accomplissement de cette obligation par un procès-verbal qui est soumis à l'approbation du Ministre des travaux publics. Une expédition de ce procès-verbal est déposée aux archives de la préfecture.

Si le concessionnaire, après mise en demeure, refuse ou néglige de procéder au bornage, l'opération est faite d'office, à la diligence de l'administration.

ART. 4. — Le préfet de chaque département détermine par des arrêtés réglementaires, les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire l'établissement et l'entretien des installations et de l'outillage des mines, ainsi que la conduite de l'exploitation, au point de vue de la sécurité publique, de la conservation de la mine, de la sûreté et de l'hygiène des ouvriers mineurs, de la conservation des voies de communication, de celle des sources minérales, de la solidité des habitations, de l'usage des sources qui alimentent les villes, villages, hameaux et établissements publics.

Ces arrêtés ne sont exécutoires que lorsqu'ils ont été approuvés par le Ministre des travaux publics après avis du conseil général des mines.

ART. 5. — Le nom du chef de service chargé de la direction technique des travaux est porté par l'exploitant à la connaissance de l'ingénieur en chef des mines.

Le nombre des agents préposés à la conduite et à la surveillance des travaux, sous l'autorité du directeur, doit répondre à la nature et à l'étendue de l'exploitation.

ART. 6. — Avant d'ouvrir ou de reprendre un puits ou une galerie principale débouchant au jour, l'exploitant doit en informer l'ingénieur en chef des mines, un mois au moins à l'avance, en joignant à l'avis qu'il lui adresse : 1° un plan donnant la situation du puits ou de la galerie par rapport à la surface; 2° un mémoire indiquant l'objet du travail.

Avant d'entreprendre l'exploitation régulière d'un siège d'extraction, l'exploitant doit adresser à l'ingénieur en chef des mines, avec les plans et coupes nécessaires, un mémoire exposant le mode d'exploitation qu'il se propose de suivre. Une nouvelle déclaration est produite dans la même forme en cas de modification notable apportée aux dispositions contenues dans ces documents.

ART. 7. — Si l'ingénieur en chef estime que les travaux projetés peuvent occasionner quelques-uns des abus ou dangers prévus au titre V de la loi du 21 avril

1810 modifiée par les lois du 27 juillet 1880 et du 23 juillet 1907, il notifie ses observations dans le mois à l'exploitant.

Si à l'expiration du délai d'un mois, aucune observation n'a été notifiée à l'exploitant, celui-ci est libre de procéder à l'exécution des travaux.

Dans le cas contraire, l'exploitant ne peut entreprendre les travaux qui ont fait l'objet des observations de l'ingénieur en chef qu'après lui avoir fait connaître les mesures projetées, afin d'y donner satisfaction. Faute par l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les inconvénients qui lui ont été signalés, le préfet, sur le rapport de l'ingénieur en chef des mines, lui notifie son opposition à l'exécution totale ou partielle des travaux, et ceux-ci ne peuvent être repris que sur un nouveau projet auquel il n'aurait pas été fait opposition.

L'exploitant peut se pourvoir auprès du Ministre contre l'opposition du préfet.

ART. 8. — Si l'exploitant veut abandonner, soit un siège d'extraction, soit un puits ou une galerie d'évacuation communiquant avec le jour, il est tenu d'en faire la déclaration à la préfecture un mois à l'avance; à cette déclaration sont joints le plan des travaux à abandonner et le plan de la surface.

L'ingénieur ordinaire des mines visite sans retard les travaux à abandonner et adresse son rapport à l'ingénieur en chef, qui le transmet au préfet avec son avis.

Le préfet donne acte de la déclaration d'abandon dans le mois de son dépôt à la préfecture, sans préjudice de l'application ultérieure de l'article 49 de la loi du 21 avril 1810, il fixe, s'il y a lieu, sur les propositions des ingénieurs des mines, les travaux à exécuter par l'exploitant avant l'abandon; ces travaux sont, au besoin, exécutés d'office.

Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas où l'exploitation est arrêtée de telle sorte que les travaux ne puissent plus être ultérieurement entretenus ni visités; elles ne s'appliquent pas au délaissement successif des chantiers résultant de l'application régulière de la méthode normale d'exploitation.

ART. 9. — L'exploitant doit donner avis au préfet, un mois avant que les travaux souterrains n'arrivent à une distance horizontale de 50 mètres, soit d'un pont ayant au moins 30 mètres de longueur entre les culées, d'une voie navigable ou d'un chemin de fer ouvert au service public, soit d'une quelconque des limites de la concession.

Il doit donner avis au préfet dans les mêmes délais et conditions avant que les travaux n'arrivent sous les édifices et lieux habités, lorsque ces travaux sont de nature à compromettre la solidité des bâtiments.

Le préfet fixe, s'il y a lieu, sur les propositions des ingénieurs des mines, les investissements ou massifs de protection à laisser dans chaque couche ou gîte; ces investissements ne peuvent être traversés ou enlevés que dans les conditions déterminées par le préfet, le tout sans préjudice des dispositions spéciales résultant soit du cahier des charges de la concession, soit des lois et règlements relatifs aux mines de sel.

ART. 10. — Lorsqu'il se produit dans les travaux des faits de nature à compromettre la sécurité publique, la conservation de la mine, la sûreté ou l'hygiène des ouvriers mineurs, la conservation des voies de communication, celle des eaux minérales, la solidité des habitations, l'usage des sources qui alimentent les villes, villages, hameaux et établissements publics, l'exploitant doit immédiatement en donner avis à l'ingénieur des mines.

Le préfet, sur les propositions des ingénieurs des mines et après avoir entendu l'exploitant, ou faute par celui-ci d'avoir présenté ses observations dans le délai à lui imparti, ordonne les mesures nécessaires.

Les travaux ordonnés et non exécutés dans les délais fixés par le préfet peuvent

être faits d'office, par les soins des ingénieurs des mines, sans préjudice de l'application, tant du titre X de la loi du 21 avril 1810 que de l'article 8 de la loi du 27 avril 1838.

Il est opéré comme il est dit au présent article dans tous les cas où, à défaut d'avis de l'exploitant, les ingénieurs des mines croient devoir soumettre d'office au préfet des propositions par application du titre V de la loi des 21 avril 1810, 27 juillet 1880 et 23 juillet 1907 sans préjudice des mesures prescrites, en cas de danger imminent, par l'article 5 du décret du 3 janvier 1813.

ART. 11. — En cas d'accident survenu dans une mine ou dans ses dépendances, avis en est donné par l'exploitant aux autorités compétentes et il est procédé conformément aux dispositions du décret du 3 janvier 1813, des lois relatives aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs et des lois relatives aux accidents du travail.

Il est interdit de modifier l'état des lieux où est survenu l'un des accidents prévus par l'article 11 du décret du 3 janvier 1813, ainsi que de déplacer ou de modifier les objets qui s'y trouvaient avant que les ingénieurs, dûment avisés, aient procédé aux visites prescrites par ce décret.

Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux travaux de sauvetage ou de consolidation urgente, ni à ceux qu'il serait nécessaire d'effectuer pour éviter la suspension de l'exploitation.

ART. 12. — Indépendamment des plans des travaux souterrains prescrits par l'article 6 du décret du 3 janvier 1813, l'exploitant doit tenir constamment à jour, pour chaque mine, un plan de la surface, sur toile ou papier transparent, qui puisse se superposer aux plans des travaux souterrains.

Une expédition de chacun de ces plans, dûment certifiée et signée par l'exploitant, doit être remise à l'ingénieur ordinaire des mines. Une nouvelle expédition dûment mise à jour est substituée à la précédente à toute demande de l'ingénieur et au moins une fois l'an.

Chaque exploitant est tenu de communiquer dans ses bureaux, à tout propriétaire qui lui en fera la demande, les plans des travaux souterrains effectués sous sa propriété avec le plan de la surface permettant de se rendre compte de leur situation.

Le préfet, statuant sur le rapport des ingénieurs des mines, peut faire exécuter d'office, après une mise en demeure restée sans résultat, les plans qui ne sont pas tenus conformément aux prescriptions réglementaires ou ceux dont les ingénieurs auraient reconnu l'inexactitude.

ART. 13. — Dans tous les cas où un travail dont les frais incombent à l'exploitant a dû être fait d'office par application du présent décret, les sommes avancées sont recouvrées sur l'exploitant au moyen d'états rendus exécutoires, s'il y a lieu, conformément aux lois, sans préjudice de l'application de l'article 9 de la loi du 27 avril 1838.

ART. 14. — L'exploitant met à la disposition des ingénieurs des mines et agents sous leurs ordres les appareils et engins nécessaires à la surveillance à laquelle les travaux doivent être soumis.

Lorsque les ingénieurs des mines, dans l'exercice de leurs fonctions, ont à procéder à une enquête ou à faire exécuter des travaux d'office, l'exploitant est tenu de mettre à leur disposition, sur leur demande, les locaux nécessaires.

ART. 15. — L'exploitant doit porter à la connaissance des intéressés les règlements et instructions édictés par l'administration en vue d'assurer la sécurité et l'hygiène du personnel, ainsi que ceux qui auraient été établis par lui dans le même but, et communiqués à l'ingénieur ordinaire des mines.

Il est remis par l'exploitant, contre reçu, à tout préposé et ouvrier, un exemplaire

imprimé dûment tenu à jour des règlements et instructions mentionnés à l'alinéa précédent ou un extrait de ces documents relatif à l'emploi et au travail de l'intéressé.

Toute personne admise à pénétrer dans la mine, à quelque titre que ce soit, est tenue de se conformer aux prescriptions desdits règlements et instructions, ainsi qu'aux instructions qui lui seraient données par le directeur, les ingénieurs et préposés, en vue d'assurer la sécurité de l'exploitation et l'hygiène du personnel.

ART. 16. — Outre la déclaration détaillée du produit net imposable de la mine, l'exploitant est tenu d'adresser à l'ingénieur en chef des mines, dans la forme et aux époques fixées par le Ministre des travaux publics, les renseignements concernant l'exploitation nécessaires à la confection des statistiques générales dressées par l'administration.

ART. 17. — Sont applicables aux travaux de recherches de mines les articles 4, 5 et 9 à 16 du présent décret.

ART. 18. — Sont abrogées l'ordonnance du 18 avril 1842, celle du 26 mars 1843 modifiée par le décret du 25 septembre 1882, et généralement toutes les dispositions réglementaires qui sont contraires au présent décret.

ART. 19. — Le Ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Décret du 21 janvier 1909 étendant à l'Algérie l'application de la législation sur le repos hebdomadaire ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Sont rendus applicables à l'Algérie :

1° La loi du 13 juillet 1906, établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers;

2° Le décret du 24 août 1906, modifié par celui du 13 juillet 1907, organisant le contrôle de l'application de la loi du 13 juillet 1906;

3° Le décret du 14 août 1907, modifié par celui du 10 septembre 1908, complétant la nomenclature des établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement en vertu de l'article 3 de ladite loi;

4° Le décret du 16 mars 1908, déterminant la nomenclature des catégories d'établissements admises à bénéficier des dérogations de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1906, en ce qui concerne les femmes et les enfants.

ART. 2. — Dans les établissements visés à l'article 11, § 2, de la loi du 13 juillet 1906, l'exécution de la loi sera assurée en Algérie par les fonctionnaires chargés de ce contrôle dans la métropole, placés à cet effet sous l'autorité du Gouverneur général.

ART. 3. — Les dispositions prévues par la loi et les règlements énumérés à l'article 1^{er} du présent décret deviendront exécutoires dans la colonie trois mois après sa promulgation.

ART. 4. — Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le Garde des sceaux, Ministre de la Justice, et le

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 24 janvier 1909, p. 742 et 13 février 1909, p. 1474 (erratum).

Ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*, ainsi qu'au *Bulletin officiel* du Gouvernement général de l'Algérie.

Circulaire du 28 décembre 1908 du Ministre des Travaux publics autorisant des dérogations à la fermeture des gares les dimanches et jours fériés⁽¹⁾.

L'arrêté du 17 avril 1908, sur la fermeture des gares les dimanches et jours fériés⁽²⁾, prévoit, en son article 2, la possibilité de dérogations au régime nouvellement institué. J'ai été saisi, par application de cet article, de nombreuses demandes tendant, d'une manière générale, à obtenir la faculté d'expédier, en grande vitesse, après 11 heures du matin, les denrées susceptibles d'altération rapide.

Afin de permettre l'examen de ces demandes, j'ai dû ajourner à diverses reprises, en ce qui concerne la réception de ces denrées en grande vitesse, l'application dudit arrêté. J'ai en même temps invité les Compagnies de chemins de fer à étudier et à me soumettre leurs propositions, en vue des dérogations qui leur paraîtraient devoir être apportées à l'arrêté du 17 avril.

Les propositions que vous m'avez soumises à cet effet ont été, ainsi que les réclamations parvenues à mon Administration, l'objet, de la part du service du Contrôle de l'Exploitation commerciale, d'une instruction minutieuse au cours de laquelle vous avez été appelé à formuler vos observations et à présenter des propositions complémentaires.

J'ai l'honneur de vous informer que, sur le vu des résultats de cette enquête, j'ai décidé d'autoriser, par application de l'article 2 de l'arrêté du 17 avril dernier, la réception en gare, pour la grande vitesse, des animaux vivants, des volailles, du gibier, du poisson, des crustacés, des huîtres, des coquillages, du pain, de la viande abattue, de la levure, des fruits frais, des légumes frais, du beurre, du fromage, des œufs et des fleurs coupées. Il est entendu, d'ailleurs, que les lapins et les cochons de lait sont compris dans la rubrique « animaux vivants » et les melons, les champignons et cornichons, dans la rubrique « légumes frais ».

Il va de soi, en outre, que les clauses de l'arrêté qui concernent le lait et les pots à lait vides en retour s'appliquent à la crème fraîche, laquelle n'est pas dénommée à la table générale des marchandises, et aux pots de crème vides en retour, et que les crustacés, dont la réception est prévue ci-dessus, seront également admis au bénéfice des dispositions relatives à la livraison.

Les dérogations qui font l'objet de la présente décision entreront en vigueur dès le 1^{er} janvier 1909; elles devront être portées à la connaissance du public par voie d'affiche dans les gares et stations de votre réseau, ainsi d'ailleurs que celles qui ont été autorisées pour la G. V. depuis l'arrêté du 17 avril et qui n'auraient pas été l'objet de cette publicité.

Sont d'ailleurs maintenues les décisions qui ont autorisé l'ouverture des gares G.V. en dehors des heures réglementaires, soit en semaine, soit les dimanches et jours fériés, et dont les dispositions sont du reste rappelées dans les conditions générales d'application des tarifs généraux de grande vitesse insérées dans le Recueil général Chaix.

Des décisions en date de ce jour autorisent également quelques dérogations G.V.

⁽¹⁾ Adressée aux administrateurs des compagnies de chemins de fer.

⁽²⁾ Bull., juillet 1908, p. 677.

qui, tout en présentant un caractère d'ordre général, ne sont pas applicables à l'ensemble des grands réseaux ou ne doivent jouer que pour une période déterminée de l'année ou seulement pour certaines stations.

Enfin il sera statué prochainement, en ce qui concerne les demandes de dérogations P. V., soit générales, soit partielles, et provisoirement je maintiens les autorisations accordées antérieurement à l'arrêté du 17 avril 1908.

Circulaire du 29 décembre 1908, du Garde des sceaux, Ministre de la Justice, adressée aux procureurs-généraux, relative à l'établissement de la statistique judiciaire pour 1908 (extrait)⁽¹⁾.

La République est intervenue pour protéger le travail dans ses rapports avec le capital; les lois élaborées à cet effet sont multiples. Pour ne citer que les principales, ce sont : la loi du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes; la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels; la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les mêmes établissements; la loi du 30 mars 1900, modifiant au profit des ouvriers adultes le décret du 9 septembre 1848, relatif aux heures de travail dans les manufactures et usines; la loi du 29 décembre 1900, fixant les conditions du travail des femmes employées dans les magasins et boutiques; la loi du 29 juin 1905, relative à la durée du travail dans les mines; la loi du 13 juillet 1906, établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers; la loi du 17 avril 1907, concernant la réglementation du travail à bord des navires de commerce.

La garantie d'exécution de ces lois réside en grande partie dans leurs dispositions pénales.

Le sort des diverses réformes auxquelles il vient d'être fait allusion dépend donc, dans une large mesure, des magistrats, et il est par suite intéressant de savoir ce qu'elles deviennent devant les tribunaux.

Cependant, si l'on consulte les cadres qui ont servi jusqu'ici à l'établissement des statistiques annuelles, on remarque que les infractions aux lois qui ont opéré lesdites réformes en sont absentes; j'ai tenu à combler cette lacune. Désormais, lesdites infractions auront leur place propre dans les cadres; elles figureront, tant parmi les affaires jugées contradictoirement ou par défaut, que parmi celles qui sont classées par le ministère public ou closes par des ordonnances de non-lieu.

Ainsi, l'on pourra constater combien les tribunaux sont associés étroitement à l'œuvre démocratique et sociale de la République, et la confiance du pays dans la magistrature républicaine ne fera que s'accroître.

Circulaire, du 25 janvier 1909, du Ministre du Travail, sur la déclaration des accidents du travail par les représentants des assureurs⁽²⁾.

Par circulaire du 27 juillet dernier, j'ai appelé l'attention des Préfets sur le dommage que peut éprouver la victime d'un accident du travail si la déclaration de cet accident, imposée par l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 au chef d'entreprise ou

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 31 décembre 1908, p. 7219.

⁽²⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

à ses préposés, n'est faite à la mairie que par un agent de Société d'assurance contre les accidents.

Cette circulaire rappelle avec raison que ni la loi, ni les modèles réglementaires annexés au décret du 23 mars 1902 qui spécifient, pour le cas où la déclaration est faite par le préposé, qu'elle mentionnera l'emploi de ce dernier dans l'entreprise, ne laissent aucune place à des déclarations effectuées par le représentant de l'assureur.

Sans doute l'intérêt des victimes d'accidents ne permet pas d'interdire aux maires d'accepter les déclarations même irrégulières, qui pourraient émaner d'agents de sociétés d'assurances. Mais ces déclarations ne sauraient être considérées comme remplissant le vœu du législateur, et elles n'exonèrent pas le chef d'établissement des obligations que la loi lui impose à cet égard.

Les Inspecteurs du travail ayant mission, aux termes de l'article 31 de la loi de 1898, de constater les infractions aux dispositions de son article 11, peuvent concourir efficacement à faire cesser les pratiques regrettables signalées par la circulaire du 27 juillet 1908.

Je vous prie, en conséquence, d'adresser des renseignements à :

Service de l'Inspection du Travail.

pour prévenir les accidents.

Vous m'avez consulté sur l'interprétation à donner au paragraphe 6 de l'article 1^{er} du décret du 28 mars 1902 en ce qui concerne la dérogation dont peut bénéficier un industriel pour « travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage, ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement ».

J'ai l'honneur de vous informer que la faculté illimitée de prolonger la durée du travail pendant un jour, prévue par le texte dont il s'agit, ne saurait s'appliquer successivement aux différentes équipes d'ouvriers concourant à la réparation.

Cette dérogation, en ce qui concerne la faculté illimitée, ne saurait jouer qu'une seule journée, au choix de l'industriel et quelle que soit l'importance ou la nature du personnel occupé.

Je ne puis donc qu'approuver en l'occurrence l'interprétation du Service de l'Inspection du Travail.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales

pendant le mois de janvier 1909.

Amnistie à l'occasion des événements de Draveil. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 janvier. — Dépôt, par les Ministres de l'intérieur et de la justice, d'un projet de loi relatif à l'amnistie. (Doc. parl. n° 2239.) — Renvoi à la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle.

Bien de famille insaisissable. — *Sénat.* — Séance du 28 janvier. — Deuxième délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la constitution d'un bien de famille insaisissable. — Adoption des articles 1^{er}, 3 à 11, 13 à 19. — Renvoi des articles 2 et 12 à la Commission.

Cautionnements des employés. — *Chambre des députés.* — Séance du 21 janvier. — Ajournement de la première délibération sur : 1° la proposition de loi de M. Armez, ayant pour objet de compléter l'article 1135 du Code civil en ce qui concerne la garantie du cautionnement des employés; 2° la proposition de loi de M. Adrien Veber, tendant à imposer l'obligation du versement de tous cautionnements à la Caisse des dépôts et consignations et à créer au profit de tout employé une créance privilégiée pour le montant de l'avance, prêt ou gage qu'il aura consenti à son employeur.

Conseils de prud'hommes. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 janvier. — Dépôt, par M. Chambon, d'une proposition de loi portant modification de l'article 73 de la loi du 27 mars 1907 sur les Conseils de prud'hommes et abrogation du 1° de l'article 634 du Code de commerce. (Doc. parl. n° 2233.) — Renvoi à la Commission du travail. — Séance du 19 janvier. — Dépôt, par M. A. Groussier, d'un rapport fait au nom de la Commission du travail sur : 1° le projet de loi portant modification des articles 5 et 6 de la loi du 27 mars 1907; 2° la proposition de M. Chambon. (Doc. parl. n° 2253.) — Séance du 26 janvier. — Première délibération sur le projet de loi et la proposition de M. Chambon. — Déclaration de l'urgence. — Adoption.

Coopératives agricoles de l'Algérie. — *Sénat.* — Séance du 28 janvier. — Dépôt, par le Ministre de l'agriculture, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant des avances aux sociétés coopératives agricoles de l'Algérie. — Renvoi à la Commission des finances.

Paiement des salaires. — *Sénat.* — Séance du 27 janvier. — Première délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, sur le paiement du salaire des ouvriers et employés. — Déclaration de l'urgence. — Adoption des articles 1^{er}, 3, 6. — Renvoi des autres articles à la Commission.

Protection du travail national. — *Chambre des députés.* — Séance du 19 janvier. — Dépôt, par M. Defontaine, d'une proposition de loi ayant pour but de compléter la loi du 8 août 1893 sur la protection du travail national. (Doc. parl. n° 2252.) — Renvoi à la Commission du travail.

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 janvier. — Dépôt, par M. Roblin, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'intérieur un crédit de 150,000 francs pour venir en aide aux bûcherons des arrondissements de Nevers et Cosne-sur-Loire, victimes du chômage. (Doc. parl. n° 2231.) — Renvoi à la Commission du budget.

Dépôt, par le Ministre de l'intérieur, d'un projet de loi portant ouverture au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1907, et annulation, sur l'exercice 1908, d'un crédit supplémentaire de 600,000 francs pour secours d'extrême urgence. (Doc. parl. n° 2228.) — Renvoi à la Commission du budget. — Séance du 18 janvier. — Rapport de M. Doumer. — Déclaration de l'urgence. — Discussion immédiate. — Adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 21 janvier. — Dépôt, par le Ministre de l'intérieur, du projet de loi adopté par la Chambre des députés. — Renvoi à la Commission des finances.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Ain. — A Oyonnax, dans l'industrie des *peignes*, qui compte 160 établissements syndiqués occupant 3,000 ouvriers, le travail a été bien moins abondant que l'an dernier à pareille époque; les causes en seraient la concurrence étrangère et la mode; on faisait 55 heures environ par semaine fin décembre.

Aisne. — A Soissons, dans la *maréchalerie*, il y a eu même abondance de travail que l'an dernier au 4^e trimestre; comparativement au 3^e trimestre, la durée du travail aurait été plutôt en diminution; on faisait 66 heures par semaine fin décembre, à raison de 0 fr. 45 à 0 fr. 55 l'heure.

A Bohain, d'après le conseil de prud'hommes, la situation restait la même dans le *tissage*, comparativement au 3^e trimestre; il n'y avait pas de chômage. La broderie avait repris un peu.

Allier. — D'après le conseil de prud'hommes de Moulins, le *bâtiment* était la seule industrie qui comptait du chômage, vu la saison. On faisait 42 heures par semaine fin décembre, d'après un syndicat patronal de la même industrie.

A Montluçon, dans la *chaudronnerie, plomberie, etc.*, le travail a été moins abondant qu'au 1^{er} trimestre 1907, les commandes ayant manqué; on faisait 60 heures par semaine, au taux de 0 fr. 55 l'heure. A Bourbon-l'Archambault, dans la *charronnerie et carrosserie*, la durée hebdomadaire du travail a diminué d'une heure sur le 3^e trimestre, par suite de la morte-saison; il y a tendance depuis quelques années, dans les localités importantes, à monter des machines-outils pour le bois avec moteur, afin de parer au manque de main-d'œuvre, surtout pendant la saison d'été.

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1908 et émanent des syndicats patronaux.

Aude. — A Narbonne, dans la *tonnellerie*, qui compte 34 établissements et 250 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, par suite de l'abondance de la récolte des pommes à cidre. C'est d'ailleurs la morte-saison pour cette industrie. La *menuiserie* se ressent beaucoup de la crise générale du bâtiment; le chômage y atteint 70 p. 100.

Aveyron. — A Millau, dans la *mégisserie*, travail moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, surtout dans l'article pour gant; très légère reprise de la mégisserie au chrome pour la chaussure et le vêtement; on ne faisait que 36 heures par semaine fin décembre, et un établissement avait fermé.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, dans l'industrie *chimique* dont les 42 établissements syndiqués occupent 4,500 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1907; l'apport du courant électrique a amélioré l'outillage, et la main-d'œuvre est suffisante, sans excès. Dans la *bijouterie de détail*, même abondance de travail qu'en 1907 à pareille époque; on fait de 50 à 60 heures par semaine pour un salaire quotidien de 5 à 6 francs; le chômage est presque nul. Dans la *parfumerie*, pas de changement.

D'après le conseil de prud'hommes d'Aix l'activité du travail a diminué, par rapport au 3^e trimestre, dans toutes les branches de l'industrie, particulièrement dans celle du bâtiment, vu la saison.

Calvados. — D'après le conseil de prud'hommes de Lisieux, la proportion des ouvriers en chômage a été de 20 p. 100, avec une journée de 10 heures, dans l'industrie *lainière*; d'environ 35 p. 100 avec une journée de 9 heures, dans l'industrie *linière*; de 10 p. 100 dans les *cuirs et chaussures* et le *bâtiment*.

D'après les conseils de prudhommes de Vire et de Falaise, il n'y a pas eu de changement, sauf pour la Société des mines de Soumont-Saint-Quentin, dont les travaux d'exploitation commencent à entrer dans la période d'activité. D'après celui de Condé-sur-Noireau, dans l'industrie *cotonnière* (tissage mécanique), on comptait encore un jour de chômage par semaine.

Cantal. — A Aurillac, dans l'*imprimerie*, dont les 10 établissements syndiqués occupent 100 ouvriers, le travail se maintient, sauf en *lithographie*; on fait 54 heures par semaine pour un salaire quotidien de 4 francs à 4 fr. 50 (minimum : 3 fr. 50).

Charente-Inférieure. — A Rochefort-sur-Mer, d'après le conseil de prud'hommes, le travail et le chômage étaient normaux pour la saison.

Cher. — A Bourges, dans l'*imprimerie*, l'activité a été plutôt calme au cours du 4^e trimestre; on fait 54 heures par semaine pour un salaire quotidien de 4 et 5 francs. Dans la *maréchalerie*, on fait 66 heures par semaine pour un salaire de 3 fr. 50 à 4 fr. 50 et il n'y a pas de chômage. A Saint-Amand, dans la *maçonnerie*, le travail a été au moins aussi abondant qu'en 1907 à pareille époque : les salaires à l'heure sont, pour les maçons, de 0 fr. 42; pour les manœuvres de 0 fr. 35. A Marseilles-les-Aubigny, dans l'industrie de la *chaux*, qui compte 13 établissements syndiqués occupant 150 ouvriers, l'activité aurait été plutôt inférieure à celle du 3^e trimestre; on ne faisait plus que 48 heures par semaine, fin décembre.

Corrèze. — A Tulle, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu de changement sensible depuis le 3^e trimestre, sauf pour la *tannerie et corroierie*, qui prend de l'extension et occupe quelques ouvriers de plus; il y a peu de chômage.

Côte-d'Or. — A Dijon, dans la *fabrique de moutarde*, qui compte 14 établissements syn-

diqués occupant 150 ouvriers, l'abondance du travail demeure normale, c'est-à-dire satisfaisante, sans presque de chômage. Chez les fabricants de *pain d'épices*, dont les 13 établissements occupent 600 ouvriers, on fait de 60 à 72 heures par semaine pour un salaire quotidien de 3 fr. 50 à 5 francs par jour; l'activité est stable et il y a très peu de chômage. Dans la *maréchalerie*, on fait 72 heures par semaine, pour un salaire quotidien de 5 francs par jour.

Doubs. — *Préfecture du Doubs.* — Au cours de 1908, l'industrie horlogère a été atteinte par une crise, due à la transformation des procédés de fabrication. Ainsi, le travail de gravure et de guillochage des boîtes de montre, est aujourd'hui effectué par des machines tenant chacune l'emploi de 6 personnes; leur utilisation a entraîné une surproduction intense qui a obligé les plus grosses maisons à diminuer la fabrication. D'autre part, la crise américaine a eu une très forte répercussion sur l'industrie horlogère de luxe, dont les débouchés ont été brusquement fermés. Un chômage prolongé a été la conséquence de cette situation, surtout pendant les mois de juillet, août, septembre et octobre; son intensité a varié selon le centre de production, atteignant pendant le mois d'août 10 p. 100 à Besançon; 40 p. 100 et plus à Morteau et dans le centre de Morteau. Le centre de Montbéliard a été également éprouvé : on comptait, en septembre, 33 p. 100 de chômeurs à Charquemont. En décembre, l'industrie horlogère assurait un travail à peu près moyen à ses ouvriers. La reprise remontait à 6 semaines environ et avantagait particulièrement l'horlogerie de luxe; celle bon marché était encore en souffrance.

A Besançon, dans le *bâtiment*, le travail a été plus abondant qu'en 1907 à pareille époque; on ne faisait plus que de 42 à 48 heures fin décembre. Chez les *pierristes*, qui comptent 17 établissements occupant 100 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 au 4^e trimestre, par suite de la forte diminution de l'horlogerie.

A Montbéliard et Audincourt, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu de variations, au cours du 4^e trimestre, dans la situation générale de l'industrie.

D'après des syndicats patronaux, à Montbéliard, dans le *textile*, qui compte 26 établissements syndiqués occupant 500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907, et plusieurs filateurs envisageaient, fin décembre, la question du chômage. Dans la *petite horlogerie*, il y avait du chômage; dans la *grosse horlogerie*, les affaires étaient normales. A Pontarlier, dans la *distillerie*, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; mais l'état général de l'industrie n'a pas varié. A Morteau, dans l'*horlogerie*, le travail a été environ un tiers moins abondant qu'au 4^e trimestre de l'année dernière; on ne faisait que de 48 à 50 heures par semaine, fin décembre.

Drôme. — A Valence, d'après le conseil de prud'hommes, le travail a été assez actif dans l'industrie du *bâtiment*, par suite de la transformation de la gare; le chômage ne s'est fait sentir qu'à la mi-décembre, à cause du froid. Les autres industries constataient une situation normale. Une fabrique de tissage et soierie s'est rouverte à Bury-lès-Valence, occupant une soixantaine d'ouvriers.

A Lorient, dans la *menuiserie* et *ébénisterie*, d'après un syndicat patronal, l'abondance du travail a été moindre, comparativement à l'époque correspondante de 1907; on faisait 60 heures par semaine fin décembre.

Eure. — A Évreux, dans l'industrie *fromagère*, dont les 22 établissements syndiqués occupent 300 ouvriers, l'activité du travail est la même comparativement au trimestre correspondant de 1907. Par rapport au 3^e trimestre 1907, il y a eu diminution de la durée du travail, par suite de la baisse de la production du lait. Le salaire quotidien est de 3 à 4 francs, sans chômage, les ouvriers étant pour la plupart engagés à l'année.

D'après le conseil de prud'hommes de Pont-Audemer, il n'y a pas eu de changement depuis le 3^e trimestre. D'après celui de Brionne, le chômage provient de l'incendie d'une filature, non encore reconstruite.

Finistère. — A Morlaix, d'après le conseil de prud'hommes, le travail a été satisfaisant pendant le 4^e trimestre, surtout dans la *tonnellerie*, grâce au trafic des beurres sur place, qui a été en augmentation.

Gard. — A Nîmes, dans l'*horlogerie-bijouterie* de détail, même situation difficile.

Gironde. — A Bordeaux, dans la *sellerie*, le travail était très calme; deux petits établissements ont fermé. Cette industrie serait en décroissance, ainsi que la *bourrellerie*, en raison de la concurrence de plus en plus grande de l'automobile, qui commence à s'étendre aux gros transports, tels que ceux qui se font par camions. Dans la *couverture* et *plomberie*, il n'y a pas eu de différence sensible quant à l'activité du travail par rapport à l'époque correspondante de l'année dernière; comparativement au 3^e trimestre 1908, la durée du travail a été réduite d'une heure, vu la saison (9 heures au lieu de 10); peu de chômage en dehors de celui causé par le mauvais temps; les salaires varient entre 0 fr. 55 et 0 fr. 60 l'heure. Dans la *maréchalerie*, dont les 45 établissements syndiqués occupent 100 ouvriers, il n'y a pas eu de chômage, mais la situation est médiocre, et l'activité a été en diminution sur le 4^e trimestre 1907; on compte un établissement de moins; la semaine est de 60 heures et le salaire quotidien de 4 fr. 50 et 5 fr. 50; il y a pénurie de main-d'œuvre. Dans l'*horticulture*, qui compte 22 établissements et 100 ouvriers, état stationnaire quant à l'activité du travail. L'offre dépasse la demande.

Hérault. — Dans le ressort de Montpellier, d'après le conseil de prud'hommes, le travail, en général, a été aussi abondant que l'an dernier à pareille époque, mais l'activité laisse à désirer, le chômage étant élevé dans certaines corporations: 70 p. 100 chez les tailleurs de pierre, 40 p. 100 chez les plâtriers, 30 p. 100 chez les tonneliers, 15 p. 100 chez les maçons et chez les boulangers, 10 p. 100 chez les imprimeurs et chez les menuisiers, 5 p. 100 chez les ébénistes, ferblantiers, tailleurs d'habits.

Dans la *maréchalerie*, d'après un syndicat patronal, l'abondance du travail aurait été moitié moindre qu'en 1907 à pareille époque, en raison de la mévente des vins et du développement de l'automobile; 2 petits établissements ont fermé; les salaires, variant entre 2 fr. 50 et 3 fr. 50, seraient en hausse.

A Béziers, d'après le conseil de prud'hommes, le chômage n'a commencé à être sensible que vers la fin de décembre, en particulier chez les ouvriers du bâtiment, dont le travail était réduit de 50 p. 100. A Lodève, d'après le conseil de prud'hommes, la situation demeure peu satisfaisante, l'insuffisance des commandes de la Guerre et de la Marine ayant obligé les usines à réduire la durée de la journée. A Cette, également d'après le conseil de prud'hommes, les travaux de déchargement auraient été moins actifs qu'au 4^e trimestre 1907, et le chômage était évalué à 30 p. 100 chez les maçons et plâtriers, à 28 p. 100 chez les fabricants de futailles, et important chez les pêcheurs, à cause du mauvais temps; travail satisfaisant chez les charpentiers de navires.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, dans les *cuirs et peaux*, qui comptent 70 établissements et 1,500 ouvriers, même activité qu'au trimestre correspondant de 1907, sans chômage.

Indre. — A Châteauroux, dans les *huileries*, il n'y a pas eu de changement au 4^e trimestre.

Indre-et-Loire. — A Tours, dans la *meunerie*, même situation qu'au trimestre précédent; pareillement chez les *confectionneurs pour hommes*. Dans les *cartonnages*, qui comptent 14 maisons syndiquées occupant 300 ouvriers et ouvrières, le travail semblait se ralentir légèrement; on fait 60 heures par semaine.

A Loches, dans la fabrication des *sabots*, pas de changement comparativement au 3^e trimestre.

Isère. — A Grenoble, d'après le conseil de prud'hommes, il y a eu reprise dans l'industrie de la *ganterie* et par suite dans tous les métiers connexes: mégisserie, teinturerie, etc. Le bâtiment ne faisait que 8 heures par jour fin décembre, avec un personnel très restreint.

D'après des syndicats patronaux: à Grenoble, chez les *constructeurs mécaniciens et chaudronniers*, dont les 12 établissements occupent 1,050 ouvriers, il y a eu baisse sensible de travail, surtout en fonderie, par rapport au trimestre correspondant de 1907: on fait de 54 à 60 heures par semaine. Dans la *charpente*, qui compte 12 maisons et 100 ouvriers, le

travail était moins abondant que l'année dernière à pareille époque, et la journée était réduite à 8 heures fin décembre; on constate, dans quelques chantiers, l'acquisition de scies à ruban, grâce au bon marché de la force électrique; la main-d'œuvre est rare. Dans l'ensemble, pas de changement.

A Vienne, dans l'industrie *drapière*, qui compte 60 établissements et 6,000 ouvriers, le travail aurait été plutôt moins abondant que l'année dernière à pareille époque, et sa durée hebdomadaire en diminution sur le 3^e trimestre 1908 (8 à 9 heures par jour, au lieu de 10 heures et quart précédemment). La main-d'œuvre répond aux besoins.

D'après le conseil de prud'hommes de Montalieu-Vercieu, l'activité du travail ira en diminuant de jour en jour surtout pour les tailleurs de pierre, qui comptent 50 p. 100 de chômeurs; 48 heures de travail par semaine pour les autres avec un salaire de 4 à 5 francs par jour. Les ouvrières en soie comptent 30 p. 100 de chômeurs, font en moyenne 50 heures par semaine et gagnent de 1 fr. 50 à 2 fr. 50 par jour.

Jura. — D'après le conseil de prud'hommes de Morez, l'état d'activité du travail laisse toujours à désirer; le personnel, dans l'ensemble, a subi une légère variation par suite de l'arrêt presque complet d'une fabrication spécialisée de « lunettes pour automobilistes ». Peu de chômage par ailleurs.

D'après des syndicats patronaux : à Cingueltrai, chez les fabricants de tuyaux de *pipes*, au nombre de 17 occupant 100 ouvriers, travail moins abondant qu'en 1907 par suite de la concurrence étrangère (Bohême); on ne faisait que 30 à 35 heures par semaine fin décembre. A Salins, dans l'industrie *fruitière et fromagère*, activité à peu près régulière; à l'époque du froid le travail est plus restreint, le lait étant moins abondant; le salaire n'en est pas modifié, les fromagers étant payés à l'année.

Landes. — A Soustons, dans l'*agriculture et forêts*, activité stable, 60 heures par semaine; le résinier reçoit 40 p. 100 du produit brut récolté; l'ouvrier d'usine gagne en moyenne 3 francs par jour, sans chômage.

Loir-et-Cher. — D'après le conseil de prud'hommes de Blois, le bâtiment comptait un quart de chômeurs; les ouvriers occupés faisaient environ 9 heures par jour au lieu de 11 heures au trimestre précédent. Dans la chocolaterie, qui se ressent de la surproduction, les ouvriers dresseurs font à peine 7 heures, et les femmes sortent à des heures irrégulières. Les fumistes ont repris et font 10 heures. Dans la chaussure, une fabrique de 80 ouvriers est en liquidation.

D'après un syndicat patronal, dans la *meunerie*, qui compte 54 patrons syndiqués occupant 200 ouvriers, le travail serait un peu en décroissance; on fait 72 heures par semaine, sans chômage, pour des salaires mensuels variant entre 120 et 130 francs (conducteurs) et 105 et 110 francs (manœuvres).

A Romorantin, d'après le conseil de prud'hommes, l'état d'activité du travail laissait beaucoup à désirer : plus des deux tiers des ouvriers et ouvrières en *lingerie* étaient inoccupées; sans la draperie le chômage était de 2 jours par semaine; les ouvriers du bâtiment, dont un quart seulement travaillait, ne faisaient que 7 à 8 heures par jour.

Loire. — A Saint-Étienne, dans l'*horticulture*, il n'y a pas eu de changement, à l'exception de la fermeture d'un petit établissement.

A Roanne, d'après le conseil de prud'hommes, le travail a eu une activité normale; sur 200 ouvriers provenant d'une usine de tissage de cotonnades, qui a fermé le 1^{er} septembre 1908, il n'en restait plus que 46 encore en chômage.

A Rive-de-Gier, également d'après le conseil de prud'hommes, le chômage était évalué à 30 p. 100 chez les *maçons*, à 25 p. 100 chez les *métallurgistes* et à 15 p. 100 chez les charpentiers et plâtriers; la durée hebdomadaire du travail était de 60 heures chez les verriers en verre blanc, de 48 heures chez les verriers en verre noir, de 36 heures chez les verriers à vitres.

D'après des syndicats patronaux : à Chambon-Feugerolles, dans l'industrie des *limes*, dont les 21 établissements occupent 1,500 ouvriers, il y a eu de l'amélioration à partir du 15 novembre, grâce à quelques commandes, mais cette industrie tendrait à décroître à

Rive-de Gier au profit d'autres centres producteurs en progrès. 5 p. 100 de chômeurs, et plus de 200 ouvriers ayant changé de métier, faute de travail; 50 heures par semaine.

A Saint-Chamond, dans le bâtiment, travail moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et diminution de sa durée par rapport au 3^e trimestre 1908.

Haute-Loire. — PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE (2^e semestre 1908). — Dans l'arrondissement du Puy : à Monastier, la production a été normale dans le *moulinage de soie*; la main-d'œuvre est plutôt insuffisante. A Vals, dans la *ciergerie*, la *tannerie* et le *moulinage de soie*, il n'y a pas eu de changement, et la main-d'œuvre répond aux besoins. A Brives-Charensac, dans la *poterie*, fabrication avantageuse, d'où augmentation des salaires (3 francs à 3 fr. 50 par jour), mais manque préjudiciable de main-d'œuvre; dans la *tuilerie*, production pendant 6 mois sur 12, et remplacement du manège et cylindre par une machine mouleuse mue par l'électricité. A Espaly-Saint-Marcel, dans la *malterie*, peu d'activité; il y a eu chômage en juillet-août, faute d'eau; dans la production de la *chaux*, diminution de travail par suite de manque de constructions et chômage. Dans la *confection*, production faible, main-d'œuvre insuffisante. Au Puy, dans la *bonneterie*, production très active en raison du froid, mais afflux de main-d'œuvre et chômages nombreux; dans la *malterie franco-suisse*, il n'y a pas eu de chômage, et la production a été active; chaque ouvrier a été augmenté de 5 à 10 francs par mois; dans la manufacture de *casquettes*, production normale, pas de chômages au cours du semestre.

Dans l'arrondissement d'Yssingeaux, production assez active dans la *serrurerie* et les *faux et faucilles*, et main-d'œuvre suffisante; dans la *passenterie-rubannerie*, le travail a repris un peu depuis septembre 1908 : production moyenne et pas de chômage; salaires bas : l'ouvrier travaillant à domicile, 3 francs à 3 fr. 50 par jour; l'ouvrier compagnon, 1 fr. 50 à 1 fr. 75.

Dans l'arrondissement de Brioude : à Arvant, la production et la vente de la *passenterie* ont été ralenties par la crise américaine, et il en est résulté un chômage relatif pendant la première partie du semestre; les ouvrières travaillent en grand nombre à domicile et à leur gré, et les salaires sont basés sur des prix de façon; dans les *mines de houille*, production et vente modérées, vu le peu de rigueur de l'hiver, et manque de main-d'œuvre. A Megecoste et environs, dans la *verrerie de verre noir*, dont la production appartient à la Compagnie de Vichy, toujours très grande activité; un deuxième four a été transformé et outillé mécaniquement, ce qui a rendu la main-d'œuvre abondante, et entraîné, pour une trentaine d'ouvriers, un chômage de 2 mois en plus du chômage annuel; on espère arriver dans un délai relativement court à équiper mécaniquement toute la verrerie. A Brioude-Blesle et environs, dans l'*antimoine*, production active, la demande pour produits tinctoriaux étant toujours considérable; la main-d'œuvre est abondante.

D'après des syndicats patronaux : au Puy, dans l'*horticulture*, travail plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1907; on faisait 63 heures par semaine fin décembre; salaires en baisse, par suite de la concurrence des sourds-muets d'une institution locale (2 fr. 25 à 4 francs par jour). Dans l'industrie des *sabots*, on fait environ 60 heures par semaine, sans chômage, mais travail moins abondant qu'au 4^e trimestre 1907, à cause de la sécheresse.

Loire-Inférieure. — A Nantes, chez les fabricants de salaisons de l'Ouest, au nombre de 12 occupant environ 600 ouvriers, grande baisse de travail par suite de la suppression des commandes de l'État; forte réduction du personnel ouvrier, et chômage.

Loiret. — A Orléans, dans l'industrie des *couvertures et tricots*, qui compte 3 usines occupant 700 ouvriers, l'activité est insuffisante comme l'an dernier à pareille époque et il y a une diminution de la durée du travail par rapport au précédent trimestre en raison de la morte-saison; on fait, selon les maisons, 60 et 66 heures par semaine (hommes) et 54 et 60 heures (personnel mixte); la main-d'œuvre, quoique de deuxième ordre, est rare, et les chômages nuls; les salaires seraient élevés : 20 à 25 francs par semaine, et les ouvriers de métier 25 à 30 francs. Dans l'*horticulture*, pas de variation quant à l'abondance du travail par rapport au trimestre correspondant de 1907, mais réduction de la journée à 11 heures, vu la saison; salaires en hausse : 3 fr. 75, 4 francs et 4 fr. 50, au lieu de 3 fr. 25, 3 fr. 75 et 4 francs.

A Pithiviers, dans les *tourneurs chaisiers*, travail plutôt moins abondant, vu la concurrence.

Lot-et-Garonne. — A Agen, dans la *pêche et batellerie*, qui compte 34 patrons syndiqués et 80 ouvriers, l'activité du travail s'est ressentie de la période hivernale, les conditions atmosphériques étant dominantes dans ce genre d'industrie.

Manche. — A Granville, dans la *grande pêche*, il n'y a pas eu de changement, l'armement devant s'effectuer au prochain trimestre.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 janvier.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 33 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; 90 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

2. — **Aisne.** — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *brasseurs*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *tulistes en guipures*; travail peu satisfaisant, 36 heures, chez les *tullistes*; travail moins abondant, 48 heures, chez les *menuisiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs-zingeurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés, voyageurs et dessinateurs*; moins de 1 p. 100 de chômeurs à l'Association amicale des *voyageurs, employés et dessinateurs*.

A Chauny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers des *produits chimiques*.

A Estrées, 43 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *brodeurs*.

A Guise, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Hirson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Sissy, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *vanniers*.

A Soissons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Vaux-sur-Laon, pas de chômeurs, 40 heures, dans le *bâtiment*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *travailleurs du bois*.

3. — **Allier.** — A Bourbon-l'Archambault, 63 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Commentry, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; travail peu satisfaisant, 63 heures, chez les *métallurgistes*; 73 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et manœuvres*.

A Gannat, pas de chômeurs, 45 heures, dans le *bâtiment*.

A Moulins, 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Aubin-le-Monial, 15 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs de long*.

A Saint-Yorre, 25 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *sourciers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs à Bressolles, Buxières-les-Mines, Meilard; travail plus abondant à Mercy; pas de chômeurs à Molinet; travail stationnaire à Neuilly-le-Réal; pas de chômeurs à Saligny; nombreux chômeurs à Tronget.

Chez les *bûcherons*: 54 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; 24 p. 100 de chômeurs à Franchesse; pas de chômeurs à Isles et Bardais; 87 p. 100 à Lurcy-Lévy; travail moins abondant à Monbengny; chômage complet à Neure; 10 p. 100 de chômeurs à Pouzy-Mézangy; pas de chômeurs à Saint-Plaisir; pas de chômeurs à Saint-Voir; 33 p. 100 de chômeurs à Vaumas; 53 p. 100 de chômeurs à Ygrande (pas de chômeurs chez les *fen-
deurs*).

Chez les *mineurs*, 54 heures, à Doyet; pas de chômeurs à Montcombroux; pas de chômeurs, 54 heures, à Montvicq; travail peu satisfaisant, 48 et 54 heures, à Saint-Hilaire.

4. — **Alpes (Basses-).** — A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

A Digne, chômage presque complet dans le *bâtiment*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, 75 p. 100 de chômeurs chez les *employés; restaurants et limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'éclairage au gaz et à l'électricité; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du port*; 58 p. 100 de chômeurs au syndicat indépendant des *travailleurs du port*; 10 p. 100 de chômeurs, 75 à 80 heures, chez les *coiffeurs*.

A Cannes, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Grasse, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Menton, 20 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 30 heures, chez les *débardeurs au port*.

A Vallauris, 53 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeuses, 48 heures, chez les *engobeuses de poterie*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 40 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *mégissiers de rivière*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; travail satisfaisant, 48 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, ébénistes*.

A Jaujac, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ovalistes*.

A Largentière, travail satisfaisant, 59 heures, chez les *tisseurs*.

A Privas, travail moins abondant, 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Serrières, pas de chômeurs, 2 à 3 jour de travail par semaine, chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Vals, chômage presque complet, chez les *terrassiers et manœuvres* des eaux minérales.

8. — **Ardennes.** — A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Fumay, 3 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez les *ardoisiers-fendeurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 44 à 54 heures, chez les *ardoisiers*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Hiraumont-en-Rocroi, pas de chômeurs chez les *mouleurs et métallurgistes*.

A Sedan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charrons*; pas de chômeurs, chez les *employés de magasin*.

Chez les *tisseurs*: 23 p. 100 de chômeurs (*industrie lainière*), 60 heures, à Dagny; 33 p. 100 de chômeurs à Floineux; pas de chômeurs, à Illy; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Sedan; 11 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, à Saint-Menges.

Chez les *métallurgistes*: pas de chômeurs, à Bourg-Fidèle; pas de chômeurs, 58 heures, à Braux; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Fromelennes; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Fumay; pas de chômeurs, 60 heures, à Haraucourt; pas de chômeurs, 50 heures, aux *Mazures*.

9. — **Ariège.** — A Lavelanet, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

A Arignac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A la Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

10. — **Aube.** — A Troyes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *débardeurs*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, pas de chômeurs, 77 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures,

chez les *menuisiers* et *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

A Espéraza, 38 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *ouvriers et ouvrières en chapellerie*.

A Narbonne, 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures², chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

En ce qui concerne les *ouvriers forestiers agricoles, cultivateurs, etc.*: 17 p. 100 de chômeurs à Argeliers; pas de chômeurs à Agen; pas de chômeurs à Bages; 50 p. 100 à Barbaïra; 50 p. 100 à Carcassonne; 13 p. 100 à Castelnaud-Aude; pas de chômeurs à Cuxac-d'Aude; 29 p. 100 à Durban; pas de chômeurs à Fabrezan; 40 p. 100 à Fraisse-des-Corbières; 44 p. 100 de chômeurs à Gruissan; pas de chômeurs à Homps; travail moins abondant à Limoux; pas de chômeurs à Maillac; 31 p. 100 de chômeurs à Marcocrignan; 60 p. 100 de chômeurs à Montlaur; 60 p. 100 de chômeurs à Ornaïsons; pas de chômeurs à Pézens; 25 p. 100 de chômeurs à Rieux-Minervois; 22 p. 100 de chômeurs à Roubia; 31 p. 100 de chômeurs à Saint-André-de-Roquelongue; pas de chômeurs à Saint-Frichoux; 62 p. 100 de chômeurs à Saint-Hilaire; pas de chômeurs à Saint-Marcel; 13 p. 100 de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villeghy; 47 p. 100 de chômeurs à Villemoustausou.

12. — Aveyron. — A Millau, 20 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *palissonneurs-mégissiers*; 19 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *teinturiers en peaux*.

A Cransac, pas de chômeurs chez les *mineurs* de l'Aveyron.

A Decazeville, 11 p. 0/0 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Rodez, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, travail moins abondant chez les *cuisiniers* de terre et de mer; 9 p. 100 de chômeurs, 72 à 90 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchers, tripiers et boyaudiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *employés d'hôtels et de restaurants*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *raffineurs* de Saint-Louis; pas de chômeurs chez les *raffineurs* de la Méditerranée.

23 p. 100 de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *ouvriers des huileries*.

11 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en crins*.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *voiliers, tentiers, bacheurs*; 62 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en fournitures militaires*.

48 p. 100 de chômeurs, 45 heures chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *carrossiers*.

30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons des travaux d'art publics et sous-marins*; 50 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *tailleurs de pierres tendres*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *manœuvres et aides-maçons*; 60 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *mineurs, terrassiers, puisatiers et boiseurs*; 77 p. 100 chez les *peintres-décorateurs, doreurs et vitriers*; 35 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *cimentiers et gâcheurs*; 50 p. 100 de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les *peintres*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *briqueteurs-fumistes*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *tuiliers-céramistes*.

10 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au long cours*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *officiers mécaniciens brevetés de la marine de commerce*.

Pas de chômeurs, 80 heures chez les *garçons cochers de place*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; 2 p. 100 chez les *comptables professionnels*; 20 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens-automobilistes*; 2 p. 100 de chômeurs dans l'*enseignement privé laïque*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Aix, 10 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *instituteurs libres*; travail satisfaisant chez les *marchands de journaux*.

A Aubagne, 47 p. 100 de chômeurs, 70 heures chez les *tonneliers*.

A Cassis, 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A la Ciotat, 21 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 47 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

Aux Martigues, travail satisfaisant chez les *matelots-pêcheurs*.

A Miramas, travail moins abondant, 40 heures, chez les *coltineurs*.

A Port-Saint-Louis-du-Rhône, 66 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

Chez les *mineurs* : pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); 2 jours de chômage par semaine à Fuveau; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin.

14. — Calvados. — A Caen, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

A Condé-sur-Noireau, 2.6 p. 100 de chômeurs chez les travailleurs de l'industrie *cotonnière*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lûniers*.

A Vire, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *granitiers*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *galochiers*; pas de changement dans le *bâtiment*.

A Saint-Flour, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Champagnac, pas de chômeurs, 58 heures, chez les *mineurs*.

16. — Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs et tailleurs d'habits*.

A Cognac, 6 p. 100 de chômeurs, 110 à 115 heures, chez les *boulangers*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *foudriers et doleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *fabricants de caisses*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *industriels libres*.

17. — Charente-Inférieure. — A Marans, 26 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers des quais et docks*.

A Rochefort, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A la Rochelle, pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les *ouvriers des engrais chimiques*.

A Saint-Séverin, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A la Tremblade, pas de chômeurs, 15 à 20 heures, dans le *bâtiment*.

18. — Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en toile cirée*; 19 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *selliers de l'équipement militaire*; 33 p. 100 de chômeurs dans la *couture*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en voitures*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 90 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 51 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Bruère-Allichamps, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *porcelainiers*.

A Chaligny, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *carriers et ouvriers agricoles*.

A Charenton, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tuiliers*.

A Dun-sur-Auron, chômage complet chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*; chômage complet chez les *maçons*.

A Gracay, 66 p. 100 de chômeurs, 36 heures, dans le *bâtiment*.

A la Guercie-sur-l'Aubois, travail moins abondant dans le *bâtiment*.

A Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Sancoins, 71 p. 100 de chômeurs, 40 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Loup, 62 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers agricoles*.

A Torteron, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Vierzon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*, 30 p. 100 de chômeurs à Apremont; pas de chômeurs à Bannay; 30 p. 100 de chômeurs à Blet; 12 p. 100 de chômeurs à Brécy; chômage complet à Chambon; chômage complet à la Chapelle; 42 p. 100 de chômeurs à Cours-les-Barres; 80 p. 100 à Dun-sur-Auron; pas de chômeurs à Farges-en-Septaine; chômage complet à Feux; chômage complet à Flavigny; pas de chômeurs à Garigny; 10 p. 100 de chômeurs à Groises; 82 p. 100 de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois; chômage complet à Loye; 50 p. 100 de chômeurs à Morlac; 11 p. 100 de chômeurs à Mornay-Berry; chômage presque complet à Plon-Brouillaumon; chômage complet à Saint-Baudel; 40 p. 100 de chômeurs à Saint-Benin-d'Azy; 90 p. 100 à Saint-Eloy-de-Gy; 25 p. 100 de chômeurs à Sancergues; chômage complet à Sancoins; chômage complet à Sarrue; travail peu satisfaisant à Thauvières; 50 p. 100 de chômeurs à Torteron; chômage complet à Uzay-le-Venon; 75 p. 100 de chômeurs à Véreux.

19. — **Corrèze.** — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 66 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Bort, 14 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*; pas de chômeurs, 24 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

20. — **Corse.** — A Ajaccio, 10 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *employés de commerce*.

21. — **Côte-d'Or.** — A Dijon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Beaune, 70 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux et à Saulieu.

22. — **Côtes-du-Nord.** — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, au syndicat briochin de l'industrie du livre; pas de chômeurs, 54 à 60 heures chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A Dinan, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en voitures*.

23. — **Creuse.** — A Aubusson, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tapisserie*; 20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *dessinateurs*.

A Bourgneuf, travail moins abondant dans le *bâtiment*.

A Saint-Pierre-le-Bost, pas de chômeurs, 18 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

24. — **Dordogne.** — A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Domme, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuniers*.

A Périgueux, travail moins abondant chez les *couturières*.

25. — **Doubs.** — A Besançon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 55 heures, chez les *ouvriers en couronnes, pendants et anneaux de montres*; 75 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Badevel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Charquemont, 4 et 5 jours de travail par semaine, chez les *horlogers*.

A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

A Montbéliard, travail moins abondant dans le *bâtiment*.

A Verrières-de-Joux, 45 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 105 heures chez les *garçons-limonadiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans l'alimentation; 17 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *scieurs sur bois*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'aménagement; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers cavistes*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *bijoutiers*; travail stationnaire, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; chômage complet chez les *maçons, aides-maçons et terrassiers*; 28 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 63 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômage, 72 heures, chez les *employés*; 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *coiffeurs*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Saint-Remès, 45 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *carriers*.

A Saint-Uze, pas de chômeurs, 48 heures chez les *ouvriers des manufactures de porcelaine*.

27. — Eure. — A Beaumont-le-Roger, pas de chômeurs chez les *bûcherons* de la forêt.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Châteaudun, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Dreux, travail peu satisfaisant chez les *cordonniers*.

29. — Finistère. — A Audierne, 46 p. 100 de chômeurs, chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Brest, travail satisfaisant chez les *musiciens*.

A Concarneau, travail moins abondant chez les *pêcheurs*; 85 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Douarnenez, travail moins abondant chez les *marins pêcheurs* du quartier de Douarnenez.

A Guilvinec, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*; 55 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

30. — Gard. — A Nîmes, 13 p. 100 de chômeurs, 105 à 110 heures chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *coltineurs*.

A Alais, 30 p. 100 de chômeurs, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fileuses*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *maçons et tailleurs de pierres*; 12 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Aramon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vanniers*.

A Lasalle, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fileurs de soie*.

A Montardier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Quissac, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Saint-Gilles, 24 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soie*.

A Sauve, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en bonneterie*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en meubles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs de galoches*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mécaniciens*; 38 p. 100 de chômeurs, chez les *employés*.

32. — Gers. — A Auch, travail moins abondant, 48 heures, chez les *maçons*.

A Lectoure, 50 p. 100 de chômeurs, chez les *maçons et charpentiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, 55 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *boulangers-biscuitiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *bouchers et charcutiers*.

2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômage chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs-chronistes*.

Pas de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 49 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

Travail stationnaire, 60 heures, chez les *brossiers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; travail passable, 60 heures, chez les *forgerons*.

15 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 60 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *paveurs* et *terrassiers*; 62 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *peintres*; chômage complet chez les *ravaleurs*; 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*.

24 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers en verre blanc*.

Pas de changement chez les *inscrits maritimes*; travail peu satisfaisant chez les *déménageurs*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *garçons de magasin*.

1 p. 100 de chômeurs chez les *employés en épicerie*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; 16 p. 100 de chômeurs, chez les *coiffeurs*.

A Carmasac, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *carriers*.

A Daignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Libourne, pas de chômeurs, 68 heures, chez les *employés*.

A Mérignac, travail peu satisfaisant, chez les *verriers en verre blanc*.

A Nérigean, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 heures chez les *scieurs*

A Soulac, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierres*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Podensac.

Chez les *tonneliers*: pas de chômeurs à Barsac; pas de chômeurs, 72 heures, à Langon; 26 p. 100 de chômeurs à Libourne; 5 p. 100 de chômeurs à Vayres.

34 — Hérault. — A Montpellier, 26 p. 100 de chômeurs, 84 heures chez les *boulangers*; 29 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; travail moins abondant chez les *tailleurs d'habits*; 45 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; travail normal chez les *infirmiers*.

A Bédarieux, 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*, *mineurs-terrassiers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*, *maçons*, *plâtriers*, *tailleurs de pierres*.

A Béziers, 64 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs de long*.

A Cette, 30 p. 100 de chômeurs, 105 heures, chez les *boulangers*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures chez les *métallurgistes*.

A Ganges, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *fileuses*.

A Graissessac, travail satisfaisant, 59 heures, chez les *mineurs*.

A Mèze, pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; 10 p. 100 de chômeurs, chez les *charretiers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *matelots-borneurs*.

A Palavas, travail moins abondant chez les *pêcheurs*.

A Pézenas, 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre*, ouvriers *agriculteurs*, *cultivateurs*, *vignerons*, etc., 46 p. 100 de chômeurs à Capestang; 53 p. 100 à Cazouls-les-Béziers; 33 p. 100 à Fabrègues; 39 p. 100 à Mauguio 30 p. 100 à Mèze; 40 p. 100 à Montblanc; pas de chômeurs à Mudaison; 35 p. 100 de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; 33 p. 100 à Olonzac; travail satisfaisant à Tépieux; 25 p. 100 de chômeurs à Pézenas; 30 p. 100 à Sérignan; 9 p. 100 à Servian; 27 p. 100 à Valros.

35. — Ile-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *écrivains dessinateurs lithographes*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *cochers*: travail satisfaisant chez les *musiciens*.

A Fougères, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Louvigné, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *granitiers*.

A Paramé, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du bâtiment.
A Saint-Malo, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

36. — **Indre.** — A Châteauroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en drap.

37. — **Indre-et-Loire.** — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en soie*; pas de chômeurs chez les *cochers, carriers* et *journaliers*.

A Amboise, 54 heures chez les *mouleurs*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en produits chimiques.

38. — **Isère.** — A Grenoble, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières de l'aiguille; 11 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *camionneurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

Aux Avenières, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Bourgoin, nombreux chômeurs chez les *manœuvres journaliers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*.

A Brignoud, travail moins abondant, 60 heures chez les *papetiers*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, pas de chômeurs chez les *gantiers*.

A Montalieu-Vercieu, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en soieries.

A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*.

A Parmilieu, 63 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, 46 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, 9 p. 100 de chômeurs, 68 heures $\frac{1}{2}$, chez les *tullistes*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, 15 p. 100 de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Vienne, 12 p. 100 de chômeurs, 72 à 78 heures, chez les *boulangers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 48 p. 100 de chômeurs, 36 à 60 heures, dans l'industrie textile; 40 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *charpentiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 80 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Voiron, pas de chômage, 48 heures, chez les *ouvriers en soieries*.

39. — **Jura.** — A Dôle, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cinqvèlral, pas de chômeurs, 30 heures, chez les ouvriers en *tuyaux de pipes*.

A Fraisans, 13 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavans-Saint-Claude, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Morez, 27 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les ouvriers *lunettiers*.

A Saint-Claude, pas de chômeurs, 30 heures, chez les fabricants de l'article de Saint-Claude.

40. — **Landes.** — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *tonneliers*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*.

Chez les *résiniers*: pas de chômeurs à Azur; pas de chômeurs à Beylongue; chômage complet à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escource; pas de chômeurs à Herm; travail stationnaire à Leluque; pas de chômeurs à Léon; pas de chômeurs à Lesgor; pas de chômeurs à Lévignaq; 10 p. 100 de chômeurs à Linxe; moins de 1 p. 100 à Magescq; pas de chômeurs à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Moliets-et-Maa; chômage complet à Onesse-Laharie; travail peu satisfaisant à Rion; pas de chômeurs à Sainte-Eulalie-en-Born; chômage complet à Saint-Vincent-de-Paul; pas de chômeurs à Tallier; 29 p. 100 de chômeurs à Vielle et Saint-Girons.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, travail satisfaisant chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Romorantin, travail stationnaire, 57 à 66 heures, chez les *ouvriers du drap*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *marai-chers*; travail non satisfaisant chez les *mineurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs graveurs lithographes et papetiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du gaz*; 40 p. de chômeurs chez les *tisseurs de Beaubrun*; 13 p. 100 de chômeurs, 60-66 heures chez les *tisseurs stéphanois*; travail non satisfaisant, 48 heures, chez les *battandiers*; 71 p. 100 de chômeuses chez les *couturières*; travail satisfaisant chez les *lingères*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *armuriers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens et électriciens*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux ferrants*; 65 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *terrasiers, mineurs, puisatiers, tubistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *tisseurs, renfourneurs, soudeurs et similaires sur verre*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la fabrique de rubans*; pas de chômeurs chez les *commissionnaires publics*.

A Roanne, pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs, graveurs, lithographes et papetiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des cuirs et peaux*, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs, monteurs de chaînes, jacquardiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *maçons*; 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs, 70 à 78 heures, chez les *employés de commerce*, pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *ouvriers en soie*.

A Cergne, 4 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les *ouvriers en soierie*, pas de chômeurs, 60 heures, pour les *tisseurs à la mécanique*; 72 heures chez les *tisseurs à bras*.

A Chazelles, pas de changement chez les *chapeliers*.

A Montbrison, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *meuniers*.

A Panissières, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A la Ricamarie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Sait-sous-Couzan, pas de chômeurs, 42 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 45 p. 100 de chômeurs, chez les *passementiers*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — A Sainte-Sigolène, 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *passementiers*.

A Yssingeaux, 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54-60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *margeuses, papetières, régleuses et cartonniers*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*.

A Saint-Nazaire, pas de chômeurs, 52 heures, dans le port, et 63 heures à la mer, chez les *mécaniciens-navigateurs du commerce*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines de navires*.

45. — Loiret. — A Orléans, 11 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs, tailleurs et chemisiers*; travail médiocre chez les *courreurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Montargis, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *jardiniers*.

Chez les *bûcherons* : 33 p. 100 de chômeurs, à Autry-le-Châtel ; 65 p. 100 de chômeurs à Batilly ; pas de chômeurs à Cerdon ; pas de chômeurs à Champerelet ; pas de chômeurs à Chevilly ; chômage complet à Faverelles ; pas de chômeurs à Gien ; chômage complet à Ouzouer-sur-Loire ; 45 p. 100 de chômeurs à Ouzouer-sur-Trezé.

46. — **Lot.** — A Cahors, 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes* ; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

47. — **Lot-et-Garonne.** — A Agen, 32 p. 100 de chômeurs, 72 heures chez les *tailleurs* ; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*ameublement* ; 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Casteljaloux, pas de chômeurs, 52 heures, chez les *charpentiers*.

A Conthures, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

A Lavardac, pas de chômeurs chez les *bouhonniars*.

A Marmande, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*.

A Mezin, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *bouhonniars*.

49. — **Maine-et-Loire.** — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Cholet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs-apprêteurs*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, à Geste ; pas de chômeurs à Mais-sur-Èvre ; pas de chômeurs à la Saguinière ; pas de chômeurs à Saint-Philibert-en-Mauges ; pas de chômeurs à la Tessoualle.

50. — **Manche.** — A Cherbourg, travail satisfaisant chez les *pêcheurs et marins du commerce* ; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

51. — **Marne.** — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* ; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers et ouvrières en pelletteries*.

A Reims, 11 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries* ; travail satisfaisant, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes, papetiers, relieurs* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du livre* ; 23 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, dans l'*industrie lainière* ; pas de chômeurs, 42 heures, chez les *trieurs de laine* ; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers-ébénistes* ; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens* ; 16 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres* ; 25 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *plâtriers* ; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Ay, chômage général chez les *vignerons*.

A Courlandon, pas de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *papetiers*.

52. — **Marne (Haute-).** — A Chaumont, pas de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Bussièrès-les-Belmont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du livre*.

53. — **Mayenne.** — A Laval, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *ouvriers du livre*.

54. — **Meurthe-et-Moselle.** — A Nancy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du livre* ; travail faible, 40 à 45 heures, chez les *tailleurs d'habits* ; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment* ; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *décorateurs sur verre* ; pas de chômeurs, 72 et 78 heures, chez les *garçons de magasin livreurs* ; pas de chômeurs chez les *musiciens* ; pas de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

55. — **Meuse.** — A Bar-le-Duc, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Commercy, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Cousances-aux-Forges, 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lérouvillle, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

A Savonnières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers-mineurs*.

56. — Morbihan. — A Vannes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 51 et 54 heures, chez les *menuisiers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Anray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

Au Bono, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

A Lorient, 19 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*.

Au Palais, pas de chômeurs, chez les *inscrits maritimes*.

A Ploubinec, 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Port-Louis, travail passable chez les *marins-pêcheurs*.

A Sauzon, chômage presque complet, chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Rochefort-en-Terre, pas de changement chez les *ardoisiers*.

57. — Nièvre. — A Cercy-la-Tour, chômage complet, dans le *bâtiment*.

A Clamecy, 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers des ports*.

A la Charité-sur-Loire, travail peu satisfaisant, dans le *bâtiment*.

A Corbigny, pas de chômeurs, chez les *carriers*.

A Cossaye, chômage complet dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; 90 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Demeurs, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs des produits chimiques*.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, chômage complet chez les *maçons*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, chômage complet, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: 75 p. 100 à Annay; 90 p. 100 à Arquian; 75 p. 100 à Azy-le-Vif; pas de chômeurs à Belly; travail moins abondant à Bitry; pas de chômeurs à la Celle-sur-Nièvre; chômage complet à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs à Champlemy, 40 p. 100 de chômeurs à Champvert; pas de chômeurs à la Chapelle-Saint-André; chômage complet à Charrin; pas de chômeurs à Châteauneuf; pas de chômeurs à Colméry; chômage complet à Devay; pas de chômeurs à Dompierre-sur-Nièvre; pas de chômeurs à Donzy; pas de chômeurs à Entrains; chômage complet à Fours; pas de chômeurs à Giry; chômage complet à Guipy; pas de chômeurs à Limon; 61 p. 100 de chômeurs à Magny-Cours; pas de chômeurs à Menestreau; 86 p. 100 de chômeurs à Montambert; 50 p. 100 de chômeurs à Montaron; pas de chômeurs à Montigny-aux-Amognes; pas de chômeurs à Nannay; pas de chômeurs à Narcy; 63 p. 100 de chômeurs à Nevers; pas de chômeurs à Nolay; pas de chômeurs à Paray; 55 p. 100 de chômeurs à Pazy; pas de chômeurs à Perray; travail moins abondant à Prémery; 53 p. 100 de chômeurs à Préporché; pas de chômeurs à Raveau; 53 p. 100 de chômeurs à Saint-Amand; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; 85 p. 100 de chômeurs à Saint-Hilaire; pas de chômeurs à Saint-Léger-des-Vignes; pas de chômeurs à Saint-Marc; pas de chômeurs à Saint-Martin-d'Heuille; 90 p. 100 de chômeurs à Saint-Pierre-le-Moutier; pas de chômeurs à Saint-Véran; pas de chômeurs à Sardy-les-Epiry; chômage à Sichamps; pas de chômeurs à Thianges; 60 p. 100 de chômeurs à Verneuil.

58. — Nord. — A Lille, 1 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en brasserie*; 4 p. 100 de chômeurs, 56 heures et demie, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 57 heures et demie, chez les *ouvriers de l'industrie du livre*; 8 p. 100 de chômage, 40 à 60 heures, à la chambre syndicale de l'industrie textile; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisserands*; pas de chômeurs, 60 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la filature de coton*; 29 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvrières de filature de lin*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *ouvriers en confection*;

pas de chômeurs, 51 heures, chez les ouvriers de l'équipement militaire; 30 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les charpentiers et menuisiers; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les métallurgistes de la corporation de Saint-Eloi; pas de chômeurs dans le bâtiment; pas de chômeurs, 70 heures, chez les bitumiers et similaires; travail satisfaisant chez les ouvriers en pierres blanches; 42 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les terrassiers et démolisseurs; pas de chômeurs, 48 heures, chez les coureurs; 4 p. 100 de chômeurs chez les chauffeurs et conducteurs de machines.

A Armentières, pas de chômeurs, 59 heures, dans l'industrie textile; travail moins abondant, 60 heures, à la chambre syndicale de l'industrie textile; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, au syndicat mixte de l'industrie textile; pas de chômeurs, 55 heures, chez les charpentiers et menuisiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes.

A Bellignies, 3 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les marbriers.

A Bondues, pas de chômeurs, 50 heures chez les lingères.

A Cambrai, 12 p. 100 de chômeurs chez les boulangers.

A Caudry, 1.1 p. 100 de chômeurs, 35 à 50 heures, chez les tullistes.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; pas de chômage chez les employés.

A Felleries, pas de chômeurs chez les tourneurs sur bois.

A Ferrière-la-Grande, 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les mouleurs.

A Fourmies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les mouleurs.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 54 heures, chez les scieurs.

A Gussignies, pas de chômeurs chez les marbriers à la cheminée.

A Halluin, 4 p. 100 de chômeurs, 45 à 56 heures, chez les travailleurs du bois.

A Haspres, 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers agricoles.

A Haumont, 4 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les métallurgistes.

A Jeumont, 6.5 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures chez les métallurgistes; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les mécaniciens; pas de chômeurs chez les marbriers.

A Loon-Plage, 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des machines à battre le grain.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes.

A Marpent, 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les mécaniciens.

A Maubeuge, pas de chômeurs, 60 heures, dans la métallurgie.

A Onnaing, travail satisfaisant, 60 heures, chez les métallurgistes.

Au Quesnoy, pas de chômeurs, 76 heures, chez les ouvriers en chaussures.

A Roubaix, 3 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les papetiers; 6.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la chambre syndicale textile; 37 p. 100 de chômeurs, 53 à 63 heures, chez les charpentiers et menuisiers; chômage chez les ouvriers en voitures; 14.7 p. 100 de chômeurs, 50 à 56 heures, chez les métallurgistes et mécaniciens; pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en pierres blanches; 9 p. 100 de chômeurs chez les coiffeurs.

A Sous-le-Bois, 0 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans la métallurgie.

A Tourcoing, pas de chômeurs chez les brasseurs; pas de chômeurs chez les ouvriers des tapis en grosse moquette; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les trieurs de laine; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les mécaniciens; 73 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les plafonneurs; 10 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ferblantiers-couvreurs.

A Valenciennes, 6 p. 100 de chômeurs, 72 à 74 heures, chez les boulangers; pas de chômeurs, 57 heures, chez les typographes; 37 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les peintres.

A Villers-Sire-Nicole, pas de chômeurs, 60 heures, chez les mécaniciens.

Chez les tisseurs: 40 p. 100 de chômeurs à Avesnes-le-Sec; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Bévillers; pas de chômeurs à Bondues; 61 p. 100 de chômeurs à Boussières; pas de chômeurs à Briastre; 40 p. 100 de chômeurs à Carnières; travail peu satisfaisant, 60 heures, à Fourmies; 0.6 p. 100 de chômeurs à la Gorgue; 8 p. 100 de chômeurs, 38 à 54 heures, à Halluin; travail un peu moins abondant, 59 heures, à Hazebrouck; 1.6 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, à Houplines; 33 p. 100 de chômeurs à Quiévy; 10 p. 100 de chômeurs à Roncq; pas de chômeurs à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 32 p. 100 de chômeurs à Saulzoir; 66 p. 100 à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Beauvais, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les typographes.

A Béthizy-Saint-Pierre, pas de chômeurs, 63 heures, chez les brossiers.

A Compiègne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés*.

A Cuise-la-Motte, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *jumelliers*.

A Hermes, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans les *scieries mécaniques*.

A Longueil-Anel, 20 p. 100 de chômeurs chez les *pilotes de l'Oise*.

A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Saint-Crépin-Ibouwillers, travail moins abondant chez les *tabletiers*.

A Senlis, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

60. — **Orne.** — A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail moins abondant, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*.

61. — **Pas-de-Calais.** — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *zingueurs-plombiers*.

A Arques, chômage complet chez les *terrassiers et carriers*; 62 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Blendecques, pas de chômeurs chez les *papetiers*.

A Boulogne-sur-Mer, 60 heures chez les *cordonniers, tanneurs, corroyeurs*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 42 heures chez les *peintres*; travail abondant, 63 heures, chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *perceurs de cartons*, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Lens, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Wizernes, pas de chômeurs chez les *papetiers*.

62. — **Puy-de-Dôme.** — A Clermont-Ferrand, 24 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *confiseurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 14 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 27 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *terrassiers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Meissex, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Olliergues, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A la Roche, 13 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

A Thiers, 2 p. 100 de chômeurs, 64 heures, chez les *employés*.

A Volvic, 2 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *carriers et tailleurs de pierre*.

63. — **Pyrénées (Basses-).** — A Armay, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Mauléon, pas de chômeurs chez les *sandaliers*.

64. — **Pyrénées (Hautes-).** — A Tarbes, pas de chômeurs, 51 et 60 heures chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant chez les *employés*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

65. — **Pyrénées-Orientales.** — A Perpignan, 14 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 25 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *charpentiers*; 24 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers foudriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*.

A Cerbère, pas de chômeurs chez les *ouvriers du transbordement des fruits*.

A Lesquerde, pas de chômeurs, 45 heures (5 journées), chez les *mineurs*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilliers-trépointeurs*.

A Ria, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des hauts journeaux*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs chez les *cercliers*.

A Taurinya, 7 p. 100 de chômeurs, chez les *mineurs*.

A Velmanya, 40 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *mineurs*.

A Vernet-les-Bains, 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les ouvriers *agricoles et viticoles*, pas de chômeurs à Canet; 21 p. 100 à Canobès; 81 p. 100 à Clairac; pas de chômeurs à Corneilla-del-Vercol; 12 p. 100 à Espira-de-l'Agly; pas de chômeurs à Montner; 19 p. 100 à Pézilla-de-la-Rivière; 40 p. 100 à Rivesaltes; 32 p. 100 à Salses; 10 p. 100 au Soler; 2 p. 100 à Villeneuve-de-la-Raho.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, ébénistes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 33 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 3 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *garçons bouchers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *bouviers*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *photographes*.

3 p. 100, de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs conducteurs typographiques*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cartonniers de luxe*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-brocheurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *caoutchoutiers*; travail moins satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *tullistes en dentelles*; pas de changement chez les *coupeurs-chemisiers*.

50 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *sculpteurs sur bois et moulieries*; 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *bijoutiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tôliers fumistes*.

4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *céramique*.

3 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *camionneurs-messagistes*.

Moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *employés de la soierie*; pas de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *gardes-malades*.

A Bourg-de-Thizy, 38 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tisseurs*.

A Cours, 55 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Givors, 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*.

A Grandris, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Grigny, chômage complet chez les *chapeliers*.

A Sainte-Foy-l'Argentière, pas de chômeurs, 51 heures, chez les *mineurs*.

A Tarare, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *apprêteurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; 37 p. 100 de chômeurs, 40 et 50 heures, dans la *broderie*; 86 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons*.

A Thizy, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

69. — Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, 87 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *cuivre*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Montceau-les-Mines, 2 à 3 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*.

A Toulon-sur-Arroux, chômage complet chez les *maçons*.

70. — Sarthe. — Au Mans, travail moins abondant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 17 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *construction mécanique*; 40 p. 100 de chômeurs, 36 et 42 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 8 p. 100 de chô-

meurs, 48 heures chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sablé, travail assez satisfaisant, 65 heures, chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs chez les *employés*.

A Arvillard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*.

Aux Echelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gainiers*.

A Pont-de-Beauvoisin, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Ugine, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

72. — Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*.

A Allinges, 15 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

A Challonges, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

A Cluses, 47 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *horlogers*.

A Lovagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les ouvriers *bateliers* et *carriers*.

A Thollon, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Thonon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 40 p. 100 de chômeurs, 42 heures, dans le *bâtiment*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers *jardiniers* (rue du Harlay); 1.5 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *horticulteurs*, *jardiniers-cultivateurs* (mixte).

7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la Société amicale des *boulangers*, pas de chômeurs chez les *boulangers* de l'Assistance publique; 3.5 p. 100 de chômeurs au Syndicat mixte des *compagnons et aspirants boulangers*; 17 p. 100 de chômeurs à l'Union amicale des *boulangers* du 13^e arrondissement; 17 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la Société des *cuisiniers* de Paris; 6.5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 8 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 25 p. 100 de chômeurs, 30 et 40 heures, chez les *confiseurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la Société mixte des *cuisiniers de Paris*; 9.3 p. 100 de chômeurs, 74 heures, chez les *pâtisseries* de la Seine; travail satisfaisant chez les *limonadiers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *employés d'hôtel*; 14 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *chocolatiers*; 28 p. 100 de chômeurs à l'Union laborieuse de l'alimentation; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *employés du pavillon des volailles*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *employés du pavillon de la marée*.

3.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail moins abondant chez les ouvriers de la Chambre syndicale *typographique*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la Chambre syndicale des *ouvriers du livre*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* indépendants; 4.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, à l'Union *lithographique*; 0.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes* indépendants; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *phototypers*; 1.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *stéréotypers-galvanoplastes*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-régleurs*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; 3 p. 100 de chômage, 30 heures, chez les *ouvriers de l'enveloppe*.

20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers en pelleterie*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *selliers*; 50 heures chez les *selliers* de l'article de *chasse*; travail satisfaisant chez les *gantiers*.

14 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; travail moins abondant dans l'*habillement*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la main*.

28 p. 100 de chômeurs chez les *conturières*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; pas de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie feutre et paille*; 2.6 p. 100 de chômeurs dans la *broderie*.

2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures,

chez les *charpentiers* de la «Solidarité»; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *compagnons charrons*; 4 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *monteurs-étalagistes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du siège cuir*.

11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chefs de service et contremaîtres des industries métallurgiques*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au *syndicat indépendant des ouvriers métallurgistes*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *métallurgistes autonomes*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens de l'industrie électrique*; 5.8 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *mécaniciens*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les *ouvriers en instruments de précision*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs-robotiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tourneurs repousseurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *soudeurs et apprêteurs de tubes en cuivre*; 40 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *potiers d'étain*; pas de changement chez les *tailleurs sur acier*.

8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ingénieurs, employés et ouvriers de travaux publics*; pas de changement dans la *maçonnerie de la pierre*; travail satisfaisant, 48 heures, chez les *scieurs de pierres tendres*; 2 journées de travail chez les *peintres-fleurs-décorateurs*; 58 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *stucateurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plombiers et similaires*; 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers-spécialistes*; travail stationnaire, 66 heures, chez les *sculpteurs-modelleurs*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *boucheurs à l'éméri*; 13 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *biseauteurs, polisseurs de glaces*; 50 p. 100 de chômeurs, 30 et 35 heures, chez les *faconniers graveurs sur cristaux à la roue*.

10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la *Chambre syndicale indépendante des employés de l'industrie et du commerce*; 7 p. 100 de chômeurs à l'*Union fraternelle des employés*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; 2.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'*Union des comptables*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et teneurs de livres*; 2.8 p. 100 de chômeurs, chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 4 p. 100 de chômeurs à l'*Alliance sténographique*; travail moins abondant chez les *femmes caissières, comptables*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *clerks d'huisiers*; pas de chômeurs chez les *commis en maçonnerie*; pas de chômeurs chez les employés en *serrurerie*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les employés de *banque et de bourse*; travail moins abondant chez les *voyageurs et représentants de commerce et de l'industrie*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *courtiers et représentants de commerce*; situation stationnaire chez les *placiers en fleurs et plumes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; travail moins abondant, 49 heures, chez les *porteurs des halles et marchés*.

10 p. 100 de chômeurs chez les *laveurs de voitures*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres industriels*.

5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 3.4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; chômage presque nul dans l'*enseignement privé*; 5.5 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, électriciens, automobilistes*, etc.

26 p. 100 de chômeurs chez les *gardes-malades*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*; pas de chômeurs chez les *machinistes*.

A Alfortville, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *ouvriers en pompes*.

A Champigny, 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Puteaux, 22 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseurs*.

A Rueil, pas de chômeurs, 42 heures, chez les *fleurs décorateurs*.

A Sceaux, 5 p. 100 de chômeurs, 70 à 75 heures, chez les *blanchisseurs*.

A Saint-Denis, 47 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs sur bois pour impressions*.

A Villemonble, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *jardiniers*.

74. — **Seine-Inférieure.** — A Rouen, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *terrasiers-carriers*; 23 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel garçons restaurateurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4.3 p. 100 de chômeurs, 55 heures, dans l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tapissiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *scieurs de pierres*;

17 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 0.5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

Au Havre, 12 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 69 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *granitiers*; pas de changement chez les *cochers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers déchargeurs*; travail stationnaire, 48 heures, chez les *journaliers des docks*.

A Caudebec, 15 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Bolbec, 0.8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *colonniers*.

A Déville, 20 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *métallurgistes*.

A Dieppe, 5 p. 100 de chômeurs, 51 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *dockers*.

A Fécamp, 8 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs chez les *comptables*.

Chez les *verriers*, 5 jours de travail par semaine, à Incheville; pas de chômeurs, 60 heures, à Nestle-Normandeuse; pas de chômeurs, 60 heures, à Rétonval; pas de chômeurs, 60 à 63 heures, à Romesnil; travail moins abondant à Villequier.

75. — Seine-et-Marne. — A Château-Landon, 75 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Laguy (Montévrain), pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, pas de changement au syndicat mellois de *l'industrie du livre*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Melun, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs, chez les *ouvriers agricoles*.

A Montereau, pas de changement chez les *jaïenciers*; travail satisfaisant, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Nemours, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*.

A Provins, travail peu satisfaisant chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, 27 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *cochers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de l'arrondissement*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Argenteuil, 38 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *blanchisseurs*; travail moins abondant, chez les *maçons*.

A Chevreuse, 7.2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

A Corbeil, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *ouvriers menuisiers*.

A Essonnes, pas de chômeurs, 30 heures, chez les *chapeliers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, dans *l'industrie du livre*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Meulan, pas de chômeurs, 60 heures, dans *l'industrie du livre*.

A Orsay, pas de chômeurs, 40 heures, dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 35 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Bressuire, pas de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *ouvriers réunis du bâtiment*.

A Mazières-en-Gâtine, pas de chômeurs, 42 heures, dans *l'industrie laitière*.

A Melle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Saint-Jean-de-Thouars, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *ouvriers de l'industrie laitière*.

78. — **Somme.** — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *employés*.

A Abbéville, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; 21 p. 100 de chômeurs, 42 heures, dans le *bâtiment*; 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

79. — **Tarn.** — A Albi, 28 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 25 à 30 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*; 19 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers*; 77 p. 100 de chômeurs, 42 à 48 heures, chez les *maçons*; 60 p. 100 de chômeurs, 24 heures, chez les *terrasseurs et manœuvres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Briatexte, pas de changement dans le *bâtiment*.

A Cagnac, 48 heures chez les *mineurs*.

A Castres, 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 80 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à l'*union syndicale textile*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; 27 p. 100 chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *metallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *sculpteurs*.

A Dourgne, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ardoisiers*.

A Graulhet, travail moins abondant, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Mazamet, pas de chômeurs chez les *ouvriers de la peau de mouton*; 18 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *fileurs*; pas de changement chez les *menuisiers et ébénistes*; 13 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charretiers*.

A Rabastens, 53 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

A Saint-Amans-Soult, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *délaieurs*.

80. — **Tarn-et-Garonne.** — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *plâtriers*.

81. — **Var.** — A la Garde, 32 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Saint-Raphaël, 20 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Saint-Zacharie, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

A la Seyne, pas de chômeurs chez les *marins et pêcheurs*.

82. — **Vaucluse.** — A Avignon, 4 p. 100 de chômeurs, 86 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Bollène, travail satisfaisant chez les *mineurs et ouvriers en terre réfractaire*.

A Caderousse, 50 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *balaitiers*; pas de chômeurs, 54 heures, au *syndicat mixte de l'industrie bâtière*.

A l'Isle-sur-la-Sorgue, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A Ménerbes, chômage complet chez les *carriers*.

A Orange, 40 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*.

83. — **Vendée.** — A la Roche-sur-Yon, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs chez les *forestiers*.

Aux Sables d'Olonne, pas de chômeurs, chez les *marins*; 53 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *boitiers*.

Chez les *tisserands*, travail satisfaisant aux *Épesses*; travail satisfaisant à *Évrunes*; pas

de chômeurs à Mortagne-sur-Sèvre; pas de chômeurs à Saint-Laurent-sur-Sèvre; pas de chômeurs à Saint-Malo-du-Bois.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; 7 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*.

A Châtellerault, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *boulangers*; 75 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*; 66 à 70 heures, chez les *maréchaux-ferrants*.

A Chauvigny, travail peu satisfaisant, 54 heures, chez les *carriers*; 32 p. 100, 34 heures, dans le *bâtiment*.

A Lavoux, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *corroyeurs*; travail moins abondant chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, dans l'*habillement*; 70 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers-bourreliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; 41 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *terrassiers-manœuvres*; 54 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*; 75 p. 100 de chômeurs, 35 heures, dans la *céramique*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaine*; pas de changement chez les *ouvrières porcelainières mixtes*; 19 p. 100 de chômeurs, 30 à 35 heures, chez les *usagers de grains et polisseurs de porcelaines*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Dournazac, 50 p. 100 de chômeurs chez les *feuillardiers*.

86. — Vosges. — A Épinal, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des papeteries*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Gérardmer, 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en jouets*.

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs, 60 heures, à Épinal; pas de chômeurs à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs à Gérardmer; pas de chômeurs à Provençières-sur-Fave; pas de chômeurs à Saint-Dié; pas de chômeurs à Saint-Léonard; pas de chômeurs, 60 heures, au Val d'Ajol.

87. — Yonne. — A Auxerre, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Sens, 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Fontenailles-sous-Andryes; chômage complet à Lavau; 82 p. 100 de chômeurs à Mézilles; pas de chômeurs à Moutiers; pas de chômeurs aux Ormes; pas de chômeurs à Perreux; 33 p. 100 de chômeurs à Sept-Fonds; 44 p. 100 de chômeurs à Saint-Fargeau; pas de chômeurs à Saint-Martin-des-Champs; 66 p. 100 à Saint-Privé; 33 p. 100 de chômeurs à Saint-Sauveur-en-Puisaye.

88. — Algérie. — À Alger, pas de chômeurs chez les *employés en denrées coloniales*; pas de chômeurs chez les *employés en quincaillerie*.

A Mustapha, 70 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *charpentiers*.

A Constantine, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers, pâtissiers et charcutiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *limonadiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur métaux*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 16 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cochers et charretiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

À Oran, 70 p. 100 de chômeurs chez les *inscrits maritimes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et plâtriers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant le mois de janvier 1909 :

	1909.	1908.	AUGMENTATIONS en 1909.	DIMINUTIONS en 1909.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	56,536	72 840	#	16,004
Matières nécessaires à l'industrie.....	402,199	3 6,209	45,990	#
Objets fabriqués.....	75,645	81,018	#	5,383
TOTAUX.....	534,680	510,077	45,990	21,387
DIMINUTION en 1908.....				24,603
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	38,539	36,049	2,490	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	117,583	94,573	23,010	#
Objets fabriqués.....	174 621	156,991	17,630	#
Colis postaux.....	28,300	31,064	#	2,507
TOTAUX.....	359,300	318,677	43,130	2,507
DIMINUTION en 1908.....				40,623

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 136,970,100 francs du 1^{er} janvier au 4 février 1909 contre 140,021,700 francs pendant la période correspondante de 1908, soit une diminution de 3,051,600 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Fév. 1908.	Janv. 1909.	Fév. 1909.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour'.....	28 ^f 62	30 ^f 37	29 ^f 87
Alcool 90 deg., l'hectol., cour'.....	43 87	37 00	38 75
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	93 00	63 50	63 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	54 87	52 87	51 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	72 00	72 50	72 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour'.....	76 75	62 00	60 87
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour'.....	#	153 50	167 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr....	#	#	#
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	159 00	164 00	157 25
Étain Banka, idem.....	343 00	348 50	349 50
Plomb, livr. à Paris, idem.....	42 50	39 75	40 00
Zinc, bonnes marques, idem.....	59 00	57 75	60 50
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	21 65	22 82	#
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	#	1 61	1 60
— veau, idem.....	#	2 13	2 07
— mouton, idem.....	#	2 20	2 16
— porc, idem.....	#	1 40	1 42

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de Janvier 1909, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 24 syndicats patronaux comptant 1,009 membres;
- 17 syndicats ouvriers comptant 687 membres;
- 3 syndicats mixtes comptant 339 membres;
- 2 unions de syndicats patronaux;

et de la dissolution de :

- 2 syndicats patronaux comptant 106 membres;
- 6 syndicats ouvriers comptant 515 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

9 en décembre, 6 en novembre, 3 en octobre, 1 en septembre, 1 en août, 2 en mai, 1 en février 1908, 12 antérieurement au 1^{er} janvier 1908 et 8 en janvier 1909. Total : 43.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Doubs [1^{er} octobre 1908]. — Syndicat d'élevage de la commune de Remoray (19 membres). Siège social : REMORAY.

Gironde [12 mai 1907]. — Syndicat des producteurs de lait (38 membres). Siège social : BAZAS. — [29 décembre 1908]. — Union des grains et farines de la Gironde et de la région (80 membres). Siège social : Bourse du commerce, BORDEAUX.

Indre-et-Loire [10 janvier 1909]. — Syndicat des courtiers représentants du département d'Indre-et-Loire (alimentation) [19 membres]. Siège social : rue des Halles, 13 TOURS.

Loiret [? 1908]. — Syndicat des marchands-tailleurs du Loiret et départements limitrophes (15 membres). Siège social : place du Martroi, 19, ORLÉANS.

Lot-et-Garonne [3 janvier 1909]. — Syndicat des **laitiers** d'Agén et des communes environnantes (51 membres). Siège social : Hôtel de ville, AGÉN.

Meurthe-et-Moselle [8 décembre 1908]. — Syndicat d'**élevage** de l'espèce bovine de l'arrondissement de Toul (25 membres). Siège social : Hôtel de ville, TOUL.

Seine [2 mai 1908]. — Syndicat **médical** de la banlieue Sud-Est de Paris (40 membres). Siège social : rue du Parc, 29, IVRY-SUR-SEINE. — [18 décembre 1908]. — Chambre syndicale des fabricants de **bustes** et mannequins (11 membres). Siège social : rue d'Aboukir, 6, PARIS. — [13 février 1907]. — Chambre syndicale de la **chemiserie** et lingerie en gros pour hommes (26 membres). Siège social : rue d'Aboukir, 6, PARIS. — [1^{er} janvier 1909]. — Chambre syndicale des **estampeurs** (2 membres). Siège social : boulevard du Montparnasse, 160, PARIS. — [21 décembre 1908]. — Syndicat des fabricants d'**extraits tannants** et tinctoriaux de France (2 membres). Siège social : rue de Châteaudun, 28, PARIS. — [20 janvier 1909]. — Syndicat général de l'industrie **hôtelière** de France et des colonies (42 membres). Siège social : rue du Helder, 8, PARIS. — [15 décembre 1908]. — Syndicat général des **laitiers**, nourrisseurs, agriculteurs et éleveurs (200 membres). Siège social : rue de Viarmes, 18, PARIS. — [13 mai 1907]. — Syndicat général des **oto-rhino-laryngologistes** français (120 membres). Siège social : rue de Londres, 13, PARIS. — [2 janvier 1909]. — Association générale de la **Presse** et d'encouragement aux lettres (9 membres). Siège social : rue de la Bienfaisance, 3, PARIS. — [27 février 1908]. — Chambre syndicale des fabricants de **savons** mous de la région parisienne (11 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. — [15 février 1907]. — Chambre syndicale des maisons de **tissus** en gros (65 membres). Siège social : rue d'Aboukir, 6, PARIS. — [9 mai 1908]. — Union des industriels français établis ou traitant à l'étranger (**tissus** et industries s'y rattachant) [31 membres]. Siège social : rue d'Aboukir, 6, PARIS. — [1^{er} mai 1907]. — Chambre syndicale des fabricants **vanniers** du groupe de Paris (30 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS.

Seine-Inférieure [2 novembre 1908]. — Syndicat des **armateurs** à la pêche du hareng et du maquereau du port de Fécamp (29 membres). Siège social : Grand quai, 18, FÉCAMP. — [27 juillet 1906]. — Chambre syndicale patronale des **coiffeurs** du Havre et de la banlieue (88 membres). Siège social : rue de Normandie, 186, LE HAVRE. — [17 septembre 1908]. — Union syndicale patronale des **coiffeurs** de Rouen et de Normandie (60 membres). Siège social : place Gaillardbois, 10, ROUEN. — [21 novembre 1908]. — Syndicat des **laitiers** des environs de Saint-Romain (2 membres). Siège social : Mairie, SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aude [2 mai 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** (20 membres). Siège social : Bourse du travail, CARCASSONNE.

Bouches-du-Rhône [1^{er} janvier 1909]. — Syndicat des **employés** à l'École pratique d'industrie de garçons de la ville de Marseille [18 membres]. Siège social : « Bar Pelet », rue d'Endoume, 40, MARSEILLE.

Calvados [9 novembre 1908]. — Syndicat de l'**ameublement** (12 membres). Siège social : rue Saint-Pierre, 100, CAEN.

Cher [10 janvier 1909]. Syndicat des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires (36 membres). Siège social : VINON.

Dordogne [2 mars 1907]. — Fédération générale des groupements des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** de France et des colonies (150 membres) [section de Périgueux]. Siège social : rue Lagrange-Chancel, PÉRIGUEUX.

Gironde [1^{er} février 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **tourneurs** sur bois de la ville de Bordeaux (30 membres). Siège social : rue François-de-Dourdès, 76.

Loiret [22 novembre 1908]. — Syndicat des ouvriers **carriers** de l'arrondissement de Gien (27 membres). Siège social : rue de Paris, GIEN. — [4 janvier 1909]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** d'Orléans (40 membres). Siège social : rue des Pensées, 25, ORLÉANS.

Lot [3 janvier 1907]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de Cahors et du département du Lot (40 membres). Siège social : Bourse du travail, CAHORS.

Marne [5 décembre 1908]. — Chambre syndicale ouvrière de l'industrie **florale** de Reims (27 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS.

Nièvre [22 juillet 1907]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires de la région de Saint-Pierre-le-Moutier (82 membres). Siège social : SAINT-PIERRE-LE-MOÛTIER (reconstitution).

Pas-de-Calais [20 décembre 1908]. Syndicat des ouvriers **mouleurs** en métaux et parties similaires de Béthune (30 membres). Siège social : rue du Faubourg-d'Arras, 13-15, BÉTHUNE. — [29 octobre 1908]. — Syndicat des officiers **mécaniciens** brevetés de la marine marchande (64 membres). Siège social : rue du Pot-d'Étain, 42, BOULOGNE-SUR-MER. — [28 août 1908]. — Union amicale, syndicat des ouvriers, employés et similaires de l'usine à gaz de Calais (65 membres). Siège social : rue du Temple, 27, CALAIS.

Seine [30 novembre 1908]. — Union syndicale des cuiseurs en **cachets pharmaceutiques** (22 membres). Siège social : rue de la Réunion, 76, PARIS.

Sèvres (Deux-) [27 décembre 1908]. — Chambre syndicale des ouvrières **gantières** de Niort (? membres). Siège social : Bourse du travail, NIORT.

Vosges [2 novembre 1908]. — Chambre syndicale des travailleurs du livre de Raon-l'Étape (**typographes**) (24 membres). Siège social : place de la République, RAON-L'ÉTAPE.

3° UNIONS DES SYNDICATS PATRONAUX.

Pyrénées (Basses-) [15 août 1907]. — Union des syndicats professionnels patronaux oloronais (3 syndicats adhérents). Siège social : rue des Bains, OLORON.

Seine [18 octobre 1908]. — Fédération française des syndicats de marchands de **grains** et graines de semence (15 syndicats adhérents). Siège social : rue Serpente, 28, PARIS.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets {} est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [23 janvier 1907]. — Syndicat patronal **horticole** du canton de Nogent (41 membres). Siège social : avenue de Brie, 206, LE PERREUX.

Oran [16 janvier 1903]. — Syndicat des **primeuristes** d'Oran (65 membres). Siège social : boulevard Malakoff, 28, ORAN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Charente [25 janvier 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers des **quais** et marins de commerce de Cognac (110 membres). Siège social : Bourse du travail, COGNAC.

Drôme [? juin 1907]. — Union des syndicats du **tissage** de la région lyonnaise (section de Crest) (190 membres). Siège social : rue des Écoles, CREST.

Pyrénées-Orientales [? avril 1906]. — Syndicat des **mineurs** de la vallée de Velmanya (50 membres). Siège social : mairie, VELMANYA.

Rhône [? janvier 1877]. — Chambre syndicale des ouvriers **ferblantiers zingueurs** de la ville de Lyon et de la banlieue (50 membres). Siège social : rue Paul-Bert, 26, LYON.

Seine [15 mars 1906]. — Chambre syndicale des ouvriers **ornemanistes** sur métaux pour l'architecture et parties similaires (60 membres). Siège social : rue de la Roquette, 178, PARIS.

Seine-et-Oise [1^{er} juin 1888]. — Syndicat des ouvriers de l'usine de **pétrole** de Bonnières (54 membres). Siège social : BONNIÈRES.

BIBLIOGRAPHIE.

OUVRAGES REÇUS PAR LA DIRECTION DU TRAVAIL
ET SOMMAIRES DES BULLETINS DES OFFICES DU TRAVAIL ÉTRANGERS *
POUR NOVEMBRE 1908 ⁽¹⁾.

FRANCE.

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE. — DIRECTION DU TRAVAIL. — *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1907.* 1 vol. XVIII — 688 p., Paris, Imprimerie nationale, 1908.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Statistique pénitentiaire pour l'année 1906,* 1 vol., 498 p., Melun, Imprimerie administrative, 1908.

ADMINISTRATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES. — *Rapport au Ministre des Finances pour 1908,* 1 vol., 348 p., Paris, Imprimerie nationale, 1908.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE OUVRIÈRE. (Office impérial de statistique, Ministère de l'Intérieur) : * «*Reichsarbeitsblatt*» (Bulletin impérial du travail.) Berlin, Karl Heyman, le numéro, 10 plennigs. — Sommaire du n° de novembre 1908 : Les modes de rémunération dans l'industrie allemande. — Enquête sur les salaires à Strasbourg (bureau statistique). — L'inspection du travail en Saxe en 1907. — Les syndicats autrichiens en 1907. — Les grèves aux États-Unis (1881-1905). — La statistique des accidents du travail en Allemagne en 1907 (chiffres provisoires). — Les pensions de vieillesse en Grande-Bretagne, dans les colonies britanniques et au Danemark.

— *Die Krankenversicherung im Jahre 1907.* (L'assurance-maladie en 1907). — 1 vol. 116 p., Berlin, von Puttkammer und Mühlbrecht, 1908.

⁽¹⁾ En dehors des renseignements mensuels concernant le marché du travail, les grèves, la jurisprudence, le mouvement syndical, la législation, etc., la plupart des Bulletins des offices du travail étrangers publient des articles spéciaux dont les plus importants sont mentionnés ci-dessous. — Les bulletins sont indiqués par un astérisque *.

AUSTRALASIE. — CONFÉDÉRATION AUSTRALIENNE. — OFFICE DE STATISTIQUE (Ministère de l'Intérieur) *Official year-book of the Commonwealth of Australia 1901-1907*. — (1^{er} annuaire de la Confédération australienne, pour les années 1901-1907, avec des chiffres rectifiés pour la période 1788-1900). — 1 vol. 931 p., Melbourne, Mac-Carron, Bird and C°, 1908.

— NOUVELLE-ZÉLANDE. — MINISTÈRE DU TRAVAIL : * *Journal of the department of labour*, Wellington; 3 fr. 10 par an. — Numéro de novembre 1908 : La coopération en Grande-Bretagne.

— OFFICE DU REGISTRAR GENERAL. — *The New Zealand official year-book 1908*. (Annuaire pour 1908). — 1 vol. 892 p., Wellington, John Mackay, 1908.

AUTRICHE. — OFFICE DE STATISTIQUE OUVRIÈRE. (Ministère du commerce) : * *«Soziale Rundschau»* (Bulletin de l'Office de statistique). Vienne, Alfred Hölder, le n° 0 fr. 20. — Numéro de novembre 1908 : La protection ouvrière aux États-Unis en 1907. — Enquête sur le travail des enfants à Salzbourg (résultats provisoires). — Les contrats collectifs : en Autriche pendant le 1^{er} semestre 1908 ; en Allemagne en 1906. — Les grèves en Angleterre en 1907. — Les associations ouvrières en 1907 : en Allemagne ; en Italie. — L'assurance contre le chômage en Belgique (1907). — L'office d'assurance mutuelle dans les chemins de fer autrichiens en 1907. — Lois : Danemark (19 juin 1908) sur la fermeture des magasins, et 21 août 1908 sur les ouvriers étrangers ; Finlande (4 juin 1908) : repos du dimanche dans la boulangerie.

— *Die Arbeitseinstellungen und Aussperrungen in Oesterreich während des Jahres 1907*. — (Grèves et lock-outs en 1907). — 1 vol. 596 p., Vienne, Alfred Hölder, 1908.

BELGIQUE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'industrie et du travail) : * *«Revue du travail»*. (Bruxelles, Vanbuggenhoudt, le n° 0 fr. 10.) — Numéro du 15 novembre : L'assurance chômage à Gand et à Anvers. — Le contrat de travail des employés en Autriche. — Numéro du 30 novembre : Projet de loi modifiant la loi de 1889 sur les conseils de prud'hommes.

— *Annuaire de la législation du travail*, onzième année ; lois votées en 1907. — 1 vol. 947 p., Bruxelles, Albert Dewit, 1908.

— *Rapports annuels de l'inspection du travail pour 1907*. — 1 vol. 480 p., Bruxelles, Lebègue, 1908.

CANADA. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL : * *«Gazette du travail»*. Ottawa, Dawson, le n° 0 fr. 15. — Numéro de novembre : Procédure en vertu de la loi de 1907 sur les enquêtes. — Travail du dimanche dans les chemins de fer ; ordonnance du bureau des commissaires des chemins de fer.

DANEMARK. — BUREAU DE STATISTIQUE DE L'ÉTAT. — *Statistik Aarbog 1908* (Annuaire statistique pour 1908). — 1 vol. 207 pages. Copenhague, H. Thiele, 1908.

ESPAGNE. — INSTITUT DES RÉFORMES SOCIALES. (Ministère de l'Intérieur) : * *«Boletín del Instituto de Reformas sociales»*. Madrid, Minuesa de los Rios ; le n° 0 fr. 25.) — Sommaire du numéro de novembre : Décrets relatifs à l'application des lois sur l'émigration, sur les tribunaux industriels, sur l'inspection du travail, etc.

FINLANDE-RUSSIE. — ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'INDUSTRIE : *Arbetsstatistik* n° VI. — *Undersökning af närarbeterskornas yrkesförhållanden i Finland* (Statistique ouvrière, n° VI : recherches sur les conditions professionnelles des ouvrières de l'aiguille en Finlande). — 1 vol. 365 pages, Helsingfors, Kejserliga senatens tryckeri, 1908.

ÉTATS-UNIS. — MAINE. — BUREAU DE STATISTIQUE INDUSTRIELLE ET OUVRIÈRE : 22^d annual report of the bureau of industrial and labor statistics (22^e rapport annuel) : Conditions du travail dans les textiles, dans l'agriculture. — La législation sur la responsabilité des patrons. — Les associations ouvrières. 1 volume 473 p., Waterville, Sentinel publishing Co, 1908.

GRANDE-BRETAGNE. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL (Ministère du Commerce) : * *«Labour Gazette»*. Londres, Veal, Chifferiel and Co; le numéro, 6 fr. 10. — Numéro de novembre : Le règlement du conflit dans les chemins de fer. — Rapport sur les règlements des bureaux de conciliation. — Les grèves en Allemagne en 1906. — Les mines et carrières en 1906. — Les opérations des comités de secours aux chômeurs en 1906-1907. — La nouvelle loi hollandaise sur le contrat de travail. — La coopération en Allemagne (1906-1907).

ITALIE. — OFFICE DU TRAVAIL. (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce) : * *«Bolletino dell'Ufficio del lavoro»*. Rome, Fratelli frères; le n° 6 fr. 30. — Numéro de novembre : L'assurance contre le chômage en France en 1907. — Congrès. — Maladies professionnelles. — Règlement du 8 août 1908 pour l'application de la loi du 7 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire dans l'industrie. — Loi danoise du 27 mai 1908 sur l'assurance contre les accidents dans l'agriculture et les forêts. — Circulaires sur le repos hebdomadaire. — Projet de loi hongrois sur le repos hebdomadaire dans l'industrie. — L'inspection du travail, en 1907, en Autriche, en Allemagne et en France.

— *Operai ed orari negli opifici soggetti alla legge sul lavoro delle donne e dei fanciulli* [1907]. (Le personnel et les heures de travail dans les établissements soumis à la loi sur le travail des femmes et des enfants, en 1907.) 1 volume, 121 pages. Rome, Officina poligrafica italiana, 1908.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (Commissariat de l'émigration). — *Emigrazione e colonia* (Série de rapports consulaires sur l'émigration) : volume III; *Amérique, 1^{re} partie : Brésil*. 1 volume, 414 pages. Rome, Cooperativa tipografica Manzoni, 1908.

VILLE DE FLORENCE. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *L'inchiesta sulle abitazioni popolari* [octobre 1907]. (L'enquête sur les logements populaires, en octobre 1907.) 1 volume, 65 pages et tableaux. Florence, Il. Cocci C^{ia}, 1908.

LUXEMBOURG. — OFFICE D'ASSURANCE OUVRIÈRE (Ministère des Affaires étrangères) : *Das Arbeiterrecht*. (Le code du travail.) 1 volume, 298 pages; prix : 6 fr. 75. Imprimerie Praum, Luxembourg, 1908.

PORTUGAL. — DIRECTION DU TRAVAIL INDUSTRIEL (Ministère des Travaux publics, du Commerce et de l'Industrie) : * *«Boletim do trabalho industrial»*. Lisbonne, Imprimerie nationale. — Sommaire du n° 21, 1908 : Rapport des services techniques de la 3^e circonscription pour l'année 1907.

PAYS-BAS. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE : * «Maandschrift van het bureau voor de statistiek». (Journal du bureau central.) La Haye, Belinfante; le numéro, 0 fr. 20. — Sommaire du numéro de novembre : Le marché du travail et les grèves en octobre.

SUÈDE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL (Administration centrale du commerce, de la navigation et de l'industrie) : * «Meddelanden för arbetsstatistik». (Bulletin de statistique ouvrière.) Stockholm, Norstedt, le numéro, 0 fr. 40. — Sommaire des n° 11, 12, de 1908 : Les grèves en Suède de 1903 à 1907. — Lois ouvrières votées à l'étranger en 1902. — Le coût de l'alimentation de janvier 1907 à octobre 1908. — La loi danoise du 19 juin 1908 sur la fermeture des magasins.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de février, le chômage a un peu diminué parmi les ouvriers viticoles du Midi. Il en est de même chez les ouvriers bûcherons bien qu'un certain nombre de coupes restent encore inexploitées. Le travail est satisfaisant pour l'époque dans l'horticulture de la région parisienne et chez les ouvriers agricoles de Seine-et-Marne.

Le chômage reste élevé dans le bâtiment; il a même sensiblement augmenté dans la maçonnerie à Paris.

Dans l'industrie textile, la situation se serait améliorée dans un certain nombre de centres du Nord; l'activité reste médiocre dans la plupart des centres cotonniers de Normandie et de la région de Roanne; elle se maintient dans les Vosges et les petits centres de Maine-et-Loire et de Vendée. Dans la soie le travail a baissé dans les tissages de la Loire et de la Haute-Loire; dans la région lyonnaise l'activité se maintient dans les usines de tissage mécanique, mais il y a beaucoup de chômage dans le tissage à bras.

Le travail n'a pas encore repris dans les industries du vêtement.

Dans les industries des métaux, la situation reste stationnaire dans l'ensemble.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de février 1909. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

Le travail est très actif dans les industries du livre, notamment à Paris. Le chômage est toujours important dans la céramique à Limoges, dans la tonnellerie, ainsi que chez les horlogers et les lunettiers de Franche-Comté et de Savoie.

1,248 syndicats, groupant 289,423 ouvriers, ont répondu, pour février 1909, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,000 groupant 242,532 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 30,169, ce qui correspond à une moyenne de 12.4 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 13.9 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 13.5 p. 100; elle était de 10.6 p. 100 en février 1908.

L'ouvrage, pendant le mois de février 1909, a été jugé, par comparaison avec le mois de janvier, plus abondant, par 20 p. 100 des syndicats, groupant 24 p. 100 des syndiqués; équivalent par 50 p. 100 des syndicats, groupant 48 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 30 p. 100 des syndicats, groupant 28 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 551 syndicats, groupant 108,398 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 459 groupant 123,909 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur l'Océan, la pêche est moins abondante à Douarnenez (1,885 + 165), Concarneau (650), Tréboul (280); elle est assez satisfaisante au Bono (156); elle est très satisfaisante à la Rochelle (251). Sur la Méditerranée la pêche est plus satisfaisante à Palavas (183) et à la Seyne (110); elle est moins abondante à l'étang de Berre (172).

D'après les réponses de 55 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 9,377 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en février, de 9.3 p. 100 contre 14.5 le mois dernier et 8.4 en février 1908; la situation était considérée comme satisfaisante par 58 p. 100 des syndicats⁽¹⁾ et 71 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 873 chômeurs, 791 sont signalés par 34 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 3,285 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 16.8, 26 et 37.4 p. 100 contre 25.8, 32.9 et 26.1 le mois dernier et 22.1, 16.5 et 14.4 en février 1908; 9 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; la taille des vignes et les fumures et labours qui lui succèdent ont donné un peu plus d'occupation aux ouvriers viticoles; mais les intempéries et la mévente des vins continuent à entraver les travaux. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,437) annonce 16 chômeurs contre 36 le mois dernier et 12 en février 1908 : le travail est plus abondant que le mois dernier; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,350) accuse 0 contre 0 et estime le travail aussi abondant et satisfaisant. En Seine-et-Marne les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq

⁽¹⁾ Lire à cette place dans le précédent numéro, 47 pour 100 (et non 89 p. 100) des syndicats.

(203) n'accusent aucun chômeur. Il en est de même des vigneron d'Aÿ (161) où les travaux ont repris dans les vignes.

116 syndicats de bûcherons groupant 11,123 membres accusent 26.1 p. 100 de chômeurs contre 39.2 le mois dernier et 12 en février 1908. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 57 p. 100 des syndicats et 57 p. 100 des syndiqués. Le chômage a un peu diminué, mais l'entente n'ayant pu s'établir partout entre marchands de bois et ouvriers bûcherons, un certain nombre de coupes restent encore inexploitées, d'autres sont déjà terminées; dans 10 syndicats, groupant 959 bûcherons, aucun des adhérents n'était occupé; par contre, on ne signale aucun chômeur dans 3 centres sur 10 dans l'Allier, dans 8 sur 25 dans le Cher, dans 2 sur 6 dans le Loiret, dans 27 sur 38 dans la Nièvre et dans 12 sur 18 dans l'Yonne; le chômage atteint 35.8 p. 100 contre 34.3 le mois dernier dans l'Allier pour 812 syndiqués; il est de 52 contre 72.1 dans le Cher pour 2,552 syndiqués; de 42.4 contre 29.4 dans le Loiret pour 316 syndiqués; de 15.3 contre 35.3 dans la Nièvre pour 3,865 syndiqués et de 26.3 contre 45.1 dans l'Yonne pour 1,535 syndiqués. Dans les Landes, 10 syndicats de résiniers, groupant 1,224 ouvriers, accusent 8.2 p. 100 de chômeurs contre 21 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur près de 185,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de février 1909. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	115,124	5.89	"	1.11	"	28.82	70.07
Loire.....	17,373	5.75	"	"	"	87.29	12.71
Gard et Hérault.....	14,778	6	"	"	"	"	100
Tarn et Aveyron.....	10,575	6	"	"	"	"	100
Provence.....	2,732	5.97	"	"	"	89.67	10.33
Isère.....	2,381	6	"	"	"	"	100
Ouest.....	1,110	5.47	"	9.91	"	"	90.09
Bourgogne et Nord-Ouest	10,344	5.90	"	"	"	63.12	36.88
Centre.....	10,228	5.88	"	"	"	21.99	78.01
ENSEMBLE pour la France.	184,645	5.88	"	0.77	"	32.24	66.99

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.99 le mois dernier et de 6.01 en février 1908. D'après les réponses de 23 syndicats, le

chômage serait de 0.7 p. 100 sur un effectif de 33,310 syndiqués contre 0.5 le mois dernier pour 33,751 syndiqués et de 0.3 en février 1908 pour 33,431 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; celui de Montceau-les-Mines (4,863) en accuse 2.1 p. 100 contre 2.1.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 6.6 p. 100 pour 21 syndicats groupant 6,295 ouvriers contre 12.9 le mois dernier et 7.2 en février 1908. Dans les carrières, pas de chômeurs à Thollon (260), Saulxures-sur-Moselotte (460) et Lérrouville (187); 39 p. 100 contre 75.7 à Château-Landon (205); 1.3 contre 7.2 à Chevreuse (3,829); 61.5 contre 62.5 à Parmilieu (117); 40 à Trept (200). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 63 syndicats, groupant 14,800 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 11 p. 100 contre 13.6 le mois dernier et 11.4 en février 1908. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 54 p. 100 des syndicats et 47 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Lyon (204), Rouen (276) et Toulon (102); les cuisiniers de Bordeaux (339) et Nancy (150); les limonadiers de Marseille (250); les maîtres-d'hôtel de Rouen (410). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les maîtres d'hôtel navigateurs de Marseille (1,439) et du Havre (788); les raffineurs de sucre de Marseille (600 + 286); les bouchers de Lyon (311). A Paris, les garçons de cuisine (1,005) accusent 7 p. 100 contre 8; les cuisiniers de la rue Mandar (1,510), 5.2 contre 6.5; ceux de la Bourse du travail (1,500), 13.3 contre 16.7; les pâtisseries de la Seine (1,607), 8.1 contre 9.3; les bouchers du demi-gros (100), 4; les boulangers de la rue des Martyrs (500), 6.1 contre 6.8; ceux du Boulevard Richard-Lenoir (240), 2.5; aux Halles, les employés de la volaille (135) accusent 3.7 contre 3.1.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de janvier 1909, quatrième mois de la campagne 1908-1909, s'élevait à 1,511,567 hectolitres, en augmentation de 118,137 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru à la même date est évaluée approximativement à 180,000 hectolitres, soit une différence en plus de 9,000 hectolitres sur la campagne 1907-1908⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de février 1909, sixième mois de la campagne 1908-1909, la quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 770,053 tonnes, en augmentation de 50,001 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 8 syndicats, groupant 2,461 ouvriers, ressort à 9.1 p. 100 contre 11.9 le mois dernier et 10 en février 1908. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Nice (360) et Marseille (250). Les ouvriers des huileries de Marseille (1,350) accusent 16.7 p. 100 contre 23.1 le mois dernier. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (490) et de Blendecques (260) sont tous occupés. Il en est de même des papetiers-relieurs de Nancy (100).

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 février 1909.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 mars 1909.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 68 pour 58 syndicats groupant 3,658 adhérents, soit 1.9 p. 100; pour Paris, de 111 pour 10 syndicats groupant 5,590 adhérents, soit 2 p. 100. La proportion était, le mois dernier de 2.3 p. 100 pour la province et de 2.9 pour Paris; elle était, en février 1908, de 1.8 p. 100 pour la province, de 3.3 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 83 p. 100 des syndicats de province groupant 79 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 3 syndicats, équivalent par 28, moins abondant par 11. Il y a 0 p. 100 de chômeurs contre 1.4 le mois dernier à Nice (139); 0 contre 0 à Grenoble (170); 4.7 contre 3.1 chez les typographes (172) de Nantes et 3.1 contre 5 chez les lithographes (96); 1.3 contre 1.6 chez les typographes (318) de Bordeaux; 1 contre 0 à Amiens (200); 2.6 contre 3 chez les typographes (508) de Lyon et 6.7 chez les lithographes (180); 1 contre 0 à Rennes (197); 1.9 à Clermont-Ferrand (103); 3.6 à Alger (140).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,550) accuse 70 chômeurs contre 120 le mois dernier et 135 en février 1908 et estime le travail plus abondant et satisfaisant pour l'époque. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (140) accuse 7.9 contre 7.1; les stéréotypers (201), 1 contre 1.5.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 13 syndicats, groupant 1,851 ouvriers atteint 25.3 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 17.6 le mois dernier et 35.8 en février 1908. A Annonay, les mégissiers de rivière (600) ont 30 p. 100 de chômeurs contre 40 le mois dernier; les palissonneurs (350) 20 contre 20. A Millau les chamoiseurs (110) en ont 72.7 et font de 50 à 55 heures. A Mazamet, les mégissiers (110) accusent 74.5 p. 100 contre 0 en raison de la grève des delaineurs. Les pelletiers de Paris (250) en ont 12 p. 100 contre 20.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 2.7 p. 100 pour 17 syndicats groupant 755 ouvriers contre 4.3 le mois dernier et 6.1 en février 1908. Les coupeurs de Lyon (110) sont tous occupés 60 heures; les ouvriers en chaussures du Quesnoy (200) n'ont pas de chômeurs et font 76 heures.

10 p. 100 chez les portefeuillistes de Paris (150). L'*Union des ouvriers gantiers* de Millau (1,500) n'accuse aucun chômeur.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 78 syndicats, groupant 32,124 adhérents, était de 2,148, soit 6.7 p. 100 contre 7 le mois dernier et 10.4 en février 1908.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (11,062), il y aurait 7.3 p. 100 de chômeurs contre 6.5 le mois dernier et 8 en février 1908, la semaine est de 60 heures et la situation est estimée non satisfaisante. A Tourcoing, les tapissiers en grosse moquette (145) accusent 5.5 p. 100 contre 0; les tisseurs de laine (600), 0 et 60 heures : le travail est plus abondant. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,600), il n'y aurait pas de chômeurs, la semaine serait à peine de 50 heures et le travail ne serait pas satisfaisant; les tisserands (320) accusent 0.6 contre 0.9; les fileurs de lin (142), 0 contre 2.9 et 60 heures; les fileurs de coton (510), 0.6 et signalent une légère reprise. A Armentières, un syndicat ouvrier (2,000) accuse 0 chômeur contre 0 et 59 heures; la situation serait bonne; le syndicat mixte (1,800) accuse 0 chômeur contre 0 et 60 heures. A Halluin (1,100), le chômage est de 7 p. 100 contre 8 et la semaine est de 42 à 56 heures; à Hazebrouck 0.2 contre 0.2 d'après un syndicat

(598) et 2.4 d'après un autre (1,510) : la situation serait assez bonne; elle est satisfaisante à la Gorgue-Estaires (700); 26 p. 100 contre 61 à Boussières (115); 45 contre 40 à Avesnes-le-Sec (150); 0 à Nieppe (300); 11.2 à Haspres (400); 0 contre 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100); 50.5 contre 66.6 à Villers-en-Cauchies (158). Pour l'ensemble de 25 syndicats du Nord groupant 23,089 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 5.2 p. 100 contre 5.2 le mois dernier et 11.1 en février 1908.

Dans les Vosges, les 5 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0.9 p. 100 de chômeurs sur 458 syndiqués contre 2.2 le mois dernier et 0.2 en février 1908; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Épinal (127) et Gérardmer (110); 2.5 p. 100 à Saint-Maurice-sur-Moselle (160).

Dans les centres normands, à Rouen (225) les ouvriers cotonniers ont 1.3 p. 100 de chômeurs contre 4.3 et font 55 heures; à Bolbec (260), 0.7 p. 100 contre 0.8 et 60 heures contre 60: le travail est satisfaisant; à Flers, les ouvriers cotonniers (650) accusent 3 p. 100 et font 60 heures contre 60, mais les ouvriers attendent après les chaînes. A Condé-sur-Noireau (180), 3.6 p. 100 contre 2.6 et 60 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les pareurs (140) accusent 0.7 p. 100 contre 1.8 et 60 heures contre 60; à Bourg-de-Thizy (405) les tisseurs accusent 16 contre 38.5 et 55 heures; 12 contre 12 à Thizy (908) avec 60 heures contre 60: dans certaines usines, il n'y a qu'un tiers des métiers qui marchent.

Dans les Ardennes, 8.9 p. 100 contre 10.7 à Saint-Menges (280) et 54 heures. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (358) sont tous occupés 60 heures: le travail reprend. A Vienne (418), 28 p. 100 contre 40 dans l'industrie textile et 60 heures.

Dans l'Ouest, à Romorantin (450), dans l'industrie du drap, pas de chômeurs et 57 à 66 heures: le travail semble reprendre au tissage. La situation est satisfaisante dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et de la Vendée: pas de chômeurs à Saint-Léger-sur-Cholet (115). 16.7 p. 100 contre 25 et 60 heures à Lavelanet (600). A Mazamet, 18.2 p. 100 contre 1.8 chez les ouvriers fileurs (110) et 35 à 40 heures; 0 dans l'industrie lainière à la Bastide-Rouairoux (130) et 50 heures.

Dans la bonneterie, à Troyes (300) 1.3 p. 100 contre 3.3, la semaine est de 60 heures.

Soie. — Dans la Loire, 35.4 p. 100 contre 13 et 60 heures chez les tisseurs de Saint-Étienne (170); pas de chômeurs et 60 heures dans le tissage mécanique et 25 p. 100 et 70 heures dans le tissage à bras à Charlieu (92); 0 contre 0 à Bussières (227) et 60 à 66 heures au moins: le travail est très satisfaisant. Dans la Haute-Loire, 20 contre 20 à Sainte-Sigolène (540) et 66 heures; 48 p. 100 à Saint-Didier-la-Seauve et 60 heures.

Dans la région lyonnaise, le travail se maintient avec la même fermeté dans les usines de tissage mécanique pour la plupart des genres de tissus teints en pièce unis ou nouveautés; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, le nombre des métiers en activité se réduit sensiblement chaque jour; à la campagne, les ateliers à bras sont partiellement alimentés par les mêmes articles que précédemment ⁽¹⁾. A Lyon, les tisseurs de la Croix-Rousse (472) accusent beau-

¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 mars 1909.

coup de chômage parmi les tisseurs à bras. A Grandris (120) 8.3 p. 100 contre 2.5 et 60 heures; 0 contre 7.2 à Tarare (165) et 60 heures : le travail est satisfaisant.

Dans l'Isère, 0 p. 100 contre 0 et 66 heures à Voiron (310). Dans la Savoie, à Pont-de-Beauvoisin (200) le travail est satisfaisant.

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (90) accusent 0 p. 100 contre 9.1 et font 68 heures et demie : le travail est satisfaisant. A Caudry, les tullistes (714) accusent 1.3 p. 100 contre 1.1 et 40 à 56 heures : le travail est stationnaire. Les tullistes en dentelles de Lyon (80) accusent 3.7 p. 100 contre 4.3 et 58 heures. A Paris, les passementiers à la main (140) accusent 5 p. 100 contre 2.9 et 38 heures comme le mois dernier.

Dans la teinture et l'apprêt, les teinturiers de Lyon (400) accusent 5 p. 100 et 65 heures; les imprimeurs (200), 45 p. 100 et 40 à 48 heures. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (300) accusent 5.3 p. 100 contre 5.7.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 24.9 p. 100 pour 24 syndicats, groupant 3,078 ouvriers, contre 21 le mois dernier et 9.4 en février 1908. Le travail est considéré comme plus abondant par 7 syndicats, équivalent par 4, moins abondant par 11. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 48 p. 100 des syndicats et 65 p. 100 des syndiqués. A Paris, les tailleurs et couturières de la Bourse du travail (420) accusent 26.2 p. 100; les coupeurs-chemisiers (305), 4.9; les fleuristes (149), 18.1; les couturières de la rue de l'Université (667), 54.3 contre 28.6. Les tailleurs de Bordeaux (195) en ont 35.4 p. 100 contre 49; ceux de Constantine (116), 27.1 contre 20.7; les ouvriers de l'habillement de Bourges (210), 19; ceux d'Arles (148), 0; 0 contre 0 chez les ouvriers du syndicat mixte de Limoges (135); 0 chez ceux de Carcassonne (250).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 4.1 p. 100 pour 9 syndicats groupant 814 ouvriers contre 13.6 le mois dernier et 10.6 en février 1908; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (102) ont 9.8 p. 100 contre 9.8. A Chazelles-sur-Lyon, les chapeliers (143) accusent 2.1 p. 100 contre 1.4; il y a à peine 3 jours de travail par semaine.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 38 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,724 ouvriers, est de 14.7 p. 100 contre 17.2 le mois précédent et 9.5 en février 1908 : la situation est estimée satisfaisante par 51 p. 100 des syndicats et 35 p. 100 des syndiqués. Les démolisseurs de navires de Marseille (100) accusent 66 p. 100. Les charpentiers de Roubaix (392) accusent 31.9 p. 100 contre 37.2; ceux d'Armentières (115), 0 contre 0; les menuisiers de Rennes (150), 10; ceux de Douai (115), 0; les travailleurs du bois d'Halluin (375), 5.9 contre 4; les scieurs de Gommegnies (115), 0 contre 0; ceux de Hermes (114); 0 contre 3.5. A Paris, les menuisiers libres (165) accusent 3 p. 100 contre 2.4.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 11 syndicats, groupant 611 ouvriers, est de 15.8 p. 100 contre 12.7 le mois dernier et 17.4 en février 1908. Les sculpteurs sur bois de Lyon (100) accusent 30 p. 100 contre 50; les ébénistes de Cannes (146), 26.7 contre 9.4.

Chez les tonneliers, le chômage est de 32.5 p. 100 pour 10 syndicats, groupant 1,025 ouvriers, contre 27.1 le mois dernier et 19.9 en février 1908. 45 p. 100 contre 22.1 à Cognac (300); 42.5 contre 46.7 à Aubagne (153); 26.7 à Marseille (300).

Dans la carrosserie, 7 syndicats groupant 352 ouvriers annoncent 3.4 p. 100

de chômeurs contre 2.7 le mois dernier et 27.5 en février 1908. A Paris, les charrons (159) en accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les tourneurs sur bois de Felleries (160) sont tous occupés; les ouvriers pipiers de Saint-Claude (900) n'ont pas de chômeurs, mais ne font toujours que 30 heures par semaine au lieu de 60 en temps normal. Les layetiers de Bordeaux accusent 45 p. 100; les boutonniers de Grenoble (185), 0.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 83 syndicats groupant 19,330 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en février, de 10.8 p. 100 contre 9.9 le mois dernier et 9.9 en février 1908.

29 syndicats de métallurgistes, groupant 10,138 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 7.3 p. 100 de chômeurs contre 7.3 le mois dernier et 3.7 en février 1908; la situation est estimée satisfaisante par 50 p. 100 des syndicats et 32 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (198), le Creusot (1,600), Lille (180), Saint-Amand-les-Eaux (410); 6.7 p. 100 contre 8.8 à Sous-le-Bois (450); 8.1 contre 0.4 à Bourges (270); 9.5 contre 13.3 à Fraisans (315); 4 contre 4 à Hautmont (350); 7.2 contre 6.5 à Jeumont (181); 28.2 contre 14.7 à Roubaix (900); 7.3 contre 19.7 à Deville (123); 40 à Argenteuil (163); 9.4 à Saint-Malo (160); 5.3 chez le syndicat libre de la rue Fessard (952) à Paris.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 2.8 p. 100 pour 10 syndicats groupant 780 ouvriers contre 4.4 le mois dernier et 2.7 en février 1908; la situation est considérée comme satisfaisante par 60 p. 100 des syndicats groupant 50 p. 100 des syndiqués; 0.6 p. 100 contre 0 à Bordeaux (175); 4.9 p. 100 contre 9.8 à Ferrière-la-Grande (265).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 4.1 p. 100 pour 19 syndicats, groupant 3,053 ouvriers, contre 4.9 le mois dernier et 2.9 en février 1908. La situation est considérée comme satisfaisante par 53 p. 100 des syndicats et 17 p. 100 des syndiqués. 0.9 p. 100 contre 0 à Tarbes (109) et 3.3 contre 2 à Saint-Étienne (300); 0 contre 2 à Jeumont (96); 5 contre 3.1 à Tourcoing (160); 2.4 contre 2 à Marpent (250); 0.9 contre 1.7 à Reims (107); 3.3 à Marseille (120). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 90 chômeurs sur 1,550 syndiqués contre 90 le mois dernier et 70 en février 1908.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,549) accusent 109 chômeurs contre 124 le mois dernier et 87 en février 1908; 56 p. 100 contre 47 chez les horlogers de Cluses (125); 30 chez ceux de Scionzier (500); 37.5 chez ceux de Morteau (400); 50 chez ceux de Lac-en-Villers (200); 25 contre 26.7 chez les lunettiers de Morez (200); 11.6 chez les bijoutiers de Marseille (129).

Chez les ferblantiers-boîtiers, le chômage est de 49.9 p. 100 pour 6 syndicats groupant 633 ouvriers contre 73.9 le mois dernier et 71.4 en février 1900; il est de 100 p. 100 à Audierne (115); 35.6 à Douarnenez (533); 54.5 contre 54.5 à Guilvinec (110). A Paris, les potiers d'étain (165) accusent 34.5 p. 100 contre 40; les ferblantiers ornementalistes (472), 2.3. Les maréchaux de Bordeaux (118) en ont 1.7 p. 100.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 136 syndicats, groupant 29,326 adhérents, était, à la fin de février, de 48.6 p. 100 contre 28.7 le mois précédent et 16.1 en février 1908.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires,

la proportion du chômage est de 52.6 p. 100 pour 93 syndicats groupant 25,150 ouvriers contre 29.4 le mois dernier et 18 en février 1908. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (150 tailleurs de pierres tendres, 1.200 maçons), Bordeaux (203 tailleurs de pierres), Bourges (100), Lille (200 terrassiers), Soissons (115), Annonay (150), Saint-Etienne (180), Cambrai (250), Thizy (105). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Auch (313), Thonon (260), Châtellerault (347), Arudy (120), Dieppe (214), Oran (986). A Paris, les maçons (15,000) accusent 66.7 p. 100 contre 30 le mois dernier; les scieurs de pierres tendres (260), 23.1. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 51 p. 100 des syndicats et 18 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 36.8 p. 100 pour 25 syndicats groupant 2,358 ouvriers contre 42.4 le mois dernier et 18.4 en février 1908; il y en a 50.8 p. 100 contre 62 à Bordeaux (295); 30 à Roubaix (200); 66.9 à Tourcoing (118); 60 contre 45 à Limoges (105). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (278) en accusent 7.2 contre 4.8; les ornemanistes (659), 58.7 contre 5.8.

Les marbriers de Gussignies (210) et de Cousolre (200), sont tous occupés; les marbriers de Bellignies (200) accusent 10 p. 100 contre 3.3. Les couvreurs de Tourcoing (150) accusent 20 p. 100 contre 10.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les plâtriers d'Arignac (125).

Les potiers (280) et les engobeuses de poteries (290) de Vallauris accusent 0 p. 100. A Limoges, les journaliers en porcelaines accusent 30 p. 100; les emballers de porcelaines (192), 7.3 contre 7.9.

Dans l'ensemble des 9 syndicats de verriers, groupant 429 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 9.3 p. 100 contre 16.9 le mois dernier et 1.8 en février 1908. Les verriers à vitres de Rive-de-Gier (135) en ont 30 p. 100.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 9 syndicats groupant 1,630 membres ressort à 31.5 p. 100 contre 28 le mois dernier et 19.4 en février 1908; elle est de 0 contre 0 à Dieppe (140); de 20 contre 25 à Nice (800); de 80 contre 67 à Port-Saint-Louis (250); de 85 à Toulon (106).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 12.6 p. 100 pour 9 syndicats groupant 2,016 membres contre 17.7 le mois dernier et 21.4 en février 1908; les sourciers de Saint-Yorre (200) accusent 15 p. 100 contre 25; ceux de Vals-les-Bains (120), 75 contre 91.7; les collineurs de Nîmes (104), 10 contre 0; les transbordeuses de fruits de Cerbère (220), 0 contre 0. A Paris, les laveurs de voitures (400) accusent 6.3 p. 100 contre 10; les porteurs aux Halles (215), 0.

9 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 1,032 ouvriers accusent 0 sans-travail contre 5 le mois dernier et 0 en février 1908. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 18 syndicats groupant 1,677 membres, est de 9.4 p. 100 contre 6.2 le mois dernier et 7.1 en février 1908; elle est de 8.6 contre 9.5 p. 100 chez les capitaines au long cours (783) de Marseille; de 11.5 chez ceux du Havre (139); de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 16.7 chez les charretiers de Béziers (150).

D'après les réponses de 49 syndicats d'employés de commerce, comptables, sté-

nographes, etc., groupant 18,963 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 2 p. 100 contre 1.7 le mois dernier et 2.3 en février 1908. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (203) accusent 6.4 p. 100 contre 10; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,055), 1.2 contre 1.8; les commis en maçonnerie (123), 0; les commis en serrurerie (105), 0 contre 0; les employés de banque (842), 0.7 contre 0.6; «l'Alliance sténographique» (292), 6.5 contre 5.2; les clerks d'huissiers (205), 1.5 contre 2.4; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,400), 0.9 contre 0.9. En province, 7.1 p. 100 contre 2.6 chez les employés de commerce (561) de Marseille et 3.2 contre 1.6 chez les comptables (125); 0 contre 0 chez les sténographes (352) de Lyon; 4.6 contre 4.5, à Amiens (327); 0.2 contre 0 à Nancy (480 représentants); 4.2 contre 3.1 à Orléans (120); 7.1 à Reims (280); 0 contre 0 à Dax (100); 1.1 contre 1.2 à Montpellier (378); 2 contre 0.5 à Rouen (200) et 0 chez les voyageurs (126); 20 à Narbonne (115); 0 au Havre (352); 0 contre 0 à Alger (100).

DIVERS. — 5 syndicats de gens de maison accusent 3.3 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 5,114 membres contre 3.4 le mois dernier et 2.3 en février 1908; à Paris, le syndicat national des gens de maison de la Bourse du travail (2,154) accuse 1.2 p. 100 contre 0.3; celui de la rue Lauriston (2,107) en accuse 1.2 p. 100 contre 4.3.

8 syndicats de coiffeurs, groupant 4,646 ouvriers, ont 3.9 p. 100 de sans-travail contre 6.9 le mois dernier et 4.6 en février 1908; le syndicat mixte de Paris (4,176) en accuse 3.6 p. 100 contre 5.3 le mois dernier; le syndicat ouvrier du Mans (241), 7 contre 9.3.

LES GRÈVES EN FÉVRIER 1909.

67 grèves ont été signalées, en février, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 62 de ces conflits est de 4,876. Il y avait eu, en février 1908, 129 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 71.

Ces 67 grèves, dont 53 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	31
Réduction de salaire.....	1
Demande de diminution du temps de travail.....	1
Demande de prolongation du temps de travail.....	1
Contestations relatives au salaire.....	9
Demande de suppression du travail aux pièces.....	1
Demandes de renvoi d'ouvriers.....	20
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	9
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	2
Demande de diminution de la retenue pour l'assurance.....	1
Contestations relatives au repos hebdomadaire.....	2

Ces grèves ont éclaté dans 29 départements et on en a compté :

18 dans la Seine, 12 dans le Nord, 3 dans les Landes, la Seine-et-Oise et la Somme, 2 dans l'Aude, le Morbihan, l'Oise et le Rhône, et 1 dans les 20 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 16 grèves; bâtiment, 14; métaux, 8; agriculture, 7; industrie du bois, cuirs et peaux, transports et manutention, 5; travail des pierres et terres à feu, 3; produits chimiques, 2; ouvriers des abattoirs, carriers, 1.

Des 67 grèves commencées en février, 38 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Huit, 1 jour ou moins de 1 jour; six, 2 jours; cinq, 3 jours; deux, 4 jours; deux, 5 jours; trois, 6 jours; trois, 7 jours; deux, 9 jours; deux, 11 jours; une, 13 jours; deux, 14 jours; une, 16 jours et une, 19 jours.

Si l'on y ajoute 12 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 119 jours, 76 jours, 49 jours, 44 jours, 42 jours, 41 jours, 35 jours, 34 jours, 17 jours, 15 jours, 12 jours et 10 jours, on trouve 50 conflits terminés avec les résultats suivants :

- 11 réussites,
- 22 transactions ou réussites partielles,
- 17 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
28 sept...	15 février.	Creissels.....	Aveyron.....	Mégissiers.....	1	15	1
19 oct....	15 février.	Saint-Loup-sur-Se- mousse.	Haute-Saône....	Ebénistes.....	"	280	2
13 nov....	16 février.	Colombiers.....	Hérault.....	Ouvriers agricoles et viticoles.	1	12	3
2 déc....	16 février.	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	70	4
11 déc....	16 février.	Serrières-de-Briord.	Ain.....	Tullistes.....	1	101	5
11 déc....	16 février.	Saint-Lô.....	Manche.....	Maçons.....	1	21	6
13 déc....	16 février.	Hermeray.....	Seine-et-Oise....	Carriers.....	"	"	7
14 déc....	16 février.	Paris.....	Seine.....	Poseurs de rails....	1	73	8
16 déc....	16 février.	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Coupeurs en chaussures....	1	53	9
24 déc....	6 février.	Bourges.....	Cher.....	Typographes.....	1	50	10
24 déc....	3 février.	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en chaussures....	1	60	11
29 déc....	1 ^{er} février.	Soustons.....	Landes.....	Résiniers.....	"	150	12
29 déc....	16 février.	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	67	13
1 ^{er} janvier.	16 février.	Nantes.....	Loire-Inférieure	Terrassiers-tubistes....	1	"	14
2 janvier..	6 février.	Puteaux.....	Seine.....	Tisseurs.....	1	199	15
4 janvier..	6 février.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	3	16
6 janvier..	17 février.	Nantes.....	Loire-Inférieure	Ferblantiers-boitiers....	1	42	17
9 janvier..	17 février.	Mazamet.....	Tarn.....	Délinqueurs de peaux de moun- tons.	32	1,230	18
18 janvier.	17 février.	Paris.....	Seine.....	Briqueoteurs.....	"	"	19
19 janvier.	17 février.	Lespéron.....	Landes.....	Résiniers.....	"	"	20
24 janvier.	17 février.	Paris.....	Seine.....	Linotypistes.....	"	"	21
25 janvier.	17 février.	St-Vincent-de-Paul	Landes.....	Résiniers.....	"	"	22
26 janvier.	17 février.	Léon.....	Landes.....	Résiniers.....	"	"	23
27 janvier.	11 février.	Fécamp.....	Seine-Inférieure	Charpentiers de navires....	"	88	24
29 janvier.	10 février.	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	18	25
30 janvier.	9 février.	Roubaix.....	Nord.....	Appréteurs.....	1	80	26
30 janvier.	16 février.	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	180	27

GRÈVES COMMENCÉES

1 ^{er} février.	2 février..	Montbrisson.....	Loire.....	Tisseurs.....	1	105	1
1 ^{er} février.	8 février..	Paris.....	Seine.....	Camionneurs.....	5	100	2
1 ^{er} février.	8 février..	Saint-Malo, Saint- Servan.	Ille-et-Vilaine..	Vanniers.....	7	35	3
1 ^{er} février.	8 février..	Azur.....	Landes.....	Résiniers.....	"	117	4
1 ^{er} février.	8 février..	Saint-Julien-en- Born.	Landes.....	Résiniers.....	"	167	5
2 février..	3 février..	Ria.....	Pyrénées-Orientales	Polisseurs de marbre.....	1	"	6
2 février..	3 février..	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	45	7
2 février..	4 février..	Evreux.....	Eure.....	Terrassiers.....	1	"	8
2 février..	4 février..	Paris.....	Seine.....	Maroquiniérs.....	1	10	9
2 février..	9 février..	Gourdon.....	Lot.....	Trièuses de cerneaux....	2	29	10
2 février..	16 février.	Tourcoing.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	7	11
3 février..	8 février..	La Plaine-Saint- Denis.	Seine.....	Mécaniciens-construteurs....	1	23	12
3 février..	9 février..	Lys-les-Lannois..	Nord.....	Fileurs.....	1	150	13
3 février..	9 février..	Bourbon-l'Archam- bault.	Allier.....	Bûcherons.....	"	28	14
3 février..	9 février..	Saint-Laurent-du- Pont.	Isère.....	Chaufourniers.....	1	90	15
5 février..	6 février..	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	18	16

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} janvier 1909, a pu être déjà signalée dans le précédent

REFÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} JANVIER 1909 (1).

1	Demande de renvoi de deux employés.....		Grévistes remplacés.
2	Demande de réintégration de sept ouvriers.....	Echec.	
3	Réduction de salaire.....	.....	
4	Demandes : augmentation de salaire; affichage des tarifs.....	Transaction.	
5	Demande de réintégration de trois ouvriers.....	.....	
6	Demande de prolongation de la durée du travail.....	.....	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
9	Demandes : augmentation de salaire; journée de 9 heures.....	.....	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
11	Demandes : augmentation de salaire; autorisation de causer pendant le travail.....	Transaction.	
12	Contestation relative au salaire.....	Echec.	
13	Demande de modification de la réglementation du travail.....	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
15	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
16	Demande de suppression du marchandage.....	.....	
17	Contestation relative à l'emploi de machines.....	Echec.	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
19	Demande de suppression du marchandage.....	.....	
20	Contestation relative au salaire.....	.....	
21	Demandes : augmentation de salaire; signature d'une convention collective.....	.....	
22	Contestation relative au salaire.....	.....	
23	Contestation relative au salaire.....	.....	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
26	Demande de réintégration de 6 ouvriers.....	Transaction.	
27	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

EN FÉVRIER 1909.

1	Demandes : réintégration d'un ouvrier; renvoi d'un gérant.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix. Grévistes congédiés.
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
3	Contestation relative au salaire.....	.....	
4	Contestation relative au salaire.....	.....	
5	Contestation relative au salaire.....	.....	
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
7	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Echec.	
8	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un chef de chantier.....	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
13	Contre la mauvaise préparation des matières premières.....	Echec.	
14	Demande de renvoi d'ouvriers non syndiqués.....	.....	
15	Demande de réintégration de 5 ouvriers.....	.....	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉFÉRENS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
5 février..	16 février.	Tourcoing.....	Nord.....	Bonneliers.....	1	11	17
5 février..	24 février.	Tourcoing.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	18	18
6 février..	10 février.	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	102	19
6 février..	17 février.	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	377	20
6 février..	19 février.	Douai.....	Nord.....	Métallurgistes.....	1	44	21
6 février..	.....	Périgueux.....	Dordogne.....	Métallurgistes.....	1	57	22
6 février..	.....	Lévignaey.....	Landes.....	Résiniers.....	"	60	23
8 février..	9 février..	Dizy-Magenta.....	Marne.....	Ouvriers du bâtiment.....	1	23	24
8 février..	10 février.	Paris.....	Seine.....	Cochers-livreurs.....	1	237	25
8 février..	10 février.	Saint-Léonard.....	Haute-Vienne.....	Tanneurs.....	1	6	26
8 février..	11 février.	Lorient.....	Morbihan.....	Couvreurs.....	"	50	27
8 février..	11 février.	Bouzillé.....	Mayenne.....	Chaufourniers.....	1	11	28
8 février..	11 février.	Lille.....	Nord.....	Confectionneurs.....	1	12	29
8 février..	.....	Villeurbanne.....	Rhône.....	Tullistes.....	1	6	30
8 février..	.....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	37	31
8 février..	.....	Athis-Mons.....	Seine-et-Oise.....	Ouv. en produits chimiques.....	1	23	32
9 février..	.....	Lezennes - Saint-Michel.....	Indre.....	Carriers.....	1	20	33
9 février..	.....	Paris.....	Seine.....	Maroquinières.....	1	35	34
9 février..	.....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	160	35
10 février..	11 février.	Paris.....	Seine.....	Charretiers.....	2	32	36
10 février..	16 février.	Paris.....	Seine.....	Cochers-livreurs.....	1	40	37
10 février..	.....	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	55	38
10 février..	.....	Paris.....	Seine.....	Maroquinières.....	1	"	39
11 février..	.....	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	37	40
12 février..	15 février.	Paris.....	Seine.....	Ouvriers des abattoirs.....	25	90	41
12 février..	.....	La Roche-Bernard.....	Morbihan.....	Terrassiers.....	1	40	42
13 février..	.....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	14	43
14 février..	.....	Oran.....	Oran.....	Fondeurs.....	1	27	44
15 février..	24 février.	Woincourt.....	Somme.....	Fondeurs.....	1	15	45
15 février..	1 ^{er} mars..	Lille.....	Nord.....	Ouv. en produits chimiques.....	1	70	46
15 février..	.....	Enghien-les-Bains.....	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	1	37	47
16 février..	17 février.	Bouray.....	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	1	100	48
16 février..	18 février.	Gillocourt.....	Oise.....	Ébénistes.....	1	18	49
16 février..	19 février.	Lyon.....	Rhône.....	Teinturiers.....	1	11	50
16 février..	25 février.	Picquigny.....	Somme.....	Tisseurs.....	1	160	51
16 février..	4 mars...	Lille.....	Nord.....	Confectionneurs.....	1	5	52
16 février..	.....	Douarnenez.....	Finistère.....	Charpentiers de navires.....	4	21	53
16 février..	.....	Paris.....	Seine.....	Tailleurs d'habits.....	1	108	54
17 février..	18 février.	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	8	55
17 février..	.....	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	78	56
18 février..	.....	Herbillion.....	Constantine.....	Tailleurs de pierres.....	1	60	57
19 février..	24 février.	Amiens.....	Somme.....	Rattacheurs.....	1	60	58
19 février..	.....	Biches.....	Nievre.....	Bûcherons.....	1	150	59
19 février..	.....	Paris.....	Seine.....	Fondeurs.....	1	12	60
23 février..	1 ^{er} mars..	Vinassan.....	Aude.....	Ouvriers agricoles.....	"	110	61
23 février..	.....	Beysseac.....	Corrèze.....	Feuillardières.....	2	24	62
24 février..	3 mars...	Saint-Nazaire.....	Loire-Inférieure.....	Charpentiers de navires.....	1	123	63
25 février..	1 ^{er} mars..	Montataire.....	Oise.....	Fondeurs.....	1	60	64
26 février..	.....	Saint-Igny-le-Petit.....	Ardenne.....	Fondeurs.....	1	76	65
27 février..	.....	Blois.....	Loir-et-Cher.....	Ouvriers en chaussures.....	1	22	66
28 février..	2 mars...	Marseillette.....	Aude.....	Ouvriers agricoles.....	"	"	67

GRÈVES COMMENCÉES

CAUSES DES GREVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
N FÉVRIER 1909. (Suite.)		
7 Demande de prolongation du temps de travail.....	Échec.	
8 Contre une modification au règlement d'atelier.....	Réussite.	
9 Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
0 Demandes : réintégration de 45 ouvriers; renvoi d'un contremaître.	Transaction.	
1 Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
2 Demande de réintégration d'un apprenti.....	.....	
3 Contestation relative au salaire.....	.....	
4 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
5 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
6 Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
7 Réduction de salaire.....	Transaction.	
8 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
9 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
0 Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
1 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
2 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
3 Demande de renvoi de 3 ouvriers.....	.....	
4 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
5 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
6 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
7 Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un piqueur; application intégrale du repos hebdomadaire.	Réussite.	
8 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
9 Demande : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier.	.....	
0 Demande de réintégration d'un rattacheur.....	.....	
1 Demande de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
2 Contestation relative au salaire.....	.....	
3 Demandes : réintégration de 4 ouvriers; renvoi d'un chef de chantier.	.....	
4 Demande de renvoi de 2 ouvriers.....	.....	
5 Demande : autorisation de percevoir des cotisations syndicales à l'atelier.	Transaction.	
6 Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
7 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
8 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
9 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
0 Demande de renvoi de 2 ouvriers.....	Échec.	
1 Demande de renvoi du directeur.....	Réussite.	
2 Demandes : augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces.	Réussite.	
3 Demande : droit pour l'ouvrier de disposer des déchets du travail.	.....	
4 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
5 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
6 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
7 Demandes : augmentation de salaire; diminution de la retenue pour l'assurance.	.....	
8 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
9 Demande de renvoi d'ouvriers non syndiqués.....	.....	
0 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
1 Demande de suppression d'un contremaître.....	Réussite.	
2 Contestation relative au salaire.....	.....	
3 Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
4 Demandes : renvoi d'un contremaître; repos le lundi.	Échec.	
5 Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
6 Demandes : réintégration de 7 ouvriers; renvoi d'un contremaître.	.....	
7 Contestation relative au salaire.....	Transaction.	

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

7 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en février, à la Direction du travail.

1° Grève des résiniers de Saint-Julien-en-Born (Landes). Les résiniers de Saint-Julien-en-Born au nombre de 167, ayant cessé le 1^{er} février à la suite du refus des patrons d'augmenter la part attribuée à l'ouvrier sur le prix de vente de la barrique de résine, le juge de paix est intervenu d'office. Un comité de conciliation s'est réuni le 15 février et 5 délégués représentant 17 propriétaires de la commune ont signé avec les délégués du syndicat des travailleurs des forêts et ouvriers agricoles de Saint-Julien-en-Born la convention collective suivante, qui a mis fin à la grève en ce qui concernait les 167 ouvriers occupés par lesdits propriétaires :

La part revenant aux résiniers sera payée par les propriétaires conformément aux tarifs ci-dessous, suivant le prix de la barrique de 340 litres qui sera établi pour chaque amasse par la vente des résines communales :

Jusqu'à 60 francs inclusivement, la moitié pour le résinier ;

Au-dessus de 60 francs, le résinier recevra en sus de la moitié ci-dessus le tiers de l'augmentation.

Il est donc entendu que si le prix de la résine communale dépasse 60 francs, le résinier recevra par barrique 30 francs plus le tiers de l'excédent.

En outre, un prélèvement fixe de 1 franc par barrique sur les prix ci-dessus fixés sera retenu par les propriétaires sur la part du résinier, qui n'aura rien à payer pour le transport de la résine.

Les prix de chaque vente communale s'appliqueront pour chaque amasse aux résines livrées aux usines pendant la semaine qui précèdera la vente et les deux semaines suivantes.

Néanmoins, pour la dernière amasse, ces délais seront prolongés jusqu'au 25 décembre.

Les paiements des résiniers se feront au plus tard un mois après les ventes communales, sauf pour la dernière amasse qui sera réglée du 1^{er} au 10 janvier.

Les résiniers s'engagent à faire 7 amasses, sauf dans les pins de moins de 25 ans.

Chaque amasse devra être commencée au plus tard le lendemain de la vente communale et se poursuivra progressivement de manière à être complètement terminée au plus tard le lundi de la seconde semaine qui suivra la vente, sauf pour la dernière amasse qui devra être achevée le 15 décembre.

Dès qu'il aura commencé l'amasse, le résinier devra prévenir le propriétaire au fur et à mesure que la résine sera disponible par quantité d'une barrique.

Le barras devra être fait à la cinquième amasse ainsi qu'à la septième.

Les résiniers s'engagent à ne résiner pour personne dans la commune à des prix inférieurs à ceux du présent contrat.

Le présent contrat s'applique aussi bien au résinage des pins mis en adjudication par l'État qu'à tous autres.

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

En cas d'impossibilité absolue par un syndiqué de faire son travail et de s'y faire remplacer par un membre de sa famille, le syndicat s'engage à assurer aux propriétaires la continuation du travail régulier des arbres pendant l'année. Il en est de même en cas de décès d'un syndiqué qui ne pourrait être remplacé par un membre de sa famille, et aussi en cas d'abandon complet du travail depuis 15 jours.

Le présent contrat est établi pour une durée de 10 années à partir du 17 janvier 1909.

Les propriétaires adhérents s'engagent, pour la présente année, à ne pas enlever aux résiniers les pins sur lesquels ces résiniers avaient des droits acquis au 18 janvier dernier.

Les propriétaires non présents et non représentés auront la faculté d'adhérer au présent contrat. Par le fait même de leur adhésion, ils renoncent à toute demande d'indemnité contre les résiniers pour retard dans le travail.

Les propriétaires présents et représentés ainsi qu'adhéreront ultérieurement,

D'une part,

Et le syndicat représenté par ses délégués,

D'autre part,

acceptent les clauses et conditions du contrat de métayage signé le 25 mars 1907. Ces conditions de métayage sont établies pour une durée de 10 années à partir du 11 novembre 1908.

2° Dans une grève de métallurgistes à Douai, les ouvriers ont adressé, le 6 février, un recours au juge de paix. Un comité de conciliation s'est réuni le 12; l'accord n'a pu se faire et les patrons ont refusé de recourir à l'arbitrage.

3° Dans une grève de vanniers à Saint-Malo et Saint-Servan (Ille-et-Vilaine) le juge de paix est intervenu d'office; un comité de conciliation s'est réuni les 6 et 7 février mais l'accord n'a pu se faire; et les 2 parties ont refusé de recourir à l'arbitrage.

4° Dans la grève des résiniers d'Azin et environs (Landes) sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 11 février, mais l'accord n'a pu se faire, 2 patrons seulement s'étant présentés et n'ayant pas voulu accepter les revendications ouvrières.

5° Dans une grève d'appréteurs à Roubaix (Nord) le juge de paix est intervenu le 6 février, mais par lettre en date du 8, le patron a décliné l'offre, le travail ayant été repris la veille.

6° Dans la grève des délainiers de peaux de moutons de Mazamet et environs (Tarn) le juge de paix est intervenu d'office le 15 février; le même jour les patrons ont fait connaître qu'ils refusaient de recourir à la conciliation.

7° Dans une grève de fileurs à Lys-les-Lannoy (Nord) les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 4 février; les patrons ont refusé le 6 de se rendre à la convention du juge de paix.

LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

DÉCLARÉES EN VERTU DE LA LOI DU 1^{ER} JUILLET 1901

SUR LE CONTRAT D'ASSOCIATION

AU 1^{ER} JANVIER 1908.

Par associations professionnelles on entend ici les associations ayant pour objet l'étude et la défense des intérêts professionnels de leurs membres. Ces associations peuvent se placer aujourd'hui soit sous le régime de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, soit sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association.

Avant la loi de 1901, les syndicats professionnels, grâce à la loi du 21 mars 1884, jouissaient, quant à leur formation, d'un régime d'exception. Alors que toutes les associations de plus de 20 personnes ne pouvaient se former qu'avec l'autorisation du Gouvernement et sous les conditions qu'il plaisait à l'autorité publique d'imposer à la société, les syndicats professionnels étaient dispensés d'autorisation; ils étaient seulement tenus de déposer leurs statuts et les noms de leurs administrateurs. Toutefois toutes les associations professionnelles ne pouvaient et ne peuvent encore aujourd'hui réclamer le bénéfice de la loi de 1884: d'après l'arrêt de la Cour de cassation du 27 juin 1885 le droit de former un syndicat est restreint à ceux qui, soit comme patrons, soit comme ouvriers ou salariés, appartiennent à l'industrie, à l'agriculture ou au commerce, à l'exclusion de toutes autres personnes ou de toutes autres professions. En vertu de cette interprétation, les médecins se sont vu refuser le droit de se syndiquer ⁽¹⁾. D'après un autre arrêt de la Cour de cassation du 14 mai 1908 ⁽²⁾, les associations formées entre personnes employées dans des professions étrangères les unes aux autres et entre les employés des administrations publiques ne rentrent pas dans les prévisions de la loi de 1884. La question de savoir si les ouvriers de l'Etat pouvaient réclamer le bénéfice de la loi de 1884 a été longtemps controversée; elle n'a été résolue administrativement par l'affirmative qu'à la suite d'un ordre du jour dans ce sens voté par la Chambre des députés le 22 mai 1894. Toutefois la délimitation entre les ouvriers de l'Etat des départements et des communes qui ont le droit de former des syndicats, et les employés des administrations publiques qui n'en ont pas le droit, n'a pas été jusqu'ici précisée ni par l'Administration, ni par la jurisprudence. Des questions d'espèce ont été seules tranchées. C'est ainsi qu'un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 8 juillet 1903 ⁽³⁾, confirmé par la Cour de Paris, a dénié aux égoutiers employés par la Ville de Paris le droit de former un syndicat; une circulaire du 12 janvier 1903, du Ministre de l'Intérieur, concertée avec les Ministres de la Justice et des Travaux publics a également refusé ce droit aux cantonniers ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Ce droit leur a été reconnu postérieurement par la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine.

⁽²⁾ Bull., juin 1908, p. 572.

⁽³⁾ Bull., septembre 1903, p. 741.

⁽⁴⁾ Bull., mars 1903, p. 235.

Avant la loi de 1901, les associations professionnelles, exclues du bénéfice de la loi de 1884, ne pouvaient se former sans l'autorisation du Gouvernement; quelques-unes avaient sollicité et obtenu cette autorisation, mais elles étaient très peu nombreuses⁽¹⁾. Depuis la loi de 1901, ces associations peuvent se constituer librement, sans autorisation. La loi de 1901, en effet, s'applique à toutes les associations de personnes formées dans un but licite autre que celui de partager des bénéfices. En particulier il a été reconnu implicitement par le Conseil d'État dans un arrêt récent que la loi de 1901 s'appliquait à tous les fonctionnaires sans distinction⁽²⁾.

Non seulement les associations professionnelles, autres que les syndicats, peuvent bénéficier de la loi de 1901, mais les syndicats eux-mêmes, c'est-à-dire les associations formées entre patrons ou ouvriers de la même profession pour la défense de leurs intérêts industriels, commerciaux ou agricoles, peuvent, à leur choix, se constituer en vertu de la loi de 1884 ou de la loi de 1901.

Le tableau suivant permet de comparer la situation des associations professionnelles, suivant qu'elles sont placées sous l'empire de l'une ou de l'autre loi :

LOI DU 21 MARS 1884 SUR LES SYNDICATS.

Les syndicats ne peuvent comprendre que des personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés.

Les syndicats ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux de leurs membres.

Les syndicats se constituent sans autorisation, mais doivent faire le dépôt de leurs statuts et des noms de leurs administrateurs à la mairie de la localité de leur siège et à Paris, à la préfecture de la Seine.

LOI DU 1^{er} JUILLET 1901 SUR LES ASSOCIATIONS.

Les associations peuvent se former entre toutes personnes.

Les associations peuvent avoir toute espèce de but licite autre que celui de partager des bénéfices.

Les associations peuvent se former librement, sans autorisation ni déclaration préalable. Seules les associations qui veulent jouir de la capacité juridique sont astreintes à une déclaration, qui consiste dans le dépôt des statuts et des noms des administrateurs à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où l'association a son siège; à Paris, à la préfecture de police.

⁽¹⁾ Après avoir provoqué, au début du XIX^e siècle, notamment à Paris, la création de groupements professionnels patronaux, dans la maçonnerie, la charpente, etc., l'Administration, à partir de 1830, s'était refusée à approuver les statuts qui lui furent présentés par ces mêmes groupements « parce que leurs prescriptions étaient prohibées par la loi de mars 1791; qui défend l'existence de tout syndicat ou corporation. » (Exposition Universelle de Paris de 1900. Chambres syndicales de la Ville de Paris et du département de la Seine... Historique des métiers composant ce groupe. Paris, 1900). Les associations professionnelles tant patronales et ouvrières, ne furent que tolérées jusqu'à la loi de 1884, et cette tolérance était éminemment précaire. On cite cependant quelques associations professionnelles régulièrement autorisées : la corporation des tisseurs de velours unis de Lyon (autorisation préfectorale du 21 février 1872, retirée le 20 janvier 1875), la société civile de prévoyance et de renseignements pour le travail des tisseurs de la fabrique lyonnaise (autorisation du 13 décembre 1871, rapportée le 23 avril 1874.) [Les associations professionnelles ouvrières, t. II, p. 274, 276, 281, 282]. — Depuis la loi du 21 mars 1884 et avant la loi de 1901 ont été notamment autorisées : l'Association générale des sous-agents des postes et télégraphes (fin 1900), l'Association générale des agents des postes et télégraphes (arrêté ministériel du 29 novembre 1900), l'Association fraternelle des receveuses et des dames employées des postes et télégraphes (arrêté ministériel du 15 janvier 1901), ainsi qu'un certain nombre d'Amicales d'instituteurs.

⁽²⁾ Voir ci-après, p. 294.

Les pièces déposées sont exemptes de timbres (Lettre du Ministre des Finances du 23 juillet 1884 ⁽¹⁾.)

Aucune autre publication n'est exigée.

Les administrateurs d'un syndicat doivent être Français et jouir de leurs droits civils. Mais les membres peuvent être en majorité étrangers.

Tous les syndicats peuvent ester en justice.

Les syndicats peuvent recevoir des dons et legs sans autorisation.

Les syndicats nomment les membres du Conseil supérieur du Travail.

Les syndicats régulièrement constitués peuvent constituer des unions à la condition de déposer les noms des syndicats qui les composent à la mairie de la localité de leur siège et, à Paris, à la préfecture de la Seine.

Ces unions ne peuvent posséder aucun immeuble, ni ester en justice.

Les infractions aux dispositions concernant la constitution, l'objet, la déclaration et la limitation de la capacité juridique des syndicats sont poursuivies contre les directeurs et administrateurs des syndicats et punies d'une amende de 16 à 200 francs.

Les pièces déposées et le récépissé qui en est délivré sont soumis au timbre de dimension (Arrêté du Ministre de l'Intérieur du 26 mars 1903 ⁽¹⁾.)

La déclaration doit être rendue publique dans le délai d'un mois par les soins des administrateurs au moyen d'une insertion au *Journal officiel*, contenant la date de la déclaration, le titre et l'objet de l'association, l'indication de son siège social. (Le coût de l'insertion est de 3 francs par ligne.)

Aucune condition de nationalité et de droits civils n'est exigée des administrateurs.

Les associations déclarées peuvent ester en justice.

Les associations déclarées ne peuvent acquérir en principe qu'à titre onéreux. Elles ne peuvent recevoir à titre gratuit que des subventions de l'État, des départements et des communes. Seules, les associations reconnues d'utilité publique par décret peuvent recevoir des dons et legs avec l'autorisation du Gouvernement.

Les unions d'associations ayant une administration ou une direction centrale sont soumises aux mêmes dispositions, pour leur constitution, que les associations. Elles déclarent en outre le titre, l'objet et le siège des associations qui les composent. Elles font connaître, dans les trois mois, les noms des associations adhérentes.

Les unions déclarées jouissent de tous les droits des associations déclarées.

Les infractions aux dispositions concernant la déclaration sont poursuivies contre les fondateurs, administrateurs et directeurs, et punies d'une amende de 16 à 200 francs, et, en cas de récidive, d'une amende double.

⁽¹⁾ Bull., mars 1904, p. 255.

Les tribunaux peuvent en outre prononcer la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions illégales d'immeubles.

Au cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualités des administrateurs, l'amende peut être portée à 500 francs.

Les tribunaux peuvent, en outre, prononcer la dissolution de l'association à la requête de tout intéressé et du Ministère public.

Les fondateurs, administrateurs et directeurs qui auraient maintenu ou reconstitué illégalement une association juridiquement dissoute sont punis d'une amende de 16 à 5,000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à un an.

Il est intéressant de rechercher combien d'associations professionnelles, depuis la promulgation de la loi de 1901, ont réclamé le bénéfice de cette loi. On ne peut naturellement atteindre que les associations professionnelles qui ont rendu publique leur constitution, c'est-à-dire les associations déclarées.

La statistique qui suit a été établie à l'aide du *Journal officiel*. On sait qu'aux termes du décret du 16 août 1901 les administrateurs ou directeurs des associations déclarées sont tenus de faire insérer dans le délai d'un mois au *Journal officiel* un extrait contenant la date de la déclaration, le titre et l'objet de l'association, ainsi que l'indication de son siège social.

On a donc relevé au *Journal officiel*, depuis la mise en vigueur de la loi du 1^{er} juillet 1901 jusqu'au 31 décembre 1907, toutes les insertions relatives aux associations ayant pour objet la défense des intérêts professionnels. N'ont pas été considérées comme telles et ont été laissées par suite en dehors de la statistique, bien qu'étant souvent formées entre membres d'une même profession, les associations exclusivement amicales ou mutuelles, les coopératives, les caisses de chômage, etc.

Le nombre total des associations professionnelles qui ont été retenues s'élève à 1,083 se répartissant ainsi par groupes et d'après l'année de leur déclaration.

	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	TOTAL.
	—	—	—	—	—	—	—	—
Associations patronales.....	8	41	58	69	70	50	81	377
Associations ouvrières.....	2	8	20	25	36	36	53	180
Associations mixtes.....	„	1	„	„	1	1	„	3
Fédérations patronales, ouvrières et mixtes.....	„	„	4	3	6	6	6	25
Associations d'employés d'administrations publiques.....	7	27	70	72	92	111	109	488
Fédérations d'associations d'employés d'administrations publiques.....	1	1	1	1	1	3	2	10
TOTAUX.....	18	78	153	170	206	207	251	1083

Il ne faudrait pas conclure de ces chiffres qu'au 1^{er} janvier 1908, il existât 1,083 associations professionnelles déclarées; il y a bien eu, du 1^{er} juillet 1901 au 31 décembre 1907, 1,083 déclarations d'associations professionnelles, mais il n'est pas possible de savoir combien, parmi ces associations, fonctionnaient encore au

31 décembre 1901; aucune disposition de la loi du 1^{er} juillet 1901, ni du décret du 16 août 1901 n'oblige les associations à rendre publique leur dissolution. D'autre part l'Administration ne procède pas chaque année, comme elle le fait pour les syndicats professionnels, à un recensement des associations existantes.

Agriculture, commerce et industrie privée.

Associations patronales. — On a classé dans cette catégorie toutes les associations formées entre personnes exerçant leur profession de façon indépendante, qu'elles emploient ou non du personnel. Ces associations sont au nombre de 377; elles se répartissent ainsi d'après la profession exercée par leurs membres et l'année de leur déclaration :

GROUPES PROFESSIONNELS.	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	TOTAL.
Agriculture, forêts, pêche.....	3	9	13	25	11	8	9	78
Alimentation.....	„	3	4	1	1	3	5	17
Industries chimiques, verre, papier..	1	„	1	„	„	„	2	4
Cuir.....	„	„	1	„	1	1	„	3
Textiles.....	„	1	1	1	„	„	„	3
Travail des étoffes.....	„	„	„	„	„	„	1	1
Bois.....	„	„	„	„	2	1	„	3
Métaux.....	„	„	1	2	1	„	2	6
Bâtiment.....	„	2	„	1	5	„	3	11
Transports.....	„	„	„	2	1	1	1	5
Commerce et industrie en général....	1	17	31	24	24	28	46	171
Professions libérales.....	3	9	6	13	24	8	12	75
TOTAUX.....	8	41	58	69	70	50	81	377

Dans les 78 associations du groupe « agriculture, forêts, pêche » figurent 36 sociétés de défense contre la grêle. Sous la rubrique « commerce en général » sont rangées toutes les associations formées entre des commerçants et industriels, sans spécification de profession, pour la défense ou le développement du commerce ou de l'industrie en général d'une localité ou d'une région déterminée.

Pour apprécier l'importance des 377 associations patronales déclarées en vertu de la loi du 1^{er} juillet 1901, il convient de rappeler qu'au 1^{er} janvier 1908 il existait 3,967 syndicats professionnels patronaux dans le commerce et l'industrie et que le nombre de ces syndicats, du 1^{er} janvier 1902 au 1^{er} janvier 1908, a augmenté de 1,358 unités. Quant aux syndicats agricoles, leur nombre a passé, dans le même laps de temps, de 2,375 à 4,423. Il n'est donc pas douteux que, pour la défense de leurs intérêts professionnels, les patrons du commerce et de l'industrie et les agriculteurs continuent à montrer une préférence marquée pour la loi du 21 mars 1884. Il y a lieu en outre de noter que le plus fort groupe de beaucoup des associations déclarées est formé par les 171 associations formées entre industriels et commerçants de profession non spécifiée, associations qui n'auraient pu se placer sous l'empire de la loi de 1884. Il en est de même de la plupart des associations formées entre personnes exerçant des professions libérales.

Associations ouvrières. — On a rangé dans cette catégorie toutes les associations formées entre ouvriers ou employés de l'agriculture, du commerce et de l'industrie

privée. Ces associations sont au nombre de 180; elles se répartissent ainsi d'après la profession de leurs membres et l'année de leur déclaration :

GROUPES PROFESSIONNELS.	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	TOTAL.
Agriculture, forêts, pêche.....	„	„	„	„	„	2	1	3
Mines, carrières, salines.....	„	„	„	„	1	„	„	1
Alimentation.....	1	1	1	2	8	8	9	30
Industries chimiques, verre, papier..	„	„	1	3	„	2	2	8
Textiles.....	„	„	„	„	„	„	1	1
Travail des étoffes.....	1	„	„	„	„	3	2	6
Bois.....	„	„	1	2	3	„	1	7
Métaux.....	„	1	„	2	4	3	2	12
Bâtiment.....	„	„	„	„	„	2	„	2
Transports.....	„	2	2	7	7	3	12	33
Commerce et industrie en général ⁽¹⁾ ..	„	1	4	2	6	3	5	21
Professions libérales.....	„	3	11	7	7	10	18	56
TOTAUX.....	2	8	20	25	36	36	53	180

Comme les patrons, les ouvriers et employés de l'agriculture, du commerce et de l'industrie privée continuent à préférer la loi de 1884 à celle de 1901. Que représentent en effet les 180 associations ouvrières déclarées en vertu de cette dernière loi de 1901 à 1907 en regard des 5,525 syndicats ouvriers qui existaient au 1^{er} janvier 1908 ? Même en ne tenant compte que des syndicats ouvriers nouveaux accusés par les statistiques de la Direction du travail, du 1^{er} janvier 1902 au 1^{er} janvier 1907, on arrive au chiffre de 1,846 qui est bien supérieur aux 180 associations déclarées.

Remarquons d'ailleurs que les associations qui figurent sous la rubrique « commerce et industrie en général » n'auraient pu bénéficier de la loi de 1884 comme n'étant pas formées entre ouvriers et employés de la même profession. D'autre part, la loi du 14 mars 1904 sur le placement en dispensant de l'autorisation les bureaux de placement gratuit fondés par les associations n'a pas été étrangère à la création d'un certain nombre d'associations professionnelles, notamment dans l'alimentation.

Associations mixtes. — Le *Journal officiel* n'a enregistré que 2 associations mixtes déclarées, 1 dans l'industrie du cuir (en 1906); 2 dans les professions libérales (en 1902 et en 1905).

Fédérations. — Les 25 fédérations d'associations patronales, ouvrières et mixtes, déclarées en vertu de la loi de 1901 se répartissent comme suit, d'après l'année de leur déclaration et le groupe professionnel auquel elles appartiennent :

GROUPES PROFESSIONNELS.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	TOTAL.
Agriculture, forêts, pêche.....	„	„	„	„	2	2
Bâtiment.....	2	„	2	„	„	4
Transports.....	„	1	2	2	2	7
Commerce et industrie en général.....	1	2	1	4	2	10
Divers.....	1	„	1 ⁽²⁾	„	„	2
TOTAUX.....	4	3	6	6	6	25

⁽¹⁾ Sous la rubrique « commerce et industrie en général », on a rangé les associations formées entre ouvriers et employés de profession non déterminée.

⁽²⁾ Bourse du travail libre.

Administrations publiques.

Les associations formées entre employés des administrations publiques forment la majorité des associations professionnelles déclarées en vertu de la loi de 1901. Rien de plus naturel, puisque ces associations ne peuvent se placer sous l'empire d'une autre loi. Toutefois les associations d'employés d'administrations publiques sont restées rares en 1901 et en 1902; elles ne se sont multipliées qu'à partir de 1903, comme l'indique le tableau suivant qui donne la répartition de ces associations d'après l'administration à laquelle elles se rattachent et la date de leur déclaration.

	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	TOTAL.
Administrations centrales de l'État...	"	"	"	7	10	6	6	29
<i>Ministère des Travaux publics :</i>								
Ponts et chaussées, mines, chemins de fer, etc.	"	3	3	2	11	11	7	37
Cantonniers.	"	2	31	7	8	4	3	55
Postes, télégraphes, téléphones.	"	1	6	4	1	2	9	23
<i>Ministère des Finances :</i>								
Percepteurs et contributions directes..	"	"	"	"	1	1	2	4
Contributions indirectes.	"	"	1	"	1	1	1	4
Douanes.	"	"	1	5	2	7	5	20
Divers (1)	1	"	1	1	"	4	1	8
<i>Ministère de l'Instruction publique :</i>								
Enseignement supérieur.	"	"	"	"	"	7	1	8
— secondaire.	"	"	2	12	7	1	3	25
— primaire.	2	11	11	14	32	22	11	103
Divers.	"	"	"	2	1	3	7	13
Ministère de la Guerre (2)	"	2	1	1	"	1	1	6
Ministère de la Marine.	"	"	8	2	"	"	3	13
Huissiers, greffiers.	"	1	"	1	"	3	6	11
Service pénitentiaire.	"	"	"	"	1	1	2	4
Algérie, colonies.	"	"	1	"	2	"	3	6
<i>Administrations départementales :</i>								
Personnel des préfectures.	"	1	"	"	"	3	3	7
<i>Administrations communales :</i>								
Employés de mairie.	"	"	"	1	9	3	"	13
Services municipaux.	"	"	1	"	1	5	8	15
Police municipale.	"	"	1	1	4	9	7	22
Octrois.	3	4	1	4	"	7	5	24
Hôpitaux, assistance publique.	"	"	"	5	"	6	8	19
Divers (3)	1	2	1	3	1	4	7	19
TOTAUX	7	27	70	72	92	111	109	488

(1) Receveurs buralistes (2), Tabacs (2), Monnaies (2), Caisse d'amortissement et des dépôts et consignations (2).

(2) Poudreries (3), Divers (3).

(3) Inspecteurs du travail (1), Journal officiel (1), etc.

Quant aux fédérations d'associations d'employés d'administrations publiques, on en compte 10 dont la déclaration a été enregistrée au *Journal officiel*. Elles se répartissent ainsi d'après l'administration à laquelle elles se rattachent :

	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	TOTAUX.
Administrations centrales.....	„	„	„	1	„	1	„	2
Cantonniers.....	„	„	„	„	„	„	1	1
Postes, télégraphes, téléphones.....	„	„	„	„	1	„	„	1
Octrois.....	1	1	1	„	„	„	1	4
Divers.....	„	„	„	„	„	2	„	2

Il est intéressant de rapprocher des associations formées entre employés d'administrations publiques les syndicats formés entre ouvriers et employés de l'État, des départements et des communes. Voici la liste de ces syndicats :

Allumettes (ouvriers des).....	6
Assistance publique.....	4
Arts et Métiers (ouvriers des écoles d').....	1
Chemins de fer de l'État.....	2
Guerre [personnel des établissements de l'artillerie (33), du génie (1), des magasins centraux (3), des poudreries (17) et autres établissements et services militaires (13), ouvriers de l'école de pyrotechnie (1)].....	68
Lycées [agents de service (1) et surveillants (1)].....	2
Marine [ouvriers des arsenaux (5), travailleurs des ports de guerre (5), personnel administratif d'arrondissement maritime (1), employés de l'inscription maritime (1)].....	12
Monnaies (ouvriers des).....	1
Postes, télégraphes et téléphones [ouvriers (12) et ouvriers des lignes télégraphiques et téléphoniques (4)].....	16
Tabacs [ouvriers (42) et préposés (6)].....	48
Travailleurs municipaux [travailleurs municipaux (21), cantonniers (11), voie publique (1), voirie (6), surveillants de travaux (1)].....	40
Trésoreries générales (employés des).....	2
TOTAL.....	202

Ces syndicats ont formé 8 fédérations : la fédération nationale du personnel civil des établissements militaires de la Guerre, siégeant à Saint-Étienne (26 syndicats), la fédération nationale des employés civils des établissements et services militaires de la Guerre, siégeant à Puteaux (30 syndicats); la fédération ouvrière des poudreries et raffineries, siégeant à Saint-Médard-en-Jalle (12 syndicats), la fédération des ouvriers d'art des poudreries et raffineries, siégeant à Angoulême (7 syndicats); la fédération nationale des travailleurs réunis des arsenaux de la Marine de l'État, siégeant à Toulon (9 syndicats); la fédération nationale des ouvriers et ouvrières des manufactures des tabacs, siégeant à Paris (24 syndicats); la fédération nationale des ouvriers et ouvrières des manufactures d'allumettes, siégeant à Aubervilliers (6 syndicats). L'Union fédérative des travailleurs de l'État englobe toutes ces fédérations, sauf celles des employés civils des établissements et services militaires de la Guerre et des ouvriers d'art des poudreries; elle comprend en outre le syndicat national des ouvriers des postes, télégraphes et téléphones, l'Union syndicale des ouvriers main d'œuvre des postes, télégraphes et téléphones, le syndicat des ouvriers des monnaies, le syndicat des agents de service des lycées.

Notons qu'un certain nombre de groupements d'employés d'administrations publiques, qui s'étaient d'abord formés en vertu de la loi de 1884, se sont placés ultérieurement sous l'empire de la loi de 1901. C'est ce qu'ont fait un assez grand nombre de syndicats de cantonniers à la suite de la circulaire précitée du 12 janvier 1903; tout récemment, l'Association syndicale professionnelle des agents secondaires de l'Administration centrale de la Marine a imité cet exemple.

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

PENDANT L'ANNÉE 1905⁽¹⁾.

Il y a trois sortes de sociétés de secours mutuels : les sociétés libres, les sociétés approuvées et les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique.

Les sociétés de secours mutuels approuvées diffèrent des sociétés libres en ce qu'elles ont fait approuver leurs statuts par arrêté ministériel. Cette approbation leur donne droit à certains avantages. Tandis que les sociétés libres ne peuvent recevoir que des dons et legs mobiliers et n'acquérir que les immeubles affectés à leurs services, les sociétés de secours mutuels approuvées ont, sous la réserve de l'autorisation du Conseil d'État, la capacité de recevoir des dons et legs immobiliers et de plus de posséder et d'acquérir, de vendre et d'échanger des immeubles jusqu'à concurrence des trois quarts de leur avoir. Quant aux sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique, elles jouissent de tous les avantages accordés aux sociétés approuvées. Elles peuvent, en outre, posséder et acquérir, vendre et échanger des immeubles dans les conditions déterminées par le décret les déclarant d'utilité publique. Dans les données statistiques qui suivent, les sociétés reconnues d'utilité publique sont confondues avec les sociétés approuvées.

D'autre part, de nombreuses faveurs sont accordées aux sociétés approuvées et aux sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique : leurs actes sont exempts de timbre et d'enregistrement, les communes sont tenues de leur faire certaines fournitures et elles bénéficient de majorations de pensions, de bonifications d'intérêt et de subventions⁽²⁾.

Un certain nombre de sociétés se distinguent soit par le but qu'elles poursuivent soit par le mode de recrutement de leurs membres. Telles sont les sociétés de secours mutuels dites de mutualité maternelle qui luttent contre la mortalité infantile; les sociétés de secours mutuels scolaires qui s'adressent aux enfants des écoles; les sociétés de secours mutuels que les syndicats professionnels peuvent constituer dans leur sein et avec leurs éléments et enfin toutes les sociétés de secours mutuels qui viennent d'être créées dans l'armée.

⁽¹⁾ D'après le *Compte rendu des opérations effectuées par les sociétés de secours mutuels pendant l'exercice 1905*, présenté à M. le Président de la République par M. René Viviani, ministre du Travail, extrait du *Journal officiel* du 7 novembre 1908. — Voir pour 1904, *Bulletin*, 1909, page 31.

⁽²⁾ Les sociétés libres reçoivent cependant des subventions départementales et communales.

Au 31 décembre 1905, il existait en France 18,176 sociétés de secours mutuels, dont 14,955 approuvées ou reconnues comme établissements d'utilité publique ⁽¹⁾ et 3,221 sociétés libres. Au 31 décembre 1904, on comptait en tout 17,232 sociétés, dont 14,011 sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique, et 3,221 sociétés libres.

Le nombre des sociétés libres qui ont demandé en 1905 leur transformation en sociétés approuvées a été de 116; il y en avait eu 126 en 1904, 134 en 1903, 112 en 1902, 121 en 1901, 178 en 1900, 55 en 1899, 30 en 1898, 24 en 1897, 29 en 1896.

Le tableau ci-dessous montre la progression du nombre des sociétés approuvées ou reconnues et des sociétés libres depuis 1852 :

	SOCIÉTÉS approuvées ou reconnues.	SOCIÉTÉS libres.
1852.....	50	2,438
1860.....	2,514	1,738
1870.....	4,279	1,509
1880.....	4,790	1,987
1890.....	6,674	2,470
1900.....	10,804	3,187
1901.....	11,719	3,153
1902.....	12,379	3,189
1903.....	13,075	3,203
1904.....	14,011	3,221
1905.....	14,955	3,221

Sur les 18,176 sociétés existantes en 1905, 17,216 ont fait parvenir au ministère de l'Intérieur le compte de leurs opérations.

Voici quel était l'effectif de ces 17,216 sociétés au 31 décembre 1905 :

		NOMBRE de sociétés ayant fourni des renseigne- ments.	NOMBRE de membres honoraires.	NOMBRE de membres participants.	TOTAUX.
		—	—	—	—
Sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique	d'adultes	12,218	367,188	2,541,175	2,908,363
	scolaires	2,015	47,200 ⁽²⁾	608,009	715,209
Sociétés libres		2,983	35,764	425,626	461,390
TOTAUX		17,216	450,152	3,634,810	4,084,962

⁽¹⁾ Le nombre des sociétés reconnues d'utilité publique est de 20. Les sociétés scolaires, qui sont comprises dans les sociétés approuvées sont au nombre de 2,224.

⁽²⁾ Dont 387,273 garçons et 280,736 filles.

Le personnel moyen est de 238 membres, dont 30 honoraires et 208 participants, pour les sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique d'adultes; de 355 membres dont 23 honoraires et 332 participants pour les sociétés scolaires; et de 155 membres, dont 12 honoraires et 143 participants pour les sociétés libres. La proportion du nombre des membres honoraires par rapport au nombre total des membres est de 12.62 p. 100 pour les sociétés approuvées d'adultes, de 6.59 pour les sociétés scolaires et de 7.75 pour les sociétés libres.

Le tableau suivant indique le mouvement du personnel dans les différentes sortes de sociétés au 31 décembre de chacune des années 1871, 1880, 1890, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905:

	SOCIÉTÉS APPROUVÉES ou reconnues d'utilité publique ⁽¹⁾ .			SOCIÉTÉS LIBRES.		
	nombre de sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.	membres	membres	nombre de sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.	membres	membres
		honoraires.	participants.		honoraires.	participants.
1871.....	"	96,885	489,006	"	11,042	194,968
1880.....	4,730	129,857	640 613	"	18,179	279,045
1890.....	6,433	179,197	884,604	2,303	25,102	320,112
1901.....	9,661	281,569	1,525,875	2,928	34,220	365,607
1902.....	10,239	297,797	1,689,382	2,951	37,705	384,187
1903.....	10,776	313,455	1,770,772	2,960	36,224	403,678
1904.....	11,451	341,247	2,037,077	2,977	36,371	419,910
1905.....	12,218	367,188	2,541,175	2,983	35,764	425,626

STATISTIQUE DE LA MORBIDITÉ ET DE LA MORTALITÉ.

Le nombre des journées de maladie ayant donné lieu en 1905 à une indemnité pécuniaire s'est élevé à 7,254,003 pour 327,952 malades dans 6,072 sociétés approuvées d'adultes; à 1,667,347 pour 73,756 malades dans les sociétés scolaires, et à 1,552,858 pour 77,323 malades dans les sociétés libres.

Le nombre moyen de journées payées par malade ⁽²⁾ ressort à 22 fr. 12 en ce qui concerne les sociétés approuvées d'adultes; à 22 fr. 60 en ce qui concerne les sociétés scolaires; à 20 fr. 08 dans les sociétés libres.

Dans les sociétés approuvées d'adultes, 26,240 membres ont été signalés comme décédés au cours de l'année 1905; parmi eux, 20,360 ont donné lieu au paiement d'indemnités funéraires. Dans les sociétés scolaires, 1,450 membres ont été signalés comme décédés en 1905; des frais funéraires n'ont été payés que pour 200 d'entre eux. Dans les sociétés libres, 5,101 membres ont été signalés comme décédés en 1905; des frais funéraires ont été payés pour 3,220 d'entre eux.

⁽¹⁾ Non compris les sociétés scolaires, dont le développement est tout récent. En 1896, on n'en comptait que 21, il y en avait 55 en 1897, 181 en 1898; c'est à partir de cette époque qu'elles se sont multipliées, leur nombre total a passé successivement à 768 en 1899, 1,389 en 1900, 1,758 en 1901, 1,895 en 1902, 1,997 en 1903, 2,119 en 1904 et 2,224 en 1905.

⁽²⁾ Ces nombres ont été obtenus en divisant le nombre de journées de maladie payées par le nombre de bénéficiaires.

RECETTES ET DÉPENSES.

Le tableau suivant donne pour 1905 la répartition des recettes dans chaque catégorie de sociétés de secours mutuels, en ce qui concerne les sociétés qui ont fourni le compte rendu de leurs opérations :

NATURE DES RECETTES.	SOCIÉTÉS approuvées d'adultes.	SOCIÉTÉS scolaires.	SOCIÉTÉS libres.
Cotisations des membres { honoraires..	3,682,740 ^f 00 ^c	132,603 ^f 00 ^c	485,210 ^f 00 ^c
{ participants.	28,389,582 00	3,145,948 00	5,622,964 00
{ enfants.....	"	"	"
Subventions, dons et legs.....	3,048,392 00	161,764 00	1,566,562 00
Intérêts des fonds placés.....	6,740,137 00	153,953 00	1,557,549 00
Recettes diverses.....	5,219,499 00	156,512 00	1,219,801 00
TOTAUX.....	<u>47,080,350 00</u>	<u>3,749,780 00</u>	<u>10,452,086 00</u>

Les cotisations des membres participants entrent, dans le total des recettes, pour une proportion qui s'élève à 60.30 p. 100 pour les sociétés approuvées d'adultes, à 83.89 p. 100 pour les sociétés scolaires et à 53.79 p. 100 pour les sociétés libres.

Les dépenses correspondantes dans les trois catégories de sociétés de secours mutuels en 1905 sont données dans le tableau qui suit :

NATURE DES DÉPENSES.	SOCIÉTÉS approuvées d'adultes.	SOCIÉTÉS scolaires.	SOCIÉTÉS libres.
Honoraires des médecins.....	4,414,884 ^f 00 ^c	9,075 ^f 00 ^c	607,406 ^f 00 ^c
Frais pharmaceutiques.....	5,401,948 00	8,191 00	718,194 00
Indemnités de maladie.....	9,316,206 00	765,407 00	2,312,769 00
Frais funéraires.....	1,516,675 00	3,580 00	222,575 00
Assurance aux décès.....	187,640 00	"	"
Secours aux veuves et aux orphelins...	1,097,611 00	"	490,648 00
Secours aux vieillards, aux infirmes et incurables.....	630,553 00	"	191,679 00
Pensions.....	4,749,822 00 ⁽¹⁾	"	1,311,738 00 ⁽²⁾
Versements faits sur livrets individuels.	"	1,606,497 00	"
Versements au fond commun de retraites.....	4,655,047 00	491,911 00	"
Frais de gestion.....	1,927,458 00	131,729 00	409,934 00
Dépenses diverses.....	3,045,966 00	189,741 00	1,042,071 00
TOTAUX.....	<u>36,943,810 00</u>	<u>3,206,131 00</u>	<u>7,367,014 00</u>

Les trois premiers articles représentent ensemble les dépenses de maladie. Ces frais s'élèvent à 51.78 p. 100 des dépenses totales pour les sociétés approuvées d'adultes, à 24.41 pour les sociétés scolaires, et à 49.38 pour les sociétés libres.

⁽¹⁾ Pensions et suppléments de pensions payés sur les fonds libres.

⁽²⁾ Pensions viagères de retraites.

Cette proportion était, en 1904, de 52.04 pour les sociétés approuvées d'adultes, de 23.72 pour les sociétés scolaires et de 41.98 pour les sociétés libres.

Quant aux frais de gestion, ils entrent dans le total des dépenses dans la proportion de 5.22 p. 100 pour les sociétés approuvées d'adultes, de 4.11 p. 100 pour les sociétés scolaires et de 5.56 p. 100 pour les sociétés libres. Ces proportions étaient en 1904 de 5.20 pour les premières, de 4.55 pour les secondes et de 6.60 p. 100 pour les dernières.

Le montant moyen de l'indemnité de maladie s'est élevé : dans les sociétés approuvées d'adultes, à 28.40 par malade et à 1.28 par jour de maladie ; dans les sociétés scolaires à 10 fr. 37 par malade, à 0 fr. 46 par jour de maladie ; dans les sociétés libres, à 29 fr. 91 par malade et à 1 fr. 49 par jour de maladie.

Des secours aux veuves et aux orphelins, en cas de décès des membres participants, ont été alloués, en 1905, par 1,602 sociétés approuvées d'adultes ; ces secours ont été répartis pour 924,835 francs entre 8,577 veuves et pour 172,776 francs entre 2,152 orphelins. Dans les sociétés libres, 2,126 veuves ou orphelins ont été secourus et ont reçu 490,648 francs.

1,183 sociétés approuvées d'adultes ont distribué 425,794 francs à de vieux sociétaires, au nombre de 7,605 (moyenne par vieillard, 55 fr. 98). 1,231 sociétés approuvées d'adultes ont distribué 204,759 francs à des infirmes au nombre de 3,567 (moyenne par infirme, 57 fr. 40).

Dans les sociétés libres, 1,463 vieillards ont été secourus et ont reçus 146,611 francs (moyenne par vieillard 100 fr. 21) ainsi que 887 infirmes qui ont reçu 45,068 francs (moyenne par infirme, 50 fr. 80).

La moyenne des indemnités pour frais funéraires ressort par décès ayant donné lieu à une indemnité, à 74 francs dans les sociétés approuvées d'adultes, à 17 fr. 90 dans les sociétés scolaires et à 69 fr. 12 dans les sociétés libres.

FONDS DE RETRAITES ET PENSIONS.

Au 31 décembre 1905, 6,941 sociétés approuvées (adultes et scolaires), possédaient à la Caisse des dépôts et consignations un fonds commun de retraites dont le montant total s'élevait à 196,091,098 fr. 95. Au 31 décembre 1904, il était de 185,410,756 francs pour 6,631 sociétés. Si l'on compare le chiffre de 6,941 sociétés au nombre indiqué plus haut des sociétés approuvées ayant adressé à l'administration leurs états statistiques, on constate que 48.76 p. 100 de ces associations possèdent un fonds commun de retraites.

En 1905, 3,970 sociétés sur les 6,941 sociétés ayant un fond commun ont effectué à leur fonds commun de retraites des versements dont le montant total est de 5,146,958 fr. 40. Les dons et legs affectés au fond commun ont atteint, la même année, le chiffre de 339,281 francs. D'autre part, conformément à l'arrêté du 28 avril 1900, il a été versé par les soins de la Caisse des dépôts, en 1905, au crédit du compte fonds de retraite des sociétés approuvées ayant effectué des versements à ce compte en 1904, des subventions proportionnelles à ces versements pour la somme de 2,175,317 francs. Enfin, en vertu de la loi du 20 juillet 1895, les 3/5 des fonds prescrits au 1^{er} janvier 1905 à l'égard des déposants des caisses d'épargne, soit 115,128 fr. 18, ont été répartis, en 1905, entre les sociétés approuvées possédant un fonds commun de retraites.

Au 31 décembre 1905, le nombre des pensionnaires payés sur le fonds commun par l'intermédiaire de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse s'élevait à 53,128 contre 51,010 au 31 décembre 1904.

Le montant des arrérages payés en 1905 sur le fonds de retraites atteint le

chiffre de 3,797,997 contre 3,724,629 en 1904, y compris les bonifications accordées par l'État.

Il en résulte que l'arrérage moyen par pensionné, servi sur le fonds commun de retraites, a été en 1905 de :

$$\frac{3,797,997}{\frac{1}{2}(53,128 + 51,010)} = 72 \text{ fr. } 94.$$

Les pensions servies directement à l'aide des intérêts du fonds commun s'élevaient, au 31 décembre 1905, à 17,429 (contre 15,509 en 1904) d'un montant total de 1,401,624 fr. 50, soit 85 fr. 11 par pension. D'autre part, il a été payé sur les fonds libres 61,083 pensions (contre 55,339 en 1904), dont le montant a atteint 4,318,166 francs, soit 74 fr. 18 par pension.

En 1905, les sociétés libres ont servi 8,490 pensions, dont le montant total s'élevait à 1,311,738 francs. En 1904, 265 sociétés avaient servi 9,124 pensions dont le montant total s'élevait à 1,276,296 francs.

.....
 AVANTAGES CONSENTIS PAR L'ÉTAT, LES DÉPARTEMENTS ET LES COMMUNES
 AUX SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS APPROUVÉES ET LIBRES.

Les subventions accordées par l'État en 1905 aux sociétés de secours mutuels se décomposent comme suit :

Subventions aux sociétés qui ne constituent pas de retraites.....	281,943 ^f 00
Subventions aux sociétés qui n'ont effectué aucun versement pour les re- traites au cours de l'année précédente.....	149,141 50
Subventions	
spécialement { Subventions aux sociétés possédant un fonds de retraite..	2,175,317 00
{ Bonifications d'intérêts ⁽¹⁾	1,323,788 00
affectées { Subventions provenant des fonds prescrits des caisses	
aux { d'épargne	115,128 18
retraites. { Subventions aux sociétés utilisant le livret individuel....	588,760 00
TOTAL.....	<u>4,634,077 68</u>

On peut signaler en outre les subventions suivantes accordées aux sociétés de secours mutuels par les départements et les communes :

Subventions départementales.. {	aux sociétés approuvées.....	280,085 ^f 12
	aux sociétés libres.....	9,505 03
Subventions communales..... {	aux sociétés approuvées.....	702,138 20
	aux sociétés libres.....	53,480 74
TOTAL.....		<u>1,045,209 09</u>

Soit un total de 5,679, 286 fr. 77 de subventions, tant de l'État que des départements et des communes.

⁽¹⁾ Ces bonifications d'intérêts ont pour but de couvrir la différence entre le taux normal de la caisse des dépôts et consignations et le taux de 4.50 p. 100 assuré aux sociétés de secours mutuels approuvées, pour les capitaux placés par elles à cette caisse, en comptes fonds de retraites ou en comptes-courants.

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1905.

A la fin de décembre 1905, les sociétés approuvées ou reconnues d'adultes et scolaires possédaient 382,113,842 francs, savoir : au fonds de réserve (capitaux placés soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit aux caisses d'épargnes, ou détenus par les trésoriers) 186,022,744 francs et au fonds de retraites 196,091,098 francs, ce qui constitue pour l'ensemble une augmentation de 22,321,257 francs sur l'exercice 1904.

Enfin, le capital des sociétés libres se montait, à la même date (31 décembre 1905), à 46,705,199 francs, soit une augmentation de 858,355 francs sur l'exercice précédent.

L'avoir total de l'ensemble des sociétés ayant fourni leurs états est donc de 428,819,041 francs, se décomposant ainsi :

Sociétés approuvées ou reconnues d'adultes.....	373,722,971 ^f 38
Sociétés scolaires	8,390,871 57
Sociétés libres.....	46,705,199 00
TOTAL	428,819,041 95

LE TRAVAIL DANS LES PRISONS

ET AUTRES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

EN 1906 ⁽¹⁾.

Le tableau suivant donne, pour les diverses catégories d'établissements pénitentiaires : 1° le nombre moyen des travailleurs en 1906 ainsi que leur proportion avec la population moyenne détenue dans ces établissements; 2° le nombre de journées de travail effectuées ainsi que leur proportion avec le nombre total des journées de détention :

CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE d'établisse- ments.	NOMBRE moyen de travailleurs.	PROPORTION p. 100 du nombre des détenus.	NOMBRE de journées de travail.	PROPORTION p. 100 des journées de détention.
Maisons centrales :					
Hommes	9	4,432	86	1,356,210	72
Femmes	2	463	87	141,741	73
Pénitenciers agricoles (hommes)	2	301	94	65,767	79
Maisons d'arrêt.....	365	10,223	70 ⁽²⁾	2,905,278	41
Établissements d'éducation cor- rectionnelle :					
Garçons.....	15	2,171	90 ⁽²⁾	664,045	71
Filles.....	10	435	96 ⁽²⁾	133,126	72

Les maisons centrales et les pénitenciers agricoles sont affectés, en principe, à l'exécution des longues peines, c'est-à-dire aux peines de détention et de réclusion, ainsi qu'aux peines d'emprisonnement excédant un an. Les détenus à l'emprisonnement correctionnel jusqu'à un an forment, avec les prévenus, la population proprement dite des maisons d'arrêt, de justice et de correction. Quant aux établissements d'éducation correctionnelle, ils reçoivent quatre catégories de pupilles : 1° les acquittés, considérés comme ayant agi sans discernement, mais placés pour un certain nombre d'années sous la tutelle de l'Administration ; 2° les pupilles de l'Assistance publique qui ont été envoyés en correction par les tribunaux civils pour des actes d'immoralité, de violences ou de cruauté ; 3° les condamnés pour deux ans et moins, et plus de deux ans (art. 67 et 69, C. pén.) ; 4° les enfants envoyés en correction par l'autorité paternelle.

Maisons centrales et pénitenciers. — Dans les maisons centrales et les pénitenciers les travaux se divisent, au point de vue de leur nature en deux grandes catégories :

1° Les travaux qui ont pour objet le service propre de l'établissement ; service

⁽¹⁾ D'après la *Statistique pénitentiaire pour l'année 1906*, exposé général sur la situation des services et des divers établissements, présenté à M. le Ministre de l'Intérieur, par M. Schrameck, directeur de l'administration pénitentiaire, Melun, imprimerie administrative, 1908.

⁽²⁾ Au 31 décembre 1906.

intérieur économique ou agricole, entretien des bâtiments composant la maison centrale ou le pénitencier agricole, travaux divers;

2° Les travaux industriels proprement dits ou, pour les pénitenciers agricoles, les travaux d'exploitation.

En 1906, le régime de l'entreprise générale industrielle a été en vigueur une partie de l'année à Thouars, en ce qui concerne les hommes et toute l'année à Rennes, en ce qui concerne les femmes; dans les autres maisons centrales et dans les pénitenciers la main-d'œuvre des détenus était exploitée en régie, soit directement par l'État, soit par l'intermédiaire des confectionnaires.

Parmi les industries exploitées en régie directement par l'État, il faut citer comme ayant donné d'excellents résultats : l'imprimerie à Melun, le tissage des couvertures militaires à Fontevault, la fabrication des brosses pour militaires à Poissy.

Par ordre d'importance les industries exploitées sont : la serrurerie, quincaillerie, etc. (307,133 fr. 71), la cordonnerie (217,491 fr. 37), la menuiserie, ébénisterie, fabrique de chaises, etc. (134,529 fr. 75), la fabrication des boutons (134,104 fr. 02); l'imprimerie (114,882 fr. 51).

Maisons d'arrêt. — Les travaux exécutés dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction, peuvent être également divisés en travaux ayant pour objet le service intérieur de l'établissement et en travaux industriels proprement dits. Pour ces derniers le régime de l'entreprise est la règle; la main-d'œuvre des détenus n'est exploitée en régie que dans les maisons du département de la Seine.

Par ordre d'importance les industries exploitées dans les maisons d'arrêt sont : la chaussonnerie (235,549 fr.); les papiers (découpage, pliage, etc.) (141,986 fr.); les agrafes, aiguilles, etc. (88,231 fr.); la couture, lingerie, etc. (96,318 fr.); la serrurerie, quincaillerie, etc. (81,380 fr.); la brosserie (78,099 fr.); le cartonnage (59,027 fr.).

Établissements d'éducation correctionnelle. — Les pupilles de ces établissements sont occupés soit aux services économiques, soit aux travaux agricoles, soit aux travaux industriels.

La proportion des détenus occupés à chacune de ces catégories de travaux à la fin de l'année 1906 est la suivante :

	GARÇONS.	FILLES.
Services économiques.....	12	21
Agriculture.....	50	12
Industrie.....	38	67
TOTAL.....	<u>100</u>	<u>100</u>

Dans ces établissements les pupilles sont occupés exclusivement dans l'établissement ou ses annexes. Il n'y a qu'une exception : la Société pour le patronage des jeunes détenus et des jeunes libérés du département de la Seine occupe tous ses pupilles (21) à titre de louage d'ouvrage chez des particuliers.

PRODUIT DU TRAVAIL.

Le tableau suivant donne, pour chacune des catégories d'établissements pénitentiaires, sauf pour les établissements d'éducation correctionnelle, pour lesquels la

statistique pénitentiaire ne donne pas ces renseignements, le produit général du travail et la moyenne par journée de travail, gratifications comprises :

CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS.	PRODUIT GÉNÉRAL du travail.	PRODUIT par journée de travail.
Maisons centrales :		
Hommes	1,750,747 ^f 80	1 ^f 2909
Femmes	127,700 27	0 9008
Pénitenciers agricoles (hommes)	54,745 60	0 8323
Maisons d'arrêt :		
Hommes	1,679,450 01	0 59
Femmes		0 48

Les industries dont l'exploitation a donné le rendement moyen par journée de travail le plus élevé sont les suivantes pour les maisons centrales d'hommes :

Cordonnerie (régie directe), Clairvaux, Melun	2 ^f 2777
Tailleurs (régie directe), Clairvaux, Fontevault, Melun	2 1118
Imprimerie (régie directe), Melun	2 0880
Sommiers métalliques (confectionnaire), Melun	2 0372
Meubles et lits en fer (confectionnaire), Clairvaux, Loos, Melun, Poissy	1 9962
Chaises bois (confectionnaire), Nîmes, Poissy	1 8832
Meubles et lits en fer (régie directe), Melun	1 8762

Pour les maisons centrales de femmes ce sont les suivantes :

Cartonnage (entreprise générale), Rennes	1 ^f 2503
Faux-cols et manchettes (entreprise générale), Rennes	1 0251
Bonneterie (confectionnaire), Montpellier	0 7349
Lingerie pénitentiaire (régie directe), Montpellier	0 6439

Dans les exploitations agricoles des pénitenciers le rendement moyen journalier a été de 0 fr. 7968.

Le tableau suivant donne le détail des travaux exécutés tant dans les maisons centrales que dans les maisons d'arrêt, avec l'indication de leur produit :

DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	PRODUIT DU TRAVAIL (GRATIFICATIONS COMPRIS) dans les	
	maisons centrales.	maisons d'arrêt.
	fr. c.	fr. c.
Abat-jour	23,394 09	"
Agrafes, Aiguilles, Épingles, Épinglettes, Chaines, Chainettes, Chapelets, Perles	"	88,231 32
Allumettes, Veilleuses, Bouchons, Boîtes d'allumettes et Boîtes à fromage ..	"	5,666 21
Boissellerie	7,490 61	"
Bonneterie, Bas, Chaussettes et Tricotage de bas	9,091 65	1,123 65
Boutons	134,104 02	548 06
Broderie, Dentelles, Fleurs, Ganterie, Passementerie, Plumes	"	26,674 29
Brosserie, Plumeaux, Balais, Bois de brosses	83,597 00	78,099 93
Cardage, Dévidage, Bobinage, Moulinage, Étope, Épluchage, Triage de laine, soie, coton, crin, plumes, Filoches, Délissage de chiffons, Echarpillage de crin ..	21,139 39	66,072 32
Cartonnage, Boîtes en carton à bougies, à allumettes, Ballons, Jouets d'enfants, Étiquettes	2,303 10	59,027 93

DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	PRODUIT DU TRAVAIL (GRATIFICATIONS COMPRISSES) dans les	
	maisons centrales.	maisons d'arrêt.
Chaines d'ornement	19,392 26	"
Chapellerie	"	6,118 29
Chaussonnerie	43,112 44	235,549 81
Copies	"	26,433 83
Corderie, Filets, Emouchettes, Collets, Muselières	11,193 99	35,512 26
Cordonnerie et Piquage	217,491 37	25,658 95
Corroierie, Sellerie, Cuir artificiels	"	18,912 87
Corsets (Fabrication et Dépeçage)	68,963 58	10,796 11
Couture, Lingerie, Ravaudage, Raccommode de sacs	2,068 15	96,318 39
Découpage de papier, Papeterie, Imagerie, Sacs en papier, Pliage d'imprimés	8,514 46	141,986 14
Ebénisterie, Menuiserie, Tourneurs, Tonneliers, Sabotiers, Galoches, Caisses en bois, Fabrication de chaises autres qu'en fer, Rateaux	134,529 75	49,881 08
Enveloppes de bouteilles	"	16,495 03
Échalas, Margotins, Ligots et Fagots	"	12,282 30
Espadrilles et Sandales	27,835 10	24,152 35
Emboutissage	40,218 45	"
Faut-cols et manchettes (Couture et repassage de)	76,843 89	"
Filature de laine, chanvre, coton et soie	"	7,418 06
Horlogerie, Bijouterie	"	5,828 88
Imprimerie	114,882 51	"
Marbrerie, Sculpture, Ouvrages en plâtre, Mosaïque, Gravure	"	6,031 62
Parapluies et Cannes	"	2,146 25
Pipes	4,330 56	"
Sacs en toile	15,512 38	"
Sommiers métalliques	22,150 74	"
Serrurerie, Quincaillerie, Coutellerie, Ferblanterie, Chaudronnerie, Cheville-rie, Blanchisserie de limes, Articles de ménage, Couverts, Cages, Paniers, Chaises et lits en fer, Meubles et lits en fer, Meubles de jardin, Treillage de fil de fer et cuivre, Ouvrage en fer et en fil de fer, Jalousies en fer. Tailleurs	307,133 71	81,380 47
Tissage de fil, coton, laine et soie	53,733 12	2,238 63
Toiles et tissus métalliques, Cribles, Bourses en métal	54,092 00	5,560 21
Tresses de paille, Jute, Cabas, Paillassons, Sparterie, Empaillage de chaises, Nattes en cheveux et en paille	77,329 92	57,967 59
Triage de légumes, noix, moutarde, café, Cassage de noix et d'amandes	35,177 70	61,274 74
Vannerie, pelage d'osier, Liens en rotin et autres, Tressage de jones, cannage. Verre (Taillerie de)	4,799 76	37,149 42
Vernissage	11,750 08	32,408 80
Service général (service intérieur, économique, entretien des bâtiments)	15,103 07	"
Travaux divers	297,250 04	301,081 37
	3,916 94	51,422 85
TOTAUX	1,878,448 07	1,679,450 01

SITUATION ET OPÉRATIONS EN 1907

DES CAISSES NATIONALES D'ASSURANCE

EN CAS DE DÉCÈS ET EN CAS D'ACCIDENT⁽¹⁾.

Caisse d'assurance en cas de décès.

Le nombre des *assurances individuelles* contractées en 1907 est de 322 ; le capital assuré correspondant s'élève à 336,035 francs.

Déduction faite des règlements de sinistres et des annulations, le montant total des capitaux assurés au 31 décembre 1907, est de..... 5,081,479^f

Au 31 décembre 1906 ce montant était de..... 4,155,363

Il y a eu, par suite, augmentation de..... 926,116

Il a été encaissé pour le compte des assurances individuelles 1,394 primes représentant une somme de 84,174 francs.

Les *assurances collectives*, contractées en 1907 par les sociétés de secours mutuels approuvées, sont au nombre de 217 et comprennent 37,401 membres participants.

Les primes afférentes à ces assurances s'élèvent à 245,119 fr. 80. Les paiements de capitaux assurés, y compris les remboursements de primes, s'élèvent à 195,148 fr. 95. L'excédent des recettes sur les dépenses, en ce qui concerne les assurances collectives, est donc de 49,970 fr. 85.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1907.

Au 31 décembre 1907, l'actif de la Caisse d'assurance en cas de décès se composait :

1° De la valeur des titres en portefeuille.....	2,039,246 ^f 43°
2° Du solde du compte courant à la Caisse des dépôts et consignations.....	54,579 34
3° Des primes échues et non recouvrées et des intérêts en retard.....	14,843 54
MONTANT TOTAL de l'actif.....	2,108,669 31

Le passif concerne les assurances individuelles et les assurances collectives.

Le passif provenant des assurances individuelles comprend :

1° Le montant des polices en cours de règlement.....	23,878 ^f 80°
2° La valeur des polices non reconstituées à la suite des incendies de 1871.....	2,241 69

⁽¹⁾ D'après les rapports de la Commission supérieure des Caisses d'assurance en cas de décès et en cas d'accident.

3° Les réserves mathématiques afférentes aux polices à primes soldées et à primes viagères.....	1,190,196 ^f 42 ^e
et aux polices à primes temporaires et aux assurances mixtes....	197,403 25
4° Les primes échéant en 1907 et payées par anticipation en 1906.....	932 21
MONTANT du passif correspondant aux assurances individuelles..	1,414,652 37

Le passif résultant des assurances collectives, calculé en tenant compte d'un excédent probable de 3.65 p. 100 ⁽¹⁾ des dépenses sur les recettes, se compose :

1° Des charges à provenir, à partir du 1 ^{er} janvier 1908, des assurances collectives en règlement ou en cours au 31 décembre 1907.....	92,296 10
2° Des charges à provenir des assurances collectives contractées en 1907 pour produire leur effet à partir du 1 ^{er} janvier 1908.	87,463 25

PASSIF TOTAL.....	1,601,411 72
--------------------------	---------------------

L'actif étant de.....	2,108,669 31
------------------------------	---------------------

L'excédent d'actif ressort à.....	507,257 59
L'excédent constaté au 31 décembre 1906 s'élevait à.....	479,202 36

Il y a donc une augmentation de l'excédent de l'actif sur le passif en 1907 de.....	28,055 23
---	-----------

Cette augmentation résulte :

1° Des bénéfices afférents aux assurances individuelles en cas de décès, mixtes et temporaires.....	28,652 61
2° De la différence entre les charges réelles des assurances collectives et les charges probables.....	18,062 60
3° De l'excédent des revenus du portefeuille sur les intérêts attribués aux assurances individuelles.....	23,582 62
4° De la réduction des charges en cours par suite de l'élévation du taux servant de base au calcul des réserves (3.25 p. 100 au lieu de 3 p. 100).....	66,176 01
ENSEMBLE des augmentations.....	136,473 84

De cette somme, il y a lieu de déduire la différence entre l'évaluation dans l'actif du portefeuille des rentes 3 p. 100 achetées en 1907, et le coût d'achat de ces rentes.....	108,418 61
--	------------

L'augmentation de l'excédent d'actif ressort donc à.....	28,055 23
---	------------------

⁽¹⁾ Les résultats constatés jusqu'au 31 décembre 1907 sur les polices collectives souscrites du 1^{er} décembre 1890 au 1^{er} décembre 1906 se résument ainsi :

Recettes.....	1,769,302 ^f 00 ^e
Dépenses.....	1,704,767 08
Excédent des dépenses.....	64,534 92

Caisse d'assurance en cas d'accident.

LOI DU 11 JUILLET 1868.

Les cotisations versées en 1907 sont au nombre de 498 et représentent une somme de 2,992 francs.

Les intérêts produits par les fonds placés s'élèvent à 272,197 fr. 40.	
Les recettes totales ont été de.....	275,189 ^f 40 ^c
et les dépenses totales de.....	11,155 00
Ce qui porte l'excédent des recettes à.....	264,034 40

Depuis le début du fonctionnement de la Caisse (11 juillet 1868) jusqu'au 31 décembre 1907, il a été versé 298,551 fr. 74 de primes au nom de 46,439 assurés. Les règlements de sinistres et les frais accessoires ont entraîné une dépense de 252,370 fr. 22, qui n'a atteint que la proportion de 84.53 p. 100 des versements et qui a laissé un excédent de 46,181 fr. 52.

D'autre part, la subvention de l'État, un don particulier et les arrérages de rentes encaissées annuellement forment ensemble une somme de 9,007,301 fr. 92 qui, ajoutée à l'excédent ci-dessus, donne un excédent total des recettes sur les dépenses, depuis l'origine, de 9,053,483 fr. 44.

Sur les 46,439 assurances, la Caisse n'a eu à régler que 107 sinistres, dont 80 ayant occasionné une incapacité permanente de travail et 27 ayant été suivis de mort.

C'est une moyenne de 2.30 accidents par 1,000 assurés.

LOI DU 24 MAI 1899.

Risques visés par les lois des 9 avril 1898 et 30 juin 1899.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1899, les opérations de la Caisse nationale ont été étendues aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898, pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle, à partir du 1^{er} juillet 1899.

Le nombre des contrats en cours au 31 décembre 1907 s'élevait à 1,798 en augmentation de 583 sur le chiffre constaté au 31 décembre 1906 dont :

1) 1,591 contrats au titre de la loi du 24 mai 1899, portant sur un chiffre présumé de 40.2 millions de francs de salaires et correspondant à un total de primes de 924,719 fr. 29.

2) 207 contrats au titre de la loi du 30 juin 1899, relative aux machines agricoles comportant 9,955 fr. 50 de primes.

Les recettes opérées du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1907 se sont élevées à.....	1,124,470 ^f 46 ^c
Les dépenses à.....	857,559 76
Soit un excédent de recettes de 266,910 fr. 70.	
Si l'on ajoute au total des recettes, en 1907, le solde du compte au 31 décembre 1906.....	552,088 89
on obtient (déduction faite des dépenses), comme solde créditeur au 31 décembre 1907, une somme de.....	818,999 59

Si l'on ajoute au solde ci-dessus :

Les primes échues et encaissées en 1907 dans les départements mais non centralisées dans les écritures de la Direction générale.....	225,203 ^f 15 ^c
et les recettes probables à encaisser en 1908.....	52,762 72

Le total des disponibilités ressort, pour 1908, à..... 1,096,965^f 46^c

D'autre part, les sommes à mettre en réserve pour faire face au paiement, soit de dépenses se rapportant à l'exercice 1907 soit de sinistres survenus depuis 1899, mais dont le règlement est reporté à 1907, s'élevant à 1,461,176 fr. 62, savoir :

Pour provisions sur contrats en cours ou à régler définitive- ment.....	390,369 ^f 00 ^c	1,461,176 62
Pour frais d'administration de l'année 1907 à rembourser à la Caisse des dépôts en 1908.	101,827 41	
Pour règlement de sinistres en cours.....	850,331 27	
Pour réserves destinées à faire face à la consti- tution de rentes aux ayants droit de victimes d'accidents qui viendraient à décéder pen- dant le délai de revision (art. 19, loi du 9 avril 1898).....	116,817 66	
Pour divers.....	1,831 28	

Cette somme de 1,461,176 fr. 62 est supérieure aux disponibilités
de..... 364,211^f 16^c

ENQUÊTE SUR LE CHÔMAGE DANS LA MÉGISSERIE ET LA TANNERIE ⁽¹⁾.

II. — TANNERIE (Suite).

PROVINCE.

Étendue de l'enquête.

Dans la tannerie proprement dite de gros cuir, la production des ateliers de province est de beaucoup supérieure à celle des ateliers de la région parisienne; les raisons en ont été données précédemment. Rappelons que sur 20,200 ouvriers (19,800 ouvriers et 400 femmes) rencontrés dans les établissements déclarés comme tanneries au recensement professionnel de 1901, à peine un millier appartiennent au département de la Seine. Pour donner une idée plus complète de la

⁽¹⁾ Voir: les *Bulletins de l'Office du travail* de janvier 1908, page 34; avril 1908, page 340; juin 1908, page 558; août 1908, page 742; septembre 1908, page 863; février 1909, page 168.

répartition de la production dans la préparation du gros cuir, il faut, en outre, faire entrer en compte les ouvriers des établissements dénommés comme corroieries; sur ces 3,300 ouvriers (un peu plus de 3,200 ouvriers et une centaine de femmes), un peu plus de 600 ouvriers ont été rencontrés dans le département de la Seine.

On remarquera d'abord la faible proportion des femmes trouvées dans les ateliers; ce qui tient à la nature des travaux, qui sont très durs et exigent une grande dépense d'efforts musculaires.

L'enquête sur le chômage dans la tannerie du gros cuir en province (et sur la corroierie, qui en est la conséquence) a été poursuivie dans les départements suivants : Rhône, Drôme, Indre-et-Loire, Loire-Inférieure, Finistère, Ille-et-Vilaine, Eure, Seine-Inférieure, Nord, Ardennes, Meurthe-et-Moselle et Vosges; ces départements comptent dans le recensement professionnel de 1901 dans la tannerie et la corroierie pour 7,300 ouvriers (un peu plus de 7,100 ouvriers et un peu moins de 200 femmes), soit un tiers environ des ouvriers de ces spécialités trouvés dans les établissements en province.

Bien que les ateliers, même ceux dont le chiffre d'affaires dépasse plusieurs centaines de mille francs, ne comprennent qu'un personnel ouvrier peu nombreux et que le travail en grande industrie dans la tannerie et la corroierie soit encore l'exception, le recensement professionnel de 1901 a signalé en province, dans les départements visités dans l'enquête, 6 établissements de plus de 100 ouvriers et 84 ayant de 21 à 100 ouvriers.

Dans le compte rendu de l'enquête poursuivie dans certains départements (départements du Sud) sur le chômage dans la mégisserie de la petite peau et des cuirs de veau, il a été déjà donné des renseignements qui s'appliquent pour une grande partie autant à l'industrie du gros cuir qu'à celle de la petite peau; par suite, il ne sera donné de nouveaux renseignements qu'en ce qui concerne spécialement la tannerie et la corroierie du gros cuir.

En prenant pour base la division adoptée par le rapporteur de la classe 89 à l'Exposition universelle de 1900 ⁽¹⁾, on peut faire quelques grandes divisions dans la production du gros cuir; certains centres se sont en effet longtemps spécialisés dans la production de cuirs destinés à certains usages, et bien qu'aujourd'hui, par suite de la grande concurrence, dans chaque centre, des établissements aient essayé d'autres fabrications que celles qui leur étaient habituelles, on continue à donner à la production de chaque centre la dénomination sur laquelle elle a été longtemps connue.

Sous ces réserves, la présente étude comprendra :

a. Production du cuir lissé : centres de Lyon, Romans (Drôme), Châteaurenault et Tours;

b. Cuirs en croûte : centres de Bretagne (Nantes, Rennes, Quimper, surtout Lampaul-Guimiliau et Landivisiau);

c. Cuirs jûsés et cuirs forts corroyés : centres de Pont-Audemer, Saint-Saëns (Seine-Inférieure) et Givet;

d. Tous les genres de gros cuir et cuirs corroyés : centres de Lille, Nancy, Épinal.

Quelques observations seront consacrées à des spécialités non encore étudiées : ainsi la préparation du veau pour filature, les cuirs vernis, production particulière de la région normande, et les peaux de mouton maroquinées d'une ville du département du Nord.

⁽¹⁾ Voir Rapport de M. Placide Peltreau, rapporteur de la classe 89, cuirs et peaux à l'Exposition de 1900, ouvrage déjà cité.

Les distinctions relevées ci-dessus entre les diverses productions des tanneries présentent encore un autre intérêt parce que, les consommateurs auxquels ces tanneries s'adressent étant différents, on retrouve aussi des différences dans le chômage dans les causes du chômage dont sont atteints les ouvriers.

A. — CUIRS LISSÉS.

Ces cuirs sont ceux qui, au sortir des opérations du tannage, ont été lissés à l'eau pour en égaliser la surface et battus au marteau mécanique pour rendre le cuir plus ferme et plus résistant. Ces cuirs s'emploient pour la chaussure civile par opposition aux chaussures de militaires et aussi, après certaines préparations peu importantes, pour la fabrication des courroies de transmission dans l'industrie.

Lyon.

La production de la tannerie à Lyon et dans les environs (Oullins, Villeurbanne et Beaujeu) consiste principalement en cuir de bœuf ou de vache lissé pour semelles de chaussures, cuir destiné en partie à la consommation locale et en partie à l'exportation en Orient.

On tanne et on corroie les peaux de bœuf ou vache qui arrivent, quelques-unes fraîches, mais la plupart salées ou sèches. Les peaux sèches ou salées sont achetées à des ramasseurs ou à des commissionnaires et proviennent pour une grande partie des abats du Sud de la France.

Dans la région lyonnaise, la production en 1900, d'après le Rapporteur de la classe 89 à l'Exposition universelle, était évaluée à 100,000 peaux de bœuf ou de vache.

Au tannage en fosse aux anciens procédés, certains ateliers ont ajouté le tannage au chrome de gros cuir destiné à la fabrication d'enveloppes pour roues d'automobiles. Cette fabrication, qui avait pris une grande extension (elle avait pu, grâce aux prix spéciaux payés pour l'automobile, contribuer à alimenter les ateliers, lorsque le travail dans la tannerie et la préparation du cuir à semelles avait diminué à la suite de la crise de 1907-1908 précédemment signalée dans l'étude de la mégisserie), a subi à son tour une certaine diminution avec le ralentissement des commandes dans l'industrie de l'automobile. Cependant, il n'y a pas eu de fermeture d'atelier, de diminution de durée dans la journée de travail ; peu de chômage à proprement parler, les ouvriers inoccupés à un poste étant alors employés à d'autres travaux de tannerie.

Le taux des salaires a varié dans les conditions indiquées précédemment ⁽¹⁾ ; il reste à peu près stationnaire maintenant.

La concurrence d'une main-d'œuvre à bon marché, celle des ouvriers non exercés, se fait peu sentir ; les peaux travaillées étant de prix élevé, les patrons hésitent à en confier la préparation à des ouvriers dont l'habileté n'est pas connue et aussi la grande dépense d'efforts musculaires que nécessite ce travail écarte un certain nombre d'ouvriers.

Il est à noter cependant que l'emploi de machines se développe et que par suite l'accès d'une main-d'œuvre moins habile devient possible. Cette transformation s'est fait sentir particulièrement chez les corroyeurs.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, septembre 1908, page 864.

Les petits patrons façonniers corroyeurs, assez nombreux à Lyon, se plaignent autant que les ouvriers de cette transformation.

Les autres observations présentées sont les mêmes que celles qui ont été déjà reproduites⁽¹⁾.

Romans.

En 1900, le rapporteur de la classe 89 estimait la production de ce centre à 60,000 cuirs représentant une valeur de 4 millions de francs.

Avis des patrons. — Pour la production du cuir lissé, destiné aux semelles de chaussures et, dans certains ateliers, à la confection de courroies en cuir pour l'industrie, on emploie des peaux de bœuf et de vache de France. Ces cuirs sont achetés, pour une petite partie, aux bouchers de la région (cuirs frais) par marché direct à l'année et aux commissionnaires et ramasseurs, et, pour la plus grande partie, aux enchères publiques.

Les cours qui, à la fin de 1907, avaient baissé de 15 à 20 p. 100 sur les cours de 1906, ont regagné en 1908 le terrain perdu et ont parfois atteint des prix encore plus élevés qu'avant la baisse.

Si l'on compare la production de Romans à ce qu'elle était il y a une dizaine d'années, la production se serait accrue sensiblement; mais les deux ou trois dernières années ont marqué une diminution.

Dans les petits ateliers, le chômage s'est traduit par une réduction de la durée du travail hebdomadaire; dans les grandes maisons, on n'a pas remplacé les ouvriers quittant l'atelier pour une raison quelconque, mais on n'a pas renvoyé d'ouvriers. À proprement parler, il n'y a pas eu de chômage. Les ouvriers de basserie, les ouvriers de rivière jusqu'aux opérations de mise en fosses, ont été moins atteints par le chômage que les corroyeurs, c'est-à-dire les ouvriers préparant le cuir tanné et l'appropriant aux usages demandés par la clientèle du moment. Les selliers, ouvriers préparant les courroies, ont éprouvé un ralentissement du travail dû à la crise industrielle générale en 1908.

Mais quels que soient l'atelier ou la spécialité considérés, il n'y a pas eu de fermeture d'atelier, ni de renvoi d'ouvriers.

Le taux des salaires, qui, depuis deux ans, avait marqué une hausse de 10 p. 100 environ, 20 p. 100 pour certains travaux, correspondant à peu près au renchérissement général du coût de la vie, est resté stationnaire.

Par suite de la situation générale, la main-d'œuvre est suffisante, bien que l'on signale un ralentissement dans l'apprentissage chez les tanneurs; les corroyeurs et les ouvriers de rivière ne forment plus d'apprentis; les selliers pour courroies de transmission ont, de leur côté, appris leur métier en dehors de la tannerie.

En ce qui concerne les ouvriers de rivière et surtout les corroyeurs, la spécialisation et l'emploi des machines ont rendu le travail plus facile à exercer et à apprendre, mais permis par contre l'emploi d'une main-d'œuvre non exercée.

La cause du ralentissement du travail serait d'abord la crise industrielle générale. D'autre part, la production, depuis une dizaine d'années, avait été toujours en se développant; ce développement avait été amené par l'augmentation des débouchés des cuirs à semelles, (ainsi, en France, remplacement des sabots, dans les campagnes, par des souliers), par la qualité des cuirs que demandait la clientèle et

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, septembre 1908, page 868.

qui nécessitait le remplacement fréquent des semelles; dans la courroie pour transmission, les progrès de l'industrie mécanique en avaient pendant quelques années augmenté la consommation; ce développement de la production ne pouvait pas se maintenir indéfiniment.

Les patrons seraient heureux de voir supprimer certaines pratiques des enchères publiques qui faussent les cours, les contre-parties sont souvent fictives, si bien qu'après l'adjudication, on vient offrir dans un marché de gré à gré des marchandises qui cependant ont été adjugées peu avant.

Par suite de surcharges d'immondices sur les peaux, particulièrement celles de provenance méridionale, surcharge qui, les peaux étant vendues au poids, telles quelles, favorise le vendeur malhonnête ou négligent aux dépens du vendeur consciencieux qui a fait décroter les peaux, la santé des ouvriers chargés de les manipuler aurait eu à en souffrir; aussi, tant au point de vue de l'hygiène des ateliers de transport ou de tannerie, qu'au point de vue de la loyauté des marchés, on demande une réglementation.

Certains patrons sont partisans d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers, et sont d'avis que « le meilleur moyen pour assurer la marche des affaires est d'établir des liens d'entente entre les patrons et les ouvriers ».

Avis des ouvriers. — Les réponses fournies par les ouvriers diffèrent peu de celles des patrons, en ce qui concerne les conditions de la production; ils expriment le regret de voir partir à l'étranger, à la suite des enchères, une partie importante de la matière première qu'avec les anciens marchés de gré à gré avec les bouchers, ils avaient coutume de travailler; ils signalent environ 20 p. 100 de chômeurs parmi eux; mais beaucoup sont des drayeurs, des ouvriers préparant la peau de veau, partie de l'enquête étudiée précédemment.

L'emploi des machines diminuerait le nombre des ouvriers occupés et permettrait la concurrence d'ouvriers qui antérieurement n'avaient pu être admis à ces travaux. Les ouvriers sont partisans de cours d'instruction technique et de la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers.

Tours.

Avis des ouvriers. — Il n'y a pour ainsi dire plus de travail de tannerie de gros cuir à Tours; la concurrence des centres voisins, celui de Châteaurenault notamment, a diminué peu à peu l'importance de cette fabrication, mais il reste encore quelques ateliers de corroierie de cuirs secs pour semelles de chaussures et les usages industriels, cuir noir, etc. Ces peaux reçues toutes tannées proviennent des centres voisins. Il y a déjà plusieurs années que la tannerie a disparu et même les ateliers de corroierie présentent peu d'importance. Cette faible importance des ateliers fait que le travail y est fait encore à la main et que les ouvriers n'ont pas subi la concurrence du travail à la machine organisé dans d'autres centres. Cependant, par suite du ralentissement général des commandes, les ouvriers ont perdu quelques heures par semaine. Il n'y a pas eu de fermeture d'ateliers dans ces dernières années; mais un établissement qui s'était particulièrement développé, qui avait compté 80 ouvriers, dont la concurrence avait fait disparaître les petits ateliers, a, depuis quelques années, laissé diminuer sa production et le personnel est réduit à une dizaine d'ouvriers.

Les ouvriers ne croient pas qu'il soit possible d'apporter un remède à la situation signalée et se désintéressent de la réunion d'une commission mixte.

Avis des patrons. — Les patrons ayant leur principal centre de production dans les tanneries de Châteaurenault, leurs avis ont été confondus avec ceux des patrons de ce centre.

Châteaurenault.

D'après le rapporteur de la classe 89 à l'Exposition de 1900, la production annuelle des 12 tanneries de Châteaurenault, en y joignant les 5 corroieries de moindre importance, est de 220,000 gros cuirs lissés pour semelles représentant une valeur de 14 millions de francs. Dans certaines usines, on joint à la fabrication du cuir pour semelles, le travail du cuir pour courroies et la préparation de ces courroies.

Avis des patrons. — Les peaux qui servent à la fabrication du cuir à semelles de chaussures, cuir lissé, proviennent des boucheries françaises, de toutes les régions de la France; en effet, étant donnée l'importance de la production dans les tanneries de Châteaurenault, la matière première est recherchée jusque dans les centres fort éloignés, malgré les frais de transport dont la matière première se trouve ainsi grevée. Ces peaux ne sont achetées aux bouchers qu'exceptionnellement, les marchés directs entre les bouchers des abattoirs des grandes villes et les tanneurs ayant été de plus en plus abandonnés par les bouchers qui se sont entendus pour faire vendre aux enchères en vente publique les peaux provenant de leurs abattoirs; les tanneurs ont été amenés ainsi à subir des conditions de marché qu'ils n'auraient pas supportées si elles avaient été présentées par les bouchers dans les marchés individuels.

Les peaux sont vendues au poids; mais non au poids constaté à la remise aux gares expéditrices, mais au poids que la peau présentait lorsqu'elle était fraîchement abattue, poids qui est, il est vrai, dans certains cas, constaté par un peseur assermenté. Une autre pratique dont, comme leurs collègues des autres centres, se plaignent les tanneurs de Châteaurenault, est la surcharge des peaux en immondices. Toutes ces pratiques pèsent plus lourdement sur les petits industriels que sur les grands, ceux-ci à cause de l'importance de leurs achats disposant de personnel et aussi de ressources qui leur permettent de faire respecter l'exécution loyale du marché.

Les cours, qui avaient subi en fin 1907 une baisse de 25 à 30 p. 100 et même davantage pour certaines sortes, sont remontés au taux antérieur en 1908, mais malgré cette reprise des cours que certains attribuent plus aux achats de l'étranger et à la spéculation qu'aux mises en fosses de nos tanneurs, l'activité du travail est restée stationnaire en 1908.

Des difficultés dans la remise des commandes proviendraient aussi de la pratique des cuirs chargés ou « plombés », vendus à bon marché par certains fabricants, étrangers principalement; ces cuirs qui sont alourdis artificiellement, se vendent à bas prix et faussent les cours du produit fabriqué.

Étant données les conditions d'organisation du travail dans les tanneries, on a pu maintenir tous les ouvriers dans les ateliers et il n'y a pas eu à proprement parler de chômage; seulement, lorsque des ouvriers ont dû, cet été, quitter l'atelier par suite de maladie, ou pour toute autre cause, on n'a pas eu besoin de les remplacer dans leurs postes. D'ailleurs, on n'éprouve aucune difficulté à trouver des ouvriers, le travail étant plus spécialisé et facilité par l'emploi des machines.

Les patrons acceptent la réunion d'une commission mixte sous certaines réserves, concernant les engagements que les ouvriers prendraient de leur côté.

Avis des ouvriers. — Les ouvriers confirment les renseignements des patrons pour l'origine des matières premières. En ce qui concerne les procédés de fabrication, ils signalent que dans plusieurs usines des essais ont été poursuivis pour abréger les diverses opérations du tannage : on mélange des extraits aux liquides tannants, on développe le travail aux machines. Ces procédés n'ont pas d'ailleurs eu d'influence sur le salaire, le gain des ouvriers est resté le même, variant de 4 fr. 50 à 5 fr. 25 par jour suivant les postes occupés soit en tannerie, soit en corroierie.

Le travail de corroierie est devenu plus difficile parce que la quantité de peaux à travailler a augmenté dans la proportion de 3 à 5, mais l'emploi des machines a facilité l'exécution de cette tâche.

Les ouvriers signalent cependant que le développement des machines amènerait un chômage plus grand qu'avant leur installation, si les ateliers n'étaient plus aussi bien alimentés de commandes que maintenant; ils n'émettent aucun avis sur la réunion d'une commission mixte, la situation ne leur paraissant comporter aucun remède.

JURISPRUDENCE.

Loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations; associations professionnelles de fonctionnaires; droit d'ester en justice.

CONSEIL D'ÉTAT.

(Arrêt du 11 décembre 1908.)

L'association professionnelle des employés civils de l'Administration centrale du Ministère des Colonies a déferé au Conseil d'État un arrêté du Ministre des Colonies nommant un rédacteur.

Devant le Conseil d'État, M. Tardieu, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, a conclu en ces termes sur la question de recevabilité du recours ⁽¹⁾:

Jusqu'à présent, les pourvois contre les nominations irrégulières de fonctionnaires sur lesquels le Conseil d'État a été appelé à statuer étaient introduits tant au nom des Associations amicales qu'au nom personnel de certains des fonctionnaires membres de ces associations.

Aussi avez-vous évité jusqu'à présent de vous prononcer sur la recevabilité des actions introduites par les associations elles-mêmes.

Vos décisions sont toutes conformes à l'arrêt du Conseil d'État du 15 février 1907, (Prunget, *Recueil Lebon*, 1907, p. 159).

Aujourd'hui, l'Association se présente seule devant vous. Dès lors, la question de recevabilité se pose inéluctablement. M. le Ministre n'a opposé à l'Association aucune fin de non-recevoir tirée de son défaut de qualité, et l'Association prend acte de cette reconnaissance implicite de son droit.

Mais cette circonstance ne saurait faire obstacle à ce que vous examiniez la question.

⁽¹⁾ Le texte qui suit a été obligamment communiqué par M. Tardieu.

Tout tribunal a le droit et le devoir de vérifier, même d'office, la capacité juridique des personnes, physiques ou morales, qui se présentent devant lui pour plaider. C'est ainsi que, le 3 août 1907 (*Rec. Gaz. des Tribunaux*, 1907, 2^e sem., 2,300)⁽¹⁾, vous avez d'office déclaré non recevable la requête formée par la Chambre syndicale des employés, parce qu'elle ne constituait pas un syndicat professionnel légalement formé. Nous devons donc nous poser les questions suivantes :

1^o Dans l'état actuel de la législation, les fonctionnaires peuvent-ils légalement former entre eux des associations ?

2^o En admettant qu'ils puissent s'associer, ces associations pourront-elles avoir le caractère d'associations professionnelles ?

3^o En admettant que l'association requérante soit légalement formée, pouvait-elle intenter l'action dont vous êtes saisis ?

Nous vous demandons la permission de vous rappeler les phases successives par lesquelles a passé cette question des associations des divers salariés de l'État.

Elle est née au lendemain de la loi du 21 mars 1884.

Lorsque se manifestèrent les premières velléités d'agents de l'État de se constituer en syndicats professionnels, le Gouvernement commença par dénier ce droit à tous les salariés de l'État sans distinction, aux ouvriers comme aux employés et fonctionnaires. Cette première phase de la lutte prend fin, le 22 mai 1894, sur le vote par la Chambre des députés de l'ordre du jour suivant :

« La Chambre considérant que la loi de 1884 s'applique aux ouvriers et employés des exploitations de l'État aussi bien qu'à ceux des industries privées, invite la Gouvernement à la respecter et à en faciliter l'exécution. »

Ce vote entraîna la chute du Ministre des Travaux publics, qui était M. Jonnart. Depuis ce vote, aucun ministre n'a plus contesté aux ouvriers de l'État le droit de se prévaloir des dispositions de la loi de 1884.

En revanche, beaucoup des agents rétribués par l'État, qui ont le caractère de fonctionnaires publics ou d'employés des administrations publiques, qu'il s'agisse d'instituteurs, agents ou sous-agents des postes, de cantonniers, se sont toujours vu dénier, par les ministres successifs, le droit de constituer des syndicats professionnels. Tour à tour, MM. Spuller, Rambaud, Combes, Bourgeois, Bienvenu-Martin, Briand ont repoussé les demandes des instituteurs, MM. Jules Roche, Millerand, Barthou, Dubief, celles des agents et sous-agents des postes.

Depuis la promulgation de la loi du 1^{er} juillet 1901, la résistance du Gouvernement a subi une modification. La première manifestation de cette nouvelle attitude du Gouvernement se trouve dans des circulaires de 12 et 31 janvier 1903, concertées entre les Ministres des Travaux publics, de l'Intérieur et de la Justice, MM. Maruéjols, Combes et Vallé, relatives aux cantonniers.

Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 12 janvier 1903 :

« Dans un certain nombre de départements, les cantonniers des divers services de voirie, se fondant sur la loi du 21 mars 1884, ont cru pouvoir former des syndicats professionnels.

« La question de légalité de ces associations, qui était restée indécise, vient d'être tranchée par une récente décision de M. le Ministre de la Justice, que je crois utile de porter à votre connaissance, après entente avec M. le Ministre des Travaux publics.

« M. le Ministre de la justice estime que les cantonniers n'ont pas qualité pour invoquer, en leur faveur, le bénéfice de la loi du 21 mars 1884, attendu que, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation (arrêt du 27 juin 1885), le droit de former un syndicat est restreint à ceux qui, soit comme patrons, soit comme ouvriers ou salariés, appartiennent à l'industrie, à l'agriculture ou au commerce, à l'exclusion de toutes autres personnes ou de toutes autres professions.

« Il ajoute toutefois que, d'après la loi du 1^{er} juillet 1901, la question de légalité du syndicat paraît avoir perdu la plus grande partie de son intérêt. Aux termes de cette loi, en effet, les citoyens peuvent former entre eux, sans condition de profession, des associations régulières qui, une fois déclarées, présentent à peu près les mêmes avantages que les syndi-

⁽¹⁾ *Ball.*, sept. 1908, p. 874.

cats professionnels. Il résulte que le groupement dissous comme syndicat, peut librement se reformer comme association.

« Dans ces conditions, les procureurs généraux ont reçu des instructions les invitant à provoquer la dissolution des syndicats de cantonniers constitués en vertu de la loi du 21 mars 1884, et à faire connaître en même temps aux administrateurs de ces syndicats qu'il leur est loisible de former valablement une association nouvelle en se conformant aux prescriptions des articles 1 et 2 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et en se plaçant sous l'empire de cette loi. »

Ainsi apparaît une distinction entre le syndicat professionnel, forme privilégiée d'association, qui demeure interdite aux fonctionnaires, et l'association de droit commun, qui leur est ouverte. Depuis ce moment, cette distinction a été acceptée par tous les ministres auxquels la question a été posée. Nous vous citerons les déclarations faites à la Chambre des députés, à la séance du 7 décembre 1905, par MM. Bienvenu-Martin, Dubief et Rouvier.

« J'ai été informé que dans quelques départements les associations d'instituteurs ont mis à l'étude la question de savoir si elles peuvent se transformer en syndicats professionnels par application de la loi du 21 mars 1884.

« Déjà, il y a quelques mois, à l'occasion de l'initiative prise par les instituteurs du Var, mon administration a été consultée sur la même question.

« D'accord avec mon collègue du commerce, de l'industrie et des postes qui a dans ses attributions la loi du 21 mars 1884, j'ai répondu par la négative.

Suit un rappel de la jurisprudence : « De cette jurisprudence, il résulte que les instituteurs publics ne rentrent pas dans les catégories visées par la loi et ne peuvent constituer un syndicat professionnel.

« Il est loisible, d'ailleurs, aux membres de l'enseignement public de former entre eux, avec le concours de la loi du 1^{er} juillet 1901, des associations régulières qui, une fois déclarées, présentent sensiblement les mêmes avantages que les syndicats professionnels.

« En portant les dispositions qui précèdent à la connaissance du bureau de l'association des instituteurs, je vous prie d'insister sur l'intérêt même qu'ont les instituteurs à rester sur le terrain professionnel normal qui leur est propre. »

Voici les déclarations de M. Rouvier, président du Conseil :

« Tous les Gouvernements qui se sont succédé à la tête de ce pays depuis 1884 ont considéré que la loi du 21 mars 1884 ne s'applique pas aux fonctionnaires. »

« La liberté de s'associer, la loi de 1901 la donne à tous les fonctionnaires ; la liberté de se syndiquer, elle, appartient à ceux des agents de l'État qui servent l'État industriel, mais non pas l'État puissance publique. »

Voici une autre circulaire de M. Briand du 6 avril 1906 :

« Vous devez prévoir que l'instituteur, après vous avoir transmis régulièrement par écrit ses explications, croira, s'il est membre d'une association amicale d'instituteurs de son département, devoir charger le bureau de cette association d'intervenir auprès de vous pour présenter plus efficacement sa défense. Plusieurs de vos collègues m'ont demandé, dans ce cas, la ligne de conduite à suivre.

« Les associations d'instituteurs ont une existence légale. . . »

M. le Ministre engage les préfets à recevoir les délégués des amicales et à les entendre.

Interpellé le lendemain au Sénat par M. Séblin (7 avril 1906, Sénat), M. Briand s'exprime ainsi :

« Ma circulaire permettra en tous cas aux Amicales, qui sont des associations légales, de prouver qu'il n'est pas indispensable de recourir au syndicat pour obtenir des résultats. »

Il déclare, en outre, qu'il ne tolérera la formation d'aucun nouveau syndicat d'instituteurs.

Au cours de ce débat, M^e Poincaré rectifie en ces termes une assertion inexacte de M. Séblin, qui avait mis en cause un prétendu syndicat d'agents des contributions indirectes.

M. Poincaré, ministre des finances (7 avril 1906) :

« Il n'y a pas de syndicat des agents des contributions indirectes. Les agents des contributions indirectes sont des fonctionnaires parfaitement corrects et respectueux de la loi. Ils se

sont formés en association à la faveur de la loi de 1901 et du droit commun, ce qui existe, d'ailleurs, dans la plupart des administrations publiques et ce qui est irréprochable.»

Cette distinction a été acceptée par la doctrine: M. Wahl, professeur à la Faculté de droit de Paris; M. Pichat (*Contrat d'association*, nos 18 et 52); M. Fernand Faure, qui, dans la *Revue politique et parlementaire*, mène depuis un an une ardente campagne contre les syndicats de fonctionnaires.

«Le droit d'association pour les fonctionnaires, dit-il, n'a pas besoin d'être réglé par une loi particulière.

«Nous avons aujourd'hui deux lois sur le droit d'association: la loi générale du 1^{er} juillet 1901 et la loi spéciale du 21 mars 1884.

«Par sa nature, la première est applicable à tous les citoyens sans exception, aux fonctionnaires, par conséquent, comme à tout le monde.

«Par sa nature, au contraire, la deuxième n'est applicable qu'à ceux pour lesquels elle a été faite, c'est-à-dire suivant la solide doctrine des deux arrêts de la Cour de cassation du 27 mars 1885 et du 28 février 1902, c'est-à-dire à ceux qui, soit comme patrons, soit comme ouvriers ou salariés, appartiennent à l'industrie ou au commerce, à l'exclusion des contre-maîtres» (Faure, *Revue politique et parlementaire*, 1907.2.2, p. 243).

Elle a, enfin, été consacrée par quelques décisions judiciaires.

«Attendu que la profession d'égoutier étant à Paris absolument relative à un service public d'hygiène et de salubrité dépendant de l'administration de la ville, ne peut comporter l'étude ou la défense d'aucun intérêt économique et industriel, commercial ou agricole et, par suite, ne permet pas à ceux qui l'exercent de constituer un syndicat en vertu de la loi du 21 mars 1884; que leur syndicat, qui paraît exister en la forme, n'a point, en réalité, d'existence légale, sauf le droit, pour les personnes qui le composent, de se constituer en association sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901, ce qu'elles n'ont pas cru devoir faire jusqu'ici, qu'il ne peut, en conséquence, former valablement une demande en justice.» Tribunal correctionnel de la Seine, jugement du 8 juillet 1903. (*Bull. offic. travail*, 1903, 741.) Confirmé par la Cour de Paris.

Tant de déclarations concordantes, faites par des ministres appartenant à toutes les nuances de l'opinion républicaine constituent une véritable doctrine gouvernementale. Cette doctrine nous paraît, quant à nous, absolument fondée. La loi de 1901 ne fait aucune distinction. Elle est ouverte à tous.

Il ne nous paraît donc pas possible de contester la légalité de l'association requérante, qui a été constituée conformément aux prescriptions de la loi du 1^{er} juillet 1901, suivant récépissé délivré le 28 juillet 1905, et cela avec l'assentiment certain du Ministre, puisqu'elle a son siège social au pavillon de Flore.

2° Si les fonctionnaires ont le droit de former une association dans les formes de la loi de 1901, cette association peut-elle avoir un but et un caractère professionnels?

Ne doit-elle pas se constituer uniquement en vue de procurer des secours aux membres malheureux de l'association ou à leurs familles?

Messieurs, nous ne voyons rien dans la loi de 1901 qui s'oppose à ce que les associations aient un caractère professionnel. Cette loi ne limite nullement l'objet des associations qu'elle régit.

C'est l'opinion adoptée par M. Pichat dans son livre sur le *Contrat d'association*, n° 52; par M. Barthou, dans son ouvrage sur l'*Action syndicale*.

Enfin, il ne faut pas oublier que ce sont les ministres eux-mêmes, M. Bienvenu-Martin, M. Briand, qui ont convié les Amicales à s'occuper des intérêts professionnels de leurs membres.

3° Enfin, si l'association requérante est légalement constituée et peut s'occuper des intérêts professionnels, avait-elle qualité pour intenter l'action dont elle vous a saisis?

Aux termes de l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901, toute association déclarée a le droit d'ester en justice.

Mais quelles actions a-t-elle le droit d'intenter ou de soutenir?

Vous avez eu à examiner cette question le 28 décembre 1906, à propos d'une affaire de repos hebdomadaire introduite par une Chambre syndicale de patrons.

M. le commissaire du Gouvernement Romieu a exposé la distinction qu'il y avait lieu de faire entre l'action syndicale, par laquelle le syndicat soutenait les intérêts collectifs de la corporation tout entière, et l'action individuelle, intentée dans l'intérêt personnel exclusif

d'un ou de plusieurs membres du syndicat, laquelle ne pouvait être exercée par le syndicat que s'il était constitué mandataire de ces membres⁽¹⁾.

Nous extrayons même de ses conclusions le passage suivant, que nous vous demandons la permission de vous lire :

« On peut facilement concevoir dans une même matière des hypothèses où l'action du syndicat serait recevable ou non, suivant la nature des recours pour excès de pouvoir présentés. Par exemple, une association de propriétaires aura qualité pour attaquer, pour excès de pouvoir, un décret approuvant un plan général d'alignement, mais non le refus d'alignement individuel opposé à l'un de ses membres; de même, nous admettrions la recevabilité d'un recours pour excès de pouvoir de la part d'une association de fonctionnaires contre une nomination illégale, portant atteinte aux intérêts collectifs, mais non d'une action tendant à obtenir la réparation du préjudice causé à tel ou tel fonctionnaire plus directement. »

Plus récemment, M. Teissier s'exprimait ainsi le 8 février 1907 :

« Les requérants sont incontestablement recevables à introduire en leur non personnel le recours; de telle sorte qu'il n'est pas indispensable, dans l'affaire actuelle, de trancher la question de savoir si l'Association Amicale du Ministère du Commerce est recevable à vous demander l'annulation de l'arrêté attaqué.

« Au surplus, si la question se posait nécessairement, ou si vous vouliez la résoudre, nous n'aurions aucune hésitation à vous demander de déclarer le recours de l'association recevable.

« Cette association est, en effet, une association déclarée, ayant, par suite, aux termes de l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901, le droit d'ester en justice en son nom propre.

« Il y a lieu, évidemment, d'appliquer ici les mêmes distinctions que pour les actions des syndicats et de décider qu'une association ne pourrait pas, sans mandat formel, exercer les actions individuelles de ses membres, et, par exemple, attaquer une mesure disciplinaire visant l'un d'eux. Elle ne pourrait substituer sa propre appréciation à celle du fonctionnaire lésé.

« C'est ce que vous avez décidé récemment (Conseil d'État: Chambre syndicale des patrons coiffeurs de Limoges, 28 décembre 1906).

« Mais, au contraire, et c'est un point que M. le commissaire du Gouvernement Romieu a mis admirablement en lumière : « L'association est absolument recevable à exercer les actions ayant un intérêt professionnel collectif, et à attaquer l'acte lésant les intérêts que l'association a pour but de défendre ». Et tel est incontestablement le cas de l'espèce; la mesure attaquée portant un préjudice certain à tous les membres de l'association et violant le décret sur l'organisation centrale pour l'observation et la défense duquel elle a été formée. »

Dans l'espèce actuelle, l'association, qui s'est constituée pour la défense des intérêts de carrière, exerce une action qui tend à assurer les garanties promises à l'ensemble du personnel par le décret du 23 mai 1896.

Elle soutient qu'étant données les dispositions de l'article 11 de ce décret, d'après lesquelles les fonctionnaires coloniaux, lorsqu'ils sont nommés rédacteurs, entrent dans la classe correspondante à la solde d'Europe dont ils sont titulaires aux colonies, les rédacteurs issus du concours ou sortis de l'École coloniale, qui, suivant la règle générale de l'article 10, ne sont nommés qu'à la dernière classe de l'emploi, ont intérêt à écarter de ce poste d'avancement ceux qui ne remplissent pas les conditions requises pour y être nommés.

Nous croyons que cette argumentation est fondée, et nous ajouterons ce renseignement que, dans le projet de loi relatif aux associations de fonctionnaires, déposé au nom du Gouvernement, par M. Clemenceau et M. Guyot-Dessaigne, l'article 3 reconnaît à ces associations le droit de poursuivre devant la juridiction compétente l'annulation des mesures prises contrairement aux dispositions législatives et réglementaires, sans préjudice des recours individuels formés par les intéressés.

S'agit-il d'attribuer aux associations un droit nouveau ou de mettre au-dessus de toute contestation un droit qu'elles ont dès à présent la faculté d'exercer?

Voici comment cet article est commenté dans le rapport de l'honorable M. Jeanneney :

« La capacité d'ester en justice appartenant normalement avec la personnalité civile aux

⁽¹⁾ Bull., juin 1907, p. 590.

associations déclarées, aussi bien qu'aux syndicats, et aucune limite n'y étant mise, ni par la loi de 1901, ni par celle de 1884, il était peut-être inutile d'inscrire au projet une disposition spéciale pour donner à ces groupements, le droit de poursuivre devant la juridiction compétente, l'annulation des mesures prises contrairement aux dispositions législatives et réglementaires.

« En matière de recours contentieux, la jurisprudence administrative a pris, depuis quelques années et ne cesse de se donner un développement dont on peut se réjouir, et qui constitue un salutaire exemple. Élargissant chaque jour son contrôle, elle n'oppose plus maintenant au fonctionnaire qui se plaint de la nomination illégale de l'un de ses collègues qu'il manque de qualité pour agir en justice, faute d'un intérêt direct et personnel. Elle accueille le recours pour excès de pouvoir de tous ceux qui sont en droit de dire que la nomination faite l'a été en violation des lois et qu'elle est de nature à nuire à leur avancement. (1903, Lot et Dejean, Molinier, Pol-Neveux; 1904, Savary.)

« D'autre part, la jurisprudence judiciaire reconnaît aussi, à présent que lorsqu'un groupement est constitué en vue d'un certain objet, l'intérêt individuel de chacun de ces membres est, dans la limite de cet objet, toujours accompagné de l'intérêt collectif du groupe : Cassation, 5 janvier 1897 (Sirey, 1897.1.212); Aix, 26 janvier 1906 (Sir., 1906.2.295).

« Après quelques hésitations le Conseil d'État a même admis le syndicat à défendre les intérêts collectifs du groupe : Conseil d'État, 21 décembre 1906 (Syndicat des propriétaires et contribuables du quartier Croix-de-Seguey, à Bordeaux); *idem*, 29 janvier 1900 (Syndicat agricole d'Herblay, 442).

« De telles décisions eussent permis sans doute aux syndicats professionnels de fonctionnaires de poursuivre sans difficulté l'annulation de mesures illégales, sans qu'une disposition spéciale fût nécessaire; la défense des intérêts de leurs membres est, en effet, leur mission corporative essentielle.

« La même solution devrait, croyons-nous, être étendue aux associations déclarées de la loi de 1901; leur spécialité fonctionnelle est encore d'assurer la sauvegarde des droits de leurs adhérents. Mais leur droit à agir ne devrait point leur être contesté.

« Peut-être donc une disposition spéciale n'était-elle pas nécessaire. Nous avons pourtant adhéré à celle que nous proposait le projet du Gouvernement. Cette disposition avait l'avantage de lever éventuellement toute difficulté sur la recevabilité d'une action; elle marque aussi très nettement l'une des intentions caractéristiques de la loi que nous proposons. Elle se justifie, au fond par les très bonnes raisons qui l'avaient inspirée à la commission extraparlamentaire. »

Nous vous proposerons donc, conformément à l'avis implicite du Ministre, de reconnaître qualité à l'association requérante, en examinant au fond son pourvoi.

Conformément à ces conclusions, le Conseil d'État a rendu l'arrêt suivant :

Le Conseil d'État;

Considérant qu'aux termes de l'article 10, § 3, du décret du 23 mai 1896 : « Peuvent être nommés rédacteurs à l'Administration centrale, les fonctionnaires « des diverses administrations coloniales, comptant deux ans au moins de services « aux colonies et ayant un traitement d'Europe d'au moins 2,000 francs »; que, dans les différents articles dudit décret, les services coloniaux sont constamment opposés aux services locaux; que, dès lors, les administrations coloniales visées dans l'article 10 susmentionné sont exclusivement celles instituées aux colonies pour la représentation des intérêts généraux de l'État;

Considérant qu'il résulte de l'instruction, que le sieur Depasse, qui avait servi en Indo-Chine, à la Direction du commerce, de l'agriculture et des forêts, depuis le 18 octobre 1901, avait été nommé conservateur-adjoint du musée, dans ce service, par arrêté du gouverneur général du 22 février 1906; que la Direction du commerce, de l'agriculture et des forêts constitue un service local; qu'ainsi le sieur Depasse n'était pas un fonctionnaire d'une administration coloniale au sens du décret du 23 mai 1896, et ne pouvait, par suite, bénéficier des dispositions de l'ar-

ticle 10; que, dès lors, l'association professionnelle des employés civils de l'administration centrale du Ministère des Colonies, est fondée à demander l'annulation, pour excès de pouvoir, de l'arrêté du Ministre des Colonies, en date du 20 octobre 1906, qui a nommé le sieur Depasse rédacteur à l'administration centrale;

Décide :

L'arrêté susvisé du Ministre des Colonies, en date du 20 octobre 1906, est annulé.

Syndicat professionnel; membres démissionnaires; obligation du paiement des cotisations de l'année courante; droit pour les enfants mineurs et femmes mariées de faire partie d'un syndicat avec l'autorisation des parents ou du mari.

JUSTICE DE PAIX DE LAGNY.

(Jugement du 3 février 1905.)

..... Attendu que par l'exploit susvisé le syndicat du Personnel, sans distinction de sexes, ni de spécialités professionnelles, de la chocolaterie de Noisiel, dont le siège est à Champs-sur-Marne, rue de Paris, chez M. Lallemand, aux poursuites et diligences de M. Jannet, secrétaire général dudit syndicat, demeurant à Noisiel, n° 186, rue du Milieu, ayant l'ordre, a fait citer : 1° M. Ténard (Édouard), en paiement d'une somme de 9 francs; 2° MM. Doche (Albert), Lemaire (Marcel),... chacun d'une somme de 8 fr. 25; 3° MM. Marneau (Gustave),... chacun d'une somme de 7 fr. 50; 4° MM. Déserville aîné, ... chacun d'une somme de 6 fr. 75; 5° M. Estival (Paul), d'une somme de 6 francs, lesdites sommes représentant le montant de cotisations dues par les défendeurs au Syndicat et l'indemnité de résiliation par suite de leur démission, conformément aux statuts;

Attendu que le demandeur Jannet, ès-qualité qu'il agit, expose que courant août 1904 le syndicat a été régulièrement constitué conformément à la loi du 21 mars 1884; que les défendeurs y ont non seulement adhéré, ainsi qu'il nous en est justifié par les bulletins d'adhésion qui nous sont représentés, mais ont exécuté les engagements, en partie, provenant du fait de leur adhésion par le paiement d'une ou plusieurs cotisations.

Attendu que le Syndicat ne leur conteste, en aucune façon, le droit de démissionner, mais entend leur faire application de l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 qui prévoit, en cas de démission, le paiement des mensualités de l'année courante;

Attendu que le Syndicat réclame, en outre, à chaque syndiqué démissionnaire la somme de 150 francs de dommages-intérêts pour le préjudice matériel et moral considérable causé par leurs démissions;

Attendu que les défendeurs prétendent qu'ils ont le droit de démissionner sans indemnité de résiliation de contrat : 1° à raison des tendances révolutionnaires et anarchistes des statuts du Syndicat, émanant, d'après les dires du demandeur, de la Bourse du Travail de Paris, lesquels ne leur ont été remis qu'un ou deux mois après leur adhésion; que c'est à partir de ce moment qu'ils ont refusé de payer leurs cotisations et ont démissionné, que c'est pour cette raison que l'on ne trouve sur leur livret qu'un ou deux versements; 2° des agissements illicites dudit Syndicat qui a jusqu'ici poursuivi un autre but que celui prévu par la loi du 21 mars 1884, article 3.

Statuant sur les conclusions des parties :

Attendu, malgré tous les faits énoncés, que le tribunal se trouve en présence d'une demande formulée par un syndicat légalement constitué et reconnu, d'une part; que les agissements incorrects échappent à notre appréciation; que, d'autre part, l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 est formel et édicte : « Tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association nonobstant toutes clauses contraires, mais sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation de l'année courante »;

Attendu qu'en présence de termes aussi formels, le tribunal ne peut que faire application de la loi et condamner les syndiqués démissionnaires bien que victimes des agissements des meneurs du Syndicat;

Attendu que par année courante, il faut entendre une période de douze mois du jour de la fondation de l'association, et non l'année commerciale finissant le 31 décembre de chaque année,

Attendu que la demande formulée dans les conclusions du Syndicat en paiement de 150 francs de dommages-intérêts par chaque démissionnaire est abusive et vexatoire au premier chef tout autant que les agissements du Syndicat; qu'il apparaît nettement qu'elle n'a été formulée que pour faire échapper la demande principale au taux de notre compétence en dernier ressort; qu'enfin le Syndicat ne justifie d'aucune façon pouvant être prise au sérieux, avoir subi le préjudice matériel et moral considérables visés dans ses conclusions; qu'il y a lieu de le débouter purement et simplement de sa demande additionnelle de ce chef,

Attendu en ce qui concerne les conclusions des défendeurs majeurs que nous sommes incompétents pour statuer sur l'application des articles 1 et 2 de la loi du 14 mars 1872, 3 et 7 de la loi du 1^{er} juillet 1901; qu'il y a lieu de les renvoyer à se pourvoir devant le tribunal compétent;

Attendu en ce qui concerne les mineurs Vasseux et Befve qu'aux termes de la loi du 21 mars 1884, article 2, les syndicats professionnels sont composés de : personnes, etc.;

Attendu que, dans la langue du droit, *personnes* signifie tout individu ou tout être moral de création juridique susceptible d'avoir et d'exercer des droits ou d'être soumis à des obligations; que les personnes réellement existantes sont entre autres les majeurs et les mineurs;

Attendu que l'article 2 de la loi du 21 mars 1884, exige la condition unique : Tous les membres du syndicat doivent exercer la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés; que donc aucune condition de nationalité, sexes, âge ou capacité civile n'est prévue; qu'en ce qui concerne les mineurs ou les femmes mariées, ces derniers n'en restent pas moins dans le droit commun : qu'il leur faut donc l'autorisation des parents ou du mari. (Les syndicats professionnels et leur personnalité civile par César Bru, avocat, docteur en droit, Paris, Ernest Thorin, éditeur 1891; Gain (Georges), juge au tribunal civil de Draguignan, Paris, Armand Colin, éditeur);

Attendu que cette formalité n'ayant pas été remplie il y a lieu d'adjuger aux parents des mineurs leurs conclusions;

Attendu que les défendeurs ont sollicité au cas où le tribunal croirait devoir les condamner le paiement de leurs cotisations échues et à échoir dès maintenant par suite de leur démission, pour l'année courante par fractions mensuelles, ce en quoi le demandeur ne s'est point opposé;

Attendu qu'aux termes de l'article 130 du Code de procédure civile les frais de l'instance sont à la charge de la partie qui succombe;

Attendu en ce qui concerne le paiement desdits frais qu'il ne peut y avoir aucune

solidarité envers les défenseurs qui sont responsables seulement de la part proportionnelle leur incombant,

Par ces motifs,

Statuant par jugement public, contradictoire et en premier ressort,

Déboutons le syndicat : 1° de sa demande principale contre les mineurs Befve et Vasseur, les mettons hors de cause, sans dépens; 2° de sa demande additionnelle en 150 francs de dommages-intérêts par chaque syndiqué démissionnaire;

Disons que les frais afférents à l'instance contre les mineurs Befve et Vasseur seront supportés par le Syndicat qui succombe dans sa demande à leur égard;

Déboutons les syndiqués défenseurs de leur demande reconventionnelle visant la dissolution du syndicat et les renvoie à se pourvoir devant la juridiction compétente,

Condamnons : 1° M. Ténard (Édouard) à payer au Syndicat la somme de 9 francs; 2° MM. Doche (Albert), Lemaire (Marcel), Leduc (Georges), ... chacun la somme de 8 fr. 25; 3° MM. Marneau (Gustave), Solle (Jean-Baptiste) ... chacun la somme de 7 fr. 50; 4° M^{lle} Cateux (Georgette), la somme de 7 fr. 50; 5° MM. Déserville aîné, Leblanc (François), chacun la somme de 6 fr. 75; 6° M. Festival (Paul), la somme de 6 francs;

Les condamnons aux intérêts de droit à partir du 17 décembre 1904;

Disons que les démissionnaires se libéreront du montant de leurs cotisations à raison de 75 centimes par mois, pour le premier paiement avoir lieu le 7 mars 1905, jour de paye à l'usine;

Disons enfin qu'il n'a pas lieu de condamner les démissionnaires conjointement et solidairement aux frais, qui seront supportés par chacun, au prorata de la condamnation prononcée contre eux.

**Tarifs de salaires fixés par convention intersyndicale;
absence de convention particulière; application des tarifs ⁽¹⁾.**

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (7^e CHAMBRE).

(Jugement du 2 juin 1908).

Le Triounal,

Jugeant en matière sommaire et en dernier ressort;

Attendu qu'il résulte du travail de l'expert Yché, commis par jugement avant faire droit du 18 février que les prix dont les intéressés demandent l'application n'ont été adoptés par une convention intersyndicale que le 14 septembre 1907, c'est-à-dire plusieurs mois après que Chabrat s'est rendu adjudicataire des travaux à des conditions fixées dans un cahier des charges qui lui prescrivait seulement de payer ses ouvriers à des prix moindres indiqués dans un bordereau annexé; que cependant Chabrat ne paraît pas avoir fait connaître aux intéressés embauchés en novembre qu'il entendait s'en tenir aux prix indiqués dans son cahier des charges; que, notamment, le prix d'embauchage n'a pas été indiqué sur les cartes délivrées aux intimés et qu'il n'est pas justifié que le prix des salaires ait été affiché dans les chantiers;

Attendu que, dans ces conditions aucun prix n'ayant été déterminé à l'avance au moment de l'embauchage, il y a lieu pour le tribunal de s'en référer au prix de salaires en usage à ce moment;

⁽¹⁾ Association des employeurs de main-d'œuvre dans les ports de France, circulaire n°45.

Attendu que, tout en reconnaissant qu'une convention intersyndicale n'est opposable de même que tout autre contrat qu'à ceux qui y ont été parties, il y a lieu d'admettre que des tarifs portés dans un acte de cette nature doivent être considérés tout au moins comme constituant un usage de la profession; que, dès lors, si les contractants conservent incontestablement le droit de déroger aux usages, ces tarifs sont ceux qui devront dorénavant être appliqués en l'absence d'une convention particulière, ce qui s'est produit dans l'espèce;

Attendu qu'il y a lieu d'adopter les observations de l'expert en ce qui concerne la plus-value pour travail dans l'eau que Chabrat n'avait pas comptée et qui est due même aux termes de son cahier des charges, et en ce qui concerne la somme de dix francs réclamée à tort par chacun des intimés pour la journée du 16 novembre qu'ils auraient consacrée à obtenir la lettre de convocation devant le bureau de conciliation du Conseil des prud'hommes; que le compte de chacun d'eux s'établit donc comme suit :

Travaux : 49 heures de jour à 1 franc, 49 francs; 15 heures de nuit à 2 francs, 30 francs; 6 heures supplémentaires de jour à 1 fr. 50 c., 9 francs; plus-value pour 70 heures de travail dans l'eau à 0 fr. 10 c.; 7 francs. Total : 95 francs.

Testard : 36 heures de jour à 1 franc, 36 francs; 6 heures supplémentaires de jour à 1 fr. 50 c., 9 francs; 14 heures de nuit à 2 francs, 28 francs; plus-value pour 56 heures de travail dans l'eau à 0 fr. 10 c., 5 fr. 60 c. — Total : 78 fr. 60. A déduire acompte versé, 10 francs. Reste 68 fr. 60.

Attendu que la demande reconventionnelle formée par Chabrat contre chacun des intimés n'est d'ailleurs ni justifiée ni soutenue;

Par ces motifs,

Confirme le jugement attaqué en réduisant toutefois le montant de la condamnation prononcée au profit de Trévaux à 95 francs et le montant de la condamnation prononcée au profit de Testard à 68 fr. 60; décharge l'appelant du surplus;

Déclare l'appelant mal fondé en sa demande reconventionnelle, l'en déboute.

Cochers à taximètre; saisie-arrêt; salaire du cocher prélevé par lui sur la recette : responsabilité de l'employeur pour les prélèvements qu'il laisse effectuer par le cocher au préjudice du saisissant.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 22 février 1909.)

La Cour,

Où en l'audience publique du 17 février 1909, M. le conseiller Douarche, en son rapport, M^e Morillot, avocat, en ses observations, ainsi que M. Mérillon, avocat général, en ses conclusions, après en avoir délibéré conformément à la loi en la chambre du conseil;

Donne défaut contre Cru;

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que Cru a formé entre les mains de la Compagnie générale des voitures, sur les salaires de Cayla, cocher au service de celle-ci, une saisie-arrêt pour une somme de 393 fr. 80; qu'appelée à faire sa déclaration, la compagnie a affirmé que Cayla, en vertu d'accords intervenus entre eux, prélevait lui-même chaque jour 20 p. 100 sur les recettes encaissées par lui et qu'il était ainsi rémunéré, qu'elle ne détenait jamais cette portion de recettes; d'où la conséquence, selon le pourvoi, que la saisie-arrêt n'était pas valable dans l'espèce,

puisque, contrairement à l'article 557 du Code de procédure civile, elle avait été pratiquée entre les mains d'un tiers, qui n'était ni détenteur, ni débiteur de sommes appartenant au saisi;

Mais attendu que, par application du principe général posé dans l'article 2093 du Code civil, le salaire de Cayla est le gage commun de ses créanciers, et que le dixième en est saisissable aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 12 janvier 1895;

Attendu qu'en autorisant Cayla à prélever 20 p. o/o sur les recettes de la journée la compagnie lui paye son salaire par compensation; qu'en effet, suivant les constatations du jugement attaqué c'est pour le compte de la compagnie qu'il perçoit, après chaque course le prix versé par le client, qu'il est par suite débiteur envers elle de la totalité de la recette, comme elle est débitrice envers lui du salaire convenu; que les deux créances se trouvant liquides et exigibles la compensation s'opère à due concurrence, mais que dans la mesure du dixième, elle n'est plus possible dès que survient une saisie-arrêt; que dans cette mesure, alors l'article 1298 fait obstacle à un paiement par compensation, et que la compagnie doit désormais répondre des prélèvements qu'elle laisse effectuer au préjudice du saisissant;

Attendu qu'en statuant ainsi le tribunal, loin de violer les textes de loi visés par le pourvoi, a exactement appliqué les principes de la matière, quelles que soient les critiques dirigées contre certains motifs surabondants de sa décision;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre jugement rendu le 2 août 1907 par le Tribunal civil de la Seine.

Société de prévoyance à partage et à durée illimitée; l'imposition d'un versement supplémentaire pour frais d'administration constitue une modification aux statuts dont l'approbation est soumise aux formalités présentées par l'article 4 de la loi du 3 février 1902.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES.)

(Arrêt du 20 octobre 1908.)

La Cour,

Sur le premier moyen;

Attendu qu'aux termes de l'article 27 des statuts de la société civile des retraites les « Prévoyants de l'Avenir » et de l'article 4 de la loi du 3 février 1902 qui la révisait, toute révision des statuts « devra être votée au scrutin secret et obtenir l'assentiment des deux tiers au moins des sociétaires présents après convocation spéciale »; qu'il est déclaré par l'arrêt attaqué que, dans l'assemblée générale du 25 janvier 1903, à laquelle a été soumise la proposition du comité central d'imposer à chaque sociétaire un versement supplémentaire de 5 centimes par mois, le vote a eu lieu par sections et à mains levées et non par convocation spéciale, au scrutin secret et par têtes, comme le prescrivait l'article 27 des statuts, et qu'il appert du dépouillement des procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires des 25 février et 4 mars 1906 et 24 février 1907, appelées à ratifier le vote contesté du 25 janvier 1903 que, dans aucune d'elles, la modification aux statuts dont il s'agit n'a réuni la majorité exigée par les articles 4 de la loi du 3 février 1907 et 27 des statuts; que l'imposition du sou mensuel n'a donc pas été régulièrement approuvée et ne pouvait en conséquence être exigée des sociétaires; qu'à la

vérité, pour échapper aux conséquences de cette déclaration, la Société les « Prévoyants de l'Avenir » soutient que l'imposition aux sociétaires d'un versement supplémentaire de 5 centimes par mois, ayant uniquement pour objet de fournir aux sections le moyen de faire face à leurs dépenses d'administration, a été à tort assimilée par l'arrêt à une mesure de révisions des statuts et n'était pas par suite soumise comme il le décide aux formalités édictées par leur article 26; qu'on ne saurait accorder au pourvoi que l'arrêt attaqué ait dénaturé le sens et la portée de l'article 10 des statuts sociaux au titre: « articles fondamentaux: des recettes », en appréciant que cette disposition qui déterminait les recettes que la Société pouvait récupérer sur chaque sociétaire, excluait la création d'une recette nouvelle telle que le sou mensuel dont le produit devait fournir environ 300,000 francs par an; que, dès lors, cette imposition supplémentaire d'un vingtième devait être considérée comme une modification des statuts, ce qui avait pour conséquence d'en soumettre l'établissement à l'accomplissement des formes de votation et d'acceptation prescrites par l'article 27 et la loi du 3 février 1902; que le premier moyen doit donc être rejeté;

Sur le second moyen:

Attendu que le pourvoi reproche sans raison à l'arrêt attaqué d'avoir ordonné que les restitutions aux sociétaires des versements du sou mensuel seraient opérées par la Société alors qu'ils auraient été reçus par les sections; qu'en effet, il est déclaré par cet arrêt que les sommes provenant du sou mensuel et indûment perçues l'ont été au nom et pour le compte de la Société.

Rejette...

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en janvier 1909 ⁽¹⁾. — Le mois de janvier a apporté encore une diminution d'activité dans un certain nombre de grandes industries. Ainsi, le marché de charbon de la Ruhr est moins bon que le mois précédent, à cause des troubles de la navigation. Le travail est aussi moins abondant dans les lignites; aussi, fut-on obligé d'instituer des équipes de chômage. La métallurgie et la construction des machines ont été partiellement moins bonnes que le mois précédent. Il n'y a que les aciéries et les lamineries où il y ait eu amélioration par rapport au mois de décembre. De même, la situation a été mauvaise dans quelques branches du textile. Une diminution d'activité s'est produite dans les principales branches des industries électriques. Le mouvement des affaires dans l'industrie chimique est devenu meilleur d'après la plupart des rapports. Aucune diminution des demandes de travail ne s'est produite dans le mois de janvier. Dans la brasserie, le nombre des chômeurs a été très élevé : sauf dans le sud, le nombre des affaires a diminué. L'influence de la saison s'est fait sentir dans le bâtiment et dans la navigation intérieure, et par l'accalmie qui a suivi les affaires de Noël; on commence néanmoins dans quelques parties du vêtement à sentir l'influence de la saison du printemps.

Placement en janvier 1909 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à janvier 1907 a augmenté de 50,000; celui des emplois vacants a diminué de 5,000, et celui des places procurées de 2,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 688 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de décembre :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Jan. 1909 (pour 688 bureaux).....	300,000	137,000	105,000
Déc. 1908 (— 679 —).....	270,000	114,000	91,000 ¹

Loi du 28 décembre 1908 sur la journée de dix heures et le travail de nuit des femmes. — La loi du 28 décembre 1908, qui modifie la *Gewerbeordnung* de l'Empire allemand, a pour principal objet d'introduire la journée de dix heures pour les femmes et d'apporter à la réglementation générale du travail les modifications que rend nécessaires l'application de la convention internationale de Berne sur le travail de nuit des femmes ⁽²⁾.

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, février 1909.

⁽²⁾ *Bulletin*, novembre 1906, p. 1138.

Durée du travail. — Jusqu'ici le maximum de la durée du travail journalier des femmes était fixé à onze heures; la veille des dimanches et jours de fête ce maximum était réduit à dix heures. La nouvelle loi fixe ce maximum à dix heures les jours ordinaires et à huit heures la veille des dimanches et jours de fête.

Pour éviter que la loi ne soit tournée, un nouvel article dispose que « les jours où les ouvrières et les jeunes ouvriers de moins de 16 ans ont été occupés dans l'établissement pendant la durée autorisée par la loi, aucun travail à exécuter en dehors de l'établissement ne peut leur être donné par l'employeur ni leur être remis pour le compte de tiers ». Les jours où la durée est inférieure à la durée légale, il ne peut leur être donné ou remis de travail à exécuter hors de l'établissement que la quantité correspondante à celle que des ouvriers moyens de leur catégorie pourraient exécuter à l'établissement pendant le laps de temps nécessaire pour parfaire la durée légale. Aucun travail de cette nature ne peut être donné ou remis pour les dimanches et jours de fête. En cas de contraventions à ces dispositions l'autorité de police peut, par voie d'injonction, restreindre pour certains établissements le droit de donner ou de remettre du travail de cette nature.

Travail de nuit. — La *Gewerbeordnung* interdisait d'employer les femmes et les jeunes ouvriers de moins de 16 ans de huit heures et demie du soir à cinq heures et demie du matin. La nouvelle loi étend cette interdiction de huit heures du soir à six heures du matin. Elle dispose en outre que les jeunes ouvriers et les femmes devront avoir un repos de nuit ininterrompu d'onze heures au moins. C'est l'application de la convention de Berne étendue aux jeunes ouvriers. D'autre part, la veille des dimanches et jours de fête, la journée des femmes ne peut être prolongée au delà de cinq heures du soir au lieu de cinq heures et demie auparavant.

Déroations. — Dans toutes les fabriques la *Gewerbeordnung* permettait à l'autorité administrative d'accorder l'autorisation de prolonger la durée du travail des ouvrières de plus de seize heures jusqu'à concurrence de treize heures. Cette autorisation pouvait être accordée pour deux semaines et pendant 40 jours par an par l'autorité inférieure; elle ne pouvait être accordée que par l'autorité supérieure lorsqu'elle dépassait cette limite. La nouvelle loi fixe à douze heures le maximum de la dérogation et limite à cinquante jours par an les dérogations qui peuvent être accordées par l'autorité supérieure. Dans aucun cas la journée du travail ne peut dépasser 9 heures du soir (auparavant 10 heures du soir), ni le repos ininterrompu être inférieur à dix heures. La veille des dimanches et jours de fête, la journée des ouvriers de plus de 16 ans, qui n'ont pas de ménage à entretenir peut être prolongée jusqu'à 8 heures du soir (auparavant 8 heures 1/2), mais à la condition que les ouvrières ne travailleront pas les dimanches et jours de fête qui suivent.

Pour les branches d'industrie qui ont à faire face régulièrement à certaines époques de l'année à un surcroît de travail, la *Gewerbeordnung* donne au Conseil fédéral le droit d'autoriser des exceptions aux dispositions relatives à la durée du travail et au travail de nuit des ouvrières; auparavant, en vertu de cette autorisation, la journée pouvait atteindre treize heures les jours ordinaires et dix heures le samedi; la nouvelle loi fixe ces durées respectivement à douze et huit heures et elle dispose, en outre, que le repos ininterrompu ne pourra être inférieur à dix heures et devra comprendre le temps entre 10 heures du soir et 5 heures du matin et, en outre, que cette dérogation ne pourra dépasser, en aucun cas, cinquante jours par an.

Enfin dans les branches d'industrie où le travail de nuit est nécessaire pour éviter la perte des matières premières ou de matières en élaboration la nouvelle loi permet au Conseil fédéral d'autoriser des exceptions aux dispositions relatives à la

durée du travail et au travail de nuit des ouvrières, mais à la condition que le repos ininterrompu ne soit pas réduit plus de 60 fois par an, ni à moins de huit heures et demie par jour.

Femmes en couches. — Les femmes ne pouvaient être employées que quatre semaines après leurs couches; la nouvelle loi fixe le repos des femmes en couches à huit semaines, dont six semaines après les couches.

Extension de la réglementation à tous les établissements industriels occupant 10 ouvriers et à certains autres établissements. — Dans l'ancien texte de la *Gewerbeordnung* la réglementation relative à l'âge d'admission des enfants, à la durée du travail et au travail de nuit des enfants, des jeunes ouvriers et des femmes n'était applicable qu'aux fabriques. La loi ne donnant aucune définition de cette expression, il n'était pas toujours facile de décider quels établissements industriels devaient être considérés comme fabriques.

Étendant à toute la réglementation la distinction établie par la convention de Berne pour le travail de nuit des femmes, la nouvelle loi supprime partout où il se trouvait employé le mot « fabrique » et étend l'application des dispositions concernant l'âge d'admission des enfants, la durée du travail et le travail de nuit des enfants, des jeunes ouvriers et des femmes, à tous les établissements occupant normalement 10 ouvriers au moins, y compris les établissements qui, ayant à faire face régulièrement, à certaines époques de l'année, à un surcroît de travail, occupent à ces époques 10 ouvriers au moins. Ces dispositions sont, en outre, applicables aux usines métallurgiques, chantiers du bâtiment, ateliers de l'industrie des tabacs, tuileries, carrières et minières à ciel ouvert, ainsi qu'aux ateliers à moteurs, même lorsque ces établissements occupent normalement moins de 10 ouvriers. Le Conseil fédéral peut, en outre, étendre l'application des mêmes dispositions à d'autres ateliers et travaux de construction.

L'augmentation des salaires en Allemagne depuis la fin du XIX^e siècle ⁽¹⁾. — Un travail récent dû à M. le docteur Kuczinski, directeur du bureau de statistique de la ville de Schöneberg, permet de se rendre compte de la hausse des salaires des ouvriers allemands depuis une trentaine d'années. En voici quelques exemples: dans l'industrie minière la moyenne des salaires dans la vallée de la Ruhr a passé de 3 fr. 32 en 1876 à 6 fr. 45 en 1907, soit 125 p. 100 en 31 ans; en Silésie, elle a passé de 2 fr. 54 en 1886 à 5 francs en 1907, soit 100 p. 100 environ en 21 ans; la hausse a été moins sensible dans le Harz où l'on extrait des minerais; le salaire moyen a passé dans cette région de 3 fr. 46 en 1884 à 3 fr. 87 en 1907, soit 12 p. 100 seulement en 23 ans. Dans le bâtiment, le salaire journalier des maçons a augmenté de 50 p. 100 à Hambourg, de 60 à 70 p. 100 à Altona, Dresde, Berlin, Nuremberg, Elberfeld; les manœuvres de bâtiment ont vu leur salaire moyen monter de 2 fr. 62 en 1879 à 5 fr. 62 en 1906; les compagnons menuisiers en 1879 touchaient 3 fr. 12 en moyenne; ils touchaient 7 fr. 85 en 1903. Dans les transports le salaire hebdomadaire moyen des camionneurs berlinois était de 20 fr. 62 en 1871, il a été fixé à 35 francs par le tarif accepté en 1905 par les organisations ouvrières et patronales.

Parmi les travailleurs les moins payés se trouvent les ouvriers et petits employés des chemins de fer prussiens, bien que leurs salaires aient également augmenté. De 1895 à 1907, le salaire du personnel auxiliaire des trains a passé de 2 fr. 40 à 3 fr. 36; celui des petits employés de chemins de fer de 3 francs à 3 fr. 97.

(1) D'après un rapport du 16 mars 1909 du Consul de France à Brême obligeamment communiqué par le Ministère des Affaires étrangères.

AUTRICHE.

Grèves en décembre 1908 ⁽¹⁾. — 15 nouvelles grèves, avec 2,956 grévistes. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour les mines (4), la métallurgie (4), le bâtiment (1), le vêtement (1), les pierres et terres (1), la construction des machines (1) et le travail des peaux, du crin et des plumes (1) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 4 succès, 5 transactions, 1 échec, 5 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 11 cas; questions relatives à la durée du travail et aux salaires, 1 cas; divers, 4 cas.

Les grèves et lock-outs en 1907 ⁽²⁾. — On a compté 1,086 grèves avec 176,789 grévistes ayant chômé environ 2,087,523 journées. Les établissements atteints ont été au nombre de 6,049. (En 1906 ces chiffres s'établissaient respectivement à 1,083, 153,658, 2,191,815 et 6,049.)

Le nombre des grèves, après un mouvement régressif de 1899 à 1902, n'a pas cessé de s'élever, depuis l'année 1903, avec augmentation concomitante, par rapport surtout à 1901, du nombre des exploitations affectées et des grévistes. Les conflits ont été signalés principalement dans la Basse-Autriche et la Bohême.

Le tableau suivant fait ressortir l'importance des grèves de 1907 dans les principaux groupes industriels et la proportion des grévistes par rapport aux ouvriers de l'industrie :

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE de grèves.	P. 100 du nombre des grèves (1,086).	NOMBRE des grévistes.	P. 100 du nombre total des grévistes (176,789)	NOMBRE des ouvriers de l'industrie ⁽³⁾ .	P. 100 des grévistes par rapport au total des ouvriers de l'industrie.
1	2	3	4	5	6	7
Bâtiment.....	198	18.3	16,638	9.4	309,435	5.3
Métallurgie.....	90	8.3	7,735	4.1	245,327	3.1
Fabrication des machines....	54	4.9	7,904	4.5	161,822	4.8
Travail du bois, caoutchouc..	105	9.6	7,021	4.0	198,239	3.5
Pierres et terres, argile et verre.	96	8.8	7,204	4.1	215,789	3.3
Textiles.....	152	13.9	39,725	22.5	337,473	11.7
Mines.....	144	13.4	44,501	25.2	190,777	23.3
Vêtement et modes.....	66	6.1	18,419	10.4	397,171	4.6
Alimentation.....	79	7.3	11,160	6.3	328,993	3.3
Autres industries.....	102	9.4	16,482	9.5	484,431	3.6

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, janvier 1909.

⁽²⁾ D'après : *Arbeitseinstellungen und Aussperrungen in Oesterreich während des Jahres 1907*. (Ministère du Commerce; service de la statistique du travail. Vienne, 1909; A. Hölder.)

⁽³⁾ Ces chiffres sont ceux établis par le recensement professionnel du 31 décembre 1905 et comprennent les totaux des ouvriers proprement dits, des journaliers et des membres de la famille (ce derniers figurant pour 149,124 dans le total général des travailleurs industriels, qui est de 2,869,457).

Classées d'après leurs causes, les grèves se répartissent ainsi ⁽¹⁾ :

CAUSES DES GRÈVES.	NOMBRE de cas.	PRO- PORTION p. 100 des grèves (1,086).	NOMBRE des grévistes.	PRO- PORTION p. 100 des grévistes (176,789)
1	2	3	4	5
Questions de salaires.	850	78.3	145,435	82.3
Questions relatives à la durée du travail.....	425	39.1	84,343	47.7
Autres motifs.	620	57.1	118,546	67.1

Plus spécialement, les conflits ont été provoqués par les trois causes principales suivantes : salaires jugés insuffisants (73.7 p. 100 des grèves), temps de travail estimé trop long (31.3 p. 100) et règlement de travail (22.0 p. 100).

Quant aux résultats, ils peuvent se classer, dans l'ensemble, comme suit :

	NOMBRE de grèves.	P. 100 du total (1,085).	NOMBRE de grévistes.	P. 100 du total (176,789)
Réussite.	187	17.2	18,155	10.3
Transaction.	592	54.5	121,953	69.0
Échec.	307	28.3	36,681	20.7

Voici, en particulier, quel sort a été réservé aux revendications les plus fréquentes, ressortissant aux trois rubriques suivantes :

	NOMBRE des grévistes.	P. 100 du nombre des grévistes.	PROPORTIONS P. 100 des grévistes ayant obtenu :		
			Réussite.	Trans- action.	Échec.
Augmentation du salaire journalier ou du taux des prix pour travail à la tâche.	138,677	78.4	9.8	70.8	19.4
Réduction de la journée de travail.	66,752	37.7	48.3	26.1	25.6
Modifications aux règlements de travail.	63,034	35.7	45.6	33.1	21.3

En ce qui concerne les pertes de toute nature supportées par les employeurs et les ouvriers, la statistique se borne, pour les premiers, à indiquer le nombre de journées de travail perdues dans l'ensemble des industries, sans en déterminer la valeur pécuniaire même approximative, au point de vue patronal. Quant à la somme totale que les travailleurs ont manqué de gagner, elle a été évaluée à 6,300,000 couronnes environ ⁽²⁾, contre 6,400,000 francs en 1906. A signaler d'autre part, comme conséquence matérielle des grèves, le renvoi définitif de 5,619 participants et le départ volontaire de 4,995 grévistes.

⁽¹⁾ Les mêmes grèves et les mêmes grévistes se rapportant à plusieurs causes, les totaux des colonnes 2 et 4 ne donnent pas les nombres absolus de grèves (1,086) et de grévistes (176,789); mais c'est par rapport à ces nombres absolus que sont calculés les p. 100 des colonnes 3 et 5.

⁽²⁾ Nombre de chômeurs involontaires : 12,835 qui subissent des pertes de 284,000 couronnes environ.

Les grèves de 1907 ont entraîné 261 arrestations qui n'ont pas été maintenues, 77 arrestations suivies d'emprisonnement, 1 expulsion, 146 condamnations de police et 371 condamnations judiciaires, motivées le plus souvent par des infractions à la loi de « coalition » (de réunion et d'association).

Les résultats de 1907 confirment la constatation faite l'an dernier, en ce qui concerne l'augmentation du nombre des grèves, la diminution du nombre de celles faites pour résister à une réduction de salaire et l'augmentation régulière des grèves faites par suite de salaires insuffisants ou de journée trop longue.

LOCK-OUTS. — Les 26 lock-outs déclarés en 1907 ont atteint 236 établissements et 14,539 ouvriers sur un personnel total de 18,533 travailleurs, soit une proportion de 78.4 p. 100.

BELGIQUE.

Revue du travail en janvier 1909 ⁽¹⁾. — 19 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de janvier 1909. Pour 1,044 offres d'emploi, il y a eu 3,454 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 330 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 318 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en janvier, elle était de 250 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc, tant par rapport au mois précédent qu'à l'époque correspondante des dernières années, un nouveau ralentissement.

D'autre part, les renseignements précis sur l'intensité de chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 211 unions professionnelles ouvrières, groupant 44,753 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de janvier, 3,276 chômeurs, soit une proportion de 7.3 p. 100 (contre 5.7 p. 100 le mois dernier). En janvier 1908, si l'on fait abstraction de deux syndicats anversois, qui traversaient en ce moment une crise exceptionnelle, la proportion des chômeurs était de 6.0 p. 100 sur 40,409 syndiqués.

Les données de source syndicale confirment donc complètement celles des offices de placement quant à la situation générale de nos industries.

Les grèves en janvier 1909 ⁽²⁾. — 12 grèves nouvelles intéressant 881 grévistes et 755 chômeurs forcés ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de janvier 1909.

En outre, 2 grèves commencées antérieurement et intéressant 48 grévistes ont été continuées pendant ce même mois.

Les conflits nouveaux de janvier ont surgi dans les industries ci-après : travail de la pierre (3), charbonnages (2), travail des métaux (2), textiles (1), allumettes

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 15 février 1909.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 28 février 1909.

(1), peaux (1), imprimerie (1), préparation des engrais (1). Ils sont dus aux principales causes suivantes: demande d'augmentation de salaire (3 cas), refus d'accepter une diminution de salaire (2 cas), réintégration d'ouvriers congédiés (2 cas), demande de diminution d'heures de travail (1 cas), etc.

Des 12 grèves terminées depuis le dernier relevé mensuel, 10, comprenant ensemble 668 grévistes, ont échoué et leur échec a entraîné, dans 3 cas, des renvois définitifs d'ouvriers (68 au total); les deux autres grèves, intéressant 117 grévistes, ont été terminées par transaction.

L'inspection du travail en 1907⁽¹⁾. — On sait que le service de l'inspection est partagé entre les inspecteurs des mines et les inspecteurs du travail dépendant tous du Ministère de l'industrie et du travail. Les inspecteurs du travail se subdivisent en inspecteurs à l'Administration centrale et en agents provinciaux ou de district (inspecteurs ou délégués).

Les inspecteurs rattachés à l'Administration centrale contrôlent dans tout le royaume l'action des agents provinciaux; ils s'occupent en outre des établissements ou des industries que le ministre vient à leur confier, et donnent leur avis sur les recours au roi en matière d'établissements dangereux. Ils comprennent actuellement 1 inspecteur général, 2 inspecteurs principaux, 2 inspecteurs, 1 adjoint et 2 inspectrices. Le royaume est divisé en 10 districts occupant 24 agents provinciaux (8 inspecteurs, 6 adjoints, 3 délégués et 6 délégués ouvriers).

En outre, 5 inspecteurs médicaux (dont 2 sont rattachés à l'administration centrale) doivent rechercher, dans les établissements soumis à l'inspection, les causes d'insalubrité, procéder aux enquêtes spéciales qui leur sont confiées, assurer l'exécution des règlements d'hygiène, etc. D'autre part, environ 150 médecins agréés sont chargés de faire les constatations et déclarations médicales prescrites en vue de s'assurer de l'état sanitaire du personnel dans certaines industries insalubres (allumettes, dépôts de chiffons, etc.), d'examiner périodiquement les peintres employant des couleurs plombiques, etc.

L'Office du travail belge publie chaque année les rapports de chaque inspecteur de district et un rapport de l'inspecteur médecin principal. Les rapports des inspecteurs toutefois ne sont pas résumés dans un travail d'ensemble.

Le nombre des établissements ou sections d'établissements visités en 1907 s'est élevé à 14,972, dont 1,631 ont été inspectés plusieurs fois. Le personnel employé dans ces divers établissements (ceux du district de Liège exceptés) s'élevait à 305,384.

Le nombre des accidents déclarés dans 9 districts (celui de Courtrai n'a pas fourni de chiffre) a atteint 90,855.

Le service a dressé 755 procès-verbaux relevant 906 contraventions aux lois et règlements suivants :

Travail des femmes et des enfants..	148	procès-verbaux et	238	contraventions.
Repos hebdomadaire.....	368	—	384	—
Paiement des salaires.....	23	—	23	—
Règlements d'atelier.....	37	—	52	—
Police des établissements classés...	25	—	25	—
Hygiène et sécurité.....	116	—	146	—
Réparation des accidents du travail.	38	—	38	—

⁽¹⁾ Rapports de l'inspection du travail pour 1907, publiés par l'Office du travail. — Bruxeller, Lebegue 1908.

La coopération de 1903 à 1908 ⁽¹⁾. — Le nombre des coopératives existant au 31 décembre 1908 s'élevait à 2,821, contre 2,635 en 1907. Il y a augmentation de 71 p. 100 par rapport à 1903.

Le tableau suivant permet de constater, pour chacune des années 1903-1908, le développement de la coopération dans les diverses provinces du royaume ⁽²⁾.

PROVINCES.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Anvers.	192	203	219	228	266	281
Brabant.	333	379	416	438	484	521
Flandre occidentale.	128	145	159	179	202	222
Flandre orientale.	159	168	174	186	192	206
Hainaut.	351	379	390	412	430	463
Liège.	345	367	392	405	409	454
Limbourg.	168	178	184	193	200	211
Luxembourg.	218	236	254	266	280	311
Namur.	107	117	126	136	148	152
TOTAUX.	2,001	2,172	2,314	2,443	2,635	2,821

Parmi les coopératives fondées en 1908, on compte 46 sociétés de consommation, 14 de production, 2 d'épargne et de crédit, 9 d'assurances, 2 d'habitation, 95 agricoles, etc.

CANADA.

Revue du travail en novembre 1908 ⁽³⁾. — Le transport des récoltes a atteint, le mois dernier, des proportions inconnues jusqu'ici; par suite des forts encaissements réalisés, le commerce et l'industrie ont bénéficié d'une reprise d'activité. Travail abondant dans les mines, la construction des voies ferrées, la métallurgie, le vêtement et la chaussure. La cessation des travaux du bâtiment et la clôture de la campagne de pêche a, par contre, privé d'emploi de nombreux ouvriers. Dans l'ensemble, on compte une très grande activité dans les diverses branches de l'industrie à la reprise des opérations de 1909.

Grèves en novembre 1908 ⁽³⁾. — 3 grèves seulement ont été signalées en novembre au Département du travail, entraînant la perte de 5,715 journées de travail contre 37,800 en octobre.

2 de ces grèves ont éclaté dans le vêtement pour protester contre les nouveaux tarifs appliqués à la suite de l'introduction de nouvelles machines.

Résultats : 2 échecs, 1 transaction.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 15 février 1908.

⁽²⁾ Sont comprises dans les chiffres ci-dessus, toutes les sociétés coopératives fondées depuis 1873 et dont la dissolution n'a été constatée ni par un acte publié au *Moniteur belge*, ni par les investigations de l'Office du travail.

⁽³⁾ *Gazette du travail*, décembre 1908.

ESPAGNE.

Les grèves en 1907⁽¹⁾. — 118 grèves intéressant 12,671 personnes (11,920 hommes et 751 femmes) ont été signalées en 1907 à l'Institut des réformes sociales.

Ces grèves se répartissent ainsi selon les industries : agriculture, 2 ; mines 15 ; pêche, 2 ; salines, 1 ; textiles, 15 ; cuirs et peaux, 4 ; bois, 9 ; métallurgie, 6 ; céramique, 1 ; alimentation, 12 ; vêtement, 8 ; bâtiment, 21 ; construction de véhicules, 3 ; lettres, sciences et arts, 9 ; transports maritimes, 4 ; transports par terre, 3 ; produits chimiques, 2 ; diverses, 1.

Le personnel occupé dans des établissements atteints par des grèves s'élevait à 19,718 (18,421 hommes et 751 femmes).

8 grèves ont duré moins de deux jours, 19 : de 2 à 5 : 31 ; de 6 à 15 : 15 ; de 11 à 15 : 16 ; de 16 à 20 : 9 ; de 25 à 30 : 12 ; plus de 30 jours : 14. Dans 2 cas la durée est inconnue.

Causes principales : questions de salaires, 33 ; durée du travail, 10 ; organisation du travail, 21 ; renvoi d'ouvriers, 29 ; cause syndicale, 3 ; cause syndicale et salaires, 5 ; solidarité, 7 ; durée du travail et salaires, 7 ; dignité, 2 ; salaires et renvoi du personnel, 1.

Résultats : 43 succès, 16 transactions et 59 échecs.

Dans 20 cas la grève a été terminée par négociations directes entre les parties, 8 par négociations entre le patron et le syndicat ouvrier, 53 par l'intervention des autorités et 37 sans aucune intervention.

Les ouvriers étaient syndiqués dans 57 cas, les patrons l'étaient dans 1 ; dans 27 grèves les 2 parties étaient organisées, dans 33, ni l'une ni l'autre ne l'était.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en janvier 1909⁽²⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,819 unions groupant 107,535 membres, la moyenne des chômeurs était de 9.8 p. 100 en janvier 1909. Cette moyenne était en décembre de 6.2 p. 100 dans 1,698 unions groupant 117,805 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en janvier⁽³⁾. — La situation générale s'est légèrement améliorée par rapport à décembre 1908, notamment dans les textiles, la construction mécanique et la métallurgie.

⁽¹⁾ Boletín del instituto de reformas sociales, décembre 1904.

⁽²⁾ American federationist, mars 1909.

⁽³⁾ Labour gazette, février 1909.

8.7 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 688,588 membres, contre 9.1 à la fin de décembre 1908 et 5.8 p. 100 à la fin de janvier 1908; 5.03 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 659,596 ouvriers, contre 5.29 en décembre 1908 et 5.44 en janvier 1908; dans la métallurgie du fer, 284 hauts fourneaux en marche avec 21,800 ouvriers contre 290 en décembre 1908 et 306 en janvier 1908.

Grèves en janvier. — 28 conflits nouveaux en janvier avec 8,573 chômeurs contre 11 en décembre 1908 avec 7,669 et 30 en janvier 1908 avec 18,683 chômeurs.

Sur 20 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 5,618 personnes, il y a eu 3 succès (398), 9 échecs (4,107), 8 transactions (1,113). Total des journées de travail perdues: 132,400 en janvier contre 165,000 en décembre 1908 et 382,000 en janvier 1908.

Loi du 21 décembre 1908 sur la durée du travail dans les mines. — La réduction des heures de travail dans les mines a été discutée à plusieurs reprises au Parlement anglais depuis 1892; elle a donné lieu à une grande enquête en 1906-1907 qui a abouti au dépôt du projet de loi qui vient d'être voté et qui établit la journée de huit heures dans les mines de charbon.

La loi s'applique à tous les ouvriers du fond, c'est-à-dire à toutes les personnes employées dans une mine aux travaux du fond, et qui n'est pas un agent de la mine — à l'exception des boute-feu, surveillants ou délégués — ou un ouvrier des machines, ou un palefrenier ou une personne occupée exclusivement à surveiller ou à mesurer.

L'article 1^{er} pose en principe qu'aucun ouvrier ne peut rester au fond d'une mine, en vue d'y effectuer son travail, d'aller à son travail ou d'en revenir, pendant plus de huit heures au cours de vingt-quatre heures consécutives. Pour tous les ouvriers d'un poste, la période écoulée entre le moment où le dernier ouvrier du poste quitte la surface et le moment où le premier ouvrier du poste revient à la surface n'excède pas 8 heures. Tout groupe d'ouvriers dont le travail à la mine débute et s'achève approximativement aux mêmes heures est réputé être un poste.

Le propriétaire ou directeur de la mine doit fixer pour chaque poste les heures du commencement et de la fin de la descente et de la remontée et afficher ces heures à l'entrée des puits. Ces heures doivent être approuvées par l'inspecteur des mines qui doit examiner si l'intervalle entre le commencement et la fin de la descente et de la montée correspond au temps raisonnablement nécessaire à cet effet. Le propriétaire ou directeur de la mine doit charger une ou plusieurs personnes à l'orifice du puits de diriger la descente et la remontée et les heures effectives de descente et de remontée doivent être reportées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur.

Plusieurs dérogations au principe posé par la loi sont prévues. Pour les boute-feu, surveillants, délégués, accrocheurs de cages, ouvriers des pompes et des ventilateurs, chauffeurs, la durée maximum de leur séjour au fond est portée à neuf heures et demie. La durée du séjour au fond peut, en outre, être augmentée dans toute mine d'une heure par jour au maximum pendant soixante jours au plus; ces prolongations doivent être portées sur un registre spécial. Enfin la loi peut être suspendue par le Gouvernement en cas de force majeure, de danger national imminent ou de sérieux cas de force majeure.

Il n'y a pas de contravention à la loi lorsque l'ouvrier se trouve au fond en vue de prêter assistance à cause d'un accident ou pour parer à un danger imminent ou en cas de force majeure ou de travail inachevé par suite de circonstances imprévues et qu'il faut continuer sans interruption pour éviter des troubles sérieux dans le travail ordinaire de la mine ou d'une partie de la mine.

Les pénalités prévues par la loi s'appliquent aussi bien aux ouvriers et employés qu'aux propriétaires ou directeurs. La pénalité prévue pour ces derniers est de 2 livres sterling par contravention, elle est de 10 shillings pour les autres personnes.

Les ouvriers d'une mine peuvent à leurs frais faire surveiller à l'orifice du puits par une ou plusieurs personnes les heures de descente et de remontée. Ces surveillants peuvent être les contrôleurs des pesées prévues par les lois de 1887 à 1905 sur les mines de houille.

Le règlement du tribunal permanent d'arbitrage ⁽¹⁾. — Le Ministre du Commerce a reçu du Conseil de conciliation et d'arbitrage de la chaussure de Northampton, la première demande de constitution d'un tribunal d'arbitrage selon le mode exposé dans le *Bulletin* de décembre dernier ⁽²⁾. Le Conseil, composé de trois membres choisis sur les listes établies d'avance et de deux experts, a tenu une première réunion le 6 janvier mais s'est ajournée en vue de permettre aux parties de réunir des documents plus complets.

Rappelons à ce propos que le Ministre du Commerce, après avis de plusieurs des membres inscrits sur la liste des présidents, vient de publier le règlement pour le fonctionnement du Conseil et d'établir la procédure à suivre.

Lorsque les deux parties doivent soumettre un différend industriel à l'arbitrage, elles peuvent demander au Ministre : 1° soit de désigner un arbitre, 2° soit de constituer un tribunal d'arbitrage selon le mode proposé par le memorandum du 1^{er} septembre 1908.

La demande doit exposer le motif du différend; les parties y stipulent expressément si elles désirent deux ou quatre arbitres (et un président), si elles entendent les désigner elles-mêmes ou en laisser le soin au Ministre, s'il y a lieu de constituer des experts. Le tribunal peut d'ailleurs s'adjoindre lui-même des experts ou en demander la nomination au Ministre. Les experts ne font pas partie du tribunal; ils assistent aux séances lorsque le tribunal les y invite et s'engagent par écrit à observer un secret absolu sur les délibérations.

Le président en fonctions, après avis de ses assesseurs, règle la procédure à suivre pour l'affaire qui lui est soumise. Les parties lui font connaître le nom de leur représentant (conseil, solicitor, secrétaire d'un syndicat, etc.) et le nombre approximatif des témoins qu'elles désirent citer.

Le tribunal rend son verdict à la majorité des membres; en cas d'égalité le président a voix prépondérante. Le verdict original, signé par le président, est envoyé avec toutes les pièces au Ministre du commerce; copie en est communiquée aux représentants de chacune des parties. Le Ministre ne rétribue les sténographes qui ont suivi les débats que si le président certifie que leur concours était nécessaire au tribunal; il acquitte les frais de rédaction du verdict, de location de la salle ainsi que les dépenses des membres du tribunal.

⁽¹⁾ *Labour gazette*, janvier 1908.

⁽²⁾ *Bulletin*, p. 1233.

Les accidents dans le personnel des chemins de fer en 1907⁽¹⁾. — En 1907, le nombre des employés de chemins de fer (y compris les employés au service d'adjudications des compagnies) tués à la suite d'accidents d'exploitation s'est élevé à 521 et celui des blessés à 21,514 (contre 16,256 en 1906). Cette augmentation semble provenir de ce que les compagnies, conformément à un ordre de service de décembre 1906, signalent actuellement beaucoup d'accidents peu graves qu'elles négligeaient jusqu'ici de déclarer⁽²⁾.

D'après leur cause, les accidents se classent comme suit :

Collisions ou déraillements : 13 tués et 236 blessés.

Autres accidents de traction (garage, écrasements, etc.) : 443 tués, 5,560 blessés.

Autres accidents de chemins de fer (chargements, machines au repos, chutes, etc.) : 52 tués et 15,599 blessés.

Le tableau suivant permet de comparer la fréquence des *accidents de traction* autres que les déraillements et collisions survenus en 1907 et indique, pour les blessés, la durée d'incapacité de travail qui en est résultée.

	EMPLOYÉS (en 1907).	TUÉS.	BLESSÉS ET INCAPABLES de travailler pendant		
			plus de 14 jours.	14 jours au plus.	TOTAL.
Mécaniciens.	28,141	25	281	309	590
Chauffeurs.	25,714	21	366	411	777
Conducteurs de trains de mar- chandises et serre-freins. ...	16,786	41	519	516	1,035
Ouvriers.	59,812	52	123	90	213
Conducteurs (voyageurs).	8,474	8	69	113	182
Service des voies.	67,184	89	123	52	175
Porteurs.	56,402	55	321	375	696
Garage.	13,158	39	472	525	997
Autres ouvriers.		103	895		
TOTAL.		433	5,560		

Quant au nombre des employés tués (13)⁽³⁾ ou blessés (236)⁽³⁾ dans des collisions, déraillements, etc., il est inférieur au nombre de l'année précédente.

Le personnel total des compagnies s'élevait, en 1907, à 621,341, contre 581,664 en 1904, soit une augmentation de 6.8 p. 100 en trois ans. L'augmentation porte surtout sur les ouvriers de métier (9,364), les manœuvres (5,000), mécaniciens (3,000), employés (4,000), etc.

ITALIE.

Grèves en décembre⁽⁴⁾. — 150 nouvelles grèves ont été signalées en décembre à l'*Office du travail*, 40 de ces conflits intéressaient 7,118 grévistes.

⁽¹⁾ *Labour gazette*, octobre 1908.

⁽²⁾ Doivent être déclarés tous les accidents entraînant une incapacité de travail d'au moins un jour.

⁽³⁾ Y compris 2 employés tués et 18 blessés non employés au service des trains.

⁽⁴⁾ *Bollettino dell'Ufficio del lavoro*, février 1909.

Lire dans le n° de février du *Bulletin*, page 198 : « grèves en novembre » au lieu de grèves en octobre.

3 grèves ont éclaté dans les industries extractives, 4 dans la métallurgie, 4 dans le travail des pierres et des terres, 3 dans le bâtiment, 1 dans les produits chimiques, 2 dans le bois, 9 dans les industries polygraphiques, 8 dans les textiles, 4 dans le vêtement, 7 dans l'alimentation, 5 dans les transports.

Causes : questions de salaires, 27; durée du travail, 3; question de travail, 7; règlement disciplinaire, 26; diverses et inconnues, 7.

Résultats : 8 succès, 12 transactions, 24 échecs, 1 résultat inconnu.

RUSSIE.

L'inspection des fabriques en 1906 ⁽¹⁾. — Au commencement de l'année 1906, 14,247 établissements industriels employant 1,684,569 ouvriers se trouvaient sous le contrôle de l'inspection. A la fin de l'exercice, le nombre des établissements était de 14,190, avec 1,723,177 ouvriers. Cette réduction du nombre des établissements accompagnée d'un accroissement du personnel ouvrier trouve son explication dans le fait qu'un certain nombre de petites entreprises ont dû liquider à cause de la situation défavorable du marché; mais la demande n'ayant pas diminué, les grosses entreprises y ont fait face en augmentant les cadres de leur personnel.

Au point de vue de leur importance et du nombre d'ouvriers qu'ils emploient, les établissements industriels soumis à l'inspection peuvent se diviser en six groupes, savoir :

ÉTABLISSEMENTS employant au-dessous de 21 ouvriers.	NOMBRE des établissements.	NOMBRE des ouvriers.
De 21 à 50.....	5,038	59,509
De 51 à 100.....	4,385	145,116
De 101 à 500.....	2,024	144,175
De 501 à 1,000.....	413	286,057
Au-dessus de 1,000.....	283	623,603

Il ressort de ce tableau que les petits établissements, occupant jusqu'à cinquante ouvriers, forment la majeure partie (67 p. 100) de tous les établissements industriels. Les établissements importants, employant au-dessus de 1,000 hommes, n'entrent que pour 2 p. 100 dans le nombre total. C'est l'arrondissement de Moscou qui possède le plus grand nombre d'entreprises importantes; ensuite viennent, par ordre d'importance, ceux de Saint-Petersbourg, Varsovie, Kharkow, Kiev et Volga.

Le tableau suivant montre la répartition des ouvriers d'après leur âge et leur sexe :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Enfants.....	15,539	10,275	25,814
Adolescents.....	95,065	63,517	158,582
Adultes.....	1,103,097	435,684	1,538,781
TOTAL.....	1,213,701	507,476	1,723,177

⁽¹⁾ D'après la statistique de l'industrie russe en 1906 établie par la Direction de l'industrie d'après les rapports des inspecteurs des établissements industriels. L'analyse ci-dessus, communiquée par le Ministère des Affaires étrangères, est due à l'ambassade de France à Saint-Petersbourg.

En comparant les données de ce tableau avec les chiffres correspondants des années précédentes, on trouve que le travail de la femme gagne de plus en plus de terrain; ainsi, en 1901, le nombre des ouvrières adultes était de 383,782; ce chiffre n'a fait qu'augmenter depuis, pour arriver, en 1905, à 412,876 et en 1906 à 435,684.

Pour ce qui est des ouvriers adultes, leur nombre a diminué au cours de l'année 1906 et l'on peut affirmer que l'augmentation générale du nombre des personnes employées dans l'industrie doit être mise exclusivement sur le compte des femmes. Les inspecteurs des fabriques ont constaté de toutes parts une tendance, de la part des fabricants, à remplacer, partout où cela peut se faire, le travail des hommes par celui des femmes, aussi productif, mais plus avantageux pour l'entrepreneur parce qu'il est moins rétribué.

Les inspecteurs des fabriques ont eu à examiner, dans le courant de l'année 1906, 19,704 plaintes et réclamations formulées par un total de 191,587 ouvriers. Sur ce nombre, les réclamations de 29,479 ouvriers furent rejetées comme non fondées; 121,964 ouvriers consentirent à des arrangements à l'amiable et 40,144 ouvriers furent invités à s'adresser aux tribunaux.

L'objet des plaintes et réclamations formulées a été :

Salaires insuffisants.....	38,381
Licenciement avant terme.....	13,423
Calcul erroné du montant et abaissement du taux de la paye.....	13,010
Refus ou délai de paiement.....	12,046
Refus ou insuffisance de l'indemnité en cas d'accident.....	6,605
Mauvais traitements et sévices.....	6,534
Refus de travail après maladie.....	6,236
Infractions aux conditions d'engagement.....	4,578
Retenues illégales.....	3,558
Irrégularités dans le compte des fournitures livrées par les boutiques attachées à l'établissement.....	3,426
Changement du genre de travail confié à l'ouvrier.....	2,718

Le nombre des amendes infligées aux ouvriers tout en étant très considérable en 1906, 1,732,665 cas, formant un total de 276,625 roubles, est inférieur au chiffre de l'année précédente.

Les motifs ayant donné lieu à ces amendes ont été les suivants :

	NOMBRE des cas.	MONTANT des amendes.
Travail mal fait.....	1,317,450	126,875
Chômage sans raison valable.....	256,789	105,876
Infraction à l'ordre établi.....	158,426	43,874

La mauvaise qualité du travail fourni continue donc à être, comme par le passé, le principal motif des amendes infligées aux ouvriers. Ces amendes capitalisées servent de fonds de secours. Il a été distribué ainsi en 1906, 482,239 roubles, répartis sur 85,354 cas.

Des secours ont été alloués dans les cas suivants :

	NOMBRE des cas.	MONTANT total.
Incapacité de travail définitive.....	6,537	72,109
— temporaire.....	29,820	142,130
Grossesse et couches des ouvrières.....	17,599	63,069
Enterrements.....	17,968	99,175
Incendies, etc.....	5,077	59,554
Divers.....	8,353	46,202

Le montant moyen des secours alloués a varié de 3 roubles 58 à 11 roubles 73. Les motifs les plus fréquents pour les demandes de secours sont : l'incapacité temporaire de travail, ensuite les enterrements et la maternité. Une réduction du montant des secours provenant de la diminution constante du nombre des amendes a été observée en 1906.

Le nombre des chaudières à vapeur soumises à l'inspection tend à augmenter d'année en année. Ainsi, en 1901, on en comptait 39,523, tandis qu'en 1906, leur nombre atteignait 54,232. Cette augmentation doit être mise, principalement, sur le compte des machines employées dans l'agriculture et des chaudières installées par des particuliers; tandis que le nombre des chaudières à vapeur utilisées par la grande industrie ne progresse que fort lentement : dans le courant des cinq dernières années, leur nombre n'a augmenté que de 19 p. 100.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 6 février 1909, portant ouverture au ministère de l'intérieur, sur l'exercice 1909 et annulation sur l'exercice 1908, d'un crédit supplémentaire de 600,000 francs, pour secours d'extrême urgence ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au Ministre de l'intérieur, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 26 décembre 1908 pour les dépenses du budget général de l'exercice 1909, un crédit supplémentaire de six cent mille francs (600,000 fr.) applicable au chapitre 39 : « Secours d'extrême urgence. »

La répartition de ce crédit sera assurée par une Commission présidée par le premier président de la cour des comptes ou par le procureur général près cette cour et composée de : un conseiller d'Etat, un conseiller à la Cour de cassation, trois fonctionnaires du Ministère des finances, désignés par le Ministre des finances, trois fonctionnaires du Ministère de l'intérieur, désignés par le Ministre de l'intérieur.

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1909.

¹⁾ *Journal officiel* du 7 février 1909, p. 1325.

ART. 2. — Sur les crédits ouverts au Ministre de l'intérieur pour l'exercice 1908 par la loi de finances du 31 décembre 1907 et par des lois spéciales, une somme de six cent mille francs (600,000 fr.) est et demeure annulée au titre du chapitre 38 : « Subvention à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail et secours d'extrême urgence ».

Loi du 26 février 1909 autorisant des avances aux sociétés agricoles de l'Algérie ⁽¹⁾.

Décret du 18 février 1909 relatif à l'attribution, en 1909, des majorations des pensions de la Caisse nationale des retraites prévues par la loi du 31 décembre 1895 ⁽²⁾.

Arrêté du 28 décembre 1908 relatif aux bonifications spéciales de rentes viagères prévues par la loi du 31 décembre 1895 ⁽³⁾.

Arrêté du 5 février 1909 instituant une commission médicale relative aux accidents du travail, et nommant les membres de cette Commission ⁽⁴⁾.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

**en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de février 1909.**

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 février. — Dépôt, par M. Chaigne, d'un avis fait au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de loi de M. J.-L. Breton ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. (Doc. parl. n° 2304). — Séance

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 28 février 1909, p. 2094.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 26 février 1909, p. 1954.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 30 décembre 1908, p. 9143. Cet arrêté a été pris en exécution de la loi du 31 décembre 1895 (*Bull.*, 1896, p. 41), de l'article 25 de la loi de finances du 13 juillet 1896 (*Bull.*, 1896, p. 510), du règlement d'administration publique du 9 juin 1896 (*Bull.*, 1896, p. 508), de l'article 75 de la loi de finances du 15 avril 1806, ainsi conçu : « Les bonifications spéciales visées à l'article 3, second alinéa, de la loi du 31 décembre 1895 sont attribuées aux parents ayant élevé plus de trois enfants jusqu'à l'âge de trois ans accomplis. »

⁽⁴⁾ *Journal officiel* du 7 février 1909, p. 1331.

du 11 février. — Dépôt, par M. Chauvin, d'un rapport supplémentaire fait au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales sur la proposition de loi de M. J.-L. Breton (Doc. parl. n° 2308). — Séance du 15 février. — 1^{re} délibération sur la proposition de M. J.-L. Breton; déclaration de l'urgence. — Adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 18 février. — Transmission au Sénat de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (Doc. parl. n° 33). — Renvoi à la Commission du travail.

Affichage des lois ouvrières. — *Chambre des députés.* — Séance du 16 février. — Dépôt, par le Ministre du travail, d'un projet de loi concernant la publicité des dispositions relatives à la réglementation du travail dans les établissements industriels et commerciaux. — Renvoi à la Commission du travail.

Amnistie. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 février. — Rapport de M. Lauraine sur : 1° le projet de loi relatif à l'amnistie; 2° la proposition de loi de M. Argeliès tendant à l'amnistie à l'occasion des événements de Draveil, Vigneux et Villeneuve-Saint-Georges. — Séance du 11 février. — 1° délibération sur le projet de loi et la proposition de M. Argeliès. — Déclaration de l'urgence. — Séance du 12 février. — Suite de la discussion. — Adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 16 février. — Dépôt, par les Ministres de l'intérieur et de la justice, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'amnistie. — Renvoi aux bureaux. (Doc. parl. n° 31.)

Bien de famille insaisissable. — *Sénat.* — Séance du 4 février. — Suite de la deuxième délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la constitution d'un bien de famille insaisissable. — Adoption du projet de loi.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 26 février. — Dépôt, par le Ministre de l'agriculture, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat.

Codification des lois ouvrières. — *Sénat.* — Séance du 16 février. — Dépôt, par le Ministre du travail, d'un projet de loi portant codification des lois ouvrières (livre VII du Code du travail et de la prévoyance sociale). — Renvoi à la Commission de codification des lois ouvrières.

Conseils de prud'hommes. — *Sénat.* — Séance du 4 février. — Dépôt, par le Ministre du travail, du projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant modifications des articles 5, 6 et 73 de la loi du 27 mars 1907 sur les Conseils de prud'hommes. (Doc. parl. n° 22.) — Renvoi à la Commission du travail.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 4 février. — Dépôt, par le Ministre de la justice, d'un projet de loi portant modification de l'article 62 de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes (Doc. parl. n° 2287.) — Renvoi à la Commission du travail. — Séance du 16 février. — Rapport de M. Arthur Groussier. (Doc. parl. n° 2315.) — Séance du 24 février. — Déclaration d'urgence. — Adoption du projet de loi.

Coopératives agricoles de l'Algérie. — *Sénat.* — Séance du 4 février. — Rapport de M. Saint Germain, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant des avances aux sociétés coopératives agricoles de l'Algérie. (Doc. parl. n° 20.) — Séance du 9 février. — 1^{re} délibération. — Déclaration de l'urgence. — Adoption.

Employés des préfectures et sous-préfectures. — *Chambre des députés.* — Séance du 18 février. — Dépôt, par M. Bonneval, d'une proposition de loi tendant à don-

ner un statut administratif et financier au personnel des bureaux des préfectures et sous-préfectures et à modifier les attributions budgétaires de l'État et des départements dans les services des aliénés indigents de la justice et des prisons (Doc. parl. n° 2318). — Renvoi à la Commission d'administration générale.

Paiement des salaires des ouvriers. — *Sénat.* — Séance du 9 février. — Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, sur le paiement des salaires des ouvriers. — Renvoi à la Commission de l'article 2. — Adoption de l'article 4. — Ajournement de la discussion.

Saisissabilité des traitements des fonctionnaires. — *Chambre des députés.* — Séance du 19 février. — Dépôt, par M. Bonnevey, d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 21 ventôse an IV, qui détermine la portion saisissable sur les traitements des fonctionnaires publics (Doc. parl. n° 2328). — Renvoi à la Commission du travail.

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 février. — Dépôt, par M. Jules Desjardins, d'une proposition de loi tendant à l'ouverture au Ministre de l'intérieur d'un crédit extraordinaire de 40,000 francs pour venir en aide aux familles des ouvriers tisseurs à la main des communes du canton de Bohain [Aisne] (Doc. parl. n° 2301). — Renvoi à la Commission du budget.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 19 février. — Dépôt, par M. Betoulle, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1909, un crédit extraordinaire de 500,000 francs pour venir en aide à la population ouvrière de Limoges (Haute-Vienne), victime depuis de longs mois d'un douloureux chômage (Doc. parl. n° 2323). — Renvoi à la Commission du budget.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 26 février. — Dépôt, par MM. Ceccaldi, Sarraut et Girod, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1909, un crédit de 300,000 francs pour venir en aide aux victimes du chômage dans les départements de l'Aisne, de l'Aude et du Doubs. — Renvoi à la Commission du budget.

Secours d'extrême urgence. — *Sénat.* — Séance du 4 février. — Rapport de M. Denois sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1909, et annulation, sur l'exercice 1908, d'un crédit supplémentaire de 600,000 francs pour secours d'extrême urgence. — Séance du 5 février. — Déclaration de l'extrême urgence. — Adoption.

Syndicats agricoles. — *Chambre des députés.* — Séance du 11 février. — Rapport de M. Decker-David sur le projet de loi relatif à la constitution et au fonctionnement des syndicats agricoles.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LA GRÈVE DES OUVRIERS LINOTYPISTES PARISIENS.

A la Chambre des députés, dans la séance du 8 février 1909, M. Allemane a posé à M. Viviani, Ministre du Travail, une question au sujet de la grève des ouvriers linotypistes parisiens.

M. Allemane s'est plaint notamment que des femmes aient été employées la nuit par un certain nombre de patrons pour remplacer les ouvriers en grève et a demandé que, lorsqu'un inspecteur du travail relève une infraction de ce genre, il ne se borne pas à la constater, mais qu'il invite les femmes à quitter le travail.

Au cours de sa réponse, M. le Ministre du Travail a fait les déclarations suivantes :

L'honorable M. Allemane s'est plaint que la loi de 1892 soit mise en échec par des amnisties successives. Je le sais. Je tiens à honneur de dire que je me suis toujours opposé — et j'y ai réussi — aux amnisties portant sur la loi de 1892. J'ai dû subir des amnisties portant sur la loi du repos hebdomadaire, mais la Chambre a bien voulu, sur ma demande, écarter, depuis deux ans, de toutes les amnisties, toutes les contraventions dressées en vertu de la loi de 1892.

Est-ce à dire que les pénalités de la loi de 1892 ne sont pas suffisantes ? Je reconnais que la loi de 1892 a abaissé les pénalités qu'avait prévues la loi de 1874. Je ne puis que faire jouer la loi telle qu'elle se comporte.....

Quant à dire que l'inspecteur du travail doit inviter les femmes à abandonner le travail et à retourner chez elles, il n'a pas à donner un pareil conseil qui serait complètement inefficace, attendu qu'il appartient aux femmes qui travaillent de continuer à travailler si cela leur convient ; c'est le patron qui est responsable.

Telles sont toutes les observations que j'avais à apporter sur ces faits.

Il a terminé en assurant que tous les contrevenants seraient poursuivis sans aucune partialité et l'incident a été déclaré clos.

LE BIEN DE FAMILLE INSAISSISSABLE.

Le projet de loi, adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 13 avril 1906, et adopté en première délibération par le Sénat le 10 décembre 1908, a été discuté au Sénat en deuxième délibération dans les séances du 28 janvier et du 4 février 1909.

Ce projet accorde à toute famille française, et aux étrangers admis à fixer leur domicile en France, la faculté de constituer un bien de famille *insaisissable*. Ce bien, qui peut comprendre une maison ou une portion de maison et des terres attenantes ou voisines occupées et exploitées par la famille, ne doit pas avoir, au moment de sa fondation, une valeur supérieure à 8,000 francs. Il ne peut être constitué qu'un bien par famille ; mais si sa valeur au moment de la constitution est inférieure à 8,000 francs, il peut être porté à cette valeur par des acquisitions postérieures soumises aux mêmes conditions et formalités que la fondation. Le bénéfice de la constitution du bien de famille reste, d'ailleurs, acquis, alors même que, par le seul fait de la plus-value postérieure à la constitution, le chiffre de 8,000 francs se trou-

verait dépassé. La constitution du bien de famille ne peut porter sur un immeuble grevé d'un privilège ou d'une hypothèque inscrits antérieurement à l'acte constitutif ou dans un délai de deux mois après cet acte. Elle résulte d'un acte (déclaration reçue par un notaire, testament ou donation) soumis ensuite à l'homologation du juge de paix à l'expiration d'un délai de deux mois et transcrit dans le mois qui suit l'homologation.

Une fois constitué, c'est-à-dire à partir de la transcription, le bien de famille ainsi que ses fruits sont insaisissables, même en cas de faillite et de liquidation judiciaire; il n'est fait exception qu'en faveur des créanciers antérieurs qui ont accompli les formalités requises pour conserver l'exercice de leurs droits et pour le paiement de certaines dettes (amendes judiciaires, impôts, primes d'assurance contre l'incendie, dettes alimentaires), pour lesquelles les fruits seulement peuvent être saisis. Le bien de famille ne peut être ni hypothéqué, ni vendu à réméré et le propriétaire ne peut renoncer à l'insaisissabilité. Il peut l'aliéner en tout ou en partie ou renoncer à la constitution, mais avec le consentement de sa femme, s'il est marié, et avec l'autorisation du conseil de famille, s'il a des enfants mineurs.

Dans la séance du 28 janvier, la plupart des articles du projet de loi ont été adoptés. Sur l'article 2, qui dispose que la valeur des immeubles devant constituer le bien de famille ne pourra excéder 8,000 francs, M. Paul Strauss a déposé un amendement ayant pour objet d'étendre le bénéfice de la nouvelle loi à toutes les maisons individuelles qui jouissent des avantages de la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché.

Cet amendement a été renvoyé à la commission, qui a conservé le texte primitif; l'Assemblée s'est rangée à son avis. M. Paul Strauss a retiré son amendement, mais en se réservant de reprendre plus tard, dans une proposition de loi spéciale, les dispositions qu'il contenait.

L'ensemble du projet de loi a été voté le 4 février et déposé sur le bureau de la Chambre le 26 février 1909.

LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Dans sa séance du 26 janvier 1909, la Chambre des députés a adopté, après déclaration de l'urgence, un projet de loi portant modification des articles 5 et 6 de la loi du 27 mars 1907, et accordant l'électorat et l'éligibilité aux personnes qui n'ont cessé temporairement d'exercer une profession d'une façon effective que pour assumer les fonctions d'administrateur d'un syndicat ou d'une société de secours mutuels de la profession.

Au cours de la discussion, M. Charles Benoist a rappelé que deux personnes se trouvant dans les conditions prévues par la nouvelle loi ont été élues à la suite des élections qui ont eu lieu récemment. Leur élection a été déclarée nulle, mais appel est fait du jugement qui l'a annulée. M. Charles Benoist, a prié M. le Ministre du Travail de déclarer que, si la loi était votée, elle n'aurait aucune répercussion sur l'instance actuellement engagée.

M, René Viviani, Ministre du Travail, a répondu de la manière suivante :

Je fais très volontiers la déclaration que M. Charles Benoist me demande. Il est hors de doute que, comme il l'a dit, les conditions d'éligibilité ne peuvent pas être modifiées au cours d'une instance et que la loi, telle qu'elle se comporte, ne peut avoir d'effet que pour l'avenir ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ La Cour de cassation vient de rejeter le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'appel annulant les deux élections contestées. L'arrêt de la Cour de cassation sera publié dans le prochain numéro du *Bulletin*.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Marne. — D'après le conseil de prud'hommes de Châlons, il n'y aurait pas eu de changement appréciable dans l'état d'activité du travail et la situation générale de l'industrie, pendant le 4^e trimestre 1908, comparativement au 3^e.

D'après des syndicats patronaux, également à Châlons, dans la *chaux hydraulique et ciments naturels de l'Est*, qui comptent 14 établissements syndiqués occupant 600 à 700 ouvriers, on fait 60 heures en moyenne par semaine, et l'activité du travail reste satisfaisante; le salaire quotidien est de 4 à 5 francs. Dans l'*horlogerie-bijouterie de détail*, même situation qu'au précédent trimestre et qu'au trimestre correspondant de 1907.

CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS (second semestre 1908). — Il y a un contraste absolu entre le 2^e semestre et le 1^{er}, qui était caractérisé par une dépression de panique. Le peigné et les blouses se sont enlevés régulièrement, et l'alimentation des peignages a été presque complètement régulière et sensiblement meilleure qu'en 1907.

L'amélioration dans la filature de laine peignée, prévue à la fin du 1^{er} semestre, s'est assez rapidement réalisée, mais celle relative au prix n'a été sérieuse qu'en novembre, par une forte augmentation des cours, qui s'est maintenue jusqu'à la fin du semestre; il en est résulté une remise en activité de nombreux métiers, dont l'alimentation, fin décembre, était assurée pour un trimestre. A cette date, les stocks étaient très réduits dans tous leurs genres de filés peignés.

La situation dans la filature de laine cardée est restée mauvaise jusqu'à novembre, époque où elle a reçu des chargements qui lui permettent de marcher sans chômer, avec un peu d'avance et à des prix plus rémunérateurs qu'à la fin de juin.

La filature de Schappe a continué de manquer d'alimentation en juillet-août et une partie de septembre, mais à la fin de ce dernier mois, le chômage, qui était allé en progressant, a cessé, et les usines ont repris au complet. A la fin de l'année l'alimentation était assurée pour le premier semestre 1909.

Les tissus écrus, mérinos, cachemires d'Ecosse et lainages ont eu des transactions contrariées par la température, et l'année 1908 a été pour eux plutôt mauvaise; bon nombre d'établissements avaient dû réduire leur production, et ce n'est guère qu'en décembre que la marche normale put redevenir générale. Dans les nouveautés diverses et les flanelles en tous genres la situation a été plutôt satisfaisante, surtout pendant les premiers mois.

Dans la verrerie une réduction générale de la production s'est imposée, faute de vente, et les établissements ont dû avoir recours à une organisation spéciale du roulement des équipes pour conserver du travail à l'ensemble de leur population ouvrière.

Dans la miroiterie les moulins ont été normalement alimentés. Dans la brasserie la fabrication a été peu active. Dans la sucrerie la campagne sera meilleure que celle de l'an passé, pour la plupart des usines, malgré une récolte de betteraves déficitaire, mais compensée en partie par un rendement en sucre supérieur à la moyenne habituelle.

Dans la papeterie, la diminution du chiffre d'affaires aurait dépassé 25 p. o/o; une des causes de cette situation serait la concurrence des installations nouvelles créées au cours de la période active des deux dernières années.

Dans les équipements militaires, la diminution des commandes a obligé des ateliers à

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1908 et émanent des syndicats patronaux.

réduire la durée du travail, mais une reprise prochaine semblait devoir se produire au début de 1909.

Dans la construction des machines l'alimentation a été assez bonne; la construction automobile a repris une certaine activité, ce qui a permis de réembaucher. La construction métallique des ponts et charpente n'a profité que de quelques constructions particulières.

Les vins de Champagne n'ont pas eu un second semestre plus favorable que le premier; la crise s'est continuée avec la même intensité. Les deux marchés le plus fortement atteints sont l'Angleterre et les États-Unis. En France, la consommation se généralise, mais porte toujours en grande partie sur les produits à bon marché.

La récolte n'a presque rien donné, les attaques du mildew l'ayant détruite de bonne heure sur pied. De ce fait les tirages en 1909 seront à peu près nuls, au préjudice des industries accessoires de la verrerie, bouchonnerie, etc., intimement liées à celles des vins de Champagne.

D'après des syndicats patronaux : à Reims, dans la *filature et la laine cardée*, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907; il y avait encore 10 p. 100 de chômeurs, fin décembre. À Épernay, dans le *bâtiment*, qui compte 132 entreprises syndiquées occupant 520 ouvriers, l'abondance du travail a été égale à celle de l'an dernier à pareille époque; on ne faisait plus que 42 heures par semaine fin décembre, vu la saison. Au cours du trimestre 4 petits établissements ont cessé le travail; les ouvriers qu'ils occupaient (une dizaine) ont trouvé à s'occuper dans les autres établissements.

Mayenne. — D'après le conseil de prud'hommes de Laval, l'état d'activité du travail est satisfaisant dans son ensemble. Toutefois, on constatait encore 20 p. 100 de chômage dans le tissage mécanique des coutils. Le tissage à la main donnait lieu à une reprise assez sensible, le chômage n'était plus que de 10 p. 100. Le bâtiment avait repris sa marche ordinaire. Dans la *marbrerie*, qui occupe un nombre important d'ouvriers, il n'y avait pas de chômage.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y aurait pas eu de variations dans la situation industrielle au cours du 4^e trimestre; il y avait du chômage chez les peintres et les ouvriers du bâtiment; la journée de ces derniers n'était plus que de 8 heures en moyenne.

Chez les *tailleurs*, d'après un syndicat patronal, le travail aurait été plutôt moins actif qu'au 4^e trimestre 1907.

Meuse. — A Bar-le-Duc, dans l'industrie *fromagère*, qui compte 78 établissements occupant 500 personnes, l'activité du 4^e trimestre a été plus grande qu'en 1907 à pareille époque.

Morbihan. — A Vannes, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et la journée est tombée à 7 heures, vu la saison; deux établissements ont fermé.

A Lorient, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y aurait pas eu de variations appréciables dans la situation de l'industrie, tant par rapport au 4^e trimestre 1907 qu'au 3^e trimestre 1908.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LILLE (année 1908). — Dans la métallurgie, l'année a été marquée par une crise générale. Les usines de construction métallique (charpente et ponts) ont pu s'alimenter, mais à des cours très bas. La fonderie de fer et la fonderie de cuivre n'ont pu maintenir leur production que dans des conditions difficiles. La construction mécanique et la construction de chaudières se sont ressenties de la crise des autres industries; les constructions de machines à vapeur et de machines-outils, ont été constamment menacées par la concurrence étrangère. L'industrie automobile s'est, par contre, légèrement relevée de la crise de 1907, grâce à la fabrication de voitures légères et de véhicules industriels, qui ont ouvert un nouveau champ d'action à ses débouchés.

Seule, l'industrie du matériel de chemins de fer a facilement maintenu ses positions, la demande des compagnies et des grandes Administrations, étant restée abondante.

Dans la *filature de coton*, les réductions de travail dans les grands centres de production,

volontaires ou par suite de grève, n'ont pu enrayer le mouvement de descente précipitée des cours. On espérait, pour 1909, un meilleur équilibre entre la demande et la production. Dans la filature de Jumel la demande, en raison de la crise américaine, a été extrêmement faible, et des stocks très importants de filés ont dû être emmagasinés. Dans la filature de Sea Island la plupart des filatures durent réduire leur production; mais une amélioration sérieuse s'est produite pendant les derniers mois, et les stocks ont sensiblement diminué. Chez les retordeurs la gêne qu'on envisageait passagère s'est prolongée toute l'année, obligeant les industriels à laisser en chômage une partie d'un matériel neuf. Les fils à coudre se sont aussi ressentis du ralentissement général.

Dans l'industrie lainière, les filateurs, en raison de la mévente, réduisirent leur production en filerie d'un $1/6^e$ pendant le 2^e trimestre, mais ce n'est qu'après l'élection présidentielle des États-Unis que les affaires reprirent quelque activité. La situation des fils secs fut moins désavantagée que celle des fils mouillés, d'importantes adjudications ayant permis aux premiers de trouver un écoulement régulier. L'industrie des fils retors n'eut pas un meilleur courant qu'en 1907 : cette situation aurait pour cause principale la diminution d'emploi du fil de lin à coudre, au profit du fil de coton, dont diverses maisons se sont annexé avec succès la fabrication. L'industrie du tissage du lin, toile unie, comme linge de table, après s'être légèrement détendue vers le printemps, vit la vente arrêtée de nouveau, et l'on évaluait, fin décembre, à $1/6^e$ le nombre des métiers encore inactifs. Pour le tissage du coton, qui prend de jour en jour une extension plus grande dans la région de Lille, l'année fut moyenne.

Dans les confections, en particulier dans la confection ouvrière en toile, l'année a été relativement bonne. Le crémage n'a repris une bonne activité qu'avec la baisse des fils, et a largement travaillé pendant le dernier semestre. La teinture de la toile a suivi la mauvaise marche de la fabrique.

Dans les produits chimiques, l'importante industrie des superphosphates paraît subir un temps d'arrêt.

Dans l'industrie sucrière la situation s'est un peu améliorée et les usines de l'arrondissement de Lille ont eu un peu plus de travail, mais la diminution du nombre des fabriques de sucre en marche s'est encore accentuée.

Dans la distillerie, la production de 1908 sera considérable; la consommation des alcools dénaturés pour les usages industriels est en augmentation constante (545.447 en 1906, 593.830 en 1907).

Dans la tannerie, les affaires n'ont pas donné de bons résultats pendant le 1^{er} semestre, le 2^e n'a pas été plus avantagé. D'une façon générale les besoins industriels n'ont pas été très importants, les fabriques civiles ayant donné très peu d'ordres et les administrations de la guerre commandé que le strict minimum.

Dans l'imprimerie le ralentissement des commandes s'est manifesté, cette année, dès le mois de juin, au lieu de fin juillet, pour ne se terminer qu'en septembre. Cette industrie constate la suppression préjudiciable des commandes de calendriers que la filerie et divers grands magasins offraient à leurs clients.

L'huilerie a enregistré une bonne période de janvier à septembre, époque où les prix ont fléchi.

Le bâtiment est demeuré en l'état de stagnation déjà signalé l'an dernier.

D'après les syndicats patronaux : à Lille, dans les *filés de lin à coudre*, le travail a été moins abondant qu'au 4^e trimestre correspondant de 1907, et la durée du travail, faute de commandes, a diminué comparativement au 3^e trimestre 1908. Dans l'industrie de la *toile* on faisait 55 heures par semaine fin décembre; la main-d'œuvre est suffisante, sans excès dans les centres, et plutôt déficitaire ailleurs. Chez les *teinturiers en toile*, au nombre de 40 occupant de 350 à 450 ouvriers, on faisait de 55 à 56 heures fin décembre, sans variation quant l'activité du travail par rapport au trimestre correspondant de 1907. A Roubaix, dans la *maçonnerie*, qui compte 16 entreprises et 300 ouvriers, l'abondance du travail a été inférieure à celle du trimestre correspondant de 1907, et sa durée en diminution sur le 3^e trimestre 1908 (51 heures par semaine); les salaires sont en hausse de 0 fr. 03, et un établissement de 40 ouvriers a fermé. A Lille, dans la *fonderie de cuivre*, qui compte 18 établissements occupant de 800 à 900 ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et sa durée réduite comparativement au 3^e trimestre 1908; on fai-

sait de huit heures et demie à neuf heures par jour fin décembre. Un établissement, occupant une vingtaine d'ouvriers, a été créé.

A Tourcoing, dans la *brasserie*, qui compte 30 établissements occupant 200 ouvriers, la diminution très sensible de travail constatée par rapport au 4^e trimestre 1907, aurait pour cause la concurrence des brasseries coopératives. A Armentières, dans la *toile*, qui compte 28 établissements occupant 13,800 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1907 à pareille époque, et sa durée en augmentation sur le 3^e trimestre 1908. A Fourmies, dans l'*industrie faconnière et tissage*, dont les 23 établissements syndiqués occupent 8,000 ouvriers, l'activité a été moins grande qu'au trimestre correspondant de 1907, mais en progrès sur le 3^e trimestre 1908; on faisait 10 heures par jour fin décembre, avec une main-d'œuvre dont l'insuffisance est estimée à 10 p. 100. A Inchy, chez les fabricants de *tulles unis*, au nombre de 30, occupants 110 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au 4^e trimestre 1907; il y a en outre tendance à augmentation et à transformation de l'outillage par la force motrice. A Haubourdin, l'*amidonnerie de maïs*, dont les 4 établissements occupent 700 ouvriers et ouvrières, il y a eu beaucoup d'activité, grâce à l'exportation; on escompte une reprise en janvier prochain; un nouvel établissement d'une dizaine d'ouvriers a été créé.

D'après le conseil de prud'hommes de Valenciennes, on faisait 10 heures par jour dans les principales industries, sans chômage, et les salaires auraient bénéficié d'une légère augmentation.

D'après le conseil de prud'hommes de Maubeuge, l'industrie métallurgique (forges et laminiers) a traversé une triste période pendant toute l'année 1908; les usines ont travaillé 5 jours en moyenne par semaine sans renvoi d'ouvriers, ni réduction de salaires.

D'après le conseil de prud'hommes d'Halluin, on fait 10 heures de travail par jour pour un salaire de 1 fr. 50 à 5 francs; on estimait, fin décembre, de 300 à 400 le nombre des ouvriers sans travail.

Seine (1). — RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS PAR LA PRÉFECTURE DE POLICE (1^{er} semestre 1908). — Le tableau suivant donne, pour les principaux établissements de l'industrie, l'effectif des ouvriers employés à la fin du 4^e trimestre 1907, et des 1^{er} et 2^e trimestres 1908, avec l'indication de la durée courante du travail et des salaires pendant le 1^{er} semestre de 1908.

L'industrie du bâtiment, du fait de grèves et de « lock-out », a enregistré un bilan semestriel peu brillant. Néanmoins le nombre de demandes en autorisation de bâtir n'a pas été sensiblement inférieur à celui du semestre correspondant de l'année dernière : 597 contre 613 en 1907.

D'après ce tableau, le salaire minimum, dans les *ateliers des grandes compagnies de chemin de fer*, aurait bénéficié d'une légère augmentation : 5 francs au lieu de 4 fr. 50 au précédent semestre.

Le personnel ouvrier de la Société du *Gaz de Paris* a subi pendant le 1^{er} trimestre une diminution, qui s'est fortement accentuée pendant le second par suite de l'accroissement de la durée du jour.

Les *constructeurs-mécaniciens* ont enregistré une moyenne semestrielle excellente. Par rapport au trimestre correspondant de 1907 les effectifs se sont accrus de 376 unités; dans ce chiffre une maison entre pour une augmentation de 200 ouvriers; le salaire maximum qui était de 12 francs au précédent semestre est descendu à 10 francs. Dans les *charpentiers en fer*, les effectifs sont restés au complet; le salaire maximum est descendu de 10 francs à 8 francs. Dans la *serrurerie*, les effectifs qui atteignaient un total de 1420 ouvriers fin juin 1907, sont tombés à 838, par suite d'une grève dans une importante maison; les salaires ont monté à 9 et 10 francs pour 10 et 11 heures de travail, au lieu de 6 à 9 francs pour 10 heures, au semestre précédent.

Dans la *chaudronnerie et ferblanterie*, il y avait une légère diminution dans le nombre des ouvriers occupés fin juin 1908 comparativement à fin juin 1907; les salaires qui étaient de 6 à 9 francs par jour à cette dernière date, ont varié entre 5 à 8 francs au cours du 1^{er} semestre 1908.

Dans la *fonderie*, le total des effectifs était en augmentation d'une soixantaine d'unités sur 1907 à pareille époque; le salaire quotidien qui atteignait une moyenne de 9 francs au précédent semestre, n'était plus que de 7 francs au maximum fin juin 1908.

Dans les bronzes d'art et d'ameublement le total des effectifs était en diminution de quelques unités sur juin 1907; le salaire moyen qui était de 0 fr. 80 l'heure au précédent semestre a été de 0 fr. 70 à 0 fr. 80 au 1^{er} semestre 1908. Chez les fabricants d'objets dits « de piété » le personnel a augmenté de quelques unités.

	NOMBRE d'établisse- ments consi- dérés.	NOMBRE D'OUVRIERS OCCUPÉS			DURÉE du travail quotidien en heures.	SALAIRES quo- tidien (hommes)
		fin d'octobre 1907.	fin mars 1908.	fin juin 1908.		
Grands ateliers de chemin de fer.....	5	8,498	8,498	8,498	10	5 à 9 ^f .
Gaz.....	5	2,335	2,345	2,047	#	#
Constructions mécaniques.....	24	5,888	5,837	5,969	10	6 à 10.
Charpentes en fer.....	8	545	545	555	10	7 à 8.
Serrurerie.....	12	1,435	1,406	838	10 et 11	9 à 10.
Chaudronnerie et ferblanterie.....	12	1,490	1,500	1,485	10	5 à 8.
Fonderies.....	17	1,985	1,995	1,990	10	7 ⁽¹⁾ .
Chemin de fer métropolitain (ateliers).....	1	#	#	575	10	5 à 9.
Compagnie générale des voitures à Paris....	1	400	400	400	#	#
Compagnie générale des omnibus (ateliers)....	1	356	356	356	#	#
Vélocipédie.....	5	1,900	1,920	1,895	10	6 à 11 ⁽¹⁰⁾
Automobilisme.....	11	7,545	6,141	6,150	10	6 à 12 ⁽¹⁰⁾
Bronzes d'art et d'ameublement.....	8	547	552	545	10	7 à 8.
Petits bronzes dits de piété.....	3	50	50	51	#	#
Horlogerie, mécanique et instruments de pré- cision.....	12	2,590	2,493	2,478	10	9 à 10.
Bijouterie en doublé.....	6	795	790	795	10	6 à 10.
Joaillerie et orfèvrerie.....	3	465	465	450	10	8 à 9.
Menuiserie et scieries mécaniq. (ameublement).	11	890	880	850	10	10 ⁽¹⁾ .
Ébénisterie.....	6	720	720	760	10	8 ⁽²⁾ .
Tapisserie.....	5	607	607	612	10	6 à 9 ⁽³⁾ .
Pianos et orgues.....	6	1,170	1,170	1,170	10	8 à 9.
Papiers peints.....	4	805	825	875	10	8,50 ⁽³⁾ .
Couleurs, vernis, produits chimiques.....	3	330	332	374	10 et 11	5 à 7,50.
Chapellerie et matières s'y rapportant.....	6	540	520	540	10	6,50 ⁽³⁾ .
Vêtements sur mesure.....	7	249	249	244	10	8 à 10.
Couture et confection.....	22	5,716	5,925	4,726	10	4 à 7 ⁽⁴⁾ .
Lingerie et chemiserie.....	10	1,317	1,283	1,335	10	6 (1 et 5).
Fleurs et plumes.....	3	640	740	800	10 et 11	4 à 6 ⁽⁵⁾ .
Passenteries et câbles à coudre.....	5	1,040	1,020	1,025	10	4 à 7.
Boutons.....	6	615	630	600	10	7 ⁽⁶⁾ .
Teinture et blanchisserie.....	4	265	265	265	10	8 (2 et 7).
Typographie et lithographie.....	16	4,743	4,628	4,638	10	8 à 10.
Reliure et brochage.....	5	1,485	1,475	1,490	10	7 à 8.
Fonderies de caractères.....	7	720	690	720	10	5 à 7,50.
Carrosserie.....	9	595	575	580	10	8 ⁽²⁾ .
Sellerie.....	3	127	101	116	10	7,50 ⁽²⁾ .
Charronnerie.....	4	525	530	525	10	5 à 8.
Tannerie, mégisserie, maroquinerie.....	13	1,135	1,089	1,085	10	7 à 8 ⁽⁸⁾ .
Chaussures.....	10	3,340	3,380	3,350	10	8 (1 et 8).
Caoutchouc et jonets.....	2	590	550	500	10	5 à 8 ⁽⁹⁾ .
Raffineries.....	5	3,940	3,830	3,930	10 et 11	4 à 7,50 ⁽¹⁾
Confiseries, chocolateries et conserves alimen- taires.....	10	4,875	4,825	5,230	10	6,50 ⁽²⁾ .
Emballage et cartonnage.....	9	605	625	605	10	7 à 9.
Chiffons en gros.....	4	930	960	930	10	6 (2 et 8).

Dans l'horlogerie, mécanique de précision, appareils électriques et instruments de chirurgie, les effectifs qui donnaient, fin juin 1907, un total de 2,584 ouvriers, étaient tombés à

(1) Maximum. (2) Moyenne. (3) Les femmes, 3 à 4 francs. (4) Couturières. (5) Ouvrières. (6) Les femmes 20 francs en moyenne par semaine. (7) Les femmes, 3 fr. 50. (8) Les femmes 3 francs en moyenne. (9) Les femmes, 2 à 3 fr. 50. (10) Suivant la spécialité.

2.478, fin juin 1908. Une maison a dû réduire son personnel de 70 unités; une autre de 50.

Dans les *bijoux en doublé* les effectifs ont accusé les mêmes chiffres qu'au trimestre correspondant de 1907; il n'y a pas eu de variations dans la durée du travail et le taux des salaires.

Dans la *joaillerie et orfèvrerie*, le personnel était un peu moins nombreux fin juin qu'à l'époque correspondante de 1907; les salaires qui étaient à cette date de 5 à 10 francs par jour ont varié de 8 à 9 francs au cours du 1^{er} semestre 1908, pour la même durée de travail.

Dans la *menuiserie et scierie mécanique*, le total des effectifs accuse 850 ouvriers contre 890 fin juin 1907, soit une différence en moins de 40 unités; le salaire maximum qui était de 9 francs par jour est passé à 10 francs.

Chez les *ébénistes* on relève au total une diminution de 126 ouvriers sur le 2^e semestre 1907; cette diminution provient, pour une grande part, de la disparition d'une maison au dernier trimestre 1907. La durée du travail et le taux des salaires n'ont pas varié.

Chez les *tapisseries*, il y a eu une légère augmentation dans les effectifs sur juin 1907; les salaires, qui étaient de 7 francs par jour en moyenne au précédent semestre par 10 heures de travail, donnent 6 à 9 francs pour le 1^{er} semestre 1908 (hommes).

Dans les *pianos et orgues*, le personnel n'a pas varié; le salaire minimum qui était de 7 francs au précédent semestre est passé à 8 francs au 1^{er} semestre 1908.

Dans les *papiers peints* le total des effectifs s'est accru de quelques unités comparativement à fin juin 1907; la durée du travail et le taux des salaires n'ont pas varié.

Dans les *couleurs, vernis et produits chimiques*, l'augmentation du personnel a été assez sensible par rapport à fin juin 1907; la durée du travail a été de 10 et 11 heures, contre 10 heures au précédent semestre.

Dans la *chapellerie et matières premières pour chapellerie*, le personnel était aussi nombreux que fin juin 1907, mais marquait un léger fléchissement fin mars; les salaires qui étaient de 6 à 7 fr. 50 au précédent semestre donnent une moyenne de 6 fr. 50 pour le 1^{er} semestre 1908.

Chez les *tailleurs sur mesure* on constate une légère augmentation du personnel par rapport à fin juin 1907; à cette date, les salaires étaient de 8 à 9 francs pour 10 heures de travail, contre 8 à 10 francs fin juin 1908.

Chez les *couturières et confectionneuses*, l'effectif total de 5,387 ouvrières, fin juin 1907, est tombé à 4,726 fin juin 1908; cette diminution n'est particulière qu'au 2^e trimestre 1908, le premier ayant atteint le plus fort chiffre du semestre et même du semestre précédent (5,935 ouvrières). Les mois de mai et juin ont été marqués par la morte-saison. Les salaires qui étaient de 0 fr. 40 à 0 fr. 60 l'heure au précédent semestre, donnent 0 fr. 40 à 0 fr. 70 pour le 1^{er} semestre 1908. Chez les *lingères et chemisières*, légère augmentation de l'effectif total, comparativement à fin juin 1907; même durée de travail et mêmes salaires. Chez les *fabricants de fleurs artificielles et plumes*, on relève une augmentation d'une quarantaine d'ouvrières en faveur de juin 1908 sur juin 1907; à cette date les salaires étaient de 3 à 6 fr. 50 pour 10 heures de travail, et à la fin du 1^{er} semestre 1908 de 4 à 6 francs pour 10 et 11 heures.

Dans les *passenteries et câbles à coudre*, le total des effectifs a légèrement fléchi par rapport au trimestre correspondant de 1907. Pas de variations dans la durée du travail et le taux des salaires. Dans l'industrie des *boutons*, le 1^{er} trimestre a été très actif; le 2^e accuse une diminution de personnel, tant par rapport au 1^{er} qu'au trimestre correspondant de 1907. Les hommes ont gagné 7 francs par jour, au lieu de 6 à 7 francs au précédent semestre.

Chez les *teinturiers et blanchisseurs*, le travail est resté à peu près aussi actif; le salaire moyen des hommes est de 8 francs par jour, au lieu de 7 fr. 50 au précédent semestre.

Dans la *typographie et lithographie*, le total des effectifs accuse une diminution assez sensible sur fin juin 1907 et une légère progression sur le 1^{er} trimestre 1908. Les salaires ont été de 8 à 10 francs par jour, selon la spécialité, contre 6 à 10 francs le précédent semestre. Dans la *reliure et brochage*, le total des effectifs était en légère augmentation fin juin sur le chiffre du trimestre correspondant de 1907.

Dans les *fonderies de caractères*, le 1^{er} trimestre a enregistré une faible diminution de personnel, mais le 2^e donnait, fin juin, une augmentation qui témoignait d'une pleine activité;

les salaires au semestre dernier variaient entre 5 et 8 fr. 50 pour 10 heures; fin juin 1908 ils étaient de 8 francs par jour environ pour le même nombre d'heures de travail.

Chez les *carrossiers* il y avait un peu moins d'activité fin juin qu'à l'époque correspondante de 1907 et un petit peu plus qu'au 1^{er} trimestre 1908. La même remarque s'applique aux *sellers*. Chez ces derniers le salaire moyen a été de 7 fr. 50 au lieu de 7 francs au précédent semestre. Dans la *charronnerie* l'activité du travail a permis de conserver les effectifs; les salaires ont varié de 5 à 8 francs par jour, contre 5 à 9 francs le semestre précédent.

L'industrie *peaussière* (tannerie, mégisserie, maroquinerie), accuse une assez forte diminution de personnel, fin juin, sur 1907 à pareille époque, et dans l'ensemble le semestre a été sensiblement moins actif que le précédent. Les salaires ont subi une diminution à la suite de l'établissement d'un nouveau tarif patronal. Les hommes ont gagné de 7 à 8 francs au lieu de 7 à 8 fr. 50; les femmes 3 francs en moyenne au lieu de 3 à 4 francs.

Dans les manufactures de *chaussures*, de nombreux chômages, par suite de grèves et de lock-out, ont marqué le semestre; le personnel n'a que peu varié au total et la production est restée abondante. Le salaire maximum (hommes) qui était de 7 fr. 50 au précédent semestre, est porté à 8 francs à celui-ci.

Dans les manufactures de *caoutchouc et jouets*, le travail a été beaucoup plus abondant en 1908 qu'en 1907 à pareille époque; par rapport au 1^{er} trimestre 1908 le total des effectifs a baissé comparativement au second, en raison de la morte-saison, qui commence pour cette industrie aussitôt après les fêtes de Noël et du Jour de l'an.

Dans la *raffinerie* le personnel a été un peu moins nombreux qu'au semestre correspondant de 1907, par suite de la disparition d'une maison occupant 90 ouvriers, mais le travail a conservé une bonne activité. Les hommes gagnent de 4 à 7 fr. 50 par jour et les femmes 3 francs en moyenne; au semestre dernier les salaires étaient de 4 à 6 francs (hommes) et de 2 à 3 francs (femmes).

Dans les usines de *produits alimentaires* (confiserie, chocolats et conserves alimentaires), le chiffre du personnel était, fin juin, de 5,230 ouvriers et ouvrières, contre 4,250 l'année passée à la même date. L'augmentation provient d'une seule maison.

Dans l'*emballage et cartonnage*, les effectifs ont été un peu plus forts, particulièrement au 1^{er} trimestre. Dans les *chiffons en gros*, le 1^{er} trimestre 1908 a été particulièrement actif; le deuxième lui a été un peu inférieur, ainsi qu'à celui de 1907.

Dans la *vélocipédie*, le 1^{er} trimestre a marqué un léger progrès, d'après le chiffre total des effectifs, mais le deuxième lui a été inférieur, ainsi qu'au trimestre correspondant de 1907. Les salaires ont atteint de 6 à 11 francs, selon la spécialité, pour 10 heures de travail; au semestre précédent le salaire maximum était de 12 francs.

Chez les *constructeurs d'automobiles* le total des effectifs, fin juin, donnait 6,150 ouvriers, contre 8,090 à l'époque correspondante de 1907, soit 1,940 ouvriers en moins. Dans cette différence une maison figure pour 1,325 ouvriers, congédiés par suite de manque de commandes, et une autre pour 210, par suite de disparition ou de transfèrement. Les salaires ont varié entre 6 et 12 francs, contre 9 et 12 francs, le précédent semestre, pour le même nombre d'heures de travail.

Au point de vue du *commerce en gros*, les transactions ont été assez favorisées dans la draperie, très satisfaisantes dans les articles de blanc, très suivies dans la bonneterie, peu actives avec la province, mais normales avec la place de Paris, dans la mercerie; assez avantageuses dans les soieries. En nouveautés pour dames, de fortes commissions ont été rapportées par les voyageurs. Les grands magasins de détail ont été plus ou moins avantagés; chez un certain nombre les affaires ont été assez bonnes.

Le mouvement des voyageurs français et étrangers dans les hôtels et maisons meublées de Paris a atteint le chiffre de 355,852 contre 348,224 au 1^{er} semestre correspondant de 1907.

D'après des syndicats patronaux ⁽¹⁾ : à Paris, dans les *travaux d'entreprises*, qui comptent 65 maisons syndiquées occupant 8,000 ouvriers, le travail a été moins abondant pour les travaux privés, et plus abondants pour les travaux publics. On fait 60 heures par semaine; les salaires sont en hausse sur plusieurs chantiers de travaux publics : maçons, 1 franc de

(1) Un certain nombre de ces syndicats patronaux, tout en ayant leur siège dans le département de la Seine, ont des adhérents répartis sur toute la surface du territoire français.

plus par jour; même remarque pour les terrassiers et puisatiers. La main-d'œuvre est peu abondante, vu la grande quantité de travaux. Grèves fréquentes au cours du trimestre. Chez les *constructeurs d'usines* au nombre de 33, occupant 2,000 ouvriers environ, il y a eu diminution de travail sur le précédent trimestre, en raison de la saison; on faisait 54 heures par semaine fin décembre. Les salaires seraient fortement en hausse, notamment par suite de la faible production de la main-d'œuvre.

Dans les *industries aéronautiques*, qui comptent 56 établissements syndiqués occupant 4,500 ouvriers, le travail a été très actif et plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1907. On compte de 12 à 15 nouvelles maisons ayant ajouté une branche spéciale à leurs usines, et des efforts sont tentés partout pour accentuer la puissante impulsion de cette industrie.

Dans l'industrie des *cycles*, qui compte 95 établissements, il n'y a pas eu de changement. Même constatation pour la *maréchalerie*. Dans la *charronnerie*, dont les 174 établissements occupent 3,000 ouvriers, le travail a été un peu moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907, et sa durée quotidienne en diminution sur le précédent trimestre, en raison de la morte-saison; on faisait 54 heures fin décembre.

Dans l'industrie du *bronze* qui compte 166 établissements syndiqués, l'abondance du travail n'a pas varié comparativement à l'année dernière, à pareille époque, et au 3^e trimestre 1908.

Dans la *bijouterie fantaisie en tous genres*, dont les 300 établissements syndiqués occupent de 6,000 à 7,000 ouvriers, le travail a été plutôt moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1907; cette industrie est concurrencée, notamment par la passementerie et la broderie, très en vogue actuellement; plusieurs petites maisons ont fermé. On faisait, fin décembre, de 50 à 58 heures par semaine, pour un salaire moyen de 7 fr. 50.

Dans les *articles métalliques pour mercerie, confection, etc.*, dont les 78 établissements syndiqués occupent 10,000 ouvriers et ouvrières, la stagnation a atteint tous les genres et a été plus accentuée que l'année dernière à pareille époque, par suite de diminution dans l'exportation; la durée du travail a été inférieure à celle du trimestre précédent : on faisait 60 heures fin décembre.

Dans la *filature*, dont les 53 établissements occupent 10,800 ouvriers et ouvrières, l'activité du travail n'a pas varié par rapport au 4^e trimestre 1907 et au 3^e trimestre 1908; on faisait 60 heures par semaine, comme précédemment. Dans la *teinture*, qui compte 150 établissements occupant 4,500 à 5,000 ouvriers et ouvrières, le travail a été moins abondant et plus difficile, à cause de la mauvaise qualité des tissus; on faisait, fin décembre, 50 heures par semaine en raison de la morte-saison, pour un salaire en hausse de 0 fr. 70 à 0 fr. 75 l'heure (ouvriers), et de 0 fr. 40 à 0 fr. 50 (ouvrières).

Dans les *équipements militaires*, il n'y a pas eu de changement depuis le précédent trimestre. Même remarque pour les *tailleurs*. Dans la *broderie*, qui compte 20 établissements occupant 600 ouvriers et ouvrières, le travail a été plus abondant dans le genre main qu'en 1907 à pareille époque, et moins abondant dans le genre machine, auquel les grands magasins restent réfractaires, ce qui cause un profond malaise dans le personnel; beaucoup d'ouvriers ont dû quitter le métier. En outre, l'exportation a subi une crise dont cette industrie ne s'est pas encore relevée. Dans celle des *baleines*, dont les 11 établissements syndiqués occupent 1,500 ouvriers, l'abondance du travail n'a pas varié, comparativement au trimestre correspondant de 1907, mais la durée a été en diminution sur le 3^e trimestre 1908 par suite de baisse dans l'importation des cornes de buffle et du changement de la mode. Les ouvriers pâtissent de cet état de choses, qui engendre des chômages. Dans cette industrie le recrutement du personnel féminin est difficile, malgré une augmentation de salaires de 10 à 15 p. 100.

Dans la *ganterie et peausserie*, qui compte 8 établissements occupant 190 ouvriers environ, le travail a été plus abondant qu'en 1907 à pareille époque; il y a amélioration, et la durée du travail a augmenté comparativement au 3^e trimestre 1908. Dans la *chaussure*, la situation générale n'a pas varié au cours du 4^e trimestre.

Dans le *papier*, le travail se maintenait, avec une légère tendance à la baisse. Certains industriels développeraient leurs moyens de production et de nouvelles usines se monteraient. Les salaires sont élevés.

Chez les *imprimeurs phototypers*, au nombre de 20 occupent 600 ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant qu'au 4^e trimestre correspondant de 1907; quatre établisse-

ments ont fermé depuis un an; il y a eu aussi diminution de travail comparativement au 3^e trimestre 1908. Dans la *lithographie*, dont les 106 maisons syndiquées occupent 300 ouvriers, le trimestre a été en légère augmentation sur le précédent, sans toutefois atteindre la marche normale. On faisait 50 heures environ par semaine, fin décembre. Chez les fabricants de *plaques et papiers photographiques*, au nombre de 13, le travail a été encore en diminution sur le 3^e trimestre.

Dans la *brosserie*, les affaires ont baissé sensiblement, notamment par suite de la crise américaine. La situation de cette industrie est précaire; il y a eu diminution et augmentation de travail, selon la spécialité, comparativement au 3^e trimestre 1908. Dans la *sparterie*, qui compte 8 établissements syndiqués occupant 850 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque. On faisait 60 heures par semaine, fin décembre. La main-d'œuvre serait rémunératrice pour les ouvriers stables, sans chômage malgré de gros stocks en magasin. Dans l'industrie de *parapluies et ombrelles*, dont les onze établissements occupent 3,000 ouvriers et ouvrières, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque. On faisait de 8 à 10 heures par jour fin décembre dans l'article ordinaire, et de 4 à 5 heures dans l'article fantaisie. Dans l'industrie du *billard*, dont les 33 établissements syndiqués occupent 700 ouvriers, le travail a été moins important, faute de commandes, qu'au trimestre correspondant de 1907, et égal comparativement au 3^e trimestre 1908. Chez les fabricants de *jumelles*, au nombre de 21 occupant 1,500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine pour un salaire de 0 fr. 75 à 0 fr. 90 l'heure. Les chômages deviendraient de plus en plus fréquents par suite de la concurrence étrangère.

Dans les *faïenceries*, au nombre de 12, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et il tendait à diminuer comparativement au précédent trimestre. Chez les *tailleurs de glaces*, au nombre de 32, occupant 180 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 3^e trimestre 1907; on faisait 50 heures par semaine pour un salaire de 0 fr. 80 à 1 fr. 10 l'heure.

Dans les *salaisons*, il n'y a pas eu de changement au cours du 4^e trimestre.

Dans la *confiserie*, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907. Cette industrie qui compte 31 établissements syndiqués et 2,300 ouvriers et ouvrières, s'est accrue de 4 maisons nouvelles occupant 200 ouvriers. On fait 60 heures par semaine. Même remarque pour l'industrie de la *colle*, quant à l'activité et à la durée du travail.

Chez les *horticulteurs cultivateurs d'orchidées*, il n'y a pas eu de changement. Chez les *horticulteurs et entrepreneurs de jardins*, de Courbevoie, au nombre de 90 occupant 250 ouvriers, le travail est stable; on faisait de 8 à 9 heures par jour, fin décembre, pour un salaire de 0 fr. 60 l'heure.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 février.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 33 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers*.

2. — **Aisne.** — A Laon, pas de chômeurs chez les *couturières*.

A Saint-Quentin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; travail moins abondant, 49 heures, chez les *menuisiers*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 43 heures, chez les *peintres*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*.

A Estrées, travail moins abondant, 60 heures, chez les *brodeurs*.

A Guise, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Saint-Michel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Sissy, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *vanniers*.

A Soissons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 70 p. 100 de chômeurs, 35 heures, dans le *bâtiment*.

A Vaux-sur-Laon, 66 p. 100 de chômeurs, dans le *bâtiment*.

3. — **Allier.** — A Bourbon-l'Archambault, 94 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Commentry, travail peu satisfaisant, 63 heures, chez les *métallurgistes*; chômage complet chez les *maçons* et *manœuvres*.

A Montluçon, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins, 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres* et *plâtriers*.

A Saint-Aubin-le-Monial, 10 p. 100 de chômeurs chez les *sieurs de long*.

A Saint-Yorre, 15 p. 100 de chômeurs, 40 à 48 heures, chez les *sourciers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs à Besson, Bressolles, Buxières-les-Mines, Chemilly, Meillard; 43.5 p. 100 à Mercy; pas de chômeurs à Molinet; 33 p. 100 à Neuilly-le-Réal; pas de chômeurs à Saligny.

Chez les *bûcherons*: 54 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; pas de chômeurs à Franchesse; pas de chômeurs à Isles et Bardais; 83 p. 100 à Lurcy-Lévy; chômage complet à Neure; pas de chômeurs à Pouzy-Mézangy; 10 p. 100 de chômeurs à Saint-Plaisir; 57 p. 100 de chômeurs à Saint-Voir; travail plus abondant à Vaumas; 20 p. 100 de chômeurs à Ygrande.

Chez les *mineurs*, pas de changement à Commentry; pas de chômeurs, 54 heures, à Doyet; pas de chômeurs à Montcombroux; pas de chômeurs, 54 heures, à Montvicq; 6 p. 100 de chômeurs à Saint-Hilaire.

4. — **Alpes (Basses-).** — A Saint-Maime, pas de chômeurs, 47 heures $1/2$, chez les *mineurs*.

5. — **Alpes (Hautes-).** — A Briançon, chômage complet dans le *bâtiment*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'éclairage au gaz et à l'électricité; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *infirmiers*.

A Cannes, 27 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers* et *ébénistes*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Grasse, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Menton, 50 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *débardeurs au port*.

A Vallauris, 70 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeuses, 48 heures, chez les *engobeuses de poterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *enfourneurs*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 30 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *mégissiers de rivière*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-pulissonneurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*, *charpentiers*, *ébénistes*; 77 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Largentière, pas de chômeurs, 59 heures, chez les *tisseurs*.

A Privas, travail moins abondant, 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Serrières, pas de chômeurs, 2 jours de travail par semaine, chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Vals, 75 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *terrassiers* et *manœuvres* des eaux minérales.

8. — **Ardennes.** — A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Charleville, travail peu satisfaisant chez les *camionneurs*.

A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Sedan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charrons*; pas de chômeurs, chez les *employés de magasin*.

Chez les *tisseurs*: pas de chômeurs, à Hily; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Sedan; 9 p. 100 de chômeurs, à Saint-Menges.

Chez les *métallurgistes*: pas de chômeurs, 58 heures, à Braux; travail médiocre, 48 à 60 heures, à Fromelennes; pas de chômeurs, 50 heures, aux Mazures.

9. — **Ariège.** — A Lavelanet, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*.

A Arignac, pas de chômeurs, chez les *plâtriers*.

10. — **Aube.** — A Troyes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 1,3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*; 24 p. 100 de chômeurs, chez les *coiffeurs*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, 7 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

A Espéraz, travail moins abondant chez les ouvriers et ouvrières en *chapellerie*.

A Limoux, 65 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Narbonne, 8 p. 100 de chômeurs, 92 heures, chez les *boulangers*; 32 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *cuisiniers*; 35 p. 100 de chômeurs chez les garçons *limonadiers-restaurateurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 66 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 53 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

En ce qui concerne les *ouvriers forestiers agricoles, cultivateurs, etc.*: 40 p. 100 de chômeurs à Argeliers; pas de chômeurs à Arzens; 10 p. 100 à Capendu; 46 p. 100 à Carcassonne; 13 p. 100 à Castelnaud-Aude; pas de chômeurs à Comigues; 11 p. 100 de chômeurs à Cuxac-d'Aude; 29 p. 100 de chômeurs à Fabrezan; 15 p. 100 de chômeurs à Gruissan; pas de chômeurs à Maillac; pas de chômeurs à Montlaur; pas de chômeurs à Pennautier; pas de chômeurs à Rieux-Minervois; 7 p. 100 de chômeurs à Roubia; 16 p. 100 de chômeurs à Saint-André-de-Roquelongue; pas de chômeurs à Sainte-Colombe-sur-Guette; 13 p. 100 de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villeghy.

12. — **Aveyron.** — A Millau, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 22 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; 73 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *mégissiers et chamoiseurs*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *teinturiers en peaux*; pas de chômeurs, 77 heures, chez les *gantiers*.

A Decazeville, travail plus abondant, 54 heures, dans le *bâtiment*.

13. — **Bouches-du-Rhône.** — A Marseille, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchers, tripiers et boyaudiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; 42 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *employés d'hôtels et de restaurants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *raffineurs* de Saint-Louis; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *raffineuses*.

17 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers des *huileries*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du gaz*.

43 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourrelliers*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *crins*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *voiliers, tentiers, bacheurs*; 38 p. 100 de chômeurs, 25 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

43 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers*; 66 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *démolisseurs de navires*; 26 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *carrossiers*.

11 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *bijoutiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *mécaniciens*.

11 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons des travaux d'art publics et sous-marins*; 50 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons*; 50 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *tailleurs de pierres tendres*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 26 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *briqueteurs-fumistes*.

9 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au long cours*.

8 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail moins abondant chez les *sténographes de commerce*; 3 p. 100 chez les *comptables professionnels*; pas de changement chez les *représentants et placiers de commerce*; 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens-automobilistes*; 2 p. 100 de chômeurs dans l'*enseignement privé laïque*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*; pas de chômeurs chez les *machinistes*.

A Aix, 26 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pâtisseries, cuisiniers, confiseurs*; pas de chômeurs, 90 heures, chez les *coiffeurs*; travail satisfaisant chez les *institutrices libres*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*.

A Arles, pas de chômeurs, 40 heures chez les ouvriers de l'*habillement*.

A Aubagne, 43 p. 100 de chômeurs, 20 heures, chez les *tonneliers*.

A Berre, 6 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Cassis, 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*; chômage complet chez les *ouvriers du port*.

A la Ciotat, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 52 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

A Port-Saint-Louis-du-Rhône, 80 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); 2 jours de chômage par semaine à Fuveau; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin.

14. — **Calvados.** — A Caen, travail moins abondant, 56 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

A Condé-sur-Noireau, 3,6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les travailleurs de l'*industrie cotonnière*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs, zingueurs et plombiers*.

A Vire, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *granitiers*.

15. — **Cantal.** — A Aurillac, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*, pas de changement dans le *bâtiment*.

A Champagnac, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *mineurs*.

16. — **Charente.** — A Angoulême, 9 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs et tailleurs d'habits*.

A Cognac, 4 p. 100 de chômeurs, 100 à 110 heures, chez les *boulangers*; travail peu satisfaisant chez les *typographes*; 45 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers, foudriers et doleurs*; 23 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *tuiliers céramistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

17. — **Charente-Inférieure.** — A Rochefort, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A la Rochelle, travail satisfaisant chez les *marins et pêcheurs*; pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les ouvriers des *engrais chimiques*.

A Saint-Séverin, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

A la Tremblade, pas de chômeurs, 40 heures, dans le *bâtiment*.

18. — **Cher.** — A Bourges, 19 p. 100 de chômeurs, 46 heures, dans l'*habillement*;

66 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 8 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *métallurgistes*; 90 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Bruère-Allichamps, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *porcelainiers*.

A Chailivoy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers* et *ouvriers agricoles*.

A Chateaumeillant, travail plus abondant pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Dun-sur-Auron, chômage complet chez les *maçons*, *aides-maçons* et *tailleurs de pierres*.

A Graçay, 53 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, 55 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; travail plus abondant, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

A Sancoins, 78 p. 100 de chômeurs, dans le *bâtiment*.

A Saint-Loup, 3.3 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers agricoles*.

A Torteron, 40 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont; 24 p. 100 de chômeurs à Blet; 10 p. 100 de chômeurs à Brécy; chômage complet à Chambon; chômage complet à la Chapelle-Hugon; 70 p. 100 de chômeurs à Charenton; pas de chômeurs à Cours-les-Barres; 50 p. 100 à Dun-sur-Auron; pas de chômeurs à Farges-en-Septaine; travail peu satisfaisant à Feux; pas de chômeurs à Flavigny; 10 p. 100 de chômeurs à Groises; 78 p. 100 de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Ivery-le-Pré; 74 p. 100 de chômeurs à Jalognes; 56 p. 100 à Jouet-sur-l'Aubois; 50 p. 100 à Loye; chômage complet à Mareuil; travail satisfaisant à Morlac; 11 p. 100 de chômeurs à Mornay-Berry; travail plus abondant à Plon-Brouillaumon; chômage complet à Saint-Baudel; pas de chômeurs à Saint-Benin-d'Azy; pas de chômeurs à Saint-Eloy-de-Gy; 40 p. 100 de chômeurs à Sancergues; 88 p. 100 à Sancoins; 40 p. 100 de chômeurs à Torteron.

19. — **Corrèze.** — A Tulle, 8 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 41 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres* et *maçons*.

A Bort, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *chapeliers-appropriers*; pas de chômeurs, 36 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Brive, pas de chômeurs chez les *camionneurs*.

20. — **Corse.** — A Ajaccio, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 50 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *maçons*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

21. — **Côte-d'Or.** — A Dijon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Beaune, 70 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Comblanchien, travail moins abondant, 60 heures, chez les *carriers*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux.

22. — **Côtes-du-Nord.** — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers* et *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, chez les *peintres*.

A Dinan, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *ouvriers en voitures*.

A Pordic, 19 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*.

23. — **Creuse.** — A Guéret, pas de changement chez les *limonadiers*.

A Saint-Pierre-le-Bost, travail satisfaisant, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

24. — **Dordogne.** — A Bergerac, 9 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-appropriers*.
A Domme, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuliers*.
A Tuillères, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers*.

25. — Doubs. — A Besançon, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail moins abondant, 50 à 55 heures, chez les ouvriers en *couronnes, pendants et anneaux de montres*; 78 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Badevel, travail moins abondant, 60 heures, chez les *horlogers*.
A Lac-ou-Villers, 50 p. 100 de chômeurs chez les *horlogers*.
A Montbéliard, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.
A Morteau, 37 p. 100 de chômeurs chez les *horlogers*.
A Verrières-de-Joux, chômage complet chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, 6 p. 100 de chômeurs, 63 à 84 heures, dans l'*alimentation*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers cavistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriers*.
A Saint-Jean-de-Royan, 7 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en soieries*.
A Saint-Restitut, 53 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*.
A Saint-Uze, pas de chômeurs, 36 heures chez les ouvriers des *manufactures de porcelaine*.

27. — Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *limonadiers*.
A Groslay, travail peu satisfaisant chez les *bûcherons*.
A Pont-Audemer, travail satisfaisant, 54 heures, dans le *bâtiment*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.
A Dreux, travail satisfaisant chez les *cordonniers*.

29. — Finistère. — A Quimper, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Audierne, chômage complet chez les *ferblantiers-boîtiers*.
A Concarneau, travail moins abondant chez les *pêcheurs*.
A Douarnenez, travail moins abondant chez les *marins pêcheurs* du quartier de Douarnenez; 36 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.
A Guilvinec, 55 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.
A Morlaix, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.
A Pont-l'Abbé, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers*.
A Tréboul, 29 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*.

30. — Gard. — A Nîmes, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coltineurs*.

A Aramon, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *vanniers*.
A Durfort, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *fileurs*.
A Estrechure, pas de chômeurs, 61 heures, chez les *fileuses*.
A Lasalle, 7 p. 100 de chômeurs chez les *filateurs de soie*.
A Quissac, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.
A Saint-Jean-du-Gard, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *fileuses*.
A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.
A Vallecangues, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fileurs*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvrières de l'équipement et chaussures*.
A Muret, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *travailleurs de la terre*.

32. — Gers. — A Auch, 24 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *terrasiers*.
A Lectoure, 50 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, 22 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *cuisiniers*, 4 p. 100 de chômeurs chez les *porteurs de pain*.

1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs-chromistes*.

5 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; 53 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*; 45 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *layetiers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60-66 heures, chez les *maréchaux*.

70 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *paveurs et terrassiers*; 52 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 42 heures, chez les *couvreurs*.

6 à 7 jours de chômage par mois chez les *verriers en verre blanc*; pas de chômeurs chez les *potiers*.

Pas de changement chez les *inscrits maritimes*; travail moins abondant chez les *déménageurs*; chômage presque complet chez les *sacquiers*.

3 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Arcachon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Camarsac, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Libourne, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs dans l'*éclairage*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Nérigeau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 heures chez les *sciurs*; de même chez ceux de Preignac.

A Soulac, 40 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

Chez les *tonneliers*: 29 p. 100 de chômeurs à Barsac; pas de chômeurs, 72 heures, à Langon; 22 p. 100 de chômeurs à Libourne; travail satisfaisant à Saint-Maixent.

34. — Hérault. — A Montpellier, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bédarieux, 28 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers, mineurs-terrassiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres*.

A Béziers, 73 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A Cette, 14 p. 100 de chômeurs, 105 heures, chez les *boulangers*.

A Ganges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Graissessac, travail satisfaisant, 59 heures, chez les *mineurs*.

A Marseillan; 22 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A Mèze, 20 p. 100 de chômeurs, chez les *charretiers*; 44 p. 100 de chômeurs chez les *matelots-borneurs*.

A Palavas, travail un peu plus satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Pézenas, pas de chômeurs chez les *employés*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc, 33 p. 100 de chômeurs à Abeilhan; 2 p. 100 à Beaufort; 67 p. 100 à Capestang; 67 p. 100 à Florensac; 31 p. 100 à Mauguio; 26 p. 100 à Mèze; pas de chômeurs à Mudaison; 33 p. 100 de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; 25 p. 100 à Olonzac; 22 p. 100 à Sérignan; 23 p. 100 à Vendres.

35. — Ile-et-Vilaine. — A Rennes, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *écrivains dessinateurs lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*; 10 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *menuisiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*: travail moins abondant chez les *employés*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

A Fougères, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Paramé, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *en voitures*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Malo, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

36. — **Indre.** — A Châteauroux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en drap.

37. — **Indre-et-Loire.** — A Tours, travail moins abondant, 66 heures, chez les *ébénistes*; travail peu abondant chez les *cochers, carriers et journaliers*.

A Amboise, 54 heures chez les *mouleurs*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en produits chimiques.

38. — **Isère.** — A Grenoble, pas de chômeurs, 42 à 54 heures, chez les *typographes*; travail stationnaire chez les ouvrières de l'aiguille; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en boutons; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *canionneurs*; travail satisfaisant chez les employés; 8 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Bourgoin, 80 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres journaliers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, travail abondant chez les *gantiers*.

A Izeaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Parmilieu, 61 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs, 68 heures 1/2, chez les *tullistes*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, travail peu satisfaisant chez les *galochiers*.

A Trept, 80 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*.

A Vienne, pas de chômeurs, 72 à 78 heures, chez les *boulangers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en chaussures; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie textile; 33 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en voitures; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*; 25 p. 100 de chômeurs, 36 à 60 heures, chez les *mouleurs*; 36 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs chez les employés.

A Voiron, pas de chômage, 66 heures, chez les ouvriers du tissage.

39. — **Jura.** — A Dôle, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 85 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*.

A Cinquétral, pas de chômeurs, 30 heures, chez les ouvriers en tuyaux de pipes.

A Fraisans, 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavans-Saint-Claude, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Morez, 25 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers *lunettiers*.

A Saint-Claude, pas de chômeurs, 30 heures, chez les fabricants de l'article de Saint-Claude.

40. — **Landes.** — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *tonneliers*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les employés de commerce.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*.

Chez les *résiniers*: travail peu abondant à Boos; pas de chômeurs à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escource; pas de chômeurs à Lesgor; pas de chômeurs à Lévignacq; 67 p. 100 de chômeurs à Linxe; pas de chômeurs à Lit-et-Mixte; pas de chômeurs à Magescq; travail médiocre à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; travail non satisfaisant à Moliets-et-Maa; travail stationnaire à Onesse-Laharie; travail stationnaire à Rion; pas de chômeurs à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs à Saint-Julien-en-Born; pas de chômeurs à Saint-Vincent-de-Paul; 71 p. 100 de chômeurs à Soustons.

41. — **Loir-et-Cher.** — A Blois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 57 à 66 heures, chez les ouvriers du drap; travail satisfaisant, 66 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *chauffeurs-mécaniciens des mines*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant 48 heures, chez les travailleurs de la *soie*; pas de changement chez les *tisseurs de Beaubrun*; 38 p. 100 de chômeurs, 60-66 heures chez les *tisseurs stéphanois*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *battandiers*; 53 p. 100 de chômeuses chez les *couturières*; 15 p. 100 de chômeuses chez les *lingères*; travail moins abondant, 50 heures, chez les ouvrières de l'*aiguille stéphanoise*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *armuriers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens et électriciens*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux ferrants*; chômage complet chez les *maçons*; 66 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *terrasiers, mineurs, puisatiers, tubistes*; 25 p. 100 de chômeurs chez les employés de la *fabrique de rubans*.

A Roanne, travail abondant, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *cuirs et peaux*; 0.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs, monteurs de chaînes, jacquardiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tourneurs en poterie*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *ouvriers en soie*.

A Cergne, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les ouvriers en *soierie*, pas de chômeurs, 60 heures, pour les *tisseurs à la mécanique*; 25 p. 100 de chômeurs, 72 heures chez les *tisseurs à bras*.

A Chazelles, 3 ou 4 jours de travail par semaine chez les *chapeliers*.

A la Gresle, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Rive-de-Gier, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *verriers réunis*; 30 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *verriers à vitres*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Chamond, travail plus abondant, 54 heures, chez les *menuisiers*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 36 p. 100 de chômeurs, chez les *passementiers*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, 46 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Saint-Didier-le-Séauve, 48 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers*.

A Sainte-Sigolène, 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *passementiers*.

A Yssingeaux, 26 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 54-60 heures, chez les *lithographes*; 75 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*.

A Chateaubriand, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Nazaire, 11 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines de navires*.

45. — Loiret. — A Orléans, travail plus abondant chez les *garçons-limonadiers, restaurateurs, etc.*; pas de chômeurs chez les *coupeurs, tailleurs et chemisiers*; travail médiocre chez les *couvreurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Montargis, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *jardiniers*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: 33 p. 100 de chômeurs, à Autry-le-Châtel; chômage complet à Batilly; pas de chômeurs à Cerdon; pas de chômeurs à Chevilly; chômage complet à Dammarie-en-Puisaye; chômage complet à Faverelles; travail plus abondant à Ouzouer-sur-Loire.

46. — **Lot.** — A Cahors, 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et tapissiers*.

47. — **Lot-et-Garonne.** — A Agen, 30 p. 100 de chômeurs, 72 heures chez les *tailleurs d'habits*; 37 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Casteljaloux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

A Lavardac, pas de chômeurs chez les *bouconniers*.

A Marmande, travail moins abondant, 54 heures, chez les *cherpentiers*; 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*.

A Mezin, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *bouconniers*.

49. — **Maine-et-Loire.** — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*; travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *vanniers*.

A Cholet, 3 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *blanchisseurs-apprêteurs*; chômage complet chez les *maçons*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, à Andrezé; pas de chômeurs à May-sur-Èvre; pas de chômeurs à la Saguinière; pas de chômeurs à Saint-Léger; pas de chômeurs à Saint-Philibert-en-Mauges; 10 p. 100 de chômeurs à la Tessoualle.

50. — **Manche.** — A Cherbourg, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

51. — **Marne.** — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers et ouvrières en pelletteries*.

A Reims, 16 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes, papetiers, relieurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *trieurs de laine*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*; 19 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *métallurgistes*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Ay, pas de chômeurs, chez les *vignerons*.

A Courlandon, 72 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Cumières, pas de chômeurs chez les *pilotes*.

52. — **Marne (Haute-).** — A Chaumont, travail satisfaisant, 55 à 60 heures, chez les *mégissiers-pâtisseries*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégissiers de rivière*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Bussières-les-Beumont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

53. — **Mayenne.** — A Laval, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du livre*.

54. — **Meurthe-et-Moselle.** — A Nancy, 16 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers, relieurs et similaires*; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *comptables*.

55. — **Meuse.** — A Cousances-aux-Forges, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lérrouville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

56. — **Morbihan.** — A Vannes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*.

Au Bono, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

A Lorient, 25 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*.

A Plouhinec, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Sauzon, chômage presque complet, chez les *serblantiers-boitiers*.

A Rochefort-en-Terre, pas de changement chez les *ardoisiers*.

A Trussac, 12 p. 100 de chômeurs, chez les *menuisiers*.

57. — Nièvre. — A Nevers, 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Cercy-la-Tour, chômage complet, dans le *bâtiment*.

A la Charité-sur-Loire, travail peu abondant, dans le *bâtiment*.

A Clamecy, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers des ports*.

A Corbigny, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Cossaye, chômage complet dans le *bâtiment*.

A Decize, *mineurs*; 90 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Guérigny, chômage complet dans le *bâtiment*, chez les *ouvriers des forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, travail satisfaisant, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: 50 p. 100 à Annay; 86 p. 100 à Arquian; 25 p. 100 à Azy-le-Vif; pas de chômeurs à Billy; travail moins abondant à Bitry; pas de chômeurs à la Celle-sur-Nièvre; 61 p. 100 à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs à Champlemy, 20 p. 100 de chômeurs à Champvert; pas de chômeurs à la Chitry-les-Mines; pas de chômeurs à Colméry; pas de chômeurs à Cossaye; 22 p. 100 à Devay; pas de chômeurs à Donzy; 29 p. 100 à Dury-Parigny; pas de chômeurs à Entrains; chômage complet à Fours; pas de chômeurs à Guipy; 40 p. 100 de chômeurs à Limon; pas de chômeurs à Lormes; pas de chômeurs à Magny-Cours; pas de chômeurs à Menestreau; pas de chômeurs à Montambert-Tannay; pas de chômeurs à Montaron; pas de chômeurs à Montigny-aux-Amognes; pas de chômeurs à Nannay; pas de chômeurs à Nolay; pas de chômeurs à Paray; pas de chômeurs à Préporché; pas de chômeurs à Raveau; pas de chômeurs à Sichamps; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; pas de chômeurs à Saint-Léger-des-Vignes; 27 p. 100 de chômeurs à Saint-Martin-d'Heuille; pas de chômeurs à Saint-Pierre-le-Moutier; pas de chômeurs à Thianges; 56 à 60 p. 100 de chômeurs à Verneuil.

58. — Nord. — A Lille, 1 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie, chez les ouvriers de l'*industrie du livre*; 0,6 p. 100 de chômeurs, chez les *tisserands*; pas de chômeurs, 50 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); 0,6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *filature de coton*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de *filature de lin*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Eloi; 5 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *bitumiers et similaires*; 15 p. 100 de chômeurs à chez les *ouvriers en pierres blanches*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres bleues*; pas de changement, 10 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*.

A Armentières, pas de chômeurs, 59 et 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; travail normal chez les *mouleurs*.

A Bellignies, 10 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *marbriers*.

A Bondues, pas de chômeurs, chez les *lingères*.

A Cambrai, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; 80 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *maçons*.

A Caudry, 13 p. 100 de chômeurs, 40 à 56 heures, chez les *tullistes*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômage chez les *employés*; pas de chômeurs à chez les *vendeurs de journaux*.

A Escaupont, 4 à 5 journées de 8 heures chez les *verriers à bouteilles*.

A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

A Ferrière-la-Grande, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

- A Fourmies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.
 A Commenegny, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs*.
 A Gussignies, travail moins abondant, 54 heures, chez les *marbriers à la cheminée*.
 A Halluin, 6 p. 100 de chômeurs, 50 à 58 heures, chez les *travailleurs du bois*.
 A Haumont, 4 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *métallurgistes*.
 A Jeumont, 7.6 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *marbriers*.
 A Loon-Plage, pas de chômeurs chez les *ouvriers des machines à battre le grain*.
 A Louvroil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.
 A Marpent, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.
 A Maubeuge, travail assez satisfaisant, 60 heures, dans la *métallurgie*.
 Au Quesnoy, pas de chômeurs, 76 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.
 A Roubaix, 7.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *chambre syndicale textile*; 6.2 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ourdisseurs*; 3.1 p. 100 de chômeurs, 53 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 28 p. 100 de chômeurs, 40 à 48 heures, chez les *métallurgistes et mécaniciens*; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.
 A Sous-le-Bois, 66 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, dans la *métallurgie*.
 A Saint-Amand-les-Eaux, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*.
 A Tourcoing, 5 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des tapis en grosse moquette*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *trieurs de laine*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 58 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *ferblantiers-couvreurs*.
 A Valenciennes, 6 p. 100 de chômeurs, 72 à 74 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; 37 p. 100 de chômeurs, 42 à 48 heures, chez les *peintres*.
 A Villers-Sire-Nicole, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.
 Chez les *tisseurs*: 45 p. 100 de chômeurs à Avesnes-le-Sec; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Bévillers; pas de chômeurs à Bondues; 26 p. 100 de chômeurs à Boussières; 21 p. 100 de chômeurs à Carnières; travail normal, 60 heures, à Fourmies; travail satisfaisant à la Gorgue; 7 p. 100 de chômeurs, 42 à 56 heures, à Halluin; 11 p. 100 de chômeurs à Haspres; 2 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, à Hazebrouck; pas de chômeurs, 60 heures, à Houplines; de chômeurs, 60 heures, à Nieppe; pas de chômeurs à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 32 p. 100 de chômeurs à Saulzoir; 50 p. 100 à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés*.

A Feuquières, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *verriers*.

A Hermes, pas de chômeurs, 48 heures, dans les *scieries mécaniques*.

A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Pierrefonds, 67 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez le *bâtiment*.

A Saint-Crépin-l'abbouvillers, travail peu satisfaisant chez les *tabletiers*.

A Saint-Pierre-des-Champs, travail plus abondant, 60 heures, chez les *galochiers*.

A Senlis, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *zingueurs-plombiers*.

A Blendecques, moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers*.

A Boulogne-sur-Mer, travail satisfaisant chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, 9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Lens, pas de chômeurs, 52 heures, chez les *mineurs*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers*.

A Besse, chômage complet dans le *bâtiment*.

A Meissex, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A la Roche, 13 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

A Thiers, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Volvic, travail satisfaisant, 48 heures, chez les *carriers et tailleurs de pierre*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Arudy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, 20 heures par semaine chez les *tailleurs*.

A Biarritz, 23 p. 100 de chômeurs chez les *garçons d'hôtel, restaurant, etc.*

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 51 et 60 heures chez les *mécaniciens*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; travail stationnaire chez les *employés*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers foudriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; 27 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingeurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Cerbère, pas de chômeurs chez les *ouvriers du transbordement des fruits*.

A Lesquerde, pas de chômeurs, 36 heures, chez les *mineurs*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs-trépointeurs*.

A Ria, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des hauts fourneaux*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs chez les *cercliers*.

A Taurinya, 6 p. 100 de chômeurs, chez les *mineurs*.

A Vernet-les-Bains, 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*, pas de chômeurs à Canet; 24 p. 100 à Canobès; 81 p. 100 à Clair; pas de chômeurs à Corneilla-del-Vercol; pas de chômeurs à Montner; 63 p. 100 à Pézilla-de-la-Rivière; 40 p. 100 à Salses; 20 p. 100 au Soler.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, ébénistes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 21 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers*; 3 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *garçons bouchers*; 24 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *bouviers*.

Pas de chômeurs chez les *photographes*.

25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cartonniers de luxe*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers et régleurs*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-brocheurs*.

Travail moins abondant, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de changement dans l'*habillement*; 4 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *tullistes en dentelles*; pas de changement chez les *coupeurs-chemisiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *chapellerie*; 5 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *teinturiers*; 45 à 50 p. 100 de chômeurs, 40 à 48 heures, chez les *imprimeurs sur étoffe*.

30 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *sculpteurs sur bois et mouluriers*.

3 p. 100 de chômeurs, 54 à 57 heures, chez les *bijoutiers*.

24 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 45 p. 100 de chômeurs,

48 heures, chez les *cimentiers*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tôliers fumistes*.
5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *céramique*.
2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *emballeurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; travail satisfaisant chez les *employés de la soierie*; pas de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*.

A Bourg-de-Thizy, 16 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges, pas de chômeurs chez les *horticulteurs*.

A Cours, chômage complet chez les *maçons*.

A Givors, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*.

A Grandris, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Pierre-Bénite, pas de chômage, 50 heures, chez les *tailleurs de cristaux*.

A Sainte-Foy-l'Argentière, 12 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *mineurs*.

A Tarare, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; 62 p. 100 de chômeurs, 30 et 40 heures, dans la *broderie*.

A Thizy, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; 76 p. 100 de chômeurs, 3 jours de travail par semaine

68. — **Saône (Haute-).** — A Goubenans, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *verriers*.

A Ronchamp, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

A Vesoul, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

69. — **Saône-et-Loire.** — A Chalon-sur-Saône, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *cuivre*.

A Montceau-les-Mines, 2 à 3 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *sabotiers*.

A Nanton, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Toulon-sur-Arroux, chômage complet chez les *maçons*.

70. — **Sarthe.** — Au Mans, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sablé, travail satisfaisant, 65 heures, chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

71. — **Savoie.** — A Chambéry, pas de changement chez les travailleurs du cuir; 12 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *plâtriers et peintres*.

A Pont-de-Beauvoisin, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *plâtrières*.

72. — **Savoie (Haute-).** — A Allinges, 10 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

A Cluses, 56 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *horlogers*.

A Lovagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les ouvriers *bateliers et carriers*.

A Scionzier, 30 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *horlogers*.

A Taninges, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *diamantaires*.

A Thollon, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Thonon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

73. — **Seine.** — A Paris, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers *jardiniers* (rue du Harlay); 0.7 p. 100 de chômeurs, travail un peu moins abondant chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte).

2 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les compagnons *boulangers* du nouveau siècle; 6 p. 100 de chômeurs, à la Société amicale des *boulangers viennois*; pas de chômeurs

chez les *boulangers de l'Assistance publique*; 13 p. 100 de chômeurs, à la *Société des cuisiniers de Paris*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 0.7 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 22 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la *Société mixte des cuisiniers de Paris*; 8 p. 100 de chômeurs, 74 heures, chez les *pâtisiers de la Seine*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *bouchers en demi-gros*; travail stationnaire chez les *limonadiers*; 25 p. 100 de chômeurs à l'*Union laborieuse de l'alimentation*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *employés du pavillon des volailles*.

Pas de chômeurs chez les *travailleurs du gaz*.

2.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du livre*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes indépendants*; 8 p. 100 de chômeurs, à l'*union lithographique*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes indépendants*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *graveurs-lithographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *phototypographes*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *stéréotypeurs-galvanoplastes*; 20 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *graveurs de géographie*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *graveurs d'écriture*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs sur bois*; 3 p. 100 de chômage, 60 heures, chez les *ouvriers de l'enveloppe*.

12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en pelleterie*; 5 p. 100 de chômeurs, 52 heures, à l'*Union de la sellerie*; pas de chômeurs chez les *selliers à la selle*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *portefeuilleistes-maroquiniers*; travail satisfaisant chez les *garnisseurs*.

23 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; travail plus abondant chez les *coupeurs-tailleurs*; travail plus abondant dans l'*habillement*; 5 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs en cols et cravates*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la main*; 54 p. 100 de chômeurs chez les *couturiers*; 23 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs et couturiers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; travail plus abondant chez les *chapeliers en fantaisie feutre et paille*; pas de chômeurs chez les *chapeliers soie et feutre*; 2.6 p. 100 de chômeurs dans la *broderie*; 17 p. 100 de chômeurs dans l'*industrie florale*.

3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers de la «Solidarité»*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *compagnons charçons*; 5 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *monteurs-étalagistes*; 9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du siège cuir*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pipiers*.

11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chefs de service et contremaîtres des industries métallurgiques*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au *syndicat indépendant des ouvriers métallurgistes*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes autonomes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au *syndicat libre des métallurgistes de la Seine*; 5.8 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*; 7.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les *ouvriers en instruments de précision*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 12 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tourneurs repousseurs*; 35 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *potiers d'étain*; pas de changement chez les *tailleurs sur acier*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers ornementistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers de comptoirs en étain*.

66 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans la *maçonnerie de la pierre*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs de pierres tendres*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à la *chambre syndicale du bâtiment*; pas de chômeurs, 20 heures par semaine, chez les *peintres-filateurs-décorateurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 58 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; 30 p. 100 de chômeurs, travail peu satisfaisant, 54 heures, chez les *stucateurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plombiers et similaires*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fourniers-spécialistes*; travail moins abondant chez les *sculpteurs-modéleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *granitiers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *boucheurs à l'émeri*; pas de chômeurs, 35 heures, chez les *façonniers graveurs sur cristaux à la roue*.

9 p. 100 de chômeurs, à la *Chambre syndicale indépendante des employés de l'industrie*

et du commerce; 5 p. 100 de chômeurs à l'Union fraternelle des employés; 1,3 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie; 2,5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'Union des comptables; 7 p. 100 de chômeurs, chez les comptables et teneurs de livres, travail moins abondant chez les dames employées de commerce et d'industrie; 6 p. 100 de chômeurs à l'Alliance sténographique; 1 p. 100 de chômeurs chez les clercs d'huissiers; pas de chômeurs chez les commis en maçonnerie; pas de chômeurs chez les employés en serrurerie; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les employés de banque et de bourse; 1 p. 100 de chômeurs chez les voyageurs de commerce; 5 p. 100 de chômeurs chez les dessinateurs; situation stationnaire chez les placiers en fleurs et plumes; pas de chômeurs chez les employés de la glace à rafraîchir; pas de chômeurs, 49 heures, chez les porteurs des halles et marchés; 6 p. 100 de chômeurs chez les laveurs de voitures; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les manœuvres industriels.

3,5 p. 100 de chômeurs chez les coiffeurs; 2 p. 100 de chômeurs chez les gens de maison; très peu de chômeurs dans l'enseignement privé; 2 p. 100 de chômeurs chez les chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, électriciens, automobilistes, etc.

15 p. 100 de chômeurs chez les gardes-malades; 6 p. 100 de chômeurs chez les préparateurs en pharmacie; pas de chômeurs chez les machinistes; 1,3 p. 100 de chômeurs chez les musiciens.

A Alfortville, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les ouvriers en pompes.

A Champigny, 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le bâtiment.

A Levallois, 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les peintres.

A Villemonble, pas de chômeurs, 54 heures, chez les jardiniers.

A Vitry, travail plus abondant chez les ouvriers de la terre.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 29 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; 25 p. 100 de chômeurs chez les maîtres d'hôtel garçons restaurateurs; 1,3 p. 100 de chômeurs dans l'industrie cotonnière; travail plus abondant chez les tailleurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les parqueteurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chaudronniers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les scieurs de pierres; 15 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans le bâtiment; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les couvreurs, plombiers, zingueurs; 2 p. 100 de chômeurs chez les chauffeurs et mécaniciens de la marine; 2 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie; pas de chômeurs chez les dessinateurs; pas de chômeurs chez les voyageurs et représentants; travail satisfaisant chez les musiciens.

Au Havre, 10 p. 100 de chômeurs chez les maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du port; 50 p. 100 de chômeurs chez les huiliers, pétroliers, savonnières; pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 69 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les voiliers; travail normal chez les capitaines au cabotage; pas de changement chez les cochers; 20 p. 100 de chômeurs chez les charbonniers déchargeurs; pas de chômeurs chez les employés de magasin.

A Bolbec, 0,7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les cotonniers.

A Caudebec, 29 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le bâtiment.

A Déville, 7,5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les métallurgistes.

A Dieppe, 25 p. 100 de chômeurs, 51 heures, dans le bâtiment; pas de chômeurs chez les dockers.

A Fécamp, 3 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les ouvriers du port.

Chez les verriers, pas de chômeurs, 60 heures, à Nesle-Normandeuse; pas de chômeurs, 40 heures, à Rétonval; pas de chômeurs, 50 heures, à Romesnil.

75. — Seine-et-Marne. — A Château-Landon, 40 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les tailleurs de pierre.

A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les maçons.

A Lagny (Montévrain), pas de chômeurs chez les typographes.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs chez les ouvriers agricoles.

A Meaux, pas de chômeurs chez les mécaniciens.

A Melun, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs chez les métallurgistes; 25 p. 100 de chômeurs dans le bâtiment.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs, chez les ouvriers agricoles.

A Montereau, travail satisfaisant, 54 heures, dans le bâtiment.

A Nemours, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*; 17 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Noisiel, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *chocolatiers*.

A Thieux, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 26 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 33 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *cochers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés* de l'arrondissement; 16 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *blanchisseurs*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Chevreuse, 1,3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Corbeil, travail normal chez les *ouvriers meuniers*.

A Essonnes, travail un peu plus abondant, 42 heures, chez les *chapeliers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures chez les *mouleurs en métaux*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Pontoise, 41 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Sèvres, 48 heures, chez les *ouvriers de la manufacture de porcelaine*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Jean-de-Thouars, pas de chômeurs, chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *ouvriers de l'industrie laitière*.

A Thouars, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *imprimeurs*.

78. — Somme. — A Amiens, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

79. — Tarn. — A Albi, 26 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les *chapeliers-appropriers*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 89 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; travail peu satisfaisant, 30 heures, chez les *terrasiers et manœuvres*; travail moins abondant, 54 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Cagnac, 48 heures chez les *mineurs*.

A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 50 heures, dans l'*industrie lainière*.

A Castres, 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 12, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à l'*union syndicale textile*; pas de changement, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 43 p. 100 chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 40 p. 100 de chômeurs, chez les *tourneurs sur bois*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *sculpteurs*.

A Dourgne, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ardoisiers*.

A Graulhet, travail moins abondant, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Mazamet, 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tanneurs*; 75 p. 100 de chômeurs, chez les *mégissiers*; 18 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *fleurs*; pas de changement chez les *menuisiers et ébénistes*; 48 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charretiers*.

A Saint-Amans-Soult, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *délaineurs*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *plâtriers*.

81. — Var. — A la Garde 24 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans le bâtiment.

A la Seyne, 15 p. 100 de chômeurs; chez les *marins et pêcheurs*.

A Toulon, 2, 6 p. 100 de chômeurs, chez les *travailleurs de la terre*; 45 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; 88 p. 100 de chômeurs, chez les *chargeurs et déchargeurs de navires*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, 4 p. 100 de chômeurs, 72 à 90 heures, chez les *meuniers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de changement, chez les *musiciens*; pas de chômeurs, chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Bollène, pas de chômeurs, chez les *mineurs et ouvriers en terre réfractaire*.

A Caderousse, 48 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *balaitiers*.

A Ménerbes, 33 p. 100 de chômeurs, chez les *carriers*.

A Orange, 40 p. 100 de chômeurs, 40 heures, dans le bâtiment.

A Pertuis, pas de chômeurs, chez les *cordonniers*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le bâtiment.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs chez les *forestiers*.

Aux Sables d'Olonne, 25 p. 100 de chômeurs, 49 heures, chez les *boitiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs aux Épesses; pas de chômeurs à Évrunes; pas de chômeurs à Saint-Laurent-sur-Sèvre.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; travail plus satisfaisant chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le bâtiment.

A Châtellerault, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 19 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le bâtiment; travail peu satisfaisant chez les *maréchaux-ferrants*.

A Chauvigny, pas de chômeurs, 75 heures, chez les *cordonniers*.

A Lavoux, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, 37 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; chômage général chez les *tailleurs*; travail moins abondant, 60 heures, dans l'*habillement*; 60 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaine*; pas de changement chez les *ouvrières porcelainières mixtes*; 19 p. 100 de chômeurs, 30 à 35 heures, chez les *useurs de grains et polisseurs de porcelaines*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers en porcelaine*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

86. — Vosges. — A Épinal, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des papeteries*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Gérardmer, 7 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en jouets, broserie, etc.*

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers carriers et du bâtiment*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs, 60 heures, à Épinal; travail satisfaisant, 60 heures, à Châtel-sur-Moselle; pas de chômeurs à Gérardmer; pas de chômeurs à Remiremont; pas de chômeurs à Saint-Léonard, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Saint-Maurice-sur-Moselle.

87. — Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Sens, 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Treigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Champoulet; pas de chômeurs à Dompierre; pas de chômeurs à Fontenailles-sous-Andryes; chômage complet à Lavau; pas de chômeurs à

Lichères-sur-Yonne, pas de chômeurs à Mézilles; pas de chômeurs à Missay-le-Paumier; 29 p. 100 de chômeurs à Moutiers; pas de chômeurs à Pazy; pas de chômeurs à Perreux; pas de chômeurs à Rouchères; 46 p. 100 de chômeurs à Sept-Fonds; pas de chômeurs à Sommechaie; 47 p. 100 de chômeurs à Saint-Fargeau; pas de chômeurs à Saint-Martin-des-Champs; 75 p. 100 à Saint-Privé; 18 p. 100 de chômeurs à Saint-Sauveur-en-Puisaye; pas de chômeurs à Treigny.

88. — Algérie. — À Alger, 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *employés en quincaillerie*.

A Bône, 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Constantine, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers, pâtissiers et charcutiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers ébénistes*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur métaux*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers, carriers et mineurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cochers et charretiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

À Oran, 70 p. 100 de chômeurs chez les *inscrits maritimes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et plâtriers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les deux premiers mois de 1909 :

	1909.	1908.	AUGMENTATIONS en 1909.	DIMINUTIONS en 1909.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	117,906	146,317	#	28,411
Matières nécessaires à l'industrie.....	827,822	723,442	104,380	#
Objets fabriqués.....	175,807	184,419	#	8,612
TOTAUX.....	1,121,535	1,054,178	104,380	37,023
AUGMENTATION EN 1909.....			67,357	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	97,686	90,222	7,464	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	267,362	213,964	53,396	#
Objets fabriqués.....	439,673	381,945	57,728	#
Colis postaux.....	59,986	66,518	#	6,532
TOTAUX.....	864,705	752,649	118,588	6,532
AUGMENTATION EN 1909.....			112,056	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 225,216,600 francs du 1^{er} janvier au 12 mars 1909 contre 228,077,700 francs pendant la période correspondante de 1908, soit une diminution de 3,261,100 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Mars 1908.	Fév. 1909.	Mars 1909.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	30 ^f 37	29 ^f 87	30 ^f 50
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	44 87	39 75	39 25
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	83 12	63 00	62 25
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	53 75	51 75	51 25
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	69 00	72 00	71 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	72 75	60 80	60 50
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	177 50	167 00	173 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr....	44 00	„	52 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	157 50	157 25	146 00
Étain Banka, <i>idem.</i> ...	366 00	349 50	357 00
Plomb, livr. à Paris, <i>idem.</i> ...	41 50	40 50	40 50
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i> ...	58 25	60 50	60 50
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	22 12	„	24 25
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 40	1 60	1 64
— veau, <i>idem.</i>	1 95	2 07	2 08
— mouton, <i>idem.</i>	2 05	2 16	2 15
— porc, <i>idem.</i>	1 75	1 42	1 38

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de Février 1909, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 32 syndicats patronaux comptant 1,041 membres;
- 30 syndicats ouvriers comptant 2,492 membres;
- 2 syndicats mixtes comptant 50 membres;
- 2 unions de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 8 syndicats patronaux comptant 166 membres;
- 29 syndicats ouvriers comptant 2,043 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

12 en décembre, 6 en novembre, 1 en octobre, 2 en août, 1 en juillet, 2 en juin, 1 en février, 2 en janvier 1908, 7 antérieurement au 1^{er} janvier 1908, 8 en février et 24 en janvier 1909.
Total : 66.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [10 février 1909]. — Syndicat des **crémiers** de la ville de Marseille et des Bouches-du-Rhône (22 membres). Siège social : Brasserie du Chapitre, MARSEILLE.

Côte-d'Or [4 novembre 1908]. — Chambre syndicale des gérants de débits de **tabacs** de Dijon et de la Côte-d'Or (21 membres). Siège social : rue Vaillant, DIJON.

Gers [15 août 1908]. — Syndicat d'élevage du cheval du Gers (150 membres). Siège social : AUCH.

Gironde [7 janvier 1909]. — Union professionnelle des fabricants de **bouchons** du département de la Gironde (11 membres). Siège social : rue des Trois-Conils, 15, BOR-

DEUX. — [31 août 1904]. — Syndicat des producteurs de **lait** des communes de Préchac et Cazalis (178 membres). Siège social : PRÉCHAC.

Hérault [1^{er} février 1909]. — Syndicat des représentants et courtiers en **farines** de Béziers (20 membres). Siège social : café du Commerce, allées Paul-Riquet, BÉZIERS.

Indre-et-Loire [13 décembre 1908]. — Syndicat d'**élevage** de Bournan (13 membres). Siège social : Mairie, BOURNAN. — [13 décembre 1908]. — Syndicat d'**élevage** du Grand-Pressigny (20 membres). Siège social : GRAND-PRESSIGNY. — [7 février 1909]. — Syndicat d'**élevage** de Hommes (22 membres). Siège social : HOMMES. — [7 juin 1908]. — Syndicat d'**élevage** du Louroux (31 membres). Siège social : LE LOUROUX. — [28 juin 1908]. — Syndicat d'**élevage** de la commune de Pernay (36 membres). Siège social : PERNAY. — [2 décembre 1908]. — Syndicat d'**élevage** de Savigné-sur Lathan (29 membres). Siège social : SAVIGNÉ-SUR-LATHAN.

Loir-et-Cher [11 janvier 1909]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de l'arrondissement de Vendôme (16 membres). Siège social : place d'Armes, 3, VENDÔME.

Loiret [1^{er} novembre 1908]. — Syndicat de la **boulangerie** de Montargis et des environs (27 membres). Siège social : faubourg d'Orléans, 12, MONTARGIS. — [10 janvier 1909]. — Syndicat des marchands de **papiers peints** de la région d'Orléans (7 membres). Siège social : rue Bannier, 35, ORLÉANS.

Marne [24 novembre 1908]. — Syndicat des **pépiniéristes-viticulteurs** de la Champagne viticole (16 membres). Siège social : FLEURY-LA-RIVIÈRE.

Meurthe-et-Moselle [2 décembre 1908]. — Syndicat **horticole** de Meurthe-et-Moselle (12 membres). Siège social : rue des Dominicains, 47, NANCY.

Pas-de-Calais [28 mai 1905]. — Syndicat des agents d'**assurances** de l'arrondissement de Saint-Pol [14 membres]. Siège social : rue des Carmes, SAINT-POL.

Saône-et-Loire [21 janvier 1909]. — Chambre syndicale des patrons **bouchers** de la ville de Mâcon (20 membres). Siège social : quai Nord, MÂCON. — [15 janvier 1909]. — Société d'**élevage** de la vallée de la Saône, arrondissement de Mâcon [25 membres]. Siège social : rue du Pavillon, MÂCON.

Seine [19 décembre 1908]. — Syndicat **médical** de Montreuil-sous-Bois (11 membres). Siège social : place de la Mairie, 4, MONTREUIL-SOUS-BOIS. — [20 janvier 1909]. — Association nationale des agents d'**assurances** (35 membres). Siège social : rue Caumartin, 71, PARIS. — [2 février 1909]. — Chambre syndicale des négociants en **automobiles** (11 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS. — [25 février 1909]. — Syndicat des fabricants de **conserves** alimentaires des départements français d'Algérie (11 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. — [2 janvier 1909]. — Chambre syndicale du commerce des **pommes** et poires à cidre (120 membres). Siège social : rue du Faubourg-Montmartre, 8, PARIS. — [1^{er} février 1909]. — Association républicaine de la **presse** militaire et maritime (12 membres). Siège social : boulevard de la Tour-Maubourg, 15, PARIS. — [5 janvier 1909]. — Chambre syndicale des **représentants de manufactures** du commerce et de l'industrie (40 membres). Siège social : rue de

Lancry, 10, PARIS. — [24 janvier 1909]. — Syndicat des planteurs de **vanille** aux colonies françaises (26 membres). Siège social : rue Saint-Georges, 19, PARIS.

Seine-Inférieure [15 décembre 1908]. — Chambre syndicale des marchands **bouchers** et charcutiers (gros et détail) de Graville-Sainte-Honorine (21 membres). Siège social : route Nationale, 235, GRAVILLE-SAINTÉ-HONORINE.

Tarn [6 janvier 1909]. — Syndicat professionnel des entrepreneurs du **bâtiment** et de travaux publics de Castres (16 membres). — Siège social : avenue de Lavaur, CASTRES. — [25 octobre 1908]. — Chambre syndicale des patrons **mégissiers** de Mazamet (28 membres). Siège social : café de France, cours René-Reille, MAZAMET.

Vienne (Haute-) [6 février 1909]. — Syndicat des marchands de **bois** du Limousin et des Charentes (20 membres). Siège social : rue Duverger, LIMOGES.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ardennes [1^{er} décembre 1908]. — Syndicat des ouvriers en **cuirs** et peaux d'Attigny (36 membres). Siège social : ATTIGNY.

Bouches-du-Rhône [11 février 1909]. — Syndicat des membres de l'enseignement libre des Bouches-du-Rhône (60 membres). — Siège social : boulevard Dugommier, 3, MARSEILLE. — [13 janvier 1909]. — Syndicat international du personnel de la Société du gaz et de l'électricité de Marseille (132 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Cher [1^{er} janvier 1909]. — Syndicat des ouvriers **carriers** et journaliers (75 membres). Siège social : Mairie, CHATEAUMEILLANT. — [1^{er} janvier 1909]. — Syndicat du **bâtiment** (80 membres). Siège social : Bourse du travail, VIERZON-VILLE. — [1^{er} janvier 1909]. — Chambre syndicale des ouvriers **gaziers** et électriciens de la ville de Vierzon (38 membres). Siège social : Bourse du travail, VIERZON-VILLE.

Côte-d'Or [20 décembre 1908]. — Société des **coupeurs-tailleurs** de Dijon et de la Bourgogne (6 membres). Siège social : place Renan, DIJON. — [24 novembre 1908]. — Syndicat des **terrassiers** de Quincey (16 membres). Siège social : Mairie, QUINCEY.

Gironde [29 janvier 1909]. — Syndicat amical des ouvriers **coiffeurs-posticheurs** de Bordeaux et du Sud-Ouest (57 membres). Siège social : rue Porte-Dijéaux, 109-111, BORDEAUX. — [1^{er} janvier 1909]. — Syndicat des **marins-pilotes** et marins aspirants pilotes de la station de Bordeaux (31 membres). Siège social : bureau des pilotes, quai des Chartrons, BORDEAUX. — [2 août 1908]. — Association syndicale des ouvriers et ouvrières auxiliaires de la **poudrerie** nationale de Saint-Médard-en-Jalles (80 membres). Siège social : Mairie, SAINT-MÉDARD-EN-JALLES.

Hérault [25 janvier 1909]. — Syndicat des ouvriers **portefaix**, débardeurs du port de Cette (48 membres). — Siège social : Bourse du travail, CETTE.

Loire-Inférieure [14 avril 1907]. — Chambre syndicale de la **chaussure** militaire (64 membres). Siège social : Bourse du travail, NANTES. — [15 juillet 1907]. — Syndicat indépendant des **employés de commerce** et de bureau (60 membres). Siège social : rue de l'Héronnière, 6, NANTES. — [28 décembre 1908]. — Chambre syndicale des **ouvriers galochiers** de la ville de Nantes (26 membres). Siège social : Bourse du travail, NANTES.

Loiret [1^{er} janvier 1909]. — Syndicat des **ouvriers de l'industrie du bâtiment** de l'arrondissement d'Orléans (400 membres). — Siège social : rue Louis-Roguet, 17, ORLÉANS.

Rhône [24 novembre 1908]. — Chambre syndicale des **ouvrières bouillonneuses** en première main (166 membres). Siège social : rue Vieille-Monnaie, 32, LYON. — [25 janvier 1909]. — Le Foyer des **infirmiers** et infirmières libres du Rhône et de la région (11 membres). Siège social : rue Paul-Bert, 43, LYON. — [2 avril 1906]. — Chambre syndicale des **ouvriers des ateliers de la Compagnie O. T. L., omnibus** (47 membres). Siège social : rue d'Alsace, 46, LYON.

Seine [1^{er} janvier 1909]. — Association amicale des **ouvriers boulangers** viennois et pâtisseries viennois (60 membres). Siège social : rue Berger, 37, PARIS. — [23 janvier 1909]. — Syndicat indépendant des **briqueurs**, aides et parties similaires de la maçonnerie de Paris et du département de la Seine (85 membres). Siège social : rue Beaubourg, 30, PARIS. — [3 janvier 1909]. — Syndicat des **concierges** civils des établissements de la Guerre (10 membres). Siège social : boulevard de la Tour-Maubourg, 53, PARIS. — [17 janvier 1909]. — Syndicat de l'aiguille à domicile (**couturières**) (24 membres). Siège social : rue de l'Ouest, 128, PARIS. — [15 janvier 1909]. — Association professionnelle des **journalistes** commerciaux, industriels et agricoles (24 membres). Siège social : Bourse de commerce, rue du Louvre, PARIS. — [1^{er} février 1909]. — Syndicat des **ouvriers métallurgistes** (9 membres). Siège social : rue Vercingétorix, 57, PARIS. — [20 décembre 1908]. — Union amicale des **ouvriers peintres**, enduiseurs, vitriers et parties similaires de Paris et du département de la Seine (23 membres). Siège social : rue Beaubourg, 30, PARIS.

Seine-Inférieure [19 janvier 1909]. — Syndicat des **charpentiers** de navires et similaires (85 membres). Siège social : pourtour du marché, FÉCAMP. — [2 décembre 1908]. — Syndicat du **bâtiment** du Havre et environs (650 membres). Siège social : Bourse du travail, LE HAVRE.

Vienne [2 janvier 1906]. — Fédération des **mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer P. O.**, section de Poitiers (78 membres). Siège social : boulevard du Grand-Cerf, 79, POITIERS.

Alger [14 janvier 1909]. — Syndicat du personnel civil de la maîtrise (**artillerie**) (11 membres). Siège social : Chalet Roussillonnais, plage du Jardin-d'Essai, ALGER.

3° SYNDICATS MIXTES.

Gironde [28 novembre 1908]. — Syndicat des **marins** de la Teste (2 membres). Siège social : Mairie, LA TESTE.

Seine [20 juillet 1908]. — Syndicat mixte de **limonadiers**, restaurateurs et similaires « Le Tablier » (50 membres). Siège social : rue Marie-Stuart, 1, PARIS.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Eure [2 juin 1906]. — Fédération nationale des ouvriers et ouvrières en **peignes** et parties similaires (5 syndicats adhérents). Siège social : rue Févard, Ezy.

Seine [26 décembre 1908]. — Fédération nationale des travailleurs du **tonneau** (21 syndicats adhérents). Siège social : rue de Charenton, 182, PARIS.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Eure-et-Loir [13 novembre 1897]. — Syndicat communal des marchands de **bestiaux** du département d'Eure-et-Loir (24 membres). Siège social : CHARTRES.

Seine [6 juin 1907]. — Chambre syndicale des constructeurs de **machines-outils** (19 membres). Siège social : place de la Concorde, 8, PARIS.

Sèvres (Deux-) [25 mars 1901]. — Chambre syndicale des maîtres **imprimeurs** typographes et lithographes de Niort (5 membres). Siège social : rue Saint-Jean, 19, NIORT.

Var [12 avril 1905]. — Syndicat de la **boucherie** (13 membres). Siège social : Maison Dorée, avenue Gambetta, HYÈRES. — [27 mars 1905]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **maçonnerie** et de travaux publics de la ville de Saint-Raphaël (10 membres). Siège social : rue Jean-Aicard, 9, SAINT-RAPHAËL.

Vienne (Haute-) [13 septembre 1906]. — Syndicat des **pâtisseries** de Limoges et de la région (24 membres). Siège social : rue du Consulat, 36, LIMOGES.

Constantine [2 juin 1906]. — Chambre syndicale des patrons **coiffeurs** (39 membres). Siège social : rue du Quatre-Septembre, 13, BONE. — [2 janvier 1903]. — Association des **journalistes** et gens de lettres du département de Constantine (32 membres). Siège social : route de Sétif, 32, CONSTANTINE.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ardennes [15 mai 1907]. — Chambre syndicale des travailleurs du **bois** de Mohon (25 membres). Siège social : salle Lamblot, rue Gambetta, MOHON. — [5 décembre 1906]. — Syndicat et mutuelle des **cochers**, camionneurs et professions similaires de Sedan et de la région (32 membres). Siège social : rue de l'Horloge, 39, SEDAN. — [7 février 1908]. — Syndicat des négociants détaillants en **machines** agricoles (17 membres). Siège social : rue de Paris, 19, SEDAN.

Eure-et-Loir [10 juin 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** de la ville de Chartres (18 membres). Siège social : rue du Cloître-Notre-Dame, 5, CHARTRES. — [1^{er} octobre 1906]. — Union syndicale drouaise des industries du **livre** (32 membres). Siège social : DREUX.

Marne [20 mai 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **brossiers** et assimilés de la ville de Châlons-sur-Marne (26 membres). Siège social : rue d'Orfeuil, 1, CHÂLONS-SUR-MARNE. — [20 novembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **verriers** (verre noir) de la Neuville (110 membres). Siège social : route nationale, 44, LA NEUVILLE. — [1^{er} mars 1906]. — Chambre syndicale des garçons **bouchers**, charcutiers, tripiers, ouvriers des abattoirs et professions similaires (60 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS. — [16 janvier 1904]. — Syndicat « Les bons **fleurs** » (23 membres). Siège social : rue de Venise, 75, REIMS. — [13 janvier 1904]. — Syndicat « Les **fleurs** modèles » (20 membres). Siège social : rue du Barbâtre, 101, REIMS. — [8 juin 1902]. — Chambre syndicale des ouvrier **fleurs**, rattacheurs et soigneuses de Reims (7 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS. — [9 juillet 1893]. — Chambre syndicale « l'Union fraternelle des ouvriers **teinturiers** et apprêteurs de Reims (120 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS. — [8 avril 1906]. — Union syndicale des employés de **tramways** de la ville de Reims (20 membres). Siège social : rue du Docteur-Thomas, 88, REIMS.

Marne (Haute-) [16 septembre 1906]. — Chambre syndicale des garçons marchands de **vins** et assimilés de la ville de Chaumont (35 membres). Siège social : Bourse du travail, CHAUMONT.

Oise [15 décembre 1897]. — Chambre syndicale de la **brosserie** de Tracy-le-Mont et parties similaires des cantons d'Attichy et de Ribécourt (25 membres). Siège social : TRACY-LE-MONT.

Seine [14 juin 1907]. — Union amicale des ouvriers **boulangers** dits viennois et pâtisseries viennois (67 membres). Siège social : rue du Faubourg-Saint-Denis, 6, PARIS.

Seine-et-Marne [15 mai 1906]. — Syndicat des ouvriers **peintres** de Melun et des environs (45 membres). Siège social : Hôtel de ville, MELUN.

Vaucluse [15 septembre 1906]. — Syndicat du personnel employé à l'industrie de la fabrication des **fruits** confits (20 membres). Siège social : Hôtel de ville, APT.

Vienne [14 mars 1899]. — Chambre syndicale ouvrière de la **boulangerie** (40 membres). Siège social : Bourse du travail, PORTIERS. — [4 janvier 1904]. — Chambre syndicale des

ouvriers **carrossiers** de la ville de Poitiers (30 membres). Siège social : POITIERS. — [6 mars 1905]. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Poitiers (38 membres). Siège social : Bourse du travail, POITIERS. — [16 novembre 1902]. — Chambre syndicale de la **cordonnerie** de Poitiers (40 membres). Siège social : Bourse du travail, POITIERS. — [26 février 1904]. — Syndicat des ouvriers **ferblantiers**, zingueurs, tôliers, chaudronniers, fabricants d'articles de ménage et similaires de Poitiers (45 membres). Siège social : Bourse du travail, POITIERS. — [1^{er} juin 1904]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Poitiers (30 membres). Siège social : POITIERS. — [25 janvier 1904]. — Syndicat des employés des **tramways** électriques de la ville de Poitiers (42 membres). Siège social : Bourse du travail, POITIERS.

Vosges [17 septembre 1905]. — Syndicat des ouvriers **textiles** de Cornimont et de la Haute-Moselle (752 membres). Siège social : chez M. Pierel, Président. CORNIMONT.

Yonne [12 mai 1901]. — Société syndicale des ouvriers **forestiers-bûcherons** de la région de Domats (43 membres). Siège social : DOMATS.

Constantine [14 août 1907]. — Syndicat des **cheminots** du réseau de l'Est-algérien (257 membres). — Siège social : rue Perrégaux, 114, CONSTANTINE. — [1^{er} juillet 1905]. — Syndicat des ouvrières **couturières** et professions similaires de Constantine (24 membres). Siège social : Bourse du travail, CONSTANTINE.

BIBLIOGRAPHIE.

OUVRAGES REÇUS PAR LA DIRECTION DU TRAVAIL
ET SOMMAIRES DES BULLETINS DES OFFICES DU TRAVAIL ÉTRANGERS *
POUR DÉCEMBRE 1908 ⁽¹⁾.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE OUVRIÈRE. (Office impérial de statistique, Ministère de l'Intérieur) : * « *Reichsarbeitsblatt* » (Bulletin impérial du travail.) Berlin, Karl Heyman, le numéro, 10 pfennigs. — Sommaire du n° de décembre 1908. — Les salaires des mineurs en Prusse (3^e trimestre 1908). — Enquête sur le salaire et la durée du travail des ouvriers municipaux dans les villes allemandes. — Les contrats de tarifs en 1907 (chiffres provisoires). — Statistique des syndicats de femmes en Allemagne. — Assurance maladie : résultats principaux pour l'Empire (1902-1907); nombre des caisses et des membres dans les divers états de l'Empire. — Projet de loi d'Empire sur les chambres de travail.

AUSTRALASIE. — NOUVELLE-GALLES DU SUD. — The industrial arbitration reports and records [1908]. (Rapports et sentences de la cour d'arbitrage en 1908.) Vol. VII, 3^e partie. — 1 vol., 297 pages. Sydney, William Applegate Gullick, 1908.

— NOUVELLE-ZÉLANDE. — MINISTÈRE DU TRAVAIL : * « *Journal of the department of labour* », Wellington; 3 fr. 10 par an. — Numéro de décembre 1908 : Rapport sur l'application de la loi canadienne de 1907 sur les conflits industriels.

AUTRICHE. — OFFICE DE STATISTIQUE OUVRIÈRE (Ministère du commerce) : * « *Soziale Rundschau* » (Bulletin de l'Office de statistique). Vienne, Alfred Hölder, le n° 0 fr. 20. — Numéro de décembre 1908 : La réforme de la législation minière en Autriche; état actuel de cette législation en Autriche et dans divers pays (durée du travail, repos du dimanche, paiement des salaires, délégués mineurs). — Tribunaux d'arbitrage en matière d'assurance pour la vieillesse. — Conditions du travail et institutions d'assistance dans les manufactures de tabac et les salines en 1907. — Le bureau de placement de Vienne en 1907. — Projets de loi : répression de l'ivrognerie; assurance sociale; éducation de la jeunesse abandonnée; — Ordonnances : tribunaux

⁽¹⁾ En dehors des renseignements mensuels concernant le marché du travail, les grèves, la jurisprudence, le mouvement syndical, la législation, etc., la plupart des Bulletins des offices du travail étrangers publient des articles spéciaux dont les plus importants sont mentionnés ci-dessous. — Les bulletins sont indiqués par un astérisque *.

d'arbitrage en matière d'assurance-vieillesse. — Allemagne: projet d'amendement à la Gewerbeordnung; la fermeture des magasins à 8 heures; l'assurance des employés privés.

BELGIQUE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'industrie et du travail): * «Revue du travail». (Bruxelles, Vanbuggenhoudt, le n° 0 fr. 10.) — Numéro du 15 décembre: Les industries extractives et métallurgiques en 1907. — Allemagne: projet de loi sur les chambres de travail. — Numéro du 31 décembre: la caisse de prévoyance en faveur des victimes des accidents du travail en 1907.

CANADA. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL: * «Gazette du travail». Ottawa, Dawson, le n° 0 fr. 15. — Numéro de décembre: Procédure en vertu de la loi de 1907 sur les enquêtes en matière de conflits industriels. — L'industrie du ciment au Canada. — Les chemins de fer électriques au Canada (1901-1908). — Une «Société de travail» dans la construction navale en Angleterre.

— Rapport du département du travail pour l'année 1907-1908. 1 vol. 1908.

CHILI. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES TRAVAUX PUBLICS. — La Estadística del trabajo; su historia, su naturaleza i sus límites. (La statistique du travail: histoire, caractère, domaine.) — 1 brochure, 86 p., Santiago, imprenta Cervantes, 1908.

DANEMARK. — VILL' DE COPENHAGUE. — Statistiske oplysninger om Kobenhavn og Frederiksberg 1903-1907. (Annuaire statistique de la ville de Copenhague 1903-1907). 1 vol. 248 p., Copenhague, J. Bohn, 1908.

ESPAGNE. — INSTITUT DES RÉFORMES SOCIALES (Ministère de l'Intérieur): * «Boletín del Instituto de Reformas sociales. Madrid, Minuesa de los Rios; le n° 0 fr. 25.) — Sommaire du numéro de décembre: L'inspection du travail en 1907 (suite). — Coût de la vie ouvrière. — Les grèves en 1907. — Décrets relatifs à l'application des lois sur l'émigration, le travail des enfants à bord des navires, l'inspection du travail, le repos du dimanche, etc.

— Preparacion de las bases para un proyecto de ley de accidentes del trabajo en la agricultura (Bases d'un projet de loi sur les accidents du travail dans l'agriculture). — 1 vol. 383 p., Madrid, Minuesa de los Rios, 1908.

ÉTATS-UNIS. — BUREAU DU TRAVAIL (Ministère du Commerce et du Travail): * «Bulletin of the bureau of labor» (bimestriel), Washington, Imprimerie nationale. — Numéro de septembre: Les accidents du travail aux États-Unis. — Les ouvriers mexicains aux États-Unis. — Le coût de la vie en Allemagne. — Analyse des rapports statistiques des États de Missouri et de Rhode-Island. — Lois ouvrières promulguées depuis 1904 par divers États de l'Union (Oregon, Pensylvanie, Rhode-Island, Caroline, etc.).

— NEW-YORK. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL: * «Department of labour Bulletin». (Trimestriel.) Albany, J. B. Lyon. — Sommaire du n° de décembre: Inspection des fabriques pendant le 3^e trimestre 1908; intervention du bureau de médiation et d'arbitrage de juillet à septembre. — Les pensions de vieillesse dans les syndicats de typographes. — La réparation des accidents du travail.

ÉTATS-UNIS. — IOWA. — 13th report of the bureau of labor statistics (1906-1907) (13^e rapport, 1906-1907). 1 vol. 362 p. Des Moines, Emory English, 1908.

— WISCONSIN. — 13th report of the bureau of labor and industrial statistics (1907-1908) (13^e rapport annuel). — IV^e partie : Inspection des fabriques, placement, travail des enfants. 1 vol. 179 p. Madison, Democrat printing Company, 1908.

FINLANDE-RUSSIE. — ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'INDUSTRIE : * « Arbetsstatistik tidskrift ». — (Revue de statistique ouvrière.) Helsingfors, Kejsertliga senatens tryckeri, le n^o 5, 1908 : Les grèves pendant les 11 premiers mois de 1908. — Enquête sur les logements ouvriers appartenant à des patrons. — L'assurance ouvrière en Allemagne.

GRANDE-BRETAGNE. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL (Ministère du Commerce) : * « Labour Gazette ». Londres, Veal, Chifferiel and C^e; le numéro, 0 fr. 10. — Numéro de décembre : Salaires et coût de la vie aux États-Unis. — Les accidents dans les chemins de fer. — Les réparations dues en cas de maladies professionnelles (2^e rapport de la Commission instituée par le Ministre de l'intérieur). — Statistiques ouvrières du Royaume-Uni en 1907.

ITALIE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce) : * « Bolletino dell'Ufficio del lavoro ». Rome, Fratelli frères; le n^o 0 fr. 30. — Numéro de décembre : Le personnel des chemins de fer de l'État. — L'industrie de la teinture à Milan. — Tableau des industries autorisées à appliquer le repos hebdomadaire par roulement. — Congrès autrichien des offices de placement. — Projet de loi sur les consortiums coopératifs (travaux publics). — Règlement pour l'application de la convention franco-italienne sur la réparation des accidents du travail — Danemark : loi sur la main-d'œuvre étrangère; loi sur la fermeture des boutiques.

JAPON. — Annuaire statistique de l'Empire du Japon (1908). 1 vol. 966 p. — Tokio, 1908.

PAYS-BAS. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE : * « Maandschrift van het bureau voor de statistiek ». (Journal du bureau central.) La Haye, Belinfante; le numéro, 0 fr. 20. — Sommaire du numéro de décembre : Le marché du travail et les grèves en novembre.

PORTUGAL. — DIRECTION DU TRAVAIL INDUSTRIEL (Ministère des Travaux publics, du Commerce et de l'Industrie) : * « Boletim do trabalho industrial ». Lisbonne, Imprimerie nationale. — Sommaire du n^o 22, 1908 : Rapport des services techniques pour l'année 1907.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Pendant le mois de mars, le chômage a un peu augmenté chez les ouvriers viticoles du Midi, les propriétaires restreignant le plus possible les travaux en raison de la mévente des vins. Les bûcherons ont été plus occupés qu'en février grâce à la mise en exploitation de coupes restées jusqu'ici en souffrance et à la reprise des travaux des champs. Le travail est abondant dans l'horticulture de la région parisienne.

Les intempéries ont entravé la reprise du travail dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

Dans l'industrie textile, la situation n'a pas sensiblement changé depuis le mois dernier dans le Nord et les Vosges; on signale une reprise à Rouen et Saint-Quentin; la situation reste satisfaisante dans les petits centres de Maine-et-Loire et de Vendée. Dans la soie, le chômage, tout en restant très élevé, aurait un peu diminué dans certains centres de la Loire et de la Haute-Loire; dans la région lyonnaise, l'activité se maintient dans les usines de tissage mécanique, mais continue à décroître dans les petits ateliers de Lyon et de la campagne.

Le travail commence à reprendre dans les industries du vêtement.

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de mars 1909. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

Dans l'industrie des métaux, l'activité reste, dans l'ensemble, stationnaire, c'est-à-dire médiocre. Les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes continuent à souffrir d'un chômage intense; il en est de même des horlogers de Franche-Comté et de Savoie.

Le travail est toujours abondant dans les industries du livre. La situation semble un peu s'améliorer à Limoges dans la porcelaine. Elle reste peu satisfaisante dans la verrerie. Le chômage est toujours très élevé dans la tonnellerie.

1,296 syndicats, groupant 280,995 ouvriers, ont répondu, pour mars 1909, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,054 groupant 235,563 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 19,884, ce qui correspond à une moyenne de 8.4 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 9.5 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 13.9 p. 100; elle était de 10.5 p. 100 en mars 1908.

L'ouvrage, pendant le mois de mars 1909, a été jugé, par comparaison avec le mois de février, plus abondant, par 26 p. 100 des syndicats, groupant 19 p. 100 des syndiqués; équivalent par 53 p. 100 des syndicats, groupant 59 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 21 p. 100 des syndicats, groupant 22 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 605 syndicats, groupant 107,421 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 429 groupant 121,677 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (3,487) accuse 6 p. 100 de chômeurs en diminution sur le mois dernier. Sur l'Océan, la pêche est moins abondante par suite du mauvais temps à Douarnenez (1,860), Concarneau (675), au Bono (162).

D'après les réponses de 70 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 9,808 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en mars, de 13.3 p. 100 contre 9.3 le mois dernier et 4.5 en mars 1908; la situation était considérée comme satisfaisante par 60 p. 100 des syndicats et 69 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 1,301 chômeurs, 1,253 sont signalés par 48 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 4,042 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 18.8, 39.2 et 37.2 contre 16.8, 26 et 37.4 p. 100 le mois dernier et 5.6, 7.7 et 13.7 en mars 1908; 16 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; la proportion des chômeurs reste plus élevée qu'elle ne l'était l'année dernière, les propriétaires ne faisant procéder qu'aux travaux les plus urgents en raison de la mévente des vins. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,477) annonce 23 chômeurs contre 16 le mois dernier et 12 en mars 1908 : le travail est plus abondant que le mois dernier; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,357) accuse 0 contre 0 et estime aussi le travail abondant et satisfaisant.

121 syndicats de bûcherons groupant 10,146 membres accusent 17.4 p. 100 de chômeurs contre 26.1 le mois dernier et 11.2 en mars 1908. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 59 p. 100 des syndicats et 64 p. 100 des syndiqués. Plusieurs coupes de bois restées en souffrance jusqu'ici par suite du désaccord entre bûcherons et marchands de bois ont fini par être embauchées en mars; d'autre part, les travaux dans les champs ont commencé à reprendre, de sorte que le chômage a un peu diminué : on ne signale aucun chômeur dans 5 centres sur 13 dans l'Allier, dans 10 sur 27 dans le Cher, dans 5 sur 9 dans le Loiret, dans 24 sur 37 dans la Nièvre et dans 10 sur 13 dans l'Yonne; le chômage atteint 41.7 p. 100 contre 35.8 le mois dernier dans l'Allier pour 999 syndiqués; il est de 19.3 contre 52 dans le Cher pour 2,470 syndiqués; de 18.2 contre 42.4 dans le Loiret pour 422 syndiqués; de 20 contre 15.3 dans la Nièvre pour 2,810 syndiqués et de 12.6 contre 26.3 dans l'Yonne pour 871 syndiqués. Dans les Landes, 13 syndicats de résiniers, groupant 1,476 membres, accusent 8.6 p. 100 de chômeurs contre 8.2 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur près de 177,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de mars 1909. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	113,958	5.94	"	"	1.07	12.50	86.43
Loire.....	57,654	5.96	"	"	"	17.09	82.91
Gard et Hérault ⁽²⁾	9,987	5.97	"	"	"	7.81	92.19
Tarn et Aveyron.....	10,598	5.92	"	"	"	32.91	67.09
Provence.....	2,496	5.75	"	"	2.15	65.64	32.21
Isère.....	1,898	6	"	"	"	"	100
Ouest.....	429	5.52	"	25.65	"	9.09	65.26
Bourgogne et Nord-Ouest	9,251	6	"	"	"	"	100
Centre.....	10,133	5.91	"	"	"	32.30	67.70
ENSEMBLE pour la France.	176,707	5.94	"	0.06	0.71	14.92	84.31

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

⁽²⁾ Manquent les renseignements pour la Grand'Combe.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.88 le mois dernier et de 5.76 en mars 1908. D'après les réponses de 22 syndicats, le chômage serait de 0.2 p. 100 sur un effectif de 29,709 syndiqués contre 0.7 le mois dernier pour 33,310 syndiqués et de 0.1 en mars 1908 pour 28,719 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 36.9 p. 100 pour 23 syndicats groupant 7,325 ouvriers contre 6.6 le mois dernier et 1.5 en mars 1908. Dans les carrières, pas de chômeurs à Thollon (267), Saulxures-sur-Moselotte (450), la Ciotat (100) et Volvic (327); 33.5 p. 100 contre 39 à Château-Landon (209); 45 contre 1.3 à Chevreuse (4,070); 46.7 contre 61.5 à Parmilieu (120); 35.9 à Montalieu (237); 26.7 contre 40 à Trept (150); 40 à Porcieu-Amblagnieu (200); 15 à Saint-Resitut (99); 2 à Arques (100). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 64 syndicats, groupant 12,677 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 10.1 p. 100 contre 11 le mois dernier et 10.5 en mars 1908. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 60 p. 100 des syndicats et 48 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Bordeaux (600), Orléans (128), Rouen (260) et Toulon (120); les cuisiniers de Bordeaux (341) et Pau (145); les pâtisseries de Marseille (450); les limonadiers de Marseille (263). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les confiseurs de Lille (126), les maîtres d'hôtel navigateurs du Havre (800); les raffineurs de sucre de Marseille (750); les chocolatiers de Noisiel (463). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,510) accusent 6.1 p. 100 contre 5.2; les pâtisseries de la Seine (1,603), 5.4 contre 8.1; les bouchers du demi-gros (100), 3 contre 4; les boulangers de la rue des Martyrs (500), 3.2 contre 6.1; ceux du Boulevard Richard-Lenoir (240), 3.8 contre 2.5; aux Halles, les employés de la marée (135) accusent 3.7 contre 3.7; les meuniers (463), 20.7.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de février 1909, cinquième mois de la campagne 1908-1909, s'élevait à 1,650,342 hectolitres, en augmentation de 128,885 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru à la même date est évaluée approximativement à 207,000 hectolitres, soit une différence en plus de 14,000 hectolitres sur la campagne 1907-1908⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de mars 1909, septième mois de la campagne 1908-1909, la quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 779,335 tonnes, en augmentation de 51,772 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 11 syndicats, groupant 7,943 ouvriers, ressort à 2.7 p. 100 contre 9.1 le mois dernier et 4.3 en mars 1908. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Nice (360), Saint-Étienne (160) et Marseille (250); 1.9 à Paris (5,200). Les ouvriers des huileries de Marseille (1,380) accusent 8 p. 100 contre 16.7 le mois dernier. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés. Au Havre (320), 25 p. 100 chez les huiliers, 50 chez les pétroliers, 0 chez les savonniers.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (491) et d'Anould (642) sont tous occupés.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 82 pour 60 syndicats groupant 4,346 adhérents, soit 1.9 p. 100; pour Paris, de 127 pour

⁽¹⁾ Journal officiel du 20 mars 1909.

⁽²⁾ Journal officiel du 14 avril 1909.

9 syndicats groupant 5,741 adhérents, soit 2.2 p. 100. La proportion était, le mois dernier de 1.9 p. 100 pour la province et de 2 pour Paris; elle était, en mars 1908, de 1.9 pour la province, de 2.9 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 85 p. 100 des syndicats de province groupant 84 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 6 syndicats, équivalent par 34, moins abondant par 8. Il y a 1.8 p. 100 de chômeurs à Dijon (111); 0 contre 0 le mois dernier à Grenoble (170); 6.2 contre 3.1 chez les lithographes (96) de Nantes; 7.7 chez les lithographes (130) de Saint-Étienne; 0.3 contre 1.3 chez les typographes (325) et 3.5 chez les imprimeurs lithographes (170) de Bordeaux; 0 contre 1 à Amiens (200); 5 à Rouen (159); 1.7 au Havre (119); 2.1 contre 2.6 chez les typographes (512) de Lyon et 9.3 contre 6.7 chez les lithographes (150); 0 contre 1 à Rennes (199); 2.2 à Lille (360); 0 au Mans (96); 0 à Nevers (110).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,500) accuse 75 chômeurs contre 70 le mois dernier et 134 en mars 1908 et estime le travail aussi abondant et satisfaisant pour l'époque; les imprimeurs de journaux (220) accusent 10 p. 100. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (140) accuse 5 contre 7.9; les stéréotypers (202), 0.5 contre 1.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 16 syndicats, groupant 2,147 ouvriers atteint 29.4 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 25.3 le mois dernier et 56.4 en mars 1908. A Annonay, les mégissiers de rivière (600) ont 20 p. 100 de chômeurs contre 30 le mois dernier et font 40 heures; les palissonneurs (380) en ont 17.9 contre 20. A Millau les chamoiseurs (110) en ont 91 contre 72.7 et font 50 heures; les tanneurs-corroyeurs (300) accusent 50 p. 100. A Mazamet, les mégissiers (110) accusent 74.5 p. 100 contre 74.5 en raison de la grève des délateurs. Les mégissiers de rivière de Chaumont (136) sont tous occupés 48 heures. Les pelletiers de Paris (180) en ont 22.2 p. 100 contre 12.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 6.4 p. 100 pour 15 syndicats groupant 731 ouvriers contre 2.7 le mois dernier et 6.9 en mars 1908. Les coupeurs de Lyon (112) sont tous occupés 60 heures; les ouvriers en chaussures du Quesnoy (200) n'ont pas de chômeurs et font 76 heures.

A Paris, les selliers militaires (172) accusent 58.1 p. 100; les portefeuillistes (225), 6.7 contre 0. L'*Union des ouvriers gantiers de Millau* (1,500) accuse 13.3 p. 100 contre 0.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 71 syndicats, groupant 29,896 adhérents, était de 1,974, soit 6.6 p. 100 contre 6.7 le mois dernier et 11.8 en mars 1908.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (11,054), il y aurait 7.2 p. 100 de chômeurs contre 7.3 le mois dernier et 9.8 en mars 1908, la semaine est de 60 heures et la situation est estimée non satisfaisante. A Tourcoing, les tapissiers en grosse moquette (137) accusent 5.8 p. 100 contre 5.5. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,610), il n'y aurait pas de chômeurs, la semaine serait de 50 heures et le travail ne serait pas satisfaisant. A Armentières, la situation serait bonne : un syndicat ouvrier (2,000) accuse 0 chômeur contre 0 et 59 heures; le syndicat mixte (1,750) accuse 0 chômeur contre 0 et 60 heures. A Halluin (1,100), le chômage est de 12 p. 100 contre 7 et la semaine est de 44 à 56 heures; à Houplines (1,570), 2.3 p. 100 et 55 à 60 heures en amélioration sensible; à Hazebrouck 0.2 contre 0.2 d'après un syn-

dicat (658) : la situation serait assez bonne; 0 chômeur à la Gorgue (712) et 60 heures; la situation est également satisfaisante à Boussières (115) et Fourmies (400); 0 à Avesnes-lès-Aubert (350); 0 contre 0 à Nieppe (300); 10 contre 11.2 à Haspres (400); 0 contre 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100); 47.5 contre 50.5 à Villers-en-Cauchies (158). Pour l'ensemble de 20 syndicats du Nord groupant 21,705 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 5.2 p. 100 contre 5.2 le mois dernier et 10 en mars 1908.

Dans les Vosges, les 7 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 1.3 p. 100 de chômeurs sur 557 syndiqués contre 0.9 le mois dernier et 0.2 en mars 1908; la semaine est partout de 60 heures. Pas de chômeurs à Épinal (127) et Gérardmer (110); 4.7 à Saint-Dié (150).

Dans les centres normands, à Rouen (226) les ouvriers cotonniers ont 0 p. 100 de chômeurs contre 1.3 et font 60 heures : le travail est plus abondant et satisfaisant; à Bolbec (260), 0.8 p. 100 contre 0.7 et 60 heures contre 60 : le travail est satisfaisant; à Flers, les ouvriers cotonniers (850) font 60 heures contre 60, mais ils attendent plusieurs jours à la fin de chaque chaîne. A Condé-sur-Noireau (180), 3.1 p. 100 contre 3.6 et 50 à 55 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les pareurs (124) accusent 2.4 p. 100 contre 0.7 et 60 heures contre 60, les tisseurs (310), 1.6 et 60 heures; à Bourg-de-Thizy (430) les tisseurs accusent 7 contre 16 et 55 heures; 6 contre 12 à Thizy (896) avec 60 heures contre 60.

Dans l'Aisne, l'Union des tisseurs de Saint-Quentin (178) accuse 0 chômeur et 60 heures : la situation serait satisfaisante. Dans les Ardennes, 8.9 p. 100 contre 8.9 à Saint-Menges (280) et 54 à 60 heures; à Sedan (150), 4.7 p. 100 et 60 heures. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (356) sont tous occupés 60 heures : le travail est assez satisfaisant.

Dans l'Ouest, à Romorantin (430), dans l'industrie du drap, on fait 56 heures au tissage, 60 et 66 heures ailleurs; 10 p. 100 à Laval (400). La situation est satisfaisante dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et de la Vendée : pas de chômeurs à Saint-Léger-sur-Cholet (125). 33.3 p. 100 contre 16.7 et 60 heures à Lavelanet (600) : le travail est moins abondant. A Mazamet, 0 p. 100 contre 18.2 chez les ouvriers fileurs (100) et 45 à 50 heures; 0 contre 0 dans l'industrie lainière à la Bastide-Rouairoux (130) : l'activité se ralentit.

Dans la bonneterie, à Troyes (290) 2.4 p. 100 contre 1.3, la semaine est de 60 heures : le travail serait plus abondant si les machines ne faisaient défaut.

Soie. — Dans la Loire, à Saint-Étienne, 33.3 p. 100 contre 35.4 et 60 heures chez les tisseurs (150) et 57 p. 100 et 60 heures chez les chefs d'ateliers (125) : l'article velours serait en reprise; pas de chômeurs et 60 heures dans le tissage mécanique et 30 p. 100 et 84 heures dans le tissage à bras à Charlieu (85); 0 contre 0 à Bussières (227) et 60 heures : le travail est très satisfaisant. Dans la Haute-Loire, 15 contre 20 à Sainte-Sigolène (580) et 66 heures; 35 contre 48 à Saint-Didier-la-Seauve (310) et 66 heures.

Dans la région lyonnaise, le travail se maintient sans aucune interruption dans les usines de tissage mécanique; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, le nombre des métiers en marche diminue de jour en jour; à la campagne, dans les ateliers à bras, les métiers se dégarnissent en grand nombre à mesure que se terminent les dernières commissions⁽¹⁾. A Lyon, chez les

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 avril 1909.

tisseurs de la Croix-Rousse (472), le travail est irrégulier en attendant les nouvelles commissions. A Grandris (120) 4 p. 100 contre 8.3 et 60 heures.

Dans l'Isère, à Saint-Geoire-en-Valdaine (400), il n'y a pas d'ouvriers sans place, mais la plupart attendent plusieurs jours à la fin de chaque chaîne. Dans la Savoie, à Pont-de-Beauvoisin (300) le travail est satisfaisant. Dans le Gard, les fileuses de Ganges (110) font 60 heures et sont satisfaits. A Tours, les tisseurs de soie (110) sont tous occupés 60 heures.

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (90) accusent 0 p. 100 contre 0 et font 68 heures et demie : le travail est satisfaisant. A Caudry, les tullistes (716) accusent 1.4 p. 100 contre 1.3 et 35 à 45 heures : le travail est moins abondant; les ouvriers en tulles (390) accusent 1.2 p. 100 et 56 heures. Les tullistes en dentelles de Lyon (80) accusent 10 p. 100 contre 3.7 et 58 heures. A Paris, les passementiers à la main (140) accusent 5 p. 100 contre 5 et 38 heures comme le mois dernier; les brodeurs (210), 3.8 et 60 heures.

Dans la teinture et l'apprêt, les teinturiers de Saint-Étienne (120) accusent 0 chômeur et 60 heures; les apprêteurs de Roanne (221), 0 et 60 heures. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (300) accusent 4 p. 100 contre 5.3.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 7.3 p. 100 pour 21 syndicats, groupant 2,074 ouvriers, contre 24.9 le mois dernier et 3.5 en mars 1908. Le travail est considéré comme plus abondant par 15 syndicats, équivalent par 5, moins abondant par 3. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 56 p. 100 des syndicats et 48 p. 100 des syndiqués. A Paris, les tailleurs et couturiers de la Bourse du travail (405) accusent 8.6 p. 100 contre 26.2; les coupeurs-chemisiers (308), 5.5 contre 4.9; les coupeurs-tailleurs (110), 2.7. Les ouvrières de l'aiguille de Grenoble (268) en ont 0 p. 100; les ouvriers de l'habillement de Bourges (210), 33.3 contre 19; 0 contre 0 chez les ouvriers du syndicat mixte de Limoges.

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 20 p. 100 pour 12 syndicats groupant 1,610 ouvriers contre 4.1 le mois dernier et 6.8 en mars 1908; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (102) ont 10.8 p. 100 contre 9.8; les ouvrières (100), 0; les casquettiers (543), 16.9. A Chazelles-sur-Lyon, les chapeliers (143) accusent 2.1 p. 100 contre 2.1; ceux de Lyon (290), 6.9; ceux d'Esperaza (260), 70.

Les blanchisseurs de la Seine (218) accusent 14.7 p. 100 de chômeurs.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 33 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,546 ouvriers, est de 17.8 p. 100 contre 14.7 le mois précédent et 15.9 en mars 1908 : la situation est estimée satisfaisante par 56 p. 100 des syndicats et 31 p. 100 des syndiqués. Les calfatage-perceurs de Marseille (98) accusent 26.5 p. 100. Les charpentiers de Lille (500) accusent 50 p. 100; ceux d'Armentières (120), 0 contre 0; les menuisiers de Grenoble (125), 6.4; les travailleurs du bois d'Halluin (375), 10 contre 5.9; les scieurs de Gommegnies (116), 0 contre 0; ceux de Hermes (114), 5.3 contre 0. A Paris, les menuisiers libres (155) accusent 3.9 p. 100 contre 3.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 14 syndicats, groupant 936 ouvriers, est de 9 p. 100 contre 15.8 le mois dernier et 14.2 en mars 1908. Les sculpteurs sur bois de Lyon (100) accusent 50 p. 100 contre 30; les ébénistes de Rennes (150), 0 contre 10; ceux d'Autun (155), 1.3.

Chez les tonneliers, le chômage est de 28.3 p. 100 pour 12 syndicats, groupant 1,182 ouvriers, contre 32.5 le mois dernier et 24 en mars 1908. 40 p. 100

contre 45 à Cognac (300); 23.3 contre 42.5 à Aubagne (150); 33.3 contre 26.7 à Marseille (300).

Dans la carrosserie, 12 syndicats groupant 616 ouvriers annoncent 2.4 p. 100 de chômeurs contre 3.4 le mois dernier et 27.7 en mars 1908. A Paris, les charrons (159) en accusent 0 contre 0 le mois dernier. Les ouvriers en voitures de Roubaix (110) sont tous occupés.

Les tourneurs sur bois de Felleries (160) sont tous occupés; les ouvriers pipiers de Saint-Claude (900) n'ont pas de chômeurs, mais ne font toujours que 30 heures par semaine au lieu de 60 en temps normal. Les layeliers de Bordeaux accusent 27.8 p. 100 contre 45; les sabotiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (125), 0; ceux de Limoges (112), 1.8; les boutonniers de Grenoble (188), 0 contre 0.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 84 syndicats groupant 17,712 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en mars, de 10.9 p. 100 contre 10.8 le mois dernier et 9.1 en mars 1908.

31 syndicats de métallurgistes, groupant 8,028 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 4.9 p. 100 de chômeurs contre 7.3 le mois dernier et 4.1 en mars 1908; la situation est estimée satisfaisante par 53 p. 100 des syndicats et 41 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (197), Bourg-Fidèle (150), Guérigny (530), le Creusot (1,600), Lille (185); 5.4 p. 100 contre 6.7 à Sous-le-Bois (500); 2 contre 4 à Hautmont (350); 9.1 contre 7.2 à Jeumont (187); 4.9 contre 7.3 à Deville (123); 4.8 contre 5.3 chez le syndicat libre de la rue Fessard (950) à Paris.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 2.6 p. 100 pour 10 syndicats groupant 1,228 ouvriers contre 2.8 le mois dernier et 7.3 en mars 1908; la situation est considérée comme satisfaisante par 70 p. 100 des syndicats groupant 39 p. 100 des syndiqués; 4 p. 100 contre 4.9 à Ferrière-la-Grande (225); 6.2 à Hiraumont-en-Rocroi (160); 1.7 contre 0.6 à Bordeaux (180); 2.5 à Stenay (400).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 4.1 p. 100 pour 21 syndicats, groupant 3,288 ouvriers, contre 4.1 le mois dernier et 4.3 en mars 1908. La situation est considérée comme satisfaisante par 53 p. 100 des syndicats et 19 p. 100 des syndiqués. 0.9 p. 100 contre 0.9 à Tarbes (109); 1.9 contre 5 à Tourcoing (160); 2.8 contre 2.4 à Marpent (250); 0 contre 0.9 à Reims (107); 0 à Chartres (104); 9.1 au Mans (187). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 87 chômeurs sur 1,550 syndiqués contre 90 le mois dernier et 105 en mars 1908.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,530) accusent 109 chômeurs contre 109 le mois dernier et 112 en mars 1908; 44.4 p. 100 chez les horlogers de Besançon (450); 30 contre 30 chez ceux de Scionzier (500); 50 contre 50 chez ceux de Lac-en-Villers (200); 7.4 contre 11.6 chez les bijoutiers de Marseille (135).

Chez les ferblantiers-boîtiers, le chômage est de 69.2 p. 100 pour 5 syndicats groupant 1,005 ouvriers contre 49.9 le mois dernier et 97.6 en mars 1908; il est de 100 p. 100 contre 100 à Audierne (135); 80.8 contre 35.6 à Douarnenez (542); 36.4 contre 54.5 à Guilvinec (110); 29.4 à Nantes (170). A Paris, les tourneurs-repousseurs (100) accusent 3 p. 100; les ferblantiers ornementalistes (380), 4.7 contre 2.3. Les maréchaux de Bordeaux (121) en ont 0 contre 1.7 p. 100; les ferblantiers de Toulon (150), 33.3.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 132 syndi-

cats, groupant 12,429 adhérents, était, à la fin de mars, de 25.6 p. 100 contre 48.6 le mois précédent et 11 en mars 1908.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 28.5 p. 100 pour 91 syndicats groupant 8,678 ouvriers contre 52.6 le mois dernier et 11 en mars 1908. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (600 mineurs-terrassiers), Bordeaux (200 terrassiers), Bourges (130), Saint-Étienne (120), Nîmes (105), Grenoble (200), Versailles (774). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Troyes (220), Saint-Brieuc (172), Bordeaux (203 maçons), Auch (372), Thonon (250), Cambrai (200), Rouen (102), Orsay (135), Melun (250), Dieppe (212), Oran (986). A Paris, les maçons (15,000) n'ont pas indiqué le nombre de leurs chômeurs. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 74 p. 100 des syndicats et 67 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 29.9 p. 100 pour 25 syndicats groupant 1,828 ouvriers contre 36.8 le mois dernier et 14.9 en mars 1908; il y en a 41.4 p. 100 contre 50.8 à Bordeaux (290); 60.9 à Marseille (115); 30 contre 30 à Roubaix (200); 20.8 à Boulogne-sur-Mer (144); 63.8 contre 60 à Limoges (105). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (295) en accusent 7.5 contre 7.2.

Les marbriers de Cousolre (220) et les granitiers de Nantes (205) sont tous occupés; les marbriers de Bellignies (200) accusent 5 p. 100 contre 10. Les couvreurs de Tourcoing (150) accusent 16.7 p. 100 contre 20.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chauxfourniers de Contes-les-Pins (175) et d'Albi (100).

Les potiers (280) et les engobeuses de poteries (294) de Vallauris accusent 0 p. 100. Il en est de même des faïenciers de Montereau (300) et des potiers de Saint-Zacharie (108). Les briquetiers-potiers de Paris (602) accusent 24.8 p. 100. A Limoges, les journaliers en porcelaines (121) accusent 7.4 p. 100 contre 30; les emballeurs de porcelaines (192), 4.2 contre 7.3.

Dans l'ensemble des 9 syndicats de verriers, groupant 429 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 0 p. 100 contre 9.3 le mois dernier et 1.7 en mars 1908. Les verriers à bouteilles d'Escautpont (118) n'ont pas de chômeurs grâce à la répartition du travail entre les ouvriers.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 12 syndicats groupant 1,529 membres ressort à 52.9 p. 100 contre 31.5 le mois dernier et 35.2 en mars 1908; elle est de 71.4 contre 0 à Dieppe (140); de 76.5 à Gravelines (196); de 50 à Bordeaux (709).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 7 p. 100 pour 10 syndicats groupant 1,866 membres contre 12.6 le mois dernier et 7.9 en mars 1908; les sourciers de Saint-Yorre (200) accusent 15 p. 100 contre 15; ceux de Vals-les-Bains (120), 12.5 contre 75; ceux de Sail-sous-Couzan (102), 0; les transbordeuses de fruits de Cerbère (222), 0 contre 0. A Paris, les porteurs aux Halles (215), accusent 0 contre 0.

8 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 3,204 ouvriers accusent 2 sans-travail contre 0 le mois dernier et 0 en mars 1908. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 17 syndicats groupant

1,215 membres, est de 4.4 p. 100 contre 9.4 le mois dernier et 9.7 en mars 1908; elle est de 3.2 p. 100 chez les officiers-mécaniciens (460) de Marseille; de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 4.8 chez les camionneurs de Lyon (104).

D'après les réponses de 59 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 26,012 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 2.1 p. 100 contre 2 le mois dernier et 3.3 en mars 1908. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (207) accusent 10.1 p. 100 contre 6.4; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,083), 1.2 contre 1.2; les commis en maçonnerie (134), 0.7 contre 0; les commis en serrurerie (130), 0.8 contre 0; les dessinateurs (445), 5.2; «l'Alliance sténographique» (292), 4.8 contre 6.5; les sténographes de la Bourse du travail (260), 7.7; les clerks d'huissiers (206), 1 contre 1.5; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,400), 0.8 contre 0.9; ceux de la rue des Petites-Écuries (5,800), 2. En province, 5.3 p. 100 contre 7.1 chez les employés de commerce (565) de Marseille et 3.2 contre 3.2 chez les comptables (126); 0 contre 0 chez les sténographes (352) et 2.3 chez les voyageurs (1,196) de Lyon; 3 contre 4.6 à Amiens (330); 0.6 contre 0.2 à Nancy (495 représentants); 1.7 contre 4.2 à Orléans (120); 0 contre 1.1 chez les employés (392), 0 chez les commis aux écritures (152) et les vendeuses (187) de Montpellier; 0.5 contre 2 à Rouen (200); 0 à Saint-Quentin (312); 7.2 à Saint-Étienne (280); 0 contre 0 à Alger (101).

DIVERS. — 6 syndicats de gens de maison accusent 5.1 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 3,340 membres contre 3.3 le mois dernier et 9.2 en mars 1908; à Paris, le syndicat national des gens de maison de la Bourse du travail (2,154) n'a pas fait connaître le nombre de ses chômeurs; celui de la rue Lauriston (2,128) en accuse 1.4 p. 100 contre 1.2; celui de Bordeaux (453), 4 p. 100.

6 syndicats de coiffeurs, groupant 4,663 ouvriers, ont 6.7 p. 100 de sans-travail contre 3.9 le mois dernier et 4.5 en mars 1908; le syndicat mixte de Paris (4,204) en accuse 3.6 p. 100 contre 3.6 le mois dernier; celui de Marseille (220), 33.6; le syndicat ouvrier de Lyon (162), 48.

LES GRÈVES EN MARS 1909.

90 grèves ont été signalées, en mars, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, est de 10,469.

Il y avait eu, en mars 1908, 161 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 97.

Ces 90 grèves, dont 78 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	55
Réduction de salaire.....	4
Contestations relatives au salaire.....	4
Demande de diminution du temps de travail.....	3
Demandes d'introduction du travail aux pièces.....	1
Demandes de suppression du travail aux pièces.....	2
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.....	15
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres.....	7
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	5
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	3
Contestation relative au repos hebdomadaire.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 31 départements et on en a compté :

23 dans le Nord, 17 dans la Seine, 5 dans le Rhône, 4 dans la Loire, le Pas-de-Calais et la Seine-et-Oise, 3 dans la Somme, 2 dans l'Ardèche, la Charente-Inférieure, le Finistère, le Loir-et-Cher, la Loire-Inférieure et la Seine-Inférieure et 1 dans les 18 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 32 conflits; industries textiles, 26; transports et manutention, 7; métaux, mineurs, travail des pierres et terre, 4; bois et tabletterie, papiers, produits chimiques, 3; ouvriers agricoles, 1; bijoutiers, 1; boulangers, 1; équipement militaire, 1.

Des 90 grèves commencées en mars, 53 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Dix-neuf, 1 jour ou moins de 1 jour; neuf, 2 jours; quatre, 3 jours; trois, 4 jours; sept, 5 jours; quatre, 7 jours; deux, 10 jours; une, 11 jours; trois, 12 jours; et une, 19 jours.

Si l'on y ajoute 13 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 63 jours (2 grèves), 57 jours, 49 jours, 38 jours, 28 jours, 25 jours, 21 jours, 20 jours, 13 jours, 12 jours, 6 jours et 3 jours, on trouve 66 conflits terminés avec les résultats suivants :

18 réussites,
26 transactions ou réussites partielles,
22 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉE							
11 déc.		Serrières-de-Briord.	Ain	Tallistes	1	101	
14 déc.		Paris.	Seine	Poseurs de rails.	1	73	
9 janvier.		Mazamet.	Tarn	Déclateurs de peaux de moutons.	32	1,230	
19 janvier.		Lespéron.	Landes	Résiniers	"	"	
24 janvier.		Paris.	Seine	Linotypistes	"	"	
25 janvier.		Saint-Paul.	Landes	Résiniers	"	"	
26 janvier.		Léon.	Landes	Résiniers	"	"	
1 ^{er} février.	11 mars.	Saint-Malo, Saint-Servan.	Ille-et-Vilaine	Vanniers	7	35	
1 ^{er} février.	5 avril.	Azur.	Landes	Résiniers	"	117	
1 ^{er} février.	5 avril.	Saint-Julien-en-Born.	Landes	Résiniers	"	167	
3 février.		Bourbon-l'Archambault.	Allier	Bûcherons.	"	28	
3 février.	1 ^{er} avril.	Saint-Laurent-du-Pont.	Isère	Chaufourniers.	1	90	
6 février.		Périgueux.	Dordogne	Métallurgistes.	1	57	
6 février.	27 mars.	Lévigacq.	Landes	Résiniers	"	60	
9 février.	17 mars.	Lourdoueix-Saint-Michel.	Indre	Carriers	1	20	
9 février.	2 mars.	Paris.	Seine	Terrassiers	1	160	
10 février.		Roubaix.	Nord	Fileurs	1	55	
11 février.	11 mars.	Roubaix.	Nord	Fileurs	1	37	
13 février.		Paris.	Seine	Terrassiers	1	14	
15 février.		Enghien-les-Bains.	Seine-et-Oise	Terrassiers	1	37	
17 février.	1 ^{er} mars.	Roubaix.	Nord	Tisseurs	1	78	
18 février.	3 mars.	Herbillon.	Constantine	Taillleurs de pierres	1	60	
19 février.		Biches.	Nievre	Bûcherons.	1	150	
19 février.		Paris.	Seine	Fondeurs	1	12	
23 février.	20 mars.	Beysenac.	Corrèze	Feuilleardiens	2	24	
26 février.	1 ^{er} mars.	Saint-Igny-le-Petit.	Ardennes	Fondeurs	1	76	
27 février.	5 mars.	Blois.	Loir-et-Cher	Ouvriers en chaussures.	1	22	
GRÈVES COMMENCÉ							
1 ^{er} mars.	2 mars.	Puichéric.	Aude	Ouvriers agricoles	1	80	
1 ^{er} mars.		Paris.	Seine	Cimentiers	1	4	
1 ^{er} mars.	3 mars.	Aulnay-sous-Bois.	Seine-et-Oise	Terrassiers	1	100	
3 mars.	5 mars.	Lannoy.	Nord	Peigneurs de lin.	1	16	
3 mars.	8 mars.	Villeurbanne.	Rhône	Tallistes	1	22	
3 mars.	13 mars.	Roubaix.	Nord	Tisseurs	1	86	
3 mars.	22 mars.	Marseille	Bouches-du-Rhône	Linotypistes	"	150	
4 mars.	4 mars.	Levallois-Perret.	Seine	Cochers de fiacres automobiles.	1	30	
4 mars.	16 mars.	Tourcoing.	Nord	Tisseurs	1	47	
4 mars.		Wattrelos.	Nord	Tisseurs	1	1,100	
4 mars.		Méru et environs.	Oise	Boutonniers	7	315	
5 mars.	6 mars.	La Rochelle.	Charente-Inférieure	Terrassiers	1	15	
5 mars.		Baudreix.	Basses-Pyrénées	Charretiers	3	32	
6 mars.	6 mars.	Paris.	Seine	Électriciens	1	16	
8 mars.	8 mars.	Paris.	Seine	Ravaleurs.	1	40	
8 mars.	9 mars.	Quimerch.	Finistère	Terrassiers	1	30	

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} mars 1909, a pu être déjà signalée dans le précédent

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
1^{er} MARS 1909 (1).		
Demande de réintégration de trois ouvriers.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Contestation relative au salaire.....	.....	
Demandes : augmentation de salaire; signature d'une convention collective.....	.....	
Contestation relative au salaire.....	.....	
Contestation relative au salaire.....	.....	
Contestation relative au salaire.....	Réussite.	
Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
Demande de renvoi d'ouvriers non syndiqués.....	.....	
Demande de réintégration de 5 ouvriers.....	Réussite.	
Demande de réintégration d'un apprenti.....	.....	
Contestation relative au salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Demande de renvoi de 3 ouvriers.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande de réintégration d'un rattacheur.....	Échec.	
Demandes : réintégration de 4 ouvriers; renvoi d'un chef de chantier.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demandes : augmentation de salaire; diminution de la retenue pour l'assurance.....	Transaction.	
Demande de renvoi d'ouvriers non syndiqués.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Contestation relative au salaire.....	Échec.	
Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
Demandes : réintégration de 7 ouvriers; renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
MARS 1909.		
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demandes : réintégration de deux ouvriers; modification du règlement d'atelier.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire ou de diminution de la production à l'heure.....	Transaction.	
Réduction de salaire.....	Réussite.	
Demande de réduction du minimum de production.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Réduction de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande de réintégration de dix ouvriers.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	

fin. — Sont considérées comme non terminées les grèves dont le fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RAPRÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
8 mars...	.....	Blois.....	Loir-et-Cher.....	Maçons et tailleurs de pierres.	"	175	17
8 mars...	.....	Paris.....	Seine.....	Marbriers.....	1	7	18
9 mars...	10 mars..	Cholet.....	Maine-et-Loire.....	Tisseurs.....	1	200	19
9 mars...	10 mars..	Walin-court.....	Nord.....	Ouvrières en lingerie.....	1	25	20
9 mars...	11 mars..	Vichy-Cusset.....	Allier.....	Maréchaux-ferrants.....	2	2	21
9 mars...	11 mars..	Amiens.....	Somme.....	Tisseurs.....	1	85	22
9 mars...	.....	Paris.....	Seine.....	Cimentiers et aides.....	1	40	23
10 mars...	12 mars..	Vernoux.....	Ardèche.....	Moulineurs.....	1	60	24
10 mars...	.....	Bouray.....	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	1	80	25
11 mars...	15 mars..	Ronbaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	59	26
11 mars...	16 mars..	Cousolre.....	Nord.....	Marbriers en cheminées.....	1	25	27
11 mars...	.....	Bastia.....	Corse.....	Terrassiers.....	1	80	28
11 mars...	.....	Rennes.....	Ille-et-Vilaine.....	Charpentiers.....	1	11	29
12 mars...	.....	Paris.....	Seine.....	Marbriers.....	1	10	30
13 mars...	15 mars..	Crespin.....	Nord.....	Terrassiers.....	1	60	31
13 mars...	17 mars..	St-Pierre-en-Port..	Seine-Inférieure.....	Cimentiers et terrassiers.....	1	23	32
15 mars...	16 mars..	Saint-Denis.....	Seine.....	Maçons.....	1	10	33
15 mars...	17 mars..	Périgueux.....	Dordogne.....	Bijoutières.....	1	22	34
15 mars...	18 mars..	Roanne.....	Loire.....	Boulangers.....	1	7	35
15 mars...	22 mars..	Villeurbanne.....	Rhône.....	Cartonniers.....	1	9	36
15 mars...	27 mars..	Le Tréport.....	Seine-Inférieure.....	Menuisiers.....	1	10	37
15 mars...	.....	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	300	38
15 mars...	.....	Amiens.....	Somme.....	Teinturiers.....	9	1,217	39
16 mars...	.....	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	386	40
16 mars...	23 mars..	Ronbaix.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	7	41
16 mars...	26 mars..	Paris.....	Seine.....	Replaisisseurs de parquets.....	3	140	42
17 mars...	18 mars..	Cambrai.....	Nord.....	Maçons.....	1	15	43
17 mars...	22 mars..	Avignon.....	Vaucluse.....	Ouv. en produits chimiques.....	1	100	44
17 mars...	.....	Inchy et environs..	Nord.....	Terrassiers et maçons.....	1	58	45
17 mars...	.....	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	12	46
18 mars...	18 mars..	Tours.....	Indre-et-Loire.....	Ouv. d'une fabrique de pompes	1	25	47
18 mars...	19 mars..	Boulogne-sur-Mer.	Pas-de-Calais.....	Marins-pêcheurs.....	"	400	48
18 mars...	22 mars..	Salaumines.....	Pas-de-Calais.....	Minicurs.....	1	66	49
19 mars...	22 mars..	Vienne.....	Isère.....	Tisseurs.....	1	50	50
20 mars...	25 mars..	Valence.....	Drôme.....	Plâtriers.....	"	30	51
20 mars...	1 ^{er} avril..	Bône et environs..	Constantine.....	Ouvriers et employés de che- mins de fer.	1	400	52
21 mars...	1 ^{er} avril..	Calais.....	Pas-de-Calais.....	Ouvriers et employés de tram- ways.	1	50	53
22 mars...	22 mars..	Cucq.....	Pas-de-Calais.....	Terrassiers.....	1	40	54
22 mars...	23 mars..	Flines-les-Râches..	Nord.....	Mineurs.....	1	15	55
22 mars...	23 mars..	Neuilly-sur-Seine.	Seine.....	Terrassiers.....	1	30	56
22 mars...	24 mars..	Comines.....	Nord.....	Blanchisseurs de toile.....	1	12	57
22 mars...	.....	Firminy.....	Loire.....	Serruriers.....	1	25	58
22 mars...	.....	Armentières.....	Nord.....	Maçons.....	"	40	59
22 mars...	.....	Houplines.....	Nord.....	Maçons.....	"	12	60
22 mars...	.....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	60	61
22 mars...	.....	Montauban.....	Tarn-et-Garonne.....	Plâtriers.....	"	23	62
23 mars...	24 mars..	Draveil.....	Seine-et-Oise.....	Débardeurs.....	1	80	63
23 mars...	26 mars..	Pont-de-Metz.....	Somme.....	Éfilocheurs de laine.....	1	47	64
23 mars...	30 mars..	Mouveaux.....	Nord.....	Fileurs.....	1	27	65
24 mars...	24 mars..	Tourcoing.....	Nord.....	Peigneurs.....	1	30	66

GRÈVES COMMENCÉE

REPERES.	CAUSES DES GREVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
17	Demandes : journée de 11 heures ; augmentation de salaire.	.....	
18	Demande de suppression du travail aux pièces.	Transaction.	
19	Contestation relative à la réglementation du travail.	Transaction.	
20	Contestation relative à la réglementation du travail.	Échec.	
21	Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail.	Réussite.	
22	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
23	Demande de renvoi d'un contremaître.	.....	
24	Demandes : renvoi du directeur ; augmentation de salaire ; contestation relative à la réglementation du travail.	.....	
25	Contestation relative au salaire.	.....	
26	Demandes : augmentation de salaire ; affichage des tarifs.	Transaction.	
27	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Réussite.	
28	Contestation relative au salaire.	.....	
29	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
30	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
31	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	46 grévistes congédiés.
32	Demandes : augmentation de salaire ; réintégration d'un ouvrier.	Transaction.	
33	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	5 Grévistes congédiés.
34	Demande de réintégration de 2 ouvriers.	Réussite.	
35	Contestation relative au repos hebdomadaire et demande de réintégration d'un ouvrier.	Réussite.	
36	Demande de réintégration d'une ouvrière.	Échec.	
37	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
38	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
39	Contestation relative à la réglementation du travail.	.....	
40	Contestation relative au salaire.	.....	
41	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
42	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
43	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
44	Demande de réintégration d'un ouvrier syndiqué.	Échec.	
45	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
46	Demandes : renvoi d'un contremaître ; augmentation de salaire.	.....	
47	Contestation relative au règlement d'atelier.	Échec.	
48	Demande de suppression du chômage.	Transaction.	
49	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
50	Contestation relative à la réglementation du travail.	Transaction.	
51	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
52	Demandes : augmentation de salaire ; réglementation de l'avancement.	Transaction.	
53	Contestation relative au salaire.	Transaction.	
54	Demande de travail à la tâche.	Réussite.	
55	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
56	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
57	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
58	Demandes : augmentation de salaire ; indemnité de déplacement.	.....	
59	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
60	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
61	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
62	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
63	Demande : journée de 10 heures.	Réussite.	
64	Demande de renvoi d'un contremaître.	Transaction.	
65	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
66	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉFÉRENS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
24 mars..	25 mars..	Saint-Étienne...	Loire.....	Rubaniers.....	1	20	67
24 mars..	25 mars..	Nantes.....	Loire-Inferieure..	Raffineurs de sucre.....	1	156	68
24 mars..	26 mars..	Tourcoing.....	Nord.....	Trieurs de laine.....	1	16	69
24 mars..	.....	Angoulême.....	Charente.....	Caoutchoutiers.....	1	35	70
24 mars..	.....	Vals-les-Bains.....	Ardeche.....	Tisseurs de soie artificielle..	1	150	71
24 mars..	.....	Lyon.....	Rhône.....	Litiers en fer.....	1	8	72
24 mars..	.....	Montrouge.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	98	73
25 mars..	30 mars..	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	9	74
25 mars..	.....	Levallois-Perret.....	Seine.....	Cochers de fiacres automobiles.	1	185	75
25 mars..	.....	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en équipements mili- taires.	1	8	76
26 mars..	29 mars..	Morlaix.....	Finistère.....	Tailleurs de lin.....	1	40	77
26 mars..	31 mars..	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs.....	1	350	78
26 mars..	.....	Codolet.....	Gard.....	Ouvriers en balais.....	1	12	79
27 mars..	.....	Lyon.....	Rhône.....	Ebénistes.....	1	28	80
27 mars..	.....	Neuilly-sur-Seine.....	Seine.....	Charpentiers.....	1	150	81
29 mars..	3 avril..	Saint-Etienne.....	Loire.....	Verniers.....	2	40	82
29 mars..	5 avril..	Sainte-Foy-l'Ar- gentière.	Rhône.....	Mineurs.....	1	106	83
29 mars..	.....	Marly-le-Roi.....	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	1	38	84
30 mars..	.....	Lignières.....	Loir-et-Cher.....	Ouvriers en papiers.....	1	56	85
30 mars..	.....	Lège.....	Loire-Inferieure..	Maçons.....	1	50	86
30 mars..	.....	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	180	87
30 mars..	.....	Arreau.....	Hautes-Pyrénées..	Terrassiers.....	1	250	88
30 mars..	.....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	70	89
31 mars..	.....	Machine (La).....	Nièvre.....	Mineurs.....	1	450	90

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

4 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en mars, à la Direction du travail.

1° **Grève des résiniers de Levignacq.** Le 18 janvier, le président du syndicat des résiniers de Levignacq avait sollicité l'intervention du juge de paix du canton de Castets pour trancher un différend concernant la part revenant aux résiniers dans le prix de vente de la résine. Par lettre en date du 19 le président du syndicat des propriétaires de la commune ayant refusé toute conciliation, le 1^{er} février les 60 résiniers de la commune cessèrent le travail formulant les revendications suivantes :

1° Le prix de la barrique de résine sera partagé à moitié entre le propriétaire et son résinier ;

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

2° Pour les pins ruinés, il sera fait une différence de deux francs par barrique en moins du prix indiqué ci-dessus.

Quand dans une même parcelle on aura donné d'une manière générale aux pins plusieurs carrés dans le but de les abattre à brève échéance, tous les pins de cette parcelle seront considérés comme ruinés;

3° Le prix de la barrique de résine sera établi en prenant pour base la moyenne des prix de vente des résines communales de Lesperon et de Taller;

4° En principe, il sera fait six amasses par période annuelle de gemmage et le paiement de la résine revenant au résinier s'effectuera amasse par amasse;

5° Il demeure entendu que tous les propriétaires se réservent le droit d'exploiter leurs pins quand bon leur semblera et que le résinier ne pourra leur réclamer aucune indemnité de ce fait;

6° Le propriétaire donnera le bois de chauffage à son fermier ou métayer, conformément aux usages établis.

Toutefois, il ne pourra être abattu des pins sans l'autorisation du propriétaire.

7° Dans un but de bonne harmonie, MM. les propriétaires s'engagent à reprendre les résiniers avec lesquels ils auraient pu avoir des difficultés à l'occasion du différend prend fin;

8° Le présent contrat est établi pour une durée de cinq ans à partir du 1^{er} janvier 1909.

Le travail fut repris à ces conditions le 27 mars.

2° Différend de paveurs et de bitumiers au Havre. Le 3 mars, les délégués des syndicats patronal et ouvrier des paveurs du Havre sollicitèrent l'intervention du juge de paix pour la fixation des salaires des paveurs et bitumiers et la signature d'une convention collective.

Un comité de conciliation se réunit le même jour et l'accord suivant fut conclu, évitant ainsi une grève :

Entre les soussignés : MM. Henri Jean, Édouard Thomas, Georges Dieppedable, entrepreneurs, paveurs et bitumiers du Havre, agissant tant en leur nom personnel qu'aux noms et comme se portant fort des autres entrepreneurs de pavage de la ville syndiqués ou non syndiqués, d'une part,

MM. Henri Atineault, Léopold Lemoine, Eugène Blanquet, ouvriers paveurs et bitumiers du Havre, agissant aussi tant en leurs noms personnels qu'aux noms et comme représentant les autres ouvriers et manœuvres paveurs et bitumiers de la ville du Havre, syndiqués ou non syndiqués d'autre part,

A été convenu ce qui suit :

1° Le prix de l'heure pour les ouvriers paveurs est fixée à 65 centimes;

2° Il est fixé à 42 centimes pour les aides paveurs;

3° Celui des ouvriers dresseurs et apprentis paveurs à 50 centimes;

4° Le prix de l'heure des ouvriers bitumiers est fixé à 65 centimes;

5° Celui des aides-bitumiers, à 45 centimes;

6° Pour tous les ouvriers et aides, il est alloué pour frais de déplacement à une distance de plus d'un kilomètre des limites de l'octroi le prix d'une heure en supplément;

7° Les frais de déplacement par chemin de fer ou tramways seront au compte du patron qui devra à l'ouvrier tout son temps, depuis l'heure du départ du train jusqu'à celle du retour, dans la même journée. Lorsqu'il y aura déplacement de plus d'une journée, le patron et l'ouvrier s'entendront à l'amiable sur les conditions de ce déplacement.

La présente convention faite et signée en présence de M. Monnier, juge de paix du 11^e arrondissement du Havre restera déposée au greffe de la justice de paix de cet arrondissement.

Une copie certifiée par le juge de paix sera déposée au secrétariat du conseil des prud'hommes du Havre.

Une autre sera remise aux patrons et une troisième aux ouvriers du Havre.

Le 3 mars 1908.

Suivent les signatures.

3° Dans une grève d'ouvriers en chaussures à Blois, les ouvriers ont

adressé un recours au juge de paix le 1^{er} mars. Un comité de conciliation s'est réuni le 3 et l'accord s'est fait, le patron ayant accepté les principales revendications suivantes :

- 1° Réintégration d'un ouvrier (accordé);
- 2° Aucun renvoi pour fait de grève (accordé);
- 3° Augmentation de salaire de 3 centimes par paire pour les brocheuses et de 5 centimes pour les monteurs en cloué (accordé 2 centimes);
- 4° Remise d'un exemplaire du tarif à chaque ouvrier et au siège du syndicat (accordé, affichage des tarifs dans les ateliers).

Ces conditions ayant été acceptées par les ouvriers, le travail a été repris le 5.

4° **Dans une grève de maroquiniers à Paris**, le juge de paix du iv^e arrondissement est intervenu d'office le 10 mars. Les deux parties n'ont pas répondu et le travail a été repris le 23 mars aux conditions antérieures à la grève.

L'INDUSTRIE MINÉRALE EN FRANCE

PENDANT L'ANNÉE 1907.

D'après la *Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur*, publiée par le Ministère des Travaux publics.

I. — CONDITIONS PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE HOULIÈRE.

ANNÉES.	CONSUMATION de la FRANCE.	NOMBRE		NOMBRE de MINES en gain.	BÉNÉFICES DES MINES en gain. (Revenu net imposé.)	NOMBRE de MINES en perte.	DÉFICIT des MINES en perte. (Admis par les comités d'évaluation.)	BÉNÉFICE RESTANT (6-8)	VALEUR MOYENNE de la tonne sur le carreau de la mine.	COUT de la main- d'œuvre par tonne d'extrait.	BÉNÉFICE par TONNE d'extrait. (6-8) (2) (3)	PRODUCTIONS par ANNUELLE par ouvrier.	PRODUCTIONS par JOURNÉE d'ouvrier.	SALAIRE MOYEN par jour.	SALAIRE MOYEN annuel d'un ouvrier.	BÉNÉFICE par ANNUEL par ouvrier employé. (6-8) (3)
		MOYEN d'ouvriers employés.	de MINES en gain. période.													
	millions de tonnes.	milliers d'ouvriers	3	4	6	7	8	9	fr. c.	fr. c.	fr. c.	tonnes.	kil.	fr. c.	francs.	francs.
1881-1890	31.8	108	301	179	41.4	122	4.9	36.5	11 50	5 45	1 70	199	"	"	1 090	338
1891.....	36.573	26.025	296	176	65.0	120	5.0	60.0	13 25	6 09	2 30	197	686	4 17	1 203	455
1892.....	36.516	26.179	133.1	298	58.6	136	7.3	39.3	12 40	6 21	1 50	197	682	4 24	1 221	295
1893.....	36.379	25.651	133.6	298	55.1	150	8.9	25.0	11 50	5 93	1 00	193	699	4 14	1 156	190
1894.....	38.0	27 417	134.5	312	36.0	177	9.8	26.1	11 20	5 69	0 95	204	714	4 14	1 181	194
1895.....	38.640	28 020	137.3	301	36.4	152	6.9	29.5	11 01	5 69	1 05	204	720	4 10	1 161	215
1896.....	39.905	29 190	140.1	294	34.5	144	8.2	26.3	10 81	5 66	0 90	208	725	4 10	1 178	188
1897.....	41.811	30 798	143.4	287	35.2	147	8.8	26.3	10 84	5 56	0 85	215	745	4 14	1 194	184
1898.....	43.265	32 356	148.6	281	42.9	138	7.4	35.5	11 22	5 64	1 10	217	750	4 23	1 228	238
1899.....	45.228	32 863	153.9	292	61.5	134	6.6	51.9	12 41	5 91	1 70	214	742	4 38	1 261	350
1900.....	48.803	33 404	162.0	301	105.3	141	8.1	97.2	14 95	6 46	2 59	206	721	4 66	1 333	600
1901.....	46.773	32 325	163.8	350	88.6	181	11.6	77.0	15 69	7 08	2 41	197	681	4 82	1 396	479
1902.....	44.810	30 997	164.8	381	58.0	245	11.6*	46.4	14 55	6 82	1 43	182	670	4 57	1 306	284
1903.....	48.2	34 906	167.3	370	77.19	184	9.06	68.13	14 61	6 45	1 95	208	706	4 53	1 347	407
1904.....	47.0	34 168	171.6	359	55.67	189	14.80	38.80	13 30	6 56	1 13	199	689	4 53	1 309	226
1905.....	48.6	35 928	175.1	325	53.71	177	14.13	41.58	12 92	6 38	1 15	205	710	4 53	1 309	237
1906.....	51.7	34 196	178.4	326	50.83	179	16.55	34.28	13 70	6 81	1 00	191	698	4 75	1 306	192
1907.....	55.1	36 754	183.9	325	72.18	152	11.80	60.38	14 97	7 05	1 64	199	695	4 90	1 409	328
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)								

(1) Le nombre des concessions existant au total, en 1907 était de 649.

(2) Depuis 1903, la *Statistique de l'industrie minière* a cessé de publier séparément pour les mines de combustibles minéraux les renseignements permettant d'établir les chiffres des colonnes 5 à 9, 12, 13 et 16, parce que la réunion et le dépouillement des documents nécessaires à leur établissement ne pouvaient se faire sans retarder la publication du volume. Grâce à une communication de l'Administration des mines les chiffres relatifs aux années 1903-1907 ont pu être complétés et rectifiés.

ANNÉES.	PAYS.	HOUILLE et LIGNITE.	FONTE.	FER.	ACIER.	OR.	ARGENT.	CUIVRE.	PLOMB.	ZINC.	ÉTAIN.
		tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	kilogr.	kilogr.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
1907.	France.....	36,754,000	3,590,000	580,000	1,860,000	1,257	24,727	7,800	24,500	47,900	"
1907.	Algérie.....	"	"	"	"	"	1,091	"	"	"	"
1907.	Colonies françaises et protector.	(1) 320,000	"	"	"	5,821	"	"	"	"	"
1907.	Grande-Bretagne et Irlande.....	272,116,000	10,276,000	(4) 991,000	(4) 6,627,000	120	4,780	56,000	35,700	32,300	17,670
1907.	Allemagne.....	205,727,000	11,390,000	(6) 645,000	(5) 11,369,000	100	158,261	32,000	142,000	268,000	5,864
1907.	Luxembourg.....	"	1,485,000	"	"	"	"	"	"	"	"
1907.	Belgique.....	23,705,000	1,311,000	358,000	913,000	"	"	"	71,900	152,000	"
1907.	Autriche.....	40,112,000	1,384,000	"	"	315	39,600	590	13,000	11,200	47
1907.	Hongrie et Croatie-Slavonie.....	7,353,000	403,000	"	"	3,500	11,870	69	2,100	"	"
1907.	Italie.....	453,000	112,000	248,000	347,000	60	22,950	17,500	23,000	88	2
1907.	Russie.....	21,593,000	2,695,000	311,000	2,184,000	30,548	4,296	9,300	900	9,600	8.5
1907.	Suède (5).....	305,000	616,000	174,000	291,000	28	929	1,600	800	260	"
1907.	Norvège.....	"	250	"	300	"	5,699	1,300	"	"	"
1906.	Espagne.....	3,200,000	305,000	11,000	224,000	"	126,424	26,000	186,000	6,200	"
1906.	Portugal.....	6,800	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1906.	Grèce.....	11,600	"	"	"	"	21,907	"	12,300	"	"
1907.	Etats-Unis.....	430,430,000	25,849,000	"	23,733,000	134,215	1,830,501	399,000	318,000	226,000	"
1907.	Canada.....	9,533,000	501,000	"	"	12,435	396,526	26,000	21,600	"	"
1907.	Turquie.....	"	"	"	"	60	26,528	"	"	"	1,180
1906.	Australie.....	8,734,000	"	"	"	107,583	326,382	37,000	93,000	"	"
1907.	Serbie.....	"	"	"	"	131	35	"	"	"	"
1907.	Nouvelle-Zélande.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1906.	Le Cap et poss. angl. en Afrique.	1,757,000	"	"	"	239,631	26,344	"	"	"	"
1906.	Indes et poss. anglaises en Asie.	4,650,000	"	"	"	15,635	"	"	"	"	23
1906.	Japon.....	9,940,000	"	"	"	2,758	88,197	38,500	2,800	"	"
1906.	Chili.....	12,980,000	43,000	"	"	1,046	27,216	26,000	60,000	"	"
1907.	Mexique.....	"	"	"	"	26,816	2,040,435	63,000	"	"	"
1907.	Bolivie.....	"	"	"	"	50	453,780	3,200	"	"	13,000
1907.	Indes orientales néerlandaises.....	"	"	"	"	3,498	15,083	"	"	"	15,981
1907.	Bésil.....	380,000	"	"	"	3,809	"	"	"	"	"
1907.	Centre et Sud-Amérique.....	"	"	"	"	(3) 11,138	(3) 284,501	"	"	"	"
1907.	Chine.....	"	"	"	"	6,771	"	"	"	"	"
1906.	Corée.....	"	"	"	"	3,308	"	"	"	"	"
1907.	Roumanie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1906.	Etats Malais.....	130,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1906.	Côte d'Or d'Afrique.....	"	"	"	"	6,018	"	"	"	"	40,399
1906.	Pays divers.....	1,418,100	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	TOTAUX.....	1,091,398,000	60,050,000	3,318,000	47,548,000	616,626	5,932,669	719,000	1,008,000	693,000	104,000

(1) Production de l'Indo-Chine. (2) Production de la Guyane française et de Madagascar. (3) On a groupé, pour la production des métaux précieux, les pays du Centre et du Sud-Amérique, excepté la Guyane française, le Chili, la Bolivie et le Brésil. (4) Fer chauffé, acier Bessemer et Martin en lingots. (5) Fer et acier fondus. (6) Fer et acier soudés.

L'APPLICATION DE LA LOI DU 27 MARS 1907

SUR LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES ⁽¹⁾.

A la date du 27 mars 1908, 172 enquêtes avaient été prescrites par les soins de la Direction du Travail savoir :

1° 161 en vue de la réorganisation des Conseils de prud'hommes, rendue nécessaire par la mise en vigueur de la loi du 27 mars 1907, 128 visant la réorganisation de Conseils par extension de compétence à toutes les professions industrielles exercées dans leur circonscription territoriale, 31 visant la création de sections du commerce et 2 visant la création de sections des mines.

2° 11 enquêtes en vue de répondre à des demandes de création de Conseils de prud'hommes.

Sur les 172 enquêtes prescrites au cours de la première année d'application de la nouvelle loi sur les Conseils de prud'hommes, 6 étaient terminées au 27 mars 1908.

Depuis lors, 34 enquêtes nouvelles ont été prescrites, savoir : 9 enquêtes visant la réorganisation des Conseils d'Albi, Angoulême, Aurillac, Besançon, Corbeil, Halluin, Marseille, Montluçon et Troyes; 18 enquêtes visant création de sections du commerce au sein des Conseils siégeant à Arras, Aurillac, Belfort, Besançon, Béziers, Bolbec, Caen, Châtelleraut, Clermont-Ferrand, Elbeuf, Marseille, Montluçon, Philippeville, Remiremont, La Rochelle, Saint-Quentin, Troyes et Valenciennes; 7 enquêtes en vue de répondre à des demandes de création de Conseils de prud'hommes dans les localités suivantes : Bourg, Caudry, Givors, Lons-le-Saunier, Melun, Montargis et Nevers.

Ainsi, 200 enquêtes se sont poursuivies au cours de la seconde année d'application de la loi.

En raison des délais nécessaires pour recueillir les statistiques détaillées que doivent fournir les enquêtes ⁽²⁾, les dossiers n'ont commencé à parvenir à la Direction du Travail que dans les derniers mois de 1908. 81 dossiers, dont 63 concernant des réorganisations, 15 des créations de sections du commerce et 3 des créations de Conseils nouveaux étaient parvenus le 27 mars 1909 au Ministre du Travail. Mais dans 19 cas, il avait été nécessaire de provoquer un complément d'enquête entraînant de nouveaux retards dans la préparation des décrets. Dans 62 cas, les enquêtes avaient donné des résultats définitifs.

⁽¹⁾ Voir le numéro d'avril 1908 du *Bulletin de l'Office du travail*, p. 352.

⁽²⁾ Les enquêtes préparatoires en vue de la création de conseils ou de sections de conseils comportent, d'après la procédure adoptée par le Conseil d'État, non seulement les avis des corps constitués exigés par l'article 2 de la loi, mais encore une statistique par professions distinctes des patrons et ouvriers ou employés exerçant dans chacune des communes de la circonscription territoriale du futur Conseil ou de la future section les professions susceptibles de devenir justiciables dudit Conseil ou de ladite section, avec indication du nombre de ceux qui remplissent les conditions requises pour l'électorat, et un relevé, par professions distinctes, des litiges portés devant les juges de paix, et, s'il s'agit de sections du commerce, devant le tribunal civil et le tribunal de commerce, au cours des cinq dernières années, par des personnes exerçant les professions visées. Les enquêtes visant les projets de réorganisation comportent non seulement les renseignements statistiques visant les professions nouvelles susceptibles d'être rattachées à la juridiction du Conseil, mais encore la statistique des électeurs (et approximativement des justiciables) patrons et ouvriers de chaque profession, ainsi qu'un relevé par professions distinctes, des affaires soumises au Conseil de prud'hommes visé au cours des cinq dernières années.

Les projets de création ou de réorganisation préparés par les soins du Ministre du Travail, sont transmis au Garde des sceaux, Ministre de la Justice, chargé de soumettre au Conseil d'État et de présenter à la signature du Président de la République les projets de décrets. Du 27 mars 1908 au 27 mars 1909, 35 projets de décrets avaient été ainsi transmis au Garde des sceaux et 18 décrets avaient été rendus, savoir 8 portant réorganisation de la section de l'industrie et création d'une section du commerce des conseils ayant leur siège dans les localités suivantes : Le Havre (7 septembre 1908), Rouen (21 octobre 1908), Toulouse (19 décembre 1908), Dijon (3 février 1909), Montluçon (3 février 1909), Niort (9 février 1909), Bordeaux (11 mars 1909) et Thiers (17 mars 1909); 9 portant réorganisation de Conseils exclusivement industriels à Saint-Malo (29 avril 1908), Châlons-sur-Marne (10 décembre 1908), Darnétal (19 décembre 1908), Hazebrouck (19 décembre 1908), Fécamp (25 janvier 1909), Rennes (27 janvier 1909), Fougères (3 février 1909), Charlieu (24 février 1909) et Saint-Dié (24 février 1909), 1 décret (20 juin 1908) créant un Conseil de prud'hommes à Saint-Yrieix.

ENCOURAGEMENTS

ACCORDÉS AUX ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET DE CRÉDIT QUI ONT FORMULÉ DES DEMANDES EN 1908 ⁽¹⁾.

1^o Subventions accordées aux Associations.

ARDENNES. — <i>Le Réveil</i> (fonderie de fer), à Bourg-Fidèle.....	2,000 ^f
————— <i>Association ouvrière des Ardoisières de Rimogne</i> , à Harcy.....	17,000
AUBE. — <i>Les Charpentiers</i> , de Troyes.....	1,000
————— <i>Imprimerie coopérative de l'Aube</i> , à Troyes.....	2,000
BOUCHES-DU-RHÔNE. — <i>Ouvriers coiffeurs réunis</i> , à Marseille.....	1,000
GARD. — <i>L'Ouvrière</i> , association coopérative de vanniers syndiqués, à Aramon....	3,000
GIRONDE. — <i>Le Tonneau</i> , société coopérative de production des ouvriers tonneliers de la Tresne.....	1,000
ILLE-ET-VILAINE. — <i>L'Avenir dinardais</i> (ouvriers du bâtiment) à Dinard.....	1,000
INDRE. — <i>La Concorde</i> , société coopérative des ouvriers maçons et similaires de Châteauroux.....	1,000
————— <i>La Solidarité</i> , association ouvrière de chemisières et similaires de Ville-dieu-de-l'Indre.....	1,500
ISÈRE. — <i>Association coopérative « Les menuisiers »</i> de Vienne.....	2,000
JURA. — <i>Coopérative Vincent et Cie</i> (fabrique de pipes), à Saint-Claude.....	1,000
————— <i>Société des ouvriers tabletiers</i> de Saint-Claude.....	1,000
A reporter.....	34,500

(1) Voir *Bulletin*, août 1907, p. 797.

	Report.....	34,500
LOIRE. —	Manufacture forézienne d'appareils de chauffage, à Saint-Étienne.....	1,000 ^f
MAINE-ET-LOIRE. —	Imprimerie angevine, association ouvrière coopérative, à Angers.....	500
—————	Les tailleurs de pierres et maçons angevins, à Angers.....	1,000
—————	L'Imprimerie du Progrès, à Saumur.....	2,000
—————	L'Avenir, société anonyme ouvrière (travaux de plâtrerie), à Saumur.....	1,000
MORBIHAN. —	Imprimerie ouvrière vannetaise, à Vannes.....	2,000
NIÈVRE. —	L'Émancipatrice (maçonnerie), à Nevers.....	1,000
NORD. —	L'Union des menuisiers, à Roubaix.....	1,000
RHÔNE. —	Société coopérative anonyme des tisseurs et similaires de Lamure-sur-Azergues.....	1,500
—————	Fédération régionale des associations ouvrières de production (section du Sud-Est), à Lyon.....	500
—————	Société coopérative des ouvriers ferblantiers, plombiers et zingueurs de Lyon.....	2,000
—————	Société coopérative ouvrière Hygiène-Électricité, à Lyon.....	2,000
—————	Le Travailleur, association coopérative de polisseurs, nickeurs et similaires, à Lyon.....	1,000
SEINE. —	Société ouvrière des tôliers, ferblantiers, chaudronniers, à Boulogne-sur-Seine.....	1,000
—————	L'Art floral, association ouvrière coopérative, à Levallois-Perret, place de la République, 3 bis.....	1,000
—————	Banque coopérative des associations ouvrières de production, à Paris, boulevard de Sébastopol, 84.....	25,000
—————	La Fraternelle, association à base communiste d'ouvriers boulangers, à Paris, rue Doudeauville, 33.....	1,500
—————	Bourse des coopératives socialistes, à Paris, boulevard Saint-Marcel, 21.....	2,000
—————	La Persévérante, atelier communiste de brochure, reliure et papeterie, à Paris, rue Lecourbe, 46.....	1,000
—————	Chambre consultative des associations ouvrières de production de France, à Paris, boulevard de Sébastopol, 84.....	10,000
—————	Le Dessin artistique et industriel, à Paris, rue Campagne-Première, 27.....	1,000
—————	La Fleur de Paris, à Paris, rue des Petits-Champs, 33.....	1,000
—————	Société française coopérative des ouvriers granitiers et poseurs de granit de Paris, avenue de Choisy, 86.....	500
—————	Le Progrès lithographique, imprimerie communiste, à Paris, passage Ménilmontant, 23.....	2,000
—————	Le Progrès, association ouvrière de polisseurs et nickeurs sur métaux, à Paris, rue d'Angoulême, 99.....	1,500
—————	L'Abeille, association d'ouvriers peintres, à Paris, avenue d'Orléans, 102.....	1,000
—————	Société générale de vanneries, à Paris, rue Ramponneau, 32.....	3,000
—————	Union des maçons de Saint-Denis, rue du Saulger, 26.....	1,000
SOMME. —	La Sociale, société de production de velours et confections, à Amiens..	500
VAUCLUSE. —	Société centrale de cartonnages et imprimerie, à Valréas.....	2,000
TOTAL		106,000

2° Avances délivrées à la Banque coopérative des associations ouvrières de production de France, pour être reversées aux associations ouvrières de production suivantes, à titre de prêts remboursables par termes dans un délai maximum de 5 ou 10 ans ⁽¹⁾:

BOUCHES-DU-RHÔNE. — <i>Imprimerie nouvelle</i> de Marseille.....	5,000 ^f
————— <i>Imprimerie régionale</i> , à Marseille.....	6,000
FINISTÈRE. — <i>L'Ameublement et le Bâtiment</i> , à Morlaix.....	10,000
JURA. — <i>La Syndicale prolétarienne, coopérative communiste de l'article de Saint-Claude</i> , à Saint-Claude.....	6,000
LOIRE-INFÉRIEURE. — <i>La Peinture moderne</i> , à Nantes.....	2,000
RHÔNE. — <i>Société lyonnaise des imprimeurs sur étoffes</i> , à Lyon.....	10,000
————— <i>Association ouvrière des tanneurs et corroyeurs de Lyon et de la banlieue</i> , à Lyon.....	8,000
————— <i>Société ouvrière des verreries</i> de Villeurbanne.....	25,000
SARTHE. — <i>Imprimerie ouvrière</i> du Mans.....	7,000
SEINE. — <i>Les Menuisiers de Boulogne-Billancourt</i> , à Boulogne.....	5,000
————— <i>Union verrière du département de la Seine</i> , à Choisy-le-Roi, avenue de Villeneuve-Saint-Georges, 59.....	25,000
————— <i>Association ouvrière de la Baguette dorée</i> , à Paris, 102, rue de Charonne.....	10,000
————— <i>Les Charpentiers français</i> , à Paris, rue des Peupliers, 48-50.....	15,000
————— <i>Les Charpentiers réunis</i> , à Paris, rue de Tolbiac, 177.....	10,000
————— <i>Imprimerie Nouvelle</i> , à Paris, rue Cadet, 11.....	15,000
————— <i>Association des ouvriers en instruments de précision</i> , à Paris, rue Charles-Fourier, 8 à 12.....	50,000
————— <i>Société coopérative « La Coopération du liere »</i> , à Paris, impasse Crozatier, 3.....	2,000
TARN. — <i>Verrerie ouvrière</i> , à Albi.....	25,000
VAUCLUSE. — <i>Société centrale de cartonnages et imprimerie</i> , à Valréas.....	3,000
TOTAL.....	239,000
TOTAL des subventions et des avances.....	345,000

Sur cette somme de 345,000 francs :

260,000^f représentent le montant du crédit ouvert au budget de l'exercice 1908 (chap. 13, art. 1^{er} et partie de l'art. 2).

85,000^f concernent les prêts consentis aux associations avec des fonds provenant de remboursements effectués sur prêts antérieurs (arrêté du 15 novembre 1902, art. 5).

⁽¹⁾ Aux termes d'une décision du Ministre du Travail, du 4 février 1908, les prêts sont divisés en deux catégories savoir :

1° Prêts consentis aux associations ouvrières de production pour exécution de travaux. Durée de remboursement : 5 années;

2° Prêts, d'une valeur minimum de 10,000 francs, consentis pour permettre aux associations ouvrières de production l'achat de matériel, de terrains, la construction d'usines. Durée de remboursement : 10 années.

3° Etat, au 31 décembre 1908, des recouvrements opérés sur les avances consenties aux associations, en exécution de l'arrêté du 15 novembre 1902.

Depuis l'origine, il a été consenti à 88 sociétés des avances s'élevant à la somme de 726,500 francs, dont 7,000 francs, attribués à 3 associations, n'ont pas été utilisés.

Au 31 décembre 1908, les recouvrements effectués s'élevaient à 261,545 fr. 40, les retards sur termes échus à 19,993 fr. 50, et les sommes irrécouvrables à 28,990 fr. 90, 5 sociétés déclarées en faillite entrant dans ce dernier chiffre pour 28,286 fr. 65, une autre pour 661 fr. 25 et une autre pour 43 francs.

LES MANUFACTURES DE TABACS ET D'ALLUMETTES DE L'ÉTAT EN 1907.

(PERSONNEL ET SALAIRES).

I. — TABACS ⁽¹⁾.

Les manufactures de tabacs sont au nombre de 20. Elles appartiennent toutes à l'État, qui possède en outre, à Limoges, des ateliers spéciaux chargés de la confection d'une partie de l'outillage des divers établissements.

Le personnel total employé tant dans les manufactures que dans les services annexes était, au 31 décembre 1907, de 16,202 personnes qui se décomposent ainsi :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Fonctionnaires et employés commissionnés des manufactures et services annexes (Service central des constructions, école d'application, expertise, ateliers de Limoges).....	171	"	171
Préposés (chefs-mécaniciens et conducteurs des travaux, chefs de section, contremaîtres et contremaîtresses, surveillants et surveillantes, concierges et garçons de bureau).....	689	171	860
Ouvriers	1,932	13,329	15,171
TOTAUX	2,792	13,410	16,202

⁽¹⁾ Direction générale des manufactures de l'État. Comptes en matières et en deniers de l'exploitation du monopole des tabacs pour l'année 1907 (achat, fabrication et vente). Paris, Imprimerie nationale, 1908. — Pour l'année 1906, voir *Bulletin*, mars 1908, p. 248.

Les ouvriers se répartissaient ainsi dans les 20 manufactures : Bordeaux, 818; Châteauroux, 1,149; Dieppe, 775; Dijon, 440; Issy-les-Moulineaux, 973; Le Havre, 380; Le Mans, 585; Lille, 867; Limoges, 87; Lyon, 514; Marseille, 937; Morlaix, 874; Nancy, 729; Nantes, 993; Nice, 686; Orléans, 445; Pantin, 827; Paris (Reuilly), 788; Riom, 609; Tonneins, 720; Toulouse, 957; service central des constructions et école d'application, 18.

Au 31 décembre 1906, le nombre des préposés était de 831 et celui des ouvriers de 15,540. Au 31 décembre 1907 on comptait 29 préposés (dont 23 hommes et 6 femmes) de plus, 410 ouvrières de moins et 41 ouvriers de plus qu'au 31 décembre 1906.

Au cours de l'année 1907, les 20 manufactures ont mis en œuvre 43,869,144 kilogrammes de matières contre 43,309,363 kilogrammes en 1906. Les fabrications ont atteint la quantité totale de 40,382,889 kilogrammes contre 39,748,897 kilogrammes en 1906. Les quantités fabriquées des différents produits en 1907 et en 1906 sont les suivantes :

	1906. — kilogr.	1907. — kilogr.	DIFFÉRENCES	
			en plus. — kilogr.	en moins. — kilogr.
Cigares.....	2,236,719	2,112,804	#	123,915
Cigarettes.....	2,571,692	2,909,641	337,949	#
Scaferlatis.....	28,876,397	29,051,340	174,943	#
Rôles.....	618,794	588,060	#	169,266
Carottes.....	596,822	576,282	#	20,540
Poudre.....	4,848,473	5,144,762	296,289	#
TOTAUX.....	39,748,897	40,382,889	809,181	313,721

Durée du travail. — La durée réglementaire de la journée du travail est de neuf heures.

Salaires. — Le tableau suivant donne les traitements et salaires afférents aux diverses catégories de personnel en 1907.

CATÉGORIES DE PERSONNEL.	NOMBRE DE PERSONNES.	TRAITEMENTS ET SALAIRES TOTAUX.
Fonctionnaires et employés commissionnés.....	171	775,274 ^f 83 ^c
Préposés.....	860	1,860,647 83
Ouvriers.....	15,171	17,265,549 57
TOTAUX.....	16,202	19,901,472 ^f 23 ^c

Les salaires des ouvriers présentent, sur l'année précédente, une augmentation de 530,808 fr. 32.

Les salaires payés correspondent, pour neuf heures de travail, à un gain moyen de 6 fr. 33 pour les ouvriers et de 4 fr. 26 pour les ouvrières. Le taux

général des salaires a varié de la manière suivante au cours des dix dernières années :

ANNÉES.		OUVRIERS.	OUVRIÈRES.	ANNÉES.		OUVRIERS.	OUVRIÈRES.
1898..	Journée de 10 heures.	5.36	3.34 ⁽¹⁾	1903..	Journée	5.79	3.85
1899..		5.44	3.33 ⁽¹⁾	1904..	de	5.91	3.94
1900..		5.51	3.55	1905 ⁽²⁾	10 heures.	5.89	3.93
1901..		5.60	3.59	1906..	Journée	6.17	4.10
1902..		5.69	3.75	1907..	de 9 heures.	6.33	4.26

Indemnités diverses et retraites. — Les institutions destinées à améliorer la situation des préposés et des ouvriers ont donné lieu, dans les manufactures de tabacs, aux dépenses suivantes :

Service	Majorations des gages et des salaires.....	768,356 ^f 99 ^c
des retraites.	Compléments de pensions et secours annuels.....	654,524 74
Indemnités, secours accidentels, gratifications.....		190,685 55
Service médical, assistance aux malades, hygiène, écoles, crèches, bibliothèques, etc.....		367,053 18
représentant plus de 10 p. 100 des gages et salaires.		

La dépense totale, soit 1,980,620 fr. 46 représente environ 10 p. 100 des gages et salaires.

Les chiffres suivants donnent, pour les dix dernières années, le total des dépenses de cette nature en y comprenant d'ailleurs les dépenses similaires faites en faveur du personnel des magasins :

1898.....	1,551,958 54	1903.....	1,883,362 ^f 14 ^c
1899.....	1,626,866 18	1904.....	1,882,318 70
1900.....	1,788,285 28	1905.....	1,952,676 43
1901.....	1,800,012 68	1906.....	1,951,108 84
1902.....	1,815,750 ^f 50 ^c	1907.....	1,980,620 46

Personnel des magasins. — L'État, en outre des manufactures, possède ou tient en location, tant en France qu'en Algérie, 32 magasins de matières premières, dont 5 affectés plus spécialement aux tabacs exotiques.

Dans les magasins de culture, les tabacs livrés par les planteurs dans un état de dessiccation imparfaite sont livrés à des manutentions et à des fermentations en masse qui ont pour but de leur enlever l'eau qu'ils contiennent en excès, de leur donner une teinte uniforme et d'en assurer le maintien en bon état jusqu'au moment de leur emploi dans les manufactures où ils sont envoyés sous toiles et cordes. Dans les magasins de tabacs en feuilles exotiques et de transit, les travaux de main-d'œuvre se bornent à peu près à l'échantillonnage et au reconditionnement des colis, balles ou boucauts.

Les 32 magasins employaient, au 31 décembre 1907, 66 agents commissionnés,

⁽¹⁾ Recrutement d'apprentis.

⁽²⁾ La journée de neuf heures ayant été instituée dans le courant du deuxième semestre 1905, les salaires moyens de 5.89 et 3.93 sont relatifs au premier semestre seulement.

107 préposés, chefs d'atelier, surveillants, concierges, garçons de bureau, et 429 ouvriers, dont 202 hommes et 227 femmes. Les dépenses pour gages et salaires se sont élevées à 996,893 fr. 57, dont 319,744 fr. 70 pour les agents commissionnés, 207,714 fr. 29 pour les préposés et 469,434 fr. 58 pour les ouvriers.

II. — ALLUMETTES ⁽¹⁾.

Les manufactures d'allumettes sont au nombre de six, appartenant toutes à l'État; elles sont situées à Pantin-Aubervilliers, Marseille, Trélazé (Maine-et-Loire), Bègles (Gironde), Aix-en-Provence, Saintines (Oise). Des ateliers de constructions, à Limoges, sont chargés de la confection d'une partie de l'outillage de ces établissements.

Le personnel des manufactures se décomposait, au 31 décembre 1907, de la façon suivante :

CATÉGORIES.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Personnel commissionné.....	23	#	23
Préposés (chefs de section, contremaîtres et contremaîtresses, surveillants et surveillantes, concierges et garçons de bureau) ..	89	21	110
Ouvriers.....	586	1,223	1,809
TOTAUX.....	698	1,244	1,942

Le personnel ouvrier proprement dit est en diminution de 63, soit 21 ouvriers et 41 ouvrières sur l'effectif de l'année précédente; le nombre des préposés est inférieur de deux unités (1 homme et 1 femme).

Voici comment se répartissent les préposés et les ouvriers entre les différentes manufactures :

MANUFACTURES.	PRÉPOSÉS.	OUVRIERS.			ENSEMBLE.
		Hommes.	Femmes.	Total.	
Aix.....	12	40	102	142	154
Bègles.....	10	44	119	163	173
Marseille.....	25	63	356	419	444
Pantin-Aubervilliers.....	35	217	390	607	642
Saintines.....	14	126	93	219	233
Trélazé.....	14	96	163	259	273
TOTAUX.....	110	586	1,223	1,809	1,919

Il a été fabriqué durant l'année 1906 une quantité de 39,292,807,080 allumettes,

⁽¹⁾ Direction générale des manufactures de l'État. *Compte en matières et en deniers de l'exploitation du monopole des allumettes chimiques pour l'année 1907 (achat, fabrication et vente)*. Paris, Imprimerie nationale, 1908. — Pour l'année 1906, voir *Bulletin*, mars 1908, p. 250.

supérieure de 1,258,504,620 à la fabrication de l'année précédente. Le tableau suivant en donne la répartition entre les diverses catégories :

		FABRICATIONS		DIFFÉRENCES.
		de 1906.	de 1907.	
		en millions.	en millions.	en millions.
Allumettes en bois	au sesquisulfure de phosphore..	22,218	24,528	+ 2,310
	au soufrées.....	11,379	10,038	- 1,341
	phosphore suédoises.....	2,104	2,191	+ 88
	amorphe tisons.....	904	905	+ 0.3
Allumettes en cire.....		1,427	1,628	+ 201
TOTAUX.....		38,034	39,292	+ 1,258

Il a été confectionné, en outre, en 1907, par la manufacture de Pantin, 44,000 frottoirs et 15,310 flacons de poudre spéciale pour alimenter les frottoirs.

Durée. — La durée réglementaire de la journée du travail a été de neuf heures en 1907.

Salaires. — Le tableau suivant donne le total des gages et salaires afférents à chacune des catégories de personnel.

	NOMBRE.	SALAIRES TOTAUX.
Personnel commissionné.....	23	104,271 ^f 42 ^c
Préposés.....	110	250,042 22
Ouvriers.....	1,809	3,249,554 51 ⁽¹⁾
TOTAUX.....	1,942	3,603,868 15

Les salaires payés en 1907 correspondent, pour neuf heures de travail, à un gain moyen journalier de 6 fr. 94 pour les ouvriers, de 5 fr. 28 pour les ouvrières, en augmentation, sur 1906, de 0 fr. 01 pour les ouvriers et de 0 fr. 13 pour les ouvrières.

Voici d'ailleurs les variations annuelles du taux moyen journalier des salaires, depuis que l'État exploite directement le monopole :

ANNÉES.		OUVRIERS.	OUVRIÈRES.	ANNÉES.		OUVRIERS.	OUVRIÈRES.
1890.	Journée de 10 heures.	4 ^f 36 ^c	2 ^f 78 ^c	1899.	Journée de 10 heures.	6 ^f 09 ^c	4 ^f 41 ^c
1891.		4 36	2 91	1900.		6 44	4 60
1892.		4 52	2 92	1901.		6 58	4 76
1893.		4 77	3 25	1902.		6 55	4 83
1894.		5 02	3 46	1903.		6 57	4 92
1895.		5 06	3 75	1904.		6 68	5 00
1896.		5 39	4 02	1905.		6 71 ⁽²⁾	5 03 ⁽²⁾
1897.		5 65	4 22	1906.	Journée de 9 heures.	6 94	5 28
1898.		5 90	4 33	1907.			

(1) En comprenant les salaires payés à 138 hommes et 293 femmes occupés à titre temporaire.

(2) La journée de neuf heures ayant été instituée dans le courant du deuxième semestre 1905, les salaires moyens de 6 fr. 71 et 5 fr. 03 sont relatifs au premier semestre seulement.

Indemnités diverses et retraites. — Le fonctionnement des institutions destinées à améliorer la situation des préposés et des ouvriers du service des allumettes a donné lieu aux dépenses suivantes qui représentent plus de 10 p. 100 des gages et salaires :

Service des retraites.....	204,128 ^f 37 ^c	} 372,258 ^f 99 ^c
Indemnités, secours, gratifications.....	82,399 47	
Service médical, assistance aux malades, bains, boissons hygiéniques, crèches, etc.....	85,731 15	

Voici d'ailleurs comment se sont successivement chiffrées, depuis l'origine, les dépenses relatives aux institutions humanitaires dont il s'agit :

ANNÉES.	ALLOCATIONS aux ouvriers mis au repos pour soins de la bouche ou licenciés.	AUTRES DÉPENSES faites en faveur du personnel des préposés et des ouvriers.	TOTAL.
1890 à 1900.....	714,918 ^f 68 ^c	2,003,484 ^f 98 ^c	2,718,403 ^f 68 ^c
1901.....	2,992 60	266,309 48	269,302 08
1902.....	4,010 66	274,999 89	279,010 55
1903.....	2,916 09	298,512 03	301,428 12
1904.....	205 83	311,614 68	311,820 51
1905.....	"	335,868 50	335,868 50
1906.....	"	360,637 24	360,637 24
1907.....	"	372,258 99	372,258 99

ENQUÊTE SUR LE CHÔMAGE DANS LA MÉGISSERIE ET LA TANNERIE ⁽¹⁾.

II. — TANNERIE (Suite).

BRETAGNE.

B. — CUIRS EN CROÛTE.

Ces cuirs sont ceux qui, au sortir des fosses, après tannage, ont été simplement séchés; ils n'ont subi aucune façon de corroierie.

Dans la région de Bretagne, le rapporteur de la classe 89 à l'Exposition de 1900, comprend les départements du Morbihan, Finistère, Côtes du-Nord et Ille-et-Vilaine. La tannerie dans cette région s'est spécialisée dans la production assez simple du cuir en croûte de poids léger destiné à la corroierie pour les croupons à empeignes et au lissage pour les cuirs et les croupons à semelles. En 1900, on

⁽¹⁾ Voir: les *Bulletins de l'Office du travail* de janvier 1908, page 34; avril 1908, page 340; juin 1908, page 558; août 1908, page 742; septembre 1908, page 863; février 1909, page 168; mars 1909, p. 288.

évaluait à 150 le nombre des tanneries d'importance très diverse, fabriquant les cuirs en croûte, en grande majorité indigènes et provenant de la région même. La production annuelle de la région en cuirs en croûte légers était estimée à 200,000 à 220,000 cuirs d'une valeur de 6 à 7 millions de francs, sans tenir compte de la production des peaux de veau difficile à évaluer. Si on y ajoute 10,000 cuirs forts d'une valeur de 650,000 francs et 35,000 cuirs lissés d'une valeur de 1,600,000 fr., la production totale de la Bretagne se chiffrait par 260,000 cuirs d'une valeur de 9,250,000 francs au minimum.

La production des gros cuirs est en grande partie destinée à la corroierie d'autres centres, Paris notamment; elle est mise en œuvre dans les ateliers travaillant pour l'équipement militaire. Certaines maisons de cette spécialité ont même en Bretagne quelques tanneries dont toute la production leur est réservée.

L'enquête actuelle s'est étendue au centre de Nantes qui, par sa situation et sa production, se rattache à la production bretonne.

Nantes.

Opinions des patrons. — L'industrie du cuir à Nantes et aux environs consiste principalement dans la tannerie (cuir fort), la corroierie (croupon en bœuf et vache de Bretagne corroyé, croupon en huile); un peu de hongroyage (cuir blanc au suif) pour la consommation régionale, la mégisserie du mouton et un peu de chamoiserie ⁽¹⁾. Le travail du veau ciré a à peu près disparu.

Les peaux mises en œuvre dans les tanneries et corroieries viennent en très petite quantité de l'étranger : pour les peaux d'Europe, l'Allemagne, pour les peaux exotiques, La Plata sont les principaux fournisseurs. Les peaux qui forment la part la plus importante viennent de toute la France, mais de Bretagne en premier lieu. Ces peaux sont achetées aux bouchers tueurs, aux marchands commissionnaires et aux enchères publiques. En ce qui concerne les quantités fournies par les bouchers tueurs, les marchés de gré à gré avec les bouchers sont fréquents et fournissent un gros appoint.

Par rapport aux années 1905 et 1906, on signale une diminution dans la production des tanneries dans tous les genres et principalement dans les articles concernant l'équipement militaire. Cette diminution n'a pas entraîné la fermeture d'ateliers, mais un certain nombre d'ouvriers ont dû être congédiés, spécialement parmi les tanneurs en gros cuir pour équipement militaire. En outre, les ouvriers ont subi pendant l'hiver des réductions de durée du travail. Cependant l'augmentation du taux des salaires qui, suivant les cas, avait été de 5 à 6 p. 100, a été maintenue.

Les causes de cette réduction de la production sont variables suivant la destination des cuirs fabriqués dans la région; certains cuirs sont destinés à la chaussure civile, d'autres à la chaussure militaire. L'on comprend que la crise qui résulte de la

⁽¹⁾ Une étude sommaire de la chamoiserie a été faite dans les Bulletins précédents (voir *Bulletin de l'Office du travail*, juin 1908, p. 570). Il est intéressant d'ajouter les quelques indications sur la spécialité fabriquée à Nantes. La chamoiserie, qui emploie surtout des moutons de pays achetés aux bouchers de Nantes et environs, fabrique la peau chamoisée pour doublure de maroquinerie, le portemonnaie, etc. La production a été en diminution sensible surtout depuis la crise américaine; la fabrication nantaise s'adressant à l'exportation, russe principalement, a été fort éprouvée par la situation de ce marché; les conditions du commerce déjà délicates et à longues échéances ne s'améliorent que lentement. On estime la diminution à 20 et 25 p. 100 des années précédentes. Un quart des ouvriers sont atteints par le chômage et on ne travaille habituellement que 8 heures par jour au lieu de 10 heures. Le gain habituel de l'ouvrier manœuvre est de 3 fr. 50 au lieu de 4 francs. Tout le travail est fait à la main et, par suite, la concurrence des machines n'est pas à considérer dans la crise de cette spécialité.

transformation de nos fabriques de chaussures ait une influence sur les commandes qu'elles peuvent passer aux tanneurs pour les semelles et autres parties. Il convient d'ajouter en ce qui concerne la chaussure civile qu'il y a concurrence entre le box-calf et le cuir travaillé aux anciens procédés, et, par suite, modification des matières premières employées.

En ce qui concerne les cuirs pour chaussures et équipement militaire, la diminution des commandes, surtout à la suite d'une très grande activité pendant les années précédentes, amène des difficultés dans la fabrication, celle-ci s'étant outillée pour fournir des commandes déclarées urgentes. Il faudrait aussi tenir compte de la diminution de notre exportation et de l'augmentation des produits fabriqués.

Les brusques variations des cours des peaux brutes à la suite des achats des Allemands et des Américains ont pour beaucoup contribué à réduire les mises en fosses chez les tanneurs incertains des cours, et qui, par suite de la nouvelle hausse des peaux en fin 1908, devaient immobiliser de très importants capitaux.

L'apprentissage des ouvriers est jugé plus difficile; on l'attribue à l'application de la législation ouvrière. Il convient cependant d'observer qu'en tannerie, la main-d'œuvre des enfants n'entrerait que dans une faible mesure : les travaux y sont trop durs pour des enfants.

Les patrons demandent une protection douanière pour leurs produits et pour ceux de l'industrie de la chaussure, et une réduction des tarifs de chemins de fer.

Ils sont opposés à la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers, qui aurait pour mission d'améliorer la situation; cela pour des considérations autres que des considérations professionnelles.

Opinion des ouvriers. — Les avis des ouvriers sont les mêmes que ceux des patrons en ce qui concerne les spécialités de la production et l'origine des peaux mises en œuvre. Les ouvriers estiment que les procédés de fabrication employés en tannerie — partie du travail à la machine pour mettre au vent, pour rebrousser et pour le lissage — n'ont pas apporté dans ces derniers temps de grands changements dans la main-d'œuvre; ces procédés se sont répandus progressivement et ne sont pas résultats d'une brusque transformation de la fabrication; il en a été de même pour les opérations du tannage, où quelques ateliers ont introduit en partie le travail aux extraits.

Il n'est pas signalé de chômeurs parmi les ouvriers tanneurs et corroyeurs; les commandes avaient été suffisantes aussi l'an dernier pour occuper tous les ouvriers.

La main-d'œuvre est suffisante, mais si dans le travail du drayage on trouve encore des ouvriers, on n'y fait plus d'apprentis.

Le taux du salaire a été en augmentation sur les années précédentes (1905-1906), tant dans le travail aux pièces que dans le prix du travail à la journée; la journée a été portée l'an dernier à 4 fr. 25 pour 10 heures de travail, en augmentation de 0 fr. 25; dans le travail aux pièces, pour l'ouvrier corroyeur, la journée ressort à 5 francs; pour le tanneur 4 fr. 50 à 4 fr. 25, mais plutôt 4 fr. 40.

— Les hongroyeurs qui tannent à l'alun du cuir blanc qui est ensuite rasé, mis au bassin au suif, puis tranché, gagnent 0 fr. 50 l'heure; ils travaillent aux pièces. Cette fabrication qui est destinée à la consommation régionale n'a pas la même importance que celle de la tannerie et de la corroierie.

Le travail dans les ateliers n'est pas devenu plus difficile à apprendre, les modifications apportées aux opérations étant de peu d'importance; en corroierie cependant il est devenu plus difficile à exercer; les cuirs sont achetés en crôte, c'est-à-dire simplement tannés aux petits tanneurs de campagne de Bretagne; chacun d'eux a son procédé de tannage et son tour de main; le corroyage qui prépare ensuite ces cuirs pour les approprier à un même emploi est devenu plus délicat et plus dur.

Sur la question de la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers, les avis des ouvriers sont partagés; les uns pour, les autres hésitants.

Quimper.

Opinion des patrons. — La production de ce centre consiste principalement en tannerie de gros cuirs de bœuf, vaches, chevaux de pays; on y fait aussi le corroyage du cuir de bœuf lissé pour semelles de chaussures militaires et de chaussures civiles (souliers de chasse ou de campagne) et le corroyage des croupons de cuir de vache pour empeigne de chaussures.

La plus grande partie des peaux travaillées proviennent de Bretagne; cependant il se tanne, par an, environ un millier de peaux venant de Buenos-Ayres ou de Montevideo. Ces peaux exotiques sont achetées aux commissionnaires importateurs du Havre notamment; les peaux de pays aux bouchers-tueurs avec lesquels des marchés annuels ont été passés et avec lesquels on fait des accords de gré à gré pour les tares de poids en ce qui concerne les peaux « crottées » qui sont aussi très fréquentes en Bretagne.

Les cuirs fabriqués dans la région sont employés par les fabricants de chaussures du pays et par les fabricants de chaussures fortes d'autres centres ou par les maîtres bottiers de régiment, car ces cuirs sont des cuirs résistants, fortement tannés aux écorces et convenant aux chaussures de fatigue, ou pour les travaux dans l'humidité.

La production en 1908 a été jugée aussi importante qu'en 1905-1906. Pendant la période 1907-1908, il n'a pas été fermé d'atelier de tannerie ni de corroierie, mais pendant la période précédente 1890-1905, de nombreux ateliers ont disparu, un peu à Quimper, mais surtout à Quimperlé, Port-Launay, Landerneau, Brest, etc. . . . et quantités d'ouvriers tanneurs et corroyeurs se sont trouvés sans ouvrage; nn grand nombre ont pu heureusement trouver du travail dans une papeterie, à Odet près Quimper qui, pour la fabrication de papiers de choix, de papiers pelure, avait pris une certaine extension et nécessitait beaucoup de main-d'œuvre. La durée du travail journalier est restée normale. Le taux des salaires a augmenté de 15 à 20 p. 100 dans les trois dernières années, tant pour les ouvriers tanneurs que pour les ouvriers corroyeurs. Les ouvriers tanneurs payés au temps gagnent environ 24 francs par semaine; beaucoup de corroyeurs ont le même salaire; quelques corroyeurs travaillant au lissage et aux pièces arrivent à 42 francs par semaine. La main-d'œuvre est suffisante et les procédés de travail n'ayant pas été modifiés l'apprentissage est resté aussi facile.

Pour améliorer la situation, on demande surtout une modification des tarifs de transport, permettant de continuer à utiliser les écorces de nos forêts de préférence aux produits étrangers. On expose que les frais de transport d'écorces du Berry sont de 27 francs par tonne alors que les lattes de même origine payent 14 à 15 francs; les écorces moulues en sac, qui peuvent faire un chargement à 7,000 kilogrammes par wagon plateforme, payent encore 18 et 19 francs.

Les patrons sont en majorité favorables à la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers qui aurait pour mission de rechercher les moyens d'améliorer la situation.

Opinion des ouvriers. — Les avis des ouvriers sont les mêmes que ceux des patrons sur le genre de fabrication et sur l'origine des peaux brutes. Les ouvriers font observer qu. le cuir sauve et le cuir scié ont fait diminuer les commandes pour le cuir préparé en plein, qui est le travail de Quimper; les cuirs forts étrangers font aussi concurrence aux cuirs de Quimper. Une petite tannerie s'est transportée à Vitré, il y a deux ans.

Les ouvriers en chômage sont peu nombreux, un certain nombre étant partis au régiment; on compte cependant 5 p. 100 de chômeurs chez les tanneurs et chez les ouvriers de rivière, un peu plus chez les corroyeurs qui sont particulièrement atteints par la diminution des commandes.

La durée du travail journalier et le taux des salaires n'ont pas diminué, sauf chez les manœuvres. Cependant il est à remarquer qu'il y a deux ans, le salaire journalier avait été augmenté d'environ 0 fr. 50 par jour correspondant à peu près à l'augmentation du coût de la vie. On estime que le gain journalier de l'ouvrier de basserie est de 2 francs à 2 fr. 25; celui de l'ouvrier de rivière de 2 fr. 75 à 3 fr. 50; même taux pour le tannier et pour le corroyeur.

Les procédés de travail étant restés les mêmes, le métier n'est pas plus difficile à apprendre ou à exercer. On attribue le ralentissement du travail à la concurrence des cuirs étrangers. Les ouvriers émettent le vœu qu'il soit organisé pour leur spécialité une juridiction prud'homale.

Lampaul, Guililliau et Landivisiau.

Dans cette région il existe encore de nombreuses petites tanneries qui tannent des peaux envoyées ensuite aux corroieries des autres centres; quelques tanneries ont joint à leurs fabrication des ateliers de corroierie. La dispersion de la main-d'œuvre et l'absence d'organisation professionnelle ouvrière n'ont pas permis de recueillir les avis des ouvriers.

Opinion des patrons. — Les peaux brutes travaillées dans les tanneries et après, suivant les cas, dans les corroieries, proviennent, pour partie, d'achats directs aux bouchers tueurs de la région, pour partie aux négociants commissionnaires de Rennes, Brest, Nantes, Bordeaux, etc. Les cuirs légers sont achetés pour faire des croupons en huile pour empeignes de chaussures, etc. Les cuirs forts pour faire du cuir lissé, battu, etc. La production est restée sensiblement la même qu'en 1905-1906, les variations du cours sur les peaux et les cuirs ayant peu influé sur une fabrication qui demande peu de matière première au marché général soumis à la spéculation, et qui écoule ses produits dans un milieu spécial et voisin.

On ne signale aucun changement par rapport à 1905-1906 dans l'activité du travail et dans la durée du travail; il n'est pas signalé de chômeurs. Le taux des salaires a été en augmentation de 12 p. 100 tant dans la tannerie que dans la corroierie. Les procédés de fabrication étant les mêmes, le métier n'est pas devenu plus difficile à apprendre ou à exercer; mais il est plus coûteux par suite de l'augmentation de la main-d'œuvre employée dans les villes. On est d'avis de réunir, dès qu'il sera possible, une commission mixte de patrons et d'ouvriers qui aurait pour mission d'étudier les moyens d'améliorer la situation.

Rennes.

Le travail des peaux à Rennes et dans les environs consiste principalement dans la tannerie de peaux brutes; on produit aussi dans le travail à la jussée des cuirs forts, des cuirs lissés.

Opinion des patrons. — Les peaux sont pour une certaine partie des peaux de pays et pour le reste des peaux exotiques. Celles-ci viennent de Chine et d'Amérique du Sud; elles sont achetées chez les commissionnaires-importateurs; les peaux du pays proviennent pour moitié, d'achats aux enchères publiques et pour le reste d'achats directs chez les bouchers tueurs de Bretagne.

Par rapport aux années précédentes (1905-1906) la production est considérée dans l'ensemble comme sensiblement pareille; par suite, il n'y a pas eu de ferme-

ture d'atelier ni de réduction de durée du travail. La main-d'œuvre a été trouvée en quantité suffisante, les procédés de métier n'ont guère été transformés et l'apprentissage n'a pas été rendu plus difficile. On est opposé à la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers pour rechercher les moyens d'améliorer la situation, les patrons déclarant que la situation n'est pas modifiable.

En outre, certains patrons travaillant spécialement les cuirs par les procédés rapides ou par la jussée donnent quelques appréciations particulières. La peau travaillée dans ces ateliers provient pour une grande partie de Chine et d'Amérique du Sud (Montévidéo, l'Uruguay, etc.). Dans les tanneries travaillant surtout à la jussée, on emploie, en outre, des bœufs de Bordeaux, des vaches du pays. Le cuir fort qui est ainsi préparé sert à la fabrication des semelles pour chaussures de fatigue; il est vendu aux marchands de crépins pour les cuirs à empeignes de chaussures. Certains fabricants estimant que la mise en fabrication a été en 1908 moins forte qu'en 1905-1906, à cause de la hausse de la matière première; pour d'autres, spécialement ceux qui ont les procédés de tannage rapide, il y a équivalence; ces derniers peuvent en effet faire supporter à leurs produits les variations du prix de la matière première, les peaux restant moins longtemps en cours de fabrication. Dans les deux genres de fabrication on est d'accord pour signaler que tous les ateliers ont continué à travailler; cependant les premiers indiquent un peu de chômage, principalement chez les manœuvres, les tanneurs étant renvoyés les derniers à cause des divers postes qu'ils peuvent occuper.

Il est d'ailleurs facile à comprendre que suivant les marchés passés entre tanneurs et fabricants de chaussures, certains ont pu se ressentir de la crise de la fabrication de chaussures d'un centre voisin, d'autres non. Ainsi certains tanneurs expliquent que dans l'ensemble la crise de ce centre ayant profité aux fabricants de Paris et de l'Est ils ont retrouvé chez ceux-ci des commandes qu'ils n'avaient plus ailleurs.

Le taux des salaires qui avait marqué une augmentation dans ces dernières années par suite du renchérissement des denrées, s'est maintenu; le gain de l'ouvrier tannier s'élève jusqu'à 4 fr. 50, celui du manœuvre 3 francs environ.

Suivant certains tanneurs, il est difficile de trouver des ouvriers pour l'écharnage, le drayage, l'ébourrage; on n'y voit plus d'apprentis. Pour d'autres, au contraire, la plus grande partie du travail étant faite par des manœuvres, le recrutement des ouvriers est facile. Tous sont d'accord pour dire que la situation ne comporte pas de remède et que la constitution d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers est sans objet.

Opinion des ouvriers. — Les avis des ouvriers ne diffèrent guère de ceux des patrons en ce qui concerne l'origine des peaux et leur emploi. Ils signalent que le travail aux machines ne s'est pas développé dans ces dernières années, les écharneuses et les éboueuses étant encore peu employées. Un peu de chômage s'est produit au printemps de 1908, chômage attribué aux variations des cours de la matière première. Les ouvriers en chômage ont pu s'occuper dans d'autres métiers (industrie du bâtiment et agriculture) en attendant la reprise. Le taux des salaires s'est maintenu malgré le chômage; les ouvriers de métier, les tanneurs, ont un gain habituel de 3 fr. 50 à 3 fr. 75 par jour de 10 heures, les manœuvres 3 francs. Le métier est considéré comme plus facile à exercer par suite de la spécialisation. On ne croit pas qu'il soit possible d'améliorer la situation qui souffre principalement d'une crise commerciale; cependant on accepterait la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers pour étudier ensemble diverses autres questions intéressant l'industrie du cuir si les patrons en prenaient l'initiative.

JURISPRUDENCE.

CONSEIL D'ÉTAT.

(Arrêts des 22 et 29 janvier 1909.)

Grève générale des états-majors des services maritimes postaux ; force majeure ; offre par l'État du concours des officiers de la marine nationale.

La Compagnie des Messageries maritimes, la Compagnie transatlantique et la Compagnie de Navigation mixte ont déféré au Conseil d'État des décisions du Ministre du Commerce des 28 et 29 août 1904, mettant à leur charge diverses amendes à raison des retards apportés à la suite de la grève générale des états-majors au départ des paquebots chargés des services maritimes postaux.

Devant le Conseil d'État, M. Tardieu, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, a conclu en ces termes⁽¹⁾ :

a) Par deux conventions en date des 30 juin 1886 et 5 novembre 1894, approuvées par les lois des 7 juillet 1887 et 9 juillet 1895, la Compagnie des Messageries maritimes est concessionnaire des services maritimes postaux de la Méditerranée, des mers des Indes, de Chine et du Japon, d'Australie et de Nouvelle-Calédonie, la côte orientale d'Afrique et l'Océan Indien.

b) Par convention du 16 décembre 1896, approuvée par la loi du 11 janvier 1898, la Compagnie transatlantique, la Société générale des transports maritimes à vapeur et la Compagnie de Navigation mixte sont concessionnaires du service des transports par paquebots à vapeur des dépêches, colis postaux, du personnel et du matériel de l'État, entre la France et l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc.

Ces diverses compagnies touchent des subventions de l'État et sont assujetties à un certain nombre de voyages, dont l'horaire est fixé par le Ministre.

Les cahiers des charges portent les mentions suivantes :

D'après l'article 35 du cahier des charges annexé à la convention du 30 juin 1886 et maintenu par la convention du 5 novembre 1894, passée entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes pour l'exécution des services maritimes postaux, tout retard au départ des paquebots rend la Compagnie passible d'une amende, sauf le cas de force majeure dûment constaté.

Même disposition dans les articles 24 et 100 du cahier des charges annexé à la convention du 16 décembre 1896, passée entre l'État et les deux Compagnies Générale transatlantique et de Navigation mixte.

Par application de ces dispositions, le Ministre du Commerce et des Postes a, le 28 août 1904, infligé à la Compagnie des Messageries maritimes, une amende de 64,900 francs, et, le 29 août 1904, aux trois autres Compagnies, une amende globale de 52,200 francs pour retards apportés à l'exécution de certains voyages pendant la grève des états-majors de la marine marchande, en avril et mai 1904.

Les quatre Compagnies ainsi frappées vous ont déféré ces décisions. Toutefois il n'y en a plus actuellement que trois devant vous. L'une, Société générale des transports maritimes à vapeur (n° 18063), s'est désistée le 24 octobre 1905, et le Conseil d'État a donné acte de son désistement le 23 novembre 1906.

⁽¹⁾ Le texte qui suit a été obligeamment communiqué par M. Tardieu.

Quelles causes avaient produit les retards qui motivaient ces amendes? Il est nécessaire, croyons-nous, de rappeler les faits avec quelques détails.

Vous savez, Messieurs, que depuis un certain nombre d'années, une grande effervescence règne à Marseille, dans la population maritime, où des grèves éclatent fréquemment :

1900, grève des inscrits;

1902, grève des dockers;

1902, grève des inscrits.

Dans les trois premiers mois de 1904, plusieurs incidents se produisent entre les matelots des divers navires et leurs officiers.

1° L'équipage de l'*Abd-el-Kader* se plaint du second capitaine, le sieur Angeli, accusé de brutalité envers le maître d'équipage. L'arbitrage de l'administrateur de la marine est offert et accepté. Mais, après enquête, la décision de ce fonctionnaire étant favorable au sieur Angeli, les inscrits refusent d'accepter la sentence et desertent, entraînant avec eux les équipages de trois autres navires de la Compagnie transatlantique. Le sieur Angeli se sacrifie et demande son débarquement pour mettre fin au conflit.

2° Le capitaine de l'*Amphion* ayant refusé de reprendre deux marins qui s'étaient grisés, battus et blessés à terre, la Compagnie Axel Busch est mise à l'index par le syndicat. Le secrétaire du syndicat détermine une partie de l'équipage à deserter. Au retour du navire, le syndicat prétend imposer la reprise des cinq déserteurs. La Compagnie en reprend trois. Mais, au cours du voyage suivant, l'équipage refuse d'obéir aux ordres du capitaine et de laisser embarquer sur le pont certaines marchandises. La Compagnie désarme le navire et le capitaine tente de recruter un autre équipage, prétendant, à l'encontre du syndicat, être absolument maître du choix de ses hommes. La Compagnie Axel Busch est alors mise à l'index et cède en débarquant son capitaine.

3° Le 24 mars, à l'arrivée du navire *Magali*, le syndicat déclare avoir reçu une plainte des matelots contre le chef mécanicien, qui se serait exprimé en termes blessants sur le compte du secrétaire du syndicat. L'équipage descend à terre. En vain le chef mécanicien proteste contre les sentiments malveillants qu'on lui prête à l'égard du syndicat. Celui-ci adresse une formule d'excuses que le chef mécanicien est invité à signer. Il refuse. La Compagnie Busch, pour éviter une mise à l'index, le débarque.

Le second du même bateau ayant réclamé une punition contre le premier chauffeur, qui l'avait insulté, est débarqué à son tour.

En présence de ces faits répétés et de ces capitulations des Compagnies devant les exigences du syndicat des inscrits, les états-majors s'émouvent. La fédération des capitaines tente une démarche auprès de la Compagnie Axel Busch, lui demandant de réintégrer dans leurs fonctions les officiers débarqués. Cette Société refuse, alléguant que ses navires seraient mis à l'index par les inscrits et dockers coalisés.

Le 22 avril, les membres de l'Association fédérative des capitaines au long cours et officiers de la marine marchande, du syndicat des capitaines au cabotage et du syndicat des mécaniciens diplômés se réunissent et, par un ordre du jour, décident de se débarquer en masse et de ne reprendre leur poste que quand MM. Castagnani, Lalande et Bosc seraient réintégrés sur leurs navires.

Le 23 et le 24, ils apportent au bureau de la marine leurs rôles d'équipage.

Cette grève des états-majors dura jusqu'au 15 mai, date à laquelle le syndicat des inscrits dut céder.

Mais cette entente devait être de courte durée. En août, une grève générale des inscrits et des dockers devait éclater de nouveau et durer jusqu'à la fin de septembre.

Au moment où avait éclaté la grève des états-majors, le Ministre du Commerce avait adressé, dès le 23 avril, à la Compagnie transatlantique et à la Compagnie de Navigation mixte la dépêche suivante :

« Paris, le 23 avril 1904. Monsieur le Président, J'apprends que les officiers des paquebots des Compagnies concessionnaires du service maritime postal entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, ont décidé de se mettre en grève, ce qui peut entraîner la suspension du service postal entre le continent et nos départements d'outre-mer.

« Je mets à votre disposition, pour assurer les services qui peuvent être interrompus, des officiers et mécaniciens de la marine nationale.

« Si cette proposition peut vous agréer, vous voudrez bien indiquer le nombre des officiers dont vous auriez besoin pour combler les vides existants dans l'état-major des paquebots à la veille de partir.

« Je vous prie de me faire connaître dans le plus bref délai la réponse des trois compagnies concessionnaires. *Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, signé : TROUILLOT. Pour copie conforme : *le Directeur de l'exploitation postale*, Illisible. »

Le 24 avril, il adressait aux Compagnies et à la Compagnie des Messageries maritimes une mise en demeure.

Le 11 juillet, il notifiait aux Compagnies le tableau des retards qui étaient résultats de la grève.

Enfin, les 28 et 29 août, pendant que sévissait la nouvelle grève, il prenait les décisions attaquées.

Pour repousser l'application qui leur a été faite des clauses pénales prévues par leurs cahiers des charges, les Compagnies soutiennent que la grève des états-majors a constitué le cas de force majeure qui, aux termes mêmes des dispositions visées par le Ministre, les exonère de toute responsabilité. Le Ministre, au contraire, dénie ce caractère à cette grève.

La question se pose donc de la façon la plus simple.

Nous examinerons successivement les trois points suivants :

1° Qu'est-ce que la force majeure qui peut exonérer un débiteur de ses obligations?

2° La grève peut-elle constituer un cas de force majeure?

3° La grève des états-majors a-t-elle eu ce caractère au regard des Compagnies requérantes?

Première question : Qu'est-ce que la force majeure?

Aux termes de l'article 1148 du Code civil, il n'y a lieu à aucuns dommages et intérêts, lorsque, par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur a été obligé de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit.

Quelles conditions sont exigées pour qu'il y ait force majeure?

La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour admettre que seul constitue un cas de force majeure :

1° Un fait indépendant de la volonté du débiteur;

2° Un fait qu'il n'a pu ni prévenir ni empêcher;

3° Un fait qui le met dans l'impossibilité absolue de remplir ses obligations.

Ainsi nous relevons dans divers arrêts de la Cour de cassation les expressions suivantes :

Req. 27 janvier 1875 (Dal., 1875.1.264).

« La force majeure s'entend d'un fait qui rend l'exécution de la convention impossible et non de celui qui rend seulement cette exécution plus onéreuse. »

Par suite, la Cour refuse de considérer l'élévation des tarifs douaniers comme un cas de force majeure entraînant la résolution du contrat.

7 août 1890 (Sir., 1891.1.238).

« La force majeure ne peut résulter que d'un événement indépendant de la volonté humaine, et que cette volonté n'a pu ni prévoir ni conjurer. »

16 juin 1900 (Sir. 1901.1.46).

« Une crue de rivière ayant rendu la navigation plus difficile mais ne l'ayant pas interrompue ne constitue pas un cas de force majeure. »

Deuxième question : La grève peut-elle constituer un cas de force majeure ?

Sur ce point, tout le monde, la doctrine, la jurisprudence, les parties elles-mêmes sont d'accord pour admettre que c'est une question de fait et que cela dépend des circonstances. Pour qu'elle constitue un cas de force majeure, il faut qu'elle réunisse trois caractères que nous avons rappelés tout à l'heure :

- 1° Il faut qu'elle soit indépendante de la volonté de l'entrepreneur;
- 2° Il faut qu'elle le mette dans l'impossibilité absolue de remplir ses obligations;
- 3° Il faut qu'il n'ait pu ou la prévenir ou la faire cesser.

Ainsi, une grève provoquée par l'entrepreneur ou encouragée, favorisée par lui, n'aura pas le caractère de force majeure.

On peut craindre les collusions en cette matière. Il ne faut pas que l'entrepreneur puisse se créer à lui-même une excuse qui le libère de ses obligations. Ce serait trop commode si, pour se dégager d'un contrat qu'il estime peu avantageux, il lui suffisait, soit d'organiser une grève simulée, soit même de provoquer une grève véritable par un acte qu'il sait devoir mécontenter ses ouvriers.

2° Il faut que la grève mette l'entrepreneur dans l'impossibilité absolue d'exécuter ses obligations. Il ne suffit pas qu'elle rende cette exécution plus difficile ou plus onéreuse.

a) Il a été souvent jugé que des fournisseurs de charbon n'étaient pas fondés à invoquer, comme cas de force majeure, une grève survenue dans les charbonnages où ils s'approvisionnaient, car rien ne les empêchait de s'adresser à d'autres Compagnies minières.

(Trib. comm. Bruxelles, 20 janvier 1890, Dal. 91.3.24; Trib. Hazebrouck, 18 janvier 1890, Decroix; Trib. Dunkerque, 26 février 1901; Douai, 28 juin 1901, Dal. 1902.2.133.)

b) Le plus souvent une grève partielle ne mettra pas l'entrepreneur dans l'impossibilité d'exécuter son contrat, parce qu'il pourra, au prix de certains sacrifices, se procurer ailleurs les objets qu'il doit fournir, ou la main-d'œuvre qui lui est nécessaire.

c) Au contraire, une grève générale, s'étendant à tous les ouvriers d'une corporation, rendra le plus souvent en fait l'exécution du contrat impossible.

3° Il faut encore que l'entrepreneur n'ait pu prévenir la grève ou l'arrêter. Quand un patron est en difficulté avec ses propres ouvriers, il y a lieu d'examiner si, par une concession opportune et possible, il n'aurait pu mettre fin à la grève. Tout autre est la situation du patron qui, sans avoir aucune difficulté avec ses ouvriers, les voit brusquement cesser le travail par esprit de solidarité. Évidemment ce patron n'a pu prévenir une pareille grève. Il ne peut davantage la faire cesser par une concession personnelle quand tous les ouvriers de la corporation déclarent qu'ils ne reprendront le travail que quand tous les patrons auront accepté les nouvelles conditions. Les patrons qui seraient disposés à faire les concessions auxquelles certains autres refusent de souscrire subissent alors la prolongation de la grève, qui a bien pour eux le caractère de la force majeure.

Les tribunaux judiciaires ont eu assez souvent déjà à se prononcer sur ces ques-

tions. Nous vous demandons la permission de vous signaler certaines de leurs décisions.

Tribunal de commerce de Nantes, 3 février 1894, confirmé par la Cour de Rennes, le 28 juin 1894.

Le jugement constate « que la grève des ouvriers du port de Saint-Nazaire a été si soudaine et générale qu'il était impossible de la prévoir au moment de la convention; que, d'autre part, certains patrons ayant proposé à leurs ouvriers d'accepter leurs conditions s'ils voulaient reprendre le travail, ceux-ci ont refusé, par esprit de solidarité, de reprendre le travail tant que la question litigieuse n'aurait pas été réglée définitivement entre tous les patrons et les catégories d'ouvriers en grève; que, dans ces circonstances, la grève a été pour l'entrepreneur de transports un cas de force majeure. La Cour confirme et ajoute que l'entrepreneur ayant fait décharger son navire par son propre équipage, il n'y a pas de faute à lui reprocher. »

Même doctrine dans un jugement du Tribunal de commerce de Rouen, du 11 décembre 1899, confirmé par la Cour de Rouen, le 8 août 1900 (Dal. 1903.2.289).

Voici encore une décision intéressante du Tribunal de commerce de Marseille, du 24 août 1900, confirmée par la Cour d'Aix, le 21 novembre 1901.

Un voyageur ayant pris à Paris un billet de passage pour Alger, aux bureaux de la Compagnie transatlantique, arriva à Marseille pendant une grève des matelots, soutiers et chauffeurs qui empêchaient, ce jour-là, tout départ des vapeurs en partance.

Il réclame une indemnité à la Compagnie, qui oppose la force majeure.

« S'il est de jurisprudence constante, dit le jugement, que la grève des ouvriers n'est pas un cas de force majeure, il ne saurait en être de même quand cette grève devient générale. On peut dire d'une grève qu'elle est générale lorsque tous les ouvriers d'une corporation se solidarisent à ce point que leur demande n'est satisfaite et le travail repris que lorsque tous les chefs d'exploitation, quels qu'ils soient, ont adhéré aux nouveaux salaires exigés. Dans ce cas, en effet, il ne peut dépendre d'un chef d'exploitation, fit-il tous les sacrifices demandés, de tenir ses engagements, alors qu'un seul de ses concurrents sur lequel il n'a ni pouvoir ni action, peut, par son refus d'y consentir lui-même, empêcher la reprise du travail.

La grève des matelots, soutiers et chauffeurs du port de Marseille a bien eu ce caractère, puisque la Compagnie transatlantique a, dès les premiers jours, offert l'augmentation de salaire demandée par ses ouvriers, sans que ceux-ci, se solidarisant avec ceux des Compagnies non acceptantes, aient voulu reprendre leur poste. »

Même doctrine dans un arrêt de la Cour de Paris du 13 novembre 1903 (Dal. 1904.2.73) et dans deux arrêts de la Chambre des requêtes du 31 octobre 1905, Paulsen; et du 28 octobre 1907, Lohden c/ Delmas. (Ce dernier arrêt reconnaît le caractère de force majeure, à raison des circonstances de fait relatées dans l'affaire, à une grève limitée aux ouvriers d'un patron.)

Enfin, nous vous citerons, pour clore cette revue de jurisprudence, un arrêt de la Cour de Poitiers du 12 janvier 1903 (Dal. 1903.2.389), qui, tout en reconnaissant qu'une grève a eu le caractère d'un cas de force majeure, décide que l'entrepreneur n'a pas fait, quand cela lui était possible, des diligences suffisantes et décide de lui faire payer une partie des surestaries occasionnées par le retard.

Comme vous le voyez. Messieurs, dans ces décisions, les tribunaux, juges du contrat dont la grève a empêché l'exécution, sont arrivés à apprécier les origines de la grève et la responsabilité qui peut incomber au patron dans sa naissance, son développement et sa durée.

Il ne faut pas s'en tenir aux apparences, mais il faut aller au fond des choses. Il en est des luttes entre ouvriers et patrons comme des luttes entre nations : ce n'est

pas toujours celui qui déclare la guerre et qui ouvre les hostilités qui est dans son tort.

On ne peut pas non plus apprécier la légitimité d'une grève par l'issue qu'elle a eue. Une grève légitime peut échouer et une grève injustifiée peut réussir.

Ce que doit rechercher le juge du contrat, quand l'entrepreneur invoque la grève comme cas de force majeure, c'est si, avant la naissance ou au cours de la grève, l'entrepreneur a commis une faute lourde, qui a pu la faire naître ou la prolonger.

Qu'on ne vienne pas dire qu'en se livrant à cette recherche et à cette appréciation le juge du contrat empiète sur les attributions du conseil des prud'hommes, juge des difficultés entre les ouvriers et leurs patrons.

a) D'abord, les conseils de prud'hommes ne sont juges que des litiges individuels; les différends collectifs n'ont pas de juges dans notre législation actuelle.

b) Ensuite, l'appréciation que fera le juge du contrat n'aura aucune répercussion sur la solution du litige entre le patron et ses ouvriers. La question à juger est autre. Le juge du contrat est évidemment compétent pour apprécier la validité d'une excuse invoquée par le débiteur pour se dégager de ses obligations.

Ce qui est vrai des tribunaux civils ou de commerce, juges des contrats entre particuliers, est vrai, pour les mêmes motifs, des tribunaux administratifs, juges des contrats passés pour le fonctionnement des services publics. Les raisons de décider sont les mêmes et la jurisprudence administrative peut s'inspirer des décisions rendues par l'autorité judiciaire dans des circonstances analogues. Toutefois, étant donné que les entrepreneurs, fournisseurs ou concessionnaires des services publics sont chargés d'une mission qui présente un intérêt général, les tribunaux administratifs ont le droit, à raison précisément de cet intérêt général qui est en jeu, de se montrer plus sévères dans l'appréciation de la conduite de l'entrepreneur, et d'exiger de lui plus d'efforts pour assurer l'exécution de son contrat que les tribunaux judiciaires n'en exigeraient d'un entrepreneur privé.

Ces principes généraux étant posés, il nous reste à voir si la grève des états-majors a constitué pour les Compagnies requérantes un cas de force majeure.

Non, dit le Ministre. Cette grève n'a présenté aucun des caractères qui constituent le cas de force majeure.

1° En effet, les Compagnies semblent avoir, sinon provoqué la grève des états-majors, du moins tout mis en œuvre pour la favoriser.

a) Alors que les intérêts des états-majors et ceux des inscrits sont les mêmes et sont en opposition avec ceux des armateurs, l'hostilité des états-majors contre les inscrits paraît anormale.

b) Anormale aussi, la nature des revendications formulées et des résolutions prises par les états-majors et dans lesquelles ils semblent prendre un plus grand souci de l'intérêt des Compagnies que de leur intérêt propre. Telle est, par exemple, leur demande de suppression de l'arbitrage.

Ces revendications n'apparaissent pas rationnellement comme l'œuvre exclusive des officiers.

c) En admettant qu'elles n'aient pas suscité cette grève, les Compagnies l'ont encouragée. Leurs chefs d'armement, qui sont leurs intermédiaires avec les états-majors, M. Simon, pour la Compagnie Transatlantique, et M. Scipiani, pour la Compagnie des Messageries, ont assisté à la réunion du 22 avril. Il y a là un fait qui peut être interprété, soit comme un acte de pression, soit au moins comme une marque de sympathie.

d) Une fois la grève déclarée, les Compagnies ne formulent aucune protestation, aucune réclamation. Elles désarment aussitôt leurs navires.

e) Pendant le cours de la grève, les officiers ont continué d'aller à bord de leurs navires respectifs, où ils avaient conservé leurs cabines et leurs effets.

f) On a même affirmé que les officiers n'avaient pas cessé de toucher leur solde.

g) Après la grève, tous sans exception ont été repris par les Compagnies. Ne peut-on pas dire que les officiers grévistes étaient subventionnés par les armateurs?

h) Enfin, les articles des journaux des armateurs sont ouvertement favorables à la grève.

M. le Ministre conclut ainsi :

« A défaut de preuves matérielles, dont la possibilité se trouve exclue par le caractère des faits en question, le Conseil n'hésitera certainement pas à reconnaître qu'il existe, au sujet d'une connivence tacite, d'un appui à tout le moins moral des Compagnies à la grève des états-majors, cet ensemble de présomptions graves, précises et concordantes, qui, d'après l'article 1353 du Code civil, doit juridiquement constituer la preuve aux yeux du juge. »

Le Ministre termine en citant cette phrase finale du rapport des directeurs des postes : « En définitive, M. le préfet et M. l'administrateur en chef de la marine estiment avec moi, et sans le moindre doute, que la dernière grève était encouragée par les Compagnies maritimes. »

Messieurs, il ne nous est pas possible de souscrire à cette argumentation de M. le Ministre.

Nous n'irons pas jusqu'à dire que la grève des états-majors ait été vue de mauvais œil par les Compagnies. Il est évident que cette grève était de nature à leur permettre de résister plus facilement à certaines prétentions du syndicat des inscrits.

Mais de là à les accuser d'avoir fomenté ou même encouragé la grève, il y a loin. Les faits retenus par le Ministre pour établir cette connivence sont bien menues. La Compagnie des Messageries explique la présence de M. Scipiani à la réunion du 22 avril. M. Scipiani, qui n'est pas d'ailleurs son chef d'armement, a assisté à cette réunion en sa qualité de capitaine au long cours. Les trois Compagnies nient formellement avoir continué à payer leurs officiers pendant la grève.

Des articles de journaux ne sauraient leur être opposés. Il n'y a là que des allégations tendancieuses sans preuve ni commencement de preuve d'aucune sorte.

Quant au caractère anormal que présenterait la grève, M. le Ministre nous paraît avoir perdu de vue les incidents qui l'ont précédée et provoquée. Assurément, il peut y avoir beaucoup de questions sur lesquelles les intérêts des états-majors seront identiques à ceux des inscrits et opposés à ceux des armateurs (salaires, durée de travail, sécurité, etc.). Mais il y en a d'autres — et celle qui a motivé la grève en est une — où les intérêts des états-majors concordaient avec ceux des armateurs et étaient contraires à ceux des inscrits.

Quels sont les faits qui ont amené la grève? Ce sont des mises à l'index des Compagnies de navigation par le syndicat des inscrits maritimes en vue d'obtenir le débarquement d'officiers par les Compagnies, mises à l'index couronnées de succès.

Le motif de ces incidents intervenus entre les équipages et leurs officiers? Ce sont, ou des plaintes formulées par des équipages contre la brutalité de certains officiers, ou des punitions réclamées par ceux-ci contre leurs équipages.

C'est ce droit que le syndicat leur conteste, de composer leurs équipages avec des hommes choisis par eux.

Les armateurs sont en dehors de la lutte, qui se poursuit entre deux classes d'employés. En réalité, les états-majors luttent pour la défense de leur autorité.

M. le Ministre s'étonne de la résolution où ils déclarent qu'ils n'accepteront plus l'arbitrage. Cette résolution s'explique par le fait Angeli, où la décision de l'arbitre, favorable au capitaine, a été méconnue par les inscrits et où cet officier a dû, pour épargner une grève à sa Compagnie, se faire débarquer.

Dans ces circonstances, nous ne croyons pas possible d'incriminer la conduite des Compagnies et de les accuser d'avoir suscité ou même favorisé la grève par des actes.

3° Mais, dit le Ministre, cette grève, elles pouvaient la prévenir ou, du moins, s'efforcer de la faire cesser. Or, elles n'ont rien fait pour cela. Elles ont désarmé leurs navires et ont attendu la fin de la grève en se croisant les bras.

Qu'auraient-elles pu faire? S'entremettre entre les deux groupes et tenter de rétablir l'entente? Mais, étant donné que les intérêts des Compagnies étaient les mêmes que ceux des états-majors, il n'est pas probable qu'une démarche des armateurs auprès des inscrits eût pu avoir la moindre chance de succès.

Elles pouvaient, dit le Ministre, bravant les menaces de grève des inscrits, donner satisfaction aux états-majors et réintégrer les officiers débarqués.

M. le Ministre oublie que les officiers débarqués n'appartenaient à aucune des Compagnies requérantes, mais à la Compagnie Axel Busch. Les Compagnies requérantes n'avaient aucun moyen d'action sur cette autre Compagnie pour la forcer à réintégrer ses officiers, et, les états-majors s'étant déclarés solidaires de ces officiers, les Compagnies requérantes étaient désarmées.

Elles pouvaient, dit le Ministre, si la persuasion restait sans effet, recourir aux moyens de coercition vis-à-vis de leurs officiers.

Alors qu'en 1902, elles avaient porté des plaintes en désertion contre les inscrits qui avaient abandonné leurs navires, pourquoi n'ont-elles pas agi de même contre leurs officiers, alors que la loi est plus rigoureuse pour l'officier qui déserte que pour le marin?

On répond pour les Compagnies que la situation était très différente en 1902 et 1904. D'après le décret-loi du 24 mars 1852 (art. 65) et la loi du 15 avril 1898, la désertion suppose que le marin engagé ne se rend pas à son bord ou abandonne son navire. Il faut qu'il soit dans les liens d'un contrat l'obligeant envers l'armateur. C'était la situation où se trouvaient les inscrits en 1902. Ils étaient engagés aux conditions du rôle d'équipage; le navire était armé et prêt à partir, et les matelots étaient ou devaient être à bord.

En 1904, les officiers, qui sont liés aux Compagnies sans détermination de durée, ont, en rapportant le rôle d'équipage au bureau de la Marine, régulièrement dénoncé le contrat. Dès lors, ils n'avaient plus d'engagement à remplir envers les Compagnies. Ils ne pouvaient donc être considérés comme déserteurs.

La Compagnie des Messageries expose que ses officiers sont engagés au voyage et qu'ils ont le droit de demander leur débarquement dans les quarante-huit heures de leur arrivée à Marseille. A ces raisons plausibles invoquées par les Compagnies, on peut ajouter celle-ci : qu'en 1902, quand les Compagnies avaient demandé à l'autorité maritime d'appliquer les dispositions du décret du 24 mars 1852 aux inscrits, elles s'étaient heurtées à un refus péremptoire.

En tout cas, dit encore le Ministre, elles pouvaient menacer leurs officiers du congédiement. Cette mesure eût été plus efficace sur les officiers que sur les inscrits, car les officiers avaient plus à perdre.

Messieurs, peut-on vraiment reprocher aux Compagnies de n'avoir pas eu recours, dès le lendemain de la grève, aux mesures de rigueur, que, de plus en plus, les patrons n'emploient qu'à la dernière extrémité et après avoir épuisé tous les moyens de conciliation?

Le peut-on, surtout dans un cas comme celui-ci, où, par la force des choses, les intérêts des Compagnies étaient conformes à ceux des états-majors? Peut-on leur faire grief de n'avoir pas, par des mesures de renvoi, contraint leurs officiers à accepter une situation qui leur enlevait toute autorité à leur bord et les mettait à la discrétion du syndicat des inscrits? Nous ne le croyons pas.

En résumé, nous estimons que, ni dans la naissance de la grève, ni dans son développement, on ne peut reprocher aux Compagnies requérantes une faute consistant à n'avoir rien fait pour l'arrêter.

La grève s'est donc imposée aux Compagnies comme un fait brutal, qu'elles n'ont pu ni prévenir ni empêcher.

3° Il nous reste à voir si elle a constitué pour les trois Compagnies requérantes un obstacle insurmontable à l'exécution de leurs obligations.

Non, dit le Ministre. L'État a offert aux Compagnies de mettre à leur disposition des officiers de la flotte. Les inscrits ne demandaient qu'à embarquer.

Jusqu'à présent, les situations des trois Compagnies requérantes étaient identiques. Sur ce dernier point, elles diffèrent.

La Compagnie des Messageries maritimes répond que l'État ne lui a fait aucune offre et qu'elle n'a rien eu à refuser. Si l'État ne lui a fait aucune proposition en vue d'assurer la marche de ses services, c'est sans doute à cause du nombre considérable d'officiers qu'il aurait dû prélever sur les équipages de la flotte de guerre. La Compagnie avait besoin, rien que pour les navires desarmés, de 55 officiers de pont et de 44 officiers de machines. L'État n'aurait pu enlever pour de longs mois un si grand nombre d'officiers à la flotte nationale sans la désorganiser.

Dans ces conditions, messieurs, il semble bien qu'à l'égard de la Compagnie des Messageries maritimes, les trois conditions constituant la force majeure se trouvent réunies. La Compagnie n'avait personne à mettre à la place de ses états-majors défaillants. Par conséquent, il lui était impossible d'exécuter son contrat.

Les deux autres Compagnies requérantes sont dans une situation différentes. L'État, vous vous le rappelez, leur a, dès le 23 avril, offert en termes exprès, de mettre à leur disposition le nombre d'officiers et de mécaniciens qui leur serait nécessaire.

A cette offre, la Compagnie Transatlantique a répondu par un refus formel.

Quant à la Compagnie de Navigation mixte, elle a accepté en principe le concours des officiers de l'État, mais en subordonnant cette acceptation à certaines conditions, telles que l'obligation pour les officiers de recruter eux-mêmes leurs équipages et l'obligation pour l'État de couvrir les Compagnies des responsabilités de toute nature qui pourraient résulter de la substitution des officiers de l'État à leur personnel.

Le Ministre a considéré que ces conditions équivalaient à un refus de ses propositions, et nous pensons qu'il a eu raison d'interpréter ainsi la réponse de la Compagnie. En effet, par l'offre de son personnel, l'État entendait rendre un service aux Compagnies en les mettant à même de satisfaire aux obligations de leurs marchés. Mais il n'entendait évidemment pas se substituer purement et simplement aux Compagnies et assumer à leur place les risques de toute nature qui pouvaient surgir au cours de cette navigation.

Messieurs, nous ne pensons pas avoir à discuter les raisons invoquées par les Compagnies pour repousser les offres de l'État. Bien que, s'agissant d'une navigation relativement courte et qui ne présente pas, que nous sachions, de difficultés particulières, savoir : la traversée de la Méditerranée et la desserte des ports tunisiens, algériens et marocains, le doute émis par les deux Compagnies au sujet de la capacité des officiers de la flotte à effectuer cette traversée d'une façon satisfaisante paraisse au premier abord assez singulier, cependant, nous voulons admettre que, dans les raisons invoquées, il y en ait de sérieuses. Il est possible qu'il soit plus difficile de diriger un grand paquebot qu'un navire de guerre. Quoi qu'il en soit, il n'est pas douteux que la proposition de l'État offrait aux Compagnies une possibilité d'assurer le service postal dont elles étaient chargées.

En présence de cette proposition, elles ont eu à mettre en balance les risques

que leur faisait courir l'inexpérience éventuelle des officiers de l'État et les risques d'amendes auxquels les exposerait l'inexécution de leur contrat.

Elles ont fait leur choix en toute liberté, mais à leurs risques et périls. En repoussant les offres de l'État, elles ont perdu par là même le droit de prétendre que la grève des états-majors avait créé pour elles un obstacle insurmontable à l'exécution de leur service et, dès lors, elles ne peuvent pas opposer le cas de force majeure.

Par ces motifs, nous concluons, sur la requête de la Compagnie des Messageries maritimes, à l'annulation de la décision ministérielle, à ce que la Compagnie soit exonérée des amendes mises à sa charge, à ce que l'État soit condamné aux dépens;

2° Au rejet des requêtes de la Compagnie Transatlantique et de la Compagnie de Navigation mixte.

Conformément à ces conclusions, le Conseil d'État a rendu les arrêts suivants :

Premier arrêt.

« Le Conseil d'État,

« Considérant qu'aux termes de l'article 35 du cahier des charges annexé à la convention du 30 juin 1886 et maintenu par la convention du 5 novembre 1894 passée entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes pour l'exécution des services maritimes postaux, tout retard au départ des paquebots rend la Compagnie passible d'une amende, sauf le cas de force majeure dûment constaté;

« Considérant que les grèves partielles ou générales qui peuvent se produire au cours d'une entreprise, n'ont pas nécessairement, au point de vue de l'exécution du contrat qui lie l'entrepreneur au maître de l'ouvrage, le caractère d'événements de force majeure; qu'il y a lieu, dans chaque espèce, par l'examen des faits de la cause, de rechercher si la grève a eu pour origine une faute grave de la part de l'entrepreneur, si elle pouvait être évitée ou arrêtée par lui, et si elle a constitué pour lui un obstacle insurmontable à l'accomplissement de ses obligations;

« Considérant qu'à la suite de réclamations formulées par les inscrits maritimes contre plusieurs officiers de la marine marchande employés par diverses compagnies de navigation et de mises à l'index ayant eu pour effet d'obtenir le débarquement de ces officiers, tous les états-majors des navires de commerce du port de Marseille ont décidé de se solidariser et de cesser le travail tant que les compagnies, qui avaient cédé aux menaces des inscrits maritimes, n'auraient pas réintégré dans leur emploi les officiers débarqués;

« Considérant, d'une part, que la grève générale des états-majors de la marine marchande, survenue dans ces circonstances, n'avait pas pour origine une faute de la Compagnie des Messageries maritimes; que cette Compagnie, qui était étrangère au conflit existant entre les inscrits maritimes et les états-majors, n'avait pas le pouvoir de le prévenir ni de l'arrêter; qu'il n'est nullement établi qu'elle ait cherché à le favoriser, et qu'il n'est relevé à sa charge aucun fait de nature à engager de ce chef sa responsabilité; qu'ainsi la grève générale des états-majors a eu à l'égard de la Compagnie des Messageries maritimes le caractère d'un événement indépendant de sa volonté, qu'elle était impuissante à empêcher;

« Considérant, d'autre part, que la grève générale des états-majors avait pour conséquence de rendre impossible le départ des paquebots de la Compagnie et l'exécution du service postal qui lui était confié; que l'État n'a, à aucun moment, offert à la Compagnie des Messageries maritimes, ainsi qu'il l'a fait pour d'autres Compagnies, le concours des officiers de la Marine nationale; qu'il s'agissait pour elle, non d'une simple gêne, mais d'un obstacle insurmontable;

« Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la Compagnie des Messageries maritimes est fondée à soutenir que la grève des états-majors a constitué pour elle le cas de force majeure prévu par l'article 35 de son cahier des charges, et à demander à être exonérée des amendes mises à sa charge pour inexécution de son service; qu'il y a lieu, dès lors, de condamner l'État à lui rembourser la somme de 64,900 francs, représentant le montant de ces amendes, et à lui payer les intérêts de ladite somme à partir du jour où le prélèvement en a été indûment effectué;

« Décide :

« ARTICLE PREMIER. — La décision du Ministre des postes et télégraphes, en date du 28 août 1904, est annulée.

« ART. 2. — L'État remboursera à la Compagnie des Messageries maritimes la somme de 64,900 francs, montant des amendes perçues sur ladite Compagnie avec intérêts du jour où le prélèvement en a été effectué.

« ART. 3. — L'État est condamné aux dépens. »

Deuxième arrêt.

« Le Conseil d'État,

« Considérant que les pouvoirs de la Compagnie générale Transatlantique et de la Compagnie de Navigation mixte sont dirigés contre la même décision et fondés sur les mêmes moyens; qu'ainsi il y a lieu de les joindre pour y être statué par une même décision;

« Considérant qu'aux termes des articles 24 et 100 du cahier des charges annexé à la convention du 16 décembre 1896 passée entre l'État et les deux Compagnies « générale Transatlantique » et « de Navigation mixte » pour l'exécution des services maritimes postaux, tout retard au départ des paquebots rend les compagnies passibles d'une amende, sauf les cas de force majeure dûment constatés;

« Considérant que la grève générale des états-majors de la marine marchande du port de Marseille n'a pas eu pour effet de rendre impossible pour les deux compagnies l'exécution du service postal qui leur était confié entre la France, d'une part, et, d'autre part, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc; qu'en effet, dès le début de la grève, l'État leur a offert de mettre à leur disposition, pour assurer les services qui étaient menacés d'être interrompus, des officiers et des mécaniciens de la Marine nationale en nombre suffisant pour combler les vides existants dans l'état-major des paquebots à la veille de partir; que la Compagnie générale Transatlantique a, en ce qui la concerne, opposé à l'offre de l'Administration un refus formel; qu'en ce qui touche la Compagnie de Navigation mixte, la prétention émise par elle de faire supporter par l'État la responsabilité générale et absolue de toutes les conséquences pouvant résulter pour elle de la substitution des officiers de l'État à son propre personnel, sans aucune distinction entre les divers risques possibles quelle qu'en fût la nature, avait pour effet de subordonner son adhésion à une condition inacceptable pour l'État, et devait la faire regarder comme équivalant, de la part de ladite Compagnie, à un refus; que l'offre de l'État, tout en laissant subsister des difficultés sérieuses pour les deux compagnies de navigation, n'en avait pas moins pour effet, étant donnée la navigation à accomplir, de faire disparaître l'empêchement absolu qui s'opposait au départ des paquebots; que, si les compagnies ont cru devoir refuser cette offre en raison de la gêne et des responsabilités éventuelles qui pouvaient en découler pour elles, elles l'ont fait à leurs risques et périls; qu'elles ont perdu par là-même le droit de soutenir que la grève des états-majors de la marine marchande a créé un obstacle insurmontable à l'exécution de leur service, et d'invoquer le cas de force majeure pour se soustraire à l'application des

clauses pénales qu'elles ont encourues en exécution des articles 24 et 100 de leur cahier des charges;

« Décide :

« ARTICLE PREMIER. — Les requêtes susvisées des Compagnies générale Transatlantique et de Navigation mixte sont rejetées. »

**Société ayant pour seul objet l'approvisionnement des magasins de ses membres ;
absence de répartition de bénéfices sous forme de dividende ou d'intérêts ;
non assujettissement à la patente.**

CONSEIL D'ÉTAT.

(Décision du 11 novembre 1908.)

La deuxième sous-section du contentieux du conseil d'État,

Vu la requête présentée par la société « l'Union de l'Épicerie », dont le siège est à Toulouse, rue du Pont-Montaudran, n° 6, ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État le 15 février 1908, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date du 7 novembre 1907, par lequel le conseil de préfecture du département de la Haute-Garonne, a rejeté sa demande en décharge de la contribution des patentes, à laquelle elle a été assujettie, pour 1907, sur le rôle de la ville de Toulouse, en qualité de marchand d'épicerie en gros (tableau A, 1^{re} classe);

Ce faisant; attendu que la société requérante, n'a pas pour but la réalisation de bénéfices; qu'elle livre des marchandises exclusivement à ses membres et que son objet est de leur permettre d'acheter leurs denrées plus économiquement; que ladite société, est administrée gratuitement et qu'aucun dividende n'est distribué au capital social; que les bénéfices réalisés, aléatoires et insignifiants, sont affectés au fonds de réserve, qui ne peut être partagé pendant la durée de la société; qu'enfin, le magasin de la société requérante, dirigé par un simple proposé, est un magasin de dépôt où l'on ne fait aucune vente et où on se borne à répartir entre les sociétaires, le montant de leurs achats;

Accorder la décharge demandée;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu la réclamation présentée devant le conseil de préfecture;

Vu les avis du maire et des agents des contributions directes;

Vu la lettre en date du 14 février 1908, par laquelle le préfet du département de la Haute-Garonne, transmet le présent pourvoi, ensemble le rapport du directeur des contributions directes;

Vu les observations présentées par le ministre des finances, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, ensemble le rapport du directeur des contributions directes;

Vu les observations présentées par le ministre des finances, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 9 mai 1908 et tendant au rejet du pourvoi comme non fondé;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu les lois des 15 juillet 1880 et 19 avril 1905, et les tableaux y annexés;

Oùï M. Collavet, auditeur, en son rapport;

Où M. Corneille, auditeur, commissaire suppléant du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant qu'il résulte de l'instruction, et notamment des statuts de la société « l'Union de l'épicerie », que cette société a pour seul objet d'assurer, par une organisation économique, l'approvisionnement en denrées et marchandises des magasins des membres de ladite société; qu'ainsi, elle ne saurait être envisagée comme une société coopérative de consommation, au sens de l'article 9 de la loi du 19 avril 1905;

Considérant, d'autre part, que la société requérante s'interdit d'effectuer aucune vente à d'autres personnes qu'à ses adhérents; qu'elle ne poursuit pas la réalisation de bénéfices commerciaux et que de la combinaison des articles 17, 67 et 71 de ses statuts, il résulte que les gains, d'ailleurs très modiques, qu'elle peut faire, ne doivent à aucun moment être répartis entre ses membres sous forme de dividende ou d'intérêts; que, dès lors, elle ne saurait être considérée comme exerçant un commerce, une industrie ou une profession, dans le sens de l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1880, décide :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté susvisé du conseil de préfecture du département de la Haute-Garonne est annulé.

ART. 2. — Il est accordé à la société « l'Union de l'épicerie » décharge de la contribution des patentes à laquelle elle a été assujettie, pour 1907, sur le rôle de la ville de Toulouse, en qualité de marchand d'épicerie en gros (tableau A, 1^{re} classe).

ART. 3. — Les frais de timbre exposés par la société requérante, s'élevant à 1 fr. 80, lui seront remboursés.

ART. 4. — Expédition de la présente décision sera transmise au ministre des finances.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en février 1909 ⁽¹⁾. — L'aspect du marché du travail a été très variable en février. Le temps froid a empêché la reprise d'activité pour beaucoup d'industries, ainsi dans le bâtiment et les branches qui dépendent de lui; dans les mines de charbon de la Ruhr la situation continue à être mauvaise. L'interruption de la navigation rendait difficile l'écoulement de certains produits. Aucune amélioration non plus dans la métallurgie. Par contre, dans le vêtement, la lingerie et la fabrication des chapeaux commence à se faire sentir l'influence de la saison printanière, mais la reprise a été moins forte que l'année précédente. La brasserie à Berlin a été plus mauvaise qu'en janvier, mais en Bavière le travail a été suffisant. La navigation intérieure a été presque réduite à rien.

Placement en février 1909 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à février 1907 a augmenté de 39,000; celui des emplois vacants a diminué de 13,000, et celui des places procurées de 7,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 680 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de janvier :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Fév. 1909 (pour 680 bureaux).....	308,000	144,000	105,000
Janv. 1909 (— 688 —).....	300,000	137,000	105,000

L'enquête du « Board of Trade » sur les loyers, le coût de la vie et les salaires en Allemagne ⁽²⁾. — On sait que le Board of Trade a entrepris une enquête sur les loyers, le coût de l'alimentation et les salaires dans un certain nombre de pays. Les enquêtes relatives à la Grande-Bretagne, à l'Allemagne et à la France ont été déjà publiées. Le *Bulletin* a déjà rendu compte de l'enquête en Grande-Bretagne ⁽³⁾ et analysera dans un très prochain numéro celle qui concerne la France. Voici les résultats de l'enquête entreprise en Allemagne.

En vue de permettre les comparaisons on a adopté pour cette enquête, un plan analogue à celui de l'enquête en Grande-Bretagne ⁽³⁾ et les résultats se rapportent à la même époque (octobre 1905). L'enquête a porté sur 33 villes ⁽⁴⁾ choisies avec

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, février 1909.

⁽²⁾ Report of an inquiry by the board of trade into working class rents, housing and retail prices, rates of wages, etc., in the principal industrial towns of the German Empire. — 1 vol. Londres, Darling et Son, 1908, prix 6 fr. 15.

⁽³⁾ *Bull.*, décembre 1908, p. 1229.

⁽⁴⁾ Voir la liste de ces villes p. 415 et 416 en note.

soin parmi les villes industrielles ou importantes de diverses régions de l'Empire, soit 19 en Prusse, 5 en Saxe, 3 en Bavière et 6 dans 6 autres États confédérés. Les industries étudiées sont nombreuses. En dehors des points indiqués ci-dessus, les enquêteurs ont recueilli de nombreux renseignements sur l'organisation industrielle, les contrats de tarifs, la durée du travail, les règlements d'atelier, les entreprises municipales, les syndicats, etc.

I. — LOGEMENTS ET LOYERS.

Dans les villes allemandes, les ouvriers se logent non pas en des quartiers spéciaux, mais un peu partout, de préférence dans les étages supérieurs des maisons bourgeoises ou dans les parties reculées des immeubles. Les grandes maisons de rapport remplacent de plus en plus les petites maisons habitées par 1 ou 2 familles telles qu'on les rencontre encore à Brême, Elberfeld et Munich.

Le logement normal de l'ouvrier allemand comprend 3 pièces : une salle commune, une chambre à coucher et une cuisine, avec le droit d'usage d'un coin de cave et souvent d'une buanderie et d'un séchoir. Le logement de 2 pièces est également fréquent, celui de 4 est plus rare (il est cependant fréquent à Leipzig), celui de 5 presque inconnu. Quant au logement d'une seule pièce, il n'est pas assez répandu pour constituer un type particulier. Comme dans ces divers logements la cuisine est de dimensions extrêmement variables, l'enquête l'a comptée comme pièce toutes les fois qu'il est possible aux habitants de s'y réunir.

Le loyer moyen — taxes locales non comprises — a été établi à l'aide des prix payés pour plus de 107.000 logements. Les résultats recueillis sont groupés ci-dessous — Berlin non compris — pour chaque type de logement, avec indication du nombre des villes qui s'écartent de la moyenne courante.

NOMBRE de pièces.	NOMBRE de villes.	LOYER MOYEN le plus fréquent par semaine en octobre 1905.	NOMBRE DE VILLES où le loyer moyen est égal, inférieur, supérieur au loyer le plus fréquent.		
			Egal.	Inférieur.	Supérieur.
2	22	3 ^f 33 ^a à 4 ^f 37 ^c	13	5	4
3	32	4 37 à 5 93	19	6	7
4	15	5 30 à 7 50	8	3	4

A Berlin, on ne rencontre guère que des logements de 2 et 3 pièces; les loyers y sont supérieurs de près de moitié à ceux de la province; on y paye en moyenne 6 fr. 87 par semaine pour 2 pièces (contre 3 fr. 85 en moyenne en province) et 10 fr. 15 pour 3 pièces (contre 5 fr. 15). A Stuttgart, les loyers sont presque aussi élevés que dans la capitale (moyenne : 6 fr. 45 et 10 fr. 15).

L'enquête a établi le rapport entre les loyers dans chaque ville et la moyenne générale obtenue pour l'Allemagne. Adoptant ensuite comme égal à 100 l'indice obtenu pour Berlin, elle a rapporté à ce dernier les indices des 33 villes visitées. Pour aucun centre l'indice ne dépasse 100; il atteint 97 à Stuttgart et descend à 28 à Oschersleben; pour 32 villes, il oscille entre 60 et 70 et pour 12 entre 50 et 60; pour 10 il est inférieur à 50.

En réunissant ces villes selon leur situation géographique, on obtient 8 groupes dont les indices varient entre 65 et 35 et s'établissent comme suit :

Berlin : 100; Allemagne du Sud ⁽¹⁾, 65; centres textiles ⁽²⁾, 64; centres métal-

⁽¹⁾ 6 villes : Munich, Nuremberg, Stuttgart, Mulhausen, Aschaffembourg, Mannheim.

⁽²⁾ 4 — : Elberfeld, Barmen, Aix-la-Chapelle, Crefeld.

lurgiques⁽¹⁾, 55; provinces rhénanes, 64 et 55; ports de la mer du Nord⁽²⁾, 59; Silésie⁽³⁾, 52; ports de la Baltique⁽⁴⁾, 52; Saxe⁽⁵⁾, 47, et Allemagne centrale⁽⁶⁾ 35.

D'une façon générale, les logements les moins chers se rencontrent dans les villes les moins peuplées. Les indices établis à ce sujet sont, par rapport à Berlin (100), 58 dans les villes de plus de 400,000 habitants, 59 de 200 à 300,000, 55 de 100 à 200,000 et 47 au dessous de 100,000. Toutefois il est impossible d'établir une relation exacte entre les loyers et le chiffre de la population.

II. — COÛT DE LA NOURRITURE, DE L'ÉCLAIRAGE ET DU CHAUFFAGE.

Les enquêteurs avaient, par l'entremise des associations ouvrières, fait distribuer aux ménages ouvriers des questionnaires demandant des renseignements sur leur revenu par semaine et leurs dépenses pour le loyer et la nourriture. Ils ont utilisé les réponses fournies par 5,046 ménages.

En classant les budgets dépouillés d'après le nombre moyen des enfants, vivant dans la famille, le revenu moyen des divers membres, la dépense moyenne par semaine et la proportion du revenu dépensé en nourriture, on obtient les résultats suivants :

CATÉGORIES DE BUDGET d'après le revenu par semaine.	NOMBRE de familles.	NOMBRE moyen d'enfants vivant dans la famille.	REVENU.		COÛT de la nourriture		P. 100 du revenu dépensé pour la nour- riture.
			Revenu moyen de la famille.	Gain du chef de la famille.	avec		
					la bière.	sans la bière.	
Au-dessous de 25 francs. . .	193	2.37	22 ^f 02 ^c	21 ^f 07 ^c	15 ^f 36 ^c	15 ^f 15 ^c	68.7
Entre 25 francs et 31 fr. 25.	872	2.28	28 38	26 97	18 87	18 27	64.5
Entre 31 fr. 25 et 37 fr. 50.	1,329	2.51	33 85	31 61	21 92	21 06	62.3
Entre 37 fr. 50 et 43 fr. 75.	1,223	2.51	39 81	36 30	24 68	23 57	59.2
Entre 43 fr. 75 et 50 francs.	692	2.79	45 83	40 05	27 73	26 42	57.7
50 francs et au-dessus. . . .	737	3.76	60 85	41 55	35 88	34 21	56.3

Il ressort de ces chiffres que les budgets élevés — surtout ceux au-dessus de 50 francs — s'expliquent par le plus grand nombre d'enfants vivant dans la famille et y apportant leur salaire et, d'autre part, que la proportion du revenu dépensée en nourriture diminue à mesure que le revenu augmente.

Quant aux prix des divers articles de consommation, l'enquête les a établis à l'aide des tarifs fournis par les détaillants et, le cas échéant, par les coopératives, dans les villes inspectées, y compris Berlin. Ce sont les prix courants en octobre 1905 pour les qualités consommées par les classes ouvrières; ils s'établissent en moyenne comme suit : café 1.14 la livre, sucre blanc granulé 0.233 à 0.258, lard 0.90 à 1.14, fromage de Hollande 0.90 à 1 franc, beurre 1.35 à 1.53, margarine 0.79 à 0.90; — pommes de terre 0.23 à 0.31 les 7 livres, farine 1.19 à 1.42 les 7 livres; — pain bis 0.48 à 0.67 les 4 livres; — lait 0.25 à 0.28 le quart; — charbon 1.11 à 1.66 les 50 kilogrammes; paraffine 0.96 à 1.14 le gallon; — bœuf 0.80 à 0.90 la livre, porc 0.90 à 1.14, etc.

En évaluant, aux cours moyens pratiqués dans chaque ville, la quantité moyenne

(1) 6 villes : Dusseldorf, Bochum, Remscheid, Dortmund, Essen, Solingen.

(2) 2 — : Hambourg-Altona, Brême.

(3) 2 — : Breslau, Königshütte.

(4) 3 — : Dantzig, Stettin, Königsberg.

(5) 5 — : Dresde, Leipzig, Chemnitz, Zwickau, Plauen.

(6) 4 — : Magdebourg, Brunswick, Oschersleben, Strassfurt.

des divers articles de consommation indiquée par les 5,046 familles ⁽¹⁾ l'enquête a pu établir, sous forme d'indices, le rapport entre le coût de la nourriture à Berlin et dans chaque centre. Il en ressort que dans 20 villes sur 33, l'indice est *supérieur* à celui de Berlin; l'écart entre les extrêmes (Barmen 110 et Königshütte 86) atteint 24 points. Classés par groupes géographiques, les indices s'établissent comme suit :

Berlin : 100; Allemagne centrale (4 villes), 99; Provinces rhénanes (4 centres textiles), 104 et (6 centres de la métallurgie) 100; Allemagne du Sud (6 villes), 107; Saxe (5 villes), 102; Silésie (2 villes), 91; 3 ports de la Baltique, 99; 2 ports de la mer du Nord, 101. — Dans 3 groupes seulement le coût de l'alimentation est moins élevé qu'à Berlin. — L'enquête a constaté un mouvement coopératif assez accentué en Saxe, à Breslau, Hambourg, Brême, Magdebourg, Stettin, etc.; par contre, ce mouvement est encore très faible à Berlin, Aix-la-Chapelle, Bochum et Dusseldorf.

Si l'on combine les indices des loyers avec ceux du coût de la nourriture (ces derniers ayant le coefficient 4) on obtient les résultats suivants :

Berlin : 100; Allemagne centrale, 86; Provinces rhénanes, 94 (centres textiles) et 93 (centres de la métallurgie); Allemagne du Sud, 99; Saxe, 91; Silésie, 83; ports de la Baltique, 89; ports de la mer du Nord, 93. De la sorte, Berlin retrouve la première place pour la cherté de la vie, suivi de près par les villes de l'Allemagne du Sud; la Silésie conserve le dernier rang grâce au bon marché de l'alimentation et à la valeur moyenne de ses loyers.

III. — SALAIRES ET DURÉE DU TRAVAIL.

En vue de permettre des comparaisons, l'enquête a étudié les salaires et la durée du travail uniquement dans les industries représentées dans tous les centres visités; elle a dû se borner aux quatre suivantes : bâtiment, construction mécanique, typographie et travaux municipaux. Elle a relevé les salaires courants par semaine en octobre 1905, soit auprès des patrons, soit dans les contrats de tarifs si usités dans certaines branches de l'industrie allemande.

Elle a établi les moyennes suivantes :

	SALAIRES.		HEURES DE TRAVAIL.			
	Nombre de villes.	Salaire hebdomadaire le plus usuel. (En francs.)	Nombre de villes inspectées	Nombre de villes où l'on fait en moyenne		
				moins de 54 heures.	de 54 à 60 heures.	60 heures ou plus.
<i>Bâtiment.</i>						
Briqueleurs et maçons.....	32	33 ^f 64 ^c à 39 ^f 06 ^c	33	2	14	17
Charpentiers.....	32	33 64 à 39 06	33	2	14	17
Menuisiers, ébénistes.....	30	30 00 à 33 75	30	3	15	12
Plombiers.....	28	30 00 à 35 62	29	2	13	14
Stuccateurs.....	26	41 25 à 45 00	26	3	13	10
Peintres.....	29	30 00 à 37 08	30	1	11	18
Manœuvres.....	32	24 37 à 30 00	33	2	13	18

⁽¹⁾ Quantité moyenne consommée, par semaine, par une famille ouvrière : café 340 grammes, sucre 900 grammes, lard 340 grammes, fromage 226 grammes, beurre 566 grammes, pommes de terre 23 livres et demi, farine 900 grammes, pain 23 livres, bœuf 996 grammes, porc 723 grammes, charbon 1 quintal et demi, lait 7 l. 35.

SALAIRES.		HEURES DE TRAVAIL.			
Nombre de villes.	Salaire hebdomadaire le plus haut. (En France).	Nombre de villes inspectées	Nombre de villes où l'on fait en moyenne.		
			moins de 54 heures.	de 54 à 60 heures.	60 heures ou plus.

Construction mécanique.

Mouleurs.....	21	37 ^f 50 ^c à 42 ^f 50 ^c	29	#	12	17
Ajusteurs.....	28	32 50 à 40 00				
Tourneurs.....	28	33 75 à 41 25				
Forgerons.....	23	35 62 à 41 25				
Modelleurs.....	28	31 87 à 37 50				
Manœuvres.....	28	22 50 à 27 50				

Typographie.

Compositeurs, opérateurs, etc.....	32	30 93 à 32 39	33	#	33 (54 h.)	#
---------------------------------------	----	---------------	----	---	---------------	---

Services municipaux.

Ouvriers de la voirie.....	30	22 50 à 26 97	31	#	7	24
Balayeurs.....	26	21 45 à 26 25	27	1	4	22

Gaziers.

Chauffeurs des usines à gaz.	29	30 00 à 37 50	#	#	#	#
Ouvriers du gaz.....	29	22 50 à 28 12	26	#	2	24
Manœuvres.....	29	22 50 à 26 97	28	#	3	25

Dans l'ensemble — Berlin excepté — le salaire général moyen le plus élevé se rencontre dans les provinces rhénanes et le plus bas dans les ports de la Baltique. Quant à la durée moyenne du travail elle varie, en été, entre 57 et 60 heures dans le bâtiment et 58 et 60 dans la construction mécanique; elle est de 54 heures pour tous les typographes et presque partout de 60 heures dans les services municipaux.

Afin d'établir la valeur *réelle* des salaires, c'est-à-dire leur puissance d'achat, l'enquête a calculé la moyenne des 3 indices de salaires pour le bâtiment, la construction mécanique et la typographie et divisé cette moyenne par l'indice du loyer et des prix d'alimentation combinés. Elle a obtenu les indices suivants :

Salaires réels : Berlin : 100; Allemagne centrale, 99; Provinces rhénanes, 93 (centres textiles); 93 (centres métallurgiques); Allemagne du Sud, 83; Saxe, 91; Silésie, 102; ports de la Baltique, 89; ports de la mer du Nord, 100.

IV. — VARIATIONS SURVENUES DEPUIS 1905.

En vue d'établir les variations qui ont pu se produire depuis 1905, le Board of Trade a fait procéder, en avril 1908, à une enquête spéciale dans 6 grandes villes groupant ensemble plus de 3 millions d'habitants. Il a constaté, au cours des 3 dernières années, une hausse dans le prix du pain (environ 23 p. 100) et une baisse de 15 p. 100 dans celui du porc; les cours du bœuf sont à peu près ce qu'ils étaient. Quant aux salaires, ils se sont élevés d'une façon sensible (7 p. 100 dans certaines professions du bâtiment, 8 p. 100 dans la construction mécanique, 11 p. 100 dans la typographie, 7 à 8 p. 100 pour les ouvriers municipaux), alors que la journée

tendait vers une réduction (de 2 à 7 p. 100 dans 3 villes dans la construction mécanique et le bâtiment).

V. — COMPARAISON DES RÉSULTATS RELATIFS À LA GRANDE-BRETAGNE ET À L'ALLEMAGNE.

S'appuyant sur les résultats recueillis en Grande-Bretagne et en Allemagne, le Board of Trade a cherché à établir une comparaison entre le coût de la vie de l'ouvrier, les salaires et la durée du travail dans ces deux pays. Il reconnaît que, par suite de différences profondes dans les habitudes de vie et l'organisation nationale, une semblable comparaison est des plus difficiles; il estime toutefois que jusqu'à un certain point, il n'était pas plus aisé de comparer entre eux, comme il l'a fait, les résultats relatifs à l'Angleterre, à l'Écosse et à l'Irlande.

Après avoir comparé point par point les divers éléments recueillis, et tout en faisant certaines réserves — notamment que les salaires n'ont pu être comparés que dans 3 industries (bâtiment, construction mécanique et typographie) — le Board of Trade en arrive aux conclusions suivantes :

En supposant qu'un ouvrier anglais travaillant en Allemagne y vive, autant que possible, de la même façon qu'en Angleterre, il dépenserait 19 p. 100 de plus (soit environ un cinquième), pour se loger⁽¹⁾, se nourrir, se chauffer et s'éclairer⁽²⁾ (soit 23 p. 100 de plus pour le loyer et 15 p. 100 de plus pour le reste). Si d'autre part on compare les salaires et la durée du travail en usage dans 3 industries, on constate que l'ouvrier allemand y gagne, *par semaine*, 17 p. 100 de moins et cela pour une durée de travail supérieure de 11 p. 100. De la sorte, l'ouvrier gagnerait en Allemagne environ *un quart de moins* qu'en Angleterre, tout en dépensant *un cinquième de plus* pour se loger et se nourrir.

Les conclusions qui précèdent sont basées sur une comparaison qui porte : 1° en ce qui concerne les salaires et la durée du travail, sur trois industries seulement; 2° en ce qui concerne le coût de la vie, sur l'ensemble des familles ouvrières touchées par l'enquête. Elles se rapportent en outre à une année donnée, l'année 1905. Elles ne permettent pas de préjuger si la situation comparée de l'ouvrier anglais par rapport à l'ouvrier allemand n'a pas été dans le passé plus avantageuse qu'elle ne l'est, ni si elle continuera, dans l'avenir, à conserver la supériorité accusée par l'enquête actuelle. Pour obtenir des conclusions, sur le premier point il eût été nécessaire d'instituer une enquête rétrospective qui présentait des difficultés presque insurmontables. Sur le second point, l'enquête complémentaire faite en 1908 accuse déjà une amélioration des conditions de travail des ouvriers allemands; il y aurait un grand intérêt, pour établir le sens de l'évolution, à ce qu'une enquête aussi étendue que celle relative à 1905 fût reprise à l'avenir à des intervalles réguliers. C'est d'ailleurs le vœu que le Board of Trade exprimait dans la préface de son enquête sur la Grande-Bretagne.

⁽¹⁾ Le coût de la nourriture, de l'éclairage et du chauffage est évalué à 4 fois le loyer.

⁽²⁾ On admet que ces dépenses constituent environ 75 p. 100 du coût total de la vie.

AUTRICHE.

L'inspection du travail en 1907 ⁽¹⁾. — Comme en 1906, l'Autriche était, en 1907, divisée en 35 circonscriptions d'inspection avec un personnel de 89 (87 en 1906) inspecteurs ou agents ainsi répartis : 1 inspecteur en chef, 9 divisionnaires, 18 inspecteurs de 1^{re} classe, 19 de 2^e, 2 inspecteurs spéciaux (l'un pour la navigation intérieure et l'autre pour les transports en commun à Vienne), 34 commissaires, 3 contrôleurs et 3 employés au bureau de l'inspecteur central. Les frais du service se sont élevés à 668,210 couronnes (non compris le traitement des inspecteurs spéciaux).

24,938 (23,965) ⁽²⁾ visites ont été effectuées, dont 228 (223) la nuit et 311 (310) le dimanche, dans 23,491 (22,493) établissements nettement industriels comptant un personnel total de 922,677 (884,448) ouvriers se décomposant comme suit : 610,775 ouvriers du sexe masculin, soit les 66.20 (69.88) p. 100 et 256,194 du sexe féminin, soit les 27.8 (30.12) p. 100. Les 94.0 (94.1) p. 100 étaient des adultes (personnes de plus de 16 ans), et les 6.0 (5.9) avaient moins de 16 ans. Cette dernière catégorie comprenait 795 enfants au-dessous de 14 ans, formant ensemble une proportion de 0.09 (0.06) p. 100.

22,226 (21,213) établissements ont été inspectés une fois, 1,089 (1095) deux fois et 136 (148) trois fois ou plus. Le service a visité 18,333 (17,158) établissements soumis à l'assurance-incendie (soit 15.8 p. 100 du total de ces établissements) 8,528 (8,343) établissements exploités industriellement et 8,837 (8,801) établissements n'employant pas de moteur.

Indépendamment d'une correspondance très active avec les autorités, les institutions d'ordre public, etc. — 18,551 (29,313) consultations, avis et rapports — l'inspection a été consultée dans 3,508 (3,431) circonstances délicates par les industriels ou leurs représentants. Les ouvriers, de leur côté, se sont adressés au service dans 5,017 (5,268) cas pour se plaindre ou demander des renseignements. A signaler de plus l'intervention parfois heureuse des inspecteurs, dans diverses grèves et lock-out à la requête des parties ou sur le désir des autorités publiques.

Des procès-verbaux ont été dressés dans 1,017 (1,206) cas, contre 1,017 (1,192) patrons au sujet de 1,700 (2,142) contraventions. Ces procès-verbaux ont abouti dans 245 (322) cas à des mises en demeure; dans 59 (38) à des blâmes dont plusieurs avec menace de pénalités, dans 146 (178) à des amendes pour une somme globale de 6,257 (7,984) couronnes environ; dans 15 (10) à la fermeture de l'établissement; dans 91 (79) à l'exécution dûment contrôlée des mesures réclamées par l'inspection; dans 24 (15) cas à des non-lieux ou acquittements en faveur des chefs d'industrie.

Par suite de la marche très brillante des affaires, la main-d'œuvre a été très demandée au cours de 1907. La métallurgie et la construction mécanique ont été notamment très occupées, alors qu'un certain ralentissement se faisait sentir dans la ganterie, la chaussure et le bâtiment. Presque partout on a enregistré des augmentations de salaires variant entre 10 et 30 p. 100.

Durée du travail. — Le nombre des établissements appliquant la journée normale de 11 heures continue à diminuer dans des proportions variables selon les régions.

⁽¹⁾ Bericht der K. K. Gewerbe-Inspectoren über ihre Amtstätigkeit im Jahre 1907.

⁽²⁾ Les nombres entre parenthèses sont les données correspondantes de 1906.

La réduction s'effectue bien plus par catégorie d'industrie ou d'établissement que par unités. C'est ainsi que les établissements textiles du Vorarlberg et de Brunn, qui jusqu'ici faisaient 11 heures et 10 h. 1/2 ont, à la suite de l'agitation du début de l'année, accordé la journée de 10 heures. Deux maisons ont adopté le travail par équipes de 8 heures; plusieurs grandes fabriques de Vienne et de Brunn ferment chaque samedi à midi.

Dans les industries non soumises à la journée de 11 heures, la durée du travail a diminué également; les boulangers de Vienne font 60 heures par semaine, les tailleurs 57 h. 1/2, les souffleurs de verre 55 1/2, les marbriers 54 et les joailliers 51 heures. A Trieste, les boulangers, tout en travaillant le même nombre d'heures que l'an dernier, reçoivent un salaire spécial pour la dernière heure.

Le service a relevé un peu partout des journées trop longues (15 heures dans 2 imprimeries de Vienne, 16 heures dans presque tout un district de la Bohême du Nord, équipes de 24 heures dans la minoterie, de 36 heures dans une fabrique d'électricité à Prague, etc.) Malgré la bonne marche des affaires, le nombre des demandes de prolongation de la journée a sensiblement diminué, par suite, croit le service, de la majoration souvent importante stipulée, pour les heures supplémentaires, dans les tarifs adoptés par les grandes maisons.

Dans un certain nombre d'établissements, le patron sur la demande des ouvriers, et en vue de finir la journée plus tôt a réduit ou supprimé complètement les repos de travail; dans d'autres, le directeur a réduit de sa propre autorité le repos de midi à 10 minutes, sous prétexte qu'il devait profiter de la force électrique du secteur, avant 4 heures du soir, heure à laquelle le prix de l'énergie est majoré.

Le service n'a relevé que 70 contraventions (189 en 1906) pour non-observation du repos dominical, la plupart dans l'alimentation; il a par contre reçu de nombreuses plaintes au sujet hôtelière.

Livrets. Règlements. — Cette année encore, beaucoup d'ouvriers n'avaient pas de livret et beaucoup de registres de travail étaient mal tenus. Plus de 100 règlements de travail ont été soumis au service pour avis; 119 contraventions ont été dressées en cas de règlements irréguliers. Dans divers districts, des petits patrons n'occupant souvent que fort peu d'ouvriers se sont vus contraints, soit par les unions patronales, soit par les associations ouvrières, d'élaborer un règlement de travail.

Salaires. — Diverses irrégularités ont été relevées en ce qui concerne le paiement des salaires (paiement en nature ou en jetons, paiement au cabaret ou le dimanche, retenues injustifiées pour contribution aux caisses de maladie, etc.). L'inspecteur de Graz signale l'adoption du système de primes, dit américain, dans une fabrique de machines de la ville. On accorde à l'ouvrier un certain délai pour exécuter un travail déterminé; s'il l'achève plus rapidement il touche une prime calculée d'après le temps qu'il a gagné et qui a été convenue d'avance.

Délai-congé. — Par suite de la suppression du délai de prévenance dans les fondries de la Haute-Styrie, on a constaté des changements considérables dans le personnel des diverses fabriques. Plusieurs patrons, pour empêcher leurs ouvriers de les quitter brusquement pour s'embaucher ailleurs, ont conclu des conventions qui, dans l'état actuel de la législation, ne seraient pas loin d'être illégales. A Königsgrätz, par contre, les ouvriers demandent le rétablissement du délai-congé dans les fabriques qui l'ont récemment aboli; c'est ainsi qu'au cours d'une grève de tisseurs mécaniques, les grévistes réclamèrent un délai de prévenance de 8 jours pour tous

ceux qui travaillaient à l'usine depuis 6 mois, et de 15 jours pour ceux qui travaillaient depuis plus d'un an.

Installation des ateliers. — Par suite de la bonne marche des affaires, de nombreuses fabriques se sont ouvertes dans le courant de l'année. Les inspecteurs ont veillé à ce que leur installation présentât les meilleures garanties au point de vue de l'hygiène et de la sécurité. Conformément à l'ordonnance du 14 décembre 1906, les inspecteurs ont exposé aux patrons en instance d'autorisation — et avant que cette dernière ne fût examinée — les conditions requises pour qu'elle pût être accordée. Il en est résulté que le nombre des établissements bien aménagés a sensiblement augmenté au cours de l'exercice et que, dans presque tous les cas, les industriels ont accepté sans protestation les observations qui leur étaient faites. Les industriels qui ont attendu, pour solliciter l'autorisation, que leur installation mécanique fût achevée, se sont vus, en plus d'un cas, tenus d'effectuer de coûteuses modifications.

Bien que le service n'ait qu'assez rarement constaté l'absence d'escaliers ou de portes de secours, il a dû s'élever à diverses reprises contre leur insuffisance ou leur disposition défectueuse. Les dangers d'incendie que présentent certaines substances continuent à être méconnus et beaucoup d'industriels, considérant les prescriptions des inspecteurs comme exagérées, les enfreignent à l'envi. De nombreux accidents sont survenus, pour cette raison, dans des ateliers où l'on manipulait de la benzine, de l'alcool ou de l'essence de térébenthine, sans prendre les précautions requises.

On signale deux grands incendies dus à l'explosion de poussières de celluloid; dans un cas, la poussière s'enflamma dans le tuyau d'aspiration et, gagnant le réservoir aménagé sous les combles, se communiqua à l'édifice. On suppose qu'une scie circulaire rencontrant un corpuscule très dur contenu dans un morceau de celluloid, fit jaillir une étincelle qui enflamma les poussières.

Force motrice. Chaudières. — La vapeur continue à être de moins en moins employée comme force motrice. Dans les campagnes, on utilise de préférence les moteurs hydrauliques, alors que dans les villes le moteur électrique et le moteur à explosion se répandent de plus en plus. Dans les régions alpestres, sur 329 fabriques, 208 utilisent la force des ruisseaux ou rivières.

Le service continue à relever de nombreuses déficiences dans l'installation des chaudières, notamment dans les établissements déjà anciens. Il a dû protester contre l'emploi de tout jeunes gens, d'apprentis ou d'ouvriers inexpérimentés, à la conduite des chaudières et contre l'insuffisance du personnel affecté à ce service.

Chauffage et éclairage des ateliers. — Dans plusieurs fabriques, le chauffage à la vapeur est encore installé d'une façon très primitive : les tuyaux traversent les ateliers à hauteur d'homme ou encombrant le plancher, exposant les ouvriers à se blesser à la tête ou à se brûler les pieds. A Vienne, on a adopté un modèle de poêle, surmonté d'une caisse métallique dans lequel l'air du dehors, pénétrant par un orifice aménagé dans le mur vient se réchauffer pour se répandre ensuite dans l'atelier.

Seuls, quelques petits ateliers aménagés dans les quartiers surpeuplés des grandes villes, logés au rez-de-chaussée ou dans les sous-sol continuent à ne pas être éclairés par la lumière naturelle. Ici, comme presque partout ailleurs du reste, l'éclairage artificiel est déclaré satisfaisant. Il est regrettable seulement que, comme par le passé, plusieurs patrons continuent à en faire supporter les frais à leur personnel. A la suite d'une plainte adressée à ce propos par les polisseurs de cristal de Kamnitztal, l'inspecteur organisa entre les patrons et les ouvriers une entrevue où il fut

décidé ce qu'il suit : les établissements ne groupant que les ouvriers d'un seul patron doivent être éclairés aux frais de ce dernier. Dans ceux par contre où travaillent des ouvriers dépendant de plusieurs patrons, chaque ouvrier reçoit une indemnité variant entre 0,20 et 0,30 par semaine moyennant quoi il assure lui-même l'éclairage des locaux.

Encombrement. Ventilation. — Le service a enregistré, surtout dans l'industrie de la confection, d'assez nombreux ateliers encombrés. Une inspectrice explique cet encombrement, si fréquent au moment de la saison, par l'augmentation considérable des indemnités réclamées pour les heures supplémentaires; les patrons désirent faire exécuter le travail pendant la journée ordinaire et n'hésitent pas à doubler leur personnel sans agrandir leurs locaux. Le service a rencontré 30 personnes entassées dans un atelier de repassage où chacune avait à peine 5 mètres cubes d'air respirable; la nuit, le même local était utilisé comme dortoir.

On signale de nombreux ateliers insuffisamment aérés. A Vienne, beaucoup de fabriques — et la plupart des ateliers de petite industrie — sont installés dans des édifices construits pour être habités bourgeoisement et aérés uniquement par des fenêtres. En hiver, ces fenêtres restent hermétiquement fermées et le gaz brûle tout le jour durant. Dans une fabrique de celluloid, à Vienne, un chauffeur et un mécanicien se trouvèrent presque asphyxiés en allumant un générateur à gaz. Ce fait, remarque l'inspecteur, démontre la nécessité d'une sérieuse ventilation des locaux où sont logés ces générateurs : l'emploi d'un aspirateur est souvent insuffisant car les fuites peuvent se produire à un moment où le moteur qui l'actionne n'est pas encore en mouvement. Dans un atelier de polissage de verre on devait interrompre le travail toutes les deux heures pour aérer la pièce. En signalant les efforts faits dans certaines maisons pour assurer une meilleure ventilation, les inspecteurs décrivent les appareils adoptés dans deux grandes fabriques d'allumettes, dans une fabrique d'encre d'imprimerie et dans une tuilerie.

Buées. Poussières. — En vue d'empêcher les buées, une maison de blanchiment et d'apprêt a adopté le dispositif suivant : un ventilateur pouvant débiter 18,000 mètres cubes à l'heure aspire l'air d'une chambre sèche et l'amène dans un appareil de chauffage; l'air est ensuite répandu dans la fabrique par des tuyaux débouchant, le long des murs, à hauteur d'homme. Sept ventilateurs, actionnés par l'électricité, aménagés dans la toiture et d'un débit de 19,800 mètres cubes à l'heure, aspirent l'air chargé de buées, tandis que des tubes à ailettes logés à mi-hauteur de l'atelier et chauffés à la vapeur, empêchent le refroidissement et la condensation.

Des progrès sérieux ont été réalisés en ce qui concerne l'enlèvement des poussières, mais ici encore beaucoup d'essais sont restés infructueux par suite d'une mauvaise installation.

Cabinets. Lavabos. — Les plaintes relatives à l'absence ou au mauvais aménagement des lieux d'aisances se font de plus en plus rares. D'autre part, le nombre des établissements qui possèdent des vestiaires, des lavabos et des salles de bains a sensiblement augmenté. Dans beaucoup d'industries où le travail est particulièrement salissant, on accorde aux ouvriers, pendant la journée, une demi-heure chaque semaine pour se baigner. Les lavabos sont de plus en plus aménagés dans des locaux distincts des ateliers et d'un accès facile.

Logements. — Dans les fabriques et les grands établissements, les ouvriers sont en général bien logés. Dans les tuileries toutefois, on signale de nombreuses chambres à coucher trop petites ou encombrées, des ouvriers logés dans des baraques en plein vent, dans des fours abandonnés, etc.

Dans la petite industrie on continue à loger l'ouvrier dans l'atelier même, dans des réduits sous les combles, dans des pièces sans fenêtres. L'indolence — et souvent aussi la pauvreté — empêchent le petit artisan d'améliorer d'aussi lamentables installations et l'on s'explique que, de plus en plus, les ouvriers refusent de recevoir une partie de leur salaire sous la forme de la nourriture et du logement.

Maladies professionnelles. — Grâce au concours apporté, dans certaines régions, par les caisses de maladie, les inspecteurs ont pu relever plusieurs cas d'affections professionnelles et faire adopter immédiatement, après une enquête rapide, les mesures prophylactiques nécessaires. C'est ainsi qu'ils ont été avisés d'un assez grand nombre de cas de *saturnisme*. Un industriel ayant été invité à prendre les précautions utiles crut devoir affirmer l'excellente hygiène de ses ateliers; une contre-enquête du médecin régional établit que plus de la moitié de ses ouvriers présentaient les symptômes d'une intoxication plombique. On a relevé des cas de saturnisme chez un ouvrier occupé à luter des conduites de terre et qui avait coutume de manger et de fumer pendant le travail sans se laver les mains souillées par la céruse; chez des ouvrières travaillant en chambre pour une fabrique de franges, chez des tailleurs de limes, chez des peintres et des porcelainiers auxquels le patron ne fournissait pas même de l'eau pour se laver, chez des ouvriers d'une fabrique de minium qui s'obstinaient à ne pas observer les précautions affichées à l'atelier, chez des imprimeurs, des ouvriers en instruments de musique ou d'autres travaillant à domicile des pièces de soierie apprêtées, etc.

Les cas de *septicémie charbonneuse* ont été particulièrement nombreux à Vienne. A la suite de plusieurs décès attribués à cette maladie, une commission spéciale inspecta diverses fabriques ou entrepôts de la ville, en fit fermer et désinfecter plusieurs et maintint pendant un temps assez long le personnel en observation. Dans un grand nombre de fabriques de brosses, la situation était lamentable : les murs et les planchers étaient couverts d'une poussière épaisse, les lavabos et les vestiaires manquaient; on manipulait les poils sans les avoir désinfectés en se contentant de les laver à l'eau chaude et au savon, pour les faire sécher dans le four de la cuisine — ou dans celui du boulanger voisin! L'examen microscopique ayant révélé sur les crins de cheval employés dans diverses fabriques la présence de spores charbonneuses, et le service ayant appris que des crins de semblable provenance avaient été livrés à diverses maisons, la commission spéciale visita tous les établissements suspects et prit des mesures rigoureuses. — A Koniggratz, 3 ouvriers furent atteints de septicémie parce qu'ils avaient coutume d'humecter leur pouce de salive avant de prendre les crins pour les planter dans le bois de la brosse. L'inspecteur d'Omültz rappelle qu'au cours des 10 dernières années, 50 cas au moins de septicémie se sont produits dans les fabriques de brosses de son district.

Le service n'a relevé que 5 cas de *nécrose phosphorique*; l'une des victimes, employée au transport des cadres de trempage dans une fabrique d'allumettes, tomba malade 5 mois après son départ de l'atelier. Dans 2 autres fabriques d'allumettes, sur 13 personnes employées, 6 — dont 2 filles de 15 et 16 ans — avaient des dents cariées; l'enquête établit que l'exploitant n'avait tenu aucun compte des mesures requises par l'ordonnance du 17 janvier 1885.

De nombreux cas de *fièvre des fondeurs* ont été relevés dans une fabrique d'objets en métal de Vienne, où le ventilateur fonctionnait mal et ramenait les vapeurs métalliques dans le local de travail. — Des ouvriers ont été atteints d'*eczéma* aux mains en manipulant des solutions d'acide chlorhydrique; l'emploi de gants en caoutchouc a suffi pour les protéger contre le retour de cette affection. — 28 cas de *gale de la paraffine* ont été signalés dans les raffineries de pétrole et d'huiles minérales et divers cas de *trachome* dans des fabriques de meubles et dans un chantier de construction.

Les services constatent que l'assurance contre la maladie est mal appliquée et que dans beaucoup de cas le patron néglige d'inscrire aux caisses soit tout son personnel, soit quelques-uns de ses ouvriers. L'inspecteur d'Innsbruck rapporte même que le président de la corporation de l'alimentation n'a pas déclaré ses ouvriers depuis plusieurs années!

Accidents du travail. — Le nombre des accidents survenus dans les fabriques et déclarés au service en 1906, s'est élevé à 81,107 (contre 76,432 en 1906), dont 613 (582), soit 0.8 p. 100 (0.7 p. 100) suivis de mort. L'augmentation est considérable par rapport à 1906 (4,675). Elle est sensible surtout dans la construction mécanique, la métallurgie, les textiles, le commerce et le travail des pierres et des terres. Il y a diminution par contre dans les minières.

On a compté 31 accidents mortels de plus qu'en 1906. Il est à noter que le nombre des décès a été élevé surtout dans les industries où le nombre total des accidents a diminué.

Les accidents les plus nombreux ont été signalés : dans la métallurgie (17,417, soit 21.5 p. 100), le bâtiment (14,450 ou 17.8 p. 100), la construction mécanique (15,727 ou 19.4 p. 100), l'alimentation (6,377 ou 7.9 p. 100), les pierres et les terres (5,961 ou 7.4 p. 100), le bois (4,787 ou 5.9 p. 100), les textiles (4,814 ou 5.9 p. 100), les produits chimiques (2,578 ou 3.2 p. 100).

Les plus grands nombres d'accidents mortels se rencontrent dans le bâtiment (196) et dans le travail des pierres et des terres (110).

Dans plus de 200 cas, le service a constaté que les patrons n'étaient pas en règle pour l'assurance de leurs ouvriers; une centaine d'ouvriers brodeurs avertis à plusieurs reprises par les inspecteurs ne peuvent arguer de leur ignorance de la loi.

BELGIQUE.

Revue du travail en février 1909 ⁽¹⁾. — 18 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de février 1909. Pour 1,319 offres d'emploi, il y a eu 3,321 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 252 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 330 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en février, elle était de 209 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc, par rapport au mois précédent, l'amélioration habituelle à pareille époque, tout en demeurant dans une situation fort inférieure encore à celles des dernières années.

D'autre part, les renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 224 unions professionnelles ouvières, groupant 51,341 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de février, 3,304 chômeurs, soit une proportion de 6.4 p. 100 (contre 7.3 p. 100 le mois dernier). En février 1908, si l'on fait abstraction des diamantaires anversois, qui traversaient en ce moment une crise exceptionnelle, la proportion des chômeurs était de 4.8 p. 100 sur 42,314 syndiqués.

Les données de source syndicale confirment donc complètement celles des offices de placement quant à la situation générale des industries en Belgique.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 15 mars 1909.

Les grèves en février 1909 ⁽¹⁾. — 7 grèves nouvelles intéressant 1,043 grévistes et 247 chômeurs forcés ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de février 1909.

En outre, 2 grèves, commencées en novembre dernier et intéressant 154 grévistes, se sont continuées pendant toute la durée du même mois.

Les conflits nouveaux de février ont surgi dans les industries ci-après : charbonnage, chocolaterie, marbrerie, lingerie, gobeletterie, tissage du coton et travail de déchets de coton.

Causes : demandes de réintégration d'ouvriers congédiés (2 cas), introduction du travail aux pièces (1 cas), mise en vigueur d'un nouveau règlement relatif aux amendes (1 cas), diminution des heures de travail (1 cas), etc. Pour la première fois depuis de nombreux mois, aucune grève n'a été motivée par un différend concernant même indirectement le taux des salaires.

Résultats : 1 réussite intéressant 70 grévistes; 3 transactions intéressant 378 grévistes; 5 échecs intéressant 749

CANADA.

Revue du travail en décembre 1908 ⁽²⁾. — Décembre 1908 a été plus prospère, dans toutes les branches, que décembre 1907. Les prix agricoles ont été élevés et le commerce d'exportation s'est accru. On compte sur une reprise d'activité dans l'exploitation forestière. Les mines de métaux semblent actives pour tout l'hiver et aussi les mines de charbon de l'Alberta et de la Passe du Nid-au-Corbeau. Les équipes de construction de chemins de fer ont été réduites, mais la construction du National-Transcontinental sera poursuivie avec autant de célérité que le permettra la saison. La quantité de blé expédiée par eau a été près du double de celle de l'année dernière et il en reste encore beaucoup à expédier par voie ferrée. Il y a amélioration dans le bâtiment.

Grèves en décembre 1908 ⁽²⁾. — 4 grèves ont été signalées en décembre au Département du travail, entraînant la perte de 381 journées de travail, contre 5,715 en novembre 1908 et 10,775 en décembre 1907.

2 de ces grèves ont éclaté dans les mines, 1 dans le bâtiment, 1 dans le vêtement.

Résultats : 1 transaction, 2 résultats incertains, 1 grève non terminée.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 31 mars 1909.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, janvier 1909.

DANEMARK.

Recensement des industries et métiers en 1906⁽¹⁾. — Les résultats du recensement du 12 juin 1906 permettent d'évaluer le développement industriel du pays depuis 1897, année du dernier dénombrement.

	1906.	1897.	+ ou en- en 1906.
	—	—	P. 100.
Nombre d'entreprises.....	85,242	77,256	+ 8.4
(Dont, exploitées à titre accessoire).....	10,865	14,948	— 27.6
Personnel total.....	317,086	274,154	+ 15.3
(Dont, ouvriers industriels proprement dits).....	208,444	180,140	+ 15.6
Entreprises employant la force mécanique.....	6,235	3,856	+ 59.3
Chevaux-vapeur.....	125,437	49,201	+ 153.9

En 1906, 61.8 p. 100 des entreprises avec 36 p. 100 du personnel et 27.7 p. 100 des ouvriers industriels et 31.2 des chevaux-vapeur étaient situés dans les communes rurales contre 38.2 p. 100, 64 p. 100 et 72.3 p. 100 dans les villes.

47,117 entreprises, occupant 48,960 personnes n'employaient, *aucun ouvrier*; parmi les 38,125 autres, 84.3 p. 100 en occupaient de 1 à 5, 7.8 p. 100 de 6 à 10, 4.1 p. 100 de 11 à 20, 2.4 p. 100 de 21 à 50, 0.8 p. 100 de 51 à 100 et 0.6 p. 100 plus de 100.

78 p. 100 du personnel sont des hommes et 21.9 p. 100 des femmes.

Si l'on classe les entreprises par industrie, avec indication du personnel on obtient les résultats suivants pour 1906.

INDUSTRIES.	ENTREPRISES.	PERSONNEL.	OUVRIERS industriels.	AUGMEN- TATION ou diminution du personnel par rapport à 1897. P. 100.
Alimentation.....	12,096	55,445	33,227	+ 8.5
Textiles.....	3,009	19,006	14,944	+ 13.0
Vêtement, toilette.....	28,862	63,314	31,750	+ 8.9
Bâtiment, terrassement, ébénisterie....	22,490	76,416	52,058	+ 22.5
Bois.....	4,452	13,361	8,102	+ 6.6
Cuirs.....	179	1,224	929	— 19.9
Pierre ouvree, céramique, verrerie.....	1,754	17,388	14,702	+ 6.9
Travail des métaux.....	9,878	49,232	35,744	+ 25.5
Industries chimiques.....	737	9,327	7,494	+ 38.7
Papier.....	108	2,801	2,389	+ 8.6
Industries se rattachant aux lettres et aux arts.....	1,677	9,572	7,105	+ 32.5
TOTAL.....	85,242	317,086	208,444	+ 16.2

⁽¹⁾ Danmarks Haandvaerk og Industri ifølge taellingen den 12 juin 1906. — Copenhague 1908.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en février 1909 ⁽¹⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,899 unions groupant 139,836 membres, la moyenne des chômeurs était de 7.4 p. 100 en janvier 1909. Cette moyenne était en décembre de 9.8 p. 100 dans 1,819 unions groupant 107,535 membres.

FINLANDE.

Une convention collective pour tous les ouvriers de la typographie ⁽²⁾.

— Depuis le 1^{er} mars 1906, les salaires et conditions du travail sont réglés, pour tous les ouvriers typographes du grand-duché de Finlande, par une convention collective conclue entre les associations de patrons et d'ouvriers. Les prix de composition sont fixés par 1,000 types selon un tarif unique. Afin de pouvoir tenir compte de la cherté de la vie suivant les villes, les localités ont été réparties en catégories ayant un « supplément de salaire » différent. Ce supplément, calculé en pour cent du salaire, vient s'y ajouter lors de la paie : il varie entre 25 p. 100 et 6 p. 100 dans les diverses catégories.

La journée est fixée à 9 heures (8 heures du matin à 7 heures du soir avec 2 heures de repos); la veille des dimanches et fêtes elle finit à 2 heures. La semaine ne peut excéder 51 heures. La composition des journaux est réglée par des conditions spéciales. Le travail est moins long et comporte un léger supplément de salaire; il ne peut se prolonger après 3 heures du matin.

Le salaire minimum d'un compositeur ayant terminé son apprentissage est fixé uniformément à 108 francs par mois et à 25 francs par semaine. Le salaire minimum à la tâche est fixé à 0 fr. 60 l'heure.

Chaque ouvrier a droit à 2 semaines de vacances chaque été. Le 1^{er} mai est jour férié. Les ouvrières typographes sorties d'apprentissage sont mises sur le même pied que les hommes en ce qui touche les salaires.

Le placement est assuré par un bureau administré et payé à frais communs par les associations patronales et ouvrières.

Il résulte d'une enquête entreprise en 1907 par l'administration générale de l'industrie, que les salaires en 1906-1907 ont augmenté de 12 p. 100 sur ceux de 1904. Le nouveau tarif a été favorable surtout aux ouvriers ayant déjà un salaire élevé ou moyen, laissant les autres à peu près dans la situation qu'ils avaient déjà.

Le salaire moyen annuel de tous les ouvriers a passé de 1331 francs en 1904 à 1,443 francs en 1907, celui des ouvrières, de 668 à 776; pour les compositeurs il a monté de 1,689 à 2,051, pour les apprentis compositeurs de 468 à 477, pour les ouvriers imprimeurs de 1,566 à 1,831, et pour les apprentis imprimeurs de 498 à 528 francs.

⁽¹⁾ *American federationist*, avril 1909.

⁽²⁾ *Undersökning of löneförhållandena inom tryckeri-industrin* (Enquête sur les salaires dans l'imprimerie). — Helsingfors, 1908.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en février ⁽¹⁾. — La situation générale continue à s'améliorer; toutefois, comparé à février 1908, février 1909 accuse un certain ralentissement dans toutes les principales industries.

8.4 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 696,688 membres, contre 8.7 à la fin janvier 1909 et 6.0 p. 100 à la fin février 1908; 5.21 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 652,177 ouvriers, contre 5.03 en janvier 1909 et 5.56 en février 1908; dans la métallurgie du fer, 283 hauts fourneaux en marche avec 22,000 ouvriers contre 284 en janvier 1909 et 300 en février 1908.

Grèves en février. — 19 conflits nouveaux en février avec 2,509 chômeurs contre 28 en janvier 1909 avec 8,573 et 18 en février 1908 avec 13,771 chômeurs.

Sur 18 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 119,488 personnes, il y a eu 5 succès (426), 7 échecs (482), 6 transactions (11.89). Total des journées de travail perdues: 90,300 en février contre 132,400 en janvier 1909 et 541,600 en février 1908.

La coopération en 1907 ⁽²⁾. — I. *Production.* — Dans la coopération de production, la statistique britannique fait entrer: 1° les usines et ateliers de production créés et administrés par les sociétés coopératives de consommation et leurs fédérations; 2° les associations ouvrières de production formées par les ouvriers pour l'exercice d'une profession déterminée.

En 1907, 1,046 sociétés (soit 2 coopératives de gros, 917 de détail, 6 minoteries et 121 coopératives de production) ont fourni une production totale équivalente à 485,319,675 francs; elles ont employé 47,537 personnes qui ont touché 65,812,725 francs de salaires.

La valeur des marchandises fabriquées en 1907 se décompose comme suit:

Minoteries.....	23,868,375 francs soit	24.5 p. 100 de moins qu'en 1897.		
Associations ouvrières de production.....	51,678,400	--	50.6	-- plus --
Associations ouvrières de consommation de gros.	202,574,500	--	189.6	-- -- --
Associations ouvrières de consommation de détail.	206,798,450	--	154.3	-- -- --
TOTAL ET MOYENNE. ...	484,919,675	--	123.3	-- -- --

⁽¹⁾ *Labour gazette*, mars 1909.

⁽²⁾ *Labour gazette*, novembre 1908.

Si l'on examine comment se décompose, selon la nature des produits fabriqués, le total de la production de 1907 on obtient les résultats suivants :

INDUSTRIES.	VALEUR des produits fabriqués (sociétés).	NOMBRE de personnes employées.
	francs.	
Alimentation et tabac.....	334,583,925	12,093
Vêtement.....	78,963,775	23,214
Bâtiment, carrières, bois, ameublement.....	18,402,525	4,514
Textiles.....	18,688,800	3,032
Typographie.....	8,878,325	2,213
Métallurgie, construction.....	4,443,650	1,058
Savon, chandelles, etc.....	19,316,725	786
Autres industries.....	1,641,950	627
TOTAL.....	484,919,675	47,537

L'alimentation constitue plus des 70 p. 100 de la production et occupe 1/4 des employés, le vêtement en occupe 16 p. 100 avec près de la moitié du personnel. Sur 47,537 personnes employées on comptait 26,558 hommes (56 p. 100), 13,433 femmes (28 p. 100) et 7,546 mineurs de 18 ans (16 p. 100).

Sur les 1,046 sociétés, 160 ont réparti un boni entre leurs 13,890 employés s'élevant en moyenne à 64 francs par tête, égal à 4 p. 100 des salaires.

Parmi les 121 associations ouvrières de production 112 ont fourni des renseignements en 1907 sur le caractère de leurs membres, leur capital et leur conseil d'administration.

Ces sociétés rangent leurs membres en 3 catégories : les sociétaires employés, les sociétaires non employés et les sociétés adhérentes comptées chacune pour une unité. En 1907, sur un total de 25 837 membres, 3,411 appartenaient à la première catégorie, 17,888 à la deuxième et 4,538 à la troisième. En dehors des 3,411 membres employés, elles comptaient encore 4,639 auxiliaires. Les employés possèdent 7.5 p. 100 du capital social. Quant aux conseils d'administration ils étaient composés comme suit : 29.3 p. 100 de leurs membres étaient des employés, 46.8 p. 100 des sociétaires non employés et 23.9 des représentants des sociétés actionnaires.

Le tableau suivant permet de comparer ces renseignements à ceux fournis en 1906 par 120 sociétés :

DÉSIGNATION.		1906 (120 SOCIÉTÉS).		1907 (112 SOCIÉTÉS).	
Membres.....	Employés.....	3,495	12.9	3,411	13.2
	Sociétaires non employés.....	19,176	70.8	17,888	69.2
	Sociétés (chaque société est comptée pour un membre.....	4,399	16.3	4,538	17.6
	TOTAUX des membres.....	27,070	100.0	25,837	100.0
Employés.....	Employés, membres des sociétés.....	3,495	43.5	3,411	42.4
	Auxiliaires.....	4,536	56.5	4,639	57.6
	TOTAUX.....	8,031	100.0	8,050	100.0

DÉSIGNATION.		1906 (130 SOCIÉTÉS).		1907 (112 SOCIÉTÉS).	
Capital.....	Part des employés.....	2,090,750	7.8	2,074,750	7.5
	— des autres sociétés.....		25.9	6,958,875	25.4
	— des sociétés.....		54.4	14,777,375	53.9
	— des tiers (prêts consentis).....	3,285,325	12.2	3,613,550	13.2
TOTALS.....		26,929,025	100.0	27,424,550	100.0
Composition des conseils d'administration.	Nombre d'employés.....	299	27.7	303	29.3
	— d'autres soci.....	521	48.4	485	46.8
	— des représentants des sociétés.....	257	23.9	248	23.9
	TOTALS.....	1,077	100.0	1,036	100.0

53 p. 100 du total des ventes de 112 sociétés représente les ventes de 44 sociétés dans lesquelles les employés ne faisaient pas partie des conseils d'administration, 16 p. 100 celles des 40 sociétés dans lesquelles les employés, tout en étant représentés, n'avaient pas la majorité aux conseils et 25.7 p. 100 celles de 28 sociétés où les employés étaient en majorité au conseil.

II. *Coopératives de gros.* — Les 2 coopératives de gros (1 anglaise et 1 écossaise) sont des fédérations constituées en vue d'acheter en gros et de fabriquer les marchandises demandées par les sociétés de détail.

En 1897 les coopératives de gros faisaient pour 408,149,925 francs d'affaires; en 1907 ce total atteignait 809,750,700 francs, soit une augmentation de 98.4 p. 100. L'augmentation a été surtout sensible pour la société anglaise chez qui elle atteint 107.9 p. 100.

III. *Coopératives de détail.* — Ces sociétés exploitent surtout des magasins de détail vendant toutes sortes de marchandises; depuis une douzaine d'années un certain nombre d'entre elles s'occupent presque exclusivement d'agriculture.

1,412 sociétés de détail ont fonctionné en 1907; elles comprenaient 2,316,001 membres, soit 4.6 p. 100 de plus qu'en 1906. Leur capital atteignait 881,051,550 francs, leur chiffre d'affaires 1,696,947,375 francs et leur bénéfice net 272,102,350 francs. Elles employaient 59,117 personnes.

210 d'entre elles ont distribué à leurs 14,870 employés une part des bénéfices égale à 5.1 p. 100 du salaire.

ITALIE.

Grèves et lock-outs en janvier ⁽¹⁾. — 62 nouvelles grèves et 1 lock-out ont été signalés en janvier à l'*Office du travail*, 58 de ces conflits intéressaient 6,108 ouvriers. 3 conflits ont éclaté dans les industries extractives, 9 dans la métallurgie, 7 dans le travail des pierres et des terres, 8 dans le bâtiment, 5 dans les produits chimiques, 1 dans le bois, 6 dans les industries polygraphiques, 8 dans les textiles, 4 dans le travail des peaux, 4 dans l'alimentation, 6 dans les transports, 1 dans le commerce de gros.

Causes : questions de salaires, 40; durée du travail, 3; règlement disciplinaire, 10; monopole du travail, 10.

Résultats : 10 succès, 16 transactions, 29 échecs, 2 résultats inconnus; conflits non terminés, 6.

⁽¹⁾ *Bollettino dell'Ufficio del lavoro*, mars 1909.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 26 février 1909 fixant à quatre le nombre maximum des enquêteurs permanents du travail ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du travail et de la prévoyance sociale et du Ministre des finances :

Vu la loi du 21 juillet 1891, portant création d'un Office du travail, et notamment l'article 2 ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique déterminera les attributions et le fonctionnement de l'Office du travail » ;

Vu le décret du 19 août 1891, portant organisation de l'Office du travail ;

Vu le décret du 6 juin 1897, modificatif du décret du 19 août 1891 et notamment l'article 4, modifié par le décret du 25 janvier 1906, fixant à trois le nombre maximum des enquêteurs de l'Office du travail ;

Vu l'article 55 de la loi de finances du 25 février 1901 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 du décret du 6 juin 1897 est modifié de la manière suivante :

« ART. 4. — Le nombre des enquêteurs permanents ne peut être supérieur à quatre ».

ART. 2. — Le Ministre du travail et de la prévoyance sociale et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Arrêté du 28 décembre 1908 fixant le texte de l'affiche à apposer dans les chantiers de travaux à l'air comprimé, en exécution de l'article 14 du décret du 15 décembre 1908.

AFFICHE.

Avis concernant la durée du travail dans l'air comprimé et les soins à donner dans certains cas.

Il est imprudent de dépasser par 24 heures, dans l'air comprimé, les durées de séjour ci-après, y compris le temps d'éclusage :

8 heures pour des pressions effectives inférieures à 2 kilogrammes par centimètre carré.

7 heures pour des pressions comprises entre 2 kilogrammes et 2 kilogr. 500 par centimètre carré.

6 heures pour des pressions comprises entre 2 kilogr. 500 et 3 kilogrammes par centimètre carré.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 2 mars 1909, p. 2149.

5 heures pour des pressions comprises entre 3 kilogrammes et 3 kilogr. 500 par centimètre carré.

4 heures pour des pressions comprises entre 3 kilogr. 500 et 4 kilogrammes par centimètre carré.

Le jour de changement de poste, et au plus, une fois par semaine, la durée journalière du séjour peut être augmentée pourvu qu'il s'écoule au moins 12 heures entre la sortie et la rentrée de chaque équipe.

Cette dérogation ne doit pas porter la moyenne hebdomadaire du séjour journalier dans l'air comprimé au-dessus des chiffres qui précèdent.

Si la pression dépasse 2 kilogrammes par centimètre carré, il est désirable, pour la facilité des soins médicaux à donner aux ouvriers, qu'un local voisin du chantier soit mis à leur disposition, dans le cas où ils ne pourraient être logés dans un rayon inférieur à 2 kilomètres.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Vu l'article 14, 2° du décret du 15 novembre 1908,

Vu l'avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures,

ARRÊTE :

En exécution de l'article 14, 2° du décret du 15 décembre 1908, le texte ci-dessus devra être affiché dans les locaux où se font le recrutement et la paye des ouvriers des chantiers de travaux à l'air comprimé.

Arrêté du Ministre du travail et de la prévoyance sociale en date du 24 février 1909 fixant les conditions d'élection du délégué des associations ouvrières de production au Conseil supérieur du travail ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Sont appelées à élire le délégué des associations ouvrières de production au Conseil supérieur du travail les associations qui justifieront satisfaire aux conditions suivantes au 1^{er} janvier de l'année où ont lieu les élections :

1° Être également constituée et avoir fonctionné depuis six mois au moins;

2° Être composée d'au moins sept membres;

3° Être administrée par des délégués nommés et révocables par l'assemblée générale des sociétaires;

4° Au cas où la société comprendrait un certain nombre de sociétaires n'étant ni ouvriers de l'industrie, ni employés de l'entreprise, les deux tiers au moins des membres du Conseil d'administration devront être pris statutairement parmi les sociétaires ouvriers de la profession exercée ou les employés de l'entreprise;

5° Les sociétaires ouvriers ou employés devront seuls avoir droit, à l'exclusion des autres sociétaires :

a) Aux fonds de réserve autres que la réserve légale;

b) Aux pensions de retraites et aux secours de diverses natures.

6° Les sociétaires non ouvriers ne pourront toucher qu'un intérêt dont le maximum sera fixé par les statuts, sans autre participation dans les bénéfices;

7° La société devra se réserver la faculté de rembourser au fur et à mesure de ses ressources les actions appartenant aux sociétaires non ouvriers.

ART. 2. — La liste provisoire des associations ouvrières de production remplissant les conditions ci-dessus est dressée au Ministère du travail dans le courant du mois de mai.

Un exemplaire de cette liste est communiqué à toutes les associations qui y sont

⁽¹⁾ Journal officiel du 2 mars 1909, p. 2143.

portées ainsi qu'à la Chambre consultative des associations ouvrières de production, à la Bourse des coopératives socialistes de France, à la Fédération des associations ouvrières de production (section du Sud-Est).

Les protestations relatives aux énonciations contenues dans la liste provisoire sont reçues jusqu'au 15 juin. Elles sont portées à la connaissance des intéressés dans les mêmes conditions que la liste provisoire.

Les protestations sont jugées, après enquête, par le Ministre du travail.

Les modifications apportées à la liste électorale provisoire, à la suite de réclamations reconnues fondées, sont inscrites sur un état rectificatif qui est joint à la liste provisoire. La liste ainsi rectifiée devient définitive.

Circulaire du 10 mars 1909 du Ministre du Travail aux Inspecteurs divisionnaires du travail sur les mesures de protection et de salubrité dans les chantiers de travaux à l'air comprimé.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-après le texte d'un décret du 15 décembre 1908 ⁽¹⁾ qui prescrit des mesures particulières de protection et de salubrité dans les chantiers de travaux à l'air comprimé. Le nombre des ouvrier employés à ces travaux s'accroît sans cesse et les risques spéciaux, aujourd'hui bien connus et bien définis auxquels ils sont exposés, ne sont pas suffisamment conjurés par les mesures générales prescrites par le décret du 19 novembre 1904 : d'où la nécessité d'édicter, en exécution de l'article 3, 2° de la loi du 12 juin 1893, des prescriptions particulières relatives à ce mode de travail.

Ces dispositions nouvelles ont été étudiées par la Commission d'hygiène industrielle, dont le projet a été examiné successivement par le Conseil général des Ponts et Chaussées, par le Comité consultatif des Arts et Manufactures et par le Conseil d'État. C'est le texte adopté par le Conseil d'État qui est devenu le décret du 15 décembre 1908.

Je passerai successivement en revue les principaux articles du décret en vous fournissant, à propos de chacun d'eux, les commentaires et les instructions qui vous permettront d'en assurer l'exécution.

ARTICLE PREMIER. — Cet article stipule expressément que la nouvelle réglementation n'a pas pour effet de soustraire le mode de travail spécial qu'elle vise aux mesures générales prescrites par le décret du 29 novembre 1904; il se conforme en cela aux précédents déjà établis par les règlements spéciaux édictés jusqu'à ce jour en matière d'hygiène et de sécurité du travail.

ART. 2. — Cet article, qui organise la surveillance médicale du personnel, constitue une importante innovation en matière de réglementation du travail. Il a été reconnu indispensable, en cas de travail dans l'air comprimé, de compléter l'organisation du chantier par un service médical permanent; car, d'une part, il y a danger mortel à faire travailler dans l'air comprimé certains ouvriers ne remplissant pas les conditions physiologiques désirables, et d'autre part il est de la plus haute importance d'assurer, au cours du travail, des secours prompts et éclairés aux victimes des accidents inhérents à l'air comprimé. Le Conseil d'État s'est rangé à cette manière de voir.

La visite médicale renouvelée périodiquement est déjà entrée dans la pratique de tous les chantiers de travaux à l'air comprimé : elle est exigée notamment des patrons adhérents au Syndicat général de garantie des travaux publics. Le patron a d'ailleurs, comme l'ouvrier, le plus grand intérêt à ce que ces visites soient sérieuses.

Le décret décide que l'examen médical d'entrée doit être renouvelé après 15 jours de travail dans l'air comprimé et ensuite une fois par mois : cette précaution est justifiée par le fait que certaines susceptibilités individuelles, qui auraient échappé à l'investigation avant toute descente, peuvent s'aggraver par l'effet du travail et n'être décelées qu'après quelques jours d'épreuve.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, janvier 1909, p. 72.

Les inspecteurs assureront la stricte exécution de cet article, notamment en se faisant présenter les certificats d'admission au travail, les certificats renouvelés et le registre spécial prévu au dernier paragraphe.

ART. 3. — Les chefs d'industrie ont l'initiative des mesures visées par cet article; le service se bornera à s'assurer qu'elles sont prises et qu'elles atteignent le résultat cherché.

L'article est inspiré, non par des préoccupations générales relatives à l'alcoolisme qui ne sauraient trouver place dans le présent règlement, mais par les dangers spéciaux que comporte l'usage habituel de l'alcool dans les chantiers de travaux à l'air comprimé.

ART. 4. — Le travail dans l'air comprimé comprend trois phases : la compression dans l'écluse qui sert d'intermédiaire entre l'atmosphère extérieure et la chambre de travail, le séjour sous pression dans la chambre de travail, et la décompression dans l'écluse.

Les deux premières phases n'entraînent que des accidents relativement peu graves, des troubles passagers. Néanmoins l'article 4 tient compte, dans une certaine mesure, de la considération d'après laquelle l'adaptation de l'organisme pendant la période de compression se produirait d'autant plus lentement que la pression est plus élevée.

Quant à la décompression, elle constitue la phase critique. L'excédent des gaz atmosphériques, dissous dans le sang à la faveur de la suppression, est mis en liberté; si la baisse de pression est brusque, il y a émission tumultueuse de bulles gazeuses dans les vaisseaux sanguins et les tissus, susceptibles de produire des obstructions, des embolies gazeuses d'où peuvent résulter des accidents graves.

Pour éviter ces accidents dans la mesure du possible, la durée de décompression à un moment donné doit être d'autant plus longue que la pression est plus élevée : c'est en application de ce principe que l'article 4 fixe le barème du temps à employer, selon l'intensité de la pression dans la chambre de travail, pour décompresser d'un kilogramme.

Vous remarquerez que le décret définit toujours la pression par les mots « kilogramme effectif par centimètre carré », ce qui signifie kilogramme en sus de la pression atmosphérique. La pression effective est donc inférieure d'un kilogramme à la pression absolue.

La mesure de la vitesse de compression, et surtout de la vitesse de décompression, présentant le plus grand intérêt pour la santé des ouvriers, il faudra veiller avec soin à ce que la surveillance de ces opérations soit organisée dans les conditions prévues par le premier et les deux derniers paragraphes de l'article 4. La lecture des feuilles de manomètre enregistreur fournira d'ailleurs, dans les cas visés par le dernier paragraphe, un moyen de contrôle ultérieur.

Un paragraphe spécial interdit d'opérer la descente du caisson par lâchures ou diminutions brusques de pression sans avoir fait sortir préalablement les ouvriers : cette opération qui peut amener, soit une inclinaison dangereuse du caisson sur un côté, soit son enfoncement brusque dans le sol, comporte en outre des inconvénients de même nature que ceux de la décompression brusque.

ART. 5. — Cet article vise la phase du travail dans l'air comprimé, le séjour sous pression dans la chambre de travail, et il concerne plus particulièrement l'aération de cette chambre. Il détermine d'abord la quantité d'air à y envoyer et la fixe à 40 mètres cubes au moins par heure et par homme. Un tel renouvellement de l'air est indispensable pour que le lieu de travail ne soit pas vicié au delà de la limite normale par les produits nocifs de l'organisme. On sait que l'air est considéré comme vicié par ces produits dès qu'il contient au moins 1 p. 1,000 d'acide carbonique d'origine respiratoire : la teneur de l'air en acide carbonique sert à déterminer empiriquement la proportion de gaz nocifs provenant de l'organisme, et le règlement consacre la proportion de 1 p. 1,000 comme limite.

Le volume de 40 mètres cubes est un minimum. D'autres sources de viciation peuvent en effet intervenir : l'air envoyé peut contenir divers gaz nuisibles provenant de la décomposition des huiles employées pour lubrifier les pompes; des gaz peuvent en outre se dégager des terrains traversés.

Il convient de remarquer que, malgré la présence possible d'acide carbonique dû à d'autres causes que la respiration, le règlement ne comporte en principe aucune distinction; on a entendu assurer ainsi le surcroît d'aérage nécessaire pour maintenir la pureté de l'air. Mais si les dégagements d'acide carbonique provenant du sol étaient considérables, il pourrait devenir impossible d'abaisser la proportion d'acide carbonique au-dessous de la limite de 1 p. 1,000. Ainsi interprétée, la prescription inscrite au décret deviendrait prohibitive de tout travail. La proportion de 1 p. 1,000 ne constitue pas par elle-même un danger, et

elle est encore loin de la limite correspondant au risque d'asphyxie. Elle peut donc être élevée dans une certaine mesure, tout en se maintenant très loin de la limite à partir de laquelle il y aurait danger d'asphyxie. C'est pourquoi, en cas de nécessité absolue, l'article 13 permet au Préfet de substituer une autre teneur limite à celle de 1 p. 1,000; cette nouvelle teneur devra être spécifiée par l'arrêté préfectoral.

Pour la bonne application du 3^e paragraphe de l'article 5, les inspecteurs s'assureront que le préposé de l'entrepreneur a bien reçu une consigne conforme à ce texte.

La disposition du dernier paragraphe qui prescrit l'évacuation de la chambre de travail par les ouvriers au moment du tirage d'une mine et interdit de les faire rentrer avant que l'état de l'atmosphère soit redevenu normal, est autant une mesure d'hygiène qu'une mesure de sécurité. Vous remarquerez que notre texte ne prescrit que l'évacuation de la chambre de travail; il ne contrarie en rien l'habitude actuelle des ouvriers de se réfugier dans l'écluse ou même dans les cheminées au moment du tirage d'une mine; il tient compte en outre du cas où un très grand caisson est divisé en plusieurs chambres de travail, l'évacuation de celle où on tire la mine paraissant alors suffisante.

ART. 6. — Cet article est relatif aux dimensions des écluses et à leur ventilation. La durée de la décompression et par suite celle du séjour dans l'écluse, qui est relativement courte pour les faibles pressions, atteint au moins une heure pour les pressions de 3 kilogrammes effectifs. Il y a donc lieu de se préoccuper des conditions d'hygiène du local. Pour les séjours un peu prolongés, le minimum de dimension de 600 décimètres cubes par personne, prescrit par le 1^{er} paragraphe, ne suffit pas à empêcher la viciation de l'atmosphère; il faut assurer une introduction d'air continue. Tel est le but de la disposition du 2^e paragraphe : l'air est introduit d'une manière continue du chantier dans l'écluse, et les robinets d'entrée et de sortie d'air doivent être réglés de manière que la vitesse de décompression reste dans les limites prescrites par le règlement. Cette manœuvre est obligatoire dès que la durée de la décompression fixée par l'article 4 du décret dépasse 10 minutes, c'est-à-dire dès que la durée du séjour invite à se préoccuper sérieusement de l'aérage de l'écluse.

ART. 7. — Il arrive, même après une décompression normale et sans incidents, que l'ouvrier, au moment de sa sortie de l'écluse, est pris d'étourdissement ou d'une douleur violente susceptible de provoquer soit l'impotence fonctionnelle d'un membre, soit une véritable paralysie motrice.

L'article 7 prescrit que des précautions spéciales seront prises pour éviter, dans ce cas, toute chute dangereuse des ouvriers à la sortie de l'écluse vers l'extérieur. La prescription de l'article 10, § 3, du décret du 29 novembre 1904, disposant que les escaliers seront solides et munis de fortes rampes, ne constitue qu'un minimum de précaution dans l'installation des échelles d'accès aux écluses. Cette mesure serait utilement complétée, par exemple, par l'obligation d'établir, entre l'écluse et l'échelle de descente, une plate-forme avec garde-corps permettant, en cas de malaise, de ne pas aborder immédiatement l'échelle.

ART. 8. — L'ouverture intempestive des orifices des locaux sous pression pouvant amener des variations de pression brusques et par suite dangereuses, des dispositions sont prises pour conjurer ce risque. Toutes les fois que la chose est possible, le sens d'ouverture est obligatoirement du côté de la plus forte pression, de manière que la pression même s'oppose à l'ouverture. On est obligé de prévoir une exception pour les portes qui servent à l'évacuation des déblais et à l'introduction des matériaux, parce que la présence de ces déblais ou de ces matériaux serait une gêne pour l'ouverture des portes. Mais on a édicté la réserve formelle que ces portes seront munies d'un enclanchement de sûreté garantissant contre une ouverture intempestive.

ART. 9. — Les dispositions de cet article, relatives aux échelles des cheminées, aux appareils de secours et à l'éclairage électrique, n'appellent aucune observation particulière.

ART. 10. — Il en est de même de l'article 10, qui prescrit des mesures matérielles visant le fonctionnement normal et régulier des appareils de compression et de circulation d'air, en vue d'assurer une bonne exécution de l'ensemble des dispositions du décret relatives aux variations de la pression et aux conditions d'aération.

ART. 11. — La formation des embolies gazeuses provoquant l'arrêt de la circulation est toujours à redouter pendant la période de décompression, quelque soin qu'on apporte à la conduite de l'opération. Des accidents se manifestent quelquefois à la sortie de l'écluse; ils peuvent aussi être plus tardifs et survenir dans l'heure qui suit le désenclavage; on a même cité des cas de troubles qui ne se sont manifestés que 2 ou 3 heures après la sortie. Le

meilleur remède contre tous ces accidents consiste à soumettre le sujet à une nouvelle compression; la solubilité de l'azote dans le sang augmentant avec la pression, ce gaz peut être redissous complètement à la faveur d'une recompression. D'ailleurs, en cas de nécessité, l'élimination de l'azote en excès sera favorisée par des inhalations d'oxygène que la disposition du paragraphe 1^{er} de l'article 11 a pour objet de faciliter.

Si les accidents se manifestent pendant la décompression, il suffira d'arrêter la chute de pression et de faire une recompression immédiate. S'ils se manifestent après la sortie de l'écluse, le traitement par recompression sera donné dans un local spécial, et le dernier paragraphe de l'article 11 prescrit à cet effet l'installation d'une chambre de recompression pour tous les chantiers où la pression dans la chambre de travail dépasse 2 kilogrammes effectifs par centimètre carré.

Le paragraphe 2 prescrit en outre l'aménagement d'une baraque de repos à proximité des chantiers pour recevoir les ouvriers à la sortie de la chambre de travail, et cette installation est obligatoire pour tous les chantiers qui comportent des travaux effectués sous une pression effective supérieure à 1 kilogr. 200 par centimètre carré.

Il s'agit ici d'un local d'observation permettant aux ouvriers, à leur sortie de l'écluse, de se tenir pendant quelque temps à portée de secours immédiats et, en cas de malaise, de ne s'éloigner du chantier que lorsqu'il n'y a plus à craindre aucun danger; le local de repos ne saurait en aucun cas se confondre avec la chambre de recompression, qui est un local de médication, prescrit seulement pour les chantiers où la pression dépasse 2 kilogrammes effectifs.

Les inspecteurs s'assureront avec soin que les deux locaux sont exactement aménagés et installés dans les conditions réglementaires, et que tous les chantiers sont pourvus d'une boîte de secours composée suivant les prescriptions du paragraphe 1^{er}.

ART. 12. — Les défauts du matériel pouvant avoir des conséquences graves, le décret soumet tous les appareils à une vérification hebdomadaire. La vérification incombe, naturellement, au chef d'entreprise.

En dehors de la vérification périodique, le boulonnage qui relie les tronçons successifs des cheminées doit faire l'objet d'une vérification spéciale toutes les fois qu'il y aura été touché.

Le service d'inspection devra s'efforcer d'obtenir amiablement des chefs d'industrie communication des consignes données en vue de ces diverses vérifications et de tous documents relatifs à leur exécution.

ART. 13. — Cet article, analogue à l'article 20 du décret du 29 novembre 1904, prévoit les dérogations qu'il peut être nécessaire d'apporter, dans certains cas, à quelques dispositions du présent décret. En raison de la nature et de la courte durée des travaux, la dérogation devra le plus souvent être accordée rapidement; aussi les dispenses prévues par le présent article seront accordées par la procédure plus rapide d'un arrêté préfectoral, alors que les dispenses de l'article 20 du décret de 1904 sont accordées par arrêté ministériel; en outre, ces arrêtés seront pris sur l'avis des ingénieurs chargés de la surveillance quand il s'agira de travaux publics, et sur le rapport des inspecteurs du travail quand les travaux à l'air comprimé seront exécutés par des particuliers.

L'article 13 énumère limitativement les articles et les paragraphes du décret pour lesquels dispense permanente ou temporaire peut être accordée. Pour légitimer ces dispenses, les rédacteurs du décret ont fait valoir en particulier que l'obligation du réglage de la pression par dispositif automatique, l'obligation du manomètre enregistreur et de la communication téléphonique peuvent entraîner des dépenses élevées, et que l'amélioration réalisée n'est pas toujours assez importante pour qu'on ne puisse en exonérer soit un petit caisson, soit même un caisson destiné à un travail de courte durée. La dispense de la chambre de recompression se rapporte notamment au cas où l'écluse elle-même serait assez vaste et d'accès assez facile pour servir à la recompression; toutefois en raison de la gravité des accidents qui pourraient résulter d'une installation défectueuse ou d'une mauvaise recompression, l'article 13 exige que le médecin désigné conformément à l'article 2 du décret soit obligatoirement consulté.

Quoi qu'il en soit, les arrêtés préfectoraux autorisant les diverses dispenses devront être motivés, et il n'en devra être accordé que pour des cas d'espèce, si l'obligation de la prescription visée devait entraîner une charge relativement très lourde pour l'entreprise, et sous

la condition que l'hygiène et la sécurité des travailleurs seront assurées dans des conditions équivalentes à celles fixées par le décret.

J'ajoute que copie de chacun des arrêtés ayant cet objet devra m'être adressée.

ART. 14. — Cet article, qui vise les affiches à apposer dans les chantiers, prescrit en particulier aux chefs d'industrie l'affichage du texte, arrêté par le Ministre du Travail, des avis concernant la durée du travail dans l'air comprimé et des soins à donner dans certains cas. Vous trouverez ci-après le texte de cet avis. La limitation de la durée du travail avait été inscrite par la Commission d'hygiène industrielle dans le texte de décret qu'elle avait élaboré; elle avait été maintenue dans l'avis du Conseil général des ponts et chaussées et dans celui du Comité consultatif des arts et manufactures. Mais, des prescriptions de cette nature ne pouvant pas légalement prendre place dans un règlement pris en exécution de la loi du 12 juin 1893, il a fallu les retirer du décret pour les faire figurer, à titre d'avis, dans une instruction spéciale.

L'arrêté ministériel fixant le texte de cet avis a été pris le 28 décembre 1908 ⁽¹⁾. Il figure à la suite du décret dont il complète les dispositions.

Le séjour prolongé dans un milieu anormal met l'organisme en état de moindre résistance et il résulte des observations faites que la durée journalière de séjour dans l'air comprimé ne devrait en aucun cas dépasser 8 heures par 24 heures. C'est la limite maximum adoptée par l'arrêté ministériel qui fournit en outre une échelle descendante de durée de travail à mesure que la pression s'élève. Vous remarquerez que les limites de temps ainsi recommandées correspondent, non pas à la durée du travail dans le caisson, mais bien à la durée journalière de séjour dans l'air comprimé, *y compris le temps d'éclusage*. Une disposition spéciale de l'avis reconnaît la nécessité de prolonger dans une certaine mesure la durée journalière de séjour ainsi fixée, le jour du changement de poste.

L'arrêté ministériel comprend en outre une prescription relative au cas où la pression dépasse 2 kilogrammes par centimètre carré. Il est alors désirable, pour la facilité des soins médicaux à donner aux ouvriers, qu'un local d'habitation soit mis à leur disposition dans le cas où ils ne pourraient être logés dans un rayon inférieur à 2 kilomètres. Il a été constaté, ainsi que nous l'avons déjà relaté pour des chantiers comportant de hautes pressions, des cas où les premiers troubles ne se sont manifestés que plusieurs heures après la sortie de l'écluse. Il n'est pas possible de demander aux ouvriers de séjourner aussi longtemps dans la baraque de repos, mais il importe, dans le cas de hautes pressions, qu'ils ne se trouvent pas, pendant toute la durée de la période critique, trop éloignés de secours médicaux immédiats et dans l'impossibilité d'être soumis à la recompression.

Les inspecteurs exigeront strictement l'affichage des textes visés par le présent article et ils s'efforceront d'obtenir amiablement l'exécution aussi complète que possible des mesures contenues dans l'arrêté.

ART. 15. — Cet article concerne exclusivement le délai d'exécution des mesures édictées par le nouveau règlement. Le délai est fixé à trois mois à partir de la publication du décret; toutefois il est porté à un an pour les travaux à l'air comprimé en cours au moment de la promulgation du décret.

Il résulte enfin expressément des travaux préparatoires du décret que ses dispositions ne sont pas applicables aux scaphandriers.

Je vous adresse également un décret portant la même date et complétant la nomenclature du tableau B annexé au décret du 13 mai 1893. Il interdit d'une façon absolue le travail dans l'air comprimé aux mineurs de 18 ans.

Vous voudrez bien me faire connaître sans retard, avec votre avis motivé sur chaque cas particulier, toutes les difficultés d'interprétation et d'application que la mise en vigueur de ces divers textes pourrait soulever.

Je vous prie de répartir entre les agents placés sous vos ordres les exemplaires ci-joints de la présente circulaire.

(1) Voir ci-dessus, p. 432.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de mars 1909.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 23 mars. — Dépôt, par le Ministre du travail, d'un projet de loi modifiant la quotité des taxes pour la contribution au fonds de garantie prévues à l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 et à l'article 4 de la loi du 12 avril 1906 en matière d'accidents du travail. (Doc. parl. n° 2395.) — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Amnistie. — *Sénat.* — Séance du 9 mars. — Dépôt, par M. Vagnant, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'amnistie. (Doc. parl. n° 57.)

Assistance aux enfants des familles indigentes. — *Sénat.* — Séance du 30 mars. — Dépôt, par M. Rey, d'un rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Émile Rey, ayant pour objet l'institution et l'organisation de l'assistance aux enfants des familles indigentes.

Catastrophe de Courrières. — *Chambre des députés.* — Séance du 22 mars. — Dépôt, par M. Basly, d'un rapport fait au nom de la Commission des mines sur les résultats de l'enquête concernant la catastrophe de Courrières. (Doc. parl. n° 2389.)

Céruse. — *Sénat.* — Séance du 19 mars. — Dépôt, par M. Pédebidou, d'un rapport supplémentaire sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture exécutés à l'intérieur des bâtiments. (Doc. parl. n° 67.)

Conseils de prud'hommes. — *Sénat.* — Séance du 2 mars. — Dépôt, par les Ministres du travail et de la justice, du projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant modification de l'article 62 de la loi du 27 mars 1907, relative aux Conseils de prud'hommes. (Doc. parl. n° 42.) — Renvoi à la Commission des conseils de prud'hommes.

Crédit maritime. — *Sénat.* — Séance du 19 mars. — Dépôt, par M. Boivin-Champeaux, du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur le crédit maritime. (Doc. parl. n° 69.)

Paiement des salaires. — *Sénat.* — Séance du 2 mars. — Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, sur le paiement des salaires. — Adoption.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 8 mars. — Transmission de la proposition adoptée par le Sénat. (Doc. parl. n° 2366.) — Renvoi à la Commission du travail

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 4 mars. — Dépôt, par M. Paul Constans, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1909, un crédit extraordinaire de 150,000 francs pour venir en aide à la population ouvrière de Montluçon (Allier), victime d'un chômage prolongé. (Doc. parl. n° 2354.) — Renvoi à la Commission du budget.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 12 mars. — Dépôt, par M. Charonnat, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre du travail et de la prévoyance sociale, sur l'exercice 1909, un crédit de 100,000 francs pour venir en aide aux ouvriers bonnetiers de la ville de Troyes et du département de l'Aube. (Doc. parl. n° 2372.) — Renvoi à la Commission du budget.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 15 mars. — Dépôt, par M. Émile Favre, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1909, un crédit extraordinaire de 50,000 francs pour venir en aide aux ouvriers horlogers de l'arrondissement de Bonneville (Haute-Savoie), victimes d'un chômage prolongé. (Doc. parl. n° 2378.) — Renvoi à la Commission du budget.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 25 mars. — Dépôt, par M. Belcastel, d'une proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir, sur l'exercice 1909, un crédit extraordinaire de 15,000 francs au Ministre de l'intérieur à l'effet de secourir les ouvriers mégissiers victimes du chômage dans les villes de Graulhet et de Briatexte (Tarn). [Doc. parl. n° 2399.] — Déclaration d'urgence. — Renvoi à la Commission du budget.

Sociétés d'épargne. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 mars. — Dépôt, par M. Bonnevey, d'une proposition de loi relative aux sociétés d'épargne. (Doc. parl. n° 2347). — Renvoi à la Commission des sociétés d'assurances.

Sociétés de secours mutuels. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 mars. — Dépôt, par MM. Deschanel, Puech et Siegfried, d'une proposition de loi tendant à modifier le troisième paragraphe de l'article 21 de la loi du 1^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels. (Doc. parl. n° 2346.) — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 8 mars. — Dépôt, par le Ministre du travail, d'un projet de loi interdisant toute question politique ou religieuse aux sociétés de secours mutuels. (Doc. parl. n° 2365.) — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Travail des femmes et des enfants dans les établissements commerciaux.

— *Sénat.* — Séance du 2 mars. — Dépôt, par M. Henry Boucher, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux travaux interdits aux femmes et aux enfants employés dans les établissements commerciaux. (Doc. parl. n° 44.)

Tribunaux pour enfants. — Dépôt, par M. Deschanel et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi portant création de tribunaux spéciaux pour enfants et instituant le régime de la mise en liberté surveillée des mineurs délinquants. (Doc. parl. n° 2345.) — Renvoi à la Commission de réforme judiciaire.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LE PAYEMENT DES SALAIRES ⁽¹⁾.

On sait que le Sénat avait été saisi en dernier lieu le 13 décembre 1898 d'une proposition de loi sur le paiement des salaires, modifiée par la Chambre des députés. Ce texte, renvoyé à une commission spéciale, avait donné lieu à un rapport de M. Maxime Lecomte, déposé le 24 décembre 1901. Le texte proposé par la Commission sénatoriale avait été porté plusieurs fois à l'ordre du jour du Sénat en 1902 et en 1903, mais il n'avait pu venir en discussion.

Le 10 décembre 1908 la Commission sénatoriale a présenté une nouvelle rédaction qui modifiait non seulement le texte adopté par la Chambre des députés, mais aussi celui qui était joint au premier rapport de M. Maxime Lecomte. C'est ce nouveau texte qui vient d'être adopté par le Sénat, après quelques modifications, dans les séances des 22 janvier, 9 février et 2 mars 1909.

L'article 1^{er} de la proposition votée par le Sénat dispose que les salaires des ouvriers et employés doivent être payés en monnaie métallique et fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute clause contraire, à peine de nullité.

M. Maxime Lecomte, rapporteur, a précisé en ces termes la portée de l'article 1^{er} :

Cet article a uniquement pour but d'empêcher que la somme stipulée payable en argent soit payée en jetons, en monnaie conventionnelle ou bien en livraisons ou fournitures faites par le patron. Voilà, messieurs, ce que veut la loi : la partie du salaire payée en argent doit être payée en espèces ayant cours légal.

L'article 2 concerne la périodicité des paiements. Aux termes de cet article, le paiement doit avoir lieu au moins deux fois par mois et à seize jours d'intervalle au plus, pour les ouvriers du commerce et de l'industrie, et au moins une fois par mois pour les employés. Pour le travail aux pièces dont l'exécution dure plus de quinze jours, les dates de paiement peuvent être fixées de gré à gré, mais l'ouvrier doit recevoir des acomptes chaque quinzaine et être intégralement payé dans la quinzaine qui suit la livraison de l'ouvrage.

C'est à propos de l'article 2 qu'a été discutée la question de savoir si la nouvelle loi s'appliquerait à l'agriculture ou bien seulement au commerce et à l'industrie. Au cours de la séance du 22 janvier, M. Guillier avait déposé à ce sujet un amendement ainsi conçu :

Les dispositions de la présente loi ne sont point applicables aux ouvriers agricoles.

Cet amendement fut renvoyé à la commission ainsi que l'article 2 tout entier, pour lequel fut présentée à la séance du 9 février une nouvelle rédaction qui en restreignait les dispositions aux ouvriers *du commerce et de l'industrie* et excluait par conséquent l'agriculture proprement dite. C'est ce nouveau texte qui fut adopté.

L'article 3 interdit le paiement un jour où l'employé ou l'ouvrier a droit au repos, conventionnel ou légal, et dans les débits de boissons ou magasins de vente.

L'article 4 règle la question des retenues disciplinaires. Ces retenues sont distinctes des retenues pour malversations ou toute autre cause devant entraîner la réparation d'un préjudice causé au patron, qui sont soumises au droit commun.

(1) Voir l'état au 1^{er} janvier 1909 des projets et propositions de loi relatifs aux questions ouvrières et sociales soumis à l'examen du parlement, *Bulletin*, janvier 1909, p. v.

M. le Ministre du travail exposa au cours de la discussion de cet article, dans la séance du 22 janvier, les raisons pour lesquelles il était partisan de la suppression des amendes. Malgré ces déclarations, le Sénat opta pour le système de la réglementation rigoureuse. Le 3^e paragraphe de cet article règle l'emploi du produit des amendes. Le 4^e paragraphe prévoyait la tenue d'un registre pour les amendes. A la suite d'un amendement de M. Félix Martin, la commission proposa une nouvelle rédaction qui fut adoptée et qui prévoit la destruction du registre chaque année, après communication à l'inspection du travail.

Les trois derniers articles portent sur les mesures d'exécution concernant la présente loi, son application à l'Algérie, et son entrée en vigueur six mois après sa promulgation.

L'ensemble de la proposition de loi fut adopté le 2 mars avec le titre : « Proposition de loi sur le paiement des salaires des ouvriers et employés du commerce et de l'industrie. »

La proposition de loi ainsi modifiée par le Sénat a été transmise à la Chambre des députés le 8 mars 1909.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Ardennes. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHARLEVILLE (année 1908). — Dans la *fonderie de fer* on a constaté un ralentissement, surtout dans le premier semestre, ayant particulièrement atteint les fonderies faisant la pièce d'automobiles en fonte ou la fonte mécanique sur modèles. Il y a eu une légère amélioration dans le second. Les fonderies d'appareils de chauffage ont eu un courant d'affaires normal et assez satisfaisant. Dans les petites fontes de bâtiment l'écoulement aurait été plus restreint et le stock en magasin serait surabondant. Toutefois, la production de la fonderie augmente, mais la main-d'œuvre se fait de plus en plus rare, encore que son défaut ait pu être pallié en partie par la crise belge de l'an dernier, qui a permis de recruter un nombre assez considérable de mouleurs; néanmoins il se fait encore sentir dans les gros centres de production, d'où des salaires très élevés, sauf dans les autos, où ils ont tendance à fléchir après avoir été exceptionnels. On supplée au manque de main-d'œuvre, par le moulage mécanique, qui se répand un peu partout; mais dans certains gros centres, à Revin, notamment, il est encore peu pratiqué, si ce n'est dans les fonderies pour la fumisterie. Quelques établissements nouveaux ont été encore créés au cours de 1908 : à Revin, une fonderie de fontes sur modèles et une fonderie de chauffage; à Rocroi, une fonderie sur modèles; à Signy-le-Petit, une fonderie de chauffage; l'ensemble occupe environ 200 ouvriers.

Dans la galvanisation des tôles non travaillées pour couvertures et des ustensiles en tôle galvanisée, la marche a été assez satisfaisante, mais l'article « bidons à pétrole ou à alcool », a vu la demande baisser d'au moins 50 p. o/o. La galvanisation du fer a suivi la marche décroissante des établissements auxquels cette industrie est annexée.

(1) Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1908 et émanent des syndicats patronaux.

La crise métallurgique qui avait commencé pendant le dernier semestre de 1907, n'a fait que s'accroître pendant toute l'année 1908; plusieurs établissements ont dû réduire leur production habituelle : l'équilibre entre les prix de vente et de revient s'est trouvé rompu, d'où un malaise général pour les industries métallurgiques ardennaises (forges, laminiers, tréfileries, clouteries). La main-d'œuvre est devenue moins rare, mais les salaires n'ont pas été réduits sensiblement.

Dans les ferrures pour matériel de chemins de fer la production a été active. Par suite de la crise intense de l'automobile, trois importantes usines d'estampage de Charleville et Mézières se sont lancées en grand dans le matériel de chemins de fer; d'autres usines ont complété leur puissance par l'achat de quelques machines plus fortes et de modèles récents, une usine de Nouzon a augmenté sensiblement ses moyens de production. Dans les derniers mois de l'année un chômage s'est dessiné et est allé en s'accroissant fortement; la cause en serait les commandes données à l'étranger et la tendance marquée qu'ont les constructeurs de wagons de faire eux-mêmes les ferrures dans leurs ateliers.

Dans les fonderies de fonte malléable et d'acier, la production a accusé une très forte diminution sur l'année précédente, due en partie à la crise de l'automobile. La main-d'œuvre a été abondante, les ouvriers mouleurs et les manœuvres ayant été remerciés et les autres ayant chômé à tour de rôle; la durée quotidienne du travail a varié entre 10 et 9 heures. Deux fonderies de fonte malléable ont été créées dans le courant de l'année; une autre a fait l'installation de deux fours pour produire sur sole l'acier nécessaire à ses moulages.

Dans la boulonnerie la production a été active surtout avec l'appoint qu'ont apporté les compagnies de chemins de fer par leurs commandes de voitures et de wagons. Il n'y a pas eu de chômage. Les salaires seraient très élevés et auraient toujours une tendance à croître; la main-d'œuvre est suffisante, sauf pour le taraudage, surtout dans la belle saison. Une boulonnerie d'une trentaine d'ouvriers a été créée à Hautes-Rivières, une autre dans les Forges de Phade, de 15 à 20 ouvriers; deux autres sont en construction à Bois-en-Val et à Carignan. D'autre part, un assez grand nombre de très petites usines se sont créées dans la vallée de la Semoy depuis quelques années, lesquelles finissent les objets que les boulonniers *faits* à la main confectionnent dans de petites forges appartenant à leurs demeures.

Dans les articles de voitures la production a été très faible une grande partie de l'année; il en a été à peu près de même dans la carrosserie. Le manque de commandes a entraîné le chômage du lundi après-midi pendant le dernier semestre.

Chez les fabricants de ferronnerie la production a été normale, ainsi que la main-d'œuvre; le nombre des établissements a augmenté de 3 ou 4 petites usines. Il n'y a pas eu de chômage.

Dans les usines de cuivre la fabrication a été moins active que pendant l'année précédente. Un certain nombre d'ouvriers ont été congédiés pour cause de ralentissement, mais aussi pour cause d'installation de nouvelles machines supprimant la main-d'œuvre.

Dans la fabrique de crayons la production a été normale. Cette industrie se plaint de la rareté et de la mauvaise qualité du bois de cèdre. L'industrie des pipes en terre est de plus en plus concurrencée par celle des pipes de racine; le travail s'est maintenu toutefois sans chômage grâce à l'exportation en Amérique du Sud.

Dans la tannerie, on a travaillé d'une façon à peu près normale, sans chômage. La fabrique de chaussures serait, en France, dans une posture plutôt médiocre depuis plusieurs années.

Les fabriques de colle forte de Givet, au nombre de quatre, ont fusionné en un seul établissement et ont travaillé sans chômage. Dans les moulins à écorces le chômage constaté au commencement de 1909 était dû à l'épuisement des stocks, qui avaient été rapidement écoulés. L'usine de soie artificielle prend une extension considérable, et l'on a construit, au cours de l'année, de vastes ateliers complémentaires, mais l'augmentation sensible de la main-d'œuvre est rendue difficile en raison de sa rareté dans la région.

Chez les fabricants de chaux il n'y a pas eu de chômage; mais sur 3 établissements qui existaient un seul fonctionne aujourd'hui, lequel a dû transformer complètement son outillage pour résister à la concurrence étrangère; sa fabrication est plus abondante, ainsi que sa main-d'œuvre, et il n'y a pas eu de chômage. La situation de la verrerie reste stationnaire, c'est-à-dire souffre aussi de la concurrence étrangère. Dans les fabriques de couleurs le manque de transformation de l'outillage maintient les moulins à ocre dans un état d'in-

fériorité par rapport aux concurrents français et étrangers, aussi la production et la vente se maintiennent-elles sans variation.

Dans les ardoisières, le nombre des sièges d'exploitation qui était de 10 en 1907, a été ramené à 8 fin 1908, dont deux ayant considérablement réduit leurs travaux et un autre qui ne s'occupe que de travaux de recherche; par suite de l'arrêt ou ralentissement de quelques ardoisières la main-d'œuvre est devenue plus commune. Dans les carrières, la production a été normale, sans chômage, et la main-d'œuvre plutôt abondante par suite du chômage dans les autres industries; deux concasseurs ont été établis à Monthermé.

La broserie, dans la région de Charleville, a subi une crise assez intense, due pour une part à la rareté et à la cherté des matières premières, et de l'autre à la pénurie de la main-d'œuvre, qui empêche de donner à cette industrie tout l'essor désirable.

Dans les scieries la production a été plus active par suite des nombreuses exploitations de coupes à blanc, et la demande des bois de construction s'est bien maintenue; il n'y a pas eu de chômages importants, mais le manque de main-d'œuvre atteignait de 30 à 40 p. 100. Fin 1908, il y avait abondance d'ouvriers bûcherons, ayant abandonné les travaux de l'industrie, en ralentissement sensible dès le deuxième semestre.

Chez les imprimeurs et lithographes les affaires, fin 1908, étaient assez bien tenues; la crise du papier paraissait conjurée et les approvisionnements se faisaient normalement. Une imprimerie populaire coopérative a repris le matériel d'un journal quotidien, mais l'essai n'aurait pas réussi.

Dans la brasserie la fabrication n'a pas augmenté (43,000 hectolitres); le vin se maintient à son niveau le plus élevé (18,000 hectolitres), et le cidre, vu l'abondance de la récolte des pommes, a enregistré une consommation appréciable. La consommation continue à être alimentée par nombre de petites brasseries occupant quelques hommes seulement, ce qui rend la main-d'œuvre facile, mais nuitrait plutôt à l'amélioration de la fabrication et de l'outillage.

Dans la meunerie l'exécution des contrats de 1907 et la demande suivie de farines au début de 1908 permirent aux usines de travailler à leur pleine capacité jusqu'au mois d'octobre, mais à cette époque un ralentissement s'est produit et les stocks de farines s'accumulèrent au grand dépréciement des prix de vente. La récolte de 1908 est déficitaire et la qualité des blés laisserait beaucoup à désirer; d'autre part, le recrutement des ouvriers meuniers reste difficile. Il en serait de même dans l'industrie du gaz, malgré l'augmentation des salaires, qui porte à 6 francs la journée de l'ouvrier.

Orne. — A Alençon, dans le *bâtiment*, le travail a été plus abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait de 8 à 10 heures par jour, fin décembre, selon la corporation. A Laigle, dans la *bijouterie horlogerie*, la situation reste précaire, faute d'activité.

Pas-de-Calais. — A Calais, dans les *tulles et dentelles*, même situation qu'aux 2^e et 3^e trimestres.

A Boulogne-sur-Mer, chez les *mareyeurs et saleurs*, au nombre de 44 occupant 440 ouvriers et ouvrières, le travail aurait été plutôt un peu moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et en augmentation d'un quart sur le 3^e trimestre 1908; on faisait, fin décembre, de 55 à 60 heures par semaine, pour un salaire quotidien de 4 francs à 4 fr. 50 (hommes) et 3 francs à 5 francs (femmes).

D'après le Conseil de prud'hommes de Saint-Omer, les usines étaient en pleine activité. Un chômage d'un mois environ a eu lieu à la cristallerie d'Arques; actuellement le travail est repris,

D'après le Conseil de prud'hommes de Bapaume, le tissage à la main avait une certaine activité, et il y avait peu de chômage en dehors du personnel ouvrier d'une fabrique d'huile, fermée par suite de faillite.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, dans le *bâtiment*, qui compte 102 entreprises occupant 2000 ouvriers, le travail a été sensiblement moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait 50 heures en moyenne par semaine, fin décembre. Dans cette industrie, la main-d'œuvre expérimentée ferait défaut. Dans la *carrosserie*, le *charronnage*, la *sellerie*, etc., on fait 60 heures par semaine; l'abondance du travail a été un peu moindre qu'en 1907 à pareille époque.

A Saint-Rémy-sur-Durolle, dans la *coutellerie*, on faisait environ 60 heures par semaine, mais l'abondance du travail était un peu moindre que l'an dernier à pareille époque.

Pyrénées (Basses). — A Bayonne, dans la *tapisserie*, qui compte 5 maisons occupant 100 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant qu'en 1907 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine pour un salaire quotidien de 4 fr. 50 à 5 fr. 50; il y a pénurie d'ouvriers tapisseries dans la région; les ouvriers en meubles (*ébénisterie*) sont en plus grand nombre.

A Biarritz, dans l'*horticulture*, on fait 54 heures par semaine pour un salaire quotidien de 3 fr. 50 (manœuvres), 4 fr. 25 et 4 fr. 50 (ouvriers); ce salaire n'était au trimestre précédent que de 3 fr. 25 (manœuvres) et 4 francs (ouvriers).

Pyrénées (Hautes). — A Tarbes, dans le *bâtiment*, qui compte 55 entreprises et 500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et sa durée en diminution sur le 3^e trimestre 1908; on faisait 40 heures en moyenne par semaine, fin décembre.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, dans la *bijouterie-horlogerie de détail*, le travail était moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine.

Rhône. — A Lyon, dans le *tissage mécanique*, on constatait une bonne reprise, surtout dans les articles mousseline et satin liberty; on fait 60 heures par semaine. Dans la *teinture*, qui compte 38 établissements occupant 1,600 ouvriers environ, l'activité a été la même qu'au 4^e trimestre correspondant de 1907, et il y a eu une reprise légère comparativement au 3^e trimestre 1908; on faisait de 50 à 60 heures par semaine. Dans la *chaussure*, qui compte 25 maisons occupant 3,000 ouvriers, il n'y a pas eu de différence appréciable par rapport au trimestre correspondant de 1907. Comparativement au 3^e trimestre 1908, le travail a été plus abondant, comme c'est le cas tous les ans au 4^e trimestre, en raison de la préparation des commissions du printemps suivant. Dans la *bijouterie*, qui compte 45 établissements occupant 300 hommes et 100 femmes, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907, mais plus actif, à cause de l'époque, qu'au 3^e trimestre 1908; on fait couramment 60 heures par semaine. Dans le *jardinage*, le travail demeure régulier; on faisait 8 heures fin décembre, vu la saison.

D'après le Conseil de prud'hommes de Thizy, il n'y a pas eu de changement dans la situation de l'industrie, depuis le 3^e trimestre 1908.

D'après celui de Tarare, la situation générale de l'industrie laisse à désirer, le chômage étant assez élevé; la durée du travail, habituellement de 10 heures, était réduite à 8 dans certaines industries, et les ouvriers occupés chômaient un ou deux jours par semaine; en outre, au lieu de deux métiers à diriger, l'ouvrier n'en avait plus qu'un, ce qui diminuait sensiblement le taux des salaires.

Haute-Saône. — A Lure, dans le *bâtiment et travaux publics*, l'activité du travail n'a pas varié, comparativement au trimestre correspondant de 1907; on faisait 42 heures par semaine, fin décembre.

Saône-et-Loire. — A Autun, dans l'*horticulture et culture maraîchère*, le travail ne varie pas sensiblement d'une année à l'autre par rapport à la saison: cette industrie se plaint de la concurrence qui lui est faite par des particuliers n'ayant ni leurs charges ni leurs frais généraux.

Haute-Savoie. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ANNECY (2^e semestre 1908). — Dans la *filature et tissage de coton*, le travail a été beaucoup moins actif par suite de la crise causée par la mévente et la surproduction; il y a eu un chômage de deux jours en décembre; les salaires ont augmenté de 5 à 10 p. 100 pour certaines catégories. Situation à peu près identique dans la *bonneterie*, où, pour éviter le chômage complet, on a dû fabriquer pour le stock.

Dans la *papeterie*, le travail reste stationnaire, c'est-à-dire peu actif.

Dans la *tannerie et corroierie*, le travail a été plus actif; la disproportion entre les cours des produits et ceux de la matière première empêcherait le développement de cette industrie.

Dans la *minoterie*, le travail est resté assez actif, mais les prix de vente sont insuffisamment rémunérateurs. Même remarque pour l'industrie des *bois de galoches*.

Il n'y a pas eu de chômage dans ces différentes industries.

Dans l'*horlogerie* (établissements situés dans la zone franche), le second semestre n'a pas été plus favorisé que le premier : réduction du travail dans la proportion de 50 p. 100, en raison de la crise américaine et européenne; le travail a dû être réduit par roulement industriel.

A l'usine de Chedde, le travail a été moitié moins actif par suite de la crise de l'électro-métallurgie; il y a eu des chômages pendant la saison d'hiver. A l'usine de Pont-du-Giffre (fabrique de carbure de calcium et produits électro-métallurgiques), le travail a été aussi très peu actif; il y a eu des chômages partiels.

A l'usine de charpenterie, menuiserie et parqueterie d'Anennasse, l'activité du travail a été moindre en raison de la saison d'hiver, sans chômage; les salaires tendraient à la hausse.

D'après un syndicat patronal, dans le *bâtiment*, qui compte 180 entreprises occupant 5,400 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1907; on faisait 48 heures par semaine, fin décembre.

Seine-Inférieure. — A Rouen, dans la *filature*, qui compte 53 établissements et 10,800 ouvriers et ouvrières, l'abondance du travail a été la même qu'au trimestre correspondant de 1907 et sans variation sur le 3^e trimestre 1908; on faisait 60 heures par semaine, fin décembre. Dans la *cordannerie*, l'activité du travail aurait été plutôt moindre qu'en 1907 à pareille époque et qu'au 3^e trimestre 1908, en raison du malaise général.

A Tourville-la-Rivière, dans la *pêche*, qui compte 50 membres, le travail a été moins abondant, vu la saison; le prix de vente est satisfaisant à Paris et en province.

D'après le Conseil de prud'hommes d'Elbeuf, le chômage était, fin décembre, de 35 p. 100 dans le *tissage*, la *teinture* et la *filature*, et de 10 p. 100 dans les différentes parties du *bâtiment*, y compris la *métallurgie* et la *chaudronnerie*.

D'après le Conseil de prud'hommes de Darnetal, dans le *tissage* et *filature*, qui occupe 1,500 ouvriers et ouvrières, la journée était de 10 heures pour un salaire de 2 à 3 fr. 50; le chômage de 1 jour par semaine. Dans la *teinturerie*, la situation était médiocre; elle était passable dans le grattage des tissus de coton, les apprêts des mêmes tissus et dans l'impression sur étoffes; on fait 10 heures pour un salaire de 0 fr. 30 à 0 fr. 45 l'heure.

Dans le *bâtiment*, le chômage atteignait, fin décembre, 50 p. 100 de l'effectif; pour les industries diverses et la construction des machines, la situation laissait à désirer.

Seine-et-Marne. — A Melun, dans le *bâtiment*, qui compte 192 entrepreneurs syndiqués occupant 1,000 ouvriers, il y a eu un peu de fléchissement comparativement à l'année dernière à pareille époque; on faisait en moyenne 8 heures 3/4, fin décembre, pour un salaire variant entre 0 fr. 50 à 0 fr. 70 l'heure.

A Provins, dans la même industrie, la durée moyenne du travail était de 50 heures par semaine, sans variation quant à l'activité par rapport au trimestre correspondant de 1907.

D'après le Conseil de prud'hommes de Versailles, la situation générale de l'industrie a été assez bonne pendant le 4^e trimestre; la proportion des ouvriers en chômage a été de 8 p. 100, et la durée du travail de 10 heures par jour, sauf pour le *bâtiment* où elle n'a été que de 8 heures. Les charpentiers ont bénéficié d'une légère augmentation de salaire.

D'après des syndicats patronaux : à Versailles, dans l'*ameublement*, qui compte 45 maisons syndiquées occupant 180 ouvriers, le travail a été plutôt en baisse comparativement à l'époque correspondante de 1907; on faisait de 8 à 10 heures par jour, fin décembre.

A Etampes, dans le *bâtiment*, qui compte 16 établissements syndiqués occupant 220 ouvriers, on évaluait à 50 p. 100 le nombre des chômeurs, et le travail était beaucoup moins actif qu'en 1907 à pareille époque; on faisait 42 heures par semaine, fin décembre. Dans la *meunerie*, dont les 14 établissements occupent 80 ouvriers, la fabrication était réduite, sans chômage, et moins abondante qu'au trimestre correspondant de 1907. Dans le *jardinage*, qui compte 48 établissements syndiqués occupant 100 ouvriers, on faisait de 46 à 50 heures par semaine, vu la saison.

A Corbeil, dans le *bâtiment*, le travail était aussi abondant que l'an dernier à pareille époque; on faisait en moyenne 54 heures par semaine.

A Mendon, dans la même industrie, l'activité reste stable; on fait de 8 à 12 heures par jour, selon la saison.

Au Raincy, dans l'horticulture, la situation laisserait à désirer, et le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait 7 heures par jour, fin décembre.

Deux-Sèvres. — A Saint-Martin-lès-Melle, la production, chez les fabricants de *tuiles et briques*, est nulle pendant les premier et dernier trimestres de l'année.

Somme. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AMIENS (2^e trimestre 1908). — Dans la filature de lin, l'amélioration qui avait paru se dessiner dans le courant de l'année n'a pas duré et la situation est restée mauvaise. A l'arrêt presque complet de l'exportation pendant toute l'année 1898 s'ajouta la mise en route de nouvelles broches, ce qui eut pour effet d'alourdir le marché des fils, surtout des fils mouillés. Les fils secs ont profité de la demande un peu plus active créée par les adjudications de fournitures importantes pour l'État.

Dans le tissage de toiles, tous les anciens ordres ont été épuisés, et la faible reprise constatée en juin ne s'est pas accentuée; les métiers arrêtés dès le commencement de 1908 ont dû continuer de chômer. Les toiles métisses ont subi le contre-coup de la mévente générale.

Dans l'industrie *lainière*, la filature a eu la moitié de ses broches inoccupées dans la plupart des usines, jusqu'au commencement de novembre, date à laquelle la situation s'est améliorée.

Dans l'industrie du *velours de coton*, la situation du tissage mécanique a été plutôt satisfaisante; la fabrication est toujours la même: ce sont les côtes « cannelets » qui sont le plus demandées. Dans les velours teints, les résultats n'ont pas été satisfaisants. Même constatation pour les velours imprimés, dont la vente tendrait plutôt à diminuer. Dans la coupe des velours, la mécanique domine toujours la coupe main. Dans la teinture, le nombre des pièces teintes a été sensiblement inférieur à celui du 2^e semestre correspondant de 1907.

Dans la *bonneterie de coton*, la pleine activité du premier semestre ne s'est pas maintenue pendant le second: le travail a été peu actif, sans chômage étendu.

Dans la bonneterie de laine (fabrique de Santerre), l'activité du premier semestre s'est soutenue jusqu'en octobre, époque où le travail a été moins intensif à cause de la clémence de la température, qui contraria les réassortiments.

Dans l'industrie métallurgique, l'année s'est terminée avec des stocks importants dans les usines, les fonderies ont été peu occupées, la construction mécanique et la chaudronnerie en fer difficilement et faiblement alimentées. Bref, cette industrie, dans son ensemble, se ressent encore de la crise américaine et mondiale. Il y a eu toutefois des constatations favorables pour les essieux, dont les livraisons ont été satisfaisantes et normales; pour les fers à cheval, dont la fabrication est active et rémunératrice; pour la chaudronnerie en cuivre, dont la marche a été très convenable.

Dans l'industrie chimique, la production de la plupart des produits s'est maintenue régulière, sauf pour le sulfate de cuivre, à cause des variations du cours du métal, et pour les superphosphates, en raison de la concurrence étrangère. La savonnerie est toujours dans une situation difficile par suite de la surproduction. La fabrique de lithopone (sulfure de zinc) de Corbie a été arrêtée fin décembre; on espère sa réouverture dans un délai prochain. Chez les *teinturiers*, l'activité a été bonne au début du semestre, mais elle a faibli peu à peu, et la fin de l'année a été mauvaise.

Dans la *filature de coton*, l'année avait commencé dans des conditions favorables: ordres à longue échéance et production bien engagée pour l'avenir dans des conditions rémunératrices, mais la situation changea rapidement; la demande s'arrêta, et il y eut crise, particulièrement pour les fils de Jumels, en raison de l'arrêt complet de la vente pour les États-Unis. Toutefois, sauf dans le Nord, la filature a partout continué à travailler en plein pour remplir ses engagements antérieurs; il y eut seulement quelques arrêts dans le tissage. A la fin de l'année, la demande restait limitée, mais on espérait une amélioration assez prochaine.

Dans la *confection* l'activité a suivi les fluctuations de la température: la confection en draperie a laissé beaucoup à désirer; le pardessus a été fort peu demandé; le costume d'enfants a eu des demandes sérieuses cet hiver; ce dernier genre progresse de plus en plus sur la place d'Amiens. Même constatation favorable pour la confection en velours, qui a obtenu des ordres assez nombreux en rassortiment et qui en escompte de nouveaux, ainsi que pour

l'article veste de travail ou bourgeron en moleskine. La confection des chemises est fort suivie et donne beaucoup de travail à un grand nombre d'ouvrières. L'article corsage en stimule une autre catégorie; il y a eu peu de chômage, mais certaines maisons ont dû s'imposer des sacrifices pour maintenir le niveau de leurs affaires.

D'après un syndicat patronal, à Amiens, chez les *tailleurs et confectionneurs en détail pour hommes*, qui comptent 18 établissements occupant 180 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque; on faisait 10 h. $\frac{1}{2}$ par jour fin décembre. Une maison, de 10 à 12 ouvriers, a fermé.

Tarn. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MAZAMET (année 1908). — La fabrication de la draperie, molletons et flanelles a donné pour 1908 en expéditions de tissus de laine constatées par les gares de Mazamet et de Labastide-Rouairoux réunies, un poids total de 1,259,645 kilogrammes, contre un 1,226,344 kilogrammes en 1907. Cette amélioration dans la marche de la fabrique s'est produite malgré la crise économique qui ne fut pas sans influencer fâcheusement la vente des tissus.

Dans le délainage des peaux de mouton, la fin de l'année a marqué une amélioration appréciable par une activité plus grande à l'achat dès que l'abondance des stocks sur les marchés producteurs et un réveil industriel en août 1908 rendirent possibles des opérations spéculatives sans réel aléa de pertes. Le mouvement de reprise se déclina aussitôt après que fut connu le résultat de l'élection présidentielle aux États-Unis, et il s'est continué depuis.

Les cuirots bruts ont donné aux expéditions 6,112,796 kilogrammes, contre 6,449,477 en 1907, soit une diminution de 336,681 kilogrammes. Mais les expéditions de peaux mégissées ont été supérieures de 116,377 kilogrammes à 1907 (554,589 kil. contre 438,212), ce qui prouverait que l'industrie de la mégisserie à Mazamet tend à se développer de plus en plus, comme l'industrie du délainage à laquelle elle est intimement liée. Les progrès de la fabrication et les emplois nouveaux appliqués à la peau fabriquée laissent entrevoir, pour la mégisserie de Graulhet et celle, plus récente de Mazamet, un avenir réparateur, et espérer la création de nouveaux établissements.

La bonneterie poursuit sa marche en avant d'une façon régulière par un léger accroissement dans le chiffre annuel de ses transactions. Le développement de cette industrie est, dans une certaine mesure, paralysé par la rareté de la main-d'œuvre. Il est question de l'installation de l'énergie électrique aux divers ateliers de cette industrie.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, dans l'*horlogerie, bijouterie de détail*, l'activité du travail a été à peu près la même qu'au trimestre correspondant de 1907; on faisait 10 heures par jour fin décembre.

Var. — A Hyères, dans le *jardinage*, le travail ne varie guère d'une année à l'autre. A la fin du 4^e trimestre, les hommes faisaient 10 heures par jour, les femmes 8 heures, pour un salaire de 3 fr. 50 à 4 francs (hommes) sans chômage. A Vidauban, dans l'*exploitation des forêts*, qui compte 37 entreprises occupant 1,500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et il y a eu du chômage dans divers établissements au cours du 4^e trimestre 1908; on faisait 40 heures par semaine fin décembre pour un salaire de 3 à 5 francs par jour.

Vaucluse. — A Avignon, chez les *filateurs du Sud-Est*, au nombre de 25, le travail a été plus abondant pour les grèges, pour le teint en pièces belles soies; on fait 10 heures au maximum. Cette industrie soumise à la mode se plaint de la disparition du personnel et de celle de la matière première: des villages auraient perdu, en 25 ans, de 30 à 50 p. 100 de leurs habitants, et la main-d'œuvre a diminué en proportion, alors qu'il serait nécessaire de marcher au complet pour diminuer les frais de revient; d'autre part, il faut une douzaine de millions de kilogrammes de cocons pour alimenter la filature française: le pays séricole en produit environ 7 millions; sur les 5 millions restants achetés directement par l'industriel, on paye un tribut de 25 p. 100 de bénéfice à la spéculation locale. En raison de la perte de temps (retards, fêtes locales, jours fériés), les usines ne toucheraient en réalité que les $\frac{2}{3}$ de la prime de 400 francs par bassine. L'insuffisance de personnel maintient les salaires à la hausse. A Cavaillon, un établissement, comptant 90 ouvriers, a fermé.

A Orange, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque,

et sa durée en diminution, vu la saison, pour les maçons, plâtriers et peintres, pendant le dernier trimestre 1908.

Vienne. — A Poitiers, chez les *maîtres-imprimeurs*, au nombre de 19, occupant 835 ouvriers, le travail est régulier et aussi abondant que l'an dernier à pareille époque; on fait 60 heures par semaine dans la plupart des maisons. Dans la *maréchalerie*, qui compte 36 établissements occupant 65 ouvriers, on faisait de 50 à 60 heures par semaine fin décembre, pour un salaire mensuel de 40 à 60 francs, nourri et couché.

D'après le conseil de prud'hommes de Châtellerault, la maçonnerie était arrêtée depuis plus de 6 semaines, d'où un chômage général évalué à 30 p. 100 chez les maçons et à 20 p. 100 chez les terrassiers.

Haute-Vienne. — D'après le Conseil de prud'hommes de Limoges, dans la *porcelaine*, le nombre des ouvriers travaillant régulièrement n'était que de 35 p. 100; les autres se répartissent ainsi : 25 p. 100 la demi-journée, 40 p. 100 chômage complet; dans le bâtiment 40 p. 100 de chômeurs, dans la chaussure 35 p. 100, dans la tannerie 10 p. 100, dans la boulangerie 15 p. 100. Il n'y avait pas de chômeurs involontaires dans l'imprimerie et la saboterie.

D'après des syndicats patronaux, à Limoges, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, notamment par suite de la crise de la porcelaine; on faisait 48 heures par semaine fin décembre, et le chômage était de 33 à 35 p. 100 pour l'ensemble du personnel. Dans l'*horlogerie-bijouterie de détail*, pour la même cause, baisse sensible de travail comparativement au 4^e trimestre 1907, sans chômage, le personnel employé étant très restreint. Dans l'industrie des *galoches*, la situation a été la même qu'en 1907 à pareille époque et qu'au 3^e trimestre 1908.

Vosges. — D'après le Conseil de prud'hommes d'Épinal, l'industrie cotonnière traverserait une mauvaise période due à la crise américaine : on ne remplaçait pas les ouvriers partis, dont le nombre s'élevait à 250 à la mi-janvier; dans le bâtiment et les chantiers de plein-air, l'arrêt était complet, à 10 p. 100 près.

D'après les syndicats patronaux, chez les *filateurs de l'Est*, le travail a été moins abondant par rapport au trimestre correspondant de 1907 et le même comparativement au troisième de 1908. Chez les *féculiers*, qui comptent une soixantaine d'établissements occupant de 300 à 350 hommes, l'activité a été, à peu de chose près, semblable à celle du trimestre correspondant de 1907, par suite de l'abondance de la pomme de terre, principalement dans les centres féculiers de la Loire et Saône-et-Loire. Dans le *bâtiment*, la situation est restée stationnaire par rapport à l'année dernière, quant à l'activité du travail; les salaires seraient en hausse légère.

D'après le Conseil de prud'hommes de Remiremont, la situation industrielle n'a pas varié. Il y a eu quelques incendies de tissages et de filatures, mais le personnel a vite trouvé à s'employer dans d'autres usines.

Yonne. — A Auxerre, d'après le Conseil de prud'hommes, l'état d'activité du travail était satisfaisant, et le nombre des ouvriers en chômage de 5 p. 100. D'après celui de Sens, la situation industrielle n'offrait rien d'anormal et était semblable à celle du précédent trimestre.

Algérie. — A Alger, dans l'*horticulture*, qui compte 26 entreprises, le travail a été plus abondant comparativement à 1907 à pareille époque, et sa durée en diminution, vu la saison, par rapport au 3^e trimestre 1908. La main-d'œuvre ferait défaut surtout la française, à cause de la médiocrité des salaires, qui varient entre 2 fr. 50 et 3 francs par jour.

A Mascara, d'après le Conseil de prud'hommes, la situation industrielle n'a pas varié au cours du 4^e trimestre.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 mars.)

1. — Ain. — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

2. — Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; 8 p. 100 chez les *tisseurs-brodeurs*; pas de chômeurs, 66 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *menuisiers*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; travail médiocre, 54 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Estrées, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brodeurs*.

A Guise, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Saint-Michel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*.

A Sissy, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Soissons, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*.

A Vauxrot, pas de chômeurs, 45 heures et demie, chez les *verriers*.

A Vaux-sur-Laon, chômage complet dans le *bâtiment*.

3. — Allier. — A Bourbon-l'Archambault, travail moins abondant, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Commentry, 27 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Gannat, travail moins abondant, 25 heures, dans le *bâtiment*.

A Montluçon, pas de changement, chez les *métallurgistes*.

A Moulins, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierre et sculpteurs*; 50 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Neuilly-le-Réal, pas de chômeurs, dans le *bâtiment*.

A Saint-Aubin-le-Monial, pas de changement, chez les *scieurs de long*.

A Saint-Yorre, 15 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *sourciers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs à Besson, Bressolles, Buxières-les-Mines, Chemilly, Meillard, Mercy, Molinet; travail moins abondant à Neuilly-le-Réal; pas de chômeurs à Saligny.

Chez les *bâcherons*: 45 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; 67 p. 100 de chômeurs à Couleuvres; pas de chômeurs à Franchesse; pas de chômeurs à Isles et Bardais; 72 p. 100 à Lurcy-Lévy; 75 p. 100 à Monbeugny; 95 p. 100 de chômeurs à Neure; pas de chômeurs à Pouzy-Mézangy; 67 p. 100 de chômeurs à Saint-Voir; 72 p. 100 à Thionne; pas de chômeurs à Vaumas; 75 p. 100 de chômeurs à Ygrande (pas de chômeurs chez les *fendeurs*).

Chez les *mineurs*, pas de chômeurs, 54 heures, à Doyet; pas de chômeurs à Montcombroux; travail satisfaisant, 54 heures, à Montvicq.

4. — Alpes (Basses-). — A Saint-Maime, pas de chômeurs, 38 heures, chez les *mineurs*.

A Digne, travail peu satisfaisant, 54 heures, dans le *bâtiment*.

5. — Alpes (Hautes-). — A Briançon, chômage complet dans le *bâtiment*.

6. — Alpes-Maritimes. — A Nice, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'éclairage au gaz et à l'électricité; 40 p. 100 de chômeurs, 30 à 35 heures, chez les *travailleurs du port*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *infirmiers*; travail satisfaisant chez les *machinistes*.

A Cannes, 66 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *commis*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments*.

A Grasse, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Menton, 50 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *débardeurs au port*.

A Vallauris, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeuses, 48 heures, chez les *engobeuses de poterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *mégissiers de rivière*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, ébénistes*.

A Largentière, travail satisfaisant chez les *tisseurs*.

A Privas, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Serrières, pas de changement chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Vals, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers et manœuvres des eaux minérales*.

8. — **Ardennes.** — A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Charleville, travail peu satisfaisant chez les *camionneurs*.

A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Hiraumont-en-Rocroi, 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Sedan, pas de changement chez les *charrons*; pas de changement chez les *cochers, camionneurs*; pas de chômeurs chez les *employés de magasin*.

Chez les *tisseurs*: pas de chômeurs, à Illy; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Sedan; 9 p. 100 de chômeurs à Saint-Menges.

Chez les *métallurgistes*: pas de chômeurs, 58 heures, à Braux; pas de chômeurs à Bourg-Fidèle; travail médiocre, 48 à 60 heures, à Haraucourt; pas de chômeurs, 50 heures, aux Mazures; travail satisfaisant, 58 à 60 heures, à Givonne.

9. — **Ariège.** — A Lavelanet, 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

A Arignac, pas de changement chez les *plâtriers*.

10. — **Aube.** — A Troyes, 24 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 25 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *débardeurs*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, 36 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 77 heures chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs dans l'enseignement privé.

A Espéraz, 70 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers et ouvrières en chapellerie*.

A Limoux, 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Narbonne, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de changement chez les *garçons limonadiers-restaurateurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *ouvriers forestiers agricoles, cultivateurs, etc.*: 21 p. 100 de chômeurs à Argeliers; pas de chômeurs à Arzens; pas de chômeurs à Azille; pas de chômeurs à Bages; 11 p. 100 à Capendu; 50 p. 100 à Carcassonne; à Castelnau-d'Aude, 13 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*; pas de chômeurs chez les *vignerons*; 6 p. 100 de chômeurs à Cuxac-d'Aude; pas de chômeurs à Embres-et-Castelmaure; 22 p. 100 de chômeurs à Fabrezan; 40 p. 100 de chômeurs à Fraisse; pas de chômeurs à Gruissan; pas de chômeurs à Homs; pas de chômeurs à Maillac; 33 p. 100 à Marcouriguan; pas de chômeurs à Montblanc; pas de chômeurs à Paraza; 50 p. 100 de chômeurs à Peyriac-Minervois; pas de chômeurs à Pézens; pas de chômeurs à Rieux-Minervois; 2 p. 100

de chômeurs à Roubia; 75 p. 100 de chômeurs aux Salles-d'Aude; 16 p. 100 de chômeurs à Saint-André-de-Roquelongue; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; pas de chômeurs à Saint-Frichoux; pas de chômeurs à Saint-Hilaire; 26 p. 100 de chômeurs à Saint-Jean-le-Barron; 11 p. 100 de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villeghy; 50 p. 100 de chômeurs à Villemonstaillon.

12. — Aveyron. — A Millau, 50 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs et corroyeurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; chômage presque complet chez les *mégissiers et chamoiseurs* et chez les *palissonneurs-mégissiers*; 50 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *teinturiers en peaux*; 13 p. 100 de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *gantiers*.

Au Gua-en-Aubin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 13 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de changement chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés d'hôtels et de restaurants*; travail moins abondant chez les *garçons limonadiers indépendants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *raffineurs*.

8 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers des *huileries*; pas de chômeurs chez les ouvriers du gaz.

Travail moins abondant, 48 heures, chez les ouvriers du *cartonnage*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *voiliers, tentiers, bâcheurs*.

52 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers*; travail moins abondant, 40 heures, chez les *menuisiers*; 26 p. 100 de chômeurs chez les *calfats et perceurs*; 33 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tonneliers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *carrossiers*.

6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *bijoutiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

40 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs, terrassiers-puisatiers et boiseurs*; 61 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres en bâtiments*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *peintres décorateurs*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; 35 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; chômage presque complet chez les *briqueurs-fumistes*.

Pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tuiliers céramistes*.

3 p. 100 de chômeurs chez les *officiers mécaniciens brevetés de la Marine*.

8 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; 3 p. 100 chez les *comptables professionnels*; pas de changement chez les *représentants et placiers de commerce*; pas de chômeurs chez les *machinistes*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 3 p. 100 chez les *infirmiers*.

A Aix, 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; travail satisfaisant chez les *institutrices libres*.

A Aubagne, 23 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *tonneliers*.

A Berre, 27 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Cassis, 6 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *carriers*; chômage complet chez les ouvriers du port.

A la Ciotat, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 31 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

A Miramas, travail plus abondant, 42 heures, chez les *coltineurs*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); 1 jour de chômage par semaine à Fuveau; travail actif, 42 heures, à Gardanne; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin.

14. — Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*.

A Condé-sur-Noireau, 31 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les travailleurs de l'industrie cotonnière.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *couvreurs, zingueurs et plombiers*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

15. — Cantal. — A Aurillac, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*, 31 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Champagnac, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *mineurs*.

16. — Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Cognac, 8 p. 100 de chômeurs, 110 à 115 heures, chez les *boulangers*; travail peu satisfaisant chez les *typographes*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers, fondeurs et doleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *tuiliers céramistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Marans, 24 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des quais et des docks*.

A la Rochelle, pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les *ouvriers des engrais chimiques*.

A Saint-Séverin, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A la Tremblade, pas de chômeurs, 55 heures, dans le *bâtiment*.

18. — Cher. — A Bourges, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'Usine à gaz*; 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans l'*habillement*; travail satisfaisant dans la *couture*; 15 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *ouvriers en voitures*; chômage complet chez les *maçons*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Bruère-Allichamps, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *porcelainiers*.

A Chantay, pas de chômeurs, chez les *journaliers*.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*.

A Graçay, 53 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Jouet-sur-l'Aubois, travail plus abondant, 66 heures, chez les *chaufourniers*.

A Sancoins, pas de chômeurs, dans le *bâtiment*.

A Saint-Loup, pas de chômeurs, chez les *ouvriers agricoles*.

A Torteron, 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont; 30 p. 100 de chômeurs à Blet; 10 p. 100 de chômeurs à Brécy; pas de chômeurs à Chambon; pas de chômeurs à la Chapelle; 75 p. 100 à la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs à Cretet; 30 p. 100 à Dun-sur-Auron; 19 p. 100 de chômeurs à Feux; pas de chômeurs à Garigny; 10 p. 100 de chômeurs à Groises; 25 p. 100 de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois (52 p. 100 chez les *charbonniers*); pas de chômeurs à Ivoy-le-Pré; 45 p. 100 de chômeurs à Jalognes; 53 p. 100 à Jouet-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Loye; pas de chômeurs à Mareuil; travail plus abondant à Morlac; 21 p. 100 de chômeurs à Mornay-Berry; pas de chômeurs à Plon-Brouillaumon; 26 p. 100 de chômeurs à Sagonne; pas de chômeurs à Saint-Martin-d'Auxigny; 15 p. 100 de chômeurs à Sancergues; 55 p. 100 à Sancoins; 80 p. 100 de chômeurs à Saune; 10 p. 100 de chômeurs à Torteron; 34 p. 100 de chômeurs à Vereaux.

19. — Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 31 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Bort, 3 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*; pas de chômeurs, 18 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Brive, 7 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *boulangers*.

20. — **Corse.** — A Ajaccio, 20 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

21. — **Côte-d'Or.** — A Dijon, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Beaune, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux; pas de chômeurs à Saulieu.

22. — **Côtes-du-Nord.** — A Saint-Brieuc, travail moins abondant, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *plâtriers*.

A Dinan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*.

A Pordic, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

23. — **Creuse.** — A Aubusson, 20 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*.

A Saint-Pierre-le-Bost, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Lavaveix, 0.5 p. 100 de chômeurs, 54 à 66 heures, chez les *mineurs*.

24. — **Dordogne.** — A Bergerac, 20 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers des mines de *ciment*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Couze, pas de chômeurs chez les ouvriers des matières *tannantes*.

A Domme, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuliers*.

A Lanouaille, pas de chômeurs chez les *charretiers*.

25. — **Doubs.** — A Besançon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 45 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *horlogers*; travail peu satisfaisant, 50 à 55 heures, chez les ouvriers en *couronnes, pendants et anneaux de montres*; 55 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Badevel, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Lac-ou-Villers, 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, travail moins abondant, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Verrières-de-Joux, 65 p. 100 de chômeurs chez les *horlogers*.

26. — **Drôme.** — A Valence, 7 p. 100 de chômeurs dans l'*alimentation*; travail plus abondant chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Remès, 15 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*.

27. — **Eure.** — A Évreux, 8 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *compositeurs-typographes*.

A Groslay, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Vernon, travail normal, 66 heures, chez les *carriers*.

28. — **Eure-et-Loir.** — A Chartres, 18 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Châteaudun, travail peu satisfaisant, 57 heures, chez les *typographes*.

29. — **Finistère.** — A Audierne, chômage complet chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Concarneau, travail moins abondant chez les *pêcheurs*.

A Douarnenez, travail moins abondant chez les *marins pêcheurs* du quartier de Douarnenez; 81 p. 100 de chômeurs, 24 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Guilvinec, 36 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Morlaix, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Pont-l'Abbé, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

30. — Gard. — A Nîmes, 11 p. 100 de chômeurs, 85 heures, chez les *boulangers*; 80 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons*.

A Alais, 29 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*.

A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vanniers*.

A Bessèges, 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

A Estrechure, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Lissalle, pas de chômeurs chez les *filateurs de soie*.

A Quissac, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Saint-Hyppolyte-du-Fort, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Vallerangues, 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fileuses*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs de galoches*; 60 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Muret, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs de la terre*.

32. — Gers. — A Auch, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

A Lectoure, 50 p. 100 de chômeurs chez les *maçons et charpentiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, 33 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers et biscuitiers*; 29 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *cuisiniers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *porteurs de pain*.

Moins de 1 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs-chromistes*; 8 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *imprimeurs-typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*.

4 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*.

11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons et forgerons*; 28 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *layetiers*; pas de chômeurs chez les *brossiers et brassières*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les fabricants de *balais*; 1.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 60 heures, chez les *forgerons en mécanique et marine*.

30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs et terrassiers*; 41 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *peintres*.

6 à 7 jours de chômage par mois chez les *verriers en verre blanc*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

Pas de changement chez les *inscrits maritimes*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *arrimeurs*; travail moins abondant chez les *déménageurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *garçons-cochers*.

Pas de chômeurs chez les *dessinateurs*.

4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Camarsac, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Carbon-Blanc, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *sabotiers*.

A Libourne, pas de chômeurs chez les *bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs dans l'*éclairage*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Nérigean, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 heures chez les *sciurs*.

Chez les *tonneliers*: 8 p. 100 de chômeurs à Barsac; pas de chômeurs, 72 heures, à Langon; 12 p. 100 de chômeurs à Libourne; 45 p. 100 de chômeurs à Vayres.

34. — Hérault. — A Montpellier, 18 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; travail un peu plus abondant dans le bâtiment; 42 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*.

Pas de chômeurs chez les *employés et commis*; pas de chômeurs chez les *musiciens*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Agde, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*; chômage complet chez les *ouvriers agricoles et terrassiers*; 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; 40 p. 100 de

chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Bédarieux, 22 p. 100 de chômeurs chez les *carriers, mineurs-terrassiers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres*.

A Cette, pas de chômeurs chez les *pêcheurs de l'étang de Thau*; 15 p. 100 de chômeurs, 115 heures, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Ganges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Graissessac, travail satisfaisant, 59 heures, chez les *mineurs*.

A Marseille, 22 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A Marsillargues, chômage complet chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Mèze, 48 p. 100 de chômeurs chez les *matelots-borneurs*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc, chômage complet à Abeilhan; 5 p. 100 à Beaufort; 33 p. 100 à Capestang; 73 p. 100 à Cazouls-les-Béziers; 22 p. 100 à Mauguio; 20 p. 100 à Montblanc; pas de chômeurs à Madaison; 22 p. 100 de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; 25 p. 100 à Vézénas; 18 p. 100 à Sérignan; 67 p. 100 à Servian; 20 p. 100 à Pendres.

35. — Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *écrivains dessinateurs lithographes*; pas de chômeurs, 52 heures, chez les *travailleurs du cuir*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *employés*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

A Paramé, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*.

A Saint-Malo, travail moins abondant, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

36. — Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en drap*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de changement chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en soie*; pas de chômeurs chez les *cochers*.

A Amboise, 60 heures chez les *mouleurs*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en produits chimiques*.

38. — Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 42 à 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *ouvrières de l'aiguille*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en boutons*; 50 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; travail stationnaire chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Bourgoin, 25 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres journaliers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, pas de changement chez les *gantiers*.

A Izeaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Montalieu, 36 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Parmilieu, 47 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, 40 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs, 68 heures $\frac{1}{2}$, chez les *tullistes*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, cinq jours de chômage à chaque fin de chaîne chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs chez les *galochiers*.

A Trept, 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

39. — Jura. — A Dôle, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Cinquétral, pas de chômeurs, 35 heures, chez les ouvriers en *tuyaux de pipes*.

A Fraisans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavans-Saint-Claude, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Poligny, pas de chômeurs chez les *vignerons*.

A Saint-Claude, pas de chômeurs, 30 à 50 heures, chez les fabricants de l'article de *Saint-Claude*.

40. — **Landes.** — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *tonneliers*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnières*.

Chez les *résiniers*, chômage complet à Azur; pas de chômeurs à Beylongue; 15 p. 100 de chômeurs à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escource; pas de chômeurs à Herin; travail satisfaisant à Lalluque; pas de chômeurs à Léon; travail satisfaisant à Lesgor; pas de chômeurs à Lévignacq; 13 p. 100 de chômeurs à Linxe; pas de chômeurs à Mimizan; travail stationnaire à Onesse-Laharie; pas de chômeurs à Rion; pas de chômeurs à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs à Saint-Julien-en-Born; 83 p. 100 de chômeurs à Soustons.

41. — **Loir-et-Cher.** — A Blois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Romorantin, travail peu satisfaisant, 56 à 66 heures, chez les ouvriers du *drap*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

42. — **Loire.** — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maréchaux*; 1 jour de chômage par semaine pour le tiers des ouvriers *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *Compagnie du gaz*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs, graveurs, lithographes et papetiers*; 57 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'ateliers tisseurs*; 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *tisseurs stéphanois*; 27 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *battandiers*; 21 p. 100 de chômeuses chez les *couturières*; 4 p. 100 de chômeuses chez les *lingères*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *armuriers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; 79 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 53 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers, mineurs, puisatiers, tubistes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les employés.

A Roanne, travail satisfaisant, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *cuir et peaux*; 1.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; 2.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs, monteurs de chaînes, jacquardiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 23 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tourneurs en poterie*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les ouvriers en *soie*.

Au Cergne, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les ouvriers en *soierie*, pas de chômeurs, 60 heures, pour les *tisseurs à la mécanique*; 30 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tisseurs à bras*.

A Chazelles, 2 p. 100 de chômeurs chez les *chapelières*.

A la Gresle, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A la Ricamarie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Rive-de-Gier, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *verriers réunis*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 54 p. 100 de chômeurs, chez les *passementiers*.

A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

43. — **Haute-Loire.** — Au Puy, 36 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Saint-Didier-la-Séauve, 35 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *passementiers*.

A Sainte-Sigolène, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers*.

A Yssingeaux, 13 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 21 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *lithographes*; 71 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 2 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *granitiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*.

Au Croisic, pas de chômeurs chez les *inscrits maritimes et pêcheurs*.

A Saint-Nazaire, 10 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines de navires*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens navigateurs de commerce*.

45. — Loiret. — A Orléans, 17 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *garçons-limonadiers, restaurateurs*, etc.; pas de chômeurs chez les *coupeurs, tailleurs et chemisiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: 33 p. 100 de chômeurs à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs à Batilly; pas de chômeurs à Cerdon; pas de chômeurs à Chevilly; pas de chômeurs à Dammarie-en-Puisaye; chômage complet à Faverelles; pas de chômeurs à Isdes; 28 p. 100 de chômeurs à Ouzouer-sur-Loire; 25 p. 100 à Ouzouer-sur-Trézé.

46. — Lot. — A Cahors, 17 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 36 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du fer*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et maçons*; 24 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres et tapissiers*.

A Cateljaloux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*.

A Conthures, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

A Lavardac, pas de chômeurs chez les *bouchonniers*.

A Mezin, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *bouchonniers*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Cholet, 1 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *blanchisseurs-apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Misengrain, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

Chez les *tisserands*, 7 p. 100 de chômeurs à Andrezé; pas de chômeurs à la Saguinière; pas de chômeurs à Saint-Léger; pas de chômeurs à Saint-Philibert-en-Mauges; pas de chômeurs à la Tessoualle.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers et ouvrières en pelletteries*.

A Reims, 11 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; travail moins abondant, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de chômeurs dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 18 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; par de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *cochers*.

A Ay, chômage général chez les *vignerons*.

A Blandecques, travail satisfaisant chez les *papetiers*.

A Courlandon, 72 à 84 heures chez les *papetiers*.

A Cumières, pas de chômeurs chez les *pilotes*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégisiers de rivière*; pas de changement dans la *ganterie*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Bussièrès-les-Belmont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

53. — Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du livre et les typographes*; 10 p. 100 de chômeurs dans l'*industrie cotonnière*; 15 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *ouvriers du livre*; pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasin*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

55. — Meuse. — A Cousances-aux-Forges, 3 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lérrouville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Stenay, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

56. — Morbihan. — A Vannes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

Au Bono, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

A Lorient, 17 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 50 p. 100 de chômeurs, 36 heures chez les *ouvriers de la chaussure*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

Au Palais, pas de chômeurs chez les *marins pêcheurs de Belle-Isle-en-Mer*.

A Port-Louis, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers maçons*.

A Sauzon, 66 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Rochefort-en-Terre, travail moins abondant chez les *ardoisiers*.

A Trussac, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

A Vannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

57. — Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*; 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Cergy-la-Tour, 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Charité-sur-Loire, pas de changement dans le *bâtiment*.

A Clamecy, pas de changement chez les *ouvriers des ports*.

A Corbigny, pas de changement chez les *carriers*.

A Cossaye, 10 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Guérigny, chômage complet dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: 40 p. 100 à Annay; 80 p. 100 à Arquian; pas de chômeurs à Billy; pas de chômeurs à Bitry; pas de chômeurs à la Celle-sur-Nièvre; pas de chômeurs à Cergy-la-Tour; pas de chômeurs à Champlemy; 30 p. 100 de chômeurs à Champvert; pas de chômeurs à la Chapelle-Saint-André; 88 p. 100 à Chavrin; pas de chômeurs à Châteauneuf; pas de chômeurs à Colinéry; pas de chômeurs à Devay; pas de chômeurs à Donzy; pas de chômeurs à Entrains; travail satisfaisant à Fours; pas de chômeurs à Guipy; pas de chômeurs à Lormes; 20 p. 100 de chômeurs à Magny-Cours; pas de chômeurs à Menestreau; 71 p. 100 de chômeurs à Montambert-Tannay; 10 p. 100 de chômeurs à Montaron; pas de chômeurs à Nannay; pas de chômeurs à Narcy; travail abondant à Paray; pas de chômeurs à Pazy; 37 p. 100 de chômeurs à Perray; 40 p. 100 de chômeurs à Prénières; 20 p. 100 de chômeurs à Préporché; pas de chômeurs à Saint-Aubin; pas de chômeurs à Saint-Benin-d'Azy; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; pas de chômeurs à Saint-Léger-des-

Vignes; pas de chômeurs à Saint-Martin-d'Heuille; pas de chômeurs à Saint-Pierre-le-Moutier; chômage complet à Lichamps; pas de chômeurs à Thianges; 60 p. 100 de chômeurs à Verneuil.

58. — Nord. — A Lille, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs et chocolatiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures et demie, chez les ouvriers de l'industrie du livre et les *typographes*; pas de chômeurs, 50 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement et équipement militaires*; 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; travail stationnaire chez les *métallurgistes* de Lille et des environs; travail moins abondant, 60 heures chez les *maçons*; 50 p. 100 de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *bitumiers et similaires*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *pierres blanches*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *tailleurs de pierres bleues*; pas de changement, 3 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*.

A Armentières, pas de chômeurs, 59 et 60 heures, dans l'*industrie textile*; 6 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *pareurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; travail normal, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Bellignies, 5 à 10 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *marbriers*.

A Bondues, travail satisfaisant, 50 heures, chez les *lingères*.

A Cambrai, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Caudry, 1.4 p. 100 de chômeurs, 35 à 56 heures, chez les *tullistes*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *vendeurs de journaux*.

A Escaupont, pas de chômeurs chez les *verriers à bouteilles*.

A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

A Ferrière-la-Grande, 4 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *mouleurs*.

A Fourmies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs*.

A Gravelines, 77 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les ouvriers du port.

A Gussignies, travail moins abondant, 45 heures, chez les *marbriers à la cheminée*.

A Halluin, 10 p. 100 de chômeurs, 48 à 58 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Haumont, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Jeumont, 94 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *métallurgistes*.

A Loon-Plage, 8 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des machines à battre le grain*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Marpent, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Au Quesnoy, pas de chômeurs, 76 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

A Roubaix, 7.2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *chambre syndicale textile*; 2.9 p. 100 de chômeurs chez les *ourdisseurs*; travail stationnaire, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; travail satisfaisant chez les *coiffeurs*.

A Sire-le-Noble, travail stationnaire, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Sous-le-Bois, 5 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, dans la *métallurgie*.

A Tourcoing, 5.8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *tapis en grosse moquette*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *trieurs de laine*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 16 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ferblantiers-couvreur*s.

A Valenciennes, 4 p. 100 de chômeurs, 72 à 76 heures, chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; 37 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*.

A Villers-Sire-Nicole, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Wambrechies, 32 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Chez les *tisseurs*: pas de chômeurs à Avesnes-les-Aubert; 8 p. 100 de chômeurs, 65 heures, à Bévillers; travail plus abondant à Bondues; travail plus abondant à Boussières; 14 p. 100

de chômeurs à Carnières; travail satisfaisant à Fourmies; pas de chômeurs à la Gorgue; 12 p. 100 de chômeurs, 44 à 56 heures, à Halluin; 10 p. 100 de chômeurs à Haspres; 0.15 p. 100 de chômeurs, 59 heures, à Hazebrouck; 2.3 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, à Houplines; pas de chômeurs, 60 heures, à Nieppe; travail plus abondant à Quiévy; pas de chômeurs à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 30 p. 100 de chômeurs à Saulzoir; pas de chômeurs, 60 heures, à Seclin; 47 p. 100 à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Breteuil, 72 heures, chez les *boutonniers*.

A Compiègne, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures dans le *bâtiment*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés*.

A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Hermes, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans les *scieries mécaniques*.

A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Senlis, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Fiers, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les employés, dans l'*industrie cotonnière*; travail plus abondant, 60 heures, chez les *mouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *zingueurs-plombiers*.

A Arques, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers et carriers*.

A Boulogne-sur-Mer, 20 p. 100 de chômeurs, 51 à 54 heures, chez les *peintres*; travail satisfaisant chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Lens, pas de chômeurs, 52 heures, chez les *mineurs*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs-plombiers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Besse, chômage complet dans le *bâtiment*.

A Meissex, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Olliergues, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Thiers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Volvic, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers et tailleurs de pierre*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Pau, 17 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*;

A Arudy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs dans l'*habillement*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 51 heures 1/2 et 60 heures chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant chez les *employés*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; 13 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *limonadiers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; travail peu satisfaisant chez les *tailleurs*; 19 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers foudriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures,

chez les *peintres*; 20 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*;

A Cerbère, pas de *chômeurs* chez les *ouvriers du transbordement des fruits*; chômage presque complet chez les *transbordeurs d'oranges*.

A Lesquerde, pas de *chômeurs*, 36 heures, chez les *mineurs*.

A Lamanère, pas de *chômeurs*, 72 heures, chez les *espadrilliers-trépointeurs*.

A Ria, pas de *chômeurs*, chez les *ouvriers des hauts fourneaux*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de *chômeurs* chez les *cercliers*.

A Taurinya, 7 p. 100 de *chômeurs*, chez les *mineurs*.

A Vernet-les-Bains, 2 p. 100 de *chômeurs*, 48 heures, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*, pas de *chômeurs* à Canet; 17 p. 100 à Espira de l'Agly; pas de *chômeurs* à Montner; 63 p. 100 à Pézilla-de-la-Rivière; 48 p. 100 à Rivescotes; 35 p. 100 à Salses; 4 p. 100 à Villeneuve-de-la-Roche.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, pas de *chômeurs*, chez les *typographes*.

A Rougemont-le-Château, pas de *chômeurs*, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 17 p. 100 de *chômeurs*, 45 heures, chez les *bouviers*.

3 p. 100 de *chômeurs* chez les *photographes*.

24 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *lithographes*; 3 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *cartonniers de luxe*; 9 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *papetiers et régleurs*.

Pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *coupeurs-brocheurs-cambreurs*.

Travail stationnaire, 60 heures, chez les *tisseurs*; 10 p. 100 de *chômeurs*, chez les *tailleurs en dentelles*; pas de changement chez les *coupeurs-chemisiers*; 7 p. 100 de *chômeurs*, dans la *chapellerie*.

50 p. 100 de *chômeurs*, 40 heures, chez les *sculpteurs sur bois* et *mouluriers*.

2 p. 100 de *chômeurs*, 55 heures, chez les *bijoutiers*.

10 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 25 p. 100 de *chômeurs*, 50 heures, chez les *tôliers fumistes*; 4 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *ouvriers en céramique*.

Pas de *chômeurs* chez les *camionneurs*; 6 p. 100 de *chômeurs* chez les *comptables et teneurs de livres*; 24 p. 100 de *chômeurs* chez les *voyageurs*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; travail satisfaisant chez les *employés de la soierie*; pas de *chômeurs* chez les *sténographes commerciaux*; 50 p. 100 de *chômeurs* chez les *coiffeurs*; 6 p. 100 de *chômeurs* chez les *infirmiers*.

A Bourg-de-Thizy, 7 p. 100 de *chômeurs*, 55 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges, pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *horticulteurs*.

A Cours, chômage complet chez les *maçons*.

A Givors, pas de *chômeurs*, 70 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Grandris, 4 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Grigny, 5 p. 100 de *chômeurs* chez les *chapeliers*.

A Pierre-Bénite, pas de chômage, 50 heures, chez les *tailleurs de cristaux*.

A Neuville, pas de *chômeurs* chez les *manœuvres*.

A Sainte-Foy-l'Argentière, travail moins abondant, 51 heures, chez les *mineurs*.

A Tarare, pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *tisseurs*; 50 p. 100 de *chômeurs*, 40 à 50 heures, dans la *broderie*; 62 p. 100 de *chômeurs*, 42 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*.

A Thizy, 6 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *tisseurs*.

69. — Saône-et-Loire. — A Autun, 1 p. 100 de *chômeurs* chez les *ébénistes*.

Au Creusot, pas de *chômeurs*, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Mâcon, pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *ouvriers en cuivre*.

A Montceau-les-Mines, pas de *chômeurs*, 50 heures, chez les *sabotiers*.

70. — Sarthe. — Au Mans, pas de *chômeurs*, 54 heures, chez les *typographes*; pas de *chômeurs* chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *charpentiers*;

3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en constructions mécaniques*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *travailleurs du cuir*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers et peintres*.

Aux Échelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers gainiers*.

A Pont-de-Beauvoisin, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vermicelliers*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des plâtreries*.

72. — Savoie (Haute-). — A Allinges, 18 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

A Challanges, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.

A Lovagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.

A Scionzier, 30 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *horlogers*.

A Thollon, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Thonon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 28 p. 100 de chômeurs, 52 heures, dans le *bâtiment*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, travail satisfaisant chez les *ouvriers jardiniers* (rue du Harlay); 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte).

4 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *compagnons boulangers* du nouveau siècle; 3.2 p. 100 de chômeurs à la Société amicale des *boulangers viennois*; 6.6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la Chambre syndicale mixte des *compagnons et aspirants boulangers*; pas de chômeurs chez les *boulangers de l'Assistance publique*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la Société mixte des *cuisiniers de Paris*; 5.3 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *pâtisseries* de la Seine; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *bouchers* en demi-gros; travail plus abondant chez les *limonadiers* (Union du 11^e arrondissement); 27 p. 100 de chômeurs à l'Union laborieuse de l'alimentation; 23 p. 100 de chômeurs chez les *meuniers*.

2 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs du gaz*.

2.1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*; 0.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du livre*; 0.2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes indépendants*; 5 p. 100 de chômeurs, à l'Union lithographique; 1 p. 100 de chômeurs, chez les *lithographes indépendants*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs de journaux*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *graineurs-lithographes*; 0.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *stéréotypeurs-galvanoplastes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *graveurs de géographie*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'enveloppe*.

22 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *fourreurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à l'Union de la *sellerie*; pas de chômeurs chez les *selliers à la selle*; 58 p. 100 de chômeurs dans la *sellerie militaire*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *porte-feuillistes-marquiniens*; travail satisfaisant chez les *gantiers*.

14 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 21 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la main*; 61 p. 100 de chômeurs chez les *couturières*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs et couturières*; travail plus abondant chez les *couturières* à domicile; travail peu satisfaisant chez les *ouvrières de l'habillement*; 44 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; pas de chômeurs 54 heures, chez les *chapeliers* en *fantaisie feutre et paille*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *chapeliers soie et feutre*; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *casquetiers*; 3.8 p. 100 de chômeurs dans la *broderie*.

4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers* de la «Solidarité»; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *compagnons charrons*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs-étalagistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du siège cuir*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pipiers*.

11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chefs de service et contremaîtres des industries métallurgiques*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au *syndicat indépendant des ouvriers métallurgistes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes autonomes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au *syndicat libre des métallurgistes de la Seine*; 5.6 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*; 7.1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les *ouvriers en instruments de précision*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ingénieurs et mécaniciens de l'industrie électrique*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs repousseurs*; pas de changement chez les *potiers d'étain*; pas de changement chez les *tailleurs sur acier*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers ornementistes*; travail peu satisfaisant, 40 à 50 heures, chez les *ouvriers du bronze imitation*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *apprêteurs en tubes de cuivre*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en scies*.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ingénieurs, employés et ouvriers des travaux publics*; travail peu abondant, 30 à 35 heures, chez les *peintres-fleurs-décorateurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 4.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plombiers et similaires*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fourniers-spécialistes*; travail plus satisfaisant chez les *sculpteurs-modelleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *granitiers*.

25 p. 100 de chômeurs, 70 à 75 heures, chez les *briquettiers et potiers*.

10 p. 100 de chômeurs, à la *Chambre syndicale indépendante des employés de l'industrie et du commerce*; 3 p. 100 de chômeurs à l'*Union fraternelle des employés*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; 10 p. 100 de chômeurs, chez les *comptables et teneurs de livres*, travail moins abondant chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes et sténo-dactylographes*; 7 p. 100 de chômeurs à l'*Alliance sténographique*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *clerks d'huissiers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *commis en maçonnerie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés en serrurerie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs de commerce*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*; pas de chômeurs chez les *employés de la glace à rafraîchir*; pas de chômeurs, 49 heures, chez les *porteurs des halles et marchés*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres industriels*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés du pavillon de la marée*.

4 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*, pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens, chauffeurs, électriciens* (rue Saint-Denis); 7 p. 100 de chômeurs, à l'*Union centrale des chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes* (Bourse du travail); pas de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes, électriciens* (quai de Javel); 6 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes* (rue des Lavandières-Sainte-Opportune).

15 p. 100 de chômeurs chez les *gardes-malades*; pas de chômeurs chez les *machinistes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *laveurs de voitures*.

A Puteaux, 22 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *blanchisseurs*.

A Sceaux, 15 p. 100 de chômeurs, 77 heures, chez les *blanchisseurs*.

A Vitry, travail plus abondant, 72 heures, chez les *ouvriers de la terre*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *jardiniers*; 46 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *corroyeurs et tanneurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; 25 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les *parqueteurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tapisiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *scieurs de pierres*; 4 p. 100 de chômeurs,

60 heures, chez les *couvresseurs, plombiers, zingueurs*; 0.5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

Au Havre, 6 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; 42 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs* du port; 25 p. 100 de chômeurs chez les *huiliers*, 50 p. 100 de chômeurs chez les *pétroliers*; peu de chômeurs chez les *savonniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 57 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; 45 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *paveurs, bétonniers*; 33 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les *charbonniers déchargeurs*; pas de chômeurs chez les *employés de pharmacie*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs*.

A Bolbec, 0.8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cotonniers*.

A Caudebec, 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Déville, 5 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *métallurgistes*.

A Dieppe, 5 p. 100 de chômeurs, 97 heures, dans le *bâtiment*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *dockers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Elbeuf, 8 p. 100 de chômeurs chez les *maçons et plâtriers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Fécamp, 20 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs chez les *comptables*.

Chez les *verriers*, pas de chômeurs, 60 heures, à Eu; pas de chômeurs, 60 heures, à Nesle-Normandeuse; pas de chômeurs, 60 heures, à Rétonval; pas de chômeurs, 60 heures, à Romesnil,

75. — Seine-et-Marne. — A Château-Landon, 35 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *tailleurs de pierre et carriers*.

A Coulommiers, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

A Lagny (Montévrain), pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs dans l'*industrie du livre*.

A Melun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures; chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs, chez les *ouvriers agricoles*.

A Montereau, 54 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *faïenciers*.

A Nemours, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Noisiel, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *chocolatiers*.

A Thieux, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; travail moins abondant chez les *tailleurs*; pas de chômeurs dans l'*habillement*; nombreux chômeurs chez les *maçons*; travail peu satisfaisant, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *cochers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de l'arrondissement*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *blanchisseurs*.

A Chevreuse, 45 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Corbeil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers meuniers*.

A Essonne, travail plus abondant, 30 heures, chez les *chapeliers*.

A Etampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures chez les *mouleurs en métaux*.

A Mantes, travail assez satisfaisant, 60 heures, dans l'*industrie du livre*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Meudon, pas de chômeurs chez les *jardiniers*.

A Meulan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Orsay, travail plus abondant, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 39 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Sèvres, 48 heures, chez les ouvriers de la *manufacture de porcelaine*.

A Vélizy, travail médiocre, 60 heures, dans le *bâtiment*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, 54 heures, chez les *typographes*.

A Fontenay-Rohan, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *sabotiers*.

A Melle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Mézières-en-Gâtine, pas de chômeurs, 65 heures, dans l'*industrie laitière*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs mécaniciens*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les ouvriers de l'*industrie laitière*.

78. — Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serriers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

79. — Tarn. — A Albi, 17 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les *chapeliers-appropriers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 37 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; travail peu satisfaisant chez les *terrassiers et manœuvres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments*.

A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs dans l'*industrie lainière*.

A Castres, 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; travail peu satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Mazamet, 75 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers*; pas de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *fileurs*; pas de changement chez les *menuisiers et ébénistes*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Rabastens, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

81. — Var. — A Draguignan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*. A la Garde 23 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *carriers*; 24 p. 100 de chômeurs, 40 heures, dans le *bâtiment*.

A la Seyne, 8 p. 100 de chômeurs; chez les *marins et pêcheurs*.

A Toulon, 27 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les travailleurs de l'*usine à gaz*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers*; 28 p. 100 de chômeurs, chez les *comptables*.

A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 19 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *menuisiers*; pas de changement, chez les *musiciens*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Bollène, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *mineurs et ouvriers en terre réfractaire*.

A Caderousse, 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*.

A l'Isle-sur-la Sorgue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *plâtrières*.

A Pertuis, pas de chômeurs, chez les *cordonniers*.

A Villeneuve-sur-Aveyron, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*.
A Challans, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers de la voiture*.
A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.
A Fontenay-le-Comte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.
A Luçon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Mervent, pas de chômeurs chez les *forestiers*.
Chez les *tisserands*, pas de chômeurs aux Épesses; pas de chômeurs à Évrunes; pas de chômeurs à Saint-Laurent-sur-Sèvre.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fabricants de balais*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *sabotiers*, 32 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*.
A Châtellerault, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail peu satisfaisant chez les *maréchaux-ferrants*.
A Chauvigny, pas de chômeurs, 75 heures, chez les *cordonniers*.
A Lavoux, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, chez les *relieurs et doreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; 66 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *peintres*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaine*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mouffletiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les employés aux *moules dits crématoires*; travail un peu plus abondant chez les *ouvrières porcelainières mixtes*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *journaliers en porcelaine*.
A Châteauneuf, travail médiocre, 30 à 40 heures, dans le *bâtiment*.
A Magnac-Laval, 50 p. 100 de chômeurs, chez les *maçons*.
A Saint-Yrieix, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.
Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

86. — Vosges. — A Épinal, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des papeteries*.
A Remiremont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.
A Gérardmer, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en jouets, broserie, etc.*
A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, 63 heures 1/2, chez les *ouvriers carriers et du bâtiment*.
Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs, 60 heures, à Épinal; pas de chômeurs, 60 heures, à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs à Gérardmer; pas de chômeurs à Remiremont; 5 p. 100 de chômeurs à Saint-Dié; pas de chômeurs à Saint-Léonard, pas de chômeurs au Val d'Ajol.

87. — Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Sens, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.
Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Champcevrain; pas de chômeurs à Champoulet; pas de chômeurs à Crain; pas de chômeurs à Fontenailles-sous-Andryes; pas de chômeurs à Lichères-sur-Yonne, 38 p. 100 de chômeurs à Moutiers; pas de chômeurs aux Ormes; travail satisfaisant à Perreux; pas de chômeurs à Rouchères; pas de chômeurs à Somme-caise; pas de chômeurs à Saint-Aubin-Châteauneuf; 24 p. 100 de chômeurs à Saint-Fargeau; pas de chômeurs à Saint-Martin-des-Champs; 20 p. 100 de chômeurs à Saint-Sauveur-en-Puisaye.

88. — Algérie. — À Alger, 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; 79 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *employés en quincaillerie*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.
A Bône, 40 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.
A Constantine, 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers, pâtisseries et charcutiers*; 11 p. 100 de chômeurs,

72 heures, chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *cordonniers*; 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur métaux*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cochers et charretiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

À Oran, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et plâtriers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les trois premiers mois de 1909 :

	1909.	1908.	AUGMENTATIONS en 1909.	DIMINUTIONS en 1909.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	178,400	218,275	#	39,875
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,233,988	1,105,347	128,641	#
Objets fabriqués.....	280,083	290,986	#	10,903
TOTAUX.....	1,692,471	1,614,608	128,641	50,778
AUGMENTATION en 1909.....			77,863	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	161,925	150,749	11,176	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	411,615	347,429	64,186	#
Objets fabriqués.....	695,093	644,288	50,805	#
Colis postaux.....	106,653	111,227	#	4,574
TOTAUX.....	1,375,286	1,253,693	126,167	4,574
AUGMENTATION en 1909.....			121,593	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 407,402,700 francs du 1^{er} janvier au 8 avril 1909 contre 408,866,100 francs pendant la période correspondante de 1908, soit une diminution de 1,463,400 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Avril 1908.	Mars 1909.	Avril 1909.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	32 ^f 62	30 ^f 50	30 ^f 62
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	46 37	39 25	38 75
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	85 00	62 25	64 25
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	51 50	51 25	54 62
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	68 00	71 00	71 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	65 12	60 50	64 50
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	133 00	173 00	173 00
Soies grêges Cévennes, 2° qual. (à Lyon), le kilogr....	45 00	52 00	48 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	157 00	146 00	153 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	387 00	357 00	364 00
Plomb, livr. à Paris, <i>idem.</i>	41 00	40 50	40 00
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	59 50	60 50	60 00
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	22 37	24 25	25 50
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 40	1 64	1 57
— veau, <i>idem.</i>	2 00	2 08	2 16
— mouton, <i>idem.</i>	2 00	2 15	2 04
— porc, <i>idem.</i>	1 75	1 38	1 30

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de Mars 1909, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 30 syndicats patronaux comptant 1,190 membres;
- 37 syndicats ouvriers comptant 1,742 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 4 membres;
- 1 union de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 8 syndicats patronaux comptant 39 membres;
- 49 syndicats ouvriers comptant 4,657 membres;
- 1 union de syndicats ouvriers.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

9 en mars, 15 en février, 17 en janvier, et 28 antérieurement au 1^{er} janvier 1909. Total : 69.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes (Hautes-) [16 novembre 1907]. — Syndicat des **laitiers** de l'Embrunais (2 membres). Siège social : EMBRUN,

Alpes-Maritimes [9 juillet 1907]. — Syndicat des débitants de **vins** et spiritueux de la ville de Nice (105 membres). Siège social : rue Halle-aux-Herbes, NICE.

Bouches-du-Rhône [5 mars 1909]. — Syndicat fédéral des patrons **coiffeurs** de la ville de Marseille et de la région (50 membres). Siège social : rue des Quatre-Pâtisiers, 3, MARSEILLE. — [5 février 1909]. — Syndicat professionnel des **hommes d'affaires** de Marseille (7 membres). Siège social : rue Thiers, 36, MARSEILLE.

Calvados [27 décembre 1908]. — Syndicat d'**élevage** de la race bovine normande (51 membres). Siège social : Pavillon des Sociétés savantes, rue Daniel-Huet, CAEN.

Cher [30 décembre 1908]. — Syndicat général de l'entreprise du **bâtiment** de la ville de Bourges et du département du Cher (77 membres). Siège social, Place Jacques-Cœur, 1, BOURGES.

Gironde [15 février 1909]. — Chambre syndicale des entrepreneurs d'électricité de la ville de Bordeaux et du département de la Gironde (15 membres). Siège social : rue Neuve, 24, BORDEAUX.

Isère [2 janvier 1907]. — Chambre syndicale des fabricants d'eaux gazeuses de Grenoble et des environs (8 membres). Siège social : café Debon, place de la Halle, GRENOBLE. — [8 janvier 1909]. — Syndicat des horticulteurs-maraichers de la région viennoise (71 membres). Siège social : place de Miremont, 4, VIENNE. — [1^{er} avril 1906]. — Syndicat des négociants et représentants de vins en gros de Voiron et des cantons ci-dessous désignés : Rives, Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs, Grand-Lemps, Saint-Laurent-du-Pont, Saint-Geoire, Virien, Tullins, Pont-de-Beauvoisin (31 membres). Siège social : VOIRON.

Loire-Inférieure [18 décembre 1908]. — Syndicat des assureurs sur la vie de la Loire-Inférieure (25 membres). Siège social : rue Voltaire, 4, NANTES. — [7 février 1909]. Chambre syndicale des marchands de bois de la Loire-Inférieure (35 membres). Siège social : rue Voltaire, 4, NANTES.

Lot-et-Garonne [4 janvier 1909]. — Syndicat des épiciers d'Agen et environs (? membres). Siège social : café des commerçants, place du Marché-Couvert, AGEN.

Nord [21 octobre 1908]. — Chambre syndicale des distributeurs automatiques de jetons et bons de consommation du nord de la France (26 membres). Siège social : rue du Palais-Ribour, 5, LILLE. — [15 février 1909]. — Syndicat des installateurs électriciens patentés de Roubaix-Tourcoing et leurs cantons (23 membres). Siège social : Grande-Place, 5, ROUBAIX. — [10 janvier 1909]. — Syndicat des sages-femmes de Tourcoing et ses cantons (8 membres). Siège social : rue du Midi, 37, TOURCOING.

Pyrénées (Hautes) [24 janvier 1909]. — Syndicat hippique des Hautes-Pyrénées (300 membres). Siège social : cours Gambetta, TARBES.

Seine [16 mars 1909]. — Syndicat français des loueurs de films (17 membres). Siège social : rue Drouot, 13, PARIS. — [15 janvier 1909]. — Chambre syndicale parisienne des marchands forains, colporteurs et gens de marchés (28 membres). Siège social : rue du Temple, 115, PARIS. — [7 décembre 1908]. — Chambre syndicale des fabricants de semelles de galoches en bois de hêtre (13 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS. — [22 janvier 1909]. — Chambre syndicale indépendante des entrepreneurs de maçonnerie de la ville de Paris et du département de la Seine (70 membres). Siège social : Bourse du commerce, PARIS. — [2 mars 1909]. — Syndicat général des mandataires à la vente en gros de la marée aux Halles centrales de Paris (14 membres). Siège social : rue Pierre Lescot, 7, PARIS. — [25 janvier 1909]. — Association professionnelle des médecins-légistes diplômés de l'institut de médecine légale et de psychiatrie de l'Université de Paris (28 membres). Siège social : quai aux Fleurs, 17, PARIS. — [3 mars 1909]. — Union des importateurs français de la métallurgie (40 membres). Siège social : boulevard du Temple, 54, PARIS. — [20 février 1909]. — Syndicat professionnel des fabricants de superphosphates (49 membres). Siège social : rue Blanche, 19, PARIS.

Seine-Inférieure [11 mars 1909]. — Chambre syndicale patronale des confectionneurs pour hommes et enfants de Normandie (12 membres). Siège social : rue Jeanne-d'Arc, 52, ROUEN.

Seine-et-Oise [1^{er} septembre 1908]. — Syndicat de la boulangerie d'Étampes (12 membres). Siège social : Place Saint-Gilles, 14, ÉTAMPES. — [29 novembre 1908]. — Syndicat médical de l'arrondissement d'Étampes. (22 membres). Siège social : rue Saint-Jacques, 52, ÉTAMPES.

Alger (? février 1909). — Syndicat professionnel des artistes algériens (23 membres). Siège social : rue du marché, 4, ALGER. — [28 décembre 1908]. — Union syndicale des patrons côtiers algériens (30 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [1^{er} janvier 1909]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires de Limoise (16 membres). Siège social : LIMOISE.

Bouches-du-Rhône [15 janvier 1909]. — Syndicat des ouvriers **cordonniers** de Marseille (22 membres). Siège social : Bourse du Travail, MARSEILLE. — [20 février 1909]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières du petit **équipement** militaire (60 membres). Siège social : rue Grignan, 98, MARSEILLE.

Charente-Inférieure [5 mai 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs de pierres**, maçons, terrassiers [paveurs, parties similaires et aides de ces diverses corporations (14 membres). Siège social : JONZAC. — [31 décembre 1907]. — Association syndicale des **employés aux écritures** de la marine (administratifs et comptables) [24 membres]. Siège social : Hôtel de Ville, ROCHEFORT. — [9 janvier 1908]. — Syndicat du **bâtiment** et de la métallurgie de Laleu-La Pallice (80 membres). Siège social : Bourse du travail, LA ROCHELLE. — [25 octobre 1908]. — Syndicat Rochelais l'Union du Livre (12 membres). Siège social : rue Brave-Rondeau, 37, LA ROCHELLE. — [2 août 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **mouleurs** et métiers similaires de La Rochelle (8 membres). Siège social : Bourse du travail, LA ROCHELLE (reconstitution). — [1^{er} novembre 1907]. — Union fraternelle des ouvriers **boulangers** de la ville de Saintes et des environs (18 membres). Siège social : café du Centre, rue Bassompierre, SAINTES.

Cher [1^{er} octobre 1908]. — Chambre syndicale générale des ouvriers **céramistes** de Foëcy et communes limitrophes (200 membres). Siège social : Bourse du travail, MEHUN. — [1^{er} juin 1907]. — Chambre syndicale générale des ouvriers **céramistes** de Mehun-sur-Yèvre et communes limitrophes (731 membres). Siège social : Bourse du travail, MEHUN-SUR-YÈVRE. — [7 mars 1909]. — Syndicat général des ouvriers **terrassiers**, puisatiers, mineurs, tubistes, poseurs de rails, du canton de Vierzon (120 membres). Siège social : Bourse du travail, VIERZON-VILLE.

Corrèze [20 février 1909]. — Syndicat du personnel de maîtrise de la manufacture d'armes de Tulle (8 membres). Siège social : Hôtel de Ville, TULLE.

Doubs [27 janvier 1909]. — Syndicat des ouvriers **vanniers** de Pontarlier (14 membres). — Siège social : PONTARLIER.

Drôme [20 février 1909]. — Syndicat des ouvriers des deux sexes de la manufacture de **douilles** de chasse (fabrication et capsulerie) de Valence et de Bourg-lès-Valence (92 membres). Siège social : Bourse du travail, VALENCE.

Gironde [7 octobre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers **jardiniers**, agriculteurs et vigneron du département de la Gironde et la région du sud-ouest (48 membres). Siège social : rue Lalande, 42, BORDEAUX (reconstitution).

Indre-et-Loire [3 février 1909]. — Chambre syndicale des **céramistes** de Tours (17 membres). Siège social : Bourse du travail, TOURS.

Isère [20 janvier 1909]. — Association des **sténographes** et dactylographes de Grenoble et de la région (52 membres). Siège social : Chambre de commerce, GRENOBLE.

Loire-Inférieure [2 décembre 1908]. — Syndicat national des travailleurs du **gaz** (section de Nantes) [150 membres]. Siège social : Bourse du travail, NANTES.

Loiret [1^{er} janvier 1909]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de la commune des Bordes (29 membres). Siège social : BORDES (LES). — [21 février 1909]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de Lorris (31 membres). Siège social : Mairie, LORRIS. — [14 mars 1909]. — Syndicat des ouvriers

bûcherons agricoles et travaux similaires de Vieilles-Maisons et Coudray (32 membres). Siège social : salle Baudoin, VIEILLES MAISONS.

Lot-et-Garonne [18 février 1909]. — Syndicat des marchands **forains** et parties similaires de la ville d'Agen (30 membres). Siège social : Bourse du travail, AGEN.

Morbihan [5 mars 1909]. — Chambre syndicale des ouvriers **manceuvres** des deux canton de Vannes (82 membres). Siège social : VANNES.

Nièvre [4 décembre 1904]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires d'Ouroûr-Balleray (50 membres). Siège social : OUROÛR.

Nord [24 janvier 1909]. — Chambre syndicale de prévoyance et de chômage des ouvriers **encolleurs** d'Armentières, Houplines et les environs (29 membres). Siège social : Estaminet du Grand-Homme, rue des Douze-Apôtres, ARMENTIÈRES. — [2 août 1908]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** du Nord (section de Lille) [70 membres]. — Siège social : rue du Long-Pot, 237, LILLE. — [23 février 1909]. — Union syndicale des ouvrières de l'aiguille et de l'**habillement** (11 membres). Siège social : rue Wasquehal, 2, ROUBAIX.

Oise [2 décembre 1908]. — Union syndicale des ouvriers **tabletiers** de l'Oise (section de Méru) [18 membres]. Siège social : Hôtel de Ville, MÉRU.

Rhône [15 janvier 1909]. — Union des syndicats de la région lyonnaise, section des ouvrières **bouillonneuses** de Lyon (30 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON.

Seine [1^{er} décembre 1908]. — Syndicat des **clerks aux ventes** mobilières (24 membres). Siège social : Hôtel Drouot, rue Rossini, 6, PARIS. — [26 janvier 1909]. — Chambre syndicale des ouvriers **gainiers** et parties s'y rattachant (55 membres). — Siège social : rue Saint-Sébastien, 37, PARIS.

Seine-Inférieure [13 février 1909]. — Syndicat des ouvriers **menuisiers** de Fécamp et de la région (59 membres). Siège social : Halle aux grains, FÉCAMP.

Seine-et-Marne [20 février 1909]. — Syndicat des ouvriers **meuliers**, carriers, terrassiers et parties similaires de La Ferté-sous-Jouarre (160 membres). Siège social : Hôtel de Ville, LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE.

Seine-et-Oise [16 janvier 1909]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **chaussures** et parties similaires d'Arpajon (120 membres). Siège social : Grande-Rue, 9, ARPAJON.

Vienne [7 novembre 1905]. — Union syndicale du personnel de la manufacture (armes) [987 membres]. Siège social : Hôtel de Ville, CHATELLERAULT.

Vienne (Haute-) [17 janvier 1909]. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** de Saint-Yrieix (35 membres). Siège social : avenue Marceau, 20, SAINT-YRIEIX.

3° SYNDICATS MIXTES.

Nord [2 mars 1909]. — «L'Aiguille lilloise», syndicat professionnel des patrons, employés et ouvriers de la corporation chrétienne de Sainte-Anne, industrie du **vêtement**, métiers similaires et professions connexes (4 membres). Siège social : rue de Thionville, 41, LILLE.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [2 décembre 1908]. — Fédération nationale des **Gens de maison** français (5 syndicats adhérents). Siège social : rue de Thann, 14, Paris.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Marne [6 février 1907]. — Syndicat professionnel des **horlogers-bijoutiers** de Châlons-sur-Marne (8 membres). Siège social : rue des Lombards, 10, CHÂLONS-SUR-MARNE. — [10 septembre 1897]. — Syndicat des marchands de **charbons** de la ville d'Épernay (18 membres). Siège social : ÉPERNAY — [6 novembre 1906]. — Chambre syndicale des **tonneliers** de la ville de Reims et ses environs (13 membres). Siège social : rue de l'Étape, 21, REIMS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [? 1907]. — Syndicat professionnel des ouvriers en **bâtiment** du canton d'Oyonnax (section des maçons, mineurs et manœuvres, etc.) (40 membres). Siège social : rue de la Vieille-Église, OYONNAX.

Bouches-du-Rhône [26 juin 1905]. — Union des ouvriers et ouvrières en **chaussures** militaires (39 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [6 septembre 1908]. — Syndicat des **Raffineries** de la Méditerranée (section des emballeurs). (41 membres). Siège social : boulevard National, 242, MARSEILLE.

Gers [19 mai 1906]. — Union syndicale du personnel secondaire de l'asile d'Auch (30 membres). Siège social : rue Rouget-de-l'Isle, AUCH.

Gironde [30 juin 1905]. — Syndicat des ouvriers **tonneliers** du Médoc (31 membres). Siège social : rue Nationale, 1, PAULLIAC.

Marne [1^{er} avril 1905]. — Chambre syndicale des ouvriers **cagistes** et parties similaires de Châlons-sur-Marne (30 membres). Siège social : rue d'Orfeuil, 1, CHÂLONS-SUR-MARNE. — [5 novembre 1907]. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Châlons-sur-Marne (23 membres). Siège social : place de la République, 21, CHÂLONS-SUR-MARNE. — [25 octobre 1905]. — Syndicat professionnel des **musiciens** de Châlons-sur-Marne (62 membres). Siège social : rue de Vaux, 22, CHÂLONS-SUR-MARNE. — [17 octobre 1905]. Syndicat des ouvriers main-d'œuvre des **postes** et des télégraphes (20 membres). Siège social : place de la République, CHÂLONS-SUR-MARNE. — [4 avril 1906]. — Syndicat des ouvriers **maréchaux** et carrossiers et professions similaires de la région d'Épernay (54 membres). Siège social : Bourse du Travail, Épernay. — [2 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers**, scieurs de long à la mécanique et similaires de la ville de Reims et de la région (65 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS. — [1^{er} novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **couvreurs**, zingueurs, plombiers et professions similaires (50 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS. — [3 septembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **tailleurs d'habits** de la ville de Reims (45 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS. — [11 novembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **verriers** (verre noir) de Reims (220 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS.

Meurthe-et-Moselle [5 juillet 1906]. — Union syndicale et mutuelle des garçons **limonadiers**, restaurateurs et assimilés de la ville de Nancy et région de l'Est (104 membres). Siège social : rue de la Pépinière, 24 bis, NANCY.

Nord [10 mai 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers **tisseurs** du rayon industriel de Cambrai (161 membres). Siège social : rue Cautimpré, 1, CAMBRAI. — [18 août 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** du Cateau et des environs (60 membres).

Siège social : CATEAU (LE). — [10 février 1900]. — Chambre syndicale des **tisseurs**, tisseuses et des industries similaires du Cateau et environs (120 membres). **Siège social :** Maison du Peuple, CATEAU (LE). — [7 juillet 1907]. — Chambre syndicale des ouvriers en **bâti-ments** de Denain et communes limitrophes (40 membres). **Siège social :** rue de Saint-Amand, 6, DENAIN. — [18 novembre 1904]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallur-gistes** de Denain et des environs (200 membres). **Siège social :** rue de Villars, 143, DENAIN. — [1^{er} octobre 1906]. — Chambre syndicale des **mouleurs** et parties similaires de Denain (50 membres). **Siège social :** rue Thiers, 15, DENAIN. — [25 novembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **verriers** (section verre noir) de Denain (218 membres). **Siège social :** rue de Lourches, DENAIN. — [15 mai 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et métiers connexes (90 membres). **Siège social :** rue de Soubise, 30, DUNKERQUE. — [10 janvier 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **marbriers**, tailleurs de pierres et métiers connexes de Dunkerque et des environs (25 membres). **Siège social :** rue de l'Écluse de Bergues, 9, DUN-KERQUE. — [24 août 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **plafonneurs** et métiers connexes de Dunkerque et des environs (72 membres). **Siège social :** rue de l'Écluse-de-Bergues, 9, DUNKERQUE. — [4 juillet 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulan-gers** de Fourmies et des environs (20 membres). **Siège social :** Grande-rue, 61, FOURMIES. [27 décembre 1906]. — Syndicat des ouvriers **verriers** (verre noir) de Fourmies (177 mem-bres). **Siège social :** Salle des Syndicats, FOURMIES. — [1^{er} avril 1905]. — Chambre syndi-cale fédérée des **mouleurs** de Jeumont (500 membres). **Siège social :** Mairie, JEUMONT. — [28 octobre 1904]. — Association syndicale des ouvriers **coiffeurs** de Lille et ses banlieues (57 membres). **Siège social :** rue Jean-Roisin, 18, LILLE. — [6 octobre 1907]. — Syndicat professionnel des **charretiers**, charbonniers et hommes de peine de Fives, Hellemmes et envi-rons (70 membres). **Siège social :** rue de Bouvines, 20, LILLE. — [28 mai 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers en **chaussures** militaires de Lille (70 membres). **Siège social :** rue Léon-Gambetta, 31, LILLE. — [27 novembre 1907]. — Chambre syndicale ouvrière des **cuisiniers** du Nord (55 membres). — **Siège social :** rue Jean-Roisin, 17, LILLE. — [8 sep-tembre 1907]. — Syndicat des **plâtriers** et mouleurs en plâtre de Lille-Roubaix-Tourcoing (20 membres). **Siège social :** Place Jacquart, 17, LILLE. — [27 février 1905]. — Chambre syndicale ouvrière de la **tonnellerie**, vins et spiritueux de Lille et des environs (70 membres). **Siège social :** rue Léon-Gambetta, 31, LILLE. — [12 juin 1896]. — Syndicat des employés, conducteurs, chauffeurs et cochers des **tramways** de la ville de Lille (100 membres). **Siège social :** rue Léon-Gambetta, 31, LILLE. — [13 novembre 1898]. — Chambre syndi-cale des ouvriers **tullistes** de Lille et des environs (40 membres). **Siège social :** rue Léon Gambetta, 31, LILLE. — [5 août 1906]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de la ville de Maubeuge et des environs (26 membres). **Siège social :** Mairie, MAUBEUGE. — [15 août 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers-menusiers** de la ville de Saint-Amand et des environs (42 membres). **Siège social :** Hôtel de ville, SAINT-AMAND. — [14 avril 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'industrie **textile** de Saint-Souplet et environs (28 membres). **Siège social :** SAINT-SOUPLET.

Orne [3 mai 1903]. — Syndicat des ouvriers **ferblantiers** d'Alençon (2 membres). **Siège social :** Bourse du travail, ALENÇON.

Pas-de-Calais [31 mars 1907]. — Syndicat des ouvriers **verriers** en cristallerie d'Arques (88 membres). **Siège social :** Maison Vermersch, ARQUES.

Rhône [5 mai 2907]. — Syndicat des **applicateurs** tontiseurs, aérographistes et simi-laires de Lyon (40 membres). **Siège social :** Bourse du travail, LYON.

Savoie [12 août 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers-mécaniciens** de Chambéry (17 membres). **Siège social :** salle des Sociétés, à la Grenette, Chambéry.

Seine [20 décembre 1908]. — Association des **employés de banque**, du commerce et de l'industrie (10 membres). **Siège social :** rue du Faubourg-Montmartre, 9, PARIS. — [16 novembre 1904]. — Union des **infirmiers** et infirmières gardes-malades de France (65 membres). **Siège social :** Bourse du travail, PARIS. — [21 avril 1904]. — Syndicat des travailleurs **journaliers** des deux sexes du département de la Seine (118 membres). **Siège**

social : Bourse du travail, PARIS. — (15 juin 1904). — Association syndicale professionnelle des agents secondaires et journaliers de l'administration centrale de la **marine** (61 membres). Siège social : rue Boissy-d'Anglas. 22, PARIS. — [15 octobre 1906]. — Alliance syndicale fédérée des **mouleurs**, fondeurs en cuivre et parties similaires du département de la Seine (75 membres). Siège social : rue du Chemin-Vert, 50, PARIS.

Seine-et-Oise [21 mars 1907]. — Chambre syndicale régionale des ouvriers **boulangers** et parties similaires de Mantes et de la région (17 membres). Siège social : Hôtel de ville, MANTES.

3° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Finistère [24 décembre 1905]. — Union ouvrière des syndicats indépendants brestois (2 syndicats adhérents). Siège social : rue d'Aiguillon, 2, BREST.

BIBLIOGRAPHIE.

OUVRAGES REÇUS PAR LA DIRECTION DU TRAVAIL
ET SOMMAIRES DES BULLETINS DES OFFICES DU TRAVAIL ÉTRANGERS *
POUR JANVIER 1909 ⁽¹⁾.

FRANCE.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — DIRECTION DES CHEMINS DE FER : **Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1906.** — 1^{re} vol., France. — *Intérêt général.* — 1 vol., 510 pages, Imprimerie administrative, Melun, 1908. — Prix : 5 francs.

— DIRECTION DES ROUTES, DE LA NAVIGATION ET DES MINES : **Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur en France et en Algérie en 1907.** — 1 vol., 377 pages, Imprimerie nationale, Paris, 1908. — Prix : 10 francs.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE. — OFFICE IMPÉRIAL DE STATISTIQUE (Ministère de l'Intérieur) : « **Berufstatistik** » (Statistique professionnelle). — 1^{re} partie, 1^{er} volume : Résultats du recensement des professions et des entreprises du 12 juin 1907. — 1 vol., 240 + 134 pages, Berlin, Puttkammer et Muhlbrecht, 1909.

— **Vierteljahrshette zur Statistik des deutschen Reichs** (Cahiers trimestriels de statistique de l'empire allemand). 1909, 1^{er} cahier : *L'assurance-maladie de 1903 à 1907.* — *Le recensement des automobiles au 1^{er} janvier 1909.* — *Comparaison du nombre des automobiles et de la statistique des accidents.* — Berlin, Puttkammer et Muhlbrecht.

— DIRECTION DE LA STATISTIQUE OUVRIÈRE. (Office impérial de statistique, Ministère de l'Intérieur) : * « **Reichsarbeitsblatt** » (Bulletin impérial du travail). Berlin, Karl Heyman, le numéro, 10 pfennigs. — Sommaire du n° de janvier 1909. — Le chômage dans les syndicats allemands pendant le 4^e trimestre 1908. — Rapport de l'inspection des fabriques dans le duché de Hesse en 1907. — Résultats de l'enquête sur la durée du travail dans les entreprises de transports. — Les contrats de tarifs en 1907. — Enquête sur les salaires des ouvriers à Halle et des domestiques à Schönberg. — Ordonnance du 19 décembre 1908 sur l'exploitation des établissements de grosse métallurgie. — Ordonnance du 22 décembre 1908 sur l'installation et l'exploitation des imprimeries et fonderies de caractères.

⁽¹⁾ En dehors des renseignements mensuels concernant le marché du travail, les grèves, la jurisprudence, le mouvement syndical, la législation, etc., la plupart des Bulletins des offices du travail étrangers publient des articles spéciaux dont les plus importants sont mentionnés ci-dessous. — Les bulletins sont indiqués par un astérisque *.

— **Protokoll der vierundzwanzigsten Sitzung des Arbeitsbeirates vom 8. Februar 1909** (Procès-verbal de la vingt-quatrième séance du Conseil du travail du 8 février 1909) : *Examen du projet de loi sur les assurances sociales*, — 1 brochure in-8° de 75 pages, Imprimerie de la Cour et de l'État.

— **VILLE DE BERLIN.** — **OFFICE DE STATISTIQUE :** *Statistisches Jahrbuch der Stadt Berlin* (Annuaire statistique de la ville de Berlin) : contenant la *Statistique des années 1906, 1907 et en partie 1908*, publié sur l'ordre de la municipalité par le directeur de l'Office. — 1 volume de 852 pages, Berlin, Stankiewicz, 1909.

AUSTRALASIE. — **NOUVELLE-ZÉLANDE.** — **MINISTÈRE DU TRAVAIL :** * *«Journal of the department of labour»*, Wellington; 3 fr. 10 par an. — Numéro de janvier 1909 : Ce que l'on fait des chômeurs en Suisse. — Organisation du travail dans la coutellerie à Solingen.

— **OFFICE DU REGISTRAR GENERAL :** *Statistics of the dominion of New-Zealand for the year 1907* (Annuaire statistique de la Nouvelle-Zélande pour 1907) : *Gouvernement, chambres, consuls étrangers; mouvement de la population; commerce et échange.* — 1 vol., de 325 pages, Wellington, John Mackay, 1908.

AUTRICHE. — **OFFICE DE STATISTIQUE OUVRIÈRE** (Ministère du commerce) : * *«Soziale Rundschau»* (Bulletin de l'Office de statistique). Vienne, Alfred Hölder, le n° 0 fr. 20. — Numéro de janvier 1909 : Conseil supérieur du travail : séance de la Commission du phosphore (14 décembre 1908). — Congrès national des institutions de placement à Prague. — Congrès international de l'assurance ouvrière à Rome. — Les grèves de 1907 en Autriche; en Hollande. — Résultats provisoires de l'enquête sur le travail des enfants (Basse-Autriche). — Prolongation de la durée du travail et contrats collectifs pendant le 3^e trimestre 1908. — L'assurance-maladie en Bosnie-Herzégovine. — Allemagne : Les jeunes ouvriers et ouvrières des fabriques en 1907. — Législation : Création d'un conseil de l'industrie; — décret relatif à la durée du travail dans les chemins de fer; — règlement de travail du personnel des tabacs en Bosnie-Herzégovine.

BELGIQUE. — **OFFICE DU TRAVAIL** (Ministère de l'industrie et du travail) : * *«Revue du travail»*. (Bruxelles, Vanbuggenhoudt, le n° 0 fr. 10.) — Numéro du 15 janvier 1909 : Loi du 31 décembre 1908 modifiant l'article 48 de la loi du 16 mars 1865 sur la caisse générale de retraites. — Numéro du 31 janvier : Le mouvement syndical en Belgique en 1907. — Conseil supérieur du travail : Réglementation de la durée du travail des adultes. — Chronique législative : Réassurance contre la maladie et l'invalidité prématurée; — Pensions de vieillesse.

CANADA — **DÉPARTEMENT DU TRAVAIL :** * *«Gazette du travail»*. Ottawa, Dawson, le n° 0 fr. 15. — Numéro de janvier 1909 : Procédure en vertu de la loi de 1907 sur les enquêtes en matière de conflits industriels. — Revue du travail en 1908. — Les grèves en 1908. — Le chômage pendant l'hiver 1908-1909. — La Fédération nationale des femmes. — 22^e congrès de l'Association internationale des inspecteurs du travail. — Ordonnance de l'Office des chemins de fer sur la protection des employés et ouvriers.

ESPAGNE. — **INSTITUT DES RÉFORMES SOCIALES** (Ministère de l'Intérieur) : * *«Boletín del Instituto de Reformas sociales»*. (Madrid, Minuesa de los Rios; le n° 0 fr. 25.) — Sommaire du numéro de janvier 1909 : L'inspection du travail en 1907 (suite). — Les grèves pendant le 4^e trimestre 1908. — Décrets et ordonnances relatifs au repos dominical, à l'Institut national de prévoyance, etc.

FINLANDE-RUSSIE. — ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'INDUSTRIE : * «*Arbetsstatistik tidskrift*». — (Revue de statistique ouvrière.) Helsingfors, Kejslerliga senatens tryckeri, le n° 6 fr. 25. — Sommaire du n° 1, 1909 : La cessation du travail dans la métallurgie en 1908. — Projet de loi sur la protection des travailleurs.

— BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE : * *Statistik Årsbok för Finland* (Annuaire statistique de Finlande) : 6^e année 1908, 1 vol. de XXIV + 478 pages. Helsingfors, Kejslerliga senatens tryckeri, 1908.

Bidrag till Finland officiella statistik (Statistiques officielles) :

N° I. A : Handel (Commerce pour l'année 1907). 1 vol. de 274 pages;

N° I. B : Sjöfart (Navigation pour l'année 1907). 1 vol. de 114 pages;

N° XXI. A : Fattigvården (Assistance publique pour 1905). 1 vol. de 143 pages;

N° VI : Folkmängdsförändringarna (Mouvement de la population pour 1905 et 1906). Helsingfors, Kejslerliga senatens tryckeri, 1908.

GRANDE-BRETAGNE. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL (Ministère du Commerce) : * «*Labour Gazette*». Londres, Veal, Chifferiel and C^e; le numéro, 6 fr. 10. — Numéro de janvier 1909 : Marché du travail, salaires, grèves et cours en 1908. — Règlement de la cour d'arbitrage. — Convention relative à la conciliation dans la construction maritime. — Rapport de la Commission du «truck». — Rapport de la Commission des «salaires équitables».

— Report of an inquiry into working class rents, housing and retail prices together with the rates of wages in certain occupations in the principal industrial towns of France (Rapport sur les loyers, le logement, le coût de la vie et les salaires dans certaines industries dans les principales villes industrielles de France). 1 vol. in-folio 500 pages. Darling and Son, Londres, 1908.

— Report of an inquiry into working class rents, housing and retail prices, etc., in the principal industrial towns of the german Empire. (Enquête sur les loyers, le logement, le coût de la vie, etc., dans les principaux centres industriels d'Allemagne). 1 vol., 609 pages. Darling and Son, Londres, 1908. Prix, 6 fr. 15.

ITALIE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce) : * «*Bolletino dell'Ufficio del lavoro*». Rome, Fratelli frères; le n° 6 fr. 30. — Numéro de janvier 1909 : boutiques. — Statistique des ouvriers occupés aux travaux de construction, etc., exécutés en régie ou par adjudication pour le compte de l'État. — Le travail dans les prisons de 1904 à 1907. — Résumé de la jurisprudence en matière d'accidents du travail en 1905. — Les conditions du travail des ouvriers municipaux en Allemagne. — Les conflits du travail à Milan en 1907.

— COMMISSARIAT DE L'ÉMIGRATION (Ministère des affaires étrangères). *Emigrazione e colonia. Raccolta di rapporti dei RR. agenti diplomatici e consolari* (Service de l'émigration et des colonies. Rapports des agents diplomatiques et consulaires). Vol. III, partie II (*Argentine*), 1 vol. de 244 pages. — Rome, imprimerie coopérative Manzoni, 1908.

— DIRECTION GÉNÉRALE DU CRÉDIT ET DE LA PRÉVOYANCE, DE LA COOPÉRATION ET DES ASSURANCES SOCIALES (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce). *Le assicurazioni contro i danni della grandine* (les assurances contre la grêle). 1 vol. de 306 pages. Rome, établissement Civelli, 1909.

SUÈDE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL (Administration centrale du commerce, de la navigation et de l'industrie) : * «*Meddelanden för arbetsstatistik*» (Bulletin de statistique ouvrière.) Stockholm, Norstedt, le numéro, 6 fr. 40. —

Numéros 1 et 2 de 1909 : Recensement des chômeurs en Suède le 12 janvier 1909.
— Les grèves en Suède en 1908 (3^e trimestre). — Encouragements accordés aux institutions de placement.

SUISSE. — BUREAU DE STATISTIQUE DE BERNE (Canton de Berne) : *Ergebnisse der Bevölkerungstatistik des Kantons Bern pro 1891-1905/06* (Résultats de la statistique de la population du canton de Berne pour 1891-1905/06). 1 broch. de VI + 200 pages. Berne, Steiger, 1909.

ERRATUM.

Dans le numéro de mars 1909, p. 272, au tableau des associations formées entre employés d'administrations publiques, l'Association amicale des membres du personnel enseignant des écoles pratiques d'agriculture (déclarée en 1906) et l'Association amicale du personnel des écoles publiques d'enseignement technique de France (déclarée en 1907) ont été comprises dans les « divers » de la rubrique « Ministère de l'instruction publique », bien que se rattachant la première au Ministère de l'agriculture, la seconde au Ministère du commerce.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Pendant le mois d'avril, le chômage a sensiblement diminué parmi les ouvriers viticoles du Midi en raison de la nécessité de regagner le temps perdu par suite des intempéries. Pour le même motif, les bûcherons trouvent assez facilement à s'occuper dans les champs en attendant l'écorçage. L'activité se maintient dans l'horticulture de la région parisienne.

Le bâtiment et les industries qui en dépendent sont en pleine reprise.

Dans l'industrie textile, la situation semble en général s'améliorer dans le Nord; l'activité se maintient au même niveau que le mois dernier dans les centres cotonniers des Vosges et de Normandie; elle reste satisfaisante dans les petits centres de Maine-et-Loire et de Vendée. Dans la soie, on signale une reprise à peu près générale, notamment en ce qui concerne le velours, aussi bien dans la Loire que dans la région lyonnaise.

Les industries du vêtement sont en pleine saison.

Dans les industries des métaux, l'activité reste médiocre; le chômage est toujours intense parmi les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes et les horlogers de Franche-Comté et de Savoie.

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'avril 1909. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

Le travail n'a pas sensiblement baissé dans les industries du livre. Les ouvriers des ports, ainsi que les tonneliers et les mégissiers, accusent beaucoup de chômage.

1,231 syndicats, groupant 295,567 ouvriers, ont répondu, pour avril 1909, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,006 groupant 240,659 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 13,728, ce qui correspond à une moyenne de 5.7 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 6.4 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 8.4 p. 100; elle était de 9.6 p. 100 en avril 1908.

L'ouvrage, pendant le mois d'avril 1909, a été jugé, par comparaison avec le mois de mars, plus abondant, par 37 p. 100 des syndicats, groupant 26 p. 100 des syndiqués; équivalent par 46 p. 100 des syndicats, groupant 61 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 17 p. 100 des syndicats, groupant 13 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 679 syndicats, groupant 129,373 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 309 groupant 84,320 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (4,459) accuse 2 p. 100 de chômeurs contre 6, par suite de la mise en application, le 27 mars 1909, de la loi du 17 avril 1907. Sur l'Océan, la pêche ne donne pas à Douarnenez (1,868) et le Croisic (150); elle est plus abondante à Guilvinec (440), au Bono (155); à la Rochelle tous les marins pêcheurs (251) sont occupés et la pêche est toujours aussi abondante. Elle est peu abondante à Palavas (183).

D'après les réponses de 50 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 8,478 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en avril, de 12.9 p. 100 contre 13.3 le mois dernier et 8.2 en avril 1908; la situation était considérée comme satisfaisante par 69 p. 100 des syndicats et 79 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 579 chômeurs, 527 sont signalés par 33 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 2,876 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 26.2, 10.7 et 9.6 p. 100 contre 18.8, 39.2 et 37.2 le mois dernier et 6.9, 17.7 et 51.2 en avril 1908; 17 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; le travail est en général plus abondant, vu la nécessité de regagner le temps perdu cet hiver par les intempéries; l'augmentation de chômage accusée dans le département de l'Aude provient exclusivement des ouvriers agricoles de Port-la-Nouvelle (290) qui accusent 79 p. 100 par suite de l'emploi des machines dans les usines à soufre, où beaucoup de ces ouvriers sont occupés. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,278) annonce 34 chômeurs contre 23 le mois dernier et 0 en avril 1908 : le travail est aussi abondant que le mois dernier; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,360) accuse 0 contre 0 et estime le

travail plus abondant et satisfaisant. Pas de chômeurs chez les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq (203), ni chez les vignerons d'Aÿ (151),

115 syndicats de bûcherons groupant 11,047 membres accusent 14 p. 100 de chômeurs contre 17.4 le mois dernier et 15.9 en avril 1908. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 79 p. 100 des syndicats et 75 p. 100 des syndiqués. Sauf quelques coupes en retard, l'exploitation forestière d'hiver, qui s'est prolongée cette année, par suite des grèves, plus longtemps que d'habitude, est terminée et l'écorçage n'a commencé que dans peu de centres; les bûcherons sont occupés aux travaux agricoles (semaillages d'avoine, d'orge, légumes, etc.), que le mauvais temps a beaucoup retardés jusqu'ici: on ne signale aucun chômeur dans 8 centres sur 11 dans l'Allier, dans 13 sur 22 dans le Cher, dans 5 sur 7 dans le Loiret, dans 27 sur 39 dans la Nièvre et dans 10 sur 13 dans l'Yonne; le chômage atteint 15 p. 100 contre 41.7 le mois dernier dans l'Allier pour 834 syndiqués; il est de 5.9 contre 19.3 dans le Cher pour 2,458 syndiqués; de 18.5 contre 18.2 dans le Loiret pour 336 syndiqués; de 25.8 contre 20 dans la Nièvre pour 3,829 syndiqués et de 19.3 contre 12.6 dans l'Yonne pour 1,211 syndiqués. Dans les Landes, 13 syndicats de résiniers, groupant 1,465 membres, accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 8.6 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le Comité central des houillères de France, portent sur plus de 171,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'avril 1909. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	105,166	6	"	"	"	1.09	98.91
Loire	17,267	5.88	"	"	"	34.80	65.20
Gard et Hérault ⁽²⁾	12,742	5.99	"	"	"	3.94	96.06
Tarn et Aveyron	10,600	5.93	"	"	"	30.71	69.29
Provence	2,750	5.31	"	"	36.40	53.38	10.22
Isère	1,977	5.78	"	"	"	94.40	5.60
Ouest	423	5.81	"	24.82	"	8.99	66.19
Bourgogne et Nord-Ouest	9,926	5.90	"	"	"	25.47	74.53
Centre	10,374	5.94	"	"	"	18.11	81.89
ENSEMBLE pour la France.	171,225	5.96	"	0.07	0.58	10.91	88.44

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) on lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

⁽²⁾ Manquent les renseignements pour la Grand'Combe.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.94 le mois dernier et de 5.99 en avril 1908. D'après les réponses de 22 syndicats, le

chômage serait de 0.3 p. 100 sur un effectif de 34,344 syndiqués contre 0.2 le mois dernier pour 29,709 syndiqués et 0.7 en avril 1908 pour 34,524 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; celui de Montceau-les-Mines (5,003) en a 1.4 p. 100.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 8 p. 100 pour 27 syndicats groupant 3,598 ouvriers contre 36.9 le mois dernier et 11.2 en avril 1908. Dans les carrières, pas de chômeurs à Thollon (250), Saulxures-sur-Moselotte (470), Trept (130), Lérouvillle (184) et Savonnières-en-Perthois (95); 21.7 p. 100 contre 33.5 à Château-Landon (230); 40.7 contre 46.7 à Parmilieu (118); 20 contre 40 à Porcieu-Amblagnieu (250); 11.3 à Corbigny (150). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320); à Fumay, 7.1 chez les ardoisiers (254) et 0 chez les fendeurs (102).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 59 syndicats, groupant 13,119 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 9.6 p. 100 contre 10.1 le mois dernier et 11.2 en avril 1908. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 66 p. 100 des syndicats et 51 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Marseille (658) et Rouen (260); les cuisiniers de Pau (143) et de Marseille (100); les pâtisseries de Marseille (450); les bouchers (100) et tripiers (180) de Marseille; les limonadiers (250) et les restaurateurs navigateurs (175) de Marseille. Le travail est, par contre, satisfaisant chez les maîtres d'hôtel navigateurs du Havre (830); les raffineuses de sucre de Marseille (420); les chocolatiers de Noisiel (150); les distillateurs de Pontarlier (257). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,540) accusent 4.7 p. 100 contre 6.1, ceux de la Bourse du travail (1,600), 8.1; les garçons de cuisine (1,007), 6; les pâtisseries de la Seine (1,610), 11.2 contre 5.4; les bouchers du demi-gros (100), 3 contre 3; les boulangers de la rue des Martyrs (502), 4.4 contre 3.2; ceux du boulevard Richard-Lenoir (240), 0 contre 3.8; aux Halles, les employés de la marée (160) accusent 0 contre 3.7.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de mars 1909, sixième mois de la campagne 1908-1909, s'élevait à 1,767,508 hectolitres, en augmentation de 131,795 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru à la même date est évaluée approximativement à 231,000 hectolitres, soit une différence en plus de 27,000 hectolitres sur la campagne 1907-1908⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin d'avril 1909, huitième mois de la campagne 1908-1909, la quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 787,863 tonnes, en augmentation de 53,328 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 10 syndicats, groupant 7,898 ouvriers, ressort à 2.7 p. 100 contre 2.7 le mois dernier et 7.6 en avril 1908. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Saint-Étienne (160) et Toulon (240); 1.9 contre 1.9 à Paris (5,200). Les ouvriers des huileries de Marseille (1,391) accusent 5.8 p. 100 contre 8 le mois dernier. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés. Au Havre les huiliers et pétroliers (370) accusent 8.1 p. 100.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 20 avril 1909.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 13 mai 1909.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (490), de Wizernes (530) et d'Anould (632) sont tous occupés. 0.8 p. 100 chez les relieurs de Nancy (120). 0 chez les caoutchoutiers de Paris (364).

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 87 pour 67 syndicats groupant 4,441 adhérents, soit 2 p. 100; pour Paris, de 137 pour 9 syndicats groupant 5,706 adhérents, soit 2.4 p. 100. La proportion était, le mois dernier de 1.9 p. 100 pour la province et de 2.2 pour Paris; elle était, en avril 1908, de 2.5 pour la province, de 4.8 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 82 p. 100 des syndicats de province groupant 87 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 4 syndicats, équivalent par 30, moins abondant par 17. Il y a 1.8 p. 100 de chômeurs contre 1.8 le mois dernier à Dijon (110); 0 contre 0 à Grenoble (170); 7.6 contre 7.7 chez les lithographes (145) de Saint-Étienne; 1.9 contre 0.3 chez les typographes (322) de Bordeaux; 0 contre 0 à Amiens (200); 0 à Besançon (94); 5.2 à Nantes (172); 0 à Clermont-Ferrand (105); 3.2 contre 5 à Rouen (158); 0 contre 1.7 au Havre (122); 3.3 contre 2.1 chez les typographes (518) de Lyon; 1.5 contre 0 à Rennes (202); 2.5 contre 2.2 à Lille (360) et 2 chez les lithographes (150); 0 contre 0 au Mans (100).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,500) accuse 80 chômeurs contre 75 le mois dernier et 200 en avril 1908 et estime le travail aussi abondant et satisfaisant pour l'époque; les imprimeurs de journaux (220) accusent 7.7 p. 100 contre 10. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (140) accuse 7.9 contre 5; les stéréotypeurs (200), 0.5 contre 0.5.

CUIRS ET PEaux. — Le chômage, d'après les réponses de 15 syndicats, groupant 2,842 ouvriers atteint 40.8 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 29.4 le mois dernier et 36.8 en avril 1908. A Annonay, les mégissiers de rivière (600) ont 15 p. 100 de chômeurs contre 20 le mois dernier et font 40 et 45 heures. A Millau les chamoiseurs (110) en ont 81.8 contre 91 et font 50 à 55 heures; les tanneurs-corroyeurs (300) accusent 50 p. 100 contre 50 et 40 heures. A Mazamet, les mégissiers (110) accusent 74.5 p. 100 contre 74.5. Les moutonniers de Graulhet (1,200) en accusent 58.3 p. 100 et font 57 heures. Les pelletiers de Paris (160) en ont 25 p. 100 contre 22.2.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 0.8 p. 100 pour 16 syndicats groupant 1,313 ouvriers contre 6.4 le mois dernier et 1.8 en avril 1908. Les ouvriers en chaussures du Quesnoy (200) n'ont pas de chômeurs et font 76 heures. Il en est de même des coupeurs de Mouy (725).

A Paris, les selliers militaires (172) accusent 23.1 p. 100 contre 58.1; les portefeuillistes (230), 7.8 contre 6.7.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 68 syndicats, groupant 29,571 adhérents, était de 1,571, soit 5.3 p. 100 contre 6.6 le mois dernier et 14.7 en avril 1908.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (10,625), il y aurait 7.5 p. 100 de chômeurs contre 7.2 le mois dernier et 10.7 en avril 1908, la semaine est de 60 heures et la situation est estimée non satisfaisante. A Tourcoing, des trieurs de laine (600) sont occupés 60 heures et se montrent satisfaits; les tapissiers en grosse moquette (131) accusent 0 p. 100 contre 5.8. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,600), il n'y aurait pas de chô-

meurs, la semaine serait de 40 à 50 heures et le travail ne serait pas satisfaisant. A Armentières, la situation serait très bonne : un syndicat ouvrier (1,980) accuse 0 chômeur contre 0 et 59 heures; le syndicat mixte (1,754) accuse 0 chômeur contre 0 et 60 heures. A Halluin (1,100), le chômage est de 7 p. 100 contre 12 et la semaine est de 42 à 56 heures; à Houplines (1,534), 1.8 p. 100 contre 2.3 et 55 à 60 heures; 0 chômeur contre 0 à la Gorgue (725) et 60 heures; la situation est également satisfaisante à Boussières (115); 0 à Saint-Waas (100); 2 contre 0 à Nieppe (300); 0 contre 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100); 44.3 contre 47.5 à Villers-en-Cauchies (158). Pour l'ensemble de 18 syndicats du Nord groupant 20,936 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 4.9 p. 100 contre 5.2 le mois dernier et 15.4 en avril 1908.

Dans les Vosges, les 5 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0 p. 100 de chômeurs sur 308 syndiqués contre 1.3 le mois dernier et 1.8 en avril 1908; la semaine est partout de 60 heures. Pas de chômeurs à Épinal (127).

Dans les centres normands, à Rouen (228) les ouvriers cotonniers ont 0.4 p. 100 de chômeurs contre 0 et font 60 heures : le travail est plus abondant et satisfaisant; à Bolbec (260), 0.8 p. 100 contre 0.8 et 56 heures contre 60 : le travail est à peu près satisfaisant; à Fliers, les ouvriers cotonniers (650) font 60 heures contre 60, mais ils attendent plusieurs jours à la fin de chaque chaîne. A Condé-sur-Noireau (160), 2.5 p. 100 contre 3.1.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les pareurs (120) accusent 0.8 p. 100 contre 2.4 et 60 heures contre 60, les tisseurs (280), 1.4 contre 1.6 et 60 heures; à Bourg-de-Thizy (450) les tisseurs accusent 6.6 contre 7 et 55 heures; 5 contre 6 à Thizy (612) avec 60 heures contre 60.

Dans les Ardennes, 7.1 p. 100 contre 8.9 à Saint-Menges (280) et 54 à 60 heures; à Sedan (150), 2.6 p. 100 contre 4.7 et 60 heures. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (354) sont tous occupés 60 heures : le travail est plus abondant et assez satisfaisant.

Dans l'Ouest, à Romorantin (450), dans l'industrie du drap, on fait 57 heures au tissage, 60 et 66 heures ailleurs. La situation est satisfaisante dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et de la Vendée : pas de chômeurs à Mortagne-sur-Sèvre (230). 8.3 p. 100 contre 33.3 à Lavelanet (600) : le travail est plus abondant. A Mazamet, 5 p. 100 contre 0 chez les ouvriers fileurs (100) et 45 à 50 heures; 10 p. 100 à Vienne (417) et 60 heures.

Dans la bonneterie, à Troyes (300) 0 p. 100 contre 2.4, la semaine est de 60 heures : le travail est moins abondant.

Soie. — Dans la Loire, à Saint-Étienne, les chefs d'ateliers (125) estiment le travail plus abondant et satisfaisant, grâce à la reprise du velours; le travail est aussi beaucoup plus abondant à Saint-Genest (150) où les chefs d'atelier sont tous occupés 60 heures; pas de chômeurs à Saint-Just (104); 10 p. 100 contre 0 et 60 heures dans le tissage mécanique et 35 p. 100 contre 30 et 72 à 80 heures dans le tissage à bras à Charlieu (82); 0 contre 0 à Bussières (227) et 60 heures : le travail est toujours satisfaisant. Dans la Haute-Loire, 18 contre 15 à Sainte-Sigolène (598) et 66 heures; 35 contre 35 à Saint-Didier-la-Seauve (300) et 66 heures.

Dans la région lyonnaise, les nouvelles commissions ont donné à la fabrication une impulsion très appréciable dans les usines de tissage mécanique; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, le travail est en reprise très prononcée et le personnel ouvrier ferait plutôt défaut; à la campagne, les ateliers à bras n'ont pas encore ressenti les effets du réveil des affaires et le nombre des mé-

tiers en activité a encore diminué⁽¹⁾. A Lyon, chez les tisseurs de la Croix-Rousse (472), le travail est un peu plus abondant. A Grandris (118) 15 p. 100 contre 4.

Dans l'Isère, à Moirans (820), pas de chômeurs et 56 heures : le velours est en forte reprise, la soie est stationnaire. Dans la Savoie, à Pont-de-Beauvoisin (200) le travail est satisfaisant. Dans le Gard, les fileuses de Ganges (110) font 60 heures et sont satisfaites. Dans l'Ardèche, les ovalistes de Jaujac (324) se montrent satisfaites. A Tours, les tisseurs de soie (115) sont tous occupés 60 heures.

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (90) accusent 0 p. 100 contre 0 et font 68 heures et demie : le travail est satisfaisant. A Saint-Quentin, les tullistes en guipure (103) sont tous occupés 48 heures. A Caudry, les tullistes (716) accusent 1.7 p. 100 contre 1.4 et 25 à 30 heures : le travail est moins abondant ; les ouvriers en tulles (390) accusent 0.5 p. 100 contre 1.2 et 56 heures. Les tullistes en dentelles de Lyon (120) accusent 29.2 p. 100 contre 10 et 55 heures. A Paris, les passementiers à la main (140) accusent 2.1 p. 100 contre 5 et 48 heures contre 38 le mois dernier ; les brodeurs (215) 0.9 contre 3.8 et 60 heures.

Dans la teinture et l'apprêt, les teinturiers de Saint-Étienne (125) accusent 0 chômeur et 60 heures ; les apprêteurs de Roanne (221), 0 et 60 heures ; les imprimeurs sur étoffes de Lyon (200), 15 et 50 heures. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (300) accusent 0.3 p. 100 contre 4 : c'est la bonne saison,

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 5.8 p. 100 pour 22 syndicats, groupant 2,276 ouvriers, contre 7.3 le mois dernier et 9.7 en avril 1908. Le travail est considéré comme plus abondant par 17 syndicats, équivalent par 2, moins abondant par 1. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 74 p. 100 des syndicats et 73 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (308) accusent 3.9 p. 100 contre 5.5. Les coupeurs-tailleurs de Bordeaux (155) accusent 16.8 ; les tailleurs de Constantine (130), 45.4 ; 0 contre 0 chez les ouvriers du syndicat mixte de Limoges (135) ; 6.5 chez ceux du syndicat mixte de Montpellier (230).

Chez les chapeliers, casquetiers, etc., la moyenne du chômage est de 9.8 p. 100 pour 11 syndicats groupant 2,991 ouvriers contre 20 le mois dernier et 1.9 en avril 1908 ; à Paris, le syndicat de la Bourse du travail (1,600) accuse 0.2 p. 100 ; les ouvriers en chapeaux de soie (102) 2.9 contre 10.8 ; les chapeliers en fantaisie (100), 0 ; les casquetiers (543), 7.2 contre 16.9. Les chapeliers d'Esperaza (262) accusent 91.6 p. 100 contre 70.

Les blanchisseurs de la Seine (185) accusent 5 p. 100 contre 14.7 : c'est la bonne saison.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 32 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,628 ouvriers, est de 14.9 p. 100 contre 17.8 le mois précédent et 7.1 en avril 1908 : la situation est estimée satisfaisante par 66 p. 100 des syndicats et 35 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers d'Armentières (107) accusent 0 contre 0 ; les travailleurs du bois d'Halluin (375), 1.7 contre 10 ; ceux de Villers-Cotterets (100), 0 ; les scieurs de Gommegnies (116), 0 contre 0 ; ceux de Hermes (114), 3.5 contre 5.3. A Paris, les poseurs de menuiserie (680) accusent 40 p. 100.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 16 syndicats, groupant 979 ouvriers, est de 6.1 p. 100 contre 9 le mois der-

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 mai 1909.

nier et 10.9 en avril 1908. Les sculpteurs sur bois de Lyon (100) accusent 30 p. 100 contre 50; les ébénistes d'Autun (155), 0 contre 1.3; ceux de Cannes (135), 4.4.

Chez les tonneliers, le chômage est de 22.6 p. 100 pour 8 syndicats, groupant 773 ouvriers, contre 28.3 le mois dernier et 21.9 en avril 1908. 30 p. 100 contre 40 à Cognac (300); 21.9 contre 33.3 à Marseille (320).

Dans la carrosserie, 10 syndicats groupant 439 ouvriers annoncent 0.5 p. 100 de chômeurs contre 2.4 le mois dernier et 4.6 en avril 1908. A Paris, les charrons (160) en accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les tourneurs sur bois de Felleries (175) sont tous occupés; les ouvriers pipiers de Saint-Claude (900) n'ont pas de chômeurs, mais ne font toujours que 30 heures par semaine au lieu de 60 en temps normal. Les layetiers de Bordeaux accusent 29.9 p. 100 contre 27.8; ceux de Paris (360), 1.7; les sabotiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (125), 0 contre 0; ceux de Limoges (112), 1.8 contre 1.8; les bou-tonniers de Grenoble (185), 0 contre 0.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 86 syndicats groupant 17,324 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en avril, de 12.3 p. 100 contre 10.9 le mois dernier et 12 en avril 1908.

27 syndicats de métallurgistes, groupant 7,856 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 4.1 p. 100 de chômeurs contre 4.9 le mois dernier et 1.4 en avril 1908; la situation est estimée satisfaisante par 63 p. 100 des syndicats et 69 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (198), Bourg-Fidèle (150), Fumel (500), Dioulouard (384), Guérigny (530), le Creusot (1,600); 5.6 p. 100 contre 5.4 à Sous-le-Bois (450); 5.7 contre 9.1 à Jeumont (175); 3.3 contre 4.9 à Deville (123); 7.1 à Bourges (252); 10 à Saint-Malo (120); 1 contre 0 à Lille (206); 4.3 contre 4.8 chez le syndicat libre de la rue Fessard (368) à Paris.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 3.5 p. 100 pour 13 syndicats groupant 796 ouvriers contre 2.6 le mois dernier et 8.6 en avril 1908; la situation est considérée comme satisfaisante par 71 p. 100 des syndicats groupant 62 p. 100 des syndiqués; 6.7 p. 100 contre 4 à Ferrière-la-Grande (240); 1.1 contre 1.7 à Bordeaux (180).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 7.2 p. 100 pour 21 syndicats, groupant 3,536 ouvriers, contre 4.1 le mois dernier et 4.6 en avril 1908. La situation est considérée comme satisfaisante par 59 p. 100 des syndicats et 18 p. 100 des syndiqués. 0 p. 100 contre 0.9 à Tarbes (109); 2.4 contre 1.9 à Tourcoing (180); 0.9 contre 0 à Reims (107); 0 contre 0 à Chartres (105); 3.6 à Saint-Étienne (280). 18.6 contre 9.1 au Mans (188). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 70 chômeurs sur 1,600 syndiqués contre 87 le mois dernier et 115 en avril 1908; 30 p. 100 chez les modeleurs-mécaniciens (300).

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,499) accusent 104 chômeurs contre 109 le mois dernier et 131 en avril 1908; 40.8 contre 44.4 p. 100 chez les horlogers de Besançon (461); 53.3 contre 30 chez ceux de Scionzier (500); 50 contre 50 chez ceux de Lac-en-Villers (200); 13.4 contre 7.4 chez les bijoutiers de Marseille (149).

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 9.1 p. 100 pour 5 syndicats groupant 888 ouvriers contre 69.2 le mois dernier et 94 en avril 1908; il est de 100 p. 100 contre 100 à Audierne (135); 100 contre 80.8 à Douarnenez (535); 72.7 contre 36.4 à Guilvinec (110). A Paris, les potiers d'étain (160) accusent 9.4 p. 100; les ferblantiers ornemanistes (305), 9.2 contre 4.7.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 122 syndicats, groupant 13,333 adhérents, était, à la fin d'avril, de 6.3 p. 100 contre 25.6 le mois précédent et 13.1 en avril 1908.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 5.2 p. 100 pour 84 syndicats groupant 8,141 ouvriers contre 28.5 le mois dernier et 16.4 en avril 1908. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Annonay (150), Bourges (130), Thonon (250), Albi (120), Saint-Yrieix (160). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Marseille (128 maçons d'art), Commercy (170), Saint-Etienne (120), Bordeaux (250), Flers (120), Orsay (140), Melun (300), Dieppe (225), Versailles (809), Oran (986). A Paris, les maçons (16,500) estiment la situation stationnaire; les scieurs de pierre tendre (300) sont tous occupés. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 80 p. 100 des syndicats et 75 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 7.2 p. 100 pour 23 syndicats groupant 3,010 ouvriers contre 29.9 le mois dernier et 6.3 en avril 1908; il y en a 3.4 p. 100 contre 41.4 à Bordeaux (291); 11.5 contre 60.9 à Marseille (130); 0 contre 30 à Roubaix (317); 0 à Lille (500); 10 à Tourcoing (120); 6.5 à Boulogne-sur-Mer (154); 47.6 contre 63.8 à Limoges (112). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (195) en accusent 1.5 contre 7.5; les ornemanistes (680), 9.6.

Les marbriers de Cousolre (200) et les granitiers de Nantes (282) sont tous occupés; les marbriers de Bellignies (200) accusent 25 p. 100 contre 5. Les couvresseurs de Tourcoing (150) accusent 3.3 p. 100 contre 16.7; ceux de Rouen (108), 2.8; les ferblantiers-plombiers de Marseille (140), 28.6.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chaudiéristes d'Albi (100) et les plâtriers d'Arignac (133).

Les potiers (290) et les engobeuses de poteries (300) de Vallauris accusent 0 p. 100. Il en est de même des faïenciers de Montereau (300). A Limoges, les emballeurs de porcelaines (193), accusent 2.1 contre 4.2.

Dans l'ensemble des 7 syndicats de verriers, groupant 444 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 0.9 p. 100 contre 0 le mois dernier et 4.1 en avril 1908. Les verriers à vitres de Fresnes (100) sont tous occupés.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 7 syndicats groupant 2,115 membres ressort à 41.9 p. 100 contre 52.9 le mois dernier et 10.5 en avril 1908; elle est de 60 contre 71.4 à Dieppe (140); de 50 contre 50 à Bordeaux (709); de 83.3 à Port-Saint-Louis (300); de 20 à Nice (800).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 4.8 p. 100 pour 8 syndicats groupant 2,183 membres contre 7 le mois dernier et 7.8 en avril 1908; les sourceurs de Saint-Yorre (200) accusent 10 p. 100 contre 15; ceux de Vals-les-Bains (120), 0 contre 12.5; ceux de Sail-sous-Couzan (102), 0 contre 0; les transbordeuses de fruits de Cerbère (222), 0 contre 0. A Paris, les porteurs aux Halles (216) accusent 0 contre 0; les laveurs de voitures (600), 5 p. 100.

14 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 9,034 ouvriers accusent 2 sans-travail contre 2 le mois dernier et 1 en avril 1908. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins

du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 21 syndicats groupant 3,073 membres, est de 7.7 p. 100 contre 4.4 le mois dernier et 5.8 en avril 1908; elle est de 0.6 p. 100 contre 3.2 chez les officiers mécaniciens (480) de Marseille et de 9.6 chez les capitaines au long cours (785); de 14.7 chez ceux du Havre (649); de 33.3 chez les mécaniciens de la marine de Rouen (120); de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 2.9 contre 4.8 chez les camionneurs de Lyon (104); de 2 chez les livreurs de Bordeaux (199).

D'après les réponses de 49 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 22,527 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.6 p. 100 contre 2.1 le mois dernier et 3.1 en avril 1908. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (217) accusent 2 p. 100 contre 10.1; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,117), 1 contre 1.2; les employés de banque (875), 0.9; les dessinateurs (445), 4.5 contre 5.2; «l'Alliance sténographique» (298), 5 contre 4.8; les sténographes de la Bourse du travail (259), 5.8 contre 7.7; les clerks d'huissiers (206), 0.5 contre 1; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,400), 0.8 contre 0.8. En province, 2.6 p. 100 contre 5.3 chez les employés de commerce (572) de Marseille et 2.4 contre 3.2 chez les comptables (126); 0 contre 0 chez les sténographes (352) et 1.2 contre 2.3 chez les voyageurs (1,213) de Lyon; 3.4 contre 3 à Amiens (349); 0.2 contre 0.6 à Nancy (516 représentants); 3.9 contre 1.7 à Orléans (129); 0.6 contre 0 chez les employés (359), et 1.8 contre 0 chez les vendeuses (112) de Montpellier; 0 contre 0.5 à Rouen (200); 2.1 contre 7.2 à Saint-Étienne (290); 5.7 à Nice (123); 0 à Valence (156); 0 à Dax (100); 3.4 à Clermont-Ferrand (146); 0 contre 0 à Alger (101).

DIVERS. — 7 syndicats de gens de maison accusent 4.2 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 5,785 membres contre 5.1 le mois dernier et 6.8 en avril 1908; à Paris, le syndicat national des gens de maison de la Bourse du travail (1,987) accuse 1.4 p. 100; celui de la rue Lauriston (2,148) en accuse 2.3 p. 100 1.4; celui de Bordeaux (457), 3.9 contre 4.

4 syndicats de coiffeurs, groupant 4,647 ouvriers, ont 2.9 p. 100 de sans-travail contre 6.7 le mois dernier et 3.9 en avril 1908; le syndicat mixte de Paris (4,335) en accuse 2.5 p. 100 contre 3.6 le mois dernier; le syndicat ouvrier de Bordeaux (189), 12.7.

LES GRÈVES EN AVRIL 1909.

125 grèves et 3 coalitions de patrons ont été signalées, en avril, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 121 de ces conflits, est 10,719.

Il y avait eu, en avril 1908, 123 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 141.

Ces 128 conflits, dont 85 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	101
Réduction de salaire.	1
Contestations relatives au salaire.	2
Demandes de diminution du temps de travail.	10
Demandes de suppression du travail aux pièces.	5
Demande de suppression du marchandage.	1
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.	10
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres.	10
Contestations relatives à la réglementation du travail.	4
Contestations relatives au règlement d'atelier.	4
Contestation relative au repos hebdomadaire.	1

Ces conflits ont éclaté dans 39 départements et on en a compté :

42 dans le Nord, 18 dans la Seine, 8 dans la Seine-et-Oise, 4 dans la Loire, le Pas-de-Calais et la Somme, 3 dans les Bouches-du-Rhône, le Rhône, la Savoie et Oran, 2 dans l'Ille-et-Vilaine, le Jura, la Loire-Inférieure, le Maine-et-Loire, l'Orne et le Puy-de-Dôme, et 1 dans 23 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 45 conflits; industries textiles, 31; métaux, 11; transports et manutention, 10; bois, 8; travail des pierres et terres, 7; mines et carrières, 5; agriculture, 4; alimentation, papiers, cuirs et peaux, 2; produits chimiques, 1.

Des 128 conflits commencés en avril, 86 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Vingt-deux, 1 jour ou moins de 1 jour; treize, 2 jours; sept, 3 jours; six, 4 jours; quatre, 5 jours; huit, 6 jours; quatre, 7 jours; deux, 8 jours; un, 9 jours; deux, 10 jours; un, 11 jours; deux, 12 jours; un, 13 jours; un, 15 jours; un, 16 jours; trois, 19 jours; un, 21 jours; trois, 22 jours; un, 23 jours; un, 25 jours; un, 26 jours et un, 29 jours.

Si l'on y ajoute 24 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 122 jours, 117 jours, 72 jours, 71 jours, 60 jours, 55 jours, 44 jours, 32 jours, 27 jours, 22 jours, 20 jours, 17 jours, 16 jours (4 grèves), 15 jours (3 grèves), 12 jours, 8 jours, 5 jours et 3 jours (2 grèves), on trouve 110 conflits terminés avec les résultats suivants :

20 réussites,
57 transactions ou réussites partielles,
33 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
11 déc...		Serrières-de-Briord.	Ain	Tullistes.	1	101	1
16 déc...	17 avril.	Paris.	Seine.	Poseurs de rails.	1	73	2
9 janvier.	6 mai.	Mazamet.	Tarn.	Déclatateurs de peaux de moutons.	32	1,230	3
19 janvier.	9 avril.	Lespéron.	Landes.	Résiniers.	70	140	4
24 janvier.		Paris.	Seine.	Linotypistes.	"	"	5
25 janvier.		Saint-Paul.	Landes.	Résiniers.	"	"	6
26 janvier.	18 avril.	Léon.	Landes.	Résiniers.	"	"	7
3 février.		Bourbon-l'Archambault.	Allier.	Bûcherons.	"	28	8
10 février.		Roubaix.	Nord.	Fileurs.	1	55	9
15 février.		Enghien-les-Bains.	Seine-et-Oise.	Terrassiers.	1	37	11
19 février.		Biches.	Nievre.	Bûcherons.	1	150	11
19 février.	15 avril.	Paris.	Seine.	Monteurs en bronze.	1	12	12
1 ^{er} mars.	11 mai.	Paris.	Seine.	Cimentiers.	1	4	13
4 mars.	3 mai.	Wattrelos.	Nord.	Tisseurs.	1	1,100	14
4 mars.		Mérin et environs.	Oise.	Boutonniers.	7	315	15
5 mars.		Baudreix.	Basses-Pyrénées.	Charpentiers.	3	32	16
8 mars.		Blois.	Loir-et-Cher.	Maçons et tailleurs de pierres.	"	175	17
9 mars.		Paris.	Seine.	Cimentiers et aides.	1	40	18
10 mars.		Bouray.	Seine-et-Oise.	Terrassiers.	1	80	19
11 mars.	7 avril.	Rennes.	Ille-et-Vilaine.	Charpentiers.	1	11	20
12 mars.	1 ^{er} avril.	Paris.	Seine.	Marbriers.	1	10	21
15 mars.	16 avril.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	350	22
15 mars.		Amiens.	Somme.	Teinturiers.	"	"	23
16 mars.		Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	386	24
17 mars.		Paris.	Seine.	Maçons.	1	12	25
18 mars.	9 avril.	Luxé.	Charente.	Caoutchoutiers.	1	35	26
22 mars.	6 avril.	Armentières.	Nord.	Maçons.	6	75	27
22 mars.	6 avril.	Houpelines.	Nord.	Maçons.	2	13	28
22 mars.		Firminy.	Loire.	Serruriers.	1	25	29
22 mars.	7 avril.	Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	60	30
22 mars.	5 mai.	Montauban.	Tarn-et-Garonne.	Plâtriers.	14	23	31
24 mars.		Vals-les-Bains.	Ardèche.	Tisseurs en soie artificielle.	1	150	32
24 mars.		Lyon.	Rhône.	Litiers en fer.	1	8	33
25 mars.		Levallois-Perret.	Seine.	Cochers de fiacres automobiles.	1	185	34
26 mars.	7 avril.	Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	56	35
27 mars.	12 avril.	Paris.	Seine.	Terrassiers et charpentiers.	1	144	36
27 mars.		Neuilly-sur-Seine.	Seine.	Charpentiers.	1	150	37
28 mars.	14 avril.	Arreau.	Hautes-Pyrénées.	Terrassiers.	1	315	38
29 mars.	6 avril.	Lège et environs.	Loire-Inférieure.	Maçons.	9	50	39
29 mars.	14 avril.	Lyon.	Rhône.	Ebenistes.	1	28	40
29 mars.		Marly-le-Roi.	Seine-et-Oise.	Terrassiers.	1	38	41
30 mars.	13 avril.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	150	42
30 mars.		Lignières.	Loir-et-Cher.	Ouvriers en papiers.	1	56	43
31 mars.	3 avril.	Paris.	Seine.	Camionneurs.	1	29	44
31 mars.	3 avril.	Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	70	45
31 mars.	5 avril.	Machine (La).	Nievre.	Mineurs.	1	300	46

GRÈVES NON TERMINÉES

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} mars 1909, a pu être déjà signalée dans le précédent

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
1 ^{er} AVRIL 1909 ⁽¹⁾ .		
Demande de réintégration de trois ouvriers.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Contestation relative au salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Demandes : augmentation de salaire; signature d'une convention collective.....	Transaction.	
Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
Contestation relative au salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Demande de renvoi d'ouvriers non syndiqués.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Demande de renvoi d'ouvriers non syndiqués.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Réduction de salaire.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
Contestation relative au salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
Demandes : renvoi d'un contremaître; augmentation de salaire.....	Transaction.	
Réduction de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demandes : augmentation de salaire; réintégration de trois ouvrières.....	Transaction.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Réduction de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande de réintégration d'ouvriers.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un ingénieur et d'un contremaître.....	Échec.	Conciliation devant le juge de paix.
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

otin. — Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
1 ^{er} avril.	3 avril.	Arras.	Pas-de-Calais.	Peintres.	8	64	1
1 ^{er} avril.	13 avril.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	210	2
1 ^{er} avril.	26 avril.	Arras.	Pas-de-Calais.	Plafonneurs.	8	27	3
1 ^{er} avril.	27 avril.	Halluin.	Nord.	Charpentiers.	8	42	4
1 ^{er} avril.		Felleries.	Nord.	Tourneurs sur bois.	"	220	5
3 avril.	5 avril.	Roubaix.	Nord.	Maçons.	1	15	6
3 avril.	22 avril.	Le Chambon-Feu- gerolles.	Loire.	Ouvriers en limes.	1	50	7
3 avril.		Argenteuil.	Seine-et-Oise.	Maçons.	1	45	8
5 avril.	13 avril.	Flers.	Orne.	Plâtriers.	5	11	9
5 avril.	13 avril.	Blandecques.	Pas-de-Calais.	Ouvriers en papiers.	1	600	10
5 avril.	27 avril.	Pornichet.	Loire-Inférieure.	Maçons.	"	227	11
5 avril.	4 mai.	Arras.	Pas-de-Calais.	Ouvriers du bâtiment.	13	150	12
6 avril.	8 avril.	Argenteuil.	Seine-et-Oise.	Mécaniciens-construc- teurs.	1	49	13
6 avril.	9 avril.	Clermont-Ferrand.	Puy-de-Dôme.	Ouvriers en confection de vête- ments.	1	160	14
6 avril.	17 avril.	Arzew.	Oran.	Patrons et marins-pêcheurs.	"	600	15
6 avril.		Périgueux.	Dordogne.	Peintres.	1	8	16
6 avril.	28 avril.	Paris.	Seine.	Cimentiers.	1	305	17
6 avril.		Oran.	Oran.	Marins et chauffeurs.	"	"	18
7 avril.	8 avril.	Paris.	Seine.	Débardeurs.	1	20	19
7 avril.	9 avril.	Paris.	Seine.	Briquetiers.	1	42	20
7 avril.	10 avril.	Wattrelos.	Nord.	Tanneurs.	1	4	21
7 avril.	13 avril.	Yoppepe.	Isère.	Terrassiers.	1	16	22
7 avril.		Epinay-sous-Sénart.	Seine-et-Oise.	Terrassiers.	1	40	23
8 avril.	9 avril.	Dôle.	Jura.	Scieurs à la mécanique.	1	27	24
8 avril.	9 avril.	Coussac-Bonneval.	Haute-Vienne.	Terrassiers.	4	130	25
8 avril.	10 avril.	Roubaix.	Nord.	Fileurs.	1	36	26
8 avril.	13 avril.	Halluin.	Nord.	Scieurs de long.	1	14	27
8 avril.		Le Pouliguen.	Loire-Inférieure.	Jardiniers.	"	45	28
13 avril.	13 avril.	Castelnaudary.	Aude.	Maçons.	2	20	29
13 avril.	14 avril.	Montgirod et Vil- lette.	Savoie.	Terrassiers.	1	160	30
13 avril.	15 avril.	Vence.	Alpes-Maritimes.	Terrassiers.	1	91	31
13 avril.	15 avril.	Cambrai.	Nord.	Maçons.	15	87	32
13 avril.	16 avril.	Frontignan.	Hérault.	Charretiers.	7	12	33
13 avril.	16 avril.	Cambrai.	Nord.	Terrassiers.	1	107	34
13 avril.	16 avril.	Roubaix.	Nord.	Teinturiers.	1	18	35
13 avril.	17 avril.	Hem.	Nord.	Maçons.	1	30	36
13 avril.	20 avril.	Tourcoing.	Nord.	Peigneurs.	1	51	37
14 avril.	14 avril.	Valenciennes.	Nord.	Chaudronniers.	1	20	38
14 avril.	20 avril.	Tourcoing.	Nord.	Peigneurs.	1	175	39
14 avril.	20 avril.	Cernay-la-Ville.	Seine-et-Oise.	Carriers.	1	36	40
14 avril.	21 avril.	Paris.	Seine.	Cimentiers.	1	15	41
14 avril.	23 avril.	Boulogne-sur-Mer.	Pas-de-Calais.	Peintres.	29	176	42
15 avril.	16 avril.	Croix.	Nord.	Teinturiers.	1	100	43
15 avril.	16 avril.	Neuilly-sur-Seine.	Seine.	Staffeurs-ornemanistes.	1	15	44
15 avril.	16 avril.	Toulon.	Var.	Camionneurs.	1	69	45
15 avril.	19 avril.	Levallois-Perret.	Seine.	Maçons.	1	36	46
15 avril.	21 avril.	Roubaix.	Nord.	Peigneurs.	1	33	47
15 avril.	21 avril.	Paris.	Seine.	Maçons.	1	4	48
15 avril.	4 mai.	Tourcoing.	Nord.	Peigneurs.	1	15	49
15 avril.		Firminy.	Loire.	Charpentiers.	"	20	50
15 avril.		Houplines.	Nord.	Fileurs.	1	47	51
16 avril.	17 avril.	Draveil et Vigneux.	Seine-et-Oise.	Terrassiers.	"	"	52
16 avril.	20 avril.	Roubaix.	Nord.	Mécaniciens-construc- teurs.	1	17	53

GRÈVES COMMENCÉES

CAUSES DES GREVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

AVRIL 1909.

Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
Demande de déjagement de l'entrée du port.....	{Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Contestation relative à l'application de la loi du 17 avril 1907 sur la réglementation du travail à bord.....	.....	
Demandes de réintégration d'un contremaître et de renvoi de son remplaçant.....	Transaction.	
Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire.....	.....	
Demandes : journée de 10 heures; salaire de 12 heures.....	Transaction.	
Demande de réintégration de 4 ouvriers.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures; suppression du travail à la tâche.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande de renvoi d'ouvriers étrangers à la corporation.....	Échec.	
Demande de renvoi d'ouvriers.....	Réussite.	
Demande de réintégration de 4 ouvriers.....	Échec.	Grévistes remplacés.
Demandes : augmentation de salaires; diminution du temps de travail.....	.....	
Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demandes : réintégration d'un ouvrier; repos intercalaire d'un quart d'heure.....	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
16 avril...	21 avril...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Trièuses de haricots.....	n	80	54
16 avril...	26 avril...	Rouen et environs.	Seine-Inférieure	Charpentiers.....	1	66	55
16 avril...	5 mai...	Anancy.....	Haute-Savoie.....	Ouvriers du bâtiment.....	n	300	56
16 avril...	.....	Niort.....	Deux-Sèvres.....	Gantiers.....	2	130	57
17 avril...	19 avril...	Annonay.....	Ardèche.....	Plâtriers.....	1	18	58
17 avril...	23 avril...	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	17	59
17 avril...	25 avril...	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	26	60
17 avril...	10 mai...	Fiers-Breucq.....	Nord.....	Ouv. en produits chimiques..	1	110	61
18 avril...	.....	Roquefort-de-Sault.	Aude.....	Routiers.....	30	30	62
19 avril...	19 avril...	Amiens.....	Somme.....	Chaudronniers.....	1	n	63
19 avril...	21 avril...	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs.....	1	4	64
19 avril...	21 avril...	Tourcoing.....	Nord.....	Peigneurs.....	1	21	65
19 avril...	24 avril...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Maraichers.....	n	n	66
19 avril...	.....	Saint-Denis.....	Seine.....	Maçons.....	1	60	67
19 avril...	10 mai...	Volvic.....	Puy-de-Dôme.....	Taillleurs de pierres.....	22	330	68
20 avril...	21 avril...	Watrelos.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	11	69
20 avril...	21 avril...	Les Sables-d'O- lonne.	Vendée.....	Terrassiers.....	1	52	70
20 avril...	.....	Cholet.....	Maine-et-Loire...	Maçons.....	n	200	71
20 avril...	12 mai...	Tourcoing.....	Nord.....	Peigneurs.....	1	55	72
20 avril...	.....	Paris.....	Seine.....	Briquettiers-potiers.....	n	275	73
20 avril...	.....	Paris.....	Seine.....	Plombiers.....	1	217	74
20 avril...	.....	Maison-Lafitte	Seine-et-Oise.....	Maçons.....	n	45	75
20 avril...	.....	Mantes.....	Seine-et-Oise.....	Peintres.....	n	60	76
21 avril...	22 avril...	Berteaucourt - les Dames.	Somme.....	Tisseurs.....	1	450	77
21 avril...	23 avril...	Villeneuve-sur-Lot.	Lot-et-Garonne...	Charpentiers.....	4	14	78
21 avril...	25 avril...	Sainte-Florine.....	Haute-Loire.....	Verriers.....	1	28	79
21 avril...	.....	Rennes.....	Ille-et-Vilaine...	Ouvriers de plâtriers.....	n	110	80
21 avril...	6 mai...	Saint-Etienne.....	Loire.....	Terrassiers.....	n	130	81
21 avril...	.....	Halluin.....	Nord.....	Fileurs.....	1	29	82
21 avril...	.....	Paris.....	Seine.....	Taillleurs d'habits.....	16	250	83
21 avril...	.....	Argenteuil et env.	Seine-et-Oise.....	Ouvriers de plâtriers.....	n	600	84
22 avril...	24 avril...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Marins et chauffeurs.....	n	n	85
22 avril...	24 avril...	Armentières.....	Nord.....	Fileurs.....	1	30	86
22 avril...	24 avril...	Armentières.....	Nord.....	Fileurs.....	1	15	87
22 avril...	26 avril...	Tourcoing.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	35	88
22 avril...	27 avril...	Tourcoing.....	Nord.....	Peigneurs.....	1	12	89
22 avril...	8 mai...	Mouvaux.....	Nord.....	Peigneurs.....	1	25	90
22 avril...	.....	Vincennes.....	Seine.....	Charretiers.....	1	37	91
22 avril...	.....	Paris.....	Seine.....	Plombiers.....	1	56	92
23 avril...	26 avril...	Tancua.....	Jura.....	Terrassiers.....	1	120	93
23 avril...	3 mai...	Cholet.....	Maine-et-Loire...	Plâtriers.....	7	22	94
23 avril...	.....	Fontaine - Notre Dame.	Nord.....	Couvreurs.....	1	50	95
24 avril...	24 avril...	Armentières.....	Nord.....	Fileurs.....	1	12	96
24 avril...	26 avril...	Lille.....	Nord.....	Fileurs.....	1	40	97
24 avril...	.....	Laval.....	Mayenne.....	Typographes.....	2	200	98
24 avril...	6 mai...	Chambéry.....	Savoie.....	Peintres et plâtriers.....	n	60	99
26 avril...	26 avril...	Armentières.....	Nord.....	Fileurs.....	1	40	100
26 avril...	27 avril...	Albertville.....	Savoie.....	Ouvriers du bâtiment.....	1	46	101
26 avril...	28 avril...	Dunkerque.....	Nord.....	Marins et chauffeurs.....	1	6	102
26 avril...	30 avril...	Paris.....	Seine.....	Camionneurs.....	4	52	103
26 avril...	4 mai...	Lyon.....	Rhône.....	Marbriers.....	7	61	104
26 avril...	.....	Vendœuvres et Méobecq.	Indre.....	Bûcherons.....	1	70	105

CAUSES DES GRÈVES. 8	RÉSULTATS. 9	OBSERVATIONS. 10
AVRIL 1909. (Suite.)		
4 Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
5 Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
6 Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
7 Contestation relative au salaire		
8 Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué	Réussite.	
9 Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
0 Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
1 Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
2 Demande d'augmentation de tarif		
3 Réduction de salaire	Réussite.	
4 Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
5 Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
6 Contestation relative au stationnement sur le marché	Echec.	
7 Demande d'augmentation de salaire		
8 Demandes : suppression du travail aux pièces ; augmenta- tion de salaire	Transaction.	
9 Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
0 Demande : journée de 11 heures : salaire de 12 heures ..	Transaction.	
1 Demande d'augmentation de salaire		
2 Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
3 Demandes : suppression du marchandage et du travail aux pièces ; journée de 10 heures ; augmentation de salaire ..		
4 Demande d'augmentation de salaire		
5 Demande d'augmentation de salaire		
6 Demande d'augmentation de salaire		
7 Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
8 Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
9 Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
0 Demande d'augmentation de salaire		
1 Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
2 Demande d'augmentation de salaire		
3 Demandes : suppression du travail dans les sous-sols ; aug- mentation de salaire ; non-renvoi d'ouvriers pendant la morte-saison		
4 Demande d'augmentation de salaire		
5 Contestation relative à l'application de la loi du 17 avril 1907 sur la réglementation du travail à bord	Transaction.	
6 Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
7 Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
8 Demande de réintégration d'un ouvrier	Echec.	
9 Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
0 Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
1 Demandes : augment ^{on} de salaire ; réintégration d'un ouvrier		
2 Demande d'augmentation de salaire		
3 Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
4 Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
5 Demande d'augmentation de salaire		
6 Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
7 Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
8 Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire.		
9 Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
0 Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
1 Demande : liberté de chômer le 1 ^{er} mai	Réussite.	
2 Contestation relative à l'application de la loi du 17 avril 1907 sur la réglementation du travail à bord		
3 Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
4 Demandes : augmentation de salaire ; suppression du tra- vail aux pièces		
5 Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes. 5	NOMBRE		RÉFÈRES.
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établisse- ments. 6	de grévistes. 7	
GRÈVES COMMENCÉES							
26 avril...		Fiers.....	Orne.....	Maçons.....	1	80	106
26 avril...		Noisy-le-Sec.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	130	107
27 avril...	4 mai...	Saint-Rémy.....	Calvados.....	Mineurs.....	1	"	108
27 avril...		Roanne.....	Loire.....	Plombiers-zingueurs.....	1	40	109
27 avril...		Nevers.....	Nièvre.....	Ouvriers boulangers.....	"	"	110
27 avril...		Bousbecque.....	Nord.....	Fileurs.....	1	63	111
27 avril...	10 mai...	Croix.....	Nord.....	Peigneurs.....	1	40	112
27 avril...		Etampes.....	Seine-et-Oise.....	Fondeurs.....	1	"	113
28 avril...	29 avril...	Roncq.....	Nord.....	Fileurs.....	1	35	114
28 avril...	30 avril...	Vannes.....	Morbihan.....	Ouvriers du bâtiment.....	8	97	115
28 avril...	4 mai...	Budelière.....	Creuse.....	Mineurs.....	1	100	116
28 avril...	5 mai...	Roubaix.....	Nord.....	Caissiers-layetiers.....	1	13	117
28 avril...		Tours.....	Indre-et-Loire.....	Maçons.....	1	78	118
28 avril...		Cambrai.....	Nord.....	Peintres.....	"	70	119
28 avril...		Wasquehal.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	100	120
29 avril...	30 avril...	Escaro.....	Pyrénées-Orientales.....	Mineurs.....	1	16	121
29 avril...	30 avril...	Tarare.....	Rhône.....	Brodeuses.....	1	29	122
29 avril...	30 avril...	Saint-Ouen.....	Somme.....	Peigneurs.....	1	70	123
29 avril...		Pérenchies.....	Nord.....	Fileurs.....	1	220	124
30 avril...	3 mai...	Oullins.....	Rhône.....	Ouvriers de cristallerie.....	1	43	125
30 avril...		Paramé.....	Ille-et-Vilaine.....	Ouvriers jardiniers.....	12	50	126
30 avril...		Armentières.....	Nord.....	Fileurs.....	1	20	127
30 avril...		Bagnaux.....	Seine.....	Carriers.....	5	37	128
30 avril...		Saint-Ouen.....	Somme.....	Fileurs.....	1	150	129

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

13 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en avril, à la Direction du travail.

1° Grève de carriers et mineurs à Arreau et environs (Hautes-Pyrénées). — Le 28 mars, 315 mineurs et aides cessaient le travail sur le refus des entrepreneurs de faire droit à une demande d'augmentation de salaire de 8 centimes par heure pour les mineurs à l'avancement et les boiseurs, de 5 centimes pour les mineurs à la strasse, de 2, 3 et 4 centimes pour les aides.

Le 29 mars, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix. Un comité de conciliation s'est réuni le 11 avril. L'accord n'ayant pu se faire, le juge de paix, désigné comme arbitre unique par les parties, a rendu la sentence arbitrale suivante qui a mis fin au conflit.

SENTENCE ARBITRALE.

L'an 1909, le 11 avril,

Nommé arbitre unique par MM. les délégués de toutes parties, par procès-verbal du

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN AVRIL 1909. (Suite et fin.)			
106	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
107	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
108	Demande de renvoi d'un sous-ingénieur et d'un contre-maître.....	Transaction.	.....
109	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
110	Demandes : augmentation de salaire; repos hebdomadaire par roulement.....	.....	.....
111	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
112	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	.....
113	Demandes : journée de 10 heures; suppression du travail aux pièces.....	.....	.....
114	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	.....
115	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	.....
116	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	.....
117	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	.....
118	Demande de réintégration d'un ouvrier syndiqué.....	.....	.....
119	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
120	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	.....
121	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	.....
122	Demande : meilleure répartition du travail.....	Transaction.	.....
123	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	.....
124	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
125	Contestation relative à la réglementation du travail.....	.....	.....
126	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
127	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
128	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....
129	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	.....

10 avril courant, pour le différend d'ordre collectif survenu entre MM. Aour frères, entrepreneurs, et leurs ouvriers, mineurs, boiseurs et terrassiers,

Vu les revendications des ouvriers,

Où les délégués des parties adverses en leurs explications,

Considérant que le conflit existant est né d'une demande de relèvement de salaires formulée par les ouvriers et basée sur l'aggravation des difficultés du travail dans les souterrains,

Considérant qu'il ne saurait être méconnu que l'avancement des souterrains et l'état actuel des chantiers ont occasionné un surcroît de fatigue dans l'exécution du travail,

Qu'il est de toute équité que cet excédent de peine soit compensé par une augmentation de salaire,

ARBITRONS :

« Les mineurs à l'avancement gagnant 42 centimes l'heure à l'origine du conflit, seront payés à l'avenir 46 centimes l'heure.

« Les boiseurs gagnant 45 centimes seront payés 49 centimes.

« Les mineurs de deuxième rang (strasse), gagnant 40 centimes, seront payés 42 centimes.

« Les manœuvres en souterrains, qui étaient payés 36 centimes, 37 centimes, 38 centimes, gagneront uniformément 39 centimes.

« Aucun renvoi ne sera opéré pour fait de grève. »

2° Grève de charpentiers à Rouen et Petit-Quevilly. — Le 16 avril, sur le refus des patrons de faire droit à une demande d'augmentation de salaire, 66 charpentiers sur 107 ouvriers occupés à Rouen et à Petit-Quevilly ont cessé le

travail. Sur recours des deux parties au juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 22 avril et l'accord s'est fait sur les bases suivantes :

1° Il n'y aura que deux catégories de salaires : l'une à 65 centimes l'heure, en principe, pour les gâcheurs et les ouvriers d'élite; l'autre à 60 centimes de l'heure pour les ouvriers charpentiers;

Toutefois, les ouvriers âgés et ceux n'ayant pas les aptitudes professionnelles nécessaires ne pourront avoir un salaire moindre de 55 centimes de l'heure;

2° En cas de déplacement, les ouvriers charpentiers auront droit à une indemnité de 2 fr. 50 par jour de travail;

3° Ils auront en outre droit à un voyage par mois aux frais du patron. Il sera aussi dû à l'ouvrier, pour les dimanches où il ne pourra travailler, une indemnité égale à celle payée par lui journellement pour sa pension;

4° Les patrons payeront aux ouvriers se rendant sur un chantier situé dans un périmètre de 4 kilomètres le prix de transport en tramway ou en chemin de fer. Toutefois, l'ouvrier devra prendre le tramway ou le train à l'heure du départ se rapprochant le plus de l'heure d'ouverture du chantier (à défaut de moyens de transport par la voie du tramway ou du chemin de fer, le voyage à pied se fera au compte du patron);

5° Il sera accordé à l'ouvrier pour le travail du dimanche 1 heure 1/2 pour 1 heure, et pour le travail de nuit, il en sera de même sans diminution de temps pour le repas, dans ce dernier cas seulement. Le travail de nuit comptera de 8 heures du soir à 5 heures du matin;

6° Pour les travaux d'eau, les heures de la marée seront payées 1 heure 1/2 pour 1 heure;

7° La paie se faisant habituellement par quinzaine, le patron devra donner un acompte le samedi précédant cette paie;

8° Il ne sera fait aucun renvoi pour fait de grève ou cause syndicale;

9° La reprise du travail aura lieu le matin du lundi 26 avril 1909 et à partir de cette date il sera fait application du tarif résultant de la présente convention.

3° Grève des plâtriers de Montauban. — Le 22 mars, les 23 ouvriers plâtriers de Montauban occupés par 14 entrepreneurs se mettaient en grève sur le refus des patrons de porter le salaire à 4 francs par jour en été et 3 fr. 50 en hiver, au lieu de 3 fr. 50 toute l'année. Le juge de paix est intervenu le 22 mars. Un comité de conciliation s'est réuni le 20 avril et l'accord s'est fait aux conditions suivantes :

1° Du 15 mars au 15 octobre, la journée commencera à 6 heures du matin et finira à 6 heures du soir. Deux heures seront consacrées au repos, de 11 heures à 1 heure;

2° Du 15 octobre au 15 mars, la journée commencera à 7 heures du matin et finira à 5 heures du soir. Une heure et demie sera consacrée au repos, de 11 heures à midi et demi;

3° La journée sera payée 4 francs, du 15 mars au 15 octobre, et 3 fr. 50 du 15 octobre au 15 mars;

4° En cas de retard de l'ouvrier au travail, ou d'absence injustifiée au chantier, il pourra lui être retenu par le patron le salaire d'une heure (40 centimes ou 35 centimes suivant la saison);

5° Quand l'ouvrier travaillant à la campagne sera obligé de prendre son déjeuner, sa journée lui sera payée 4 fr. 50.

En déplacement, il sera nourri et logé aux frais du patron qui lui payera en outre un voyage par semaine et sa journée sera de 3 fr. 50.

Si l'ouvrier préfère se procurer lui-même son logement et sa nourriture, sa journée sera portée au prix de 5 francs;

6° Au cas d'irrévérence de l'ouvrier pour son patron, d'insulte, de refus non motivé d'obéissance, ou de faute grave dans le travail, le congé peut être donné par le patron à l'ouvrier pour la fin de la journée.

Réciproquement dans le cas où l'ouvrier serait menacé ou insulté par le patron, et où ce dernier lui commanderait un travail qui ne serait pas de sa profession, le congé pourrait être pris par l'ouvrier pour la fin de la journée.

Dans tous les autres cas, le congé doit être pris ou donné par le patron ou l'ouvrier, huit jours à l'avance;

7° Les patrons et ouvriers déclarent approuver le présent règlement qu'ils exécuteront de bonne foi et qui fera la loi des parties. Il aura une durée de 2 ans, à partir de ce jour, et sera renouvelé pour pareille période, sauf avis donné par l'une ou l'autre partie, 6 mois avant l'expiration;

8° Le travail de nuit sera payé à l'heure, à raison de 80 centimes l'heure. Le travail de nuit commence à partir de 8 heures du soir.

4° Grève des résiniers à Lespéron (Landes). — Dans la grève des résiniers de Lespéron, le juge de paix était intervenu le 17 février. Un comité de conciliation s'est réuni le 8 avril et l'accord s'est fait aux conditions suivantes :

1° Il sera payé aux résiniers sans qu'il soit fait de distinctions entre les pins résinés à vie ou résinés à mort, la moitié du prix de la résine, lorsque ce prix ne dépassera pas 60 francs par barrique de résine de 340 litres; si le prix de la résine est supérieur à 60 francs, le propriétaire prélèvera sur la totalité du prix une retenue de 12 p. 100, sans que toutefois le prix payé aux résiniers, dans ce dernier cas, puisse être inférieur à 30 francs par barrique de résine;

2° Le propriétaire prélèvera, en outre, sur la part du résinier déterminée comme il est dit dans l'article précédent, un franc par barrique de 340 litres, que le prix de la résine soit supérieur ou inférieur à 60 francs. Cette somme de 1 franc représente la part du résinier sur le prix du transport qui, par suite, reste, après cette réduction opérée, entièrement à la charge du propriétaire;

3° Le prix à payer aux résiniers par barrique de 340 litres sera déterminé en prenant pour base le prix de vente de la résine communale de Lespéron, calculé sur le prix le plus avantageux revenant net à la commune, pour cette résine vendue rendue dans l'usine de l'adjudicataire;

4° Chaque résinier sera tenu de faire 6 amasses par an avec 6 piques par amasse;

5° Le contrat de louage intervenu entre chaque propriétaire et chaque résinier se continuera par tacite reconduction, si l'une des parties ne l'a pas dénoncé avant le 17 janvier;

6° Ce contrat est fait pour une durée de dix années à partir du 17 janvier 1909.

5° Dans la grève des résiniers de Saint-Michel-l'Escalus (Landes), sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 14 avril et l'accord s'est fait sur les bases suivantes :

1° Pour les amasses dont le prix de la barrique de résine de 340 litres ne dépassera pas 60 francs, il sera perçu 50 francs par le propriétaire et 30 francs par le résinier.

Au-dessus du prix de 60 francs, la répartition sera faite ainsi : un quart pour le résinier et les trois autres quarts pour le propriétaire.

Le transport de la résine à l'usine sera supporté par moitié par le propriétaire et le résinier jusqu'à concurrence de 2 francs par barrique. Au-dessus de ce prix, l'augmentation de transport sera à la charge du propriétaire;

2° Pour les pins ruinés à deux carres au moins par pièce entièrement gemmée ainsi et dont les arbres auront un minimum de 90 centimètres de circonférence, il sera fait par le propriétaire, sur le prix total de la vente, une retenue à son profit de 5 p. 100;

3° Les prix ci-dessus s'appliquant à la barrique de 340 litres, propriétaires et résiniers pourront s'assurer que les barriques mises en service n'auront pas une contenance supérieure à celle ci-dessus. 5 litres en plus ne pourront faire l'objet d'une contestation;

4° Un cours moyen sera établi à chaque amasse par les négociants en résineux de la commune de Linxé, et c'est sur la base de ces prix que la répartition sera opérée entre propriétaires et résiniers;

5° Les présentes conventions auront une durée de trois ans, c'est-à-dire pour les années 1909, 1910 et 1911.

6° Dans une grève de résiniers à Vielle-Saint-Girons (Landes), un comité de conciliation s'est réuni, le 16 avril, sur l'intervention du juge de paix : les parties ont signé une convention fixant des conditions de travail identiques à celles de Saint-Michel-l'Escalus.

7° Grève de charpentiers à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne). — Le 21 avril, les ouvriers charpentiers de Villeneuve-sur-Lot, occupés par 4 entrepreneurs, ont cessé le travail formulant les principales demandes suivantes :

1° 50 centimes l'heure;

2° Indemnité de 10 centimes par kilomètre pour travail hors ville.

Sur recours des ouvriers au juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 22 avril et l'accord s'est fait sur les bases suivantes :

1° Accordé 45 centimes l'heure;

2° Revendication (accordée).

La date d'entrée en vigueur du nouveau tarif a été fixée au 24 mai (au lieu du 1^{er} mai demandé par les ouvriers et 1^{er} juin demandé par les patrons).

Le travail a été repris à ces conditions le lendemain 23 avril.

8° Dans un différend entre patrons et ouvriers tisseurs à la main de Quiévy, Viesly et environs (Nord) [16 mars-17 avril], les ouvriers avaient sollicité, le 17 mars, l'intervention du juge de paix pour la fixation d'un tarif uniforme pour la région. Un comité de conciliation s'est réuni les 4 et 17 avril. Après une délibération qui s'est prolongée de 7 heures du soir à 2 heures du matin, l'accord s'est établi entre patrons et ouvriers et un nouveau tarif a été adopté.

9° Dans une grève de papetiers à Blendecques (Pas-de-Calais), les ouvriers ont sollicité l'intervention du juge de paix le 3 avril. Un comité de conciliation s'est réuni le 7, mais l'accord n'a pu se faire.

10° Dans une grève de carriers et tailleurs de pierres à Volvic (Puy-de-Dôme), sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni les 23 et 29 avril, mais l'accord n'a pu se faire.

11° Dans une grève de laveurs de voitures à Levallois-Perret (Seine), sur recours des ouvriers en date du 27 mars, un comité de conciliation s'est réuni le 1^{er} avril, mais l'accord n'a pu se faire.

12° Dans un différend de charretiers à Frontignan (Hérault), les ouvriers ont adressé, le 9 avril, un recours au juge de paix. Les patrons ont refusé toute conciliation. La grève a été déclarée le 13 avril.

13° Dans une grève de plâtriers à Flers (Orne), le juge de paix est intervenu le 5 avril. Par lettre en date du 6, 4 patrons sur 5 ont refusé toute conciliation, mais ont fait connaître qu'ils consentaient une augmentation de salaire de 5 centimes par heure (au lieu de 10 centimes demandés) et une augmentation de l'indemnité de déplacement (75 centimes au lieu de 50). Ces conditions ont été acceptées par les ouvriers.

LE COÛT DE LA VIE ET LES SALAIRES EN FRANCE

D'APRÈS L'ENQUÊTE DU BOARD OF TRADE (1905-1908) ⁽¹⁾.

L'enquête entreprise en France par le Département du travail anglais sur les logements et le coût de l'alimentation, ainsi que sur les salaires et la durée du travail dans certaines industries est basée sur les mêmes principes que les enquêtes analogues entreprises concurremment en Grande-Bretagne et en Allemagne et dont les résultats ont été analysés dans le *Bulletin* ⁽²⁾.

Les agents du Département ont longuement visité, au cours des années 1907-1908, 30 centres industriels ⁽³⁾ choisis sur les divers points du territoire et comptant ensemble plus de 6 millions d'habitants. Toutefois, si l'on considère que dans plusieurs cas l'enquête s'est étendue aux grandes agglomérations avoisinant les centres visités ou à des districts industriels entiers, on peut admettre que le chiffre de la population intéressée par cette étude est sensiblement supérieur au total indiqué ci-dessus.

Le Département a recueilli, en dehors des renseignements qu'il visait directement, de nombreuses indications sur les conditions générales de l'industrie, sur les syndicats et leurs institutions, sur la coopération, les habitations ouvrières, la police sanitaire, l'administration municipale, etc. Les résultats sont analysés dans des rapports spéciaux à chacune des 30 villes et résumés dans un rapport d'ensemble.

Pour conclure, le Département s'est efforcé de comparer, dans la mesure du possible, la condition de l'ouvrier en France, en Angleterre et en Allemagne, en recherchant ce que dépenserait et gagnerait un ouvrier anglais vivant à l'anglaise dans l'un de ces deux pays.

Les résultats et les conclusions de l'enquête sont résumés, sans commentaires, dans l'exposé qui va suivre.

I. — Logements et loyers.

Tandis que l'ouvrier anglais se loge le plus souvent dans de petits cottages isolés, et que l'ouvrier allemand habite le plus ordinairement des maisons aménagées en logements distincts, il est impossible de distinguer en France un type d'habitation prédominant. Dans près de la moitié des centres visités, l'ouvrier se loge dans des maisons à plusieurs étages (maisons de 5 à 7 étages à Paris, maisons avec 2 à 6 logements par étage à Marseille, de 4 à 5 étages avec 4 à 5 logements en moyenne à Brest, etc.). Dans un tiers des villes — surtout dans le Nord — la petite maison domine, soit isolée, soit faisant partie d'un bloc, comportant de 1 à 2 étages aménagés en logements de 1 à 4 pièces, ou bien habitée par 1 ou 2 familles, (maisons d'un étage avec mansarde dans 50 p. 100 des cas à Bourges; de 2 étages de 2 à 4 pièces avec mansarde à Amiens et à Toulouse, etc.) Partout ailleurs, enfin, les deux types de logement se rencontrent en proportions à peu près égales.

⁽¹⁾ Report of an inquiry into working class rents, housing and prices, together with the rates of wages in certain occupations in the principal industrial towns of France. — Londres, Darling and son, 1909. Prix : 5 fr. 10.

⁽²⁾ Le rapport relatif à la Grande-Bretagne a été analysé dans le *Bulletin* de décembre 1908, p. 1229 et celui relatif à l'Allemagne dans le *Bulletin* d'avril, p. 414.

⁽³⁾ Voir la liste de ces villes p. 504 en note, en y ajoutant Paris.

Alors que le logement ouvrier comprend généralement de 4 à 5 pièces en Angleterre et 3 pièces en Allemagne, il n'en comprend le plus souvent que 2 ou 3 en France. Ceux d'une seule pièce — quelquefois avec une petite cuisine — sont assez nombreux pour constituer un type dans plus de la moitié des villes (la pièce, sauf à Brest, Fougères et Lyon, est en général assez petite); ceux de 4 pièces sont fréquents dans 12 villes et surtout dans celles où domine le cottage; ceux de 5 pièces sont rares. Dans les cottages, le logement comprend souvent des mansardes ou des caves, parfois un jardin, mais très rarement une buanderie.

Les conditions hygiéniques sont assez souvent défectueuses. Beaucoup de logements n'ont pas de canalisation d'eau particulière: on doit, pour les besoins du ménage, aller chercher l'eau dans les couloirs, dans la cour ou souvent dans la rue. Les cabinets sont mal aménagés. Les habitations sont communément encombrées et le mal est aggravé par la coutume qu'a l'ouvrier, surtout dans les grands centres, de se loger dans des « cités » surpeuplées.

L'enquête a établi, à l'aide des chiffres recueillis pour 60,000 logements environ, les loyers le plus ordinairement payés pour un même nombre de pièces. Les chiffres donnés ci-dessous ne comprennent, du moins directement, aucune taxe locale ni aucun droit pour l'alimentation d'eau. On n'a retenu que les villes dans lesquelles les types de logement considérés se rencontraient assez fréquemment.

NOMBRE de villes inté- ressées.	LOYER PRÉDOMINANT par semaine.	NOMBRE DE VILLES où le loyer moyen est			
		égal au loyer pré- dominant.	inférieur au loyer pré- dominant.	supérieur au loyer pré- dominant.	
Logements de 1 pièce.....	17	De 1.66 à 2.40	12	2	3
Logements de 2 pièces.....	26	De 2.92 à 3.54	14	5	7
Logements de 3 pièces.....	23	De 3.64 à 5.21	14	4	5
Logements de 4 pièces.....	12	De 4.37 à 5.42	7	2	3

Si l'on compare les loyers de Paris à ceux de la province, on obtient les rapports suivants : 2 pièces : de 3.85 à 7.71 (contre 2.92 à 3.54 en province); 3 pièces : de 5.73 à 9.27 (contre 3.64 à 5.21); 4 pièces : de 7.71 à 9.58 (contre 4.37 à 5.42).

Afin de permettre la comparaison des loyers dans les diverses villes l'enquête a calculé le rapport du loyer prédominant moyen de chaque type de logement dans chaque ville au loyer prédominant moyen de chaque type de logement pour l'ensemble des 36 villes tel qu'il est établi ci-dessus. La moyenne de ces proportions a donné l'indice de la ville par rapport à la moyenne dominante générale. Le tout a été ensuite rapporté à l'indice de Paris pris pour base (voir le tableau p.).

Si l'on répartit les villes par groupes géographiques, les indices s'établissent comme suit : Paris : 100; Nord et Pas-de-Calais (6 villes⁽¹⁾) : 52; autres villes du Nord (4 villes⁽²⁾) : 60; Nord-Est (4 villes⁽³⁾) : 62; Nord-Ouest (5 villes⁽⁴⁾) : 56; Centre (7 villes⁽⁵⁾) : 54; Midi (3 villes⁽⁶⁾) : 60.

⁽¹⁾ Lille, Roubaix, Douai, Calais, Sens, Valenciennes.

⁽²⁾ Amiens, Le Havre, Rouen, Saint-Quentin.

⁽³⁾ Reims, Troyes, Nancy, Belfort.

⁽⁴⁾ Brest, Nantes, Saint-Nazaire, Fougères, Rennes.

⁽⁵⁾ Bourges, Lyon, le Creusot, Limoges, Roanne, Saint-Étienne, Grenoble.

⁽⁶⁾ Bordeaux, Marseille, Toulouse.

En groupant les villes au point de vue de la population, on constate que les loyers ont une tendance marquée à baisser à mesure que l'on passe d'un groupe supérieur au groupe suivant.

VILLES SELON LA POPULATION.	NOMBRE de villes.	INDICE du loyer moyen.
1. Paris (2,763,000 habitants).....	1	100
2. Autres villes de plus de 200,000 habitants.....	4	66
3. Autres villes de 100,000 à 150,000 habitants.....	8	57
4. Autres villes de 50,000 à 100,000 habitants.....	8	56
5. Autres villes de moins de 50,000 habitants.....	9	52

Il convient de noter toutefois que l'écart est souvent considérable entre les villes d'un même groupe; l'unique exception se rencontre dans les villes de 50,000 à 100,000 habitants où, dans une seule (Grenoble), l'indice s'établit à 66 alors que dans les 7 autres il oscille entre 51 et 57. Parmi les villes de plus de 200,000, Lyon figure avec 77 — immédiatement après Paris, — Bordeaux avec 71, Marseille 64 et Lille 52.

II. — Coût de la nourriture.

En vue d'établir le budget hebdomadaire des ménages ouvriers et de pouvoir comparer les frais du loyer et de la nourriture avec le revenu, le Département avait fait distribuer de nombreux questionnaires par l'intermédiaire des syndicats ouvriers. 5,605 réponses ont été retenues et analysées. Les ménages ont été répartis dans les 6 groupes suivants selon l'importance de leur revenu hebdomadaire, le nombre moyen des enfants vivant dans la famille et la contribution de chaque membre aux recettes de la semaine.

MONTANT DU REVENU TOTAL par semaine.	NOMBRE de familles.	NOMBRE moyen d'enfants.	REVENU MOYEN APPORTÉ PAR			
			le père.	la mère.	les enfants.	tous réunis.
1. Moins de 25 francs.....	223	1.57	18.904	2.575	0.729	22.212
2. De 25 francs à 31 fr. 24.....	614	1.77	25.347	2.465	0.832	28.645
3. De 31 fr. 25 à 37 fr. 49.....	931	1.80	29.00	4.216	1.325	34.544
4. De 37 fr. 50 à 43 fr. 74.....	1,065	1.92	32.158	5.57	2.708	40.441
5. De 43 fr. 75 à 49 fr. 99.....	821	2.13	35.104	6.795	4.737	46.637
6. De 50 francs et au-dessus.....	1,951	2.91	41.195	6.691	18.254	66.145

Dans tous ces groupes, la femme contribue pour une part notable au revenu total de la famille (de 8.6 p. 100 dans le 1^{er} groupe à 14 p. 100 dans le 5^e). La part des enfants est surtout importante dans les derniers groupes, mais il convient de noter qu'en ce cas, le nombre moyen des enfants vivant dans le ménage est de beaucoup supérieur à la moyenne établie pour toutes les familles ayant répondu. La contribution de la femme et des enfants réunis atteint 15 p. 100 dans le 1^{er} groupe et 38 p. 100 dans le dernier, variant entre 11.5 et 24.7 p. 100 dans les 3 autres.

Dans 51 p. 100 des budgets recueillis, la femme contribuait au revenu dans des proportions variables selon la nature de l'industrie principale de la ville : dans 97.5 p. 100 des cas à Roanne (tissages), 82 p. 100 à Grenoble (ganterie), 81 p. 100 à Fougères (chaussures), 73 p. 100 à Bordeaux, 65 p. 100 à Amiens et

à Nancy, 50 à 60 p. 100 à Lyon, Calais, Limoges, Toulouse, Rouen, Rennes, etc. La proportion la plus basse (16.8 p. 100) se rencontre au Havre.

L'enquête a pu établir, pour chaque catégorie de revenu, la quantité des divers articles d'alimentation consommés par semaine en 1907-1908 et les sommes dépensées de ce fait. Elle y a compris tous les enfants vivant dans la famille, mais en a exclu les familles nourrissant des pensionnaires.

Voici les résultats qu'elle a obtenus à cet égard ⁽¹⁾ :

	1 ^{er} GROUPE.	2 ^e GROUPE.	3 ^e GROUPE.	4 ^e GROUPE.	5 ^e GROUPE.	6 ^e GROUPE.
Revenu moyen, en francs...	22 ^f 20	28 ^f 64	34 ^f 54	40 ^f 44	46 ^f 63	66 ^f 14
Nombre moyen d'enfants vivant à la maison.....	1.57	1.77	1.80	1.92	2.13	2.91
Pain	10 ^k 380	10 ^k 930	11 ^k 150	11 ^k 880	12 ^k 530	16 ^k 260
Pommes de terre.....	6 658	5 580	6 320	6 640	7 190	9 300
Macaroni.....	0 308	0 558	0 681	0 649	0 721	0 862
Pois et haricots.....	1 043	1 160	1 310	1 452	1 510	1 841
Viande ⁽²⁾	1 920	2 520	2 940	3 540	3 890	5 230
Saindoux, graisse.....	0 340	0 331	0 331	0 358	0 381	0 481
Beurre.....	0 331	0 390	0 440	0 458	0 489	0 680
Huile d'olive.....	0 222	0 299	0 322	0 358	0 399	0 480
Café.....	0 159	0 200	0 208	0 249	0 249	0 372
Sucre.....	0 558	0 671	0 680	0 780	0 830	1 006
Fromage.....	0 159	0 208	0 249	0 308	0 340	0 481
Lait.....	2 ^l 56	3 ^l 30	3 ^l 91	4 ^l 32	4 ^l 60	5 ^l 52
Oufs.....	4.3	6.9	8.1	9.3	10.2	13.4
Coût moyen { sans le vin ni de la nour- la bière..	13 ^f 93	17 ^f 39	20 ^f 26	23 ^f 41	26 ^f 17	34 92
riture en { avec le vin ou francs.... la bière..	15 34	19 50	22 92	26 46	29 69	39 55
Proportion du revenu hebdomadaire dépensé en nourriture (non com- pris le vin et la bière).....	62.7	60.8	58.6	57.9	56.1	52.8
Proportion du revenu dépensé en loyer.....	12.3	11.2	10.1	9.7	9.7	8.4
TOTAUX	75.0	72.0	68.7	67.6	65.8	61.2

⁽¹⁾ Le document anglais donne ces quantités en poids anglais. Ces chiffres ont été convertis en poids français, sur les indications mêmes du Board of Trade.

⁽²⁾ Si l'on examine la proportion des diverses sortes de viande entrant dans la consommation, on constate que le bœuf constitue 35 p. 100 du total, le veau 13.6 p. 100, le mouton 12.1 p. 100, le cheval 11.2 p. 100, le lard et la charcuterie 9.5 p. 100, le porc 9.3 p. 100, et la volaille 8.8 p. 100.

Il en résulte que, une fois le loyer et la nourriture payés, la part de revenu restant au ménage pour les autres dépenses varie selon les groupes entre 25 p. 100, 27 p. 100, 31.3 p. 100, 32.4 p. 100, 34.2 p. 100 et 38.8 p. 100.

Prix au détail. — Les prix couramment payés, en octobre 1905, par les ouvriers, pour la nourriture, le charbon et le pétrole ont été fournis par les détaillants et, le cas échéant, par les coopératives. Ces prix ne constituent pas un minimum; dans l'ensemble, ils s'établissent comme suit pour les 30 villes, Paris compris:

		COURS MOYEN dominant en octobre 1905.	NOMBRE DE VILLES ou le prix moyen dominant est :		
			dans les limites ci-contre.	au- dessous.	au- dessus.
Café.....	la livre	2 ^f 00 à 2 ^f 40	21	4	5
Sucre, en pain.....	—	0 31 à 0 35	23	4	3
Oufs.....	de 11 à 13.	1 ^f 25	21	5	4
Beurre.....	la livre	1 25 à 1 60	22	4	4
Pomme de terre....	le kilogramme	0 10	16	6	8
Farine.....	—	0 40 à 0 50	25	2	3
Pain blanc.....	—	0 31 à 0 35	19	5	6
Lait.....	le litre	0 21 à 0 25	24	1	5
Bœuf.....	la livre	0 75 à 0 95	25	3	2
Mouton.....	—	0 80 à 1 125	26	2	2
Veau.....	—	0 92 à 1 225	22	5	3
Porc.....	—	0 90 à 1 225	24	7	3
Charbon ⁽¹⁾	les 50 kilogr.	1 68 à 2 04	14	3	8
Pétrole.....	le litre	0 30 à 0 35	24	6	0

L'enquête a utilisé les renseignements fournis par les 5,605 familles, pour établir la consommation *moyenne* de chaque article et calculer le coût de la nourriture dans chaque ville; à l'aide d'*indices*, elle en a évalué le total par rapport au coût total à Paris (indice 100) [voir tableau p.] ⁽²⁾.

Marseille vient en tête avec l'indice 122 et Belfort en dernier lieu avec 88, (soit un écart de 34 points, contre 63 pour les logements).

Dans 19 villes (soit les 3/4), l'indice varie entre 100 et 94, dans 5, il est supérieur à 100, dans une (Lens) il est égal à celui de Paris (100).

Si l'on répartit les villes par groupes géographiques, les proportions s'établissent comme suit : Paris, 100; *Nord et Pas-de-Calais*, 99; *autres villes du Nord*, 100; *Nord-Est*, 95; *Nord-Ouest*, 93; *Centre*, 94; *Midi*, 108. Si l'on ne considère que le coût de la viande, l'indice s'établit à 100 dans le 2^e groupe, à 91 dans le 5^e, 86 dans le 6^e, et 109 dans le dernier. Il ne varie pas dans le 3^e et le 4^e.

Le coût de l'alimentation ne semble pas être sensiblement influencé par l'action des coopératives; à Limoges seulement, une société semble exercer une influence sérieuse sur les prix.

⁽¹⁾ Les cours du charbon manquent pour le Creusot où le charbon est en grande partie fourni gratuitement aux ouvriers.

⁽²⁾ L'enquête a exclu le charbon qui est, en beaucoup d'endroits, remplacé par le bois.

III. — Coût total du logement et de la nourriture.

En combinant le coût du loyer avec celui de l'alimentation — et en attribuant à ce dernier le coefficient 5 — l'enquête a établi, pour chaque ville, par rapport à Paris, les indices indiquant approximativement cette double dépense.

Le tableau suivant donne, avec les indices totaux, les indices du loyer et du coût de l'alimentation considérés isolément. Les villes sont classées selon que le coût de l'existence y est plus ou moins élevé.

VILLES.	INDICE DU COÛT			VILLES.	INDICE DU COÛT		
	du loyer et de la nourri- ture.	du loyer.	de la nourri- ture.		du loyer et de la nourri- ture.	du loyer.	de la nourri- ture.
Marseille.....	112	64	122	Saint-Nazaire.....	90	53	97
Calais.....	100	57	109	Troyes.....	89	54	96
Paris.....	100	100	100	Rennes.....	89	57	95
Rouen.....	97	65	103	Reims.....	89	51	96
Nancy.....	96	73	101	Nantes.....	88	60	94
Le Havre.....	95	69	100	Douai.....	88	53	95
Lyon.....	95	77	98	Le Creusot.....	86	48	94
Toulouse.....	94	45	104	Roanne.....	86	47	96
Bordeaux.....	93	71	97	Limoges.....	85	55	91
Lille.....	92	52	100	Belfort.....	85	69	88
Grenoble.....	92	66	97	Fougères.....	85	53	91
Lens.....	92	51	100	Roubaix.....	85	48	94
Amiens.....	92	55	99	Saint-Étienne.....	84	52	90
Valenciennes.....	91	63	96	Brest.....	83	55	89
Saint-Quentin.....	90	51	98	Bourges.....	83	44	91

Marseille vient en tête avec l'indice 112 et Bourges en dernier lieu avec 83, soit un écart de 29 points, réduit à 17 si l'on exclut Marseille; pour 18 villes l'écart se réduit à 7 points (de 85 à 92).

Au point de vue géographique, les indices s'établissent comme suit : Paris, 100; Nord et Pas-de-Calais, 91; autres villes du Nord, 93; Nord Est, 90; Nord-Ouest, 87; Centre, 87, Midi, 100. La vie est donc aussi chère dans le Midi qu'à Paris, par suite du coût élevé de la nourriture à Marseille (122) et à Toulouse (104) et de la cherté des loyers à Bordeaux (71). C'est dans le Centre et le Nord-Ouest, que le coût de la nourriture et du logement est le moins élevé.

IV. — Salaires et durée du travail.

L'enquête a relevé auprès des patrons et des municipalités les salaires et les heures de travail courants en octobre 1905 et en a dressé un tableau détaillé. Elle fait remarquer que, par suite du peu de développement des syndicats, l'usage des contrats collectifs était, à cette époque, assez peu répandu; elle en a relevé seulement dans 9 villes pour le bâtiment, dans 7 pour la typographie, dans 5 pour le travail dans les docks, dans 3 pour le roulage, dans 1 pour la fabrication du ciment, dans 2 pour la boulangerie, et dans 1 pour la dentelle et la broderie, etc.

Afin de rendre les comparaisons possibles, elle s'est occupée uniquement des industries représentées dans toutes ou presque toutes les villes et a choisi, comme pour l'Allemagne, le bâtiment, la typographie, la construction mécanique et cer-

taines catégories de travaux municipaux. Tous les salaires ont été ramenés au temps.

PROFESIONS.	VILLES com- prises.	SALAIRES MOYENS prédominants.	NOMBRE DE VILLES où celle moyenne de salaire est			NOMBRE DE VILLES où le travail dure ordinairement par semaine							
			at- teinte.	non at- teinte.	dé- passée.	moins de 60 h.	de 60 h. à 66 h.	de 66 h. à 72 h.	de 72 h. à 74 h.	de 74 h. à 76 h.			
<i>Bâtiment ⁽¹⁾ :</i>													
Briqueleurs et ma- çons	30	27.00 à 36.00	26	2	2	—	11	4	9	2	4		
Tail ^{rs} de pierres . .	26	33.00 à 38.95	17	5	4	—	10	4	7	1	4		
Charpentiers . . .	30	30.00 à 37.80	24	3	3	—	12	4	10	2	2		
Menuisiers	30	29.70 à 33.00	19	6	5	—	13	4	9	2	2		
Plombiers	25	30.00 à 36.00	21	2	2	1	12	3	6	1	2		
Plâtriers	22	29.70 à 36.25	18	2	2	—	12	2	6	1	1		
Peintres	29	26.77 à 33.02	23	3	3	—	14	5	7	2	1		
Briqueleurs et aides-maçons . .	29	19.80 à 24.80	20	5	4	—	10	4	9	2	4		

Construction mécanique :

Mouleurs	26	30.00 à 36.56	22	1	3	2	20	4	—	—	—
Ajusteurs	30	30.00 à 36.04	18	6	6	2	24	4	—	—	—
Tourneurs	30	30.00 à 38.02	25	1	4	2	24	4	—	—	—
Forgerons	21	31.45 à 39.68	16	2	3	1	18	2	—	—	—
Modeleurs	22	31.77 à 37.19	16	3	3	2	17	3	—	—	—
Manœuvres	30	19.48 à 23.96	23	3	4	2	24	4	—	—	—
Typographes	23	28.54 à 36.04	18	3	2	3	20	—	—	—	—

Ouvriers municipaux :

Voirie	23	21.77 à 26.98	15	5	3	6	16	1	—	—	—
Paveurs	23	23.96 à 30.00	14	4	5	7	13	1	2	—	—

Le tableau suivant donne sous forme d'indices le rapport entre les salaires courants à Paris (indice 100) et dans les divers groupes de villes ⁽²⁾ :

GROUPES.	NOMBRE de villes du groupe.	BÂTIMENT.		CONSTRUCTION mécanique.		TYPO- GRAPHIE.	OUVRIERS municipaux.	
		Ouvriers qua- li- fiés.	Ouvriers non quali- fiés.	Ouvriers qua- li- fiés.	Ouvriers non quali- fiés.		Compo- siteurs.	Voirie. Paveurs.
		—	—	—	—		—	—
Paris	1	100	100	100	100	100	100	100
Nord et Pas-de-Calais.	6	65	78	67	75	70 ⁽¹⁾	67 ⁽¹⁾	72 ⁽¹⁾
Autres villes du Nord.	4	65	73	68	75	74	69 ⁽¹⁾	83
Nord-Est	4	67	78	64	72	80 ⁽¹⁾	65	77 ⁽¹⁾
Nord-Ouest	5	61	69	66	68	65 ⁽¹⁾	63 ⁽¹⁾	70 ⁽¹⁾
Centre	7	65	72 ⁽¹⁾	69	75	79 ⁽¹⁾	68 ⁽¹⁾	81 ⁽¹⁾
Midi	3	64	62	64	72	82	61	68

⁽¹⁾ Pour le bâtiment, les salaires sont ceux d'une d'une semaine pleine en été.

⁽²⁾ Le nombre des villes intéressées est inférieur au total des villes du groupe.

Les villes du centre accusent un niveau relativement élevé surtout pour les ouvriers qualifiés et peuvent, dans l'ensemble, être placées de suite après Paris; dans le Nord-Ouest, par contre, les salaires sont partout inférieurs de 30 points à ceux de Paris. Dans le bâtiment et la construction mécanique, il y a beaucoup plus d'écart entre les salaires des ouvriers qualifiés à Paris et en province qu'entre les salaires des ouvriers non qualifiés. La semaine de 60 heures est presque générale dans la construction mécanique et la typographie. Cette limite est rarement dépassée pour les ouvriers municipaux, tandis que, dans le bâtiment, la semaine comporte, en moyenne, de 60 à 66 heures, et parfois 72 heures en été.

V. — Comparaison entre les salaires, le loyer et le coût de la nourriture.

L'enquête a comparé, par groupes géographiques, les indices moyens relatifs au coût du loyer et de la nourriture avec les indices moyens des salaires des ouvriers qualifiés dans le bâtiment, la construction mécanique et la typographie. Cette comparaison ne semble pas établir un rapport sensible entre la variation des dépenses et celle des salaires.

D'autre part, en prenant la moyennes des indices pour chacune de ces trois industries et en combinant les résultats des indices relatifs au coût du loyer et de la nourriture réunis elle a évalué approximativement la valeur réelle des salaires, c'est-à-dire leur puissance d'achat; elle a obtenu les indices suivants :

	NOMBRE de villes du groupe.	LOYER et coût de la nourriture com- binés.	SALAIRE des ouvriers qualifiés (3 in- dustries).	PUISSANCE approxi- mative d'achat des salaires.
1. Paris	1	100	100	100
2. Nord et Pas-de-Calais.....	6	91	67	74
3. Autres villes du Nord.....	4	93	69	74
4. Nord-Est.....	4	90	70	78
5. Nord-Ouest	5	87	64	74
6. Centre	7	87	71	82
7. Midi.....	3	100	70	70

La valeur réelle du salaire est beaucoup plus élevée à Paris qu'en province; elle est inférieure de 30 p. 100 dans les villes du Midi, de 24 p. 100 dans le Nord et le Nord-Ouest, de 22 p. 100 dans le Nord-Est et de 18 p. 100 dans le Centre.

VI. — Modifications survenues dans le coût de la nourriture, les salaires et la durée du travail d'octobre 1905 à octobre 1907.

Le département a recueilli, en 1907, certains renseignements sur les modifications survenues depuis octobre 1905 dans les 7 villes suivantes : Amiens, Belfort,

Bordeaux, Le Havre, Lyon, Rennes et Saint-Étienne; il estime qu'ils peuvent être de quelque utilité, pour l'étude de la tendance générale qui s'est manifestée au cours de ces deux dernières années.

Il évalue l'augmentation du coût de la nourriture *totale* à 5 p. 100 (à 4 1/2 sans la viande). Les salaires n'ont baissé nulle part et des augmentations se sont fait sentir un peu partout (5 p. 100 en moyenne dans le bâtiment dans 4 villes; 3 p. 100 dans la construction mécanique dans 5 villes). Quant aux heures de travail, elles n'ont pas changé dans le bâtiment; elles ont été réduites de 60 à 54 heures dans 4 villes pour les typographes; de 63 à 60, en moyenne, à Belfort et de 60 à 58 1/2 à Saint-Étienne dans la construction mécanique.

VII. — Comparaison du coût du logement, de l'alimentation et des salaires en France, en Angleterre et en Allemagne.

Le département anglais s'est efforcé de comparer, dans la mesure du possible, les renseignements recueillis au cours de sa triple enquête et d'établir les dépenses et les gains d'un ouvrier anglais, vivant selon la façon anglaise, en France ou en Allemagne.

Il ne se dissimule pas les difficultés que présente un parallèle de ce genre, par suite des différences dans les habitudes, les goûts et les conditions d'existence; dans des comparaisons basées sur des données statistiques seules, il faut toujours faire la part de certains facteurs qu'il est impossible de déterminer exactement.

La méthode des indices adoptée ici encore comme la plus commode en l'espèce ne peut donc donner que des résultats *approximatifs*.

Comme les résultats relatifs à l'Angleterre et à l'Allemagne ont été analysés en détail dans des articles spéciaux ⁽¹⁾, il suffira de mettre en regard les totaux relatifs aux 3 pays.

1. Loyers les plus couramment payés pour des logements de 3 à 4 pièces (moyennes) :

	ANGLETERRE et Pays de Galles (y compris les taxes).	ALLEMAGNE.	FRANCE.
2 pièces ⁽²⁾	3 ^f 75 à 4 ^f 37	3 ^f 33 à 4 ^f 27	2 ^f 92 à 3 ^f 54
3 — ⁽²⁾	4 69 à 5 52	4 27 à 5 94	3 64 à 5 21
4 — ⁽²⁾	5 52 à 6 77	5 31 à 7 50	4 27 à 5 42

Alors qu'en Allemagne et en Angleterre les loyers sont à peu près semblables, l'ouvrier français se loge pour un prix inférieur de 14 à 22 p. 100. Toutefois, si l'on considère que le loyer anglais comprend les taxes évaluées à 18 p. 100 du loyer, le rapport entre le coût du logement dans les 3 pays s'établit comme suit :

⁽¹⁾ Pour l'Angleterre, voir *Bulletin* de décembre 1908, p. 1229; pour l'Allemagne, voir le *Bulletin* d'avril 1909, p. 414.

⁽²⁾ Loyer moyen par semaine dans les capitales (avec les taxes à Londres).

Angleterre, 100; France, 98; Allemagne, 123. En d'autres termes, le français paye en moyenne 2 p. 100 de moins et l'allemand 23 p. 100 de plus que l'ouvrier anglais, pour un même nombre de pièces, déduction faite des taxes.

II. *Prix au détail couramment payés en octobre 1905 pour certains articles d'alimentation par les classes ouvrières, dans les villes soumises à l'enquête :*

		ANGLETERRE et Pays de Galles.	ALLEMAGNE.	FRANCE.	RAPPORT entre les cours dominant en :		
					Angle- terre et Pays de Galles.	Alle- magne.	France.
Sucre	la livre	0,20	0,25 à 0,30	0,31 à 0,35	100	119	144
Beurre	—	1,52 ⁽¹⁾	1,50 à 1,70	1,25 à 1,60	100	105	94
Pomme de terre .	le kilo	0,08 à 0,11	0,075 à 0,10	0,10	100	88	100
Farine	—	0,27 à 0,32	0,37 à 0,45	0,40 à 0,50	100	140	153
Pain blanc	—	0,26 à 0,32	0,27 à 0,38 ⁽⁴⁾	0,31 à 0,35	100	—	115
Lait	le litre	0,275 à 0,37	0,23 à 0,25	0,21 à 0,25	100	75	71
Bœuf	la livre	{ 0,85 à 0,97 ⁽²⁾ 0,57 à 0,70 ⁽³⁾ }	0,90 à 1,00	0,75 à 0,95	100	122	109
Mouton	—	{ 0,85 à 1,02 ⁽²⁾ 0,45 à 0,57 ⁽³⁾ }	—	0,80 à 1,12	100	137	131
Porc	—	0,85 à 0,97	1,00 à 1,25	0,90 à 1,22	100	123	116
Charbon	les 50 kil.	0,95 à 1,22	1,10 à 1,63	1,68 à 2,04	100	124	170
Pétrole	le litre	0,16 à 0,18	—	0,30 à 0,35	100	135	188

Pour tous ces articles — le beurre et le lait exceptés — les prix sont plus élevés en France qu'en Angleterre. Le lait coûte en Angleterre 25 p. 100 de plus qu'en Allemagne et 30 p. 100 de plus qu'en France; le beurre 5 p. 100 de moins qu'en Allemagne et 6 p. 100 de plus qu'en France.

La différence en plus, par rapport à l'Angleterre, s'établit comme suit pour les autres articles : sucre, 44 p. 100 en France et 19 p. 100 en Allemagne; farine, 53 p. 100 (France) et 40 p. 100 (Allemagne); charbon, 70 p. 100 (France) et 24 p. 100 (Allemagne); pétrole 88 p. 100 (France) et 35 p. 100 (Allemagne).

Dans l'ensemble, l'ouvrier anglais voulant consommer sur le continent les mêmes qualités et quantités de nourriture dépenserait en France 18 p. 100 et en Allemagne 15 p. 100 de plus pour se nourrir.

(1) «Étranger» ou colonial.

(2) D'origine britannique ou abattu dans le pays.

(3) Provenant des colonies ou de l'étranger.

(4) Pain noir.

III. — Salaires comparés dans les 3 pays ⁽¹⁾ :

ANGLETERRE et Pays de Galles.			ALLEMAGNE.	FRANCE.	RAPPORT entre les salaires dominants en		
					Angle- terre.	Alle- magne	France
<i>Bâtiment.</i>							
Briqueurs	46.87 à 50.62	33.64 à 39.05	27.00 à 36.00	100	75	65	
Maçons	46.45 à 49.16						
Charpentiers	45.20 à 49.16	33.65 à 39.05	30.00 à 37.80	100	77	72	
Ménusiers	45.20 à 49.16	—	29.70 à 33.00	100	—	66	
Plombiers	44.16 à 49.68	30.00 à 35.60	30.00 à 36.00	100	70	70	
Plâtriers	45.62 à 52.08	—	29.70 à 36.25	100	—	67	
Peintres	39.37 à 46.87	30.00 à 37.08	26.80 à 33.00	100	78	69	
Mancœuvres	29.37 à 33.75	24.37 à 30.00	19.80 à 24.80	100	86	71	
<i>Constructions mécaniques.</i>							
Ajusteurs	40.00 à 45.00	32.50 à 40.00	30.00 à 36.05	100	85	78	
Tourneurs	40.00 à 45.00	33.75 à 41.25	30.00 à 38.00	100	88	80	
Forgerons	40.00 à 45.00	35.62 à 41.25	31.45 à 39.70	100	90	84	
Modelleurs	42.50 à 47.50	31.87 à 37.50	31.80 à 37.20	100	77	77	
Mancœuvres	22.50 à 27.50	22.50 à 27.50	19.50 à 23.95	100	100	87	
Typographes	35.00 à 41.25	30.93 à 32.39	28.55 à 36.00	100	83	85	
MOYENNE GÉNÉRALE.				100	83	75	

Dans l'ensemble, l'ouvrier *qualifié* gagne : dans le bâtiment 68 p. 100 en France et 75 p. 100 en Allemagne de ce qu'il gagnerait en Angleterre; dans la construction mécanique respectivement 81 p. 100 et 85 p. 100.

Pour l'ouvrier *non qualifié* ces rapports s'établissent à 71 p. 100 et 86 p. 100 dans le bâtiment et à 87 p. 100 et 100 p. 100 dans la construction mécanique.

Les salaires seraient ainsi inférieurs de 25 p. 100 en France et de 17 p. 100 en Allemagne aux salaires anglais.

Quant à la durée du travail elle est, en France, de 13 à 23 p. 100 (soit en moyenne 17 p. 100) et en Allemagne de 8 à 12 p. 100 plus élevée qu'en Angleterre (exception est faite toutefois pour les typographes allemands qui sont très organisés). Si l'on admet que, dans les industries considérées, les salaires par semaine sont en France en Angleterre dans le rapport de 75 à 100 et les heures de travail par semaine dans le rapport de 117 à 100, on établit que le salaire-heure de l'ouvrier français représente 64 p. 100 du salaire anglais correspondant. Pour l'ouvrier allemand ces rapports s'établissent respectivement à 83, 111 et 75 p. 100. En résumé, dans le bâtiment, la construction mécanique et la typographie, l'ouvrier français gagne, pour un même travail, les 2 tiers environ et l'ouvrier allemand les 3 quarts de ce que gagne l'anglais.

(1) Les moyennes représentent, pour l'Angleterre, le salaire au temps pour une semaine entière, non compris les heures supplémentaires; pour l'Allemagne et la France, dans certains cas, le taux courant et dans d'autres le gain moyen pour une même semaine.

IV. — *Résumé des conclusions.* — Sous les réserves indispensables en pareille matière, et en rappelant qu'il a cherché, non pas à établir la plus ou moins grande quantité de bien-être de l'ouvrier dans les trois pays, mais uniquement à évaluer le gain en argent pour un travail de même durée et le coût de certaines quantités-type de nourriture, d'éclairage et de logement, en prenant pour base les habitudes de vie de l'ouvrier britannique, le Département anglais résume sa triple enquête par les conclusions suivantes :

1° *Rapport entre les loyers, le coût de la nourriture, du chauffage et de l'éclairage dans les 3 pays, en octobre 1905 :*

	ANGLETERRE.	FRANCE.	ALLEMAGNE.
Coût du loyer <i>net</i> (France et Allemagne) par rapport au loyer <i>brut</i> anglais (y compris les taxes locales).....	100	80	101
Loyer <i>net</i> dans les 3 pays (sans aucune taxe).....	100	98	123
Coût de l'alimentation de l'éclairage et du chauffage pour une famille ouvrière vivant à l'anglaise (coût d'un certain nombre d'articles).....	100	118 ⁽¹⁾	115
Coût du loyer, de l'alimentation et du chauffage réunis pour une famille moyenne, en admettant que le coût de l'alimentation soit égal à 4 fois le loyer :			
Avec le loyer <i>brut</i> (c'est-à-dire y compris la taxe locale anglaise).....	100	110	118
Avec le loyer <i>net</i> , c'est-à-dire sans la taxe locale anglaise).....	100	114	119
Il ressort de là qu'un ouvrier anglais, vivant sur le continent autant que possible comme il a coutume de le faire en Angleterre, dépenserait pour se loger (non compris les taxes locales), se nourrir, s'éclairer et se chauffer :			
14 p. 100 de plus (soit 1/7 environ) en France qu'en Angleterre;			
19 p. 100 de plus (soit 1/5 environ) en Allemagne qu'en Angleterre.			

2° *Rapport entre les salaires et la durée du travail dans les 3 pays :*

Gain <i>hebdomadaire</i> des ouvriers de même catégorie dans les 3 industries pour lesquelles il a été possible d'établir une comparaison (bâtiment, construction mécanique, typographie).....	100	75	83
Durée du travail par semaine dans les mêmes industries.....	100	117	111
Salaire à l'heure des mêmes ouvriers.....	100	64	75

⁽¹⁾ Si l'on ne fait pas figurer le charbon — que l'on remplace par du bois dans un certain nombre de villes — l'indice s'établit à 111; si l'on considère que l'ouvrier français consomme en moins grande quantité certains articles chers, l'indice final tombe à 106 au lieu de 118.

L'APPLICATION, EN 1907, DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898 SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

I. — Application générale de la loi.

CHAPITRE I^{er}. — *Interprétations judiciaires.*

La Cour de cassation a affirmé et même imposé pour la première fois en ces matières, toutes chambres réunies, à l'interprétation hésitante de certains tribunaux, cette règle essentielle que la responsabilité du risque professionnel, établie par la loi du 9 avril 1898, est une conséquence directe et nécessaire du contrat de travail.

Partout où s'exécute ce contrat, la loi de 1898 doit recevoir son application. Le législateur n'a fait à cette règle aucune exception pour le cas où un ouvrier embauché en France serait, pour le compte du chef d'entreprise, occupé à l'étranger; si de ce fait résulte l'impossibilité d'observer certaines dispositions de procédure, cette impossibilité d'ordre international ne saurait priver l'ouvrier d'un droit inhérent au contrat de louage de services qu'il a conclu en France (deux arrêts du 8 mai 1907).

Pour obtenir le paiement des indemnités légales, l'ouvrier victime d'un accident de travail n'a d'action que contre le chef d'entreprise avec qui il a traité. Arrêt du 6 mars 1907, cassant une décision où un entrepreneur de travaux était déclaré responsable envers un ouvrier embauché par un sous-traitant, sous le prétexte que le sous-traitant devait être réputé n'avoir agi que comme préposé de l'entrepreneur.

Le chef d'entreprise qui a loué les services de l'ouvrier demeure responsable envers lui, même s'il l'a mis à la disposition d'un autre employeur (arrêt du 8 janvier 1908, chambres réunies). Celui-ci n'ayant pas contracté avec l'ouvrier n'est pas à son égard un chef d'entreprise au sens de la loi de 1898. La Cour de cassation considère toutefois qu'à raison de la convention intervenue entre les deux chefs d'entreprise concernant la direction du travail, le second ne saurait, au regard de l'ouvrier du premier, être considéré comme un tiers soumis par l'article 7 à l'action du droit commun (même arrêt).

Confirmant sa jurisprudence constante relativement à la détermination des éléments constitutifs du risque professionnel et l'appliquant au cas d'un apprenti blessé dans la rue en faisant une commission pour son patron, la cour a rappelé que l'ouvrier est au lieu du travail partout où il se rend d'ordre de son maître et pour les besoins de l'entreprise (arrêt du 6 août 1907).

En matière d'assujettissement, elle a maintenu que le législateur n'a pas eu le dessein de limiter la responsabilité patronale soit à la grande industrie, soit à l'industrie dangereuse et que l'énumération de l'article 1 de la loi du 9 avril 1898, simplement énonciative, englobe sous la dénomination d'usines, manufactures et chantiers, tous les ateliers industriels; en conséquence, elle a considéré comme entraînant l'application des dispositions de cette loi, à raison de son caractère industriel, l'entreprise de forage d'un puits, exécutée sur un fonds rural.

Elle a eu, par contre, l'occasion d'affirmer à nouveau que les personnes qui

⁽¹⁾ Extrait du cinquième rapport présenté au Président de la République, le 25 juillet 1908, par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, sur l'application générale de la loi du 9 avril 1898 relative aux accidents du travail. (Recueil des documents sur les accidents du travail réunis par le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, n° 30, 1908.) — Pour 1904, voir *Bulletin*, juillet 1906, p. 701, et août 1906, p. 812; pour 1905, voir *Bulletin*, mars 1907, p. 223; pour 1906, voir *Bulletin*, février 1909, p. 163.

n'exercent aucune profession ou dont la profession n'est pas assujettie demeurent sous l'empire du droit commun, lorsqu'elles font exécuter par des ouvriers de leur choix et sous leur direction, des travaux qui rentreraient dans la classe de ceux que vise la loi de 1898 au cas où ils seraient entrepris par un assujetti (arrêt du 12 juin 1907).

Si, en ce qui concerne les accidents occasionnés par l'emploi des machines agricoles mues par des moteurs inanimés, elle a continué d'exiger une relation de cause à effet entre l'accident et le fonctionnement du moteur, en déclarant la loi du 30 juin 1899 inapplicable à un ouvrier blessé pendant qu'il remettait en position de route une batteuse à vapeur qui avait cessé de fonctionner (arrêt du 20 mars 1907), elle a fait un départ nécessaire entre les accidents causés par les machines agricoles, dont l'indemnisation est prévue par la loi spéciale du 30 juin 1899 et ceux qui relèvent de l'application de la loi du 9 avril 1898 et décidé que les réparations effectuées à une machine agricole au repos par un ouvrier industriel chargé par le chef d'entreprise des opérations de nettoyage et d'entretien constituent un travail de nature industrielle, protégé par la loi de 1898 (arrêt du 20 février 1907).

Confirmant sur un autre point encore sa jurisprudence antérieure, la Cour de cassation a estimé que les juges peuvent, sans contester la préexistence chez l'ouvrier d'une tuberculose à l'état latent, apprécier que l'accident en a hâté l'évolution et a été ainsi la cause de l'incapacité de travail; qu'en pareil cas l'état de maladie de la victime avant l'accident ne saurait être pris en considération pour éluder les conséquences légales de l'incapacité constatée à la suite de l'accident et que le salaire annuel du blessé donne la mesure juridique de sa valeur professionnelle (arrêt du 12 avril 1907).

La cour a eu pour la première fois à se prononcer sur le mode de computation du salaire devant servir de base à la détermination de l'indemnité journalière au cas où l'ouvrier victime d'accident reçoit un salaire variable. Une décision du juge de paix de Dunkerque en date du 3 juin 1905 avait conclu que pour calculer l'indemnité journalière, dans le cas de salaire variable, il convient, en vertu de la nouvelle rédaction de l'article 3 de la loi de 1898, de diviser la somme totale touchée par l'ouvrier dans le mois qui a précédé l'accident par le nombre de journées effectives de travail par lui fournies pendant cette période, en additionnant toutefois deux demi-journées pour faire une journée entière si l'ouvrier n'a travaillé pendant certains jours qu'une demi-journée. A cette décision on objectait qu'il n'avait pu entrer dans les vues du législateur d'établir un mode de computation du salaire de base dont le jeu, pour les ouvriers à salaire variable et irrégulièrement occupés, risquait d'amener l'allocation d'indemnités journalières susceptibles d'être en définitive supérieures, pour une période d'incapacité de quelque durée, au montant même des salaires que le blessé eût effectivement touchés en travaillant. En déclarant que le calcul auquel s'était livré le magistrat de Dunkerque était le seul que permit la nouvelle rédaction de l'article 3 de la loi (arrêt du 29 juillet 1907), la Cour de cassation a montré que, si une nouvelle modalité de décompte devait être envisagée, ce ne pourrait être qu'à titre législatif.

Egalement pour la première fois a été portée devant la Cour suprême la question si discutée en doctrine de savoir si la décision par laquelle le tribunal statue en chambre du conseil sur la demande de l'ouvrier sollicitant à l'expiration du délai de revision, dans les termes de l'article 9, § 3, de la loi du 9 avril 1898, la délivrance du quart du capital de la rente qui lui a été allouée, constitue un acte de juridiction gracieuse ou contentieuse. Se séparant de la jurisprudence constante des cours d'appel qui avaient reconnu à la procédure instituée par l'article 9 un caractère de juridiction gracieuse et écarté ainsi la possibilité de l'appel, elle a estimé que la décision de la chambre du conseil, qui, même sur simple requête, refuse

d'ordonner la conversion, est un acte de juridiction contentieuse, susceptible d'appel lorsque rien n'indique que le litige ait une valeur déterminée (arrêt du 5 août 1907).

Plusieurs arrêts intéressants ont solutionné des difficultés de procédure ou fixé des questions encore débattues de compétence.

Les pouvoirs du juge de paix, dont la délimitation était restée sur certains points quelque peu incertaine, même après la loi du 31 mars 1905, sont précisés par de nouvelles décisions.

Un arrêt de la chambre civile du 31 octobre 1907 décide qu'il a la faculté de procéder à l'enquête prévue par l'article 12 de la loi du 9 avril 1898, alors même que la blessure ne paraîtrait pas, d'après le certificat médical, de nature à entraîner la mort ou une incapacité permanente, si les circonstances, qu'il apprécie souverainement, lui paraissent en démontrer l'utilité.

Statuant avec une netteté qui faisait défaut à ses précédentes décisions des 31 juillet et 1^{er} août 1906, sur la question controversée du partage de la compétence (en matière d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente de travail) entre le juge de paix et le tribunal civil ou son président, la Cour de cassation a déclaré, par son arrêt du 31 juillet 1907, qu'aux termes de l'article 15 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 31 mars 1905, si l'une des parties soutient, avec certificat médical à l'appui, que la victime d'un accident de travail est atteinte d'une incapacité permanente, le juge de paix doit, après avoir fixé l'indemnité journalière, se déclarer *incompétent pour déterminer la date à laquelle elle cessera d'être due*. Mais on peut craindre qu'elle n'ait point saisi l'exacte portée des dispositions légales nouvelles en ajoutant, d'une manière générale, qu'une fois cette fixation faite et dès que le tribunal sera saisi, le magistrat cantonal deviendra incompetent pour connaître à l'avenir des contestations qui pourront s'élever sur le paiement de cette indemnité.

L'arrêt du 4 février 1907, a décidé que si le chef d'entreprise soutient devant le juge de paix que la loi du 9 avril 1898 ne lui est pas applicable, il conteste par là même la compétence de ce magistrat, dont la décision devient sujette à appel : c'est la consécration de la jurisprudence constante des tribunaux sur ce point.

En matière de prescription, la jurisprudence de la Cour de cassation qui tempérait déjà par la reconnaissance du caractère interruptif de la convocation en conciliation adressée aux parties par le président du tribunal, la rigueur d'une interprétation qui n'admettait comme causes d'interruption ou de suspension de la prescription ni l'état de minorité ou d'interdiction de la victime, ni son ignorance de fait ou de droit, ni l'inaction des magistrats ou du maire, s'est encore précisée dans un sens favorable aux intérêts des victimes d'accidents : la convocation adressée par le président du tribunal aux parties, en exécution de l'article 16, interrompt la prescription qui courait au profit du chef d'entreprise, même si le magistrat de qui elle émane était incompetent; toutefois une nouvelle prescription annale commence à courir du jour où, par la déclaration d'incompétence du président, prendra fin l'instance mal introduite (arrêt du 7 janvier 1907).

Le même arrêt affirme par ailleurs le droit pour le président de convoquer les parties intéressées avant la réception de l'enquête du juge de paix, s'il le juge nécessaire pour assurer l'exécution de la loi du 9 avril 1898.

Confirmant la jurisprudence établie par son arrêt du 26 février 1906, elle a déclaré que la demande d'une rente viagère formée à la suite d'un accident de travail constitue, lorsque le fond est contesté, une demande de valeur indéterminée soumise aux deux degrés de juridiction (arrêt du 5 août 1907).

Enfin, une décision du 6 août 1907, d'un intérêt rétrospectif, faisait état du caractère d'ordre public de la loi du 9 avril 1898 pour en conclure que, si les em-

ployeurs non assujettis à ses dispositions pouvaient s'engager valablement vis-à-vis de leur personnel à lui accorder les indemnités qu'elle prévoit, les contestations relatives à cet engagement demeuraient soumises, avant la promulgation de la loi du 18 juillet 1907, à la procédure du droit commun.

CHAPITRE 2. — Statistique des accidents⁽¹⁾.

Le tableau suivant donne le nombre total des accidents graves et leur pourcentage pour chacun des groupes d'industries. Les accidents graves, qui figurent dans ce tableau, sont ceux qui ont donné lieu à un règlement judiciaire en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898.

GROUPES D'INDUSTRIES.	ACCIDENTS GRAVES SURVENUS			
	en 1907.		du 1 ^{er} juillet 1899 au 31 décembre 1907.	
	Nombre total.	p. 100.	Nombre total.	p. 100.
Métaux.....	6,318	24.17	28,024	21.57
Manutention et transports.....	4,142	15.85	21,733	16.72
Travaux publics et bâtiments.....	3,544	13.55	20,704	15.93
Industries extractives.....	2,944	11.26	15,630	12.03
Industries du bois.....	2,366	9.05	12,120	9.33
Industries textiles.....	1,626	6.23	8,093	6.23
Industries de l'alimentation.....	1,657	6.34	7,399	5.69
Travail des pierres et des terres au feu..	920	3.52	4,616	3.55
Industries chimiques.....	1,000	3.83	4,055	3.12
Papiers, caoutchouc, etc.....	767	2.93	3,472	2.67
Agriculture et forêts.....	427	1.63	2,054	1.58
Cuirs et peaux.....	355	1.36	1,775	1.37
Industries insuffisamment désignées.....	72	0.28	278	0.21
TOTAUX.....	26,138	100.00	129,953	100.00

Le tableau qui suit donne le relevé, par année, de 1899 à 1907, des ordonnances et jugements rendus en matière d'accidents du travail en vertu de l'article 16 de la loi de 1898, d'après la gravité de ces accidents.

ANNÉES.	TOTAL.	CAS de mort.		INCAPACITÉ permanente totale.		INCAPACITÉ permanente partielle.	
		Nombre.	P. 100.	Nombre.	P. 100.	Nombre.	P. 100.
1899 (2 ^e semestre).....	899	534	59.4	13	1.4	352	39.2
1900.....	6,543	1,562	23.9	139	2.1	4,842	74.0
1901.....	10,627	1,729	16.3	227	2.1	8,671	81.6
1902.....	12,241	1,613	13.2	198	1.6	10,430	85.2
1903.....	13,853	1,524	11.0	179	1.3	12,150	87.7
1904.....	15,303	1,560	10.2	197	1.3	13,546	88.5
1905.....	19,802	2,138	10.8	171	0.9	17,493	88.3
1906.....	24,547	3,144	12.8	149	0.6	21,254	86.5
1907.....	26,138	2,413	9.2	141	0.5	23,584	90.2
TOTAUX.....	129,953	16,217	12.5	1,414	1.1	112,322	86.4

⁽¹⁾ Pour la statistique des avis transmis en 1907 par les maires à l'Inspection du travail pour son service de prévention et qui s'appliquent aux accidents suivis de mort ou ayant donné lieu à production d'un certificat médical, voir *Bulletin*, juillet 1908, p. 655. — Pour la statistique des accidents judiciairement réglés en exécution de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, voir, pour 1907, *Ibidem*, juillet 1908, p. 656.

CHAPITRE 3. — *Procédure.*

La pratique de la procédure nouvelle devenue familière aux tribunaux se traduit par une rapide décroissance du nombre des décisions critiquables relevées par mon département.

Cependant certaines ordonnances, par des erreurs matérielles dans la fixation du chiffre de la rente ou la détermination du capital de rachat de rentes inférieures à 100 francs, par l'évaluation à des taux tout à fait invraisemblables de l'incapacité subie par la victime, par l'allocation de rentes visiblement fixées par artifice à 100 francs ou à des sommes très voisines de ce chiffre, trahissent encore trop souvent les négligences d'un petit nombre de magistrats conciliateurs ou portent l'indice de leur complaisance à sanctionner bénévolement les marchandages pré-alables des représentants des assureurs avec les victimes d'accidents.

Il y a lieu de constater également une réduction dans la proportion des ordonnances qui, en omettant de mentionner soit le montant du salaire de base, soit l'évaluation de l'incapacité subie, font échec aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 31 mars 1905 et imposent au président d'indiquer, à peine de nullité, les éléments de calcul de la rente allouée.

Nombreuses encore sont, par contre, les décisions où n'apparaît pas la substitution de l'assureur au chef d'entreprise.

Une méprise analogue paraît avoir déterminé le remplacement par un capital, de rentes allouées à des blessés mineurs, en dépit des prescriptions formelles de l'alinéa final nouveau de l'article 21, le président ayant alors arbitrairement sauvegardé les intérêts du titulaire de la pension, en ordonnant le versement du capital de rachat à une caisse d'épargne.

Il est encore à regretter que certains magistrats n'aient pas scrupuleusement écarté l'artifice signalé par le précédent rapport annuel et qui consiste pour les parties, en vue de tourner la prohibition du rachat des rentes supérieures à 100 francs, à s'accorder au préalable sur l'allocation d'une rente inférieure à ce chiffre qui est aussitôt remplacée par un capital, puis, après une prétendue aggravation de l'incapacité, sur la concession en revision d'une nouvelle rente également rachetée à son tour. De tels errements ne sauraient se perpétuer, sans faire le plus manifeste échec aux dispositions légales et engager gravement la responsabilité morale des magistrats qui s'y prêtent ou s'y laissent attirer.

De même il convient de signaler à nouveau l'omission, dans un trop grand nombre de cas, de l'enquête prescrite par l'article 12 de la loi du 9 avril 1898, que cette lacune soit due à une méconnaissance des volontés du législateur, inexplicable après la circulaire de la chancellerie en date du 4 août 1906, ou bien qu'on la doive attribuer seulement à l'ignorance où le magistrat cantonal serait resté d'accords intervenus devant le président, directement saisi par les parties. Le Ministère du travail et de la prévoyance sociale a appelé l'attention du Ministère de la justice sur l'intérêt qu'il y aurait à inviter les magistrats conciliateurs, devant qui se présentent spontanément les intéressés, à en aviser le juge de paix compétent, afin que, par les soins de ce dernier, il soit procédé immédiatement à l'enquête de l'article 12, dont la nécessité subsiste, mais au cas d'accord préalable des parties.

La délimitation, délicate il est vrai, de la compétence respective du juge de paix et du tribunal civil ou de son président, dont les attributions se pénètrent dans les cas d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente de travail, a maintes fois été pour les magistrats cantonaux une cause d'incertitude et d'embaras.

Certains, oubliant dans l'exagération de leurs scrupules que le législateur de 1905 avait nettement manifesté l'intention de leur donner compétence en matière

d'indemnité journalière, aussi bien dans les cas d'incapacité permanente que dans ceux d'incapacité temporaire, ont cru devoir rejeter par une déclaration d'incompétence les demandes de demi-salaires, formées par des ouvriers atteints d'infirmités permanentes, sous le prétexte que le tribunal civil était déjà saisi d'une demande à fin d'allocation de rente.

C'était interpréter avec une timidité excessive les articles 15 et 16 de la loi du 9 avril 1898. Sans doute, en vertu des règles de la connexité auxquelles le législateur n'a pas dérogé en ces matières, le tribunal civil, saisi d'une action comprenant à la fois la demande de l'indemnité journalière et la demande d'une rente, doit, par l'effet d'une prorogation légale de juridiction, statuer sur l'entier litige et ne peut se déclarer incompétent relativement à l'indemnité journalière par le motif que la fixation en revient au juge de paix; sans doute, en cas d'incapacité permanente, le juge de paix, dont le rôle est étroitement limité à la fixation de l'indemnité journalière, doit se déclarer incompétent pour déterminer la date à laquelle elle cessera d'être due (Cour de cassation, Req., arrêt du 31 juillet 1907). Mais, dans ces limites, la compétence du magistrat cantonal pour fixer le demi-salaire semble rester entière et n'être nullement affectée par cela seul que l'action connexe relative à l'allocation d'une rente a été introduite devant le tribunal civil, si la volonté expresse de la partie intéressée n'a pas mis la juridiction de droit commun en demeure de statuer sur l'une et l'autre indemnité. Le juge de paix devant qui la victime d'un accident de travail régi par la loi du 9 avril 1898 porte une demande d'indemnité journalière a le devoir de statuer en tout cas sur le fond même de la demande. Cette règle simple découle de l'intention manifestée par le législateur, au cours des travaux préparatoires, et du texte même de l'article 15 de la loi. La méconnaissance serait priver la victime de l'accident du bénéfice d'une procédure rapide, à sa portée immédiate, lui imposer d'inévitables attentes, et faire échec au caractère alimentaire de l'indemnité journalière, qui doit suivre d'aussi près que possible l'accident.

CHAPITRE 4. — *Modifications et extensions législatives.*

L'innovation libérale introduite par la loi du 12 avril 1906 en ce qui concerne les conditions de constitution des syndicats de garantie a eu des effets immédiats. L'éclosion rapide de nouveaux syndicats, empressés dès l'entrée en vigueur de la loi à se mettre en instance d'autorisation, a montré combien il avait été utile de faciliter la formation de ces organismes d'assurance, et combien étaient appréciés les avantages de la procédure rapide d'autorisation par simple arrêté ministériel introduite par l'article 6, à côté de l'ancienne procédure d'approbation par décrets rendus en Conseil d'État.

Le nombre des syndicats de garantie s'est en un an (31 décembre 1907) élevé de quatre à douze, et il est remarquable que tous les nouveaux syndicats admis à fonctionner se sont prévalus des dispositions de la loi du 12 avril 1906 au double point de vue des conditions de composition et de la procédure d'approbation. Il y a là incontestablement une voie utilement ouverte aux syndicats de garantie et l'innovation de la loi du 12 avril 1906 peut avoir à cet égard d'heureux effets, pourvu que ces syndicats soient constitués dans un réel esprit de couverture solidaire et échappent aux agissements d'hommes d'affaires qui n'y voient parfois qu'un déguisement d'exploitation commerciale et une recherche masquée de bénéfices personnels.

La loi du 18 juillet 1907 a consacré la transformation si remarquable de la notion initiale du risque professionnel et ouvert le domaine d'application de la législation des accidents du travail à tous ceux qui échappent encore à ses prescriptions impératives, moyennant une simple manifestation de volonté concordante.

que le législateur s'est attaché à rendre aussi facile que possible en réduisant au minimum les formalités ⁽¹⁾.

Les formes des déclarations d'adhésion ou de cessation d'adhésion à la législation sur les accidents du travail, des récépissés délivrés par les maires, et des carnets d'adhésion ont été déterminées par un décret en date du 30 juillet 1907.

La loi du 26 mars 1908 a apporté, à la demande de l'administration de l'enregistrement, quelques modifications de détail à l'article 5 de la loi du 12 avril 1906. Elles visent essentiellement le mode de recouvrement et la détermination de l'assiette de la contribution imposée aux exploitants non patentés et non assurés pour l'alimentation du fonds de garantie.

En ce qui concerne les projets de loi portant généralisation ou adaptation de la législation sur les accidents du travail, indépendamment des projets dont la Chambre est déjà saisie touchant la réparation des accidents survenus aux ouvriers et employés de l'Etat, les maladies professionnelles, l'extension du régime de réparation forfaitaire aux accidents survenus dans les exploitations agricoles, la responsabilité des accidents du travail en Algérie, les accidents survenus dans les établissements pénitentiaires et dans les établissements hospitaliers, le ministère du travail et de la prévoyance sociale a étudié avec le concours d'une commission interministérielle, les conditions d'extension de la législation du risque professionnel aux accidents survenus dans les établissements d'enseignement et poursuit, avec une autre commission interministérielle, l'examen de l'adaptation de la même législation aux accidents survenus aux militaires sous les drapeaux.

Il convient enfin de signaler, à propos de l'arrangement franco-italien concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail signé le 9 juin 1906 et promulgué par le décret du 13 juin 1907, que le *Journal officiel* du 20 décembre 1907 a publié le règlement, arrêté d'un commun accord entre les administrations française et italienne par application de l'article 13 dudit arrangement ⁽²⁾.

II. — Contrôle des assurances.

Intervention du contrôle dans l'intérêt des ouvriers.

Le nombre des règlements qui n'ont pas été effectués dans le délai de deux mois à dater de la décision judiciaire définitive est de 238, inférieur à celui de l'année 1905 qui s'élevait à 282.

Comme les années précédentes, l'administration a suivi de très près l'application des dispositions de l'arrêté du 18 décembre 1902 relatif aux consignations obligatoires pour les sociétés n'ayant pu liquider dans le délai réglementaire les rentes à leur charge. 121 rentes ont fait l'objet en 1906 de consignations de titres de rente 3 p. 100 pour une valeur de 27,164 francs; au 31 décembre 1906, 22,901 francs de titres restaient consignés pour la garantie de 93 rentes.

Le nombre des rentes exceptionnellement constituées avec effet différé à la Caisse nationale des retraites, pendant l'année 1906, sur autorisation préalable de l'administration, s'est élevé à 95, d'un montant total de 12,658 francs.

L'examen des documents fournis à l'administration a permis de constater que, pendant l'année 1906, les sociétés d'assurances et syndicats de garantie contre les accidents du travail avaient constitué à la Caisse nationale des retraites 1,241,914 fr. de rentes liquidées en application de la loi du 9 avril 1898 et versé à ce titre un capital de 18,434,678 francs. En ajoutant à ces chiffres ceux qui ont été relevés

⁽¹⁾ Voir la loi du 18 juillet 1907, *Bulletin* août 1907, p. 835; voir le décret 30 juillet 1907, *Bulletin* octobre 1907, p. 1088.

⁽²⁾ Voir le règlement, *Bulletin* janvier 1908, p. 73.

dans les précédents rapports, on voit que, depuis la mise en vigueur de ladite loi, le montant des rentes constituées par les sociétés d'assurances et syndicats de garantie à la Caisse nationale des retraites, à la suite d'accidents du travail, s'élève à 7,765,866 francs et que ces constitutions ont nécessité le versement, en capital, de 107,312,557 francs, ce qui donne, comme prix moyen de 1 franc de rente, 13 fr. 82.

Pendant l'exercice 1906, les sociétés ont réglé financièrement 14,564 sinistres ayant donné lieu à attribution de rentes. Le montant des rentes allouées a atteint 1,890,875 francs et leur règlement a coûté 28,195,417 francs, soit 1,936 francs comme coût moyen brut d'un sinistre en capital.

7,659 sinistres ont fait l'objet de rachats de rentes. Ces rentes s'élevaient à 397,551 francs et le montant des rachats à 6,037,552 francs.

5,305 sinistres ont été réglés par constitution de 1,112,748 francs de rentes à la Caisse nationale des retraites, les capitaux constitutifs versés s'élevaient à 16,583,471 francs.

Enfin, 1,600 sinistres ont été réglés par inscription au compte des rentes viagères des sociétés gérant leurs réserves; ils représentaient 380,676 francs de rentes et 5,574,394 francs de capitaux.

Le nombre des règlements ayant fait l'objet de revision en application de l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 a été de 680 en 1906. Le nombre total des revisions effectuées depuis la mise en vigueur de ladite loi s'élevait, au 31 décembre 1906, à 2,040. Le nombre total des sinistres réglés à cette date étant de 91,644, la proportion des revisions au nombre des règlements est de 2,226 p. 100.

En ce qui concerne la constitution de rentes viagères réversibles ou l'attribution en espèces du quart au plus du capital nécessaire à l'établissement des rentes que les victimes d'accidents peuvent demander après le délai de revision, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi, 19 cas ont été relevés en 1906.

LES ACCIDENTS DANS LES MINES ET AUTRES EXPLOITATIONS MINÉRALES EN 1907 ⁽¹⁾.

La statistique des accidents survenus, tant dans les mines que dans les carrières, en 1907, a été dressée sur les mêmes bases que celle de 1903 ⁽²⁾.

Les accidents survenus dans les diverses exploitations minérales en 1907 se répartissent comme suit :

		NOMBRE d'accidents.
Mines de charbon	{ au fond.	29,597
(houille, anthracite, lignite)	{ à la surface.	4,493
Autres mines	{ au fond.	3,351
(fer et autres substances)	{ à la surface.	331
Carrières souterraines.	{ au fond.	1,544
	{ à la surface.	407
Carrières à ciel ouvert.		4,043
TOTAL.		43,766

⁽¹⁾ D'après la *Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur en France et en Algérie pour l'année 1907*; Paris, 1908 (Ministère des Travaux publics).

⁽²⁾ Voir *Bulletin* de mai 1904, p. 429.

Ces 43,766 accidents ont fait 43,929 victimes. La différence entre ces deux chiffres vient des accidents collectifs; le tableau suivant résume ces accidents, y compris ceux causés par le grisou.

	ACCI- DENTS.	TUÉS.	BLESSÉS.	TOTAL des victimes.
Accidents individuels.....	43,661	309	43,352	43,661
Accidents { 2 à 5 victimes	101	76	161	237
collectifs { 6 à 10 victimes	3	9	10	19
ayant fait { plus de 10 victimes.....	1	4	8	12
TOTAUX.....	43,766	398	43,531	43,929

998 p. 1,000 des accidents n'ont fait qu'une victime; les 105 accidents collectifs comprennent 89 morts.

Le tableau suivant indique le nombre des victimes d'accidents dans les mines et carrières souterraines, rapproché du nombre des ouvriers employés :

NOMBRE DE VICTIMES.

	NOMBRE d'ouvriers employés.	NOMBRE DE VICTIMES.			Proportion p. 100 des ouvriers employés.
		Tués.	Blessés.	TOTAL.	
Mines de charbon { Au fond.....	133,117	156	29,509	29,665	22.28
(houille, anthracite, lignite). { A la surface.....	50,745	46	4,466	4,512	8.89
Autres mines { Au fond.....	16,305	45	3,320	3,366	2.06
(fer et autres substances). { A la surface.....	7,892	10	322	332	4.20
Carrières souterraines..... { Au fond.....	13,414	33	1,527	1,560	11.62
Carrières à ciel ouvert..... { A la surface.....	9,358	3	405	408	4.35
TOTAUX.....	341,103	398	43,531	43,929	12.87

Le nombre des tués a été de 290 dans les mines et de 108 dans les carrières (contre 1,331 et 121 en 1906 — année où eut lieu la catastrophe de Courrières — et 210 et 150 en 1905).

Le nombre des blessés dans les mines a été de 37,618 et dans les carrières de 5,913 (contre 31,996 et 5,894 en 1906).

Au point de vue des suites de leurs blessures, les ouvriers blessés se répartissent comme suit :

	INCAPACITÉ permanente.	INCAPACITÉ TEMPORAIRE de plus de quatre jours.	SUITES inconnues.
Mines.....	493	36,630	495
Carrières.....	100	5,785	28
TOTAUX.....	593	42,415	523

Accidents au fond. — Voici comment s'établissent les proportions des accidents

et des victimes tuées et blessées *au fond* par 10,000 ouvriers employés souterrainement.

DÉSIGNATION.	MINES DE CHARBON.			AUTRES MINES.			CARRIÈRES SOUTERRAINES.		
	Proportion pour 10,000 ouvriers,			Proportion pour 10,000 ouvriers,			Proportion pour 10,000 ouvriers,		
	des acci- dents.	des tués.	des blessés.	des acci- dents.	des tués.	des blessés.	des acci- dents.	des tués.	des blessés.
Éboulements.....	826.0	5.2	822.5	682.2	17.2	668.1	260.9	14.9	251.2
Grisou.....	0.6	0.6	1.1	"	"	"	"	"	"
Puits { Chutes dans les puits.....	16.4	3.0	14.6	36.2	3.7	32.5	54.4	5.2	49.2
{ Ruptures de câbles, etc.....	1.3	"	1.7	8.6	1.2	8.6	3.0	"	3.0
Coup de mine.....	3.7	0.3	3.8	76.7	3.7	77.9	17.9	2.2	21.7
Exploitation des voies ferrées souterraines....	655.8	2.2	653.7	366.2	1.2	365.0	68.6	0.8	67.8
Travaux manuels.....	387.9	"	388.0	662.0	"	662.0	446.5	0.7	445.8
Causes diverses.....	331.7	0.4	331.3	223.9	0.6	223.3	299.7	0.8	299.7
TOTAUX.....	2,223.4	11.7	2,216.7	2,053.8	27.6	2,037.4	1,151.0	24.6	1,138.4

La proportion des morts s'élève donc, en 1907, pour 10,000 ouvriers *du fond*, à 11.7 dans les houillères, à 27.6 dans les autres mines et à 24.6 dans les carrières souterraines (contre 11.6, 16.9 et 38.4 en 1905 et 95.3, 30.6 et 24.5 en 1906 [Courrières]).

Sur les 8 accidents de grisou, 1 a été causé par inflammation au contact d'une lampe à feu nu et 1 par dégagement instantané ayant causé l'asphyxie de 2 ouvriers et 2 par une flambée de grisou lors de l'allumage d'un coup de mine. Les 8 accidents de grisou ont fait 23 victimes dont 8 morts.

En ce qui concerne les autres causes d'accidents, il y a lieu de répéter les mêmes observations que pour 1906 ⁽¹⁾.

Accidents à la surface. — Pour l'ensemble des exploitations souterraines (mines et carrières souterraines), sur 10,000 ouvriers employés à la surface en 1907, on a relevé 773 victimes : 9 tués et 764 blessés.

Dans les carrières à ciel ouvert (comme dans les exploitations souterraines) les accidents sont dus surtout aux éboulements. Sur 10,000 ouvriers, on compte 7 tués et 61.9 blessés par éboulement, 0.8 tués et 5.3 blessés par les coups de mine, 1.7 tués et 293.8 blessés par des causes diverses, soit en tout 9.5 tués et 361 blessés.

Accidents en Algérie. — En Algérie, il y a eu dans les mines 13 tués et 21 blessés sur un total de 8,100 ouvriers. Dans les carrières souterraines, sur 2,200 ouvriers, on compte 3 morts et 15 blessés, et dans les carrières et minières à ciel ouvert, 6 morts et 12 blessés sur 7,200 ouvriers. On a donc signalé, en 1907, dans les exploitations minérales de toutes sortes, 22 morts et 48 blessés sur un total de 17,500 individus.

⁽¹⁾ Voir Bulletin de 1908, p. 258.

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS DES MINES EN 1907⁽¹⁾.

On a compté, en 1907, 199 sociétés (199 en 1906) fonctionnant dans 37 départements et réunissant 208,389 (204,570)⁽²⁾ participants, dont 201,600 (197,565) ouvriers et 6,789 (7,005) employés. L'effectif moyen s'établissait à 1,047 (1,027) membres par société. Quelques milliers seulement de mineurs sont privés de l'assistance mutuelle, soit par suite d'abstention volontaire, soit parce que l'exploitation n'est pas assez importante pour constituer une société de secours.

Le plus souvent, tout le personnel d'une même entreprise est groupé en une société; dans quelques grandes exploitations, les ouvriers sont divisés en plusieurs sociétés correspondant à des fosses distinctes.

Au point de vue de l'effectif, les 199 sociétés se groupent comme suit :

	NOMBRE de sociétés.			NOMBRE de sociétés.	
	1906.	1907.		1906.	1907.
De 1 à 500 membres . . .	111	114	De 2,001 à 5,000	20	17
De 501 à 1,000	30	28	Plus de 5,000	7	7
De 1,001 à 2,000	31	33			

Si l'on considère la nature de la mine, les sociétés se distribuent de la façon suivante :

	1906.		1907.	
	Sociétés.	Membres.	Sociétés.	Membres.
Mines de combustibles	143	188,310	141	190,555
— de fer	38	10,805	39	12,581
— métalliques	13	4,339	10	3,883
— de sel	4	563	4	589
— de schiste ou de soufre	3	553	5	781
TOTAUX	199	204,570	199	208,389

Le nombre des malades a été en 1907 de 181,301 (147,605) [soit en moyenne 87 malades par 100 sociétaires] et le nombre de jours de maladie de 2,633,931 (2,292,889), [soit 14 jours 1/2 par malade et 11 jours par sociétaire]. Le nombre des jours de maladie secourus s'est élevé seulement — par suite de la diversité des dispositions statutaires des sociétés — à 2,520,553 (soit 13.9 jours par malade et 12.09 par sociétaire).

Le nombre des membres des sociétés morts par suite d'accidents du travail s'est élevé à 1,221 (1,302) et celui des participants décédés pour une autre cause à 1,686

⁽¹⁾ *Statistique de l'industrie minière pour 1907*, publiée par le Ministère des Travaux publics, Paris 1908. (Voir dans le *Bulletin* de juin 1906, page 597, l'organisation de ces caisses.).

⁽²⁾ Les chiffres entre parenthèses se rapportent à 1906.

(1,611) — soit une mortalité moyenne de 0.81 p. 100 pour causes naturelles, à laquelle s'ajoute 0.106 p. 100 par suite d'accidents. — Ce dernier chiffre accuse une proportion de décès un peu inférieure à celle des accidents enregistrés dans les mines de toute nature (0.122 p. 100) par suite de l'adjonction aux mineurs d'employés et d'ouvriers d'industries connexes moins dangereuses.

En 1907, les ouvriers du fond ont compté en moyenne 2.96 jours de maladie de plus que ceux du jour (2.18 en 1906). Pour les femmes, le nombre moyen annuel et la durée des maladies sont plus grands.

Dant l'ensemble, le total des jours de maladie a été, en 1907, très supérieur au total de 1906 pour les ouvriers de toutes les catégories.

Résultats financiers. — Les recettes réalisées en 1907 par les sociétés de secours mutuels s'établissent comme suit :

	MONTANT.	PROPORTIONS p. 100.	par MEMBRE participant.
Retenues sur les salaires.....	5,041,860	59.68	24.19
Versements de l'exploitant.....	2,521,001	29.84	12.10
Allocations de l'État.....	3,964	0.05	0.02
Amendes.....	495,927	5.87	2.38
Intérêts et divers.....	385,022	4.56	1.84
TOTAUX.....	8,447,776	100	40.53

Les dépenses des sociétés ont atteint 8,493,512 en 1907 (7,329,866 francs en 1906); elles se décomposent comme suit :

Frais médicaux.....	950,593	Versements à la Caisse nationale.....	132,626
— pharmaceutiques..	2,472,575	Secours divers.....	807,749
— d'hospitalisation..	123,534	Indemnités; administration.....	346,196
Secours aux malades...	3,527,607		
Frais funéraires.....	132,631		

L'année 1907 se solde par un déficit de 45,735 francs qu'il a fallu prélever sur les réserves de l'année précédente. Celles-ci atteignaient le chiffre de 2,969,865; elles s'élevaient au 31 décembre 1907 à 2,938,998 francs.

LES ACCIDENTS DE CHAUDIÈRES ET RÉCIPIENTS À VAPEUR EN 1907 ⁽¹⁾.

On a relevé, en 1907, 31 accidents occasionnés par l'emploi de la vapeur : 5 n'ont causé que des blessures légères ou des dégâts matériels; aux 26 autres correspondent 21 tués et 21 blessés ayant eu plus de 20 jours d'incapacité de travail. On a compté 9 accidents et 4 blessés de plus qu'en 1906 mais 5 tués de moins.

⁽¹⁾ D'après la *Statistique de l'industrie minière et des appareils à vapeur en France et en Algérie pour l'année 1907*, Paris, 1908. (Ministère des Travaux publics.)

Si l'on rapproche le nombre des accidents et celui des victimes du nombre des appareils, on obtient les moyennes suivantes par 10,000 appareils, pour les deux dernières années :

	ACCIDENTS.		TUÉS.		BLESSÉS.	
	1906.	1907.	1906.	1907.	1906.	1907.
Chaudières à vapeur	1.6	2.1	1.9	1.6	1.3	1.5
Récipients	0.9	1.8	0.9	0.6	0.6	0.9

On constate que les accidents de récipients ont été plus nombreux mais moins meurtriers qu'en 1906.

Pour les accidents de chaudières, il y a diminution dans la proportion des tués (1.6 contre 1.9 tué par 10,000 appareils en activité).

En examinant la période 1888-1907, on constate que la fréquence des accidents qui n'avait pas sensiblement varié jusqu'en 1897 a décré légèrement d'abord, de 1898 à 1902, et d'un bon tiers ensuite, de 1903 à 1907. Si le nombre des blessés a, proportionnellement, peu varié, celui des tués s'est réduit, de 1903 à 1907, à la moitié environ de ce qu'il était en 1888-1892. Le tableau suivant en fait foi.

Nombre d'accidents rapportés à 10,000 appareils en activité :

PÉRIODES.	ACCIDENTS.	TUÉS.	BLESSÉS.
1888-1892	3.0	2.2	1.4
1893-1897	3.2	1.9	2.2
1898-1902	2.8	1.6	2.2
1903-1907	1.9	1.3	1.7

JURISPRUDENCE.

Repos hebdomadaire; difficultés rencontrées pour remplacer momentanément les ouvriers ayant droit au repos par suite de la pénurie d'ouvriers; absence de force majeure.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE.)

Arrêt du 3 avril 1909.

La Cour,

Où M. le Conseiller André Boulloche, en son rapport, et M. l'avocat général Blondel, en ses conclusions; Vu la lettre de M. le Garde des sceaux, Ministre de la Justice, en date du 4 décembre 1908, donnant l'ordre au procureur général près la Cour de cassation de déférer à la Chambre criminelle de cette Cour, le jugement du tribunal de simple police de Biarritz du 5 août 1908 qui a relaxé Lasserre des poursuites dirigées contre lui pour contraventions à la loi sur le repos hebdomadaire et d'en requérir l'annulation dans l'intérêt de la loi; Vu le réquisitoire du procureur général près la Cour de cassation; Vu l'article 541 du code d'instruction criminelle;

Sur le moyen du pourvoi pris de la violation et de la fausse application des articles 1, 10, 13 de la loi du 13 juillet 1906, 1 et 2 du décret du 24 août 1906, 64 du code pénal, 154 du code d'instruction criminelle; Vu lesdits articles;

Attendu qu'un procès-verbal a été dressé le 9 juillet 1908 par l'inspecteur du travail dans le département des Basses-Pyrénées contre Lasserre, boulanger à Biarritz, pour avoir occupé un ouvrier plus de six jours pendant la semaine et pour n'avoir pas tenu à la disposition de l'inspecteur le registre spécial prévu par l'article 1^{er} § 2 du décret du 24 août 1906;

Attendu que, traduit devant le tribunal de simple police, Lasserre a reconnu les faits constatés, mais qu'il a été relaxé du chef de la première contravention par le motif « que les difficultés que les boulangers rencontraient à Biarritz pour remplacer momentanément les ouvriers qui avaient droit au repos constituaient un moyen de justification pour Lasserre qui, dans des circonstances exceptionnelles et par le fait d'un obstacle insurmontable par la pénurie d'ouvriers, s'est trouvé dans l'impossibilité d'obéir momentanément à la loi »; que le jugement ajoute « que ces difficultés qui ne pouvaient être prévues à ce point par lui, constituent un cas de force majeure prévu par l'article 64 du code pénal »;

Mais, attendu qu'il incombait à Lasserre de prendre les mesures nécessaires pour être à même d'exécuter les obligations imposées par la loi du 13 juillet 1906; qu'en statuant comme il l'a fait, le tribunal a méconnu le véritable caractère de la force majeure; que la force majeure ne peut résulter que d'un événement indépendant de la volonté humaine et qui ne peut être ni prévu ni conjuré; qu'on ne saurait envisager comme tel la pénurie des ouvriers boulangers à Biarritz et la gêne, si grande fût-elle, pouvant en résulter pour le remplacement des ouvriers ayant droit au repos; que ces circonstances mal qualifiées comme événement de force majeure, n'apparaissent en réalité que comme des excuses tirées des difficultés que peut présenter l'application de la loi; que telles excuses ne sont pas autorisées par la loi et qu'elles n'ont pu, par suite, servir de base à la décision de relaxe;

Attendu, d'autre part, que le défaut de représentation du registre prévu par le décret du 24 août 1906 était constant dans l'espèce; qu'en relaxant Lasserre par le motif qu'il s'agissait d'une faute involontaire de la part de Lasserre qui avait oublié

de confier ce registre à son représentant, le juge a admis une excuse non prévue par la loi; par ces motifs, casse et annule, mais seulement dans l'intérêt de la loi, le jugement du tribunal de simple police de Biarritz du 5 août 1908, qui a relaxé Lasserre des poursuites exercées contre lui pour contraventions à la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire.

**Conseils de prud'hommes; contentieux électoral; seules sont admises
les réclamations émanant d'électeurs de la catégorie intéressée.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

Arrêt du 10 mars 1909.

La Cour,

Où M. le conseiller Faye en son rapport, MM^e Coutard et Bressolles, avocats, en leurs observations et M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Sur la fin de non recevoir soulevée par le défendeur;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que le procureur général s'est borné à requérir qu'il plût à la Cour statuer sur le mérite des réclamations « formées par Millet et autres contre l'élection de Baladier »; que, ne s'étant pas ainsi constitué partie au débat, il ne peut être considéré comme un défendeur à la cassation; qu'il n'y avait donc pas lieu de lui dénoncer le pourvoi;

Rejette la fin de non recevoir;

Au fond :

Sur le moyen unique du pourvoi :

Attendu qu'il est de principe en matière électorale qu'un citoyen est sans qualité pour arguer de nullité en justice une élection faite par un corps électoral autre que celui auquel il appartient légalement;

Attendu que le paragraphe 5 de l'article 11 de la loi du 8 décembre 1883 sur les élections consulaires, déclaré applicable aux élections prud'homales par l'article 13 de la loi du 27 mars 1907, n'édicte pas une exception à cette règle en disposant que « tout électeur aura le droit d'élever des réclamations contre la régularité et la sincérité des élections »; que, s'il en résulte que ce droit est ainsi reconnu à tous les électeurs appartenant au ressort du tribunal de commerce, c'est une conséquence de ce que, tous les membres du tribunal étant nommés au scrutin de liste, l'ensemble des électeurs forme un corps électoral unique.

Attendu qu'il résulte au contraire de la loi du 27 mars 1907 que, pour les élections qui ont lieu pour la nomination des membres d'un Conseil de prud'hommes, les élections de chaque catégorie forment un corps électoral distinct, qui envoie au Conseil des représentants spéciaux; qu'aux termes de l'article 3 : « le décret d'institution détermine. . . . les catégories dans lesquelles sont répartis les commerces et les industries. . . . et le nombre des prud'hommes affectés à chaque catégorie »; que l'article 9 dispose que « les élections ont lieu au scrutin de liste par catégorie »; qu'enfin l'article 10 porte : « Le préfet dresse et arrête la liste de chaque catégorie »;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que Millet et les autres demandeurs en cassation, qui étaient inscrits comme électeurs à la 7^e catégorie de la section des métaux, demandaient la nullité de l'élection de Baladier comme conseiller prud'homme de la 7^e catégorie de la section du commerce; qu'ils paraissent avoir prétendu, il est vrai qu'ils appartenaient à cette dernière par leur profession et avoir contesté ainsi la régularité de leur inscription; mais que le juge de l'élection n'avait pas à apprécier le bien fondé de cette prétention, qui aurait dû se produire en

temps utile devant le juge compétent pour statuer sur les réclamations concernant les inscriptions sur les listes électorales; qu'il n'y a donc lieu d'examiner la valeur des motifs surabondants que la Cour d'appel a donnés sur ce point; que, dès lors, c'est avec raison que l'arrêt attaqué a déclaré Millet et consorts non recevables dans leur protestation;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi, formé contre l'arrêt rendu le 31 décembre 1908 par la Cour d'appel de Paris.

Conseil de prud'hommes; électorat; abandon de la profession donnant droit à l'électorat pour les fonctions de secrétaire d'un syndicat professionnel; perte de l'électorat.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE.)

Arrêt du 10 mars 1909.

La Cour,

Où M. le conseiller Faye, en son rapport, M^{rs} Coutard et Bressolles, avocats, en leurs observations, M. l'avocat général Mérillon, en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Villemain (Auguste), contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris, en date du 31 décembre 1908,

Sur le moyen unique du pourvoi;

Attendu que, d'après l'article 6 de la loi du 27 mars 1907, sur les Conseils de prud'hommes, il faut, pour être éligible, être électeur, inscrit sur les listes électorales spéciales ou justifier des conditions requises pour y être inscrit, et qu'il n'est fait exception à cette règle qu'en faveur des anciens électeurs qui remplissent les conditions déterminées; qu'il résulte de la combinaison des articles 1^{er} et 5 de cette loi, qu'on n'est électeur qu'à la condition d'être justiciable du Conseil des prud'hommes, c'est-à-dire au moment de l'élection attaché à l'une des branches du commerce ou de l'industrie dénommées au décret d'institution, à titre de patron, d'ouvrier ou d'employé; que si une interruption accidentelle de la profession ne peut faire perdre à celui qui l'exerce habituellement sa qualité d'électeur, il n'en est pas de même de l'interruption qui provient de l'acceptation de fonctions auxquelles il se consacre exclusivement, et dans l'exercice desquelles il n'est pas soumis à la juridiction du conseil; qu'il en est ainsi notamment pour celui qui cesse d'exercer sa profession pour devenir secrétaire d'un syndicat professionnel; que ces syndicats qui, aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, «ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles», ne sont pas des sociétés commerciales ou industrielles; que si aux termes de l'article 2 de ladite loi, ces associations se forment entre des personnes exerçant la même profession ou des métiers similaires, et si, par suite, l'acceptation des fonctions d'administrateur d'un syndicat ne doit pas faire présumer, en principe, l'abandon de la profession ni par conséquent la perte de la qualité d'électeur, il en est autrement quand cet abandon est prouvé;

Attendu que l'arrêt attaqué constate souverainement que Villemain a cessé, depuis l'année 1899, d'exercer la profession de receveur de tramways pour devenir secrétaire du syndicat des tramways de Paris et de la Seine; qu'en décidant dès lors que n'étant plus justiciable du Conseil des prud'hommes, ni par conséquent électeur, il ne pouvait être valablement élu membre de ce conseil, et en annulant son

election l'arrêt attaqué qui d'ailleurs est motivé a fait une exacte application de la loi.

Par ces motifs :

Rejette le pourvoi formé contre un arrêt rendu le 31 décembre 1908, par la Cour d'appel de Paris.

- I. Conseils de prud'hommes; demande reconventionnelle; faculté de se faire représenter par un avocat ou un avoué.
- II. Négligence manifeste dans l'exécution du travail; faute de nature à justifier le renvoi immédiat.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE⁽¹⁾.)

Arrêt du 15 décembre 1908.

La Cour,

Où M. le conseiller Maillet, en son rapport, et M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Sur le premier moyen :

Attendu qu'aux termes de l'article 33, paragraphe 3 de la loi du 27 mars 1907, le conseil des prud'hommes ne statue qu'en premier ressort lorsqu'une demande reconventionnelle, qui n'est pas fondée exclusivement sur la demande principale, dépasse le chiffre de 300 francs;

Attendu qu'à la demande en paiement d'une somme de 54 francs montant de huit jours de salaires, formée par Pauly, ses patrons ont opposé une demande reconventionnelle tendant à la restitution par lui de divers objets qui lui avaient été confiés, et faute de ce faire, au paiement de 800 francs à titre de dommages-intérêts;

Attendu que cette demande reconventionnelle avait pour cause un fait antérieur à la demande principale et distincte de celui qui avait motivé celle-ci; qu'elle était donc recevable, et que, par suite, c'est en premier ressort qu'a été rendue la décision du Conseil des prud'hommes, frappée d'appel par les sieurs Hamot;

Sur les sixième et huitième moyens réunis :

Attendu qu'il n'appert aucunement des constatations du jugement attaqué et des pièces produites, d'une part, que les sieurs Hamot aient comparu en chambre du Conseil par un mandataire n'ayant pas de pouvoir à cet effet, et, d'autre part, que Pauly ait été privé de droit de produire des documents qu'il lui appartenait de fournir pour contester les énonciations des livres et comptes de la maison Hamot; que ces deux moyens manquent donc en fait;

Sur le septième moyen :

Attendu que si, aux termes de l'article 34 de la loi du 27 mars 1907, l'appel sera, en matière de prud'hommes, instruit et jugé comme en matière commerciale, ce texte n'interdit ni aux parties de se faire représenter soit par un avoué, soit par un avocat, ni aux avoués de conclure au nom de leurs clients; qu'il n'apparaît pas des documents versés aux débats que les prescriptions de l'article précité aient été violées; que le moyen n'est donc pas fondé;

Sur les deuxième, troisième et cinquième moyens réunis :

Attendu que le jugement attaqué constate que Pauly, qui travaillait aux pièces pour le compte de la maison Hamot, fut employé par la même maison à la journée, à partir du 6 décembre 1907, à raison de 6 fr. 75 par jour, et que, le 6 juin 1908,

⁽¹⁾ D'après le *Bulletin de la Jurisprudence des conseils de prud'hommes et des accidents du travail*, février 1909, p. 17.

il reçut l'ordre de cesser le travail à la journée pour reprendre le travail aux pièces, qu'il refusa et fut congédié, mais qu'ultérieurement il offrit de faire sa huitaine;

Attendu que sans prétendre que ses patrons eussent abusé de leur droit de résiliation, Pauly leur réclama, pour inobservation du délai-congé de huitaine établi par les usages locaux, la somme de 54 francs, montant de son salaire pendant huit jours;

Attendu que pour repousser cette demande, le tribunal déclare qu'il appert des éléments de la cause contrôlés par lui en la chambre du Conseil « en présence de Pauly », sur le vu des livres de la maison Hamot « que cet ouvrier a fait preuve, dans l'exécution de son travail, d'une négligence manifeste »;

Attendu que les juges du fond ont ainsi constaté à bon droit l'existence d'une faute à la charge de Pauly et qu'en décidant que cette faute était de nature à justifier son renvoi immédiat, ils n'ont fait qu'user de leur pouvoir souverain d'appréciation;

Que les susdits moyens ne sont donc pas fondés;

Par ces motifs, rejette le pourvoi.

Conseil de prud'hommes; demande reconventionnelle basée sur la désobéissance de l'ouvrier à un ordre donné et les injures proférées par lui contre le patron dans l'atelier et devant le personnel; compétence du conseil ⁽¹⁾.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

Arrêt du 25 novembre 1908.

La Cour,

Où M. le conseiller Demartial en son rapport, et M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Mallard, maroquinier, contre un jugement du tribunal civil de la Seine en date du 15 juillet 1908:

Donne défaut contre le défendeur;

Aufond:

Sur le moyen unique du pourvoi:

Vu les articles 1 et 33 de la loi du 27 mars 1907;

Attendu qu'il résulte de la combinaison des articles 1 et 33 de la loi du 27 mars 1907 que, lorsqu'une demande principale et une demande reconventionnelle sont produites devant un conseil de prud'hommes, celui-ci ne les juge toutes deux qu'en premier ressort si l'une d'elle excède 300 francs en capital à moins que la demande reconventionnelle dépassant ce chiffre ne soit fondée exclusivement sur la demande principale elle-même;

Attendu qu'il résulte des qualités et des motifs du jugement attaqué que Mallard, assigné devant le conseil de prud'hommes du département de la Seine par Legendre son ancien ouvrier, en paiement de la somme de 57 fr. 85 pour salaires et indemnité de brusque renvoi, a formé une demande reconventionnelle en 400 francs de dommages-intérêts pour: 1° désobéissance à un ordre donné et 2° injures proférées contre lui, « dans son atelier, devant son personnel » qui l'avaient mis dans la nécessité de requérir deux agents pour expulser Legendre;

Attendu que le premier de ces faits était incontestablement un manquement dans l'exécution du contrat de travail, et que, de ce chef, la demande reconventionnelle de Mallard rentrait dans la compétence du conseil des prud'hommes;

¹ *Revue pratique de droit industriel*, 1909, p. 43.

que, si le second fait constituait un délit, et pouvait, à ce titre, être poursuivi devant les tribunaux de répression et donner lieu à des réparations civiles, il n'en était pas moins en même temps un acte dommageable accompli par un ouvrier dans l'exécution du contrat de louage de service, et était, dès lors, comme le premier, de la compétence du conseil des prud'hommes;

Attendu qu'en raison du chiffre de l'indemnité réclamée, la demande reconventionnelle dépassait le taux de la compétence en dernier ressort de cette juridiction; qu'elle avait une cause différente de celle de l'action principale et ne pouvait être considérée comme fondée exclusivement sur cette dernière;

Attendu, cependant, que le jugement attaqué, sans s'expliquer sur le premier fait invoqué contre Legendre, a déclaré l'appel de Mallard irrecevable par le seul motif que les injures imputées à son ancien ouvrier, à les supposer établies, constituaient un délit et ne rentraient pas dans la compétence des conseils de prud'hommes;

Qu'en statuant ainsi, le tribunal de la Seine n'a pas légalement justifié sa décision et a, par suite, violé les articles de loi sus-visés;

Par ces motifs, casse le jugement rendu le 15 juillet 1908 par le tribunal civil de la Seine et renvoie devant le tribunal civil de Versailles.

Syndicat professionnel; droit de se porter partie civile dans des poursuites motivées par des faits délictueux préjudiciables aux intérêts collectifs qu'il représente; obligation de préciser le préjudice causé directement à des intérêts collectifs indépendamment du préjudice causé aux intérêts individuels des membres.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE.)

Arrêt du 13 février 1909.

La Cour,

Où M. Émile Bourdon, conseiller en son rapport, M^e Mornard, avocat à la Cour en ses observations et M. Lénard, avocat général en ses conclusions, après en avoir délibéré en la chambre du conseil;

.....
Sur le deuxième moyen pris de la violation des articles 1^{er} et 63 du Code d'instruction criminelle, et des articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884, ainsi que du défaut de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a accueilli une action civile formée par un syndicat professionnel n'ayant pas qualité pour l'exercer et n'ayant subi, du fait du prétendu délit, aucun préjudice direct;

Attendu qu'un préjudice direct et un droit actuel peuvent seuls servir de base à une intervention civile devant les juridictions répressives; que si un syndicat professionnel, régulièrement constitué, a le droit de se porter partie civile, dans des poursuites motivées par des faits délictueux préjudiciables aux intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles, qu'il représente, ce droit est subordonné à la condition que les intérêts collectifs dont il s'agit aient été directement lésés par le fait poursuivi;

Attendu que, pour déclarer recevable, dans la cause, l'intervention en qualité de partie civile du Syndicat de l'épicerie du Havre, l'arrêt attaqué énonce qu'outre la déconsidération que les tromperies de Lévy jettent sur l'ensemble du commerce, elles ont constitué encore de sa part un moyen frauduleux de détourner à son profit la clientèle de ses concurrents;

Attendu que le premier de ces motifs d'une portée trop générale ne précise pas

le préjudice qui aurait été causé directement aux intérêts collectifs représentés par le syndicat, partie civile, et que le second, à supposer qu'il ait trait limitativement aux concurrents de Lévy faisant partie du Syndicat de l'épicerie du Havre, ne s'appliquerait qu'aux intérêts individuels de ses membres, c'est-à-dire à des intérêts forcément distincts de ceux collectifs de la profession qui sont représentés par le syndicat;

Qu'il suit de là que la condamnation à des dommages-intérêts prononcée contre Lévy, au profit du Syndicat intervenant, manque de base légale;

Par ces motifs,

Casse et annule l'arrêt de la Cour d'appel de Rouen, du 8 mai 1908, mais seulement en ce qu'il a condamné Lévy en 100 francs de dommages-intérêts et à des insertions, à titre de supplément de dommages-intérêts, envers le Syndicat de l'épicerie du Havre, toutes les autres dispositions dudit arrêt demeurant expressément maintenues; et pour être statué sur l'action dudit syndicat au regard de Lévy, renvoie la cause et les parties devant la Cour d'appel d'Amiens à ce désignée par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en mars 1909 ⁽¹⁾. — De même que le mois précédent le marché du travail n'a pas présenté partout le même aspect. Les obstacles apportés à différentes industries et à la navigation par l'hiver exceptionnellement long durèrent jusqu'à la fin du mois de mars. D'autres circonstances ont empêché la reprise des affaires; par exemple, pour le charbon de la Ruhr le fait que le syndicat de Rhin-Westphalie ait annoncé une baisse de prix pour le 1^{er} avril empêche la reprise des affaires avant cette date. En outre les eaux du Rhin furent basses jusqu'au 22 mars. La situation fut mauvaise dans la métallurgie et la construction de machines. Il n'y a que dans les branches qui touchent au bâtiment qu'une certaine reprise s'est fait sentir. Le bâtiment lui-même a été un peu plus actif. La situation a été bonne dans quelques branches du vêtement tandis que dans d'autres, par exemple le chapeau, le moment de la plus grande activité est déjà passé. La navigation intérieure n'a été complètement reprise sur le Rhin, le Neckar et l'Elbe que vers la fin du mois.

Placement en mars 1909 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à mars 1908 a augmenté de 63,000; celui des emplois vacants de 2,000, et celui des places procurées de 4,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 656 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de février :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Mars 1909 (pour 656 bureaux).....	331,000	191,000	135,000
Fév. 1909 (— 680 —).....	308,000	114,000	105,000

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, 27 avril 1909.

Grèves et lock-outs pendant le 4^e trimestre de 1908⁽¹⁾. — 174 grèves se sont terminées pendant le 4^e trimestre de 1908. Sur ce chiffre 41 étaient commencées avant le 1^{er} octobre et 133 ont commencé au cours du trimestre. Le nombre des réussites est de 36; celui des transactions de 43; celui des échecs de 95. Le total des nombres maxima d'ouvriers simultanément en grève dans chaque grève est de 9,834, celui des chômeurs forcés de 290. Les industries où le plus grand nombre de grèves ont été terminées dans le trimestre sont : le bâtiment (57 grèves avec 2,148 grévistes et 108 chômeurs forcés : 18 réussites, 12 transactions, 27 échecs); le travail du bois (23 grèves avec 444 grévistes et 4 chômeurs forcés : 5 réussites, 4 transactions, 14 échecs); l'alimentation (18 grèves avec 376 grévistes et 8 chômeurs forcés : 3 réussites, 6 transactions, 9 échecs); la construction des machines (13 grèves avec 874 grévistes et 7 chômeurs forcés : 2 réussites, 4 transactions, 7 échecs); le vêtement (12 grèves avec 658 grévistes et 137 chômeurs forcés : 3 réussites, 6 transactions, 3 échecs); la métallurgie (11 grèves avec 1,010 grévistes : 2 réussites, 3 transactions, 6 échecs).

Le nombre des lock-outs terminés pendant le 4^e trimestre 1908 est de 12 (6 commencés avant le 1^{er} octobre et 6 après). Le total des chiffres maxima d'ouvriers exclus simultanément dans chacun de ces lock-outs est de 641. Il y a eu, au cours du trimestre, 5 lock-outs terminés dans l'industrie du bois (4 réussites, 1 transaction), 3 dans la construction des machines (2 réussites, 1 échec), etc. Nombre total des réussites : 8; des transactions : 3; des échecs : 1.

L'assurance contre la maladie en 1906 et 1907⁽²⁾. — Le nombre moyen des caisses ayant fonctionné pendant l'année 1907 s'est élevé à 22,808 et le nombre moyen des personnes affiliées à 12,138,966 (11,689,388). L'augmentation de 1904 à 1905 a atteint 2.2 p. 100, celle de 1905 à 1906, 2.2 et celle de 1906 à 1907, 3.6.

Les recettes se sont montées à 377,683,310 marks en 1906 (340,252,394) et les dépenses à 358,139,059 marks (321,510,764).

Le compte des recettes se décompose comme suit :

	EN 1907		EN 1906	
	en milliers de marks.	Proportion p. 100.	en milliers de marks.	Proportion p. 100.
En caisse au début de l'exercice.....	18,885	5.0	15,170	4.5
Intérêts.....	8,036	2.1	7,099	2.1
Droits d'entrée.....	1,984	0.5	1,952	0.6
Cotisations des assurés et des patrons.....	297,414	78.7	273,875	89.5
Suppléments de cotisations pour les soins médicaux aux familles des assurés.....	980	0.3	836	0.2
Récouvrement d'avances prévues par la loi.....	586	0.2	619	0.2
Indemnités versées par des tiers pour assistance reçue pendant leur maladie.....	2,584	0.7	2,393	0.7
Indemnités versées par les corporations.....	3,298	0.9	2,919	0.8
Produits de la vente de valeurs.....	31,815	8.4	25,908	7.7
Récouvrement d'emprunts divers.....	5,086	1.3	3,639	1.1
Recettes diverses.....	5,291	1.6	4,228	1.5
[En outre pour des opérations d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse].....	1,719	0.5	1,608	0.5
TOTAL des recettes.....	377,683	100.0	340,252	100.0

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, février 1909.

⁽²⁾ D'après le rapport officiel : *die Krankenversicherung im Jahre 1907*, Berlin 1908. — Les chiffres relatifs à 1906 sont entre parenthèses. — En ce qui concerne les modifications apportées, à l'assurance par la loi de 1903, voir *Bulletin*, janvier 1908, p. 47.

Voici, en second lieu, le détail du compte des dépenses :

	EN 1907		EN 1906	
	en milliers de marks.	Proportion p. 100.	en milliers de marks.	Proportion p. 100.
Honoraires des médecins.....	63,325	17.7	57,263	17.8
Médicaments, appareils, etc.....	40,157	11.2	36,021	11.2
Secours pécuniaires { aux assurés malades.....	117,825	32.9	100,875	31.4
{ aux ayants-droit.....	3,591	1.0	3,174	1.0
Secours de grossesse et d'accouchement.....	5,493	1.5	5,061	1.6
Frais funéraires.....	7,122	2.0	6,521	2.0
Frais de traitement dans les hôpitaux.....	36,167	10.1	32,670	10.2
Secours aux convalescents.....	204	0.1	175	0.0
TOTAL des frais de maladie.....	273,887	76.5	241,793	75.2
Frais d'administration.....	16,692	4.7	15,327	4.8
Autres dépenses ⁽¹⁾	67,558	18.8	64,389	20.
TOTAL.....	358,139	100.00	321,510	100.00

Statistique de la morbidité. — Le nombre des journées de maladie indemnisées a été de 97,148,180 (87,444,605) et celui des cas de maladie de 4,956,388 (4,423,756). La durée moyenne des cas de maladie s'est élevée à 19 j. 6 (19 j. 8). Pour la période 1888-1907 elle est de 17 j. 9.

Le nombre moyen des jours de maladie par assuré a atteint 8 (7.5) et celui des cas de maladies par membre 0.41 (0.38); pour la période 1885-1907 ces chiffres s'établissent respectivement à 6.4 et 0.37.

Il faut voir dans l'augmentation de la durée et du nombre des maladies un des effets de la loi de 1903.

Les moyennes varient beaucoup suivant les catégories de caisses. Voici, à cet égard, les résultats constatés en 1906 et en 1907 :

CATÉGORIES DE CAISSES.	NOMBRE MOYEN par assuré et par an				DURÉE MOYENNE des cas de maladie.	
	des jours de maladie.		des cas de maladie.			
	en 1906.	en 1907.	en 1906.	en 1907.	en 1906.	en 1907.
Caisses communales.....	5.0	5.3	0.25	0.26	20.3	20.3
— locales.....	7.9	8.5	0.38	0.41	20.8	20.7
— de fabriques.....	8.1	8.7	0.45	0.49	17.9	17.8
— d'entreprises de constructions	9.9	10.3	0.58	0.61	17.1	17.0
— de corporations.....	7.4	7.7	0.37	0.38	20.3	20.2
— libres enregistrées.....	6.4	7.1	0.33	0.38	19.6	18.9
— libres d'États particuliers...	5.6	6.1	0.28	0.31	20.6	19.7
ENSEMBLE des caisses.....	7.5	8.0	0.39	0.41	19.8	19.6

Ces différences proviennent des différences correspondantes dans la morbidité de la clientèle des diverses catégories de caisses, et aussi, en ce qui concerne le nombre de jours de maladie par tête et la durée moyenne des cas de maladie, des différences dans la durée statutaire d'allocation des secours.

⁽¹⁾ Sous la rubrique « autres dépenses » les remboursements (à des tiers pour soins, remboursements d'avances, cotisations, etc.) figurent pour 1.2 p. 0/0 (1.2); les achats de titres, versements à la réserve, remboursements d'emprunts pour 25.9 (17.2) p. 0/0.

Les caisses, classées d'après la durée statutaire des secours, se groupaient de la manière suivante :

CATÉGORIES DE CAISSES.	DURÉE STATUTAIRE DES SECOURS.							
	26 semaines.		Plus de 26 semaines jusqu'à 39 semaines.		Plus de 39 semaines jusqu'à 52 semaines.		Plus de 52 semaines.	
	1906.	1907.	1906.	1907.	1906.	1907.	1906.	1907.
Caisses communales.....	8,366	8,289	#	1	#	#	#	#
— locales.....	4,636	4,647	45	50	60	60	#	#
— de fabriques.....	7,350	7,430	117	122	356	362	#	#
— d'entreprises de construction...	45	40	#	#	1	1	#	#
— de corporations...	733	749	8	8	3	4	#	#
— libres enregistrées	1,133	1,119	40	39	155	150	11	10
— libres d'États par ticuliers.....	111	106	6	5	33	35	5	5
NOMBRE TOTAL des caisses ayant fonctionné dans l'exercice.....	22,374	22,380	216	225	606	611	18	15

La loi de 1903 avait élevé la durée statutaire minimum des secours de 13 à 26 semaines; or, en 1897, la durée statutaire des secours était de 13 semaines dans 81.4 p. 100 des caisses; de 14 à 25 dans 3 p. 100; de 26 dans 11.2 p. 100; et de plus de 26 dans 4.4 p. 100.

Cette proportion était restée la même à peu de chose près jusqu'en 1903. Mais la loi a forcé environ 84 p. 100 des caisses à élever leur minimum jusqu'à une durée de 26 semaines. En 1907, sur 23,232 caisses ayant fonctionné, 22,374 (96,3 p. 100 de toutes les caisses) accordent des secours pendant ce minimum. Il est vrai qu'au lieu de 997 caisses (4.4 p. 100 du nombre total) accordant des secours pendant plus de 26 semaines, il n'y en a plus que 852 en 1907 (ou 3.6 p. 100); cette diminution de environ 3/4 p. 100 sur le nombre total des caisses, absolument insignifiante comparativement au bénéfice procuré par la loi, porte sur le nombre des caisses qui antérieurement accordaient des secours pendant plus de 39 semaines.

La dépense moyenne par cas de maladie a été de 55.26 en 1907 et de 54.66 en 1906.

L'ensemble des frais de maladie, par jour de maladie, représente une dépense moyenne de 2 m. 82 en 1907 et de 2 m. 77 en 1906.

Le secours en argent est, d'après la loi, au moins égal à la moitié du salaire, mais un grand nombre de caisses allouent une indemnité supérieure.

Voici la répartition des caisses au point de vue du taux du secours en argent :

CATÉGORIES DE CAISSES.	SECOURS PÉCUNIAIRES DE CHÔMAGE en cas de maladie :					
	égaux à la moitié du salaire.		supérieurs à la moitié et au plus égaux aux 2/3 du salaire.		supérieurs aux 2/3 et au plus égaux aux 3/4 du salaire.	
	1906.	1907.	1906.	1907.	1906.	1907.
Caisses communales..	8,356	8,277	10	12	#	1
— locales..	3,991	3,973	634	661	116	123
— de fabriques..	6,369	6,423	1,149	1,173	305	318
— d'entreprises de constructions	44	38	1	2	1	1
— de corporations..	608	618	112	117	24	26
TOTAUX..	19,368	19,329	1,906	1,965	446	469

On n'a pas de chiffres précis pour les deux espèces de caisses libres.

Enfin les caisses prélèvent des cotisations plus ou moins élevées, en rapport avec le taux des secours. Le taux maximum légal de la cotisation est de 3 p. 100 (2 p. 100 jusqu'en 1904) du salaire dans les caisses communales et de 6 p. 100 (4 1/2 p. 100 jusqu'en 1904) dans les autres caisses, sauf les caisses libres.

Voici la répartition en 1906 et en 1907 des caisses d'après le taux des cotisations.

CATÉGORIES DE CAISSES.	COTISATIONS									
	jusqu'à 1 1/2 p. 100 du salaire.		de plus de 1 1/2 p. 100 à 3 p. 100 du salaire.		de plus de 3 p. 100 à 4 1/2 p. 100 du salaire.		de plus de 4 1/2 p. 100 à 6 p. 100 du salaire.		de plus de 6 p. 100 à 8 p. 100 du salaire.	
	1906.	1907.	1906.	1907.	1906.	1907.	1906.	1907.	1906.	1907.
Caisses communales..	4,777	4,504	2,044	2,082	1,545	1,704	#	#	#	#
— locales..	84	91	609	535	2,747	2,707	1,254	1,370	47	54
— de fabriques..	618	592	1,139	1,102	4,356	4,309	1,626	1,809	84	102
— d'entreprises de constructions..	5	6	5	5	31	26	4	3	1	1
— de corporations..	80	76	223	215	315	333	123	133	3	4
TOTAUX..	5,564	5,269	4,020	3,939	8,994	9,079	3,007	3,315	135	161

AUTRICHE.

Placement en décembre 1908⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 734 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES D'EMPLOI.		DEMANDES D'EMPLOI.		PLACEMENTS.		NOMBRE DE PLACEMENTS par 100 demandes.	
	Déc. 1908.	Nov. 1908.	Déc. 1908.	Nov. 1908.	Déc. 1908.	Nov. 1908.	Déc. 1908.	Nov. 1908.
Hommes	18,097	21,747	34,578	38,873	12,032	16,038	35	41
Femmes	16,521	22,780	17,032	28,791	8,721	14,774	51	51
Ensemble	34,618	44,527	51,610	67,664	20,753	30,812	40	46

Grèves en janvier 1909⁽²⁾. — 28 nouvelles grèves, avec 2,192 grévistes. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour les *mines* (5), l'*industrie des pierres et du verre* (2), le *bâtiment* (3), le *textile* (4), le *vêtement* (2), l'*alimentation* (2), la *construction de machines* (2) et le *travail du bois et du caoutchouc* (5) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 8 succès, 12 transactions, 3 échecs, 5 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 17 cas; divers, 11 cas. 2 lock-outs ont frappé 834 ouvriers.

La coopération en 1907⁽³⁾. — A la fin de l'année 1907, existaient en Autriche les coopératives suivantes :

	A RESPON- SABILITÉ limitée.	A RESPON- SABILITÉ illimitée.	NON curegis- trées.	TOTAL.
Sociétés d'avance.....	1,958	6,159	66	8,543
Sociétés de consommation.....	943	56	27	1,026
Autres formes de coopératives.....	2,750	142	6	3,098
COOPÉRATIVES EN GÉNÉRAL.....	5,581	6,717	99	12,667

Le chiffre total des coopératives a augmenté de 991 par rapport à l'année précédente soit celui des sociétés d'avance de 657, celui des sociétés de consommation de 61, celui des autres formes d'association de 273.

A l'Association générale des coopératives allemandes autonomes en Autriche, adhéraient fin août 1908 741 sociétés. 678 avec 293,944 membres avaient adressé un rapport pour l'année 1907. Il y avait 400 sociétés d'avance avec 104,208 membres qui ont accordé pour 577,777,546 couronnes d'avance, 186 sociétés de consommation avec 114,385 membres qui ont fait 41,021,557 couronnes d'affaires et ont eu un revenu net de 2,408,986 couronnes, 48 sociétés de production avec 7,996 membres dont le capital total d'exploitation était de 18,566,886 couronnes, 12 sociétés de construction avec 1,618 membres qui possédaient 443,162 couronnes de fortune propre et 1,490,962 couronnes de capitaux étrangers.

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, février-mars 1909.

⁽²⁾ *Soziale Rundschau*, avril 1909.

BELGIQUE.

Revue du travail en mars 1909 ⁽¹⁾. — 19 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de mars 1909. Pour 1,796 offres d'emploi, il y a eu 3,615 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 201 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 252 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en mars, elle était de 152 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc, par rapport au mois précédent, une amélioration importante, habituelle d'ailleurs à pareille époque, tout en demeurant dans une situation inférieure encore à celle des dernières années.

D'autre part, les renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 222 unions professionnelles ouvrières, groupant 50,399 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de mars, 1,894 chômeurs, soit une proportion de 3.8 p. 100 (contre 6.4 p. 100 le mois dernier). En mars 1908, si l'on fait abstraction des diamantaires anversois, qui traversaient encore à ce moment une crise exceptionnelle, la proportion des chômeurs était de 3.5 p. 100 sur 43,947 syndiqués.

Les données de source syndicale confirment donc celles des offices de placement quant à la situation générale du marché du travail.

Les grèves en mars 1909 ⁽²⁾. — 7 grèves nouvelles intéressant 1,043 grévistes et 247 chômeurs forcés ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de février 1909.

En outre, 2 grèves, commencées en novembre dernier et intéressant 154 grévistes, se sont continuées pendant toute la durée du même mois.

Les conflits nouveaux de février ont surgi dans les industries ci-après : charbonnage, chocolaterie, marbrerie, lingerie, gobeletterie, tissage du coton et travail de déchets de coton.

Causes : demandes de réintégration d'ouvriers congédiés (2 cas), introduction du travail aux pièces (1 cas), mise en vigueur d'un nouveau règlement relatif aux amendes (1 cas), diminution des heures de travail (1 cas), etc. Pour la première fois depuis de nombreux mois, aucune grève n'a été motivée par un différend concernant même indirectement le taux des salaires.

Résultats : 1 réussite intéressant 70 grévistes ; 3 transactions intéressant 378 grévistes ; 5 échecs intéressant 749 grévistes.

Grèves et lock-outs en 1908 ⁽³⁾. — L'Office du travail belge a enregistré, en 1908, 104 grèves intéressant 19,781 personnes, soit 14,166 grévistes et 5,615 chômeurs forcés.

101 grèves se sont terminées dans le courant de 1908, intéressant 14,098 grévistes et 5,615 chômeurs forcés.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 15 avril 1909.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 30 avril 1909.

⁽³⁾ *Revue du travail*, 31 mars 1909.

Le nombre des établissements intéressés dans ces conflits était de 247 occupant 35,470 personnes.

Les grèves terminées se répartissent ainsi entre les diverses provinces : Liège, 16 ; Flandre orientale, 37 ; Hainaut, 22 ; Anvers, 7 ; Flandre occidentale, 37 ; Brabant, 9 et Namur, 2.

Le tableau ci-dessous fait connaître comment se décomposent, par industrie, le nombre des grèves et le nombre des grévistes :

INDUSTRIES.	NOMBRE de grèves.	NOMBRE de grévistes.	INDUSTRIES.	NOMBRE de grèves.	NOMBRE de grévistes.
Textiles.....	28	3,057	Bois et ameublement....	3	1,032
Mines.....	13	2,889	Livre.....	6	411
Métaux.....	12	1,572	Industries chimiques....	6	334
Cuir et peaux.....	1	405	Carrières.....	8	3,207
Industries spéciales.....	3	53	Tabacs.....	9	276
Verrerie.....	3	104	Transports.....	1	10
Construction.....	6	410	Céramiques.....	2	338
Vêtement.....	1	7			

Les 101 grèves terminées se groupent comme suit en ce qui concerne leur durée :

	GRÈVES.	GRÉVISTES.
Moins de 2 jours.....	10	493
— 2 à 5 —.....	24	3,125
— 6 à 10 —.....	25	4,133
— 11 à 15 —.....	9	566
— 16 à 20 —.....	3	102
— 21 à 30 —.....	11	927
Plus de 30 jours.....	17	4,657

Considérées au point de vue des causes, les 101 grèves terminées en 1908 peuvent se classer de la façon suivante :

	GRÈVES.	GRÉVISTES.
I. — Questions de salaires :		
Augmentation de salaires.....	29	2,864
Opposition à une diminution de salaire.....	11	3,491
Garantie d'un minimum de salaire.....	1	26
TOTAL.....	41	6,381

II. — Personnel et questions syndicales :

Renvoi de directeurs, contremaîtres, surveillants ou apprentis.....	5	597
Réintégration d'ouvriers congédiés.....	15	1,093
Questions syndicales.....	7	2,122
TOTAL.....	27	3,812

III. — Heures de travail et organisation du travail..... 26 2,390

IV. — Règlements d'atelier et amendes..... 7 1,515

Pour les 101 grèves terminées en 1908, 6 ont abouti à un succès (475 grévistes), 67 à un échec (7,294 grévistes), 28 à une transaction (6,329 grévistes).

Lock-outs. — On a compté, en 1908, 8 lock-outs atteignant 3,127 ouvriers; 7 lock-outs terminés en 1908 se classent comme suit au point de vue de leur cause :

	LOCK-OUTS. OUVRIERS.	
	—	—
Règlements d'ateliers et amendes.....	1	57
Questions syndicales.....	6	2,930

En 1908, 4 lock-outs ont duré plus de 30 jours, les 3 autres de 2 à 15 jours.

Sur 7 lock-outs terminés, 2 intéressant 270 ouvriers ont reçu une solution défavorable aux ouvriers; 5, intéressant 2,717 ouvriers se sont terminés par transaction.

Dans l'ensemble, le total des conflits de 1908 (grèves et lock-outs) s'est élevé à 112 intéressant 22,908 personnes.

CANADA.

Revue du travail en janvier et février 1909 ⁽¹⁾. — La situation continue à être bonne. Le bâtiment et la construction des chemins de fer s'annoncent comme devant être actifs en 1909. Les coupes dans les exploitations forestières sont meilleures que l'on ne comptait. L'agriculture et la pêche sont dans leur morte-saison; les mines également, mais la reprise a eu lieu dès février et elle fait prévoir une saison d'été active.

Grèves en janvier et février 1909 ⁽¹⁾. — 5 grèves ont été signalées en janvier et 5 en février entraînant respectivement la perte de 759 et de 4,395 journées de travail.

Les grèves nouvelles ont éclaté en janvier dans le bâtiment (1), dans l'ébénisterie (1), dans l'habillement (1), dans les professions diverses (1); en février dans l'exploitation forestière (1), dans les métaux (2), et ont eu pour cause : en janvier, opposition à une réduction de salaire (2), opposition à une augmentation d'heures (1), reconnaissance du syndicat (1); en février, augmentation de salaires (1), opposition à l'augmentation des heures de travail (1), question de personne (1).

Résultats des grèves terminées : en janvier, 1 succès, 2 échecs; en février, 1 compromis.

⁽¹⁾ Gazette du travail, février et mars 1909.

Grèves et lock-outs en 1908 ¹. — Le nombre des grèves et lock-outs signalés au département du travail en 1908 s'est élevé à 69 contre 149 en 1907 et 138 en 1906 : c'est donc une très grande diminution.

Le nombre des personnes atteintes directement ou indirectement par les grèves s'est élevé à 26,232 (contre 34,694 en 1907 et 26,014 en 1906), le total des journées de travail perdues à 708,194 (contre 613,986 en 1907 et 489,775 en 1906). Les deux principaux conflits de 1908 ont été la grève des machinistes et constructeurs de wagons du Canadian Pacific Railway (8,000 grévistes) et celle des ouvriers du textile de la province de Québec (6,000 grévistes et chômeurs forcés).

En 1907, les principaux conflits avaient été une grève des mineurs de l'Alberta et de la Colombie britannique de l'Est (3,500 chômeurs) et une grève de mineurs à Springhill, Nouvelle-Écosse (1,250 chômeurs). En 1906, le conflit le plus long et dont les effets se sont le plus fait sentir a été celui des mineurs de Lethbridge, Alberta (500 grévistes).

Si l'on classe les difficultés par métier en comparant les chiffres de 1908 à ceux des 2 années précédentes, on obtient les résultats suivants :

MÉTIER.	NOMBRE DE GRÈVES.		
	1908.	1907.	1906.
Bâtiment.....	13	45	29
Métaux.....	8	17	21
Ébénisterie.....	5	6	12
Textile.....	5	6	4
Habillement.....	5	17	9
Tabacs, alimentation.....	1	50	8
Cuir, chaussures.....	#	5	3
Typographie.....	1	2	6
Transports.....	7	14	15
Débardeurs.....	#	3	1
Mines.....	10	14	13
Pêche.....	#	1	1
Journaliers.....	8	7	12
Divers.....	2	7	5
TOTAUX.....	65	146	138

Au point de vue de leur répartition par provinces, les grèves ont été les plus nombreuses dans l'Ontario (26 en 1908, 71 en 1907, 61 en 1906), dans la province de Québec (18, 29, 24), dans la Nouvelle-Écosse (3, 12, 11), dans le Nouveau-Brunswick (6, 8, 8), dans la Colombie-Britannique (6, 11, 12).

Pour 1908, les grèves ont été les plus fréquentes en mai (13), avril (9); pour 1907, en mai (33), avril (28), juin (20); pour 1906, en mai (28), août (17), septembre (15), et les plus rares pour 1908 en septembre (2), octobre (2) et novembre (2); pour 1907, en février (3), novembre (3), décembre (3), pour 1906, en décembre (2) et octobre (3).

Par suite de la prospérité générale de toutes les branches de l'industrie du Dominion, bon nombre de grèves ont été faites pour obtenir une augmentation de salaire.

⁽¹⁾ Gazette du travail, janvier 1909.

Voici comment elles se répartissent au point de vue des causes pour ces 3 dernières années :

NOMBRE DE GRÈVES.			
	1908.	1907.	1906.
Augmentation de salaire.....	18	65	55
Contre une réduction de salaires.....	16	3	3
Diminution de la journée.....	3	11	7
Diminution de la journée et augmentation de salaire.....	1	8	7
Contre l'emploi de certaines classes de personnes....	4	20	13
Modifications aux conditions du travail.....	2	5	3
Unionisme.....	#	3	5
Grèves de sympathie.....	1	2	2
Diverses.....	20	29	43
TOTAUX.....	65	146	138

Le département a obtenu des renseignements sur les résultats de 69 grèves réglées en 1908; comparés à ceux des 2 années précédentes, ces résultats se répartissent comme suit :

	1908.	1907.	1906.
Réussite complète.....	12	33	41
— partielle.....	9	42	29
Échec.....	43	57	45
Pas de changements (patrons non intéressés).....	#	3	3
Conditions inconnues ou non réglées.....	5	16	22
TOTAUX.....	69	151	140

En 1908, 1 conflit était en suspens au 31 décembre, 68 avaient été réglés dans l'année, une grande partie à la suite de négociations directes entre les parties ou leurs représentants, 2 par voie d'arbitrage, 4 par conciliation.

Le tableau suivant permet de comparer les méthodes de règlements de 1908 avec celles des deux années précédentes :

MÉTHODE DE RÈGLEMENT.	1908.	1907.	1906.
Arbitrage.....	2	4	3
Conciliation.....	4	7	4
Négociations entre parties.....	13	66	67
Reprise du travail aux conditions des patrons.....	23	28	28
Remplacement des grévistes.....	17	26	18
Règlement inconnu ou non obtenu.....	4	12	9
Travail repris (patrons non intéressés).....	#	5	4
Travail trouvé ailleurs par les grévistes.....	#	3	3
Demandes des grévistes accordées sans négociations..	5	2	3
TOTAUX.....	68	153	149

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en mars 1909⁽¹⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,518 unions groupant 89,994 membres, la moyenne des chômeurs était de 8.6 p. 100 en janvier 1909. Cette moyenne était en décembre de 7.4 p. 100 dans 1,899 unions groupant 139,836 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mars⁽¹⁾. — La situation générale continue à s'améliorer; toutefois, comparé à mars 1908, mars 1909 accuse un certain ralentissement dans plusieurs industries; il n'y a de progrès que dans le commerce de la laine, de la toile, la bonneterie, la dentelle et la ferblanterie.

8.2 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 700,654 membres, contre 8.4 à la fin février 1909 et 6.4 p. 100 à la fin mars 1908; 5.29 journées de travail par semaine en moyenne dans divers puits houillers comptant 659,523 ouvriers, contre 5.21 en février 1909 et 5.49 en mars 1908; dans la métallurgie du fer, 285 hauts fourneaux en marche avec 22,000 ouvriers contre 283 en février 1909 et 290 en mars 1908.

Grèves en mars. — 17 conflits nouveaux en mars avec 7,678 chômeurs contre 19 en février 1909 avec 8,050 et 23 en mars 1908 avec 39,178 chômeurs.

Sur 17 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 1,258 personnes, il y a eu 1 succès (32), 7 échecs (361), 9 transactions (865). Total des journées de travail perdues: 101,600 en mars contre 90,300 en février 1909 et 791,400 en mars 1908.

Les accidents mortels dans l'industrie en 1908⁽¹⁾. — Le total des accidents suivis de mort survenus dans l'industrie s'est élevé en 1908 à 4,224, contre 4,477 en 1907 (la moyenne pour 1904-1908 s'établit à 4,195). Le tableau suivant permet de comparer, pour les deux dernières années et pour la période 1904-1908,

⁽¹⁾ *American federationist*, mai 1909.

⁽²⁾ *Labour gazette*, avril 1909.

comment se répartissent ces accidents par industrie. Excepté dans les carrières, il y a augmentation dans chacun des groupes énumérés.

ACCIDENTS MORTELS.	1907.	1908.	MOYENNE pour 1904-1908.
Navigation.....	1,363	1,283	1,284
Mines.....	1,279	1,343	1,219
Carrières.....	89	92	98
Chemins de fer.....	510	432	462
Fabriques et ateliers.....	852	767	786
Blanchisseries, docks, entrepôts, etc.....	327	275	297
Établissements soumis à la loi sur la déclaration..	57	32	49
TOTAL.....	4,477	4,224	4,195

Dans la navigation, le total des décès est inférieur de 80 au chiffre de l'année précédente; 625 ont été causés par des naufrages et des avaries aux navires; 658 sont dus à d'autres accidents.

Dans les mines, le total des décès est supérieur de 124 à la moyenne 1904-1908; 603 (soit 45 p. 100) ont été causés par des éboulements.

Dans les fabriques, l'augmentation des décès est sensible dans la construction des navires (116 contre 101); il y a, au contraire, diminution dans les textiles (82 contre 95) et les métaux (148 contre 198); le total des décès est inférieur de 19 à la moyenne des cinq dernières années.

Dans les chemins de fer, sur 432 employés tués au service *immédiat* des compagnies, 388 sont morts d'accidents du trafic (dont 82 employés de la voie, 45 porteurs, 44 mécaniciens, 37 gareurs et 32 serre-freins).

Si l'on compare la moyenne des décès par suite d'accident dans chaque groupe d'industrie, par 10,000 ouvriers employés dans chacun de ces groupes, on obtient les proportions suivantes pour la période 1903-1907 :

Marins.....	50.4	par 10,000
Mineurs.....	13.2	—
Carriers.....	10.6	—
Chemins de fer.....	7.5	—
Ouvriers textiles.....	0.8	—
Ouvriers autres que ceux des textiles.....	2.2	—

Dans l'ensemble, pour 6 millions environ d'ouvriers occupés dans ces diverses industries, la mortalité par suite d'accident s'établit à 6.3 par 10,000.

Les maladies professionnelles de 1902 à 1908 ⁽¹⁾. — Le tableau suivant donne le nombre des cas d'intoxication par le plomb, le phosphore, l'arsenic et le mercure ou ceux de septicémie charbonneuse qui ont été déclarés par les médecins à l'inspecteur en chef des fabriques, ainsi que le nombre des décès dus aux mêmes causes. Les chiffres en sont empruntés aux rapports annuels de l'inspecteur en chef des fabriques (sauf pour 1908). Les cas de personnes déjà atteintes dans les 12

⁽¹⁾ *Labour gazette*, mars 1907 et avril 1903. Voir pour les années précédentes *Bulletin*, janvier 1903, p. 42.

mois précédents ne sont pas regardés comme nouveaux. Ce fait s'est produit 29 fois en 1908.

I. — *Saturnisme.*

CATÉGORIE D'INDUSTRIE.	CAS DÉCLARÉS.							DÉCÈS.						
	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908
1. Fusion de métaux.....	28	37	33	24	38	28	70	#	2	1	1	1	2	2
2. Laminage et tuyautage du plomb.....	12	11	7	9	7	6	14	#	#	#	#	#	#	#
3. Typographie.....	19	13	15	19	16	26	30	#	2	#	4	2	3	2
4. Taillage de limes.....	27	24	20	12	15	10	9	1	2	4	#	#	#	2
5. Étamage et émaillage des poteries de fer..	11	14	10	16	18	25	10	#	#	#	1	1	#	#
6. Fabrication du blanc de céruse.....	143	109	116	90	108	71	79	1	2	2	1	7	#	3
7. Fabrication du minium et du molybdate de plomb.....	13	6	11	10	6	7	12	#	#	#	#	#	#	#
8. Porcelaines et poteries.	87	97	106	84	107	103	117	4	3	4	3	4	9	12
8 bis. Transport sur pierres lithographiques.....	2	3	3	5	5	10	2	#	#	#	#	#	#	#
9. Coupage et polissage du verre.....	8	4	#	3	4	4	3	2	#	#	#	1	#	1
10. Émaillage des plaques métalliques.....	3	4	3	2	4	6	7	1	#	#	#	#	#	#
11. Fabrication d'accumu- lateurs électriques...	16	28	33	27	26	21	25	1	#	#	1	#	#	1
12. Fabrication des couleurs et vernis.....	46	39	32	57	37	35	25	#	1	1	1	#	1	#
13. Carrosserie.....	63	74	49	56	85	70	70	1	5	4	3	7	3	3
14. Constructions navales..	15	24	48	32	26	22	15	1	1	#	2	1	1	#
15. Peinture dans d'autres industries.....	44	46	27	49	37	49	47	1	1	3	2	3	2	1
16. Industries diverses....	92	81	84	99	93	85	111	1	#	7	4	6	5	5
17. Peintres et plombiers en bâtiment.....	179	201	227	163	181	174	239	32	39	39	28	36	39	44
TOTAL.....	808	815	824	757	632	752	885	46	58	65	51	69	65	76

II. — *Autres formes d'intoxication.*

Intoxi- cation par le mercure.	{	Fabrication des baromètres et thermomètres.	1	3	1	1	1	#	2	#	#	#	#	#	#
		Pelletterie.....	2	1	#	3	#	5	5	#	#	#	#	#	#
		Industries di- verses.....	5	4	2	4	3	2	3	#	#	#	#	#	#
		TOTAL.....	8	8	4	8	4	7	10	#	#	#	#	#	#
Intoxi- cation par le phos- phore (nécrose).	{	Fabrication des allumettes chi- miques.....	1	#	1	3	#	1	2	#	1	1	#	1	#

CATÉGORIE D'INDUSTRIE.	CAS DÉCLARÉS.							DÉCÈS.						
	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908
Intoxi- cation par l'arsenic.	Peinture, cou- leurs, extrac- tion de l'arse- nic..... Industries di- verses..... TOTAL.....													
	5	3	3	#	2	4	16	#	#	#	#	#	#	1
	#	2	2	1	3	5	7	#	#	#	#	#	2	#
	5	5	5	1	5	9	23	#	#	#	#	#	2	1

III. — *Septicémie charbonneuse.*

Triage et peignage de la laine.....	12	20	12	34	24	23	18	2	5	1	12	8	3	3
Travail des crins de cheval..	10	7	12	7	10	17	10	2	1	4	1	5	4	1
Travail et triage des cuirs et peaux.....	11	12	18	17	19	12	13	5	1	3	4	5	2	1
Industries diverses.....	5	8	8	1	14	6	6	#	5	2	1	3	2	2
TOTAL.....	38	47	50	59	67	58	47	9	12	10	18	21	11	7

ITALIE.

Grèves et lock-outs en février ⁽¹⁾. — 76 nouvelles grèves ont été signalées en février à l'*Office du travail*, 61 de ces conflits intéressaient 9,323 ouvriers. 2 conflits ont éclaté dans les industries extractives, 9 dans la métallurgie, 8 dans le travail des pierres et des terres, 12 dans le bâtiment, 6 dans les produits chimiques, 4 dans le bois, 5 dans les industries polygraphiques, 10 dans les textiles, 2 dans le travail des peaux, 4 dans le vêtement, 1 dans les industries de précision, 8 dans l'alimentation, 3 dans les transports, 2 dans diverses industries.

Causes : questions de salaires, 39; durée du travail, 5; règlement disciplinaire, 16; monopole du travail, 3; inconnues, 3.

Résultats : 12 succès, 11 transactions, 35 échecs, 15 résultats inconnus; 3 conflits non terminés.

Les coopératives de production et de travail au 30 juin 1908 ⁽²⁾. — Le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce a adressé aux sociétés coopératives de production et de travail inscrites sur les registres préfectoraux et admises à prendre part aux adjudications de travaux et de fournitures, des questionnaires relatifs à leur effectif, leur capital, leur fond de réserve, leurs travaux et leur situation financière.

⁽¹⁾ *Bollettino dell'Ufficio del lavoro*, avril 1909.

⁽²⁾ *Statistica delle Società cooperative di produzione e lavoro* (au 30 juin 1908), publiée par le Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, Rome, 1908.

Les renseignements suivants sont relatifs à l'exercice 1907 : ils concernent toutes les coopératives inscrites, sauf celles qui ont été rayées des registres entre le 31 décembre 1907 et le 30 juin 1908.

Le total des coopératives inscrites s'élevait à 391; toutefois, il a été impossible d'obtenir des renseignements complets sur 21 d'entre elles.

Ces 391 coopératives groupaient 62,725 membres, possédaient un capital nominal de 2,244,682 livres — sur lequel 1,448,614 livres étaient versées — et un fonds de réserve de 753,652 livres. La valeur des travaux exécutés s'élevait à 22,497,619 livres; les bénéfices atteignaient 428,010 livres et les pertes 151,870 livres. 90 sociétés ont accusé un déficit.

Au point de vue territorial, les coopératives se groupent comme suit : Ligurie (14 sociétés et 3,346 membres, Lombardie (7 et 746), Vénétie (45 et 12,276), Emilie (182 et 37,849), Latium (53 et 2,377), Marches (9 et 465), Toscane (35 et 2,957), Pouille (8 et 596), Sicile (20 et 1,243), etc. Les Abruzzes et le Basilicate n'en possèdent aucune, le Piémont, l'Ombrie, la Campanie, les Calabres et la Sardaigne, 5 chacune au plus.

En ce qui concerne les professions représentées, les sociétés se classent de la façon suivante :

NATURE DES TRAVAUX.	NOMBRE des sociétés.	NOMBRE des membres.	CAPITAL souscrit.	FONDS de réserve.	VALEUR des travaux.	BÉNÉFICES.	PERTES.
Bâtiment et industries si- milaires.	112	9,950	385,601	202,818	7,017,723	163,912	59,106
Manœuvres, mineurs, etc.	114	32,434	554,231	266,106	4,078,088	103,843	48,659
Transports (Voituriers, commissionnaires et) ..	35	4,157	593,525	51,761	6,045,691	21,127	1,395
Bois et métaux.	27	824	101,442	39,055	1,037,168	44,882	1,223
Travail des pierres.	35	1,470	84,422	57,827	1,125,028	37,020	10,329
Industries du livre.	15	1,122	356,970	38,806	1,030,647	18,579	15,359
Industries diverses.	12	248	15,492	3,622	319,546	12,931	"
Coopératives mixtes ⁽¹⁾ ...	41	12,520	152,999	93,657	1,843,728	25,716	15,799
TOTAUX.	391	62,725	2,244,682	753,652	22,497,619	428,010	151,870

L'absence de renseignements analogues ne permet pas d'établir des comparaisons avec les années antérieures. La direction du crédit et de la prévoyance qui a dressé cette première statistique se propose de la poursuivre et de la développer à l'avenir : elle espère que les enquêtes futures mettront en lumière les heureux effets des lois récemment votées sur la coopération de production (lois des 12 mai 1904, 19 avril 1906, 7, 14 et 19 juillet 1907). Ces lois tendent à encourager les coopératives à se grouper en consortiums en vue de soumissionner des adjudications importantes; elles autorisent ces consortiums à exécuter des travaux dont la valeur ne dépasse pas le double du total des adjudications qui pourraient, aux termes des lois actuelles, être adjugées aux simples sociétés constituant le consortium.

Il est à noter que, au 30 juin 1908, aucune coopérative agricole, constituée en vertu de la loi de 1904, n'était inscrite sur les registres préfectoraux.

⁽¹⁾ Les coopératives mixtes groupent, d'ordinaire, dans les petits centres, tous les ouvriers de l'endroit, sans distinction de métier.

SUISSE.

L'activité des bureaux officiels de placement pendant l'année 1908 ⁽¹⁾.

— L'Office central des bureaux officiels suisses de placement, qui a été créé en 1905 et dont le siège est à Zurich vient de dresser ses statistiques pour l'année 1908.

Les villes industrielles les plus importantes de Suisse, au nombre de douze, font partie de cette organisation, mais la Suisse française n'y est représentée que par Genève et Fribourg et la Suisse italienne n'y figure pas; d'autre part, les opérations des bureaux privés de tout genre n'ont fait l'objet d'aucune statistique d'ensemble. Cependant, et sous ces réserves, les statistiques permettent de se rendre compte de la situation du marché du travail en Suisse en 1908.

Sur 60,856 places offertes en 1908, 40,215 (soit 66 p. 100) ont pu être pourvues; de ce nombre, 33,142 étaient des places définitives, 7,073 des places temporaires. Les hommes ont obtenu 29,158 emplois (soit 77.4 p. 100 des offres), les femmes 11,057 (soit 47.7 p. 100 seulement des offres), mais, en outre, dans 13,094 cas, on a pu leur procurer du travail comme blanchisseuses, laveuses, etc.

Les bureaux de placement ont encore reçu des demandes de travail de 56,057 passants, ouvriers non inscrits dans un des bureaux.

Par rapport à 1907, l'année 1908 révèle une diminution notable tant dans le chiffre des emplois offerts que dans celui des emplois procurés. Le nombre des demandes s'est par contre accru, notamment de la part des passants : 33,401 en 1907, 56,057 en 1908. En moyenne, pour 100 places offertes, il y a eu 117 demandes.

Ces signes indéniables d'une dépression économique se sont manifestés surtout dans l'industrie des machines, celle des montres et celle de la broderie comme aussi dans les industries du bâtiment. Le chômage partiel dans ces diverses branches de l'activité nationale a eu pour effet d'accroître, comme on l'a vu, la demande de travail : le nombre des emplois offerts et non occupés s'est abaissé de 23,653 à 20,641 et, au total, sur 100 ouvriers cherchant une occupation, 34.7 seulement ont pu en trouver, contre 67 en 1907.

La situation du marché du travail en Suisse, qui a été très défavorable pendant toute l'année dernière, semble s'améliorer un peu depuis quelque temps et les résultats enregistrés en février dernier montrent un léger progrès sur ceux du mois correspondant de l'année dernière.

⁽¹⁾ D'après un rapport du 20 mars 1909 de M. de Coppet, consul de France à Bâle, obligeamment communiqué par le Ministère des affaires étrangères.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 30 avril 1909 relative aux travaux interdits aux femmes et aux enfants employés dans les établissements commerciaux ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Pour tous les établissements désignés à l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903 ⁽²⁾, les différents genres de travail présentant des causes de danger ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux enfants de moins de dix-huit ans et aux femmes, seront déterminés par des règlements d'administration publique, rendus après avis de la Commission supérieure du travail et du Comité consultatif des arts et manufactures.

ART. 2. — Les inspecteurs et inspectrices du travail sont chargés d'assurer l'application des dispositions de la présente loi, dans les conditions prévues par les articles 17 à 21 de la loi du 2 novembre 1892. En cas d'infraction, les contrevenants sont passibles des pénalités prévues par les articles 25 à 29 de cette loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Décret du 20 septembre 1908 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 54, nos 2, 3, 4 et 5, de la loi du 17 avril 1907 ⁽³⁾ concernant la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce ⁽⁴⁾.

CHAPITRE I^{er}. — Organisation des quarts pour l'état-major du pont et le personnel des machines.

ARTICLE PREMIER. — Sur les navires ayant à bord, avec le capitaine, au moins deux officiers, le service du pont est organisé en plus de deux quarts pour les officiers dans les cas ci-après, savoir :

Sur les navires à voiles, lorsqu'ils sont armés pour une destination de long cours au delà des caps Horn ou de Bonne-Espérance;

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 2 mai 1909, p. 4681.

⁽²⁾ Cet article est ainsi conçu : « Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chaix, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

« Sont seuls exceptés les établissements où ne sont employés que des membres de la famille sous l'autorité, soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

« Néanmoins si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux et insalubres, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité à prendre conformément aux dispositions de la présente loi. »

La loi du 2 novembre 1892 qui s'applique aux usines, manufactures, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances prévoit déjà, par son article 12, que les différents genres de travail présentant des causes de danger ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux enfants de moins de 18 ans et aux femmes, « seront déterminés par des règlements d'administration publique ». En vertu de cette disposition, il a été pris le décret du 13 mai 1893 modifié par les décrets des 21 juin 1897, 20 avril 1899, 3 mai 1900, 22 novembre 1905 et 7 mars 1908.

⁽³⁾ *Bulletin*, 1907, p. 483.

⁽⁴⁾ *Journal officiel* du 26 septembre 1908, p. 6638.

Sur les navires à vapeur :

- a) Lorsqu'ils ont une jauge brute d'au moins 3,000 tonneaux ;
- b) Lorsqu'ils doivent effectuer une traversée d'une durée normale de plus de dix jours ;
- c) Lorsque le voyage qu'ils doivent accomplir comporte, soit à la mer, soit dans les ports, un service continu entraînant, pour l'un des officiers, plus de douze heures rétribuées de travail supplémentaire par période de sept jours consécutifs.

ART. 2. — Sur les navires de commerce autres que ceux désignés à l'article 25 de la loi du 17 avril 1907, ayant 200 tonneaux et au-dessus de jauge brute, le service des machines doit être organisé en trois quarts, quand l'organisation à deux quarts aurait pour effet d'imposer au personnel de la machine plus de dix heures de travail par jour pendant plus de deux jours consécutifs.

CHAPITRE II. — Réglementation du travail à bord des bâtiments de pêche de plus de 25 tonneaux et sur les bâtiments de commerce de plus de 25 et de moins de 200 tonneaux, pratiquant des navigations autres que le long cours et le cabotage international.

Section I^{re}. — Bâtiments de pêche de plus de 25 tonneaux.

ART. 3. — A bord de tout navire armé aux grandes pêches, il doit y avoir, avec le capitaine, un second possédant soit le brevet de capitaine au long cours, de lieutenant au long cours ou de maître de cabotage, soit le diplôme d'élève ou d'officier de la marine marchande et, au moins, un autre officier.

A titre transitoire, pourront exercer les fonctions de second ou d'officier, les marins qui, au moment de la mise en vigueur du présent règlement, auront, en fait, exercé durant deux campagnes de pêche les fonctions de second sur des navires de grande pêche.

ART. 4. — Tout mécanicien chargé de la conduite de la machine sur un bâtiment de pêche à propulsion mécanique doit être breveté.

Tout mécanicien chef de quart sur un bâtiment de pêche à vapeur d'au moins 500 chevaux doit être breveté.

A titre transitoire, sont dispensés de toute autre justification les hommes qui, au moment de la mise en vigueur du présent règlement, auront exercé durant deux campagnes de pêche les fonctions de chef mécanicien ou de mécanicien chef de quart suivant les cas.

ART. 5. — Les bâtiments de pêche de plus de 25 tonneaux s'éloignant habituellement du port pendant une durée de plus de soixante-douze heures sont soumis aux dispositions suivantes :

En route, le personnel du pont comprend deux quarts au moins ; le personnel de la machine comprend deux ou trois quarts, suivant que la durée normale du voyage pour se rendre sur les lieux de pêche est inférieure ou non à quarante-huit heures.

Sur les lieux de pêche, il est accordé chaque jour aux hommes un repos minimum de huit heures, qui peut être réduit à six heures pendant cinq jours au plus.

Dans le port ou sur une rade abritée, le travail du personnel du pont ne peut être prolongé pendant plus de dix heures, si ce n'est pour le déchargement du poisson ; le travail du personnel de la machine ne doit pas excéder neuf heures.

ART. 6. — L'organisation du service à bord incombe au capitaine du navire ; il lui appartient, notamment, de fixer l'heure à laquelle commence la journée de travail pour le roulement des quarts, ainsi que la durée de chaque quart.

Le tableau réglant l'organisation du travail à la mer établi par le capitaine du navire, visé par l'inspecteur de la navigation et consigné sur le journal du bord, est affiché dans les postes d'équipage. Les modifications apportées à ce tableau en cours de route sont également consignées sur le journal du bord et affichées dans les postes d'équipage.

ART. 7. — Aucun homme de l'équipage d'un navire de pêche ne peut refuser ses services, quelle que soit la durée des heures de travail qui lui sont commandées.

Mais hors les cas de force majeure et ceux où soit le salut du navire ou de l'équipage, soit la conservation des engins et des produits de pêche est en jeu, cas dont le capitaine est juge, toute heure de travail commandée au delà des limites fixées par l'article 5 donne lieu à une allocation supplémentaire.

Le capitaine d'un navire doit faire mention, sur le journal du bord, des circonstances exceptionnelles visées au paragraphe précédent.

ART. 8. — Il est tenu sur chaque navire un registre coté et paraphé par l'administrateur de l'inscription maritime.

Le capitaine y relate les circonstances exceptionnelles mentionnées l'ont amené à ordonner des heures de travail supplémentaires.

Lorsque ces heures de travail donnent droit à des allocations supplémentaires, le décompte des allocations, avec la désignation des bénéficiaires, est inscrit sur le registre.

Ces mentions sont visées par un représentant du personnel du pont ou du personnel de la machine, suivant les cas.

Le registre est mis à la disposition des membres de l'équipage, qui peuvent y consigner leurs observations.

ART. 9. — Le taux de la rémunération des heures supplémentaires, réglé selon les contrats et usages, est porté au rôle d'équipage ainsi qu'au registre prévu à l'article précédent.

ART. 10. — Les représentants du personnel du pont et du personnel des machines sont pris, chaque semaine, dans chacune des deux catégories par roulement suivant l'ordre du rôle d'équipage, le premier étant tiré au sort.

Ce tirage est effectué par le capitaine en présence d'un délégué du personnel du pont et d'un délégué du personnel des machines le jour du départ du navire.

Les novices et les mousses ne peuvent jamais être appelés à représenter le personnel.

ART. 11. — De huit heures du soir à quatre heures du matin, les mousses et les novices ne peuvent être employés à aucun travail autre que celui de la pêche, sans que ce travail puisse, d'ailleurs, se prolonger pendant plus de trois jours consécutifs suivis de quatre jours d'interruption.

Ils doivent, en tous cas, être assurés d'un repos minimum et non interrompu de huit heures sur vingt-quatre et d'autres repos qui complètent le total à douze heures.

Les mousses et les novices âgés de moins de dix-huit ans ne peuvent être embarqués sur les doris de pêche.

ART. 12. — Lorsque le personnel des machines n'a pu, en route, bénéficier du repos hebdomadaire à raison des exigences du service, le capitaine doit, autant que possible, accorder ce repos soit collectivement, soit par roulement et dans la mesure où les hommes en ont été privés. Ce repos est accordé dès que le navire fait escale dans un port ou sur une rade abritée de France, des colonies françaises ou de l'étranger, si la durée de cette escale permet de donner ledit repos à la moitié au moins du personnel visé ci-dessus.

Section II. — Bâtiments de commerce de 25 à 200 tonneaux de jauge brute et pratiquant des navigations autres que le long cours et le cabotage international.

ART. 13. — Tout mécanicien chargé de la conduite de la machine à vapeur sur un bâtiment de commerce de 25 à 200 tonneaux de jauge brute et pratiquant des navigations autres que le long cours et le cabotage international doit être breveté.

ART. 14. — Sur ces navires, hors les cas de force majeure et ceux où le salut du navire, des personnes embarquées ou de la cargaison est en jeu, cas dont le capitaine est juge et qu'il doit mentionner au livre de bord, aucun homme de l'équipage du pont ne peut être astreint à faire, sans une rémunération supplémentaire, calculée selon les contrats et usages, pour les six jours de travail de la semaine, plus de 72 heures de travail s'il appartient au personnel du pont et plus de 54 heures lorsqu'il fait partie du personnel de la machine et que le service de la machine est réglé à deux quarts.

ART. 15. — Les dispositions des articles 6, 8, 9, 10 et 12 sont applicables aux navires visés à la présente section.

CHAPITRE III. — Exceptions et dispositions spéciales.

ART. 16. — Sur les navires de commerce de 200 tonneaux et au-dessus de jauge brute, il peut n'y avoir soit sur le pont, soit sur la machine, qu'une seule bordée lorsque, à raison de la brièveté des traversées, le service du bord peut être organisé de manière à satisfaire, pour un intervalle de vingt-quatre heures, aux conditions suivantes :

1° La durée totale du travail ne dépasse pas douze heures pour le personnel du pont, et neuf heures pour le personnel de la machine;

2° Le service ne comporte pas plus de sept heures de travail consécutif sur le pont, et plus de cinq heures de travail consécutif dans la machine;

3° Le personnel bénéficie d'un repos ininterrompu de six heures au moins.

En ce qui concerne les heures de travail supplémentaires, ces navires sont soumis, quel que soit leur tonnage, aux règles fixées par l'article 14 ci-dessus.

ART. 17. — Les prescriptions des articles 21 à 28 de la loi du 17 avril 1907 ne s'appliquent pas aux navires employés à des opérations de pilotage, de renflouage, d'assistance ou de sauvetage.

Il en est de même pour les navires employés à des opérations de remorquage, pourvu que la durée du travail ne dépasse pas soixante-douze heures sur le pont et cinquante-quatre heures dans la machine pendant les six jours de travail de chaque semaine.

ART. 18. — Les dispositions du deuxième paragraphe de l'article 25 de la loi du 17 avril 1907 ne sont pas applicables lorsqu'un corps ou groupe de chaudières comporte, dans une même chaufferie, 4 fourneaux ou 4 portes, mais que la surface totale de grille n'excède pas :

1° 7 mq. 30, s'il s'agit de chaudières ordinaires à retour de flamme fonctionnant au tirage naturel;

2° 7 mètres carrés, s'il s'agit de chaudières à tubes d'eau fonctionnant au tirage naturel;

3° 6 mètres carrés, s'il s'agit de chaudières fonctionnant au tirage forcé par soufflage;

4° 5 mètres carrés, s'il s'agit de chaudières fonctionnant au tirage forcé accéléré.

La surface de grille ci-dessus envisagée se mesure, pour les chaudières à tubes de flamme, depuis l'origine du foyer jusqu'au plan de la plaque à tubes arrière. Pour les chaudières à tubes d'eau, cette surface se mesure jusqu'à l'autel.

Les dispositions du deuxième paragraphe du même article 25 ne sont pas applicables lorsque le navire est pourvu d'installations automatiques ou possède des moyens de chauffage réduisant le travail du personnel.

ART. 19. — Quand, par suite d'un cas de force majeure, le navire se trouve privé, au cours d'un voyage, d'un des officiers, soit du pont, soit de la machine, prévus par la loi du 17 avril 1907 et par le présent règlement, le capitaine doit pourvoir à son remplacement à la première escale dans un port de France ou d'Algérie.

Toutefois, le capitaine peut être déchargé de cette obligation par l'administrateur de l'inscription maritime du port d'escale si, eu égard à la durée de cette escale et aux ressources du port, ce fonctionnaire déclare que le remplacement ne peut être effectué; cette déclaration est mentionnée au rôle d'équipage.

ART. 20. — Le Ministre de la marine et le Ministre du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Décret du 21 septembre 1908 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des articles 53 et 54, n° 1, de la loi du 17 avril 1907, concernant la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce ⁽¹⁾.

CHAPITRE I^{er}. — Renseignements, dessins et plans
que doit contenir toute demande de permis de navigation.

ART. 1^{er} à 4.

CHAPITRE II. — Prescriptions relatives à l'hygiène et à la salubrité.

Section 1^{re}. — Locaux affectés au personnel du bord et aux passagers.

ART. 5. — Les locaux affectés au personnel doivent représenter au minimum, en dehors des bouteilles et poulaines, un cube d'air de 3 m. c. 500 et une surface horizontale de

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 26 septembre 1908, p. 6639.

1 m. q. 50 par personne. Pour le calcul du volume d'air ne sont pas déduits les lits, les objets de couchage, les tables et les sièges.

Les locaux affectés spécialement au couchage doivent représenter, au minimum, un volume de 2 m. c. 150 et une surface horizontale de 1 m. q. 15 par personne.

L'indication du nombre maximum d'hommes qui peuvent être logés dans chaque compartiment réservé au couchage est marquée en creux sur la porte ou sur l'écoutille dudit compartiment.

ART. 6. — La hauteur des locaux affectés à l'équipage, mesurée de la face supérieure des barrots du pont formant plancher à la face supérieure des barrots du pont formant plafond, ne peut pas être inférieure à 1 m. 83.

ART. 7. — Dans les locaux affectés au personnel, les ponts formant plancher et plafond, ainsi que les parois doivent être étanches.

Si le pont formant plancher des locaux réservés au couchage est en bois ou recouvert de bois, ses sutures doivent être caïfatées; s'il est en tôle, il doit être recouvert d'un enduit ou d'une substance mauvaise conductrice de la chaleur et d'un entretien facile.

Lorsque le plafond des locaux réservés au couchage est formé par un pont découvert en tôle, la surface extérieure de ce pont doit être recouverte d'un bordé en bois. La face inférieure des ponts en tôle, découverts ou non, ne doit être recouverte d'aucun soufflage, à moins qu'il ne soit appliqué directement sur la tôle.

Les parois de tous les locaux affectés au personnel du bord sont recouvertes d'une peinture de couleur claire ou d'un enduit lavable.

Sur les navires à coque métallique, les parois latérales des locaux réservés au couchage ne doivent pas être vaigrées; mais un garnissage en bois de 40 centimètres de hauteur doit être placé, par le travers de chaque couchette, contre le bordé extérieur et contre toute cloison métallique.

Les écubiers des chaînes d'ancre ne peuvent déboucher dans les compartiments réservés au couchage du personnel qui ne doivent contenir ni guindeau, ni cabestan, ni aucun appareil analogue.

ART. 8. — Les écoutilles des compartiments situés au-dessous des locaux affectés au personnel du bord sont munies de fermetures hermétiques.

Les locaux affectés au logement de l'équipage sont séparés par des cloisons ou par des ponts étanches ou dûment calfatés, des locaux destinés à recevoir les marchandises, les approvisionnements et le matériel du bord, ainsi que des cuisines, lampisteries, magasins à peinture, water-closets et parcs à bestiaux.

Aucun tuyautage de vapeur, à l'exception de celui des appareils de chauffage et de celui du guindeau, ne peut passer dans les locaux affectés à l'équipage. Lorsque le tuyautage du guindeau passe dans ces locaux, il doit être spécialement protégé.

ART. 9. — Des penderies spéciales, situées en dehors du poste de couchage, sont destinées à recevoir séparément les vêtements de travail des hommes de pont et ceux du personnel des machines.

ART. 10. — Les postes d'équipage sont garnis d'armoires ou de caissons en nombre égal au nombre maximum d'hommes d'équipage pouvant être logés dans le poste.

Ils sont munis de sièges et de tables pouvant donner place aux deux tiers de l'effectif pour lequel il a été prévu des postes de couchage.

Chaque homme d'équipage doit avoir à son usage exclusif, soit un hamac, soit une couchette.

Des locaux séparés, ayant leurs accès distincts, sont réservés au groupe d'hommes de l'équipage d'origine africaine ou asiatique. Ils contiennent les moyens de couchage en usage dans les pays d'origine de cette partie de l'équipage et représentent un volume d'air minimum de 2 m. c. 150 par homme.

Les hamacs, lorsque ce mode de couchage est employé, doivent être accrochés à une distance de 1 mètre au moins, soit des cloisons, soit les uns des autres.

Les conduites ont au minimum 1 m. 83 de longueur sur 60 centimètres de largeur.

Il ne peut y avoir, en aucun cas, plus de deux couchettes superposées. Les couchettes sans accès indépendant sont interdites.

Lorsqu'il est fait usage de couchettes superposées, le fond de la couchette inférieure doit être au moins à 30 centimètres au-dessus du sol et le fond de la couchette supérieure à mi-distance entre le fond de la couchette inférieure et le pont.

Aucune couchette ne peut être placée au-dessous des manches à air, ni au-dessous des bittes, lorsque celles-ci sont fixées directement sur un pont en tôle.

ART. 11. — Les locaux réservés à l'équipage sont pourvus, si l'époque de l'année ou les zones maritimes traversées le comportent, d'appareils de chauffage, qui ne peuvent, en aucun cas, être à combustion lente.

Lorsque les poêles sont placés sur un pont en bois, celui-ci doit être protégé par une plaque métallique.

Les poêles et cheminées sont entourés d'un grillage métallique démontable.

S'ils ont une clef d'obturation, celle-ci est pourvue d'un cran d'arrêt empêchant la fermeture complète.

ART. 12. — Les différents locaux sont éclairés de jour par des hublots latéraux ou des verres prismatiques de pont, par des sabords ou des claires-voies. L'éclairage de nuit est assuré au moyen d'un nombre suffisant d'appareils d'éclairage fixes.

Lorsqu'il est possible de le faire sans danger, il est établi sur chaque bord un nombre de hublots en rapport avec les dimensions des compartiments qu'ils éclairent.

ART. 13. — Tous les locaux distincts affectés à l'habitation de l'équipage sont pourvus de deux manches à air au moins, placées aux deux extrémités du compartiment et destinées, l'une à aspirer l'air frais, l'autre à évacuer l'air vicié.

Les manches à air comportent une partie fixe et une partie mobile et amovible terminée par un pavillon.

La partie fixe des manches à air doit s'élever au-dessus du pont supérieur à une hauteur minimum de 60 centimètres; le pavillon doit s'élever au-dessus des pavois et au-dessus des superstructures placées dans le voisinage et susceptibles de gêner le fonctionnement des manches.

Les claires-voies des locaux affectés à l'équipage sont, à moins d'impossibilité, disposées de manière à s'ouvrir.

Dans ce cas, et à condition que la hauteur de leur hiloire au-dessus du pont soit au moins égale à 60 centimètres, elles peuvent remplacer la manche à air d'évacuation ci-dessus prévue.

La manche à air d'évacuation peut également être remplacée par un ou plusieurs champignons; mais en cas d'adoption de ce dispositif pour les postes situés sous le pont supérieur, la hauteur de l'orifice des champignons doit être au moins égale à celle des pavois; elle doit être de 60 centimètres, s'il n'existe pas de pavois. Sur les dunettes, gaillards et roufs, cette hauteur et celle des entourages des claires-voies peuvent être réduites de 30 centimètres.

Les cabines et locaux divers affectés aux officiers ou au personnel du bord sont munis, toutes les fois que la chose est possible, d'un dispositif d'évacuation de l'air vicié.

Il en est de même des bouteilles, poulaines et lavabos.

ART. 14. — Il est disposé, dans deux des angles du poste d'équipage, deux dalots ou conduits servant à l'écoulement des eaux sur le pont ou dans la cale.

Ces ouvertures doivent être munies d'un système de fermeture hermétique.

ART. 15. — Les cuisines et le four de la boulangerie sont placés sur le pont supérieur, dans les superstructures ou, en cas d'impossibilité, dans un entrepont supérieur.

La ventilation des cuisines est assurée par des manches à air ou par tout autre dispositif convenable.

Lorsque le plancher des cuisines est en bois, il doit être protégé par une plaque métallique. Les cloisons en bois dans le voisinage des fourneaux sont protégées de la même façon.

ART. 16. — Les bouteilles et poulaines sont placées dans les parties supérieures du navire; elles sont construites et disposées de façon à éviter les mauvaises odeurs.

Sur les navires à coque métallique, le sol des poulaines est formé d'un revêtement imperméable ou d'un revêtement jointif se prêtant facilement au lavage; des dispositions sont prises pour que les poulaines puissent être nettoyées à grande eau; leurs cloisons en tôle ne peuvent pas être recouvertes de bois; elles sont munies d'appuis convenablement disposés.

Les bouteilles sont pourvues de chasses d'eau abondantes.

Sur tout navire, il est exigé au moins une bouteille ou une poulaine.

Lorsque le personnel du bord comprend 10 personnes ou davantage, mais est inférieur à 25 personnes, il doit y avoir au moins une bouteille et une poulaine.

Lorsque le personnel du bord comprend de 25 à 40 personnes, il doit y avoir 3 places

dans la poulaine. Au-dessus de ce chiffre, il est prévu une place en plus par 40 ou fraction de 40 personnes.

ART. 17. — Lorsque le personnel de la machine comprend plus de dix hommes, indépendamment des officiers, un local spécial, pourvu d'un robinet distributeur d'eau douce, est affecté aux soins de propreté de ce personnel.

Ce local, qui est placé autant que possible au-dessus de la ligne de flottaison et au voisinage des chaufferies, doit être de dimensions telles que toute une bordée de quart puisse en faire usage simultanément.

Des locaux analogues sont affectés sur les navires à vapeur aux soins de propreté du personnel du pont et des agents de service lorsque l'effectif de chacune de ces deux catégories dépasse 15.

Lorsqu'il existe des robinets d'eau chaude à l'usage de tous les passagers, il en est également installé dans les locaux prévus aux précédents paragraphes.

Des dispositions sont prises pour qu'il puisse être distribué une fois par semaine pour le lavage du linge 10 litres d'eau douce par homme.

Il est délivré à chaque homme du personnel des machines, après les changements de quart, 10 litres d'eau douce.

ART. 18. — Les couchettes et hamacs sont garnis par l'armement ou le personnel, suivant les usages et les contrats d'engagement, d'objets de couchage qui comportent, dans tous les cas, un matelas et deux couvertures.

Les objets de couchage fournis par l'armement sont désinfectés une fois par an; au moins. Le varech des matelas est renouvelé chaque année ou lorsqu'une maladie s'est déclarée à bord.

Les objets de couchage individuel apportés par le personnel ne sont introduits à bord qu'après avoir été passés à l'étuve.

ART. 19. — Les locaux affectés au logement de l'équipage sont nettoyés à fond après chaque voyage au long cours ou tous les mois pour les autres navigations. Ils sont désinfectés ou repeints lorsqu'il s'est produit à bord une maladie suspecte ou une affection contagieuse.

ART. 20. — Les dispositions précédentes sont applicables aux navires de pêche sous réserve des atténuations ci-dessous indiquées.

Les locaux affectés au couchage doivent représenter un volume d'air d'au moins 2 m. c. 150.

La hauteur de planche à planche ne doit pas être inférieure à 1 m. 83.

Si le pont formant plafond est en tôle, il doit être recouvert d'un bordé en bois. Le pont formant plancher est en bois ou recouvert d'une substance isolante. Les parois et meubles sont recouverts d'une peinture ou enduit lavable.

L'éclairage de jour est assuré par des hublots de côtés ou des verres prismatiques dans le pont ou par des claires-voies. Lorsqu'il est possible de le faire sans danger, il est établi sur chaque bord un nombre de hublots en rapport avec les dimensions des compartiments qu'ils éclairent. L'éclairage de nuit est assuré au moyen d'appareils fixes.

L'échelle de descente et le capot doivent être d'un accès facile; le capot doit pouvoir être fermé hermétiquement pour empêcher l'eau de tomber dans le poste.

Un espace est réservé en dehors du poste pour recevoir les effets cirés. Il est choisi de telle façon qu'on puisse y déposer ces effets avant de pénétrer dans le poste et gagner ensuite ce dernier sans cesser d'être à l'abri.

Un moyen de chauffage est fourni pour chaque logement. Quand il y est installé un fourneau de cuisine, une ouverture spéciale est pratiquée pour dégager le produit de la combustion. Le cube d'air doit en ce cas être augmenté de 0 m. c. 100 par chaque homme.

Une manche à air avec pavillon est placée en un endroit convenable pour introduire l'air frais. L'évacuation de l'air vicié est assurée par une autre manche, des champignons, cols de cygne ou tout autre moyen efficace.

ART. 21. — Sur tous les navires de pêche il est exigé au moins une poulaine qui doit être installée de telle façon qu'elle puisse être boulonnée tantôt à l'avant, tantôt à l'arrière, selon les nécessités de la pêche. Elle doit contenir deux places lorsque le personnel comprend de 30 à 50 hommes, et trois places lorsqu'il comprend plus de 40 hommes. Les poulaines sont couvertes et munies d'appuis solides.

Il n'est jamais exigé de bouteille.

ART. 22. — Les prescriptions des articles 5 à 15 s'appliquent aux navires de plaisance ayant plus de 350 tonneaux; elles sont remplacées, pour les navires qui ont moins de 350 tonneaux, par les dispositions suivantes :

Les locaux affectés au couchage de l'équipage doivent avoir un volume d'air d'au moins 2 m. c. 150 par homme.

Si le pont formant plafond est en tôle, il doit être recouvert d'un bordé en bois. Le pont formant plancher doit être en bois ou recouvert d'une substance isolante. Les parois et meubles sont recouverts d'une peinture ou enduit lavable.

L'éclairage est assuré par des hublots de côtés ou des verres prismatiques dans le pont, ou par des claires-voies.

L'échelle de descente et le capot doivent être d'un accès facile; le capot doit pouvoir être fermé hermétiquement pour empêcher l'eau de tomber dans le poste.

Une manche à air avec pavillon est placée en un endroit convenable pour introduire l'air frais. L'évacuation de l'air vicié est assurée par une autre manche, ou par des champignons, cols de cygnes ou tout autre moyen efficace.

ART. 23 à 29. — Locaux affectés aux passagers.

ART. 29. — Sur tout navire destiné à effectuer des traversées de plus de quarante-huit heures et devant embarquer plus de 100 personnes, y compris le personnel du bord, il doit être installé un hôpital.

Cet hôpital est placé dans un endroit convenablement éclairé et aéré, soit sur le pont, soit dans l'entrepont; il est isolé le plus complètement possible des locaux occupés par l'équipage et par les passagers.

L'hôpital est divisé en deux compartements affectés, l'un aux hommes, l'autre aux femmes. Il est exigé un lit par 30 personnes embarquées, jusqu'à concurrence de 200 personnes. A partir de ce chiffre, il est prévu un lit par 60 personnes en plus.

A l'hôpital sont annexés : 1° une pharmacie, pouvant servir de salle d'opérations et ayant des dimensions suffisantes pour recevoir un lit articulé du modèle ordinaire et pour permettre la circulation autour de ce lit; 2° une salle de bains; 3° des lieux d'aisances; 4° une chambre d'isolement comprenant le quart des lits d'hôpital imposés par le paragraphe 3 du présent article.

Le cube d'air des hôpitaux doit représenter au minimum 4 mètres cubes pour chaque personne pouvant y prendre place. La hauteur sous plafond ne peut pas être inférieure à 1 m. 83.

Les couchettes doivent être en métal peint, verni ou galvanisé; elles doivent avoir, au minimum, 1 m. 83 de longueur et 60 centimètres de largeur intérieure et être disposées de telle sorte que leur plus grande dimension soit placée en bordure d'un passage ayant une largeur au moins égale à 1 mètre.

Tant dans l'hôpital que dans les entreponts, quelques lits ayant une largeur de 80 centimètres sont réservés aux femmes enceintes ou en couches.

Il peut n'être dressé que la moitié des couchettes de l'hôpital. En aucun cas, elles ne peuvent être superposées.

Section 2. — Aménagements nécessaires à la conservation des vivres et des boissons.

ART. 30 à 33.

CHAPITRE III. — Appareils moteurs.

ART. 33 à 63. — Appareils à vapeur.

ART. 64 et 65. — Appareils moteurs autres que les appareils à vapeur.

CHAPITRE IV. — Instruments et documents nautiques. — Objets d'armement et de rechange.

ART. 66 à 70.

CHAPITRE V. — Installations, embarcations, appareils ou engins de sauvetage.

ART. 71 à 75. — Installations.

ART. 76 à 103. — Embarcations et engins de sauvetage.

CHAPITRE VI. — Matériel médical et pharmaceutique.

ART. 104 à 111.

CHAPITRE VII. — Règles de calcul du tirant d'eau maximum.
Marques de franc-bord.

ART. 112 à 115.

CHAPITRE VIII. — Calcul du nombre maximum de passagers.

ART. 116 et 117.

CHAPITRE IX. — Personnel médical.

ART. 118. — Tout navire français, à voiles ou à vapeur, dont l'effectif, équipages et passagers réunis, atteint le chiffre de 100 personnes, et qui fait une traversée dont la durée normale dépasse quarante-huit heures, doit avoir à bord un docteur en médecine.

Il lui est adjoint un second médecin si l'effectif de l'équipage et des passagers réunis atteint le chiffre de 1,200 personnes et si la traversée doit durer plus de sept jours.

ART. 119. — Sur les navires ayant un médecin, lorsque le nombre des personnes embarquées dépasse 300 et lorsque le voyage comporte des traversées de plus de trois jours, ce médecin est toujours assisté d'une personne exclusivement affectée au service médical.

S'il y a plus de 1,200 personnes à bord, il est affecté à ce même service une seconde personne.

ART. 120. — Sur les navires ne comportant pas de médecin, le capitaine, à qui il appartient de donner des soins aux malades, conserve les clefs des coffres à médicaments et en est responsable.

CHAPITRE X. — Fonctionnement de la Commission supérieure. — Procédure.

ART. 121 à 127.

CHAPITRE XI. — Dispositions générales. — Publicité à donner à la loi et aux règlements d'administration publique.

ART. 128. — Pour les navires de commerce ayant moins de 200 tonneaux, pour les navires de pêche au-dessous de 200 tonneaux, s'ils sont à voiles, et au-dessous de 250 tonneaux, s'ils sont à vapeur ou à propulsion mécanique, pour les navires de plaisance de moins de 200 tonneaux, pour les yachts de course et pour les navires ayant des affectations spéciales, le Ministre de la Marine peut, sur la proposition de la Commission de visite, dispenser partiellement des prescriptions contenues dans les chapitres précédents, à l'exception des chapitres 3 et 7, s'il est reconnu que cette dispense ne peut avoir d'inconvénient.

ART. 129. — Le texte de la loi du 17 avril 1907, ainsi que celui des règlements d'administration publique rendus en exécution de ses prescriptions, doit se trouver à bord des navires de plus de 25 tonneaux et être communiqué par le capitaine, sur leur demande, aux personnes embarquées.

Il doit également être mis à la disposition des inscrits maritimes, dans tous les quartiers et préposats de l'inscription maritime.

CHAPITRE XII. — Dispositions transitoires.

ART. 130. — Les navires de plus de 25 tonneaux de jauge brute en service au moment de la mise en vigueur de la loi du 17 avril 1907 sont soumis aux dispositions suivantes :

1^{re} Renseignements que doit contenir toute demande de permis de navigation.

2^{re} Prescriptions relatives à l'hygiène et à la salubrité.

Les postes d'équipage sont munis de sièges et de tables pour la moitié de l'effectif pour lequel il a été prévu des postes de couchage.

Sont applicables les dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 7, des paragraphes 1 et 2 de l'article 8, et les articles 11, 12 et 13 du présent règlement.

Sur les navires à passagers se livrant au long cours, des dispositions doivent être prises pour l'isolement des personnes malades, lorsque plus de 100 personnes sont embarquées simultanément à bord.

Aucune modification n'est apportée aux installations des hôpitaux existant avant la mise en vigueur de la loi en ce qui concerne les dimensions et la disposition des couchettes, des coursives et des locaux annexes desdits hôpitaux.

3° *Appareils à vapeur.*

4° *Instruments et documents nautiques, objets d'armement et de rechange.*

5° *Installations, embarcations, appareils ou engins de sauvetage.*

6° *Matériel médical et pharmaceutique.*

7° *Règles de calcul de tirant d'eau maximum, marques de franc-bord.*

8° *Calcul du nombre maximum de passagers.*

9° Toutes les dispositions contenues dans les chapitres 9, 10 et 11 leur sont applicables.

ART. 131. — Sous réserve des dispositions spéciales aux navires de pêche et de plaisance contenues dans les chapitres 1 à 11 du présent règlement et dont peuvent se prévaloir les navires de pêche et de plaisance en service au moment de la mise en vigueur de la loi du 17 avril 1907 ces navires sont soumis aux prescriptions de l'article 130, sous les réserves suivantes :

Pour les navires de pêche, le numéro 2 est remplacé par la disposition suivante :

N° 2. *Locaux.* Les parois et meubles sont recouverts d'une peinture ou enduit lavable.

L'éclairage de jour est assuré par des hublots de côté, par des verres prismatiques dans le pont ou par des claires-voies. Lorsqu'ils ne présentent pas de danger, il est établi sur chaque bord un nombre de hublots en rapport avec les dimensions des compartiments qu'ils éclairent.

L'éclairage de nuit est assuré au moyen d'appareils fixes.

L'échelle de descente et le capot doivent être d'un accès facile; le capot doit pouvoir être fermé hermétiquement pour empêcher l'eau de tomber dans le poste.

Un espace est réservé en dehors du poste ou dans le poste même pour recevoir les effets cirés.

Un moyen de chauffage est fourni pour chaque logement. Quand il y est installé un fourneau de cuisine, une ouverture spéciale est pratiquée pour dégager le produit de la combustion.

Une manche à air avec pavillon est placée en un endroit convenable pour introduire l'air frais. L'évacuation de l'air vicié est assurée par une autre manche, des champignons, cols de cygne ou tout autre moyen efficace.

Pour les navires de plaisance, le numéro 2 est remplacé par la disposition suivante :

N° 2. *Locaux.* — Les parois et les meubles sont recouverts d'une peinture ou d'un enduit lavables.

L'éclairage est assuré par des hublots de côté ou des verres prismatiques dans le pont et par des claires-voies.

L'échelle de descente et le capot doivent être d'un accès facile; le capot doit pouvoir être fermé hermétiquement pour empêcher l'eau de tomber dans le poste.

ART. 132. — Les navires en construction au moment de la publication du présent décret

seront soumis aux prescriptions des chapitres 1 à 11 du présent règlement s'ils ne sont pas mis en service dans un délai maximum de deux ans, à partir de la même date.

ART. 133. — La justification d'un permis de navigation ou d'un certificat reconnu équivalent audit permis ne sera exigée des navires étrangers embarquant des passagers dans un port français que six mois après la mise en vigueur de la loi.

ART. 134. — Le Ministre de la Marine et le Ministre du Commerce et de l'Industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Décret du 10 novembre 1908, désignant les ports où seront constituées les commissions de visite des navires de commerce instituées par la loi du 17 avril 1907 et ceux où il sera établi des services d'inspection de la navigation ⁽¹⁾.

Décret du 26 mars 1909, portant réorganisation du personnel des inspecteurs de la navigation maritime ⁽²⁾.

CHAPITRE 1^{er}. — Recrutement. — Effectif. — Cadre. — Avancement.

Attributions.

ARTICLE PREMIER. — Les inspecteurs de la navigation maritime sont des fonctionnaires civils assermentés. Ils sont chargés, sous l'autorité des administrateurs et des chefs de services de l'inscription maritime, d'assurer l'exécution de la loi du 17 avril 1907 et des règlements, décrets, arrêtés et instructions intervenus pour l'application de cette loi.

Recrutement et conditions d'admission.

ART. 2. — Les candidats à l'emploi d'inspecteur de la navigation maritime doivent satisfaire aux conditions ci-après :

1° Être pourvus, soit du brevet de capitaine au long cours, ordinaire ou supérieur, soit du brevet supérieur de maître au cabotage;

2° Avoir droit à une pension de la caisse des invalides ou réunir le nombre d'années de navigation ou de services nécessaires pour pouvoir acquérir des droits à une pension de cette nature, au titre de l'article 2 (3°) de la loi du 14 juillet 1908;

3° Être âgés de moins de cinquante-cinq ans;

4° Justifier de quatre ans de commandement à la mer;

5° N'avoir pas cessé de naviguer depuis plus de cinq ans.

A partir du grade de lieutenant de vaisseau, les officiers de la marine militaire en retraite ayant moins de cinquante-cinq ans d'âge, qui ne seraient pas titulaires du brevet de capitaine au long cours, peuvent, au besoin, être nommés inspecteurs de la navigation, à la condition d'avoir exercé une période réglementaire de commandement à la mer et d'être rayés des contrôles de l'activité depuis moins de cinq ans.

Les candidats doivent en outre être reconnus aptes à l'emploi qu'ils sollicitent à la suite d'une épreuve dont les conditions seront fixées par un arrêté du ministre de la marine, rendu après avis du ministre du commerce et de l'industrie.

Conditions d'indépendance.

ART. 3. — Il est interdit aux inspecteurs de la navigation maritime :

1° De remplir aucune autre fonction, rétribuée ou non, de faire acte de commerce et de recevoir une rémunération quelconque, pour quelque service que ce soit;

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 27 novembre 1908, p. 8010.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 28 mars 1909, p. 3170.

2° De prendre ou de conserver des intérêts, directs ou indirects, dans les entreprises placées sous leur contrôle;

3° D'adhérer à des syndicats ou associations professionnelles dont feraient partie les catégories de personnes qu'ils sont appelés à contrôler.

Les inspecteurs de la navigation maritime ne peuvent être appelés à servir dans les quartiers où le département de la marine jugerait qu'à raison de leurs fonctions antérieures ils risquent de ne pas exercer leurs attributions nouvelles avec autorité et indépendance.

Tenue.

ART. 4. — La tenue ou les insignes dont les inspecteurs de la navigation maritime devront être revêtus en service seront réglés par un arrêté ministériel.

ART. 5. — Le cadre des inspecteurs de la navigation maritime comprend 50 fonctionnaires, répartis en 4 classes, conformément au tableau ci-après :

Inspecteurs de 1 ^{re} classe.....	8
Inspecteurs de 2 ^e classe.....	18
Inspecteurs de 3 ^e classe.....	18
Inspecteurs de 4 ^e classe.....	6

Nomination et avancement.

ART. 6. — L'entrée dans le cadre des inspecteurs de la navigation maritime a lieu par la dernière classe.

L'avancement des inspecteurs de la navigation de la 1^{re} classe a lieu exclusivement au choix; celui de la 4^e à la 3^e et de la 3^e à la 2^e se fait moitié au choix, moitié à l'ancienneté.

Les notes et propositions pour l'avancement sont établies par l'administrateur du quartier de la résidence des intéressés, revêtues de l'appréciation du chef du service de l'inscription maritime et transmises au Ministre de la marine par le préfet maritime qui joint son avis.

Un tableau d'avancement est arrêté chaque année par le ministre, après avis d'une commission de classement, composée du directeur de la navigation et des pêches maritimes, président; du sous-directeur, de deux chefs du service de l'inscription maritime et d'un inspecteur de la navigation de 1^{re} classe, désigné par le ministre. Aucun inspecteur ne peut recevoir d'avancement au choix, s'il n'est porté sur ce tableau.

Les inspecteurs de 2^e et 3^e classe ne peuvent être portés au tableau d'avancement pour la classe supérieure s'ils ne réunissent au moins deux ans de services dans la classe qu'ils occupent.

Les inspecteurs de 4^e classe ne peuvent être portés au tableau d'avancement pour la classe supérieure, s'ils n'ont un an de services dans la classe qu'ils occupent.

CHAPITRE II. — Régime disciplinaire.

Subordination. — Organisation du service.

ART. 7. — Les inspecteurs de la navigation maritime relèvent, pour l'ensemble de leurs attributions, de l'autorité des chefs du service de l'inscription maritime; ils sont placés, pour les détails de leur service, sous les ordres directs de l'administrateur de l'inscription maritime du quartier de leur résidence. Toutefois, ceux qui étendent leur juridiction à plusieurs quartiers prennent les ordres de l'administrateur de chacun de ces quartiers, pour les opérations qu'ils accomplissent dans le ressort de sa circonscription.

Dans les ports où exercent plusieurs inspecteurs, les conditions dans lesquelles ces fonctionnaires se partagent le service sont réglées par l'administrateur, chef du quartier.

Lorsqu'un service d'inspection comprend plusieurs quartiers, son fonctionnement est réglé par le chef du service de l'inscription maritime.

Les inspecteurs de la navigation maritime résident dans la localité qui leur est assignée par le ministre de la marine.

Peines disciplinaires.

ART. 8. — Le régime disciplinaire applicable aux inspecteurs de la navigation maritime comporte les peines suivantes :

1° La réprimande;

- 2° Le blâme avec inscription au calepin de notes;
- 3° La radiation du tableau d'avancement;
- 4° La suspension avec privation de traitement, pendant un temps qui ne pourra excéder trente jours;
- 5° La rétrogradation d'une ou plusieurs classes;
- 6° La révocation.

A l'exception de la réprimande, qui est infligée par le chef du service de l'inscription maritime, les différentes peines sont prononcées par le ministre de la marine, sur la proposition des chefs du service et après avis du préfet maritime; elles sont portées au calepin du fonctionnaire intéressé.

Conseil de discipline.

ART. 9. — Les peines prévues à l'article précédent, à l'exception des trois premières, sont prononcées après avis d'un conseil de discipline qui est constitué par le ministre de la marine de la manière suivante :

- 1 chef du service de l'inscription maritime;
- 2 administrateurs principaux de l'inscription maritime;
- 2 inspecteurs de la navigation maritime, d'une classe supérieure à celle de l'intéressé ou plus anciens dans la même classe.

Cette condition n'est pas imposée si l'intéressé est l'un des deux plus anciens inspecteurs de la classe la plus élevée.

Les membres du conseil de discipline sont choisis, de préférence, en dehors de la résidence de l'intéressé.

Lorsque le chef du service de l'inscription maritime estime qu'un inspecteur de la navigation doit être déféré à un conseil de discipline, il fait un rapport au ministre. Ce rapport est communiqué à l'intéressé, qui peut y joindre, dans un délai de quarante-huit heures, ses explications écrites; il est ensuite transmis au ministre par le préfet maritime, qui y joint son avis.

Le ministre de la marine constitue, s'il y a lieu, le conseil de discipline et fixe le lieu et la date de sa réunion. Cette décision est communiquée à l'intéressé.

Quarante-huit heures avant la séance du conseil, le dossier complet de l'affaire est tenu sur place à la disposition de l'intéressé ou de son représentant. L'intéressé et son représentant sont admis à présenter des observations devant le conseil de discipline. Le conseil reçoit, en outre, ou provoque tous témoignages utiles. Il émet ensuite son avis au scrutin secret.

Licenciement pour incapacité.

ART. 10. — Les inspecteurs de la navigation maritime subissent tous les deux ans une inspection qui a pour objet de constater s'ils ont conservé l'aptitude nécessaire à l'exercice de leurs fonctions.

Cette inspection a lieu dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel prévu au dernier paragraphe de l'article 2 du présent décret.

Les propositions de licenciement établies à la suite de cette inspection sont communiquées à l'intéressé, qui a un délai de trois jours francs pour produire toutes les observations qu'il jugera utiles; le dossier est ensuite adressé au chef du service de l'inscription maritime, puis transmis par le préfet maritime au ministre de la marine, qui prononce.

CHAPITRE III. — Traitements et allocations diverses.

Traitements.

ART. 11. — Les inspecteurs de la navigation maritime des différentes classes reçoivent les émoluments ci-après :

Inspecteur de 1 ^{re} classe.....	5.000 fr.
Inspecteur de 2 ^e classe.....	4.000
Inspecteur de 3 ^e classe.....	3.000
Inspecteur de 4 ^e classe.....	2,500

Frais de déplacement.

ART. 12. — En cas de déplacement pour le service, hors du port de leur résidence, les inspecteurs de la navigation maritime reçoivent des indemnités de route et de séjour calculées d'après les dispositions du décret sur les frais de route et de séjour du personnel de la marine.

Ces indemnités sont égales, pour les inspecteurs des deux premières classes à celles qui sont allouées aux officiers d'un grade assimilé à capitaine de corvette, pour les inspecteurs des deux dernières classes à celles qui sont allouées aux lieutenants de vaisseau.

Cas de maladie.

ART. 13. — En cas de maladie, les inspecteurs sont admis dans les hôpitaux et traités, dans les conditions d'assimilation, indiquées à l'article précédent, d'après les règles fixées par le décret sur la solde des officiers, fonctionnaires et agents divers du département de la marine.

Congés et permissions.

ART. 14. — Des permissions et des congés peuvent être accordés aux inspecteurs de la navigation dans les conditions qui régissent le personnel de la marine.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires.

Capitaines visiteurs.

ART. 15. — Les capitaines visiteurs nommés par application de l'article 6 de la loi du 9-13 août 1791 et en fonctions au jour de la mise en vigueur de la loi du 17 avril 1907, peuvent être nommés inspecteurs de la navigation maritime, bien que ne réunissant pas les conditions de navigation et de commandement stipulées à l'article 2 ci-dessus.

Ils peuvent également être adjoints aux inspecteurs, dans les ports où les besoins du service le comportent. Le traitement qui leur est attribué, dans ce cas, est celui d'inspecteur de 3^e classe. Les dispositions des articles 3, 4, 7, 8, 9, 10, 13 et 14 ci-dessus leur sont applicables.

Exceptions concernant la première formation du corps.

ART. 16. — Pour la première formation, les conditions fixées par l'article 9 de la loi du 17 avril 1907 sont seules exigées des candidats à l'emploi d'inspecteur de la navigation. Ils ne doivent pas, toutefois, être âgés de plus de soixante-deux ans révolus au 1^{er} janvier 1909 et peuvent être nommés directement aux trois dernières classes suivant leurs services antérieurs, leur âge ou leurs capacités.

La répartition par classes, fixée à l'article 5 du présent décret, est réalisée progressivement, par des avancements donnés dans les conditions de l'article 6, et dans la limite des crédits budgétaires.

Pendant les trois premières années d'application du présent décret, l'inspecteur de la navigation membre de la commission de classement instituée par l'article 6, paragraphe 4 ci-dessus, sera un inspecteur de 3^e classe.

ART. 17. — Le ministre de la marine, le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Rapport et décret du 18 mars 1909 complétant le décret du 9 juin 1906 relatif à l'organisation des Conseils de discipline des services extérieurs des postes et des télégraphes ⁽¹⁾.

Monsieur le Président, le décret du 16 novembre 1901 qui a institué au Sous-Secrétariat d'État des postes et des télégraphes un conseil de discipline et le décret

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 19 mars 1909, p. 2814.

du 9 juin 1906, qui a modifié la compétence de ce conseil et créé des conseils régionaux ont eu pour but d'accorder au personnel des services extérieurs de l'Administration postale les garanties nécessaires d'une impartiale justice, en lui donnant la connaissance complète des dossiers disciplinaires, en lui fournissant les moyens de se défendre en toute liberté et en faisant entrer dans les conseils des représentants élus de la catégorie à laquelle appartient l'agent poursuivi.

Mais, dans la pensée de l'Administration, ces conseils de discipline affectés à l'examen des fautes professionnelles ou des écarts individuels ne pouvaient être appelés à formuler un avis sur la cessation concertée du service. L'idée d'une semblable grève aurait paru injurieuse au personnel qui proclamait l'attachement absolu à ses devoirs et affirmait sa volonté de les remplir.

Malheureusement, les incidents actuels démentent ces prévisions optimistes et montrent qu'il est indispensable d'affirmer d'une manière précise les droits du Ministre en présence d'une situation qui met en péril un service public essentiel.

On ne saurait, en effet, tolérer qu'un grand service public, comme celui des postes, des télégraphes et des téléphones, soit interrompu, même partiellement, et qu'une défection concertée du personnel jette le trouble dans la vie économique du pays, menace ses intérêts généraux et, en supprimant les relations avec l'étranger, risque même de compromettre la défense nationale.

Un pareil état de choses crée au Gouvernement des devoirs et des responsabilités auxquels il ne peut se soustraire.

Il n'est pas question de porter atteinte aux garanties que les décrets de 1901 et de 1906 ont accordées au personnel, et qui sont si étendues au point de vue de la procédure et de la défense qu'aucune autre Administration de l'Etat n'en comporte de plus importantes; il s'agit seulement d'appliquer à une situation exceptionnelle une procédure particulière.

Il importe que le Ministre puisse, sans délai, prononcer d'office et sous sa responsabilité, les peines nécessaires pour réprimer l'indiscipline collective et assurer l'exécution d'un service public indispensable à la vie de la nation.

En conséquence, j'ai l'honneur, monsieur le Président, de soumettre à votre haute approbation le projet de décret ci-joint ayant pour objet d'insérer, dans le décret du 9 juin 1906, un article additionnel donnant le droit au Ministre, en cas de refus de service collectif ou concerté, de prononcer les peines disciplinaires qui lui paraissent nécessaires.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

*Le Ministre des travaux publics,
des postes et des télégraphes,*

LOUIS BARTHOU.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 23 avril 1883, organisant les services extérieurs de l'Administration des postes et des télégraphes;

Vu les décrets du 16 novembre 1901 ⁽¹⁾ et du 9 juin 1906 ⁽²⁾, instituant au Sous-Secrétariat d'Etat des postes et des télégraphes des conseils de discipline;

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 21 novembre 1901, p. 7292.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 9 juin 1906, p. 3953.

Les articles 1, 5 et 10 de ce décret sont ainsi conçus :

ARTICLE PREMIER. — Les peines disciplinaires dont peuvent être passibles les fonctionnaires,

Sur la proposition du Ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 9 juin 1906 est complété ainsi qu'il suit :

« ART. 11 bis. — En cas de refus collectif ou concerté de service, les peines du 2° et du 3° degré sont prononcées directement par le Ministre ou par le Sous-Secrétaire d'Etat conformément aux distinctions édictées par l'article 4. »

ART. 2. — Le Ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret.

**Décret du 3 avril 1909
relatif à l'organisation du corps de l'inspection du travail ⁽¹⁾.**

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1, 2, 5 du décret du 17 mai 1905, modifié par les décrets des 11 juillet 1906 et 19 mars 1908, relatifs à l'organisation du corps des inspecteurs du travail, sont remplacés par les dispositions ci-après :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre des inspecteurs du travail est fixé comme suit :

- 11 inspecteurs divisionnaires.
- 110 inspecteurs départementaux.
- 18 inspectrices départementales.

ART. 2. — (Délimitation des circonscriptions).

ART. 3. — (Classes de traitements).

ART. 2. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

agents, sous-agents titulaires ou auxiliaires et les ouvriers commissionnés des services extérieurs des postes et des télégraphes sont ainsi gradués :

a) Peines du premier degré : ;

b) Peines du deuxième degré :

L'avertissement comminatoire infligé par le Ministre ou par le Sous-Secrétaire d'Etat;

La suspension de fonctions appliquée à titre disciplinaire pour une durée limitée aux sous-agents titulaires ou auxiliaires et aux ouvriers commissionnés;

Le changement de bureau ou de service dans la même résidence sans diminution de traitement;

c) Peines du troisième degré :

Le changement de résidence sans diminution de traitement;

Le changement de résidence et de service sans diminution du traitement;

La déchéance de traitement ou de grade sans changement de résidence;

Le changement de service ou de résidence avec diminution de traitement;

La mise en disponibilité et la mise à la retraite d'office par mesure disciplinaire;

La révocation pour les titulaires et l'exclusion pour les auxiliaires.

ART. 5. — Des conseils de discipline régionaux sont obligatoirement appelés à donner leur avis sur la suite que comportent les propositions tendant à l'application d'une des peines du deuxième degré à l'égard d'agents, de sous-agents ou d'ouvriers compris dans une des sept dernières catégories de personnel définies à l'article 14 (grades inférieurs).

ART. 10. — Il est institué au Sous-Secrétariat d'Etat des postes et des télégraphes un Conseil central de discipline.

Ce conseil doit obligatoirement donner son avis sur la suite que comportent les propositions tendant à l'application de peines du deuxième degré ou du troisième degré à l'égard des fonctionnaires ou agents compris dans une des quatre premières catégories définies à l'article 14 (grades supérieurs) et, en ce qui concerne l'ensemble du personnel, toutes les fois que la peine proposée est du troisième degré.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 7 avril 1909, p. 3672.

Décret du 30 avril 1909 modifiant le décret du 28 mars 1902 en ce qui concerne la durée du travail des hommes adultes dans les imprimeries typographiques, lithographiques et en taille-douce ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Le tableau compris dans l'article 1^{er} du décret du 28 mars 1902 ⁽²⁾ est, dans son paragraphe 8°, modifié comme suit :

DÉSIGNATION DES TRAVAUX.

LIMITES D'AUGMENTATION
de durée du travail effectif journalier.

8° Travail du personnel des imprimeries typographiques, lithographiques et en taille-douce.....	{	Une heure au delà de la limite fixée par l'article 1 ^{er} , § 1 ^{er} , de la loi du 9 septembre 1848. Maximum annuel : pour les imprimeries typographiques et lithographiques, 50 heures; pour les imprimeries en taille-douce, 100 heures.
---	---	---

ART. 2. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Décret du 30 avril 1909 modifiant le décret du 14 mars 1903, modifié par les décrets des 27 janvier ⁽³⁾ et 4 août 1904 ⁽⁴⁾ et du 24 juin 1907 ⁽⁵⁾, portant réorganisation du Conseil supérieur du travail ⁽⁶⁾.

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du décret du 14 mars 1903 est modifié comme suit :

Le conseil est composé de 72 membres, savoir :

29 membres nommés par les patrons dans les conditions fixées dans les articles 5 et suivants;

29 membres nommés par les ouvriers et employés dans les conditions fixées dans les articles 6 et suivants;

3 sénateurs élus par le Sénat;

5 députés élus par la Chambre des députés;

1 membre de la Chambre de commerce de Paris, désigné par cette Chambre;

1 membre élu par les commissions administratives ou conseils d'administration des bourses du travail;

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 6 mai 1909, p. 4907.

⁽²⁾ Voir *Bull.*, mai 1902, p. 340. — L'article 1^{er} du décret du 28 mars 1902 est ainsi conçu : « La durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes peut, pour les travaux désignés au tableau suivant et conformément à ses indications, être élevée au-dessus des limites respectivement fixées par l'article 1^{er} de la loi du 29 septembre 1848, en ce qui concerne les établissements ou parties d'établissements industriels n'employant dans les mêmes locaux que des hommes, et par l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, en ce qui concerne les établissements ou parties d'établissements industriels employant dans les mêmes locaux des hommes adultes et des enfants, des filles mineures ou des femmes (suit le tableau). »

⁽³⁾ *Bulletin*, février 1904, p. 152.

⁽⁴⁾ *Bulletin*, août 1904, p. 734.

⁽⁵⁾ *Bulletin*, juillet 1907, p. 709.

⁽⁶⁾ *Journal officiel* du 1^{er} mai 1909, p. 4666. — Les modifications et additions apportées par le nouveau décret sont en italiques.

1 membre élu par les associations ouvrières de production satisfaisant aux conditions qui seront déterminées par arrêté ministériel;

3 membres choisis par le Ministre parmi les membres de l'Institut et les professeurs de la Faculté de droit de l'Université de Paris.

ART. 2. — L'article 5 du décret précité est modifié comme suit :

« Les 29 délégués élus par les patrons se répartissent en trois séries :

1° 19 délégués élus, dans les conditions déterminées aux articles 8 et 9, par les membres des chambres de commerce et ceux des chambres consultatives des arts et manufactures;

2° 2 agriculteurs membres du Conseil supérieur de l'agriculture élus par ce Conseil;

3° 8 conseillers prud'hommes patrons élus dans les conditions fixées par l'article 7.

ART. 3. — L'article 6 du décret précité est modifié comme suit :

« Les 29 délégués élus par les ouvriers et employés se répartissent en deux séries :

1° 21 délégués élus dans les conditions déterminées aux articles 10, 11, 12 et 13, par les syndicats ouvriers;

2° 8 conseillers prud'hommes ouvriers élus dans les conditions fixées par l'article 7.

ART. 4. — Au premier alinéa de l'article 7 du décret précité, les mots « les conseils de prud'hommes siégeant à Paris » sont remplacés par « les cinq sections du Conseil de prud'hommes de Paris ».

Au troisième alinéa du même article, les mots « l'une, les membres patrons, l'autre, les membres ouvriers des conseils » sont remplacés par les mots « l'une, les membres patrons, l'autre, les membres ouvriers des cinq sections du Conseil ».

ART. 5. — Le premier alinéa de l'article 10 du décret précité est modifié comme suit :

« Pour procéder à l'élection de leurs vingt et un représentants, les syndicats d'ouvriers et d'employés sont répartis dans les vingt et un groupes professionnels ci-après :

-
- | | |
|-------|---|
| 18. } | Administrations privées et commerces autres que ceux de l'alimentation; |
| 19. } | |
| 20. | Forêts, pépiniéristes, horticulteurs; |
| 21. | Agriculture ». |

ART. 6. — A l'article 14 du décret précité, après les mots « des syndicats ouvriers », il est ajouté : « des bourses du travail et des associations ouvrières de production ».

ART. 7. — Au premier alinéa de l'article 15 du décret précité, le nombre « 54 » est remplacé par le nombre « 58 ».

ART. 8. — Les 2° et 3° alinéas de l'article 17 sont modifiés comme suit :

La Commission permanente élit deux présidents, l'un pris parmi les membres patrons, l'autre parmi les membres ouvriers; ils président alternativement les séances.

« La Commission a à sa disposition les secrétaires et secrétaires-adjoints du Conseil supérieur.

« Elle se réunit jusqu'à la clôture des travaux entrepris.

ART. 9. — A l'article 18 du décret précité, dans la seconde phrase du premier alinéa, les mots « dans un rapport d'ensemble au Conseil supérieur » sont remplacés par les mots « devant le Conseil ».

Au même article, la troisième phrase du premier alinéa est ainsi rédigée :

« Elle peut aussi, à la demande du Ministre, *donner son avis* sur les causes et circonstances d'une grève ou d'une coalition patronale. »

Au même article, après le premier alinéa, il est inséré l'alinéa suivant, qui devient le second alinéa :

« Pour chaque question à soumettre au Conseil supérieur du travail, la Commission permanente peut, soit désigner un rapporteur unique, soit à la demande des membres patrons ou des membres ouvriers, désigner deux rapporteurs, l'un pour soutenir l'avis de la majorité, l'autre pour soutenir l'avis de la minorité. »

ART. 10. — Il est ajouté à la fin de l'article 19 les deux alinéas nouveaux suivants :

« Cette résolution est adoptée à la majorité des votants.

« Sur la demande de la moitié des membres patrons ou de la moitié des membres ouvriers présents, le compte rendu doit faire connaître, en même temps que le résultat du scrutin, le nombre des membres patrons, le nombre des membres ouvriers et le nombre des autres membres qui composent la majorité et la minorité ou qui se sont abstenus. »

ART. 11. — L'article 20 du décret précité est modifié comme suit :

« Les élus des syndicats ouvriers, des conseils de prud'hommes, *des bourses du travail et des associations ouvrières de production* ont droit aux allocations suivantes :

« Pour les sessions du Conseil supérieur du travail :

« Ceux qui résident hors du département de la Seine : 1° à une indemnité de 15 francs par jour pendant la durée des sessions du Conseil supérieur auxquelles ils assistent; 2° à des frais de déplacement s'élevant à 0 fr. 15 par kilomètre de la distance par voie ferrée entre Paris et la gare la plus voisine de leur résidence;

Ceux qui habitent le département de la Seine, à une indemnité de 10 francs pour chaque journée où ils assistent aux séances du Conseil supérieur.

« Pour chacune des séances de la Commission permanente tenues en dehors des sessions du Conseil supérieur : 1° à un jeton de présence de 5 francs; 2° *s'ils résident hors du département de la Seine, au remboursement de la somme effectivement payée par eux pour le parcours par voie ferrée, aller et retour, en seconde classe, entre la gare la plus voisine de leur résidence et Paris.* »

ART. 12. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret.

Décrets créant ou réorganisant des conseils de prud'hommes.

I. Création d'un conseil de prud'hommes :

Decazeville, 30 avril 1909 (*Journal officiel* du 2 mai 1909, p. 4683).

II. Réorganisation de conseils de prud'hommes avec création de sections de commerce :

Rouen, 21 octobre 1908 (*Journal officiel* du 23 octobre 1908, p. 7257).

Toulouse, 19 décembre 1908 (*Journal officiel* du 24 décembre 1908, p. 8872).

Dijon, 3 février 1909 (*Journal officiel* du 5 février 1909, p. 1246).

Montluçon, 3 février 1909 (*Journal officiel* du 5 février 1909, p. 1248).

Niort, 9 février 1909 (*Journal officiel* du 12 février 1909, p. 1437).

Bordeaux, 11 mars 1909 (*Journal officiel* du 15 mars 1909, p. 2665).

Thiers, 17 mars 1909 (*Journal officiel* du 21 mars 1909, p. 2841).

III. Réorganisation de conseils de prud'hommes sans section du commerce :

Châlons-sur-Marne, 10 décembre 1908 (*Journal officiel* du 14 décembre 1908, p. 8565).

Darnétal, 19 décembre 1908 (*Journal officiel* du 23 décembre 1908, p. 8839).

Hazebrouck, 19 décembre 1908 (*Journal officiel* du 24 décembre 1908, p. 8875).

Fécamp, 25 janvier 1909 (*Journal officiel* du 27 janvier 1909, p. 853).

Rennes, 27 janvier 1909 (*Journal officiel* du 30 janvier 1909, p. 966).

Fougères, 3 février 1909 (*Journal officiel* du 5 février 1909, p. 1249).

Charlieu, 24 février 1909 (*Journal officiel* du 26 février 1909, p. 1982).

Saint-Dié, 24 février 1909 (*Journal officiel* du 26 février 1909, p. 1982).

Roanne, 5 avril 1909 (*Journal officiel* du 7 avril 1909, p. 3651).

Saint-Chamond, 5 avril 1909 (*Journal officiel* du 7 avril 1909, p. 3652).

Aubusson, 14 avril 1909 (*Journal officiel* du 17 avril 1909, p. 3977).

Carcassonne, 30 avril 1909 (*Journal officiel* du 2 mai 1909, p. 4682).

Castres, 30 avril 1909 (*Journal officiel* du 2 mai 1909, p. 4682).

Circulaire, du 31 mars 1909, du Ministre du travail et de la prévoyance sociale aux directeurs des Caisses d'épargne sur la diffusion des livrets d'épargne scolaire.

(EXTRAITS.)

Par une circulaire en date du 9 mars 1904, un de mes prédécesseurs a signalé aux conseils des directeurs des Caisses d'épargne l'intérêt de la diffusion des livrets d'épargne scolaires, et leur a notamment recommandé, dans ce but, l'allocation aux instituteurs de primes destinées à encourager leur zèle et basées, par exemple, sur le nombre des livrets scolaires ouverts par leurs soins. M. le Ministre de l'instruction publique a porté ces instructions à la connaissance du personnel des écoles publiques, en lui recommandant de montrer aux élèves le profit qu'ils peuvent tirer de l'institution des Caisses d'épargne. Ce double appel a été entendu et des résultats appréciables ont été obtenus dans un certain nombre de Caisses d'épargne.

En vue de répondre à un vœu récent de la Commission supérieure des Caisses d'épargne, et après entente avec M. le Ministre de l'instruction publique, je dois appeler l'attention des Caisses d'épargne sur l'avantage qu'elles auraient, pour assurer le développement de leurs opérations scolaires, à allouer des primes aux instituteurs dans les conditions admises, pour la Caisse nationale d'épargne, par un arrêté de M. le Ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes en date du 18 février 1908. Aux termes de cet arrêté, il est alloué aux instituteurs et institutrices publiques qui dirigent une caisse d'épargne scolaire, pour les versements qu'ils effectuent à la Caisse nationale d'épargne au nom de leurs élèves : 1° dix centimes pour chaque premier versement; 2° deux centimes pour chaque versement ultérieur. Ces allocations, d'après les instructions arrêtées pour la Caisse nationale d'épargne, sont liquidées annuellement, en fin d'exercice. Lorsque, par suite de mutation, retraite, démission, ou pour toute autre cause, un instituteur quitte l'école à titre définitif dans le courant de l'année, il provoque avant son départ le paiement des allocations qui lui sont acquises.

Je dois ajouter que plusieurs Caisses d'épargne ont déjà mis en pratique ce mode d'allocation. J'ai tout lieu de penser que cet exemple sera suivi et que toutes les Caisses d'épargne voudront s'associer à ce mouvement en faveur de l'épargne scolaire. M. le Ministre de l'instruction publique s'est déclaré tout disposé, de son côté, à adresser de nouvelles instructions aux Inspecteurs d'académie en vue d'assurer la collaboration des instituteurs aux opérations d'épargne scolaire effectuées par les Caisses d'épargne ordinaires.

En dehors des encouragements aux instituteurs, la circulaire du 9 mars 1904 avait recommandé l'allocation, aux titulaires des livrets scolaires eux-mêmes, de primes qui paraissent devoir être proportionnées, de préférence, au nombre des versements. Ces diverses allocations rentrent dans les termes du paragraphe 47 de l'instruction du 14 mars 1893 et du paragraphe 18 de l'instruction du 20 décembre 1895 qui admettent l'affectation de sommes peu élevées à des emplois propres à stimuler l'épargne et à accroître le nombre des déposants. Mon Administration ne saurait fixer *a priori* une limite précise à la dépense totale qui peut être réservée par chaque Caisse d'épargne à ces divers encouragements. Il appartiendra toutefois aux Conseils des directeurs de prendre leurs dispositions pour que ces allocations, intéressantes en principe, ne puissent, comme le fait s'est parfois produit, donner lieu à des abus, et pour concilier le souci du développement de l'épargne scolaire avec les intérêts d'une bonne gestion. Ils devront veiller, en tout cas, à ce que les dépenses résultant de ces allocations ne puissent être prélevées, comme les autres dépenses, que sur le produit des bonifications allouées par la Caisse des dépôts et consignations, conformément à l'article 8 de la loi du 20 juillet 1895.

J'ai à peine besoin de rappeler que les versements scolaires peuvent être effectués soit en numéraire, soit au moyen de bons ou timbres d'épargne, suivant le procédé admis par le paragraphe 6 de l'article 8 de la loi du 20 juillet 1895 et recommandé par la circulaire du 9 mars 1904. Les bons ou timbres émis par la Caisse d'épargne sont apposés sur des bulletins; l'instituteur se borne à faire le relevé de ces bulletins et à les remettre, dès que le montant atteint 1 franc, versement minimum autorisé, à la Caisse d'épargne qui ouvre un compte au nom de l'élève ou bien porte ces sommes au compte déjà ouvert.

J'aime à croire que, grâce à ces indications et à ces facilités, les Caisses d'épargne donneront une impulsion nouvelle à l'épargne scolaire. Elles réaliseront ainsi un double et précieux résultat : en même temps que l'accroissement de leur clientèle, elles assureront, dès l'enfance, le développement des idées et des habitudes de prévoyance.

Circulaire du 10 avril 1909, du Ministre des Travaux publics aux Administrateurs des Compagnies de chemins de fer, relative à l'organisation du travail des agents des chemins de fer ⁽¹⁾.

Mon arrêté du 9 mai 1906 ⁽²⁾ stipule que la durée du travail ne doit pas dépasser quatre-vingt-dix heures, pour les mécaniciens et chauffeurs, et cent quarante heures, pour les agents des trains, sur des périodes respectives de neuf et de quatorze jours consécutifs quelconques : cette disposition avait pour but de faire porter le maximum de dix heures de la durée moyenne du travail journalier sur les journées effectives de travail, c'est-à-dire d'exclure du calcul de cette moyenne les jours de repos réglementaires qui, aux termes des arrêtés du 4 novembre 1899, doivent avoir lieu en moyenne tous les dix jours pour les mécaniciens et chauffeurs, et tous les quinze jours pour les agents des trains. Le résultat que je poursuivais aurait été obtenu, si les jours de repos avaient été régulièrement donnés à des intervalles de dix et de quinze jours, et ainsi une sérieuse amélioration aurait été réalisée sur la situation créée par les arrêtés susvisés, d'après lesquels la moyenne, au contraire, devait porter sur toutes les journées sans exception.

En fait, l'expérience a démontré que, d'une manière générale, ce but n'a pas été atteint. En avançant d'une journée les repos réglementaires, c'est-à-dire en les attribuant à des intervalles de neuf et de treize jours, on a pu obtenir, au total, le même nombre d'heures de travail dans l'année, et la modification n'a eu, dans ce cas, d'autres résultats que de donner aux agents quelques repos de plus, quatre pour les mécaniciens, deux pour les agents des trains, au prix d'un léger relèvement de la moyenne des journées effectives de travail : neuf minutes pour les premiers et trois minutes pour les seconds.

La difficulté d'établir la moyenne uniquement sur les journées effectives de travail provient de l'obligation où l'on se trouve, dans les chemins de fer, de faire prendre le service aux agents à tout instant de la journée sans pouvoir toujours, comme dans le travail d'usine, disposer les grands repos de façon à laisser entièrement libre un jour civil de minuit à minuit. Mais il serait possible d'obtenir un résultat sensiblement équivalent, en stipulant que la durée du travail par décade et par quinzaine, suivant la catégorie d'agents, sera de quatre-vingt-dix heures et de cent quarante heures.

Si une telle formule est susceptible d'entraîner une diminution importante du rendement du personnel, lorsque les circonstances obligent à reculer le grand repos réglementaire, puisque alors la moyenne du travail serait abaissée à neuf heures par journée de travail, on obtiendrait néanmoins une règle assez souple, en faisant porter le décompte des heures de travail sur une période suffisamment longue pour comprendre nécessairement le nombre de repos réglementaires prescrits par les arrêtés.

Or, depuis l'établissement du régime de repos équivalent au repos hebdomadaire, le personnel de toute catégorie bénéficie de trois repos par mois. Une période de trente jours comprendra donc presque toujours les trois repos décadaires des mécaniciens et chauffeurs et les deux repos de quinzaine des agents des trains.

Dans ces conditions, sans abroger et sans changer les formules définies par les arrêtés en vigueur, je désire très vivement que l'organisation du service soit étudiée, à l'avenir, de telle manière que la durée totale du travail, sur une période de trente jours consécutifs, ne dépasse pas, autant que possible, deux cents soixante-dix heures pour les mécaniciens et chauffeurs, et deux cents quatre-vingts heures pour les agents des trains. Je vous prie donc de vous appliquer à réaliser cette amélioration, au fur et à mesure que les conditions de l'exploitation vous en donneront la possibilité.

D'autre part, j'ai dû fréquemment, à l'occasion des décisions approbatives des roulements, appeler l'attention des compagnies sur deux questions fort importantes pour le personnel : celle des repas au cours des longues périodes de travail et celle relative à la position à donner aux grands repos.

En ce qui concerne la première, mes décisions recommandaient à la fois de ne pas laisser les agents, pendant une durée de plus de sept à huit heures, sans avoir la possibilité de prendre un repas et de mentionner ce repas sur les roulements.

⁽¹⁾ *Journal Officiel* du 11 avril 1909, p. 3896.

⁽²⁾ *Bulletin*, juillet 1906, p. 735.

En ce qui touche la seconde, elles signalaient l'intérêt qu'il y avait à placer, autant que possible, les grands repos sur deux nuits consécutives, de façon à les faire commencer vers deux heures du matin au plus tard et à ne faire reprendre le service que le lendemain ou le surlendemain dans la matinée, afin de permettre aux agents de disposer d'une journée franche et d'avoir encore une nuit de repos avant de se remettre au travail.

Je me plais à reconnaître que ces recommandations, auxquelles j'attachais un intérêt particulier, ont déjà produit d'heureux résultats; mais des faits nombreux, attestés par le contrôle, m'ont démontré qu'un nouvel effort dans ce sens est encore nécessaire, notamment dans l'organisation des services facultatifs.

Des formules impératives risqueraient de ne pas répondre, par leur précision rigoureuse, à tous les cas de la pratique, et parfois, peut-être d'entraîner la modification de services satisfaisants. Cette double considération m'a conduit à leur préférer l'examen des cas d'espèce, mais mes intentions n'en doivent pas moins conserver à vos yeux toute leur sérieuse importance, et vos efforts tendre à leur réalisation.

J'insiste donc pour que les agents chargés d'étudier les roulements ou d'organiser les services facultatifs ne perdent jamais de vue ces deux questions, et que les roulements repris, journée par journée, améliorent à cet égard la situation actuelle dans tous les cas où cette amélioration sera nécessaire. Il vous appartiendra de prendre les mesures utiles pour que ces recommandations soient observées.

Enfin, j'estime qu'il conviendrait d'augmenter la durée des grands repos des agents des trains qui, d'après l'arrêté en vigueur, sont simplement astreints à ne pas être inférieurs au minimum de vingt-quatre heures. Si l'on s'en tenait strictement à cette limite, ces agents seraient, depuis l'application du repos hebdomadaire, dans une situation notablement inférieure à celle de leurs collègues des autres services. Une semblable conséquence ne tiendrait pas compte de la nature particulière de leur travail et des intentions de l'arrêté qui le régleme. Je vous invite donc à vous efforcer, dorénavant, d'augmenter ces repos de façon à leur donner une durée moyenne de trente heures sur trois grands repos consécutifs quelconques.

Lettre du Ministre du travail, du 9 septembre 1908, relative au droit des délégués mineurs d'entrer dans les exploitations même pendant le chômage de celles-ci ⁽¹⁾.

L'entrée des mines de... — en chômage depuis le 5 août dernier — ayant été refusée au délégué mineur qui venait faire sa visite réglementaire, vous m'avez demandé de vous faire connaître mon avis sur la décision de l'exploitant.

J'ai l'honneur de vous informer que le silence de la loi de 1890 doit être juridiquement interprété dans le sens contraire à celui qu'a soutenu l'exploitant. On pourrait peut-être estimer qu'une considération d'espèces doit permettre de trancher ce différend et distinguer entre le cas où la grève totale ne laisse descendre aucun mineur et le cas où la grève partielle laisse descendre des mineurs, pour décider, dans le premier cas, que le délégué doit suspendre ses visites, et dans le second cas, qu'il doit les continuer. Aux termes de votre lettre qui m'indique que la grève est partielle et que des ouvriers continuent le travail, le délégué mineur aurait incontestablement, d'après la théorie qui s'inspirerait de cette distinction, le droit de descendre.

Mais je pense que, même dans le cas de grève totale, les visites du délégué ne doivent pas être suspendues. D'abord le texte de la loi ne prévoit en rien cette suspension et le silence des lois doit toujours être interprété, dans le domaine de la législation sociale, dans l'intérêt de la protection ouvrière qui est le but même de la

⁽¹⁾ Adressée à un ingénieur en chef des mines et publiée dans le *Bulletin de l'Inspection du travail*, 1908, nos 5 et 6.

loi. Ensuite la sécurité des ouvriers qui reprendront le travail dépend, dès le premier jour, de l'état de la mine. Or, il est intéressant que cet état soit connu, même pendant la grève, afin que, s'il y a lieu de faire des travaux, la reprise du travail ne soit pas ajournée par ces travaux faits à la dernière heure, ou la sécurité des travailleurs compromise par une rentrée hâtive.

Je vous prie donc d'agir pour que le délégué mineur puisse reprendre ses visites en vous basant :

1° Sur ce que la loi ne permet pas de les lui interdire même en cas de grève totale;

2° Sur ce que, subsidiairement, la grève n'est que partielle et la sécurité des ouvriers qui travaillent doit être assurée.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

L'IMPÔT SUR LE REVENU ET LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.

On sait que la loi du 19 avril 1905⁽¹⁾, dans ses articles 9 et 10, assujettit à la patente les sociétés coopératives de consommation et les économats, lorsqu'ils possèdent des établissements, boutiques ou magasins pour la vente ou la livraison des denrées, produits ou marchandises. Elle n'en exempte que les syndicats agricoles et les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes.

Au cours de la discussion du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu, à la Chambre des députés, M. Georges Berry déposa, dans la séance du 16 février, un amendement reproduisant les dispositions des articles 9 et 10 de la loi précitée en les adoptant au texte proposé.

Cet amendement fut renvoyé à la Commission. Celle-ci proposa une nouvelle rédaction et c'est ce texte qui, après quelques modifications, fut voté par la Chambre des députés, dans la deuxième séance du 24 février. Il est devenu l'article 93 du projet de loi⁽²⁾ et est ainsi conçu :

Les sociétés coopératives de consommation et les économats, lorsqu'ils possèdent des boutiques ou magasins pour la vente des denrées ou marchandises, sont passibles de l'impôt de la 4^e catégorie, dans les mêmes conditions que les commerçants et industriels.

Toutefois ne sont pas soumis à l'impôt, dans les conditions stipulées par le paragraphe précédent, les syndicats agricoles et les sociétés coopératives, lorsqu'ils se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes, ou lorsque, ne comptant qu'une seule catégorie de sociétaires et ne vendant qu'à ces seuls sociétaires pour leur usage personnel ou familial, ils distribuent leurs bonis annuels, soit auxdits sociétaires, soit à des œuvres d'utilité générale.

Ces syndicats ou sociétés ne sont frappés de l'impôt de la 4^e catégorie que pour les sommes qu'ils affectent à la rémunération du capital engagé dans l'entreprise.

Pour bénéficier des dispositions des deux derniers paragraphes ci-dessus, les syndicats ou sociétés doivent communiquer leurs écritures, à toute réquisition, aux agents chargés de l'assiette de l'impôt et du contrôle.

⁽¹⁾ Voir le texte de cette loi, *Bulletin*, juillet 1905, p. 647, et celui de la circulaire du Ministre des finances, du 23 septembre 1905, *Bulletin*, janvier 1907, p. 76.

⁽²⁾ Le projet de loi sur l'impôt sur le revenu, adopté par la Chambre des députés le 9 mars 1909, a été déposé sur le bureau du Sénat le 16 mars 1909 (doc. parl. n° 66).

LA CESSATION DE TRAVAIL CHEZ LES POSTIERS.

On sait que, le 15 mars dernier, une partie du personnel des postes, télégraphes et téléphones, abandonna le travail à Paris et dans plusieurs villes de province. Cet événement fut l'objet d'interpellations qui ont été discutées à la Chambre des députés dans les séances des 19, 22 et 26 mars. Dans la séance du 19 mars, à la suite des déclarations de M. Simyan, Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes, et de M. Barthou, Ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes, un certain nombre d'ordres du jour et deux demandes d'enquête furent déposés.

Après avoir déclaré que le Gouvernement repoussait les ordres du jour de méfiance et ceux qui comportaient une demande d'enquête, M. Barthou demanda à la Chambre de voter l'ordre du jour de M. Reinach, ainsi conçu :

La Chambre, résolue à ne pas tolérer les grèves de fonctionnaires, confiante dans le Gouvernement pour ramener l'ordre et la paix dans le Service des postes et des télégraphes, approuve ses déclarations et passe à l'ordre du jour.

La Chambre, ayant repoussé la demande d'enquête par 354 voix contre 188, adopta la première partie de l'ordre du jour Reinach, ainsi conçue : « La Chambre, résolue à ne pas tolérer de grèves de fonctionnaires. . . », par 458 voix contre 69, et l'adopta dans son ensemble par 368 voix contre 211.

M. Gustave Rouanet ayant, dans la séance du 22 mars, interpellé le Gouvernement sur les déclarations faites à la séance du 19 mars, cette interpellation fut également clôturée par un ordre du jour de confiance voté par 344 voix contre 138.

Dans la séance du 26 mars, M. Gustave Rouanet interpella de nouveau le Gouvernement au sujet « des poursuites disciplinaires décidées en conseil des Ministres, après la reprise du travail, contre les membres du comité de grève ». À la suite des déclarations de M. le Président du Conseil et de M. le Ministre des Travaux publics, divers ordres du jour furent proposés. Le Gouvernement accepta celui de M. Chaigne, ainsi conçu :

La Chambre, résolue à donner aux fonctionnaires un statut légal, excluant formellement le droit de grève, confiante dans le Gouvernement, passe à l'ordre du jour.

La division de cet ordre du jour en trois parties ayant été demandée, chacune fut adoptée successivement : la deuxième, « excluant formellement le droit de grève », fut votée par 470 voix contre 63 ; la troisième, « confiante dans le Gouvernement, passe à l'ordre du jour », par 341 voix contre 237. L'ensemble de l'ordre du jour fut adopté à mains levées.

L'AMNISTIE ET LE REPOS HEBDOMADAIRE.

Au cours de la discussion, à la Chambre des députés, du projet de loi sur l'amnistie à l'occasion des événements de Draveil, Vigneux et Villeneuve-Saint-Georges, M. Georges Berry déposa, dans la séance du 12 février 1909, un amendement ayant pour but d'étendre l'amnistie aux infractions prévues par la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire ou commises à l'occasion de l'application de cette loi.

M. le Ministre du Travail déclara que le Gouvernement ne pouvait acquiescer à l'amendement de M. Berry et que les raisons qui avaient pu être invoquées en faveur des amnisties précédentes, votées en mars 1907 et en avril 1908, avaient disparu. Il s'exprima à ce sujet de la façon suivante :

...A l'heure actuelle, ces raisons ont disparu et, pour vous permettre de juger les conditions dans lesquelles la loi joue, laissez-moi vous dire que depuis le mois d'octobre 1906 jusqu'à ce jour, il a été accordé 14,988 dérogations par les préfets. Je suis loin de m'en plaindre parce que je constate que, s'il y a, dans la loi un article 1^{er} qui fixe le repos au dimanche, quatre paragraphes de cet article autorisent des dérogations.

Mais véritablement, lorsque les commerçants profitent de 15,000 dérogations, j'ai bien le droit de dire qu'ils ont prévu la dérogation dont ils ont besoin, qu'ils sont maintenant installés dans leurs habitudes, que ceux qui continuent à violer la loi ne sont pas les commerçants de la première heure, qui avaient pu être gênés dans leurs intérêts, mais des commerçants qui font de la violation de la loi une sorte de système intolérable.

Il ajouta même qu'une amnistie porterait atteinte non seulement aux libertés ouvrières mais aussi aux intérêts des commerçants loyaux qui appliquent la loi :

Tous les jours je reçois des délégations du petit commerce; je suis face à face avec des hommes qui se soumettent loyalement à la loi et qui déclarent que, tandis qu'ils subissent une loi qui évidemment atteint leur commerce, en face d'eux, à côté d'eux, dans la même rue, il y a des commerçants qui trouvent dans la violation de la loi des gains illicites et illégitimes; il y a des commerçants qui se font de cette loi un instrument de concurrence commerciale.

Le petit commerce est tellement exaspéré qu'il a acquisé à une mesure pour laquelle on n'aurait pas trouvé cent signatures, il y a un an, dans Paris, et qui vous sera peut-être proposée lorsque viendra en discussion la loi du repos hebdomadaire.

Quelle est cette mesure? Tandis que la loi du repos hebdomadaire, telle qu'elle se comporte, permet au patron de laisser ouverte sa boutique et de continuer à vendre pourvu qu'il ait donné le repos à ses ouvriers et à ses employés, un grand nombre de ces petits patrons qui appliquent la loi, fatigués de l'impunité découlant d'amnisties successives, demandent que la loi du repos devienne une loi de fermeture obligatoire à partir de midi le dimanche non seulement pour les patrons qui ont des employés, mais même pour ceux qui n'ont pas d'employés.

Après avoir entendu ces déclarations, la Chambre des députés repoussa la proposition additionnelle de M. Berry par 311 voix contre 165.

LES PROJETS DE LOI SUR LE REPOS HEBDOMADAIRE ET LA JOURNÉE DE DIX HEURES.

A l'occasion de la discussion sur le crédit supplémentaire réclamé par le Ministère du Travail dans la séance du 30 mars 1909, à la Chambre des députés, M. Georges Berry a posé à M. René Viviani, Ministre du Travail, une question au sujet de la mise en discussion du projet de loi sur le repos hebdomadaire, déposé le 31 mai 1907.

Répondant à M. Berry, M. le Ministre du Travail a fait les déclarations suivantes:

Comme vient de le rappeler l'honorable M. Berry, j'ai déposé, il y a près de deux ans, un projet de loi tendant à modifier la loi sur le repos hebdomadaire. Ce projet de loi a fait, de la part de la Commission du travail, l'objet d'études extrêmement complètes, d'autant plus complètes que la Commission du travail a entendu, du côté patronal et du côté ouvrier, tous les témoins qui ont bien voulu frapper à sa porte.

A la suite de ces études, l'honorable M. Zévaès a déposé un rapport, qui est sur le bureau de la Chambre; et je n'éprouve, quant à moi, aucune difficulté à déclarer que je serai à la disposition de la Chambre pour accepter la discussion de ce projet, rapporté depuis plus d'un an.

Je fais cependant une réserve — et je n'en fais qu'une — que, dans des conversations particulières, l'honorable M. Berry a bien voulu accepter; c'est que le débat sur le projet de loi sur la réduction à dix heures de la journée de travail, qui a déjà fait, en juillet dernier, l'objet d'un commencement de discussion générale, soit terminé.

Aussitôt que la loi sur la réduction de la journée de travail à dix heures sera terminée, je serai à la disposition de la Chambre pour discuter le projet de loi sur le repos hebdomadaire.

M. Puech ayant alors demandé quand viendrait la suite de la discussion du projet de loi sur la journée de dix heures, M. le Ministre répondit en ces termes :

L'honorable M. Puech me demande à quel moment pourra venir la discussion de cette loi ; je fais remarquer que cela dépend beaucoup plus de la Chambre que du Gouvernement. En tout cas, je serai à la disposition de la Chambre après la rentrée des vacances de Pâques, et, conformément à de nombreux précédents, je lui demanderai de m'accorder une séance du matin par semaine, pour nous permettre de voter toutes les lois sociales et ouvrières, qui attendent depuis longtemps sur le bureau de la Chambre.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois d'avril 1909.

Associations de fonctionnaires. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 avril. — Rapport supplémentaire de M. Chaigne sur le projet de loi relatif aux associations de fonctionnaires.

Céruse. — *Sénat.* — Séance du 2 avril. — Ajournement de la suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture exécutés à l'intérieur des bâtiments.

Encouragements à la sériciculture et à la filature de la soie. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 avril. — Rapport de M. Bourély sur le projet de loi relatif aux encouragements spéciaux à donner à la sériciculture et à la filature de la soie (*doc. parl. n° 2244*).

Inscription maritime aux colonies. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 avril. — Ajournement de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant la réorganisation du service de l'inscription maritime aux colonies.

Régime général des mines. — *Chambre des députés.* — Séance du 1^{er} avril. — Rapport de M. Zévaès sur : 1° le projet de loi concernant le régime général des mines ; 2° les propositions de loi de MM. Basly, Paul Constans et Cornand.

Retraites ouvrières. — *Sénat.* — Séance du 2 avril. — Rapport de M. Cuvinot sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative aux retraites ouvrières.

Sociétés d'épargne. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 avril. — Rapport de M. Bonnevey sur la proposition de loi de M. Bonnevey et plusieurs de ses collègues, relative aux sociétés d'épargne.

Statut des fonctionnaires. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 avril. — Rapport de M. Chaigne sur les propositions de loi : 1° de M. Lemire, relative à l'état des fonctionnaires civils ; 2° de M. Ferdinand Buisson et plusieurs de ses collègues, relative aux statuts des fonctionnaires professionnels dans les divers services publics civils.

Syndicats agricoles. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 avril. — Dépôt, par M. Fernand Dubief, d'un avis de la commission du travail sur le projet de loi relatif à la constitution et au fonctionnement des syndicats agricoles.

Travail à domicile; salaire minimum. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 avril. — Dépôt par M. de Mun et plusieurs de ses collègues d'une proposition de loi relative à l'institution de comités professionnels chargés d'établir des salaires minima pour les travailleurs à domicile. — Renvoi à la commission du travail.

Travail des femmes et des enfants employés dans les établissements commerciaux. — *Sénat.* — Séance du 2 avril. — 1^{re} délibération sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, relatif aux travaux interdits aux femmes et aux enfants employés dans les établissements commerciaux. — Déclaration de l'urgence. — Adoption.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Cher. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BOURGES (2° semestre 1908). — Les principales industries du département du Cher ont, dans l'ensemble, enregistré une activité très satisfaisante : dans les *machines agricoles*, la prospérité constatée au premier semestre a continué de s'affirmer. La constatation est également favorable pour les *poteries de grès*, pour les *tuileries mécaniques*, qui enregistrent l'installation de nouvelles usines; pour les *verreries* dont la situation, déjà meilleure, s'est maintenue.

Les *tanneries* ont été avantagées d'une hausse assez sensible, due à un surcroît de commandes. Pour la même raison, le travail dans les *carrières de pierres* n'a pu suffire aux besoins de la consommation. Dans l'industrie des *laines*, la situation est demeurée satisfaisante. Les *bois de charpente* ont été l'objet de demandes actives.

L'industrie des *essieux* continue à être très prospère. Celle des *ciments de laitier* bénéficie d'une activité féconde, et la *bijouterie* est dans une situation très satisfaisante. La *confection de lingerie* ne cesse de se développer, ainsi que l'industrie des produits pyroligneux, qui a dû construire à La Guerche une nouvelle usine. La situation est également très prospère pour la *méthylène*.

Dans la *batellerie*, le mouvement est toujours très actif, malgré l'insuffisance du matériel. Dans la *meunerie*, la situation continue à s'améliorer. Dans les *fours à chaux*, elle est normale. Dans la *céramique*, il y aurait eu plutôt tendance à la baisse.

La *métallurgie* semblait être sur le point de sortir de crise à la fin du semestre. La *carrosserie* subissait un ralentissement sensible, ainsi que l'industrie des toiles cirées. Les *équipements militaires* ont éprouvé de nouvelles difficultés, par suite de refus dans l'acceptation des fournitures à l'Administration militaire.

Finistère. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BREST (année 1907). — Comparativement à l'année 1906, le nombre des usines est resté à peu près le même, mais leur chiffre d'affaires aurait diminué. La situation du port n'a pas été satisfaisante, les navires entrés et sortis accusant un tonnage sensiblement inférieur, à la fois au cabotage, au long-cours et au bornage. L'expédition des fraises et des pois verts de la commune de Plougastel-Daoulas à destination de l'Angleterre et de quelques usines de conserves à l'intérieur, a été, en 1907, en diminution de 300,800 kilogrammes sur 1906. Les exportations et importations par mer ont été aussi en diminution.

D'après un syndicat patronal, l'*horticulture*, qui compte à Brest 50 patrons syndiqués, a eu un travail normal, sans chômage; on faisait dix heures et demie par jour fin décembre pour un salaire de 2 fr. 25 à 3 fr. 50 par jour.

Ille-et-Vilaine. — D'après le conseil de prud'hommes de Rennes, aucune variation ne se serait produite dans la situation industrielle par rapport au trimestre précédent.

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1908 et émanent des syndicats patronaux.

Jura. — A Dôle, dans le bâtiment, qui compte 36 établissements syndiqués occupant 350 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907 et sa durée moins longue que pendant le 3^e trimestre 1908.

Seine. — RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS PAR LA PRÉFECTURE DE POLICE (2^e semestre 1908). — Le tableau ci-dessous donne, pour les principaux établissements de l'industrie, l'effectif des ouvriers employés à la fin des 2^e, 3^e et 4^e trimestres 1908, avec l'indication de la durée courante du travail et du taux des salaires pendant le 2^e semestre de 1908 :

NOMBRE d'établis- sements consi- dérés.	NOMBRE D'OUVRIERS OCCUPÉS			DURÉE du travail quotidien en heures.	SALAIRES quo- tidien (hommes)
	fin juin 1908.	fin septembre 1908.	fin décembre 1908.		
Grands ateliers de chemin de fer.....	5	8,498	8,448	3,448	10 ⁽¹⁾
Gaz.....	5	2,047	2,210	2,315	10 et 11
Constructions mécaniques.....	24	5,888	5,837	5,969	10 ⁽¹⁾
Charpentes en fer.....	8	555	545	535	10 et 11
Serrurerie.....	12	838	1,440	1,435	10
Chaudronnerie et ferblanterie.....	12	1,455	1,510	1,490	10
Fonderies.....	17	1,800	1,820	1,840	10
Chemin de fer métropolitain (ateliers).....	1	#	#	450	10
Compagnie générale des voitures à Paris....	1	400	400	400	"
Compagnie générale des omnibus (ateliers)...	1	356	356	356	"
Vélocipédie.....	5	1,895	1,940	1,920	10
Automobilisme.....	10	6,150	6,185	6,161	10
Bronzes d'art et d'ameublement.....	8	545	555	545	10
Petits bronzes dits de piété.....	3	51	50	50	"
Horlogerie, mécanique et instruments de pré- cision.....	12	2,475	2,541	2,510	10
Bijouterie en doublé.....	6	795	745	740	10
Joaillerie et orfèvrerie.....	3	450	450	450	10 et 11
Menuiserie et scieries mécaniq. (ameublement)...	11	850	850	850	10 ⁽¹⁾
Ébénisterie.....	6	760	689	760	10
Tapisserie.....	5	612	617	620	10
Pianos et orgues.....	6	1,170	1,170	1,190	10
Papiers peints.....	4	875	820	840	10
Couleurs, vernis, produits chimiques.....	3	374	373	328	10
Chapellerie et matières s'y rapportant.....	6	540	540	520	10 ⁽¹⁾
Vêtements sur mesure.....	7	244	234	234	10
Couture et confection.....	22	4,726	5,391	5,512	10
Lingerie et chemiserie.....	10	1,335	1,348	1,340	10
Fleurs et plumes.....	3	800	750	700	9 et 10
Passenteries et câblés à coudre.....	5	1,025	925	3,095	10
Boutons.....	6	600	595	620	10 et 11
Teinture et blanchisserie.....	4	265	265	265	10
Typographie et lithographie.....	16	4,638	4,663	4,703	10
Reliure et brochage.....	5	1,490	1,490	1,491	10
Fonderies de caractères.....	7	720	710	720	10
Carrosserie.....	9	550	565	565	10
Sellerie.....	3	116	122	122	10 et 11
Charronnerie.....	4	525	525	525	10
Tannerie, mégisserie, maroquinerie.....	13	1,085	1,090	1,090	10
Chaussures.....	10	3,350	3,105	3,160	10 et 11
Caoutchouc et jouets.....	2	500	500	590	10
Raffineries.....	4	3,930	3,830	3,920	10
Confiseries, chocolateries et conserves alimen- taires.....	10	5,230	4,960	4,835	10 et 11
Emballage et cartonnage.....	9	605	615	605	10 ⁽¹⁾
Chiffons en gros.....	4	930	930	940	10

(1) Maximum. (2) Suivant les spécialités. (3) Salaire moyen. (4) Industrie aux pièces; durée moyenne. (5) Les femmes, de 3 à 4 fr. 50. (6) Ouvrières. (7) Les hommes 40 francs par semaine, les femmes 20 francs environ. (8) Les femmes, 3 fr. 50 par jour. (9) Les femmes 3 francs environ. (10) Les femmes, 2 fr. 50 en moyenne. (11) Les femmes de 2 à 3 francs. (12) Les ouvrières de 2 à 3 fr. 50.

Dans le *bâtiment*, la situation ne s'est pas notablement améliorée.

Les demandes en autorisation de bâtir ont atteint un nombre supérieur à celles du 2^e semestre correspondant de 1907 : (399 contre 370).

On n'a pas enregistré de variation appréciable dans l'état d'activité, d'ailleurs satisfaisant, des *ateliers des grandes Compagnies de chemins de fer et du Métropolitain*. La Société du Gaz a augmenté sa main-d'œuvre pendant le dernier trimestre, en raison de la saison.

Dans la *construction mécanique*, les divers ateliers ont gardé leurs effectifs, à l'exception d'une Société qui, après avoir augmenté de 300 ouvriers son personnel à la fin du semestre précédent, l'a ramené aux chiffres antérieurs dès le commencement de septembre. Dans les *charpentes en fer* et dans la *serrurerie*, le travail a été très suivi.

Dans la *chaudronnerie et ferblanterie*, le travail a été diversement réparti et le trimestre aurait donné des résultats satisfaisants. Les *fonderies* de divers métaux ont été très animées ; les effectifs occupés fin décembre étaient un peu plus élevés qu'à la fin du semestre précédent. Dans les *bronzes d'art et d'ameublement* la situation aurait été prospère, grâce à de fortes commandes vers la Noël. La fabrication d'*objets dits de « piété »* serait peu satisfaisante.

Dans l'*horlogerie, mécanique de précision, appareils électriques et instruments de chirurgie*, l'activité s'est bien maintenue pendant tout le trimestre ; les effectifs sont restés au grand complet.

Dans la *bijouterie en doublé*, une maison a dû réduire de 350 à 300 ouvriers son personnel ; les autres ont occupé facilement le leur. Dans la *joaillerie et orfèvrerie*, le travail a été très régulier, avec légère augmentation dans les effectifs.

Dans la *menuiserie et scierie mécanique* (ameublement), les affaires ont été très suivies ; chez les *ébénistes* la production a été abondante, grâce à un bon courant de commandes. Les *tapissiers* ont eu aussi un bon semestre.

Dans les manufactures de *pianos et orgues* le travail a été très soutenu pendant toute la période semestrielle. Même constatation favorable pour la fabrication des *papiers peints* dont les effectifs ont peu varié.

Dans les *couleurs, vernis et produits chimiques*, le second semestre n'a pas été aussi animé que le premier, et il en est résulté une légère diminution dans les effectifs.

Dans la *lingerie et chemiserie* les *maisons* ont occupé facilement leur nombreux personnel ; mais dans les *fleurs et plumes* l'activité ne s'est pas maintenue aussi bonne qu'au cours du 1^{er} semestre : la diminution des commandes a entraîné une baisse assez sensible dans les effectifs de plusieurs maisons. Même remarque défavorable pour les *passementiers* et *fabricants de câblés à coudre*, dont les opérations ont été pour ainsi dire insignifiantes. Par contre, dans les manufactures de *boutons en tous genres* le travail a été très abondant. Chez les *teinturiers et blanchisseurs* l'activité n'a pas diminué.

Dans l'*imprimerie et lithographie*, les résultats auraient été excellents pour ces deux branches de l'imprimerie. De même pour la *reliure et brochage*. Dans les *fonderies de caractères* on constate une très légère fluctuation dans les effectifs, mais aussi une grande activité dans l'ensemble.

Dans la *carrosserie*, le travail a été assez soutenu au commencement du semestre, mais un léger ralentissement s'est fait sentir vers la fin de l'année. Chez les *selliers-harnacheurs* les effectifs sont restés au complet ; et les *bourelriers* de leur côté trouvent facilement à s'employer à Paris et dans les départements. Les *charrons* ont eu un courant actif et parfaitement régulier.

La même constatation s'applique à l'industrie *peaussière*, qui n'a éprouvé aucun ralentissement dans sa fabrication depuis la fin du précédent semestre. Dans les manufactures de *chaussures* quelques ateliers ont fait des heures supplémentaires, et une maison, au cours du 4^e trimestre, a augmenté son effectif de 75 ouvriers. Par contre, on signale la fermeture, en août, d'une manufacture dont les ateliers occupaient 200 ouvriers.

Dans les manufactures de *caoutchouc et jouets* les résultats ont été satisfaisants, notamment pour cette dernière industrie, qui a enregistré de très nombreuses commandes dans les trois derniers mois de l'année.

Dans les *raffineries* les forts effectifs se sont bien maintenus, surtout pendant le 4^e trimestre, mais une maison occupant 200 ouvriers a cessé sa production ; ses ateliers sont actuellement inoccupés.

Dans l'*emballage et cartonnage* les commandes ont été très régulières, et le chiffre des

effectifs

gros.

Dans la *vélocipédie*, la production a conservé la même activité : les ateliers sont restés au complet, avec une augmentation d'ouvriers sur la fin du précédent semestre. Dans l'*automobile* la situation est restée stationnaire, c'est-à-dire que les commandes n'ont guère été plus abondantes dans la plupart des maisons.

Au point de vue du commerce, le 2^e semestre aurait été bon pour la *draperie*, d'un courant assez soutenu dans le *blanc*, mais le demi-gros et le détail de cette spécialité auraient laissé à désirer. Dans la *bonneterie* les transactions ont été très animées, tant avec les départements qu'avec la place. Les *soieries* ont donné lieu à de grosses affaires dans le gros et à un assez bon courant dans le demi-gros.

Dans les *nouveautés pour dames en gros*, les opérations auraient été un peu moins bonnes que par le passé. Dans les grands magasins de détail les plus fortes recettes auraient été réalisées en août, septembre et octobre.

Les hôtels et maisons meublées de la capitale ont enregistré pour le second semestre un total de 392,953 voyageurs français et 248,463 voyageurs étrangers, soit au total 641,416 contre 634,978 au semestre correspondant de 1907. L'augmentation porte exclusivement sur des voyageurs français.

D'après des syndicats patronaux⁽¹⁾ : à Paris, dans la *menuiserie*, qui compte 25 établissements syndiqués occupant 700 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque, et sa durée, vu la saison, a diminué par rapport au 3^e trimestre. Dans la *tonnellerie*, qui compte 155 patrons syndiqués occupant 350 ouvriers, le travail a été un peu moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1907; on fait 60 heures par semaine pour un salaire mensuel de 50 à 60 francs par mois, nourri et logé (commis-tonnelier). Dans la *couverture-plomberie* et la *fumisterie*, on faisait 9 heures de travail par jour fin décembre.

Chez les *armateurs* ou Compagnies de navigation, au nombre de 509, occupant pour l'ensemble des ports de France et des colonies, 90,000 hommes d'équipage, 10,000 mécaniciens ou chauffeurs et environ 50,000 employés et ouvriers divers, le travail a été moins abondant qu'en 1907 à pareille époque par suite de crise aiguë. La durée du travail ne varie pas à bord, sauf dans les cas de force majeure, telles que mauvais temps, etc. Les salaires sont fixes, mais la loi prévoit des allocations pour rémunérer les heures dites supplémentaires. Le tableau ci-dessous donne le taux des salaires généralement en usage sur les navires français.

Long-cours.

	SOLDE MENSUELLE.	
Capitaines.....	de 350 ^f à	1,333 ^f 33
Seconds.....	200 à	466 66
Lieutenants.....	150 à	258 66
Maitres d'équipage.....	90 à	133 00
Matelots.....	74 à	80 00
Novices.....	35 à	50 00
Mousses.....	30 à	35 00
Chefs-mécaniciens.....	350 à	583 33
Officiers-mécaniciens.....	150 à	263 88
Premiers-chauffeurs.....	110 à	115 00
Chauffeurs.....	95 à	110 00
Soutiers.....	85 à	95 00

Cabotage.

Maitres d'équipage.....	120 à	132 50
Matelots.....	77 à	83 00
Mousses.....	35	00
Premiers chauffeurs.....	112 à	132 00
Chauffeurs.....	95 à	110 00

⁽¹⁾ Tous les syndicats patronaux cités ici ont leur siège à Paris; ils sont répartis sur tout le territoire de la France.

Remorquage.

Maitres d'équipage, chauffeurs.....	160 00
Matelots.....	150 00
Novices.....	80 00
Mousses.....	60 00

*Pêches :**au poisson frais :*

Patrons.....	100 à 120 00
+ 4 p. 100 sur la pêche (ou 10 fr. la tonne de poisson).	
Seconds.....	110 00
+ 5 francs la tonne.	
Matelots.....	70 à 110 00
+ 1 p. 100 sur la pêche (ou 2 fr. 50 la tonne).	
Novices.....	50 00
+ 0 fr. 15 à 0 fr. 20 par 100 kilogrammes de poisson.	
Mousses.....	40 00
+ 0 fr. 05 à 0 fr. 10 par 100 kilogrammes de poisson.	
Mécaniciens.....	200 à 250 00
+ 2 p. 100 sur la pêche (ou 5 francs la tonne).	
Chauffeurs.....	100 à 110 00
+ 1 p. 100 sur la pêche (ou 2 fr. 50 la tonne).	

à Islande :

Capitaines.. Convention spéciale avec l'armateur.

Seconds....	1 ^r 60	la tonne de 1/42 kilogr. nets de poisson.	
Lieutenants..	1 40	—	—
Matelots....	1 25	—	—
Mousses....	0 fr 50 à 0 fr. 75	—	—

En outre, chaque homme reçoit 0 fr. 20 par queue pêchée par lui, sauf sur les vol-tigeurs et faux pois-sons. Cette prime est portée à 0 fr. 40 pour les morues pêchées sur le banc des Féroë.

à Terre-Neuve :

Capitaines.....	3 parts 1/2 + 4 p. 100 sur le produit brut de la pêche.
Seconds.....	1 part 1/2 + gratification.
Patrons de doris et maitres....	1 part + gratification.
Matelots.....	1 part + gratification.
Novices.....	3/4 de part.

Jusqu'ici, saufen temps de grève, la main-d'œuvre n'a jamais fait défaut à l'armement, par suite du monopole de fait dont jouissent les inscrits maritimes. Le chômage tiendrait aux difficultés auxquelles l'industrie des transports a à faire face. La comparaison entre les salaires français et étrangers serait à l'avantage des premiers.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 avril.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures; chez les *typographes*.
A Thoiry, 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

2. — **Aisne.** — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *brasseurs*; pas de change-ment chez les ouvriers du *piquage de cartons*; 5.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les

tallistes; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tallistes en quipure*; travail plus abondant, 58 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*; travail plus abondant chez les *employés*.

A Estrées, travail peu satisfaisant chez les *brodeurs*.

A Guise, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Hirson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Laon, pas de changement chez les *couturières*.

A Saint-Michel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*.

A Sissy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vanniers*.

A Soissons, 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures et demie, chez les *travailleurs du bois*.

3. — **Allier.** — A Bourbon-l'Archambault, 52 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Commeny, travail peu satisfaisant, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Gannat, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Moulins, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Saint-Aubin-le-Monial, pas de chômeurs, chez les *scieurs de long*.

A Saint-Yorre, 30 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *sourciers*.

A Vichy, travail stationnaire chez les *garçons restaurateurs, limonadiers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs à Chemilly, Meillard; 17 p. 100 à Mercy, pas de chômeurs à Molinet; travail plus abondant à Neuilly-le-Réal.

Chez les *bûcherons*: 27 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; pas de chômeurs à Franchesse; pas de chômeurs à Isles et Bardais; 57 p. 100 à Lurcy-Lévy; pas de chômeurs à Saint-Plaisir; pas de chômeurs à Monbeugny; 25 p. 100 de chômeurs à Neure; pas de chômeurs à Pouzy-Mézangy; pas de chômeurs à Saint-Voir; pas de chômeurs à Vaumas; travail plus abondant à Ygrande (pas de chômeurs chez les *fendeurs*).

Chez les *mineurs*, pas de chômeurs à Montcombroux; pas de chômeurs, 54 heures, à Montvicq; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Saint-Hilaire.

4. — **Alpes (Basses-).** — A Saint-Maime, une journée de chômage par semaine chez les *mineurs*.

5. — **Alpes (Hautes-).** — A Briançon, travail plus abondant dans le *bâtiment*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du port*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*;

A Cannes, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Grasse, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Menton, 60 heures, chez les *maçons*.

A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeuses, 48 heures, chez les *engobeuses de poterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *enfourneurs*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les *mégissiers de rivière*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, ébénistes*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Jaujac, travail satisfaisant chez les *ovalistes*.

A Privas, 75 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers et manœuvres des eaux minérales*.

8. — **Ardennes.** — A Bourg-Fidèle, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Braux, pas de chômeurs, 59 heures, chez les *métallurgistes*.

A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 44 à 54 heures, chez les *ardoisiers*; pas de chômeurs chez les *ardoisiers fendeurs*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Bly, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Sedan, 3 p. 100 de chômeurs, chez les *tisseurs*.

A Saint-Menges, 5 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

9. — **Ariège.** — A Lavelanet, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*.

A Arignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

10. — **Aube.** — A Troyes, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, pas de chômeurs, 77 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *employés de commerce*.

A Espéraz, chômage presque complet chez les ouvriers et ouvrières en *chapellerie*.

A Narbonne, 12 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 45 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

En ce qui concerne les ouvriers *forestiers agricoles, cultivateurs, etc.*: pas de chômeurs à Argeliers; 6 p. 100 de chômeurs à Armissan; 20 p. 100 de chômeurs à Azille; 20 p. 100 de chômeurs à Bages; à Castelnaud-d'Aude, 13 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*, pas de chômeurs chez les *vignerons*; pas de chômeurs à Cuxac-d'Aude; pas de chômeurs à Embres-et-Castelnaud; 8 p. 100 de chômeurs à Fabrezan; pas de chômeurs à Gruissan; pas de chômeurs à Homs; pas de chômeurs à Maillac; 33 p. 100 à Marcornigan; pas de chômeurs à Montlaur; 79 p. 100 de chômeurs à Port-la-Nouvelle; 18 p. 100 de chômeurs à Roubia; 75 p. 100 de chômeurs aux Salles-d'Aude; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; pas de chômeurs à Saint-Frichoux; 5 p. 100 de chômeurs à Saint-Jean-le-Barron; 13 p. 100 de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villeghy.

12. — **Aveyron.** — A Millau, 50 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; 82 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers et chamoiseurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *teinturiers en peaux*.

A Decazeville, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez le *bâtiment*.

Au Rodez, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

13. — **Bouches-du-Rhône.** — A Marseille, 18 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs de l'Estaque*.

4 p. 100 de chômeurs, 105 heures, chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers*; 11 p. 100 de chômeurs, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers, tripiers et boyaudiers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *employés navigateurs de restaurants*; pas de chômeurs, 50 à 66 heures, chez les *raffineurs*.

6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *huileries*; travail moins abondant 60 heures, chez les *savonniers*.

Travail stationnaire, 48 heures, chez les ouvriers du *cartonnage*.

44 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en crins*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *voiliers, tentiers, bâcheurs*; 14 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *coupeurs tailleurs*.

55 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers*; 22 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *carrossiers*.

13 p. 100 de chômeurs, 30 à 33 heures, chez les *bijoutiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modelleurs mécaniciens*.

40 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs, terrassiers-puisatiers et boiseurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *maçons des travaux d'art publics*; travail plus abondant, 50 heures, chez les *tailleurs de pierres tendres*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres et*

aides-maçons; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres en bâtiments*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *peintres décorateurs*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; 29 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*.

Moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *officiers mécaniciens brevetés de la Marine*; 9 p. 100 de chômeurs, chez les *capitaines au long cours*; pas de chômeurs chez les *cochers*.

3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail plus abondant, chez les *sténographes de commerce*; 2 p. 100 chez les *comptables professionnels*; pas de changement chez les *représentants et placiers de commerce*; chômage complet chez les *machinistes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens-automobilistes*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *aides-pharmaciens*.

A Aix, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *institutrices libres*; pas de chômeurs chez les *cochers*.

A Berre, 14 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Cassis, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A la Ciotat, 21 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 26 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

A Martigues, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Miramas, travail plus abondant, 42 heures, chez les *coltineurs*.

A Port-Saint-Louis-du-Rhône, 83 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Salon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); travail plus abondant, à Fuveati; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin.

14. — Calvados. — A Caen, travail plus abondant, 54 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*.

A Condé-sur-Noireau, 25 p. 100 de chômeurs, chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*.

15. — Cantal. — A Aurillac, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

16. — Charente. — A Angoulême, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs dans l'*industrie du livre*.

A Cognac, 4 p. 100 de chômeurs, 100 à 110 heures, chez les *boulangers*; travail plus abondant, 54 heures chez les *typographes*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers, foudriers et doleurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 83 heures, chez les *tuyaux céramistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A la Rochelle, pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les *ouvriers des engrais chimiques*.

A Saint-Séverin, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A la Tremblade, pas de chômeurs, dans le *bâtiment*.

18. — Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Bruère-Allichamps, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *porcelainiers*.

A Chailivoy-Milon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

A Chantay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers*.

A Charenton-du-Cher, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers*.

A Dun-sur-Auron, 36 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*.

A Graçay, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 66 heures dans le *bâtiment*; travail plus abondant, 66 heures, chez les *chaufourniers*.

A Mazières, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Amand, pas de chômage, 60 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierres*.

A Saint-Loup, pas de chômeurs, chez les *ouvriers agricoles*.

A Torteron, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chaufourniers*.

A Vallevay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont; pas de chômeurs à Arphenilles; pas de chômeurs à Chambon; travail satisfaisant à la Chapelle; pas de chômeurs à la Chapelle-Hugon; 50 p. 100 à Dun-sur-Auron; 16 p. 100 de chômeurs à Feux; travail plus abondant à Flavigny; pas de chômeurs à Garigny; 10 p. 100 de chômeurs à Groises; 20 p. 100 de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Ivoy-le-Pré; 42 p. 100 de chômeurs à Jalognes; pas de chômeurs à Jouet-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Loye; travail plus abondant à Morlac; 7 p. 100 de chômeurs à Mornay-Berry; pas de chômeurs à Plou-Brouillaumon; 10 p. 100 de chômeurs à Sancergues; pas de chômeurs à Sancoins; pas de chômeurs à Saint-Baudel; pas de chômeurs à Saint-Eloy-de-Gy; 26 p. 100 de chômeurs à Saint-Martin-d'Auxigny; 10 p. 100 de chômeurs à Torteron; pas de chômeurs à Villiers.

19. — Corrèze. — A Tulle, 8 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *cordonniers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres* et *maçons*.

A Bort, pas de chômeurs, 18 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Brive, 20 p. 100 de chômeurs, 72 à 80 heures, chez les *boulangers*.

20. — Corse. — A Ajaccio, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *relieurs-doreurs*; 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Beaune, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux; pas de chômeurs à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, travail plus abondant, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Dinan, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en voiture*.

23. — Creuse. — A Aubusson, 44 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *dessinateurs*.

A Saint-Pierre-le-Bost, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Lavaveix, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 à 66 heures, chez les *mineurs*.

24. — Dordogne. — A Bergerac, pas de chômeurs chez les *employés*.

A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Couze, pas de chômeurs chez les *ouvriers des matières tannantes*.

A Domme, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuniers*.

A Lanouaille, travail plus abondant chez les *charretiers*.

25. — Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*;

41 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *horlogers*; travail peu satisfaisant, 45 à 50 heures, chez les ouvriers en *couronnes, pendants et anneaux de montres*.

A Badevel, travail moins abondant, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Lac-ou-Villers, 50 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *horlogers*.

A Verrières-de-Joux, 66 p. 100 de chômeurs chez les *horlogers*.

26. — **Drôme.** — A Valence, 4 p. 100 de chômeurs dans l'alimentation; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Resitut, 13 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*.

27. — **Eure.** — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *compositeurs-typographes*.

A Groslay, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

28. — **Eure-et-Loir.** — A Chartres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Dreux, travail satisfaisant chez les *ardoisiers*.

29. — **Finistère.** — A Audierne, chômage complet chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Brest, pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Douarnenez, travail moins abondant chez les *marins pêcheurs* du quartier de Douarnenez; chômage complet chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Guilvinec, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*; 73 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Morlaix, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Pont-l'Abbé, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

A Quimper, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

30. — **Gard.** — A Nîmes, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs et pâtisseries*.

A Alais, 20 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vanniers*.

A Estrechure, travail peu satisfaisant, 61 heures, chez les *fileuses*.

A Lasalle, pas de chômeurs chez les *filateurs de soie*.

A Quissac, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Saint-Gille-du-Gard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Vallerangues, travail plus abondant, 50 heures, chez les *fileuses*.

31. — **Garonne (Haute-).** — A Toulouse, pas de chômeurs, 50 heures, chez les ouvrières de l'équipement (*chaussures*); pas de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en meubles*.

A Muret, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs de la terre*.

32. — **Gers.** — A Auch, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

A Lectoure, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

33. — **Gironde.** — A Bordeaux, 2 p. 100 de chômeurs chez les *porteurs de pain*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs-chromistes*.

4 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*.

Pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charrons et forgerons*; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *layetiers*.

1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; pas de chô-

meurs, 60 heures, chez les *cimentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

Situation normale chez les *inscrits maritimes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasin*; travail peu satisfaisant chez les *sacquiers manutentionnaires de farines*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *arrimeurs*; travail satisfaisant chez les *déménageurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *garçons-cochers*.

13 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Arcachon, pas de chômeurs, 60 à 72 heures chez les *peintres en bâtiment*.

A Camarsac, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Carbon-Blanc, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *sabotiers*.

A Libourne, pas de chômeurs dans l'*éclairage*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Lormont, pas de chômeurs chez les *charpentiers de navires*.

A Nérigeau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 heures chez les *sciéurs*.

Chez les *tonneliers*: travail peu satisfaisant à Barsac; pas de chômeurs, 72 heures, à Langon; 12 p. 100 de chômeurs à Vayres.

34. — **Hérault.** — A Montpellier, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 6 p. 100 de chômeurs dans l'*habillement*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; travail stationnaire dans le *bâtiment*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *commis aux écritures*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *commis et employés*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés vendeurs*; chômage complet chez les *musiciens*.

A Bédarieux, 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*, *mineurs-terrassiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charretiers*, *maçons*, *plâtriers*, *tailleurs de pierres*.

A Béziers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Cette, 10 p. 100 de chômeurs, 115 heures, chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*, *maçons* et *tailleurs de pierres*; travail plus abondant chez les *débardeurs*.

A Ganges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Mèze, 22 p. 100 de chômeurs chez les *matelots-borneurs*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *charretiers*.

A Palavas, travail moins abondant chez les *pêcheurs*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre*, *ouvriers agriculteurs*, *cultivateurs*, *vignerons*, etc., pas de chômeurs à Abeilhan; 11 p. 100 à Capeatang; 21 p. 100 à Mauguio; pas de chômeurs à Mèze; 20 p. 100 à Montblanc; pas de chômeurs à Mudaison; 17 p. 100 de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; pas de chômeurs à Blenzac; 16 p. 100 à Sérignan.

35. — **Ille-et-Vilaine.** — A Rennes, 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *écrivains dessinateurs lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; 82 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Paramé, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Malo, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

36. — **Indre.** — Au Poinçonnet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bûcherons* et *carriers*.

37. — **Indre-et-Loire.** — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en soie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *passemmentiers à la main*; pas de chômeurs chez les *cochers*.

A Amboise, pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en produits chimiques*.

38. — **Isère.** — A Grenoble, pas de chômeurs, 42 à 54 heures, chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en boutons*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Bourgoin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres journaliers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, travail abondant chez les *gantiers*.

A Izeaux, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *cordonniers*.

A Moirans, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *tisseurs*.

A Montalieu, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvrières en soie*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*.

A Parmilieu, 41 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, 20 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs, 68 heures 1/2, chez les *tullistes*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

A Trept, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Vienne, pas de chômeurs, 72 à 78 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'industrie textile*, 12 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 53 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer*, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Vizille, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

39. — **Jura.** — A Dôle, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cinqétral, pas de chômeurs, 35 heures, chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Fraisans, travail normal, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavans-Saint-Claude, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Poligny, pas de chômeurs chez les *vignerons*.

A Saint-Claude, pas de chômeurs, 50 heures, chez les fabricants de l'article de Saint-Claude.

40. — **Landes.** — A Mont-de-Marsan, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Dax, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnières*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs à Azur; pas de chômeurs à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escource; pas de chômeurs à Herin; travail plus abondant à Lalucque; pas de chômeurs à Léon; pas de chômeurs à Lesgor; pas de chômeurs à Lespéron; pas de chômeurs à Lévigacq; travail un peu plus abondant à Magescq; pas de chômeurs à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Onesse-Laharie; pas de chômeurs à Rion; pas de chômeurs à Saint-Julien-en-Born; pas de chômeurs à Taller.

41. — **Loir-et-Cher.** — A Blois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Pray, 20 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers bûcherons et agricoles*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 57 à 66 heures, chez les *ouvriers du drap*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

42. — **Loire.** — A Saint-Étienne, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *marailleurs*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *chauffeurs et mécaniciens des mines*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la Compagnie du gaz*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs, graveurs, lithographes et papetiers*; 75 p. 100 de chômeurs,

60 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *battandiers*; pas de chômeuses, 70 heures, chez les *couturières*; travail satisfaisant chez les *lingères*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens et électriciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *armuriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers, mineurs, puisatiers, tubistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les employés; 20 p. 100 de chômeurs chez les employés de la *fabrique de rubans*.

A Roanne, travail satisfaisant, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *cuirs et peaux*; 1.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; 0.8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs, monteurs de chaînes, jacquardiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *soie*.

Au Cergne, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les ouvriers en *soierie*, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, pour les *tisseurs à la mécanique*; 33 p. 100 de chômeurs, 72 à 80 heures, chez les *tisseurs à bras*.

A Chazelles, 2 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers*.

A Firminy, 13 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*.

A la Gresle, pas de changement chez les *tisseurs*.

A la Ricamarie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*.

A Saint-Chamon, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 54 p. 100 de chômeurs, chez les *passementiers*.

A Saint-Just, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — A Saint-Didier-la-Séauve, travail stationnaire, 66 heures, chez les *passementiers*.

A Sainte-Sigolène, 18 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

A Yssingeaux, travail plus abondant, 60 heures, chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 20 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 62 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres blanches*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *granitiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

A Chateaubriand, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

Au Croisic, pas de chômeurs, travail moins abondant, chez les *inscrits maritimes et pêcheurs*.

A Saint-Nazaire, 28 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines de navires*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens navigateurs de commerce*.

45. — Loiret. — A Orléans, pas de chômeurs chez les *garçons-limonadiers, restaurateurs, etc.*; 4 p. 100 de chômeurs chez les employés.

A Gien, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *carriers*.

A Montargis, travail plus abondant chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs à Batilly; pas de chômeurs à Cerdon; pas de chômeurs à Chevilly; chômage complet à Dammarie-en-Puisaye; 44 p. 100 de chômeurs à Faverelles; pas de chômeurs à Ouzouer-sur-Loire.

46. — **Lot.** — A Cahors, 21 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et tapissiers*.

47. — **Lot-et-Garonne.** — A Agen, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Casteljaloux, pas de chômeurs chez les *charpentiers*.

A Conthures, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

A Fumel, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouclonniers*.

A Marmande, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tonneliers*.

A Mezin, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *bouclonniers*.

A Villeneuve-sur-le-Lot, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*.

49. — **Maine-et-Loire.** — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Cholet, pas de chômeurs, 58 heures, chez les *blanchisseurs-apprêteurs*; 60 heures, chez les *maçons*.

A Misengrain, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs à Geste; pas de chômeurs à May-sur Èvre; pas de chômeurs à la Saguinière; pas de chômeurs à Saint-Léger; pas de chômeurs à Saint-Philibert-en-Mauges; pas de chômeurs à la Tessoualle.

51. — **Marne.** — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers et ouvrières en pelleteries*.

A Reims, pas de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; travail satisfaisant, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de changement dans l'industrie textile; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vanniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *cochers*.

A Ay, pas de chômeurs chez les *vignerons*

A Courlandon, pas de chômeurs, 72 à 84 heures chez les *papetiers*.

A Cumières, pas de chômeurs chez les *pilotes*.

A Fismes, travail plus abondant, 60 heures, dans la *pelleterie*.

52. — **Marne (Haute-).** — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

53. — **Mayenne.** — A Laval, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du livre*.

54. — **Meurthe-et-Moselle.** — A Nancy, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *ouvriers du livre*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *relieurs*; pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chapelières*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *décorateurs sur verre, céramistes*; pas de chômeurs chez les *garçons de magasin*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Dieulouard, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*.

A Homécourt, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs*; 80 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

55. — **Meuse.** — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 à 72 heures, chez les *typographes*.

A Commercy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Cousances-aux-Forges, 3 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lérouville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Savonnières-en-Perthois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers* et *mineurs*.

56. — Morbihan. — A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*.

Au Bono, pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *pêcheurs*.

A Port-Louis, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *maçons*.

A Sauzon, 66 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Vannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs mécaniques*.

57. — Nièvre. — A Nevers, travail plus abondant chez les *galochiers*.

A Cercy-la-Tour, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Charité-sur-Loire, travail satisfaisant, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Corbigny, 11 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*.

A Cossaye, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, travail plus abondant, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, travail abondant, 66 heures, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons* : 30 p. 100 à Annay; 67 p. 100 à Arquian; 80 p. 100 à Azy; pas de chômeurs à Billy; pas de chômeurs à Bitry; pas de chômeurs à la Celle-sur-Nièvre; pas de chômeurs à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs à Champigny; pas de chômeurs à Champvert; pas de chômeurs à la Chapelle-Saint-André; pas de chômeurs à Colméry; pas de chômeurs à Corvol-l'Orgueilleux; pas de chômeurs à Devay; pas de chômeurs à Dompierre; pas de chômeurs à Donzy; 40 p. 100 de chômeurs à Druy-Parigny; pas de chômeurs à Entrains; pas de chômeurs à Fours; pas de chômeurs à Guipy; 4 p. 100 de chômeurs à Magny-Cours; pas de chômeurs à Menestreau; 80 p. 100 de chômeurs à Montambert; 10 p. 100 de chômeurs à Montaron; pas de chômeurs à Montigny; pas de chômeurs à Nannay; pas de chômeurs à Paray; 28 p. 100 de chômeurs à Pazy; pas de chômeurs à Perray; 40 p. 100 de chômeurs à Préporché; pas de chômeurs à Raveau; chômage complet à Sichamps; 8 p. 100 de chômeurs à Saint-Benin-d'Azy; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; pas de chômeurs à Saint-Léger-des-Vignes; pas de chômeurs à Saint-Martin-d'Heuille; pas de chômeurs à Saint-Pierre-le-Moutier; 28 p. 100 de chômeurs à Thianges; 30 p. 100 de chômeurs à Verneuil.

58. — Nord. — A Lille, 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures $\frac{1}{2}$ chez les ouvriers de l'industrie du *livre* et les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures $\frac{1}{2}$ chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 40 et 50 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (industrie du *fil*); 12 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de l'*habillement et équipement militaires*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Eloi; travail plus abondant, 66 heures chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *pierres blanches*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Armentières, pas de chômeurs, 59 et 60 heures, dans l'industrie *textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Beauvais, 1 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *brasseurs*.

A Bellignies, 40 à 50 heures, chez les *marbriers*.

A Bondues, 23 p. 100 de chômeuses chez les *lingères*.

A Cambrai, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Caudry, 0.5 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les ouvriers en *tulle*; 1.7 p. 100 de chômeurs, 25 à 30 heures, à l'union *caudrésienne* des ouvriers *tullistes*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *marbriers à la pendule*.
A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *vendeurs de journaux*.

A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

A Ferrière-la-Grande, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Fourmies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Fresnes, pas de chômeurs, 52 heures, chez les *verriers à vitres*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Gussignies, 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *marbriers à la cheminée*.

A Halluin, 1 p. 100 de chômeurs, 50 à 58 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Jeumont, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Loon-Plage, 40 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des machines à battre le grain*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Marpent, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Maubenge, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*.

Au Quesnoy, pas de chômeurs, 76 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

A Roubaix, 7.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *chambre syndicale textile*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *ourdisseurs*; travail plus abondant, 66 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sous-le-Bois, 11 p. 100 de chômeurs, 55 heures, dans la *métallurgie*.

A Tourcoing, pas de chômeurs chez les *ouvriers des tapis en grosse moquette*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *trieurs de laine*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plafonneurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *ferblantiers-couvreur*s.

A Valenciennes, 4 p. 100 de chômeurs, 72 à 74 heures, chez les *boulangers*; travail moins abondant, 57 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

A Villers-Sire-Nicole, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Chez les *tisseurs*: pas de chômeurs, 70 heures, à Bévillers; travail moins abondant à Bondues; travail satisfaisant à Boussières; pas de chômeurs, 60 heures, à Briastre; 12 p. 100 de chômeurs à Carnières; pas de chômeurs, 60 heures, à la Gorgue; 7 p. 100 de chômeurs, 42 à 56 heures, à Halluin; 1.8 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, à Houplines; 2 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, à Nieppe; pas de chômeurs, 60 heures, à Quicévy; pas de chômeurs, 72 heures, à Saint-Hilaire-les-Cambrai; pas de chômeurs, 72 heures, à Saint-Vaast; 33 p. 100 de chômeurs, 84 heures, à Saulzoir; 44 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Compiègne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés*.

A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Hermes, 3 p. 100 de chômeurs, 52 heures, dans les *scieries mécaniques*.

A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Mouy, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *coupeurs, brocheurs, couseurs de chaussures*.

A Senlis, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs dans l'*industrie cotonnière*; travail moins abondant, 60 heures, chez les *mouleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *zingeurs-plombiers*.

A Béthune, 6 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *monteurs*.

A Blendecques, travail satisfaisant chez les *papetiers*.

A Boulogne-sur-Mer, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, 60 heures, chez les *ouvriers du gaz*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *tailleurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Lens, pas de changement chez les *mineurs*.

A Marquise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Wizernes, pas de chômeurs chez les *papetiers*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Olliergues, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Eloy, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Volvic, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Pau, 20 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*.

A Arudy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, chômage complet chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'aiguille*.

A Biarritz, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 112 heures, chez les *bouchers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 51 heures et 60 heures chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *cuisiniers*; 4 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *limonadiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail moins abondant chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*.

A Cerbère, pas de chômeurs chez les *ouvriers du transbordement des fruits*.

A Lesquerde, nombreux chômeurs, 36 heures, chez les *mineurs*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *espadrilleurs-trépointeurs*.

A Ria, pas de chômeurs, chez les *ouvriers des hauts fourneaux*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs chez les *cerciers*.

A Vernet-les-Bains, 3 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*, pas de chômeurs à Canet; pas de chômeurs à Corneilla del Vercol; pas de chômeurs à Montner; 40 p. 100 à Salses; 20 p. 100 de chômeurs au Soler; 6 p. 100 à Villeneuve-de-la-Raho.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, ébénistes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers*; 28 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *bouvières et employés aux bestiaux*; pas de chômeurs chez les *photographes*.

3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; travail moins abondant, 55 heures, chez les *cartonniers de luxe*.

Travail plus abondant, 60 heures, chez les *tisseurs*; 29 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tullistes en dentelles*; 15 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *imprimeurs sur étoffe*; pas de changement chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *appièceurs tailleurs d'habits*.

30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *sculpteurs sur bois* et *mouliniers*.
3 p. 100 de chômeurs, 47 heures, chez les *bijoutiers*.
20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tôliers fumistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *céramique*.
3 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *camionneurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs*; travail assez satisfaisant chez les *employés de la soierie*; pas de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs mécaniciens électriciens*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bourg-de-Thizy, 7 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horticulteurs*.

A Cours, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*.

A Grandris, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Pierre-Bénite, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de cristaux*.

A Thizy, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

68. **Saône (Haute-).** — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*.

69. — **Saône-et-Loire.** — A Autun, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ébénistes*.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *cuivre*.

A Montceau-les-Mines, 1.5 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *sabotiers*.

A Toulon-sur-Arroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*;

70. — **Sarthe.** — Au Mans, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 19 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *constructions mécaniques*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *coiffeurs*.

A Sablé, travail assez satisfaisant, 65 heures, chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

71. — **Savoie.** — A Chambéry, pas de changement chez les *travailleurs du cuir*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers et peintres*.

A Arvillard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*.

A La Bridoire, 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans l'*ameublement*.

Aux Échelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers gainiers*.

A Pont-de-Beauvoisin, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des plâtrières*.

72. — **Savoie (Haute-).** — A Challonges, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.

A Cluses, 53 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *mineurs*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les ouvriers *bateliers et carriers*.

A Scionzier, 30 p. 100 de chômeurs, 26 heures, chez les *horlogers*.

A Thollon, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Thonon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 24 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

73. — **Seine.** — A Paris, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers *jardiniers* (rue du Harlay); 1.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte).

2 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les compagnons *boulangers* du nouveau siècle; 4 p. 100 de chômeurs, 72 à 78 heures, chez les *boulangers viennois*; pas de chômeurs chez les *boulangers de l'Assistance publique*; 26 p. 100 de chômeurs à l'Union amicale des *boulangers* du XIII^e arrondissement; 5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers de la*

Seine (rue Mandar); 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la *Société mixte des cuisiniers de Paris*; 8 p. 100 de chômeurs à la *Chambre syndicale des cuisiniers de Paris* (Bourse du travail); 6 p. 100 de chômeurs, chez les *garçons de cuisine*; 6 p. 100 de chômeurs, 74 heures, chez les *pâtisseries de la Seine*; 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *bouchers* en demi-gros; travail plus abondant chez les *limonadiers* (Union du 1^{er} arrondissement); travail plus abondant à l'*Union laborieuse de l'alimentation*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *employés du pavillon de la marée en gros des halles centrales*.

2 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs du gaz*.

2.3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la *Chambre syndicale typographique*; 1.2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la *Chambre syndicale des ouvriers du livre*; 0.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes indépendants*; 8 p. 100 de chômeurs à l'*Union lithographique*; 1 p. 100 de chômeurs, chez les *lithographes indépendants*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs de journaux*; 0.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *stéréotypers-galvanoplastes*; 25 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *graveurs de géographie*; pas de changement chez les *graveurs de musique*.

Pas de chômeurs chez les ouvriers *caoutchoutiers*.

25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *fourreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, à l'*Union de la sellerie*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *selliers à la selle*; 23 p. 100 de chômeurs dans la *sellerie militaire*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *porteuillistes-maroquinières*; travail assez satisfaisant chez les *gantiers*.

30 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; 8 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 2.2 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la main*; pas de chômeurs, 60 à 68 heures, chez les *couturières*; travail plus abondant chez les ouvrières de l'*habillement*; 0.3 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 0.25 p. 100 de chômeurs, 75 heures, chez les *ouvriers et ouvrières en chapellerie de Paris réunis*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; pas de chômeurs 60 heures, chez les *chapeliers en fantaisie feutre et paille*; 7 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *casquetiers*; 0.9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *broderie*.

40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *poseurs en menuiserie*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers* de la «*Solidarité*»; pas de chômeurs, 60 heures, à l'*Union fraternelle des menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *compagnons charrons*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *layetiers-emballeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pipiers*.

11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les chefs de service et contremaîtres des *industries métallurgiques*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au syndicat indépendant des *ouvriers métallurgistes*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes autonomes*; 4 p. 100 de chômeurs, 57 heures, au syndicat libre des *métallurgistes de la Seine*; 4.4 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les ouvriers en *instruments de précision*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 38 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *modelleurs mécaniciens*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs repousseurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers d'étain*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *comptoirs d'étain*; pas de changement chez les *tailleurs sur acier*; 9 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *ferblantiers ornementistes*; travail moins abondant, 45 à 50 heures, chez les ouvriers du *bronze imitation*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en scies*; pas de chômeurs chez les ouvriers des *pompes à feu*; pas de chômeurs 60 heures, chez les *acheveurs, coquilleurs et ciseleurs*.

Pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de pierres tendres*; 1.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plombiers et similaires*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fourniers-spécialistes*; pas de chômeurs chez les *sculpteurs-modelleurs*; 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *granitiers*.

Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *boucheurs à l'émeri*; 25 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *façonniers graveurs sur cristaux*.

8 p. 100 de chômeurs à la *Chambre syndicale indépendante des employés de l'industrie*

et du commerce; 1 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie; 5 p. 100 de chômeurs chez les employés à la Bourse de commerce; 12 p. 100 de chômeurs, chez les comptables et teneurs de livres, moins de 1 p. 100 chez les dames employées de commerce et d'industrie; 6 p. 100 de chômeurs chez les sténographes et sténo-dactylographes; 5 p. 100 de chômeurs à l'Alliance sténographique; 0.5 p. 100 de chômeurs chez les clerks d'huissiers; 1 p. 100 de chômeurs à la Protection mutuelle des voyageurs de commerce; travail très peu satisfaisant à la Chambre syndicale corporative des voyageurs et représentants de commerce; 4 p. 100 de chômeurs chez les dessinateurs; pas de chômeurs chez les employés de la glace à rafraîchir; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les employés de banque et de bourse; pas de chômeurs, 56 heures, chez les porteurs des halles et marchés; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les manœuvres industriels; 5 p. 100 de chômeurs chez les laveurs de voitures.

3 p. 100 de chômeurs chez les coiffeurs; 4 p. 100 de chômeurs chez les gens de maison; travail plus abondant dans l'enseignement privé; 7 p. 100 de chômeurs à l'Union centrale des chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes (Bourse du travail); 1 p. 100 de chômeurs chez les chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes, électriciens (quai de Javel); 7 p. 100 de chômeurs chez les chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes (rue des Lavandières-Sainte-Opportune).

10 p. 100 de chômeurs chez les gardes-malades; pas de chômeurs chez les machinistes. 14 p. 100 de chômeurs chez les chefs d'orchestre.

A Champigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

A Puteaux, 22 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les blanchisseurs.

A Saint-Denis, 52 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les graveurs sur bois pour impressions.

A Sceaux, 5 p. 100 de chômeurs, 77 heures, chez les blanchisseurs.

A Villemomble, pas de chômeurs chez les jardiniers.

A Vitry, travail plus abondant, 72 heures, chez les ouvriers de la terre.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 45 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les boulangers. 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 66 heures, chez les corroyeurs et tanneurs; 0.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie cotonnière; 5 p. 100 de chômeurs chez les tapissiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chaudronniers; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les scieurs de pierres; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les couvreurs, plombiers, zingueurs; pas de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie; 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chauffeurs-mécaniciens de la marine; pas de chômeurs chez les musiciens.

Au Havre, 2 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant chez les pêcheurs et marins du commerce; pas de chômeurs chez les maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du port; 8 p. 100 de chômeurs chez les huiliers; pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 64 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les voiliers; 21 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les paveurs, bitumiers; travail peu satisfaisant chez les camionneurs; 15 p. 100 de chômeurs chez les capitaines au long cours; travail peu satisfaisant chez les cochers; 27 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les charbonniers déchargeurs.

A Bolbec, 0.8 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les cotonniers.

A Caudebec, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A Déville, 3 p. 100 de chômeurs, 68 heures, chez les métallurgistes.

A Dieppe, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment; 60 p. 100 de chômeurs chez les dockers.

A Elbeuf, travail satisfaisant, 60 heures, chez les menuisiers.

A Fécamp, 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port; 8 p. 100 de chômeurs chez les comptables.

A la Houllme, peu de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie textile.

Chez les verriers, travail satisfaisant à Nesle-Normandeuse; pas de chômeurs, 60 heures, à Bétonval; pas de chômeurs, 60 heures, à Romesnil.

75. — Seine-et-Marne. — A Château-Landon, 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tailleurs de pierres et carriers.

A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 72 heures, chez les maçons.

A Lagny (Montévrain), pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs au syndicat mel-
dois de l'industrie du livre; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Melun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs dans le
bâtiment.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Montereau, travail satisfaisant, 60 heures, dans le bâtiment; pas de chômeurs, 32 à
40 heures, chez les *faïenciers*.

A Nemours, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*.

A Noisiel, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *chocolatiers*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chô-
meurs dans l'habillement; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 25 p. 100
de chômeurs, 70 heures, chez les *plombiers*; pas de chômeurs chez les *cochers*; pas de
chômeurs chez les *employés* de l'arrondissement; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *blanchisseurs*.

A Corbeil, 60 heures, chez les *ouvriers meuniers*.

A Essonnes, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *chapeliers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie du livre; pas de chômeurs chez
les *ouvriers en instruments de musique*; 66 heures, chez les *peintres*.

A Orsay, pas de chômeurs, 66 heures, dans le bâtiment.

A Pontoise, 39 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Vélizy, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, travail normal, 54 heures, chez les *typo-litho-
graphes*.

A Melle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Mézières-en-Gâtine, pas de chômeurs, 65 à 70 heures, dans l'industrie laitière.

A Parthenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs mécaniciens*; pas de chômeurs
chez les *employés*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *ouvriers de l'in-
dustrie laitière*.

A Saint-Jean-de-Thouars, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres,
maçons et manœuvres*.

78. — Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*;
2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans
l'ameublement; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 4 p. 100 de chômeurs
chez les *employés*.

A Abbeville, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs,
66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

79. — Tarn. — A Albi, 48 heures chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 54 heures,
chez les *typographes*; pas de chômeurs, 30 à 35 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*;
12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs,
60 heures, dans le bâtiment; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 80 p. 100
de chômeurs chez les *terrassiers et manœuvres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers
en chaux et ciments*.

A Castres, 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chô-
meurs, 54 heures, dans l'industrie textile; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-
ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures,
chez les *métallurgistes*.

A Dourgne, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ardoisiers*.

A Graulhet, 58 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *moutonniers*.

A Mazamet, 75 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*; pas de chômeurs
chez les *mégissiers indépendants*; 5 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *fleurs*;

5 p. 100 de chômeurs chez les *maçons et cimentiers*; 45 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres et terrassiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Caussade, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*.

81. — Var. — A la Garde, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

A Toulon, pas de chômeurs, chez les *travailleurs de la terre*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de chômeurs chez les *travailleurs de l'usine à gaz*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Bollène, travail satisfaisant chez les *mineurs et ouvriers en terre réfractaire*.

A Caderousse, 36 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*.

A l'Isle-sur-la Sorgue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des plâtrières*.

A Villeneuve-sur-Aveyron, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Luçon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs chez les *forestiers*.

Aux Sables-d'Olonne, 50 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers boitiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs aux Épesses; pas de chômeurs à Éyrunes; pas de chômeurs à Mortagne-sur-Sèvre; pas de chômeurs à Saint-Laurent-sur-Sèvre.

84. — Vienne. — A Poitiers, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-tébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; pas de chômeurs chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 38 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Châtelleraut, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *maréchaux-ferrants*.

A Chauvigny, travail peu satisfaisant, 66 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs, 75 heures, chez les *cordonniers*.

A Lavoux, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relicieurs et doreurs*; travail moins abondant chez les *corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*; 50 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; travail un peu plus abondant chez les *porcelainières*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaine*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Châlus, pas de chômeurs chez les *feuillardiers*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Dournazac, travail peu satisfaisant chez les *feuillardiers*.

A Magnac-Laval, 30 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Saint-Yrieix, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

86. — Vosges. — A Épinal, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Anould, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *ouvriers des papeteries*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du livre*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *carriers* et du *bâtiment*.

Chez les ouvriers *textiles* : pas de chômeurs, 60 heures, à Aumontzey; pas de chômeurs, 60 heures, à Épinal; pas de chômeurs, 60 heures, à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, à Remiremont; pas de chômeurs à Saint-Léonard; pas de chômeurs, 60 heures, au Val d'Ajol.

87. — Yonne. — A Auxerre, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Sens, travail plus abondant, 66 heures, chez les *maçons*.

Chez les *bûcherons* : pas de chômeurs à Bléneau; travail plus abondant à Champcevais; pas de chômeurs à Champoulet; pas de chômeurs à Crain; chômage complet à Lavau; pas de chômeurs à Lichères-sur-Yonne; pas de chômeurs à Mézilles; pas de chômeurs à Moutiers; pas de chômeurs aux Ormes; pas de chômeurs à Rouchères; pas de chômeurs à Sommeceaise; 16 p. 100 de chômeurs à Saint-Fargeau; pas de chômeurs à Saint-Privé; pas de chômeurs à Saint-Sauveur-en-Puisaye.

88. — Algérie. — A Alger, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *employés en quincaillerie*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Constantine, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers, pâtissiers et charcutiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 45 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur métaux*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cochers et charretiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

A Oran, 45 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-chauffeurs et similaires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et plâtriers*; chômage presque complet chez les *inscrits maritimes*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les quatre premiers mois de 1909 :

IMPORTATIONS.	1909.	1908.	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS
	1,000 francs.	1,000 francs.	en 1909. 1,000 francs.	en 1909. 1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	243,929	298,299	#	54,370
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,632,362	1,433,497	198,865	#
Objets fabriqués.....	388,449	390,834	#	2,385
TOTAUX.....	2,264,740	2,122,630	198,865	56,755
AUGMENTATION en 1909.....			142,110	
EXPORTATIONS.				
	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	231,174	211,419	19,755	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	545,169	471,367	73,802	#
Objets fabriqués.....	944,182	882,477	61,705	#
Colis postaux.....	150,866	153,133	#	2,267
TOTAUX.....	1,871,391	1,718,396	155,262	2,267
AUGMENTATION en 1909.....			152,995	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 539,601,500 francs du 1^{er} janvier au 6 mai 1909 contre 538,790,300 francs pendant la période correspondante de 1908, soit une augmentation de 611,200 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Mai 1908.	Avril 1909.	Mai 1909.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	#	30 ^f 62	31 ^f 50
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	47 ^f 62	38 75	42 50
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	84 00	64 25	67 25
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	53 62	54 62	55 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	68 00	71 50	70 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	60 75	64 50	69 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	116 50	173 00	176 00
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	#	48 00	#
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	154 00	153 50	158 75
Étain Banka, idem.....	375 00	364 00	360 00
Plomb, livr. à Paris, idem.....	39 25	40 00	40 25
Zinc, bonnes marques, idem.....	57 00	60 00	60 00
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	23 37	25 50	26 82
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	#	1 57	1 50
— veau, idem.....	#	2 16	2 27
— mouton, idem.....	#	2 04	2 17
— porc, idem.....	#	1 30	1 34

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'Avril 1909, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 30 syndicats patronaux comptant 1,059 membres;
- 50 syndicats ouvriers comptant 2,916 membres;
- 2 unions de syndicats patronaux;
- 2 unions de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 22 syndicats patronaux;
- 259 syndicats ouvriers;
- 3 unions de syndicats ouvriers.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

5 en avril, 21 en mars, 17 en février, 7 en janvier, et 34 antérieurement au 1^{er} janvier 1909.
Total : 84.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Cantal. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **bâtiments** et de travaux publics de la ville de Saint-Flour [27 février 1909. — 32 membres]. Siège social : place du Muret, 4, SAINT-FOUR.

Côte-d'Or. — Syndicat d'élevage de Bligny-sous-Beaune [4 février 1909. — 77 membres]. Siège social : BLIGNY-SOUS-BEAUNE. — Syndicat de défense de la **boucherie** de Dijon [13 février 1909. — 49 membres]. Siège social : Bourse du commerce, DIJON.

Doubs. — Chambre syndicale des marchands **tailleurs** et confectionneurs pour hommes de l'Est de la France [19 mars 1909. — 25 membres]. Siège social : rue de la République, 21, BESANÇON.

Gard. — Syndicat des **laitiers** de la ville de Nîmes et de la banlieue [5 janvier 1908. — 80 membres]. Siège social : Buvette du Printemps, NÎMES. — Syndicat des **maîtres maçons** et entrepreneurs de la ville de Saint-Gilles [20 octobre 1908. — 6 membres]. Siège social : SAINT-GILLES.

Hérault. — Syndicat régional des patrons **boulangers** du canton de Gignac [1^{er} janvier 1909. — 20 membres]. Siège social : café de la Renaissance, SAINT-ANDRÉ DE SANGONIS.

Ille-et-Vilaine. — Syndicat des **hôteliars**, limonadiers et débitants de boissons de Dinard et environs [3 mars 1908. — 44 membres]. Siège social : café des Casinos, rue de la Plage, DINARD-SAINT-ÉNOGAT.

Loire-Inférieure. — Chambre syndicale des marchands de **meubles** et brocanteurs de la ville de Nantes [8 février 1909. — 50 membres]. Siège social : place du Cirque, 1, NANTES.

Marne. — Syndicat **médical** de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne [21 février 1909. — 28 membres]. Siège social : rue Grande-Étape, 48, CHÂLONS-SUR-MARNE.

Marne (Haute-). — Union syndicale et professionnelle des **bouchers** et charcutiers de la ville de Saint-Dizier [1^{er} juillet 1908. — 16 membres]. Siège social : café de l'Industrie, SAINT-DIZIER.

Morbihan. — « **Pêcheurs** de Sauzon », Syndicat de vente des produits de leur pêche [28 mars 1909. — 20 membres]. Siège social : SAUZON.

Nord. — Association syndicale des marchands-**bouchers** de Cambrai-banlieue [1^{er} février 1909. — 18 membres]. Siège social : rue des Balances, 5, CAMBRAI. — Syndicat des entrepreneurs du **bâtiment** des cantons de Denain et Bouchain [1^{er} janvier 1907. — 50 membres]. Siège social : Salon de l'Industrie, rue de Villars, DENAIN. — Chambre syndicale de la **malterie** [4 novembre 1908. — 44 membres]. Siège social : Grande-Place, 17, LILLE. — Union des **filateurs** et négociants en fil de laine-bonneterie [25 février 1909. — 30 membres]. Siège social : rue de Tournai, 97, TOURCOING.

Pas-de-Calais. — Union des **brasseurs** de l'arrondissement d'Arras [16 janvier 1909. — 64 membres]. Siège social : rue Gambetta, 27, ARRAS.

Pyrénées (Hautes-). — Syndicat des **hôteliars**, restaurateurs et logeurs de la ville de Lourdes [20 avril 1906. — 62 membres]. Siège social : place du Champ-Commun, LOURDES.

Rhône. — Chambre syndicale des entrepositaires de **bières** de Munich [2 mars 1909. — 10 membres]. Siège social : rue Tupin, 18, LYON. — Union des **opticiens** détaillants de la région lyonnaise [2 mars 1909. — 14 membres]. Siège social : quai de l'Hôpital, 23, LYON.

Savoie. — Chambre syndicale des **pêcheurs** professionnels du lac du Bourget [21 mars 1909. — 122 membres]. Siège social : Hôtel de ville, AIX-LES-BAINS.

Savoie (Haute-). — Syndicat professionnel de la **boucherie** et charcuterie de la ville d'Annecy et de ses environs [27 janvier 1909. — 20 membres]. Siège social : rue Carnot, 38, ANNECY.

Seine. — Chambre syndicale des **apprêteurs** de fanons de baleines [1^{er} avril 1909. — 10 membres]. Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS. — Union syndicale des courtiers d'**assurances** terrestres pour l'étude et la défense de leurs intérêts professionnels auprès des compagnies d'assurances et des pouvoirs publics [9 juillet 1907. — 2 membres]. Siège social : boulevard Saint-Martin, 5, PARIS. — Chambre syndicale des **avocats-conseils** de la Seine [1^{er} avril 1909. — 11 membres]. Siège social : rue Notre-Dame-de-Lorette, 39, PARIS. — Syndicat français des exploitants de **cinématographes** [29 mars 1909. — 25 membres]. Siège social : boulevard de la Villette, 22, PARIS. — Chambre syndicale parisienne des **imprimeurs** de journaux quotidiens [14 avril 1909. — 18 membres]. Siège

social : rue de Châteaudun, 37, PARIS. — Syndicat fédéral des **pharmaciens** de France [24 avril 1909. — 25 membres]. Siège social : rue Payenne, 11, PARIS — Chambre syndicale de la **vente à crédit** [2 février 1909. — 65 membres]. Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS.

Vienne (Haute-). — Syndicat des **pâtisseries** de Limoges et de la région [13 septembre 1906. — 24 membres]. Siège social : rue Pont-Hérissou, 7, LIMOGES. (Signalé à tort comme dissous au *Bulletin de l'Office du Travail* du mois de mars 1909.)

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne. — Syndicat des ouvriers **cordonniers**, bonnetiers et parties s'y rattachant [29 décembre 1907. — 123 membres]. Siège social : FÈRE-EN-TARDENOIS. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de Macquigny et de la région [23 février 1908. — 50 membres]. Siège social : MACQUIGNY. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** de Mennezyet [3 novembre 1907. — 17 membres]. Siège social : MENNEYZET. — Syndicat professionnel des ouvriers du **bâtiment** de Saint-Quentin et environs [22 février 1908. — 20 membres]. Siège social : place Babœuf, 1, SAINT-QUENTIN. — Syndicat des ouvriers de la **maréchalerie** et de la carrosserie de Saint-Quentin [23 juin 1908. — 30 membres]. Siège social : place Babœuf, 1, SAINT-QUENTIN. — Chambre syndicale des travailleurs dépendant des services **municipaux** de la ville de Saint-Quentin [5 mars 1908. — 79 membres]. Siège social : place Babœuf, 1, SAINT-QUENTIN. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de Villers-Cotterets [8 mars 1908. — 25 membres]. Siège social : VILLERS-COTTERETS.

Alpes-Maritimes. — Chambre syndicale internationale des garçons **charretiers**, camionneurs et arrimeurs de Vallauris [?. — 50 membres]. — Siège social : VALLAURIS.

Ardèche. — Chambre syndicale des **mouleurs** en métaux et parties similaires de Soyons [1^{er} février 1909. — 65 membres]. Siège social : Mairie, SOYONS.

Aveyron. — Chambre syndicale de l'industrie du **cuir**, à Creissels [10 novembre 1908. — 33 membres]. Siège social : CREISSELS.

Cher. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** du P. O. (section de Bourges) [15 mars 1909. — 45 membres]. Siège social : avenue nationale, 35, BOURGES.

Creuse. — Chambre syndicale des travailleurs du livre (**typographes**) [2 juillet 1908. — 10 membres]. — Siège social : Hôtel de Ville, AUBUSSON. — Syndicat des ouvriers **mineurs** et similaires des mines d'or de la Creuse [22 novembre 1908. — ? membres]. — Siège social : BUDELIÈRE.

Doubs. — Syndicat des ouvriers monteurs de **boîtes** et faiseurs de pendants de Besançon [21 février 1909. — 300 membres]. Siège social : Bourse du travail, BESANÇON. — (Fusion des trois syndicats ouvriers de monteurs de **boîtes** en or et similaires, monteurs de **boîtes** argent et similaires, **pendants**, anneaux et couronnes).

Drôme. — Chambre syndicale des ouvriers en **cuirs** et peaux et similaires de Valence [19 décembre 1908. — 65 membres]. — Siège social : Bourse du travail, VALENCE. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** de Valence et de Bourg-lès-Valence [28 février 1909. — 65 membres]. Siège social : Bourse du Travail, VALENCE.

Gard. — Syndicat mutuel des ouvriers et employés du **gaz** de la ville de Nîmes [22 décembre 1907. — 48 membres]. Siège social : Bourse du travail, NÎMES. — Syndicat des employés **municipaux** [2 juin 1908. — 150 membres]. Siège social : Bourse du tra-

vail, NÎMES. — Chambre syndicale des **cultivateurs** salariés de Saint-Laurent d'Aigouze [2 1904. — 82 membres]. Siège social : SAINT-LAURENT-D'AIGOUZE.

Ile-et-Vilaine. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** de Dol [1^{er} mars 1908. — 54 membres]. Siège social Mairie, DOL. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** de la ville de Redon [1^{er} janvier 1908. — 75 membres]. — Siège social : Hôtel de Ville, REDON. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** de Rennes [27 mars 1909]. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, RENNES. — Chambre syndicale des ouvriers **vanniers** de Saint-Malo et Saint-Servan [26 janvier 1908. — 40 membres]. — Siège social : rue Bas-Sablons, 46, SAINT-SERVAN.

Indre. — Groupe syndical des ouvriers et ouvrières **apiculteurs** et parties similaires de Neuvy-Pailloux [1^{er} février 1905. — 9 membres]. Siège social : NEUVY-PAILLOUX. — Union syndicale des travailleurs de **terre**, vigneron, agriculteurs et similaires de la commune de Paudy [5 avril 1908. — 43 membres]. Siège social : PAUDY.

Jura. — Syndicat fédéré du personnel civil des **subsistances** militaires de Dôle [20 février 1909. — 16 membres]. Siège social : place Grévy, 1, DÔLE.

Landes. — Association syndicale des ouvriers de l'injection des **bois** de la Compagnie du Midi de Labouheyre [25 février 1908. — 28 membres]. Siège social : LABOUBEYRE.

Loir-et-Cher. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** de Marchenoir et communes environnantes [24 janvier 1909. — 150 membres]. Siège social : MARCHENOIR.

Loire (Haute-). — Chambre syndicale des travailleurs de l'industrie **textile** de Saint-Didier-la-Séauve [26 septembre 1908. — 301 membres]. Siège social : maison Dupin, faubourg Montfaucon, SAINT-DIDIER-LA-SÉAUVE.

Loire-Inférieure. — Union syndicale des **marins** du commerce et pêcheurs réunis [7 février 1909. — 145 membres]. Siège social : passage du Sanitat, 5, NANTES. — Union Nantaise des ouvriers des industries du Livre (**typographes**) [1^{er} janvier 1909. — 16 membres]. Siège social : café des Docks, boulevard Sébastopol, NANTES.

Loiret. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de Bouzy [21 mars 1909. — 30 membres]. Siège social : BOUZY. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de Dampierre [2 septembre 1908. — 7 membres]. Siège social : DAMPIERRE. — Syndicat des **sabotiers-galochiers** du département du Loiret [7 mars 1909. — 13 membres]. Siège social : rue des Carmes, ORLÉANS. — Syndicat des **tourneurs-mécaniciens** [15 mars 1909. — 52 membres]. Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS.

Meurthe-et-Moselle. — Syndicat fédéré des ouvriers civils du parc à **fourrages** militaires de Lunéville [10 février 1909. — 10 membres]. Siège social : rue Chanzy, 13, LUNÉVILLE.

Nord. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** du Nord (section de Cambrai) [1^{er} janvier 1909. — 60 membres]. Siège social : Petit chemin d'Arvoingt, 3, CAMBRAI. — Chambre syndicale des **verriers** de Sars-Poteries [28 mars 1908. — 105 membres]. Siège social : Mairie, SARS-POTERIES.

Puy-de-Dôme. — Union syndicale des employés civils des établissements et services **militaires** de Clermont-Ferrand [11 mars 1909. — 9 membres]. Siège social : rue de l'Hôtel de Ville, 19, CLERMONT-FERRAND. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers et parties similaires du dépôt des **pétroles** de Clermont-Ferrand [20 mars 1909. — 22 membres]. — Siège social : Bourse du travail, CLERMONT-FERRAND.

Rhône. — Section lyonnaise des **choristes** des théâtres de Lyon [16 mars 1909. — 52 membres]. Siège social : Bourse du travail, LYON.

Saône-et-Loire. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Mâcon et de la région [25 mars 1909. — 21 membres]. Siège social : Bourse du travail, MÂCON. — Syndicat des **cuvrières pailleuses** de chaises de Tournus [28 novembre 1908. — 15 membres]. Siège social : Bâtiments communaux, TOURNUS.

Seine. — Syndicat des **masseurs** aveugles [27 mars 1909. — 6 membres]. Siège social : rue Saint-Denis, 151, PARIS.

Seine-Inférieure. — Syndicat des ouvriers **agricoles** et parties similaires du pays de Caux [10 janvier 1909. — 82 membres]. Siège social : NÉVILLE. — Syndicat des **jardiniers**, maraîchers, pépiniéristes de Fécamp et de la région [31 mars 1909. — 65 membres]. Siège social : Enceinte du Marché, FÉCAMP. — Syndicat des ouvriers **peintres** de Fécamp et des environs [1^{er} mars 1909. — 23 membres]. Siège social : Enceinte du Marché, FÉCAMP.

Seine-et-Oise. — Syndicat des **carriers** de Châteaufort [2 février 1909. — 11 membres]. Siège social : CHÂTEAUFORT. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Poissy [13 mars 1909. — 79 membres]. Siège social : rue aux Moutons, 2, POISSY.

Vienne (Haute-). — Syndicat des **voyageurs** et représentants de la ville de Limoges et de la région [10 avril 1909. — 90 membres]. Siège social : LIMOGES.

3° UNIONS DES SYNDICATS PATRONAUX.

Hérault. — Fédération des syndicats des patrons **boulangers** de l'Hérault [11 février 1909. — 7 syndicats adhérents]. Siège social : café du Midi, PAULHAN.

Seine. — Fédération nationale du commerce des **bestiaux** en France [16 mars 1909. — 6 syndicats adhérents]. Siège social : rue du Caire, 6, PARIS.

4° UNIONS DES SYNDICATS OUVRIERS.

Calvados. — Union des syndicats ouvriers du Calvados [7 mars 1909. — 18 syndicats adhérents]. Siège social : rue Saint-Pierre, 100, CAEN.

Seine-et-Oise. — Union des syndicats ouvriers du canton de Sèvres [26 décembre 1908. — 9 syndicats adhérents]. Siège social : Grande-Rue, 84, SÈVRES.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne. — Syndicat professionnel de la **presse** départementale de l'Aisne [6 septembre 1898]. Siège social : Hôtel de Ville, LAON. — Syndicat des entrepreneurs de **battage** de Saint-Quentin et des environs [24 juin 1899]. Siège social : rue des Toiles, 8, SAINT-QUENTIN. — Syndicat des **cochers** indépendants de Saint-Quentin [13 juin 1894]. Siège

social : rue de La Fère, 31, SAINT-QUENTIN. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **peinture** de l'arrondissement de Saint-Quentin [1^{er} juillet 1899]. Siège social : rue des Canonniers, 1, SAINT-QUENTIN. — Syndicat de la **boucherie** et de la charcuterie du département de l'Aisne [15 octobre 1904]. Siège social : rue Alexandre-Dumas, 7, VILLERS-COTTERETS.

Charente. — Chambre syndicale des patrons **maréchaux-ferrants** de l'arrondissement d'Angoulême [23 avril 1905]. Siège social : rue de Périgueux, ANGOULÊME. — Chambre syndicale des patrons du **bâtiment** et Société de prévoyance de Cognac [17 mars 1894]. Siège social : Établissement Ruby, Place d'Armes, COGNAC. — Syndicat de la **boulangerie** de Jarnac [19 avril 1903]. Siège social : rue Croix-du-Lò, JARNAC.

Gard. — Syndicat des entrepreneurs du **bâtiment** d'Alais [25 juin 1904]. Siège social : Hôtel de Ville, ALAIS.

Gironde. — Chambre syndicale des **dentistes** de Bordeaux et du Sud-Ouest [11 février 1896]. Siège social : rue des Trois-Consuls, 53, BORDEAUX. — Syndicat professionnel des fabricants de **doubles-fûts** et fournitures diverses de chais, telles que osiers, cercles, feuilards, barres, chevilles, tains, paillons, etc. de Bordeaux et du Sud-Ouest [29 juin 1900]. Siège social : à L'Athénée, BORDEAUX. — Syndicat des marchands **d'œufs** de Bordeaux et de la banlieue [20 janvier 1905]. Siège social : Café Oriental, place d'Aquitaine, BORDEAUX.

Ille-et-Vilaine. — Syndicat patronal des **relieurs** de Rennes et de la région de l'Ouest [4 janvier 1907]. Siège social : rue Victor Hugo, 2, RENNES.

Isère. — Syndicat des expéditeurs de **fromages** de l'arrondissement de Saint-Marcellin [30 novembre 1907]. Siège social : SAINT-MARCELLIN.

Pas-de-Calais. — Syndicat des **laitiers** approvisionnant la ville d'Hesdin [21 décembre 1907]. Siège social : Estaminet Coquiart, HESDIN. — Syndicat des **pharmaciens** du bassin houiller du Pas-de-Calais [19 décembre 1906]. Siège social : Grand-Hôtel, place de la République, LENS.

Seine. — Syndicat général des producteurs ou **approvisionneurs** français du carreau des Halles [15 avril 1901]. Siège social : rue de Turbigo, 14, PARIS, 1^{er}. — Syndicat national de défense des débiteurs de **boissons** de France et des colonies [21 septembre 1900]. Siège social : boulevard Montmartre, 18, PARIS.

Vaucluse. — Chambre syndicale des fabricants de **fruits confits** du Midi [7 avril 1903]. Siège social : maison Marliagne, rue Saint-Auspice, APT. — Syndicat avignonnais du commerce d'**épicerie** en détail [18 juillet 1902]. Siège social : salle de la Bourse du commerce, AVIGNON. — Chambre syndicale de l'**alimentation** (expéditeurs de denrées) [20 août 1905]. Siège social : place de la Mairie, CARPENTRAS. — Syndicat professionnel des fabricants de **balais** de la ville d'Orange [14 janvier 1908]. Siège social : café André, boulevard de la Meynie, ORANGE.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'**habillement** de Bourg et de la région [16 octobre 1905]. Siège social : rue de la République, 16, BOURG. — Société civile de prévoyance de la corporation des **tailleurs de pierre** de Serrières-de-Briord [20 mars 1902]. Siège social : SERRIÈRES-DE-BRIORD.

Aisne. — Chambre syndicale des **typographes** et des professions similaires adhérentes à la Fédération des travailleurs du Livre [10 janvier 1902]. Siège social : rue de la Chaussée, 6, CHAUNY. — Chambre syndicale des **verriers** en bouteilles et similaires de Folembay [23 septembre 1906]. Siège social : rue Grande, FOLEMBAY. — Chambre syndicale des ouvriers **brodeurs** et similaires de Saint-Quentin et des environs [5 septembre

1906]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-QUENTIN. — « La Liberté » syndicat Saint-Quentinois des ouvriers de **tissage** et de filature [7 avril 1901]. Siège social : rue de Baudreuil, 20, SAINT-QUENTIN. — « L'Indépendance » Syndicat des ouvriers **tullistes** et similaires de l'arrondissement de Saint-Quentin [22 avril 1901]. Siège social : rue de Cambrai, 57, SAINT-QUENTIN. — Chambre syndicale Union fraternelle des ouvriers **tullistes** de Saint-Quentin [2 mai 1903]. Siège social : place Dufour-Denelle, 7, SAINT-QUENTIN.

Allier. — Syndicat des **employés** réunis de Commentry [4 novembre 1905]. Siège social : Bourse du Travail, COMMENTRY. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs** et coupeurs de pavés, tailleurs de pierres et manœuvres des carrières des Grivats [24 mars 1903]. Siège social : CUSSET. — Union syndicale des ouvriers de la **glacerie** de Montluçon (verriers) [4 mars 1900]. Siège social : rue de Blauzat, MONTLUÇON. — Syndicat des ouvriers de la **glacerie** de Montluçon (verriers) [11 mars 1902]. Siège social : Édifice communal, MONTLUÇON. — Syndicat des ouvriers **plâtriers-peintres** de Montluçon [28 mars 1898]. Siège social : Édifice communal, MONTLUÇON. — Chambre syndicale des ouvriers **couvreurs** et zingueurs de Moulins [14 août 1895]. Siège social : boulevard de Courtais, MOULINS.

Ardèche. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **feutres** d'Annonay [1^{er} mars 1907]. Siège social : Hôtel de Ville, ANNONAY. — Union des syndicats de **tissage** de la région lyonnaise (section de Largentière) [24 août 1907]. Siège social : LARGENTIÈRE.

Ariège. — Chambre syndicale des ouvriers **papetiers** du Saint-Gironnais [15 juillet 1906]. Siège social : EYCHEIL. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires de Pamiers [10 novembre 1904]. Siège social : maison Labeur, rue Major, PAMIER. — Association syndicale des ouvriers **tailleurs** de pierres [10 juin 1905]. Siège social : Hôtel de Ville, SAINT-GIRONS.

Aube. — Association syndicale des ouvriers de toutes les professions se rattachant à la **bonneterie** de la région d'Aix-en-Othe [1^{er} avril 1900]. Siège social : AIX-EN-OTHE. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** et vitriers de Troyes et Sainte-Savine [20 octobre 1906]. Siège social : Bourse du travail, TROYES.

Aveyron. — Syndicat des employés et ouvrières en **ganterie** [15 juin 1904]. Siège social : Maison du peuple, MILLAU.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des **charretiers**, chargeurs et camionneurs de banlieues de Marseille [25 septembre 1904]. Siège social : quartier Malpassé, 137, MARSEILLE. — Syndicat du personnel non gradé des **hôpitaux** civils de Marseille [1^{er} décembre 1906]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Calvados. — Association syndicale des ouvriers de toutes les industries se rattachant à la **bonneterie** [1^{er} mai 1891]. Siège social : rue de Rugles, GUIBRAY.

Charente. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** d'Angoulême [1^{er} mai 1904]. Siège social : Bourse du travail, ANGOULÊME. — Syndicat des ouvriers et employés auxiliaires de la **Poudrerie** d'Angoulême [22 octobre 1893]. Siège social : Bourse du travail, ANGOULÊME. — Chambre syndicale des travailleurs du **gaz** [10 novembre 1906]. Siège social : Bourse du travail, COGNAC. — Chambre syndicale des **hommes de peine** de la ville de Cognac et ses environs [3 juillet 1893]. Siège social : Bourse du travail, COGNAC. — Chambre syndicale des ouvriers **ménisiers-ébénistes** de Cognac [1^{er} mai 1892]. Siège social : Bourse du travail, COGNAC.

Charente-Inférieure. — Union syndicale des ouvriers **ostréicoles** réunis de la section de Bourcefranc [12 octobre 1906]. Siège social : MARENNES. — Groupe syndical des travailleurs des **Chemins de fer** de l'État [9 mars 1899]. Siège social : Bourse du travail, ROCHEFORT-SUR-MER. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** et similaires [4 juin 1906]. Siège social : Bourse du travail, ROCHEFORT-SUR-MER. — Syndicat professionnel des

garçons **limonadiers**, restaurateurs et assimilés de Rochefort-sur-Mer [29 février 1905]. Siège social : café de l'Univers, ROCHEFORT-SUR-MER. — Union syndicale Rochelaise des industries du **livre** [28 juillet 1904]. Siège social : rue Bonnes-Femmes, 1, LA ROCHELLE. — Syndicat des **portefaix** de la ville de Royan [9 juin 1875]. Siège social : Hôtel de Ville, ROYAN.

Cher. — Syndicat des ouvriers **chaufourniers**, carriers, bluteurs et travaux similaires de Beffes [10 novembre 1903]. Siège social : BEFFES. — Chambre syndicale de la **chaussure** militaire de Bourges [22 mars 1905]. Siège social : Bourse du travail, BOURGES. — Chambre syndicale des ouvriers **selliers** de l'équipement militaire de Bourges [11 octobre 1902]. Siège social : Bourse du travail, BOURGES. — Chambre syndicale des **peintres** sur porcelaine et travaux similaires [20 novembre 1906]. Siège social : FOÉCY. — Chambre syndicale des **porcelainiers** et travaux similaires de Foécý et des communes environnantes [26 mars 1907]. Siège social : FOÉCY. — Chambre syndicale des ouvriers **journaliers-porcelainiers** et travaux similaires de Mehun-sur-Yèvre et des communes limitrophes [1^{er} janvier 1900]. Siège social : rue Jeanne-d'Arc, 45, MEHUN-SUR-YÈVRE. — Syndicat des **mouleurs** et couleurs de moules [1^{er} juin 1906]. Siège social : rue Jeanne-d'Arc, 45, MEHUN-SUR-YÈVRE. — Chambre syndicale des **peintres** sur porcelaine et travaux similaires de Mehun-sur-Yèvre [1^{er} décembre 1899]. Siège social : rue Jeanne-d'Arc, 45, MEHUN-SUR-YÈVRE. — Chambre syndicale des ouvriers useurs de grains et polisseurs sur **porcelaine** de Mehun-sur-Yèvre [1^{er} mai 1900]. Siège social : Bourse du travail, MEHUN-SUR-YÈVRE. — Société L'Union syndicale du Berry (ouvriers **porcelainiers**, gazetiers et couleurs de moules) [1^{er} août 1894]. Siège social : Bourse du travail, MEHUN-SUR-YÈVRE. — Chambre syndicale des ouvriers **carriers**, paveurs et travaux similaires des cantons de Vierzon et Lury [19 janvier 1900]. Siège social : Bourse du travail, VIERZON. — Chambre syndicale des ouvriers **gazetiers** de Vierzon [1^{er} juillet 1907]. Siège social : rue Gallerand, VIERZON.

Corrèze. — Chambre syndicale des ouvriers en **bâtiment** de la ville de Bort [20 novembre 1906]. Siège social : Mairie, BORT. — Chambre de l'union des ouvriers **boulangers** de Tulle [18 novembre 1905]. Siège social : Bourse du travail, TULLE. — Syndicat des **mécaniciens** et parties similaires de Tulle [18 novembre 1905]. Siège social : Bourse du travail, TULLE. — Syndicat des ouvriers en **bâtiment** [24 mars 1907]. Siège social : UZERCHE. — Syndicat des ouvriers en **chaussures** et parties similaires [24 mars 1907]. Siège social : UZERCHE.

Côte-d'Or. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Dijon [15 avril 1905]. Siège social : Bourse du travail, DIJON.

Dordogne. — Syndicat des garçons **coiffeurs** de la ville de Périgueux [14 septembre 1906]. Siège social : rue de la Nation, 2, PÉRIGUEUX. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers**, tanneurs et corroyeurs [5 octobre 1898]. Siège social : Bourse du travail, PÉRIGUEUX. — Syndicat général des ouvriers **terrassiers**, mineurs et assimilés aux bâtiments de Tuillères et des environs [21 octobre 1906]. Siège social : Salle Carrière, SAINT-CAPRAISE-DE-LALINDE. — Syndicat des **boucheurs** à l'émeri de Brard-ville et Terrasson [9 mai 1907]. Siège social : SAINT-LAZARE. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** de Brard-ville [26 septembre 1906]. Siège social : SAINT-LAZARE.

Doubs. — Syndicat des corporations **métallurgiques** de Sous-Roches [4 février 1900]. Siège social : AUDINCOURT. — Syndicat de l'**Aiguille** des ouvrières du Doubs [20 juillet 1904]. Siège social : rue de Brégille, BESANÇON. — Syndicat des ouvriers de l'**ameublement** de Besançon [20 juillet 1907]. Siège social : Bourse du travail, BESANÇON. — Syndicat des ouvriers et ouvrières **cartonniers** de Besançon [21 octobre 1907]. Siège social : Bourse du travail, BESANÇON. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de Besançon [9 avril 1903]. Siège social : Bourse du travail, BESANÇON. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'**habillement** militaire [17 septembre 1902]. Siège social : Bourse du travail, BESANÇON. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et similaires de Besançon [5 juillet 1907]. Siège social : Bourse du travail, BESANÇON. — Syndicat des ouvriers **restaurateurs**, limonadiers et assimilés de Besançon et de Franche-Comté [17 octobre

1906]. Siège social : Bourse du travail, BESANÇON. — Syndicat des ouvriers des **soieries** bisantines [28 avril 1907]. Siège social : Bourse du travail, BESANÇON.

Drôme. — Syndicat des ouvriers **chevriers** et corroyeurs de Romans et de Bourg-de-Péage [21 décembre 1901]. Siège social : Bourse du travail, ROMANS. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** de la ville de Valence [1^{er} décembre 1895]. Siège social : Bourse du travail, VALENCE. — Syndicat des ouvriers et ouvrières indépendants de l'industrie **vermicellière** de Valence [11 décembre 1904]. Siège social, rue Victor-Hugo, 16, VALENCE.

Eure. — Syndicat des **employés de commerce** des deux sexes d'Évreux et des environs [13 septembre 1905]. Siège social : rue de l'Horloge, ÉVREUX.

Finistère. — Chambre syndicale des ouvriers de l'**ameublement** de Brest [4 mars 1894]. Siège social : Marché aux Toiles, 2, BREST. — Syndicat indépendant des ouvriers à **bois** de la ville de Brest et des environs [19 mai 1905]. Siège social : rue d'Aiguillon, 38, BREST. — Syndicat indépendant des ouvriers **boulangers** de Brest et des environs [25 avril 1905]. Siège social : Bourse du travail, BREST. — Syndicat des ouvriers **carriers** de Brest et environs [12 août 1907]. Siège social : Bourse du travail, BREST. — Syndicat des ouvriers et garçons **charbonniers** [4 janvier 1899]. Siège social : rue Lamouron, 19, BREST. — Syndicat des ouvriers et ouvrières des **conserves** alimentaires de Brest [1^{er} février 1905]. Siège social : BREST. — Chambre syndicale des marchands **forains** réunis du Finistère [8 octobre 1903]. Siège social : Bourse du travail, BREST. — Chambre syndicale des **garçons de magasin** de la ville de Brest et des environs [19 avril 1903]. Siège social : rue Lamouron, 19, BREST. — Syndicat des marchands de **journaux** réunis de la ville de Brest [28 mai 1904]. Siège social : rue Marché-aux-Toiles, BREST. — Chambre syndicale des capitaines, patrons, mécaniciens, maîtres d'équipage, chauffeurs, graisseurs, soutiers, **matelots**, etc. [8 juin 1904]. Siège social : Bourse du travail, BREST. — Syndicat des travailleurs et employés **municipaux** de Brest [2 février 1906]. Siège social : Bourse du travail, BREST. — Chambre syndicale des ouvriers en régie du **port** de Brest [9 juillet 1903]. Siège social : rue Lamouron, 19, BREST. — Syndicat des ouvriers **parqueteurs-raboteurs** de Brest et environs [14 août 1907]. Siège social : Bourse du travail, BREST. — Chambre syndicale des ouvriers et employés similaires des **scieries** de Brest et des environs [11 novembre 1903]. Siège social : rue Marché-aux-Toiles, 2, BREST. — Chambre syndicale des ouvriers **boitiers** de Concarneau [13 mars 1896]. Siège social : place de la Mairie, 3, CONCARNEAU. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Douarnenez [10 février 1905]. Siège social : Grande-Rue, 8, DOUARNENEZ. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** de Douarnenez [1^{er} mai 1906]. Siège social : rue Plomarch, 43, DOUARNENEZ. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** et des industries qui s'y rattachent [5 février 1905]. Siège social : GUILVINEC. — Syndicat des **tailleurs de pierres** et ouvriers carriers de Laber-Ildut [26 février 1905]. Siège social : LABER-ILLDUT. — Syndicat des ouvriers en **voitures** et parties similaires [1^{er} janvier 1905]. Siège social : place Saint-Corentin, 36, QUIMPER. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** de la ville de Quimperlé [6 janvier 1904]. Siège social : Mairie, QUIMPERLÉ. — Chambre syndicale des travailleurs sur **métaux** [30 mai 1904]. Siège social : Mairie, QUIMPERLÉ.

Gard. — Syndicat des ouvriers **maçons**, tailleurs de pierre, plâtriers et similaires d'Alais [13 octobre 1900]. Siège social : Bourse du travail, ALAIS. — Union syndicale indépendante des ouvrier **mineurs** et assimilés des houillères de Rochebelle [1^{er} juin 1907]. Siège social : faubourg de Rochebelle, 8, ALAIS. — Syndicat des ouvriers **charretiers** de la ville de Beaucaire [19 avril 1906]. Siège social : café Tournaire, rue de Nîmes, BEAUCAIRE. — Syndicat des ouvriers **charretiers** et camionneurs de la ville de Nîmes [12 février 1902]. Siège social : Bourse du travail, NÎMES. — Syndicat de la **métallurgie** [2 novembre 1901]. Siège social : Bourse du travail, NÎMES. — Syndicat des **tonneliers** de la ville de Nîmes [13 septembre 1906]. Siège social : Bourse du travail, NÎMES. — Syndicat des employés et ouvriers de la Compagnie des **tramways** électriques de la ville de Nîmes [10 septembre 1906]. Siège social : Bourse du travail, NÎMES. — Syndicat professionnel des ouvriers **agricoles** de Quissac [10 décembre 1906]. Siège social : QUISSAC. — Syndicat professionnel

indépendant des ouvriers et ouvrières en **soie** du Vigan [11 novembre 1906]. Siège social : rue de La Condamine, VIGAN (LE).

Gironde. — Syndicat des ouvriers **tunneliers** d'Ambarès [6 août 1905]. Siège social : café Michelin, AMBARÈS. — Syndicat des **arrimeurs** de poteaux de mine du port de Bordeaux [3 novembre 1900]. Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — Chambre syndicale des ouvriers **colleurs** de papiers peints [23 décembre 1882]. Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — Syndicat des **mariniers** de navigation fluviale et par canaux du Sud-Ouest [14 juin 1905]. Siège social : quai de la Grave, 8, BORDEAUX. — Nouveau syndicat des **marins** réunis du long cours et du cabotage du port de Bordeaux [20 août 1900]. Siège social : rue Raze, 20, BORDEAUX. — Association syndicale des ouvrières et ouvriers des **raffineries** de sucre de Bordeaux [1^{er} janvier 1908]. Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — Syndicat des similaires et manœuvres des **verreries** de Bordeaux (section verre noir) [12 mai 1907]. Siège social : quai de Bacalan, 30, BORDEAUX. — Syndicat indépendant des ouvriers **tunneliers** de Cadillac et des environs [1^{er} janvier 1907]. Siège social : Mairie, CADILLAC. — Syndicat des ouvriers ripeurs de **cercles** de l'arrondissement de Bazas [21 octobre 1906]. Siège social : GAZATS.

Hérault. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires de Bédarieux [8 décembre 1905]. Siège social : place du Pavillon, BÉDARIEUX. — Chambre syndicale des ouvriers **agricoles** et terrassiers de Bessau [21 novembre 1903]. Siège social : BESSAN. — Syndicat international des ouvriers et ouvrières en **chaussures** [2 mars 1901]. Siège social : Bourse du travail, BÉZIERS. — Syndicat des ouvriers extracteurs de **sable** de la ville de Béziers [1^{er} février 1904]. Siège social : Bourse du travail, BÉZIERS. — Chambre syndicale des **serruriers** de la ville de Béziers [26 février 1881]. Siège social : Bourse du travail, BÉZIERS. — Chambre syndicale des ouvriers **tapissiers** de la ville de Béziers [6 juillet 1893]. Siège social : Bourse du travail, BÉZIERS. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** et terrassiers de Cruzy [4 février 1904]. Siège social : Ancienne mairie, CRUZY. — Chambre syndicale des **commis** et employés de la ville de Montpellier [16 octobre 1892]. Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER. — Syndicat des garçons **d'hôtels**, limonadiers, restaurateurs et parties similaires de Montpellier [28 avril 1906]. Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER. — Syndicat des ouvriers **jardiniers**, maraîchers et fleuristes de la ville de Montpellier et des environs [11 novembre 1906]. Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER.

Ille-et-Vilaine. — Chambre syndicale des **employés** de la maison Paris-Rennes [18 mai 1908]. Siège social : Bourse du travail, RENNES. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de la **filature** Porteu [6 juin 1904]. Siège social : Bourse du travail, RENNES. — Association syndicale des ouvrières mécaniciennes et couturières employées à la confection des effets social : faubourg de Brest, 65, RENNES. — Syndicat des employés des **tramways** électriques de Rennes [7 juillet 1908]. Siège social : Bourse du travail, RENNES. — Chambre syndicale des ouvriers **vanniers** de Rennes [3 juillet 1904]. Siège social : Bourse du travail, RENNES.

Indre. — Chambre syndicale des ouvriers en **chaussures** et parties similaires de Châteauroux [21 juin 1901]. Siège social : rue Grande, 116, CHÂTEAUX. — Syndicat des **chaufourniers** et parties similaires du département de l'Indre [13 mars 1907]. Siège social : SAINT-GAULTIER.

Indre-et-Loire. — Union syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la ville de Tours [29 janvier 1903]. Siège social : rue Marceau, 20, TOURS. — Chambre syndicale des ouvriers de l'industrie du **cuir** [30 septembre 1897]. Siège social : rue Marceau, 20, TOURS. — Syndicat professionnel des **jardiniers** du département d'Indre-et-Loire [21 février 1898]. Siège social : rue Marceau, 20, TOURS. Syndicat des ouvriers de la **métallurgie** [5 janvier 1898]. Siège social : rue Marceau, 20, TOURS. — Syndicat professionnel des ouvriers **tailleurs de pierres**, maçons, cimentiers et professions similaires de la ville de Tours et du département d'Indre-et-Loire [23 janvier 1900]. Siège social : rue Marceau, 20, TOURS. — Chambre syndicale des ouvriers en **voitures** et parties similaires de la ville de Tours et du département d'Indre-et-Loire [17 août 1901]. Siège social : Bourse du travail, TOURS.

Isère. — Syndicat professionnel national des ouvriers **maçons** et manœuvres de Grenoble [8 octobre 1904]. Siège social : café Guimet, rue des Jardins, GRENOBLE. — Syndicat des ouvriers et ouvrières **mégissiers** de la maison Terray et C^{ie} [23 novembre 1906]. Siège social : rue Nicolas-Chevrier, 35, GRENOBLE. — Union des syndicats du **tissage** de la région lyonnaise (section de Saint-André-le-Gaz) [22 avril 1907]. Siège social : SAINT-ANDRÉ-LE-GAZ. — Syndicat professionnel des ouvriers en **bâtiment** de La Tour-du-Pin [16 juin 1907]. Siège social : place du Lavoir, LA TOUR DU PIN. — Syndicat des **chaufourniers** de Trept et des environs [16 janvier 1907]. Siège social : Mairie, TREPT. — Union des syndicats du **tissage** de la région lyonnaise (section de Fures) [25 septembre 1907]. Siège social : TULLINS-FURES. — Syndicat des ouvriers **papetiers** de Voiron [1^{er} août 1906]. Siège social : Bourse du travail, VOIRON. — Chambre syndicale des **tisseurs** de toile, linge de table et similaires de Voiron [26 février 1893]. Siège social : Bourse du travail, VOIRON.

Jura. — Syndicat des ouvriers des **salines** du Jura [4 avril 1907]. Siège social : hôtel de la Réunion, MONTMOROT. — Syndicat régional indépendant (**lunetier**) [15 septembre 1907]. Siège social : MOREZ.

Landes. — Chambre syndicale des **tailleurs de pierres** et maçons de la ville de Mont-de-Marsan [1^{er} avril 1905]. Siège social : rue du Pégé, 37, MONT-DE-MARSAN. — Chambre syndicale du **bâtiment** de Saint-Martin-de-Seignaux [12 mars 1907]. Siège social : hôtel Saint-Martin, SAINT-MARTIN-DE-SEIGNAUX.

Loire. — Syndicat des ouvrières et ouvriers du **tissage** mécanique lyonnais et de la région (section de Bourg-Argental [25 mai 1907]. Siège social : BOURG-ARGENTAL. — Syndicat des ouvriers **tourneurs sur bois** et similaires de Bourg-Argental [31 mars 1900]. Siège social : BOURG-ARGENTAL. — Syndicat des **métallurgistes** de la vallée du Gier [1^{er} avril 1900]. Siège social : rue de la République, 6, GRAND-CROIX. — Syndicat des ouvriers réunis du **bâtiment** de Montbrison [31 mai 1905]. Siège social : Hôtel de ville, MONTBRISON. — Syndicat des ouvriers **verriers** en verre noir de Rive-de-Gier [10 novembre 1901]. Siège social : rue de la Barrière, RIVE-DE-GIER. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** et similaires de Roanne et du Coteau [8 avril 1902]. Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — Chambre syndicale des ouvriers **couvreurs** de Roanne, Le Coteau et Riorges [24 avril 1904]. Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — Chambre syndicale des ouvriers **ébénistes** de Roanne et du Coteau [1^{er} octobre 1898]. Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Roanne [Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — Syndicat corporatif des ouvriers et employés **municipaux** de la ville de Roanne [15 janvier 1905]. Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — Syndicat des ouvriers **tanneurs** et corroyeurs roannais [31 janvier 1901]. Siège social : Bourse du travail : ROANNE. Syndicat de **tisseurs** et similaires de Roanne [3 janvier 1904]. Siège social : place Sainte-Anne, 11, ROANNE. — Syndicat des ouvriers **tailleurs de pierres** et carriers [10 août 1899]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-CHAMOND. — Chambre syndicale des ouvriers licenciés de la manufacture nationale d'**armes** de Saint-Étienne [3 septembre 1905]. Siège social : Café Decitre, rue de la Croix, SAINT-ÉTIENNE. — Chambre syndicale des ouvriers de la **charcuterie** et membres similaires de la ville de Saint-Étienne [30 avril 1905]. Siège social : Café Desestrès, place Dorian, SAINT-ÉTIENNE. — Chambre syndicale des ouvriers **chaudronniers** en fer [18 décembre 1903]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — Chambre syndicale des garçons **limonadiers** restaurateurs et parties similaires de la ville de Saint-Étienne [4 mai 1903]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — Union fraternelle des **mineurs** du bassin de la Loire [11 juillet 1903]. Siège social : rue Neyron, 44, SAINT-ÉTIENNE. — Chambre syndicale des **mouleurs** en fer et modelleurs de Saint-Étienne [2]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — Chambre syndicale indépendante dite des ouvriers **pâtisiers-confiseurs** des maisons de détail de la ville de Saint-Étienne et de la région [11 mars 1907]. Siège social : rue Badouille, 1, SAINT-ÉTIENNE. — Chambre syndicale des ouvriers de la **teinture** et similaires de Roanne, Le Coteau et Riorges [9 octobre 1904]. Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — Syndicat indépendant des ouvriers **teinturiers** et similaires de la ville de Saint-Étienne [14 août 1905]. Siège social : place du peuple, 6, SAINT-ÉTIENNE. — Syndicat indépendant

des employés des **tramways** à vapeur [15 mai 1902]. Sièges social : Maison Moris, chemin du Rez, SAINT-ÉTIENNE. — Syndicat des **métallurgistes** de Saint-Martin-la-Plaine [19 mars 1905]. Sièges social : SAINT-MARTIN-LA-PLAINE. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** d'Uniex et communes limitrophes [5 novembre 1905]. Sièges social : UNIEUX.

Maine-et-Loire. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** et bottiers de la ville de Saumur [1^{er} août 1893]. Sièges social : rue Fourrier, 35, SAUMUR.

Manche. — Chambre syndicale des travailleurs du livre (**typographes**) [18 août 1891]. Sièges social : Hôtel de ville, AVRANCHES. — Union syndicale des ouvriers **cordonniers** civils et militaires de la ville de Cherbourg [13 septembre 1906]. Sièges social : Bourse du travail, CHERBOURG. — Syndicat des ouvriers vendeurs de **journaux** de Cherbourg [3 octobre 1906]. Sièges social : Bourse du travail, CHERBOURG.

Meurthe-et-Moselle. — Chambre syndicale ouvrière de l'industrie **métallurgique** du bassin de Briey [1^{er} novembre 1904]. Sièges social : Maison Leloup, VILLERUPT.

Nièvre. — Syndicat des **bûcherons** de Cervon [12 novembre 1905]. Sièges social : CERVON. — Syndicat des employés de la **scierie** de Clamecy [3 décembre 1906]. Sièges social : CLAMECY. — Syndicat des ouvriers **carriers** et autres industries connexes [1^{er} novembre 1907]. Sièges social : CORBIGNY. — Syndicat des ouvriers **agricoles**, bûcherons et travaux similaires de la Nièvre [1^{er} juillet 1898]. Sièges social : Bourse du Travail, NEVERS. — Syndicat des garçons **limonadiers**, restaurateurs, d'hôtels et similaires de Nevers. — [2 septembre 1907]. Sièges social : rue du Commerce, 17, NEVERS. — Syndicat des ouvriers en **limes** de Sainte-Hélène [20 septembre 1906]. Sièges social : VARENNES-LES-NARCY.

Nord. — Union syndicale des vrais travailleurs de l'industrie **textile** [9 mai 1893]. Sièges social : Café du Demi-Cercle, rue Notre-Dame, ROUBAIX. — Syndicat des **tisserands** de Fontenoy [2 mars 1902]. Sièges social : rue de l'Alma, 157, ROUBAIX. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de la **filature** de Tourcoing [1^{er} septembre 1899]. Sièges social : rue du Chêne-Houpline, 56, TOURCOING. — Syndicat d'employés et contremaîtres de **filature** de laine «l'Union des employés» [10 décembre 1900]. Sièges social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat de **filature** «l'Amitié» [29 mars 1901]. Sièges social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat de **filature** «la Bobine de Préparation» [24 janvier 1902]. Sièges social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat de **filature** «les Bonnes doubleuses» [22 avril 1901]. Sièges social : rue d'Alger, TOURCOING. — Syndicat d'ouvrières de **filature** de coton «le Bon fil» [25 février 1901]. Sièges social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat de **filature** «le Bon métier» [21 décembre 1901]. Sièges social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat d'ouvrières de **filature** de coton «la Concorde» [13 mars 1901]. Sièges social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat de **filature** «le Coton retors» [10 septembre 1901]. Sièges social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat d'ouvrières de **filature** de coton «la Double mèche» [21 décembre 1900]. Sièges social : rue Achille-Testelin, 223, TOURCOING. — Syndicat de **filature** «l'Épargne» [6 avril 1901]. Sièges social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat de **filature** «les Fidèles soigneuses» [8 avril 1901]. Sièges social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat de **filature** «l'Indépendance» [21 mars 1901]. Sièges social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat de **filature** «la Prévoyance» [6 avril 1901]. Sièges social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat de **filature** «les Soigneuses des Francs» [28 avril 1902]. Sièges social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat de **filature** «la Volonté» [21 janvier 1902]. Sièges social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Chambre syndicale des marchands de **journaux** de Tourcoing [2 janvier 1906]. Sièges social : rue du Chêne-Houpline, 56, TOURCOING. — Chambre syndicale des ouvriers **portefaix**, débardeurs, hommes de peine et parties similaires de Roubaix-Tourcoing et environs [20 octobre 1907]. Sièges social : Aux Trois-Bornes, TOURCOING. — Syndicat des militants de la **textile** de Roubaix-Tourcoing [9 février 1907]. Sièges social : rue Saint-Jacques, 22, TOURCOING. — Syndicat du tissage «les Croskroës» [31 mai 1901]. Sièges social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat d'ouvriers de **tissage** «l'Espérance». [7 mars 1901]. Sièges social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat de **tissage** «l'Espérance du Piquage» [22 mars 1901]. Sièges social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat de tissage «la Po-

pelaine» [21 mars 1901]. Siège social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat de **tissage** «les Prévoyants» Siège social : rue d'Alger, TOURCOING. — Syndicat de **tissage** «le Satin» [22 mars 1901]. Siège social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat de **tissage** «l'Union fraternelle» [22 mars 1901]. Siège social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — Syndicat de **tissage** «le Vigoureux». Siège social : rue d'Alger, 3, TOURCOING. — «Union des travailleurs», chambre syndicale du **tissu** de Tourcoing et environs [12 novembre 1899]. Siège social : rue du Menin, 183, TOURCOING. — Chambre syndicale des **cochers** de voitures de places et de remises de Valenciennes [6 décembre 1906]. — Siège social : rue de l'Escaut, 16, VALENCIENNES. — Union syndicale et mutuelle des ouvriers **coiffeurs** de Valenciennes [24 juin 1904]. Siège social : rue de Lille, 3, VALENCIENNES. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et assimilés du bassin d'Anzin [2 septembre 1906]. Siège social : VICOIGNE. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de la **bijouterie**, orfèvrerie et parties similaires de Walincourt [23 septembre 1905]. Siège social : WALINCOURT.

Pas-de-Calais. — Chambre syndicale des ouvriers en bois et du **bâtiment** [1^{er} octobre 1888]. Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-MER. — Syndicat des **Mécaniciens** brevetés de 2^e classe naviguant à la pêche et au bornage [14 janvier 1907]. Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-MER. — Syndicat indépendant de la **métallurgie** [30 décembre 1902]. Siège social : Bourse du travail indépendante, BOULOGNE-SUR-MER. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** calaisiens [17 décembre 1900]. Siège social : place Crèveœur, 13, CALAIS. — Syndicat des ouvriers **cordonniers** de Calais et des environs [1^{er} août 1892]. Siège social : place Crèveœur, 13, CALAIS. — Chambre syndicale des **employés de magasins** et similaires de Calais [1^{er} décembre 1906]. Siège social : rue de Vic, 15, CALAIS. — «L'Émancipation», chambre syndicale des ouvriers **tullistes** et similaires de Calais [24 juin 1900]. Siège social : Bourse du travail, CALAIS. — Syndicat des ouvriers **peintres** de Lens et des environs [1^{er} août 1905]. Siège social : rue de Paris, 50, LENS. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Marquise [6 juin 1902]. Siège social : route des Usines, MARQUISE. — Chambre syndicale des ouvrières **lingères** de Saint-Omer [22 août 1906]. Siège social : SAINT-OMER. — Chambre syndicale des ouvriers **tanneurs** et corroyeurs de Saint-Omer [5 janvier 1907]. Siège social : SAINT-OMER.

Pyrénées (Basses-). — Chambre syndicale des ouvriers **ébénistes** de la ville de Bayonne [19 décembre 1900]. Siège social : Bourse du travail, BAYONNE. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** et similaires de Biarritz [28 avril 1905]. Siège social : avenue des Pyrénées, BIARRITZ.

Sarthe. — Chambre syndicale des ouvriers **chapeliers** réunis du Mans [10 décembre 1886]. Siège social : rue Saint-Martin, 5, LE MANS. — Chambre syndicale des **cochers** de voiture de place et de remise du département de la Sarthe [5 janvier 1906]. Siège social : Bourse du travail, LE MANS.

Seine. — Union syndicale des **chorégraphes** professionnels [17 octobre 1906]. Siège social : Bourse du travail, PARIS. — Chambre syndicale professionnelle des **façonniers passementiers** à la barre [13 mai 1889]. Siège social : rue Palikao, 42, PARIS.

Tarn. — Chambre syndicale des ouvriers en **bâtiment** de Carmaux [23 mars 1898]. Siège social : Mairie, CARMAUX. — Chambre syndicale des **représentants** et employés de commerce [20 mars 1898]. Siège social : Mairie, CARMAUX. — Chambre syndicale des ouvriers en **habillement** de la ville de Carmaux [20 mars 1898]. Siège social : CARMAUX. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** et ébénistes de Carmaux [1^{er} juillet 1892]. Siège social : CARMAUX. — Chambre syndicale des **verriers** de Carmaux [2 octobre 1899]. Siège social : Hôtel Taulza, CARMAUX.

Vaucluse. — Syndicat des **caissiers** et comptables de la ville d'Avignon [30 août 1905]. Siège social : Bourse du travail, AVIGNON. — Union syndicale des ouvriers **coiffeurs** d'Avignon [23 octobre 1906]. Siège social : Café de l'Entr'acte, place de l'Horloge, AVIGNON. — Syndicat des **commissaires** autorisés ou similaires [13 janvier 1907]. Siège social : Bourse du travail, AVIGNON. — Syndicat féminin des ouvrières de la **couture** [1^{er} dé-

cembre 1907]. Siège social : Bourse du travail, AVIGNON. — Syndicat des **hommes de peine** [1^{er} décembre 1907]. Siège social : Bourse du travail, AVIGNON. — Syndicat rhodanien des **instituteurs** privés laïques [10 février 1908]. Siège social : rue de la République, 44, AVIGNON. — Chambre syndicale des vendeurs de **journaux** sur la voie publique [1^{er} mars 1908]. Siège social : AVIGNON. — Syndicat des garçons **limonadiers**, restaurateurs et parties similaires d'Avignon [1^{er} janvier 1904]. Siège social : Bourse du travail, AVIGNON. — Chambre syndicale des ouvriers **marbriers** de la ville d'Avignon [26 octobre 1906]. Siège social : Bourse du travail, AVIGNON. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux** du département de Vaucluse [14 mars 1905]. Siège social : Bourse du travail, AVIGNON. — Chambre syndicale des ouvriers **mouleurs** de la ville d'Avignon [20 octobre 1906]. Siège social : Bourse du travail, AVIGNON.

Vosges. — Syndicat ouvrier des **papeteries** d'Estival-Clairefontaine [1^{er} juillet 1905]. Siège social : chez M. Georges, débitant, ESTIVAL. — Syndicat à l'**aiguille** [23 juin 1907]. Siège social : mairie, JUBAINVILLE. — Syndicat international des ouvriers du **bâtiment** de Raon-l'Étape-la-Neuveville [3 août 1907]. Siège social : RAON-L'ÉTAPE. — Chambre syndicale des ouvriers de la corporation **textile** de Saulceray et Saint-Michel-sur-Meurthe [4 juin 1905]. Siège social : SAINT-MICHEL-SUR-MEURTHE. — « La Liberté », chambre syndicale des ouvriers des deux sexes des industries **textiles** et similaires pour Le Thillot et les environs. [13 mai 1905]. Siège social : Maison Walter, route Nationale, LE THILLOT. — Syndicat des ouvriers **textiles** du Val-d'Ajol et des environs [5 novembre 1905]. Siège social : Café de l'Hôtel-de-Ville, LE VAL-D'AJOL.

Yonne. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de Paroy-en-Othe [18 mars 1905]. Siège social : PAROY-EN-OTHE.

3^e UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne. — Fédération des Chambres syndicales ouvrières de Chauny [10 avril 1902]. Siège social : rue de la Chaussée, 6, CHAUNY. — Fédération des chambres syndicales ouvrières de Saint-Quentin [1^{er} avril 1901]. Siège social : rue des Halles, 3, SAINT-QUENTIN.

Ille-et-Vilaine. — Union fédérative des ouvriers et ouvrières en **chaussures** de la ville de Fougères [21 mars 1903]. Siège social : Bourse du travail, FOUGÈRES.

BIBLIOGRAPHIE.

OUVRAGES REÇUS PAR LA DIRECTION DU TRAVAIL
ET SOMMAIRES DES BULLETINS DES OFFICES DU TRAVAIL ÉTRANGERS *
POUR FÉVRIER 1909 ⁽¹⁾.

FRANCE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — DIRECTION DE L'ASSISTANCE ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUES : **Statistique sanitaire de la France.** — 1^{re} partie. — *Villes de 5,000 habitants et au-dessus.* — Année 1907 : A. *Relevés annuels (1907)*; B. *Tableaux rétrospectifs (1886-1907).* — 1 vol., 162 pages, Melun, Imprimerie administrative, 1908.

— MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL : **Exposition universelle et internationale de Liège 1905.** Section française. — Classe 17 (*instruments de musique*). — Groupe V : classes 23 à 27 (*électricité*). — Classes 53 et 54 (*pêche et agriculture, cueillettes*). — Classe 64 (*grosse métallurgie*). — Classe 70 (*tapis, étoffes d'ameublement*). — Classe 73 (*cristaux et verreries*). — Classes 95 et 96 (*joaillerie et bijouterie, horlogerie*). — 7 vol. in-8°, Paris, Comité français des expositions à l'étranger, Bourse du commerce, 1908.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE OUVRIÈRE (Office impérial de statistique, Ministère de l'Intérieur) : * **« Reichsarbeitsblatt »** (Bulletin impérial du travail). Berlin, Karl Heyman, le numéro, 10 pfennigs. — Sommaire du n° de février 1909. — Quelques résultats du recensement professionnel du 12 juin 1907. — Rapports annuels des corporations professionnelles dans l'industrie sur la prévention des accidents pour 1907. — L'Exposition permanente des institutions ouvrières à Charlottenbourg. — Rapport de l'inspection industrielle en Alsace en 1907. — Les contrats de travail en 1907. — L'état actuel du mouvement coopératif. — Loi du 28 décembre 1908 apportant des modifications à la *Gewerbeordnung*. — Loi sur l'entretien des maisons d'habitation à Lubeck et dans sa banlieue.

AUSTRALASIE. — NOUVELLE-GALLES-DU-SUD. — BUREAU DU TRAVAIL : **Third annual report of the director of labour** (Troisième rapport annuel du directeur du travail), contenant le compte rendu de l'activité et du fonctionnement du bureau du travail pour l'année terminée le 30 juin 1908. — 1 brochure in-4° de 55 pages et 6 planches hors texte, Sydney, W. Applegate Gullick, 1909. Prix : 2 fr. 50.

(1) En dehors des renseignements mensuels concernant le marché du travail, les grèves, la jurisprudence, le mouvement syndical, la législation, etc., la plupart des Bulletins des offices du travail étrangers publient des articles spéciaux dont les plus importants sont mentionnés ci-dessous. — Les bulletins sont indiqués par un astérisque *.

AUTRICHE. — BUREAU DE LA COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE : **Ergebnisse der Gewerblichen Betriebszählung vom 3 Juni 1902** (Résultats du recensement industriel du 3 juin 1902). 1^{er} volume, 1^{re} partie : *Résumé analytique*. — 1 vol. in-4° de 316 pages, Vienne, Imprimerie de la Cour, en commission chez le Fils de Karl Gerold, 1908.

— **Ergebnisse der landwirtschaftlichen Betriebszählung vom 3 Juni 1902** (Résultats du recensement agricole du 3 juin 1902). II^e volume : *Haute et Basse Autriche, Salzbouurg, Styrie*. — III^e volume : *Carinthie, Carniole, Territoire de Trieste, Goritz-et-Gradisca, Istrie, Dalmatie, Tirol et Vorarlberg*. — V^e volume : *Galicie et Bukovine*. 3 volumes in-4° de 58, 68 et 72 pages, Vienne, Imprimerie de la Cour, en commission chez le Fils de Karl Gerold, 1908.

BELGIQUE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'industrie et du travail) : * **« Revue du travail »**. (Bruxelles, Vanbuggenhoudt, le n° 0 fr. 10.) — Numéro du 15 février 1909 : Unions professionnelles reconnues existant au 31 décembre 1908. — La coopération en Belgique de 1903 à 1908. — Prix des principales denrées ménagères au 31 décembre 1909. — Numéro du 28 février 1909 : Nombre de sociétés mutualistes reconnues au 31 décembre des années 1903-1908. — Nombre de fédérations mutualistes et caisses de réassurance reconnues au 31 décembre des années 1903-1908. — Arrêtés royaux sur le repos du dimanche et le Conseil supérieur du travail.

BULGARIE. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE : **Statistique du commerce du royaume de Bulgarie avec les pays étrangers**, mouvement de la navigation et prix moyens annuels des animaux domestiques, des principaux articles alimentaires et des journées pendant l'année 1907. — 1 vol. in-4° de 618 pages, Sofia, Imprimerie de l'État, 1909.

CANADA. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL : * **« Gazette du travail »**. Ottawa, Dawson, le n° 0 fr. 15. — Numéro de février 1909 : L'ouvrage du Département du travail. — Huitième rapport de la Caisse populaire de Lévis, Québec. — La production de l'acier et du fer de la Nouvelle-Écosse en 1908. — Évaluation des fermes et gages des garçons de ferme au Canada. — La production de la laine au Canada.

— **ONTARIO.** — BUREAU DU TRAVAIL : **Ninth report of the bureau of labour** (Neuvième rapport du Bureau du travail de la province d'Ontario) pour l'année terminée le 31 décembre 1908. — 1 vol. in-8° de 272 pages, Toronto, L. K. Cameron, 1909.

DANEMARK. — BUREAU DE STATISTIQUE DE L'ÉTAT : **Statistiske Meddelelser** (Communications statistiques) 4^e série, tome XXIX, 1^{re} livraison, de 49 pages : *Récoltes en Danemark, tableaux révisés, 1897-1907, par année*. — 2^e livraison, de 60 pages : *Les impôts d'État sur le revenu et sur la fortune, 1908-1809*. — 3^e livraison, de 9 pages : *Prix officiels des céréales produites en 1908*. — 4^e livraison, de 155 pages : *Les écoles primaires hors de Copenhague en 1906*. — 5^e livraison, de 56 pages : *Importation et exportation en 1908; production d'eau-de-vie, de beurre, de sucre de betteraves et de beurre artificiel*. Reliées en 1 vol. in-8°. Copenhague, imprimerie de Bianco Luno, 1909.

ESPAGNE. — INSTITUT DES RÉFORMES SOCIALES (Ministère de l'Intérieur) : * **« Boletín del Instituto de Reformas sociales »**. (Madrid, Minuesa de los Rios; le n° 0 fr. 25.) — Sommaire du numéro de février 1909 : L'inspection du travail en 1907 (suite). — Décret déclarant définitifs les statuts provisoires de l'Institut national de prévoyance. — Ordonnance royale sur les sociétés d'assurances mutuelles contre les accidents du travail. — Ordonnance royale sur l'application du repos hebdomadaire à l'Institut de réformes sociales.

ÉTATS-UNIS. — CONNECTICUT : BUREAU DE STATISTIQUE DU TRAVAIL : **Twenty-third report of the bureau of labor statistics** (23^e rapport du bureau de statistique du travail)

pour les deux années terminées au 30 novembre 1908, 1 vol. in-8° de 400 pages. Hartford, 1908.

FINLANDE-RUSSIE. — ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'INDUSTRIE : Statistique ouvrière : VIII. *Undersökning af kontors-och handelsbiträdenas i Finland förhållanden.* (Recherches sur les commis de bureaux et de boutiques en Finlande.) 1 vol. in-4° de 168 pages. Helsingfors, Kejsarliga senatus tryckeri, 1909.

GRANDE-BRETAGNE. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL (Ministère du Commerce) : * « *Labour Gazette* ». Londres, Veal, Chifferiel and C^e; le numéro, 0 fr. 10. — Numéro de février 1909 : Recensement des indigents dans le Royaume-Uni. — Travaux de reboisement et chômage. — Participation aux bénéfices en 1907-1908. — Les comités de détresse en Ecosse en 1907-1908.

ITALIE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce) : * « *Bolletino dell'Ufficio del lavoro* ». Rome, Fratelli frères; le n° 0 fr. 30. — Numéro de février 1909 : Les salaires en usage en Suisse. — Les conflits du travail en 1907 en France, Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Hollande, Suède, Espagne et Massachusetts. — Les salaires dans les industries des États-Unis.

JAPON. — DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE : *Vingt-quatrième rapport statistique.* 1 vol. de 700 pages. Mars 1909.

NORVÈGE. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE DU ROYAUME DE NORVÈGE. — OFFICIELLE STATISTIK : Fascicule 68 : *Norges sparebanker 1907* (statistique des caisses d'épargne de Norvège pour l'année 1907). — Fascicule 76 : *Norges bergverksdrift* (statistique des mines et usines en Norvège en 1907). — Fascicule 77 : *Industristatistik for aarene 1901-1904* (statistique industrielle pour les années 1901 à 1904, éditées par l'Office des assurances de l'État). 3 brochures de 108, 70, 114 pages. Christiana, H. Aschehong et C^{ie}, 1908.

SUÈDE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL (Administration centrale du commerce) :

N° A. 7 : *Undersökning af tryckerier och därmed förenad handtering i Sverige* (enquête sur les imprimeries et industries s'y rapportant en Suède). 1 vol. in-8° de 620 pages;

N° B. 6 : *Registrerade sjukkassors* (caisses de secours mutuels enregistrées; opérations en 1906). 1 vol. in-8° de 228 pages;

N° D. 1 : *Lifsmedelsoch bostadspriser i Sverige 1904-1907* (prix des denrées alimentaires et des loyers en 1904-1907). 1 vol. in-8° de 104 pages;

N° E. 1 : *Arbetsinställelser 1903-1907* (les grèves de 1903 à 1907). 1 vol. in-8° de 400 pages.

Stockholm, P.-A. Norstedt et fils.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant.

CH. PICQUENARD.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de mai, les ouvriers viticoles du Midi ont encore trouvé assez facilement à s'employer, bien que la mévente des vins ait pour effet de restreindre les travaux dans les vignes. L'écorçage n'a pu avoir lieu dans un certain nombre de centres où les bois n'ont pu être coupés cet hiver par suite des conflits entre marchands de bois et bûcherons et, d'autre part, la sécheresse a entravé les travaux des champs, de sorte que le chômage des ouvriers bûcherons est resté très supérieur à ce qu'il est habituellement en cette saison. La situation est toujours aussi satisfaisante dans l'horticulture de la région parisienne.

Dans le bâtiment et les industries qui en dépendent l'activité est très grande, sauf à Paris en raison de la grève des carriers de Seine-et-Oise.

Dans l'industrie textile, la situation est très satisfaisante dans la presque totalité des centres du Nord; l'activité reste stationnaire dans les Vosges; elle a diminué dans les centres cotonniers de Seine-Inférieure; elle est toujours aussi grande dans les petits centres de Maine-et-Loire et de Vendée. Dans la soie, le travail se maintient dans les usines de tissage mécanique de la région lyonnaise; il est plus abondant chez les tisseurs de la Croix-Rousse.

Les industries du vêtement sont en pleine saison.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de mai 1909. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

Dans les métaux, l'activité reste en général médiocre; le chômage a un peu diminué parmi les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes et les horlogers de la Franche-Comté.

L'activité se maintient dans les industries du livre.

1,162 syndicats, groupant 281,238 ouvriers, ont répondu, pour mai 1909, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 934 groupant 218,259 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 13,092, ce qui correspond à une moyenne de 6 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 6.8 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 6.4 p. 100; elle était de 11.9 p. 100 en mai 1908.

L'ouvrage, pendant le mois de mai 1909, a été jugé, par comparaison avec le mois de mars, plus abondant, par 29 p. 100 des syndicats, groupant 23 p. 100 des syndiqués; équivalent par 52 p. 100 des syndicats, groupant 60 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 19 p. 100 des syndicats, groupant 17 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 653 syndicats, groupant 142,046 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 286, groupant 67,571 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (4,880) accuse 7 p. 100 de chômeurs contre 2; les mareyeurs de Boulogne-sur-Mer (350), 4.3 p. 100. Sur l'Océan, la pêche est plus abondante à Concarneau (675), Douarnenez (1,878), Guilvinec (467), au Bono (156), Tréboul (372); elle est moins abondante au Croisic (600), au Palais (106); à la Rochelle tous les marins pêcheurs (251) sont occupés et la pêche est toujours aussi abondante. Les marins et pêcheurs d'Oran (417) accusent 66 p. 100.

D'après les réponses de 46 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 8,451 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en mai, de 8.6 p. 100 contre 6.8⁽¹⁾ le mois dernier et 7.4 en mai 1908; la situation était considérée comme satisfaisante par 67 p. 100 des syndicats et 81 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 729 chômeurs, 613 sont signalés par 30 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 2,824 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 17.6, 17.4 et 41.1 p. 100 contre 26.2, 10.7 et 9.6 le mois dernier et 4.2, 26 et 29.1 en mai 1908; 11 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; bien que la mévente des vins ait pour effet de restreindre les travaux dans beaucoup de centres, surtout dans les Pyrénées-Orientales, les ouvriers viticoles trouvent encore assez facilement à s'occuper soit dans les vignes (sulfatage, soufrage, labourage), soit aux champs. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,379) annonce 15 chômeurs contre 34 le mois dernier et 15 en mai 1908 : le travail est plus abondant que le mois dernier; le syndicat ouvrier de

⁽¹⁾ Non 12.9, comme il a été imprimé par erreur dans le précédent numéro.

la rue du Harlay (2,370) accuse 0 contre 0 et estime le travail plus abondant et satisfaisant. Pas de chômeurs chez les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq (208); 48.7 p. 100 chez les vignerons d'Aÿ (187) par suite des gelées.

123 syndicats de bûcherons groupant 11,560 membres accusent 12.2 p. 100 de chômeurs contre 14 le mois dernier et 3.3 en mai 1908. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 74 p. 100 des syndicats et 75 p. 100 des syndiqués. Les ouvriers bûcherons ont été occupés, en mai, soit à l'écorçage, soit aux travaux agricoles; mais le chômage reste plus élevé qu'il ne l'est d'habitude en cette saison; l'écorçage n'a pu en effet avoir lieu cette année dans quelques centres où les bois n'ont pu être coupés cet hiver par suite du conflit entre bûcherons et marchands de bois et en plusieurs endroits la sécheresse entrave les travaux des champs. On ne signale aucun chômeur dans 7 centres sur 11 dans l'Allier, dans 13 sur 29 dans le Cher, dans 6 sur 9 dans le Loiret, dans 33 sur 40 dans la Nièvre et dans 7 sur 9 dans l'Yonne; le chômage atteint 24.6 p. 100 contre 15 le mois dernier dans l'Allier pour 838 syndiqués; il est de 18.4 contre 5.9 dans le Cher pour 2,982 syndiqués; de 12.9 contre 18.5 dans le Loiret pour 419 syndiqués; de 9.2 contre 25.8 dans la Nièvre pour 3,805 syndiqués et de 29.7 contre 19.3 dans l'Yonne pour 781 syndiqués. Dans les Landes, 14 syndicats de résiniers, groupant 1,591 membres, accusent 0.3 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur plus de 173,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de mai 1909. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen hebdoma- daire de jours d'extraction ⁽¹⁾	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	106,097	5.91	"	"	"	39.76	60.24
Loire.....	17,275	5.71	"	"	"	80.33	19.67
Gard et Hérault.....	11,484	5.96	"	"	"	2.98	97.02
Tarn et Aveyron.....	10,850	5.56	"	"	"	28.22	71.78
Provence	2,385	4.95	"	"	11.38	58.62	"
Isère	1,951	6	"	"	"	"	100
Ouest.....	420	5.60	"	"	25.00	"	75
Bourgogne et Nord-Ouest	9,899	5.90	"	"	"	42.83	57.17
Centre.....	10,108	5.87	"	"	"	46.76	53.24
ENSEMBLE pour la France.	173,469	5.83	"	"	0.63	42.84	56.53

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, Jundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.96 le mois dernier et de 5.87 en mai 1908. D'après les réponses de 24 syndicats, le

chômage serait de 0.3 p. 100 sur un effectif de 29,298 syndiqués contre 0.3 le mois dernier pour 34,344 syndiqués et 0.3 en mai 1908 pour 34,415 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 6.2 p. 100 pour 23 syndicats groupant 2,551 ouvriers contre 8 le mois dernier et 2.5 en mai 1908. Dans les carrières, pas de chômeurs à Porcieu-Amblagnieu (180), Trept (152), Lérrouville (178); 10.8 p. 100 contre 21.7 à Châteaulandon (232); 18.5 contre 40.7 à Parmilieu (119); 4.8 à Volvic (331). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320); à Fumay, 10 p. 100 contre 7.1 chez les ardoisiers (254).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 52 syndicats, groupant 10,903 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 7.7 p. 100 contre 9.6 le mois dernier et 9.1 en mai 1908. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 62 p. 100 des syndicats et 65 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Limoges (150) et d'Alger (340); les bouchers (150), les tripiers (180), les limonadiers (270) et les restaurateurs navigateurs (250) de Marseille. Le travail est, par contre, satisfaisant chez les bouchers de Lyon (338) et de Bordeaux (102); les pâtisseries de Bordeaux (450) et de Reims (105); les confiseurs de Lille (137); les maîtres d'hôtel navigateurs du Havre (837); les raffineuses de sucre de Marseille (465); les meuniers de Corbeil (100). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,565) accusent 4 p. 100 contre 4.7; ceux de la Bourse du travail (1,600), 6.2 contre 8.1; les boulangers de la rue des Martyrs (502), 2.8 contre 4.4; ceux du boulevard Richard-Lenoir (240), 2.1 contre 0; aux Halles, les employés de la marée (275) accusent 1.5 contre 0; ceux de la volaille (120), 4.2.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin d'avril 1909, septième mois de la campagne 1908-1909, s'élevait à 1,852,321 hectolitres, en augmentation de 125,734 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru à la même date est évaluée approximativement à 252,000 hectolitres, soit une différence en plus de 39,000 hectolitres sur la campagne 1907-1908⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de mai 1909, neuvième mois de la campagne 1908-1909, la quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 794,807 tonnes, en augmentation de 54,329 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 11 syndicats, groupant 8,266 ouvriers, ressort à 2.3 p. 100 contre 2.7 le mois dernier et 5.1 en mai 1908. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Saint-Étienne (162) et Toulon (240); 0.8 contre 1.9 à Paris (5,300). Les ouvriers des huileries de Marseille (1,585) accusent 9.5 p. 100 contre 5.8 le mois dernier. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (490) et d'Anould (632) sont tous occupés. 1.7 p. 100 contre 0.8 chez les relieurs de Nancy (120); 10 chez les cartonners en tous genres de Lyon (100).

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 mai 1909.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 juin 1909.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 104 pour 61 syndicats groupant 4,685 adhérents, soit 2.2 p. 100; pour Paris, de 133 pour 7 syndicats groupant 4,348 adhérents, soit 3.1 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 2 p. 100 pour la province et de 2.4 pour Paris; elle était, en mai 1908, de 1.6 pour la province, de 2.8 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 82 p. 100 des syndicats de province groupant 85 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 4 syndicats, équivalent par 31, moins abondant par 11. Il y a 0.9 p. 100 de chômeurs contre 1.8 le mois dernier à Dijon (110); 0 contre 0 à Grenoble (150); 8.8 contre 7.6 chez les lithographes (147) de Saint-Étienne; 8 à Nice (100); 0 contre 0 à Besançon (96); 0.6 contre 1.9 chez les typographes (330) de Bordeaux; 0 à Nancy (243); 0 à Nevers (136); 0 contre 0 à Amiens (200); 3 contre 5.2 à Nantes (165); 0 contre 0 à Clermont-Ferrand (105); 2.5 contre 3.2 à Rouen (159); 0.8 contre 0 au Havre (120); 3.9 contre 3.3 chez les typographes (518) et 6.7 chez les lithographes (150) de Lyon; 2.6 contre 2.5 à Lille (390) et 5.3 contre 2 chez les lithographes (150); 0 contre 0 au Mans (101).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,500) accuse 78 chômeurs contre 80 le mois dernier et 102 en mai 1908 et estime le travail aussi abondant et satisfaisant pour l'époque; les imprimeurs de journaux (200) accusent 12.5 p. 100 contre 7.7. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (140) accuse 7.1 contre 7.9.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 14 syndicats, groupant 2,310 ouvriers, atteint 16.3 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 40.8 le mois dernier et 47.1 en mai 1908. A Annonay, les mégissiers de rivière (600) ont 20 p. 100 de chômeurs contre 15 le mois dernier et font 40 heures; les mégissiers-palissonneurs (350) accusent 5 p. 100. A Millau, les chamoiseurs (110) en ont 72.7 contre 81.8 et font 55 heures. A Mazamet, les mégissiers (110) accusent 74.5 p. 100 contre 74.5; les exploitants de la peau de mouton (800), 0.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 2.8 p. 100 pour 13 syndicats groupant 677 ouvriers contre 0.8 le mois dernier et 7.9 en mai 1908. Les ouvriers en chaussures du Quesnoy (200) n'ont pas de chômeurs et font 76 heures. Les coupeurs de Lyon (110) accusent 3.6 p. 100 et 60 heures.

A Paris, les selliers militaires (178) accusent 11.2 p. 100 contre 23.1; les portefeuillistes (250), 4 contre 7.8.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 75 syndicats, groupant 30,909 adhérents, était de 1,325, soit 4.3 p. 100 contre 5.3 le mois dernier et 12.7 en mai 1908.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (10,926), il y aurait 6.4 p. 100 de chômeurs contre 7.5 le mois dernier et 11.5 en mai 1908, la semaine est de 60 heures et la situation est estimée assez satisfaisante. A Tourcoing, les tapissiers en grosse moquette (134) accusent 1.5 p. 100 contre 0. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,600), il n'y aurait pas de chômeurs, la semaine serait de 60 heures et le travail serait satisfaisant; dans la filature de coton (520), le chômage serait de 0.4 p. 100 et la semaine de 60 heures, en reprise; les tisserands (320) sont tous occupés 60 heures. A Armentières, la situation serait bonne : un syndicat ouvrier (2,020) accuse 1.1 p. 100 contre 0 et 59 heures; le syndicat mixte (1,770) accuse 0 chômeur contre 0 et 60 heures. A Halluin (1,100), le chômage est de 6 p. 100 contre 7 et la semaine est de

56 heures; à Houplines (1,600), 1.1 p. 100 contre 1.8 et 55 à 60 heures; la situation est satisfaisante à la Gorgue (773) et Fourmies (300); 0.2 à Hazebrouck (663); 0 à Boussières (115); 0 contre 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100); 52 contre 44.3 à Villers-en-Cauchies (155); 0.9 à Avesnes-lès-Aubert (220), 20 p. 100 à Avesnes-le-Sec (132); 5 à Haspres (400). Pour l'ensemble de 20 syndicats du Nord groupant 22,032 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 3.4 p. 100 contre 4.9 le mois dernier et 10.8 en mai 1908.

Dans les Vosges, les 6 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0.2 p. 100 de chômeurs sur 1,036 syndiqués contre 0 le mois dernier et 1.6 en mai 1908; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Épinal (127), ni à Plainfaing (600).

Dans les centres normands, à Rouen (248) les ouvriers cotonniers ont 2.4 p. 100 de chômeurs contre 0.4 et font 55 heures : le travail est moins abondant; à Bolbec (260), 0.6 p. 100 contre 0.8 et 58 heures contre 56; 0 chômeur à la Houllme (100) et 60 heures; à Flers, les ouvriers cotonniers (650) font 60 heures contre 60, mais ils attendent 4 à 5 jours à la fin de chaque chaîne. A Condé-sur-Noireau (160), 4 p. 100 contre 2.5 et 60 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les pareurs (81) accusent 1.2 p. 100 contre 0.8 et 60 heures contre 60, les tisseurs (305), 2 contre 1.4 et 54 heures; à Bourg-de-Thizy (600), les tisseurs accusent 7.5 contre 6.6 et 54 heures; 6 contre 5 à Thizy (612) avec 56 heures contre 60 : c'est la mort-saison.

Dans l'Aisne, l'Union des tisseurs de Saint-Quentin (162) accuse 0 chômeur et 60 heures. Dans les Ardennes, à Sedan (150), 3.3 p. 100 contre 2.6 et 60 heures. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (349) sont tous occupés 60 heures : le travail est aussi abondant et assez satisfaisant.

Dans l'Ouest, à Romorantin (450), dans l'industrie du drap, on fait 50 à 55 heures au tissage, 66 heures ailleurs. La situation est satisfaisante dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et de la Vendée. A Lavelanet (700), le travail est moins abondant. A Mazamet, 15 p. 100 contre 5 chez les ouvriers fileurs (100) et 50 à 55 heures; 0 à la Bastide-Rouairoux (133) où le travail est satisfaisant.

Dans la bonneterie, à Troyes (300) 0 p. 100 contre 0, la semaine est de 60 heures : le travail est plus abondant. Les tapissiers d'Aubusson (180) sont tous occupés, mais ne font que 50 heures.

Soie. — Dans la Loire, 12 p. 100 contre 10 et 60 heures dans le tissage mécanique et 30 p. 100 contre 35 et 72 à 80 heures dans le tissage à bras à Charlieu (85); 0 contre 0 à Bussièrès (227) et 60 heures : le travail est très satisfaisant. Dans la Haute-Loire, 15 contre 18 à Sainte-Sigolène (610) et 66 heures; 66 heures à Saint-Didier-la-Seauve (300).

Dans la région lyonnaise, le travail s'est maintenu dans les usines de tissage mécanique grâce aux commissions concernant les unis teints en pièce; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, les métiers sont bien garnis et la main-d'œuvre est toujours recherchée; à la campagne, dans les ateliers à bras, l'achèvement des dernières commissions de satin Liberty et de Shantung a encore augmenté le nombre des métiers inactifs⁽¹⁾. A Lyon, chez les tisseurs de la Croix-Rousse (500), le travail est plus abondant et satisfaisant. A Grandris (120) 30 p. 100 contre 15.

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 juin 1909.

Dans l'Isère, à Moirans (820), pas de chômeurs et 56 heures : le travail est très satisfaisant; pas de chômeurs à Saint-Geoire-en-Valldaine (380), mais les ouvriers attendent cinq jours à la fin de chaque chaîne. Dans la Savoie, à Pont-de-Beauvoisin (200) le travail est satisfaisant. Dans le Gard, les fileuses de Ganges (110) font 60 heures et sont satisfaites; celles d'Anduze (120) accusent 19 p. 100 et 60 heures; celles de Saint-Hippolyte (250), 4 p. 100 et 60 heures. A Tours, les tisseurs de soie (110) sont tous occupés 60 heures.

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (90) et de Serrières-de-Briord (98) sont en grève. A Saint-Quentin, les tullistes en guipure (101) sont tous occupés 60 heures et se montrent assez satisfaits. A Caudry, les ouvriers en tulles (390) accusent 0.5 p. 100 contre 0.5 et 56 heures. Les tullistes en dentelles de Lyon (95) accusent 47 p. 100 contre 29 et 48 heures; les tullistes réunis (550) accusent 50 p. 100 et 30 heures. A Paris, les passementiers à la main (140) accusent 2.1 p. 100 contre 2.1 et 48 heures contre 48 le mois dernier.

Dans la teinture et l'apprêt, les apprêteurs de Roanne (220) accusent 0 chômeur et 60 heures. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (300) accusent 0 p. 100 contre 0.3 : c'est la pleine saison.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 6.4 p. 100 pour 19 syndicats, groupant 2,174 ouvriers, contre 5.8 le mois dernier et 2.3 en mai 1908. Le travail est considéré comme plus abondant par 14 syndicats, équivalent par 8, moins abondant par 0. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 90 p. 100 des syndicats et 92 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs chemisiers (308) accusent 1.9 p. 100 contre 3.9; les tailleurs et couturières de la Bourse du travail (420), 0. Les tailleurs de Bordeaux (140) accusent 0; les tailleurs de Constantine (140), 32.8 contre 45.4; les ouvriers de l'habillement de Saint-Quentin (298), 0; ceux de Bourges (210), 34.8; 0 contre 6.5 chez les ouvriers du syndicat mixte de Montpellier (240).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 10.3 p. 100 pour 11 syndicats groupant 973 ouvriers contre 9.8 le mois dernier et 3.1 en mai 1908; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (101) accuse 2 p. 100 contre 2.9; les ouvrières (100), 0. Les chapeliers de Chazelle (143) accusent 1.4 p. 100; ceux de Lyon (300), 16.7.

Les blanchisseurs de la Seine (186) accusent 2.7 p. 100 contre 5 : c'est la bonne saison.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 28 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,132 ouvriers, est de 12.1 p. 100 contre 14.9 le mois précédent et 7.2 en mai 1908 : la situation est estimée satisfaisante par 83 p. 100 des syndicats et 59 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers de navires de Bordeaux (106) accusent 23.6 p. 100; les charpentiers de Lille (500) accusent 35 p. 100, ceux d'Armentières (115) 0 contre 0; les menuisiers de Rennes (150), 6.7; ceux de Villers-Cotterets (100), 0 contre 0; les scieurs de Gommegnies (116), 0 contre 0; ceux de Hermes (114), 6.1 contre 3.5. A Paris, les menuisiers libres (167) accusent 6.7 p. 100.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 13 syndicats, groupant 924 ouvriers, est de 9.6 p. 100 contre 6.1 le mois dernier et 9.1 en mai 1908. Les sculpteurs sur bois de Lyon (100) accusent 40 p. 100 contre 30; les ébénistes d'Autun (150), 0 contre 0; ceux de Belfort (130), 0; ceux de Cannes (133), 3 contre 4.4.

Chez les tonneliers, le chômage est de 17.6 p. 100 pour 7 syndicats, groupant

748 ouvriers, contre 22.6 le mois dernier et 30.3 en mai 1908. 29.5 p. 100 contre 30 à Cognac (305); 27.2 à Aubagne (147).

Dans la carrosserie, 6 syndicats groupant 289 ouvriers annoncent 0.3 p. 100 de chômeurs contre 0.5 le mois dernier et 0 en mai 1908. A Paris, les charrons (162) en accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les tourneurs sur bois de Felleries (175) sont tous occupés; les ouvriers pipiers de Saint-Claude (1,000) ont 10 p. 100 de chômeurs, et les ouvriers occupés ne font toujours que 30 heures par semaine au lieu de 60 en temps normal. Les layetiers de Bordeaux accusent 20.5 p. 100 contre 29.9; ceux de Paris (390), 1 contre 1.7; les sabotiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (130), 0 contre 0; ceux de Limoges (104), 1 contre 1.8; les boutonnières de Grenoble (186), 0 contre 0; les ouvriers en peignes de la Bastide-sur-l'Hers (180), 1.1.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 76 syndicats groupant 17,324 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en mai, de 9.7 p. 100 contre 12.3 le mois dernier et 9.8 en mai 1908.

24 syndicats de métallurgistes, groupant 7,022 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 4.2 p. 100 de chômeurs contre 4.1 le mois dernier et 5.5 en mai 1908; la situation est estimée satisfaisante par 68 p. 100 des syndicats et 72 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (195), Bourges (260), Lille (192), Dieulouard (379), Guérigny (530), le Creusot (1,500); 5.3 p. 100 contre 5.6 à Sous-le-Bois (450); 2.9 à Hautmont (350); 5.6 contre 4.3 chez le syndicat libre de la rue Fessard (414) à Paris.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 1.4 p. 100 pour 13 syndicats groupant 786 ouvriers contre 3.5 le mois dernier et 7.5 en mai 1908; la situation est considérée comme satisfaisante par 67 p. 100 des syndicats groupant 48 p. 100 des syndiqués; 0 p. 100 contre 6.7 à Ferrière-la-Grande (235); 1.7 contre 1.1 à Bordeaux (180).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 5.2 p. 100 pour 15 syndicats, groupant 14 ouvriers, contre 7.2 le mois dernier et 5.2 en mai 1908. La situation est considérée comme satisfaisante par 53 p. 100 des syndicats et 28 p. 100 des syndiqués; 0 p. 100 contre 0 à Tarbes (109); 1.7 contre 2.4 à Tourcoing (180); 3.1 à Marseille (130); 0 à Jeumont (98); 2.4 à Marpent (250); 3.7 contre 0.9 à Reims (109); 1.9 contre 0 à Chartres (104); 20 contre 18.6 au Mans (192). A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 26 chômeurs sur 1,600 syndiqués contre 70 le mois dernier et 128 en mai 1908.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,499) accusent 104 chômeurs contre 104 le mois dernier et 125 en mai 1908; 19 contre 40.8 p. 100 chez les horlogers de Besançon (457); 50 contre 53.3 chez ceux de Scionzier (400); 28.6 chez ceux de Cluses (140); 33.1 contre 13.4 chez les bijoutiers de Marseille (159).

Chez les ferblantiers-boîtiers, le chômage est de 57.8 p. 100 pour 4 syndicats groupant 778 ouvriers contre 91 le mois dernier et 77.4 en mai 1908; il est de 100 p. 100 contre 100 à Audierne (135); 58.9 contre 100 à Douarnenez (535). A Paris, les potiers d'étain (160) accusent 2.4 p. 100 contre 9.4; les ferblantiers ornemanistes (412), 0.5 contre 9.2. Les litiers en fer de Lyon (145) accusent 13.1 p. 100.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 100 syndi-

cats, groupant 12,537 adhérents, était, à la fin de mai, de 10.2 p. 100 contre 6.3 le mois précédent et 31.6 en mai 1908.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 9.1 p. 100 pour 69 syndicats groupant 7,262 ouvriers contre 5.2 le mois dernier et 36.6 en mai 1908. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (127 cimentiers), Lille (200 terrassiers), Thizy (100), Chambéry (200), Versailles (800), Argenteuil (600). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Marseille (120 tailleurs de pierre et 125 maçons d'art), Flers (120), Orsay (140), Dieppe (235), Menton (200), Chartres (300), Cambrai (230), Thonon (200), Albi (120), Saulxures-sur-Moselotte (470), Oran (986). A Paris, les maçons (16,500) et les scieurs de pierre tendre (300) estiment la situation stationnaire. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 78 p. 100 des syndicats et 79 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 15.1 p. 100 pour 20 syndicats groupant 3,462 ouvriers contre 7.2 le mois dernier et 16.9 en mai 1908; il y en a 0 p. 100 contre 3.4 à Bordeaux (291); 0 contre 11.5 à Marseille (150); 0 contre 0 à Roubaix (150); 0 contre 47.6 à Limoges (109). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (198) en accusent 3 contre 1.5; les ornemanistes (687), 69.9 contre 9.6 par suite de la grève des carriers de Seine-et-Oise.

Les marbriers de Coudolre (230) et de Jeumont (97) sont tous occupés; les granitiers de Paris (100) accusent 15 p. 100. Les couvreurs de Tourcoing (150) accusent 8 p. 100 contre 3.3; les ferblantiers-plombiers de Marseille (120), 0 contre 28.6.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chauxfourniers d'Albi (100).

Les potiers (300) et les engobeuses de poteries (300) de Vallauris accusent 0 p. 100. Il en est de même des faïenciers de Montereau (300). Les tourneurs en porcelaine de Saint-Vallier (117) ont 2.6 p. 100. A Limoges, les emballeurs de porcelaines (190) accusent 2.1 contre 2.1; les journaliers en porcelaines (158), 3.8 p. 100.

Dans l'ensemble des 4 syndicats de verriers, groupant 244 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 0 p. 100 contre 0.9 le mois dernier et 2.3 en mai 1908.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 10 syndicats groupant 2,495 membres ressort à 46.5 p. 100 contre 41.9 le mois dernier et 51.1 en mai 1908; elle est de 20 contre 20 à Nice (800); de 40 à Marseille chez les ouvriers des enclos de bois (100); de 69.2 à Cette (1,257).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 11 p. 100 pour 8 syndicats groupant 2,013 membres contre 4.8 le mois dernier et 8.2 en mai 1908; les sourciers de Saint-Yorre (200) accusent 5 p. 100 contre 10; ceux de Vals-les-Bains (135), 0 contre 0; les coltineurs de Nîmes (104), 0. A Paris, les porteurs aux Halles (213) accusent 0 contre 0; les laveurs de voitures (500), 9 p. 100 contre 5.

9 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 4,368 ouvriers, accusent 2 sans-travail contre 2 le mois dernier et 4 en mai 1908. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 16 syndicats groupant

1,235 membres, est de 10.2 p. 100 contre 7.7 le mois dernier et 4 en mai 1908; elle est de 20 p. 100 contre 33.3 chez les mécaniciens de la marine de Rouen (110); de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 1.9 contre 2.9 chez les camionneurs de Lyon (103).

D'après les réponses de 46 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 20,339 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.4 p. 100 contre 1.6 le mois dernier et 2.9 en mai 1908. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (197) accusent 13.2 p. 100 contre 2; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,160), 0.8 contre 1; les commis en maçonnerie (120), 0; les employés en serrurerie (110), 0; «l'Alliance sténographique» (293), 3.8 contre 5; les clerks d'huissiers (206), 0 contre 0.5; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,416), 0.6 contre 0.8. En province, 1.7 p. 100 contre 2.6 chez les employés de commerce (580) de Marseille; 0 contre 0 chez les sténographes (352) de Lyon; 2.5 contre 3.4 à Amiens (357); 0.2 contre 0.2 à Nancy (529 représentants); 2.3 contre 3.9 à Orléans (130); 1.2 contre 0.6 chez les employés (396) de Montpellier; 1.6 contre 0 à Rouen (200); 1.8 contre 2.1 à Saint-Etienne (275); 4.1 contre 5.7 à Nice (123); 2 contre 0 à Dax (100); 0 à Avignon (150); 0 contre 0 à Alger (100).

DIVERS. — 6 syndicats de gens de maison accusent 7.5 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 5,421 membres contre 4.2 le mois dernier et 2.3 en mai 1908; à Paris, le syndicat national des gens de maison de la Bourse du travail (1,995) accuse 1.4 p. 100 contre 1.4; celui de la rue Lauriston (2,166) en accuse 2.8 p. 100 contre 2.3.

5 syndicats de coiffeurs, groupant 4,617 ouvriers, ont 2 p. 100 de sans-travail contre 2.9 le mois dernier et 1.9 en mai 1908; le syndicat mixte de Paris (4,375) en accuse 1.8 p. 100 contre 2.5 le mois dernier.

LES GRÈVES EN MAI 1909.

112 grèves ont été signalées, en mai, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 106 de ces conflits, est de 11,556.

Il y avait eu, en mai 1908, 103 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 145.

Ces conflits, dont 77 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	75
Réductions de salaire	3
Demandes de diminution du temps de travail	9
Contestations relatives au salaire	11
Contestations relatives à la réglementation du travail	4
Demandes de suppression du travail à la tâche et du marchandage	2
Demandes de suppression des amendes	2
Demandes de réintégration d'ouvriers	8
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres	10

Ces conflits ont éclaté dans 44 départements (une grève d'ouvriers et employés des postes et télégraphes s'étant étendue à 4 départements) et on en a compté :

30 dans le Nord, 8 dans la Seine, 7 dans les Bouches-du-Rhône, 6 dans la Loire-Inférieure, 4 dans la Saône-et-Loire et la Gironde, 3 dans la Loire, le Loiret, le Morbihan, la Seine-et-Oise et Alger, 2 dans les Alpes-Maritimes, les Ardennes, le Calvados, l'Isère, le Lot-et-Garonne, le Maine-et-Loire, les Pyrénées-Orientales, la Seine-Inférieure, la Seine-et-Marne, la Somme et le Vaucluse et 1 dans 22 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 30 conflits; industries textiles, 25; transports et manutention, 18; bois, 10; métaux, 10; mines et carrières, 6; cuirs et peaux, 5; agriculture, 4; alimentation, produits chimiques, papiers, 2.

Des 112 grèves commencées en mai, 89 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Quinze, 1 jour ou moins de 1 jour; six, 2 jours; treize, 3 jours; huit, 4 jours; cinq, 5 jours; quatre, 6 jours; six, 7 jours; trois, 8 jours; trois, 9 jours; quatre, 10 jours; deux, 11 jours; une, 12 jours; quatre, 13 jours; quatre, 14 jours; deux, 16 jours; une, 17 jours; une, 21 jours; une, 22 jours; une, 23 jours; une, 24 jours; une, 27 jours; une, 29 jours, une, 33 jours et une, 37 jours.

Si l'on y ajoute 22 grèves terminées après avoir duré 110 jours, 64 jours, 53 jours, 46 jours, 45 jours, 43 jours, 39 jours, 37 jours, 36 jours (2 grèves), 35 jours, 33 jours, 31 jours, 29 jours, 23 jours (2 grèves), 20 jours (2 grèves), 18 jours, 16 jours, 14 jours et 12 jours, on trouve 111 conflits terminés avec les résultats suivants :

21 réussites,
58 transactions ou réussites partielles,
32 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établisse- ments. 6	de grévistes. 7	
25 janvier.	15 mai...	Saint-Paul.....	Landes.....	Résiniers.....	1	43	1
10 février.	.....	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	55	2
4 mars...	.....	Méru et environs.	Oise.....	Boutonniers.....	7	315	3
5 mars...	.....	Baudreix.....	Basses-Pyrénées	Charretiers.....	3	32	4
8 mars...	.....	Blois.....	Loir-et-Cher.....	Maçons et tailleurs de pierres.	"	175	5
9 mars...	.....	Paris.....	Seine.....	Cimentiers et aides.....	1	40	6
10 mars...	.....	Bouray.....	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	1	80	7
11 mars...	.....	Bastia.....	Corse.....	Terrassiers.....	1	80	8
16 mars...	19 mai...	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	386	9
22 mars...	.....	Firminy.....	Loire.....	Serraniers.....	1	25	10
24 mars...	6 mai...	Vals-les-Bains....	Ardeche.....	Fleurs.....	1	150	11
24 mars...	.....	Lyon.....	Rhône.....	Litiers en fer.....	1	8	12
29 mars...	.....	Marly-le-Roi.....	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	1	38	13
30 mars...	.....	Lignières.....	Loir-et-Cher.....	Ouvriers en papiers.....	1	56	14
1 ^{er} avril...	17 mai...	Felleries.....	Nord.....	Tourneurs sur bois.....	"	220	15
3 avril....	.....	Argenteuil.....	Seine-et-Oise.....	Maçons.....	1	45	16
6 avril....	.....	Périgueux.....	Dordogne.....	Peintres.....	1	8	17
6 avril....	15 mai...	Oran.....	Oran.....	Marins et chauffeurs.....	3	96	18
7 avril....	.....	Épinay-sous-Sénart	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	1	40	19
15 avril....	.....	Firminy.....	Loire.....	Charpentiers.....	"	20	20
15 avril....	8 juin...	Honplines.....	Nord.....	Fileurs.....	1	47	21
16 avril....	6 mai...	Niort.....	Deux-Sèvres.....	Gantiers.....	2	108	22
18 avril....	.....	Roquefort-de-Sault.	Aude.....	Roulers.....	"	30	23
19 avril....	13 mai...	Saint-Denis.....	Seine.....	Maçons.....	1	60	24
20 avril....	4 mai...	Paris.....	Seine.....	Briquettiers-poliers.....	"	275	25
20 avril....	13 mai...	Cholet.....	Maine-et-Loire....	Maçons.....	15	196	26
20 avril....	27 mai...	Paris.....	Seine.....	Plombiers.....	1	217	27
20 avril....	.....	Maison-Lafitte....	Seine-et-Oise.....	Maçons.....	"	45	28
20 avril....	.....	Mantes.....	Seine-et-Oise.....	Peintres.....	"	60	29
21 avril....	17 mai...	Halluin.....	Nord.....	Fileurs.....	1	29	30
21 avril....	17 mai...	Paris.....	Seine.....	Tailleurs d'habits.....	16	250	31
21 avril....	.....	Rennes.....	Ille-et-Vilaine....	Ouvriers de plâtrières.....	"	110	32
22 avril....	27 mai...	Paris.....	Seine.....	Plombiers.....	1	56	33
23 avril....	8 juin...	Fontaine - Notre Dame.	Nord.....	Couvreurs.....	1	50	34
24 avril....	.....	Laval.....	Mayenne.....	Typographes.....	2	200	35
26 avril....	25 mai...	Fiers.....	Orne.....	Maçons.....	4	90	36
26 avril....	.....	Vandœuvre et Méobecq.	Indre.....	Bûcherons.....	1	70	37
26 avril....	.....	Noisy-le-Sec.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	130	38
27 avril....	17 mai...	Bousbecque.....	Nord.....	Fileurs.....	1	63	39
27 avril....	.....	Ronne.....	Loire.....	Plombiers-zingueurs.....	1	40	40
27 avril....	.....	Étampes.....	Seine-et-Oise.....	Fondeurs.....	1	"	41
28 avril....	14 mai...	Wasquehal.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	100	42
28 avril....	1 ^{er} juin...	Cambrai.....	Nord.....	Peintres.....	1	70	43
28 avril....	.....	Tours.....	Indre-et-Loire....	Maçons.....	1	78	44
29 avril....	17 mai...	Pérénchies.....	Nord.....	Fileurs.....	1	220	45
30 avril....	12 mai...	Armentières.....	Nord.....	Fileurs.....	1	75	46
30 avril....	.....	Parainé.....	Ille-et-Vilaine....	Ouvriers jardiniers.....	12	50	47
30 avril....	1 ^{er} juin...	Bagnaux et envir.	Seine.....	Carriers.....	5	37	48

GRÈVES NON TERMINÉES

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} mars 1909, a pu être déjà signalée dans le précédent

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
U 1 ^{er} MAI 1909 (1).			
1	Contestation relative au salaire	Transaction.	
2	Demande d'augmentation de salaire		
3	Réduction de salaire		
4	Demande d'augmentation de salaire		
5	Demandes : journée de 10 heures ; augmentation de salaire		
6	Demande de renvoi d'un contremaitre		
7	Contestation relative au salaire		
8	Contestation relative au salaire		
9	Contestation relative au salaire	Transaction.	
0	Demande d'augmentation de salaire		
1	Demandes : augmentation de salaire ; réintégration de trois ouvrières	Transaction.	
2	Demande de réintégration d'un ouvrier		
3	Demande d'augmentation de salaire		
4	Demande de réintégration de six ouvriers		
5	Demandes : journée de 10 heures ; augmentation de salaire	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaire		
7	Demande d'augmentation de salaire		
8	Contestation relative à l'application de la loi du 17 avril 1907 sur la réglementation du travail à bord	Transaction.	
9	Demandes : journée de 10 heures ; augmentation de salaire		
0	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
1	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
2	Contestation relative au salaire	Transaction.	
3	Demande d'augmentation de tarif		
4	Demande d'augmentation de salaire	Echec.	Grévistes remplacés.
5	Demandes : suppression du marchandage et du travail aux pièces ; journée de 10 heures ; augmentation de salaire	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
7	Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
8	Demande d'augmentation de salaire		
9	Demande d'augmentation de salaire		
0	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
1	Demandes : suppression du travail dans les sous-sols ; augmentation de salaire ; non-renvoi d'ouvriers pendant la morte-saison	Transaction.	
2	Demande d'augmentation de salaire		
3	Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
4	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
5	Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire ; admission d'apprentis		
6	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
7	Demande d'augmentation de salaire		
8	Demande d'augmentation de salaire		
9	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
0	Demande d'augmentation de salaire		
1	Demandes : journée de 10 heures ; suppression du travail aux pièces		
2	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
3	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
4	Demande de réintégration d'un ouvrier syndiqué		
5	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
7	Demande d'augmentation de salaire		
8	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPARS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} mai	2 mai	Blois	Loir-et-Cher	Ouvriers en chaussures	1	25	1
1 ^{er} mai	2 mai	Marseille	Bouches-du-Rhône	Chaudfleurs et soutiers	1	5	2
1 ^{er} mai	2 mai	Marseille	Bouches-du-Rhône	Marbriers en cheminées	1	38	3
1 ^{er} mai	8 juin	Saint-Etienne	Loire	Charpentiers	"	89	4
1 ^{er} mai	17 mai	Melon	Seine-et-Marne	Maçons	15	230	5
2 mai	5 mai	Dunkerque	Nord	Marins et chauffeurs	1	4	6
2 mai	5 mai	Lyon	Rhône	Terrassiers	"	250	7
3 mai	3 mai	Paris	Seine	Charretiers	1	8	8
3 mai	5 mai	Harsault	Vosges	Fileurs	1	92	9
3 mai	6 mai	Etreungt	Nord	Fileurs	1	45	10
3 mai	6 mai	Arcachou	Gironde	Charpentiers	7	45	11
3 mai	6 mai	Sains-du-Nord	Nord	Fileurs	1	45	12
3 mai	7 mai	Ambérieux	Ain	Maçons	10	60	13
3 mai	7 mai	Chaumont	Haute-Marne	Gantiers	1	177	14
3 mai	7 mai	Sains-du-Nord	Nord	Fileurs	1	16	15
3 mai	8 mai	Paris	Seine	Appréteurs en pelleterie	1	400	16
3 mai	10 mai	Roubaix	Nièvre	Fileurs	1	5	17
3 mai	12 mai	Roubaix	Nord	Fondeurs	1	33	18
3 mai	19 mai	Chalon-sur-Saône	Saône-et-Loire	Ouvriers du bâtiment	16	130	19
3 mai		Angers	Maine-et-Loire	Menuisiers	"	201	20
3 mai		Mazamet	Tarn	Charretiers	"	47	21
4 mai	7 mai	Roubaix	Nord	Teinturiers	1	40	22
4 mai	10 mai	Roubaix	Nord	Teinturiers	1	40	23
4 mai	28 mai	Caen	Calvados	Typographes	1	70	24
5 mai	10 mai	Roubaix	Nord	Teinturiers	1	33	25
5 mai	12 mai	Wattrelos	Nord	Peigneurs	1	32	26
5 mai		Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme	Maçons	"	"	27
5 mai		Hèches	Hautes-Pyrénées	Terrassiers	1	24	28
6 mai	7 mai	L'Isle-sur-la-Sorgue	Vaucluse	Maçons	6	48	29
6 mai	10 mai	Fournies	Nord	Fileurs	1	11	30
6 mai	3 juin	Marseille	Bouches-du-Rhône	Tonnelliers	"	600	31
6 mai	3 juin	St-Victor-de-Cessaieu	Isère	Ouvriers en papiers	2	66	32
7 mai	7 mai	Paris	Seine	Maroquiniers	1	22	33
7 mai		Marseille et Saint-Nazaire	Bouches-du-Rhône et Loire-Inférieure	Marins et chauffeurs	"	"	34
7 mai		Paris	Seine	Paveurs	1	140	35
7 mai		Rueil et Bougival	Seine-et-Oise	Electriciens	1	100	36
8 mai	11 mai	Vie-Fezensac	Gers	Terrassiers	1	237	37
8 mai	13 mai	Meaux	Seine-et-Marne	Maçons	15	250	38
8 mai	15 mai	Roubaix	Nord	Peigneurs	1	43	39
8 mai	18 mai	Tourcoing	Nord	Fileurs	1	71	40
9 mai	12 mai	Fort-de-l'Eau	Alger	Ouvriers agricoles	80	200	41
10 mai	12 mai	Fournies	Nord	Fileurs	1	43	42
10 mai	13 mai	Urds	Basses-Pyrénées	Terrassiers	1	300	43
10 mai	17 mai	Marseille	Bouches-du-Rhône	Tanneurs	1	30	44
10 mai	1 ^{er} juin	Saint-Flour	Cantal	Ouvriers en voitures	1	27	45
10 mai	9 juin	Trouville	Calvados	Maçons	"	"	46
11 mai	12 mai	Le Chambon-Feu-gerolles	Loire	Boullonniers	1	55	47
11 mai	12 mai	Orléans	Loiret	Terrassiers	1	500	48
11 mai	12 mai	Vigneux	Seine-et-Oise	Terrassiers	"	"	49
11 mai	14 mai	Villefranche-de-Conflent	Pyrénées-Orientales	Carriers	1	7	50

REPERES.	CAUSES DES GREVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
1	Demande de réintégration d'ouvriers.....	.....	
2	Retard dans le payement des heures supplémentaires....	Échec.	
3	Retard dans le payement des heures supplémentaires....	Échec.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
6	Demande d'augmentation du personnel.....	Réussite.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
11	Demandes : paye tous les 15 jours ; augmentation de sa- laire.	Échec.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
14	Demandes : suppression des amendes ; renvoi d'une con- tremaître ; fournitures à la charge du patron.	Transaction.	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
17	Contestation relative à la réglementation du travail.....	Échec.	
18	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Réussite.	
19	Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
20	Demandes : augmentation de salaire ; suppression du mar- chandage.	.....	
21	Contestation relative au salaire.....	.....	
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
23	Demandes : augmentation de salaire ; journée de 10 heures.	Transaction.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
25	Demandes : augmentation de salaire ; journée de 10 heures.	Transaction.	
26	Demandes : augmentation de salaire ; modification d'ho- raire.	Transaction.	
27	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
28	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
32	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
33	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
34	Contestation relative à l'application de la loi du 17 avril 1907 sur la réglementation du travail à bord.	.....	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
36	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
37	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
38	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
39	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
40	Réduction de salaire.....	Réussite.	
41	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
42	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
43	Demande de suppression de la caudine.....	Transaction.	
44	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
45	Demandes : journée de 10 heures ; augmentation de sa- laire.	Transaction.	
46	Demandes : journée de 10 heures ; augmentation de sa- laire.	Transaction.	
47	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
48	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Échec.	
49	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
50	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

N MAI 1909.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établisse- ments. 6	de grévistes. 7	
11 mai...	15 mai...	Malaunay.....	Seine-Inférieure	Terrassiers et maçons.....	1	300	51
11 mai...	19 mai...	Hellemmes.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	85	52
11 mai...	22 mai...	Paris, Bordeaux, Lille, Lyon.....	Seine, Gironde, Nord, Rhône.....	Ouvriers et employés des Postes et Télégraphes.....	1	1,667	53
11 mai...	24 mai...	Dunkerque.....	Nord.....	Maçons et charpentiers.....	1	42	54
11 mai...	24 mai...	Ludres.....	Meurthe-et-Moselle	Mineurs.....	1	160	55
11 mai...	25 mai...	Roubaix.....	Nord.....	Plafonneurs.....	11	251	56
11 mai...	25 mai...	Wattrelos.....	Nord.....	Plafonneurs.....	1	17	57
12 mai...	12 mai...	Amiens.....	Somme.....	Teinturiers.....	1	37	58
12 mai...	17 mai...	Reims.....	Marne.....	Tisseurs.....	1	170	59
13 mai...	13 mai...	La Bocca.....	Alpes-Maritimes..	Terrassiers.....	1	250	60
13 mai...	14 mai...	Croix-de-Vie.....	Vendée.....	Marqueurs.....	1	30	61
13 mai...	16 mai...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Marins, chauffeurs et garçons de restaurant-navigateurs.....	1	81	62
13 mai...	18 mai...	Saint-Nazaire.....	Loire-Inférieure..	Terrassiers.....	1	180	63
13 mai...	21 mai...	Antibes.....	Alpes-Maritimes..	Charretiers.....	"	46	64
14 mai...	16 mai...	Alger.....	Alger.....	Cochers de fiacre.....	2	40	65
14 mai...	17 mai...	Bourg-lès-Valence.	Drôme.....	Cartouchiers.....	1	80	66
14 mai...	1 ^{er} juin.	L'Isle-sur-la-Sor- gue et environs.	Vauduse.....	Ouvriers de plâtriers.....	1	60	67
14 mai...	.....	Elbeuf.....	Seine-Inférieure..	Dockers.....	1	10	68
15 mai...	18 mai...	Rougemont-le-Châ- teau.	Haut-Rhin.....	Tisseurs.....	1	200	69
15 mai...	21 mai...	Montoir.....	Loire-Inférieure..	Métallurgistes.....	1	39	70
15 mai...	25 mai...	Tourcoing.....	Nord.....	Plafonneurs.....	7	117	71
15 mai...	25 mai...	Montceau-les-Mines	Saône-et-Loire...	Maçons.....	15	200	72
16 mai...	18 mai...	Agen.....	Lot-et-Garonne...	Peintres.....	14	50	73
17 mai...	18 mai...	Paris.....	Seine.....	Charpentiers.....	1	10	74
17 mai...	21 mai...	Wattrelos.....	Nord.....	Sciens à la mécanique.....	1	5	75
17 mai...	21 mai...	Carrières-St-Denis.	Seine-et-Oise.....	Charpentiers.....	5	17	76
17 mai...	26 mai...	Millau.....	Aveyron.....	Gantiers.....	"	"	77
17 mai...	28 mai...	Lorient.....	Morbihan.....	Dockers.....	1	255	78
17 mai...	29 mai...	Saint-Pierre-des- Corps.....	Indre-et-Loire...	Terrassiers.....	1	300	79
17 mai...	1 ^{er} juin.	Dunkerque.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	24	80
18 mai...	18 mai...	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Ouvriers d'usine à gaz.....	1	82	81
18 mai...	19 mai...	Livry.....	Seine-et-Oise.....	Champignonnistes.....	1	100	82
18 mai...	28 mai...	Croix.....	Nord.....	Mécaniciens-construteurs.....	1	15	83
18 mai...	28 mai...	Tonneins.....	Lot-et-Garonne...	Cordiers.....	1	16	84
18 mai...	11 juin.	Mezières.....	Ardennes.....	Fondeurs.....	1	90	85
19 mai...	22 mai...	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	"	"	86
19 mai...	25 mai...	Baho.....	Pyrénées-Orientales	Ouvriers agricoles.....	25	80	87
19 mai...	26 mai...	Montceau-les-Mi- nes.....	Saône-et-Loire...	Couvreurs.....	5	15	88
19 mai...	27 mai...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Ouvriers d'huileries.....	2	150	89
19 mai...	3 juin...	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	325	90
19 mai...	11 juin.	Bordeaux.....	Gironde.....	Terrassiers.....	1	106	91
20 mai...	9 juin.	Bordeaux.....	Gironde.....	Garçons de cafés.....	1	15	92
21 mai...	21 mai...	Paris.....	Seine.....	Estampeurs et polisseurs.....	1	61	93
21 mai...	27 mai...	Roubaix.....	Nord.....	Rivours.....	1	20	94
31 mai...	.....	Dôle.....	Jura.....	Ouvriers en bâtiments.....	"	150	95
22 mai...	.....	Rigny.....	Loire.....	Mineurs.....	1	20	96
22 mai...	.....	Lille.....	Nord.....	Ouvriers en confections de vé- tements.....	1	120	97
23 mai...	.....	Ploemeur.....	Morbihan.....	Carriers.....	3	50	98

GRÈVES COMMENCÉES

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
51	Dem	Échec.	andes : renv i d'un contre
52	laire.		
52	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
53	Demande de réintégration d'employés révoqués.....	Échec.	
54	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
55	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Transaction.	
56	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de sa- laire.	Transaction.	
57	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
58	Demande de suppression des mises en chômage.....	Réussite.	
59	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
60	Retard dans le paiement des salaires.....	Réussite.	
61	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
62	Demande : repos hebdomadaire payé.....	Réussite.	
63	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
64	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
65	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
66	Réduction de salaire.....	Transaction.	
67	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
68	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
69	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
70	Demande de suppression du travail à la tâche.....	Échec.	
71	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
72	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.	Transaction.	
73	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
74	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	Gré-vistes remplacés.
75	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
76	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
77	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Cconciliation devant le juge de paix.
78	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
79	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
80	Demandes : diminution du temps de travail; augmentation de salaire.	Réussite.	
81	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'ou- vriers.	Transaction.	Arbitrage.
82	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
83	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Échec.	
84	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
85	Demande de renvoi de deux ouvriers non syndiqués.....	Transaction.	
86	Solidarité avec des employés et ouvr. des postes révoqués.	Échec.	
87	Demandes : augmentation de salaire; paiement des heures supplémentaires.	Transaction.	Cconciliation devant le juge de paix
88	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
89	Demande de diminution du temps de travail.....	Échec.	
90	Demande de meilleure répartition de la trame de coton..	Réussite.	
91	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Gré-vistes remplacés.
92	Demandes : amélioration de la nourriture; renvoi d'un chef gargon.	Échec.	
93	Demande de réintégration de 3 ouvriers.....	Réussite.	
94	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
95	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
96	Retard dans le paiement des salaires.....	.....	
97	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
98	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	

DATES		LOCALITÉS.	DEPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉFÉRENCES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
24 mai...	26 mai...	Roubaix.....	Nord.....	Coltimeurs.....	1	21	99
24 mai...	28 mai...	Tourcoing.....	Nord.....	Filcurs.....	1	9	100
24 mai...	.....	Royan.....	Charente-Inférieure	Maçons et tailleurs de pierres.	"	"	101
24 mai...	.....	Abbeville.....	Somme.....	Menuisiers et charpentiers...	"	60	102
24 mai...	27 mai...	Nouzou.....	Ardennes.....	Pilonniers.....	1	15	103
25 mai...	4 juin...	Hallain.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	30	104
25 mai...	8 juin...	Orléans.....	Loiret.....	Terrassiers.....	1	50	105
25 mai...	.....	Orléans.....	Loiret.....	Menuisiers.....	"	150	106
25 mai...	.....	Queven.....	Morbihan.....	Brasseurs.....	1	8	107
25 mai...	.....	Médéah.....	Alger.....	Électriciens.....	1	4	108
26 mai...	.....	Redon et Saint-Ni- colas.....	Ille-et-Vilaine et Loire-Inférieure.	Mécaniciens-constructeurs...	1	135	109
26 mai...	.....	Montoir.....	Loire-Inférieure..	Chauffeurs.....	1	28	110
27 mai...	.....	Huez.....	Isère.....	Mineurs.....	1	40	111
28 mai...	.....	Saumur.....	Maine-et-Loire...	Menuisiers.....	"	30	112

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

11 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en mai, à la Direction du travail.

1° Grève des ouvriers de l'usine à gaz à Nantes. — Sur le refus de la compagnie concessionnaire de l'exploitation du gaz de la ville de Nantes de reprendre des ouvriers mis en huitaine et d'accorder une augmentation de salaire, les ouvriers et employés, au nombre de 347, ont cessé le travail le 18 mai, à 6 heures et demie du matin. Sur l'initiative du préfet, le juge de paix s'est rendu le jour même à l'usine à gaz et est parvenu à faire accepter son arbitrage aux deux parties, le délégué du syndicat ouvrier ayant consenti à retirer de l'exposé des revendications les paragraphes 4, 5, 6 et 7 des conditions générales. Le compromis d'arbitrage a été signé aussitôt et le travail a été repris le même jour, à midi.

Le texte de la sentence arbitrale rendue le 7 juin par le juge de paix est trop long pour figurer à cette place. L'exposé suivant des revendications, accompagné du résultat, permettra de se rendre compte des avantages obtenus.

Revendications générales.

- 1° Réintégration des camarades débauchés (accordé);
- 2° Reconnaissance officielle du syndicat (accordé);
- 3° Un congé annuel de huit jours payés (refusé);
- 4° Institution d'un conseil de discipline élu par le personnel (annulé);

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

ETIENNES.	CAUSES DES GRAVES	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
99	Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
100	Demande d'augmentation de salaire	Echec.	
101	Demande d'augmentation de salaire		
102	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
103	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
104	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
105	Demande d'augmentation de salaire		
106	Demande d'augmentation de salaire		
107	Demande d'augmentation de salaire		
108	Réduction de salaire		
109	Demande d'augmentation de salaire		
110	Demande d'augmentation de salaire		
111	Demandes : renvoi du directeur; suppression des amendes.		
112	Demande d'augmentation de salaire		

EN MAI 1909. (Suite et fin.)

- 5° Institution d'un conseil du travail (annulé);
- 6° Retraite uniforme à 50 ans d'âge et 25 années de services (annulé);
- 7° Retraite proportionnelle basée sur le nombre d'années passées dans l'usine (annulé);
- 8° Trois sacs de coke livrés gratuitement tous les mois au personnel (refusé);
- 9° Respect du rang d'ancienneté pour la débauche et les places d'avancement (accordé dans la mesure du possible).

Revendications des allumeurs.

- 1° Salaire, 110 francs par mois (accordé 50 francs par quinzaine);
- 2° Repos hebdomadaire (refusé);
- 3° Deux francs par nuit, pour le service de nuit (refusé);
- 4° Egalisation des quartiers de banlieue (transaction).

Revendications des installateurs et aides.

- 1° Situations acquises maintenues (échec);
- 2° Augmentation de 50 centimes pour tout le personnel de l'installation (réussite);
- 3° Minimum de salaire de 5 fr. 50 pour tous les installateurs et 4 francs pour les aides (transaction);
- 4° Aucun ouvrier ou manoeuvre ne devra débiter à l'installation à moins de 4 francs par jour (échec);
- 5° 5 fr. 25 par jour pour les paveurs (accordé 5 fr.);
- 6° 4 fr. 75 par jour pour les siphonniers, les soudeurs et les aides-paveurs (accordé 4 fr. 50 aux soudeurs, 4 fr. aux autres);
- 7° Heures supplémentaires payées à raison de 1/3 en plus pour les deux premières, et les suivantes doublées (accordé).

Revendications des chauffeurs.

- 1° Roulement actuel (accordé), plus deux jours de repos payés par mois (refusé);
- 2° 8 francs par jour et 50 centimes en plus par mois (transaction);
- 3° Charge à 1,000 kilogrammes (accordé à 1,100 kilogr.);
- 4° Promesse d'étudier le service des trois huit (refusé);

Revendications des charbonniers.

- 1° Salaire, 5 fr. 50 par jour (accordé 50 centimes de plus par jour);
- 2° Roulement actuel, plus deux jours de repos payés par mois (accordé un jour de repos payé);
- 3° 1/2 prime comme les chauffeurs (refusé).

Revendications des décarboniseurs.

- 1° 6 francs par jour (accordé 50 centimes de plus par jour);
- 2° Roulement actuel, plus deux jours de repos payés par mois (accordé);

Revendications des chauffeurs conducteurs des extracteurs.

- 1° Même salaire que les chauffeurs (accordé 50 centimes de plus par jour);
- 2° Même prime (accordé);
- 3° Quatre jours de repos payés par mois ou le même roulement que les chauffeurs (accordé roulement des chauffeurs);
- 4° Que dans aucun cas, un chauffeur des extracteurs reste seul dans son travail (accordé);
- 5° Une indemnité de 1 franc pour tous les chauffeurs qui feront 24 heures de présence (accordé);

Revendications des niveleurs.

- 1° Journée de 10 heures (accordé);
- 2° Heures supplémentaires payées à raison de 1/3 en plus (accordé);
- 3° Dimanches et jours fériés payés à raison de 1/3 en plus (accordé);
- 4° Aucun niveleur ne débutera à moins de 4 francs par jour et sera augmenté tous les six mois, jusqu'à concurrence de 5 fr. 50 (transaction);
- 5° Les niveleurs qui ont six mois, un an ou dix-huit mois, etc., devront être augmentés de façon à ce qu'ils prennent leur rang d'ancienneté, qui devra toujours être respecté (refusé).

Revendications des ouvriers des ateliers.

- 1° Augmentation générale de 0 fr. 50 sur tout le personnel des ateliers (accordé, mais suppression de la haute paie);
- 2° Heures supplémentaires payées comme à l'installation (accordé).

2° **Grève de maçons à Melun.** — Le 1^{er} mai, les maçons, limousinants et aides de Melun, au nombre de 230, ont cessé le travail, les 15 entrepreneurs de la ville ayant refusé de signer une convention collective portant augmentation des salaires et diminution du temps de travail. Le 4 mai, le juge de paix de Melun est intervenu. Un comité de conciliation s'est réuni le même jour; l'accord n'a pu se faire, les ouvriers ayant refusé d'accepter une augmentation de 5 centimes par heure pour les maçons et aides et de 10 centimes pour les limousinants (au lieu de 10 centimes demandés pour tous) et la fixation de la durée de la journée de travail à 8 heures en hiver et à 11 heures en été (au lieu de 8 et 10 heures demandées). Le 14 mai, les délégués ouvriers ont sollicité à nouveau l'intervention du juge de paix. Un comité s'est réuni le 15 et l'accord s'est fait aux conditions proposées à la première réunion. L'exposé suivant indique, avec les demandes ouvrières, les conditions de la reprise du travail.

- 1° Journée de 10 heures en été et de 8 heures en hiver (accordé 11 heures et 8 heures);
- 2° Prix de l'heure du compagnon : 70 centimes (accordé 65); aide : 50 centimes (accordé 45); terrassier : 55 centimes (accordé 50); limousinant : 60 centimes (accordé);
- 3° Travaux insalubres. — Prix de la série de 1882 (accordé 5 centimes de plus par heure);
- 4° Heures supplémentaires jusqu'à 8 heures du soir, majorées de 50 p. 100 (refusé);
- 5° Heures de nuit payées double (refusé);

6° Déplacement : vivres à emporter, 1 franc en plus par jour; départ à l'octroi à l'heure où le travail commence et rentrée à l'octroi à l'heure où le travail finit (accordé 5 centimes par heure pour travaux exécutés dans un rayon de 4 kilomètres de Melun);

7° Quand l'ouvrier devra manger et coucher à l'auberge indemnité de 3 francs par jour (accordé à plus de 10 kilomètres de l'octroi);

8° En cas de débauche, l'ouvrier travaillant en ville devra être prévenu 1 heure avant la cessation du travail (accordé);

9° Pour l'ouvrier travaillant en campagne, le patron devra ramener le jour même les outils de l'ouvrier qu'il aura débauché (accordé);

10° 10 minutes seront accordées le matin et l'après-midi pour le casse-croûte (accordé).

11° Demande d'un local chauffé l'hiver pour les ouvriers mangeant sur le chantier (les patrons ont promis de faire le nécessaire dans la mesure du possible).

12° Le chef de chantier ne pourra débaucher aucun ouvrier (refusé).

13° La paie se fera tous les quinze jours le vendredi soir; les acomptes seront versés également le vendredi sur le chantier (accordé pour les chantiers en dehors de Melun à plus de 4 kilomètres);

14° Le présent contrat ne pourra être résilié que d'après le consentement des parties intéressées (annulé).

3° Grève de gantiers à Millau. — Le 9 février, le syndicat des ouvriers gantiers de Millau avait élaboré un nouveau tarif de main-d'œuvre portant augmentation de salaire sur 14 articles, et demandé la création d'une commission mixte composée de délégués des syndicats patronal et ouvrier, chargée de fixer les prix de façon des articles non prévus par le tarif. Le 10 mai, la chambre syndicale patronale ayant refusé de faire droit à ces demandes, promit une augmentation de 25 centimes par jour en moyenne à partir du 1^{er} janvier 1910. Le même jour, le syndicat ouvrier décida de repousser cette proposition et, maintenant ses précédentes demandes, fixa au jeudi 13 mai la date d'expiration du délai de réponse.

A cette date, deux patrons occupant 200 ouvriers avaient accepté les revendications ouvrières. Le principe de la grève fut voté et son entrée en application fixée au lundi suivant.

Le 17 mai, 1,000 gantiers ont cessé le travail. Sur l'intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni et une convention, portant augmentation de salaire sur 13 articles, a été signée pour une durée de deux ans. Cette convention stipule en outre dans un article 11 que « en cas de désaccord entre les parties, il en sera référé aux bureaux des deux syndicats » et son article 13 est ainsi conçu :

ARR. 13. — Pour toutes les spécialités, il est laissé aux patrons et aux ouvriers coupant ces spécialités, le soin de s'entendre amiablement entre eux pour l'établissement des prix de façon. En cas de désaccord, une commission comprenant un ou plusieurs membres de chaque syndicat aura pour mission de statuer.

Ces conditions ayant été acceptées dans une réunion du syndicat ouvrier tenue le même jour par 369 voix contre 212 le travail a été repris le 27 mai.

4° Grève de maçons à Chalon-sur-Saône. — Les maçons de Chalon-sur-Saône au nombre de 80 ont cessé le travail le 3 mai sur le refus des patrons d'accorder une augmentation de salaire de 10 centimes par heure, et une indemnité de déplacement pour travail hors ville. Sur intervention du juge de paix par lettre en date du 15 mai, un comité de conciliation s'est réuni le 19 mai et l'accord s'est fait aux conditions suivantes :

1° La journée de travail est fixée à 11 heures dans la belle saison;

2° Le prix de base de l'heure est fixé à :

50 centimes pour les maçons;

40 centimes pour les terrassiers ;

35 centimes pour les manœuvres ;

sous réserve de conventions préalables lors de l'embauchage ;

3° Les maçons et terrassiers sont augmentés proportionnellement de 3 centimes par heure, et les manœuvres de 2 centimes ;

4° Les heures de nuit sont payées moitié en plus ; elles sont comptées, de 8 heures du soir à 6 heures du matin en toute saison ;

5° Tout ouvrier travaillant dans un rayon supérieur à 500 mètres des limites de l'octroi recevra une indemnité de repas d'un franc. Les heures seront comptées de l'entrée à la sortie du chantier ;

6° Les ouvriers travaillant au dehors et ne pouvant rentrer à leur domicile recevront la journée franche, frais de voyage, de nourriture et de coucher, à la charge des patrons.

Cette indemnité n'est applicable qu'aux ouvriers habitant Chalon-sur-Saône, avec leur famille.

5° Grève de maçons à Ambérieu et environs (Ain). — 60 maçons d'Ambérieu ont cessé le travail le 3 mai, les 10 entrepreneurs de la ville ayant refusé d'accorder une augmentation de salaire tendant à la fixation du prix de l'heure des maçons à 60 centimes (au lieu de 50 à 55), et celui des aides à 45 (au lieu de 30 à 35). Les ouvriers ayant sollicité l'intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 6 mai, et la convention suivante a mis fin au conflit :

1° Les ouvriers journaliers seront payés à l'heure et sur leur demande des acomptes leur seront fournis ;

2° Le salaire des ouvriers maçons est fixé à raison de 57 centimes l'heure maximum et à partir du 1^{er} juin prochain (1909). Les manœuvres seront payés à raison de 40 centimes l'heure maximum.

Les apprentis maçons s'entendront au mieux de leurs intérêts avec les patrons ;

3° Tout ouvrier maçon manœuvre ou apprenti pourra demander au patron, après trois journées de travail, à quel tarif il est payé ;

4° Les heures de nuit seront payées double et commenceront à 9 heures du soir ;

5° Les déplacements hors de la commune seront payés à raison de 50 centimes par jour dans le canton d'Ambérieu-en-Bugey et au delà du canton, 1 fr. 50.

6° Dans une grève d'ouvriers agricoles à Baho (Pyrénées-Orientales), sur l'intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 24 mai ; l'accord s'est fait : les patrons ont consenti à porter de 2 fr. 50 à 2 fr. 75 les salaires de leurs ouvriers ; ces derniers ont renoncé à la demande de paiement des heures supplémentaires.

7° Dans une grève de ferblantiers-boitiers à Nantes, le juge de paix est intervenu d'office le 25 mai ; un comité de conciliation s'est réuni le 28 ; l'accord n'a pu se faire.

8° Dans une grève de maçons à Trouville (Calvados), les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 10 mai. Le 12 mai la chambre syndicale patronale a refusé toute conciliation.

9° Dans une grève de verriers à Saint-Maxent et Martainville (Somme), le patron a décliné le 14 mai l'offre faite le 12 par le juge de paix de recourir à la procédure de la loi du 27 décembre 1892.

10° Dans une grève de maçons à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 15 mai; les patrons n'ont pas répondu à la convocation lancée par le magistrat.

11° Dans une grève de couvreurs à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), par lettre en date du 19 mai, les ouvriers ont sollicité l'intervention du juge de paix; mais les patrons n'ont pas répondu à la convocation du juge de paix.

LES SYDICATS PROFESSIONNELS.

LES UNIONS DE SYNDICATS ET LES BOURSES DU TRAVAIL

AU 1^{er} JANVIER 1908 ⁽¹⁾.

Au 1^{er} janvier 1908, 14,082 syndicats de toute nature, groupant 2,094,417 adhérents, avaient fait la déclaration et le dépôt prescrits par la loi du 21 mars 1884. Dans ce total de 14,082 syndicats, les syndicats de patrons et d'ouvriers entraient pour 9,659 syndicats avec 1,322,965 membres et les syndicats agricoles pour 4,423 syndicats avec 771,452 membres. Sur les 388 unions de syndicats qui étaient régulièrement constituées à la même date, il y avait 320 unions de syndicats de patrons et d'ouvriers et 68 unions de syndicats agricoles.

On examinera séparément les syndicats et unions de syndicats de patrons et d'ouvriers, d'une part; et les syndicats et unions de syndicats agricoles, de l'autre, et parmi les premiers on distinguera les patronaux, les ouvriers et les mixtes. Les Bourses du travail seront examinées en même temps que les unions de syndicats ouvriers.

I. — Syndicats et unions de syndicats de patrons et d'ouvriers.

A. — PATRONAUX.

Syndicats.

Le nombre des syndicats patronaux déclarés conformément à la loi du 21 mars 1884 était, au 1^{er} janvier 1908, de 3,965 avec 331,475 adhérents. Au 1^{er} janvier 1907 on en comptait 3,612 avec 315,271 adhérents, ce qui fait ressortir une augmentation de 343 syndicats et 16,204 adhérents.

Les départements dans lesquels il y a plus de 50 syndicats patronaux sont les suivants : Seine (761), Nord (223), Rhône (178), Bouches-du-Rhône (153), Gironde (125), Seine-Inférieure (118), Loire (89), Pas-de-Calais (78), Hérault (76), Isère (74), Loire-Inférieure (69), Seine-et-Oise (66), Haute-Garonne (58), Marne (58), Alpes-Maritimes (57). Le nombre des patrons syndiqués était supérieur à 5,000 dans les départements suivants : Seine (138,902), Nord (17,613), Rhône (13,183), Pas-de-Calais (13,076), Bouches-du-Rhône (9,853), Gironde (8,781), Seine-Inférieure (6,051), Charente-Inférieure (5,937).

Il convient de remarquer qu'un certain nombre de syndicats patronaux comprennent des adhérents résidant en dehors du département où les syndicats ont leur

⁽¹⁾ D'après l'Annuaire des syndicats professionnels industriels, commerciaux et agricoles déclaré conformément à la loi du 21 mars 1884 en France et aux colonies, 16^e année, 1908-1909, Paris, Imprimerie nationale, 1909.

siège social. Le cas se présente fréquemment dans le département de la Seine, un grand nombre de syndicats patronaux, dont l'action s'étend à toute la France, ayant leur siège social à Paris, quoique n'y comptant parfois aucun adhérent.

Parmi ces syndicats, il y a lieu de citer ⁽¹⁾ : le Comité central des houillères de France (92), le Comité central des armateurs de France (403), l'Association des employeurs de main-d'œuvre dans les ports de France (67), le Comité des forges de France (187), l'Association nationale de la meunerie française (1,995), le Syndicat général des fondeurs en fer de France (250), le Syndicat des fabricants de sucre de France (203), l'Union des fabricants de papier de France (190), l'Union céramique et chauxfournière de France (226), la Chambre syndicale des maîtres de verreries de France (125), l'Union syndicale des maîtres-imprimeurs de France (750), le Cercle de la librairie (413), la Chambre syndicale de l'ameublement (338), le Syndicat professionnel des usines d'électricité (517), le Syndicat professionnel des industries électriques (325), le Syndicat professionnel de l'industrie du gaz (125), la Chambre syndicale de l'automobile (350), le Syndicat des produits alimentaires en gros (223), la Chambre syndicale des chocolatiers (90), le Syndicat de l'épicerie française (4,500), le Syndicat central des distillateurs de France (850), la Chambre syndicale des produits chimiques (253).

Sur les 331,475 patrons syndiqués on comptait 7,518 femmes. Voici les départements dans lesquels le nombre des patronnes syndiquées est supérieur à 100 : Seine (3,902), Bouches-du-Rhône (528), Alpes-Maritimes (316), Rhône (272), Nord (250), Gironde (211), Hérault (189), Seine-Inférieure (142), Loire-Inférieure (136).

Le tableau suivant donne la répartition des syndicats et des syndiqués patronaux entre les différents groupes professionnels.

GROUPES PROFESSIONNELS.	NOMBRE	NOMBRE	PROPORTION
	de syndicats.	de syndiqués.	p. 100 des syndiqués sur l'ensemble des patrons ⁽²⁾ .
Agriculture, forêts, pêche, etc. ⁽³⁾	234	43,227	1.23
Mines.....	6	229	58.87
Carrières.....	8	149	2.12
Alimentation (fabrique et commerce).....	1,329	126,182	24.66
Produits chimiques.....	70	5,231	86.92
Papier, imprimerie.....	88	4,995	51.26
Cuirs et peaux.....	84	3,322	6.96
Industries textiles proprement dites.....	120	5,204	6.68
Travail des étoffes.....	130	7,677	4.32
Industries du bois.....	112	4,742	5.94
Travail des métaux.....	237	11,695	15.20
Pierres et terres au feu.....	46	2,178	15.50
Bâtiment.....	308	22,491	14.77
Transport, manutention, commerce.....	607	47,816	32.04
Soins personnels.....	104	9,042	27.08
Professions libérales.....	479	37,205	32.09
TOTAUX.....	3,965	331,475	—

⁽¹⁾ Les chiffres entre parenthèses donnent le nombre des adhérents de chaque syndicat.

⁽²⁾ Calculé d'après le recensement professionnel de 1901.

⁽³⁾ Ne sont pas compris ici les syndicats patronaux d'industrie ou de commerce agricoles proprement dits qui sont le plus souvent mixtes.

Le tableau suivant donne, par ordre d'importance numérique, les institutions créées par les syndicats patronaux.

	NOMBRE de syndicats fondateurs.
Bureaux de placement.....	383
Publications diverses.....	335
Bibliothèques professionnelles.....	243
Cours et écoles professionnels.....	115
Caisses de secours mutuels.....	98
Laboratoires d'analyses ou d'expertises.....	64
Caisses de retraites.....	35
Sociétés d'assurances contre les accidents.....	34
Caisses de crédit mutuel.....	31
Secours de route.....	27
Sociétés coopératives de consommation et éconòmats.....	22
Concours professionnels et expositions.....	12
Champs d'expériences.....	12
Caisses de chômage.....	7
Sociétés coopératives de production.....	6
TOTAL.....	<u>1,424</u>

Unions de syndicats.

Le nombre des unions de syndicats patronaux régulièrement constituées était, au 1^{er} janvier 1908, de 122, comprenant 2,813 syndicats avec 301,477 membres; au 1^{er} janvier 1907, on en comptait 110 avec 2,450 syndicats et 257,847 membres, soit une différence en plus de 12 unions, 363 syndicats et 43,630 membres.

Ces 122 unions se subdivisent en 98 unions de syndicats de la même profession et 24 unions de syndicats de professions diverses.

Sur les 98 unions de la même profession, 61 étaient des unions locales ou régionales, 37 étaient des unions nationales; ces dernières avaient toutes leur siège à Paris. Voici les plus importantes de ces unions nationales ⁽¹⁾ :

UNIONS.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.
Union des industries métallurgistes et minières (1901).....	23	3,070
Union des syndicats patronaux des industries textiles de France (1901).....	66	2,900
Association générale du commerce et de l'industrie des tissus et des matières textiles (1848).....	31	1,735
Fédération nationale du bâtiment et des travaux publics (1905).....	168	17,700
Syndicat national du commerce en gros des vins (1895).....	129	8,913
Union des syndicats de l'alimentation en gros (1889).....	27	2,251
Syndicat général de la boucherie française (1894).....	106	8,392
Fédération des syndicats de charcutiers de France (1891).....	96	3,693
Fédération française des syndicats de l'épicerie (1901).....	56	20,000
Syndicat général de la boulangerie française (1889).....	151	5,190
Union des syndicats de la boulangerie française (1890).....	80	5,091
Fédération du commerce en détail des boissons (1896)....	147	35,000
Association générale des pharmaciens de France (1878).....	83	5,678
Union des syndicats médicaux de France (1885).....	103	6,408

⁽¹⁾ La date entre parenthèses est celle de la fondation.

Quant aux 24 unions de professions diverses, 20 étaient des unions locales ou régionales, 4 des unions nationales. Sur ces 4 unions nationales, qui ont toutes leur siège à Paris, trois sont particulièrement importantes par le nombre des syndicats et des syndiqués qu'elles groupent :

	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de syndiqués.
Alliance syndicale du commerce et de l'industrie, rue de Lancry, n° 10.....	107	13,707
Syndicat général du commerce et de l'industrie, rue Saint- Honoré, n° 163.....	153	17,232
Comité central des chambres syndicales, rue de Rennes, n° 44.....	46	8,325

Le tableau suivant donne les institutions créées par les unions de syndicats patronaux de toute nature :

	NOMBRE d'unions fondatrices.
Publications diverses.....	44
Bibliothèques professionnelles.....	13
Cours et écoles professionnels.....	5
Bureaux de placement.....	4
Laboratoires d'analyses ou d'expertises.....	4
Caisses de secours mutuels.....	4
Caisses de retraites.....	3
Caisses de chômage.....	1
TOTAL.....	<u>78</u>

B. — OUVRIERS ET EMPLOYÉS.

Syndicats.

Le nombre des syndicats professionnels d'ouvriers ou d'employés qui avaient fait le dépôt prescrit par l'article 4 de la loi du 21 mars 1884 était, au 1^{er} janvier 1908, de 5,524 groupant 957,102 ouvriers ou employés. Au 1^{er} janvier 1907, on en comptait 5,322 avec 896,012 adhérents, soit une augmentation de 202 syndicats et de 61,090 adhérents.

Les départements dans lesquels il y a plus de 100 syndicats ouvriers sont les suivants : Seine (585), Nord (392), Rhône (254), Bouches-du-Rhône (216), Gironde (162), Hérault ⁽¹⁾ (157), Loire (155), Cher (140) ⁽²⁾, Seine-Inférieure (137), Alpes-Maritimes (121), Nièvre (118) ⁽³⁾, Isère (115), Allier (110) ⁽⁴⁾, Loire-Inférieure (106), Aude (102) ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ Dont 46 syndicats d'ouvriers agricoles ou agriculteurs, travailleurs de terre et similaires.

⁽²⁾ Dont 49 syndicats d'ouvriers bûcherons, agricoles et similaires.

⁽³⁾ Dont 80 syndicats d'ouvriers bûcherons, agricoles et similaires.

⁽⁴⁾ Dont 34 syndicats d'ouvriers agricoles ou bûcherons et similaires.

⁽⁵⁾ Dont 67 syndicats d'ouvriers agricoles, ou cultivateurs et similaires.

On compte plus de 10,000 ouvriers ou employés syndiqués dans les départements suivants : Seine (321,029), Nord (96,956), Bouches-du-Rhône (43,534), Pas-de-Calais (35,988)⁽¹⁾, Rhône (33,246), Gironde (27,598), Seine-Inférieure (27,402), Loire (24,637), Hérault (15,496), Loire-Inférieure (14,508), Cher (13,173), Isère (12,688), Ile-et-Vilaine (11,347), Var (11,204), Saône-et-Loire (10,598).

Presque tous les syndicats d'ouvriers ou d'employés sont des syndicats locaux dont le rayon d'action est limité à la localité, à l'arrondissement, ou quelquefois au département, où ils ont leur siège. Les syndicats dont l'action s'étend au delà du département où ils ont leur siège sont très peu nombreux, ce sont presque tous des syndicats d'ouvriers et d'employés de chemins de fer, dont les plus importants sont le *Syndicat national des travailleurs des chemins de fer* (52,492 membres), l'*Association amicale des employés de chemins de fer* (13,024 membres), la *Fédération générale professionnelle des mécaniciens, chauffeurs, électriciens des chemins de fer et de l'industrie* (9,237 membres). Ces trois syndicats, qui ont tous leur siège social à Paris, ont leurs adhérents répartis dans toute la France.

Le nombre des ouvrières et employées syndiquées était, au 1^{er} janvier 1908, de 88,906. Les départements dans lesquels on en comptait le plus étaient les suivants : Seine (27,061), Nord (14,281), Bouches-du-Rhône (3,640), Rhône (3,608), Seine-Inférieure (3,398).

Le tableau suivant donne la répartition des syndicats et des syndiqués ouvriers ou employés entre les divers groupes professionnels.

GROUPES PROFESSIONNELS.	NOMBRE	NOMBRE	PROPORTION
	de	de	p. 100 sur l'ensemble des ouvriers et employés ⁽²⁾ .
syndicats.		syndiqués.	
Agriculture, forêt, pêche.....	527	55,407	1.89
Mines.....	100	72,114	39.83
Carrières.....	63	8,888	14.76
Alimentation (fabrique et commerce).....	346	53,226	8.72
Produits chimiques.....	126	37,720	33.45
Papier, imprimerie.....	321	28,386	22.22
Cuir et peaux.....	233	31,816	21.22
Industries textiles proprement dites.....	404	86,346	14.40
Travail des étoffes.....	278	25,796	5.86
Industries du bois.....	376	36,316	15.37
Travail des métaux.....	591	93,772	16.88
Terres et pierres au feu.....	211	22,314	14.86
Bâtiment.....	826	87,423	16.40
Transport, manutention, commerce.....	907	270,023	24.25
Soins personnels.....	105	25,527	2.50
Professions libérales.....	110	21,978	13.49
TOTAUX.....	5,524	957,102	-

⁽¹⁾ La chambre syndicale des ouvriers mineurs du Pas-de-Calais, siégeant à Lens, entre dans ce total pour 25,000 adhérents.

⁽²⁾ Calculé d'après le recensement professionnel de 1901.

Voici par ordre d'importance numérique les institutions fondées par les syndicats d'ouvriers ou d'employés.

	NOMBRE de syndicats fondateurs.
Bibliothèques professionnelles.....	1,237
Bureaux de placement.....	1,162
Caisses de secours mutuels.....	1,010
Secours de route.....	924
Caisses de chômage.....	724
Cours et écoles professionnelles.....	402
Publications diverses.....	179
Sociétés coopératives de consommation.....	122
Caisses de retraites.....	92
Caisses de crédit mutuel.....	75
Sociétés coopératives de production.....	64
Concours professionnels et expositions.....	19
Laboratoires d'analyses ou d'expertises.....	12
Champs d'expériences.....	10
Assurances contre les accidents.....	2
TOTAL.....	<u>6,034</u>

Unions de syndicats.

Le nombre des unions de syndicats d'ouvriers ou d'employés, régulièrement constitués au 1^{er} janvier 1908, était, les bourses du travail non comprises, de 186 ⁽¹⁾ contre 187 au 1^{er} janvier 1907. L'effectif de ces unions était de 3,637 syndicats et de 764,508 membres contre 3,675 syndicats et 752,362 membres au 1^{er} janvier 1907. Ne sont pas compris dans ces chiffres les syndicats et les membres adhérents à la Confédération générale du travail; ce groupement étant une union d'unions de syndicats, son effectif ferait double emploi avec celui des unions qui le composent.

Ces 186 unions se subdivisaient en 120 unions de syndicats de même profession et en 66 unions de syndicats de professions diverses. Parmi les premières, 66 étaient des unions ou fédérations nationales, 54 des unions locales ou régionales.

Le tableau suivant, qui répartit les 66 unions ou fédérations nationales de même profession actuellement existantes d'après leur date de fondation, montre l'importance du mouvement de concentration qui s'est opéré parmi les syndicats depuis 1900.

ANNÉES.	NOMBRE de fédérations nationales créées.	ANNÉES.	NOMBRE de fédérations nationales créées.	ANNÉES.	NOMBRE de fédérations nationales créées.
1876.....	1	1893.....	3	1903.....	6
1881.....	1	1894.....	4	1904.....	6
1884.....	3	1896.....	1	1905.....	3
1885.....	1	1898.....	1	1906.....	4
1890.....	1	1900.....	11	1907.....	5
1891.....	1	1901.....	7		
1892.....	1	1902.....	6		

⁽¹⁾ Dans ce nombre n'est pas comprise la *Fédération nationale des travailleurs du verre*, dont le siège est actuellement à Aniche (Nord) et se trouvait antérieurement à Fresnes (Nord). Cette union ne figure pas à l'*Annuaire* par suite d'une omission.

Il résulte de ce tableau que 48 des 66 fédérations nationales existantes, soit plus des deux tiers, ont été créées depuis 1900.

Sur ces 66 fédérations nationales de même profession, 14 groupaient plus de 10,000 adhérents, 7 de 5 à 10,000 adhérents, 16 de 2 à 5,000, 28 moins de 2,000 ⁽¹⁾.

Voici la liste des 14 fédérations groupant plus de 10,000 adhérents ⁽²⁾ :

	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de syndiqués.
Fédération nationale de l'industrie du bâtiment, à Paris (1902).....	340	39,878
Fédération nationale ouvrière de l'industrie textile, à Lille (1900)....	#	⁽³⁾ 34,000
Fédération nationale des mineurs et similaires, à Douai ⁽⁴⁾ (1894)....	9	30,000
Fédération nationale des travailleurs de l'alimentation, à Paris (1902)....	67	23,434
Fédération nationale des moyens de transport, à Paris (1904).....	34	20,750
Fédération nationale des syndicats maritimes, à Marseille (1903).....	52	17,097
Union fédérative des ouvriers métallurgistes, à Paris (1890).....	170	16,000
Fédération nationale des syndicats d'employés, à Paris (1893).....	91	15,714
Fédération nationale des cuirs et peaux, à Paris (1893).....	64	12,887
Fédération nationale du personnel civil des établissements militaires de la guerre, à Saint-Étienne (1901).....	26	12,429
Fédération générale des groupements de mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer de France et des colonies, à Paris (1901).....	112	12,000
Fédération nationale des travailleurs réunis des arsenaux de la marine de l'État, à Toulon (1900).....	9	11,767
Fédération nationale des ouvriers et ouvrières des manufactures des tabacs, à Paris (1891).....	24	10,691
Fédération française des travailleurs du livre, à Paris ⁽⁵⁾ (1881).....	171	10,523

En dehors de ces fédérations il y a lieu de citer encore les fédérations suivantes qui, sans avoir le même nombre de membres que les précédentes, groupent le plus souvent une proportion supérieure des ouvriers de leur profession :

	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de syndiqués.
Fédération nationale des ouvriers et ouvrières des manufactures d'allumettes, à Aubervilliers (1893).....	6	1,598

⁽¹⁾ La *Fédération culinaire*, qui figurait à l'*Annuaire* de 1904-1905, comme groupant 41 syndicats et 6,632 adhérents, n'a pas fourni de renseignements pour 1908.

⁽²⁾ La date entre parenthèses est celle de la fondation.

⁽³⁾ Cette fédération n'avait pas fourni de renseignements et le chiffre donné ici est celui du tirage du n° de janvier 1908 de son journal, l'*Ouvrier textile*, qui est envoyé à tous ses adhérents.

⁽⁴⁾ V. *Bull.*, mai 1908, p. 440.

⁽⁵⁾ V. *Bull.*, septembre 1908, p. 853.

	SOURCE de syndicats.	SOURCE de syndiqués.
Fédération nationale des syndicats de bûcherons de France et des colonies, à la Guerche-sur-l'Aubois (Cher) [1902].....	129	8,271
Fédération nationale des ouvriers et ouvrières en céramique, à Limoges (1901).....	20	4,177
Fédération nationale de l'éclairage, à Paris (1904).....	8	7,787
Fédération nationale des employés de France, à Rouen (1894).....	30	9,185
Fédération lithographique, à Paris (1884).....	40	2,103
Fédération des ouvriers mécaniciens, à Paris (1903).....	43	6,560
Fédération des mouleurs en métaux, à Paris (1894).....	73	4,568
Fédération nationale des travailleurs municipaux et départementaux de France et des colonies, à Paris (1892).....	37	9,560
Fédération des artistes musiciens, à Paris (1902).....	32	5,430
Fédération nationale des travailleurs des poudres et salpêtres, à Saint-Médard-en-Jalles (Gironde) [1894].....	12	2,714

45 fédérations nationales de même profession avaient leur siège social dans le département de la Seine, dont 42 à Paris; les 21 autres fédérations avaient leur siège : dans la Loire-Inférieure (3), le Cher (2), le Nord (2), la Seine-Inférieure (2), le Var (2), la Haute-Vienne (2), les Bouches-du-Rhône (1), la Charente (1), le Gard (1), la Gironde (1), la Loire (1), le Loiret (1), l'Oise (1), le Rhône (1).

Quant aux 66 unions de professions diverses, elles se divisaient en 64 unions locales ou régionales et 2 unions nationales. Ces 2 dernières, qui siègent à Paris, sont : 1° l'*Union fédérative des travailleurs de l'État*, fondée en 1902 et formée de 7 unions de syndicats et syndicats comprenant ensemble 27,380 membres; 2° la *Confédération générale du travail*, fondée en 1895 et divisée en 2 sections : la *Section des fédérations* et la *Section de la fédération des bourses du travail*.

D'après les rapports présentés au XVI^e congrès confédéral, tenu à Marseille en octobre 1908, la Confédération générale du travail comprenait en septembre 1908 : 1° la section des fédérations : 60 fédérations nationales et 2 syndicats nationaux d'industrie, comprenant ensemble 2,578 syndicats locaux ou sections et 8 syndicats isolés; 68 de ces groupements avaient fait connaître le nombre de leurs adhérents, au total 294,398; 2° la section de la fédération des bourses du travail : 157 bourses du travail ou unions locales de syndicats de professions diverses, comprenant 2,028 syndicats, dont 1,100 sont déjà compris dans les fédérations ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ V. Bull., nov. 1908, p. 1104.

Voici les institutions fondées par les unions de syndicats ouvriers de toute nature :

	SOMME d'argent fondatrice.
Bibliothèques professionnelles.....	175
Bureaux ou offices de placement.....	128
Publications diverses.....	52
Secours de route ⁽¹⁾	48
Cours et écoles professionnelles.....	42
Caisses de secours mutuels ⁽¹⁾	27
Caisses de chômage ⁽¹⁾	19
Sociétés coopératives de consommation.....	4
Caisses de retraites.....	3
Laboratoires d'analyses ou d'expertises.....	1
TOTAL.....	499

Bourses du travail.

Le mot de Bourse du travail a plusieurs sens ; tantôt il désigne l'immeuble ou le local qui sert de siège social commun aux syndicats d'une même localité ; tantôt il désigne le conseil chargé de l'administration de cet immeuble ou de ce local, et qui est formé généralement des délégués des syndicats qui y ont leur siège ; tantôt il désigne l'union formée entre ces syndicats. C'est dans ce dernier sens que le mot est entendu ici.

Au 1^{er} janvier 1908, les bourses du travail qui avaient fait la déclaration et le dépôt prescrits par la loi du 21 mars 1884 pour les unions de syndicats étaient au nombre de 142, et elles comprenaient 2,667 syndicats groupant 434,387 adhérents. Au 1^{er} janvier 1907 on en comptait 130 avec 2,598 syndicats et 456,627 adhérents, soit une augmentation pour 1908 de 12 bourses du travail, 69 syndicats et une diminution de 22,240 adhérents.

Le plus souvent, les immeubles ou locaux où siègent les bourses du travail sont mis à leur disposition et installés par les municipalités. Nombre de bourses du travail reçoivent en outre des subventions annuelles, soit des communes, soit des départements.

Le tableau suivant donne, par département et pour chaque bourse, d'après l'*Annuaire des syndicats*, la date de fondation, le nombre des syndicats adhérents, l'effectif de ces syndicats ainsi que les frais d'installation supportés par les budgets municipaux et les subventions allouées par les communes ou les départements.

⁽¹⁾ La Caisse de secours mutuels, la Caisse de chômage, la Caisse de secours de route de la Fédération française des travailleurs du Livre comprennent 170 sections locales réparties sur 80 départements. La Caisse de chômage et la Caisse de secours de route de la Fédération des ouvriers mécaniciens comprennent 50 sections locales réparties sur 35 départements.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	DATE	SUBVENTION		SYN- DICATS	EFFECTIF
		de LA FONDA- TION.	ANNUELLE		ADHÉ- RENTS	des SYNDICATS
			muni- cipale.	dépar- tementale.	au 1 ^{er} janvier 1908.	adhérents au 1 ^{er} janvier 1908.
			francs.	fr. c.		
AISNE.....	Saint-Quentin.....	1901	6,600	"	12	858
	Commeny.....	1896	400	"	6	399
ALLIER.....	Montluçon.....	1900	500	"	10	841
	Montluçon (1).....	1907	500	"	2	511
	Vichy.....	1905	5,600	"	19	1,109
ALPES-MARITIMES.....	Cannes.....	1906	2,100	"	30	1,764
	Nice.....	1893	8,500	500 00	27	4,390
ARDENNES.....	Sedan.....	1906	1,265	200 00	15	2,191
	Romilly-sur-Seine...	1897	300	"	4	1,280
AUBE.....	Troyes.....	1906	2,500	"	15	1,507
	Carcassonne.....	1907	2,780	300 00	17	702
AUDE.....	Carcassonne (1).....	1903	"	"	5	482
	Narbonne.....	1893	4,000	"	13	651
	Aix.....	1896	1,200	1,000 00	12	595
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	Arles.....	1901	1,000	1,000 00	5	682
	Marseille.....	1888	8,200	5,700 00	96	26,917
CALVADOS.....	Caen.....	1903	600	300 00	14	730
CANTAL.....	Aurillac.....	1899	"	"	6	307
CHARENTE.....	Angoulême.....	1893	3,000	1,000 00	20	2,180
	Cognac.....	1892	1,200	500 00	14	715
	Marans.....	1906	"	"	1	41
CHARENTE-INFÉRIEURE.....	Rochefort-sur-Mer....	1900	"	200 00	12	2,342
	La Rochelle.....	1900	"	200 00	5	178
	La Rochelle-La Police.	1907	"	"	3	660
	Bourges.....	1897	"	1,500 00	30	1,914
	La Guerche.....	1906	"	200 00	9	980
CHER.....	Mehun-sur-Yèvre.....	1901	300	525 00	6	485
	Saint-Amand.....	1903	"	425 00	17	1,914
	Vierzon-ville.....	1898	2,050	1,000 00	14	937
	Brive.....	1900	700	100 00	13	592
	Tulle.....	1899	1,000	100 00	9	174
CORRÈZE.....	Tulle (1).....	1905	"	"	6	970
	Dijon.....	1893	"	"	6	414
CÔTE-D'OR.....	Saint-Brieuc.....	1904	800	"	8	213
CÔTES-DU-NORD.....	Périgueux.....	1898	1,000	"	21	880
DORDOGNE.....	Besançon.....	1894	3,000	300 00	27	4,636
DOUBS.....	Romans.....	1895	1,900	500 00	24	2,171
DRÔME.....	Valence.....	1896	1,475	650 00	17	1,181
FINISTÈRE.....	Brest.....	1904	"	"	"	"
	Alais.....	1901	1,500	100 00	7	928
GARD.....	Nîmes.....	1887	3,000	1,500 00	20	1,172
GARONNE (HAUTE-).....	Toulouse.....	1890	10,820	500 00	85	8,225
GERS.....	Auch.....	1904	750	50 00	9	555
GIRONDE.....	Bordeaux.....	1890	12,600	"	101	17,212
	Agde.....	1900	1,000	1,000 00	7	575
	Bédarieux.....	1904	"	1,000 00	3	151
HÉRAULT.....	Béziers.....	1891	4,000	1,000 00	27	1,693
	Cette.....	1902	5,000	1,000 00	25	4,763
	Mézès.....	1905	"	1,000 00	6	760
	Montpellier.....	1891	5,650	1,000 00	22	1,115
	Fougères.....	1900	2,500	300 00	7	2,602
ILLÉ-ET-VILAINE.....	Fougères (1).....	1904	"	300 00	1	943
	Rennes.....	1893	2,500	300 00	22	2,686
INDRE.....	Châteauroux.....	1901	2,500	287 50	18	1,796
	Issoudun.....	1904	1,000	112 60	9	632
INDRE-ET-LOIRE.....	Tours.....	1891	7,100	500 00	35	2,053
ISÈRE.....	Grenoble.....	1893	3,000	"	34	3,158
JURA.....	Voiron.....	1898	150	"	7	2,360
	Lons-le-Saunier.....	1900	"	"	6	266
LOIR-ET-CHER.....	Blois.....	1898	400	300 00	6	210

(1) Bourse indépendante.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	DATE de LA FONDA- TION.	SUBVENTION ANNUELLE		SYN- DICATS ADHÉ- RENTS au 1 ^{er} janvier 1908.	EFFECTIF des SYNDICATS adhérents au 1 ^{er} janvier 1908.
			muni- cipale.	dépar- tementale.		
			francs.	fr. c.		
LOIRE.....	Rive-de-Gier.....	1904	1,000	350 00	6	533
	Roanne.....	1892	4,500	650 00	22	1,576
	Saint-Chamond.....	1901	700	200 00	8	548
	Saint-Étienne.....	1889	10,365	500 00	55	11,905
LOIRE (HAUTE-).....	Saint-Étienne (1).....	1907	"	"	9	1,442
	Le Puy.....	1891	"	"	9	160
LOIRE-INFÉRIEURE.....	Nantes.....	1893	4,500	"	55	6,842
	Nantes (1).....	1905	"	"	4	241
LOIRET.....	Saint-Nazaire.....	1892	4,190	"	25	3,472
	Orléans.....	1899	2,000	"	40	2,509
LOT.....	Cahors.....	1892	1,200	"	12	411
	Agen.....	1891	"	"	"	"
LOT-ET-GARONNE.....	Marmande.....	1905	300	300 00	7	250
	Villeneuve-sur-Lot.....	1892	200	"	5	96
MAINE-ET-LOIRE.....	Angers.....	1892	"	"	27	1,691
	Cholet.....	1891	1,800	"	18	1,473
MANCHE.....	Cherbourg.....	1904	3,000	"	12	3,074
	Châlons-sur-Marne.....	1905	"	"	12	827
MARNE.....	Épernay.....	1903	500	"	6	962
	Reims.....	1902	7,000	"	28	2,622
MARNE (HAUTE-).....	Chaumont.....	1893	300	"	9	1,287
MAYENNE.....	Laval.....	1901	"	"	8	900
MORBIGNAN.....	Lorient.....	1903	2,500	"	15	4,484
NIÈVRE.....	Nevers.....	1895	1,000	2,500 00	66	4,470
	Donkerque.....	1895	"	"	21	8,888
NORD.....	Pourmies.....	1903	"	"	"	"
	Lille.....	1897	"	"	33	10,898
OISE.....	Saint-Amand.....	1905	"	"	4	1,188
	Creil.....	1901	100	"	31	1,895
ORNE.....	Alençon.....	1900	700	50 00	6	189
	Boulogne-sur-Mer.....	1892	2,000	"	16	2,210
PAS-DE-CALAIS.....	Boulogne-sur-Mer (1).....	1903	"	"	2	76
	Calais.....	1900	4,000	"	8	1,037
PUY-DE-DÔME.....	Clermont-Ferrand.....	1898	1,800	1,150 00	29	1,816
	Thiers.....	1901	600	500 00	6	1,192
PYRÉNÉES (BASSES-).....	Bayonne.....	1903	"	"	15	787
	Pau.....	1905	"	"	9	822
PYRÉNÉES (HAUTES-).....	Bagnères-de-Bigorre.....	1900	50	50 00	3	38
	Tarbes.....	1902	"	150 00	10	1,516
PYRÉNÉES-ORIENTALES.....	Perpignan.....	1893	3,500	500 00	31	1,783
	Belfort.....	1899	3,500	600 00	16	1,621
RHIN (HAUT-).....	Lyon.....	1891	7,000	"	72	9,736
	Lyon (1).....	1902	"	"	12	1,900
RHÔNE.....	Tarare.....	1903	1,000	"	8	1,024
	Chalon-sur-Saône.....	1903	1,300	"	9	495
SAÔNE-ET-LOIRE.....	Le Mans.....	1895	3,500	"	25	1,681
SARTHE.....	Annecy.....	1905	800	"	10	846
SAVOIE (HAUTE-).....	Boulogne-sur-Seine.....	1893	"	"	5	201
	Olichy.....	1894	"	"	6	2,385
SEINE.....	Issy-les-Moulineaux.....	1895	"	"	5	1,180
	Levallois-Perret.....	1900	"	"	15	2,417
	Paris.....	1887	110,000	"	237	136,362
	Puteaux.....	1905	"	"	11	2,346
	Saint-Denis.....	1902	"	"	12	920
	Elbeuf.....	1899	2,480	"	8	2,818
SEINE-INFÉRIEURE.....	Havre (Le).....	1901	"	"	23	8,525
	Rouen.....	1896	4,000	"	41	6,738
SEINE-ET-MARNE.....	Meaux.....	1904	300	300 00	20	1,660
SEINE-ET-OISE.....	Versailles.....	1896	1,000	100 00	19	1,129
SÈVRES (DEUX-).....	Niort.....	1895	"	"	25	686

(1) Bourse indépendante.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	DATE de LA FONDA- TION.	SUBVENTION ANNUELLE		SYN- DICATS ADHÉ- RENTS au 1 ^{er} janvier 1908.	EFFECTIF des SYNDICATS adhérents au 1 ^{er} janvier 1908.
			muni- cipale.	dépar- tementale.		
			francs.	fr. c.		
SOMME.....	Amiens	1895	3,000	3,000 00	33	3,643
	Albi	1899	1,200	100 00	12	804
TARN.....	Castres	1903	1,500	100 00	14	545
	Mazamet	1904	1,500	"	6	1,180
TARN-ET-GARONNE	Montauban	1904	2,500	500 00	14	429
	Draguignan	1907	100	"	5	346
VAR.....	Saint-Raphaël	1904	"	1,500 00	2	298
	La Seyne	1903	1,550	2,500 00	10	323
	Toulon	1889	"	"	53	8,363
VAUCLUSE	Avignon	1904	800	200 00	29	1,398
VENDÉE	Fontenay-le-Comte	1903	350	"	4	257
Vienne.....	Chauvigny	1907	"	"	3	183
	Poitiers	1899	2,100	500 00	24	1,396
Vienne (HAUTE-).....	Limoges	1896	"	"	35	4,535
Yonne.....	Auxerre	1904	1,000	2,200 00	17	1,974
	Sens	1905	400	1,000 00	11	419
	Alger	1906	8,000	2,000 00	6	194
	Alger (1)	1892	"	"	24	3,259
ALGÉRIE.....	Bône	1906	50	"	8	279
	Constantine	1897	3,000	1,000 00	13	996
	Oran	1892	1,200	2,500 00	11	1,365
GUADELOUPE (LA).....	Pointe-à-Pitre	1901	"	1,500 00	42	1,569
TOTAUX.....			346,875	62,950 10	2,667	434,387

(1) Bourse indépendante.

D'après leur date de fondation, les bourses du travail existantes se répartissent ainsi :

ANNÉES.	NOMBRE de bourses fondées.	ANNÉES.	NOMBRE de bourses fondées.	ANNÉES.	NOMBRE de bourses fondées.
1887.....	2	1894.....	2	1901.....	11
1888.....	1	1895.....	7	1902.....	5
1889.....	2	1896.....	6	1903.....	13
1890.....	2	1897.....	4	1904.....	14
1891.....	7	1898.....	5	1905.....	11
1892.....	9	1899.....	7	1906.....	7
1893.....	10	1900.....	11	1907.....	6

C. — MIXTES.

Syndicats.

Au 1^{er} janvier 1908, on comptait 170 syndicats mixtes, c'est-à-dire composés à la fois de patrons et d'ouvriers ou employés, avec 34,388 adhérents. Au 1^{er} janvier 1907 on en comptait 154 avec 30,698, soit une augmentation de 16 syndicats et de 3,690 adhérents.

Les départements dans lesquels il y a plus de 10 syndicats mixtes sont les suivants : Seine (22), Eure-et-Loir (15), Maine-et-Loire (13), Nord (13), Ille-et-Vilaine (10).

Ceux qui comptent plus de 1,000 adhérents de syndicats mixtes, sont les suivants : Seine (11,234), Nord (8,691), Finistère (5,045).

6,933 femmes étaient parmi les adhérents des syndicats mixtes, dont 1,687 dans le département de la Seine, 1,680 dans le département du Nord.

Voici les institutions fondées par les syndicats mixtes :

	NOMBRE de syndicats fondateurs.
Caisses de secours mutuels.....	58
Bureaux de placement.....	42
Bibliothèques professionnelles.....	26
Cours et écoles professionnels.....	18
Caisses de chômage et secours de route.....	17
Caisses de retraites.....	16
Sociétés coopératives de consommation ou éconômats.....	9
Divers (publications, caisses de crédit mutuel, sociétés d'assurances contre les accidents, concours, laboratoires, champs d'expériences)..	27
TOTAL.....	213

Unions de syndicats.

Au 1^{er} janvier 1908 on comptait 12 unions de syndicats mixtes avec 66 syndicats adhérents groupant 11,917 membres, contre 11 au 1^{er} janvier 1907, avec 48 syndicats et 4,766 membres, soit une augmentation pour 1908, de 1 union, 18 syndicats et 7,151 adhérents. Ces unions avaient leur siège, 4 dans la Seine, 2 dans l'Allier, 2 en Ile-et-Vilaine, 2 en Maine-et-Loire, 1 dans l'Isère, 1 dans le Rhône. Ces unions avaient fondé, en tout, 2 bibliothèques professionnelles, 1 cours professionnel, 1 bureau de placement et 1 caisse de retraites.

II. — Syndicats et unions de syndicats agricoles.

Au 1^{er} janvier 1908, les syndicats agricoles qui avaient fait leur déclaration prévue par la loi du 21 mars 1884, étaient au nombre de 4,423, avec 771,452 adhérents, on en comptait, au 1^{er} janvier 1907, 3,883 avec 716,530 adhérents, soit une augmentation, en faveur de 1908, de 540 syndicats et de 54,922 adhérents.

Les départements où l'on comptait plus de 100 syndicats agricoles sont les suivants : Haute-Saône (278), Isère (186), Marne (156), Indre-et-Loire (151), Doubs (146), Aube (119), Yonne (117), Basses-Pyrénées (112). Il y avait plus de 10,000 adhérents aux syndicats agricoles dans les départements suivants : Aude (33,948), Sarthe (27,134), Marne (25,270), Seine (23,547), Rhône (19,230), Gironde (18,968), Isère (18,936), Charente (16,257), Loir-et-Cher (15,240), Indre-et-Loire (14,890), Deux-Sèvres (14,812), Ile-et-Vilaine (14,450), Loiret (13,768), Haute-Saône (13,702), Haute-Garonne (12,903), Côte d'Or (12,865), Vosges (12,786), Drôme (12,598), Maine-et-Loire (12,307), Saône-et-Loire (11,313), Yonne (11,212), Doubs (11,164), Basses-Pyrénées (11,113), Seine-et-Oise (10,752), Pyrénées-Orientales (10,729), Vienne (10,687), Aube (10,457), Charente-Inférieure (10,268), Haute-Marne (10,053).

Le nombre des femmes adhérent aux syndicats agricoles était de 13,295.

68 unions de syndicats agricoles, avaient fait, au 1^{er} janvier 1908, le dépôt prévu par la loi du 21 mars 1884, contre 64 au 1^{er} janvier 1907.

ENQUÊTE SUR LE CHÔMAGE

DANS LA MÉGISSERIE ET LA TANNERIE ⁽¹⁾.

II. — TANNERIE (Suite).

C. — CUIRS FORTS OU JUSÉS.

Les cuirs forts ou jusés sont des cuirs ébourrés à l'échauffe sans l'aide de la chaux, tannés à la jusée, séchés sans façon de corroierie et battus au marteau mécanique. Ces cuirs sont fabriqués notamment à Saint-Saëns, à Givet et à Pont-Audemer. Les cuirs qui y sont traités conviennent aux semelles de chaussures militaires ou de chaussures pour pays humides ou travail dans l'eau.

Pont-Audemer.

D'après le Rapporteur de la classe 89 à l'exposition de 1900 ⁽²⁾, les industries du cuir sont fort anciennes à Pont-Audemer. Déjà, avant la Révolution, on y fabriquait des tiges de bottes et autres cuirs appelés alors « cuirs anglais ». Il semble aussi que Pont-Audemer a été le berceau en France de la fabrication des *cuir vernis* au commencement du XIX^e siècle. Actuellement on y fabrique : des cuirs forts exotiques pour semelles, provenant de l'Amérique du Sud, des cuirs pour sellerie ; des peaux de porc, des cuirs vernis, des cuirs en croûte et cuirs lissés pour semelles ; des peaux de veau pour filatures ; des tiges de chaussures.

La production des 28 fabriques se répartissait à peu près ainsi :

	QUANTITÉS.	VALEURS.
	cuirs.	francs.
16 tanneries de cuirs forts exotiques.....	57,000	3,800,000
8 tanneries corroieries.....	18,000	1,700,000
1 tannerie de cuirs en croûte.....	3,000	120,000
3 corroieries.....	7,500	450,000
	85,500	6,070,000

On voit que la production principale est la tannerie de cuirs forts ; c'est celle que nous avons particulièrement étudiée. Nous ne dirons, en dehors du veau pour filature qui est une spécialité de la région, que peu de chose du cuir vernis : une crise commerciale qui atteignait cette dernière industrie à Pont-Audemer avait amené un ralentissement du travail, probablement passager, mais qui enlevait tout caractère général aux renseignements qui auraient été recueillis.

Opinions des patrons. — La production principale dans la région est le cuir fort pour semelles de chaussures militaires ou chaussures fortes ; actuellement, sur 24 tanneurs, 18 produisent cette sorte de cuir. Les corroieries-tanneries produisent des cuirs pour carrosserie, harnais.

⁽¹⁾ Voir les *Bulletins de l'Office du travail* de janvier 1908, page 34 ; avril 1908, page 340 ; juin 1908, page 558 ; août 1908, page 742 ; septembre 1908, page 863 ; février 1909, page 168 ; mars 1909, page 288 ; avril 1909, page 395.

⁽²⁾ Ouvrage déjà cité, page 214.

Le grand centre d'approvisionnement de la matière première est, pour les cuirs à semelles, l'Amérique du Sud : peaux saladeros de Montévidéo, par l'intermédiaire des grandes maisons de commission établies au Havre ; pour les cuirs de corroierie, le centre d'approvisionnement est la boucherie française et, ici, on ne peut que répéter ce qui a été dit précédemment dans le même cas ; une grande partie de ces peaux sont achetées à Rouen comme « peaux faites » ; les usages y prêtent aux critiques déjà exprimées précédemment. Les peaux de l'Amérique du Sud présentent certains avantages pour les cuirs à semelles fortes, elles proviennent de bêtes laissées à moitié sauvages, elles sont plus coriaces que les peaux des bêtes à viande, des bêtes grasses de notre boucherie française. Mais, à mesure que dans la République du Sud se développe l'élevage du bétail pour l'alimentation, les différences entre les deux natures de peaux s'atténuent. Ajoutons que la peau d'Amérique se vend plus cher que la peau du pays (par exemple, pour certaines sortes, 70 fr. contre 50 fr.). La peau d'Amérique a d'ailleurs l'avantage de rendre davantage (75 p. 100 contre 60 p. 100).

Il n'y a pas à proprement parler de diminution dans la production des tanneries de cuir à semelles, mais une sorte de réserve qui fait attendre l'affermissement des cours à la suite des brusques variations de l'an dernier. On avait payé 65 francs en 1900 ce qui a été vendu 95 francs en 1906-1907 et de 75 francs à 80 francs en octobre 1908. Le travail à long terme — on laisse les peaux dans les fosses à tan quinze mois — ne permet pas aux cours du fabriqué de suivre les prix de la matière première. D'autre part, on n'est jamais sûr des commandes du Ministère de la Guerre, qui est le grand consommateur de ces cuirs ; quant aux commandes de la cordonnerie spéciale de chaussures de mer, de chasse, chausures fortes, elles sont à peu près toujours les mêmes ; mais insuffisantes. En résumé, suivant certains fabricants, la production s'est trouvée réduite dans la proportion de 20 à 25 p. 100 ; plutôt un peu moins, suivant certains autres fabricants. Il convient d'ajouter que le cuir lissé à bon marché, qui était avant un cuir mou, tend, par suite des procédés de tannage, à se rapprocher du cuir fort, et les producteurs de ce dernier souffrent de cette concurrence. D'autre part, le cuir lissé se prête mieux au découpage et il est moins cher.

Sauf dans le cuir vernis et le cuir pour harnachement, où une maison de 100 ouvriers est à peu près arrêtée, il n'y a pas eu de fermeture d'atelier. Dans les ateliers de corroierie, le travail a été ralenti — arrêté parfois une journée par semaine.

Le taux des salaires n'a pas été modifié : il est resté à 3 francs pour les manœuvres, par journée de 10 heures. Ajoutons que le travail se fait aux pièces et même en équipe. Les ouvriers qui ont quitté l'atelier ont pu être embauchés comme ouvriers agricoles ; ce sont surtout des manœuvres, car, avec les nouveaux procédés de fabrication, l'ouvrier spécialiste a peu à peu disparu, en même temps d'ailleurs que la petite tannerie qui ne comptait que quelques ouvriers.

Pont-Audemer n'est pas à proprement parler un centre où se groupent de nombreux ouvriers ⁽³⁾, mais un petit centre industriel, un centre surtout agricole ; les ouvriers de tannerie, en chômage momentané, trouvent à s'occuper dans les champs qui leur appartiennent souvent, ou qu'ils ont pris en location ; en outre, les centres manufacturiers voisins d'Elbeuf, Rouen, etc., offrent du travail aux ouvriers qui ne veulent pas des travaux agricoles.

⁽³⁾ Cette habitude du travail des champs avait amené, coïncidant avec l'époque du ralentissement du travail dans la tannerie, lors de l'enquête, la dispersion des membres du conseil d'administration du syndicat ouvrier. Les renseignements qui leur avaient été demandés ne sont pas non plus parvenus plus tard.

Veau pour filature. — Il a été indiqué dans les rapports précédents quelle était la situation des tanneries de veau ; il s'agissait alors de veau pour chaussures. Dans les régions comme la région normande où on rencontre de nombreux établissements de filature, on fabrique un article spécial, la peau de veau pour rouleaux de filature ; c'est une peau qui doit être très travaillée pour que l'épaisseur en soit réduite et surtout très régulière. Les tanneurs de cette spécialité ont vu peu à peu diminuer leur production, leurs ateliers arrêtés plusieurs jours par mois, par suite de la concurrence étrangère. En même temps des commissionnaires, des tanneurs même de la région bretonne, ou normande, régions d'élevage où les veaux sont nombreux, devenaient acquéreurs pour des maisons étrangères de lots de peaux importants et amenaient la hausse des cours du brut. Ces maisons étrangères, possédant de grandes ressources financières, montées avec les appareils mécaniques perfectionnés, sont venues ensuite faire concurrence sur le marché français avec leurs produits fabriqués.

Cette production représenterait à peu près 2 millions de francs.

Le remède proposé serait pour le veau de filature et pour les espèces tannantes une modification des tarifs douaniers ; pour le cuir fort, on émet plutôt un vœu dont la réalisation dépend de l'entente des fabricants. On demande que les cours des matières premières soient plus réguliers, que les prix du fabriqué soient toujours en rapport avec le cours de la matière première et que dans les adjudications publiques, on évite l'adjudication à des personnes fictives.

Les patrons estiment inutile la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers ; ceux-ci seraient plutôt des ouvriers agricoles qui se désintéresseraient des questions industrielles.

Rouen.

Le voisinage et certaine similitude dans la production de ce centre avec celui de Pont-Audemer, le rattachent à cette étude. Sa production est beaucoup plus faible ; certains patrons l'estiment à un million de francs. Elle consiste, comme celle de Pont-Audemer, en tannerie de gros cuir, mais, pour la majeure partie, en cuir pour l'industrie (courroies) et harnachement et un peu de cuir pour semelles de chaussures civiles, cuir lissé principalement ; la production du veau pour filature a aussi ici une grande importance. Les observations sur l'achat de la matière première des peaux du pays aux enchères sont les mêmes que celles des centres précédents.

Il n'y a pas eu de diminution sensible dans la production. Pas plus qu'à Pont-Audemer, ce centre n'est exportateur et l'importation, sauf dans l'article de veau pour filature, n'exerce que peu d'influence. Il n'y a pas eu d'atelier fermé, pas d'ouvriers mis en chômage, sauf dans le veau pour filature où les ouvriers manquant ne sont pas remplacés. La hausse des salaires qui s'était produite, il y a quelques années, est restée acquise ; le manœuvre, qui avait porté son salaire de 4 francs à 4 fr. 25, a conservé le même taux des salaires. Les vrais ouvriers du métier, dont on trouve difficilement le recrutement, travaillant aux pièces, gagnent de 6 à 7 francs par jour.

On n'est pas partisan de la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers.

Le Havre.

Le Havre est le grand centre d'arrivée des peaux d'Amérique, ce sont surtout des peaux dites *saladeros* et des peaux de Chine. Ces peaux ne sont généralement pas des peaux de choix, parce qu'il y en a un certain nombre venant d'animaux

morts d'épidémie ou de sécheresse. Les peaux les meilleures, celles qui ne sont pas marquées au feu ou qui ne sont pas tiquées, c'est-à-dire celles qui n'ont pas été marquées dans la peau par les éleveurs pour reconnaître leurs bêtes ou celles dont la peau n'a pas été trouée ou déchirée soit par les taons ou tiques ou par accidents, sont achetées, surtout les peaux du Sud-Amérique, par les Américains du Nord pour cuirs d'industrie; les peaux marquées ou tiquées sont délaissées par eux comme impropres à cette fabrication. La crise financière américaine qui a influé sur les cours de toutes les sortes de cuirs, avait amené, au commencement de 1908, une baisse de 40 p. 100 sur les cours de la matière première demandée par notre industrie; mais, par la suite, une reprise s'est faite sur l'ensemble des peaux. Les peaux de Chine qui sont employées pour faire les semelles fines, bien que souvent tiquées, ont subi moins de variation que les peaux d'Amérique du Sud.

Le Havre a reçu, en 1907, 1,336,000 peaux contre 1,392,000 en 1906 et 1,211,000 en 1905, ce qui coïncide avec le ralentissement du travail en 1907. Cette diminution a été aussi accentuée dans les autres ports étrangers qui fournissent aussi nos tanneries. Les fournitures de notre boucherie étant restées stationnaires et plutôt en diminution, ces renseignements confirment le ralentissement dans la production signalé par les industriels.

Saint-Saëns.

A Saint-Saëns, la tannerie est également fort ancienne; elle paraît s'être toujours attachée à la fabrication du cuir fort à semelles. Les peaux employées furent d'abord de production indigène; plus tard, on mit en œuvre des cuirs provenant de Buenos-Ayres à l'état sec; enfin, vers 1845, eurent lieu les premières importations de cuirs salés de Montevideo, qui forment maintenant les trois quarts de la matière première des tanneries de Saint-Saëns. Une transformation se produisit en même temps dans les procédés de fabrication. Le travail à la chaux fut remplacé par le travail à la jusée, façon de Liège, comprenant notamment l'épilage à l'échauffe. Dès lors, les tanneurs de Saint-Saëns s'attachèrent exclusivement à ce mode de travail qui, avec quelques améliorations, est le seul employé de nos jours.

La production moyenne des tanneurs de Saint-Saëns, un peu réduite dans les dernières années par suite du prix élevé de la matière première, est d'environ 25,000 cuirs par an⁽¹⁾. Bien que le nombre des établissements ait diminué, la mise en fabrication est à peu près la même. Ce centre est beaucoup moins important que celui de Pont-Audemer.

Opinion des patrons. — Comme à Pont-Audemer, la production consiste dans le tannage des peaux saladeros (9/10^e environ) pour la fabrication des semelles de chaussures fortes, chaussures militaires, de chasse, chaussures de mer, etc. Les conditions de vente et d'achat du travail sont les mêmes que celles de Pont-Audemer. Il n'y a pas eu dans ces dernières années de fermeture d'usine. Le salaire des ouvriers qui sont autant ouvriers agricoles qu'ouvriers d'industrie, varie de 2 fr. 75 à 3 francs, pour les ouvriers manœuvres, de 3 fr. 25 à 3 fr. 50 pour les ouvriers écharneurs, pour une journée qui est généralement de 9 heures. L'activité du travail est réduite, comme dans le centre de Pont-Audemer, par le prix de la matière première et surtout par les variations du cours. Cependant il n'a pas été fermé d'atelier; on n'a pas diminué la durée du travail qui est de 9 heures par jour. De plus les ouvriers de tannerie, dont beaucoup travaillent aussi dans leurs

⁽¹⁾ D'après le Rapporteur de la Classe 89 à l'Exposition de 1900.

champs leur appartenant, abandonnent à certaines époques l'atelier par les travaux agricoles.

Le recrutement des ouvriers est difficile, les vieux ouvriers sont difficilement remplacés, les jeunes ouvriers préférant d'autres métiers, ceux surtout qui leur permettent d'habiter la ville. Le faible salaire rend difficile aussi le recrutement des ouvriers, mais ceux-ci ne veulent pas d'une journée plus longue que 9 heures, ainsi que le leur auraient proposé les patrons.

Les patrons seraient d'avis de réunir une commission mixte pour étudier l'augmentation des salaires et de la durée journalière du travail.

Givet.

De tout temps on y a fabriqué des cuirs forts à la jusée avec des peaux de Buenos-Ayres. La décroissance de la production est fort sensible à Givet comme ailleurs (il y a 50 ans, on faisait à Givet 100,000 cuirs annuellement; on n'en fabrique guère plus de 20,000). C'est l'orientation de la consommation vers les cuirs lissés qui amène cette transformation. Même à Givet, sur 8 fabricants, 6 ont entrepris la fabrication des cuirs à semelles lissés ou du cuir à courroie, outre celle du cuir fort⁽¹⁾.

Opinion des patrons. — La fabrication de Givet a continué à diminuer. Si les conditions d'approvisionnement en matières premières sont à peu près les mêmes que celles des autres centres étudiés, Pont-Audemer et Saint-Saëns, on peut dire que Givet a vu diminuer dans de plus grandes proportions sa production, de moitié environ dans ces quatre dernières années. Sur 13 tanneries, il n'en reste plus que 3 (5 ont fermé dans les trois dernières années). Le chômage chez les ouvriers est naturellement important — les 5 fabriques fermées ont laissé 65 ouvriers sans emploi. — Le chômage a atteint tous les ouvriers, quelle que soit leur spécialité. Les causes de la diminution des commandes sont tout particulièrement la concurrence du cuir lissé, dont la production est plus rapide et moins coûteuse; la méthode de Givet, qui avait fait la réputation de ses cuirs, demande deux ans; celle du cuir lissé environ quinze mois, et, de plus en plus, on pratique le tannage rapide qui réduit cette durée de plusieurs mois.

A ces causes, il faudrait ajouter la transformation de la mode qui a fait délaisser les grosses chaussures de campagne faites à la main auxquelles convenaient les semelles de cuir fort fabriquées avec le cuir de Givet, pour les chaussures confectionnées de meilleure apparence, mais moins résistantes et surtout plus souples faites avec le cuir lissé; le cuir fort n'est plus alors utilisé que pour des usages spéciaux, bottes de mer, de chasse, chaussures militaires.

Il n'est guère question de pénurie de main d'œuvre, mais on signale la difficulté de trouver de bons écharneurs.

Le voisinage de la frontière fait que l'on se ressent de la concurrence étrangère, contre laquelle on demande une protection plus élevée.

On désirerait que les commandes de l'armée servent de régulateur au travail et permettent de maintenir une activité moyenne dans toutes les spécialités de cuir qui en dépendent, au lieu du chômage succédant à une période de grande production.

⁽¹⁾ Rapport de la Classe 89 à l'Exposition de 1900, ouvrage déjà cité.

D. CUIRS DE TOUS GENRES.

Lille et le département du Nord.

Lille et ses environs forment, d'après le rapporteur à l'Exposition de 1900 ⁽¹⁾, un centre important de production pour la tannerie et la corroierie. Cette production était évaluée, en 1900, à 26 millions de francs, en y comprenant, il est vrai, certains autres petits centres du département du Nord.

Cette production se répartissait ainsi :

		NOMBRE de cuirs.	NOMBRE de fabricants.	VALEUR de la production.
Tanneurs.	Bœuf.....	14,750	62	5.877,270
	Vache.....	111,050		
	Taureau.....	11,580		
	TOTAL.....	137,380		
Tanneurs et corroyeurs.	Bœuf.....	38,860	32	8,510,160
	Vache.....	105,700		
	Taureau.....	1,000		
	Buffle.....	15,600		
	Veau.....	1,560		
	TOTAL.....	162,720		
Corroyeurs de peaux.	Bœuf.....	28,440	34	10,655,700
	Vache.....	142,780		
	Taureau.....	5,000		
	Buffle.....	13,800		
	Veau.....	3,640		
	TOTAL.....	193,660		
Mégissiers de Croin.....			#	1,200,000
TOTAL.....				26,243,130

Le nombre des ouvriers occupés dans les tanneries était estimé à 1,300.

Opinions des patrons. — Les tanneries produisent des cuirs de bœuf pour courroies, des cuirs de vache pour cuirs lissés, des cuirs de taureau pour bourrellerie ; les tanneries-corroieries, des croupons plein suif et à l'anglaise, des cuirs et croupons lissés pour semelles, des peaux de vache quadrillées, des croupons corroyées, des cuirs pour cordes, pour cuirs noirs et bourrellerie civile et militaire, des cuirs chromés pour fouets de chasse, courroie, etc. Ainsi qu'on le voit, la production de la tannerie consiste dans le travail de la grosse peau pour la transformer en cuir fort, en cuir destiné à des usages très variés et qui par suite reçoit des façons différentes.

⁽¹⁾ Rapport déjà cité.

Les peaux mises en œuvre sont des peaux de bœuf pour le cuir d'industrie, et des peaux de vache fortes pour cuirs à semelles; des peaux de vache légères pour empeignes de chaussures, des peaux de taureau pour cuirs noirs et bourrellerie.

Le cuir de vache légère est scié par le corroyeur dans le croupon (flanc et cou éliminés); le côté fleur est employé pour les empeignes de chaussures; les bas côtés sont employés pour la molletterie ou pour des usages divers, tirants de vitres de wagons de chemins de fer, etc.

Presque toutes les peaux mises en œuvre viennent du marché français; des achats aux ventes publiques de nos grandes villes du Nord de la France : Lille. Amiens, Paris, etc., et quelque peu de la Belgique. Les petites peaux de vache déjà tannées venant de Belgique et surtout celles de Hollande sont particulièrement recherchées par les corroyeurs parce qu'étant, suivant le terme du métier, plus plates, elles se prêtent mieux au découpage; malheureusement, ayant déjà subi la préparation de tannerie, si elles donnent du travail aux corroyeurs, elles enlèvent du travail aux tanneurs. Les peaux brutes sont achetées surtout comme peaux salées; elles donnent, surtout à l'époque de l'hiver quand les bestiaux sont à l'étable, lieu aux observations déjà produites sur les peaux crottées, etc. Les peaux belges plus soignées, grâce à l'entente des tanneurs belges, n'encourraient pas les mêmes reproches.

D'autre part, certaines tanneries utilisent aussi des peaux exotiques (2,500 peaux), pour partie des peaux de Madagascar; ces peaux servent à la fabrication de cuir lissé battu, pour semelles de chaussures de chasse, pêche, etc. Ces peaux sont achetées aux commissionnaires importateurs.

Par rapport aux années 1905-1906, il y a eu, à la fin de 1907, à la suite des brusques variations du prix des peaux brutes (crise américaine), une réduction de la production évaluée à un tiers; mais depuis, avec les bas prix pratiqués, on a repris une marche à peu près normale, bien qu'un peu inférieure aux années 1905-1906.

Il n'a pas été signalé de diminution dans la journée de travail, pas de fermeture d'atelier ni de réduction dans le taux des salaires. Celui-ci qui, dans ces dernières années, avait suivi la hausse du coût de la vie (alimentation et logement), est monté à 3 fr. 50 pour l'ouvrier manœuvre et à 4 fr. 50 et 5 francs pour l'écharneur; il est resté à ce taux.

Cependant on relève quelques chômeurs parmi les hommes de cour (environ 1/20^e), ceux-ci ont été remplacés par les ouvriers de rivière inoccupés et que l'on a conservés dans l'espoir d'une reprise du travail.

Le ralentissement du travail est attribué, d'une part, à la diminution des commandes pour l'équipement militaire, surtout à l'irrégularité de ce travail, et, d'autre part, à la réduction de l'activité dans les filatures et tissages du Nord, grands consommateurs de courroies en cuir pour leur industrie.

On signale une certaine difficulté à recruter des apprentis, surtout pour les spécialités travaillant dans l'eau. De plus, pour certains genres dont on aurait voulu introduire la fabrication en faisant venir des ouvriers du midi de la France où ce travail est pratiqué; mais on se serait heurté à des différences d'alimentation et de logement qui ont fait repartir les ouvriers qui avaient été amenés.

On estime que l'on obtiendrait une amélioration de la production en réglementant la condition des ventes publiques de peaux fraîches ou autres, comme il a déjà été indiqué, et en donnant plus de régularité aux commandes de l'équipement militaire. Pour certaines peaux venant de Hollande, on demanderait aussi la suppression du droit d'entrée qu'elles supportent quand elles sont importées par voie ferrée en transit de Belgique (droit dit *de pavillon*).

Comme les patrons estiment n'avoir aucune difficulté avec leur personnel ou-

vrier, certains jugent inutile la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers, d'autres l'accepteraient, mais sous certaines réserves.

Mégisserie du mouton. — Bien que cette spécialité ait été étudiée dans la partie du rapport concernant Mazamet et Graulhet, l'importance de cette spécialité dans la région du Nord mérite d'être signalée ici. On a vu ci-dessus que le Rapporteur de l'Exposition de 1900 estimait cette production à 1,200,000 cuirs. A la différence de la production méridionale, les façons du délainage et du travail du cuirot sont réunies dans la même fabrique. Les peaux travaillées proviennent des comptoirs au Plata et en Australie. Les peaux de la Plata sont achetées surtout aux établissements frigorifiques qui préparent les viandes pour l'exportation, un peu aux abattoirs; en Australie, tout est acheté aux enchères publiques. Dans cette production, la laine a plus de valeur que la peau, c'est aussi le prix de la laine qui influe sur la production; les brusques variations des cours de la peau ont eu lieu aussi à la suite de la crise américaine. Ainsi, les peaux de mouton de la Plata, qui valaient 90 francs environ les 100 kilogrammes, en 1901, étaient montées jusqu'à 150 francs en 1905, avaient atteint 250 francs en 1906, sont descendues à 150 francs en 1908. Ces prix sont restés encore trop élevés pour le parti que l'on peut tirer de ces peaux, la laine ayant baissé et le cuirot des peaux de mouton ne pouvant être utilisé que pour les doublures de chaussures ou la confection de pantoufles à bon marché dans les ateliers qui ont continué à travailler (2 ont fermé par suite de la difficulté de la situation), on a réduit le personnel ouvrier, mais non le taux des salaires ni la durée du travail.

La crise américaine a été la cause initiale de l'effondrement des prix. La concurrence étrangère est négligeable dans cet article qui s'exporte au contraire en quantités, notamment en Angleterre, en Belgique, et jusque dans les pays sud-américains.

La fabrication étant exécutée surtout au moyen de machines et l'habileté professionnelle demandée à l'ouvrier étant de peu d'importance, le recrutement des ouvriers est facile. On ne voit à la situation actuelle d'autre remède qu'une amélioration progressive des affaires mondiales.

Nancy.

Opinion des patrons. — La tannerie de cette partie de l'Est consiste presque uniquement dans la tannerie des peaux de bœuf et de vache, celles-ci principalement, et dans la corroierie de ces cuirs pour la confection des chaussures et de l'équipement militaire. Le travail des peaux de veau au chrome a lieu dans une ville des environs, à Lunéville; mais cette production présente beaucoup moins d'importance que celle de la région de Nancy.

Les peaux proviennent de tous les pays du monde : d'Allemagne, de Hollande, d'Angleterre, du Danemark. Comme il n'y a pas de droit d'entrée sur les peaux, la difficulté ne proviendrait pour certaines provenances, pour la Hollande par exemple, que du droit de pavillon, l'origine des peaux étant facile à reconnaître aux façons de l'abatage, aux coutelures. On s'adresse aussi aux « packers » de Chicago, la dépouille des animaux y serait bien faite parce que les ouvriers sont spécialisés, tandis que nos bouchers doivent dépouiller tous les animaux de boucherie.

Le marché français fournit aussi des peaux en quantité considérable, quantités variables suivant les conditions et les prix par rapport aux marchés étrangers. Sur le marché français, les achats se font dans les conditions déjà décrites; sur les marchés étrangers, les achats ont lieu par commissionnaires.

A signaler des plaintes, particulièrement en ce qui concerne les peaux des Vosges; elles donneraient un déchet de 30 à 35 p. 100 par suite des crottes dont elles sont chargées. On ajoute que la proportion des excréments irait en augmentant; il y a quelques années, les peaux rendaient net environ 85 p. 100 de leur poids brut; actuellement, on arrive à 75 p. 100.

La corroierie est alimentée au moyen de cuirs achetés tannés dans de petits établissements qui n'ont pas les moyens de procéder aux opérations de corroierie. Le croupon en huile sert pour l'équipement militaire; la croûte, côté chair (dans le cuir lissé), est utilisée pour la chaussure civile; le côté fleur pour le cuir du dessus de la chaussure militaire. On fait aussi du cuir lissé pour semelles et du cuir à courroies.

Par rapport aux années 1905-1906, il y a une réduction notable de la production, environ 30 p. 100, mais il faut remarquer que ces années avaient bénéficié d'un surcroît de commandes surtout dans les commandes militaires. Le personnel ouvrier a souffert de cette diminution de travail, on estime les chômeurs à 20 p. 100, ils se rencontrent particulièrement parmi les manœuvres. D'autre part, il n'y a pas eu de fermeture d'atelier, ni de diminution de la durée du travail, ni baisse dans le taux des salaires, celui-ci, dans les deux et trois dernières années, avait obtenu une augmentation de 5 à 10 p. 100 suivant spécialités et cette hausse est restée acquise. Les hommes de cour gagnent 3 fr. 50, les écharneurs, 4 fr. 50 à 5 francs par jour.

Il faut ajouter que la production par ouvrier avait été en augmentant en même temps que, par un jeu de primes au travail, on augmentait le prix aux pièces et on réduisait la durée de la journée par paliers successifs, de 11 heures et demie à 11 heures, puis 10 heures et demie, puis 10 heures, durée actuelle.

Le ralentissement du travail est attribué en premier lieu à la diminution des commandes militaires, évaluées à un tiers environ par rapport aux années précédentes. D'autre part, les variations des cours de la matière, l'irrégularité des commandes pour l'armée, le chômage dans un certain nombre d'industries, tant en France qu'à l'étranger, ont amené un ralentissement des affaires en général; la répercussion s'est fait sentir dans la tannerie de l'Est qui a une clientèle particulièrement étendue. Ainsi en ce qui concerne les fournitures pour chaussures, sur une commande de 300,000 francs, on n'a pu prendre livraison que de moitié.

L'apprentissage disparaît de plus en plus, si on entend par apprentissage l'enseignement de toutes les parties du métier; le travail étant spécialisé et en partie exécuté à la machine, les connaissances professionnelles ont moins d'importance qu'antérieurement pour l'exécution du travail.

Pour améliorer la situation, pour donner plus d'activité au travail, on demande plus de régularité dans les commandes pour l'armée; on exprime le vœu que la bonne condition des marchandises dans les ventes publiques soit mieux observée; on voudrait pouvoir arriver à une association d'acheteurs pour obtenir un conditionnement et un classement plus convenable des cuirs et peaux.

Comme il n'est pas signalé de difficulté entre patrons et ouvriers, on estime inutile la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers.

Épinal.

Opinion des patrons. — Dans ce centre, la tannerie consiste en tannerie de gros cuir pour semelles et pour empeignes de chaussures. On y fabrique du cuir brut en croûte qui peut être transformé en cuir lissé ou en cuir pour empeignes ou en cuir noir pour harnachements de chevaux, ou équipement des fantassins.

Il n'y a que très peu de travail de corroierie. A la différence des tanneries de

Bretagne, où tout le travail se fait à la main et est réparti dans de petits ateliers, beaucoup d'établissements emploient des moteurs mécaniques.

Les peaux employées, pour la grande majorité, sont d'origine française et la plupart sont des peaux de pays; quelques-unes sont des peaux allemandes, ce qui tient au voisinage de la frontière et aussi à la qualité de ces peaux qui seraient peu coutelées et qui perdraient peu à la fabrication. Les achats en France sont faits dans les conditions indiquées précédemment, directement aux bouchers, dans quelques cas particuliers, aux enchères publiques, aux commissionnaires ramasseurs.

La hausse des cuirs suivie des variations du cours de fin 1907 amena un ralentissement dans la production, même en 1908, parce que les tanneurs aussi bien que leurs clients attendaient un raffermissement des cours pour passer les marchés à longue échéance. On estime que pour les cuirs à empeignes, la production a été réduite des trois quarts et d'un quart dans l'ensemble des cuirs, ce que l'on attribue à la diminution des commandes pour l'armée autant qu'à un ralentissement dans les commandes pour chaussures civiles, le beau temps de l'arrière-saison en 1908 ayant fait diminuer les demandes.

La diminution du travail s'est traduite surtout par des renvois d'ouvriers, les ouvriers tanneurs ont été les plus atteints. On a peu diminué la durée du travail. Les salaires qui, dans les précédentes années, avaient obtenu une hausse de 20 et 25 p. 100, ont maintenu leur taux; les manœuvres sont payés 4 francs et les tanneurs, 5 à 6 francs. Le renchérissement de la main d'œuvre tient à la recherche d'ouvriers par les diverses industries d'Épinal et des centres voisins. Dans un travail dépendant de la tannerie, dans celui des écorces, la main d'œuvre fait aussi défaut et de ce fait les prix des écorces a augmenté de plus de 50 p. 100. On a dû recourir aux écorces étrangères qui bénéficient en outre de facilités de transport plus grandes que celles de France.

L'apprentissage a peu à peu disparu, les parents dédaignent ce métier autant que les enfants à cause des travaux qu'il faut exécuter dans l'eau; les patrons de leur côté ne voulant pas payer un enfant autant qu'un manœuvre, lorsqu'il ne peut rendre aucun service.

Pour améliorer la situation, on demande la surveillance des abattoirs et des marchés de façon à diminuer les pertes subies sur les peaux amenées aux tanneries, une surveillance qui puisse éliminer les peaux de bêtes malades, qui ont été sacrifiées dans des échaudoirs, la viande et la peau étant dangereuses pour la santé publique. On émet le vœu qu'une entente se fasse entre acheteurs et vendeurs pour réglementer la condition des marchés, ce qui aurait déjà été obtenu à Dijon par exemple.

On n'est pas partisan de la réunion d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers.

SALAIRES COURANTS ET DURÉE COURANTE DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL

DANS CERTAINES PROFESSIONS

À PARIS ET DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE ⁽¹⁾.

On sait que deux décrets du 10 août 1899 donnent aux départements et aux communes la faculté d'insérer dans les cahiers des charges de leurs marchés de travaux publics ou de fourniture des clauses stipulant certaines garanties au profit des salariés employés à ces travaux ou fournitures dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché. En particulier, ces clauses obligent l'entrepreneur à payer aux ouvriers un salaire égal au taux couramment appliqué pour la profession dans la ville ou la région où le travail est exécuté et à limiter la durée du travail journalier à la durée normale en usage pour la profession dans ladite ville ou région.

La préfecture de la Seine et la ville de Paris ont fait usage, dès 1899, de la faculté qui leur était reconnue par le décret du 10 août 1899. Le *Bulletin* a déjà rendu compte des mesures prises par ces deux administrations en vue de la détermination des salaires courants et des durées normales de travail à insérer dans les bordereaux à annexer aux cahiers des charges ⁽²⁾.

Le premier bordereau relatif aux travaux d'architecture et aux travaux d'ingénieur de la ville et du département fut établi le 1^{er} novembre 1899 et modifié en avril 1900. Le 9 février 1906, une commission fut instituée pour reviser ce bordereau en tenant compte de constatations faites par les commissions mixtes de patrons et d'ouvriers. Le nouveau bordereau établi par cette commission fut approuvé par le préfet de la Seine le 4 février 1907; il a été publié dans le numéro de mai 1907 du *Bulletin de l'Office du Travail* ⁽³⁾.

Depuis, de nouvelles modifications ont été apportées à ce bordereau par les arrêtés du préfet de la Seine des 10 janvier 1908, 20 janvier 1908, 4 février 1908 et 2 février 1909.

Les deux arrêtés du 10 janvier et du 4 février 1908 ont été pris en vertu de l'article 3 des décrets du 10 août 1899 qui prévoient la revision des bordereaux, sur la demande des patrons ou des ouvriers, lorsque des variations dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier auront reçu une application générale dans l'industrie en cause. Depuis l'établissement du bordereau de 1907, deux accords entre syndicats patronaux et ouvriers étaient en effet intervenus: l'un, le 14 novembre 1907, entre les délégués du Conseil de la Chambre syndicale des entrepreneurs de charpente de la ville de Paris et du département de la Seine et les délégués des organisations ouvrières des ouvriers charpentiers; l'autre, entre la Chambre syndicale des entrepreneurs de fumisterie de la ville de Paris et des départements de Seine et Seine-et-Oise et la Chambre syndicale des ouvriers fumistes en bâtiment.

Quant à l'arrêté du 20 janvier 1908, il vise des travaux qui n'étaient pas compris dans le bordereau de 1907: travaux de stuc, ornementation, carton-pierre et staff, démolition. Il en est de même de l'arrêté du 2 février 1909, qui concerne les travaux d'ameublement, tapisserie, ébénisterie, location pour fêtes, encaustiquage et frottage de parquets. Les bordereaux approuvés par ces deux arrêtés ont été dressés par la Commission de revision précitée.

⁽¹⁾ D'après les documents communiqués par la préfecture de la Seine.

⁽²⁾ Novembre 1908, p. 1094.

⁽³⁾ P. 461-464.

Voici les salaires et durées de travail fixés dans ces arrêtés :

1^o MODIFICATIONS AU BORDEREAU DE 1907.

PROFESSIONS.	PRIX UNIQUE À PARIS et département de la Seine		DURÉE DE LA JOURNÉE.
	de l'heure.	de la journée.	
IV. — Charpente en bois (1).			
Charpentier.....	1 00	"	Eté : 10 heures du 1 ^{er} mars au 1 ^{er} octobre. Hiver : 8 heures.
VI. — Fumisterie, tôlerie, chauffage et ventilation (2).			
1 ^o Fumisterie :			
Compagnon fumiste en bâtiment.....	"	8 00	La durée normale de la journée de travail est fixée en moyenne à 9 h. 1/2 : soit 9 heures l'hiver et 10 heures l'été.
Garçon fumiste en bâtiment.....	"	5 00	

(1) Arrêté du 10 janvier 1908.

(2) Arrêté du 4 février 1908.

2^o BORDEREAU DU 20 JANVIER 1908.

PROFESSIONS.	PRIX UNIQUE DE L'HEURE à Paris et département de la Seine.		DURÉE DE LA JOURNÉE.
I. — Stuc (1).			
Stucateur (compositeur et tailleur de stuc)..<	1 fr. 10		La durée normale de la journée de travail est de 8 heures pendant 2 mois (décembre et janvier) ; de 9 heures pendant 2 mois (novembre et février) et de 10 heures pendant les 8 autres mois de l'année.
Stucateur polisseur.....	0 fr. 80		
Maçon stucateur.....	0 fr. 90		
Aide stucateur.....	0 fr. 60		
II. — Ornementation carton-pierre et staff.			
Mouleur architecturier.....	1 fr. 10		La durée normale de la journée de travail est fixée à 8 heures en hiver et 9 heures en été.
Staffeur.....	0 fr. 85		
Poseur de carton-pierre.....	0 fr. 90		
Poseur de plâtre et staff.....	1 franc.		
Estampieur.....	0 fr. 85		
III. — Démolition.			
Compagnon démolisseur.....	0 fr. 70		La durée maximum de la journée de travail est fixée à 12 heures du 1 ^{er} mars au 1 ^{er} octobre et à 9 heures du 1 ^{er} octobre au 1 ^{er} mars.
Garçon démolisseur.....	0 fr. 50		

(1) Arrêté du 10 janvier 1908.

3° BORDEREAU DU 2 FÉVRIER 1909.

(Travaux d'ameublement, tapisserie, ébénisterie, location pour fêtes, encausticage et frottage de parquets.)

PROFESSIONS.	PRIX UNIQUE À PARIS et département de la Seine		DURÉE DE LA JOURNÉE.	PRIX DE L'HEURE supplémentaire.
	de l'heure.	de la journée.		
	fr. c.	fr. c.		fr. c.
Tapissier d'ameublement.....	1 00	"	9 heures.	"
Tapissier villier.....	1 00	"		"
Homme d'équipe.....	0 60	"	10 heures.	"
Ouvrière tapissière.....	"	3 75	9 heures.	0 40
Ouvrière tapissière villière.....	"	4 25		0 45
Ouvrière mécanicienne.....	"	5 00	10 heures.	0 55
Ébéniste.....	0 90	"		"
Pommadeur.....	0 70	"	Heures de jour : 5 heures du matin à 7 heures du soir. Heures de nuit : 7 heures du soir à 5 heures du matin. Durée normale du travail : 8 heures.	"
Encaustiqueurs et frotteurs de parquet.	Tarif de jour.....	1 00		"
	Tarif de nuit.....	2 00		"
				"

TABLEAU COMPARATIF PAR PROFESSIONS DU NOMBRE DES LIQUIDATIONS JUDICIAIRES ET DES FAILLITES

OUVERTES EN 1904 ET 1905

RAPPROCHÉ DU NOMBRE DES PATRONS ÉVALUÉ D'APRÈS LE RECENSEMENT DE 1901 ⁽¹⁾.

GENRE DE COMMERCE OU D'INDUSTRIE.	NOMBRE des PATRONS (1901).	1905.		1904.	
		FAILLITES.	LIQUIDA- TIONS judiciaires	FAILLITES.	LIQUIDA- TIONS judiciaires
Mines et carrières.....	9,000	32	5	19	6
Industries et commerces des liquides, débits, etc.....	200,000	1,114	395	1,013	303
Restaurants, hôtels.....	125,000	578	205	601	214
Autres industries et commerces de l'alimentation.....	380,000	1,605	719	1,828	781
Fabrication et commerce des produits chimiques, caou- tchouc, céramique, verrerie.....	38,900	173	80	168	98
Industrie et commerce du papier, des livres et des arts polygraphiques.....	30,000	124	30	113	39
Industries textiles proprement dites (filature, tissage, tein- ture et apprêts, etc.).....	55,000	116	66	135	69
Couturières en robes.....	300,000	49	16	60	16
Autres industries et commerces du vêtement (lingerie, chapeaux, fleurs, plumes, etc.).....	230,000	695	348	773	371
Coiffure et soins personnels.....	32,000	70	49	71	46
Industries et commerces des cuirs et peaux, chaussures, ganterie de peau, etc.....	85,000	188	105	234	121
Industrie et commerce du bois (sciage, charpente, menui- serie, charronnage, boissellerie, etc.).....	160,000	267	127	271	127
Ébénisterie, tabletterie, vannerie, broserie (industries et commerces).....	40,000	155	72	155	70
Industries et commerces de métaux, quincaillerie, bim- beloterie.....	100,000	388	182	411	182
Gravure sur métaux, horlogerie, bijouterie, orfèvrerie, matières précieuses (industries et commerces).....	23,000	131	48	141	65
Bâtiment (industries et commerces).....	120,000	407	198	425	162
Transports.....	30,000	137	47	125	38
Courtiers et loueurs d'emplacements ou de matériel.....	7,000	67	12	87	17
Marchands forains, entreprises de spectacles, etc.....	20,000	191	54	156	42
Agences.....	9,000	38	10	51	2
Banque, assurance.....	6,000	54	9	34	13
Agents de change, coulisiers, changeurs.....	1,000	14	1	16	"
Commerces insuffisamment désignés.....		2	"	"	"
TOTAUX.....	2,000,000	6,595	2,778	6,889	2,785
AUTRES PROFESSIONS.					
Agriculture et produits agricoles.....	(1)	60	39	26	37
Pharmaciens.....	10,000	13	10	16	7
Notaires.....	9,000	1		1	"
Architectes.....	5,000	"	1	1	"
Clinique médicale.....	150	1	"	"	1
ENSEMBLE.....		6,670	2,828	6,933	2,830

⁽¹⁾ Évaluation non indiquée parce que la plupart des personnes rentrant dans cette catégorie ne sont pas justiciables des tribunaux de commerce.

(1) D'après le compte général de l'Administration de la Justice civile et commerciale pour l'année 1905, présenté au Président de la République par le Garde des sceaux, Ministre de la Justice. — Rapport, page XXV. — Pour le tableau comparatif des années 1903 et 1904, voir Bull. nov. 1906, p. 1185.

ELECTION DES REPRÉSENTANTS DES SYNDICATS OUVRIERS AU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

Des élections générales auront lieu cette année pour le renouvellement des 21 représentants des syndicats ouvriers au Conseil supérieur du travail. Pour la première fois, en vertu du décret du 30 avril 1909, les syndicats ouvriers des deux nouveaux groupes 20 (forêts, pépiniéristes, horticulteurs) et 21 (agriculture) sont appelés à élire des représentants à raison d'un pour chacun de ces deux groupes.

Liste électorale provisoire.

Conformément à l'article 12 du décret du 14 mars 1903, modifié par les décrets des 27 janvier et 4 août 1904, 24 juin 1907 et 30 avril 1909, le Ministère du travail a dressé, dans le courant du mois de mai 1909, la liste électorale provisoire contenant pour chaque groupe professionnel le nombre de chaque syndicat électeur et le nombre de ses membres.

On sait que chaque syndicat dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre de ses membres au 1^{er} janvier 1909, à raison d'une voix par 25 membres et fraction supplémentaire de 1 à 25. Le syndicat ayant moins de 25 membres dispose d'une voix. L'évaluation est faite en appliquant les statuts du syndicat. Toutefois il n'est en aucun cas tenu compte des membres n'ayant pas payé de cotisation dans les six mois précédant le 1^{er} janvier 1909.

Un exemplaire de la liste électorale provisoire a été déposé par les soins des préfets à la mairie de chacune des communes où ladite liste mentionne des syndicats électeurs. Un exemplaire a été également adressé aux présidents des conseils des prud'hommes et aux secrétaires des bourses du travail.

Réclamations.

Les réclamations contre les indications ou omissions de la liste électorale provisoire devaient être parvenues au préfet avant le 15 juin 1909.

Seules ont été admises les protestations émanant de syndicats électeurs ou de leurs unions.

La division des syndicats ouvriers en 21 groupes professionnels dont 10 sont réunis deux à deux entraîne la formation de 16 collèges électoraux entièrement indépendants les uns des autres. Il n'a donc été tenu compte d'une protestation qu'autant qu'elle visait la constitution du collège électoral du syndicat protestataire. Les réclamations des unions de syndicats n'ont été de même admises que si elles concernaient la constitution du collège électoral d'un ou de plusieurs de leurs syndicats adhérents.

Les réclamations ont été portées à la connaissance des syndicats électeurs par des états envoyés aux bourses du travail, aux conseils de prud'hommes et aux communes intéressées, qui devront faire parvenir leurs observations aux préfets avant le 5 juillet 1909.

Instruction des réclamations.

Les protestations sont instruites par le préfet du département dans lequel se trouve le syndicat visé par la réclamation.

Pour l'instruction des réclamations portant sur le nombre des membres d'un syndicat, les préfets pourront recourir aux bons offices et à la compétence spéciale d'un ou plusieurs représentants des syndicats ouvriers, résidant, autant que possible, au siège même du syndicat visé par la protestation.

La vérification à faire, le cas échéant, est des plus simples. Dans le but de tenir compte uniquement, dans la représentation au Conseil supérieur, du nombre de membres chez lesquels le lien syndical existait avec évidence au 1^{er} janvier 1906, l'article 11 du décret a décidé qu'il ne serait pas tenu compte, dans le calcul du nombre des membres d'un syndicat, de ceux qui n'auraient pas payé de cotisations dans les six mois précédant le 1^{er} janvier de l'année où ont eu lieu les élections.

C'est à cette simple constatation matérielle que se bornera l'enquête. Aucun syndicat n'est obligé de s'y soumettre, sous réserve de l'application du 4^e alinéa de l'article 11 du décret du 14 mars 1903 modifié, laquelle entraîne la réduction de son droit de suffrage soit au nombre de voix indiqué par le réclamant, soit même à une seule voix, suivant les circonstances.

Liste électorale définitive.

Les réclamations sont jugées par le Ministre du travail.

Les modifications apportées à la liste électorale provisoire, à la suite de réclamations reconnues fondées, sont inscrites sur un état rectificatif déposé à la mairie des communes où la liste mentionne des syndicats électeurs et adressé en même temps aux présidents des conseils de prud'hommes et aux secrétaires des bourses du travail pour être tenu à la disposition des intéressés dans les mêmes conditions que la liste électorale provisoire, à laquelle cet état rectificatif doit être joint. La liste ainsi rectifiée devient définitive.

Élections.

Lorsque la liste électorale est définitive, le Ministère du travail fait parvenir à chaque syndicat un bulletin de vote indiquant le groupe auquel il appartient et le nombre de voix dont il dispose.

Il doit s'écouler au moins dix jours entre la date d'envoi de ces bulletins aux syndicats et celle à laquelle ils doivent être renvoyés au Ministère du travail. Ces deux dates sont annoncées par le *Journal officiel*.

Chaque syndicat adresse, dans le délai ci-dessus indiqué, sous le couvert du Ministère du travail, son bulletin de vote renfermé dans une enveloppe portant la mention : « Election au Conseil supérieur du travail ».

L'élection des représentants des syndicats a lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Dans le cas où dans l'un quelconque des groupes énumérés à l'article 10, aucun candidat n'obtient la majorité absolue, il est procédé dans un délai d'un mois et dans les mêmes formes à un deuxième tour de scrutin. Cette fois l'élection a lieu à la majorité relative. En cas de partage, le bénéfice du vote est acquis au candidat le plus âgé.

La Commission permanente du Conseil supérieur du travail dépouille les bulletins et recense les votes. Elle procède à la vérification de toutes les opérations électorales.

Les résultats des élections sont publiés au *Journal officiel*.

Les réclamations relatives aux élections doivent être faites dans le délai de quinze jours qui suit leur insertion au *Journal officiel*. Elles sont jugées par le Ministre du travail.

En cas d'annulation, il est procédé à une nouvelle élection.

ÉLECTION DU REPRÉSENTANT DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION AU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

Formation de la liste électorale.

Aux termes de l'article 2 du décret du 14 mars 1903 modifié par les décrets des 27 janvier et 4 août 1904, 24 juin 1907 et 30 avril 1909, le Conseil supérieur du travail doit comprendre, parmi ses membres, un délégué élu par les associations ouvrières de production.

C'est cette année que doit avoir lieu l'élection de ce représentant.

Conformément à l'arrêté du 24 février 1909, pris en exécution de l'article 2 du décret précité⁽¹⁾, le Ministère du travail a dressé la liste provisoire des associations ouvrières de production satisfaisant aux conditions suivantes au 1^{er} janvier 1909 :

- 1° Être légalement constituée et avoir fonctionné depuis six mois au moins;
- 2° Être composée d'au moins sept membres;
- 3° Être administrée par des délégués nommés et révocables par l'assemblée générale des sociétaires;
- 4° Au cas où la société comprendrait un certain nombre de sociétaires n'étant ni ouvriers de l'industrie ni employés de l'entreprise, les deux tiers au moins des membres du Conseil d'administration devront être pris statutairement parmi les sociétaires ouvriers de la profession exercée ou les employés de l'entreprise;
- 5° Les sociétaires ouvriers ou employés devront seuls avoir droit, à l'exclusion des autres sociétaires :
 - a) Aux fonds de réserve autres que la réserve légale;
 - b) Aux pensions de retraites et aux secours de diverses natures;
- 6° Les sociétaires non ouvriers ne pourront toucher qu'un intérêt dont le minimum sera fixé par les statuts, sans autre participation dans les bénéfices;
- 7° La société devra se réserver la faculté de rembourser au fur et à mesure de ses ressources les actions appartenant aux sociétaires non ouvriers.

Un exemplaire de la liste provisoire a été communiqué à la fin de mai 1909 à toutes les associations qui y sont portées ainsi qu'à la Chambre consultative des associations ouvrières de production, à la Bourse des coopératives socialistes de France, à la Fédération des associations ouvrières de production (section du Sud-Est).

Les protestations relatives aux énonciations contenues dans la liste provisoire envoyées jusqu'au 15 juin 1909 ont été seules admises. Elles ont été portées, dans les mêmes conditions que la liste électorale provisoire, à la connaissance des intéressés, qui devront faire parvenir leurs observations au Ministère du travail avant le 8 juillet 1909.

Les protestations sont jugées, après enquête, par le Ministre du travail.

Les modifications apportées à la liste électorale provisoire, à la suite de réclamations reconnues fondées, sont inscrites sur un état rectificatif qui est envoyé à toutes les associations électriques pour être joint à la liste provisoire. La liste ainsi rectifiée devient définitive.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, avril 1909, p. 433.

Élections.

Lorsque la liste électorale est définitive, le Ministère du travail fait parvenir à chaque association ouvrière de production maintenue sur cette liste un bulletin de vote.

Il doit s'écouler au moins dix jours entre la date d'envoi de ces bulletins aux associations et celle à laquelle ils doivent être renvoyés au Ministère du travail. Ces deux dates sont annoncées par le *Journal officiel*.

Chaque association adresse, dans le délai ci-dessus indiqué, sous le couvert du Ministère du travail, son bulletin de vote renfermé dans une enveloppe portant la mention : « Election au Conseil supérieur du travail ».

L'élection du représentant des associations ouvrières de production a lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Dans le cas où aucun candidat n'obtient la majorité absolue, il est procédé, dans un délai d'un mois et dans les mêmes formes, à un deuxième tour de scrutin. Cette fois l'élection a lieu à la majorité relative. En cas de partage, le candidat le plus âgé est élu.

La commission permanente du Conseil supérieur du travail dépouille les bulletins et recense les votes. Elle procède à la vérification de toutes les opérations électorales.

Les résultats des élections sont publiés au *Journal officiel*.

Les réclamations relatives aux élections doivent être faites dans le délai de quinze jours qui suit leur insertion au *Journal officiel*. Elles sont jugées par le Ministre du travail.

En cas d'annulation il est procédé à une nouvelle élection.

ÉLECTION DU REPRÉSENTANT DES BOURSES DU TRAVAIL AU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

Aux termes de l'article 1^{er} du décret du 30 août 1909 modifiant l'article 2 du décret du 14 mars 1903 portant réorganisation du Conseil supérieur du travail, le représentant des bourses du travail à ce Conseil est élu par les commissions administratives ou conseils d'administration des bourses du travail.

C'est cette année que doit avoir lieu cette élection.

Dans le courant de juillet 1909, des bulletins de vote seront envoyés à toutes les commissions administratives ou conseils d'administration des bourses du travail.

Il doit s'écouler au moins dix jours entre la date d'envoi de ces bulletins aux syndicats et celle à laquelle ils doivent être envoyés au Ministère du Travail. Ces deux dates sont annoncées par le *Journal officiel*.

Dans le délai ci-dessus indiqué, chaque commission administrative ou conseil d'administration adresse son bulletin de vote renfermé dans une enveloppe portant la mention : « Élection au Conseil supérieur du travail ».

L'élection du représentant des bourses du travail a lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Dans le cas où aucun candidat n'obtient la majorité absolue, il est procédé, dans un délai d'un mois et dans les mêmes formes, à un deuxième tour de scrutin. Cette fois l'élection a lieu à la majorité relative. En cas de partage des voix le candidat le plus âgé est élu.

La commission permanente du Conseil supérieur du travail dépouille les bulletins

et recense les votes. Elle procède à la vérification de toutes les opérations électorales.

Les résultats des élections sont publiés au *Journal officiel*.

Les réclamations relatives aux élections doivent être faites dans le délai de quinze jours qui suit leur insertion au *Journal officiel*. Elles sont jugées par le Ministre du Travail.

En cas d'annulation, il est procédé à une nouvelle élection.

JURISPRUDENCE.

Contrat de louage de service à durée indéterminée ; promesse d'une place stable ; renvoi sans motif au bout de six mois ; faute préjudiciable du patron.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt de 18 mai 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Dupont en son rapport, et M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Sur le moyen unique du pourvoi ;

Attendu que des constatations du jugement attaqué il résulte, d'une part, que Chevalier, boulanger à Bléré, en louant sans détermination de durée les services de Legris, ouvrier boulanger, demeurant à Tours, a assuré à celui-ci « une place stable » et lui a dit « qu'il pouvait venir travailler en toute sûreté » : qu'à la suite de cette promesse Legris a quitté Tours et s'est installé à Bléré avec sa famille ;

Attendu que le jugement constate, d'autre part, qu'au bout de six mois Legris a été congédié sans motif et qu'il a, de ce fait, subi un préjudice ;

Attendu qu'en cet état des faits, le Conseil des prud'hommes a pu considérer le renvoi de Legris comme une faute préjudiciable de nature à entraîner, conformément à l'article 1780, § 3 du code civil, la responsabilité du patron et qu'en condamnant ce dernier à payer à Legris cinquante-deux francs à titre de dommages-intérêts il n'a violé aucun texte de loi ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre un jugement rendu, le 17 mars 1909, par le Conseil des prud'hommes de Tours.

Grève ; ouvrier s'étant présenté pour travailler et n'ayant pu entrer dans l'usine par la faute des préposés du patron ; réparation du préjudice causé ⁽¹⁾.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 28 juillet 1908.)

La Cour,

Où M. le conseiller Durand, en son rapport, M. Aguilhon, avocat de la Compagnie du gaz de Saint-Etienne, en ses observations, et M. l'avocat général Mérillon, en ses conclusions et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Sur les deux moyens du pourvoi :

⁽¹⁾ Revue pratique de droit industriel, 1909, p. 38.

Attendu qu'il est constaté par le jugement dénoncé que si, lors de la grève qui a éclaté le 12 novembre 1906 à l'usine à gaz de Saint-Étienne, l'équipe de jour abandonna immédiatement le travail, l'équipe de nuit assura régulièrement le service dans la nuit du 12 au 13; que Delaigue faisait partie de cette dernière, qu'il se présenta le 13 au soir à l'usine pour reprendre son travail, mais que, alors que la porte était ouverte à d'autres ouvriers, elle resta close malgré ses appels réitérés, sans qu'il soit démontré, cependant, que la compagnie lui ait sciemment et volontairement refusé l'entrée de l'usine.

Attendu que, pour condamner, dans ces circonstances, la Compagnie du gaz de Saint-Étienne à lui payer la somme de 6 fr. 30 à titre de dommages-intérêts, le jugement attaqué s'est fondé sur ce que cette somme représenterait pour Delaigue le bénéfice de la nuit de travail et qu'il en avait été privé par la faute des préposés de la Compagnie qui devaient se tenir prêts à accueillir les travailleurs; que vainement le pourvoi allègue que le tribunal déclare que, suivant son propre dire, Delaigue n'avait ni dans la soirée du 13, ni dans la journée du 14, ni dans la matinée du 15 novembre, fait aucune démarche pour reprendre le travail, et qu'ainsi le jugement s'est contredit lui-même dans ses motifs, que, s'il est vrai, comme le constate encore le tribunal, que le défendeur n'est pas allé aux bureaux de la direction pour déclarer qu'il désirait reprendre le travail, il n'en reste pas moins que la porte de l'usine ne s'est pas ouverte lorsqu'il s'y est présenté, le 13 novembre au soir pour continuer son service de nuit et qu'il a ainsi subi, du fait de la compagnie, un préjudice dont il lui est dû réparation;

Attendu, dès lors, qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué a non seulement motivé, mais encore justifié la condamnation qu'il a prononcée contre la Compagnie du gaz; que par là même il a aussi, d'autre part, répondu aux conclusions par lesquelles la compagnie réclamaient reconventionnellement des dommages-intérêts à Delaigue pour brusque cessation du travail et en a également justifié le rejet;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi.

Retenue prévue par le règlement d'atelier en cas de départ de l'ouvrier sans préavis dans la huitaine de son entrée; substitution d'une indemnité arbitrairement fixée par le juge à la retenue fixée par le règlement; violation de l'article 1134 du Code civil.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 22 février 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Dupont en son rapport, M^e Pérouse, avocat, en ses observations, et M. Melcot, avocat général, en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de J. Villard et C^{ie} contre un jugement du Conseil des prud'hommes de Lyon, section de la soierie, en date du 2 décembre 1908;

Sur le moyen unique du pourvoi;

Vu l'article 1134 du Code civil;

Attendu qu'aux termes des articles 1^{er} et 5 du règlement d'atelier de la filature Z. Villard et C^{ie}, tout ouvrier qui, dans la huitaine de son entrée, abandonne l'établissement sans préavis donné dans le délai fixé, est passible d'une retenue égale au salaire d'une journée de travail;

Attendu qu'en l'espèce Z. Villard et C^{ie} qui, à la suite du départ, sans préavis, de leur ouvrière, Léontine Caillet, le troisième jour après son entrée dans leur établissement, avaient opéré sur son salaire une retenue de 2 francs, représentant une journée de travail, ont été assignés en restitution de ladite somme devant le conseil des prud'hommes de Lyon;

Attendu que ce conseil, qui ne conteste aucun des faits ci-dessus indiqués, qui reconnaît même que le règlement d'atelier dont il s'agit est valable, bien que dérogeant aux usages généraux de Lyon, refuse d'en faire application à la défenderesse qui le connaissait et l'avait accepté, sous ce prétexte que « les juges ont le droit et même le devoir d'en adoucir les rigueurs » et qu'en conséquence il n'impose à celle-ci qu'une retenue de 1 franc égale au salaire d'une demi-journée de travail;

Attendu qu'en statuant ainsi et en substituant à la retenue fixée par le règlement une indemnité arbitrairement déterminée par le juge, la décision attaquée a refusé de donner effet à une clause claire et précise du contrat et a, par suite, violé l'article de loi ci-dessus visé;

Par ces motifs, casse et annule le jugement rendu le 2 décembre 1908, par le Conseil des prud'hommes de Lyon et renvoie devant le Conseil des prud'hommes de Saint-Etienne (Tissus).

Décrets du 10 août 1899 ; salaire inférieur au salaire fixé au cahier des charges ; obligation de rechercher si le salaire payé n'est pas conforme au salaire fixé par le contrat de travail.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 23 décembre 1908.)

La Cour,

Où M. le conseiller Rau en son rapport, M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions, et après en avoir immédiatement délibéré conformément à la loi ;

Statuant sur le pourvoi de Poilleux, contre un jugement du tribunal civil de la Seine en date du 4 août 1908 ;

Sur le moyen unique de cassation ;

Vu l'article 1134 du code civil ;

Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} du décret du 10 août 1899, les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom des communes peuvent contenir des clauses spécifiant que l'entrepreneur payera à ses ouvriers un salaire normal égal au taux couramment appliqué dans la ville ou dans la région où le travail est exécuté ;

Mais qu'en cas d'insertion, dans lesdits cahiers, de stipulation de cette nature, aucun texte de loi n'interdit, sous peine de nullité, à l'adjudicataire de conclure avec ses ouvriers des contrats fixant un salaire différent ; que ces ouvriers peuvent seulement, le cas échéant, se prévaloir des dispositions de l'article 4 du décret précité qui organise un système destiné à indemniser, s'il y a lieu, l'ouvrier qui se trouverait lésé ;

Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que Minette, ouvrier de Poilleux, adjudicataire des travaux d'impression pour la commune de Saint-Denis, a été payé à raison de 0 fr. 40 et 0 fr. 45 l'heure, pendant tout le temps qu'il a passé dans l'établissement du demandeur en cassation ;

Attendu que sans rechercher si ce prix n'était pas celui qui avait été fixé dans le contrat de louage de services, liant les parties, le tribunal de la Seine décide que Minette avait droit à un supplément de salaires et prescrit des mesures d'instruction à l'effet de fixer le montant de ce supplément, sous l'unique prétexte que ledit

ouvrier aurait été employé aux travaux d'impression effectués pour la ville de Saint-Denis, et que le salaire de 0 fr. 40 ou 0 fr. 45 serait inférieur à celui qui avait été stipulé dans le cahier des charges au profit des ouvriers de l'adjudicataire; qu'en statuant ainsi les juges du fond n'ont pas donné de base légale à leur décision et ont violé les textes de loi sus énoncés,

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement rendu le 4 août 1908 par le tribunal civil de la Seine; renvoie devant le tribunal civil de Corbeil.

Travail des enfants et des femmes; filature de laine peignée; visite et nettoyage de chapeaux de métiers en marche; pratique autorisée, contravention au décret du 13 mai 1893.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 23 janvier 1900.)

LA COUR,

Où M. La Borde, conseiller, en son rapport, et M. Blondel, avocat général, en ses conclusions,

Vu la requête du Ministère public près le Tribunal de simple police d'Avesnes;

Vu les articles 26 de la loi du 2 novembre 1892 et 1^{er} du décret du 13 mai 1893;

Attendu que Lefour, directeur d'une filature de laine peignée, a été poursuivi pour deux contraventions résultant de ce que, en vertu de son autorisation générale, deux ouvrières ont procédé au nettoyage des chapeaux de leurs métiers, alors que ceux-ci étaient en marche;

Attendu qu'il est constaté par le jugement attaqué que les chapeaux en usage dans la filature Lefour sont constitués par une planchette munie, en-dessous, de brosses et, en arrière, de rouleaux verts, destinés au nettoyage automatique des rouleaux de pression; que ces derniers reposent directement sur les peignes; que chaque chapeau, portant deux brosses et deux rouleaux, sert à assurer le fonctionnement utile d'une paire de peignes; qu'il repose sur des rouleaux de pression sans être fixé sur le métier; qu'il est encore énoncé au jugement que, pour procéder au nettoyage, l'ouvrière enlève le chapeau, débarrasse les brosses et les rouleaux verts des fibres qui y adhèrent, et le replace ensuite sur le métier;

Attendu que l'opération ainsi décrite, envisagée dans son ensemble, constitue la visite et le nettoyage d'un organe de la machine; qu'il est, par suite, interdit d'y employer de jeunes ouvriers ou des ouvrières, alors que l'enlèvement du chapeau et son rétablissement sur le métier se font lorsque le métier est en marche; qu'on ne saurait s'arrêter à cette circonstance, invoquée par le juge de police, que la visite des chapeaux ne présente pas de danger et ne peut amener d'accidents qu'en cas d'imprudence inexcusable de l'ouvrière; qu'en effet, l'interdiction prononcée par l'article 1^{er} du décret du 13 mai 1893 est générale et absolue; que son application n'est pas subordonnée à l'appréciation du juge sur l'utilité qu'elle peut présenter dans chaque espèce particulière;

Attendu que, pour prononcer le relaxe sur un des chefs de la poursuite, le jugement attaqué se fonde, en outre, sur ce que l'un des métiers avait été mis en marche contrairement à l'ordre de Lefour;

Mais attendu que cette circonstance n'est pas exclusive de la contravention, laquelle consiste en ce que la machine ayant été mise en mouvement, l'ouvrière qui y était

préposée s'est conformée à la pratique autorisée pour procéder à la visite et au nettoyage, sans avoir préalablement arrêté le métier;

D'où il suit qu'en relaxant le prévenu, le juge de police a fausement appliqué l'article 1^{er} du décret du 13 mai 1893 et violé par défaut d'application l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement rendu le 5 septembre 1908 par le Tribunal de simple police d'Avesnes, dans la poursuite dirigée contre Lefour; et, pour être statué à nouveau, renvoie l'affaire et le prévenu devant le Tribunal de simple police de Douai, à ce désigné par délibération spéciale prise en la Chambre du conseil.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en avril 1909 ⁽¹⁾. — Le marché du travail n'a pas présenté, en avril, une apparence uniforme. Pour quelques grandes industries une amélioration par rapport au mois précédent ne s'est encore pas ou s'est peu fait sentir. Ainsi, le marché de charbon de la Ruhr est un peu plus actif, mais il faut attribuer cela au fait que le mois dernier diverses commandes n'ont pas été livrées dans l'attente des prix d'été. D'un autre côté, le temps plus doux a fait diminuer le débit du charbon de chauffage domestique et des briquettes. La construction des machines est en progrès sur le mois dernier, sauf dans la Silésie supérieure. Dans l'industrie électrique, un recul partiel eut lieu, qui atteignit tout d'abord la fabrication des accumulateurs et des dynamos. Les fabriques de cables furent mieux occupées. Quelques branches du textile ont eu une plus grande activité. Mais les filatures manquent encore de travail. Comme d'habitude, en avril, l'ensemble du marché du travail fut influencé par la reprise de quelques industries de saison, le bâtiment, le vêtement, la brasserie. Au contraire, pour l'imprimerie du livre, la morte-saison commence.

Placement en avril 1909 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à mars 1908 a augmenté de 44,000, celui des emplois vacants de 24,000, et celui des places procurées de 18,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 682 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de mars :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Avril 1909 (pour 682 bureaux).....	306,000	207,000	148,000
Mars 1909 (— 656 —).....	331,000	191,000	135,000

Grèves et lock-outs pendant le 1^{er} trimestre de 1909 ⁽¹⁾. — 187 grèves se sont terminées pendant le 1^{er} trimestre de 1909. Le nombre des réussites est de 32; celui des transactions de 55; celui des échecs de 100. Le total des nombres maxima d'ouvriers simultanément en grève dans chaque grève est de 8,471, celui des chômeurs forcés de 346. Les industries où le plus grand nombre de grèves ont été terminées dans le trimestre sont : le bâtiment (34 grèves avec 1,380 grévistes et 134 chômeurs forcés : 11 réussites, 10 transactions, 13 échecs); le travail du bois (30 grèves avec 732 grévistes et 8 chômeurs forcés : 5 réussites, 9 transactions, 16 échecs); la construction des machines (18 grèves avec 1,028 grévistes et 80 chômeurs forcés : 1 réussite, 4 transactions, 13 échecs); le vêtement (22 grèves avec 1,290 grévistes et 33 chômeurs forcés : 3 réussites, 10 transactions, 9 échecs); la métallurgie (18 grèves avec 472 grévistes et 4 chômeurs forcés : 3 réussites, 4 transactions, 11 échecs); l'industrie des pierres et des terres

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, mai 1909.

(20 grèves avec 788 grévistes et 52 chômeurs forcés : 2 réussites, 8 transactions, 10 échecs).

Le nombre des lock-outs terminés pendant le 1^{er} trimestre 1909 est de 12. Le total des chiffres maxima d'ouvriers exclus simultanément dans chacun de ces lock-outs est de 2,326; celui des chômeurs forcés, de 351. Il y a eu, au cours du trimestre, 4 lock-outs terminés dans l'industrie du bois (2 réussites, 2 transactions), 3 dans le bâtiment (1 réussite, 2 transactions), etc. Nombre total des réussites : 6; des transactions : 6.

L'enquête sur la durée du travail dans l'industrie des transports ⁽¹⁾. -

La présente enquête est la continuation d'une enquête par questionnaires entreprise en 1902 et dont le Bulletin a déjà rendu compte ⁽²⁾. Elle a été décidée par le conseil de statistique ouvrière qui chargea son comité d'entendre tout d'abord les dépositions verbales de personnes choisies parmi les employeurs et les employés. Ces personnes, au nombre de 58, vinrent déposer du 9 au 12 janvier 1905 ⁽³⁾. Des questionnaires furent ensuite rédigés pour être envoyés à des organisations ouvrières et patronales. Les organisations patronales en reçurent 70 et les ouvrières 77. En outre, 40 caisses de maladie reçurent la partie du questionnaire se rapportant à l'hygiène. Le dépouillement des réponses fut fait par l'Office impérial de statistique.

53 groupements patronaux et 52 groupements ouvriers ont répondu : 102 de ces réponses ont été utilisées. 29 caisses de maladie ont également répondu.

Les réponses utilisées représentent pour les organisations patronales 15,044 entrepreneurs de transports et pour les organisations ouvrières 25,110 personnes employées dans les transports dont 22,522 travaillaient dans 2,934 entreprises. La branche la plus représentée parmi les patrons se trouve être celle des entreprises de fiacres et parmi les ouvriers celle du transport des lourdes charges.

La plupart des réponses n'ont pas été rédigées par les comités ou les présidents des associations seuls; mais ils se sont adjoint des commissions ou ont même fait rédiger la réponse en assemblée générale.

En ce qui concerne les inconvénients de la durée actuelle du travail pour la santé, pour la vie de famille et l'éducation postscolaire, les réponses des organisations des reconnaissent très généralement ces inconvénients, tandis que les organisations patronales le nient. Généralement, la tendance à l'alcoolisme est reconnue : elle tiendrait à l'impossibilité de prendre des repas à heures régulières; le nombre des maladies d'estomac est élevé. En outre, le surmenage produit des accidents qui sont plus fréquents à mesure qu'avance la journée de travail. Plusieurs branches spéciales sont exposées à des inconvénients particuliers, par exemple dans l'enlèvement des ordures. Enfin, la longueur du travail est souvent telle que ces gens n'arrivent même pas à lire un journal : le manque de culture les entretient dans une grossièreté et une impolitesse souvent observées. Cela aussi les conduit à l'alcoolisme.

Dans la question de la réglementation du temps de travail, la plupart des organisations patronales (47 sur 52) se sont prononcées contre la nécessité de la réglementation, tandis que la plupart des organisations ouvrières (48 sur 54) se pro-

⁽¹⁾ *Erhebung über die Arbeitszeit in gewerblichen Fuhrwerksbetrieben*, enquête de l'Office impérial de statistique (direction de la statistique ouvrière), avec un avis de l'Office impérial d'hygiène sur l'influence de la durée du travail sur la santé des personnes employées dans les entreprises de transport. Publication in-4°, de 151 pages, Berlin, 1908; Heymann.

⁽²⁾ Bulletin avril 1904, p. 345.

⁽³⁾ Le procès-verbal sténographique des dépositions a été publié en annexe aux comptes rendus du Conseil de statistique.

nonçaient pour. Les arguments contre la réglementation sont l'impossibilité même de cette réglementation, le temps de travail ne pouvant être prévu à l'avance : le cocher ne peut, une fois écoulé le temps fixé, abandonner là où ils se trouvent, cheval et voiture; d'autre part, si le commerce et l'industrie ne sont pas pourvus à temps grâce à l'industrie des transports des matières dont ils ont besoin, ils risqueraient de s'arrêter. A cause également de la différence d'importance des entreprises la réglementation est impossible, ou bien il faudrait employer souvent des ouvriers supplémentaires, d'où des charges énormes pour l'employeur. Pour la réglementation on invoque la nécessité de supprimer tous les inconvénients hygiéniques cités plus haut et le fait qu'un peu de bonne volonté suffirait pour établir la réglementation, ce qui est du reste reconnu par 15 des groupements patronaux qui jugent la réglementation inutile.

Quant au mode de réglementation, plusieurs, principalement les employés, préfèrent la fixation du temps de travail; d'autres moins nombreux préfèrent la fixation du temps de repos minimum. Ceux des patrons qui sont d'avis de fixer un maximum à la journée de travail demandent que la journée soit d'au moins 12 heures. D'autres demandent même des temps beaucoup plus longs. Des demandes des ouvriers sont au contraire inférieures à 12 heures. De même pour le temps de repos minimum les ouvriers demandent au moins 10 heures, tandis que les patrons demandent généralement moins de 8 heures, une demande patronale est de 9 heures et deux de 10 heures.

Des dérogations doivent pouvoir être accordées pour un jour déterminé de la semaine d'après 11 réponses; ou pour certaines périodes, par exemple les périodes de déménagement au moment du terme, d'après 31 réponses; ou pour des jours non prévus d'avance suivant les circonstances, d'après 12 réponses.

Pour les repos pendant le travail se pose d'abord la question de leur nombre. 22 organisations sont pour un repos; 4 pour 2; 54 pour 3, et 1 pour 4. Il y a également la question de leur durée. Les ouvriers ont très généralement demandé deux pauses d'une demi-heure chacune le matin et l'après-midi et une pause à midi de 2 heures. La possibilité de ces pauses est souvent déniée, surtout dans les entreprises dans les voitures de place.

Le repos du dimanche et des jours de fête semble applicable, au moins pour un grand nombre de branches. En fait, dès maintenant, le repos du dimanche pour le transport des lourdes charges est appliqué. Mais dans les fiacres il semble bien difficile. Sur la question du nombre d'heures de travail à accorder le dimanche, les réponses les plus diverses se sont produites depuis 1 heure jusqu'à 7 heures. Cependant la plupart des réponses indiquent 2, 3 ou 4 heures. Sur 82 organisations qui ont répondu à la question, 79 estiment que le travail du dimanche peut être terminé une demi-heure avant le service du matin. 72 organisations ont répondu qu'il était possible d'organiser le temps du dimanche de telle manière que chaque employé ait un certain nombre de dimanches de repos dans l'année. Cela ne présenterait de difficultés que pour les fiacres et le service de transport des malades. Il pourrait aussi y avoir un repos par roulement en alternant tous les jours de la semaine. Les personnes au-dessous de 16 ans ne travailleraient jamais le dimanche.

La plupart des propositions faites pourraient, d'après les réponses, s'appliquer aussi aux petites entreprises.

Divers vœux ont été exprimés touchant une réglementation locale, le couchage, l'interdiction aux employeurs de loger les employés, les mesures de sécurité et de prévention des accidents, contrôle du travail, les contrats, le placement, les écoles de cochers, etc.

Le rapporteur au Conseil de statistique dans la 18^e session, le 16 mai 1907,

examina si les matériaux réunis étaient suffisants pour décider si la situation sanitaire exigeait une réglementation du temps de travail dans l'industrie des transports conformément aux dispositions du paragraphe 129 c de la Gewerbeordnung et il proposa de prier le Conseil impérial d'hygiène de résoudre la question.

L'Office impérial d'hygiène répondit que la diversité des conditions ne permettait pas une réponse uniforme. Les gens qui travaillent dans l'industrie des transports se divisent en :

- 1° Cochers de voitures pour personnes ou pour charges légères;
- 2° Cochers de voitures pour lourdes charges;
- 3° Personnes travaillant aux écuries.

Des 22,358 employés des transports, il y avait appartenant au premier groupe, au moins 5,723; au second, environ 12,000 et au troisième 3,925.

Les gens du premier groupe, en dehors de leur remise de cocher proprement dit, ont à faire le travail d'écurie et à entretenir leur voiture. Leur travail de cocher peut être long, sans qu'il y soit joint des travaux de force.

Au point de vue sanitaire le travail d'écurie n'est pas malsain, il présente bien un certain risque d'accident, à cause du voisinage des chevaux, mais ce n'est pas un risque considérable. Quant au travail de nettoyage des voitures, il se fait dehors et il est très sain, sauf le risque de refroidissement par les mauvais temps. Le service comme cocher est assez sain en ce sens qu'il a lieu en plein air; mais l'immobilité nécessaire par les temps froids et humides expose à de fréquents refroidissements. La position du corps pendant que l'on conduit devient fatigante à la longue. Et le métier même oblige à une grande irrégularité dans la vie et dans le repas et les conduit aussi à l'alcoolisme, pour remplacer les repas chauds et pour réagir contre l'ennemi du métier.

Voici maintenant quelle est la proportion des cochers de ce groupe qui ont une longue journée de travail ;

PROFESSION.	PLUS DE 14 HEURES p. 100.	PLUS DE 16 HEURES p. 100.
Cochers d'omnibus publics.....	92.8	83.0
Cochers d'omnibus d'hôtel.....	88.3	45.5
Postillons.....	41.9	18.8
Cochers de fiacres.....	25.2	4.5
Cochers d'équipages.....	7.4	2.5

Mais il faut remarquer que dans ces heures-là sont comptés les temps d'attente.

L'Office d'hygiène propose pour ce groupe 9 heures de repos ininterrompu par 24 heures ou 1 jour par semaine.

Les cochers de lourdes charges (2° groupe) sont soumis aux mêmes dangers que ceux du premier groupe. Mais ces risques sont aggravés : d'abord par le fait qu'ils ont souvent deux chevaux à soigner; puis il ont souvent moins de temps de repos que les cochers du premier groupe. En outre, ils ont à soulever des charges énormes, ce qui risque d'amener du surmenage et de l'épuisement, si le travail dure un peu, et ce qui les expose aussi à des accidents. Ainsi en 1905, dans la corporation professionnelle des transports, les accidents ont été de 2,38 p. 100 ouvriers et dans la corporation professionnelle des entrepôts de 1.25 p. 100 ouvriers; mais la proportion est encore plus forte parce que dans la profession des transports près de la moitié sont des cochers du premier groupe et des gens d'écurie peu exposés aux accidents. Aussi la Fédération centrale des travailleurs des transports, dit-elle, que dans un questionnaire qu'elle avait fait poser, il n'y avait pas de roulier qui n'ait eu un accident plus ou moins grave. Ainsi en comptant le nombre des accidents qui se sont produits en cinq ans dans la corporation professionnelle des transports pour une

heure de la matinée, on trouve 72 : mais, pour une heure de l'après-midi on trouve 124. La durée du travail a donc une grande importance au point de vue des risques d'accidents. Cependant la durée du travail est peut-être un peu moins longue chez les cochers du premier groupe. L'Office d'hygiène propose l'on leur donne un repos de 10 heures et 2 heures dans la journée et la limitation du travail du dimanche à 2 ou 3 heures.

Pour les gens employés au travail de l'écurie (3^e groupe), ils sont moins nombreux que les cochers. Leur travail, quoique fatigant lorsqu'ils ont beaucoup de chevaux dans leur écurie, leur laisse tout de même forcément le temps de se reposer à de certains intervalles. L'Office d'hygiène estime qu'il leur faut bien 8 heures de repos ininterrompu et un repos de 2 heures à midi. On pourrait aussi fixer leur semaine à 84 heures. Or, 20.9 p. 100 des gens d'écurie en hiver et 21.0 p. 100 en été ont plus de 14 heures de travail par jour et 2.1 p. 100 et 1.6 p. 100 plus de 16 heures, sans compter les gardes d'écurie.

AUTRICHE.

Placement en février, mars et avril 1909 ⁽¹⁾. — L'Office autrichien de statistique ouvrière a réussi à augmenter le nombre des bureaux de placement qui lui envoient des renseignements. Pour établir un chiffre de comparaison avec le mois précédent, lorsque les bureaux n'avaient pas envoyé de renseignements pour ce précédent mois on les compte comme ayant fait le même nombre de placements que dans le mois courant; au contraire les bureaux qui n'ont pas donné de renseignements dans le mois courant ne sont pas non plus comptés dans la comparaison avec le mois précédent. En février, des renseignements ont été fournis sur le fonctionnement de 783 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (-) par rapport au mois précédent du nombre des					
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.	placements.	p. 100.
Hommes.....	26,111	49,085	17,543	+ 3,019	13.1	+ 2,952	6.4	+ 2,481	16.5
Femmes.....	33,218	31,996	18,958	— 853	2.5	+ 2,009	6.7	— 283	1.5
ENSEMBLE...	59,329	81,081	36,501	+ 2,166	3.0	+ 4,961	6.5	+ 2,198	6.4

En mars, des renseignements ont été fournis sur le fonctionnement de 782 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (-) par rapport au mois précédent du nombre des					
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.	placements.	p. 100.
Hommes... ..	34,403	53,897	22,665	+ 7,608	28.4	+ 4,415	8.9	+ 4,845	27.2
Femmes... ..	37,094	35,550	21,916	+ 4,021	12.1	+ 3,697	11.6	+ 3,046	16.1
ENSEMBLE... ..	71,497	89,447	44,581	+ 11,629	19.4	+ 8,112	10.0	+ 7,891	21.5

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, avril et mai 1909.

En avril, des renseignements ont été fournis sur le fonctionnement de 790 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (-) par rapport au mois précédent du nombre des					
				offres d'emploi.		demandes d'emploi.		placements.	
				p. 100.		p. 100.		p. 100.	
Hommes.	36,628	51,437	23,596	+ 1,486	4.2	- 3,132	5.7	+ 649	2.8
Femmes.	35,759	31,706	19,731	- 1,591	4.2	- 3,952	11.1	- 2,256	10.3
ENSEMBLE. ..	72,387	83,143	43,327	- 105	0.1	- 7,084	7.8	- 1,607	3.6

Grèves en février 1909 ⁽¹⁾. — 29 nouvelles grèves, avec 2,730 grévistes. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour les mines (2), l'industrie des pierres et du verre (1), le bâtiment (8), le textile (4), le vêtement (4), l'alimentation (1), la construction de machines (2) et le commerce (2) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 6 succès, 11 transactions, 7 échecs, 5 résultats inconnus. Causes : insuffisances des salaires, 20 cas; durée du travail, 3 cas; divers, 6 cas.

9 lock-outs ont frappé 7,993 ouvriers.

Grèves en mars 1909 ⁽²⁾. — 38 nouvelles grèves, avec 3,154 grévistes. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour les mines (7), l'industrie des pierres et du verre (4), le bâtiment (6), le textile (2), le vêtement (5), l'alimentation (4), la construction de machines (1) et le travail du bois et du caoutchouc (5) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 2 succès, 10 transactions, 13 échecs, 13 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 21 cas; durée du travail, 3 cas; ces deux motifs réunis, 1 cas; divers, 13 cas.

2 lock-outs ont frappé 223 ouvriers.

Grèves en avril 1909 ⁽²⁾. — 65 nouvelles grèves, avec 7,185 grévistes. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour les mines (10), l'industrie des pierres et du verre (6), la métallurgie (5), le bâtiment (6), le textile (11), le travail des peaux, du crin et des plumes (4), la construction de machines (2) et le travail du bois et du caoutchouc (7) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 11 succès, 28 transactions, 17 échecs, 9 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 44 cas; durée du travail, 1 cas; ces deux motifs réunis, 6 cas; divers, 14 cas.

L'assurance contre la maladie en 1906 ⁽³⁾. — Le nombre des caisses d'assurance contre la maladie ayant fonctionné pendant l'année 1906, a été de 2,917 (2,934 en 1905); le nombre moyen des personnes assurées s'est élevé à 2,946,668 (2,844,245 en 1905). Il y a eu, par conséquent, diminution de 0.6 p. 100 sur le

⁽¹⁾ Soziale Rundschau, avril 1909.

⁽²⁾ Soziale Rundschau, mai 1909.

⁽³⁾ Die Gebarung und Ergebnisse der Krankheitsstatistik der Krankenkassen im Jahre 1906. — Vienne 1909.

nombre de caisses et augmentation de 3.6 p. 100 sur le nombre des assurés. Depuis 1890, début de l'institution, ce dernier chiffre a augmenté dans la proportion de 90.3 p. 100, car on ne comptait à cette époque que 1,548,825 assurés.

Statistique de la morbidité. — Pendant l'année 1906, les caisses ont indemnisé 26,433,187 journées de maladie; le nombre des cas de maladie s'est élevé à 1,492,360.

Ces chiffres représentent une moyenne de 8.97 jours de maladie par membre assuré et de 0.49 cas de maladie (8.01 et 0.50 en 1890, 9.49 et 0.52 en 1905) la durée moyenne des cas de maladie ressort à 17.3 jours (15.2 en 1890 et 17.3 en 1905).

Le coefficient de morbidité varie suivant les catégories de caisses, tant en raison de la morbidité réelle de leur clientèle qu'à cause de la diversité des dispositions statutaires en ce qui concerne la durée maxima des secours.

Situation financière. — Le montant total des recettes en 1906, pour l'ensemble des caisses de maladie, s'est élevé à 63,885 millions de couronnes (60,328 en 1905) et le total des dépenses a atteint le chiffre de 59,526 millions de couronnes (58,308 en 1905). Il y a eu, par suite, un excédent de recettes égal à 4,360 millions de couronnes. La somme produite par les cotisations s'élève à 59,526 millions de couronnes (56,392 en 1905).

La cotisation moyenne, par tête d'assuré, ressort à 20.28 couronnes, les parts du patron et de l'ouvrier étant respectivement de 6.42 couronnes et de 13.86 couronnes. (En 1905, ces chiffres s'établissaient ainsi; cotisation totale 19.83 couronnes, part du patron 6.26, par de l'assuré 13.57.)

Le total des dépenses se décompose comme suit :

	MONTANT.	P. 100 du total.
	—	—
	FRAIS MALADIE.	
Secours en argent.....	29,785,806	50.0
Frais médicaux.....	9,390,606	15.8
Frais pharmaceutiques.....	6,947,669	11.7
Frais de traitement à l'hôpital.....	3,917,823	6.6
Frais funéraires.....	1,324,443	2.2
TOTAL des frais de maladie.....	51,366,347	86.3
Frais d'administration.....	5,171,599	8.7
Divers.....	2,987,683	5.0
TOTAL des dépenses.....	59,525,629	100.0

Les frais d'administration forment 8.7 p. 100 seulement des dépenses. Cette proportion ne varie presque pas depuis plusieurs années. Par rapport aux cotisations, ils ne représentent que 8.7 p. 100; leur montant moyen par assuré est de 1,76 couronnes.

Les frais de maladie atteignent donc 51,366,347 couronnes.

Les divers éléments des frais de maladie, rapportés au nombre de journées et

de cas de maladies, donnent les moyennes ci-dessous (pour l'ensemble des caisses) :

	PAR JOURNÉE de maladie.		PAR CAS de maladie.	
	1906.	1905.	1906.	1905.
	COUF.	COUF.	COUF.	COUF.
Secours en argent.....	1,13	1,11	19,96	19,66
Frais médicaux.....	0,35	0,34	6,26	5,97
Frais pharmaceutiques.....	0,26	0,25	4,66	4,22
Frais de traitement à l'hôpital.....	0,15	0,14	2,62	2,47
TOTAL.....	1,89	1,84	33,53	32,52

Les frais de maladie absorbent, en moyenne, 86 p. 100 de la cotisation totale. Or, comme la cotisation de l'assuré n'est que des deux tiers de la cotisation totale, il s'ensuit que l'assuré ne supporte en réalité qu'une partie des dépenses affectées directement aux secours et au traitement des malades, l'excédent, ainsi que tous les frais de gestion, étant couvert par la contribution patronale.

Les divers frais entraînés par suite d'un décès donnent une moyenne de 53,28 couronnes (51,30 en 1905).

BELGIQUE.

Revue du travail en avril 1909 ⁽¹⁾. — 19 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois d'avril 1909. Pour 1,826 offres d'emploi, il y a eu 2,687 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 147 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 201 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en avril, elle était de 153 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc, par rapport au mois précédent, une amélioration importante; c'est aussi la première fois, depuis le mois de mars 1907, que la situation n'apparaît plus comme inférieure à celle de l'année antérieure, à époque correspondante.

D'autre part, les renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 223 unions professionnelles ouvrières, groupant 49,177 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié d'avril, 1,507 chômeurs, soit une proportion de 3.0 p. 100 (contre 3.8 p. 100 le mois dernier). En avril 1908, la proportion des chômeurs était de 3.1 p. 100; encore ne figuraient pas dans ce nombre les diamantaires anversois, qui, au nombre de plusieurs milliers, avaient chômé volontairement, pendant tout ce mois.

Les données de source syndicale confirment donc celles des offices de placement quant à l'amélioration notable du marché du travail.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 15 mai 1909.

Les grèves en avril 1909⁽¹⁾. — 12 grèves nouvelles intéressant 1,079 grévistes et 156 chômeurs forcés ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois d'avril 1909.

En outre, 4 grèves, déclarées antérieurement et comprenant 250 chômeurs forcés, se sont continuées pendant toute la durée du même mois. Chacune de ces grèves n'intéressait qu'un seul établissement.

Les industries éprouvées par les conflits nouveaux sont les suivantes : charbonnages (4 grèves), tissages (3), travail du fer (2), travail de la pierre (1), lin-gerie (1), fabrication de sabots (1).

Causes : questions de salaire, 5 grèves nouvelles; protestation contre amendes infligées, 2 grèves; réintégration

Sur 12 grèves terminées depuis le dernier relevé mensuel, aucune n'a réussi et une seule, intéressant 120 grévistes, a abouti à une transaction. Une encore a eu pour conséquence la fermeture, pour un temps indéterminé, de l'établissement intéressé. Les 10 autres grèves, intéressant ensemble 979 grévistes, ont échoué et leur échec a eu pour conséquence, dans 3 cas, des exclusions définitives d'ouvriers (16 au total).

CANADA.

Revue du travail en mars 1909⁽²⁾. — La situation continue à s'améliorer, principalement dans les fabriques et dans le bâtiment. Les prix élevés dans l'agriculture ont stimulé le marché du grain. La main-d'œuvre habile était demandée dans les fermes d'Ontario, de Québec et dans certaines parties de l'Ouest du Canada. Les mines de charbon sont plus actives qu'en février.

Grèves en mars 1909⁽³⁾. — 7 grèves ont été signalées en mars entraînant la perte de 10,450 journées de travail.

Les grèves
le vêtement (1), dans les transports (1), et ont eu pour cause : 2, une demande d'augmentation de salaire; 1, une opposition à une réduction de salaires; 1, une opposition à l'emploi de certaines personnes.

Résultats des grèves terminées : 1 succès, 1 échec, 2 résultats inconnus.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en avril 1909⁽⁴⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,741 unions groupant 116,548 membres, la moyenne des chômeurs était de 5.6 p. 100 en avril 1909. Cette moyenne était en mars de 8.6 p. 100 dans 1,518 unions groupant 89,994 membres.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 31 mai 1909.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, avril 1909.

⁽³⁾ *American federationist*, juin 1909.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mai 1909 ⁽¹⁾. — La situation générale est un peu meilleure qu'en avril. Il y a eu baisse dans les mines de charbon et amélioration dans le bâtiment, le travail du bois et le vêtement. Sauf pour les mines de charbon, la construction des machines et l'imprimerie, mai 1909 accuse une amélioration par rapport à mai 1908.

7.9 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 699,779 membres, contre 8.2 à la fin d'avril 1909 et 7.4 à la fin de mai 1908; 5.07 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant 669,077 ouvriers, contre 4.86 en avril 1909 et 5.48 en mai 1908; dans la métallurgie du fer, 289 hauts-fourneaux en marche avec près de 22,000 ouvriers contre 280 en avril 1909 et 287 en mai 1908.

Grèves en mai 1909 ⁽¹⁾. — 26 conflits nouveaux en mai 1909 avec 4,302 grévistes contre 24 en avril 1909 et 29 en mai 1908. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en mai 1909 est de 11,670 contre 8,963 en avril 1909 et 55,276 en mai 1908. Les 26 conflits nouveaux se répartissent ainsi : bâtiment, 2; mines, 9; métallurgie et construction des machines et des navires, 4; vêtement, 4, transports, 3; autres industries, 4.

Causes : questions de salaire, 17; diminution d'heures de travail, 2; règlements de travail, 2; emploi de certaines personnes ou de certaines catégories de personnes, 5.

Sur 24 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 3,684 personnes, il y a eu 4 succès, 9 transactions, 11 échecs. Total des journées de travail perdues : 109,300 contre 106,700 en avril 1909 et 1,191,100 en mai 1908.

ITALIE.

Grèves et lock-outs en mars ⁽²⁾. — 79 nouvelles grèves ont été signalées en mars à l'*Office du travail*; 63 de ces conflits intéressaient 15,715 ouvriers. 1 conflit a éclaté parmi les pêcheurs, 2 dans les industries extractives, 5 dans la métallurgie, 9 dans le travail des pierres et des terres, 10 dans le bâtiment, 2 dans les produits chimiques, 2 dans le bois, 3 dans les industries polygraphiques, 13 dans les textiles, 9 dans le vêtement, 1 dans les industries de précision, 9 dans l'alimentation, 11 dans les transports, 3 dans les travaux publics.

Causes : questions de salaires, 39; durée du travail, 7; règlement disciplinaire, 21; monopole du travail, 7; inconnues, 5.

Résultats : 19 succès, 12 transactions, 28 échecs, 16 résultats inconnus; 4 conflits non terminés.

⁽¹⁾ *Labour gazette*, juin 1909.

⁽²⁾ *Bollettino del Ufficio del lavoro*, avril 1909.

SUÈDE.

Les grèves de 1903 à 1907 ⁽¹⁾. — D'après les renseignements recueillis par l'Office du travail suédois, il y a eu 1,148 cessations de travail (grèves et lock-outs) avec 111,920 ouvriers atteints en Suède au cours des années 1903-1907 se répartissant ainsi : 142 en 1903 avec 24,571 grévistes, 215 en 1904 avec 12,248 grévistes, 189 en 1905 avec 32,906 grévistes, 290 en 1906 avec 18,655 grévistes, 312 en 1907 avec 23,540 grévistes.

La plupart des conflits ont été provoqués par des questions de salaire; cependant cette cause de conflit a diminué relativement au nombre total des grèves, tandis qu'augmentait le nombre de conflits qui ont eu pour cause une demande de contrat collectif, de réintégration ou de renvoi d'ouvriers et d'interprétation diverse de contrat.

Environ la moitié des grèves ont duré moins d'une semaine et 70 p. 100 du total moins d'un mois, 80 conflits (soit 7 p. 100 du total) ont duré plus de trois mois.

Les résultats sont donnés dans le tableau ci-après :

NOMBRE DE GRÈVES SUIVIES :									
ANNÉES.	d'échecs.		de succès.		de transaction.		de résultat inconnu.		Total.
	Nombre.	P. 100.	Nombre.	P. 100.	Nombre.	P. 100.	Nombre.	P. 100.	
1903.....	37	26	45	32	47	33	13	9	142
1904.....	63	29	68	32	73	34	11	5	215
1905.....	47	25	71	38	53	28	18	9	189
1906.....	73	25	116	40	90	31	11	4	290
1907.....	70	22	93	30	126	40	23	8	312
1903-1907..	290	25	393	34	389	34	76	7	1,148

En rapprochant le nombre des grévistes du résultat de la grève, on constate que les petits conflits se terminent plus rarement par transaction que les grands. Des grèves comprenant au maximum 5 ouvriers, le dixième seulement s'est terminé par des concessions mutuelles. Quant aux grèves comprenant plus de 50 ouvriers plus de la moitié s'est terminée par des concessions mutuelles.

La comparaison des résultats des grèves avec l'organisation des grévistes donne aussi des résultats intéressants. Dans la moitié des conflits avec des ouvriers non organisés les patrons sont sortis vainqueurs, tandis que, vis-à-vis des ouvriers organisés ils n'ont réussi à faire prévaloir entièrement leurs conditions que dans un septième des cas.

Le nombre des jours chômés par suite de grèves dans la période quinquennale s'est élevé à environ 4,411,000. En rapprochant ce nombre du nombre total des ouvriers de l'industrie (363,227 d'après la statistique officielle) on voit que le nombre de journées de chômage par an et par ouvrier est d'environ de 2 1/3.

⁽¹⁾ Arbetsinställelser, 1903-1907, Stockholm, 1909.

Prix des denrées ménagères et des loyers pendant les années 1904 à 1907 ⁽¹⁾. — Pour les denrées ménagères, l'accroissement des prix est un phénomène général dans les années considérées. Cet accroissement a été plus considérable là où les prix étaient relativement bas auparavant. Aussi peut-on constater une tendance à un nivellement des prix dans les différentes parties du pays. Le tableau suivant se base sur les données individuelles recueillies par l'Office du travail dans 28 chefs-lieux du pays :

ESPÈCES.	QUANTITÉ.	PRIX MOYEN				ACCROISSEMENT (+) ou diminution (—) de 1904 (1905) à 1907.	
		en	en	en	en	öre.	p. 100.
		1904.	1905.	1906.	1907.		
		öre. ⁽²⁾	öre.	öre.	öre.	öre.	p. 100.
Lait.....	1 litre.	13	13	14	14	+ 1	+ 7.7
Beurre (1 ^{er} choix).....	1 kilogr.	206	212	221	219	+ 13	+ 6.3
Oufs.....	1 vingtaine.	129	133	142	150	+ 21	+ 16.3
Pommes de terre.....	5 litres.	—	29	25	29	0	0
Haricots (bruns).....	1 kilogr.	40	39	39	40	0	0
Farine de froment.....	—	27	27	27	28	+ 1	+ 3.7
— de seigle.....	—	19	19	19	20	+ 1	+ 5.3
— de seigle bluté.....	—	23	24	24	26	+ 3	+ 13.0
Pain de seigle sec.....	—	36	35	35	37	+ 1	+ 2.8
— frais, sucré.....	—	35	34	35	35	0	0
— frais, aigre.....	—	25	25	26	26	+ 1	+ 4.0
Pain de froment sec.....	—	63	64	65	67	+ 4	+ 6.3
— frais.....	—	—	42	44	46	+ 4	+ 9.5
Bœuf frais à rôtir (qualité ordinaire).....	—	91	86	98	106	+ 15	+ 16.5
Porc frais.....	—	105	110	127	123	+ 18	+ 17.1
— salé suédois.....	—	115	117	132	131	+ 16	+ 13.9
Sucre en morceaux.....	—	61	69	62	62	+ 1	+ 1.6
Pétrole (1 ^{re} qualité).....	1 litre.	18	16	16	16	— 2	— 11.1

L'accroissement du prix de la viande a pour cause un accroissement du prix des bestiaux vivants.

Voici maintenant le prix moyen des loyers d'après des données recueillies dans 48 chefs-lieux principaux du pays, de grandeur différente :

MONTANTS ANNUELS MOYENS DE LOYER POUR DES LOGEMENTS DE :								
1 pièce.			1 pièce avec cuisine.			2 pièces avec cuisine.		
1905.	1906.	1907.	1905.	1906.	1907.	1905.	1906.	1907.
cour. ⁽³⁾	cour.	cour.	cour.	cour.	cour.	cour.	cour.	cour.
85	89	91	141	148	150	235	242	251

Cela fait en moyenne une augmentation d'environ 7 p. 100 pour tous les logements de 1905 à 1907.

Pour constater dans quelle mesure la plus ou moins grande population des différents chefs-lieux a exercé une influence sur le prix des loyers, le tableau ci-dessous

⁽¹⁾ *Lifsmedel-och bostadspriiser i Sverige, 1904-1907.*

⁽²⁾ L'öre vaut 0 fr. 013.

⁽³⁾ La couronne vaut 100 öre ou 1 fr. 33.

donne les loyers moyens payés par an par les logements d'une pièce avec cuisine dans les chefs-lieux appartenant à des groupes de différentes grandeurs :

CHIEFS-LIEUX.	NOMBRE des chefs-lieux			MONTANTS MOYENS (en couronnes) de loyer pour 1 pièce avec cuisine.		
	en	en	en	en	en	en
	1905.	1906.	1907.	1905.	1906.	1907.
De plus de 40,000 habitants.....	4	4	4	234	232	231
De 40,000 à 20,000 habitants.....	5	6	6	149	163	168
De 20,000 à 10,000 habitants.....	13	12	12	129	140	148
De 10,000 à 5,000 habitants.....	14	14	14	126	135	135
De moins de 5,000 habitants.....	19	19	19	125	126	127

Le prix moyen de pension par semaine payée par les ouvriers d'après les renseignements que l'Office du travail suédois a pu obtenir s'établit ainsi :

EN 1905.	EN 1906.	EN 1907.
couronnes.	couronnes.	couronnes.
7,52	7,75	8,06

Cela fait une augmentation de 7 p. 100 qui est la même que celle constatée pour les loyers.

L'interdiction du travail de nuit des femmes. — La Suède faisait partie des quatorze gouvernements qui ont signé à Berne, le 26 septembre 1906, la convention internationale sur l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie ⁽¹⁾. Le gouvernement suédois avait, en conséquence, saisi le Riksdag d'un projet de loi tendant à l'interdiction du travail de nuit des femmes en exécution de cette convention. Le projet fut repoussé le 23 mai 1908 par la première chambre et le 29 mai suivant par la seconde.

Le projet de loi, représenté à nouveau, a été voté le 17 avril 1909 par la première chambre et le 19 avril suivant par la seconde chambre. Le travail de nuit des femmes dans l'industrie est, en conséquence, interdit définitivement en Suède.

(1) Voir *Bulletin*, novembre 1906, p. 2138.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 29 mai 1909 modifiant la quotité des taxes pour la contribution au fond de garantie prévues à l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 et à l'article 4 de la loi du 12 avril 1906, en matière d'accidents du travail ⁽¹⁾.

ARTICLE UNIQUE. — La quotité des taxes prévues à l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 et à l'article 4 de la loi du 12 avril 1906 sera, dans la limite des fixations de l'article 25 précité, modifiée chaque année, avant le 1^{er} juin, pour l'année suivante, par décrets rendus sur la proposition des Ministres du Travail et des Finances, d'après les dépenses de toute nature effectuées par le fonds de garantie dans la dernière année écoulée.

Le coefficient de modification à appliquer à la quotité des taxes imposées pendant cette dernière année sera égal au rapport existant entre le montant desdites dépenses et le produit total des taxes encaissées pour l'alimentation du fonds de garantie pendant la même année.

Toutefois, pour les années 1910 et 1911, le coefficient de modification sera majoré de 20 p. 100.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Décret du 30 avril 1909 complétant la nomenclature des établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement en vertu de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1906 ⁽²⁾.

ARTICLE PREMIER. — Est complétée comme suit la nomenclature des établissements énumérés et des travaux spécifiés dans le tableau annexé à l'article 1^{er} du décret du 14 août 1907 ⁽³⁾ :

ÉTABLISSEMENTS.	TRAVAUX.
Acide arsénieux (Fabrication de l')...	Conduite des fours.
Alun (Établissement traitant les minerais d')	Conduite des fours et des appareils de lessivage.
Bauxite (Traitement de la)	Conduite des fours et des appareils de dissolution, de carbonatation et de purification.
Cyanamide calcique (Fabrication de la).	Préparation de l'azote pur; broyage du carbure; azotation du carbure broyé.

ART. 2. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 30 mai 1909, p. 5929.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 4 mai 1909, p. 4727.

⁽³⁾ *Bulletin*, octobre 1907, p. 1091.

Décret du 10 mai 1909 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 17 juillet 1908, relative à l'institution des Conseils consultatifs du travail.

TITRE PREMIER.

Institution, organisation et dissolution.

ARTICLE PREMIER. — Lorsque, soit à la demande des patrons et des ouvriers d'une même industrie et d'une même région, soit d'office, le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale estime qu'il y a lieu d'instituer un Conseil consultatif du travail, il est procédé à une instruction administrative auprès du Conseil général, des chambres de commerce, des chambres consultatives des Arts et Manufactures et des conseils municipaux de la région intéressée.

L'instruction porte : 1° sur l'opportunité de cette création ; 2° sur l'étendue de la circonscription à donner au conseil et sur le choix du siège du conseil ; 3° s'il y a lieu, sur la réunion de plusieurs professions similaires dans le conseil ; 4° sur le nombre des membres titulaires et suppléants à attribuer à chaque section ; 5° sur les offres de concours aux dépenses devant résulter de la création et du fonctionnement du conseil.

Sont jointes au dossier les observations qui seraient présentées par les syndicats patronaux et ouvriers et les unions de ces syndicats.

ART. 2. — Le décret d'institution fixe le siège du conseil, sa circonscription, le nombre de ses membres tant titulaires que suppléants et, s'il y a lieu, la nomenclature des professions similaires ressortissant au Conseil.

La circonscription doit être fixée de telle sorte que les électeurs patrons ou ouvriers d'un seul établissement ne soient pas en nombre supérieur à la moitié des électeurs patrons ou ouvriers du Conseil.

Les deux sections, patronale et ouvrière, qui composent le Conseil doivent être constituées chacune avec un même nombre de membres titulaires et un même nombre de membres suppléants.

ART. 3. — Lorsque le Conseil s'étend sur plus d'un département, il appartient au Préfet du département où siège le Conseil d'exercer vis-à-vis de celui-ci les attributions confiées à l'administration préfectorale par le présent décret.

Pour les opérations électorales et pour toutes les mesures d'exécution exigeant l'intervention de l'autorité administrative locale ou départementale, le Préfet du département où siège le Conseil se concerta, sous l'autorité du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, avec les préfets des départements intéressés.

ART. 4. — Les dispositions des articles 8, 9, § 2 et 3, et des articles 10, 12, 13, § 1 et 3, de la loi du 27 mars 1907 concernant les conseils de prud'hommes s'appliquent à la composition des listes électorales, aux opérations électorales et aux recours dont elles peuvent être l'objet.

ART. 5. — Dans chaque section, les délégués titulaires et les délégués suppléants sont élus sur une liste unique.

Les premiers élus sont proclamés titulaires dans la limite du nombre des sièges à pourvoir ; les autres sont proclamés suppléants.

Il est dressé un tableau comprenant les noms des candidats élus au premier tour de scrutin et, à la suite de ceux-ci, les noms des candidats élus au second tour. Pour chacun des tours de scrutin, l'inscription a lieu dans l'ordre du nombre des voix

obtenues; si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de voix, l'inscription a lieu par rang d'âge.

ART. 6. — Dans tous les cas prévus à l'article 4, dernier paragraphe, de la loi du 17 juillet 1908, à défaut de démission de l'intéressé, celui-ci est appelé par le bureau de sa section à fournir des explications. Si elles ne sont pas jugées satisfaisantes, il est procédé conformément aux paragraphes 5 et 6 de l'article 15 de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes.

ART. 7. — Dans le cas où une vacance se produit parmi les membres titulaires d'une section du Conseil par suite de décès, de démission, ou pour toute autre cause, le suppléant de cette section qui se trouve en tête du tableau devient titulaire.

ART. 8. — Lorsqu'il ne reste plus de suppléants au tableau, il est procédé à des élections pour compléter le Conseil.

Toutefois, il n'est pas procédé à des élections complémentaires dans les six mois qui précèdent le renouvellement général.

ART. 9. — La dissolution d'un Conseil ou d'une section est prononcée par décret rendu en Conseil d'État, sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Le décret fixe la date des nouvelles élections qui doivent intervenir dans un délai maximum de six mois.

Si la dissolution n'atteint qu'une des sections, les nouveaux membres élus restent en fonctions jusqu'à la date du renouvellement général du Conseil.

La suppression d'un Conseil est prononcée dans la même forme que sa dissolution.

TITRE II.

Fonctionnement des Conseils consultatifs du travail.

ART. 10. — Les Conseils consultatifs du travail se réunissent en sessions ordinaires ou extraordinaires à la mairie de la commune de leur siège.

Le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par trimestre.

Les sessions extraordinaires ont lieu soit sur l'initiative du Gouvernement, soit sur la demande des bureaux des deux sections ou de la moitié des membres titulaires de chaque section. La demande doit faire connaître l'objet de la session.

Le Conseil est convoqué par le Préfet, tant en session ordinaire qu'en session extraordinaire.

ART. 11. — La convocation aux sessions est adressée aux délégués titulaires et aux délégués suppléants.

Elle fixe la date d'ouverture et la durée maximum de la session; elle fait connaître les questions portées à l'ordre du jour.

Cet ordre du jour n'est pas limitatif en ce qui concerne les sessions ordinaires.

Dans les sessions extraordinaires, ne peuvent être discutées que les questions ayant motivé la convocation.

ART. 12. — Au début de chaque session ordinaire, chacune des sections, réunie sous la présidence de son doyen d'âge, nomme son bureau.

Le président et le secrétaire restent en fonctions jusqu'à la prochaine session ordinaire.

Aussitôt après l'élection de leurs bureaux, les sections se réunissent, une fois au moins, en séance plénière du Conseil.

ART. 13. — Le Conseil, réuni en assemblée plénière, arrête son règlement intérieur. Ce règlement confère au président les pouvoirs nécessaires pour assurer l'ordre des délibérations.

Il est procédé de même dans chaque section.

Ces règlements sont communiqués au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

ART. 14. — Pendant la durée des sessions, les membres de chaque section sont convoqués par leur bureau soit pour les séances plénières, soit pour les séances de section.

Pour les séances plénières, la date, l'heure et l'objet de la réunion sont préalablement fixés d'accord entre les bureaux.

A défaut d'accord, le préfet peut convoquer le Conseil en réunion plénière, mais seulement dans les cas où une délibération prise en commun est obligatoire.

ART. 15. — En dehors des cas prévus aux articles 12 et 13, les sections sont tenues de délibérer en commun lorsque le Conseil est appelé par l'Administration :

1° A donner des avis sur les conflits économiques survenus entre patrons et ouvriers et sur les moyens d'y mettre fin;

2° A donner les avis qui doivent être demandés, en vertu de l'article 3 des décrets du 10 août 1899, à des commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers, par l'Administration chargée de constater ou vérifier le taux normal et courant du salaire et la durée normale et courante de la journée de travail.

ART. 16. — Les membres suppléants peuvent assister à toutes les séances. Ils n'ont que voix consultative; toutefois, ils sont appelés, dans l'ordre du tableau, à voter à la place des membres titulaires de leur section qui n'assistent pas à la séance.

ART. 17. — Les délibérations du Conseil et des sections ne sont valables que si le nombre des membres présents, titulaires ou suppléants, appartenant à chaque section est au moins égal à la moitié du nombre des membres titulaires de la section, tel qu'il est fixé par le décret d'institution.

ART. 18. — Chaque fois que le Conseil doit formuler un avis en séance plénière, les patrons et les ouvriers prenant part au vote doivent être en nombre égal.

Si le nombre des membres présents ayant qualité pour voter soit comme titulaires, soit en vertu de l'article 16, est moins élevé dans l'une des sections, les derniers membres de l'autre section dans l'ordre du tableau doivent s'abstenir.

ART. 19. — Le Conseil dresse chaque année au début de sa première session ordinaire une liste de personnes qui, le cas échéant et de préférence à toutes autres, lui seront adjointes dans l'ordre d'inscription, en cas de partage des voix en assemblée plénière.

Elles sont choisies soit à la majorité simple obtenue dans chacune des deux sections, soit par les deux tiers des voix en séance plénière du Conseil.

Dans le cas où toutes les personnes inscrites sur la liste auraient été récusées et où aucun autre choix n'aurait été fait par le Conseil, le désaccord est mentionné aux registres visés à l'article 21.

ART. 20. — Lorsque le Conseil ou les sections ne se jugent pas suffisamment éclairés pour émettre en connaissance de cause les avis qui leur sont demandés, ils peuvent soit charger un ou plusieurs rapporteurs de recueillir des informations, soit entendre toute personne qui consentirait à donner des renseignements.

ART. 21. — Les séances du Conseil du travail et de ses sections ne sont pas publiques.

Il est tenu un registre des avis du Conseil et un registre des avis de chaque section. Ces registres déposés au secrétariat de la mairie sont mis à la disposition du public.

ART. 22. — L'arrêté du Ministre du Travail annulant une délibération en vertu de l'article 9 de la loi doit être motivé. Il est transmis par le préfet aux présidents des sections en cause pour être transcrit sur les registres prévus à l'article précédent. Le préfet, en le transmettant, rappelle les dispositions de la loi pour le cas de récidive.

ART. 23. — Les fonds de toute origine, destinés à couvrir les dépenses des conseils du travail, sont centralisés, au compte des cotisations municipales, par le trésorier-payeur général du département dans lequel ces Conseils ont leur siège.

Dans le dernier trimestre de chaque année, les présidents soumettent au préfet des propositions pour l'emploi des fonds pendant l'année suivante.

Les dépenses sont ordonnancées par le préfet, sur la proposition des deux présidents et, dans le cas où la dépense ne concerne qu'une section, sur la proposition du président de cette section.

ART. 24. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Décrets créant ou réorganisant des conseils de prud'hommes.

I. Création de conseils de prud'hommes :

Chaumont, 27 mai 1909 (*Journal officiel* du 30 mai 1909, p. 5930).

Agen, 29 mai 1909 (*Journal officiel* du 3 juin 1909, p. 5977).

II. Réorganisation de conseils de prud'hommes avec création de sections du commerce :

Saint-Étienne, 11 mai 1909 (*Journal officiel* du 13 mai 1909, p. 5286).

Épinal, 15 mai 1909 (*Journal officiel* du 18 mai 1909, p. 5486).

Orléans, 25 mai 1909 (*Journal officiel* du 27 mai 1909, p. 5805).

Grenoble, 26 mai 1909 (*Journal officiel* du 28 mai 1909, p. 5882).

III. Réorganisation de conseils de prud'hommes sans section du commerce :

Oyonnax, 11 mai 1909 (*Journal officiel* du 13 mai 1909, p. 5260).

Rive-de-Gier, 12 mai 1909 (*Journal officiel* du 16 mai 1909, p. 5430).

Douai, 12 mai 1909 (*Journal officiel* du 16 mai 1909, p. 5430).

Arrêté du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, en date du 8 mai 1909, nommant des membres du Conseil supérieur du travail ⁽¹⁾.

Par arrêté du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, en date du 8 mai 1909, pris en exécution du décret du 14 mars 1903, réorganisant le Conseil supérieur du travail, modifié par les décrets des 27 janvier et 4 août 1904, 24 juin et 30 avril 1909, ont été nommés membres dudit Conseil pour une durée de trois années : M. Charles Lyon-Caen, membre de l'Institut, et MM. Charles Gide et Raoul Jay, professeurs à la Faculté de droit de l'Université de Paris.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 9 mai 1909, p. 5103.

Lettre, du 3 juin 1909, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur les droits respectifs des inspecteurs du travail et des officiers de police judiciaire en ce qui concerne la recherche et la constatation des infractions aux lois réglementant le travail ⁽¹⁾.

Par dépêche du 20 mars dernier, vous avez bien voulu me consulter sur les droits respectifs des inspecteurs du travail et des officiers de police judiciaire chargés de procéder à la recherche et à la constatation des infractions prévues par les lois des 2 novembre 1892, 12 juin 1893 et 13 juillet 1906.

La loi de 1906 est rédigée à cet égard dans des termes différents de ceux qui ont été employés dans les lois de 1892 et 1893, mais malgré cette dissemblance de formes la solution me paraît devoir être la même pour ces diverses lois.

En ce qui touche d'abord les lois de 1892 et 1893, la question est nettement tranchée par leur texte même. L'article 20 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 4 de celle du 12 juin 1893 déterminent en effet les pouvoirs des inspecteurs et leur donnent notamment le droit d'entrée dans les établissements visés, avec pouvoir de se faire représenter les livrets, règlements, etc. . . .

Quant aux officiers de police judiciaire, ils peuvent constater et poursuivre les infractions, mais seulement dans la limite du droit commun (art. 20, § 4, et 5, § 3).

Il en sera ainsi notamment en cas de flagrant délit, ou bien quand il y aura mandat de justice; dans ces différentes hypothèses d'ailleurs, les officiers de police judiciaire restent soumis à la règle des heures légales (art. 76 de la constitution du 22 frimaire an VIII, et 1037 du Code de procédure civile).

La loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire ne formule pas la distinction si nettement établie par les deux précédentes; elle se borne à décider, dans son article 11, que les inspecteurs du travail sont chargés, «*concurrentement avec les officiers de police judiciaire, de constater les infractions à la présente loi*». Mais la solution me paraît devoir être semblable.

En ce qui touche les inspecteurs du travail, les travaux préparatoires ne laissent aucun doute sur leur droit d'entrée et de visite. Ce droit, ils le tirent, du reste, du principe même de leur institution; et d'ailleurs la loi ne saurait recevoir une exécution efficace qu'à la condition de reconnaître aux fonctionnaires, déjà investis du droit de visite dans les établissements industriels, un pouvoir analogue au regard de l'application de la loi de 1906.

Il est, en second lieu, évident que le législateur n'a pas entendu conférer aux officiers de police judiciaire d'autres attributs que ceux qu'ils tirent du droit commun et qu'avaient rappelés, pour les constatations de même nature, les lois de 1892 et de 1893. Pour en décider autrement, il faudrait un texte formel ou tout au moins l'affirmation de la volonté du législateur dans les travaux préparatoires.

Sans doute, il est regrettable que les officiers de police judiciaire ne puissent assurer, en ce qui les concerne, l'application de la loi sur le repos hebdomadaire que d'une manière imparfaite (notamment quand il s'agira d'entrer dans des établissements fournissant un travail de nuit, comme les boulangeries). Mais, en l'état actuel des textes, il paraît difficile qu'il en soit autrement, à moins que la Cour de cassation, suppléant comme elle l'a fait en plusieurs circonstances à une obscurité ou à une lacune de la loi, interprète l'article 11 de la loi du 13 juillet 1906 dans le sens d'une assimilation absolue, quant aux moyens d'action des inspecteurs du travail et des officiers de police judiciaire.

⁽¹⁾ Adressé au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LES PRIMES À LA SÉRICICULTURE ET À LA FILATURE DE LA SOIE.

Dans les séances des 19, 21 et 24 mai 1909, la Chambre des députés a discuté et voté en première lecture le projet de loi sur les primes à la sériciculture et à la filature de la soie.

Un certain nombre des dispositions adoptées concernent le personnel ouvrier des filatures de soie. C'est ainsi que l'article 4 prévoit un prélèvement de 6 p. 100 sur le total des primes versées à la filature pour la constitution d'un fonds de secours et de maladie en faveur du personnel des usines, cette somme devant être répartie par l'État entre les sociétés de secours mutuels constituées par les ouvriers des filatures. L'article 8 porte que les infractions aux dispositions des lois concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, qui auront fait l'objet de condamnations devenues définitives, pourront entraîner pour l'usine la suppression temporaire du droit à la prime.

Au cours de la discussion, un certain nombre d'amendements avaient été déposés, tendant notamment à fixer le salaire minimum journalier des ouvrières fileuses, à limiter à 48 heures par semaine la durée du travail dans les usines de filature et à 10 p. 100 la proportion maximum d'ouvriers étrangers dans ces établissements. Tous ces amendements ont été renvoyés à la Commission du travail.

Il en a été de même d'une proposition de résolution déposée par un certain nombre de députés, à l'issue du vote d'adoption de l'ensemble du projet de loi, et invitant le Gouvernement à soumettre sans délai à la Commission du travail des propositions tendant à réglementer les conditions du travail des ouvriers et ouvrières des filatures de soie, notamment en ce qui concerne minimum de salaire et la durée de la journée de travail.

Le projet de loi, voté par la Chambre des députés, a été déposé sur le bureau du Sénat le 25 mai et discuté dans les séances des 4, 8 et 10 juin. Le texte adopté par le Sénat contient les mêmes dispositions en faveur du personnel ouvrier des filatures que celui voté par la Chambre des députés. Le Sénat a rejeté toutes les dispositions additionnelles tendant à fixer un minimum de salaire ou à limiter la durée du travail.

LE BLANC DE CÉRUSE ⁽¹⁾.

Dans sa séance du 5 novembre 1908, le Sénat avait commencé, après déclaration de l'urgence, la discussion du projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat et de nouveau modifié par la Chambre des députés, sur l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture exécutés à l'intérieur des bâtiments ⁽²⁾.

M. Maurice Faure ayant déposé un amendement à l'article 2, tendant à interdire l'emploi de la céruse tout aussi bien dans les travaux de l'intérieur que dans ceux de l'extérieur, cet amendement fut renvoyé à la commission et la discussion ajournée à une date ultérieure, jusqu'à ce que la Commission eût donné son avis. Après une nouvelle étude de la question, la Commission adopta l'amendement

⁽¹⁾ V. Bull. août 1907, p. 845.

⁽²⁾ V. dans le *Bulletin* de janvier 1909, l'état au 1^{er} janvier 1909 des projets et propositions de loi relatifs aux questions ouvrières et sociales soumises à l'examen du Parlement français, p. X.

Maurice Faure et la discussion fut reprise dans les séances des 21 et 25 mai 1909.

Le Sénat se rangea à l'avis de la Commission et adopta la nouvelle rédaction qui lui était proposée pour l'article 2 et qui est ainsi conçue :

Trois ans après la promulgation de la présente loi, l'emploi de la céruse, de l'huile de lin plombifiée et de tout produit spécialisé renfermant de la céruse, sera interdit dans tous les travaux de peinture, de quelque nature qu'ils soient, exécutés tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments.

Une demande de suppression des mots « tant à l'extérieur que » fut repoussée par 207 voix contre 72.

Contrairement à la Chambre des députés et malgré l'opposition de M. le Ministre du travail, le Sénat, suivant l'avis de la Commission, maintint le principe de l'indemnité pour les fabricants de céruse, en repoussant par 141 voix contre 126 une demande de suppression de l'article 3. Il décida, toutefois que, pour la fixation de l'indemnité, il ne serait tenu compte que de l'état des fabriques au jour du dépôt du projet de loi au Sénat, le 9 juillet 1907. Il décida de même qu'une indemnité serait allouée aux voyageurs et représentants de l'industrie de la céruse, ainsi qu'aux ouvriers qui, par suite de la fermeture d'une usine de céruse, subiraient un préjudice. L'article 3, adopté dans son ensemble par 147 voix contre 135, est ainsi conçu :

Les fabricants dont l'industrie sera atteinte par les dispositions de la présente loi auront droit à une indemnité qui sera fixée par le tribunal civil de l'arrondissement où sera situé l'établissement.

Dans le cas où la fabrique serait occupée par un locataire, une indemnité distincte serait due au locataire et au propriétaire de l'immeuble.

Pour la fixation de l'indemnité, il ne sera tenu compte que de l'état des fabriques au jour du dépôt du projet de loi au Sénat, le 9 juillet 1907.

Il est alloué une indemnité pour suppression d'emploi aux voyageurs et représentants de l'industrie de la céruse, liés avec les fabricants par conventions écrites ou résultant des livres de commerce.

Les ouvriers et contremaîtres qui, par suite de la fermeture d'une usine de céruse, subiront un préjudice, auront droit à une indemnité égale à ce préjudice.

L'ensemble du projet de loi fut voté dans la séance du 25 mai et déposé sur le bureau de la Chambre des députés, le 4 juin. La Chambre des députés ayant, en juillet 1907, repoussé à une forte majorité le principe de l'indemnité, il était à craindre que, ni l'une ni l'autre assemblée ne voulant abandonner son opinion sur ce point, le projet ne pût aboutir. Aussi dans la séance du 2 juin, M. Jules-Louis Breton proposa-t-il à la Chambre des députés de charger sa Commission d'hygiène publique de s'entendre avec une commission du Sénat, désignée à cet effet, pour se mettre d'accord sur un texte commun. Cette proposition fut adoptée et le Sénat, acceptant l'offre

mission de onze membres, nommée à la séance suivante, serait chargée d'entrer en conférence avec la Commission d'hygiène publique de la Chambre des députés.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de mai 1909.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 24 mai. — Rapport de M. Chauvin sur le projet de loi modifiant la quotité des taxes pour la contribution au fonds de garantie (doc. parl. n° 2507). — Séance du 25 mai. — Adoption du projet de loi, après déclaration d'urgence.

— *Sénat.* — Séance du 25 mai. — Dépôt, par les Ministres des Finances et du Travail, du projet de loi adopté par la Chambre des députés; renvoi à la Commission des accidents du travail. — Séance du 27 mai. — Rapport de M. Poirrier (doc. parl. n° 124). — Déclaration d'urgence; discussion immédiate; adoption.

— *Chambre des députés.* — Séance du 13 mai. — Dépôt, par M. Lebrun, d'une proposition de loi ayant pour but de modifier la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (doc. parl. n° 2479).

Céruse. — *Sénat.* — Séance du 21 mai. — Suite de la discussion du projet de loi sur l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture exécutés à l'intérieur des bâtiments: adoption de l'article 2. — Séance du 25 mai. — Suite de la discussion: adoption des articles 3, 5 et 6 et de l'ensemble du projet de loi.

Crédit maritime. — *Chambre des députés.* — Séance du 11 mai. — Dépôt, par les Ministres de la Marine et des Finances, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, sur le crédit maritime (doc. parl. n° 2463).

Encouragements à la sériciculture et à la filature de la soie. — *Chambre des députés.* — Séance du 18 mai. — Dépôt, par M. Noulens, d'un avis de la Commission du budget sur le projet de loi relatif aux encouragements spéciaux à donner à la sériciculture et à la filature de la soie (doc. parl. n° 2490). — Séance du 19 mai. — 1^{re} délibération sur le projet de loi. — Séance du 21 mai. — Suite de la 1^{re} délibération. — Séance du 24 mai. — Suite de la 1^{re} délibération: adoption de l'ensemble du projet de loi. — Dépôt, par M. Louis Dumont, d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à soumettre à la Commission du travail des propositions concernant l'établissement d'un minimum de salaire et de la durée de la journée de travail pour les ouvriers et ouvrières des filatures de soie; renvoi à la Commission du travail.

— *Sénat.* — Séance du 25 mai. — Dépôt, par les Ministres de l'Agriculture, des Finances et du Commerce, du projet de loi adopté par la Chambre des députés

(doc. parl. n° 115); renvoi à la Commission des douanes. — Séance du 27 mai. — Rapport de M. Noël, au nom de la Commission des douanes (doc. parl. n° 119); renvoi pour avis à la Commission des finances.

Monts-de-piété. — *Sénat.* — Séance du 18 mai. — Dépôt, par M. Louis Martin, d'une proposition de loi tendant à la modification du régime des Monts-de-Piété (doc. parl. n° 112).

Réglementation du travail dans les chemins de fer. — *Sénat.* — Séance du 15 mai. — Rapport de M. Paul Strauss sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, relative à la réglementation du travail des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains et aux conditions de retraite du personnel des chemins de fer français (doc. parl. n° 117); renvoi pour avis à la Commission des finances.

Réglementation du travail dans la marine marchande. — *Chambre des députés.* — Séance du 24 mai. — Dépôt, par M. Lamy, d'une proposition de loi tendant à exclure des dispositions de la loi du 17 avril 1907 les bateaux de 50 tonneaux et au-dessous se livrant à la petite pêche (doc. parl. n° 2501); urgence déclarée; renvoi à la Commission de la marine.

Retraites ouvrières. — *Sénat.* — Séance du 25 mai. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances, de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, relative aux retraites ouvrières.

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 11 mai. — Dépôt, par M. Amédée Reille, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1909, un crédit extraordinaire de 50.000 francs pour venir en aide à la population ouvrière de Mazamet (Tarn), victime d'un chômage prolongé (doc. parl. n° 2460).

Statut et droit d'association des fonctionnaires. — *Chambre des députés.* — Séance du 25 mai. — Communication du décret portant retrait du projet de loi sur les associations de fonctionnaires déposé le 11 mars 1907. — Dépôt, par les Ministres de l'Intérieur et de la Justice d'un projet de loi sur le statut et le droit d'association des fonctionnaires (doc. parl. n° 2511); renvoi à la Commission d'administration générale.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants⁽¹⁾.

Ein. — A Bourg, dans les *corderies*, le travail était abondant à la fin du trimestre. Dans le *bâtiment*, il était plutôt moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on faisait 16 heures par jour fin mars. Dans l'industrie du *peigne*, qui compte 150 patrons syndiqués occupant 2.800 ouvriers, il n'y a pas eu de changement depuis le dernier trimestre : le marasme.

Aisne. — A Saint-Quentin, dans l'*horlogerie-bijouterie*, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908. A Origny-en-Thiérache, dans la *canterie*, qui

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1908 et émanent des syndicats patronaux.

compte 12 établissements occupant 6,000 ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant que les années précédentes, et le chômage s'est fait sentir, étant aux ouvriers le bénéfice d'une légère amélioration de salaire. Cette industrie tendrait à se déplacer de plus en plus; autrefois, les centres de production étaient spécialisés dans des genres particuliers à chaque contrée; aujourd'hui la vente est surtout faite d'articles bon marché, d'une production facile, n'exigeant plus la qualité de professionnel, d'où, depuis quelques années, dans certaines villes, la création d'ateliers occupant en grande partie des femmes ou des jeunes filles, dont le salaire n'est qu'un appoint; il en résulte un excès de production entraînant l'avisement des salaires professionnels.

A Bohain, d'après le Conseil des prud'hommes, la situation est restée la même qu'au dernier trimestre; pas de chômage dans le tissage mécanique; chômage sensible dans le tissage à la main. D'autre part la broderie est dans une situation peu satisfaisante.

Allier. — A Moulins, d'après le Conseil de prud'hommes, l'arrêt du travail, par suite du mauvais temps, était à peu près complet dans le bâtiment, fin mars.

D'après des syndicats patronaux : à Montluçon, dans la *chaudronnerie*, la situation n'a pas varié comparativement au 4^e trimestre 1908. A Saint-Pourçain-sur-Sioule, dans l'*horlogerie-bijouterie de détail*, qui compte 90 patrons syndiqués sur 120 existants dans le département, on compte quelques maisons en moins; le travail a été plus faible à cause de la morte-saison qui suit le jour de l'an; on fait de 8 à 9 heures par jour. Les ouvriers possèdent en propre un outillage moderne, c'est-à-dire supprimant l'archet pour le tour; on leur fournit les machines-outils.

Alpes-Maritimes. — A Nice, dans la *confiserie-pâtisserie*, la durée moyenne du travail varie entre 9 et 10 heures par jour. Dans l'*horlogerie-bijouterie de détail*, le travail a été un peu plus abondant qu'au 4^e trimestre 1908.

A Vallauris, dans la *poterie*, dont les 40 établissements occupent 1,000 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'aux 4^e et 3^e trimestres 1908, lesquels avaient été affectés d'une grève. La durée du travail a augmenté, et les salaires ont bénéficié d'une hausse de 20 p. 100.

... à peu près équivalent à celui du trimestre correspondant de 1908; on faisait 50 heures par semaine fin mars; l'outillage des usines importantes s'est transformé depuis quelques années, en remplaçant partie de la main-d'œuvre ouvrière par la machine, d'où diminution du nombre des ouvriers et augmentation du chômage; le salaire est de 5 francs pour 9 heures de travail; deux établissements ont fermé, mais ont été remplacés par deux nouveaux.

Ardennes. — A Charleville, dans la *boulonnerie*, qui compte 9 établissements syndiqués occupant 2,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 1^{er} trimestre 1908, sans chômage; on fait de 55 à 60 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse depuis 1908. Deux établissements ont fermé. Dans la *menuiserie*, qui compte 20 établissements occupant 80 ouvriers, l'activité du travail a été à peu près la même qu'en 1908 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine, sans chômage, pour un salaire moyen de 0 fr. 50 l'heure.

A Sedan, dans le *bâtiment*, qui compte 12 établissements syndiqués occupant 400 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 au 1^{er} trimestre; sa durée a augmenté comparativement au précédent trimestre, on faisait 60 heures fin mars. Dans la *filature de laine*, qui compte 20 établissements syndiqués (sur 28), occupant de 1,500 à 1,600 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, mais une légère reprise semblait s'annoncer; la durée quotidienne du travail est tombée à 8/9 heures, avec tendance à augmentation dans quelques établissements.

A Nouzon, dans la *métallurgie*, l'abondance du travail aurait été inférieure à celle du 4^e

trimestre 1908 : le quart des ouvriers ont chômé dans les fonderies ; on fait 60 heures par semaine.

CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE FUMAY. — Dans la *feronnerie*, l'activité a été sensiblement pareille à celle de l'an dernier à la même époque ; par rapport au trimestre précédent, dans la production des appareils de chauffage, elle se trouvait ralentie, à cause de la fin de l'hiver, mais d'autre part activée par les réapprovisionnements d'été.

Dans les *ardoisières*, au nombre de cinq en exploitation normale, occupant ensemble 860 ouvriers, le travail est de moins en moins actif : deux ardoisières ont cessé le travail, et une autre a dû réduire son personnel d'environ 40 p. 100 ; le personnel congédié (150 ouvriers environ) a trouvé à s'employer dans les usines de Revin et Fumay ; le salaire des ouvriers du fond a été diminué de 4 p. 100 et celui des ouvriers fendeurs d'environ 8 p. 100, ce qui les met actuellement à 5 fr. 83 (fond) et 5 fr. 85 (fendeurs). Cette industrie se plaint de la mévente de ses produits, attribuée, pour une part, à la crise du bâtiment, mais surtout à l'emploi depuis plusieurs années de produits artificiels, tels que fibro-ciment, éternit, etc.

La fabrique de pipes « Gambier » perd chaque année de son importance, la pipe de racine ayant la préférence ; toutefois l'activité du travail a été aussi grande que l'an dernier, sans chômage, grâce à l'exportation en Amérique du Sud.

Les usines de *colle forte* de Givet, au nombre de quatre, ont fusionné en un seul établissement et conservé sous la nouvelle raison sociale leur pleine activité.

La fabrique de *crayons* a eu une production normale, sans chômage, mais toujours contrariée par la rareté des bois de cèdre, nécessaires à la fabrication des crayons fins ; et par leur mauvaise qualité, qui entraîne un déchet considérable.

Dans l'usine de *cuivre*, l'installation de nouvelles machines a eu pour conséquence le renvoi d'un certain nombre d'ouvriers.

L'usine de *soie artificielle* de Givet prend une extension considérable, et s'est annexée, au cours de l'année, de nouveaux ateliers complémentaires ; son personnel est actuellement de 700 ouvriers environ, et il est question de le doubler, mais la main-d'œuvre régionale devient très rare.

Ariège. — A Lavelanet, dans la *filature*, qui compte 13 établissements occupant 300 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque ; on fait 60 heures par semaine.

Aube. — A Troyes, dans l'*imprimerie*, dont les 13 établissements syndiqués occupent 300 ouvriers, la situation est restée sensiblement stationnaire ; on fait 60 heures par semaine. La main-d'œuvre paraît abondante, mais elle est plutôt restreinte si on envisage le petit nombre d'ouvriers habiles.

A Bernon, dans l'*apiculture*, il y a eu progrès de 1896 à 1900, date où cette industrie a trouvé l'écoulement direct de son principal produit ; depuis, la situation est restée stationnaire.

Aude. — A Narbonne, dans l'*horticulture*, qui ne compte que 45 ouvriers pour 34 patrons syndiqués, le travail a été à peu près le même qu'au trimestre correspondant de 1908 ; on fait en moyenne 40 heures par semaine pour un salaire mensuel de 35 à 45 francs, logé et nourri.

Aveyron. — A Millau, dans la *ganterie*, l'état d'activité est resté stationnaire, sans chômage. Dans la *mégisserie*, qui compte 12 établissements occupant de 400 à 500 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant que l'an passé à pareille époque ; on fait généralement la semaine complète, et un établissement d'une centaine d'ouvriers a été transféré à Choisy-le-Roi.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, dans l'industrie des *fleurs*, qui compte 40 établissements occupant 60 ouvriers, le travail est régulier : on fait 60 heures par semaine pour un salaire quotidien de 4 francs.

Dans la fabrication du *savon*, il n'y a pas eu de changement. Dans la *parfumerie*, même constatation.

Dans la *bijouterie-joaillerie*, le travail est toujours peu abondant, toutefois il n'y a pas eu de chômage; on fait 50 à 60 heures par semaine pour un salaire quotidien de 5 à 6 francs.

Dans la *maréchalerie*, qui compte 36 patrons syndiqués et 90 ouvriers, la situation n'a pas varié; ces industriels se plaignent de la concurrence qui leur est faite par certains patrons camionneurs.

A Saint-Chamas, dans la *maçonnerie*, on faisait 50 heures par semaine fin mars, sans changement appréciable.

A Estaque-Plage, la pêche à la *sardine* occupe les marins 9 mois sur 12; pendant les 3 mois restants ils sont en chômage; les salaires sont de 2 fr. 50 à 3 francs par jour.

D'après le conseil de prud'hommes d'Aix, l'activité du travail était en baisse à cause de la mauvaise saison, en particulier dans le bâtiment, d'où une diminution des salaires correspondant à la période d'hiver.

Calvados. — A Caen, dans le *bâtiment*, il n'y a pas eu de changement appréciable comparativement au 4^e trimestre 1908. Dans la *teinturerie*, même constatation.

D'après le conseil de prud'hommes de Vire, il n'y avait pas d'ouvriers en chômage fin mars, et l'état d'activité du travail était le même que l'an dernier à pareille époque, et sans changement par rapport au 4^e trimestre 1908. D'après le conseil de prud'hommes de Falaise aucune modification ne s'est produite au cours du trimestre.

Charente. — A Angoulême, dans le *bâtiment*, l'activité du travail s'est maintenue pareille à celle du trimestre correspondant de 1908; les serruriers et menuisiers faisaient 60 heures par semaine fin mars, les maçons, peintres et plâtriers, 48 heures, pour des salaires variant de 4 francs à 4 fr. 75 par jour. Le chômage a été peu fréquent cet hiver, en dehors de celui causé par le mauvais temps.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, dans le *bâtiment*, il n'y a pas eu de changement.

D'après le conseil de prud'hommes, le travail a été normal, sans chômage.

D'après le conseil de prud'hommes de La Rochelle, l'activité industrielle est restée la même.

Corrèze. — A Brive, dans la *maçonnerie*, qui compte 11 établissements syndiqués occupant 60 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; les salaires seraient en hausse et le nombre des bons ouvriers en diminution; on faisait 60 heures par semaine fin mars. A Varetz, dans l'industrie de l'*osier*, le travail a été plus abondant; on fait 60 heures par semaine.

D'après le conseil de prud'hommes de Tulle, il n'y a eu de variation que pour le bâtiment, en raison de la saison.

Côte-d'Or. — A Dijon, dans la *meunerie*, qui compte 18 établissements occupant de 500 à 600 ouvriers, l'activité du travail a été à peu près la même qu'au trimestre correspondant de 1908; on fait 60 heures par semaine et la main-d'œuvre serait très rare.

Dans l'industrie du *pain d'épices*, qui compte 13 établissements occupant 250 ouvriers, on fait 10 heures par jour, sans variation d'activité.

Dans l'*horticulture*, qui compte 40 établissements syndiqués occupant 200 ouvriers, l'abondance du travail a été à peu près égale à celle de l'an dernier à pareille époque; on faisait 10 heures par jour fin mars, contre 8 à 9 heures le trimestre précédent, ainsi qu'en janvier et février; la main-d'œuvre est rare, malgré l'augmentation continue des salaires, lesquels se seraient accrus d'un cinquième depuis 10 ans, pendant que les heures de travail diminuaient dans la même proportion; la dernière augmentation (de 0 fr. 05 l'heure) remonte à un an.

Chez les fabricants de *mustarde*, au nombre de 13, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque et aussi actif comparativement au trimestre précédent; les salaires seraient en hausse.

A Châtillon-sur-Seine dans les *scieries*, qui occupent 500 ouvriers, l'état est stationnaire, et les salaires seraient en hausse de 1/10^e; un établissement de 6 ouvriers a fermé. On fait 60 heures par semaine.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Quay, la *pêche*, qui occupe 47 ouvriers, a été plutôt médiocre, vu la saison; on a fait environ 50 heures par semaine.

Creuse. — A Guéret, dans le *bâtiment*, qui compte 43 entrepreneurs syndiqués occupant 200 à 250 ouvriers, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque; le trimestre a été presque nul à cause du mauvais temps; on fait 60 heures par semaine pour un salaire de 0 fr. 40, 0 fr. 45, 0 fr. 50, 0 fr. 55, 0 fr. 60 l'heure, suivant la spécialité.

A Aubusson, d'après le conseil des prud'hommes, la proportion des ouvriers en chômage est restée la même, et les salaires auraient diminué, faute de commandes.

Dordogne. — A Périgueux, dans l'*horlogerie-bijouterie de détail*, on fait 60 heures par semaine, sans variation quant à l'activité du travail.

Doubs. — A Besançon, chez les *monteurs de boîtes d'argent* syndiqués, au nombre de 5, le travail aurait été d'au moins 40 p. 100 moins abondant que l'an dernier à pareille époque, à cause de la crise de l'horlogerie et à la concurrence des boîtes suisses; il en est résulté, au cours du trimestre, une très importante diminution des heures de travail; on fait à peine une trentaine d'heures par semaine.

A Montbéliard, dans l'*horlogerie*, la situation serait très mauvaise pour l'article « montres », et stationnaire pour l'horlogerie gros volume; cet état de choses aurait pour cause la concurrence des montres allemandes.

D'après le conseil de prud'hommes de Montbéliard et d'Audincourt, même état de crise pour l'industrie *horlogère*, dont la mauvaise situation remonte à l'année dernière.

Eure. — A Évreux, dans la *maréchalerie*, dont les 26 établissements syndiqués occupent 78 ouvriers, on fait 66 heures par semaine, sans changement quant à l'activité du travail; les salaires sont toujours précaires : 60 à 70 francs, le ferreur; 40 à 50 francs le teneur de pieds, nourriture et logement compris. Dans l'industrie des *fromages* et du *lait*, qui compte 22 établissements syndiqués occupant 250 ouvriers, l'activité du travail est régulière, sans variation appréciable; les salaires sont de 45 à 60 francs par mois, nourri et logé.

A Ezy, dans l'industrie du *peigne*, qui compte 45 établissements syndiqués occupant 600 ouvriers, le travail a été plutôt moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, et sa durée hebdomadaire moyenne, en diminution sur le précédent trimestre, inférieure à 30 heures.

Eure-et-Loire. — A Chartres, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et sa durée en augmentation sur le précédent trimestre, vu la saison; la main-d'œuvre gratifiée serait rare, et les salaires en hausse sensible. Dans le *jar-dinage*, qui compte 60 patrons syndiqués occupant 80 ouvriers, le mauvais temps a influencé défavorablement le travail, qui a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, et d'une durée un peu inférieure au trimestre précédent; il n'y a pas eu de chômage, et les salaires sont de 0 fr. 30 à 0 fr. 35 l'heure.

Gard. — A Alais, dans la *filature*, qui compte 98 usines syndiquées occupant 6,000 ouvriers, il n'y a pas eu de changement.

A Nîmes, dans l'*horlogerie-bijouterie de détail*, même constatation.

Gers. — A Mauvezin, dans la *maréchalerie*, l'activité du travail n'a pas varié comparativement au 4^e trimestre 1908.

Gironde. — A Bordeaux, dans la *couverture-zinguerie*, l'activité du travail a été la même qu'en 1908 à pareille époque; il y a eu peu de chômage, on faisait 9 heures par jour fin mars, pour un salaire variant de 0 fr. 55 à 0 fr. 60 l'heure.

Dans la *vitrierie, dorure et peinture*, qui compte 102 patrons syndiqués occupant 1,500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908; on faisait 46 à 48 heures par mois fin mars; dans cette profession on estime à près de 5 mois la durée du chômage par an pour la plupart des professionnels.

Dans l'*automobile*, dont les 40 établissements syndiqués occupent environ 2,000 ouvriers,

le travail a été en légère augmentation sur l'an passé à pareille époque; on faisait en moyenne de 50 à 60 heures par semaine fin mars, pour un salaire variant de 3 fr. 50 à 5 francs par jour (petit ouvrier), 6 à 8 francs (ouvrier), 8 à 10 francs (contremaitre). La situation de cette industrie est à peu près stationnaire dans la région bordelaise, ses usines, de construction récente, possèdent un bon outillage moderne, et la main-d'œuvre est abondante. Dans les *maréchaleries*, au nombre de 45 pour le double d'ouvriers, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque; on fait 60 heures par semaine pour un salaire quotidien de 4 fr. 50 à 5 fr. 50.

Dans les *teintureries*, au nombre de 19, occupant en pleine saison environ 300 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 1^{er} trimestre 1908; cette industrie étant essentiellement saisonnière, la durée du travail est toujours réduite de moitié à cette époque de l'année: on fait de 30 à 35 heures par semaine.

Dans l'*imprimerie*, l'activité a été à peu près la même qu'en 1908 à pareille époque, sauf pour la lithographie, en légère diminution; on fait 9 heures dans l'imprimerie et 8 h. 1/2 dans la lithographie, sans chômage. Un établissement de 15 ouvriers a fermé.

Hérault. — D'après le Conseil de prud'hommes de Montpellier, le travail a accusé un peu plus d'activité que l'an dernier à pareille époque, sauf pour les tailleurs de pierres, maçons et tailleurs d'habits, qui ont été un peu moins occupés. La proportion des ouvriers en chômage était évaluée à 10 p. 100 chez les imprimeurs, les ferblantiers, les ébénistes; à 15 p. 100 chez les menuisiers; à 20 p. 100 chez les maçons, plâtriers; à 30 p. 100 chez les tailleurs d'habits, les tonneliers; à 80 p. 100 chez les tailleurs de pierre; à 5 p. 100 chez les boulangers, les peintres en bâtiment et ouvriers similaires. Ce chômage est attribué à la mévente des vins.

D'après le Conseil de prud'hommes de Béziers, les principales industries ont eu peu de chômage (bâtiment, instruments aratoires, produits chimiques et céramiques); les autres ont enregistré une réduction de travail d'environ 50 p. 100; on fait de 9 à 10 heures par jour pour un salaire de 4 à 5 francs (ouvriers) et 2 fr. 50 à 3 fr. 50 (petits ouvriers).

D'après le conseil de prud'hommes de Lodève, les usines titulaires de lots de fournitures pour la Guerre et la Marine ont considérablement réduit la durée de la journée, faute d'ouvrage: on ne faisait que 7 heures par jour fin mars. D'autre part, 2 usines, qui n'ont pu obtenir de fournitures, ont congédié leurs ouvriers, dont la majorité reste sans travail.

A Cette, dans la *serrurerie*, dont les 10 établissements occupent de 35 à 45 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine pour un salaire de 5 à 6 francs par jour; le chômage est nul pour une certaine partie des ouvriers et appréciable pour l'autre. 2 petits établissements d'environ 40 ouvriers ont fermé. Dans la *peinture*, dont les 10 établissements syndiqués occupent 40 ouvriers, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque, ce qui a obligé les ouvriers à des travaux similaires, tels que vitrerie, encadrements, papiers peints, etc.; on faisait en moyenne 9 heures par jour, fin mars, pour un salaire de 5 francs. Une maison occupant 2 ouvriers a fermé. Dans l'*ostréiculture*, le travail est irrégulier; on a fait 40 heures par semaine; 2 nouveaux établissements se sont créés, occupant une trentaine d'hommes.

Ille-et-Vilaine. — D'après le conseil de prud'hommes de Rennes, il n'y aurait eu chômage que pour les ouvriers du *bâtiment*, qui, dans la proportion de 35 p. 100, ont été arrêtés pendant quelques jours par le mauvais temps. Dans les *cuirs et peaux*, qui comptent 75 établissements occupant 1,500 ouvriers, on fait 10 heures par jour, et les salaires seraient plutôt en hausse. Dans la *maréchalerie*, qui compte 10 patrons syndiqués occupant 26 ouvriers, le travail a diminué comparativement au trimestre correspondant de 1908; on fait 10 heures par semaine (contre 12 autrefois), pour un salaire de 5 et 4 francs, suivant la spécialité.

D'après le conseil de prud'hommes de Saint-Malo, le *bâtiment*, qui occupe 950 ouvriers, et l'*industrie charbonnière*, qui en occupe 450, ont enregistré un chômage de 35 p. 100 environ. Dans la *métallurgie* (250 ouvriers), dans l'*industrie des bois et des quais* (800 ouvriers), le chômage a été moins sensible. La durée hebdomadaire du travail, qui était de 9 heures dans le *bâtiment* le précédent trimestre, est passée à 10 heures. Les *vanniers*, à la suite d'une grève, ont obtenu une augmentation de salaire de 5 p. 100.

D'après le conseil de prud'hommes de Fougères, l'activité du travail a été plus grande

que l'an dernier à pareille époque, mais un peu inférieure au précédent trimestre. Dans le *bâtiment*, tout le monde a été occupé; dans la *chaussure*, 10 p. 100 des ouvriers chômaient, par suite du développement donné au mécanisme : plusieurs maisons ont réduit le nombre d'heures de leur personnel (2 à 3 heures), de façon que le chômage ne soit que partiel. En outre, on estime à 30 p. 100 le nombre des ouvriers qui ont quitté Fougères, faute de travail, depuis le lock-out.

Indre. — A Châteauroux, dans les *huileries*, l'activité du travail n'a pas varié comparativement au trimestre précédent. A Issoudun, dans la *meunerie*, qui compte 11 établissements syndiqués occupant 120 ouvriers, l'abondance du travail a été la même qu'au trimestre correspondant de 1908 et sa durée égale à celle du trimestre précédent; les salaires seraient plutôt en hausse : 100 à 120 francs par mois; 1 établissement de 15 ouvriers a fermé.

Indre-et-Loire. — A Tours, dans la *meunerie*, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et égal comparativement au précédent trimestre; on fait 12 heures en moyenne par jour; l'outillage se modernise, ce qui diminue la main-d'œuvre, d'ailleurs de plus en plus rare. A Loches, dans la *saboterie*, il n'y a pas eu de changement depuis le dernier trimestre.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 mai.)

1. — **Ain.** — A Thoiry, 20 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

2. — **Aisne.** — A Saint-Quentin, pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes en guipure*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*; travail un peu plus abondant chez les *employés*.

A Estrées, travail moins abondant, chez les *brodeurs*.

A Saint-Michel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Sissy, 48 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *vanniers*.

A Vaux-sous-Laon, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures et demie, chez les *travailleurs du bois*.

3. — **Allier.** — A Bourbon-l'Archambault, 46 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*.

A Commentry, travail stationnaire, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Aubin-le-Monial, pas de chômeurs, chez les *scieurs de long*.

A Saint-Yorre, 5 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *sourciers*.

A Vichy, travail plus abondant chez les *garçons restaurateurs, limonadiers*.

Chez les *travailleurs agricoles* : pas de chômeurs à Buxières-les-Mines, Chemilly, Meillard, Mercy, Molinet; travail assez satisfaisant à Neuilly-le-Réal. pas de chômeurs à Saligny.

Chez les *bûcherons* : 27 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; pas de chômeurs à Couleuvres; pas de chômeurs à Franchesse; 32 p. 100 de chômeurs à Isles et Bardais; 70 p. 100 à Lurcy-Lévy; 80 p. 100 de chômeurs à Neure; pas de chômeurs à Fonzy-Mésangy; pas de chômeurs à Saint-Voir; pas de chômeurs à Vaumas; pas de chômeurs à Ygrande (pas de chômeurs chez les *fendeurs*).

Chez les *mineurs*, pas de chômeurs à Bert, à Commentry, à Montcombroux; pas de chômeurs, 54 heures, à Montvicq.

4. — **Alpes (Basses-).** — A Digne, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.
A Saint-Maime, une journée de chômage par semaine chez les *mineurs*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*éclairage* ; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *typographes* ; 20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers du port* ; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *comptables* ; travail satisfaisant chez les *machinistes* ; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Cannes, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Grasse, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Menton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* ; 50 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *débardeurs du port*.

A Vallauris, 16 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers* ; pas de chômeuses, 48 heures, chez les *engobeuses de poterie* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *enfourneurs*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers* ; 20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *mégissiers de rivière* ; 5 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs* ; travail plus abondant, 60 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, ébénistes*.

A Privas, 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs* ; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers* et *manœuvres* des eaux minérales.

8. — **Ardennes.** — A Attigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en cuirs et peaux*.

A Bourg-Fidèle, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Braux, 6 p. 100 de chômeurs, 59 heures, chez les *métallurgistes*.

A Daigny, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie *lainière*.

A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs* ; 10 p. 100 de chômeurs, 44 à 54 heures, chez les *ardoisiers*.

A Givonne, travail peu satisfaisant, 58 heures, chez les *métallurgistes*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Illy, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*.

Aux Mazures, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *métallurgistes*.

A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Sedan, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs* ; pas de chômeurs chez les *employés*.

9. — **Ariège.** — A la Bastide sur l'Hers, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

A Lavelanet, travail moins abondant, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

10. — **Aube.** — A Troyes, pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers* ; 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *débardeurs* ; pas de chômeurs chez les *marchands de journaux*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, 6 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers* ; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs* ; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* ; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres* ; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment* ; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *employés de commerce* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables* ; pas de chômeurs chez les *gens de maison* ; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

A Limoux, 16 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons*.

A Narbonne, 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*.

En ce qui concerne les *ouvriers forestiers agricoles, cultivateurs, vigneron, etc.* : pas de chômeurs à Argeliers ; 50 p. 100 de chômeurs à Carcassonne ; à Castelnaud-Aude, 13 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*, pas de chômeurs chez les *vignerons* ; 5 p. 100 de chô-

meurs à Cuxac-d'Aude; 22 p. 100 de chômeurs à Fabrezean; pas de chômeurs à Homps; pas de chômeurs à Montlaur; 20 p. 100 de chômeurs aux Salles-d'Aude; 14 p. 100 de chômeurs à Saint-André de Roquelongue; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; pas de chômeurs à Saint-Jean-le-Barron; 13 p. 100 de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villeghy; pas de chômeurs à Villemoustausson.

12. — Aveyron. — A Millau, 80 p. 100 de chômeurs chez les *palissonneurs-mégissiers*; 33 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; 73 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *mégissiers et chamoiseurs*; 31 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *teinturiers en peau*.

A Decazeville, travail plus abondant, 60 heures, dans le *bâtiment*.

Au Rodez, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, travail moins abondant, 72 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers, tripiers et boyaudiers*; 55 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs-liquoristes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *employés navigateurs de restaurants*; travail non satisfaisant, 60 heures, chez les *raffineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvrières des raffinerie*s.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des huileries*.

40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourrelliers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *voiliers, tentiers, bâcheurs*; 13 p. 100 de chômeurs, 78 à 80 heures, chez les *coupeurs tailleurs*.

33 p. 100 de chômeurs, 28 et 38 heures, chez les *bijoutiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; travail moins abondant, 60 heures, chez les *charbeurs, fondeurs et manœuvres de fonderie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers, zingueurs et ferblantiers*.

40 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs, terrassiers-puisatiers et boiseurs*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons des travaux d'art publics*; 3 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierres tendres*; 32 p. 100 de chômeurs chez les *cimentiers et gâcheurs*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *peintres en bâtiments*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *peintres décorateurs*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *briqueurs fumistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers-céramistes*.

40 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers des enclos de bois*.

2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail plus abondant, chez les *sténographes de commerce*; pas de changement chez les *représentants et placiers de commerce*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*; chômage presque complet chez les *machinistes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens-automobilistes*; pas de chômeurs chez les *aides-pharmaciens*.

A Aix, 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *institutrices libres*.

A Aubagne, 27 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*.

A Berre, 21 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Cassis, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; 27 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du port*.

A la Ciotat, 27 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 6 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

A Martigues, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Salon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs* : pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); pas de chômeurs, 32 heures, à Fuveau; travail satisfaisant, 48 heures, à Gardanne.

14. — Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Condé-sur-Noireau, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les travailleurs de l'industrie cotonnière.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les liniers et lainiers.

A Vire, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes.

15. — **Cantal.** — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les galochiers; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

16. — **Charente.** — A Angoulême, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie du livre.

A Cognac, 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les tonneliers, foudriers et doleurs; pas de chômeurs, 85 heures, chez les tuiliers céramistes; 6 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les charretiers, camionneurs, garçons livreurs.

17. — **Charente-Inférieure.** — A Marans, 41 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers des quais et docks.

A la Rochelle, pas de chômeurs chez les marins-pêcheurs; pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les ouvriers des engrais chimiques.

A Saint-Séverin, pas de chômeurs chez les bûcherons.

A la Tremblade, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

18. — **Cher.** — A Bourges, 13 p. 100 de chômeurs, 115 heures, chez les boulangers; 35 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans l'habillement; pas de chômeurs, 65 heures, chez les ouvriers en voitures; pas de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les tailleurs de pierres; pas de chômeurs, 66 heures, chez les employés.

A Bruère-Allichamps, pas de chômeurs, 60 heures, chez les porcelainiers.

A Chantay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les journaliers.

A Chateaufeuillant, pas de chômeurs chez les maçons.

A Dun-sur-Auron, 45 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les carriers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres.

A Graçay, travail plus abondant, 72 heures, dans le bâtiment.

A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 66 heures, dans le bâtiment; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chauffourniers.

A Jouet-sur-l'Aubois, travail plus satisfaisant, 66 heures, chez les chauffourniers.

A Sancoins, pas de chômeurs, 66 heures, dans le bâtiment.

A Saint-Loup, 41 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers agricoles.

A Tarteron, pas de chômeurs, 66 heures, chez les chauffourniers.

A Vallenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les carriers.

En ce qui concerne les bûcherons, pas de chômeurs à Apremont; pas de chômeurs à Arpheuilles; 20 p. 100 de rhômeurs à Blet; 8 p. 100 de chômeurs à Brécy; pas de chômeurs à Chambon; pas de chômeurs à la Chapelle; pas de chômeurs à la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs à Cours-les-Barres; 4 p. 100 de chômeurs à Feux; 23 p. 100 de chômeurs à Garigny; 10 p. 100 de chômeurs à Groises; 50 p. 100 de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Ivoy-le-Pré; 55 p. 100 de chômeurs à Jalognes; pas de chômeurs à Jouet-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Loye; 26 p. 100 de chômeurs à Mcillaunt; travail plus abondant à Morlac; 21 p. 100 de chômeurs à Mornay-Berry; pas de chômeurs à Plou-Brouillaumon; pas de chômeurs aux Rousseaux; 40 p. 100 de chômeurs à Sancergues; 30 p. 100 de chômeurs à Sancoins; 80 p. 100 de chômeurs à Sarrue; 89 p. 100 de chômeurs à Saint-Baudel; pas de chômeurs à Saint-Eloy-de-Gy; 2 p. 100 de chômeurs à Torteron; 20 p. 100 de chômeurs à Vereaux; pas de chômeurs à Villiers.

19. — **Corrèze.** — A Tulle, 8 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les cordonniers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers-ébénistes.

A Bort, pas de chômeurs, 24 heures, chez les chapeliers-fouleurs.

20. — **Corse.** — A Ajaccio, travail moins abondant, 60 heures, chez les cordonniers.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs chez les *lucuses et blanchisseuses*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

A Comblanchien, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux; pas de chômeurs à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Dinan, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en voiture*.

23. — Creuse. — A Aubusson, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers en tapisserie d'art*.

A Lavaveix, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 à 66 heures, chez les *mineurs*.

24. — Dordogne. — A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, 40 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Domme, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuliers*.

A Fontenille, pas de chômeurs, 77 à 84 heures, chez les *ouvriers des matières tannantes*.

A Lanouaille, pas de chômeurs, chez les *charretiers*.

25. — Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *horlogers*.

A Badevel, travail moins abondant, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 45 heures, chez les *typographes*; travail plus abondant dans le *bâtiment*.

A Verrières-de-Joux, 66 p. 100 de chômeurs chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, 6 p. 100 de chômeurs dans l'*alimentation*; pas de chômeurs, 36 heures, chez les *sciurs sur bois*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

A Bourg-de-Péage, 66 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Saint-Remès, 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

A Saint-Vallier, 31 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tourneurs et mouleurs en porcelaine*.

27. — Eure. — A Groslay, pas de chômeurs chez les *bûcherons* de la forêt de Beaumont-le-Roger.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 5 p. 100 de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

A Dreux, travail satisfaisant chez les *cordonniers*.

29. — Finistère. — A Audierne, chômage complet chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Brest, pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Concarneau, travail plus abondant chez les *pêcheurs*.

A Douarnenez, travail plus abondant chez les *marins pêcheurs* du quartier de Douarnenez; 59 p. 100 de chômeurs, 25 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Guilvinec, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Pont-l'Abbé, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

A Tréboul, travail satisfaisant chez les *marins pêcheurs*.

30. — Gard. — A Nîmes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coltineurs*.

A Alais, 30 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Anduze, 19 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Aramon, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *vanniers*.

A Durfort, pas de chômeurs chez les *fileuses*.

A Estrechure, pas de chômeurs, 61 heures, chez les *fileuses*.

A Montardier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Saint-Hippolyte, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *filature de la soie*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Valleranges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fileuses*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

A Muret, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs de la terre*.

32. — Gers. — A Lectoure, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, 6 p. 100 de chômeurs, 72 à 80 heures, chez les *bouchers et charcutiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *pâtissiers-glaciers*, 2 p. 100 de chômeurs chez les *porteurs et porteuses de pain*.

Moins de 1 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *typographes*.

Pas de chômeurs, 78 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

24 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navire, calfats et perceurs*;

20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *layetiers*.

2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons en mécanique et marine*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers*.

Pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; travail non satisfaisant, 54 heures, chez les *ouvriers en verre blanc*.

Situation normale chez les *inscrits maritimes*; travail satisfaisant chez les *garçons de magasin*; travail moins abondant chez les *déménageurs*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Arcachon, pas de chômeurs, 60 à 70 heures chez les *peintres en bâtiment*.

A Camarsac, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Carbon-Blanc, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *sabotiers*.

A Libourne, travail stationnaire chez les *bouchers*; pas de chômeurs dans l'*éclairage*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Nérigean, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 heures chez les *scieurs*.

Chez les *tonneliers*: 10 p. 100 de chômeurs, 78 heures, à Barsac; travail plus abondant, 72 heures, à Langon; travail peu satisfaisant à Saint-Maixent; pas de chômeurs, 27 heures, à Vayres.

34. — Hérault. — A Montpellier, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant chez les *cordonniers*; pas de chômeurs dans l'*habillement*; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *commis et employés*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés vendeurs*.

A Bédarieux, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers, mineurs-terrassiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charretiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres*.

A Cette, 69 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers du port*.

A Ganges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *fileuses*; pas de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *bonnetiers et gantiers*.

A Graissessac, travail satisfaisant, 59 heures.

A Mèze, 34 p. 100 de chômeurs chez les *matelots-borneurs*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc., pas de chômeurs à Abeilhan; 47 p. 100 à Capestang; 58 p. 100 à Cazouls-

les-Béziers; 34 p. 100 à Mauguio; 17 p. 100 à Montblanc; pas de chômeurs à Mudaison; 17 p. 100 de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; pas de chômeurs à Olonzac; 5 p. 100 à Sérignan; pas de chômeurs à Serviau; pas de chômeurs à Saint-Félix-de-Lodez; 15 p. 100 de chômeurs à Vendres.

35. — Ile-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *écrivains dessinateurs lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*; 7 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les *menuisiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*, 18 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*.

A Saint-Malo, travail moins abondant, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

36. — Indre. — A Châteauroux, travail satisfaisant, 68 heures, chez les ouvriers en draps.

A Poinçonnet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bûcherons et carriers*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en soie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers à la main*; pas de chômeurs chez les *cochers*.

A Amboise, pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*.

38. — Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 42 à 54 heures, chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en boutons*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers-chaufourniers*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Izeaux, pas de changement chez les *cordonniers*.

A Moirans, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *tisseurs*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*.

A Parmilieu, 18 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, 5 jours de chômage par chaîne, 58 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

A Trept, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

39. — Jura. — A Dôle, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*.

A Cinquétral, 4 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les ouvriers en *tuyaux de pipes*.

A Fraisans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavans-Saint-Claude, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Saint-Claude, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, à la Chambre syndicale régionale indépendante de l'industrie de l'article de Saint-Claude; 10 p. 100 de chômeurs, 30 heures, à la Chambre syndicale de l'article de Saint-Claude « le Travail ».

40 — Landes. — A Mont-de-Marsan, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les *tonneliers*.

A Dax, 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs à Azur; pas de chômeurs à Beylongue; pas de chômeurs à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escource; pas de chômeurs à Herm; pas de chômeurs à Léon; travail satisfaisant à Lesgor; pas de chômeurs à Lespéron; pas de

chômeurs à Lévigacq; pas de chômeurs à Magescq; pas de chômeurs à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Moliets-et-Mau; pas de chômeurs à Onesse-Laharie; pas de chômeurs à Rion; pas de chômeurs à Sainte-Eulalie-en-Born.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, travail peu satisfaisant chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 50 à 66 heures, chez les *ouvriers du drap*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *marailleurs*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *chauffeurs et mécaniciens des mines*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la Compagnie du gaz*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs, graveurs, lithographes et papetiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs de Beautrun*; 64 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *battandiers*; travail satisfaisant chez les *lingères*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *armuriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers, mineurs, puisatiers, tubistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la fabrique de rubans*.

A Roanne, travail moins abondant, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans l'*industrie textile*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs, monteurs de chaînes, jacquardiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

Au Cergne, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charliën, chez les *ouvriers en soierie*, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, pour les *tisseurs à la mécanique*; 30 p. 100 de chômeurs, 72 à 80 heures, chez les *tisseurs à bras*.

A Chazelles, 14 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en chapellerie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

A la Ricamarie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 30 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *passementiers*.

A Villars, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Saint-Didier-la-Séauve, travail stationnaire, 66 heures, chez les *passementiers*.

A Sainte-Sigolène, 15 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

A Yssingeaux, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *relieurs, papetiers, cartonniers*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *dessinateurs du bâtiment et de l'industrie*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*.

Au Croisic, pas de chômeurs, chez les *inscrits maritimes et pêcheurs*.

A Saint-Nazaire, 25 p. 100 de chômeurs, 72 et 75 heures, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines de navires*; pas de chômeurs, 52 et 63 heures, chez les *mécaniciens navigateurs de commerce*.

45. — Loiret. — A Orléans, pas de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés et voyageurs*.

A Gien, 50 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: 50 p. 100 de chômeurs à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs à Batilly; pas de chômeurs à Cerdon; pas de chômeurs à Chevilly; pas de chômeurs à Dammarie-en-Puisaye; 53 p. 100 de chômeurs à Faverelles; pas de chômeurs à Isdes; pas de chômeurs à Ouzouer-sur-Loire; 10 p. 100 de chômeurs à Ouzouer-sur-Trézé.

46. — **Lot.** — A Cahors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*.

47. — **Lot-et-Garonne.** — A Agen, pas de changement chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers*.

A Casteljaloux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

A Lavardac, pas de chômeurs chez les *bouchonniers*.

A Marmande, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*.

49. — **Maine-et-Loire.** — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Cholet, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *blanchisseurs-apprêteurs*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs à Andrezé; pas de chômeurs à Geste; pas de changement à May-sur-Evre; pas de chômeurs à la Saguinière; pas de chômeurs à Saint-Philibert-en-Mauges; pas de chômeurs à la Tessoualle.

51. — **Marne.** — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs chez les *ouvriers et ouvrières en pelleteries*.

A Reims, pas de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; travail plus abondant dans l'industrie textile; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Ay, 49 p. 100 de chômeurs chez les *vignerons*.

A Courlandon, 72 à 84 heures chez les *papetiers*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*.

A Fismes, pas de chômeurs, 66 heures, dans la *pelleterie*.

52. — **Marne (Haute-).** — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégisiers de rivière*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Bussières-lès-Belmont, nombreux chômeurs chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers du livre*.

53. — **Mayenne.** — A Laval, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du livre*.

54. — **Meurthe-et-Moselle.** — A Nancy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers-relieurs*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *garçons de magasin*; 0.2 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Dieulouard, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

55. — **Meuse.** — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Commercy, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Cousances-aux-Forges, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lérrouville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

56. — Morbihan. — A Auray, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*.

Au Bono, pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *pêcheurs*.

Au Palais, travail peu satisfaisant chez les *inscrits maritimes*.

A Port-Louis, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *maçons*.

A Vannes, pas de chômeurs, 57 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs mécaniques*.

57. — Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*.

A Corbigny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs à Annay; pas de chômeurs à Azy-le-Vif; pas de chômeurs à Beaumont-la-Ferrière; pas de chômeurs à Billy-sur-Oisy; pas de chômeurs à Bitry; pas de chômeurs à la Celle-sur-Nièvre; 85 p. 100 de chômeurs à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs à Champelem; 15 à 20 p. 100 de chômeurs à Champvert; pas de changement à la Chapelle-Saint-André; pas de chômeurs à Colméry; pas de chômeurs à Coullontre; 54 p. 100 de chômeurs à Devay; pas de chômeurs à Dompierre; pas de chômeurs à Donzy; pas de chômeurs à Entrains; chômage complet à Fours; pas de chômeurs à Guipy; pas de chômeurs à Magny-Cours; pas de chômeurs à Menestreau; pas de chômeurs à Montambert; 10 p. 100 de chômeurs à Montaron; pas de chômeurs à Montigny; pas de chômeurs à Nannay; pas de chômeurs à Paray; 28 p. 100 de chômeurs à Pazy; pas de chômeurs à Perroy; 40 p. 100 de chômeurs à Préporché; pas de chômeurs à Raveau; pas de chômeurs à Sichamps; 11 p. 100 de chômeurs à Saiut-Aubin; pas de chômeurs à Saint-Benin-d'Azy; travail satisfaisant à Sainte-Colombe; pas de chômeurs à Saint-Léger-des-Vignes; pas de chômeurs à Saint-Martin-d'Heuille; pas de changement Saint-Pierre-le-Moutier; pas de chômeurs à Saint-Sulpice; 20 p. 100 de chômeurs à Verneuil.

58. — Nord. — A Lille, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs et chocolatiers*; 2.5 p. 100 de chômeurs, 57 heures 1/2 chez les ouvriers de l'*industrie du livre* et les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 57 heures 1/2 chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); 0.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *filature de coton*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisserands*; 11 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de l'*habillement et équipement militaires*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; travail satisfaisant, 60 heures chez les *maçons*; 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *pierres blanches*; pas de chômeurs, 67 heures, chez les ouvriers en *pierres bleues*; 16 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *terrasseurs et démolisseurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *bitumiers* et similaires; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *dessinateurs*.

A Armentières, 1.1 p. 100 pas de chômeurs, 59 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, au syndicat mixte de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Bellignies, travail moins abondant, chez les *marbriers*.

A Cambrai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Caudry, 0.5 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *ouvriers en tulle*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez le *vendeurs de journaux*.

A Felleries, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs sur bois*.

A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Fourmies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.
A Gommegnies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.
A Gussignies, travail plus abondant, 66 heures, chez les *marbriers à la cheminée*.
A Hautmont, 3 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *métallurgistes*.
A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *marbriers*.

A Loon-Plage, travail moins abondant chez les *ouvriers des machines à battre le grain*.
A Louvroil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.
A Marpent, 2.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.
Au Quesnoy, pas de chômeurs, 76 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.
A Roubaix, 9 p. 100 de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *boulangers*; 6.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *chambre syndicale textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ourdisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.
A Sous-le-Bois, 5 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, dans la *métallurgie*.
A Tourcoing, 1.5 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers tapissiers en grosse moquette*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 8 p. 100 de chômeurs, 59 et 60 heures, chez les *ferblantiers-couvreur*s.

A Valenciennes, 6 p. 100 de chômeurs, 70 à 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*.

A Villers-Sire-Nicole, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Chez les *tisseurs*: 0.9 p. 100 de chômeurs à Avesnes; 20 p. 100 de chômeurs à Avesnes-le-Sec; pas de chômeurs, 70 heures, à Bévillers; pas de chômeurs à Boussières; travail plus abondant à Carnières; pas de chômeurs à Caudry; travail satisfaisant à Fourmies; travail assez satisfaisant, 60 heures, à la Gorgue; 6 p. 100 de chômeurs, 56 heures, à Halluin; 5 p. 100 de chômeurs à Haspres; 0.2 p. 100 de chômeurs à Hazebrouck; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, à Houplines; pas de chômeurs, 72 à 75 heures, à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 52 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés*.

A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Hermes, 6 p. 100 de chômeurs, 46 heures, dans les *scieries mécaniques*.

A Méru, pas de chômeurs, 72 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Mouy, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *coupeurs, brocheurs, couseurs de chaussures*.

A Senlis, travail satisfaisant 54 heures, chez les *typographes*.

60. — Orne. — A Alençon, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charcutiers*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail peu satisfaisant, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; travail satisfaisant, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Tourouvre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, travail satisfaisant, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *zingueurs-plombiers*.

A Béthune, 6 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *mouleurs*.

A Blendecques, travail satisfaisant chez les *papetiers*.

A Boulogne-sur-Mer, 48 p. 100 de chômeurs chez les *mareyeurs et sauteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du gaz*; travail plus abondant, 60 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Lens, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers et peintres*.

A Olliergues, 1.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Eloy, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Thiers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Volvic, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Arudy, travail assez satisfaisant chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, travail satisfaisant, 84 heures, chez les *boulangers*; 60 heures, chez les *tailleurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers de l'aiguille*.

A Biarritz, 26 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *garçons d'hôtels, restaurants, limonadiers*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 51 et 60 heures chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail plus abondant chez les *tailleurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers, cimentiers*.

A Cerbère, travail moins abondant chez les ouvriers du *transbordement des fruits*; travail non satisfaisant chez les *transbordeurs d'oranges*.

A Lesquerde, chômage complet chez les *mineurs*.

A Ria, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des hauts fourneaux*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, 4 p. 100 de chômeurs chez les *cercliers*.

A Taurinya, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

A Vernet-les-Bains, 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les ouvriers *agricoles et viticoles*, 48 p. 100 de chômeurs à Clairac; pas de chômeurs à Corneilla del Vercol; 11 p. 100 de chômeurs à Espira-de-l'Agly; pas de chômeurs à Montner; 60 p. 100 de chômeurs à Rivesaltes, 60 p. 100 à Salses; 4 p. 100 à Villeneuve-de-la-Raho.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, ébénistes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 1 p. 100 de chômeurs, 112 heures, chez les *garçons bouchers*.

4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers, règleurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cartonniers de luxe*; 10 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *cartonniers en tous genres*.

4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs, brocheurs et cambreurs*.

Travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de changement chez les *ouvriers de la soie*; 47 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tullistes en dentelles*; 50 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *tullistes réunis*; pas de changement chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de changement dans l'*habillement*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*.

40 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *sculpteurs sur bois et mouluriers*; 5 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *emballeurs*.

2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *bijoutiers-orfèvres*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *litiers en fer*.

3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *céramique*; pas de chômeurs chez les *tisseurs, renfourneurs, fondeurs sur verre*.

2 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *camionneurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*;

travail satisfaisant chez les employés de la soierie; pas de chômeurs chez les sténographes commerciaux.

A Bourg-de-Thizy, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les tisseurs.

A Cours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les maçons.

A Givors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en bâtiment.

A Grandris, 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tisseurs.

A Sainte-Foy-l'Argentière, pas de chômeurs, 54 heures, chez les mineurs.

A Tarare, 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les apprêteurs; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les maçons.

A Thizy, 6 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les tisseurs; 15 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les maçons.

68. Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement chez les typographes.

69. — Saône-et-Loire. — A Autun, pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les ébénistes.

A Chalons-sur-Saône, pas de chômeurs, 66 heures, chez les plâtriers-peintres.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les métallurgistes.

A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en cuivre; pas de chômeurs chez les coiffeurs.

A Montceau-les-Mines, pas de chômeurs, 50 heures, chez les sabotiers.

A Montchanin, pas de chômeurs, 54 heures, chez les mineurs.

70. — Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 66 heures, chez les charpentiers; 20 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en constructions mécaniques.

A Sablé, travail assez satisfaisant, 65 heures, chez les marbriers.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en manches de parapluie.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les travailleurs du cuir; travail satisfaisant, 60 heures, chez les menuisiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les plâtriers et peintres; 12 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les tailleurs de pierres.

Aux Échelles, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers gainiers.

A Pont-de-Beauvoisin, travail satisfaisant, 60 heures, chez les tisseurs.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des plâtrières.

72. — Savoie (Haute-). — A Allinges, 15 p. 100 de chômeurs chez les carriers.

A Challonges, pas de chômeurs, 66 heures, chez les mineurs d'asphalte.

A Cluses, 28 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les horlogers.

A Lavagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les mineurs d'asphalte.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les ouvriers bateliers et carriers.

A Scionzier, 50 p. 100 de chômeurs, 20 à 25 heures, chez les horlogers.

A Tanninges, pas de chômeurs, 58 heures, chez les diamantaires.

A Thollon, pas de chômeurs chez les carriers.

A Thonon, travail plus abondant, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 55 heures, dans le bâtiment.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, travail plus abondant chez les ouvriers jardiniers (rue du Harlay); 0.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant chez les horticulteurs, jardiniers-cultivateurs (mixte).

2 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les compagnons boulangers du nouveau siècle; 3 p. 100 de chômeurs, 72 à 78 heures, chez les boulangers viennois; pas de chômeurs chez les boulangers de l'Assistance publique; 25 p. 100 de chômeurs à l'Union amicale des boulangers du VIII^e arrondissement; 4 p. 100 de chômeurs chez les cuisiniers de la Seine (rue Mandar); 5 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la Société mixte des cuisiniers de Paris; 6.2 p. 100 de chômeurs à la Chambre syndicale des cuisiniers de Paris (Bourse du travail); pas de chômeurs, 72 heures, chez les bouchers en demi-gros; pas de chômeurs chez les limonadiers (Union du II^e arrondissement); 30 p. 100 de chômeurs, à l'Union laborieuse de l'alimentation; 1 p. 100 de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les employés du pavillon de

la marée en gros des halles centrales; 4 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les employés du pavillon de la volaille aux halles centrales.

0,8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les travailleurs du gaz.

2,2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la Chambre syndicale typographique; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du livre; 7 p. 100 de chômeurs à l'Union lithographique; travail satisfaisant chez les imprimeurs de journaux; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les phototypistes; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les graveurs de géographie; pas de changement chez les graveurs de musique.

Pas de chômeurs chez les ouvriers caoutchoutiers.

Pas de chômeurs chez les cordonniers et bottiers; pas de chômeurs, 54 heures, chez les selliers à la selle; 11 p. 100 de chômeurs dans la sellerie militaire; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les portefeuillistes-maroquiniers; travail assez satisfaisant chez les gantiers.

35,6 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les tisseurs en tous genres; 8 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les coupeurs-tailleurs; 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les coupeurs-chemisiers; 5,7 p. 100 de chômeurs chez les passementiers à la barre; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les passementiers à la main; travail plus abondant, 70 heures, chez les couturières; travail plus abondant chez les ouvrières de l'habillement; pas de chômeurs, 72 heures, chez les tailleurs et couturières; pas de chômeurs chez les teinturiers-dégraissiers; 2 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les ouvriers en chapeaux de soie; pas de chômeurs chez les ouvriers en chapeaux de soie et de feutre; 3 p. 100 de chômeurs, 75 heures, chez les blanchisseurs.

15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les charpentiers de la «Solidarité»; 36 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'Union fraternelle des menuisiers-ébénistes; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, au syndicat libre des menuisiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les marqueurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les compagnons charrons; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les layetiers-emballeurs; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les monteurs-étalagistes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les pipiers.

11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les chefs de service et contremaîtres des industries métallurgiques; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au syndicat indépendant des ouvriers métallurgistes; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au syndicat libre des métallurgistes de la Seine; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les ouvriers en instruments de précision; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les bijoutiers en doré fantaisie; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les tourneurs repousseurs; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les potiers d'étain; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en comptoirs d'étain; pas de changement chez les tailleurs sur acier; 0,5 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les ferblantiers; pas de chômeurs, 54 heures, chez les soudeurs et apprêteurs de tubes en cuivre; pas de chômeurs chez les ouvriers des pompes à feu.

Pas de changement chez les maçons; travail satisfaisant, 60 heures, chez les scieurs de pierres tendres; pas de chômeurs, 60 heures, chez les briqueteurs; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les peintres en bâtiment; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les enduiseurs; 70 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ornemanistes; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les plombiers et similaires; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les fournisseurs-spécialistes; travail stationnaire chez les sculpteurs-modéleurs; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les granitiers.

Pas de chômeurs, 54 heures, chez les bouchers à l'émeri.

4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'Union fraternelle des employés; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la Chambre syndicale indépendante des employés de l'industrie et du commerce; 0,8 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie; 13 p. 100 de chômeurs, chez les comptables et teneurs de livres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les commis en maçonnerie; pas de chômeurs, 60 heures, chez les employés en serrurerie; 2 p. 100 de chômeurs chez les dames employées de commerce et d'industrie; 4 p. 100 de chômeurs à l'Alliance sténographique; pas de chômeurs, 54 heures, chez les clerks d'huissiers; 0,6 p. 100 de chômeurs à la Protection mutuelle des voyageurs de commerce; nombreux chômeurs à la Chambre syndicale corporative des voyageurs et représentants de commerce; 2 p. 100 de chômeurs chez les dessinateurs; pas de chômeurs, 50 heures, chez les employés

de la glace à rafraîchir; pas de chômeurs, 56 heures, chez les porteurs des halles et marchés; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les manœuvres industriels; 9 p. 100 de chômeurs chez les laveurs de voitures.

2 p. 100 de chômeurs chez les coiffeurs; 34 p. 100 de chômeurs chez les employés d'hôtel; 2 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant, chez les gens de maison; travail satisfaisant dans l'enseignement privé; 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à l'Union centrale des chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes (Bourse du travail); 8 p. 100 de chômeurs chez les chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes (rue des Lavandières-Sainte-Opportune).

11 p. 100 de chômeurs chez les gardes-malades; travail stationnaire, 70 heures, chez les machinistes. 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les musiciens; 3 p. 100 de chômeurs chez les chefs d'orchestre.

A Champigny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

A Puteaux, 22 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les blanchisseurs.

A Saint-Denis, 53 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les graveurs sur bois pour impressions.

A Villemomble, pas de chômeurs chez les jardiniers.

A Vitry, travail plus abondant, 72 heures, chez les ouvriers de la terre.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 24 p. 100 de chômeurs, 55 heures, dans l'industrie cotonnière; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chaudronniers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les scieurs de pierres; pas de chômeurs, 60 heures, chez les couvreurs, plombiers, zingueurs; 15 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie; travail satisfaisant, 60 heures, chez les chauffeurs-mécaniciens de la marine; pas de chômeurs chez les dessinateurs; 2 p. 100 de chômeurs chez les voyageurs et représentants; pas de chômeurs chez les musiciens.

Au Havre, 7 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant chez les pêcheurs et marins du commerce; 10 p. 100 de chômeurs, 105 heures, chez les boulangers; 2 p. 100 de chômeurs chez les maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du port; 3 p. 100 de chômeurs chez les employés de restaurant navigateurs; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 45 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les voiliers; 20 p. 100 de chômeurs chez les camionneurs; 28 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les charbonniers déchargeurs; pas de chômeurs chez les aides en pharmacie.

A Bolbec, 1 chômeur, 56 heures, chez les cotonniers.

A Caudebec, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A Dieppe, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment; 60 p. 100 de chômeurs chez les dockers.

A Elbeuf, pas de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers; 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les maçons-plâtriers.

A Fécamp, 15 p. 100 de chômeurs, 50 à 53 heures, chez les ouvriers du port; 2 p. 100 de chômeurs chez les comptables.

A la Houle, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie textile.

Chez les verriers, travail satisfaisant à Incheville; pas de chômeurs, 60 heures, à Bétonval; pas de chômeurs, 60 heures, à Romesnil.

75. — Seine-et-Marne. — A Château-Landon, 11 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les tailleurs de pierres et carriers.

A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 72 heures, chez les maçons.

A Lagny (Montérain), pas de chômeurs chez les typographes.

A Lizy-sur-Oureq, pas de chômeurs chez les ouvriers agricoles.

A Meaux, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures, au syndicat mellois de l'industrie du lierre.

A Melun, 26 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs chez les ouvriers agricoles.

A Montreuil, pas de chômeurs, 66 heures, dans le bâtiment; pas de chômeurs, 40 à 48 heures, chez les faïenciers.

A Nemours, pas de chômeurs, 54 heures, chez les diamantaires.

A Thieux, pas de chômeurs chez les ouvriers agricoles.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *cochers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés* de l'arrondissement; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Argenteuil, 25 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Chaville, travail satisfaisant, 60 à 65 heures, chez les *blanchisseurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Chevreuse, 60 heures, chez les *carriers*.

A Corbeil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *meuniers*.

A Essonnes, 16 p. 100 de chômeurs, 25 heures, chez les *chapeliers*.

A Étampes, pas de changement chez les *mouleurs en métaux*.

A Meudon, pas de chômeurs chez les *jardiniers*.

A Orsay, pas de chômeurs, 65 heures, dans le *bâtiment*.

A Pontoise, pas de changement chez les *boulangers*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Melle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les ouvriers de l'*industrie laitière*.

78. — Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*ameublement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

79. — Tarn. — A Albi, 48 heures chez les *mineurs*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 25 à 30 heures, chez les *chapeliers-appropriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; travail stationnaire chez les *terrassiers et manœuvres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments*.

A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs dans l'*industrie lainière*.

A Briatexte, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Castres, travail stationnaire, 60 heures, dans l'*industrie textile*; 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 18 p. 100 de chômeurs, chez les *tourneurs sur bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer et cuivre*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *sculpteurs*.

A Dourgne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers*.

A Graulhet, travail plus abondant, 60 heures, chez les *moutonniers*.

A Mazamet, 75 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *peau de mouton*; 15 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *fileurs*.

A Rabastens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Caussade, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*.

81. — Var. — A la Garde, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A la Seyne, 28 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers-charcutiers*.

A Toulon, pas de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *travailleurs de l'usine à gaz*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, 13 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers, charcutiers, tripiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Bollène, pas de chômeurs chez les *mineurs et ouvriers en terre réfractaire*.

A Caderousse, 21 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *balaitiers*; pas de chômeurs, 60 heures, à l'*Union balaitière*.

A Orange, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Velleron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Villeneuve-sur-Avignon, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Luçon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs chez les *forestiers*.

Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers boitiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs aux Épesses; pas de chômeurs à Évrunes; pas de chômeurs à Saint-Laurent-sur-Sèvre.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fabricants de balais*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vitriers-peintres*.

A Chauvigny, pas de chômeurs, 72 à 75 heures, chez les *cordonniers*.

A Lavoux, travail stationnaire, 66 heures, chez les *carriers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, 20 p. 100 de chômeurs, 105 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs et doreurs*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*; travail plus abondant, 60 à 70 heures, dans l'*habillement*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaine*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers en porcelaine*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Châlus, morte-saison chez les *feuillardiers*.

A Châteauneuf, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Magnac-Laval, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

86. — Vosges. — A Épinal, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des papeteries*.

A Raon-l'Étape, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saulxures-sur-Mosclotte, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers carriers et du bâtiment*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs, 60 heures, à Aumontzey; pas de chômeurs, 65 heures, à Châtel-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, à Épinal; pas de chômeurs, 60 heures, à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, à Plainfaing; pas de chômeurs, 60 heures, à Remiremont; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Saint-Maurice-sur-Moselle.

87. — Yonne. — A Auxerre, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Sens, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *maçons*.

A Treigny, travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *potiers*.

Chez les *bûcherons*: travail satisfaisant à Champcevrains; pas de chômeurs à Champoulet; pas de chômeurs à Grain; pas de chômeurs à Fontenailles-sur-Andryes, chômage complet à Lavau; pas de chômeurs à Moutiers; pas de chômeurs à Septfonds; pas de chômeurs à Sommeceaise; travail non satisfaisant à Saint-Aubin-Châteauneuf; 37 p. 100 de chômeurs à Saint-Fargeau; pas de chômeurs à Saint-Martin-des-Champs.

88. — **Algérie.** — A Alger, 25 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *employés en quincaillerie*.

A Bône, 2 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Constantine, 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers, pâtissiers et charcutiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *limonadiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur métaux*; 38 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers, carriers et mineurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cochers et charretiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

A Oran, 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-chauffeurs et similaires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et plâtriers*; 66 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *inscrits maritimes*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les cinq premiers mois de 1909 :

	1909.	1908.	AUGMENTATIONS en 1909.	DIMINUTIONS en 1909.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	315,384	382,890	#	67,506
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,731,423	1,537,783	193,640	#
Objets fabriqués.....	469,215	467,803	1,412	#
TOTAUX.....	2,516,022	2,388,476	195,052	67,506
AUGMENTATION en 1909.....			127,546	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	296,888	277,464	19,424	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	616,810	533,984	82,826	#
Objets fabriqués.....	1,107,480	1,068,324	39,156	#
Colis postaux.....	189,012	188,069	943	#
TOTAUX.....	2,210,190	2,067,841	142,349	#
AUGMENTATION en 1909.....			142,349	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 702,231,100 francs du 1^{er} janvier au 10 juin 1909 contre 698,165,400 francs pendant la période correspondante de 1908, soit une augmentation de 4,065,700 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Juin 1908.	Mai 1909.	Juin 1909.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	31 ^f 37	31 ^f 50	30 ^f 37
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	47 00	42 50	39 50
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	88 25	67 25	64 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	53 37	55 75	55 87
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	#	70 00	70 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	76 25	69 37	72 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	132 00	176 00	176 50
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr....	46 00	#	#
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	158 50	158 75	160 25
Étain Banka, idem.....	347 00	360 00	361 00
Plomb, livr. à Paris, idem.....	38 75	40 25	39 25
Zinc, bonnes marques, idem.....	54 25	60 00	59 75
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	22 12	26 82	26 87
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 50	1 50	1 58
— veau, idem.....	1 90	2 27	1 86
— mouton, idem.....	1 90	2 17	2 30
— porc, idem.....	1 65	1 34	1 30

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de Mai 1909, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 44 syndicats patronaux comptant 1,617 membres;
- 70 syndicats ouvriers comptant 3,821 membres;
- 3 syndicats mixtes comptant 448 membres;
- 3 unions de syndicats patronaux;
- 1 union de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 35 syndicats patronaux comptant 1,215 membres;
- 82 syndicats ouvriers comptant 6,156 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 20 membres;
- 1 union de syndicats ouvriers.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

16 en mai, 25 en avril, 22 en mars, 3 en février, 4 en janvier, et 51 antérieurement au 1^{er} janvier 1909. Total : 121.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne. — Syndicat des **selliers-bourreliers** de l'arrondissement de Laon et régions limitrophes [13 décembre 1908. — 40 membres]. Siège social : rue de la Chaussée, 130, CHAUNY. — Syndicat de la **boucherie** et charcuterie du Nouvion-en-Thiérache et des environs [1^{er} septembre 1908. — 19 membres]. Siège social : café Tringuefort, Grande rue; NOUVION-EN-THIÉRACHE. — Chambre syndicale des commerçants de l'**habillement** et des branches professionnelles qui s'y rattachent de Saint-Quentin [27 février 1908. — 20 membres]. Siège social : rue Saint-Jean, 46, SAINT-QUENTIN. — Syndicat des cultivateurs-producteurs de **lait** des communes des cantons de Charly, Condé-en-Brie (Aisne) et Rebais (Seine-et-Marne) [28 janvier 1908. — 153 membres]. Siège social : VIELS-MAISONS.

Aude. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Carcassonne [25 mars 1902. — 17 membres]. Siège social : café de la Bourse, rue Chartran, CARCASSONNE. — Syndicat des fabricants d'**essences** aromatiques français [9 avril 1909. — 12 membres]. Siège social : LA PALME.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat philanthropique des dames **poissonnières** de Marseille [20 mars 1909. — 106 membres]. Siège social : rue de la Loge, 23, MARSEILLE. —

Chambre syndicale de la **boulangerie** salonnaise [28 avril 1909. — 16 membres]. Siège social : café Oriental, SALON.

Calvados. — Syndicat de la **boucherie** et de la charcuterie de la ville de Condé-sur-Noireau et ses environs [15 février 1909. — 33 membres]. Siège social : CONDÉ-SUR-NOIREAU. — Syndicat des fabricants de véritable **camembert** de Normandie [20 mars 1909. — 50 membres]. Siège social : Hôtel de ville, LISIEUX.

Charente-Inférieure. — Union syndicale des patrons **coiffeurs** de Rochefort et des environs [2 février 1904. — 35 membres]. Siège social : Hôtel de ville, ROCHEFORT-SUR-MER. — Syndicat des **grains**, graines et farines de l'arrondissement de La Rochelle et des arrondissements limitrophes [24 novembre 1908. — 60 membres]. Siège social : café du Roulage, rue Thiers, LA ROCHELLE. — Union syndicale des patrons **coiffeurs** de Royan [28 septembre 1906. — 13 membres]. Siège social : Hôtel de ville, ROYAN. — Syndicat de la **boucherie** de Saintes [7 janvier 1908. — 18 membres]. Siège social : café Arc-de-Triomphe, place Bassompierre, SAINTES.

Dordogne. — Chambre syndicale patronale de l'**ameublement** [29 septembre 1908. — 15 membres]. Siège social : place Bugeaud, 17, PÉRIGUEUX. — Syndicat de la **truffe** et des conserves alimentaires du Périgord [29 juillet 1908. — 22 membres]. Siège social : PÉRIGUEUX.

Drôme. — Union des maîtres **imprimeurs** de la Drôme [1^{er} avril 1909. — 25 membres]. Siège social : rue Madier-Montjau, 29, VALENCE.

Finistère. — Syndicat des agriculteurs **laitiers** de la commune de Pouldergat et des communes voisines [3 septembre 1908. — 10 membres]. Siège social : POULDERGAT.

Gard. — Syndicat des patrons **coiffeurs** de Bessèges [26 avril 1909. — 20 membres]. Siège social : rue de la République, 1, BESSÈGES.

Jura. — Syndicat des agents généraux des compagnies d'**assurances** de l'arrondissement de Dole [15 mai 1908. — 15 membres]. Siège social : DOLE. — Chambre syndicale des entrepreneurs et industriels du **bâtiment** de l'arrondissement de Dole [2 avril 1908. — 32 membres]. Siège social : Hôtel de Genève, rue Dusillet, DOLE.

Landes. — Association des propriétaires **forestiers** de Lit-et-Mixe [24 décembre 1908. — 35 membres]. Siège social : LIT-ET-MIXE. — Société **horticole** [6 juin 1908. — 30 membres]. Siège social : rue Saint-Jean-d'août, 24, MONT-DE-MARSAN.

Loire-Inférieure. — Syndicat de la **boucherie** et de la charcuterie de Saint-Nazaire [2 mai 1909. — 11 membres]. Siège social : rue de la Paix, 15, SAINT-NAZAIRE.

Loiret. — Syndicat du commerce des **bois** du Loiret [31 mars 1909. — 37 membres]. Siège social : Chambre de commerce, ORLÉANS.

Meurthe-et-Moselle. — Chambre syndicale de la **boucherie** hippophagique de Nancy et du département de Meurthe-et-Moselle [19 avril 1909. — 12 membres]. Siège social : rue du Faubourg-Sainte-Catherine, 37, NANCY.

Nord. — Syndicat des fabricants de **vinaigres** de la région du Nord [1^{er} avril 1909. — 12 membres]. Siège social : place du Théâtre, 13, LILLE.

Oise. — Syndicat régional de la **boucherie** de Clermont et de Senlis [14 mars 1909. — 75 membres]. Siège social : avenue de la Gare, 6, CREIL.

Pyrénées (Basses-). — Syndicat des agents de location de la ville de Pau [20 avril 1909. — 6 membres]. Siège social : PAU.

Pyrénées (Hautes-). — Syndicat des maîtres **imprimeurs** des Hautes-Pyrénées [7 octobre 1908. — 18 membres]. Siège social : place Maubourguet, 9, **TARBES**.

Saône-et-Loire. — Chambre syndicale des patrons **coiffeurs** de Mâcon et de la banlieue [4 mai 1909. — 12 membres]. Siège social : Hôtel de ville, **MÂCON**.

Sarthe. — Union syndicale des **hôteliers-aubergistes** de la ville du Mans [28 avril 1909. — 30 membres]. Siège social : place Saint-Vincent, 1, **LE MANS**. — Chambre syndicale des loueurs de **voitures** de la ville du Mans [1^{er} avril 1909. — 21 membres]. Siège social : rue Chanzy, 70, **LE MANS**.

Seine. — Syndicat des loueurs de **voitures** automobiles de place ou de remise du département de la Seine [29 mars 1909. — 80 membres]. Siège social : rue Ernest-Cognacq, 6, **LEVALLOIS-PERRET**. — Syndicat général des **bourelliers** et selliers de France [26 mai 1909. — 30 membres]. Siège social : rue de Château-Landon, 39, **PARIS**. — Chambre syndicale des fabricants de **buscs**, ressorts et lacures [22 avril 1909. — 20 membres]. Siège social : rue Saint-Honoré, 163, **PARIS**. — Syndicat général de défense du **café** [6 mai 1909. — 82 membres]. Siège social : rue de la Grange-Batelière, 8, **PARIS**. — Syndicat indépendant des patrons **coiffeurs** de Paris [1^{er} avril 1909. — 190 membres]. Siège social : avenue de Clichy, 11, **PARIS**. — Chambre syndicale des représentants de fabriques pour l'article **tissus**, cols, cravates et foulards [24 mai 1909. — 15 membres]. Siège social : rue de Lancry, 4, **PARIS**.

Seine-Inférieure. — Syndicat havrais des **armateurs** [6 mai 1909. — 18 membres]. Siège social : boulevard de Strasbourg, 99, **LE HAVRE**. — Syndicat des courtiers en **coton** du Havre [7 mai 1909. — 40 membres]. Siège social : rue Victor-Hugo, 136, **LE HAVRE**.

Seine-et-Oise. — Chambre syndicale des débitants de **vins** et spiritueux de détail de l'arrondissement d'Étampes [25 mars 1909. — 50 membres]. Siège social : place de l'Embarcadère, 5, **ÉTAMPES**.

Vosges. — Syndicat régional des **brasseurs** et entrepositaires de Saint-Dié et environs [20 décembre 1908. — 20 membres]. Siège social : **SAINT-DIÉ**.

Alger. — Association syndicale des **ingénieurs** (et assimilés) du département d'Alger [24 avril 1909. — 42 membres]. Siège social : rue Monge, 8, **ALGER**.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain. — Syndicat des ouvriers en **bâtiment** de Châtillon-sur-Chalaronne et des environs [8 mars 1908. — 83 membres]. Siège social : Mairie, **CHÂTILLON-SUR-CHALARONNE**. — Chambre syndicale des ouvriers en **voitures** [15 janvier 1909. — 25 membres]. Siège social : rue de la République, 16, **BOURG**.

Aisne. — Chambre syndicale des ouvriers **plombiers** de Saint-Quentin [7 janvier 1908. — 15 membres]. Siège social : place Babœuf, 1, **SAINT-QUENTIN**.

Allier. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de Souvigny [3 mai 1909. — 70 membres]. Siège social : maison Vouge, rue de la Verrerie, **SOUVIGNY**.

Ardèche. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de la Viscose (**soie** artificielle) [24 avril 1909. — 134 membres]. Siège social : **VALS-LES-BAINS**.

Ardennes. — Chambre syndicale des ouvriers en **métaux** de Mézières. [15 mai 1909. — 80 membres]. Siège social : salle Van-Hatten, rue du Bois-d'amour, **MÉZIÈRES**.

Aude. — Syndicat professionnel des garçons **bouchers**, charcutiers et tripiers de Carcassonne [17 mars 1909. — 28 membres]. Siège social : CARCASSONNE. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de Lézignan [27 novembre 1907. — 31 membres]. Siège social : Hôtel de ville, LÉZIGNAN. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** de Portel [1^{er} juillet 1903. — 2 membres]. Siège social : PORTEL.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat indépendant des **journaliers** français [29 novembre 1908. — 67 membres]. Siège social : rue Chevalier-Roze, 4, MARSEILLE.

Charente-Inférieure. — Chambre syndicale des ouvriers des **quais** et docks de La Rochelle [11 juillet. — 200 membres]. Siège social : Bourse du travail, LA ROCHELLE.

Cher. — Syndicat des ouvriers **chaufourniers**, carriers, bluteurs et travaux similaires du bassin de Beffes [2 octobre 1903. — 70 membres]. Siège social : BEFFES. — Chambre syndicale des ouvriers des **fermes** [1^{er} avril 1909. — 50 membres]. Siège social : Bourse du travail, BOURGES. — Syndicat libre des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires [2 mai 1909. — 22 membres]. Siège social : SAINT-BOUIZE.

Côtes-du-Nord. — Syndicat des travailleurs du **bâtiment** [3 décembre 1908. — 2 membres]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-BRIEUC.

Dordogne. — Syndicat des **tréfileurs** et pointiers de Périgueux [1^{er} juin 1908. — 60 membres]. Siège social : Bourse du travail, PÉRIGUEUX. — Union syndicale des **trapières** de la ville de Périgueux et du département [23 novembre 1908. — 9 membres]. — Siège social : Bourse du travail, PÉRIGUEUX. — Syndicat des ouvriers et ouvrières employés à l'entrepôt des **tabacs** de Saint-Cyprien [10 février 1907. — 21 membres]. Siège social : Hôtel de ville, SAINT-CYPRIEN.

Doubs. — Syndicat des ouvriers et ouvrières civils du Magasin central (**habillement**) de Besançon [9 avril 1909. — 49 membres]. Siège social : à la Butte, BESANÇON.

Drôme. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** de la C^{ie} de la Drôme [1^{er} avril 1909. — 41 membres]. Siège social : place de Delay-Dagier, 20, BOURG-DE-PEAGE.

Gironde. — Syndicat des ouvriers **biseauteurs** et argenteurs **sur glaces** de Bordeaux [21 mars 1908. — 27 membres]. Siège social : rue Lalande, 42, BORDEAUX.

Jura. — Chambre syndicale des ouvriers en bâtiments de Dole (section des **tailleurs de pierres**) [2 mai 1899. — 40 membres]. Siège social : maison Luquet, faubourg de Gray, DOLE. — Chambre syndicale des pascurs et garde-barrières de la Compagnie de **chemins de fer** de Paris à Lyon et à la Méditerranée (section de Lons-le-Saunier [25 décembre 1908. — 22 membres]. Siège social : avenue Berthelot, 59, LONS-LE-SAUNIER. — Syndicat international des ouvriers en **bâtiment** de Saint-Claude-sur-Brienne [25 septembre 1908. — 85 membres]. Siège social : rue Poyat, 12, SAINT-CLAUDE. — Union syndicale des **employés** du Jura [1^{er} août 1908. — 23 membres]. Siège social : SAINT-CLAUDE.

Loir-et-Cher. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de la **papeterie** de Fréteval et similaires [1^{er} avril 1909. — 60 membres]. Siège social : FRÉTEVAL.

Loire. — Syndicat des garçons **limonadiers**, d'hôtels, restaurants et parties similaires de Saint-Étienne et de la région [30 avril 1909. — 40 membres]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE.

Loire (Haute-). — Chambre syndicale des **tisseurs** et tisseuses de la Séauve [20 septembre 1908. — 203 membres]. Siège social : à la Séauve, SAINT-DIDIER-LA-SÉAUVE. — Chambre syndicale des travailleurs de l'industrie **textile** de Saint-Just-Malmont [14 février 1909. — 215 membres]. Siège social : Mairie, SAINT-JUST-MALMONT. — Chambre

syndicale des chefs d'atelier **rubaniers** [1^{er} novembre 1908. — 107 membres]. Siège social : SAINT-POL-DE-MONS. — Chambre syndicale des ouvriers **passementiers** [10 novembre 1908. — 84 membres]. Siège social : à la Mairie, VILLETTES (LES).

Lot-et-Garonne. Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** [11 mars 1909. — 14 membres]. Siège social : café du Centre, VILLENEUVE-SUR-LOT.

Nievre. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires d'Arbouse [21 mars 1909. — 28 membres]. Siège social : ARBOUSE. — Syndicat des **bûcherons** de Semelay [31 janvier 1909. — 6 membres]. Siège social : SEMELAY.

Nord. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** de Cambrai et environs [22 avril 1909. — 65 membres]. Siège social : rue Tavelle, 3, CAMBRAI. — Syndicat des **ourdisseurs** réunis [1^{er} mars 1909. — 41 membres]. Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, 4, CAUDRY. — Chambre syndicale des artistes **musiciens** de Roubaix [21 mars 1909. — 40 membres]. Siège social : café Depauw, place Notre-Dame, ROUBAIX.

Oise. — Chambre syndicale des ouvriers **tabletiers** de l'Oise (section de Fresneaux-Montchevreuil) [9 mars 1909. — 100 membres]. Siège social : FRESNEAUX-MONTCHEVREUIL. — Union syndicale des ouvriers **tabletiers** de l'Oise, section d'Hénouville [15 mars 1909. — 77 membres]. Siège social : maison Philizot, HÉNOUVILLE. — Chambre syndicale des ouvriers **tabletiers** de l'Oise, section de la Houssoye [19 mars 1909. — 93 membres]. Siège social : HOUSOYE (LA). — Chambre syndicale des ouvriers **tabletiers** de l'Oise, section de Montherlant [9 mars 1909. — 45 membres]. Siège social : MONTHERLANT.

Rhône. — Syndicat des **concierges** des bâtiments municipaux et des services annexes de la ville de Lyon [14 mars 1909. — 38 membres]. Siège social : Bourse du travail, LYON. — Syndicat des **manœuvres**, hommes de peine et manutentionnaires de la ville de Lyon [15 février 1902. — 10 membres]. Siège social : bar de la Confédération, rue Boileau, 81, LYON. (Reconstitution.)

Saône-et-Loire. — Syndicat des **sabotiers-galochiers** de Saône-et-Loire [14 mars 1909. — 34 membres]. Siège social : MESVRES.

Savoie (Haute-). — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** de l'arrondissement d'Annecy [12 mai 1909. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, ANNECY. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** d'Annecy et ses environs [1^{er} mai 1909. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, ANNECY.

Seine. — Syndicat des voyageurs et représentants de la **céruse** [13 avril 1909. — 2 membres]. Siège social : boulevard du Temple, 40, PARIS. — Union syndicale des **écrivains** et dessinateurs professionnels [10 mai 1909. — 2 membres]. Siège social : rue Letellier, 4, PARIS. — Chambre syndicale des **lits** en fer et en fer et cuivre [21 mars 1909. — 150 membres]. Siège social : rue de Charonne, 95, PARIS.

Seine-Inférieure. — Syndicat des **mécaniciens** de 2^e classe de la Marine marchande [17 avril 1909. — 40 membres]. Siège social : rue d'Édeville, 4, LE HAVRE.

Seine-et-Marne. — Syndicat des ouvriers **carriers** et plâtriers et manœuvres [6 mai 1909. — 83 membres]. Siège social : rue Aurélique, ANNET. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de La Ferté-sous-Jouarre et parties similaires [3 avril 1909. — 49 membres]. Siège social : Hôtel de ville, LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE.

Seine-et-Oise. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de Châteaufort [2 mars 1909. — 15 membres]. Siège social : CHÂTEAUFORT. — Syndicat des **garçons d'écurie** et jockeys de Maisons-Laffitte [2 mai 1909. — 2 membres]. Siège social : avenue Longueil, 2, MAISONS-LAFFITTE. — Union syndicale du **bâtiment** de la région de Pontoise [28 mars 1909. — 300 membres]. Siège social : PONTOISE.

Somme. — Syndicat des ouvriers **mouleurs**, mécaniciens et parties similaires [12 février 1908. — 32 membres]. Siège social : Halle aux denrées, rue Saint-Gilles, ABEVILLE.
— Syndicat des ouvriers **textiles** de la Somme [16 mai 1908. — 86 membres]. Siège social : rue de Bus, SAINT-OUEN.

Tarn. — Syndicat des ouvriers **charpentiers** de la ville de Gaillac [8 avril 1909. — 20 membres]. Siège social : Hôtel de ville, GAILLAC.

Var. — Chambre syndicale des travailleurs de la **terre** de La Garde et la région [8 décembre 1907. — 3 membres]. Siège social : rue Doumet, LA GARDE. — Syndicat des ouvriers **charretiers**, camionneurs, livreurs et parties similaires de la commune d'Hyères [4 mai 1908. — 40 membres]. Siège social : HYÈRES. — Syndicat des ouvriers **maçons** et aides-maçons de la ville d'Hyères [22 janvier 1908. — 80 membres]. Siège social : cours Strasbourg, 10, HYÈRES. — Syndicat des ouvriers **menuisiers** et parties similaires de la ville d'Hyères [22 janvier 1908. — 35 membres]. Siège social : café des Quatre-Saisons, cours Strasbourg, HYÈRES. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** de la ville d'Hyères [2 juillet 1908. — 30 membres]. Siège social : café des Quatre-Saisons, cours Strasbourg, HYÈRES. — Syndicat international des ouvriers **plombiers-zingueurs** de la commune d'Hyères [15 juin 1908. — 20 membres]. Siège social : boulevard de Strasbourg, 10, HYÈRES. — Syndicat des **employés** du Théâtre [1^{er} juillet 1908. — 24 membres]. — Siège social : bar Gardiol, rue de la République, TOULON. — Syndicat des porteurs et porteu-
ses de pain [12 novembre 1908. — 50 membres]. Siège social : Bourse du travail, TOULON.

Yonne. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Charentenay et la région [7 mai 1909. — 38 membres]. Siège social : CHARENTENAY.

Alger. — Association syndicale et amicale des pointeurs **du port** d'Alger [5 avril 1909. — 20 membres]. Siège social : rue Richelieu, 18, ALGER.

Constantine. — Syndicat international des coupeurs et trilleurs de **pavés** d'Herbillon [14 mars 1909. — 75 membres]. — Siège social : HERBILLON.

Oran. — Syndicat des employés **tailleurs** et coupeurs de la ville d'Oran [13 avril 1909. — 22 membres]. Siège social : Bourse du travail, ORAN.

3^e SYNDICATS MIXTES.

Aisne. — Syndicat du Dé et de l'aiguille (**habillement**) [28 juin 1905. — 40 membres]. Siège social : rue de l'Arquebuse, 6, SAINT-QUENTIN.

Gironde. — Syndicat de défense des produits **résineux** [4 janvier 1909. — 300 membres]. Siège social : rue des Frères-Bonic, 25, BORDEAUX.

Landes. — Syndicat de défense des produits **résineux** [3 septembre 1908. — 108 membres]. Siège social : MONT-DE-MARSAN.

1^{re} UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Ain. — Union des syndicats commerciaux et industriels d'Oyonnax [23 décembre 1908. — 3 syndicats adhérents]. Siège social : Mairie, OYONNAX.

Rhône. — Fédération des chambres syndicales de la corporation des **laitiers** de Lyon et de sa banlieue [26 janvier 1909. — 3 syndicats adhérents]. Siège social : place des Terreaux, 6, LYON.

Tarn. — Fédération du commerce et de l'industrie de l'arrondissement de Castres [14 février 1909. — ? syndicats adhérents]. Siège social : rue Fuziès, 4, CASTRES.

5° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Aube. — Union des syndicats ouvriers de Troyes et des environs [30 mai 1908. — 17 syndicats adhérents]. Siège social : rue Jaillant-Deschainets, 39, TROYES. (Fusion de la Fédération départementale des syndicats ouvriers de l'Aube et de l'Union des syndicats de Troyes et Sainte-Savine.)

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ariège. — Association syndicale des patrons **tailleurs de pierres** [10 juin 1905]. Siège social : Hôtel de ville, SAINT-GIRONS.

Aude. — Syndicat professionnel **horticole** de Carcassonne [1^{er} février 1906]. Siège social : rue des Jardins, CARCASSONNE. — Syndicat des patrons **coiffeurs** de Lézignan [16 août 1906]. Siège social : Mairie, LÉZIGNAN.

Charente-inférieure. — Syndicat **ostréicole** de Chatelaillon et de La Rochelle [2 avril 1908]. Siège social : CHATELAILLON. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **bâtiment** et de maçonnerie de la ville de Royan [15 avril 1894]. Siège social : Hôtel de ville, ROYAN. — Société syndicale des **voituriers** de Royan, Vaux, Saint-Palais, Saint-Georges et Meschers [1^{er} juillet 1886]. Siège social : Hôtel de ville, ROYAN. — Union syndicale des **maîtres cochers** de Saintes [1^{er} août 1902]. Siège social : SAINTES.

Cher. — Syndicat des **boulangers** du canton de La Guerche [1^{er} juillet 1899]. Siège social : café Avenir, LA GUERCHE. — Syndicat des **boulangers** du canton de Sancergues [9 avril 1899]. Siège social : hôtel du Cheval-Blanc, SANCERGUES.

Corrèze. — Syndicat des agents généraux des compagnies françaises d'**assurances** à primes fixes contre l'incendie, les accidents, la grêle et sur la vie de la Corrèze [14 décembre 1903]. Siège social : Quai de Lyon, 51, TULLE. — Syndicat des **experts** agricoles de l'arrondissement de Tulle et des environs [13 février 1900]. Siège social : quai de Lyon, 51, TULLE. — Union des **limonadiers**, restaurateurs et débitants de boissons [21 décembre 1906]. Siège social : Hôtel de ville, TULLE. — Syndicat des **pharmaciens** de la Corrèze [17 décembre 1884]. Siège social : Hôtel de ville, TULLE.

Côte-d'Or. — Syndicat de défense commerciale (éleveurs et marchands de **bestiaux**) de la Côte-d'Or [28 avril 1904]. Siège social : salle de l'Alcazar, rue des Gadrans, DIJON. — Syndicat de la **boucherie** de Dijon [10 mars 1893]. Siège social : Bourse du commerce, DIJON. — Chambre syndicale des **maîtres-tailleurs** de Dijon [8 juillet 1892]. Siège social : place d'Armes, DIJON.

Dordogne. — Syndicat des patrons **coiffeurs** de Bergerac [12 octobre 1906]. Siège social : Hôtel de ville, BERGERAC.

Doubs. — Syndicat des agents généraux des compagnies d'assurances de l'arrondissement de Besançon à primes fixes contre l'incendie [6 avril 1906]. Siège social : café de la Bourse, BESANÇON.

Drôme. — Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux publics et de bâtiment des villes de Romans et de Bourg-de-Péage [10 juin 1903]. Siège social : salle des Sociétés, ROMANS.

Loire. — Association métallurgique du département de la Loire [7 octobre 1882]. Siège social : rue de la Bourse, 23, Saint-Étienne.

Meurthe-et-Moselle. — Chambre syndicale des jardiniers-producteurs, maraîchers de Lunéville et des environs [1^{er} janvier 1906]. Siège social : rue de Villers, 1, LUNÉVILLE.

Morbihan. — Syndicat des brasseurs de l'arrondissement de Lorient [15 février 1907]. Siège social : rue Victor-Massé, 10, LORIENT.

Nord. — Chambre syndicale des entrepreneurs de pavage de Roubaix, Tourcoing et leurs cantons [30 mai 1907]. Siège social : rue de Mouvaux, 61, ROUBAIX.

Seine [12 septembre 1882]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de bains de rivière dans Paris (8 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS. — Union centrale du bâtiment de la Ville de Paris et du département de la Seine [24 décembre 1901]. Siège social : rue du Pont-Louis-Philippe, 6, PARIS. — Syndicat de la boucherie de Paris et de la banlieue pour la vente directe de ses cuirs classés [1^{er} octobre 1892]. Siège social : rue Santeuil, 5, PARIS. — Chambre syndicale des carrossiers de France (département de la Seine excepté) [2 mai 1907]. Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS. — Syndicat professionnel des producteurs de céruse de France [28 mars 1901]. Siège social : place des Vosges, 9, PARIS. — « Union congolaise française » association syndicale des sociétés concessionnaires du Gouvernement français au Congo [7 août 1900]. Siège social : rue de Châteaudun, 55, PARIS. — Syndicat de l'enseignement ménager [29 janvier 1904]. Siège social : Bourse du commerce, PARIS. — Chambre syndicale des approvisionneurs en fleurs coupées du Midi sur le marché banal des Halles centrales [5 janvier 1904]. Siège social : rue du Trésor, 4, PARIS. — Chambre syndicale des transports automobiles terrestres et maritimes [7 novembre 1903]. Siège social : avenue Malakoff, 86, PARIS.

Seine-inférieure. — Syndicat des laitiers dieppois [30 novembre 1906]. Siège social : rue Victor-Hugo, Dieppe.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aude. — Syndicat des ouvriers cultivateurs de Mailhac [8 février 1904]. Siège social : maison Pech, MAILHAC. — Chambre syndicale ouvrière des cuisiniers de Narbonne [9 novembre 1897]. Siège social : café du XIX^e siècle, rue de la République, NARBONNE. — Syndicat de l'union indépendante des maçons-plâtriers et tailleurs de pierre réunis de la ville de Narbonne [6 avril 1906]. Siège social : rue Émile-Zola, NARBONNE. — Corporation des ouvriers peintres en bâtiments de la ville de Narbonne [8 juin 1900]. Siège social : Hôtel de ville, NARBONNE. — Syndicat des ouvriers irréguliers des corporations de Narbonne (terrassiers, etc.) [4 septembre 1903]. Siège social : Bourse du travail, NARBONNE. — Chambre syndicale des ouvriers tonneliers de Narbonne [17 avril 1889]. Siège social : Bourse du travail, NARBONNE. — Syndicat des ouvriers cultivateurs de Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse [25 janvier 1904]. Siège social : Mairie, SAINT-LAURENT-DE-LA-CABRERISSE. — Syndicat des ouvriers du bâtiment de Sallèles-d'Aude [2 mai 1907]. Siège social : Mairie, SALLÈLES-D'AUDE. — Syndicat des ouvriers cultivateurs de Sallèles-d'Aude [1^{er} mars 1902]. Siège social : SALLÈLES-D'AUDE.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des ouvriers métallurgistes et parties similaires [5 avril 1904]. Siège social : Bourse du travail, ARLES.

Dordogne. — Syndicat des ouvriers **carriers** [2 juin 1907]. Siège social : Bourse du travail, PÉRIGUEUX.

Manche. — Syndicat des **terrassiers**, puisatiers, mineurs, casseurs de pierres et parties similaires [2 mai 1906]. Siège social : Bourse du travail, CHERBOURG.

Nord. — Syndicat roubaisien du **vêtement** et de l'habillement [21 novembre 1905]. Siège social : Grande-Rue, 59, ROUBAIX.

Pas-de-Calais. — Syndicat des ouvriers **terrassiers** et carriers d'Arques (145 membres) [1^{er} juillet 1907]. Siège social : ARQUES.

Rhône. — Chambre syndicale des **tisseurs** et similaires de Cublize et des environs [16 juin 1889]. Siège social : CUBLIZE. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** à vitres de Givors [21 décembre 1902]. Siège social : Mairie, GIVORS. — Chambre syndicale des garçons de **bateaux-lavoirs** de la ville de Lyon [15 juillet 1906]. Siège social : rue Rozier, 3, LYON. — Chambre syndicale des **blanchisseuses**, laveuses et repasseuses de Lyon et la banlieue [15 janvier 1900]. Siège social : Bourse du travail, LYON. — Chambre syndicale des **chaudronniers** en cuivre et similaires de Lyon et de la banlieue [2 février 1876]. Siège social : avenue de Saxe, 142, LYON. — Syndicat indépendant des ouvriers des produits **chimiques**, manœuvres et similaires de la ville de Lyon et de la banlieue [15 décembre 1904]. Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — Syndicat des ouvriers **déménageurs** et similaires de Lyon [19 août 1905]. Siège social : Bourse du travail, LYON. — Chambre syndicale des ouvriers **galochiers** de la ville de Lyon et du département du Rhône [2 août 1900]. Siège social : rue Moncey, 54, LYON. — Chambre syndicale « les **garçons de peine**, prévoyants » [18 janvier 1896]. Siège social : place Croix-Paquet, 10, LYON. — Syndicat ouvrier lyonnais des **graveurs**, moletteurs, releveurs, dessinateurs et pantographistes [30 juin 1907]. Siège social : place du Pont, 4, LYON. — « L'Union du Rhône », groupe corporatif d'employés d'**hôtels**, de restaurateurs, de cafés et similaires [23 août 1895]. Siège social : rue Gentil, 23, LYON. — Association professionnelle syndicale indépendante des ouvriers **maçons** et similaires de Lyon [21 octobre 1902]. Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — Syndicat de l'Union fraternelle des **maçons** de Lyon et du Rhône [1^{er} décembre 1900]. Siège social : rue Paul-Bert, 26, LYON. — Syndicat des ouvriers **meuniers** et similaires du département du Rhône et départements voisins [20 octobre 1906]. Siège social : quai Saint-Vincent, 37, LYON. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvriers **papetiers-sacquetiers** de la ville de Lyon [2 février 1900]. Siège social : rue Mercière, 62, LYON. — Chambre syndicale des ouvriers **polisseurs** sur métaux de la ville de Lyon [14 mars 1907]. Siège social : rue Championnet, 58, LYON. — Union syndicale des représentants de **pompes funèbres** [15 juin 1901]. Siège social : rue Mercière, 23, LYON. — Syndicat international des **tapissiers** [27 décembre 1905]. Siège social : passage de l'Argue, 38, LYON. — Chambre syndicale des ouvriers **tréfileurs** et similaires de la ville de Lyon [3 juin 1899]. Siège social : rue Transversale, 9, LYON. — Chambre syndicale des ouvriers **tuiliers** et similaires de Sainte-Foy, Souzy et Saint-Genis-Largentièrre [9 février 1908]. Siège social : SAINTE-FOY-LARGENTIÈRE. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires de Villefranche [10 mai 1905]. Siège social : rue des Fayettes, VILLEFRANCHE.

Saône (Haute). — Chambre syndicale des **verriers** et similaires réunis de Gouhenans (25 membres) [26 juillet 1903]. Siège social : GOUHENANS.

Seine. — Chambre syndicale des ouvrières **brocheuses** et parties similaires (167 membres) [4 février 1900]. Siège social : avenue du Maine, 140, PARIS. — Chambre syndicale des ouvriers **vernisseurs** et metteurs en couleurs [1^{er} juillet 1907]. Siège social : passage Rauch, 3, PARIS.

Seine-Inférieure. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** d'Aumale [16 août 1906]. Siège social : hôtel Sajot, AUMALE. — Syndicat des ouvriers **verriers** de Blangy [18 février 1904]. Siège social : BLANGY. — Syndicat des **verriers** similaires de Blangy-

sur-Bresle [15 mai 1907]. Siège social : BLANGY-SUR-BRESLE. — Syndicat des ouvriers **dockers** et similaires de Dieppe [10 juillet 1907]. Siège social : rue Parmentier, 3, DIEPPE. — Syndicat des ouvriers **verriers** des Essarts-Varimpré [20 avril 1904]. Siège social : LES ESSARTS-VARIMPRÉ. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** de la ville du Havre et des environs [117 membres]. Siège social : cercle Franklin, LE HAVRE. — Chambre syndicale des ouvriers **couvreurs**, plombiers, zingueurs du Havre [16 mai 1899]. Siège social : LE HAVRE. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons**, plâtriers et similaires du Havre et de l'arrondissement [27 juillet 1899]. Siège social : rue Jean-Bart, 8, LE HAVRE. — Chambre syndicale des **manœuvres** et hommes de peine de toutes corporations du Havre [26 juillet 1899]. Siège social : rue de Turenne, 22, LE HAVRE. — Chambre syndicale des **marins** lamaneurs de la station du Havre [1^{er} avril 1906]. Siège social : rue des Viviers, 33, LE HAVRE. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers**, ébénistes et similaires de la ville du Havre et des environs [30 août 1899]. Siège social : Bourse du travail, LE HAVRE. — Chambre syndicale des ouvriers **sculpteurs** et staffeurs de la ville du Havre [1^{er} janvier 1908]. Siège social : rue Jean-Bart, 8, LE HAVRE. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers** du Havre et des environs [15 février 1908]. Siège social : rue Jean-Bart, 8, LE HAVRE. — Syndicat des **tailleurs** et scieurs de pierres de la ville du Havre [25 août 1907]. Siège social : Cercle Franklin, LE HAVRE. — Syndicat des **verriers** d'Incheville [9 juin 1908]. Siège social : INCHEVILLE. — Chambre syndicale des similaires **verriers** de Romesnil [3 mars 1906]. Siège social : NESLE-NORMANDEUSE. — Syndicat des **verriers** similaires de Nesle-Normandeuse [24 mai 1907]. Siège social : NESLE-NORMANDEUSE. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de La Neuville-Champ-d'Oisel [29 juillet 1906]. Siège social : LA NEUVILLE-CHAMP-D'OISEL. — Chambre syndicale des ouvriers de **constructions** navales [18 septembre 1907]. Siège social : Mairie, PETIT-QUEVILLY. — Chambre syndicale des ouvriers des chantiers, manutention et scieries de **bois** de Rouen et des environs [25 novembre 1906]. Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — Chambre syndicale des ouvriers **charbonniers** de la manutention des chantiers du port de Rouen [20 juillet 1907]. Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — Chambre syndicale des **charretiers-livriers** de Rouen et ses environs [6 juin 1907]. Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — Syndicat des **chauffeurs** inscrits maritimes du port de Rouen [20 mars 1903]. Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — Syndicat des **coupeurs-chemisiers** et parties similaires de Rouen et de la région [1^{er} mai 1906]. Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — Union syndicale rouennaise des industries du **livre** [1^{er} avril 1908]. Siège social : rue des Vergetiers, 4, ROUEN. — Chambre syndicale des **mariniers** de la basse Seine et parties similaires [20 février 1899]. Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — Chambre syndicale des ouvriers du **port** de Rouen [26 août 1906]. Siège social : rue d'Harcourt, 2, ROUEN. — Chambre syndicale des ouvriers du Divers (ouvriers du **port**) [25 mars 1907]. Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — Association amicale des **régleurs** et anciens régleurs de machines à houter les cardes de France [28 février 1903]. Siège social : rue de Jussieu, 27, ROUEN. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'industrie **textile**, tisseurs, tisseuses, teinturiers et toutes parties similaires de Rouen et la région [19 septembre 1908]. Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — Chambre syndicale des similaires **verriers** du Vieux-Rouen-sur-Bresle [21 mars 1906]. Siège social : VIEUX-ROUEN-SUR-BRESLE.

Var. — Syndicat régional du **chemin de fer** du Sud de la France [27 septembre 1904]. Siège social : place du Champ-de-Mars, 12, DRAGUIGNAN. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de la Seyne [16 novembre 1905]. Siège social : Bourse du travail, LA SEYNE. — Syndicat international de l'**ameublement** de Toulon [6 août 1906]. Siège social : Bourse du travail, TOULON. — Syndicat des ouvriers et employés des **chemins de fer** du Sud-France du littoral [8 février 1906]. Siège social : Bourse du travail, TOULON. — Syndicat des **ferblantiers** de la ville de Toulon [5 juillet 1895]. Siège social : Bourse du travail, TOULON. — Syndicat des employés **limonadiers**, restaurants et parties similaires de la ville de Toulon [31 avril 1905]. — Siège social : Bourse du travail, TOULON. — Syndicat des aides **maçons** et parties similaires [26 avril 1904]. Siège social : Bourse du travail, TOULON. — Syndicat des commis auxiliaires des services de la **marine** [3 mars 1903]. Siège social : Bourse du travail, TOULON. — Syndicat des ouvriers en régie directe du **port** de Toulon [24 mars 1903]. Siège social : Bourse du travail, TOULON. — Syndicat du

personnel ouvrier de l'École de **pyrotechnie** de la marine de Toulon [11 mai 1901]. Siège social : Hôtel de Ville, TOULON. — Syndicat des ouvriers **serruriers** [27 octobre 1895]. Siège social : Bourse du travail, TOULON. — Syndicat de défense des travailleurs en régie et parties similaires de l'arsenal de Toulon (**terrassiers** et manœuvres) [26 septembre 1899]. Siège social : Bourse du travail, TOULON. — Syndicat des ouvriers **voiliers** [17 juillet 1898]. Siège social : Bourse du travail, TOULON.

3° SYNDICAT MIXTE.

Aisne. — Syndicat des **jardiniers** indépendants [16 janvier 1904]. Siège social : rue de Cambrai, 57, SAINT-QUENTIN.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Aude. — Fédération des syndicats des travailleurs de **terre** et parties similaires du département de l'Aude [30 août 1903]. Siège social : Hôtel de ville, NARBONNE.

ERRATUM.

Bulletin de mai 1909, p. 602, lignes 8 et 9, lire :

(MOUVEMENT SYNDICAL).

22 syndicats patronaux comptant 4,163 membres;
259 syndicats ouvriers comptant 15,599 membres.

BIBLIOGRAPHIE.

OUVRAGES REÇUS PAR LA DIRECTION DU TRAVAIL
ET SOMMAIRES DES BULLETINS DES OFFICES DU TRAVAIL ÉTRANGERS *
POUR MARS 1909 ⁽¹⁾.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE. — OFFICE IMPÉRIAL DE STATISTIQUE (Ministère de l'Intérieur) : *Bewegung der Bevölkerung im Jahre 1907* (Mouvement de la population en 1907). — 1 vol. in-4° de 253 pages. Berlin, Puttkammer et Mühlbrecht 1909.

— *Vierteljahrshefte zur Statistik des deutschen Reichs* (Cahiers trimestriels de statistique de l'empire allemand). 1909. 2° cahier : *L'assurance maladie des caisses de mineurs en 1907*. — *Les faillites et les liquidations judiciaires dans le 1^{er} trimestre 1909* (chiffres provisoires). — *Résultats provisoires du recensement des entreprises agricoles du 12 juin 1907*. 1 vol. in-4° de 197 pages. Berlin, Puttkammer et Mühlbrecht, 8 marks par an.

— **DIRECTION DE LA STATISTIQUE OUVRIÈRE** (Office impérial de statistique, Ministère de l'Intérieur) : * «*Reichsarbeitsblatt*» (Bulletin impérial du travail). Berlin, Karl Heyman, le numéro, 10 pfennigs. — Sommaire du n° de mars 1909 : Recherches sur la statistique des caisses de maladie du Reichsarbeitsblatt. — *La surveillance industrielle en 1907 dans les petits États fédéraux et dans l'empire en général*. — Extrait des rapports des corporations professionnelles dans l'industrie sur la prévention des accidents pour l'année 1907. — *La loi anglaise sur les mines de l'année 1908*. — *Les salaires des ouvriers des mines dans les principaux districts miniers de Prusse*. a) Dans le 1^{er} trimestre 1908. b) Pendant l'année 1908. — *Les règlements de travail et les autres dispositions pour régler les conditions de travail des travailleurs municipaux dans les villes allemandes*. — *Le 41^e congrès syndicaliste anglais à Nottingham*. — *La fédération des syndicats de femmes en Angleterre en 1907 et 1908*. — *Les conflits du travail en Angleterre dans les dix dernières années et spécialement en 1907*. — *L'état actuel du mouvement coopératif en Allemagne* (2^e article). — *L'enseignement post scolaire en Prusse*.

— **ROYAUME DE SAXE.** — OFFICE ROYAL DE STATISTIQUE : *Statistisches Jahrbuch* (Annuaire statistique pour 1909). 1 vol. in-8° de 320 pages. Prix : 1 mark. Dresde, C. Heinrich.

AUSTRALASIE. — NOUVELLE-ZÉLANDE. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL : *Awards, recommendations, and decisions under the industrial conciliation and arbitration act* (Sentences arbitrales rendues conformément à la loi sur la conciliation et l'arbitrage). 1° Index des sentences rendues en 1908. 1 brochure de 64 pages. Wellington, John Mackay, 1909. — 2° Texte des dernières sentences rendues. 1 brochure de 96 pages. Wellington, John Mackay, 1909.

⁽¹⁾ En dehors des renseignements mensuels concernant le marché du travail, les grèves, la jurisprudence, le mouvement syndical, la législation, etc., la plupart des Bulletins des offices du travail étrangers publient des articles spéciaux dont les plus importants sont mentionnés ci-dessous. — Les bulletins sont indiqués par un astérisque *.

AUTRICHE. — OFFICE DE STATISTIQUE OUVRIÈRE (Ministère du Commerce) : * « *Soziale Rundschau* » (Bulletin de l'Office de statistique). Vienne, Alfred Hölder, le n° 0 fr. 20. — Numéro de février-mars 1909 : Les comités ouvriers et les délégués à la sécurité dans les mines d'Autriche. — La protection ouvrière dans les boulangeries en Autriche. — Séances du Conseil supérieur du travail d'Autriche. — Loi du 8 février 1909 complétant les lois d'assurance-accidents et maladie. — Le IV^e congrès des caisses de maladie en Autriche. — Le I^{er} congrès des syndicats chrétiens d'Autriche. — Les résultats provisoires de l'enquête sur le travail des enfants. — Les syndicats chrétiens en 1908 en Autriche. — Les syndicats affiliés à la Commission des syndicats en 1908 en Autriche. — Les caisses de chômage subventionnées par l'État au Danemark. — Les accidents du travail en 1906 en Suède. — Office gratuit de renseignements sur les logements à louer à Graz en 1907. — Les conflits du travail en 1908 en Autriche.

— **MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR** : *Ergebnisse der Unfallstatistik der fünfjährigen Beobachtungsperiode 1902-1906* (Résultats de la statistique des accidents pour la période d'observation de cinq années 1902-1906). 1 volume in-4° de 854 pages. Vienne, Alfred Hölder, 1909.

— *Die Gebarung und die Ergebnisse der Unfallstatistik im Jahre 1906* (L'administration et les résultats de la statistique des accidents en 1906). 1 volume in-8° de 216 pages. Vienne, Imprimerie de la Cour et de l'État, 1909.

— *Die Gebarung und die Ergebnisse der Krankheitsstatistik im Jahre 1906* (L'assurance-maladie en 1906). 1 volume in-8° de 174 pages. Vienne, Imprimerie de la Cour et de l'État, 1909.

BELGIQUE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'industrie et du travail) : * « *Revue du travail* ». (Bruxelles, Vanbuggenhoudt, le n° 0 fr. 10.) — Numéro du 31 mars 1909 : Les grèves et lock-outs en 1908. — La production des mines pendant le 2^e semestre de 1908. — Loi du 27 février 1909 ajournant à 1910 les élections pour les conseils de prud'hommes.

CANADA. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL : * « *Gazette du travail* ». Ottawa, Dawson, le n° 0 fr. 15. — Numéro de mars 1909 : L'organisation du travail au Canada en 1908. — Encouragement apporté à l'instruction technique dans l'État d'Ontario au moyen de bibliothèques publiques. — Le premier congrès des sociétés coopératives canadiennes à Hamilton. — Les industries minières et métallurgiques au Canada.

DANEMARK. — CAISSE ROYALE D'ASSURANCE : *Anstaltens virksomhet i aaret 1907* (Activité de la caisse en 1907). 1 brochure de 20 pages, Christiania, E. Qvigstad, 1909.

ÉTATS UNIS. — BUREAU DU TRAVAIL (Département du Commerce et du Travail) : *Twenty-second annual report of the commissioner of labor* (Trente-deuxième rapport annuel du commissaire du travail pour 1907) contenant la législation du travail des États-Unis et les décisions de jurisprudence qui s'y rapportent. 1 vol. in-8° de 1,562 pages, Washington, Imprimerie du Gouvernement, 1908.

— **BUREAU DES STATISTIQUES** (Département du Commerce et du Travail) : *The foreign commerce and navigation of the United States* (Commerce extérieur et navigation des États-Unis pour l'année terminée au 30 juin 1908). 1 vol. in-8° de 1,222 pages. Washington, Imprimerie du Gouvernement, 1908.

— **NEW-YORK.** — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL : * « *Department of labor Bulletin* ». (Trimestriel.) Albany, J.B. Lyon. — Sommaire du n° de mars 1909 : La constitutionnalité d'une loi d'indemnité aux ouvriers en cas d'accident. — L'assurance contre les accidents au Danemark.

FINLANDE-RUSSIE. — ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'INDUSTRIE : * « *Arbetsstatistik tidskrift* ». — (Revue de statistique ouvrière.) Helsingfors, Kejsersliga senatens tryckeri, le n° o fr. 25. — Sommaire du n° 2, 1909 : Réorganisation de l'Inspection du travail. — Le chômage et l'assurance contre le chômage. — Demande d'une subvention d'Etat pour des recherches statistiques sur le chômage.

GRANDE-BRETAGNE. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL (Ministère du Commerce) : * « *Labour Gazette* ». Londres, Veal, Chifferiel and C^e; le numéro, o fr. 10. — Numéro de mars 1909 : Le coût de la vie dans les villes de France. — La Commission royale de l'assistance publique. — Les bureaux de conciliation dans les chemins de fer. — L'humidité et la ventilation dans les salles à tisser le coton.

ITALIE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce) : * « *Bollettino dell'Ufficio del lavoro* ». Rome, Fratelli frères; le n° o fr. 30. — Numéro de mars 1909 : Rapport sur le service de l'Inspection du travail en 1907-1908. — Texte des contrats collectifs stipulés pendant le 4^e trimestre 1908. — Prix de vente des coopératives dans les années 1906, 1907 et 1908 et prix de vente signalés par les municipalités en 1908. — Les salaires des travailleurs de la mer en 1908.

JAPON. — BUREAU DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE : Résumé statistique de l'empire du Japon. 23^e année contenant les renseignements pour les années 1906 et 1907. Tokio, 1909.

SUÈDE. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE : *Sveriges utförsel och införsel* (Importations et exportations de la Suède). 1^{re} *Exportations*. 1 brochure de 40 pages. Stockholm, Société anonyme de librairie du Nord, 1909.

— DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES : *Undervisningsväsendet* (L'instruction publique) : Statistique officielle de l'enseignement public pour les garçons pendant l'année 1905-1906. 1 brochure de 66 pages. Stockholm, Imprimerie centrale, 1909.

— ADMINISTRATION DU CONTRÔLE ET DE LA VÉRIFICATION : *Brännvins tillverkning och försäljning samt socker- och maltdruckstillverkningen* (Statistique officielle de la fabrication et de la vente de l'eau-de-vie ainsi que de la fabrication du sucre de betterave et des boissons de malt pour la campagne 1907-1908).

URUGUAY. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE : *Anuario estadístico* (Annuaire statistique pour 1907-1908). Tome 1^{er}. 1 vol. in-8° de 1,056 pages. Montevideo, Imprimerie de Dornaleche y Reyes, 1909.

ERRATUM.

D'après le Bulletin d'avril 1909, renseignements des chambres syndicales ouvrières pour Paris, page 463, 5^e ligne, à partir du bas, lire 4 p. 100 de chômeurs chez les teinturiers-dégraisseurs, au lieu de 44 p. 100 de chômeurs.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de juin, les ouvriers viticoles du Midi ont été occupés soit dans les vignes, soit à la moisson, mais les soins à donner aux vignobles sont toujours restreints par les propriétaires en raison de la mévente des vins. C'est la fenaïson qui a surtout donné du travail aux ouvriers bûcherons, mais beaucoup sont restés inoccupés en raison du peu d'abondance de la récolte. Les horticulteurs de la région parisienne se montrent toujours aussi satisfaits.

Le travail bat son plein dans le bâtiment.

Dans les industries textiles, la situation est presque partout considérée comme satisfaisante dans le Nord, ainsi que dans les centres cotonniers de la Seine-Inférieure, à Troyes dans la bonneterie et dans les petits centres de Maine-et-Loire et de Vendée. L'activité est stationnaire dans les Vosges. Dans la soie, la situation est, en général, estimée satisfaisante : le travail est en particulier abondant à Lyon chez les tisseurs de la Croix-Rousse; on signale par contre du chômage dans quelques centres de tissage mécanique de l'Isère.

Le travail a un peu baissé dans les industries du vêtement.

Dans les métaux, la situation reste dans l'ensemble stationnaire, avec une légère reprise dans la mécanique à Paris; le chômage intense des ferblantiers-

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de juin 1909. — Les chiffres

rents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

boîtiers des côtes bretonnes s'est un peu atténué. Par contre, on ne signale aucune amélioration chez les horlogers de Franche-Comté.

L'activité se maintient dans les industries du livre. Le chômage reste élevé parmi les pipiers de Saint-Claude et les tonneliers. Dans la mégisserie, le travail reprend à Annonay; il est très actif à Mazamet; on ne signale, au contraire, aucune amélioration à Millau.

1,239 syndicats, groupant 308,643 ouvriers, ont répondu, pour juin 1909, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 992 groupant 236,886 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 13,504, ce qui correspond à une moyenne de 5.7 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 6.4 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 6.8 p. 100; elle était de 7.8 p. 100 en juin 1908.

L'ouvrage, pendant le mois de juin 1909, a été jugé, par comparaison avec le mois de mai, plus abondant, par 21 p. 100 des syndicats, groupant 16 p. 100 des syndiqués; équivalent par 56 p. 100 des syndicats, groupant 65 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 23 p. 100 des syndicats, groupant 19 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 687 syndicats, groupant 147,957 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 322, groupant 76,170 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (4,954) accuse 10 p. 100 de chômeurs contre 7. Sur l'Océan, la pêche est plus abondante à Concarneau (675), Douarnenez (1,889), au Bono (156), au Croisic (600); à la Rochelle les marins pêcheurs (251) sont occupés aux réparations annuelles des bateaux. Sur la Méditerranée, les pêcheurs de l'art trainant de Cette (220) estiment la pêche plus abondante. Les marins et pêcheurs d'Oran (300) accusent 7 p. 100 contre 66.

D'après les réponses de 57 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 9,647 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en juin, de 9.2 p. 100 contre 8.6 le mois dernier et 4.5 en juin 1908; la situation était considérée comme satisfaisante par 68 p. 100 des syndicats et 76 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 886 chômeurs, 765 sont signalés par 37 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 3,681 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 16.3, 14.1 et 40.5 p. 100 contre 17.6, 17.4 et 41.1 le mois dernier et 7.5, 16.4 et 5 en juin 1908; 15 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; les travaux des vignes (sulfatage, soufrage, labourage) et les moissons continuent à occuper les ouvriers viticoles du Midi, mais le chômage reste encore très au-dessus du niveau de l'année dernière en raison de la mévente des vins. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,308) annonce 0 chômeurs contre 15 le mois dernier et 6 en juin 1908 : le travail est plus abondant que le mois

dernier; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2.378) accuse o contre o et estime le travail aussi abondant et satisfaisant. Pas de chômeurs chez les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq (203); 51.4 p. 100 contre 48.7 chez les vignerons d'Aÿ (138).

130 syndicats de bûcherons groupant 12,088 membres accusent 15.6 p. 100 de chômeurs contre 12.2 le mois dernier et 3.9 en juin 1908. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 61 p. 100 des syndicats et 59 p. 100 des syndiqués. L'écorçage est terminé à peu près partout; c'est la fenaison qui occupe surtout les ouvriers bûcherons, mais un assez grand nombre restent sans ouvrage, les foin étant peu abondants cette année, en raison de la sécheresse des mois passés, les pluies gênant la rentrée de la récolte et les machines agricoles se répandant de plus en plus. On ne signale aucun chômeur dans 8 centres sur 14 dans l'Allier, dans 13 sur 27 dans le Cher, dans 8 sur 13 dans le Loiret, dans 22 sur 41 dans la Nièvre et dans 8 sur 12 dans l'Yonne; le chômage atteint 29 p. 100 contre 24.6 le mois dernier dans l'Allier pour 941 syndiqués; il est de 18.7 contre 18.4 dans le Cher pour 2,791 syndiqués; de 11.6 contre 12.9 dans le Loiret pour 542 syndiqués; de 18.6 contre 9.2 dans la Nièvre pour 4,126 syndiqués et de 12.7 contre 29.7 dans l'Yonne pour 1,100 syndiqués. Dans les Landes, 13 syndicats de résiniers, groupant 1,389 membres, accusent 1.4 p. 100 de chômeurs contre 0.3 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le Comité central des houillères de France, portent sur plus de 182,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de juin 1909. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMADAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	115,498	5.93	"	"	"	28.29	71.71
Loire.....	17,125	5.92	"	"	"	25.98	74.02
Gard et Hérault.....	14,244	5.81	"	"	"	28.41	71.59
Tarn et Aveyron.....	10,668	6.00	"	"	"	"	100
Provence.....	2,688	5.24	"	"	0.10	99.90	"
Isère.....	1,926	5.91	"	"	"	5.03	94.97
Ouest.....	427	5.57	"	"	25.29	"	74.71
Bourgogne et Nord-Ouest	10,268	5.59	"	"	"	84.01	15.99
Centre.....	10,010	5.78	"	"	"	54.52	55.48
ENSEMBLE pour la France.	182,854	5.89	"	"	0.00	31.47	68.33

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.83 le mois dernier et de 5.68 en juin 1908. D'après les réponses de 24 syndicats, le

chômage serait de 0.4 p. 100 sur un effectif de 29,048 syndiqués contre 0.2 le mois dernier pour 34,344 syndiqués et 0.4 en juin 1908 pour 30,160 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 5.9 p. 100 pour 17 syndicats groupant 2,556 ouvriers contre 6.2 le mois dernier et 3.7 en juin 1908. Dans les carrières, pas de chômeurs à Saulxures-sur-Moselotte (470), Trept (150), Lérouvillle (175); 21.3 p. 100 contre 10.8 à Château-Landon (235); 10 contre 18.5 à Parmilieu (123); 5 contre 4.8 à Volvic (340); 10 à Montalieu-Vercieu (290). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 52 syndicats, groupant 13,142 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 9.4 p. 100 contre 7.7 le mois dernier et 12.4 en juin 1908. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 53 p. 100 des syndicats et 37 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Melun (120) et d'Alger (340); les bouchers (130), les limonadiers (300) et les confiseurs (450) de Marseille; les restaurateurs de Nice (600). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les bouchers de Lyon (346) et de Bordeaux (120); les cuisiniers de Pau (148) et de Marseille (200); les confiseurs de Lille (135); les maîtres d'hôtel navigateurs du Havre (893). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,585) accusent 4.1 p. 100 contre 4; ceux de la Bourse du travail (1,620), 6.2 contre 6.2; les pâtisseries (1,605), 7.8; les boulangers de la rue des Martyrs (250), 6.4 contre 2.8; ceux du syndicat mixte de la rue Charlot (1265), 2; les limonadiers de la Bourse du travail (400), 12.5; aux Halles, les employés de la marée (163) accusent 3.1 contre 1.5.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de mai 1909, huitième mois de la campagne 1908-1909, s'élevait à 1,940,880 hectolitres, en augmentation de 129,783 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru à la même date est évaluée approximativement à 272,000 hectolitres, soit une différence en plus de 55,000 hectolitres sur la campagne 1907-1908⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de juin 1909, dixième mois de la campagne 1908-1909, la quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 801,554 tonnes, en augmentation de 55,377 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 8 syndicats, groupant 8,171 ouvriers, ressort à 2.8 p. 100 contre 2.3 le mois dernier et 5.6 en juin 1908. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Nice (360), Saint-Étienne (160) et Toulon (240); 0.5 contre 0.8 à Paris (5,314). Les ouvriers des huileries de Marseille (1,643) accusent 12.2 p. 100 contre 9.5 le mois dernier. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (487), de Blendecques (300) et d'Anould (635) sont tous occupés. 1.7 p. 100 contre 1.7 chez les relieurs de Nancy (120); 15 contre 10 chez les cartonnières en tous genres de Lyon (100).

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 116 pour 69 syndicats groupant 4,588 adhérents, soit 2.5 p. 100; pour Paris, de 91 pour 9 syndicats groupant 5,566 adhérents, soit 1.6 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 2.2 p. 100 pour la province et de 3.1 pour Paris; elle était, en juin 1908, de 2.4 pour la province, de 3.5 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 86 p. 100 des syndicats de province groupant 87 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 3 syndicats, équivalent par 33, moins abondant par 12. Il y a 1.8 p. 100 de chômeurs contre 0.9 le mois dernier à Dijon (111); 0.6 contre 0 à Grenoble (180); 1 contre 0 à Besançon (96); 10.6 chez les lithographes de Bordeaux (160); 0 contre 0 à Nevers (140); 0 contre 0 à Amiens (205); 4.1 contre 3 à Nantes (170); 0 contre 0 à Clermont-Ferrand (105); 0 à Rennes (203); 5.1 contre 2.5 à Rouen (158); 0.8 contre 0.8 au Havre (120); 2.9 contre 3.9 chez les typographes de Lyon (516); 4.7 contre 2.6 à Lille (406) et 3.3 contre 5.3 chez les lithographes (152); 0 contre 0 au Mans (102).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,500) accuse 35 chômeurs contre 78 le mois dernier et 200 en juin 1908 et estime le travail aussi abondant et satisfaisant pour l'époque. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (142) accuse 2.1 contre 7.1; la *Résistance* (214), 4.2.

CUIRS ET PEaux. — Le chômage, d'après les réponses de 11 syndicats, groupant 2,663 ouvriers, atteint 8.9 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 16.3 le mois dernier et 53.1 en juin 1908. A Annonay, les mégissiers de rivière (600) ont 15 p. 100 de chômeurs contre 20 le mois dernier et font 30 à 40 heures; les mégissiers-palissonneurs (350) accusent 5 p. 100 contre 5. A Millau, les chamoiseurs (110) en ont 72.7 contre 72.7 et font 55 heures. A Mazamet, les exploitants de la peau de mouton (900) accusent 0 contre 0.7. Les pelleliers de Paris (450) accusent 4 p. 100.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 3.8 p. 100 pour 10 syndicats groupant 421 ouvriers contre 2.8 le mois dernier et 2.7 en juin 1908. Les coupeurs de Lyon (108) accusent 3.7 p. 100 contre 3.6 et 48 heures.

A Paris, les selliers militaires (178) accusent 6.7 p. 100 contre 11.2; les portefeuillistes (250), 6 contre 4.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 70 syndicats, groupant 29,539 adhérents, était de 1,549, soit 5.2 p. 100 contre 4.3 le mois dernier et 11.6 en juin 1908.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (10,686), il y aurait 7.5 p. 100 de chômeurs contre 6.4 le mois dernier et 11.3 en juin 1908, la semaine est de 60 heures et la situation est estimée assez satisfaisante. A Tourcoing, les tapissiers en grosse moquette (134) accusent 0 p. 100 contre 1.5. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,600), il n'y aurait pas de chômeurs, la semaine serait de 60 heures et le travail serait satisfaisant et plus abondant. A Armentières, la situation continue à être bonne : un syndicat ouvrier (2,100) accuse 0 p. 100 contre 1.1 et 59 heures; le syndicat mixte (1,772) accuse 0 chômeur contre 0 et 60 heures. A Halluin (1,100), le chômage est de 8 p. 100 contre 6 et la semaine est de 44 à 56 heures; à Houplines (1,650), 1.3 p. 100 contre 1.1 et 55 à 60 heures; la situation est satisfaisante à la Gorgue (800); 0.2 contre 0.2 à Hazebrouck (673); 0 à Nieppe (400); 0 contre 0 à Bous-

sières (115); 0 contre 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (98); 25 contre 52 à Villers-en-Cauchies (158). Pour l'ensemble de 20 syndicats du Nord groupant 21,208 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 4.6 p. 100 contre 3.4 le mois dernier et 12.5 en juin 1908.

Dans les Vosges, les 5 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0 p. 100 de chômeurs sur 359 syndiqués contre 0.2 le mois dernier et 2.1 en juin 1908; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Épinal (127).

Dans les centres normands, à Rouen (251) les ouvriers cotonniers ont 0.8 p. 100 de chômeurs contre 2.4 et font 60 heures : le travail est satisfaisant; à Bolbec (250), 0.4 p. 100 contre 0.6 et 58 heures contre 58; 0 chômeur contre 0 à la Houllme (80) et 60 heures; à Flers, les ouvriers cotonniers (550) font 60 heures contre 60, mais ils attendent 4 à 5 jours à la fin de chaque chaîne. A Evreux (135), aucun ouvrier n'est sans place; mais les ouvriers en fantaisie chôment une semaine par mois.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les pareurs (80) accusent 2.5 p. 100 contre 1.2 et 56 heures contre 60, les tisseurs (308), 1.9 contre 2 et 48 heures contre 54; à Bourg-de-Thizy (600), les tisseurs accusent 5 contre 7.5 et 55 heures; 3.7 contre 6 à Thizy (602) avec 55 heures contre 56 : le travail est satisfaisant.

Dans les Ardennes, à Sedan (150), 0 p. 100 contre 3.3 et 60 heures : la situation est satisfaisante dans le tissage. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (349) sont tous occupés 60 heures; le travail est aussi abondant et assez satisfaisant.

Dans l'Ouest, à Romorantin (450), dans l'industrie du drap, pas de chômage, mais le travail est moins abondant au tissage. La situation est satisfaisante dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et de la Vendée. Pas de chômeurs à Cholet (550), Saint-Léger (130). 0 à la Bastide-Rouairoux (136) où le travail est satisfaisant. A Vienne (398), 8 p. 100 de chômeurs et 60 à 65 heures : le travail est plus abondant et satisfaisant.

Dans la bonneterie, à Troyes (310) 0 p. 100 contre 0, la semaine est de 60 heures : le travail est plus abondant et satisfaisant; il en est de même à Moreuil (580).

Soie. — Dans la Loire, 20 p. 100 contre 12 et 60 heures dans le tissage mécanique et 35 p. 100 contre 30 et 72 heures dans le tissage à bras à Charlieu (80); 0 contre 0 à Bussières (228) et 60 heures : le travail est très satisfaisant. Dans la Haute-Loire, 15 contre 15 à Sainte-Sigolène (610) et 66 heures : le travail est satisfaisant.

Dans la région lyonnaise, l'abondance des ordres concernant la plupart des unis teints en pièce de grande consommation donne aux usines de tissage mécanique une activité qui dépasse la moyenne habituelle à cette époque de l'année; à Lyon, les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main sont tous très occupés et plus encore que le mois dernier; à la campagne, dans les ateliers à bras, la fabrication reste faible ⁽¹⁾. A Lyon, chez les tisseurs de la Croix-Rousse (500), le travail est aussi abondant et satisfaisant, la mode étant aux articles de la Croix-Rousse; la corporation des tisseurs lyonnais (640) estiment également le travail abondant et satisfaisant. A Grandris (115) 35 p. 100 contre 30; à Tarare (157) tous les ouvriers sont occupés de façon satisfaisante.

Dans l'Isère, à Moirans (830), pas de chômeurs et 56 heures chez les tisseurs,

(1) D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 juillet 1909.

60 chez les apprêteurs : le travail est très satisfaisant ; pas de chômeurs à Saint-Geoire-en-Valdaine (380), mais les ouvriers attendent dix jours à la fin de chaque chaîne ; à Montaliou-Vercieu (120), le chômage est complet par suite de la fermeture de l'usine. Dans la Savoie, à Pont-de-Beauvoisin (200) le travail est satisfaisant. Dans le Gard, les fileuses de Ganges (110) font 60 heures et sont satisfaites ; celles de Valleraugue (103) chôment pour cause de réparations.

Dans le tulle, les tullistes de la Tour-du-Pin (90) et de Serrières-de-Briord (98) sont en grève. A Saint-Quentin, les tullistes en guipure (101) sont tous occupés 60 heures et se montrent satisfaits. A Caudry, les ouvriers en tulles (390) accusent 0.5 p. 100 contre 0.5 et 56 heures. Les tullistes réunis de Lyon (580) accusent 34.5 p. 100 contre 50 et 40 heures contre 40. A Paris, les passementiers à la main (140) accusent 4.3 p. 100 contre 2.1 et 40 heures contre 48 le mois dernier ; le syndicat général de la broderie (215) accuse 0.9 p. 100 et 60 heures.

Dans la teinture et l'apprêt, les apprêteurs de Roanne (219) accusent 0.9 p. 100 contre 0 et 60 heures. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (300) accusent 1 p. 100 contre 0.3 : la bonne saison continue.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 4.1 p. 100 pour 24 syndicats, groupant 2,699 ouvriers, contre 6.4 le mois dernier et 6.2 en juin 1908. Le travail est considéré comme plus abondant par 5 syndicats, équivalent par 10, moins abondant par 10. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 83 p. 100 des syndicats et 92 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (308) accusent 1.9 p. 100 contre 1.9 ; les tailleurs et couturières de la Bourse du travail (420) 4.8 contre 0. Les tailleurs de Bordeaux (149) accusent 12.1 contre 0 ; les tailleurs de Constantine (116), 29.3 contre 32.8 ; les ouvriers de l'habillement de Clermont-Ferrand (342), 0 ; 0 contre 0 chez les ouvriers du syndicat mixte de Montpellier (295) ; 0 chez ceux des syndicats mixtes de Carcassonne (260), Morlaix (200), Lille (225).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 16.6 p. 100 pour 12 syndicats groupant 1,631 ouvriers contre 10.3 le mois dernier et 6.8 en juin 1908 ; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (101) accusent 7.9 p. 100 contre 2 ; ceux en chapeaux de feutre et paille (110), 1.8 ; les casquettiers (640), 14.1. Les chapeliers d'Esperaza (260) accusent 42.3 p. 100 ; ceux de Lyon (295), 20.3 contre 16.7.

Les blanchisseurs de la Seine (360) accusent 10 p. 100 contre 2.7 : le travail a diminué.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 27 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,135 ouvriers, est de 7 p. 100 contre 12.1 le mois précédent et 6.4 en juin 1908 : la situation est estimée satisfaisante par 72 p. 100 des syndicats et 38 p. 100 des syndiqués. Les callats-perceurs de Marseille (120) accusent 29.2 p. 100 ; les charpentiers de Lille (550) 11 contre 35 ; les travailleurs du bois d'Halluin (375), 4 ; ceux de Villers-Cotterets (100), 0 contre 0 ; les scieurs de Gommegnies (116), 0 contre 0 ; ceux de Hermes, (411) 3.5 contre 6.1.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 11 syndicats, groupant 746 ouvriers, est de 4.4 p. 100 contre 9.6 le mois dernier et 8.7 en juin 1908. Les sculpteurs sur bois de Lyon (100) accusent 35 p. 100 contre 40 ; les ébénistes d'Autun (150), 0 contre 0 ; ceux de Cannes (136), 2.2 contre 3.

Chez les tonneliers, le chômage est de 20.2 p. 100 pour 10 syndicats, groupant 450 ouvriers, contre 17.6 le mois dernier et 21.1 en juin 1908. 30 p. 100

contre 29.5 à Cognac (300); 22.3 à Bordeaux (1,463); 16.7 à Dunkerque (150).

Dans la carrosserie, 7 syndicats groupant 330 ouvriers annoncent 0.3 p. 100 de chômeurs contre 0.3 le mois dernier et 0 en juin 1908. A Paris, les charrons (165) en accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les ouvriers pipiers de Saint-Claude (1,000) ont 12 p. 100 de chômeurs, et les ouvriers occupés ne font toujours que 30 heures par semaine au lieu de 60 en temps normal. Les layetiers de Paris (380) accusent 1.6 contre 1; les sabotiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (134), 0 contre 0; les boutonniers de Grenoble (175), 0 contre 0; les ouvriers en peignes de la Bastide-sur-l'Hers (180), 1.1 contre 1.1.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 89 syndicats groupant 18,043 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en juin, de 7.3 p. 100 contre 9.7 le mois dernier et 8.6 en juin 1908.

29 syndicats de métallurgistes, groupant 7,902 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 4.7 p. 100 de chômeurs contre 4.2 le mois dernier et 4.8 en juin 1908; la situation est estimée satisfaisante par 60 p. 100 des syndicats et 68 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (197), Bourges (260), Fumel (530), Lille (200), Dieulouard (383), Guérigny (530), le Creusot (1,500); 3.3 p. 100 contre 5.3 à Sous-le-Bois (450); 1.9 contre 2.9 à Hautmont (360); 5 à Fumay (200); 3.9 à Mazières (258); 20 à Saint-Amand (220); 12.5 à Argenteuil (120); 7.9 contre 5.6 chez le syndicat libéré de la rue Fessard (432) à Paris.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 6.7 p. 100 pour 12 syndicats groupant 982 ouvriers contre 1.4 le mois dernier et 6.8 en juin 1908; la situation est considérée comme satisfaisante par 77 p. 100 des syndicats groupant 51 p. 100 des syndiqués; 30 p. 100 à Marseille (200); 0 contre 0 à Ferrière-la-Grande (220); 1.1 contre 1.7 à Bordeaux (180).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 2.4 p. 100 pour 23 syndicats, groupant 4,001⁽¹⁾ ouvriers, contre 5.2 le mois dernier et 3.9 en juin 1908. La situation est considérée comme satisfaisante par 57 p. 100 des syndicats et 30 p. 100 des syndiqués; 0.9 p. 100 contre 0 à Tarbes (109); 0.6 contre 1.7 à Tourcoing (180); 0 à Bordeaux (197); 2.5 à Saint-Étienne (320); 1.4 à Albert (350); 1.6 contre 3.1 à Marseille (125); 6.5 contre 0 à Jeumont (92); 3.6 contre 2.4 à Marpent (250); 2.8 contre 3.7 à Reims (109); 0 contre 1.9 à Chartres (104); 17.5 contre 20 au Mans (194). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 24 chômeurs sur 1,600 syndiqués contre 26 le mois dernier et 108 en juin 1908.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,511) accusent 99 chômeurs contre 104 le mois dernier et 113 en juin 1908; 50 p. 100 chez les horlogers de Lac-en-Villers (200); 8.4 contre 33.1 chez les bijoutiers de Marseille (155); 8 chez ceux de Lyon (100).

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 46.6 p. 100 pour 6 syndicats groupant 1,018 ouvriers contre 57.8 le mois dernier et 45.1 en juin 1908; il est de 18.2 p. 100 contre 100 à Audierne (165); 59 contre 58.9 à Douarnenez (535); 80 à Guilvinec (100). A Paris, les potiers d'étain (180) accusent 5.6 p. 100 contre 2.4; les ferblantiers ornementalistes (412), 0 contre 0.5. Les monteurs en coutellerie de Thiers (650) accusent 4 p. 100; les maréchaux-ferrants de Bordeaux (122), 0.

(1) Lire, à cette place, dans le numéro précédent, 3,067 au lieu de 14.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 108 syndicats, groupant 13,737 adhérents, était, à la fin de juin, de 3.5 p. 100 contre 10.2 le mois précédent et 4.7 en juin 1908.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 2.6 p. 100 pour 78 syndicats groupant 7,237 ouvriers contre 9.1 le mois dernier et 4.4 en juin 1908. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Bourges (120) et Melun (350). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Marseille (120 maçons d'art), Bordeaux (210), Paramé (550), Roubaix (115), Aix-les-Bains (105), Versailles (800), Orsay (145), Cambrai (250), Oran (988). A Paris, les maçons (16,500) estiment la situation stationnaire; les paveurs en bois (705) accusent 2 p. 100. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 83 p. 100 des syndicats et 79 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 11.8 p. 100 pour 16 syndicats groupant 1,590 ouvriers contre 15.1 le mois dernier et 5.8 en juin 1908; il y en a 0 contre 0 à Roubaix (160). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (200) en accusent 10 contre 3; les ornemanistes (694), 21.6 contre 69.9.

Les marbriers de Couslore (200 + 350) sont tous occupés; ceux de Bellignies (700) accusent 2.8 p. 100; les granitiers de Paris (100), 20 contre 15. Les couvreurs de Tourcoing (150) accusent 5.3 p. 100 contre 8; les ferblantiers-plombiers de Marseille (135), 11.1 contre 0. Les fumistes de Paris (2,500) ont 1 p. 100.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chauxfourniers d'Albi (100) et de Contes-les-Pins (200); 28.5 chez ceux de Saint-Léger (158).

Les potiers (300) et les engobeuses de poteries (300) de Vallauris accusent 0 p. 100. Il en est de même des faïenciers de Montereau (300). A Limoges, les emballleurs de porcelaines (191) accusent 2.6 contre 2.1.

Dans l'ensemble des 6 syndicats de verriers, groupant 365 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 24.9 p. 100 contre 0 le mois dernier et 23.3 en juin 1908.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 9 syndicats groupant 1,239 membres ressort à 46.6 p. 100 contre 46.5 le mois dernier et 29.3 en juin 1908; elle est de 50 contre 20 à Nice (800); de 58.3 contre 40 à Marseille chez les ouvriers des enclos de bois (100).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 24.2 p. 100 pour 7 syndicats groupant 1,695 membres contre 11 le mois dernier et 7.4 en juin 1908; les sourciers de Saint-Yorre (200) accusent 5 p. 100 contre 5; ceux de Vals-les-Bains (180), 0 contre 0; les transbordeuses d'oranges (125) et de fruits (222) de Cerbère sont en chômage. A Paris, les porteurs aux Halles (219) accusent 0 contre 0.

11 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 3,574 ouvriers, accusent 0 sans-travail contre 2 le mois dernier et 2 en juin 1908. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 21 syndicats groupant 2,036 membres, est de 13.9 p. 100 contre 10.2 le mois dernier et 6.7 en juin 1908; elle est de 0.6 chez les officiers mécaniciens de la marine de Marseille (490);

de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 2.9 contre 1.9 chez les camionneurs de Lyon (103); de 50 chez ceux du Havre (500); de 0 chez ceux de Charleville (113).

D'après les réponses de 53 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 29,124 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 2.5 p. 100 contre 1.4 le mois dernier et 2.4 en juin 1908. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (202) accusent 8.9 p. 100 contre 13.2; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,186), 0.9 contre 0.8; les commis en maçonnerie (136), 0 contre 0; les employés en serrurerie (125), 0 contre 0; « l'Alliance sténographique » (299), 3.3 contre 3.8; les sténo-dactylographes de la Bourse du travail (254), 4.7; les dessinateurs du bâtiment (444), 2; les clerks d'huissiers (206), 1 contre 0; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,416), 0.8 contre 0.6; 2.7 chez ceux de la rue des Petites-Ecuries (6,428). En province, 3.4 p. 100 contre 1.7 chez les employés de commerce (587) de Marseille et 0.8 chez les comptables (124); 0.1 chez les employés (2,034) et 0.9 contre 0 chez les sténographes (352) de Lyon; 3.1 contre 2.5 à Amiens (354); 0.2 contre 0.2 à Nancy (536 représentants); 0 contre 1.6 à Rouen (200) et 0.8 chez les représentants (129); 2.4 contre 1.8 à Saint-Etienne (210); 1.6 contre 4.1 à Nice (125); 2.6 à Clermont-Ferrand (152); 2 contre 2 à Dax (100); 0 contre 0 à Alger (99); 0 à Constantine (112).

DIVERS. — 7 syndicats de gens de maison accusent 3.4 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 6,068 membres contre 7.5 le mois dernier et 4.5 en juin 1908; à Paris, le syndicat national des gens de maison de la Bourse du travail (2,349) accuse 2.3 p. 100 contre 1.4; celui de la rue Lauriston (2,181) en accuse 2.1 p. 100 contre 2.8; celui de Bordeaux (469), 3.

9 syndicats de coiffeurs, groupant 959 ouvriers, ont 12.2 p. 100 de sans-travail contre 2 le mois dernier et 1.7 en juin 1908; 8.6 à Bordeaux (220); 14 à Lyon (172); 11.2 au Mans (125).

LES GRÈVES EN JUIN 1909.

64 grèves, 2 lockouts et 2 coalitions de patrons ont été signalés, en juin, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 63 de ces conflits, est de 6,647.

Il y avait eu, en juin 1908, 123 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 90.

Ces conflits, dont 49 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	39
Réductions de salaire.....	1
Demandes de diminution du temps de travail.....	5
Contestation relative au salaire.....	1
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	4
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	2
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	17
Demandes de renvoi d'ouvriers.....	4
Demande d'assurance contre les accidents.....	1
Manifestations syndicales.....	1
Diminution de la production.....	1
Demandes de suppression de la taxe du pain.....	2

Ces grèves ont éclaté dans 35 départements (une grève de terrassiers et une grève d'ouvriers et employés de tramways s'étant étendues à 2 départements) et on en a compté :

14 dans le Nord, 9 dans la Seine, 4 dans le Pas-de-Calais, 3 dans la Seine-Inférieure, 2 dans l'Eure-et-Loir, la Haute-Garonne, l'Isère, la Loire, le Loiret, le Rhône, la Savoie, la Seine-et-Oise et la Somme et 1 dans 22 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 22 conflits; industries textiles, 11; transports et manutention, 10; métaux, 6; alimentation, 5; papiers, 4; travail des pierres et des terres, 3; agriculture, bois, 2; mines, produits chimiques, cuirs et peaux, 1.

Des 68 conflits commencés en juin, 51 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Quatorze, 1 jour ou moins de 1 jour; six, 2 jours; quatre, 3 jours; six, 4 jours; trois, 5 jours; trois, 6 jours; deux, 7 jours; un, 8 jours; un, 9 jours; un, 10 jours; un, 11 jours; un, 12 jours; un, 13 jours; trois, 14 jours; deux, 19 jours; un 20 jours et un, 26 jours.

Si l'on y ajoute 12 grèves terminées après avoir duré 62 jours, 60 jours, 45 jours, 42 jours, 39 jours, 37 jours, 36 jours, 25 jours, 18 jours, 17 jours, 8 jours et 6 jours, on trouve 73 conflits terminés avec les résultats suivants :

15 réussites,
26 transactions ou réussites partielles,
22 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REVÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
10 février.		Roubaix.	Nord	Fileurs	1	55	1
30 mars.		Lignières.	Loir-et-Cher	Ouvriers de papeterie.	1	56	2
20 avril.		Mantes.	Seine-et-Oise	Peintres.	"	60	3
21 avril.		Rennes.	Ille-et-Vilaine	Plâtriers	"	110	4
24 avril.	8 juin.	Laval.	Mayenne.	Typographes.	2	200	5
26 avril.		Noisy-le-Sec.	Seine.	Terrassiers.	1	130	6
27 avril.	28 juin.	Roanne.	Loire.	Plombiers-zingueurs.	1	40	7
27 avril.		Étampes.	Seine-et-Oise	Fondeurs.	1	"	8
1 ^{er} mai.	30 juin.	Blois.	Loir-et-Cher.	Ouvriers en chaussures.	1	25	9
3 mai.	14 juin.	Angers.	Maine-et-Loire.	Menusiers.	"	201	10
5 mai.		Clermont-Ferrand.	Puy-de-Dôme.	Maçons	"	"	11
7 mai.		Marseille et Saint-Nazaire.	Bouches-du-Rhône et Loire-Infér ^{re} .	Marins et chauffeurs.	"	"	12
7 mai.	12 juin.	Paris.	Seine.	Paveurs.	1	140	13
21 mai.	27 juin.	Dôle.	Jura.	Ouvriers du bâtiment.	"	150	14
22 mai.		Régny.	Loire	Mineurs	1	20	15
23 mai.	30 juin.	Lille.	Nord	Ouvriers en confection.	1	120	16
24 mai.	11 juin.	Abbeville.	Somme	Menusiers et charpentiers.	"	60	17
24 mai.	18 juin.	Royan.	Charente-Inférieure	Maçons et tailleurs de pierres.	"	"	18
25 mai.		Quéven.	Morbihan	Brasseurs.	1	8	19
26 mai.	1 ^{er} juin.	Trignac.	Loire-Inférieure	Chauffeurs.	1	28	20
27 mai.	4 juin.	Huez.	Isère.	Mineurs.	1	40	21
28 mai.	14 juin.	Saumur.	Maine-et-Loire.	Menusiers.	10	31	22
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} juin.	2 juin.	Moutiers-au-Perche	Orne.	Terrassiers	1	120	1
1 ^{er} juin.	2 juin.	Boulogne-sur-Mer.	Pas-de-Calais.	Dockers.	1	60	2
1 ^{er} juin.	2 juin.	Montreuil-sur-Mer.	Pas-de-Calais.	Terrassiers	1	125	3
2 juin.	3 juin.	Saint-Jean-de-Maurienne.	Savoie	Ouvriers de plâtreries.	2	30	4
2 juin.	21 juin.	Anstaing.	Nord.	Tisseurs	1	136	5
3 juin.	8 juin.	Tourcoing.	Nord	Tisseurs	1	8	6
3 juin.	22 juin.	Stenay.	Meuse.	Métallurgistes.	1	250	7
3 juin.		Périgueux.	Dordogne.	Charpentiers	"	"	8
4 juin.	5 juin.	Morteau.	Doubs.	Ouvriers et employés de chemins de fer.	1	10	9
4 juin.	8 juin.	La Madeleine	Nord	Tisseurs.	1	100	10
4 juin.		Grandville.	Manche.	Maçons	"	30	11
5 juin.	9 juin.	Orléans et Blois.	Loiret et Loir-et-Cher.	Ouvriers et employés de tramways.	1	128	12
5 juin.		Saint-Hippolyte-du-Port.	Gard	Fileurs	2	136	13
7 juin.	9 juin.	Versailles	Seine-et-Oise.	Maçons	1	78	14
7 juin.	9 juin.	Cogolin	Var.	Leveurs de liège.	100	50	15
7 juin.	14 juin.	Dunkerque	Nord.	Terrassiers.	1	300	16
7 juin.	16 juin.	Lille.	Nord.	Typographes.	2	40	17
7 juin.	18 juin.	Biarritz.	Basses-Pyrénées.	Peintres.	12	150	18
8 juin.	9 juin.	Paris.	Seine	Maçons	1	7	19
8 juin.	14 juin.	Roubaix.	Nord.	Taillleurs de pierres	3	31	20
8 juin.	21 juin.	Dax.	Landes.	Peintres	4	20	21
8 juin.		Boulogne-sur-Mer.	Pas-de-Calais.	Peintres.	1	7	22

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} juin 1909, a pu être déjà signalée dans le précédent

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

1^{er} JUIN 1909 (1).

Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
Demande de réintégration de six ouvriers .....	.....	
Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
Demandes : journée de 9 heures ; augmentation de salaire ; réglementation de l'apprentissage	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
Demandes : journée de 10 heures ; suppression du travail aux pièces .....	.....	
Demande de réintégration de 2 ouvriers	Échec.	Grévistes congédiés.
Demandes : augmentation de salaire ; suppression du mar- chandage	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
Contestation relative à l'application de la loi du 17 avril 1907 sur la réglementation du travail à bord .....	.....	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
Retard dans le paiement des salaires .....	.....	
Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix
Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Grévistes remplacés.
Demandes : renvoi du directeur ; suppression des amendes	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.

JUIN 1909.

Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
Contestation relative au règlement d'atelier	Transaction.	
Demande de renvoi d'ouvriers étrangers	Échec.	
Demande de réintégration de deux contremaîtres	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
Réduction de salaire	Transaction.	
Demandes : augmentation de salaire ; paie à la quinzaine .....	.....	
Demande de réintégration d'ouvriers	Réussite.	
Demande : matières premières de meilleure qualité	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
Demandes : réintégration d'un employé à son ancien poste ; repos tous les 10 jours ; augmentation de salaire ; dimi- nution du temps de travail	Transaction.	
Manifestations syndicales .....	.....	Lockout.
Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
Demande de diminution du temps de travail	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
Demande de réintégration d'ouvriers	Échec.	Grévistes remplacés.
Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
Demande de réintégration d'un ouvrier .....	.....	

ulletin. — Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
9 juin...	23 juin...	Voiron.....	Isère.....	Mouleurs.....	1	7	23
10 juin...	11 juin...	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs.....	1	13	24
10 juin...	6 juillet..	Halluin.....	Nord.....	Chromolithographes.....	1	20	25
11 juin...	15 juin...	Caen.....	Calvados.....	Ouvriers des quais.....	1	40	26
11 juin...	16 juin...	Haubourdin.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	41	27
11 juin...	21 juin...	Vals.....	Ardèche.....	Etablissement d'eaux miné- rales (Ouvriers d'un).	1	300	28
14 juin...	15 juin...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Ouv. d'une raffinerie de soufre.	1	250	29
14 juin...	16 juin...	Toulouse.....	Haute-Garonne...	Plâtriers.....	"	"	30
14 juin...	28 juin...	Paris.....	Seine.....	Selliers.....	1	39	31
14 juin...		Amiens.....	Somme.....	Brûleurs de café.....	1	5	32
15 juin...	16 juin...	Iorette.....	Loire.....	Métallurgistes.....	1	"	33
15 juin...	16 juin...	Oullins.....	Rhône.....	Maçons.....	1	40	34
15 juin...	22 juin...	Aubenas.....	Meurthe-et-Moselle	Mineurs.....	1	1,200	35
15 juin...	23 juin...	Lille.....	Nord.....	Mécaniciens-constructeurs...	1	24	36
16 juin...		La Ferté-s-Jouarre.	Seine-et-Marne...	Meuniers.....	1	200	37
17 juin...	19 juin...	Lannoy.....	Nord.....	Fileurs.....	1	26	38
17 juin...	19 juin...	Wattrelos.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	150	39
17 juin...		Toulouse.....	Haute-Garonne...	Ébénistes.....	"	"	40
18 juin...	22 juin...	La Rochette.....	Savoie.....	Boulangers.....	5	5	41
18 juin...		Lyon.....	Rhône.....	Lanterniers.....	1	11	42
19 juin...	22 juin...	Fleury.....	Loiret.....	Terrassiers.....	1	600	43
19 juin...	25 juin...	Concarneau.....	Finistère.....	Ferblantiers-boitiers.....	1	10	44
19 juin...	25 juin...	Paris.....	Seine.....	Fumistes.....	1	9	45
20 juin...	10 juillet.	Maison-Laffitte...	Seine-et-Oise.....	Garçons d'écurie.....	"	"	46
21 juin...	5 juillet..	Boulogne-sur-Mer.	Pas-de-Calais.....	Dockers.....	1	30	47
21 juin...		Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Musiciens.....	1	6	48
22 juin...	22 juin...	Amiens.....	Somme.....	Fileurs.....	1	108	49
22 juin...	26 juin...	La Flèche.....	Sarthe.....	Maçons et tailleurs de pierres.	11	53	50
23 juin...	26 juin...	Montluçon.....	Allier.....	Typographes.....	1	130	51
23 juin...	28 juin...	Paris.....	Seine.....	Stucateurs.....	1	20	52
24 juin...	25 juin...	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	57	53
24 juin...	25 juin...	Épinal.....	Vosges.....	Typographes.....	1	25	54
24 juin...		Paris.....	Seine.....	Débardeurs et charretiers.....	1	118	55
25 juin...	28 juin...	Béziers.....	Hérault.....	Employés de commerce.....	1	70	56
25 juin...	28 juin...	Pluvigner et Bieuzy.	Morbihan.....	Boulangers.....	10	10	57
25 juin...	7 juillet..	Elbeuf.....	Seine-Inférieure..	Chemisiers.....	1	57	58
25 juin...		Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	12	59
26 juin...	28 juin...	Romans et Moiran.	Drôme et Isère...	Terrassiers.....	1	340	60
26 juin...		Epéron.....	Eure-et-Loir.....	Meuniers.....	1	40	61
26 juin...		Paris.....	Seine.....	Boulangers.....	12	25	62
28 juin...	29 juin...	Courtalain.....	Eure-et-Loir.....	Terrassiers.....	1	40	63
28 juin...	2 juillet..	Paris.....	Seine.....	Cimentiers.....	1	92	64
28 juin...		Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Terrassiers.....	1	400	65
28 juin...		Nanterre.....	Seine.....	Champignonnistes.....	1	60	66
30 juin...		Roanne.....	Loire.....	Terrassiers.....	2	80	67
30 juin...		Halluin.....	Nord.....	Maçons.....	"	68	68

GRÈVES COMMENCÉES

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
JUN 1909. (Suite.)		
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail; réintégration d'un ouvrier.	Transaction.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
Demande de matières premières de meilleure qualité....	Echec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
Demande de suppression de la taxe du pain.....	Echec.	
Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.		
Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un chef-surveillant.	Transaction.	
Demande de suppression d'une machine.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
Demandes : augmentation de salaire; assurance contre les accidents.	Transaction.	
Demande de réintégration de 3 ouvriers.....	Echec.	
Demande de réintégration de 2 musiciens.....		
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	Grévistes congédiés.
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Echec.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Echec.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Echec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande de réintégration d'un employé à son ancien poste.	Réussite.	
Demande d'augmentation de la taxe du pain.....	Transaction.	
Contestation relative à la réglementation du travail....	Echec.	
Diminution de la production; demande de renvoi d'ouvriers non-syndiqués.		Lockout.
Demande de renvoi d'ouvriers étrangers.....	Réussite.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....		
Contestation relative au règlement d'atelier.....		
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....		
Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.		
Demande d'augmentation de salaire.....		
Demande d'augmentation de salaire.....		

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

7 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en juin, à la Direction du travail.

1° Grève de ferblantiers-boîtiers à Concarneau (Finistère). — Le 19 juin, alors que 15,000 boîtes de sardines étaient sur tables, les ferblantiers-boîtiers de l'usine Caillé, à Concarneau, au nombre de 10, ont cessé le travail, le patron n'ayant pas voulu s'engager à ne pas installer de machine dite « sertisseuse » dans son usine. Sur l'intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 24 et l'accord s'est fait. Une convention signée par les délégués du syndicat ouvrier et par le patron, fixe à 150 francs par mois, à dater du 24 juin jusqu'au 31 octobre, le salaire des ferblantiers-boîtiers. L'usage des sertisseuses est en outre autorisé une fois par semaine. La convention, dont la durée est fixée à un an, est renouvelable par tacite reconduction.

2° Différend de tonneliers à Frontignan (Hérault). — Le 17 mai, le Syndicat des ouvriers tonneliers et des ouvriers de chais de Frontignan avait fait signer aux patrons de cette ville une convention fixant le prix de la journée et établissant un tarif de travaux à la tâche. L'accord n'ayant pu se faire sur la date de l'entrée en vigueur du nouveau tarif et sur quelques points de détail, le secrétaire du syndicat ouvrier a sollicité, le 10 juin, l'intervention du juge de paix. Un comité s'est réuni le 14 juin, et une convention portant augmentation de salaires pour 30 articles a été signée. L'article 31 fixe à 5 fr. 50 le salaire de l'ouvrier pour 10 heures de travail. Les heures des dimanches seront payées à raison de 75 centimes l'heure pour l'ouvrier, de 50 centimes pour le demi-ouvrier, de 40 centimes pour l'apprenti. La convention détermine de la façon suivante la composition des partis :

1° Le parti faconnneur, composé du chef d'atelier, devra comprendre un demi-ouvrier gagnant 3 francs et au-dessus, et un apprenti si besoin est.

Si le travail l'obligeait il doit être adjoint un quatrième au parti.

Cet ouvrier, dans ce cas, devra posséder les aptitudes voulues pour remplacer le patron en cas d'absence et gagnera le prix accepté par le patron.

2° Les conditions de l'article précédent intéressent au même point l'ouvrier travaillant aux pièces avec un parti composé.

Les patrons se sont engagés en outre à n'employer que des ouvriers syndiqués.

3° Dans une grève de maçons et tailleurs de pierre à Royan (Charente-Inférieure), un accord passé devant le juge de paix fixant les salaires des maçons à 45 centimes l'heure (au lieu de 40 centimes payés antérieurement) a mis fin au conflit.

4° Dans une grève de menuisiers à Saumur (Maine-et-Loire), un comité de conciliation s'est réuni le 11 juin ; l'accord s'est fait, les patrons ayant consenti

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à *M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.*

à accorder une augmentation de 5 à 10 p. 100 pour les travaux à la tâche et à porter le prix de l'heure des menuisiers de 45 centimes à 50 centimes.

5° Dans un différend de résiniers à Lesperon (Landes), un comité de conciliation s'est réuni le 11 juin pour trancher des difficultés d'interprétation d'une convention collective signée le 8 avril 1909 après grève. L'accord n'a pu se faire et les résiniers ont refusé de soumettre le différend à l'arbitrage.

6° Dans une grève de fileuses à Lannoy (Nord), les ouvrières ont sollicité l'intervention du juge de paix, mais le patron a refusé toute conciliation.

7° Dans une grève de peintres en bâtiment à Dax (Landes), les ouvriers ont sollicité le 7 juin l'intervention du juge de paix. Les patrons n'ont pas répondu à la convocation lancée par ce magistrat.

STATISTIQUE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DÉCLARÉS EN 1908

DANS LES PROFESSIONS SOUMISES À LA LOI DU 9 AVRIL 1898,

SAUF LES CHEMINS DE FER⁽¹⁾.

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES.	MORTS.	INCAPACITÉ		SUITES INCON- NUES.	TOTAUX.
		PERMA- NENTE.	TEMPORAIRE de plus de quatre jours.		
1° Avis reçus par le service de l'inspection du travail.					
Pêche.....	"	1	110	2	113
Forêts, agriculture.....	91	149	2,957	96	3,293
Industries extractives.....	5	1	388	4	398
Industries de l'alimentation.....	83	211	18,578	361	19,233
Industries chimiques.....	61	142	16,820	201	17,224
Caoutchouc, papier, carton.....	23	121	6,047	78	6,269
Industries du livre.....	5	55	2,923	60	3,043
Industries textiles proprement dites.....	44	457	21,412	109	22,022
Travail des étoffes, vêtements.....	4	45	3,123	82	3,254
Travail des pailles, plumes, crins.....	"	6	376	8	390
Cuir et peaux.....	9	58	4,457	65	4,589
Industries du bois.....	83	664	21,083	408	22,238
Métallurgie.....	54	262	28,407	112	28,835
Travail des métaux ordinaires.....	104	1,043	73,531	897	75,575
Travail des métaux fins.....	3	11	452	12	478
Taille des pierres précieuses.....	"	2	36	"	38
Taille de pierres et moulage.....	7	23	1,224	23	1,277
Terrassement, construction en pierre.....	418	689	44,818	1,168	47,093
Travail des pierres et terres au feu.....	37	158	13,322	182	13,699
Manutention.....	40	89	12,767	89	12,985
Transports.....	395	471	36,098	625	37,589
Commerces divers.....	112	294	28,189	679	29,274
Commerce forain, spectacles, agences, etc.....	2	1	206	9	218
Banques, assurances, etc.....	"	"	74	6	80
Professions libérales.....	"	6	387	12	405
Soins personnels, service domestique.....	2	11	467	25	505
Service de l'État, des départements et des communes.....	27	48	3,765	70	3,910
TOTAUX.....	1,609	5,018	342,017	5,383	354,027
2° Avis reçus par le service des mines.					
Industries extractives.....	391	429	46,258	836	47,914
Industries annexes.....	6	4	491	2	503
TOTAUX.....	397	433	46,749	838	48,417
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	2,006	5,451	388,766	6,221	402,444

⁽¹⁾ D'après les avis de déclaration transmis au service de l'Inspection du travail et au service des mines en vertu de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 22 mars 1902. — Les chiffres portés au tableau correspondent au nombre des victimes. — Voir pour l'année 1907, *Bulletin*, juillet 1908, p. 655.

STATISTIQUE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL
PAR BRANCHES D'INDUSTRIE,
D'APRÈS LES ORDONNANCES ET LES JUGEMENTS RENDUS EN 1908
EN VERTU DE L'ARTICLE 16 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898⁽¹⁾.

BRANCHES D'INDUSTRIE.	NOMBRE DES PERSONNES TUÉES OU BLESSÉES.					CAS de MORT.	CAS D'INGÉNUPACITÉ permanente		NOMBRE pour LE CAS DE MORT,		
	Hommes		Femmes		TOTAL.		totale.	par- tielle.	des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.
	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.							
I. — AGRICULTURE ET FORÊTS.....	12	532	1	11	556	65	2	489	48	58	20
II. — INDUSTRIES EXTRACTIVES.											
a) Mines, minières et salines.....	76	2,518	4	13	2,611	351	24	2,236	257	460	96
b) Carrieres.....	5	328	"	11	844	89	8	747	68	97	23
III. — INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION.											
a) Meuneries et mino- teries.....	1	257	"	"	258	26	"	232	20	24	9
b) Sucrieries et raffine- ries.....	7	227	1	9	244	24	1	219	19	35	7
c) Distilleries.....	3	210	"	9	222	17	1	204	11	17	8
d) Brasseries et malte- ries.....	1	232	"	8	241	16	1	224	11	12	2
e) Autres industries de l'alimentation....	30	761	9	85	885	42	2	841	31	34	10
IV. — INDUSTRIES CHIMIQUES.											
a) Industries chimi- ques en général.	7	557	"	41	605	58	3	544	45	72	15
b) Usines à gaz.....	1	187	"	"	188	12	1	175	11	11	"
c) Teinture, blanchi- ment, apprêt, nettoyage.....	7	240	5	50	302	19	"	283	13	6	6
V. — PAPIER, CAOUTCHOUC, ETC.											
a) Caoutchouc et suc- cédanés.....	1	90	"	4	95	2	"	93	2	"	"
b) Papier et carton....	22	327	6	34	389	25	1	363	19	31	9
c) Industries du livre et industries po- lygraphiques....	54	196	6	28	284	5	"	279	1	7	4
VI. — TEXTILES.											
a) Industries textiles proprement dites.	102	717	93	338	1,280	36	2	1,242	30	34	7
b) Travail des étoffes et vêtements....	35	251	18	169	473	14	1	458	11	10	3
VII. — CUIRS ET PEAUX.											
a) Préparation des cuirs et peaux...	6	217	"	10	233	20	2	211	17	34	5
b) Fabrication d'ob- jets en cuir et peau.....	11	161	2	21	195	8	"	187	6	3	3

⁽¹⁾ Journal officiel du 3 avril 1908. — Il n'intervient une ordonnance ou un jugement en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898 que lorsque les accidents donnent lieu à attribution de rentes, soit à la victime, soit à ses ayants droit. — Pour la statistique de l'année 1907, voir *Bulletin*, juillet 1908, p. 656.

BRANCHES	NOMBRE DES PERSONNES TUÉES OU BLESSÉES.					CAS de MORT.	CAS D'INCAPACITÉ permanente		NOMBRE pour LE CAS DE MORT,		
	Hommes		Femmes		TOTAL.		totale.	parti- elle.	des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.
	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.							
D'INDUSTRIE.											
VIII. — INDUSTRIE DU BOIS.											
a) Travaux de bâti- ment, charpente en bois, menui- serie.....	5	1,078	"	"	1,083	56	1	1,026	42	59	14
b) Autres gros ouvra- ges en bois.....	9	1,109	"	5	1,123	61	6	1,056	54	66	9
c) Ebénisterie et ta- bletterie.....	16	366	4	34	420	7	1	412	5	11	"
IX. — MÉTAUX.											
a) Métallurgie du fer, de l'acier, fer- ronnerie.....	97	3,143	8	53	3,301	155	8	3,138	106	130	62
b) Charpente en fer et serrurerie....	44	536	"	3	583	16	4	563	12	18	4
c) Chaudronnerie, fonderie de 2 ^e fusion et con- structions méca- niques.....	111	2,193	4	25	2,333	72	7	2,254	53	84	14
d) Métallurgie, fon- derie et travail des métaux ordi- naires autres que le fer et l'acier..	20	234	1	35	340	17	1	322	11	8	10
e) Mécanique fine....	13	159	2	41	215	4	"	211	4	3	"
f) Métaux précieux..	2	27	1	7	37	"	"	37	"	"	"
X. — TRAVAUX PUBLICS ET BÂTIMENT.											
a) Distri- butions { 1 ^o Electri- { cité.....	9	483	1	9	502	58	5	439	39	44	31
urbaines. { 2 ^o Autres { distribu- { tions....	"	92	"	"	92	6	"	86	5	9	2
b) Autres entreprises de travaux pu- bliers et de bâti- ment.....	32	3,830	"	4	3,866	369	40	3,457	287	383	85
XI. — TRAVAIL DES PIERRES											
ET DES TERRES AU FEU.											
a) Chaufournerie et briqueterie.....	32	607	4	14	657	73	3	581	52	85	18
b) Céramique.....	4	127	1	8	140	7	"	133	6	14	2
c) Verrière.....	12	224	2	15	253	14	1	238	12	25	1
XII. — MANUTENTION ET TRANSPORTS.											
a) Entreprises de char- gement et déchar- gement. Entre- pôts et magasins.	6	475	1	22	504	31	"	473	22	33	10
b) Transports par terre	"	1,895	"	"	1,895	252	8	1,635	199	236	37
c) Transports par voie fermée.....	3	1,499	"	15	1,517	386	20	1,111	324	408	70
d) Transports par eau.	11	682	1	3	697	70	2	625	49	69	20
XIII. — INDUSTRIES INSUFFISAMMENT DÉ- SIGNÉES.....	2	130	"	3	135	7	"	128	6	4	2
Banques, assurances et autres professions similaires.....	1	33	"	"	34	1	"	33	1	"	"
TOTAUX.....	510	27,510	175	1,137	29,632	2,491	156	26,985	1,909	2,634	618

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET DE CRÉDIT EN FRANCE

AU 1^{er} JANVIER 1909.

I. — ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.

La statistique des associations ouvrières de production a été établie d'après les états annuels fournis par les préfets. Ces états ont été dressés conformément aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 29 décembre 1906 sur la statistique des sociétés coopératives⁽¹⁾.

Les indications qui suivent se rapportent aux seules *associations ouvrières de production* dont le caractère a été défini par la circulaire du 29 décembre 1906, c'est-à-dire aux associations formées, en principe, par des *ouvriers* pour l'exercice en commun de leur profession. Se trouvent donc écartées de la présente statistique la presque totalité des diverses sociétés de production agricole (laiteries, beurrieres, fromageries, distilleries, sucreries, associations vinicoles, etc.) constituées en vue de transformer et de vendre en commun les produits récoltés individuellement par leurs membres. Cette transformation et cette vente ne sont pas, en effet, effectuées ordinairement par les sociétaires eux-mêmes, mais par un personnel spécial salarié par la société.

I. — RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENTS.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de sociétés existantes au 1 ^{er} jan- vier 1909.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de sociétés existantes au 1 ^{er} jan- vier 1909.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de sociétés existantes au 1 ^{er} jan- vier 1909.
Ain.....	6	Report.....	38	Report.....	93
Aisne.....	2	Cher.....	5	Hérault.....	5
Allier.....	3	Corrèze.....	3	Ile-et-Vilaine.....	4
Alpes (Basses-).....	#	Corse.....	#	Indre.....	7
Alpes (Hautes-).....	#	Côte-d'Or.....	#	Indre-et-Loire.....	2
Alpes-Maritimes.....	1	Côtes-du-Nord.....	6	Isère.....	5
Ardèche.....	#	Creuse.....	1	Jura.....	11
Ardennes.....	5	Dordogne.....	#	Landes.....	#
Ariège.....	1	Doubs.....	5	Loir-et-Cher.....	1
Aube.....	5	Drôme.....	1	Loire.....	11
Aude.....	#	Eure.....	#	Loire (Haute-).....	#
Aveyron.....	#	Eure-et-Loir.....	#	Loire-Inférieure.....	6
Bouches-du-Rhône.....	11	Finistère.....	12	Loiret.....	2
Calvados.....	#	Gard.....	8	Lot.....	#
Cantal.....	#	Garonne (Haute-).....	5	Lot-et-Garonne.....	7
Charente.....	1	Gers.....	2	Lozère.....	#
Charente-Inférieure.....	3	Gironde.....	7	Maine-et-Loire.....	8
A reporter....	38	A reporter....	93	A reporter....	162

⁽¹⁾ Cette circulaire a été publiée dans le *Bulletin de l'Office du Travail* de février 1907, p. 167.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de sociétés existantes au 1 ^{er} jan- vier 1909.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de sociétés existantes au 1 ^{er} jan- vier 1909.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de sociétés existantes au 1 ^{er} jan- vier 1909.
Report.....	162	Report.....	185	Report.....	395
Manche.....	"	Pyrénées (Hautes-)...	1	Somme.....	3
Marne.....	"	Pyrénées-Orientales..	"	Tarn.....	5
Marne (Haute-)...	"	Rhin (Haut-) [Belfort]	"	Tarn-et-Garonne...	1
Mayenne.....	"	Rhône.....	23	Var.....	2
Meurthe-et-Moselle..	"	Saône (Haute).....	1	Vaucluse.....	2
Meuse.....	"	Saône-et-Loire.....	1	Vendée.....	3
Morbihan.....	3	Sarthe.....	2	Vienne.....	3
Nièvre.....	3	Savoie.....	2	Vienne (Haute-)...	13
Nord.....	8	Savoie (Haute-)...	3	Vosges.....	"
Oise.....	2	Seine.....	165	Yonne.....	4
Orne.....	"	Seine-Inférieure...	5	Alger.....	1
Pas-de-Calais.....	3	Seine-et-Marne.....	2	Constantine.....	1
Puy-de-Dôme.....	2	Seine-et-Oise.....	3	Oran.....	"
Pyrénées (Basses-)...	2	Sèvres (Deux-)...	"		
A reporter....	185	A reporter....	395	TOTAL.....	431

L'état publié l'an dernier donnait comme existantes, au 1^{er} janvier 1908, 414 sociétés; le nombre des sociétés dont l'existence est connue s'est donc accru de 17 sociétés. Mais cette augmentation ne résulte pas tout entière de créations nouvelles effectuées en 1908; le nombre des sociétés signalées comme créées en 1908 s'élève en effet à 50, tandis que le nombre de sociétés signalées comme dissoutes en 1908 s'élève à 46; il y a donc seulement une augmentation de 4 sociétés, provenant de la balance des sociétés créées et des sociétés dissoutes. L'excès des sociétés signalées provient de ce que les préfets mentionnent pour la première fois chaque année, sur leurs états, des sociétés créées antérieurement à l'année précédente et dont l'existence n'avait pas encore été portée à leur connaissance.

On trouvera ci-dessous la répartition par département des sociétés coopératives créées ou dissoutes au cours de l'année 1908.

SOCIÉTÉS FONDÉES EN 1908. — 50 associations ouvrières de production ont été signalées comme fondées en 1908. Elles se répartissent ainsi par département :

Ain, 1; Allier, 1; Ardennes, 1; Côtes-du-Nord, 1; Finistère, 2; Gard, 2; Hé-
rault, 1; Indre-et-Loire, 1; Jura, 1; Loiret, 1; Maine-et-Loire, 1; Nord, 1; Rhône,
2; Savoie, 1; Haute-Savoie, 1; Seine, 30; Vaucluse, 1; Vendée, 1.

SOCIÉTÉS DISSOUTES EN 1908. — 46 associations ouvrières de production ont été signalées comme dissoutes en 1908. Elles se répartissent ainsi par département :

Ain, 1; Aisne, 1; Ardèche, 1; Ardennes, 2; Charente-Inférieure, 1; Corrèze, 1;
Haute-Garonne, 2; Indre, 1; Isère, 1; Loire, 2; Nièvre, 1; Nord, 1; Oise, 1;
Rhône, 5; Saône-et-Loire, 1; Sarthe, 1; Seine, 21; Haute-Vienne, 2.

II. — RÉPARTITION PAR PROFESSIONS.

Les 431 associations de production signalées comme existantes se répartissent comme suit par professions :

Agriculture, forêts.

Report... 63

Apiculteurs.....	1	6
Bûcherons.....	1	
Jardiniers, fleurs naturelles...	3	
Ouvriers agricoles.....	1	

Mines et carrières.

Carriers et tailleurs de pierre.	6	8
Mineurs.....	2	

Alimentation.

Biscuitiers.....	1	8
Boulangers.....	4	
Brasseurs.....	1	
Charcutiers.....	1	
Chocolatiers.....	1	

Industries chimiques.

Eau de Javel (Fab. d').....	1	
-----------------------------	---	--

Bois, liège, vannerie, tabletterie, etc.

Baguettes pour cadres (Fab. de).....	1	40
Barques (Constructeurs de)...	2	
Bouchonniers.....	2	
Boutonniers en os.....	1	
Brossiers.....	3	
Caisses (Fabricants de).....	1	
Doreurs.....	1	
Ebénistes.....	4	
Facteurs de pianos.....	1	
Galochiers, sabotiers.....	2	
Manches de parapluie (Fabricants de).....	1	
Menuisiers-ébénistes.....	2	
Meubles (Fabricants de).....	2	
Ornements en bois (Fab. d')..	1	
Peignes (Fabricants de).....	1	
Pipes (Fabricants de).....	3	
Tabletterie (Fabricants de)...	1	
Toilettes (Fabricants de).....	1	
Tonneliers.....	3	
Tourneurs.....	2	
Vanniers.....	4	
Voitures (Ouvriers en).....	1	

A reporter..... 63

Métaux

Appareils de chauffage (Fabricants de).....	2	38
Appareils chirurgicaux (Fab. d').....	1	
Balanciers.....	1	
Clisseuses.....	1	
Colliers (Fabricants de).....	1	
Construction mécanique.....	1	
Couteliers.....	1	
Electriciens.....	4	
Ferblantiers et ferblantiers-zingueurs.....	3	
Ferreurs de voitures.....	1	
Fondeurs.....	3	
Grillageurs.....	1	
Horlogers.....	4	
Instruments de musique (cui-vre et bois).....	1	
Instruments de précision.....	1	
Lanterniers.....	1	
Limes (Ouvriers en).....	1	
Polisseurs et nickeleurs.....	1	
Robinetiers.....	1	
Serruriers.....	7	
Tôliers.....	1	

Travaux publics et bâtiment.

Bâtiment en général.....	14	141
Casseurs de pierres.....	2	
Charpentiers.....	12	
Charpentiers-menuisiers.....	8	
Couvreurs, plombiers, zingueurs	9	
Frotteurs-encaustiqueurs.....	1	
Granitiers.....	3	
Maçons.....	15	
Menuisiers.....	11	
Parqueteurs-replanisseurs....	3	
Paveurs-cimentiers.....	7	
Peintres (peintres-vitriers, plâ-triers-peintres).....	28	
Piqueurs de grès.....	3	
Plâtriers.....	7	
Plombiers.....	3	
Rampistes.....	1	
Sculpteurs, modeleurs, décora-teurs.....	2	

A reporter..... 141

Report. 242		Report. 333	
Stucateurs.....	1	Cuir et peaux.	
Taillleurs de pierres, ravaleurs.	5	Bottiers.....	1
Terrassiers.....	1	Cordonniers (Fab. de chaussures).....	18
Travaux publics.....	5	Équipement et chaussures militaires.....	1
Industries du livre et du papier.		Selliers.....	3
Cartonniers.....	3	Tanneurs.....	1
Dessinateurs et graveurs.....	1	Travail des pierres, verrerie.	
Graveurs pour impressions.....	1	Diamantaires.....	9
Imprimeurs.....	55	Glaces (Biseauteurs, polisseurs, tailleurs de).....	4
Imprimeurs en musique.....	1	Lunetiers.....	3
Lithographes.....	3	Meules (Fabricants de).....	1
Photographes.....	1	Verriers.....	5
Photograpeurs.....	1	Transports et manutention.	
Relieurs, brocheurs.....	1	Arrimeurs.....	1
Sacs en papier (Fab. de).....	1	Camionneurs.....	3
Industries textiles, vêtement, toilette.		Charbon (Déchargeurs de).....	2
Apprêteurs.....	1	Chauffeurs automobilistes.....	12
Chemises (Confection de).....	1	Cochers.....	16
Chapeliers.....	2	Déménageurs.....	2
Cordiers.....	1	Dockers.....	2
Couture et broderie.....	1	Divers.	
Drapiers.....	1	Afficheurs.....	1
Fleurs et plumes (Fab. de).....	1	Allumeurs de lampes.....	1
Imprimeurs sur étoffes.....	2	Chiffonniers.....	4
Habillement.....	1	Coiffeurs.....	5
Taillleurs.....	1	Comptables.....	2
Tapis (Fab. de).....	1	Dactylographes.....	1
Tapissiers.....	2	TOTAL..... 414	
Tisseurs.....	7	A reporter..... 333	
Velours de coton (Fab. de).....	1		

Les 50 associations ouvrières de production signalées comme créées en 1908 se répartissent ainsi par professions :

Jardiniers (fleurs naturelles), 1 (Seine); ouvriers agricoles, 1 (Gard). Biscuitiers, 1 (Seine); boulangers, 1 (Seine); charcutiers, 1 (Seine). Constructeurs de barques, 1 (Vendée); ébénistes, 2 (Seine); ouvriers en peignes, 1 (Ain); vanniers, 1 (Gard). Balanciers, 1 (Seine); électriciens, 1 (Seine); fabricants d'appareils chirurgicaux, 1 (Rhône). Bâtiment, 1 (Savoie); charpentiers, 4 (Rhône [1], Haute-Savoie [1], Seine [2]); maçons, 1 (Seine); menuisiers, 2 (Allier [1], Seine [1]); paveurs, 2 (Maine-et-Loire [1], Seine [1]); peintres, 4 (Finistère [1], Nord [1], Seine [2]); piqueurs de grès, 2 (Seine); plombiers-fontainiers, 1 (Seine); tailleurs de pierres, 1 (Finistère); travaux publics, 2 (Hérault [1], Seine [1]). Imprimeurs, 6 (Ardennes [1], Côtes-du-Nord [1], Indre-et-Loire [1], Loiret [1], Seine [1], Vaucluse [1]). Chapeliers, 1 (Seine); ouvriers en fleurs et plumes, 1 (Seine); tapissiers, 1 (Seine). Tailleurs et biseauteurs de glaces, 1 (Seine); lunetiers, 1 (Jura). Camionneurs, 1 (Seine); chauffeurs-automobilistes, 4 (Seine). Dactylographes, 1 (Seine).

Les 46 associations ouvrières de production signalées comme dissoutes en 1908 se répartissent ainsi par professions :

Ardoisiers, 2 (Ardennes, Sarthe); carriers, 1 (Charente-Inférieure). Boulangers, 2 (Seine, Haute-Vienne); brasseurs, 1 (Seine). Arçonniers, 1 (Seine); layetiers-malletiers, 1 (Haute-Garonne); fabricants de peignes, 1 (Ain). Ferblantiers, 1 (Rhône); fondeurs, 2 (Ardennes, Saône-et-Loire); fabricants de lits, 1 (Rhône); polisseurs sur métaux, 1 (Seine); serruriers, 1 (Seine); tôliers, 1 (Seine). Bâtiment en général, 1 (Rhône); bitumiers et asphalters, 1 (Seine); charpentiers, 1 (Seine); maçons, 2 (Corrèze, Haute-Vienne); menuisiers, 2 (Seine, Oise); plâtriers, 1 (Loire); peintres, 1 (Seine); tailleurs de pierres, 1 (Seine); travaux publics, 1 (Seine). Dessinateurs-chromistes, 1 (Seine); imprimeurs, 4 (Aisne, Haute-Garonne, Seine [2]). Brodeurs, 2 (Loire, Nord); imprimeurs sur étoffe, 1 (Isère); tisseurs, 2 (Rhône). Cordonniers, 1 (Nièvre); mégissiers, 2 (Ardèche, Indre); selliers, 1 (Seine). Diamantaires, 1 (Seine); tailleurs et biseauteurs de glaces, 2 (Seine). Courtiers, 1 (Seine); nettoyeurs de devantures, 1 (Seine).

III. — NOMBRE DE SOCIÉTAIRES, NOMBRE D'AUXILIAIRES, CHIFFRE D'AFFAIRES.

Conformément aux prescriptions de la circulaire du 29 décembre 1906, les préfets ont indiqué sur leurs états, pour la plus grande partie des sociétés, le nombre de sociétaires, le nombre d'ouvriers employés, ainsi que le chiffre d'affaires effectué. De plus, ainsi que de nouvelles circulaires le leur avaient recommandé, ils ont indiqué, pour un certain nombre de sociétés, le nombre de sociétaires travaillant à l'entreprise sociale. L'examen de ces chiffres a fourni les résultats suivants :

NOMBRE DE SOCIÉTAIRES. — Sur 431 associations ouvrières de production signalées comme existantes, 422 (c'est-à-dire 98 p. 100 d'entre elles) ont indiqué le nombre de leurs sociétaires. Le total de ces sociétaires, pour les 422 sociétés, s'élève à 18,702.

Ces 422 sociétés se répartissent ainsi d'après les groupes de professions auxquels elles appartiennent.

	NOMBRE total de sociétés.	SOCIÉ- TÉS ayant indiqué le nombre des socié- taires.	NOMBRE de socié- taires.		NOMBRE total de sociétés.	SOCIÉ- TÉS ayant indiqué le nombre des socié- taires.	NOMBRE de socié- taires.
Agriculture, forêts..	6	4	72	Industries textiles,			
Mines et carrières ..	8	8	582	vêtement.....	23	23	2,335
Alimentation.....	8	7	627	Cuirs et peaux.....	24	24	891
Industries chimiques	1	1	7	Travail des pierres,			
Bois, liège, tablet-				verrerie.....	22	21	1,710
terie.....	40	40	1,047	Transport, manuten-			
Métaux.....	38	38	3,219	tion.....	38	36	1,534
Travaux publics et				Divers.....	14	14	264
bâtiment.....	141	138	1,826				
Industries du livre et				TOTAUX.....	431	422	18,702
du papier.....	68	68	4,588				

Ces mêmes sociétés se répartissent comme suit d'après le nombre de leurs sociétaires :

21 sociétés (soit 4.98 p. 100) ont moins de 7 membres; 103 sociétés (soit 24.41 p. 100) ont exactement le nombre de 7 membres nécessaire à la formation d'une société anonyme (63 associations appartenant au groupe du bâtiment sont dans ce cas); 81 sociétés (soit 19.19 p. 100) ont de 8 à 10 membres; 94 sociétés (soit 22.27 p. 100) ont de 11 à 25 membres; 45 sociétés (soit 10.66 p. 100) ont de 26 à 50 membres; 41 sociétés (soit 9.72 p. 100) ont de 50 à 100 membres; 37 sociétés (soit 8.77 p. 100) ont plus de 100 membres. (12 sociétés appartenant à l'industrie du livre sont dans ce cas.)

Parmi les sociétés qui comptent le plus de sociétaires on citera notamment ; une boulangerie signalée comme comptant 300 sociétaires; le familistère de Guise, compté dans le total indiqué plus haut (métaux) pour 2,067 sociétaires; une association d'ouvriers de travaux publics, qui compte 420 sociétaires; quatre imprimeries signalées comme comptant respectivement 800, 396, 364 et 353 sociétaires; une association pour la fabrication des tapis signalée comme comptant 823 sociétaires; une association pour la fabrication du drap signalée comme comptant 732 sociétaires; une association de verriers signalée comme comptant 370 sociétaires.

On ne saurait toutefois, juger de l'importance d'une association ouvrière de production par le nombre de ses sociétaires. Pour ne citer que quelques exemples, on peut signaler les cas suivants : pour une imprimerie comptant 396 sociétaires, 6 sociétaires seulement travailleraient à l'entreprise et le chiffre d'affaires ne serait que de 24,000 francs; pour l'association drapière citée plus haut, sur les 732 sociétaires, 8 seulement travaillent à l'entreprise, et le chiffre d'affaires n'est que de 37,000 francs; pour la fabrique de tapis citée également comme comptant 823 sociétaires, 6 seulement travaillent à l'entreprise et le chiffre d'affaires n'est que de 24,000 francs.

OUVRIERS AUXILIAIRES. — 264 associations ont été signalées comme occupant des ouvriers auxiliaires. Ces 264 associations, comptant ensemble 12,593 sociétaires, travaillant ou non dans ces associations, occupent 6,312 ouvriers auxiliaires occupés en période d'activité normale.

Ces ouvriers auxiliaires se répartissent ainsi par groupes professionnels :

	SOCIÉ- TÉS ayant des auxi- liaires.	NOMBRE de socié- taires.	NOMBRE d'ou- vriers auxi- liaires.		SOCIÉ- TÉS ayant des auxi- liaires.	NOMBRE de socié- taires.	NOMBRE d'ou- vriers auxi- liaires.
Agriculture, forêts .	1	9	5	Industries textiles,			
Mines et carrières..	5	385	72	vêtement.....	16	1,110	166
Alimentation.....	5	320	7	Cuir et peaux.....	9	204	196
Industries chimiques	1	7	2	Travail des pierres,			
Bois, liège, tablet- terie.....	22	559	279	verrière.....	12	885	1,517
Métaux.....	24	2,965	1,283	Transport et manu- tention.....	26	961	367
Travaux publics et bâtiment.....	89	1,414	1,676	Divers.....	5	59	19
Industries du livre et du papier.....	49	3,715	723				
				TOTAUX.....	264	12,593	6,312

Parmi ces 264 associations, on en compte 65 (soit 25 p. 100) qui sont signalées comme occupant un nombre d'ouvriers auxiliaires supérieur au nombre de sociétaires (ce nombre de sociétaires ne représentant pas, dans un grand nombre de cas, le nombre des sociétaires travaillant à l'entreprise). Sur ces 65 sociétés, 27 appartiennent à l'industrie du bâtiment.

CHIFFRE D'AFFAIRES. — Sur les 431 associations ouvrières de production signalées comme existantes, 390 associations, soit 90 p. 100 d'entre elles, ont fait connaître leur chiffre d'affaires. Ces 390 associations comptant un effectif de 16,522 sociétaires et occupant ensemble 6,278 ouvriers auxiliaires, font un chiffre d'affaires total s'élevant à 54,637,900 francs.

Ces associations se répartissent ainsi, par groupes professionnels :

	NOMBRE d'asso- ciations ayant indiqué leur chiffre d'affaires.	CHIFFRE d'affaires.		NOMBRE d'asso- ciations ayant indiqué leur chiffre d'affaires.	CHIFFRE d'affaires.
Agriculture, forêts..	3	115,700	Industries textiles,		
Mines et carrières..	8	748,900	vêtement.....	21	594,300
Alimentation.....	8	439,000	Cuir et peaux.....	23	2,280,000
Industries chimiques	1	200,000	Travail des pierres,		
Bois, liège, tablet- terie.....	36	2,858,800	verrerie.....	18	9,067,500
Métaux.....	37	12,129,100	Transport et manu- tention.....	35	7,764,400
Travaux publics et bâtiment.....	126	12,697,100	Divers.....	13	608,100
Industries du livre et du papier.....	61	4,835,000	TOTAUX.....	390	54,637,900

Ces 390 sociétés se répartissent comme suit d'après leurs chiffres d'affaires :

41 d'entre elles (soit 10.51 p. 100) font un chiffre d'affaires inférieur ou égal à 10,000 francs;

79 d'entre elles (soit 20.26 p. 100) font un chiffre d'affaires de 10,001 à 25,000 francs;

90 d'entre elles (soit 23.08 p. 100) font un chiffre d'affaires de 25,001 à 50,000 francs;

74 d'entre elles (soit 18.97 p. 100) font un chiffre d'affaires de 50,001 à 100,000 francs;

91 d'entre elles (soit 23.34 p. 100) font un chiffre d'affaires de 100,001 à 500,000 francs;

10 d'entre elles (soit 2.56 p. 100) font un chiffre d'affaires de 500,001 à 1,000,000 de francs,

5 d'entre elles (soit 1.28 p. 100) font un chiffre d'affaires supérieur à 1 million de francs.

Parmi les associations qui atteignent un chiffre d'affaires élevé on peut citer, notamment, les suivantes :

Dans le groupe des métaux, 12 sociétés font de 100 à 500,000 francs d'affaires; en outre, une association de ferblantiers (125 sociétaires, dont 80 travaillent à

l'entreprise, 20 auxiliaires) fait 600,000 francs; une association d'ouvriers en instruments de précision (215 sociétaires, dont 60 travaillent à l'entreprise, 4 ouvriers auxiliaires) fait 600,000 francs. Le familistère de Guise comptant 2,067 sociétaires, dont 1,904 travaillent à l'entreprise et 1,017 ouvriers auxiliaires, fait 8,344,300 francs. Dans le groupe du bâtiment, 19 sociétés font de 100 à 500,000 francs; en outre, une association d'ouvriers charpentiers (30 sociétaires travaillant tous à l'entreprise, 200 à 300 ouvriers auxiliaires) atteint un chiffre d'affaires de 2,000,000 francs; une association d'ouvriers de travaux publics (420 sociétaires, dont 150 travaillent à l'entreprise, 300 ouvriers auxiliaires) fait 1,500,000 francs; une association de peintres (84 sociétaires, 100 à 130 auxiliaires) fait 1,380,000 francs d'affaires; Dans l'industrie du livre, 26 sociétés font un chiffre d'affaires supérieur à 50,000 francs; on peut citer parmi celles-ci : une association pour l'impression de journaux officiels (40 sociétaires travaillant tous à l'entreprise, 190 auxiliaires) qui fait 700,000 francs d'affaires; une association de lithographes (116 sociétaires, dont 27 travaillent à l'entreprise, 45 ouvriers auxiliaires) qui fait 550,000 francs d'affaires. Dans le groupe des cuirs et peaux, une association pour la fabrication de l'équipement et chaussures militaires (80 sociétaires travaillant tous à l'entreprise) fait 780,000 francs d'affaires. Deux associations de verriers font l'une (370 sociétaires) 900,000 francs d'affaires, et l'autre (100 sociétaires travaillant tous à l'entreprise, 150 ouvriers auxiliaires) 700,000 francs; une association de lunetiers (230 sociétaires travaillant tous à l'entreprise, 1,200 ouvriers auxiliaires) atteint un chiffre d'affaires de 5,000,000 de francs; une société de diamantaires (139 sociétaires travaillant tous à l'entreprise, 5 ouvriers auxiliaires) a fait 891,000 francs d'affaires. Dans les transports, toutes les sociétés de cochers atteignent un chiffre d'affaires de 100,000 francs; il en est de même de la plupart des sociétés de chauffeurs automobilistes; 3 sociétés de cochers font respectivement 500,000, 530,000 et 550,000 francs d'affaires.

ASSOCIATIONS AYANT FAIT CONNAÎTRE LE NOMBRE DE LEURS SOCIÉTAIRES
QUI TRAVAILLENT À L'ENTREPRISE SOCIALE.

378 associations ouvrières de production sur les 431 sociétés signalées (c'est-à-dire 87.70 p. 100) ont bien voulu faire connaître le nombre de leurs sociétaires qui concourent d'une façon effective, par leur travail, à l'entreprise sociale.

Il a paru intéressant de donner, à titre de document, pour ce groupe de 378 sociétés, des indications détaillées permettant de rapprocher du nombre des sociétaires travaillant à l'entreprise sociale le nombre total des sociétaires, le nombre d'ouvriers auxiliaires et le chiffre d'affaires. On se rappellera toutefois que le groupe dont il s'agit ne représente que 87.7 p. 100 des sociétés.

I. — *Rapport entre le nombre des sociétaires travaillant à l'entreprise
et le nombre total des sociétaires.*

Les 378 sociétés dont il s'agit comprennent un total de 17,246 sociétaires, sur lesquels 8,830 travaillent à l'entreprise sociale. Cela représente une proportion de 51.20 p. 100.

Ces sociétés se répartissent comme suit, d'après les groupes professionnels :

GROUPES.	NOMBRE D'ASSOCIA- TIONS ayant indiqué le nombre de sociétaires travaillant.	NOMBRE TOTAL des sociétaires.	NOMBRE de SOCIÉTAIRES travaillant.	PROPOR- TION P. 100 des sociétaires travaillant par rapport au nombre total de sociétaires.
Agriculture, forêts	3	51	18	35.29
Mines, carrières	7	576	525	91.14
Alimentation	7	627	47	7.49
Industries chimiques	1	7	7	100.00
Bois, liège, tabletterie, etc.	35	1,010	588	58.21
Métaux	36	(1) 3,205	(1) 2,435	75.97
Travaux publics et bâtiment	124	1,671	1,236	73.96
Industries du livre et du papier	58	4,003	713	17.81
Industries textiles, vêtement, toilette	20	2,274	225	9.89
Cuir et peaux	20	817	353	43.20
Travail des pierres, verrerie	19	1,272	1,105	86.87
Transports et manutention	35	1,483	1,396	94.13
Divers	13	250	182	72.80
TOTAUX	378	17,246	8,830	51.20

(1) Dans ces chiffres figurent les 2,067 sociétaires du familistère de Guise parmi lesquels 1,904 sont signalés comme travaillant à l'entreprise sociale.

Ces 378 associations peuvent se classer ainsi, au point de vue du rapport entre le nombre de sociétaires travaillant à l'entreprise et le nombre total de sociétaires.

Pour 2 sociétés (c'est-à-dire 0.53 p. 100) il est signalé qu'aucun sociétaire ne travaille à l'entreprise.

Pour 2 sociétés (c'est-à-dire 0.53 p. 100) le rapport du nombre de sociétaires travaillant à l'entreprise au nombre total des sociétaires est moindre que 1 p. 100.

Pour 17 sociétés (c'est-à-dire 4.50 p. 100) ce rapport est compris entre 1 et 10 p. 100 inclus.

Pour 30 sociétés (c'est-à-dire 7.94 p. 100) ce rapport est compris entre 10 et 25 p. 100 inclus.

Pour 37 sociétés (c'est-à-dire 9.79 p. 100) ce rapport est compris entre 25 et 50 p. 100 inclus.

Pour 38 sociétés (c'est-à-dire 10.65 p. 100) ce rapport est compris entre 50 et 75 p. 100 inclus.

Pour 23 sociétés (c'est-à-dire 6.08 p. 100) ce rapport est supérieur à 75 et inférieur à 100 p. 100.

Dans 229 sociétés (c'est-à-dire 60.58 p. 100) tous les sociétaires travaillent à l'entreprise. Ces 229 sociétés groupent 4,751 sociétaires; la proportion du nombre des sociétaires appartenant à des sociétés dont tous les membres travaillent à l'entreprise, par rapport au nombre total (17,246) des sociétaires groupés par les 378 sociétés étudiées ici, ressort donc à 27.54 p. 100.

Dans le bâtiment, pour 94 sociétés sur 124, (soit 75.81 p. 100 de sociétés) tous les sociétaires travaillent à l'entreprise. Ces 94 sociétés groupent 872 sociétaires soit 52.18 p. 100 du nombre total (1,671) des sociétaires des 124 sociétés de bâtiment étudiées ici. Dans le groupe de l'industrie du livre et du papier, pour 22 sociétés sur 58, moins de 50 p. 100 des sociétaires travaillent à l'entreprise; pour 9 sociétés ce rapport n'atteint pas 10 p. 100. Dans le groupe de l'industrie textile pour 11 sociétés sur 20, le rapport n'atteint pas 25 p. 100. Dans le travail des pierres, du verre, etc., pour 15 sociétés sur 19 tous les sociétaires travaillent à l'entreprise. Dans les transports, pour 29 sociétés sur 35, tous les sociétaires travaillent à l'entreprise.

II. — *Rapport entre le nombre d'ouvriers auxiliaires employés et le nombre des sociétaires travaillant à l'entreprise sociale.*

Parmi les 378 sociétés qui ont fait connaître le nombre de leurs sociétaires travaillant à l'entreprise sociale, on en compte 248 qui emploient des ouvriers auxiliaires. Ces 248 sociétés comptent 12,266 sociétaires. Sur ce nombre, 6,578 sociétaires travaillent à l'entreprise sociale. Le nombre d'ouvriers auxiliaires occupés est de 6,155. C'est donc pour ces 248 sociétés un total de 12,733 personnes employées. Sur ces 12,733 personnes, 52 p. 100 sont des sociétaires et 48 p. 100 sont des ouvriers auxiliaires.

Ces 248 associations se répartissent comme suit au point de vue du rapport entre le nombre des auxiliaires occupés et le nombre des sociétaires travaillant à l'entreprise :

156 sociétés occupent un nombre d'ouvriers auxiliaires inférieur au nombre des sociétaires travaillant à l'entreprise.

9 sociétés se trouvent occuper un nombre d'ouvriers auxiliaires égal à celui des sociétaires travaillant à l'entreprise.

Les 83 autres sociétés occupent un nombre d'ouvriers auxiliaires supérieur à celui des sociétaires travaillant à l'entreprise.

Pour 38 de ces 83 sociétés, le nombre des auxiliaires ne dépasse pas le double des sociétaires travaillant; pour 32 de ces sociétés, le nombre des auxiliaires est compris entre 2 fois et 5 fois celui des sociétaires travaillant; pour 13 sociétés le nombre des auxiliaires dépasse cinq fois celui des sociétaires travaillant. 2 sociétés sont signalées comme ne comptant aucun sociétaire travaillant à l'entreprise.

Voici comment se répartissent les sociétés dont il s'agit, suivant les groupes professionnels auxquels elles appartiennent :

GROUPES.	NOMBRE					SUR	
	de SOCIÉTÉS ayant fait connaître le nombre de leurs sociétaires travail- lant et employant des auxi- liaires.	TOTAL des socié- taires.	de SOCIÉ- TAIRES travail- lant.	D'AUXI- LIAIRES.	TOTAL des per- sonnes occu- pées.	100 PERSONNES occupées dans les entreprises on compte :	
						socié- taires.	auxi- liaires.
Agriculture, forêts	1	9	9	5	14	64	36
Mines et carrières	4	379	333	67	400	83	17
Alimentation	5	320	32	7	39	82	18
Industries chimiques	1	7	7	2	9	78	22
Bois, liège, tabletterie	21	534	235	275	510	46	54
Métaux	23	2,959	2,352	1,279	3,631	65	35
Travaux publics et bâtiment	34	1,333	932	1,630	2,582	37	63
Industries du livre et du papier	44	3,526	601	671	1,272	47	53
Industrie textile, vêtement	15	1,105	160	152	312	51	49
Cuirs et peaux	7	189	68	164	232	29	71
Travail des pierres, verrerie	12	885	871	1,517	2,388	36	64
Transport et manutention	26	961	928	367	1,295	72	28
Divers	5	59	30	19	49	61	39
TOTAUX	248	12,266	6,578	6,155	12,733	52	48

III. — *Chiffre d'affaires des sociétés ayant indiqué
le nombre de leurs membres travaillant à l'entreprise sociale.*

Parmi les 378 sociétés qui ont indiqué le nombre de leurs sociétaires travaillant à l'entreprise sociale, 358 ont indiqué leur chiffre d'affaires. On trouvera dans le tableau suivant les indications relatives à ces sociétés réunies en groupes professionnels.

GROUPES.	SOCIÉTÉS EMPLOYANT DES AUXILIAIRES.					SOCIÉTÉS N'EMPLOYANT PAS D'AUXILIAIRES.			
	Nombre de sociétés ayant indiqué le nombre de leurs sociétaires travaillant.	Nombre total de sociétaires.	Nombre de sociétaires travaillant.	Nombre d'auxiliaires employés.	Chiffre d'affaires.	Nombre de sociétés ayant indiqué le nombre de leurs sociétaires travaillant.	Nombre total de sociétaires.	Nombre de sociétaires travaillant.	Chiffres d'affaires.
					francs.				francs.
Agriculture, forêts.....	1	9	9	5	84,000	2	42	9	31,700
Mines et carrières.....	4	379	333	67	468,000	3	197	192	271,000
Alimentation.....	5	320	32	7	255,000	2	307	15	154,000
Industries chimiques.....	1	7	7	2	200,000	"	"	"	"
Bois, liège, tabletterie.....	20	523	230	270	1,926,800	13	469	346	838,600
Métaux.....	(1) 23	(1) 2,959	(1) 2,352	(1) 1,279	12,031,100	13	216	83	388,000
Travaux publics et bâtiment.....	84	1,333	952	1,630	11,137,200	34	291	242	1,216,800
Industries du livre et du papier.....	41	2,960	592	653	4,046,900	12	456	91	467,100
Industries textiles, vêtement.....	15	1,105	160	152	421,000	4	1,000	40	125,800
Cuir et peaux.....	7	189	68	164	735,000	12	618	282	1,312,500
Travail des pierres, verrerie.....	12	885	871	1,517	7,777,500	4	298	145	330,000
Transport et manutention.....	26	961	928	367	5,790,000	8	477	457	1,972,000
Divers.....	4	55	26	15	212,200	8	191	152	365,900
TOTAUX.....	243	11,685	6,560	6,128	45,084,707	115	4,592	2,054	7,533,400

(1) Dans ces chiffres figure le familistère de Guise comptant 1,904 sociétaires signalés comme travaillant tous à l'entreprise, employant 1,017 ouvriers auxiliaires et faisant un chiffre d'affaire de 8,344,000 francs,

IV. — FÉDÉRATIONS D'ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.

PARIS. — *Chambre consultative des associations ouvrières de production*, fondée le 26 novembre 1884 à Paris (boulevard Sébastopol. 84). Ce groupement comprenait, au 1^{er} janvier 1909, 218 associations ouvrières de production, groupant approximativement 11,000 sociétaires et occupant 4,000 auxiliaires environ.

PARIS. — *Bourse des coopératives socialistes de France*, siège social à Paris, boulevard Saint-Marcel, 21. Au 15 mars 1909, 51 sociétés de production adhéraient à ce groupement.

LYON. — *Fédération des associations ouvrières de production* (section du Sud-Est). Siège social à Lyon, rue Cuvier, 94. Fondée en 1894. Cette fédération comprenait, au 1^{er} janvier 1909, 13 associations groupant 400 sociétaires environ.

(A suivre.)

ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS DES SYNDICATS OUVRIERS ET DES BOURSES DU TRAVAIL AU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

I. — Syndicats ouvriers ⁽¹⁾.

Les réclamations contre la liste électorale provisoire adressées aux préfets avant le 15 juin ont été portées à la connaissance des syndicats électeurs, le 22 juin, par un état adressé aux bourses, aux conseils de prud'hommes et aux mairies des communes dans lesquelles ladite liste mentionne des syndicats électeurs. Les syndicats et leurs unions désireux d'être entendus dans les enquêtes relatives aux diverses protestations étaient invités à en aviser les préfets avant le 5 juillet.

Les dossiers des enquêtes ont été transmis par les préfets et les réclamations soumises à la décision du Ministre.

Les modifications apportées à la liste provisoire à la suite de réclamations reconnues fondées ont été inscrites sur un état rectificatif mis à la disposition des intéressés, dans les mêmes conditions que la liste provisoire et l'état des protestations.

Les bulletins adressés aux syndicats électeurs devront être retournés au Ministère à la date annoncée par le *Journal officiel*.

II. — Bourses du travail.

Les Bourses du travail ont été appelées de leur côté à élire leur représentant au Conseil supérieur du travail. A cet effet, un bulletin de vote a été adressé, le 21 juillet, à chacun des secrétaires des Bourses remplissant les conditions requises pour pouvoir participer au scrutin. Les bulletins destinés à recevoir le nom du candidat désigné par les commissions administratives ou les conseils d'administration de ces organisations doivent être retournés au ministère au plus tard le 1^{er} août.

Ces bulletins seront dépouillés en même temps que ceux des syndicats ouvriers.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juin, p. 668.

JURISPRUDENCE.

Accident du travail; ouvrier engagé par l'ouvrier salarié d'une entreprise; responsabilité de cette dernière.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 15 mai 1908.)

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 3 et 11 de la loi du 9 avril 1898, 1710, 1984 et suivants du Code civil, 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué a déclaré assujetti à la déclaration d'un accident de travail, comme chef d'entreprise responsable, un industriel qui n'était lié par aucun contrat de travail à l'ouvrier blessé, alors que ce dernier avait été engagé par un entrepreneur et devait être payé par lui, et qu'il n'avait à recevoir de l'industriel aucun ordre ni aucune direction, et alors qu'il n'est pas suffisamment établi que l'entrepreneur ait engagé l'ouvrier par suite d'un mandat tacite de l'industriel;

Attendu que le jugement énonce que Joanny Panel, payé à la tâche par la Société Verpilleux frères était exclusivement occupé au travail de déchargement des wagons pour le compte de cette société, que le matériel et les outils dont il faisait usage appartenait à ladite société, qu'il était soumis au contrôle du patron et à la discipline de l'entreprise; que, de ces constatations, exclusives de la qualité d'entrepreneur attribuée audit Joanny Panel dans le moyen proposé, le juge de police a pu légalement déduire que le susnommé n'était qu'un ouvrier salarié de la société Verpilleux;

Attendu que le jugement déclare aussi, d'une part, que Joanny Panel et son camarade Vogué ne pouvaient toujours, à eux seuls, opérer le déchargement des wagons dans le délai de rigueur, qu'ils étaient dans le cas de recourir à des auxiliaires obligés, qu'il en a été ainsi le 13 mai 1907, jour où Joanny Panel a engagé son frère Joseph, qui, au cours du travail a été victime d'un accident, et d'autre part, que l'adjonction d'aides était connue de Verpilleux et approuvée par lui en principe; qu'il ne peut être fait grief au jugement d'avoir conclu de cette double constatation, souveraine en fait, que c'était comme préposé de Verpilleux et par délégation de ce dernier que Joanny Panel engageait des auxiliaires et avait, dans l'espèce engagé Joseph Panel, que, dans les conditions précitées, ledit engagement avait créé, entre ce dernier et la Société dont Joanny Panel était à cette fin le mandataire, un lien de droit, et que, par suite, la déclaration de l'accident, exigée par l'article 11 sous la sanction de l'article 14 de la loi du 7 avril 1898, incombait à la société Verpilleux frères, dont le prévenu est le gérant;

Attendu donc, qu'il n'y a pas eu violation des textes visés au moyen; que le jugement d'ailleurs est régulier en la forme;

Rejette le pourvoi de Verpilleux Paul, contre le jugement du tribunal de simple police de Rive-de-Gier, du 6 août 1907 qui l'a condamné à 1 franc d'amende pour infraction aux articles 11 et 14 précités; le condamne par corps à l'amende et aux dépens, fixe au minimum la durée de la contrainte.

Accidents du travail; batteuse, accident survenu sur une batteuse sous pression, mais non en marche, inapplicabilité de la loi du 9 avril 1898.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 20 juin 1908.)

La Cour,

Vu la loi du 30 juin 1899,

Attendu que la loi du 30 juin 1899 déclare que la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture sauf en ce qui concerne les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par les moteurs inanimés, que la responsabilité qu'elle met à la charge de l'exploitant desdits moteurs est tout à la fois plus étendue et plus restreinte que celle que la loi du 9 avril 1898 fait supporter aux chefs d'entreprises visées par l'article 1^{er} de ladite loi : plus étendue en ce qu'elle peut être invoquée par toutes les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service du moteur, liées ou non à l'exploitant par un contrat de louage de services; plus restreinte en ce que les seuls accidents qui donnent droit à une indemnité sont ceux qui sont occasionnés par l'emploi des machines ou de leurs moteurs inanimés;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que, le 24 juillet 1905, Morel, mécanicien, chargé par Duvernet de la conduite d'un moteur à vapeur, après en avoir allumé le foyer, est monté sur la plate-forme de la batteuse pour y mettre en place les organes de transmission qui devaient le relier au moteur, lequel, bien qu'il fût sous pression, n'était pas alors en marche; que, par suite d'un faux mouvement, Morel est tombé sur la plate-forme de la batteuse et s'est tué;

Attendu que de ces constatations, il résulte que l'existence d'un moteur inanimé, destiné à actionner ultérieurement la batteuse, n'a pu contribuer en rien à causer l'accident dont Morel a été victime; que la chute que cet ouvrier a faite est absolument indépendante de la nature du moteur qui n'était pas alors employé;

Attendu cependant que l'arrêt attaqué a condamné l'exploitant du moteur à payer à la veuve et aux enfants mineurs de Morel les rentes déterminées par la loi sous le prétexte que la mise en place des organes de transmission de la force motrice constituait un acte préparatoire de la mise en marche de la machine contre les risques duquel l'ouvrier est protégé aussi bien que contre ceux qui entraînent le fonctionnement même de l'appareil;

Mais attendu que, si certains actes préparatoires peuvent être considérés comme étant prévus par la loi du 30 juin 1899, c'est à la condition d'être nécessités par la nature même du moteur, il n'en saurait être ainsi de la mise en place des courroies de transmission, opération qui s'impose, que le moteur soit animé ou non, qu'il s'agit de la qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué a violé l'article susvisé;

Casse...

Tacherons; accidents du travail; ouvrier travaillant sous la surveillance et le contrôle d'un représentant du patron soldant lui-même ses aides, mais sans prélever sur eux le moindre bénéfice; responsabilité du patron.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 24 juin 1908.)

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 1 et 3 de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que le 22 août 1903, Marleix travaillait pour le compte de Filiol dans la forêt de Neuvalle, lorsqu'il a été blessé par la chute d'un arbre; que la Cour de Riom lui a alloué, à titre de réparation, une rente annuelle de 105 francs en vertu de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que le pourvoi critique cette décision, en ce qu'elle a considéré Marleix comme un ouvrier, alors qu'il était en réalité un tâcheron;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Marleix travaillait sous la surveillance et le contrôle d'un représentant de Filiol; qu'il n'était d'ailleurs pas affecté à un travail unique; mais que suivant les nécessités de l'exploitation, il était occupé à la scierie ou à la conduite du bois moyennant un salaire de 0 fr. 35 l'heure; que si, à la vérité, pour l'abattage des arbres, il touchait un prix fixe et appréhendait la somme entière destinée à rémunérer ce travail, soldant lui-même les ouvriers qui l'avaient aidé, il n'était pas démontré qu'il perçut le moindre bénéfice sur eux;

Attendu qu'en tirant de ces constatations la conséquence que Marleix était un ouvrier travaillant sur un chantier pour le compte de son patron Filiol, l'arrêt attaqué a fait de son pouvoir d'appréciation un usage légitime qui échappe au contrôle de la Cour de cassation;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre un arrêt rendu le 26 juillet 1906, par la Cour d'appel de Riom.

**Repos du dimanche; l'autorisation de donner le repos hebdomadaire
un autre jour accordée au chef d'un établissement profite à son successeur.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 20 février 1909.)

LA COUR,

Où M. le conseiller Berchon, en son rapport, M. Blondel, avocat général, en ses conclusions,

Statuant sur le pourvoi du Ministère public près le tribunal de simple police de simple police de Chalon-sur-Saône;

Après en avoir délibéré en la Chambre du conseil;

Vu la requête du demandeur;

Sur le moyen pris de la violation des articles 2, 8, 13 de la loi du 13 juillet 1906 et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que Galland, coiffeur, a été poursuivi pour avoir occupé ses employés le dimanche sans avoir été autorisé à donner le repos hebdomadaire un autre jour : qu'il a été relaxé par le motif que le prédécesseur de Galland dans le magasin qu'il occupe, un sieur Morain, coiffeur, avait obtenu la dérogation à la règle du dimanche, et que ledit Galland devait en bénéficier :

Attendu qu'il résulte des termes mêmes des articles 2 et 8 de la loi du 13 juillet 1906, sur le repos hebdomadaire, que l'autorisation est accordée à l'établissement et que par suite l'autorisation obtenue par Morain pouvait profiter à Galland; qu'il n'était pas allégué que l'établissement ne fût pas le même et que le simple changement de propriétaire du fonds ne rendait pas nécessaire l'obtention d'une nouvelle autorisation; que, dans ces conditions de fait et de droit, le juge de simple police, en prononçant le relâche de Galland, n'a commis aucune violation des articles visés au moyen :

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi du Ministère public près le tribunal de simple police de Chalon-sur-Saône contre un jugement de ce tribunal, en date du 5 novembre 1908, qui a relaxé Galland des fins de la poursuite dirigée contre lui.

Évacuation des poussières; impossibilité pour le juge de distinguer les poussières, d'après leur origine, selon qu'elles sont ou non utilisables, selon qu'elles sont ou non toxiques ou nuisibles; inefficacité des appareils installés; refus justifié de l'inspecteur de fournir des modèles d'appareils; obligation d'établir, par un mode de preuve autorisé par la loi, l'impossibilité prétendue d'éliminer les poussières.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 27 février 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Petitier, en son rapport; M^e Mornard, avocat en la Cour, en ses observations à l'audience du 26 février 1909, et M. l'avocat général Lénard, en ses conclusions, à l'audience de ce jour;

Après en avoir délibéré en la Chambre du conseil;

Sur le moyen pris de la violation, par défaut d'application, des articles 6 du décret du 29 novembre 1904 et 7 de la loi du 12 juin 1893,

Vu ces articles;

Attendu que l'inspecteur du travail a constaté, au cours d'une visite qu'il a effectuée, le 22 juillet 1908, dans la fabrique de carreaux céramiques de la veuve Simons et C^{ie} dont Boudier est directeur, que, dans les locaux affectés au remplissage des moules, l'air était chargé de poussières stagnantes;

Attendu qu'il résulte en outre du procès-verbal que les chefs de cet établissement avaient été antérieurement mis en demeure d'éliminer les poussières; qu'ils avaient pris des mesures à cet effet, mais que ces mesures étaient demeurées inefficaces, ce dont l'inspecteur les avait avisés le 5 septembre 1906; que néanmoins aucune amélioration n'avait été apportée à l'état de choses incriminé et que les poussières étaient aussi denses qu'auparavant;

Attendu que, Boudier ayant été poursuivi à raison de ces faits, le tribunal l'a relaxé par ces motifs : que les poussières dont il s'agit font partie de la matière employée dans l'établissement; qu'elles ne sont ni toxiques ni nuisibles; qu'elles finissent par se déposer, qu'elles sont alors recueillies et employées et que l'évacuation en serait par suite préjudiciable à l'industriel; que, si les inspecteurs ont affirmé l'inefficacité des appareils de ventilation installés dans l'usine, ils se sont refusés à donner les modèles d'autres appareils; et qu'enfin il faudrait, pour éliminer les poussières d'un établissement de céramique, des appareils d'aspiration ou de ventilation tellement puissants que les courants d'air qui seraient produits par ces appareils seraient plus dangereux pour les ouvriers que ne le sont les poussières elles-mêmes;

Mais attendu que l'article 3 de la loi du 12 juin 1893, qui édicte que des règlements détermineront les mesures à prendre pour l'évacuation des poussières, et l'article 6 du décret du 29 novembre 1904, qui prescrit que les poussières seront évacuées directement en dehors des locaux de travail, au fur et à mesure de leur production, ne distinguent pas et par suite ne permettent pas au juge de distinguer entre les poussières, d'après leur origine, ou selon qu'elles sont ou non utilisables, ou selon qu'elles sont ou non toxiques ou seulement nuisibles;

Attendu, d'autre part, que les inspecteurs du travail sont uniquement chargés d'assurer l'exécution de la loi du 12 juin 1893 et des règlements qui y sont prévus, mais qu'il ne leur incombe pas de donner aux industriels les modèles des appareils à établir dans leurs usines;

Attendu enfin que, s'il appartenait au tribunal de statuer sur la valeur de l'exception tirée par le prévenu de l'impossibilité où il se trouverait d'éliminer utilement les poussières par un moyen laissé à sa recherche et à son choix, le tribunal ne

pouvait le faire qu'en s'appuyant sur un mode de preuve autorisé par la loi; que la simple affirmation du jugement que les poussières ne pourraient être évacuées que par un procédé dangereux pour les ouvriers est sans valeur légale;

Attendu que, dans ces conditions, le relaxe du prévenu constitue un défaut d'application non justifié des textes visés au moyen :

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement rendu le 14 octobre 1908 par le tribunal de simple police du Cateau au profit de Boudier (Alfred) et de la veuve Simons, prise comme civilement responsable, et, pour être statué à nouveau conformément à la loi sur la prévention, renvoie la cause et les parties devant le tribunal de simple police de Cambrai, à ce désigné par délibération spéciale prise en la Chambre du conseil.

Ordonne; etc.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en mai 1909 ⁽¹⁾. — En mai pas plus que le mois précédent, le marché du travail n'a présenté une apparence uniforme. Malgré tout, on peut du moins dans quelques branches d'industrie noter une certaine détente. Ainsi dans la région d'Aix-la-Chapelle, les mines de charbon ont eu, pour la plupart, suffisamment de travail; de même dans les mines du district de la Saar appartenant au fisc, la demande a été meilleure qu'en avril, bien qu'étant inférieure à celle de l'année dernière. La situation dans la construction des machines, dans l'industrie du fil, dans les fabriques d'élévateurs et d'appareils de transports s'est également améliorée par rapport au mois précédent. Mais d'un autre côté on ne peut pas encore parler d'amélioration dans la production de la fonte dans les fabriques de tuyaux, dans les lamineries, les fonderies, dans la construction des ponts et les constructions en fer et dans bien d'autres branches touchant à la métallurgie et à l'industrie des machines. Dans l'industrie électrique la situation ne se serait améliorée que dans les fabriques de cables et d'isolateurs.

Dans le textile les rapports ne sont meilleurs que pour certaines branches; ainsi, dans les fabriques de bas et d'objets tricotés, une amélioration semble s'être produite au moins partiellement, de même dans le tissage de la soie à Créfeld. La plupart des branches de l'industrie textile, avant tout les filatures, ont pourtant encore été insuffisamment occupées. Comme toujours, au printemps, l'ensemble du marché du travail est influencé par la reprise d'activité dans quelques industries saisonnières. Il faut faire rentrer dans cet ordre d'idée la reprise de l'industrie automobile, du bâtiment, où l'amélioration signalée en avril a continué, sans atteindre tout de même ce que l'on en attendait. De même les rapports des différentes branches d'industrie montrent une amélioration par rapport au mois précédent.

Dans les brasseries, le travail a sur bien des points diminué dans le mois précédent. Les causes doivent en être rapportées surtout à la situation défavorable d'autre branches d'industrie; le temps frais de mai a été également cause d'un moindre débit. Dans l'imprimerie, la morte-saison, sauf pour les grands journaux, a continué à se faire sentir.

Placement en mai 1909 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à mai 1908 a augmenté de 24,000, celui des emplois vacants de 14,000, et celui des places procurées de 10,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 691 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données d'avril :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Mars 1909 (pour 656 bureaux).....	305,000	196,000	143,000
Avril 1909 (— 682 —).....	306,000	207,000	148,000

⁽¹⁾ *Reibhsarbeitsblatt*, juin 1909.

L'état actuel du mouvement coopératif ⁽¹⁾. — Les associations coopératives allemandes se distinguent en associations libres et en associations enregistrées. On n'a guère de renseignements précis que sur ces dernières.

La loi du 1^{er} mai 1889, qui impose aux associations enregistrées l'obligation de la révision des comptes, leur permet de choisir elles-mêmes leur censeur (Revisor) à la condition que plusieurs d'entre elles se groupent en une union de révision (Revisionsverband) dont le but principal devra être la révision des comptes. Mais ces unions de révision, une fois constituées, peuvent se charger, en outre, de la défense des intérêts des associations qu'elles représentent.

Ces unions de révision se sont, à leur tour, réunies en fédérations d'unions ou fédérations centrales (Zentralverbände). Il existe, à l'heure actuelle, quatre de ces fédérations centrales. Ce sont :

1° La *Fédération générale des coopératives allemandes de production et de consommation autonomes* ⁽²⁾ (Allgemeiner Verband), fondée en 1864 par Schultze-Delitzsch;

2° La *Fédération d'empire des sociétés coopératives agricoles allemandes*, à Darmstadt (Reichsverband), fondée en 1890;

3° La *Fédération centrale des sociétés coopératives de consommation*, à Hambourg (Zentralverband deutscher Konsumvereine), fondée en 1903;

4° La *Fédération principale des sociétés coopératives allemandes dans l'industrie*, à Berlin (Hauptverband), fondée en 1901.

Il faut encore mentionner ici la *Fédération générale des coopératives agricoles pour l'Allemagne*, à Neuwied, fondée en 1877, mais qui s'est fondue en 1905 avec le Reichsverband tout en conservant une certaine autonomie qui tend principalement à faire prévaloir les principes coopératifs de *Raiffeisen*. Voici les nombres, au 1^{er} janvier 1908, des associations adhérentes à chaque fédération centrale, avec le nombre de membres :

	NOMBRE de coopératives adhérentes.	NOMBRE des membres.
Fédération générale des associations de production et de consommation	1,364	727,870
Fédération d'empire des coopératives agricoles ⁽³⁾ ..	16,728	1,481,930
Fédération centrale des coopératives de consommation	950	759,878
Fédération principale des coopératives dans l'industrie	625	87,597
Autres unions (n'adhérant à aucune des quatre fédérations centrales)	3,421	543,700
Coopératives n'adhérant à aucune union	3,763	514,619
TOTAUX	26,851	4,105,594

⁽¹⁾ Extrait du *Reichsarbeitsblatt*, février et mars 1909. Voir aussi *Jahrbuch des Zentralverbandes deutscher Konsumvereine*, 1908 et *Jahrbuch des Allgemeinen Verbandes der deutschen Erwerbs- und Wirtschaftsgenossenschaften* pour 1907.

⁽²⁾ Autonomes (auf Selbsthilfe beruhend) veut dire qu'elles ne sont pas organisées ou soutenues par les pouvoirs publics. Elles marquent ainsi, dans le nom qu'elles se donnent, leur opposition avec certaines conceptions socialistes.

⁽³⁾ Dont la Fédération générale de Neuwied, qui comprend 4,836 coopératives avec 452,849 membres.

Par conséquent, il existait en Allemagne, au 1^{er} janvier 1908, 26,851 coopératives enregistrées (eingetragene Genossenschaften), conformément à la loi de 1889 sur les coopératives, contre 25,714 et 24,652 les deux années précédentes. Au point de vue de la responsabilité de leurs membres, ces associations se répartissent en 17,840 (17,319 et 16,784) sociétés à responsabilité illimitée (mit unbeschränkter Haftung), en 157 (159 et 156) sociétés avec obligation de rapport illimitée (mit unbeschränkter Nachschusspflicht), et en 8,854 (8,236 et 7,712) sociétés à responsabilité limitée (mit beschränkter Haftung). En groupant ces associations en associations de production, de consommation et de crédit, on obtient le tableau suivant :

	NOMBRE D'ASSOCIATIONS			NOMBRE DE MEMBRES		
	au 1 ^{er} janv. 1905.	au 1 ^{er} janv. 1906.	au 1 ^{er} janv. 1907.	au 1 ^{er} janv. 1905.	au 1 ^{er} janv. 1906.	au 1 ^{er} janv. 1907.
Associations de crédit..	14,272	15,108	15,602	1,901,122	2,018,821	2,113,653
Associations de produc- tion.....	6,181	6,586	7,087	449,791	486,957	525,884
dont associations ouvrières	132	141	152	7,076	7,829	8,508
Associations de consom- mation ⁽¹⁾	2,508	2,658	2,794	1,028,149	1,117,887	1,186,693
Autres sortes d'associa- tions.....	260	300	234	30,809	34,772	33,587
TOTAUX.....	23,221	24,652	25,714	3,409,871	3,658,437	3,860,143

Le nombre total des membres des coopératives était, au 1^{er} janvier 1908, de 4,105,594. L'augmentation du nombre des coopérateurs allemands a donc été de 248,566 ou 7.3 p. 100 de 1905 à 1906, de 201,706 ou 5.5 p. 100 de 1906 à 1907, et de 245,451 ou 6.4 p. 100 de 1907 à 1908. Par suite, le développement de la coopération (et l'on ne compte ici que les coopératives enregistrées) est beaucoup plus rapide que l'augmentation totale de la population allemande qui, entre les recensements de 1900 et de 1905, a été de 7.5 p. 100.

Le mouvement coopératif dans les dernières années est donné d'après les deux tableaux suivants :

ANNÉES.	NOMBRE d'associations existantes à la fin de l'année.	NOMBRE d'associations créées pendant l'année.	NOMBRE d'associations dissoutes pendant l'année.	AUGMENTATION nette pendant l'année.
	—	—	—	—
1907.....	26,851	1,565	428	1,137
1906.....	25,714	1,511	449	1,062
1905.....	24,652	1,459	372	1,431
1904.....	23,221	1,676	339	1,337
1903.....	22,131	1,839	290	1,549

(1) Y compris les sociétés de construction et d'habitation et les sociétés de production en vue de la consommation,

Les rapports de ces différents chiffres les uns aux autres donnent :

	1907.	1906.	1905.	1904.	1903.
	—	—	—	—	—
1. Augmentation nette p. 100 associations existantes.....	4.2	4.1	5.8	5.8	7.0
2. Nombre d'associations dissoutes p. 100 associations créées.....	27.3	29.7	25.5	20.2	15.8
3. Nombre d'associations dissoutes p. 100 associations existantes.....	1.6	1.7	1.5	1.5	1.3
4. Nombre d'associations créées p. 100 associations existantes.....	5.8	5.9	5.9	7.2	8.3

Le nombre des associations coopératives, année par année, depuis 1899⁽¹⁾ est donné ci-dessous⁽²⁾ :

Fin mars 1899.....	16,912	Fin mars 1904.....	24,061
— 1900.....	17,988	— 1905.....	25,398
— 1901.....	19,557	Fin décembre 1905.....	24,652 ⁽³⁾
— 1902.....	21,127	— 1906.....	25,714
— 1903.....	22,512	— 1907.....	26,851

Voici le détail du développement des différentes formes de la coopération :

Associations de crédit.

Tandis qu'en France cette forme de la coopération est peu répandue (2,168 caisses rurales avec 96,192 membres et seulement 17 banques populaires au 1^{er} janvier 1908)⁽³⁾, 60 p. 100 des sociétés coopératives environ sont en Allemagne des associations de crédit. Voici le nombre de ces associations :

Fin mars 1899.....	10,850	Fin mars 1904.....	14,280
— 1900.....	11,477	— 1905.....	15,011
— 1901.....	12,140	Fin décembre 1905.....	15,108
— 1902.....	12,779	— 1906.....	15,602
— 1903.....	13,481	— 1907.....	16,092

Quant au nombre des membres de ces associations, il était, au 1^{er} janvier 1905, de 1,901,122 pour passer à 2,018,821 au 1^{er} janvier 1906, à 2,113,653 au 1^{er} janvier 1907 et à 2,202,949 au 1^{er} janvier 1908.

⁽¹⁾ Pour les années précédentes, voir *Bulletin*, années 1894 (p. 64), 1896 (p. 114 et 694), 1898 (p. 47) et 1899 (p. 56 et 766).

⁽²⁾ Dans toutes les statistiques rétroactives que nous donnons ici, à partir de fin décembre 1905, ne sont comptées ni les caisses centrales (Zentral-Kassen), ni les coopératives non enregistrées (nicht eingetragene Genossenschaften); ce qui donne faussement l'apparence d'un recul général du développement coopératif pendant l'année 1905. — Les chiffres relatifs aux années antérieures à 1905 ne correspondent pas aux chiffres donnés par le *Reichsarbeitsblatt*; ils ont été rectifiés sur les indications fournies par la Fédération générale des coopératives allemandes (Lettre du D^r Crüger du 12 mai 1909).

⁽³⁾ Voir, *Bulletin*, nov. 1908, p. 1109.

Ces associations se répartissaient, à cette dernière date, en :

932 associations avec	549,082 membres, adhérentes à la Fédération générale;
11,969 —	1,045,199 — — à la Fédération d'empire;
dont 4,198 —	401,136 — — à l'Organisation Raiffeisen;
307 —	58,535 — — à la Fédération principale;
2,204 —	374,444 — — aux unions indépendantes des quatre fédérations centrales;
680 —	175,719 — — complètement indépendantes.
<u>TOTAUX. 16,092</u>	<u>2,202,949</u>

Parmi les associations de crédit adhérentes à la *Fédération générale de Schulze-Delitzsch*, 917 ont envoyé un rapport pour l'année 1907 (915 en 1906). Voici les principaux résultats des opérations effectuées par les associations de crédit :

	1906.	1907.
	marks.	marks.
Crédits et prolongations accordés.....	3,202,612,477	3,475,758,080
Crédits de fin d'année.....	978,826,016	1,033,246,760
Total des actifs.....	1,198,783,426	1,209,665,549
Capitaux appartenant aux sociétaires...	176,883,561	183,973,033
Réserves.....	72,040,847	76,067,260
Capitaux étrangers.....	919,770,234	949,625,256
Chiffre d'affaires.....	10,394,606,109	11,362,139,428
Pourcentage de la fortune personnelle au capital étranger.....	27.06 p. 100	27.38 p. 100
	marks.	marks.
Bénéfice net.....	17,797,910	18,974,410

290 des associations de crédit affiliées à la *Fédération principale des coopératives industrielles* ont envoyé à cette fédération un rapport pour 1907. En outre 15 coopératives centrales de crédit qui adhèrent à la *Fédération principale* donnent les renseignements suivants :

Ces 15 coopératives centrales de crédit comptent 550 membres ;

Leur responsabilité s'élève à.....	11,230,500 marks.
Le produit de leur gestion est de.....	764,053 —
Les charges de leur gestion de.....	666,675 —
Le bénéfice net pour 14 d'entre elles de.....	123,293 —
Les pertes pour 1 d'entre elles de.....	25,915 —

Les chiffres d'affaires en 1907 sont de ;

Recettes.....	223,914,142 marks.
Dépenses.....	223,763,446 —
<u>TOTAL.....</u>	<u>447,677,588 —</u>

La balance s'établit avec un actif de 9,114,364 marks et un passif de 9,016,986 marks.

Les 290 coopératives de crédit qui ont fait leur rapport donnent les chiffres suivants :

Produit de la gestion.....	6,822,940 marks.
Charges de la gestion.....	5,483,487 —

Parmi ces coopératives, 275 ont eu un bénéfice net de 1,441,551 marks, 11 une perte de 102,098 marks.

Le total des chiffres d'affaires pour 272 associations est de :

Recettes.....	518,393,777 marks.
Dépenses.....	515,684,647 —
TOTAL.....	1,034,078,424 —

Enfin les 290 associations ont fourni les chiffres suivants :

Total des actifs.....	114,966,547 marks. .
Total des passifs.....	113,627,094 —
Fonds de gestion.....	11,393,204 —
Réserve.....	3,835,927 —
Total de ces deux chiffres.....	15,229,131 —
Capitaux étrangers.....	96,925,916 —

La *Fédération d'empire des coopératives agricoles* donne des renseignements généraux sur l'ensemble des coopératives agricoles à la date du 1^{er} juillet 1907. On en comptait 20,973⁽¹⁾ avec 1,850,000 membres environ, ce qui fait une augmentation de 845 dans l'année de rapport contre 805 l'année précédente. Sur ce nombre il y avait 14,054 caisses d'épargne et de prêt dans l'agriculture. Parmi ces caisses d'épargne et de prêt, 11,969 avec 1,045,199 membres (dont 4,198 avec 401,136 membres pour les coopératives Raiffeisen⁽²⁾) adhèrent à la fédération d'empire. Il existe, pour leur faciliter leurs opérations, des caisses centrales de prêt. Les caisses centrales adhérant à la fédération d'empire ont fait un chiffre d'affaires total de 3,728 millions de marks en 1905 et de 4,113 millions de marks en 1906.

Enfin pour achever les renseignements donnés sur les associations de crédit il faut dire un mot de la *Caisse coopérative centrale de Prusse* (Preussische Zentral-genossenschaftskasse). C'est un organisme officiel créé par une loi prussienne du 31 juillet 1895 en vue de faciliter le crédit des classes moyennes et inférieures; elle ne fait ses prêts qu'à des groupements de coopératives de production, à moins que le prêt ne soit couvert auquel cas, elle peut le faire à une coopérative. En fait, beaucoup de coopératives et principalement celles de la classe ouvrière ne veulent jamais se servir de cette caisse. Le capital d'exploitation de la caisse est à l'heure actuelle de 52,400,000 marks. Dans l'année de gestion du 1^{er} avril 1907 au 1^{er} avril 1908 la caisse a été en relations avec 54 caisses d'unions représentant 15,353 coopératives et 1,519,109 membres. Sur ce nombre, 20 caisses d'unions avec 481 coopératives et 122,251 membres avaient un caractère principalement urbain, 34 caisses d'unions

⁽¹⁾ Il est assez difficile de distinguer exactement pour chaque coopérative, si elle a le caractère agricole ou le caractère urbain et les évaluations ne sont pas toutes identiques. En gros, 3/4 des coopératives sont des coopératives à caractère agricole, 1/4 des coopératives à caractère urbain; mais ces dernières comptent plus de membres que les autres.

⁽²⁾ Les quatre derniers nombres sont les chiffres de fin décembre 1907.

avec 14,872 coopératives et 1,396,858 membres avaient un caractère plutôt agricole. A la fin de l'année de rapport on avait ouvert aux caisses :

Un crédit en compte courant de	28,172,000 marks.
Et un crédit sur escompte de	71,040,600 —
TOTAL.....	99,212,800 —

Les caisses se trouvaient en retour engagées pour 41,743,405 marks. 40 caisses avaient fait usage du crédit sur escompte.

Associations ouvrières de production et de travail.

On comptait au 1^{er} janvier 1907 152 associations ouvrières avec 8,508 membres contre 141 et 132 avec 7,829 et 7,076 membres, un et deux ans auparavant.

Associations industrielles de production.

Parmi les associations industrielles de production il faut d'abord considérer les sociétés de dépôt de produits industriels (Gewerbliche Magazin- und Absatzgenossenschaften). Il y en avait 73 avec 3,420 membres au 1^{er} janvier 1907. Voici les nombres de ces associations dans les dernières années :

Fin mars 1899.....	67	Fin mars 1904.....	108
— 1900.....	73	— — 1905.....	120
— 1901.....	79	— décembre 1905.....	70
— 1902.....	81	— — 1906.....	73
— 1903.....	94	— — 1907.....	81

D'autres associations industrielles de production ont plus spécialement pour but l'approvisionnement de l'industrie. Parmi ces associations, il y a lieu de signaler spécialement celles qui ont pour but la fourniture de la matière première (Gewerbliche Rohstoffgenossenschaften); voici les nombres de ces associations, année par année, depuis 1899 :

Fin mars 1899.....	82	Fin mars 1904.....	266
— 1900.....	92	— — 1905.....	290
— 1901.....	145	— décembre 1905.....	229
— 1902.....	188	— — 1906.....	257
— 1903.....	215	— — 1907.....	299

Et dans la même groupe il faut signaler encore les associations appelées en allemand (Gewerbliche Werkgenossenschaften et qui sont des associations pour l'élaboration partielle de produits industriels⁽¹⁾). Voici leur développement depuis 1899 :

Fin mars 1899.....	34	Fin mars 1904.....	105
— 1900.....	53	— — 1905.....	112
— 1901.....	67	— décembre 1905.....	206
— 1902.....	78	— — 1906.....	341
— 1903.....	91	— — 1907.....	390

⁽¹⁾ Les associations dont il est question ici font généralement l'opération suivante : elles achètent et entretiennent les machines nécessaires à l'industrie de leurs membres et elles mettent ces machines à la disposition des membres, éventuellement même en leur fournissant aussi les ouvriers qui font marcher les machines. En aucun cas les membres de ces associations ne deviennent individuellement propriétaires des machines. Jamais non plus les produits fabriqués par les machines ne sont vendus au public par l'intermédiaire de l'association coopérative. Chaque membre a donc à apporter à la coopérative le produit à élaborer et il le reprend une fois transformé.

Les sociétés coopératives de production dont il vient d'être question adhèrent à peu près toutes à l'une des fédérations centrales. Plusieurs d'entre elles ont fourni leur compte à leur fédération. Voici un certain nombre de chiffres d'affaires ainsi fournis.

Parmi les associations de production adhérentes à la *fédération générale des coopératives autonomes de Schultze-Delitzsch*, il y avait 22 associations pour la fourniture de la matière première qui ont fourni un rapport par 1907. Elles comptaient 1,082 membres. Le produit de la vente a été de 2,391,494 marks avec un bénéfice net de 99,811 marks. Le fonds de roulement de ces associations a donné un intérêt de 21.29 p. 100. Les associations pour l'élaboration de produits industriels ayant fourni leur rapport pour 1907 à la fédération générale sont au nombre de 20 avec 3,139 membres. Le produit général de l'exploitation a été de 2,391,806 marks, le bénéfice net de 1,961,733 marks ou 82.02 p. 100 du produit de l'exploitation. 7 associations industrielles de dépôt ont fourni un rapport pour 1907 à la fédération générale. Elles comptaient 666 membres. Le produit de la vente a été de 2,292,046 marks. Le bénéfice net de 19,837 marks. Les 10 associations productives industrielles (*gewerbliche Produktivgenossenschaften*) ⁽¹⁾ qui ont fait un rapport en 1907 à la fédération générale comptaient 575 membres. Le produit de la vente a été de 1,181,763 marks, le bénéfice net (pour 9 d'entre elles) de 44,593 ou 3.77 p. 100 du produit de leur vente. Le fonds de roulement a donné un intérêt de 11.01 p. 100. Leur fortune personnelle était de 657,109 marks (fonds de gestion, 404,878 marks et fonds de réserve, 252,231 marks).

Les différentes associations touchant à la production qui ont envoyé des rapports à la *fédération principale des coopératives allemandes de l'industrie*, pour 1907, sont au nombre de 283. Le chiffre des membres connus pour 291 associations adhérentes est de 13,551. Le produit de la gestion a été pour 232 (des 283 associations) de 3,626,222 marks et les charges de gestion pour 226 associations de 1,463,214 marks. 251 associations ont eu un bénéfice net de 1,162,087 marks, 23 un déficit de 81,755 marks.

Associations agricoles de production.

Les associations de production comprennent au 1^{er} janvier 1907 290 sociétés de dépôt de produits agricoles (*Landwirtschaftliche Magazin- und Absatzgenossenschaften*) avec 37,960 membres contre 255 et 231 aux 1^{ers} janvier 1906 et 1905 avec 33,885 et 30,838 membres; puis des *coopératives agricoles de production* proprement dites (*Landwirtschaftliche Produktivgenossenschaften*) dont on comptait 3,362 (dont 2882 fermes et laiteries coopératives), avec 253,534 membres au 1^{er} janvier 1907. Ces coopératives de production proprement dites ont passé par les chiffres suivants :

Fin mars 1899.....	2,017	Fin mars 1904.....	3,130
— 1900.....	2,186	— 1905.....	3,270
— 1901.....	2,507	Fin décembre 1905.....	3,264
— 1902.....	2,819	— 1906.....	3,362
— 1903.....	2,968	— 1907.....	3,480

⁽¹⁾ Ce groupe d'associations rentrent assez difficilement dans la classification que nous avons adoptée, (production, consommation, crédit) car elles comprennent des coopératives de travail ou associations ouvrières, des coopératives productives de consommation, des coopératives industrielles d'approvisionnement et des coopératives agricoles de production et de dépôt. Nous le reproduisons néanmoins puisqu'il fait partie de la classification adoptée par certaines fédérations centrales pour leurs rapports annuels.

D'autres coopératives agricoles de production ont pour but de fournir à leurs membres les matières qui leur sont nécessaires. La plupart de ces associations sont des sociétés pour fournir les matières premières à l'agriculture (landwirtschaftliche Rohstoffgenossenschaften). Il y en avait :

Fin mars 1899.....	1,193	Fin mars 1904.....	1,837
— 1900.....	1,237	— 1905.....	1,949
— 1901.....	1,394	Fin décembre 1905.....	1,702
— 1902.....	1,524	— 1906.....	1,786
— 1903.....	1,673	— 1907.....	1,845

D'autres sont des associations pour l'élaboration partielle de produits agricoles (landwirtschaftliche Werkgenossenschaften) ⁽¹⁾ dont on comptait 321, 280 et 269 aux 1^{er} janvier 1907, 1906, 1905 avec 7,239, 6,423 et 6,078 membres. Il y a également des sociétés coopératives d'élevage (Zuchtgenossenschaften), dont les chiffres étaient 159, 152 et 157 avec 11,437, 11,417 et 11540 membres aux 1^{er} janvier 1907, 1906 et 1905.

Voici quelques chiffres d'affaires sur les associations de production agricoles adhérentes à la *Fédération d'empire des coopératives agricoles*. Il y avait au 1^{er} janvier 1908, 2182 associations de production agricoles (landwirtschl. Produktivgen.) avec 196,048 membres, 237 associations agricoles de dépôt avec 34,997 membres, 1,639 associations agricoles pour la fourniture de la matière première, etc. . . Parmi ces associations celles qui font l'approvisionnement en marchandises ont acheté au total pour 115 millions de marks de marchandises en 1905 et pour 131 millions de marks en 1906. Ces sociétés adhérentes à la fédération d'empire ont vendu en tout pour 21,8 millions de marks de blé et de pommes de terre en 1906 contre 20,7 millions en 1905.

Sociétés coopératives de consommation

Les sociétés de consommation comprennent les coopératives de consommation proprement dites (Konsumvereine) et les sociétés de production pour la consommation (Konsumentenproduktivgenossenschaften).

Les sociétés productives de consommation (boulangeries, imprimeries coopératives, etc.) sont celles où des consommateurs s'associent pour fabriquer les objets qu'ils consomment. Elles étaient au nombre de 21 avec 9,492 au 1^{er} janvier 1907. Quant aux *Konsumvereine*, les chiffres sont les suivants :

Fin mars 1899.....	1,373	Fin mars 1904.....	1,994
— 1900.....	1,404	— 1905.....	2,090
— 1901.....	1,528	Fin décembre 1905.....	1,922
— 1902.....	1,683	— 1906.....	2,006
— 1903.....	1,847	— 1907.....	2,110

Les sociétés de consommation (Konsumvereine) adhèrent en grande partie à la fédération centrale des coopératives allemandes de consommation (918 sociétés sur

⁽¹⁾ Voir ci-dessus la note sur les mêmes associations dans l'industrie. Ces associations agricoles fonctionnent comme les associations industrielles ; telle serait par exemple une coopérative pour l'achat et l'entretien d'une machine à battre le blé.

2110 avec 753,281 membres sur 1,131,453). A la fédération générale de Schultze-Delitzsch on compte le chiffre assez important de 263 Konsumvereine avec 152,488 membres. C'est également à cette fédération générale qu'adhèrent la plupart des sociétés d'habitation et de construction fédérées (112 avec 21,203 membres). Par contre 388 sociétés des construction avec 86,285 membres adhèrent à des unions indépendantes des quatre grandes fédérations centrales et 213 avec 28,395 membres sont complètement indépendantes.

Voici quelques chiffres sur les coopératives de consommation (*Konsumvereine*) qui adhèrent à la *Fédération générale de Schultze-Delitzsch* :

	1906.	1907.
Nombre des associations adhérentes ⁽¹⁾	274	285
Nombre des associations ayant fait un rapport..	265	271
Nombre de membres.....	246,945	252,618
Chiffre d'affaire des associations avec leurs membres.....	56,999,777 marks	61,649,455 marks
Dont pour ce qu'elles avaient produit elles-mêmes.....	6,075,464 —	2,390,910 —
Chiffre d'affaire avec les fournisseurs.....	4,184,440 —	3,662,993 —
En caisse.....	842,047 —	645,753 —
Marchandises.....	6,268,552 —	6,765,750 —
Capitaux placés à intérêt.....	5,188,388 —	5,020,193 —

La moyenne du chiffre d'affaires des associations avec leurs propres membres est, par coopérative, de 227,489 marks en 1907 et, par dépôt de vente, de 122,564 marks en 1907, contre 115,384 marks en 1906.

19 coopératives ont des dépôts centraux qui servent à approvisionner les dépôts de vente des associations. Ces dépôts de vente, au nombre de 503, sont répartis à raison de 1 par association pour 224 associations, 2 pour 18, 3 pour 12, 4 pour 5, etc. 1 association a 18 dépôts, 1 en a 22 et 1, 75.

Le nombre des associations qui font elles-mêmes de la production a diminué de 26 à 19 et le produit de la vente de 6,075,464 marks à 2,390,910 marks. Cette diminution s'explique principalement parce qu'une coopérative n'a pas fourni ses chiffres.

Les affaires avec les fournisseurs ⁽²⁾ ont aussi beaucoup diminué, parce que le nombre des associations participantes a passé de 71 à 68 et celui des membres de 71,771 à 57,879. Au contraire, chaque membre qui se fournissait ainsi a acheté pour 63 marks 28 en 1907 au lieu de 58 m. 30 en 1906; mais ce même chiffre était de 92 m. 69 en 1902.

Chaque membre a pris aux dépôts en moyenne :

En 1907.....	244 marks	En 1905.....	226 marks
En 1906.....	231 —	En 1904.....	201 —

⁽¹⁾ Il y a parmi celles-ci des associations qui adhèrent à la Fédération générale sans faire partie d'aucune des 29 unions de revision de la Fédération.

⁽²⁾ Il s'agit des achats des membres chez certains marchands avec un rabais fixé.

Il faut pour juger ces chiffres ainsi que le chiffre total d'affaires tenir compte de la hausse des prix.

Le capital d'exploitation se trouvait être à la fin de 1907 de 12,321,345 marks, dont 7,884,184 marks de fortune personnelle; ce qui fait une proportion de 63.99 p. 100 pour la fortune personnelle et de 36.01 pour les capitaux étrangers. Ces proportions étaient de 64.98 et 35.02 en 1906.

La moyenne du bénéfice net par coopérative était de 25,739 marks en 1907 et de 24,437 marks 1906. Sur le bénéfice net de 6,975,216 marks en 1907 et de 6,475,886 marks en 1906, on a donné aux membres comme dividende de capital et d'achat 6,692,927 et 6,475,886 marks, ce qui fait un dividende de 143.80 et 139.95 p. 100 du fonds de roulement engagé par les membres.

La moyenne des dividendes sur les achats, pour chaque membre, est de 26 m. 78 pour 1907 et 25 m. 18 pour 1906.

La *Fédération centrale des coopératives de consommation allemandes* donne dans son rapport sur sa sixième année des renseignements très complets sur le mouvement coopératif de consommation en Allemagne. Elle est formée par la réunion de 7 unions de revision et de la *Société de gros des coopératives de consommation allemandes* (Grosseinkaufs-Gesellschaft Deutscher Consumvereine) qui a son siège à Hambourg et est à responsabilité limitée. La fédération centrale compte comme adhérentes, à la date du 1^{er} mai 1908, 1013 coopératives. Elle a reçu pour l'année 1907, 964 (886 en 1906) rapports de coopératives, représentant 885,074 membres. Ces coopératives avaient 2,562 dépôts de vente et y occupaient 12,783 personnes. Elles ont fait un chiffre d'affaires de 303,794,452 marks en 1907 (258,514,822); elles ont fabriqué elles-mêmes pour 32,634,305 marks (25,453,791) de marchandises; elles ont réalisé 20,995,226 marks (19,370,284) de bénéfice net, elles possédaient en fin d'année pour 33,207,990 marks (29,091,285) de marchandises; l'inventaire et leurs machines sont évalués à 6,612,341 marks (5,586,708); la valeur de leur propriété foncière à 42,079,847 marks (37,075,803); leur fortune personnelle est de 28,396,573 marks (25,311,783); le capital étranger de 43,160,709 marks (36,281,262). Dans ces chiffres sont compris ceux de la société de gros. Voici un tableau qui donne quelques détails de chiffres sur les sociétés adhérentes à la fédération centrale au 31 décembre 1907.

	NOMBRE DE		NOMBRE de membres.	NOMBRE de dépôts con- traux.	NOMBRE DES PERSONNES EMPLOYÉES					
	sociétés adhé- rentes.	sociétés ayant fait un rapport.			à la vente.			à la production en propre par les associations.		
					Hom.	Fem.	Total.	Hom.	Fem.	Total.
Konsumvereine.....	959	939	879,221	135	3,636	6,026	9,662	1,499	311	1,810
Associations ou- vrières et autres coopératives.....	25	24	5,853	"	386	5	391	410	229	639
Société de gros....	1	1	"	6	213	68	281	"	"	"
TOTAUX.....	985	964	885,074	141	4,235	6,099	10,334	1,909	540	2,449

	KONSUMVEREINE.	ASSOCIATIONS ouvrières et autres coopératives.	SOCIÉTÉ de gros.	TOTAUX.
	marks.	marks.	marks.	marks.
Total du produit de la vente des marchandises fabriquées en propre par les associations.	26,914,173	5,720,132	"	32,634,305
Chiffre d'affaires (somme totale du produit de toutes les marchan- dises vendues).....	238,208,100	5,720,132	59,866,220	303,794,452

On n'a pas donné ici les chiffres des membres de la Société de gros qui sont des coopératives. Voici du reste certains chiffres sur la Société de gros et les autres groupements de coopératives pour l'achat de leurs marchandises. Ces autres groupements indépendants de la Société de gros sont les syndicats d'achat. Il en existait avant la création de la Société de gros qui date de 1893; mais ils ont surtout pris de l'importance depuis l'existence de la Société de gros, le nombre des associations affiliées aux syndicats d'achat est passé de 794 à 797 en 1907, le nombre de leurs membres de 712,000 à 804,000, leur chiffre d'affaires de 176,7 à 205,6 millions de marks.

Le chiffre d'affaires des coopératives avec la Société de gros est monté de 26,3 millions de marks en 1905, à 41,7 millions en 1906 et à 54,5 millions en 1907.

En 248⁽¹⁾ conférences d'achat, 3,816 coopératives ont acheté en marchandises pour 15,4 millions de marks (soit 7.5 p. 100 de leur propre chiffre d'affaires et 28,2 p. 100 de leur chiffre d'affaires avec la Société de gros).

La Société de gros des coopératives de consommation allemandes a achevé, le 31 décembre 1907, sa quatorzième année d'affaires. Le nombre des sociétés de consommation qui ont acheté à la Société de gros a passé en 1907 de 1,404 à 1,419. Le chiffre d'affaires de la Société de gros a passé de 46,5 millions de marks en 1906, à 59,9 millions de marks en 1907, soit une augmentation de 13,3 millions ou 28.7 p. 100. L'augmentation en 1906 avait été de 7,7 millions de marks ou 20 p. 100. La société a pour 2,779,787 marks de marchandises en provision. Elle possède pour 1,249,717 marks de propriété foncière. Les sommes dues à la société sont de 5,000,785 marks, ce qui fait à peu près 1/12 du chiffre d'affaire total; cela revient à dire que les sociétés de consommation payent en moyenne avec un mois de retard. On est donc assez loin de l'idéal coopératif du paiement comptant. Les réserves sont de 544,476 marks ou 162,078 marks de plus que l'année précédente. Les traites acceptées et les sommes dues par la société s'élèvent à 4,120,000 marks.

Sociétés de construction.

Les sociétés coopératives d'habitation et de construction étaient au nombre de 767 avec 139,588 membres au 1^{er} janvier 1907, contre 714 avec 129,944 membres au 1^{er} janvier 1906 et 652 avec 120,954 membres au 1^{er} janvier 1905.

137 (126) sociétés de construction et d'habitation ont envoyé à la fédération générale un rapport pour 1907 (1906). Les 137 sociétés comptaient à la fin de l'année 42,978 membres, dont environ les deux tiers sont dépendants économiquement

⁽¹⁾ Chiffre donné par le *Jahrbuch des Zentralverbandes deutscher Konsumvereine*, 1908, t. I, p. 741.

(ouvriers ou employés). Depuis leur existence 15 de ces sociétés ont construit 354 maisons (avec 637 appartements) destinées à devenir la propriété des coopérateurs, 84 ont construit 1543 maisons de location avec 2,386 appartements, et 36 qui font les deux opérations ont construit 1,489 maisons (avec 3,376 appartements) destinées à devenir la propriété des coopérateurs et 381 maisons de location avec 1,859 appartements. Voici du reste ce qui a été fait par ces sociétés depuis leur création et pendant l'année 1907 :

I. MAISONS DONT LES COOPÉRATEURS deviennent propriétaires.

	Depuis l'origine des sociétés.	Pendant l'année 1907.
Nombre des sociétés de constructions ayant effectivement construit.....	51	19
Nombre de maisons construites.....	1,843	100
Nombre des appartements dans les maisons construites.....	4,013	190
Nombre des pièces d'habitation..... ⁽¹⁾	13,732	724
Prix total de construction des maisons (en marks)..... ⁽²⁾	16,183,389	⁽³⁾ 9,12,538

II. MAISONS À LOUER.

III. TOTAL DE I ET II.

	Depuis l'origine des sociétés.	Pendant l'année 1907.	Depuis l'origine des sociétés.	Pendant l'année 1907.
Nombre des sociétés de construction ayant effectivement construit....	120	46	⁽¹⁾ 135	⁽²⁾ 59
Nombre de maisons construites....	1,924	172	3,767	272
Nombre des appartements dans les maisons construites.....	13,387	1,281	17,400	1,471
Nombre des pièces d'habitation.... ⁽⁴⁾	43,883	⁽⁵⁾ 3,582	57,615	4,306
Prix total de construction des maisons (en marks).....	68,133,539	7,091,675	84,316,928	8,004,213

Le capital d'exploitation des sociétés qui ont fait leur rapport était à la fin de 1907 de 87,484,270 marks et de 1906, de 87,086,699. Il comprenait 12 p. 100 environ de fortune personnelle.

Le bénéfice net a été de 512,138 et de 584,500 marks.

Comme dividendes ont été donnés sur la part du capital appartenant aux membres des sociétés, 288,414 (300,122) marks, sur les loyers de 2,639 (22,300) marks.

Les dividendes payés au capital sont généralement 4 p. 100. 103 des sociétés qui ont fait leur rapport adhèrent à la fédération générale.

⁽¹⁾ 36 sociétés sont communes à I et à II.

⁽²⁾ 6 sociétés sont communes à I et à II.

⁽³⁾ Pour 2,913 appartements.

⁽⁴⁾ Pour 12,870 appartements.

⁽⁵⁾ Pour 1,034 appartements.

⁽⁶⁾ Pour 1,811 maisons.

⁽⁷⁾ Pour 99 maisons.

Autres formes de sociétés coopératives.

Sous ce titre la statistique allemande réunit diverses sociétés, telles que sociétés coopératives pour l'amenée des eaux, établissements thérapeutiques et hydrothérapeutiques coopératifs, certaines formes d'assurance mutuelle, écoles coopératives, etc., c'est-à-dire toutes les formes de la coopération qu'on ne peut ramener à aucun des types étudiés plus haut : production, consommation, crédit. Il y avait 234 de ces sociétés, avec 33,587 membres, le 1^{er} janvier 1907, contre 300 et 260 avec 34,772 et 30,809 membres, les deux années précédentes.

AUTRICHE.

Placement en mars 1909 ⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 829 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (-) par rapport au mois précédent du nombre des					
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.	placements.	p. 100.
Hommes.....	37,607	52,955	25,086	+ 603	1.6	+ 710	1.4	+ 1,300	5.5
Femmes.....	33,561	28,961	18,600	- 2,268	6.3	- 2,836	8.9	- 1,159	5.9
ENSEMBLE. ..	71,168	81,916	43,686	- 1,665	2.3	- 2,126	2.5	+ 141	0.3

Grèves en mai 1909 ⁽²⁾. — 78 nouvelles grèves, avec 17,505 grévistes. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour les mines (4), l'industrie des pierres et du verre (8), le bâtiment (17), le textile (12), le vêtement (5), la métallurgie (6), la construction de machines (7) et le travail du bois et du caoutchouc (6) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 12 succès, 23 transactions, 28 échecs, 15 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 55 cas; durée du travail, 7 cas; ces deux motifs réunis, 4 cas; divers, 12 cas.

2 lock-outs ont frappé 4,980 ouvriers.

L'assurance contre les accidents en 1906 ⁽²⁾.**I. — STATISTIQUE DES ACCIDENTS.**

L'assurance contre les accidents s'est étendue en 1906, à 2,918,679 personnes, occupées dans 425,076 entreprises; en 1905, 2,806,223 dans 408,622 entreprises. Ces totaux se décomposent en :

	1906.	1905.
A. Industrie : Personnes assurées.....	2,011,063	1,913,008
Entreprises assurées.....	113,691	109,185
B. Agriculture et forêts : Personnes assurées.....	907,616	893,215
Entreprises assurées.....	311,385	299,437

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, juin 1909.

⁽²⁾ *Die Geburung und die Ergebnisse der Unfallstatistik der Arbeiter-Unfallversicherungsanstalten im Jahre 1906.* — Vienne 1909.

Le total des accidents déclarés aux établissements d'assurance s'élève, pour l'année 1906, à 109,118 (103,735 en 1905) parmi lesquels 31,469 (28,787 en 1905) ont motivé indemnité, en vertu de la loi d'assurance obligatoire contre les accidents.

Les accidents motivant indemnité se divisent comme suit :

	1906.	1906.
Cas de mort.....	3.5 p. 100 du total.	3.9
Cas d'incapacité de travail.....	96.5	96.1

II. — RÉSULTATS FINANCIERS.

Le montant total des recettes encaissées par les établissements d'assurance (régionaux et corporatifs) s'est élevé en 1906 à 45,080,681 (54,972,795 en 1905) couronnes; l'ensemble des sommes qui ont été payées à titre d'indemnités, capitaux de pensions, frais d'administration et autres, s'est élevé à 52,642,037 (59,899,207 en 1905) couronnes. Il y a donc eu encore cette année un excédent de dépenses de 7,561,356 (4,926,412 en 1905) couronnes.

Le montant total des cotisations payées pour l'exercice est de 37,710,217 (49,155,121 en 1905) couronnes. Comme, d'autre part, les salaires assurés représentent une somme de 1,519,080,000 couronnes (1,400,025,005 en 1905), le taux moyen de la cotisation; par 1,000 unités de salaire, ressort à 24.82.

Depuis 1890 cette moyenne est allée en augmentant à peu près régulièrement; elle était de 13.96 en 1890, de 15.20 en 1895, de 20.24 en 1900 et de 24.11 en 1905.

Cette augmentation progressive a été motivée par l'augmentation parallèle des dépenses. Celles-ci, du reste, continuent à dépasser les recettes et, chaque année, l'ensemble des établissements d'assurance se trouve en déficit. L'accroissement continu de la fréquence des accidents en est la cause, car les prévisions, basées nécessairement sur les statistiques des années antérieures, sont toujours insuffisantes.

Voici le détail des dépenses des établissements d'assurances :

	1906. couronnes.	1905. couronnes.
Indemnités.....	24,374,974	22,507,807
Frais d'enquête, d'inspection et de gestion.....	3,847,767	3,517,305
Dépenses diverses.....	1,398,913	682,340
Constitution de capitaux de couverture.....	22,672,894	33,179,384
Versements au fonds de réserve.....	347,489	12,311
TOTAL.....	52,642,037	59,899,207

Le total 24,374.974 couronnes, représentant les indemnités, se décompose comme suit :

	1906. couronnes.	1905. couronnes.
Frais funéraires.....	51,982	49,980
Rentes payées... { aux veuves.....	1,636,653	1,470,497
{ aux enfants.....	1,479,214	1,359,196
{ aux ascendants.....	118,369	116,879
Rentes payées aux { pendant le traitement.....	2,506,114	2,441,659
victimes. { après le traitement.....	18,046,824	16,447,828
Liquidation faite aux veuves remariées et divers...	535,818	591,768
TOTAL.....	24,374,974	22,507,807

Il a été accordé pendant l'exercice pour les ayants droit de victimes d'accident mortel 2,814 nouvelles rentes, comprenant :

	cour.
899 rentes de veuves d'une moyenne de.....	234,09
1,839 rentes d'orphelins d'une moyenne de.....	145,16
76 rentes d'ascendants d'une moyenne de.....	153,99

Les cas d'incapacité permanente ont, d'autre part, motivé l'allocation de 10,010 rentes, d'un montant moyen de 195 cour. 76, ce qui porte à 12,824 le nombre de rentes constituées au cours de l'exercice et à 190 cour. 94 leur moyenne.

BELGIQUE.

Revue du travail en mai 1909 ⁽¹⁾. — 19 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de mai 1909. Pour 1,801 offres d'emploi, il y a eu 2,984 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 105 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 147 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en mai, elle était de 167 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc un léger affaiblissement depuis le mois précédent, affaiblissement qui s'est manifesté à même époque chacune des trois dernières années; toutefois, l'heureux symptôme déjà signalé le mois dernier continue à se manifester : le rapport entre les demandes et les offres d'emploi n'est pas plus défavorable que l'an passé à même époque.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 191 unions professionnelles ouvrières, groupant 45,719 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de mai, 1,115 chômeurs, soit une proportion de 2.4 p. 100 (contre 3.0 p. 100 le mois dernier). En mai 1908, la proportion des chômeurs était de 3.9 p. 100.

Les données de source syndicale présentent donc, cette fois, la situation générale sous un jour plus favorable que les offices de placement gratuit.

Les grèves en mai 1909 ⁽²⁾. — 15 grèves nouvelles intéressant 1,274 grévistes et 250 chômeurs forcés ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de mai 1909. En outre, 2 grèves, déclarées antérieurement et comprenant 94 grévistes se sont continuées pendant toute la durée du même mois. De tous ces conflits, un seul (peintres de l'agglomération bruxelloise) s'est étendu à plus d'un établissement.

Les industries éprouvées par les grèves de mai sont les suivantes : textiles (6 grèves), travail des métaux (2), travail de la pierre (2), charbonnage (1), tabac (1), bois (1), transports (1), bâtiment (1).

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 15 juin 1909.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 30 juin 1909.

Causes : questions de salaire, 8; obtention de matières premières rendant le travail moins lent et plus rémunérateur, 1; questions de personnel, 4; mode de rémunération du travail, 2.

Sur 10 grèves terminées depuis le dernier relevé mensuel de l'Office du travail belge, aucune n'a réussi complètement; 4 d'entre elles, intéressant 207 ouvriers, ont abouti à une transaction, et une cinquième a été terminée par l'acceptation d'un arbitrage. Les 5 autres grèves, intéressant ensemble 265 grévistes, ont échoué complètement et leur échec a entraîné dans 2 cas des renvois définitifs d'ouvriers (76 au total).

CANADA.

Revue du travail en avril 1909 ⁽¹⁾. — L'industrie est plus active au Canada, grâce à la reprise de la navigation et des travaux d'extérieur. L'agriculture est en retard, mais on ne craint pas que ce retard ait des inconvénients sérieux. Le bâtiment est très actif. Le flottage du bois et la scierie ont occupé un grand nombre d'hommes dans l'Ontario et les provinces de l'Est et aussi dans la Colombie britannique. Les équipes d'ouvriers employés à la construction des chemins de fer ont aussi été considérablement augmentées durant le mois. Les mines de charbon de la Nouvelle-Écosse sont devenues plus actives.

Grèves en avril 1909 ⁽¹⁾. — 8 grèves ont été signalées en mars entraînant la perte de 76,699 journées de travail.

Les grèves nouvelles ont éclaté dans les mines (2), dans le vêtement (1), dans la peinture (1), chez les journaliers (1), et ont eu pour cause : 2, une demande d'augmentation de salaire; 1, une mésentente entre patrons et employés; 1, un renvoi d'ouvriers; 1 les conditions générales du travail.

Résultats des grèves terminées : 2 succès, 1 échec, 1 résultat inconnu.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en mai 1909 ⁽²⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,619 unions groupant 98,960 membres, la moyenne des chômeurs était de 6.7 p. 100 en mai 1909. Cette moyenne était en avril de 5.6 p. 100 dans 1,741 unions groupant 116,548 membres.

⁽¹⁾ *Gazette du travail*, mai 1909.

⁽²⁾ *American federationist*, juillet 1909.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juin 1909 ⁽¹⁾. — La situation générale est à peu près la même qu'en mai. Il y a eu quelques progrès dans les mines de charbon, dans la construction des machines et dans l'imprimerie. Par contre il y a eu baisse dans le meuble, la peinture en bâtiment et la charpente. Juin 1909 accusé une amélioration par rapport à juin 1908 dans le textile, le fer, l'acier, l'étain et une diminution dans le bâtiment et la construction des machines et des navires.

7.9 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 698,284 membres, contre 7.9 à la fin de mai 1909 également et 7.9 à la fin de juin 1908; 4.81 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant 645,944 ouvriers, contre 5.07 en mai 1909 et 4.75 en juin 1908; dans la métallurgie du fer, 291 hauts-fourneaux en marche avec près de 22,000 ouvriers contre 289 en mai 1909 et 282 en juin 1908.

Grèves en juin 1909 ⁽¹⁾. — 16 conflits nouveaux en juin 1909 avec 3,607 grévistes contre 26 en mai 1909 et 21 en juin 1908. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en mai 1909 est de 9,724 contre 11,670 en mai 1909 et 21,604 en juin 1908. Les 16 conflits nouveaux se répartissent ainsi : bâtiment, 1; mines, 6; construction des machines, 2; transports, 4; autres industries, 3.

Causes : questions de salaire, 7; questions syndicales, 4; solidarité avec d'autres ouvriers, 2; autres causes, 3.

Sur 15 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 7,144 personnes, il y a eu 2 succès, 5 transactions, 8 échecs. Total des journées de travail perdues : 112,700 contre 109,300 en mai 1909 et 431,200 en juin 1908.

ITALIE.

Grèves en avril 1909 ⁽²⁾. — 106 nouvelles grèves ont été signalées en avril à l'*Office du travail*; 85 de ces conflits intéressaient 13,523 grévistes. 1 dans les industries extractives, 8 dans la métallurgie, 17 dans le travail des pierres et des terres, 16 dans le bâtiment, 5 dans les produits chimiques, 1 dans le bois, 3 dans les industries polygraphiques, 13 dans les textiles, 14 dans le vêtement, 7 dans l'alimentation, 8 dans les transports, 10 dans les services publics, 7 dans diverses industries.

Causes : questions de salaires, 85; durée du travail, 5; demandes diverses, 9; inconnues, 7.

Résultats : 39 succès, 11 transactions, 39 échecs, 15 inconnus.

⁽¹⁾ *Labour gazette*, juillet 1909.

⁽²⁾ *Bollettino del l'Ufficio del lavoro*, juin 1909.

SUÈDE.

Les industries manufacturières et manuelles en 1907 ⁽¹⁾. — En 1907, il y avait en Suède 11,659 fabriques en exploitation, dont le nombre total des ouvriers était de 303,029 et 56,811 artisans qui occupaient en tout 53,173 ouvriers. La production des fabriques en Suède a été évaluée à une somme totale de 2,080,654,000 francs. Cette production était de 1,089,071,000 francs en 1897. Des ouvriers attachés aux fabriques, 81.18 p. 100 étaient du sexe masculin et 18.82 p. 100 du sexe féminin; 85.56 p. 100 étaient âgés de plus de 18 ans et 14.44 de moins de 18 ans. Le nombre moyen de journées de travail dans l'année a été de 262 par homme et de 280 par femme. 46.79 p. 100 des fabriques appartenaient à des individus, 38.85 p. 100 à des sociétés anonymes et le reste à d'autres sociétés, à l'État, à des communes, etc. Le nombre des moteurs est de 20,513, dont 9,591 électriques et 5,189 à eau. Le revenu net de l'industrie manufacturière s'est élevé à la somme de 128,32 millions de francs, soit 9,24 millions de plus qu'en 1906.

Dans les professions manuelles, le nombre total des patrons et des ouvriers est de 109,984, dont 90.90 p. 100 du sexe masculin et 9.10 p. 100 du sexe féminin. Le revenu net des professions manuelles s'élève à 53.37 millions de francs ou 1.98 million de plus qu'en 1906.

SUISSE.

L'Union suisse des sociétés suisses de consommation ⁽²⁾. — Le rapport de l'Union suisse vient de paraître pour l'année 1908. Dans le courant de cette année, 40 nouvelles sociétés ont adhéré à l'Union. Le nombre total des membres des sociétés groupées par l'Union était, au 1^{er} janvier 1909, de 185,260. Les marchandises débitées en 1908 s'élèvent à un total de 81 millions de francs. Sur le bénéfice produit (6,620,000 fr.), les membres ont reçu, à titre de ristourne, 5,678,200 francs. Le Secrétariat général a reçu plus de 10,000 lettres. Le Secrétariat, chargé de la propagande et de la protection des intérêts de l'Union, publie les journaux suivants : le *Schweizerischer Konsumverein* et le *Genossenschaftliches Volksblatt* en allemand, la *Coopération* en français, la *Cooperazione* en italien. Leur ensemble présente un tirage de 140,000 exemplaires.

Loi du 25 mars 1909 sur le repos hebdomadaire dans le canton de Bâle. — Une nouvelle loi sur le repos hebdomadaire, ou plus exactement sur les jours publics de repos (*öffentliche Ruhetage*), qui avait été adoptée par le Grand Conseil du canton de Bâle-ville, vient d'être votée au referendum par 6,700 voix contre 2,771 (11,067 abstentions).

⁽¹⁾ *Bidrag till Sveriges officiella statistik : fabriker och handverk*, Stockholm, 1909.

⁽²⁾ D'après un rapport du 7 juin 1909 du Consul général de France, à Zurich, obligeamment communiqué par le Ministère des affaires étrangères.

Cette loi remplace celle du 15 avril 1893 qui s'intitulait « loi sur le repos dominical ».

Par rapport à l'ancienne législation, celle qui va entrer en vigueur le 1^{er} juillet prochain contient les principales innovations suivantes :

1° Jusqu'à présent les personnes employées dans une maison de commerce n'avaient d'entièrement libre qu'un dimanche sur deux ; leurs patrons pouvaient les faire travailler l'autre dimanche de 10 heures 1/2 à midi. Désormais ce travail du dimanche, même ainsi réduit, sera complètement interdit (art. 3 d) ;

2° Les locaux de vente seront dorénavant fermés pendant toute la journée du dimanche (art. 3, lettre g), alors que, sous l'empire de la loi de 1893, ils ne l'étaient que de 9 heures à 10 h. 1/2 du matin, temps des services religieux dans les Églises reconnues par l'État (protestantes et vieille-catholique).

Cette règle a été vivement combattue par un certain nombre de négociants en détail ; mais comme la puissante « Société générale de consommation de Bâle », qui ne compte pas moins de 30,000 membres et 70 magasins de vente, accorde déjà depuis plusieurs années le repos dominical complet à son personnel, il était difficile de prétendre qu'une pareille mesure ne pouvait être généralisée sans de graves inconvénients par le commerce de détail.

Diverses exceptions ont d'ailleurs été prévues, elles concernent les pharmacies, les laiteries, les boulangeries, les pâtisseries, les débits de tabacs, les ateliers de photographie⁽¹⁾, etc. (art. 9 à 19). Mais la loi prescrit que les personnes employées dans les magasins admis à rester ouverts le dimanche à certaines heures devront y avoir expressément consenti et qu'elles auront droit du reste à un jour officiel de repos (dimanche ou jour de grande fête) toutes les deux semaines et, la semaine suivante, à un temps de repos pris sur un jour férié pour compenser les heures de travail du dimanche (art. 6). Ce temps de repos pourra être par moitié accumulé sur une période de vacances, ou, lorsque l'occupation du dimanche est exceptionnelle, être l'objet d'un dédommagement en argent pourvu que dans tous les cas un accord écrit soit intervenu entre les parties ;

3° Les domestiques — et c'est là le trait le plus original de cette loi — devront avoir chaque semaine, entre 7 heures du matin et 9 heures du soir, un temps de repos de six heures dont quatre au moins ininterrompues, ce temps de repos pouvant tomber soit sur un dimanche ou jour férié, soit sur un jour non férié (art. 7). La moitié de ces 312 heures de liberté par an pourra être, sur la base d'une convention écrite, accordée en une fois à titre de vacances : la journée du travail d'un domestique étant considérée par la loi comme de 12 heures en moyenne, les 156 heures qu'il est permis de lui donner en bloc équivaldraient par conséquent à 13 jours pleins de congé ininterrompu.

⁽¹⁾ Les débits de boissons peuvent rester ouverts le dimanche (sauf de 9 h. à 10 h. 1/2 du matin), mais des jours ou temps de repos sont garantis au personnel par une loi spéciale, récemment amendée dans le sens d'une plus grande protection.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 11 juin 1909 relative aux encouragements spéciaux à donner à la sériciculture et à la filature de la soie ⁽¹⁾.

(EXTRAITS.)

ART. 4. — § 5. Sur le total des primes versées aux filateurs de soie, il sera prélevé six pour cent (6 p. 100) pour la constitution d'un fonds de secours et de maladie en faveur du personnel des usines, qui sera réparti par l'État entre les sociétés de secours mutuels constituées par le personnel ouvrier des usines de filature.

§ 6. Un règlement d'administration publique déterminera la nature et la quotité des secours, la circonscription de chaque société, leur mode d'administration, de gestion et de contrôle.

§ 7. Les statuts de ces sociétés devront être approuvés par arrêtés ministériels, conformément aux dispositions du titre III de la loi du 1^{er} avril 1898, relative aux sociétés de secours mutuels.

ART. 6. — § 3. Il sera constitué une commission chargée du contrôle trimestriel des primes, et composée d'agents de l'État et de filateurs.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement de cette commission, ainsi que les conditions d'application de la présente loi, en ce qui concerne la filature de la soie.

ART. 7. — § 1. Les infractions aux dispositions réglementaires présentant seulement le caractère d'erreurs ou de négligences seront soumises à l'examen de la commission de contrôle prévue à l'article précédent et pourront entraîner, pour l'usine, la suppression du droit à la prime pendant une semaine et, en cas de récidive, pendant un mois ou un trimestre.

ART. 8. — Pourront entraîner pour l'usine la suppression du droit à la prime pendant une semaine au moins et pendant un trimestre au plus, les infractions aux dispositions des lois concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs qui auront fait l'objet de condamnations devenues définitives. Ladite suppression du droit à la prime sera prononcée dans la même forme que celle prévue au paragraphe 1^{er} de l'article 7 de la présente loi.

Loi du 18 juin 1909 relative à l'amnistie ⁽²⁾.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. — Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes infractions commises depuis le 2 mai 1908 jusqu'au 14 janvier 1909 et se rattachant aux grèves de Vigneux, Draveil et Villeneuve-Saint-Georges et pour tous faits connexes.

Amnistie pleine et entière est également accordée pour les infractions en matière de grèves, pourvu qu'elles aient été commises antérieurement au 14 janvier 1909, et faits connexes.

ART. 2. — Ne sont pas compris dans l'amnistie ceux qui auront introduit, avant la date de sa promulgation, une demande en revision.

Dans aucun cas l'amnistie ne pourra être opposée aux droits des tiers, lesquels devront porter leur action devant la justice civile si elle était du ressort de la cour d'assises, ou si

⁽¹⁾ Journal officiel du 13 juin 1909, p. 6442.

⁽²⁾ Journal officiel du 19 juin 1909, p. 6581.

la juridiction correctionnelle n'avait pas déjà été saisie, sans qu'on puisse opposer au demandeur la fin de non-recevoir tirée de l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881.

ART. 3. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies et pays de protectorat.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Loi du 18 juin 1909 sur le crédit maritime ⁽¹⁾.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. — Des caisses régionales de crédit maritime mutuel peuvent être constituées d'après les dispositions de la loi du 23 avril 1906.

ART. 2. — Les caisses régionales ont pour but de faciliter aux membres des sociétés locales de crédit maritime les opérations qui ont trait à l'exercice de leur profession.

A cet effet, elles escomptent les effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossés par ces sociétés.

Elles peuvent également consentir, aux sociétés locales, des avances spéciales destinées aux sociétés coopératives maritimes et remboursables, par amortissement, dans un délai maximum de dix années.

Toutes opérations autres que celles prévues par le présent article sont interdites aux caisses régionales de crédit maritime mutuel.

ART. 3. — Pourront, seules, recevoir les avances prévues à l'article précédent, les sociétés coopératives maritimes, quel que soit leur régime juridique, constituées par tout ou partie des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels maritimes, en vue soit de la construction ou de l'achat de bateaux de pêche, d'instruments, d'engins ou d'appâts, soit de l'élevage ou du parage, de la conservation ou de la vente en commun des produits de la pêche, sans que ces sociétés aient pour but de réaliser des bénéfices commerciaux.

ART. 4. — Les statuts des caisses régionales, qui devront être déposés au Ministère de la marine, indiqueront la circonscription territoriale des caisses, la nature et l'étendue de leurs opérations et leur mode d'administration.

Ils détermineront la composition du capital social, la proportion dans laquelle chaque sociétaire pourra contribuer à sa constitution, ainsi que les conditions de retrait, s'il y a lieu, le nombre des parts dont les deux tiers au moins seront réservées de préférence aux sociétés locales, l'intérêt à allouer aux parts, les conditions et les règles applicables à la modification des statuts et à la liquidation de la caisse.

ART. 5. — Les caisses régionales de crédit maritime seront soumises au contrôle et à la surveillance organisés par le décret du 30 juillet 1906.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Décrets réorganisant des conseils de prud'hommes.

I. Réorganisation de conseils de prud'hommes avec création de sections du commerce :

Besançon, 22 juin 1909 (*Journal officiel* du 24 juin 1909, p. 6789).

II. Réorganisation de conseils de prud'hommes sans section du commerce :

Voiron, 2 juin 1909 (*Journal officiel* du 4 juin 1909, p. 5994).

Aix, 2 juin 1909 (*Journal officiel* du 4 juin 1909, p. 5994).

Millau, 17 juin 1909 (*Journal officiel* du 19 juin 1909, p. 6582).

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 20 juin 1909, p. 6614.

Décret du 11 juin 1909, rendu en exécution de la loi du 26 mars 1908 ⁽¹⁾ relative à la contribution imposée aux exploitants non patentés pour l'alimentation du fonds de garantie institué par la loi du 9 avril 1897 sur les accidents du travail, et fixant le barème déterminant le capital constitutif de la rente qui sert de base à cette contribution ⁽²⁾.

Circulaire du 14 juin 1909, du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, aux inspecteurs divisionnaires du travail sur l'installation des appareils d'arrêt de machines motrices.

J'ai été consulté à plusieurs reprises sur la véritable portée de l'article 2 du décret du 7 décembre 1907, qui a modifié le paragraphe 1^{er} de l'article 14 du décret du 20 novembre 1904 en prescrivant que l'appareil d'arrêt des machines motrices sera toujours placé non seulement sous la main des conducteurs qui dirigent ces machines, mais encore en dehors de la zone dangereuse en cas d'emballement.

Le Comité consultatif des arts et manufactures à qui j'ai soumis l'examen de cette question, a estimé qu'il convient de ne pas faire de confusion entre l'appareil d'arrêt et les appareils de manœuvre, et il a émis l'avis que « l'appareil d'arrêt » mentionné dans le décret n'est pas nécessairement l'organe ordinaire de manœuvre, mais, comme son nom l'indique, un appareil permettant l'arrêt de la machine et généralement disposé pour être mis rapidement en action dans le cas d'un danger imprévu.

Il résulte de cet avis que si des nécessités d'installation contraignent à placer les appareils ordinaires de manœuvre dans des conditions qui ne satisferaient pas aux exigences du décret, il y aurait lieu de remédier à cette situation en installant des appareils d'arrêt distincts.

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai adopté cette manière de voir et je vous prie d'interpréter dans ce sens le décret du 7 décembre 1907 et les instructions contenues dans ma circulaire du 15 janvier 1908.

Circulaire du 23 juin 1909, du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, aux Directeurs des établissements d'éducation correctionnelle sur le contrôle des inspecteurs du travail dans ces établissements.

Le Conseil d'État a exprimé l'avis que les établissements d'éducation pénitentiaire rentraient dans la catégorie des établissements soumis à l'application de la loi du 12 juin 1893-11 juillet 1903, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, et, par suite, devaient être assujettis au contrôle de l'Inspection du Travail.

Une entente s'est établie entre les Départements du Travail et de l'Intérieur en ce qui concerne la procédure à suivre pour assurer ce contrôle dans les établissements publics de jeunes détenus des deux sexes, et il a été décidé que cette intervention s'exercerait dans les conditions prévues par le décret du 2 mars 1905 *J. O.*, 9 mars 1905) ⁽³⁾.

Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien vous reporter aux textes précités et de donner aux inspecteurs du Travail qui se présenteraient pour visiter les ateliers de votre établissement, les facilités désirables pour leur permettre d'accomplir leur mission.

⁽¹⁾ *Bulletin*, mai 1908, p. 477.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 15 juin 1909, p. 6497.

⁽³⁾ *Bull.*, mars 1905, p. 252.

En conformité des prescriptions du décret du 2 mars 1905, un registre sera ouvert sur lequel seront consignées les observations de l'inspecteur, votre réponse et la copie de la décision de l'Inspecteur divisionnaire.

Un rapport spécial me sera adressé à l'occasion de chaque visite de l'Inspection. Je vous prie de m'accuser réception des présentes instructions.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de juin 1909.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 24 juin. — Dépôt, par M. Leboucq, de deux propositions de loi : la 1^{re}, tendant à modifier l'article 16 de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (doc. parl. n° 2605); la 2^e, tendant à modifier l'article 22 de la même loi (doc. parl. n° 2606). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociale.

Amnistie. — *Sénat.* — Séance du 15 juin. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'amnistie; déclaration de l'urgence. — Séance du 17 juin. — Adoption du projet de loi.

Apprentissage. — *Chambre des députés.* — Séance du 24 juin. — Dépôt, par M. Dron, d'une proposition de loi sur l'organisation de l'apprentissage.

Bien de famille insaisissable. — *Chambre des députés.* — Séance du 22 juin. — Rapport de M. Vigouroux sur le projet de loi adopté par le Sénat, sur la constitution d'un bien de famille insaisissable (doc. parl. n° 2587).

Caisse des invalides de la marine. — *Chambre des députés.* — Séance du 22 juin. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 33 de la loi du 14 juillet 1908 concernant les pensions sur la caisse des invalides de la marine. — Déclaration d'urgence; adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 24 juin. — Transmission au Sénat de la proposition de loi adoptée par la Chambre.

Céruse. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 juin. — Dépôt, par le Ministre du travail du projet de loi adopté par la Chambre, adopté avec modifications par le Sénat, sur l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture exécutés tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments (doc. parl. n° 2533); renvoi à la Commission de l'hygiène publique. — Dépôt, par M. J.-L. Breton, d'une proposition de résolution tendant à ce que la Chambre des députés charge sa Commission d'hygiène publique de se réunir avec une Commission du Sénat à l'effet de s'entendre sur un texte commun pour le projet de loi.

————— *Sénat.* — Séance du 3 juin. — Communication d'une lettre du Président de la Chambre des députés relative à la résolution prise par la Chambre des députés; décision portant qu'une Commission sera nommée pour entrer en conférence avec la Commission d'hygiène publique de la Chambre des députés. — Séance du 15 juin. — Nomination de la Commission.

Crédit maritime. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 juin. — Rapport de M. Chaumet sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifi-

cations par le Sénat, sur le crédit maritime. — Séance du 7 juin. — Adoption du projet de loi.

Femmes en couches. — *Sénat.* — Séance du 3 juin. — Rapport de M. Paul Strauss sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, garantissant leur travail ou leur emploi aux femmes en couches (doc. parl. n° 129). — Séance du 11 juin. — 1^{re} délibération; discussion générale.

Filatures de soie. — *Sénat.* — Séance du 3 juin. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux encouragements spéciaux à donner à la sériciculture et à la filature de la soie; discussion générale; Dépôt et lecture par M. Tournon de l'avis de la Commission des finances; déclaration de l'urgence. — Séance du 5 juin. — Suite de la discussion générale; discussion des articles: article 1^{er}. — Séance du 8 juin. — Suite de la discussion; adoption des articles 1 à 3. — Séance du 10 juin. — Suite de la discussion; adoption des articles 4 à 11; adoption de l'ensemble du projet de loi.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 18 juin. — Rapport de M. Péronnet sur la proposition de M. Louis Dumont et les amendements de MM. Pastre, Devèze et François Fournier, relatifs à la réglementation du travail et à la fixation d'un salaire minimum dans l'industrie de la filature de la soie (doc. parl. n° 2571).

Grève des inscrits maritimes. — *Chambre des députés.* — Séance du 8 juin. — Rapport de M. Thierry sur le projet de loi ayant pour objet de suspendre le monopole de pavillon et de déroger au régime commercial et maritime entre l'Algérie et la métropole (doc. parl. n° 2547). — 1^{re} séance du 22 juin. — 1^{re} délibération; déclaration de l'urgence; discussion générale. — 2^e séance du 22 juin. — Suite et clôture de la discussion générale. — Séance du 28 juin. — Ajournement de la fixation de la suite de la discussion.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 23 juin. — Adoption d'une proposition de résolution, présentée par MM. Cadenat, Bouissou et Carnaud, invitant le Gouvernement à renouveler auprès des parties en présence la proposition d'arbitrage.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 30 juin. — Dépôt, par M. Paul Boncour, d'une proposition de loi ayant pour objet l'organisation de l'arbitrage obligatoire en cas de grève des inscrits maritimes (doc. parl. n° 2630); renvoi à la Commission du travail, sous réserve d'avis de la Commission de la Marine.

Inscrits maritimes. — *Sénat.* — Séance du 24 juin. — Dépôt par M. Boivin-Champeaux d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi du 29 décembre 1905 sur la caisse de prévoyance des marins français; renvoi à la Commission d'initiative parlementaire.

Logements insalubres. — *Chambre des députés.* — Séance du 28 juin. — Dépôt, par M. Dubois, d'une proposition de loi concernant les logements insalubres (doc. parl. n° 2623); renvoi à la Commission de l'hygiène publique.

Paiement des salaires des ouvriers et employés. — *Chambre des députés.* — Séance du 22 juin. — Rapport de M. Chambon sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur le paiement des salaires des ouvriers et employés du commerce et de l'industrie (doc. parl. n° 2584). — Séance du 30 juin. — Déclaration de l'urgence; adoption.

Réglementation du travail et conditions de retraite dans les chemins de fer. — *Sénat.* — Séance du 8 juin. — Avis présenté par M. Raymond Poincaré, au nom de la Commission des finances, sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre, relative à la réglementation du travail des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains et aux conditions de retraite du personnel des chemins de fer français (doc. parl. n° 135).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 14 juin. — Dépôt, par M. Berteaux, d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à soutenir devant le Sénat, en ce qui concerne la question du personnel des ouvriers et employés de chemins de fer, les solutions qui se rapprochent le plus des votes précédemment émis à plusieurs reprises par la Chambre des députés, notamment le 14 novembre 1901; déclaration de l'urgence.

————— *Sénat.* — Séance du 18 juin. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi; discussion générale. — Séance du 23 juin. — Suite de la discussion; adoption de l'article 1^{er}. — Séance du 26 juin. — Suite de la discussion; adoption de la 1^{re} partie de l'article 2. — Séance du 29 juin. — Suite de la discussion sur l'article 2.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 24 juin. — Dépôt, par MM. Marieton et Ponsot, d'une proposition de loi tendant à attribuer au Ministre des travaux publics, le droit de réglementer les conditions du travail des agents attachés aux dépôts des compagnies de chemins de fer; renvoi à la Commission des travaux publics.

Statut et droit d'association des fonctionnaires. — *Chambre des députés.* — Séance du 18 juin. — Rapport supplémentaire de M. Chaigne sur les projet et propositions de loi relatifs au statut et au droit d'association des fonctionnaires (doc. parl. n° 2572).

Syndicat des agents des postes. — *Chambre des députés.* — Séance du 22 juin. — Dépôt, par MM. Willm et Sembat, d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à surseoir aux poursuites dirigées contre le syndicat des agents des postes jusqu'après le vote de la loi sur le statut des fonctionnaires.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LE PAYEMENT DES SALAIRES ⁽¹⁾.

La Chambre des députés a discuté dans sa séance du 30 juin dernier la proposition de loi sur le paiement des salaires qui lui avait été transmise par le Sénat le 8 mars 1909.

Le texte adopté dans la même séance, après déclaration d'urgence et sans discussion, diffère sur un point de celui qui avait été voté par le Sénat. Les dispositions relatives au mode de paiement et aux mesures d'exécution de la loi ont été conservées. Mais l'article 4 de la proposition adoptée par le Sénat, qui concernait les retenues disciplinaires, a été supprimé. Le nouveau texte est muet sur ce point.

La Chambre des députés a également modifié le titre de la proposition de la façon suivante : « Proposition de loi sur le paiement des salaires des ouvriers et employés ». Le Sénat avait ajouté à ce titre les mots « du commerce et de l'industrie ».

Cette proposition a été transmise au Sénat le 1^{er} juillet.

LA GRÈVE DES LADS.

Dans la séance du 21 juin dernier, M. Maurice Berteaux posa à M. René Viviani, Ministre du travail, une question au sujet de la grève qui avait éclaté parmi les garçons d'écurie.

Au cours de sa réponse M. le Ministre s'exprime de la façon suivante au sujet de

⁽¹⁾ V. *Bull.* mars 1909, p. 441.

la revendication des garçons d'écurie tendant à ce que la loi de 1898 sur les accidents du travail leur fût appliquée :

L'une de ces revendications tendait à faire appliquer aux garçons d'écurie la loi de 1898 sur les accidents. Je les avertis tout de suite qu'il fallait l'ausser route et qu'ils adressaient aux patrons une réclamation que ceux-ci ne pouvaient pas satisfaire, la loi de 1898, pas plus que la loi de 1906, ne pouvant s'appliquer aux professions libérales, mais je leur indiquai tout de suite qu'étant les employés d'entraîneurs, qui sont, eux-mêmes, les mandataires de propriétaires, ils n'étaient par conséquent ni au service d'industriels, ni au service de commerçants, ils ne pouvaient pas, dès lors, réclamer l'application de la loi de 1898. Mais je leur rappelai qu'en 1907 j'avais eu l'honneur de faire voter par le Parlement une loi autour de laquelle je regrette qu'une propagande plus intensive n'ait pas été faite, c'est la loi qui permet l'assujettissement facultatif à la loi obligatoire de 1898 et qui, dans l'intérêt de l'employeur comme l'intérêt de l'employé, peut être appliquée. Je leur demandai donc de s'adresser à leurs patrons et de réclamer l'assujettissement facultatif à la loi de 1898.

LA GRÈVE DES INSCRITS MARITIMES ET L'ARBITRAGE.

À la date du 14 juin 1904 le Gouvernement avait déposé sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi ayant pour objet de l'autoriser à suspendre, par décret, en cas de circonstances exceptionnelles, l'application de la loi du 2 avril 1889. Ce projet de loi, préparé à la suite des grèves de Marseille, n'est point venu en discussion pendant la dernière législature. Une nouvelle grève ayant éclaté à Marseille le 24 mai dernier parmi les inscrits maritimes, le Gouvernement déposa, dès le 25 mai, un projet de loi ayant pour objet de l'autoriser à suspendre le monopole existant au profit du pavillon national entre la Métropole et l'Algérie et à accorder la franchise douanière pour les denrées venant de l'Algérie par le territoire italien ou le territoire espagnol.

Ce projet fut discuté dans les deux séances du 22 juin, mais la discussion fut suspendue, tandis qu'était votée par 543 voix contre 0 une proposition de résolution de M. M. Cadenat, Bouisson et Carnaud, ainsi conçue :

« La Chambre, désireuse de faire cesser le conflit, invite le Gouvernement à renouveler auprès des parties en présence la proposition d'arbitrage. »

Dans la séance du 28 juin, le Ministre de la marine ayant annoncé qu'un arrangement venait d'être conclu aux termes duquel les parties en conflit s'engageaient à soumettre les points qui n'avaient pu être réglés directement à la décision d'un arbitre désigné par le Ministre de la marine, la Chambre ajourna la suite de la discussion.

Le 30 juin, M. Paul Boncour et plusieurs de ses collègues, déposèrent une proposition de loi ayant pour objet l'organisation de l'arbitrage obligatoire en cas de grève des inscrits maritimes.

La Chambre des députés reprit le 10 juillet la discussion du projet de loi sur la suspension facultative du monopole du pavillon. Une motion préjudicielle de M. Bouisson, aux termes de laquelle il devait être sursis à la suite du débat sur cette question jusqu'au dépôt du rapport sur la proposition de M. Paul Boncour, fut repoussée par 465 voix contre 91.

La Chambre adopta dans sa 1^{re} séance du 10 juillet, par 460 voix contre 104 l'ensemble de l'article 1^{er} du projet de loi autorisant le Gouvernement, en cas d'événements exceptionnels ayant pour effet d'interrompre temporairement les relations maritimes sous pavillon français, à suspendre le monopole de pavillon entre la France et l'Algérie ou la Corse et à admettre en franchise les produits algériens, tunisiens ou corses qui seraient obligés d'emprunter la voie de terre pour pénétrer en France.

Dans la 1^{re} séance du 12 juillet, la Chambre adopta un article 2, proposé par la Commission, ainsi conçu :

Il sera institué, par décret du Président de la République, un Conseil permanent d'arbitrage qui devra être saisi sans délai des différends d'ordre collectif entre les compagnies de transport et leurs équipages.

Un règlement d'administration publique déterminera la composition de ce conseil, dont feront partie en nombre égal des représentants désignés par les employeurs et par les employés, la procédure de ce conseil et le délai dans lequel il devra rendre sa sentence.

Le 1^{er} paragraphe de cet article fut adopté par 468 voix contre 0.

Une disposition additionnelle de M. Bouisson, aux termes de laquelle la suspension du monopole ne pourrait avoir lieu que dans le cas où les inscrits refuseraient l'arbitrage fut repoussée par 451 voix contre 101.

L'ensemble du projet de loi fut voté dans la même séance par 495 voix contre 63 et le titre en fut modifié de la manière suivante : « Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à suspendre temporairement, par décret, en cas de circonstances exceptionnelles, l'application de la loi du 2 avril 1889 et à déroger, dans les mêmes circonstances, à l'article 1^{er} de la loi du 17 juillet 1867, concernant le régime maritime et commercial entre l'Algérie et la métropole et à l'institution d'un conseil permanent d'arbitrage. »

Dans cette même séance, M. Théodore Reinach déposa une proposition de loi tendant à l'institution de conseils permanents d'arbitrage dans les industries ayant le caractère de services publics. L'urgence demandée par l'auteur de la proposition fut déclarée.

LES POSTIERS ET LE DROIT SYNDICAL.

On sait qu'un certain nombre d'agents des postes et des télégraphes, s'étant constitués en syndicat et ayant refusé de le dissoudre bien qu'il eût été déclaré illégal par le procureur de la République, des poursuites ont été intentées contre les fondateurs de ce syndicat.

Dans la séance du 21 juin, à la Chambre des députés, MM. Willm et Sembat déposèrent une proposition de résolution invitant le Gouvernement à surseoir aux poursuites dirigées contre le syndicat jusqu'après le vote de la loi sur le statut des fonctionnaires.

Elle fut repoussée par 446 voix contre 122.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Isère. — A Grenoble, dans l'industrie *mécanique*, qui compte 13 établissements occupant 1,100 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et la baisse a été surtout sensible en *fonderie*, toutefois, la tendance est meilleure; on a fait, comme au trimestre précédent, de 54 à 60 heures par semaine; le recrutement de la main-d'œuvre est

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1908 et émanent des syndicats patronaux.

assez facile, mais les bons ouvriers deviennent rares. Dans l'*ameublement*, la situation laisse beaucoup à désirer.

D'après le conseil de prud'hommes de La Tour-du-Pin, le travail dans le *tissage*, se maintenait à l'usine, sans chômage, mais le travail à domicile comptait 60 p. 100 de métiers inoccupés, au lieu de 40 p. 100 le précédent trimestre. Dans les *passenteries*, le chômage est passé de 7 à 15 p. 100, et la reprise habituelle de mars ne s'était pas encore dessinée à la fin dudit mois. Dans les *tulles*, un tiers des métiers chômaient, au lieu d'un cinquième au précédent trimestre; les salaires, depuis un an, auraient diminué de 30 p. 100 par suite du manque de travail; ils demeurent néanmoins rémunérateurs pour ceux qui travaillent; une usine a fermé, faute de pouvoir renouveler son outillage suranné.

A Montalieu-Vercieu, également d'après le conseil de prud'hommes : 40 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et carriers*. A Parnieu, 25 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*, et seulement 40 heures de travail chez les ouvriers de la soie. A Porcieu-Amblagnieu 40 p. 100 de chômeurs. A Bouvesse-Quirien, le chômage n'existait pas chez les *carriers chauxfourniers*; la durée moyenne du travail est de 10 heures chez les *tailleurs de pierres et carriers chauxfourniers*, et le salaire de 4 à 5 francs pour les premiers, et de 3 à 6 francs pour les seconds.

Jura. — A Lons-le-Saunier, dans le *bâtiment*, qui compte 60 entrepreneurs syndiqués occupant 500 ouvriers, le travail aurait été plutôt moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on fait 11 heures par jour en bonne saison. A Saint-Claude, dans l'industrie de la *pipe*, qui compte 42 patrons syndiqués, le travail a été bien moins abondant qu'au premier trimestre 1908, et sa durée a été moindre comparativement au trimestre précédent; il y avait du chômage fin mars, et 2 établissements avaient fermé. Dans les 24 *fromageries* de Salins, qui occupent 28 ouvriers, le travail varie suivant la quantité de lait fournie par les *sociétaires*, mais son abondance est la même d'une année à l'autre, à chaque saison.

D'après le conseil de prud'hommes de Morez, l'état d'activité du travail est stationnaire, c'est-à-dire toujours très peu satisfaisant : quelques cas de chômage sont encore constatés, en particulier chez les ouvrières en *lunettes pour automobiles*.

Loir-et-Cher. — D'après le conseil de prud'hommes de Romorantin, la reprise a été générale dans le *bâtiment*. Pour l'ensemble des industries le chômage était évalué à 10 p. 100.

Loire. — A Saint-Étienne, dans l'industrie des *tissus*, le travail, comme au trimestre correspondant de 1908, a été insuffisant pour occuper le personnel et le matériel de la fabrique de rubans, par suite de la crise économique et la mode; on fait la journée légale de 10 heures; les prix de façon ont été relevés pour les velours larges; cette hausse a été presque intenable pour les rubans. Depuis deux ans la crise est intense dans l'industrie rubanière : malgré la saison, le chômage a affecté de 25 à 30 p. 100 des métiers, d'où des salaires réduits à des taux excessivement bas, par suite du marchandage.

Dans les *armes*, qui comptent 42 établissements syndiqués occupant 3,000 ouvriers ou employés, le travail a été aussi abondant qu'en 1908 à pareille époque, et plus abondant qu'aux deuxième et troisième trimestres, en raison de la saison; on fait 60 heures par semaine dans les usines; dans les ateliers de famille on travaille parfois plus longtemps, à volonté : Cette industrie occupe 4,000 ouvriers, mais le personnel est sujet à une grande variation et la main-d'œuvre est plus ou moins abondante selon que la manufacture de l'État emploie plus ou moins de monde (de 2,000 à 10,000 ouvriers); le chômage se fait de plus en plus rare, les fabricants faisant des sacrifices pour étendre leurs relations commerciales.

Dans le *bâtiment*, le travail a été beaucoup moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et il y a eu chômage et diminution de la durée du travail au cours du premier trimestre 1909. Dans l'*herboristerie*, dont les 10 maisons syndiquées occupent 70 ouvriers, l'abondance du travail a suivi le contre-coup de la crise industrielle; les ouvriers sont au mois.

D'après le conseil de prud'hommes de Roanne, on faisait, fin mars, 60 heures par semaine chez les *apprêteurs, gareurs et parcurs*; de même chez les *tisseurs*, mais il y avait 4 p. 100 de chômeurs; chez les *carrossiers et charrons* on a fait 84 heures en janvier et fé-

vrier, 60 heures en mars (4 p. 100 de chômeurs); chez les *charpentiers* : 48 heures en janvier et février (10 p. 100 de chômeurs), 54 heures en mars (2 p. 100 de chômeurs); chez les *galochiers* et *sabotiers* : 54 heures en janvier et février et 60 heures en mars (5 p. 100 de chômeurs); chez les *maçons* : 42 heures en janvier et février (15 p. 100 de chômeurs) et 54 heures en mars (6 p. 100 de chômeurs); chez les *menuisiers* : 48 heures en janvier (6 p. 100 de chômeurs), 54 en février (4 p. 100 de chômeurs), 60 heures en mars (3 p. 100 de chômeurs); chez les *mouleurs sur métaux* : 60 heures; chez les *plâtriers-peintres* : 42 heures en janvier et février (15 p. 100 de chômeurs) et 54 heures en mars (4 p. 100 de chômeurs); chez les *plombiers-zingueurs* : 54 heures en janvier et février, 60 heures en mars; chez les *potiers* : 54 heures; chez les *scieurs, découpeurs et mouluriers* : 48 heures en janvier et février et 54 heures en mars; chez les *tailleurs de pierres* : 42 heures en janvier et 48 heures en février (4 p. 100 de chômeurs), et 54 heures en mars (2 p. 100 de chômeurs); chez les *tanneurs-corroyeurs* : 60 heures (5 p. 100 de chômeurs); dans les *tramways* : 60 à 72 heures. Une ancienne usine de *tissage mécanique de cotonnades*, qui occupait environ 220 ouvriers, a définitivement fermé en février et le matériel a été vendu.

D'après des syndicats patronaux, le *bâtiment*, qui compte, à Roanne, 49 établissements syndiqués et 230 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et sa durée est en diminution sur le précédent trimestre; on faisait 48 heures par semaine fin mars. Au Chambon-Fengerolles, dans l'industrie de la *lime*, qui compte 21 maisons syndiquées occupant 1,400 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on faisait 50 heures environ fin mars, deux maisons ont commencé la fabrication mécanique.

A Rive-de-Gier, d'après le conseil des prud'hommes, un ralentissement s'était manifesté dans la grosse métallurgie.

Haute-Loire. — D'après le conseil de prud'hommes de Didier-la-Séauve, la reprise du travail à laquelle on avait cru il y a deux mois, n'a pas eu lieu, un ralentissement général s'étant produit, maintenant l'état de fort chômage qui, depuis un an, est de 20 à 30 p. 100 dans la *chapellerie*, et de 30 à 60 p. 100 dans les autres articles. Les salaires sont toujours minimes : l'ouvrier patron 3 francs en moyenne par jour; l'ouvrier compagnon 1 fr. 50. Le chômage s'est principalement étendu dans les ateliers de famille. Causes : changement de mode, surcroît d'outillage, etc.

Loire-Inférieure. — A Saint-Nazaire, d'après le Conseil général, le travail était stationnaire, mais encore un peu actif, grâce à l'achèvement des cuirassés « Diderot » et « Condorcet », toutefois le personnel a été strictement réduit dans les établissements, et le nombre des ouvriers en chômage s'élevait à 30 p. 100 environ : la crise de la métallurgie, l'inclémence de la température et le défaut de commandes seraient les principales causes de cet état de choses. Durée moyenne du travail : 9 heures par jour.

D'après un syndicat patronal, à Nantes, dans les *saisons*, dont les 12 établissements syndiqués occupent 600 ouvriers, en pleine activité, il y a eu grande baisse de travail comparativement aux premier et quatrième trimestres 1908, par suite de la suppression des commandes de l'Etat. Un établissement a fermé.

Loiret. — A Orléans, dans la *charpente*, la situation n'a pas varié depuis deux trimestres, sauf pour la durée du travail, en raison de la saison : on faisait 60 heures fin mars. Dans l'*imprimerie-lithographie*, dont les 4 établissements occupent 36 ouvriers, il n'y a pas eu de chômage. Dans le *jardinage*, qui compte 25 patrons occupant 100 ouvriers, par suite du retard causé par les gelées, le travail est plus abondant; on a fait 11 heures par jour pour 3 fr. 75 (salaire en hausse). Dans l'*horticulture*, il n'y a pas eu de variation quant à l'activité du travail; sa durée a été aussi de 11 heures, et les salaires ont bénéficié également d'une légère hausse. Dans les *boissons gazeuses et bière*, dont les 20 maisons occupent 150 ouvriers, on a fait 54 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse d'environ 5 p. 100.

A Pithiviers, dans l'industrie de la *chaise*, qui compte 15 maisons syndiquées, il n'y a pas eu de changement comparativement au quatrième trimestre 1908.

Lot-et-Garonne. — A Agen, dans la *meunerie*, l'abondance du travail a été en diminution de 20 à 25 p. 100 sur le trimestre correspondant de 1908; une quarantaine d'usines

ont cessé le travail de nuit au cours du premier trimestre 1909. Les salaires sont toujours : manœuvres, 90 à 100 francs par mois; nettoyeurs, conducteurs, bluteurs 100 à 110 francs, 120 à 130 francs, 110 à 120 francs.

Dans la *pêche*, qui compte 16 fermiers, occupant 80 ouvriers, le travail reprendra au printemps. L'outillage ne subit de sérieuses transformations que dans l'estuaire de la Gironde et le littoral du golfe de Gascogne.

Maine-et-Loire. — A Angers, dans la *vannerie*, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de l'an dernier, par suite du ralentissement des commandes; on fait 60 heures par semaine. A Cholet, dans les *travaux publics et bâtiment*, qui compte 61 entrepreneurs syndiqués occupant 800 ouvriers, le chômage a été sensible à cause du mauvais temps; on a fait 48 heures par semaine (trimestre d'hiver).

Manche. — A Cherbourg, dans le *bâtiment*, dont les 110 entrepreneurs syndiqués occupent 950 ouvriers, le premier trimestre 1909 a donné un travail un peu plus abondant qu'en 1908 à la même époque; sa durée est en moyenne de 10 heures par jour; les salaires sont en légère hausse, surtout parmi les *ébénistes et ouvriers en bois*. Dans la région, 4 ou 5 établissements, occupant une cinquantaine d'ouvriers, ont fermé; par contre un ou deux, en occupant une trentaine, se sont créés.

A Tourlaville, dans le *jardinage*, qui compte environ 30 fermes maraîchères et de 20 à 25 ouvriers en plus de la famille, le travail a été à peu près équivalent à celui du premier trimestre 1908, et sa durée moindre, vu la saison, comparativement au précédent trimestre; les quelques ouvriers ou domestiques adjoints à la famille, en morte-saison, sont payés à l'année. Trois familles, de 5 personnes et 3 domestiques, ont cessé la culture au cours du trimestre.

Marne. — D'après le conseil de prud'hommes de Châlons, il n'y a pas eu de modification dans l'état de l'industrie depuis le quatrième trimestre 1908.

D'après des syndicats patronaux : à Châlons, dans le *bâtiment*, le travail a été irrégulier; on a fait une moyenne de 50 heures au cours du trimestre. Dans les *chaux et ciments*, qui comptent 14 établissements occupant 600 à 700 ouvriers, ont fait 60 heures par semaine, sans changement, pour un salaire de 4 à 5 francs par jour.

A Épinay, dans le *bâtiment*, qui compte 149 entrepreneurs syndiqués et 745 ouvriers, le travail a été moins abondant comparativement à 1908 à pareille époque, et sa durée a périclité, vu l'achèvement des travaux. A Vitry-le-François, dans le *bâtiment*, dont les 30 entrepreneurs syndiqués comptent 500 ouvriers, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque; on a fait 9 heures en moyenne par jour.

A Fère-Champenoise, dans l'industrie *fromagère*, qui compte 7 établissements syndiqués comptant 500 ouvriers, le travail a été d'un dixième plus abondant que l'an dernier au 1^{er} trimestre; sa durée est en rapport de la quantité de lait apporté aux usines : environ 10 heures pour un salaire moyen de 3 fr. 50 par jour.

Haute-Marne. — A Chaumont, dans le *bâtiment*, dont les 80 entrepreneurs syndiqués occupent 500 ouvriers, l'activité du travail a été équivalente à celle du trimestre correspondant de 1908; on fait 60 heures, et les salaires seraient en hausse pour les terrassiers, maçons et charpentiers de 0 fr. 03 l'heure. La main-d'œuvre se fait de plus en plus rare. A Saint-Dizier, dans l'industrie du fer, qui compte 15 établissements syndiqués, occupant 3,500 ouvriers, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque; on a fait 60 heures environ dans le montage, 66 heures dans l'ajustage.

Mayenne. — D'après le conseil de prud'hommes de Laval, le tissage mécanique des outils laissait un peu à désirer (15 p. 100 de chômeurs); le tissage à la main donnait lieu à une reprise (10 p. 100 de chômeurs). Dans la marbrerie, un nombre assez considérable d'ouvriers sont occupés. Il n'y a pas eu de chômeurs dans la typographie, et le bâtiment a repris sa marche ordinaire.

D'après un syndicat patronal, à Laval, dans le *bâtiment*, dont les 40 entrepreneurs occupant 400 ouvriers, on a fait 66 heures; le travail a été moins abondant, notamment pour la maçonnerie, que l'an dernier à pareille époque.

D'après le conseil de prud'hommes de Mayenne, l'état d'activité du travail a été normal dans les tissus, le bâtiment, chez les typographes, et un peu en baisse dans la fonderie de fer. On a fait 60 heures par semaine chez les minoteurs, les typographes et dans les tissus.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail a été très grande en raison de la prochaine Exposition; peu de chômeurs.

D'après un syndicat patronal, dans la *maréchalerie*, dont les 44 patrons syndiqués occupent 80 ouvriers, l'état du travail est stationnaire, avec tendance à la baisse; les salaires seraient en hausse légère, mais la main-d'œuvre reste difficile à recruter; on fait 70 heures, sans chômage, et deux petits établissements se sont créés au cours du trimestre.

Meuse. — A Bar-le-Duc, d'après le Conseil général, les travaux du bâtiment ont été favorisés par une bonne température et les tissages, qui occupent un nombreux personnel, ont eu la plus grande activité; la situation des établissements métallurgiques est aussi restée favorable.

D'après des syndicats patronaux : dans l'*horticulture*, le travail a été moins actif et moins rémunérateur qu'au trimestre correspondant de 1908. La situation du personnel est médiocre, malgré la hausse des salaires : 40 à 50 francs par mois et nourri, pour 10 heures de travail par jour. Dans les *fromageries*, au nombre de 69, occupant 500 ouvriers, l'abondance du lait a donné un travail plus actif qu'en 1908 à pareille époque.

A Verdun, dans l'*horlogerie-bijouterie de détail*, le premier trimestre a accusé une baisse sensible de travail comparativement à l'an dernier à pareille époque, laquelle avait déjà été mauvaise.

Morbihan. — A Vannes, dans l'*habillement*, l'activité du travail a été stationnaire. A Locmariaquier, même constatation pour l'*ostréiculture*.

Nièvre. — A Cosne, dans le *bâtiment*, il n'y a pas eu de changement; on faisait, fin mars, 60 heures chez les maçons et les menuisiers et 54 heures chez les peintres.

Nord. — D'après la Préfecture du Nord, la *glacerie* de Recquignies, déjà fermée en partie, a congédié définitivement en avril le reste de ses ouvriers, au nombre d'une centaine. Parmi ces derniers, certains ont pu s'embaucher à la glacerie de Boussois. La fermeture de l'usine de Recquignies est motivée par la surproduction du verre.

D'après les syndicats patronaux : à Lille, dans la *métallurgie* (construction mécanique, chaudronnerie, charpentes en fer, fonderies de fer et de cuivre), qui compte 42 établissements occupant 7,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, par suite du manque de commandes, et sa durée en diminution sur le précédent trimestre : on faisait de 48 à 60 heures par semaine, fin mars, suivant les établissements. Il y a eu aussi diminution du nombre d'ouvriers occupés. On construit de nouvelles usines mais la transformation de l'outillage est peu sensible.

Dans les *fonderies de cuivre*, au nombre de 18 occupant 700 ouvriers, la pénurie de travaux n'a fait que s'accroître et l'alimentation a été de plus en plus difficile; les causes en seraient la crise générale de la métallurgie et l'augmentation des importations de matériel, qui supprime partie des commandes aux usines françaises, et accentue la crise intense dont souffre cette industrie, représentée par de petits industriels; le personnel ouvrier n'aurait toutefois pas encore eu trop à souffrir de cet état de choses, les sacrifices ayant été jusqu'à présent supportés par les patrons, mais la durée quotidienne du travail a été réduite pour éviter des renvois, et les salaires s'en sont trouvés diminués. Dans l'*horlogerie-bijouterie-bronze de détail*, le travail était en décroissance sensible, par suite de l'invasion du marché par des produits étrangers similaires.

Dans l'industrie du *cuir*, qui compte 228 établissements occupant 2,360 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1908, les demandes en fabrique étant rares et la peau brute toujours en hausse; on faisait 10 heures et demie fin mars, et 2 petits établissements nouveaux occupant 6 ouvriers se sont créés.

Dans l'industrie de la *moutarde*, qui compte 24 maisons occupant de 48 à 50 ouvriers, le travail a été moins abondant que pendant le 1^{er} trimestre correspondant de 1908, et stationnaire comparativement au 4^e trimestre; on fait 60 heures par semaine.

A Douai, dans le *bâtiment*, qui compte 128 entrepreneurs occupant 2,000 ouvriers, le travail a été moins important qu'au trimestre correspondant de 1908; on a fait 64 heures par semaine. A Cambrai, également dans le *bâtiment*, qui compte 93 entrepreneurs occupant 460 ouvriers, le travail a été aussi moins abondant; les salaires, suivant la corporation, sont de 0 fr. 70, 0 fr. 60, 0 fr. 55, 0 fr. 50 et 0 fr. 45 l'heure. A Roubaix, également dans le *bâtiment*, qui compte 18 patrons syndiqués et 400 ouvriers, l'abondance du travail a été équivalente à celle du 1^{er} trimestre et du 4^e trimestre de 1908; on faisait 66 heures par semaine fin mars, pour un salaire de 0 fr. 50 et 0 fr. 45 l'heure (en hausse de 0 fr. 05 l'heure). Une entreprise a cessé les travaux; elle occupait 50 ouvriers.

A Tourcoing, dans les *brasseries*, au nombre de 31, occupant 300 ouvriers, la durée du travail a été en diminution sur le précédent trimestre; le personnel est payé à la semaine ou au mois.

A Fourmies, chez les *filateurs* de la région, au nombre de 62, possédant 830,000 broches et 7,000 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait 10 heures par jour; la main-d'œuvre ferait presque défaut chez les rattacheurs et surtout chez les tisseurs et tisseuses: la cause en serait l'exode des familles, lors de la crise de l'an dernier. Au Cateau, dans les *tissages*, au nombre de 20, occupant 8,000 ouvriers, le travail est redevenu presque normal au cours du dernier mois du trimestre; on fait la journée légale de 10 heures, et le manque de main-d'œuvre se fait sentir surtout quand la marche demande un personnel au complet. A Caudry, dans l'industrie des *tulles*, le travail, dans son ensemble, a été beaucoup moins abondant qu'en 1908 à pareille époque: la dentelle et la broderie n'ont presque rien fait, et les tulles noirs n'ont travaillé qu'un peu; la durée du travail, par rapport au trimestre précédent, a diminué, des métiers à dentelles et à broder ont même cessé de produire. A Inchy, dans les *tulles*, qui comptent 30 maisons occupant 120 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque; la durée du travail est limitée, par contrat mixte, à 14 heures le premier jour de la semaine, et à 22 heures les autres jours, à diviser par postes. A Sécin, dans le *textile*, qui compte 42 patrons syndiqués et 2,400 ouvriers et ouvrières, la situation en filature a été beaucoup moins prospère que pendant les deux dernières années; on fait 10 heures par jour, mais on prévoit la réduction de la production dans quelques usines, 100,000 broches environ ayant été installées depuis 3 ans, dont la production augmente aujourd'hui à l'exès le stock de fils; les salaires en hausse depuis 2 ans, se maintiennent au même taux. La production de la filature de lin et des étoupes s'est accrue depuis 20 ans, par suite de la marche plus rapide des métiers à filer; quant aux autres machines, elles n'ont pas changé.

D'après les conseils de prud'hommes de Valenciennes, l'état d'activité règne dans tous les établissements: on fait 10 heures, sans chômage, et les salaires sont en légère augmentation.

A Armentières, d'après le conseil de prud'hommes, une amélioration progressive s'est produite dans les *tissages de toile* depuis quelques mois; la situation est satisfaisante: activité et relèvement des prix; il y a eu de légers agrandissements dans certaines usines; la main-d'œuvre est rare et recherchée; on fait 10 heures, sans chômage; les salaires sont les mêmes, mais la production ayant été plus active et les ouvrières travaillant aux pièces, on estime à 10 p. 100 environ l'importance de leur augmentation totale sur l'année dernière. Dans les *filatures de lin*, le personnel ouvrier, en général, a été bien occupé sans chômage, mais la prospérité de cette industrie pourrait être meilleure, la gêne née de la baisse des fils se faisant encore sentir.

A Halluin, la situation était assez bonne: on fait 10 heures pour un salaire variant de 1 fr. 50 à 5 francs. Le chômage était presque nul.

Oise. — A la Croix-Saint-Ouen, chez les *fabricants de boîtes*, au nombre de 9 occupant 280 ouvriers, il y a eu un léger fléchissement quant à l'abondance du travail comparativement à l'année dernière à pareille époque; on fait 66 heures par semaine; cette industrie se plaint de la cherté du bois de peuplier, absorbé en grande partie, dans la région, par la fabrique d'allumettes de Saintyves. A Mouy, dans la *chaussure*, dont les 8 établissements syndiqués occupent 1,200 ouvriers, le travail a été moins abondant que l'année dernière à l'époque correspondante, et sa durée en diminution sur le précédent trimestre: on n'a fait que 48 heures par semaine; un établissement de 50 ouvriers a fermé; la hausse des ma-

tières premières et la concurrence étrangère seraient les principales causes de l'état peu favorable de cette industrie.

Orne. — A Flers, d'après le conseil de prud'hommes, on était dans la période ordinaire de ralentissement, mais les ordres à livrer étaient épuisés et leur renouvellement était très difficile, les acheteurs escomptant la baisse qui semble devoir résulter de l'abondance de la récolte du coton.

D'après le conseil de prud'hommes de la Ferté-Macé, l'état d'activité du travail aurait plutôt bénéficié d'une légère amélioration; le chômage était de 7 à 8 p. 100.

A Tinchebray il n'y a pas eu de changement.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 juin.)

1. — Ain. — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Thoiry, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*.

2. — Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *brasseurs*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tulistes en guipure*; pas de chômeurs, 62 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, chez les *employés*.

A Bohain, 50 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *brodeurs*.

A Estrées, 67 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *brodeurs*.

A Guise, pas de changement chez les *mouleurs*.

A Hirson, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*.

A Laon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Michel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*.

A Sissy, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *vanniers*.

A Soissons, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *mécaniciens*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A Vaux-sous-Laon, pas de changement dans le bâtiment.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures et demie, chez les *travailleurs du bois*.

3. — Allier. — A Bourbon-l'Archambault, 52 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A Commentry, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Gannat, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et sculpteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Saint-Aubin-le-Monial, pas de chômeurs, chez les *scieurs de long*.

A Saint-Yorre, 5 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *sourciers*.

A Vichy, pas de changement chez les *garçons restaurateurs, limonadiers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs à Meillard, Molinet; 35 p. 100 de chômeurs à Neuilly-le-Réal, pas de chômeurs à Saligny.

Chez les *bûcherons*: 36 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; 89 p. 100 de chômeurs à Couleuvres; 75 p. 100 de chômeurs à Franchesse; 59 p. 100 de chômeurs à Isles et Bardais; pas de chômeurs à Limoise; pas de chômeurs à Lurcy-Lévy; pas de chômeurs à Mercy, pas de chômeurs à Monbeugny; 15 p. 100 de chômeurs à Neure; pas de chômeurs à Pouzy-Mésangy; travail peu satisfaisant à Saint-Plaisir; pas de chômeurs à Saint-Voir; 44 p. 100 de chômeurs à Ygrande (pas de chômeurs chez les *fendeurs*).

Chez les *mineurs*, pas de chômeurs, 65 heures, à Commentry; pas de chômeurs à Montcombroux; travail moins abondant, 54 heures, à Montvicq.

4. — Alpes (Basses). — A Digne, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.
A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, chez les mineurs.

6. — Alpes-Maritimes. — A Nice, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'éclairage, 18 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *comptables*; travail satisfaisant chez les *machinistes*; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Antibes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Cannes, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Grasse, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Menton, 50 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *débardeurs du port*.

A Vallauris, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 18 p. 100 de chômeurs dans le bâtiment; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeuses, 48 heures, chez les *engobeuses de poterie*.

7. — Ardèche. — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les *mégissiers de rivière*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers*, *charpentiers*, *ébénistes*; travail plus abondant, 60 heures, chez les *maçons*.

A la Bastide-sur-l'Hers, 1 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

A Privas, chômage complet chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Serrières, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Soyons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers* et *manœuvres* des *eaux minérales*.

8. — Ardennes. — A Bourg-Fidèle, pas de changement, chez les *métallurgistes*.

A Braux, pas de chômeurs, 58 heures, chez les *métallurgistes*.

A Charleville, pas de chômage, 75 à 95 heures, chez les *camionneurs* et *charretiers*.

A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Givonne, pas de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Illy, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*.

Aux Mazures, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Sedan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charrons*; pas de chômeurs chez les *employés*.

9. — Ariège. — A la Bastide sur l'Hers, pas de changement chez les *ouvriers en peignes*.

10. — Aube. — A Troyes, pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *débardeurs*; pas de chômeurs chez les *marchands de journaux*.

11. — Aude. — A Carcassonne, 13 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'habillement; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment; 1 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs dans l'enseignement privé.

A Esperaza, 42 p. 100 de chômeurs, chez les *chapeliers*.

A Limoux, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons*.

A Narbonne, 4 p. 100 de chômeurs, 72 à 80 heures, chez les *boulangers*; 18 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

En ce qui concerne les *ouvriers forestiers agricoles, cultivateurs, vignerons, etc.* : pas de chômeurs à Argeliers; pas de chômeurs à Arzens; travail plus abondant à Bizanet; 33 p. 100 de chômeurs à Carcassonne; 13 p. 100 de chômeurs à Castelnau-d'Aude, pas de chômeurs à Comigues; 5 p. 100 de chômeurs à Cuxac-d'Aude; 22 p. 100 de chômeurs à Fabrezan; 40 p. 100 de chômeurs à Fraisse-des-Corbières; pas de chômeurs à Gruissau; 40 p. 100 de chômeurs à Limoux; pas de chômeurs à Montlaur; pas de chômeurs à Pépieux; 7 p. 100 de chômeurs à Peyriac-Minervois; 35 p. 100 de chômeurs à Roubia; 15 p. 100 de chômeurs aux Salles-d'Aude; pas de chômeurs à Saint-André de Roquelongue; pas de chômeurs à Sainte-Colombe-sur-Guette; 30 p. 100 de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villegly.

12. — Aveyron. — A Millau, 20 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *palissonneurs en couleur*; 73 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *mégissiers et chamoiseurs*; 21 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *teinturiers en peaux*.

A Crissels, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*.

A Decazeville, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 13 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 92 heures, chez les *cuisiniers de terre et de mer*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs-liquoristes*; 60 heures, chez les *raffineurs*.

12 p. 100 de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *ouvriers des huileries*.

6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs lithographes*; travail stationnaire, 48 heures, chez les *ouvriers du cartonnage*.

33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*; travail peu satisfaisant chez les *cordonniers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *voiliers, tentiers, bacheurs*; 24 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *coupeurs tailleurs*.

29 p. 100 de chômeurs chez les *calfsats et perceurs*.

10 p. 100 de chômeurs, 30 à 35 heures, chez les *bijoutiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs-mécaniciens*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *mécaniciens*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ébarbeurs, fondeurs et manœuvres de fonderie*.

Pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *maçons des travaux d'art publics*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres et aides-maçons*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *briqueurs-fumistes*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers-céramistes*.

58 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers des enclos de bois*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *cochers de place*; moins de 10 p. 100 de chômeurs chez les *officiers-mécaniciens*.

3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *comptables professionnels*; travail moins abondant, chez les *sténographes de commerce*; pas de changement chez les *représentants et plaçiers de commerce*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*; chômage presque complet chez les *machinistes*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens-automobilistes*; 24 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *coiffeurs*; 1 p. 100 de chômeurs dans l'enseignement privé; pas de chômeurs chez les *aides-pharmaciens*.

A Aix, 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *institutrices libres*.

A Arles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Berre, 30 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Cassis, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; 45 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers du port*.

A Fontvieille, 16 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

Chez les *mineurs* : pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); pas de chômeurs, 32 heures, à Fuveau; travail satisfaisant, 48 heures, à Gardanne; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin.

14. — Calvados. — A Caen, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Condé-sur-Noireau, pas de changement chez les travailleurs de l'industrie cotonnière.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers* et *lainiers*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Ydes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

16. — Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 110 heures, chez les *lithographes*.

A Cognac, 5 p. 100 de chômeurs, 110 à 115 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 42 à 57 heures, chez les *typographes*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*, *foudriers* et *doleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvriers*; pas de chômeurs, 82 heures, chez les *tailleurs céramistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *charretiers*, *camionneurs*, *garçons livreurs*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A la Rochelle, pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les ouvriers des *engrais chimiques*.

A la Tremblade, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

18. — Cher. — A Bourges, travail stationnaire, 50 à 60 heures, chez les *tailleurs d'habit*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Bruère-Allichamps, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *porcelainiers*.

A Chantay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers*.

A Dun-sur-Auron, chômage complet chez les *carriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*, *aides-maçons* et *tailleurs de pierres*.

A Graçay, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *chaufourniers*.

A Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *chaufourniers*.

A Mazières, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierres*.

A Saint-Léger, 28 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *chaufourniers*.

A Saint-Loup, 33 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers *agricoles*.

A Torteron, 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *chaufourniers*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Vierzon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont; pas de chômeurs à Blet; 12 p. 100 de chômeurs à Brécy; pas de chômeurs à Chambon; 75 p. 100 de chômeurs à la Chapelle; 15 p. 100 de chômeurs à la Chapelle-Hugon; 48 p. 100 de chômeurs à Feux; pas de chômeurs à Flavigny; 12 p. 100 de chômeurs à Garigny; pas de chômeurs à Groises; 20 p. 100 de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois (44 p. 100 chez les *charbonniers*); pas de chômeurs à Ivoy-le-Pré; 46 p. 100 de chômeurs à Jalognes; pas de chômeurs à Jouet-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Loye; pas de chômeurs à Meillaut; 16 p. 100 de chômeurs à Mornay-Berry; pas de chômeurs à Plou-Brouillaumon; pas de chômeurs aux Rousseaux; travail moins abondant à Sagonne; 10 p. 100 de chômeurs à Sancergues; 30 p. 100 de chômeurs à Sancoins; travail moins abondant à Sarrue; chômage complet à Saint-Baudel; pas de chômeurs à Saint-Eloy-de-Gy; 10 p. 100 de chômeurs à Torteron; 45 p. 100 de chômeurs à Vereaux; pas de chômeurs à Villiers; pas de chômeurs à Vinon.

19. — Corrèze. — A Tulle, 8 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres* et *maçons*.

A Brive, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *boulangers*.

A Bort, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

20. — Corse. — A Ajaccio, 26 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *cordonniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *employés*.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs chez les *laveuses et blanchisseuses*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

A Comblanchien, pas de changement chez les *carriers*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux; travail assez satisfaisant à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Dinan, 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en voiture*.

A Saint-Brieuc, 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

Pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs* de Haire, de Pordic, de Portrieux et de Binic.

23. — Creuse. — A Aubusson, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en tapisserie d'art*; 15 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *dessinateurs*.

A Compest, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Lavaveix, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 à 66 heures, chez les *mineurs*.

24. — Dordogne. — A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Domme, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *meuliers*.

25. — Doubs. — A Besançon, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *maçons*.

A Badevel, travail non satisfaisant chez les *horlogers*.

A Lac-ou-Villers, 50 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Verrières-de-Joux, 71 p. 100 de chômeurs chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, pas de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; travail satisfaisant, 36 heures, chez les *scieurs sur bois*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers-cavistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Saint-Restitut, 9 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

27. — Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, à l'Association syndicale textile.

A Groslay, pas de chômeurs chez les *bûcherons* de la forêt de Beaumont-le-Roger.

A Vernon, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *carriers*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, 5 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *bou-*

langers; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Dreux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *cordonniers*.

29. — Finistère. — A Audierne, 18 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Concarneau, travail plus abondant chez les *pêcheurs*.

A Douarnenez, travail plus abondant chez les *marins pêcheurs*; 59 p. 100 de chômeurs, 24 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Guilvinec, 80 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Morlaix, pas de chômeurs dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *mécaniciens*.

A Pont-l'Abbé, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

A Saint-Guénolé, 25 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

30. — Gard. — A Nîmes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Aramon, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *vanniers*.

A Durfort, 12 p. 100 chômeurs chez les *fileuses*.

A Estrechure, travail non satisfaisant, 61 heures, chez les *fileuses*.

A Lasalle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fileuses de soie*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Vallerangues, chômage complet, chez les *fileuses*.

31. — Garonne (Haute-). — A Muret, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs de la terre*.

32. — Gers. — A Lectoure, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, 8 p. 100 de chômeurs, 85 heures, chez les *bouchers et charcutiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 94 heures, chez les *pâtissiers-glaciers*, 2 p. 100 de chômeurs chez les *porteurs et porteuses de pain*.

8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*.

13 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 4 p. de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*.

1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; travail moins abondant chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 60 heures, chez les *forgerons en mécanique et marine*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers*; pas de chômeurs, 60 à 67 heures, chez les *maréchaux-ferrants*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; 8 jours de chômage par mois chez les *ouvriers en verre blanc*.

Travail stationnaire chez les *garçons de magasin*.

9 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maisons*.

A Camarsac, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Carbon-Blanc, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *sabotiers*.

A Libourne, 72 heures, dans l'*éclairage*.

A Nérigean, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 heures chez les *scieurs*.

A Preignac, pas de chômeurs, 60 heures chez les *scieurs*.

Chez les *tonneliers*: pas de chômeurs, 72 à 78 heures, à Barsac; 22 p. 100 de chômeurs à Bordeaux; 72 heures, à Langon; pas de chômeurs, 60 heures à Libourne; pas de chômeurs à Saint-Macaire; travail moins abondant à Saint-Maixent.

34. — Hérault. — A Montpellier, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs dans l'*habillement*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bédarieux, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers, mineurs-terrassiers*;

6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charretiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres*.

A Béziers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Cette, pas de chômeurs, chez les *matelots pêcheurs de l'art traînant*.

A Mèze, travail satisfaisant chez les *matelots-borneurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A Pézenas, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc., pas de chômeurs à Abeilhan; 24 p. 100 à Capestang; 38 p. 100 à Mauguio; pas de chômeurs à Nieze; pas de chômeurs à Mudaison; 11 p. 100 de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; 3 p. 100 à Sérignan; pas de changement à Servian; pas de chômeurs à Saint-Félix-de-Lodez; 20 p. 100 de chômeurs à Vendres; 41 p. 100 de chômeurs à Vias.

35. — **Ille-et-Vilaine.** — A Rennes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *écrivains dessinateurs lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*, 15 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Fougères, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*.

A Paramé, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Saint-Malo, travail moins abondant chez les *métallurgistes*.

36. — **Indre.** — A Châteauroux, travail satisfaisant, 68 heures, chez les *ouvriers en draps*.

Au Poinçonnet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bûcherons et carriers*.

37. — **Indre-et-Loire.** — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers à la main*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*.

A Amboise, pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*.

A Saint-Cyr-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en produits chimiques*.

38. — **Isère.** — A Grenoble, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 42 à 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en boutons*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Aux Avantères, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Bouvesse-Quirieu, pas de chômeurs, chez les *carriers-chaufourniers*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, pas de chômeurs, travail très abondant chez les *gantiers*.

A Izeaux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *cordonniers*.

A Moirans, pas de chômeurs, 56 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Montalieu-Vercieu, 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre et carriers*; chômage complet chez les *ouvrières en soie*.

A la Motte-d'Àveillans, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Parmilieu, 10 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, pas de changement chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, 10 jours de chômage par chaîne, 58 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en ciment*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

A Trept, pas de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Vienne, pas de chômeurs, 72 à 78 heures, chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*, 8 p. 100 de chômeurs dans l'*industrie textile*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en coiffures*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les

mouleurs; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

39. — Jura. — A Dôle, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Cinqétral, 4 p. 100 de chômeurs, 27 heures, chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Poligny, pas de chômeurs, chez les *vignerons*.

A Saint-Claude, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 30 à 45 heures, à la Chambre syndicale régionale indépendante de l'industrie de *Saint-Claude*; 12 p. 100 de chômeurs, 30 heures, à la Chambre syndicale de l'article de *Saint-Claude « le Travail »*.

40 — Landes. — A Mont-de-Marsan, 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les *tonneliers*.

A Dax, 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *boucheonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs à *Azur*; pas de chômeurs à *Beylongue*; pas de chômeurs à *Boos*; pas de chômeurs à *Castets-des-Landes*; pas de chômeurs à *Escource*; travail satisfaisant à *Herm*; pas de chômeurs à *Labouheyre*; pas de chômeurs à *Léon*; travail satisfaisant à *Lesgor*; pas de chômeurs à *Lespéron*; pas de chômeurs à *Lévignacq*; pas de chômeurs à *Liux*; pas de chômeurs à *Magescq*; pas de chômeurs à *Mézos*; pas de chômeurs à *Mimizan*; pas de chômeurs à *Rion*; pas de changement à *Sainte-Eulalie-en-Born*; pas de chômeurs à *Saint-Julien-en-Born*.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Machenoir, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Romorantin, pas de chômeurs chez les *ouvriers du drap*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *marailleurs*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *chauffeurs et mécaniciens des mines*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la Compagnie du gaz*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *battandiers*; travail satisfaisant chez les *lingères*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *couturières*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens et électriciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; 8 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *terrassiers, mineurs, puisatiers, tubistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Roanne, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; 1.9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans l'industrie textile; 2.5 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *pareurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs, monteurs de chaînes, jacquardiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mouleurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, aides-maçons et couvreurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tourneurs en poterie*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Cergne, 1 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlien, chez les *ouvriers en soierie*, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, pour les *tisseurs à la mécanique*; 35 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tisseurs à bras*.

A Chazelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

A la Gresle, pas de changement chez les *tisseurs*.

A la Ricamarie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Saint-sous-Couzan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 24 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *passementiers*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, travail satisfaisant chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Sainte-Sigolène, 15 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *relieurs, papetiers, cartonniers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *dessinateurs du bâtiment et de l'industrie*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*.

A Croisic, pas de chômeurs, chez les *inscrits maritimes et pêcheurs*.

A Saint-Nazaire, 6 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines de navires*; pas de chômeurs, 52 et 63 heures, chez les *mécaniciens navigateurs de commerce*.

45. — Loiret. — A Orléans, pas de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés et voyageurs*.

A Gien, 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *jardiniers*.

Chez les *bûcherons*: 33 p. 100 de chômeurs à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs à Batilly; pas de chômeurs aux Bordes; pas de chômeurs à Bouzy; 25 p. 100 de chômeurs à Cerdon; pas de chômeurs à Chevilly; travail plus abondant à Dammarie-en-Puisaye; pas de chômeurs à Dampierre; 60 p. 100 de chômeurs à Faverelles; pas de chômeurs à Gien; 24 p. 100 de chômeurs à Lorris; pas de chômeurs à Ouzouer-sur-Loire; 10 p. 100 de chômeurs à Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs à Vieilles-Maisons.

46. — Lot. — A Cahors, 5 p. 100 chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; *boulangers*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Casteljaloux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonnières*.

A Marmande, travail plus abondant, 60 heures, chez les *tonneliers*.

A Mézin, pas de chômage, 63 heures, chez les *bouchonnières*.

A Villeneuve, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

A Cholet, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *blanchisseurs-appréteurs*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs à Cholet; pas de chômeurs à May-sur-Evre; pas de chômeurs à la Saguinière; pas de chômeurs à Saint-Léger; pas de chômeurs à Saint-Philibert-en-Mauges; pas de chômeurs à la Tessoualle.

50. — Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs chez les *pêcheurs et marins de commerce*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers des fournitures militaires*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*.

A Reims, 2 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers et pâtissiers*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de changement dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *trieurs de laine*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Ay, 51 p. 100 de chômeurs chez les *vignerons*.

A Courlandon, 72 à 84 heures chez les *papetiers*.

A Cumières, travail satisfaisant chez les *pilotes de la Marne*.
 A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*.
 A Fismes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *pelletiers*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégis-siers de rivière*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.
 A Bussièrès-lès-Beumont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.
 A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.
 A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du livre*.

53. — Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du livre*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers-relieurs*; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *garçons de magasin*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Dieulouard, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*.
 A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
 A Commercy, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres*.
 A Cousances-aux-Forges, 5 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*.
 A Lérouvill, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

56. — Morbihan. — Au Bono, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.
 A Lorient, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.
 A Port-Louis, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers maçons*.
 Au Sauzan, 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures chez les *ferblantiers boitiers*.
 A Vannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *scieurs mécaniques*.

57. — Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*.

A Bercy-la-Tour, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.
 A Corbigny, pas de changement chez les *carriers*.
 A la Charité-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.
 A Cossaye, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.
 A Decize, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.
 A Guérigny, pas de changement chez les *ouvriers des forges*.
 A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.
 A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.
 A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.
 A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs à Annay; pas de chômeurs à Arquan; 20 p. 100 de chômeurs à Azy-le-Vif; 25 p. 100 de chômeurs à Beaumont-la-Ferrière; pas de chômeurs à Billy-sur-Oisy; pas de chômeurs à Bitry; pas de chômeurs à la Celle-sur-Nièvre (19 p. 100 de chômeurs à la section de Chasnay; 30 p. 100 à la section de Murlin; 28 p. 100 à la section de Vielmanay) 90 p. 100 de chômeurs à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs à Champigny; 25 p. 100 de chômeurs à Champvert; pas de changement à la Chapelle-Saint-André; 19 p. 100 de chômeurs à Châteauneuf; pas de chômeurs à Colméry; pas de chômeurs à Coulontre; pas de chômeurs à Devay; pas de chômeurs à Dompierre; pas de chômeurs à Donzy; 84 p. 100 de chômeurs à Druy-Parigny; pas de chômeurs à Entrains; 50 p. 100 de chômeurs à Fours; pas de chômeurs à Guipy; pas de chômeurs à Limon; pas de chômeurs à Lormes; 50 p. 100 de chômeurs à Magny-Cours; pas de chômeurs à Menestreau; 71 p. 100 de chômeurs à Montambert; 10 p. 100 de chômeurs à Montaron; pas de chômeurs à Montigny; pas de chômeurs à Nannay; 20 p. 100 de chômeurs à No-

lay; travail moins abondant à Paray; pas de chômeurs à Perroy; travail plus abondant à Premery; 13 p. 100 de chômeurs à Préporché; pas de chômeurs à Roussy; pas de chômeurs à Sichaups; pas de chômeurs à Saint-Amand; 8 p. 100 de chômeurs à Saint-Benin-d'Azy; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; pas de chômeurs à Saint-Martin-d'Heuille; 10 p. 100 de changement Saint-Pierre-le-Moutier; 12 p. 100 de chômeurs à Thiangès.

58. — Nord. — A Lille, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs et chocolatiers*; 54 p. 100 de chômeurs, 56 heures chez les *ouvriers de l'industrie du livre et les typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 56 heures chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); 11 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de l'habillement et équipement militaires*; pas de chômeurs 60 heures, à l'*Aiguille lilloise*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *carpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; travail non satisfaisant, 60 heures chez les *maçons*; pas de changement chez les *ouvriers en pierres blanches*; pas de changement chez les *ouvriers en pierres bleues*; 10 p. 100 de chômeurs, 75 heures, chez les *bitumiers* et similaires; 3 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *dessinateurs*.

A Armentières, pas de chômeurs, 59 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, au syndicat mixte de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *encolleurs*; pas de chômeurs, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Bellignies, 30 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *marbriers*.

A Bondues, pas de chômeuses chez les *lingères*.

A Cambrai, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Caudry, 0.5 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *ouvriers en tulle*; 3 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures chez les *dessinateurs*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *marbriers à la pendule*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la cheminée*.

A Douai, pas de changement, 52 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *vendeurs de journaux*.

A Dunkerque, 17 p. 100 de chômeurs, chez les *tonneliers*.

A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Fresnes, chômage complet chez les *verriers à vitres*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Gussignies, travail normal, 66 heures, chez les *marbriers à la cheminée*.

A Hautmont, 2 p. 100 de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Halluin, 4 p. 100 de chômeurs 48 à 56 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Jeumont, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

À Loon-Plage, travail plus abondant chez les *ouvriers des machines à battre le grain*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Marpent, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Roubaix, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *boulangers*; 7.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *chambre syndicale textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ourdisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Saint-Amand, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Sous-le-Bois, 33 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, dans la *métallurgie*.

A Sars-Poteries, travail satisfaisant, 57 heures, chez les *verriers*.

A Tourcoing, pas de chômeurs chez les *ouvriers tapissiers en grosse moquette*; 0.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plafonneurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 58 et 60 heures, chez les *ferblantiers-couvreur*s.

A Valenciennes, 9 p. 100 de chômeurs, 72 à 74 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres-verriers*.

A Villers-Sire-Nicole, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Chez les *tisseurs* : pas de chômeurs, 72 heures, à Bévillers; pas de chômeurs à Bondues; pas de chômeurs à Boussiers; pas de chômeurs à Carnières; travail assez satisfaisant, 60 heures, à la Gorgue; 8 p. 100 de chômeurs, 44 à 56 heures, à Halluin; 0.25 p. 100 de chômeurs à Hazebrouck; 1.3 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, à Houplines; pas de chômeurs, 60 heures, à Nieppe; 23 p. 100 de chômeurs à Saulzoir; pas de chômeurs, 72 à 75 heures, à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 25 p. 100 de chômeurs, 56 heures, à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés*.

A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Hermes, 4 p. 100 de chômeurs, 57 heures, dans les *scieries mécaniques*.

A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Mouy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs, brocheurs, couseurs de chaussures*.

A Senlis, travail satisfaisant chez les *typographes*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail peu satisfaisant, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs chez les *couturières*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*.

A Tinchebray, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* pas de chômeurs, 60 heures, chez les *zingueurs-plombiers*.

A Béthune, 6 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *mouleurs*.

A Blendecques, pas de chômeurs, chez les *papetiers*.

A Boulogne-sur-Mer, travail satisfaisant, 63 heures, chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du gaz*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Lens, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 à 78 heures, dans l'*habillement*; 3 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *employés*.

A Olliergues, 19 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Eloy, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

A Thiers, 4 p. 100 de chômeurs, chez les *monteurs en coutellerie*; 3 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *employés*.

A Volvic, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Arudy, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, travail non satisfaisant, 50 heures, chez les *tailleurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers de l'aiguille*.

A Biarritz, pas de chômage chez les *jardiniers*; 24 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *garçons d'hôtels, restaurants, limonadiers*.

A Pau, 60 p. 100 de chômeurs, 82 heures, chez les *cuisiniers-pâtisiers*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 51 et 60 heures chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 70 heures chez les *tailleurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers*; 11 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers, cimentiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres et aides-maçons*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de*

Pierre; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 75 heures, chez les *coiffeurs*.

A Cerbère, travail peu satisfaisant chez les ouvriers du *transbordement des fruits*; chômage complet chez les *transbordeurs d'oranges*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 71 heures, chez les *espadrilleurs-préparateurs*.

A Lesquerde, chômage complet chez les *mineurs*.

A Ria, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des hauts fourneaux*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, 13 p. 100 de chômeurs chez les *cercliers*.

A Taurinya, 7 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*.

A Vernet-les-Bains, 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les ouvriers *agricoles et viticoles*, 48 p. 100 de chômeurs à Canet; pas de chômeurs à Corneilla del Vercol; 60 p. 100 de chômeurs à Estajel pas de chômeurs à Montner; 60 p. 100 de chômeurs à Rivesaltes; 30 p. 100 à Salses; pas de chômeurs au Soler; 33 p. 100 de chômeurs à Toulouges; 33 p. 100 à Villeneuve-de-la-Raho.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs, 110 à 115 heures, chez les *garçons bouchers*.

3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers, régleurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cartonniers de luxe*; 15 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *cartonniers en tous genres*.

4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *coupeurs, brocheurs et cambreurs*.

Travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs*; pas de changement chez les *ouvriers de la soie*; 47 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tullistes en dentelles*; 34 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tullistes réunis*; 50 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *appiécieurs tailleurs d'habits*; pas de changement chez les *coupeurs-chemisiers*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*.

15 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *sculpteurs sur bois et mouluriers*.

8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *bijoutiers*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *travailleurs du cuivre*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *litiers en fer*.

Travail stationnaire, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en céramique*.

3 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *camionneurs*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; travail stationnaire chez les *employés de la soierie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *aides-pharmaciens*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bourg-de-Thizy, 5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs chez les *horticulteurs*.

A Cours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Grandris, 35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Neuville, pas de chômeurs chez les *horticulteurs*.

A Pierre-Bénite, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs et baucheurs sur cristaux*.

A Sainte-Foy-l'Argentière, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Tarare, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; travail stationnaire, 60 heures, chez les *maçons*.

A Thizy, 4 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tisseurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *maçons*.

A Villefranche, pas de chômeuses, 72 heures, chez les *blanchisseuses*.

68. Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*.

69. — Saône-et-Loire. — A Autun, pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *ébénistes*.

A Chalon-sur-Saône, 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *cuivre*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Montceau-les-Mines, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*.

A Montchanin, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Toulon-sur-Arroux, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

70. — Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en voiture*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *mouleurs*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en constructions mécaniques*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *couvreurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sablé, travail assez satisfaisant, 65 heures, chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *travailleurs du cuir*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers et peintres*; 12 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Aix-les-Bains, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A la Bridoire, 12 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans l'*ameublement*.

Aux Échelles, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers gainiers*.

A Pont-de-Beauvoisin, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des plâtrières*.

72. — Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

A Allinges, 12 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

A Challonges, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.

A Cluses, 28 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *horlogers*.

A Lavragny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les ouvriers *bateliers et carriers*.

A Scionzier, 50 p. 100 de chômeurs, 20 à 25 heures, chez les *horlogers*.

A Tanninges, pas de chômeurs, 59 heures, chez les *diamantaires*.

A Thollon, pas de chômeurs chez les *carriers*.

A Thonon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant 50 heures, dans le *bâtiment*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, travail plus abondant chez les ouvriers *jardiniers* (rue du Harlay); pas de chômeurs, 72 heures, travail plus abondant chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte).

6 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *boulangers viennois*; 23 p. 100 de chômeurs à l'Union amicale des *boulangers* du XIII^e arrondissement; 19 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *compagnons et aspirants boulangers*; 4.1 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la *Société mixte des cuisiniers de Paris*; 6.2 p. 100 de chômeurs à la Chambre syndicale des *cuisiniers de Paris* (Bourse du travail); 7.8 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries de la Seine*; 25 p. 100 de chômeurs, 112 heures, chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de chômeurs chez les *limonadiers* (Union du II^e arrondissement); 22 p. 100 de chômeurs, à l'Union laborieuse de l'*alimentation*; 3 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les *employés du pavillon de la marée en gros des halles centrales*.

0.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du gaz*.

1.6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes indépendants*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la Chambre syndicale *typographique*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la Chambre syndicale des *ouvriers du livre*; 2 p. 100 de chômeurs à l'Union *lithographique*; 1.6 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes indépendants*; 4 p. 100 de chômeurs au syndicat « la Résistance » des *lithographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *phototypers* pas de changement chez les *graveurs de musique*; 40 p. 100

de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs pour impressions d'étoffes et de papiers peints*, 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'*enveloppe en tous genres*.

4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *pelletteries*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *selliers à la selle*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *sellerie militaire*; pas de chômeurs, 60 heures, dans la *sellerie*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *portefeuilleistes-maroquinières*; travail satisfaisant chez les *gantiers*.

33.6 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; 0.9 p. 100 de chômeurs chez les *brodeuses*, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 0.5 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; 4 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *passementiers à la main*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *couturières*; travail assez satisfaisant chez les ouvrières de l'*habillement*; 4.7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs et couturières*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégrossisseurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie feutre et paille*; 3 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *casquetiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *chapeaux mécaniques*; 10 p. 100 de chômeurs, 71 heures, chez les *blanchisseurs*.

8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *siège cuir*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *compagnons charrons*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *layetiers-emballeurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *monteurs-étalagistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pipiers*.

11 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les chefs de service et contremaîtres des *industries métallurgiques*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au syndicat indépendant des ouvriers *métallurgistes*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au syndicat libre des *métallurgistes* de la Seine; 5 p. 100 de chômeurs au syndicat autonome des *métallurgistes* de la Seine; 1.5 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*; 6.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les ouvriers en *instruments de précision*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs repousseurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers d'étain*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *comptoirs d'étain*; pas de changement chez les *tailleurs sur acier*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *ferblantiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers des *pompes à feu*; travail non satisfaisant, 45 à 55 heures, chez les ouvriers du *bronze imitation*.

Pas de changement chez les *maçons*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *paveurs en bois bétonniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *fumistes en bâtiment*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plombiers et similaires*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fourniers-spécialistes*; travail stationnaire chez les *sculpteurs-modelleurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *granitiers*.

Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *boucheurs à l'émeri*; pas de chômeurs, 30 à 35 heures, chez les *façonniers-graveurs sur cristaux*.

4 p. 100 de chômeurs, à l'Union fraternelle des *employés*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la Chambre syndicale indépendante des *employés de l'industrie et du commerce*; 0.8 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; 9 p. 100 de chômeurs, chez les *comptables et teneurs de livres*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *commis en maçonnerie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés en serrurerie*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 3 p. 100 de chômeurs à l'*Alliance sténographique*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *sténographes et sténo-dactylographes*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *clercs d'huissiers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs à la Protection mutuelle des *voyageurs de commerce*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs du cycle et de l'automobile*; 8 p. 100 de chômeurs à la Chambre syndicale corporative des *voyageurs et représentants de commerce*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la bourse du commerce*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; travail peu abondant chez les *placiers en fleurs et plumes*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *porteurs des halles et marchés*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres industriels*.

12 p. 100 de chômeurs chez les *employés d'hôtel*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *gens de*

maison; travail satisfaisant dans l'enseignement privé; 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à l'Union centrale des chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes (Bourse du travail); 7 p. 100 de chômeurs chez les chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes (rue des Lavandières-Sainte-Opportune).

6 p. 100 de chômeurs chez les gardes-malades; travail stationnaire chez les machinistes; pas de changement chez les musiciens; pas de changement chez les chefs d'orchestre; 75 à 80 p. 100 de chômeurs chez les artistes-dramatiques.

Au Kremlin, 10 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les argileurs-mineurs.

A Levallois-Perret, 14 p. 100 de chômeurs chez les peintres.

A Saint-Denis, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les graveurs sur bois pour impressions.

A Villemomble, pas de chômeurs chez les jardiniers.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 33 p. 100 de chômeurs, 100 à 115 heures, chez les boulangers; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 0,8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie cotonnière; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chaudronniers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les tailleurs et scieurs de pierres; 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les paveurs-bitumiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'équipe du port; pas de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie; 1 p. 100 de chômeurs chez les voyageurs; travail satisfaisant chez les musiciens.

Au Havre, 10 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant chez les pêcheurs et marins du commerce; 6 p. 100 de chômeurs, 105 heures, chez les boulangers; 4 p. 100 de chômeurs chez les maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du port; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 63 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les voiliers; travail plus satisfaisant chez les cochers; 50 p. 100 de chômeurs chez les camionneurs; 25 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les charbonniers déchargeurs; pas de chômeurs chez les aides en pharmacie.

A Bolbec, 0,4 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les cotonniers.

A Caudebec, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A Fécamp, 20 p. 100 de chômeurs, 50 à 53 heures, chez les ouvriers du port; 5 p. 100 de chômeurs chez les comptables.

A la Houle, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie textile.

Chez les verriers, 2 p. 100 de chômeurs, 58 heures, à Rétonval; pas de chômeurs, à Romesnil.

75. — Seine-et-Marne. — A Château-Landon, 20 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les tailleurs de pierres et carriers.

A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 72 heures, chez les maçons.

A Lagny (Montévrain), 6 p. 100 de chômeurs chez les typographes.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs chez les ouvriers agricoles.

A Meaux, 2 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures, au syndicat mellois de l'industrie du livre.

A Melun, 12 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; travail moins abondant, 60 heures, chez les métallurgistes; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs chez les ouvriers agricoles.

A Montreuil, pas de chômeurs, 72 heures, dans le bâtiment; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les faïenciers.

A Nemours, pas de chômeurs, 54 heures, chez les diamantaires.

A Noisiel, 66 heures chez les chocolatiers.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs chez les bûcherons; pas de chômeurs, 66 heures, chez les maçons et tailleurs de pierres; pas de chômeurs chez les cochers; 2 p. 100 de chômeurs chez les employés de l'arrondissement; pas de chômeurs chez les gens de maison.

A Argenteuil, 12 p. 100 de chômeurs chez les métallurgistes; 25 p. 100 de chômeurs dans le bâtiment.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les maçons.

A Étampes, pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Meudon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *jardiniers*.

A Orsay, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 22 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

77. — **Sèvres (Deux).** — A Niort, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Melle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs mécaniciens*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *ouvriers de l'industrie laitière*.

78. — **Somme.** — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail moins abondant, 60 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Moreuil, travail satisfaisant chez les *bonnetiers*.

79. — **Tarn.** — A Albi, 48 heures chez les *mineurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 20 à 25 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers et manœuvres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs dans l'*industrie lainière*.

A Castres, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs sur bois*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer et cuivre*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *sculpteurs*.

A Dourgne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers*.

A Mazamet, travail stationnaire, 60 heures, chez les *mégissiers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers de la peau de mouton*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Rabastens, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — **Tarn-et-Garonne.** — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

81. — **Var.** — A la Garde, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Toulon, pas de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *travailleurs de l'usine à gaz*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 45 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 18 p. 100 de chômeurs, chez les *comptables*.

A Saint-Raphaël, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*.

A Sainte-Zacharie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

82. — **Vaucluse.** — A Avignon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Bollène, travail assez satisfaisant chez les *mineurs et ouvriers en terre réfractaire*.

A Caderousse, 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*; pas de chômeurs, 60 heures, à l'*Union balaitière*.

A Orange, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Velleron, pas de chômeurs, chez les *plâtriers*.

A Villeneuve-sur-Avignon, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *typographes*.

A Luçon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs chez les *forestiers*.

Aux Sables-d'Olonne, 11 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers boitiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs aux Epesses; pas de chômeurs à Evrunes; pas de chômeurs à Saint-Laurent-sur-Sèvre; pas de chômeurs à Saint-Malo-au-Bois.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fabricants de balais*; travail plus abondant chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et ravaumeurs*.

A Châtellerault, 8 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs et doreurs*; travail satisfaisant chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *choisisseurs et emballers de porcelaine*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les employés aux moulins dits *crématoires*; pas de changement au syndicat mixte des *patrons et ouvrières en porcelaine*.

A Châlus, pas de chômeurs chez les *feuillardiers*.

A Châteauneuf, pas de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Magnac-Laval, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

86. — Vosges. — A Épinal, pas de chômeurs 54 heures, chez les *typographes*.

A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des papeteries*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Saulxures-sur-Moselle, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers carriers et du bâtiment*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs, 60 heures, à Aumontzey; pas de chômeurs, 65 heures, à Châtel-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, à Épinal; pas de chômeurs, 60 heures, à Fresse-sur-Moselle; travail non satisfaisant, 60 heures, à Plainfaing; pas de chômeurs, 60 heures, à Remiremont; pas de chômeurs, 60 heures, à Saint-Léonard; 60 heures à Saint-Maurice-sur-Moselle.

87. — Yonne. — A Auxerre, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Sens, travail satisfaisant chez les *maçons*.

Chez les *bûcherons*: travail satisfaisant à Champcevrains; pas de chômeurs à Champoulet; pas de chômeurs à Crain; 40 p. 100 de chômeurs à Lavau; 15 à 20 p. 100 de chômeurs à Léchères-sur-Yonne; 33 p. 100 de chômeurs à Mézilles; pas de chômeurs à Montiers; pas de chômeurs à Ronchères; pas de chômeurs à Septfonds; 10 p. 100 de chômeurs à Saint-Fargeau; pas de chômeurs à Saint-Martin-des Champs; pas de chômeurs à Saint-Sauveur-en-Puisaye; pas de chômeurs à Treigny.

88. — Algérie. — A Alger, 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *boulangers*; 28 p. 100 de chômeurs, 105 heures, chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *employés en quincaillerie*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Constantine, 9 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers, pâtisseries et charcutiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *limonadiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 29 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur métaux*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 6 p. 100 de

chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cochers et charretiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

A Oran, 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-chauffeurs et similaires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et plâtriers*; 7 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *inscrits maritimes*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les six premiers mois de 1909 :

	1909.	1908.	AUGMENTATIONS en 1909.	DIMINUTIONS en 1909.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	399,382	463,371	#	63 989
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,036,232	1,802,370	233,952	#
Objets fabriqués.....	565,477	557,620	7,857	#
TOTAUX.....	3,001,181	2,823,361	241,809	63,989
AUGMENTATION en 1909.....			177,820	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	367,906	349,343	18,563	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	746,394	648,861	97,532	#
Objets fabriqués.....	1,312,276	1,283,858	28,428	#
Colis postaux.....	221,100	220,575	525	#
TOTAUX.....	2,647,676	2,502,637	145,039	#
AUGMENTATION en 1909.....			145,039	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 832,020,000 francs du 1^{er} janvier au 8 juillet 1909 contre 827,206,300 francs pendant la période correspondante de 1908, soit une augmentation de 1,213,700 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Juil. 1908.	Juin 1909.	Juil. 1909.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	31 ^f 12	30 ^f 37	30 ^f 37
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	#	39 50	40 00
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	#	64 50	64 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	55 00	55 87	56 50
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	68 25	70 00	71 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	#	72 37	#
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	#	176 50	#
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr....	#	#	#
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	156 00	160 25	156 75
Étain Banka, idem.....	355 00	361 00	387 75
Plomb, livr. à Paris, idem.....	38 75	39 25	38 75
Zinc, bonnes marques, idem.....	52 00	59 75	60 00
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	22 87	26 87	#
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	#	1 58	1 57
— veau, idem.....	#	1 86	1 67
— mouton, idem.....	#	2 30	2 31
— porc, idem.....	#	1 32	1 63

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de Juin 1909, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 51 syndicats patronaux comptant 2,139 membres;
- 60 syndicats ouvriers comptant 6,648 membres;
- 3 syndicats mixtes comptant 67 membres;
- 2 unions de syndicats patronaux;
- 4 unions de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 23 syndicats patronaux comptant 779 membres;
- 14 syndicats ouvriers comptant 1,490 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 15 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 2 unions de syndicats ouvriers.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

17 en juin, 28 en mai, 8 en avril, 2 en mars, 5 en février, 9 en janvier, et 51 antérieurement au 1^{er} janvier 1909. Total : 120.

**A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS
ET DE BOURSES DU TRAVAIL.**

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier. — Syndicat de l'Union des patrons **charcutiers** de la ville de Vichy et de la région [26 mai 1909. — 6 membres]. Siège social : rue des Écoles, 3, VICHY.

Alpes-Maritimes. — Syndicat des expéditeurs de **fleurs** naturelles du littoral [2 juin 1909. — 34 membres]. Siège social : avenue de la Gare, 7, NICE. — Syndicat agricole et **horticole** des producteurs en fleurs de Nice et des Alpes-Maritimes [7 février 1909. — 215 membres]. Siège social : boulevard Mac-Mahon, 34, NICE. — Syndicat agricole et **horticole** de Caucade et de la Lanterne [16 mai 1909. — 36 membres]. Siège social : quartiers de Caucade et Lanterne, NICE. — Chambre syndicale des agents **immobiliers** de la ville de Nice et du département des Alpes-Maritimes [25 février 1909. — 23 membres]. Siège social : avenue de la Gare, 7, NICE. — Union pour l'industrie et le commerce de la **tonnellerie** [7 mai 1909. — 11 membres]. Siège social : café Le Nen. place Gare de Riquier, NICE.

Aude. — Syndicat de la **boucherie** de Limoux [15 décembre 1907. — 8 membres]. Siège social : café Valette, LIMOUX. — Syndicat professionnel des propriétaires de **troupeaux** et dépaissances de la Palme [17 mai 1909. — 20 membres]. Siège social : LA PALME.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des courtiers d'**assurances** maritimes de Marseille [5 juin 1909. — 11 membres]. Siège social : rue Paradis, 15, MARSEILLE. — Fédération des **laitiers** de Marseille [1^{er} janvier 1909. — 450 membres]. Siège social : Brasserie du Chapitre, MARSEILLE.

Calvados. — Syndicat des marchands de **machines** agricoles du Calvados [7 mai 1909. — 20 membres]. Siège social : Hôtel de ville, CAEN.

Charente-Inférieure. — Syndicat des **armateurs** de chalutiers à vapeur de la Rochelle [14 mai 1909. — 15 membres]. Siège social : rue du Temple, 25, LA ROCHELLE.

Côtes-du-Nord. — Syndicat **horticole** des Côtes-du-Nord (18 avril 1909. — 9 membres]. Siège social : Hôtel de ville, SAINT-BRIEUC.

Eure. — Syndicat des entrepreneurs de **menuiserie** et de charpente de la ville de Vernon [22 avril 1909. — 9 membres]. Siège social : VERNON.

Loire. — Syndicat de l'**épicerie** en gros de Saint-Étienne et de la région [13 mai 1909. — 6 membres]. Siège social : rue Gémentet, 4, SAINT-ÉTIENNE.

Maine-et-Loire. — Société d'**élevage** de l'Anjou [2 octobre 1908. — 50 membres]. Siège social : rue Saint-Blaise, 7, ANGERS. — Chambre syndicale des marchands **grainiers** de Maine-et-Loire et départements limitrophes [5 juillet 1908. — 20 membres]. Siège social : rue David, 33, ANGERS. — Syndicat des commerçants **étalagistes** et **maraîchers** d'Angers et de la région [22 août 1908. — 66 membre]. Siège social : Hôtel du Pélican, place du Pélican, 6, ANGERS. — Union syndicale des **mariniers** de Maine-et-Loire, de la Haute-Loire et rivières affluentes Mayenne, Sarthe et Oudon [2 décembre 1906. — 28 membres]. Siège social : boulevard Ayrault, 6, ANGERS. — Syndicat d'**élevage** de Feneu [21 juin 1908. — 19 membres]. Siège social : FENEU. — Chambre syndicale des marchands de **grains**, graines et farines de l'Anjou, Touraine et Poitou [2 1908. — 30 membres]. Siège social : café de la Bourse, SAUMUR. — Syndicat du commerce des **vins** en gros de l'arrondissement de Saumur [14 mars 1908. — 8 membres]. Siège social : Chambre de commerce, SAUMUR.

Meurthe-et-Moselle. — Chambre syndicale de la **boulangerie** du bassin de Longwy [2 mai 1909. — 28 membres]. Siège social : rue de l'Abbé-Henrion, 45, LONGWY. — Union syndicale des **cafetiers**, maîtres d'hôtel, restaurateurs et débitants de la ville de Toul et des environs [6 avril 1909. — 37 membres]. Siège social : hôtel du Chariot-d'Or, rue du Collège-Saint-Léon, TOUL.

Puy-de-Dôme. — «L'Industrie» syndicat général du **bâtiment** et des industries qui s'y rattachent, de Clermont-Ferrand et du département du Puy-de-Dôme [6 juin 1909. — 127 membres]. Siège social : rue Ballainvilliers, 16, CLERMONT-FERRAND (reconstitution). — Syndicat de l'**horlogerie-bijouterie** de Clermont-Ferrand et du département du Puy-de-Dôme [2 janvier 1909. — 25 membres]. Siège social : Café central, place Royale, CLERMONT-FERRAND (reconstitution).

Pyrénées (Basses-). — Chambre syndicale des entrepreneurs et constructeurs **électriques** de l'arrondissement de Bayonne [13 mai 1909. — 9 membres]. Siège social : rue Lormand, 3, BAYONNE.

Pyrénées-Orientales. — Syndicat perpignanais des marchands de **bijouterie**, objets d'art, quincaillerie, faïence [17 décembre 1908. — 14 membres]. Siège social : cité Bartissol, 2, PERPIGNAN. — Syndicat perpignanais des marchands d'**épicerie**, droguerie et alimentation [17 décembre 1908. — 10 membres.] Siège social : cité Bartissol, 2, PERPIGNAN. — Syndicat perpignanais des marchands de **librairie**, papeterie, musique et partitions [17 décembre 1903. — 5 membres]. Siège social : cité Bartissol, 2, PERPIGNAN. — Syndicat des **primeuristes** du Roussillon [29 mars 1908. — 30 membres]. Siège social :

café Pujol, rue de la Têt, PERPIGNAN. — Syndicat perpignanaï des marchands de **tissus**, mercerie, habillement et toilette [17 décembre 1908. — 42 membres]. — Siège social : cité Bartissol, 2, PERPIGNAN.

Rhône. — Chambre syndicale des **marchands-grainiers** de la région lyonnaise [18 juin 1909. — 30 membres]. Siège social : place Bellecour, 11, LYON.

Saône-et-Loire. — Syndicat **médical** de la région chalonnaise [15 janvier 1909. — 48 membres]. Siège social : CHALON-SUR-SAÔNE.

Sarthe. — Syndicat d'élevage de Saint-Jean-d'Assé [17 mai 1909. — 58 membres]. Siège social : SAINT-JEAN-D'ASSÉ.

Seine. — Syndicat général des fabricants **fournisseurs pour coiffeurs** [6 mai 1909. — 45 membres]. Siège social : rue Saint-Honoré, 67, PARIS. — Chambre syndicale de la **désinfection** (entrepreneurs et constructeurs d'appareils autorisés) [22 mai 1909. — 23 membres]. Siège social : rue des Pyramides, 14, PARIS. — Syndicat des **journaliers** de modes de Paris [14 janvier 1909. — ? membres]. Siège social : boulevard de Strasbourg, 13, PARIS. — Syndicat général des **remisiers** et démarcheurs [29 mai 1909. — 16 membres]. Siège social : rue de la Victoire, 14, PARIS. — Groupe de défense des intérêts généraux des débitants de **vins** du 3^e arrondissement [15 juin 1909. — ? membres]. Siège social : rue Vieille-du-Temple, 123, PARIS. — Syndicat des **loueurs de voitures** automobiles à taximètre [24 juin 1909. — 4 membres]. Siège social : rue de la Victoire, 60, PARIS.

Seine-et-Oise. — Union générale des **loueurs** et cochers d'Enghien-les-Bains [6 avril 1909. — 31 membres]. Siège social : place du Marché, 28, ENGHIEEN-LES-BAINS. — Syndicat **médical** de l'arrondissement de Mantes et cantons limitrophes [19 février 1909. — 20 membres]. Siège social : place du Palais-de-Justice, MANTES.

Tarn. — Syndicat des **limonadiers** de la ville d'Albi et de la région [1^{er} juin 1909. — 20 membres]. Siège social : café Arcambal, place du Vigan, ALBI.

Var. — Syndicat des capitaines et subrécargues du petit **cabotage** du Sud-Est de France [15 mars 1909. — 26 membres]. Siège social : quai du Port, SAINT-TROPEZ.

Vaucluse. — Syndicat des **laitiers** d'Avignon et de la banlieue [6 janvier 1909. — 59 membres]. Siège social : café du Commerce, place Pie, AVIGNON.

Vienne (Haute). — Syndicat d'élevage du cheval limousin [14 mars 1908. — 41 membres]. Siège social : Muséum, place de l'Ancienne-Préfecture, LIMOGES.

Yonne. — Syndicat des **horlogers-bijoutiers** du département de l'Yonne [13 septembre 1908. — 36 membres]. Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, 27, AUXERRE. — Syndicat professionnel de **cafetiers**, hôteliers et restaurateurs de l'arrondissement de Joigny [26 mars 1908. — 45 membres]. Siège social : quai Henri-Ragobert, 12, JOIGNY. — Syndicat régional de la **boulangerie** des arrondissements de Sens et Joigny et des communes environnantes [1^{er} octobre 1904. — 200 membres]. Siège social : rue Général-Dubois, SENS. — Chambre de l'Union syndicale des **sabotiers** de la région de Sens [15 novembre 1906. — 25 membres]. Siège social : SENS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes. — Syndicat international des ouvriers de l'exploitation des **tuyaux** en ciment armé du canton de Cannes [16 mai 1909. — 80 membres]. Siège social : Bourse du travail, CANNES.

Aude. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** de Leucate [7 avril 1908. — 84 membres].
Siège social : LEUCATE.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des **femmes de chambre** naviguant [15 juin 1909. — 15 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — Syndicat international des ouvriers et ouvrières des raffineries de **sucré** de Marseille [1^{er} juin 1909. — 2,020 membres].
Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Charente. — Syndicat des ouvriers, ouvrières et employés de la **poudrerie** nationale d'Angoulême [2^e 1908. — 490 membres]. Siège social : ANGOULÊME. (Fusion en un seul des trois syndicats de poudriers d'Angoulême.)

Cher. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de Lapan, Lunery, Corquoy [20 mai 1909. — 36 membres]. Siège social : LAPAN.

Gironde. — Syndicat des **colporteurs** des halles et marchés [28 mai 1909. — 12 membres]. Siège social : rue Lalaude, 42, BORDEAUX. — Chambre syndicale du Progrès social (**carriers**) [31 mai 1909. — 36 membres]. Siège social : SAINT-AIGNAN.

Hérault. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** de Béziers [26 juillet 1881. — 25 membres]. Siège social : Bourse du travail, BÉZIER. — Syndicat des **garçons de magasins** et de bureaux [16 octobre 1908. — 37 membres]. Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER.

Indre-et-Loire. — Fédération des chefs d'équipe, sous-chefs poseurs et assimilés des **chemins de fer P.-O.** (section de Tours) [10 mai 1909. — 80 membres]. Siège social : rue de la Fuye, 155, TOURS.

Loir-et-Cher. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** de Marchenoir et communes avoisinantes [24 janvier 1909. — 15 membres]. Siège social : MARCHENOIR.

Loiret. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de Châtenay [2 mai 1909. — 14 membres]. Siège social : CHÂTENAY.

Maine-et-Loire. — Chambre syndicale des ouvriers **bouchers** du département de Maine-et-Loire [21 octobre 1904. — 35 membres]. Siège social : Bourse du travail, ANGERS (reconstitution). — Union syndicale des **boueurs**, vidangeurs et parties similaires de la ville d'Angers [2 septembre 1908. — 35 membres]. Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires d'Angers [2 septembre 1908. — 96 membres]. Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — Syndicat des travailleurs **municipaux** de la ville d'Angers [2 septembre 1908. — 60 membres]. Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — Chambre syndicale des ouvriers **paveurs** [2 mai 1908. — 15 membres]. Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — Syndicat des **ravaleurs** d'Angers [2 septembre 1908. — 42 membres]. Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — Syndicat des employés des **tramways** électriques d'Angers [2 septembre 1908. — 75 membres]. Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — Chambre syndicale des **mines** de la Bellière [28 juillet 1908. — 150 membres]. Siège social : SAINT-PIERRE-MONTLIMARD. — Chambre syndicale des ouvriers **champagniseurs** de la ville de Saumur et communes environnantes [13 juin 1908. — 12 membres]. Siège social : rue Fourier, SAUMUR. — Chambre syndicale des ouvriers **ferblantiers** de Saumur et de la région [2 septembre 1905. — 10 membres]. Siège social : rue Fourier, 33, SAUMUR. — Chambre syndicale des ouvriers **vanniers** de la ville de Saumur et des environs [1^{er} juillet 1908. — 11 membres]. Siège social : rue Fourier, 35, SAUMUR.

Meurthe-et-Moselle. — Chambre syndicale des **lithographes** et parties similaires de Nancy [1^{er} octobre 1908. — 48 membres]. Siège social : rue Stanislas, 23, NANCY.

Meuse. — «Le Réveil de la Meuse», Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et similaires [3 juin 1906. — 75 membres]. Siège social : MOUZAY.

Nièvre. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de Colméry [10 novembre 1907. — 74 membres]. Siège social : COLMÉRY. — Union syndicale des **bûcherons** de Fours [16 mai 1909. — ? membres]. Siège social : hôtel du Morvan, FOURS.

Nord. — Chambre syndicale des rentreurs (**textile**) de Roubaix et environs [24 juillet 1908. — 222 membres]. Siège social : rue d'Alma, 190, ROUBAIX.

Pyrénées-Orientales. — Chambre syndicale des travailleurs **agricoles** et viticoles de la commune de Baho [25 août 1908. — 58 membres]. Siège social : Mairie, BAHO. — Chambre syndicale des travailleurs **agricoles** et viticoles de Corneilla-del-Vercol [? mars 1908. — 35 membres]. Siège social : CORNEILLA-DEL-VERCOL. — Syndicat des ouvriers **mineurs** de Nyer [1^{er} avril 1908. — 96 membres]. Siège social : NYER. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** de Perpignan [? 1904. — 47 membres]. Siège social : Bourse du travail, PERPIGNAN. — Chambre syndicale des travailleurs de **terre** de Pia [5 août 1908. — 230 membres]. Siège social : Garderie municipale, PIA. — Syndicat des travailleurs de **terre** de Pontella [1^{er} janvier 1908. — 50 membres]. Siège social : Mairie, PONTEILLA. — Syndicat des ouvriers **tanneurs** de Prades [18 août 1908. — 25 membres]. Siège social : PRADES. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires de Sahorre [20 novembre 1905. — 245 membres]. Siège social : SAHORRE. — Syndicat des ouvriers **trépointeurs** et espadrilleurs de la commune de Serralongue [19 avril 1909. — 30 membres]. Siège social : SERRALONGUE.

Rhône. — Syndicat des **employés** de banque et de bourse [17 avril 1909. — 150 membres]. Siège social : rue de l'Arbre-Sec, 27, LYON. — Syndicat des **zingueurs-plombiers** et similaires de Lyon et de la banlieue [? janvier 1909. — 60 membres]. Siège social : Bourse du travail, LYON.

Sarthe. — Syndicat général des ouvriers de l'industrie du **bâtiment** et parties similaires du Mans [1^{er} juin 1909. — 105 membres]. — Siège social : Bourse du travail, LE MANS.

Seine. — Syndicat indépendant des **garçons-livreurs**, garçons de magasin et manutentionnaires [4 juin 1909. — 120 membres]. Siège social : boulevard Saint-Martin, 27, PARIS. — Syndicat indépendant du **livre** [10 juin 1909. — 30 membres]. Siège social : boulevard Saint-Martin, 27, PARIS. — Chambre syndicale des **machinistes** et des accessoiristes de Paris [25 avril 1909. — 400 membres]. Siège social : Bourse du travail, PARIS. — Syndicat indépendant de la **métallurgie** [8 juin 1909. — 45 membres]. Siège social : boulevard Saint-Martin, 27, PARIS. — Syndicat indépendant des **peintres** en bâtiment [6 juin 1909. — 45 membres]. Siège social : boulevard Saint-Martin, 27, PARIS. — Syndicat des ouvriers de la **pharmacie** de l'Armée [6 mai 1909. — 16 membres]. Siège social : avenue de la Tour-Maubourg, 100, PARIS.

Seine-et-Marne. — Syndicat ouvrier du **bâtiment** et parties similaires de Chelles [10 mai 1909. — 41 membres]. Siège social : rue des Carrières, 1, CHELLES. — Union des travailleurs du **bâtiment** et parties similaires de Meaux et des environs [11 mai 1909. — 250 membres]. Siège social : rue de la Cordonnerie, 6, MEAUX.

Seine-et-Oise. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** du Nord (section de Beaumont) [1^{er} juillet 1907. — 57 membres]. Siège social : BEAUMONT. — Chambre syndicale des travailleurs du **livre** de Beaumont-sur-Oise [1^{er} octobre 1908. — 12 membres]. Siège social : BEAUMONT-SUR-OISE. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** de Livry [2 février 1909. — 98 membres]. Siège social : avenue de Sully, 75, LIVRY. — Syndicat des ouvriers **champignonnistes** de Méry-sur-Oise [25 août 1908. — 70 membres]. Siège social : place de la Fête, 2, MÉRY-SUR-OISE.

Tarn. — Syndicat des ouvriers **terrassiers**, travailleurs de terre, manœuvres de

l'arrondissement de Gaillac [9 juin 1909. — 43 membres]. Siège social : Mairie, GAILLAC.

Vaucluse. — Syndicat international des **emballeurs-charretiers**, chargeurs et parties similaires de la ville de Pertuis [4 janvier 1909. — 39 membres]. Siège social : place de l'Auge, 9, PERTUIS. — Syndicat autonome des **infirmiers** et assimilés de l'asile d'aliénés de Montdevergues [25 décembre 1908. — 65 membres]. Siège social : AVIGNON. — Syndicat international des ouvriers du **bâtiment** de la ville de Pertuis [1^{er} février 1909. — 16 membres]. Siège social : place de l'Auge, 9, PERTUIS.

Vienne. — Syndicat des ouvriers fabricants de **colliers** de la ville de Poitiers [1^{er} mai 1909. — 13 membres]. Siège social : Bourse du travail, POITIERS.

Vosges. — Syndicat des ouvriers **textiles** des forges de Thunimont [8 mai 1909. — 82 membres]. Siège social : rue de la Forge-de-Thunimont, HARSULT.

Oran. — Syndicat des employés et ouvriers des **tramways** d'Oran [1^{er} mai 1909. — 130 membres]. Siège social : rue de Mostaganem, 98, ORAN.

3° SYNDICATS MIXTES.

Alpes-Maritimes. — Syndicat cantonal de Villefranche (**Horticole**). [10 juin 1909. — 31 membres]. Siège social : restaurant Toso, pont de Saint-Jean, SAINT-JEAN.

Seine. — Syndicat de la **Presse** économique et financière [19 juin 1909. — 21 membres]. Siège social : rue du Faubourg Montmartre, 30. PARIS.

Vaucluse. — Syndicat de la **Presse** avignonnaise [16 janvier 1909. — 15 membres]. Siège social : Taverne Alsacienne, AVIGNON.



4° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine. — Union des syndicats de la **bonneterie** française [4 juin 1908. — 4 chambres syndicales adhérentes]. Siège social : rue d'Aboukir, 6. PARIS. — Fédération des groupes syndicaux de la **confection** française pour hommes et enfants [10 mai 1909. — 3 syndicats adhérents]. Siège social : rue Fontaine-ar Roi, 15. PARIS.

5° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Allier. — Union départementale des syndicats ouvriers du département de l'Allier [5 avril 1909. — 7 syndicats adhérents]. Siège social : rue de la Fraternité, 5. MOULINS.

Gironde. — Union des syndicats ouvriers fédérés de Bordeaux et du département de la Gironde [29 mai 1909. — 32 syndicats adhérents]. Siège social : Bourse du travail. BORDEAUX.

Meurthe-et-Moselle. — Union des syndicats de l'**imprimerie** de la région de l'Est [1^{er} mars 1909. — 4 syndicats adhérents]. Siège social : rue du Ruisseau, 62. NANCY.

Seine. — Fédération nationale de l'industrie du sciage et façonnage mécanique du **bois** [1^{er} avril 1909. — 4 syndicats adhérents]. Siège social : rue de Sully, 9. PARIS.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Hérault. — Chambre syndicale des négociants en **grains**, farines et fourrages de l'arrondissement de Béziers [5 janvier 1903]. Siège social : café du commerce. BÉZIERS. — Syndicat des **laitiers-nourrisseurs** de Béziers et banlieue [2 mars 1904]. Siège social : café de la Terrasse. BÉZIERS. Syndicat des **transitaires**, consignataires, commissionnaires de transports et négociants-importateurs [25 octobre 1899]. Siège social : café de la Bourse, CETTE. — Syndicat des marchands de **cordonnerie** de la ville de Montpellier [17 août 1905]. Siège social : café de la Rotonde, MONTPELLIER. — Syndicat professionnel des commissionnaires en **fruits** et primeurs de la ville de Montpellier [17 mai 1899]. Siège social : café de la Préfecture, MONTPELLIER. — Syndicat des Directeurs de **music-halls**, spectacles et concerts [9 octobre 1907]. Siège social : rue du faubourg de Lattes, 5, MONTPELLIER.

Maine-et-Loire. — Chambre syndicale des loueurs de **voitures** de la ville d'Angers [30 mars 1900. — 14 membres]. Siège social : rue Charperonnière, 5. ANGERS. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** de l'arrondissement de Saumur [1^{er} juin 1884. — 32 membres]. Siège social : café du Commerce, SAUMUR. — Chambre syndicale de la **charcuterie** saumuroise [22 mai 1902]. Siège social : Place de la Bilange, SAUMUR. — Syndicat professionnel des maîtres d'**hôtel**, restaurateurs et limonadiers de la ville et de l'arrondissement de Saumur [8 septembre 1906]. Siège social : café du Commerce, SAUMUR.

Meuse. — Chambre syndicale des **maîtres-carriers** de la région de Savonnières [12 août 1898. — 8 membres]. Siège social : SAVONNIÈRES-EN-PERTHOIS.

Nièvre. — Syndicat des agents généraux des compagnies anonymes d'**assurances** à primes fixes de toute nature de l'arrondissement de Château-Chinon (30 avril 1905). Siège social : CHATEAU-CHINON.

Oise. — Syndicat des dépositaires de **lait** [30 décembre 1906]. Siège social : faubourg Saint-Jacques, 17, BEAUVAIS. — Syndicat des patrons **maréchaux-ferrants** de l'Oise [24 mars 1901]. Siège social : rue Solférino, 31, COMPIÈGNE. — Syndicat de la **Presse** de l'Oise [24 mars 1901]. Siège social : rue Solférino, 31. COMPIÈGNE.

Pyrénées-Orientales. — Chambre syndicale des **jardiniers** de Perpignan [27 décembre 1884]. Siège social : rue de La Têt, PERPIGNAN. — Syndicat des patrons **maréchaux-ferrants** de Perpignan [11 novembre 1906]. Siège social : place de la Loge, PERPIGNAN.

Seine. — Syndicat des maîtres de **manèges** de France [15 février 1904. — 18 membres]. Siège social : rue de Grenelle, 168, PARIS. — Syndicat fédéré des **médecins** français [21 février 1903. — 13 membres]. Siège social : Bourse du Commerce, 249, PARIS. — Chambre syndicale du **phosphate** [4 décembre 1895]. Siège social : avenue Victoria, 22, PARIS. — Union des **verreries** à bouteilles de France [20 février 1892]. Siège social : rue Blanche, 19, PARIS.

Vienne (Haute-). — Syndicat des marchands de **bois** du Centre [12 octobre 1906]. Siège social : route de Limoges, SAINT-YRIEIX.

Yonne. — Syndicat des producteurs de **cidre** [8 septembre 1907.] Siège social : DIXMONT.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Landes. — Syndicat des **gardiens de troupeaux**, agriculteurs de Castets-des-Landes [1^{er} septembre 1906]. Siège social : CASTETS-DES-LANDES.

Meuse. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** et parties similaires d'Olizy [20 novembre 1904. — 70 membres]. Siège social : OLIZY.

Nièvre. — Syndicat des ouvriers du **bois** [4 novembre 1906]. Siège social : COLMÉRY.
— Chambre syndicale des ouvriers **verriers** de Saint-Léger-des-Vignes [4 février 1906]. Siège social : SAINT-LÉGER-DES-VIGNES. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de la région de Saint-Saulge [1^{er} janvier 1901]. Siège social : SAINT-SAULGE.

Oise. — Union syndicale des ouvriers **tabletiers** de l'Oise [1^{er} juin 1907]. Siège social : AMBLAINVILLE. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** de Beauvais [18 octobre 1900]. Siège social : rue des Flageots, 18, BEAUVAIS.

Seine. — Syndicat jaune des **employés** de bazar de l'Hôtel-de-Ville [28 mai 1906]. Siège social : rue Dareau, 68 bis, PARIS. — Syndicat général des **imprimeurs** sur papier peint du département de la Seine [21 février 1904.] Siège social : rue de Montreuil, 1, PARIS. — Syndicat parisien des opérateurs **linotypistes** [29 janvier 1905]. Siège social : rue de la Lune, 18, PARIS.

Tarn-et-Garonne. — Syndicat Montalbanais des **employés** [10 janvier 1906]. Siège social : rue de la République, 53, MONTAUBAN. — Syndicat amical des **employés de commerce** des deux sexes de Montauban [6 novembre 1906]. Siège social : café de l'Univers, MONTAUBAN. — Syndicat des ouvriers **tuiliers** de la ville de Moissac [17 juin 1906]. Siège social : MOISSAC.

Vaucluse. — Syndicat des travailleurs des **plâtrières** de Vaucluse [19 mai 1907]. Siège social : Hameau de Saint-Antoine, L'ISLE-SUR-LA-SORGUE.

3° SYNDICAT MIXTE.

Hérault. — Syndicat **agricole** mixte d'Oupia [17 avril 1904]. Siège social : OUPIA.

4° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine. — Syndicat général des Détaillants des Pavillons des **Halles** centrales de Paris [12 mai 1906]. Siège social : rue Vauvilliers, 47, PARIS.

5° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Charente. — Fédération des ouvriers d'art et emplois similaires des **poudreries** et raffineries de France [1^{er} octobre 1903]. Siège social : Bourse du travail, ANGOULÊME.

Seine. — Cartel des ouvriers sur **métaux** [1^{er} janvier 1908]. Siège social : rue Rébeval, 15, PARIS.

BIBLIOGRAPHIE.

OUVRAGES REÇUS PAR LA DIRECTION DU TRAVAIL
ET SOMMAIRES DES BULLETINS DES OFFICES DU TRAVAIL ÉTRANGERS *
POUR AVRIL 1909 ⁽¹⁾.

FRANCE.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL : Exposition universelle et internationale de Liège 1905. Section française, — Groupe XX : classes 126-128 (*Sports*), 1 brochure de 37 pages. Paris, Comité des sports de France aux expositions à l'étranger, 34, boulevard de Sébastopol, 1908.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE. — OFFICE IMPÉRIAL DE STATISTIQUE (Ministère de l'Intérieur) : *Streiks und Aussperrungen im Jahre 1908* (Grèves et lock-outs en 1908). — 1 brochure in-4° de 64 pages. Berlin, Puttkammer et Mühlbrecht, 1909. Prix : 1 mark.

— DIRECTION DE LA STATISTIQUE OUVRIÈRE (Office impérial de statistique, Ministère de l'Intérieur) : * *«Reichsarbeitsblatt»* (Bulletin impérial du travail). Berlin, Karl Heyman, le numéro, 10 pfennigs. — Sommaire du n° d'avril 1909 : Quelques résultats du recensement industriel du 12 juin 1907 dans l'empire allemand. — La statistique des classes de salaire de la caisse locale de maladie de Leipzig. — Statistique des salaires de la caisse générale locale de Magdebourg et de la caisse commune locale de maladie de Dusseldorf. — Les règlements de travail et les autres dispositions pour régler les conditions de travail des travailleurs municipaux dans les villes allemandes. — La statistique des groupements féminins dans l'empire allemand. — Les principaux résultats de la statistique des grèves et des lock-outs dans l'empire allemand pour 1908.

— GRAND-DUCHÉ DE HESSE : *Statistisches Handbuch* (Manuel de statistique). 1 volume in-8° de 322 pages. Darmstadt, G. Jonghans, 1909. Prix : 2 marks.

AUSTRALASIE. — NOUVELLE-ZÉLANDE. — MINISTÈRE DU TRAVAIL : * *«Journal of the department of labour»*, Wellington; 3 fr. 10 par an. — Numéro d'avril 1909 : Le chômage et ses remèdes. — La marche triomphale de la coopération en Grande-Bretagne. — La coopération en Europe. — La transformation du capitalisme.

AUTRICHE. — OFFICE DE STATISTIQUE OUVRIÈRE (Ministère du Commerce) : * *«Soziale Rundschau»* (Bulletin de l'Office de statistique). Vienne, Alfred Hölder, le n° 0 fr. 20. — Numéro d'avril 1909 : A propos de l'interdiction du phosphore blanc en Autriche. — La durée du travail dans le commerce en Autriche. — L'interdiction de l'introduction d'allumettes phosphorées en Australie. — La législation

⁽¹⁾ En dehors des renseignements mensuels concernant le marché du travail, les grèves, la jurisprudence, le mouvement syndical, la législation, etc., la plupart des Bulletins des offices du travail étrangers publient des articles spéciaux dont les plus importants sont mentionnés ci-dessous. — Les bulletins sont indiqués par un astérisque *.

sur le travail des enfants et des femmes au Canada. — Projet d'une nouvelle loi sur l'industrie. — Le chômage dans l'hiver 1908-1909 en Autriche. — L'assurance contre le chômage de la ville de Strasbourg en 1908. — Le fonds de chômage dans l'industrie de la broderie en Suisse. — Les caisses de secours des mineurs de 1905 à 1907 en Autriche. — Les caisses de secours enregistrées en 1906 en Autriche. — Résultats de la gestion des établissements d'assurance contre les accidents du travail en 1907 en Autriche.

BELGIQUE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'industrie et du travail) : * « *Revue du travail* ». (Bruxelles, Vanbuggenhoudt, le n° 0 fr. 10.) — Numéro du 30 avril 1909.

CANADA. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL : * « *Gazette du travail* ». Ottawa, Dawson, le n° 0 fr. 15. — Numéro d'avril 1909 : Le truck-system en Angleterre. — Le travail de nuit des femmes dans l'Ontario : représentations au Gouvernement de la part du Congrès du travail.

CHILI. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES TRAVAUX PUBLICS : La *Estadística del trabajo* (la statistique du travail), 2° partie, 1 brochure de 187 pages. Santiago du Chili, imprimerie Cervantès, Bandera, 50, 1909.

DANEMARK. — DIRECTION DE L'INSPECTION DU TRAVAIL ET DES FABRIQUES : *Beretning om Arbejds og Fabriktilsynets Virksomhed i Finansaaret 1907-08* (rapport sur l'activité de l'inspection du travail et des fabriques dans l'année financière 1907-1908), 1 brochure de 48 pages. Copenhague, J.-H. Schultz, 1908.

ÉTATS-UNIS. — BUREAU DU TRAVAIL (Ministère du Commerce et du Travail) : * « *Bulletin of the bureau of labor* » (bimestriel), Washington, Imprimerie nationale. — Numéro de janvier 1909 : Les salaires des femmes et des enfants en Grande-Bretagne. — La loi de 1908 sur le minimum de salaire dans la Nouvelle-Galles du Sud.

— BUREAU DE L'ÉDUCATION (Ministère de l'Intérieur) : *Report of the commissioner of education for the year ended june 30 1908* (rapport du commissaire de l'éducation pour l'année terminée le 30 juin 1908), contenant également des renseignements sur l'éducation industrielle, 1 volume in-8° de 388 pages. Washington, Imprimerie du Gouvernement, 1908.

— ÉTAT DE NEW-YORK. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL : *Seventh annual report of the department of labor* (septième rapport annuel du département du travail, 2 volumes in-16 de 1157 et 1020 pages.

GRANDE-BRETAGNE. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL (Ministère du Commerce) : * « *Labour Gazette* ». Londres, Veal, Chifferiel and C^e; le numéro, 0 fr. 10. — Numéro d'avril 1909 : Gages et heures de travail dans les textiles. — Travail et extraction dans les mines de charbon en 1908. — Accidents mortels dans l'industrie en 1908. Maladies du travail en 1908.

— *Report on strikes and lock-outs and on conciliation and arbitration boards in the united Kingdom in 1908* (rapport sur les grèves et lock-outs et sur les comités de conciliation et d'arbitrage dans le Royaume-Uni en 1908) une brochure in-8° de 175 pages. Londres, Darling et fils, 1909. Prix : 85 centimes.

FINLANDE-RUSSIE. — ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'INDUSTRIE : *Bidrag till Finlands officiella statistik* (Statistiques officielles). — N° XVIII *Industristatistik* : fabriker och handtverkerier (Statistique de l'industrie : fabriques et métiers pour l'année 1907), 1 volume de 144 pages. Helsingfors, Kejserliga Senatens tryckeri, 1909.

HOLLANDE. — AMSTERDAM. — BUREAU MUNICIPAL DE STATISTIQUE : Jaarcyfers 1908 (statistique annuelle pour 1908), 1 brochure de 88 pages. Amsterdam, Johannes Müller, 1909. Prix : 90 centimes.

ITALIE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce) : * « *Bollettino dell'Ufficio del lavoro* ». Rome, Fratelli frères; le n° 0 fr. 30. — Numéro d'avril 1909 : Activité pendant l'année 1908 des offices de placement, de la caisse de subsides en cas de chômage, de la maison du travail et de la colonie agricole instituées par la Societa Umanitaria. — Les salaires et la durée du travail dans les industries minérales et métallurgiques pendant l'année 1908. — Expériences d'immunisation des minières contre l'ankylostomiase en Romagne et en Sicile.

— DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce) : *Movimento della popolazione secondo gli atti dello stato civile nell'anno 1907* (Mouvement de la population d'après les actes de l'état civil pendant l'année 1907), 1 volume de 136 pages. Rome, établissement typographique de Civelli, 1909.

NORVÈGE. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE : *Statistisk aarbok for Kongeriket Norge 1908* (annuaire statistique de la Norvège pour 1908), 1 volume de 198 pages. Christiania en commission chez H. Aschehong et C^{ie}, 1908. Prix : 1 couronne.

— ADMINISTRATION CENTRALE DES TÉLÉGRAPHES : *Norges telegrafoesen* (statistique des télégraphes et des téléphones de l'État de Norvège pour l'année budgétaire 1907-1908. Volume 71 de la statistique officielle de la Norvège), 1 volume de 159 pages. Christiania, en commission chez H. Aschehong et C^{ie}, 1908. Prix : 0 fr. 50.

ERRATUM.

Dans le *Bulletin* de janvier 1909, p. 77, lire article 7, § 2, du décret du 5 janvier 1909 (dernière ligne du paragraphe) :

rendue applicable à la colonie par le décret du 7 février 1894.

au lieu de :

par le décret du 7 février 1892.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.





BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de juillet, les ouvriers viticoles du Midi ont été occupés aux mêmes travaux que le mois dernier. Les ouvriers bûcherons, réduits en cette saison aux travaux des champs, souffrent, en beaucoup d'endroits, du chômage par suite du mauvais temps et du peu d'abondance de la fenaïson. L'activité est toujours aussi satisfaisante dans l'horticulture de la région parisienne.

Le travail bat son plein dans le bâtiment.

Dans les industries textiles, la situation est estimée satisfaisante dans presque tous les centres du Nord et des Vosges ainsi qu'à Troyes dans la bonneterie, à Saint-Quentin, à Sedan et dans les petits centres de Maine-et-Loire et de Vendée; elle laisse à désirer dans la région de Roanne et dans certains centres de Normandie. Dans la soie, le travail est toujours aussi abondant dans la région lyonnaise, notamment chez les tisseurs de la Croix-Rousse; le chômage signalé dans certains centres de tissage de l'Isère se maintient; le travail a baissé à Saint-Étienne, dans le ruban.

La morte-saison se fait sentir dans les industries du vêtement et de la chapellerie.

Dans les métaux, la situation reste dans l'ensemble stationnaire; la reprise

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de juillet 1909. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

signalée depuis quelques mois dans l'automobile à Paris, se maintient; le chômage a diminué chez les horlogers de la Franche-Comté; il reste aussi intense chez ceux de la Haute-Savoie.

L'activité n'a pas encore sensiblement baissé dans les industries du livre. Le chômage semble s'atténuer chez les tonneliers. Il reste toujours aussi intense parmi les ouvriers des ports. Dans la mégisserie, le travail est toujours aussi actif à Mazamet; il est peu abondant à Graulhet. La situation reste stationnaire dans la céramique à Limoges.

1,208 syndicats, groupant 315,778 ouvriers, ont répondu, pour juillet 1909, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,011 groupant 266,364 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 15,265, ce qui correspond à une moyenne de 5.7 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 6.3 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 6.4 p. 100; elle était de 8 p. 100 en juillet 1908.

L'ouvrage, pendant le mois de juillet 1909, a été jugé, par comparaison avec le mois de juin, plus abondant, par 19 p. 100 des syndicats, groupant 16 p. 100 des syndiqués; équivalent par 55 p. 100 des syndicats, groupant 65 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 26 p. 100 des syndicats, groupant 19 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 667 syndicats, groupant 116,201 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 320, groupant 93,742 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (4,990) accuse 10 p. 100 de chômeurs contre 10. Sur l'Océan, la pêche est plus abondante à Concarneau (675), Douarnenez (1,897), au Palais (102), au Croisic (1,200); à la Rochelle les marins pêcheurs (257) sont tous occupés : les pêches sont reprises; les marins de Nantes (300) accusent 3.3 p. 100 de chômeurs. Sur la Méditerranée, les pêcheurs d'Arles (132) accusent 33 p. 100.

D'après les réponses de 54 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 8,868 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en juillet, de 6.9 p. 100 contre 9.2 le mois dernier et 8.5 en juillet 1908; la situation était considérée comme satisfaisante par 50 p. 100 des syndicats et 75 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 611 chômeurs, 565 sont signalés par 34 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 3,116 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 16.5, 13.9 et 34.5 p. 100 contre 16.3, 14.1 et 40.5 le mois dernier et 7.7, 30.8 et 31.9 en juillet 1908; 15 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; les ouvriers viticoles sont occupés aux mêmes travaux que le mois

dernier, mais les travaux dans les vignes tirent à leur fin. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2.452) annonce 10 chômeurs contre 0 le mois dernier et 6 en juillet 1908 : le travail est aussi abondant et satisfaisant que le mois dernier; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2.382) accuse 0 contre 0 et estime le travail aussi abondant et satisfaisant.

122 syndicats de bûcherons groupant 10,562 membres accusent 22.9 p. 100 de chômeurs contre 15.6 le mois dernier et 4.8 en juillet 1908. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 61 p. 100 des syndicats et 60 p. 100 des syndiqués. Les ouvriers bûcherons, réduits en cette saison aux travaux agricoles, se plaignent, dans beaucoup d'endroits, d'être insuffisamment occupés par suite du mauvais temps, de l'insuffisance des récoltes et de la concurrence des machines agricoles. On ne signale aucun chômeur dans 5 centres sur 12 dans l'Allier, dans 7 sur 20 dans le Cher, dans 10 sur 12 dans le Loiret, dans 17 sur 39 dans la Nièvre et dans 10 sur 11 dans l'Yonne; le chômage atteint 29.2 p. 100 contre 29 le mois dernier dans l'Allier pour 870 syndiqués; il est de 21 contre 18.7 dans le Cher pour 1,986 syndiqués; de 2.4 contre 11.6 dans le Loiret pour 549 syndiqués; de 41.7 contre 18.6 dans la Nièvre pour 3,867 syndiqués et de 5.3 contre 12.7 dans l'Yonne pour 974 syndiqués. Dans les Landes, 17 syndicats de résiniers, groupant 1,561 membres, accusent 0.1 p. 100 de chômeurs contre 1.4 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur près de 182,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de juillet 1909. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	113,121	5.96	"	"	"	10.83	89.17
Loire.....	17,065	5.94	"	"	"	23.72	76.28
Gard et Hérault.....	13,238	5.99	"	"	"	1.55	98.45
Tarn et Aveyron.....	11,569	5.77	"	"	"	28.48	71.52
Provence.....	2,691	5.26	"	"	1.05	98.95	"
Isère.....	1,936	5.77	"	"	"	100	"
Ouest ⁽²⁾	153	4.85	"	"	100	"	"
Bourgogne et Nord-Ouest	9,760	6.00	"	"	"	"	100
Centre.....	10,246	5.84	"	"	"	45.14	54.86
ENSEMBLE pour la France.	181,719	5.93	"	"	0.11	16.08	83.81

(1) Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, Jours de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

(2) Manquent les renseignements pour Faymoreau.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.89 le mois dernier et de 5.92 en juillet 1908. D'après les réponses de 21 syndicats, le

chômage serait de 0.5 p. 100 sur un effectif de 34,040 syndiqués contre 0.4 le mois dernier pour 29,048 syndiqués et 0.3 en juillet 1908 pour 34,612 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; celui de Montceau-les-Mines (4903), 1.6.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 6.2 p. 100 pour 18 syndicats groupant 2,620 ouvriers contre 5.9 le mois dernier et 1.2 en juillet 1908. Dans les carrières, pas de chômeurs à Saulxures-sur-Moselotte (475), Trept (130), Lérrouville (185); 20.8 p. 100 contre 21.3 à Château-Landon (240); 2.5 contre 10 à Parmilieu (118); 1.3 contre 5 à Volvic (300); 14.8 contre 10 à Montalieu-Vercieu (270). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 48 syndicats, groupant 8,042 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 12 p. 100 contre 9.4 le mois dernier et 9.1 en juillet 1908. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 71 p. 100 des syndicats et 68 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Limoges (200), Oran (400) et Alger (387); les bouchers (150) et les limonadiers (300) de Marseille; les maîtres-d'hôtel navigateurs du Havre (906). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les confiseurs-pâtisseries de Marseille (455); les confiseurs de Lille (135); les raffineuses de Marseille (280), les meuniers de Corbeil (100). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,598) accusent 1.9 p. 100 contre 4.1; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (240), 0; les employés de la marée aux Halles (165) accusent 1.2 contre 3.1.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de juin 1909, neuvième mois de la campagne 1908-1909, s'élevait à 2,021,229 hectolitres, en augmentation de 128,282 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru à la même date est évaluée approximativement à 286,000 hectolitres, soit une différence en plus de 64,000 hectolitres sur la campagne 1907-1908⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de juillet 1909, onzième mois de la campagne 1908-1909, la quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 807,723 tonnes, en augmentation de 56,254 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 8 syndicats, groupant 7,872 ouvriers, ressort à 0.8 p. 100 contre 2.8 le mois dernier et 10.3 en juillet 1908. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Nice (360) et Toulon (240); 0.2 contre 0.5 à Paris (5,200). Les ouvriers des huileries de Marseille (1,659) accusent 3 p. 100 contre 12.2 le mois dernier. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (487), de Blendecques (260) et de Domène (80) sont tous occupés. 0.5 p. 100 contre 1.7 chez les papetiers-relieurs de Nancy (100); 0.5 chez ceux de Toulouse (210); 20 contre 15 chez les cartonniers en tous genres de Lyon (100).

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et simi-

⁽¹⁾ Journal officiel du 20 juillet 1909.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 août 1909.

lares, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 116 pour 67 syndicats groupant 4,749 adhérents, soit 2.4 p. 100; pour Paris, de 156 pour 10 syndicats groupant 5,601 adhérents, soit 2.8 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 2.5 p. 100 pour la province et de 3.6 pour Paris; elle était, en juillet 1908, de 2.6 pour la province, de 3.1 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 88 p. 100 des syndicats de province groupant 84 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 9 syndicats, équivalent par 22, moins abondant par 13. Il y a 0 p. 100 contre 0.6 à Grenoble (200); 1.1 contre 1 à Besançon (95); 6.3 contre 10.6 chez les lithographes de Bordeaux (175) et 1.2 chez les typographes (325); 2.2 contre 0 à Nevers (135); 0.5 contre 0 à Amiens (205); 1.8 contre 4.1 à Nantes (167); 0 contre 0 à Rennes (202); 9.2 à Nice (109); 8.9 à Saint-Étienne chez les lithographes (146); 1.9 contre 5.1 à Rouen (154); 2.9 contre 2.9 chez les typographes de Lyon (516); 2.9 contre 4.7 à Lille (350) et 2.6 contre 3.3 chez les lithographes (155).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,500) accuse 90 chômeurs contre 35 le mois dernier et 97 en juillet 1908 et estime le travail aussi abondant et satisfaisant pour l'époque. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (142) accuse 12 contre 2.1; les photgraveurs (150) en ont 6.7 p. 100; les stéréotypers (196), 1.5.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 14 syndicats, groupant 3,818 ouvriers, atteint 18.2 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 8.9 le mois dernier et 42.3 en juillet 1908. A Annonay, les mégissiers de rivière (600) ont 20 p. 100 de chômeurs contre 15 le mois dernier et font 30 à 40 heures; A Mazamet, les exploitants de la peau de mouton (1,000) accusent 0 contre 0; les mégissiers, 0. A Graulhet, les moutonniers (1,200) accusent 41.7 p. 100 et font, les hommes, 57 heures, les femmes, 54. Les pelleliers de Paris (462) accusent 0 p. 100 contre 4.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 5.9 p. 100 pour 16 syndicats groupant 749 ouvriers contre 3.8 le mois dernier et 2.5 en juillet 1908. Ceux du Quesnoy (200) sont tous occupés.

A Paris, les portefeuilleurs (250) accusent 4 p. 100 contre 6.

Les gantiers de Millau (1,500) et de Grenoble (300) sont tous occupés.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 77 syndicats, groupant 32,274 adhérents, était de 1,630, soit 5.1 p. 100 contre 5.2 le mois dernier et 11.4 en juillet 1908.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile, il y aurait 6 p. 100 de chômeurs contre 7.5 le mois dernier et 10.4 en juillet 1908, la semaine est de 60 heures, le travail est plus abondant et la situation est estimée assez satisfaisante. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,600), il n'y aurait pas de chômeurs, la semaine serait de 60 heures et le travail serait assez satisfaisant et plus abondant; les ouvriers de la filature de coton (500) accusent 2 p. 100 et 60 heures. A Armentières, la situation continue à être bonne : un syndicat ouvrier (2,100) accuse 0 p. 100 contre 0 et 59 heures; le syndicat mixte (1,780) accuse 0 chômeur contre 0 et 60 heures. A Halluin (1,165), le chômage est de 4 p. 100 contre 8 et la semaine est de 50 à 56 heures; à Houplines (1,650), 1.1 p. 100 contre 1.3 et 59 à 60 heures; la situation est satisfaisante à la Gorgue (820); 0.3 contre 0.2 à Hazebrouck (674); 0 contre 0 à Boussières (115); 0 contre 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (98); 10 à Avesnes-le-Sec

(130); 0 à Bailleul (123); 50 contre 25 à Villers-en-Cauchies (158). Pour l'ensemble de 19 syndicats du Nord groupant 21,595 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 3.8 p. 100 contre 4.6 le mois dernier et 9.6 en juillet 1908; la situation est estimée satisfaisante par 86 p. 100 des syndicats et 94 p. 100 des syndiqués.

Dans les Vosges, les 5 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0 p. 100 de chômeurs sur 947 syndiqués contre 0 le mois dernier et 7.8 en juillet 1908; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Épinal (127) et Saint-Dié (200).

Dans les centres normands, à Rouen, les ouvriers cotonniers (237) ont 1.7 p. 100 de chômeurs contre 0.8 et font 55 heures contre 60 : le travail est satisfaisant; à Bolbec (250), 4 p. 100 contre 0.4 et 56 heures contre 58; 0 chômeur contre 0 à la Houllme (80) et 60 heures; à Flers, les ouvriers cotonniers (500) font 60 heures contre 60, mais ils attendent à la fin de chaque chaîne. A Condé-sur-Noireau (160) tous les ouvriers sont occupés 60 heures, mais la situation n'est pas satisfaisante au tissage.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne, les pareurs (84) accusent 1.2 p. 100 contre 2.5 et 60 heures contre 56, les tisseurs (204), 2.5 contre 1.9 et 54 heures contre 48; à Bourg-de-Thizy (460), les tisseurs accusent 8 contre 5 et 55 heures; 7 contre 3.7 à Thizy (615) avec 55 heures contre 55 : le travail manque.

Dans l'Aisne, l'*Union des tisseurs* de Saint-Quentin (162) accuse 0 chômeur, 60 heures, et estime la situation satisfaisante. Dans les Ardennes, à Sedan (150), 0 p. 100 contre 0 et 60 heures : la situation est satisfaisante. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (348) sont tous occupés 60 heures : le travail est aussi abondant et assez satisfaisant.

Dans l'Ouest, à Romorantin (375), dans l'industrie du drap, le travail est satisfaisant. La situation est satisfaisante dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et de la Vendée : pas de chômeurs à Mortagne-sur-Sèvre (228) et Saint-Léger (130). 0 à la Bastide-Rouairoux (136) où le travail est satisfaisant. A Lavelanet (500), la situation est estimée non satisfaisante. 1.1 p. 100 chez les fileurs de Mazamet (180). A Vienne, 12 p. 100 de chômeurs contre 8 et 60 heures : le travail est un peu plus abondant.

Dans la bonneterie, à Troyes (320) 0 p. 100 contre 0, la semaine est de 60 heures : le travail est plus abondant et satisfaisant.

Soie. — Dans la Loire, à Saint-Étienne, l'*Union des chefs d'atelier* (125) accuse 10 p. 100 : le travail est moins abondant pour le ruban; 15 p. 100 contre 20 et 60 heures dans le tissage mécanique et 30 p. 100 contre 35 et 70 à 80 heures dans le tissage à bras à Charlieu (75); 0 contre 0 à Bussièrès (228) et 60 heures : le travail est très satisfaisant. Dans la Haute-Loire, 10 contre 15 à Sainte-Sigolène (620) et 66 heures : le travail est satisfaisant.

Dans la région lyonnaise, les usines de tissage mécanique sont toujours largement alimentées par des commissions suivies principalement dans les uns teints en pièce; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main le travail se poursuit avec beaucoup d'entrain au profit des mêmes étoffes que le mois dernier; à la campagne, les ateliers à bras sont partiellement occupés⁽¹⁾. A Lyon, chez les tisseurs de la Croix-Rousse (452), le travail est aussi abondant et satisfaisant, la mode étant aux articles de la Croix-Rousse. A Grandris (115) 5 p. 100

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 août 1909.

contre 35: à Tarare (157) tous les ouvriers sont occupés 60 heures de façon satisfaisante.

Dans l'Isère, à Moirans (830), pas de chômeurs et 56 heures chez les tisseurs, 60 chez les apprêteurs: le travail est très satisfaisant; pas de chômeurs à Saint-Geoire-en-Valdaine (385), mais la moitié des ouvriers attendent dix jours à la fin de chaque chaîne; à Montalieu-Vercieu (200), le chômage est complet par suite de la fermeture de l'usine. Dans le Gard, les fileuses de Ganges (110) font 60 heures et sont satisfaites; celles de Valleraugue (100) chôment toujours pour cause de réparations; celles d'Alais (317) sont toutes occupées 60 heures; celles de Saint-Hippolyte-du-Fort (250) accusent 24 p. 100 et 60 heures. Les tisseurs de soie de Tours (110) sont tous occupés 60 heures.

Dans le tulle, à Saint-Quentin, les tullistes en guipure (101) sont tous occupés 55 heures et se montrent satisfaits. A Caudry, l'*Union des ouvriers tullistes* accuse 2 p. 100. Les tullistes réunis de Lyon (580) accusent 43 p. 100 contre 34.5; les maîtres-tullistes (125), 30 p. 100. A Paris, les passementiers à la main (140) accusent 5.7 p. 100 contre 4.3 et 40 heures contre 40 le mois dernier: c'est la morte-saison annuelle; le syndicat général de la broderie (220) accuse 0.5 p. 100 contre 0.9 et 60 heures: le travail commence à baisser.

Dans la teinture et l'apprêt, les apprêteurs de Roanne (229) accusent 0 p. 100 contre 0.9 et 60 heures. Les teinturiers de Lyon (250) n'ont que quelques chômeurs. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (300) accusent 2 p. 100 contre 1.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 10.3 p. 100 pour 24 syndicats, groupant 3,441 ouvriers, contre 4.1 le mois dernier et 10 en juillet 1908. Le travail est considéré comme plus abondant par 3 syndicats, équivalent par 6, moins abondant par 17. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 74 p. 100 des syndicats et 65 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs chemisiers (308) accusent 4.5 p. 100 contre 1.9. Les tailleurs de Bordeaux (135) accusent 40.7 contre 12.1; les tailleurs de Constantine (180), 26.1 contre 29.3; les ouvriers de l'habillement de Saint-Quentin (298), 0; ceux de Bourges (210), 14.3; les ouvrières de l'aiguille de Grenoble (288), 3.7; 5.5 contre 0 chez les ouvriers du syndicat mixte de Montpellier (295); 1.5 chez ceux du syndicat mixte de Limoges (136); 0 contre 0 chez ceux du syndicat mixte de Lille (430).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 15.4 p. 100 pour 13 syndicats groupant 1,713 ouvriers contre 16.6 le mois dernier et 17.8 en juillet 1908; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (101) accusent 24.8 p. 100 contre 7.9; les ouvrières (100), 3; les casquettiers (740), 11.9 contre 14.1. Les chapeliers de Lyon (290), accusent 44.8 p. 100 contre 20.3; ceux de Chazelles (136), 1.5.

Les blanchisseurs de la Seine (380) accusent 15 p. 100 contre 10: le travail diminue.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 29 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,136 ouvriers, est de 4.7 p. 100 contre 7 le mois précédent et 17.6 en juillet 1908: la situation est estimée satisfaisante par 71 p. 100 des syndicats et 43 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers de Lille (500) accusent 10 p. 100 contre 11; ceux d'Armentières (107), 0; les travailleurs du bois d'Halluin (380), 2.9 contre 4; les scieurs de Gommegnies (116), 0 contre 0; ceux de Hermes, (117), 0.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 16 syndicats, groupant 1,366 ouvriers, est de 18.7 p. 100 contre 4.4 le mois

dernier et 27.6 en juillet 1908. Les sculpteurs sur bois de Lyon (100) accusent 10 p. 100 contre 35; les ébénistes d'Autun (145), 0 contre 0. A Paris, les sculpteurs sur bois (500) en accusent 40 p. 100.

Chez les tonneliers, le chômage est de 10.8 p. 100 pour 10 syndicats, groupant 986 ouvriers, contre 20.2 le mois dernier et 26.8 en juillet 1908. 30 p. 100 contre 30 à Cognac (304); 11.6 à Perpignan (95); 0 à Aubagne (150) et à Boulogne-sur-Mer (173).

Dans la carrosserie, 5 syndicats groupant 250 ouvriers annoncent 0.4 p. 100 de chômeurs contre 0.3 le mois dernier et 4.8 en juillet 1908. A Paris, les compagnons charrons (172) en accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les layetiers de Paris (400) accusent 0.5 contre 1.6; les sabotiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (135), 0 contre 0; ceux de Limoges (96), 2.1.

MÉTAUX. -- D'après les réponses de 90 syndicats groupant 17,027 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en juillet, de 7.3 p. 100 contre 7.3 le mois dernier et 9.3 en juillet 1908.

31 syndicats de métallurgistes, groupant 8,484 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 4.2 p. 100 de chômeurs contre 4.7 le mois dernier et 4.2 en juillet 1908; la situation est estimée satisfaisante par 70 p. 100 des syndicats et 79 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (198), Bourg-Fidèle (150), Saint-Amand (225), Fumel (525), Lille (215), Roubaix (800), Mazières (262), Guérigny (530), le Creusot (1,500); 4 p. 100 contre 3.3 à Soule-Bois (450); 22.2 à Marseille (135); 6.2 contre 7.9 chez le syndicat libre de la rue Fessard (467) à Paris.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 5.1 p. 100 pour 16 syndicats groupant 1,871 ouvriers contre 6.7 le mois dernier et 3.7 en juillet 1908; la situation est considérée comme satisfaisante par 67 p. 100 des syndicats groupant 56 p. 100 des syndiqués; 20 p. 100 à Marseille chez les fondeurs (150) et 8.5 chez les noyauteurs (354); 0 à Lille (500); 6.7 contre 0 à Ferrière-la-Grande (225); 5.1 contre 1.1 à Bordeaux (195).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 2.7 p. 100 pour 18 syndicats, groupant 3,398 ouvriers, contre 2.4 le mois dernier et 4.4 en juillet 1908. La situation est considérée comme satisfaisante par 69 p. 100 des syndicats et 66 p. 100 des syndiqués; 0.9 p. 100 contre 0.9 à Tarbes (109); 1.7 contre 0.6 à Tourcoing (180); 0 à Bordeaux (105); 2.5 contre 2.5 à Saint-Etienne (280); 0 contre 6.5 à Jeumont (90); 3.6 contre 3.6 à Marpent (250); 0 contre 2.8 à Reims (111); 0 contre 0 à Chartres (104); 18.2 contre 17.5 au Mans (192). A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 32 chômeurs sur 1,600 syndiqués contre 24 le mois dernier et 106 en juillet 1908: la reprise de l'automobile se maintient; les ouvriers en instruments de chirurgie (150) accusent 1.3 p. 100.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,490) accusent 59 chômeurs contre 99 le mois dernier et 109 en juillet 1908; 6 p. 100 contre 50 chez les horlogers de Lac-en-Villers (200); 3.9 chez ceux de Besançon (460); 35.7 chez ceux de Cluses (140); 22.9 chez ceux de Scionzier (350); 12.9 contre 8.4 chez les bijoutiers de Marseille (155); 8 chez ceux de Lyon (114); 0 chez les opticiens de Paris (145).

Chez les ferblantiers-boîtiers, le chômage est de 66.2 p. 100 pour 4 syndicats groupant 488 ouvriers contre 46.6 le mois dernier et 34.9 en juillet 1908; il est de 100 p. 100 contre 18.2 à Audierne (250); 36.4 contre 80 à Guilvinec

(110). A Paris, les potiers d'étain (160) accusent 9.4 p. 100 contre 5.6; les ferblantiers ornementalistes (438), 1.1 contre 0.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 111 syndicats, groupant 11,535 adhérents, était, à la fin de juillet, de 4.6 p. 100 contre 3.5 le mois précédent et 10.5 en juillet 1908.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 3.6 p. 100 pour 75 syndicats groupant 6,128 ouvriers contre 2.6 le mois dernier et 10.2 en juillet 1908. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (123 maçons d'art), Bourges (120), Albi (100), Limoges (135), Saint-Yrieix (120). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Paramé (600), Roubaix (120), Saint-Brieuc (130), Besançon (100), Chartres (280), Auch (261), Cambrai (250), Calais (500), Thonon (250), Dieppe (224), Orsay (150), Menton (200). A Paris, les maçons (16,500) estiment la situation stationnaire. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 86 p. 100 des syndicats et 87 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 3.4 p. 100 pour 22 syndicats groupant 2,028 ouvriers contre 11.8 le mois dernier et 12.9 en juillet 1908; il y en a 0 contre 0 à Roubaix (160); 0 à Bordeaux (298); 0 à Limoges (103). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (195) en accusent 2.6 contre 10; les ornementalistes (698), 6 contre 21.6.

Les marbriers de Bellignies (700) accusent 2.9 p. 100 contre 2.8; les granitiers de Paris (120), 20.8 contre 20. Les couvreurs de Tourcoing (150) accusent 2 p. 100 contre 5.3; ceux de Rouen (106), 0; les ferblantiers-plombiers de Marseille (115), 21.7 contre 11.1. Les fumistes de Paris (1,245) ont 12.6 p. 100 contre 1.

CHAUFFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chauffourniers d'Albi (100), de Contes-les-Pins (200) et les plâtriers d'Arignac (135).

Les potiers (300) et les engobeuses de poteries (300) de Vallauris accusent 0 p. 100. Il en est de même des potiers de Saint-Zacharie (110) et des faïenciers de Montereau (300). A Limoges, le syndicat général de la céramique (2,600) accuse 20 p. 100; les emballeurs de porcelaines (190), 3.2 contre 2.6; les journaliers (160), 1.2.

Dans l'ensemble des 5 syndicats de verriers, groupant 343 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 1.7 p. 100 contre 24.9 le mois dernier et 6.4 en juillet 1908. Pas de chômeurs à Sars-Poteries (120).

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 8 syndicats groupant 3,155 membres ressort à 45.5 p. 100 contre 46.6 le mois dernier et 47.1 en juillet 1908; elle est de 30 contre 50 à Nice (800); de 58 contre 58 à Marseille chez les ouvriers des enclos de bois (120) et de 50 chez les ouvriers des ports et docks (2,000).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 10.3 p. 100 pour 9 syndicats groupant 2,299 membres contre 24.2 le mois dernier et 5.6 en juillet 1908; les sourciers de Saint-Yorre (150) accusent 6.7 p. 100 contre 5; ceux de Vals-les-Bains (180), 0 contre 0; les manœuvres de Vannes (107), 0; les transbordeuses d'oranges (125) et de fruits (222) de Cerbère sont en

chômage; à Paris, les porteurs aux Halles (211) accusent 0 contre 0; les laveurs de voitures (600), 6.7.

14 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 3,950 ouvriers, accusent 1 sans-travail contre 0 le mois dernier et 3 en juillet 1908. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 19 syndicats groupant 2,096 membres, est de 17.5 p. 100 contre 13.9 le mois dernier et 6.7 en juillet 1908; elle est de 0.8 contre 0.6 chez les officiers mécaniciens de la marine de Marseille (495); de 10 chez les capitaines du Havre (227); de 54 chez les chauffeurs-mécaniciens de la marine de Rouen (120); de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 2 contre 2.9 chez les camionneurs de Lyon (99); de 50 chez ceux du Havre (500).

D'après les réponses de 54 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 46,138 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.1 p. 100 contre 2.5 le mois dernier et 2.2 en juillet 1908. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (206) accusent 11.1 p. 100 contre 8.9; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,219), 0.8 contre 0.9; « l'Alliance sténographique » (302), 4.3 contre 3.3; les sténo-dactylographes de la Bourse du travail (252), 4 contre 4.7; les dessinateurs du bâtiment (440), 2.3 contre 2; les clercs d'huissiers (206), 1.5 contre 1; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,416), 0.8 contre 0.8; 3 contre 2.7 chez ceux de la rue des Petites-Ecuries (6,659); 5.4 chez ceux du Faubourg-Saint-Martin (5,425). En province, 5 p. 100 contre 3.4 chez les employés de commerce (602) de Marseille et 0 contre 0.8 chez les comptables (126); 0.1 contre 0.1 chez les employés (2,041) et 0 contre 0.9 chez les sténographes (355) de Lyon; 1.7 à Orléans; 3.1 contre 3.1 à Amiens (352); 0.5 contre 0.2 à Nancy (546 représentants); 0 contre 0 à Rouen (200); 9.5 contre 2.4 à Saint-Étienne (105); 2.4 contre 1.6 à Nice (127); 0 à Saint-Brieuc (154); 0 à Avignon (150); 2 contre 2 à Dax (100); 0 contre 0 à Alger (100); 0 contre 0 à Constantine (109).

DIVERS. — 7 syndicats de gens de maison accusent 2.1 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 5,399 membres contre 3.4 le mois dernier et 1.9 en juillet 1908; à Paris, le syndicat national des gens de maison de la Bourse du travail (2,005) accuse 1.3 p. 100 contre 2.3; celui de la rue Lauriston (2,187), 2.5 p. 100 contre 2.1; celui de Bordeaux (470), 3 contre 3.

5 syndicats de coiffeurs, groupant 5,007 ouvriers, ont 0.9 p. 100 de sans-travail contre 12.2 le mois dernier et 0.4 en juillet 1908; 2.5 contre 8.6 à Bordeaux (317); 4.7 contre 11.2 au Mans (150); 0 à Grenoble (100); le syndicat mixte de Paris (4,418), 0.7 p. 100.

LES GRÈVES EN JUILLET 1909.

74 grèves et un lock out ont été signalés, en juillet, à la Direction du travail. Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 60 de ces conflits, est de 3,979.

Il y avait eu, en juillet 1908, 80 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 81.

Ces conflits, dont 63 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demands d'augmentation de salaire	38
Contestations relatives au salaire	4
Contestations relatives à la réglementation du travail	1
Demands de suppression du marchandage	1
Contestations relatives au règlement d'atelier	5
Demands de réintégration d'ouvriers	17
Demands de renvoi d'ouvriers	7
Demande de suppression des machines	1
Demande de signature d'une convention collective	1

Ces conflits se sont produits dans 27 départements (une grève de ferblantiers-boitiers s'étant étendue à 3 départements et une grève d'ouvriers et employés de tramways à 2 départements) et on en a compté :

23 dans la Seine, 20 dans le Nord, 8 dans la Seine-et-Oise, 2 dans l'Hérault, la Loire-Inférieure et la Seine-Inférieure, et 1 dans 21 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 30 conflits; industries textiles, 14; métaux, 7; bois, 6; transports et maintenance, 4; agriculture, carrières, papiers, cuirs et peaux, 3; mines, 2.

Des 75 conflits commencés en juin, 61 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Onze, 1 jour ou moins de 1 jour; cinq, 2 jours; un, 3 jours; sept, 4 jours; neuf, 5 jours; quatre, 6 jours; cinq, 7 jours; un, 8 jours; un, 10 jours; deux, 11 jours; trois, 12 jours; un, 13 jours; un, 14 jours; cinq, 15 jours; un, 16 jours; un, 18 jours; un, 20 jours; un, 21 jours et un, 31 jours.

Si l'on y ajoute 6 grèves terminées après avoir duré 166 jours, 110 jours, 60 jours, 41 jours, 10 jours et 1 jour, on trouve 66 conflits terminés avec les résultats suivants :

12 réussites,
25 transactions ou réussites partielles,
30 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES NON TERMINI						
10 février.	26 juillet.	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	55
30 mars.....	.....	Lignières.....	Loir-et-Cher.....	Ouvriers de papeterie.....	1	56
21 avril.....	9 août.....	Rennes.....	Ille-et-Vilaine.....	Plâtriers.....	"	110
26 avril.....	.....	Noisy-le-Sec.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	130
5 mai.....	4 juillet.	Clermont-Ferrand.	Puy-de-Dôme.....	Maçons.....	"	"
23 mai.....	.....	Régny.....	Loire.....	Mineurs.....	1	20
4 juin.....	.....	Grandville.....	Manche.....	Maçons.....	"	30
5 juin.....	.....	Saint-Hippolyte-du- Fort.	Gard.....	Fileurs.....	2	136
16 juin.....	.....	Ferté-sous-Jouarre.	Seine-et-Marne...	Meuniers.....	1	200
24 juin.....	.....	Paris.....	Seine.....	Débardeurs et charretiers.....	1	118
25 juin.....	.....	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	12
28 juin.....	8 juillet.	Nanterre.....	Seine.....	Champignonnistes.....	1	60
28 juin.....	8 août.....	Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Terrassiers.....	"	400
30 juin.....	1 ^{er} juill.	Roanne.....	Loire.....	Terrassiers.....	2	80
GRÈVES COMMENC						
1 ^{er} juillet	8 juillet.	Montauban.....	Tarn-et-Garonne..	Teinturiers.....	1	8
1 ^{er} juillet	12 juillet.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	252
1 ^{er} juillet	13 juillet.	Paris.....	Seine.....	Paveurs.....	1	34
2 juillet.	5 juillet.	Le Quesnoy.....	Nord.....	Cordonniers.....	1	165
2 juillet.	23 juillet.	Saint-Denis.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	40
3 juillet.	7 juillet.	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs.....	1	17
3 juillet.	10 juillet.	Ris-Orangis.....	Seine-et-Oise.....	Ouvriers de sablières.....	"	"
3 juillet.	15 juillet.	Romilly.....	Aube.....	Bonneteries.....	1	160
5 juillet.	10 juillet.	Cancal.....	Ille-et-Vilaine...	Ouvriers du bâtiment.....	"	"
5 juillet.	12 juillet.	Dunkerque.....	Nord.....	Tonneliers.....	1	"
5 juillet.	17 juillet.	Aubervilliers.....	Seine.....	Maçons.....	1	22
5 juillet.	.....	Dombasle.....	Meurthe-et-Moselle	Mécaniciens-constructeurs.....	1	"
5 juillet.	.....	Champigny.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	50
6 juillet.	7 juillet.	Villemonble.....	Seine.....	Champignonnistes.....	1	1/4
6 juillet.	7 juillet.	Alfortville.....	Seine.....	Charpentiers.....	1	4
6 juillet.	21 juillet.	Roubaix.....	Nord.....	Chaudronniers.....	1	50
6 juillet.	21 juillet.	Roubaix.....	Nord.....	Chaudronniers.....	1	70
6 juillet.	21 juillet.	Tourcoing.....	Nord.....	Chaudronniers.....	1	32
6 juillet.	.....	Le Perray.....	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	1	120
6 juillet.	.....	Maisons-Laffitte..	Seine-et-Oise.....	Horticulteurs.....	1	"
7 juillet.	9 juillet.	Saint-Etienne.....	Loire.....	Ouvriers et employés de tram- ways.	1	43
7 juillet.	9 juillet.	Le Genest.....	Mayenne.....	Mineurs.....	1	500
7 juillet.	12 juillet.	Halluin.....	Nord.....	Chaisiers.....	1	125
7 juillet.	12 juillet.	Paris.....	Seine.....	Casquetiers.....	1	10
7 juillet.	12 juillet.	Neuilly.....	Seine.....	Maçons.....	1	"
7 juillet.	22 juillet.	Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Maçons.....	1	12
7 juillet.	.....	Halluin.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	40
8 juillet.	12 juillet.	Bretenoux.....	Lot.....	Ouvriers en bois de ballast.....	1	20
8 juillet.	23 juillet.	Paris.....	Seine.....	Maroquiniers.....	1	"
9 juillet.	10 juillet.	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	64
9 juillet.	11 juillet.	Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Marins.....	1	35
9 juillet.	29 juillet.	Cas-sis.....	Bouches-du-Rhône.	Carriers.....	"	"
10 juillet.	20 juillet.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	38

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} juillet 1909, a pu être déjà signalée dans le précédent

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

1^{er} JUILLET 1909 ⁽¹⁾.

demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
demande de réintégration de six ouvriers .....	.....	
demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
demande d'augmentation de salaire .....	.....	
demande d'augmentation de salaire	Échec.	
demande d'augmentation de salaire .....	.....	
demande d'augmentation de salaire .....	.....	
manifestations syndicales .....	.....	Lock out.
demande d'augmentation de salaire .....	.....	
demande d'augmentation de salaire .....	.....	
diminution de la production; demande de renvoi d'ouvriers syndiqués .....	.....	Lock out.
Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail	Transaction.	
demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
demande d'augmentation de salaire	Transaction.	

JUILLET 1909.

Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
Contestation relative au salaire	Échec.	
Demandes : augmentation de salaire; signature d'une convention collective	Transaction.	
Demande de meilleure répartition du travail	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
Demande de réintégration d'un ouvrier	Échec.	
Contestation relative au salaire	Transaction.	
Contestation relative au salaire	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
Demande : plus de politesse de la part du patron	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
Demande de renvoi de 2 ouvriers	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
Demande de réintégration de 3 ouvriers	Échec.	18 grévistes congédiés.
Demande de réintégration d'un ouvrier	Transaction.	
Demande de suppression d'une punition	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	Grévistes congédiés.
Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
Demandes : renvoi du directeur; réintégration d'un contremaître .....	.....	Lock out.
Demande de réintégration d'un ouvrier	Échec.	
Demande de réintégration d'un ouvrier	Échec.	Grévistes congédiés.
Demande de réintégration d'un ouvrier	Transaction.	
Demande de renvoi du commandant du bord	Échec.	
Contestation relative au salaire	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Grévistes congédiés.

stin. — Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES COMMENCE						
10 juillet.	.....	Pontoise	Seine-et-Oise.....	Terrassiers	1	15
10 juillet.	.....	Roubaix.....	Nord.....	Appréteurs	1	25
12 juillet.	13 juillet.	Achères et envi- rons.	Seine-et-Oise.....	Ouvriers agricoles	"	"
12 juillet.	16 juillet.	Paris.....	Seine.....	Briqueleurs.....	1	5
12 juillet.	16 juillet.	Paris.....	Seine.....	Briqueleurs.....	1	6
12 juillet.	26 juillet.	Carcassonne et en- viron.	Aude et Hérault.	Ouvriers et employés de tram- ways.	1	148
12 juillet.	30 juillet.	Concarneau, Nan- tes, etc.	Finistère, Loire-In- férieure et Vendée.	Ferblantiers-boitiers	"	"
13 juillet.	15 juillet.	Cormeilles-en-Pa- risis.	Seine-et-Oise.....	Ouvriers de plâtrières	1	350
15 juillet.	28 juillet.	Toulouse	Haute-Garonne...	Typographes.....	1	31
15 juillet.	.....	Stenay.....	Meuse.....	Mouleurs.....	1	154
16 juillet.	20 juillet.	Roubaix.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	100
16 juillet.	22 juillet.	Armentières.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	60
16 juillet.	16 août..	Saint-Léonard.....	Haute-Vienne	Mineurs.....	1	60
18 juillet.	.....	Dijon.....	Côte-d'Or.....	Typographes.....	1	13
19 juillet.	23 juillet.	Clichy et St-Ouen.	Seine.....	Charretiers.....	10	"
19 juillet.	26 juillet.	Pertuis.....	Vaucluse.....	Emballleurs.....	4	31
19 juillet.	.....	Aubervilliers.....	Seine.....	Maçons.....	1	"
20 juillet.	21 juillet.	Nanterre.....	Seine.....	Paveurs.....	1	20
20 juillet.	26 juillet.	Saint-Lattier.....	Isère.....	Terrassiers.....	1	36
20 juillet.	.....	Caen.....	Calvados.....	Ménuisiers.....	"	60
21 juillet.	22 juillet.	L'Hospitalet.....	Ariège.....	Terrassiers.....	1	9
22 juillet.	.....	Hem.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	11
23 juillet.	28 juillet.	Argenteuil.....	Seine-et-Oise.....	Plâtriers.....	1	"
24 juillet.	29 juillet.	Roubaix.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	240
24 juillet.	30 juillet.	Roubaix.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	110
24 juillet.	9 août...	Roubaix.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	"
25 juillet.	26 juillet.	Rambouillet.....	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	1	40
26 juillet.	27 juillet.	Paris.....	Seine.....	Briqueleurs.....	1	84
26 juillet.	31 juillet.	Pornic.....	Loire-Inférieure.	Maçons.....	5	33
26 juillet.	2 août...	Roubaix.....	Nord.....	Caissiers-layetiers.....	1	7
27 juillet.	29 juillet.	Lille.....	Nord.....	Métallurgistes.....	1	26
27 juillet.	4 août...	Paris.....	Seine.....	Cimentiers.....	1	76
27 juillet.	.....	Mazamet.....	Tarn.....	Délaineurs de peaux de mou- tons.	1	"
27 juillet.	.....	Orléans.....	Loiret.....	Terrassiers.....	"	100
28 juillet.	29 juillet.	Levallois-Perret...	Seine.....	Maçons.....	1	10
28 juillet.	2 août...	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	3
29 juillet.	3 août...	Paris.....	Seine.....	Briqueleurs.....	1	11
29 juillet.	4 août...	Caudry.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	60
30 juillet.	31 juillet.	Castries.....	Hérault.....	Terrassiers.....	1	50
30 juillet.	31 juillet.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	15
31 juillet.	4 août...	Roubaix.....	Nord.....	Typographes.....	1	26
31 juillet.	11 août...	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	19

CAUSES DES GREVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
JUIN 1909. (Suite.)		
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
Demande de suppression de machines.....	Transaction.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Transaction.	
Demande de réintégration d'ouvriers.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
Contre l'introduction d'un nouveau tarif.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Solidarité avec des grévistes (grève n° 11).....	.....	
Demande de suppression du marchandage.....	Réussite.	
Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demandes : renvoi d'un contremaître; réintégration de 2 ouvriers.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
Contestation relative au salaire.....	Échec.	
Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
Demande de réintégration de 3 ouvriers.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande de renvoi d'ouvriers.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
Demande de diminution de la production.....	Échec.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
Contestation relative au règlement d'atelier.....	Échec.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

2 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en juillet, à la Direction du travail.

1° Grève de tunneliers à Dunkerque. — Le 5 juillet, 20 ouvriers occupés par un patron tunnelier de Dunkerque ont cessé le travail, le patron n'ayant pas voulu faire droit aux demandes suivantes :

1° Durée de la journée de travail. — Été : de 7 heures à midi et de 2 heures à 7 heures avec deux repos intercalaires de demi-heure, le matin et le soir pour le casse-croûte. Hiver : de 8 heures à midi et de 2 heures à 6 heures, sans repos;

2° Salaire des heures supplémentaires : 85 centimes.

3° Les sacs de café devront être virés au treuil (travail d'entrepôt);

4° Emploi exclusif d'ouvriers syndiqués;

5° Pas de renvoi pour réclamations;

6° Pour la rentrée des outils, le patron sera tenu de prévenir, avant la fin de la demi-journée, si le travail continue.

Le 8 juillet, les ouvriers ont sollicité l'intervention du juge de paix; un comité de conciliation s'est réuni le 11 et l'accord s'est fait aux conditions suivantes :

1° Le règlement du travail est fixé et déterminé de la manière suivante :

Pendant 8 mois de l'année, c'est-à-dire du mois de mars au mois d'octobre inclus, le travail commencera à 7 heures du matin jusqu'à midi avec interruption d'une demi-heure, de 9 heures à 9 heures et demie et l'après-midi, de 2 heures à 7 heures du soir avec suspension de travail de 4 heures à 4 heures et demie.

Le comptage se fera à 6 heures trois quarts le matin et à 1 heure trois quarts l'après-midi.

Il est convenu que dans le cas où, pour les besoins du service, un ouvrier ne commencerait à travailler qu'à 8 heures du matin, par exemple lorsqu'il travaille aux douanes, l'interruption de demi-heure qui vient d'être prévue serait supprimée, mais il va sans dire que cet ouvrier bénéficierait du repos d'une heure, de 7 heures à 8 heures.

Pendant les quatre autres mois de l'année, c'est-à-dire du mois de novembre au mois de février inclus, le travail aura lieu le matin de 8 heures à midi et l'après-midi de 2 heures à 6 heures sans interruption.

Le comptage se fera le matin à 7 heures et demie et l'après-midi à 1 heure trois quarts. Les ouvriers devront se rendre au travail aux heures qui viennent d'être désignées avec les outils, matériel et fournitures nécessaires.

2° Les heures supplémentaires seront payées à raison de 75 centimes l'heure;

3° Les cafés seront montés au treuil à partir de 70 kilogrammes;

4° Dans l'intérêt commun des parties, il est entendu que dans la mesure du possible les ouvriers seront prévenus, avant la fin de la journée ou de la demi-journée, de la cessation du travail pour la rentrée de leurs outils, mais dans aucun cas ils ne pourront se prévaloir d'une omission des patrons pour formuler contre eux une réclamation quelconque;

5° Les patrons s'engagent à ne renvoyer aucun ouvrier en raison du différend qui vient d'être solutionné;

6° Les ouvriers s'engagent à ne pas travailler, soit à d'autres conditions et à des prix inférieurs à ceux que MM. Rousé et Demerre leur consentent, soit pour d'autres patrons ou négociants pour les travaux de tonnellerie du port;

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

7° Tous les ouvriers de la maison Rousé et Demerre s'engagent à reprendre le travail demain matin.

Le travail a été repris à ces conditions le 12 juillet.

2° Dans une **grève de mouleurs à Stenay (Meuse)**, le juge de paix est intervenu d'office mais la Société et les ouvriers ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET DE CRÉDIT EN FRANCE

AU 1^{er} JANVIER 1909 ⁽¹⁾ (Suite).

II. — SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION.

La statistique des sociétés coopératives de consommation a été établie à l'aide des états annuels des préfets. Ainsi qu'on l'a déjà signalé pour les associations ouvrières de production, ces états ont été dressés, pour la troisième fois cette année, conformément aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 29 décembre 1906 sur la statistique des sociétés coopératives.

Ont été écartés de cette statistique, quand les renseignements ont permis de les reconnaître : 1° les coopératives militaires; 2° les sociétés pour l'achat ou la fabrication en commun de matières premières ⁽²⁾; 3° les syndicats agricoles ou autres qui n'ont pas constitué de sociétés coopératives de consommation distinctes; 4° les pharmacies mutualistes; 5° les économats et autres magasins de vente fondés par des employeurs à l'usage de leur personnel; 6° les sociétés commerciales qui accordent des remises aux acheteurs.

Le nombre total des sociétés coopératives de consommation signalées comme existantes au 1^{er} janvier 1909 s'élève à 2,491. Le nombre de ces mêmes sociétés signalées comme existantes au 1^{er} janvier 1908 était seulement de 2,301.

L'augmentation constatée résulte, pour partie, de ce que les enquêtes effectuées ont révélé l'existence d'un certain nombre de sociétés qui n'avaient jamais été signalées jusqu'à présent.

D'autre part, un certain nombre de sociétés signalées les années précédentes comme existantes avaient en réalité disparu, sans que leur dissolution ait été portée à la connaissance des préfets.

Il résulte de ces observations que la comparaison entre les totaux fournis par la statistique pour deux années consécutives ne saurait donner d'indication précise sur le mouvement des sociétés coopératives. Seuls les chiffres suivants peuvent donner des renseignements à ce sujet : D'après les préfets 174 sociétés coopératives de consommation ont été fondées au cours de l'année 1908 (contre 163 en 1907) et 63 sociétés ont été dissoutes au cours de la même année (contre 62 en 1907).

Le tableau suivant indique, par département, la répartition des sociétés coopératives. Il fournit : 1° le nombre de sociétés coopératives signalées; 2° le nombre de sociétés qui, parmi celles-ci, ont fait connaître à la fois le nombre de leurs

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* juillet 1909, p. 759.

⁽²⁾ Un certain nombre de sociétés coopératives ont été, en effet, signalées comme ayant pour objet de procurer à des artisans, à de petits industriels ou petits commerçants les matières premières dont ils ont besoin pour l'exercice de leur profession ou de leur entreprise. C'est ainsi qu'on a relevé : 3 sociétés pour l'achat, l'entretien et la réparation d'engins de pêche (Finistère, 1; Gironde, 1; Pyrénées-Orientales, 1); 8 sociétés pour l'achat en commun de denrées par des épiciers; 4 sociétés de limonadiers pour la fabrication de boissons et eaux gazeuses; 1 société de débitants pour la fabrication de la bière; 1 fonderie de graisses appartenant à une société de bouchers; 3 sociétés pour l'achat de fournitures pour la rubanerie (Haute-Loire); 1 société pour l'achat d'outils et fournitures pour émouleurs en coutellerie (Puy-de-Dôme); 3 sociétés de coiffeurs pour l'achat de matières premières de parfumerie; 1 société d'artistes lyriques pour l'achat d'objets nécessaires à leur profession.

Répartition, par département, des sociétés coopératives de consommation.

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS.	TOTAL des SOCIÉ- TÉS au 1 ^{er} jan- vier 1909.	SOCIÉTÉS AYANT FAIT CONNAÎTRE à la fois le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires.			SOCIÉTÉS AYANT fait connaître seulement le nombre de leurs membres.		SOCIÉTÉS FONDÉES DIS- SOUTES en 1908. 1908.	
			Nombre de sociétés.	Nombre de membres.	Chiffre d'affaires.	Nombre de sociétés.	Nombre de mem- bres.	1908.	1908.
					francs.				
1	Ain.	20	20	5,322	2,498,700	"	"	3	"
2	Aisne.	54	50	12,375	4,945,400	3	386	5	3
3	Allier.	12	12	5,381	1,872,400	"	"	"	"
4	Alpes (Basses-).	1	1	409	70,200	"	"	"	"
5	Alpes (Hautes-).	7	6	895	150,800	1	16	2	"
6	Alpes-Maritimes.	4	4	275	12,100	"	"	"	"
7	Ardèche.	12	11	2,931	690,200	1	23	1	"
8	Ardennes.	82	82	13,294	5,766,300	"	"	4	2
9	Ariège.	1	1	66	6,000	"	"	"	"
10	Aube.	21	21	8,429	5,718,000	"	"	"	"
11	Aude.	13	9	1,056	154,200	2	91	5	"
12	Aveyron.	12	10	3,181	442,500	1	320	1	"
13	Bouches-du-Rhône.	27	24	5,085	1,263,000	2	267	2	1
14	Calvados.	7	6	2,043	330,000	1	122	2	"
15	Cantal.	2	2	857	51,600	"	"	"	"
16	Charente.	37	29	7,535	2,052,000	6	517	4	2
17	Charente-Inférieure.	181	138	22,150	4,354,000	29	4,131	1	"
18	Cher.	27	26	6,702	1,728,100	1	25	1	"
19	Corrèze.	4	3	898	151,900	1	130	1	"
20	Corse.	"	"	"	"	"	"	"	"
21	Côte-d'Or.	22	21	4,339	1,694,900	1	55	1	"
22	Côtes-du-Nord.	4	2	350	181,200	1	69	"	"
23	Creuse.	3	3	539	290,000	"	"	"	"
24	Dordogne.	8	7	3,864	515,600	"	"	"	"
25	Doubs.	39	39	11,677	7,430,200	"	"	1	1
26	Drôme.	13	13	2,034	525,100	"	"	"	1
27	Eure.	7	7	1,455	394,200	"	"	"	1
28	Eure-et-Loir.	7	7	5,147	1,672,700	"	"	1	"
29	Finistère.	13	13	3,461	957,800	"	"	"	1
30	Gard.	41	39	6,352	1,286,100	2	230	3	"
31	Garonne (Haute-).	6	6	453	242,500	"	"	1	"
32	Gers.	13	10	1,730	135,100	3	308	2	"
33	Gironde.	85	76	13,325	2,932,600	8	690	6	4
34	Hérault.	21	19	2,335	509,100	1	150	2	"
35	Ille-et-Vilaine.	5	5	1,020	130,200	"	"	1	"
36	Indre.	6	6	1,260	279,400	"	"	"	"
37	Indre-et-Loire.	36	30	9,375	2,065,700	5	513	4	"
38	Isère.	66	66	13,128	3,652,200	"	"	2	1
39	Jura.	28	28	3,859	1,572,000	"	"	2	2
40	Landes.	5	5	689	130,700	"	"	"	"
41	Loir-et-Cher.	13	11	2,865	468,700	2	68	2	"
42	Loire.	53	53	19,213	6,368,000	"	"	3	2
43	Loire (Haute-).	6	6	921	259,800	"	"	"	"
44	Loire-Inférieure.	25	25	10,169	3,909,400	"	"	2	1
45	Loiret.	8	8	2,482	465,600	"	"	1	"
46	Lot.	1	1	229	30,000	"	"	"	"
47	Lot-et-Garonne.	6	5	814	99,000	1	61	1	1
48	Lozère.	1	1	108	15,000	"	"	"	1

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS.	TOTAL	SOCIÉTÉS			SOCIÉTÉS		SOCIÉTÉS	
		des	AYANT FAIT CONNAÎTRE			AYANT		FONDÉES	
		SOCIÉ-	à la fois			fait connaître		DIS-	
		TES	le nombre de leurs membres			seulement		SOUTES	
		au	et			le nombre		en	
		1 ^{er} jan-	leur chiffre d'affaires.			de		en	
vier	1909.	Nombre de sociétés.	Nombre de membres.	Chiffres d'affaires. francs.	Nombre de sociétés.	Nombre de mem- bres.	1908.	1908.	
49	MAINE-ET-LOIRE.....	19	18	4,324	1,161,700	1	100	"	1
50	MANCHE.....	12	12	8,371	3,538,500	"	"	2	"
51	MARNE.....	13	12	2,678	1,274,800	1	157	3	"
52	MARNE (HAUTE-)...	20	17	3,232	1,900,200	2	211	1	"
53	MAYENNE.....	6	6	1,235	291,800	"	"	1	"
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	29	28	11,497	8,030,700	"	"	"	1
5 5	MEUSE.....	7	6	1,496	353,300	1	30	3	1
5 6	MORBIHAN.....	28	27	7,419	1,423,800	"	"	1	"
5 7	NIEVRE.....	17	15	5,094	1,637,900	1	69	1	2
58	NORD.....	258	220	118,954	41,525,500	22	5,334	25	8
59	OISE.....	26	24	4,825	1,631,600	2	475	2	1
60	ORNE.....	2	2	197	29,300	"	"	"	"
61	PAS-DE-CALAIS.....	98	85	19,776	9,246,100	1	200	7	3
62	PUY-DE-DÔME.....	12	12	1,970	390,400	"	"	3	"
63	PYRÉNÉES (BASSES-)..	8	6	1,827	380,300	2	1,134	1	"
64	PYRÉNÉES (HAUTES-)..	3	3	295	24,800	"	"	1	1
65	PYRÉNÉES-ORIENTALES	2	2	89	4,900	"	"	2	"
66	RHIN (H ¹ -) [BELFORT].	16	16	4,374	2,237,300	"	"	"	"
67	RHÔNE.....	78	76	21,022	5,781,400	1	52	"	2
68	SAÔNE (HAUTE-).....	13	9	1,997	1,199,600	"	"	"	1
69	SAÔNE-ET-LOIRE.....	96	94	12,260	5,734,300	"	"	"	2
70	SARTHE.....	9	9	2,840	772,000	"	"	"	1
71	SAVOIE.....	6	6	1,200	447,700	"	"	"	"
72	SAVOIE (HAUTE-)....	40	30	2,969	702,900	2	186	4	"
73	SEINE.....	104	104	121,526	35,603,200	"	"	2	8
74	SEINE-INFÉRIEURE.....	36	35	13,288	3,685,600	1	15	2	1
75	SEINE-ET-MARNE.....	25	24	4,760	1,782,000	1	45	1	"
76	SEINE-ET-OISE.....	48	40	10,035	2,055,300	8	928	4	"
77	SÈVRES (DEUX-).....	93	82	18,156	3,246,800	5	1,574	6	"
78	SOMME.....	33	28	10,028	3,773,400	5	730	1	"
79	TARN.....	10	8	1,414	331,700	2	2,118	2	"
80	TARN-ET-GARONNE....	3	3	496	56,200	"	"	1	"
81	VAR.....	24	21	2,133	395,500	3	261	2	3
82	VAUCLUSE.....	26	19	2,057	384,400	7	429	6	1
83	VENDÉE.....	41	40	8,918	1,579,600	1	165	"	1
84	VIENNE.....	13	11	3,655	1,074,700	2	180	4	1
85	VIENNE (HAUTE-)....	14	13	11,966	4,826,300	1	12	2	"
86	VOSGES.....	91	86	14,261	7,012,900	2	256	12	"
87	YONNE.....	38	35	5,434	1,291,700	3	1,209	4	"
	ALGER.....	3	3	669	132,700	"	"	"	"
	CONSTANTINE.....	1	1	592	300,000	"	"	"	"
	ORAN.....	5	5	1,059	352,100	"	"	1	"
TOTAUX.....		2,491	2,260	725,765	227,645,100	152	24,045	174	63

membres et leur chiffre d'affaires; 3° le nombre total de leurs membres; 4° le total de leurs chiffres d'affaires; 5° le nombre de sociétés qui ont seulement indiqué le nombre de leurs membres; 6° le nombre de leurs membres. Les deux dernières colonnes font connaître le nombre de sociétés signalées comme créées ou dissoutes en 1908.

Objet des sociétés. — I. — *Sociétés coopératives de consommation s'occupant également de production.* — Un certain nombre de sociétés coopératives de consommation ne se bornent pas à acheter en gros des denrées et marchandises pour les revendre au détail soit aux membres et adhérents, soit même au public; elles s'occupent également de fabrication et font subir aux marchandises, avant de les livrer à la consommation, une transformation industrielle : ces sociétés font donc œuvre de production dans l'intérêt du consommateur. Les plus nombreuses de ces sociétés sont les boulangeries et les brasseries coopératives.

Boulangeries. — Sur les 2,491 sociétés coopératives de consommation dont l'existence était connue au 1^{er} janvier 1909, 927 ont été signalées comme s'occupant exclusivement de boulangerie. 822 de ces sociétés ont fait connaître à la fois le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires; le nombre total de leurs

DÉPARTEMENTS.	TOTAL des BOULAN- GERIES.	BOULANGERIES AYANT FAIT CONNAÎTRE À LA FOIS le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires.			BOULANGERIES AYANT FAIT CONNAÎTRE seulement le nombre de membres.	
		Boulan- geries.	Membres.	Chiffres d'affaires.	Boulan- geries.	Membres.
				francs.		
AIN.....	4	4	589	90,900	"	"
AISNE.....	25	24	3,922	899,100	1	125
ALLIER.....	3	3	563	76,100	"	"
ALPES (HAUTES-).....	1	1	218	36,000	"	"
ARDÈCHE.....	4	4	517	82,100	"	"
ARDENNES.....	16	16	3,021	813,600	"	"
ARIÈGE.....	1	1	66	6,000	"	"
AUBE.....	8	8	1,172	247,100	"	"
AUDE.....	3	2	629	54,700	"	"
AVEYRON.....	10	9	2,381	347,500	1	320
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	12	10	1,483	274,200	2	267
CALVADOS.....	2	2	529	42,000	"	"
CANTAL.....	2	2	857	51,600	"	"
CHARENTE.....	30	23	4,622	1,189,000	5	495
CHARENTE-INFERIEURE.....	175	133	21,594	4,086,000	28	4,401
CHER.....	5	5	1,056	244,500	"	"
CORRÈZE.....	3	3	898	151,900	"	"
CÔTE-D'OR.....	5	5	639	142,600	"	"
CREUSE.....	1	1	175	45,000	"	"
DORDOGNE.....	8	7	3,864	515,600	"	"
DOUBS.....	3	3	719	176,200	"	"
DRÔME.....	1	1	363	47,000	"	"
FINISTÈRE.....	2	2	340	70,000	"	"
GARD.....	21	23	2,672	600,300	1	180
GERS.....	1	"	"	"	1	52
GERONDE.....	71	63	9,353	1,962,100	8	690
HÉRAULT.....	10	9	1,146	217,100	1	150
INDRE.....	2	2	176	53,500	"	"
INDRE-ET-LOIRE.....	27	22	5,734	1,120,000	4	415
JURA.....	2	2	169	33,200	"	"
LANDES.....	3	3	489	111,800	"	"
LOIR-ET-CHER.....	5	5	1,283	191,000	"	"

DÉPARTEMENTS.	TOTAL des	BOULANGERIES AYANT FAIT CONNAÎTRE À LA FOIS le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires.			BOULANGERIES AYANT FAIT CONNAÎTRE seulement le nombre de membres.	
		Boulan- geries.	Membres.	Chiffres d'affaires.	Boulan- geries.	Membres.
				francs.		
LOIRE	13	13	3,241	550,000	"	"
LOIRE (HAUTE-)	1	1	200	24,000	"	"
LOIRE-INFÉRIEURE	4	4	2,464	143,200	"	"
LOIRET	3	3	1,465	251,000	"	"
LOT	1	1	229	30,000	"	"
LOT-ET-GARONNE	3	3	504	49,000	"	"
LOZÈRE	1	1	108	15,000	"	"
MAINE-ET-LOIRE	7	6	1,069	214,500	1	100
MARNE	3	2	492	50,800	1	157
MARNE (HAUTE-)	1	1	156	28,400	"	"
MAYENNE	1	1	500	8,500	"	"
MEURTHE-ET-MOSELLE	1	1	76	21,000	"	"
MEUSE	1	1	56	7,000	"	"
MORBIHAN	19	19	5,455	901,000	"	"
NIEVRE	7	6	881	201,000	"	"
NORD	49	49	43,595	8,137,600	"	"
OISE	8	7	1,725	326,300	1	275
PAS-DE-CALAIS	4	3	965	180,100	"	"
PUT-DE-DÔME	8	8	1,017	170,400	"	"
PYRÉNÉES (BASSES-)	5	4	1,315	190,000	1	1,100
PYRÉNÉES (HAUTES-)	1	1	150	8,300	"	"
RHIN (HAUT-) [BELFORT]	2	2	880	145,300	"	"
RHÔNE	26	26	7,288	1,170,300	"	"
SAÔNE-ET-LOIRE	59	57	7,075	5,538,100	"	"
SARTHE	6	6	1,337	177,600	"	"
SAVOIE (HAUTE-)	3	3	309	51,600	"	"
SEINE	1	1	1,100	250,000	"	"
SEINE-INFÉRIEURE	2	2	799	157,900	"	"
SEINE-ET-MARNE	12	12	1,975	570,100	"	"
SEINE-ET-OISE	8	8	2,590	534,800	"	"
SÈVRES (DEUX-)	78	69	15,850	2,899,300	6	1,260
SOMME	8	5	958	276,500	3	428
TARN	3	2	262	58,500	1	1,868
TARN-ET-GARONNE	1	1	141	22,700	"	"
VAR	14	12	1,171	235,200	2	201
VAUCLUSE	17	11	1,046	101,200	6	403
VENDÉE	32	31	6,084	1,145,300	1	165
VIENNE	12	10	2,580	444,700	2	180
VIENNE (HAUTE-)	5	5	1,006	129,600	"	"
VOSGES	1	1	244	23,700	"	"
YONNE	27	25	3,982	830,900	2	209
TOTAUX	927	822	103,519	38,668,400	79	13,081

membres est de 193,519 et leur chiffre d'affaires total s'élève à 38,668,400 francs. En outre, 79 boulangeries ont fait connaître seulement le nombre de leurs membres qui s'élève à 13,081.

Le tableau ci-dessus donne la répartition de ces boulangeries coopératives par département. Aucune boulangerie coopérative n'a été signalée comme existante dans les départements qui ne figurent pas sur ce tableau.

A côté des boulangeries proprement dites, 576 sociétés coopératives ont été signalées comme *vendant à la fois du pain et d'autres denrées*. Sur ces 576 sociétés, 547 ont fait connaître à la fois le nombre de leurs membres qui s'élève à 252,802,

et leur chiffre d'affaires qui représente un total global, pour le pain et les marchandises diverses, de 105,598,400 francs.

Le préfet des Ardennes a pu obtenir, à ce sujet, un renseignement des plus intéressants, en donnant pour un certain nombre de sociétés de son département vendant à la fois du pain et d'autres marchandises, le chiffre d'affaires revenant exclusivement à la vente du pain. Pour 27 sociétés ainsi signalées, le chiffre d'affaires total est de 3,037,400 francs et le chiffre d'affaires dû à la vente du pain seul est de 825,450 francs. Ce renseignement n'a pas été fourni par l'enquête pour les autres départements.

On observera toutefois que les renseignements fournis n'ont pas toujours permis de distinguer, parmi toutes ces sociétés, tant boulangeries coopératives que sociétés vendant à la fois du pain et d'autres denrées, celles qui fabriquent leur pain elles-mêmes. Il est à présumer que beaucoup de sociétés sont dans ce cas; mais il s'en trouve néanmoins qui se bornent à revendre du pain fabriqué par un boulanger. Ces dernières sociétés ne rentrent pas dans la catégorie de celles qui font œuvre de production.

On signalera enfin que, pour certaines boulangeries de communes rurales, le chiffre d'affaires ne saurait être aisément calculé, ces sociétés fournissant aux sociétaires du pain en échange de blé. Les préfets ont signalé 17 sociétés de boulangerie de cette nature. (Bouches-du-Rhône, 4; Charente, 3; Charente-Inférieure, 2; Haute-Garonne, 1; Gironde, 1; Meuse, 1; Oise, 2; Basses-Pyrénées, 1; Var, 1; Yonne, 1.)

Brasseries. — 103 brasseries coopératives ont été signalées comme existantes au 1^{er} janvier 1909; 78 de ces sociétés, groupant 38,303 sociétaires, font ensemble un chiffre d'affaires de 14,052,000 fr. Ces brasseries coopératives sont ainsi réparties : 5 dans l'Aisne, comptant 1,303 membres et faisant un chiffre d'affaires de 1,016,000 francs; 1 dans les Ardennes, comptant 201 sociétaires et effectuant 89,300 francs d'affaires; 92 dans le Nord, dont 68 groupant 35,973 membres font 12,393,800 francs d'affaires; 5 dans le Pas-de-Calais comptant 826 membres et faisant 552,900 francs d'affaires.

II. — *Sociétés coopératives de consommation ne s'occupant pas de production.* — Les autres sociétés vendent, pour la plupart, des marchandises diverses : denrées alimentaires, épicerie, vin, mercerie, vêtements, chaussures, quincaillerie, etc.

Un certain nombre de sociétés, cependant, ont un objet nettement spécifié.

37 sociétés s'occupent exclusivement de *boucherie*. Elles se répartissent ainsi par département : Une dans chacun des départements suivants : Ain, Aisne, Ardennes, Charente-Inférieure, Doubs, Gard, Loire, Manche, Haute-Marne, Nièvre, Puy-de-Dôme, Rhône, Vendée; 2 dans les Vosges, 3 dans le Pas-de-Calais et 19 dans le Nord. 32 de ces sociétés, comptant 9,666 membres font ensemble un chiffre d'affaires de 2,164,700 francs.

44 sociétés se livrent exclusivement à la *vente du vin* et se répartissent ainsi. Une dans chacun des départements suivants : Charente, Haute-Loire, Haute-Marne, Nièvre, Deux-Sèvres, Vendée, Haute-Vienne; 2 dans les Ardennes; 5 dans le Gard, la Loire et le Rhône; 9 dans le Nord et enfin 11 dans le Cher; ces dernières sont des *sociétés de tempérance*. 33 de ces sociétés groupant 7,751 sociétaires font ensemble 1,832,300 francs d'affaires. Dans l'Ille-et-Vilaine une société s'occupe exclusivement de la vente du cidre.

15 *restaurants coopératifs* ont été signalés comme existants. 1 dans chacun des départements du Cher et des Vosges; 2 dans la Haute-Vienne et 11 dans le départ-

tement de la Seine (groupant 4,999 membres et faisant un chiffre d'affaires de 649,300 francs). 14 de ces restaurants coopératifs groupent 6,221 sociétaires et font ensemble 790,500 francs d'affaires.

31 sociétés ont pour objet exclusif la *vente du charbon*. Elles se répartissent ainsi : Une dans chacun des départements suivants : Drôme, Loiret, Saône-et-Loire, Seine-et-Marne, Vaucluse; 6 dans les Ardennes; 2 dans les Bouches-du-Rhône; 12 dans le Nord (dont 8 groupant 5,416 sociétaires font ensemble 4,807,000 francs d'affaires); 5 dans le département du Rhône. 25 de ces sociétés, groupant 11,477 membres, font 1,387,800 francs d'affaires.

Nombre de membres des sociétés. — Les états fournis par les préfets ont indiqué le nombre de membres pour la plus grande partie des sociétés. Il est bon, toutefois, de remarquer à ce sujet que le nombre de membres indiqué pour quelques coopératives de grandes villes comprend non seulement le nombre des sociétaires proprement dits, mais également le nombre des *adhérents* qui peuvent se fournir à la société coopérative en payant une cotisation⁽¹⁾. Le nombre indiqué par la statistique ne saurait donc être considéré comme représentant exactement le nombre des *actionnaires* des sociétés coopératives.

Si l'on voulait calculer, non plus le nombre des sociétaires et des adhérents, mais le nombre des personnes alimentées par les coopératives, il faudrait tenir compte en premier lieu du fait que chaque sociétaire ou adhérent représente en réalité, dans la très grande majorité des cas, une famille entière. En effet, le chef de famille seul est habituellement sociétaire ou adhérent de la société, mais les achats qu'il y fait sont destinés à toute sa famille. D'autre part, depuis la loi de finances du 19 avril 1905, qui, par son article 9, a soumis à peu près toutes les sociétés coopératives de consommation à la patente, beaucoup de sociétés, qui s'abstenaient auparavant de vendre à d'autres personnes qu'à leurs sociétaires ou adhérents, ouvrent maintenant leurs magasins de vente au public.

Sous ces réserves, l'enquête fournit les renseignements suivants au sujet du nombre de membres des sociétés coopératives de consommation.

2,412 sociétés sur 2,491, soit 96.82 p. 100 des sociétés signalées, ont fait connaître leur nombre de membres qui s'élève au total à 749,810.

57	de ces sociétés	soit	2.36	p. 100	ont moins de 25 membres.
158	—	6.55	—	ont de	26 à 50 membres.
554	—	22.97	—	—	51 à 100 —
1,003	—	41.58	—	—	101 à 250 —
374	—	15.51	—	—	251 à 500 —
173	—	7.17	—	—	501 à 1,000 —
93	—	3.86	—	ont plus de	1,000 membres.

Parmi ces 93 dernières sociétés, 9 comptent plus de 5,000 membres (4 dans le Nord, 4 dans la Seine et 1 dans la Haute-Vienne.)

(A suivre).

⁽¹⁾ C'est ainsi, par exemple, que l'Association amicale des officiers des armées de terre et de mer a été signalée comme comprenant 2,200 actionnaires et 20,000 adhérents.

LE CHÔMAGE CHEZ LES OUVRIERS BRODEURS.

A la suite de diverses communications signalant un chômage intense parmi les ouvriers brodeurs à la mécanique, M. le Ministre du Travail a décidé d'ouvrir une enquête pour établir l'étendue de ce chômage, en rechercher les causes et étudier les remèdes proposés. Voici les résultats de cette enquête qui a été poursuivie par l'Office du Travail en juin et juillet 1909.

L'enquête a confirmé l'existence d'un chômage particulièrement intense parmi ces ouvriers depuis deux ans; la reprise qui suit d'ordinaire la morte-saison a été, ces deux dernières années, à peine sensible dans la plupart des centres où la moitié des ouvriers se sont trouvés sans travail une grande partie de l'année. Toutefois, le chômage ayant été très variable suivant les centres considérés, les genres fabriqués et les modes de fabrication, on a trouvé intérêt à étudier à part les différents centres de broderie.

L'enquête a été préparée par l'envoi de questionnaires détaillés adressés aux chambres syndicales patronales et ouvrières et à quelques personnes particulièrement qualifiées par leurs fonctions. Un enquêteur de l'Office du travail s'est ensuite rendu dans les différents centres pour recevoir les réponses aux questionnaires et recueillir sur place les renseignements complémentaires.

Technologie.

Les ouvriers qui font l'objet de cette enquête sont les ouvriers fabriquant la *broderie mécanique*⁽¹⁾, c'est-à-dire les *ornements brodés sur tissu fabriqué antérieurement*, ce qui les distingue des ouvriers fabriquant les tissus façonnés et brodés sur métiers Jacquard au cours même du tissage, ainsi que des ouvriers fabriquant les tulles et les guipures dont les dessins et ornements sont aussi exécutés en même temps que le fonds.

Plusieurs sortes de métiers sont utilisés par les ouvriers brodeurs; pour ne citer que les deux plus usités, ce sont les métiers pantographes à aiguilles dits *métiers suisses*, métiers actionnés à bras, de largeur très variable, depuis 4 m. 20 jusqu'à 6 mètres, simples ou à double étage, et les métiers pantographes à aiguilles et *navettes*, métiers Schifflî, à fil continu; ceux-ci sont actionnés mécaniquement par la vapeur, l'électricité, des moteurs à gaz, etc.

Dans le métier suisse, le point est passé, comme il se fait dans le travail à la main par l'ouvrière; deux à trois cents aiguilles, préalablement enfilées par le milieu, soit à la main, soit à la machine, par une ouvrière spéciale, passent et repassent à travers l'étoffe tendue verticalement dans un cadre. De chaque côté de l'étoffe est un chariot mobile sur des rails horizontaux et portant, en rangées horizontales, autant de pinces qu'il y a d'aiguilles; ces pinces font l'office des mains de la brodeuse; le premier chariot, actionné à la main par un tour de manivelle donné par l'ouvrier, s'approche et pique simultanément toutes ses aiguilles dans le tissu; celles-ci sont saisies de l'autre côté par les pinces du second chariot qui se ferment, tandis que les pièces du premier chariot s'ouvrent; le second chariot, s'éloignant, tire les aiguilles de fil à travers le tissu, puis revient piquer ses aiguilles et les

⁽¹⁾ On donne le nom de broderie mécanique à la broderie fabriquée au métier, même si le métier est à bras.

passer aux pièces du premier chariot et ainsi de suite. Le cadre portant le tissu est suspendu au petit bras d'un pantographe articulé dont la pointe directrice est déplacée par l'ouvrier devant le calque agrandi au sixième du motif à broder. La manivelle est actionnée par le bras droit de l'ouvrier, le pantographe par le bras gauche, l'ouverture et la fermeture des pinces par les pieds de l'ouvrier qui conduit le métier. Étant donnés les efforts à exercer qui s'accroissent avec la largeur des métiers, cet ouvrier doit, par suite, en dehors de l'aptitude technique qui s'acquiert par l'apprentissage, posséder une certaine aptitude physique. Avec ce genre de métier, on peut faire environ 2,000 points ou passées d'aiguilles par jour.

Dans le métier à fil continu, la disposition générale est la même que dans le métier suisse déjà décrit, mais l'aiguille à deux pointes est remplacée par une aiguille de machine à coudre recevant, dans un œil percé près de la pointe, le fil contenu dans une bobine et qui se dévide d'une manière continue, d'où le nom de *métier à fil continu* qui lui est donné⁽¹⁾. Ces aiguilles sont portées par un seul chariot; elles piquent le tissu, mais ne le traversent pas entièrement; de l'autre côté, le fil de l'aiguille fait une boucle au travers de laquelle passe la navette portant aussi un fil qui se croise avec celui de l'aiguille. La machine n'exécute pas un point passé, comme celui du métier suisse, mais un point de navette à deux fils (d'où le nom de métier à navette donné aussi à ce métier); il fonctionne comme une machine à coudre à deux cents ou trois cents aiguilles. Tous les organes de ce métier marchent mécaniquement, seul le pantographe est conduit à la main par l'ouvrier brodeur. Avec le système à fil continu, on peut faire 25,000 points par jour.

Entre ces deux systèmes de métiers, s'en placent d'autres qui ont remplacé une partie de l'action des mains ou des pieds du métier suisse type par des systèmes automatiques, évitant ainsi certaines des manœuvres de l'ouvrier conducteur.

Le travail de l'enfilage des aiguilles du métier suisse, travail long confié à des ouvrières spéciales, est maintenant, de plus en plus, remplacé par un travail à la machine à enfiler qui fournit rapidement les rangées d'aiguilles enfilées du fil de largeur égale (un mètre environ) et régulièrement disposées.

D'autre part, les métiers sont complétés par des appareils à percer les jours des broderies et des appareils à festonner, à crochet brodeur, pour faire le feston qui borde le bas de certaines broderies.

Renseignements généraux.

Dans les vingt dernières années, le travail de la broderie a pris en France un développement remarquable; ce rapide accroissement est une des causes de la crise actuelle. On peut trouver une indication sur ce développement dans les « Résultats statistiques » du recensement général de la population en France à diverses époques : 29 mars 1896 et 24 mars 1901.

La population active, patrons et ouvriers, qui était de près de 6,900 personnes (près de 500 patrons et de 5,250 ouvriers) en 1896, est montée à près de 7,900 (près de 1,500 patrons et 8,200 ouvriers) en 1901⁽²⁾.

Le personnel est groupé en petits ateliers de quelques personnes, très souvent en ateliers de famille; on a compté, en 1896, sur un ensemble de 450 établisse-

⁽¹⁾ La perte de fil et de temps nécessitée dans le travail au métier suisse se trouve ainsi de beaucoup diminuée.

⁽²⁾ Il n'y a pas eu, comme on pourrait le supposer, déclassement des travailleurs du travail à la main vers le travail mécanique; la broderie à la main a, elle aussi, bénéficié d'une augmentation de personnel : 31,800 personnes en 1896, 48,900 en 1901.

ments de plus d'une personne, 370 établissements, ou 80 p. 100 de moins de 10 ouvriers, en 1901, sur 750 établissements, 659, soit 87 p. 100.

On distingue les broderies suivant la nature et la couleur des fils employés; exemple : broderie blanche, de couleur, broderie de coton, de soie, de laine, broderie métallique, etc.; ou suivant le tissu sur lequel la broderie est appliquée; exemple : broderie chimique, lorsque le tissu de fonds a été enlevé par un procédé chimique, de façon à ne laisser subsister que la broderie.

La fabrication de la broderie est inégalement répartie en France; la région de l'Aisne (Saint-Quentin et les environs) est la plus importante au point de vue du nombre des métiers suisses, plus de 2,000 métiers dont près des trois quarts placés dans de petits ateliers à la campagne. Les métiers à fil continu, bien que très nombreux dans le département de l'Aisne (environ 350), ont pris surtout une grande extension dans le département du Nord (environ 500 métiers suisses et 400 métiers à fil continu) et dans celui du Pas-de-Calais; le Rhône est un centre beaucoup moins important, environ 150 métiers dont un tiers à fil continu; viennent ensuite le Maine-et-Loire et le Loiret et la région parisienne.

Région parisienne.

Cette région, qui comprend Paris, Argenteuil et les environs, avec environ 130 à 150 métiers presque uniquement suisses, est un centre de petits ateliers; les ateliers les plus importants possèdent 4 à 5 métiers; la plupart des patrons sont plutôt des entrepreneurs faconniers que des fabricants; ils reçoivent le dessin et le tissu en même temps que leurs commandes, mais rarement le fil nécessaire à la broderie. Ils exécutent couramment tous les genres de broderie et de galons brodés pour le costume de dame et un peu pour l'ameublement; broderie couleur sur tissu, laine, soie, broderies métalliques, etc. C'est le genre broderie nouveauté « luxe ». En morte-saison — et maintenant, en tout temps, par suite de la rareté des commandes même en pleine saison — pour alimenter les métiers, ils font des broderies pour lingerie, spécialité de Saint-Quentin, bien que les prix de façon payés aux ouvriers soient, à Argenteuil, estimés de 25 p. 0/0 supérieurs à ceux de Saint-Quentin.

D'après l'avis des patrons et des ouvriers, les commandes d'articles de choix, galons et broderies pour costumes de dames ou échantillons pour les maisons de commission de Paris, qui faisaient la prospérité de ce centre par suite du grand nombre de commandes, petites, mais répétées, ont cessé depuis un peu plus de deux ans. Trois quarts des métiers sont restés inoccupés l'année dernière; la reprise du travail habituelle de fin février a été à peine sensible. Tous les ouvriers, quelle que soit leur spécialité, ont été également atteints par le chômage; cependant les ouvriers connaissant tous les genres ont été conservés de préférence, et avec eux leurs aides habituels, l'enfileuse, une par métier, payée par l'ouvrier brodeur, la manutentionnaire, celle-ci, une maintenant par atelier, chargée de raccorder les tissus et broderies, de déchiqueter les tissus, de les gommer. Cette ouvrière est payée par le patron chef d'atelier.

Les ouvriers brodeurs étant payés aux 100 points, leur gain s'est trouvé réduit dans la proportion dans laquelle les commandes remises à leur atelier ont été diminuées; le peu d'importance et l'irrégularité de ces dernières ont été particulièrement gênantes; dans les ateliers qui en recevaient, elles empêchaient les ouvriers de se livrer à d'autres travaux et d'augmenter ainsi leur salaire.

On estime qu'en général la durée du travail s'est trouvée réduite de moitié au moins, soit de 25 à 30 heures par semaine; ce qui, pour les enfileuses, payé de

0 fr. 20 à 0 fr. 30 l'heure, a réduit le salaire d'autant; le petit apprenti, payées 1 franc par jour par l'ouvrier, a été généralement supprimé, le ralentissement des commandes permettant une production moins rapide. Mais pour l'ouvrier brodeur, payé aux 100 points à un taux variable suivant le genre du tissu de la broderie et la difficulté du dessin, le taux n'a pas été en proportion de la difficulté des nouveaux modèles, quand il n'y a pas eu dépréciation sur les modèles courants.

L'ouvrier brodeur, qui gagnait 10 francs par journée de dix heures, soit environ 7 francs après déduction faite du salaire de l'enfileuse, a vu son salaire réduit à 3 francs; tel ouvrier a gagné 16 francs dans sa quinzaine en fin mai.

Le chômage a été exceptionnel en 1909, parce que les commandes pour répéter les échantillons d'articles courants déjà fournis aux commissionnaires ont manqué et que la mode a délaissé la broderie pour la dentelle, et surtout pour l'article main; les ordres des couturiers parisiens, particulièrement avantageux, ont fait défaut. Le travail dans la broderie dépendant des caprices de la mode, il s'était produit précédemment, à des intervalles de 4 à 5 ans, des ralentissements de commandes dus à des modifications de la mode. Après l'activité du travail dans la broderie, activité maintenue jusqu'en 1907, on pouvait s'attendre à un certain chômage, mais pas dans les proportions actuelles, et avec une durée et une intensité que les vieux ouvriers estiment excessives. Autrefois, Argenteuil recevait tout au moins les commandes que leur peu d'importance, le peu de délai laissé pour les livraisons, ne permettaient pas d'adresser aux grands centres de province ou de l'étranger bien outillés: Saint-Quentin, Caudry, etc.; actuellement, ces centres, touchés eux-mêmes par la crise, recherchent même ces petites commandes et se plient aux livraisons urgentes.

Les ouvriers étrangers, bien que favorisés généralement par quelques faconniers ou commissionnaires de leur nationalité, sont en tout petit nombre et leur concurrence ne se fait guère sentir. Toute autre est la concurrence des centres de province et surtout de l'étranger. Patrons et ouvriers se plaignent que les échantillons qu'ils ont eu la peine et le mérite d'établir soient copiés et répétés à l'étranger, principalement en Allemagne et en Suisse. D'autre part, le taux des tarifs douaniers, basé sur le poids des broderies importées, étant à peu près le même pour les articles chers ou bon marché, favoriserait la fabrication de la broderie de prix élevé, celle dont le travail est le plus rémunérateur, délaissant l'article de grand poids et bon marché, à prix peu avantageux. Sur le marché intérieur, la concurrence des broderies fabriquées au métier à fil continu, des broderies en soie artificielle et d'autres produits à bon marché, manquant de solidité soit dans la fabrication, soit dans la matière première mise en œuvre, a amené une dépréciation même des produits de bonne qualité et de prix élevés, la clientèle étant déjà portée à la délaissier par le changement de mode et pouvant difficilement distinguer avant l'usage les broderies de bonne qualité de leurs imitations.

Région de Saint-Quentin.

Il y a lieu de distinguer la fabrication dans la ville et les faubourgs immédiats de Saint-Quentin de la fabrication dans les campagnes entre Saint-Quentin et Caudry, notamment dans les centres d'Estrée (Aisne), Beaurevoir, Villers-Outréaux et environs.

Saint-Quentin. — En ce qui concerne Saint-Quentin, d'après les avis des ouvriers, confirmés par ceux des patrons, le genre courant est la broderie blanche pour lingerie; bandes, entre-deux, laizes, etc., sur tissus de coton (jaconas, nan-souck, mousseline, etc.). On s'est mis aussi, principalement dans ces dernières

années, par suite de la rareté des commandes dans l'article blanc, à entreprendre les articles nouveauté broderies et galons de couleur pour corsages, genre Argenteuil, et les articles broderies dites « broderies chimiques », plus particulières à Caudry.

Le chômage a commencé dans la deuxième moitié de 1907; depuis, il n'y a pas eu de reprise appréciable du travail, les mois habituels de pleine saison du travail n'étant plus marqués par une activité plus grande que ceux de morte-saison. Le chômage a atteint les ouvriers de toutes catégories travaillant dans la broderie, ouvriers façonniers, ouvriers travaillant en usine, ouvriers des métiers suisses, ouvriers des métiers à fil continu et les ouvriers et ouvrières qui servent d'auxiliaires à ces ouvriers dans leur travail, enfileuses, naveteuses, répareuses, pareuses-gommeuses, etc.

Le nombre des ouvriers attachés à cette industrie est fort élevé, si on s'en rapporte à une statistique dressée par le syndicat ouvrier de Saint-Quentin. On a compté en effet 421 métiers suisses de 4 m. 20 de largeur, 14 de 5 mètres, 30 de 6 mètres, 10 métiers doubles de 4 m. 20, 1 métier de 4 mètres à 4 étages, soit 476 métiers; en plus, 227 machines à enfiler les aiguilles. En ce qui concerne les métiers à fil continu, on a compté 39 métiers de 4 mètres, 6 de 5 mètres, 51 de 6 mètres, 26 de 7 mètres, 1 de 8 mètres et 25 de 9 mètres, au total 148 métiers. Si on ajoute les métiers du faubourg de Saint-Quentin, 77 métiers à bras et 80 métiers à fil continu, on obtient un total de 781 métiers occupant chacun 2 ou 3 ouvriers ou ouvrières.

Les métiers à fil continu ont été montés surtout dans les dix dernières années. D'une manière générale, le nombre des métiers a considérablement augmenté dans les cinq à six dernières années, à Saint-Quentin, mais surtout aux environs, en campagne. La grande prospérité de la broderie dans les années antérieures à 1906-1907 avait amené l'école industrielle de Saint-Quentin à créer des cours spéciaux pour former des ouvriers brodeurs, cours pratiques d'une durée de deux mois. Les demandes d'admission ont été tellement nombreuses que l'on a dû limiter l'âge de l'admission de 16 à 35 ans⁽¹⁾: ainsi, en 1905, on a inscrit 171 élèves au cours du jour⁽²⁾ et 52 au cours du soir, ces derniers cours étant des cours complémentaires du travail à l'atelier. En 1907, il y avait encore 157 élèves inscrits au cours du jour et 40 au cours du soir; mais en 1908, il n'y a plus eu que 29 élèves au cours du jour et pas au cours du soir, et en 1909, 34 élèves au cours du jour. L'augmentation du nombre de métiers qui a été la conséquence de l'accroissement du nombre des façonniers aptes à les conduire, a été une des causes de la surproduction et de l'intensité du chômage dans les deux dernières années.

On comprend ainsi que les patrons, aussi bien que les ouvriers, aient accusé un chômage atteignant de 50 à 60 p. 100 des métiers depuis un an et même 80 p. 100, suivant les patrons, dans les deux derniers mois, qui sont d'ailleurs les mois de commencement de la morte-saison d'été.

Tous les ouvriers ont été également atteints par le chômage; le grand nombre de machines à enfiler avait déjà réduit le nombre des ouvrières qui d'habitude, (1 enfileuse par métier) aident l'ouvrier dans son travail; avec la machine à enfiler

⁽¹⁾ Certains, dans leur empressement à exercer leur métier de brodeur, ne restaient qu'un mois en apprentissage à l'école professionnelle, ce qui d'ailleurs a permis de faire passer un plus grand nombre de jeunes gens par l'école professionnelle.

⁽²⁾ Ces cours sont des cours théoriques et pratiques, spécialisés pour les ouvriers soit des métiers suisses, soit des métiers à fil continu. Il existe d'autre part des cours de jour de raccommodage de broderie pour jeunes filles et des cours destinés à des jeunes gens qui veulent devenir contremaîtres ou directeurs et qui, pendant deux ans, suivent des cours de composition, de mise en carte, de dessin, etc.

une enfileuse peut maintenant suffire pour plusieurs métiers, tant pour l'enfilage des aiguilles que pour le rattachage des fils cassés.

On estime que moitié des ouvriers de fabrique ont été mis en chômage complet, les autres ont fait trois à quatre journées par semaine. C'est à peu près la même durée du travail qui a été signalée chez les ouvriers façonniers, c'est-à-dire chez les ouvriers possédant et exploitant directement leur métier chez eux, généralement avec l'aide des membres de leur famille. Les ouvriers les moins habiles des usines ont été les premiers renvoyés, parce que les métiers à fil continu, notamment, ont été alimentés par les commandes d'articles à jours, dentelles de prix, plus rémunérateurs, mais exigeant des ouvriers d'une certaine expérience.

D'autre part, par suite de la crise, il s'est produit une diminution du nombre des façonniers; en particulier de ceux qui avaient acheté des métiers *engagés* par contrat, c'est-à-dire des métiers à crédit, payables partie chaque mois au moyen de retenues prélevées sur leur gain ⁽¹⁾ par le patron entrepreneur qui leur fournit des commandes et pour lequel ils se sont engagés à travailler exclusivement. Ces façonniers (environ 10 p. 100) ne pouvant, d'après leurs engagements, travailler pour un autre patron que celui qui leur avait livré le métier à crédit, ne recevant que des commandes insuffisantes et à des taux peu rémunérateurs, ont dû vendre ou rendre leurs métiers pour vivre. Plusieurs usines de 7 à 8 métiers ont dû fermer aussi, faute de pouvoir effectuer leurs paiements. Dans les établissements importants, généralement pourvus de métiers à fil continu et disposant de ressources suffisantes pour supporter la crise, on a fait tourner un métier sur 5 et on a souvent occupé sur ce métier des ouvriers à tour de rôle.

Le taux des salaires, suivant les avis patronaux, n'a pas été modifié. Suivant les avis des ouvriers, il en a été ainsi généralement pour les ouvriers et ouvrières payées au temps; mais pour les ouvriers brodeurs aux pièces (qui sont la grande majorité), payés soit aux 100 points (ouvriers des métiers suisses), soit aux 1,000 points (ouvriers des métiers à fil continu), il y aurait eu une diminution sur les articles courants habituels; cette diminution a porté particulièrement sur les genres nouveaux que l'on s'est efforcé de trouver pour assurer les commandes. La comparaison du taux des façons est difficile parce que les prix pour une même quantité de points varient suivant les difficultés d'exécution; cependant, dans certains cas, une broderie de fil continu sur métier de 4 m. 50 de largeur, payée 0 fr. 45 les 1,000 points n'a plus été payée que 0 fr. 35, soit une diminution d'un peu plus d'un cinquième. Chez les façonniers, même réduction: ainsi, dans les articles fantaisie qui avaient longtemps mieux résisté, on a payé 0 fr. 30 les 100 points au lieu de 0 fr. 50. L'ouvrière enfileuse, qui est payée par le façonnier, a maintenu le taux de son salaire journalier à 2 fr. 25 et 2 francs par jour, suivant habileté. L'enfileuse travaillant avec l'ouvrier à fil continu et payée par lui, reçoit un salaire basé sur le taux de 2 fr. 25 à 2 fr. 75 et le gamin qui prépare les navettes, le navelier, environ 0 fr. 90 à 1 franc par jour.

A ajouter que les conditions d'exécution ont rendu le travail plus paisible et plus lent.

La situation est particulièrement difficile chez les façonniers qui travaillent sur les « métiers engagés » et qui, par suite, peuvent moins facilement que leurs camarades débattre les conditions de leur travail.

A signaler que les façonniers reprochent à certains fabricants entrepreneurs, toujours les mêmes, d'inscrire sur leurs dessins un nombre de points plus faible que celui qui devrait être réellement compté, diminuant par cet artifice le salaire du

⁽¹⁾ Le métier, pas toujours neuf, est vendu généralement 3,000 francs pour une largeur de 4 m. 20 et payé à raison de 30 francs par mois, plus un intérêt de 4 p. o/o des sommes dues par l'ouvrier façonnier engagé. Ajoutons que le prix des réparations du métier est à la charge de l'ouvrier.

façonner. Des procès ont eu lieu à ce sujet et les ouvriers, pour éviter des contestations et parfois des suspicions à l'égard des patrons pourtant consciencieux, désigneraient qu'une commission mixte fût nommée qui vérifierait, au moins pour une partie des dessins, les plus compliqués, si le nombre marqué sur la carte est exact. Ajoutons que les loyers ont augmenté avec l'activité industrielle : on paye 30 francs par mois un logement dès qu'il est suffisant pour pouvoir contenir un métier à broder.

De l'avis des patrons et des ouvriers, le chômage en juin a été beaucoup plus grand que celui des années antérieures. Sans doute, juin marque le commencement de la morte-saison d'été; tous les quatre ans environ, il se produit une fluctuation de la mode; en outre, à la suite de la vogue de la broderie jusqu'en 1907, on pouvait s'attendre à un ralentissement des commandes; mais jamais le chômage n'avait été si prolongé ni si intense, si bien que la municipalité a dû distribuer des secours de chômage exceptionnel.

On attribue ce chômage d'abord au changement de la mode, mais principalement à la concurrence étrangère. Les fabricants étrangers, bien outillés, qui avaient jusqu'alors dédaigné les articles à bon marché parce qu'ils sont peu rémunérateurs, atteints à leur tour par la crise, notamment sur leur marché d'exportation en Amérique, se sont portés même sur les articles à bon marché qui avaient fait le fonds de notre fabrication; jusqu'alors, ils avaient concurrencé sur notre marché les articles de luxe et de faible poids, parce qu'ils leur laissaient une marge de bénéfice suffisant, les droits de douane ne variant pas suivant le numéro des fils composant les broderies.

A ces causes, il faudrait ajouter le développement exagéré de la production de la broderie dans le centre de Saint-Quentin, développement qui a amené des personnes mal préparées à exercer cette industrie et qui, par suite, en a fait déprécier les produits. On cite des cas nombreux de petits cultivateurs, d'artisans du bâtiment qui, après quelques semaines de cours et d'apprentissage, ont « engagé » des métiers; cet essai a eu pour ces ouvriers naturellement de mauvais résultats, mais il a aussi contribué à déprécier la main-d'œuvre et les produits. La concurrence du métier à fil continu n'a pas été signalée comme particulièrement dangereuse pour les métiers suisses, chacun de ces genres ayant sa spécialité et la grande concurrence provenant du fabricant étranger, suisse plus spécialement.

Les remèdes proposés consistent dans un relèvement de la protection douanière, surtout dans une classification plus appropriée que celle actuelle, qui différencierait le droit de douane payé toujours au poids, suivant le numéro du fil employé dans la broderie, et qui, par suite, pourrait mieux tenir compte de la valeur du produit importé, et permettrait à nos industriels d'aborder avec plus de chance de succès les articles légers et chers et par suite plus rémunérateurs, dont les fabricants étrangers se sont fait une spécialité.

Les *ateliers de campagne* sont devenus particulièrement nombreux à la suite de la prospérité dont a bénéficié l'industrie de la broderie avant l'année 1907, date du commencement de la crise; ils ont été étudiés particulièrement dans les centres qui suivent.

Estrées (Aisne). — Dans cette localité, on compte quelques métiers à fil continu : 3 métiers de 6 m. 30 et 11 métiers de 11 mètres; en outre, 57 métiers suisses à bras de 4 m. 20. Ce sont les ouvriers de ces métiers qui ont été le plus atteints par le chômage, mais moins pourtant que les ouvriers similaires des villes, la différence des salaires permettant d'entretenir les métiers de commandes. L'article fabriqué est la broderie blanche de lingerie et blanche pour jupons.

Dans les usines à fil continu, 2 métiers sur 14 sont arrêtés, les autres ont un travail réduit de 10 heures par semaine. Chez les faconniers, on reste parfois

15 jours sans commandes. Ce chômage dure depuis octobre 1907 et a été particulièrement intense en fin 1908 et commencement 1909.

Pour les salaires, chez les ouvriers à fil continu payés (chose rare dans la broderie) à la journée, avec prime à la production, le gain, qui allait de 8 fr. 50 pour les premiers brodeurs, à 4 et 5 francs pour les autres, a été réduit de 10 à 15 p. 100; le gain des enfileuses, 1 fr. 75 par jour, et des naveteuses, 1 fr. 25, a subi la réduction provenant de la diminution de la journée de travail. Chez les façonniers, le gain a été réduit de 10 à 11 francs par jour de travail à 6 et 5 francs, gain sur lequel il y a à déduire des frais, à peu près toujours les mêmes : d'abord 1 fr. 50 à 2 francs par jour pour le coton que le façonnier fournit, coton qui coûte actuellement 7 fr. 40 le kilogramme au lieu de 5 fr. 05 il y a quelques années; ensuite le salaire de l'enfileuse : 1 fr. 75 par jour. Beaucoup d'ouvriers façonniers ont d'ailleurs acheté des machines à enfiler qui restent la plupart du temps sans emploi. Quant au taux du salaire du façonnier, les 100 points étaient payés 0 fr. 38 en moyenne et parfois 0 fr. 40 et 0 fr. 42; on les paye actuellement de 0 fr. 26 à 0 fr. 28, et le travail est plus compliqué et plus lent à exécuter, ce qui explique la diminution du gain journalier. A signaler ici aussi des difficultés sur le nombre des points marqués par l'entrepreneur sur le dessin remis au façonnier : le nombre des points serait souvent sensiblement supérieur à celui qui est inscrit et qui sert de base au salaire.

En ce qui concerne les métiers « engagés », par suite de la crise, il n'en est plus engagé maintenant, mais on estime qu'un quart des métiers ne sont pas encore entièrement payés; certains façonniers qui ne peuvent, par suite de leur contrat, travailler pour d'autres patrons que celui qui leur a vendu leur métier, doivent, faute de commandes suffisantes remises par leur patron, s'occuper aux travaux des champs ou à ceux de maçonnerie.

De l'avis de tous, patrons et ouvriers, jamais le chômage n'avait duré aussi longtemps ni été aussi grand. Les causes sont les mêmes que celles indiquées précédemment : modification de la mode en ce qui concerne les articles fantaisie (genre peu fabriqué dans les campagnes); concurrence intérieure pour les articles à bas prix provenant de métiers récemment montés; concurrence étrangère pour les articles chers et dont la fabrication pourrait avantageusement se développer chez nous, disent les patrons et les ouvriers, un tarif douanier approprié facilitait ce genre.

Beaurevoir. — A Beaurevoir, on compte 273 métiers suisses de 4 m. 20 et 2 métiers de 6 mètres, plus 18 métiers à fil continu, 6 de 6 m. 30 et 12 de 9 mètres. Cette industrie, d'origine récente dans le pays (elle remonte à 1876), occupe un peu plus de 600 personnes. Sauf pour les métiers à fil continu qui ont été installés récemment et qui marchent à la vapeur, en usine, tous les autres métiers sont répartis par 1, 2, quelquefois 3, chez des ouvriers qui travaillent chez eux à façon avec les membres de leur famille, le père et la mère actionnant chacun un métier, aidés de leurs enfants pour le travail d'enfilage des aiguilles. Comme dans les autres centres, la production consiste en broderies blanches pour lingerie, bandes, entre-deux, laizes sur tissus coton (jaconas, nansouck, mousseline, etc.).

Le chômage a commencé dès la fin de 1907; en 1908, l'arrêt du travail a été complet pour le quart des métiers et, pour les autres, la réduction de travail a été de 50 p. 100. En outre, le taux des salaires a été réduit de près de moitié, indépendamment de la réduction due à la diminution de production; on paye actuellement 0 fr. 28 à 0 fr. 30 les 100 points, et on cite des cas à un prix encore inférieur. Ces taux sont pratiqués encore actuellement malgré une reprise du travail qui, pendant le premier semestre de 1909, grâce à des commandes d'articles nouveautés pour corsages et galons pour corsets (coton et cotons similisés et

soie), a permis d'occuper la plupart des métiers. La diminution du travail n'est plus que d'un tiers; il ne reste en chômage complet qu'une dizaine de métiers dont les détenteurs ont préféré chercher dans d'autres occupations un salaire plus rémunérateur.

Les causes du chômage sont les mêmes que celles précédemment signalées, la concurrence étrangère principalement; on préconise les mêmes remèdes, notamment la modification des tarifs douaniers.

Villers-Outreaux. — On y compte 270 métiers suisses: 260 de 4 m. 20, 3 de 5 mètres, 7 de 6 mètres; 33 métiers à fil continu: 2 de 4 m. 50, 5 de 6 m. 30, 15 de 7 m. 20, 11 de 9 mètres; c'est, par suite, un important centre de production; c'est un de ceux qui ont vu augmenter rapidement le nombre de leurs métiers: on en a monté 60 en 1905-1906, principalement des métiers à fil continu. La production consiste en broderies blanches pour lingerie, corsets, etc., article dit « de Saint-Quentin » et, en fait, commandé par les entrepreneurs fabricants de Saint-Quentin; en général, la broderie du métier suisse serait en fil plus petit que celle du métier à fil continu.

Le chômage a commencé dès septembre 1907, mais il a atteint toute son intensité en 1908; depuis, il n'y a pas eu de reprise du travail. Les ouvriers de tous les métiers sont également atteints, même la plupart des métiers à fil continu actionnés mécaniquement par de petits moteurs à gaz qui sont répartis par 1, 2 ou 3 dans des ateliers de famille; la crise atteint ainsi l'ensemble des ouvriers. Ceux-ci peuvent bien, entre temps, aller travailler aux champs en attendant les commandes, mais ils ne peuvent guère entreprendre une autre occupation, parce qu'en cas de remise de commandes, leurs camarades desservant le même métier se trouveraient arrêtés. Il n'y a pas, par suite, arrêt complet du travail, sauf pour les *métiers engagés* qui n'étaient pas libérés et que les détenteurs ont dû rendre par suite de l'insuffisance des commandes: on en compte 10 p. 100 dans ce cas. Pour les autres, la durée du travail a dépendu de l'importance des commandes; on a ainsi réduit le travail d'un ou deux jours par semaine.

Le taux du salaire a aussi subi une diminution: pour les *métiers suisses à bras*, on paye 0 fr. 26, 0 fr. 28 les 100 points ce qui était payé 0 fr. 30 et 0 fr. 32. Pour les brodeurs de ces métiers, le gain a été d'un peu moins de 150 francs par mois sur lesquels il y a lieu de déduire les frais.

Le prix du fil que le brodeur doit fournir, et qui a été en hausse, a contribué à rendre la situation plus difficile: il valait auparavant 5 francs, il est monté à 18 francs; il était à 14 francs lors de l'enquête. Dans bien des cas, le brodeur fournit le fil à ses frais, mais il doit l'acheter à l'entrepreneur-fabricant. En prenant pour exemple un métier non engagé, d'après les comptes d'un brodeur, les recettes s'étaient établies ainsi, pour 75,000 points faits en un mois (mois de mai) où on a été couramment occupé:

Gain: 75,000 points ⁽¹⁾ à 0 fr. 26 les 100 points..... 195^f 00^c

A déduire:

Le coton employé.....	75 ^f 00 ^c
Le salaire de l'enfileuse pendant 26 jours à 1 fr. 50.....	39 00
1,000 aiguilles pour 2 mois, soit 500 aiguilles.....	3 25
La circ.....	0 75
L'huile pour les roulements du métier.....	0 50

118 40 118 40

RESTE..... 76 60

Il restait ainsi au brodeur un peu plus de 76 francs pour son travail d'un mois de 26 jours de travail. Mais il faut encore déduire certains frais accessoires, par exemple les frais obligatoires du commissionnaire qui livre le travail (10 francs parfois pour un mois), le raccommodage (l'entrepreneur déduisant sur la feuille de paye les frais de raccommodage des broderies livrées, des parties de broderies qui ont subi des ratés, des mailles mal venues, etc.), soit de 4 à 8 francs par mois ⁽¹⁾; il faudrait encore tenir compte de la dépense pour l'éclairage, l'hiver; par suite, le brodeur estime son gain réel à environ 2 francs par jour.

Chez les brodeurs au métier à fil continu, la situation n'est pas plus avantageuse, bien qu'il y ait une tendance à la reprise du travail; l'an dernier, trois quarts des métiers étaient arrêtés; il y en a un quart à un tiers maintenant ⁽²⁾ et, pour le reste, la durée du travail est réduite, ainsi que le taux du salaire. Les 1,000 points, payés avant la crise 3 francs, sont payés 2 fr. 40, et le travail est plus délicat; il faut en outre découper les fils de rattachement des soies de broderies, ce qu'on ne faisait pas avant. Pour l'ouvrier brodeur du dehors, son salaire, qui était de 7 à 8 francs, est tombé à 5 francs par jour; l'ouvrière enfuseuse, de 2 francs à 1 fr. 75; la monteuse, 1 franc et 1 fr. 25 au lieu de 1 fr. 50 et 2 francs.

Le chômage signalé a été beaucoup plus intense que celui des périodes d'accalmie subies précédemment à la suite des grandes productions; la morte-saison, commencée en juin, ne permettra plus d'occuper les métiers restés inactifs.

On attribue le chômage au changement de la mode qui a fait délaisser les broderies nouveauté et a rejeté sur l'article courant les métiers sans commandes. La concurrence étrangère s'est montrée particulièrement redoutable; les fils, dont une grande partie provient des filatures suisses, ont haussé en même temps que les prix des 100 ou des 1,000 points baissaient. D'autre part, les broderies à fil fin, avantageuses parce qu'elles sont mieux payées à l'ouvrier — on peut faire un plus grand nombre de points sans nouveau montage — plus avantageuses aussi pour le fabricant parce qu'elles sont broderies de luxe, sont particulièrement concurrencées par l'étranger. Nos ouvriers et nos fabricants estiment, à l'encontre de certains fabricants, plutôt commissionnaires que fabricants, que nos brodeurs sont aptes à faire d'aussi belles broderies, aussi fines, aussi soignées que celles de l'étranger. Ils proposent aussi comme remède une modification du tarif douanier, distinguant les broderies suivant le numéro des fils employés dans les broderies.

A signaler qu'ici aussi, qu'il s'agisse des métiers à fil continu ou des métiers suisses, on se plaint d'erreurs fréquentes sur le nombre des points des broderies (3 à 4 p. 100 et parfois plus).

⁽¹⁾ Le brodeur estime que 2,500 points par jour à 0 fr. 26 les 100 points ne peuvent être obtenus que par un travail assidu de 10 et 11 heures par jour et à deux personnes desservant le métier : le brodeur et une enfuseuse-rattacheuse; il y aurait eu ainsi 10,000 points en supplément.

⁽²⁾ Sur une note de 139 fr. 50, 7 fr. 30 de raccommodage; sur une autre de 50 francs, 3 fr. 50 de raccommodage.

⁽³⁾ On a vendu récemment encore 2,500 francs des métiers qui avaient coûté 7,000 francs pièce; dans le fil continu, il n'y a pas de métiers engagés.

SITUATION ET OPÉRATIONS EN 1908

DE LA CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE⁽¹⁾.

Les versements, en 1908, ont été au nombre de 4,661,835 et se sont élevés à 106,597,885 francs, y compris les versements opérés en vertu de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (soit 24,170,046 francs). Les chiffres correspondants étaient, en 1907, de 4,469,035 versements représentant une valeur de 95,172,918 francs; il y a donc eu, en 1908, une augmentation de 245,213 versements et de 9,001,011 francs sur le montant des versements.

Les versements effectués en 1908 en vertu de la loi du 20 juillet 1886 se décomposent comme suit :

	VERSEMENTS COLLECTIFS.		VERSEMENTS INDIVIDUELS.		TOTAL.	
	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.
Versements à capital aliéné.....	2,343,579	36,823,942	32,151	5,097,286	2,375,730	41,921,228
Versements à capital réservé.....	2,231,327	35,364,174	46,085	4,288,874	2,277,412	39,653,048
TOTAL.....	<u>4,574,906</u>	<u>72,763,922</u>	<u>78,236</u>	<u>9,386,160</u>	<u>4,653,142</u>	<u>81,574,276</u>

La comparaison avec l'année précédente fait ressortir une augmentation de 237,462 sur le nombre et de 8,424,195 francs sur le montant des versements collectifs. Les versements individuels présentent une augmentation de 7,751 sur le nombre et une augmentation de 576,816 francs sur le montant des sommes versées.

L'accroissement constaté dans les versements des collectivités provient à la fois de l'accroissement des dépôts faits par cette collectivité et de l'accession de nouvelles collectivités.

Les versements effectués en 1908 par les sociétés scolaires de secours mutuels et diverses collectivités régimentaires dépassent respectivement de 24,589 et de 9,104 ceux de 1907.

Les versements à capital aliéné ont augmenté de 167,703 quant à leur nombre et de 6,874,276 francs quant à leur montant. Les versements à capital réservé ont augmenté de 77,500 en nombre, et de 2,126,735 francs pour leur montant.

Les versements à capital aliéné, opérés par les débiteurs de rentes allouées en exécution de la loi du 9 avril 1898, se sont élevés, en 1908, à 8,563 en nombre et à 24,170,046 francs en somme. Ces versements ont servi à constituer des rentes viagères ou temporaires au profit de 9,646 bénéficiaires (contre 8,785 en 1907).

Comptes nouveaux. — Le nombre des comptes nouveaux ouverts en 1908 s'élève à 245,847, savoir :

9,872 comptes individuels,
226,206 comptes ouverts au nom de membres de collectivités,
9,646 comptes ouverts en vertu de la loi du 9 avril 1898.

ENSEMBLE 245,847 comptes.

⁽¹⁾ Rapport au Président de la République. — Imprimerie nationale, 1909; extrait publié au *Journal officiel*.

Statistique des rentiers. — Les rentes en cours servies par la Caisse nationale des retraites s'élevaient, au 31 décembre 1908, à 306,736 pour un montant total de 40,309,167 francs. Elles se classent dans l'ordre ci-après, au point de vue de l'importance des titres :

MONTANT DES RENTES.		NOMBRE de rentiers.	P. 100.
Rentes de	2 à 50 francs.....	146,856	47.88
—	51 à 200 —	120,796	39.38
—	201 à 360 —	19,496	6.36
—	361 à 600 —	10,472	3.41
—	601 à 1,200 —	7,925	2.58
—	1,201 à 1,500 —	1,191	0.39

Les 296,248 rentiers ci-dessus désignés se divisent en 168,231 hommes jouissant de 22,760,906 francs de rente, et 138,505 femmes jouissant de 17,548,261 francs de rente.

SITUATION ET OPÉRATIONS EN 1908

DES CAISSES NATIONALES D'ASSURANCES

EN CAS DE DÉCÈS ET EN CAS D'ACCIDENT ⁽¹⁾.

Caisse d'assurance en cas de décès.

Le nombre des *assurances individuelles* contractées en 1908 est de 174; le capital assuré correspondant s'élève à 236,785 francs.

Déduction faite des règlements de sinistres et des annulations, le montant total des capitaux assurés au 31 décembre 1908, est de..... 6,516,923'

Au 31 décembre 1907 ce montant était de..... 5,083,131

Il y a eu, par suite, augmentation de..... 1,433,792

Il a été encaissé pour le compte des assurances individuelles 1,464 primes représentant une somme de 89,013 francs.

Les *assurances collectives*, contractées en 1908 par les sociétés de secours mutuels approuvées, sont au nombre de 213 et comprennent 37,944 membres participants.

Les primes afférentes à ces assurances s'élèvent à 235,243 francs. Les paiements de capitaux assurés, y compris les remboursements de primes, s'élèvent à 225,347 francs. L'excédent des recettes sur les dépenses, en ce qui concerne les assurances collectives, est donc de 9,896 francs.

⁽¹⁾ D'après les rapports de la Commission supérieure des Caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accident.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1908.

Au 31 décembre 1908, l'actif de la Caisse d'assurance en cas de décès se composait :

1° De la valeur des titres en portefeuille.....	2,250,296 ^f 46 ^c
2° Du solde du compte courant à la Caisse des dépôts et consignations.....	48,155 01
3° Des primes échues et non recouvrées et des intérêts en retard.....	16,156 02
MONTANT TOTAL de l'actif.....	2,314,607 49

Le passif concerne les assurances individuelles et les assurances collectives.
Le passif provenant des assurances individuelles comprend :

1° Le montant des polices en cours de règlement.....	36,282 ^f 03 ^c
2° La valeur des polices non reconstituées à la suite des incendies de 1871.....	2,241 69
3° Les réserves mathématiques afférentes aux polices à primes soldées et à primes viagères.....	1,203,755 37
et aux polices à primes temporaires et aux assurances mixtes...	302,183 13
4° Les primes échéant en 1909 et payées par anticipation en 1908.....	1,585 78
MONTANT du passif correspondant aux assurances individuelles..	1,546,048 20

Le passif résultant des assurances collectives, calculé en tenant compte d'un excédent probable de 4.55 p. 100 ⁽¹⁾ des recettes sur les dépenses, se compose :

1° Des charges à provenir, à partir du 1 ^{er} janvier 1909, des assurances collectives en règlement ou en cours au 31 décembre 1908.....	92,132 54
2° Des charges à provenir des assurances collectives contractées en 1908 pour produire leur effet à partir du 1 ^{er} janvier 1909.....	76,575 29

PASSIF TOTAL..... 1,714,756 03

L'actif étant de..... 2,314,756 03

L'excédent d'actif ressort à..... 599,851 46

L'excédent constaté au 31 décembre 1907 s'élevait à..... 507,257 59

Il y a donc une augmentation de l'excédent de l'actif sur le passif en 1907 de..... 92,593 87

⁽¹⁾ Les résultats constatés jusqu'au 31 décembre 1908 sur les polices collectives souscrites du 1^{er} décembre 1890 au 1^{er} décembre 1907 se résument ainsi :

Recettes.....	1,999,425 ^f 60 ^c
Dépenses.....	1,908,454 68

Excédent des dépenses..... 90,970 92

soit 4.55 p. 100.

Cette augmentation résulte :

1° Des bénéfices afférents aux assurances individuelles (vie entière, mixtes et temporaires).....	16,994 ^f 10°
2° De la différence entre les charges réelles des assurances collectives et les charges probables.....	27,948 62
3° De l'excédent des revenus du portefeuille sur les intérêts attribués aux assurances individuelles.....	29,787 29
4° De la différence entre les prix de revient ou de remboursement des valeurs entrées ou sorties en 1908 et l'évaluation de ces valeurs dans l'actif.....	17,863 86
ENSEMBLE des augmentations.....	92,593 87
Le total des bénéfices ressort à.....	27,948 62

Caisse d'assurance en cas d'accident.

LOI DU 11 JUILLET 1868.

Les cotisations versées en 1908 sont au nombre de 396 et représentent une somme de 2,305 francs.

Les intérêts produits par les fonds placés s'élèvent à 278,020 francs.	
Les recettes totales ont été de.....	280,401 ^f 20°
et les dépenses totales de.....	143 35
Ce qui porte l'excédent des recettes à.....	280,257 85

Depuis le début du fonctionnement de la Caisse (11 juillet 1868) jusqu'au 31 décembre 1908, il a été versé 390,932 fr. 94 de primes au nom de 46,835 assurés. Les règlements de sinistres et les frais accessoires ont entraîné une dépense de 252,513 fr. 57, qui n'a atteint que la proportion de 83.91 p. 100 des versements et qui a laissé un excédent de 48,419 fr. 37.

D'autre part, la subvention de l'État, un don particulier et les arrérages de rentes encaissées annuellement forment ensemble une somme de 9,285,321 fr. 92 qui, ajoutée à l'excédent ci-dessus, donne un excédent total des recettes sur les dépenses, depuis l'origine, de 9,333,741 fr. 29.

Sur les 46,835 assurances, la Caisse n'a eu à régler que 107 sinistres, dont 80 ayant occasionné une incapacité permanente de travail et 27 ayant été suivis de mort.

C'est une moyenne de 2.28 accidents par 1,000 assurés.

LOI DU 24 MAI 1899.

Risques visés par les lois des 9 avril 1898 et 30 juin 1899.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1899, les opérations de la Caisse nationale ont été étendues aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898, pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle, à partir du 1^{er} juillet 1899.

Le nombre des contrats en cours au 31 décembre 1908 s'élevait à 2,233 en augmentation de 435 sur le chiffre constaté au 31 décembre 1906 dont :

1) 1,592 contrats au titre de la loi du 24 mai 1899, portant sur un chiffre présumé de 60.3 millions de francs de salaires et correspondant à un total de primes de 1,333,174 fr. 42.

2) 281 contrats au titre de la loi du 30 juin 1899, relative aux machines agricoles comportant 12,065 fr. 50 de primes.

Les recettes opérées du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1908 se sont élevées à	1,575,776 ^f 23 ^c
Les dépenses à	1,092,712 46
Soit un excédent de recettes de 483,064 fr. 77.	
Si l'on ajoute au total des recettes, en 1908, le solde du compte au 31 décembre 1907.....	818,999 59
on obtient (déduction faite des dépenses), comme solde créditeur au 31 décembre 1908, une somme de.....	1,302,063 36
Si l'on ajoute au solde ci-dessus :	
Les primes échues et encaissées en 1908 dans les départements mais non centralisées dans les écritures de la Direction générale.....	356,363 ^f 75 ^c
et les recettes probables à encaisser en 1909.....	3,347 20
Le total des disponibilités ressort, pour 1909, à.....	1,739,226 ^f 03 ^c

D'autre part, les sommes à mettre en réserve pour faire face au paiement, soit de dépenses se rapportant à l'exercice 1908 soit de sinistres survenus depuis 1899, mais dont le règlement est reporté à 1907, s'élevant à 2,389,606 fr. 30, savoir :

Pour provisions sur contrats en cours ou à régler définitivement.....	537,844 ^f 02 ^c	} 2,389,606 30
Pour frais d'administration de l'année 1908 à rembourser à la Caisse des dépôts en 1909.	100,816 01	
Pour règlement de sinistres en cours.....	1,592,589 67	
Pour réserves destinées à faire face à la constitution de rentes aux ayants droit de victimes d'accidents qui viendraient à décéder pendant le délai de revision (art. 19, loi du 9 avril 1898).....	155,221 66	
Pour divers.....	3,134 94	

Cette somme de 2,389,606 fr. 30 est supérieure aux disponibilités de..... 650,380^f 27^c

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS DES SYNDICATS OUVRIERS, DES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE PRODUCTION ET DES BOURSES DU TRAVAIL.

I. — Syndicats ouvriers.

La liste électorale définitive a été arrêtée par le Ministre du Travail, à la date du 17 août 1909, après examen de toutes les protestations formulées dans les délais réglementaires. L'état des modifications apportées à la liste provisoire a été envoyé aux bourses du travail, aux conseils de prud'hommes, aux principales unions et aux mairies des communes dans lesquelles il existe des syndicats électeurs, pour être joint à chacun des exemplaires de la liste provisoire déposés en mai dernier.

Les bulletins de vote établis d'après cette liste ont été adressés directement aux syndicats le 19 août, accompagnés d'une circulaire explicative et d'une enveloppe de retour. Ils devront être retournés en franchise au Ministère, au plus tard le 29 août; les syndicats ont été informés que tout bulletin dont l'enveloppe aurait été timbrée par la poste après le 30 août serait écarté. Un avis relatif à la date d'envoi et de retour de ces bulletins a été inséré au *Journal officiel* du 19 août.

Le dépouillement commencera au Ministère le 1^{er} septembre. Les résultats du scrutin seront proclamés par la Commission permanente du Conseil supérieur du Travail le 3 septembre, et seront publiés au *Journal officiel* du lendemain; ils seront également insérés dans le prochain numéro du *Bulletin*.

Il sera procédé, dans le délai d'un mois, à un deuxième tour de scrutin pour les groupes dans lesquels aucun candidat n'aura obtenu la majorité absolue. Les syndicats intéressés recevront directement leurs bulletins accompagnés d'une circulaire explicative.

II. — Associations ouvrières de production.

Un bulletin de vote accompagné de l'état des modifications apportées à la liste provisoire a été adressé le 19 août à chacune des associations appelées à prendre part à l'élection. Les bulletins devront être retournés au Ministère le 29 août au plus tard; le dépouillement du scrutin aura lieu le 1^{er} septembre. Les résultats seront proclamés et publiés selon le mode indiqué précédemment pour les syndicats ouvriers.

Au cas où aucun candidat n'aura obtenu la majorité absolue, il sera procédé à un second tour de scrutin dans le délai d'un mois.

III. — Bourses du travail.

Ainsi qu'il a été annoncé dans le *Bulletin* de juillet, le dépouillement des bulletins de vote des Bourses du travail aura lieu en même temps que celui des bulletins des syndicats.

JURISPRUDENCE.

Placement; journal exclusivement destiné à mettre en rapport ceux qui cherchent un emploi et ceux qui en offrent; obligation imposée aux personnes en quête d'emploi de souscrire un abonnement d'un taux relativement élevé; assimilation à la tenue d'un bureau de placement clandestin avec perception d'une rétribution des employés.

COUR D'APPEL DE PARIS ⁽¹⁾.

(Arrêt du 29 janvier 1909.)

La Cour,

Considérant, en fait, que la tenue ou la gérance d'un bureau de placement consiste à s'immiscer dans le placement des ouvriers, domestiques ou employés et à intervenir entre ceux qui cherchent un emploi et ceux qui désirent un employé, sans qu'il soit nécessaire que les uns ou les autres soient mis directement en rapport dans l'établissement et sous la surveillance de celui qui a servi d'intermédiaire;

Considérant notamment qu'il résulte de l'examen des travaux préparatoires de la loi des 14-17 mars 1904, que la Chambre des députés n'a pas cru devoir adopter un amendement exceptant expressément de l'application de cette loi les journaux qui indiquent les offres et les demandes d'emplois et se bornent à recevoir le prix de leur publicité; que le rejet de cet amendement paraît avoir été motivé par la crainte de créer une exception au profit de certains journaux, qui ne se contentaient pas de louer leur publicité à ceux qui veulent insérer des annonces, mais qui en réalité, sous le couvert d'une publicité périodique, se livraient à des véritables entreprises de placement clandestin et payant;

Considérant qu'il convient donc de rechercher, dans chaque espèce, le caractère de la publication d'une feuille contenant des offres d'emploi et le but réel poursuivi par l'auteur de cette publication;

Considérant, en fait, qu'il résulte de l'instruction et des débats et même des aveux de Deïs, que depuis plusieurs années, il publie à Paris une feuille juridique tirée au polycopie, dénommée *L'Indispensable Emploi*, laquelle contient exclusivement des annonces d'emplois vacants au nombre d'une vingtaine en moyenne par numéro; que cette feuille, qui ne porte aucune indication de prix, n'est pas vendue au numéro, mais est adressée seulement aux personnes qui souscrivent un abonnement; que, pour faire appel aux abonnés, Deïs a fait insérer dans les journaux quotidiens, des annonces dans le genre de celle-ci : « On dem. employés, bur. comptab., caissières, gérant, chauffeur auto. — *L'Indispensable*, 6, rue Ménestier. » — « On dem. caissières, vendeuses, dames p. bur., dame de compagnie. *L'Indispensable*, 52, avenue de Clichy »; qu'aux demandes qui lui étaient adressées, d'abord, 6, rue Ménestier, puis 2, avenue de Clichy, Deïs répondait par l'envoi d'une circulaire proposant aux solliciteurs de les mettre en rapport immédiat avec les patrons offrant des emplois analogues à ceux recherchés et spécifiant qu'il ne s'adressait qu'aux personnes munies de bonnes références et faisant l'objet de bons renseignements; que, dans la même circulaire, Deïs expliquait qu'il prêtait gratuitement sa publicité aux patrons en quête d'employés, mais seulement aux patrons sérieux, gardant leur personnel pour de longues durées; et qu'il était d'autant plus

⁽¹⁾ Gazette des tribunaux du 22 avril 1909.

assuré du concours des patrons, que ceux-ci hésitaient à s'adresser aux bureaux de placement autorisés depuis que la nouvelle loi avait mis à leur charge la rémunération des placeurs;

Considérant que, comme condition de l'envoi de la feuille dans laquelle ils trouveraient la place désirée, Deïs faisait connaître que le coût de l'abonnement était de 8 francs pour un mois et de 15 francs pour trois mois, s'offrant, d'ailleurs, à rembourser la somme versée, si les emplois indiqués n'étaient pas vacants;

Considérant que Deïs reconnaît avoir reçu des souscriptions d'abonnement d'un certain nombre de personnes en quête d'emploi à qui il a fait le service de son journal; qu'il déclare avoir obtenu une partie de ses annonces de patrons à qui il offrait des insertions gratuites, en leur faisant ressortir qu'outre l'avantage de n'avoir rien à payer, ils auraient celui de n'être sollicités que par des personnes capables, munies de références ou de certificats de premier ordre; que le surplus des annonces était recueilli dans d'autres journaux;

Considérant que de ce qui précède, il résulte manifestement que Deïs ne s'est pas borné à une œuvre de publicité telle que pouvait le faire tout journal quotidien; que l'*Indispensable Emploi* apparaît comme un organe exclusivement destiné à mettre en rapport ceux qui cherchent un emploi et ceux qui en offrent, avec cette particularité que, comme le ferait un tenancier de bureau de placement, il assure chaque partie des références favorables qu'offre l'autre partie; qu'au lieu de faire payer ses insertions par ceux qui les sollicitent, ce qui lui permettait de percevoir de ses abonnés un prix modique, il leur fait souscrire un abonnement, dont le taux relativement élevé, ne peut être considéré que comme un véritable droit d'inscription exigé, contrairement à la loi, des personnes en quête d'un emploi; qu'ainsi les faits retenus à la charge de Deïs, et d'ailleurs non contestés par lui, constituent bien des actes d'immixtion dans le placement des ouvriers, employés et domestiques, etc., revêtent le caractère de tenue d'un bureau de placement clandestin avec perception d'une rétribution par les employes;

Considérant, au surplus, qu'il n'est pas inutile de remarquer qu'interrogé le 21 février 1901, par un commissaire de police, comme ayant commis une contravention au décret du 25 mars 1852, Deïs, déjà condamné pour infraction semblable, a reconnu qu'il aurait dû être muni de l'autorisation exigée par ce décret des tenanciers de bureaux de placement;

Considérant que, vainement, Deïs invoque l'autorité de la chose jugée en se prévalant d'une ordonnance de non-lieu intervenue en sa faveur le 6 juin 1905; que les faits qui sont l'objet de la présente poursuite se placent en 1907, c'est-à-dire, comme l'ont observé les premiers juges, à une époque postérieure à l'ordonnance invoquée; que, malgré l'analogie entre les deux poursuites, il n'est pas exact de dire qu'il s'agit d'un délit continu, sur lequel l'ordonnance dont s'agit aurait prononcé définitivement pour l'avenir; que le Tribunal a donc pu, et la Cour peut encore sans méconnaître l'autorité de la chose jugée, apprécier les actes de 1907 avec les circonstances qui les ont accompagnés, autrement que le juge de 1905 n'a apprécié les faits sur lesquels il avait à statuer;

Considérant, toutefois, que pour l'application de la peine, il convient de tenir compte dans une large mesure de ce que Deïs a pu faire état de cette décision favorable pour continuer une entreprise, qui lui paraissait devoir être tolérée;

Adoptant au surplus les motifs des premiers juges;

Par ces motifs;

Déclare non fondées les conclusions de Deïs, l'en déboute; confirme le jugement dont est appel; réduit toutefois à 16 francs la peine d'amende prononcée par les premiers juges; condamne Deïs aux dépens de son appel.

Repos hebdomadaire; dérogations prévues par l'article 6, § 2 et 3, de la loi du 13 juillet 1906; applicabilité à l'industrie à l'exception du commerce.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE.)

(Arrêt du 13 mai 1909.)

La Cour,

Où M. Émile Bourdon, conseiller, en son rapport, et M. l'avocat général Lénard en ses conclusions; après en avoir délibéré en la chambre du Conseil;

Vu le mémoire supplétif produit à l'appui de son pourvoi par le procureur de la République près le tribunal de première instance de Toulon;

Sur le premier moyen du pourvoi pris de la violation de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1906 :

Vu les paragraphes 2 et 3 dudit article, ainsi conçus : « § 2. Les industries de plein air, celles qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. » — « § 3. Celles qui emploient des matières périssables, celles qui ont à répondre à certains moments à un surcroît extraordinaire de travail et qui ont fixé le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, pourront également suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. Mais pour ces deux dernières catégories d'industries, l'employé ou l'ouvrier devra jouir au moins de deux jours de repos par mois »;

Attendu qu'il ressort du texte de ces dispositions et de leur rapprochement avec les autres articles de la même loi, qu'elles sont applicables à l'industrie à l'exclusion du commerce;

Et attendu, en fait, qu'il résulte d'un procès-verbal régulier, que le commissaire de police de Toulon s'étant présenté, le dimanche 12 avril 1908, dans les magasins à l'enseigne du Bon Génie, que dirige à Toulon, place d'Armes, n° 6, Maurice Niborski, a constaté que dix employés y étaient occupés; que, sans contester le caractère commercial de ces magasins, exclusivement affectés à la vente, le jugement attaqué déclare que le repos hebdomadaire a pu y être régulièrement suspendu, par ce motif que certains des objets qui y sont mis en vente sont fabriqués dans des ateliers dépendant de la même entreprise;

D'où il suit que le tribunal de Toulon, pour relaxer Niborski, inculpé d'infraction à la loi du 13 juillet 1906, a admis, au regard d'un établissement de commerce, une dérogation au principe du repos hebdomadaire instituée, par l'article 6, § 3, de ladite loi, en faveur de l'industrie seulement; qu'ainsi sa décision manque de base légale et doit être annulée;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le second moyen proposé par le demandeur en cassation,

Casse et annule le jugement rendu, le 26 juin 1908, par le tribunal de première instance de Toulon, et, pour être statué à nouveau sur l'appel interjeté par Niborski du jugement du tribunal de simple police de Toulon, du 1^{er} juin 1908, renvoie les parties avec les pièces de la procédure devant le tribunal de première instance de Brignoles, à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du Conseil.

MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL.

Convention du 3 juillet 1909 entre la France et la Grande-Bretagne concernant la réparation des accidents du travail ⁽¹⁾.

Le Président de la République française et Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, également animés du désir d'assurer à leurs nationaux respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et la France respectivement, sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont résolu de conclure à cet effet une convention, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

M. Stéphen Pichon, Sénateur, Ministre des Affaires étrangères,
et Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes :

Son Excellence le Très Honorable Sir Francis Bertie, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, près le Président de la République française.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Les sujets britanniques victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux citoyens français par la législation en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail.

Par réciprocité, les citoyens français victimes d'accidents du travail dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets britanniques par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, complétée à leur égard, dans les conditions spécifiées à l'article 5 ci-après.

ART. 2. — Toutefois la présente convention ne sera point applicable aux personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de celui des deux états contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre état. Dans ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier état.

Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transport et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège.

ART. 3. — Les autorités françaises et britanniques se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

ART 4. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Paris, le plus tôt possible.

Elle sera applicable en France et dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pour tous les accidents survenus un mois après qu'elle aura été pu-

⁽¹⁾ Pour les conventions similaires passées antérieurement par le Gouvernement français, voir *Bull.*, avril 1907, p. 350.

bliee dans les deux pays, suivant les formes prescrites par leur législation respectives, et elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 5. — Toutefois, la ratification prévue à l'article précédent ne pourra intervenir que lorsque la législation du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande sur les accidents du travail actuellement en vigueur aura été complétée, en ce qui concerne les accidents de travail survenus à des français, par des dispositions spécifiant :

a. Que les indemnités seront, dans tous les cas, obligatoirement fixées par la Cour de Comté;

b) Qu'en cas de rachat de ces indemnités la somme due, toutes les fois qu'elle représentera le capital constitutif d'une rente supérieure à 100 francs (4 l.), devra être versée à la Cour, pour être employée, par ses soins, à la constitution d'une rente viagère au profit des bénéficiaires;

c) Que dans les cas où le capital représentatif de l'indemnité aura été versé par le chef de l'entreprise à la Cour de Comté, si la victime d'accident revient résider en France, ou bien si ses représentants y résidaient au moment de sa mort ou reviennent y résider ultérieurement, le montant dû à la victime ou à ses représentants sera, par les soins de la Cour, versé à la Caisse nationale française des retraites pour la vieillesse, qui en emploiera le montant à la constitution de rentes d'après son tarif au moment du versement, et que dans le cas où le capital n'aura pas été versé à la Cour, et où la victime d'accident reviendra résider en France, l'indemnité sera remise au bénéficiaire par les soins de la Cour à des époques et dans les conditions dont conviendront les administrations compétentes des deux pays;

d) Que pour tous les actes accomplis par la Cour de Comté en vertu de la législation sur les accidents du travail, aussi bien qu'en exécution de la présente convention, les Français seront exempts de tous frais, impôts et taxes;

e) Qu'il sera produit au début de chaque année au Département du Travail et de la Prévoyance sociale par le principal Secrétaire d'Etat de sa Majesté britannique pour le « Home Department » copie de toutes les décisions judiciaires rendues pendant l'année précédente, à la suite des accidents survenus à des Français dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont dressé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 3 juillet 1909.

Signé : S. PICHON,
FRANCIS BERTIE.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juin 1909 ⁽¹⁾. — Le marché du travail s'est maintenu en juillet, à peu près ce qu'il était en juin. L'activité a légèrement augmenté dans les houillères et la grosse métallurgie du fer. Mais l'offre de main-d'œuvre a égalé sinon dépassé la demande.

La situation ne s'est pas modifiée dans la construction mécanique et l'électricité; elle est peu brillante dans les textiles et notamment dans la filature et normale dans les produits chimiques. On signale une légère amélioration dans le bâtiment, mais ici encore les emplois vacants sont été facilement pourvus. Le manque d'activité générale, comme aussi le mauvais état de la température ont ralenti la demande dans l'industrie de la bière.

Placement en juin 1909 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à juin 1908 a augmenté de 44,000, celui des emplois vacants de 8,000, et celui des places procurées de 5,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 671 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de mai :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Juin 1909 (pour 671 bureaux).....	311,000	191,000	141,000
Mai 1909 (— 691 —).....	301,000	196,000	143,000

Les grèves et lock-outs en 1908 ⁽²⁾. — Le nombre total des grèves ayant éclaté en 1908 s'est élevé à 1,401; sur ce nombre, 1,347 se sont terminées au cours de l'année en question. C'est sur ces dernières que, sauf indication contraire, portent exclusivement les données statistiques que nous résumons ci-dessous ⁽³⁾.

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, juillet 1909.

⁽²⁾ *Streiks und Aussperrungen im Jahre 1908*; publication de l'Office impérial de statistique, Berlin, 1909, Puttkammer et Mühlbrecht.

⁽³⁾ Voir les principes directeurs de la statistique gréviste en Allemagne : *Bulletin*, décembre 1905, page 1099, note ⁽²⁾.

Le total des ouvriers ayant pris part à ces 1,347 conflits s'est élevé à 68,392 (dont 10,674 ouvriers âgés de moins de 21 ans) répartis entre 4,774 exploitations employant 199,371 personnes (dont 33,862 ouvriers âgés de moins de 21 ans). 1,214 de ces exploitations (soit 25.4 p. 100 du total) ont été entièrement suspendues. Le nombre des ouvriers réduits indirectement au chômage s'est élevé à 7,405. Le nombre des conflits a diminué de 919 par rapport à 1907; c'est la seconde fois que ce total diminue depuis 1902⁽²⁾.

On a compté 1,106 grèves *offensives* (82.1 p. 100) avec 53,856 grévistes et 4,248 établissements intéressés, et 241 grèves *défensives* (17.9 p. 100 du total) avec 14,536 grévistes et 526 établissements intéressés.

En général, les grèves ont été d'assez courte durée; à ce point de vue, elles se classent comme suit: 1 à 5 jours (498), 6 à 10 jours (169), 11 à 20 jours (168), 21 à 30 jours (98), 31 à 50 jours (134), 51 à 100 jours (143); 71 ont duré moins d'un jour et 66, 101 jours et au-dessus.

1,016 grèves ont atteint 1 établissement, et 331 plusieurs établissements (11 de ces dernières ont embrassé plus de 50 exploitations). La moyenne des grévistes par conflit a été de 50.7 et celle des établissements atteints par une grève, de 3.5.

Le relevé ci-dessous permet de comparer le mouvement gréviste de 1908 avec celui des 4 années précédentes :

ANNÉES.	GRÈVES.	GRÉVISTES. (Nombres absolus.)	GRÉVISTES. p. 100 du personnel total des établis- sements atteints.)	CHÔMEURS forcés.	ÉTABLISSE- MENTS atteints.	DURÉE des grèves en jours.
1904.....	1,870	113,480	41.51	6,788	10,321	3,622,998
1905.....	2,403	408,145	52.52	12,015	14,481	14,536,233
1906.....	3,328	272,218	39.65	24,433	16,240	8,176,337
1907.....	2,266	192,430	43.20	10,594	13,092	6,204,558
1908.....	1,347	68,392	34.30	7,405	4,774	2,258,944

Sur les 1,347 grèves, 496 (soit 38.8 p. 100) ont éclaté au printemps, 386 (28.7) en été, 241 (17.9) en automne et 224 (16.6) en hiver.

Au point de vue territorial, ces 1,347 grèves se répartissent comme suit : 692 (51.4 p. 100) en Prusse; 154 (11.4) en Saxe; 165 (12.3) en Bavière; 61 (4.5) à Hambourg, etc. Dans le total relatif à la Prusse (692), Berlin figure pour 69 (10.0 p. 100); les provinces rhénanes pour 106 (15.3); le Brandebourg pour 85 (12.3); la Saxe pour 67 (9.7); le Hanovre pour 80 (11.6); la Westphalie pour 63 (9.1); la Silésie pour 44 (6.4), etc.

L'intervention de syndicats s'est produite dans 1,005 grèves (soit 74.18 p. 100 des grèves terminées dans l'année) se décomposant en 701 grèves n'atteignant qu'un établissement et 304 grèves collectives et en 828 grèves offensives et

⁽²⁾ Cette diminution semble devoir être attribuée surtout au développement de l'organisation syndicale, tant chez les patrons que chez les ouvriers, et en outre à la conclusion de contrats de tarifs, valables pour plusieurs années, dans certaines industries.

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE			RÉSULTATS.		
	de GRÈVES.	de GRÉVISTES	D'ÉTA- BLISSE- MENTS atteints.	RÉUS- SITE.	TRANS- ACTION.	ÉCHEC.
Bâtiment.....	429	10,593	1,614	93	145	191
Bois et tabletterie.....	156	4,346	259	21	44	91
Métaux.....	80	3,897	179	6	24	50
Pierres et terres.....	138	6,987	290	8	46	84
Machines, instruments et appareils.....	88	6,006	118	8	18	62
Vêtement.....	96	5,516	1,393	18	52	26
Textiles.....	36	3,659	49	7	6	23
Alimentation.....	101	2,849	136	14	38	49
Commerce.....	34	1,032	70	10	6	18
Travail du cuir.....	38	1,665	250	6	15	17
Transport.....	31	1,730	226	1	13	17
Industries polygraphiques.....	11	264	13	1	4	6
Industrie du papier.....	12	447	10	1	3	8
Industrie chimique.....	18	802	20	1	4	13
Mines.....	43	8,555	48	7	10	26

(1) Lorsque dans une grève des demandes diverses sont faites, la grève est comptée dans chaque catégorie.

NOMBRE DE GRÈVES
OÙ LES CAUSES CI-DESSOUS ONT ÉTÉ INVOQUÉES(1).

Salaires.			Temps de travail.			Autres motifs divers.				
Demande		Divers.	Main- tien ou diminution de la durée du travail.	Sup- pression ou réduction des heures supplé- men- taires.	Divers.	Suppres- sion, intro- duction ou maintien du travail aux pièces.	Renvoi de supé- rieurs.	Réinté- gration d'ouvriers congé- diés; renvoi ou non- embaux- chage de travail- leurs.	Établis- sement, maintien ou modifica- tion de tarifs de salaires.	De- mande de congé le 1 ^{er} mai.
de main- ten- tion.	d'aug- men- tation.									
50	264	65	53	1	13	17	5	66	53	1
28	72	14	27	1	4	13	3	39	18	1
23	34	15	17	"	3	2	"	19	7	1
17	81	13	24	"	5	7	3	29	15	"
16	29	10	9	1	2	1	4	32	5	1
7	71	12	20	"	9	28	"	10	28	2
14	5	2	"	"	2	3	"	8	2	"
7	67	19	13	1	3	"	2	23	8	1
3	22	9	4	"	"	"	2	8	4	"
4	25	4	10	"	1	1	2	5	11	"
6	18	13	7	"	"	1	1	5	6	"
2	5	"	2	"	"	"	"	5	2	"
"	7	5	4	"	"	"	1	4	2	"
1	13	4	6	"	2	1	"	2	1	1
14	11	6	5	"	"	"	1	5	2	"

177 grèves défensives. Les ouvriers ont échoué totalement dans 507 grèves sur 1,005 soutenues par un syndicat, obtenu une transaction dans 349 et triomphé entièrement dans 149.

Les résultats pour l'ensemble des grèves terminées, soit 1,347, se résument ainsi :

RÉSULTATS.	NOMBRE de grèves.	P. 100 du total des grèves.
Succès.....	206	15.3
Transactions.....	437	32.4
Echecs.....	704	52.3
TOTAL.....	1,347	100.0

Du tableau ci-dessus (p. 888 et 889) ressortent l'importance, les causes et les résultats des grèves dans les groupes industriels les plus importants.

958 (71.1 p. 100) grèves se sont terminées à la suite de négociations (dont 497, soit 52.0 p. 100 par négociations directes entre les parties); 63 (6.6 p. 100) par l'intervention du tribunal industriel et 398 (41.4 p. 100) par l'intervention de syndicats ou de tiers.

Lock-outs. — Les lock-outs ont été au nombre de 177 au cours de l'année 1908 affectant 1,758 établissements où travaillaient 81,286 ouvriers, parmi lesquels 43,718 furent renvoyés. Les groupes industriels les plus frappés ont été les travailleurs du *bâtiment* (8,833 ouvriers renvoyés dans 1,288 établissements), les *métallurgistes* (1,004 dans 13 établissements), les ouvriers de la *fabrication des machines* (18,239 dans 50 établissements), les ouvriers du *textile* (11,054 dans 140 établissements), ceux du *bois* (2,080 dans 114 établissements), et ceux du *vêtement* (257 dans 7 établissements). Principales causes: dans 91 cas, maintien des salaires actuels, et dans 43 cas, maintien du temps de travail actuel. Les prétentions patronales aboutirent, de point en point, dans 100 lock-outs (56.5 p. 100); partiellement dans 69 (39.0 p. 100), et tombèrent dans les 8 autres (4.5 p. 100).

Le relevé ci-dessous permet de comparer toutes ces données avec celles des 4 années précédentes.

ANNÉES.	NOMBRE de lock-outs.	ÉTABLISSEMENTS atteints.	OUVRIERS renvoyés.
1904.....	132	1,115	23,760
1905.....	263	3,859	118,665
1906.....	305	2,780	77,109
1907.....	249	5,287	81,167
1908.....	177	1,758	81,286

Les Secrétariats ouvriers en 1908 ⁽¹⁾. — On distingue en Allemagne 5 catégories de secrétariats ouvriers chargés de renseigner les travailleurs et les indigents sur des questions de droit commun ou de droit ouvrier et de les assister devant la justice : les secrétariats ouvriers se rattachent aux syndicats socialistes, les secréta-

⁽¹⁾ *Correspondenzblatt*, 16 mai 1909.

riats communaux, les secrétariats protestants, les secrétariats catholiques et les secrétariats Hirsch-Duncker.

En outre, des bureaux de consultations juridiques pour les femmes et des bureaux d'information générale fonctionnent encore dans diverses villes de l'empire, sans parler des bureaux de renseignements de partis politiques.

Secrétariats ouvriers socialistes ⁽¹⁾. — La commission générale des syndicats socialistes a enregistré en 1908 l'existence de 103 secrétariats contre 96 en 1907, 2 secrétariats ayant cessé de fonctionner et 9 secrétariats ayant été créés au cours de 1908. En outre il existait en 1908 137 bureaux de renseignements créés par les cartels (132 en 1907).

45 des 103 secrétariats sont administrés par un cartel et 45 par une commission spéciale, 1 par un conseil d'administration dont font partie 1 représentant de la ville, 1 représentant du gouvernement, 2 ouvriers et 2 patrons.

Sur les 103 secrétariats, il y en a 39 auxquels les cartels apportent leur contribution financière. Pour 38 secrétariats, les membres des organisations adhérentes payent une cotisation spéciale variant de 20 à 160 pfennigs par an et par membre. Pour 20 autres ce sont les organisations adhérentes elles-mêmes qui payent la cotisation. En outre, des subventions sont accordées : dans 37 localités par le parti, dans 8 autres par une association ouvrière; 2 secrétariats sont entièrement entretenus par la commission centrale, 2 autres presque entièrement; 12 par l'union des mineurs, 2 en partie et 1 complètement par la ville et l'État.

95 secrétariats ont fourni un rapport sur leur situation financière. Leurs recettes se sont élevées à 453,157 marks (cotisations des organisations affiliées 111,925, cotisations des membres 153,496, subventions des syndicats ou des cartels 126,841, subventions diverses 38,419, autres recettes 22,476).

Le total des dépenses pour ces 95 secrétariats s'est élevé à 410,435 marks (traitement des employés et allocations, 275,943 marks; location, chauffage, etc., 52,028; bibliothèque, imprimés, 40,192; divers, 42,272). Comme beaucoup de secrétariats importants n'ont pas fourni de renseignements sur leurs recettes et dépenses, les chiffres qui précèdent sont sensiblement inférieurs à la réalité.

Le nombre des personnes qui ont consulté les secrétariats s'est élevé en 1908 à 488,895, à savoir, 395,275 ouvriers, 69,825 femmes, 21,650 patrons ou autres personnes et 2,145 syndicats ou autorités officielles. Sur les 488,895 consultants, 357,410 habitaient la ville où siège le bureau. Des personnes qui ont consulté les secrétariats, 344,623 (70.8 p. 100) étaient syndiquées. — Le secrétariat de Francfort a reçu en moyenne 2,476 consultants par mois, celui de Berlin 1,618, celui de Hanovre 1,410, celui de Nuremberg 1,327, celui de Kiel, 1,250, etc.

Le nombre des renseignements fournis par les secrétariats a atteint 515,039 (438,213 en 1907) dont 36,396 par écrit. Si l'on ajoute à ce total celui des consultations fournies par les bureaux ouverts dans les cartels (36,618) on obtient pour les 260 agences de renseignements ouvriers un ensemble de 551,657 avis ou cas d'assistance légale. Quant au nombre des mémoires rédigés par les secrétariats, il est passé de 105,015 en 1907 à 131,129 en 1908.

⁽¹⁾ Voir la liste des secrétariats, *Bulletin*, décembre 1908, p. 1218, en note. Ajouter à cette liste : Borna, Esslingen, Heidelberg, Hof, Iserlohn, Markredwitz, Mulhouse, Neumünster et Pirna; et supprimer Bromberg, et Solingen.

Les consultations, dont l'objet est connu, se répartissent comme suit :

OBJET.	SECRÉTARIATS.		BUREAUX de renseignements des cartels.	
	Nombre de Secrétariats	Nombre de renseigne- ments.	Nombre de bureaux.	Nombre de renseigne- ments.
Assurances ouvrières.....	103	154,784	137	8,616
Contrat de travail et de louage de ser- vices.....	103	73,759	131	4,386
Droit civil.....	103	149,814	125	5,052
— pénal.....	102	33,017	109	1,776
Mouvement ouvrier.....	93	7,509	73	1,412
Affaires communales et municipales....	103	73,759	119	3,750
Assurances privées.....	97	4,889	70	606
Droit d'association et de réunion.....	80	1,093	108	2,485
Affaires d'ordre industriel.....	95	3,535		
Divers.....	93	11,291		

Il est à noter que, sur les 154,784 consultations relatives à l'assurance, fournies par les secrétariats ouvriers et qui forment environ à elles seules 1/3 des consultations, 91,145 concernaient l'assurance-accident.

93 secrétariats se chargent de transmettre à l'inspection du travail les plaintes qui leur sont remises; 67 recueillent des statistiques, 76 s'occupent de propagande syndicale.

76 secrétariats ouvriers représentent en permanence des ouvriers en justice, 6 sont prêts à le faire pour les cas exceptionnels. Cependant l'article 157 du Code de procédure civile empêche souvent cette représentation. La commission générale demande que cet article ne puisse plus servir à empêcher les secrétariats de représenter les ouvriers en justice; en mars 1909, elle a envoyé à ce sujet au Reichstag une pétition signée de tous les secrétariats ouvriers. Une proposition socialiste au Reichstag dans ce sens n'aboutit pas.

72 secrétariats donnent des renseignements à tout venant; sur ceux-ci, 59 donnent aussi à tout le monde l'assistance en justice, tandis que les 13 autres ne la donnent qu'aux ouvriers organisés ou à des ouvriers non susceptibles de s'organiser. 13 secrétariats donnent des renseignements et accordent l'assistance en justice aux seuls ouvriers syndiqués ou non susceptibles de se syndiquer, 18 autres ne donnent leurs renseignements qu'aux ouvriers syndiqués ou rattachés à une organisation politique ou aux membres de leurs familles; sur l'ensemble des secrétariats, 87 donnent des renseignements et accordent l'assistance en justice à tous les ouvriers organisés sans distinction, tandis que 16 secrétariats ne le font que pour les membres des organisations adhérentes aux secrétariats.

82 secrétariats ont représenté personnellement en justice des ouvriers dans 4,264 cas. L'issue des affaires de justice prises en mains par 71 secrétariats est connue dans 14,483 cas dont 10,466 furent couronnés de succès et 4,017 restèrent sans résultat.

Dans 50 des 157 bureaux de renseignements ouverts par les cartels c'est le président du cartel qui répond aux demandes, dans 80 autres une personne spécialement désignée et dans les 27 autres plusieurs personnes à tour de rôle. 144 bureaux se chargent de rédiger les plaintes, etc., 128 bureaux de renseignements répondent à tout le monde, 29 aux seuls syndiqués et à leurs familles.

Les autres secrétariats ouvriers. — Les secrétariats ouvriers de nuance Hirsch-Duncker, sont au nombre de 8, plus 42 bureaux d'assistance en justice et bureaux de renseignements; en outre, a pu être établie l'existence de 98 secrétariats catholiques, de 83 bureaux populaires, protestants et catholiques et de 22 autres bureaux de renseignements généraux et de 59 bureaux communaux et nationaux. Il y avait en 1907 74 bureaux de consultations juridiques pour les femmes, ce qui donne un total de 386 institutions. On n'a pas de renseignements sur leur activité en 1908, sauf pour les secrétariats Hirsch-Duncker. Pour 1907, il y a eu sur les 74 bureaux de consultations juridiques pour les femmes 65 qui ont reçu 28,986 demandes de renseignements et 60 qui ont donné 17,246 renseignements (dont un certain nombre comportait la rédaction de mémoires). 7 bureaux populaires et de renseignements protestants ont été consultés en 1907 par 13,950 personnes. 81 secrétariats et bureaux populaires catholiques ont donné en 1907, 205,313 renseignements. 54 bureaux de renseignements juridiques de communes et de l'État ont été consultés en 1907 par 163,781 personnes et 22 bureaux de renseignements généraux (de divers groupements) par 89,075 personnes.

Quant aux secrétariats et bureaux de renseignements Hirsch-Duncker, 34 d'entre eux ont donné un compte-rendu de leur activité en 1908. Ils ont fourni 15,332 renseignements, rédigé 4,875 mémoires et représenté 546 fois les ouvriers en justice.

AUTRICHE.

Placement en juin 1909 ⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 829 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (—) par rapport au mois précédent du nombre des					
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.	placements.	p. 100.
Hommes.	35,378	52,987	23,838	— 2,540	6.7	— 915	1.7	— 1,522	6.0
Femmes.	30,211	27,452	16,673	— 3,570	10.6	— 1,794	6.1	— 2,045	10.9
ENSEMBLE. . .	65,589	80,439	40,511	— 6,110	8.5	— 2,709	3.3	— 3,567	8.1

Grèves en juin 1909 ⁽²⁾. — 64 nouvelles grèves, avec 14,571 grévistes. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour les mines (10), l'industrie des pierres et du verre (8), le bâtiment (15), le textile (10), le vêtement (1), la métallurgie (6), la construction de machines (1) et le travail du bois et du caoutchouc (4) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 6 succès, 8 transactions, 12 échecs, 38 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 46 cas; durée du travail, 2 cas; ces deux motifs réunis, 6 cas; divers, 10 cas.

4 lock-outs ont frappé 94 ouvriers.

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, juillet 1909.

BELGIQUE.

Revue du travail en juin 1909 ⁽¹⁾. — 19 offices de placement gratuit — dont six organisés par des communes et cinq subsidiés par elles — ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de juin 1909. Pour 1,851 offres d'emploi, il y a eu 3,305 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 178 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 165 demandes pour 100 offres le mois passé, ainsi que l'année dernière, au mois de juin. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc un léger affaiblissement depuis le mois précédent, et le rapport entre les demandes et les offres d'emploi apparaît de nouveau moins favorable que l'an passé à même époque.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 228 unions professionnelles ouvrières, groupant 51,125 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de juin, 1,338 chômeurs, soit une proportion de 2.6 p. 100 (contre 2.4 p. 100 le mois dernier). En juin 1908, la proportion des chômeurs était de 4.6 p. 100.

Les données de source syndicale confirment donc le ralentissement signalé par les bourses du travail par rapport au mois dernier, mais, comme le mois précédent, elles continuent d'accuser un progrès appréciable sur la situation de l'an dernier à pareille date.

Les grèves en juin 1909 ⁽²⁾. — 13 grèves nouvelles intéressant 1,266 ouvriers et 474 chômeurs forcés ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de juin 1909; de plus, 6 grèves, déclarées antérieurement et comprenant 780 grévistes et 1 chômeur forcé ont été continuées pendant tout ou partie du même mois. En outre, un lock-out, intéressant 2,910 ouvriers, a été prononcé le 21 juin.

Les 14 nouveaux conflits affectaient respectivement les industries ci-après : textiles (5 grèves), travail de la pierre (1 grève et 1 lock-out), bâtiment (2), métaux (1), bois (1), fabrication des cigares (1), triage de chiffons (1), fabrication de nattes (1).

Causes : questions de salaire, 7; renvoi d'ouvriers non syndiqués, 2; refus de travailler pour une autre maison dont les ouvriers étaient en grève, 1; suppression des amendes, 1; empêcher le remplacement du travail à la journée par le travail aux pièces, 1; contraindre le patron à employer les ouvriers non syndiqués dans les mêmes locaux que les autres, 1. Le lock-out avait pour but d'introduire des changements au règlement du travail.

Résultats : 3 succès; 4 échecs; 2 transactions.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 15 juillet 1909.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 31 juillet 1909.

LA CAISSE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE BELGE, DE 1898 À 1908.

Le tableau ci-après groupe au 31 décembre des années 1898, 1903 et 1908 les principaux éléments de la situation des institutions qui constituent la Caisse générale d'épargne et de retraite.

AN- NÉES.	A. CAISSE D'ÉPARGNE.					B. CAISSE DE RETRAITE.		C. CAISSE D'ASSURANCES.		D. CAISSE de RENTES- ACCIDENTS.		TOTAL des CAPI- TAUX gérés par la caisse générale d'épar- gne et de retraite (en mil- lions). (Total des col. 3, 4, 7, 9 et 11.) 12
	NOMBRE de livrets existants.	MONTANT des dépôts sur livrets (en mil- lions).	MONTANT total des sommes déposées (en mil- lions).	MONTANT nominal des dépôts sur carnets de rentes belges (en mil- lions).	AVANCES aux sociétés d'habi- tations ou- vrières et de crédit agricole (en mil- lions).	Nombre approximatif d'affiliés.	Fonds des rentes (en mil- lions).	Nombre d'assu- rances (en mil- lions).	Fonds d'assu- rances (en mil- lions).	Nombre de rentes servies. (en mil- lions).	Fonds des rentes (en mil- lions).	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
1898	1,514,810	565	580	153	25	99,800	22.4	9,019	3.4	#	#	759
1903	2,088,448	735	758	293	56	627,000	59.6	21,923	12.1	#	#	1,123
1908	2,624,991	886	910	473	72	1,000,000	131.6	35,561	(1) 10.0	493	0.9	1,525

(1) La diminution du fonds d'assurances est due à la répartition des bénéfices et à la ristourne de primes effectuées en exécution de l'arrêté du Conseil général du 4 juillet 1907.

(1) La diminution du fonds d'assurances est due à la répartition des bénéfices et à la ristourne de primes effectuées en exécution de l'arrêté du Conseil général du 4 juillet 1907.

Ce tableau permet de se rendre compte des progrès accomplis pendant la dernière période décennale; il montre que l'ensemble des capitaux gérés (759 millions en 1898) a plus que doublé en dix ans et qu'il dépasse un milliard et demi de francs en 1908.

Il permet aussi de constater que les seuls capitaux d'épargne s'élèvent à la somme de 1,359 millions de francs, dont 886 millions inscrits sur les livrets d'épargne et 473 millions sur les carnets de rentes belges.

Les Bourses du travail en 1908 ⁽²⁾. — Le terme de *Bourse du travail*, en Belgique, désigne uniquement les offices de placement gratuit organisés soit par des associations charitables, soit par des communes; elles complètent avec les bureaux des syndicats et les bureaux payants ⁽³⁾ le système actuellement destiné à assurer le placement des sans-travail.

(1) Compte-rendu des opérations de la Caisse générale d'épargne et de retraite, année 1908.

(2) *Revue du travail belge*, 15 juin 1909.

(3) Dans la pratique, les bureaux payants sont exclusivement affectés aux domestiques. Ces bureaux ne font l'objet d'aucune concession administrative ni d'aucun monopole de fait. Les abus qu'ils ont pu commettre ont été facilement réprimés par la police ou par la concurrence désintéressée des institutions charitables. La question du placement n'a donc jamais passionné les ouvriers comme en France.

Depuis 1904, le gouvernement encourage les bureaux de placement gratuit, par des subsides de premier établissement et des subventions annuelles subordonnées aux conditions édictées par le Ministre de l'industrie et du travail. Il faut avant tout que l'institution fonctionne avec l'appui et sous le contrôle des patrons et des ouvriers siégeant en nombre égal au conseil d'administration et désignés par leurs pairs. Les Bourses doivent envoyer chaque mois au Ministre le relevé de leurs opérations.

C'est à l'aide de ces relevés que l'office du travail établit en partie chaque mois son « marché du travail ».

L'office a établi les opérations, en 1907, des 14 principaux de ces bureaux, dont 6 organisés par les communes, 5 des organismes simplement subventionnés par les communes et 6 par des associations privées.

Ces bureaux ont reçu en 1907, 39,852 demandes d'emploi (86 p. 100 d'hommes et 14 p. 100 de femmes) pour 21,592 offres (76 p. 100 d'hommes et 24 p. 100 de femmes). Ils ont effectué 15,010 placements (82 p. 100 d'hommes et 18 p. 100 de femmes).

Le nombre des demandes a atteint, pour les *hommes*, 208 pour 100 offres, et pour les *femmes* 109 p. 100; pour l'ensemble, la proportion s'élève à 185 demandes pour 100 offres.

Pour l'ensemble des Bourses et des industries on ne relève que 38 placements pour 100 demandes (36 pour les hommes et 48 pour les femmes). Sur 24 groupes d'industrie, le nombre des placements, pour 100 demandes, a atteint 73 dans 1, 60 dans 1 et 50 dans 3.

Pour l'ensemble, le chiffre des placements atteint 69 pour 100 offres.

Parmi les demandes de travail, 77 p. 100 émanaient d'ouvriers valides, 15 p. 100 de demi-ouvriers et 8 p. 100 d'apprentis, 7 p. 100 d'entre eux avaient moins de 16 ans, 23 de 16 à 20 ans, 43 de 21 à 35, 20 p. 100 de 36 à 50 et 7 p. 100 plus de 50. Parmi les offres de travail, 76 p. 100 concernaient des hommes; (71 p. 100 des ouvriers valides, 17 p. 100 des demi-ouvriers et 12 p. 100 des apprentis) et 24 p. 100 des femmes (82 p. 100 des ouvrières, 8 p. 100 des demis-ouvrières et 10 p. 100 des apprenties.)

63 p. 100 des demandes (hommes et femmes) portaient sur des ouvriers de profession industrielle et 37 sur d'autres professions.

Quant aux personnes placées, 82 p. 100 étaient des hommes et 18 p. 100 des femmes; parmi les hommes, 75 p. 100 étaient valides, 15 p. 100 des demi-ouvriers et 10 p. 100 des apprentis; 9 p. 100 avaient moins de 16 ans, 23 p. 100 de 16 à 20 ans, 42 p. 100 de 21 à 35, 20 p. 100 de 36 à 50 et 6 p. 100 plus de 50 ans. Les placements les plus nombreux se relèvent dans les métaux (19 p. 100), la construction (19 p. 100) les commissionnaires (96 p. 100), le bois (14 p. 100); chez les femmes, parmi les servantes (55 p. 100), dans le vêtement (15 p. 100), les textiles (3 p. 100).

27 p. 100 des placements ont été effectués à Bruxelles, 20 p. 100 à Anvers, 17 p. 100 à Gand, 9 p. 100 à Liège.

Le coût moyen du placement le moins élevé se rencontre à Bruxelles (1 fr. 82).

Le Ministre de l'industrie et du travail a distribué, en 1908, 10,900 francs de subventions entre toutes les Bourses : ces subsides sont répartis selon un barème et proportionnellement à l'importance des opérations et à leur effet utile. La part de chaque Bourse est déterminée d'après le nombre des demandes, des offres et des placements et d'après les rapports entre ces divers facteurs ainsi que d'après le coût moyen du placement.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en juin 1909 ⁽¹⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,507 unions groupant 88,260 membres, la moyenne des chômeurs était de 5.3 p. 100 en juin 1909. Cette moyenne était en mai de 6.7 p. 100 dans 1,619 unions groupant 98,960 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juillet 1909 ⁽²⁾. — La situation générale est à peu près la même qu'en juin, mais le relentissement s'est fait surtout sentir dans la construction mécanique, la construction navale et le bâtiment. Par rapport à juin 1908, il y a reprise d'activité un peu partout excepté dans la construction mécanique et navale où le calme s'est accentué.

7.9 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 693,848 membres, contre la même proportion à la fin de juin 1909 et à la fin de juin 1908; 4.98 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant 658,590 ouvriers, contre 4.81 en juin 1909 et 4.93 en juillet 1908; dans la métallurgie du fer, 285 hauts-fourneaux en marche avec 21,500 ouvriers contre 291 en juin 1909 et 267 en juillet 1908.

Grèves en juillet 1909 ⁽³⁾. — 41 conflits nouveaux en juillet 1909 avec 93,203 grévistes contre 16 en juin 1909 et 24 en juillet 1908. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en juillet 1909 est de 163,006 contre 6,393 en juin 1909 et 21,649 en juillet 1908. Les 41 conflits nouveaux se répartissent ainsi : bâtiment, 3; mines, 26; textiles, 7; transports, 2; autres industries, 3.

Causes : questions de salaire, 17; durée du travail, 5; solidarité avec d'autres ouvriers, 4; autres causes, 7.

Sur 36 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 89,558 personnes, il y a eu 7 succès, 15 transactions, 14 échecs. Total des journées de travail perdues : 936,200 contre 112,700 en juin 1909 et 435,000 en juillet 1908.

⁽¹⁾ *American federationist*, août 1909.

⁽²⁾ *Labour gazette*, août 1909.

Les grèves et lock-outs en 1908 ⁽¹⁾. — Le nombre des conflits ouvriers, grèves et lock-outs, survenus en 1908 dans le Royaume-Uni, s'est élevé à 399; celui des ouvriers réduits au chômage à 295,507 (dont 223,969 atteints directement) et le total des journées de travail perdues à 10,632,638.

Bien que le nombre des suspensions de travail ait été de beaucoup inférieur à la moyenne de la période 1899-1908, le nombre des journées de travail perdues est le plus élevé que l'on ait enregistré depuis 1898, année de la grande grève charbonnière du pays de Galles. Le nombre des grévistes n'a été surpassé qu'en 1893 et 1894 (grève charbonnière d'Écosse). L'élévation du chiffre de 1908 tient uniquement aux grèves de la métallurgie, de la construction navale et de l'industrie cotonnière groupant à elles seules 166,000 grévistes, soit 56 p. 100 du total de l'année et ayant entraîné la perte de 8 millions et quart de journées de travail, soit 76 p. 100 du total.

Le tableau suivant permet de comparer les chiffres relatifs aux années 1904-1908.

	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Nombre de grèves.....	355	358	486	601	399
Nombre des chômeurs.....	87,208	93,503	217,773	147,498	295,507
Total des journées de travail perdues.....	1,484,220	2,470,189	3,028,816	2,162,151	10,632,638

Les grèves les plus importantes ont éclaté dans les textiles (132,803 chômeurs); les mines et les carrières (87,022), la construction mécanique (58,338). Le nombre des chômeurs qui avait diminué dans le bâtiment (1,230, en 1907, 1,441 en 1906) est remonté à 2,892. L'augmentation est énorme dans les textiles avec le chiffre le plus élevé que l'on ait enregistré depuis 1892 (120,000 grévistes dans la seule industrie cotonnière).

Les grèves ont été en général de courte durée: 128 p. 100 d'entre elles ont duré moins d'une semaine.

Si l'on examine l'importance des conflits d'après le nombre des journées de travail perdues, on constate que cette année encore les ouvriers textiles occupent le premier rang avec 5,301,434, soit 49.8 p. 100 de l'ensemble; viennent ensuite ceux des constructions mécaniques et navales (3,793,835, soit 35.6 p. 100), suivis par ceux des mines (1,271,979, soit 11.9 p. 100). Par contre, ceux du bâtiment n'ont perdu que 73,063 journées, soit 6.84 p. 100 du total.

Le tableau suivant résume ces divers renseignements.

CATÉGORIE D'INDUSTRIE.	NOMBRE		NOMBRE des journées de travail perdues.
	des conflits.	des chômeurs.	
Bâtiment.....	19	2,892	73,063
Mines, carrières.....	145	87,022	1,271,979
Métallurgie, constructions mécaniques.....	62	58,338	3,793,835
Textiles.....	69	132,803	5,301,434
Vêtement.....	32	4,662	57,156
Transports.....	21	4,894	51,634
Autres industries.....	51	4,896	83,537
TOTAL.....	399	295,507	10,632,638

⁽¹⁾ D'après le *Report on strikes and lock-outs in the United Kingdom in 1908*. — On sait que le *Labour department*, dès qu'un conflit lui est signalé, adresse un questionnaire à chacune des parties

Dans l'ensemble la proportion des chômeurs par rapport aux chiffres de la population ouvrière par catégorie d'industries s'établit, pour 1908, à 2.9 p. 100. Cette proportion atteint 11 p. 100 dans les textiles, 9 p. 100 dans les mines, 4.2 p. 100 dans la métallurgie et la construction navale, 0.3 p. 100 dans le bâtiment.

Si l'on évalue à 3 milliards le nombre des journées de travail fournies en 1908 par la population ouvrière tout entière, la proportion des journées perdues atteint environ une journée par tête.

Causes et résultats. — Au point de vue des causes et résultats, on peut établir comme suit les proportions des conflits et des ouvriers directement intéressés ayant obtenu ou non gain de cause.

	p. 100 des grèves.	p. 100 des grévistes.	P. 100 DES GRÉVISTES ayant obtenu :			
			Réussite.	Échec.	Trans- action.	Résultat inconnu.
Question de salaire.....	62.4	78.57	18.57	61.92	92.76	77
Durée du travail.....	3.6	3.74	1.24	12.58	0.72	"
Règlement du travail.....	10.7	5.56	16.96	11.46	1.87	"
Syndicalisme.....	7.3	5.45	49.75	0.88	1.25	23
Maintien ou renvoi d'ouvriers ou contremaîtres.....	13.5	4.94	13.44	6.36	3.34	"
Autres réclamations.....	2.5	1.78	0.24	6.80	0.06	"
TOTAL.....	100.0	100.00	100.00	100.00	100.00	100

Cette année encore les grèves faites pour une question de salaire ont été les plus nombreuses (79.0 p. 100 avec 10.09 p. 100 du total des grévistes); 9 p. 100 seulement des ouvriers intéressés dans ces grèves réclamaient une augmentation (contre 45 p. 100 en 1907) alors que 81 p. 100 (8 p. 100 en 1907) s'opposaient à une réduction. Les grèves relatives aux heures de travail ont intéressé quatre fois plus d'ouvriers qu'en 1907; celles faites pour défendre la cause syndicale ou obtenir le maintien ou le renvoi d'autres ouvriers ont été également beaucoup moins importantes.

Si l'on considère les résultats des grèves, sans distinction de causes, on constate que 8.5 p. 100 environ des grévistes ont réussi; 25.2 p. 100 échoué et 65.6 p. 100 obtenu une transaction (contre 32.6, 27.0 et 40.0 en 1907).

L'élévation du chiffre des transactions est attribuable uniquement à la grève du tissage de coton qui groupait les 3/4 des ouvriers ayant obtenu une réussite partielle.

Dans les questions de salaires, les résultats généraux de l'année sont les suivants: succès pour 2 p. 100 des ouvriers, échec pour 20 p. 100 et transaction pour 77 p. 100.

intéressées. Il publie dans la *Labour gazette* la statistique mensuelle des grèves et un résumé provisoire des conflits survenus dans l'année; le rapport définitif paraît ultérieurement en publication séparée; c'est de cette publication que sont tirés les renseignements contenus dans l'article ci-dessus.

La statistique anglaise ne tient pas compte des grèves intéressant moins de 10 personnes ou durant moins d'un jour, à moins qu'elles n'aient causé la perte de 100 journées de travail.

Le tableau suivant montre comment se décomposent les résultats généraux par industrie.

INDUSTRIE.	P. 100 DES OUVRIERS directement intéressés ayant obtenu .			
	Réussite complète.	Échec.	Réussite partielle.	Résultat inconnu.
Bâtiment.....	2.7	30.6	66.7	#
Mines.....	24.7	38.5	34.4	2.4
Métallurgie.....	2.1	86.0	11.7	0.2
Textiles.....	1.9	1.9	96.2	#
Vêtement.....	23.1	49.8	27.1	#
Transports.....	5.6	21.0	73.4	#
Divers.....	6.3	57.0	36.7	#
Employés des autorités locales.....	#	#	100.0	#
TOTAL.....	8.5	25.2	65.6	0.7

La proportion des ouvriers ayant triomphé est de beaucoup inférieure à celle de 1907, celle des ouvriers ayant échoué est restée à peu près la même, tandis que celle des grévistes ayant obtenu une transaction est la plus élevée de la période.

Si l'on considère la nature des négociations qui ont précédé la solution des conflits commencés en 1908, on constate que 24.0 p. 100 des chômeurs (74 p. 100 en 1907) ont vu leurs différends tranchés directement, soit à la suite de négociations entre parties, soit par voie d'arbitrage (3.0 p. 100 contre 2.0 p. 100 en 1907) ou de conciliation (67 p. 100 contre 11 p. 100 en 1907).

ITALIE.

Grèves et lock-outs en mai 1909 ⁽¹⁾. — 106 nouvelles grèves ont été signalées en mai à l'*Office du travail*; 85 de ces conflits intéressaient 13,523 ouvriers. 1 conflit a éclaté dans les industries extractives, 8 dans la métallurgie, 17 dans le travail des pierres et des terres, 16 dans le bâtiment, 5 dans les produits chimiques, 1 dans le bois, 3 dans les industries polygraphiques, 13 dans les textiles, 14 dans le vêtement, 7 dans l'alimentation, 8 dans les transports, 10 dans les services publics, 3 dans diverses industries.

Causes : questions de salaires, 85; durée du travail, 5; règlement disciplinaire, 6; monopole du travail, 3; inconnues, 7.

Résultats : 24 succès, 41 transactions, 24 échecs, 15 résultats inconnus; 2 conflits non terminés.

⁽¹⁾ *Bollettino del Ufficio del lavoro*, juin 1909.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 12 juillet 1909 sur la constitution d'un bien de famille insaisissable ⁽¹⁾.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE 1^{er}.

CONSTITUTION D'UN BIEN DE FAMILLE.

ART. 1^{er}. — Il peut être constitué, au profit de toute famille, un bien insaisissable qui portera le nom de bien de famille.

Les étrangers ne pourront jouir des prérogatives de la présente loi qu'après avoir été autorisés, conformément à l'article 13 du Code civil, à établir leur domicile en France.

ART. 2. — Le bien de famille pourra comprendre soit une maison ou portion divisée de maison, soit à la fois une maison et des terres attenantes ou voisines, occupées et exploitées par la famille. La valeur dudit bien, y compris celle des cheptels et immeubles par destination, ne devra pas, lors de sa fondation, dépasser huit mille francs (8,000 fr.).

ART. 3. — La constitution est faite :

Par le mari sur ses biens personnels, sur ceux de la communauté ou, avec le consentement de la femme, sur les biens qui appartiennent à celle-ci et dont il a l'administration.

Par la femme, sans l'autorisation du mari ou de justice, sur les biens dont l'administration lui a été réservée :

Par le survivant des époux ou l'époux divorcé, s'il existe des enfants mineurs, sur ses biens personnels;

Par l'aïeul ou l'aïeule, suivant les distinctions ci-dessus, qui recueille ses petits-enfants orphelins de père et de mère, ou moralement abandonnés;

Par le père ou la mère, sans descendants légitimes, d'un enfant naturel ou d'un enfant adopté.

Toute personne capable de disposer pourra constituer un bien de famille au profit d'une autre personne réunissant elle-même les conditions exigées par la loi pour pouvoir le constituer.

ART. 4. — Le bien de famille ne peut être établi que sur un immeuble non indivis.

Il ne peut en être constitué plus d'un par famille.

Toutefois, lorsque le bien est d'une valeur inférieure à 8,000 francs, il peut être porté à cette valeur au moyen d'acquisitions qui sont soumises aux mêmes conditions et formalités que la fondation.

Le bénéfice de la constitution du bien de famille reste acquis alors même que, par le seul fait de la plus-value postérieure à la constitution, le chiffre de 8,000 francs se trouverait dépassé.

ART. 5. — La constitution du bien ne peut porter sur un immeuble grevé d'un privilège ou d'une hypothèque, soit conventionnelle, soit judiciaire, lorsque les créanciers ont pris inscription antérieurement à l'acte constitutif ou, au plus tard, dans le délai fixé à l'article 6 ci-après.

Les hypothèques légales, même inscrites avant l'expiration de ce délai, ne font pas obstacle à la constitution et conservent leur effet.

Celles qui prendraient naissance postérieurement pourront être valablement inscrites, mais l'exercice du droit de poursuite qu'elles confèrent sera suspendu jusqu'à la désaffectation du bien.

⁽¹⁾ *Journal Officiel* du 13 juillet 1909, p. 7566.

ART. 6. — La constitution du bien de famille résulte d'une déclaration reçue par un notaire, d'un testament ou d'une donation.

Cet acte contient la description détaillée de l'immeuble avec l'estimation de sa valeur, ainsi que les nom, prénoms, profession et domicile du constituant, et, s'il y a lieu, du bénéficiaire de la constitution.

Il reste affiché pendant deux mois par extrait sommaire et au moyen de placards manuscrits apposés sans procès-verbal d'huissier à la justice de paix et la mairie de la commune où les biens sont situés.

Un avis est, en outre, inséré par deux fois, à quinze jours d'intervalle, dans un journal du département recevant les annonces légales.

ART. 7. — Jusqu'à l'expiration de ce délai de deux mois, pourront être inscrits tous privilèges et hypothèques garantissant des créances antérieures à la constitution du bien. Pendant ce même délai, les créanciers chirographaires seront admis à former, en l'étude du notaire rédacteur de l'acte, opposition à la constitution.

ART. 8. — A l'expiration du délai de deux mois, l'acte est soumis, avec toutes les pièces justificatives, à l'homologation du juge de paix.

Celui-ci ne donnera son homologation qu'après s'être assuré :

1° Par les pièces produites, et s'il les juge insuffisantes, par un rapport d'expert commis d'office, de la valeur des immeubles constituant le bien de famille;

2° Qu'il n'existe ni privilège ni hypothèque autres que ceux visés à l'article 5;

3° Que mainlevée a été donnée de toutes les oppositions;

4° Que les bâtiments sont assurés contre les risques de l'incendie.

ART. 9. — Dans le mois qui suivra son homologation, l'acte de constitution de bien sera transcrit à peine de nullité.

TITRE II.

RÉGIME DU BIEN DE FAMILLE.

ART. 10. — A partir de la transcription, le bien de famille ainsi que ses fruits sont insaisissables, même en cas de faillite ou de liquidation judiciaire; il n'est fait exception qu'en faveur des créanciers antérieurs qui se sont conformés aux dispositions qui précèdent, pour conserver l'exercice de leurs droits.

Il ne peut être ni hypothéqué, ni vendu à réméré.

Néanmoins, les fruits pourront être saisis pour le paiement :

1° Des dettes résultant de condamnations en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police;

2° Des impôts afférents au bien et des primes d'assurances contre l'incendie;

3° Des dettes alimentaires.

Le propriétaire ne peut renoncer à l'insaisissabilité du bien de famille.

ART. 11. — Le propriétaire peut aliéner tout ou partie du bien de famille ou renoncer à la constitution. Mais, s'il est marié ou s'il a des enfants mineurs, l'aliénation ou la renonciation sera subordonnée, dans le premier cas, au consentement de la femme donné devant le juge de paix et, dans le second cas, à l'autorisation du conseil de famille, qui ne l'accordera que s'il estime l'opération avantageuse aux mineurs. Sa décision sera sans appel.

ART. 12. — En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, si l'un des époux est prédécédé et s'il existe des enfants mineurs, le juge de paix ordonnera les mesures de conservation et de remploi qu'il estimera nécessaires.

ART. 13. — Dans le cas de substitution volontaire d'un bien de famille à un autre, la constitution du premier bien est maintenue jusqu'à ce que la constitution du second soit définitive.

ART. 14. — En cas de destruction partielle ou totale du bien, l'indemnité d'assurance est versée à la Caisse des dépôts et consignations pour demeurer affectée à la reconstitution de ce bien et, pendant un an, à dater du paiement de l'indemnité, elle ne peut être l'objet d'aucune saisie, sans préjudice pourtant des dispositions de l'article 10 ci-dessus.

Les compagnies d'assurances ne sont, en aucun cas, garantes du défaut de remploi.

ART. 15. — Il en sera de même pour l'indemnité allouée à la suite d'une expropriation pour cause d'utilité publique.

La femme pourra exiger l'emploi des indemnités d'assurances ou d'expropriation soit en immeubles, soit en rentes sur l'État français, à concurrence d'un maximum de 8,000 francs.

ART. 16. — Le tribunal civil statue, la femme et, en cas de prédécès de l'un des époux, le représentant légal des mineurs appelés, sur toutes les demandes relatives à la validité de la constitution, de l'aliénation totale ou partielle du bien de famille.

L'affaire est jugée comme en matière sommaire.

La femme n'a besoin d'aucune autorisation pour poursuivre en justice l'exercice des droits que lui confère la présente loi.

ART. 17. — L'insaisissabilité subsiste même après la dissolution du mariage sans enfants au profit du survivant des époux, s'il est propriétaire du bien.

ART. 18. — Elle peut également se prolonger par l'effet du maintien de l'indivision prononcée dans les conditions et pour la durée ci-après déterminées.

S'il existe des mineurs au moment du décès de l'époux propriétaire de tout ou partie du bien, le juge de paix peut, soit à la requête du conjoint survivant, du tuteur ou d'un enfant majeur, soit à la demande du conseil de famille, ordonner la prolongation de l'indivision jusqu'à la majorité du plus jeune, et allouer s'il y a lieu, une indemnité pour ajournement du partage, aux héritiers qui sont ou qui deviennent majeurs et ne profitent pas de l'habitation.

ART. 19. — Le survivant des époux, s'il est copropriétaire du bien et s'il habite la maison, a la faculté de réclamer, à l'exclusion des héritiers, l'attribution intégrale du bien sur estimation.

Ce droit s'ouvre à son profit, soit au décès de son conjoint, si tous les descendants sont majeurs ou, même lorsqu'il y a des mineurs, si la demande en maintien d'indivision a été rejetée, soit à la majorité des enfants, lorsque l'indivision a été maintenue.

ART. 20. — Il est constitué auprès du Ministre de l'agriculture un conseil supérieur de la petite propriété rurale auquel doivent être soumis tous les règlements à faire en vertu de la présente loi et, d'une façon générale, toutes les dispositions intéressant la petite propriété rurale.

L'organisation et le fonctionnement de ce conseil seront fixés par le règlement d'administration publique prévu à l'article 21.

ART. 21. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures d'application de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Loi du 20 juillet 1909 sur l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture exécutés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments ⁽¹⁾.

ARTICLE 1^{er}. — Dans les ateliers, chantiers, bâtiments en construction ou en réparation et généralement dans tout lieu de travail où s'exécutent des travaux de peinture en bâtiments, les chefs d'industrie, directeurs ou gérants sont tenus, indépendamment des mesures prescrites en vertu de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, de se conformer aux prescriptions suivantes.

ART. 2. — A l'expiration de la cinquième année qui suivra la promulgation de la présente loi, l'emploi de la céruse, de l'huile de lin plombifère et de tout produit spécialisé renfermant de la céruse, sera interdit dans tous les travaux de peinture, de quelque nature qu'ils soient, exécutés par les ouvriers peintres, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments.

ART. 3. — Un règlement d'administration publique, rendu après avis du Comité consultatif des arts et manufactures et de la Commission d'hygiène industrielle, indiquera, s'il y a lieu, les travaux spéciaux pour lesquels il pourra être dérogé aux dispositions précédentes.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 22 juillet 1909.

ART. 4. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi. A cet effet, ils ont entrée dans tous les établissements spécifiés à l'article 1^{er}. Toutefois, dans le cas où les travaux de peinture sont exécutés dans des locaux habités, les inspecteurs ne pourront pénétrer dans ces locaux qu'après y avoir été autorisés par les personnes qui les occupent.

ART. 5. — Les articles 5, 7, paragraphes 1^{er} et 3, 9 et 12 de la loi du 12 juin 1893, sont applicables à la constatation des contraventions prévues par la présente loi, ainsi qu'à leur répression.

**Loi du 24 juillet 1909 relative aux conditions de retraite du personnel
des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général ⁽¹⁾.**

ARTICLE 1^{er}. — Les grandes compagnies de chemins de fer et l'Administration des chemins de fer de l'État devront modifier leurs règlements de retraites, de façon à assurer à tous leurs agents, employés et ouvriers de l'un et l'autre sexes, les droits et avantages minima ci-après et à satisfaire aux prescriptions de la présente loi.

ART. 2. — Tout agent, employé ou ouvrier aura droit à une pension de retraite lorsqu'il aura accompli vingt-cinq années d'affiliation et atteint :

Cinquante ans d'âge pour les mécaniciens et chauffeurs, cinquante-cinq ans d'âge pour les autres agents du service actif, et soixante ans d'âge pour les employés de bureau qui n'ont pas passé quinze ans dans le service actif.

Toutefois, ces derniers pourront obtenir la retraite à partir de cinquante-cinq ans, s'ils sont reconnus par la commission de réforme, visée à l'article 3 ci-après, hors d'état de continuer leurs fonctions.

ART. 3. — Dans le cas de maladie, blessures ou infirmités prématurées le mettant dans l'impossibilité de rester au service du chemin de fer, tout agent, employé ou ouvrier, ayant au moins quinze années d'affiliation, aura droit également à une pension de retraite immédiate s'il est reconnu invalide, soit par l'administration à laquelle il appartient, soit par une commission de réforme.

Toutefois le droit à pension immédiate lui sera acquis, quelle que soit la durée de l'affiliation, si l'invalidité résulte de l'exercice de ses fonctions.

Aucune pension ne peut être accordée pendant l'activité de service.

ART. 4. — La pension de retraite sera égale à la moitié du traitement ou salaire moyen lorsque la double condition d'âge et de durée d'affiliation ci-dessous sera remplie, savoir :

Pour les mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, cinquante ans d'âge et vingt-cinq ans d'affiliation.

Pour le personnel de tous les autres services, cinquante-cinq ans d'âge et vingt-cinq ans d'affiliation.

Elle sera augmentée, quel que soit l'âge, à raison d'un cinquantième du traitement ou salaire moyen par année d'affiliation en plus de vingt-cinq.

Elle sera diminuée, pour tous les agents, employés ou ouvriers, lorsque la double condition d'âge ou de durée d'affiliation ne sera pas remplie, à raison d'un centième du traitement ou salaire moyen par année d'affiliation en moins de vingt-cinq, et d'un centième par année d'âge en moins de cinquante ou de cinquante-cinq et, en tout cas, d'au moins un cinquantième du traitement ou salaire moyen par année d'affiliation en moins de vingt-cinq.

⁽¹⁾ Journal officiel du 23 juillet 1909.

La pension de retraite ne pourra, en aucun cas, dépasser les maxima qui seront fixés par chaque règlement de retraites, ni être inférieure à cinq cinquantièmes du traitement ou salaire moyen. Elle se cumulera avec les rentes-accidents dues par application de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes.

ART. 5. — Tout agent, employé ou ouvrier quittant le service en dehors des conditions définies aux articles 2 et 3, soit volontairement, soit pour toute autre cause, aura droit, s'il a plus de quinze années d'affiliation, à une pension de retraite, calculée comme il est dit à l'article 4, dont la jouissance sera différée à l'âge où seraient remplies les conditions de la retraite normale selon la catégorie d'emploi à laquelle il appartient.

Si l'agent, employé ou ouvrier n'a pas quinze années d'affiliation, il aura droit au remboursement de ses retenues et de leurs intérêts calculés au taux bonifié donné au moment du départ, par la caisse d'épargne de Paris à ses déposants. Toutefois, si les retenues ont été versées à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, ou à la caisse d'assurances en cas de décès, le remboursement sera remplacé par la remise à l'intéressé du livret individuel ou de la police d'assurance.

Tout agent, employé ou ouvrier obligé de quitter le service du chemin de fer avant d'avoir atteint quinze années d'affiliation par suite de maladies, blessures ou infirmités prématurées ne résultant pas de l'exercice de ses fonctions, et reconnu invalide soit par l'administration à laquelle il appartient, soit par la commission de réforme, aura droit, en outre du remboursement de ses retenues ou de la remise de son livret individuel, comme il est dit ci-dessus, à une indemnité représentée par le montant desdites retenues majorées de leurs intérêts au même taux.

ART. 6. — L'affiliation au régime des retraites sera obligatoire après une année d'emploi continu dans une administration de chemins de fer, effectuée après que l'intéressé aura satisfait aux obligations du service militaire de l'armée active; elle aura lieu, pour les femmes, à leur majorité, après une année d'emploi continu.

Toutefois, lorsque l'intéressé aura été réformé, soit avant, soit après l'incorporation, l'année d'emploi continu ne pourra commencer qu'à partir du jour où la classe à laquelle il appartient par son âge est rentrée dans ses foyers.

ART. 7. — Les pensions de retraite sont réversibles pour moitié au profit des veuves, sauf en cas de divorce ou de séparation de corps prononcés aux torts exclusifs de la femme.

La réversibilité n'aura lieu que si le mariage est de trois ans au moins antérieur à l'époque à laquelle le mari aura cessé ses fonctions.

Aucune condition de durée de mariage ne sera exigée pour la réversibilité s'il existe un enfant né des conjoints au moment où le mari cesse ses fonctions.

Lorsque la cessation des fonctions du mari sera la conséquence d'un accident survenu dans le service, il suffira que le mariage soit antérieur à l'accident.

A défaut de veuve habile à recevoir la pension, les orphelins, âgés de moins de dix-huit ans, auront droit à la réversibilité de la demi-pension.

En cas de décès d'un agent en service, les veuves et orphelins ont droit, dans les conditions indiquées par les deux premiers alinéas du présent article, à la réversibilité de la moitié de la pension à laquelle aurait eu droit le mari en raison de son âge et de sa durée d'affiliation.

ART. 8. — Le traitement ou salaire moyen de tout agent, employé ou ouvrier, qui sert de base à l'établissement de sa pension de retraite est la moyenne des traitements ou salaires des six années les plus productives.

Dans les traitements ou salaires, on comprendra les primes et tous les avantages accessoires assimilés à une augmentation de salaire qui ne constituent pas un remboursement de frais, un secours ou une gratification.

ART. 9. — Le régime de retraites ainsi défini entrera en vigueur immédiatement

après l'expiration de la première année suivant celle de la promulgation de la présente loi.

Il sera applicable à tous les agents, employés ou ouvriers déjà affiliés aux règlements de retraites des administrations de chemins de fer qui déclareront, avant la date de mise en application de la loi, opter pour le régime qu'elle établit, ainsi qu'à tous autres agents, employés et ouvriers en service qui compteront, à cette date, au moins un an de service continu. La durée d'affiliation à supputer pour le calcul de leurs pensions prendra son origine à partir de la date de mise en application de la loi; toutefois, la durée d'affiliation nécessaire pour avoir droit à une pension à jouissance immédiate ou différée, en vertu des articles 2 et 5, sera remplacée par la durée du service comptée, soit à partir de leur commissionnement ou de leur classement, soit, si cette origine leur est plus favorable, à partir d'une année après leur entrée au service du chemin de fer.

Pour les agents, employés ou ouvriers déjà affiliés à un règlement de retraites et ayant opté comme il est dit à l'alinéa précédent, la pension résultant de ce règlement pour les années comptées à dater de la mise en application de la présente loi, ne sera pas cumulée avec celle résultant de cette loi; elle sera, s'il y a lieu, majorée jusqu'à concurrence de cette dernière.

ART. 10. — Le montant des versements effectués par les grandes compagnies de chemins de fer et l'Administration des chemins de fer de l'Etat aux retraites de leur personnel sera déterminé par les règlements de retraites.

Ces versements pourront être constitués en partie par des retenues opérées sur les traitements ou salaires. Ces retenues seront de 5 p. 100 pour les agents, employés ou ouvriers qui entrèrent au service des compagnies postérieurement à la promulgation de la présente loi, ainsi que pour ceux déjà en service qui ne sont actuellement partie d'aucune caisse de retraites. Elles comprendront, en outre, le premier mois de traitement qui sera réparti sur un délai de vingt-quatre mois, ainsi que le douzième de chaque augmentation.

Tous les cinq ans, les grandes compagnies de chemins de fer et l'Administration des chemins de fer de l'Etat soumettront à l'approbation du Ministre des travaux publics la situation financière et le bilan de leurs caisses de retraites et proposeront, s'il y a lieu, les mesures propres à assurer la péréquation des charges. Dans le cas où ces mesures seraient insuffisantes, le Ministre des travaux publics, d'accord avec le Ministre des finances, prescrira, les compagnies entendues, celles qu'il juge nécessaires.

Le premier bilan devra être soumis dans un délai de deux ans à dater de la mise en application de la présente loi.

Les compagnies demeureront responsables de la gestion de leurs caisses de retraites.

ART. 11. — Six mois avant la mise en application de la présente loi, les administrations de chemins de fer devront soumettre leurs nouveaux règlements établis conformément aux prescriptions de ladite loi à l'homologation du Ministre des travaux publics, dans les conditions prévues par la loi du 27 décembre 1890, modifiée par la loi du 10 avril 1902.

Ces règlements devront, notamment, fixer le taux des retenues sur les traitements ou salaires, préciser les diverses conditions de réversibilité des pensions au profit des ayants droit et déterminer le régime transitoire à appliquer aux agents en service déjà affiliés à un régime de retraites.

ART. 12. — La composition et le fonctionnement des commissions de réforme prévues par la présente loi seront arrêtés, pour chaque administration de chemins

de fer, par le Ministre des travaux publics, sur la proposition de cette administration. Des représentants élus du personnel feront nécessairement partie de ces commissions.

Loi du 22 juillet 1909 autorisant le Gouvernement à suspendre temporairement par décret, en cas de circonstances exceptionnelles, l'application de la loi du 2 avril 1889 et à déroger, dans les mêmes circonstances, à l'article 1^{er} de la loi du 17 juillet 1867, concernant le régime commercial et maritime entre l'Algérie et la métropole et instituant un conseil permanent d'arbitrage ⁽¹⁾.

ARTICLE 1^{er}. — En cas d'événements exceptionnels ayant pour effet d'interrompre temporairement les relations maritimes sous pavillon français :

1° Entre un ou plusieurs ports de France et les ports d'Algérie ou réciproquement ;

2° Entre un ou plusieurs ports de la France continentale et les ports de la Corse ou réciproquement,

Le Gouvernement pourra suspendre, par décret rendu en conseil des ministres et pendant tout le temps que durera cette interruption :

1° En ce qui concerne l'Algérie, l'application de la loi du 2 avril 1889 ;

2° En ce qui concerne la Corse, l'application de l'article 4 de la loi du 21 septembre 1793.

Il pourra également, dans la même forme et durant la même période, admettre exceptionnellement au bénéfice de leur origine les produits algériens, tunisiens ou français qui, par suite de l'interruption des relations normales, ne pourraient être importés en France, en Algérie ou en Tunisie dans les conditions réglementaires.

Le bénéfice de ce régime est réservé aux seuls produits qui seront accompagnés d'un certificat d'origine dans les conditions fixées par l'administration des Douanes.

Resteront admises au bénéfice de leur origine les marchandises en cours de route qui seront justifiées avoir été expédiées avant la publication du décret au *Journal officiel*.

Le retour au régime normal sera prononcé dans la même forme aussitôt que les circonstances le permettront.

Les dispositions prévues aux paragraphes précédents seront applicables aux transports entre la Corse et la France continentale.

ART. 2. — Il sera institué, par décret du Président de la République, un conseil permanent d'arbitrage qui devra être saisi sans délai des différends d'ordre collectif entre les compagnies de transport et leurs équipages.

Un règlement d'administration publique déterminera la composition de ce conseil dont feront partie, en nombre égal, des représentants désignés par les employeurs et par les employés, la procédure de ce conseil et le délai dans lequel il devra rendre sa sentence.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 24 juillet 1909.

Décrets réorganisant des conseils de prud'hommes.**I. Réorganisation de conseils de prud'hommes avec création de sections du commerce.**

Toulon, 22 juillet 1909 (*Journal officiel* du 25 juillet 1909, p. 8035).

II. Réorganisation de conseils de prud'hommes sans section du commerce.

Albi, 5 juillet 1909 (*Journal officiel* du 7 juillet 1909, p. 7358).

Bapaume, 5 juillet 1909 (*Journal officiel* du 7 juillet 1909, p. 7358).

Saint-Brieuc, 5 juillet 1909 (*Journal officiel* du 7 juillet 1909, p. 7359).

Saint-Omer, 5 juillet 1909 (*Journal officiel* du 7 juillet 1909, p. 7359).

Fourmies, 15 juillet 1909 (*Journal officiel* du 17 juillet 1909, p. 7657).

Cousolre, 19 juillet 1909 (*Journal officiel* du 22 juillet 1909, p. 7844).

Evreux, 19 juillet 1909 (*Journal officiel* du 22 juillet 1909, p. 7844).

Maubeuge, 19 juillet 1909 (*Journal officiel* du 22 juillet 1909, p. 7845).

Saint-Didier-la-Séauve, 19 juillet 1909 (*Journal officiel* du 22 juillet 1909, p. 7845).

Arrêté du 30 juin 1909 fixant le taux des subventions de l'État à allouer aux caisses de chômage pour les indemnités versées pendant le second semestre de 1908.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1908, ouvrant un crédit pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire par manque de travail;

Vu le décret du 9 septembre 1905, modifié par les décrets en date du 20 avril 1906, 31 décembre 1906 et 3 décembre 1908, et spécialement ses articles 9, 10, 12, 13 et 14;

Vu l'avis émis par la Commission des caisses de chômage dans sa séance du 26 juin 1909;

Sur la proposition du Conseiller d'État, directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux des subventions à allouer, dans les limites déterminées par les articles 9, 10 et 12 du décret du 9 septembre 1905, aux caisses de secours contre le chômage involontaire par manque de travail, pour les indemnités versées par elles au cours du second semestre de l'année 1908, est fixé à 20 p. 100 du montant des indemnités versées par les caisses locales et à 30 p. 100 du montant des indemnités versées par les caisses fonctionnant dans trois départements au moins et comptant 1,000 membres actifs au minimum.

ART. 2. — Le Conseiller d'État, directeur du Travail, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin de l'Office du travail*.

Paris, le 30 juin 1909.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

RENÉ VIVIANI.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de juillet 1909.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 7 juillet. — Rapport de M. Émile Cbauvin sur la proposition de loi de M. Pugliesi-Conti ayant pour objet d'étendre le régime de la législation sur les accidents du travail aux gens de maison, domestiques et serveurs de toute sorte (doc. parl. n° 2659).

————— *Chambre des députés.* — 2° séance du 8 juillet. — Dépôt, par MM. De-fontaine, Debove et Pasqual, d'une proposition de loi ayant pour but de réparer les dommages causés aux victimes d'accidents du travail et à leurs ayants-droit par l'application de la loi de 1898. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Alcoolisme. — *Chambre des députés.* — 2° séance du 13 juillet. — Rapport de M. Schmidt sur : 1° la proposition de la loi de M. J.-L. Breton tendant à l'interdiction de la fabrication et de la vente des essences et liqueurs à base d'absinthe; 2° la proposition de loi de M. Ferdinand Buisson tendant à interdire la fabrication et la vente de l'absinthe.

Bien de famille insaisissable. — *Chambre des députés.* — 2° séance du 8 juillet. — Adoption du projet de loi adopté par le Sénat, sur la constitution d'un bien de famille insaisissable.

Caisse des invalides de la marine. — *Chambre des députés.* — Séance du 15 juillet. — Dépôt, par M. Armez et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 11 de la loi du 14 juillet 1908 concernant les pensions sur la caisse des invalides de la marine.. — Renvoi à la Commission de la marine.

Céruse. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 juillet. — Rapport de M. J.-L. Breton, au nom de la Commission chargée d'examiner, d'accord avec une Commission du Sénat, le projet de loi adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre, modifié par le Sénat, sur l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture exécutés tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments (doc. parl. n° 2642). — 1^{re} séance du 10 juillet. — Adoption du projet de loi.

————— *Sénat.* — Séance du 10 juillet. — Dépôt, par le Ministre du travail du projet de loi adopté par la Chambre des députés; renvoi à la Commission élue le 15 juin 1909; rapport de M. Pédebidou au nom de cette Commission (doc. parl. n° 201, inséré au *Journal officiel* à la suite du compte-rendu de la séance du 10 juillet). — Séance du 13 juillet. — Adoption du projet de loi.

Crédit agricole. — *Chambre des députés.* — 2° séance du 8 juillet. — Dépôt, par le Ministre de l'agriculture, d'un projet de loi, tendant à modifier le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894 relative à la création de sociétés de crédit agricole (doc. parl. n° 2662); renvoi à la Commission de l'agriculture; rapport de M. Vigouroux (doc. parl. n° 2664). — 2° séance du 13 juillet. — Adoption après déclaration d'urgence.

————— *Sénat.* — Séance du 17 juillet. — Dépôt, par le Ministre de l'agriculture, du projet de loi adopté par la Chambre des députés (doc. parl. n° 228). — Renvoi à la Commission des finances.

Droit d'association. — *Chambre des députés.* — 2° séance du 16 juillet. — Dépôt, par M. Massabau, d'une proposition de loi tendant à compléter l'article 9 de la loi du

1^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association. — Renvoi à la Commission de réforme judiciaire.

Familles nombreuses; louage d'appartements. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 16 juillet. — Dépôt, par M. H. Depasse et plusieurs de ses collègues d'une proposition de loi concernant le louage d'appartements (interdiction aux propriétaires de refuser de louer leurs appartements ou de donner congé en arguant de nombre des enfants). — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 2720).

Grève des inscrits maritimes. — *Chambre des députés.* — 1^{re} séance du 10 juillet. — Suite de la discussion du projet de loi concernant la suspension facultative du monopole du pavillon et la dérogation au régime commercial et maritime entre l'Algérie et la métropole; adoption de l'article unique du projet de loi. — 1^{re} séance du 12 juillet. — Suite de la discussion; adoption de l'article 2 et de l'ensemble du projet de loi; modification du titre.

————— *Sénat.* — Séance du 15 juillet. — Dépôt, par les Ministres de l'intérieur, de la marine, des finances et du commerce, du projet de loi adopté par la Chambre des députés (doc. parl. n° 216). Renvoi à la Commission des douanes. — Séance du 16 juillet. — Rapport de M. Viger (doc. parl. n° 223); déclaration d'urgence. — Séance du 17 juillet. — Adoption du projet de loi.

Grèves dans les services publics. — *Chambre des députés.* — 1^{re} séance du 12 juillet. — Dépôt, par M. Théodore Reinach, d'une proposition de loi tendant à l'institution de Conseils permanents d'arbitrage dans les industries ayant le caractère de services publics; déclaration de l'urgence et renvoi à la Commission du travail.

Inscrits maritimes. — *Sénat.* — Séance du 6 juillet. — Rapport de M. Riotteau, au nom de la Commission d'initiative parlementaire, sur la proposition de loi de M. Boivin-Champeaux tendant à modifier l'article 12 de la loi du 29 décembre 1905 sur la caisse de prévoyance des marins. — Séance du 10 juillet. — Prise en considération.

Monopole des assurances. — *Chambre des députés.* — 1^{re} séance du 12 juillet. — Dépôt par M. Couderc, d'une proposition de loi sur le monopole des assurances par l'État; renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Payement des salaires. — *Sénat.* — Séance du 1^{er} juillet. — Transmission au Sénat de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés sur le paiement des salaires des ouvriers et employés (doc. parl. n° 175).

Repos hebdomadaire dans les chemins de fer. — *Chambre des députés.* — Séance du 15 juillet. — Dépôt, par M. Engerand et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à accorder aux agents des chemins de fer d'intérêt local le bénéfice de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire; renvoi à la Commission des travaux publics. — Séance du 19 juillet. — Dépôt, par M. Engerand et plusieurs de ses collègues, d'un amendement au projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1910 (modifications à l'article 17 de la loi du 13 juillet 1906 : application de la loi aux employés et ouvriers des chemins de fer d'intérêt général et d'intérêt local).

Retraites des employés de chemins de fer. — *Sénat.* — Séances des 2, 6, 8 et 9 juillet. — Suite de la discussion de la proposition de loi relative aux conditions de retraite du personnel des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général; adoption; modification du titre.

————— *Chambre des députés.* — 2^e séance du 10 juillet. — Transmission à la Chambre des députés de la proposition de loi adoptée par le Sénat (doc. parl. n° 2688); renvoi à la Commission des travaux publics sous réserve d'avis de la Commission du budget et de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — 2^e séance du 13 juillet. —

Rapport de M. Rabier sur la proposition de loi adoptée par le Sénat; déclaration de l'urgence; adoption.

————— *Chambre des députés.* — 2^e séance du 13 juillet. — Dépôt, par M. Bertheaux, d'une proposition de loi relative aux conditions de retraite du personnel des compagnies et administrations de chemins de fer d'intérêt général et local et de l'administration des chemins de fer de l'État; déclaration de l'urgence; renvoi à la Commission des travaux publics.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 15 juillet — Dépôt, par MM. Engerand et Ernest Flandin, d'une proposition de loi tendant à l'établissement de caisses de retraites en faveur du personnel des compagnies de chemins de fer d'intérêt local; renvoi à la Commission des travaux publics.

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — 1^{re} séance du 9 juillet. — Dépôt, par M. Méline, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1909, un crédit extraordinaire de 50,000 francs pour venir en aide aux ouvriers verriers de Fresnes (Nord) victimes du chômage (doc. parl. n° 2679).

Sociétés d'épargne. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 8 juillet. — Rapport supplémentaire de M. Bonnevey sur la proposition de loi, déposée par lui, relative aux sociétés d'épargne (doc. parl. n° 2671).

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LE BLANC DE CÉRUSE ⁽¹⁾.

On sait que la Chambre des députés ayant été saisie de nouveau, le 2 juin dernier, du projet de loi concernant l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture en bâtiments adopté par le Sénat, avait, au cours de la même séance, sur la proposition de M. J.-L. Breton, décidé que sa Commission d'hygiène publique se réunirait avec une Commission du Sénat à l'effet de s'entendre sur un texte commun. Le Sénat, dans sa séance du 3 juin, décida, de son côté, d'élire une Commission spéciale de onze membres chargée d'entrer en rapport avec la Commission d'hygiène publique de la Chambre. Cette Commission fut élue dans la séance du 15 juin.

La Commission mixte ainsi constituée tint trois séances : les 22 et 25 juin et le 19 juillet et put, après des concessions réciproques, conclure un accord complet sur un texte transactionnel. Ce texte fut adopté successivement par la Chambre des députés et le Sénat, dans leurs séances du 10 et du 13 juillet ⁽²⁾.

La question de l'indemnité à accorder aux fabricants de céruse constituait le principal point en litige entre les deux Commissions et c'est sur ce point que porta principalement la discussion. Finalement la majorité de la Commission du Sénat abandonna le principe de l'indemnité et se contenta d'un allongement du délai prévu pour l'interdiction de l'emploi de la céruse, les fabricants, les représentants et les ouvriers devant ainsi subir un préjudice moindre. En revanche, la Commis-

⁽¹⁾ V. *Bull.* juin 1909, p. 696.

⁽²⁾ V. le texte de la loi dans ce numéro du *Bulletin*, p. 903.

sion de la Chambre consentit, pour compenser la suppression de l'indemnité, à prolonger d'une façon très notable le délai de mise en vigueur de la loi : le texte adopté dispose que l'emploi de la céruse sera interdit dans tous les travaux de peinture à l'expiration de la cinquième année qui suivra celle de la promulgation de la loi.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Alpes-Maritimes. — A Antibes, dans l'*horticulture*, et l'*agriculture*, on constate un progrès constant, d'année en année, tant au point de vue de la superficie cultivée que du matériel employé, mais la main-d'œuvre fait défaut, la création de routes et de tramways en employant une partie: on fait dix heures en belle saison, pour un salaire, en hausse, de 3 fr. 50 et 5 francs au lieu de 3 et 4 francs. Un établissement de 5 ouvriers a disparu, mais 2 nouveaux, occupant ensemble une quinzaine d'ouvriers, se sont créés.

Calvados. — D'après le conseil de prud'hommes de Lisieux, la proportion des ouvriers en chômage s'élevait à 15 p. 100 dans l'industrie lainière; à 30 p. 100 dans l'industrie linière; à 10 p. 100 dans le bâtiment et dans les cuirs et peaux. On fait 10 heures par jour.

Finistère. — A Morlaix, d'après le conseil de prud'hommes, la situation de l'industrie a peu varié comparativement au premier trimestre correspondant de 1908 : peu de chômage; les ouvriers du bâtiment se sont disséminés dans les environs, où le travail est plus abondant; dans la tonnellerie l'activité se maintenait, ainsi que dans la fabrique de sabots (sans outils mécaniques), mais dans cette dernière industrie il y a pénurie d'ouvriers.

D'après des syndicats patronaux : A Concarneau, dans le *bâtiment*, qui compte 12 entrepreneurs occupant 162 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, par suite du manque de pêche sur le littoral; on fait 60 heures par semaine; le salaire est de 0 fr. 40 l'heure pour les ouvriers, de 0 fr. 25 à 0 fr. 28 par les manœuvres. A Douarnenez, chez les *margeurs*, au nombre de 51, occupant en moyenne une personne par établissement, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, par suite des variations de la pêche; on fait de 8 heures à 10 heures par jour, sans chômage, pour un salaire hebdomadaire de 15 francs et certains bonis; à la fermeture de 2 établissements a correspondu l'ouverture de 2 nouveaux. A Camaret-sur-Mer, dans la *pêche*, la sardine a mal donné; les 3 usines de Camaret sont fermées depuis le 1^{er} décembre 1908. A Crozon la pêche a été presque nulle aussi.

Pas-de-Calais. — D'après le conseil de prud'hommes d'Arras aucune variation n'a été constatée dans la marche de l'industrie pendant le premier trimestre 1909.

D'après des syndicats patronaux : A Boulogne, dans la *peinture*, et *vitrierie*, qui compte 15 maisons occupant 100 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, par suite du mauvais temps; on faisait 50 heures par semaine fin mars, une nouvelle maison s'est créée. A Calais, dans l'industrie du *tulle*, il n'y a pas eu de changement. A Saint-Omer, dans le *bâtiment*, qui compte 64 entrepreneurs, occupant 800 ouvriers, le travail a été moins important qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine fin mars; 3 établissements qui occupaient 24 ouvriers, ont disparu. Dans la *papeterie*, dont

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 1^{er} trimestre 1909 et émanent des syndicats patronaux.

les 8 établissements occupent 1,800 ouvriers, le travail a été beaucoup moins important qu'en 1908 à pareille époque : plusieurs usines ont dû arrêter une partie de leurs machines, faute d'ordres. Dans la *meunerie*, le travail est resté stationnaire par rapport aux premier et quatrième trimestres 1908, avec tendance à diminuer au cours du premier trimestre 1909.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, d'après le conseil de prud'hommes, l'industrie du caoutchouc est toujours prospère ; peu d'ouvriers ont chômé, malgré la rigueur de l'hiver ; la journée moyenne a été de 10 heures et le salaire de 4 à 5 francs.

D'après des syndicats patronaux : à Clermont-Ferrand, dans le *bâtiment*, il n'y aurait pas eu de changement comparativement au précédent trimestre. A Saint-Rémy-sur-Durolle, dans la *coutellerie*, l'abondance du travail a été à peu près la même qu'en 1908 à pareille époque, mais sa durée a été en diminution par rapport au trimestre précédent dans certains ateliers : on ne faisait que de 35 à 40 heures par semaine fin mars, et beaucoup d'ouvriers étaient obligés de s'occuper à des travaux d'agriculture.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, dans l'*habillement*, on fait 60 heures par semaine ; la main-d'œuvre qualifiée ferait défaut aux périodes de travail ; le chômage dans cette industrie est régulier à chaque changement de saison. A Biarritz, dans l'*horticulture*, qui compte 8 établissements occupant 90 ouvriers, il y a eu légère augmentation de travail sur la période correspondante de 1908, et équivalence comparativement au quatrième trimestre ; on fait 60 heures par semaine ; le salaire est de 0 fr. 40 à 0 fr. 50 l'heure pour les ouvriers et de 0 fr. 35 à 0 fr. 40 pour les ouvrières.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, dans le *bâtiment*, qui compte 18 corporations occupant 1,800 ouvriers, il y avait abondance de travail comme l'an dernier à pareille époque, sauf pour les peintres, qui comptaient, vu la saison, 30 p. 100 de chômeurs ; on fait 60 heures par semaine pour un salaire de 0 fr. 45 l'heure. Dans l'*horlogerie-bijouterie*, qui compte 27 détaillants occupant 38 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et sa durée en diminution sur le précédent trimestre ; le salaire quotidien est de 5 francs ; une maison occupant 2 ouvriers a fermé. A Banyuls-sur-Mer, dans la *pêche*, dont les 71 bateaux occupent 380 hommes, la pêche à la traîne a donné des résultats peu satisfaisants. Les bateaux de pêches du port de Banyuls ont été augmentés de 2 unités, qui occuperont 10 hommes.

Haut-Rhin. — A Belfort dans le *textile*, qui compte 23 établissements occupant 5,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à la même époque ; on fait 60 heures par semaine. Dans le *bâtiment*, qui compte 39 établissements occupant 2,000 ouvriers, le travail, en raison du mauvais temps, n'avait pas repris une marche complète, mais on espérait que son abondance serait égale à celle de l'an dernier à pareille époque ; fin mars, les maçons faisaient 11 heures pour un salaire de 0 fr. 45 à 0 fr. 65 l'heure, les menuisiers 10 heures, les peintres 9 heures ; pour ces derniers la moyenne de l'heure est de 0 fr. 55. Dans l'*horlogerie*, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque.

Rhône. — A Lyon, dans le *tissage mécanique*, qui compte 43 établissements syndiqués, le travail a été plus abondant qu'en 1908, au trimestre correspondant ; on fait 60 heures par semaine. Dans la *teinturerie*, qui compte 38 établissements occupant environ 1,200 ouvriers, il y a eu grande diminution de travail comparativement au premier trimestre 1908, la saison qui aurait dû continuer à fin mai s'étant brusquement arrêtée fin février, commencement de mars, par suite du manque de commandes ; le chômage était d'un jour entier par semaine, auquel s'ajoutait un chômage partiel par postes, et tous les établissements ont réduit leur personnel dans la proportion de 15 p. 100. Dans les *eaux minérales*, dont les 36 établissements syndiqués occupent 150 ouvriers, l'abondance du travail est régulière ; le salaire de 4 à 5 francs par jour ; 2 établissements ont fermé. Dans le *jardinage*, qui compte 170 patrons syndiqués occupant 60 ouvriers, on faisait 80 heures par semaine ; cette industrie se plaint de la rareté et de la cherté de la main-d'œuvre. Dans l'*article de voyage*, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque ; on fait 60 heures par semaine, et il y a tendance à production mécanique et à spécialisation de la main-d'œuvre.

A Villefranche, dans la *distillerie*, dont les 52 établissements occupent 200 ouvriers, le travail était beaucoup moins actif que l'année dernière à pareille époque, en baisse par rapport au quatrième trimestre 1908; on fait 10 heures par jour, en moyenne. A Neuville-sur-Saône, dans le *bâtiment*, la situation était stationnaire par rapport au précédent trimestre.

D'après le conseil des prud'hommes de Tarare, l'état d'activité du travail était toujours très faible, sauf pour quelques usines qui bénéficiaient d'une légère reprise, d'où un chômage toujours considérable, encore accentué par une diminution de personnel dans les établissements, comparativement au précédent trimestre. A Thizy, également d'après le conseil des prud'hommes, il y aurait une légère reprise dans l'activité du travail.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, dans l'*imprimerie*, qui compte 21 établissements occupant 300 ouvriers, il n'y avait pas de chômage et l'on faisait 54 heures par semaine; les salaires seraient en hausse légère. A Autun, dans l'*horticulture*, dont les 60 maisons syndiquées occupent 70 ouvriers, il y avait abondance de travail, vu l'époque, et sa durée avait augmenté sur le précédent trimestre; la main-d'œuvre déserte cette industrie de plein air pour l'atelier. A Rancy, dans l'industrie des *chaises*, on faisait 72 heures fin mars, sans variation, quant à l'activité du travail.

D'après le conseil des prud'hommes de Chalon-sur-Saône, après 8 à 10 mois d'inactivité relative ayant entraîné une certaine réduction de personnel, le travail aurait un peu repris depuis fin avril, mais les grandes entreprises de travaux font défaut. Les usines du Creusot et leur chantier de Chalon continuent de travailler avec une certaine activité pour l'artillerie et la marine. Même constatation favorable pour les tuileries et briqueteries et pour les fabriques de casquettes et de chapeaux de paille de Chalon et des environs. La main-d'œuvre devient rare dans le département de Saône-et-Loire, ce qui lui permet d'être occupée, sans chômage, mais elle ferait probablement défaut dans le cas de grande activité.

D'après un syndicat patronal, à Chalon, dans l'*horticulture*, on faisait de 80 à 85 heures par semaine, fin mars, contre 60 heures pendant le précédent trimestre.

Sarthe. — Au Mans, dans la *saboterie*, la sécheresse, au début de l'hiver, n'a pas été favorable à cette industrie; dans la *galocherie*, l'activité du travail a été la même, comparativement aux premier et dernier trimestres 1908.

Savoie. — A Aix-les-Bains, dans le *bâtiment*, il y a eu du chômage par suite du mauvais temps, toutefois l'abondance du travail a été plus grande qu'en 1908 à pareille époque. Dans l'*horticulture*, il y a eu du retard à cause de la température; on ne faisait que 10 heures par jour fin mars, pour un salaire de 3 à 4 francs; un établissement occupant 2 ouvriers a été créé.

Haute-Savoie. — A Annecy, dans le *bâtiment*, qui compte 47 entrepreneurs, occupant 250 ouvriers, le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; on ne faisait que 9 heures par jour fin mars, et les salaires seraient en hausse; on compte deux nouveaux établissements occupant 20 ouvriers.

Seine ⁽¹⁾. — A Paris, dans l'*ameublement*, le travail a été beaucoup moins abondant, et sa durée en diminution sensible sur le précédent trimestre. Dans la *menuiserie*, qui compte 20 maisons, occupant 600 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque et sa durée en augmentation saisonnière sur le précédent trimestre. Chez les patrons *replanteurs*, au nombre de 19 syndiqués, le chômage a réduit la durée du travail, comparativement au quatrième trimestre 1908; on faisait 40 heures environ par semaine fin mars (travail à la tâche), et les salaires auraient été augmentés de 20 p. o/o. Dans la *tonnellerie*, dont les 153 établissements occupent 400 ouvriers, on fait 60 heures par semaine, sans changement quant à l'abondance du travail.

(1) Les renseignements qui suivent émanant de syndicats patronaux ayant leur siège social dans le département de la Seine, ne s'applique pas toujours exclusivement à ce dernier département; beaucoup de ces syndicats ont des adhérents répartis sur la surface du territoire français.

Dans la *carrosserie*, dont les 80 établissements syndiqués occupent 2,000 ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; cette industrie se plaint d'un malaise croissant. Remarque également défavorable pour la *carrosserie de luxe* (automobiles et voitures à chevaux), qui compte 192 établissements; toutefois, son activité n'a pas été inférieure à celle du premier trimestre 1908; on fait de 54 à 60 heures par semaine.

Dans l'industrie du *billard*, qui compte 34 établissements occupant 320 ouvriers, les commandes ont été moins nombreuses que l'an dernier à pareille époque, et la durée hebdomadaire du travail était tombée à 40 heures fin mars; le salaire minimum est toujours de 0 fr. 90 l'heure.

Dans la *sparterie*, dont les 12 établissements syndiqués occupent 1,500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait 54 heures en moyenne par semaine. Dans l'*encadrement*, dont les 25 maisons syndiquées occupent 185 ouvriers, on faisait 60 heures fin mars; on réduit la durée du travail, mais il n'y a pas de chômage; les salaires ont légèrement haussé.

Dans l'industrie, les *instruments de pesage*, qui comptent 40 maisons occupant 2,000 ouvriers, il y aurait crise importante par défaut de commandes de la part des administrations et de l'industrie étrangère; la semaine était de 54 heures, fin mars.

Dans la *fonderie en cuivre*, il y a eu diminution de travail sur le 1^{er} trimestre correspondant de 1908 et sur le 4^e trimestre chez les *tourneurs-décolleteurs*, au nombre de 46, occupant 1,000 ouvriers, la situation laisse beaucoup à désirer; il y a chômage et réduction des heures de travail: on ne faisait que 40 à 50 heures, en moyenne par semaine, fin mars; cet état de choses aurait pour principale cause la concurrence étrangère. Dans l'article *bronze*, il y a eu diminution de travail comparativement aux 1^{er} et 4^e trimestres 1908. Chez les fabricants d'*appareils médicaux*, au nombre de 154, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et à peu près stationnaire par rapport au 4^e trimestre; 5 établissements ont fermé, et les salaires seraient en hausse. Chez les fabricants d'*instruments de musique*, au nombre de 85, occupant 8,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 55 heures par semaine fin mars pour un salaire moyen de 7 francs par jour (homme de peine, 5 fr.; ouvrier d'art, 15 fr.); cette industrie prévoit du chômage, par suite de surproduction; deux établissements occupant 30 ouvriers ont fermé; deux nouveaux se sont ouverts, mais ne sont pas encore occupés.

Dans la *ferblanterie*, l'activité a été moindre qu'au 1^{er} trimestre 1908; on faisait 55 heures par semaine fin mars. Dans les articles *métallurgiques*, la diminution du travail aurait été énorme comparativement au 1^{er} trimestre 1908; par rapport au 4^e trimestre, la durée du travail a été également en diminution sensible: beaucoup de fabriques ont été réduites à 5 jours de travail, quelques-unes à 4 jours, soit 50 ou 40 heures par semaine. Dans l'industrie des *limes*, il n'y a pas eu de changement. La *maréchalerie* subit toujours le contre-coup du développement de la traction mécanique.

Dans l'*orfèvrerie*, dont les 60 établissements syndiqués occupent de 1,800 à 2,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1908, et sa durée en diminution sur le précédent trimestre. Dans la *joaillerie*, le chômage serait fréquent; on fait de 54 à 60 heures par semaine et les salaires seraient en augmentation de 10 p. 100 (12 à 15 fr. par jour). Dans la *bijouterie*, dont les 300 établissements comptent de 6 à 7,000 ouvriers, le travail — question de mode — a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on fait une cinquantaine d'heures par semaine et le salaire moyen est de 7 fr. 50.

Dans l'*horlogerie*, qui compte 32 établissements occupant 800 à 1,000 ouvriers, les affaires auraient diminué, comparativement à l'époque correspondante de 1908, dans la proportion de 25 à 30 p. 100, conséquence de la crise américaine; les ouvriers font de 55 à 60 heures par semaine, les employés 54 heures.

Dans la *chaussure*, les 70 établissements syndiqués ont eu moins d'activité que pendant le trimestre correspondant de 1908, et le chômage a été plus accentué, par suite du manque d'exportation et l'accroissement des importations; quelques petites usines se sont créées, mais leur personnel est très restreint.

Lés 47 établissements de *mégisserie*, qui occupent un personnel de 1,200 à 1,500 ouvriers, ont eu un travail un peu plus réduit qu'au trimestre correspondant de 1908, lequel était lui-même au-dessous de la normale; il y a eu diminution des heures de travail ou diminu-

tion de personnel; certaines usines ont fait 60 heures par semaine, d'autres 45 à 50 heures; dans cette industrie, qui vit pour moitié de l'exportation, le chômage, depuis 18 mois à 2 ans, atteindrait de 25 à 30 p. 100 de la production normale. Parmi les causes multiples de cet état de choses, la répercussion de la crise financière de 1907-1908, qui n'est pas encore surmontée, est particulièrement à noter.

Dans la *pelletterie*, qui compte 40 établissements syndiqués occupant 3,000 ouvriers, le travail a été plus abondant que pendant le trimestre correspondant de 1908, mais il n'y a pas proportion entre le prix des matières premières, qui sont en hausse de 30 p. 100, et celui des produits fabriqués, qui n'a pu être augmenté en rapport; on fait 60 heures par semaine.

Dans la *faïencerie*, le travail a été sensiblement moins abondant, comparativement à l'an dernier à pareille époque, et tendait à baisser par rapport au 4^e trimestre 1908.

Dans la *verrière à bouteilles*, l'écoulement faisait défaut, et l'on a dû éteindre, dans la région du Nord, 4 fours occupant ensemble 400 ouvriers; causes : mévente et concurrence étrangère; la durée du travail a été inférieure à celle du précédent trimestre; le travail par équipe de 8 heures est généralement établi. Les salaires sont stationnaires : la main-d'œuvre de soufflage est de 3 fr. 35 par cent bouteilles. (Dans le Midi, elle n'est que de 2 fr. 50 à 2 fr. 60). Cette industrie arrive aujourd'hui à remplacer le travail manuel par des procédés mécaniques. Chez les *tailleurs sur glaces*, au nombre de 30, occupant 130 ouvriers, on fait de 50 à 60 heures par semaine pour un salaire de 0 fr. 80 à 1 fr. 10 l'heure. Le travail a été moins actif qu'en 1908 à pareille époque.

Dans les *travaux publics*, dont la chambre syndicale compte 345 entrepreneurs occupant approximativement 50,000 ouvriers, le travail a été moins abondant, dans certaines régions, que pendant le trimestre correspondant de 1908 et très variable, vu la saison, au cours du trimestre considéré. Dans ceux de Paris et département de la Seine, qui comptent 60 établissements occupant 6,000 ouvriers, le travail a été aussi actif que l'an dernier à pareille époque; toutefois, il y a un certain nombre de chômeurs malgré l'abondance du travail; on fait 60 heures par semaine et les salaires sont en hausse : terrassier, 0 fr. 80, au lieu de 0 fr. 70; puisatier-mineur, 0 fr. 90, au lieu de 0 fr. 85; charretier, 6 fr. 50 par jour, au lieu de 6 francs. Dans la *marbrerie* et la *fumisterie*, l'abondance du travail a été équivalente à celle du 1^{er} trimestre 1908; on fait 60 heures par semaine. Dans les *transports*, il y a eu légère augmentation sur le 1^{er} trimestre correspondant de 1908 au point de vue de l'abondance du travail; et sur le 4^e au point de vue de la durée du travail : on faisait 54 heures par semaine fin mars.

Dans le *tissage*, la main-d'œuvre était abondante, la morte-saison ayant ralenti le travail dès le mois de mars. Dans la *bonneterie*, qui compte 60 maisons syndiquées occupant 1,000 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant qu'en 1908, la crise américaine s'atténuant et les ordres commençant à venir de l'étranger; on fait 10 heures par jour; les ouvriers aux pièces gagnent de 5 à 10 francs, suivant la jauge des métiers et la difficulté des fantaisies, les femmes de 2 à 5 francs. Les femmes employées à la journée gagnent 2 fr. 50 à 3 francs en moyenne; celles qui travaillent chez elles, de 1 fr. 50 à 2 fr. 50.

Dans l'*habillement*, qui compte 250 maisons syndiquées occupant 3,000 ouvriers, l'abandon du travail a été beaucoup moindre qu'en 1908 à pareille époque, et sa durée en diminution sur le précédent trimestre : on fait de 60 à 66 heures par semaine, la pleine saison et les mortes-saisons devenant plus longues; la main-d'œuvre laisserait à désirer comme qualité. Dans l'*équipement militaire* il n'y a pas eu de changement depuis le précédent trimestre. Dans la *teinturerie*, dont les 30 établissements syndiqués occupent 400 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908 mais l'état général de cette industrie reste assez prospère. Dans les *cotons hydrophiles* et à *nitrer*, qui comptent 14 maisons syndiquées (sur 19) occupant 800 à 1,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908. Dans la *passenterie*, dont les 50 établissements syndiqués occupent 15,000 ouvriers et ouvrières, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque et stationnaire par rapport au trimestre précédent. Cette industrie qui périlait depuis longtemps constate une amélioration sur les années précédentes; la main-d'œuvre est abondante.

Dans la *broderie*, qui compte 20 établissements occupant 600 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'à l'époque correspondante de 1908 et sa durée plutôt en augmentation sur le précédent trimestre; le personnel ouvrier se ferait rare pour le genre machine, les longs

chômages des années précédentes ayant détourné la plus grande partie du personnel vers d'autres métiers. Dans la fabrique de *corsets*, qui compte 84 établissements et 14,000 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque et égal comparativement au 4^e trimestre. Dans la *fantaisie pour modes*, dont les 52 maisons occupent 6,000 ouvriers et ouvrières, le travail a été moins abondant qu'au 1^{er} trimestre 1898, et sa durée en diminution sur le 4^e, les fluctuations de la mode en sont cause; les salaires sont en hausse de 15 p. 100. Dans les *fleurs et plumes*, dont les 170 établissements occupent 6,000 ouvriers et ouvrières, même constatation défavorable quant à l'abondance et à la durée du travail; les salaires varient de 5 à 6 francs par jour. Chez les fabricants de *bustes et mannequins*, au nombre de 13, occupant 300 ouvriers, le travail a été en baisse par rapport à l'année dernière à pareille époque, et stationnaire comparativement au 4^e trimestre 1908. Dans la *corderie* il n'y a pas eu de changement.

Dans l'*imprimerie-typographie*, le travail a été moins actif qu'en 1908 à pareille époque, et sa durée en diminution sur le 4^e trimestre : on ne faisait que 7 heures par jour, fin mars. Chez les *maîtres fondeurs typographes*, au nombre de 10, l'activité du travail n'a pas subi de variation appréciable; on fait 9 heures par jour. Dans la *photogravure*, dont les 23 maisons syndiquées occupent 450 ouvriers, le travail paraît plus abondant que l'année dernière, qui a été plutôt mauvaise; on fait 10 heures pour un salaire de 9 à 16 francs (contremaîtres et employés exceptés), sans chômage. Chez les *graveurs-estampeurs*, au nombre de 24 occupant 300 ouvriers, l'activité du travail a été moindre qu'en 1908 à pareille époque, et sa durée plutôt en diminution, suivant les maisons. Chez les fabricants de *cartes postales*, au nombre de 40 occupant 500 ouvriers, le travail a été moins abondant dans l'article de choix et plus dans l'article ordinaire, comparativement à l'époque correspondante de 1908; on faisait de 50 heures à 60 heures par semaine, fin mars. Dans la *photographie*, d'après un syndicat, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait 10 heures par jour, et les salaires seraient en diminution à cause de la concurrence des ouvriers allemands, suisses et italiens, qui travaillent à meilleur marché. D'après un autre syndicat, les salaires seraient en hausse; deux petites maisons ont fermé. Dans les *toiles cirées*, qui comptent 12 fabricants syndiqués et 1,850 ouvriers, le travail a été plus abondant que l'année dernière au 1^{er} trimestre; on fait 60 heures.

Chez les *raffineurs de sucre*, au nombre de 23, l'activité du travail a peu varié comparativement au trimestre précédent; les salaires seraient plutôt en hausse. Dans la *stéarinerie*, qui compte 16 établissements occupant 700 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant que l'an dernier, au trimestre correspondant, lequel avait été en baisse accentuée; les hommes font 66 heures et les femmes 60 heures; la production de cette industrie diminué d'année en année, et l'importance de cette diminution aurait entraîné la fermeture de la moitié des fabriques de la Seine; la consommation en France qui atteignait en 1884 30,557,013 kilogrammes est descendue à 21,242,397 kilogrammes en 1908. Dans la *cacéine*, qui compte de 6 à 7 fabriques en France, occupant 50 ouvriers, la production a été sensiblement la même; on fait 54 heures par semaine et les salaires sont en hausse d'environ 5 p. 100; la main-d'œuvre est rare. Dans la *colle et gélatine*, l'activité a été moindre par rapport au 1^{er} trimestre 1908 et égale à celle du 4^e.

Dans les *salaisons et charcuterie en gros*, dont les 13 maisons occupent 500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait 70 heures par semaine. Chez les *brasseurs de Paris*, le travail aurait plutôt diminué à cause de la température défavorable; on fait 60 à 64 heures par semaine. Un établissement a fermé.

Chez les *brasseurs des départements limitrophes de Paris*, au nombre de 17 occupant 800 ouvriers, le travail a été moins abondant aussi, et sa durée en diminution sur le 4^e trimestre; on fait de 60 à 70 heures par semaine; dans cette industrie la main-d'œuvre qualifiée ferait défaut, mais il y a abondance de manœuvres; les salaires seraient en forte hausse. Un établissement de 40 ouvriers a fermé. Chez les fabricants de *boissons gazeuses*, au nombre de 13 occupant 1,000 ouvriers, l'activité saisonnière du travail a été à peu près la même comparativement au 1^{er} trimestre 1908 et au 4^e.

Dans l'*horticulture*, qui compte 240 maisons syndiquées occupant de 1,800 à 2,000 ouvriers, le travail a été aussi abondant qu'en 1908 à pareille époque et qu'au 4^e trimestre, mais avec tendance à diminution; on fait 11 et même 12 heures par jour, pour un salaire, un peu en hausse, de 5 francs à 6 fr. 50; il y avait quelques chômeurs par suite du retard du travail, causé par le prolongement de l'hiver. Dans le *jardinage*, qui compte 700 établis-

sements syndiqués occupant 2,000 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, et sa durée en augmentation, vu la saison : on faisait 70 heures par semaine, fin mars; les salaires sont en hausse de 20 francs par mois et par homme pour les mois d'été, qui commencent le 1^{er} avril; cette industrie se plaint de la concurrence provinciale et de la main-d'œuvre, qui serait peu productive et lui ferait défaut, surtout au fort de la saison; six petits établissements occupant une douzaine d'ouvriers, ont fermé.

Chez les fabricants d'*extraits tannants et tinctoriaux*, qui comptent 40 usines, la plupart à feu continu, il n'y a pas eu de changement.

A Courbevoie, dans l'*horticulture*, qui compte 90 patrons et 400 ouvriers, le trimestre a été fort contrarié par le mauvais temps, et il en est résulté un grand retard de travail; on fait de 64 à 84 heures par semaine (moyenne 77 heures). A Nogent, dans la même corporation, on fait de 60 à 65 heures, pour un salaire de 0 fr. 60, 0 fr. 70 et 0 fr. 75 l'heure, soit 5 à 5 fr. 50 par jour.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 juillet.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Thoiry, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

2. — **Aisne.** — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *tullistes en guipure*; pas de chômeurs, 62 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, chez les *employés de commerce, voyageurs, dessinateurs*.

A Estrées, pas de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *brodeurs*.

A Fère-en-Tardenois, pas de chômeurs, 45 heures, chez les *cordonniers*.

A Guise, pas de changement chez les *mouleurs*.

A Hirson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Laon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Macquigny, 52 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Mennevret, 30 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Saint-Michel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*.

A Sissy, 50 p. 100 de chômeurs, chez les *vanniers*.

A Soissons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du liège*; pas de chômeurs, 68 heures, chez les *mécaniciens*.

3. — **Allier.** — A Bourbon-l'Archambault, 64 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Commentry, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Gannat, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et sculpteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Saint-Yorre, 7 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *sourciers*.

Chez les *travailleurs agricoles* : pas de chômeurs à Besson, Chemilly, Meillard, Molinet, Saligny.

Chez les *bûcherons* : 60 p. 100 de chômeurs à Bourbon-l'Archambault; 12 p. 100 de chômeurs à Franchesse; 59 p. 100 de chômeurs à Isles et Bardais; 28 p. 100 de chômeurs à Limoise; 32 p. 100 de chômeurs à Lurcy-Lévy; pas de chômeurs à Mercy, travail plus abondant à Monbeugny; 30 p. 100 de chômeurs à Neuilly-le-Réal; 90 p. 100 de chômeurs à Neure; pas de chômeurs à Pouzy-Mésangy; pas de chômeurs à Saint-Plaisir; pas

de chômeurs à Saint-Voir; pas de chômeurs à Vaumas; pas de chômeurs à Ygrande chez les *fendeurs*.

Chez les *mineurs*, pas de chômeurs à Montcombroux; pas de chômeurs, 54 heures, à Montvicq; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Hilaire.

4. — **Alpes (Basses).** — A Digne, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.
A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, travail moins abondant chez les employés *restaureurs*, *limonadiers*, *maîtres d'hôtels*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*éclairage*, 9 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *typographes*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du port*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *comptables*.

A Cannes, 66 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Grasse, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Menton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 50 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *débardeurs du port*.

A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeuses, 48 heures, chez les *engobeuses de poterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *enfourneurs*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les *mégissiers de rivière*; 36 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *teinturiers en peaux*; 79 p. 100 de chômeurs chez les *palissonneurs-mégissiers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers*, *charpentiers*, *ébénistes*; travail plus abondant, 60 heures, chez les *maçons*.

A la Bastide-sur-l'Hers, 1 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

A Privas, chômage complet chez les *mineurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Soyons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers et manœuvres des eaux minérales*.

8. — **Ardennes.** — A Bourg-Fidèle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Cons-la-Granville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Daigny, pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'industrie lainière*.

A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*.

A Givonne, travail satisfaisant, 58 à 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Haraucourt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Hly, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*.

Aux Mazures, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *métallurgistes*.

A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Sedan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

9. — **Ariège.** — A Arignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A la Bastide sur l'Hers, travail satisfaisant, 56 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

A Lavelanet, travail peu satisfaisant chez les *ouvriers textiles*.

10. — **Aube.** — A Troyes, pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, pas de chômeurs, 77 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

A Limoux, 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Narbonne, 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

En ce qui concerne les *ouvriers forestiers agricoles, cultivateurs, vignerons*, etc.: pas de chômeurs à Argeliers; pas de chômeurs à Armissan; 14 p. 100 de chômeurs à Capendu; 39 p. 100 chômeurs à Carcassonne; 17 p. 100 de chômeurs à Fabrezan; 40 p. 100 de chômeurs à Fraisse-des-Corbières; pas de chômeurs à Gruissau; 20 p. 100 de chômeurs à Homps, pas de chômeurs à Marcornan; pas de chômeurs à Montlaur; pas de chômeurs à Pépieux; pas de chômeurs à Saint-André de Roquelongue; pas de chômeurs à Sainte-Colombe-sur-Guette; pas de chômeurs à Saint-Frichoux; 15 p. 100 de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villeghy; pas de chômeurs à Villemoustausson.

12. — Aveyron. — A Rodez, 12 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*.

A Millau, 20 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *ouvrières en ganterie*.

A Crissels, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*.

A Decazeville, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, travail stationnaire chez les *pêcheurs de l'Estaque*; 11 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 27 p. 100 de chômeurs, 124 heures, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers de terre et de mer*; 50 p. 100 de chômeurs, 112 heures, chez les *limonadiers-restaurateurs-liquoristes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *employés des restaurants navigateurs*; pas de chômeurs, 90 heures, chez les *employés d'hôtel et de restaurant*; travail stationnaire, 60 heures, chez les *raffineurs*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvrières des raffineries*.

3 p. 100 de chômeurs, 72 à 84 heures, chez les *ouvriers des huileries*.

13 p. 100 de chômeurs chez les *selliers-bourrelliers*.

2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *voiliers, tentiers, bacheurs*; 19 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *coupeurs tailleurs*.

22 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

13 p. 100 de chômeurs, 30 à 35 heures, chez les *bijoutiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ébarbeurs, fondeurs et manœuvres de fonderie*.

8 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *maçons des travaux d'art publics*; pas de chômeurs, chez les *mineurs, terrassiers et boiseurs*; pas de chômeurs chez les *carreleurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres, décorateurs, doreurs et vitriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *briqueurs fumistes*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers-céramistes*.

58 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers des enclos de bois*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *officiers-mécaniciens*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des ports et docks*.

5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *comptables professionnels*; travail plus abondant, chez les *sténographes de commerce*; pas de changement chez les *représentants et placiers de commerce*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes*; 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens-automobilistes*.

A Aix, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *institutrices libres*.

A Arles, 33 p. 100 de chômeurs chez les *inscrits et pêcheurs*.

A Aubage, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*.

A Berre, 33 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Cassis, 11 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A La Ciotat, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Martigues, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Fontvieille, 6 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

A Salon, 12 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs* : pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); travail non satisfaisant, 28 heures, à Fuveau; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin.

14. — Calvados. — A Caen, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*, *charpentiers* et *ouvriers en meubles*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les travailleurs de l'*industrie cotonnière*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers* et *lainiers*; 72 heures, chez les *couvriers*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

16. — Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Cognac, 7 p. 100 de chômeurs, 112 à 115 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *ébénistes*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*, *foudriers* et *doleurs*; pas de chômeurs, 83 heures, chez les *tuiliers céramistes*; 9 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *charretiers*, *camionneurs*, *garçons livreurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A la Rochelle, pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les ouvriers des *engrais chimiques*.

A Saintes, pas de chômeurs, 90 à 100 heures, chez les *boulangers*.

18. — Cher. — A Bourges, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans l'*habillement*; travail moins abondant, 45 à 50 heures, chez les *couturières*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Bruère-Allichamps, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *porcelainiers*.

A Chantay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers*.

A Charenton-du-Cher, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers*;

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*, *aides-maçons* et *tailleurs de pierres*.

A Graçay, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

A la Guêrche-sur-l'Aubois, travail plus abondant dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *chaufourniers*.

A Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *chaufourniers*.

A Mazières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierres*.

A Torteron, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chaufourniers*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont; pas de chômeurs à Blet; pas de chômeurs à Chambon; 15 p. 100 de chômeurs à la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs à Cours-les-Barres; 31 p. 100 de chômeurs à Feux; 12 p. 100 de chômeurs à Garigny; pas de chômeurs à Groises; 20 p. 100 de chômeurs à la Guêrche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Ivoy-le-Pré; pas de chômeurs à Jouet-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Loye; travail plus abondant à Morlac; 29 p. 100 de chômeurs à Mornay-Berry; 17 p. 100 de chômeurs à Plou-Brouillaumon; 10 p. 100 de chômeurs à Sancergues; 20 p. 100 de chômeurs à Sancoins; travail moins abondant à Sarrue; 13 p. 100 de chômeurs à Saint-Eloy-de-Gy; 20 p. 100 de chômeurs à Torteron; 51 p. 100 de chômeurs à Vereaux.

19. — **Corrèze.** — A Tulle, 8 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Brive, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Bort, pas de chômeurs, 30 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*; pas de changement chez les *chapeliers-approprieurs*.

20. — **Corse.** — A Ajaccio, 28 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *cordonniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 68 heures, chez les *employés*.

21. — **Côte-d'Or.** — A Dijon, 7 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la chaussure*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *employés*.

A Beaune, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux; pas de chômeurs à Saulieu.

22. — **Côtes-du-Nord.** — A Dinan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en voiture*.

A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

23. — **Creuse.** — A Compest, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

24. — **Dordogne.** — A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, travail stationnaire chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Domme, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *meuliers*.

A Fonteuille, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des matières tannantes*.

25. — **Doubs.** — A Besançon, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

A Badevel, travail plus abondant, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Lac-ou-Villers, 80 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Verrières-de-Joux, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

26. — **Drôme.** — A Valence, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *sciieurs sur bois*; travail médiocre chez les *tonneliers-cavistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Saint-Restitut, 24 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

27. — **Eure.** — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *compositeurs typographes*.

28. — **Eure-et-Loir.** — A Chartres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 5 p. 100 de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

A Châteaudun, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *typographes*.

29. — Finistère. — A Audierne, chômage complet chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Concarneau, travail plus abondant chez les *pêcheurs*.

A Douarnenez, pas de chômeurs chez les *marins pêcheurs*.

A Guilvinec, 36 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Pont-l'Abbé, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

30. — Gard. — A Nîmes, 11 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Alais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fileuses en soie*.

A Aramon, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *vanniers*.

A Durfort, pas de chômeurs chez les *fileuses*.

A Lasalle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fileuses de soie*.

A Saint-Gilles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Ilippolyte-du-Fort, 24 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fileurs*.

A Saint-Laurent-d'Aigouze, pas de chômeurs chez les *cultivateurs*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Valleranges, chômage complet, chez les *fileuses*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, 0,5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *relieurs, papetiers, cartonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

32. — Gers. — A Auch, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

A Lectoure, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, pas de chômeurs, 78 à 80 heures, chez les *pâtisseries-glaciers*, 3 p. 100 de chômeurs chez les *porteurs et porteuses de pain*.

1 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *typographes*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs lithographes*.

41 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons et forgerons*.

5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; travail moins abondant chez les *broisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; travail passable, 60 heures, chez les *forgerons en mécanique et marine*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers*.

Pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres en bâtiment*.

78 à 84 heures chez les *garçons de magasin*; travail satisfaisant chez les *emballeurs*; pas de changement chez les *sacquiers et manutentionnaires*.

3 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Camarsac, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Carbon-Blanc, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *sabotiers*.

A Libourne, pas de chômeurs, 72 heures, dans l'*éclairage*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *employés*.

A Nérignan, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *carriers*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 heures chez les *scieurs*.

A Preignac, pas de chômeurs, 60 heures chez les *scieurs*.

A la Teste, travail peu satisfaisant chez les *marins*.

Chez les *tonneliers*: pas de chômeurs, 72 à 78 heures, à Barsac; pas de chômeurs, 72 heures, à Langon; pas de chômeurs, 72 heures, à Saint-Macaire; pas de chômeurs, 72 heures, à Vayres.

34. — Hérault. — A Montpellier, 15 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 5 p. 100 de chômeurs dans l'*habillement*; 63 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bédarieux, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers, mineurs-terrasiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charretiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres*.

A Cette, 11 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *métallurgistes*.
 A Granges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *filices*.
 A Marseillan, 25 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.
 A Méze, 60 p. 100 de chômeurs chez les *matelots-borneurs*; pas de chômeurs, 98 heures, chez les *charretiers*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre*, ouvriers *agriculteurs*, *cultivateurs*, *vignerons*, etc., pas de chômeurs à Abeillan; 17 p. 100 à Capeatang; 52 p. 100 à Cazouls-les-Béziers; 10 p. 100 à Mauguio; pas de chômeurs à Méze; pas de chômeurs à Mudaison; 33 p. 100 de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; 42 p. 100 de chômeurs à Olonzac; 3 p. 100 à Sérignan; 43 p. 100 de chômeurs à Saint-Félix-de-Lodez; 20 p. 100 de chômeurs à Vendres; 26 p. 100 de chômeurs à Vias.

35. — Ile-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *écrivains dessinateurs lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; pas de chômeurs, 68 heures, chez les *employés*.

A Fougères, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.
 A Paramé, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.
 A Saint-Malo, travail moins abondant, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

36. — Indre. — A Niherne, 29 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Neuvy-Pailloux, pas de chômeurs chez les *apiculteurs*.

A Paudy, 14 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

Au Poinçonnet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bûcherons et carriers*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en soie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers à la main*.

38. — Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 42 à 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs chez les *gantiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvrières de l'aiguille*, 18 p. 100 des *chômeurs*, 60 heures, chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, 13 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *gantiers*.

A Izeaux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *cordonniers*.

A Moirans, pas de chômeurs, 56 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Montalieu-Vercieu, 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre et carriers*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Parmilieu, 31 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, travail moins abondant chez les *tullistes réunis*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, 10 jours de chômage par chaîne pour 50 p. 100 des *ouvriers*, 58 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en ciment*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

A Trept, pas de chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Vienne, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *boulangers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-tébénistes*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *employés*.

39. — Jura. — A Dôle, 21 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cinquétral, 4 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les ouvriers en *tuyaux de pipes*.
A Fraisans, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

40 — Landes. — A Mont-de-Marsan, 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les *tonneliers*.

A Dax, 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouclonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs à Azur; pas de chômeurs à Beylongue; pas de chômeurs à Boos; pas de chômeurs à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escource; pas de chômeurs à Herm; pas de chômeurs à Labouheyre; pas de chômeurs à Léon; travail satisfaisant à Lesgor; moins de 1 p. 100 de chômeurs à Léspéron; pas de chômeurs à Lé vignac; pas de chômeurs à Magescq; travail satisfaisant à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Molietz-et-Maa; pas de chômeurs à Onesse-Laharie; travail non satisfaisant à Rion; pas de chômeurs à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs à Saint-Julien-en-Born; travail satisfaisant à Vielle-Saint-Gérons.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs chez les *ménisiers-ébénistes*.

A Marchenoir, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Romorantin, travail satisfaisant, 60 à 66 heures, chez les *ouvriers du drap*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *garçons de cuisine et d'office*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs, graveurs, lithographes*; pas de changement chez les *tisseurs de Beaubrun*; 40 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *battandiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'atelier tisseurs*; travail moins abondant chez les *lingères*; travail moins abondant, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens et électriciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; 8 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *terrassiers, mineurs, puisatiers, tubistes*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la fabrique de rubans*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Roanne, travail moins abondant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; 2.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans l'*industrie textile*; 1.2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs, monteurs de chaînes, jacquardiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ménisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, aides-maçons et couvreurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *employés*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soie*.

Au Cergne, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les *ouvriers en soierie*, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, pour les *tisseurs à la mécanique*; 30 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *tisseurs à bras*.

A Chazelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapelières-fouleurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chapellerie*.

A la Ricamarie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 12 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *passementiers*.

A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Sainte-Sigolène, 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 3 p. 100 de chômeurs chez les *marins du commerce*; 1.8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *dessinateurs du bâtiment et de l'industrie*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*.

A Châteaubriant, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*.

Au Croisic, pas de chômeurs chez les *inscrits maritimes et pêcheurs*.

A Saint-Nazaire, pas de chômeurs, 52 et 63 heures, chez les *mécaniciens navigateurs de commerce*.

45. — Loiret. — A Orléans, 5 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés et voyageurs*.

A Gien, 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Montargis, travail plus abondant, 60 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs à Batilly; pas de chômeurs aux Bordes; pas de chômeurs à Bouzy; pas de chômeurs à Cerdon; pas de chômeurs à Cernoy; pas de chômeurs à Chevilly; pas de chômeurs à Dammarié-en-Puisaye; pas de chômeurs à Dampierre; 31 p. 100 de chômeurs à Faverelles; 8 p. 100 de chômeurs à Lorris; pas de changement à Ouzouer-sur-Loire; pas de chômeurs à Vieilles-Maisons.

46. — Lot. — A Cahors, pas de chômeurs chez les *cultivateurs*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du fer*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et tapissiers*.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*.

A Casteljaloux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouclonniers*.

A Villeneuve, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

A Cholet, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *blanchisseurs-appréteurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs à Andrézé; pas de chômeurs à Cholet; pas de chômeurs à Geste; travail stationnaire, 72 à 74 heures, à May-sur-Evre; pas de chômeurs à la Saguinière; pas de chômeurs à Saint-Léger; pas de chômeurs à Saint-Philibert-en-Mauges; pas de chômeurs à la Tessoualle.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en pelleteries*.

A Reims, 2 p. 100 de chômeurs, 95 heures, chez les *cuisiniers et pâtissiers*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de changement dans l'*industrie textile*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *plâtriers maçons*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Ay, chômage général chez les *vignerons*.

A Courlandon, 72 à 84 heures chez les *papetiers*.

A Cumières, pas de chômeurs chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *boucheonniers*.

A Fismes, travail plus abondant, 60 à 70 heures, chez les *pelletiers*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, travail satisfaisant, 48 heures, chez les *mégisiers de rivière*.

A Arc-en-Barrois, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Bussières-lès-Belmont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du livre*.

53. — Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du livre*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers-relieurs*; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 23 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chapeliors*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *décorateurs sur verre, céramistes*, etc.; pas de chômeurs chez les *garçons de magasin*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Dieulouard, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*.

55. — Meuse. — A Commercy, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Cousances-aux-Forges, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lérrouville, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

56. — Morbihan. — Au Bono, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Lorient, 38 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

Au Palais, pas de chômeurs chez les *inscrits maritimes*.

A Port-Louis, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers maçons*.

A Sauzon, 62 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ferblantiers boitiers*.

A Vannes, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs mécaniques*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres*.

57. — Nièvre. — A Nevers, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

A la Charité-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Cossaye, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Guéigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs à Annay; 20 p. 100 de chômeurs à Arquian; 80 p. 100 de chômeurs à Azy-le-Vif; pas de chômeurs à Baudrée; 30 p. 100 de chômeurs à Beaumont-la-Ferrière; travail peu satisfaisant aux Berlins; pas de chômeurs à Billy-sur-Oisy; pas de chômeurs à Bitry; à la Celle-sur-Nièvre: 23 p. 100 de chômeurs à la section de Chasnay, 20 p. 100 à la section de Murlin, 50 p. 100 à la section de Vielmanay; 90 p. 100 de chômeurs à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs à Champlemy; 49 p. 100 de chômeurs à Champvert; pas de changement à la Chapelle-Saint André; pas de chômeurs à Colméry; pas de chômeurs à Cossaye; pas de chômeurs à Devay; pas de chômeurs à Dom-pierre; pas de chômeurs à Donzy; 43 p. 100 de chômeurs à Druy-Parigny; pas de chômeurs à Entrains; 50 p. 100 de chômeurs à Fours; 89 p. 100 de chômeurs à Guipy; 70 p. 100 de chômeurs à Magny-Cours; travail moins abondant à Menestreau; 43 p. 100 de chômeurs à Montambert; 50 p. 100 de chômeurs à Montaron; pas de chômeurs à Nannay; pas de chômeurs à Ourouer; 43 p. 100 de chômeurs à Parigny; pas de chômeurs à Pazy; pas de

chômeurs à Perroy; 6 p. 100 de chômeurs à Saint-Benin-d'Azy; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; 62 p. 100 de chômeurs à Saint-Hilaire-Fontaine; 50 p. 100 de chômeurs à Saint-Martin-d'Heuille; 90 p. 100 de chômeurs à Saint-Pierre-le-Moutier; pas de chômeurs à Sichamps; 25 p. 100 de chômeurs à Thiangès; 20 p. 100 de chômeurs à Verneuil.

58. — Nord. — A Lille, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs et chocolatiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures 1/2, chez les *lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 56 heures, dans l'*industrie du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); 2 p. 100 de chômeurs chez les *filateurs de coton*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de l'*habillement et équipements militaires*; pas de chômeurs 60 heures, à l'*Aiguille lilloise*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs*; travail non satisfaisant, 66 heures, chez les *maçons*; 11 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *pierres blanches*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *couvreurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *dessinateurs*.

A Armentières, pas de chômeurs, 59 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, au syndicat mixte de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *encolleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Bellignies, 3 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *marbriers*.

A Bondues, travail plus abondant chez les *lingères*.

A Cambrai, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Caudry, 24 p. 100 de chômeurs, 20 à 30 heures, chez les ouvriers en *tulle*; pas de chômeurs, 24 à 28 heures, chez les ouvriers en *guipures*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Ferrière-la-Grande, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Fourmies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Fresnes, 8 p. 100 de chômeurs chez les *verriers à vitres*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Gussignies, travail normal, 66 heures, chez les *marbriers à la cheminée*.

A Halluin, 3 p. 100 de chômeurs, 52 à 56 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Leun-Plage, 33 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *machines à battre le grain*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Marpent, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Au Quesnoy, pas de chômeurs, 76 heures, chez les ouvriers en *chaussures*.

A Roubaix, 14 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 5.9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant, à la *chambre syndicale textile*; 0.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ourdisseurs*; travail satisfaisant, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *métallurgistes* et *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *pierres blanches*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Sous-le-Bois, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*.

A Sars-Poteries, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Tourcoing, pas de chômeurs chez les ouvriers *tapisiers en grosse moquette*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plafonneurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 58 et 60 heures, chez les *ferblantiers-couvreurs*.

A Valenciennes, 4 p. 100 de chômeurs, 72 à 74 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres-vitriers*.

Chez les tisseurs : pas de chômeurs, 60 heures, à Avesnes; 10 p. 100 de chômeurs à Avesnes-le-Sec; pas de chômeurs, 82 heures, à Bailleul; pas de chômeurs, 72 heures, à Bévillers; travail plus abondant à Bondues; pas de chômeurs à Boussières; travail normal

à Fourmies; travail satisfaisant, 60 heures, à la Gorgue; 4 p. 100 de chômeurs, 50 à 56 heures, à Halluin; 0.3 p. 100 de chômeurs, 59 heures, à Hazebrouck; 1 p. 100 de chômeurs, 59 et 60 heures, à Houplines; pas de chômeurs à Quiévy; travail satisfaisant à Rieux; pas de chômeurs, 72 heures, à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés*.
A Guise-la-Motte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *jumelliers*.
A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.
A Hermes, pas de chômeurs, 54 heures, dans les *scieries mécaniques*.
A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.
A Mouy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs, brocheurs, couseurs de chaussures*.
A Senlis, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *employés*.
A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail plus abondant, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; pas de changement chez les *couturières*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *zingueurs-plombiers*.

A Blendecques, pas de chômeurs chez les *papetiers*.

A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*.

A Calais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du gaz*; 38 p. 100 de chômeurs chez les *parcours de cartons*; pas de chômeurs, 36 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs 60 à 66 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Hénin-Liétard, pas de chômeurs chez les *brasseurs*.

A Lens, pas de changement chez les *mineurs*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *terrassiers*.

A Olliergues, 19 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Éloy, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Volvic, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 11 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; travail non satisfaisant, 50 heures, chez les *tailleurs*; travail stationnaire, 60 heures, chez les *ouvriers de l'aiguille*.

A Biarritz, pas de chômage chez les *jardiniers*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *garçons d'hôtels, restaurants, linonadiers*.

A Guéthary, 50 p. 100 de chômeurs chez les *gens de mer*.

A Pau, 13 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 51 et 60 heures chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 40 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail moins abondant, 60 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers et scieurs de long*; 11 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers, cimentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 75 heures, chez les *coiffeurs*.

A Cerbère, travail peu satisfaisant chez les ouvriers du *transbordement des fruits*; chômage complet chez les *transbordeurs d'oranges*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs-trépointeurs*.

A Lesquerde, chômage complet chez les *mineurs*.

A Ria, 14 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des hauts fourneaux*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, 33 p. 100 de chômeurs chez les *cercliers*.

A Taurinya, 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

A Vernet-les-Bains, 8 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les ouvriers *agricoles et viticoles*, pas de chômeurs à Montner; pas de chômeurs à Pézilla-de-la-Rivière; 60 p. 100 de chômeurs à Rivesaltes; pas de chômeurs au Soler; 25 p. 100 de chômeurs à Toulonges; 6 p. 100 à Villeneuve-de-la-Raho.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 20 p. 100 de chômeurs, 108 heures, chez les *limonadiers-restaurateurs*; 22 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *bouviers employés aux bestiaux*.

3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers, régleurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cartonniers de luxe*; 25 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *cartonniers en tous genres*.

Travail abondant, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, à l'Union de la Région lyonnaise (*tissage*); 30 p. 100 de chômeurs chez les *tullistes*; 14 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *tullistes en dentelles*; 43 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tullistes réunis*; pas de changement chez les *coupeurs-chemisiers*; 45 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *chapeliors*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *teinturiers*.

10 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *sculpteurs sur bois et mouluriers*.

Pas de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *bijoutiers*; pas de chômeurs, chez les *travailleurs du cuivre*; 12 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *tôliers fumistes*.

2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *céramique*.

2 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *camionneurs*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; travail stationnaire chez les *employés de la soierie*; pas de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*. Travail satisfaisant, chez les *coiffeurs*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bourg-de-Thizy, 8 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *horticulteurs*.

A Cours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*.

A Grandris, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Neuville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horticulteurs*.

A Pierre-Bénite, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs et bouchers sur cristaux*.

A Sainte-Foy-l'Argentière, travail moins satisfaisant, 54 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Thizy, 4 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tisseurs*.

68. — Saône-et-Loire. — A Autun, pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *ébénistes*.

A Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Montceau-les-Mines, 2 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *mineurs*.

69. — Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voiture*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 18 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en constructions mécaniques*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *couvreurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sablé, travail satisfaisant, 65 heures, chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

70. — Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les *travailleurs du cuir*; 73 p. 100 de chômeurs, 64 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers et peintres*.

Aux Échelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers gainiers*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des plâtrières*.

71. — Savoie (Haute-). — A Allinges, 10 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

A Challonges, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.

A Cluses, 36 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *horlogers*.

A Lovagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les ouvriers *bateliers et carriers*.

A Scionzier, 23 p. 100 de chômeurs, 25 heures, chez les *horlogers*.

A Thonon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

72. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers *jardiniers* (rue du Harlay); 0,4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, travail plus abondant chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte).

22 p. 100 de chômeurs à l'Union amicale des *boulangers* du XIII^e arrondissement; pas de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les compagnons *boulangers* du nouveau siècle; 2 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 9 p. 100 de chômeurs à la *Société mixte des cuisiniers de Paris*; travail satisfaisant chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de chômeurs chez les *limonadiers* (Union du II^e arrondissement); 19 p. 100 de chômeurs, à l'Union laborieuse de l'alimentation.

0,2 p. 100 de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les *travailleurs du gaz*.

2,6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la Chambre syndicale *typographique*; 1,4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la Chambre syndicale des *ouvriers du livre*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes indépendants*; 12 p. 100 de chômeurs à l'Union *lithographique*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes indépendants*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *graineurs-lithographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *photogreveurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *graveurs de géographie*; 1,5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *stéréotypeurs-galvanoplastes*; pas de changement chez les *graveurs de musique*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *pelleteries*; 2,2 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *fourreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans la *sellerie*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *portefeuillelistes-marquinières*; 0 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers-bottiers*; travail satisfaisant chez les *gantiers*.

8 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs en tous genres*; 9,5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *brodeuses*, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 4,5 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 5,5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers à la barre*; 6 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *passementiers à la main*; 16 p. de chômeurs, 60 heures, chez les *couturières*; travail moins abondant chez les ouvrières de l'*habillement*; 1,5 p. 100 de chômeurs chez les coupeurs en *cols, cravates*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvrières en *chapeaux soie et feutre*; 12 p. 100 de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *casquiers*; pas de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les ouvriers en *chapeaux mécaniques*; 15 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *blanchisseurs*.

8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *siège cuir*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les compagnons *charrons*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *layetiers-emballeurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *monteurs-étalagistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pipiers*.

11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les chefs de service et contremaîtres des industries métallurgiques; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au syndicat indépendant des ouvriers métallurgistes; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, au syndicat libre des métallurgistes de la Seine; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, au syndicat autonome des métallurgistes de la Seine; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les ouvriers en instruments de précision; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en instruments de chirurgie; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les bijoutiers en doré fantaisie; pas de chômeurs, 59 heures, chez les opticiens; pas de chômeurs, 54 heures, chez les soudeurs et apprêteurs en tubes de cuivre; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les potiers d'étain; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en comptoirs d'étain; pas de changement chez les tailleurs sur acier; 1 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les ferblantiers; pas de chômeurs chez les ouvriers des pompes à feu; travail plus abondant, 50 heures, chez les ouvriers du bronze imitation; pas de chômeurs, 60 heures, chez les acheveurs, coquilleux et ciseleurs.

Pas de changement chez les maçons; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les peintres en bâtiment; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les enduiseurs; 13 p. 100 de chômeurs chez les fumistes en bâtiment; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ornementistes; pas de chômeurs chez les sculpteurs; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les plombiers et similaires; pas de chômeurs, 60 heures, chez les fourniers-spécialistes; pas de chômeurs chez les sculpteurs-modelleurs; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les granitiers.

5 p. 100 de chômeurs, à l'Union fraternelle des employés; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la Chambre syndicale indépendante des employés de l'industrie et du commerce; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie; moins de 1 p. 100 de chômeurs à l'Union des comptables; 11 p. 100 de chômeurs, chez les comptables et teneurs de livres; pas de chômeurs, 60 heures, chez les commis en maçonnerie; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les dames employées de commerce et d'industrie; 4 p. 100 de chômeurs à l'Alliance sténographique; 4 p. 100 de chômeurs chez les sténographes et sténo-dactylographes; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les clercs d'huissiers; 6 p. 100 de chômeurs à la Fédération française des voyageurs de commerce; moins de 1 p. 100 de chômeurs à la Protection mutuelle des voyageurs de commerce; 3 p. 100 de chômeurs à la Chambre syndicale corporative des voyageurs et représentants de commerce; 2 p. 100 de chômeurs chez les dessinateurs; pas de chômeurs, 56 heures, chez les employés de la glace à rafraîchir; pas de chômeurs, 56 heures, chez les porteurs des halles et marchés; 1 p. 100 de chômeurs chez les employés du pavillon de la marée; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les manœuvres industriels; 6 p. 100 de chômeurs chez les laveurs de voitures.

7 p. 100 de chômeurs chez les employés d'hôtel; 2 p. 100 de chômeurs chez les gens de maison; travail satisfaisant dans l'enseignement privé; 5 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à l'Union centrale des chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes (Bourse du travail); pas de chômeurs chez les chauffeurs, conducteurs, etc. (quai de Javel); 3 p. 100 de chômeurs chez les chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes (rue des Lavandières-Sainte-Opportune); moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les coiffeurs.

15 p. 100 de chômeurs chez les gardes-malades; 10 p. 100 de chômeurs chez les musiciens; travail satisfaisant chez les chefs d'orchestre.

A Champigny, travail satisfaisant, 60 heures, dans le bâtiment.

A Saint-Denis, 52 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les graveurs sur bois pour impressions.

A Villemomble, pas de chômeurs, 70 heures, chez les jardiniers.

73. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 1.7 p. 100 de chômeurs, 55 heures, dans l'industrie cotonnière; pas de chômeurs, 60 heures, chez les tapissiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chaudronniers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les tailleurs et scieurs de pierres; pas de chômeurs, 60 heures, chez les couvreurs, plombiers, zingueurs; 54 p. 100 de chômeurs chez les chauffeurs et mécaniciens de la marine; pas de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie; pas de chômeurs chez les voyageurs; travail satisfaisant chez les musiciens.

Au Havre, 10 p. 100 de chômeurs chez les pêcheurs et marins du commerce; 18 p. 100

de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs* du port; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 70 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au cabotage*; travail plus satisfaisant chez les *cochers*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 32 heures, chez les *charbonniers déchargeurs*.

A Bolbec, 4 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *cotonniers*.

A Caudebec, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Dieppe, 5 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Fécamp, 4 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*.

A la Houle, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

Chez les *verriers*, pas de chômeurs, 60 heures, à Bétonval; pas de chômeurs, 60 heures, à Romesnil.

74. — Seine-et-Marne. — A Château-Landon, 21 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A la Ferté-sous-Jouarre, travail non satisfaisant chez les *meuliers, carriers, terrassiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*.

A Meaux, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, au syndicat mellois de l'*industrie du livre*.

A Melun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Montreuil, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *faïenciers*.

A Noisiel, travail satisfaisant, 66 heures chez les *chocolatiers*.

75. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 66 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs chez les *cochers*; pas de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Corbeil, pas de chômeurs chez les *meuniers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

A Mantes, travail satisfaisant, 60 heures, dans l'*industrie du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Orsay, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Germain-en-Laye, chômage prolongé chez les *boulangers*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs mécaniciens*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *ouvriers de l'industrie laitière*.

78. — Somme. — A Amiens, 0.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

79. — Tarn. — A Albi, travail satisfaisant, 48 heures, chez les *mineurs*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 30 à 35 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; travail stationnaire, 60 heures, chez les *terrassiers et manœuvres*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs dans l'*industrie lainière*.

A Briatexte, pas de changement dans le *bâtiment*.

A Castres, pas de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; travail stationnaire, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; travail stationnaire, 60 heures, chez les *tourneurs sur bois*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer et cuivre*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *sculpteurs*.

A Dougne, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ardoisiers*.

A Graulhet, 42 p. 100 de chômeurs chez les *moutonniers*.

A Mazamet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *peau de mouton*; 1.1 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, dans la *filature de coton*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Rabastens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

81. — Var. — A Bollène, travail satisfaisant chez les *ouvriers mineurs en terre réfractaire*.

A Toulon, pas de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *travailleurs de l'usine à gaz*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *aides-pharmaciens*.

A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, pas de changement chez les *travailleurs de la minoterie*; 13 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; 60 heures chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Caderousse, 56 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*.

A Villeneuve-les-Avignon, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Luçon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs chez les *forestiers*.

Aux Sables-d'Olonne, 4 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers boitiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs aux *Épesses*; pas de chômeurs à *Évrunes*; pas de chômeurs à *Mortagne-sur-Sèvre*; pas de chômeurs à *Saint-Laurent-sur-Sèvre*; pas de chômeurs à *Saint-Malo-au-Bois*.

84. — Vienne. — A Poitiers, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fabricants de balais*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et ravaleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vitriers, peintres et colleurs de papier*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Châtelleraut, travail plus satisfaisant, 7 p. 100 de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *maréchaux-ferrants*.

A Chauvigny, travail satisfaisant, 72 à 75 heures, chez les *cordonniers*.

A Lavoux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, 20 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs et doreurs*; 1.5 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, dans l'*habillement*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers-manœuvres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la chambre syndicale générale de la *céramique*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers en porcelaine*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaine*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les em-

ployés aux mouffles dits *crématoires*; pas de changement au syndicat mixte des *patronnes et ouvrières en porcelaine*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Magnac-Laval, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Yrieix, 17 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers*.

86. — Vosges. — A Épinal, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Gérardmer, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers en jouets*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 71 heures, chez les *travailleurs du livre*.

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers carriers* et du *bâtiment*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs, 60 heures, à Aumontzey; pas de chômeurs, 65 heures, à Châtel-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, à Épinal; pas de chômeurs, 60 heures, à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, à Plainfaing; pas de chômeurs, 60 heures, à Remiremont; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, à Saint-Dié; 60 heures à Saint-Maurice-sur-Moselle.

87. — Yonne. — A Sens, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *maçons*.

A Treigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Champoulet; pas de chômeurs à Crain; pas de chômeurs à Fontenailles-sous-Andryes; pas de chômeurs à Lavau; pas de chômeurs à Moutiers; pas de chômeurs à Ronchères; 27 p. 100 de chômeurs à Saint-Fargeau; pas de chômeurs à Saint-Martin-des-Champs; pas de chômeurs à Saint-Privé; pas de chômeurs à Saint-Sauveur-en-Puisaye; pas de chômeurs à Septfonds.

88. — Algérie. — A Alger, 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *employés en quincaillerie*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Constantine, 12 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers, pâtissiers* et *charcutiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 26 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers, ébénistes, charpentiers*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur métaux*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers* et *cimentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers, carriers* et *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

A Oran, 25 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *boulangers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les sept premiers mois de 1909 :

	1909.	1908.	AUGMENTATIONS en 1909.	DIMINUTIONS en 1909.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	399,382	463,371	#	63,989
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,036,232	1,802,370	233,952	#
Objets fabriqués.....	565,477	557,620	7,857	#
TOTAUX.....	3,001,181	2,823,361	241,809	63,989
AUGMENTATION en 1909.....			177,820	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	367,906	349,343	18,563	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	746,394	648,861	97,532	#
Objets fabriqués.....	1,312,276	1,283,858	28,428	#
Colis postaux.....	221,100	220,575	525	#
TOTAUX.....	2,647,676	2,502,637	145,039	#
AUGMENTATION en 1909.....			145,039	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,009,250,400 francs du 1^{er} janvier au 27 août 1909 contre 1,001,652,800 francs pendant la période correspondante de 1908, soit une augmentation de 7,597,680 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Avant 1908.	Juil. 1909.	Avant 1909.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	29 ^f 60	30 ^f 37	33 ^f 00
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	46 75	40 00	41 25
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	76 25	64 00	61 75
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	58 50	56 50	55 20
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	69 50	71 00	72 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	63 00	#	78 75
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	134 00	#	182 50
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr....	#	#	52 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	163 00	156 75	#
Étain Banka, idem.....	365 00	387 75	#
Plomb, livr. à Paris, idem.....	40 00	38 75	#
Zinc, bonnes marques, idem.....	55 00	60 00	#
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	22 60	#	23 15
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	#	1 57	1 61
— veau, idem.....	2 03	1 67	1 65
— mouton, idem.....	2 03	2 31	2 30
— porc, idem.....	1 75	1 63	1 35

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de Juillet 1909, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 17 syndicats patronaux comptant 626 membres;
- 22 syndicats ouvriers comptant 1,038 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 2 unions de syndicats ouvriers;
- 1 union de syndicats mixtes,

et de la dissolution de :

- 24 syndicats patronaux comptant 2,108 membres;
- 20 syndicats ouvriers comptant 3,214 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 3 unions de syndicats ouvriers.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

4 en juillet, 10 en juin, 6 en mai, 4 en avril, 3 en mars, 2 en février, 1 en janvier, et 13 antérieurement au 1^{er} janvier 1909. Total : 43.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aude. — Syndicat général des **grains**, graines et farines de Carcassonne et de la région [14 juin 1909. — 20 membres]. Siège social : café de la Bourse, rue Chartran, CARCASSONNE.

Charente-Inférieure. — Association syndicale des **hôteliers**, limonadiers et restaurateurs de la ville de Royan, Pontailac, Saint-Georges et environs [28 novembre 1908. — 50 membres]. Siège social : rue des Rosiers, 2, ROYAN.

Gironde. — Syndicat des constructeurs et vendeurs d'**instruments agricoles**, viticoles et vinicoles (et industries qui s'y rattachent) de Bordeaux et du Sud-Ouest [5 avril 1909. — ? membres]. Siège social : Athénée municipal, BORDEAUX.

Isère. — Association philanthropique des marchands **tailleurs** de Grenoble [15 janvier 1909. — 26 membres]. Siège social : café de l'Ascenseur, rue Béranger, GRENOBLE.

Loiret. — Syndicat d'**outillages** agricoles et de battages [5 juillet 1909. — 29 membres]. Siège social : CHÂTENAY.

Marne. — Union syndicale des **hôteli**ers et logeurs de la ville de Reims [7 mai 1909. — 89 membres]. Siège social : rue du Clou-dans-le-Fer, 33, REIMS.

Orne. — Syndicat d'élevage de la race hippique percheronne [3 octobre 1908. — 108 membres]. Siège social : rue du Jardinot, 5, MORTAGNE. — Syndicat des **courtiers-représentants** de commerce du département de l'Orne [8 mars 1908. — 19 membres]. Siège social : rue Saint-Blaise, 36, ALENÇON.

Puy-de-Dôme. — Syndicat des **confiseurs** d'Auvergne [26 juillet 1908. — 14 membres]. Siège social : Hôtel de ville, CLERMONT-FERRAND. — Association des **épiciers** de détail de Clermont-Ferrand, du département du Puy-de-Dôme et des départements limitrophes [8 septembre 1908. — 18 membres]. Siège social : Hôtel de ville, CLERMONT-FERRAND.

Pyrénées (Basses-). — Syndicat patronal de l'aiguille bayonnaise (**Habillement**) [20 décembre 1908. — 19 membres]. Siège social : rue de l'Évêché, 4, BAYONNE. — Syndicat des patrons **photographes** et marchands de fournitures photographiques [18 juin 1909. — 8 membres]. Siège social : Photographie Jaime-Bourguignon, rue Mazagran, BIARRITZ.

Sarthe. — Union syndicale des commerçants ambulants et **forains** du Mans, de la Sarthe et des départements limitrophes [16 octobre 1908. — 106 membres]. Siège social : place de la République, 22, LE MANS.

Savoie (Haute-). — Société d'élevage de la race chevaline et mulassière du Haut-Faucigny [23 mai 1909. — 66 membres]. Siège social : MÉGÈVE.

Seine. — Chambre syndicale française des **mines** métalliques [11 juin 1909. — 36 membres]. Siège social : rue de Châteaudun, 55, PARIS.

Tarn-et-Garonne. — Syndicat général des agents d'**assurances** mutuelles de la région du Sud-Ouest [5 juin 1909. — 6 membres]. Siège social : rue de la République, 6, MONTAUBAN.

Alger. — Syndicat des **tissus** en gros [10 mai 1909. — 12 membres]. Siège social : rue Deval, 2, ALGER.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** [27 mai 1909. — 15 membres]. Siège social : Bourse du travail, ARLES. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers-ébénistes** [8 mai 1909. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, ARLES. — Syndicat des ouvrières **peaussières** de Marseille [19 mai 1909. — 20 membres]. Siège social : place d'Aix, 11, MARSEILLE.

Gironde. — Syndicat des ouvriers **sabotiers** de la Gironde [15 février 1909. — 11 membres]. Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Hérault. — Chambre syndicale des ouvriers **portefaix-mariniers** de Cette [3 juillet 1909. — 22 membres]. Siège social : quai Louis-Pasteur, 6, CETTE.

Indre. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** [21 avril 1908. — 30 membres]. Siège social : rue des Récollets, LE BLANC.

Loire. — Syndicat des ouvriers **agricoles** du canton de Montbrison [13 juin 1909. — 239 membres]. Siège social : Hôtel de ville, MONTEBRISON.

Loire-Inférieure. — Syndicat des employés du commerce et de l'industrie (section nantaise [17 juin 1909. — 24 membres]. Siège social : rue Sainte-Catherine, 12, NANTES.

Loiret. — Syndicat des ouvriers fabricants de corps de colliers du département du Loiret [1^{er} juin 1909. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS.

Marne (Haute-). — Chambre syndicale des ouvrières gantrières de Chaumont [15 mars 1909. — 25 membres]. Siège social : Bourse du travail, CHAUMONT.

Meurthe-et-Moselle. — Syndicat des travailleurs du gaz de Nancy [10 avril 1909. — 150 membres]. Siège social : rue Marie-Leczinska, 14, NANCY.

Nord. — Syndicat libre des ouvrières du fil et de l'aiguille (couturières) [8 juillet 1909. — 45 membres]. Siège social : rue Vauban, 6, DUNKERQUE. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en chaussures de la région de Valenciennes (reconstitution) [28 mars 1904. — 75 membres]. Siège social : rue de l'Escout, 16, VALENCIENNES.

Pas-de-Calais. — Chambre syndicale des ouvriers et aides couvreurs d'Arras et environs [15 juin 1909. — 23 membres]. Siège social : rue des Trois-Visages, 24, ARRAS.

Puy-de-Dôme. — Chambre syndicale des ouvriers cimentiers, crépisseurs et aides de Clermont-Ferrand et environs [9 juin 1908. — 71 membres]. Siège social : Bourse du travail, CLERMONT-FERRAND. — Syndicat des coupeurs-tailleurs de Clermont-Ferrand [8 décembre 1908. — 16 membres]. Siège social : café Riche, place de Jaude, CLERMONT-FERRAND.

Rhône. — Chambre syndicale des ouvriers sabotiers, galochiers et formiers de la ville de Lyon [2 avril 1909. — 25 membres]. Siège social : rue de la Villardière, 51, LYON.

Seine-Inférieure. — Syndicat fédéré des artistes musiciens du Havre et de la région [29 juin 1909. — 28 membres]. Siège social : rue Général-Faidherbe, 9, LE HAVRE.

Tarn-et-Garonne. — Syndicat des ouvriers des scieries [25 février 1909. — 44 membres]. Siège social : Bourse du travail, MONTAUBAN.

Vienne (Haute-). — Association syndicale des préparateurs en pharmacie de Limoges (reconstitution) [28 mars 1901. — 17 membres]. Siège social : Bourse du travail, LIMOGES. — Chambre syndicale des ouvriers mineurs et assimilés du bassin de Saint-Léonard [1^{er} juillet 1909. — 50 membres]. Siège social : rue de la Fraternité, 10, SAINT-LÉONARD.

Oran. — Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs [26 mars 1909. — 48 membres]. Siège social : Bourse du travail, ORAN.

3° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine. — Fédération nationale des industries hippiques, des syndicats agricoles et d'élevage [1^{er} septembre 1908. — 7 syndicats adhérents]. Siège social : rue de Lutèce, 3, PARIS.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Ardèche. — Union des syndicats d'Annonay et de la région [18 mars 1909. — 2 syndicats adhérents]. Siège social : Hôtel de ville, ANNONAY.

Seine. — Fédération générale du spectacle [2 avril 1909. — 37 syndicats adhérents].
Siège social : rue Bleue, 27, PARIS.

5° UNION DE SYNDICATS MIXTES.

Hérault. — Fédération départementale des pêcheurs des étangs [20 juin 1909. — 2 syndicats adhérents]. Siège social : CETTE.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des brasseurs, fabricants de boissons gazeuses, de sirops, de glace et entrepositaires de bières de la ville d'Arles [30 mai 1903]. Siège social : café Puech, boulevard des Lices, ARLES. — Syndicat patronal des charretiers de la céramique [1^{er} décembre 1907]. Siège social : cours Legrand, 4, AUBAGNE. — Association fédérative des capitaines au long cours et officiers de la Marine marchande de France (section de Marseille) [7 août 1901]. — Syndicat des patrons charpentiers de la ville de Marseille [11 mai 1906]. Siège social : brasserie du Chapitre, MARSEILLE. — Chambre syndicale des courtiers agréés par la Caisse de liquidation des affaires en marchandises à Marseille [26 septembre 1905]. Siège social : rue du Baussoit, 2, MARSEILLE. — Union foraine marseillaise [23 septembre 1905]. Siège social : café Pélissier, place Saint-Michel, MARSEILLE. — Syndicat du commerce des grains de Marseille [10 novembre 1900. — 52 membres]. — Siège social : rue Cannebière, 12, MARSEILLE. — Syndicat français des marchands de marrons de la ville de Marseille [16 janvier 1900]. Siège social : cours Belzunce, 46, MARSEILLE. — Syndicat des messagers-commissionnaires par voies rapides du Sud-Est de la France [15 août 1906]. Siège social : rue des Fabres, 11, MARSEILLE. — Syndicat des entrepreneurs de monuments funéraires de la ville de Marseille [21 juillet 1905]. Siège social : chemin de Saint-Jean-du-Désert, 12, MARSEILLE. — Chambre syndicale des patrons pêcheurs de l'arrondissement de Marseille [1^{er} janvier 1886]. Siège social : quai du Port, 138, MARSEILLE. — Syndicat professionnel des patrons pêcheurs du sous-arrondissement maritime de Marseille [1^{er} mars 1887]. Siège social : quai du Port, 138, MARSEILLE. — Syndicat des marchands de pianos [10 avril 1890]. Siège social : rue Saint-Ferréol, 37, MARSEILLE. — Syndicat des patrons serruriers de la ville de Marseille [5 mai 1903]. Siège social : brasserie du Chapitre, MARSEILLE. — Syndicat des intérêts du corps médical vétérinaire du département des Bouches-du-Rhône [1^{er} mars 1902]. Siège social : rue Cannebière, 31, MARSEILLE.

Finistère. — Syndicat des maîtres boulangers du rayon de Douarnenez [11 mai 1894]. Siège social : salle Olier, DOUARNENEZ.

Landes. — Association des propriétaires forestiers de la commune de Moliets-et-Maa [8 mai 1906]. Siège social : MOLIETS-ET-MAA.

Morbihan. — Syndicat de la tannerie du Morbihan [18 novembre 1890]. Siège social : Chambre de Commerce, LORIENT.

Pyrénées (Hautes-). — Syndicat des patrons cochers de la ville de Tarbes [1^{er} décembre 1906]. Siège social : rue Victor-Hugo, 6, TARBES. — Chambre syndicale des entrepreneurs de ferblanterie, zinguerie, plomberie, fumisterie et chaudronnerie de Tarbes et du département [21 juillet 1894]. Siège social : place Maubourguet, 15, TARBES.

— Syndicat des **limonadiers**, débiteurs, restaurateurs, hôtels et commerçants similaires de la ville de Tarbes [16 juin 1902]. Siège social : place de la République, 8, **TARBES**.

Savoie (Haute). — Syndicat des **agents d'affaires** de l'arrondissement de Thonon-Bains [25 mai 1905]. Siège social : **THONON-LES-BAINS**.

Seine. — Syndicat des **mandataires** au Tribunal de commerce de la Seine [12 octobre 1903]. Siège social : rue Molière, 5, **PARIS**.

Somme. — Syndicat des **limonadiers**, débiteurs et restaurateurs de la ville d'Amiens [7 mars 1901]. Siège social : rue Sire Firmin-Leroux, **AMIENS**.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes. — Chambre syndicale internationale des ouvriers **peintres** en bâtiment de la ville de Menton [27 avril 1904]. Siège social : place de la Conception, **MENTON**.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des contremaîtres **camionneurs** [15 mai 1904]. Siège social : bar Fleury, bar Glandevès, **MARSEILLE**. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** et ouvrières joigneuses de l'équipement militaire [8 août 1906]. Siège social : boulevard de la Corderie, 105, **MARSEILLE**. — Syndicat international des ouvriers **déménageurs** de Marseille [20 décembre 1904]. Siège social : rue de Rome, 1, **MARSEILLE**. — Syndicat international des ouvriers **liquoristes** et parties similaires [20 juillet 1905]. Siège social : Bourse du Travail, **MARSEILLE**. — Syndicat des préparateurs en **pharmacie** de Marseille et du Midi [9 juillet 1904]. Siège social : Bourse du travail, **MARSEILLE**. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de Marseille [26 mars 1880]. Siège social : Bourse du travail, **MARSEILLE**. — Syndicat des ouvriers **tonneliers** du sec dit « Barriqueurs » [1^{er} janvier 1905]. Siège social : rue de Rome, 111, **MARSEILLE**. — Syndicat des ouvriers des **tramways** de Marseille [28 mai 1906]. Siège social : Bourse du travail, **MARSEILLE**. Syndicat international des ouvriers et ouvrières de la **vermicellerie** et parties similaires de Marseille [13 mai 1906]. Siège social : Bourse du travail, **MARSEILLE**.

Doubs. — Chambre syndicale des ouvriers **textiles** de Colombier-Fontaine [22 octobre 1904]. Siège social : **COLOMBIER-FONTAINE**.

Morbihan. — Syndicat des ouvriers **charpentiers** [2 juin 1906]. Siège social : rue de l'Hôpital, 88, **LORIENT**. — Syndicat des ouvriers **plâtriers** de Lorient [6 mars 1906]. Siège social : Bourse du travail, **LORIENT**. — Syndicat de l'Union du **bâtiment** de Pontivy [22 avril 1906]. Siège social : rue Nationale, **PONTIVY**.

Pas-de-Calais. — Union « calaisienne » syndicat des ouvriers chauffeurs et conducteurs de force motrice de Calais [1^{er} août 1908]. Siège social : boulevard Victor-Hugo, 31, **CALAIS**.

Savoie (Haute). — Chambre syndicale des **menuisiers** et charpentiers d'Annecy [septembre 1893]. Siège social : Bourse du travail, **ANNECY**.

Seine. — Syndicat des **piqueurs** et apprêteurs de tiges en chaussures [30 janvier 1904]. Siège social : rue des Dames, 7, **PARIS**.

Seine-Inférieure. — Association amicale des **pilotes** du Havre [juin 1906]. Siège social : rue Émile-Renouf, 24, **Le Havre**.

Var. — Syndicat des travailleurs **agricoles** [31 mai 1906]. Siège social : hôtel Carbone, **OLLIOULES**.

Vendée. — Chambre syndicale des **tailleurs de pierres**, maçons et manœuvres des Sables-d'Olonne [28 mai 1896]. Siège social : LES SABLES-D'OLONNE.

3° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Cher. — Fédération nationale des ouvriers **chaufourniers**, carriers et travaux similaires de France et des Colonies (9 syndicats adhérents). Siège social : BEFFES. — Syndicat général de la **céramique** [1^{er} juin 1907]. Siège social : Bourse du travail, MEHUN-SUR-YÈVRE.

Côte-d'Or. — Fédération régionale des syndicats ouvriers du **bâtiment** de Dijon et des environs [7 janvier 1906]. Siège social : Bourse du travail, DIJON.

4° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Finistère. — Union des syndicats **commerciaux**, industriels et agricoles de l'arrondissement de Brest [8 juin 1904]. Siège social : rue Amiral-Linois, 6, BREST.

BIBLIOGRAPHIE.

OUVRAGES REÇUS PAR LA DIRECTION DU TRAVAIL
ET SOMMAIRES DES BULLETINS DES OFFICES DU TRAVAIL ÉTRANGERS *
POUR MAI 1909 ⁽¹⁾.

FRANCE.

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE : **Rapport de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse**, année 1908; 1 vol. 198 p. — Paris, Imprimerie nationale, 1909.

— **Rapport de la Commission supérieure des caisses nationales d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents**, année 1908; 1 vol. 70 p. — Paris, Imprimerie nationale, 1909.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE OUVRIÈRE (Office impérial de statistique, Ministère de l'Intérieur) : * «**Reichsarbeitsblatt**» (Bulletin impérial du travail). Berlin, Karl Heyman, le numéro, 10 pfennigs. — Sommaire du n° de mai 1909 : Le développement économique des colonies allemandes en 1907 et 1908. — L'émigration en 1908. — Les rapports de l'inspection des fabriques pour 1908. — Le marché des logements dans les villes allemandes en 1908. — Le mouvement syndical à l'étranger. — Les congrès en 1908. — Les écoles professionnelles industrielles en Prusse.

AUTRICHE. — OFFICE DE STATISTIQUE OUVRIÈRE (Ministère du Commerce) : * «**Soziale Rundschau**» (Bulletin de l'Office de statistique). Vienne, Alfred Hölder, le n° 0 fr. 20. — Numéro de mai 1909 : Enquête sur le travail des enfants dans le Tyrol. — Projets de lois ouvrières présentés pendant la première moitié de la 19^e session. — Les conseils de salaires en Angleterre. — Projet d'ordonnance d'Empire sur l'assurance en Allemagne.

BELGIQUE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'industrie et du travail) : * «**Revue du travail**». (Bruxelles, Vanbuggenhoudt, le n° 0 fr. 10.) — Numéro du 15 mai 1909. Placement, syndicats, coopératives en avril 1909. — Loi du 30 avril 1909 sur le logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers. — Numéro du 31 mai 1909 : Grèves en avril.

— **Compte rendu des opérations et de la situation de la Caisse générale d'épargne et de retraites pour 1908**; 1 vol. 86 p. — Bruxelles, 1909.

⁽¹⁾ En dehors des renseignements mensuels concernant le marché du travail, les grèves, la jurisprudence, le mouvement syndical, la législation, etc., la plupart des Bulletins des offices du travail étrangers publient des articles spéciaux dont les plus importants sont mentionnés ci-dessous. — Les bulletins sont indiqués par un astérisque *.

CANADA. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL : * «Gazette du travail». Ottawa, Dawson, le n° 0 fr. 15. — Numéro de mars 1909 : L'organisation du travail au Canada en 1908. — Encouragement apporté à l'instruction technique dans l'État d'Ontario au moyen de bibliothèques publiques. — Le premier congrès des sociétés coopératives canadiennes à Hamilton. — Les industries minières et métallurgiques au Canada.

ÉTATS-UNIS. — BUREAU DU TRAVAIL (Ministère du Commerce et du Travail) : * «Bulletin of the bureau of labor» (bimestriel), Washington, Imprimerie nationale. — Numéro de mars 1909 : Les prix de gros de 1890 à 1908. — Lois ouvrières votées depuis le 1^{er} janvier 1908 par les états de Louisiane, Massachussets, Mississipi, New-Jersey. — Analyse de rapports des bureaux statistiques de divers États de l'Union.

GRANDE-BRETAGNE. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL (Ministère du Commerce) : * «Labour Gazette». Londres, Veal, Chifferiel and C^e; le numéro, 0 fr. 10. — Numéro de mai 1909 : L'augmentation des prix du pain et du blé. — Les salaires dans l'industrie cotonnière. — Le travail aux États-Unis en 1908. — Les Trade-Unions en 1905-1907. — Le fonctionnement de la loi canadienne sur les enquêtes en cas de grève, en 1907.

FINLANDE-RUSSIE. — ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'INDUSTRIE : * «Arbetsstatistik tidskrift». — (Revue de statistique ouvrière.) Helsingfors, Kejslerliga senatens tryckeri, le n° 0 fr. 25. — Sommaire du n° 3, 1909 : Mineurs et femmes travaillant dans l'industrie en Finlande. — Industries et exploitations finlandaises en 1907. — Les syndicats professionnels en Finlande en 1908. — Maladies des trieuses de chiffons dans les industries du papier et de la laine en Finlande. — Loi suédoise interdisant le travail de nuit des femmes.

ITALIE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce) : * «Bollettino dell'Ufficio del lavoro». Rome, Fratelli frères; le n° 0 fr. 30. — Numéro de mai 1909 : Enquête sur les associations patronales dans l'agriculture. — Importance de la main-d'œuvre employée dans les travaux de l'État en 1908. — Projets de loi sur le contrat du travail dans les services publics concédés à des particuliers; sur les consortiums de coopératives pour les marchés des travaux publics; sur les petites coopératives agricoles. — Statut et règlement de la Caisse nationale ouvrière de prévoyance pour l'invalidité.

SUÈDE. — COLLÈGE DU COMMERCE : SECTION DE STATISTIQUE OUVRIÈRE. Arbetsstatistik. A : 8 : Ut landska jord bruks arbetare; Sverige (Ouvriers agricoles étrangers en Suède en 1907); 1 vol. 136 p. — Stockholm, Beckman's, 1909.

SUISSE. — DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR, — BUREAU DE STATISTIQUE. — Annuaire statistique de la Suisse pour 1908; 1 vol. 385 p. — Berne, Stampfli et C^e, 1909.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Pendant le mois d'août, par suite de l'achèvement des travaux dans les vignes, beaucoup d'ouvriers viticoles du Midi sont entrés en chômage jusqu'aux vendanges. Les ouvriers bûcherons ont été occupés aux moissons et surtout aux battages, mais ils se plaignent, dans beaucoup d'endroits, de la concurrence des machines agricoles. Le travail est toujours aussi satisfaisant dans l'horticulture de la région parisienne.

Les industries du bâtiment font preuve d'une grande activité.

Dans les industries textiles, la situation continue à être satisfaisante dans la grande majorité des centres du Nord et des Vosges, ainsi qu'à Troyes dans la bonneterie et dans les petits centres de Maine-et-Loire et de Vendée; par contre, la semaine de travail est réduite dans l'industrie cotonnière à Rouen. Dans la soie, le travail continue à baisser dans la plupart des tissages de la Loire et de la Haute-Loire; dans la région lyonnaise, les usines de tissage mécanique sont largement alimentées; le chômage commence à se faire sentir à Lyon, dans les petits ateliers de la Croix-Rousse.

Les industries du vêtement sont en morte-saison.

La situation ne s'est pas sensiblement modifiée depuis le mois dernier

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'août 1909. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

chez les métallurgistes, les fondeurs et les mécaniciens; par suite de l'abondance de la pêche, le chômage a considérablement diminué chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes; il reste aussi intense chez les horlogers de la Haute-Savoie.

Le travail a baissé en province dans les industries du livre. Il est toujours aussi actif dans la mégisserie à Mazamet. Dans la céramique la situation reste stationnaire à Limoges.

1,362 syndicats, groupant 320,425 ouvriers, ont répondu, pour août 1909, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,117 groupant 253,816 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 14,674, ce qui correspond à une moyenne de 5.8 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 6.4 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 6.3 p. 100; elle était de 8.2 p. 100 en juillet 1908.

L'ouvrage, pendant le mois d'août 1909, a été jugé, par comparaison avec le mois de juillet, plus abondant, par 21 p. 100 des syndicats, groupant 24 p. 100 des syndiqués; équivalent par 51 p. 100 des syndicats, groupant 60 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 28 p. 100 des syndicats, groupant 28 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 776 syndicats, groupant 142,685 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 346, groupant 78,537 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (5,045) accuse 7 p. 100 de chômeurs contre 10. Sur l'Océan, la pêche est plus abondante à Concarneau (675 + 145), Douarnenez (1,912 + 180), au Croisic (1,300); au Bono (156); à la Rochelle les marins pêcheurs (253) sont tous occupés; il en est de même à Nantes (1,825).

D'après les réponses de 70 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 10,058 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en août, de 12.7 p. 100 contre 6.9 le mois dernier et 9.2 en août 1908; la situation était considérée comme satisfaisante par 56 p. 100 des syndicats et 67 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 1,281 chômeurs, 1,094 sont signalés par 46 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 4,101 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 29.7, 20.5 et 33.6 p. 100 contre 16.5, 13.9 et 34.5 le mois dernier et 11.6, 19.9 et 38.1 en août 1908; 14 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; comme tous les ans, à partir du mois d'août, les propriétaires congédient un grand nombre d'ouvriers jusqu'aux vendanges. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,379) annonce 0 chômeurs contre 10 le mois dernier et 6 en août 1908 : le travail est aussi abondant et satisfaisant que le mois der-

nier; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,379) accuse 0 contre 0 et estime le travail plus abondant et satisfaisant. Les vignerons d'Ay (177) sont tous occupés par suite du retour du beau temps.

132 syndicats de bûcherons groupant 11,024 membres accusent 16.8 p. 100 de chômeurs contre 22.9 le mois dernier et 15.1 en août 1908. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 66 p. 100 des syndicats et 63 p. 100 des syndiqués. Les ouvriers bûcherons ont été surtout occupés en août aux moissons et aux battages; ils continuent en beaucoup d'endroits à se plaindre du chômage causé par la concurrence que leur font les machines. On ne signale aucun chômeur dans 7 centres sur 16 dans l'Allier, dans 8 sur 23 dans le Cher, dans 11 sur 13 dans le Loiret, dans 23 sur 46 dans la Nièvre et dans 7 sur 12 dans l'Yonne; le chômage atteint 31.2 p. 100 contre 29.2 le mois dernier dans l'Allier pour 1,015 syndiqués; il est de 13.9 contre 21 dans le Cher pour 2,018 syndiqués; de 0.8 contre 2.4 dans le Loiret pour 519 syndiqués; de 24.9 contre 41.7 dans la Nièvre pour 4,328 syndiqués et de 11.8 contre 5.3 dans l'Yonne pour 1,021 syndiqués. Dans les Landes, 13 syndicats de résiniers, groupant 1,237 membres, accusent 2.3 p. 100 de chômeurs contre 0.1 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le Comité central des houillères de France, portent sur plus de 180,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'août 1909. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	114,205	5.94	"	"	2.36	11.17	86.47
Loire	16,687	5.92	"	"	3.60	11.98	84.42
Gard et Hérault	14,422	5.98	"	"	"	6.74	93.26
Tarn et Aveyron	10,533	5.77	"	"	"	31.05	68.95
Provence	1,706	5.32	"	1.64	"	98.36	"
Isère	2,267	5.95	"	"	"	19.14	80.86
Ouest ⁽²⁾	430	5.74	"	13.74	"	25.81	60.45
Bourgogne et Nord-Est ..	9,766	5.77	"	"	"	89.58	10.42
Centre	9,897	5.90	"	"	"	24.55	75.45
ENSEMBLE pour la France.	180,093	5.83	"	0.00	1.78	17.95	80.27

(1) Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, Jours de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.93 le mois dernier et de 5.66 en août 1908. D'après les réponses de 23 syndicats, le chômage serait de 0.2 p. 100 sur un effectif de 29,645 syndiqués contre 0.5 le mois dernier pour 29,048 syndiqués et 0.4 en août 1908 pour 29,894 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 5.1 p. 100 pour 19 syndicats groupant 2,276 ouvriers contre 6.2 le mois dernier et 7.4 en août 1908. Dans les carrières, pas de chômeurs à Parmilieu (140), Trept (150), Lérrouville (163), Massangis (146), Volvic (250); 8.3 p. 100 contre 20.8 à Château-Landon (240); 33.3 p. 100 à Angoulême (120). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320); 5 p. 100 à Fumay (240).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 63 syndicats, groupant 13,174 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 8.5 p. 100 contre 12 le mois dernier et 7 en août 1908. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 76 p. 100 des syndicats et 76 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Toulouse (120), Sidi-bel-Abbès (125) et Alger (387); les bouchers (150), les confiseurs (450) et les restaurateurs-navigateurs (200) de Marseille; les restaurateurs de Nice (600); les limonadiers de Lyon (200 + 190). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les confiseurs de Lille (135); les ouvriers des abattoirs de Marseille (150), les limonadiers de Bordeaux (136), les maîtres d'hôtel-navigateurs du Havre (913). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,616) accusent 2.5 p. 100 contre 1.9; ceux de la Bourse du travail (1,650), 8.5; les garçons de cuisine (1,026), 2.4; les pâtisseries (1,138), 11.4; les limonadiers (438), 1.4; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (220), 4.5 contre 0; les employés de la marée aux Halles (165) accusent 1.8 contre 1.2; ceux de la volaille (125), 4.8.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de juillet 1909, dixième mois de la campagne 1908-1909, s'élevait à 2,096,942 hectolitres, en augmentation de 120,146 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru à la même date est évaluée approximativement à 292,000 hectolitres, soit une différence en plus de 66,000 hectolitres sur la campagne 1907-1908⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin d'août 1909, dernier mois de la campagne 1908-1909, la quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 815,486 tonnes, en augmentation de 57,766 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 9 syndicats, groupant 9,027 ouvriers, ressort à 5.9 p. 100 contre 0.8 le mois dernier et 6.4 en août 1908. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Saint-Étienne (184) et Toulon (240); 4 contre 0.2 à Paris (5,000). Les ouvriers des huileries de Marseille (1,676) accusent 7.9 p. 100 contre 3 le mois dernier. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (486), Wizernes (550), Essonnes (582) et Anould (528) sont tous occupés. 0.8 p. 100 contre 0.5 chez les papetiers-relieurs de Nancy (120); 10 contre 20 chez les cartonniers en tous genres de Lyon (100).

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 124 pour 76 syndicats groupant 4,416 adhérents, soit 2.8 p. 100; pour Paris, de 109 pour 10 syndicats groupant 5,551 adhérents, soit 2 p. 100. La proportion était, le

⁽¹⁾ Journal officiel du 20 août 1909.

⁽²⁾ Journal officiel du 12 septembre 1909.

mois dernier, de 2.4 p. 100 pour la province et de 2.8 pour Paris; elle était, en août 1908, de 3.5 pour la province, de 2.6 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 73 p. 100 des syndicats de province groupant 67 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 5 syndicats, équivalent par 26, moins abondant par 28. Il y a 2.5 p. 100 contre 0 à Grenoble (200); 2.1 contre 1.1 à Besançon (96); 1.8 contre 1.2 chez les typographes (325) de Bordeaux; 3.5 à Dijon (113); 0 au Mans (102); 2.2 contre 2.2 à Nevers (135); 4.2 contre 1.8 à Nantes (168); 0.5 contre 0 à Rennes (203); 8.7 contre 8.9 à Saint-Étienne chez les lithographes (150); 3.9 contre 2.9 chez les typographes de Lyon (518); 3.8 contre 2.9 à Lille (419).

À Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,400) accuse 55 chômeurs contre 90 le mois dernier et 99 en août 1908 et estime le travail aussi abondant et satisfaisant pour l'époque. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (142) accuse 2.8 contre 12; la *Résistance*, 6 p. 100.

GUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 12 syndicats, groupant 2,417 ouvriers, atteint 12 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 18.2 le mois dernier et 44.5 en août 1908. A Annonay, les mégissiers de rivière (600) ont 13.3 p. 100 de chômeurs contre 20 le mois dernier et font 30 à 40 heures. Les mégissiers de rivière de Chaumont (144) sont tous occupés 48 heures. A Mazamet, les exploitants de la peau de mouton (1,000) accusent 0 contre 0; les mégissiers (120), 0. A Millau, les tanneurs-corroyeurs (300) accusent 50 p. 100 et font 40 heures.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 7.3 p. 100 pour 11 syndicats groupant 463 ouvriers contre 5.9 le mois dernier et 3.7 en août 1908. Les coupeurs-brocheurs de Lyon (108) accusent 4.8 p. 100.

À Paris, les portefeuillistes-maroquiniers (260) accusent 9.6 p. 100 contre 4.

Les gantiers de Millau (1,350) et de Grenoble (300) sont tous occupés.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 87 syndicats, groupant 34,087 adhérents, était de 1,590, soit 4.7 p. 100 contre 5.1 le mois dernier et 10.1 en août 1908.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (10,730), il y aurait 7.5 p. 100 de chômeurs contre 6 le mois dernier et 11.3 en août 1908, la semaine est de 60 heures, le travail est assez satisfaisant. A Tourcoing, les trieurs de laine (750) accusent 2 p. 100 et 60 heures : le travail est abondant et satisfaisant; les tapissiers en grosse moquette (134) accusent 1.5 p. 100 et estiment la situation satisfaisante. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,600), il n'y aurait pas de chômeurs, la semaine serait de 50 à 60 heures et le travail serait satisfaisant; les ouvriers de la filature de lin (275) accusent 9.9 p. 100 et 60 heures. A Armentières, la situation continue à être bonne : un syndicat ouvrier (2,100) accuse 0 p. 100 contre 0 et 59 heures; il en est de même d'un autre syndicat (1,500). A Halluin (1,190), le chômage est de 6 p. 100 contre 4 et la semaine est de 52 à 56 heures; à Houplines (1,668), 1.4 p. 100 contre 1.1 et 55 à 60 heures; la situation est satisfaisante à la Gorgue (834); 0 contre 0 à Boussières (115); 1.7 à Lannoy (600); 0.7 à Nieppe (400); 0 contre 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (95); 20 contre 10 à Avesnes-le-Sec (130); 31.6 contre 50 à Villers-en-Cauchies (158); 0 à Avesnes-les-Aubert (400); Haspres (400) et Quiévy (252); 0.5 à Comines (550). Pour l'ensemble de 30 syndicats du Nord groupant 24,148 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 4.4 p. 100 contre 3.8 le

mois dernier et 8.4 en août 1908; la situation est estimée satisfaisante par 77 p. 100 des syndicats et 89 p. 100 des syndiqués.

Dans les Vosges, les 8 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0.3 p. 100 de chômeurs sur 583 syndiqués contre 0 le mois dernier et 7.5 en août 1908; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Épinal (130); 1.5 p. 100 à Saint-Dié (134).

Dans les centres normands, à Rouen, les ouvriers cotonniers (247) ont 3.2 p. 100 de chômeurs contre 1.7 et font 50 à 55 heures contre 55: le travail est moins abondant et non satisfaisant; à Bolbec (250), 0.8 p. 100 contre 4 et 58 heures contre 56, le travail est satisfaisant; 0 chômeur contre 0 au Houleme (80) et 60 heures; à Flers, les ouvriers cotonniers (500) font 60 heures contre 60, mais ils attendent de 4 à 7 jours à la fin de chaque chaîne. A Condé-sur-Noireau (160) tous les ouvriers sont occupés 60 heures, mais la situation n'est pas satisfaisante au tissage.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Bourg-de-Thizy (460), les tisseurs accusent 6.5 contre 8 et 50 à 55 heures.

Dans les Ardennes, à Sedan (150), les tisseurs accusent 0 p. 100 contre 0 et 60 heures: la situation est satisfaisante; à Floing (196) le travail est un peu plus abondant, mais un dixième des ouvriers chôment par roulement. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (345) sont tous occupés 60 heures: le travail est aussi abondant. Dans la Somme, à Saint-Ouen (210), 0 p. 100 et 60 heures.

Dans l'Ouest, à Romorantin (375), dans l'industrie du drap, le tissage subit un chômage persistant. La situation est satisfaisante dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et de la Vendée: pas de chômeurs à Cholet (380) et Mortagne-sur-Sèvre (230), 0 contre 0 à la Bastide-Rouairoux (136) où le travail est satisfaisant. A Lavelanet (600), le travail est moins abondant, 16.7 p. 100 des ouvriers chôment. 2 p. 100 contre 1.1 chez les fileurs de Mazamet (200). A Vienne, 12 p. 100 de chômeurs contre 12 et 60 heures: le travail est aussi abondant.

Dans la bonneterie, à Troyes (316) 0 p. 100 contre 0, la semaine est de 60 heures: le travail est aussi abondant et satisfaisant; à Romilly (350) le chômage est de 2.9 p. 100 et la situation n'est pas satisfaisante.

Soie. — Dans la Loire, à Charlieu (75), 20 p. 100 contre 15 dans le tissage mécanique et 40 p. 100 contre 30 dans le tissage à bras; 0 contre 0 à Bussières (228) et 60 heures: le travail est satisfaisant. Dans la Haute-Loire, le travail se ralentit: 17 p. 100 contre 10 à Sainte-Sigolène (629) et 66 heures; 5 p. 100 à Saint-Didier-la-Seauve (210) et 60 heures; 4 p. 100 à Saint-Just-Malmont (264), 12 p. 100 à Saint-Paul-de-Mons (250).

Dans la région lyonnaise, les usines de tissage mécanique qui, pendant la période d'accalmie de l'été, ont continué à être alimentées par les articles de grande consommation, reçoivent maintenant une impulsion de plus en plus vive à mesure que s'approche la reprise générale en vue de la saison du printemps; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, les ouvriers continuent à manquer; à la campagne, les ateliers à bras sont privés d'une partie de leur personnel ouvrier en ce moment occupé aux travaux des champs⁽¹⁾. A Lyon, chez les tisseurs de la Croix-Rousse (452), le chômage commence à se faire sentir. A Grandris (118) 12 p. 100 contre 5; à Tarare (163) tous les ouvriers sont occupés 60 heures de façon satisfaisante.

Dans l'Isère, à Moirans (864), pas de chômeurs et 54 heures: le travail est

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 septembre 1909.

très satisfaisant; pas de chômeurs à Saint-Geoire-en-Valdaine (380), mais chaque ouvrier attend cinq jours à la fin de chaque chaîne; à Voiron (300) tous les tisseurs sont occupés 60 heures : le travail est plus abondant et satisfaisant. Dans le Gard, les fileuses de Ganges (110) font 60 heures et sont satisfaites; celles de Valleraugue (120) accusent 25 p. 100 et 60 heures. A Vals-les-Bains, les ouvriers de la soie artificielle (120) sont tous occupés 66 heures.

Dans le tulle, à Saint-Quentin, les tullistes en guipure (101) sont tous occupés 54 heures et se montrent assez satisfaits. A Caudry, l'*Union des ouvriers tullistes* (716) accuse 3.5 p. 100 contre 2 : la semaine varie de 15 à 35 heures, la situation est mauvaise; les ouvriers en tulles unis et grecs (390) accusent 1 p. 100 et 56 heures : le travail a baissé. Les tullistes réunis de Lyon (520) accusent 9.6 p. 100 contre 43. A Paris, les passementiers à la main (140) accusent 7.1 p. 100 contre 5.7 et 40 heures contre 40 le mois dernier : c'est la morte-saison annuelle.

Les teinturiers-dégraisseurs de Paris (300) accusent 2 p. 100 contre 2.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 23.9 p. 100 pour 26 syndicats, groupant 3,455 ouvriers, contre 10.3 le mois dernier et 19.6 en août 1908. Le travail est considéré comme plus abondant par 2 syndicats, équivalent par 7, moins abondant par 20. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 53 p. 100 des syndicats et 57 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (308) accusent 3.9 p. 100 contre 4.5; les fourreurs en confections (200), 4. Les tailleurs de Bordeaux (135) accusent 66.6 contre 40.7; ceux de Constantine (187), 50 contre 26.1; ceux de Vichy (127), 0; les ouvriers de l'habillement de Saint-Quentin (298), 0 contre 0; les ouvrières de l'aiguille de Grenoble (268), 5.2 contre 3.7; celles de Lille (400), 0. Dans les syndicats mixtes, 63.8 p. 100 contre 5.5 à Montpellier (235).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 7.7 p. 100 pour 12 syndicats groupant 2,550 ouvriers contre 15.4 le mois dernier et 7.4 en août 1908; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (102) accusent 34.3 p. 100 contre 24.8; les casquettiers (763), 7.9 contre 11.9. Les chapeliers de Lyon (287), accusent 17.4 p. 100 44.8; ceux de Chazelles (280), 0.7; ceux d'Espérasa (850), 0.

Les blanchisseurs de la Seine (368) accusent 14.9 p. 100 contre 15 : le travail continue à baisser.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 30 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,452 ouvriers, est de 3.4 p. 100 contre 4.7 le mois précédent et 12.4 en août 1908 : la situation est estimée satisfaisante par 88 p. 100 des syndicats et 77 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers de navires de Bordeaux (106) sont tous occupés. Les charpentiers de Lille (550) accusent 4.9 p. 100 contre 10; ceux de Roubaix (390), 0.5; les travailleurs du bois d'Halluin (378), 4 contre 2.9; les scieurs de Gommegnies (116), 0 contre 0; ceux de Hermes, (117), 0.9 contre 0.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 13 syndicats, groupant 857 ouvriers, est de 6.9 p. 100 contre 18.7 le mois dernier et 7.1 en août 1908. Les sculpteurs sur bois de Lyon (100) accusent 30 p. 100 contre 10; les ébénistes d'Autun (145), 0 contre 0; ceux de Cannes (147), 3.4.

Chez les tonneliers, le chômage est de 10.9 p. 100 pour 8 syndicats, groupant 687 ouvriers, contre 10.8 le mois dernier et 26.1 en août 1908. 24.7 p. 100 contre 30 à Cognac (304); 0 à Alger (100).

Dans la carrosserie, 5 syndicats groupant 277 ouvriers annoncent 0.4 p. 100

de chômeurs contre 0.4 le mois dernier et 0.8 en août 1908. A Paris, les compagnons charrons (174) accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les layetiers de Bordeaux (250) accusent 10 p. 100; les sabotiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (135), 0 contre 0; les ouvriers de l'article de Saint-Claude, 15 p. 100 et 27 heures seulement au lieu de 60; les tourneurs en bois de Felleries (200), 0; les tabletiers de Saint-Crépin-Houvilliers (112), 0; les boutonnières de Grenoble (180), 0.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 94 syndicats groupant 21,235 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en août, de 4.1 p. 100 contre 7.3 le mois dernier et 6.3 en août 1908.

34 syndicats de métallurgistes, groupant 9,500 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 3.1 p. 100 de chômeurs contre 4.7 le mois dernier et 1.8 en août 1908; la situation est estimée satisfaisante par 71 p. 100 des syndicats et 77 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (198), Saint-Amand (198), Fumel (535), Lille (220), Anzin (800), Fromelennes (205), les Mazures (125), Firminy (211), Dieulouard (384), Mazières (253), Guérigny (530), le Creusot (1,500); 2.2 p. 100 contre 4 à Sous-le-Bois (450); 5 à Fumay (200); 20.8 à Mézières (120); 14.8 à Argenteuil (162); 2.3 contre 6.2 chez le syndicat libre de la rue Fessard (472) à Paris.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 7.5 p. 100 pour 11 syndicats groupant 975 ouvriers contre 5.1 le mois dernier et 0 en août 1908; la situation est considérée comme satisfaisante par 69 p. 100 des syndicats groupant 60 p. 100 des syndiqués; 33.3 p. 100 contre 20 à Marseille chez les fondeurs (150) et 5 contre 8.5 chez les noyauteurs (300); 0 contre 6.7 à Ferrière-la-Grande (218).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 1.4 p. 100 pour 20 syndicats, groupant 5,666 ouvriers, contre 2.7 le mois dernier et 4.3 en août 1908. La situation est considérée comme satisfaisante par 89 p. 100 des syndicats et 67 p. 100 des syndiqués; 0.9 p. 100 contre 0.9 à Tarbes (109); 1.1 contre 1.7 à Tourcoing (180); 0 à Roubaix (1,250); 3.6 contre 2.5 à Saint-Étienne (280); 0 contre 0 à Jeumont (95); 2 contre 3.6 à Marpent (250); 0.9 contre 0 à Reims (108); 0 à Saint-Quentin (350); 1.2 à Marseille (425); 0 contre 0 à Chartres (104); 0 à Parthenay (325). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 28 chômeurs sur 1,620 syndiqués contre 32 le mois dernier et 110 en août 1908.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,499) accusent 62 chômeurs contre 59 le mois dernier et 117 en août 1908; 60 p. 100 contre 6 chez les horlogers de Lac-ou-Villers (200); 42.9 contre 35.7 chez ceux de Cluses (140); 26.7 contre 22.9 chez ceux de Scionzier (300); 12.7 contre 12.9 chez les bijoutiers de Marseille (157); 5.8 contre 8 chez ceux de Lyon (104); 0 contre 0 chez les opticiens de Paris (147).

Chez les ferblantiers-boîtiers, le chômage est de 7.5 p. 100 pour 6 syndicats groupant 1,118 ouvriers contre 66.2 le mois dernier et 41 en août 1908; il est de 7.5 p. 100 contre 100 à Audierne (265); 0 contre 36.4 à Guilvinec (110); de 2.8 à Douarnenez (535). A Paris, les potiers d'étain (184) accusent 19.6 p. 100 contre 9.4; les ferblantiers (452), 1.5 contre 1.1; les tourneurs-repousseurs sur métaux (100), 0.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 117 syndi-

cats, groupant 14,050 adhérents, était, à la fin d'août, de 3.4 p. 100 contre 4.6 le mois précédent et 6.4 en août 1908.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 2.7 p. 100 pour 88 syndicats groupant 9,055 ouvriers contre 3.6 le mois dernier et 4.9 en août 1908. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (123 maçons d'art), Bourges (120), Cambrai (230), Rouen (106), Dieppe (229), Chambéry (100), Limoges (135). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Annonay (165), Beaune (109), Bordeaux (203), Cherbourg (100), Paramé (650), Auch (351), Thonon (300), Armentières (332), Valenciennes (130), Oloron (200), Orsay (160), Menton (204), Oran (986). A Paris, les maçons (16,500) estiment la situation stationnaire. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 86 p. 100 des syndicats et 87 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 4.6 p. 100 pour 20 syndicats groupant 1,723 ouvriers contre 3.4 le mois dernier et 7.2 en août 1908; il y en a 3.4 contre 0 à Bordeaux (298); 0 contre 0 à Limoges (103). A Paris, les ornemanistes (706) en accusent 1.3 contre 6.

Les marbriers de Bellignies (700) accusent 2.9 p. 100 contre 2.9; les marbriers à la pendule de Cousolre (200), 0. Les couvreurs de Tourcoing (150) accusent 0 p. 100 contre 2; les ferblantiers-plombiers de Marseille (130), 0 contre 21.7. Les fumistes de Paris (1,250) en ont 9.8 p. 100 contre 12.6.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chauxfourniers d'Albi (100), et de Contes-les-Pins (200).

Les potiers (300) et les engobeuses de poteries (300) de Vallauris accusent 0 p. 100. Il en est de même des potiers de Saint-Zacharie (108) et des faïenciers de Saint-Amand (250) et de Montereau (300). A Limoges, le syndicat général de la céramique (2,600) accuse 20 p. 100 contre 20; les emballeurs de porcelaines (192), 2.1 contre 3.2; les journaliers (120), 0 contre 1.2. Les céramistes de Mehun (710) en ont 7.5 p. 100.

Dans l'ensemble des 8 syndicats de verriers, groupant 1,125 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 5.5 p. 100 contre 1.7 le mois dernier et 4.1 en août 1908. Pas de chômeurs à Saint-Étienne (175); 9.6 p. 100 à Lyon (520); 10.4 chez les tailleurs de glace de Paris (115).

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 7 syndicats groupant 3,301 membres ressort à 43.8 p. 100 contre 45.5 le mois dernier et 46.2 en août 1908; elle est de 10 contre 30 à Nice (800); de 60 contre 50 chez les ouvriers des ports et docks (2,000) de Marseille; de 35.7 à Port-Saint-Louis (350).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 13.9 p. 100 pour 11 syndicats groupant 3,604 membres contre 13.9 le mois dernier et 5.6 en août 1908; les sourciers de Saint-Yorre (150) accusent 6.7 p. 100 contre 6.7; ceux de Vals-les-Bains (180), 0 contre 0; les manœuvres de Vannes (117), 0 contre 0; les transbordeurs d'oranges (125) et de fruits (222) de Cerbère sont en chômage; à Paris, les porteurs aux Halles (209) accusent 0 contre 0; les laveurs de voitures (580), 13.8 contre 6.7.

25 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 12,593 ouvriers, accusent 0 sans-travail contre 1 le mois dernier et 2 en

août 1908. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 22 syndicats groupant 2,062 membres, est de 8.9 p. 100 contre 17.5 le mois dernier et 3.9 en août 1908; elle est de 9.6 contre 10 chez les capitaines du Havre (228); de 2.8 chez ceux de Nantes (180) et de 2.6 chez les marins du commerce (310); de 15.4 contre 54 chez les chauffeurs-mécaniciens de la marine de Rouen (130); de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 14.6 chez les pilotes de l'Oise (185); de 2 contre 2 chez les camionneurs de Lyon (99); de 0 chez ceux de Charleville (113); de 53.3 chez les déménageurs de Marseille (150).

D'après les réponses de 59 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 15,286 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.8 p. 100 contre 1.1 le mois dernier et 2.3 en août 1908. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (208) accusent 12.5 p. 100 contre 11.1; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,237), 0.8 contre 0.8; les sténo-dactylographes de la Bourse du travail (252), 4 contre 4; les commis en maçonnerie (134), 0.8; ceux en serrurerie (110), 0; les courtiers (300), 0; les clercs d'huissiers (202), 2 contre 1.5. En province, 4.2 p. 100 contre 5 chez les employés de commerce (590) de Marseille et 0 contre 0 chez les comptables (126); 1.4 contre 0 chez les sténographes (355) de Lyon; 3.9 contre 1.7 à Orléans (128); 2.2 contre 3.1 à Amiens (361); 0 contre 0 à Rouen (200) et 1.7 chez les voyageurs (121); 2.3 contre 2.4 à Nice (128); 1 contre 2 à Dax (100); 0 à Bordeaux (540); 6.8 à Clermont-Ferrand (162).

DIVERS. — 9 syndicats de gens de maison accusent 4.7 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 3,929 membres contre 2.1 le mois dernier et 1.4 en août 1908; à Paris, le syndicat de la rue Lauriston (2,187) accuse 1.9 p. 100 contre 2.5; celui de Bordeaux (470), 3.8 contre 3.

7 syndicats de coiffeurs, groupant 4,767 ouvriers, ont 1.4 p. 100 de sans-travail contre 0.9 le mois dernier et 3.8 en août 1908; 6.5 contre 4.7 au Mans (185), le syndicat mixte de Paris (4,446), 1.1 contre 0.7.

LES GRÈVES EN AOÛT 1909.

73 grèves et 2 coalitions de patrons pêcheurs ont été signalées, en août, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 70 de ces conflits, est de 15,269.

Il y avait eu, en août 1908, 59 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 69.

Ces conflits, dont 61 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	41
Réductions de salaire	2
Demandes de diminution du temps de travail	4
Contestations relatives au salaire	8
Contestations relatives à la réglementation du travail	3
Contestations relatives aux règlements d'atelier	2
Demandes de réintégration d'ouvriers, contre-maitres ou directeurs	16
Demandes de renvoi d'ouvriers ou contre-maitres	4
Contestations relatives au machinisme	2
Demande de suppression du marchandage	1
Demande de renvoi de femmes	1
Demande de repos hebdomadaire	1
Contestation relative à l'apprentissage	1

Ces grèves ont éclaté dans 27 départements et on en a compté :

20 dans la Seine, 18 dans le Nord, 3 dans les Bouches-du-Rhône, la Meurthe-et-Moselle, la Seine-et-Oise et la Somme, 2 dans le Gard, le Loiret, la Mayenne et le Pas-de-Calais, et 1 dans les 17 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 26 conflits; industries textiles, 16; transports 6; agriculture et pêche, mines et carrières, 5; industries du bois, cuirs et peaux, imprimerie, 4; industrie des métaux, 3; boulangers et tuiliers, 1.

Des 73 grèves commencées en août, 62 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Dix-neuf, 1 jour ou moins de 1 jour; sept, 2 jours; quatre, 3 jours; cinq, 4 jours; trois, 5 jours; quatre, 6 jours; cinq, 7 jours; une, 8 jours; trois, 10 jours; deux, 11 jours; deux, 12 jours; une, 13 jours; trois, 14 jours; une, 16 jours et deux, 21 jours.

Si l'on y ajoute 8 grèves terminées après avoir duré respectivement 146 jours, 83 jours, 40 jours, 31 jours, 30 jours, 17 jours, 13 jours et 12 jours, on trouve 70 conflits terminés avec les résultats suivants :

16 réussites,
17 transactions ou réussites partielles,
37 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
30 mars...	23 août...	Lignières.....	Loir-et-Cher.....	Ouvriers de papeterie.....	1	55	1
16 juin...	7 septem.	La Ferté-s-Jouarre	Seine-et-Marne	Mouliniers.....	1	200	2
5 juillet...	.....	Champigny.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	50	3
6 juillet...	.....	Maisons-Laffitte..	Seine-et-Oise.....	Horticulteurs.....	1	"	4
10 juillet...	.....	Pontoise.....	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	1	15	5
10 juillet...	.....	Roubaix.....	Nord.....	Appréteurs.....	1	25	6
15 juillet...	24 août...	Stenay.....	Meuse.....	Mouleurs.....	1	154	7
19 juillet...	19 août...	Aubervilliers.....	Seine.....	Maçons.....	1	22	8
20 juillet...	19 août...	Caen.....	Calvados.....	Ménisiers.....	"	60	9
23 juillet...	9 août...	Neuilly-sur-Seine..	Seine.....	Terrassiers.....	1	15	10
27 juillet...	.....	Orléans.....	Loiret.....	Terrassiers.....	1	100	11
28 juillet...	9 août...	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	6	12
31 juillet...	13 août...	Alais.....	Gard.....	Cochers de fiacre.....	4	18	13

GRÈVES NON TERMINÉES

GRÈVES COMMENCÉES

2 août...	4 août...	Asnières.....	Seine.....	Charretiers.....	1	22	1
2 août...	12 août...	Le Genest.....	Mayenne.....	Mineurs.....	1	500	2
2 août...	12 août...	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	8	3
2 août...	16 août...	Laval.....	Mayenne.....	Typographes.....	1	14	4
3 août...	3 août...	La Madeleine.....	Nord.....	Fileuses.....	1	14	5
3 août...	5 août...	Lorette.....	Loire.....	Lamineurs.....	1	46	6
3 août...	6 août...	Lille.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	210	7
3 août...	8 août...	Charenton.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	30	8
3 août...	9 août...	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	6	9
3 août...	13 août...	Alais.....	Gard.....	Cochers de fiacre.....	4	18	10
4 août...	5 août...	Courrières.....	Pas-de-Calais.....	Mineurs.....	1	80	11
5 août...	6 août...	Quiévy.....	Nord.....	Tisseurs.....	9	400	12
5 août...	9 août...	Haucourt.....	Meurthe-et-Moselle	Mineurs.....	1	100	13
6 août...	7 août...	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	6	14
7 août...	8 août...	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	3	15
7 août...	11 août...	Roubaix.....	Nord.....	Fileuses.....	1	50	16
7 août...	.....	Lille.....	Nord.....	Lattiers.....	1	14	17
8 août...	30 août...	Espérazza.....	Aude.....	Chapeliers.....	"	902	18
9 août...	10 août...	Roubaix.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	65	19
9 août...	10 août...	Paris.....	Seine.....	Cimentiers.....	1	15	20
9 août...	13 août...	Tourcoing.....	Nord.....	Trieurs de déchets de laine..	1	92	21
9 août...	25 août...	Paris.....	Seine.....	Selliers.....	1	32	22
9 août...	30 août...	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Ouvriers en chaussures.....	1	22	23
10 août...	12 août...	Avignon.....	Vaucluse.....	Ouvrières en confection.....	1	300	24
10 août...	17 août...	Savenay.....	Loire-Inférieure..	Maçons.....	3	53	25
10 août...	23 août...	Perpignan.....	Pyrénées-Orientales	Peintres.....	"	62	26
10 août...	.....	Lille.....	Nord.....	Typographes.....	1	85	27
12 août...	13 août...	Belfort.....	Haut-Rhin.....	Terrassiers.....	1	30	28
12 août...	15 août...	Vichy.....	Allier.....	Taillieurs d'habits.....	12	50	29
12 août...	18 août...	Paris.....	Seine.....	Briqueurs.....	1	27	30
12 août...	19 août...	Paris.....	Seine.....	Ébénistes.....	1	4	31
13 août...	14 août...	Paris.....	Seine.....	Charretiers.....	1	42	32
13 août...	16 août...	Roubaix.....	Nord.....	Rattacheurs et fileurs.....	1	61	33
13 août...	18 août...	Fréteval.....	Loir-et-Cher.....	Terrassiers.....	1	36	34
13 août...	21 août...	Roubaix.....	Nord.....	Appréteurs.....	1	10	35
13 août...	24 août...	Halluin.....	Nord.....	Chromolithographes.....	1	60	36

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} août 1909, a pu être déjà signalée dans le précédent

REMER.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

U 1^{er} AOUT 1909 ⁽¹⁾.

1	Demande de réintégration de six ouvriers.....	Échec.	
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
6	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
7	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Échec.	
8	Conflit avec un chef de chantier.....	Échec.	Grévistes congédiés.
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	

N AOUT 1909.

1	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	
2	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Échec.	
3	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	Grévistes remplacés.
4	Contestation relative au travail à la machine.....	Échec.	Grévistes remplacés.
5	Demande de fil de meilleure qualité.....	Réussite.	
6	Réduction de salaire.....	Transaction.	
7	Demande de réintégration du directeur.....	Échec.	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
11	Demandes de diminution du temps de travail.....	Réussite.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
13	Règlement d'atelier.....	Transaction.	
14	Demande de renvoi d'ouvriers.....	Échec.	Grévistes remplacés.
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
18	Demandes : augmentation de salaire; meilleure répartition du travail.....	Transaction.	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
21	Contestation relative à l'apprentissage.....	Réussite.	
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
23	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
24	Demandes : renvoi d'un chef d'atelier; augmentation de salaire.....	Transaction.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
27	Contestation relative au travail à la machine; demande de renvoi des femmes.....	.....	
28	Réduction de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
32	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	
33	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
34	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	Grévistes remplacés.
35	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
36	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Transaction.	

bulletin. — Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
14 août...	15 août...	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	3	37
14 août...	21 août...	Paris.....	Seine.....	Monteurs en chaussures.....	1	25	38
14 août...	26 août...	Amiens.....	Somme.....	Teinturiers.....	1	300	39
16 août...	17 août...	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	35	40
16 août...	17 août...	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	7	41
16 août...	19 août...	Saint-Gilles.....	Gard.....	Charretiers.....	3	13	42
16 août...	27 août...	Amiens.....	Somme.....	Teinturiers.....	1	30	43
16 août...	30 août...	Roubaix.....	Nord.....	Chromolithographes.....	1	57	44
16 août...	6 septem.	Bréténoux.....	Lot.....	Ouvriers en bois de ballast..	1	18	45
17 août...	18 août...	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	10	46
17 août...	18 août...	Port-Saint-Louis- du-Rhône.	Bouches-du-Rhône.	Ouvriers de salins.....	1	"	47
17 août...	19 août...	Orléans.....	Loiret.....	Terrassiers.....	1	"	48
17 août...	23 août...	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	7	49
19 août...	23 août...	Étrechy et Brétigny	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	"	500	50
19 août...	23 août...	Wizernes et Helfaut.	Pas-de-Calais.....	Carriers.....	1	70	51
20 août...	21 août...	Amiens.....	Somme.....	Fileurs.....	1	15	52
20 août...	21 août...	Turenne.....	Corrèze.....	Tuiliers.....	1	5	53
20 août...	21 août...	Chartres.....	Eure-et-Loir.....	Terrassiers.....	1	84	54
22 août...	23 août...	Orléans.....	Loiret.....	Boulangers.....	"	130	55
23 août...	25 août...	Raismes.....	Nord.....	Menuisiers en voitures.....	1	415	56
23 août...	30 août...	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	245	57
24 août...	25 août...	Hem.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	17	58
24 août...	25 août...	Raismes.....	Nord.....	Frappeurs.....	1	25	59
24 août...	26 août...	Étréchy.....	Seine-et-Oise.....	Maçons.....	1	14	60
24 août...	31 août...	Paris.....	Seine.....	Charretiers.....	1	30	61
24 août...	7 septem.	Tourcoing.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	50	62
24 août...	7 septem.	Périgneux.....	Dordogne.....	Taillieurs de pierres.....	1	8	63
26 août...	31 août...	Marly.....	Nord.....	Frappeurs et forgerons.....	1	81	64
26 août...	31 août...	Méry.....	Seine-et-Oise.....	Ouvriers agricoles.....	1	100	65
26 août...	31 août...	Paris et banlieue..	Seine.....	Maçons, tailleurs de pierres et ravalements.....	"	7,968	66
27 août...	2 septem.	Lille.....	Nord.....	Cordonniers.....	1	100	67
28 août...	29 août...	Hyères.....	Var.....	Ouvriers de salins.....	1	150	68
30 août...	1 ^{er} septem.	Le Havre.....	Seine-Inférieure.....	Terrassiers et tubistes.....	1	36	69
30 août...	3 septem.	Tucquegnieux.....	Meurthe-et-Moselle.....	Mineurs.....	1	100	70
30 août...	3 septem.	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Peintres.....	"	900	71
30 août...	3 septem.	Camaret.....	Finistère.....	Pêcheurs.....	"	"	72
30 août...	3 septem.	Le Palais.....	Morbihan.....	Pêcheurs.....	"	"	73
31 août...	1 ^{er} septem.	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Marins et chauffeurs.....	2	"	74
31 août...	1 ^{er} septem.	Cernon.....	Jura.....	Terrassiers.....	1	237	75

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

2 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en août, à la Direction du travail.

1° Les peintres de Perpignan ont adressé un recours au juge de paix avant

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
1^{er} AOÛT 1909. (Suite.)		
17 Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	Grévistes remplacés.
18 Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
19 Demandes : repos intercalaire ; suppression des corvées..	Transaction.	Grévistes remplacés. Grévistes congédiés.
20 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
21 Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
22 Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	Grévistes remplacés.
23 Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
24 Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail.	Réussite.	Grévistes remplacés.
25 Demandes : réintégration d'un ouvrier ; augmentation de salaire.	Échec.	
26 Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	Grévistes remplacés.
27 Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
28 Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	Grévistes remplacés.
29 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
30 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
31 Contestation relative au salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
32 Demande de réintégration d'un contremaître.....	Échec.	
33 Contestation relative au salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
34 Demandes : augmentation de salaire ; journée de 10 heures.	Échec.	
35 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
36 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
37 Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	Grévistes remplacés.
38 Demande de réintégration d'un surveillant.....	Échec.	
39 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
40 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
41 Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	Grévistes remplacés.
42 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
43 Demande de paiement du quart d'heure pour le casse- croûte.	Échec.	Grévistes remplacés.
44 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
45 Demande de renvoi de 2 ouvriers ; repos hebdomadaire..	Échec.	Grévistes remplacés.
46 Demandes : augmentation de salaire ; suppression du mar- chandage.	Échec.	
47 Réglementation du travail.....	Réussite.	Grévistes remplacés.
48 Contestation relative au salaire.....	Échec.	
49 Demande de réintégration de 7 ouvriers.....	Échec.	Grévistes remplacés.
50 Contestation relative au salaire.....	Échec.	
51 Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	Grévistes remplacés.
52 Contestation relative au prix de vente du poisson.....	Échec.	
53 Contestation relative au prix de vente du poisson.....	Échec.	Grévistes remplacés.
54 Demande de paiement d'heures supplémentaires.....	Transaction.	
55 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.

toute cessation du travail. Les patrons ayant refusé de se prêter à la tentative de conciliation, la grève a été déclarée.

2° Dans une grève d'ouvriers en bois de ballast à Brétenoux (Lot) les grévistes ont adressé un recours au juge de paix le 16 août. Le directeur de l'usine a refusé de recourir à la conciliation.

GRÈVE DES MAÇONS DE PARIS ET DE LA BANLIEUE.

La Chambre syndicale ouvrière de la maçonnerie, de la pierre et parties similaires de la Seine ayant vainement poursuivi, auprès de la Chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie de la Ville de Paris et du département de la Seine, la suppression du marchandage ⁽¹⁾ sur tous les chantiers, décidait la grève le 25 août. Le lendemain, sur 9,508 ouvriers occupés habituellement dans les divers chantiers de Paris et de banlieue, plus de la moitié avaient cessé le travail. Aux maçons se joignirent, les jours suivants, les briqueteurs, les tailleurs de pierres et ravaleurs et le nombre des grévistes atteignit le maximum de 7,968.

Des négociations s'engagèrent immédiatement entre les deux Chambres syndicales. Le 2 septembre, une entente partielle se produisait, constatée par l'ordre du jour suivant :

Les délégations patronale et ouvrières se sont réunies hier jeudi 2 septembre, à trois heures, au siège social de la chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie, rue de Lutèce, n° 3.

Étaient présents :

MM. Villemain, Eug. Despagnat, Borne, Gilardi, Parizy, Lefaure et Lacote, délégués patronaux.

MM. Bondoux, Baritaud, Renoult, Schmitz, Victor et Viau, délégués de la maçonnerie.

MM. Roueste, Maillet, Villebonnet et Tranchant, délégués des briqueteurs.

MM. Triouleyre, Dubois, Guyot et Thomas, délégués des tailleurs de pierre et ravaleurs ;

MM. Labestonnière et Palanque, délégués des piqueurs de moellons.

En ouvrant la séance, M. Villemain fait connaître qu'il a reçu seulement la nuit dernière, et par télégramme les mandats réguliers des organisations ouvrières de la maçonnerie, de la pierre et des briqueteurs, et que, d'autre part, il n'avait pas encore été reçu, à l'ouverture de la séance, de mandats des tailleurs de pierre et piqueurs de moellons.

De plus, les délégués des scieurs de pierre tendre et dure n'ont pu se présenter en raison du manque de temps matériel dont ils disposaient pour se faire mandater.

M. Villemain fait ensuite remarquer qu'au moment même où s'ouvrent les débats, la délégation patronale n'a pas encore été mise en possession du projet de contrat élaboré par les ouvriers.

Toutefois, en raison des circonstances et pour terminer au plus tôt la crise qui sévit sur le bâtiment, la délégation patronale propose que les débats soient poursuivis aussi longtemps qu'il le faudra pour arriver soit à une entente, soit à une rupture définitive.

Cette proposition est adoptée par les délégations ouvrières.

D'un commun accord, les délégations ouvrent la discussion sur les points suivants :

- 1° Le marchandage ;
- 2° La tâche banale ;
- 3° Les associations ouvrières.

⁽¹⁾ On sait que, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation (Voir *Bull.*), le « marchandage » pros crit par le décret du 2-4 mars 1848 « nécessite, pour devenir délictueux, la réunion de trois éléments : un fait matériel, une intention de nuire et un préjudice pour l'ouvrier ». Cette jurisprudence rend très difficile et très rare l'application de la législation de 1848. Un projet de loi interdisant plus formellement le marchandage a été déposé par le Minist re du travail le 18 novembre 1908.

Sur la question du marchandage; il est entendu qu'en ce qui concerne les travaux exécutés par les tâcherons, ceux traités avant la date du 28 août dernier, et dont la liste figurera au contrat, seront poursuivis jusqu'à leur complet achèvement.

Au cas où des marchés auraient été passés après cette date, le bureau de la chambre syndicale patronale s'engage à faire tous ses efforts pour arriver à leur résiliation par tous les moyens mis à sa disposition par la législation actuelle. Dans le cas où il ne pourrait l'obtenir, le bureau devrait en saisir la commission mixte et, en tous cas, il ne pourrait en résulter aucune accusation de déloyauté, ni la rupture des présentes conventions.

En ce qui concerne la tâche banale, elle est maintenue dans les maisons où elle existe.

Dans les autres est adopté le principe de l'équivalence de travail et de salaire, conformément à la série de la Société centrale (édition de 1909), et sur une durée de huit jours de travail.

Pour les associations ouvrières, les délégations tombent d'accord sur l'adoption d'un *modus vivendi* sauvegardant l'existence des sociétés légalement constituées à la date du 28 août dernier.

Les ouvriers présentent alors des demandes d'augmentation de salaires dont n'avaient pas été saisis les membres de la délégation patronale.

Ces derniers déclarent qu'ils n'ont pu se faire mandater à ce sujet par leur assemblée générale puisqu'ils n'avaient pas été présentés sur cette question et proposent aux délégations ouvrières de soumettre le différend à l'arbitrage des sociétés d'architectes.

Les ouvriers refusent.

Il est décidé qu'une assemblée générale patronale aura lieu mardi prochain pour examiner les demandes d'augmentation de salaires.

Les délégations ouvrières et patronale se réuniront à nouveau lundi prochain pour arrêter les termes définitifs du contrat adopté.

A la date fixée, le 6 septembre, les délégations ouvrières et patronale réunies, adoptèrent le texte du contrat de travail ci-après, en réservant les clauses relatives aux salaires. Les ouvriers demandaient, en effet, 5 centimes de plus par heure pour les poseurs, maçons, piqueurs, briqueteurs, tailleurs de pierre, garçons maçons, garçons limousinants, 7 cent. 1/2 de plus pour les bardeurs, 10 centimes de plus pour les limousinants, tourneurs de treuil, garçons briqueteurs, 50 centimes de plus par nuit pour les gardiens de nuit. Les patrons estimaient suffisants les salaires en vigueur.

Entre la Chambre syndicale des Entrepreneurs de Maçonnerie de la Ville de Paris et du département de la Seine, rue de Lutèce, n° 3,

d'une part;

Et la Chambre syndicale de la Maçonnerie, de la Pierre et Parties similaires, rue du Château-d'Eau,

d'autre part,

Le présent Contrat a été conclu :

ARTICLE PREMIER. — *Domaine d'application du contrat.*

Ce contrat est valable pour tous les chantiers situés dans Paris.

Un accord ultérieur et un avenant au contrat seront établis pour le surplus du département de la Seine.

ART. 2. — *Durée du travail.*

Les heures de travail sont fixées comme suit :

10 heures pendant les mois de mars à octobre inclusivement;

9 heures pendant les mois de novembre et février;

8 heures pendant les mois de décembre et janvier.

En cas de pénurie des travaux ou de chômage anormal, une réduction des heures de travail journalier ci-dessus fixées pourra avoir lieu après décision de la Commission mixte, prévue à l'article 8 ci-dessous, laquelle sera convoquée par la partie la plus diligente.

De même, la Commission mixte déterminera la date où il y aura lieu de revenir à la journée normale de travail telle qu'elle a été fixée ci-dessus.

ART. 3. — *Détermination des jours de repos.*

Pendant la période qui s'écoulera du jour de la signature du contrat au 31 décembre 1910, les repos hebdomadaires prévus par la loi du 13 juillet 1906 seront appliqués conformément au tableau ci-annexé.

En cas de travaux urgents pour réparations ou installations de théâtres, usines et travaux semblables; en cas de travaux dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire sera suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution de ces travaux (art. 4 de la loi du 13 juillet 1906).

Pour les années suivantes, et dans le cas de renouvellement du contrat par tacite reconduction, les repos hebdomadaires seront prévus d'après un tableau établi par la commission mixte dans le courant du premier trimestre.

ART. 4. — *Salaires.*

Les salaires par heure sont fixés d'un commun accord de la façon suivante :

.....
Les ouvriers s'engagent à fournir un rendement de travail proportionnel au salaire, et tel qu'il sera déterminé dans un tableau annexé au présent contrat et dressé par la Commission mixte.

Ce tableau sera établi d'après les bases de la Série, édition 1909, élaborée par la Société centrale des Architectes français et la Société des Architectes diplômés par le Gouvernement et adoptée par le sous-secrétariat d'Etat des Beaux-Arts pour le règlement des travaux des Bâtiments civils et Palais nationaux.

Le contrôle du rendement se fera sur une durée de huit jours de travail.

Lorsque l'ouvrier habitant et travaillant à Paris sera envoyé par son patron pour travailler dans les communes de la périphérie, il lui sera tenu compte des frais de transport hors barrière, aller et retour, et du temps qui lui sera nécessaire pour se rendre sur le chantier à partir du point d'arrêt le plus rapproché des moyens de transport en commun.

Pour les travaux exécutés dans les localités du département de la Seine, et qui obligeraient l'ouvrier à coucher hors de son domicile, ainsi que pour les travaux exécutés dans les départements autres que celui de la Seine, il est dû des frais de déplacement fixés à 2 francs par jour.

Pour les villes d'eau, stations balnéaires, maritimes ou autres, un tableau annexé au présent contrat et déterminé par la Commission mixte, prévoira le taux des frais de déplacement.

Les prix pour travaux exécutés à l'étranger seront laissés au libre accord entre le patron et l'ouvrier.

Un délai-congé de trois jours sera d'usage pour tout ouvrier en déplacement en dehors du département de la Seine.

Les heures supplémentaires de travail, c'est-à-dire les deux heures qui suivront la fin de la journée de travail, donneront lieu à une augmentation de salaire de 25 p. 100 par heure.

Les heures de nuit, c'est-à-dire celles commençant deux heures après la fin de la journée de travail, donneront lieu à une augmentation de salaire de 100 p. 100 par heure.

Les entrepreneurs de maçonnerie s'interdisent d'employer des ouvriers quels qu'ils soient, adhérents ou non au présent contrat, dans des conditions autres ou à des salaires différents de ceux prévus ci-dessus, sauf pour les exceptions prévues à l'article 9.

De leur côté, les ouvriers s'interdisent de signer des contrats différents avec d'autres organisations, de travailler chez des entrepreneurs de maçonnerie, quels qu'ils soient, adhérents ou non au présent contrat, dans des conditions autres ou à des salaires différents de ceux prévus ci-dessus, sauf pour les exceptions prévues à l'article 9.

Des incidents ne peuvent être soulevés du fait de l'emploi simultané d'ouvriers syndiqués

ou non syndiqués; aucune mesure concernant l'affiliation aux syndicats ne peut être prise contre les ouvriers.

ART. 5. — *Mode d'exécution du travail.*

Les travaux de plâtre seront exécutés à la journée.

La tâche banale est maintenue dans les maisons où elle existe.

En ce qui concerne les travaux exécutés par tâcherons et par sociétés ouvrières, il est entendu que tous les travaux traités ou en cours d'exécution à la date du 28 août 1909, et dont la liste figure ci-après, seront poursuivis jusqu'à leur complet achèvement,

Les entrepreneurs s'engagent à n'en point traiter ni exécuter d'autres pendant la durée du présent contrat.

Au cas où des marchés auraient été passés après cette date, le Bureau de la Chambre syndicale s'engage à faire tous ses efforts pour arriver à leur résiliation par tous les moyens mis à sa disposition par la loi.

Dans le cas où il ne pourrait pas l'obtenir, le Bureau devra en aviser la Commission mixte et en tous cas il ne pourra en résulter aucune accusation de déloyauté ni la rupture des présentes conventions.

Les entrepreneurs signataires du présent contrat qui emploieront, pour des travaux ultérieurs en dehors de ceux prévus au paragraphe 2 du présent article, le mode de travail par sociétés ouvrières légalement constituées, ne violeront pas le contrat, à la condition que le travail soit exécuté uniquement par des ouvriers associés, restant entendu que ces travaux ne pourront être confiés pendant la durée du présent contrat qu'aux sociétés existantes à la date du 28 août 1909 et dont le nombre des compagnons associés ne pourra excéder 20 pour chaque société; et étant, en outre, entendu que les garçons devront participer aux bénéfices.

ART. 6. — *Paiement des salaires.*

La paie se fera tous les mois.

Les acomptes seront donnés le mercredi et le samedi à la condition que la demande en soit faite la veille.

Si la paie se fait au bureau de l'entrepreneur, il sera tenu compte aux ouvriers d'une demi-heure pour se rendre à la paie.

ART. 7. — *Conditions particulières du travail.*

Tout ouvrier âgé de moins de dix-huit ans sera tenu d'en faire la déclaration au moment de son embauchage et de retirer un récépissé de sa déclaration.

Faute par lui d'avoir rempli cette double obligation vis-à-vis de l'entrepreneur, il sera responsable des conséquences que son emploi dans le chantier pourrait avoir pour celui-ci.

Tout ouvrier est tenu de suivre les prescriptions arrêtées et affichées dans le chantier, en vue de prévenir les accidents du travail.

D'autre part, les échafaudages devront être établis par les soins du patron dans des conditions de solidité donnant toutes garanties.

ART. 8. — *Arbitrage en cas de désaccord.*

Il est formé une Commission arbitrale mixte permanente composée pour chaque spécialité de quatre entrepreneurs, membres de la Chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie et de quatre délégués ouvriers, membres du syndicat ouvrier, à choisir parmi les parties contractantes.

Toutes les difficultés relatives à l'exécution du contrat, ainsi que les difficultés survenues entre employeurs et employés seront soumises à la Commission mixte qui aura plein pouvoir pour les trancher.

Si les membres de la Commission ne tombaient pas d'accord pour régler le différend, celui-ci sera soumis à un tiers arbitre qui décidera définitivement.

Le tiers arbitre sera nommé par les membres de la Commission.

En cas de désaccord sur le choix d'un tiers arbitre, les parties contractantes devront en référer à la décision du président du Tribunal civil de la Seine.

Les parties contractantes s'engagent à respecter la décision arbitrale; aucune grève, arrêt de travaux ou autres mesures semblables ne pourront avoir lieu jusqu'à l'expiration du contrat.

ART. 9. — Généralités.

En ce qui concerne le mode d'embauchage et de débauchage, il n'est apporté aucune modification aux us et coutumes de la corporation.

L'embauchage et le congé dépendent de la libre décision de l'employeur.

L'entrée des chantiers est défendue, sauf autorisation du patron, à toute personne non employée aux travaux.

Une heure de préavis est nécessaire pour la débauche des compagnons et au cas où l'ouvrier, par suite de nécessité de travail, serait en corvée et ne pourrait avoir de ce fait tout son outillage près de lui, il lui serait tenu compte du temps nécessaire pour rassembler son outillage.

Dans les bâtiments, des abris clos et couverts, fermés à clef, seront aménagés pour le dépôt des vêtements et de l'outillage.

En ce qui concerne les invalides, ouvriers affaiblis par l'âge, jeunes ouvriers n'ayant pas leur capacité entière de travail, apprentis, etc., un salaire moindre pourra être payé, et la détermination de ce salaire laissée au libre accord entre l'ouvrier et le patron qui l'emploiera.

Ces prix devront être homologués par la Commission mixte.

ART. 10. — Durée du contrat.

Le présent contrat est valable pour une période de _____ qui commencera à courir le _____ pour se terminer le 31 décembre 1910.

Il se renouvellera par tacite reconduction à partir du 31 décembre 1910, pour de nouvelles périodes de deux années.

Toutes propositions relatives à des modifications à introduire pour le renouvellement ou pour la dénonciation des conventions ci-dessus, devront être signifiées par simple lettre recommandée, trois mois avant le terme d'expiration du présent contrat.

Ce contrat étant fait de bonne foi de la part des deux parties, il est strictement stipulé que les patrons et ouvriers adhérents aux présentes conventions ne pourront prendre aucun engagement écrit ou verbal, susceptible d'en modifier les clauses ou de les détruire.

Le présent contrat sera déposé au secrétariat du Conseil de prud'hommes du département de la Seine.

En vue de faciliter l'accord entre les parties sur la question réservée des salaires, le Ministre du travail avait, dès le 4 septembre, fait appel au concours des présidents de la Société nationale des architectes, de la Société centrale des architectes et de la Société des architectes diplômés, qui acceptèrent d'intervenir si les parties en manifestaient le désir. Saisies par le Ministre de la proposition de soumettre le différend à la décision de ces arbitres, les parties acceptèrent et une réunion des délégués et des arbitres eut lieu le 9 septembre, à 5 heures du soir. A minuit, le procès-verbal suivant était signé :

Sur le désir exprimé par M. le Ministre du travail et de la prévoyance sociale, la Société centrale des architectes français a convoqué aujourd'hui, 9 septembre 1909, à son siège social, les représentants des sociétés d'architectes ayant leur siège à Paris, dans le but d'entendre les délégations des chambres syndicales patronales et ouvrières de maçonnerie, à propos de la crise que traverse cette industrie.

Étaient présents les délégués de :

La Société centrale des architectes français;

La Société des architectes diplômés par le Gouvernement;

La Société nationale des architectes de France;

La Société des diplômés de l'École spéciale d'architecture;
La Chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie de Paris et du département de la Seine;

La Chambre syndicale indépendante des entrepreneurs de maçonnerie de Paris et du département de la Seine;

La Chambre syndicale ouvrière de la maçonnerie, de la pierre et parties similaires;

La Chambre syndicale des tailleurs de pierre et ravaumeurs de la Seine;

La Chambre syndicale des briqueteurs et aides de la Seine;

L'Union syndicale des piqueurs de moellons de la Seine;

La Chambre syndicale des scieurs de pierre tendre de la Seine;

Lesquels ont signé la pièce suivante :

« Sur la question des salaires, les ouvriers acceptent la médiation de MM. les architectes et déclarent qu'ils se conformeront à l'avis qui sera émis.

« Les patrons déclarent de leur côté accepter les propositions des ouvriers et comme eux s'engagent à se conformer à l'avis qui sera émis par MM. les architectes.

« L'accord conclu sur cet avis sera valable jusqu'au 31 décembre 1910.

« Fait et signé au siège de la Société centrale des architectes français, rue Danton, n° 8. Paris, le 9 septembre 1909.

« MM. Villemain, président de la Chambre syndicale de la maçonnerie de la rue de Lutèce; Gilardi, vice-président; Douane; Lacotte, secrétaire-adjoint; Parizy, membre; Bourseau, président de la Chambre indépendante de la maçonnerie; Altmeyer, vice-président; Guyot, délégué des ravaumeurs; Thomas, des tailleurs de pierre; Boucher, des tailleurs de pierre tendre; Palanque, des piqueurs de moellons; Brantaud, de la maçonnerie; Schmitz, secrétaire général du syndicat; Triouleyre, secrétaire des tailleurs de pierre-ravaumeurs; Dubois, des tailleurs de pierre-ravaumeurs; Villebonnet, des briqueteurs; Roueste, secrétaire des briqueteurs; Tranchant, des briqueteurs; Labedonnière, des piqueurs de moellons; Viau, secrétaire des bardeurs; Duras, de la maçonnerie; Renoult, de la maçonnerie; Bardou, des limousinants, Maillet, des briqueteurs. »

Considérant, d'autre part, qu'un contrat de travail vient d'être signé entre la Chambre syndicale patronale de la rue de Lutèce et la Chambre syndicale ouvrière de la maçonnerie;

Que ce contrat est valable jusqu'au 31 décembre 1910;

Qu'il est de nature à créer une stabilité des marchés qui n'existait pas encore, et qu'il en résulte un avantage notable pour les travaux du bâtiment.

Considérant que, dans ce contrat, les ouvriers se sont engagés à donner un rendement de travail correspondant aux salaires payés;

Considérant, en outre, qu'il résulte des déclarations des parties qu'un certain nombre d'ouvriers sont actuellement payés au tarif réclamé par la Chambre syndicale ouvrière;

Sur la question du délai d'application du tarif des salaires;

Considérant que l'intérêt majeur des propriétaires, des entrepreneurs et des ouvriers exige une prompt solution du conflit actuel;

Emettent l'avis dans ces conditions :

1° Qu'il y aurait lieu d'accorder aux ouvriers les augmentations demandées, savoir : maçons, 0 fr. 95; limousinants, 0 fr. 85; garçons maçons, 0 fr. 70; garçons limousinants, 0 fr. 65; poseurs, 1 franc; pinceurs, 0 fr. 90; bardeurs, 0 fr. 80; tailleurs de pierre, 1 franc; ravaumeurs, 1 fr. 30; scieurs de pierre tendre, 1 franc; piqueurs de moellons, 1 franc; briqueteurs, 1 franc; aides-briqueteurs, 0 fr. 70; tourneurs de treuil de briqueteurs et de maçons, 0 fr. 75; gardiens de nuit, 4 francs;

2° D'appliquer ce tarif dès la reprise du travail.

Pour la Société centrale des architectes français : ROZET.

Pour la Société des architectes diplômés par le Gouvernement : LOUIS BONNIER.

Pour la Société nationale des architectes français : CHRISTIE.

Pour la Société des diplômés de l'École spéciale d'architecture : GEORGES GUET.

La reprise du travail eut lieu le 11 septembre, sauf pour les chantiers de la banlieue où les pourparlers continuaient.

RAPPORT
SUR LES SUBVENTIONS AUX CAISSES DE CHÔMAGE,
POUR L'ANNÉE 1908,

PRÉSENTÉ LE 10 SEPTEMBRE 1909 À M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

PAR M. LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE ⁽¹⁾.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En exécution de l'article 55 de la loi de finances du 22 avril 1905, j'ai l'honneur de vous présenter le quatrième rapport annuel sur la répartition du crédit ouvert au budget de mon département pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire par manque de travail. Ce rapport porte sur l'année 1908 ou plus exactement sur les subventions afférentes aux indemnités versées par les caisses de chômage pendant l'année 1908.

En subventionnant les caisses de chômage — il faut le répéter pour prévenir toute fausse interprétation — l'État ne peut avoir la prétention de supprimer ou de diminuer le chômage, puisque son intervention ne porte pas sur les causes du mal. Il ne s'agit pas non plus d'un service d'assurance générale garantissant tous les chômeurs : le crédit relativement restreint serait loin d'y suffire. L'État se propose simplement d'encourager les institutions créées par les travailleurs eux-mêmes en vue de secourir, par une indemnité régulière, ceux d'entre eux qui, involontairement, n'ont pas de travail.

Le régime des subventions.

Conformément au vœu exprimé par la Commission des caisses de chômage, le régime des subventions a été modifié et amélioré par décret du 3 décembre 1908. Le taux maximum des subventions a été augmenté d'un quart et porté respectivement de 16 à 20 p. 100 du montant des indemnités versées par les caisses locales et de 24 à 30 p. 100 du montant des indemnités versées par les caisses divisées en sections ou caisses fédérales. Ces deux taux de 20 et 30 p. 100 figuraient d'ailleurs dans le projet primitif qui est devenu, après modifications, le décret du 9 septembre 1905. Dès cette époque, en effet, on pensait qu'il fallait porter jusque-là la contribution de l'État pour lui donner toute son efficacité sans cependant fausser le caractère des caisses de chômage qui doivent reposer avant tout sur l'effort personnel des intéressés. La part de dépenses que l'État prend maintenant à sa charge peut être considérée comme sa contribution normale; elle paraît propre, en tout cas, à favoriser le développement graduel de l'institution sans faire courir aucun danger aux finances publiques.

Le décret du 3 décembre 1908 a modifié le régime des subventions sur un autre point, d'ailleurs secondaire. La Commission des caisses de chômage — dont le

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 13 septembre 1909, p. 9,421.

concours éclairé m'est si précieux⁽¹⁾ — a appliqué le régime ainsi établi aux subventions afférentes aux deux semestres de l'année 1908.

Modifications aux statuts des caisses.

Les articles 6 et 7 du décret contiennent un certain nombre de dispositions relatives aux statuts et obligatoires pour toute caisse qui désire participer aux subventions. Il a paru convenable de ne pas chercher, en une matière aussi neuve et aussi complexe, à établir des statuts-types. Les clauses que les statuts doivent contenir ont seulement pour objet d'assurer la bonne organisation des caisses, leur fonctionnement régulier et aussi de les obliger à exercer elles-mêmes le contrôle des chômeurs.

Pour faciliter l'insertion de ces clauses dans les statuts, la Commission des caisses de chômage les a rédigées en forme d'articles de statuts et la formule adoptée sera désormais envoyée, à titre de renseignement, aux caisses qui en feront la demande et à celles qui seront invitées à modifier leurs statuts pour les rendre conformes aux dispositions du décret. Il suffirait d'ailleurs d'ajouter aux neuf articles que comprend la formule des articles visant le conseil d'administration et la commission de contrôle pour avoir des statuts contenant toutes les dispositions propres à assurer le fonctionnement régulier d'une caisse de chômage.

Au surplus, les clauses prescrites par le décret sont d'ores et déjà insérées dans les statuts de la plupart des caisses subventionnées. En effet, les statuts de 47 caisses, soit plus des deux tiers des caisses subventionnées pour le second semestre, sont strictement conformes au décret. Sur les 21 autres caisses, 10 demandaient une subvention pour la première fois.

Voici maintenant les résultats d'ensemble de la répartition du crédit pour l'année 1908.

Les subventions pour 1908.

Pour les deux semestres de l'année, le taux des subventions a été fixé, vu le petit nombre des demandes, aux nouveaux maxima prévus par l'article 12 du décret, soit pour les caisses locales 20 p. 100 du montant des indemnités versées et 30 p. 100 de ce montant pour les caisses divisées en sections ou caisses fédérales.

L'article 16 du décret autorise la Commission à admettre les comptes publiés par les caisses au lieu et place des états réglementaires portant décompte des opérations. Plusieurs caisses publient des renseignements qui facilitent l'instruction des demandes, mais seules deux caisses jusqu'ici, celle de la Fédération des travailleurs du livre, et celle de l'Union lithographique de Paris, ont pu être admises au béné-

⁽¹⁾ Pour l'année 1909, la Commission des caisses de chômage est ainsi composée : Président : M. Millerand, député; membres : MM. Strauss, sénateur; Arthur Fontaine, conseiller d'État, directeur du Travail; Georges Paulet, conseiller d'État, directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales; Fôret du Longbois, directeur adjoint de la Comptabilité publique; Corréard, inspecteur des Finances; I. Finance, sous-directeur du Travail; Gomant, membre du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels; Bonnet, conseiller prud'homme, membre de la Solidarité, caisse de chômage des coupeurs et brocheurs en chaussures du département de la Seine; Kugler, membre de la caisse de chômage de la Fédération des ouvriers mécaniciens et similaires de France; Malfait, membre de la caisse de chômage de la Fédération française des travailleurs du livre; Martinet, membre de la caisse de chômage de la Chambre syndicale des employés de Paris. — Secrétaires : MM. Fagnot et Festy, enquêteurs à l'Office du travail.

fice de l'article 16, parce que seules elles publient des comptes détaillés offrant toutes les garanties.

Opérations du premier semestre. — 97 caisses de chômage ont présenté une demande de subvention qui a été instruite dans les formes prévues notamment par l'article 15 du décret. Sur ce nombre, 19 caisses n'ont pas retourné l'état réglementaire ou n'ont pas fourni les renseignements complémentaires demandés, 1 alloue des secours en cas de maladie et non en cas de chômage, 1 a versé moins de 30 francs d'indemnités, 2 n'ont pas eu de chômeurs à soutenir et 1 demande a été rejetée, parce que la caisse ne s'est pas prêtée à la vérification prévue par l'article 19 du décret.

Sur la proposition de la Commission et par arrêté en date du 30 décembre 1908, il a été alloué aux 73 autres caisses 23,138 francs de subventions.

Opérations du second semestre. — Sur 112 caisses dont la demande a été instruite, 25 n'ont pas retourné l'état réglementaire ou n'ont pas fourni les renseignements complémentaires demandés, 1 alloue des indemnités en cas de maladie et non en cas de chômage, 1 n'a pas fonctionné, 1 ne fonctionnait pas d'une manière régulière, 4 ne remplissaient pas les conditions essentielles que le décret prescrit, 1 n'a pas cru devoir établir une cotisation spéciale, 1 ne comptait plus 50 adhérents, 3 ont versé moins de 30 francs d'indemnités, 5 n'ont pas eu de chômeurs à soutenir et, la demande a été rejetée pour 2 caisses qui ont voulu se soustraire à la vérification réglementaire.

Par arrêté du 30 juin 1909, rendu conformément aux propositions de la Commission, 68 caisses de chômage ou de secours de route ont reçu 24,686 francs de subventions.

Résumé des opérations de l'année.

Le tableau I ci-contre présente, pour chacun des deux semestres et pour chaque catégorie de caisses, le résumé des opérations et le montant des subventions allouées.

Ce premier tableau ne permet pas de suivre avec assez de précision le mouvement des caisses subventionnées. Sur les 73 caisses subventionnées pour le premier semestre, 21 d'entre elles ne figurent pas dans les comptes du second semestre et, inversement, 16 caisses ont été subventionnées une première fois pour ce second semestre. Il en résulte que 89 caisses ont été subventionnées pour l'un ou l'autre semestre, mais que 52 d'entre elles seulement l'ont été pour l'année entière.

Les opérations de ces 52 caisses font l'objet des tableaux II, III et IV, celles des 37 autres caisses étant, dans les mêmes tableaux, données en bloc et pour établir la concordance avec les totaux du premier tableau.

Dans le tableau II, les 52 caisses subventionnées pendant toute l'année sont classées d'après les catégories établies par le décret. Dans le groupe des caisses locales, une catégorie supplémentaire contient les 4 caisses qui, d'un semestre à l'autre, ont été subventionnées par application de dispositions différentes du décret.

La première catégorie est réservée aux 3 caisses divisées en sections ou caisses fédérales. Ce sont les mêmes que les années précédentes : les caisses de la Fédération du Livre, de la Fédération des mécaniciens et de la Fédération lithographique. Sur 31,248 adhérents des 52 caisses, elles comprennent 15,578 membres, soit la moitié environ. Elles ont versé 93,479 francs d'indemnités à 3,097 membres

TABLEAU I. — Classement par catégories des caisses subventionnées pendant le 1^{er} et pendant le 2^e semestre.

DÉSIGNATION DES CATÉGORIES.	SE- MESTRES.	NOMBRE de CAISSES.	NOMBRE MOYEN des membres.	NOMBRE des CHÔMEURS.	JOURNÉES de CHÔMAGE indemnités.	MONTANT TOTAL des indemnités versées par les caisses.	INDEMNITÉS ENTRANT dans le calcul des subventions.	SLEVEN- TIONS.
	1	2	3	4	5	6	7	8
								9
								francs.
CAISSES DIVISÉES EN SECTIONS OU CAISSES FÉDÉRALES	1 ^{er}	3	10,059	1,338	17,635	42,309	40,097	12,031
	2 ^e	3	15,096	1,759	20,231	51,170	48,878	11,665
	1 ^{er}	34	17,871	1,908	39,252	51,076	47,196	9,452
	2 ^e	33	17,549	1,363	28,352	47,558	38,290	7,670
Caissez professionnelles de 100 membres au minimum	1 ^{er}	15	883	139	2,560	3,681	3,681	740
	2 ^e	13	850	124	1,856	3,172	3,148	634
	1 ^{er}	2	204	70	924	1,553	1,553	311
	2 ^e	3	352	227	1,322	2,171	2,171	436
CAISSES LOCALES.	1 ^{er}	8	"	555	"	926	926	187
	2 ^e	4	"	219	"	468	468	94
	1 ^{er}	3	357	34	81	99	99	30
	2 ^e	2	286	35	30	64	64	20
Caissez subventionnées par application de l'article 12, § 3 du décret	1 ^{er}	4	583	81	524	923	923	186
	2 ^e	6	583	239	4,944	5,432	4,546	912
	1 ^{er}	4	240	53	695	999	999	201
	2 ^e	4	243	67	804	1,264	1,264	265
TOTALS.....		(1)	(1)	8,211	119,210	215,865	194,300	47,824

(1) Dans ce tableau, il n'y a pas lieu d'additionner les chiffres relatifs aux caisses et à leurs membres, car, dans les deux cas, les mêmes chiffres ont dû être répétés deux fois, c'est-à-dire une fois pour chaque semestre.

TABLEAU II. — Classement par catégories des caisses subventionnées pendant toute l'année.

DÉSIGNATION DES CATÉGORIES.	NOMBRE de CAISSES.	NOMBRE MOYEN des membres.	NOMBRE des CHÔMEURS.	JOURNÉES de CHÔMAGE indemnités.	INDEMNITÉS VERSÉES par les caisses.	INDEMNITÉS EXTRAIT dans le calcul des subventions.	SUBVEN- TIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8
CAISSES DIVISÉES EN SECTIONS OU CAISSES FÉDÉRALES.					francs.	francs.	francs.
.....	3	15,578	3,097	37,866	93,479	83,975	26,696
CAISSES PROFESSIONNELLES DE 100 MEMBRES AU MINIMUM.	27	14,317	2,589	53,448	91,939	76,163	15,252
CAISSES PROFESSIONNELLES DE 50 À 100 MEMBRES SUBVENTIONNÉES PAR LA COMMUNE OU LE DÉPARTEMENT.	10	607	198	3,522	5,472	5,448	1,094
CAISSES INTERPROFESSIONNELLES DE 50 MEMBRES AU MINIMUM SUBVENTIONNÉES PAR LA COMMUNE OU LE DÉPARTEMENT ET SITUÉES DANS DES VILLES N'AYANT PAS 50,000 HABITANTS.	1	170	143	1,666	2,825	2,825	566
CAISSES DE SECOURS DE ROUTE.	4	"	413	"	929	929	187
CAISSES SUBVENTIONNÉES PAR APPLICATION DE L'ARTICLE 12, § 3 DU DÉCRET.	2	296	67	60	125	125	40
CAISSES SUBVENTIONNÉES PAR APPLICATION DE L'ARTICLE 23 DU DÉCRET.	1	38	22	419	628	628	126
CAISSES AYANT CHANGÉ DE CATÉGORIE D'UN SEMESTRE À L'AUTRE.	4	242	120	1,499	2,263	2,263	456
TOTAUX.	52	31,248	6,649	98,480	197,660	177,356	44,417
CAISSES SUBVENTIONNÉES POUR UN SEMESTRE SEULEMENT.	37	8,325	1,562	20,730	18,205	16,944	3,407
TOTAUX GÉNÉRAUX.	89	39,573	8,211	119,210	215,865	194,300	47,824

TABLEAU III. — Classement des caisses d'après le nombre de leurs membres.

DÉSIGNATION.	NOMBRE de CAISSES.	NOMBRE MOYEN des membres.	NOMBRE des CHÔMEURS.	JOURNÉES de CHÔMAGE indemnités.	INDEMNITÉS VERSÉES par les caisses.	INDEMNITÉS EXTRAINT dans le calcul des subventions.	SUBVEN- TIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8
					francs.	francs.	francs.
De 50 à 100 membres	14	887	282	5,440	8,247	8,223	1,651
De 101 à 500 —	24	5,380	1,727	31,908	53,459	41,125	8,250
De 501 à 1,000 —	2	1,174	501	10,440	13,800	13,123	2,686
De 1,001 à 5,000 —	4	7,328	1,285	24,814	53,776	49,110	12,988
Au-dessus de 5,000 —	2	16,469	2,318	25,878	67,268	64,365	18,610
Caisses locales de secours de route	6	"	536	"	1,110	1,110	232
TOTAL	52	31,248	6,649	98,480	197,660	177,356	44,417
Caisses subventionnées pour un semestre seulement	37	8,325	1,562	20,750	18,205	16,944	3,407
TOTAUX GÉNÉRAUX	89	39,573	8,211	119,210	215,865	194,300	47,824

TABLEAU IV. — Classement des caisses par groupes professionnels.

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES GROUPES.	NOMBRE de CAISSES.	NOMBRE MOYEN des membres.	NOMBRE des CHÔMEURS.	JOURNÉES de CHÔMAGE indemnisées.	INDEMNITÉS VERSÉES par les caisses.	INDEMNITÉS ENTRANT dans le calcul des subventions.	SUBVEN- TIONS.
		3	4	5	6	7	8	9
I.	Agriculture, forêts et pêche.....	1	55	26	81	233	209	42
II.	Mines et carrières.....	"	"	"	"	"	"	"
III.	Produits alimentaires.....	1	325	69	943	1,108	1,108	222
IV.	Produits chimiques.....	"	"	"	"	"	"	"
V.	Industries polygraphiques.....	3	12,334	2,617	31,026	82,487	75,191	22,281
VI.	Cuir et peaux.....	4	543	186	4,307	9,179	5,523	1,107
VII.	Industries textiles.....	6	1,554	695	7,578	6,017	5,994	1,203
VIII.	Travail des étoffes.....	4	363	227	4,411	7,752	7,455	1,493
IX.	Industries du bois et bâtiment (bois).....	2	172	38	636	1,272	1,272	256
X.	Métallurgie et travail des métaux.....	4	5,037	902	17,109	34,502	34,502	8,560
XI.	Travail des pierres et des terres.....	7	1,098	803	20,676	31,607	26,221	5,248
XII.	Construction.....	3	359	147	2,033	2,447	2,447	493
XIII.	Commerce, transport et manutention.....	10	9,238	260	7,924	17,122	13,500	2,714
	TOTAUX.....	45	31,078	5,970	96,814	193,726	173,422	43,619
	Caisses interprofessionnelles.....	1	170	143	1,666	2,824	2,824	566
	Caisses locales de secours de route.....	6	"	536	"	1,110	1,110	232
	TOTAUX.....	52	31,248	6,649	98,480	197,660	177,356	44,417
	Caisses subventionnées pour un semestre seulement.....	37	8,325	1,562	20,750	18,205	16,944	3,107
	TOTAUX GÉNÉRAUX.....	89	39,573	8,211	119,210	215,865	194,300	47,824

pour 37,866 jours chômés. 88,975 francs étant entrés dans le calcul des subventions, elles ont reçu, à raison de 30 p. 100, 26,696 francs, ou plus de la moitié du total des subventions de l'année.

Dans les sept catégories de caisses locales, celle des caisses professionnelles de 100 membres au minimum, est toujours de beaucoup la plus importante et fait des progrès chaque année. Elle se compose de 27 caisses, contre 23 l'an dernier, avec 14,317 membres, ayant versé 91,939 francs d'indemnités pour 53,448 jours chômés, et reçu 12,252 francs de subventions contre 8,239 francs en 1907.

Si l'on compare entre elles les trois caisses fédérales et les 49 caisses locales, la supériorité des premières apparaît toujours nettement aux divers points de vue des efforts accomplis, des résultats obtenus comme des services rendus aux ouvriers en chômage. En effet, les trois caisses fédérales ont alloué 93,000 francs d'indemnités pour 37,000 jours chômés par 3,000 membres, alors que les 49 caisses locales n'ont versé que 104,000 francs pour 61,000 jours chômés par 3,600 adhérents.

Les caisses interprofessionnelles, auxquelles le décret accorde des subventions dans les petites villes, ne prennent aucune extension. Une seule a été subventionnée pendant toute l'année et elle semble peu viable si l'on remarque que, sur 170 adhérents, elle a eu 143 chômeurs.

Le tableau III présente un classement des 52 caisses d'après le nombre de leurs membres. Les caisses de 101 à 500 membres, au nombre de 24 contre 21 l'an dernier, avec 5,380 adhérents au lieu de 4,209, forment toujours la majorité du groupe. Elles ont versé 53,459 francs d'indemnités contre 29,828 l'an dernier, à 1,727 membres pour 31,908 jours chômés, contre 16,471 en 1907. Elles ont reçu 8,250 francs de subventions. Les 6 caisses, au lieu de 5 l'an dernier, comptant plus de 1,000 membres sont de beaucoup les plus importantes. Leur effectif est de 23,807 membres, soit plus des deux tiers du total. Elles ont versé 121,044 francs d'indemnités à 3,603 adhérents pour 50,692 jours chômés; elles ont reçu 31,598 francs de subventions, ou les deux tiers du total des subventions allouées. Ces 6 caisses comprennent les trois caisses fédérales, celle de la Chambre syndicale des employés de Paris, celle de la Chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision de Paris et celle de l'Union philanthropique des employés de Rouen.

Dans le tableau IV, les 52 caisses sont classées par groupes professionnels. Comme les années précédentes, trois groupes sont à signaler : celui des industries polygraphiques occupe toujours le premier rang, grâce à la présence de deux caisses fédérales, sur trois : celle de la Fédération des travailleurs du Livre (10,808 membres) et celle de la Fédération lithographique; c'est le seul groupe industriel dans lequel la lutte contre le chômage et ses conséquences soit vraiment organisée. Le groupe de la métallurgie comprend 4 caisses avec 5,037 membres, dont celle de la Fédération des mécaniciens, et le groupe du commerce 10 caisses ayant 9,238 adhérents.

En groupant les 52 caisses d'après la nature de l'association à laquelle elles sont généralement annexées, on voit que, sur 46 caisses de chômage, 3 sont annexées à une fédération nationale de syndicats ouvriers, 35 à un syndicat ouvrier, 5 à une société de secours mutuels d'employés de commerce et de bureau, 1 à une bourse du travail, et 2 caisses sont indépendantes; sur 6 caisses de secours de route, 5 sont annexées à une bourse du travail et 1 à un syndicat ouvrier.

Au point de vue territorial, les 52 caisses se répartissent comme suit : les 3 caisses fédérales rayonnent : celle de la lithographie sur 35 localités, celle des mécaniciens sur 40 et celle des travailleurs du livre sur 167, c'est-à-dire sur le pays tout entier. Sur 49 caisses locales ayant 15,670 membres, le département de la Seine compte

8 caisses avec 7,864 membres, celui de la Haute-Vienne 9 caisses avec 1,645 membres et celui du Rhône 7 caisses avec 932 membres. Les 24 autres caisses sont ainsi réparties : 3 dans chacun des départements de la Haute-Garonne et du Nord, 2 dans chacun des départements du Cher, du Lot-et-Garonne et de la Somme, et 1 caisse dans chacun des 12 départements suivants : Gard, Gironde, Hérault, Isère, Loire, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Marne, Pas-de-Calais, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure et territoire de Belfort.

Tels sont, Monsieur le Président, les résultats généraux de la répartition du crédit pour l'année 1908. Ces résultats, bien que modestes, sont plus satisfaisants que ceux des trois années précédentes. Sur un crédit de 110,000 francs, 47,824 francs ont été répartis, soit près de la moitié du crédit. Même en tenant compte de l'augmentation du taux des subventions, il y a progrès sur l'année 1907 pendant laquelle la contribution proportionnelle de l'État n'avait atteint que 32,240 francs.

Le progrès est surtout sensible en ce qui concerne le nombre des caisses subventionnées qui, d'une année à l'autre, a passé de 68 à 89 dont 52, au lieu de 43, pendant les deux semestres. Enfin, 16 caisses ont été subventionnées, pour la première fois, au cours du second semestre. Parmi ces dernières, il faut signaler les 3 caisses des tisseurs de toile d'Armentières qui groupent plus de 3,600 adhérents, c'est-à-dire la grande majorité des ouvriers de ce centre de l'industrie textile. La formation de ces 3 caisses, qui est due en partie à l'influence du service de subventions créé par la municipalité, dont il faut louer l'initiative généreuse et habile, constitue l'un des meilleurs résultats de l'année.

Voici, pour terminer, un fait qui montre quelle peut être, dans les crises économiques qui frappent parfois toute une industrie, l'utilité des caisses de chômage et, par suite, des subventions qui aident ces caisses à fonctionner. On sait que la récente crise américaine a gravement perturbé plusieurs industries françaises et notamment celle de la céramique, à Limoges. Or, les 7 caisses de chômage subventionnées des ouvriers de la céramique, dans cette ville, ont dû l'an dernier venir en aide à 803 de leurs 1098 adhérents, soit à plus des trois quarts d'entre eux, et leur verser une somme de 31,607 francs pour 20.676 jours chômés. Tel est le service rendu par l'institution dans ce cas particulier. Il paraît propre à engager tous les travailleurs, que le même danger menace trop souvent, à se prémunir par le même moyen contre les dures conséquences du chômage. Il justifie pleinement, en tout cas, l'appui financier que donnent les pouvoirs publics, et spécialement l'État, à des œuvres sociales d'un si grand intérêt.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mon respectueux dévouement.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

RENÉ VIVIANI.

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET DE CRÉDIT EN FRANCE

AU 1^{er} JANVIER 1909⁽¹⁾ (Suite).

II. — SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION. (Suite.)

Chiffre d'affaires des sociétés. — 2268 sociétés coopératives de consommation sur 2,491, soit 91.04 p. 100 des sociétés signalées, ont bien voulu faire connaître leur chiffre d'affaires.

Ce chiffre d'affaires s'élève, au total, à 228,258,100 francs⁽²⁾.

219 de ces sociétés, soit 9.66 p. 100, font moins de 10,000 francs d'affaires;

521 de ces sociétés, soit 22.97 p. 100, font de 10,001 francs à 25,000 francs d'affaires;

643 de ces sociétés, soit 28.35 p. 100, font de 25,001 francs à 50,000 francs d'affaires;

429 de ces sociétés, soit 18.92 p. 100, font de 50,001 francs à 100,000 francs d'affaires;

292 de ces sociétés, soit 12.87 p. 100, font de 100,001 francs à 250,000 francs d'affaires;

102 de ces sociétés, soit 4.50 p. 100, font de 250,001 francs à 500,000 francs d'affaires;

38 de ces sociétés, soit 1.67 p. 100, font de 500,001 francs à 1,000,000 de francs d'affaires;

24 de ces sociétés, soit 1.06 p. 100, font plus de 1,000,000 de francs d'affaires.

Parmi les sociétés les plus importantes on signalera notamment :

Aube : Troyes, la Laborieuse, 2,971 membres, 1,800,000 francs. — *Doubs* : Valentigney, la Fraternelle, 1,953 membres, 1,500,000 francs. — *Eure-et-Loir* : Saint-Rémy-sur-Avre, Société philanthropique coopérative, 3,750 membres, 1,330,000 francs d'affaires. — *Isère* : Grenoble, la Ménagère, 3,500 membres, 1,300,000 francs d'affaires. — *Loire* : Saint-Etienne, l'Union des travailleurs, 3,600 membres, 1,300,000 francs. — *Manche* : Cherbourg, la Fraternelle, 4,507 membres, 1,840,000 francs. — *Meurthe-et-Moselle* : Dombasle, la Lorraine (usines Solvay), 1,500 membres, 1,470,000 francs; Longwy, l'Épargne, 886 membres, 1,444,600 francs. — *Nord* : Roubaix, l'Union, 15,237 membres, 2,385,000 francs; Lille, l'Union, 7,500 membres, 1,500,000 francs; l'Indépendante (boulangerie), 12,500 membres, 1,900,000 francs; Anzin, Coopérative des mineurs, 8,853 membres, 6,787,000 francs. — *Pas-de-Calais* : Nœux, Société

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juillet 1909, p. 759 et août 1909, p. 858.

⁽²⁾ Aux 227,645,100 francs d'affaires effectués par les 2,260 sociétés qui ont indiqué à la fois leur nombre de membres et leur chiffre d'affaires, et qui sont mentionnées sur le tableau général relatif à l'ensemble des sociétés coopératives de consommation, il convient d'ajouter 8 sociétés qui ont indiqué seulement leur chiffre d'affaires, s'élevait, par leur ensemble, à 613,000 francs.

des mineurs, 2,197 membres, 1,319,000 francs. — *Seine* : Paris, La Bellevilloise, 7,904 membres, 3,890,000 francs; l'Egalitaire 4,862 membres, 2,100,000 francs; l'Union du P.-L.-M., 14,000 membres, 3,000,000 de francs; Société de consommation de l'Est, 3,200 membres, 1,100,000 francs; l'Association des employés civils de l'État, 20,000 membres, 8,500,000 de francs; l'Économie sociale de Clichy, 3,500 membres, 1,400,000 francs; l'Alliance des travailleurs de Levallois, 4,650 membres, 1,200,000 francs, la Revendication de Puteaux, 3,938 membres, 2,500,000 francs. — *Seine-Inférieure* : Sotteville-lès-Rouen, la Solidarité sottevillaise, 3,910 membres, 1,006,100 francs. — *Somme* : Amiens, l'Union, 3,700 membres, 1,500,000 francs. — *Haute-Vienne* : Limoges, l'Union, 9,848 membres, 4,342,000 fr.

Sociétés coopératives de consommation vendant au public. — On sait que, notamment depuis que la loi de finances du 19 avril 1905 a assujéti les sociétés coopératives de consommation à la patente, un certain nombre de celles-ci vendent au public, c'est-à-dire à des personnes qui ne font à aucun titre, ni comme sociétaires, ni comme adhérents, partie de la société. L'an dernier le préfet des Ardennes avait pu obtenir, pour les sociétés de son département, rentrant dans cette catégorie, la distinction entre le chiffre d'affaires effectué avec les sociétaires et le chiffre d'affaires effectué avec les non-sociétaires.

Dans une circulaire en date du 24 décembre 1908, le Ministre du Travail avait attiré l'attention des préfets sur l'intérêt que présentait cette distinction.

Cette année, 44 préfets ont pu faire poser une question à ce sujet aux sociétés coopératives de leur département; les réponses fournies à cette question donnent les résultats suivants :

1,170 sociétés, sur les 2,491 signalées comme existantes, (soit 46.96 p. 100) ont fait connaître si elles vendaient ou non au public.

Sur ces 1,170 sociétés :

728 (soit 62.22 p. 100) sont signalées comme ne vendant pas au public. Ces 728 sociétés effectuent un chiffre d'affaires de 83,159,500 francs;

442 (soit 37.78 p. 100) sont signalées comme vendant à la fois à leur sociétaires et au public. Ces 442 sociétés effectuent un chiffre d'affaires de 34,330,200 francs se répartissant de la manière suivante :

27,085,800 francs (soit 78.9 p. 100) effectués avec leurs sociétaires;

7,244,400 francs (soit 21.1 p. 100) effectués avec le public.

Ces 442 sociétés se répartissent de la manière suivante au point de vue du rapport entre le chiffre d'affaires effectué avec le public (non sociétaires) et le chiffre d'affaires total :

Pour 130 sociétés (29.41 p. 100), le chiffre d'affaires effectué avec les non-sociétaires, en 1908, ne dépasse pas 10 p. 100 du chiffres d'affaires total.

Pour 112 sociétés (25.34), le chiffre d'affaires avec les non-sociétaires représente de 10 à 20 p. 100 du chiffre total.

Pour 59 sociétés (13.35) le rapport est compris entre 20 et 30 p. 100.

— 66 —	(14.93)	—	30 — 40 —
— 33 —	(7.47)	—	40 — 50 —
— 17 —	(3.85)	—	50 — 60 —
— 12 —	(2.71)	—	60 — 70 —
— 6 —	(1.36)	—	70 — 80 —
— 3 —	(0.68)	—	80 — 90 —
— 4 —	(0.90)	—	90 — 100 —

Profession des membres des sociétés. — *Sociétés coopératives d'agents de*

chemins de fer. — 116 sociétés ont été signalées comme composées uniquement par des agents de chemins de fer.

111 de ces sociétés ont fait connaître à la fois le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires.

Le nombre des membres de ces 111 sociétés s'élève à 61,866, et le chiffre d'affaires effectué s'élève à 19,811,200 francs.

Le tableau ci-contre (p. 978) donne, par département, la répartition de ces coopératives. Aucune société de ce genre n'a été signalée dans les départements qui ne figurent pas sur ce tableau.

Parmi ces 116 sociétés d'agents de chemins de fer, 30 sont signalées comme s'occupant exclusivement de *boulangerie*. Elles se répartissent ainsi :

Aveyron : 2 boulangeries, 535 membres, 71,000 francs d'affaires. *Bouches-du-Rhône* : 2 boulangeries, 463 membres, 58,000 francs d'affaires. *Cantal* : 1 boulangerie, 257 membres, 36,000 francs d'affaires. *Charente* : 1 boulangerie, 300 membres, 62,000 francs d'affaires. *Charente-Inférieure* : 2 boulangeries, 487 membres, l'une d'entre elles fait 9,600 francs d'affaires. *Cher* : 1 boulangerie, 323 membres, 54,900 francs d'affaires. *Corrèze* : 2 boulangeries, 627 membres, 111,900 francs d'affaires. *Dordogne* : 2 boulangeries, 2,003 membres, 263,300 francs d'affaires. *Gironde* : 3 boulangeries, 2,219 membres, 356,900 francs d'affaires. *Loiret* : 1 boulangerie, 775 membres, 150,000 francs d'affaires. *Lot* : 1 boulangerie, 229 membres, 30,000 francs d'affaires. *Nord* : 1 boulangerie, 300 membres, 5,000 francs d'affaires. *Saône-et-Loire* : 1 boulangerie, 54 membres, 14,900 francs d'affaires. *Sarthe* : 1 boulangerie, 265 membres, 40,000 francs d'affaires. *Seine-et-Oise* : 2 boulangeries, 920 membres, 135,000 francs d'affaires. *Deux-Sèvres* : 1 boulangerie, 437 membres, 85,900 francs d'affaires. *Tarn* : 1 boulangerie, 102 membres, 18,500 francs. *Tarn-et-Garonne* : 1 boulangerie, 141 membres, 22,700 francs. *Vaucluse* : 1 boulangerie, 268 membres, 60,000 francs d'affaires. *Vendée* : 1 boulangerie, 506 membres, 98,900 francs d'affaires. *Vienne* : 1 boulangerie, 883 membres, 120,000 francs d'affaires. *Haute-Vienne* : 1 boulangerie, 180 membres, 23,000 francs d'affaires.

Employés et ouvriers de l'État. — L'enquête a signalé l'existence de 15 sociétés coopératives composées exclusivement d'*employés et ouvriers de l'État*. Elles se répartissent comme suit dans les départements : 2 dans les Bouches-du-Rhône, 2 dans la Charente, 2 dans le Finistère, 2 en Haute-Garonne, 1 dans la Gironde, 1 dans l'Indre-et-Loire, 1 dans la Loire-Inférieure, 1 dans le Rhône (employés des Postes et Télégraphes), 1 en Seine-et-Oise, 1 dans le Var, 1 dans la Vienne.

De plus, la plus grande partie des membres des sociétés coopératives de Cherbourg et de ses environs sont des ouvriers de l'Arsenal.

4 sociétés coopératives de *douaniers* ont été signalées : 1 dans l'Hérault, 1 dans la Loire-Inférieure, 2 dans la Seine-Inférieure.

Sociétés coopératives de consommation du département de la Seine. — Les 104 sociétés coopératives de consommation du département de la Seine se partagent entre Paris et la banlieue de la manière suivante :

On a signalé, à Paris, 51 sociétés coopératives de consommation; elles comptent 93,550 membres et font un chiffre total d'affaires de 24,234,200 francs. Il a été signalé dans la banlieue 53 sociétés coopératives de consommation comptant 27,976 membres et font 11,369,000 francs d'affaires.

*Répartition, par département, des sociétés coopératives de consommation
d'agents de chemins de fer.*

DÉPARTEMENTS.	TOTAL des SOCIÉTÉS au 1 ^{er} jan- vier 1908.	SOCIÉTÉS AYANT FAIT CONNAÎTRE À LA FOIS le nombre de leur membres et leur chiffre d'affaires.			SOCIÉTÉS AYANT FAIT CONNAÎTRE seulement le nombre de leurs membres.	
		Nombre de sociétés.	Nombre de membres.	Chiffre d'affaires.	Nombre de sociétés.	Nombre de membres.
AIN.....	3	3	1,266	625,000	"	"
AISNE.....	2	2	734	151,806	"	"
ALLIER.....	3	3	794	433,400	"	"
ALPES-MARITIMES.....	1	1	109	3,800	"	"
ARDÈCHE.....	2	2	574	326,400	"	"
ARDENNES.....	3	3	1,000	858,200	"	"
AUDE.....	2	2	1,300	615,000	"	"
AVEYRON.....	2	2	535	71,000	"	"
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	6	5	908	146,100	"	"
CANTAL.....	1	1	257	36,000	"	"
CHARENTE.....	1	1	300	62,000	"	"
CHARENTE-INFÉRIEURE.....	2	1	20	9,600	1	467
CHER.....	1	1	323	54,900	"	"
CORRÈZE.....	2	2	627	111,900	"	"
CÔTE-D'OR.....	2	2	811	529,000	"	"
DORDOGNE.....	2	2	2,003	263,300	"	"
DOUBS.....	2	2	594	296,400	"	"
DRÔME.....	4	4	691	223,200	"	"
GARD.....	1	1	290	160,000	"	"
GIROUDE.....	3	3	2,219	356,900	"	"
INDRE-ET-LOIRE.....	1	1	1,240	280,000	"	"
ISÈRE.....	1	1	929	600,000	"	"
JURA.....	2	2	515	336,800	"	"
LOIRE.....	3	3	1,627	816,000	"	"
LOIRE (HAUTE-).....	1	1	200	89,000	"	"
LOIRE-INFÉRIEURE.....	1	1	461	152,300	"	"
LOIRET.....	2	2	1,071	282,600	"	"
LOT.....	1	1	229	30,000	"	"
MAINE-ET-LOIRE.....	2	2	1,102	277,000	"	"
MARNE.....	2	2	1,178	769,500	"	"
MARNE (HAUTE-).....	1	1	800	500,000	"	"
MEURTHE-ET-MOSELLE.....	3	3	2,100	823,900	"	"
MEUSE.....	2	2	845	272,900	"	"
NIEVRE.....	2	1	110	24,000	1	69
NORD.....	2	1	300	5,000	1	626
PAS-DE-CALAIS.....	1	1	572	150,000	"	"
PUT-DE-DÔME.....	1	1	565	110,000	"	"
RHIN (HAUT-) [BELFORT].....	1	1	320	225,000	"	"
RGÔNE.....	6	6	4,085	765,300	"	"
SAÔNE (HAUTE-).....	1	1	903	598,600	"	"
SAÔNE-ET-LOIRE.....	7	7	1,066	497,000	"	"
SARTHE.....	2	2	1,218	557,600	"	"
SAVOIE.....	2	2	901	391,700	"	"
SAVOIE (HAUTE-).....	1	1	290	108,000	"	"
SEINE.....	2	2	17,200	4,100,000	"	"
SEINE-ET-MARNE.....	1	"	"	"	1	46
SEINE-ET-OISE.....	2	2	920	135,000	"	"
SÈVRES (DEUX-).....	1	1	437	85,900	"	"
TARN.....	1	1	102	18,500	"	"
TARN-ET-GARONNE.....	1	1	141	22,700	"	"
VAUCLUSE.....	3	3	499	83,000	"	"
VENDÉE.....	1	1	506	98,000	"	"
VIENNE.....	1	1	833	120,000	"	"
VIENNE (HAUTE-).....	1	1	180	23,000	"	"
VOSGES.....	2	2	730	225,900	"	"
YONNE.....	1	1	386	232,900	"	"
ALGER.....	2	2	469	81,300	"	"
CONSTANTINE.....	1	1	592	300,000	"	"
ORAN.....	3	3	799	284,800	"	"
TOTAUX.....	116	111	61,866	19,811,200	4	1,208

Fédérations nationales de sociétés coopératives de consommation ⁽¹⁾.

1° **L'Union coopérative des sociétés françaises de consommation** a son siège à Paris, 1, rue Christine. Voici, sur son fonctionnement, quelques renseignements fournis par son secrétaire général, M. Daudé-Bancel :

L'Union comprend trois sections distinctes l'une de l'autre : le *Comité central*, l'*Office coopératif* et la *Ligue nationale d'éducation et d'instruction coopératives*.

1° *Comité central*. — C'est une organisation née du premier Congrès des sociétés françaises de consommation, tenu à Paris le 25 juillet 1885. — Il a pour objet de renseigner les coopératives sur les questions administratives ou juridiques; de fournir tous les documents nécessaires à la création de coopératives; de représenter la coopération distributive auprès des pouvoirs publics; d'organiser la propagande et les congrès coopératifs.

Ses organes de propagande sont : l'*Union coopérative*, journal bi-mensuel (13^e année); l'*Almanach de la coopération française* (depuis 1893), suisse (depuis 1905) et canadienne (depuis 1906); des brochures et des tracts répandus à plusieurs centaines de mille d'exemplaires.

Le Comité central se tient en dehors des questions politiques ou confessionnelles.

Voici la progression du nombre de ses sociétés : 1885, 36; 1890, 59; 1895, 190; 1900, 307; 1905, 328; 1906, 333; 1907, 346; 1908, 380.

2° *Office coopératif d'achats en commun pour les fédérations et sociétés coopératives de consommation. Coopérative de gros*. — L'Office coopératif a été fondé en novembre 1900 par le Comité central à la suite du Congrès coopératif international de juillet 1900.

L'Office coopératif a visé à créer les éléments matériels et moraux nécessaires à la vie d'un magasin coopératif de gros. Il a commencé par donner des renseignements commerciaux, puis il a fait passer des marchés pour achats en commun à ses sociétés. Il s'est substitué aux sociétés et aux fédérations régionales pour l'achat de certaines denrées. Par conséquent, pour certains articles, il a joué le rôle de magasin de gros, d'autant plus qu'il a créé deux succursales : l'une à Sallanches (pour la zone franche), l'autre à Bordeaux et qu'il se propose d'en créer d'autres dans les principaux centres régionaux de France.

L'Office coopératif a acheté même, depuis 1905, des marchandises pour certaines coopératives coloniales et les leur expédia. Il a fait cela notamment pour la *Société civile de boulangerie et d'épicerie* de Nouméa et l'*Épargne tunisienne* de Tunis.

L'Office procurait à ses sociétés, par l'Union suisse, du fromage d'Emmenthal; par l'Union Hollandaise des bonbons et par l'Union britannique des produits fabriqués dans les usines coopératives et du thé récolté par les magasins de gros anglais et écossais dans leurs plantations de l'île de Ceylan. Il leur procurait encore du café néo-calédonien et du poivre cochinchinois. Il a expédié d'importantes quantités de produits divers à l'Union suisse, à Bâle; à l'Union norvégienne, à Christiania et à l'Union catalano-baléare, à Barcelone.

⁽¹⁾ 52 sociétés françaises font partie de l'*Alliance coopérative internationale*, fondée en 1892, ayant son siège à Vurich, 1 (Napfasse, 6) et une succursale à Paris, rue Las Cases, n° 5. Ce groupement, fondé en 1892, comprend 600 sociétés. Il a pour objet : 1° D'étudier, comparer et propager les meilleurs modes d'organisations coopératives dans les différents pays; 2° D'établir des relations d'échange d'un pays à l'autre en abouchant les associations coopératives de production avec celles de consommation.

Voici le tableau des opérations de l'Office coopératif depuis sa création :

EXERCICES.	SO- CIÉTÉS.	OPÉRATIONS.	FONDS de roulement	EMPRUNTS et dépôts.	FONDS de réserve.	GESTION.		TROP- PÉRÇUS nets.	EM- PLOYÉS.
						Trop- pérçus bruts.	Frais gé- néraux.		
1900.....	28	"	"	"	"	"	"	"	"
1901.....	64	70,000	"	"	"	1,151	1,277	-125	1
1902.....	100	300,000	"	"	"	1,418	902	516	2
1903.....	180	457,000	"	"	"	2,316	1,508	808	2
1904.....	235	675,101	"	"	2,482	7,537	4,938	2,598	3
1905.....	256	809,097	8,855	4,000	4,855	8,247	5,875	2,372	4
1906.....	292	904 462	16,510	9,960	6,550	8,905	7,210	1,695	5
1907.....	330	1,008,307	23,645	13,850	9,615	11,774	8,709	3,065	6
1908.....	385	1,065,090	34,262	21,398	12,864	16,897	13,384	3,513	7

Ce développement de l'Office coopératif a déterminé son conseil à lui donner une base plus large et plus forte, et à proposer aux sociétés de constituer une société anonyme à capital variable sous le nom de *Coopérative de gros des sociétés françaises de consommation*.

A l'assemblée générale, en date du 25 juillet 1909, l'Office coopératif était dissous et les statuts de la Coopérative de gros étaient adoptés.

3° La *Ligue nationale d'éducation et d'instruction coopératives* a été créée, en 1906, en exécution d'une décision du Congrès coopératif de 1905, sous les auspices du Comité central et de l'Office coopératif. — Elle a pour but de grouper toutes les individualités et collectivités s'intéressant à la cause coopérative et décidées à réaliser le programme de l'Union. La ligue est essentiellement fédéraliste et décentralisatrice. Les coopérateurs doivent fonder des sections locales de 100 membres au maximum. Ces sections doivent constituer des fédérations régionales qui éliront les membres du Comité fédéral, — organe national enregistreur et non directeur.

2° La **Bourse des coopératives socialistes de France**. — Cette organisation qui a été fondée le 1^{er} décembre 1895 a son siège social 21, boulevard Saint-Marcel, à Paris. Voici sur son organisation et son fonctionnement quelques renseignements fournis par son secrétaire général, M. Xavier Guillemin.

A côté de sociétés coopératives de consommation, elle comprend également d'autres organisations, telles que coopératives de production, n'occupant que des travailleurs syndiqués confédérés et ayant une clause dans leurs statuts stipulant que l'organisation devra devenir dans l'avenir la propriété collective des organisations ouvrières.

La Caisse nationale de solidarité, créée par le 4^e congrès national tenu à Sotteville en 1904, et destinée à venir en aide aux sociétés dans le besoin possédait, en juillet 1908, 5,183 fr. 72.

La Bourse des coopératives socialistes de France fournit aux sociétés qui en font la demande des renseignements de toute nature, elle tient à leur disposition des conférenciers pour leurs réunions générales, fêtes, etc., elle édite des brochures de propagande, des modèles de statuts, les comptes rendus de congrès coopératifs; elle publie tous les mois un bulletin intitulé *Bulletin de la Bourse des coopératives socialistes de France*, qui tire à 13,500 exemplaires et qui a été agrandi de 8 à 16 pages. Elle publie également, chaque année, l'*Almanach de la coopération socialiste*.

Elle a créé en 1908 un concours de jeunes coopérateurs de 10 à 14 ans. Les prix

ont consisté en 4 voyages au Wholesale anglais et 4 dans un centre coopératif français.

Elle organise chaque année une excursion coopérative et tous les deux ans une exposition de sa production, la première a eu lieu à Troyes en 1907, la deuxième aura lieu à Charleville en 1909.

Au 1^{er} juillet 1909, la Bourse des Coopératives socialistes de France, comprenait 306 sociétés affiliées dont :

1° 357 sociétés de consommation comprenant 87,020 familles.

2° 51 sociétés de production fabriquant ou récoltant, les vins, les bouchons, balais en paille ou en soie, broseries, chaussures, confiseries et chocolats, coiffures, biscuiteries, sacs en papier, impressions typographiques et lithographiques, voitures, transports et camionnages, verreries.

3° 1 société d'assurance ouvrière mutuelle comprenant 2,000 assurés et 7 fédérations régionales, y compris le Magasin de gros national, récemment créé, comprenant 367 coopératives.

Par sa propagande la Bourse a créé de nombreux cercles d'études coopératives et des groupes de pupilles.

3° Le Magasin de gros des coopératives de France, rue Saint-Maur, n° 208, Paris. — Fondé le 17 septembre 1906, sous la forme d'une Société anonyme à capital et personnel variables, par la Bourse des sociétés coopératives socialistes de France, le Magasin de gros a pour objet « la création de services interfédéraux d'achat, de production, d'échange et de crédit ».

Le nombre des sociétés coopératives de consommation adhérentes était de 262 au 31 mai 1909.

Voici la progression du capital engagé : à la fondation, 27,900 francs; le 31 mai 1907, 41,325 francs; le 31 mai 1908, 48,688 francs; le 31 mai 1909, 61,947 francs sur 100,000 francs de capital souscrit.

Le Magasin de gros possède : rue Barrault, 84, à Paris, un dépôt général des marchandises, une biscuiterie et une brûlerie de cafés; à Charenton : un chai pour les vins et spiritueux, et un chantier pour les charbons et cokes; à Lillers (Pas-de-Calais), une manufacture de chaussures qui occupe 65 ouvriers; un dépôt régional à Château-Regnault (Ardennes); un comptoir d'achat pour les œufs. Enfin, un service de comptabilité pour les sociétés coopératives est installé au siège social et 42 sociétés ont jusqu'ici confié à ce service la tenue de leurs livres.

Le chiffre d'affaires a été de 5,404,044 fr. 80 pendant l'exercice 1^{er} juin 1908-31 mai 1909, contre 3,789,323 francs pendant l'exercice précédent.

Ce chiffre d'affaires se décompose comme suit :

Entrepôt de Paris	1,129,182 ^f 60 ^c
Entrepôt de Charenton (vins)	1,391,691 55
Entrepôt de Charenton (charbons)	138,365 90
Entrepôt de Château-Regnault	290,482 95
Usine de Lillers	247,267 75
Affaires directes	2,198,663 60
Travaux comptables	8,390 45
TOTAL	5,404,044 80

Les bénéfices nets ont été de 204,324 fr. 52 se décomposant comme suit :

148,061 fr. 41 aux amortissements, de ce fait, tous les comptes amortissables sont amortis.

45,000 francs aux réserves, et 11,263 fr. 11 à répartir conformément aux statuts.

Voici, au surplus, un résumé du bilan au 31 mai 1909.

	ACTIF.	PASSIF.
Capital souscrit.....	..	100,000 ^f 00 ^c
Capital à verser.....	38,052 ^f 95 ^c	..
Fonds de réserve.....	..	62,818 86
Immeuble, matériel, cavalerie, etc.....	220,275 31	..
Amortissement.....	..	220,275 31
Cautionnements.....	..	830 00
Actions et dépôts.....	9,806 30	..
Fournitures diverses.....	5,363 90	..
Espèces en caisse et en banque.....	52,966 85	..
Marchandises en magasins.....	314,426 65	..
Débiteurs divers.....	266,330 12	..
Créanciers divers.....	..	512,034 80
Bénéfice net.....	..	11,263 11
TOTAUX.....	907,222 08	907,222 08

Fédérations régionales de sociétés coopératives de consommation.

Voici les fédérations régionales dont l'existence au 1^{er} janvier 1908 était connue de l'Office du travail :

ARDENNES. — *Union des coopératives ardennaises*, à Château-Regnault, fondée en 1896. Cette fédération a pour but de « centraliser tous les achats et d'obtenir des maisons de premier ordre les avantages accordés aux acheteurs en gros » (art. 1^{er} des statuts). Elle comprenait, au 1^{er} janvier 1909, 39 sociétés, pour lesquelles elle avait effectué, l'année précédente, un chiffre d'affaires de 200,000 francs.

Fédération des boulangeries coopératives des Ardennes, à Monthermé-Laval-Dieu, fondée en 1899. Objet : Achats en commun de farine. Elle comprenait, au 1^{er} janvier 1909, 13 sociétés, son chiffre d'affaires a été, dans l'année précédente, de 60,000 francs.

AUBE. — *Fédération coopérative de l'Est* à Troyes, rue de Preize, n° 16. Fondée en 1906, elle réunit 18 sociétés groupant 6,600 membres. Elle a effectué, dans son dernier exercice, 200,000 francs d'affaires. La fédération coopérative de l'Aube et des départements limitrophes a fusionné avec cette fédération.

BOUCHES-DU-RHÔNE. — *Fédération des coopératives méridionales* à Marseille, boulevard Oddo, n° 48. Fondée en décembre 1905, elle comprenait au 1^{er} janvier 1909 22 sociétés. Son chiffre d'affaires a été de 260,000 francs. Elle a pour objet l'achat en commun de produits de consommation pour les sociétés fédérées.

CHER. — *Fédération des sociétés coopératives de la ville de Bourges*, à Bourges, rue de Pignoux. Fondée le 23 décembre 1904. Cette société passe les marchés de vins pour les sociétés coopératives adhérentes. Elle groupe actuellement 5 sociétés, comptant 437 membres, et fait 64,000 francs d'affaires.

GARD. — *Fédération des sociétés coopératives du Gard et de l'Hérault*, à Nîmes, rue Émile-Jamais, n° 12. Fondée le 5 mai 1903, cette fédération a pour objet de grouper les achats pour la boulangerie, l'épicerie, les combustibles, etc. Elle comprend 10 sociétés et a effectué un chiffre d'affaires de 500,000 francs.

INDRE-ET-LOIRE. — *Syndicat des coopératives de Tours et de la région*, à Tours, impasse des Docks, n° 8. Fondée en 1901, sous la forme d'une société à capital et à personnel variables, cette société a eu tout d'abord pour objet la vente du charbon aux sociétés adhérentes. En 1909, elle a fait l'acquisition d'une minoterie, à Savonnières. Au début de 1909, 16 sociétés groupant 6,000 membres se fournissaient au syndicat pour un chiffre d'affaires de 294,000 francs. Le syndicat possède un magasin de gros à Tours.

ISÈRE. — *Fédération des sociétés coopératives du P.-L.-M.* à Grenoble, rue du 4-Septembre, n° 12. Cette fédération, fondée le 28 avril 1899, a pour but de centraliser les achats faits par les sociétés adhérentes afin d'obtenir de meilleures conditions des fournisseurs et de développer les œuvres mutuelles de solidarité et d'assistance parmi les agents du P.-L.-M.

Elle groupait, dans le courant de 1908, 122 sociétés coopératives englobant 45 départements; ces sociétés se répartissent ainsi : 63 sociétés du P.-L.-M. groupant 18,041 membres; 18 sociétés de la Compagnie de l'Est comprenant 13,633 membres; 41 sociétés de compagnies diverses groupant 11,313 membres, soit un groupement total de 42,987 membres.

Le chiffre global des livraisons faites par les sociétés unies est annuellement 17,900,000 francs; leurs fonds de réserve s'élèvent à 600,000 francs et elles ristournent annuellement 2,000,000 de francs de bonis à leurs membres.

Cette fédération vient de compléter son organisation économique en achetant un moulin à farine, à Prissé (Saône-et-Loire), qui fournira directement la farine aux boulangeries des sociétés unies. Ce moulin est administré par une société autonome : le *moulin fédéral coopératif*.

Au point de vue social, elle a créé, pour répondre aux besoins des membres des sociétés, une société de secours au décès : la *Caisse des œuvres sociales*, et une *Mutualité maternelle*.

LOIRE. — *Fédération des sociétés coopératives de consommation du département de la Loire*, à Saint-Étienne, rue Boucher-de-Perthes, n° 7. Fondée en 1903, comprend 9 sociétés groupant 8,283 membres.

Fédération coopérative régionale, à Roanne, rue de Clermont, n° 36. Fondée en 1900. Groupe 11 sociétés.

LOIRE-INFÉRIEURE. — *Fédération des sociétés coopératives ouvrières de Bretagne*, à Nantes, rue du Chapeau-Rouge, 15. Créée le 1^{er} janvier 1903 et réorganisée en juin 1905 sous la forme d'une société anonyme à capital et à personnel variables. Elle a pour objet : 1° de favoriser le développement des sociétés coopératives de consommation; 2° de favoriser les opérations d'achats en commun par les coopératives et la passation de marchés collectifs; 3° d'acheter en gros et répartir entre les sociétés des marchandises et produits de bonne qualité. Cette fédération a monté à Lorient un moulin à vapeur. Elle possède également à Nantes (quai de Versailles) une fabrique de conserves alimentaires. Elle réunit 47 sociétés coopératives de consommation et 7 sociétés de production groupant ensemble 16,000 membres elle a effectué 1,510,000 francs.

NORD. — *Fédération régionale des sociétés coopératives socialistes de la région du Nord* à Lille, 147, rue d'Arras (Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, etc.). Fondée le 22 juillet 1900, sous la forme d'une société anonyme, elle a pour objet la production de farines et l'achat en commun d'autres denrées alimentaires. Les sociétés doivent adhérer aux principes fondamentaux du parti socialiste. Cette fédération a groupé, pour l'exercice 1908, 13 sociétés comptant ensemble plus de 20,000 membres et a effectué un chiffre d'affaires de 6,000,000 de francs environ.

PAS-DE-CALAIS. — *Fédération des coopératives socialistes du bassin houiller du Pas-de-Calais*, à Avion, rue Pierre-Letombe. Ce groupement réunit 28 sociétés adhérentes pour l'étude des questions coopératives.

SAÔNE-ET-LOIRE. — *Fédération des coopératives de Saône-et-Loire*, à Montchanin-les-Mines. Fondée en 1904, pour l'achat en commun de farines; cette fédération groupe 19 sociétés représentant 2,450 adhérents et fait un chiffre d'affaires de 375,850 francs.

Union fédérale des sociétés coopératives de la région de Montceau-les-Mines, fondée le 4 février 1906. A pour objet la propagande coopérative et les achats en commun. Groupe 1,229 coopérateurs. Chiffre d'affaires : 50,000 francs.

SAVOIE (HAUTE). — *Fédération coopérative de la zone franche à Sallanches* (Haute-Savoie). — Fondée en 1907. — Achat de marchandises pour les coopératives situées dans le canton de Bonneville, Cluses, Sallanches, Saint-Gervais et Chamonix.

SEINE. — *Syndicat des cafés, thés et poivres des sociétés coopératives de consommation*, à Pantin, 13, rue Auger. Cette fédération, fondée en 1886, groupant 11 sociétés, représentant 4,500 membres, faisant 60,000 francs d'affaires, a pour objet l'achat en gros des cafés, thés, poivres, et la torréfaction des cafés verts nécessaires à l'alimentation des sociétés adhérentes.

SEINE-INFÉRIEURE. — *Fédération coopérative du Nord-Ouest*, à Sotteville-lès-Rouen. Fondée en 1901. 17 sociétés en font partie; leurs délégués se réunissent pour faire des achats en commun.

DEUX-SÈVRES. — *Fédération régionale des sociétés coopératives d'épicerie des Deux-Sèvres et de la Vendée*, ayant son siège à Arçais. Fondée en 1903, cette société réunit 11 sociétés groupant 2,250 coopérateurs.

(A suivre.)

LE CHÔMAGE CHEZ LES OUVRIERS BRODEURS.

(Suite et fin) ⁽¹⁾.

Le Cateau.

Le Cateau ne compte pas de métiers à bras; les ateliers de métiers à fil continu, peu nombreux, sont placés dans des usines de force motrice avec d'autres ateliers de professions différentes. On compte ainsi 10 métiers de 4 m. 50, 2 de 5 m. 20, 14 de 6 m. 30, 35 de 7 m. 20, au total 61 métiers. La production consiste en broderies guipure et en laizes dites laizes d'Algérie.

Le chômage a, comme dans les autres centres, commencé il y a deux ans; celui de l'année 1908 a été particulièrement intense; il a duré toute l'année. Un sixième des ouvriers sont en chômage complet; ce sont les ouvriers brodeurs en guipure qui sont atteints. Pour les autres, dans plusieurs maisons, on perd une journée par semaine. En même temps, le salaire a été diminué; les ouvriers sont payés, non plus aux 1,000 points, mais à la journée avec une prime au travail. Le brodeur sortant d'apprentissage gagne, par jour, 2 fr. 25, à peu près comme avant; mais le bon brodeur était arrivé à 4 fr. 50 et avec la prime à 5 fr. 50; actuellement, son salaire est descendu à 4 fr. 75, prime comprise.

Le ralentissement actuel du travail serait dû, sans doute au commencement de la morte-saison d'été, mais surtout à la concurrence étrangère, aux nouveaux métiers Jacquard, métiers automatiques qui ont supprimé la manœuvre du pantographe, métiers montés surtout à l'étranger. Par suite de cette concurrence, les maisons de commission passent à nos brodeurs des ordres insuffisants et surtout insuffisamment rémunérateurs. Ici aussi, on demande la modification du tarif douanier, en outre, l'application de compteurs chez les façonniers travaillant pour les maisons de commission, afin d'éviter les erreurs dans le comptage des points.

Caudry.

La fabrication de la broderie est ici exécutée sur métier à fil continu; ces métiers sont groupés dans de petites usines distinctes, ou, quand leur nombre est faible, le patron loue une place dans une usine de force motrice, qui réunit ainsi parfois plusieurs entreprises de broderies et des fabriques de tulles. C'est un centre important de production tant pour la broderie que pour le tulle dont les conditions de travail sont voisines.

Pour la broderie, on compte 10 métiers de 4 m. 50, 5 de 5 mètres, 40 de 6 m. 30, 85 de 7 m. 20, 1 de 8 mètres, 5 de 9 mètres (ce sont les métiers les plus longs existants), au total 146 métiers.

La fabrication principale consiste en broderies dites broderies chimiques, c'est-à-dire en broderies sur tissu de fond qui disparaît par traitement chimique approprié, ne laissant subsister que la broderie qui gagne ainsi en légèreté et en finesse; elle comprend aussi les genres broderies sur tulle avec ou sans application, broderies noires, le plus souvent; on fait aussi des broderies blanches en coton, soie, simili. Avec la crise, la fabrication s'est étendue, et aux applications de broderies

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, août 1909, page 865.

sur tulle qui étaient aussi courantes que la broderie chimique, se sont ajoutés tous les genres broderies nouveauté pratiqués ailleurs.

Suivant les avis des ouvriers, le chômage a commencé, comme dans les autres centres, il y a deux ans et n'a guère cessé depuis; il a été également particulièrement intense pendant l'année 1908; en 1909, en avril, mai, il y a eu tendance à la reprise du travail. Le nombre des métiers avait décuplé pendant la période de prospérité et beaucoup d'artisans, non préparés à exercer ce métier, avaient acheté des métiers d'un prix relativement peu élevé — 5,000 à 6,000 francs — dans l'espoir des gains qu'ils voyaient obtenus par les bons faconniers. De plus, les métiers de petite largeur avaient été remplacés par d'autres de 6 à 7 mètres donnant de 115 à 120 tours. — Ceux de 9 mètres, qui peuvent produire une plus grande largeur de broderie, ne tournent qu'à 100 tours et sont jugés moins avantageux que les métiers de largeur moyenne. — Avec la crise, certains ateliers, ceux dont la direction était insuffisante, ont dû s'arrêter, les métiers ont été vendus; on estime que la moitié des ateliers ont subi cette transformation. Pour les autres ateliers, on travaille la demi-journée; pour occuper les métiers et les ouvriers, on répartit les commandes entre tous ceux d'un même atelier.

Le taux du salaire avait été augmenté dans ces dernières années et à la suite d'un accord entre les chambres syndicales patronales et ouvrières, un tarif avait été établi; d'après ce tarif, qui est encore observé, pour les métiers de 4 m. 50, les 1,000 points sont payés, par exemple, de 0 fr. 35 à 0 fr. 27, suivant les écarts. Le gain de l'ouvrier brodeur, qui s'élevait auparavant jusqu'à 10 francs par jour, ne dépasse guère 5 francs par jour. Celui de l'enfileuse, qui était monté à 3 francs, a subi une diminution de $\frac{1}{10}$ à $\frac{1}{5}$, de même pour le gamin naveteur qui gagne généralement 1 fr. 50 par jour.

Suivant les avis des patrons, qui se rencontrent avec ceux des ouvriers en ce qui concerne le chômage, 3 maisons ont disparu, mais seulement un tiers des métiers sont arrêtés; pour les autres, on a fait à peu près la journée de 10 heures pendant les mois d'avril et mai, période habituelle d'activité; pour le mois de juin, période de commencement de morte-saison, on a fait suivant les maisons de 60 à 80 heures par quinzaine. En temps de travail, le gain de l'ouvrier était environ 1 franc par heure, il est resté à ce taux quand les métiers ont pu être alimentés de commandes de façon soutenue.

En outre des ouvriers et ouvrières à l'atelier (1 brodeur, 1 enfileuse, 1 naveteur par métier), il faudrait compter les raccommodeuses qui, en plein travail, gagnent de 50 à 60 francs par mois (on estime à 500 francs l'importance des salaires payés aux raccommodeuses pour 2 métiers en pleine production); ceci indépendamment des travaux d'apprêt, de parage, etc., qui constituent des accessoires du métier de brodeur et occupent des ouvriers et ouvrières dans une industrie et des ateliers distincts.

Suivant patrons et ouvriers, la fin de juin marque généralement le commencement de la morte-saison; les années précédentes, 1905-1907, tous les métiers avaient du travail, il n'en est pas de même cette année.

On attribue le chômage à la surproduction et à la concurrence étrangère. A Cauchy, malgré les efforts des fabricants et des ouvriers, la production consiste surtout en articles communs, peu avantageux. On fait 100 mètres de broderie fine contre 800 mètres de broderie commune. D'autre part, pour certains articles, la matière première est meilleur marché à l'étranger qu'en France; on a vu que le coton avait des prix plus élevés; il en est de même pour la soie artificielle qui vaudrait à l'étranger 15 à 16 francs le kilogramme et 32 francs en France. L'augmentation du nombre de métiers, leur perfectionnement ont augmenté aussi la production, en

même temps que le changement de mode (robes fourreau, etc., lancées l'an dernier aux réunions sportives de juin) diminuait les commandes.

Comme dans les autres centres, on demande une modification du tarif douanier qui permettrait aux producteurs français d'entreprendre avantageusement les articles fins pour lesquels patrons et ouvriers estiment avoir une main-d'œuvre aussi habile en France qu'à l'étranger.

Calais.

C'est un centre important en ce qui concerne la fabrication de la broderie, mais plus encore en ce qui concerne la fabrication du tulle. A la différence de Caudry où les deux genres, tulles et broderies, sont également atteints par le chômage, à Calais, les fabriques de broderie ont maintenu une bonne activité alors que celles de tulle étaient atteintes par le chômage.

Calais compte surtout des métiers à fil continu; on avait relevé 126 métiers environ, métiers de 4 m. 50 à 8 et 9 mètres répartis en 15 ateliers; le nombre des métiers à bras (28) est relativement faible et leur production, isolée au milieu de celle des métiers à fil continu, est sans grande influence sur la marche du travail. Il convient d'ajouter que l'on a essayé les métiers à fil continu, genre Jacquard, qui supprimeraient la manœuvre du pantographe et seraient d'un meilleur rendement que les autres métiers à fil continu.

La production consiste en broderies haute nouveauté, soie, métal, soie artificielle, coton, etc., articles plus riches et plus soignés que ceux fabriqués ailleurs en France.

Les métiers sont établis dans les usines de force motrice à côté d'ateliers d'autres professions; tous les ouvriers brodeurs de métiers à fil continu travaillent ainsi en fabrique.

D'après les *avis des patrons et des ouvriers*, il n'est pas signalé de chômeurs parmi ces ouvriers; même dans une usine où le travail subit des à-coup, les ouvriers sont encore assez bien occupés; ailleurs, il y a des commandes suffisantes pour alimenter les métiers, les ouvriers font la journée de 10 heures.

Le taux du salaire fixé d'accord entre ouvriers et patrons est compté aux 1000 points comme dans les autres centres, mais par suite d'erreurs sur le nombre de points inscrits sur les cartes, erreurs portant préjudice aux ouvriers, ceux-ci demandent l'installation de compteurs de points, compteurs qui joueraient le rôle des compteurs installés aux métiers à tulles et qui ont réglé une situation analogue.

Bien que la fin juin marque une période d'accalmie pour la saison parisienne, les commandes remises, pour l'exportation notamment, ont permis de maintenir l'activité des ateliers de broderie, tandis que ceux de tulle étaient en chômage.

On attribue cette situation avantageuse, d'abord à l'habileté des dessinateurs et des brodeurs de Calais; l'originalité et le fini des articles fabriqués ont permis de conserver la clientèle; d'autre part, à Calais, centre important de tulle et de broderie, visité directement par les acheteurs étrangers, n'ayant pas autant besoin que les autres places des maisons de commission pour écouler leurs produits, les collections, c'est-à-dire les broderies-échantillons, seraient mises moins facilement à la disposition des places concurrentes, étrangères principalement, qui ne peuvent ainsi les copier que tardivement.

Suivant les *ouvriers*, on a évité le chômage jusqu'ici, parce qu'il n'y a pas eu de montage exagéré de nouveaux métiers, bien que l'influence de ceux de 8 m. 20 et 9 m. 20 de largeur, montés récemment en remplacement d'anciens à 4 m. 50, commence à se faire sentir, notamment sur le taux des salaires, les prix des 1,000 points n'ayant pas été élevés en proportion de ces grandes largeurs.

Suivant les *patrons*, on a évité le chômage qui atteint les autres centres parce que l'on s'est désintéressé des articles courants français et surtout étrangers qui inondent le marché parisien, comme les articles soie suisses qui entrent avec des droits presque aussi réduits sur les articles coton à bon marché. Se cantonnant dans les articles de luxe de création nouvelle et de belle exécution, on a travaillé par petites quantités et sur commandes; on a évité les stocks et les soldes de fin de saison qui avilissent les prix. On estime toutefois qu'il serait intéressant, pour assurer une alimentation plus continue des métiers, de pouvoir aborder les genres de luxe courants, ce qui ne serait pas possible jusqu'ici avec les prix de la main-d'œuvre à Calais et avec la concurrence étrangère facilitée par les droits de douane.

Lyon.

Dans cette région on comptait, en 1908, 100 métiers suisses à bras et 50 métiers à fil continu. De renseignements recueillis par correspondance auprès de patrons, les genres broderies chimiques constituent la production habituelle de ce centre; le chômage s'est aussi fait sentir. D'ailleurs fin juin marque le commencement de la morte-saison d'été qui dure jusqu'en septembre. Tous les ouvriers et ouvrières sont également atteints par le chômage; la distribution du travail se fait par roulement de façon à occuper tous les ouvriers et éviter les renvois; mais, par suite de la diminution des commandes, les ouvriers perdent de 24 à 30 heures par semaine.

Le gain de l'ouvrier s'est ressenti du ralentissement du travail, mais non le taux des salaires qui n'a pas changé et qui est resté de 6 à 7 francs par jour.

La morte-saison actuelle est plus grande que les années précédentes; on attribue ce chômage exceptionnel au changement de la mode et à la concurrence étrangère contre laquelle on demande une modification du tarif douanier.

LES CONDITIONS DU TRAVAIL DES OUVRIERS DES SERVICES MUNICIPAUX DE LA VILLE DE PARIS.

Les ouvriers des services municipaux de la ville de Paris se divisent en titulaires et en auxiliaires. On distingue parmi les auxiliaires ceux qui sont embauchés pour un travail temporaire, ceux qui ne se trouvent pas dans les conditions requises pour être titularisés et enfin ceux qui font un stage réglementaire avant d'être titularisés.

Pour être embauché comme auxiliaire il faut être Français, fournir son casier judiciaire, avoir son domicile à Paris depuis plus de 5 ans.

Pour être nommé titulaire il faut en outre avoir satisfait à la loi sur le recrutement militaire, ne pas être âgé de plus de 45 ans, savoir lire et écrire, fournir un certificat d'un médecin de l'Administration constatant qu'on n'est atteint d'aucune infirmité ni maladie chronique, être considéré par le chef de service comme possédant les aptitudes nécessaires, enfin avoir travaillé pendant un an au moins dans les services de la ville comme ouvrier auxiliaire.

Les ouvriers des services municipaux sont nommés et révoqués par arrêté pré-

fectoral, sur la proposition des chefs de service présentée par le directeur du personnel.

La durée normale du travail est de 10 heures pour une grande partie des catégories d'ouvriers. Cependant, en divers services, la durée normale est inférieure à 10 heures. C'est ainsi que les égoutiers ne font que 8 heures. Dans d'autres services, au contraire, les ouvriers font plus de 10 heures de travail.

Le salaire varie selon que l'ouvrier est auxiliaire ou titulaire et, en général, les titulaires ayant le même emploi sont répartis en différentes classes avec des salaires différents.

Le prix de l'heure servant de base au calcul du salaire est souvent moins élevé pour les ouvriers municipaux que pour les ouvriers de l'industrie. La comparaison ne peut guère se faire que pour les ouvriers d'état ou spécialisés, occupés soit dans les ateliers, soit dans le service d'architecture de la ville. Dans ce même atelier ou service et pour une même classe d'ouvriers, le prix de l'heure est le même pour maçons, cimentiers, charpentiers, menuisiers, forgerons, chaudronniers, ajusteurs, tourneurs, serruriers, couvreurs, plombiers, peintres... Il est généralement pour la 1^{re} classe de 0 fr. 80 à 0 fr. 90, mais il tombe pour la 4^e classe à 0 fr. 75 et même parfois à 0 fr. 62. Or le prix de l'heure normal à Paris⁽¹⁾ est de 0 fr. 75 à 0 fr. 80 pour les maçons, de 0 fr. 80 pour les cimentiers, 0 fr. 90 pour les charpentiers, 0 fr. 80 pour les menuisiers, 0 fr. 80 à 0 fr. 92 pour les forgerons, 0 fr. 85 pour les peintres. Le salaire normal pour les couvreurs et plombiers est de 8 francs par jour (8 heures en hiver et 9 en été).

En réalité, la différence entre le salaire d'un ouvrier des services municipaux et celui d'un ouvrier de l'industrie n'est pas celle que donne la comparaison des prix de l'heure. En effet, ce que touche l'ouvrier des services municipaux ce n'est pas le prix des heures réellement faites par lui, mais un salaire mensuel établi pour 26 jours de travail à durée normale et deux jours de repos payés. Sont seules déduites les heures non faites par la faute de l'ouvrier. Les heures supplémentaires exceptionnellement faites sont payées.

L'ouvrier des services municipaux n'a donc pas de chômage à craindre. Seulement, au cas où le travail vient à manquer dans sa profession, il doit exécuter tout travail utile qui peut lui être commandé.

Les ouvriers des services municipaux jouissent de divers autres avantages.

Les titulaires et auxiliaires permanents ont droit à un congé annuel de 12 jours sans retenue de salaire.

Lorsqu'ils sont appelés à faire une période d'instruction militaire, les titulaires reçoivent pendant ce temps leur salaire intégral.

En cas d'accident survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail et entraînant une incapacité temporaire, l'ouvrier reçoit son salaire entier jusqu'à complète guérison. La ville prend en outre à sa charge les frais médicaux et pharmaceutiques.

En cas de maladie, l'ouvrier reçoit son salaire entier si la maladie ne dure pas plus d'un an. Passé un an, il reçoit encore un demi-salaire pendant six mois.

Une retenue de 4 p. 100 est prélevée sur le salaire normal de chaque ouvrier titulaire et de chaque ouvrier auxiliaire nommé par décision préfectorale. Elle est versée à son nom et à capital aliéné à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Une somme de 7 fr. 50 par mois est versée à la même caisse, au nom

⁽¹⁾ D'après le bordereau dressé par la Commission de revision du cahier des charges à la suite des constatations faites par la Commission mixte, en exécution du décret du 10 août 1899.

de chaque ouvrier et dans les mêmes conditions, à titre de subvention de la ville de Paris.

La situation des ouvriers des services municipaux de la ville de Paris sera améliorée par suite de nombreuses décisions du Conseil municipal, dont l'Administration est en train d'étudier l'application. Le règlement général va être modifié, le tarif sera relevé pour de nombreuses catégories d'ouvriers et fixera à 5 francs le salaire minimum pour 10 heures de travail à Paris⁽¹⁾.

Le nombre des ouvriers des services municipaux atteignait 8,308 en 1895, 9,430 en 1905. Il est actuellement d'environ 11,000.

En octobre 1908, les ouvriers étaient répartis entre les divers services de la façon suivante :

Direction des travaux :

Voie publique et éclairage	5,285	
Eau et assainissement	2,292	
Carrières	42	
Métropolitain	180	
		7,799

Direction de l'architecture, des promenades et des plantations :

Architecture	80	
Promenades et plantations	695	
Chauffage	11	
Hygiène de l'habitation	40	
		826

Direction des affaires municipales :

Cimetières	226	
Approvisionnements	189	
Désinfection et ambulances	189	
Etablissements charitables	21	
Pompes funèbres	889	
		1,514
Service du matériel		37
Beaux-arts		3

TOTAL..... 10,179

La Direction du personnel a reçu environ 50,000 demandes de candidats ouvriers des services municipaux de 1898 à janvier 1905. A cette dernière date, l'Administration décida, devant l'abondance des candidatures, de ne plus recevoir les demandes pendant quelques années. Au 1^{er} janvier 1910, les demandes seront probablement reçues à nouveau.

⁽¹⁾ A noter que ces améliorations seront, en vertu des conventions avec les compagnies du gaz et de l'électricité, étendues au personnel de ces deux compagnies.

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS AU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

Élections des représentants des bourses du travail adhérentes à la fédération des bourses, des associations ouvrières de production et des syndicats ouvriers.

Le dépouillement des bulletins et le recensement des votes auxquels ont procédé, pour l'élection de leurs représentants au conseil supérieur du travail, les *associations ouvrières de production*; les *bourses du travail* adhérentes à la fédération des bourses et les *syndicats ouvriers*, ont été effectués par les soins de la commission permanente, conformément à l'article 14 du décret du 14 mars 1903 modifié par les décrets des 27 janvier et 4 août 1904, 24 juin 1907 et 30 avril 1909.

D'après l'article 13 de ce décret, l'élection n'a lieu au premier tour qu'à la majorité absolue des suffrages.

Les opérations électorales ont abouti aux résultats suivants qui ont été proclamés par le président de la commission permanente, dans la séance du 3 septembre⁽¹⁾.

I. — REPRÉSENTANT ÉLU PAR LES BOURSES DU TRAVAIL.

Suffrages exprimés, 48; majorité absolue : 25.

MM. Cleuet (élu) : 40; Briat : 4; divers (4 candidats) : 5.

II. — REPRÉSENTANT ÉLU PAR LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.

Suffrages exprimés : 289; majorité absolue : 145.

MM. Briat (élu) : 284; divers (5 candidats) : 5.

III. — REPRÉSENTANTS ÉLUS PAR LES SYNDICATS OUVRIERS.

GROUPE 1. — *Mines, carrières, salines.*

Suffrages exprimés : 1,178; majorité absolue : 590.

MM. Lamendin (élu) : 841; Bouille : 143; Bouveri : 34; Cotton : 17; Adgé : 12; Leva doux : 12; divers (28 candidats) : 119.

GROUPE 2. — *Alimentation : grandes industries et commerce de gros.*

Suffrages exprimés : 904; majorité absolue : 453.

MM. Comaille (élu) : 641; Stretti : 177; Maffre : 20; Pruvost : 19; divers (11 candidats) : 47 voix.

⁽¹⁾ Ces résultats ont été publiés au *Journal officiel* du 5 septembre, p. 9243.

GROUPE 3. — *Alimentation : petites industries et commerce de détail.*

Suffrages exprimés : 908 ; majorité absolue : 455.

MM. Maffre ; 395 ; Pruvost : 221 ; Marin : 211 ; divers (10 candidats) : 81.

(Ballottage.)

GROUPE 4. — *Industries chimiques, allumettes et tabacs, céramique et verrerie, fabrication du papier.*

Suffrages exprimés : 1,143 ; majorité absolue : 572.

MM. Malardé (élu) : 1,098 ; Hanart : 10 ; divers (11 candidats) : 35.

GROUPE 5. — *Industrie des cuirs et peaux.*

Suffrages exprimés : 136 ; majorité absolue : 69.

MM. Dejean : 54 ; Besset : 38 ; M^{lle} Anselime : 10 ; divers (10 candidats) : 32.

(Ballottage.)

GROUPE 6. — *Industrie de la laine, du lin, du jute et leur mélange, y compris les industries similaires et succédanées.*

Suffrages exprimés : 1,949 ; majorité absolue : 976.

MM. Renard : 740 ; Lepers : 650 ; Duquesne : 445 ; Dankaert : 84 ; divers (7 candidats) : 30.

(Ballottage.)

GROUPE 7. — *Industrie du coton et ses mélanges, y compris les industries similaires et succédanées.*

Suffrages exprimés : 1,963 ; majorité absolue : 983.

MM. Lepers : 742 ; Renard : 611 ; Cail : 461 ; Baron : 84 ; Clévy : 25 ; divers (9 candidats) : 40.

(Ballottage.)

GROUPE 8. — *Industrie de la soie et ses mélanges, y compris les industries similaires et succédanées.*

Suffrages exprimés : 510 ; majorité absolue : 256.

MM. Neyron : 187 ; Bouvier : 147 ; Flock : 96 ; M^{mes} Agullon : 39 ; Coindet : 15 ; divers : 26.

(Ballottage.)

GROUPE 9. — *Travail des étoffes. vêtement, toilette.*

Suffrages exprimés : 306 ; majorité absolue : 154.

M. Bordes : 149 ; M^{lle} Rochebillard : 36 ; M^{lle} Puybonnieux : 26 ; divers (21 candidats) : 95.

(Ballottage.)

GROUPE 10. — *Travail des étoffes, vêtement, toilette.*

Suffrages exprimés : 165 ; majorité absolue : 83.

M^{lles} Beeckmans : 42 ; Blondelu : 35 ; Jusselin : 31 ; divers (10 candidats) : 57.

(Ballottage.)

GROUPE 11. — *Industrie du bois et du bâtiment (bois), commerce et manutention non compris.*

Suffrages exprimés : 209 ; majorité absolue : 105.

MM. Bourderon : 66 ; Dumond : 26 ; Craissac : 19 ; Gervais : 11 ; divers (37 candidats) : 87.

(Ballottage.)

GROUPE 12. — a) *Métallurgie et construction mécanique ;*

b) *Chauffeurs, conducteurs, mécaniciens.*

Suffrages exprimés : 1,742 ; majorité absolue : 872.

MM. Coupat (élu) : 923 ; Hiltrop : 333 ; Calais : 212 ; Reiser : 142 ; Fabre : 65 ; divers (12 candidats) : 67.

GROUPE 13. — *Travail des métaux communs et bâtiments (métaux).*

Suffrages exprimés : 1,604 ; majorité absolue : 803.

MM. Valette (élu) : 1,234 ; Sauron : 142 ; Jouniaux : 65 ; Dekiche : 56 ; divers (18 candidats) : 107.

GROUPE 14. — *Bâtiment.*

Suffrages exprimés : 628 ; majorité absolue : 315.

MM. Craissac : 301 ; Roux : 56 ; Dalesme : 31 ; Legrand : 16 ; Desmidt : 14 ; Bruon : 13 ; Nassaute : 11 ; divers (47 candidats) : 186.

(Ballottage.)

GROUPE 15. — *Transports par voie ferrée.*

Suffrages exprimés : 2,938 ; majorité absolue : 1,470.

MM. Ludihuser (élu) : 2,181 ; Saluder : 531 ; Toffin : 110 ; Dousseau : 69 ; divers (7 candidats) : 47.

GROUPE 16. — *Transport par terre et par eau, manutention, garçons de magasin.*

Suffrages exprimés : 2,623 ; majorité absolue : 1,312.

MM. Moreau (élu) : 1,498 ; Manot : 677 ; Fortin : 82 ; Cardin : 60 ; Tabart : 35 ; Maillol : 31 ; Reynier : 28 ; Camus : 25 ; Flajeul : 23 ; divers (40 candidats) : 164.

GROUPE 17. — *Industries relatives aux lettres, sciences et arts*
(industrie du livre, instruments de précision, bijouterie, orfèvrerie, ingénieurs, artistes, etc.).

Suffrages exprimés : 1,251; majorité absolue : 626.

MM. Keufer (élu) : 675; Barry : 252; Lecerf : 119; Briat : 115; Le Tarridec : 59; divers (10 candidats) : 31.

GROUPES 18 et 19. — *Administrations privées et commerces autres que ceux de l'alimentation.*

1° GROUPE 18.

Suffrages exprimés : 1,629; majorité absolue : 815.

MM. Artaud (élu) : 1,260; Savary : 230; Antin : 45; M^{me} Blanche Schweig : 40; M. Dalle : 18; divers (9 candidats) : 36.

2° GROUPE 19.

Suffrages exprimés : 2,179; majorité absolue : 1,090.

MM. Besse (élu) : 1,284; Tétard : 230; Montchovet : 39; Cleuet : 18; Bonnefoy : 16; divers (9 candidats) : 40.

GROUPE 20. — *Forêts, pépiniéristes, horticulteurs.*

Suffrages exprimés : 430; majorité absolue : 216.

MM. Bornet : 92 voix; Ducamin : 53; Biétry : 20; Robin : 12; divers (78 candidats) : 253.
(Ballottage.)

GROUPE 21. — *Agriculture.*

Suffrages exprimés : 150; majorité absolue : 76.

MM. Guilbaud : 16; Darius Rey : 10; Paul Ader : 10; divers (39 candidats) : 114.
(Ballottage.)

Un certain nombre de bulletins sont parvenus au ministère pendant les opérations du scrutin ou après la proclamation des résultats.

Conformément aux termes de la circulaire adressée aux syndicats, la Commission permanente du Conseil supérieur du travail n'a tenu compte que des bulletins dont l'enveloppe avait été timbrée par la poste le 30 août au plus tard.

Il a été procédé à un second tour de scrutin pour les représentants des groupes 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 20 et 21 dans lesquels il y a eu ballottage. En conséquence les syndicats inscrits à ces groupes, ainsi que ceux inscrits au groupe 2 qui votent avec ceux du groupe 3, ont reçu à la date du 15 septembre leurs bulletins de vote qu'ils ont dû retourner au Ministère du travail avant le 26 septembre.

JURISPRUDENCE.

Repos hebdomadaire; magasins de vente de produits alimentaires; non assimilation aux établissements de fabrication admis de plein droit au roulement.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 23 juillet 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Thibierge en son rapport, M^e Le Soudier, avocat en la Cour, en ses observations et M. l'avocat général Lénard en ses conclusions; et après en avoir délibéré en la chambre du conseil;

Statuant sur le pourvoi de la nommée Marquis contre un jugement rendu le 26 janvier 1909 par le tribunal correctionnel de la Seine, statuant comme juridiction d'appel en matière de simple police, qui l'a condamnée à six amendes de 5 francs chacune pour infractions à la loi du 13 juillet 1906;

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1906, et de la fausse application des articles 2, § 3, et 5, § 2, de ladite loi :

Attendu que le jugement attaqué constate en fait que l'établissement dans lequel la demanderesse a occupé trois employés les dimanches 22 et 29 mars 1908, est un magasin de vente de produits alimentaires;

Attendu, en droit, qu'aux termes de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1906 « sont admis de plein droit à donner le repos hebdomadaire par roulement, les établissements appartenant aux catégories suivantes : 1^{re} fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate »; qu'ainsi limitée aux seuls établissements de fabrication, la dérogation de droit accordée par ce texte ne saurait être étendue à un magasin de vente;

D'où il suit qu'en condamnant, dans ces conditions, la demanderesse pour avoir donné le repos par roulement au personnel employé dans son magasin de vente, sans en avoir demandé et obtenu l'autorisation conformément aux dispositions des articles 2, § 3, et 5, § 2, de la loi du 13 juillet 1906, le jugement attaqué n'a ni violé ni faussement appliqué aucun des textes visés au moyen;

Et attendu que le jugement est régulier en la forme;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi de la susnommée Marquis contre le jugement du tribunal correctionnel de la Seine, en date du 26 janvier 1909; condamne la demanderesse par corps à l'amende et aux dépens; fixe au minimum édicté par la loi la durée de la contrainte par corps.

Repos hebdomadaire; convention collective de travail antérieure à la loi du 13 juillet 1906; accroissement considérable de dépense résultant de la législation nouvelle; résolution de la convention.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 26 juillet 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Duboin, en son rapport; M^e Mornard, avocat, en ses observations, et M. l'avocat général Lombard, en ses conclusions;

Sur le moyen unique de cassation pris de la violation de l'article 7 de la loi

du 20 avril 1810, manque de base légale, violation de l'article 1184, ¹ Code civil, et de la loi du 13 juillet 1906, sur le repos hebdomadaire;

Attendu, d'une part, que la loi du 13 juillet 1907, en prescrivant le repos hebdomadaire, n'a pas édicté que la journée de chômage serait payée aux employés ou ouvriers; d'autre part, que l'inexécution partielle d'un contrat peut être une cause de résolution alors même que cette inexécution proviendrait d'un fait de force majeure; qu'il est, dès lors, loisible au patron pendant le cours d'un contrat de louage de services fait pour un temps déterminé, d'en demander la résolution lorsque la modification apportée à la durée effective du travail, pour la mise en vigueur de la loi sur le repos hebdomadaire entraîne pour lui une aggravation certaine des charges qu'il a prévues et acceptées;

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué qu'à la date du 20 juillet 1905 est intervenue entre la compagnie des chemins de fer à voie étroite de Saint-Etienne, Firminy, Rive-de-Gier et extensions, et la chambre syndicale des employés des tramways à vapeur, mécaniciens, chauffeurs, conducteurs, ouvriers des dépôts et similaires, une convention intitulée « Réglementation des conditions du travail et salaires du personnel de la compagnie » aux termes de laquelle celle-ci prenait l'engagement de limiter à 70 heures par semaine le travail de son personnel et d'accorder à ses employés un jour de repos payé par mois, et, en outre, douze jours de repos payés par an, soit, pour l'année, vingt-quatre jours de repos payés; que par l'effet de la loi du 13 juillet 1906, l'engagement corrélatif du personnel de fournir au besoin les 70 heures de travail ne peut plus être tenu, puisque le travail de chaque employé est réduit à six jours par semaine; qu'en l'état de la législation nouvelle, la compagnie devrait cinquante-deux jours de repos payés, c'est-à-dire vingt-huit de plus qu'elle n'en a promis; que le fait, par chacun des employés, de ne pas exécuter le contrat pendant vingt-huit jours, tout en étant payé pendant la durée de ce chômage, entraîne pour la compagnie, étant donné le nombre de ses employés, un accroissement de dépense considérable;

Attendu qu'en décidant, dans ces circonstances de la cause, qu'il y avait lieu de prononcer la résolution de la convention du 20 juillet 1905, l'arrêt attaqué, régulièrement motivé, loin de violer les textes de loi visés au moyen, en a fait une exacte application.

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu le 10 mars 1908 par la Cour d'appel de Lyon.

Repos des jours fériés, jour de l'an.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 17 juillet 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Eugène Duval, en son rapport, et M. l'avocat général Lénard, en ses conclusions;

Sur le moyen pris de la violation, par fausse application, de l'article 5 de la loi du 2 novembre 1892;

Vu ledit article, lequel dispose « que les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}, plus de six jours par semaine; ni les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier »;

Attendu que le sieur Liautaud (Romain), imprimeur, était poursuivi pour infraction audit article, comme ayant fait travailler le 1^{er} janvier 1909 (jour de l'an), un ouvrier mineur de 18 ans, et quatre femmes aux machines à imprimer; qu'il a été relaxé par le motif «qu'il ne résulte d'aucun texte que le 1^{er} janvier soit un jour férié»;

Mais attendu que d'après l'avis du Conseil d'État, du 20 mars 1810, lequel a force légale et n'a été abrogé par aucune loi postérieure, le 1^{er} janvier doit être considéré comme une des fêtes auxquelles s'applique l'article 162 du Code de commerce; que les lois récentes des 23 décembre 1904, 13 juillet 1905 et 20 décembre 1906 impliquent nécessairement la reconnaissance de la date du 1^{er} janvier comme jour de fête légale; qu'ainsi il y a eu violation du texte visé au moyen;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement du tribunal de simple police de Toulon, du 4 février 1909, et, pour être statué à nouveau conformément à la loi, renvoie la cause et les parties devant le tribunal de simple police de Brignoles, à ce désigné par délibération spéciale prise en la Chambre du conseil.

Exploitation d'un salon de coiffure par un syndicat ouvrier; infraction à l'article 9 de la loi du 21 mars 1884; fermeture du salon de coiffure; allocation de dommages-intérêts au syndicat patronal poursuivant.

COUR D'APPEL DE NÎMES.

(Arrêt du 1^{er} juillet 1909.)

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

Sur la recevabilité de l'action intentée par le sieur Nohac en qualité de président du syndicat des patrons coiffeurs de la ville de Nîmes :

Attendu qu'elle ne saurait être sérieusement contestée; qu'aux termes de l'article 6 des statuts dudit syndicat, le président de la chambre syndicale représente celle-ci en «action civile»; que par cette expression il faut évidemment entendre toute action à fins de réparations civiles qu'elle soit exercée devant la juridiction civile ou commerciale ou devant les juridictions répressives; qu'il suffit pour assurer la régularité de l'action ainsi intentée par le mandataire statutaire du syndicat, que celui-ci poursuive la réparation d'un dommage d'ordre professionnel et collectif causé à la personne morale qu'il représente ce qui est le cas dans l'espèce;

En ce qui touche le délit imputé au sieur Cazalis et à ses coprévenus :

Adoptant les motifs des premiers juges, sauf rectification des erreurs matérielles qui vont être ci-après signalées; qu'en effet le syndicat des ouvriers coiffeurs de Nîmes dont font partie les prévenus, a exploité dans cette ville non point deux salons de coiffure, mais un seul, situé Grand-Rue, n° 4; que le salon de la rue d'Uzès visé par la poursuite n'avait point été ouvert; que l'individu qui a géré l'établissement de la Grand-Rue est non point Cazalis, mais un sieur Chabos qui a servi de prête-nom au syndicat des ouvriers coiffeurs et a dirigé l'exploitation pour le compte de ce dernier; que cette exploitation d'un établissement commercial dans l'intérêt d'un syndicat professionnel qui est sorti ainsi des limites légales de son fonctionnement et de ses attributions, caractérise nettement le délit réprimé par l'article 9 de la loi du 21 mars 1884; qu'à cet égard la répression prononcée par les premiers juges est justifiée;

En ce qui concerne les réparations allouées à la partie civile;

Attendu que les dommages-intérêts accordés par le tribunal sont suffisants, sous

la forme du moins d'une allocation pécuniaire, mais qu'il convient, à raison du préjudice causé, d'en augmenter l'étendue en adjoignant à ladite allocation les entiers dépens de première instance et d'appel;

Sur les mesures accessoires se rattachant auxdites réparations :

Attendu que le tribunal a ordonné la fermeture du salon ouvert et exploité contrairement à la loi, que ces prévenus protestent contre cette mesure, en prétendant que cet établissement fonctionnerait actuellement sous le couvert d'une société coopérative régulièrement constituée;

Attendu que la Cour n'a point, dans le présent procès à apprécier et à juger la régularité de la formation de ladite société qui ne se serait d'ailleurs constituée que postérieurement à l'introduction de la poursuite; qu'il suffit de constater que l'exploitation du fonds de commerce précité effectuée par le syndicat des ouvriers coiffeurs, sous l'apparente gérance de Chalbos, a eu un caractère illicite; que ce syndicat ou son prête nom n'ont donc pu régulièrement céder ce qu'ils n'ont pas régulièrement possédé; que la fermeture dudit établissement s'impose donc comme une sanction nécessaire de la déclaration de l'illégalité de l'exploitation susvisée; mais qu'il n'y a pas lieu d'ajouter à cette mesure que la partie civile aura à faire exécuter par toutes voies de droit, l'astreinte pénale édictée par le tribunal et que la partie civile elle-même n'avait point sollicitée en première instance; que de même se trouve réservée la question de savoir si la société coopérative pourra régulièrement exploiter un établissement similaire de celui dont la fermeture est ordonnée, en traitant à nouveau avec le propriétaire du local; que la sanction prononcée par le présent arrêt s'applique uniquement à l'établissement dont la création et le fonctionnement illicites sont proclamés par cette décision;

Attendu que le jugement ne saurait être maintenu en ce qu'il a déclaré Villa et Landrau pères civilement responsables des condamnations pécuniaires encourues par leurs fils mineurs, qu'aux termes de l'article 1384 du Code civil, cette responsabilité n'existe que lorsque les enfants mineurs sont placés sous la garde de leurs parents et habitent avec eux; que tel n'est point le cas de Villa et Landrau pères;

Par ces motifs,

La Cour,

Où M. le conseiller rapporteur, les prévenus Cazalis, Vayer et Landrau, l'avocat et l'avoué de la partie civile, l'avocat des prévenus et le ministère public, statuant sur les appels relevés par la partie civile et les prévenus du jugement rendu le 27 janvier 1909 par le tribunal correctionnel de Nîmes et y ayant tel égard que de droit, et ce contradictoirement envers Cazalis (Jules), Vayer (Aimé) et Landrau (Charles) et par défaut contre les autres prévenus ainsi que contre Landrau et Villa pères, confirme le jugement entrepris en ce qui concerne la déclaration de culpabilité prononcée contre tous les prévenus et la répression qui leur a été infligée;

Déclare recevable et justifiée l'action à fins civiles intentée par le sieur Nollac ès qualités; maintient la condamnation à 200 francs de dommages-intérêts prononcée solidairement contre tous les prévenus au profit de la partie civile; maintient également la disposition relative à la fermeture du salon de coiffure situé Grand-Rue, n° 4, à Nîmes, illégalement créé et exploité par le syndicat des ouvriers coiffeurs, mais supprime l'astreinte pénale énoncée dans le jugement; décharge Landrau et Villa pères des condamnations pécuniaires prononcées contre eux; dit que la partie civile tenue des frais de première instance et d'appel...

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juillet 1909 ⁽¹⁾. — Le marché du travail a encore continué à se maintenir à peu près en août. On ne signale de baisse sensible dans aucune industrie.

27 journées de travail dans le bassin houillier de la Ruhr ; mais le débit calculé par jour de travail a été inférieur à celui du mois précédent ; l'équilibre des offres et des demandes de travail s'est maintenu. Pas de changement dans les mines de charbon de la Haute-Silésie : offre insuffisante de travailleurs nationaux, mais compensée par l'offre de la main-d'œuvre étrangère. Dans quelques mines de lignites, il y a eu insuffisance de travailleurs occupés aux travaux des champs. Dans la Haute-Silésie il y a eu insuffisamment de main-d'œuvre nationale pour la production du fer brut, alors que dans l'ouest de l'Allemagne il y avait surabondance de main-d'œuvre dans cette industrie.

Pas de changement dans les aciéries et les lamineries, ni dans l'industrie électrique. Reprise dans la construction des machines. L'activité augmente dans le bâtiment.

Placement en juillet 1909 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à juillet 1908 a augmenté de 28,000, celui des emplois vacants de 4,000, et celui des places procurées de 5,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 663 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de juin :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Juillet 1909 (pour 663 bureaux).....	305,000	183,000	137,000
Juin 1909 (— 671 —).....	311,000	191,000	141,000

Grèves et lock-outs pendant le 2^e trimestre de 1909 ⁽¹⁾. — 527 grèves se sont terminées pendant le 2^e trimestre de 1909. Le nombre des réussites est de 87 ; celui des transactions de 206 ; celui des échecs de 234. Le total des nombres maxima d'ouvriers simultanément en grève dans chaque grève est de 31,449, celui des chômeurs forcés de 3,228. Les industries où le plus grand nombre de grèves ont été terminées dans le trimestre sont : le bâtiment (255 grèves avec 13,089 grévistes et 835 chômeurs forcés : 57 réussites, 112 transactions, 86 échecs) ; le travail du bois (51 grèves avec 1,722 grévistes et 62 chômeurs forcés : 6 réussites, 17 transactions, 28 échecs) ; la construction des machines (14 grèves avec 519 grévistes et 905 chômeurs forcés : 1 réussite, 4 transactions, 9 échecs) ; le vêtement

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, août 1909.

(33 grèves avec 3,562 grévistes et 77 chômeurs forcés : 5 réussites, 17 transactions, 11 échecs); la métallurgie (35 grèves avec 1,857 grévistes et 198 chômeurs forcés : 2 réussites, 9 transactions, 24 échecs); l'industrie des pierres et des terres (36 grèves avec 2,701 grévistes et 154 chômeurs forcés : 2 réussites, 9 transactions, 25 échecs); le cuir (18 grèves avec 1,067 grévistes : 2 réussites, 4 transactions, 12 échecs); le textile (17 grèves avec 2,709 grévistes et 737 chômeurs forcés : 1 réussite, 6 transactions, 10 échecs).

Le nombre des lock-outs terminés pendant le 2^e trimestre 1909 est de 31. Le total des chiffres maxima d'ouvriers exclus simultanément dans chacun de ces lock-outs est de 1,851; celui des chômeurs forcés, de 22. Il y a eu, au cours du trimestre, 10 lock-outs terminés dans l'industrie du bois (2 réussites, 7 transactions, 1 échec); 5 dans la construction des machines (2 réussites, 3 transactions), etc. Nombre total des réussites : 10; des transactions : 16; des échecs : 5.

AUTRICHE.

Placement en juillet 1909⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 837 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (—) par rapport au mois précédent du nombre des					
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.	placements.	p. 100.
Hommes	34,438	53,525	23,185	— 1,328	3.7	— 830	1.5	— 774	3.2
Femmes	24,012	24,566	13,590	— 6,373	21.0	— 3,069	11.1	— 3,114	18.6
ENSEMBLE . .	58,450	78,091	36,775	— 7,701	11.6	— 3,899	4.8	— 3,888	9.6

Grèves en juillet 1909⁽²⁾. — 55 nouvelles grèves, avec 5,067 grévistes. C'est dans la Basse-Autriche, en Bohême et en Moravie, pour les mines (5), l'industrie des pierres et du verre (5), le bâtiment (8), le textile (13), le vêtement (2), la métallurgie (4), le cuir (5), la construction de machines (3) et le travail du bois et du caoutchouc (5) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 7 succès, 18 transactions, 15 échecs, 15 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 39 cas; durée du travail et insuffisance du salaire : 8 cas; divers, 8 cas.

1 lock-out, en Basse-Autriche, dans la construction des machines.

BELGIQUE.

Revue du travail en juillet 1909⁽²⁾. — 19 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de juillet 1909.

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, août 1909.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 15 août 1909.

Pour 1,866 offres d'emploi, il y a eu 3,361 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 180 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 178 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en juillet, elle était de 208 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc une situation équivalente à celle du mois précédent, mais le rapport entre les demandes et les offres d'emploi est sensiblement plus favorable que l'an passé à même époque.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 197 unions professionnelles ouvrières, groupant 46,336 et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de juillet, 1,257 chômeurs, soit une proportion de 2.7 p. 100 (contre 2.6 p. 100 le mois dernier). En juillet 1908, la proportion des chômeurs était de 4.7 p. 100.

Les données de source syndicale s'accordent donc avec celles des bourses du travail pour représenter la situation comme à peu près équivalente à celle du mois précédent, et sensiblement meilleure que celle de juillet 1908.

Grèves en juillet 1909 ⁽¹⁾. — 9 grèves nouvelles et 1 lock-out, intéressant 690 grévistes et 124 chômeurs forcés ont été signalés à l'Office du travail belge pendant le mois de juillet 1909. De plus, 6 grèves et 1 autre lock-out, déclarés antérieurement et intéressant 348 grévistes et 2,925 chômeurs forcés, ont encore été continués pendant le même mois.

Les 10 nouveaux conflits affectaient respectivement les industries ci-après : textiles (4 grèves), bois (2 grèves et 1 lock-out), charbonnages (2 grèves), chapellerie (1 grève).

Causes : demandes d'augmentation de salaires, 4 grèves et 1 lock-out; refus d'accepter une diminution de salaire, 1 grève; protestation contre le régime des amendes, 1 grève; réintégration d'ouvriers congédiés, 1 grève; renvoi d'un ouvrier non syndiqué et solidarité avec les ouvriers en grève dans un établissement voisin, 1 grève.

Des 9 grèves dont l'issue a été signalée depuis le dernier relevé mensuel, une seule, intéressant 9 grévistes, a réussi. Une autre, intéressant 170 grévistes, a été transformée en un lock-out général; 7, avec 550 grévistes, ont échoué et leur échec a été accompagné, dans 2 cas, de renvois définitifs d'ouvriers (25 au total). Un lock-out d'établissement (94 ouvriers) a été terminé, après neuf jours, par un arrangement transactionnel.

Les subventions de l'État, des communes et des provinces en vue de développer l'assurance-chômage, en 1908. ⁽²⁾ — Depuis que la ville de Gand a, en 1901, institué un fonds spécial destiné à favoriser l'assurance contre le chômage, plusieurs centres industriels importants et diverses provinces ont imité cet exemple. Le nombre des fonds communaux fonctionnant d'après le système gantois, qui n'était que de 2 en 1901, passait à 12 en 1904 et à 19 en 1908, celui des fonds provinciaux s'élevait à 2 en 1905 et à 4 en 1908. Au cours de cette der-

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 31 août 1909.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 15 juillet 1909.

nière année, 16 fonds communaux englobant 35 communes et 6 fonds provinciaux ont effectivement fonctionné (ces 35 communes groupent 1,732,000 habitants, dont 207,000 ouvriers).

Le *Bulletin* de janvier 1908, en analysant les résultats obtenus de 1901 à 1906, a exposé le mode de fonctionnement de ces fonds et énuméré les diverses sortes de subventions accordées par les communes : il suffit donc de résumer ici les résultats statistiques afférents à 1908.

I. FONDS COMMUNAUX.

A. *Subventions de l'État.* — Le crédit ouvert au Ministère de l'industrie et du travail pour subventions aux bureaux de placement et aux fonds de chômage a été porté de 10,000 francs en 1907 à 20,000 francs en 1908. Sur ce total, une somme de 11,506 francs a été attribué aux fonds de chômage et aux unions professionnelles possédant un règlement spécial pour l'allocation de secours en cas de chômage involontaire et tenant une comptabilité distincte, savoir :

1° Subsidés aux Fonds communaux de chômage.....	2,195 ^f 00 ^c
2° Subsidés aux caisses affiliées aux Fonds communaux de chômage (164 caisses ayant adressé une demande régulière au Ministère de l'industrie et du travail, et ayant distribué 132,269 fr. 71 d'indemnités à 9,801 chômeurs, pour 111,611 1/2 journées de chômage).....	7,890 00
3° Subsidés aux caisses des unions professionnelles reconnues non affiliées à un Fonds communal (52 unions ayant adressé une demande régulière et ayant distribué 17,931 fr. 31 d'indemnités à 1,777 chômeurs, pour 17,104 journées de chômage).....	1,421 00
TOTAL.....	<u>11,506 00</u>

B. *Activité des fonds.* — Le tableau suivant permet de comparer, pour 1907 et 1908, la répartition des crédits selon les divers titres énumérés ci-dessous :

ANNÉES.	NOMBRE de com- munes.	INDEMNITÉS accordées par les syndicats.	CRÉDITS alloués.	SUBVENTIONS DES FONDS ACCORDÉES					FRAIS d'admi- nistration.	TOTAL des dépenses.
				à des syndiqués.	à des épar- gnants indi- viduels.	à des épar- gnants en collecti- vité.	à des chô- meurs isolés.	à des syn- dicats.		
1907...	27	159,957 ^f	101,366 ^f	75,199 ^f	245 ^f	2,444 ^f	2,538 ^f	#	10,373 ^f	89,799 ^f
1908...	32	305,763	155,945	130,896	964	1,350	1,757	#	14,797	149,766

Le total des crédits alloués par les communes de 1901 à 1908 s'élève à 583,000 francs ; sur ce total 434,032 francs ont été versés en subventions (74.4 p. 100), 55,212 en frais de gestion (9.4 p. 100), soit ensemble 489,244 francs ou 83.9 p. 100 des crédits votés.

Les 434,032 francs payés en cotisations, pendant cette période, ont été absorbés comme suit :

405,555 francs, soit 93.5 p. 100 pour majorations de secours aux chômeurs syndiqués ;

13,903 francs, soit 3.2 p. 100 pour majorations de retraits d'épargne collective ;

1,438 francs, soit 0.3 p. 100 pour majorations de retraits d'épargne individuelle;

4,000 francs, soit 0.9 p. 100 pour allocations à des syndicats;

9,135 francs, soit 2.1 p. 100 pour secours à des chômeurs isolés.

a) *Majoration des fonds.* — Cette forme d'intervention semble absorber, d'une façon de plus en plus exclusive, l'activité des fonds de chômage.

Dans 32 communes, le total des indemnités payées par les 346 syndicats affiliés s'est élevé, en 1908, à 305,763 francs, répartis entre 17,348 bénéficiaires pour 207,107 journées de chômage. Les subventions se sont élevées à 130,896 francs. Par rapport à 1907, les indemnités ont augmenté de 91 p. 100, les subventions de 76 p. 100; le nombre de chômeurs indemnisés s'est accru de 78 p. 100 et celui des chômeurs considérés de 83 p. 100.

Cette augmentation est due surtout à la dépression du marché, au nombre plus grand des caisses de chômage affiliées aux fonds communaux, comme aussi à l'organisation de plus en plus parfaite des caisses syndicales qui leur a permis de résister plus longtemps que les années précédentes.

En moyenne, sur 100 francs d'indemnité reçus par les chômeurs, les syndicats en ont versé 70 et les fonds de chômage 30. Le nombre des syndicats affiliés a passé de 284 en 1907 à 346 en 1908. On en compte 58 dans le bois, 48 dans le livre, 45 dans le bâtiment, 30 dans les métaux, 22 dans les cuirs, 25 dans les textiles, etc.

La moyenne des indemnités payées par les associations a été de 17 fr. 62 par chômeur (16 fr. 40 en 1907) et celles des majorations accordées par les Fonds, de 7 fr. 55 (7 fr. 60 en 1907). En sorte que chaque chômeur a reçu en moyenne une somme globale de 25 fr. 17 (24 francs en 1907).

D'autre part, l'indemnité journalière moyenne s'est élevée à 2 fr. 10 (2 fr. 05 en 1907), se décomposant comme suit : 1 fr. 47 par les caisses syndicales (1 fr. 40 en 1907) et 0 fr. 63 par les Fonds (0 fr. 65 en 1907).

L'augmentation moyenne en 1908 ressort à 1 fr. 17 pour l'indemnité moyenne totale touchée par chaque syndiqué et de 0 fr. 05 sur l'indemnité moyenne journalière. Ce progrès est dû tout entier à l'action des caisses de chômage.

b) *Subventions aux chômeurs épargnants individuels.* — Ce système n'a pris aucun développement. 4 fonds, groupant 19 communes ont accordé 964 francs de subvention à 53 bénéficiaires pour 635 journées, et pour des retraits se montant à 1,720 francs.

c) *Subventions aux retraits d'épargne collectifs.* — En 1907, le fonds de Gand seul avait pratiqué ce mode d'intervention et avait distribué 2,444 francs à 136 chômeurs pour 3,351 journées de chômage.

En 1908, 3 autres fonds groupant 17 communes ont accordé 1,350 francs seulement à 107 bénéficiaires pour 1,706 journées chômées.

Cette réduction vient de ce que le comité du fonds gantois ayant découvert des négligences graves dans le contrôle exercé par une société d'épargne ordonna une vérification sévère des chiffres produits : il en résultait une diminution notable des déclarations de chômage de la part des membres de la société et le fonds ne distribua en tout que 929 francs. D'une façon générale, la pratique de l'épargne collective en vue du chômage n'est pas en progrès.

d) *Subventions aux chômeurs isolés.* — 1 seul fond a accordé, en 1908, des secours aux chômeurs isolés. — (1,757 fr.).

e) *Subventions directes aux syndicats.* — Aucun fonds n'a attribué directement des subsides aux caisses de chômage syndicales.

f) *Secours extraordinaires.* — Le conseil communal d'Anvers a, à plusieurs

reprises, voté des crédits extraordinaires s'élevant ensemble à 180,000 francs. Sur cette somme 64,520 francs ont été attribués aux chômeurs prévoyants par l'entremise du fonds de chômage.

II. FONDS PROVINCIAUX.

6 provinces ont institué des crédits en vue de développer l'assurance-chômage.

La province d'*Anvers* a réparti une somme de 2,500 francs entre 64 associations ayant une caisse de chômage, pour les aider à couvrir leurs frais de premier établissement.

Le Conseil provincial du *Brabant* a élevé le crédit en faveur des communes qui soutiennent les caisses de chômage involontaire, de 2,000 à 10,000 francs.

Pour la répartition il est seulement tenu compte de la somme distribuée par la commune aux caisses de chômage. Le crédit a été réparti entre 16 communes.

Dans la *Flandre orientale* le barème pour la répartition a été légèrement modifié en ce qui concerne les œuvres particulières, affiliées ou non à une institution officielle de prévoyance contre le chômage involontaire. Les frais d'administration ont été exclus pour le calcul de subventions, mais, par compensation, la valeur du point pour les indemnités payées a été majorée.

La Députation permanente a réparti une somme de 3,840 fr. 90.

Au budget du *Hainaut* figurait, pour 1908, un crédit de 10,000 francs pour la prévoyance-chômage (7,000 pour subventions; 3,000 francs pour primes de premier établissement). Sur ce crédit il a été dépensé 6,528 fr. 90 pour majorations à 16 caisses de chômage, et 2,900 francs à titre de subsides de premier établissement.

La Députation permanente de la province de *Liège* a réparti deux crédits :

a) Un crédit ordinaire de 12,000 francs entre les caisses de chômage involontaire comptant au moins une année d'existence;

b) Un crédit extraordinaire de 10,000 francs entre les caisses de chômage de quelques syndicats particulièrement éprouvés par la crise.

Ces deux crédits ont été entièrement épuisés.

La province de *Namur* a accordé un subside de 235 fr. 50 à l'Association libre des typographes de Namur.

Dans l'ensemble, l'activité des 6 fonds provinciaux s'établit comme suit : sommes votées, 48,575 francs; sommes attribuées, 45,103 francs.

Loi du 20 août 1909 sur l'emploi de la céruse. — La question de l'interdiction de l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture est pendante devant le Parlement belge depuis le 26 novembre 1903. Elle vient d'être résolue par la loi du 20 août 1909 qui interdit la vente, le transport et l'emploi de la céruse destinée aux travaux de peinture, mais seulement sous la forme de poudre, de morceaux ou de pains. L'interdiction ci-dessus peut d'ailleurs être levée par arrêté royal lorsque la céruse est destinée à d'autres usages. Par contre, elle peut être étendue à d'autres produits plombiques utilisés dans les travaux de peinture sous la forme de poudre, de morceaux ou de pains.

La céruse destinée aux travaux de peinture ne peut être vendue, transportée et employée que sous forme de pâte broyée et malaxée au moyen d'huile. Le travail à sec au grattoir et le ponçage à sec des surfaces enduites au blanc de céruse sont interdits.

Les infractions à la loi sont punies d'une amende de 26 à 100 francs et au cas de récidive de 100 à 1,000 francs. Elles sont constatées par les inspecteurs du travail.

La loi entre en vigueur un an après sa publication.

CANADA.

Revue du travail en juillet 1909 ⁽¹⁾. — Les récoltes ayant été excellentes, la demande d'hommes pour aider à la moisson a été très grande. La construction des chemins de fer est très active. La pêche est tranquille, sauf celle du saumon qui s'annonce très bonne. Dans l'ensemble, la situation, moins bonne qu'à pareille époque en 1907, est meilleure qu'un an auparavant.

Grèves en juillet 1909 ⁽¹⁾. — 15 grèves ont été signalées en juillet entraînant la perte de 118,740 journées de travail.

Les grèves nouvelles ont éclaté dans les mines (2), dans le vêtement (1), dans le bâtiment (1), dans les métaux (1), dans l'alimentation (1), dans les transports (1), chez les journaliers (2), et ont eu pour cause : 5, une demande d'augmentation de salaire; 1, une demande de diminution d'heures de travail; 1, une opposition à une nouvelle méthode de paiement; 2, la reconnaissance d'un syndicat.

Résultats des grèves terminées : 4 transactions, 5 échecs, 1 résultat inconnu.

DANEMARK.

L'inspection des fabriques en 1907-1908 ⁽²⁾. — A la fin de 1906, les inspecteurs des fabriques étaient chargés, tant pour l'application des lois sur le travail que pour la surveillance des machines et des boulangeries, de l'inspection de 11,765 ateliers permanents et de 1,786 ateliers ambulants (machines mobiles). Ces 13,551 ateliers se décomposaient en 8,587 établissements industriels, 2,349 laiteries et autres établissements agricoles, 829 autres installations non industrielles et 1,786 machines mobiles.

Sur les 8,587 établissements industriels avec environ 111,000 ouvriers, 4,383 avec environ 102,100 ouvriers étaient à la fin de 1907 soumis aux lois sur le travail, 2,125 avec environ 3,650 ouvriers étaient inspectés au seul point de vue de la surveillance des machines, 340 avec 1,520 ouvriers au point de vue de la surveillance des machines ainsi qu'à celle des boulangeries, et 1,739 avec environ 4,000 ouvriers au point de vue de la surveillance des boulangeries seulement.

Quant aux 2,349 laiteries et autres établissements agricoles, ils comprenaient 1,610 établissements employant la vapeur avec un total de 10,158 chevaux-vapeur et 739 établissements employant d'autres forces motrices (pétrole, électricité, gaz, vent, eau, etc.) avec un total de 3,645 chevaux-vapeur.

Les autres établissements soumis au contrôle de l'inspection comprenaient 524 monte-charges, pompes à eau, élévateurs, etc., 305 ascenseurs, 1,396 ma-

⁽¹⁾ *Gazette du travail*, août 1909.

⁽²⁾ D'après le *Beretning om Arbejds- og Fabriktilsynets Virksomhed i Finansåret 1907-1908*; Copenhague, 1908.

chines mobiles mues à la vapeur, 231 machines mobiles mues au pétrole et 159 machines mobiles actionnées par d'autres procédés.

Du 1^{er} avril 1907 au 31 mars 1908, le service de l'inspection a procédé à 18,407 visites. Il a eu à donner son approbation aux plans qui lui ont été soumis pour la construction de 46 établissements.

La durée du travail des enfants est fixée à 4 heures et demie, mais 75 dispenses ont été accordées, dont 24 pour le semestre d'hiver et 51 pour toute l'année.

Le bureau municipal de placement de Copenhague ⁽¹⁾. — Le bureau municipal de placement gratuit de Copenhague fonctionne depuis le mois de juillet 1900, il est placé sous le contrôle d'un conseil de direction composé de 11 membres : un président choisi dans son sein par l'administration municipale, deux membres élus par le conseil municipal, quatre membres élus par l'association des employeurs et patrons danois et quatre membres élus par la fédération des syndicats ouvriers du Danemark. Le directeur de bureau est nommé ou congédié par l'administration municipale sur la proposition du conseil de direction.

Le bureau, qui est divisé en deux sections, l'une pour les hommes et l'autre pour les femmes, est ouvert tous les jours de 9 heures à 1 heure et de 4 à 7 heures. Les personnes qui sont à la recherche d'ouvriers peuvent s'adresser au bureau, soit par écrit, soit par téléphone; celles qui désirent trouver du travail, doivent se présenter personnellement et sont placées suivant l'ordre de leur inscription. Un travailleur qui a cherché de l'ouvrage sans y réussir par l'intermédiaire du bureau, peut obtenir un certificat pour le constater, sur la requête d'une institution de bienfaisance publique ou privée.

Le bureau de placement municipal de Copenhague a donné rapidement des résultats satisfaisants et, depuis sa fondation jusqu'à la fin de 1908, soit pendant une période de 7 ans et demi, il a pu procurer du travail à plus de 210,000 personnes, ce qui constitue une proportion importante, étant donné que, dans l'étendue de la circonscription administrative où s'exerçait cette institution, la population totale a, durant la même période, oscillé entre 378,000 et 426,000 habitants.

Le rapport que vient de publier l'administration du bureau de placement pour 1908 permet de constater l'activité bienfaisante exercée par cette institution, malgré les difficultés qu'elle a rencontrées dans la dépression générale du commerce et de l'industrie. Les résultats sont, en raison même de cette situation, très inférieurs à ceux de l'année 1907 qui avaient été, pour le Danemark, particulièrement prospères et les ouvriers hommes ont particulièrement souffert du manque de travail; le bureau a réussi à en placer 13,949 contre 19,032 en 1907, soit une différence en moins d'environ 25 p. 100. Pour l'agriculture, le jardinage, les industries de l'alimentation et du vêtement, les places procurées ont été à peu près égales en nombre à celles de l'année précédente; c'est pour les travaux de terrassements, les industries du bâtiment et du meuble que le recul a été surtout sensible, le chiffre des places procurées s'étant abaissé de plus de 33 p. 100.

Les femmes qui, d'une manière générale semblent d'ailleurs mettre plus à profit les services du bureau municipal, ont été moins éprouvées et le nombre de celles qui ont réussi à trouver du travail a atteint 20,687 contre 21,288 en 1907. La diminution porte surtout sur les laveuses et femmes de journée, au contraire le nombre des domestiques placées accuse une légère augmentation.

⁽¹⁾ D'après un rapport du 4 août 1909 du Ministre de la République française au Danemark, obligeamment communiqué par le Ministère des Affaires étrangères.

ESPAGNE.

Loi du 27 avril 1909 sur les grèves ⁽¹⁾. — Le Parlement espagnol vient d'adopter un projet de loi sur les grèves présenté par le Gouvernement,

La nouvelle loi reconnaît, tant pour les patrons que pour les ouvriers, le droit soit de suspendre le travail, soit de faire grève.

L'exercice du droit de grève est toutefois subordonné aux conditions suivantes : obligation d'annoncer la grève à l'autorité 8 jours à l'avance lorsque la grève doit avoir pour résultat :

1° D'entraver le service de la lumière, de l'eau et des chemins de fer;

2° De priver de soins les malades et assistés d'une ville.

Elle ne peut être déclarée qu'après un préavis de cinq jours quand la suspension du travail peut arrêter le fonctionnement des tramways ou « priver tous les habitants d'une ville de quelque article de consommation générale indispensable ». Dans tous les cas ci-dessus envisagés, le motif de la grève devra être indiqué.

Les associations légalement constituées peuvent former ou soutenir des coalitions, grèves ou lock-outs en se conformant aux dispositions de la loi. Mais aucun membre ne peut être forcé d'y adhérer.

La loi énumère ensuite les pénalités applicables. En particulier, le défaut de déclaration des grèves, dont la déclaration est obligatoire, entraîne pour les chefs et moteurs la peine de l'arrêt majeur.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en juillet 1909 ⁽²⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,205 unions groupant 75,555 membres, la moyenne des chômeurs était de 5.7 p. 100 en juillet 1909. Cette moyenne était en juin de 5.3 p. 100 dans 1,507 unions groupant 88,260 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en août 1909 ⁽³⁾. — La situation générale est dans l'ensemble plutôt meilleure qu'en juillet. Toute la métallurgie s'est un peu améliorée. Le ralentissement habituel à pareille époque s'est fait sentir dans le vêtement et dans la typographie.

⁽¹⁾ D'après des renseignements de l'ambassade de France à Madrid, obligeamment communiqués les 13 avril et 3 juin 1909 par le Ministère des Affaires étrangères.

⁽²⁾ *American federationist*, septembre 1909.

⁽³⁾ *Labour gazette*, septembre 1909.

7.7 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 697,268 membres, contre 7.9 à la fin de juillet 1909 et 8.5 à la fin d'août 1908; 5.01 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant 647,801 ouvriers, contre 4.98 en juillet 1909 et 4.93 en août 1908; dans la métallurgie du fer, 293 hauts-fourneaux en marche avec 21,900 ouvriers contre 285 en juillet 1909 et 270 en août 1908.

Grèves en août 1909 ⁽¹⁾. — 39 conflits nouveaux en août 1909 avec 8,393 grévistes contre 41 en juillet 1909 et 16 en août 1908. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en août 1909 est de 32,527 contre 169,390 en juillet 1909 et 24,211 en août 1908. Les 39 conflits nouveaux se répartissent ainsi : mines, 22; textiles, 7; métallurgie, 2; vêtement, 4; autres industries, 4.

Causes : questions de salaire, 28; durée du travail, 2; autres causes, 9.

Sur 38 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 9,125 personnes, il y a eu 5 succès, 15 transactions, 18 échecs. Total des journées de travail perdues : 261,200 contre 936,200 en juillet 1909 et 394,400 en août 1908.

ITALIE.

Grèves et lock-outs en mai 1909 ⁽²⁾. — 250 nouvelles grèves ont été signalées en mai à l'*Office du travail*; 209 de ces conflits intéressaient 69,186 ouvriers. 55 conflits ont éclaté dans l'agriculture, 3 dans les industries extractives, 13 dans la métallurgie, 29 dans le travail des pierres et des terres, 40 dans le bâtiment, 6 dans les produits chimiques, 10 dans le bois, 4 dans les industries polygraphiques, 23 dans les textiles, 2 dans le travail des peaux, 17 dans le vêtement, 29 dans l'alimentation, 11 dans les transports, 8 dans diverses industries.

Causes : questions de salaires, 154; durée du travail, 18; diverses, 49; inconnues, 30.

Résultats : 45 succès, 87 transactions, 77 échecs, 9 résultats inconnus; 33 conflits non terminés.

SUÈDE.

Les organisations ouvrières et patronales et la grève générale d'août-septembre 1909 ⁽³⁾. — A l'occasion de la grève générale le Gouvernement suédois a chargé la division de statistique ouvrière du collège (ministère) du commerce de

⁽¹⁾ *Labour gazette*, septembre 1909.

⁽²⁾ *Bollettino del Ufficio del lavoro*, juillet 1909. — Les chiffres donnés à cette place le mois dernier, sous le titre de *Grèves en mai*, sont, par suite d'une erreur, la reproduction des chiffres donnés dans notre *Bulletin* de juillet et se rapportent, par conséquent, aux grèves d'avril 1909, en Italie.

⁽³⁾ D'après un rapport du 20 août 1909, du Ministre de la République française à Stockholm, obligeamment communiqué par le Ministre des affaires étrangères.

procéder à une étude sur les organisations ouvrières et patronales en Suède, sur les conflits qui se sont antérieurement produits entre patrons et ouvriers, sur les causes directes de la lutte actuelle et sur la situation présente. La note élaborée en conséquence par le collège du commerce eut d'abord un caractère confidentiel, puis le Gouvernement la fit publier dans le *Journal officiel* du 13 août.

Voici les principaux extraits de cette très intéressante étude, d'après la traduction qui en a été faite par la légation française en Suède :

Organisations ouvrières. — En Suède, comme partout ailleurs, le mouvement d'organisation moderne des patrons et ouvriers est de date récente. Ce sont les ouvriers qui, sous l'influence du socialisme, en ont pris l'initiative. Toutefois, ce n'est que vers l'année 1880 que le mouvement syndicaliste a pris un réel essor. A cette époque, en effet, des groupements d'ouvriers de diverses professions se formèrent dans les principaux centres industriels. Les groupements d'ouvriers de même métier qui s'étaient constitués dans différents endroits, sentirent bientôt la nécessité d'entretenir des rapports avec les autres. Peu à peu on voit ainsi s'établir entre ces groupements une collaboration plus durable grâce à la formation de syndicats dont l'importance et l'organisation varient suivant les circonstances. La plupart de ces syndicats s'étant rigoureusement spécialisés, il y avait souvent, dans le même centre industriel, des groupements d'ouvriers appartenant à des syndicats différents; on dut chercher à établir aussi entre ces divers syndicats une collaboration qui permettrait d'agir en bloc contre les patrons. C'est dans ces conditions que fut créée, entre autres, en 1898, la *Landsorganisationen*, à laquelle s'affilièrent la plupart des syndicats.

L'évolution du « particularisme » en « centralisation » n'a évidemment été rendue possible que grâce à ce fait que les unités inférieures, groupements et syndicats respectivement, ont dû renoncer, en partie, à leur souveraineté en faveur des unités supérieures, soit respectivement les syndicats et la *Landsorganisationen*. Mais, jusqu'ici, les tentatives faites en vue de la centralisation n'ont pu aboutir complètement. Les organisations inférieures ont, en effet, même en ce qui concerne l'action à l'égard des tiers, une très grande autonomie qui donne lieu à des tiraillements continuels et rend particulièrement difficile la politique des ouvriers à l'égard des patrons.

Toutefois, la direction centrale du mouvement ouvrier vient d'élaborer un projet de réorganisation et de concentration complète des syndicats ouvriers. Ce projet sera soumis à l'étude préalable du congrès qui se réunira au mois d'octobre prochain et sera vraisemblablement approuvé.

A l'heure actuelle, la *Landsorganisationen* comprend 27 syndicats différents avec, en tout, 2,200 sections locales et 160,000 membres environ. Un certain nombre de syndicats indépendants, comprenant ensemble environ 50,000 membres, sont en étroite collaboration avec la *Landsorganisationen*, bien que cependant ils demeurent, jusqu'à nouvel ordre, en dehors de cette association. Le plus important de ces syndicats est celui des employés de chemins de fer (ch. de fer de l'État et ch. de fer privés) comptant 35,000 membres, et celui des typographes avec 6,000 adhérents. Comme il y a, en outre, plusieurs autres syndicats de moindre importance qui ont conservé leur indépendance à l'égard des doctrines socialistes ou qui leur sont même directement hostiles, on peut évaluer le nombre total des ouvriers syndiqués suédois à 250,000 environ. Ces ouvriers sont presque tous employés dans l'industrie ou dans les différents services de transports (l'exception la plus importante est le syndicat des ouvriers agricoles qui ne compte encore que 7,000 membres); leur nombre s'élève à 50 p. 100 environ de la totalité des ouvriers employés dans ces branches d'activité. Les syndicats ouvriers suédois sont, sans doute, tant en ce qui concerne le nombre de leurs membres que leur puissance générale, les plus forts relativement de toute l'Europe.

Syndicats patronaux. — Les syndicats ouvriers ayant atteint, vers 1895, un développement leur permettant de lutter, en général avec succès, contre les patrons isolés ou contre les groupements locaux de patrons, les patrons, à leur tour, ressentirent le besoin de se réunir pour protéger leurs intérêts. Peu à peu on vit se former ainsi des groupements patronaux isolés comprenant des fabricants pour toutes les branches d'industrie, établis dans diverses régions du pays. Toutefois, ce n'est qu'à la suite de la réaction qu'entraîna la soi-disant grève générale de 1902 (grève organisée pour exercer une pression en vue d'obtenir le

vote du suffrage universel et comprenant 100,000 ouvriers environ, employés chez 2,284 patrons), que le mouvement s'étendit rapidement. C'est ainsi qu'on vit se former, à cette même date, la *Sveriges Verkstadsförening* (Association des patrons d'atelier) qui compte actuellement 175 employeurs et 27,000 employés. La même année se constitua aussi la *Svenska Arbetsgivarföreningen* (Association des employeurs suédois), qui réunit actuellement, par 28 associations industrielles différentes, 1,377 employeurs et 160,000 ouvriers. En 1903, s'établit enfin la *Centrala Arbetsgivarförbundet* (Association centrale des employeurs) à laquelle adhèrent actuellement 2.000 patrons environ, représentant différentes branches de l'industrie du bâtiment, et occupant 45,000 ouvriers environ.

Les associations qui précèdent diffèrent entre elles du tout au tout par leur organisation, par suite des exigences diverses des métiers de toute nature, mais, contrairement à la *Landsorganisationen*, elles sont chacune rigoureusement centralisées : cette centralisation leur donne plus d'unité et leur permet de se mieux préparer à la lutte.

Parmi les autres associations patronales, nous citerons surtout la *Svenska boktryckareföreningen* (Association des imprimeurs suédois); la *Svenska Järnvägarne sarbetsgivarförening* (Association suédoise des employeurs de chemins de fer privés) et enfin la *Svenska Landt Arbetsgivarförbundet* (Association suédoise des employeurs agricoles).

Par suite de la nature spéciale de chacune de ces différentes branches d'activité du travail, ces dernières associations n'ont pas été organisées au même degré que les précédentes pour se défendre contre les ouvriers.

Aperçu de quelques conflits antérieurs entre patrons et ouvriers. — C'est surtout lorsqu'il s'agit de régler, par des contrats collectifs, les conditions du travail (le nombre de ces contrats s'élève actuellement à 2,000 environ, liant 3,000 employeurs environ et 300,000 employés, représentant différentes branches de l'industrie et du commerce ainsi que les communications), que surgissent les difficultés entre syndicats patronaux et ouvriers.

Il va sans dire que le plus avantageux pour les ouvriers a été d'exiger, des patrons, la conclusion d'arrangements locaux, étant donné que la *Landsorganisationen*, lorsqu'elle comprend la totalité de ses membres, peut, s'il éclate des conflits, dans un endroit quelconque, entretenir pendant une durée presque illimitée ceux de ses membres qui sont en grève, alors que les patrons en cause, si la lutte se prolonge, risquent de compromettre l'avenir de leur entreprise. Quant aux syndicats patronaux, il leur est plus avantageux, pour assurer la solidarité de leurs membres, de fixer simultanément et d'après des principes uniformes, les conditions du travail dans tous les centres de tel ou tel métier et ce, quand bien même une lutte éventuelle prendrait une grande extension puisque, dans ce cas, il est à présumer qu'elle sera de plus courte durée.

C'est pour cette raison que les grands syndicats patronaux ont concentré leurs efforts pour obtenir la signature de contrats englobant tous les membres de telle industrie, dans le pays tout entier.

Comme, en outre, les syndicats ouvriers, grâce à leur groupement dans la « *Landsorganisationen* », se sont montrés assez puissants pour s'engager, avec succès, dans une lutte générale s'étendant à toute une industrie, les syndicats patronaux ont cru devoir rédiger les contrats, passés avec leurs ouvriers, de façon à pouvoir, au besoin, en cas de litige dans n'importe quel métier, étendre la lutte à d'autres branches d'industrie. C'est ainsi que, dans ces dernières années, la « *Svenska arbetsgivarföreningen* », la « *Verkstadsföreningen* » et la « *Centrala arbetsgivarförbundet* » ont inséré, dans les contrats collectifs passés avec les ouvriers, une clause stipulant que, même tant qu'un contrat est valide, on pourra déclarer un lock-out (respectivement une grève) par simple solidarité. De cette façon, les syndicats patronaux ont préparé le terrain pour des luttes organisées en grand.

La note mentionne en particulier deux conflits qui se produisirent, l'un dans l'hiver 1906-1907, l'autre au printemps de 1908 et qui faillirent aboutir à un lock-out général. La généralisation du conflit ne fut évitée au printemps de 1908 que grâce à l'intervention d'une commission médiatrice extraordinaire nommée par le Gouvernement et à la pression énergique du Gouvernement et de l'opinion publique. La situation économique de la Suède explique en partie ces conflits :

Le grand développement que l'industrie suédoise a atteint, au cours de ces dernières

années, a été particulièrement propice aux tentatives des ouvriers qui voulaient arriver à une augmentation de salaires (mentionnons, à ce sujet, que de 1897 à 1907 la valeur totale des produits manufacturés et miniers s'est élevé de 750 millions de couronnes à 1 milliard 450 millions et que le nombre des ouvriers qui n'était que de 290,000 est passé à 390,000). La main-d'œuvre a été très demandée, la situation du marché a été favorable et, par conséquent, les ouvriers ont obtenu, en général, à la suite de chaque nouvel accord intervenu avec les patrons, des augmentations sensibles de salaires.

Toutefois, les effets de la dépression générale qui se manifestaient sur le marché du travail, commencèrent aussi à être ressentis en Suède dans le courant de 1908. Les patrons se virent dans l'impossibilité d'accroître le prix de revient de leurs produits par de nouvelles augmentations de salaires. En conséquence, les trois grands syndicats patronaux : la « Svenska Arbetsgälfvareföreningen », la « Verkstadsföreningen » et la « Centrala Arbetsgälfvareförbundet », tombèrent d'accord pour ne plus consentir de nouvelles augmentations de salaires tant que la situation resterait la même.

Or, les masses ouvrières ne se rendant pas compte que celle-ci était changée du tout au tout, leurs syndicats locaux continuèrent à mener, à l'égard des patrons, une politique agressive, et demandèrent des augmentations auxquelles il était impossible de donner suite. Les leaders mêmes des syndicats généraux (englobant tous les syndicats locaux de telle ou telle industrie) ne virent pas assez clairement le risque d'une pareille politique et appuyèrent, dans beaucoup de cas, les exigences plus ou moins outrées des syndicats locaux. La direction centrale ouvrière ou « Landsorganisationen » s'efforça, il est vrai, de modérer les effets de cette politique inopportunistement agressive, mais elle n'était guère à même de remédier à l'état de choses existant, la décentralisation des syndicats ouvriers étant trop forte.

C'est ainsi qu'on vit se produire coup sur coup des conflits menaçant de donner lieu, de la part des associations patronales, à des lock-outs généraux.

Ce n'est qu'à partir du moment où ces conflits menacèrent de se généraliser que la « Landsorganisationen », conformément aux stipulations en vigueur, fut en mesure d'intervenir avec plus d'autorité. Elle se vit, à plusieurs reprises, dans la nécessité de céder en ce qui concernait les réclamations qui, à l'origine, avaient été formulées par les syndicats secondaires, et d'obliger ces syndicats à réduire leurs exigences, ce qu'ils ne firent pas toujours de bonne grâce. De là, une forte tension entre, d'une part, les grandes masses ouvrières habituées à formuler sans cesse de nouvelles réclamations et à les voir aboutir, et, d'autre part, la direction centrale des ouvriers qui, dans certains cas du moins, crut devoir régler sa conduite sur la situation économique profondément modifiée, et qui devait compter, en outre, avec la puissance nouvellement accrue des patrons. Chaque fois que les ouvriers se virent de la sorte obligés de faire des concessions, les masses se montrèrent de plus en plus disposées à briser, par une lutte générale, la résistance des associations patronales. Il est évident qu'en cette circonstance, l'excitation des ouvriers provenait de l'influence des théories — hostiles aux patrons capitalistes — professées par les socialistes.

De leur côté également les patrons opinèrent pour une lutte décisive, seul moyen de mettre un terme aux perpétuelles attaques des ouvriers et de les amener à respecter la puissance des associations patronales.

C'est à la suite de conflits entre patrons et ouvriers de certaines industries : pâte à papier, ponts et chaussées, tailleurs pour hommes, etc., à l'occasion du renouvellement de contrats collectifs, que la lutte se généralisa, malgré les efforts des médiateurs de l'État institués par la loi du 31 décembre 1906 ⁽¹⁾ :

Extension de la lutte. — Pour répondre aux diverses grèves locales la « Svenska Arbetsgälfvareföreningen » avait déclaré dès le 24 mai un lock-out comprenant les ouvriers des maisons de gros de confections pour hommes. Le 5 juillet, la même mesure fut prise contre les ouvriers des maisons de détail de la même spécialité ainsi que pour l'industrie de la pâte à papier. Enfin, le 12 juillet, ce fut le tour des employés des ponts et chaussées. Comme plusieurs de ces conflits menaçaient de se prolonger et que les tentatives de médiation de l'État

⁽¹⁾ *Bulletin*, juillet 1907, p. 707.

avaient été vaines, comme on l'a montré plus haut, la « Svenska arbetsgifvareföreningen » décida d'étendre le lock-out progressivement de façon à englober aussi des branches d'industries autres que celles qui étaient directement attaquées par les ouvriers et d'ouvrir ainsi la lutte contre les ouvriers de toutes les industries de son ressort.

C'est ainsi que le 26 juillet le travail fut interrompu dans les scieries et dans les filatures et que le 2 août suivirent les usines de fer. Les centres industriels auxquels s'étendait à ce moment la lutte comprenaient environ 80,000 ouvriers dont une grande partie toutefois ne faisait partie d'aucun syndicat.

Quoi qu'il en fut, la « Landsorganisationen » ne crut pas devoir faire les concessions — relativement minimes — qui étaient nécessaires à la conclusion de l'accord. Mais, d'un autre côté, elle devait se rendre compte que les ouvriers ne pourraient pas, à la longue, soutenir la lutte sur le terrain choisi par l'« Arbetsgifvareföreningen ». Cette dernière, en effet, outre les professions directement en cause, venait de frapper du lock-out précisément les branches d'industrie qui, par suite de la situation du marché, devaient le moins souffrir d'une cessation de production.

En présence d'une défaite qui s'annonçait comme certaine, après une lutte qu'elle n'avait pas voulu éviter à temps, la « Landsorganisationen » décida de prendre elle-même l'offensive. D'après ses propres manifestes, il s'agissait, pour elle, de porter à son adversaire des coups tellement décisifs qu'il hésiterait, à l'avenir, à user du lock-out général.

Estimant qu'il n'était pas suffisant d'attaquer les trois associations patronales qui opéraient de concert, on décida d'entraîner dans la lutte la totalité des ouvriers syndiqués. En s'efforçant de paralyser ainsi l'industrie du pays tout entier on voulait montrer, disait-on, l'effet désastreux des luttes générales inaugurées par les associations patronales, afin d'en prévenir désormais le retour.

On espérait sans doute aussi qu'un déploiement simultané de toutes les forces ouvrières en imposerait tellement à l'opinion publique et aux autorités que celles-ci obligeraient les patrons à faire des concessions qui termineraient la lutte par la victoire des ouvriers.

Le 27 juillet, au lendemain de la première grande extension du lock-out, la *Landsorganisationen* publia sa proclamation de la grève générale du 4 août. Comme, pendant les journées qui précéderent cette date, il fut impossible, malgré toutes les campagnes et celles de la presse en particulier, d'amener un rapprochement quelconque entre les parties, les choses devaient forcément suivre leur cours et amener la lutte générale.

L'appel à la grève pour le 4 août lancé aux ouvriers par la *Landsorganisationen* fut presqu'unaniment écouté : plusieurs syndicats n'appartenant pas à cette institution se joignirent au mouvement ainsi que de nombreux ouvriers non syndiqués.

D'après les renseignements recueillis jusqu'à ce jour, le nombre des grévistes était au 9 août de 285,000 ouvriers environ (dont un quart à peu près non syndiqués). Pour Stockholm seulement, le chiffre était de 42,000. Ajoutons, à titre d'information, que le nombre des ouvriers de l'industrie, des mines, du commerce et des communications est évalué à 460,000 environ, sans compter le personnel des chemins de fer qui comprend 40,000 membres environ. Le nombre total des ouvriers agricoles y compris les enfants au-dessus de quinze ans, restés dans la famille, est estimé à près de 800,000.

La conduite des ouvriers appartenant aux branches d'industrie où la cessation du travail doit, à juste titre, être considérée comme particulièrement dangereuse, pour la société, présente évidemment un intérêt tout spécial. Dans la proclamation relative à la grève générale il était formellement fait exception pour les services d'éclairage, de voirie et d'eau, ainsi que pour les personnes appelées à donner leurs soins aux malades et aux animaux. Néanmoins, les ouvriers des usines communales d'éclairage ont cessé le travail dans plusieurs endroits. Dans beaucoup de villes, on a dû interrompre, pour la même raison, le service des tramways, des fiacres et des bateaux-mouches.

Or, depuis qu'on s'est aperçu que, malgré l'extension relativement considérable de la lutte, tout fonctionnait à peu près d'une façon normale, et que les manifestations de la grève générale n'en imposaient — ainsi qu'on l'avait escompté — ni aux autorités ni à l'opinion publique, on a fait, du côté des travailleurs, les plus grands efforts pour décider les quelques corps d'ouvriers qui jusqu'ici s'étaient abstenus, à participer à la lutte. C'est ainsi qu'à partir du 9 août l'immense majorité des typographes se sont mis en grève, ce qui eut pour résultat d'arrêter le tirage de tous les journaux : seules les communications rédigées par la Direction des grévistes sont autorisées à paraître (la plupart des journaux

« bourgeois » publient toutefois des feuilles volantes). Il est probable que le Syndicat des ouvriers agricoles s'efforcera, dès que les blés seront mûrs, d'établir la grève partout où il compte d'assez nombreux adhérents. Les grévistes exercent une pression toute spéciale sur le Syndicat des employés de chemins de fer qui n'est pas affilié à la *Landsorganisationen* et dont l'adhésion est censée devoir produire le plus grand effet. Comme toutefois le personnel des chemins de fer de l'État est assimilé aux employés d'administration et qu'il a, dans les compagnies privées, une situation à peu près analogue, il n'est guère à craindre que ce personnel prenne dans la grève une part très active et susceptible de compromettre le fonctionnement normal des services.

Grâce à cette raison ainsi qu'aux mesures d'approvisionnement prises avant la grève, la population n'a manqué de rien. Et, même si la lutte se prolongeait, on pourrait, sans doute, se procurer partout, sans difficultés et à des prix à peu près normaux, les provisions les plus nécessaires. Néanmoins, les grévistes qui, en vertu d'une décision spéciale ne recevront pas, tant que durera la lutte, les secours d'usage, en temps de grève, auront probablement à endurer de nombreuses souffrances.

Partout les ouvriers font preuve du calme et de l'ordre les plus exemplaires. La direction de la *Landsorganisationen* n'a pas manqué de saisir toutes les occasions pour insister sur l'importance qu'il y avait pour les ouvriers d'avoir une attitude digne et calme. Les mêmes conseils leur ont été adressés par la presse toute entière, et font également l'objet des discours tenus dans les manifestations ouvrières pendant la grève.

Dès avant la grève, le Ministre de l'Intérieur avait enjoint aux leaders ouvriers de seconder partout l'effort des autorités pour maintenir l'ordre. En conséquence, des corps spéciaux se composant d'ouvriers surveillants, ont été formés dans la plupart des grands centres. Ces ouvriers ont pour mission de diriger et de surveiller leurs camarades quand ceux-ci sont réunis en grand nombre.

En maint endroit, des bourgeois volontaires ont formé des corps de protection, pour assurer à la requête des autorités communales ou de la police, l'exécution de certains travaux de toute nécessité pour la société tels que l'éclairage, la voirie, l'eau, etc.

Dans ce qui précède, il a été mentionné que les trois associations patronales *Svenska Arbetsgivarföreningen*, *Verkstadsföreningen* et *Centrala arbetsgivarförbundet*, ont inséré dans leurs contrats collectifs avec les ouvriers une clause aux termes de laquelle la cessation des travaux est autorisée même pendant la durée du contrat, en vue de rendre possible les grandes luttes en commun. Tant que la grève frappe ces associations patronales, les ouvriers ne font que se servir, par conséquent, d'un droit accordé par le contrat. Mais, pour de nombreuses autres branches d'activité où, par suite de l'extension de la lutte, il y a eu cessation de travail, il a été sous-entendu ou même clairement exprimé dans les contrats collectifs passés entre les patrons et les syndicats ouvriers que, tant qu'ils seraient valides, il ne pourrait être question de cesser le travail. Dans un grand nombre de cas où cette situation existait, les syndicats ouvriers en cause, en écoutant l'appel à la grève de la *Landsorganisationen* ont donc agi en contradiction flagrante avec leurs engagements. De telles violations doivent être considérées comme particulièrement regrettables lorsqu'elles troublent certains services publics et mettent ainsi la Société en péril. Aussi, dans le communiqué officiel du 7 août donnant l'opinion du Gouvernement sur l'état actuel du conflit n'a-t-on pas manqué d'exprimer de vifs regrets au sujet des violations de droit commises et qui doivent forcément diminuer la confiance mutuelle et la foi dans la valeur des contrats. Cela compromet singulièrement, en outre, la question de droit qui traite des contrats.

SUISSE.

Les organisations ouvrières ⁽¹⁾. — Bien que le droit d'association ait été reconnu de très bonne heure aux citoyens suisses et qu'il n'ait pas été nécessaire

⁽¹⁾ D'après un rapport du consul de France à Bâle, obligeamment communiqué par le Ministère des Affaires étrangères.

d'édicter une législation spéciale sur les syndicats professionnels, les sociétés ouvrières n'ont commencé à apparaître qu'assez tard en Suisse, au XIX^e siècle, et ne s'y sont développées que depuis une quinzaine d'années.

Sans vouloir tracer un historique du mouvement ouvrier dans ce pays pendant le siècle écoulé, nous devons en déterminer les origines, qui ne remontent d'ailleurs pas au delà de 1838, date de la création de la société du Grütli.

Société du Grütli. — Cette société, qui a joué un grand rôle dans la vie politique suisse, fut formée à Genève parmi des résidents, en grande majorité ouvriers, de cette ville, tous originaires des cantons démocratiques de la Suisse orientale. Elle emprunte son nom au serment du Grütli dont le docteur Niederer, disciple de Pestalozzi et parrain de la société, invoquait le souvenir lorsque, en s'adressant aux premiers adhérents, il leur disait : « Grütliens, tel doit être votre nom, car je prévois que de cette union fraternelle de Suisses, sans distinction de cantons, il pourra sortir de grandes choses, comme autrefois, du Grütli, a surgi la libre « Suisse ».

Le but de la société était de grouper tous les citoyens animés de sentiments démocratiques dans une action commune contre les partis aristocratiques et conservateurs et la politique particulariste des cantons.

Malgré ces caractères généraux, le Grütli, composé surtout d'éléments ouvriers, a été pendant longtemps la seule association ouvrière, à la fois fortement organisée et largement répandue. En 1848, dix ans après sa création, elle comptait déjà 17 sections et 677 membres. Trois ans après, elle fondait un organe en langue allemande, *der Grütliener*, puis, en 1861, un journal en français, *le Grütli*. A cette époque, le nombre des sections était passé à 100 et celui des membres à 3,500. Entre temps, le siège du comité avait été transféré de Genève à Berne.

La société traversa une crise vers 1868, lorsque, sous les auspices d'agitateurs politiques étrangers, se formèrent d'autres associations ouvrières, parmi lesquelles la célèbre « Association internationale des travailleurs » qui tint, comme on le sait, la plupart de ses congrès en Suisse. Le Grütli refusa d'entrer dans ce groupement à tendances communistes, mais beaucoup de sections, surtout dans la Suisse française, s'y affilièrent, et la contrée du Jura devint même le centre d'une des fédérations les plus actives de l'Internationale (la Fédération jurassienne). Il est vrai que, par suite de discussions entre Karl Marx et Bakounine, l'Internationale ne tarda pas à disparaître.

Le Grütli évolua ensuite lentement vers le socialisme et, après maintes résistances, modifia, en 1892, ses statuts de manière à coopérer avec le parti socialiste suisse qui s'était constitué quelques années auparavant sous l'influence des idées venues d'Allemagne. Il déclarait se proposer désormais pour but « l'accomplissement du progrès politique et social en Suisse sur la base de la démocratie sociale ». Cette détermination semble avoir eu pour effet d'éloigner du Grütli les éléments bourgeois qui en faisaient partie, sans lui attirer pour cela de nouvelles recrues dans la classe ouvrière, qui préférerait la forme syndicale de l'association. En 1890, la société comptait 16,391 membres répartis en 353 sections; en 1903, elle n'avait plus que 8,912 adhérents, et ce nombre tend plutôt à diminuer (8,407 au 31 décembre 1907). Il convient aussi de remarquer que le Grütli n'a jamais trouvé un terrain très favorable dans la Suisse romande. Sur ses 274 sections actuelles, 21 seulement sont de langue française et ne groupent guère plus de 500 membres, alors que, dans le seul canton de Zurich, il y a 40 sections et 1,642 grütliens. La différence des langues a d'ailleurs toujours été, en Suisse, l'obstacle le plus sérieux à la formation d'associations ouvrières générales.

La situation financière des sections du Grütli est, dans l'ensemble, très satisfai-

sante; elle se traduisait, au 31 décembre 1907, par une réserve totale de 207,000 francs. Plusieurs de ces sections possèdent des locaux (Grütliheim), une bibliothèque (40,000 volumes en tout), donnent des cours de langues vivantes, de gymnastique, de tir, de chant et de déclamation. Les sections sont reliées entre elles par une organisation centrale dont le siège change tous les trois ans (il est actuellement à Bienne). La caisse centrale, alimentée notamment par des cotisations annuelles (0 fr. 50 par membre), présente chaque année des excédents qui ont permis à la société de se constituer une fortune de 40,000 francs environ. Il faut encore citer quelques institutions intéressantes créées par le Grütli : une caisse centrale de secours en cas de décès (non obligatoire), des fédérations de gymnastique, de chant et de tir; une imprimerie coopérative dont le bilan atteignit, au 31 décembre 1907, 476,995 francs et l'état de fortune 69,153 francs environ; enfin une librairie, qui a un chiffre

Syndicats professionnels. — Les syndicats professionnels (Gewerkschaften) n'ont pris que lentement racine dans ce pays. Cependant, le développement de la grande industrie en Suisse, en amenant la formation d'un prolétariat ouvrier et la baisse des salaires, détermina vers 1860 la création des premiers syndicats suisses de métier. Les typographes de Berne paraissent avoir commencé le mouvement qui, dans cette corporation, s'étendit assez rapidement; dès 1868, il existait une fédération des typographes suisses qui est encore aujourd'hui la plus puissante de toutes. Puis, gagnés par la propagande de l'Internationale, les tailleurs à Lausanne, les ouvriers du bâtiment à Zurich et à Genève, les tisserands d'Appenzell, les horlogers du Jura, etc., s'associèrent de leur côté. En 1873, année où fut tenté un premier essai de fédération de tous ces corps de métiers, il y avait déjà 36 syndicats comptant 3,400 membres. Depuis lors, et surtout dans ces dernières années, le syndicalisme a fait d'indéniables progrès en Suisse. Des données statistiques complètes n'existent malheureusement pas; toutefois, on peut se rendre compte, jusqu'à un certain point, de l'effectif des ouvriers suisses organisés sur la base du métier et de la situation matérielle de leurs associations.

Il convient de ranger en six catégories les syndicats professionnels suisses :

I. Les syndicats qui sont affiliés au Schweizerischer Gewerkschaftsbund (Fédération suisse des syndicats professionnels) et qui ont par suite adopté le principe de la lutte des classes;

II. Ceux qui, sans faire partie de cette fédération, sont constitués d'après ce même principe;

III. Ceux qui, tout en ayant le caractère de syndicats professionnels, sont plutôt des organisations de secours mutuels que des associations de combat;

IV. Ceux qui s'inspirent du christianisme dans leur action;

V. Ceux qui ont des tendances révolutionnaires et internationalistes;

VI. Ceux qui se forment sous l'inspiration et sont dans la dépendance des patrons.

I. Les syndicats de la première catégorie sont les plus nombreux : 800 environ avec un effectif total de plus de 72,000 membres au 31 décembre 1907. Ces syndicats sont groupés en fédérations professionnelles (Verbände) qui, très spécialisées au début, tendent depuis quelques années à fusionner avec des fédérations de métiers analogues. C'est ainsi que les brasseurs, les tonneliers, les jardiniers et les ouvriers du tabac ont renoncé à leurs petites fédérations respectives pour fonder en

1904 une fédération des ouvriers de l'alimentation et que, en 1908, les cordonniers et selliers, d'une part, les menuisiers, vitriers et sculpteurs de l'autre, ont suivi cet exemple. Parfois aussi, plusieurs fédérations, sans cesser d'exister, s'unissent pour former une fédération générale, comme c'a été le cas en 1908 pour les divers Verbände des industries textiles et horlogères.

Vingt fédérations étaient affiliées au 31 décembre 1907 au Gewerkschaftsbund. Elles étaient d'importance très inégale : 3 seulement avaient plus de 10,000 membres : les métallurgistes (17,824), les horlogers (13,824), les textiles (10,200); 9 avaient plus de 1,000 et moins de 10,000 membres; 7 avaient de 100 à 1,000 membres; 1, moins de 100 membres. Leur fortune est également très variable; les typographes, qui sont les plus riches de beaucoup, avaient, au 31 décembre 1897, 614,888 francs en caisse; les métallurgistes, 130,624 francs; les lithographes, 92,462 francs; les horlogers, 43,554 francs; les textiles, 38,727 francs; les ouvriers de l'alimentation, 28,820 francs; les autres avaient moins de 20,000 francs.

A part la Chambre de travail du canton du Tessin, qui est un groupement local comprenant des ouvriers de diverses professions, toutes les autres sont constituées sur la base du métier.

C'est en 1873 qu'eut lieu un premier essai de coalition des forces ouvrières. Les syndicats formés sous l'influence de l'« Internationale » et les unions politiques d'ouvriers (Arbeitervereine) fondèrent, cette année, dans une conférence tenue à Olten, une fédération ouvrière suisse (Schweizerischer Arbeiterbund). Mais cette fédération, qui prétendait diriger à la fois le mouvement politique et le mouvement syndicaliste parmi les travailleurs, avait conçu un programme trop vaste qu'elle ne put réaliser. Dès 1880, on reconnut la nécessité de donner aux syndicats une organisation centrale distincte.

La Fédération suisse des syndicats professionnels (Gewerkschaftsbund) créée sur la base des principes socialistes eut des débuts très modestes; elle ne comptait, en 1882, un an après son apparition, que 450 membres. Le siège de la direction fut bientôt transféré de Genève à Zurich, ville plus industrielle et mieux placée par conséquent pour être le centre d'un semblable groupement.

La Fédération suisse des syndicats professionnels a fait de notables progrès depuis dix ans comme l'indique le tableau suivant :

	NOMBRE de sections.	NOMBRE de membres.
1898	330	16,470
1902	512	27,097
1906	682	62,387
1907	809	71,404

Les statuts de la Fédération, plusieurs fois révisés, contiennent les principales dispositions suivantes :

Les fédérations affiliées conservent leur autonomie tant pour leur administration intérieure que pour la défense de leurs intérêts professionnels. Au surplus, les cotisations au Gewerkschaftsbund sont très faibles : pour couvrir les frais d'administration, de propagande, de journal, les fédérations devaient payer jusqu'à présent une contribution de 4 centimes par mois pour les hommes et 2 centimes par mois pour les femmes. Mais ces cotisations n'étaient pas intégralement acquittées : en 1907, par exemple, elles n'ont été versées que par 36,186 sociétaires masculins (au lieu de 71,000) et par 2,580 sociétaires féminins (au lieu de 6,800). Afin de parvenir à

établir un budget plus exact, le Congrès de 1908 a décidé de réduire le taux des cotisations respectivement à 3 et 1 centime 1/2.

La Fédération tient un congrès au moins tous les trois ans. Chaque fédération peut se faire représenter par un délégué, les fédérations nombreuses ont droit à un délégué en plus par 1,000 membres ou fraction supérieure à 500 membres. Le Comité fédéral, composé de sept membres, constitue la représentation permanente de la Fédération. Il est nommé par une délégation fédérale (Gewerkschaftsausschuss) qui contrôle l'activité du comité et convoque le congrès. Toutes les fédérations qui acquittent leurs cotisations, ont le droit de nommer un délégué; celles qui ont plus de 5,000 membres en nomment deux, plus de 10,000 membres trois, plus de 15,000 quatre, sans que ce dernier nombre puisse être dépassé.

La Fédération entretient trois sociétaires dont l'un est du sexe féminin et s'occupe surtout des ouvrières. Ils sont appointés en moyenne à 3,000 francs.

En ce qui concerne les grèves, la Fédération a renoncé à les conduire; les statuts reconnaissent que la direction de ces mouvements est du ressort de chaque fédération; le concours du comité fédéral n'est accordé qu'à de multiples conditions dont les principales sont que la grève soit décidée par 90 p. 100 des membres de la fédération ou de la section intéressée, que celle-ci ait duré trois semaines au moins et que le comité fédéral ait voix délibérative dans toutes les décisions à prendre jusqu'à la fin du mouvement. En cas de «lock-out», le comité fédéral est autorisé à prendre des mesures extraordinaires pour secourir les ouvriers congédiés, mais il se réserve alors de pleins pouvoirs pour discuter avec les patrons et les autorités compétentes.

II. En dehors des fédérations affiliées au Gewerkschaftsbund, il en est un certain nombre qui, comme celle-ci, sont constituées sur le terrain de la lutte de classe. Les plus importantes sont :

La Fédération des maçons et manœuvres, fondée en 1897, qui comptait à la fin de 1907, 6,000 membres répartis en 116 sections; la Fédération des peintres et gypsiers, avec 47 sections et 4,000 sociétaires environ, date de 1890; la Fédération des tailleurs, dont certaines des 33 sections remontent à 1866, a été fondée en 1889, elle groupe aujourd'hui 1,900 membres environ.

(A suivre.)

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 14 juillet 1909 sur les dessins et modèles ⁽¹⁾.

ARTICLE 1^{er}. — Tout créateur d'un dessin ou modèle et ses ayants cause ont le droit exclusif d'exploiter, vendre ou faire vendre ce dessin ou modèle, dans les conditions prévues par la présente loi, sans préjudice des droits qu'ils tiendraient d'autres dispositions légales et notamment de la loi des 19-24 juillet 1793, modifiée par la loi du 11 mars 1902.

ART. 3. — Les dessins ou modèles régulièrement déposés jouissent seuls du bénéfice de la présente loi.

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 juillet 1909.

ART. 5. — Le dépôt est effectué, sous peine de nullité, au secrétariat du Conseil de prud'hommes ou, à défaut du Conseil de prud'hommes, au greffe du tribunal de commerce du domicile du déposant.

Lorsque le domicile du déposant est situé hors de France, le dépôt est effectué, sous peine de nullité, au secrétariat du Conseil de prud'hommes du département de la Seine.

La déclaration de chaque dépôt est transcrite sur un registre avec la date, l'heure du dépôt et un numéro d'ordre; un certificat de dépôt reproduisant ces mentions est remis au déposant.

Le dépôt comporte, sous peine de nullité, deux exemplaires identiques d'un spécimen ou d'une représentation de l'objet revendiqué, avec légende explicative, si le déposant le juge nécessaire, le tout contenu dans une boîte hermétiquement fermée et sur laquelle sont apposés le cachet et la signature du déposant, ainsi que le sceau et le visa du secrétariat ou du greffe, de telle sorte qu'on ne puisse l'ouvrir sans faire disparaître ces certifications.

Le même dépôt peut comprendre de 1 à 100 dessins ou modèles qui doivent être numérotés du premier au dernier. Les dessins ou modèles non numérotés ou portant des numéros répétés ou au delà de 100 ne seront pas considérés comme valablement déposés au regard de la présente loi.

ART. 6. — La boîte déposée peut rester au secrétariat ou au greffe pendant une période de cinq années au maximum; aussi longtemps qu'elle y est laissée, le dépôt des objets qu'elle renferme demeure secret.

Le déposant ou ses ayants cause peuvent toujours, dès le début comme au cours de la susdite période, requérir la publicité du dépôt, soit à l'égard de tous les objets compris dans la boîte, soit seulement à l'égard de l'un ou de plusieurs d'entre eux.

Le déposant ou ses ayants droit, lorsqu'ils veulent opposer le dépôt aux tiers, doivent requérir l'ouverture de la boîte scellée, en faire extraire l'objet ou les objets au sujet desquels ils entendent engager une instance judiciaire et demander la publicité du dépôt au regard desdits objets.

ART. 8. — Au moment où les dépôts s'effectuent, il est versé au secrétariat du conseil ou au greffe du tribunal une indemnité de 3 fr. 95 par dépôt, plus 5 centimes par objet déposé. Sont compris dans la susdite indemnité l'allocation prévue par l'article 58 de la loi du 29 mars 1907 et les frais de timbre.

ART. 9. — Lorsque la publicité d'un dépôt ou que son maintien avec ou sans publicité n'ont pas été demandés avant le terme prescrit de cinq années et que, à l'expiration de ce délai, la boîte scellée n'a pas été réclamée, les scellés sont ouverts et les objets renfermés dans la boîte sont transmis aux établissements qui auront été désignés, à cet effet, par décret.

Décret du 29 mai 1909, fixant pour 1910, la quotité des taxes pour la contribution au fonds de garantie en matière d'accidents du travail ⁽¹⁾.

Décret du 1^{er} août 1909, relatif aux déclarations à effectuer en Algérie par les chefs d'établissements industriels et commerciaux en ce qui concerne les accidents survenus à leurs employés et ouvriers ⁽²⁾.

ARTICLE PREMIER. — Les déclarations d'accidents à effectuer en Algérie auprès du juge de paix par les chefs d'établissements industriels ou commerciaux en conformité des dispositions des articles 15 de la loi du 2 novembre 1892, 11 de la loi du 12 juin 1893, et

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 30 mai 1909, p. 5939.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 4 août 1909, p. 8495.

de l'article 5 du décret du 5 janvier 1909, le récépissé de cette déclaration, le procès-verbal du juge de paix, le dépôt du certificat médical, le récépissé de ce dépôt, l'avis du juge de paix au service de l'inspection seront établis conformément aux six modèles annexés au présent décret.

Le certificat médical ne sera exigé des déclarants que pour les accidents ayant occasionné une incapacité de travail de plus de quatre jours. Il devra être déposé, au plus tard, dans les quatre jours qui suivent l'accident.

ART. 2. — Le présent décret entrera en vigueur un mois après sa promulgation.

ART. 3. — Le Ministre du travail et de la prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*, ainsi qu'au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Décret du 8 août 1909, rendant applicable à l'Algérie la loi du 30 avril 1909 relative aux travaux interdits aux enfants et aux femmes employés dans les établissements commerciaux⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — La loi du 30 avril 1909⁽²⁾ est rendue applicable à l'Algérie.

ART. 2. — Le Président du conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, le Ministre du travail et de la prévoyance sociale, le garde des sceaux, Ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*, ainsi qu'au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Décret du 18 août 1909, rendant applicable à l'Algérie le décret du 30 août 1909 modifiant le décret du 28 mars 1902 sur la durée du travail effectif des adultes⁽³⁾.

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 30 avril 1909⁽⁴⁾ modifiant le décret du 28 mars 1902 sur la durée du travail effectif des ouvriers adultes est rendu applicable à l'Algérie.

ART. 2. — Le Président du conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, le Ministre du travail et de la prévoyance sociale, le garde des sceaux, Ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*, ainsi qu'au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Décret du 29 août 1909, rendant exécutoire en Algérie, le premier paragraphe des articles 2 et 3 de la loi du 2 juillet 1890 ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers⁽⁵⁾.

ARTICLE PREMIER. — Le premier paragraphe des articles 2 et 3 de la loi du

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 25 août 1909, p. 8959.

⁽²⁾ Voir le texte de cette loi, *Bull.*, mai 1909, p. 551.

⁽³⁾ *Journal Officiel* du 25 août 1909, p. 8959.

⁽⁴⁾ Voir le texte de ce décret, *Bull.*, mai 1909, p. 567.

⁽⁵⁾ *Journal officiel* du 1^{er} septembre 1909, p. 9150.

2 juillet 1890, modifiée par la loi de finances du 26 décembre 1908⁽²⁾, est rendu exécutoire en Algérie.

ART. 2. — Le Ministre de l'intérieur et des cultes et le Ministre du travail et de la prévoyance sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*, et inséré au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Décrets réorganisant des conseils de prud'hommes.

I. Réorganisation de conseils de prud'hommes avec création de sections du commerce.

Armentières (Nord), 31 juillet 1909 (*Journal officiel* du 4 août 1909, p. 8478).

II. Réorganisation de conseils de prud'hommes sans section du commerce.

Tours, 31 juillet 1909 (*Journal officiel* du 4 août 1909, p. 8479).

Circulaire du 16 mars 1909 du Ministre des travaux publics aux administrateurs des Compagnies de chemins de fer, relative à la suppression du travail de nuit des femmes dans les chemins de fer.

Au cours de la deuxième séance de la Chambre des députés, du 20 novembre 1908, M. Arthur Groussier a appelé mon attention sur la question du travail de nuit du personnel féminin des Compagnies de chemins de fer. Il a rappelé que le travail industriel de nuit des femmes a été interdit par la Convention internationale qu'ont signée, à Berne, le 26 septembre 1906, les représentants de quatorze États, au nombre desquels se trouvait la France. Cette interdiction, en ce qui concerne notre pays, existe du reste depuis le vote de la loi du 2 novembre 1892, dont le champ d'application reste même, sous certains rapports, plus étendu que celui de la législation internationale.

A la vérité, la prohibition ne vise jusqu'ici que le travail industriel proprement dit, c'est-à-dire exécuté dans les usines, manufactures, ateliers, etc..., et ne s'applique pas directement au travail qu'effectuent les femmes chefs de station, etc... Il n'en est pas moins vrai que le service de nuit de ces dernières, même lorsqu'il n'a lieu que par alternance avec un service de jour, présente, au point de vue social et familial, les mêmes inconvénients que le travail de nuit des ouvrières de l'industrie. Il impose, notamment, à l'employée, un surcroît de fatigue disproportionné avec sa constitution physique; il désorganise la vie de famille en empêchant la femme de se consacrer régulièrement aux soins du ménage et de s'occuper de ses enfants.

Aussi, et sans méconnaître les exigences spéciales de l'exploitation des chemins de fer, je

²⁾ Les articles 2 et 3 de la loi du 2 juillet 1890, modifiée par la loi de finances du 26 décembre 1908, sont ainsi conçus :

« ART. 2. — Le contrat de louage d'ouvrage entre les chefs ou directeurs des établissements industriels ou commerciaux, des exploitations agricoles ou forestières et leurs ouvriers, est soumis aux règles du droit commun et peut être constaté dans les formes qu'il convient aux parties contractantes d'adopter.

« Cette nature de contrat est exempte de timbre et d'enregistrement.

« ART. 3. — Toute personne qui engage ses services peut, à l'expiration du contrat, exiger de celui à qui elle les a loués, sous peine de dommages et intérêts, un certificat contenant exclusivement la date de son entrée, celle de sa sortie et l'espèce de travail auquel elle a été employée.

« Ce certificat est exempt de timbre et d'enregistrement. »

Les passages en italiques sont ceux rendus applicables à l'Algérie en vertu du décret du 29 août 1909.

suis persuadé que les grandes Administrations de chemins de fer ne voudront pas, au point de vue du travail féminin, rester en arrière des autres industries.

Je vous prie donc de mettre la question à l'étude et de rechercher les moyens de la résoudre favorablement, au moins d'une façon progressive, et sans que le nombre des emplois réservé au personnel féminin en soit diminué.

Lettre du 27 juillet 1909, adressée par M. le Garde des sceaux, Ministre de la justice, à M. le Président du conseil, Ministre de l'intérieur, sur le régime légal applicable aux unions de syndicats professionnels déclarées en vertu de la loi du 21 mars 1884.

Vous avez bien voulu, le 17 juin dernier, en me communiquant un exemplaire des statuts de la « Fédération des syndicats de défense des intérêts viticoles du Beaujolais », me consulter sur le point de savoir si ce groupement, composé de syndicats régis par la loi du 21 mars 1884, peut invoquer le bénéfice de la loi du 1^{er} juillet 1901 en vue de jouir de la capacité juridique prévue par cette dernière loi et que l'article 5, § 3, de la loi du 21 mars 1884 refuse aux unions de syndicats.

Vous estimez que l'article 21 de la loi de 1901 spécifiant qu'il n'est en rien dérogé aux lois spéciales relatives aux syndicats professionnels, aux sociétés de commerce, etc., il s'ensuit que les unions de syndicats ne peuvent être régies par la loi sur les associations.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je partage cette manière de voir. Les groupements dont il s'agit ayant préféré se constituer sous l'empire de la loi de 1884 ne peuvent être régis que par les principes posés par cette loi. La fédération qu'ils ont formée ne possède donc pas la capacité juridique prévue par la loi de 1901. Il leur est loisible, s'ils veulent l'acquérir, de se constituer en association suivant les conditions prévues par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août suivant.

S'ils préfèrent rester constitués sous la forme de syndicats, plusieurs moyens paraissent d'ailleurs s'offrir à eux pour atteindre le but qu'ils ont visé.

Suivant certains auteurs, une union de syndicats peut recevoir la personnalité civile d'un décret la reconnaissant comme établissement d'utilité publique (Dalloz, Suppl. V^o Travail, n^o 926). Ce serait donc affaire à la Fédération des syndicats du Beaujolais d'examiner si elle doit se pourvoir en ce sens.

D'autre part, les œuvres permises à un syndicat isolé peuvent, en fait, être accomplies par une union, si on prend la précaution de faire intervenir tous les syndicats affiliés. Il a été jugé, en effet, que si une union de syndicats n'a pas le droit d'agir en justice, l'action peut être exercée par tous les syndicats affiliés, et dans ce cas, les syndicats affiliés sont autorisés à agir ensemble par un seul exploit (trib. de Cholet, 12 février 1897, D. P. 1903. 2. 25, et note de M. Planiol).

Enfin, on peut aussi suppléer au défaut de personnalité civile de l'union par la constitution d'un syndicat central auquel sont affiliés, non des syndicats, mais les membres ou même simplement les directeurs des syndicats particuliers, et qui met à la disposition de la fédération sa personnalité de syndicat. Tel est par exemple, le rôle du « Syndicat central agricole », fondé à côté de l'« Union des syndicats agricoles », par la « Société des agriculteurs de France » (Dalloz, Suppl. V^o Travail, n^o 925).

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LES RETRAITES DES EMPLOYÉS ET OUVRIERS DES CHEMINS DE FER.

La Chambre des députés avait adopté, le 14 novembre 1901, une proposition de loi relative à la réglementation du travail des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains et aux conditions de retraite du personnel des chemins de fer français.

Cette proposition, transmise au Sénat le 15 du même mois, fut l'objet de plusieurs rapports de M. Jules Godin ⁽¹⁾. Mais, sur la demande des agents des chemins de fer eux-mêmes et après entente avec les intéressés, le Gouvernement saisit en 1905 la Commission sénatoriale d'une nouvelle proposition qui, laissant de côté la question de la réglementation du travail, s'occupait seulement des retraites. La Commission, après examen de ce texte, proposa de son côté une rédaction à peu près semblable et c'est ce dernier texte qui, adopté avec quelques modifications par le Sénat dans les séances des 18, 25 et 29 juin et des 2, 6, 8 et 9 juillet 1909, devint la loi du 21 juillet 1909 ⁽²⁾.

Sur un certain nombre de points le texte de la Commission différait de celui du Gouvernement.

C'est ainsi que le projet gouvernemental disposait à l'article 2 que le droit à la retraite existerait pour les agents ayant accompli vingt-cinq années d'affiliation et ayant atteint respectivement : 50 ans d'âge, pour les mécaniciens et chauffeurs; 55 ans pour les autres agents du service actif et 60 ans pour le personnel du service sédentaire. La Commission proposait au contraire d'accorder la retraite à 50 ans d'âge aux mécaniciens, chauffeurs et agents des trains et à 55 ans aux autres agents. Le Sénat, dans sa séance du 29 juin 1909, repoussa le texte de la Commission, accordant la retraite à 50 ans aux « agents des trains » par 184 voix contre 79; il repoussa également, dans sa séance du 2 juillet, par 159 contre 126, un amendement de M. Brager de la Ville-Moysan accordant la retraite à 52 ans à cette catégorie d'agents. Dans la même séance le Sénat adopta un amendement de M. Lintilhac accordant la retraite à 55 ans aux agents du service actif autres que les mécaniciens et chauffeurs et à 60 ans aux employés de bureau n'ayant pas passé quinze ans dans le service actif. Il refusa dans la même séance, par 195 voix 95, de prendre en considération un amendement de M. Denoix accordant la retraite à 60 ans aux ouvriers et employés des ateliers.

Dans la séance du 6 juillet, au cours de la discussion de l'article 5, qui règle la question des droits à la retraite pour l'ouvrier ou l'employé quittant le service avant d'avoir atteint l'âge fixé, M. Tournon déposa un amendement tendant à priver du bénéfice de la pension proportionnelle à jouissance différée les agents qui se seraient mis en grève. Cet amendement renvoyé à la Commission, fut combattu à la fois par le Gouvernement et par la Commission et retiré par son auteur. Au cours de la discussion de cet amendement, dans la séance du 8 juillet, M. Barthou, Ministre des travaux publics, fit au sujet du droit de grève des employés de chemins de fer les déclarations suivantes :

⁽¹⁾ V. dans le *Bulletin* de janvier 1909 l'état au 1^{er} janvier 1909 des projets et propositions de loi relatifs aux questions ouvrières et sociales soumis à l'examen du parlement français.

⁽²⁾ V. le texte de la loi dans le *Bulletin* d'août 1909, p. 904.

J'ai indiqué qu'il était impossible d'établir une assimilation absolue entre les ouvriers de l'industrie privée et les ouvriers des compagnies de chemins de fer, le contrat qui lie quelques ouvriers, fussent-ils des centaines et des milliers, à un patron, et le contrat passé entre les compagnies et les 300,000 ouvriers de chemins de fer chargés d'un service public. Mais en ai-je conclu, dans une mesure quelconque, comme l'a dit M. Touron, que les employés de chemins de fer peuvent et doivent être assimilés à des fonctionnaires? Je n'ai absolument rien dit de semblable. . . .

Oui, j'ai dit, j'ai répété, et je ne peux que dire encore, qu'au regard de la loi pénale, au regard de la loi qui interdit les coalitions et les grèves, les ouvriers et employés de chemins de fer se trouvent dans la situation des ouvriers de l'industrie privée. J'ai dit qu'au regard de la loi pénale, les ouvriers et employés de chemins de fer pouvaient user du droit de grève qui ne leur était pas interdit par la loi, mais je me suis bien gardé de dire que la grève n'était susceptible d'entraîner pour eux aucune espèce de responsabilité.

Les compagnies de chemins de fer ont le droit incontestable de remplacer les ouvriers qui se mettent en grève. Est-ce que la loi que vous allez voter, est-ce que les commentaires que je lui ai donnés portent dans une mesure quelconque atteinte à ce droit des compagnies? Assurément non. L'erreur fondamentale de l'amendement de M. Touron est de confondre deux questions bien distinctes, la question disciplinaire, pour laquelle le droit des compagnies reste absolu, et la question des retraites, sur laquelle vous avez à statuer. Eh bien, messieurs, je persiste à penser qu'il est impossible d'attacher à l'exercice d'un droit, qui reste jusqu'à nouvel ordre un droit légal, une sanction administrative comme celle qui consiste dans la suppression de la pension de retraite.

L'ensemble de la proposition de loi fut adopté dans la séance du 9 juillet 1909 par 251 voix contre 7.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Loir-et-Cher. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BLOIS. — (Année 1908.) — Dans la ville et le canton de Blois, il n'y a pas eu de changement dans la *chocolaterie, imprimerie, lithographie et gravure*, dans la *marquetterie, bonneterie et ganterie*; les affaires ont été bonnes dans la *biscuiterie de luxe* et les *modes*. Les *scieries mécaniques* allaient relativement bien. Dans les *bois de pêne* les salaires paraissent avoir légèrement augmenté. Les travaux du *bâtiment* se sont bien maintenus, mais la main-d'œuvre qualifiée fait défaut. Pour la même raison, les *carrières* ont eu de la peine à satisfaire aux demandes. Dans les chaussures l'activité du travail a été sensiblement la même; les salaires ont bénéficié de quelques relèvements nécessaires. La fonderie a conservé la même situation que l'an dernier. Dans la *menuiserie* la situation s'améliore, la production s'écoulant assez facilement; l'outillage est aujourd'hui transformé partout et les bons ouvriers trouvent un salaire rémunérateur. La situation de la *brasserie* est restée la même : bonnes affaires pendant l'été. Dans les *farines et issues*, elle a été au moins aussi bonne que l'année dernière. La fabrique de conserves de Montlévaut ne paraît pas en progrès; une autre se créait aux Noëls.

Canton de Bracieux. — Bonne activité dans la tuilerie, briqueterie et chaux et dans les carrières de pierres.

Canton de Coutres. — La fonderie est toujours active, ainsi que la scierie mécanique, les

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 1^{er} trimestre 1909 et émanent des syndicats patronaux.

tuileries et fours à chaux. La fabrique de conserve augmente d'importance; au moment de la récolte, une centaine d'ouvriers y sont occupés à des prix rémunérateurs.

Canton de Montbrichard. — Les carrières et les fours à chaux sont dans une situation normale, mais celle des tuileries, concurrencées par les grandes usines du Centre, laisse à désirer. La production des conserves est en progrès, et l'agriculture a traversé une assez bonne période.

Canton de Saint-Aignan. — Les tuileries ont suffisamment de travail. Une tuilerie mécanique, à Noyers, va de nouveau reprendre le travail. La bonneterie est toujours prospère : une soixante d'ouvriers et 15 à 20 ouvrières travaillant à domicile, sont occupés par cette industrie à des prix rémunérateurs. Dans l'huilerie, noix de table et tourteaux, les affaires s'étendent : la noix de table occupe pour le triage, pendant 2 mois, 40 ouvrières, au prix de 1 fr. 25 à 1 fr. 75 par jour. Les champignonnières et la minoterie ont une bonne activité.

Canton d'Herbault. — Une nouvelle scierie mécanique a été installée à Onzain. La fabrique de balais est en bonne prospérité, ainsi que la fabrique d'huiles.

Canton de Mer. — Dans le bâtiment, les carrières, la céramique, la tuilerie, briqueterie et chaux, le travail a été actif. Il était très prospère dans la tannerie.

Canton de Marchenoir. — La forêt de ce nom est toujours en pleine activité. Même constatation favorable pour les carrières de Bois-Brûlé et d'Autainville.

Ville et canton de Vendôme. — La tannerie était dans un état stationnaire, dû en grande partie au développement considérable de cette industrie en Amérique, en Angleterre et en Allemagne. La fonderie s'est bien développée depuis un an, sans chômage. L'activité a été calme, mais normale dans les carrières, et prospère et progressivité dans les chaux et briques. De nouvelles fabriques de gants, occupant de nombreuses femmes, ont été installées à Vendôme, ainsi qu'une usine de conserves alimentaires et une autre d'huile de noix. La fabrique de mouleurs sur bois, qui occupe 60 ouvriers et ouvrières, n'avait qu'une marche modérée. Les imprimeries, qui en occupent autant, ont une activité régulière, alimentée par des tirages pour des éditeurs de Paris. La papeterie commençait à se ressentir de la crise industrielle.

Canton de Montoire. — L'état du travail était satisfaisant dans la vannerie et la fabrique de colle de gélatine. Dans la carrière de cailloux les demandes étaient très actives.

Canton de Mondoubleau. — La briqueterie a bien travaillé, moins la tuilerie et peu la chaux. Dans la verrerie, la marche a été normale, et bonne dans le bâtiment.

Canton de Morée. — La fonderie a été très active, et en progression sur l'an dernier. Bonne situation pour la papeterie et la verrerie. La meunerie se ressentait de la surproduction, à cause de la mévente des farines.

Canton de Saint-Amand. — A Prunay, la fabrique de carreaux se maintient bien.

Canton de Selommes. — Le travail était actif dans les carrières, moyen dans le four à chaux, et meilleur dans la menuiserie.

Ville et canton de Romorantin. — L'année 1908 n'a pas été bonne pour l'industrie drapière; un chômage important n'a pu être évité que grâce à de grands sacrifices; les salaires auraient plutôt progressé. Les commandes, dans la boulonnerie, ont été assez nombreuses. Dans l'imprimerie elles ont été régulières. La confection et chemiserie ont été prospères; la lingerie a subi une diminution notable, mais passagère. La fabrique de tan avait encore en magasin des stocks d'écorce assez importants.

Dans les autres cantons de l'arrondissement de Romorantin, on relève l'état de progrès de la fabrique de porcelaine de Menneton-sur-Cher, la disparition, à la Motte-Beuvron, d'une fabrique d'allume-feu; celle qui reste est dans une situation satisfaisante. La fabrique d'agglomérés de Salbris serait arrêtée dans son développement à cause des inventions nouvelles de transports et de chauffage, qui modifient les usages. L'industrie de la résine, qui est encore dans la période d'essai, ne semble pas répondre complètement à ce qu'on en attendait : les sapins sont généralement plus petits et plus serrés que dans les Landes et donnent moins de résine; la main-d'œuvre fait défaut.

Loire. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-ÉTIENNE. — (Année 1907.)⁽²⁾ — Dans la

⁽²⁾ Le précédent compte-rendu, paru dans le *Bulletin* de septembre 1908, se rapportait à l'année 1906 et non 1907, comme il a été imprimé par erreur.

rubannerie, les rubans de soie pure et les rubans de velours ont le plus bénéficié des faveurs de la mode. Les salaires ont été très élevés pendant les huit premiers mois, mais ils ont baissé presque subitement pour tomber à des cours qui n'avaient jamais encore été cités. Le nombre des métiers à rubans actionnés par la Compagnie électrique de la Loire s'élevait, au 31 décembre 1907, à 11,614; celui des moteurs dans les industries diverses était de 934; la force totale était de 5.000 chevaux.

Le mouvement des soies, schappes et cotons de Saint-Étienne s'est élevé à 1,112,636 kilogrammes (733,094 kilogrammes d'ouvrées et 379,542 kilogrammes de grèges), contre 1,167,427 kilogrammes en 1906 (ouvrées 807,352 kilogrammes, grèges 360,095 kilogrammes). La diminution porte exclusivement sur les ouvrées.

Dans le moulinage de la soie, les affaires ont été très actives en 1907, et ont atteint un chiffre approximatif supérieur à ceux constatés depuis longtemps. L'exportation serait évaluée au quart ou au tiers de la production totale. Les prix d'ouvrages ont doublé pour tous les articles par rapport à ceux de 1906 (2 fr. 25 à 2 fr. 50 en 1906; jusqu'à 6 francs en 1907); mais cette hausse ne s'est pas maintenue au début de 1908. L'augmentation des salaires qui avait été de 25 à 30 p. 100 en 1906 s'est maintenue en 1907. Dans les régions montagneuses la main-d'œuvre manque. Toutes les usines ne disposent que de la moitié, du tiers et même du quart du personnel qu'elles pourraient occuper. L'outillage s'améliore progressivement.

La *teinture* s'est ressentie de la crise de la soierie pendant les cinq derniers mois de l'année. Cette industrie occupe environ 3,000 ouvriers et employés, en moyenne, les oscillations étant de 40 p. 100 en plus ou en moins, suivant les saisons. La main-d'œuvre est suffisante, et les chômages ont été nombreux pendant le second trimestre.

Dans les *lacets* la production en 1907 s'est accrue de 5 millions sur 1906. Le nombre total d'ouvriers est évalué à 4,000 environ. Il n'y a pas eu de chômage.

Les *tissus élastiques* ont aussi bénéficié d'un surcroît de production sur 1906. Il n'y a pas eu de chômage, et l'outillage s'améliore. Cette industrie occupe environ 500 ouvriers à Saint-Étienne et 1,000 à Saint-Chamond. La main-d'œuvre faisait surtout défaut, mais elle est redevenue suffisante.

L'armurerie accuse également une augmentation très sensible sur 1906 (88,838 canons de fusils, contre 78,000 en 1906). Cette augmentation aurait pour cause, entre autres, la loi sur le repos hebdomadaire qui permet à un plus grand nombre de personnes de pratiquer les sports le dimanche. Les salaires ont augmenté dans l'ensemble, mais les ouvriers professionnels sont recherchés, malgré le taux des salaires, variant de 6 à 8 francs par jour. L'afflux des demandes a fait se créer de nouveaux établissements. L'outillage se perfectionne par l'emploi de la fabrication mécanique pour les pièces mécaniques établies par série, ainsi que pour la monture en bois. On fait la semaine légale.

Dans la métallurgie, la production de la fonte a presque doublé en raison de l'activité ininterrompue du haut-fourneau de Firminy pendant toute l'année 1907, par suite de commandes importantes d'artillerie pour les cuirassés du type « Danton », de blindages et de matériel de chemins de fer, qui ont augmenté, à l'exception des commandes d'essieux qui ont été limitées par la concurrence des usines du nord et de l'étranger. Il y a eu quelques chômages vers la fin de l'année, la marche de plusieurs ateliers ayant été entravée par les difficultés d'approvisionnement en combustibles. La main-d'œuvre s'est accrue de 5 p. 0/0, mais elle est rare. Les salaires n'ont pas subi de changement. Le taux habituel de la journée est en général majoré de 25 p. 100 pour les heures supplémentaires.

Dans la petite métallurgie, le travail a été moins abondant pour les *clous à ferrer*, ainsi que pour les *ressorts de voitures*, par suite de la crise automobile; également dans les *fourches et dérivés*, par suite de la sécheresse de l'été 1907. Dans cette industrie il y a eu pénurie de main-d'œuvre, malgré l'élévation des salaires. Diminution aussi dans les *faux et faucilles*, où l'on n'a fait que 9 heures par jour au lieu de 10 pour conserver le personnel. Même constatation de moindre production dans la quincaillerie diverse, où la main-d'œuvre technique ferait aussi défaut.

La *serrurerie* a maintenu son chiffre d'affaires et la *boulonnerie* les a sensiblement augmentés, grâce à la hausse des prix de vente. La production a été stationnaire dans les pointes et tréfileries (sauf à la fin de l'année), et dans les *clous forgés et rivés*. Dans les *limes et dérivés*, il y a eu légère hausse sur la moyenne des années précédentes : dans cette spécialité le premier semestre a été soutenu, et la fabrication mécanique s'est augmentée d'une

vingtaine de machines à tailler, ce qui porte à 40 le nombre de machines actuellement en service; le second a accusé du malaise et la main-d'œuvre est devenue plus abondante.

Dans les *cycles et automobiles*, le chiffre d'affaires a baissé dans des proportions considérables pour les pièces d'automobiles, il s'est maintenu en ce qui concerne les cycles et pièces de cycles. On signalait quelques chômeurs vers la fin de l'année, et il y avait abondance de main-d'œuvre.

Dans les *houillères* de la Loire, la production a diminué, en 1907, d'environ 100,000 tonnes, par suite de pénurie de main-d'œuvre, les ouvriers spécialistes abandonnant la mine pour travailler ailleurs, quand l'activité générale de l'industrie le leur permet. Ces houillères occupent pour l'ensemble des exploitations un peu plus de 12,000 ouvriers à l'intérieur et près de 7,000 à l'extérieur. On fait 9 heures de travail (de 6 heures du matin à 3 heures du soir), y compris trois quarts d'heure de repos. Il n'y a pas eu de chômage. Il n'y en a pas eu non plus dans la *verrière*.

Dans l'industrie des *eaux minérales*, essentiellement saisonnière, on compte 250 ouvriers ou employés; on fait 10 heures et la main-d'œuvre est suffisante.

Dans la *chapellerie* de Chazelles-sur-Lyon, la production a été inférieure à 1906, par suite d'un changement de mode dans les chapeaux pour dames. La vente des chapeaux de feutre ayant été interrompue au mois d'août, des ouvriers en ont été réduits au chômage dans la saison qui est habituellement la meilleure. Ce ralentissement a été accentué par la crise américaine. Les salaires sont réglés d'après le travail fait aux pièces : la situation a donc été moins bonne, du fait de la diminution de la production. Les usines de Chazelles et de Viricelles n'occupent pas moins de 2,000 ouvriers et ouvrières quand le travail bat son plein; aussi pendant les cinq derniers mois de 1907 y a-t-il eu afflux de main-d'œuvre par suite du chômage de certaines usines. On fait 10 heures; quelquefois moins. Un établissement disparu a été remplacé par un nouveau.

Dans l'industrie des *toiles*, à Panissières, la production a été un peu moindre qu'en 1906. Le nombre total des ouvriers est d'environ 250, dont la moitié ne travaillent que l'hiver. Un chômage de 20 à 30 p. 100 a sévi dans cette industrie pendant les derniers mois de 1906.

Également à Panissières, les *gazes à bluter*, qui occupent environ 300 ouvriers, ont conservé la même activité qu'en 1906. La main-d'œuvre est suffisante.

Dans la *meunerie, grains et farines*, l'augmentation a été d'environ 7 p. 100, par suite de la diminution du chômage d'été sur 1906; l'ouvrier meunier est payé de 5 à 6 francs par jour, suivant l'emploi, le temps du repos hebdomadaire non déduit, et comme il est généralement au mois, le prix de la journée s'en trouverait augmenté de 1/7, soit 1 franc environ par jour. Le personnel de 450 ouvriers occupés par cette industrie se décompose comme suit : manœuvres, 100; professionnels, 150; comptables, 50; vendeurs, 50; représentants ou voyageurs 100. La main-d'œuvre technique, sans être abondante, répond aux besoins.

Dans la *tonnellerie et boissellerie*, il y a eu moins de travail qu'en 1906. On fait 10 heures pendant la période d'activité et souvent de 6 à 8 heures en morte-saison. Les salaires sont de 5 à 6 fr. 50, au lieu de 4 à 5 fr. 50 précédemment. Il y a défaut de main-d'œuvre à l'époque des vendanges, d'août à octobre, puis une période de chômage, de décembre à mars.

Dans le *bâtiment*, qui occupe 7,680 ouvriers, l'activité signalée en 1906 s'est bien maintenue en 1907, d'après le chiffre d'affaires. La main-d'œuvre fait défaut.

L'*horlogerie-bijouterie-orfèvrerie*, a accusé une baisse de 30 p. 100 sur les années précédentes. Les ouvriers en chambre pour le compte des magasins peuvent gagner de 12 à 15 francs par jour. Quelques nouvelles maisons peu importantes se sont établies en 1907. Dans la *maréchalerie* il y a eu diminution de travail. La main-d'œuvre est peu abondante.

Dans le *camionnage et transports*, l'augmentation correspondrait à celle de la population, mais la part de l'exportation a diminué pendant le second semestre, par suite de la crise américaine. Il y a eu quelques chômages de courte durée, malgré le défaut de main-d'œuvre dont l'importance est de 120 ouvriers pour les 24 entrepreneurs syndiqués, non compris le personnel de bureau.

Manche. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHERBOURG ET DE VALOGNES. — (Année 1908). — Dans le *bâtiment*, il n'y a pas eu de reprise sérieuse, mais les grands travaux entrepris par

Le Département de la Marine et par la Chambre de commerce ont accusé une recrudescence d'activité favorable à la région. Les carrières de grès quartzite ont vu leurs exportations diminuer encore, mais on prévoit que leur consommation sur place alimentée par la construction d'un môle sera considérable en 1909 et ultérieurement.

La *forge et chaudronnerie* a été particulièrement active pour la réparation des navires, surtout en ce qui concerne la grosse chaudronnerie. Des travaux de nuit ont été nécessaires pendant les premiers mois de l'année. En outre, l'adjudication des travaux du Hommet ont rendu nécessaire une réfection complète du matériel (wagons, chaudières, machines, voies, grues, etc.), ce qui a donné un travail très actif pendant les quatre derniers mois de l'année.

La *fonderie de fonte de fer et cuivre* a été aussi très florissante.

Les travaux d'armement pour la pêche dans les ports de construction de Saint-Waast, Barleur, Port-en-Bessin et Trouville ont été presque nuls, par suite du manque de pêche en Angleterre et des pertes qui en ont été la conséquence. Ils avaient été très actifs les années précédentes. Quelques armateurs essaient des moteurs à pétrole lampants afin de pouvoir réduire de deux hommes leur équipage.

Dans les *machines agricoles*, une bonne reprise, due à l'abondance de la récolte des pommes, a favorisé la vente des appareils pour la fabrication des cidres. Celle des autres instruments n'a été que moyenne.

La fabrication des *meubles en bois* a été plus soutenue qu'en 1907; celles des *meubles en fer* a été favorisée, à la suite d'un concours, par des commandes renouvelées de la marine italienne.

Dans le port, certains lots de travaux publics ont été terminés au cours de 1908, et d'autres étaient prévus pour 1909.

Les mouvements de la navigation ont été en général peu satisfaisants. Par contre, la *pêche côtière* a été assez avantagée, son rendement ayant produit une plus-value appréciable. La pêche du hareng a été presque nulle dans le quartier de Cherbourg. Dans celui de la Hougue cette pêche a donné moins abondamment. La valeur marchande de ce poisson de passage a été plus élevée qu'en 1907.

Morbihan. — D'après le Conseil des prud'hommes de Lorient il n'y a pas de changement dans la situation industrielle, comparativement aux premier et quatrième trimestres 1908.

Nord. — A Lille, dans la *teinturerie*, qui compte 9 établissements occupant 400 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on faisait 66 heures fin mars.

D'après le Conseil des prud'hommes du Cateau, la filature et le tissage mécanique allaient assez bien; grâce aux approvisionnements considérables mais anticipés d'une importante maison. Dans les autres tissages, il y avait une certaine stagnation. Quant au tissage à la main, il était dans le marasme, il en était de même pour les tulles, dentelles et broderies, sauf les tulles noirs, qui conservent encore de l'activité.

Dans l'émaillerie et carreaux céramiques, la situation était prospère, ainsi que dans la construction d'instruments aratoires. Dans la fonderie elle était assez satisfaisante. Le bâtiment manquait de constructions.

A la fin du semestre le chômage atteignait les proportions suivantes : tissage mécanique : 5 p. 100; tissage à la main : 80 p. 100; broderies, tulles-nouveautés et dentelles : 70 p. 100; le bâtiment n'en comptait pas, mais son personnel était réduit. Le chômage était nul dans la préparation et tissage, dans la fonderie, émaillerie, carreaux céramiques et instruments aratoires. Le salaire a légèrement baissé avec la diminution de la durée de la journée, qui de 11 heures est tombée à 10 heures et demie, puis à 10 heures; il est, en moyenne de : filateurs et peigneurs : 3 fr. 50; tissage mécanique : 2 fr. 25; tissage sur métiers spéciaux pour ouvrages de choix : 3 fr.; brodeurs : 5 fr. 50; ouvrières auxiliaires des brodeurs : 2 francs; fondeurs, mouleurs, instruments aratoires : 5 francs; cuiseurs céramistes : 6 francs; autres ouvriers céramistes : 3 fr. 50; ouvriers céramistes : 1 fr. 75; cuiseurs émailleurs : 7 fr. 50; mouleurs émailleurs : 6 francs.

Seine-Inférieure. — A Rouen, dans la *filature de coton*, qui compte 53 établissements :

et 10,800 ouvriers. il n'y a pas eu de variation, quant à l'abondance et la durée du travail; on fait 10 heures. Dans les *tissages de coton*, dont les 40 établissements occupent 16,000 ouvriers, l'abondance du travail a été la même qu'au trimestre correspondant de 1908, mais il y a eu arrêts de quelques métiers dans plusieurs établissements par suite du fléchissement des fils; on fait en général 60 heures par semaine. Dans les *cuirs et peaux*, qui comptent 32 établissements et 650 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au premier trimestre 1908 et sa durée en diminution sur le quatrième : on faisait 50 heures environ par semaine, fin mars; les salaires seraient généralement en hausse. Certains établissements qui n'emploient que l'écorce de chêne ont dû fermer, et ceux encore en activité ne pouvant augmenter leur main-d'œuvre, voient les ouvriers tanneurs et corroyeurs se porter vers des métiers plus rémunérateurs. Dans la *cordannerie*, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et les salaires seraient en hausse; le machinisme réduit de plus en plus la main-d'œuvre dans cette industrie.

Dans la *chapellerie*, qui compte 15 maisons occupant 35 ouvriers, l'activité du travail reste sensiblement la même; on fait 10 heures par jour, repos non compris, soit 8 heures et demie de présence effective. Dans la *meunerie*, qui compte 42 établissements, le travail a été moins abondant que l'année dernière à pareille époque, et équivalent par rapport au quatrième trimestre 1908. Dans l'industrie *cidricole*, dont les 28 établissements occupent 575 ouvriers, le travail a été plus abondant que l'an dernier; on faisait 75 heures par semaine, pour un salaire quotidien de 3 fr. 50 à 6 francs.

Au Havre, dans l'*imprimerie*, qui compte 25 établissements occupant 300 ouvriers, on fait 54 heures par semaine, et les salaires sont, en général, payés au tarif syndical ouvrier. Dans l'*horlogerie de détail* il n'y a pas eu de changement.

A Fécamp, dans la *grande pêche*, dont les 35 armateurs occupent 1,225 hommes, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et la situation de l'armement laisserait beaucoup à désirer. On compte 7 navires en moins, soit 215 hommes. Dans la *pêche au maquereau et au hareng*, dont les 28 maisons d'armement compteront en 1909, 26 bateaux à voiles et 5 chalutiers à vapeur, contre 28 voiliers et 6 chalutiers en 1908, la dernière campagne à voiles a été en diminution de plus de 900,000 francs sur la précédente, tant à cause de la quantité moindre de poisson pêché, que des cours, qui ne sont pas maintenus aussi élevés. La campagne des chalutiers à vapeur a été encore moins favorisée, tous les armateurs ont éprouvé de grandes pertes; un chalutier s'est perdu, et n'a pas été remplacé.

D'après le Conseil des prud'hommes d'Elbeuf, il existait toujours de 20 à 25 p. 100 de chômeurs dans le tissage, les apprêts, la teinture et la filature; le nombre en était fort restreint dans les différentes parties du bâtiment.

D'après le Conseil des prud'hommes de Darnétal, la situation est meilleure dans le tissage et la filature qui comptent 1,500 ouvriers et ouvrières : il y a un peu moins de chômage; on fait 10 heures pour un salaire de 2 francs à 3 fr. 50. Même constatation plus favorable pour la teinturerie; et situation passable pour le grattage des tissus de coton et les apprêts des mêmes tissus; dans ces différentes spécialités le chômage a diminué, et l'on fait 10 heures pour des salaires variant entre 0 fr. 30 et 0 fr. 45 l'heure. La situation des autres industries s'est également améliorée; toutefois, le bâtiment comptait encore 40 p. 100 de chômeurs. Dans les petits métiers il y a toujours un peu de chômage; les salaires varient entre 0 fr. 20 et 0 fr. 45 l'heure.

Seine-et-Marne. — A Melun, dans le *bâtiment*, dont les entrepreneurs comptent 1,500 ouvriers, le mauvais temps a arrêté le travail; on faisait une moyenne de 8 heures trois-quarts fin mars, pour un salaire de 0 fr. 60 l'heure, avec tendance à 0 fr. 65 et 0 fr. 70. Une usine de stores, occupant de 60 à 70 ouvriers s'est installée à Melun.

Seine-et-Oise. — D'après le Conseil des prud'hommes de Versailles, l'activité du travail, au cours du premier trimestre 1909, a été calme; on a fait 10 heures par jour, sauf dans le bâtiment (9 heures); le chômage était évalué à 5 p. 100.

D'après les syndicats patronaux, à Versailles, dans l'*horlogerie, bijouterie de détail*, le travail de réparation a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque. A Corbeil, dans le *bâtiment*, qui compte 282 entrepreneurs, le travail a été aussi abondant qu'au premier trimestre 1908, la durée moyenne du travail a été de 9 heures. A Étampes, dans la même

corporation, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, dans la *meunerie*, l'activité n'a pas varié; un petit établissement a fermé. A l'Isle-Adam, dans le *bâtiment*, l'abondance du travail a été la même qu'au trimestre correspondant de 1908. A Beaumont, dans la même corporation, l'activité a été moindre. A Sèvres, dans la *blanchisserie*, on a fait 54 heures par semaine, pour des salaires variant entre 3 fr. 75, 4 et 5 francs (les femmes) et de 7 francs (les hommes); l'année dernière ces salaires étaient de 3 francs et 3 fr. 50 (femmes) et 6 francs (hommes); il y a 4 nouveaux établissements. A Rueil, dans la même corporation, on a fait 72 heures par semaine, et l'abondance du travail a été la même.

Deux-Sèvres. — A Saint-Martin, dans la *tuilerie*, dont les 32 établissements occupent 500 ouvriers, le travail a été un peu moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait généralement 12 heures par jour et l'on n'emploie que des adultes, mais seulement à partir du 1^{er} avril, cette industrie, vu la région, étant forcément saisonnière; la main-d'œuvre est rare et les salaires seraient plutôt en hausse sur l'année dernière.

Somme. — A Abbeville, d'après le Conseil de prud'hommes, la situation générale du travail a été identique à celle de l'année dernière, c'est-à-dire satisfaisante : la sucrerie d'Abbeville, notamment, a fonctionné avec la même activité. A Péronne, dans les *brasseries*, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; les salaires seraient plutôt en hausse. A Amiens, dans le *bâtiment*, le travail a été un peu plus abondant qu'en 1908; on faisait 66 heures fin mars; il y a pénurie de main-d'œuvre. Dans la *confection en détail*, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, la mauvaise température ayant prolongé la durée du chômage d'hiver; un établissement de 16 ouvriers a fermé.

Tarn. — A Albi, dans le *bâtiment*, on ne faisait que 30 heures par semaine, fin mars. La moyenne du salaire est de 4 francs. Deux petits établissements de 10 ouvriers se sont créés. A Mazamet, dans l'*imprimerie*, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque, à cause de la grève des laineurs. On compte une nouvelle imprimerie de 4 ouvriers.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, dans l'*horlogerie de détail*, on a fait 9 et 10 heures et les affaires ont été plus calmes.

Var. — A Toulon, dans la *chaussure*, qui compte 35 établissements et 150 ouvriers, le travail qui se fait aux pièces, à domicile, était moins abondant que l'an dernier à pareille époque; les salaires sont toujours en hausse : il y a deux ans, la façon bottines hommes était de 5 francs, aujourd'hui elle est de 7 francs, depuis huit mois; 4 petites maisons ont fermé, elles occupaient 15 ouvriers. A Hyères, dans l'*horticulture*, le travail était plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, quoique en retard à cause du mauvais temps; on faisait 48 heures en moyenne fin mars; les salaires des femmes varient de 1 fr. 50 à 2 fr. 50, 3 et même plus; pour les hommes il est de 3 fr. 25 à 4 francs, suivant la spécialité. Dans le *jardinage*, l'activité a été à peu près la même, les hommes faisaient 60 heures par semaine, les femmes 48 heures. La main-d'œuvre abondait, l'ouvrier d'atelier en chômage s'embauchait pour travailler dans les jardins.

Vaucluse. — A Avignon, dans la *menuiserie*, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, par suite du manque de constructions privées et de travaux municipaux; 1 établissement de 3 ouvriers a fermé.

Vendée. — Dans l'*ostréiculture*, aux Sables-d'Olonne, il n'y a pas eu de changement.

Vienne. — A Poitiers, dans l'*imprimerie*, dont les 21 maisons syndiquées occupent 840 ouvriers, on fait 54 et 60 heures par semaine, sans variation quant à l'activité du travail. Dans la *maréchalerie*, même constatation; on fait 60 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse.

D'après le Conseil des prud'hommes de Chatellerault, la situation industrielle n'a pas subi d'autres variations que celles correspondant à la saison; on prévoyait des travaux dans les diverses industries.

Haute-Vienne. — PRÉFECTURE DE LA HAUTE-VIENNE. — L'état du travail à Saint-Ju-nien, déjà mauvais l'an dernier, dans les industries des laines et peaux, semble devoir subir une crise assez intense, cette année : dans une importante usine de *mégisserie* (sur huit occupant environ 800 ouvriers), le personnel, par suite de la réduction des heures de travail, ne touche plus qu'un salaire quotidien de 2 fr. 50 au lieu de 4 francs, en outre, les ouvriers ont été licenciés le 25 mars pour être repris le 1^{er} avril aux conditions antérieures : 2 fr. 50 par jour. Dans une autre usine de 300 ouvriers, on fait seulement de 35 à 40 heures par semaine depuis le 7 mars, le salaire quotidien est de 2 f. 50 au lieu de 4 fr. 25. Cette situation semble devoir se prolonger pendant deux ou trois semaines. Dans les 6 autres, de moindre importance, il y a aussi réduction de la durée du travail : les ouvriers ne gagnent que 2 fr. 50 à 3 francs par jour. Dans les *teintureries de peaux*, au nombre de 11, occupant environ 1,200 ouvriers, les affaires étaient très lentes, sans chômage, mais on en prévoyait pour le mois d'avril, ainsi que dans la *préparation et lavage des laines*, qui compte 60 ouvriers, et dans les *fabriques de gants*, qui en comptent 1,100 (400 ouvriers et 700 ouvrières).

D'après le Conseil des prudhommes de Limoges, la proportion des ouvriers en chômage, était de 30 p. 100 dans la *chaussure*; elle était la même qu'au précédent trimestre dans la porcelaine, le bâtiment, la saboterie et l'alimentation. Il n'y avait pas de chômeurs dans la corroierie et la tannerie.

D'après des syndicats patronaux : à Limoges, dans les *pâtes et émaux*, dont les 17 établissements syndiqués occupent 200 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, à cause de la mévente des porcelaines, surtout aux États-Unis; toutefois, le personnel a été occupé presque régulièrement dans la plupart des usines, et les salaires ont bénéficié d'une hausse de 10 à 15 p. 100. Dans la *chaussure* et la *galocherie*, la situation est restée normale, comme en 1908. Dans la cordonnerie il n'y a pas eu de changement comparativement au quatrième trimestre. Dans la *maréchalerie*, le travail a été bien moins actif que l'an dernier à pareille époque, sans chômage appréciable. Dans l'*horlogerie de détail*, le chômage de l'industrie porcelainière a réduit de 25 p. 100 l'importance du travail comparativement au trimestre correspondant de 1908.

Vosges. — A Épinal, le syndicat cotonnier de l'Est, dont les 96 établissements syndiqués occupent 5.000 ouvriers et ouvrières, l'activité est restée la même qu'aux premier et quatrième trimestre 1908; on fait la semaine légale. Dans le *bâtiment*, la situation était stationnaire; on faisait 11 heures, fin mars.

D'après le Conseil des prud'hommes de Remiremont, il n'y a pas eu de changement depuis le précédent trimestre, sauf que le bâtiment reprenait beaucoup d'activité, grâce au beau temps, et par suite les autres industries.

Yonne. — A Auxerre, d'après le Conseil des prud'hommes, l'état d'activité du travail était satisfaisant; on faisait de 9 à 10 heures par jour; la proportion des chômeurs était de 5 p. 100.

D'après le Conseil de prud'hommes de Sens, la situation industrielle n'avait pas subi de changement depuis le quatrième trimestre.

Algérie. — A Oran, chez les *distillateurs-liquoristes*, au nombre de 15 occupant 125 ouvriers, on fait 60 heures par semaine, pour un salaire quotidien de 5 francs (liquoristes) et 2 fr. 50 à 3 francs (autres ouvriers), sans variation appréciable quant à l'abondance du travail. Une distillerie de 8 ouvriers s'est créée.

A Mascara, d'après le Conseil des prud'hommes, le chômage d'hiver avait cessé pour le bâtiment.

A Sidi-bel-Abbès, dans la *maréchalerie*, on fait 60 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse, la main-d'œuvre habile faisant défaut. Deux nouveaux établissements se sont créés, de chacun 2 ouvriers.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 août.)

2. — Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; 54 heures, chez les *tullistes en guipure*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômage, 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce, voyageurs, dessinateurs*.

A Estrées, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *brodeurs*.

A Fère-en-Tardenois, 45 heures, chez les *cordonniers*.

A Guise, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

A Macquigny, 40 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *ouvriers agricoles*.

A Saint-Michel, 66 heures, chez les *mouleurs*.

A Sissy, travail peu satisfaisant chez les *vanniers*.

A Soissons, pas de chômeurs, 68 heures, chez les *mécaniciens*.

3. — Allier. — A Bourbon-l'Archambault, 32 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Commentry, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Gannat, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et sculpteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *scieurs de long*. Pas de chômeurs, 80 heures, dans le personnel à la journée du service de la traction du P.-L.-M.

A Saint-Yorre, 3 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *sourciers*.

A Vichy, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs à Bressolles, à Coulandon, au Breuil, à Buxières-les-Mines, Meillard, Molinet, Saligny.

Chez les *bâcherons*: 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Bourbon-l'Archambault; 89 p. 100 de chômeurs à Couleuvres; 71 p. 100 de chômeurs à Franchesse; 20 p. 100 de chômeurs, 84 heures, à Limoise; travail satisfaisant à Menneyzet; 22 p. 100 de chômeurs, 66 heures, à Mercy; 15 p. 100 de chômeurs, 40 heures, à Neuilly-le-Réal; 48 p. 100 de chômeurs, 68 heures, à Neure; pas de chômeurs, 72 heures, à Pouzy-Mésangy; pas de chômeurs, 66 heures, à Saint-Ennemond; 59 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Saint-Bonnet-Tronçais; pas de chômeurs à Saint-Plaisir; pas de chômeurs à Saint-Voir; 25 p. 100 de chômeurs à Thionne; pas de chômeurs, 60 heures, à Vaumas; pas de chômeurs, 60 heures, à Ygrande chez les *fendeurs*.

Chez les *mineurs*, pas de chômeurs, 65 heures, à Commentry; pas de chômeurs à Deneuille-les-Mines; pas de chômeurs, 54 heures, à Doyet; pas de chômeurs à Montcombroux; pas de chômeurs, 54 heures, à Montvicq.

4. — Alpes (Basses-). — A Digne, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

6. — Alpes-Maritimes. — A Nice, 12 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les employés *restaurateurs, limonadiers, maîtres d'hôtels*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du port*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *comptables*; 80 heures chez les *infirmiers et infirmières*.

A Cannes, 66 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments*.

A Grasse, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Menton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeuses, 48 heures, chez les *engobeuses de poterie*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *charretiers-camionneurs*.

7. — Ardèche. — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les *mégissiers de rivière*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, ébénistes*; pas de chômeurs, travail plus abondant, 60 heures, chez les *maçons*.

A Privas, chômage complet chez les *mineurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Soyons, pas de chômeurs, chez les *mouleurs*.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers et manœuvres* des eaux minérales; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers et ouvrières de la *viscose*.

8. — Ardennes. — A Braux, pas de chômeurs, 59 heures, chez les *métallurgistes*.

A Château-Regnault, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Floing, 10 p. 100 de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les ouvriers et ouvrières en *tissus*.

A Fromelennes, pas de chômeurs, 60, 72 et 84 heures chez les *métallurgistes*.

A Fumay, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 44 et 50 heures chez les *ardoisiers*.

A Givonne, travail moins abondant, 58 à 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Illy, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Mazures, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Mézières, 21 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers en métaux*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 80 à 90 heures, chez les *camionneurs-charretiers*.

A Nouzon, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Sedan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés, garçons et demoiselles de magasin*.

9. — Ariège. — A la Bastide sur l'Hers, travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

A Lavelanet, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

10. — Aube. — A Troyes, pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *faconniers bonnetiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures chez les *débardeurs*.

A Romilly-sur-Seine, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *bonneterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de bureau*.

11. — Aude. — A Carcassonne, pas de chômeurs, 77 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

A Espérazas pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*.

A Lézignan, situation stationnaire, 60 heures, chez les *tonneliers*.

A Limoux, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Narbonne, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux ferrants*; pas de chômeurs chez les *ouvriers et employés des chemins de fer*.

En ce qui concerne les *ouvriers forestiers agricoles, cultivateurs, vigneron, etc.*: 40 p. 100 de chômeurs, 36 heures, à Argeliers; 7 p. 100 de chômeurs, 42 heures, à Armissan;

16 p. 100 de chômeurs, 42 heures, à Capendu; 87 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Carcassonne; 13 p. 100 de chômeurs, à Castelnau-d'Aude; 40 p. 100 de chômeurs à Cour-san; 24 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, à Cuxac-d'Aude; 15 p. 100 de chômeurs, 46 heures, à Fabrezan; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, à Fraisse-des-Corbières; pas de chômeurs, 42 heures, à Gruissan; 20 p. 100 de chômeurs à Homps; 18,4 p. 100 de chô-meurs, 46 à 50 heures, à Lézignan; pas de chômeurs, 48 heures, à Limoux; 18 p. 100 de chômeurs, 42 heures, à Marcorignan; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Montlaur; pas de chômeurs, 42 heures, à Paraza; pas de chômeurs, 42 heures, à Pépieux; 40 p. 100 de chômeurs, 40 heures, à Peyriac-Minervois; pas de chômeurs à Saint-André de Roque-longue; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Sainte-Colombe-sur-Guette; pas de chômeurs, 42 heures, à Saint-Frichoux; 42 p. 100 de chômeurs à Saint-Jean-de-Barron; 50 p. 100 de chômeurs, 42 heures, à Saint-Nazaire; 25 p. 100 de chômeurs, 42 heures, à Salles-d'Aude; 17,3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Trèbes; pas de chômeurs, 48 heures, à Villegly; pas de chômeurs à Villemoustausson.

12. — Aveyron. — A Rodez, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Creissels, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*.

A Decazeville, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Millau, 50 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; 76 p. 100 de chômeurs chez les *palissonneurs-médisiers*; 28 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *teinturiers en peaux*; 19 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *palissonneurs en couleurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *gantiers*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 13 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 20 p. 100 de chômeurs, 114 heures, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *employés des restaurants navigateurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 65 heures, aux *nouveaux abattoirs*.

8 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des huileries*.

36 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*.

1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *voiliers, tentiers, bâcheurs*; 21 p. 100 de chô-meurs, 66 heures, chez les *coupeurs tailleurs*.

13 p. 100 de chômeurs, 25 à 30 heures, chez les *bijoutiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charbeurs, fon-deurs et manœuvres de fonderie*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *mécani-ciens*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *maréchaux*.

Pas de chômeurs chez les *carreleurs*; 50 p. 100 de chômeurs, chez les *peintres, décora-teurs, doreurs et vitriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zin-gueurs*; 16 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre tendre*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres et aides maçons*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers-céramistes*.

Pas de chômeurs, 60 heures, à la Chambre syndicale des *tramways*; pas de chômeurs, 60 heures, au *contrôle des tramways*; 53 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *déména-geurs*.

60 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des ports et docks*.

4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *comptables professionnels*; travail satisfaisant, chez les *sténographes de commerce*; pas de change-ment chez les *représentants et placiers de commerce*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeuses, chez les *femmes de chambre naviguant*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes*; 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens-automobilistes*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé laïque*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Aix, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chô-meuses chez les *institutrices libres*.

A Arles, 33 p. 100 de chômeurs chez les *inscrits et pêcheurs*.

A Aubagne, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Berre, 35 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Cassis, 86 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A la Ciotat, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 26 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

A Martigues, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pêcheurs*.

A Miramas, travail constant chez les *mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer de France et des Colonies*.

A Port-Saint-Louis-du Rhône, 50 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers du port*.

A Salon, pas de chômeurs chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs* : pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); travail non satisfaisant, 32 heures, à Fuveau; travail satisfaisant, 43 heures, à Gardanne; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin.

14. — Calvados. — A Caen, 54 heures, chez les *typographes*; 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*; 72 heures, chez les *couvreur*s.

A Vire, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Champagnac-les-Mines, 58 heures, chez les *mineurs*.

16. — Charente. — A Angoulême, 33 p. 100 de chômeurs, 80 et 100 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Cognac, 7 p. 100 de chômeurs, 110 à 115 heures, chez les *boulangers*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers, foudriers et doleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *fabricants de caisses*; pas de chômeurs, 76 heures, chez les *tuiliers céramistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreur*s; 9 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *charretiers, camionneur*s, *garçon*s *livreur*s; pas de chômeurs, 60 à 96 heures, chez les *employés de commerce*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *institutrices libres*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A la Rochelle, pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les *ouvriers des engrais chimiques*; pas de chômeurs, 54 heures, à l'*Union du livre*.

A Saintes, pas de chômeurs, 80 à 90 heures, chez les *boulangers*.

A La Tremblade, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

18. — Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en toiles peintes et cirées*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçon*s; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtrier*s; pas de chômeurs chez les *mécaniciens et chauffeur*s *du P.-O.*; 60 heures, chez les *receveur*s, *mécanicien*s, *électricien*s *des tramways du département*; 66 heures, chez les *employés*.

A Belfes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaufournier*-*carrier*s.

A Bruère-Allichamps, 50 heures, chez les *porcelainier*s.

Au Chautay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journalier*s.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçon*s, *aider*-*maçon*s et *tailleur*s *de pierre*s, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçon*s (rue de la Halle).

A Graçay, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *chaufournier*s.

A Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Mazières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgiste*s.

A Mehun, 76 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *céramiste*s,

A Saint-Loup-des-Chaumes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvrier*s *agricole*s.

A Torteron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaufournier*s.

A Vallenay, 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Vierzon-Ville, travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *terrassiers*, *puisatiers*, *mineurs*, *tubistes* et *poseurs de rails*; pas de chômeurs chez les *porcelainiers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs, 72 heures, à Apremont; pas de chômeurs, 72 heures, à Blet; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Brécy; pas de chômeurs, 38 heures, à Chambon; 37 p. 100 de chômeurs, 70 heures, à la Chapelle; 35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la Chapelle-Hugon; 41 p. 100 de chômeurs à Feux; 12 p. 100 de chômeurs à Garigny; pas de chômeurs, 60 heures, à Groises; 10 p. 100 de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois; 12 p. 100 de chômeurs, 66 heures, à Ivoy-le-Pré; pas de chômeurs, 72 heures, à Jalognes; travail moins abondant, 60 heures, à Morlac; 29 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à Mornay-Berry; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, aux Pigeats; pas de chômeurs, 60 heures, à Plou-Brouillaumon; pas de chômeurs aux Rousseaux; 5 p. 100 de chômeurs, 66 heures, à Sancergues; 15 p. 100 de chômeurs à Sancoins; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Sarrue; 5 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *bûcherons*; 41 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers* à Torteron; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Vereaux.

19. — **Corrèze.** — A Tulle, 8 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres* et *maçons*.

A Brive, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Bort, pas de chômeurs, 30 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

20. — **Corse.** — A Ajaccio, 3 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers* et *restaurateurs*; 32 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

21. — **Côte-d'Or.** — A Dijon, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *relieurs-doreurs*; travail assez satisfaisant chez les *laveuses* et *blanchisseuses*; pas de chômeurs dans le personnel à la journée de la traction du P. L. M.

A Beaune, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tâcherons agricoles*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs, 66 heures, à Corcelle-les-Cîteaux; pas de chômeurs, 72 heures, à Saulieu.

22. — **Côtes-du-Nord.** — A Dinan, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en voiture*.

A Saint-Brieuc, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 54 heures, chez les *ouvriers des industries du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; travail satisfaisant chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

23. — **Creuse.** — A Guéret, travail moins abondant, 17 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*.

A Aubusson, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; 12 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *dessinateurs*.

A Compest, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Lavaveix-les-Mines, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 et 66 heures, chez les *mineurs*.

24. — **Dordogne.** — A Périgueux, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *couturières*.

A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, 11 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Limeyrat, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*.

25. — Doubs. — A Besançon, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 80 p. 100 de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, chez les *maçons*.

A Badevel, travail plus abondant, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Lac-ou-Villers, 60 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Pontarlier, pas de changement chez les *gainiers*.

26. — Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 36 heures, chez les *scieurs sur bois*; travail médiocre, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; 72 heures, chez les *employés*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriateurs*; 90 heures par décade sur la ligne et 82 heures par 7 jours en manœuvre de gare chez les *mécaniciens et chauffeurs* du P.-L.-M.

A Saint-Remond, 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

27. — Eure. — A Évreux, 60 heures, chez les *tisseurs*. Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs, 72 heures, à Grosley;

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Châteaudun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Dreux, travail satisfaisant chez les *cordonniers*.

29. — Finistère. — A Brest, travail satisfaisant chez les *artistes musiciens professionnels*.

A Audierne, 8 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Concarneau, pas de chômeurs, travail plus abondant, chez les *pêcheurs*.

A Douarnenez, travail plus abondant chez les *marins pêcheurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Guilvinec, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Pont-l'Abbé, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

A Penmarck, pas de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *marins-pêcheurs*.

A Quimper, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Guénolé, 24 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

30. — Gard. — A Nîmes, 11 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, tailleurs de pierres et carriers*.

A Aramon, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *vanniers*.

A Durfort, pas de chômeurs chez les *fileuses*.

A Estréchure, 61 heures chez les *fileuses*.

A la Grand-Combe, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Saint-Gilles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Laurent-d'Aigouze, 25 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *cultivateurs salariés*.

A Saure, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonneteurs*.

A Vallerangues, 25 p. 100 de chômeuses, 60 heures, chez les *fileuses*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en meubles*; 12 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeuses chez les *comptables*.

32. — Gers. — A Auch, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

A Lectoure, pas de chômeurs chez les *maçons et charpentiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *jardiniers, agriculteurs et vigneron*s; 6 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *pâtissiers-glaciers*, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *porteurs et portuses de pain*; pas de chômeurs chez les *garçons limonadiers et restaurateurs*.

2 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *typographes*; 7.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*.

69 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 4 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*.

30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*.

Travail plus abondant, 10 p. 100 de chômeurs, chez les *luyetiers*; pas de chômeurs chez les *brosiers et brossières*; 60 heures, travail non satisfaisant, chez les *bottiers*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers en articles de ménage*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; 3 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 60 heures chez les *potiers*.

70 heures chez les *mécaniciens et chauffeurs du P.-O.*

80 heures chez les *garçons de magasin*; 96 heures chez les *emballeurs-déménageurs*; pas de chômeurs, 90 heures, chez les *employés de l'épicerie*.

90 heures chez les *coiffeurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Camarsac, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Libourne, 72 heures dans l' *éclairage*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *employés*; 84 à 96 heures chez les *boulangers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers et charcutiers*.

A Pauillac, 23 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Saint-Aignan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Soulac, travail moins abondant chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

Chez les *tonneliers*: pas de chômeurs, 72 à 78 heures, à Barsac; pas de chômeurs, 72 heures, à Langon; pas de chômeurs, 60 heures, à Libourne; pas de chômeurs à Saint-Macaire.

34. — Hérault. — A Montpellier, 15 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 64 p. 100 de chômeurs dans l' *habillement*; 63 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 90 à 95 heures, chez les *coiffeurs*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *infirmiers*.

A Bédarieux, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers, mineurs-terrasiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charretiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres*.

A Bouzigues, pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*.

A Cette, 11 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers, scieurs de long*; pas de chômeurs chez les *portefaix-débardeurs*.

A Ganges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Mèze, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *charretiers*.

A Pézenas, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc., 50 p. 100 de chômeurs, 42 heures, à Abeilhan; pas de chômeurs, 45 heures, à Beaufort; 43 p. 100, 36 heures, à Capestang; 75 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Cazouls-les-Béziers; 54 p. 100 de chômeurs, 36 heures, à Fabrègues; 15 p. 100, 42 heures, à Mauguio; pas de chômeurs, 36 heures, à Maureilhan; 27 p. 100 de chômeurs, 36 heures, à Mèze; 13 p. 100 de chômeurs, 36 heures, à Montblanc; pas de chômeurs à Mudaison; 33 p. 100 de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; 72 p. 100 de chômeurs à Olonzac; 45 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Pézenas; 11 p. 100, 36 heures, à Sérignan; pas de chômeurs, 48 heures, à Saint-Félix-de-Lodez.

35. — Ile-et-Vilaine. — A Rennes, 0.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures,

chez les *écrivains, graveurs, dessinateurs-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*; 19 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cochers*.

A Paramé, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Saint-Malo, travail plus satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Servan, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *canniers*.

36. — Indre. — A Châteauroux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en drap*.

A Paudy, 19 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *passemmentiers à la main*; 20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; 66 heures, chez les *chefs d'équipe, sous-chefs poseurs du P.-O.*

A Amboise, 60 heures chez les *mouleurs*.

38. — Isère. — A Grenoble, 2,5 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *gantiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvrières de l'aiguille*; 19 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en boutons*; 23 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *sténo-dactylographes*; travail satisfaisant chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, 50 heures chez les *ouvriers en chaussures*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *gantiers*.

A Izeaux, pas de changement chez les *cordonniers*.

A Lamotte-d'Aveillans, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Moirans, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs*.

A Parmilieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, 11 p. 100 de chômeurs, 30 à 72 heures, chez les *tullistes réunis*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, 5 jours de chômage par chaîne pour tous les *ouvriers*, 58 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en ciment*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

A Trept, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Vienne, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; 38 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 42 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *employés*.

A Viroin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers et ouvrières en soieries*; pas de chômeurs, 60 heures, travail moins abondant, chez les *ouvrières de l'aiguille*.

39. — Jura. — A Dôle, 21 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cinquétral, 4 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Fraisans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Claude, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 27 heures, dans l'*article de Saint-Claude*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les *tonneliers*.

A Dax, 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouclonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs, 80 heures, à Azur; pas de chômeurs à Boos; pas de chômeurs, 90 heures, à Castets-des-Landes; pas de chômeurs, 90 heures, à Escource; 19 p. 100 de chômeurs à Herm; pas de chômeurs, 60 heures, à Labouheyre; travail satisfaisant à Lalauque; pas de chômeurs à Léon; travail satisfaisant à Lesgor; 3 p. 100 de chômeurs, 80 heures, à Léspéron; pas de chômeurs à Lévignacq; 80 heures, à Linxe; travail satisfaisant, 60 heures, à Mézos; pas de chômeurs, 72 heures, à Mimizan; pas de chômeurs, 78 heures, à Molietz-et-Maa; pas de chômeurs, 70 heures, à Onesse-Laharie; travail satisfaisant, 70 heures, à Riou; pas de chômeurs, 72 heures, à Sainte-Eulalie-en-Born; 36 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à Souvigny; travail satisfaisant à Taller.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, 95 heures, chez les *boulangers*.

A Marchenoir, 75 heures chez les *bûchevons*.

A Romorantin, chômage persistant au *tissage*; 60 à 66 heures, chez les *ouvriers du drap*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, 10 p. 100 de chômeurs, 92 heures, chez les *tripiers-boyardiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *garçons limonadiers, d'hôtels, restaurants et similaires*; 9 p. 100 de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *imprimeurs, graveurs, lithographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *battandiers*; travail moins abondant chez les *lingères*; 53 p. 100 de chômeuses, 60 heures, chez les *couturières*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la Compagnie du gaz*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serriers*; 4 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *mécaniciens et électriciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *armuriers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *terrasiers, mineurs, puisatiers, tubistes*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *verriers*; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *tisseurs, renfourneurs, soudeurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la fabrique de rubans*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Roanne, travail moins abondant, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *employés*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soie*.

Au Cergne, 1 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les *ouvriers en soierie*, 20 p. 100 de chômeurs pour les *tisseurs à la mécanique*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs à bras*, 60 heures.

A Chazelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *ouvriers en chapellerie*.

A Firminy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Rive-de-Gier, 2,5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 15 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers*.

A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — A Espaly-Saint-Marcel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaufourniers*.

A Sainte-Sigolène, 17 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

A Saint-Didier-la-Séauve, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs et tisseuses*.

A Saint-Just-Malmont, 4 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Pol-de-Mons, 12 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

Aux Villettes, 5 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *passementiers*.

A Yssingaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, pas de chômeurs, 60 heures dans les ports,

72 sur mer, chez les *marins-pêcheurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; chômage complet chez les *tailleurs d'habits*; 38 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 66 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment et de l'industrie*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*; 11 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 60 heures chez les *employés et ouvriers de tramways*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au cabotage de l'Ouest*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *marins du commerce et pêcheurs réunis*.

A la Bassée-Indre, travail satisfaisant chez les *marins-pilotes*.

Au Croisic, pas de chômeurs, 96 heures, chez les *inscrits maritimes et pêcheurs*.

A Saint-Nazaire, 12 p. 100 de chômeurs, 72 à 80 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 52 et 63 heures, chez les *mécaniciens navigateurs de commerce*; 5 p. 100 de chômeurs, chez les *capitaines au long cours*.

45. — Loiret. — A Orléans, pas de chômeurs, 96 heures, chez les *garçons limonadiers, restaurateurs, d'hôtels, cuisiniers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés et voyageurs*.

A Montargis, 60 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, 72 heures, à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs à Batilly; pas de chômeurs aux Bordes; pas de chômeurs à Bouzy; pas de chômeurs à Cerdon; pas de chômeurs à Champoulet; pas de chômeurs à Chevilly; 2 p. 100 de chômeurs, 74 heures, à Dammarie-en-Puisaye; 25 p. 100 de chômeurs, 75 heures, à Dampierre; pas de chômeurs, 72 heures, à Faverelles; pas de chômeurs, 72 heures, à Isdes; pas de chômeurs, 88 ou 90 heures, à Lorris; 72 heures à Ouzouer-sur-Loire; pas de chômeurs, 78 heures, à Vieilles-Maisons.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de changement chez les *boulangers*; 25 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

A Casteljalous, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de changement chez les *travailleurs de la terre*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *boucheonniers*.

A Marmande, travail passable, 60 heures, chez les *tonneliers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *layetiers*.

A Villeneuve, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *dessinateurs et imprimeurs lithographes*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Cholet, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *blanchisseurs-appréteurs*.

A Saint-Pierre-Montlimalard, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs à Andrézé; pas de chômeurs, 60 heures, à Cholet; pas de chômeurs à Geste; pas de chômeurs, 72 heures, à la Saguinière; pas de chômeurs à Saint-Philibert-en-Mauges; pas de chômeurs, 72 heures, à la Tessoualle.

50. — Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints à la mécanique*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en pelleteries*.

A Reims, pas de chômeurs, 105 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; 70 heures chez les *employés de la Compagnie du gaz*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *plâtriers maçons*; 60 heures, chez les *travailleurs des chemins de fer*.

A Ay, pas de chômage, 72 à 78 heures, chez les *vignerons*.

A Courlondon, 72 à 84 heures chez les *papetiers*.

A Cumières, travail satisfaisant chez les *pilotes de la Marne*.

A Epernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*.

A Magneux, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *apprêteurs en pelleteries-lustreurs fourreurs*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *mégisièrs-palissoyeurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégisièrs de rivière*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, chez les *bûcherons*.

A Bussières-lès-Belmont, travail satisfaisant chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du livre*.

53. — Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du livre*; 90 heures, chez les *mécaniciens et chauffeurs de l'Ouest*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes et similaires*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers-relieurs*; pas de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *décorateurs sur verre, céramistes, etc.*; 85 heures, chez les *employés de tramways*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Dieulouard, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Commercy, 30 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Cousances-aux-Forges, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*; 60 heures au syndicat mixte de l'*industrie métallurgique*.

A Lérouville, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

56. — Morbihan. — Au Bono, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Carnac, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Lorient, 38 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

Au Palais, pas de chômeurs chez les *marins pilotes*.

A Ploubinec, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

A Sauzon, 62 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Vannes, pas de chômeurs, 57 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs mécaniques*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres*.

57. — Nièvre. — A Nevers, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

A la Charité-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Cercy-la-Tour, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Cossaye, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs à Annay; pas de chômeurs, 60 heures, à Arbouse; 10 p. 100 de chômeurs à Arquian; 20 p. 100 de chômeurs, 78 heures, à Azy-le-Vif; pas de chômeurs à Baudrée, 72 heures; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Beaumont-la-Ferrière; pas de chômeurs à Billy-sur-Oisy; pas de chômeurs à Bitry; à la Celle-sur-Nièvre: 26 p. 100 de chômeurs à la section de Chasnay, 50 p. 100 à la section de Murlin, 50 p. 100 à la section de Vielmanay; pas de chômeurs, 60 heures, à Champigny; 31 p. 100 de chômeurs, 84 heures, à Champvert; pas de changement à la Chapelle-Saint-André; 21 p. 100 de chômeurs à Châteauneuf; 59 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à Chaulgnes; pas de chômeurs à Ciez; pas de chômeurs à Cossaye; 60 heures à Crain; 22 p. 100 de chômeurs, 70 heures, à Dompierre; 33 p. 100 de chômeurs à Donzy; 50 p. 100 de chômeurs à Druy-Parigny; pas de chômeurs à Entrains; chômage complet à

Fours; 33 p. 100 de chômeurs à Guipy; pas de chômeurs à Lormes; 5 p. 100 de chômeurs à Magny-Cours; 5 p. 100 de chômeurs, 84 à 90 heures, à Menestreau; 50 p. 100 de chômeurs, 84 heures, à Montambert; 75 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Montaron; pas de chômeurs, 72 heures, à Montigny-aux-Amognes; pas de chômeurs à Nannay; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Nolay; pas de chômeurs, 84 heures, à Ourouer; travail non satisfaisant à Paray; 50 p. 100 de chômeurs à Parigny; pas de chômeurs, 72 heures, à Pazy; pas de chômeurs, 72 heures, à Perroy; travail satisfaisant à Prémery; travail satisfaisant à Roussy; 87 p. 100 de chômeurs à Saint-Aubin-des-Forges; pas de chômeurs, 60 heures, à Saint-Benin-d'Azy; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; pas de chômeurs, 90 heures, à Saint-Hilaire-Fontaine; 17 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à Saint-Parize-le-Châtel; pas de chômeurs, 72 heures, à Saint-Pierre-le-Moutier; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Saint-Sulpice; pas de chômeurs à Sichamps; pas de chômeurs, 66 à 70 heures, à Thiangès; 25 p. 100 de chômeurs, 80 heures, à Verneuil.

58. — Nord. — A Lille, pas de chômeurs chez les *confiseurs et chocolatiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures 1/2, chez les *lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 57 heures, dans l'*industrie du livre*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs de lin, chanvre et jute*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); travail moins abondant, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 81 p. 100 de chômeurs chez les *presseurs et presseuses en confection*; pas de chômeurs, 40 à 50 heures, à l'*Aiguille lilloise*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; pas de chômeurs, 71 heures, chez les *ouvriers tailleurs de pierres bleues*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en pierres blanches*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Armentières, pas de chômeurs, 59 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, à l'association syndicale de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *encolleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Bellignies, 3 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *marbriers*.

A Cambrai, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 70 à 80 heures chez les *mécaniciens et chauffeurs de chemins de fer*.

Au Cateau, 33 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *brodeurs*.

A Caudry, 4 p. 100 de chômeurs, 26 heures, chez les *ouvriers tullistes*; 1 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *ouvriers en tulle*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en guipures*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *vendeurs et vendeuses de journaux*.

A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Felleries, pas de chômeurs, chez les *tourneurs en bois*.

A Fourmies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Fresnes, 11 p. 100 de chômeurs chez les *verriers à vitres*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Halluin, 4 p. 100 de chômeurs, 52 à 56 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Loon-Plage, 37 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers des machines à battre le grain*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Marpent, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Raismes, 3 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*.

A Roubaix, 6 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *chambre syndicale textile*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'industrie textile*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *rentreurs*; pas de chômeurs, 40 heures, chez les *ourdisseurs*; travail très satisfaisant, 60 heures, dans l'*habillement*; 0.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de

chômeurs, 56 à 60 heures, chez les *métallurgistes* et *mécaniciens*; 66 heures, chez les *maçons*; 60 heures, chez les *peintres*; 7 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Saint-Amand-les-Eaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers-porcelainiers*.

A Sous-le-Bois, 2 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, dans la *métallurgie*.

A Sous-le-Bois-Londroil, travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Tourcoing, 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *tapisiers en grosse moquette*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plafonneurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers-couvreurs*.

A Valenciennes, pas de chômeurs, 72 à 75 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Villers-Sire-Nicole, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Wambrechies, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

Chez les *tisseurs*: pas de chômeurs, 60 heures, à Avesnes; pas de chômeurs à Avesnes-les-Aubert; 20 p. 100 de chômeurs à Avesnes-le-Sec; pas de chômeurs, 70 heures, à Bévillers; pas de chômeurs, 60 heures, à Boussières; pas de chômeurs à Carnières; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Comines; 60 heures à Fourmies; 60 heures à la Gorgue; 6 p. 100 de chômeurs, 52 à 56 heures, chez les ouvriers textiles (rue Saint-André) et 1 p. 100 de chômeurs, 58 heures 1/2 à l'Union ouvrière textile, à Halluin; pas de chômeurs à Haspres; 1 p. 100 de chômeurs, 56 et 60 heures, au syndicat de la place de la République et travail satisfaisant, 59 heures, à l'Union de l'industrie textile, à Houplines; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Lannoy; 1 p. 100 de chômeurs, 56 heures à Nieppe; pas de chômeurs à Quiévy; pas de chômeurs, 72 heures, à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 18 p. 100 de chômeurs, 78 heures, à Saulzoir; 34 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Compiègne, travail régulier chez les *comptables* et *employés*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables* et *employés*.

A Guise-la-Motte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *jumelliers*.

A Feuquières, 60 heures chez les *verriers*.

A Hermes, 1 p. 100 de chômeurs, 56 heures, dans les *scieries mécaniques*.

A Longueil-Annel, 15 p. 100 de chômeurs chez les *pilotes*.

A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Mouy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs, brocheurs, couseurs de chaussures*.

A Saint-Just-des-Marais, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Senlis, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

Chez les *tabletiers de l'Oise*: pas de chômeurs, 60 heures, à Fresnoy-Monchevreuil; pas de chômeurs, 60 heures, à la Houssoye; pas de chômeurs à Montherlant, pas de chômeurs à Saint-Crépin-Honvilliers.

60. — Orne. — A Alençon, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*.

A Fiers, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail non satisfaisant, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; travail satisfaisant au syndicat mixte des *couturiers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs dans l'*industrie du livre*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 60 heures chez les *zingeurs-plombiers*.

A Blendecques, travail satisfaisant chez les *papetiers*.

A Calais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du gaz*; 38 p. 100 de chômeurs chez les *perceurs de cartons*; pas de chômeurs, 36 heures, dans l'*habillement*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs chez les *pilotes*.

A Wizernes, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *papetiers*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 7 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *employés de magasins*.

A Saint-Eloy, 60 heures chez les *mineurs*.

A Saint-Remy, 60 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *monteurs de couteaux de table*.

A Thiers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Volvic, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Arudy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, 66 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *tailleurs*; 60 p. 100 de chômeurs à l'*Aiguille bayonnaise*.

A Biarritz, 10 p. 100 de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *jardiniers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *garçons d'hôtels, restaurants, limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Oloron-Sainte-Marie, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Pau, 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Salies-de-Béarn, pas de chômeurs chez les *ouvriers sandaliers*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; 51 à 60 heures chez les *mécaniciens*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; travail moins abondant, 60 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers, cimentiers*; chômage presque complet chez les *terrassiers, aides-maçons*.

A Cerbère, chômage complet chez les *ouvriers du transbordement des fruits*; chômage complet chez les *transbordeurs d'oranges*.

A Lamanère, 25 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilliers-trépointeurs*.

A Ria, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des hauts fourneaux*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, 13 p. 100 de chômeurs, 75 à 78 heures, chez les *cercliers*.

A Taurinya, 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

A Vernet-les-Bains, 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*: 24 p. 100 de chômeurs à Clairac; 29 p. 100 de chômeurs à Espéra-de-l'Agly; pas de chômeurs à Montner; pas de chômeurs, 48 heures, à Pézilla-de-la-Rivière; 60 p. 100 de chômeurs, 42 heures, à Rivesaltes; pas de chômeurs, 42 heures, au Soler; 25 p. 100 de chômeurs à Toulonges; 4 p. 100, 48 heures, à Villeneuve-de-la-Raho.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, ébénistes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs et conducteurs-typographes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *employés limonadiers-restaurateurs*; 12 p. 100 chez les *garçons limonadiers, restaurateurs, d'hôtels*; 24 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *bouvières employés aux bestiaux*.

3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cartonniers de luxe*; 18 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *cartonniers en tous genres*.

Travail abondant, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, à l'Union de la région lyonnaise (*tissage*); 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes*; 16 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *tullistes en dentelles*; 50 p. 100 de chômeurs,

48 à 50 heures, chez les *apficiers, tailleurs d'habits*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*; travail non satisfaisant chez les *bouillonneuses en première main*.

5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs, brocheurs et cambreurs*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *sculpteurs sur bois et mouluriers*.

6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *bijoutiers*.

3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en céramique*.

10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *verriers réunis*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des ateliers de la Compagnie des omnibus*; 70 à 75 dans les *transports bateaux-mouches*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés du funiculaire*.

2 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *camionneurs*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; situation satisfaisante chez les *employés de la soierie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; 32 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Amplepuis, 55 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Bourg-de-Thizy, 7 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horticulteurs*.

A Cours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Grandris, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Pierre-Bénite, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs et bouchers sur cristaux*.

A Sainte-Foy-l'Argentière, chômage complet chez les *mineurs*.

A Tarare, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; 18 p. 100, 60 heures, chez les *menuisiers, ébénistes, charpentiers et similaires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et aides*.

A Venissieux, pas de chômeurs, 52 heures et demie, chez les *verriers*.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*.

69. — Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 86 heures, chez les *coiffeurs*.

A Autun, pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *ébénistes*.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Montceau-les-Mines, 50 à 60 heures, chez les *mineurs*.

A Montchanin-les-Mines, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Saint-Firmin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Toulon-sur-Arroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

70. — Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *coupeurs tailleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voiture*; 65 heures, chez les *mouleurs*; 65 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Bessé-sur-Braye, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*.

A Sablé, travail assez satisfaisant, 65 heures, chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Arvillard, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *forgerons*.

A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les *travailleurs du cuir*; 73 p. 100 de chômeurs, 64 heures, dans l'*habillement*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers et peintres*.

Aux Échelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers gainiers*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, 60 heures, chez les *ouvriers des plâtrières*.

72. — Savoie (Haute-). — A Allinges, 10 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

A Cluses, 43 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *horlogers*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.

A Rives-Thonon, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.
 A Scionzier, 27 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *horlogers*.
 A Taninges, pas de chômeurs, 58 heures, chez les *diamantaires*.
 A Thonon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

73. — **Seine.** — A Paris, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers *jardiniers* (rue du Harlay); pas de chômeurs, 72 heures, travail plus abondant chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte).

15 p. 100 de chômeurs à l'Union amicale des *boulangers* du XIII^e arrondissement; pas de chômeurs chez les *boulangers de l'Assistance publique*; 4 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les compagnons *boulangers* du Nouveau Siècle; 2 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 9 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* (rue Jean-Jacques-Rousseau); 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la *Société mixte des cuisiniers de Paris*; 2 p. 100 de chômeurs à la Chambre syndicale des *garçons de cuisine*; pas de chômeurs, 96 heures, chez les *limonadiers-restaurateurs* (La France); 14 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs de la Seine*; pas de chômeurs chez les *limonadiers* (Union du II^e arrondissement); 22 p. 100 de chômeurs à l'Union laborieuse de l'alimentation; 1 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *charcutiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *employés des halles* (voailles et gibiers); 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés des halles* (marée).

4 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *travailleurs du gaz*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs gaziers* de Paris et de la Seine; pas de chômeurs chez le personnel gradé de la *Société du gaz*.

1,3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la Chambre syndicale *typographique*; 2,1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la Chambre syndicale des *ouvriers du livre*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes indépendants*; 3 p. 100 de chômeurs à l'Union *lithographique*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes indépendants*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes* (La Résistance); 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs-lithographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *photographeurs*; 18 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *graveurs de géographie*; pas de chômeurs, 36 heures, chez les *stéréotypeurs de journaux*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs sur bois pour impressions*.

16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *sellerie*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *selliers à la selle*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *portefeuilleistes-marquigniers*; 0 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers-bottiers*; travail moins abondant chez les *gantiers*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs en tous genres*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; 29 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *passementiers à la barre*; 6 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *passementiers à la main*; 41 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *couturières*; 80 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières de l'aiguille à domicile; pas de changement chez les ouvrières de l'habillement; 54 heures chez les *couturières à domicile*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *fourreurs en confection*; 35 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; pas de changement chez les ouvrières en *chapeaux soie et feutre*; 78 p. 100 de chômeurs, 72 à 75 heures, chez les *casquetiers*; pas de chômeurs, 42 à 48 heures, chez les ouvriers en *chapeaux mécaniques*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 8 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les ouvriers du *siège cuir*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les compagnons *charbons*; 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *monteurs-étalagistes*.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs de service et contremaîtres des *industries métallurgiques*; 6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, à la Chambre syndicale indépendante de la *métallurgie*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au Syndicat indépendant des ouvriers *métallurgistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, au Syndicat libre des *métallurgistes* de la Seine; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, au Syndicat autonome des *métallurgistes* de

la Seine; 2 p. 100 pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *mécaniciens*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ingénieurs et mécaniciens des industries électriques*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de précision*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de chirurgie*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers*; 5 p. 100 de chômeurs, travail peu satisfaisant chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; pas de chômeurs, 59 heures, chez les *opticiens*; pas de chômage chez les *ouvriers en instruments de musique*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *soudeurs et apprêteurs en tubes de cuivre*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers d'étain*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en comptoirs d'étain*; pas de changement chez les *tailleurs sur acier*; 2 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *ferblantiers*; travail plus abondant, 55 à 60 heures, chez les *ouvriers du bronze imitation*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs repousseurs sur tous métaux*.

Pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres (rue Baligny)*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *endumeurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *fumistes en bâtiment*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plombiers et couvresseurs*; pas de chômeurs chez les *sculpteurs-modéleurs*; travail abondant chez les *briqueurs*; pas de chômeurs, 60 heures, à la Chambre syndicale indépendante des *briqueurs*.

10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de glace*; travail moins abondant, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *boucheurs à l'émeri*.

7 p. 100 de chômeurs chez les *garçons livreurs, garçons de magasin et manutentionnaires*; 5 p. 100 de chômeurs à l'Union fraternelle des *employés*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la Chambre syndicale indépendante des *employés de l'industrie et du commerce*; pas de chômeurs au Syndicat des *employés* du boulevard Saint-Martin; 13 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; pas de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *employés de banque et de bourse*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *employés de bureau, de banque et d'assurances*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *employés de banque et de bourse de la région parisienne*; pas de chômeuses, 60 heures, chez les *employées du commerce, de la banque et assimilées*, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *commis en maçonnerie*; 1 p. 100 de chômeuses, 60 heures, chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; travail satisfaisant, chez les *femmes caissières, comptables et employées*; travail plus abondant à l'*Alliance sténographique*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *sténographes et sténo-dactylographes*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *clercs d'huissiers*; travail non satisfaisant à la Fédération française des *voyageurs de commerce*; pas de chômeurs, 60 heures, à la Chambre syndicale des *courtiers et représentants de commerce et des employés des maisons d'abonnement*; pas de changement chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés en serrurerie*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *porteurs des halles et marchés*; pas de chômeurs chez les *porteurs de pianos et coffres-forts*; 8.50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres industriels*; 14 p. 100 de chômeurs, 80 et 90 heures, chez les *laveurs de voitures*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *chiffonniers*.

8 p. 100 de chômeurs chez les *employés d'hôtel*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à l'Union centrale des *chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes* (Bourse du travail); moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, etc.* (quai de Javel); 4 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes* (rue des Lavandières-Sainte-Opportune); 1 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *coiffeurs*.

9 p. 100 de chômeurs chez les *gardes-malades*; 10 p. 100 de chômeurs à la Chambre syndicale des *artistes musiciens*; travail plus abondant à l'Association professionnelle des *artistes musiciens*; travail satisfaisant chez les *pianistes*; pas de changement chez les *chefs d'orchestre*; travail très satisfaisant chez les *institutrices privées*.

A Champigny, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Villemomble, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *jardiniers*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 3 p. 100 de chômeurs, 50 et 55 heures, dans l'*industrie cotonnière*; 33 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; pas de chômeurs

60 heures, chez les *tapissiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *scieurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs, plombiers, zingueurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *comptables et employés*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

Au Havre, 7 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du port*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs et scieurs de pierre*; 59 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au cabotage*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens de 2^e classe de la marine marchande*; travail plus satisfaisant chez les *cochers*; 40 p. 100 de chômeurs, 24 heures, chez les *charbonniers déchargeurs*.

A Bolbec, 1 p. 100 de chômeurs, 53 heures, chez les *cotonniers*.

A Caudebec, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Dieppe, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Houle, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

A Néville, pas de chômeurs, 76 heures, chez les *ouvriers agricoles*.

Chez les *verriers*, pas de chômeurs, 60 heures, à Incheville; pas de chômeurs, 60 heures, à Rétonval; 60 heures, à Romesnil.

75. — Seine-et-Marne. — A Annet, 72 heures chez les *carriers*.

A Château-Landon, 8 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.
A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

A Lagny, pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Meaux, 54 et 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, au Syndicat mellois de l'*industrie du livre*.

A Melun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Montereau, travail satisfaisant, 72 heures, dans le *bâtiment*; 48 heures, chez les *faïenciers*.

A Mouroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Nemours, 72 heures, chez les *carriers*.

A Noisiel, 66 heures chez les *chocolatiers*.

A Thieux, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 66 heures, dans l'*habillement*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs, découpeurs, mouluriers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons, tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *cochers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *employés du département de Seine-et-Oise*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Argenteuil, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Châteaufort, pas de chômeurs, chez les *ouvriers agricoles*.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Essonnes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

A Maisons-Laffitte, 2 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant, chez les *garçons d'écurie et jockeys*.

A Mantes, travail satisfaisant, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Méry-sur-Oise, 11 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *ouvriers champignonnistes*.

A Meulan, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Orsay, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Ruël, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs*.
A Saint-Cloud, 72 heures, chez les *jardiniers*.

77. — Sèvres (Deux). — A Niort, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*.

A Melle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les ouvriers de l'*industrie laitière*.

78. — Somme. — A Amiens, 1,5 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*ameublement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs, mécaniciens et similaires*; 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Saint-Ouen, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

79. — Tarn. — A Albi, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; travail stationnaire, 60 heures, chez les *terrassiers et manœuvres*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments*.

A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs dans l'*industrie lainière*.

A Cagnac, 48 heures chez les *mineurs*.

A Castres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; travail stationnaire, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer et cuivre*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *sculpteurs*; travail moins abondant à l'*Union syndicale textile*.

A Gaillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Mazamet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *peau de mouton*; 2 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, dans la *filature de coton*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers *charretiers*.

A Rabastens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Caussade, chômage complet chez les *chapeliers et similaires*.

81. — Var. — A Toulon, pas de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les travailleurs de l'*usine à gaz*.

A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés et ouvriers des tramways*.

A Caderousse, 45 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*; pas de chômeurs, 60 heures, à l'*Union balaitière (mixte)*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*.

A la Châtaigneraie, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Luçon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers boitiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, 60 heures, aux Épesses; pas de chômeurs à

Évrune; pas de chômeurs, 60 heures, à Mortagne-sur-Sèvre; pas de chômeurs, 66 heures, à Saint-Laurent-sur-Sèvre; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, à Saint-Malo-au-Bois.

84. — Vienne. — A Poitiers, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fabricants de balais*; travail très abondant chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et ravaleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vitriers, peintres et colleurs de papier*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *instituteurs et institutrices*.

A Châtellerault, 90 heures chez les *employés*.

A Lavoux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *sabotiers*; 33 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *maçons*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers-manœuvres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; 20 p. 100 de chômeurs à la Chambre syndicale générale de la *céramique*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers en porcelaine*; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaine*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les employés aux moulins dits *crématoires*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Magnac-Laval, 10 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

86. — Vosges. — A Arnould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*.

A Saint-Dié, pas de chômeurs chez les membres de l'*enseignement libre*.

A Épinal, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Gérardmer, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers en jouets*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers carriers et du bâtiment*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs, 65 heures, à Châtel-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, à Épinal; 60 heures à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, à Harsault; 60 heures, à Plainfaing; pas de chômeurs, 60 heures, à Remiremont; 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, à Saint-Dié; pas de chômeurs, 60 heures, à Saint-Léonard; pas de chômeurs, 60 heures, à Saint-Maurice-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, à Saulxures-sur-Moselotte.

87. — Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Charentenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Massangis, pas de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Sens, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 70 heures, dans le *bâtiment*; 3 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *employés*; travail satisfaisant, 72 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *maratchers-horticulteurs*.

A Treigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

A Villeneuve-sur-Yonne, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, 60 heures, à Chailley; 66 heures à Champcevrains; pas de chômeurs à Fontenailles-sous-Andryes; pas de chômeurs à Lavau; 33 p. 100 de chômeurs à Mézilles; pas de chômeurs à Moutiers; pas de chômeurs à Ronchères; 50 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à Saints; pas de chômeurs à Saint-Aubin-Château-neuf; 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à Saint-Fargeau; pas de chômeurs, 72 heures, à Saint-Martin-des Champs; 18 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à Saint-Sauveur-en-Puisaye; 37 p. 100 de chômeurs, 85 heures, à Villeneuve-les-Genêts.

88. — Algérie. — A Alger, 30 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*.

A Bône, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*; 8 p. 100 de chômeurs, 81 heures, chez les *coiffeurs*.

A Constantine, 9 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers, pâtissiers et charcutiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *limonadiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers, ébénistes, charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur métaux*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cochers et charretiers*.

A Herbillon, pas de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *coupeurs et tailleurs de pavés*.

A Mostaganem, 13 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *boulangers*.

A Oran, 72.5 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *marins et pêcheurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et plâtriers*.

A Philippeville, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *coiffeurs*.

A Sidi-bel-Abbès, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les huit premiers mois de 1909 :

	1909.	1908.	AUGMENTATIONS en 1909.	DIMINUTIONS en 1909.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	564,633	616,356	#	51,723
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,585,816	2,340,995	244,821	#
Objets fabriqués.....	746,943	732,844	14,099	#
TOTAUX.....	3,897,392	3,690,195	258,920	51,723
AUGMENTATION en 1909.....	207,197			
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	493,384	469,824	23,560	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	995,255	858,801	136,454	#
Objets fabriqués.....	1,739,761	1,662,095	77,666	#
Colis postaux.....	290,596	278,854	11,742	#
TOTAUX.....	3,518,996	3,269,574	249,422	#
AUGMENTATION en 1909.....	249,422			

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,158,616,300 francs du 1^{er} janvier au 9 septembre 1909 contre 1,048,395,600 francs pendant la période correspondante de 1908, soit une augmentation de 10,220,700 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Sept. 1908.	Août 1909.	Sept. 1909.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	29 ^f 87	33 ^f 00	33 ^f 50
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	41 75	41 25	42 50
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	76 87	61 75	60 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	55 62	55 20	58 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	71 00	72 50	#
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	62 12	78 75	81 00
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	135 00	182 50	190 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr....	#	52 00	#
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	163 50	#	158 00
Étain Banka, <i>idem.</i>	359 00	#	371 00
Plomb, livr. à Paris, <i>idem.</i>	40 00	#	38 00
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	55 00	#	61 25
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	23 12	23 15	23 50
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 60	1 61	1 47
— veau, <i>idem.</i>	1 95	1 65	1 71
— mouton, <i>idem.</i>	2 15	2 30	2 10
— porc, <i>idem.</i>	1 60	1 35	1 49

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'Août 1909, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 35 syndicats patronaux comptant 1,036 membres;
- 53 syndicats ouvriers comptant 4,593 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 3 bourses du travail;

et de la dissolution de :

- 9 syndicats patronaux comptant 475 membres;
- 24 syndicats ouvriers comptant 1,006 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

7 en août, 23 en juillet, 15 en juin, 7 en mai, 2 en avril, 4 en mars, 2 en février, 4 en janvier, et 28 antérieurement au 1^{er} janvier 1909. Total : 92.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Drôme. — Syndicat des **expéditeurs** de produits agricoles de France [8 juin 1909. — 8 membres]. Siège social : boulevard Bancel, 3, VALENCE.

Finistère. — Syndicat des marchands **de bois** et charbons de la ville de Brest et des communes suburbaines [26 juin 1909. — 30 membres]. Siège social : rue Graveran, 5, BREST.

Garonne (Haute-). — Syndicat général des fabricants de **conserves** alimentaires et confiseurs de Toulouse et de la région [27 mars 1908. — 25 membres]. Siège social : rue Alsace-Lorraine, 41, TOULOUSE. — Syndicat **médical** des cantons ruraux de Toulouse [2 février 1908. — 17 membres]. Siège social : rue de Rémusat, 17, TOULOUSE. — Syndicat de la **tannerie** de Toulouse et du Sud-Ouest [5 février 1908. — 70 membres]. Siège social : place du Capitole, 2, TOULOUSE.

Gers. — Syndicat des **maréchaux-ferrants** et forgerons de l'arrondissement de Lombez [9 février 1908. — 18 membres]. Siège social : Hôtel de ville, LOMBEZ.

Gironde. — Union amicale des **forains** de Bordeaux et du Sud-Ouest [1^{er} juillet 1909. — 46 membres]. Siège social : cours Saint-Jean, 2, BORDEAUX.

Indre. — Syndicat des entrepreneurs de **battages** du département de l'Indre [2 mai 1909. — 48 membres]. Siège social : rue du Grand-Mouton, 7, CHÂTEAUX. — Chambre syndicale des gérants de débits de **tabac** du département de l'Indre [25 mars 1909. — 14 membres]. Siège social : place Lafayette, 4, CHÂTEAUX.

Isère. — Syndicat professionnel des **distillateurs** ambulants de la région viennoise [21 juin 1909. — 22 membres]. Siège social : place Miremont, 4, VIENNE.

Jura. — Syndicat du commerce en gros des **vins** et spiritueux de Saint-Claude et des environs [2 juillet 1909. — 14 membres]. Siège social : SAINT-CLAUDE.

Loire. — Syndicat professionnel des **horticulteurs** montbrisonnais et de l'arrondissement de Montbrison [26 décembre 1908. — 53 membres]. Siège social : Hôtel de ville, MONTBRISON. — Syndicat de défense et d'encouragement à l'industrie **laitière** [26 janvier 1908. — 120 membres]. Siège social : rue des Deux-Marchés, 2, RIVE-DE-GIER. — Syndicat des courtiers et représentants patentés de l'**alimentation** (épicerie, farines et liquides) de la ville de Saint-Étienne et environs [15 janvier 1909. — ? membres]. — Siège social : café des Négociants, SAINT-ÉTIENNE. — Chambre syndicale des commissionnaires et marchands de **bestiaux** de la ville de Saint-Étienne [29 juin 1908. — 75 membres]. Siège social : salle du Commerce, marché des Mottetières, SAINT-ÉTIENNE. — Chambre syndicale des fabricants de **tissus** élastiques de Saint-Étienne et de la région [25 mars 1909. — ? membres]. Siège social : rue du Général-Foy, 20, SAINT-ÉTIENNE.

Manche. — Syndicat des marchands et marchandes de **poisson** de la ville de Cherbourg [2 avril 1907. — 80 membres]. — Siège social : Hôtel de ville, CHERBOURG. — Syndicat des **sages-femmes** de Cherbourg [2 décembre 1907. — 5 membres]. Siège social : Hôtel de ville, CHERBOURG. — Syndicat de la **boulangerie** de Saint-Lô [21 août 1898. — 52 membres]. Siège social : rue du Bosquet, 2, SAINT-LÔ (reconstitution).

Marne. — Syndicat des **selliers-bourreliers** de l'arrondissement de Reims [4 juillet 1909. — 45 membres]. Siège social : rue des Poissonniers, 41, REIMS.

Meurthe-et-Moselle. — Association syndicale des **confectionneurs**, drapiers, tailleurs de Meurthe-et-Moselle [31 juillet 1909. — 150 membres]. Siège social : rue des Dominicains, 47, NANCY.

Morbihan. — Chambre syndicale des **cafetiers** et débitants de la ville de Lorient et du Morbihan [2 mai 1909. — 120 membres]. Siège social : rue de la Comédie, 33, LORIENT.

Nièvre. — Syndicat **forestier** des propriétaires nivernais [11 juin 1909. — 42 membres]. Siège social : rue Gambetta, 17, NEVERS.

Oise. — Chambre syndicale de l'Oise des marchands **forains**, colporteurs et gens de marché [2 août 1909. — 11 membres]. Siège social : rue de Montataire, 30, CREIL. — Syndicat des entrepreneurs de **menuiserie** de la ville de Creil et communes environnantes [1^{er} juin 1909. — 9 membres]. Siège social : Hôtel de ville, CREIL.

Pyrénées (Basses-). — Syndicat de la **boulangerie** de Biarritz et environs [11 juin 1909. — 19 membres]. Siège social : maison Dalbarde, rue de la maison Suisse, BIARRITZ. — Syndicat des **bijoutiers**, horlogers, joailliers, orfèvres de la ville de Pau [16 juillet 1909. — 17 membres]. Siège social : Halle Neuve, PAU. — Syndicat des **pharmaciens** de Pau [12 juillet 1909. — 20 membres]. Siège social : rue Montpensier, 1, PAU.

Seine. — Syndicat des fabricants et éditeurs de la **carte postale** au bromure d'argent [3 juillet 1909. — ? membres]. Siège social : rue Étienne-Marcel, 54, PARIS. — «Comité central des **cokes** de France», association pour développer l'emploi du coke [21 juillet 1909. — ? membres]. Siège social : rue du Faubourg-Poissonnière, 177, PARIS. — Chambre syn

dicale des **exportateurs** français des fruits et primeurs et produits de luxe [28 juillet 1909. — 8 membres]. Siège social : rue Bertin-Poirée, 12, PARIS. — Syndicat de défense de l'industrie **fromagère** [6 août 1909. — 2 membres]. Siège social : rue de Rivoli, 130, PARIS. — Syndicat **médical** de la région de Saint-Maur [25 juin 1909. — 20 membres]. Siège social : rue Saint-Hilaire, 34, SAINT-MAUR-LES-FOSSES-LA VARENNE.

Vosges. — Chambre syndicale des **horlogers-bijoutiers-orfèvres** du département des Vosges [4 juillet 1909. — 45 membres]. Siège social : REMIREMONT.

Alger. — Union syndicale des patrons **coiffeurs** d'Alger et du département [22 juin 1909. — 103 membres]. Siège social : rue Michelet, 24, ALGER.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes. — Fédération générale des groupements des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** de France et des colonies, section de Nice [1^{er} août 1909. — 96 membres]. Siège social : rue Dabray, 26, NICE.

Ardennes. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et parties similaires de Vendresse [30 juillet 1909. — 42 membres]. Siège social : salle annexe de la Mairie, VENDRESSE.

Aude. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs de la Compagnie du Midi (**chemins de fer**) [7 juillet 1909. — 28 membres]. Siège social : rue de Toulouse, 43, CARCASSONNE.

Bouches-du-Rhône. — Chambre syndicale des ouvriers **terrassiers** et hommes de peine de Châteaurenard [14 novembre 1908. — 20 membres]. Siège social : avenue d'Espagne, CHÂTEAURENARD. — Syndicat des ouvriers des **constructions navales** [2 juillet 1908. — 800 membres]. Siège social : ancienne caserne, boulevard de la Tasse, LA CIOTAT. — Chambre syndicale des ouvriers **tourneurs sur bois** de Marseille [4 juillet 1909. — 22 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Cher. — Chambre syndicale des ouvriers **potiers** et similaires [6 juin 1909. — 43 membres]. Siège social : La Borne, HENRICHEMONT.

Drôme. — Syndicat professionnel des ouvriers et manœuvres en **bâtiments** de Saint-Vallier [3 juillet 1909. — 30 membres]. Siège social : Mairie, SAINT-VALLIER.

Gard. — Syndicat des ouvriers **camionneurs**, portefaix et similaires de Saint-Gilles-du-Gard [17 août 1909. — 12 membres]. Siège social : SAINT-GILLES-DU-GARD.

Garonne (Haute-). — Chambre syndicale des ouvriers **cochers** de fiacre de la ville de Toulouse [17 janvier 1908. — 60 membres]. Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — Société syndicale des **coupeurs-tailleurs** de Toulouse [30 mars 1908. — 36 membres]. Siège social : Arcades du Capitole, 9, TOULOUSE. — Syndicat ouvrier des **cuisiniers** de Toulouse [12 mai 1908. — 80 membres]. Siège social : place Lafayette, 9, TOULOUSE. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux-ferrants** de la ville de Toulouse [28 mars 1908. — 40 membres]. Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — Syndicat des **musiciens** indépendants de la ville de Toulouse [30 juillet 1908. — 60 membres]. Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE.

Gironde. — Syndicat des ouvriers **tonneliers** de Béguey et des environs [2 décembre 1903. — 35 membres]. Siège social : BÉGUEY. — Union syndicale des **clercs** d'huissiers de la Gironde [31 juillet 1909. — 28 membres]. Siège social : rue Voltaire, 9, BORDEAUX. —

Syndicat des **infirmiers** de l'asile d'aliénés de Cadillac [30 juillet 1909. — 40 membres]. Siège social : Asile des aliénés, CADILLAC. — Union syndicale des **fermiers**, métayers et résiniers du canton de Saint-Vivien [22 juin 1909. — 41 membres]. Siège social : Hôtel du Progrès, avenue de la Plage, SOULAC-SUR-MER.

Indre. — Syndicat des travailleurs **municipaux** de la ville de Châteauroux [17 juin 1909. — 18 membres]. Siège social : Bourse du travail, CHÂTEAUXOUX. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de la commune de Vendœuvres [7 mars 1909. — 148 membres]. Siège social : VENDOEUVRES.

Jura. — Syndicat des **sabotiers** et similaires [1^{er} juillet 1909. — 16 membres]. Siège social : Bourse du travail, LONS-LE-SAUNIER.

Loire. — Chambre syndicale des ouvriers en **chaussures** de Firminy et environs [1^{er} avril 1909. — 27 membres]. Siège social : Bourse du travail, FIRMINY. — Syndicat des ouvriers **scieurs**, découpeurs, mouluriers et parties similaires de Roanne, Le Coteau et ses environs [5 avril 1908. — 44 membres]. Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — Chambre syndicale ouvrière de la **boucherie** de Saint-Étienne et du département de la Loire [23 décembre 1908. — 85 membres]. Siège social : cours Victor-Hugo, 17, SAINT-ÉTIENNE. — Syndicat des ouvriers **cartonniers** de Saint-Étienne et environs [20 juillet 1909. — 35 membres]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — Chambre syndicale des **chaudronniers** en cuivre et similaires de Saint-Étienne et de la banlieue [2 1908. — 35 membres]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — Syndicat jaune des **employés** stéphanois du commerce et de l'industrie [16 janvier 1909. — 35 membres]. Siège social : rue de Lodi, 7, SAINT-ÉTIENNE. — Syndicat libre des **mineurs** de Côte-Chaude [1^{er} janvier 1909. — 20 membres]. Siège social : maison Ponceneaux, quartier Gailard, SAINT-ÉTIENNE.

Loiret. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires d'Orléans [1^{er} mai 1909. — 42 membres]. Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS.

Manche. — Syndicat général des travailleurs **municipaux** de la ville de Cherbourg [2 mai 1908. — 61 membres]. Siège social : Bourse du travail, CHERBOURG. — Syndicat des ouvriers **cochers** de la ville de Cherbourg [2 juin 1908. — 52 membres]. Siège social : Bourse du travail, CHERBOURG.

Nièvre. — Syndicat **bûcheron** de Parigny-les-Vaux [7 avril 1909. — 8 membres]. Siège social : PARIGNY-LES-VAUX.

Nord. — Syndicat des ouvriers de la **raffinerie** nationale de Lille [1^{er} juillet 1909. — 25 membres]. Siège social : rue du Poids, 49, LILLE. — Chambre syndicale des ouvriers **jardiniers** et parties similaires de Roubaix-Tourcoing et environs [10 août 1909. — 40 membres]. Siège social : angle des rues Dammartin et de Barbieux, ROUBAIX. — Union de la **métallurgie** et parties similaires [1^{er} août 1909. — 1,150 membres]. Siège social : Bourse du travail, ROUBAIX. (Fusion de la Fédération des ouvriers mécaniciens, métallurgistes de Roubaix et environs et de la Chambre syndicale des ouvriers mouleurs en fer et en cuivre de Roubaix).

Orne. — Syndicat indépendant de l'industrie **cotonnière** de Flers et des environs [28 novembre 1907. — 157 membres]. Siège social : rue Blin, 9, FLERS.

Pyrénées (Basses-). — Syndicat corporatif d'employés d'hôtels, limonadiers et restaurateurs [2 avril 1907. — 82 membres]. Siège social : rue Gambetta, 5, BIARRITZ.

Rhône. — Syndicat national du personnel de la **banque** de France (groupe de Lyon). [2 février 1909. — 85 membres]. Siège social : rue de la République, 14, LYON.

Saône-et-Loire. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Chalon-sur-Saône [1^{er} mai 1909. — 207 membres]. Siège social : Bourse du travail, CHALON-SUR-SAÔNE.

Seine. — Syndicat indépendant des **glaisiers-mineurs** [6 mai 1909. — 28 membres]. Siège social : route de Fontainebleau, 95, KREMLIN-BICÊTRE. — Syndicat national des **col-porteurs** et parties similaires [1^{er} juillet 1909. — 32 membres]. Siège social : rue Saint-Denis, 241, PARIS. — Syndicat général des **dessinateurs**, commis et assimilés du bâtiment et des travaux publics [8 juillet 1909. — 120 membres]. Siège social : avenue Sœur-Rosalie, 9, PARIS. — Syndicat du personnel **enseignant** et surveillant de la région parisienne [30 mai 1909. — 81 membres]. Siège social : boulevard Magenta, 1 bis, PARIS. — Syndicat des ouvriers **fondeurs** et fondeurs margariniers de Paris et du département de la Seine [3 juillet 1909. — 31 membres]. Siège social : avenue du Pont-de-Flandre, 35, PARIS. — Chambre syndicale des ouvriers du périmètre du **gaz** [25 juin 1909. — 110 membres]. Siège social : boulevard Magenta, 1 bis, PARIS. — Syndicat des ouvriers **piqueurs de moëllons** du département de la Seine [1^{er} août 1909. — 30 membres]. Siège social : boulevard Ney, 39, PARIS.

Seine-Inférieure. — Syndicat ouvrier des **briquetiers** d'Oissel [17 juin 1909. — 10 membres]. Siège social : rue Sadi-Carnot, 28 bis, OISSEL.

Seine-et-Oise. — Syndicat des ouvriers **peintres** et parties similaires de Sèvres et environs [31 octobre 1908. — 21 membres]. Siège social : Hôtel de ville, SÈVRES. — Syndicat **typographique** et parties similaires de Villeneuve-Saint-Georges et environs, 102^e section de la Fédération des travailleurs du Livre [1^{er} avril 1908. — 20 membres]. Siège social : rue de Paris, 96, VILLENEUVE-SAINT-GEORGES.

Tarn. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **chaussures** de la ville de Castres [15 février 1909. — 46 membres]. Siège social : rue du Milieu, 3 bis, CASTRES. — Chambre syndicale des ouvriers **mégissiers** de Mazamet [27 juillet 1909. — 120 membres]. Siège social : Bourse du travail, MAZAMET. — Syndicat du **textile** [1^{er} juillet 1909. — 10 membres]. Siège social : rue Méjanel, MAZAMET.

Oran. — Chambre syndicale des artistes **musiciens** de la ville d'Oran [18 mai 1909. — 49 membres]. Siège social : Bourse du travail, ORAN.

3° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Savoie. — Fédération des syndicats d'Aix-les-Bains [1^{er} janvier 1909. — 8 syndicats adhérents]. Siège social : Hôtel de ville, AIX-LES-BAINS.

4° BOURSES DU TRAVAIL.

Corse. — Bourse du travail [25 mars 1907. — 8 syndicats adhérents]. Siège social : place Caletta, BASTIA.

Ille-et-Vilaine. — Bourse du travail [16 mars 1909. — 9 syndicats adhérents]. Siège social : Le Talard, SAINT-MALO.

Jura. — Bourse du travail de Saint-Claude et de la région [1^{er} juin 1908. — 9 syndicats adhérents]. Siège social : SAINT-CLAUDE.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Indre-et-Loire. — Syndicat des **charcutiers** des Halles de la ville de Tours [3 février 1905]. — Siège social : café de la Renaissance, TOURS.

Loire. — Syndicat des débitants de **boissons** de la région de Bourg-Argental [10 mai 1900]. Siège social : BOURG-ARGENTAL. — Syndicat des marchands **forains** du département de la Loire [28 mai 1905]. Siège social : rue du Marché, MONTBRISON. — Syndicat des marchands de **vins en gros** de Panissières et la région [1^{er} février 1900]. Siège social : PANISSIÈRES. — Syndicat des **bouilleurs ambulants** de la région [7 mars 1904]. Siège social : rue des Deux-Marchés, RIVE-DE-GIER. — Association professionnelle des agents généraux d'**assurances mutuelles** de Saint-Étienne [26 mars 1904]. Siège social : rue de la Bourse, 2, SAINT-ÉTIENNE. — Chambre syndicale des **pharmaciens** du Forez [6 mars 1897]. Siège social : rue de la Loire, 5, SAINT-ÉTIENNE. — Chambre syndicale des commissionnaires et marchands de **porcs** de la ville de Saint-Étienne [12 juillet 1905]. Siège social : aux Motte-tières, SAINT-ÉTIENNE.

Seine. — Syndicat **maritime** de France [14 octobre 1881]. Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes. — Chambre syndicale des ouvriers **électriciens** et **mécaniciens** de Nice et des Alpes-Maritimes [18 septembre 1896]. Siège social : Bourse du travail, NICE. — Syndicat des ouvriers **fondeurs**, **mécaniciens** et parties similaires de la ville de Nice [1^{er} octobre 1903]. Siège social : Bourse du travail, NICE. — Chambre syndicale des **garçons de magasin** et parties similaires de la ville de Nice [2 décembre 1897]. Siège social : NICE. — Syndicat des ouvriers de la **maréchalerie** de Nice [23 juillet 1904]. Siège social : place Garibaldi, 3, NICE. — Syndicat des ouvriers **plâtriers** et stucateurs de la ville de Nice [18 mai 1896]. Siège social : Bourse du travail, NICE. — Syndicat des ouvriers **terrassiers**, manœuvres et parties similaires de la ville de Nice [16 juin 1905]. Siège social : rue Rossetti, 2, NICE. — Syndicat des travailleurs de la **voirie** de la ville de Nice [18 mars 1905]. Siège social : rue Lunel, 2, NICE.

Bouches-du-Rhône. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons**, **tailleurs de pierres** et **plâtriers** de la ville d'Arles [2 décembre 1900]. Siège social : Bourse du Travail, ARLES.

Côte-d'Or. — Union syndicale des employés de bureau des services **municipaux** [16 novembre 1904]. Siège social : Hôtel de ville, DIJON.

Côtes-du-Nord. — Association syndicale des ouvriers **maçons** de Saint-Brieuc [27 janvier 1903]. Siège social : Hôtel de ville, SAINT-BRIEUC.

Doubs. — Syndicat des ouvriers en **bâtiment** de Pontarlier [8 septembre 1906]. Siège social : Hôtel de ville, PONTARLIER.

Gironde. — Syndicat des **charbonniers** du port de Bordeaux [4 octobre 1900]. Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Ile-et-Vilaine. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** de la ville de Redon [1^{er} janvier 1908]. Siège social : Hôtel de ville, REDON.

Lot-et-Garonne. — Chambre syndicale des garçons **bouchers** et charcutiers de la ville d'Agen et des environs [26 janvier 1901]. Siège social : Bourse du travail, AGEN. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de la ville d'Agen [6 mars 1900]. Siège social : Bourse du travail, AGEN. — Syndicat des ouvriers **charpentiers** de la ville d'Agen [2 décembre 1899]. Siège social : Bourse du travail, AGEN. — Syndicat des ouvriers **cordonniers** d'Agen [31 décembre 1903]. Siège social : Bourse du travail, AGEN. — Chambre syndicale des ouvriers et employés du **gaz** [4 mai 1906]. Siège social : Bourse du travail, AGEN. — Syndicat des employés **limonadiers**, d'hôtels, restaurants et parties similaires de la ville d'Agen [1^{er} janvier 1897]. Siège social : Bourse du travail, AGEN. — Chambre syndicale des ouvriers **manœuvres-terrassiers** d'Agen [1^{er} février 1906]. Siège social : Bourse du travail, AGEN. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** d'Agen [3 octobre 1899]. Siège social : Bourse du travail, AGEN.

Manche. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de l'arrondissement de Cherbourg [22 juin 1906]. Siège social : Bourse du travail, CHERBOURG.

Marne. — Chambre syndicale des gérants des succursales des sociétés d'**alimentation** de Reims et de la région [6 septembre 1906]. Siège social : rue Gambetta, 82, REIMS.

Seine. — Groupe syndical des **hommes de peine** de la scierie mécanique pour l'ameublement [13 mai 1906]. Siège social : rue des Immeubles-Industriels, 9, PARIS.

BIBLIOGRAPHIE.

OUVRAGES REÇUS PAR LA DIRECTION DU TRAVAIL
ET SOMMAIRES DES BULLETINS DES OFFICES DU TRAVAIL ÉTRANGERS *
POUR JUIN 1909 ⁽¹⁾.

FRANCE.

- MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE : Rapport au Président de la République sur les opérations des caisses d'épargne (1° Caisses d'épargne ordinaires; 2° Caisse nationale d'épargne et caisses d'épargne ordinaires réunies) en 1907; 1 vol. 32 p. — Paris, Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire, 1909.
- Rapport au Président de la République sur les opérations des caisses d'épargne ordinaires, année 1907; 1 vol. 91 p. — Paris, Imprimerie nationale, 1909.
- Rapport au Président de la République sur les opérations des sociétés de secours mutuels pendant l'année 1905; 1 vol. 154 p. — Melun, Imprimerie administrative, 1909.

ÉTRANGER.

- ALLEMAGNE. — OFFICE IMPÉRIAL DE STATISTIQUE (Ministère de l'Intérieur) : « Betriebsstatistik » (Statistique industrielle). — 5^e partie (grandes villes), 1^{er} volume : Résultats du recensement des professions et des entreprises du 12 juin 1907. — 1 vol. 406 p. — Berlin, Puttkammer et Muhlbrecht, 1909.
- DIRECTION DE LA STATISTIQUE OUVRIÈRE (Office impérial de statistique, Ministère de l'Intérieur) : * « Reichsarbeitsblatt » (Bulletin impérial du travail). Berlin, Karl Heyman, le numéro, 10 pfennigs. — Numéro de juin 1909 : Recensements de chômeurs dans différentes communes allemandes au cours de l'hiver 1908-1909. — Le développement du placement public en Allemagne pendant l'année 1907. — Enquêtes de la statistique officielle ouvrière sur la durée du travail, I. — Les rapports de l'inspection des fabriques pour 1908, II. — Enquête sur les budgets des familles peu fortunées dans l'Empire allemand. — Le mouvement syndical à l'étranger, II (Suisse, France, Italie). — Les congrès en 1908. — Organisation et nouvelles tentatives pour la conciliation dans les conflits industriels et la prévention des grèves en Suisse. — Les écoles professionnelles en Prusse (fin).
- Erhebung über die Arbeitszeit im Binnenschiffahrtsgewerbe (Enquête sur la durée du travail dans la navigation intérieure); 1 vol. 111 p. — Berlin, Carl Heymanns Verlag, 1909.

(¹) En dehors des renseignements mensuels concernant le marché du travail, les grèves, la jurisprudence, le mouvement syndical, la législation, etc., la plupart des Bulletins des offices du travail étrangers publient des articles spéciaux dont les plus importants sont mentionnés ci-dessous. — Les bulletins sont indiqués par un astérisque *.

AUTRICHE. — OFFICE DE STATISTIQUE OUVRIÈRE (Ministère du commerce) : * « *Soziale Rundschau* » (Bulletin de l'Office de statistique). Vienne, Alfred Hölder, le n° 0 fr. 20. — Numéro de juin 1909 : Compte rendu de la 25^e session du Conseil du travail d'Autriche. — Le placement et l'assurance contre le chômage en Angleterre. — Prescriptions concernant le repos du dimanche dans les hôtels et débits de boissons (Autriche). — Ordonnance relative aux listes de salaires obligatoire dans l'assurance contre les accidents (Autriche). — Projet de code industriel (Hongrie). — Les salaires minima en Nouvelle-Galles du Sud. — Enquête sur le travail des enfants en Carynthie.

BELGIQUE. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'AGRICULTURE : *Annuaire statistique de la Belgique*, 1908; 1 vol. 456 p. — Bruxelles, Établissements généraux d'imprimerie, 14, rue d'Or, 1909.

— OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'industrie et du travail) : * « *Revue du travail* ». (Bruxelles, Vanbuggenhoudt, le n° 0 fr. 10.) — Numéro du 15 juin 1909 : Les bourses du travail en 1908. — Numéro du 30 juin 1909 : Analyse : du projet de loi anglais sur les bourses du travail; du projet de loi hollandais concernant la limitation du travail de nuit et du dimanche dans les boulangeries.

CANADA. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL : * « *Gazette du travail* ». Ottawa, Dawson, le n° 0 fr. 15. — Numéro de juin 1909 : Constitution d'un ministère du travail séparé; texte de la loi et exposé la concernant par le premier ministre. — « Les jeunes travailleurs de la nation ». Compte-rendu de la 5^e conférence annuelle sur le travail des enfants, tenue à Chicago.

ESPAGNE. — INSTITUT DES RÉFORMES SOCIALES (Ministère de l'Intérieur) : * « *Boletín del Instituto de reformas sociales* » (Bulletin de l'Institut des réformes sociales), Madrid, Minuesa de los Rios, 1909. — Numéro de mai 1909 : Loi relative aux grèves et aux coalitions.

ÉTATS-UNIS. — ÉTAT DE NEW-YORK : DÉPARTEMENT DU TRAVAIL : * « *New-York Labor Bulletin* » (Bulletin du travail de New-York). — Numéro de juin 1909.

— ÉTAT DES MASSACHUSETTS : BUREAU DE STATISTIQUE : « *Labor Bulletin* » (Bulletin du travail). — Boston. Wright and Potter. — Numéro de mai 1909 : L'État du travail dans les industries organisées au 31 mars 1909.

FINLANDE. — ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'INDUSTRIE : * « *Arbetsstatistik tidskrift* » (Revue de statistique ouvrière). Helsingfors, Keijserliga senatens tryckeri. — 3^e numéro de 1909.

GRANDE-BRETAGNE. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL (Ministère du Commerce) : *Report on Trade-unions in 1905-1907* (Rapport sur les *Trade-unions* de 1905 à 1907); 1 vol. 146 p. — Londres, Darling et fils, 1909. Prix : 1 fr. 20.

— * « *Labour Gazette* ». Londres, Veal, Chifferiel and C^o; le numéro, 0 fr. 10. — Numéro de juin 1909 : La santé publique et les conditions sociales. — Les salaires dans les industries de la laine et du lin. — La législation sur le chômage au Danemark. — Le travail des enfants. — L'inspection des fabriques et métiers en 1908. — Le congrès coopératif de 1909.

HONGRIE. — OFFICE CENTRAL DE STATISTIQUE (Ministère du commerce) : *Annuaire statistique hongrois*, 1907; 1 vol. 506 p. — Budapest, imprimerie de la Société anonyme Athenaeum, 1909. Prix : 5 fr. 25.

ITALIE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce) : *Rapporti sulla ispezione del lavoro* (Rapports sur l'inspection du travail),

1^{er} décembre 1906-30 juin 1908); 1 vol. 276 p. — Rome, Office polygraphique italien, 1909. Prix : 4 fr. 50.

— * « *Bollettino dell'Ufficio del lavoro* » (Bulletin de l'Office du travail). — Rome, Fratelli frères; le n° o fr. 30. — Numéro de juin 1909 : Les organisations patronales de l'industrie et du commerce. — L'émigration à l'étranger en 1908. — Congrès national des maladies professionnelles et congrès international des accidents du travail. — Le contrat de travail des ouvriers municipaux en Allemagne. — Statistique des salaires dans les industries textiles en Angleterre.

LUXEMBOURG (GRAND-DUCHÉ DE). — COMMISSION PERMANENTE DE STATISTIQUE : Recensement professionnel et industriel du 12 juin 1907, 1^{re} série, tome I^{er}; 1 vol. 116 p. — Luxembourg, imprimerie Worré-Mertens, 1909.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL : * *Boletín del departamento nacional del trabajo* (Bulletin du département du travail). — Buenos-Aires, Coni Hermanos, 1909. Prix du numéro : 2 fr. 20. — Numéro de juin 1909 : Deuxième rapport du département du travail. — Le message présidentiel et la question ouvrière. — Population ouvrière de la République Argentine.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.



BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

Pendant le mois de septembre, le chômage a sensiblement diminué parmi les ouvriers viticoles du Midi, par suite des vendanges qui avaient commencé à la fin du mois dans la plupart des centres. Les travaux agricoles sont insuffisants en cette saison pour occuper tous les ouvriers bûcherons dont beaucoup chôment en attendant l'embauchage des coupes de bois. La situation reste satisfaisante dans l'horticulture de la région parisienne.

L'activité se maintient dans les diverses industries du bâtiment.

Dans l'industrie textile, la situation est très satisfaisante dans le Nord, les Vosges et les petits centres de Maine-et-Loire et de Vendée; elle est assez bonne, en général, dans l'Aisne et les Ardennes; la semaine de travail n'est pas encore revenue à sa durée normale dans les centres cotonniers de Seine-Inférieure; la situation n'est pas satisfaisante dans la bonnetterie. Dans la soie, on signale une légère reprise dans les tissages de la Loire; dans la région lyonnaise, les usines de tissage mécanique sont abondamment alimentées; dans les petits ateliers de Lyon, le chômage, qui marque le passage d'une saison à l'autre, se fait sentir, mais moins que d'habitude.

Le travail semble reprendre dans le vêtement et la chapellerie.

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de septembre 1909. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

Dans les métaux, la situation est bonne dans l'ensemble; l'activité est particulièrement satisfaisante à Paris dans la mécanique; les ferblantiers-boitiers des côtes bretonnes, pour la première fois depuis de longues années, n'annoncent qu'un chômage insignifiant par suite de l'abondance persistante de la pêche; par contre le chômage reste aussi intense chez les horlogers de la Haute-Savoie.

Le travail a encore un peu baissé dans les industries du livre. Il est toujours aussi actif dans la mégisserie à Mazamet. La crise, dont souffrent depuis plusieurs mois les pipiers de Saint-Claude, n'a pas diminué d'acuité. Dans la céramique, la situation est satisfaisante, sauf à Limoges, où près de la moitié des ouvriers chôment partiellement.

1,349 syndicats, groupant 320,904 ouvriers, ont répondu, pour septembre 1909, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,079 groupant 259,832 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 15,928, ce qui correspond à une moyenne de 6.1 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 6.8 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 6.4 p. 100; elle était de 7.2 p. 100 en septembre 1908.

L'ouvrage, pendant le mois de septembre 1909, a été jugé, par comparaison avec le mois d'août, plus abondant, par 23 p. 100 des syndicats, groupant 26 p. 100 des syndiqués; équivalent par 53 p. 100 des syndicats, groupant 52 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 24 p. 100 des syndicats, groupant 22 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 770 syndicats, groupant 148,059 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 336, groupant 74,508 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (5,100) accuse 8 p. 100 de chômeurs contre 7. Sur l'Océan, la pêche est abondante à Concarneau (675 + 148), Douarnenez (1,929), au Bono (156); à la Rochelle les marins pêcheurs (253) sont tous occupés : la pêche du poisson frais est bonne.

D'après les réponses de 63 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 9,501 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en septembre, de 7.3 p. 100 contre 12.7 le mois dernier et 3.1 en septembre 1908; la situation était considérée comme satisfaisante par 73 p. 100 des syndicats et 86 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 692 chômeurs, 487 sont signalés par 38 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales qui groupent à eux seuls 3,370 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 26.8, 0.9 et 7.4 p. 100 contre 29.7, 20.5 et 33.6 le mois

dernier et 5.4, 0 et 4.8 en septembre 1908; 21 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; le chômage est à peu près nul dans la grande majorité des centres où ont lieu les vendanges; il est, au contraire, intense dans ceux où elles ne sont pas encore faites. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,478) annonce 36 chômeurs contre 0 le mois dernier et 12 en septembre 1908: le travail est moins abondant, mais reste satisfaisant; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,388) accuse 0 contre 0 et estime le travail aussi abondant et satisfaisant. Les vignerons d'Ay (201) accusent 60 p. 100 de chômeurs: les vendanges ne sont pas encore faites.

129 syndicats de bûcherons groupant 12,358 membres accusent 23.7 p. 100 de chômeurs contre 16.8 le mois dernier et 13.9 en septembre 1908. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 58 p. 100 des syndicats et 54 p. 100 des syndiqués. Les ouvriers bûcherons ont été surtout occupés en septembre aux battages auxquels s'ajoutent dans certains centres les semailles, l'arrachage des pommes de terre; mais les battages tirent à leur fin et les autres travaux sont loin d'occuper tous les ouvriers bûcherons disponibles. On ne signale aucun chômeur dans 8 centres sur 15 dans l'Allier, dans 12 sur 24 dans le Cher, dans 9 sur 11 dans le Loiret, dans 13 sur 37 dans la Nièvre et dans 5 sur 10 dans l'Yonne; le chômage atteint 31.5 p. 100 contre 31.2 le mois dernier dans l'Allier pour 956 syndiqués; il est de 16.8 contre 13.9 dans le Cher pour 2,256 syndiqués; de 7.3 contre 0.8 dans le Loiret pour 534 syndiqués; de 46.7 contre 24.9 dans la Nièvre pour 4,096 syndiqués et de 18.5 contre 11.8 dans l'Yonne pour 834 syndiqués. Dans les Landes, 18 syndicats de résiniers, groupant 2,172 membres, accusent 1.3 p. 100 de chômeurs contre 2.3 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur plus de 180,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de septembre 1909. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	112,948	5.93	"	"	"	16.55	83.45
Loire	17,127	5.84	"	"	3.38	57.80	38.82
Gard et Hérault	14,066	6.91	"	"	"	13.11	86.89
Tarn et Aveyron	10,509	5.94	"	"	"	30.81	69.19
Provence	2,634	5.54	"	"	0.01	71.61	28.38
Isère	2,253	5.94	"	"	"	18.85	81.15
Onest ⁽²⁾	418	5.57	"	26.51	"	"	73.49
Bourgogne et Nord-Est ..	9,971	5.91	"	"	"	38.62	61.38
Centre	10,246	5.88	"	"	"	27.79	72.21
ENSEMBLE pour la France.	180,172	5.94	"	0.00	0.01	26.31	73.68

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.83 le mois dernier et de 5.92 en septembre 1908. D'après les réponses de 26 syndicats, le chômage serait de 0.5 p. 100 sur un effectif de 35,638 syndiqués contre 0.2 le mois dernier pour 29,645 syndiqués et 1.4 en septembre 1908 pour 34,752 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; il en est de même des syndicats de Sin-le-Noble (4,275) et de Jœuf (1,040).

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 6.6 p. 100 pour 20 syndicats groupant 2,418 ouvriers contre 5.1 le mois dernier et 5.3 en septembre 1908. Dans les carrières, pas de chômeurs à Saulxures-sur-Moselotte (475), Trept (115), Lérouvill (185), Massangis (123); 2.1 p. 100 contre 8.3 à Château-Landon (242); 50 contre 33.3 p. 100 à Angoulême (120); 10 contre 0 à Parmilieu (122); 15.8 à Montalieu-Vercieu (190). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 59 syndicats, groupant 12,285 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 9.4 p. 100 contre 8.5 le mois dernier et 8.9 en septembre 1908. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 65 p. 100 des syndicats et 60 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Toulouse (130), Toulon (180), Oran (320) et Alger (400); les bouchers (150), les ouvriers des abattoirs (150) et les confiseurs (450) de Marseille; les cuisiniers de Pau (151); les limonadiers de Lyon (132). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Sidi-bel-Abbès (125); les bouchers de Bordeaux (125); les cuisiniers de Reims (105); les maîtres d'hôtel-navigateurs du Havre (922); les raffineurs de sucre de Marseille (420); les meuniers de Corbeil (100). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,633) accusent 4.5 p. 100 contre 2.5; ceux de la Bourse du travail (1,720), 8,7 contre 8.5; les pâtisseries (1,160), 11.2 contre 11.4; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (220), 0 contre 4.5; les dames de cafés restaurants (560), 8,6; les employés de la volaille aux Halles (126), 5.6 contre 4.8.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin d'août 1909, dixième mois de la campagne 1908-1909, s'élevait à 2,170,674 hectolitres, en augmentation de 118,066 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru à la même date est évaluée approximativement à 297,000 hectolitres, soit une différence en plus de 67,000 hectolitres sur la campagne 1907-1908⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de septembre 1909, premier mois de la campagne 1908-1909, les travaux de défécation étaient en cours d'activité dans 20 fabriques contre 45 à la même époque de la campagne précédente. La quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 26,311 tonnes, en diminution de 1,389 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 8 syndicats, groupant 8,123 ouvriers, ressort à 3.3 p. 100 contre 5.9 le mois dernier et 3.5 en septembre 1908. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Nice (360) et Toulon (240); 1.9 contre 4 à Paris (5,200); 14.3 contre 0 à

⁽¹⁾ Journal officiel du 18 septembre 1909.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 octobre 1909.

Saint-Étienne (119). Les ouvriers des huileries de Marseille (1,720) accusent 8.7 p. 100 contre 7.9 le mois dernier; au Havre (367), pas de chômeurs chez les huiliers et savonniers, 50 p. 100 chez les raffineurs de pétrole. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (486) et d'Essonnes (550) sont tous occupés. 0 p. 100 contre 0.8 chez les papetiers-relieurs de Nancy (120); 11.7 contre 10 chez les cartonniers en tous genres de Lyon (103).

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 171 pour 71 syndicats groupant 5,087 adhérents, soit 3.4 p. 100; pour Paris, de 104 pour 9 syndicats groupant 5,325 adhérents, soit 2 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 2.8 p. 100 pour la province et de 2 pour Paris; elle était, en septembre 1908, de 3.3 pour la province, de 2.3 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 79 p. 100 des syndicats de province groupant 63 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 9 syndicats, équivalent par 22, moins abondant par 19. Il y a 2.2 p. 100 contre 2.5 à Grenoble (180); 2.1 contre 2.1 à Besançon (97); 4.9 chez les lithographes (102) et 3.5 contre 4.2 chez les typographes (170) de Nantes; 1.2 à Nancy (250); 1.8 contre 1.8 chez les typographes (325) de Bordeaux; 2.9 contre 3.5 à Dijon (105); 0 contre 0 au Mans (99); 0.5 contre 0.5 à Rennes (207); 6.8 contre 8.7 à Saint-Étienne chez les lithographes (148); 4.9 contre 3.9 chez les typographes de Lyon (513) et 4.8 chez les lithographes (140); 6.7 contre 3.8 à Lille chez les typographes (415) et 2.9 chez les lithographes (170); 4.7 à Rouen (150); 1.7 au Havre (120); 2 à Amiens (200).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,400) accuse 80 chômeurs contre 55 le mois dernier et 84 en septembre 1908 et estime le travail moins abondant, mais satisfaisant pour l'époque. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (140) accuse 4.3 contre 2.8.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 14 syndicats, groupant 2,386 ouvriers, atteint 11.1 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), contre 12 le mois dernier et 29.4 en septembre 1908. A Annonay, les mégissiers de rivière (600) ont 20 p. 100 de chômeurs contre 13.3 le mois dernier et font 35 à 40 heures; les palissonneurs (350) accusent 5 p. 100. Les mégissiers de rivière de Chaumont (144) sont occupés 48 heures. A Mazamet, les exploitants de la peau de mouton (1,000) accusent 0 contre 0. A Millau, les chamoiseurs (100) accusent 70 p. 100 et font 55 heures.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 4.4 p. 100 pour 13 syndicats groupant 636 ouvriers contre 7.3 le mois dernier et 6 en septembre 1908. Les coupeurs-brocheurs de Lyon (106) accusent 0.9 p. 100 contre 4.8; les sandaliers d'Oloron (195), 0.

A Paris, les portefeuillelistes-maroquiniers (250) accusent 1.2 p. 100 contre 9.6; les selliers militaires (182), 0.

Les gantiers de Millau (1,350) sont tous occupés.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 86 syndicats, groupant 34,814 adhérents, était de 1,609, soit 4.6 p. 100 contre 4.7 le mois dernier et 11.9 en septembre 1908.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (11,231), il y aurait 7.1 p. 100 de chômeurs contre 7.5 le mois dernier et 11.3 en septembre 1908, la

semaine est de 60 heures, le travail est un peu plus abondant et assez satisfaisant. A Tourcoing, les trieurs de laine (780) accusent 3 p. 100 contre 2 et 54 heures : le travail est moins abondant, mais reste satisfaisant; les tapissiers en grosse moquette (134) accusent 0 p. 100 contre 1.5 et estiment la situation satisfaisante. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,600), il n'y aurait pas de chômeurs, la semaine serait de 60 heures et le travail serait satisfaisant. A Armentières, la situation continue à être bonne : un syndicat ouvrier (2,219) accuse 0 p. 100 contre 0 et 59 à 60 heures; le syndicat mixte (1,785) accuse également 0 chômeur et 60 heures. A Halluin (1,165), le chômage est de 4 p. 100 contre 6 et la semaine est de 52 à 56 heures; à Houplines (1,685), 0.5 p. 100 contre 1.4 et 55 à 60 heures; 0.2 à Hazebrouck (675) et 59 heures; la situation est satisfaisante à la Gorgue (850) et Fourmies (300); 0.7 contre 1.7 à Lannoy (600); 0 contre 0.7 à Nieppe (400); 44 contre 31.6 à Villers-en-Cauchies (158); 0 à Avesnes-les-Aubert (400), Bailleul (130), Boussières (175), Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100), Haspres (400) et Quiévy (250). Pour l'ensemble de 24 syndicats du Nord groupant 24,670 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 4 p. 100 contre 4.4 le mois dernier et 9.5 en septembre 1908; la situation est estimée satisfaisante par 90 p. 100 des syndicats et 94 p. 100 des syndiqués.

Dans les Vosges, les 9 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0 p. 100 de chômeurs sur 621 syndiqués contre 0.3 le mois dernier et 0 en septembre 1908; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Épinal (127), Saint-Dié (137), Saint-Maurice (100).

Dans les centres normands, à Rouen, les ouvriers cotonniers (302) ont 3 p. 100 de chômeurs contre 3.2 et font 55 heures contre 55 : le travail n'est pas satisfaisant; à Bolbec (250), 0.4 p. 100 contre 0.8 et 54 heures contre 58, le travail est satisfaisant; 0 chômeur contre 0 au Houlme (80) et 60 heures; à Flers, les ouvriers cotonniers (500) font 60 heures contre 60, mais ils attendent à la fin de chaque chaîne. A Condé-sur-Noireau (160) tous les ouvriers sont occupés, mais la situation n'est pas satisfaisante. A Évreux (130) pas de chômeurs et 60 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Bourg-de-Thizy (460), les tisseurs accusent 4 contre 6.5 et 55 heures; à Thizy (718), 7 p. 100 et 60 heures : la situation n'est pas satisfaisante.

Dans l'Aisne, l'Union des tisseurs de Saint-Quentin (169) accuse 0 chômeur et 60 heures. Dans les Ardennes, à Sedan (150), les tisseurs accusent 0 p. 100 contre 0 et 60 heures : la situation est satisfaisante; il en est de même à Saint-Menges (280) où il n'y a que quelques chômeurs; à Floing (196) 20 p. 100 des ouvriers chôment par roulement. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (350) sont tous occupés 60 heures : le travail est assez satisfaisant.

Dans l'Ouest, à Romorantin (400), dans l'industrie du drap, 55 heures chez les tisseurs et 66 chez les autres ouvriers. La situation est satisfaisante dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et de la Vendée : pas de chômeurs à Cholet (383+500), Saint-Léger (125). 0 contre 0 à la Bastide-Rouairoux (136) où le travail est satisfaisant. A Vienne (438), 12 p. 100 contre 12 et 60 heures : le travail est moins abondant.

Dans la bonneterie, à Troyes (320) 0 p. 100 contre 0, la semaine est de 60 heures : le travail n'est pas satisfaisant; à Moreuil (480) 21 p. 100 et 60 heures.

Soie. — Dans la Loire, à Charlieu (70), 12 p. 100 contre 20 dans le tissage mécanique et 25 p. 100 contre 40 dans le tissage à bras : le travail a repris; 0 contre 0 à Bussières (228) et 60 heures : le travail est satisfaisant; il en est de même à Saint-Genest-Lerpt (150). Dans la Haute-Loire, la situation est station-

naire : 12 contre 5 à Saint-Didier-la-Seauve (214) et 65 heures; 2 contre 4 à Saint-Just-Malmont (264); 8.8 contre 12 à Saint-Pols-de-Mons (249).

Dans la région lyonnaise, les usines de tissage mécanique reçoivent une abondante alimentation à laquelle contribuent non seulement les unis teints en pièce, mais encore la plupart des autres genres d'étoffes; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, on travaille à l'achèvement des commissions pour l'automne qui occupent encore la plus grande partie des métiers et qui sont remplacées au fur et à mesure qu'elles se terminent par les commissions pour le printemps; à la campagne, le personnel ouvrier des ateliers à bras ne reprendra pas le travail avant la fin des récoltes retardées par le mauvais temps ⁽¹⁾. A Lyon, chez les tisseurs de la Croix-Rousse (452), le chômage se fait sentir. A Grandris (118) 12 p. 100 contre 12; à Amplepuis (151), 55 à 60 heures : le travail est à peu près satisfaisant.

Dans l'Isère, à Moirans (830), pas de chômeurs et 56 à 60 heures : le travail est excellent. Dans le Gard, les fileuses de Ganges (110) font 60 heures et sont satisfaites; celles de Saint-Hippolyte-du-Fort (220) accusent 36 p. 100 et 60 heures : le travail est plus abondant; celles de Saint-Jean (300) accusent 17 p. 100 et 60 heures.

Dans le tulle, à Saint-Quentin, les tullistes en guipure (101) sont occupés 50 heures et se montrent assez satisfaits. A Caudry, l'*Union des ouvriers tullistes* (716) accuse 2 p. 100 contre 3.5 : la semaine varie de 20 à 30 heures, la situation est mauvaise; les ouvriers en tulles unis et grecs (390) accusent 1 p. 100 contre 1 et 56 heures : le travail baisse. A la Tour-du-Pin, les tullistes (90) sont tous occupés. A Paris, les passementiers à la main (140) accusent 4.3 p. 100 contre 7.1 et 44 heures contre 40 le mois dernier : c'est la fin de la morte-saison; les brodeurs (230) accusent 1.3 : le travail est plus abondant et satisfaisant.

Les apprêteurs de Roanne (220) accusent 2.7 p. 100 et 60 heures.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 31.8 p. 100 pour 25 syndicats, groupant 2,678 ouvriers, contre 23.9 le mois dernier et 7.8 en septembre 1908. Le travail est considéré comme plus abondant par 13 syndicats, équivalent par 10, moins abondant par 5. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 64 p. 100 des syndicats et 73 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-tailleurs (100) accusent 3 p. 100; les coupeurs-chemisiers (305) 3.3 p. 100 contre 3.9; les couturières (726+674) estiment le travail un peu plus abondant. Les tailleurs de Bordeaux (135) accusent 33.3 contre 66.6; ceux de Constantine (177), 28.8 contre 50; les ouvriers de l'habillement de Bourges (210), 0. Dans les syndicats mixtes, 65.2 p. 100 contre 63.8 à Montpellier (230), 0 à Limoges (137).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 3.1 p. 100 pour 12 syndicats groupant 2,636 ouvriers contre 7.7 le mois dernier et 2.3 en septembre 1908; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (102) accusent 29.4 p. 100 contre 34.3; les ouvrières (100), 0; les casquettiers (764), 6.5 contre 7.9. Les chapeliers de Lyon (295) accusent 0 contre 17.4; ceux de Chazelles (270), 0 contre 0.7; ceux d'Espéras (875), 0.2 contre 0.

Les blanchisseurs de la Seine (360) accusent 7 p. 100 contre 14.9 : le travail n'a pas encore repris.

Bors. — La moyenne de chômage accusée par 36 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,648 ouvriers, est de 4.8 p. 100 contre

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 octobre 1909.

3.4 le mois précédent et 7.2 en septembre 1908 : la situation est estimée satisfaisante par 78 p. 100 des syndicats et 66 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers de navires de Bordeaux (106) sont tous occupés. Les charpentiers d'Armentières (123) accusent 0; ceux de Tourcoing (150), 0; ceux de Cette (100), 5; les menuisiers de Nantes (197), 15.2; les travailleurs du bois d'Halluin (380), 4 contre 4; ceux de Villers-Cotterets (100), 0; les scieurs de Hermes (117), 0 contre 0.9; les scieurs de long de Paris (197), 0.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 16 syndicats, groupant 928 ouvriers, est de 8.7 p. 100 contre 6.9 le mois dernier et 12.4 en septembre 1908. Les sculpteurs sur bois de Lyon (100) accusent 45 p. 100 contre 30; les ébénistes d'Autun (145), 0 contre 0; ceux de Belfort (130), 0.

Chez les tonneliers, le chômage est de 6.3 p. 100 pour 8 syndicats, groupant 633 ouvriers, contre 10.9 le mois dernier et 12.8 en septembre 1908 10 p. 100 contre 24.7 à Cognac (304).

Dans la carrosserie, 7 syndicats groupant 380 ouvriers annoncent 1.1 p. 100 de chômeurs contre 0.4 le mois dernier et 3.3 en septembre 1908. A Paris, les compagnons charrons (170) accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les sabotiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (140) accusent 0 contre 0; les ouvriers de l'article de Saint-Claude, 15 p. 100 et 27 heures seulement au lieu de 60; les vanniers de la Thiérache (1,209), 10 p. 100; les boutonniers de Grenoble (180), 0 contre 0.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 85 syndicats groupant 19,019 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en septembre, de 4.1 p. 100 contre 4.1 le mois dernier et 7.8 en septembre 1908.

29 syndicats de métallurgistes, groupant 9,653 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 3.5 p. 100 de chômeurs contre 3.1 le mois dernier et 4.7 en septembre 1908; la situation est estimée satisfaisante par 67 p. 100 des syndicats et 79 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (198), Saint-Amand (225), Roubaix (1250), Furnel (530), Lille (215), les Mazures (140), Dieulouard (387), Mazières (247), Guérigny (530), le Creusot (1,500); 5.6 p. 100 contre 2.2 à Sous-le-Bois (450); 40 à Commentry (150); 1 contre 0 à Fromelennes (208); 3.4 contre 2.3 chez le syndicat libre de la rue Fessard (472) à Paris.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 4.8 p. 100 pour 13 syndicats groupant 941 ouvriers contre 7.5 le mois dernier et 2.1 en septembre 1908; la situation est considérée comme satisfaisante par 57 p. 100 des syndicats groupant 43 p. 100 des syndiqués; 3.6 contre 0 à Ferrière-la-Grande (195); 8.9 au Havre (280).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 2.2 p. 100 pour 22 syndicats, groupant 3877 ouvriers, contre 1.4 le mois dernier et 4.5 en septembre 1908. La situation est considérée comme satisfaisante par 78 p. 100 des syndicats et 86 p. 100 des syndiqués; 0 p. 100 contre 0.9 à Tarbes (109); 1.7 contre 1.1 à Tourcoing (180); 2.1 contre 3.6 à Saint-Étienne (280); 0 contre 0 à Jeumont (85); 0.8 contre 2 à Marpent (250); 0 contre 0.9 à Reims (109); 0 contre 0 à Saint-Quentin (350); 2.4 contre 1.2 à Marseille (125); 0 contre 0 à Chartres (104); 19.3 au Mans (192). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 28 chômeurs sur 1,650 syndiqués contre 28 le mois dernier et 98 en septembre 1908.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,512) accusent 46 chômeurs contre 62 le mois dernier et 131 en septembre 1908; 55 p. 100 contre 60 chez

les horlogers de Lac-ou-Villers (200); 26.7 contre 26.7 chez ceux de Scionzier (300); 9.4 contre 12.7 chez les bijoutiers de Marseille (159); 0 contre 5.8 chez ceux de Lyon (106).

Chez les ferblantiers-boîtiers, le chômage est de 0.8 p. 100 pour 6 syndicats groupant 1,089 ouvriers contre 7.5 le mois dernier et 27.4 en septembre 1908; pas de chômeurs à Audierne (265), Guilvinec (110), Douarnenez (549). A Paris, les potiers d'étain (200) accusent 25.5 p. 100 contre 19.6; les ferblantiers (456), 1.8 contre 1.5.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 117 syndicats, groupant 14,050 adhérents, était, à la fin de septembre, de 5.3 p. 100 contre 3.4 le mois précédent et 5.3 en septembre 1908.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 5.4 p. 100 pour 99 syndicats groupant 15,032 ouvriers contre 2.7 le mois dernier et 5.4 en septembre 1908. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (120 tailleurs de pierres), Vichy (150), Saint-Étienne (180 maçons), Clermont-Ferrand (298), Rouen (900), le Havre (1,450), Limoges (182). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Marseille (114 cimentiers), Chartres (400), Annonay (155), Bordeaux (209), Cherbourg (207), Paramé (409), Auch (372), Thonon (190), Cambrai (250), Roubaix (120), Armentières (335), Fécamp (115), Dieppe (225), Versailles (800), Orsay (190), Sèvres (460). A Paris, les cimentiers (3,115) accusent 0; les scieurs de pierres tendres (300), 13.3. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 82 p. 100 des syndicats et 88 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 4.7 p. 100 pour 19 syndicats groupant 2,108 ouvriers contre 4.6 le mois dernier et 7 en septembre 1908; il y en a 0 contre 3.4 à Bordeaux (300); 16.3 contre 0 à Limoges (104); 2.5 à Roubaix (160); 58.3 à Tourcoing (120). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (198) en accusent 0; les ornemanistes (711), 0.3 contre 1.3.

Les marbriers de Jeumont (97) et les marbriers à la pendule de Cousolre (200) sont tous occupés; les granitiers de Paris (100) accusent 10 p. 100. Les couvreurs de Tourcoing (150) accusent 2 p. 100 contre 0; les ferblantiers-plombiers de Marseille (120), 0 contre 0. Les fumistes en bâtiment de Paris (1,257) en ont 9.5 p. 100 contre 9.8; les fumistes industriels (419), 3.3.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chaufourniers de Contes-les-Pins (200), Saint-Astier (210) et chez les plâtriers d'Arignac (120).

Les potiers (300), les journaliers (200) et les engobeuses de poteries (300) de Vallauris accusent 0 p. 100. Il en est de même des potiers de Saint-Zacharie (110) et des faïenciers de Montereau (300). A Limoges, le syndicat général de la céramique (2,600) signale que 45 p. 100 des ouvriers chôment partiellement; les emballeurs de porcelaines (190) accusent 2.2 contre 2.1; les journaliers (118), 0 contre 0. Les céramistes de Lyon accusent 2 p. 100.

Dans l'ensemble des 7 syndicats de verriers, groupant 404 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 19.6 p. 100 contre 5.5 le mois dernier et 8.5 en septembre 1908.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 5 syndicats groupant 3,449 membres ressort à 59.9 p. 100 contre 43.8 le mois dernier et 24.7

en septembre 1908; elle est de 40 contre 10 à Nice (800); de 75 contre 60 chez les ouvriers des ports et docks (2,000) de Marseille; de 41.8 chez les charbonniers (538).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 5.6 p. 100 pour 8 syndicats groupant 2,097 membres contre 13.9 le mois dernier et 8 en septembre 1908; les sourciers de Saint-Yorre (150) accusent 6.7 p. 100 contre 6.7; ceux de Vals-les-Bains (180), 0 contre 0; les manœuvres de Vannes (117), 0 contre 0; les transbordeuses d'oranges (125) et de fruits (230) de Cerbère sont en chômage; à Paris, les porteurs aux Halles (211) accusent 0 contre 0; les laveurs de voitures (600), 8.3 contre 13.8.

16 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 4,653 ouvriers, accusent 0 sans-travail contre 0 le mois dernier et 5 en septembre 1908. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 20 syndicats groupant 3,524 membres, est de 12.9 p. 100 contre 8.9 le mois dernier et 9 en septembre 1908; elle est de 10 contre 9.6 chez les capitaines au cabotage du Havre (229); de 10.3 chez les capitaines au long cours (660); de 10 chez ceux de Marseille (811); de 0.4 chez les mécaniciens de la marine de Marseille (512); de 2.2 contre 2.6 chez les marins du commerce de Nantes (315); de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 50 chez les camionneurs du Havre (500); de 10 chez les cochers de Bordeaux (123).

D'après les réponses de 44 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 20,965 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.3 p. 100 contre 1.8 le mois dernier et 1.9 en septembre 1908. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (212) accusent 9 p. 100 contre 12.5; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,260), 0.8 contre 0.8; l'Alliance sténographique (297), 1.3; les sténo-dactylographes de la Bourse du travail (250), 4 contre 4; les dessinateurs du bâtiment (120), 0; les clerks d'huissiers (208), 1.4 contre 2; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,500), 0.8. En province, 1.4 p. 100 contre 4.2 chez les employés de commerce (572) de Marseille et 0 contre 0 chez les comptables (126); 6.1 chez les voyageurs de Saint-Quentin (330) et 0 chez les employés de l'habillement (298); 0.6 chez les voyageurs (1,279), 0 chez les employés de banque (200) et 1.1 contre 1.4 chez les sténographes (355) de Lyon; 4 contre 3.9 à Orléans (125); 2.3 contre 2.2 à Amiens (350); 0 contre 0 à Rouen (200); 1.5 contre 2.3 à Nice (130); 5 à Saint-Étienne (120).

DIVERS. — 6 syndicats de gens de maison accusent 2.2 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 5,387 membres contre 4.7 le mois dernier et 3.3 en septembre 1908; à Paris, le syndicat de la rue Lauriston (2,200) accuse 1.1 p. 100 contre 1.9; le syndicat national de la Bourse du travail (2,003), 2.5; celui de Bordeaux (483), 1.7 contre 3.8.

9 syndicats de coiffeurs, groupant 5,043 ouvriers, ont 2.1 p. 100 de sans-travail contre 1.4 le mois dernier et 2.7 en septembre 1908; 15.3 à Bordeaux (420); le syndicat mixte de Paris (4,469), accuse 1.1 contre 1.1.

LES GRÈVES EN SEPTEMBRE 1909.

69 grèves, 3 lock-outs et 2 coalitions de patrons ont été signalés, en septembre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui ont pris part à ces conflits, connu pour 68 d'entre eux est de 9,661.

Il y avait eu, en septembre 1908, 69 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 62.

Ces conflits, dont 57 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	34
Réduction de salaire.....	6
Demandes de diminution du temps de travail.....	4
Demandes de prolongation du temps de travail.....	2
Contestations relatives au salaire.....	9
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	2
Demande de suppression des amendes.....	1
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	14
Demandes de renvoi d'ouvriers.....	16
Demandes de suppression du marchandage et du travail aux pièces.....	6
Demande de renvoi de femmes.....	1
Contestations relatives à l'assurance.....	2
Contestation relative au machinisme.....	1
Demandes de reconnaissance du syndicat.....	2

Ces conflits ont éclaté dans 24 départements (une grève de champignonnistes s'étant étendue à 2 départements) et on en a compté :

19 dans la Seine, 10 dans le Nord et la Seine-et-Oise, 4 dans le Pas-de-Calais et la Seine-Inférieure, 3 dans le Rhône, 2 dans la Haute-Garonne, la Gironde, l'Ille-et-Vilaine, le Loiret, la Meurthe-et-Moselle, la Meuse et les Vosges, et 1 dans les 11 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 27 conflits; industries textiles, 10; transports, 7; carrières, cuirs et peaux, bois, 5; agriculture, métaux, 4; mines, 3; alimentation, 2; produits chimiques, typographes, 1

Des 74 conflits commencés en septembre, 48 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Treize, 1 jour ou moins de 1 jour; trois, 2 jours; cinq, 3 jours; quatre, 4 jours; cinq, 5 jours; quatre, 6 jours; un, 7 jours; quatre, 8 jours; quatre, 9 jours; un, 10 jours; un, 14 jours; un, 16 jours; un, 23 jours; et un, 25 jours.

Si l'on y ajoute 5 conflits terminés après avoir duré respectivement 27 jours, 26 jours, 15 jours (2 conflits), et 10 jours, on trouve 53 conflits terminés avec les résultats suivants :

- 14 réussites,
- 24 transactions ou réussites partielles,
- 15 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉFÉRENCES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉE							
26 avril.	.....	Noisy-le-Sec.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	130	1
5 juillet.	.....	Champigny.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	50	2
6 juillet.	.....	Maisons-Laffitte.....	Seine-et-Oise.....	Horticulteurs.....	1	"	3
10 juillet.	.....	Pontoise.....	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	1	15	4
27 juillet.	.....	Orléans.....	Loiret.....	Terrassiers.....	1	100	5
10 août.	.....	Lille.....	Nord.....	Typographes.....	1	85	6
19 août.	.....	Wizernes et Helfaut.....	Pas-de-Calais.....	Carriers.....	1	70	7
20 août.	16 septem.	Chartres.....	Eure-et-Loir.....	Terrassiers.....	1	84	8
22 août.	6 septem.	Orléans.....	Loiret.....	Boulangers.....	"	92	9
24 août.	.....	Périgueux.....	Dordogne.....	Tailleurs de pierres.....	1	8	10
26 août.	21 septem.	Paris et banlieue.....	Seine.....	Maçons, tailleurs de pierres et ravaumeurs.	"	7968	11
30 août.	14 septem.	Camaret, Concar- neau, etc.	Finistère.....	Pêcheurs.....	"	"	12
30 août.	.....	Le Palais.....	Morbihan.....	Pêcheurs.....	"	"	13
31 août.	10 septem.	Saint-Léger-du- Bois.	Saône-et-Loire.....	Epurateurs d'huiles.....	1	17	14
GRÈVES COMMENCÉE							
1 ^{er} septem.	4 septem.	Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Terrassiers.....	1	40	1
1 ^{er} septem.	9 septem.	Saint-Germain-en- Laye.	Seine-et-Oise.....	Terrassiers et maçons.....	3	120	2
1 ^{er} septem.	.....	Paris et banlieue.....	Seine.....	Ménusiers.....	1	200	3
2 septem.	.....	Fougères.....	Ille-et-Vilaine.....	Ouvriers en chaussures.....	1	173	4
2 septem.	.....	Paris et banlieue.....	Seine.....	Serruriers et charpentiers en fer	1	"	5
3 septem.	6 septem.	Abainville.....	Meuse.....	Tailleurs de granit.....	1	120	6
3 septem.	.....	Roubaix.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	22	7
4 septem.	9 septem.	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	225	8
4 septem.	27 septem.	Lyon.....	Rhône.....	Teinturiers.....	1	57	9
4 septem.	.....	Roneq.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	45	10
4 septem.	.....	Lyon.....	Rhône.....	Ouvriers en bois de galoches.	1	4	11
6 septem.	10 septem.	Estaing.....	Hautes-Pyrénées..	Mineurs.....	1	300	12
6 septem.	10 septem.	Saint-Germain-en- Laye.	Seine-et-Oise.....	Charretiers.....	3	30	13
6 septem.	22 septem.	Castres.....	Tarn.....	Ferblantiers.....	"	"	14
7 septem.	8 septem.	Ploaré.....	Finistère.....	Biscuitiers.....	1	50	15
7 septem.	13 septem.	Bruyères.....	Vosges.....	Chaisiers.....	2	13	16
7 septem.	15 septem.	Sigean.....	Aude.....	Ouvriers des salins.....	1	100	17
7 septem.	16 septem.	Paris.....	Seine.....	Trieurs et empileurs de pavés.	1	39	18
7 septem.	.....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	75	19
8 septem.	10 septem.	Saint-Marcel.....	Savoie.....	Ouvriers en prod. chimiques.	1	40	20
8 septem.	13 septem.	Tourcoing.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	20	21
8 septem.	17 septem.	Rouen.....	Seine-Inférieure..	Tisseurs.....	1	150	22
9 septem.	17 septem.	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en chaussures.....	1	78	23
9 septem.	19 septem.	Méry.....	Seine-et-Oise.....	Ouvriers agricoles.....	1	200	24
9 septem.	4 octobre.	Montmagny.....	Seine-et-Oise.....	Ouvriers de plâtriers.....	1	135	25

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} septembre 1909, a pu être déjà signalée dans le précédent

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

1^{er} SEPTEMBRE 1909 (1).

Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Contestation relative au travail à la machine; demande de renvoi des femmes.....	.....	
Contestation relative au salaire.....	.....	
Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	30 Grévistes congédiés.
Demande de paiement du quart d'heure pour le casse-croûte.....	.....	
Demandes : augmentation de salaire; suppression du marchandage.....	Réussite.	
Contestation relative au prix de vente du poisson.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Contestation relative au prix de vente du poisson.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	

SEPTEMBRE 1909.

Demandes : réintégration d'un chef d'équipe; renvoi de son remplaçant.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
Demandes : d'augmentation de salaire; suppression du marchandage.....	.....	
Contre l'installation de nouvelles machines.....	.....	
Demandes : augmentation de salaire; suppression du marchandage.....	.....	
Demandes : journée de 10 heures; paie à la quinzaine; renvoi d'un ouvrier.....	Transaction.	
Demandes : augmentation de salaire; assurance de 5 jours de travail par semaine.....	.....	
Demande de renvoi d'une femme.....	Transaction.	
Contre l'embauchage d'aides.....	Échec.	Lock out; chômeurs remplacés.
Contestation relative aux salaires.....	.....	
Demande de renvoi d'un ouvrier démissionnaire du syndicat.....	.....	Lock out.
Réduction de salaire; demande de renvoi d'un chef mineur.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Réduction de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande de réintégration d'ouvriers.....	.....	
Abaissement d'une prime.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande de suppression d'amendes pour malfaçons.....	Transaction.	
Demandes : augmentation de salaire; reconnaissance du syndicat.....	Réussite.	
Demande de renvoi d'un commis.....	Échec.	Grévistes congédiés.
Demandes : augmentation de salaire; prolongation du temps de travail.....	Transaction.	

Un. — Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REMARQUES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
10 septem.	11 septem.	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Chauffeurs et soutiers.....	1	"	26
10 septem.	13 septem.	Saint-Germain-en- Laye.....	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	1	56	27
10 septem.	18 septem.	Lillers.....	Pas-de-Calais....	Ouvriers en chaussures....	1	30	28
10 septem.	.....	Dol.....	Ille-et-Vilaine....	Ouvriers du bâtiment.....	"	100	29
11 septem.	12 septem.	Paris.....	Seine.....	Machinistes de théâtres....	1	10	30
11 septem.	12 septem.	Bordj-Bon-Arréridj.	Constantine.....	Boulangers.....	"	"	31
11 septem.	13 septem.	Bordeaux.....	Gironde.....	Terrassiers.....	1	150	32
11 septem.	17 septem.	Argenteuil.....	Seine-et-Oise.....	Ouvriers de plâtriers.....	2	"	33
12 septem.	12 septem.	Bagneux et Paris.	Seine.....	Ouvriers et employés de tram- ways.....	1	60	34
13 septem.	14 septem.	Beauvoir.....	Vendée.....	Maçons.....	"	30	35
13 septem.	20 septem.	Lille.....	Nord.....	Ouvrières en confection....	1	8	36
13 septem.	.....	Auboué.....	Meurthe-et-Moselle	Mineurs.....	1	22	37
13 septem.	.....	Calais.....	Pas-de-Calais....	Tallistes.....	2	22	38
13 septem.	.....	Rueil.....	Seine-et-Oise.....	Maçons et terrassiers.....	19	300	39
13 septem.	.....	Toulouse.....	Haute-Garonne...	Terrassiers.....	"	"	40
14 septem.	17 septem.	Paris.....	Seine.....	Monteurs en chaussures....	1	15	41
14 septem.	18 septem.	Paris.....	Seine.....	Poseurs d'asphalte.....	1	150	42
14 septem.	19 septem.	Bagneux et Paris.	Seine.....	Ouvriers et employés de tram- ways.....	1	1,500	43
14 septem.	20 septem.	Vernet-les-Bains..	Pyrénées-Orientales	Mineurs.....	1	245	44
15 septem.	16 septem.	Bordeaux.....	Gironde.....	Terrassiers.....	1	70	45
15 septem.	.....	Fleury-les-Aubrais.	Loiret.....	Terrassiers.....	1	500	46
15 septem.	.....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	44	47
15 septem.	.....	Orgeval.....	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	1	70	48
15 septem.	.....	Nogent-sur-Marne.	Seine.....	Terrassiers.....	1	71	49
16 septem.	21 septem.	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	160	50
16 septem.	.....	Levallois-Perret..	Seine.....	Maçons.....	1	177	51
17 septem.	20 septem.	Nogent-sur-Marne.	Seine.....	Briguetiers.....	1	12	52
17 septem.	.....	Ivry et Bougival..	Seine et Seine-et- Oise.	Champignonnistes.....	"	500	53
18 septem.	20 septem.	Ruyaulcourt.....	Pas-de-Calais....	Terrassiers.....	1	40	54
18 septem.	22 septem.	Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Terrassiers.....	1	50	55
18 septem.	24 septem.	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	359	56
20 septem.	20 septem.	Voiron.....	Isère.....	Ébénistes.....	1	50	57
20 septem.	21 septem.	Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Terrassiers.....	1	50	58
20 septem.	.....	Lyon.....	Rhône.....	Ferblantiers-tôliers.....	1	12	59
20 septem.	.....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	200	60
20 septem.	.....	Toulouse.....	Haute-Garonne...	Serruriers.....	"	300	61
21 septem.	22 septem.	Terdeghem.....	Nord.....	Cordonniers.....	1	17	62
22 septem.	6 octobre..	Versailles.....	Seine-et-Oise.....	Menuisiers.....	"	108	63
23 septem.	2 octobre..	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs.....	1	18	64
23 septem.	.....	Orléans.....	Loiret.....	Maçons.....	1	50	65
24 septem.	3 octobre..	Dunkerque.....	Nord.....	Bateliers.....	"	300	66
24 septem.	.....	Abainville.....	Meuse.....	Taillieurs de granit.....	1	120	67

GRÈVES COMMENCÉES

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

SEPTEMBRE 1909. (Suite.)

Demande : un soutier de plus par quart.....	Transaction.	
Demande de renvoi d'ouvriers non syndiqués.....	Echec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demandes : augmentation de salaire ; suppression du travail à la tâche.....	.....	
Demande de réintégration de 2 ouvriers.....	Transaction.	
Contre la réduction de la taxe du pain.....	Réussite.	
Demande de renvoi d'un gardien de chantier non syndiqué.	Réussite.	
Demandes : réintégration d'un ouvrier ; renvoi d'un ouvrier.	Transaction.	
Demande de renvoi d'un chef d'atelier.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande d'embauchage d'un ouvrier syndiqué.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Réduction de salaire.....	.....	
Demandes : augmentation de salaire ; suppression du marchandage.	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demandes : augmentation de salaire ; reconnaissance du syndicat.	Réussite.	
Demandes : augmentation de salaire ; réintégration d'un ouvrier.	Réussite.	
Demande de renvoi d'un chef d'atelier.....	Echec.	
Contre la réintégration d'un contremaître.....	Transaction.	
Demandes : augmentation de salaire ; réintégration d'un ouvrier.	Transaction.	
Demandes : augmentation de salaire ; renvoi de chefs de chantiers.	.....	
Demande de réintégration de six ouvriers.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demandes : augmentation de salaire ; outillage à la charge du patron.	Réussite.	
Demande de réintégration de 4 ouvriers.....	.....	
Solidarité avec les terrassiers grévistes (voir n° 49).....	Echec.	
Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail ; suppression du travail à la tâche ; bénéfice de la législation sur les accidents ; suppression de l'entretien chez le patron.	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
Demande : quart d'heure de repos payé pour le casse-croûte.	Transaction.	
Renvoi de 71 ouvriers.....	Echec.	
Réduction de salaire.....	Réussite.	
Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
Contre la diminution du temps de travail.....	.....	
Demandes : journée de 8 heures ; salaire de 10 heures ; outillage à la charge du patron.	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Contestation relative au salaire.....	Echec.	
Demandes : augmentation de salaire ; suppression du marchandage.	Transaction.	
Demandes : suppression des primes ; augmentation compensatoire de salaire.	Echec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demandes : signature d'un nouveau contrat ; suppression des frais d'assurances.	Transaction.	
Demande : journée de 10 heures.....	.....	

Lock out.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes. 5	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établis- sements. 6	de grévistes. 7	
25 septem.	30 septem.	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs et fileurs.....	1	280	68
26 septem.	27 septem.	Paris.....	Seine.....	Machinistes de théâtres.....	1	20	69
28 septem.		Vierzon-Villages..	Cher.....	Terrassiers.....	1	450	70
28 septem.		Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Typographes.....	1	23	71
28 septem.		Neufchâteau.....	Vosges.....	Scieurs à la mécanique.....	1	60	72
29 septem.	30 septem.	Carvin.....	Pas-de-Calais.....	Mineurs.....	1	600	73
30 septem.	1 ^{er} octobre.	Nieppe.....	Nord.....	Conducteurs de machines à battre.	1	16	74

GRÈVES COMMENCÉES

CONCILIATION ET ARBITRAGE⁽¹⁾.

6 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en septembre, à la Direction du travail.

1° Grève de terrassiers et maçons à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise). — Les 5 entrepreneurs de terrassement de Saint-Germain-en-Laye ayant refusé de faire droit à une demande tendant à la fixation du salaire à 6 francs par journée de 10 heures, au lieu de 5 francs payés antérieurement, 70 terrassiers ont cessé le travail le 1^{er} septembre; 50 maçons se sont mis en grève le même jour par solidarité.

Le 6 septembre le juge de paix a invité les parties à se réunir en comité de conciliation. Une réunion a eu lieu le lendemain et l'accord s'est fait aux conditions suivantes :

1° Le temps de travail sera en moyenne de 10 heures par jour ou de 60 heures par semaine réparties ainsi : pendant les mois de mai, juin, juillet, août, septembre et avril, 11 heures par jour, pendant les mois de mars et octobre 10 heures par jour et pendant les mois de novembre, décembre, janvier et février, 9 heures par jour.

2° Les prix de l'heure pour les terrassiers sont ainsi fixés :

1° Pour les terrassiers, 60 centimes;

2° Pour les terrassiers-boiseurs, 70 centimes;

3° Pour les terrassiers travaillant en galerie ou dans les égouts, 70 centimes;

3° Il sera payé une plus-value de 10 centimes par heure pour les travaux de terrasse faits dans l'eau provenant des infiltrations du sol à l'exclusion des eaux pluviales ou de celles provenant accidentellement d'une fuite d'un robinet ou d'une conduite.

4° Le repos hebdomadaire fixé par la loi du 13 juillet 1906 sera observé.

5° Les heures supplémentaires qui seraient faites en plus de celles fixées ci-dessus à l'article 2 seront majorées ainsi :

1° 25 p. 100 pour les deux premières heures supplémentaires;

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différents collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

CAUSES DES GREVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
SEPTEMBRE 1909. (Suite et fin.)		
8 Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
9 Demande de réintégration de 4 ouvriers	Transaction.	
9 Réglementation du travail; demande de réintégration d'ouvriers.	.....	
1 Demande de renvoi du directeur .....	.....	
2 Demande de renvoi de 6 ouvriers alsaciens .....	.....	
3 Demande de réintégration d'un ouvrier	Réussite.	
4 Demande d'augmentation de salaire	Echec.	

De 50 p. 100 pour la troisième heure supplémentaire et les suivantes.

6° Les présentes conventions sont consenties et acceptées pour avoir validité jusqu'au 1^{er} juillet 1910. Elles pourront être renouvelées pour la période qui suivra par l'accord des deux parties, le 1^{er} mai 1910.

7° Le travail sera repris dans tous les chantiers dès demain matin 8 septembre à l'heure ordinaire.

8° Les présentes conventions étant faites de bonne foi entre les parties, aucun engagement écrit ou verbal de la part de l'ouvrier terrassier ne saurait, jusqu'à leur expiration, ni les modifier, ni les détruire. Elles seront déposées, pour avoir force de loi, à la justice de paix.

Le travail a été repris, à ces conditions, le 9 septembre.

2° Dans une coalition de patrons pêcheurs à Camaret, Concarneau, etc. (Finistère), un comité de conciliation réuni le 13 septembre a mis fin au conflit.

3° Dans une grève de ferblantiers à Castres un comité de conciliation s'est réuni le 17 septembre. L'accord n'a pu se faire et les deux parties ont refusé de recourir à l'arbitrage.

4° Dans une grève d'ouvriers en chaussures à Fougères (Ille-et-Vilaine) le juge de paix est intervenu d'office le 9 septembre; un comité de conciliation s'est réuni les 10 et 11 septembre, mais l'accord n'a pu se faire.

5° Dans une grève de maçons et terrassiers à Rueil (Seine-et-Oise) le juge de paix est intervenu d'office le 18 septembre; mais à la réunion tenue le 20 l'accord n'a pu se faire.

6° Dans une grève de boulangers à Orléans le juge de paix est intervenu le 27 août. Les patrons ont refusé le 30 août de se prêter à la tentative de conciliation.

**LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION
ET LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET DE CRÉDIT
EN FRANCE**

AU 1^{er} JANVIER 1909⁽¹⁾ (Suite).

III. — SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT.

1° BANQUES POPULAIRES.

D'après les rapports des préfets, 16 banques populaires urbaines ont été signalées comme existantes au 1^{er} janvier 1909.

Voici l'énumération de ces banques :

ALLIER. — *Montluçon*, rue de Belfort : *Crédit montluçonnais*, fondé en octobre 1905; 80 sociétaires.

ALPES-MARITIMES. — *Antibes* : *Banque populaire et agricole*; fondée le 1^{er} avril 1895; comptait, en 1908, 166 sociétaires; capital versé : 103,200 francs. Mouvement général des opérations : 3,436,260 francs.

Cagnes : *Banque populaire*, fondée le 1^{er} janvier 1907; comptait, en 1908, 190 sociétaires; capital versé : 75,000 francs. Mouvement général des opérations : 3,988,806 francs.

Cannes : *Banque populaire*.

Menton : *Banque populaire*, fondée le 8 avril 1883; comptait, en 1908, 952 sociétaires; capital versé : 581,300 francs. Mouvement général des opérations : 81,689,090 francs.

Nice, rue Gioffredo, n° 46 : *Banque populaire*, fondée en 1891; 36 sociétaires. A effectué un chiffre de 10,500,000 francs en 1908.

BOUCHES-DU-RHÔNE. — *Marseille*, rue de la Darse, n° 27 : *Banque populaire*, fondée le 3 janvier 1899; 292 sociétaires.

HAUTE-GARONNE. — *Toulouse*, rue Rempart-Villeneuve, n° 6 : *Banque populaire coopérative*, fondée le 3 mai 1903; 526 sociétaires. A effectué, en 1908, un chiffre de 6,800,000 francs.

ILLE-ET-VILAINE. — *Rennes*, boulevard de la Tour-d'Auvergne, n° 49 : *Caisse populaire rennaise*; 720 sociétaires.

LOIRE. — *Saint-Étienne*, Hôtel-de-Ville : *Caisse de prêts aux chefs d'atelier tisseurs*, fondée le 22 mars 1900; 28 sociétaires.

LOT-ET-GARONNE. — *Agen*, rue des Droits-de-l'Homme : *l'Union économique*, fondée le 1^{er} décembre 1907.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juillet 1909, p. 759, août 1909, p. 858, septembre 1909, p. 975.

MORRHAN. — *Lorient*, rue de la Comédie, n° 46 : *Banque populaire*, fondée le 19 novembre 1898; 701 sociétaires.

RHÔNE. — *Lyon*, rue Cuvier, 94 : *Banque coopérative des associations ouvrières de production (section du Sud-Est)*, fondée le 14 novembre 1894; groupe 13 associations comprenant ensemble 400 sociétaires.

SAÔNE-ET-LOIRE. — *Montceau-les-Mines*, quai Jules-Chagot : *La Prudence*, fondée le 27 mars 1887; 1,105 sociétaires.

SEINE. — *Paris*, boulevard de Sébastopol, n° 84 : *Banque coopérative des associations ouvrières de production*, fondée le 27 juin 1893; groupe 220 sociétés; fait 3 millions d'affaires.

ALGÉRIE. — *Alger*, rue Portalès, n° 6 : *Banque mutuelle*, fondée en 1875; 410 sociétaires.

2° CAISSES RURALES.

Voici, d'après le rapport du Ministre de l'Agriculture sur le fonctionnement du crédit agricole mutuel en 1908⁽¹⁾, la répartition par départements des caisses locales de crédit agricole mutuel en 1908, avec le nombre de leurs adhérents.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE		DÉPARTEMENTS.	NOMBRE	
	des caisses locales.	des adhérents.		des caisses locales.	des adhérents.
Ain.	28	1,578	Eure-et-Loir.	17	3,240
Aisne.	16	462	Finistère.	19	364
Allier.	15	622	Gard.	23	1,394
Alpes (Basses-).	11	425	Garonne (Haute-).	20	993
Alpes (Hautes-).	10	374	Gers.	131	5,781
Alpes-Maritimes.	17	1,031	Gironde.	61	2,670
Ardeche.	22	757	Hérault.	112	7,459
Ardenne.	6	362	Ille-et-Vilaine.	17	492
Ariège.	1	30	Indre.	28	2,514
Aube.	22	1,184	Indre-et-Loire.	21	934
Aude.	98	6,265	Isère.	38	1,542
Aveyron.	13	193	Jura.	42	3,313
Bouches-du-Rhône.	11	483	Landes.	20	1,278
Calvados.	25	720	Loir-et-Cher.	27	2,670
Cantal.	8	213	Loire.	25	1,058
Charente.	77	2,027	Loire (Haute-).	31	972
Charente-Inférieure.	23	2,448	Loire-Inférieure.	40	822
Cher.	13	463	Loiret.	17	487
Corrèze.	5	237	Lot.	8	276
Corse.	4	74	Lot-et-Garonne.	36	912
Côte-d'Or.	27	1,451	Lozère.	25	587
Côtes-du-Nord.	38	1,060	Maine-et-Loire.	5	178
Creuse.	5	190	Manche.	10	292
Dordogne.	13	260	Marne.	53	1,637
Doubs.	79	4,619	Marne (Haute-).	22	1,770
Drôme.	31	2,094	Mayenne.	7	203
Eure.	17	919	Meurthe-et-Moselle.	8	319

⁽¹⁾ Journal officiel du 3 septembre 1909.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE	
	des caisses locales.	des adhérents.
Meuse.....	8	256
Morbihan.....	19	1,075
Nièvre.....	6	139
Nord.....	20	1,496
Oise.....	22	858
Orne.....	13	501
Pas-de-Calais.....	11	1,878
Puy-de-Dôme.....	11	537
Pyrénées (Basses-).....	259	5,693
Pyrénées (Hautes-).....	121	3,309
Pyrénées-Orientales.....	72	3,437
Rhin (Haut-) (Belfort).....	4	223
Rhône.....	56	1,719
Saône (Haute-).....	50	1,196
Saône-et-Loire.....	17	739
Sarthe.....	41	2,096
Savoie.....	37	1,090
Savoie (Haute-).....	63	1,999

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE	
	des caisses locales.	des adhérents.
Seine.....	4	80
Seine-Inférieure.....	8	626
Seine-et-Marne.....	15	1,229
Seine-et-Oise.....	38	1,458
Sèvres (Deux-).....	6	540
Somme.....	14	864
Tarn.....	33	481
Tarn-et-Garonne.....	8	175
Var.....	49	2,728
Vaucluse.....	3	276
Vendée.....	33	1,865
Vienne.....	16	549
Vienne (Haute-).....	50	887
Vosges.....	7	806
Yonne.....	30	1,205
TOTAUX.....	2,636	116,866

Le capital versé de ces 2,636 caisses locales s'élevait, au total, à 7,055,214 francs. Elles ont consenti, en 1908, des prêts pour la somme totale de 91,030,564 francs.

En 1907 on comptait 2,168 sociétés, comprenant 96,192 adhérents, ayant versé 5,654,291 francs et ayant consenti 70,708,456 francs de prêts. Soit une augmentation, pour 1908, de 468 sociétés, de 20,674 membres, de 1,400,923 francs de capital versé et de 20,322,108 francs de prêts consentis.

Il convient de remarquer que le tableau précédent ne tient compte que des caisses locales rattachées aux caisses régionales.

Ces caisses régionales de crédit agricole mutuel étaient en 1908 au nombre de 94 contre 88 en 1907. En voici la liste avec l'indication des départements dans lesquels se trouvent leurs caisses locales affiliées et le nombre de celles-ci :

DÉNOMINATIONS	DÉPARTEMENTS dans lesquels se trouvent leurs caisses locales.	Nombre des caisses.
Ain.....	Ain.....	11
Aixoise.....	Bouches-du-Rhône	6
Alpes-Maritimes..	Alpes-Maritimes..	17
Amiens.....	Somme.....	5
Ardèche.....	Ardèche.....	17
Aube.....	Aube.....	22
Aveyron.....	Aveyron.....	13
	(Vaucluse..... 3)	
	(Basses-Alpes.. 5)	
Avignon.....	(B.-du-Rhône.. 1)	13
	(Gard..... 1)	
	(Var..... 3)	
Basses-Alpes.....	Basses-Alpes.....	10

DÉNOMINATIONS	DÉPARTEMENTS dans lesquels se trouvent leurs caisses locales.	Nombre des caisses.
Basses-Pyrénées..	Basses-Pyrénées..	253
	(Eure-et-Loir.. 17)	
	(Eure..... 2)	
Beauce et Perche..	(Seine-et-Oise. 1)	21
	(Orne..... 1)	
	(Oise..... 13)	
Beauvais.....	(Eure..... 1)	14
Belfort.....	Belfort.....	4
Bourbonnaise...	Allier.....	15
	(Côte-d'Or.... 6)	
Bourgogne et Fran-	(Jura..... 16)	87
che-Comté....	(Doubs..... 67)	
Brie.....	Seine-et-Marne...	9

DE NOMINATIONS des caisses régionales.	DÉPARTEMENT dans lesquels se trouvent leurs caisses locales.	Nombre des caisses.	DE NOMINATIONS des caisses régionales.	DÉPARTEMENT dans lesquels se trouvent leurs caisses locales.	Nombre des caisses.
Toulouse.....	(H ^{te} -Garonne.. 20 Aude..... 11 Ariège..... 1 Lot..... 1 Tarn-et-Gar.. 2)	35	Vexin.....	Eure.....	7
Var.....	Var.....	46	Vienne.....	Vienne.....	16
Vendée.....	Vendée.....	32	Yonne.....	Yonne.....	30
			TOTAL.....		2,636

Les renseignements fournis par les préfets ont fait connaître en outre l'existence de 125 caisses de crédit agricole qui ne sont pas affiliées à des caisses régionales. 115 de ces sociétés groupent un total de 9,308 adhérents. Ces sociétés sont ainsi réparties : Ain, 2; Aisne, 2; Allier, 1; Alpes (Hautes-), 1; Alpes-Maritimes, 12; Ardennes, 2; Ariège, 2; Aveyron, 1; Bouches-du-Rhône, 9; Charente, 3; Charente-Inférieure, 14; Côtes-du-Nord, 16; Dordogne, 2; Doubs, 16; Eure-et-Loir, 1; Gard, 2; Gers, 5; Gironde, 1; Indre-et-Loire, 1; Jura, 2; Loire, 1; Loire-Inférieure, 1; Marne, 2; Meurthe-et-Moselle, 1; Meuse, 2; Morbihan, 1; Nord, 3; Oise, 1; Pas-de-Calais, 1; Puy-de-Dôme, 1; Hautes-Pyrénées, 5; Haute-Saône, 1; Saône-et-Loire, 1; Sarthe, 7; Savoie, 1; Seine-Inférieure, 1.

3° FÉDÉRATIONS.

1° **Centre fédératif du crédit populaire en France**, ayant son siège à Marseille, 14, rue Montaux. Cette société a été fondée à Marseille en 1889.

L'article publié l'an dernier (*Bulletin* de novembre 1908) au sujet des institutions coopératives de crédit a indiqué le but et les principes de cette association.

Le Centre fédératif publie un bulletin intitulé *Bulletin du Crédit populaire* et tient un congrès tous les deux ou trois ans.

L'organisation des sociétés groupées par le Centre fédératif est régie par le principe de la variété des formes suivant les circonstances locales, et la solidarité illimitée n'y est pas de rigueur.

Le Centre fédératif du Crédit populaire groupait, au 1^{er} juin 1909, 970 sociétés coopératives de crédit situées tant en France que dans les colonies et se décomposant en 11 banques populaires urbaines, 914 caisses agricoles locales, 45 caisses régionales de crédit agricole. Cette Fédération comprend en outre 4 groupes régionaux unissant environ 80 des 970 sociétés affiliées; le surplus de celles-ci se rattache d'autre part, en ce qui concerne les caisses agricoles locales, aux caisses régionales de crédit agricole.

2° **L'Union des caisses rurales et ouvrières françaises à responsabilité illimitée**, qui a son siège à Lyon, avenue de Saxe, n° 97. Voici les renseignements fournis au sujet de ce groupement par M. Louis Durand, président :

L'Union des caisses rurales et ouvrières françaises à responsabilité illimitée a été fondée en 1893 dans le but de propager en France les sociétés de crédit du type Raiffeisen, de les grouper, de défendre leurs intérêts et leurs droits, de leur fournir des conseils ou renseignements techniques, et d'organiser les institutions d'intérêt général qui pourraient leur être utiles (par exemple, inspection, caisses centrales, etc.).

Les caractéristiques des caisses Raiffeisen sont les suivantes : 1° stricte mutualité; aucun prêt ne pouvant être accordé qu'aux associés qui ont accepté les charges solidaires de la

société; 2° responsabilité solidaire et illimitée des associés pour toutes les affaires de la société; 3° absence de capital social souscrit par les associés, leur responsabilité solidaire et illimitée suffisant largement pour attirer des dépôts répondant à tous les besoins de la société; 4° gratuité absolue de l'administration; 5° interdiction de toute distribution de bénéfices entre les associés; 6° circonscription très restreinte dans laquelle tous les associés se connaissent mutuellement; en général la caisse n'embrasse qu'une commune dans les campagnes, dans les villes, souvent un seul quartier ou paroisse.

La plus grande partie des caisses composant l'Union sont des caisses rurales, fonctionnant dans les campagnes et faisant principalement — quelques-unes même exclusivement — des opérations de crédit agricole. Un certain nombre, établies dans des centres urbains, font des opérations de crédit au profit des petits artisans ou même des ouvriers. Quelques-unes ont donné un grand développement aux prêts en vue d'achat ou de construction de maisons ouvrières destinées à l'habitation de l'emprunteur. Quelques caisses, encore peu nombreuses, s'occupent du crédit maritime.

L'Union a établi, depuis sa fondation jusqu'en octobre 1908, 1,432 caisses qui lui ont été régulièrement affiliées. Mais plusieurs centaines de caisses se sont dissoutes à la suite d'un arrêt du Conseil d'État du 24 décembre 1897 où elles avaient vu une menace pour leur sécurité.

Le nombre des caisses actuellement existantes doit être évalué à plus de 800.

La dernière statistique porte sur l'exercice 1907: 157 caisses environ ont été fondées depuis lors. Cette statistique donne les résultats suivants: nombre de caisses ayant répondu au questionnaire, 549; nombre de membres, 21,943; mouvement de caisse, 13,076,211 francs; nombre de prêts en cours au 31 décembre 1906, 6,969 actif, 7,669,818 francs; dépôts recueillis par les caisses, 7,017,195 francs; emprunts à des caisses centrales libres ou à des caisses régionales subventionnées par l'État, 477,697 francs; nombre des créances douteuses, 13; montant des créances douteuses, 3,762 francs.

LA SITUATION FINANCIÈRE

DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES FRANÇAISES.

(Suite) ⁽¹⁾.

Organisations de travailleurs de chemins de fer.

On trouvera ci-après des renseignements sur la situation financière des deux organisations nationales groupant toute la catégorie d'ouvriers et employés de chemins de fer: le «Syndicat national des travailleurs des chemins de fer de France et des Colonies» et le «Syndicat professionnel des employés de chemins de fer et des industries similaires».

Deux autres organisations nationales sont exclusivement réservées aux mécaniciens, chauffeurs et conducteurs électriciens. Ce sont: «La Fédération générale des groupements des mécaniciens, chauffeurs et conducteurs électriciens des chemins de fer de France et des Colonies» et la «Fédération générale française profes-

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, mai 1908, p. 440, et septembre 1908, p. 859.

sionnelle des mécaniciens, chauffeurs, électriciens des chemins de fer et de l'industrie», mais cette dernière compte aussi parmi ses membres des chauffeurs-mécaniciens de l'industrie.

La publication de la situation financière de la Fédération générale des groupements des mécaniciens-chauffeurs ne présenterait aucun intérêt; car ce sont les groupes locaux et leur union par réseau qui, ayant à supporter la presque totalité des dépenses, reçoivent le produit des cotisations de syndiqués. Quant à la Fédération générale française professionnelle des mécaniciens, chauffeurs, elle ne croit pas devoir publier sa situation financière.

Syndicat national des travailleurs des chemins de fer de France et des colonies.

Le Syndicat national des travailleurs des chemins de fer, créé en 1890, sous le nom de «Chambre syndicale des ouvriers et employés de chemins de fer français», a son siège rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 20, à Paris.

Il déclarait, au 1^{er} janvier 1909, 54,242 adhérents dont 955 femmes. Le nombre des cotisants était de 47,934. Le nombre des adhérents en retard dans le paiement de leurs cotisations tendrait à beaucoup diminuer.

Le syndicat avait en caisse, au 1^{er} janvier 1909, 71,614 fr. 11. Son actif, comprenant outre l'encaisse, la valeur du mobilier, des imprimés en approvisionnement et le montant des diverses créances, s'élevait à 98,782 fr. 58.

La cotisation syndicale est fixée à 1 franc par trimestre pour les hommes et à 1 franc par an pour les femmes. Tout nouvel adhérent paye un droit d'entrée qui est de 0 fr. 50 pour les hommes et de 0 fr. 25 pour les femmes.

Tout travailleur des chemins de fer, membre du syndicat depuis plus de six mois, a droit, à moins qu'il ne soit en retard de plus de trois mois dans le paiement de ses cotisations, à l'aide du syndicat en cas de contestation ou procès avec ses employeurs. En cas de grève il reçoit une indemnité provenant soit de sommes votées par le Conseil d'administration, soit de souscriptions organisées par lui.

La *Tribune de la voie ferrée*, organe officiel du syndicat national, paraît chaque semaine. Il est vendu 0 fr. 10 le numéro. Les syndiqués peuvent s'y abonner pour 3 fr. 60 par an.

Chaque année il est réuni un congrès national composé de délégués des différents groupes. Dans l'intervalle de deux congrès, le syndicat est dirigé par un conseil d'administration composé de 30 membres nommés par le congrès, dont les fonctions sont gratuites.

En dessous du conseil d'administration existent des comités de réseaux. Celui du réseau de l'Est a un secrétaire permanent. Chaque comité de réseau organise chaque année un ou, en cas exceptionnels, plusieurs congrès régionaux. Les comités de réseau ne peuvent agir qu'après avoir consulté le conseil d'administration et reçu son avis.

Enfin, dans chaque groupe ou section du syndicat, il y a un ou plusieurs secrétaires et en chaque localité un ou plusieurs receveurs chargés de percevoir les cotisations.

L'administration du Syndicat national des travailleurs des chemins de fer est assurée par un secrétaire du conseil d'administration et un secrétaire adjoint choisis en dehors du sein du conseil d'administration ayant sous leur direction 11 employés. Les appointements actuels du secrétaire sont de 4,600 francs; ceux du secrétaire-

adjoint sont de 3,000 francs. Les employés âgés de moins de 25 ans débutent avec un salaire de 720 francs. Il est ensuite accordé tous les deux ans une augmentation de 180 francs aux employés âgés de moins de 21 ans et une augmentation de 120 francs aux employés âgés de plus de 21 ans. Aux rédacteurs âgés de 25 ans est assuré un traitement de 2,400 francs augmenté ensuite de 100 francs tous les deux ans jusque soit atteint un traitement maximum qui est de 4,000 francs pour le rédacteur principal et le caissier et de 3,000 francs pour les autres employés.

Les administrateurs et employés touchent des frais de déplacement dont l'importance varie suivant les cas. Ils atteignent 18 fr. par jour pour les membres du conseil d'administration qui vont en province.

Pour permettre le fonctionnement des comités de réseau, il est envoyé à chacun d'eux 10 à 15 p. 100 des cotisations payées par les adhérents du réseau. Quant aux groupes ils peuvent retirer le montant de leurs dépenses sur la cotisation et droits d'entrée encaissés par leurs receveurs, à condition, toutefois, d'envoyer au siège central la note de ces dépenses, dont le total ne doit pas dépasser 35 p. 100 du montant des cotisations et 30 p. 100 du montant des droits d'entrée. Groupes et comités de réseau peuvent augmenter leurs ressources en imposant à leurs membres des cotisations supplémentaires.

Chaque année le syndicat accorde une subvention à l'Orphelinat national des chemins de fer de France et des colonies, œuvre créée par le syndicat, mais rendue plus tard distincte de lui au point de vue financier.

Une commission des finances composée de 5 membres, nommés par le conseil d'administration surveille la réception et le placement des fonds, vérifie les notes, les livres de comptabilité et la caisse. Ensuite la comptabilité et les opérations financières du syndicat sont encore examinées par une commission de contrôle composée de 15 membres nommés par le congrès. Chaque année la situation financière est publiée dans la *Tribune de la voie ferrée* et dans le compte rendu du congrès.

Le tableau suivant donne les recettes, les dépenses et l'encaisse du Syndicat au 31 décembre de chacune des années 1900 à 1908 :

ANNÉES.	RECETTES.						TOTAL		EN CAISSE.			
	COTISATIONS.		DROITS D'ENTRÉE.		DIVERS.		TOTAL.			TOTAL des DÉPENSES.		
	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.				
1900(2).	32,203	30			2,927	62	35,130	92	35,927	37	18,934	55
1901...	47,773	00			2,245	09	50,018	09	49,796	30	19,156	34
1902...	47,984	50			4,792	80	52,776	30	51,617	81	20,314	83
1903...	56,015	00	2,921	75	639	05	59,575	80	48,814	69	24,532	14
1904...	70,829	00	4,874	25	461	40	76,164	75	66,020	75	30,617	28
1905...	85,453	00	5,394	25	1,908	65	92,755	90	88,220	47	35,152	71
1906...	101,851	00	8,207	50	1,504	25	111,562	75	106,344	95	40,842	21
1907...	153,454	00	11,335	75	(1)5,834	92	170,625	67	146,128	24	65,339	64
1908...	168,673	00	8,493	75	4,165	46	181,332	21	175,057	74	71,614	11

(1) Y compris les bénéfices du journal (2,123 fr. 27). Les années précédentes, le journal avait coûté au syndicat au lieu de lui rapporter.

(2) Pour les années précédentes, voir la publication de l'Office du travail. *Les associations professionnelles ouvrières*, t. IV, p. 561.

Voici le détail des dépenses par service et par année :

ANNÉES.	PROPA- GANDE.	CONTEN- TIEUX.	CON- GRÈS.	GRÈVES et SECOURS.	ADMINIS- TRATION, CONTRÔLE, personnel et divers.	COTISA- TION FÉDÉRALE.	FRAIS GÉNÉRAUX des groupes.	ALLOCA- TIONS AUX COMITÉS de réseau.	SUBVEN- TION à L'ORPHE- LINAT.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1900 ...	"	2,403 10	"	704 85	18,281 28	"	"	"	"
1901 ...	"	3,897 70	"	1,005 50	21,681 00	"	"	"	"
1902 ...	"	2,855 20	"	2,014 85	20,379 02	"	"	"	"
1903 ...	3,066 39	2,482 17	943 50	770 85	23,593 98	782 45	15,068 30	2,107 05	"
1904 ...	4,370 56	5,329 60	960 35	1,359 55	27,929 89	1,281 75	19,853 80	2,533 90	2,401 35
1905 ...	4,076 50	5,224 25	1,505 15	1,330 35	32,099 83	1,012 00	26,683 99	4,428 90	11,828 60
1906 ...	5,897 78	5,368 70	3,295 80	4,953 60	32,030 83	2,240 20	33,763 07	8,286 25	10,508 50
1907 ...	8,186 67	7,508 00	3,245 25	5,577 35	36,591 16	3,854 74	52,096 59	14,972 75	15,219 00
1908 ...	8,302 22	7,941 09	7,991 90	5,625 35	43,340 66	5,615 70	60,917 22	18,375 55	16,948 05

Les dépenses d'administration et de contrôle, de personnel et pour divers objets, se répartissent ainsi :

ANNÉES.	ADMINISTRATION et CONTRÔLE.	PERSONNEL.	DIVERS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1900.....	3,724 28	14,557 00	"
1901.....	7,231 62	14,450 00	"
1902.....	6,283 92	14,095 10	"
1903.....	5,937 51	15,147 64	2,508 83
1904.....	8,021 14	15,638 96	4,269 79
1905.....	9,539 97	16,094 56	6,465 30
1906.....	9,051 72	18,826 26	4,152 85
1907.....	12,940 99	18,906 74	5,743 43
1908.....	14,541 47	18,725 92	10,073 27

Syndicat professionnel des employés de chemins de fer et des industries similaires.

Le Syndicat professionnel des employés de chemins de fer et des industries similaires a été fondé le 18 août 1884. Il porta pendant un certain temps le titre d'« Association amicale des employés de chemins de fer ». Son siège est à Paris, rue de l'Éperon, n° 9.

Il déclarait, au 1^{er} janvier 1909, 13,264 membres et 72 sections.

La cotisation syndicale est de 0 fr. 50 par mois. Un droit d'admission de 1 franc est réclamé aux nouveaux adhérents. Les membres de cette organisation, syndiqués depuis plus de six mois, ont droit, s'ils ne sont pas arriérés de six mois dans le paiement de leurs cotisations, à l'aide du syndicat en cas de contestation ou procès avec leur administration, de même qu'en tous cas de difficulté ou poursuite résultant d'actes accomplis dans le service.

Les membres du syndicat, moyennant un supplément de cotisation de 0 fr. 10, font partie d'une caisse de secours alimentée par les cotisations des adhérents et par

des dons volontaires de membres honoraires. Ces dons sont rares : leur total depuis le début n'atteint que 750 francs. La caisse de secours vient en aide à ses membres ou à leur famille immédiate momentanément dans le besoin par suite d'accidents ou pour toute autre cause, la grève exceptée. La quotité des secours est fixée par le conseil d'administration du syndicat suivant l'état de la caisse.

Le syndicat fait paraître un organe mensuel *La Locomotive*, distribué gratuitement aux syndiqués.

Le syndicat est dirigé par un conseil d'administration portant le nom de « Chambre syndicale », composée de 12 membres nommés par l'assemblée générale annuelle où chaque syndiqué peut assister ou se faire représenter. Les fonctions des membres du conseil d'administration sont gratuites.

L'administration est assurée par un secrétaire permanent secondé, suivant les besoins, par un ou plusieurs adjoints. Le traitement du secrétaire augmenté de celui des adjoints, s'élève à 6,000 francs.

Sous la surveillance de la chambre syndicale fonctionnent des comités locaux. Ces comités sont chargés de la perception des cotisations. Il leur est alloué 50 p. 100 du montant des droits d'admission et 10 p. 100 du montant des cotisations, celles à la caisse de secours exceptées.

Depuis 1900, la situation de ce syndicat est stationnaire. Chaque année, le total des dépenses monte à environ 15,000 francs ainsi réparties :

- 40 p. 100 au personnel;
- 21 p. 100 pour le journal;
- 10 p. 100 de remises spéciales aux comités locaux;
- 6 p. 100 de loyer, d'impôts et frais de chauffage;
- 6 p. 100 de frais généraux;
- 6 p. 100 pour la propagande;
- 5 p. 100 de frais judiciaire;
- 4 p. 100 de frais d'administration;
- 2 p. 100 de frais de déplacement.

Opérations de la caisse de secours depuis 1901 :

	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
Sociétaires secourus.	28	35	29	29	33	25	16	19
Sommes allouées...	949 ^f	946 ^f	770 ^f	709 ^f	854 ^f	769 ^f	411 ^f	499 ^f

LA PROCHAINE SESSION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

La session ordinaire de 1909 du Conseil supérieur du travail s'ouvrira le lundi 8 novembre, à 10 heures du matin, au ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

L'ordre du jour de la session a été ainsi arrêté :

- 1° Élection des vice-présidents du Conseil supérieur du travail.
- 2° Élection de la commission permanente du Conseil supérieur du travail.
- 3° Élection de deux listes triples, l'une pour les membres patrons, l'autre pour les membres ouvriers, sur lesquelles seront choisis les deux représentants du Conseil supérieur du travail au Conseil supérieur d'hygiène publique de France.
- 4° Élection d'un représentant du Conseil supérieur du travail au Conseil d'administration de la « fondation Carnegie ».
- 5° Discussion des rapports de M. Keufer et de M. Tournon concernant la législation sur les syndicats professionnels.

LÉGISLATION SUR LES SYNDICATS PROFESSIONNELS⁽¹⁾.

M. le Ministre du travail avait renvoyé à la Commission permanente du Conseil supérieur du travail, pour y être étudiés dans l'ordre que celle-ci croirait devoir adopter les vœux déposés au cours de sessions précédentes, par des membres de ce conseil, et relatifs 1° au contrat individuel de travail et de cautionnement; 2° au contrat collectif; 3° à la législation des syndicats professionnels.

Dans sa séance du 18 janvier 1909 la commission décida d'aborder en première ligne la question de la modification à la législation sur les syndicats professionnels.

Une proposition tendant à faire rentrer les associations professionnelles sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901 ne fut pas adoptée. Les deux fractions, patronale et ouvrière, du Conseil supérieur du travail déposèrent alors chacune une proposition apportant des modifications à la loi de 1884.

Les deux propositions présentaient de telles divergences que l'entente ne put s'établir entre les deux fractions de la Commission; on eut alors recours à la procédure prévue par le décret récent du 30 avril 1909⁽²⁾ et d'après laquelle la Commission peut désigner deux rapporteurs.

Le Conseil supérieur se trouvera donc en présence :

- 1° D'une proposition émanant des représentants patronaux et soutenue par un rapport de M. Tournon;
- 2° D'une proposition émanant des représentants ouvriers et soutenue par un rapport de M. Keufer.

⁽¹⁾ Conseil supérieur du travail. La législation sur les syndicats professionnels. Rapport de M. Keufer, au nom des membres ouvriers de la Commission permanente. Rapport de M. Tournon, au nom des membres patrons de la Commission permanente. Procès-verbaux et documents. Paris, 1909.

⁽²⁾ Voir Bulletin, mai 1909, p. 569.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

Résultats du second tour de scrutin pour l'élection des représentants des syndicats ouvriers⁽¹⁾.

Conformément à l'avis publié dans le numéro du *Journal officiel* du 28 septembre 1909, il a été procédé publiquement, le jeudi 30 septembre, à deux heures, au Ministère du travail, rue de Varenne, n° 80, sous la présidence d'une délégation de la commission permanente du Conseil supérieur du travail, au dépouillement des votes des syndicats professionnels appelés à prendre part au second tour de scrutin pour l'élection des membres ouvriers dudit conseil.

En vertu de l'article 13 du décret du 14 mars 1908, modifié par les décrets des 27 janvier et 4 août 1904, 24 juin 1907 et 30 avril 1909, l'élection est assurée au second tour à la majorité relative.

Les opérations électorales ont abouti aux résultats suivants qui ont été proclamés par la commission permanente dans sa séance du 1^{er} octobre.

GRUPE 3. — *Alimentation : petites industries et commerce de détail.*

Suffrages exprimés : 995.

MM. Maffre (élu) : 503 ; Pruvost : 237 ; Siretti : 156 ; divers (4 candidats) : 99.

GRUPE 5. — *Industrie des cuirs et peaux.*

Suffrages exprimés : 237.

MM. Besset (élu) : 119 ; Dejean : 97 ; divers (3 candidats) : 21.

GRUPE 6. — *Industrie de la laine, du lin, du jute et leur mélange, y compris les industries similaires et succédanées.*

Suffrages exprimés : 1,954.

MM. Renard (élu) : 1,446 ; Duquesne : 436 ; Lepers : 59 ; Picard : 13.

GRUPE 7. — *Industrie du coton et ses mélanges, y compris les industries similaires et succédanées.*

Suffrages exprimés : 1,919.

MM. Lepers (élu) : 1,454 ; Cail : 402 ; Renard : 63.

GRUPE 8. — *Industrie de la soie et ses mélanges, y compris les industries similaires et succédanées.*

Suffrages exprimés : 353.

MM. Bouvier (élu) : 284 ; Fleck : 31 ; Neyron : 24 ; divers (2 candidats) : 14.

⁽¹⁾ Les résultats du premier tour ont été publiés au *Journal officiel* de septembre, p. 991.

GROUPE 9. — *Travail des étoffes, vêtement, toilette.*

Suffrages exprimés : 402.

MM. **Bordes** (élu) : **265**; Coutel : 66; M^{lle} **Rochebillard** : 27; M^{me} **veuve Priest** : 26; divers (4 candidats) : 18.

GROUPE 10. — *Travail des étoffes, vêtement, toilette.*

Suffrages exprimés : 392.

M^{mes} **Bouvier** (élue) : **142**; Blondelu : 127; **Beeckmans** : 108; divers (3 candidates) : 15.

GROUPE 11. — *Industrie du bois et du bâtiment (bois), commerce et manutention non compris.*

Suffrages exprimés : 409.

MM. **Bourderon** (élu) : **299**; Craissac : 34; Brunet : 22; divers (10 candidats) : 54.

GROUPE 14. — *Bâtiment.*

Suffrages exprimés : 985.

MM. **Craissac** (élu) : **513**; Perrot : 72; Péricat : 62; Marx : 56; Rousselot : 54; Bruon : 47; divers (12 candidats) : 181.

GROUPE 20. — *Forêts, pépiniéristes, horticulteurs.*

Suffrages exprimés : 699.

MM. **Bornet** (élu) : **449**; Ducamin : 104; Taillemitte : 94; divers (16 candidats) : 52.

GROUPE 21. — *Agriculture.*

Suffrages exprimés : 236.

MM. **Paul Ader** (élu) : **122**; Guilbaud : 44; Boher : 23; divers (13 candidats) : 47.

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE.

SITUATION ET OPÉRATIONS EN 1907 ⁽¹⁾.

Le nombre des versements effectués dans le courant de l'année 1907 s'est élevé à 4,216,660, représentant une somme totale de 547,104,867 fr. 92. Le nombre des remboursements et achats de rentes s'est élevé à 2,200,407, pour un montant total de 486,166,850 fr. 78. L'excédent des versements sur les remboursements s'est élevé à 60,938,017 fr. 14. Le nombre des comptes ou livrets existant au 31 décembre 1906 s'élevait à 4,794,874 et au 31 décembre 1907 à 5,034,998. L'avoir des déposants, à la même date, se montait à 1,433,450,614 fr. 24. Au 31 décembre 1906, le chiffre correspondant était de 1,338,729,194 fr. 85, ce qui fait ressortir une augmentation de 94,721,419 fr. 39 pendant l'exercice.

Ce solde créditeur de 1,433,450,614 francs est représenté à l'actif par :

Valeurs de l'État français appartenant à la Caisse nationale d'épargne (moins le montant des valeurs attribuées à la Dotation).....	1,380,498,636 ¹ 21 ^c
Solde du compte courant à intérêts avec la Caisse des dépôts et consignations.....	45,289,297 93
Dans ce chiffre ne figurent pas les opérations applicables à l'exercice 1907, mais réalisées en 1908 seulement par la Caisse des dépôts et consignations, soit un excédent de recette de.....	7,662,680 10
TOTAL ÉGAL à l'avoir des déposants...	1,433,450,614 24
Indépendamment des valeurs en portefeuille et du compte courant à la Caisse des dépôts, la Caisse nationale d'épargne possède, à titre de fortune personnelle, un capital de.....	52,014,234 16
Son actif total s'élève donc à.....	1,485,464,848 40
Les revenus de la Caisse, pour l'année 1907, se sont élevés à. Il convient d'en déduire les intérêts servis aux déposants en 1906, soit.....	42,889,749 06 33,783,402 25
RESTE.....	9,106,346 81
Les frais d'administration se sont élevés à.....	6,755,236 31
RESTE un bénéfice de.....	2,351,110 50
A déduire pour l'agrandissement des sous-sols de l'hôtel de la Caisse nationale d'épargne.....	15,662 31
RESTE un bénéfice net de.....	2,335,448 91

⁽¹⁾ D'après le Rapport officiel du Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes.

LES CAISSES D'ÉPARGNE ORDINAIRES EN 1907 ⁽¹⁾.

Le nombre des caisses d'épargne qui ont fonctionné pendant l'année 1906 est de 549; celui des succursales et des bureaux auxiliaires de 1,573; enfin 158 perceptions, au lieu de 165 l'année précédente, ont prêté leur concours à ces institutions; ce qui donne un total de 2,280 établissements de toute classe contre 2,241 en 1906.

Les opérations effectuées donnent lieu aux constatations suivantes :

Le nombre des livrets en cours au 31 décembre 1906 était de 7,668,024; au 31 décembre 1907, ce nombre était de 7,793,549, en augmentation de 125,525.

Quant aux versements, ils ont été au nombre de 3,744,986, représentant une somme de 792,596,021 francs, ce qui donne une moyenne de 212 francs par versement comme en 1906.

Les remboursements ont été au nombre de 3,049,702, représentant un capital de 762,379,545 francs, soit une moyenne de 250 francs, contre 255 francs en 1906.

Relativement à l'année précédente, il y a eu 203,765 versements et 38,678,774 francs versés en plus.

Les remboursements ont donné, comme nombre 18,424 en plus et comme somme 9,329,427 francs en moins.

Voici les résultats comparés des cinq dernières années :

ANNÉES.	MONTANT des versements.	MOYENNE par opération.	MONTANT des remboursements.	MOYENNE par opération.
—	—	—	—	—
	francs.	francs.	francs.	francs
1903.....	667,870,538	210	836,439,645	271
1904.....	702,473,098	213	716,429,457	247
1905.....	762,894,569	215	710,919,476	245
1906.....	753,917,247	212	771,708,972	255
1907.....	792,596,021	212	762,379,545	250

Le solde dû aux déposants, à la date du 31 décembre 1907, était de 3,542,978,216^c contre 3,433,869,743 francs au 1^{er} janvier 1907.

RÉPARTITION DES LIVRETS PAR CATÉGORIE D'IMPORTANCE.

Voici comment se répartissent, pour 1907, d'une part, les opérations de verse-

⁽¹⁾ D'après le rapport adressé au Président de la République par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale (J. O. du 8 août 1909).

ment et de remboursement, et, d'autre part, le total des livrets en cours, selon l'importance, soit des opérations, soit des livrets eux-mêmes :

CATÉGORIES D'IMPORTANCE.	NOMBRE.	PROPOR- TION	MONTANT.	PROPOR- TION	MOYENNE.
		P. 100 dans le total.		P. 100 dans le total.	
			fr. c.		fr. c.
1° VERSEMENTS.					
Versements { de 20 francs et au-dessous.	985,565	26.32	8,642,480 44	1.09	8 76
— 21 à 100 francs.....	1,225,211	32.72	79,252,767 44	10.00	64 68
— 101 à 200 —	532,322	14.21	87,003,980 32	10.98	163 44
— 201 à 500 —	577,227	15.41	206,487,262 54	26.05	357 72
— 501 à 1,000 —	277,204	7.40	214,140,700 30	27.02	772 50
— 1,001 à 1,500 —	145,506	3.89	193,549,021 46	24.42	1,330 17
— 1,501 et au-dessus.....	1,951	0.05	3,519,808 66	0.44	1,804 10
TOTAUX ET MOYENNE GÉNÉRALE..	3,744,986	100.00	792,596,021 16	100.00	211 64

2° REMBOURSEMENTS (ESPÈCES).

Remboursements {	de 20 francs et au-dessous.	324,168	10.63	4,024,519 58	0.53	12 41
	— 21 à 100 francs.	1,535,865	50.36	82,165,483 22	10.78	58 49
	— 101 à 200 —	334,183	10.96	53,450,696 67	7.01	159 94
	— 201 à 500 —	386,872	12.69	135,540,452 82	17.78	350 34
	— 501 à 1,000 —	246,145	8.07	184,309,384 67	24.17	748 77
	— 1,001 à 1,500 —	165,072	5.41	213,103,130 95	27.95	1,290 97
	— 1,501 francs et au-dessus .	57,397	1.88	89,785,877 39	11.78	1,564 29
TOTAUX et MOYENNE des rem- boursements en espèces....		3,049,702	100.00	762,379,545 30	100.00	249 98

3° LIVRETS AU 31 DÉCEMBRE.

Livrets	de 20 francs et au-dessous.	2,478,241	31.80	20,778,715 75	0.59	8 38
	— 21 à 100 francs.....	1,307,839	16.78	66,316,093 32	1.87	50 70
	— 101 à 200 —	596,731	7.66	85,608,829 14	2.42	143 46
	— 201 à 500 —	831,984	10.67	274,010,739 14	7.73	329 34
	— 501 à 1,000 —	804,648	10.32	572,967,070 40	16.17	712 07
	— 1,001 à 1,500 —	736,198	9.45	905,579,242 37	25.56	1,230 07
	— 1,501 fr. et au-dessus pas- sibles de réduction..	1,031,645	13.24	1,589,257,160 48	44.86	1,550 50
	— 1,501 francs et au-dessus exemptés de réduction par la loi.....	6,263	0.08	28,460,365 35	0.80	4,544 20
TOTAUX ET MOYENNE GÉNÉRALE..		7,793,549	100.00	3,542,978,215 95	100.00	454 60

4° LIVRETS NOUVEAUX.

Au point de vue de la profession et du sexe des déposants, les 476,103 livrets nouveaux se partagent de la manière suivante :

PROFESSIONS.	HOMMES.		FEMMES.		ENSEMBLE.	
	NOMBRE.	PROPOR- TION P. 100 dans le total.	NOMBRE.	PROPOR- TION P. 100 dans le total.	NOMBRE.	PROPOR- TION P. 100 dans le total.
Chefs d'établissements agricoles, in- dustriels et commerciaux.....	29,181	12.00	18,277	7.10	47,458	9.48
Journaliers et ouvriers agricoles....	29,731	12.23	20,228	7.86	49,959	9.98
Ouvriers d'industrie.....	38,428	15.80	29,899	11.62	68,327	13.65
Domestiques.....	14,157	5.82	27,206	10.57	41,363	8.27
Militaires et marins.....	4,475	1.84	1,137	0.44	5,612	1.12
Employés.....	17,551	7.22	6,331	2.46	23,882	4.77
Professions libérales.....	4,343	1.79	2,838	1.10	7,181	1.44
Propriétaires, rentiers et personnes sans profession.....	16,697	6.87	63,455	24.66	80,152	16.01
Mineurs sans profession.....	88,597	36.43	87,985	34.19	176,582	35.28
TOTAUX.....	243,160	100.00	257,356	100.00	500,016	100.00

En résumé, il y a un déposant nouveau par 77.95 habitants. Le chiffre de 1906 était de 81.36.

Pour l'ensemble des livrets, on compte 198 déposants par 1,000 habitants. La moyenne générale du solde, par habitant au 31 décembre 1906, était de 90 fr. 26 et la valeur moyenne par livret de 454 fr. 60. Les chiffres pour 1906, étaient de 195 déposants par 1,000 habitants, la moyenne générale par habitant de 87.48 et la moyenne par livret de 447 fr. 84.

MOUVEMENT GÉNÉRAL DE L'ÉPARGNE EN 1907 ⁽¹⁾.

Les renseignements ci-dessous se rapportent à la Caisse nationale d'épargne postale et à l'ensemble des caisses d'épargne ordinaires ⁽²⁾ réunies et fournissent un résumé des opérations de ces institutions pour l'année 1907.

Le nombre des livrets en cours s'élevait, au 1^{er} janvier 1907, à 12,481,044 et, au 31 décembre à 12,847,599 (soit une augmentation de 366,555 livrets ou 2.85 p. 100.)

Quant aux versements ils ont été au nombre de 8,204,084, représentant une somme de 1,361,342,489 francs, soit une moyenne de 166 francs par opération;

⁽¹⁾ Extrait du rapport adressé au Président de la République par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale (J. O., 8 août 1909).

⁽²⁾ Voir ci-devant, p. 1093 et 1094.

relativement à 1906, il y a augmentation de 462,881 versements et de 75,017,481 francs ou 5.83 p. 100 sur le montant. La moyenne de l'opération n'a pas sensiblement varié.

Les remboursements en espèces ont été au nombre de 5,342,894 représentant un capital de 1,292,817,229 francs, soit une moyenne de 242 francs par opération. Comparés à 1906, ces résultats accusent une augmentation de 82,923 remboursements et une diminution de 6,441,551 fr. 58 comme montant et de 5 francs par opération.

Voici les résultats comparés des cinq dernières années :

ANNÉES.	VERSEMENTS.		MOYENNE par opération.		REMBOURSEMENTS.		MOYENNE par opération.	
	francs.		francs.		francs.		francs.	
1903.....	1,120,724,122	58	164		1,327,460,075	31	259	
1904.....	1,176,594,700	89	166		1,169,660,304	46	237	
1905.....	1,276,770,584	42	167		1,182,365,782	40	238	
1906.....	1,286,325,008	01	166		1,299,258,780	21	247	
1907....	1,361,342,489	17	166		1,292,817,228	63	242	

Les 12,847,599 livrets existant au 31 décembre 1907 et représentant un capital de 4,981,115,785 francs se partagent en diverses catégories dans les proportions suivantes :

MONTANT DES LIVRETS.	NOMBRE.	PROPORTION p. 100.	MONTANT.	PROPORTION p. 100.	MOYENNE par livret.
			francs.		francs.
20 francs et au-dessous.	4,257,108	33.13	35,929,586	0.74	7
21 à 100 francs...	2,243,630	17.46	119,433,423	2.40	53
101 à 200 francs...	1,011,847	7.88	146,747,039	2.94	145
201 à 500 francs...	1,540,062	11.99	484,178,993	9.72	314
501 à 1,000 francs...	1,410,341	10.98	908,154,975	18.23	644
1,001 à 1,500 francs...	1,145,338	8.91	1,362,422,041	27.35	1,189
1,501 francs et au-dessus passibles de réduction.	1,231,048	9.59	1,890,719,027	37.95	1,536
1,501 francs et au-dessus exemptés de réduction par la loi.....	8,225	0.06	33,530,701	0.67	4,766
TOTAUX et moyennes.	12,847,599	100.00	4,981,115,785	100.00	388

Au point de vue des nombres, il y a augmentation pour toutes les catégories sauf pour celles des livrets de 21 à 100 francs et de 101 à 200 francs. Si l'on considère les montants, on ne relève de diminutions que pour les comptes de 101 à 200 francs. Quant à la moyenne de chaque livret, elle s'est maintenue à 7 francs pour les livrets de 20 francs et au-dessous; elle s'est élevée de 48 à 53, pour ceux de 21 à 100 francs; de 137 à 145 francs pour ceux de 101 à 200 francs; de 1,134 à 1,189 pour ceux de 1,001 à 1,500 francs; de 3,899 à 4,766 pour ceux de 1,501 et au-dessus exemptés de réduction par la loi; au contraire elle a fléchi de 322 à 314 pour les livrets 201 à 500 francs; de 716 à 644 francs pour les livrets de 501 à 1,000 francs et de 1,588 à 1,536 pour ceux de 1,501 francs et au-dessus, passibles de réduction.

Mais il faut tenir compte de ce fait que les caisses d'épargne ordinaires d'Algérie, qui ne figuraient pas dans les rapports antérieurs, entrent dans les chiffres ci-dessus, pour une part de 19,052 comme nombre et pour 4,686,954 fr. 96 comme montant des livrets existant au 31 décembre 1907; l'augmentation globale pour les

caisses d'épargne ordinaires de France et d'Algérie et pour la caisse nationale d'épargne, du 31 décembre 1906 au 31 décembre 1907, est de 384,701 comme nombre des livrets et de 208,304,805 francs comme montant.

Au point de vue des professions et du sexe, les nouveaux déposants se répartissent dans les proportions indiquées par le tableau suivant :

PROFESSIONS.	HOMMES.		FEMMES.		TOTAUX par profession.	
	Nombre de livrets.	P. 100 du total général.	Nombre de livrets.	P. 100 du total général.	Nombre de livrets.	P. 100 du total général.
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux....	55,480	5.30	24,257	2.32	79,737	7.62
Journaliers et ouvriers agricoles.	73,700	7.05	32,463	3.10	106,163	10.15
Ouvriers d'industrie.....	105,341	10.07	65,321	6.24	170,662	16.31
Domestiques.....	33,824	3.23	75,148	7.19	108,972	10.42
Militaires et marins.....	26,099	2.50	1,137	0.11	27,236	2.61
Employés.....	56,356	5.39	15,304	1.46	71,660	6.85
Professions libérales.....	16,502	1.58	7,958	0.76	24,460	2.34
Propriétaires rentiers et per- sonnes sans profession.....	38,246	3.66	134,013	12.81	172,259	16.47
Mineurs sans profession.....	144,276	13.79	139,694	13.36	283,970	27.15
Nomades.....	705	0.07	96	0.01	801	0.08
Totaux et moyennes.....	550,529	52.64	495,331	47.36	1,045,860	100.00

Il y a, relativement à 1906, diminution pour les livrets masculins (52.64 contre 53.49) et augmentation pour les livrets féminins (47.36 contre 46.51 p. 100 en 1905).

A ces chiffres, il convient d'ajouter les livrets ouverts au nom de sociétés qui se répartissent ainsi qu'il suit :

DÉSIGNATION DES SOCIÉTÉS.	NOMBRE de livrets.
Sociétés de secours mutuels.....	653
Syndicats ou associations professionnelles.....	653
Sociétés de coopération.....	130
Sociétés de bienfaisance.....	118
Sociétés d'épargne.....	876
Sociétés commerciales.....	72
Sociétés et institutions diverses.....	1,334
TOTAL.....	3,836

JURISPRUDENCE.

Grève de fonctionnaires; acte illicite plaçant les fonctionnaires en dehors de l'application des lois et règlements garantissant l'exercice des droits du contrat public qui les lie à l'Administration ⁽¹⁾.

CONSEIL D'ÉTAT.

(Décision du 7 août 1909.)

Le Conseil d'État, statuant au Contentieux,

Sur le rapport de la section du contentieux;

Vu la requête présentée pour le sieur Rosier (Jean-Marie-Jude) commis des postes, demeurant à Paris, rue de Vaugirard, n° 73;

Ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du Conseil d'État, le 14 juin 1909, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil, annuler pour excès de pouvoir un arrêté du sous-secrétaire d'État des postes et des télégraphes, en date du 15 mai 1909, portant qu'il est révoqué à partir du 13 du même mois;

Ce faire, attendu que la mesure dont le requérant a été l'objet a été prise sans qu'il ait reçu communication de son dossier, contrairement à l'article 65 de la loi du 22 avril 1905, auquel le décret du 18 mars 1909 ne pouvait apporter une dérogation;

Vu la décision attaquée;

Vu les observations présentées pour le Ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 9 juillet 1909, et tendant au rejet du pourvoi, par les motifs qu'en se mettant en grève et en abandonnant ainsi ses fonctions, le requérant a rompu le lien qui l'attachait à l'Administration et perdu de plein droit par ce fait sa situation de fonctionnaire et en même temps la garantie instituée par l'article 65 de la loi du 22 avril 1905 qui y était attachée; que pour qu'il se démit de ses fonctions, il n'était pas besoin d'un acte exprès; qu'en réalité et quels qu'en soient les termes, l'arrêté attaqué n'a fait que constater un fait accompli et prendre acte de la renonciation que le requérant avait faite de ses fonctions; qu'en tous cas le fonctionnaire qui se met en grève et par le fait duquel il n'y a plus de service, ne peut plus se prévaloir des garanties qui sont corrélatives à l'exécution du service; que d'ailleurs la communication du dossier eût été sans intérêt, le motif de la mesure prise, la participation à la grève, étant notoire et publique; et qu'enfin le requérant n'a pas réclamé la communication de son dossier; bien qu'il eût été suffisamment mis en demeure de la demander soit par l'avertissement résultant des termes du décret du 18 mars 1909, soit par celui qui résultait des déclarations faites à la Chambre des députés par le Ministre des postes et télégraphes;

Vu le mémoire en réplique présenté par le sieur Rosier, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus, le 19 juillet 1909, et par lequel le requérant déclare persister dans ses précédentes conclusions, par les motifs : que l'article 65 de la loi du 22 avril 1905 est conçu en termes généraux et ne contient aucune restriction et que les garanties qu'il accorde ne sont pas la contre-partie de l'exécution du service; que le requérant ne peut pas être considéré comme démissionnaire, la démission ne produisant d'effet que si elle a été acceptée et que sa participation à la grève n'a pu avoir pour effet de rompre de plein droit le lien qui l'attachait à l'Administration et par suite de le priver du bénéfice de l'article 65 précité; qu'en admettant qu'il existe une sorte de contrat entre le fonctionnaire et l'Administration, les règles qui le régissent se trouvent dans les textes spéciaux à chaque catégorie de fonction-

⁽¹⁾ Une décision conçue dans les mêmes termes a été rendue contre le sieur Winkell, conducteur de perforateurs aux ateliers des postes et télégraphes.

naires et que, dès lors, le refus de service ne peut avoir d'autre conséquence que l'application des peines disciplinaires prévues par ces textes; que d'après ceux qui sont applicables aux agents des postes, les peines disciplinaires pour produire effet, doivent avoir été prononcées; que le décret du 18 mars 1909 prévoit formellement qu'en cas de refus collectif ou concerté de service, le Ministre ou le Sous-Secrétaire d'État suivant les cas peut prononcer sans intervention du conseil de discipline les peines du 2° et du 3° degré, au nombre desquelles est la révocation; qu'il suit de là que le fait de grève ne rompt pas le lien existant entre le fonctionnaire et l'Administration et que celle-ci l'a entendu ainsi jusqu'ici, qu'en effet elle a notamment repris une partie des grévistes sans qu'ils soient l'objet d'une nouvelle nomination et notifié au requérant qu'il était révoqué par application du décret du 18 mars 1909; que le requérant avait intérêt à recevoir communication de son dossier afin de contrôler l'exactitude des faits à lui reprochés; qu'enfin ni le décret du 18 mars 1909, ni les déclarations faites à la tribune de la Chambre des députés, ne constituent des mises en demeure suffisantes de réclamer cette communication;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu la loi du 22 avril 1905, article 65;

Vu les décrets des 23 avril 1883, 9 novembre 1901, 9 juin 1906;

Vu le décret du 18 mars 1909;

Vu la loi du 24 mai 1872;

Où M. Baudenet, conseiller d'État, en son rapport;

Où M^e Hannotin, avocat du sieur Rosier, et M^{es} Frénoy et Regray, avocats du Ministre des postes, en leurs observations;

Où M. Tardieu, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que la grève, si elle est un fait pouvant se produire légalement au cours de l'exécution d'un contrat de travail réglé par les dispositions du droit privé, est au contraire, lorsqu'elle résulte d'un refus de service concerté entre des fonctionnaires, un acte illicite, alors même qu'il ne pourrait être réprimé par l'application de la loi pénale; que par son acceptation de l'emploi qui lui a été conféré, le fonctionnaire s'est soumis à toutes les obligations dérivant des nécessités mêmes du service public et a renoncé à toutes facultés incompatibles avec une continuité essentielle à la vie nationale; qu'en se mettant en grève les agents préposés au service public sous quelque dénomination que ce soit, ne commettent pas seulement une faute individuelle, mais qu'ils se placent eux-mêmes par un acte collectif, en dehors de l'application des lois et règlements édictés dans le but de garantir l'exercice des droits résultant pour chacun d'eux du contrat de droit public qui les lie à l'Administration; que dans le cas l'abandon collectif ou concerté du service public, l'Administration est tenue de prendre des mesures d'urgence et de procéder à des remplacements immédiats;

Considérant que le sieur Rosier ne conteste pas qu'il était au nombre des agents du service des postes qui étaient en grève au mois de mai 1909 et que pour demander l'annulation de l'arrêté par lequel le Sous-Secrétaire d'État a prononcé sa révocation, il se borne à alléguer que cette mesure a été prise sans qu'il ait reçu préalablement la communication de son dossier, en conformité de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905:

Mais considérant qu'il résulte de ce qui précède que, quelle que soit la généralité des termes de cet article, le législateur n'a pu comprendre la grève dans un service public au nombre des cas en vue desquels il a formulé cette prescription.

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — La requête du sieur Rosier est rejetée.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes.

**Loi du 7 mars 1850 sur le tissage et le bobinage ;
application au tissage mécanique.**

COUR DE CASSATION. (CHAMBRE CRIMINELLE.)

(Arrêt du 31 juillet 1909.)

Sur le pourvoi du ministère public près le tribunal de simple police de Lavelanet, en cassation d'un jugement rendu le 5 juin 1909, par ledit tribunal au profit du sieur Andouy.

La Cour,

Où M. le conseiller Mercier, en son rapport ; M. l'avocat général Liénard, en ses conclusions. Vu la requête du pourvoi ;

Sur le moyen unique de cassation, pris de la violation des articles 1, 2, 3, 6 de la loi du 7 mars 1850 ;

Vu lesdits articles ;

Attendu que la loi susvisée a eu pour objet d'organiser le contrôle des conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage ; qu'elle a institué à cet effet un livret spécial qui appartient à l'ouvrier et qui doit être laissé entre ses mains, sur lequel tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire, qui livre des fils pour être tissés, est tenu d'inscrire au moment de la livraison, le poids et la longueur de la chaîne, le poids de la trame, les longueurs et largeurs de la pièce à fabriquer, et le prix de façon en monnaie légale ; qu'elle a édicté des prescriptions analogues pour le bobinage et qu'elle impose au patron l'inscription sur un registre d'ordre de toutes les mentions portées au livret spécial de l'ouvrier ;

Attendu qu'il a été constaté par des procès-verbaux réguliers, en date des 12 et 19 mars 1908, que les ouvriers tisserands travaillant pour le compte d'Andouy, fabricant de draps à Lavelanet, n'étaient pas pourvus du livret spécial prescrit par l'article 1^{er} de la loi précitée, et que ce fabricant ne tenait pas exposé aux regards, dans le lieu où se règlent habituellement les comptes entre lui et les ouvriers, un exemplaire de ladite loi, contrairement aux prescriptions de l'article 6 ;

Attendu que pour relaxer le prévenu, le jugement attaqué déclare que la loi du 7 mars 1850 s'applique exclusivement au tissage et au bobinage à la main, et a laissé en dehors de ses prévisions le tissage et le bobinage mécaniques ; que dès lors Andouy qui emploie pour son industrie textile des ouvriers travaillant à l'aide de métiers mécaniques, n'est pas soumis à son application ;

Mais attendu qu'il résulte du texte de la loi susvisée et des documents législatifs qui s'y réfèrent qu'elle vise les conventions entre les fabricants et les ouvriers tisserands ou bobineurs qui travaillent à façon, c'est-à-dire qui reçoivent du fabricant ou de l'intermédiaire des fils pour être tissés ou bobinés, et qui remettent ensuite l'ouvrage exécuté à celui de qui ils ont reçu la matière première ; qu'elle règle les modes de contestation de ces contrats de travail, sans s'occuper du procédé, manuel ou mécanique, à l'aide duquel l'industrie du tissage ou du bobinage est exercée ; que ces dispositions, à cet égard, sont générales et ne distinguent pas suivant la nature du moyen employé pour l'exécution du travail ;

Et attendu qu'il résulte des procès-verbaux visés dans le jugement entrepris, qu'Andouy, fabricant de drap, livre des fils pour être tissés à des ouvriers travaillant à façon qui les emportent pour les travailler dans leurs locaux, qui lui remettent ensuite l'ouvrage exécuté et font encaisser chaque quinzaine par le secrétaire du syndicat ouvrier chez le fabricant le montant du travail exécuté ; que les conditions du travail industriel ainsi constatées rentrent dans les prévisions de la loi du 7 mars 1850 et sont soumises à ses prescriptions ; d'où il suit qu'en refusant, en cet

état des faits, d'appliquer aux infractions ci-dessus spécifiées les pénalités édictées par l'article 8 de cette loi, par le motif que l'industrie textile du prévenu était exercée à l'aide de métiers mécaniques, le juge de police a faussement appliqué et par suite violé les dispositions de loi visées au moyen;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement du tribunal de simple police de Lavelanet, en date du 5 juin 1908, qui a relaxé Andouy (Lucien) de la poursuite pour infraction aux articles 1, 2, 3, 6 de la loi du 7 mars 1850, et pour être statué à nouveau conformément à la loi, renvoie la cause et le prévenu devant le tribunal de simple police de Foix, à ce déterminé par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

Placement; tenue d'un bureau de placement clandestin sous le couvert d'un journal ⁽¹⁾.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE.)

(Arrêt du 5 juillet 1907.)

La Cour,

Où M. le conseiller Berchon en son rapport; M. Lombard, avocat général, en ses conclusions;

Vu le mémoire sur timbre produit par Berneron;

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 6 et 9 de la loi du 14 mars 1904, en ce que le fait de publier un journal destiné exclusivement à la recherche des emplois vacants ne saurait constituer le délit de tenue de bureau de placement prohibé par les articles susvisés :

Attendu que le jugement dont l'arrêt attaqué a adopté les motifs et cet arrêt lui-même constatent que « Berneron attire chez lui par des affiches les employés, domestiques et ouvriers qui cherchent des places; qu'il les met en rapport, à Paris et à Londres, avec de soi-disant employeurs et qu'il se fait payer la rétribution de ce prétendu service en la déguisant sous la forme d'un abonnement au journal *le Rapide* dont il est le directeur, mais que cet abonnement n'a qu'une existence fictive puisque les prétendus abonnés n'ont la plupart du temps jamais reçu la publication en question; que d'autres n'en ont reçu que trois ou quatre numéros; que d'autres, enfin, ont été dans l'obligation d'aller consulter leur journal à l'agence même »;

Attendu que, de ces constatations qui sont souveraines, la Cour d'appel a justement déduit que le demandeur tenait un bureau de placement clandestin et que la publication du journal *le Rapide* n'était qu'un moyen déguisé de se procurer la rémunération du service illicitement rendu;

Et attendu, d'ailleurs, que l'arrêt est régulier en la forme;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi du demandeur contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, en date du 18 mars 1907, qui l'a condamné pour tenue de bureau de placement clandestin; condamne ledit demandeur à l'amende et aux dépens; limite au minimum déterminé par la loi la durée de la contrainte par corps.

(1) Voir l'arrêt de la Cour de Paris du 18 mars 1907 (*Bull.*, octobre 1907, p. 1073).

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en août 1909 ⁽¹⁾. — Le marché du travail est en général un peu meilleur que le mois dernier. La situation est toujours mauvaise dans le marché de la Ruhr; mais elle est bonne dans les districts de la Silésie et dans ceux des mines de lignites de la moyenne Allemagne. Dans la métallurgie et la construction des machines, la situation s'est améliorée. Le travail est plus abondant dans l'électricité. Le bâtiment est toujours suffisamment occupé. Le vêtement est très actif, et même il a manqué de travailleurs dans les grandes villes. Par contre le textile est toujours dans une situation défavorable. L'industrie du tabac et celle de la bière sont en baisse à cause des nouveaux impôts.

Placement en août 1909 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à août 1908 a augmenté de 32,000, celui des emplois vacants de 30,000, et celui des places procurées de 23,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 667 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de juillet :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Août 1909 (pour 667 bureaux).....	313,000	203,000	150,000
Juillet 1909 (— 671 —).....	305,000	183,000	137,000

Le mouvement syndical en 1908 ⁽²⁾. — Le nombre total des ouvriers syn-

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, septembre 1909.

⁽²⁾ Voir *Correspondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*, n° du 21 août 1909. Organe de la Commission générale des syndicats d'Allemagne, paraissant à Berlin tous les samedis; prix d'abonnement : 1 mark 50 par trimestre.

diqués, qui s'élevait à 2,446,480 à la fin de 1907, n'était que de 2,382,401 à la fin de 1908, soit une diminution de 64,079.

Le total des recettes atteignait 55,634,034 marks, celui des dépenses 47,964,467 marks et l'encaisse en fin d'année 49,563,613 marks.

On distingue quatre groupes principaux d'associations ouvrières ayant chacun une origine et des traditions différentes : les fédérations adhérentes au parti socialiste, les syndicats Hirsch-Duncker, les syndicats chrétiens et les syndicats indépendants. Le tableau ci-dessous permet de comparer leur importance relative et leur développement en 1907 et 1908.

GROUPES.	NOMBRE DES MEMBRES		DIMINUTION en 1908.	AUGMENTATION en 1908.	RECETTES en 1908 en marks.	DÉPENSES en 1908 en marks.	FONDS de réserve en 1908 en marks.
	en 1908.	en 1907.					
Fédérations socialistes . . .	1,831,731	1,865,506	33,775	"	48,544,396	42,057,516	40,839,791
Syndic. Hirsch-Duncker . . .	105,633	108,889	3,256	"	2,694,893	2,350,727	4,210,413
Syndicats chrétiens	264,519	274,323	9,804	"	4,394,745	3,556,224	4,513,409
Syndicats chrétiens indépendants . . .	(1) 80,437	80,437	"	"	"	"	"
Syndicats indépendants et syndicats locaux	100,081	117,325	17,244	"	"	"	"
TOTAL . . .	2,382,401	2,446,480	64,079	"	55,634,034	47,964,467	49,563,613
DIMINUTION NETTE			64,079				

La diminution des membres en 1908 semble due à peu près uniquement à la situation économique générale.

I. — *Syndicats socialistes* (Gewerkschaften). — Les 60 fédérations ou corporations centrales affiliées à la Commission générale⁽²⁾ comptaient en 1908, 1,831,731 membres⁽¹⁾ dont 138,443 femmes. La diminution sur le nombre des membres de l'année précédente (1,865,506) atteint 33,775, soit 1.81 p. 100 du total; elle tient aux mauvaises conditions économiques de l'année 1908.

La fédération des métallurgistes est toujours la plus importante de toutes par le nombre des membres et la situation financière.

Le tableau suivant indique, pour les fédérations comptant plus de 15,000 mem-

(1) Chiffres de 1907. Ces syndicats n'ont pas fourni de renseignements pour 1908.

(2) Pour l'organisation des syndicats socialistes, voir *Bulletin* juin 1905, p. 539.

(3) Chiffre moyen de l'année.

bres, le nombre moyen des adhérents, ainsi que la situation financière des fédérations.

FÉDÉRATIONS.	NOMBRE	RECETTES		DÉPENSES		FONDS
	MOYEN	en		en		de
	de	1908.		1908.		réserve
	membres					en
	en					1908.
	1908.					1908.
Ouvriers des métaux.....	360,099	12,028,961	11,637,939	5,883,292		
Maçons.....	175,019	3,670,449	2,601,994	5,859,553		
Bois.....	146,337	4,982,993	4,583,992	3,147,608		
Ouvriers de fabriques.....	136,195	2,649,688	2,264,283	1,697,053		
Textiles.....	116,403	1,800,325	2,180,947	210,433		
Mineurs.....	112,192	1,875,433	1,112,854	2,835,027		
Transports.....	88,096	1,722,941	1,581,863	713,007		
Aides du bâtiment.....	55,526	1,482,677	1,079,231	1,293,149		
Typographes.....	55,482	4,042,005	2,325,637	9,024,846		
Charpentiers.....	51,119	1,499,740	1,302,587	1,807,385		
Peintres.....	39,485	908,857	748,915	782,755		
Tailleurs.....	39,306	687,020	483,890	348,634		
Cordonniers.....	37,097	802,720	756,259	507,226		
Brasseurs.....	33,422	877,254	591,021	738,365		
Tabacs.....	28,556	646,838	586,123	182,755		
Ouvriers communaux.....	28,160	550,796	464,218	331,219		
Ouvriers des ports.....	23,986	521,017	488,956	145,720		
Relieurs.....	21,978	572,420	456,316	365,814		
Mécaniciens.....	18,370	295,668	259,485	150,006		
Boulangers-pâtisseries.....	18,289	371,256	341,024	165,753		
Ouvriers de la pierre.....	17,816	438,676	272,493	590,044		
Verriers.....	16,859	343,081	377,178	71,208		
Lithographes.....	16,648	987,795	919,666	774,841		
Forgerons.....	15,193	459,846	466,873	256,335		

La situation économique défavorable fait que le nombre des membres de 24 fédérations seulement a augmenté, tandis que le nombre des membres de 35 fédérations a diminué de fin 1907 à fin 1908. La perte la plus considérable est celle des ouvriers textiles dont la fédération a diminué de 23,320 membres.

Le nombre des femmes adhérentes aux syndicats socialistes a passé de 136,929 en 1907 à 138,443 en 1908 (soit une augmentation de 1,514, ou 1.1 p. 100).

Les recettes des 61 fédérations se sont élevées en 1908 à 48,544,396 marks et les dépenses à 42,057,516 marks. Le fonds de réserve restait à 40,839,791 marks. En 1904, ces chiffres étaient respectivement de 20,190,724, 16,109,903 et 12,812,128 marks, en 1905 de 27,812,257, 25,024,234 et 19,635,850 marks, en 1906 de 41,602,939, 36,963,413 et 25,312,634 marks, en 1907 de 51,396,784, 43,112,519 et 33,242,545 marks. L'augmentation des recettes de 1904 à 1905 a été de 37.7 p. 100, de 1905 à 1906 de 49.5 p. 100 et de 1906 à 1907 de 23.5 p. 100. Mais de 1907 à 1908 les recettes aussi bien que les dépenses ont diminué, tandis que le fonds de réserve continuait à augmenter. Les recettes les plus élevées par membre et par an se rencontrent chez les typographes (72 marks 85), les graveurs en musique (63,07), les lithographes (59,33), et les plus faibles chez les employés de commerce (11,44), les ouvriers fabricants de parapluies (11,95), les ouvriers en fleurs (13,05), etc. Les chiffres ci-dessus

donnent les cotisations réellement encaissées y compris les cotisations supplémentaires. Mais les cotisations statutaires sont les suivantes :

Ont payé en 1908 :

7 m. 20 ou moins.....	490 membres.
De 7 m. 80 à 10 m. 40.....	93,972 —
De 12 marks à 15 m. 10.....	76,045 —
De 15 m. 60 à 20 marks.....	287,896 —
20 m. 80.....	345,600 —
De 20 m. 90 à 25 m. 25.....	201,397 —
26 marks.....	276,225 —
28 marks et 28 m. 60.....	68,830 —
31 m. 20.....	381,164 —
De 32 marks à 49 m. 40.....	29,465 —
54 m. 60 et plus.....	71,647 —

Les sommes payées par les fédérations se décomposent comme suit pour la période 1891-1908 et pour l'année 1908 (en marks).

	1891-1908.	1908.
Assistance judiciaire.....	2,144,784	326,765
Secours en cas de grève ou de lock-out.....	64,884,217	4,819,399
Secours aux ouvriers congédiés.....	5,563,428	1,440,263
Secours de voyage.....	9,267,612	1,184,353
Secours de chômage.....	25,518,957	8,134,388
Secours de maladie.....	27,108,347	8,473,853
Secours aux invalides.....	2,550,530	419,781
Secours en cas de décès ou d'urgence.....	6,886,514	1,375,470
Secours en cas de déménagement.....		290,157
Journaux corporatifs.....	"	2,071,297
Placement.....	"	61,991
Bibliothèques.....	"	152,781
Propagande.....	"	2,480,059
Cours, statistique, brochures.....	"	503,118
Traitement du personnel.....	"	819,531
Matériel d'administration.....	"	576,878
Frais généraux d'administration des caisses locales et provinciales.....	"	5,835,158
Conférences et assemblées générales.....	"	433,403
Cotisations à la commission générale et aux asso- ciations internationales.....	"	319,945
Subventions aux cartels et aux secrétariats.....	"	662,613
Autres dépenses.....	"	1,876,313
TOTAL.....	143,924,398	42,057,516

Les sommes accordées à titre de secours par les fédérations à leurs membres en grève ne sont plus que de 4,819,399 marks contre 13,196,363 marks en 1907, 13,748,412 en 1906, 9,674,094 en 1905 et 5,869,519 en 1904; toutefois, pour 1908 les secours de chômage et de voyage ont continué à augmenter.

Le nombre des fédérations qui ont payé le secours de chômage était en 1908 de 40 (43 en 1907); de celles qui ont payé le secours de route, de 46 (44 en 1907); le secours de déménagement, de 35; le secours pour incapacité de travail, de 40, etc.

Le tableau suivant montre quel a été le secours de chômage moyen par tête, de 1902 à 1908, dans certaines fédérations importantes :

	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.
	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.
Sculpteurs.....	23,57	15,09	10,35	13,40	11,68	25,64	24,38
Typographes.....	17,70	15,09	13,20	10,78	9,40	10,40	12,74
Gantiers.....	16,18	5,22	8,98	3,38	0,97	17,03	32,62
Chaudronniers.....	9,57	6,66	4,55	4,06	3,63	4,51	5,08
Cigariers.....	10,45	6,89	4,93	4,81	3,20	2,24	6,74
Lithographes.....	7,07	6,10	6,02	6,20	5,09	6,16	9,98
Graveurs de musique.....	#	#	3,90	5,89	18,15	27,35	12,22

La moyenne du fonds de réserve par tête était en 1908 de 186 marks 31 chez les graveurs de musique, de 16,266 chez les typographes, de 73,74 chez les xylographes, de 62,63 chez les graveurs de planche, de 46,61 chez les fabricants de portefeuilles, de 46,54 chez les lithographes, de 40,53 chez les chapeliers, etc.

II. — *Corporations Hirsch-Duncker* (Deutsche Gewerkvereine). — Le nombre de ces corporations est de 25 (23 en 1907, 21 en 1906, 20 en 1905, 21 en 1904) avec 1,999 syndicats locaux. Quant à celui des membres, il a passé de 111,889 en 1904 à 117,097 en 1905 et 118,508 en 1906, et est retombé à 108,889 en 1907 et à 105,633 en 1908.

Le tableau suivant fait connaître comment se groupent les membres de ces corporations ayant plus de 5,000 membres, et donne leur budget pour 1908 :

CORPORATIONS.	NOMBRE de syndicats locaux.	NOMBRE des membres.	RECETTES en 1908.	DÉPENSES en 1908.
Ouvriers des fabriques.....	346	15,846	319,587	276,583
Commerçants.....	202	19,933	408,906	340,959
Constructions mécaniques.....	737	40,700	1,235,166	1,058,216
Cordonniers, ouvriers du cuir.....	118	5,254	134,556	134,110
Tisseurs.....	89	6,107	91,797	87,872
Menuisiers.....	160	5,805	213,179	187,923

Les recettes totales de ces corporations y compris les recettes encaissées par les corporations pour les caisses de secours libres avec qui elles sont en relations se sont élevées à 2,694,893 marks, les dépenses à 2,350,727 marks. Les caisses de maladie possédaient un avoir de 1,206,513 marks, les caisses de secours funéraires une réserve de 1,214,200 marks, les caisses centrales une réserve de 1,520,273 marks. La fortune totale des corporations Hirsch-Duncker était de 4,210,413 marks.

III. — *Syndicats chrétiens*. — Le nombre des membres des syndicats chrétiens qui était en moyenne de 112,160 en 1899, a passé à 207,484 en 1904, 265,030 en 1905, 320,248 en 1906 et 354,760 en 1907. Il est redescendu à 344,956 en 1908⁽¹⁾.

(1) Les chiffres ci-dessus comprennent aussi les membres des syndicats chrétiens indépendants. 6 de ceux-ci avaient déclaré 80,437 membres pour 1907; comme ils n'ont pas envoyé de rapport pour 1908, on leur a compté le même nombre pour 1908.

22 des corporations affiliées à l'Union des corporations chrétiennes ont fait connaître leur situation pour 1908 : elles accusent un total de 264,519 membres. Le nombre total des groupements locaux atteignait 3,212 dans les corporations adhérentes.

Le tableau suivant fait connaître le nombre des groupements locaux, le nombre moyen des membres, le montant des cotisations et le budget pour les associations comptant plus de 5,000 membres.

1° SYNDICATS AFFILIÉS À L'UNION.

INDUSTRIES.	NOMBRE de grou- pements locaux.	NOMBRE moyen de membres en 1908.	RECETTES.	DÉPENSES.	ENCAISSE
			— marks.	— marks.	à fin 1908. — marks.
Mineurs.....	784	75,250	1,147,837	900,545	1,194,958
Bâtiment.....	312	35,302	684,889	553,810	583,090
Textile.....	254	37,561	557,724	455,484	478,266
Métallurgie.....	276	26,427	674,375	546,662	712,610
Employés des chemins de fer bava- rois..	"	26,186	265,507	168,242	592,718
Ouvrières à domicile.....	60	5,815	22,554	18,286	21,825
Travailleurs du bois.....	253	11,043	303,225	239,108	260,902
Ouvriers des tabacs.....	101	5,551	70,513	40,464	56,838
Ouvriers de l'État, des transports, etc..	351	14,272	220,536	244,970	42,631

Les recettes des syndicats chrétiens se sont élevées à 4,394,745 marks et les dépenses à 3,556,224; l'encaisse atteignait 4,513,409 marks.

Les principales dépenses des syndicats adhérents à l'Union se décomposent comme suit :

	marks.
Propagande.....	362,452
Journaux corporatifs.....	405,407
Secours de grève.....	424,992
Secours de chômage et de voyage.....	134,453
Secours de maladie.....	514,284
Secours funéraires.....	170,639
Assistance judiciaire.....	128,091

IV. — *Syndicats indépendants et syndicats locaux.* — Il a été presque impossible cette année d'avoir des chiffres sur les syndicats locaux de tendance anarchosocialiste : l'Annuaire statistique de l'empire allemand n'a pu obtenir de renseignements sur eux de l'Association libre des syndicats allemands. Les présidents des fédérations centrales affiliées à la Commission générale ont pu avoir quelques chiffres qui ont été rapprochés de ceux des syndicats indépendants. Ces deux groupes de syndicats réunis comptaient, en 1908, 100,081 membres (en 1907 : 117,325). La diminution n'a du reste atteint que les syndicats locaux. Ces membres appartiennent aux professions suivantes : mineurs, 25,000 ; employés d'hôtel, 20,000 ; employés des chemins de fer de l'Allemagne du Sud, 13,022 ; musiciens civils, 12,917 ; ouvriers des machines, 6,750 ; employés de bureau, 6,500 ; ouvriers de la métallurgie, 5,000, etc.

V. *Autres organisations.* — L'Annuaire statistique donne des renseignements sur les associations d'employés privés. Elle en compte 17 avec 498,218 membres; mais parmi celles-ci sont comptées l'Association des marchands allemands avec 18,173 membres qui adhère au groupe des corporations Hirsch-Duncker et la Fédération centrale des employés de commerce avec 8,804 membres, ainsi que la Fédération des gardiens d'entrepôts avec 2,140, qui toutes deux adhèrent à la Commission générale. Ensuite, l'Annuaire donne 16 fédérations de techniciens avec 111,079 membres et 6 fédérations d'employés de bureau avec 13,437 membres, dont la Fédération des employés de bureau comptant 4,782 membres et adhérant à la Commission générale. 5 fédérations d'employés agricoles comptent 19,054 membres et 10 fédérations de différentes espèces avec 70,789 membres, au total 54 fédérations des employés privés avec 712,568 membres ou en retranchant les organisations adhérentes aux corporations Hirsch-Duncker et à la Commission générale, 49 fédérations avec 678,669 membres.

L'annuaire statistique donne aussi des renseignements sur les organisations jaunes. Il indique 3 syndicats locaux mixtes avec 1,015 membres, 7 associations professionnelles avec 13,613 membres et 69 associations de travail avec 50,710 membres, au total 79 associations avec 65,338 membres. Ces associations ont eu en 1908 347,784 marks de recettes, 268,871 marks de dépenses et ont terminé l'année avec une réserve de 380,574 marks.

Les recensements locaux de chômeurs en 1908-1909. — Beaucoup de recensements locaux de chômeurs ont eu lieu en Allemagne pendant l'hiver 1908-1909. Le *Bulletin* a déjà rendu compte du recensement de Berlin du 17 novembre 1908⁽¹⁾. L'*Arbeitsmarkt* du 15 août 1909 a publié sur les recensements de chômeurs, l'emploi des chômeurs et l'assurance chômage une étude très intéressante du docteur Otto Most, de Düsseldorf, dont voici la partie relative aux recensements locaux :

« ... Comme à toutes les époques de dépression économique, où le chômage joue un rôle considérable, au cours de l'hiver 1908-1909 il a été beaucoup question d'opérer des recensements de chômeurs et plusieurs ont été effectués. Dans combien de cas ces recensements ont-ils été organisés uniquement pour apaiser des inquiétudes? On ne peut le dire. Mais comment peut-on juger la valeur objective de ces recensements? Il faut tout d'abord reconnaître que des communications sur l'étendue du chômage et sur la condensation des chômeurs, lorsqu'elles sont entreprises pour de grands territoires, peuvent avoir une valeur scientifique pour la connaissance économique et sociale de notre nation; il est par contre très douteux que ces recensements soient exactement ce que leurs promoteurs souvent trop enthousiastes voudraient en faire : un baromètre infaillible pour l'état du chômage, sur la base duquel les administrations des localités intéressées devraient réagir immédiatement par l'ouverture de travaux de secours. A mon avis, ce n'est pas le cas : je considère les recensements de chômeurs, envisagés de ce point de vue, non seulement comme sans but, mais comme étant aussi trop souvent propres à induire en erreur, et il me semble qu'étant donné les graves conséquences qu'ils peuvent avoir, il faut y regarder à deux fois avant de les entreprendre. Les expériences faites jusqu'ici avec les recensements de chômeurs qui ne reposent pas sur la large base d'un recensement général, montrent suffisamment que, avec la meilleure volonté du monde, il

⁽¹⁾ *Bull.*, déc. 1908, p. 1220.

est pour ainsi dire impossible d'obtenir par eux des chiffres incontestables, quel que soit le moyen employé. Si l'on emploie le système qui consiste à inviter les chômeurs à se faire connaître eux-mêmes, le nombre varie suivant la réclame plus ou moins grande qui a été faite dans les milieux ouvriers en faveur de cette documentation de la misère. Si l'on choisit au contraire le système de l'enquête à domicile, théoriquement préférable, tout dépend alors du zèle et de la bonne volonté des recenseurs. On s'accorde aujourd'hui généralement à reconnaître que ces recenseurs doivent être choisis de préférence dans les milieux du travail organisé : à d'autres personnes manquent trop facilement les connaissances techniques et la confiance des ouvriers interrogés. La ville de Charlottenbourg offre un exemple typique et qui montre bien de quelle nature sont les circonstances qui déterminent le zèle et le dévouement de ces recenseurs, qui pourtant semblent les plus propres à cette occupation, et qui influent par conséquent sur la valeur des résultats mêmes du recensement.

« En 1905 trois recensements de chômeurs furent organisés dans cette ville, avec l'aide des organisations ouvrières, et en distribuant des questionnaires de porte en porte. Le premier recensement, du 26 février, donnait 841 chômeurs; celui du 23 juillet, 278; celui du 25 novembre, 123 (!). Le bulletin mensuel de statistique de Charlottenbourg de novembre 1905 s'exprime ainsi au sujet de cette diminution surprenante du nombre des chômeurs :

Le faible nombre de chômeurs indiqué par ce recensement ne doit pas être attribué seulement à l'état économique satisfaisant, mais aussi à cette circonstance, que les organisations ouvrières qui se chargèrent comme d'ordinaire de distribuer et de recueillir les questionnaires à domicile montrèrent cette fois moins de zèle que précédemment, parce que les élections au conseil municipal, qui eurent lieu également en novembre, les occupèrent fortement.

« Pour des raisons semblables on n'a pu encore réussir jusqu'ici à Cologne à déterminer complètement l'étendue du chômage féminin, parce que les recenseurs syndicaux semblent s'intéresser moins aux chômeuses qu'aux chômeurs masculins, qui leur fournissent un objet facile d'agitation.

« La prétention de donner le nom de *statistiques* à des recensements dont le succès dépend de circonstances tellement subjectives et dont l'influence ne peut en aucun cas et de n'importe quelle façon être diminuée, les a viciées dans leur fondement.

« Mais alors même que l'organisation du recensement fonctionnerait très bien, les défauts considérables de l'objet même du recensement subsisteraient. Le chiffre des chômeurs pendant les mois d'automne et d'hiver varie chaque jour suivant la température et parfois d'une manière si extraordinaire que les résultats des recensements de chômeurs s'écartent déjà considérablement de la réalité au moment même de leur fixation définitive et ne font qu'inciter à une interprétation inconsciemment ou consciemment abusive dans un sens ou dans l'autre. Il suffit de rappeler quel rôle jouent notamment à des époques d'agitation politique les résultats de recensements de chômeurs, sans que leur contenu soit justifié d'une manière quelconque; il faut, d'autre part, songer au cas qui peut se produire d'un nombre de chômeurs très faible au jour fixé par le recensement, par suite de circonstances météorologiques ou autres, et s'élevant ensuite rapidement; cependant que des milieux confiants sur l'exactitude du recensement discutent la nécessité d'une action pour parer au chômage en se fondant précisément sur ces chiffres. Les renseignements que j'ai recueillis à la fin de 1908 de quelques administrations communales, qui avaient organisé des recensements de chômeurs, précisément à cette époque,

sur leurs expériences propres, sont intéressants à ce point de vue. Voici quelques-unes des conclusions de ces communications qui m'ont été adressées :

L'administration n'attache d'importance qu'au chiffre du placement (malgré le recensement des chômeurs).

Le recensement n'a rien fait connaître d'essentiellement nouveau.

Le recensement ne pouvait toutefois prétendre à une certitude absolue.

Les cartes de recensement ont été parfois comparées par l'office de placement avec ses indications; une certaine « concordance » de chiffres s'est manifestée; le nombre des chômeurs qui ne se sont pas fait connaître au recensement et le nombre de ceux qui s'étant présentés au bureau de placement ne se sont pas fait connaître au recensement, ayant été sensiblement égal.

« Cette dernière appréciation, parlant d'une « concordance » tout à fait singulière est tout à fait caractéristique.

« Le peu de succès des recensements effectués à Berlin au cours de l'hiver 1908-1909 et dont on a tant fait de cas est bien connu : le seul fait que, au recensement du 17 novembre, pour 38,581 chômeurs masculins on n'a relevé que 1,631 chômeuses est déjà très caractéristique. Dans son ensemble, ce recensement organisé le 17 novembre par l'administration municipale avec le système de la présentation individuelle, a révélé la présence de 40,212 chômeurs à Berlin et dans la banlieue immédiate. Le 13 février 1909, les organisations ouvrières procédèrent par leurs moyens propres à un recensement par enquête à domicile, qui donna un nombre de chômeurs presque trois fois plus grand : 106,722.

« Si de telles différences sont possibles — et les chiffres auraient encore été différents si la municipalité avait fait faire une enquête à domicile par des recenseurs pris dans les syndicats — quelle peut être la valeur pratique d'un recensement pour décider sur des questions aussi graves que celle de l'ouverture de travaux de secours ? Aucun. Je crois même que le recensement, pour les raisons déjà exposées et par suite de défauts qui sont irréparables, non seulement ne peut être d'aucune utilité, mais peut même occasionner des dommages moraux et matériels considérables. Le système du recensement à jour fixe pour la connaissance du nombre des chômeurs doit, par conséquent, être écarté et c'est l'observation courante du marché du travail, déjà recommandée pour de bonnes raisons par Silbergleit dans son rapport de l'an dernier, qui seule peut le remplacer. Partout où il y a des bureaux de placement bien organisés — la centralisation n'est même pas nécessaire — l'observation constante de leurs résultats sera toujours le moyen le plus sûr de connaître les fluctuations du chômage, étant bien entendu toutefois que celui qui les interprétera ne le fasse pas seulement dans son cabinet, mais qu'il connaisse la vie industrielle et en suive attentivement les changements.

« Ce système s'est par exemple montré jusqu'ici parfaitement suffisant à Düsseldorf dans toutes les années de chômage et l'on s'est opposé avec raison à toutes les propositions échafaudées sur des recensements de chômeurs et émises dans l'ignorance des défauts de ces recensements. Il serait à souhaiter qu'il en fût de même partout. Mieux vaut ne pas faire de statistique que d'en faire une mauvaise. »

AUTRICHE.

Placement en août 1909 ⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 837 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (-) par rapport au mois précédent du nombre des					
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.	placements.	p. 100.
Hommes.....	40,080	55,450	25,293	+ 5,324	15.3	+ 1,638	3.0	+ 1,911	8.2
Femmes.....	27,586	26,065	14,648	+ 3,562	14.8	+ 1,477	6.0	+ 1,049	7.7
ENSEMBLE...	67,666	81,605	39,941	+ 8,886	15.1	+ 3,115	4.0	+ 2,960	8.0

Grèves en août 1909 ⁽²⁾. — 55 nouvelles grèves, avec 9,670 grévistes. C'est dans la Basse-Autriche, en Bohême et en Moravie, pour les mines (4), l'industrie des pierres et du verre (8), le bâtiment (12), le textile (8), le vêtement (2), la métallurgie (5), le cuir (2), la construction de machines (2) et le travail du bois et du caoutchouc (7) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 12 succès, 23 transactions, 10 échecs, 10 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 41 cas; durée du travail : 3 cas; ces deux motifs réunis : 2 cas; divers, 9 cas.

2 lock-outs, en Basse-Autriche et au Tyrol frappant 500 ouvriers.

Les associations minières de prévoyance en 1904 et 1905 ⁽²⁾. — Les caisses fraternelles (Bruderladen) des associations minières existant en 1905 comprenaient 154 (158) caisses d'assurance contre la maladie (dont 152 seulement ayant fourni des renseignements complets sur leurs opérations) et 181 caisses de pensions. Les premières comptaient 168,516 adhérents (sans compter les femmes et les enfants de ces derniers) et les secondes 160,921 (159,570) membres (enfants et femmes non compris).

Les opérations et la situation de ces caisses s'établissent comme suit pour les années 1905 et 1904.

	1905.	1904.
	Couronnes.	Couronnes.
<i>Caisses de maladies ⁽¹⁾.</i>		
Cotisations des adhérents.....	2,782,017	2,621,752
Cotisations des exploitants des mines.....	2,382,754	2,271,086
TOTAL des cotisations.....	5,164,771	4,892,838

⁽¹⁾ Soziale Randschau, août 1909.

⁽²⁾ Statistik des Bergbaues in Oesterreich, 1906. III^e Lieferung. Vienne, 1908. Les chiffres relatifs à 1904 sont entre parenthèses.

	1905.	1904.
	Couronnes.	Couronnes.
Secours ordinaires de chômage aux malades.....	1,991,503	1,793,567
Secours extraordinaires.....	212,687	202,441
Frais funéraires.....	141,775	127,690
Honoraires des médecins; médicaments; hospitalisation...	2,296,717	2,266,292
Frais divers.....	129,316	138,502
Frais d'administration.....	410,006	401,018
TOTAL des dépenses.....	5,182,004	4,929,510
<i>Caisses de pensions (2).</i>		
Cotisations des adhérents.....	4,527,672	4,475,413
Cotisations des exploitants des mines.....	4,819,242	4,850,731
TOTAL des cotisations.....	9,346,914	9,326,144
Pensions aux invalides.....	5,206,445	5,026,780
Pensions aux veuves.....	1,827,674	1,572,069
Pensions aux orphelins.....	456,012	429,774
TOTAL des pensions payées.....	7,490,132	7,208,623
AVOIR TOTAL des caisses de pensions au 31 décembre.....	103,832,021	99,007,023

On comptait, en 1905, parmi les pensionnés 21,991 (21,274) anciens cotisants invalides, et 12,475 (12,431) orphelins.

BELGIQUE.

Revue du travail en août 1909⁽¹⁾. — 19 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois d'août 1909. Dans 18 de ces institutions, pour 1,741 offres d'emploi, il y a eu 3,545 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 203 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 180 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en août, elle était de 238 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc, comme d'habitude à cette époque, un certain affaiblissement relativement au mois précédent, mais le rapport entre les demandes et les offres d'emploi reste plus favorable que l'an passé à la même date.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 229 unions professionnelles ouvrières, groupant 47,514 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié d'août, 1,343 chômeurs, soit une proportion de 2.8 p. 100 (contre 2.7 p. 100 le mois dernier). En août 1908, la proportion des chômeurs était de 5.9 p. 100.

Les données de source syndicale confirment donc, en général, les conclusions que l'on peut tirer des renseignements fournis par les offices de placement. L'amélioration signalée par ces derniers relativement à l'an passé est, à la vérité, moins forte qu'il n'apparaît d'après les chiffres syndicaux, fortement influencés en 1908 par la crise de l'industrie textile.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 15 septembre 1909.

Grèves en août 1909 ⁽¹⁾. — 8 nouvelles grèves intéressant 1,215 grévistes et 656 chômeurs forcés ont été signalés à l'Office du travail pendant le mois d'août. 1 lock-out, englobant 1,468 ouvriers, a aussi été déclaré. En outre, 4 grèves, commencées antérieurement et intéressant 3,100 grévistes environ, ont continué d'exister pendant tout ou partie du même mois.

Des 8 grèves nouvelles, 6 concernaient l'industrie textile, 1 le travail du bois et 1 la fabrication des allumettes. Le lock-out affectait l'industrie malinoise du meuble.

Causes : question de salaires, 7; opposition à un nouveau procédé de travail, 1. 9 grèves dont l'issue a été signalée depuis le dernier relevé mensuel, ont donné les résultats suivants : 1 succès (intéressant 160 grévistes), 3 transactions (intéressant 317 grévistes) et 5 échecs (intéressant 306 grévistes). Dans 3 cas, l'échec de la grève a eu pour conséquence des renvois d'ouvriers (42 au total). 1 lock-out a aussi pris fin, par un arrangement transactionnel.

CANADA.

Revue du travail en août 1909 ⁽²⁾. — Le marché du travail a été plus actif en août 1909 qu'en juillet 1909 et qu'en août 1908 à cause du grand nombre d'hommes employés à la moisson. La construction des chemins de fer continue abondamment.

L'industrie minière est en général bonne. Les transports ont été actifs.

Grèves en août 1909 ⁽³⁾. — 16 grèves ont été signalées en août entraînant la perte de 108,925 journées de travail.

Les grèves nouvelles ont éclaté dans les mines (1), dans le bois (1), dans le bâtiment (3), dans les transports (2), chez les journaliers (2), et ont eu pour cause : 7, des questions de salaire; 1, une demande de diminution d'heures de travail; 1, opposition à l'emploi de non-syndiqué.

Résultats des grèves terminées : 1 succès, 3 transactions, 4 échecs, 1 résultat indéfini.

DANEMARK.

Les grèves et lockouts en 1908 ⁽³⁾. — D'après la statistique des grèves et lockouts en 1908 établie par le Bureau royal de statistique de Danemark, le nombre total de ces conflits a été de 122. C'est le chiffre le plus élevé qui ait été atteint depuis l'année 1898, pendant laquelle on en avait constaté 147. Mais, si la quantité des conflits a été grande, leur importance a été, en revanche, assez limitée

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 30 septembre 1909.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, septembre 1909.

⁽³⁾ D'après un rapport du 3 septembre 1909 de la légation de France en Danemark, obligeamment communiqué par le Ministère des affaires étrangères.

et, pour un sixième des cas, elle a été si insignifiante qu'on n'a pas pu se procurer de renseignements précis sur le nombre de patrons et d'ouvriers qui s'y trouvaient engagés.

Les 100 cas qu'il a été possible d'étudier de plus près ont porté sur 663 patrons et 7,600 ouvriers. De ces derniers, 4,119 ont dû cesser le travail par suite de lockout et 3,481 seulement se sont mis volontairement en grève. L'augmentation que l'on constate par rapport aux années précédentes est due à deux grands conflits qui se sont élevés au cours de l'année 1908 dans la cordonnerie et dans l'industrie graphique.

En ce qui concerne la durée des conflits ouvriers, on n'a eu de renseignements précis que sur 79 cas. Sur ce nombre, 25 ont duré moins d'une semaine; 40 plus d'une semaine, mais moins de trois mois, et 5 ont duré plus de trois mois. Le total des journées de travail perdues est évalué à 85.000, ce qui constitue un chiffre relativement peu élevé; car, sur les onze années qui se sont écoulées depuis qu'on a commencé à établir les statistiques officielles sur ces questions, quatre seulement présentent un nombre moins élevé de journées de travail ainsi perdues; le chiffre le plus haut a été constaté en 1889 où, par suite du grand lockout qui s'était produit dans l'industrie danoise, il était monté à 2,800,000 journées.

Comme d'ordinaire, le taux des salaires a provoqué la plupart des conflits, soit 64; dans 3 cas, les dissensions portaient sur les heures de travail; dans 14, sur la réglementation du travail; deux cas ont eu pour origine des questions de personnes et 12 des questions d'organisation. Les autres cas n'ont pu être classifiés avec précision par rapport à leur origine.

Si l'on examine enfin les conflits les plus importants au point de vue du mode de solution qui leur a été appliqué, on constate que, dans 36 cas, les parties ont eu recours à la médiation et dans 11 à l'arbitrage.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en août 1909⁽¹⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,204 unions groupant 75,641 membres, la moyenne des chômeurs était de 5.6 p. 100 en août 1909. Cette moyenne était en juillet de 5.7 p. 100 dans 1,205 unions groupant 75,555 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en septembre 1909⁽²⁾. — La situation générale dans l'ensemble continue à s'améliorer.

Comparé à septembre 1908, septembre 1909 accuse un progrès dans toutes les principales branches de l'industrie sauf dans les mines de charbon qui sont à peu près ce qu'elles étaient à cette époque.

⁽¹⁾ *American federationist*, octobre 1909.

⁽²⁾ *Labour gazette*, octobre 1909.

7.4 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 695,720 membres, contre 7.7 à la fin d'août 1909 et 9.3 à la fin de septembre 1908; 5.26 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant 671,370 ouvriers, contre 5.01 en août 1909 et 5.34 en août 1908; dans la métallurgie du fer, 293 hauts-fourneaux en marche avec 22,000 ouvriers contre 293 en août 1909 et 277 en septembre 1908.

Grèves en septembre 1909 ⁽¹⁾. — 19 conflits nouveaux en septembre 1909 avec 5,340 grévistes contre 39 en août 1909 et 15 en septembre 1908. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en septembre 1909 est de 21,988 contre 32,527 en août 1909 et 137,188 en septembre 1908. Les 19 conflits nouveaux se répartissent ainsi : mines, 14; textiles, 1; construction des machines et des navires, 1; autres industries, 3.

Causes : questions de salaire, 9; durée du travail, 2; autres causes, 8.

Sur 30 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 8,199 personnes, il y a eu 10 succès, 7 transactions, 13 échecs. Total des journées de travail perdues : 160,100 contre 261,200 en août 1909 et 1,266,800 en septembre 1908.

ITALIE.

Grèves et lock-outs en juin 1909 ⁽²⁾. — 75 nouvelles grèves ont été signalées en juin à l'*Office du travail*; 62 de ces conflits intéressaient 11,105 ouvriers. 7 conflits ont éclaté dans les industries extractives, 6 dans la métallurgie, 9 dans le travail des pierres et des terres, 14 dans le bâtiment, 7 dans le bois, 5 dans les industries polygraphiques, 13 dans les textiles, 2 dans le travail des peaux, 1 dans le vêtement, 6 dans l'alimentation, 3 dans les transports, 2 dans les services publics.

Causes : questions de salaires, 51; durée du travail, 4; diverses, 20; inconnues, 3.

Résultats : 15 succès, 9 transactions, 41 échecs, 9 résultats inconnus; 4 conflits non terminés.

NORVÈGE.

Statistique des assurances contre les accidents du travail de 1900 à 1903 ⁽³⁾. — Les indemnités et les secours dus aux ouvriers en vertu de la loi du

⁽¹⁾ *Labour gazette*, octobre 1909.

⁽²⁾ *Bollettino del l'Ufficio del lavoro*, juillet 1909.

⁽³⁾ Extrait du rapport officiel : *Ulykkesforsikringen 1900-1903*, Christiania, 1909.

23 juillet 1894 sur la réparation des accidents du travail et les charges qui par suite incombent à l'office royal des assurances ouvrières ont été exposés antérieurement ⁽¹⁾. Pour les couvrir exactement il fut décidé en 1899 que le tarif des primes qui varie suivant le risque d'accident dans les différentes industries serait révisé tous les trois ans. (La revision ne devait avoir lieu antérieurement que tous les cinq ans). La statistique est du reste faite de manière à pouvoir établir les risques d'accidents et à déterminer le taux des primes à prélever. Le système employé en Norvège est celui de la couverture du capital au moyen de primes fixes, calculées d'avance.

Voici maintenant quelques chiffres :

Pendant la période 1900-1903, le nombre total des accidents déclarés s'est élevé à 14,270 dont 13,519 donnaient droit à réparation. En 1895-1899 les chiffres étaient 14,960 et 14,056, pour un nombre de jours de travail à peu près identique. Le nombre des accidents avec paiement d'indemnité est de 9,493 contre 9,320 en 1895-1899. Par 1,000 ouvrières adultes il y a eu 18.7 accidents donnant droit à réparation; il y en a eu 6.1 par 1,000 femmes adultes, 16.0 par 1,000 garçons au-dessus de 16 ans et 5.2 pour 1,000 filles au-dessous de 16 ans.

Il y a eu baisse dans les accidents imputables aux moteurs, transmissions, machines-outils et élévateurs. Cette amélioration semble due à une inspection plus effective des usines. Par contre dans d'autres branches d'industries il y a eu augmentation du nombre d'accidents à cause d'une activité plus intense de l'industrie.

Le nombre des cas d'invalidité temporaire (de plus de quatre semaines) est de 6,326 pour les hommes et de 252 pour les femmes. Le nombre des cas d'invalidité permanente est de 2,279 pour les hommes et de 92 pour les femmes. Le nombre des décès est de 345 hommes et 7 femmes.

A la fin de l'année 1903 étaient en cours 449 pensions temporaires d'invalidité se montant ensemble à 66,703 couronnes ⁽²⁾, 3,184 pensions permanentes d'invalidité se montant à 426,794 couronnes, 350 pensions de veuves se montant à 55,844 couronnes, 676 pensions attribuées à des enfants se montant à 72,535 couronnes, 88 pensions attribuées à des ascendants se montant à 9,552 couronnes, soit au total 4,747 pensions se montant à 631,428 couronnes.

En 1900-1903 le total des charges de l'office royal s'est élevé à 5,528,816 couronnes contre 5,558,806 dans la période 1895-1899 et comme les accidents indemnisés ont été au nombre de 9,493 et de 9,320, cela fait que les accidents reviennent à moins de 600 couronnes.

SUÈDE.

La grève générale d'août-septembre 1909 *(suite)* ⁽³⁾. — Le dernier numéro du *Bulletin* a reproduit une note officielle indiquant l'origine de la grève générale et l'état du conflit au 9 août 1909.

Le nombre des grévistes ne diminua pas sensiblement pendant les quatre premières semaines; à la date du 23 août on signalait seulement que 10,000 ouvriers environ du syndicat antisocialiste (*Landtarbetareförbundet*), répartis dans toute la

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, février 1895, p. 118.

⁽²⁾ Valeur nominale de la couronne dans le système monétaire des pays scandinaves: environ 1 fr. 40.

⁽³⁾ D'après des rapports des 25 août, 4, 16 et 30 septembre 1909 de la Légation de France à Stockholm, obligeamment communiqués par le Ministère des Affaires étrangères.

Suède et appartenant à diverses industries, avaient repris le travail. Quant aux ouvriers agricoles, sauf un nombre tout à fait insignifiant, ils étaient tous occupés aux moissons.

L'ordre et la tranquillité continuaient à régner partout et l'on signalait, à cet égard, les bons résultats de l'interdiction absolue de la vente des spiritueux, édictée par le Gouvernement à l'occasion de la grève. A la suite de poursuites exercées par le syndicat des journaux, pour rupture de contrat, contre le syndicat des typographes, auquel il était réclamé 50,000 couronnes d'indemnité, une saisie fut opérée au siège du syndicat, qui possédait au 31 décembre 1908 un demi-million de couronnes; on ne trouva que 2 couronnes 50, le reste avait été envoyé par prudence au syndicat des typographes danois pour être gardé en dépôt.

La situation ne se détendit que le 3 septembre où, à la suite de l'entremise officieuse du médiateur de l'Etat, M. Cederborg, le Secrétariat général des ouvriers et la direction du Syndicat des typographes, d'une part, et les membres des conseils d'administration du « Sveriges Verkstadsförening » (Association des Directeurs d'ateliers), du « Centrala Arbetsgivarförbundet » (Association centrale des Employeurs suédois), de l'Association générale des Imprimeurs suédois et de l'Association des patrons tailleurs, d'autre part, ont fait les déclarations suivantes :

1° Le Syndicat général des ouvriers se déclare disposé à reprendre le travail, le plus tôt possible, dans toutes les branches d'industrie, à l'exception de celles qui sont du ressort du « Svenska Arbetsgivarföreningen »;

2° Le Syndicat des typographes suédois se déclare également disposer à voter, le plus tôt possible, la reprise du travail;

3° A la suite de ces déclarations, la « Svenska Boktryckareföreningen » (Association des imprimeurs) et la « Centralstyrelsen för Sveriges Skräddaremastareföreningen » (Association des patrons tailleurs) déclarent, de leur côté, qu'ils sont disposés à faire reprendre le travail chez tous leurs membres, le plus tôt possible et suivant les possibilités;

4° Les revendications et réclamations que pourront juger fondées l'une ou l'autre organisation ci-dessus (ou certains de leurs membres), devront faire l'objet de négociations directes entre les syndicats et associations en cause et ce, aussitôt que possible après la reprise du travail (exception faite pour les réclamations qui seront portées soit devant les tribunaux ordinaires, soit devant les tribunaux d'arbitrage);

5° En supposant que les parties intéressées adhèrent aux articles 1-4 ci-dessus, on publiera immédiatement une résolution conforme à ces articles. Il est décidé que, suivant les possibilités, le travail devra être repris, au plus tard, lundi 6 septembre.

Cette déclaration, signée le 3 septembre 1909, remplaçait les choses à peu près dans l'Etat où elles étaient lorsque la *Landesorganisationen* avait proclamé la grève générale le 4 août précédent.

A la suite de cette déclaration, une reprise importante du travail eut lieu le 6 septembre. Certaines corporations ouvrières essayèrent cependant de résister encore : les typographes et les ouvriers du port, notamment, qui se refusaient à admettre les conséquences de l'échec du mouvement gréviste.

A la date du 9 septembre, la situation, au point de vue de la reprise du travail, était la suivante :

1° En ce qui concerne les maisons non affiliées à la « Svenska Arbetsgivarföreningen » : 13,597 ouvriers refusaient encore le travail, 103,321 ouvriers s'étaient déclarés prêts à reprendre le travail. Sur ce nombre, 87,397 avaient été embauchés à nouveau. Les autres, soit 15,924, étaient congédiés ou attendaient qu'on pût leur procurer de l'ouvrage;

2° En ce qui concerne les maisons affiliées à la « Svenska Arbetsgivarföreningen » : 15,956 ouvriers avaient pu trouver du travail dans d'autres maisons non

affiliées; 95,931 ouvriers chômaient encore par l'effet du lock-out maintenu par cette association patronale.

Grâce à une nouvelle intervention de M. Cederborg, le médiateur permanent, qui avait déjà facilité l'entente partielle du 3 septembre, les typographes consentirent à reprendre le travail : les ouvriers du port suivirent l'exemple et aussitôt le Gouvernement, qui s'était jusque là refusé à s'entremettre officiellement, décida d'intervenir pour faire cesser définitivement la grève.

Conformément aux résolutions adoptées au Conseil des ministres du 11 septembre, une commission spéciale formée de M. Cederborg et de trois autres médiateurs, fut chargée de s'entremettre entre la « Svenska Arbetsgivarföreningen », association patronale qui n'a pas adhéré à l'arrangement du 3 septembre, et les ouvriers qui, dépendant de cette association, étaient encore sous le coup du lock-out.

La Commission se mit immédiatement en rapports avec les deux parties dont elle avait reçu mission de concilier les intérêts : le 15, la « Landsorganisationen » (Syndicat général ouvrier), accepta, sans conditions, l'offre d'arbitrage de la Commission; la « Svenska arbetsgivarföreningen » accepta également, mais en déclarant qu'elle entendait maintenir les quatre principes suivants :

1° Droit, pour les patrons, de régler et fixer les salaires d'après la situation économique générale;

2° Obligation, pour chaque partie, d'observer réellement les contrats à intervenir et de suivre strictement, dans l'avenir, les bases qui seront posées pour les négociations éventuelles entre patrons et ouvriers;

3° Obligation pour les syndicats ouvriers secondaires d'approuver et de signer les arrangements approuvés et conclus par le Syndicat général ouvrier;

4° Droit, pour les patrons, au moins dans une certaine mesure, de diriger et de distribuer le travail.

L'accord ne put s'établir et la Commission annonça le 28 septembre l'échec des négociations.

SUISSE.

Les organisations ouvrières (Suite) ⁽¹⁾. — III. Dans cette troisième catégorie se rangent les associations qui, sans être des organisations de combat constituées sur le principe de la lutte de classe ont un caractère nettement professionnel; elles ne portent pas en allemand le nom de « Gewerkschaft » mais celui plus général de « Verein » ou d'Union; lorsqu'elles se réunissent pour former une fédération, ce qui est ordinairement le cas, elles usent du terme de « Verband », comme les associations des deux premières catégories.

Parmi ces groupements, il faut citer en première ligne ceux du personnel des chemins de fer.

Actuellement, les employés et ouvriers des réseaux suisses forment quatre grandes associations :

1. La Fédération du personnel des entreprises suisses de transport (Verband Personals Schweizerischer Transportanstalten) qui comprend quatre sociétés

(1) Voir Bull., septembre 1909, p. 1013.

(Vereine) : a) la société suisse des employés de chemins de fer et de bateaux à vapeur (Verein Schweizerischer Eisenbahn-Angestellten) qui groupe, depuis 1889, le personnel sédentaire des administrations centrales, des gares et des stations et à laquelle est en outre affiliée la société des voies secondaires. Avec ses 12,000 membres, et ses réserves qui atteignent 67.000 francs, c'est la plus importante des sociétés de « cheminots » ; b) la société suisse du personnel de la manœuvre (Schweizerischer Rangier Personal Verein) qui compte 1,146 adhérents : c) l'Association des aiguilleurs et cantonniers suisses (Verein Schweizerischer Veichen und Bahnwärter) forte de 2,472 membres ; d) la société suisse des ouvriers de la traction (Verein Schweizerischer Fahrdienst Arbeiter) formée de 318 coketiers, nettoyeurs de machines et de wagons.

La Fédération dont font partie ces quatre sociétés a été fondée en 1895, au moment où régnait une vive agitation dans le personnel des voies ferrées pour la réglementation des conditions d'engagement et le relèvement des salaires. Le succès de ce mouvement, qui alla jusqu'à une grève de deux jours sur le réseau du Nord-Ouest, fut très profitable à la Fédération du personnel des entreprises de transport qui l'avait organisé et dirigé et accrut singulièrement la force du syndicalisme parmi les employés et ouvriers des chemins de fer.

La direction de cette fédération qui compte aujourd'hui 16,000 adhérents est confiée à un comité central de dix membres et à un bureau de quatre membres, domiciliés dans la même ville que le président. Celui-ci, qui ne doit pas être au service actif des chemins de fer, et est actuellement un avocat de Saint-Gall, touche des honoraires de 5,000 francs environ, il est assisté d'un secrétaire général dont le traitement est de 6,000 francs par an, plus des frais de bureau et de voyage. Le contrôle des affaires de la fédération est exercé par l'assemblée annuelle des délégués.

2. L'Union ouvrière des entreprises suisses de transport (Arbeiter Union Schweizerischer Transportanstalten) fondée en 1895, se recrute surtout parmi les ouvriers des ateliers, de la manutention des gares et du service de la voie déjà groupés en sections professionnelles et locales. Son effectif est aujourd'hui de 8,600 membres.

3. La société suisse des agents des trains (Schweizerischer Zugs-Personal Verein) formée dès 1885 par les chefs et conducteurs de trains et les serre-freins, qui compte 3,000 membres.

4. Les sociétés co associées des mécaniciens et des chauffeurs de locomotives (Verein Schweizerischer Lokomotiv-Führer; Verein Schweizerischer Lokomotiv-Heizer) créées respectivement à Zurich en 1876 et en 1889, faisaient partie jusqu'en 1906 de la Fédération du personnel des entreprises suisses de transport ; elles en sont sorties à cette époque, mais se sont en même temps entendues pour l'entretien à frais communs d'un secrétaire général rétribué. Les mécaniciens associés sont au nombre de 1,456 ; la société des chauffeurs possède 1,874 membres.

Les trois premières de ces associations générales ont en outre conclu en 1907 un cartel en vue d'une action commune dans les questions de salaire et de règlement de travail actuellement à l'ordre du jour. Ce cartel est dénommé : « Union des fédérations du personnel des chemins de fer » (Vereinigte Eisenbahnpersonal Verbände).

A plusieurs reprises et notamment en 1905, il a été question de leur adhésion au Gewerkschaftsbund et certaines des sociétés (celle des agents des trains et celle des ouvriers) s'y étaient même déjà affiliées, mais l'élément modéré représenté surtout par la Société des employés s'est jusqu'à maintenant opposée avec succès à

l'entrée des syndicats de chemins de fer dans cet organisme à tendances socialistes.

On peut encore citer parmi les syndicats de cette catégorie :

1° La Fédération des employés des postes, du télégraphe et de la douane qui réunit 6,000 membres répartis en 51 sections. Elle fait partie, avec neuf autres groupements, parmi lesquels les fédérations des syndicats de chemins de fer, de l'« Union fédérative des fonctionnaires, employés et ouvriers de la Confédération » créée il y a quelques années en vue d'étudier et de faire aboutir les réformes intéressant l'ensemble des agents de la Confédération. Elle s'occupe en ce moment de la création d'une juridiction administrative disciplinaire et de l'organisation de commissions représentatives officielles du personnel au sein des administrations fédérales. La cotisation des membres (plus de 30,000) est de 5 centimes par an pour couvrir les frais d'administrations.

2° La Fédération des chauffeurs et machinistes fondée en 1882, qui ne recrute ses membres que parmi les ouvriers à poste fixe, afin de ne pas faire concurrence au syndicat des chauffeurs de locomotives et compte aujourd'hui 2,180 adhérents.

3° La Fédération des passementiers de Bâle-Campagne, Union d'associations coopératives fondées dans les communes de ce canton pour procurer la force et la lumière électriques aux tisseurs de rubans à domicile. Ces associations sont au nombre de 27 comprenant 1,836 ouvriers qui font marcher 2,392 métiers (2,355 mus par l'électricité).

IV. Les syndicats de cette catégorie se différencient des autres en ce qu'ils s'inspirent dans leur action des principes du Christianisme. Ces associations ont été fondées, les unes, par les catholiques, les autres par les protestants.

Bien que les catholiques n'entrent que pour 40 p. 100 environ dans la population totale de la Suisse, leurs organisations sont beaucoup plus développées que celles des protestants. Cela tient surtout à ce que la classe ouvrière suisse est pour une très large part composée d'éléments étrangers, presque tous catholiques (Savoyards, Alsaciens, Badois, Italiens).

Le mouvement catholique social destiné à l'amélioration du sort des classes ouvrières s'est d'abord manifesté par des œuvres religieuses et charitables, puis par une participation aux réformes politiques et sociales, enfin depuis l'encyclique de Léon XIII *Humanum genus* (1884) par la formation d'associations ouvrières.

Ces associations sont aujourd'hui de trois sortes; les unes cherchent à grouper tous les ouvriers catholiques d'une même localité, les autres jouent le même rôle à l'égard des ouvrières, les dernières sont des syndicats professionnels.

1° Les sociétés chrétiennes sociales d'ouvriers (Christlich-soziale Arbeitervereine) étaient le 31 décembre 1907 au nombre de 63, avec un effectif de 5,785 membres. La plus importante est celle de Saint-Gall qui, créée la première (1899) compte 800 adhérents. Elles forment depuis 1907 une Fédération (Verband Christlich-sozialer Arbeiter-Vereine).

Bien que les associations formant cette fédération aient abandonné leur dénomination de « catholiques » pour celles de chrétiennes sociales, elles se composent dans la proportion de 98 p. 100 de catholiques. Ce sont des groupements à la fois politiques et religieux d'ouvriers.

2° Les sociétés chrétiennes sociales d'ouvrières (Christlich-soziale Arbeiterinnen-vereine) ont un effectif total de 6,000 membres, celle de Saint-Gall en a elle seule 2,000 et possède une fortune de plus de 50,000 francs.

3° Les syndicats professionnels chrétiens (Christliche Gewerkschaften) sont

apparus, il y a une dizaine d'années seulement dans la Suisse orientale d'où ils cherchent à s'étendre aux autres parties du pays. Ce sont des organisations « autonomes, indépendantes de tout parti politique, interconfessionnelles », mais cependant constituées sur le terrain du Christianisme et dominées par les idées catholiques. Ces syndicats forment actuellement neuf fédérations dont l'effectif total est de 5,300 membres. Beaucoup d'entre eux font en outre partie de l'association ouvrière catholique du lieu où ils travaillent. Comme les fédérations socialistes, ces fédérations catholiques ont un organisme central (Christlich-sozialer Gewerkschaftsbund) qui date de 1907 et dont les statuts prévoient expressément les grèves, mais comme un moyen à employer en dernier ressort et seulement sous le contrôle du comité fédéral.

D'autre part toutes les associations ouvrières chrétiennes-sociales se sont unies depuis 1905 en une Fédération centrale des organisations chrétiennes sociales de la Suisse (Zentralverband christlich-sozialer Arbeiter-Organisationen der Schweiz) dont le président est un curé de Saint-Gall et qui entretient 7 secrétaires appointés.

Beaucoup plus modestes sont les associations protestantes (Evangelisch Arbeiterversverein). Créées à partir de 1897 par des pasteurs pour réagir contre l'esprit matérialiste qui dominait le mouvement ouvrier et pour introduire dans celui-ci un facteur moral, elles n'ont réuni jusqu'à présent que 800 membres groupés en cinq sections.

V. En 1905, se rencontrèrent à Lausanne une cinquantaine d'ouvriers représentant les unions ouvrières de la Chaux-de-Fonds, Fribourg, Genève, Lausanne, Montreux, Morges, Neuchâtel, Nyon, Vevey. Ainsi que l'écrit l'un des promoteurs de ce mouvement, « une conclusion se dégagea tout de suite de cette première «réunion, c'est que partout en Suisse romande les ouvriers étaient mécontents des méthodes légales suivies jusqu'alors. On comprenait que l'éducation du prolétariat avait été complètement négligée, qu'on avait perdu, à force de préoccupations électorales, toute notion exacte du socialisme ouvrier internationaliste, «expropriateur, libérateur.» On décida donc de fonder une fédération dont les politiques seraient exclus et qui adopterait les principes de l'«Internationale».

Cette fédération se constitua quelques mois après en 1906 sous le nom de «Fédération des unions ouvrières romandes».

Depuis deux ans et demi qu'elle existe, la Fédération a fait d'assez grands progrès, dus surtout à la grève qu'elle organisa à Vevey, au mois de mars 1907, dans les fabriques de chocolat Peter et Kohler et qui prit, pendant quelques jours, l'allure d'une grève générale à Vevey, Montreux, Lausanne, où l'état de siège fut proclamé.

La Fédération comprend sept unions ouvrières locales (Vevey, Lausanne, Fribourg, Neuchâtel, Genève, Montreux, Renens) et huit syndicats professionnels isolés (chocolatiers d'Orbe et de Bussigny, ouvriers sur bois d'Aigle, ouvriers horlogers du Sentier, métallurgistes de la Chaux-de-Fonds, etc.). Son effectif total est de 7,000 membres.

VI. Des syndicats d'inspiration patronale ou syndicats «jaunes» existent en Suisse. C'est de l'Allemagne et, pour préciser, de Stuttgart, siège du parti des ouvriers jaunes (Gelbe Arbeiter-Partei) qu'est parti un mouvement d'organisation des ouvriers de la Suisse allemande dirigée par les patrons. Le Comité directeur pour la Suisse est à Zurich.

Outre les syndicats jaunes qui se forment généralement au moment des grèves parmi les ouvriers fidèles aux patrons (Streikbrecher), et qui n'auraient, paraît-il, pour la plupart en Suisse qu'une existence éphémère, il existe à Lausanne une

« Association ouvrière indépendante du canton de Vaud » créée en 1907 et ayant pour but de « favoriser la création d'organisations ouvrières indépendantes et d'associations fraternelles entre patrons et ouvriers ».

En récapitulant les chiffres cités au cours de cette revue des syndicats suisses, qui ne donne cependant qu'une idée approximative du mouvement syndical en Suisse, les statistiques publiées par les divers groupements ne comprenant pas les syndicats isolés, dont il y a un certain nombre, surtout à Genève, il y aurait au total environ 146,000 ouvriers organisés en syndicats de tout genre, nombre qu'on peut arrondir à 160,000 en tenant compte de l'observation faite plus haut. La moitié environ font partie de la « Fédération suisse des syndicats professionnels ».

Or, d'après une statistique récente publiée par le Secrétariat ouvrier suisse, institution dont il sera question plus loin, il y aurait en Suisse 690,000 ouvriers (dont 270,000 femmes) susceptibles de se syndiquer. La proportion actuelle des syndiqués serait donc à peine du quart de cet effectif.

Le mouvement syndical est surtout développé dans les professions suivantes : agents des chemins de fer, 756 sur 1,000 ; agents des postes, 573 sur 1,000 ; peintres et gypsiers, 432 sur 1,000 ; menuisiers, 359 sur 1,000 ; ouvriers de l'Etat et des communes, 351 sur 1,000 ; horlogers, 136 sur 1,000. La proportion tombe à 58 pour les ouvriers des industries textiles qui sont cependant les plus importants en Suisse. Ce faible pourcentage qui s'explique par le fait que, sur 177,000 personnes adonnées à ces industries, 120,000 environ sont du sexe féminin, doit être relevé si l'on ajoute au chiffre de 10,000 ouvriers syndiqués porté dans cette statistique celui des ouvriers et ouvrières des fédérations chrétiennes-sociales que le Secrétariat ouvrier n'a pas fait entrer en ligne de compte à cause du peu de crédit que méritent, suivant lui, les relevés de ces fédérations.

Unions ouvrières locales. — Les ouvriers suisses peuvent encore se grouper en unions locales (Arbeiterunionen) qui correspondent à peu près à nos « bourses de travail ». Ces unions sont, en règle générale, les organes représentatifs des intérêts professionnels et politiques de la classe ouvrière dans une localité et ses environs immédiats. Les premières se constituèrent dans les années 1870 à Zurich et à Bâle, sous les auspices de la Société du Grütli, mais ce n'est guère qu'en 1880 et 1890 qu'elles se généralisèrent dans les centres industriels du pays.

Les plus importantes de ces unions possèdent un immeuble (Volkshaus) et ont des institutions spéciales : secrétariat permanent, journal, bibliothèque, salle de lecture, fonds de secours, caisse de grève, etc. ; quelques-unes ont fondé des coopératives de consommation.

Des unions de ce genre existent actuellement dans 47 villes, presque toutes de la Suisse allemande (7 seulement dans la Suisse romande et 1 dans la Suisse italienne). Dix-sept d'entre elles ont 1,000 membres au moins. Les plus importantes sont celles de Zurich (16,796), Winterthur (8,258), Bâle (8,000), Berne (6,821), La Chaux-de-Fonds (6,000).

En additionnant ces chiffres qui nous ont été fournis par le secrétaire de l'une de ces unions, on arrive à un total de 80,000 membres dont près des trois quarts appartiennent à des syndicats professionnels. Notons que les ouvriers chrétiens-sociaux et les révolutionnaires se tiennent à l'écart de ces organisations.

(A suivre).

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décrets créant ou réorganisant des conseils de prud'hommes.

I. Création d'un Conseil de prud'hommes :

Melun, 3 août 1909 (*Journal officiel* du 6 août 1909, p. 8533).

II. Réorganisation de conseils de prud'hommes avec création de sections du commerce :

Nancy, 8 septembre 1909 (*Journal officiel* du 10 septembre 1909, p. 3325).

Remiremont, 8 septembre 1909 (*Journal officiel* du 10 septembre 1909, p. 3327).

III. Réorganisation de conseils de prud'hommes sans section du commerce :

Lunéville, 3 août 1909 (*Journal officiel* du 6 août 1909, p. 8534).

Rethel, 3 août 1909 (*Journal officiel* du 6 août 1909, p. 8534).

Romorantin, 3 août 1909 (*Journal officiel* du 6 août 1909, p. 8534).

Pont-Audemer, 1^{er} septembre 1909 (*Journal officiel* du 4 septembre 1909, p. 9205).

Alais, 8 septembre 1909 (*Journal officiel* du 9 septembre 1909, p. 9301).

Louviers, 8 septembre 1909 (*Journal officiel* du 9 septembre 1909, p. 9302).

Décret du 5 septembre 1909, modifiant le décret du 13 juin 1907 relatif à l'organisation du personnel ouvrier des arsenaux et des établissements de la marine ⁽¹⁾.

RAPPORT DU MINISTRE DE LA MARINE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Les dispositions du décret du 13 juin 1907 ⁽²⁾, qui régissent actuellement les conditions d'admission des apprentis des arsenaux et établissements de la marine, m'ont paru devoir être modifiées, en vue de réaliser les avantages ci-après :

a) Décharger les services centraux du soin de confectionner les listes des candidats à admettre comme apprentis;

b) Préciser les règles à suivre pour introduire dans l'établissement des listes d'admission la tendance, qui s'est manifestée en ces dernières années, de tenir un plus large compte des charges de famille des parents des candidats;

c) Constituer des jurys d'admission dont le fonctionnement présente toutes les garanties nécessaires d'impartialité et de justice.

C'est dans cet ordre d'idées que j'ai élaboré le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

DÉCRET.

ARTICLE PREMIER. — L'article 10 et le deuxième paragraphe de l'article 11 du décret du 13 juin 1907 sont supprimés et remplacés par les dispositions suivantes :

1^o La liste d'inscription des candidats à l'apprentissage est constamment ouverte dans chaque direction. Les candidats de toute provenance y sont inscrits.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 8 septembre 1909, p. 9289.

⁽²⁾ *V. Bulletin*, février 1908, p. 163.

2° Ne peuvent être admis comme apprentis que des jeunes gens de 14 à 17 ans, reconnus sains et de bonne constitution, justifiant qu'ils savent lire, écrire et calculer.

3° Toutefois, en ce qui concerne l'âge et l'instruction, les orphelins et fils de veuves, dont les pères ont été tués en remplissant un service commandé, ou sont morts des suites de maladies contractées au service, pourront être admis à partir de 13 ans, quel que soit l'âge auquel ils demandent leur admission, pourvu qu'ils sachent lire et écrire. Aucune condition de taille n'est exigée pour eux. Cette faveur s'applique indistinctement et exclusivement aux orphelins de tous les agents civils ou militaires du département.

4° Les admissions ont lieu en une seule fois, au 1^{er} septembre de chaque année, sauf pour les apprentis armuriers qui sont admis en deux fois, au 1^{er} avril et au 1^{er} septembre. Toutefois, des exceptions individuelles peuvent être faites au cours de l'année, pour le cas prévu au paragraphe 3 (V. art. 14).

5° Le nombre d'admissions est fixé, chaque année, par le ministre, d'après les propositions des chefs de service, transmises, avec son avis, par le préfet maritime.

6° La préférence pour l'admission est donnée, en tenant compte du degré d'instruction des candidats, aux enfants dont les parents ont été au service de la marine.

7° Lorsqu'une admission doit avoir lieu et que le nombre d'apprentis à admettre a été fixé par le ministre, le directeur (ou, par délégation, le sous-directeur) fait connaître, par un ordre, le jour de l'examen. Y sont seuls admis les postulants inscrits jusqu'au jour qui le précède et qui auront atteint l'âge de 14 ans au plus tard la veille du jour fixé pour l'admission (soit le 31 août pour tous les services, et le 31 mars pour les apprentis armuriers). Cette condition est rigoureuse; il ne saurait y être dérogé, même pour un seul jour. L'ordre du directeur désigne :

1° L'officier chargé de surveiller l'examen;

2° L'examineur;

3° Le local où l'examen doit être subi;

4° L'heure de l'ouverture des épreuves.

Ces épreuves consistent en :

1° Une dictée;

2° Une lecture à haute voix de trois minutes;

3° Un exercice écrit de calcul composé de quatre questions sur les quatre opérations fondamentales de l'arithmétique;

4° Une interrogation orale d'arithmétique.

La dictée et la composition d'arithmétique sont faites sur des feuilles à en-tête préparées d'avance, et le surveillant veille à ce que chaque candidat inscrive bien ses nom et prénoms à la place indiquée.

Chaque candidat reçoit cinq notes, de 0 à 20.

La dictée reçoit deux notes, l'une pour l'écriture, l'autre pour l'orthographe. Elle doit être de dix lignes d'impression, sans difficultés grammaticales spéciales.

La ponctuation est dictée.

La note de la composition d'arithmétique est la moyenne des notes méritées pour chacune des quatre opérations.

Après la dictée, les candidats ont dix minutes pour relire et corriger leur copie.

Il est accordé cinquante minutes pour la composition de calcul à partir du moment où le surveillant a fini de dicter les questions et d'en relire le texte. L'interrogation d'arithmétique dure au maximum un quart d'heure pour chaque candidat.

8° Il est dressé dans chaque direction intéressée une liste comprenant :

a) Les enfants dont les parents ont été tués au service de la marine ou sont morts des suites de maladies contractées au service de la marine et qui seront reconnus à l'examen d'admission comme sachant lire et écrire;

b) Tous les autres candidats classés par ordre de mérite, en additionnant les cinq notes obtenues à l'examen.

9° Le classement définitif est fait dans chaque service devant recevoir des apprentis par une commission comprenant :

Le directeur, le sous-directeur, le chef du bureau du personnel (secrétaire) et deux officiers examinateurs.

10° Le classement est effectué en plaçant en tête les candidats prévus au paragraphe a de l'article 8, puis les candidats prévus au paragraphe b. Pour ces derniers, le classement

est fait en ajoutant au nombre de points constitué par le total des cinq notes les majorations ci-après :

18 points aux orphelins et fils de veuves dont les parents sont morts en service ou en jouissance d'une pension de retraite de la marine;

12 points aux orphelins et fils de veuves ne rentrant pas dans la catégorie précédente et aux enfants du personnel administratif, technique et ouvrier des directions de travaux en activité de service;

6 points aux fils d'agents appartenant aux autres services civils ou militaires de la marine en activité de service;

0 à tous les autres candidats.

En outre des majorations ci-dessus, il est accordé aux candidats ayant des frères et sœurs valides âgés de moins de 14 ans, les points de majoration ci-après :

Nombre de frères ou sœurs valides.	{	1.....	0	} Points de majoration par frère ou sœur.
		2.....	1	
		3 et 4.....	2	
		5 et au-dessus.....	4	

De même, il est accordé aux candidats 4 points de majoration par tête de frère ou sœur invalide, sans condition d'âge. Les majorations pour frères ou sœurs valides et invalides se cumulent.

11° La liste définitive de classement, une fois arrêtée, est affichée dans l'arsenal ou établissement.

Le préfet maritime ou le directeur de l'établissement prononce l'admission, en suivant la liste définitive de classement, du nombre d'apprentis fixé par le ministre.

12° Les candidats portés sur cette liste sont envoyés au médecin-major de l'arsenal ou de l'établissement qui constate leur santé, leur bonne constitution, en un mot leur aptitude physique, en se conformant, à cet égard, aux instructions sur les visites médicales notifiées aux arsenaux par les circulaires ministérielles des 11 décembre 1901 et 19 décembre 1905.

Les candidats éliminés à la suite de la visite médicale sont remplacés par d'autres, pris en suivant la liste jusqu'à complément du nombre voulu.

Les candidats refusés par le médecin-major sont soumis à une contre-visite passée par deux membres du conseil de santé.

13° La répartition des apprentis entre les diverses spécialités est faite de la manière suivante :

Avant l'admission, le directeur fait connaître, par voie d'affiches, le nombre de places par spécialité.

Chaque candidat fait connaître, en présentant sa demande d'admission, la ou les spécialités qu'il désire.

La répartition se fait de la manière suivante :

Lorsque les demandes des candidats pour une spécialité déterminée dépassent le nombre nécessaire, tous les candidats ayant demandé cette spécialité subissent devant un surveillant de la spécialité en question un examen professionnel d'où résulte un classement. On admet dans la spécialité en suivant l'ordre de classement.

Les candidats non admis dans la spécialité qu'ils avaient demandée sont classés par voie de tirage au sort.

14° En cours d'année, les admissions des candidats prévues à l'article 3 sont faites par le préfet maritime, sur la proposition du directeur, ou par le directeur de l'établissement, sur la proposition du sous-directeur, dès qu'on a vérifié le droit de ces candidats à l'admission et à condition qu'ils soient déclarés par le médecin-major aptes au service des arsenaux. Le nombre des candidats à admettre dans ces conditions n'est pas limité. L'admission a lieu le 1^{er} janvier, le 1^{er} avril et le 1^{er} juillet de chaque année.

La répartition par atelier est faite par les directeurs, suivant les besoins du service, et à leur gré.

15° Tous les apprentis admis sont soumis, dans le délai de deux mois après leur admission, à une contre-visite dans les conditions indiquées à l'article 12. Ils sont vaccinés dans l'année qui suit leur admission.

ART. 2. — Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret du 23 septembre 1909, modifiant le décret du 5 septembre 1909 fixant les conditions d'admission pour les candidats à l'emploi d'apprenti dans les arsenaux et établissements de la marine ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Les troisième et quatrième alinéas du paragraphe 10^o sont modifiés ainsi qu'il suit :

« 12 points aux orphelins et fils de veuves ne rentrant pas dans la catégorie précédente et aux enfants du personnel administratif, technique et ouvrier des directions de travaux en activité de service ou en retraite. »

« 6 points aux fils d'agents appartenant aux autres services civils ou militaires de la marine en activité de service ou en retraite. »

Le dernier alinéa du même paragraphe 10^o est complété comme suit :

« De même il est accordé aux candidats 4 points de majoration par tête de frère ou sœur invalide, sans condition d'âge. Les majorations pour frères ou sœurs valides et invalides se cumulent. Toutefois le nombre de points accordés dans ce dernier cas devra être toujours au moins égal à celui attribué pour un même nombre de frères ou sœurs valides. »

ART. 2. — Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret du 19 septembre 1909 rendant applicable à l'Algérie le décret du 30 avril 1909 complétant la nomenclature des établissements admis au repos hebdomadaire par roulement en vertu de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1906 ⁽²⁾.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 25 septembre 1909, p. 9706. Voir ci-dessus, p. 1126, le décret du 5 septembre 1909.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 24 septembre 1909, p. 9689.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc. ; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Ain. — A Bourg, dans la *corderie*, qui compte 14 établissements syndiqués, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque. A Oyonnax, dans l'industrie du *peigne*, dont les 185 établissements syndiqués occupent 3,000 ouvriers, la forte baisse de l'an dernier s'est encore accentuée pendant le trimestre correspondant de 1909. On faisait de 50 à 60 heures par semaine fin juin.

Aisne. — D'après le Conseil de prud'hommes de Saint-Quentin, la situation industrielle, d'une façon générale, s'est améliorée; toutefois, l'activité, dans le bâtiment, compensait à peine les longs chômages de l'hiver. Dans l'ensemble des établissements métallurgiques, la situation était assez satisfaisante. Il en était de même dans les tissages mécaniques fabriquant les articles de luxe, mais ceux des articles ordinaires avaient à peine de quoi alimenter leurs métiers. En ce qui concerne les tissages à bras, le nombre des métiers occupés dans les campagnes diminue progressivement, les articles façonnés et plumetis, par quoi (vu la disparition du vieil article dit *Saint-Quentin* [rideaux et mousselines brochées]) on essaye d'alimenter les métiers existant encore, ne donnant qu'un travail bien précaire aux ouvriers, heureusement occupés pendant l'été aux travaux des champs. La broderie, depuis un an, laisse à désirer et la mode actuelle ne permet guère de prévoir le moment de la reprise : d'où chômage pour un certain nombre d'ouvriers et diminution de la durée du travail pour d'autres.

A Bohain, d'après le Conseil de prud'hommes, il n'y avait pas de chômage dans le tissage mécanique, mais le travail était peu satisfaisant dans le tissage à la main et dans la broderie.

D'après des syndicats patronaux : à Saint-Quentin, dans l'*horlogerie* et *bijouterie*, qui compte 60 maisons syndiquées, il n'y a pas eu de changement depuis le premier trimestre 1909. Dans le *jardinage*, dont les 36 établissements occupent de 150 à 200 ouvriers, même remarque quant à l'activité du travail; on ne faisait plus que 45 heures par semaine fin juin, pour un salaire quotidien de 4 francs.

Allier. — A Moulins, d'après le Conseil de prud'hommes, aucune modification n'était signalée, comparativement au premier trimestre, dans la situation industrielle.

D'après des syndicats patronaux : à Montluçon, dans la *menuiserie*, qui compte 15 patrons syndiqués occupant 50 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on faisait 60 heures par semaine fin juin. Dans la *couverture* et *plomberie*, la situation n'a pas varié depuis le dernier trimestre 1908 et le premier trimestre 1909.

Alpes-Maritimes. — A Antibes, dans l'*horticulture* et *agriculture*, le travail a été plus abondant qu'en 1908; on faisait 65 heures par semaine fin juin. Ces industries locales seraient de plus en plus prospères et atteindraient leur apogée, surtout au point de vue de l'extension de la production, car les prix de vente des fleurs et des produits horticoles iraient en diminuant. Le progrès de la production, malgré les fortes intempéries particulières à 1909, se traduit à l'expédition par 111,222 kilogrammes, contre 87,660 en 1907-1908. Les salaires sont en hausse.

A Nice également, dans l'*horticulture* et *agriculture*, le travail a été aussi plus abondant que pendant la saison 1907-1908, et le champ de culture s'est également agrandi, surtout pour la culture du mimosa, dont l'importance à l'exportation atteint plus de la moitié du

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 2^e trimestre 1909 et émanent des syndicats patronaux.

total des expéditions de fleurs. Les intempéries ont affecté les pommes de terre, les haricots, les vignes, et notamment les rosiers cultivés pour la parfumerie dans les environs de Grasse; sauf pour quelques propriétaires privilégiés, la récolte de la fleur d'oranger n'a pas été brillante, ayant été, en général, au-dessous de la moyenne. Les salaires sont en forte hausse, par suite du manque d'ouvriers, qui préfèrent s'employer aux travaux de tramways et de chemins de fer actuellement en construction; on faisait fin juin 60 heures par semaine, environ, vu la saison.

Dans la *maréchalerie*, qui compte 34 patrons occupant 37 ouvriers, l'activité du travail n'a pas varié comparativement à 1908; on faisait 66 heures par semaine fin juin, pour un salaire quotidien de 6, 5 et 4 francs.

Dans l'*horlogerie de détail*, même constatation quand à l'activité du travail; cette industrie subirait un temps d'arrêt pour différentes causes, notamment la concurrence des produits allemands.

Ardèche. — A Annonay, dans la *mégisserie*, le travail a été un peu moins abondant; on faisait, comme au précédent trimestre, environ 8 heures par jour fin juin, mais avec une tendance plutôt mauvaise; on envisageait la diminution des salaires par suite de la mise en marche de machines. Un établissement d'une cinquantaine d'ouvriers a fermé.

Ardennes. — A Fumay, d'après le Conseil de prud'hommes, le chômage n'était pas appréciable, et la situation générale de l'industrie n'avait pas varié comparativement au précédent trimestre.

A Sedan, dans le *bâtiment*, qui compte 62 entrepreneurs syndiqués occupant 460 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 72 heures par semaine fin juin; mais la main-d'œuvre fait défaut. Dans la *filature de laine*, dont les 18 établissements occupent 2,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on fait 60 heures par semaine; il y a aussi pénurie de main-d'œuvre.

A Charleville, dans la *menuiserie*, dont les 20 maisons occupent 95 ouvriers, on fait 60 heures par semaine, et les salaires sont de 0 fr. 45, 0 fr. 48 et 0 fr. 50 l'heure, sans variation quant à l'activité du travail. Dans la *peinture* il n'y a pas eu de changement. Dans la *boulonnerie*, qui compte 9 établissements occupant 2,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 2^e trimestre 1908; on faisait 55 à 60 heures par semaine fin juin, sans chômage.

Aude. — A Narbonne, dans l'*horticulture*, qui compte 38 patrons et 70 ouvriers, la situation est restée la même: main-d'œuvre abondante, sans chômage; on faisait 60 heures par semaine fin juin pour un salaire (en hausse) de 45 à 60 francs par mois, logé et nourri.

A Carcassonne, dans la *distillerie*, qui compte 10 établissements occupant 150 ouvriers et employés, le travail diminuerait de plus en plus, par suite, entre autres causes, de l'action des lignes anti-alcooliques et la concurrence des eaux minérales; la durée du travail est en rapport de son activité, c'est-à-dire également en diminution: on faisait 54 heures par semaine fin juin.

Aveyron. — A Millau, dans la *mégisserie*, qui compte une dizaine de fabriques occupant 300 ouvriers, l'activité était très grande dans la chaussure, et moyenne dans la ganterie; l'activité de la première est due à la mode, et la reprise de la seconde à un retour de la demande américaine. On fait effectivement 9 heures $\frac{1}{2}$ pour 10 heures, et les salaires sont de 4 francs, 4 fr. 50 et 5 francs, selon la spécialité.

A Villefranche-de-Rouergue, dans le *bâtiment*, qui compte 20 établissements occupant 150 ouvriers, le travail a été moins abondant comparativement au 2^e trimestre correspondant de 1908 et équivalent par rapport au 1^{er}; les salaires sont de 0 fr. 50, 0 fr. 40 et 0 fr. 35 l'heure.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, dans l'*ameublement*, qui compte 50 établissements occupant 150 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et sa durée en diminution comparativement au précédent trimestre: on ne faisait que 3 jours par

semaine fin juin, soit 27 heures pour un salaire plein de 6 à 7 francs par jour; d'où main-d'œuvre abondante. Cette industrie se plaint de la concurrence italienne.

Dans les *industries chimiques*, celles du *savon blanc*, des *fleurs*, de la *parfumerie*, il n'y a pas eu de changement appréciable.

Le travail a été moins abondant dans la *bijouterie-joaillerie*, comparativement au trimestre correspondant de 1908; on faisait de 50 à 60 heures par semaine fin juin pour un salaire quotidien de 5 à 6 francs sans chômage.

Dans la *pêche à la sardine* l'activité a été moins grande qu'au 2^e trimestre correspondant de 1908 et qu'au 1^{er} trimestre de 1909 par suite du mauvais temps; le salaire quotidien du marin ne s'est élevé qu'à 2 francs.

Dans la circonscription d'Aix, d'après le Conseil de prud'hommes, l'activité du travail a été assez grande, surtout dans le *bâtiment*, sauf dans le canton de Lambesc, éprouvé par le tremblement de terre.

Calvados. — D'après le Conseil du prud'hommes de Caen, il n'existait pas de chômage, et le *bâtiment* manquait d'ouvriers; les salaires auraient bénéficié d'une augmentation de 5 à 15 p. 100 dans la plus grande partie des professions.

D'après des syndicats patronaux : à Caen, également dans le *bâtiment*, dont les 185 entrepreneurs syndiqués occupent 1,800 ouvriers, le travail était toujours très abondant; on faisait 66 heures par semaine fin juin. Dans l'*ébénisterie*, qui compte 12 maisons occupant 175 ouvriers, le travail a été moins abondant comparativement à 1908 au 2^e trimestre, et sa durée plutôt en augmentation sur le précédent trimestre, vu la saison : on faisait 66 heures fin juin; les salaires seraient en hausse et il y aurait pénurie d'ouvriers. La production mécanique est abondante, mais nuisible à la main de l'ouvrier.

D'après le Conseil de prud'hommes de Lisieux, la proportion des ouvriers en chômage était d'environ 15 p. 100 dans l'industrie lainière, 30 p. 100 dans l'industrie linière, de 10 p. 100 dans le bâtiment et dans les cuirs et chaussures; on fait 10 heures par jour. Un établissement de confection de lingerie d'environ 150 ouvriers a fermé.

D'après le Conseil de prud'hommes de Vire, il n'y a pas eu de chômage au cours du 2^e trimestre. D'après celui de Falaise il n'y a pas eu de changement. D'après celui de Condé-sur-Noireau, une amélioration s'était produite dans l'industrie cotonnière (tissage mécanique); on considérerait le chômage nul ou presque nul.

Charente. — A Angoulême, dans le *bâtiment*, l'activité du travail était équivalente à celle du 2^e trimestre correspondant de 1908 et du 1^{er} trimestre 1909; on faisait 60 heures par semaine fin juin, pour un salaire de 0 fr. 45 et 0 fr. 50 l'heure. Un atelier de menuiserie de 5 ouvriers a fermé. A Jarnac, dans la *maréchalerie*, le travail était moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine pour un salaire quotidien de 4 francs. Deux établissements se sont créés.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, dans le *mareyage* (expédition de marée fraîche) dont les 43 établissements occupent 100 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque, sans atteindre le maximum; on fait environ 40 heures par semaine, pour un salaire mensuel de 120 francs. Cette industrie se plaint de la défectuosité des wagons affectés au transport du poisson.

A Rochefort-sur-Mer, d'après le Conseil de prud'hommes, le travail a été normal dans les 46 professions soumises à sa juridiction, et le chômage a peu près nul.

Cher. — A Jouet-sur-l'Aubois, dans la *chaux hydraulique*, dont les 13 entreprises syndiquées occupent 1,200 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait 60 heures de travail effectifs par semaine. Le chômage annuel des canaux, du 15 juin au 5 juillet, entraîne un chômage correspondant dans cette industrie.

Corrèze. — A Tulle, d'après le Conseil de prud'hommes, l'activité du travail a été normale, surtout dans le *bâtiment*; on fait généralement 10 heures par jour, sauf quelques usines qui ne font que 9 heures, et dans la typographie, qui subissait du chômage. Deux fabriques de conserves alimentaires ont été installées.

A Brive, dans la *maçonnerie*, dont les 11 entrepreneurs syndiqués occupent 75 ouvriers, on

faisait 66 heures par semaine fin juin, et l'abondance du travail a été moins grande qu'en 1908 à pareille époque. A Varetz, chez les *ostéistes*, il n'y a pas eu de changement.

Côte-d'Or. — A Dijon, dans l'*agriculture*, dont les 24 établissements occupent 45 ouvriers, il y a eu réduction de travail comparativement au 2^e trimestre 1908, le mauvais temps ayant nui à la miellée et à l'essaimage. Le personnel ouvrier de cette industrie comprend des ouvriers du bois, pour les ruches; des ferblantiers, pour les extracteurs, des taillandiers pour les couteaux; des ciriers, des monteurs, etc.; ces *constructeurs agricoles* quittent l'atelier pour le rucher au moment de la miellée et deviennent des «agriculteurs exploitants», afin de pouvoir fournir des ruches peuplées, des cires gaufrées, du miel et tous les dérivés du miel. Cette main-d'œuvre toute spéciale est assez difficile à recruter; elle ne connaît généralement pas le chômage; les salaires varient suivant les régions et surtout selon l'habileté des ouvriers et leur spécialité: menuisiers et monteurs, 3 à 4 francs par jour; les ferblantiers, 3 fr. 50 à 4 fr. 50; manouvriers, 3 francs à 3 fr. 50; les deux premiers sont nourris par le patron. Dans l'*horticulture*, qui compte 40 entreprises occupant 200 ouvriers, on faisait de 70 à 77 heures par semaine fin juin, sans variation quant à l'activité du travail, pour un salaire quotidien de 3 fr. 50 à 5 francs. L'horticulture d'ornement subirait du ralentissement depuis deux ans, et la main-d'œuvre, peu rétribuée, déserterait la profession, pour les administrations, les chemins de fer ou l'industrie.

Dordogne. — Dans l'*horlogerie-bijouterie de détail*, l'activité du travail est restée la même comparativement au premier trimestre.

Doubs. — A Besançon, dans le *bâtiment*, la situation était assez bonne, le travail abondant, sans chômage; on faisait 66 à 72 heures par semaine, pour un salaire de 0 fr. 40 à 0 fr. 70 l'heure, suivant la corporation. Dans l'*horlogerie (boitiers en argent)* dont les 5 établissements comptent 240 à 250 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908 et stationnaire par rapport au 1^{er} trimestre 1909; on faisait 50 heures environ par semaine fin juin. Dans les *pierres précieuses*, dont les 15 maisons comptent 75 ouvriers, l'activité du travail était la même comparativement aux deuxième trimestre 1908 et 1^{er} trimestre 1909; fin juin, on ne faisait que 6 heures par jour, par suite de la surproduction, et les salaires étaient en baisse de 25 p. 100 environ.

A Montbéliard, dans l'*horlogerie*, l'état était stationnaire, c'est-à-dire toujours très calme; cependant les ouvriers étaient un peu plus occupés. A Pontarlier, dans la *distillerie*, il n'y a pas eu de changement.

A Valence, d'après le Conseil de prud'hommes, le bâtiment était actif, grâce aux travaux exécutés par le P.-L.-M. et à de nombreuses constructions particulières; il y avait très peu de chômeurs et ces derniers étaient occupés aux travaux des champs; dans une fabrique, les salaires ont bénéficié, à la suite d'une grève, d'une augmentation par l'établissement d'un tarif de prix de main-d'œuvre, qui a porté le salaire des femmes de 1 fr. 60 à 2 francs, au lieu de 1 fr. 25 et 1 fr. 50, et le salaire des hommes de 3 francs à 4 fr. 50, au lieu de 2 fr. 25 à 3 francs.

Eure. — A Evreux, dans la *fromagerie*, dont les 20 établissements occupent 200 ouvriers, on faisait 10 heures par jour environ, comme précédemment, et les salaires seraient en hausse de 10 p. 100; la main-d'œuvre qualifiée fait défaut. Dans les *maréchalleries*, au nombre de 30 occupant 90 ouvriers, on faisait de 60 à 65 heures par semaine fin juin et le travail était moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908 du fait de la diminution de la ferrure dans les maisons bourgeoises par suite de l'extension de l'automobile; la main-d'œuvre ferait de plus en plus défaut et les salaires seraient en augmentation constante: 45 à 50 francs par mois le teneur de pieds; 60 à 70 francs le ferreur, nourri et couché. Un établissement de deux ouvriers a fermé.

A Ezy, dans l'industrie du *peigne*, qui compte 45 maisons occupant 600 ouvriers, l'état de crise dû, pour une part, à la concurrence étrangère, persiste, sans qu'on puisse encore en prévoir la fin.

A Pont-Audemer, d'après le Conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu de changement.

Finistère. — A Brest, dans l'*horticulture*, qui compte 50 entrepreneurs syndiqués,

l'abondance du travail demeure satisfaisante et la main-d'œuvre répond aux besoins; on fait 10 heures par jour pour un salaire de 2 fr. 50 à 3 fr. 50. A Camaret-sur-Mer, dans l'industrie sardinière, la pêche n'était pas commencée.

D'après le Conseil de prud'hommes de Morlaix, il n'y avait que très peu de chômage, comme l'an dernier à pareille époque, sauf dans la *tonnellerie*, où l'activité avait toutefois sensiblement augmenté.

Haute-Garonne. — A Toulouse, dans les *brasseries*, au nombre de 98 occupant 2,500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908.

Gironde. — A Bordeaux, dans l'*automobile*, qui compte 40 établissements occupant 2,000 ouvriers, l'activité du travail est restée à peu près stationnaire et le chômage était peu sensible, malgré l'abondance de la main-d'œuvre; on faisait 50 à 60 heures par semaine fin juin, pour un salaire quotidien de 5 francs à 7 fr. 50 (ouvriers); 3 fr. 50 à 5 francs (petits ouvriers); 7 fr. 50 à 10 francs (contremaîtres). On signale le mouvement intensif des sociétés sportives vers l'aviation, ce qui promet une orientation nouvelle du travail automobile (moteur et mécanique).

Dans la *sellerie-bourrellerie*, l'extension de l'automobile crée un état défavorable, et l'abondance du travail a été encore moins grande qu'au trimestre correspondant de 1908; on fait 11 heures par jour pour un salaire de 4 francs et 4 fr. 50. Un petit établissement a fermé, et un nouveau s'est créé. Dans les *teintureries*, au nombre de 19 syndiquées, occupant 300 ouvriers en bonne saison, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et en augmentation de moitié, vu la saison, sur le 1^{er} trimestre 1909; la main-d'œuvre qualifiée est peu abondante et les salaires tendraient à hausser.

Hérault. — D'après le Conseil de prud'hommes de Montpellier, la proportion des ouvriers en chômage était évaluée à 3 p. 100 chez les imprimeurs; à 30 p. 100 chez les tonneliers et les ébénistes; à 20 p. 100 chez les mécaniciens, les serruriers, les tailleurs de pierre, les menuisiers; à 15 p. 100 chez les terrassiers et les boulangers; à 50 p. 100 chez les tailleurs d'habits et les carriers, et à 5 p. 100 en moyenne pour les autres professions d'importance secondaire. Le chômage était nul chez les coiffeurs, les maçons et les peintres en bâtiment.

D'après le Conseil de prud'hommes de Lodève, la situation restait toujours mauvaise par suite du manque de travail dans les manufactures de draps de troupe. D'après celui de Béziers, il n'y a pas eu de variation depuis le précédent trimestre.

D'après le Conseil de prud'hommes de Cette, on comptait 30 p. 100 de chômeurs dans le bâtiment (plâtriers, maçons et tailleurs de pierres); 25 p. 100 dans la fabrication de futailles neuves; 10 p. 100 chez les calfats et charpentiers; 15 p. 100 chez les menuisiers; 60 p. 100 chez les ouvriers du port, par suite de la grève des inscrits maritimes, qui a aussi influencé défavorablement la métallurgie. Le travail était satisfaisant chez les charrons et maréchaux-ferrants.

D'après les syndicats patronaux : à Cette, dans les *serrureries*, au nombre de 7 occupant 15 ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on faisait de 50 à 60 heures fin juin, pour un salaire quotidien de 5 francs à 5 fr. 50. A Pézenas, dans le *camionnage*, il n'y a pas de variation appréciable d'une année à l'autre.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, dans la *maréchalerie*, qui compte 11 établissements occupant 35 ouvriers, le travail a été un peu en baisse comparativement au trimestre correspondant de 1908, et sa durée en diminution sur le précédent trimestre.

Indre. — A Châteauroux, dans les *huileries*, l'activité du travail a été équivalente à celle du trimestre correspondant de 1908. A Issoudun, dans les *meuneries*, au nombre de 10 occupant 100 ouvriers, même constatation quant à l'activité du travail, mais un établissement de 20 ouvriers a fermé.

Indre-et-Loire. — A Tours, dans la *tonnellerie*, qui ne compte guère que de petits patrons travaillant seuls, ou avec quelques ouvriers en août, septembre, octobre, quand la récolte est satisfaisante, les salaires varient selon la saison : 45 à 60 francs par mois du 1^{er} mars à fin juin; de juillet à août, ils restent stationnaires ou augmentent selon que la

floraison des vignes s'est bien ou mal accomplie; en août, septembre et octobre, l'ouvrier gagne 100, 120 et 130 francs par mois, d'après l'importance de la récolte, et même jusqu'à 175 francs, nourriture et logement en plus. Dans les *menuiseries*, au nombre de 45 occupant 229 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on fait 10 heures par jour à raison de 0 fr. 45 à 0 fr. 55 l'heure. Dans la *meunerie*, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque. A Loches, dans la *saboterie*, il n'y a pas eu de changement.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 septembre.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Thoiry, 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

2. — **Aisne.** — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *brasseurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseuses*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *tissage*, *broderie*, *filature* (syndicat de Saint-Louis); travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *tullistes en guipure*; 5.7 p. 100 de chômeurs chez les *tullistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômage, 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômage, 66 heures, chez les *maçons*; travail non satisfaisant, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *employés de commerce, voyageurs, dessinateurs*; 0.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'Association amicale des *voyageurs, employés et dessinateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de l'habillement*.

A Estrées, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brodeurs*.

A Fère-en-Tardenois, travail plus abondant, 54 heures, chez les *cordonniers*.

A Guise, travail non satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

A Macquigny, 48 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers agricoles*.

A Mennezyset, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Origny-en-Thiérache, 10 p. 100 de chômeurs, 78 heures chez les *vanniers*.

A Sissy, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Soissons, travail plus abondant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du livre* (union soissonnaise); pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Villers-Cotterets, pas de chômage, 72 heures, chez les *travailleurs de bois et parties similaires*.

3. — **Allier.** — A Bourbon-l'Archambault, pas de changement dans le *bâtiment*.

A Commentry, 40 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Gannat, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Moulins, pas de changement chez les *tailleurs de pierres et sculpteurs*; pas de chômeurs. 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*; pas de changement chez les *scieurs de long*.

A Saint-Aubin-le-Monial, pas de chômeurs chez les *scieurs de long* moulinois;

A Saint-Yorre, pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *sourciers*.

A Vichy, 10 p. 100 de chômeurs, 40 et 50 heures, chez les *terrassiers mineurs et ma-nœuvres*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs à Buxières-les-Mines, à Chemilly, à Courlandon, à Meillard, à Molinet, à Saligny, à Saint-Prix.

Chez les *bûcherons*: 45 p. 100 de chômeurs à Couleuvres; 43 p. 100 de chômeurs, à Franchesse; 87 p. 100 de chômeurs à Isles-et-Bardais; pas de chômeurs à Limoise, 20 p. 100 de chômeurs à Mercy; pas de chômeurs à Neuilly-le-Réal; 62 p. 100 de chômeurs

à Neure; pas de chômeurs à Pouzy-Mésangy; 25 p. 100 de chômeurs à Jouvigny; pas de chômeurs à Saint-Ennemond; pas de chômeurs à Saint-Plaisir; pas de chômeurs à Saint-Voir; pas de chômeurs à Vaumas; pas de chômeurs à Ygrande chez les *fendeurs*.

Chez les *mineurs*, pas de changement à Bézenat; pas de chômeurs à Montcombroux; pas de chômeurs, 54 heures, à Montvicq.

4. — **Alpes (Basses).** — A Digne, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.
A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers et employés à l'éclairage*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du port*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *comptables*.

A Cannes, pas de changement, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Grasse, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Menton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *débardeurs du port*.

A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeuses, 48 heures, chez les *engobeuses de poterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers en poterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charretiers-camionneurs*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *mégissiers de rivière*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Privas, chômage complet chez les *mineurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Serrières, pas de chômeurs, 4 à 5 jours par semaine, chez les *chapeliers foulours*.

A Soyons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers et manœuvres des eaux minérales*.

8. — **Ardennes.** — A Braux, pas de chômeurs, 59 heures, chez les *métallurgistes*.

A Dagny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'industrie lainière*.

A Floing, 20 p. 100 de chômeurs par roulement, 60 heures, chez les *ouvriers et ouvrières en tissus*.

A Fromelennes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Givonne, travail moins abondant, 55 heures, chez les *métallurgistes*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

Aux Mazures, pas de chômeurs, 72 à 78 heures, chez les *métallurgistes*; travail plus abondant, 55 heures, aux Vieilles-Forges.

A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 21 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers en métaux*.

A Nouzon, 10 p. 100 de changement chez les *mouleurs*.

A Sedan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charrons*.

A Saint-Menges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*.

9. — **Ariège.** — A Arignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A la Bastide sur l'Hers, travail plus abondant, 60 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

A Lavelanet, pas de changement chez les *ouvriers textiles*.

10. — **Aube.** — A Troyes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs chez les *façonniers bonnetiers*.

A Romilly-sur-Seine, pas de changement chez les *employés de bureau*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, pas de chômeurs chez les *cuisiniers et pâtissiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les

menuisiers et ébénistes; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *employés de commerce*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

A Espérazza, 0,2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*.

A Lézignan, 6 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*.

A Limoux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Narbonne, 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *typographes*.

En ce qui concerne les *ouvriers forestiers agricoles, cultivateurs, vigneron*s, etc. : pas de chômeurs à Argeliers; 72 p. 100 de chômeurs à Azille; 16 p. 100 de chômeurs, à Capendu; 75 p. 100 de chômeurs à Carcassonne; 13 p. 100 de chômeurs à Castelnaud-d'Aude; pas de chômeurs, à Cuxac-d'Aude; 12 p. 100 de chômeurs, à Fabrezan; pas de chômeurs, à Fraisse-des-Corbières; pas de chômeurs, à Gruissan; 69 p. 100 de chômeurs à Leucate, 13 p. 100 de chômeurs à Lézignan; 28 p. 100 de chômeurs, à Marcorignan; 66 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Montlaur; pas de chômeurs, à Moussan; 84 p. 100 de chômeurs, à Peyriac-Minervois; chômage complet à Roubia; 28 p. 100 de chômeurs aux Salles-d'Aude; 32 p. 100 de chômeurs à Saint-André de Roquelongue; pas de chômeurs à Saint-Frichoux; 66 p. 100 de chômeurs à Saint-Hilaire; chômage général à Saint Jean-de-Barron; pas de chômeurs à Saint-Nazaire; pas de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villegny; 23 p. 100 de chômeurs à Villemoustausson; pas de chômeurs à Sainte-Colombe-sur-Guette chez les *forestiers*.

12. — Aveyron. — A Rodez, pas de changement chez les *typographes*.

A Creissels, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*.

A Decazeville, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Millau, 72 p. 100 de chômeurs chez les *palissonneurs-mégissiers*; 21 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *teinturiers en peaux*; 70 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *mégissiers et chamoiseurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *ouvriers en meubles et menuisiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *gantiers*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 23 p. 100 de chômeurs, 114 heures, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; pas de changement chez les *employés de restaurant navigateurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *ouvriers des abattoirs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers et ouvrières des raffineries de sucre*; travail plus abondant chez les *employés d'hôtel et de restaurants*.

9 p. 100 de chômeurs, 70 et 84 heures, chez les *ouvriers des huileries*.

4 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en crins*; 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *voiliers, tentiers, bacheurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs tailleurs*.

9 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *bijoutiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs-mécaniciens*; travail satisfaisant, 80 heures, chez les *chaudronniers en fer*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 66 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre tendre*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *briqueleurs fumistes*.

0,4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *officiers mécaniciens brevetés de la marine*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au long cours*.

75 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des ports et docks*; 42 p. 100 de chômeurs, 27 heures, chez les *charbonniers du port*; travail moins abondant chez les *ouvriers des enclos de bois*.

1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *comptables professionnels*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; pas de changement chez les *représentants et placiers de commerce*; 44 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes*; 7 p. 100 de chômeurs chez le *personnel du service de santé*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Aix, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, 92 heures, chez les *coiffeurs*; pas de chômeuses chez les *institutrices libres*.

A Aubagne, pas de changement chez les *tonneliers*.

A Berre, 26 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A la Ciotat, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 42 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

A Port-Saint-Louis-du-Rhône, travail médiocre, 27 heures, chez les *ouvriers du port*.

A Salon, pas de chômeurs chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); travail stationnaire, 32 heures, à Fuveau; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin.

14. — **Calvados.** — A Caen, 54 heures, chez les *typographes*; travail moins abondant chez les *mouleurs en métaux*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs dans l'industrie cotonnière.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*.

A Vire, pas de changement chez les *typographes*.

15. — **Cantal.** — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

16. — **Charente.** — A Angoulême, 50 p. 100 de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *carriers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie du livre; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*.

A Cognac, pas de chômeurs, 110 à 115 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers, foudriers et doleurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *fabricants de caisses*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *tuiliers céramistes*.

A Saint-Même les-Carrières, pas de chômeurs, 52 heures, chez les *carriers*.

17. — **Charente-Inférieure.** — A Rochefort, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 86 heures, chez les *coiffeurs*.

A la Rochelle, pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les *ouvriers des engrais chimiques*.

A Saintes, 6 p. 100 de chômeurs, 80 à 90 heures, chez les *boulangers*.

A Saint-Séverin, 16 p. 100 de chômeurs, chez les *bûcherons* de la forêt de Chizé.

A la Tremblade, pas de chômeurs, 55 heures, dans le bâtiment.

18. — **Cher.** — A Bourges, pas de chômeurs chez les *ouvriers des fermes*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans l'habillement militaire; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Bruère-Allichamps, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *porcelainiers*.

A Châteaumeillant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Au Chautay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers*.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* (rue de la Halle).

A Graçay, pas de chômeurs, 66 heures, dans le bâtiment.

A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *chaufourniers*.

A Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 66 heures, dans le bâtiment.

A Mazières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Léger-le-Petit, 39 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chaufourniers*.

A Saint-Loup-des-Chaumes, 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers agricoles*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A Torteron, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chaufourniers*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Vierzon-Ville, travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *terrasiers, puisatiers, mineurs, tubistes et poseurs de rails*; pas de chômeurs chez les *porcelainiers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont; pas de chômeurs à Blet; 8 p. 100 de chômeurs à Brécy; pas de chômeurs à Chambon; pas de chômeurs à la Chapelle; 25 p. 100 de chômeurs à la Chapelle-Hugon; 59 p. 100 de chômeurs à Feux; pas de chômeurs à Gerigny; pas de chômeurs à Groises; 15 p. 100 de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois; 17 p. 100 de chômeurs à Ivoy-le-Pré; pas de chômeurs à Jalognes; 18 p. 100 de chômeurs à Lapan; pas de chômeurs à Loyes; 66 p. 100 de chômeurs à Menetton-Couture; 14 p. 100 de chômeurs à Mornay-Berry; pas de chômeurs à Plou-Brouillau-mon; pas de chômeurs aux Rousseaux; 15 p. 100 de chômeurs à Sancergues; 20 p. 100 de chômeurs à Saucoins; chômage complet à Sarrue; pas de chômeurs à Saint-Baudel; pas de chômeurs à Saint-Bonize; 30 p. 100 de chômeurs à Torteron; travail assez satisfaisant à Villiers.

19. — Corrèze. — A Tulle, 9 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Bort, pas de changement chez les *chapeliers-fouleurs*.

20. — Corse. — A Ajaccio, 6 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers et restaurateurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*; travail satisfaisant 70 et 72 heures, chez les *employés*.

A Beaune, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tâcherons agricoles*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs, 66 heures, à Corcelle-les-Cîteaux.

22. — Côtes-du-Nord. — A Dinan, 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en voiture*.

A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *ouvriers briochins des industries du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, dans le *bâtiment*; 8 p. 100 de chômeurs, chez les *plombiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

23. — Creuse. — A Guéret, travail plus abondant, dans le *bâtiment*.

A Aubusson, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; 11 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *dessinateurs*.

A Compest, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Lavaveix-les-Mines, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 54 et 66 heures, chez les *mineurs*.

24. — Dordogne. — A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, 14 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *employés*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Domme, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuniers*.

A Limeyrat, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*.

A Saint-Astier, pas de chômeurs chez les *chaufourniers*.

25. — Doubs. — A Besançon, 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *horticulteurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 51 heures, dans l'*habillement*, pas de chômeurs, chez les *maçons*.

A Badevel, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Lac-ou-Villers, 55 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

26. — Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *meuleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs chez les *chapelières-appropriés*.

A Saint-Restitut, 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

27. — Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Grosley, pas de chômeurs chez les *bûcherons* de la forêt de Beaumont-le-Roger.

A Vernon, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *carriers*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Dreux, travail satisfaisant chez les *cordonniers*.

29. — Finistère. — A Audierne, pas de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Concarneau, pas de chômeurs, travail plus abondant, chez les *pêcheurs*.

A Douarneau, travail abondant chez les *marins pêcheurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Guilvinec, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Pont-l'Abbé, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

A Penmarch, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marins-pêcheurs*.

30. — Gard. — A Nîmes, 14 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés et portefaix du marché*.

A Alais, travail passable chez les *cordonniers*.

A Aramon, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *vanniers*.

A Estréchure, 61 heures chez les *fileuses*.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, 36 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *filature de soie*.

A Saint-Jean-du-Gard, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Saint-Laurent-d'Aigouze, pas de chômeurs chez les *cultivateurs salariés*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Vallerangues, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *fileuses*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, 19 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*équipement militaire*; 8 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

32. — Gers. — A Auch, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

A Lectoure, pas de chômeurs chez les *maçons et charpentiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *jardiniers, agriculteurs et vigneron*s; 20 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glacières*, pas de chômeurs chez les *bouchers et charcutiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *porteurs et porteurs de pain*; pas de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel, garçons restaurateurs de la navigation*.

2 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *typographes*.

33 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 4 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs chez les *ouvrières en confections*.

25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*.

Travail moins abondant chez les *brossiers et brossières*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons en mécanique en marine*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers en articles de ménage*.

2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *peintres en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *potiers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *biseauteurs et argentours de glaces*.

Pas de chômeurs, 84 heures, chez les *emballeurs-déménageurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *garçons cochers*.

15 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Camarsac, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Carben-Blanc, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *sabotiers*.

A Daignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Libourne, pas de chômeurs chez les *boulangers*; travail plus abondant chez les *bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs, 72 heures, dans l'*éclairage*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

A Nérignan, pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *carriers*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Saint-Aignan, pas chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

Chez les *tonneliers*: travail non satisfaisant, 72 et 78 heures, à Barsac; pas de chômeurs, 72 heures, à Langon; pas de chômeurs, 60 heures, à Libourne; pas de chômeurs, 72 heures, à Vayres, à Saint-Macaire.

34. — **Hérault.** — A Montpellier, 15 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 65 p. 100 de chômeurs dans l'*habillement*; 5 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *charpentiers et scieurs de long*; travail moins abondant, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; 55 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bédarieux, 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers, mineurs-terrassiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charretiers, maçons, plâtriers, tailleurs de pierres*.

A Béziers, 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Ganges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Graissessac, travail satisfaisant, 59 heures, chez les *mineurs*.

A Mèze, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *charretiers*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc., 21 p. 100 à Capestang; pas de chômeurs à Cazouls-les-Béziers; pas de chômeurs à Mauquio; pas de chômeurs à Mèze; pas de chômeurs à Mudaison; pas de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; pas de chômeurs à Olonzac; pas de chômeurs à Sérignan; pas de chômeurs à Servian; travail plus abondant, à Saint-Félix-de-Lodez.

35. — **Ille-et-Vilaine.** — A Rennes, 0.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *écrivains, graveurs, dessinateurs-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 13 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cochers*.

A Fougères, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *maçons*.

A Paramé, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Saint-Malo, travail plus abondant, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Servan, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *vanniers*.

36. — **Indre.** — A Châteauroux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en drap*.

A Paudy, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

Au Poinçonnet, pas de chômeurs chez les *bûcherons, carriers et journaliers*.

37. — **Indre-et-Loire.** — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *passemmentiers à la main*

A Amboise, 60 heures chez les *mouleurs*.

38. — **Isère.** — A Grenoble, 2.2 p. 100 de chômeurs, 42 à 54 heures, chez les *typo-*

graphes; 87 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs et couturières*; travail moins abondant chez les *ouvrières de l'aiguille*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en boutons*; 8 p. 100 chez les *employés*; 23 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *sténo-dactylographes*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers en chaussures*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *gantiers*.

A Izeaux, pas de changement chez les *cordonniers*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Moirans, pas de chômeurs, 56 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Montalieu-Vercien, 27 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *mineurs*.

A Parmilieu, 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs chez les *tullistes réunis*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en ciment*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

A Trept, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Vienne, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *mouleurs en fer*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *employés*.

39. — Jura. — A Dôle, 71 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cinqétral, 4 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Fraisans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Claude, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 40 à 50 heures, à la chambre syndicale indépendante de l'*article de Saint-Claude*; 15 p. 100 de chômeurs, 27 heures, au syndicat du travail (*article de Saint-Claude*); pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

40 — Landes. — A Mont-de-Marsan, 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les *tonneliers*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs à Azur; pas de chômeurs à Boos; pas de chômeurs à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escource; pas de chômeurs à Herm; pas de chômeurs, à Labouheyre; travail satisfaisant à Lalque; pas de chômeurs à Léon; travail satisfaisant à Lesgor; moins de 1 p. 100 de chômeurs à Lespéron; pas de chômeurs à Lévigacq; 5 p. 100 de chômeurs à Linxe; 7 p. 100 de chômeurs à Lit-et-Minte; pas de chômeurs à Magescq; pas de chômeurs à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Moliets-et-Maa; pas de chômeurs à Onesse-Laharie; travail peu satisfaisant à Rion; pas de chômeurs à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs à Saint-Julien-en-Born.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs chez les *menuisiers et ébénistes*.

A Marchenoir, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Pray, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Romorantin, chômage persistant au *tissage*; travail stationnaire chez les *ouvriers du drap*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, 10 p. 100 de chômeurs chez les *marailleurs*; pas de chômeurs chez les *mineurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tripiers-boyaudiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers, d'hôtels, restaurants et similaires*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des compagnies électriques*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers de la Compagnie du gaz*, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs, graveurs, lithographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *battandiers*; pas de

changement chez les *tisseurs* de *Beaubrun*; travail plus abondant chez les *lingères*; 31 p. 100 de chômeuses, 60 heures, chez les *couturières*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en métal*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens et électriciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *armuriers*; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *terrasiers, mineurs, puisatiers, tubistes*; 21 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la fabrique de rubans*, 5 p. 100 de chômeurs à l'Union des *employés de commerce*.

A Roanne, travail normal, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs et monteurs de chaînes*; 2.6 p. 100 de chômeurs chez les *pareurs*; 2.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; par de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, aides-maçons et couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tourneurs mouleurs en poterie*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soie*.

Au Cergne, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les *ouvriers en soierie*, 12 p. 100 de chômeurs pour les *tisseurs à la mécanique*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs à bras*.

A Chazelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en chapellerie*.

A Firminy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Rive-de-Gier, travail moins abondant, 55 heures, dans le *bâtiment*; chômage complet chez les *verriers à vitres*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'atelier rubaniers*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 12 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers*.

A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — A Espaly-Saint-Marcel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaufourniers*.

A Sainte-Sigolène, 17 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

A Saint-Didier-la-Séauve, 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *travailleurs de l'industrie textile*; 12 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *tisseurs et tisseuses*.

A Saint-Just-Malmont, 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Pol-de-Mons, 9 p. 100 de chômeurs, 68 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

Aux Villettes, 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *passementiers*.

A Yssingeaux, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 2 p. 100 de chômeurs chez les *marins et pêcheurs*; 3.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*; 69 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs chez les *auxiliaires boitiers*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *plâtriers*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*.

A Saint-Nazaire, 15 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 52 et 63 heures, chez les *mécaniciens navigateurs de commerce*.

45. — Loiret. — A Orléans, travail satisfaisant chez les *garçons limonadiers, restaurateurs, d'hôtels, cuisiniers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; travail plus abondant chez les *sabotiers galochiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés et voyageurs*.

A Montargis, travail satisfaisant chez les *jardiniers*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons* : 25 p. 100 de chômeurs à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs à Batilly; pas de chômeurs aux Bordes; pas de chômeurs à Bouzy; 33 p. 100 de chômeurs à Cerdon; pas de chômeurs à Champoulet; pas de chômeurs à Châtenay; pas de chômeurs à Chevilly; chômage complet à Dammarié-en-Puisaye; 15 p. 100 de chômeurs à Dampierre; pas de chômeurs à Faverelles; 27 p. 100 de chômeurs à Isdes; pas de chômeurs à Lorris; travail moins abondant à Ouzouer-sur-Loire; pas de chômeurs à Vieilles-Maisons.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Casteljaloux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de changement chez les *travailleurs de la terre*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouclonniers*.

A Marmande, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *layetiers*.

A Mézin, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *bouclonniers*.

A Villeneuve-sur-le-Lot, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Cholet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs-apprêteurs*.

A Saint-Pierre-Montlimard, 1 p. 100 de chômeurs 48 heures, chez les *mineurs*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs à Andrézé; pas de chômeurs, 60 heures, à Cholet; pas de chômeurs à Geste; pas de changement au May-sur-Evre; pas de chômeurs, 72 heures, à la Saguinière; pas de chômeurs à Saint-Léger; pas de chômeurs à Saint-Philibert-en-Mauges; pas de chômeurs, 72 heures, à la Tessonalle.

50. — Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs chez les *pêcheurs et marins*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *ouvriers en pelleteries*.

A Reims, 8 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers et pâtissiers*; travail plus abondant, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes, papetiers relieurs*; pas de changement dans l'*industrie textile*; 36 p. 100 de chômeurs chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Ay, 64 heures chez les *vignerons*.

A Courlandon, 72 à 84 heures chez les *papetiers*.

A Cumières, pas de chômeurs chez les *pilotes de la Marne*.

A Epernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*.

A Magneux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs en pelleteries-lustrours fourreurs*.

A Verzenay, pas de chômeurs chez les *vignerons*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégisiers de rivière*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, chez les *bûcherons*.

A Bussièrès-lès-Beimont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers du livre*.

53. — Mayenné. — A Laval, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du livre*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du livre*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes et similaires*; pas de chômeurs chez les *papetiers*.

relieurs; travail plus abondant, 60 heures, chez les *chapeliers*; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *décorateurs sur verre, écranistes*, etc.; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *garçons de magasin*; 85 heures, chez les *employés de tramways*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Dieulouard, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*.

A Homécourt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; 70 heures chez les *métallurgistes*.

55. — Meuse. — A Commercy, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres*. A Cousances-aux-Forges, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*; très satisfaisant, 60 heures au syndicat mixte de l'*industrie métallurgique*.

A Lérouville, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

56. — Morbihan. — Au Bono, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Lorient, 16 p. 100 de chômeurs, 75 à 100 heures, chez les *boulangers*; 38 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

A Plouhinec, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Au Sauzon, 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Vannes, pas de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sciéurs mécaniques*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres*.

57. — Nièvre. — A Nevers, 24 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

A la Charité-sur-Loire, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Cercy-la-Tour, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Cossaye, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs à Annay; 28 p. 100 de chômeurs à Arbouse; 20 p. 100 de chômeurs à Arquian; 70 p. 100 de chômeurs à Azy-le-Vif; 30 p. 100 de chômeurs à Beaumont-la-Ferrière; chômage complet aux Bertins; pas de chômeurs à Bitry; à la Celle-sur-Nièvre: 33 p. 100 de chômeurs à la section de Chasnay; 25 p. 100 à la section de Murlin; 25 p. 100 à la section de Vielmanay; 81 p. 100 de chômeurs à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs à Champlemy; 18 p. 100 de chômeurs à Champvert; pas de changement à la Chapelle-Saint-André; 33 p. 100 de chômeurs à Charrin; pas de chômeurs à Ciez; pas de chômeurs à Cossaye; 22 p. 100 de chômeurs à Devay; 45 p. 100 de chômeurs à Dompierre; 42 p. 100 de chômeurs à Donzy; 80 p. 100 de chômeurs à Dray-Parigny; pas de chômeurs à Entrains; chômage complet à Fours; 22 p. 100 de chômeurs à Guipy; pas de chômeurs à Magny-Cours; 50 p. 100 de chômeurs à Montambert; 60 p. 100 de chômeurs à Montaron; travail moins abondant à Montigny-aux-Amognes; pas de chômeurs à Nannay; pas de chômeurs à Ourouer; 80 p. 100 de chômeurs à Parigny; pas de chômeurs à Pazy; pas de chômeurs à Perroy; pas de chômeurs à Roussy; pas de chômeurs à Sichamps; 87 p. 100 de chômeurs à Saint-Amand; chômage presque complet à Saint-Aubin-des-Forges; pas de chômeurs à Saint-Benin-d'Azy; 25 p. 100 de chômeurs à Saint-Hilaire-Fontaine; travail satisfaisant à Saint-Parize-le-Châtel; pas de changement à Saint-Pierre-le-Moutier; 17 p. 100 de chômeurs à Saint-Sulpice; 35 p. 100 de chômeurs à Verneuil.

58. — Nord. — A Lille, 7 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); 8 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; morte-saison à l'*Aiguille lilloise*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers et menuisiers*; travail satisfaisant, 60 heures, à l'*Union de la métallurgie*; pas de

chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; travail plus abondant, 63 heures 1/2, chez les *maçons et plafonneurs*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers tailleurs de pierres bleues*; 33 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *bitumiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs*.

A Armentières, pas de chômeurs, 59 et 60 heures, à la chambre syndicale de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, à la chambre syndicale mixte de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *encolleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 63 heures, dans le *bâtiment*.

A Bondues, travail satisfaisant chez les *lingères*.

A Cambrai, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*; 1.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; travail moins abondant, 60 heures, chez les *peintres*.

Au Cateau, 33 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *brodeurs*.

A Caudry, 2 p. 100 de chômeurs, 20 à 30 heures, chez les *ouvriers tullistes*; 1 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *ouvriers en tulle*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *vendeurs et vendeuses de journaux*.

A Dunkerque, pas de changement chez les *charpentiers menuisiers*.

A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Halluin, 4 p. 100 de chômeurs, 48 à 56 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Hautmont, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *marbriers*.

A Loon-Plage, travail satisfaisant chez les *ouvriers des machines à battre le grain*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Marpent, 0.8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Raismes, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Roubaix, 10 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; 7.1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *chambre syndicale textile*; 1.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvrières de l'industrie textile*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *rentreurs*; 2.5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ourdisseurs*; travail non satisfaisant, 60 heures, dans l'*habillement*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, à l'*Union de la métallurgie*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en pierres blanches*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 11 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *coiffeurs*.

A Saint-Amand-les-Eaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Sars-Poteries, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *verriers*.

A Sin-le-Noble, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Sous-le-Bois, 5.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*.

A Sous-le-Bois-Londroil, travail assez satisfaisant, 60 à 65 heures, heures, chez les *métallurgistes*.

A Tourcoing, pas de chômeurs chez les *ouvriers tapissiers en grosse moquette*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plafonneurs*; 58 p. 100 de chômeurs, 66 heures chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-couvreurs*.

A Valenciennes, pas de chômeurs, 72 à 74 heures, chez les *boulangers*.

A Villers-Sire-Nicole, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Wambrechies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Chez les *tisseurs*: pas de chômeurs à Avesnes-les-Aubert; pas de chômeurs à Bailleul; travail stationnaire à Bévillers; pas de chômeurs à Bussièrès; travail satisfaisant à Carnières; travail satisfaisant à Fourmies; travail satisfaisant à la Gorgue; 4 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers textiles* (rue Saint-André) et 0.5 p. 100 de chômeurs à l'*Union ouvrière textile*, à Halluin; pas de chômeurs à Haspres; 0.5 p. 100 de chômeurs, 59 heures, à

Hazebrouck; 0.5 p. 100 de chômeurs au syndicat de l'industrie textile (maison du peuple) et travail satisfaisant à l'Union de l'industrie textile, à Honplines; 0.7 p. 100 de chômeurs à Lannoy; pas de chômeurs à Nieppe; pas de chômeurs à Quiévy; pas de chômeurs à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 44 p. 100 de chômeurs à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Compiègne, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment; travail régulier chez les *comptables et employés*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés*.

A Guise-la-Motte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *jumelliers*.

A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Hermes, pas de chômeurs, 56 heures, dans les *scieries mécaniques*.

A Longueil-Annel, 15 p. 100 de chômeurs chez les *pilotes*.

A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie du livre.

A Montherlant, 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tabletiers*.

A Mouy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs, brocheurs, couseurs de chaussures*.

A Saint-Just-des-Marais, 6 p. 100 de chômeurs, 40 et 60 heures, chez les *typographes*.

A Senlis, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *employés*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; chômage à la fin de chaque chaîne, 60 heures, dans l'industrie *cotonnière*; travail satisfaisant au syndicat mixte des *couturiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*.

A la Chapelle-Montligeon, pas de chômeurs dans l'industrie du livre.

A Tourouvre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures chez les *zingueurs-plombiers*.

A Blendecques, travail satisfaisant chez les *papetiers*.

A Calais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du gaz*; 2.5 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *tullistes*; 38 p. 100 de chômeurs chez les *perceurs de cartons*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs chez les *pilotes*.

A Lens, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Wizernes, travail satisfaisant, chez les *papetiers*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*.

A Ambert, pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'ancublement*.

A Saint-Eloy, travail non satisfaisant, 60 heures chez les *mineurs*.

A Thiers, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Volvic, travail assez satisfaisant, 54 heures, chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Arudy, travail passable, chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *boulangers*; 55 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, à l'Aiguille bayonnaise.

A Biarritz, pas de changement, chez les *jardiniers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *garçons, d'hôtels, restaurants, limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Oloron-Sainte-Marie, pas de changement chez les *sandoliers*.

A Pau, 25 p. 100 de chômeurs, 84 heures chez les *cuisiniers*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 51 à 60 heures chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs dans l'enseignement privé.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 21 p. 100 de chômeurs, 84 heures,

chez les *boulangers*; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers-foudriers*; 60 heures, chez les *terrasiers, aides-maçons*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers, plombiers, zingueurs*.

A Cerbère, chômage complet chez les ouvriers du *transbordement des fruits*; chômage complet chez les *transbordeurs d'oranges*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *espadrilleurs-trépointeurs*.

A Nyer, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

A Prades, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*.

A Ria, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers des hauts fourneaux*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, 11 p. 100 de chômeurs, chez les *cercliers*.

A Sahorre, plus de 80 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *mineurs*.

A Serralongue, 25 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *trépointeurs et espadrilleurs*.

A Taurinya, 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

A Vernet-les-Bains, 4 p. 100 de chômeurs, 32 heures, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les ouvriers *agricoles et viticoles*: 8 p. 100 de chômeurs à Baho; pas de chômeurs à Corneilla-del-Vercol; pas de chômeurs à Ponteilla; pas de chômeurs au Soler; 25 p. 100 de chômeurs à Toulonges; pas de chômeurs à Villeneuve-de-la-Raho.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, ébénistes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers*; 13 p. 100 de chômeurs, chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de chômeurs chez les garçons *limonadiers*.

5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *cartonniers en tous genres*.

1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-brocheurs et cambreurs*.

Travail plus abondant, 60 heures, chez les *tisseurs*; 3.9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes en dentelles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*; pas de changement à l'*Aiguille lyonnaise*.

45 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *sculpteurs sur bois et moulariers*.

Pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *bijoutiers*.

15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *céramique*.

0,6 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants*; pas de changement chez les *dames employées*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; pas de chômeurs chez les *employés de banque et de bourse*, pas de changement chez les *employés de la soierie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Amplepuis, travail assez satisfaisant, 55 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Bourg-de-Thizy, 4 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horticulteurs*.

A Cours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*.

A Grandris, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Grigny, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *chapeliers*.

A Neuville, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horticulteurs, jardiniers*.

A Pierre-Bénite, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs et bouchers sur cristaux*.

A Tarare, 25 p. 100, 50 à 55 heures, chez les *menuisiers, ébénistes, charpentiers et similaires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et aides*.

A Thizy, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Venissieux, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *verriers*.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement chez les typographes.

69. — Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur cuivre*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Autun, pas de chômeurs, 63 à 56 heures, chez les *ébénistes*.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A la Gareane-d'Épinac, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *mineurs*.

A Montceau-les-Mines, travail non satisfaisant, chez les *mineurs*.

A Montchanin-les-Mines, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Saint-Firmin, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Toulon-sur-Arroux, pas de chômeurs chez les *maçons*.

70. — Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en voiture*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 19 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers des constructions mécaniques*, travail satisfaisant chez les *coiffeurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Bessé-sur-Braye, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*.

A Sablé, travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Arvillard, pas de chômeurs chez les *forgerons*.

A Chambéry, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *travailleurs du cuir*; 57 p. 100 de chômeurs, 55 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers et peintres*.

Aux Écheltes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers gainiers*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des plâtrières*.

A Saint-Michel-de-Maurienne, travail plus abondant, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

72. — Savoie (Haute-). — A Allinges, 10 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

A Challonges pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.

A Lovagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Scionzier, travail stationnaire chez les *horlogers*.

A Taninges, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *diamantaires*.

A Thonon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, travail satisfaisant chez les *ouvriers jardiniers* (rue du Harlay); 1,5 de chômeurs, 68 heures, travail moins abondant chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte).

20 p. 100 de chômeurs à l'Union amicale des *boulangers* du XIII^e arrondissement; pas de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *compagnons boulangers* du Nouveau Siècle; 5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 9 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* (rue Jean-Jacques-Rousseau); 11 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la *Société mixte des cuisiniers de Paris*; 11 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *charcutiers*; pas de chômeurs chez les *limonadiers restaurateurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *dames de café-restaurant*; 17 p. 100 de chômeurs à l'Union laborieuse de l'*alimentation*; 6 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *employés des halles* (volailles et gibiers).

2 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs chez le *personnel gradé de la Société du gaz*.

2 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*; 1,5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du livre*; 0,6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes indépendants*; 4 p. 100 de chômeurs à l'Union *lithographique*; 0,8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes indépendants*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *graineurs-lithographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *phototypistes*; pas de chômeurs,

36 heures, chez les *stéréotypers de journaux*; pas de chômeurs chez les *graveurs de musique*.

2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans la *sellerie*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *selliers à la selle*; pas de chômeurs dans la *sellerie militaire*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers et mécaniciens* de l'article de chasse; 1,2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *portefeuillelistes-maroquinières*; travail satisfaisant chez les *gantiers*.

1,3 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs en tous genres*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *coupeurs-tailleurs* (rue de Richelieu); 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers à la barre*; 4,3 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les *passementiers à la main*; 53 p. 100 de chômeurs chez les *couturières*; travail non satisfaisant aux ouvrières de l'habillement de «la main-d'œuvre»; 24 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières de l'aiguille à domicile; 1,3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *broderie*; 30 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; pas de chômeurs chez les ouvrières en *chapeaux soie et feutre*; 6,5 p. 100 de chômeurs, 72 à 80 heures, chez les *casquettiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs*.

7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la solidarité des *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *siège cuir*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *compagnons charrons*.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs de service et contremaîtres des *industries métallurgiques*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au Syndicat indépendant des *ouvriers métallurgistes*; 3,4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la Chambre syndicale libre des *métallurgistes* de la Seine; 2,5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, au Syndicat autonome des *métallurgistes* de la Seine; 1,7 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant, chez les *mécaniciens*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail peu satisfaisant chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *potiers d'étain*; 2 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *ferblantiers*.

13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de pierres tendres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ingénieurs, employés et ouvriers de travaux publics*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, au groupe amical des *peintres*; pas de chômeurs, 54 à 56 heures, au Syndicat indépendant des *peintres*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *fumistes en bâtiment*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *fumistes indépendants*; 0,3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plombiers et couvreurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs-modeleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *briqueteurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *granitiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fourniers spécialistes*.

7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *boucheurs à l'émeri*.

8 p. 100 de chômeurs à la Chambre syndicale des *employés de commerce et d'industrie*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'Union fraternelle des *employés*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la Chambre syndicale indépendante des *employés de l'industrie et du commerce*; pas de chômeurs, 60 à 84 heures, au Syndicat des *employés* du boulevard Saint-Martin; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et teneurs de livres*; 2 p. 100 de chômeuses chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; travail plus abondant, chez les *femmes caissières, comptables et employées*; 1,3 p. 100 de chômeurs à l'*Alliance sténographique*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *sténographes et sténo-dactylographes*; 1,5 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *clercs d'huissiers*; 0,8 p. 100 de chômeurs à la Protection mutuelle des *voyageurs de commerce*; pas de changement chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; travail plus abondant chez les *dessinateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *porteurs des halles et marchés*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres industriels*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *laveurs de voitures*; pas de chômeurs, 36 heures, chez les *chiffonniers*.

12 p. 100 de chômeurs chez les *employés d'hôtel*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *gens de*

maison; 5 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à l'Union centrale des *chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes* (Bourse du travail); 1 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, etc.* (quai de Javel); 3,5 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes* (rue des Lavandières-Sainte-Opportune); travail satisfaisant chez les *coiffeurs*.

7 p. 100 de chômeurs chez les *gardes-malades*; 18 p. 100 de chômeurs à la Chambre syndicale des *artistes musiciens*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *institutrices privées*; travail plus abondant chez les *masseurs aveugles*.

A Champigny, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Villemomble, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *jardiniers*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 15 p. 100 de chômeurs, 94 à 100 heures, chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 55 heures, dans l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; travail satisfaisant chez les *maçons et plâtriers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *scieurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

Au Havre, 8 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs et marins du commerce*; 7 p. 100 de chômeurs, 105 heures, chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du port*; pas de chômeurs chez les *huiliers et savonniers*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *raffineurs et paraffineurs de pétrole*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs pour fonderie*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs et scieurs de pierre*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au cabotage*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au long cours*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *canonniers*; travail stationnaire chez les *cochers*; 36 p. 100 de chômeurs, 24 heures, chez les *charbonniers déchargeurs*.

A Bolbec, 0,4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *cotonniers*.

A Caudebec, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Dieppe, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Elbeuf, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et plâtriers*.

A Fécamp, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *menuisiers*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *comptables*.

A la Houllme, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

Chez les *verriers*, pas de chômeurs, 60 heures, à Incheville.

75. — Seine-et-Marne. — A Annet, travail moins abondant, 72 heures, chez les *carriers*.

A Château-Landon, 2 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 69 heures, dans le *bâtiment*.

A Lagny, pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Meaux, 27 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, au Syndicat meltois de l'*industrie du livre*.

A Melun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Montereau, travail satisfaisant, 66 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*.

A Mouroux, travail stationnaire, 60 heures, chez les *orfèvres et métallurgistes*.

A Nemours, travail stationnaire, 60 heures, chez les *carriers*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *diamantaires*.

A Noisiel, 66 heures chez les *chocolatiers*.

A Thieux, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*, *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *couchers*; pas de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Chaville, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *blanchisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Corbeil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuniers*.

A Essonne, pas de chômeurs, chez les *papetiers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

A Maisons-Laffitte, 2 p. 100 de chômeurs, chez les *garçons d'écurie* et *jockeys*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Meulan, pas de chômeurs, 55 à 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Orsay, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Sèvres, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Bressuire, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

A Melle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs-mécaniciens*; travail plus abondant, 66 heures, chez les *employés*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *ouvriers de l'industrie laitière*.

78. — Somme. — A Amiens, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *ouvriers de l'habillement et du campement*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*ameublement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs, mécaniciens et similaires*; 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Moreuil, 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*.

A Saint-Ouen, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

79. — Tarn. — A Albi, 24 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *chapeliers-appropriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *terrassiers et manœuvres*; 35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs dans l'*industrie lainière*.

A Castres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; travail stationnaire, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs sur bois*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer et cuivre*.

A Dourgne, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *ardoisiers*.

A Gaillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Mazamet, pas de chômeurs chez les *ouvriers de la peau de mouton*; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *charretiers*.

A Rabastens, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les

typo-lithographiques; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Caussade, chômage complet chez les *chapelières et similaires*.

81. — Var. — A Toulon, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*; 14 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *travailleurs de l'usine à gaz*; 77 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Bollène, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

A Caderousse, pas de changement chez les *balaitiers*.

A Orange, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Pertuis, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *emballeurs et charretiers*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*.

A la Châtaigneraie, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Luçon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs chez les *forestiers*.

Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs, 30 heures, chez les *ouvriers boitiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, 60 heures, aux Épesses; pas de chômeurs à Évrunes; pas de chômeurs, 66 heures, à Saint-Laurent-sur-Sèvre.

84. — Vienne. — A Poitiers, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fabricants de balais*.

A Châtellerault, 19 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *maréchaux-ferrants*.

A Lavoux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs et doreurs*; pas de chômeurs, 40 à 50 heures, dans l'*habillement*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *sabotiers*; 27 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *maçons*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers-manoœuvres*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; travail moins abondant, chômage partiel pour 45 p. 100 des ouvriers à la Chambre syndicale générale de la *céramique*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers en porcelaine*; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaine*; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les employés aux moulins dits *crématoires*.

A Châlus, pas de chômeurs chez les *feuilleardiens*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Magnac-Laval, 10 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Neuville-Eutier, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Yrieix, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, dans le *bâtiment*.

86. — Vosges. — A Anould, travail moins abondant, 60 heures, chez les *papetiers*.

A Épinal, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*.

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers carriers et du bâtiment*.

A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs, 60 heures, à Aumontzen; pas de chômeurs, 65 heures, à Châtel-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, à Épinal; pas de chômeurs, 60 heures à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, à Harsault; pas de chômeurs,

60 heures, à Plainfaing; pas de chômeurs, 60 heures, à Remiremont; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, à Saint-Dié; pas de chômeurs, 60 heures, à Saint-Léonard; pas de chômeurs, 60 heures, à Saint-Maurice-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, à Saulxures-sur-Mosclotte.

87. — Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Charentenay, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Massangis, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Sens, pas de chômeurs, 68 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 6 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *employés*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *maçons*.

A Treigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

A Villeneuve-sur-Yonne, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Chailley; pas de chômeurs à Crain; pas de chômeurs à Lavau; chômage complet à Lichères-sur-Yonne; 60 p. 100 de chômeurs à Moutiers; pas de chômeurs à Ronchères; 63 p. 100 de chômeurs à Saints; 15 p. 100 de chômeurs à Saint-Fargeau; 33 p. 100 de chômeurs, à Saint-Privé; pas de chômeurs à Treigny; 50 p. 100 de chômeurs à Villeneuve-les-Genêts.

88. — Algérie. — A Alger, 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *boulangers*; travail stationnaire dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *pointeurs du port*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *employés en quincaillerie*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

A Bône, 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Constantine, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers, pâtissiers et charcutiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *limonadiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers, ébénistes, charpentiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur métaux*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cochers et charretiers*.

A Herbillion, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *coupeurs et tailleurs de pavés*.

A Mostaganem, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *boulangers*.

A Oran, 80 p. 100 de chômeurs chez les *marins et pêcheurs*; 28 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *boulangers*.

A Sidi-bel-Abbès, 9 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les neuf premiers mois de 1909 :

	1909.	1908.	AUGMENTATIONS en 1909.	DIMINUTIONS en 1909.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	645,900	688,798	#	42,898
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,850,011	2,630,861	219,147	#
Objets fabriqués.....	842,727	823,213	19,514	#
TOTAUX.....	4,338,638	4,142,875	238,661	42,898
AUGMENTATION en 1909.....			195,763	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	563,126	528,062	35,064	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,131,613	974,459	158,154	#
Objets fabriqués.....	1,978,926	1,887,723	91,203	#
Colis postaux.....	313,744	319,478	#	5,734
TOTAUX.....	3,938,409	3,709,722	284,421	5,734
AUGMENTATION en 1909.....			278,687	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,312,923,900 francs du 1^{er} janvier au 7 octobre 1909 contre 1,299,862,100 francs pendant la période correspondante de 1908, soit une augmentation de 13,061,800 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Oct. 1908.	Sept. 1909.	Oct. 1909.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	29 ^f 00	33 ^f 50	31 ^f 12
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	34 50	42 50	44 25
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	73 00	60 00	60 87
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	53 25	58 75	64 50
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	76 00	#	73 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	58 25	81 00	86 12
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	137 00	190 00	174 25
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr....	#	#	#
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	161 25	158 00	155 50
Étain Banka, idem.....	366 00	371 00	371 75
Plomb, livr. à Paris, idem.....	40 75	38 00	39 25
Zinc, bonnes marques, idem.....	54 75	61 25	62 75
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	22 62	23 50	23 12
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 62	1 47	1 46
— veau, idem.....	2 17	1 71	1 86
— mouton, idem.....	2 17	2 10	2 06
— porc, idem.....	1 57	1 49	1 35

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de septembre 1909, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 39 syndicats patronaux comptant 988 membres;
- 34 syndicats ouvriers comptant 2,357 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 21 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 1 union de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 13 syndicats patronaux comptant 1,199 membres;
- 19 syndicats ouvriers comptant 1,076 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

11 en septembre, 10 en août, 3 en juillet, 7 en juin, 3 en mai, 1 en avril, 1 en mars, . . . en février, 1 en janvier, et 38 antérieurement au 1^{er} janvier 1909. Total : 76.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aude. — Syndicat professionnel des entrepreneurs de **travaux publics** de Carcassonne [16 mars 1909. — 35 membres.] Siège social : café du Helder, boulevard Barbès, 14. CARCASSONNE.

Bouches-du-Rhône. — Union syndicale **hôtelière** de Marseille [6 juillet 1909. — 62 membres]. Siège social : rue des Dominicains, 50. MARSEILLE.

Cantal. — Syndicat des marchands de **bois** de charpentes des arrondissements d'Aurillac et de Murat [22 août 1909. — 5 membres]. Siège social : bureau de l'usine Versepuy. AURILLAC.

Charente. — Chambre syndicale des gérants de débits de **tabacs** de la Charente [28 octobre 1908. — 23 membres]. Siège social : café Alvarez, rue des Postes. ANGOULÊME.

Hérault. — Union syndicale des patrons **bouchers** de la ville de Bédarieux (11 décembre 1908. — 7 membres). Siège social : BÉDARIEUX. — Syndicat des **laitiers** de la ville de Marseillan [10 novembre 1908. — 9 membres]. Siège social : avenue Victor-Hugo.

MARSEILLAN. — Syndicat des **bouchers** de Pézenas, Marseillan et des environs [18 février 1908. — 12 membres]. Siège social : café du Commerce, place du 14 juillet. **PÉZENAS.** — Syndicat de la **boucherie** et charcuterie de Saint-Pons et de l'arrondissement [29 mai 1907. — 4 membres]. Siège social : chez M. Mollaret, boucher, SAINT-PONS.

Loire (Haute-). — Syndicat du Centre des négociants et exportateurs de **beurre** [1^{er} août 1908. — 25 membres]. Siège social : BRIOUDE. — Union **horlogerie** de Brioude et ses environs [20 août 1904. — 33 membres]. Siège social : BRIOUDE. — Syndicat des marchands de **vins** en gros de l'arrondissement de Brioude [19 août 1908. — 11 membres]. — Siège social : BRIOUDE. — Union syndicale des fabricants et négociants de **dentelles** et passementeries de la Haute-Loire et de la région [18 juin 1908. — 50 membres]. Siège social : Hôtel-de-Ville, LE PUY. — Syndicat du commerce de l'**habillement** [23 mars 1908. — 14 membres]. Siège social : Hôtel-de-Ville, LE PUY. — Syndicat **médical** de l'arrondissement du Puy [12 juillet 1908. — 27 membres]. Siège social : place de Breuil, 25, LE PUY. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **menuiserie** et charpente du Puy [12 avril 1892. — 23 membres]. Siège social : rue Grangevieille, 46, LE PUY (reconstitution). — Association des fabricants, marchands de **meubles** et tapissiers-décorateurs de la ville du Puy [24 février 1908. — 20 membres]. Siège social : Hôtel-de-Ville, LE PUY. — Syndicat de la **minoterie** de la Haute-Loire [25 février 1903. — 12 membres]. Siège social : Hôtel-de-Ville, LE PUY.

Marne. — Syndicat de défense de commerce de **vins** rouges et blancs de la Champagne (arrondissement de Reims) [24 septembre 1909. — 21 membres]. Siège social : rue du Clou dans le Fer, 33, REIMS.

Nord. — Union syndicale de la **boucherie** de Maubeuge et des environs [24 juillet 1908. — 8 membres]. Siège social : place d'Armes, 13, MAUBEUGE. — Union syndicale des **maraichers** de Maubeuge [8 décembre 1907. — 14 membres]. Siège social : route de Mons, 50, MAUBEUGE. — Syndicat des **vétérinaires**-patrons-maréchaux du Nord [14 novembre 1906. — 18 membres]. Siège social : grande Place, 12, LILLE. — Syndicat d'étude et d'apprentissage de l'industrie roubaisienne (**textile**) [19 décembre 1908. — 5 membres]. Siège social : rue Jean-Baptiste Glorieux, 16, ROUBAIN.

Pyrénées (Basses-). — Syndicat des **cuirs** et peaux du bassin des Gaves et de l'Adour [4 septembre 1909. — 14 membres]. Siège social : Halle Neuve, PAU.

Rhône. — Union syndicale des **pharmaciens** du Rhône [2 septembre 1909. — 12 membres]. Siège social : rue Grenette, 11, LYON.

Seine. — Syndicat général des **charbonniers** de Paris et de la banlieue [1^{er} septembre 1909. — 110 membres]. Siège social : rue des Marais, 31, PARIS. — Syndicat des marchands de **coke** et charbons du département de la Seine [22 septembre 1909. — 52 membres]. Siège social : rue du Pré-aux-clerics, 10, PARIS.

Seine-Inférieure. — Syndicat des **hôteliers** de marins et navigateurs du Havre et des autres ports de France [12 août 1909. — 6 membres]. Siège social : rue Général Faidherbe, 51, LE HAVRE.

Somme. — Syndicat amical des **maraichers** d'Abbeville [19 février 1908. — 30 membres]. Siège social : chaussée d'Hocquet, 7, ABBEVILLE. — Union des entrepreneurs de travaux en **ciment** du Nord de la France [10 mars 1907. — 18 membres]. Siège social : café du Globe, passage du Logis-du-Roi, AMIENS. — Syndicat national des **contentieux** des groupements commerciaux et industriels de France [14 avril 1908. — 14 membres]. Siège social : rue Victor Hugo, 52, AMIENS. — Chambre syndicale de l'**horlogerie**, la bijouterie, la joaillerie, l'orfèvrerie du département de la Somme [1^{er} octobre 1908. — 24 membres]. Siège social : rue Victor Hugo, 52, AMIENS. — Syndicat des constructeurs et marchands de **machines** agricoles de la Somme [7 mars 1908. — 40 membres]. Siège social : café Dufourmantelle, rue des 3-Cailloux, AMIENS. — Syndicat des **pépiniéristes** et

horticulteurs de la Somme [18 juillet 1908. — 30 membres]. Siège social : Hôtel-de-Ville. AMIENS.

Tarn. — Syndicat des patrons **boulangers** de la région de Graulhet [1^{er} juin 1909. — 26 membres]. Siège social : café Gonthier, rue Saint-Projet. MAZANET.

Var. — Syndicat des entrepreneurs du **bâtiment** de la région d'Hyères [3 avril 1908. — 42 membres]. Siège social : café du Siècle, avenue des Palmiers. HYÈRES. — Syndicat des **bergers-laitiers** de la ville et du canton d'Hyères [1^{er} février 1908. — 28 membres]. Siège social : café du Siècle, avenue Alphonse-Denis. HYÈRES. — Syndicat des débiteurs de **boissons** de la ville de La Seyne [15 février 1908. — 60 membres]. Siège social : Bourse du travail. SEYNE (LA). — Syndicat des **laitiers** du canton de La Seyne [8 février 1908. — 35 membres]. Siège social : café Gaudemard, quai Hoche. SEYNE (LA).

Vienne (Haute-). — Syndicat **avicole** et **apicole** de la Haute-Vienne [15 mars 1908. — 9 membres]. Siège social : rue de la Mauvendièrre. LIMOGES.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat ouvrier de la manutention des **bois** [1^{er} septembre 1909. — 120 membres]. Siège social : boulevard de la Corderie, 45, MARSEILLE. — Syndicat des **emballeurs** et parties similaires [19 août 1909. — 25 membres]. Siège social : café des Marronniers, AIX. — Syndicat international des ouvriers **ensacheurs** [15 septembre 1909. — 80 membres]. Siège social : bar Pons, quai d'Arenc, MARSEILLE.

Calvados. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Caen et la région [1^{er} août 1909. — 200 membres]. Siège social : rue Saint-Pierre, 100, CAEN.

Charente. — Chambre syndicale des ouvriers **charretiers**, camionneurs, garçons-livreurs et des professions similaires de Cognac adhérant à la Fédération nationale des ports [1^{er} février 1908. — 80 membres]. Siège social : Bourse du travail, COGNAC. — Syndicat des ouvriers **ferblantiers**, plombiers-zingueurs et similaires de Cognac [1^{er} août 1908. — 15 membres]. Siège social : rue du Canton, 33, COGNAC.

Corse. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** [15 juin 1900. — 24 membres]. Siège social : Hôtel-de-Ville, AJACCIO.

Côte-d'Or. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** de la commune d'Orgeux et des environs [4 juillet 1909. — 38 membres]. Siège social : ORGEUX.

Gard. — Syndicat des travailleurs **agricoles** d'Aimargues [7 août 1909. — 65 membres]. Siège social : AIMARGUES.

Loire (Haute-). — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et aides de la ville de Brioude et environs [15 juillet 1906. — 33 membres]. Siège social : BRIOUE. — Syndicat des ouvriers **verriers** (verre noir) de Mège-Costes [21 février 1901. — 250 membres]. Siège social : SAINTE-FLORENTINE (reconstitution).

Loire-Inférieure. — Syndicat des **coupeurs-tailleurs** et chemisiers de Nantes et de la région [1^{er} janvier 1909. — 48 membres]. Siège social : café du Commerce, place du Commerce, NANTES. — Syndicat des **mécaniciens** brevetés de la Loire [14 juillet 1909. — 70 membres]. Siège social : quai de la Fosse, 6, NANTES.

Morbihan. — Association des ouvriers **dessinateurs** du port de Lorient [3 septembre 1909. — 30 membres]. Siège social : Hôtel-de-Ville, LORIENT.

Nord. — Chambre syndicale des **voyageurs** et représentants de commerce de l'arrondissement de Cambrai [21 juin 1909. — 100 membres]. Siège social : café de Bretagne, rue de la Herse, CAMBRAI. — Chambre syndicale des ouvriers **tisseurs** et similaires de Viesly [13 décembre 1908. — 90 membres]. Siège social : VIESLY.

Oise. — Syndicat professionnel des **journalistes** de l'Oise [12 septembre 1909. — 30 membres]. Siège social : rue des Flajeots, 15, BEAUVAIS.

Pyrénées (Basses-). — Chambre syndicale des ouvriers des **bois** ouvrés de la ville de Bayonne [2 février 1909. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, BAYONNE (reconstitution de l'ancienne chambre syndicale des ouvriers **ébénistes** de la ville de Bayonne).

Rhône. — Chambre syndicale des employés de **tramways** et similaires de la nouvelle Compagnie de Lyon à Neuville [7 août 1909. — 44 membres]. Siège social : Mairie, FONTAINES-SUR-SAÔNE.

Saône-et-Loire. — Syndicat des ouvriers des travaux extérieurs du **bâtiment** : maçons et manœuvres, couvreurs, tailleurs de pierres et similaires [10 août 1909. — 15 membres]. Siège social : Hôtel-de-Ville, AUTUN. — Syndicat des ouvriers **carriers**, briquetiers, tuiliers, cimentiers et autres similaires, unis de Palinges et des environs [27 août 1909. — 61 membres]. Siège social : PALINGES.

Savoie. — Syndicat des **mouleurs** en métaux de Chambéry [1^{er} novembre 1908. — 14 membres]. Siège social : CHAMBÉRY.

Seine. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Choisy-le-Roi [13 avril 1909. — 140 membres]. Siège social : rue Saint-Louis, 44, CHOISY-LE-ROI. — Chambre syndicale des **asphalteurs**, bitumiers et bétonniers du département de la Seine [25 septembre 1909. — 150 membres]. Siège social : rue d'Alésia, 156, PARIS. — Chambre syndicale des brigadiers et sous-brigadiers des allumeurs de **gaz** de Paris [1^{er} août 1909. — 80 membres]. Siège social : rue Saint-Antoine, 16, PARIS. — Syndicat du personnel gradé des **hôpitaux** et hospices de l'Assistance publique [2 mai 1909. — 2 membres]. Siège social : PARIS.

Seine-et-Marne. — Syndicat des ouvriers **carriers** de Villeparisis [5 juin 1909. — 110 membres]. Siège social : café Bauër, VILLEPARISIS.

Seine-et-Oise. — Syndicat des ouvriers des **transports** de Versailles [1^{er} août 1909. — 60 membres]. Siège social : avenue de Saint-Cloud, 22 bis, VERSAILLES.

Somme. — Chambre syndicale des artistes **musiciens** d'Amiens [27 février 1908. — 40 membres]. Siège social : rue Lenôtre, 77, AMIENS.

Tarn. — Syndicat des ouvriers **chaufourniers** et similaires de Cardalou [16 mai 1909. — 20 membres]. Siège social : ARTHÈS. — Chambre syndicale des ouvriers **ferblantiers**, zingueurs et plombiers de la ville de Castres [1^{er} septembre 1909. — 14 membres]. Siège social : Bourse du travail, CASTRES.

Vienne (Haute-). — Syndicat des travailleurs **agricoles** de la commune de Jabreilles [30 mai 1908. — 35 membres]. Siège social : JABREILLES.

Vosges. — Syndicat des ouvriers **textiles** de Lépanges [17 juin 1909. — 142 membres]. Siège social : LÉPANGES.

Oran. — Syndicat des ouvriers **chargeurs** et arrimeurs du port d'Oran [1^{er} juin 1909. — 104 membres]. Siège social : quai Sainte-Marie, ORAN.

3° SYNDICATS MIXTES.

Seine. — Syndicat de la **presse économique et financière** [19 juin 1909. — 21 membres]. Siège social : faubourg Montmartre, 30, PARIS.

4° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine. — **Fédération syndicaliste foraine** de France [21 mai 1909. — 4 chambres syndicales adhérentes]. Siège social : rue de Bretagne, 2, PARIS.

5° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine. — Union confédérale des syndicats professionnels et des travailleurs indépendants [1^{er} juin 1909. — 6 syndicats adhérents]. Siège social : boulevard Saint-Martin, 27, PARIS.

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes-Maritimes. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** du canton de Cagnes [1^{er} juillet 1907]. — Siège social : rue Saint-Joseph, CAGNES.

Nord. — Chambre syndicale des débitants de **boissons** de la ville d'Armentières [28 mars 1893]. Siège social : rue de Lille, 62, ARMENTIÈRES. — Association syndicale des marchands **bouchers** et charcutiers de la ville de Douai [18 juin 1900]. Siège social : place d'Armes, 23, DOUAI. — Chambre syndicale des marchands de légumes et **épiciers** en détail de Dunkerque [1^{er} janvier 1902]. Siège social : rue Nieuport, 8, Dunkerque. — Chambre syndicale des **horlogers** et bijoutiers de Dunkerque et des environs [15 novembre 1901]. Siège social : rue de l'Église, 1, Dunkerque. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Gommegnies et environs [2 mars 1905]. Siège social : rue de la Gare, GOMMEGNIES. — Syndicat de la **chaudronnerie** de Lille et environs [30 décembre 1900]. Siège social : rue de Wazemmes, 37, LILLE. — Syndicat des **herboristes** du nord de la France [1^{er} juillet 1903]. Siège social : place de la Gare, 5 et 7, LILLE. — Comité de défense des **boissons** [18 février 1902]. Siège social : boulevard de Beaurepaire, 27, ROUBAIX. — Syndicat des **libraires-papetiers** et marchands de journaux de Roubaix [18 septembre 1906]. Siège social : rue du Grand chemin, 1 ROUBAIX.

Saône-et-Loire. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Tournus [20 février 1902]. Siège social : café de la Pédale, TOURNUS. — Chambre syndicale des entrepreneurs du **bâtiment** et des travaux publics du Creusot et des environs [10 décembre 1905]. Siège social : rue de Chalon, 25, LE CREUSOT. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Montceau-les-Mines et des communes voisines [12 septembre 1897]. Siège social : rue des Oiseaux, MONTCEAU-LES-MINES.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** en métaux et parties similaires de Saint-Michel [1^{er} janvier 1900]. Siège social : SAINT-MICHEL.

Alpes-Maritimes. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons**, de la ville d'Antibes [9 juin 1904]. Siège social : rue Casemattes, 7, ANTIBES. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** du bâtiment de la ville d'Antibes [10 août 1904]. Siège social : rue des Casemattes, ANTIBES. — Chambre syndicale des travailleurs de **terre** de la ville d'Antibes [11 septembre 1904]. Siège social : rue Thuret, 7, ANTIBES. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons**

de la commune de Beausoleil [1^{er} juillet 1905]. Siège social : rue de la Tour, 7, BEAUSOLEIL. — Syndicat des ouvriers **serruriers** [28 avril 1906]. Siège social : ferme du Midi, BEAUSOLEIL. — Syndicat international des garçons **charretiers, camionneurs et parties similaires** de la ville de Cannes [14 mars 1906]. Siège social : Bourse du travail, CANNES. — Chambre syndicale des ouvriers et employés de la compagnie pour l'éclairage au **gaz** et à l'électricité de la ville de Cannes [16 décembre 1905]. Siège social : Bourse du travail, CANNES. — Syndicat des **garçons de magasins d'huile** et parties similaires de la ville de Nice [3 juin 1905]. Siège social : rue Ségurane, NICE.

Morbihan. — Chambre syndicale des **menuisiers-ébénistes** de Vannes [12 février 1905]. Siège social : rue Bois-Moreau, 14, VANNES.

Nord. — Syndicat des ouvriers **dockers** de Cambrai et environs [15 janvier 1907]. Siège social : rue Cantimpré, 29, CAMBRAI. — Union syndicale des ouvriers **tailleurs** de l'arrondissement de Cambrai [3 mai 1907]. Siège social : rue Saint-Jean, 2, CAMBRAI. — Chambre syndicale des ouvriers et employés de l'**épicerie**, droguerie, vins et spiritueux de Dunkerque et des environs [15 janvier 1905]. Siège social : quai des Hollandais, 56, DUNKERQUE. — Chambre syndicale des ouvriers et apprentis **carreleurs** de Lille et environs. — 15 octobre 1906. — 40 membres]. Siège social : rue Léon-Gambetta, 31, LILLE. — Chambre syndicale des ouvriers **ébénistes** de Lille et environs [8 novembre 1897]. Siège social : rue Léon-Gambetta, 31, LILLE. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers **tailleurs** apièceurs, pompiers, culottières et giletières de Lille et des environs [2 juin 1906]. Siège social : rue Léon-Gambetta, 31, LILLE. — Union syndicale des ouvriers de la firme Brierre et Bazin (FILATURE) (22 juillet 1906). Siège social : boulevard de Metz, 83, ROUBAIX.

Seine. — Chambre syndicale des chromistes similistes de la **photogravure** (20 janvier 1893). Siège social : Bourse du travail, PARIS (a fusionné avec le syndicat des ouvriers **photograpeurs** et parties similaires).

Seine-et-Marne. — Syndicat des ouvriers **charpentiers** et parties similaires de Melun et des environs [10 août 1907]. Siège social : Hôtel-de-Ville, MELUN.

BIBLIOGRAPHIE.

OUVRAGES REÇUS PAR LA DIRECTION DU TRAVAIL
ET SOMMAIRES DES BULLETINS DES OFFICES DU TRAVAIL ÉTRANGERS *
POUR JUILLET 1909 ⁽¹⁾.

FRANCE.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES : **Rapport au Président de la République sur les opérations de la Caisse nationale d'épargne en 1908** (Caisse d'épargne postale), 1 brochure in-4° de 104 pages. — Paris, Imprimerie nationale, 1909.

— CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT : **Compte d'administration. Exercice 1908**, 1 vol. in-4° de 195 pages. — Paris, Imprimerie nationale, 1909.

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES (Ministère des finances) : **Tableau général du commerce et de la navigation. Année 1908**. — 1^{er} volume : Commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères, 1 vol. in-4° de 944 pages. — Paris, Imprimerie nationale, 1909.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE. — OFFICE IMPÉRIAL DE STATISTIQUE (Ministère de l'Intérieur) : « **Berufsstatistik** » (Statistique professionnelle). — 4^e partie (grandes villes), 1^{er} volume : Répartition professionnelle de la population des grandes villes d'après le recensement du 12 juin 1907. — 1 vol. in-4° de 359 pages. — Berlin, Puttkammer et Muhlbrecht, 1909. Prix : 6 marks.

— DIRECTION DE LA STATISTIQUE OUVRIÈRE (Office impérial de statistique, Ministère de l'Intérieur) : * « **Reichsarbeitsblatt** » (Bulletin impérial du travail). Berlin, Karl Heyman, le numéro, 10 pfennigs. — Numéro de juillet 1909 : Les grèves et les lock-outs en 1908. — La statistique des salaires de la caisse de maladie locale de Leipzig. — Les rapports de l'inspection des fabriques pour 1908, III. — Les mesures de protection des ouvriers dans les travaux d'agrandissement du canal de l'empereur Guillaume. — Avis du Conseil fédéral du 31 mai 1909 sur l'organisation et l'exploitation des carrières et la coupe des pierres. — Enquête sur les comptes de ménage de familles pauvres en Allemagne. — L'assurance des accidents courants se produisant pendant le travail. — La loi anglaise sur la protection de l'enfance en 1908.

— GRAND-DUCHÉ DE BADE : **Statistisches Jahrbuch** (Annuaire statistique pour 1908 et 1909). 1 vol. in-4° de 771 pages. — Karlsruhe, Imprimerie Macklot, 1909. Prix : 6 marks.

(1) En dehors des renseignements mensuels concernant le marché du travail, les grèves, la jurisprudence, le mouvement syndical, la législation, etc., la plupart des Bulletins des offices du travail étrangers publient des articles spéciaux dont les plus importants sont mentionnés ci-dessous. — Les bulletins sont indiqués par un astérisque *.

AUSTRALASIE. — **NOUVELLE-GALLES DU SUD.** — **DÉPARTEMENT DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE :** *Report on the working of the factories and shops act* (Rapport sur la loi concernant le travail des fabriques et des magasins, sur les lois réglant les heures de fermeture, etc., en 1908). — Sydney, William Applegate Gullick, 1909. Prix : 1 shilling 9.

— **VICTORIA.** — **INSPECTION DU TRAVAIL :** *Report of the chief inspector of factories, work-rooms and shops* (Rapport de l'inspecteur général des fabriques, ateliers et magasins pour 1908). 1 brochure de 130 pages. — Melbourne, J. Kemp.

— **NOUVELLE-ZÉLANDE.** — **MINISTÈRE DU TRAVAIL :** * *«Journal of the department of labour»*, Wellington; 3 fr. 10 par an. — Numéro de juillet 1909 : Le problème de l'émigration canadienne.

AUTRICHE. — **OFFICE DE STATISTIQUE OUVRIÈRE (Ministère du commerce) :** * *«Soziale Rundschau»* (Bulletin de l'Office de statistique). Vienne, Alfred Hölder, le n° 0 fr. 20. — Numéro de juillet 1909 : La fabrication des allumettes en Autriche. — La loi sur les employés de commerce; le temps de travail dans le commerce. — La commission de prévention des accidents. — Le travail de nuit des femmes. — Règlement du contrat de travail dans l'agriculture. — Les travaux préparatoires dans la lutte contre le saturnisme. — Enquêtes sur le temps de travail dans les verreries, les lamineriers et les forges. — Commission centrale des affaires de l'enseignement industriel. — Résultats provisoires de l'enquête sur le travail des enfants dans le Vorarlberg. — Rapport provisoire sur les contrats de travail et de salaire conclus en Autriche en 1908. — Les syndicats adhérents à la commission des syndicats d'Autriche en 1908.

— *Veränderungen im Stande der Gewerbe* (modifications à l'état des industries pendant la période 1900-1901 à 1906-1907). 1 brochure in-4° de 52 pages. — Vienne, Alfred Hölder, 1909.

BELGIQUE. — **OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'industrie et du travail) :** * *«Revue du travail»*. (Bruxelles, Vanbuggenhoudt, le n° 0 fr. 10.) — Numéro du 15 juillet 1909 : Les fonds communaux et provinciaux contre le chômage en 1908. — Numéro du 31 juillet 1909 : L'enseignement industriel, professionnel, commercial et ménager; situation au 31 décembre 1908.

CANADA. — *Report of royal commission to inquire into industrial disputes in the cotton factories of the province of Quebec* (Rapport de la commission royale d'enquête sur les conflits industriels dans les fabriques de coton de la province de Québec. — Ottawa, C. H. Parmelee, 1909.

ÉTATS-UNIS. — **ÉTAT DE MASSACHUSETTS :** **BUREAU DE STATISTIQUE :** * *«Labor Bulletin»* (Bulletin du travail). — Boston, Wright and Potter. — Numéro de juillet 1909 : La tuberculose dans les industries de Massachusetts,

— **ÉTAT D'OHIO :** **BUREAU DE STATISTIQUE DU TRAVAIL.** — *Thirty-second annual report of the bureau of Labor statistics* (trente-deuxième rapport pour l'année 1908). 1 vol. in-8° de 536 pages. — Springfield, Compagnie de publication, 1909.

GRANDE-BRETAGNE. — **DÉPARTEMENT DU TRAVAIL (Ministère du Commerce) :** * *«Labour Gazette»*. Londres, Veal, Chifferiel and C°; le numéro, 0 fr. 10. — Numéro de juillet 1909 : Les grèves en 1908. — Les bureaux de conciliation des chemins de fer : la C° des chemins de fer du Lancashire et du Yorkshire.

— *Report of an enquiry by the board of trade into the earnings and hours of labour of the united Kingdom* (Rapport sur l'enquête du Ministère du commerce sur les

salaires et les heures de travail des ouvriers dans le Royaume-Uni) : II. Le vêtement en 1906. 1 volume de 304 pages. Londres, Darling et fils, 1909. Prix : 2 schillings 5.

HONGRIE. — MINISTÈRE DU COMMERCE : Commerce extérieur des pays de la sainte couronne hongroise en 1907. 1 volume de 945 pages. — Budapest, Athenaeum, 1908.

ITALIE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce) : * « *Bollettino dell'Ufficio del lavoro* ». — Rome, Treves frères; le n° 0 fr. 30. — Numéro de juillet 1909 : Statistique annuelle des organisations ouvrières : I. Chambres du travail. — Session du Conseil supérieur du travail. — Règlement pour l'abolition du travail de nuit dans les paneteries. — Règlement pour l'application de la loi sur le repos des jours de fête dans les entreprises industrielles.

— *Atti del consiglio superiore del lavoro* (Actes du Conseil supérieur du travail). Session de juin 1909. 1 brochure de 105 pages. — Rome, Office polygraphique, 1909.

— *Rapporti sulla ispezione del lavoro* (Rapports de l'inspection du travail), du 1^{er} décembre 1906 au 30 juin 1908; 1 volume de 276 pages. — Rome, Office polygraphique, 1909.

— *L'opera compiuta dall'Ufficio e dal Consiglio superiore del lavoro dal 1^{er} gennaio 1907 al 30 giugno 1908* (L'œuvre complète de l'Office du travail et du Conseil supérieur du travail du 1^{er} janvier 1907 au 30 juin 1908). Supplément de 30 pages au *Bollettino dell'Ufficio del lavoro*.

SUISSE. — CANTON DE BERNE : BUREAU DE STATISTIQUE : * « *Mitteilungen des Bernischen statistischen Bureaus* ». — Berne, Steiger. — N° 1 de 1909 : L'industrie à domicile dans le canton de Berne.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUEMARD.



BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois d'octobre, les ouvriers viticoles du Midi, dans les centres où les vendanges sont encore en train, sont tous occupés; ils souffrent, au contraire, là où elles sont achevées, d'un chômage assez intense qui durera jusqu'à la taille de la vigne. Les travaux agricoles auxquels les ouvriers bûcherons sont réduits en cette saison se faisant de plus en plus rares, beaucoup restent inoccupés. La situation reste satisfaisante dans l'horticulture de la région parisienne.

L'activité se maintient à peu près dans le bâtiment, sauf à Paris où les travaux sont en partie arrêtés par les grèves des charpentiers en fer et des poseurs de menuiserie.

Dans l'industrie textile, la situation est satisfaisante dans le Nord, les Ardennes et les petits centres de Maine-et-Loire et de Vendée; elle est un peu moins satisfaisante dans les Vosges; la semaine de travail est encore inférieure à la normale dans certains centres cotonniers de Seine-Inférieure; le travail a baissé à Reims; il est peu abondant dans la bonneterie. Dans la soie, la situation n'a pas sensiblement changé dans les tissages de la Loire; dans la région lyonnaise, les usines de tissage mécanique font preuve d'une grande

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'octobre 1909. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

activité; à Lyon, dans les petits ateliers de la Croix-Rousse, la morte-saison, habituelle à cette époque de l'année, ne se fait nullement sentir.

Le travail a pleinement repris dans le vêtement et la chapellerie.

Dans les métaux le chômage a légèrement augmenté d'une façon générale et plus sensiblement dans la fonderie; l'activité exceptionnelle signalée le mois dernier chez les ferblantiers des côtes bretonnes et vendéennes a sensiblement baissé dans certains centres. L'intensité du chômage est toujours à peu près aussi grande chez les horlogers de Franche-Comté et de Savoie.

Dans les industries du livre le travail est un peu plus abondant en province. Dans la mégisserie la situation semble s'améliorer en général. On signale une reprise, encore très peu sensible, chez les ouvriers pipiers de Saint-Claude.

1,279 syndicats, groupant 318,374 ouvriers, ont répondu, pour octobre 1909, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,016 groupant 255,754 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 16,675, ce qui correspond à une moyenne de 6.5 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 7.2 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 6.8 p. 100; elle était de 8.7 p. 100 en octobre 1908.

L'ouvrage, pendant le mois d'octobre 1909, a été jugé, par comparaison avec le mois de septembre, plus abondant, par 21 p. 100 des syndicats, groupant 25 p. 100 des syndiqués; équivalent par 53 p. 100 des syndicats, groupant 50 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 26 p. 100 des syndicats, groupant 25 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 736 syndicats, groupant 136,553 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 306, groupant 83,619 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'Union des pêcheurs et marins du commerce du Havre (5,100) estime le travail moins abondant, mais satisfaisant. Sur l'Océan, la pêche est un peu moins abondante à Concarneau (650 + 151); elle est toujours satisfaisante au Bono (156); à la Rochelle les marins pêcheurs (263) sont tous occupés : la pêche du poisson frais est bonne pour les voiliers, mauvaise pour les vapeurs.

D'après les réponses de 54 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 8,559 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en octobre, de 9.9 p. 100 contre 7.3 le mois dernier et 12.8 en octobre 1908; la situation était considérée comme satisfaisante par 63 p. 100 des syndicats et 72 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 845 chômeurs, 739 sont signalés par 32 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales groupant 2,893 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 16.1, 35.8 et 9.2 p. 100 contre 26.8, 0.9 et 7.4 le mois dernier et 20.9, 48.6 et 3.2 en octobre 1908; 16 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; le

chômage est nul ou à peu près nul là où les vendanges sont encore en train; il est, au contraire, intense là où elles sont déjà terminées. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,317) annonce 28 chômeurs contre 36 le mois dernier et 36 en octobre 1908 : le travail est plus abondant et satisfaisant; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,392) accuse 0 contre 0 et estime le travail moins abondant, mais satisfaisant. Les vignerons d'Al (165) accusent 0 p. 100 contre 60, par suite des vendanges.

123 syndicats de bûcherons groupant 11,334 membres accusent 24.8 p. 100 de chômeurs contre 23.7 le mois dernier et 19.6 en octobre 1908. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 53 p. 100 des syndicats et 53 p. 100 des syndiqués. Les battages de grains étant terminés presque partout et les autres travaux agricoles se faisant de plus en plus rares en cette saison, beaucoup d'ouvriers bûcherons restent inoccupés en attendant l'embauchage pour les coupes de bois. On ne signale aucun chômeur dans 5 centres sur 14 dans l'Allier, dans 8 sur 27 dans le Cher, dans 10 sur 13 dans le Loiret, dans 10 sur 30 dans la Nièvre et dans 8 sur 13 dans l'Yonne; le chômage atteint 52.2 p. 100 contre 31.5 le mois dernier dans l'Allier pour 985 syndiqués; il est de 30.7 contre 16.8 dans le Cher pour 2,531 syndiqués; de 8.3 contre 7.3 dans le Loiret pour 543 syndiqués; de 37.7 contre 46.7 dans la Nièvre pour 3,058 syndiqués et de 17.7 contre 18.5 dans l'Yonne pour 1,074 syndiqués. Dans les Landes, 12 syndicats de résiniers, groupant 1,363 membres, accusent 1.7 p. 100 de chômeurs contre 1.3 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le Comité central des houillères de France, portent sur plus de 181,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'octobre 1909. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	114,819	5.77	"	"	"	100	"
Loire.....	17,846	5.96	"	"	1.23	10.60	88.17
Gard et Hérault.....	14,189	5.89	"	"	"	13.56	86.44
Tarn et Aveyron.....	10,548	5.96	"	"	"	38.25	61.75
Provence	2,725	5.43	"	5.67	"	60.89	27.44
Isère	1,195	6.00	"	"	"	"	100
Ouest ⁽²⁾	416	5.55	"	"	24.51	8.19	67.30
Bourgogne et Nord-Est..	9,999	5.99	"	"	"	2.92	97.08
Centre.....	10,014	5.94	"	"	"	25.01	74.99
ENSEMBLE pour la France.	181,751	5.82	"	0.03	0.17	69.69	30.11

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, Jundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.94 le mois dernier et de 5.97 en octobre 1908. D'après les réponses de 24 syndicats, le chômage serait de 0.9 p. 100 sur un effectif de 40,719 syndiqués contre 0.5 le mois dernier pour 35,638 syndiqués et 0.1 en octobre 1908 pour 30,098 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; il en est de même des syndicats de Sin-le-Noble (4,260), Montceau-les-Mines (4,989), la Motte-d'Aveillans (1017) et Homécourt (1200).

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 3.8 p. 100 pour 19 syndicats groupant 9,574 ouvriers contre 6.6 le mois dernier et 11 en octobre 1908. Dans les carrières, pas de chômeurs à Saulxures-sur-Moselotte (475), Parmilieu (140), Trept (120), Lérrouville (179), Massangis (123); 8.3 p. 100 contre 2.1 à Château-Landon (242); 2.9 à Chevreuse (6,864). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 61 syndicats, groupant 13,915 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 9.2 p. 100 contre 9.4 le mois dernier et 17.2 en octobre 1908. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 61 p. 100 des syndicats et 42 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Nice (300), Orléans (125), Toulouse (150); les bouchers (150), les ouvriers des abattoirs (160) et les confiseurs (450) de Marseille; les cuisiniers de Bordeaux (341); les limonadiers de Lyon (200) et de Bordeaux (192). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les bouchers de Bordeaux (124); les cuisiniers de Marseille (450) et de Reims (106); les maîtres d'hôtel-navigateurs du Havre (936); les liquoristes de Marseille (170). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,654) accusent 4.5 p. 100 contre 4.5; ceux de la Bourse du travail (1,800), 13.9 contre 8.7; les pâtisseries (1,438), 7.8 contre 11.2; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (220), 10.5 contre 0; ceux de la rue des Martyrs (250), 6; les charcutiers (101), 0; les employés de la volaille aux Halles (140), 2.1 contre 5.6.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de septembre 1909, dernier mois de la campagne 1908-1909, s'élevait à 2,240,585 hectolitres, en augmentation de 105,345 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru à la même date est évaluée approximativement à 303,000 hectolitres, soit une différence en plus de 59,000 hectolitres sur la campagne 1907-1908⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin d'octobre 1909, deuxième mois de la campagne 1908-1909, les travaux de défécation étaient en cours d'activité dans 243 fabriques contre 251 à la même époque de la campagne précédente. La quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 241,528 tonnes, en diminution de 59,998 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 7 syndicats, groupant 2,768 ouvriers, ressort à 7.2 p. 100 contre 3.3 le mois dernier et 14.2 en octobre 1908. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Nice (360) et Toulon (240); le syndicat de Paris (5,200) n'a pas donné le nombre de ses chômeurs. Les ouvriers des huileries de Marseille (1,701) accusent 11.8

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 octobre 1909

⁽²⁾ Journal officiel du 13 novembre 1909.

p. 100 contre 8.7 le mois dernier. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (506), de Domène (102) et de Wizerneo (530) sont tous occupés; 1.4 p. 100 chez ceux d'Anould (422). 15.7 contre 11.7 chez les cartonniers en tous genres de Lyon (115).

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 128 pour 72 syndicats groupant 4,521 adhérents, soit 2.8 p. 100; pour Paris, de 147 pour 9 syndicats groupant 5,238 adhérents, soit 2.8 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 3.4 p. 100 pour la province et de 2 pour Paris; elle était, en septembre 1908, de 4.1 pour la province, de 3.2 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 86 p. 100 des syndicats de province groupant 81 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 18 syndicats, équivalent par 34, moins abondant par 5. Il y a 2.1 p. 100 contre 2.1 à Besançon (95); 5.8 contre 4.9 chez les lithographes (104) et 3 contre 3.5 chez les typographes (168) de Nantes; 1.2 contre 1.8 chez les typographes (325) de Bordeaux; 2.9 contre 2.9 à Dijon (105); 2.4 contre 0.5 à Rennes (210); 3.8 à Clermont-Ferrand (104); 5 contre 4.9 chez les typographes de Lyon (502); 3.9 contre 6.7 à Lille chez les typographes (413) et 2.9 contre 2.9 chez les lithographes (175); 1.3 contre 4.7 à Rouen (150); 0.8 contre 1.7 au Havre (120); 1 contre 2 à Amiens (200).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,400) accuse 120 chômeurs contre 80 le mois dernier et 136 en octobre 1908 et estime le travail aussi abondant et satisfaisant pour l'époque. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (140) accuse 6.4 contre 4.3.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 14 syndicats, groupant 1,985 ouvriers de la préparation des cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), est de 8.3 p. 100 contre 11.1 le mois dernier et 42.6 en octobre 1908. A Annonay, les mégissiers de rivière (600) ont 10 p. 100 de chômeurs contre 20 le mois dernier et font 40 heures; les palissonneurs (380) accusent 5 p. 100 contre 5. Les mégissiers de rivière de Chaumont (144) sont tous occupés 48 heures. A Mazamet, les mégissiers (120) sont tous occupés 60 heures. A Millau, les chamoiseurs (110) accusent 63.7 p. 100 contre 70 et font 55 heures. Les ouvriers du cuir de Lille (354) sont tous occupés.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 6.7 p. 100 pour 9 syndicats groupant 341 ouvriers contre 4.4 le mois dernier et 3.1 en octobre 1908. Les coupeurs-brocheurs de Lyon (106) accusent 2.7 p. 100 contre 0.9.

A Paris, les portefeuillistes-maroquiniers (200) accusent 0 p. 100 contre 1.2; les selliers militaires (180), 0 contre 0.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 69 syndicats, groupant 28,747 adhérents, était de 1,693, soit 5.9 p. 100 contre 4.6 le mois dernier et 8.7 en octobre 1908.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (11,631), il y aurait 6.9 p. 100 de chômeurs contre 7.1 le mois dernier et 12.2 en octobre 1908, la semaine est de 60 heures, le travail est plus abondant et assez satisfaisant. A Tourcoing, les tapissiers en grosse moquette (138) accusent 0 p. 100 contre 0 et estiment la situation assez satisfaisante. A Lille, les fileurs de lin, chanvre et jute (254) accusent 8.3 p. 100; d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (1,600), il

n'y aurait pas de chômeurs, la semaine serait de 60 heures et le travail serait satisfaisant. A Armentières, la situation continue à être bonne : le syndicat mixte (1,800) accuse 0 chômeur contre 0 et heures. A Halluin (1,105), le chômage est de 3 p. 100 contre 4 et la semaine est de 54 à 58 heures; à Houplines (1,677), 0.7 p. 100 contre 0.5 et 55 à 60 heures; 0.1 contre 0.2 à Hazebrouck (677) et 59 heures; la situation est satisfaisante à la Gorgue (900) et Fournies (300); 0.5 contre 0 à Nieppe (400); 32 contre 44 à Villers-en-Cauchies (155); 43.5 contre 0 à Boussières (115); 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100). Pour l'ensemble de 15 syndicats du Nord groupant 19,808 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 4.9 p. 100 contre 4 le mois dernier et 7.9 en octobre 1908; la situation est estimée satisfaisante par 74 p. 100 des syndicats et 95 p. 100 des syndiqués.

Dans les Vosges, les 4 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0 p. 100 de chômeurs sur 349 syndiqués contre 0 le mois dernier et 0 en octobre 1908; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Epinal (112), Saint-Dié (150).

Dans les centres normands, à Rouen, les ouvriers cotonniers (304) ont 3 p. 100 de chômeurs contre 3 et font 55 heures contre 55 : le travail n'est pas satisfaisant; à Bolbec (200), 0 p. 100 contre 0.4 et 54 heures, le travail est satisfaisant; à Flers, les ouvriers cotonniers (400) accusent 1.5 p. 100 et 60 heures : le travail est plus abondant; à Condé-sur-Noireau (160) tous les ouvriers sont occupés 60 heures, la situation est satisfaisante. Il en est de même à Evreux (130) : pas de chômeurs et 60 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne (409), pas de chômeurs et 60 heures; à Bourg-de-Thizy (530), les tisseurs accusent 9.4 contre 4 et 55 heures.

Dans les Ardennes, à Sedan (150), les tisseurs accusent 6 p. 100 contre 0 et 60 heures : la situation est satisfaisante; il en est de même à Saint-Menges (280) où il n'y a aucun chômeur. A Reims, 3 p. 100 dans l'industrie lainière (300) : le travail est moins abondant. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (350) sont tous occupés 60 heures : le travail est assez satisfaisant.

Dans l'Ouest, à Romorantin (360), dans l'industrie du drap, la semaine est de 55 à 66 heures. La situation est satisfaisante dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et de la Vendée : pas de chômeurs à Saint-Léger (125), 0 contre 0 à la Bastide-Rouairoux (136) où le travail est satisfaisant; à Mazamet (400) 1.3 p. 100 et 55 à 60 heures. A Lavelanet, 50 p. 100 et 60 heures chez les ouvriers textiles (600). Les tapissiers d'Aubusson (180) accusent 8.3 p. 100. A Vienne (438), 16 p. 100 contre 12 et 60 heures : le travail est moins abondant.

Dans la bonneterie, à Romilly (320) 2.3 p. 100 et 50 heures seulement; à Moreuil (380) un quart des ouvriers chôme partiellement.

Soie. — Dans la Loire, à Charlieu (68), 0 p. 100 contre 12 dans le tissage mécanique et 20 p. 100 contre 25 dans le tissage à bras : le travail est plus abondant; 0 contre 0 à Bussièrès (227) et 60 heures : le travail est suffisant. Dans la Haute-Loire, le travail est moins abondant à Sainte-Sigolène (648).

Dans la région lyonnaise, le travail, dans les usines de tissage mécanique, est poussé avec vigueur pour tous les genres d'étoffes soit en unis, soit en façonnés; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, le travail est en augmentation; à la campagne, la reprise est encore peu sensible ⁽¹⁾. A Lyon, chez

(1) D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 novembre 1909.

les tisseurs de la Croix-Rousse (452), la morte-saison habituelle ne se fait pas sentir et le travail est abondant. A Grandris (115) 10 p. 100 contre 12; à Tarare (160), 0 p. 100 et 60 heures, le travail est satisfaisant.

Dans l'Isère, à Montalieu-Vercieu (200), l'usine de tissage mécanique est fermée; à Saint-Geoire-en-Valdaine (380), 1 p. 100 et 58 à 60 heures: la situation s'est améliorée; à Moirans (830), 6 p. 100 contre 0 et 54 heures: le travail est satisfaisant. Dans le Gard, les fileuses de Ganges (110) font 60 heures et sont satisfaites; celles de Saint-Hippolyte-du-Fort (220) accusent 40 p. 100 contre 36 par suite de la fermeture de plusieurs filatures, la semaine est de 60 heures; celles de Valleraugue (108) accusent 18.6 p. 100 et estiment le travail suffisant.

Dans l'Ardèche, les ovalistes de Jaujac (232) font 60 heures et sont satisfaites. A Tours, les tisseurs en soie (110) font tous 60 heures: le travail est abondant et satisfaisant.

Dans le tulle, à Saint-Quentin, les tullistes en guipure (101) accusent 1 p. 100 et 54 heures et se montrent assez satisfaits. A Caudry, l'*Union des ouvriers tullistes* (716) accuse 2.2 p. 100 contre 2: la semaine varie de 20 à 30 heures, la situation est très mauvaise. A Paris, les passementiers à la main (140) accusent 0.7 p. 100 contre 4.3 et 60 heures contre 44: c'est la pleine saison.

Les apprêteurs de Roanne (220) accusent 1.4 p. 100 contre 2.7 et 60 heures.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 4.5 p. 100 pour 19 syndicats, groupant 2,323 ouvriers, contre 31.8 le mois dernier et 4.5 en octobre 1908. Le travail est considéré comme plus abondant par 16 syndicats, équivalent par 4, moins abondant par 2. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 77 p. 100 des syndicats et 79 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) accusent 5.2 p. 100 contre 3.3; les couturières (730+676) estiment le travail plus abondant. Les couturières de Saint-Quentin (450) sont toutes occupées; les ouvriers de l'habillement militaire de Bourges (210) accusent 0 contre 0. Dans les syndicats mixtes, 14.8 p. 100 contre 65.2 à Montpellier (135), 0 à Mamers (109) et Lille (515).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 1.9 p. 100 pour 9 syndicats groupant 2,475 ouvriers contre 3.1 le mois dernier et 1.4 en octobre 1908; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (102) accusent 9.8 p. 100 contre 29.4; les ouvrières (100), 0 contre 0; les casquettiers (788), 3.8 contre 6.5. Les chapeliers de Lyon (295) accusent 0 contre 0; ceux de Chazelles (136), 1.5 contre 0; ceux d'Espéraza (900), 0.6 contre 0.2.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 34 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,610 ouvriers, est de 7.9 p. 100 contre 4.8 le mois précédent et 15 en octobre 1908: la situation est estimée satisfaisante par 71 p. 100 des syndicats et 69 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers de navires de Bordeaux (106) sont tous occupés; les calfats de Marseille (123) accusent 56.9 p. 100. Les charpentiers d'Armentières (123) accusent 0 contre 0; ceux de Tourcoing (150), 0 contre 0; les menuisiers de Marseille (300), 5; les travailleurs du bois d'Halluin (378), 4 contre 4; ceux de Villers-Cotterets (100), 0 contre 0; les scieurs de Gommegnies (116), 0. A Paris, la *Solidarité* des charpentiers (110) accuse 10.9 p. 100.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 15 syndicats, groupant 1,105 ouvriers, est de 5.1 p. 100 contre 8.7 le mois dernier et 10.5 en octobre 1908. Les sculpteurs sur bois de Lyon (100) accusent 20 p. 100 contre 45; les ébénistes d'Autun (140), 0 contre 0; ceux de Nice

(143), 10.5; les menuisiers de Caen (224), 0; les tourneurs sur bois de Felleries (200), 0.

Chez les tonneliers, le chômage est de 5.5 p. 100 pour 6 syndicats, groupant 543 ouvriers, contre 6.3 le mois dernier et 15.8 en octobre 1908. 9.9 p. 100 contre 10 à Cognac (304); 0 à Perpignan (92).

Dans la carrosserie, 8 syndicats groupant 393 ouvriers annoncent 1 p. 100 de chômeurs contre 1.1 le mois dernier et 3 en octobre 1908. A Paris, les compagnons charrons (171) accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les sabotiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (155) accusent 0 contre 0; les ouvriers de l'article de Saint-Claude (1,000), 15 p. 100 et 30 heures seulement au lieu de 60; les boutonnières de Grenoble (183), 0 contre 0.

MÉTAUX. -- D'après les réponses de 87 syndicats groupant 18,489 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en octobre, de 6.1 p. 100 contre 4.1 le mois dernier et 6.9 en octobre 1908.

32 syndicats de métallurgistes, groupant 8,557 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 3.9 p. 100 de chômeurs contre 3.5 le mois dernier et 7.2 en octobre 1908; la situation est estimée satisfaisante par 61 p. 100 des syndicats et 73 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (197), Saint-Amand (225), Furnay (540), Lille (215), Onnaing (184), les Mazures (140), Dieulouard (383), Mazières (248), Guérigny (530), le Creusot (1,500); 3.1 p. 100 contre 5.6 à Sous-le-Bois (450); 1.8 à Belfort (456); 5.8 contre 3.4 chez le syndicat libre de la rue Fessard (479) à Paris.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 11.9 p. 100 pour 14 syndicats groupant 1,686 ouvriers contre 4.8 le mois dernier et 4.1 en octobre 1908; la situation est considérée comme satisfaisante par 56 p. 100 des syndicats groupant 24 p. 100 des syndiqués; 4 contre 3.6 à Ferrière-la-Grande (200); 5.8 contre 8.9 au Havre (260); 10 à Nouzon (250); 33.3 à Marseille chez les ébarbeurs (150) et 14.2 chez les noyau-teurs (302); 33.3 à Stenay (150).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 2.2 p. 100 pour 17 syndicats, groupant 2,836 ouvriers, contre 2.2 le mois dernier et 4.1 en octobre 1908. La situation est considérée comme satisfaisante par 75 p. 100 des syndicats et 83 p. 100 des syndiqués; 1.5 p. 100 contre 1.7 à Tourcoing (200); 0 contre 0 à Jeumont (85); 1.2 contre 0.8 à Marpent (250); 0 contre 2.4 à Marseille (125). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 53 chômeurs sur 1,650 syndiqués contre 28 le mois dernier et 105 en octobre 1908.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,524) accusent 55 chômeurs contre 46 le mois dernier et 126 en octobre 1908; 50 p. 100 contre 55 chez les horlogers de Lacou-Villers (200); 3. 7 chez ceux de Besançon (481); 33.3 contre 26.7 chez ceux de Scionzier (300); 3.7 contre 9.4 chez les bijoutiers de Marseille (161).

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 19.2 p. 100 pour 7 syndicats groupant 1,185 ouvriers contre 0.8 le mois dernier et 13.5 en octobre 1908; pas de chômeurs à Audierne (280) et Guilvinec (100); 28 p. 100 à Douarnenez (535); 70 aux Sables-d'Olonne (100). A Paris, les potiers d'étain (208) accusent 1.4 p. 100 contre 25.5; les ferblantiers (468), 0.2 contre 1.8; les polisseurs-nickeurs (250), 4.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 121 syndi-

cats, groupant 19,828 adhérents, était, à la fin d'octobre, de 13 p. 100 contre 5.3 le mois précédent et 6.7 en octobre 1908.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 16.2 p. 100 pour 86 syndicats groupant 14,033 ouvriers contre 5.4 le mois dernier et 6.5 en octobre 1908. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (110 tailleurs de pierres), Le travail est satisfaisant pour l'époque à Annonay (150), Bourges (120), Beaune (108), Cherbourg (409), Parancé (650), Thonon (250), Cambrai (290), Roubaix (120), Armentières (340), Calais (500), Fécamp (110), Dieppe (224), Versailles (800), Orsay (190), Chaville (100), Sèvres (458), Meaux (142), Chelles (120). A Paris, le bâtiment est arrêté par la grève des charpentiers en fer et des poseurs de menuiserie; les cimentiers (3,152) accusent 22.2 p. 100 contre 0; les briqueteurs (1,300), 77. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 84 p. 100 des syndicats et 66 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 7.8 p. 100 pour 21 syndicats groupant 2,064 ouvriers contre 4.7 le mois dernier et 5.8 en octobre 1908; il y en a 0 contre 0 à Bordeaux (303); 10 contre 2.5 à Roubaix (160). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (200) en accusent 0 contre 0; les ornemanistes (718), 15.9 contre 0.3.

Les marbriers de Bellignies (700) et les marbriers à la pendule de Cousolre (200) sont tous occupés; les granitiers de Paris (100) accusent 10 p. 100 contre 10. Les couvreurs de Tourcoing (150) accusent 2 p. 100 contre 2; les ferblantiers-plombiers de Marseille (120), 0 contre 0. Les fumistes en bâtiment de Paris (1,260) en ont 8.7 p. 100 contre 9.5; les fumistes industriels (442), 3.8 contre 3.3.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chauxfourniers de Saint-Astier (200).

Les potiers (300) et les engobeuses de poteries (300) de Vallauris accusent 0 p. 100. Il en est de même des faïenciers de Montereau (300). A Limoges, les emballeurs de porcelaines (197) accusent 3.7 contre 2.2. Les céramistes de Lyon (98) accusent 4.1 contre 2.

Dans l'ensemble des 6 syndicats de verriers, groupant 782 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 3.8 p. 100 contre 19.6 le mois dernier et 3.7 en octobre 1908. Les verriers de Lyon (450) accusent 2.2 p. 100.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 5 syndicats groupant 4,225 membres ressort à 39.7 p. 100 contre 59.9 le mois dernier et 30.1 en octobre 1908; elle est de 10 contre 40 à Nice (800); de 50 contre 75 chez les ouvriers des ports et docks (3,000) de Marseille; de 22.4 à Saint-Malo (254).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 15.5 p. 100 pour 9 syndicats groupant 2,234 membres contre 5.6 le mois dernier et 5.5 en octobre 1908; les sourciers de Saint-Yorre (150) accusent 6.7 p. 100 contre 6.7; ceux de Vals-les-Bains (180), 11.1 contre 0; les transbordeuses de fruits (220) de Cerbère sont en chômage; à Paris, les porteurs aux Halles (211) accusent 0 contre 0; les laveurs de voitures (560), 9.8 contre 8.3.

18 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 6,603 ouvriers, accusent 3 sans-travail contre 0 le mois dernier et 1 en

octobre 1908. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 18 syndicats groupant 2,892 membres, est de 14.3 p. 100 contre 12.9 le mois dernier et 4.6 en octobre 1908; elle est de 10.5 contre 10.3 chez les capitaines au long cours (667) du Havre; de 0.9 contre 0.4 chez les officiers-mécaniciens de la marine de Marseille (523); de 3 contre 2.2 chez les marins du commerce de Nantes (320); de 30.9 chez les mécaniciens de la marine de Rouen (130); de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 50 chez les camionneurs du Havre (500); de 0 chez les démenageurs de Marseille (150).

D'après les réponses de 52 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 28,948 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.5 p. 100 contre 1.3 le mois dernier et 1.7 en octobre 1908. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (238) accusent 13.9 p. 100 contre 9; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,302), 1.1 contre 0.8; les employés de banque (1,028), 0.8; l'Alliance sténographique (293), 3.4 contre 1.3; les sténo-dactylographes de la Bourse du travail (230), 3.5 contre 4; les dessinateurs du bâtiment (120), 0 contre 0; les clercs d'huissiers (210), 0.5 contre 1.4; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,550), 0.8 contre 0.8; ceux de la rue des Petites-Écuries (7,313), 1.3. En province, 2 p. 100 contre 1.4 chez les employés de commerce (572) de Marseille et 1.6 contre 0 chez les comptables (127); 0.6 contre 1.1 chez les sténographes (355) de Lyon; 2.3 contre 4 à Orléans (129); 2.6 contre 2.3 à Amiens (382); 0 contre 0 à Rouen (200); 1.5 contre 1.5 à Nice (130); 6.4 contre 5 à Saint-Étienne (110); 0 à Dax (100); 0.3 à Nancy (580 représentants); 2.5 à Perpignan (120).

DIVERS. — 8 syndicats de gens de maison accusent 3.2 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 6,076 membres contre 2.2 le mois dernier et 1.8 en octobre 1908; à Paris, le syndicat de la rue Lauriston (2,207) accuse 0.9 p. 100 contre 1.1; le syndicat national de la Bourse du travail (2,003), 1.3 contre 2.5; celui de Bordeaux (483), 4 contre 1.7.

8 syndicats de coiffeurs, groupant 5,469 ouvriers, ont 4.7 p. 100 de sans-travail contre 2.1 le mois dernier et 3.5 en octobre 1908; 15.3 contre 15.3 à Bordeaux (320); 13.3 au Mans (315); 4 à Grenoble (100); le syndicat mixte de Paris (4,582), accuse 3.3 contre 1.1.

LES GRÈVES EN OCTOBRE 1909.

78 grèves et 2 coalitions de patrons ont été signalées, en octobre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui ont pris part à ces conflits, connu pour 66 d'entre eux, est de 10,764.

Il y avait eu, en octobre 1908, 76 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 72.

Ces conflits, dont 59 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	43
Réductions de salaire.....	3
Demandes de diminution du temps de travail.....	3
Contestations relatives au salaire.....	5
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	4
Demandes de suppression du travail à la tâche et du marchandage.....	3
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	2
Demande de suppression des retenues pour l'assurance.....	1
Demande de suppression des amendes.....	3
Demandes de réintégrations d'ouvriers.....	10
Demandes de renvois d'ouvriers.....	9
Contestation relative au machinisme.....	1

Ces conflits ont éclaté dans 26 départements et on en a compté :

21 dans le Nord, 14 dans la Seine, 10 dans l'Ille-et-Vilaine, 5 dans le Pas-de-Calais, 4 dans les Bouches-du-Rhône, 3 dans le Rhône, 2 dans la Gironde, l'Oise et la Seine-et-Oise, et 1 dans 17 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 17 conflits; bâtiment, 15; transport et manutention, 12; bois, 10; métaux, 9; cuirs et peaux, 6; papiers, produits chimiques, 3; carrières, vêtements, 2; patrons-pêcheurs, 1.

Des 80 conflits commencés en octobre, 59 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Dix-sept, 1 jour ou moins de 1 jour; six, 2 jours; quatre, 3 jours; neuf, 4 jours; deux, 5 jours; deux, 6 jours; trois, 7 jours; trois, 8 jours; un, 9 jours; deux, 11 jours; un, 13 jours; deux, 15 jours; un, 17 jours; un, 18 jours; un, 20 jours; un, 21 jours; un, 25 jours; un, 32 jours et un, 34 jours.

Si l'on y ajoute 17 conflits terminés après avoir duré respectivement 158 jours, 57 jours, 56 jours, 48 jours, 45 jours, 43 jours, 38 jours, 34 jours, 23 jours, 20 jours, 17 jours, 15 jours, 14 jours, 12 jours, 11 jours (2 grèves), et 8 jours, on trouve 76 conflits terminés avec les résultats suivants :

12 réussites,
29 transactions ou réussites partielles,
35 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
26 avril...	1 ^{er} octobre.	Noisy-le-Sec.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	130	
10 août...		Lille.....	Nord.....	Typographes.....	1	85	
19 août...		Wizernes et Helfaut	Pas-de-Calais....	Carriers.....	1	70	
1 ^{er} septem.	27 octobre.	Paris et banlieue..	Seine.....	Ménisiers.....	"	200	
2 septem..	20 octobre.	Paris et banlieue..	Seine.....	Serruriers et charpentiers en fer	"	"	
3 septem..		Roubaix.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	22	
4 septem..		Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	45	
4 septem..		Lyon.....	Rhône.....	Ouvriers en bois de galoches.	1	4	
10 septem.	6 nov...	Dol.....	Ille-et-Vilaine...	Ouvriers du bâtiment.....	"	100	
13 septem.	17 octobre.	Rueil.....	Seine-et-Oise....	Maçons et menuisiers.....	19	300	
13 septem.	21 octobre.	Calais.....	Pas-de-Calais....	Tuillistes.....	2	22	
15 septem.	5 octobre.	Nogent-sur-Marne..	Seine.....	Terrassiers.....	1	71	
15 septem.	8 octobre.	Orgeval.....	Seine-et-Oise....	Terrassiers.....	1	70	
15 septem.	30 octobre.	Fleury-les-Aubrais.	Loiret.....	Terrassiers.....	1	500	
17 septem.	4 octobre.	Ivry et Bougival..	Seine et Seine-et-Oise.	Champignonnistes.....	"	500	
20 septem.	4 octobre.	Toulouse.....	Haute-Garonne...	Serruriers.....	"	300	
20 septem.	20 octobre.	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	200	
20 septem.		Lyon.....	Rhône.....	Ferblantiers-tôliers.....	1	12	
23 septem.	4 octobre.	Orléans.....	Loiret.....	Maçons.....	1	50	
14 septem.	5 octobre.	Ablainville.....	Meuse.....	Taillieurs de granit.....	1	120	
24 septem.	4 nov...	Vierzon-Villages..	Cher.....	Terrassiers.....	1	450	
28 septem.	6 octobre.	Neufchâteau.....	Vosges.....	Scieurs à la mécanique.....	1	60	
28 septem.	13 octobre.	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Typographes.....	1	23	
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} octobre.	2 octobre.	Saint-Denis et Aubervilliers.	Seine.....	Charretiers.....	1	25	
1 ^{er} octobre.	5 octobre.	Davezieux.....	Ardèche.....	Ouvriers d'une fabrique de papiers.	1	50	
1 ^{er} octobre.	2 nov...	Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Dockers.....	"	"	
2 octobre.	23 octobre.	Boulogne.....	Pas-de-Calais....	Vendeurs de journaux.....	1	18	
2 octobre.		Gallardon.....	Eure-et-Loir.....	Terrassiers.....	2	200	
2 octobre.		Prunay-sous-Ablis.	Seine-et-Oise....	Terrassiers.....	1	50	
4 octobre.	29 octobre.	Oloron.....	Basses-Pyrénées..	Ouvriers en sandales.....	1	23	
6 octobre.	6 octobre.	Montmédy.....	Meuse.....	Terrassiers.....	1	12	
5 octobre.	6 octobre.	Lyon.....	Rhône.....	Teinturiers.....	1	6	
5 octobre.	13 octobre.	Douarnenez.....	Finistère.....	Patrons-Pêcheurs.....	"	"	
5 octobre.	18 octobre.	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Dockers.....	"	"	
5 octobre.	26 octobre.	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	36	
5 octobre.	8 nov...	Bordeaux.....	Gironde.....	Arrimeurs.....	"	1040	
6 octobre.	17 octobre.	Boran.....	Oise.....	Terrassiers.....	1	63	
6 octobre.	26 octobre.	Nevers.....	Nièvre.....	Trièuses de chiffons.....	3	42	

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} octobre 1909, a pu être déjà signalée dans le précédent

REVÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} OCTOBRE 1909 ⁽¹⁾.

1	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
2	Contestation relative au travail à la machine; demande de renvoi des femmes. ....	.....	
3	Contestation relative au salaire. ....	.....	
4	Demandes : augmentation de salaire; suppression du marchandage.	Échec.	
5	Demandes : augmentation de salaire; suppression du marchandage.	Échec.	
6	Demandes : augmentation de salaire; assurance de 5 jours de travail par semaine. ....	.....	
7	Contestation relative au salaire. ....	.....	
8	Demande de renvoi d'un ouvrier démissionnaire du syndicat. ....	.....	
9	Demandes : augmentation de salaire; suppression du travail à la tâche.	Transaction.	
10	Demandes : augmentation de salaire; suppression du marchandage.	Transaction.	
11	Réduction de salaire.	Échec.	
12	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
13	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
14	Demandes : augmentation de salaire; renvoi de chefs de chantiers.	Échec.	Chantiers fermés.
15	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail; suppression du travail à la tâche; bénéfice de la législation sur les accidents; suppression de l'entretien chez le patron.	Échec.	
16	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
17	Demandes : journée de 8 heures, salaire de 10 heures; outillage à la charge du patron.	Échec.	Grévistes congédiés.
18	Contre la diminution du temps de travail. ....	.....	
19	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
20	Demande : journée de 10 heures.	Échec.	
21	Réglementation du travail. Demande de réintégration d'ouvriers.	Transaction.	
22	Demande de renvoi de 6 ouvriers alsaciens.	Échec.	
23	Demande de renvoi du directeur.	Échec.	Grévistes remplacés.

N OCTOBRE 1909.

1	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
2	Réduction de salaire.	Réussite.	
3	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
4	Réduction de salaire.	Échec.	
5	Demande d'augmentation de salaire. ....	.....	
6	Demande d'augmentation de salaire. ....	.....	
7	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	Grévistes congédiés.
9	Demande de renvoi d'ouvriers.	Échec.	Grévistes congédiés.
10	Contestation relative au prix de vente du poisson.	Transaction.	
11	Demande de signature d'une convention collective.	Transaction.	
12	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Échec.	
13	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.	Transaction.	
14	Demandes : augmentation de salaire; journée de 10 heures.	Échec.	
15	Réduction de salaire.	Transaction.	

Bulletin. — Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES COMMENCE						
6 octobre.	.....	Roubaix	Nord	Fileurs	1	36
7 octobre.	7 octobre.	Malo-les-Bains....	Nord	Ouvriers d'une fabrique d'al- lume-feu.	1	90
7 octobre.	9 octobre.	Paris	Seine	Charretiers	1	10
8 octobre.	9 octobre.	Coudekerque-Bran- che.	Nord	Fileurs	1	400
8 octobre.	12 octobre.	Roubaix	Nord	Fileurs	1	71
8 octobre.	.....	Lyon	Rhône	Tapisseries en meubles	90	150
9 octobre.	20 octobre.	Levallois-Perret...	Seine	Ferblantiers-tôliers	1	130
10 octobre.	18 octobre.	Aix	Bouches-du-Rhône.	Ferblantiers-zingueurs	1	"
10 octobre.	15 octobre.	Izieux	Loire	Ouvriers en soie artificielle ..	1	400
11 octobre.	18 octobre.	Paris	Seine	Débardeurs	"	1,000
11 octobre.	29 octobre.	Palluel	Pas-de-Calais ..	Maçons	1	13
11 octobre.	.....	Lille et environs..	Nord	Tisseurs	28	3,525
11 octobre.	.....	La Madeleine	Nord	Chaudronniers en fer	1	"
11 octobre.	.....	Flers	Orne	Typographes	1	18
11 octobre.	.....	Juvisy	Seine-et-Oise	Brossiers	1	25
12 octobre.	15 octobre.	Noyant - la - Gra- voyère.	Maine-et-Loire...	Carriers	1	"
12 octobre.	19 octobre.	Paris	Seine	Papetiers	1	15
13 octobre.	15 octobre.	Vitré	Ille-et-Vilaine ..	Charpentiers	"	"
13 octobre.	18 octobre.	Vitré	Ille-et-Vilaine ..	Maçons	"	80
14 octobre.	18 octobre.	Toulon	Var	Dockers	1	50
14 octobre.	4 nov	Lyon	Rhône	Ébénistes	1	78
14 octobre.	.....	Paris	Seine	Ouvriers en chaussures	1	52
15 octobre.	18 octobre.	Vitré	Ille-et-Vilaine ..	Plâtriers	"	13
15 octobre.	19 octobre.	Vitré	Ille-et-Vilaine ..	Zingueurs	"	5
15 octobre.	20 octobre.	Vitré	Ille-et-Vilaine ..	Couvreurs	"	13
15 octobre.	21 octobre.	Marseille	Bouches-du-Rhône.	Huiliers	7	1,200
15 octobre.	22 octobre.	Tourcoing	Nord	Trieurs de déchets	1	80
15 octobre.	.....	Vitré	Ille-et-Vilaine ..	Menusiers	"	108
16 octobre.	16 octobre.	Lille	Nord	Confectionneurs de vêtements.	1	3
16 octobre.	17 octobre.	Vitré	Ille-et-Vilaine ..	Marchaux-ferrants	1	7
16 octobre.	25 octobre.	Tourcoing	Nord	Tinturiers	1	12
17 octobre.	31 octobre.	Paris	Seine	Laveurs de voitures	1	20
18 octobre.	30 octobre.	Marseille	Bouches-du-Rhône	Dockers	1	"
18 octobre.	30 octobre.	Halluin	Nord	Blanchisseurs de fils	1	27
18 octobre.	22 octobre.	Lille et Douai	Nord	Bateliers	1	"
18 octobre.	26 octobre.	Billancourt	Seine	Terrassiers	1	176
18 octobre.	2 nov	Avonnes-les-Aubert et environs.	Nord	Tisseurs à la main	"	"
18 octobre.	.....	Halluin	Nord	Tisseurs	1	18
19 octobre.	19 octobre.	Paris	Seine	Machinistes de théâtre	1	6
19 octobre.	22 octobre.	Vitré	Ille-et-Vilaine ..	Carriers	1	10
19 octobre.	5 nov	Ria	Pyrénées-Orientales	Métallurgistes	1	"
20 octobre.	30 octobre.	Ruyaulcourt	Pas-de-Calais	Terrassiers	1	450
20 octobre.	21 octobre.	Ytres	Somme	Terrassiers	1	15
20 octobre.	24 octobre.	Vitré	Ille-et-Vilaine ..	Blanchisseurs de linge	1	50
20 octobre.	.....	Nancy	Meurthe-et-Moselle	Monteurs en chaussures	1	39
20 octobre.	.....	Richebourg-l'Avoné	Pas-de-Calais	Tisseurs	"	151
21 octobre.	23 octobre.	Villeneuve-sur-Ver- berie.	Oise	Ouvriers de sucrerie	1	80
21 octobre.	.....	Douai	Nord	Métallurgistes	1	8
23 octobre.	27 octobre.	Valenciennes	Nord	Ouvriers en chaussures	1	70
23 octobre.	.....	Paris	Seine	Charpentiers en fer	1	11
25 octobre.	26 octobre.	La Tremblade	Charente-Inférieure	Vanniers	"	"
25 octobre.	27 octobre.	Jeumont	Nord	Mécaniciens-constructeurs	1	37

REPRÉSEN.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN OCTOBRE 1909. (Suite.)			
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
71	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
19	Demande de suppression des amendes.....	Réussite.	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
21	Demande de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
22	Demandes : augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces.....	Transaction.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
24	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
27	Demande d'unification des tarifs.....	Transaction.	
28	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
29	Contre l'introduction d'une machine.....	Transaction.	
30	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
31	Conflit entre ouvriers syndiqués et non syndiqués.....	Transaction.	
32	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
33	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
34	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
35	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
36	Demandes : réintégration d'un ouvrier; renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
37	Contestation relative aux salaires.....	Transaction.	
38	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
39	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
40	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
41	Demande d'amélioration de l'hygiène des ateliers.....	Echec.	
42	Demande de réintégration de 8 ouvriers.....	Echec.	
43	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
44	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Echec.	Grévistes remplacés.
45	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
46	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Echec.	Grévistes congédiés.
47	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	Grévistes remplacés.
48	Refus de décharger des marchandises provenant d'Espagne.....	Echec.	
49	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
50	Demande d'augmentation du prix du fret.....	Réussite.	
51	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
52	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
53	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
54	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	Grévistes remplacés.
55	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
56	Solidarité avec des mineurs en chômage.....	Echec.	
57	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
58	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
59	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
60	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
61	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
62	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
63	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
64	Contre une modification d'horaire.....	Transaction.	
65	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
66	Contestation relative au salaire.....	Réussite.	
67	Réglementation du travail. Demande de suppression des amendes.....	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
25 octobre.	9 nov ...	Sainte-Savine ...	Aube	Chaussonniers	1	37	6
25 octobre.	.....	Bordeaux	Gironde	Terrassiers	1	40	6
25 octobre.	.....	Paris	Seine	Bétonniers	1	100	7
26 octobre.	26 octobre.	Paris	Seine	Brossiers	1	32	7
26 octobre.	.....	Roubaix	Nord	Teinturiers	1	38	7
26 octobre.	.....	Ruyaulcourt	Pas-de-Calais	Terrassiers	1	"	7
26 octobre.	.....	Paris	Seine	Ouvriers en pianos	1	52	7
27 octobre.	28 octobre.	Roubaix	Nord	Fileurs	1	75	7
29 octobre.	30 octobre.	Liessies	Nord	Scieurs à la mécanique	1	8	7
29 octobre.	4 nov ...	Fongères	Ille-et-Vilaine	Coupeurs en chaussures	1	10	7
29 octobre.	.....	Saint-Quentin ...	Aisne	Tisseurs	1	"	7
30 octobre.	31 octobre.	Hazebrouck	Nord	Fileurs	1	30	7
31 octobre.	3 nov ...	Mouvaux	Nord	Ouvriers de distillerie	1	16	8

GRÈVES COMMENCÉES

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

9 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en octobre, à la Direction du travail.

1° Différend de paveurs et bitumiers au Havre. — Sur la demande des ouvriers paveurs et bitumiers du Havre, un comité de conciliation s'est réuni le 18 octobre, à l'effet de statuer sur une demande d'augmentation de salaire formulée par les ouvriers. L'accord suivant, conclu le même jour, consacre les demandes ouvrières :

- Salaire des paveurs : 70 centimes l'heure;
- aides : 45 centimes l'heure;
- dresseurs : 55 centimes l'heure;
- bitumiers : 70 centimes l'heure;
- aides : 50 centimes l'heure.

Les heures de nuit seront majorées de 50 p. 100 quand le travail aura été prévu et préparé d'avance.

Pour les travaux du dimanche (force majeure), il sera accordé à l'ouvrier une heure par demi-journée de travail. Les travaux du dimanche ne se présentant que très rarement (réparation de pont ou d'aiguillages de tramways), seront facultatifs.

Il sera accordé une heure de déplacement à tout ouvrier travaillant à plus de un kilomètre de la limite de l'octroi.

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à *M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.*

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
68	Demandes : suppression du travail à la tâche; suppression des amendes.	Transaction.	
69	Demande de réintégration de 16 ouvriers.....	.....	
70	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'ouvriers..	.....	
71	Règlementation du travail. Demande d'augmentation de salaire..	Echec.	
72	Demandes : augmentation de salaire; embauchage d'ouvriers supplémentaires.	.....	
73	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
74	Demande de renvoi de 2 ouvriers.....	.....	
75	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Echec.	
76	Demande de suppression de la retenue pour l'assurance..	Echec.	
77	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier.	Transaction.	
78	Demande d'unification et d'affichage des tarifs.....	.....	
79	Demande : matières premières de meilleure qualité.....	Transaction.	
80	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	

EN OCTOBRE 1909. (Suite et fin.)

Les frais de déplacement seront au compte de l'entreprise qui devra payer à l'ouvrier tout son temps depuis l'heure de départ du train jusqu'à celle du retour dans la même journée.

La paie aura lieu toutes les deux semaines avec acompte approximatif toutes les semaines.

Le présent règlement a été signé pour 5 ans.

Le travail n'avait pas été interrompu au cours de ce différend.

2° Dans une grève de maçons à Vitré, le juge de paix est intervenu d'office. Un comité réuni le 14 a mis fin au conflit.

3° Dans une grève de couvreurs à Vitré, sur l'intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 15 octobre, mais l'accord n'a pu se faire.

4° Dans une grève de plâtriers à Vitré, le juge de paix est intervenu d'office. Un comité s'est réuni le 15 octobre, mais l'accord n'a pu se faire.

5° Dans une grève d'ouvriers en sandales à Oloron, les ouvriers ont sollicité l'intervention du juge de paix, mais les patrons ont refusé toute conciliation.

6° Dans une grève de tisseurs à la main à Avesnes-les-Aubert (Nord) et environs, le président du syndicat ouvrier a sollicité l'intervention du juge de paix, avant toute cessation de travail; les patrons ayant refusé le 5 octobre de se prêter à la tentative de conciliation, les ouvriers ont cessé le travail le 6 octobre.

7°, 8°, 9° Dans une grève de terrassiers à Vierzon, et, à Vitré, dans une grève de menuisiers et dans une grève de blanchisseuses, les juges de paix sont intervenus d'office. Les patrons ne se sont pas prêtés à la tentative de conciliation.

LES GRÈVES

ET LES RECOURS À LA CONCILIATION ET À L'ARBITRAGE

EN 1908 ⁽¹⁾.

I. — Grèves.

Il y a eu, en 1907, 1,073 grèves comprenant 99,042 grévistes (88,399 hommes, 8,061 femmes et 2,582 jeunes gens), occupés dans 4,641 établissements; elles ont entraîné 1,720,743 journées de chômage, dont 241,672 jours chômés par 9,196 ouvriers non grévistes, et 1,479,071 chômés par les grévistes. Les 1,275 grèves de l'année 1907 avaient occasionné 3,562,220 journées de chômage, dont 3,048,446 pour les 197,961 grévistes proprement dits, ce qui faisait une perte moyenne de 15 jours par gréviste. En 1908, la moyenne des jours chômés a été également de 15 par gréviste.

Après les industries du bâtiment qui ont fourni 458 grèves, avec 36,786 grévistes, viennent les industries textiles, avec 129 grèves et 10,384 grévistes; les industries du transport, avec 84 grèves et 10,090 grévistes; le travail des métaux, avec 65 grèves et 5,424 grévistes; le travail des pierres et terres au feu, avec 56 grèves et 5,025 grévistes.

Si, au lieu de considérer le nombre absolu des grèves qui ont affecté les différentes catégories professionnelles, on rapproche le nombre des grévistes du nombre total des ouvriers occupés dans les différents groupes professionnels, on obtient une série de rapports qui permettent d'apprécier d'une façon plus exacte l'importance des divers mouvements grévistes. En 1908, les ouvriers se sont mis en grève dans les carrières, dans la proportion de 77.08 p. 1,000; dans les industries du bâtiment, 71.13 p. 1,000; dans les mines, de 37.19 p. 1,000; dans le travail des pierres et terres au feu, de 33.03 p. 1,000.

Dans 837 grèves sur 1,073, les ouvriers étaient, en tout ou en partie, membres du syndicat de leur profession; l'existence d'un syndicat patronal a été relevée dans 557 grèves; 5 syndicats ouvriers (dont 2 syndicats dissidents ou jaunes) et 5 syndicats patronaux ont été constitués au cours des grèves ou immédiatement après. 5 grèves ont entraîné la disparition de syndicats ouvriers, une la disparition du syndicat patronal.

D'après les renseignements transmis à la Direction du Travail, les syndicats ou fédérations de syndicats ouvriers ont assuré des secours à leurs adhérents (et parfois aux grévistes non syndiqués) dans 46 grèves.

Ces secours ont pris la forme d'une allocation régulière en argent dans 36 grèves qui se répartissent de la manière suivante : industries polygraphiques (17); cuirs et peaux (7); industries textiles (2); bois et tabletterie (3) travail des pierres et terres au feu (3); ouvriers du bâtiment (2); transports (2).

⁽¹⁾ D'après la *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1908*. Paris, Imprimerie nationale, 1909. — Pour les grèves de 1890 à 1899, voir *Bulletin*, octobre 1900, p. 996 et pour la conciliation et l'arbitrage de 1893 à 1901, voir *Bulletin*, mars 1903, p. 197. — Pour les années 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 1905, 1906, 1907, voir *Bulletin*, avril 1901, p. 258; mars 1903, p. 187; juillet 1903, p. 570; juillet 1904, p. 603; mai 1905, p. 412; mai 1906, p. 454; octobre 1907, p. 1047; janvier 1909, p. 16.

Dans 2 grèves ayant duré respectivement 5 et 9 jours, le salaire intégral des jours de grève a été versé aux ouvriers par les patrons.

A l'issue d'une grève le patron a accordé aux grévistes congédiés un salaire égal à 4 journées chômées. A la suite d'une grève de 5 heures, les ouvriers ont travaillé la nuit pour regagner le temps perdu. Dans 2 grèves, les ouvriers qui n'avaient pas suspendu le travail versaient une part de leur salaire au syndicat chargé de secourir les grévistes. Il a été signalé que, dans 8 grèves, des *soupes communistes* ont été organisées par les soins des syndicats ouvriers (6 grèves), d'une association ouvrière de consommation (1 grève), de la municipalité (1 grève).

Dans 243 grèves, soit 22.65 p. 100, auxquelles ont pris part 27,367 ouvriers (27.5 p. 100), les grévistes ont, en tout ou en partie, trouvé du travail, pendant le conflit, soit dans d'autres établissements de leur profession, soit dans d'autres industries. Ces 243 grèves, dont 6 ont duré un jour ou moins d'un jour et dont 12 se sont prolongées plus de 100 jours, ont eu une durée moyenne de 31 jours. Elles ont entraîné 839,316 journées de chômage, soit 48.78 p. 100.

Deux associations ouvrières de production ont été créées à la suite de grèves (1 boulangerie; 1 atelier de charpente).

Dans 688 grèves, les ouvriers travaillaient au temps (à l'heure, à la journée, à la semaine ou au mois); dans 183, ils travaillaient aux pièces, et dans les 202 autres grèves, les uns étaient au temps et les autres aux pièces.

185 grèves, avec 20,133 grévistes, ont été suivies de réussite; 324 grèves, avec 46,599 grévistes, se sont terminées par une transaction, et 564 grèves, avec 32,310 grévistes, ont échoué.

Le tableau suivant permet de faire la comparaison entre les résultats des grèves de l'année 1908 et la moyenne des dix années antérieures.

RÉSULTATS.	GRÈVES.		GRÉVISTES.	
	Moyenne des dix années 1898-1907.	En 1908.	Moyenne des dix années 1898-1907.	En 1908.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Réussite.....	22.72	17.24	11.58	20.33
Transaction.....	39.14	30.20	63.05	47.05
Échec.....	38.14	52.56	25.37	32.62

Le tableau suivant donne la répartition des grèves entre les diverses causes qui les ont provoquées, ainsi que le nombre de grévistes correspondant et la proportion, pour chacune des causes, des réussites, des transactions ou réussites partielles et des échecs.

CAUSES PRINCIPALES DES GRÈVES ou réclamations des grévistes.	NOM- BRE de GRÈVES.	PROPOR- TION p. 100 du total des grèves (1,073).	NOM- BRE de gré- vistés.	PROPOR- TION p. 100 du total des grévistes (99,012).	RÉSULTATS. PROPORTION P. 100 des grévistes ayant obtenu pour chaque cause		
					réussite.	transac- tion.	échec.
a) Demandes d'augmentation de salaire....	625	58.02	62,557	63.16	21.43	51.37	26.23
b) Réductions de salaire.....	35	3.24	2,131	2.13	36.49	23.19	40.02
c) Demandes de diminution du temps de travail, avec maintien ou augmentation des salaires.....	150	13.98	17,136	17.30	41.48	23.99	34.83

CAUSES PRINCIPALES DES GRÈVES ou réclamations des grévistes.	NOM- BRE de GRÈVES.	PROPOR- TION P. 100 du total des grévistes (1,073)	NOM- BRE de gré- vistes.	PROPOR- TION P. 100 du total des grévistes (99,042)	RÉSULTATS. PROPORTION P. 100 des grévistes ayant obtenu pour chaque cause		
					réussite.	transac- tion.	échec.
d) Contestations diverses relatives au salaire (modes d'établissement, de paiement, etc.).	121	11.28	14,510	14.68	59.45	10.66	29.89
e) Contestations relatives à la réglementation de travail.	55	5.12	4,777	4.82	11.45	31.86	56.69
f) Pour la suppression ou contre l'introduction du travail aux pièces.	39	3.63	5,711	5.77	12.94	58.12	28.94
g) Contestations relatives aux règlements d'atelier.	76	7.08	11,358	11.47	29.27	34.36	36.37
h) Demandes de suppression ou de diminution des amendes.	16	1.49	1,216	1.26	20.30	57.55	22.15
i) Renvois d'ouvriers, demandes de réinté- gration d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs.	169	15.75	14,171	14.31	49.26	23.10	57.64
j) Demandes de renvoi d'ouvriers, de contre- maîtres ou de directeurs.	112	10.44	10,260	10.36	25.26	7.60	67.14
k) Demandes de renvoi des femmes.	3	0.28	97	0.10	73.20	"	26.80
l) Limitation du nombre des apprentis.	5	0.46	201	0.20	48.76	"	51.24
m) Retenues pour l'assurance et caisse de secours.	4	0.27	540	0.54	22.22	"	77.78
n) Causes diverses ne rentrant pas dans les rubriques ci-dessus.	48	4.47	11,702	11.81	19.34	54.37	26.29

Le tableau suivant donne la répartition des grèves et grévistes dans les divers groupes professionnels :

GROUPES DE PROFESSIONS.	NOM- BRE de GRÈVES.	PROPOR- TION P. 100 du total des grévistes.	NOM- BRE de gré- vistes.	PROPOR- TION P. 100 du total des gré- vistes.	RÉSULTATS PROPORTION P. 100 des grévistes de chaque groupe ayant obtenu		
					réussite.	transac- tion.	échec.
I.. Agriculture, forêts et pêches.	40	3.73	6,669	6.73	45.28	38.57	16.15
II. { Mines.	35	3.26	6,765	6.83	32.05	41.11	26.84
{ Carrières.	28	2.61	4,707	4.75	1.53	82.01	16.46
III. Produits alimentaires.	14	1.30	1,120	1.43	9.37	5.49	85.14
IV. Industries chimiques.	24	2.24	1,307	1.32	26.32	33.44	40.24
V. Industries polygraphiques.	37	3.45	1,838	1.86	18.88	48.91	32.21
VI. Cuir et peaux.	40	3.73	3,315	3.35	7.15	80.66	12.19
VII a. Industries textiles proprement dites.	129	12.02	10,384	10.49	13.28	52.96	33.76
VII b. Travail des étoffes, nettoyage.	21	1.96	2,593	2.62	9.75	57.08	33.17
VIII a. Industries du bois, tabletterie.	35	3.26	2,291	2.31	18.51	31.73	49.76
VIII b. Industrie du bois, bâtiment.	29	2.70	1,684	1.70	32.13	56.29	11.58
IX a. Usines métallurgiques.	6	0.56	388	0.39	3.0	25.77	71.14
IX b. Travail des métaux ordinaires.	65	6.06	5,424	5.48	7.50	46.41	46.09
IX c. Travail des métaux fins.	1	0.09	40	0.04	"	"	100.00

GROUPE DE PROFESSIONS.	NOM- BRE de GRÈVES.	PROPOR- TION p. 100 du total des grèves.	NOM- BRE de gré- vistés.	PROPOR- TION p. 100 du total des gré- vistés.	RÉSULTATS PROPORTION P. 100 des grévistes ayant obtenu pour chaque cause		
					réussite.	transac- tion.	échec.
X a. Taille et polissage des pierres, travail des pierres et terres au feu.....	56	5.22	5,025	5.07	16.26	48.87	34.77
X b. Construction.....	429	39.98	35,102	35.45	22.62	43.51	33.87
XI. Transport et manutention, chargement et déchargement.....	84	7.83	10,000	10.18	20.15	42.60	37.25
TOTAUX ET MOYENNES.....	1,073	100.00	99,042	100.00	20.33	47.05	32.62

841 grèves ont atteint 1 seul établissement; 86, 2 à 5 établissements; 53, 6 à 10; 49, 11 à 25; 35, 26 à 50; 7, 51 à 100; 2 grèves ont atteint plus de 100 établissements. Dans une grève d'ouvriers agricoles il n'a pas été possible de déterminer exactement le nombre des établissements atteints.

701 grèves, sur 1,073, ont duré une semaine ou moins d'une semaine, et parmi elles, 138 ont duré de 1 à 2 jours; 247 n'ont duré qu'une journée ou moins d'une journée. 15 grèves ont duré plus de 100 jours. Le lock-out des mineurs d'Albi s'est prolongé pendant 182 jours; 29 poteries de Vallauris sont demeurées fermées pendant 137 jours.

Les demandes d'augmentation de salaire, seules ou associées à d'autres demandes, ont motivé 628 grèves (58.53 p. 100 du nombre total) avec 62,557 grévistes (63.16 p. 100); elles ont causé 1,112,106 journées de chômage, y compris celles des ouvriers qui n'ont pu travailler par suite de la grève. 119 de ces demandes ont été suivies de réussite, pour 13,594 grévistes; 211 ont fait l'objet d'une transaction, pour 32,116 grévistes, et 298, avec 16,845 grévistes, ont échoué. 299 de ces grèves se sont produites dans les industries du bâtiment, 97 dans le travail des pierres et des terres au feu; 63 dans l'industrie textile.

Les réductions de salaire ont motivé 38 grèves (3.54 p. 100) pour 54,051 grévistes; 19 d'entre elles, avec 40,730 grévistes, ont échoué.

Le tableau ci-après donne, pour l'ensemble des grèves de 1908 causées par des questions de salaires pour lesquelles le calcul a pu être fait, l'évaluation des pertes supportées par les ouvriers ainsi que des avantages pécuniaires qu'ils ont obtenus lorsque la grève a été suivie de réussite totale et partielle.

On a adopté, pour mesurer les gains réalisés par les grévistes, une période de 300 jours de travail, d'une durée normale, aux conditions fixées à la fin de la grève⁽¹⁾.

Le calcul n'a été effectué que pour 490 grèves, avec 47,171 grévistes, et on a dû écarter 156 grèves (36 réussites, 84 transactions, 36 échecs) pour les différentes raisons déjà exposées dans les précédentes statistiques.

Après les questions de salaire, celles qui ont causé le plus grand nombre de grèves et dont les résultats ne peuvent se traduire en argent sont les questions de

⁽¹⁾ Sur le choix de ce nombre de 300 jours, voir *Bulletin*, mai 1905, p. 416.

personnes : demandes de réintégration d'ouvriers congédiés ou demandes de renvoi d'ouvriers et de contremaîtres. On en a compté 281, soit 26.19 p. 100.

Les demandes de diminution de la durée du travail journalier ont été formulées dans 150 grèves, dont 73 dans le bâtiment, 11 dans le transport et 11 dans l'agriculture. 42 de ces demandes, intéressant 7,057 grévistes, ont été suivies de réussite; 8, avec 4,111 grévistes, ont abouti à une transaction, et 90, avec 3,968 grévistes, à un échec.

RÉSULTATS des GRÈVES.	NOMBRE		SALAIRE MOYEN		NOMBRE DE JOURS chômés par les grévistes proprement dits.	MONTANT des SALAIRES perdus.	APRÈS 300 JOURS DE TRAVAIL.		NOMBRE de JOURS néces- saires pour com- penser les pertes.
	de GRÈVES.	des GRÉ- VISTES.	avant la grève. (A)	après la grève.			Bénéfice brut.	Bénéfice net.	
1° DEMANDES D'AUGMENTATION DE SALAIRE.									
Réussite	91	13,484	5.93	6.72	152,623	904,507	3,214,610	2,310,103	85
Transaction	131	19,889	4.69	5.10	357,332	1,674,779	2,454,279	779,500	205
Échec	248	12,482	5.04	5.04	159,871	805,883	.....	.....	.....
TOTAL	470	45,855	5.05	5.46	669,826	3,385,169	5,668,889	2,283,720	180
2° RÉDUCTIONS DE SALAIRES.									
Réussite.	2	160	4.15	4.99	2,552	9,357	40,500	31,142	60
Transaction ...	5	358	3.44	3.53	2,529	8,693	9,725	1,032	270
Échec.	13	798	4.56	4.56	17,658	80,436	.....	.....	.....
TOTAL	20	1,316	4.33	4.46	22,739	98,486	50,225	.....	576
TOTAL GÉNÉRAL	490	47,171	5.03	5.43	692,565	3,483,655	5,719,114	2,285,459	185
(A) Dans le groupe des réductions de salaires, ce n'est pas le salaire payé avant la grève qui figure dans cette colonne, mais le salaire réduit proposé.									

Les 6 départements suivants n'ont pas eu de grève en 1908 :

Basses-Alpes, Haute-Marne, Morbihan, Haute-Loire, Lozère, Haut-Rhin.

16 départements ont eu moins de 100 grévistes; 13 en ont eu de 100 à 200; 19 de 200 à 500; 9 de 500 à 1,000; et 24 départements ont eu plus de 1,000 grévistes.

Les chiffres les plus élevés ont été fournis par : la Seine, 23,039; le Nord, 11,349; le Pas-de-Calais, 6,463; les Bouches-du-Rhône, 5,304.

Les poursuites correctionnelles, exercées au cours de 24 grèves, ont abouti à 100 condamnations, amende ou prison.

II. — La conciliation et l'arbitrage en 1908.

L'application de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage a été, au cours de l'année 1908, constatée dans 182 différends : dans 20 d'entre eux, avant toute cessation de travail.

Le nombre des grèves de l'année ayant été de 1,073, la proportion des recours à la loi sur la conciliation et l'arbitrage a donc été de 16.96 p. 100. Cette proportion avait été de 19.61, en 1907, et de 23.87 en moyenne pour les quinze premières années d'application de la loi.

L'initiative des recours a été prise dans 75 grèves par les ouvriers, dans 4 par les patrons, dans 8 par les patrons et les ouvriers réunis; le juge de paix est intervenu d'office dans 95 grèves. Dans une grève d'ouvrières monteuses en parapluies à Rouen, le patron, convoqué par le juge de paix, a fait connaître par lettre les conditions consenties à ses ouvrières. Dans une grève de jardiniers à Paris et banlieue, les juges de paix de Nogent-sur-Marne et de Saint-Maur-des-Fossés sont intervenus; 2 comités distincts ont été réunis et les parties ont été conciliées. Dans la grève des ouvriers du bâtiment de Saint-Malo, Paramé et Saint-Servan, deux comités ont été réunis. Dans un comité (peintres) un arbitrage a mis fin au conflit. Dans l'autre, les ouvriers ont refusé de recourir à l'arbitrage.

La tentative de conciliation a été repoussée 69 fois, dont 53 fois par les patrons, 5 fois par les ouvriers et 11 fois par les deux parties.

A la suite des refus de la tentative de conciliation, 15 différends ont pris fin : 7 par un accord direct (1 réussite, 5 transactions, 1 échec), 8 par l'abandon des demandes faites; 12 autres différends se sont terminés par la conciliation directe, aussitôt après le premier acte de procédure et avant que les parties eussent répondu à l'invitation du juge de paix. Ces 12 différends ont eu pour résultat 1 réussite, 7 transactions et 4 échecs, 2 ayant été considérés comme terminés par le remplacement des ouvriers en cause.

Dans 54 cas, la grève a été continuée ou déclarée après le refus d'entrer en pourparlers en présence du juge de paix.

Il reste 101 différends pour la solution desquels des comités de conciliation ont été constitués : 49 d'entre eux ont été terminés directement par ces comités. La proposition de recourir à un arbitrage a été faite 30 fois, après l'échec de la conciliation; elle a été acceptée 5 fois et repoussée 25 fois, dont 12 par les patrons, 4 par les ouvriers et 9 par les deux parties.

Aux 49 différends terminés par les comités de conciliation ou par l'arbitrage, il y a lieu d'en ajouter 4 autres qui ont pris fin, sinon par les soins du comité de conciliation, du moins presque aussitôt après la réunion et sous l'influence des explications qui y avaient été échangées.

En résumé, il semble qu'on peut porter à l'actif de la loi du 27 décembre 1892 la fin des différends suivants dont elle a précipité la solution, directement ou indirectement : 1° ceux, au nombre de 12, terminés dès le début de la procédure; 2° après refus de se prêter à la tentative de conciliation, 15, dont 10 après refus des patrons (2 transactions, 8 échecs); 3 après refus des ouvriers (1 réussite et 2 transactions) et 2 après refus des deux parties (transaction, échec); 3° 46 conciliations par les comités; 4° 3 arbitrages; 5° 4 différends terminés après la réunion des comités. Total, 80.

Quant aux 20 recours formés avant toute cessation de travail, 4 ont abouti à une réussite, 1 à une transaction, 5 à un échec et la grève a été évitée, bien que, dans 1 cas, le patron ait refusé de se prêter à la tentative de conciliation. Dans 4 cas, après refus des patrons (ou acceptation sous réserve), la grève a été déclarée (2 transactions, 2 échecs). Dans 1 cas, les ouvriers ayant refusé de se prêter à la tentative de conciliation, les patrons ont fermé leurs usines quelques jours après (transaction). Dans 1 cas, les deux parties n'ont pas répondu à l'invitation du juge de paix et il y a eu grève (échec). Dans les 4 autres cas, un comité a été constitué, mais il y a eu grève après désaccord au sein du comité; ces 4 grèves ont pris fin par des transactions (2 après nouvelles réunions du comité, 2 après accord direct).

Il faut ajouter qu'à côté des résultats dus à l'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage, 66 grèves ont été terminées par l'intervention des préfets (7), secrétaires généraux de préfecture (1), sous-préfets (16), maires (31),

municipalités (6), commissaires de police (2), président et vice-président du conseil des prud'hommes (1), et par l'intervention officieuse des juges de paix (3).

104 grèves (9.36 p. 100), avec 21,026 grévistes (21.21 p. 100), ont été solutionnées par les syndicats ou unions de syndicats professionnels : 92 de ces grèves ont pris fin après négociations conduites par les syndicats ouvriers, 1 après négociations conduites par le syndicat patronal et 11 après entente entre le syndicat patronal et le syndicat ouvrier. Ces conflits, dont 10 ont duré moins d'un jour et dont 3 se sont prolongés pendant 134, 99 et 83 jours, ont eu une durée moyenne de 12 jours; ils ont eu pour résultats 32 réussites, 57 transactions, 15 échecs. En 1907, 106 grèves (8.31 p. 100) avec 24,319 grévistes (12.28 p. 100) avaient été terminées par l'intervention des syndicats professionnels (71) ou par accord entre syndicats patronal et ouvrier (35). Ces grèves avaient eu pour résultats 33 réussites, 63 transactions, 10 échecs.

Enfin, 5 grèves ont été solutionnées par l'intervention de diverses personnes (ministres, sénateurs, députés, membres de chambres de commerce, conseillers prud'hommes, etc.).

L'ENQUÊTE DE L'OFFICE DU TRAVAIL

SUR LES ÉCONOMATS ANNEXÉS AUX ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

Dans sa séance du 6 juin 1907, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi « ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toutes sortes ⁽¹⁾. »

La proposition, transmise au Sénat, fut renvoyée à l'examen d'une commission qui manifesta au Ministère le désir de connaître l'avis des principaux syndicats patronaux et ouvriers intéressés sur la suite qu'il convenait de donner à la proposition votée par la Chambre.

Pour donner satisfaction au désir de la commission sénatoriale, l'Office du travail procéda, dès la fin de septembre 1907, à deux enquêtes, l'une portant sur les économats annexés aux établissements industriels de toute nature, l'autre visant exclusivement les économats des Compagnies de chemins de fer auxquels la proposition de la Chambre faisait un traitement spécial. Les résultats de ces deux enquêtes furent communiqués dès le 8 mai 1908 à la Commission sénatoriale.

Les résultats ayant été utilisés dans le rapport que M. G. Pouille, sénateur, a déposé, le 19 octobre 1909, au nom de la commission sénatoriale, aucune raison ne s'oppose plus aujourd'hui à leur publication.

On étudiera séparément l'enquête relative aux économats de l'industrie et celle relative aux économats de chemins de fer.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* juillet 1907, p. 717.

ÉCONOMATS ANNEXÉS AUX ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS.

Méthode et étendue de l'enquête.

L'enquête, conformément au vœu de la commission sénatoriale, a été faite uniquement auprès des syndicats patronaux et ouvriers intéressés. Pour connaître ces syndicats intéressés, il était nécessaire de déterminer tout d'abord les localités et les industries dans lesquelles existaient des économats.

L'Office du travail dut donc établir la liste des économats, dont l'existence lui avait été signalée soit par les préfets, à l'occasion des statistiques annuelles sur les coopératives de consommation, soit par d'autres sources d'informations (plaintes d'ouvriers, rapports d'inspecteurs du travail, etc.). La liste ainsi dressée, en septembre 1907, contenait 102 économats répartis dans les départements suivants :

Ain (1); Aisne (4); Ardennes (2); Aube (3); Côte-d'Or (4); Dordogne (1); Eure (1); Eure-et-Loir (1); Gard (1); Ille-et-Vilaine (2); Isère (2); Jura (1); Landes (1); Haute-Marne (5); Meurthe-et-Moselle (10); Meuse (2); Nord (7); Oise (4); Orne (2); Pas-de-Calais (2); Haut-Rhin (2); Haute-Saône (4); Saône-et-Loire (1); Seine-et-Oise (3); Vosges (36).

Cette liste ne saurait avoir la prétention de relever tous les économats existants en France. Elle ne comprend pas tout d'abord les économats des Compagnies de chemins de fer qui ont fait l'objet d'une enquête spéciale. Elle ne comprend pas davantage les cantines temporaires, telles que celles qui sont établies sur les chantiers de travaux éloignés des centres, ni les buvettes installées à l'intérieur de certains établissements industriels. Ces cantines et ces buvettes sont très difficiles à atteindre, les premières à cause de leur caractère provisoire, les secondes parce qu'elles ne se signalent pas à l'attention publique.

Par contre, tous les économats recensés ne sont pas gérés directement par le patron de l'établissement industriel auquel ils sont annexés; mais ils n'en tombent pas moins dans tous les cas sous l'application de la proposition votée par la Chambre, qui interdit aux employeurs la vente *directe* ou *indirecte* de denrées à leurs ouvriers ou employés. En outre, la proposition assimilant aux faits d'économat les cas où les patrons obligent leurs employés à se fournir dans des magasins indiqués par eux, l'enquête a porté également sur les établissements où cette pratique était signalée.

Un questionnaire⁽¹⁾ visant les principales questions soulevées par la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés fut adressé aux syndicats ouvriers et patronaux appartenant à la même industrie et situés dans la même région ou localité que les établissements industriels signalés pour des faits d'économat ou des faits assimilés.

On a également considéré comme syndicats intéressés les syndicats de commerçants détaillants de la région, notamment les syndicats d'épiciers à raison de la concurrence que font à leurs maisons les économats. Enfin, les patrons, dans certaines industries, n'étant pas toujours groupés en syndicats locaux, mais étant directement rattachés à des fédérations ou syndicats nationaux, on a en outre consulté plusieurs de ces dernières organisations, telles que le Comité des houillères,

⁽¹⁾ Voir le texte de ce questionnaire, *Bulletin*, octobre 1907, p. 1067.

l'Union des syndicats patronaux des industries textiles de France, l'Union des fabricants de papier, etc. On a également consulté certaines fédérations nationales ouvrières.

En résumé, le questionnaire de l'enquête a été envoyé à 27 organisations patronales et à 63 organisations ouvrières; 16 des premières et 48 des secondes ont fait parvenir leurs réponses. Des renseignements complémentaires ont été demandés dans quelques cas aux préfets ou ont été empruntés aux rapports de l'inspection du travail.

Dans le compte rendu ci-après, on a suivi le plan suivant :

Après avoir indiqué les différents faits d'économat qui font l'objet de l'enquête, ainsi que la répartition de ces faits dans les diverses industries ou régions, on a passé en revue les réponses qui ont été faites à chacune des questions posées par le questionnaire d'enquête en observant l'ordre suivant : bénéfices des économs; pression exercée sur les ouvriers; vente à crédit; retenues sur les salaires; concurrence faite au petit commerce; autres inconvénients des économs; avantages des économs; possibilité de réformer les économs; suppression des économs; délai de suppression ou de transformation; transformation en coopératives.

Des différents faits d'économat.

La vente directe ou indirecte des marchandises aux ouvriers peut se faire de bien des manières différentes :

Dans un grand nombre de cas, l'économat est annexé à l'établissement et tenu par l'employeur lui-même.

Quelquefois ce sont les directeurs des établissements qui tiennent, pour leur propre compte, des économs ou des cantines. « L'économat est tenu par le directeur qui l'exploite pour son compte personnel; il n'appartient pas au patron » (Verriers du Val d'Aulnoy).

Souvent aussi ce sont des contremaitres qui tiennent des magasins de vente pour les ouvriers. « Les contremaitres, chefs de service, pointeurs, etc., en un mot tous ceux qui ont autorité sur les ouvriers tiennent des épiceries, magasins de mercerie, de chaussures, etc., sous le nom d'une tierce personne » (Métallurgistes de Maubeuge).

Dans certains cas, l'employeur, sans effectuer lui-même la vente des marchandises, donne à ses ouvriers, soit en paiement, soit en avance, des bons ou jetons qui ne sont valables que chez certains commerçants : ceux-ci font au patron une remise sur la valeur des marchandises achetées chez eux. Ce procédé est fréquent dans les verreries (Verreries d'Eu, du Tréport, etc.).

Il existe à Saint-Evroult (Notre-Dame-du-Bois) [Orne] une verrerie située à quelques kilomètres de Tourouvre; la cantine est une annexe de la verrerie et presque tout le monde est forcé de s'y servir avec des jetons dénommés « monnaie de Cayenne », qui sont au nom du patron (Verriers de Tourouvre).

L'Inspecteur divisionnaire du travail de la 7^e circonscription (Rouen), parlant de la verrerie de Saint-Evroult dans son rapport pour l'année 1907, s'exprime ainsi :

A la verrerie de Saint-Evroult il n'y a pas d'économat proprement dit, pas de vente directe, par le patron, de denrées et marchandises diverses. Il existe bien un magasin patronal; mais la vente des denrées aux ouvriers verriers est indirecte; le magasin patronal est géré par un intermédiaire et non par le maître verrier. Cette organisation fonctionne de la manière suivante : Les avances aux ouvriers sont faites en jetons de valeur conventionnelle; ces jetons n'ont cours que dans un magasin déterminé, désigné par le patron de la verrerie. Périodiquement, le commerçant qui gère ce magasin échange ces jetons au maître verrier

contre de la monnaie courante, mais il ne reçoit pas le montant intégral des jetons qu'il remet; il subit une retenue conventionnelle qui constitue, pour l'industriel, un bénéfice net qui, en définitive, est prélevé sur les ouvriers verriers.

Une organisation semblable fonctionne à Comblanchien (Côte-d'Or), annexée à l'exploitation d'un maître carrier. D'après le préfet, cet économat est installé dans un local appartenant à l'employeur, à proximité des carrières. L'économat est tenu par une tierce personne qui achète, à son nom, toutes les marchandises. Cette personne les revend aux ouvriers à crédit, et remet les comptes à l'employeur, qui retient à chaque débiteur, au moment de la paie, la somme due au cantinier. Pour prix de son dérangément, l'employeur prélève 10 p. 100 sur la somme totale.

Dans d'autres cas il n'y a pas économat proprement dit, ni vente à crédit, mais plutôt paiement d'une partie du salaire en marchandises.

C'est ce qui se passe, par exemple, dans le Cambrésis où le paiement des salaires se fait à proximité de magasins (épicerie, mercerie, etc.) dans lesquels les tisseurs doivent laisser une partie de leur salaire.

C'est ainsi également qu'à Halluin, d'après les travailleurs du bois de cette ville, un patron chaisier oblige les ouvriers à se fournir de pain chez un de ses parents où ils doivent le payer plus cher qu'ailleurs. Ceux qui ne se fournissent pas de pain subissent une retenue de 1 franc par semaine sur leurs salaires. Leur patron leur restitue ces retenues en meubles.

Les ouvriers textiles d'Halluin citent également des employeurs (fabricants de châles) qui font sur les salaires des retenues de 10 à 30 p. 100 remboursables en marchandises.

Dans une usine de fonderie, du groupe des fondeurs de Champagne, l'économat a été fondé en 1890 par le syndicat mixte des patrons et ouvriers qui existe à l'usine :

L'économat a été fondé par le syndicat sur les demandes réitérées des ouvriers. Comme il y avait déjà et qu'il y a encore, en dehors de l'économat, des fournisseurs privilégiés pour le pain et la boucherie, il avait été fait appel à des fournisseurs pour l'épicerie, les vêtements et tous autres objets de consommation courante. Mais ceux-ci n'ayant pas voulu faire de remises aux ouvriers sur leurs achats, comme le faisaient le boulanger et le boucher, il a été nécessaire de créer l'économat.

Enfin, on trouve encore des ventes de marchandises qui rapportent au patron des bénéfices et qui sont faites sous le couvert de sociétés coopératives, dans lesquelles la plus grande partie du capital est souscrite par l'employeur qui, de ce fait, touche des dividendes élevés et conserve en réalité la direction de l'établissement. Ces sociétés coopératives ne seraient que des économats déguisés (Métallurgistes de Maubeuge, mécaniciens de Maubeuge, ouvriers textiles de Châtel-Nomexy) [Vosges]. Le syndicat des ouvriers métallurgistes de Maubeuge cite ainsi deux coopératives ayant pour président : l'une, le sous-directeur de l'usine; l'autre, un chef de service.

• Répartition des économats par industrie et par région.

Le nombre des mines françaises qui possèdent des économats est très restreint. Le Comité central des Houillères de France explique ainsi la rareté de ces établissements dans l'industrie minière : « D'une part, l'ampleur et la stabilité des exploitations ont entraîné en général la formation d'agglomérations importantes, en état de faire vivre un nombre suffisant de commerçants locaux. D'autre part, lorsque le personnel ouvrier » offert les qualités nécessaires d'aptitude administrative et de

confiance mutuelle, les Compagnies ont poussé à la constitution de coopératives auxquelles elles ont fourni le local gratuitement ou à prix nominal, fait des avances de fonds, etc. Il en est ainsi dans la plupart des exploitations du Nord et du Pas-de-Calais. C'est seulement dans les régions où ces conditions ne se présentent pas (*bassins du Gard, du Rhône, de la Haute-Saône*) que les économats ont été constitués ou conservés » ⁽¹⁾.

Dans la *métallurgie*, les économats sont assez nombreux, « principalement dans les centres industriels dont le développement a été récent et rapide » (Union des industries métallurgiques et minières). Le groupe des Fondateurs de *Champagne* en cite un certain nombre comme étant annexés aux usines de ses membres : de même, des réponses d'organisations ouvrières signalent l'existence d'établissements de ce genre dans le *Nord*, les *Ardennes*, etc. Le syndicat des métallurgistes de Maubeuge dit qu'il existe de nombreux magasins de vente dirigés par des contremaîtres ou des employés ayant autorité sur les ouvriers, et que ces établissements prennent souvent le titre de coopérative.

Les économats sont nombreux dans l'*industrie textile*, notamment dans la *région des Vosges*. Cependant, d'après l'Union des syndicats patronaux de l'industrie textile, le nombre de ces économats a diminué, même dans les établissements isolés des grands centres industriels. D'après le Syndicat cotonnier de l'Est, ces économats tendraient même à disparaître complètement : « Nos industriels, sous ce rapport, agissent un peu comme les promoteurs de la loi; ces derniers, devant certains inconvénients signalés, trouvent plus simple de supprimer ces organisations ».

Un grand nombre de ces économats se sont transformés en sociétés coopératives de consommation; mais, dans un grand nombre de cas, d'après le syndicat des ouvriers textiles de Granges et d'Aumontzey, ces coopératives ne seraient ni plus ni moins que des économats déguisés, les employeurs conservant une part importante dans l'administration de ces sociétés.

D'après le syndicat des ouvriers *tisseurs* d'Avesnes-les-Aubert, la plupart des ouvriers, dans le *Cambrésis*, doivent acheter des denrées ou marchandises diverses aux employeurs qui les vendent, soit directement, soit par l'intermédiaire de personnes intéressées.

A Lamanère (*Pyrénées-Orientales*), les patrons fournissent, aux ouvriers espadrilleurs et trépointeurs, le vin, le pain, l'épicerie, etc. Ces patrons sont généralement cabaretiers (Syndicat des espadrilleurs de Lamanère).

Un certain nombre d'économats sont signalés dans les *verreries*, notamment par la Fédération française des travailleurs du verre (Aniche).

Dans la *Seine-Inférieure*, où les *verreries* sont nombreuses, plusieurs économats auraient été supprimés dans ces dernières années, entre autres ceux de Rétonval, de Blangy, de Feuquières. Ces suppressions seraient dues, d'après la Fédération des travailleurs du verre, à l'influence syndicale. Au Tréport et à Eu, il n'y a pas d'économats proprement dits, mais on délivre comme avance aux ouvriers des bons valables chez certains commerçants qui font au patron une remise de 10 p. 100.

Dans l'*Orne*, on signale la verrerie de Saint-Evroult où l'on donne aux ouvriers des jetons avec lesquels ils payent les marchandises qu'ils achètent dans certains établissements, qui font une remise au patron. Dans l'*Orne* également, un économat est annexé à la verrerie de Tourouvre.

A la verrerie de Brardville (*Dordogne*) est rattaché également un économat; mais cet économat devait être, paraît-il, supprimé à bref délai.

⁽¹⁾ Tel est l'économat qui fonctionne aux *Mines de la Grand'Combe* (Gard). Cet économat comporte six magasins de vente. 3,000 ouvriers environ s'y fournissent. (Lettre du Préfet du Gard.)

On peut également signaler les économats comme assez fréquents chez les *carriers* et *tailleurs de pierre*. Plusieurs établissements de ce genre ont été signalés dans l'*Alsère* (à Trept), dans la *Côte-d'Or* (Comblanchien, Corgoloin, etc.) et dans la *Meuse* (près de Commercy).

Bénéfices des économats.

Réponses des organisations ouvrières. — De nombreuses organisations ouvrières affirment que les économats rapportent aux employeurs des bénéfices qui peuvent, dans certains cas, être considérables.

Certaines réponses signalent simplement l'existence de bénéfices sans donner aucune observation (syndicat des mineurs d'Homécourt, syndicat des mécaniciens de Corbeil-Essones, syndicat des trépointeurs de Lamanère, verriers de Rétonval).

Plusieurs syndicats, pour affirmer l'existence de ces bénéfices, se basent sur ce que les économats vendent à des prix au moins égaux, sinon supérieurs, à ceux du commerce local. Tel est l'avis du syndicat des tisseurs d'Avesnes-les-Aubert, des syndicats textiles de la Goutte-du-Rieux (Saint-Maurice-sur-Moselle) et du Thillot (Vosges), des syndicats de carriers de Trept, de Comblanchien, des tailleurs de pierres de la Meuse, à Commercy. « Les patrons retirent des bénéfices puisqu'ils achètent tout en gros et revendent au prix courant » (Union métallurgique de Lille). « Les bénéfices doivent être gros puisque les ouvriers n'ont aucune remise » (Ouvriers textiles de Bussang).

« Lors des achats de denrées, la direction des établissements exige un bénéfice très élevé » (Syndicat des ouvriers métallurgistes de Monthermé Laval-Dieu). Le syndicat des mouleurs de cette ville ajoute : « Si les patrons n'avaient pas de bénéfices, ils ne manqueraient pas de supprimer les économats ».

Les ouvriers métallurgistes de Fumay citent le bénéfice que procure à un employeur la location qu'il fait, moyennant 1,200 francs, d'un immeuble destiné à l'économat. Ce sont les ouvriers qui le payent.

Les verriers d'Eu déclarent que les patrons gagnent environ 10 p. 100 sur les prix de marchandises vendues à leurs ouvriers. Il s'agit là de marchandises achetées chez certains commerçants désignés et payées avec des bons sur la valeur desquels ces commerçants font une remise au patron.

Les ouvriers de l'usine des Lesses, à Fresse-sur-Moselle, se basent, pour évaluer le bénéfice que les employeurs peuvent retirer des économats, sur les bénéfices réalisés par leur coopérative. « Chez MM. N... et N... les bénéfices réalisés sont très importants, vu le nombre des ouvriers employés dans ces établissements et où l'ouvrier ne participe en aucun cas dans les bénéfices. Si l'on compare la coopérative des Lesses où nous ne sommes que 72 livrets et où nous ne faisons pas de vente au public, nous réalisons près de 5,000 francs de bénéfices nets par an qui sont distribués aux sociétaires au prorata de leurs dépenses annuelles : les marchandises que nous délivrons sont presque toujours de meilleure qualité et meilleur marché que dans ces économats ».

Une autre source de bénéfices se trouve dans les dividendes que touchent les actionnaires de certaines sociétés qui ne sont en réalité que des économats patronaux. D'après les métallurgistes de Maubeuge, la vente des marchandises rapporterait de gros dividendes aux employeurs qui sont les principaux actionnaires ; les actionnaires ne se fournissent pas ou ne se fournissent que très peu à l'économat. La même remarque est faite par les mécaniciens de Maubeuge : « Les bénéfices sont très grands pour les employeurs possédant beaucoup d'actions, car l'ouvrier ne

rentre dans aucun dividende tandis que les directeurs et patrons en disposent à discrétion ».

Les ouvriers textiles de Granges et d'Aumontzey se plaignent que les bénéfices ne leur soient pas partagés.

Les bénéfices que rapportent aux patrons les éconômats leur permettent de faire concurrence aux autres établissements. « Les bénéfices que l'économat rapporte au patron sont une cause de concurrence pour les autres verreries » (verriers de Tournouvre). « M. N... ayant d'énormes bénéfices sur son économat peut entreprendre des travaux à des prix en dessous des autres patrons. De cette façon, il a toujours du travail » (carriers de Trept).

D'autre part, certaines réponses ouvrières déclarent qu'il ne s'est jamais produit de plaintes au sujet des bénéfices que les éconômats peuvent rapporter aux employeurs. Tel est l'avis émis par les verriers du Val-d'Aulnoy (Seine-Inférieure), les verriers de Laignelet (Ille-et-Vilaine) et les tisseurs de Saint-Quentin.

Réponses patronales. — Le Comité central de Houillères de France s'exprime ainsi à ce sujet :

Aucun de nos adhérents ne cherche, ni directement, ni indirectement, à tirer quelque profit matériel que ce soit de l'économat. Les bénéfices sont en général répartis, pour la plus grande part, entre les acheteurs proportionnellement aux sommes versées par eux. Le solde est versé à des œuvres d'assistance (caisse de l'association des retraites, caisses de secours, etc.).

Deux industriels appartenant au groupe des fondeurs de Champagne déclarent également que leurs éconômats ne leur rapportent aucun bénéfice. « Les bénéfices sont consacrés aux ouvriers sous diverses formes, dit l'un d'eux; de plus, l'usine fournit gratuitement à l'économat les logements, magasins, éclairage et avances de fonds sans intérêts. »

D'après l'Union des industries métallurgiques et minières, loin d'apporter des bénéfices aux industriels, les éconômats constituent pour eux une charge.

Le directeur de la verrerie de Saint-Evrout, qui ne tient pas directement un économat, mais qui délivre à ses ouvriers des jetons qui ont cours dans un établissement désigné par lui, déclare, au sujet des bénéfices : « Le négociant qui tient la maison de vente est un commerçant ordinaire; il exerce son commerce comme il l'entend ».

Réponses des syndicats de commerçants. — Trois syndicats de commerçants ont répondu à cette question.

La Fédération des charcutiers de France répond :

Il est évident que les éconômats, qui ont une vente forcée, n'achètent que des produits inférieurs, qu'ils vendent relativement cher et réalisent ainsi un gros bénéfice.

Le Syndicat des marchands de vins de Nancy s'exprime ainsi :

Dans les éconômats patronaux, les bénéfices des employeurs passent avant l'intérêt des ouvriers; cela ressort clairement des engagements passés avec les gérants. Néanmoins, l'ouvrier n'y trouverait pas à redire s'il n'était obligé de payer quelquefois trop cher la marchandise vendue et s'il n'était pas obligé de la prendre bien qu'elle soit parfois de qualité douteuse.

La Chambre syndicale du commerce de l'épicerie de Nancy répond :

Les ouvriers n'ayant aucun contrôle sur les éconômats ne peuvent savoir si ceux-ci rapportent des bénéfices à leurs patrons. Ceux-ci peuvent masquer ces bénéfices en en affectant

une partie à des œuvres de bienfaisance, mais garder pour eux l'autre partie qui peut être considérable.

Pression exercée sur les ouvriers.

Réponses des organisations ouvrières. — Quelques organisations ouvrières ont déclaré qu'aucune pression n'était exercée dans les économats qui les intéressent. Ce sont les suivantes : Tisseurs de Saint-Quentin, Mineurs d'Homécourt, Union métallurgique de Lille, Similaires verriers de Roménil, Verriers du Val d'Aulnoy, Fédération des mécaniciens, Mécaniciens de Corbeil-Essonnes, Syndicat textile la Liberté (Le Thillot) [Vosges], Verriers de Laignelet (Ille-et-Vilaine). « Il n'y a pas de pression officielle » dit le syndicat textile de Granges et Aumontzey.

Par contre, de nombreux questionnaires remplis par des organisations ouvrières signalent, de la part des industriels, une pression plus ou moins directe pour obliger les ouvriers à se servir à l'économat.

« L'ouvrier n'est pas absolument forcé de se fournir à l'économat, mais celui qui n'y va pas n'est pas très bien vu de ses chefs » (Ouvriers textiles de Bussang) [Vosges]. « Les ouvriers qui s'approvisionnent aux économats sont plus favorisés que les autres » (Métallurgistes d'Onnaing). « Il se produit généralement une pression morale en favorisant ceux qui s'approvisionnent à la boutique patronale » (Fédération française des travailleurs du verre).

Les ouvriers métallurgistes de Monthermé-Laval-Dieu s'expriment ainsi à ce propos :

Il n'existe pas de pression sur les ouvriers qui sont ici bien organisés, mais néanmoins le patron et ses préposés savent accorder des faveurs à ceux qui se fournissent de vivres à l'économat, et, de plus, l'embauchage est plus facile pour ces derniers que pour les travailleurs qui se fournissent dans les coopératives et chez les autres commerçants.

Plusieurs réponses signalent que les ouvriers ne se fournissant pas aux économats reçoivent un travail moins avantageux.

Dans certaines maisons, quand l'ouvrier rapporte le travail terminé, il doit passer au magasin d'épicerie ou autre pour y toucher sa façon; c'est là que s'exerce la pression; s'il a acheté pendant la durée de son travail, on lui retient la totalité de son compte. S'il n'a pas acheté assez, on lui donne à faire les articles les moins avantageux (Tisseurs d'Avesnes-lès-Aubert).

Le directeur de l'usine est gérant de l'économat; étant chargé de la distribution du travail, il se fait que l'ouvrier qui ne s'approvisionne pas à l'économat reçoit plutôt le mauvais travail (Ouvriers textiles de Saint-Dié).

Le Syndicat des métallurgistes de Maubeuge, parlant de sociétés coopératives qui ne seraient, en réalité, que des économats déguisés, ajoute : « Les ouvriers qui ne se fournissent pas à ces soi-disant coopératives se trouvent toujours lésés sur leur travail par des différences de salaires ».

« Il n'y a pas de pression directe, mais les employés disent que si les ouvriers veulent toujours avoir du travail, ils ont intérêt à se fournir à l'économat » (Mouleurs de Monthermé-Laval-Dieu).

« Aussitôt qu'une baisse de travail se produit, les ouvriers ne se servant pas à l'économat sont les premières victimes du chômage. La pression est formidable puisque ce sont les principaux employés des grandes usines qui tiennent la direction » (Ouvriers mécaniciens de Maubeuge).

D'après les ouvriers verriers de Roménil, la pression est considérable « puisqu'on menace de renvoyer les ouvriers s'ils ne s'approvisionnent pas à la cantine ».

Le Syndicat de l'usine des Lesses, à Fresse-sur-Moselle, s'exprime ainsi : « En ce qui concerne l'économat des établissements. . . . , on n'y fait guère de pression directe pour obliger les ouvriers à s'y fournir, mais s'il y avait une famille qui ne s'y fournisse pas du tout, elle se verrait mise à pied selon le règlement de l'établissement, et, bien entendu, sans fournir de motifs. Pour ce qui est de l'économat des tissages N. . . . , la pression que les ouvriers y subissent est absolument odieuse. Non seulement les ouvriers sont obligés de s'y fournir, mais ils doivent y laisser toute leur paie. Des feuilles de carnets de consommation de cet établissement portant la mention « c'est insuffisant » ont été remises à la commission du travail de la Chambre ». Le syndicat textile de Saint-Maurice-sur-Moselle (La Goutte de Rieux) rappelle également ces faits.

« Le sieur N. . . , pendant l'hiver 1905-1906, au cours duquel le travail n'était pas très abondant, n'occupait que les ouvriers qui se fournissaient chez lui ; l'on a même vu des ouvriers n'ayant besoin d'aucune marchandise être obligés d'en prendre s'ils voulaient travailler » (Syndicat des tailleurs de pierres et carriers de Trept (Isère).

Les ouvriers carriers de Comblanchien, de leur côté, disent que « la pression est généralement et directement exercée, notamment dans les chantiers mêmes où les patrons vendent à des prix très élevés du vin ou autre boisson, ce qui constitue un entraînement à la dépense et vers l'alcoolisme ».

La Chambre syndicale des espadrilleurs-trépointeurs de Lamanère écrit : « La pression est exercée directement par le patron de l'ouvrier, car aucun ouvrier n'est embauché s'il ne consent à acheter toutes les denrées ou produits dont il a besoin aux magasins du patron, sous prétexte que le patron ne réalise aucun bénéfice sur le produit de notre industrie ».

Plusieurs syndicats signalent que les ouvriers se trouvent souvent contraints de se fournir à l'économat par suite du manque d'argent dans lequel ils se trouvent (Métallurgistes de Fumay). Le Syndicat des verriers de Tourouvre écrit : « La pression n'existe pas réellement, mais le mode d'argent en cours est pour certains ouvriers une vraie pression. — « On ne donne pas d'acompte aux pères de famille, ce qui fait qu'ils sont forcés de prendre des bons pour vivre avec leur famille » (Syndicat des verriers d'Eu). — « Les ouvriers sont forcés de se servir à l'économat, sans quoi ils ne trouvent pas de pension. Le patron ne donne un acompte que le premier dimanche après le 15 de chaque mois. Par exemple, la paie de février n'aura lieu que le 22 mars » (Tailleurs de pierres de la Meuse à Commercy).

L'inspecteur divisionnaire de la 7^e circonscription, parlant de la verrerie de Tourouvre, s'exprime ainsi :

Les ouvriers ayant contracté une dette à l'usine sont dans l'obligation de s'approvisionner à l'économat, à moins qu'ils ne trouvent du crédit chez des commerçants de la localité. Les ouvriers verriers non redevables à leur patron ont la faculté de s'approvisionner où bon leur semble puisqu'ils touchent leur salaire intégral en monnaie ordinaire. En fait, la grande majorité du personnel s'adresse à l'économat et, d'après les témoignages que nous avons pu recueillir, la presque totalité des salaires ferait retour à la caisse patronale ⁽¹⁾.

Réponses des organisations patronales. — D'après les réponses patronales, aucune pression n'est exercée sur les ouvriers pour les amener à se fournir aux économats ;

⁽¹⁾ Postérieurement à l'enquête, il a été signalé au 8^e congrès de la Fédération des syndicats ouvriers des Vosges (juillet 1909) que, dans un établissement textile de Saint-Maurice-sur-Moselle, il est interdit aux ouvriers de boire à l'intérieur de l'usine, à moins qu'ils ne consomment de la bière achetée à l'économat patronal annexé à l'usine. Ces faits ont été confirmés par le service de l'inspection du travail et par le préfet des Vosges.

ceux-ci sont laissés entièrement libres. Tel est l'avis exprimé par le Comité central des houillères de France, par l'Union des industries métallurgiques et minières, par le Syndicat des constructeurs de machines agricoles.

Il n'est pas à notre connaissance, en ce qui concerne les papeteries, qu'on ait exercé d'autre pression que d'avancer de l'argent aux ouvriers pour acheter des marchandises qu'ils allaient quelquefois prendre autre part. La pression directe ou indirecte consiste en ce que l'on fait aux ouvriers ce que ne leur font pas les autres commerçants (Union des fabricants de papier).

Trois membres du groupe des Fondateurs de Champagne déclarent ne faire aucune pression sur leurs ouvriers : « Il est notoirement connu, dit l'un d'eux, qu'aucune pression, ni même la plus petite insinuation, n'est faite au personnel ; la moitié des ouvriers ne fréquentent par le magasin et, sur cette quantité un quart n'y vient que pour des besoins immédiats et très restreints ».

Le directeur de la Verrerie de Saint-Évroult déclare également qu'il n'a jamais exercé de pression sur aucun de ses ouvriers.

Réponses des syndicats de commerçants. — La Chambre syndicale des marchands de vins de Nancy s'exprime ainsi, au sujet de la pression :

Il y a pression. A X. . . , entre autres, des ouvriers dont les femmes gèrent un petit commerce qui portait ombrage aux affaires de l'économat se sont vus dans la nécessité de quitter leur commerce sous peine d'être congédiés de l'usine. D'ailleurs, partout un ouvrier qui ne se fournit pas à l'économat n'est pas employé longtemps, tandis que les autres font de longs séjours dans les usines malgré bien souvent leur incapacité professionnelle.

La Chambre syndicale du commerce de l'épicerie de Nancy répond :

En général, les économats sont installés au milieu ou à proximité de cités ouvrières construites par les industriels. Le travail à la tâche est une des causes pour lesquelles les payes sont reculées. L'ouvrier devant par conséquent faire une avance de son travail pendant un certain temps est donc, par la force des choses, obligé de s'adresser à l'économat. Certains faits de pression nous ont été rapportés, mais n'ayant pas le moyen de les contrôler, nous ne pouvons en assurer l'exactitude. C'est toujours l'ouvrier pauvre qui est le client de l'économat.

Vente à crédit.

Réponses des organisations ouvrières. — La vente à crédit paraît générale dans les économats : dans aucune des réponses on n'a signalé que l'ouvrier soit obligé de donner de l'argent comptant en échange des marchandises qu'il achète.

Les syndicats suivants signalent que la vente se fait à crédit dans les économats : Verriers de Roménil (Seine-Inférieure), Métallurgistes de Fumay, Syndicats textiles de Granges et Aumontzey, du Thillot (La Liberté), de Bussang, de Fresse-sur-Moselle (Vosges).

Dans un certain nombre de cas le crédit n'est ouvert à l'ouvrier que jusqu'à concurrence du salaire qu'il devra toucher à la fin de la période de travail. « Si l'ouvrier n'a pas d'argent gagné, on ne lui délivre pas de marchandises » (Mineurs d'Homécourt). Même réponse de la part des ouvriers métallurgistes et des ouvriers mouleurs de Monthermé-Laval-Dieu, des ouvriers verriers de Feuquières.

Le montant des achats faits par les ouvriers est retenu sur les salaires. « Nous avons un carnet sur lequel est inscrit le travail que nous rendons, un autre pour les produits ou l'argent que nous prenons » (Ouvriers trépointeurs de Lamanère) [Pyrénées-Orientales].

D'après les ouvriers tisseurs d'Avesnes-les-Aubert, il est quelquefois à craindre que des erreurs se produisent sur les livrets : « Une maison vend à crédit à des ourleuses de mouchoirs. Elle inscrit leur doit et avoir sur un même livret, et, au moment du règlement des comptes, il est impossible de voir clair dans les écritures ».

La vente à crédit, dans de nombreux cas, se fait par l'intermédiaire de bons ou de jetons qui sont délivrés à l'ouvrier, et avec lesquels il peut se procurer des marchandises soit à l'économat, soit chez certains commerçants.

« La vente à crédit se fait indirectement par des bons faits pour toucher du charbon ou des escarbilles à l'usine, et qui sont changés pour de la marchandise d'épicerie » (Métallurgistes de Maubeuge). « La vente à crédit se fait au moyen de jetons délivrés deux fois par semaine » (Métallurgistes d'Onnaing). « Il existe des jetons qui n'ont cours qu'à l'économat » (Verriers de Tourouvre). « Avec les bons, l'on a crédit dans les maisons désignées par le patron » (Verriers d'Eu). « Pour la vente à crédit, certain économat délivre des bons aux ouvriers et ils vont se servir dans un magasin indiqué à l'avance et qui est au profit du patron » (Mécaniciens de Corbeil-Essonnes).

Souvent ces bons sont vendus par les ouvriers pour se procurer de l'argent : « Bien souvent les ouvriers revendent des bons qui leur servent à acheter à l'économat, à d'autres personnes, à des prix beaucoup inférieurs à ce qu'il les avaient payés ».

Le crédit fait aux ouvriers par l'économat peut dépasser, dans certains cas, le montant du gain provenant de ses salaires. « La vente à crédit incite l'ouvrier à dépenser : on a vu des ouvriers redevoir plus de 200 francs au patron » (Ouvriers carriers de Trept).

« La vente se fait à crédit, même on donne plus que l'ouvrier ne gagne ; de ce fait on reste quelquefois 3 ou 4 mois sans toucher d'argent » (Métallurgistes de Fumay).

« Non seulement ces ouvriers ne touchent jamais d'argent, mais ils redoivent constamment et sont ainsi enchaînés au comptoir patronal » (Fédération des travailleurs du verre). « La vente à crédit est un entraînement à la dépense ; l'ouvrier se trouve obligé de se servir à l'économat, n'ayant jamais d'argent pour se servir ailleurs » (Ouvriers carriers de Comblanchien). A Avesnes-les-Aubert, chez les tisseurs, il n'y a pas à proprement parler de vente à crédit ; c'est à l'aide de l'argent touché que l'on fait de suite différents achats ; il y aurait plutôt paiement d'une partie du salaire en marchandises.

Réponses des organisations patronales. — Les réponses patronales signalent également la vente à crédit comme étant pratiquée généralement.

Le Comité central des houillères de France s'exprime ainsi à ce sujet :

Les économats vendent au comptant et à crédit ; tel d'entre eux ne vend à crédit qu'aux ouvriers de la compagnie ; en fait, la plus grande partie des opérations se font à crédit. C'est un mal. Mais c'est un mal inévitable à raison de l'espacement des payes (par quinzaine ou quelquefois par mois) et surtout des habitudes invétérées de la population ouvrière. Tous les fournisseurs locaux vendent à crédit ; l'économat ou la coopérative ont au moins cet avantage de ne faire qu'un crédit très court puisque, suivant les cas, celui-ci est limité à une somme fixe ou que les achats sont soldés par une retenue sur le salaire.

Un des membres du groupe des fondeurs de Champagne répond : « Il n'y a pas de crédit spécial fait ; le crédit va d'un mois à l'autre comme le fait le commerce à la clientèle ouvrière. Les ouvriers soldent leurs achats mensuels avec leurs gains mensuels correspondants. »

« La vente à crédit est faite dans l'intérêt des ouvriers, dit l'Union des fabricants

de papier, et nous n'avons jamais entendu dire qu'elle ait donné lieu à des plaintes.»

D'après le Syndicat des constructeurs de machines agricoles, l'économat a pour avantage de permettre à l'ouvrier d'acheter à crédit sans avoir d'obligation à personne.

Réponses des syndicats de commerçants. — La Chambre syndicale des marchands de vins et restaurateurs de Nancy répond : « La vente à crédit qui est faite dans les économats ruine les ménages ouvriers. Elle enlève tout esprit d'économie et fait que l'ouvrier ne vit guère qu'au jour le jour. On voit fréquemment des ménages acheter à crédit à l'économat pour revendre à perte afin de se procurer un peu d'argent ».

« Dans tous les économats de la région et dans les sociétés coopératives annexées à des usines, la vente se fait à crédit, les ouvriers possédant tous des livres de crédit » (Chambre syndicale du commerce de l'épicerie de Nancy).

Retenues sur les salaires.

Réponses des organisations ouvrières. — D'après la presque totalité des réponses, les sommes dues à l'économat sont retenues intégralement à l'ouvrier au moment de la paye (mineurs d'Homécourt, métallurgistes d'Onnaing, mouleurs de Monthermé-Laval-Dieu, mécaniciens de Maubeuge, carriers de Trept, tailleurs de pierre de la Meuse à Commercy, ouvriers textiles de Bussang, de Saint-Dié, verriers d'Eu). D'après le syndicat textile « La Liberté » du Thillot (Vosges) la retenue se ferait seulement pour certains ouvriers peu solvables.

Les ouvriers métallurgistes de Maubeuge joignent à leurs réponses un certain nombre de bons de paye sur lesquels sont marquées les retenues pour les dépenses faites à la cantine.

La retenue atteint souvent la totalité du salaire; quelquefois même l'ouvrier se trouve devoir à l'employeur, les dépenses ayant été supérieures au montant des salaires.

L'inspecteur divisionnaire de la 7^e circonscription, parlant de l'économat de la verrerie de Tourouvre, dans son rapport pour 1907, s'exprime ainsi :

L'économat annexé à la verrerie de Tourouvre est exclusivement administré par le patron; les marchandises sont délivrées à l'ouvrier, soit contre la monnaie ordinaire, soit contre des jetons désignés par les verriers sous le nom de « monnaie de Cayenne ». Les jours de la paye de quinzaine, l'ouvrier qui n'a pas d'arriéré reçoit son salaire intégral en monnaie courante; quant à l'ouvrier qui a un compte débiteur, son salaire lui est retenu totalement ou en partie selon que le montant de ce compte débiteur est supérieur ou inférieur au salaire de quinzaine. Sur la feuille de paye de la verrerie de Tourouvre, certains ouvriers, en minorité il est vrai, ont des comptes débiteurs allant jusqu'à 300 francs, alors que le salaire de quinzaine est de 50 francs environ. Ces ouvriers n'auront rien à toucher le jour de la paye. Pour pourvoir à leur subsistance, ils auront recours à la « monnaie de Cayenne », laquelle leur est délivrée par le comptable de la verrerie et qui, bien entendu, n'a cours qu'à l'économat. Le montant des jetons qui leur sont délivrés pendant la quinzaine augmente d'autant leur compte débiteur.

Voici à ce sujet quelques réponses des organisations ouvrières :

« Il existe des économats dont les patrons retiennent aux ouvriers qui s'y fournissent toute la paye s'il y a lieu » (ouvriers textiles de Remiremont). — « Les retenues sont faites intégralement chaque quinzaine; les ouvriers ne touchent pas d'argent » (métallurgistes de Fumay). — « Toutes les dépenses faites à l'économat sont les premières retenues et souvent l'ouvrier est dans l'obligation de laisser tout son salaire à l'économat » (carriers de Comblanchien). — « Certains ouvriers chargés

de famille n'ont jamais la satisfaction de toucher de l'argent, car toujours tout leur salaire est absorbé par l'économat» (tailleurs de pierres de la Meuse). — « Les retenues se font sur la paye des ouvriers sans consentement, sans lui laisser un seul sou : on ne s'inquiète pas s'il faut autre chose pour les enfants » (ouvriers textiles de Granges et Aumontzey). — « Dans tous ces économats les marchandises prises par l'ouvrier sont payées avant toute autre chose; la cantine N... est gérée par le bureau et lorsqu'un ouvrier va pour toucher sa paye il se trouve que souvent ce malheureux redoit à son patron » (mécaniciens de Corbeil-Essonnes). — « La plupart des ouvriers qui se fournissent à l'économat ne touchent pas de paye. Au contraire, ils redoivent toujours quelque chose. Mais la somme redue n'est jamais élevée et excède rarement 10 francs » (métallurgistes de Monthermé-Laval-Dieu). — « Le patron retient intégralement les salaires. Au règlement de comptes nous touchons en argent la différence qui peut exister entre le montant du salaire et le montant des dépenses faites à son magasin. Mais le plus souvent l'ouvrier reste en dette avec son patron » (trépointeurs de Lamanère). — « Nous avons eu chez nous, au temps où il existait des économats, des ouvriers qui ont travaillé 10 ans sans toucher un centime » (ouvriers verriers de Feuquières). — « Les ouvriers qui s'approvisionnent à la cantine ne reçoivent jamais un sou; les fournitures sont faites de manière à ce que le salaire mensuel, quel qu'il soit, soit absorbé en entier » (verriers de Roménil). — « L'ouvrier a quelquefois un crédit plus élevé que son prix de façon et se trouvant débauché on lui retient la totalité de son salaire, ce qui le met en mauvaise posture pour faire une nouvelle pièce » (tisseurs d'Avesnes-les-Aubert).

« Pour ce qui est du tissage N..., non seulement tous les ouvriers doivent se fournir à l'économat, mais ils doivent y laisser toute leur paye. On a vu une pauvre mère de famille sortir de l'économat le soir de la paye, absolument sans un sou pour payer la pension de son enfant, ni pour payer son lait (Syndicat textile de l'usine de Lesses à Fresse-sur-Moselle).

« Nous connaissons une maison qui retient un franc à chaque pièce de tissu *par anticipation*; elle totalise la somme ainsi retenue jusqu'à la somme de 15 à 20 francs et c'est seulement quand le pécule est assez gros qu'elle prie l'ouvrier d'acheter » (tisseurs d'Avesnes-les-Aubert).

Parmi les syndicats ouvriers, seuls les verriers du Val d'Aulnoy et les verriers de Laignelet signalent qu'il n'est pas opéré de retenues sur les salaires.

Réponses des organisations patronales. — Au sujet des retenues opérées sur les salaires, le Comité central des houillères de France s'exprime ainsi :

Chez un de nos adhérents on a renoncé, depuis la loi de 1895, à opérer la retenue sur le salaire; l'ouvrier reçoit sa paye intégralement et, de son côté, se libère directement à l'économat. Chez deux autres, ce système a toujours été pratiqué; ailleurs on a trouvé plus simple de conserver l'ancien procédé, qui est commode pour l'ouvrier et pour l'économat, qui oblige la femme à un minimum de prudence dans ses achats et qui empêche l'inflation des dettes. Il va de soi que l'ouvrier peut se faire rembourser les 9/10^e de la retenue opérée; cette opération a lieu sur sa simple demande, mais elle lui interdit désormais soit les achats à crédit, soit l'accès de l'économat. Nulle part ce procédé ne paraît avoir donné lieu à des plaintes de la part des ouvriers.

« Les retenues pour remboursement d'avances sont faites dans les plus minimes proportions et souvent retardées à la demande du personnel pour des besoins divers de famille. Elles n'ont jamais donné lieu à des plaintes » (Union des fabricants de papier).

« Les retenues sur les salaires, disent les constructeurs de machines agricoles,

doivent étre faites pour payer les éconômats, sans cela il y aurait une perte qui obligerait à majorer les prix de vente.»

Un des membres du groupe des fondeurs de Champagne écrit : « L'usine aide autant qu'elle le peut les commerçants des localités voisines à rentrer dans leurs créances sur les ouvriers, et elle le fait gratuitement. »

Le directeur de la verrerie de Saint-Evroult déclare qu'il opère des retenues, comme bien d'autres, quand il y a opposition ⁽¹⁾.

Réponses des syndicats de commerçants. — La Chambre syndicale des marchands de vins et restaurateurs de Nancy répond :

Chaque ouvrier reçoit un livret spécial qui est établi à l'effet d'y inscrire les dépenses faites à l'économat. Une fois que le total des dépenses atteint celui des salaires, il est refusé tout crédit. Il arrive fréquemment que l'ouvrier, dont la femme n'a pas de qualités d'ordre, se trouve dans l'obligation d'avoir recours à la charité d'un camarade pour obtenir l'alimentation qui lui est indispensable. Beaucoup de ménages ne voient jamais d'argent.

D'après la Chambre syndicale de l'épicerie de Nancy, 25 p. 100 des ouvriers, clients des éconômats, ne reçoivent aucun salaire en espèces.

Concurrence faite au petit commerce.

Réponses des syndicats ouvriers. — Un certain nombre de réponses signalent la concurrence faite par les éconômats au petit commerce : (Métallurgistes d'Onnaing, mécaniciens de Corbeil-Essonnes, verriers de Roménil, verriers de Tourouvre). « Tous les petits commerçants, disent les tisseurs d'Avesnes-les-Aubert, se plaignent de la concurrence des fabricants de tissus. »

La concurrence faite au petit commerce est augmentée par l'obligation où se trouvent souvent, en fait, les ouvriers de se fournir à l'économat. « Le petit commerce souffre énormément, car les ouvriers sont astreints par leurs contremaitres à se fournir aux éconômats » (Mécaniciens de Maubeuge). « La concurrence est énorme ; tous les commerçants du pays s'en plaignent, les ouvriers n'osant s'approvisionner ailleurs de peur d'être renvoyés » (Carriers de Trept). Même réponse des ouvriers textiles de Saint-Dié et de Remiremont.

Plusieurs réponses signalent, comme favorisant la concurrence, le manque d'argent dans lequel se trouvent, dans un grand nombre de cas, les ouvriers : « Le petit commerce en souffre, car les ouvriers, ne touchant pas d'argent, sont obligés de passer par l'économat patronal » (Métallurgistes de Fumay). « Aucun commerçant ne peut s'installer sur les lieux parce que les ouvriers n'ayant presque jamais d'argent ne peuvent acheter ailleurs qu'à l'économat » (Tailleurs de pierres de la Meuse, à Commercy). « L'ouvrier ne peut jamais prendre de marchandise au petit commerce, n'ayant jamais d'argent » (Carriers de Comblanchien). « La concurrence faite au petit commerce est indéniable ; l'ouvrier obligé de laisser ses payes à l'économat ne peut rien acheter ailleurs » (Ouvriers textiles de l'usine des Lesses, à Fresse-sur-Moselle).

« La concurrence peut encore s'exercer par la vente que les femmes d'ouvrier font, quelquefois à vil prix et dans le but de se procurer de l'argent, des marchandises qu'elles avaient achetées à l'économat » (Métallurgistes de Maubeuge).

La possibilité qu'ont les patrons de pouvoir se payer, en retenant les salaires

⁽¹⁾ Dans cette usine, on donne aux ouvriers des jetons avec lesquels ils peuvent se procurer des marchandises dans un établissement déterminé.

leur permet de faire un crédit que les petits commerçants ne sauraient soutenir. Il y a là encore une circonstance favorisant la concurrence faite par les éconômats. « Le crédit fait par les éconômats avec la certitude d'être payés, certitude que n'ont pas les petits commerçants, porte préjudice à ces derniers » (Fédération des mécaniciens). « L'éconômât fait du tort au petit commerce en retenant la paye de l'ouvrier; s'il doit ailleurs, il ne peut payer. Une fois endetté, il ne peut plus s'en sortir » (Ouvriers textiles de Granges et d'Aumontzey).

Quelques syndicats ouvriers estiment au contraire que la concurrence faite au petit commerce par certains éconômats n'est pas grande, étant donné que ceux-ci ne vendent ni meilleur marché, ni de meilleure qualité que les commerçants (Ouvriers textiles de Bussang, du Thillet; union métallurgique de Lille).

Les ouvriers verriers de Laignelet et du Val-d'Aulnoy, répondent négativement au sujet des plaintes relatives à la concurrence faite aux petits commerçants.

Enfin deux syndicats de Monthermé-Laval-Dieu (Métallurgistes et mouleurs) font observer que la concurrence des éconômats s'exerce surtout contre les sociétés coopératives, devant lesquelles le petit commerce avait déjà disparu.

Réponses patronales. — Deux membres du groupe des Fondateurs de Champagne répondent que leurs éconômats n'ont pas donné lieu à des plaintes de la part des commerçants : « Le petit commerce ne se plaint pas de la concurrence, parce que l'on adopte ses prix moyens sans aucune arrière-pensée de lui faire de la concurrence; les commerçants des environs viennent d'ailleurs vendre dans l'usine chaque jour. » — « Peut-être, au début, quelques épiciers ont-ils été fâchés du bas prix auquel l'éconômât livrait ses fournitures, mais je n'ai jamais entendu formuler aucune plainte de la part de ces négociants ».

Le Comité central des houillères de France s'exprime ainsi à ce sujet : « Il est impossible que les éconômats ne soient pas mal vus du commerce local. Ils ont parfois pour but principal, et toujours pour effet, de limiter ses profits. Ils l'obligent, par la concurrence, à abaisser ses prix et à vendre des produits de bonne qualité. A ce double point de vue, l'importance de leurs opérations les place évidemment dans une meilleure situation que les petits fournisseurs. Mais ceux-ci n'auraient le droit de se plaindre que si l'éconômât baissait ses prix au-dessous du niveau normal d'une vente à bénéfice modeste; ou si, en s'étendant à des marchandises autres que celles de première nécessité, il rendait la vie impossible à tout autre commerce que le sien. Cela n'est pas le cas chez nos adhérents. »

L'Union des syndicats patronaux des industries textiles de France répond : « Les industries textiles n'ont jamais vendu que des objets de première nécessité et c'est sur ces objets que portent les crédits. On ne peut donc dire que les éconômats présentent les inconvénients des maisons de vente à crédit qui poussent les ouvriers à acheter des inutilités. »

« On ne peut considérer comme concurrence faite au petit commerce, dit l'Union des fabricants de papier, la vente de marchandises de bonne qualité à des prix auxquels celui-ci ne pourrait livrer dans les mêmes conditions que les éconômats, lesquels n'ont en vue que leur personnel. »

Le directeur de la verrerie de Saint-Evroult écrit : « Le tenancier de la maison tenant lieu d'éconômât étant beaucoup mieux approvisionné que les autres, vend plus. »

Réponses de syndicats de commerçants. — La Chambre syndicale des marchands de vins et restaurateurs de Nancy répond : « Non seulement la vente à crédit, les retenues sur les salaires, la pression exercée sur l'ouvrier pour se fournir à l'éconômât empêchent le petit commerçant de faire des affaires, mais les éconômats lui

font une concurrence à outrance en vendant à tout le monde, ouvriers de l'usine comme aux autres. C'est par centaines que l'on peut compter les petits commerçants disparus dans les villes et villages avoisinant les économats. »

La Chambre syndicale du commerce d'épicerie de Nancy s'exprime ainsi : « La concurrence est excessive en ce sens que l'économat, achetant par grandes quantités des produits souvent inférieurs, est assuré de l'écoulement de ses produits aux prix qui lui conviennent. L'ouvrier doit prendre ce qu'on lui donne, toute la clientèle échappant au petit commerce, celui-là souffre forcément de cette concurrence. »

Autres inconvénients des économats.

D'autres griefs ont été relevés contre les économats par des syndicats ouvriers :

Les économats portent atteinte aux autres entrepreneurs; un patron ayant d'énormes bénéfices sur son économat, peut entreprendre des travaux à des prix au-dessous de ceux des autres patrons. Cette pratique a pour effet de faire diminuer les salaires des ouvriers des autres patrons, obligés de soutenir la concurrence (Tailleurs de pierres et carriers de Trept).

Le même inconvénient a été signalé par les verriers de Tourouvre.

On a signalé également le grave inconvénient qui pouvait résulter de ce que les ouvriers se trouvent sans argent; pour s'en procurer, ils doivent revendre à vil prix les marchandises qu'ils achètent à l'économat ou les bons qui leur sont délivrés pour y prendre des denrées à crédit.

« Par le crédit facile qu'ils offrent, les économats incitent à la dépense » (Fédération des mécaniciens; trépointeurs de Lamanère; carriers de Comblanchien).

« L'économat est la forme la plus immorale de l'exploitation patronale, car la vente à crédit est une incitation indirecte à la dépense; l'ouvrier ayant un crédit journalier dépense plus que s'il payait au fur et à mesure qu'il achète » (Tailleurs de pierres de la Meuse).

« Les économats présentent de gros inconvénients en cas de grève : les ouvriers se voient refuser des marchandises. D'autre part, les commerçants n'en donnent pas à crédit, sachant qu'à la reprise du travail les ouvriers s'approvisionneront à nouveau à l'économat » (Ouvriers textiles de Provençères-sur-Fave, Vosges).

On a aussi signalé les dangers des économats au point de vue moral. « Les économats portent préjudice aux ouvriers au point de vue moral plus encore qu'au point de vue matériel » (Tailleurs de pierres de la Meuse, à Commercy). « Ils portent atteinte à la liberté de l'ouvrier » (Ouvriers métallurgistes de Fumay et ouvriers textiles de Saint-Dié).

Le Syndicat des ouvriers textiles de Granges et Autmonzey répond :

Les économats sont immoraux, car ils détruisent toutes les énergies; ils ôtent à l'ouvrier la faculté de l'économie et les principes de solidarité et de mutualité, car l'homme n'a plus rien à compter : il prend son carnet, à la paye on lui retient tout, et on recommence...

Et plus loin :

Les économats sont immoraux, car l'ouvrier n'a plus à compter, on lui retient son salaire à la paye et il ne lui reste plus un sou; il s'est trouvé des familles être plus de dix ans sans toucher un sou; cela fait des ouvriers découragés; ils n'ont plus aucun goût au travail et ils manquent leur travail pour rien, car ils n'ont pas peur d'être renvoyés, étant en arriéré à l'économat. Ils deviennent ivrognes; ils iront chercher des vivres à l'économat pour les re-

vendre au mastroquet moitié de leur valeur pour se procurer de l'alcool. Nous avons entendu un directeur répondre à un ouvrier qui réclamait contre un de ses voisins qui était un ivrogne invétéré et qui menait une vie de scandale et d'immoralité : « Je le mettrais bien à la porte, mais il nous redoît. »

Le Syndicat des ouvriers verriers de Roménil fait le tableau suivant des ouvriers qui se fournissent à la cantine (économat) :

La cantine est une cause de gêne, de misère, pour l'ouvrier peu énergique qui, dans la crainte de représailles de la part du patron, n'ose s'approvisionner ailleurs. Elle crée l'imprévoyance, source de tant de maux et de discorde dans la famille. . . Pour quiconque travaille ou va ou vient dans la verrerie, et est tant soit peu observateur, il est facile de reconnaître, parmi les ouvriers, ceux qui s'approvisionnent librement en allant où ils veulent de ceux qui prennent forcément leurs fournitures à la cantine. Si on pénètre dans la demeure de ces derniers, on y remarque le dénûment le plus complet, le découragement, l'abandon. Les parents, les enfants, sont couverts de mauvais vêtements, sales, déguenillés, vont presque nu-pieds; leur aspect est ce qu'il y a de plus miséreux. Et cela se comprend : jamais un sou n'entre dans la maison. On ignore l'ordre, l'économie, l'épargne. . . Si la maladie survient, c'est plus effrayant encore, pas un centime pour donner les soins. Demander une avance de fonds au patron est peine inutile. Si les cantines avaient été supprimées il y a longtemps déjà, il y aurait bien moins de malheureux, bien moins de misère qu'il en existe parmi beaucoup de familles des travailleurs de l'usine.

Les carriers de Comblanchien demandent la suppression des économats : 1° pour que l'ouvrier puisse disposer de son salaire; 2° pour que l'ouvrier ne soit pas l'objet de la double exploitation patronale; 3° pour que l'ouvrier recouvre sa liberté d'action et puisse vivre comme bon lui semble du produit de ses peines.

Enfin certains syndicats n'ont pas manqué de faire ressortir les dangers des économats au point de vue de l'alcoolisme. Voici, à ce sujet, un extrait de la réponse du Syndicat textile de l'usine des Lesses, à Fresse-sur-Moselle :

Comme griefs que l'on doit formuler contre les économats, figure celui d'être un foyer pour l'alcoolisme. Je me rappelle les paroles que disait M. N..., industriel et maire de X..., lorsque ses ouvriers lui exposaient leurs vues pour la création d'une société coopérative : « Oui, vous avez raison, faites une société coopérative, mais surtout ne faites pas comme à l'économat de Z... La centaine d'ouvriers qui y travaillent ne peuvent pas acheter de lait pour leurs enfants, mais trouvent moyen de consommer 600 litres d'eau-de-vie dans un mois; je suis honteux que notre belle commune de X... possède un tel établissement. »

« D'ailleurs, ajoute le Syndicat des Lesses, ce n'est pas une exception; dans un économat, on payait le kilogramme de sucre 0 fr. 80, alors qu'à la coopérative on le payait seulement 0 fr. 65; par contre, on payait 1 fr. 40 le litre d'eau-de-vie qui, dans le commerce, était payé 1 fr. 50. »

Dans son rapport sur l'application des lois réglementant le travail pendant l'année 1907, l'inspecteur divisionnaire de la 7^e circonscription (Rouen), amené à parler de l'économat annexé à la verrerie de Saint-Evrault, s'exprime ainsi :

La quantité d'alcool vendue paraît être considérable si l'on en juge par le volume des fûts que nous avons pu voir dans le magasin aux liquides.

L'inspecteur divisionnaire ajoute qu'il serait intéressant de recueillir des documents précis concernant le prix d'achat et le prix de vente de cet alcool, la capacité exacte d'un fût, et le temps mis à le débiter. Ces renseignements permettraient de calculer d'une manière assez exacte le bénéfice réalisé par le patron du seul fait de la vente de l'alcool aux ouvriers qu'il emploie.

Les similaires verriers de Roménil, les carriers de Roménil, insistent également sur le danger que présentent les économats au point de vue de l'alcoolisme,

Réponses des organisations patronales. — Les organisations patronales ne signalent aucun autre grief à formuler contre les économats. Toutefois on peut extraire la réponse suivante du Syndicat cotonnier de l'Est : « En tous cas, nous sommes d'avis que la vente de l'alcool ou de boissons alcooliques quelconques devrait être interdite dans les économats et qu'on devrait, au contraire, en faire des centres de propagande anti-alcoolique. »

Avantages des économats.

Pour un grand nombre d'organisations ouvrières, les économats ne présentent aucun avantage (Métallurgistes de Fumay, d'Onnaing, de Monthermé-Laval-Dieu; mouleuis de Monthermé-Laval-Dieu; mécaniciens de Maubeuge; carriers de Comblanchien; verriers du Val d'Aulnoy, similaires verriers de Roménil; ouvriers textiles de Saint-Dié, de Remiremont, de Granges et Aumontzey, de Bussang, de la Goutte-de-Rieux; tisseurs de Saint-Quentin).

Prix de vente. — Pour les verriers de Laignelet et les similaires verriers de Roménil, les prix sont modérés et raisonnables.

D'après les syndicats ouvriers suivants, les prix de vente de l'éconamat sont les mêmes que ceux du commerce local : Mouleurs de Monthermé-Laval-Dieu, mécaniciens de Corbeil-Essonnes, verriers de Tourouvre, textiles du Thillot (La Liberté).

Nombreuses sont les réponses des syndicats ouvriers d'après lesquelles le prix de vente de l'éconamat est plus élevé que le prix de vente du commerce local : Mineurs d'Homécourt; carriers de Trept, de Comblanchien; Fédération des travailleurs du verre, verriers d'Eu, de Feuquières, de Roménil, du Val-d'Aulnoy; ouvriers de la Goutte-de-Rieux à Saint-Maurice-sur-Moselle; tisseurs d'Avesnes-les-Aubert.

Les trépointeurs de Lamanère signalent que le litre d'huile est vendu par les patrons 1 fr. 20 au lieu de 0 fr. 75. Le syndicat des ouvriers textiles de Bussang signale que le double décalitre de pommes de terre est vendu 1 fr. 50 au lieu de 1 franc.

Les tailleurs de pierres de la Meuse, à Commercy, écrivent :

Pour le pain, si le prix est de 0 fr. 35 le kilogramme; on le vend 0 fr. 35 le kilogramme, mais à la condition de ne pas le peser; si on l'exige on ne vous en vend pas; le vin est vendu 0 fr. 40 le litre, pris à l'hectolitre son prix est de 26 francs; le patron prélève donc 0 fr. 14 de bénéfice par litre sur la vente au détail.

D'autre part, le comité central des Houillères de France s'exprime ainsi à ce sujet :

L'éconamat a le double avantage de vendre à prix assez bas et de maintenir aux environs de ce niveau les prix du commerce local. Voici ceux du plus important des économats de nos adhérents (clientèle, 3,000 ménages, région du Gard) : pain, 0 fr. 306 le kilogramme; pommes de terre, 6 fr. 50 les 100 kilogrammes; viande, 2 francs le kilogramme; porc, 2 francs le kilogramme; poisson, 0 fr. 90 le kilogramme; vin, 20 francs l'hectolitre; œufs, 1 franc la douzaine.

Le petit commerce trouve ces prix trop bas: il n'est pas douteux que s'il était seul, il les relèverait fortement; actuellement il vend un peu plus cher, mais porte à domicile, consent de longs crédits, se rejette sur d'autres qualités ou des marchandises de fantaisie.

L'Union des industries métallurgiques et minières dit également que les économats sont des régulateurs de prix pour le commerce local.

A qualité égale, dit l'Union des fabricants de papier, les prix sont bien inférieurs à ceux du commerce; le prix du kilogramme de viande est de 0 fr. 15 à 0 fr. 25 moins cher que chez les bouchers; il en est de même pour le pain.

Le directeur de la verrerie de Saint-Evrault dit que personne ne se plaint des prix auxquels sont vendues les marchandises dans l'établissement où ses ouvriers se fournissent; ces prix sont plutôt au-dessous de ceux des autres commerçants.

Un membre du groupe des fondeurs de Champagne dit qu'en moyenne les prix de vente sont ceux du commerce avoisinant. Un autre membre du même groupe répond : « Les marchandises sont vendues avec une diminution de 10 à 20 p. 100 sur les prix que leur faisaient payer les trois seuls épiciers existant à l'époque de sa création ». Un troisième écrit : « La cantine délivre de la bière et du vin de qualité supérieure à celle des boissons vendues par le petit commerce et à des prix de 20 p. 100 moins élevés ».

Qualité. — D'après les verriers de Laignelet et ceux du Val d'Aulnoy, les marchandises sont de bonne qualité.

Pour les mineurs d'Homécourt, les tisseurs de Granges et d'Autmonzey et les tisseurs de Saint-Quentin, la qualité est ordinaire et il n'y a pas à ce point de vue de différence avec le commerce.

Les métallurgistes de Fumay, les tisseurs d'Avesnes-les-Aubert disent qu'il n'y a aucun avantage à se servir à l'économat, relativement à la qualité.

La grande majorité des réponses ouvrières estime que les marchandises vendues par les économats sont de qualité inférieure à celle des marchandises vendues dans le commerce. Tel est l'avis des syndicats suivants : mécaniciens de Corbeil-Essonnes, de Maubeuge; métallurgistes de Maubeuge; mouleurs de Monthermé-Laval-Dieu; trépointeurs de Lamanère; carriers de Comblanchien; Fédération des travailleurs du verre; verriers de Tourouvre, d'Eu, de Feuquières, de Roménil; similaires verriers de Roménil; ouvriers textiles de Bussang.

« Les marchandises sont de dernière qualité puisque l'ouvrier est obligé de se servir à l'économat » (carriers de Trept). « La viande surtout laisse beaucoup à désirer comme qualité » (tailleurs de pierres de la Meuse, à Commercy).

Les denrées alimentaires sont toujours inférieures et, en sus des économats, il existe des cantines où les boissons sont radicalement mauvaises. Ainsi les ouvriers ont souvent constaté que des brasseurs relevaient des fûts de bière dans les cafés de la localité pour les emmener dans les cantines (Métallurgistes de Monthermé-Laval-Dieu).

D'après les réponses patronales, les marchandises vendues dans les économats sont toutes de bonne qualité. Parlant d'un économat annexé à une exploitation minière, le comité central des Houillères s'exprime ainsi :

L'économat ne livre que des produits de première qualité; cela lui est facile à raison de l'importance de ses affaires, de la facilité qu'il a de contrôler les réceptions, de faire passer au laboratoire les produits susceptibles d'analyses, etc. L'économat cité n'utilise que des farines de 14 p. 100 de gluten et ne tue que des moutons de choix.

« Dans la pratique, les marchandises sont de qualité supérieure et cédées sans aucune préparation » (Union des fabricants de papier).

Ont répondu dans le même sens : l'Union des industries métallurgiques et minières, l'Union des syndicats patronaux des industries textiles, deux membres du groupe des fondeurs de Champagne, le directeur de la verrerie de Saint-Evrault.

Autres avantages. — D'après les verriers de Laignelet, les ouvriers tirent des économats patronaux l'avantage de pouvoir se fournir, à proximité, de tout ce dont

ils ont besoin. Les tisseurs d'Avesnes-les-Aubert disent que les économats permettent quelquefois à des ouvriers hors de crédit de se procurer ce dont ils ont besoin.

D'après les réponses des organisations patronales, les économats présenteraient un certain nombre d'avantages.

Ils abaisseraient le coût de la vie (Comité central des Houillères de France, Comité des Forges de France, Union des industries métallurgiques et minières).

Ils empêcheraient les ouvriers de se trouver poussés à la dépense (Comité central des Houillères de France; un membre du groupe des fondeurs de Champagne).

Ils faciliteraient l'approvisionnement dans les centres industriels nouveaux, éloignés des centres (Comité des Forges de France, Union des industries métallurgiques et minières, Syndicat général des fondeurs en fer, Union des syndicats patronaux des industries textiles, Groupe des fondeurs de Champagne).

Ils seraient nécessaires pour les ouvriers qui arrivent sans être connus, sans argent, sans crédit (un membre du groupe des fondeurs de Champagne).

Ils faciliteraient pour les patrons le recrutement de la main-d'œuvre dont ils ont besoin, les ouvriers étrangers ne s'arrêtant dans une localité qu'autant qu'ils peuvent, au début, trouver à s'y nourrir sans être exploités.

Ils permettraient de donner indirectement des secours aux ouvriers dans le besoin (Comité central des Forges de France). Ils permettraient, à l'aide des bénéfices, d'alimenter des institutions de prévoyance ou d'intérêt général (un des membres du groupe des fondeurs de Champagne).

Voici quelques-unes des réponses faites à ce sujet par les organisations patronales :

Le Comité central des Houillères de France s'exprime ainsi :

L'économat ou la *coopérative* bien menés abaissent sensiblement le coût de la vie et améliorent d'une manière exceptionnelle les conditions de l'alimentation. D'après les quelques exemples que nous connaissons, on peut, compte tenu des ristournes, constater un écart de prix de 15 à 30 p. 100, sans parler de la différence de qualité, ni du nombre des saisis qui sont presque toujours le fait de petits fournisseurs locaux.

L'économat ou la *coopérative*, réduits aux objets de première nécessité, ont, en outre, l'avantage de ne pas pousser la femme à la dépense, ne la tentant pas par la fantaisie, le demi-luxe et l'inutilité.

Enfin, l'économat, lorsqu'il est compris avec un peu de largeur et de souplesse, permet, sous la forme la moins proche d'une charité parfois humiliante, le secours à l'ouvrier malade ou chargé de famille. Des livraisons de vêtements ou d'aliments, faites en ces cas exceptionnels, ne seront réglés que dans des mois et quelquefois des années.

Le Comité des Forges de France répond :

Les économats rendent encore de très réels services à la population ouvrière, notamment dans les localités où, par suite du développement de l'industrie, la population s'est accrue très rapidement; nous pourrions citer, par exemple, telles localités de Meurthe-et-Moselle qui comptaient, il y a cinq ans à peine, 4 ou 500 âmes et qui en ont actuellement 5 ou 6.000. Dans de telles circonstances les ouvriers seraient, sans les économats, dans les mains du petit commerce local qui ne pouvant se développer aussi rapidement les exploiterait pendant une longue période (Comité des forges de France).

Un membre du groupe des fondeurs de Champagne répond :

Les ouvriers trouvent des avantages au point de vue de l'économie domestique : les ouvriers payant leurs achats pour ainsi dire au comptant ou bien le jour du payement de l'usine, ne font pas de dettes, ce qui n'avait pas lieu auparavant, les fournisseurs les poussant à la consommation de sorte

sommes plus ou moins considérables. Ils leur signaient souvent, à des taux usuraires, des billets qui habituellement demeuraient impayés, d'où frais de saisie-arrest et autres. L'économat n'a jamais eu à faire de frais à aucun ouvrier.

Un autre membre du même groupe signale comme avantages des économats l'emploi que l'on peut faire des bénéfices en faveur d'institutions de prévoyance ou d'intérêt général :

Les bénéfices sont employés : 1° à entretenir une école (40 élèves, 2 maîtresses); 2° à donner des retraites au personnel; 3° à donner des indemnités aux femmes et enfants des ouvriers accomplissant des périodes militaires; 4° à donner des secours aux ouvriers à qui la caisse de secours ne vient plus en aide après six mois de maladie, aux familles nombreuses, aux vieillards, infirmes, etc.; 5° à venir en aide aux orphelins de père ou de mère... Les usines restreignent les dépenses des cantines si c'est l'homme qui a tendance à y trop dépenser ou d'épicerie, mercerie, étoffes si c'est la femme qui a tendance à trop acheter. Beaucoup de ménages ressentent les effets salutaires de ces restrictions faites d'ailleurs avec le plus de précautions possibles ⁽¹⁾.

(A suivre).

⁽¹⁾ Dans une lettre adressée après la clôture de l'enquête, la Chambre de commerce de Sedan fait remarquer que les cantines présentent des avantages pour les ouvriers travaillant devant les feux, en leur permettant l'achat de la boisson qui leur serait nécessaire. « Dans les pays de bière, on doit tenir compte de l'impossibilité de faire apporter par chaque ouvrier les cinq ou six litres de bière qu'ils doivent absorber pendant un poste; cette bière s'échauffant serait imbuvable. »

L'APPLICATION DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL EN 1908⁽¹⁾.

CHAPITRE 1^{er}. — Généralités.

Le tableau suivant donne la répartition des établissements assujettis au contrôle du service de l'inspection du travail, d'après le régime légal auquel ils sont soumis.

DÉSIGNATION.	SOMMES.
Établissements industriels soumis aux lois de 1892-1900 (travail des enfants et des femmes), de 1893-1903 [hygiène et sécurité des travailleurs] et de 1906 (repos hebdomadaire).....	168,048
Établissements industriels soumis aux lois de 1848 (durée du travail des hommes adultes), de 1893-1903 [hygiène et sécurité des travailleurs] et de 1906 (repos hebdomadaire) mais non soumis à la loi de 1892-1900 (travail des enfants et des femmes).....	38,692
Établissements soumis seulement aux lois de 1893-1903 (hygiène et sécurité des travailleurs) et de 1906 (repos hebdomadaire).....	818,775
Établissements soumis exclusivement à la loi de 1906 (repos hebdomadaire).....	20,417
	<u>545,932</u>

Le tableau qui précède ne tient compte ni des établissements soumis à ces diverses lois qui sont inspectés par le service des mines (mines, carrières et établissements annexes) ou le service du contrôle des chemins de fer (tramways) ni des établissements de la guerre et de la marine, où un contrôle spécial a été institué pour des considérations tirées de l'intérêt de la défense nationale.

Au point de vue du nombre des ouvriers ou employés qui y sont occupés, les établissements soumis au contrôle de l'inspection se répartissent comme suit :

NOMBRE D'OUVRIERS OU D'EMPLOYÉS.	Établissements.	POURCENTAGE.
De 1 à 5.....	440,286	80.65
De 6 à 20.....	76,963	14.09
De 21 à 100.....	23,540	4.32
De 101 à 500.....	4,621	0.85
Plus de 500.....	522	0.09
TOTAL.....	<u>545,932</u>	

⁽¹⁾ Analyse et extraits du rapport présenté au Président de la République par M. les membres de la Commission supérieure du travail. (*Journal officiel* du 3 octobre 1909. *Annexe*). — Pour l'année 1907, voir *Bulletin*; novembre 1908, p. 1081.

Le tableau ci-après donne la répartition par âge et par sexe du personnel protégé par les diverses lois réglementant le travail.

CATÉGORIES DE PERSONNEL.	NOMBRE.	POURCENTAGE.
Enfants au-dessous de 18 ans. { Garçons.....	321,778	7.9
{ Filles.....	279,846	6.9
Filles au-dessus de dix-huit ans et femmes.....	861,079	21.3
Hommes au-dessus de dix-huit ans.....	2,586,109	63.9
TOTAL.....	<u>4,048,312</u>	

Le tableau qui suit donne de précieuses indications sur le nombre des établissements existants, répartis par catégories professionnelles, ainsi que sur celui du personnel occupé :

GROUPES PROFESSIONNELS.	NOMBRE	
	d'établissements.	d'ouvriers et d'employés
Pêche. (Établissements ayant un caractère industriel)....	141	2,432
Forêts, agriculture (Établissements ayant un caractère industriel).....	294	1,708
Industries extractives (Industries annexes des).....	83	1,337
Industries de l'alimentation.....	64,940	330,453
Industries chimiques.....	5,255	117,199
Caoutchouc, papier, carton.....	2,584	84,995
Industries du livre.....	5,510	90,950
Industries textiles proprement dites.....	16,443	655,422
Travail des étoffes, vêtements.....	73,533	400,454
Travail des pailles, plumes, crins.....	1,421	15,370
Cuir et peaux.....	19,872	136,830
Industries du bois.....	61,554	303,856
Métallurgie.....	221	107,881
Travail des métaux ordinaires.....	55,167	525,255
Travail des métaux fins.....	2,212	21,476
Taille des pierres précieuses.....	159	2,399
Taille et polissage des pierres.....	3,150	20,833
Terrassement, construction en pierres.....	41,622	306,908
Travail des pierres et terres au feu.....	9,358	166,019
Manutention.....	1,325	28,542
Transports.....	7,690	74,629
Commerces divers.....	131,968	447,605
Commerce forain, spectacles, agences.....	3,589	15,506
Banques, assurances.....	4,456	34,369
Professions libérales.....	8,648	31,462
Soins personnels; service domestique.....	11,618	24,332
Service de l'État, des départements et des communes....	12,919	101,490
TOTAUX.....	<u>545,932</u>	<u>4,048,812</u>

Les chiffres qui précèdent, en raison du nombre encore relativement élevé des établissements qui n'ont jamais été visités par les inspecteurs, comportent une certaine incertitude qui rend difficiles les comparaisons d'une année à l'autre.

Sur 545,932 établissements assujettis, 173,136, soit 31.7 p. 100 n'avaient pas

encore été visités à la fin de 1908 par les inspecteurs. Le chiffre de ces établissements était, en 1907, de 191,237; il a donc diminué de 18,101.

Le nombre total des établissements visités au cours de 1908, qui est de 162,059 est en augmentation de 12,196 sur celui de 1907.

Quant au personnel rencontré dans les établissements, il se répartit comme suit d'après la législation qui le protège :

	PERSONNEL PROTÉGÉ PAR		
	les lois de 1848, 1892- 1900, 1893-1902 1906.	les lois de 1893-1903, et de 1906 seules.	la loi de 1906 seule.
Enfants au-dessous de 18 ans. { Garçons....	171,151	14,244	429
{ Filles.....	178,744	2,795	138
Filles de plus de 18 ans et femmes.....	554,762	43,255	3,311
Hommes adultes.....	1,189,383	318,972	18,928
TOTAUX.....	2,094,040	379,266	22,806

En rapprochant ce total général de ceux des années qui précèdent, on constate un accroissement continu du nombre de personnes rencontrées, et par suite effectivement protégées. Ce nombre était en 1906 de 2,184,023; il a passé en 1907 à 2,303,454 et atteint en 1908, 2,496,112.

Remarquons pourtant que le nombre total des travailleurs protégés serait de 4,048,812 ouvriers et employés. C'est donc 1,552,700 travailleurs de tout ordre et parmi eux un grand nombre de femmes et d'enfants pour lesquels le contrôle de l'application de la loi n'a point été effectivement

Ateliers de famille. — La loi a reconnu le caractère d'ateliers de famille et a conféré des indemnités spéciales, en ce qui concerne les lois réglementant le travail, aux ateliers où ne sont occupés que des membres de la famille sous l'autorité du père, de la mère ou du tuteur.

Voici les renseignements nouveaux contenus, au sujet de l'extension de ces ateliers et de la condition des ouvriers à domicile, dans les rapports des inspecteurs.

L'inspecteur divisionnaire de Limoges signale une certaine tendance au relèvement des prix du travail à domicile.

Le travail à domicile est organisé dans le Berry et la Sologne, d'une façon intensive, surtout dans le nord et l'ouest du Cher; c'est, semble-t-il, là le centre du travail de la lingerie à domicile et les diverses maisons de fabrication s'y disputent la main-d'œuvre, ce qui a été la cause d'un certain relèvement des prix; chaque maison a des représentants possédant chevaux et voitures lesquels parcourent la campagne distribuant de la lingerie et reprenant celle qui est achevée. Cette région étant essentiellement agricole, les femmes sont disponibles pour un travail que l'on met à leur portée; il n'est pas une seule maison de paysan ou de petit bourgeois qui ne compte quelque ouvrière en lingerie.

Ce genre de travail s'exerce dans la même région pour le montage des brosses, le triage des soies, le creusage et le montage des sabots et dans la bonneterie grosse et fine pour laquelle des centaines d'ouvrières travaillent à la machine à tricoter.

Dans la ville de Bourges, la Société des fournitures militaires distribue à un millier d'ouvrières de la campagne des travaux de finissage de vêtements militaires. Le cahier des charges imposé par le Ministère de la Guerre indique des prix de façon

qui permettent aux ouvrières ainsi occupées de gagner de 1 fr. 75 à 2 francs par jour.

Dans la circonscription de Nancy, au dire de l'inspecteur divisionnaire :

Le nombre des ateliers de famille non réglementés s'accroît chaque année, notamment dans la région de Saint-Quentin, où l'inspecteur signale, dans l'industrie de la broderie, l'existence de 1,400 de ces établissements ; à Reims, où l'industrie de la fleur artificielle prend de plus en plus d'extension ; dans les arrondissements de Verdun et de Commercy (Meuse), par suite du développement de la broderie.

Dans le canton de Souilly (Meuse), l'inspecteur de cette région signale que l'industrie du bois de brosse ne se fait plus en usine, pour ainsi dire, mais dans des ateliers de famille échappant à l'action du service. Les femmes et les enfants seraient occupés, toute la journée, à tourner des roues verticales actionnant la machine sur laquelle le père travaille.

De jeunes enfants travailleraient ainsi pendant treize ou quatorze heures par jour, et déserteraient les écoles dès dix ou onze ans.

Dans la région du Nord où la grande industrie domine, il n'existe qu'à titre exceptionnel des ateliers de famille. On en signale cependant un assez grand nombre dans l'industrie du polissage du marbre. Les ouvriers travaillant en usine se plaignent de l'abaissement de salaire qui résulte de la concurrence de ces ateliers. La population de plusieurs villages des environs d'Armentières est occupée par des confectionneurs. La confection de la chaussure se fait également sous ce régime, mais avec tendance à diminuer.

Il semble, d'après les indications fournies par l'inspecteur divisionnaire de Rouen que le nombre des ateliers de famille ait une tendance à s'accroître dans la région de Beauvais.

Ces ateliers sont en grand nombre dans la région, parce que les industries s'y prêtent. Beaucoup de ces chefs d'ateliers sont d'anciens ouvriers, ayant quelque bien, qui quittent leur ancien patron, après perfectionnement complet dans leur métier, pour travailler à leur compte. Mais, n'ayant pas assez d'avances, ils ne s'éloignent pas de leur ancienne usine, car ils attendent d'elles les travaux à façon. Leur ancien patron leur facilite quelquefois les moyens de s'établir en leur procurant tout ou partie des ressources nécessaires, mais ils doivent prendre l'engagement de ne travailler que pour lui. C'est ainsi qu'ils s'installent et gravitent dans le voisinage de l'usine. Les exemples sont fréquents car les deux parties y trouvent leur intérêt. La fabrique qui exécute l'ensemble des opérations sur un produit particulier y gagne en allègement et en rapidité d'exécution, et cet ouvrier-patron, conduisant son atelier lui-même, élargit ses affaires et ses ressources. On ne mentionne aucun abus ; cependant ces ateliers, pouvant si facilement perdre leur caractère spécial, ne peuvent guère être perdus de vue.

Dans la région de Toulouse le nombre de ces ateliers n'aurait pas sensiblement varié depuis un an.

A Aurillac, pour la fabrication des parapluies, il y a deux fois plus d'ouvriers à domicile que de personnes occupées dans les fabriques. Ces ateliers de famille ont surtout augmenté depuis le rejet de la dérogation (inscription à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893) sollicitée par les fabricants de parapluies et d'ombrelles d'Aurillac.

Dans la région de Millau, où les fabricants de ganterie occupent plus de 800 personnes à domicile, une tentative a été faite récemment, sur l'initiative de la Bourse du travail, pour empêcher cette dissémination du travail et réserver le travail pour les ouvriers des ateliers.

Dans la région de Saint-Flour un établissement fait fabriquer des chemises à façon par une centaine d'ouvrières.

Dans la région du Tarn, le travail familial est en recul marqué dans l'industrie du tissage, stationnaire dans le travail des étoffes, en léger progrès dans la fabrique de la bonneterie.

À Toulouse, l'inspecteur déclare que les ateliers de famille non soumis aux lois sont nombreux dans sa section. On y fait la chemise pour hommes, la lingerie pour femmes, la semelle en corde pour sandales, le montage de la sandale, la couture des sacs en toile et en jute, le tricotage sur métier droit. L'inspecteur ajoute que pour la confection des chemises pour hommes, qui se fait à Toulouse et dans l'arrondissement de Muret, le travail est peu payé surtout à Toulouse. L'ouvrière devant en tirer sa journée est obligée de travailler quinze à dix-huit heures par jour pour un salaire insuffisant.

De l'ensemble des rapports de l'inspection sur les ateliers de famille on ne saurait tirer cette année encore, une conclusion d'ordre général qui permette à la Commission supérieure du travail de se prononcer.

Établissements de l'État, des départements et des communes. — Les inspecteurs divisionnaires ne signalent aucun abus particulier dans les établissements de l'État, des départements ou des communes qui possèdent un caractère industriel ou commercial, et qui sont soumis à leur contrôle. Ces établissements présentent une assez grande importance relativement à l'ensemble puisque leur nombre est, d'après les statistiques de 1908, de 12,919 établissements et que le personnel qu'ils occupent s'élève à 101,490 ouvriers ou employés.

Ouvriers étrangers. — On signale dans un certain nombre de rapports le nombre de plus en plus élevé des ouvriers étrangers rencontrés dans un certain nombre d'établissements industriels. C'est ainsi que dans des ateliers de confection de vêtements de Paris, les ouvriers de nationalité étrangère sont signalés comme en majorité, et que dans certaines spécialités de l'industrie de la confection des chapeaux, la proportion atteindrait 75 p. 100. Dans la bijouterie, on peut, d'après un inspecteur, évaluer à un quart au moins la proportion des ouvriers étrangers.

La Commission supérieure du travail estime qu'il y aurait intérêt à être fixée d'une façon exacte sur l'importance actuelle de l'élément étranger dans notre main-d'œuvre, ainsi que sur ses fluctuations ultérieures.

CHAPITRE II. — Âge d'admission.

L'âge d'admission dans les établissements visés par la loi du 2 novembre 1892 est de 13 ans; il est de 12 ans, pour les enfants munis du certificat d'études primaires et d'un certificat médical d'aptitude physique. Le nombre de ces enfants de 12 à 13 ans rencontrés par les inspecteurs en 1908 a été de 5,848 dont 2,076 garçons et 3,772 filles.

De l'ensemble des rapports du service se dégage l'impression que si l'on supprimait les dispositions qui permettent l'emploi des enfants de 12 à 13 ans dans l'industrie, cette mesure n'apporterait point une gêne appréciable dans les établissements qui les emploient actuellement et ne gênerait en rien leur apprentissage. Elle aurait, en outre, cet heureux résultat de supprimer le certificat d'aptitude physique qui est actuellement délivré en termes si vagues qu'il ne constitue plus qu'une simple formalité.

De 480 en 1906, le nombre des contraventions à l'âge d'admission des enfants était passé, en 1907, à 577. Il est de 470 pour 1908. Ces contraventions ont été relevées surtout dans les verreries et cristalleries, 90; les briqueteries et tuileries, 55; la confection, couture et lingerie, 52; l'industrie de la soie, 23; l'industrie linière, 22.

L'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Nancy signale que l'usage se répand de plus en plus dans les usines de Meurthe-et-Moselle de n'admettre au travail que les enfants âgés de 14 ans. Les industriels de la région estiment

qu'avant cet âge ils ne sont point assez développés pour se prémunir contre les chances d'accidents.

Il est regrettable que d'autres industriels, notamment dans les Vosges et dans l'Aisne, quelques-uns maires de leur commune ou délégués cantonaux, continuent à employer des enfants de moins de 13 ans munis de livrets illégaux. Dans certains de ces établissements, il est rare que la visite de l'inspection n'aboutisse point, chaque fois, à la découverte d'une contravention de cette nature.

L'inspecteur divisionnaire de Lille signale une exploitation particulièrement odieuse des enfants en sous-âge dans quelques établissements de la région. Ces enfants, occupés avant l'âge légal, ne reçoivent qu'un salaire inférieur, parfois de moitié, à celui des enfants de 13 ans, et sont pourtant astreints au même travail et à la même production.

Dans la même région, un inspecteur relate qu'un industriel voulant se rendre compte du degré d'instruction des enfants qu'il occupait avait constaté que 50 p. 100 des garçons ne savaient point ou savaient à peine lire et que 30 p. 100 des filles étaient dans les mêmes conditions. Ces constatations corroborent celles que la Commission supérieure du travail avait été amenée à faire l'an dernier sur l'influence, au point de vue du recrutement de la main-d'œuvre enfantine, de la mauvaise application de notre loi scolaire.

C'est également à la sortie prématurée de l'école qu'il convient de faire remonter la cause, dans la circonscription de Rouen, de la plus grande partie des contraventions relevées pour emploi d'enfants avant l'âge. Les industriels, se plaçant au point de vue spécial du recrutement de leur personnel, font remarquer que s'ils n'embauchaient point les enfants dès qu'ils ont quitté l'école, ils seraient immédiatement occupés à des travaux agricoles ou commerciaux, et ils seraient définitivement enlevés à l'industrie.

CHAPITRE III. — Durée du travail.

La réduction à dix heures de la durée du travail est aujourd'hui admise par la grande majorité des industriels et il ne paraît point que la production ait diminué à la suite de cette réduction.

La tendance se manifeste même à descendre ce niveau à dix heures dans les ateliers où l'on n'occupe que des adultes.

On ne fait plus généralement douze heures que dans la plupart des usines à feu continu, et en particulier, dans la métallurgie où la durée de présence dépasse la durée du travail effectif.

Les causes de cette réduction à peu près générale de la durée du travail sont, en dehors de la loi elle-même, attribuables à l'état d'esprit qu'a créé dans le monde ouvrier, la limitation à dix heures de la durée du travail dans les ateliers mixtes, à l'amélioration de l'outillage par lequel les chefs d'établissements sont parvenus à compenser cette limitation, à un travail mieux organisé et plus intense, et enfin dans quelques régions, à un ralentissement constaté de l'activité industrielle.

Dans la circonscription de Paris on signale un véritable état de crise qui a atteint un nombre important d'industries, comme la carrosserie automobile, la construction mécanique, la chaudronnerie, la fabrication des accumulateurs électriques, la bijouterie, la savonnerie et la parfumerie, et qui a occasionné une diminution de la durée du travail. Dans la mode, une inspectrice signale la répercussion fâcheuse de cette diminution pour les ouvrières :

Si la durée du travail est diminuée dans les maisons de mode, c'est qu'on perd de plus en plus l'habitude de nourrir le personnel, au moins le soir. Or, celui-ci n'y reçoit pas un

supplément de salaire correspondant à la nouvelle dépense qui lui incombe : cela équivaut donc, en fait, à une baisse de salaire. Enfin, un autre résultat déplorable de ce changement d'horaire, c'est la faculté qu'il laisse à l'industriel de diminuer le temps du repos. La journée de travail n'atteignant pas dix heures, nous ne pouvons plus exiger qu'elle soit coupée par une heure entière de repos. Il s'ensuit que chez la plupart des modistes le repos n'est plus que de trois quarts d'heure, et j'ai vu une patronne n'accorder que vingt minutes à ses ouvrières sans qu'il me fût possible d'intervenir d'une manière efficace. Il y a là un inconvénient grave que seule une loi pourrait faire disparaître.

Un ralentissement marqué s'est également produit dans l'industrie de l'horlogerie de la région de Montbéliard et de Besançon et a contribué à rendre moins sensibles les effets de la réduction de la durée du travail à dix heures. Même décroissance dans l'activité industrielle est signalée dans la région de Rouen, et en particulier dans l'industrie cotonnière. Cette crise a amené, tantôt la réduction d'une heure dans la journée de travail, tantôt le chômage effectif d'un jour ou deux par quinzaine.

C'est par l'action ouvrière que la durée quotidienne du travail dans les imprimeries typographiques a été portée un peu partout à neuf heures de travail effectif. Il en est de même dans l'industrie diamantaire. Une convention entre patrons et ouvriers, à Troyes, a fixé dans le bâtiment la durée du travail à dix heures sauf dérogation pour les chantiers extérieurs. Une convention analogue vient d'être signée, à Dijon, par laquelle le travail est fixé à dix heures et demie sans diminution de salaire. Une convention de même nature s'est produite, à Niort, sur le taux de dix heures dans la même industrie.

L'inspecteur divisionnaire de Toulouse rapporte quelques exemples de diminution de durée de travail obtenue par les organisations ouvrières de son ressort :

Dans la ganterie à Millau la durée de la journée est de neuf heures et demie.

Dans la fabrique de zinc de Viviez où la durée du travail est de dix heures, le grillage de la blende fait exception. Il est assuré par trois équipes faisant chacune huit heures.

Au laminage des forges et hauts fourneaux de Decazeville, la journée est partagée en deux équipes ne faisant effectivement que dix heures; mais, en ce qui concerne les enfants occupés au petit train, 3 enfants sont affectés à 2 postes, de sorte qu'il y en a toujours 1 au repos.

Dans les mégisseries de Graulhet, à la suite d'un mouvement gréviste qui fut d'ailleurs de courte durée, la journée fut, par compromis collectif conclu entre le syndicat patronal et le syndicat ouvrier, fixée à neuf heures pour les femmes et à neuf heures et demie pour les hommes. Le travail s'effectue normalement entre 6 heures et 11 heures du matin, entre 1 heure et 6 heures du soir; tout le personnel jouit d'un quart d'heure de repos dans la matinée et d'autant dans l'après-midi.

C'est aussi à la suite d'une grève que les ouvriers de trois minoteries importantes de Gaillac et Albi, appartenant à la Société des Grands Moulins du Tarn, obtinrent que la durée du travail quotidien, fixée à douze heures, fut ramenée à onze heures.

Un fait semblable s'est passé à Castres dans deux teintureriers qui avaient renvoyé leurs ouvrières, il y a huit ans, pour maintenir la journée de onze heures et demie. Au cours de l'été 1908, à la suite d'une grève, les deux industriels accordèrent la journée de dix heures.

Un exemple d'organisation intensive du travail aboutissant à la réduction de sa durée est fourni par une fabrique de soude de Meurthe-et-Moselle qui vient d'adopter le travail de huit heures en trois équipes.

Dans cette même région, des industriels, reconnaissant que l'isolement des apprentis ne donnait que de mauvais résultats, quant à l'apprentissage, se sont décidés à les replacer dans l'atelier commun, en unifiant la journée à dix heures; d'autres industriels ayant renvoyé les enfants, se sont décidés à en reprendre, gênés qu'ils sont pour le recrutement du personnel, qui est devenu de plus en plus

difficile dans la région. En conséquence, ils ont ramené la durée du travail à dix heures.

En unifiant par la loi de 1900 les diverses limites légales de durée du travail dans les établissements industriels occupant des enfants, des femmes et des hommes adultes, le législateur avait notamment en vue la restauration de la vie familiale compromise par les différentes durées de travail imposées aux diverses catégories du personnel ouvrier. L'inspecteur divisionnaire de Nancy a voulu s'assurer si le but poursuivi par le législateur se trouvait atteint.

J'ai fait faire un relevé des organisations de travail adoptées dans les manufactures de l'industrie textile, précisément dans celles où autrefois avaient été signalés des abus résultant de la création de relais ou d'équipes. De ces recherches, il résulte que les améliorations matérielles et morales voulues par le législateur ont été obtenues. Sur 484 établissements de toute nature (filatures, tissages de laine, de coton, de jute, etc.), existant dans la circonscription, 448 ont organisé le travail au moyen d'une seule équipe travaillant de jour; 16 seulement ont constitué des équipes, soit pour l'ensemble des travailleurs soit pour une partie seulement; dans 4 ont été constitués des locaux séparés, pour augmenter la durée du travail des adultes; et, enfin, dans 16, le travail de nuit est pratiqué par des hommes.

Renvois de femmes ou d'enfants. — Il résulte des constatations qui précèdent que l'abaissement de la durée du travail à dix heures semble de plus en plus entrer dans les mœurs et que si des enfants sont parfois encore renvoyés des ateliers, c'est la plupart du temps parce que les industriels veulent porter exceptionnellement la durée du travail au delà de la limite légale pour répondre à un surcroît extraordinaire de travail.

Les inspecteurs signalent que bien des renvois d'enfants sont uniquement faits dans cette intention et qu'aussitôt le travail exceptionnel terminé ils rentrent à l'usine.

D'autres fois, les renvois sont faits à la suite d'un procès-verbal, par mesure de représailles contre le service.

Enfin, on signale que des industriels, qui cependant ne font que dix heures de travail journalier, n'embauchent point d'enfants à cause des formalités auxquelles est subordonné leur emploi ou en raison des primes élevées réclamées pour les enfants par les compagnies d'assurances contre les accidents.

Infractions aux dispositions relatives à la durée du travail. — Les contraventions relatives à la durée du travail des femmes et des enfants sont en décroissance depuis 1903. Le mouvement s'est continué en 1908 où il n'en a été relevé que 2,844 contre 3,319 en 1907.

Pour les adultes, soumis à l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, le nombre des contraventions a également passé de 2,350 en 1907 à 1,270 en 1908.

On a invoqué, pour expliquer les diminutions dans le nombre des contraventions relatives à la durée du travail, la meilleure observation des lois, le refus des ouvriers de travailler dans des conditions contraires à la loi, et même la multiplicité des attributions du service de l'inspection qui ne lui permet pas d'apporter tous ses soins à la répression des contraventions de cette nature.

En fait, dans la grande industrie, le travail productif ne dépasse guère dix heures et, s'il y a excès de durée du travail, c'est que les travaux de nettoyage et de graissage se font en dehors des dix heures consacrées au travail productif proprement dit.

Un inspecteur du Nord pense que les dépassements à la durée légale du travail sont provoqués d'une part par les ouvriers qui touchent un salaire aux pièces, dans lequel intervient souvent une prime à la production, d'autre part par les contre-

maîtres, généralement intéressés dans la production, qui favorisent de tout leur pouvoir les ouvriers qui se montrent attentifs à mettre leur métier en marche aussitôt que possible. Dans une retorderie importante, une amende était prévue pour tout ouvrier qui ne commencerait pas le travail productif avant l'heure.

Des contraventions assez nombreuses se commettent à la durée légale du travail, mais il est très difficile de les saisir dans les usines où des équipes fonctionnent de jour et de nuit.

Voici les industries dans lesquelles les infractions les plus nombreuses ont été constatées à la limitation légale de la durée du travail des enfants et des femmes :

Confection de vêtements, 732; blanchissage, teinture et nettoyage des vêtements, 374; industrie cotonnière, 284; industrie lainière, 199; fabrique de produits alimentaires, confiserie, etc., 175; imprimerie et gravure, 173; industrie linière, 119; fabrique de dentelles, guipure, etc., 110; fabrique d'alcool et de sucre; 106; chaudronnerie, fonderie, construction mécanique, 97.

CHAPITRE IV. — Travail de nuit. — Repos des jours fériés.

Les usines où se pratique légalement le travail de nuit ont peu varié.

Après avoir atteint, en 1905, le chiffre de 1,009 contraventions et, en 1906, celui de 1,260, le nombre des infractions au travail de nuit des enfants et des femmes était tombé, en 1907, à 509. La Commission supérieure du travail n'avait voulu voir dans cette diminution qu'un état de choses dû à des circonstances fortuites, et que rien, ni les statistiques antérieures, ni l'activité des inspecteurs, ne permettait de prévoir. Le nombre des contraventions constatées en 1908, et qui s'élève à 969, corrobore pleinement cette interprétation. Nous nous trouvons cette fois en présence d'une diminution normale, sans doute imputable à l'action répressive du service.

Ces contraventions ont été surtout relevées dans les industries suivantes :

Confection de vêtements, 387; briqueterie, céramique de bâtiment, poterie, 185; fabrique de produits alimentaires divers, 105; blanchissage, teinture et nettoyage des vêtements, 89; imprimerie et gravure, 40; fabrique de chapeaux, de chaussons, etc, 34.

Veillées. — Une inspectrice de Paris fait remarquer que la pratique du travail de nuit est actuellement détournée de son but originaire qui était de répondre à des à-coups imprévus de commandes auxquels il fallait donner satisfaction coûte que coûte :

Il n'est pas sans intérêt d'examiner comment ont été prises ces veillées. Dans les maisons sérieuses et bien organisées, la veillée est régulière pendant les deux saisons d'été et d'hiver; elle se fait à certains jours de la semaine, toujours les mêmes : le mardi, le jeudi et le samedi par exemple, ou bien les deux, trois ou quatre derniers jours de la semaine, tout ou presque tout le personnel y prend part. Le nombre d'heures ainsi fourni est calculé et entre en ligne de compte lorsqu'il s'agit d'embaucher le personnel. C'est, en fait, le travail régulier de douze heures à certaines époques de l'année, avec cette légère différence qu'on supprime ce travail pendant un, deux ou trois jours de la semaine pour éviter un surmenage qui serait préjudiciable à l'ouvrier lui-même. Comprise de cette façon, la veillée ne me paraît pas répondre au but auquel la destinait le législateur. Ce n'est plus le travail d'exception, obligatoire à cause d'un deuil, d'un accident, d'une commande imprévue, etc. Du moment que la veillée n'est plus une nécessité, elle n'est plus seulement inutile, elle n'est que nuisible. Dans le cas qui m'occupe, elle n'est pas une nécessité puisque, prévue d'avance, elle aurait pu être évitée par une augmentation de personnel aisée au début de la saison.

D'autre part, on signale dans la région du Nord que l'habitude des longues veillées semble disparaître un peu dans les grands ateliers de couture et de confection pour femmes. C'est une preuve de plus, déjà corroborée par l'exemple d'un certain nombre d'importantes maisons de Paris, que la pratique des veillées ne répond point, dans ces professions, à une nécessité inévitable.

Travail de nuit permanent de sept heures. — Un inspecteur de Paris signale une nouvelle tentative de suppression du pliage à la main des journaux :

Deux machines ont été montées à cet effet dans deux imprimeries de la 2^e section : l'une de fabrication américaine, l'autre de fabrication française. Avec ces machines qui constituent un outillage très coûteux, puisqu'elles reviennent chacune à une centaine de mille francs, des journaux illustrés constituant de véritables brochures sont imprimés, pliés et même cousus par l'une d'elles; mais ces appareils sont très délicats et, bien qu'ils soient montés déjà depuis plusieurs mois, ils ne sont pas encore complètement réglés.

Repos des jours fériés. — 823 contraventions à cette disposition ont été relevées en 1908 contre 956 en 1907.

Usines à feu continu. — Les sucreries de l'Aisne n'emploient plus ni femmes ni enfants la nuit. Même constatation dans les sucreries, papeteries, distilleries de betteraves situées dans la région de Reims.

Dans deux papeteries des Vosges, on a fait des installations importantes en vue d'arrêter complètement l'usine pendant vingt-quatre heures le dimanche. L'arrêt des machines à papier, où sont quelquefois employés des mineurs, n'est pas toujours facile dans cette région, en hiver, en raison des accidents survenant aux conduites par suite de la gelée.

L'inspecteur de Vierzion signale que, dans une importante fabrique de chaux de la Motte-Beuvron, les équipes vont de minuit à midi et de midi à minuit; ici, les ouvriers préfèrent ne pas alterner et conserver toujours ces heures auxquelles ils sont habitués et dans lesquelles ils retrouvent une nuit. On signale des établissements assez nombreux, et notamment des forges dans la région du Jura, où le travail est effectué au moyen de trois équipes se partageant la journée de vingt-quatre heures.

Pour les enfants, les conditions imposées au travail de nuit sont généralement bien observées. On peut tenir pour certain que leur travail ne dépasse point dix heures même lorsque l'équipe à laquelle ils appartiennent demeure douze heures dans les ateliers. Cependant, la durée des repos qui leur sont accordés ne peut être prévue à l'avance; elle est réglée par les marche des fours ou des appareils. La question s'est donc posée à diverses reprises de décider s'il y avait lieu de considérer des temps de pose aussi précaires, comme des repos au sens de la loi.

Quant à la nature des travaux, des contestations se sont élevées dans la région du Nord au sujet de l'interprétation de l'article 4 du décret du 15 juillet 1893.

Dans les laminatoires à tubes, des enfants n'étaient pas occupés aux seuls travaux limitativement fixés par le décret précité; une simple observation a suffi pour les faire remplacer par des hommes adultes. Il en a été de même dans quelques fabriques de glaces.

CHAPITRE V. — Tolérances accordées par les inspecteurs.

Autorisation du travail de nuit en cas d'accident. — Un très petit nombre d'établissements ont bénéficié en 1908 de cette dérogation.

Tolérances relatives à la durée du travail. — C'est une nouvelle diminution, portant sur toutes les catégories de travailleurs, qu'enregistrent les statistiques de 1908. Le nombre de jours dont la durée a été prolongée est passé de 1,522,502, en 1907, à 1,429,747 en 1908, en ce qui concerne les enfants de moins de 18 ans; de 3,743.393 à 3,392,165 en ce qui concerne les filles de plus de 18 ans et les femmes, et de 4,435,592 à 3,964,693 en ce qui concerne les hommes adultes visés par la loi de 1900. Le nombre des établissements bénéficiaires a seul légèrement augmenté : de 6,826 en 1907, il est passé à 6,852 en 1908.

Dans la circonscription de Lille, la diminution des dérogations est imputée à deux causes : le mauvais état des affaires et la résistance des ouvriers. Ceux-ci, principalement le syndicat des coupeurs en confections qui englobe la grande majorité des ouvriers de cette profession, sont opposés aux heures supplémentaires. Bien qu'une certaine proportion d'entre eux soit exposée à des chômages plus ou moins prolongés dans les deux mortes-saisons qui séparent les deux périodes annuelles de production, ils refusent de travailler plus de dix heures lorsque le travail est abondant, afin de mettre leurs patrons dans la nécessité d'embaucher les chômeurs s'ils veulent accroître leur production. L'inspecteur, de son côté, refuse les dérogations aux établissements qui, au moment d'une demande, peuvent encore embaucher du personnel, ainsi qu'à ceux qui renvoient des ouvriers pendant les périodes de morte-saison. Dans les blanchisseries de linge fin, la diminution est due à des causes toutes différentes. D'abord, toute dérogation a été refusée en ce qui concerne les enfants dont le travail est plus pénible que celui des ouvrières d'industrie et dont le salaire est moins élevé. Puis la longueur des dérogations accordées en une seule fois a été réduite à une semaine, et il fut entendu que tout procès-verbal relevant des contraventions à la durée du travail enlevait le droit à un certain nombre de jours de dérogation.

Les industries qui recourent le plus aux dérogations sont toujours les mêmes; voici la liste des principales avec le nombre des dérogations dont elles ont bénéficié :

Blanchisseries de linge fin, 1,076; confections, couture et lingerie pour femmes et enfants, 801; briqueteries en plein air, 776; bâtiment (travaux extérieurs dans les chantiers du), 510; conserves de fruits et confiseries, conserves de légumes et de poissons, 354; imprimeries typographiques, 353; tissage des étoffes de nouveauté destinées à l'habillement, 303; confections pour hommes, 265; chaussures, 232; chapeaux (fabrication et confection de), 217.

CHAPITRE IV. — Livrets, registres, affiches.

Le pourcentage des enfants rencontrés munis de leurs livrets de travail varie suivant les circonscriptions de 94.6 (Paris) à 99 (Lille).

Quelques fraudes se sont encore produites qui ont été aussitôt réprimées. C'est ainsi que dans la première circonscription, à la suite d'une entente avec un employé de mairie et quelques industriels, des livrets concernant des enfants de moins de 13 ans ont été dressés sans la date de délivrance; le livret n'était complété par la mention de cette date que lorsque l'enfant atteignait l'âge de 13 ans. Dans une commune de la Loire, le secrétaire de mairie majorait l'âge des enfants pour pouvoir leur délivrer le livret de travail. Une poursuite correctionnelle a été intentée contre lui et suivie de condamnation.

Quelquefois aussi un enfant est occupé sur la présentation du livret d'un frère plus âgé. La facilité avec laquelle les mairies délivrent à plusieurs reprises aux jeunes enfants des livrets de travail est une cause fréquente d'abus. C'est ainsi que des livrets peuvent servir à d'autres qu'à ceux pour qui ils ont été établis.

Enfants étrangers. — Des instructions, en date du 20 avril 1899, ont prescrit aux maires de ne remettre à l'avenir un livret aux enfants étrangers que sur justification certaine de leur identité par des pièces délivrées par le Consulat de leur nation dans la circonscription duquel ils sont domiciliés.

Voici les déclarations que fait, au sujet de la délivrance de ces livrets, un inspecteur de la région de Paris :

Le nombre des enfants étrangers employés dans les briqueteries est assez élevé; ils sont, pour la plupart, munis de livrets délivrés par les communes de la région. Aucune modification ne s'est produite quant aux conditions de la délivrance de ces documents. De tous les livrets qui ont été remis aux enfants étrangers en 1908, nous ne croyons pas qu'il ait été procédé pour un seul aux formalités prévues par la circulaire du 20 avril 1899. Les maires se contentent de recopier sur les livrets les mentions des pièces d'identité plus ou moins exactes qui leur sont remises. On peut affirmer que, pour la plupart de ces enfants, le contrôle au point de vue de leur âge est complètement nul.

Dans la circonscription de Dijon, les maires continuent à délivrer, comme par le passé, des livrets aux enfants étrangers sur la simple production de leur acte de naissance ou même d'un passeport. Même constatation dans la région de Nancy, où un certain nombre d'enfants italiens sont occupés dans des usines métallurgiques ou sur des chantiers de terrassement.

Dans la région du Nord, des difficultés se sont produites au sujet de l'emploi d'enfants belges travaillant dans une usine française, mais non domiciliés en France. Le maire ne se croyait pas astreint à délivrer des livrets de travail à ces enfants qui, passant chaque jour la frontière une fois leur journée terminée, sont domiciliés en Belgique. Il a semblé à l'Administration que la circulaire du 20 avril 1899 devait s'appliquer même à ce cas et que le maire était parfaitement qualifié pour délivrer les livrets sur pièces délivrées par le Consulat belge auquel ressortit la région où sont occupés ces enfants.

(A suivre.)

JURISPRUDENCE.

Loi du 17 avril 1907 réglementant le travail à bord des navires de commerce; repos hebdomadaire; application à tous ceux qui ne sont pas équipage de pont; repos compensateur.

*Sentence arbitrale prononcée le 3 juillet 1909,
par M. Ditte, président du tribunal de première instance de la Seine.*

A la suite et en vertu d'un compromis intervenu le 26 juin 1909 à Marseille, entre les représentants des armateurs du port de cette ville et les représentants des inscrits maritimes, un certain nombre de questions relatives à l'application de la loi du 17 avril 1907, qui régit le travail à bord des navires de commerce, ont été soumises à l'arbitrage de M. Ditte, président du tribunal de la Seine.

Voici le texte de la décision rendue par ledit arbitre :

L'arbitre soussigné, désigné par M. le Ministre de la marine, par application du compromis intervenu le 26 juin 1909, à Marseille, entre les représentants des ar-

mateurs du port de cette ville, d'une part, et, d'autre part, les représentants des inscrits maritimes.

Vu :

1° La loi du 17 avril 1907 réglementant le travail à bord des navires de commerce ;

2° Le décret du 20 septembre 1908, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 54, n° 2, 3, 4 et 5 de ladite loi du 17 avril 1907 ;

3° Le compromis susvisé du 26 juin 1909, soumettant à l'arbitrage les trois questions suivantes :

Première question. — Le repos hebdomadaire, c'est-à-dire un jour de repos sur sept jours de travail, est-il dû à tous ceux, y compris les agents du service général, qui ne sont pas équipage de pont ?

Deuxième question. — Ce repos, s'il n'a pu être accordé en raison des nécessités du service, doit-il être compensé soit par des allocations supplémentaires prévues au paragraphe 4 de l'article 28 de la loi du 17 avril 1907, soit par un nombre de jours de congé équivalent avec solde au port d'attache ou dans les escales ?

Troisième question. — Le décret du 20 septembre 1908 est-il applicable à tous les bateaux de compagnies au-dessus de vingt-cinq tonneaux de jauge brute, et, dans la négative, qui a qualité pour faire l'organisation du service à bord prévu à l'article 6 du même décret, et en vertu de quel texte précis ?

Sur la première question.

Considérant que le droit au repos hebdomadaire établi et organisé par la loi du 13 juillet 1906, en faveur des employés et ouvriers, est, au profit de tous ceux qui sont employés et travaillent sur les navires de commerce, reconnu et consacré par la loi du 17 avril 1907, laquelle, dans son article 28, dispose qu'il s'exercera autant que possible le dimanche et précise les dérogations et tempéraments qu'il convient d'y apporter, soit en mer, soit dans les ports ou en rade, à raison des nécessités du service ou de la conduite des navires et dans l'intérêt de leur sécurité :

Est d'avis et décide que le repos hebdomadaire, c'est-à-dire un jour de repos par semaine ou sept jours de service, est dû à tous ceux, y compris les agents en service général, qui ne sont pas équipage de pont.

Sur la deuxième question.

Considérant qu'il résulte des principes généraux de la législation qui régit le repos hebdomadaire que les ouvriers ou employés qui ont droit à ce repos doivent jouir d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé, toutes les fois que cette suppression totale ou partielle du repos hebdomadaire n'a pas été motivée par des cas de force majeure ou par des travaux urgents nécessités par un péril imminent ou par la réparation d'accidents survenus au matériel ou aux installations des entreprises ;

Considérant, d'autre part, que la faculté de remplacer la concession d'un repos compensateur par des allocations supplémentaires de la nature de celles prévues par le paragraphe 4 de l'article 28 et la loi précitée du 17 avril 1907, est strictement limitée au cas spécifié par ce texte spécial, et qu'il semble contraire à l'esprit général et au but de la législation, qui prescrit le repos hebdomadaire dans un in-

térêt d'hygiène et de sécurité des travailleurs, de remplacer habituellement ce repos par des allocations supplémentaires.

Est d'avis et décide que le repos hebdomadaire, s'il n'a pu être accordé en quelque lieu que ce soit — même en mer — à raison des nécessités de service, autres, toutefois, que les circonstances de force majeure et celles où le salut du navire, des personnes embarquées ou de la cargaison est en jeu, doit être compensé ou, plus exactement, remplacé par un nombre de jours de congé équivalent, avec solde, au port d'attache ou dans les escales.

Sur la troisième question.

Considérant que le règlement d'administration publique du 20 septembre 1908, rendu par application de l'article 54 de la loi du 17 avril 1907, et en vertu de la délégation spéciale contenue audit article, ne détermine les conditions d'organisation de travail que sur les navires armés à la pêche, quel que soit le tonnage de ces navires et quel que soit le genre de pêche qu'ils pratiquent, et sur les bâtiments de commerce de moins de 200 tonneaux de jauge brute et pratiquant des navigations autre que le long cours et le cabotage international auxquels ne sont pas applicables les dispositions des articles 21 à 28 et le paragraphe de l'article 30 de la loi précitée : qu'en conséquence, la réglementation du travail organisée par le décret n'est pas applicable aux navires qui ne sont pas visés par l'article 32 précité de la loi du 17 avril 1907, lesquels demeurent soumis uniquement aux articles 21, 28 et 30 de ladite loi et aux principes généraux qui régissent la matière de la navigation ;

Considérant qu'aux termes de ces principes généraux, l'organisation du travail à bord de tous les bâtiments autres que ceux auxquels s'applique le règlement du 28 septembre 1908 doit être faite par le capitaine, et que, bien loin de déroger à cette règle primordiale de la navigation, la loi du 17 avril 1907 l'a au contraire, appliquée et consacrée, notamment dans ses articles 26 et 28, en disposant que le capitaine est seul juge des cas dans lesquels il y a lieu de prolonger la durée du travail, et qu'il lui appartient, à lui seul, de choisir librement le jour de repos hebdomadaire.

Est d'avis et décide que le décret du 20 septembre 1908 n'est applicable, dans celles de ses dispositions qui réglementent le travail à bord, qu'aux seuls navires visés à l'article 32 de la loi du 17 avril 1907 et que, pour les navires de plus de 25 tonneaux de jauge brute, autres que ceux ci-dessus spécifiés et énumérés dans ledit article 32, c'est le capitaine qui a qualité pour faire l'organisation du service à bord, en vertu des principes reconnus et consacrés par les articles 21 à 28 et 30 de la loi précitée du 17 avril 1907, dont l'article 6 du décret du 20 septembre 1908 n'est que le résumé et en quelque sorte la synthèse formulée par les rédacteurs de ce texte pour les navires que l'article 32 susvisé a exceptés de l'application des articles 21 à 28 et 30 de la même loi.

(Gazette des tribunaux, 5-6 juillet 1909).

Affiliation à une société de secours mutuels résultant du contrat de travail et impliquant, d'après les statuts, l'autorisation pour le patron, de retenir mensuellement une partie du salaire; légitimité de cette retenue.

COUR DE CASSATION. (CHAMBRE CIVILE.)

(Arrêt du 18 mai 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Reynaud en son rapport et M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Vu l'article 1134 du Code civil;

Attendu que Pigère, ancien ouvrier des Forges et Ateliers de la Chaleassière, au service de laquelle il était entré en 1908, lui a réclamé le paiement d'une somme de 12 francs, retenue sur ses salaires pour être versée à la caisse de la Société de secours mutuels formée le 16 octobre 1901 entre les ouvriers et employés des Forges et Ateliers susdits, ladite somme de 12 francs augmentée de 0 fr. 50 centimes, prix du livret et des insignes de mutualiste remis à Pigère; que le demandeur soutenait qu'il n'avait jamais souscrit l'engagement de se conformer aux statuts et règlements de cette mutualité et que, par suite, la Société des Forges et Ateliers de la Chaleassière ne pouvait se prétendre libérée par des versements opérés sans son autorisation;

Attendu que la Société des Forges et Ateliers de la Chaleassière a répondu que, seuls, ses employés et ouvriers, à la date de la constitution de la Mutualité, avaient été libres d'y adhérer ou non; que, depuis cette époque, tout ouvrier est sociétaire à son entrée dans l'usine et que la somme de 1 fr. 50 centimes doit lui être retenue mensuellement; elle a conclu : « dire et déclarer que le contrat de travail usuel et réglementaire pour les ouvriers entrant à l'usine de la Chaleassière comprend l'affiliation obligatoire à la Société de secours mutuels »; en même temps elle a demandé acte d'un certain nombre de faits et des déclarations de Pigère qui confirmaient sa prétention;

Attendu que le jugement attaqué, sans répondre à ces conclusions, sans contester les faits dont il était demandé acte, sans contester davantage que Pigère ait été affilié à la Société de secours mutuels des Forges et Ateliers de la Chaleassière, a condamné la Société des Forges et Ateliers à payer à Pigère la somme de 12 francs 50 centimes par ce seul motif qu'elle ne justifierait pas d'une convention, intervenue entre elle et Pigère, l'ayant autorisée à retenir sur le salaire de ce dernier le montant des cotisations mensuelles dues à la Caisse de secours;

Attendu cependant que l'affiliation de Pigère à la Mutualité impliquait nécessairement l'acceptation de ses statuts et par suite l'autorisation donnée à la Société des Forges et Ateliers de la Chaleassière de retenir mensuellement à chaque sociétaire la somme de 1 franc 50 centimes qu'il devait à la Mutualité;

D'où il suit, qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué n'a pas donné de base légale à sa décision et a violé l'article susvisé.

Par ces motifs,

Casse le jugement rendu le 11 mars 1909 par le conseil des prud'hommes de Saint-Etienne et renvoie devant le conseil des prud'hommes de Saint-Chamond.

Travail aux pièces; en l'absence de conventions contraires, le contrat de travail prend fin avec la confection de chaque lot de marchandises confié à l'ouvrier, quel que soit le temps pendant lequel le contrat s'est successivement renouvelé.

COUR DE CASSATION. (CHAMBRE CIVILE.)

(Arrêt du 18 mai 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Rau en son rapport, et M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué : que Séjourné, ouvrier sellier, travaillait « aux pièces » pour le compte de Traitailuille; que le dernier ouvrage qui lui avait été confié consistait en la confection d'un certain nombre de gibecières; qu'il avait exécuté ce travail et avait rendu les articles confectionnés à son patron; et que c'est après cette remise que Traitailuille avait annoncé au demandeur en cassation qu'il n'avait plus de travail à lui donner;

Attendu que Séjourné n'alléguait pas qu'il existât un usage d'après lequel les ouvriers de sa profession travaillant aux pièces ne pouvaient être congédiés sans préavis; qu'il excipait uniquement d'une convention particulière suivant laquelle « la mère de Traitailuille » lui aurait autrefois promis qu'on l'avertirait un mois à l'avance lorsqu'on cesserait de l'employer; mais que le jugement attaqué déclare que Séjourné n'avait pu rapporter la preuve de cet engagement;

Attendu qu'en cet état des faits, le tribunal de la Seine a pu, sans méconnaître les principes de la matière, déclarer qu'en raison de la nature du travail effectué par Séjourné le contrat conclu entre cet ouvrier et son patron devait être considéré comme prenant fin avec la confection de chaque lot de marchandises et décider en conséquence qu'aucune indemnité de congédiement ne pouvait être réclamée par Séjourné, quel que fût d'ailleurs le temps durant lequel ledit contrat s'était successivement renouvelé; qu'en statuant ainsi, et en infirmant les décisions du Conseil des prud'hommes qui avaient condamné Traitailuille à payer à son ancien ouvrier une somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts, le jugement attaqué n'a violé aucune loi;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre le jugement rendu le 17 novembre 1908 par le tribunal civil de la Seine.

Habitude ancienne et générale d'employer certaines ouvrières de préférence à d'autres; dérogation à cette règle sans qu'aucune faute ait été relevée contre les ouvrières; renvoi intempestif; dommages intérêts.

COUR DE CASSATION. (CHAMBRE DES REQUÊTES.)

(Arrêt du 25 mai 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Bulot en son rapport, M^e Chabrol, avocat, en ses observations et M. l'avocat général Feuilloley en ses conclusions;

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 1780 et 1315 du code civil et 7 de la loi du 20 avril 1810 et manque de base légale;

Attendu que le jugement attaqué constate souverainement que les maisons de Cerbère qui s'occupent de transbordement de fruits et primeurs venant d'Espagne ont l'habitude de répartir en équipes les ouvrières chargées de cette manutention,

que ces équipes sont employées suivant leur numéro d'ordre de telle façon que si le transbordement n'exige qu'une équipe, c'est la première qui est appelée à l'effectuer; que cette règle est ancienne et généralement suivie à toute époque de l'année aussi bien chez Banza et Massot que chez les autres transitaires; qu'il constate en outre qu'au mois de juillet 1905 les défenderesses éventuelles, qui appartenaient à la première équipe de la maison Banza et Massot et devaient être employées de préférence à leurs camarades des équipes subséquentes, ont été remplacées par des ouvrières qui avaient pris leur place, et que, en dépit de leurs protestations et réclamations, elles avaient été congédiées par les demandeurs et que ce renvoi intempestif leur avait causé un préjudice certain, en les privant de travail, sans qu'aucune faute ait été relevée contre elles;

Attendu que de ces faits le jugement a pu conclure, sans violer les articles de loi visés au pourvoi, que Banza et Massot avaient commis une faute en abusant du droit qui leur appartenait de rompre le contrat de louage de services fait sans détermination de durée, qui le liait aux dames Passereau et Cathala et qu'il est d'ailleurs suffisamment motivé;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre le jugement rendu le 3 décembre 1907 par le tribunal civil de Céret.

**Règlement d'atelier; obligation, pour la partie qui l'invoque,
de prouver qu'il a été connu et accepté de l'autre partie.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 28 juin 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Dupont en son rapport, et M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Dupeyre (Pierre) contre un jugement du tribunal civil de Toulouse en date du 21 janvier 1909;

Sur le moyen unique du pourvoi;

Vu l'article 1315 du code civil;

Attendu que si, dans le contrat de louage de services sans détermination de durée, les parties peuvent convenir qu'il ne sera observé, de part et d'autre, aucun délai de prévenance et écarter ainsi l'application d'usages contraires, c'est à la partie qui, pour établir une semblable convention, invoque un règlement d'atelier, qu'incombe la charge de prouver que ce règlement a été connu de l'autre partie et accepté par elle;

Attendu que pour repousser l'action en dommages-intérêts intentée contre lui à la suite d'un brusque congédiement, par Dupeyre, son ancien ouvrier, Thouery excipait les dispositions d'un règlement d'atelier qui donnait à chacune des parties le droit de rompre le contrat de travail sans aucun préavis;

Attendu que le conseil des prud'hommes a refusé d'appliquer ledit règlement et a condamné Thouery à payer des dommages-intérêts à Dupeyre par le motif que le règlement litigieux n'a pas été porté à la connaissance de celui-ci lors de son embauchage.

Attendu que le jugement attaqué, sans contester ce fait, a infirmé la décision des premiers juges et déchargé Thouery de toute condamnation à des dommages-intérêts sous le prétexte que Dupeyre qui, à raison de son défaut d'instruction était

incapable de lire le règlement affiché « pouvait se renseigner auprès des autres ouvriers sur les conditions dans lesquelles le travail lui était offert » et que dans ces circonstances, cet ouvrier « qui ne pouvait exiger que Thouery lui soumit individuellement et personnellement le règlement, est présumé l'avoir connu et tacitement accepté, sans que son état d'illettré puisse prévaloir à l'encontre »;

Qu'en statuant ainsi il n'a pas donné de base légale à sa décision, et a, par suite, violé l'article de loi ci-dessus visé;

Par ces motifs,

Casse le jugement rendu le 21 février 1909 par le tribunal civil de Toulouse, en ce qu'il a débouté Dupeyre de sa demande en dommages-intérêts pour brusque congédiement et renvoie quant à ce devant le tribunal civil de Muret.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en septembre 1909 ⁽¹⁾. — La reprise qui s'annonçait déjà le mois dernier s'est accentuée dans un certain nombre d'industries. Les demandes de combustible ont ramené une certaine activité dans la plupart des bassins houillers. L'amélioration est sensible dans les fonderies, tréfileries et aciéries; dans la construction mécanique, par contre, l'activité est loin d'être générale. Travail peu abondant dans les filatures de coton (excepté en Bavière); reprise sensible dans le tissage, l'industrie du lin et la bonneterie silésienne. Le retour des froids a procuré de bonnes commandes dans le vêtement et ralenti d'autre part les travaux du bâtiment. L'amélioration survenue le mois dernier dans l'industrie électrique et dans l'industrie du livre s'est maintenue; par contre, la situation reste peu favorable dans la fabrication du tabac et de la bière.

Placement en septembre 1909 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à septembre 1908 a augmenté de 30,000, celui des emplois vacants de 29,000, et celui des places procurées de 19,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 806 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données d'août :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Sept. 1909 (pour 806 bureaux).....	325,000	230,000	168,000
Août 1909 (— 667 —).....	313,000	203,000	150,000

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, octobre 1909.

AUTRICHE.

Placement en septembre 1909 ⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 837 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (-) par rapport au mois précédent du nombre des							
				offres d'emploi.	P. 100.	demandes d'emploi.	P. 100.	placements.	P. 100.		
Hommes....	40,204	54,571	25,463	+ 155	0.4	— 914	1.6	— 201	0.8		
Femmes.....	41,106	36,340	23,261	+13,399	48.3	+10,166	38.8	+8,567	58.3		
ENSEMBLE...	85,434	95,431	49,888	+12,860	17.7	+7,410	8.4	+8,419	20.3		

Grèves en septembre 1909 ⁽¹⁾. — 51 nouvelles grèves, avec 9,634 grévistes; aucun lock-out. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême pour les mines (7), la métallurgie (6), le bâtiment (3), le textile (10), l'alimentation (9), le travail du bois et du caoutchouc (5) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 14 succès, 17 transactions, 9 échecs, 11 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 37 cas; questions relatives à la durée du travail, et à l'insuffisance des salaires, 6 cas; divers, 8 cas.

BELGIQUE.

Revue du travail en septembre 1909 ⁽²⁾. — 19 offices de placement gratuit — dont 6 organisés par des communes et 5 subsidies par elles — ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de septembre 1909. Pour 2,087 offres d'emploi, il y a eu 3,751 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 179 demandes pour 100 offres. (203 demandes pour 100 offres en août et 206 demandes pour 100 offres en septembre 1908). A ce point de vue, le marché du travail accuse donc, comme d'habitude à cette époque, une amélioration relativement au mois précédent; le rapport entre les demandes et les offres d'emploi reste en outre plus favorable que l'an passé à pareille époque.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis pour ce même mois par 229 unions professionnelles ouvrières, groupant 48,512 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, octobre 1909.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 15 octobre 1909.

moitié de septembre, 1,290 chômeurs, soit une proportion de 2.6 p. 100 (contre 2.8 p. 100 le mois dernier). En septembre 1908, la proportion des chômeurs était de 5.3 p. 100.

Les données de source syndicale confirment donc, une fois de plus, les conclusions que l'on peut tirer des renseignements fournis par les offices de placement.

Grèves en septembre 1909⁽¹⁾. — 11 grèves nouvelles intéressant 1,750 grévistes et 300 chômeurs forcés, ont été signalées à l'Office du travail en septembre. En outre, 5 grèves, commencées antérieurement (3,600 grévistes et 93 chômeurs forcés) ont continué pendant tout ou partie du même mois.

Des 11 grèves nouvelles, 4 concernaient l'industrie textile, et 2 le travail du bois; les 5 autres affectaient autant d'industries différentes : verrerie, charbonnage, fabrication de chaussures, fabrication de ciment artificiel et entreprises de transport.

Causes : demande d'augmentation de salaires (8); demande de renvoi de surveillants (1); demande de réintégration d'ouvriers congédiés (1); refus d'accepter un nouveau règlement (1).

Résultats : sur 13 grèves dont l'issue est connue, on compte : 5 échecs (556 grévistes), 5 succès (133 grévistes) et 3 transactions (272 grévistes). Dans un cas, l'échec de la grève a entraîné le renvoi d'une quarantaine de grévistes.

Au point de vue territorial, les conflits nouveaux de septembre se répartissent comme suit : 4 dans la Flandre orientale, 3 dans le Brabant, 2 dans le Hainaut, 1 dans la Flandre occidentale et dans la province d'Anvers.

CANADA.

Application de la loi du 22 mars 1907 sur les enquêtes en cas de conflits industriels (22 mars 1907-31 mars 1909)⁽²⁾. — Le *Bulletin* a donné en son temps l'analyse de la loi du 23 mars 1907⁽³⁾ qui est venue compléter les lois de 1900 sur la conciliation et de 1903 sur les conflits ouvriers dans les chemins de fer. La loi est applicable dans tout conflit intéressant plus de 10 ouvriers dans les mines, transports, services publics de toute nature y compris les chemins de fer, steamers, télégraphes et téléphones, gaz et électricité, distribution d'eau et usines de force. Elle oblige les patrons et les employés ou ouvriers à faire connaître, au moins un mois à l'avance, leur intention de demander une modification des conditions du travail. Dès qu'un conflit éclate et avant toute cessation du travail l'une des parties doit demander au ministre du travail la nomination d'un conseil de conciliation et d'enquête devant lequel les patrons sont amenés à discuter leurs intérêts. Pendant toute la durée de l'enquête il est interdit sous peine d'amende de faire acte de lock-out ou de grève.

Du 23 mars 1907 — date d'entrée en vigueur de la loi — au 31 mars 1909,

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 31 octobre 1909.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, avril 1909.

⁽³⁾ Voir *Bulletin*, juillet 1907, p. 701.

le département du travail a reçu 55 demandes d'enquête (intéressant 59,380 ouvriers ou employés) pour lesquelles 49 bureaux ont été constitués. Les 6 autres conflits ont été réglés, soit pendant la formation du bureau, soit au cours de la discussion. Sur les 49 conflits soumis à l'enquête, 2 seulement ont donné lieu à une grève intéressant respectivement 1,700 et 8,000 ouvriers ou employés. Dans les 47 autres cas, l'enquête a abouti à un accord entre les patrons. Au 31 mars 1909, 3 bureaux n'avaient pas encore fourni leurs rapports.

Les 55 conflits soumis à l'enquête se répartissent comme suit, selon les industries et avec l'indication du nombre des personnes intéressées : mines de charbon, 26 (23,900 ouvriers) ; mines métalliques, 4 (675) ; chemins de fer, 16 (16,269) ; transports urbains, 3 (492) ; débardeurs, 2 (3,100) ; marins, 1 (450) ; charretiers 1 (500) ; industries diverses, 2 (2,500) ; 35 bureaux ont été constitués du 22 mars 1907 au 31 mars 1908 et 20 de cette dernière date au 31 mars 1909.

En dehors de ces 55 conflits, 6 autres n'intéressant pas un service public ont été soumis au ministre. En ce cas, toutefois, les bureaux ne pouvaient être constitués qu'avec le consentement des deux parties : l'entente n'ayant pu s'établir à ce sujet, le département n'a pu intervenir.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en septembre 1909 ⁽¹⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 1,367 unions groupant 92,506 membres, la moyenne des chômeurs était de 4.8 p. 100 en septembre 1909. Cette moyenne était en août de 5.6 p. 100 dans 1,204 unions groupant 76,641 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Les opérations des comités de secours contre le chômage en 1908-1909 ⁽²⁾. — Le *Bulletin* a analysé en son temps la loi du 11 août 1905 qui institue les comités de secours en cas de chômage et a rendu compte de son application en 1906-1907 ⁽³⁾. Voici les résultats relatifs à la période 1^{er} avril 1908-31 mars 1909.

Le total de la population des 29 districts de Londres et des 95 districts provinciaux dans lesquels des comités de chômage ont reçu des demandes d'assistance s'élève à 16,750,000. Les comités ont reçu 196,757 demandes, soit 11.7 p. 1000 habitants (dont 4,852 émanant de femmes). Le nombre total des chômeurs faisant appel aux comités a atteint 10.3 p. 1000 de la population, à Londres (27 p. 1000 dans certains faubourgs) et 12.3 p. 1000 en province. Dans 44 districts sur 95, cette dernière moyenne a été dépassée, s'élevant parfois à 33 et 36 p. 1,000. Dans 12 localités avoisinant Londres la proportion a atteint 15.7 p. 1000.

⁽¹⁾ *American federationist*, novembre 1909.

⁽²⁾ *Labour gazette*, octobre 1909.

⁽³⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1905, p. 914 et janvier 1908, p. 64.

Le total des demandes enregistrées ainsi que le total des demandes retenues (136,589) a été 2 fois plus élevé qu'au cours de l'hiver précédent⁽¹⁾.

L'augmentation atteint 50 p. 100 à Londres et 157 p. 100 en dehors de la capitale.

Dans 52,852 cas (soit environ un quart des demandes) les chômeurs s'étaient déjà adressés à un comité avant le 31 mars 1908. Sur les 196,757 demandes reçues, 87 p. 100 ont fait l'objet d'une enquête; 80 p. 100 des chômeurs considérés comme dignes d'intérêt étaient âgés de 20 à 50 ans (la grande majorité avait de 30 à 40 ans).

Au point de vue de leur profession, les chômeurs dont les comités ont eu à s'occuper se classent comme suit : ouvriers non qualifiés, 47.4 p. 100; transports, 5.4 p. 100; bâtiment, 16.9 p. 100; construction mécanique, métallurgie, 12.5 p. 100; ameublement et bois, 1.7 p. 100; alimentation, 1.1 p. 100; domestiques, 1.5 p. 100; vêtement, 0.6 p. 100; textiles, 1.9 p. 100; chaussure, 1.8 p. 100; livre, 0.4 p. 100; divers, 8.8 p. 100.

101,801 chômeurs (dont 19,414 à Londres) se sont vu offrir un emploi, soit dans les travaux de secours, soit chez des particuliers; 88,190 ont accepté le poste qui leur était proposé et le total des chômeurs ainsi secourus est deux fois et demi plus élevé qu'en 1907-1908. La proportion des chômeurs qualifiés ayant reçu du travail atteint 74.2 p. 100 à Londres et 62.7 p. 100 en province.

Le total des salaires gagnés par les chômeurs de l'un et l'autre sexe employés aux travaux qui leur furent procurés par les comités centraux, les comités de secours et les autorités locales a atteint 8,190,825 francs dont 424,325 ont été versés à des chômeurs et à leurs familles occupés dans des colonies de travail. Le gain total d'un chômeur a atteint 225 francs dans ces colonies de travail et 100 francs dans les autres travaux.

1,139 personnes (contre 6,066 en 1907-1908) ont reçu un secours d'émigration et 408 ont reçu un secours spécial pour aller chercher du travail ailleurs.

ITALIE.

Grèves en juillet 1909⁽²⁾. — 85 nouvelles grèves ont été signalées en juillet à l'*Office du travail*; 59 de ces conflits intéressaient 10,946 grévistes. 7 grèves ont éclaté dans les industries extractives, 10 dans la métallurgie, 9 dans le travail des pierres et des terres, 14 dans le bâtiment, 5 dans le bois, 6 dans les industries polygraphiques, 15 dans les textiles, 1 dans les cuirs et peaux, 1 dans le vêtement, 8 dans l'alimentation, 7 dans les transports, 2 dans diverses industries.

Causes : questions de salaires, 47; durée du travail, 3; demandes diverses, 23; inconnues, 2.

Résultats : 17 succès, 8 transactions, 29 échecs, 21 inconnus.

⁽¹⁾ Il convient de faire remarquer à cet égard que 14 nouveaux comités ont été constitués pendant l'année et que, contrairement à ce qui se passait jusqu'ici, on a admis les demandes présentées par des personnes inscrites pendant l'année précédente sur les registres de l'assistance ou déjà occupées pendant deux périodes consécutives de 12 mois aux travaux organisés par les comités.

⁽²⁾ *Bollettino dell'Ufficio del lavoro*, août 1909.

SUÈDE.

La grève générale (Suite) ⁽¹⁾. — Le dernier numéro du *Bulletin* a relaté l'échec des négociations entreprises par la commission de médiation officielle en vue de mettre fin au chômage des ouvriers des maisons affiliées à la « Svenska Arbetsgillvareföreningen » qui restaient encore en grève (28 septembre 1909).

La cause principale, pour ne pas dire unique, de l'échec de la tentative de médiation était le refus des associations ouvrières d'accepter la fixation d'une procédure uniforme pour le règlement de toutes les contestations ultérieures entre patrons et ouvriers. Le Syndicat général donna comme motif qu'il ne pouvait pas s'engager sur une question de principe avant que le Riksdag ait été saisi des projets de loi concernant la réglementation du travail et la conclusion des contrats entre patrons et ouvriers, projets de loi dont le Gouvernement venait précisément d'annoncer la présentation au début de la prochaine session parlementaire.

Quoi qu'il en soit, l'avortement de la tentative de médiation acheva de décourager la plupart des ouvriers qui résistaient encore et ne voulaient reprendre le travail qu'à la suite d'un accord complet entre les associations patronales et ouvrières. Les rentrées individuelles à l'usine ou à l'atelier devinrent de plus en plus nombreuses.

Plusieurs groupes importants de travailleurs ont cependant continué la lutte; ce sont surtout ceux des grandes mines du Nord, Kiruna, Gellivare, etc. . .

La « Svenska Arbetsgillvareföreningen », maîtresse de la situation, ne reprend les ouvriers qu'au fur et à mesure des besoins et impose à ceux qu'elle consent à employer, la signature d'un contrat personnel et la sortie, au moins momentanée, du Syndicat général ouvrier. Beaucoup de mineurs du Nord ont refusé d'accepter ces conditions, pensant pouvoir continuer à vivre dans les maisonnettes et sur les terrains de culture, mis à leur disposition dans des conditions très avantageuses par les compagnies; mais les compagnies commencent à expulser de leurs demeures les ouvriers qui refusent de travailler aux conditions imposées; ces derniers se sont alors groupés pour émigrer en masse en Amérique, principalement au Brésil, et ils discutent actuellement avec des agences d'émigration les conditions de leur transport.

L'importance de l'émigration a, depuis longtemps, causé un préjudice sensible à la Suède; l'une des conséquences éventuelles les plus redoutées de la grève prolongée de cet été était précisément l'augmentation du nombre des départs des travailleurs qui, forcément, devront attendre, pendant un temps indéterminé, que la reprise progressive de l'activité industrielle et commerciale permette de les occuper; la nouvelle de l'exode projeté par les ouvriers des districts miniers du Nord a produit une vive sensation; les journaux ont publié des articles énumérant les déboires généralement éprouvés en Amérique par les émigrants, et la « Ligue suédoise pour empêcher l'émigration » a lancé un appel au public et ouvert une souscription nationale dont le produit sera destiné à permettre aux ouvriers incités, par le manque de travail, à s'expatrier, de rester en Suède et d'y attendre l'amélioration.

⁽¹⁾ D'après un rapport du 26 octobre 1908 du Ministre de France à Stockholm, obligamment communiqué par le Ministère des Affaires étrangères.

ration de la situation économique. Plusieurs princes de la famille royale se sont inscrits pour des sommes importantes en tête des listes de la souscription qui, en deux jours, a déjà produit 60,000 couronnes.

On estime que le nombre des ouvriers chômant encore à la fin d'octobre en Suède s'élève à 30,000 environ.

SUISSE.

La Fédération ouvrière suisse et le secrétariat ouvrier⁽¹⁾. — Nous avons vu que, en 1873, s'était constituée la Fédération ouvrière suisse, groupement à la fois politique et professionnel qui dut se dissoudre en 1880.

Les nombreux efforts pour créer un lien entre toutes les associations ouvrières se produisirent quelques années après, à une époque où les luttes confessionnelles avaient perdu de leur acuité, et où la législation sociale passait au premier rang dans la politique. En 1886, M. Henri Scherrer, avocat à Saint-Gall, président de la Société du Grütli, invoquant les subventions accordées par la Confédération aux secrétariats de l'Union suisse des arts et métiers et de la Société suisse des commerçants, adressa au Département fédéral du commerce et de l'industrie une demande de subvention pour l'institution d'un secrétariat ouvrier suisse. Saisie de cette affaire, l'Assemblée fédérale décida d'accorder la subvention demandée, mais à certaines conditions qu'il est intéressant de mentionner :

1) Un comité serait formé dans lequel toutes les fédérations ouvrières seraient représentées proportionnellement au nombre de leurs membres;

2) Le secrétaire ouvrier serait nommé par ce comité, de qui il tiendrait ses instructions;

3) Le Département du commerce et de l'industrie recevrait chaque année communication du budget ainsi que des comptes du secrétariat;

4) Le Département pourrait se faire représenter aux séances du comité par un délégué avec voix délibérative;

5) Les associations représentées dans le comité devraient comprendre en majorité des citoyens suisses;

6) Les membres du comité et le secrétaire ouvrier devraient être citoyens suisses.

Ces conditions furent soumises à un congrès qui se réunit à Olten, les 10 et 11 avril 1887, et auquel assistaient 158 délégués représentant 15 fédérations et 103,000 ouvriers environ. Elles donnèrent lieu à de vives discussions dont les principales portèrent sur la question des étrangers, celle de l'admission des sociétés catholiques et celles des rapports avec les autorités, mais finalement elles furent adoptées à une grande majorité. La Fédération ouvrière suisse était ainsi fondée avec l'appui du Gouvernement fédéral.

D'après les statuts révisés en 1890, la Fédération ouvrière suisse a pour organes un congrès, un comité fédéral et un comité directeur. L'Assemblée des délégués, ou Congrès ouvrier suisse, se réunit tous les trois ans. Les délégués sont nommés par les associations qui font partie de la Fédération. Chaque société a droit à un délé-

⁽¹⁾ Cette étude fait suite aux études précédentes sur les organisations ouvrières suisses (*Bulletin*, sept. 1909, p. 1013; oct. 1909, p. 1121). Elle est également extraite d'un rapport du Consul de France à Bâle.

gué; toutefois chaque délégué, pour avoir voix délibérative, doit représenter 250 sociétaires au moins. Seuls, les citoyens suisses ont droit de vote dans la nomination des délégués. Les sociétés peu nombreuses se groupent et s'entendent, selon leurs convenances, en vue de l'exercice de leurs droits de délibération et de vote dans le Congrès. Est admise sans discussion à faire partie de la Fédération « toute société composée en majorité d'ouvriers suisses et représentant des intérêts ouvriers, quelles que soient d'ailleurs ses tendances politiques ou religieuses ».

Le Comité central se compose de 60 membres qui sont nommés pour trois ans par le Congrès; ils doivent être citoyens suisses et appartenir, au moins dans la proportion des deux tiers, à la classe ouvrière. Ce comité est constitué de telle manière que les fédérations, les langues nationales, les principales industries et professions y soient représentées proportionnellement à leur importance.

Lorsque le Comité central se réunit (et il doit tenir au moins une session par an) le Département fédéral du commerce et de l'industrie reçoit avis de la convocation afin qu'il puisse se faire représenter.

Le Comité directeur est une émanation du Comité central; il est formé de trois membres de ce dernier, domiciliés dans la même localité (actuellement Zurich) ou ses environs. Nommé pour une période de trois ans par le Comité central, il fonctionne comme bureau de ce comité et représente la Fédération dans ses relations extérieures.

Le secrétaire ouvrier dont l'institution a, en somme, servi de base à la création de la fédération ouvrière est nommé pour une période de trois ans par le Congrès ouvrier. Il doit être citoyen suisse. Depuis l'origine, c'est un ancien relieur, d'origine silésienne, et naturalisé suisse, M. Hermann Greulich qui occupe ces fonctions. Il est à la disposition aussi bien des comités des associations de la Fédération que du Conseil fédéral pour toutes enquêtes, relevés et travaux statistiques, consultations et expertises concernant la question ouvrière. Son traitement est de 5,750 francs.

La subvention fédérale, portée de 10,000 à 25,000 francs, a permis à la Fédération de donner à ce secrétaire qui réside à Zurich cinq adjoints dont deux pour la Suisse allemande, deux pour la Suisse française (Genève et Bienne) et un pour la Suisse italienne. Ils sont nommés par le Comité central.

Toutes les autres dépenses, notamment celles pour les congrès, les séances du Comité central et les frais de gestion du Comité directeur doivent être payées par les fédérations et sociétés respectives, chacune en ce qui concerne leurs représentants.

Depuis vingt-deux ans qu'elle existe, la Fédération ouvrière suisse a vu graduellement tripler le nombre de ses adhérents. Au congrès de 1887 d'Aarau assistaient 158 délégués représentant 103,000 membres et au congrès de Bienne en 1908, 297 délégués représentant 306,000 adhérents.

A ce dernier congrès, les 297 délégués présents représentaient dans les catégories suivantes :

Sociétés de Grütli et associations ouvrières politiques.	35	20,600 membres.
Syndicats professionnels.....	92	105,000 —
Associations d'ouvrières.....	2	690 —
Associations catholiques.....	11	23,980 —
Associations protestantes.....	5	800 —
Caisses de secours en cas de maladie.....	76	155,000 —

Ces chiffres des membres sont, comme le reconnaît le secrétaire ouvrier lui-même, quelque peu sujets à caution, car il arrive assez fréquemment qu'un même ouvrier fasse partie de deux ou même de trois associations, par exemple d'un syn-

dicat, d'une caisse de secours et d'une union ouvrière. D'après M. Greulich, ces chiffres devraient, pour représenter la réalité, être réduits d'un tiers au plus.

On aura remarqué la forte proportion fournie dans le tableau précédent par les caisses de secours en cas de maladie. Ces mutuelles sont très nombreuses en Suisse (on en a recensé en 1903, 1,812 comptant 422,210 sociétaires), 538 d'entre elles avec 98,198 membres sont des caisses de fabrique et plusieurs des autres ont surtout comme adhérents des ouvriers; cependant, de même que les sociétés coopératives de consommation, elles sont plutôt des institutions auxiliaires utiles au prolétariat que des associations spécifiquement ouvrières comme les syndicats et les unions locales.

La Fédération ouvrière suisse a joué un rôle important dans l'évolution du mouvement ouvrier en Suisse. D'une manière générale, ses congrès ont démontré la possibilité d'une discussion et même d'une entente entre toutes les fractions de la classe ouvrière sur les grandes questions qui l'intéressent, comme les assurances obligatoires contre la maladie et les accidents, la révision de la loi sur les fabriques, la législation internationale sur la protection des ouvriers, la défense du droit de coalition, les mesures contre le chômage. Sur bien des points, les vœux des congrès ont déjà reçu ou vont recevoir satisfaction.

Le secrétariat ouvrier est intervenu à plusieurs reprises dans les grèves, ce qui a motivé quelques réclamations, mais il a toujours agi dans un sens conciliateur, et il a réussi souvent à empêcher des conflits ou à les apaiser. Au surplus, sa tâche principale était d'étudier les conditions économiques de la classe ouvrière et, à cet effet, de faire des enquêtes, de dresser des statistiques par exemple en matière de salaires, d'accidents du travail, d'assurances, de grèves. C'est à quoi il s'est employé avec activité et nombreux sont les travaux qu'il a publiés depuis 1887. Enfin, il constitue aussi un office de renseignements et de consultations à l'usage des ouvriers.

TRANSVAAL.

Loi de 1909 instituant un département du travail et tendant à prévenir les grèves et les lock-outs. — Aux termes de cette loi, les patrons et ouvriers sont tenus de donner avis, un mois à l'avance au moins, des modifications qu'ils comptent apporter ou demander aux conditions de salaires et de durée du travail. Si l'accord ne peut se faire, l'une des parties doit demander au ministre des mines la nomination d'un conseil de conciliation et d'enquête qui fera tous ses efforts pour régler le différend. Tout acte de grève et de lock-out est interdit, sous peine d'amendes sévères, tant que le conseil n'a pas terminé son enquête et avant qu'un mois ne se soit écoulé après la publication du rapport et de la sentence. Cette sentence n'a force exécutoire pour les parties que si ces dernières y consentent. Le conseil ne peut être convoqué que si le conflit intéresse plus de 10 ouvriers.

La loi institue un département du travail au ministère des mines; son chef, désigné sous le nom « d'inspecteur de la main-d'œuvre blanche », reçoit les demandes de constitution de conseils, tient un registre des chômeurs de race blanche et organise les bureaux de placement.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 8 octobre 1909, réorganisant le Conseil de prud'hommes de Belfort et y créant une section du commerce ⁽¹⁾.

Décision du 12 août 1909, du Sous-Secrétaire d'État de la Marine instituant une Commission chargée d'étudier les questions relatives à l'application du repos hebdomadaire au personnel naviguant ⁽²⁾.

LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE LA MARINE,

Vu l'article 28 de la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce;

Vu la sentence arbitrale rendue, le 3 juillet 1909, par le président Ditté, pour la solution de certaines difficultés soulevées dans l'application dudit article de loi ⁽³⁾;

Attendu qu'il y a le plus grand intérêt, pour éviter le retour d'incidents qui compromettent le bon fonctionnement des services de la Marine marchande, à constituer une commission chargée d'étudier un règlement pour les détails d'application de l'article 28 de la loi et pour tous autres points qu'il paraîtrait utile de lui soumettre;

Qu'il y a lieu de composer cette commission, par parties égales, d'armateurs et de représentants du personnel naviguant,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué au Ministère de la Marine une Commission chargée d'étudier toutes les questions de détail relatives à l'application du repos hebdomadaire au personnel naviguant de toutes catégories de la marine marchande.

ART. 2. — Cette Commission, présidée par le Sous-Secrétaire d'État, est composée de douze membres, dont six représentants de l'armement et six représentants du personnel naviguant, délégués, les premiers, par le Comité central des armateurs de France, les seconds, par la Fédération nationale des inscrits maritimes et par la Fédération des agents du service général. Ces derniers comprendront quatre inscrits maritimes (pont et machine) et deux agents du service général.

ART. 3. — Les fonctions de secrétaire seront remplies par un officier ou fonctionnaire de la Section administrative du Sous-Secrétariat d'État de la Marine.

Arrêté du 22 septembre 1909 du Sous-Secrétaire d'État de la Marine, relatif au fonctionnement de la Commission chargée d'étudier les questions relatives au repos hebdomadaire du personnel naviguant ⁽⁴⁾.

LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE LA MARINE,

Vu le procès-verbal de la réunion en date du 14 septembre 1909 de la Commission

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 12 octobre 1909, p. 10205.

⁽²⁾ *Journal Officiel* du 23 septembre 1909, p. 9676.

⁽³⁾ Voir ci-dessus, p. 1220.

⁽⁴⁾ *Journal officiel* du 23 septembre 1909, p. 9676.

mixte consultative instituée pour étudier les détails d'application de la loi du 17 avril 1907⁽¹⁾,

ARRÊTE :

La Commission mixte, instituée par décision du 12 août 1909, se réunira tous les trois mois pour étudier les réclamations faites soit par les armateurs, soit par les inscrits et donner son avis au Sous-Secrétaire d'État sur la suite qu'elles comportent.

Les réclamations ne seront examinées :

1° Si elles émanent des armateurs, qu'à la condition qu'elles n'aient pas été précédées ou suivies de mesures collectives d'exclusion ;

2° Si elles émanent des inscrits, qu'à la condition qu'elles n'aient été précédées ou suivies d'aucune cessation de travail.

Paris, le 22 septembre 1909.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LE RÉGIME DES MINES.

A la Chambre des députés, dans la séance du 26 octobre, M. Zévaès posa à M. Millerand, Ministre des Travaux publics, une question au sujet des nouvelles concessions de mines sur le point d'être accordées à plusieurs sociétés en Meurthe-et-Moselle. Après avoir rappelé que le prédécesseur du Ministre actuel, M. Barthou, avait déclaré en 1907, au cours de la discussion du budget des Travaux publics⁽²⁾, qu'il n'accorderait pas les concessions demandées en Meurthe-et-Moselle avant que la Chambre se fût prononcée sur la réforme complète du régime des mines et que la Chambre se trouvait actuellement saisie de deux projets de loi tendant, l'un au rachat des concessions actuelles, l'autre à la revision totale de la loi du 21 avril 1810⁽³⁾ et de plusieurs propositions de loi relatives au même sujet, M. Zévaès demanda au Ministre s'il était possible « d'accorder des concessions aussi importantes en vertu d'un régime aujourd'hui suranné et condamné par les projets mêmes du Gouvernement ».

M. Millerand répondit, après avoir rappelé l'historique de la question :

Le Gouvernement précédent a déposé sur le bureau de la Chambre, à la fin de 1908, un projet de loi qui modifie la loi de 1810 sur les mines. Ce projet de loi contient un article qui non seulement régularise une pratique suivie en fait depuis plusieurs années, mais qui encore lui donne une sanction. Quelle est cette pratique? Depuis plusieurs années on a demandé aux concessionnaires de mines de consentir certaines conditions, soit au point de vue ouvrier, par la création d'hôpitaux ou d'établissements de bienfaisance, soit au point de vue des transports, par des subventions à des lignes de chemins de fer.

Mais le Conseil d'État n'a jamais accepté d'une façon nette que la loi de 1810 permit d'imposer aux concessionnaires des conditions de cet ordre, et surtout dans l'intérêt des ouvriers. En tous cas, même lorsqu'il est allé, comme il l'a fait dans un avis de la fin de 1907⁽⁴⁾, jusqu'à accepter ces conditions, il est résulté clairement de ses considérants que

(1) Voir ci-dessus, p. 1235.

(2) Voir *Bulletin*, décembre 1907, p. 1349.

(3) Ces deux projets de loi ont été déposés sur le bureau de la Chambre des députés le 17 novembre 1908 (Doc. parl. nos 2113 et 2114), et ont fait l'objet d'un rapport présenté par M. Zévaès, au nom de la Commission des mines le 1^{er} avril 1909 (Doc. parl. n° 2431).

(4) Voir le texte de cet avis du Conseil d'État dans le *Bulletin* de février 1908, p. 174.

ces conditions, imposées au premier concessionnaire, étaient sans sanction; c'est-à-dire que, si la concession passait en d'autres mains, et que le nouveau concessionnaire n'exécutât pas les conditions imposées au premier, le Gouvernement se trouvait désarmé vis-à-vis de lui.

L'article 17 du projet modificatif de la loi de 1810 donne au Gouvernement le droit — avec, comme sanction, la déchéance — d'imposer au concessionnaire certaines conditions, j'ai repris cet article 17, et je l'ai modifié pour y introduire une clause à laquelle, quant à moi, j'attache, au point de vue social, un très grand intérêt et une très grande valeur, une clause qui permet à l'État d'imposer au concessionnaire l'obligation d'appeler, sous forme d'actions de travail, ou sous une autre forme à déterminer, les travailleurs de la mine à participer aux bénéfices de l'entreprise.

Nous pouvons, sous cette forme, renouveler et étendre l'expérience qui vient d'être faite en Angleterre dans certaines grandes usines et sur des chantiers de constructions navales; nous pouvons appeler les ouvriers de la mine à participer, au même titre que le capital, comme les actionnaires, aux résultats de l'entreprise, soit sous la forme individuelle, soit sous la forme collective, ainsi que l'a préconisé notre collègue M. Justin Godart ⁽¹⁾.

Ainsi se dégage et se précise la solution que j'annonçais à la Chambre et que le Gouvernement a résolu d'adopter. Il ne se croit pas le droit de retarder indéfiniment et sans délai l'exploitation de gisements houillers qui sont nécessaires à notre industrie, mais en même temps il ne se reconnaît pas non plus, à l'heure où le Parlement est saisi de projets sur la législation minière, le droit de faire un cadeau pur et simple à des concessionnaires. Il vous demandera d'insérer dans la loi de finances le texte modifié de l'article 17 du projet de loi déposé par le précédent cabinet, et il a ainsi la confiance de servir sa politique qui est celle de la majorité, de poursuivre en même temps les réformes sociales et la défense de la prospérité nationale.

LA PROTECTION DES FEMMES EN COUCHES ⁽²⁾.

La Chambre des députés avait adopté, dans sa séance du 28 novembre 1908, le texte, modifié par le Sénat, de la proposition de loi déjà adoptée par elle le 9 avril de la même année, garantissant leur travail ou leur emploi aux femmes en couches, en y ajoutant toutefois un paragraphe aux termes duquel toute convention contraire était nulle de plein droit.

La proposition ainsi modifiée avait été transmise au Sénat le 30 novembre 1908.

Elle y est venue en discussion le 26 octobre 1909. Dans cette séance, le Sénat, sur la proposition de M. Cazeneuve et après avis conforme de la Commission, modifie de nouveau le texte transmis par la Chambre des députés et adopte la rédaction suivante :

ARTICLE UNIQUE. — La suspension du travail par la femme, pendant huit semaines consécutives, dans la période qui précède et suit l'accouchement, ne peut être une cause de rupture par l'employeur du contrat de louage de services, et ce à peine de dommages-intérêts au profit de la femme. Celle-ci devra avertir l'employeur du motif de son absence.

Toute convention contraire est nulle de plein droit.

L'assistance judiciaire sera de droit pour la femme devant la juridiction du premier degré.

La proposition ainsi modifiée a été transmise à la Chambre des députés le 29 octobre.

⁽¹⁾ Proposition de loi tendant à créer les actions de jouissance du travail, déposée par M. J. Godart, député, le 17 mai 1909 (doc. parl., n° 2487).

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, décembre 1908, p. 1244.

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL DANS LES EXPLOITATIONS FORESTIÈRES⁽¹⁾.

Pour se conformer aux engagements pris par le Gouvernement au cours de la discussion de la loi de finances de l'exercice 1909, à la Chambre des députés, dans la séance du 28 novembre 1908, et au Sénat, dans la séance du 4 décembre 1908⁽¹⁾, le Ministre de l'Agriculture avait inséré dans le cahier des charges pour la vente des coupes des forêts domaniales de l'exercice 1909, les clauses suivantes :

ART. 66. — Les adjudicataires devront :

1° S'abstenir de faire travailler les ouvriers, employés des coupes et voituriers les dimanches et les jours fériés; il pourra être dérogé à cette règle en vertu d'une autorisation donnée par l'agent des eaux et forêts chef de service;

2° N'employer les ouvriers de nationalité étrangère que dans la proportion qui sera fixée par les clauses particulières de l'adjudication.

Chaque adjudicataire devra en outre, lorsqu'il s'agira de forêts domaniales, placer ou faire placer sous le régime de la loi du 9 avril 1898 les bûcherons travaillant dans les coupes qui lui ont été adjugées, soit qu'il les exploite directement, soit qu'il ait traité avec des entrepreneurs pour leur exploitation ou qu'il les ait revendues avant exploitation.

ART. 8. — Chaque adjudicataire sera tenu, sous les peines portées par l'article 24 du Code forestier, de donner, dans les cinq jours qui suivront celui de l'adjudication, une caution et un certificateur de caution reconnus solvables, lesquels s'obligeront solidairement avec lui à toutes les charges et conditions de l'adjudication et notamment au paiement, tant du prix de vente que des sommes pouvant devenir ultérieurement exigibles en vertu des articles 15, 17, 28, 35, 40, 45, 46, 48, 56, 57, 64, 66, 69 du présent cahier des charges.

Dans plusieurs régions forestières, les marchands de bois se concertèrent pour ne pas prendre part à l'adjudication dans ces conditions et la vente ne put avoir lieu.

Dès la rentrée du Parlement, MM. Girod, Ferrette et Roblin, députés, déposèrent des interpellations sur le conflit existant entre les marchands de bois et l'Administration des forêts et sur les conséquences qui en résultaient pour les ouvriers bûcherons. Ces interpellations furent discutées dans la séance du 22 octobre.

Dans sa réponse aux interpellateurs, M. Ruau, Ministre de l'Agriculture, déclara que les clauses contre l'insertion desquelles on avait protesté seraient maintenues; il résuma la question en ces termes :

La clause que nous avons insérée dans le cahier des charges est légale; elle est facilement applicable, puisqu'elle est acceptée aujourd'hui par les adjudicataires qui ont soumissionné pour 10 millions de francs de coupes domaniales. Le Parlement a pris, vis-à-vis des bûcherons, c'est-à-dire vis-à-vis d'une des fractions les plus intéressantes de la démocratie rurale, des engagements formels. Il serait bien redoutable pour nous, pour tous ceux qui s'intéressent à la cause de la justice et du droit, d'abandonner les bûcherons alors que le Parlement par trois fois a exprimé la ferme volonté de les soutenir.

La discussion fut close par l'adoption de l'ordre du jour suivant :

La Chambre, approuvant les déclarations du Gouvernement, confiante en lui pour appliquer les décisions antérieures de la Chambre et pour faire aboutir l'extension de la loi du 9 avril 1898 à toutes les forêts, et repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, janvier 1909, p. 84.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois d'octobre 1909.

Code du travail. — *Sénat.* — Séance du 28 octobre. — Rapport supplémentaire de M. Paul Strauss sur le projet de loi portant codification des lois ouvrières (livres I, II, III, IV et V du Code du travail et de la prévoyance sociale) et le projet de loi portant codification des lois ouvrières (livre VI du Code du travail et de la prévoyance sociale).

Conseils de prud'hommes agricoles. — *Chambre des députés.* — Séance du 22 octobre. — Rapport de M. Groussier sur la proposition de loi de M. Delpierre tendant à instituer des conseils de prud'hommes agricoles (doc. parl. n° 2789).

Économats. — *Sénat.* — Séance du 19 octobre. — Rapport de M. Guillaume Pouille sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toute sorte (doc. parl. n° 251).

Femmes en couches (protection et assistance des). — *Sénat.* — Séance du 28 octobre. — Suite de la 2^e délibération sur la proposition de loi de M. Paul Strauss sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons; ajournement de la discussion.

Femmes en couches (repos des). — *Sénat.* — Séance du 26 octobre. — Suite de la discussion de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre, garantissant leur travail ou leur emploi aux femmes en couches; adoption de l'article unique de la proposition de loi.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 29 octobre. — Transmission de la proposition de loi adoptée par le Sénat; renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 2805).

Retraites ouvrières. — *Sénat.* — Séance du 26 octobre. — Avis présenté par M. Ferdinand Dreyfus, au nom de la Commission des finances, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, sur les retraites ouvrières (doc. parl. n° 253); fixation de la date de la discussion au jeudi 4 novembre.

————— *Sénat.* — Séance du 26 octobre. — Dépôt, par M. Beaupin, d'une proposition tendant à donner à l'État l'exploitation des jeux en France, au profit de la Caisse des retraites ouvrières et paysannes; renvoi à la Commission d'initiative parlementaire.

Syndicats professionnels. — *Chambre des députés.* — Séance du 26 octobre. — Dépôt, par M. Bussat, d'une proposition de loi ayant pour objet l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement pour tous les actes intéressant les syndicats professionnels; renvoi à la Commission de législation fiscale (doc. parl. n° 2797).

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Isère. — A Grenoble, dans l'*ameublement*, la situation demeure précaire, surtout pour les petits fabricants dont la concurrence des salles de vente et des grands magasins entraîne la disparition. Dans la *mécanique*, qui compte 13 établissements, occupant 1,100 ouvriers, le travail a été plus abondant, sauf en fonderie où le travail est rare, quoique un peu meilleur depuis le début du trimestre; on faisait de 54 à 60 heures par semaine. A Bourgoin, dans le *bâtiment*, dont les 56 entrepreneurs syndiqués occupent de 350 à 400 ouvriers, on faisait 60 heures, sans variation sensible quant à l'activité du travail. A Trept, dans les *carrières*, qui occupent 185 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on travaille aux pièces et l'on fait 55 à 60 heures par semaine; les salaires, en hausse, sont de 0 fr. 39 à 0 fr. 42 l'heure pour les carriers; 0 fr. 30 à 0 fr. 37 pour les manœuvres, porteurs, charretiers et wagonneurs; 0 fr. 40 à 0 fr. 60 pour les tailleurs de pierres.

Jura. — A Salins, dans les *fromageries*, au nombre de 26, occupant 30 ouvriers, il n'y a pas eu de variation.

A Morez, d'après le Conseil de prud'hommes, l'état d'activité du travail s'était légèrement amélioré, dans la lunetterie, en la saison; il n'y avait pas ou très peu de chômage.

Loir-et-Cher. — A Romorantin, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque et équivalent comparativement au premier trimestre de 1909, c'est-à-dire médiocre; la main-d'œuvre fait défaut dans certaines corporations, par suite de l'exorde des ouvriers vers les grandes villes.

Loire. — A Saint-Étienne, dans l'*horticulture*, dans les 20 établissements comptant 100 ouvriers, il n'y a pas eu de changement. Dans les *transports*, qui comptent 23 entreprises et 80 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine, pour un salaire mensuel de 135 francs (125 fr. en 1908), sans chômage sensible; la main-d'œuvre fait défaut. Dans les *tissus*, le travail a été aussi peu abondant que l'an dernier à pareille époque, aussi les salaires ne se relèvent pas, au contraire; les métiers de velours qui avaient profité d'une légère reprise il y a trois mois, sont délaissés de nouveau; d'une façon générale l'industrie rubannière subit une crise intense, 50 p. 100 des métiers seraient inoccupés et ceux qui travaillent ne procureraient qu'un salaire insuffisant à l'ouvrier; on fait 10 heures. Dans la *droguerie* qui compte 11 établissements syndiqués occupant 75 ouvriers, le travail est stationnaire; on fait 60 heures par semaine.

Au Chambon-Feugerolles, dans la *lime*, qui compte 20 fabriques occupant 1,300 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, faute de commandes; on faisait 50 heures par semaine fin juin. A Rive-de-Gier, dans la *cordannerie de détail*, on faisait de 60- à 70 heures, et le travail était moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, à cause de la hausse des cuirs verts. Dans le *bâtiment*, dont les 61 entrepreneurs occupent 600 ouvriers, le travail a été aussi moins abondant; on faisait 60 heures fin juin.

Également à Rive-de-Gier, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y aurait pas eu de changement dans l'état de l'industrie au cours du deuxième trimestre.

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 2° trimestre 1909 et émanent des syndicats patronaux.

D'après le conseil de prud'hommes de Roanne, dans le tissage mécanique de cotonnades, les apprêteurs comptaient 2 p. 100 de chômeurs en mai, 1 p. 100 en juin; les pareurs 1 p. 100 en mai et 2 p. 100 en juin; durée du travail, 60 heures par semaine. Les tisseurs ont fait 60 heures en mai, avec 4 p. 100 de chômeurs, et 54 heures en juin, avec 5 p. 100 de chômeurs; les galochiers, 54 heures en avril et mai et 60 heures en juin. Les potiers, 54 heures pendant tout le trimestre.

Haute-Loire. — Au Puy, dans les *serrureries*, au nombre de 12 occupant 36 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on faisait 60 heures fin juin. Dans les *saboteries*, au nombre de 8, occupant 10 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant qu'au deuxième trimestre 1908; on faisait de 70 à 72 heures par semaine fin juin. La main-d'œuvre fait défaut.

Loire-Inférieure. — A Nantes, dans les *salaisons*, qui comptent 12 établissements occupant 600 ouvriers, le travail, fin juin, n'occupait que 5 à 6 ouvriers au lieu de 50 à 60, vu la morte-saison; cette industrie est d'ailleurs sensiblement atteinte depuis la suppression de commandes de porc salé par l'État; mais ce dernier a fait faire des essais de porc rôti en boîtes, et les saumeurs espèrent voir, sous une nouvelle forme, leur industrie reprendre un peu d'animation. Au Pouliguen, dans la *maçonnerie*, dont les 10 entrepreneurs occupent 400 ouvriers, on faisait 60 heures par semaine fin juin, et l'abondance du travail était la même qu'au 2^e trimestre 1908; les salaires seraient en hausse de 20 p. 100 en moyenne.

Loiret. — A Orléans, dans la *charpente*, qui compte 14 entrepreneurs occupant 70 ouvriers, l'activité a été équivalente à celle de l'an dernier à pareille époque; on faisait 66 heures fin juin, pour un salaire de 0 fr. 60 l'heure. Dans les *brasseries*, au nombre de 18 occupant 180 ouvriers, le travail a été moins abondant comparativement au 2^e trimestre 1908; on faisait 60 heures par semaine fin juin. Dans cette industrie la morte-saison dure du 15 octobre au 15 avril; les salaires ont été augmentés de 10 francs par mois ou 0 fr. 50 par jour, soit 0 fr. 05 l'heure. Un nouvel établissement de 2 ouvriers s'est créé. Dans le *jardinage*, le travail a été plus abondant, conséquence des gelées qui l'avaient retardé au début; fin juin, sa durée avait diminué d'une demi-heure. Chez les *horticulteurs*, au nombre de 25, occupant de 800 à 1.000 ouvriers, il n'y a pas eu de variation. A Pithiviers, dans l'industrie de la *chaise*, même *statu quo*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, dans la *meunerie*, l'abondance du travail ne varie pas; on fait 100 heures par jour, avec roulement de jour et de nuit, pour un salaire mensuel de 90, 100, 110 et 120 francs par mois, suivant le genre de travail. Un nouvel établissement de 15 personnes s'est créé. Dans les *distilleries*, au nombre de 19, occupant 34 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine fin juin; les salaires seraient en légère hausse; le personnel est payé au mois et gagne de 100 à 150 francs, sans chômage, mais il serait appelé à disparaître en partie, le petit patron faisant son travail lui-même, et cette industrie étant de moins en moins prospère.

Maine-et-Loire. — A Cholet, dans l'industrie *textile*, dont les 10 établissements occupent 4,000 ouvriers, le travail a été plus abondant, malgré la hausse des matières premières; on faisait 60 heures dans le tissage mécanique, 72 dans le tissage à la main, vu la saison.

Manche. — A Granville, dans la *grande pêche*, qui compte 15 armateurs pour 31 navires et 764 marins; sur ces 31 navires, 4 sont des transports et les 27 autres sont armés pour la pêche à Terre-Neuve; leur départ pour cette destination a lieu en mars. L'armement pour la grande pêche serait en diminution à Granville par suite d'une série de mauvaises années et diverses autres causes.

Marne. — A Reims, dans la *filature de laine cardée*, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque. A Châlons, dans la *chaux hydraulique*, qui compte 11 établissements occupant de 6 à 700 ouvriers, on faisait, comme le trimestre dernier, 60 heures par semaine, pour un salaire de 4 à 5 francs par jour, sans variation quant à l'activité du travail. A Épernay, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille

époque; on faisait 66 heures par semaine fin juin. A Vitry-le-François, dans la même corporation, qui compte 30 entrepreneurs occupant 500 ouvriers, l'activité du travail a été sensiblement la même; les ouvriers gagnent 0 fr. 60 l'heure, et les manoeuvres 0 fr. 45 et 0 fr. 50. A la Fère-Champenoise, dans les *fromageries*, il n'y a pas de chômage; on faisait 60 heures fin juin, c'est-à-dire moins qu'au trimestre précédent, et les salaires seraient en hausse.

D'après le Conseil de prud'hommes de Châlons, il n'y a pas eu de variation dans l'état d'activité de l'industrie au cours du 2^e trimestre.

CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS (année 1908). — L'industrie lainière compte 2 établissements de peignage de laine, comprenant 215 peigneuses, travaillant et préparant une grande partie des laines utilisées par la fabrique. La filature comprend, tant à Reims que dans la région, 155,000 broches en peigné et 65,000 broches en cardé. Enfin, les établissements de tissage de Reims et de Suippe renferment 7,000 métiers mécaniques, et d'autre part, 2 maisons font fabriquer à la main, 1 établissement traite les déchetes de la fabrique, 2 manufactures font les feutres et une filature fait la chappe de soie. Les étoffes formant le fonds de la fabrication rémoise sont les cachemires et mérinos, les flanelles et des nouveautés; 14 établissements d'apprêts et de teinture reçoivent et traitent les tissus fabriqués. 7,100,000 kilogrammes de matières ont été employés pour le tissage en 1908. Les chiffres des expéditions, dépassant la production, semblent indiquer l'épuisement du stock.

Dans les vins de Champagne, les expéditions n'ont atteint, à Reims, que 17,207,116 bouteilles, contre 20,701,515 en 1907, et à Épernay 13,498,878, contre 13,881,302 en 1907; la diminution, très sensible pour Reims, provient surtout de la crise américaine qui, outre les États-Unis, a eu une répercussion sur l'Angleterre et l'Allemagne. Pour Épernay, dont les produits vont surtout en France, la diminution est peu appréciable. Les principaux pays importateurs de vins de Champagne sont, d'après le nombre de bouteilles, en 1907 : la Belgique, 8,844,500 bouteilles⁽¹⁾; l'Angleterre, 7,231,875; les États-Unis, 1,738,000; l'Allemagne, 1,617,375 et la Russie, 841,500.

L'industrie de la verrerie s'est naturellement ressentie de la diminution des exportations des vins de Champagne, et les expéditions n'ont atteint que 9,816 tonnes en 1908 contre 11,595 en 1907.

Le commerce d'alimentation a donné 58,033 tonnes aux expéditions, contre 51,983 en 1907; les arrivages : 11,240 tonnes, contre 9,401 en 1907; celui des produits chimiques 13,171 tonnes aux arrivages, contre 12,718 en 1907; celui des engrais, aux exportations : 17,785 tonnes, contre 16,824 en 1907. Ces différents commerces sont en progrès constants depuis 1904.

Haute-Marne. — A Chaumont, dans le *bâtiment*, l'activité du travail n'a pas varié comparativement au trimestre correspondant de 1908; on faisait 66 heures par semaine fin juin, mais la main-d'œuvre qualifiée est rare. A Dizier, dans les fonderies de fer, au nombre de 15, syndiquées, occupant 3,445 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, par suite de surproduction; on fait 60 heures par semaine.

Mayenne. — A Laval, d'après le Conseil de prud'hommes, on comptait 10 p. 100 de chômage dans le tissage mécanique; le tissage à la main bénéficiait d'une reprise sensible, sans chômage appréciable; dans le *bâtiment*, la marche était normale, et satisfaisante dans la *marbrerie*; il n'y avait pas de chômeurs chez les typographes.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, d'après le Conseil de prud'hommes, la bonne activité du travail n'avait pas subi de modification, et le chômage était presque nul.

D'après les syndicats patronaux, dans la *voiture*, qui compte 46 établissements occupant 90 ouvriers, le travail était normal et les salaires en hausse. Dans l'*imprimerie* on faisait 54 heures par semaine; les salaires des typographes, pressiers et papetiers, ont été augmentés de 0 fr. 50 par jour; cette augmentation aurait eu pour conséquence l'achat de machines à composer en vue d'un rendement meilleur.

⁽¹⁾ En ce qui concerne la Belgique, le chiffre donné est considérablement enflé par les nombreuses expéditions qui se font par le port d'Anvers pour les autres pays, notamment pour l'Amérique.

Meuse. — A Bar-le-Duc, dans l'*horticulture*, on faisait 60 heures par semaine fin juin, comme au 1^{er} trimestre, mais le travail était plus faible et moins rémunérateur; les salaires, en hausse, mais toujours faibles, sont de 45 à 50 francs par mois et nourri.

Morbihan. — A Vannes, dans l'*habillement*, il n'y a pas eu de variation. A Lorient, d'après le Conseil de prud'hommes, même *statu quo*, par rapport au trimestre précédent et au trimestre correspondant de 1908.

Nièvre. — A Cosne, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 66 heures par semaine fin juin, sans chômage.

Nord. — A Lille, dans la *toilerie*, qui compte 24 établissements syndiqués, le travail a été plus abondant que l'année dernière à pareille époque, grâce à la vogue de la toile à robe, demandée aussi par l'exportation; mais la main-d'œuvre est insuffisante: on estimait à 6 p. 100 le nombre des métiers arrêtés faute de tisserands pour les conduire. Dans l'industrie du cuir, qui compte 224 établissements occupant 2,115 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, la hausse de la matière première et la mévente du cuir tanné obligeant à restreindre la production, d'où un fort malaise; trois établissements comptant 150 ouvriers ont fermé; un nouveau s'est créé, d'une dizaine d'ouvriers. Dans l'industrie de la *mountarde*, dont les 24 fabricants syndiqués occupent 48 ouvriers, l'activité du travail est stable; on fait 10 heures par jour, pour un salaire de 4 francs; cette industrie se plaint de la concurrence qui lui serait faite par des produits similaires frelatés. Chez les *marais*, au nombre de 120 syndiqués occupant 500 ouvriers, le travail demeure régulier; on fait de 60 à 65 heures par semaine pour un salaire de 0 fr. 35 et 0 fr. 40 l'heure (hommes) et 0 fr. 20 et 0 fr. 25 (femmes). Beaucoup dirigent leur culture en famille.

A Valenciennes, dans le *bâtiment*, dont les 91 entrepreneurs syndiqués occupent 3,200 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et égal comparativement au 1^{er} trimestre 1909.

A Roubaix, dans la *filature de laine peignée*, qui compte 14 établissements occupant 2,000 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque, et sa durée en augmentation sur le 1^{er} trimestre 1909; il y a pénurie d'ouvriers. Dans le *peignage*, dont les 4 établissements occupent 6,000 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au 2^e trimestre 1908; il marchait presque au complet fin juin 1908; les salaires seraient en hausse, et la main-d'œuvre, en général, fait défaut.

A Armentières, dans la *toile*, dont les 28 établissements occupent 14,000 ouvriers et ouvrières, le travail a été plus abondant qu'à l'époque correspondante de 1908; on fait la journée légale de 10 heures. A Caudry, dans les *tulle et quipure*, qui comptent 182 établissements occupant 7,000 ouvriers et ouvrières, le travail s'est maintenu pour les tulles unis, il a été en sensible diminution pour les dentelles et broderies; on fait 120 heures par semaine au moyen de deux équipes. A Inchy, dans les *tulles*, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque; les heures de travail sont fixées par un contrat: sur les métiers, 14 heures le premier jour de la semaine et les autres jours 22 heures à diviser par poste et par ouvrier; les salaires sont tarifés d'après la largeur des métiers. La main-d'œuvre est restreinte.

Au Cateau, dans le *tissage*, qui compte 23 établissements occupant 8,000 ouvriers, le travail a été plus abondant comparativement au 2^e trimestre 1908; on fait 10 heures par jour. Dans le *bâtiment*, on fait 50 à 60 heures par semaine, sans variation sensible quant à l'activité du travail; les salaires seraient en hausse de près de 15 p. 100.

D'après le conseil de prud'hommes de Valenciennes, l'état d'activité régnait dans tous les établissements industriels, sans chômage; on fait 10 heures par jour et les salaires seraient en légère augmentation.

D'après le conseil de prud'hommes du Cateau, il n'y aurait pas eu de variation dans l'activité du travail au cours du 2^e trimestre. D'après celui de Halluin, on faisait 10 heures pour un salaire variant de 1 fr. 50 à 5 francs par jour. Le tissage ne comptait pas de chômeurs.

Oise. — A Creil, dans la *meunerie*, la rareté et les cours élevés de la matière première ont amené un ralentissement sensible dans la fabrication, mais le personnel est conservé en vue de la nouvelle récolte qui redonnera de l'activité dans 5 à 6 semaines. A la Croix-Saint-

Ouen, chez les *teinturiers*, au nombre de 9 occupant 280 ouvriers, le travail était normal pour la saison; on faisait 66 heures par semaine, et les salaires auraient tendance à augmenter.

Orne. — D'après le conseil de prud'hommes de Flers il n'y avait pas de changement dans l'industrie textile, où quelques métiers ne travaillaient pas, faute d'ouvriers. Dans le bâtiment on constate une augmentation de 0 fr. 05 l'heure pour les maçons.

D'après le conseil de prud'hommes de la Ferté-Macé, l'état d'activité du travail était stationnaire, sans chômage, mais il y avait insuffisance de main-d'œuvre dans l'industrie des tissus, au moins dans une maison, et de ce fait arrêt de matériel.

D'après le conseil de prud'hommes de Tinchebray, le chômage était d'un jour par semaine dans l'industrie des peignes en corne. Également à Tinchebray, dans la *métallurgie*, d'après un syndicat patronal, le chômage était nul, comme au précédent trimestre.

A Laigle, chez les bijoutiers-horlogers, une légère amélioration saisonnière s'est produite au cours du trimestre, mais sans influencer la marche générale des affaires, qui restent mauvaises.

Pas-de-Calais. — D'après le conseil de prud'hommes de Calais, il n'y avait, pour ainsi dire, pas d'ouvriers en chômage. D'après celui de Saint-Omer, les usines étaient toujours en activité, sans chômage.

D'après des syndicats patronaux : à Calais, dans les *tulles et dentelles*, dont les 336 maisons occupent 15,000 ouvriers et ouvrières, beaucoup d'ateliers ont diminué le travail de moitié, la mode n'étant pas à la dentelle; la moyenne d'heures de travail, chômeurs compris, était évaluée à une quarantaine par semaine. A Saint-Omer, dans la *meunerie*, l'activité était moins grande qu'en 1908 à pareille époque, et le travail de nuit était momentanément supprimé — conséquence de la surproduction. Dans les *papeteries*, au nombre de 8, le travail a été beaucoup moins abondant, comparativement au 2^e trimestre 1908.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, d'après le conseil de prud'hommes, la situation générale de l'industrie a laissé à désirer; le personnel ouvrier a été légèrement en diminution, et le chômage, pour l'ensemble des corporations, d'environ 8 p. 100; la journée moyenne de l'ouvrier a été de 10 à 11 heures de travail et le salaire moyen de 3 fr. 25 à 5 fr. 50.

Dans le *bâtiment*, d'après un syndicat patronal, qui compte 128 établissements, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, mais il n'y avait pas de chômage appréciable; la main-d'œuvre deviendrait de plus en plus rare.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, dans la *ferblanterie*, dont les 16 maisons syndiquées occupent 60 ouvriers, on fait 60 heures par semaine, pour un salaire de 4 fr., 4 fr. 50 et 5 francs, selon la catégorie; la main-d'œuvre (zingueur, plombier, chaudronnier) ferait de plus en plus défaut. A Bayonne, dans l'*habillement*, dont les 15 maisons syndiquées comptent 140 ouvriers, on faisait 60 heures par semaine.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, dans le *bâtiment*, qui compte 55 entrepreneurs occupant 550 ouvriers, le travail est stationnaire; les ouvriers travaillant à l'abri font 60 heures, les autres 50, en moyenne.

Pyrénées-Orientales. — CHAMBRE DE COMMERCE DE PERPIGNAN (année 1908). — La mine de *lignite* d'Estavar conserve une activité croissante, mais ses produits sont concurrencés par les similaires espagnols, d'où un prix de vente assez faible; l'extraction du minerai de fer augmente annuellement : 395,000 tonnes en 1908, contre 335,500 en 1907; sur les 395,000 tonnes, 270,000 ont servi à alimenter diverses usines métallurgiques françaises, et 65,000 tonnes sont allées en Angleterre. La valeur totale du minerai de fer extrait en 1908 est évaluée à 3,955,000 francs environ. On escompte l'extension des centres miniers de Cérét, Arles et Vinça. L'extraction des marbres reste normale. L'industrie du talc est active, mais les prix de vente sont toujours peu rémunérateurs.

La *sériculture* suit une marche régulièrement ascendante; cette industrie est représentée par 332 éducateurs disséminés dans 48 communes; sa production totale en cocons a été de 31,576 kilogrammes, dépassant celle de 1907 de 1,561 kilogrammes.

La fabrication des *espadrilles* a eu un temps d'arrêt, à cause de l'humidité. Celle des *bouchons* a été assez active, mais les fabricants se plaignent de la concurrence des lièges d'Algérie et de l'utilisation des bouchons usagés. Dans la fabrication du papier à cigarettes, l'industrie des apéritifs à base de vin, marques « Byrrh » et « Banyuls-Trilles », la production s'accroît régulièrement. Les mules et les mulets ont augmenté de valeur; le nombre de ces produits s'accroît aussi annuellement. L'élevage des chevaux a subi une légère baisse.

La récolte des produits agricoles dans le département des Pyrénées-Orientales a été peu abondante, ce qui a permis la fermeté des cours. Celle du vin a été de 3,386,611 hectolitres, inférieure à 1907.

Seine ⁽¹⁾. — D'après les syndicats patronaux : dans les *tissus*, qui comptent 20 établissements occupant 2,000 ouvriers et ouvrières, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque et égal par rapport au 1^{er} trimestre 1909. Dans les *confections*, qui comptent 65 maisons syndiquées, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908 et sa durée plutôt en diminution sur le 1^{er} trimestre 1909 : on faisait 48 heures par semaine fin juin. Dans la *mode en gros*, dont les 34 maisons syndiquées occupent 3,400 ouvriers et ouvrières, l'abondance du travail a été inférieure à celle de 1908 à pareille époque, à cause de la concurrence de l'Allemagne et de la Belgique, pour certains articles ne payant pas de droits d'entrée, et sa durée, vu la saison, en diminution sur le 1^{er} semestre 1909. Dans le *vêtement sportif*, qui compte 40 établissements syndiqués, même constatation quant à l'activité du travail. Dans les *équipements militaires*, dont les 16 maisons syndiquées comptent 400 ouvriers, l'abondance du travail a été en diminution comparativement au trimestre correspondant de 1908; on faisait 10 heures par jour pour un salaire de 5 à 6 francs. Dans l'industrie des *casquettes*, qui compte 30 maisons syndiquées occupant 250 ouvriers, la situation était à peu près semblable à celle de l'an dernier à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine fin juin. Chez les fabricants de *plumes fantaisie pour modes*, au nombre de 131, occupant 15,000 ouvrières, le travail a été beaucoup moins abondant, par suite du mauvais état du marché américain et de la concurrence allemande; deux établissements occupant environ 150 ouvriers ont fermé; six ou sept nouveaux, par contre, ont été créés. Dans les *fleurs artificielles*, dont les 200 maisons syndiquées occupent 4,000 ouvriers, on ne faisait plus que 50 heures par semaine fin juin et l'abondance du travail était inférieure à celle du trimestre correspondant de 1908 : cette industrie se plaint de la concurrence allemande pour l'article de vente courante; la main-d'œuvre qualifiée serait très rare, aussi la production, pendant la saison intense, est-elle limitée par suite du manque de capacité du personnel libre; le chômage commence à la fin du 2^e trimestre et se prolonge jusqu'en septembre, si la mode ne seconde pas les efforts faits pour les nouvelles créations. Dans les *fournitures pour fleurs et plumes*, qui comptent 30 maisons occupant 300 ouvriers, le travail a été légèrement plus faible qu'au trimestre correspondant de 1908; on fait 60 heures par semaine, c'est-à-dire 10 heures en moyenne par jour, les heures des repas comprises. Cette industrie se plaint aussi de la concurrence allemande. Dans la *teinturerie en plumes*, qui compte 35 maisons et 1,500 ouvriers, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque, toutefois cette industrie, qui subit les fluctuations de la mode, se maintenait grâce à la création de ses nouveautés; on fait 60 heures par semaine, et le personnel est stable, sans chômage. Dans la *fantaisie pour modes*, qui compte 60 maisons syndiquées, le travail aurait été dix fois plus abondant que l'an dernier à pareille époque; on fait 10 heures par jour, en moyenne; mais les ouvrières feraient défaut. Dans l'industrie des *ouates et cotons cardés*, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, et sa durée plutôt en diminution sur le 1^{er} trimestre 1909; on fait environ 60 heures par semaine.

A Arcueil-Cachan, dans la *blanchisserie*, dont les 55 maisons occupent 600 ouvrières, le trimestre de juin a été un peu en diminution sur le 1^{er} trimestre; on fait 10 heures par jour, et les salaires ont été augmentés dans certains établissements (3 francs pour 9 heures, au lieu de 3 francs pour 10 heures, précédemment), mais la main-d'œuvre fait défaut, sur-

⁽²⁾ Les renseignements ci-après, émanant de syndicats patronaux, ne se rapportent pas toujours exclusivement au département de la Seine beaucoup de ces syndicats ayant des adhérents répandus sur toute la surface du territoire français.

tout pour les laveuses; en général, le travail est payé suivant la capacité de l'ouvrière (visiteuse, brossense, rinceuse).

Dans l'industrie du *billard*, qui compte 33 maisons occupant 305 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 2^e trimestre 1908 et le même par rapport au 1^{er} trimestre 1909. Un établissement de 15 ouvriers a fermé. Dans le *replanissage*, dont les 20 maisons occupent 140 ouvriers, le travail a été plus faible qu'en 1908 à pareille époque; le travail se fait aux pièces et les salaires ont été augmentés de 20 p. 100 à la suite de la grève de mars dernier; le chômage habituel (du 1^{er} au 25 avril) a été plus fort cette année.

Dans les *raffineries de sucre*, au nombre de 23, il n'y a pas eu de changement quant à l'activité du travail. Dans la *brasserie*, qui compte 7 établissements, la situation serait difficile; la vente s'est ressentie du mauvais temps. Dans la *colle et gélatine*, le travail a été moins abondant comparativement à l'an dernier à pareille époque. Dans la *distillerie en gros*, la durée du travail a été moindre qu'au 1^{er} trimestre, à cause de la température. Dans les *vins mousseux*, qui comptent 12 établissements, on fait 10 heures par jour; cette industrie se plaint de la mévente, surtout pour l'article dit de fantaisie.

Dans la *chocolaterie*, le travail a été normal comme l'année dernière à pareille époque; les femmes font 10 heures par jour, les hommes 10 heures 1/2. Dans les *salaisons et charcuterie en gros*, qui comptent 32 établissements occupant 1,000 à 1,050 ouvriers, on fait 70 heures mais le travail a diminué, par suite de la concurrence étrangère, surtout américaine, et autres causes, comme la suppression des commandes pour l'armée des produits de charcuterie; la situation du personnel est stable, il y a peu de renvois, et pendant la mort-saison un roulement est établi pour les congés. Dans la *caséine*, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine pour un salaire moyen, légèrement en hausse, de 115 à 120 francs par mois. Dans le *matériel pour boissons gazeuses*, il n'y a pas eu de variations sur les exercices précédents.

Chez les *imprimeurs phototypieurs*, au nombre de 18, occupant 300 à 400 ouvriers, le travail a été bien moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et sa durée a été en diminution sur le trimestre précédent: on faisait 9 à 10 heures par jour fin juin; les salaires auraient plutôt tendance à baisser qu'à augmenter (cette situation serait due à l'avisement du prix de la carte postale illustrée, spécialité qui représente 98 p. 100 du travail phototypique).

Dans la *fonderie de cuivre*, il y avait, comme le trimestre précédent, tendance à la reprise des affaires. Dans l'industrie des *limes*, il n'y a pas eu de changement. Dans la *boulonnerie*, le travail a été moins abondant qu'en 1908, et le même comparativement au 1^{er} trimestre 1909; un établissement a fermé. Chez les *charrons*, au nombre de 150 occupant 2,300 ouvriers, la situation est restée stationnaire: on fait 60 heures et les salaires auraient tendance à hausser. Dans la *maréchalerie* il n'y a pas eu de changement. Dans la *coutellerie*, qui compte 60 patrons syndiqués occupant 80 ouvriers, il n'y a pas eu de variation par rapport au trimestre correspondant de 1908; la durée du travail a été, vu la saison, en diminution sur le 1^{er} trimestre 1909; on faisait 60 heures fin juin, pour un salaire, en hausse, de 0 fr. 70, 0 fr. 60 et 0 fr. 55 l'heure, selon la qualité de l'ouvrier.

Dans l'*automobile*, qui compte 256 établissements, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1908. Dans la *ferblanterie, tôlerie*, on fait 60 heures par semaine, sans variation quant à l'abondance du travail. Deux établissements occupant 50 ouvriers ont fermé. Dans les *articles métalliques*, qui comptent 95 établissements occupant 5,000 ouvriers, le travail a été moins abondant comparativement à l'époque correspondante de l'an dernier; on fait 60 heures par semaine. Dans les *appareils de l'art médical*, dont les 162 fabricants syndiqués occupent 1,400 ouvriers, l'abondance du travail reste stationnaire; 3 établissements comptant environ 35 ouvriers ont fermé. Dans l'*orfèvrerie en argent*, dont les 50 maisons occupent 1,800 ouvriers, les demandes ont été plus abondantes, d'où une augmentation de la durée du travail: on faisait 10 à 11 heures par jour fin juin.

Dans la *maroquinerie et articles de voyage*, il n'y a pas eu de variation, on fait la semaine légale.

Dans les *faïenceries*, le travail a été plutôt moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, et sans changement par rapport au 1^{er} trimestre 1909.

Dans l'*horticulture*, qui compte 95 établissements occupant 350 ouvriers, le travail était

sensiblement le même qu'à l'époque correspondante de 1908; dans cette industrie le chômage commence vers le 20 juin et finit le 15 septembre.

Dans l'industrie *aéronautique*, qui compte 55 établissements, le travail a été plus abondant.

Dans les *houillères*, au nombre de 100 occupant 170,000 ouvriers, le travail a été moins actif, par suite de la diminution de la consommation des combustibles.

Dans la *photographie*, qui compte 480 maisons occupant 2,400 ouvriers, l'abondance du travail a été plus grande; sa durée va de 8 heures du matin à 6 heures du soir, et le salaire moyen, en tenant compte des mortes-saisons (d'octobre à janvier et de février à fin mars) ne dépasse pas 180 francs par mois; les étrangers, nombreux dans cette corporation, se contentent de 150 à 180 francs; 4 maisons ont fermé, 8 se sont créées.

Dans les *couleurs et vernis*, dont les 77 maisons syndiquées occupent 1,000 ouvriers, le travail a été un peu moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait 10 heures par jour.

Dans la *carbonisation du bois* le travail a été moins actif qu'en 1908 à pareille époque; cette industrie se plaint de la concurrence étrangère.

Dans les *huiles essentielles*, qui comptent 75 fabricants occupant 6,500 ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, et sa durée plutôt en diminution sur le 1^{er} trimestre 1909. Dans les *savons mous*, l'activité a été la même qu'au 2^e trimestre 1908 et qu'au 1^{er} trimestre 1909, mais la différence entre les prix de la matière première et ceux des produits fabriqués a obligé les fabricants à substituer à l'acide oléique de stéarinerie les acides oléiques d'origine végétale, qui leur donnent d'ailleurs toute satisfaction.

Chez les *fabricants de papiers*, le travail avait beaucoup diminué et certaines usines auraient arrêté des machines; la durée du travail, toutefois, n'a pas varié. Dans la *papeterie*, qui compte 167 établissements occupant 450 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et le chômage de morte-saison paraissait plus accentué que d'habitude; on fait 10 heures par jour.

Dans la *lithographie*, qui compte 108 établissements occupant 300 ouvriers, le travail a été sensiblement moins actif qu'au trimestre correspondant de 1908; on faisait 50 heures environ par semaine fin juin pour un salaire de 8 à 12 francs par jour.

Dans les *toiles cirées*, dont les 12 maisons syndiquées occupent 1,800 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant que l'an dernier à pareille époque; on fait 54 à 66 heures par semaine, selon les établissements.

Dans la *navigation intérieure*, qui compte 52 petits patrons syndiqués, l'abondance du travail a été moins grande, surtout en charbon, le transport de cette marchandise étant fortement concurrencé par les compagnies de chemins de fer depuis la baisse de leurs tarifs, ce qui a conduit à transformer les dimensions des bateaux pour pouvoir soutenir la lutte; on fait 60 heures par semaine, et les salaires, qui se payent à l'heure ou à la journée, varient entre 0 fr. 40 et 0 fr. 70 l'heure.

Chez les *armateurs*, il n'y a pas eu de changement depuis le 1^{er} trimestre, quant à la marche normale du travail; le nombre des établissements syndiqués, qui était de 509 fin mars, s'élève actuellement à 522.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 octobre.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

2. — **Aisne.** — A Saint-Quentin, travail satisfaisant, 60 heures, dans le *tissage, broderie, filature* (syndicat de Saint-Louis); 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tullistes en gupure*; 40 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *brodeurs*; pas de chômeuses

chez les *couturières*; pas de chômage, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *plombiers*; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *employés de commerce, voyageurs, dessinateurs*; pas de chômeurs, 72 à 80 heures, chez les *chauffeurs-conducteurs*.

A Estrées, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brodeurs*.

A Guise, travail non satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

A Hirson, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

A Laon, pas de chômeuses chez les *couturières*.

A Macquigny, 48 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers agricoles*.

A Menneysset, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Sissy, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Soissons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du livre* (union soissonnaise).

A Villers-Cotterets, pas de chômage, 72 heures, chez les *travailleurs de bois* et parties similaires.

3. — Allier. — A Bourbon-l'Archambault, pas de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*.

A Commentry, 38 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Gannat, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Saint-Aubin-le-Monial, 10 p. 100 de chômeurs chez les *sieurs de long moulinois*;

A Saint-Yorre, 7 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *sourciers*.

Chez les *travailleurs agricoles* : pas de chômeurs à Bressoles, à Chatelus, 25 p. 100 à Courlandon, pas de chômeurs à Meillard, à Saligny, 7 p. 100 à Tronget.

Chez les *bûcherons* : travail moins abondant à Bourbon-l'Archambault; 66 p. 100 de chômeurs à Couleuvres; 24 p. 100 de chômeurs, à Franchesse; 21 p. 100 de chômeurs à Limoise, 50 p. 100 de chômeurs à Mercy; 75 p. 100 de chômeurs à Neuilly-le-Réal; 57 p. 100 de chômeurs à Neure; pas de chômeurs à Pouzy-Mésangy; chômage complet à Souvigny; 25 p. 100 de chômeurs à Saint-Bonnet-Tronçais; pas de chômeurs à Saint-Ennemond; pas de chômeurs à Saint-Plaisir; 50 p. 100 de chômeurs à Thionne; pas de chômeurs à Vau-mas; pas de chômeurs à Ygrande chez les *fendeurs*.

Chez les *mineurs*, pas de changement à Bézenet; pas de chômeurs à Commentry; pas de chômeurs à Montcombroux; pas de changement Montvicq; 3 p. 100 de chômeurs à Saint-Hilaire.

4. — Alpes (Basses-). — A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

6. — Alpes-Maritimes. — A Nice, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers et employés à l'éclairage*; pas de changement chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers du port*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *comptables*.

A Cannes, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*.

A Contes-les-Pins, pas de changement chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Grasse, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Menton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *débardeurs du port*.

A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *enfourneurs*; pas de chômeuses, 48 heures, chez les *engobeuses de poterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers en poterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charretiers-camionneurs*.

A Villefranche, pas de chômeurs chez les *pêcheurs, bateliers et inscrits*.

7. — Ardèche. — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *mégissiers de rivière*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Jaujac, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ovalistes*.

A Privas, chômage complet chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Serrières, pas de chômeurs, 4 à 5 jours par semaine, chez les *chapeliers foulours*.

A Soyons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Vals, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers* et *manœuvres* des eaux minérales.

8. — Ardennes. — A Braux, 2 p. 100 de chômeurs, 59 heures, chez les *métallurgistes*.

A Charleville, travail non satisfaisant chez les *camionneurs*.

A Dagny, 7,2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*.

A Floing, 20 p. 100 de chômeurs par roulement, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières en *tissus*.

A Fromelennes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Fumay, 3 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Givonne, travail non satisfaisant, 56 heures, chez les *métallurgistes*.

A Haraucourt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

Aux Mazures, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 40 heures, aux Vieilles-Forges.

A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 21 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers en métaux*.

A Nouzon, 10 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Sedan, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charrons*.

A Saint-Menges, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

9. — Ariège. — A Arignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A la Bastide sur l'Hers, travail plus abondant, 55 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

A Lavelanet, 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

10. — Aube. — A Troyes, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs chez les *façonniers bonnetiers*.

A Romilly-sur-Seine, 2,3 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans la *bonneterie*; pas de chômeurs chez les *employés de bureau*.

11. — Aude. — A Carcassonne, 7 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *comptables employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs dans l'enseignement *privé*.

A Espèraza, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers en chapellerie*.

A Limoux, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Narbonne, 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Sainte-Colombe-sur-Guette, pas de chômeurs chez les *forestiers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, vigneron, etc.* : pas de chômeurs à Argeliers; pas de chômeurs à Bages; pas de chômeurs à Carcassonne; 13 p. 100 de chômeurs à Castelnau-d'Aude; travail moins abondant à Cuxac-d'Aude; 15 p. 100 de chômeurs à Fabrezan; 20 p. 100 de chômeurs, à Fraisse-des-Corbières; 24 p. 100 de chômeurs à Gruissan; pas de chômeurs à Homs; 25 p. 100 de chômeurs à Leucate; 28 p. 100 de chômeurs à Marcorignan; pas de chômeurs à Montlaur; pas de chômeurs à Pépieux; 65 p. 100 de chômeurs aux Salles-d'Aude; pas de chômeurs à Saint-André de Roquelongue; 18 p. 100 de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villegny; pas de chômeurs à Villemoustaussou.

12. — Aveyron. — A Rodez, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Greissels, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*.

A Decazeville, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A Millau, pas de changement chez les *palissonneurs-mégissiers*; 14 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *teinturiers en peaux*; 63 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *mégissiers* et *chamoiseurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les ouvriers en *meubles* et *menuisiers*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 1 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *cuisiniers* (terre et mer); 18 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 20 p. 100 de chômeurs, 114 heures, chez les *garçons bouchers* et *charcutiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *abattoirs*; 17 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières des *raffineries de sucre*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *liquoristes*; pas de changement chez les employés de *restaurant navigateurs*.

12 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *huileries*.

8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs lithographes*.

2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *crins*; 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourrelliers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *voiliers*, *tentiers*, *bâcheurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs tailleurs*.

5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 57 p. 100 de chômeurs chez les *calfat*s et *perceurs*.

33 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *ébarbeurs*, *fondeurs* et *manœuvres de fonderies*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs* et *noyauteurs* en fonte et en cuivre; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs-mécaniciens*; travail satisfaisant, 80 heures, chez les *chaudronniers en fer*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers*.

Pas de changement chez les *mineurs*, *terrassiers*, *puisatiers* et *boiseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 73 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre tendre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers céramistes*.

1 p. 100 de chômeurs chez les *officiers mécaniciens brevetés de la marine*; pas de chômeurs chez les *déménageurs*.

50 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des ports et docks; 27 heures, chez les *charbonniers du port*; travail moins abondant chez les ouvriers des *enclos de bois*.

2 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce; 2 p. 100 de chômeurs chez les *comptables professionnels*; travail plus abondant chez les *sténographes de commerce*; pas de chômeurs chez les *représentants* et *placiers de commerce*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens automobiles*; 3 p. 100 de chômeurs chez le personnel du service de santé; 5 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *préparateurs en pharmacie*; 23 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Aix, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; 73 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; pas de changement chez les *coiffeurs*; pas de chômeuses chez les *institutrices libres*.

A Arles, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *ferme*; travail moins abondant, 60 heures, chez les *ébénistes*.

A Aubagne, pas de changement chez les *tonneliers*.

A Berre, 39 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Cassis, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*; 73 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port.

A la Ciotat, pas de chômeurs chez les ouvriers des constructions navales.

A Fontvieille, 47 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

Aux Martigues, pas de chômeurs chez les *matelots pêcheurs*.

A Port-Saint-Louis-du Rhône, travail médiocre, 27 heures, chez les ouvriers du port.

A Salon, pas de chômeurs chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine); travail stationnaire, 32 heures, à Fuveau; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin.

14. — Calvados. — A Caen, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez

les *menuisiers-charpentiers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs-lingueurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs-lingueurs*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

16. — Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*.

A Cognac, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers, foudriers et doleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *tailleurs céramistes*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Ruelle, 48 heures chez les *fondeurs*.

A Saint-Même les-Carrières, travail satisfaisant, 52 heures, chez les *carriers*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 86 heures, chez les *coiffeurs*.

A la Rochelle, pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les ouvriers des *engrais chimiques*; travail stationnaire, 54 heures, chez les ouvriers du *luxe*.

A Saintes, 6 p. 100 de chômeurs, 80 à 90 heures, chez les *boulangers*.

18. — Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 54 heures, dans l'*habillement militaire*; travail moins abondant, 60 heures, chez les *travailleurs des métaux*; 8 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Beffes, pas de chômeurs chez les *chaufourniers*.

A Bruère-Allichamps, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *porcelainiers*.

Au Chantay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers*.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons* (rue de la Halle).

A Graçay, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

A Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs dans le *bâtiment*; travail moins abondant, 66 heures, chez les *chaufourniers*.

A Mazières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Amand, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *bijoutiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Léger-le-Petit, 32 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chaufourniers*.

A Saint-Loup-des-Chaumes, travail moins abondant chez les *ouvriers agricoles*.

A Torteron, 33 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *chaufourniers*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*, pas de chômeurs à Apremont; travail moins abondant à Blet; 16 p. 100 de chômeurs à Brécy; pas de chômeurs à Chambon; pas de chômeurs à la Chapelle; 50 p. 100 de chômeurs à la Chapelle-Hugon; 75 p. 100 de chômeurs à Dun-sur-Auron; 60 p. 100 de chômeurs à Feux; pas de chômeurs à Groises; 40 p. 100 de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois; 21 p. 100 de chômeurs à Ivoy-le-Pré; pas de chômeurs à Jalognes; 60 p. 100 de chômeurs à Jouet-sur-l'Aubois; 18 p. 100 de chômeurs à Lapan; 55 p. 100 de chômeurs à Menneton-Couture; 1 p. 100 de chômeurs aux Pigeats; 20 p. 100 de chômeurs à Plou-Brouillaumon; pas de chômeurs aux Rousseaux; 10 p. 100 de chômeurs à Sancergues; 20 p. 100 de chômeurs à Sancoins; 30 p. 100 de chômeurs à Sarrue; 55 p. 100 de chômeurs à Saint-Bandel; pas de chômeurs à Saint-Bouize; 10 p. 100 de chômeurs à Saint-Eloy-de-Gy; 12 p. 100 de chômeurs à Saint-Pierre-les-Étieux; 40 p. 100 de chômeurs à Torteron; 28 p. 100 à Vereaux; 25 p. 100 de chômeurs à Villiers.

19. — Corrèze. — A Tulle, 20 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Brive, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

20. — Corse. — A Ajaccio, 3 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers et restaurateurs*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs chez les *laveuses et blanchisseuses*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la chaussures*.

A Beaune, pas de chômeurs, dans le *bâtiment*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tâcherons agricoles*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux et à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Dinan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en voiture*.

A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail plus abondant, 54 heures, chez les *ouvriers briochins des industries du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; travail peu satisfaisant chez les *employés*.

23. — Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Aubusson, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; 8.3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en tapisserie d'art*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *dessinateurs*.

A Compest, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Lavaveix-les-Mines, 0.5 p. 100 de chômeurs, 54 et 66 heures, chez les *mineurs*.

A Saint-Pierre-le-Bost, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

24. — Dordogne. — A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, 8 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *employés*.

Au Bugue, pas de changement chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Domme, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuliers*.

A Saint-Astier, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *chaufourniers*.

25. — Doubs. — A Besançon, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 3.7 p. 100 de chômeurs chez les *horlogers*; pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Badevel, travail passable chez les *horlogers*.

A Lac-ou-Villers, 50 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Verrières-de-Joux, 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Saint-Restitut, 23 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

A Saint-Vallier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres en bâtiment*.

27. — Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de

chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; 60 heures à l'*Union indépendante des tisseurs*.
A Grosley, pas de chômeurs chez les *bûcherons* de la forêt de Beaumont-le-Roger.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Châteaudun, travail plus satisfaisant chez les *typographes*.

A Dreux, travail satisfaisant chez les *cordonniers*.

29. — Finistère. — A Audierne, pas de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Concarneau, pas de chômeurs, travail moins abondant, chez les *pêcheurs*.

A Douarnenez, travail plus abondant chez les *marins-pêcheurs* de la baie; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Guilvinec, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Morlaix, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Quimper, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du livre*.

30. — Gard. — A Nîmes, 27 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *tébénistes*, 66 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, chez les *employés et portefaix du marché*.

A Aramon, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *vanniers*.

A Durfort, 50 p. 100 de chômeurs, 62 heures, chez les *fileuses*.

A Estréchère, travail non satisfaisant chez les *fileuses*.

A Sauve, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en bourrelerie*.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fileurs*.

A Saint-Laurent-d'Aigouze, 33 p. 100 de chômeurs chez les *cultivateurs salariés*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Vallerangues, 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fileuses*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en meubles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; *tailleurs de pierres*.

32. — Gers. — A Auch, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *jardiniers, agriculteurs et vignerons*.

16 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *bouchers* et *charcutiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *porteurs et porteuses de pain*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers* et *restaurateurs*.

1 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs typographes*.

Pas de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; travail plus abondant chez les *ouvrières en confections*.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*.

Pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charrons* et *forgerons*; travail passable, 60 heures, chez les *forgerons en mécanique en marine*; pas de chômeurs chez les *boîtiers*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers* en articles de ménage.

2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres* et *maçons*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *peintres en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeurs chez les *biseauteurs* et *argenteurs de glaces*.

Pas de chômeurs, 84 heures, chez les *emballeurs-déménageurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *garçons-cochers*; pas de chômeurs chez les *garçons de magasin* et *livreurs*.

Pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *clercs d'huissiers*.

A Camarsac, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Carbon-Blanc, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *sabotiers*.

A Daignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Libourne, pas de chômeurs, 72 heures, dans l'*éclairage*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

A Nérignan, pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *carriers*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Saint-Aignan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Soulac, travail plus abondant chez les *fermiers, métayers et résiniers*.

Chez les *tonneliers*: travail stationnaire, 72 et 78 heures, à Barsac; pas de chômeurs, 60 et 65 heures, à Bréguey; pas de chômeurs, 72 heures, à Langon.

34. — Hérault. — A Montpellier, 6 p. 100 de chômeurs, 77 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; 15 p. 100 de chômeurs dans l'*habillement*; 80 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bédarieux, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers, mineurs-terrassiers*.

A Cette, 7 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens brevetés de la marine*.

A Ganges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Mèze, pas de chômeurs chez les *charretiers*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons, etc.*, pas de chômeurs à Capestang; 79 p. 100 de chômeurs à Cazouls-les-Béziers; 36 p. 100 de chômeurs à Mauguio; 32 p. 100 à Maureilhan; 20 p. 100 de chômeurs à Mèze; pas de chômeurs à Mudaison; pas de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; pas de chômeurs à Olonzac; 55 p. 100 de chômeurs à Sérignan; 87 p. 100 de chômeurs à Vendres.

35. — Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *écrivains, graveurs, dessinateurs-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du cuir*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 15 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cochers*.

A Paramé, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Saint-Malo, travail plus abondant, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 23 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

36. — Indre. — A Châteauroux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en drap*.

A Paudy, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

Au Poinçonnet, pas de chômeurs chez les *bûcherons, carriers et journaliers*.

A Vandœuvre, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers à la main*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en soie*.

38. — Isère. — A Grenoble, 22 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs et couturières*; travail moins abondant chez les *ouvrières de l'aiguille*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en boutons*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 à 84 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, travail très abondant chez les *gântiers*.

A Izeaux, pas de changement chez les *cordonniers*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

A Moirans, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs*.

A Parmilieu, pas de chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de changement chez les *tullistes réunis*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, 1 p. 100 de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en ciment*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.
A Trept, pas de chômeurs, 45 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.
A Vienne, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *mouleurs en fer*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

39. — Jura. — A Dôle, 50 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Chauvran, 10 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Cinqétral, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Saint-Claude, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 30 heures, au syndicat du travail (*article de Saint-Claude*); pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les *tonneliers*.

A Dax, pas de chômeurs chez les *employés*.

A Labouheyre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'injection des bois*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *boucheonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs à Azur; pas de chômeurs à Boos; pas de chômeurs à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escource; pas de chômeurs à Léon; travail satisfaisant à Lesgor; 2 p. 100 de chômeurs à Lespéron; 13 p. 100 de chômeurs à Linxe; pas de chômeurs à Magescq; pas de chômeurs à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Onesse-Laharie; pas de chômeurs à Rion; pas de chômeurs à Sainte-Eulalie-en-Born.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*.

A Marchenoir, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Romorantin, chômage persistant au *tissage*; travail peu satisfaisant, 55 et 56 heures, chez les *ouvriers du drap*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *marai-chers*; pas de chômeurs chez les *mineurs*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *tripiers-boyaudiers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers de la Compagnie du gaz*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *battandiers*; 7.8 p. 100 de chômeurs chez les *lingères*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens et électriciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *armuriers*; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *terrassiers, mineurs, puisatiers, tubistes*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la fabrique de rubans*; 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à l'Union des *employés de commerce*.

A Roanne, 3 p. 100 de chômeurs, 66 à 75 heures, chez les *boulangers*; travail normal, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs, graveurs-lithographes et papetiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs et monteurs de chaînes*; pas de chômeurs chez les *pareurs*; 1.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs-découpeurs-mouluriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, aides-maçons et*

couvreurs; pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *tourneurs mouleurs* en poterie.

A Bussières, pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les ouvriers en *soie*.

Au Cergne, pas de *chômeurs* chez les *tisseurs*.

A Charlieu, travail plus abondant en *soierie*, pas de *chômeurs* pour les *tisseurs mécanique*; 20 p. 100 de *chômeurs* chez les *tisseurs à bras*.

A Chazelles, pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*; 15 p. 100 de *chômeurs*, 66 heures, chez les ouvriers en *hâpellerie*.

A Firminy, pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Montbrison, 60 heures, chez les ouvriers agricoles.

A Rive-de-Gier, pas de *chômeurs*, 60 heures, dans le *bâtiment*; travail plus abondant chez les *verriers à vitres*.

A Sail-sous-Couzan, pas de *chômeurs*, 48 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*.

A Saint-Genest-Lerpt, pas de *chômeurs*, 54 heures, chez les *mineurs*; pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *chefs d'atelier rubaniers*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 66 p. 100 de *chômeurs* chez les *passemmentiers*.

A Saint-Rambert, 24 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A la Talaudière, pas de *chômeurs* chez les *mineurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — Au Pay, pas de *chômeurs*, 54 heures, chez les *plâtriers-peintres*.
A Sainte-Sigolène, travail moins abondant, 60 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 3 p. 100 de *chômeurs* chez les *marins et pêcheurs*; 12 p. 100 de *chômeurs*, 72 heures, chez les *boulangers*; 3 p. 100 de *chômeurs*, 54 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de *chômeurs*, 54 à 60 heures, chez les *lithographes*; 7 p. 100 de *chômeurs*, 60 heures, chez les *margeuses, papetières, etc.*; 68 p. 100 de *chômeurs* chez les *charpentiers de navires*; pas de *chômeurs*, 57 heures, chez les *boitiers*; pas de *chômeurs*, 48 heures, chez les *dessinateurs*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*.

A Châteaubriant, pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Nazaire, 20 p. 100 de *chômeurs*, 70 à 80 heures, chez les *boulangers*; pas de *chômeurs*, 52 et 63 heures, chez les *mécaniciens navigateurs de commerce*; 5 p. 100 de *chômeurs* chez les *capitaines au long cours*.

45. — Loiret. — A Orléans, 25 p. 100 de *chômeurs* chez les *boulangers*; 9 p. 100 de *chômeurs* chez les *coupeurs-tailleurs*; 6 p. 100 de *chômeurs* chez les *menuisiers en bâtiment*; 2 p. 100 de *chômeurs* chez les *employés et voyageurs*.

A Montargis, pas de *chômeurs* chez les *jardiniers*; pas de *chômeurs* dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: 33 p. 100 de *chômeurs* à Autry-le-Châtel; pas de *chômeurs* à Batilly; pas de *chômeurs* aux Bordes; 33 p. 100 de *chômeurs* à Cerdon; pas de *chômeurs* à Champoulet; pas de *chômeurs* à Chevilly; pas de *chômeurs* à Dampierre; pas de *chômeurs* à Faverelles; pas de *chômeurs* à Isdes; 36 p. 100 de *chômeurs* à Lorris; travail moins abondant à Ouzouer-sur-Loire; pas de *chômeurs* à Ouzouer-sur-Trézé; pas de *chômeurs* à Vieilles-Maisons.

46. — Lot. — A Cahors, 4 p. 100 de *chômeurs* chez les *boulangers*; 13 p. 100 de *chômeurs* chez les *charpentiers*; pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *ébénistes*.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, 12.5 p. 100 de *chômeurs*, 72 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Casteljaloux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Fumel, pas de *chômeurs*, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *bouhonniars*.

A Marmande, pas de *chômeurs* chez les *employés de commerce*.

A Mézin, pas de *chômeurs*, 63 heures, chez les *bouhonniars*.

A Villeneuve-sur-le-Lot, 19 p. 100 de *chômeurs* chez les *boulangers*; pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de *chômeurs*, 60 heures, chez les *charpentiers*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *bouchers*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; travail plus abondant chez les *tailleurs de pierres et maçons*; travail satisfaisant, 60 heures dans le *bâtiment*.

A Cholet, 60 heures, chez les *blanchisseurs-apprêteurs*.

A Saint-Pierre-Montlimard, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs à Andrézé; pas de chômeurs à Geste; pas de chômeurs au May-sur-Evre; pas de chômeurs, 72 heures, à la Saguinière; pas de chômeurs à Saint-Léger; pas de chômeurs à Saint-Philibert-en-Mauges; pas de chômeurs, à la Tes-soualle.

50. — Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *jardiniers*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeuses dans les *fournitures militaires*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, 5 p. 100 de chômeurs. 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en pelleteries*.

A Reims, 3 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; travail satisfaisant chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de changement dans l'*industrie textile*; 44 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *trieurs de laine*; 3 p. 100 de chômeurs, 45 et 50 heures, dans l'*industrie lainière*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés réunis*.

A Ay, pas de chômeurs chez les *vignerons*.

A Courlandon, 72 à 84 heures chez les *papetiers*.

A Cumières, pas de chômeurs chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*.

A Magneux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs en pelleteries-lustreurs fourreurs*.

A Verzenay, pas de chômeurs chez les *vignerons*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégis-tiers de rivière*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, chez les *bûcherons*.

A Bussières-lès-Belmont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du livre*.

53. — Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du livre*. A Renazé, 16 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *ardoisiers*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes et similaires*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *garçons de magasin*; 0.4 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Dieulouard, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Jœuf, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*. A Commercy, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Consances-aux-Forges, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lérouvillle, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

A Stenay, 38 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

56. — Morbihan. — A Carnac, 16 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

Au Bono, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Ploulinéc, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Au Sauzon, 15 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Vannes, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *scieurs mécaniques*.

57. — Nièvre. — A la Charité-sur-Loire, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Guéigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: 82 p. 100 de chômeurs à Arboise; 40 p. 100 de chômeurs à Arquian; 50 p. 100 de chômeurs à Azy-le-Vif; 30 p. 100 de chômeurs à Beaumont-la-Ferrière; pas de chômeurs à Bitry; à la Celle-sur-Nièvre: 44 p. 100 de chômeurs à la section de Chasnay; 20 p. 100 à la section de Murlin, 27 p. 100 à la section de Raveau; chômage complet à la section de Vielmanay; pas de chômeurs à Champlemy; 31 p. 100 de chômeurs à Champvert; pas de changement à la Chapelle-Saint-André; pas de changement à Ciez; 33 p. 100 de chômeurs à Devay; 42 p. 100 de chômeurs à Donzy; 40 p. 100 de chômeurs à Druy-Parigny; pas de chômeurs à Entrains; nombreux à Fours; 32 p. 100 de chômeurs à Guipy; pas de chômeurs à Magny-Cours; 47 p. 100 de chômeurs à Montambert; 50 p. 100 de chômeurs à Montaron; chômage complet à Nannay; pas de chômeurs à Ourouer; travail moins abondant à Paray; chômage complet à Parigny; pas de chômeurs à Pazy; pas de chômeurs à Perroy; pas de chômeurs à Préporché; 54 p. 100 de chômeurs à Roussy; pas de chômeurs à Sichamps; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; 66 p. 100 de chômeurs à Saint-Hilaire-Fontaine; 11 p. 100 de chômeurs à Saint-Parize-le-Châtel; pas de changement à Saint-Pierre-le-Moutier; travail moins abondant à Thianges.

58. — Nord. — A Lille, 30 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs 56 heures, chez les *ouvriers de l'industrie du livre*; 2 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du cuir*; 83 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *filature de lin*; pas de chômeurs, 60 heures, à la *corporation de Saint-Nicolas (industrie du fil)*; 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, à l'*Aiguille lilloise*; nombreux chômeurs chez les *presseurs et presseuses en confectious*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes de la corporation de Saint-Eloi*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en pierres blanches*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *bitumiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs*.

A Armentières, pas de chômeurs, 60 heures, à la chambre syndicale mixte de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *encolleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Bellignies, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *marbriers*.

A Bondues, travail satisfaisant, 50 heures, chez les *lingères*.

A Cambrai, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*.

A Caudry, 2 p. 100 de chômeurs, 20 à 30 heures, chez les *ouvriers tullistes*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*.

A Dunkerque, pas de changement chez les *charpentiers menuisiers*.

A Fellerics, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

A Ferrière-la-Grande, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Fourmies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Fresne, travail plus abondant chez les *verriers à vitre*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs*.

A Halluin, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Marpent, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Onnaing, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Raismes, 3 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *mineurs*.

A Roubaix, 6 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *papetiers*; 6.9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *chambre syndicale textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ourdisseurs*; travail plus abondant, 60 heures, dans l'*habillement*; travail satisfaisant chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les ouvriers en *pierres blanches*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *maçons*; 15 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *paveurs et piqueurs de grès*; 10 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *peintres*.

A Saint-Amand-les-Eaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Sin-le-Noble, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Sous-le-Bois, 3 p. 100 de chômeurs, 50 à 66 heures, dans la *métallurgie*.

À Tourcoing, pas de chômeurs chez les ouvriers *tapissiers en grosse moquette*; pas de chômeurs, 62 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 1.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 4.1 p. 100 de chômeurs, 45 heures chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plafonneurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-couvreurs*.

A Valenciennes, 7 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*.

A Villers-Sire-Nicole, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Chez les *tisseurs*: pas de chômeurs à Avesnes; travail satisfaisant à Bondues; 4.3 p. 100 de chômeurs à Bussières; travail satisfaisant à Fourmies; travail satisfaisant à la Gorgue; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers textiles (rue Saint-André) et travail satisfaisant à l'Union ouvrière textile, à Halluin; 0.14 p. 100 de chômeurs, 59 heures, à Hazebrouck; 0.7 p. 100 de chômeurs au syndicat de l'*industrie textile* (maison du peuple) et travail satisfaisant à l'Union de l'industrie textile, à Houplines; 0.5 p. 100 de chômeurs à Nieppe; pas de chômeurs à Quiévy; pas de chômeurs à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 3.2 p. 100 de chômeurs à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Beauvais, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Compiègne, pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés*.

A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Hermes, pas de chômeurs, 56 heures, dans les *scieries mécaniques*.

A Méru, pas de chômeurs, 50 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Montherlant, 2.2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tabletiers*.

A Senlis, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 1.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; travail satisfaisant au syndicat mixte des *couturières*; travail plus abondant, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A la Chapelle-Montligeon, pas de changement dans l'*industrie du livre*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures chez les *zingeurs-plombiers*.

À Boulogne-sur-Mer, travail moins abondant chez les *cordonniers-tanneurs*; travail satisfaisant chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *perceurs de cartons*; pas de chômeurs, 7.5 heures, dans l'*habillement*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Lens, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Wismes, pas de chômeurs chez les *papetiers*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*.

A Olliergues, 1.9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Thiers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Volvic, travail assez satisfaisant, 54 heures, chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses). — A Arudy, pas de chômeurs, chez les *tailleurs de pierres*.
A Bayonne, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *boulangers*; travail stationnaire, 60 heures, à l'*Aiguille bayonnaise*.

A Biarritz, 27 p. 100 de chômeurs chez les *garçons, d'hôtels-restaurants, limonadiers*; pas de chômeurs, chez les *peintres*.

64. — Pyrénées (Hautes). — A Tarbes, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens*.

A Bagnères-de-Bigorre, 54 heures, chez les *marbriers*.

A Lourdes, pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 28 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers*; 24 p. 100 de chômeurs, chez les *cordonniers*; travail moins abondant, 30 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers-foudriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers, aides-maçons*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers, plombiers, zingueurs*; 2,5 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Cerbère, travail non satisfaisant chez les ouvriers du *transbordement des fruits*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, 13 p. 100 de chômeurs, chez les *cercliers*.

A Taurinya, 48 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

A Vernet-les-Bains, 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

En ce qui concerne les ouvriers *agricoles et viticoles*: 8 p. 100 de chômeurs à Canet; pas de chômeurs à Corneilla-del-Vercol; 25 p. 100 de chômeurs à Espera de l'Agly; pas de chômeurs à Penteilla; 8 p. 100 de chômeurs à Villeneuve-de-la-Raho.

66. — Rhin (Haut). — Territoire de Belfort. — A Belfort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographe*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 10 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *bouviers*, 19 p. 100 de chômeurs, chez les *limonadiers-restaurateurs*.

5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cartonniers en tous genres*.

3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-brocheurs et cambreurs*.

Travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*; 5,2 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *tullistes en dentelles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*; pas de changement à l'*Aiguille lyonnaise*; pas de changement chez les *coupeurs chemisiers*.

20 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *sculpteurs sur bois et mouluriers*.

4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*.

Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 17 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *cimentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *céramique*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers*; pas de changement chez les *dames employées*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; situation satisfaisante chez les *employés de la soierie*; 0,6 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; travail moins abondant chez les *coiffeurs*.

A Bourg-de-Thizy, 5 p. 100 de chômeurs, 53 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *horticulteurs*.

A Cours, pas de chômeurs, chez les *maçons*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*.

A Grandris, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Grigny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *chapeliers*.

A Neuville, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horticulteurs, jardiniers*.

A Tarare, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et aides*.

A Venissieux, pas de chômeurs, 59 heures, chez les *verriers*.

68. — **Saône (Haute-).** — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*.

69. — **Saône-et-Loire.** — A Mâcon, pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Autun, pas de chômeurs, 63 à 56 heures, chez les *ébénistes*.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Montceau-les-Mines, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *mineurs*.

A Saint-Firmin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

70. — **Sarthe.** — Au Mans, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voiture*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-tôliers*; 13 p. 100 de chômeurs, chez les *coiffeurs*.

A Bessé-sur-Braye, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*.

A Mamers, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*.

A Sablé, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluie*.

71. — **Savoie.** — A Chambéry, pas de changement chez les *travailleurs du cuir*; 31 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans l'*habillement*; travail plus abondant, 55 heures, chez les *maçons, cimentiers*, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *plâtriers et peintres*; pas de chômeurs, chez les *coiffeurs*.

Aux Echelles, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers gainiers*.

A Pont-de-Beauvoisin, travail satisfaisant, 60 heures; chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des plâtrières*.

A Saint-Michel-de-Maurienne, travail stationnaire, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

72. — **Savoie (Haute-).** — A Allinges, 10 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

A Challonges pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.

A Lovagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Scionzier, 33 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *horlogers*.

A Thonon, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, dans le *bâtiment*.

73. — **Seine.** — A Paris, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, travail satisfaisant chez les *ouvriers jardiniers* (rue du Harlay); travail un peu plus abondant, 60 heures, chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte).

7 p. 100 de chômeurs à l'Union amicale des *boulangers* du XIII^e arrondissement; 10 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *compagnons boulangers* du Nouveau Siècle; 8 p. 100 de chômeurs, à la Chambre syndicale amicale des *boulangers* dits *viennois*; travail médiocre chez les *compagnons et stagiaires boulangers*; 4,5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 14 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* (rue Jean-Jacques-Rousseau); 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la *Société mixte des cuisiniers de Paris*; 8 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *charcutiers*; peu de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; travail satisfaisant chez les *fondeurs margariniers*; 28 p. 100 de chômeurs à l'Union laborieuse de l'alimentation; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *employés des halles* (volailles et gibiers).

48 à 60 heures, chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs chez le *personnel gradé de la Société du gaz*.

35 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*; 1,5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du livre*; 0,6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes indépendants*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à l'Union *lithographique*; 0,3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes indépendants*; travail stationnaire à la résistance des

imprimeurs-lithographes; pas de chômeurs, 36 heures, chez les *stéréotypeurs de journaux*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; 20 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *graveurs de géographie*.

Pas de chômeurs, 60 heures, dans la *sellerie*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *selliers à la selle*; pas de chômeurs dans la *sellerie militaire*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *portefeuillelistes-maroquiniers*; travail satisfaisant chez les *gantiers*.

Pas de chômeurs chez les *tisseurs en tous genres*; 10 p. 100 de chômeurs, chez les *coupeurs-tailleurs* (rue du Boudoi); 5 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 0.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers à la main*; travail plus abondant chez les ouvrières de l'*habillement*; 10 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; pas de chômeurs chez les ouvrières en *chapeaux soie et feutre*; 5.8 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *casquettiers*.

11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la solidarité des *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *siège cuir*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *compagnons charrons*.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs de service et contremaitres des industries métallurgiques*; 5.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au Syndicat indépendant des *ouvriers métallurgistes*; 6 p. 100 de chômeurs, 58 heures, à la Chambre syndicale libre des *métallurgistes de la Seine*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, au Syndicat autonome des *métallurgistes de la Seine*; 1.7 p. 100 de chômeurs; 3.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de précision*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail assez satisfaisant chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 1.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers d'étain*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *polisseurs et nicheleurs*; 0.2 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *ferblantiers*.

28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cimentiers*; 37 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *piqueurs de moellons*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *funistes en bâtiment*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; 1.5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plombiers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs-modelleurs*; 77 p. 100 de chômeurs, chez les *briqueurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *granitiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fourniers spécialistes*.

Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *boucheurs à l'émeri*.

1 p. 100 de chômeurs à la Chambre syndicale des *employés de commerce et d'industrie* (boulevard Poissonnière); 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la Chambre syndicale indépendante des *employés de l'industrie et du commerce* (rue Beaubourg); 6 p. 100 de chômeurs, au Syndicat des *employés du boulevard Saint-Martin*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de banque et de bourse*; 26 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de commerce et de banque assimilés*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *employés à la Bourse du commerce*; pas de chômeurs, chez les *employés en serrurerie*; 1 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers en maçonnerie*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et teneurs de livres*; 3 p. 100 de chômeuses chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 3 p. 100 de chômeurs à l'*Alliance sténographique*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *sténographes et sténodactylographes*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *clercs d'huissiers*; 1 p. 100 de chômeurs à la *Protection mutuelle des voyageurs de commerce*; 1.5 p. 100 de chômeurs, chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de changement chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; pas de chômeurs, 49 heures, chez les *porteurs des halles et marchés*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres industriels*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *laveurs de voitures*; pas de chômeurs, chez les *porteurs de pianos*.

3 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; 5 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à l'*Union centrale des chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes* (Bourse du travail); 1 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, etc.* (quai de Javel); 3.4 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes* (rue des Lavandières-Sainte-Opportune); 3 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

17 p. 100 de chômeurs chez les *gardes-malades*; 13 p. 100 de chômeurs à la Chambre

syndicale des artistes musiciens; travail plus abondant, chez les institutrices privées; 43 p. 100 de chômeurs, chez les masseurs aveugles; 10 p. 100 de chômeurs chez les machinistes.

A Villemomble, pas de chômeurs, 60 heures, chez les jardiniers.

A Saint-Denis, 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les graveurs sur bois.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 3 p. 100 de chômeurs, 55 heures, dans l'industrie cotonnière; travail moins abondant chez les brossiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chaudronniers; travail satisfaisant chez les maçons et plâtriers; pas de chômeurs, 70 heures, chez les scieurs de pierres; 31 p. 100 de chômeurs, chez les chauffeurs et mécaniciens de la marine; 3 p. 100 de chômeurs, chez les employés de commerce (Bourse du travail); pas de chômeurs, chez les employés de commerce et d'industrie (place de la Ruelle); pas de chômeurs, chez les musiciens.

Au Havre, travail moins abondant, chez les pêcheurs et marins du commerce; 15 p. 100 de chômeurs, 105 heures, chez les boulangers; 8 p. 100 de chômeurs chez les maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du port; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les fondeurs; pas de chômeurs, 57 heures, chez les tailleurs et scieurs de pierre; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les paveurs bitumiers; 10 p. 100 de chômeurs chez les capitaines au long cours; 50 p. 100 de chômeurs chez les canonniers; travail peu satisfaisant chez les cochers; 50 p. 100 de chômeurs, 24 heures, chez les charbonniers déchargeurs.

A Bolbec, pas de chômeurs, 54 heures, chez les cotonniers.

A Dieppe, 3 p. 100 de chômeurs, 94 heures, dans le bâtiment.

A Elbeuf, pas de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers.

A Fécamp, pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les menuisiers; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les charpentiers de navires; pas de chômeurs, 50 heures, chez les maçons; pas de chômeurs, 54 heures, chez les peintres; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les comptables.

Chez les verriers, pas de chômeurs, 60 heures, à Incheville; pas de chômeurs, 60 heures, à Romesnil.

75. — Seine-et-Marne. — A Annet, travail plus abondant, 72 heures, chez les carriers.

A Château-Landon, 8 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les tailleurs de pierres et carriers.

A Chelles, pas de chômeurs, 65 heures, dans le bâtiment.

A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les maçons; pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A Lagny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes.

A Meaux, 40 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; 2 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, dans le bâtiment.

A Melun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs chez les ouvriers agricoles.

A Montereau, travail satisfaisant, 54 à 60 heures, dans le bâtiment; pas de chômeurs, 60 heures, chez les faïenciers.

A Mouroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes.

A Noisiel, 48 et 66 heures chez les chocolatiers.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs chez les bûcherons; pas de chômeurs chez les cochers; pas de chômeurs chez les employés.

A Argenteuil, travail peu satisfaisant dans le bâtiment.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les blanchisseurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les maçons.

A Chevreuse, 3 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les carriers.

A Essonne, pas de chômeurs, chez les papetiers.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les mouleurs en métaux.

A Mantes, travail satisfaisant, 60 heures, dans l'industrie du livre; pas de chômeurs chez les ouvriers en instruments de musique.

A Orsay, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A Pontoise, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Sèvres, 2 p. 100 de chômeurs, 51 et 54 heures, dans le *bâtiment*.

77. — Sèvres (Deux). — A Niort, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs-mécaniciens*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, travail stationnaire chez les ouvriers de l'*industrie laitière*.

78. — Somme. — A Amiens, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs, mécaniciens et similaires*;

3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Moreuil, chômage partiel chez les *bonnetiers*.

79. — Tarn. — A Albi, 35 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *chapeliers-approprieurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 83 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaux et ciments*.

A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs dans l'*industrie lainière*.

A Briatexte, pas de changement dans le *bâtiment*.

A Cagnac, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

A Castres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 60 heures chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs sur bois*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer et cuivre*.

A Dourgne, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *ardoisiers*.

A Gaillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Mazamet, travail plus abondant chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers mégissiers*; 1.25 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de changement chez les *ébénistes*.

A Rabastens, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*.

81. — Var. — A Draguignan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Lagarde, 60 heures, chez les *carriers*.

A Toulon, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*; pas de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *travailleurs de l'usine à gaz*; 47 p. 100, 60 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Muuy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Caderousse, 42 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*. Chez les *balaitiers*, pas de chômeurs à l'*Union balaitière*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A la Châtaigneraie, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Luçon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs chez les *forestiers*.

Aux Sables-d'Olonne, 70 p. 100 chômeurs, 30 heures, chez les *ouvriers boitiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, 60 heures, aux Épesses; pas de chômeurs à

Mortagne-sur-Sèvre; pas de chômeurs, 66 heures, à Saint-Laurent-sur-Sèvre; pas de chômeurs à Saint-Malo-du-Bois.

84. — Vienne. — A Poitiers, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *broisseurs*; travail abondant chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fabricants de balais*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *vitriers, peintres et colleurs de papiers*.

A Châtellerault, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Chauvigny, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *cordonniers*.

A Lavoux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *reliureux et doreurs*; travail satisfaisant, 60 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *choisisseurs et emballers de porcelaine*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les employés aux moulins dits *crématoires*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Châlus, pas de chômeurs chez les *feuillardiens*.

A Neuvic-Eutier, pas de chômeurs, 50 à 55 heures, dans le *bâtiment*.

86. — Vosges. — A Anould, 1,5 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers*.

A Épinal, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Gérardmer, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en joncs*.

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers carriers et du bâtiment*.

A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs, 60 heures, à Épinal; pas de chômeurs, 60 heures à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, à Harsault; pas de chômeurs, 60 heures, à Plainfaing; pas de chômeurs, 60 heures, à Remiremont; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, à Saint-Dié; travail stationnaire; 60 heures, à Saint-Maurice-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, à Saulxures-sur-Moselotte.

87. — Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Charentenay, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Massangis, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Sens, 20 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *maçons*.

A Villeneuve-sur-Yonne, pas de chômeurs, 57 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Chailley; pas de chômeurs à Crain; pas de chômeurs à Fontenailles-sous-Andryes; chômage complet à Lichères-sur-Yonne; 33 p. 100 de chômeurs à Mézilles; 30 p. 100 de chômeurs à Montiers; pas de chômeurs à Ronchères; pas de chômeurs à Sommeceaise; 20 p. 100 de chômeurs à Saint-Fargeau; pas de chômeurs à Saint-Martin-des-Champs; pas de chômeurs à Saint-Privé; pas de chômeurs à Saint-Sauveur-en-Puisaye; pas de chômeurs à Treigny; 25 p. 100 de chômeurs à Villeneuve-les-Genêts.

88. — Algérie. — A Alger, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*; 6 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *typographes*; 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *employés en quincaillerie*.

A Constantine, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers, pâtissiers et charcutiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *limonadiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers, ébénistes, charpentiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur métaux*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; pas de chômeurs,

60 heures, chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cochers et charretiers*.

A Herbillon, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs et tailleurs de pavés*.

A Oran, 87 p. 100 de chômeurs chez les *marins et pêcheurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et plâtriers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Sidi-bel-Abbès, 24 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les dix premiers mois de 1909 :

	1909.	1908.	AUGMENTATIONS en 1909.	DIMINUTIONS en 1909.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	730,636	769,446	#	38 810
Matières nécessaires à l'industrie.....	3,172,550	2,903,824	268,726	#
Objets fabriqués.....	943,920	905,527	38,393	#
TOTAUX.....	4,847,106	4,578,797	307,119	38,810
AUGMENTATION en 1909.....	268 309			
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	641,736	594,472	47,264	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,268,597	1,086,899	181,698	#
Objets fabriqués.....	2,313,677	2,078,127	135,550	#
Colis postaux.....	350,832	356,707	#	5,875
TOTAUX.....	4,474,842	4,116,205	364,512	5,875
AUGMENTATION en 1909.....	358,637			

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,454,610,400 francs du 1^{er} janvier au 8 novembre 1909 contre 1,438,207,900 francs pendant la période correspondante de 1908, soit une augmentation de 16,402,500 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Nov. 1908.	Oct. 1909.	Nov. 1909.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	30 ^f 12	31 ^f 12	35 ^f 50
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	36 25	44 25	46 12
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	79 00	60 87	60 25
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	53 75	64 50	68 25
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	72 00	73 00	76 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	59 25	86 12	89 50
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	148 00	174 25	178 25
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr....	46 50	#	#
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	171 75	155 50	159 50
Étain Banka, idem.....	374 00	371 75	373 50
Plomb, livr. à Paris, idem.....	41 00	39 25	39 25
Zinc, bonnes marques, idem.....	57 25	62 75	63 50
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	22 62	23 12	23 62
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 60	1 46	1 44
— veau, idem.....	1 94	1 86	1 83
— mouton, idem.....	2 10	2 06	2 06
— porc, idem.....	1 51	1 35	1 39

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de d'octobre 1909, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 9 syndicats patronaux comptant 319 membres;
- 22 syndicats ouvriers comptant 2,616 membres;
- 3 syndicats mixtes comptant 103 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 1 union de syndicats ouvriers,

et de la dissolution de :

- 1 syndicat patronal comptant 85 membres;
- 6 syndicats ouvriers comptant 1,362 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

8 en octobre, 3 en septembre, 7 en août, 8 en juillet, 3 en juin, 2 en mars, 2 en janvier, et 3 antérieurement au 1^{er} janvier 1909. Total : 36.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **menuiserie** de Vichy [19 octobre 1909. — 22 membres]. Siège social : rue Dubessay, 19, VICHY.

Calvados. — Chambre syndicale des entrepreneurs du **bâtiment** du canton de Trouville [22 juin 1909. — 74 membres]. Siège social : place de la Cahotte, TROUVILLE.

Doubs. — Syndicat de l'**épicerie** en gros du département du Doubs et du territoire de Belfort [1^{er} octobre 1909. — 14 membres]. Siège social : rue de la République, 13, BESANÇON. — Syndicat d'**élevage** de Frasne [25 juillet 1909. — 33 membres]. Siège social : FRASNE.

Eure. — Syndicat professionnel des **architectes** du département de l'Eure [24 janvier 1909. — 21 membres]. Siège social : Hôtel de Ville, ÉVREUX.

Seine. — Chambre syndicale des loueurs-constructeurs de **canots** et des industries qui s'y rattachent [3 juillet 1909. — 20 membres]. Siège social : île Fanac, 30, JOINVILLE-

LE-PONT. — Chambre syndicale des fabricants et marchands en gros et demi-gros de conserves de **fruits** et matières premières pour la pâtisserie et la boulangerie de la Seine [1^{er} juillet 1909. — 10 membres]. Siège social : rue du Jour, 3, PARIS.

Seine-et-Oise. — Chambre syndicale de l'industrie du **bâtiment** [6 juin 1909. — 41 membres]. Siège social : Hôtel de Ville, ÉCOUEN.

Alger. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** de la ville d'Alger et du département [4 août 1909. — 84 membres]. Siège social : rue Monge, 8, ALGER.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Calvados. — Syndicat des **employés de commerce** des deux sexes de Lisieux et de l'arrondissement [25 août 1909. — 32 membres]. Siège social : place Matignon, LISIEUX.

Cher. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de Cerbois [1^{er} octobre 1909. — 25 membres]. Siège social : CERBOIS.

Gironde. — Syndicat des ouvriers et conducteurs de **grues** de l'outillage du port de Bordeaux [27 août 1909. — 75 membres]. Siège social : place Gambetta, 20, BORDEAUX. — Syndicat des ouvriers **tripiers** de Bordeaux [3 juillet 1909. — 30 membres]. Siège social : rue de Bègles, 142, BORDEAUX. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** en verre blanc de Bel-Isle-Saint-Augustin [1^{er} mars 1909. — 16 membres]. Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Loir-et-Cher. — Syndicat des **mouleurs**, fondeurs et similaires de Fréteval [1^{er} juin 1909. — (?) membres]. Siège social : FRÉTEVAL.

Loire-Inférieure. — Syndicat de la **bourrellerie**, sellerie et parties similaires [1^{er} juillet 1909. — 33 membres]. Siège social : Bourse du travail, NANTES. — Association corporative des agents des trains P. O. (**chemins de fer**) [22 juillet 1909. — 100 membres]. Siège social : boulevard Sébastopol, 14, NANTES.

Meuse. — Chambre syndicale des ouvriers **granitiers**, polisseurs et similaires d'Abainville [4 septembre 1909. — 41 membres]. Siège social : au moulin Saint-Martin, ABAINVILLE.

Nord. — Chambre syndicale ouvrière **textile** de Tourcoing et environs [1^{er} janvier 1909. — 900 membres]. Siège social : Maison du Peuple, rue de la Cité, TOURCOING. (Fusion des syndicats suivants : 1^o Chambre syndicale ouvrière **textile** de Tourcoing et environs ; 2^o Chambre syndicale des ouvriers en **tissu** de Tourcoing ; 3^o Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de **filature** de Tourcoing.)

Rhône. — Syndicat général de l'impression **typographique** de Lyon et la région [3 septembre 1909. — 50 membres]. Siège social : rue Mercière, 62, LYON. (Fusion des deux syndicats suivants : 1^o Chambre syndicale des imprimeurs et conducteurs **typographes** de Lyon et de la région ; 2^o Syndicat des minervistes, pointeurs, margeurs **typographes** de Lyon.)

Seine. — Syndicat des ouvriers **jointoyeurs**, moucheteurs et aides [3 octobre 1909. 65 membres]. Siège social : rue Princesse, 3, PARIS. — Syndicat de la **métallurgie** et

parties similaires [19 août 1909. — 14 membres]. Siège social : rue de l'Échiquier, 18, PARIS. — Syndicat jaune des ouvriers **métallurgistes** [1^{er} juillet 1908. — 208 membres]. Siège social : rue Truffaut, 100, PARIS. — Syndicat indépendant des **terrassiers**, puisatiers, mineurs, poseurs de rails et parties similaires de Paris et du département de la Seine [15 septembre 1909. — 827 membres]. Siège social : rue Beanbourg, 30, PARIS. — Association des agents du service des **ports** [16 août 1909. — 59 membres]. Siège social : Grande rue de la République, 26, SAINT-MANDÉ.

Seine-Inférieure. — Syndicat indépendant des journaliers du **port** du Havre [5 octobre 1909. — 52 membres]. Siège social : rue Duguay-Trouin, 4, LE HAVRE.

Seine-et-Oise. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de l'Isle-Adam et les environs [24 juillet 1909. — 53 membres]. Siège social : rue Saint-Lazare, 48 bis, l'ISLE-ADAM. — Syndicat régional des ouvriers **agricoles** et parties similaires de Seine-et-Oise [18 août 1909. — 3 membres]. Siège social : MORANGIS. — Syndicat des ouvriers **maraîchers** et similaires de Montesson-Croissy [18 octobre 1909. — 9 membres]. Siège social : route d'Argenteuil, 2, MONTESSON.

Vaucluse. — Syndicat des ouvriers **vanniers** de Mondragon [1^{er} août 1909. — 14 membres]. Siège social : café du Commerce, route Nationale, MONDRAGON.

Alger. — Chambre syndicale des ouvriers **chaisiers** d'Alger-Mustapha-Saint-Eugène [26 juillet 1909. — 10 membres]. Siège social : Bourse du travail, ALGER.

3° SYNDICATS MIXTES.

Loire-Inférieure. — Chambre syndicale des patrons et ouvriers **sabotiers** de la ville de Nantes et de la région [14 octobre 1909. — 60 membres]. Siège social : rue du Marchix, 35, NANTES.

Savoie (Haute-). — Syndicat des **médecins** d'Évian-les-Bains [15 juin 1907. — 43 membres]. Siège social : ÉVIAN-LES-BAINS.

Seine. — Union syndicale des **artistes dramatiques** (auteurs et acteurs) [10 octobre 1909. — 30 membres]. Siège social : rue Taine, 40, PARIS.

4° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Isère. — Union des syndicats patronaux du **bâtiment** et des travaux publics de la ville de Grenoble et des environs [13 janvier 1908. — 5 chambres syndicales adhérentes]. Siège social : café des Mille-Colonnes, place Grenette, GRENOBLE.

5° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine-et-Oise. — Union fraternelle des syndicats ouvriers de l'arrondissement de Mantes [10 mars 1908. — 6 syndicats adhérents]. Siège social : faubourg Saint-Lazare, 13, MANTES.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICAT PATRONAL.

Seine. — Syndicat des **cordonniers**, chausseurs et marchands de **chaussures** [1^{er} janvier 1907]. Siège social : avenue Kléber, 118, PARIS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Nord. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de **filature** de Tourcoing [1899]. Siège social : rue du Chêne-Houpline, 36, TOURCOING. — Chambre syndicale ouvrière **textile** de Tourcoing et environs [1890]. Siège social : rue Malsence, 120, TOURCOING. —

Chambre syndicale des ouvriers en **tissus** de Tourcoing et environs [1899]. Siège social : rue de Menin, 183, TOURCOING.

Rhône. — Chambre syndicale des imprimeurs et conducteurs **typographes** de Lyon et de la région [1905]. Siège social : rue Grenette, 35 *bis*, LYON. — Syndicat des minervistes, pointeurs et margeurs **typographes** de Lyon [1901]. Siège social : rue Mercière, 62, LYON.

Seine. — Chambre syndicale des ouvrières de la **fonderie** typographique [5 octobre 1905]. Siège social : rue Jean-Jacques-Rousseau, 35, PARIS.



BIBLIOGRAPHIE.

—

OUVRAGES REÇUS PAR LA DIRECTION DU TRAVAIL
ET SOMMAIRES DES BULLETINS DES OFFICES DU TRAVAIL ÉTRANGERS *
POUR AOÛT 1909 ⁽¹⁾.

—

FRANCE.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Rapport au Président de la République sur la situation de la Tunisie en 1908* (Statistique générale de la Tunisie), 1 vol. in-4° de 286 pages. — Tunis, Imprimerie rapide, 1909.

PRÉFECTURE DE LA SEINE (Statistique municipale) : *Annuaire statistique de la ville de Paris, 1907*, 1 vol. de 752 pages. — Paris, Masson, 1909. Prix : 6 francs.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE. — OFFICE IMPÉRIAL DE STATISTIQUE (Ministère de l'Intérieur) : « *Land wirtschaftliche Betriebsstatistik* » (Statistique agricole). — 1^{re} partie (grandes villes), 1^{er} volume : Répartition des établissements. — 1 vol. in-4° de 380 pages. — Berlin, Puttkammer et Muhlbrecht, 1909. Prix : 12 marks.

— DIRECTION DE LA STATISTIQUE OUVRIÈRE (Office impérial de statistique, Ministère de l'Intérieur) : * « *Reichsarbeitsblatt* » (Bulletin impérial du travail). Berlin, Karl Heyman, le numéro, 10 pfennigs. — Numéro d'août 1909 : Enquête sur l'industrie de la porcelaine et de la verrerie. — Les sociétés d'achats en gros en 1908. — Les unions patronales allemandes au début de 1909. — Les conseils de prud'hommes et les prud'hommes commerciaux en 1908.

AUTRICHE. — OFFICE DE STATISTIQUE OUVRIÈRE (Ministère du commerce) : * « *Soziale Rundschau* » (Bulletin de l'Office de statistique). Vienne, Alfred Hölder, le n° o fr. 20. — Numéro d'août 1909 : L'assurance-maladie en Bosnie-Herzégovine.

⁽¹⁾ En dehors des renseignements mensuels concernant le marché du travail, les grèves, la jurisprudence, le mouvement syndical, la législation, etc., la plupart des Bulletins des offices du travail étrangers publient des articles spéciaux dont les plus importants sont mentionnés ci-dessous. — Les bulletins indiqués par un astérisque *.

— Loi néozélandaise de 1908 sur les fabriques. — Les prolongations de la journée de travail en 1908. — Salaires et durée du travail dans les textiles en Angleterre (1906). — La caisse de retraites des employés des postes autrichiennes en 1908. — L'émigration allemande en 1908. — L'Office de placement de Budapest en 1908.

— VILLE DE VIENNE : Die Gemeinde Verwaltung der Reichshaupt : und Residenzstadt (L'Administration communale de Vienne), 1 vol. de 490 pages. — Vienne, Gerlach, 1909.

— BOHÈME. — OFFICE NATIONAL D'ASSURANCES : Bericht der Arbeiter-Unfall-Versicherungs-Anstalt für das Königreich Böhmen in Prag (Rapport de l'Office royal d'assurances des ouvriers contre les accidents à Prague), 1 vol. de 76 pages. — Prague, Mercy fils, 1909.

BELGIQUE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'industrie et du travail) : * « **Revue du travail** ». (Bruxelles, Vanbuggenhoudt, le n° 0 fr. 10.) — Numéro du 15 août 1909. — Numéro du 31 août 1909 : Loi du 20 août 1909 sur l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture.

CANADA. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL : * « **Gazette du travail** ». Ottawa, Dawson, le n° 0 fr. 15. — Numéro d'août 1909 : Rapports sur l'application de la loi sur les enquêtes en cas de différends industriels. — Les minerais de fer de la Nouvelle Écosse.

ÉTATS-UNIS. — ÉTAT DE MASSACHUSETTS : BUREAU DE STATISTIQUE : « **Labor Bulletin** » (Bulletin du travail). — Boston. Wright and Potter. — Numéro de septembre 1909 : Les lois ouvrières de Massachusetts.

— ÉTAT D'OHIO : BUREAU DE STATISTIQUE DU TRAVAIL. — **Thirty-second annual report of the bureau of Labor statistics** (trente-deuxième rapport pour l'année 1908). 1 vol. in-8° de 536 pages. — Springfield, Compagnie de publication, 1909.

GRANDE-BRETAGNE. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL (Ministère du Commerce) : * « **Labour Gazette** ». Londres, Veal, Chifferiel and C^o; le numéro, 0 fr. 10. — Numéro d'août 1909 : Les grèves dans les houillères d'Écosse. — L'émigration en 1908. — L'emploi au demi-temps. — La grève suédoise. — Conseils de conciliation dans les chemins de fer.

ITALIE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce) : * « **Bollettino dell'Ufficio del lavoro** ». — Rome, Treves frères; le n° 0 fr. 30. — Numéro d'août 1909 : Statistique annuelle des organisations ouvrières : Les Chambres du travail en 1908. — Les associations ouvrières hongroises en 1908. — Création du Ministère du travail du Canada. — Les ouvriers italiens dans le Grand-duché du Luxembourg. — Le conflit dans l'industrie minière en Angleterre (rapport du consul italien à Cardiff). — Loi du 29 juillet 1909 rendant applicable la convention de Berne pour l'interdiction du travail de nuit des femmes.

NORVÈGE. — STATISTIQUE OFFICIELLE : Ulykkesforsik-ringen 1900-1903 (Statistique des assurances contre les accidents 1900-1903), 1 vol. de 276 pages. — Christiania, Aschehoug, 1909.

PAYS-BAS. — VILLE D'AMSTERDAM : *Oversicht van loonen, arbeitstijden, etc.* (Salaires et durée du travail dans les services de la commune d'Amsterdam en 1908), 1 broch. de 53 pages. — Amsterdam, Müller, 1909.

SUÈDE. — COLLÈGE DU COMMERCE : *Yrkesinspektionens verksamhet år 1908* (L'inspection du travail en 1908), 1 vol. de 265 pages. — Stockholm, Beckman, 1909.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.



BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de novembre, comme tous les ans, après les vendanges, le chômage a augmenté parmi les ouvriers viticoles du Midi. Dans beaucoup de centres forestiers, la totalité ou la majorité des ouvriers bûcherons restent inoccupés par suite de l'échec de l'adjudication des coupes de l'État ou du désaccord des marchands de bois et des ouvriers bûcherons au sujet des accidents du travail. L'activité, quoique ayant baissée, reste satisfaisante dans l'horticulture de la région parisienne.

La fin de la grève des charpentiers en fer et des poseurs de menuiserie a amené une vive reprise des travaux dans toutes les branches de l'industrie du bâtiment à Paris; en province, au contraire, le travail commence à baisser.

Dans l'industrie textile, la situation est estimée très satisfaisante dans presque tous les centres, notamment dans le Nord. Dans la soie, l'activité est également très grande, exception faite de certains centres de la Haute Loire et des petits ateliers de tissage de la région lyonnaise, qui sont arrêtés partiellement par la grève de la teinture lyonnaise.

Les industries du vêtement sont en pleine saison.

Dans les métaux, le chômage a un peu diminué, notamment dans la mé-

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de novembre 1909. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

canique à Paris; il continue, au contraire, à augmenter chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes par suite de la pénurie de pêche. On signale une reprise sensible chez les horlogers de Franche-Comté et de Savoie.

Le travail est très abondant dans la typographie. La situation continue à s'améliorer dans la mégisserie. Elle est satisfaisante dans la ganterie de Millau.

1,303 syndicats, groupant 316,065 ouvriers, ont répondu, pour novembre 1909, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,042 groupant 258,175 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 15,370, ce qui correspond à une moyenne de 5.9 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 6.6 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 7.2 p. 100; elle était de 9.4 p. 100 en novembre 1908.

L'ouvrage, pendant le mois de novembre 1909, a été jugé, par comparaison avec le mois d'octobre, plus abondant, par 22 p. 100 des syndicats, groupant 23 p. 100 des syndiqués; équivalent par 45 p. 100 des syndicats, groupant 52 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 33 p. 100 des syndicats, groupant 25 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 729 syndicats, groupant 139,152 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 331, groupant 93,672 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur l'Océan, la pêche est moins abondante à Concarneau (650 + 151), Douarnenez (2,011); elle est toujours satisfaisante au Bono (156); à la Rochelle (263), la pêche est bonne pour les voiliers, assez bonne pour les vapeurs. Sur la Méditerranée, la pêche est moins abondante à Palavas (184).

D'après les réponses de 55 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 9,413 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en novembre, de 9.6 p. 100 contre 9.9 le mois dernier et 11.7 en novembre 1908; la situation était considérée comme satisfaisante par 60 p. 100 des syndicats et 73 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 907 chômeurs, 776 sont signalés par 33 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales groupant 3,463 syndiqués: la proportion est respectivement dans les trois départements de 33, 17.5 et 12.1 p. 100 contre 16.1, 35.8 et 9.2 le mois dernier et 22.4, 4.3 et 52.8 en novembre 1908; 8 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; comme tous les ans, aux vendanges succède une période de chômage qui semble devoir durer cette année moins que l'année dernière en raison des cours plus favorables du vin. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,407) annonce 36 chômeurs contre 28 le mois dernier et 18 en novembre 1908: le travail est aussi abondant et satisfaisant; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,395) accuse 0 contre 0 et estime le travail moins abondant, mais satisfaisant. Les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq (203) sont tous occupés.

125 syndicats de bûcherons groupant 10,507 membres accusent 35.6 p. 100 de chômeurs contre 24.8 le mois dernier et 29.8 en novembre 1908. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 46 p. 100 des syndicats et 40 p. 100 des syndiqués. Le chômage qui, d'habitude en cette saison, diminue sensiblement en raison de l'embauchage des bûcherons vers le 15 novembre pour les coupes de bois, a au contraire augmenté, parce que dans beaucoup de centres, les marchands de bois ont refusé d'acheter les coupes des bois de l'État ou n'ont pu se mettre d'accord avec les bûcherons au sujet de l'assurance-accidents. On ne signale aucun chômeur dans 3 centres sur 12 dans l'Allier, dans 8 sur 26 dans le Cher, dans 4 sur 16 dans le Loiret, dans 7 sur 38 dans la Nièvre et dans 7 sur 14 dans l'Yonne; le chômage atteint 59.1 p. 100 contre 52.2 le mois dernier dans l'Allier pour 832 syndiqués; il est de 42.6 contre 30.7 dans le Cher pour 2,644 syndiqués; de 31.7 contre 8.3 dans le Loiret pour 204 syndiqués; de 54.5 contre 37.7 dans la Nièvre pour 3,088 syndiqués et de 19.7 contre 17.7 dans l'Yonne pour 1,159 syndiqués. Dans les Landes, 9 syndicats de résiniers, groupant 1,054 membres, accusent 0.9 p. 100 de chômeurs contre 1.7 le mois dernier.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur plus de 186,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines pendant le mois de novembre 1909. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	117,416	5.99	"	"	"	7.67	92.33
Loire	18,479	5.96	"	"	2.20	1.43	96.37
Gard et Hérault	14,993	6.00	"	"	"	2.93	97.07
Tarn et Aveyron	10,401	6.00	"	"	"	"	100
Provence	2,776	5.17	"	"	31.72	55.01	10.21
Isère	1,918	6.00	"	"	"	"	100
Ouest ⁽²⁾	435	5.33	"	26.89	8.75	"	64.36
Bourgogne et Nord-Est ..	10,013	5.97	"	"	12.90	2.93	94.17
Centre	10,083	5.97	"	"	"	11.34	88.66
ENSEMBLE pour la France.	186,664	5.97	"	0.06	0.91	6.77	92.26

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.82 le mois dernier et de 5.97 en novembre 1908. D'après les réponses de 24 syndicats, le chômage serait de 0.1 p. 100 sur un effectif de 32,760 syndiqués contre 0.9 le mois dernier pour 40,719 syndiqués et 0.6 en novembre 1908 pour 30,408 syn-

diqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; celui de la Loire (2,657) en accuse 0.1 p. 100.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 9.6 p. 100 pour 19 syndicats groupant 9,123 ouvriers contre 3.8 le mois dernier et 10.8 en novembre 1908. Dans les carrières, pas de chômeurs à Trept (120), Lérrouville (182); 13 p. 100 contre 0 à Parmilieu (123); 15 contre 0 à Massangis (106); 1.2 à Volvic (250); 14.5 contre 8.3 à Château-Landon (242); 10 contre 2.9 à Chevreuse (7,032). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320); 14.5 p. 100 à Fumay (242).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 48 syndicats, groupant 12,434 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 9.1 p. 100 contre 9.2 le mois dernier et 15.9 en novembre 1908. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 53 p. 100 des syndicats et 31 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Toulon (160), Orléans (130); les bouchers (100), les confiseurs (450) de Marseille; les limonadiers de Lyon (200 + 105). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les bouchers de Lyon (381); les cuisiniers de Reims (105); les maîtres d'hôtel-navigateurs du Havre (940); les raffineries de sucre (2,150) de Marseille. A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,678) accusent 5.5 p. 100 contre 4.5; ceux de la Bourse du travail (1,750), 17.1 contre 13.9; les pâtisseries (1,302), 10 contre 7.8; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (217), 12.9 contre 10.5; les charcutiers (101), 0; les employés de la volaille aux Halles (138), 2.9 contre 2.1.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin d'octobre 1909, premier mois de la campagne 1909-1910, s'élevait à 304,634 hectolitres, en diminution de 69,978 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru à la même date est évaluée approximativement à 21,000 hectolitres, soit une différence en moins de 12,000 hectolitres sur la campagne 1908-1909⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de novembre 1909, troisième mois de la campagne 1909-1910, les travaux de défécation étaient en cours d'activité dans 214 fabriques contre 154 à la même époque de la campagne précédente. La quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 566,763 tonnes, en diminution de 65,937 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 9 syndicats, groupant 3,158 ouvriers, ressort à 1.6 p. 100 contre 7.2 le mois dernier et 7.9 en novembre 1908. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Nice (360), Saint-Étienne (158), Nancy (190) et Toulon (240); le syndicat de Paris (5,200) n'a pas donné le nombre de ses chômeurs. Les ouvriers des huileries de Marseille (1,701) accusent 2.9 p. 100 contre 11.8 le mois dernier. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (497), Blendecques (200), Essonnes (460), Domène (111) et Anould (423) sont tous occupés. 5.5 contre 15.7 chez les cartonniers en tous genres de Lyon (110).

⁽¹⁾ Journal officiel du 20 novembre 1909.

⁽²⁾ Journal officiel du 12 décembre 1909.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 84 pour 63 syndicats groupant 4,384 adhérents, soit 1.9 p. 100; pour Paris, de 130 pour 10 syndicats groupant 5,420 adhérents, soit 2.4 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 2.8 p. 100 pour la province et de 2.8 pour Paris; elle était, en novembre 1908, de 2.7 pour la province, de 2.2 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 88 p. 100 des syndicats de province groupant 84 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 21 syndicats, équivalent par 25, moins abondant par 7. Il y a 0 p. 100 contre 2.1 à Besançon (98); 3.8 contre 5.8 chez les lithographes (104) et 0 contre 3 chez les typographes (170) de Nantes; 0.9 contre 1.2 chez les typographes (325) de Bordeaux; 1 contre 2.9 à Dijon (105); 2.9 contre 2.4 à Rennes (210); 0 à Grenoble (190); 6.3 chez les lithographes (143) de Saint-Étienne; 1.4 contre 5 chez les typographes de Lyon (513); 2.6 contre 3.9 à Lille chez les typographes (426) et 2.9 contre 2.9 chez les lithographes (175); 0.7 contre 1.3 à Rouen (150); 1.7 contre 0.8 au Havre (120); 0.5 contre 1 à Amiens (200).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,400) accuse 110 chômeurs contre 120 le mois dernier et 84 en novembre 1908 et estime le travail aussi abondant. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (140) accuse 0.7 contre 6.4.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 12 syndicats, groupant 2,941 ouvriers de la préparation des cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégisiers, etc.), est de 6.3 p. 100 contre 8.3 le mois dernier et 20.6 en novembre 1908. A Annonay, les mégisiers de rivière (600) ont 15 p. 100 de chômeurs contre 10 le mois dernier et font 40 heures; les palissonneurs (380) accusent 5 p. 100 contre 5. A Mazamet, les ouvriers de la peau de mouton (1,500) sont tous occupés. A Millau, les chamoiseurs (116) accusent 43 p. 100 contre 63.7 et font 55 heures. Les pareurs en peaux de Grenoble (100) sont tous abondamment occupés.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 4.7 p. 100 pour 12 syndicats groupant 472 ouvriers contre 6.7 le mois dernier et 7.9 en novembre 1908. Les coupeurs-brocheurs de Lyon (106) accusent 0 p. 100 contre 2.7.

A Paris, les portefeuillistes-maroquiniers (200) accusent 0 p. 100 contre 0.

L'*Union de la ganterie* de Millau (1,500) n'accuse aucun chômeur; le travail est plus abondant et satisfaisant.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 84 syndicats, groupant 33,009 adhérents, était de 1,792, soit 5.4 p. 100 contre 5.9 le mois dernier et 8.9 en novembre 1908.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (11,973), il y aurait 6.3 p. 100 de chômeurs contre 6.9 le mois dernier et 8.3 en novembre 1908, la semaine est de 60 heures, le travail est aussi abondant et assez satisfaisant. A Tourcoing, les tapissiers en grosse moquette (144) accusent 0.7 p. 100 contre 0 et estiment la situation assez satisfaisante. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (560), il n'y aurait pas de chômeurs, la semaine serait de 60 heures et le travail serait plus abondant. A Armentières, la situation continue à être très bonne : le syndicat mixte (1,805) accuse 0 chômeur contre 0 et 60 heures; un syndicat ouvrier (2,239) accuse 0 chômeur et 59 à 60 heures. A Halluin (1,200), le chômage est de 3 p. 100 contre 3 et la semaine de 54 à 58 heures; à Houplines (1,718), 0.7 p. 100 contre 0.7 et 55 à 60 heures; 1.6

à Lannoy (615) la situation est satisfaisante à la Gorgue (915) et Fourmies (300); 1 contre 0.5 à Nieppe (412); 32 contre 32 à Villers-en-Cauchies (155); 45.4 contre 43.5 à Boussières (110); 30 à Avesnes-le-Sec (125); 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100) Avesnes-les-Aubert (400), Quiévy (250). Pour l'ensemble de 22 syndicats du Nord groupant 22,238 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 4.3 p. 100 contre 4.9 le mois dernier et 6 en novembre 1908; la situation est estimée satisfaisante par 90 p. 100 des syndicats et 92 p. 100 des syndiqués.

Dans les Vosges, les 6 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0.5 p. 100 de chômeurs sur 439 syndiqués contre 0 le mois dernier et 0 en novembre 1908; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Saint-Dié (100), Provenchères (102); 2 p. 100 à Saint-Maurice (100).

Dans les centres normands, à Rouen, les ouvriers cotonniers (309) ont 3.6 p. 100 de chômeurs contre 3 et font 55 heures contre 55: le travail est moins abondant; il est satisfaisant à Saint-Ouen (210); à Flers, les ouvriers cotonniers (400) accusent 0 p. 100 contre 1.5 et 60 heures: le travail est plus abondant; à Condé-sur-Noireau (140) tous les ouvriers sont occupés 60 heures, la situation est satisfaisante.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne (209), pas de chômeurs et 60 heures; à Thizy (718), 10 p. 100 et 60 et 65 heures; à Bourg-de-Thizy (480), les tisseurs accusent 10.4 contre 9.4 et 50 à 66 heures: le travail est satisfaisant,

Dans les Ardennes, à Sedan (150), les tisseurs accusent 14 p. 100 contre 6 et 60 heures: la situation est satisfaisante; il en est de même à Saint-Menges (280) où il n'y a aucun chômeur. A Floing, on accuse 25 p. 100 et 60 heures; le travail, quoique moins abondant, reste assez satisfaisant pour l'époque. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (350) sont tous occupés 60 heures: le travail est assez satisfaisant.

Dans l'Ouest, à Romorantin (350), dans l'industrie du drap, pas de chômeurs et 60 à 66 heures: le travail est assez bon. La situation est très satisfaisante dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et de la Vendée: pas de chômeurs à Cholet (383), Saint-Léger (130), Mortagne (230). 0 contre 0 à la Bastide-Rouairoux (134) où le travail est satisfaisant; à Mazamet (500) 2.4 contre 1.8 et 50 à 60 heures. A Lavelanet (550), 73 p. 100 contre 50 et 54 heures. Les tapissiers d'Aubusson (180) se montrent à peu près satisfaits. A Vienne (438), 8 p. 100 contre 16 et 60 heures: le travail est un peu plus abondant et satisfaisant.

Soie. — Dans la Loire, à Charlieu (62), 0 p. 100 contre 0 dans le tissage mécanique et 5 p. 100 contre 20 dans le tissage à bras: le travail est plus abondant; 0 contre 0 à Bussièrès (228) et 60 heures: le travail est suffisant. Dans la Haute-Loire, le travail est stationnaire à Sainte-Sigolène (630); le travail a baissé à Saint-Didier-la-Séauve (208) avec 10 p. 100 de chômeurs, à Saint-Pol-de-Mons (251) avec 11 p. 100 et à Saint-Just-Malmont (264) avec 2 p. 100.

Dans la région lyonnaise, tout l'outillage, dans les usines de tissage mécanique, fonctionne avec la plus grande activité pour tous les genres d'étoffes soit en unis, soit en façonnés; à Lyon, les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main ont à souffrir du retard forcé de la mise en teinture causé par la grève; à la campagne, le travail est encore plus sensiblement qu'à Lyon paralysé par l'arrêt de la teinture⁽¹⁾. A Lyon, chez les tisseurs de la Croix-Rousse (452), le travail

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 décembre 1909.

serait aussi abondant si les fabricants qui font teindre à Lyon n'étaient arrêtés par la grève des teinturiers. A Grandris (112) 10 p. 100 contre 10.

Dans l'Isère, à Saint-Geoire-en-Valdaine (380), 5 p. 100 contre 1 et 58 à 60 heures : la situation reste satisfaisante; à Moirans (845), 5 p. 100 contre 6 et 54 heures : le travail est assez satisfaisant; à Voiron (300), 0 chômeur et 60 heures : le travail est moins abondant, par suite de la grève des teinturiers de Lyon, mais reste satisfaisant. Dans le Gard, les fileuses de Ganges (110) font 60 heures et sont satisfaites; celles de Saint-Hippolyte-du-Fort (250) accusent 0 p. 100 contre 40 et 60 heures : le travail a complètement repris.

A Tours, les tisseurs en soie (110) accusent 9 p. 100 contre 0 et 60 heures : le travail reste satisfaisant.

Dans le tulle, à Saint-Quentin, les tullistes en guipure (101) accusent 0 p. 100 contre 1 et 54 heures et se montrent satisfaits. A Caudry, l'*Union des ouvriers tullistes* (716) accuse 2.1 p. 100 contre 2.2 : la semaine varie de 20 à 30 heures, la situation est très mauvaise : la reprise habituelle en octobre n'a pas eu lieu. A Lyon (300), le travail n'a pas repris sérieusement. A Paris, les passementiers à la main (140) accusent 0.7 p. 100 contre 0.7 et 60 heures : c'est la pleine saison; les brodeurs (230) accusent 1.4 et 60 heures : le travail est satisfaisant.

Les apprêteurs de Roanne (220) accusent 1.4 p. 100 contre 1.4 et 60 heures.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 1.8 p. 100 pour 30 syndicats, groupant 5,418 ouvriers, contre 4.5 le mois dernier et 4.1 en novembre 1908. Le travail est considéré comme plus abondant par 8 syndicats, équivalent par 9, moins abondant par 6. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 75 p. 100 des syndicats et 87 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) accusent 5.9 p. 100 contre 5.2; les tailleurs et couturières de la Bourse du travail (400), 0. Les couturières de Saint-Quentin (450) sont toutes occupées; les ouvriers de l'habillement militaire de Bourges (210) accusent 0 contre 0; les tailleurs de Bordeaux (150), 20 p. 100; les couturières de Grenoble (269), 2.2; celles de Dunkerque (200), 1.5. Dans les syndicats mixtes, 2.1 p. 100 contre 14.8 à Montpellier (235), 0 contre 0 à Mamers (106) et Lille (1.600).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 1.8 p. 100 pour 10 syndicats groupant 1,622 ouvriers contre 1.9 le mois dernier et 5.8 en novembre 1908; à Paris, les ouvrières en chapeaux de soie (100) accusent 0 contre 0. Les chapeliers de Lyon (295) accusent 6.8 contre 0; ceux d'Espéraz (950), 1.1 contre 0.6

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 31 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,037 ouvriers, est de 7.3 p. 100 contre 7.9 le mois précédent et 8.3 en novembre 1908 : la situation est estimée satisfaisante par 76 p. 100 des syndicats et 75 p. 100 des syndiqués. Les callats de Marseille (120) accusent 29 p. 100. contre 56.9. Les charpentiers d'Armentières (127) accusent 0 contre 0; ceux de Tourcoing (150), 0 contre 0; les menuisiers de Marseille (510), 8.2 contre 5; les scieurs de Gommegnies (116), 0 contre 0; ceux de Hermes (112), 0. A Paris, la *Solidarité* des charpentiers (112) accuse 14.3 p. 100 contre 10.9

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 11 syndicats, groupant 616 ouvriers, est de 2.9 p. 100 contre 5.1 le mois dernier et 9.5 en novembre 1908. Les ébénistes d'Autun (130) accusent 0

contre 0; ceux de Belfort (105), 0; les tourneurs sur bois de Felleries (200), 0 contre 0.

Chez les tonneliers, le chômage est de 11.6 p. 100 pour 7 syndicats, groupant 578 ouvriers, contre 5.5 le mois dernier et 16.6 en novembre 1908. 19.4 p. 100 contre 9.9 à Cognac (308).

Dans la carrosserie, 6 syndicats groupant 332 ouvriers annoncent 1.2 p. 100 de chômeurs contre 1 le mois dernier et 3.8 en novembre 1908. A Paris, les compagnons charrons (163) accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les sabotiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (155) accusent 0 contre 0; les layetiers-emballeurs de Paris (425), 0,9.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 81 syndicats groupant 20,110 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en novembre, de 5.1 p. 100 contre 6.1 le mois dernier et 6.1 en novembre 1908.

33 syndicats de métallurgistes, groupant 9,985 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 4.1 p. 100 de chômeurs contre 3.9 le mois dernier et 2.4 en novembre 1908; la situation est estimée satisfaisante par 82 p. 100 des syndicats et 90 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (197), Lille (215), Hautmont (350), Roubaix (1,250), les Mazures (145), Dieulouard (376), Mazières (246), Guérigny (530), le Creusot (1,500), Fumel (530); 5.3 p. 100 contre 3.1 à Sous-le-Bois (450); 4.9 à Saint-Amand (225); 10 à Auxerre (225); 4.7 contre 5.8 chez le syndicat libre de la rue Fessard (486), à Paris.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 2.7 p. 100 pour 8 syndicats groupant 966 ouvriers contre 11.9 le mois dernier et 3.7 en novembre 1908; la situation est considérée comme satisfaisante par 70 p. 100 des syndicats groupant 40 p. 100 des syndiqués; 10 contre 4 à Ferrière-la-Grande (220); 0 à Lille (500).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 3.4 p. 100 pour 16 syndicats, groupant 3,450 ouvriers, contre 2.2 le mois dernier et 5 en novembre 1908. La situation est considérée comme satisfaisante par 60 p. 100 des syndicats et 74 p. 100 des syndiqués; 1.4 p. 100 contre 1.5 à Tourcoing (220); 0.8 contre 1.2 à Marpent (250); 3.6 à Saint-Étienne (280); 3.7 à Reims (109); 24.9 au Mans (197). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 19 chômeurs sur 1,700 syndiqués contre 53 le mois dernier et 95 en novembre 1908; les tourneurs-robinettiers (200), 12.5 p. 100.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,528) accusent 49 chômeurs contre 55 le mois dernier et 157 en novembre 1908; 25 p. 100 contre 50 chez les horlogers de Lacou-Villiers (200); 7.8 contre 3.7 chez ceux de Besançon (450) et 0 chez les monteurs de boîtes (320); 16.7 contre 33.3 chez les horlogers-décolleteurs de Scionzier (300).

Chez les ferblantiers-boîtiers, le chômage est de 30 p. 100 pour 3 syndicats groupant 903 ouvriers contre 19.2 le mois dernier et 22.8 en novembre 1908; 30.8 contre 0 à Audierne (325); 28 contre 28 à Douarnenez (535). A Paris, les potiers d'étain (200) accusent 3 p. 100 contre 1.4; les ferblantiers (489), 0.4 contre 0.2; les polisseurs-nickeurs (325), 2.5 contre 4.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 136 syndicats, groupant 19,835 adhérents, était, à la fin de novembre, de 7.8 p. 100 contre 13 le mois précédent et 10.5 en novembre 1908.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires,

la proportion du chômage est de 7.9 p. 100 pour 98 syndicats groupant 13,792 ouvriers contre 16.2 le mois dernier et 12.1 en novembre 1908. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Bourges (120), Beaune (105), Lille (400), Cambrai (290), Chambéry (120), Thonon (200), Argenteuil (650), Sèvres (459), Abbeville (120), Limoges (280). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Roubaix (125), Armentières (352), Calais (500), Fécamp (105), Dieppe (225), Meaux (142), Orsay (200), Montmorency (625), Oloron (190). A Paris, les travaux, arrêtés par la grève des charpentiers en fer et des poseurs de menuiserie, ont repris avec activité : les cimentiers (3,287) les briqueteurs (1,500), 0 contre 77. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 69 p. 100 des syndicats et 74 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 14.3 p. 100 pour 25 syndicats groupant 2,278 ouvriers contre 7.8 le mois dernier et 7.5 en novembre 1908; il y en a 16.4 contre 0 à Bordeaux (305); 0 contre 10 à Roubaix (160); 0 à Rennes (100). A Paris, les ornemanistes (720) en accusent 3.6 contre 15.9.

Les marbriers de Bellignies (700) et les marbriers à la pendule de Cousolre (200) sont tous occupés. Les couvreurs de Tourcoing (150) accusent 3.3 p. 100 contre 2; les ferblantiers-plombiers de Marseille (142), 0 contre 0. Les fumistes en bâtiment de Paris (1,267) en ont 9.5 p. 100 contre 8.7; les fumistes industriels (461), 2.6 contre 3.8.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chaudiériers de Contes-les-Pins (180) et les plâtriers d'Arignac (112).

Les potiers (300) et les engobeuses de poteries (300) de Vallauris accusent 0 p. 100 contre 0. Il en est de même des potiers de Saint-Zacharie (100) et des faïenciers de Montereau (300). A Limoges, le syndicat de la céramique (2,600) accuse 5.8 p. 100 : le travail n'est pas satisfaisant; les emballeurs de porcelaines (190) accusent 8.4 contre 3.7. Les céramistes de Lyon (102) accusent 3.9 contre 4.1; les briquetiers-potiers de Paris (500), 12.

Dans l'ensemble des 10 syndicats de verriers, groupant 748 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 13 p. 100 contre 3.8 le mois dernier et 8 en novembre 1908. Les verriers du verre noir de Bordeaux (110) n'accusent aucun chômeur; les verriers à vitres de Fresnes (105), 1.9 p. 100; les verriers à bouteilles de Dorignies (180), 53 par suite de l'arrêt d'un four.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 9 syndicats groupant 3,815 membres ressort à 30 p. 100 contre 39.7 le mois dernier et 29.3 en novembre 1908; elle est de 0 contre 10 à Nice (800); de 40 contre 50 chez les ouvriers des ports et docks (2,000) de Marseille et de 57 chez les déchargeurs de bois (350); de 16.7 chez les dockers du Havre (450).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 6.4 p. 100 pour 9 syndicats groupant 2,280 membres contre 15.5 le mois dernier et 6.4 en novembre 1908; les sourciers de Saint-Yorre (100) accusent 10 p. 100 contre 6.7; ceux de Vals-les-Bains (180), 22.2 contre 11.1; les transbordeuses de fruits (230) et d'oranges (125) de Cerbère sont en chômage presque général; les manœuvres de Vannes (121) accusent 16.5 p. 100; à Paris, les porteurs aux Halles (209) accusent 0 contre 0; les laveurs de voitures (580), 5.2 contre 9.8.

21 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.),

grouplant 10,501 ouvriers, accusent 7 sans-travail. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 22 syndicats grouplant 4,462 membres, est de 6 p. 100 contre 14.3 le mois dernier et 10.7 en novembre 1908; elle est de 10.5 contre 10.5 chez les capitaines au long cours (667) du Havre; de 0.9 contre 0.9 chez les officiers-mécaniciens de la marine de Marseille (528) et de 9.9 chez les capitaines au long cours (811); de 1.1 contre 30.9 chez les mécaniciens de la marine de Rouen (910); de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 0 chez les pilotes de l'Oise (189); de 0 contre 50 chez les camionneurs du Havre (500).

D'après les réponses de 60 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., grouplant 31,280 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 2.3 p. 100 contre 1.5 le mois dernier et 2.1 en novembre 1908. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (216) accusent 16.7 p. 100 contre 13.9; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,358), 0.8 contre 1.1; l'Union des comptables (2,115), 3.4; les dessinateurs (120), 0; l'Alliance sténographique (302), 3.3 contre 3.4; les sténo-dactylographes de la Bourse du travail (250), 1.6 contre 3.5; les clerks d'huissiers (210), 1 contre 0.5; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,500), 0.8 contre 0.8; ceux du faubourg Saint-Martin (5,900), 5.1. En province, 2.4 p. 100 contre 2 chez les employés de commerce (632) de Marseille; 1.2 chez les employés (2,009) et 0 contre 0.6 chez les sténographes (355) de Lyon; 3.7 contre 2.3 à Orléans (134); 2.7 contre 2.6 à Amiens (409); 0.5 contre 0 à Rouen (205) et 0.8 chez les représentants (127); 0.8 contre 1.5 à Nice (130); 6.4 contre 6.4 à Saint-Étienne (110); 0 contre 0 à Dax (100); 0.5 contre 0.3 à Nancy (590 représentants); 2 contre 2.5 à Perpignan (150).

DIVERS. — 8 syndicats de gens de maison accusent 4.1 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 4,134 membres contre 3.2 le mois dernier et 4.3 en novembre 1908; à Paris, le syndicat de la rue Lauriston (2,230) accuse 2 p. 100 contre 0.9; le syndicat national de la Bourse du travail (642) n'a pas indiqué le nombre de ses chômeurs; celui de Bordeaux (511) accuse 3.7 contre 4.

7 syndicats de coiffeurs, grouplant 257 ouvriers, ont 11.3 p. 100 de sans-travail contre 4.7 le mois dernier et 3.9 en novembre 1908.

LES GRÈVES EN NOVEMBRE 1909.

62 grèves, 1 lock-out et 1 coalition de patrons ont été signalés, en novembre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui ont pris part à ces conflits, connu pour 57 d'entre eux, est de 7,403.

Il y avait eu, en novembre 1908, 47 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 63.

Ces conflits, dont 52 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	28
Réductions de salaire	2
Demandes de diminution du temps de travail	9
Demande de prolongation du temps de travail	1
Contestations relatives au salaire	6
Contestations relatives à la réglementation du travail	2
Demandes de suppression du travail aux pièces	3
Demande d'introduction du travail aux pièces	1
Demande de modification d'horaire	1
Demande de suppression des amendes	1
Demandes de réintégrations d'ouvriers	15
Demandes de renvois d'ouvriers	7
Contestation relative à la réglementation de l'apprentissage	1
Demande de reconnaissance du syndicat	1

Ces conflits ont éclaté dans 19 départements (une grève de terrassiers et une grève de conducteurs-mécaniciens s'étant étendues à deux départements), et on en a compté :

19 dans le Nord, 11 dans la Seine, 7 dans la Seine-Inférieure, 5 dans le Pas-de-Calais, 3 dans la Gironde et le Rhône, 2 dans les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, la Seine-et-Oise, la Somme et le Var, et 1 dans 8 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, métaux, transport et manutention, 10 conflits; bâtiment, 9; bois, 7; alimentation, vêtements, 4; typographes, 3; mines, 2; ouvriers agricoles, carriers, huiliers, ouvriers en chaussures, ouvriers de plâtrières, 1.

Des 64 conflits commencés en novembre, 39 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Neuf, 1 jour ou moins de 1 jour; quatre, 2 jours; trois 3 jours; cinq, 4 jours; quatre, 5 jours; deux, 6 jours; un, 7 jours; un, 8 jours; deux, 9 jours; deux, 11 jours; un, 12 jours; deux, 13 jours; un, 14 jours; un, 16 jours; et un, 26 jours.

Si l'on y ajoute 12 conflits terminés après avoir duré respectivement 78 jours, 59 jours, 49 jours (2 conflits), 35 jours (2 conflits), 31 jours, 26 jours, 25 jours, 24 jours, 23 jours, et 16 jours on trouve 51 conflits terminés avec les résultats suivants :

6 réussites,
22 transactions ou réussites partielles,
23 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
10 août....	.....	Lille.....	Nord.....	Typographes.....	1	85	1
19 août....	5 nov....	Wizernes et Helfaut	Pas-de-Calais....	Carriers.....	1	70	2
3 sept....	19 nov....	Roubaix.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	22	3
4 sept....	.....	Lyon.....	Rhône.....	Ouvriers en bois de galoches.	1	4	4
20 sept....	.....	Lyon.....	Rhône.....	Ferblantiers-tôliers.....	1	12	5
2 octobre.	.....	Gallardon.....	Eure-et-Loir.....	Terrassiers.....	2	200	6
2 octobre.	.....	Prunay-sous-Ablis.	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	1	50	7
4 octobre.	2 décemb.	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	36	8
5 octobre.	.....	Lyon.....	Rhône.....	Tapisseries en meubles.....	90	150	9
11 octobre.	.....	Lille et environs..	Nord.....	Tisseurs.....	28	3,525	10
11 octobre.	.....	La Madeleine.....	Nord.....	Chaudronniers en fer.....	1	"	11
11 octobre.	.....	Flers.....	Orne.....	Typographes.....	1	18	12
11 octobre.	29 nov....	Juvisy.....	Seine-et-Oise....	Brossiers.....	1	25	13
14 octobre.	2 décemb.	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en chaussures.....	1	52	14
15 octobre.	10 nov....	Vitré.....	Ille-et-Vilaine...	Menuisiers.....	1	108	15
18 octobre.	11 nov....	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	18	16
20 octobre.	20 nov....	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Ouvriers en chaussures.....	1	39	17
20 octobre.	25 nov....	Richembourg-l'Avoué	Pas-de-Calais....	Tisseurs.....	1	151	18
21 octobre.	.....	Douai.....	Nord.....	Métallurgistes.....	1	8	19
23 octobre.	8 nov....	Paris.....	Seine.....	Charpentiers en fer.....	1	11	20
25 octobre.	29 nov....	Paris.....	Seine.....	Bétonniers.....	1	100	21
25 octobre.	.....	Bordeaux.....	Gironde.....	Terrassiers.....	1	40	22
26 octobre.	19 nov....	Roubaix.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	38	23
26 octobre.	.....	Buyaulcourt.....	Pas-de-Calais....	Terrassiers.....	1	"	24
29 octobre.	.....	Saint-Quentin.....	Aisne.....	Tisseurs.....	1	"	25
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} nov....	9 nov....	Aix.....	Bouches-du-Rhône.	Serruriers.....	12	35	1
1 ^{er} nov....	14 nov....	Vallauris.....	Alpes-Maritimes..	Boulangers.....	"	"	2
2 nov....	3 nov....	Buyaulcourt.....	Pas-de-Calais....	Charpentiers.....	1	11	3
2 nov....	3 nov....	Toulon.....	Var.....	Machinistes de théâtres.....	1	15	4
2 nov....	4 nov....	Lille.....	Nord.....	Coltineurs de charbon.....	1	20	5
2 nov....	4 nov....	Fécamp.....	Seine-Inférieure..	Couvreurs.....	"	28	6
2 nov....	8 nov....	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	11	7
2 nov....	.....	Elbeuf.....	Seine-Inférieure..	Décatisseurs.....	1	55	8
3 nov....	7 nov....	Labourse.....	Pas-de-Calais....	Mineurs.....	1	400	9
3 nov....	15 nov....	Croix.....	Nord.....	Mécaniciens-construteurs.....	1	20	10
3 nov....	16 nov....	Levallois-Perret..	Seine.....	Maçons.....	1	15	11
3 nov....	29 nov....	Saint-Malo.....	Ille-et-Vilaine...	Dockers.....	"	600	12
3 nov....	.....	Paris.....	Seine.....	Brossiers.....	1	32	13
4 nov....	4 nov....	Fécamp.....	Seine-Inférieure..	Ouvriers du port.....	1	60	14
4 nov....	9 nov....	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en chaussures.....	1	13	15
4 nov....	10 nov....	Saint-Denis.....	Seine.....	Employés de bureau.....	1	21	16
4 nov....	.....	Paris.....	Seine.....	Employés de bazar.....	1	130	17
5 nov....	9 nov....	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs.....	1	16	18

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} novembre 1909, a pu être déjà signalée dans le précédent

N ^{OS} DES GRÈVES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{ER} NOVEMBRE 1909 ⁽¹⁾.

1	Contestation relative au machinisme; demande de renvoi des femmes.	.....
2	Contestation relative au salaire.	Transaction.
3	Demandes :	Échec.
	de travail par semaine.	.....
4	Demande de renvoi d'un ouvrier démissionnaire du syndicat.	.....
5	Contre la diminution du temps de travail.	.....
6	Demande d'augmentation de salaire.	.....
7	Demande d'augmentation de salaire.	.....
8	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.
9	Demande de diminution du temps de travail.	.....
10	Demande d'unification des tarifs.	.....
11	Demande d'augmentation de salaire.	.....
12	Contre l'introduction d'une machine.	Transaction.
13	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier.	Transaction.
14	Contestation relative aux salaires.	Échec.
15	Demande d'augmentation.	Transaction.
16	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Échec.
17	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Échec.
18	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.
19	Demande d'augmentation de salaire.	.....
20	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier.	Transaction.
21	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'ouvriers.	Échec.
22	Demande de réintégration de 16 ouvriers.	.....
23	Demandes : augmentation de salaire; embauchage d'ouvriers supplémentaires.	Échec.
24	Demande d'augmentation de salaire.	.....
25	Demande d'unification et d'affichage des tarifs.	.....

EN NOVEMBRE 1909.

1	Demande	Échec.	d'augmentation de
2	Demande de modification	Échec.	
3	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Réussite.	on d'h
4	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'ouvriers.	Échec.	
5	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
6	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
7	Demande de réintégration d'ouvriers.	Échec.	
8	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
9	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
10	Demande de renvoi d'un contremaître.	Échec.	
11	Demande de réintégration de 5 ouvriers.	Échec.	
12	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
13	Réglementation du travail. Demande d'augmentation de salaire.	.....	Lockout.
14	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
15	Demande de renvoi d'un ouvrier.	Réussite.	
16	Demandes : réintégration de 2 employés; diminution du temps de travail.	Échec.	
17	Contre la prolongation du temps de travail.	.....	
18	Demandes : augmentation de salaire; suppression des amendes.	Échec.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REMARQUES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
5 nov....	16 nov....	Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Terrassiers-tubistes.....	1	47	19
8 nov....	11 nov....	Noyon.....	Oise.....	Typographes.....	1	60	20
8 nov....	13 nov....	Roubaix.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	200	21
8 nov....	22 nov....	Paris.....	Seine.....	Biscuitiers.....	1	113	22
8 nov....	.....	Lille.....	Nord.....	Confectionneurs de vêtements.	1	60	23
9 nov....	10 nov....	Toulon.....	Var.....	Déchargeurs de charbon....	1	30	24
9 nov....	12 nov....	Lyon.....	Rhône.....	Tailleurs et couturières....	"	100	25
9 nov....	12 nov....	Paris.....	Seine.....	Charpentiers en fer.....	1	6	26
9 nov....	18 nov....	Saint-Thibery....	Hérault.....	Carriers.....	"	50	27
9 nov....	21 nov....	Bordeaux.....	Gironde.....	Ouvriers et employés de tram- ways.	1	"	28
9 nov....	.....	Halluin.....	Nord.....	Rempailleurs de choises....	1	314	29
9 nov....	.....	Ytres.....	Somme.....	Terrassiers.....	1	500	30
10 nov....	.....	Lyon.....	Rhône.....	Teinturiers.....	1	2,000	31
12 nov....	13 nov....	Roubaix.....	Nord.....	Coupeurs de velours.....	1	64	32
12 nov....	17 nov....	Mœuvres et Inchy.	Nord et Pas-de- Calais.	Terrassiers.....	1	70	33
12 nov....	19 nov....	Amiens.....	Somme.....	Ouvriers en carcasses de pa- rapluies.	1	90	34
12 nov....	.....	Bordeaux.....	Gironde.....	Brossiers.....	1	"	35
15 nov....	16 nov....	Fécamp.....	Seine-Inférieure..	Scieurs à la mécanique.....	1	70	36
15 nov....	20 nov....	Bordeaux.....	Gironde.....	Plombiers.....	1	16	37
15 nov....	.....	Lyon.....	Rhône.....	Bijoutiers.....	1	12	38
15 nov....	.....	La Courneuve....	Seine.....	Métallurgistes.....	1	60	39
16 nov....	17 nov....	Alscom.....	Nord.....	Mineurs.....	1	300	40
16 nov....	1 ^{er} déc....	Soyons.....	Ardèche.....	Fondeurs.....	1	8	41
16 nov....	.....	Grasse.....	Alpes-Maritimes..	Terrassiers.....	1	"	42
16 nov....	.....	Gagny.....	Seine-et-Oise.....	Ouvrières de plâtreries....	1	60	43
17 nov....	19 nov....	Lille.....	Nord.....	Confectionneurs de vêtements.	1	15	44
17 nov....	.....	Paris.....	Seine.....	Typographes.....	1	42	45
18 nov....	20 nov....	La Bassée à Bé- thune.	Nord et Pas-de- Calais.	Conducteurs-mécaniciens....	1	17	46
18 nov....	22 nov....	Deulémont.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	128	47
19 nov....	.....	Graville-Sainte-Ho- norine.	Seine-Inférieure..	Mouleurs.....	1	92	48
22 nov....	26 nov....	Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Carèneurs.....	1	70	49
22 nov....	17 déc....	Halluin.....	Nord.....	Scieurs à la mécanique.....	1	33	50
22 nov....	.....	Angoulême.....	Charente.....	Typographes.....	"	66	51
23 nov....	24 nov....	Capelle.....	Nord.....	Houilliers.....	1	260	52
24 nov....	.....	Roubaix.....	Nord.....	Emballleurs.....	1	39	53
25 nov....	29 nov....	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	650	54
25 nov....	.....	Maisons-Laffitte..	Seine-et-Oise.....	Maçons.....	1	6	55
28 nov....	.....	Revel.....	Haute-Garonne....	Patrons boulangers.....	"	"	56
29 nov....	.....	Tullins.....	Isère.....	Tisseurs.....	1	9	57
29 nov....	.....	Beauvois.....	Nord.....	Brasseurs.....	"	22	58
29 nov....	.....	Coudkerque-Bran- che.	Nord.....	Fileurs.....	1	"	59
29 nov....	.....	Richembourg-l'Avoué	Pas-de-Calais....	Tisseurs.....	1	100	60
29 nov....	.....	Suresnes.....	Seine.....	Métallurgistes.....	1	60	61
30 nov....	1 ^{er} déc....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Marins.....	1	"	62
30 nov....	.....	Ginestas.....	Aude.....	Ouvriers agricoles.....	"	55	63
30 nov....	.....	Wasquehal.....	Nord.....	Fileurs.....	1	27	64

N ^{OS} RÉFÉRENCES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN NOVEMBRE 1909. (Suite et fin.)			
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
20	Demande de paiement de salaires arriérés.....	Transaction.	
21	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Échec.	
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
23	Demandes : augmentation de salaire; travail à la tâche pour une ouvrière.....	.....	
24	Demandes : réintégration d'un ouvrier; renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
25	Demandes : augmentation de salaire; journée de 9 heures.....	Transaction.	
26	Demande de réintégration de 6 ouvriers.....	Réussite.	
27	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
28	Demandes : majoration des retraites; journée de 10 heures.....	Transaction.	
29	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
30	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'ouvriers.....	.....	
31	Contestations relatives à la réglementation du travail et de l'apprentissage. Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	.....	
32	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
33	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
34	Réduction de salaire.....	Échec.	
35	Demandes : matières premières de meilleure qualité; reconnaissance du syndicat.....	.....	
36	Demande de diminution du temps de travail.....	Échec.	
37	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
38	Demande de suppression du travail à la tâche.....	.....	
39	Demande de réintégration de 6 ouvriers.....	.....	
40	Demandes : déplacement d'un chef-mineur; suppression des longues-coupes.....	Transaction.	
41	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Transaction.	
42	Contestation relative au salaire.....	.....	
43	Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
44	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
45	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
46	Réduction de salaire.....	Réussite.	
47	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Échec.	
48	Demande de renvoi d'ouvriers non syndiqués.....	.....	
49	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
50	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
51	Demande de prolongation du temps de travail.....	.....	
52	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
53	Demandes : augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces.....	.....	
54	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
55	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
56	Contestation relative à la taxe du pain.....	.....	
57	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	.....	
58	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
59	Demande de réintégration d'un contremaître.....	.....	
60	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
61	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
62	Mauvais état du matériel.....	Échec.	
63	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	.....	
64	Demande de suppression du travail aux pièces.....	.....	

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

7 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en novembre, à la Direction du travail.

1° **Grève de couvreurs à Fécamp**, le 2 novembre, les 28 ouvriers couvreurs de Fécamp ont cessé le travail sur le refus des 10 patrons de la localité de faire droit à une demande tendant à la fixation des salaires à 0 fr. 55 l'heure (au lieu de 0 fr. 50), et à assurer aux ouvriers 9 heures de travail par jour au minimum et 10 heures au maximum. Le juge de paix est intervenu d'office le 2 novembre; un comité s'est réuni le 3 et l'accord s'est fait aux conditions suivantes :

1° Du 1^{er} mars à fin septembre, soit pendant sept mois, la journée de travail des ouvriers sera de 11 heures.

En février et en octobre, la journée sera de 10 heures.

En novembre, décembre et janvier, la journée sera de 9 heures.

En novembre, décembre et janvier, les ouvriers auront droit à un quart d'heure (de 9 heures à 9 heures 1/4) pour le déjeuner du matin; pendant les autres mois de l'année, ils auront droit à une demi-heure, c'est-à-dire de 8 h. 1/2 à 9 heures.

2° Les ouvriers auront droit à un salaire de 0 fr. 55 de l'heure en tout temps.

Pendant les mois de novembre, décembre et janvier, le temps passé pour le déjeuner du matin comptera comme travail effectif.

3° Les aides et les manœuvres restent en dehors du présent arrangement et s'entendront avec leurs patrons respectifs pour la durée du travail et le montant de leurs salaires.

4° Les conditions du présent arrangement ne seront exécutées qu'à partir du 1^{er} janvier prochain (1910).

5° Aucun ouvrier ne pourra être renvoyé de chez son patron pour faits de grève.

Le travail a été repris à ces conditions le 4.

2° Dans une **grève de terrassiers-tubistes, au Havre**, le juge de paix est intervenu le 12 novembre; l'accord s'est fait le 15 en comité de conciliation.

3° Dans une **grève de terrassiers à Ytres (Somme)**, le juge de paix est intervenu d'office; un comité de conciliation s'est réuni le 16 novembre, l'accord n'a pu se faire; les parties ont accepté le recours à l'arbitrage, mais n'ont pu s'entendre sur le choix des arbitres.

4° Dans une **grève de terrassiers à Ruylaucourt (Pas-de-Calais)**, sur l'intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni, mais l'accord n'a pu se faire.

5°, 6°, 7° Dans une **grève de serruriers à Aix**, dans une **grève de boulangers à Vallauris (Alpes-Maritimes)**, et dans une **grève d'ouvriers de plâtrières à Gagny (Seine-et-Oise)**, les juges de paix sont intervenus d'office. Les patrons ne se sont pas prêtés à la tentative de conciliation.

(1) Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différents collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Valenciennes, n° 80, à Paris.

L'ENQUÊTE DE L'OFFICE DU TRAVAIL

SUR LES ÉCONOMATS ANNEXÉS AUX ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

(SECOND ARTICLE) ⁽¹⁾,

Possibilité de réformer les économats.

Réponses des organisations ouvrières. — La grande majorité des organisations ouvrières émet l'opinion qu'il n'est pas possible de faire disparaître les inconvénients des économats sans les supprimer. Tel est l'avis des syndicats suivants : mineurs d'Homécourt; métallurgistes de Braux, de Funay, de Maubeuge, de Monthermé-Laval-Dieu, d'Onnaing; fédération des mécaniciens; mécaniciens de Maubeuge; mouleurs de Monthermé-Laval-Dieu; carriers de Comblanchien, de Trept; tailleurs de pierre de la Meuse; trépointeurs de Lamanère; tisseurs d'Avesnes-les-Aubert; ouvriers textiles de Bussang, de Fresse-sur-Moselle (usine des Lesses), de Gérardmer, de Granges et d'Aumontzey, de Saint-Dié, de Remiremont; verriers du val d'Aulnoy, d'Eu, de Feuquières, de Laignelet, de Roménil, de Tourouvre.

« Il faut supprimer également les économats déguisés, car ils sont encore plus dangereux que les autres » (ouvriers textiles de Granges et d'Aumontzey). — « Sans la suppression, nous craignons que les tenants ne tournent la loi » (ouvriers textiles de Remiremont). — « On ne peut éviter d'une façon absolument certaine les inconvénients possibles des économats; donc nous sommes absolument d'avis qu'on doit les supprimer partout » (verriers de Laignelet).

Réponses patronales. — Un certain nombre d'organisations patronales proposent des mesures destinées à faire disparaître les inconvénients des économats, sans qu'il soit nécessaire de les supprimer.

Ces mesures sont notamment les suivantes : précautions à prendre pour que les employeurs ne tirent aucun bénéfice des économats, suppression de la vente à crédit, suppression des retenues sur les salaires, intervention des ouvriers dans l'administration de l'économat.

Voici quelques-unes des réponses faites à ce sujet :

Du Comité central des houillères de France :

La seule réforme profondément efficace serait la substitution obligatoire de la vente au comptant à la vente à crédit. Nous ne doutons pas qu'elle transformerait la situation économique de beaucoup de ménages ouvriers qui, par insouciance, par défaut d'éducation ménagère chez la femme, gaspillent des salaires parfois très supérieurs à ceux d'employés ou de fonctionnaires modestes. Mais l'imposer aux économats ou aux coopératives sans l'imposer aux autres fournisseurs serait empirer le mal de la manière la plus dangereuse. En attendant que l'éducation économique de l'ouvrier ait fait quelques progrès, la seule solution serait l'insaisissabilité des salaires qui limiterait fortement le crédit. Que si d'ailleurs on croit nécessaire de préciser que l'exploitant ne doit tirer de l'économat aucun bénéfice pécuniaire,

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* novembre 1909, p. 1188.

de séparer la gestion de l'économat de celle de l'ensemble de l'exploitation et d'assurer dans la surveillance de cette gestion une certaine représentation aux ouvriers et employés, nous n'y voyons pas d'objection.

Du Comité des forges de France :

Nous pensons que, sans détruire des organisations souvent utiles, parfois nécessaires, il serait possible, grâce à une réglementation, d'empêcher qu'elles ne soient détournées de leur but ; il semble notamment que l'admission de représentants des ouvriers à la gestion des économats, l'abandon par le patron des bénéfices possibles au profit des ouvriers ou de leur caisse de secours, la limitation du crédit et des fournitures, seraient de nature à maintenir aux économats leur caractère d'organisations instituées dans l'intérêt exclusif des ouvriers.

D'un membre du Groupe des fondeurs de Champagne :

Sans supprimer les économats, qui sont surtout nécessaires pour les ouvriers qui arrivent sans être connus, sans argent ni crédit, pour les ouvriers qui ont de nombreuses familles, ou qui sont malades, l'on pourrait prendre des précautions pour que les bénéfices ne rentrent effectivement pas dans la caisse des patrons, mais soient employés à des œuvres de bien-être général, avec constitution de réserves pour le cas de guerre continentale où les hommes valides partiraient, laissant femmes, enfants et vieillards sans ressources, pour le cas de chômage, après un incendie important, d'épidémie et autres œuvres d'intérêt général, le tout sous la surveillance d'une commission élue.

De l'Union des syndicats patronaux des industries textiles :

Nous pensons que des mesures pourraient être prises : 1° pour que l'économat ne soit pas détourné de son but philanthropique, l'industriel se remboursant seulement de ses frais ; 2° pour que les clients de l'économat puissent exercer un contrôle sur la situation financière ; 3° pour qu'aucune retenue ne soit faite sur les salaires.

De l'Association générale du commerce et de l'industrie des tissus et matières textiles :

L'économat doit conserver les deux caractéristiques suivantes : 1° l'ouvrier doit être maître de se fournir à son choix dans les magasins du patron ou auprès du commerce libre ; il doit pouvoir estimer les avantages ou les inconvénients de l'approvisionnement patronal et s'y soustraire s'il le désire, sans que cette attitude puisse être pour lui un sujet de vexations ; 2° le chef d'industrie doit céder à ses employés et ouvriers les produits achetés au prix coûtant et sans aucun bénéfice pour lui (en faisant cependant entrer en ligne de compte les frais généraux de toute nature du magasin de l'approvisionnement).

Du Syndicat cotonnier de l'Est :

Est-il possible de faire disparaître les inconvénients des économats sans les supprimer ? Il semble que la solution peut se trouver dans l'article 2 du projet de loi lui-même qui dit « que la vente des denrées et marchandises ne devra rapporter aucun bénéfice à l'employeur, et que l'économat devra être administré par un conseil d'administration composé en majorité de délégués élus par les ouvriers et employés de l'établissement ».

De la Chambre syndicale des constructeurs de machines agricoles :

Il faut que les économats soient fondés et dirigés par les employeurs et que la moitié des membres du conseil d'administration soit prise parmi les ouvriers et choisis par eux, que l'employeur ne puisse prélever que le montant de ses frais généraux, que l'ouvrier soit libre de se servir ou non à l'économat, de payer comptant ou de prendre à crédit, lequel crédit ne devra pas dépasser les 2/3 de son salaire et lui sera retenu le jour de sa paye.

Le Groupe des fondeurs de Champagne émet le vœu :

Que les éconômats ne soient pas interdits en principe, mais que les patrons aient à fournir la preuve que les bénéfices sont destinés aux ouvriers ou à des institutions en leur faveur.

Suppression des éconômats.

Les 38 *syndicats ouvriers* qui ont répondu à la question : « Votre organisation est-elle partisan de la suppression des éconômats » ont tous répondu affirmativement.

Cinq organisations *patronales* et deux *employeurs* répondent négativement : Union des syndicats patronaux des industries textiles, union des industries métallurgiques et minières, Syndicat des constructeurs de machines agricoles, Union des fabricants de papier, le directeur de la verrerie de Saint-Évroult, deux membres du Groupe des fondeurs de Champagne.

Le Comité central des houillères de France répond ainsi à cette question :

Tels que fonctionnent les quelques éconômats de nos adhérents, avec l'absence absolue de lucre de leur part, avec les moyens matériels qu'ils possèdent de bonne gestion, de distribution à prix avantageux, nous ne pensons pas qu'ils prêtent sérieusement à critique. Certainement la forme de la coopérative est plus séduisante, et elle devrait être préférée en principe : comme diminuant la surface de vulnérabilité de l'activité patronale, comme offrant à l'élite ouvrière une précieuse école d'organisation pratique et d'intelligente solidarité. Mais elle suppose qu'on trouvera dans le personnel ouvrier, d'une part, les qualités de compétence et de probité individuelles, d'autre part, les qualités de confiance mutuelle sans lesquelles il ne faut pas espérer faire œuvre sérieuse. Lorsque ces conditions ne se rencontreront pas, c'est encore le cas de certaines régions, la suppression des éconômats constituerait une faute impardonnable. C'en serait une également que d'interdire la création d'éconômats en pays neuf, dans la période d'organisation d'une affaire et de fixation de la population.

Délais de suppression ou de transformation des éconômats.

Réponses des organisations ouvrières. — 23 organisations ouvrières estiment que le délai de six mois prévu pour la suppression des éconômats ou pour leur transformation sous les conditions fixées au second paragraphe de l'article 2 ⁽¹⁾ est suffisant. 3 estiment que ce délai est plus que suffisant. 4 demandent que la suppression se fasse le plus tôt possible ou même sans délai.

Le Syndicat textile de l'usine des Lesses à Fresse-sur-Moselle répond :

Le délai de six mois prévu par la suppression ou la transformation des éconômats en coopératives est suffisant, car pour la création de trois sociétés coopératives que j'ai vu faire et qui ont entraîné la chute de trois éconômats, il n'a fallu même pas trois mois, et pourtant dans les trois cas les ouvriers n'y étaient nullement préparés. Ces sociétés sont A... , B... , C... , cette dernière ayant été tuée par le directeur de l'établissement N... qui renvoya tous les membres de la coopérative moins de trois mois après sa création.

Par contre, 2 organisations (verriers de Laignelet et ouvriers textiles de Moyennontier, demandent que ce délai soit porté à un an.

⁽¹⁾ Cette disposition est ainsi conçue : « Ce délai (de six mois) pourra être porté à un maximum de cinq ans sous les deux conditions suivantes : 1° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice; 2° que l'éconômât soit administré par un Conseil d'administration composé en majorité de délégués élus par les ouvriers et employés de l'établissement.

Au sujet de la transformation, les mineurs d'Homécourt rejettent la disposition du 2° de l'article 2 qui aurait pour effet d'introduire les patrons ou leur prétenon dans les économats transformés.

D'autre part, le délai de cinq ans, prévu pour le cas où les économats se trouveraient satisfaire (ou, par suite d'une transformation, seraient amenés à satisfaire) aux conditions fixées au deuxième alinéa de l'article 2 de la proposition de loi, est jugé suffisant par sept syndicats ouvriers; ce sont les suivants : mécaniciens de Corbeil-Essonnes; mouleurs de Monthermé-Laval-Dieu; ouvriers textiles de Bussang, de Gérardmer, de la Goutte-de-Rieux; tisseurs d'Avesnes-les-Aubert; trépointeurs de Lamanère.

La Fédération des mécaniciens, les mécaniciens de Maubeuge, les métallurgistes de Maubeuge, les verriers de Roménil et ceux de Feuquières estiment que ce délai de cinq ans est trop long.

Les ouvriers textiles de Remiremont, les tailleurs de pierres de la Meuse, les verriers de Rétonval estiment que ce délai devrait être de deux ans.

Les mineurs d'Homécourt, les métallurgistes de Fumay, les ouvriers textiles de Granges et Autmonzey et de l'usine des Lesses à Fresse-sur-Moselle, les tisseurs de Saint-Quentin, estiment que ce délai pourrait être réduit à six mois.

Les carriers de Comblanchien sont d'avis que la suppression doit être immédiate.

Réponses patronales. — Quatre réponses patronales ont été faites à cette question.

L'Union des fabricants de papier et un membre du groupe de Champagne estiment qu'un délai d'un an est nécessaire.

Le Comité central des houillères de France répond : « Dans l'hypothèse la plus favorable, la transformation en coopérative d'un éconamat important sera toujours une opération délicate, nécessitant d'assez longs délais : souscription d'un capital, formation de fonds de roulement (un éconamat de la région du Gard a 500,000 fr. de fonds de roulement), inventaire et liquidation des marchandises, aménagement des locaux, etc. Le délai de six mois est manifestement insuffisant. Il faudrait au moins un an.

Un des membres du groupe des fondeurs de Champagne s'exprime ainsi :

Le délai de six mois accordé pour la suppression des économats est suffisant; il est préférable cependant que l'on mette « dans l'année qui suivra la promulgation de la loi » parce que de cette manière chaque établissement pourra arrêter à l'époque de son inventaire annuel, tandis qu'avec six mois, si l'inventaire annuel a été fait dans le mois qui précède, il y aura un exercice de sept mois seulement, ce qui peut présenter des inconvénients.

Au sujet de la transformation des économats dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 2 de la proposition de loi, l'Union des fabricants de papier s'exprime ainsi :

On ne peut admettre un conseil d'administration composé en majorité d'ouvriers, qui seraient bien vite des meneurs; c'est le patron qui fournit l'argent, c'est bien le moins qu'on le laisse l'utiliser suivant ses propres inspirations.

Au même sujet, le Comité central des houillères de France répond :

La seconde réserve de l'article 2 inspire de graves inquiétudes à plusieurs de nos adhérents. Ils ne croiraient pas pouvoir remettre des établissements aussi importants à une majorité d'employés et d'ouvriers qui, si elle devenait hostile, seraient d'autre part plus dangereuse qu'elle serait irresponsable. Ils préféreraient liquider.

Deux membres du groupe des fondeurs de Champagne estiment que le délai de

cinq ans, prévu pour le cas où les éconômats satisferaient aux conditions fixées par le deuxième alinéa de l'article 2, est suffisant.

Par contre le Comité central des houillères de France répond à ce sujet que l'éconômât transformé doit avoir devant lui une certaine durée et que le délai de cinq ans est insuffisant.

Transformation en sociétés coopératives.

Réponses des organisations ouvrières. — Un certain nombre de syndicats demandent que les coopératives formées soient purement ouvrières et administrées totalement par les ouvriers (Fédération des mécaniciens; ouvriers textiles de Saint-Dié; tisseurs d'Avesnes-les-Aubert). — « Que les coopératives soient purement ouvrières, c'est-à-dire que l'administration soit entre les mains d'ouvriers nommés par leurs camarades coopérateurs » (Syndicat textile de la Goutte-de-Rieux à Saint-Maurice-sur-Moselle). — « Que ces coopératives soient essentiellement administrées par des ouvriers à l'exclusion de tout contremaître ou directeur d'usine ou de toute autre personne ayant une influence quelconque sur les ouvriers » (ouvriers textiles de Gérardmer). — « La coopérative doit être complètement libre, c'est-à-dire montée par des capitaux ouvriers » (Syndicat la Liberté, du Thillot). — « Elles doivent être nommées et administrées exclusivement par des ouvriers sans recevoir aucune subvention patronale » (tailleurs de pierre de la Meuse à Commercy).

Le Syndicat de l'usine des Lesses à Fresse-sur-Moselle s'exprime ainsi :

1° Il faut, si la coopérative ne doit servir exclusivement que pour les besoins des ouvriers d'un même établissement, à l'exclusion de tous autres consommateurs, que la part de versement de chaque sociétaire soit conforme, sans rente aucune et participation des bénéfices nets au prorata de la consommation; 2° si elle est mixte, c'est-à-dire faisant la vente au public en plus qu'à ses cotisants, qu'elle donne une rente ne dépassant pas 4 francs à 4 fr. 50 p. 100 pour la rente d'actions, sans dividende, et le partage du reste des bénéfices entre tous ses sociétaires.

D'après le Syndicat textile de la Goutte-de-Rieux (Saint-Maurice-sur-Moselle), on ne doit pas distribuer de dividendes mais répartir les bénéfices entre les œuvres de solidarité et tous les coopérateurs au prorata de leurs achats. Les ouvriers textiles de Saint-Dié, les ouvriers métallurgistes de Braux demandent également que les bénéfices soient répartis uniquement entre les actionnaires et au prorata des marchandises achetées. Les ouvriers textiles du Val d'Ajol demandent que les éconômats vendent seulement aux sociétaires.

Les métallurgistes de Maubeuge proposent que les futures coopératives remplissent les conditions dans lesquelles fonctionnent les sociétés affiliées à la Bourse des coopératives socialistes de France. Les tisseurs de Saint-Quentin demandent que les sociétés coopératives « fonctionnent sous le contrôle et l'administration des syndicats ». Les tailleurs de pierres de Commercy demandent que les communes fournissent un local aux coopératives et que l'État leur accorde des subventions comme il le fait pour les sociétés d'agriculture et les syndicats agricoles.

La transformation des éconômats en coopératives serait facile à faire, d'après certains syndicats ouvriers. Les métallurgistes d'Onnaing proposent de rembourser au prix de facture les marchandises actuellement en magasin dans les éconômats, au fur et à mesure de leur sortie.

Les ouvriers textiles de la Goutte-de-Rieux (Saint-Maurice-sur-Moselle) répondent :

À la Goutte-de-Rieux, le syndicat a demandé au patron de lui céder le fonds de son éco-

nomat, ce qui lui fut accordé; il est actuellement transformé en coopérative ouvrière. Depuis trois ans que cette coopérative est fondée, elle a déjà donné des résultats appréciables.

Quelques syndicats citent en exemple des coopératives qui fonctionnent très bien et qui remplacent des économats. Dans certaines localités où des économats existent encore il y a déjà de sociétés coopératives auxquelles pourront adhérer les ouvriers en cas de suppression de l'économat.

Les sociétés coopératives trouveront facilement les conditions à remplir par le fait même que l'ouvrier, dès que les économats seront supprimés, touchera intégralement son salaire et pourra faire partie de ces sociétés et en reconnaître les avantages (carriers de Comblanchien).

Les métallurgistes de Monthermé-Laval-Dieu répondent :

Les coopératives de consommation existent ici et sont très bien organisées; leurs adhérents jouissent d'avantages très sérieux; des caisses de secours sont installées et en vue des dépenses que nécessitent ces caisses de solidarité, il est distribué chaque année aux adhérents une part de trop-perçu. Les portes de ces coopératives sont largement ouvertes à tous les ouvriers moyennant le versement d'un capital de 12 francs, en versements bimensuels de 1 franc... Dans notre région et dans les Ardennes, le patronat ne consentira jamais à remettre l'administration des économats aux mains de ouvriers. Ceux d'entre ces derniers susceptibles d'administrer ces magasins se sont affranchis de cette tutelle, en créant des sociétés coopératives et par conséquent se désintéressant certainement de ce que pourront devenir les économats patronaux.

Il existe à Homécourt une société coopérative où l'ouvrier peut se servir sans avoir recours à l'économat (mineurs d'Homécourt).

Trois sociétés coopératives existent déjà dans la commune, ceci ne pourrait que les renforcer (carriers de Trept).

Il existe deux sociétés coopératives dans notre ville, qui s'engagent à prendre la suite de l'économat, et à donner aux ouvriers toute latitude pour en faire partie (métallurgistes de Fumay).

Réponses patronales. — Certaines organisations font des réserves au sujet de la transformation des économats en coopératives.

L'Union des fabricants de papier répond : « Les sociétés coopératives ne pourront faire autre chose que ce que font les économats; ce serait un changement d'étiquette, rien de plus.

« D'après nos renseignements, dit l'Union des syndicats patronaux des industries textiles, les sociétés coopératives ne permettent pas d'obtenir les résultats que les économats ont pour objet d'atteindre ».

Le directeur de la verrerie de Saint-Évroult dit que les coopératives peuvent rendre des services dans les grandes industries où le personnel est assez nombreux, mais que dans la petite industrie, comme la sienne, la coopérative est inapplicable.

Un des membres du groupe des fondeurs de Champagne répond :

Les coopératives devraient servir simplement un intérêt aux actionnaires, avec répartition de bénéfices au prorata des achats des consommateurs. — Les bénéfices du débit de boissons ne devraient pas être répartis au prorata des consommateurs; ce serait peu moral; on devrait les employer à constituer une réserve pour des œuvres de bienfaisance ouvrière ou de prévoyance.

D'après le Comité des forges de France, la transformation des économats en

coopérative se trouverait rendue très difficile, dans certains cas, par le grand nombre d'ouvriers étrangers :

Il faut remarquer que, étant donnée la pénurie de la main-d'œuvre nationale, les nouveaux centres sont constitués en grande partie par des ouvriers étrangers que l'on a la plus grande peine à rendre quelque peu sédentaires et qui sont, tant par leur nomadisme que par leur nationalité étrangère, dans la plus complète incapacité de gérer eux-mêmes leurs intérêts en constituant des coopératives.

La Chambre syndicale des constructeurs de machines agricoles répond :

Nous ne sommes pas partisans des sociétés coopératives dans les usines, parce que les essais n'ont pas donné les résultats qu'on attendait; presque partout on y vend au moins aussi cher que dans le commerce des produits de qualité inférieure. Les règles de l'hygiène et de la propreté y sont généralement méconnues : on y fait trop de politique.

Enfin, le Comité central des houillères de France fait à cette question la réponse suivante :

Voici quelles semblent être à l'expérience les conditions les plus favorables pour le fonctionnement d'une coopérative. Nous tenons pour admis au préalable qu'il existe dans les cadres ouvriers des personnalités dévouées, capables et probes, jouissant de la confiance de leurs camarades, que les divisions et l'esprit de parti ne doivent ni les emporter ni les ébranler, qu'enfin le personnel est en état de souscrire un modeste capital :

a) Si la coopérative doit avoir une certaine ampleur, elle ne peut se passer complètement de toute aide patronale. Celle-ci se manifesterait en mettant à la disposition de la coopérative des locaux à prix avantageux, et en lui avançant à intérêt modeste tout ou partie du fonds de roulement;

b) Elle admettra au bénéfice de sa clientèle non seulement les actionnaires mais tous les ouvriers ou employés de l'entreprise; les actionnaires jouissant par exemple d'un crédit égal au montant de leurs actions, les autres obligés d'acheter au comptant ou à crédit limité;

c) Sauf circonstances spéciales et extraordinaires, elle limitera la durée du crédit à l'intervalle de deux paies;

d) Des bénéfices réalisés, la plus petite part devra être servie aux actionnaires de manière à rémunérer normalement (4 à 6 p. o/o) leurs capitaux;

e) Le reste sera réparti entre les acheteurs sous forme de ristournes proportionnelles au montant des achats. La ristourne sera versée une fois l'an, de manière à constituer une somme assez importante pour qu'on ne la gaspille pas;

f) Conseil d'administration peu nombreux, à fonctions gratuites; délégation permanente d'un ou deux membres pour la surveillance des magasins et des achats courants, avec très modeste indemnité. Éviter avec soin de constituer sous forme de présidence, de gérance, de direction, une « place » vers laquelle se tendront des ambitions ou des jalousies;

g) Restreindre les opérations aux marchandises de première nécessité, pain, épicerie, chaussures, et, après expérience du bon fonctionnement de l'entreprise, viande et charcuterie;

h) Vendre au prix d'un commerce de détail équitable des marchandises de première qualité et soigneusement contrôlées.

L'APPLICATION DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL

EN 1908

(Suite et fin.) ⁽¹⁾

CHAPITRE VII. — Repos hebdomadaire.

Professions assujetties. — D'assez rares difficultés se sont élevées en 1908 au sujet de l'assujettissement à la loi du 13 juillet 1906 de certaines professions.

La question de l'assujettissement à la loi des buffets de chemins de fer a été définitivement résolue par un arrêt de la Cour de cassation en date du 14 novembre 1908 ⁽²⁾.

En ce qui concerne le personnel des *sociétés coopératives ou autres*, l'Administration considère comme soustraites à la loi les personnes ci-après, qui seules, à son avis, n'ont ni la qualité d'ouvriers ni celle d'employés : 1° tous les associés dans une société en nom collectif; 2° les gérants, dans une société en commandite; 3° l'administrateur-délégué, le directeur ou telle autre personne qui en remplit les fonctions sous un titre quelconque, dans toute société.

L'assujettissement des *expéditeurs de fruits et légumes* de diverses localités des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse à la loi du 13 juillet 1906 a été contesté par les intéressés qui prétendent relever de l'industrie agricole. Le service estimait que ces expéditeurs sont des entrepreneurs d'expédition, de transit et d'emballage et qu'ils sont en plus commerçants. En effet, ils achètent sur le marché des produits qu'ils emballent et expédient pour les revendre sur les marchés de Paris, Berlin, Londres et de l'Europe entière, avec bénéfices. Ils font donc des actes de commerce et sont, par suite, de véritables commerçants. C'est ainsi, d'ailleurs, que le tribunal de simple police de Cavaillon les a considérés puisque, dans son audience du 21 novembre 1908, il a condamné douze expéditeurs de fruits et légumes et qu'il a confirmé son opinion à l'audience du 5 décembre 1908, au cours de laquelle il a condamné un expéditeur pour inobservation du repos hebdomadaire.

Plusieurs *propriétaires de porcheries* installées dans les environs des abattoirs de la région de Lyon refusaient de se soumettre aux prescriptions de la loi du 13 juillet 1906. Se basant sur les dispositions d'un arrêt de la Cour de cassation du 12 juin 1907, desquelles il résulte que l'individu exploitant une industrie consistant dans l'élevage et la vente d'animaux est commerçant alors qu'il est obligé d'acheter tout ce qui lui est nécessaire pour la nourriture des animaux qu'il vend et que son industrie ne constitue pas l'exploitation d'un fonds agricole, le service n'a pas hésité à poursuivre. Condamnés en simple police, les contrevenants se sont immédiatement soumis à la loi.

L'application de la loi aux cochers des *voitures de place* et des *fiacres automobiles* n'a point encore été résolue définitivement. Les compagnies affirment que les cochers et les chauffeurs sont de véritables associés qui ne sont astreints à aucun travail régulier, ni à aucun contrôle, qu'ils sont, par suite, des gérants à la journée de l'exploitation de la voiture qui leur est confiée s'ils se présentent au dépôt le

⁽¹⁾ Voir *Bull.*, novembre 1909, p. 1209.

⁽²⁾ Voir *Bull.*, décembre 1908, p. 1213.

matin. Ils se refusent à leur donner d'autres repos que ceux qu'ils veulent bien prendre à des intervalles réguliers. Afin de faire trancher la question, des procès-verbaux furent dressés les 5 et 7 janvier 1907. Ils furent suivis les 2 et 9 mars suivants de condamnations. Les compagnies intéressées déférèrent ces deux jugements à la Cour de cassation qui n'eût pas à se prononcer, le Garde des Sceaux, à la suite des déclarations faites par le Gouvernement à la Chambre des députés, le 28 mars, ayant donné l'ordre aux procureurs généraux de surseoir à l'exercice des poursuites, relativement aux infractions antérieures au 30 mars 1907. En outre, la loi du 10 avril 1908 a amnistié la Compagnie générale des voitures de Paris condamnée par défaut pour non application de la loi sur le repos hebdomadaire, le 4 février 1908. Depuis cette date, le service a dressé de nouveaux procès-verbaux chez quelques loueurs de voitures et d'automobiles. Ces procès-verbaux ont été transmis au Parquet, mais la juridiction compétente ne s'est point encore prononcée.

Personnes assujetties. — L'inspecteur divisionnaire de la 1^{re} circonscription (Paris) signale dans son rapport quelques nouvelles catégories de personnes dont l'assujettissement à l'obligation du repos hebdomadaire n'est point sans soulever de difficultés :

J'ai été saisi de plaintes concernant l'observation du repos hebdomadaire par les *chefs d'ateliers de composition de journaux* qui font aussi la mise en page. Comme ils ont toute autorité sur leur personnel, qu'ils embauchent et renvoient sous leur responsabilité, ils sont, à mon avis, assimilables à des gérants. D'ailleurs, il s'agit surtout de questions d'espèces à examiner dans chaque cas particulier.

La question d'assujettissement s'est aussi posée pour les *chefs de départ des journaux*. La durée de leur travail ne dépasse pas quelques heures, soit de jour, soit de nuit, et il serait impossible de les remplacer, car ce service exige une compétence toute spéciale pour chaque journal. Comme il s'agit, dans l'espèce, des chefs de service ayant sous leur direction le personnel des plieuses qu'ils embauchent sous leur responsabilité, ils sont, à mon avis, assimilables à des directeurs ou gérants et la loi ne leur est pas applicable.

Pendant cet exercice, des réclamations se sont également produites visant l'inobservation du repos hebdomadaire par les *préposées à la location dans les théâtres*. La question n'est pas aussi simple qu'elle le paraît à première vue, car la situation de ces préposées varie beaucoup suivant les théâtres où elles sont employées. Si, dans certains théâtres, elles ne viennent à leur bureau, où elles n'ont pas grand-chose à faire, que quelques heures par jour, d'autres au contraire sont très occupées une grande partie de la journée et reviennent même le soir où elles sont retenues jusqu'à une heure assez avancée. Si les unes ont un chômage de plusieurs mois pendant la fermeture de leurs théâtres, d'autres n'ont aucune vacance, leurs théâtres ne fermant pas. La question de leur assujettissement semble donc être une question d'espèce.

Repos collectif du dimanche. — Le repos collectif du dimanche peut être considéré comme la règle générale dans les établissements industriels autres que les usines à feu continu.

Il est signalé comme tendant à devenir plus général dans les établissements commerciaux et l'on cite même des patrons bénéficiaires d'exceptions au régime général, qui ont renoncé à ces exceptions pour adopter le repos collectif du dimanche. C'est ainsi que dans certaines régions, les *pharmaciens* ont renoncé à bénéficier du régime exceptionnel qu'ils tiennent de la loi pour profiter du repos du dimanche. Après entente, ces commerçants ont décidé de fermer tous ce jour-là, et, à tour de rôle, dans un local loué par eux, l'un d'eux se tient en permanence le dimanche.

On note également dans la région de Rouen, le retour au mode de repos dominical d'établissements qui avaient obtenu du préfet un régime spécial ou qui béné-

ficiaient légalement du roulement. Seraient dans ce cas au Havre, les entrepreneurs de camionnage, les arrimeurs, les entrepreneurs de docks et magasins, quelques boulangers. La raison qui en a été donnée est de pouvoir bénéficier ainsi des quinze suspensions annuelles prévues par l'article 6 de la loi.

Les *boulangers* qui bénéficient également du roulement de droit se plaignent des difficultés qu'ils éprouvent à trouver des ouvriers pouvant remplacer leur personnel mis au repos. Devant cette impossibilité trop fréquente, un grand nombre de boulangers ont organisé le repos collectif du dimanche. Dans certaines régions la clientèle s'est montrée mécontente, comme à Épinal et dans quelques importantes villes du Nord, d'un mode de repos qui l'oblige à manger du pain rassis un jour par semaine. Mais la mesure peut paraître encore plus fâcheuse pour le personnel occupé. Il ne semble pas qu'il y ait progrès à assurer le repos collectif du dimanche dans les boulangeries au prix de l'exécution en un même jour du travail de deux jours. On signale en effet des boulangeries où les ouvriers travaillent seize et même dix-huit heures le samedi. L'abus est tel que les ouvriers préfèrent quitter les boulangeries pratiquant le doublage du samedi pour aller dans des établissements où ils ne jouissent d'aucun repos.

D'une façon générale, il semble que l'importance des achats faits le dimanche diminue un peu partout, sauf dans le commerce de l'alimentation. Ainsi que le signale M. l'inspecteur divisionnaire de Dijon, dans les villes où le repos collectif du dimanche est la règle, les magasins qui restent ouverts avec les membres de la famille sont presque exclusivement de petits magasins de modes, de chaussures, de vêtements confectionnés pour hommes et de parapluies. Ces établissements sont forcément de moyenne importance et il n'apparaît pas que leur fonctionnement puisse faire une concurrence bien redoutable aux grands magasins qui tiennent de nombreux articles dans leurs différents rayons.

Aussi, en présence de cette diminution des ventes le dimanche de nombreux patrons seraient-ils d'avis de fermer pour pouvoir bénéficier eux-mêmes d'un jour de repos. Ils le feraient volontiers s'ils n'étaient retenus par la concurrence des magasins à gérants et des petits établissements qui peuvent tenir leurs magasins seuls ou avec l'aide de leur famille.

Il existe donc en dehors du commerce de l'alimentation un courant très net chez les commerçants à partir d'une certaine importance et chez leurs employés, en faveur de la fermeture obligatoire des magasins le dimanche. Toutefois un inspecteur estime dans son rapport que cette mesure, si le principe en était décidé, devrait être limitée au dimanche après-midi.

Exceptions au principe du repos collectif. — L'article 2 de la loi prévoit que lorsque le repos collectif serait de nature à préjudicier au public ou à nuire au fonctionnement normal de l'établissement, le repos hebdomadaire peut être donné, soit un autre jour que le dimanche (régime A), soit du dimanche midi au lundi midi (régime B), soit le dimanche après midi avec repos compensateur de quinzaine (régime C), soit par roulement (régime D).

Le tableau ci-après donne le nombre de dérogations accordées par les préfets :

Régime A.	327
— B.	475
— C.	406
— D.	497
TOTAL.	1,705

Ces exceptions s'ajoutent à celles précédemment accordées et qui étaient, pour l'année 1907, de 13,283. Les inspecteurs ne font point mention dans leurs rapports de retraits d'autorisations précédemment accordées par les préfets.

Il se produit toujours des divergences de vues, dans l'octroi des exceptions, entre les divers départements et, dans un même département, entre les diverses localités.

Bien que les nouvelles exceptions soient accordées avec une réserve plus grande que par le passé, la tendance au repos collectif est toujours contrariée par les autorisations accordées. Ainsi que le constate fort justement l'inspecteur divisionnaire de Nantes, dans telle localité où la règle du repos collectif était appliquée depuis la mise en vigueur de la loi, une demande individuelle se produit qui, un jour ou l'autre, réussit à obtenir satisfaction pour des raisons auxquelles les besoins commerciaux sont parfois complètement étrangers. Les avis favorables de la Chambre de commerce et du Conseil municipal sont d'autant plus certains que souvent le pétitionnaire fait partie de l'une ou de l'autre de ces assemblées. Puis, l'autorisation accordée, les autres commerçants se trouvent obligés d'abandonner le régime normal dont leurs employés et leurs clients étaient également satisfaits et tout est remis en question.

ART. 3. — *Roulement*. — L'application de cet article n'a donné lieu à aucune difficulté grave, au point de vue de la détermination des industries et des travaux qui peuvent bénéficier du roulement.

Le régime des hôtels et restaurants a seul présenté quelques difficultés d'application pour la solution desquelles il a dû être fait appel aux facilités prévues par la circulaire ministérielle du 10 avril 1907.

Dans les *hôtels et restaurants* qui ouvrent toute l'année, les inspecteurs constatent qu'on s'achemine vers une observation de plus en plus régulière des prescriptions légales. En ce qui concerne les hôtels des stations balnéaires thermales et climatiques, des facilités spéciales continuent à leur être données. Ceux de ces établissements qui ne sont ouverts qu'une partie de l'année ont été admis à bénéficier des facilités prévues par l'article 6, § 2, au titre d'industries temporaires.

Dans les usines à feu continu, la situation n'a point varié en attendant la promulgation du décret qui doit déterminer les dérogations particulières au repos des ouvriers spécialistes.

Dans les fabriques d'antimoine, les services généraux chôment, mais les spécialistes ne prennent leur repos qu'à chaque charge, c'est-à-dire tous les quinze jours; ce qui ne fait que deux jours de repos par mois.

Dans une fabrique de zinc, au grillage de la blende, l'organisation du travail à trois équipes faisant huit heures a permis de donner chaque dimanche douze heures à deux équipes et vingt-quatre heures à la troisième. Au service des fours, un ouvrier supplémentaire est adjoint à chaque groupe de six ouvriers, remplaçant chaque ouvrier à tour de rôle et se reposant le septième jour. Cette dernière organisation a été particulièrement bien accueillie par les ouvriers.

A Decazeville les spécialistes des hauts-fourneaux et des fours Martin n'ont un jour complet qu'à chaque changement de poste, c'est-à-dire tous les quinze jours.

Quelques rares organisations de roulement sont signalées comme ayant été mises en pratique avant la mise en vigueur de ce décret. La suivante a été mise à l'essai à l'usine à gaz de Rethel :

Le repos hebomadaire est donné par roulement aux deux chauffeurs, à l'aide d'un chauffeur suppléant. Pendant six jours complets, les deux chauffeurs alternent entre eux, le septième jour le chauffeur remplaçant occupe le poste pendant les douze premières heures, ce qui permet de donner vingt-quatre heures de repos toutes les semaines à chaque homme

et en même temps de permettre l'alternance. Ce remplacement, au bout de six périodes de vingt-quatre heures, se fait ainsi alternativement de jour et de nuit.

Le repos du personnel de l'usine électrique, appartenant à la même société, est donné de façon identique. Ce personnel se compose de deux équipes formées chacune d'un chauffeur et d'un électricien. Le roulement est assuré à l'aide d'un suppléant, qui remplace alternativement les quatre hommes.

Enfin voici le mode de repos appliqué dans les établissements de commerce de Brive et qui constitue un roulement d'une forme spéciale :

Il a été accordé à tous les commerçants une dérogation collective non comprise dans les dérogations légales. Elle consiste à donner le repos à la moitié du personnel tout le dimanche, tandis que l'autre moitié ne se repose qu'à partir de midi avec un repos compensateur le samedi après-midi; le personnel se repose donc du samedi midi au lundi matin un dimanche, et l'autre dimanche, de midi au lundi matin. Cela donne un jour et demi une semaine et une demi-journée l'autre semaine.

ART. 4. — *Travaux urgents.* — Cet article a trait à la suspension du repos hebdomadaire pour l'exécution de travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire à la sécurité de l'installation.

La dérogation peut être utilisée soit pour les ouvriers de l'établissement, soit pour les ouvriers appartenant à un autre établissement, venus pour effectuer les travaux. Dans ce dernier cas, les ouvriers doivent avoir un repos compensateur.

Les établissements qui ont eu principalement recours à cette dérogation pour leurs propres ouvriers sont les ateliers de construction mécanique, les chantiers de constructions navales, les raffineries de sucre et les travaux de réparation des appareils électriques, des joints de vapeur, ramonage de chaudières, etc.

Quant aux établissements ayant usé de la dérogation pour des travaux exécutés chez autrui, ce sont en général des ateliers de construction mécanique, de réparations de moteurs, machines-outils, générateurs, industries du bâtiment, entreprises de plomberie, de menuiserie, etc.

Bien que l'avis de dérogation prescrit soit signalé comme régulièrement adressé, il y a lieu de supposer que leur total ne représente point encore l'ensemble des cas de suppression de repos qui se sont produits de ce chef au cours de l'année.

Voici pour 1908, le nombre des établissements qui ont envoyé des avis de dérogations en vertu de l'article 4, ainsi que le nombre des dérogations; ce dernier nombre étant obtenu en multipliant le nombre des jours de repos supprimés par le nombre des personnes auxquelles s'appliquent ces jours de repos.

	NOMBRE d'établissements.	NOMBRE de dérogations.
Travaux urgents intéressant l'établissement.	1,884	121,253
Travaux urgents intéressant un autre établissement. . .	1,406	35,312

ART. 5, § 1^{er}. — *Réduction du repos à une demi-journée.* — Le nombre des ouvriers qui peuvent être occupés dans ces conditions est fort restreint. Il était naturel qu'on tentât de l'accroître abusivement. C'est ainsi que des industriels s'étaient cru autorisés à faire procéder le dimanche au nettoyage des métiers ainsi qu'au rangement des ateliers. Des mesures ont été prises pour faire cesser cet abus.

ART. 5, § 2. — *Vente de denrées alimentaires au détail.* — Presque tous les magasins de vente de denrées alimentaires au détail occupent leur personnel pendant la matinée du dimanche. Dans plusieurs cas, le service a dû verbaliser contre des

patrons qui s'obstinaient à occuper leur employés jusqu'à 1 heure et même quelquefois 2 heures de l'après-midi.

D'importantes épiceries ont renoncé à user de la dérogation de l'article 5, § 2. Ces commerçants aiment mieux arrêter leur commerce un jour que de le gêner plusieurs jours de suite par le roulement des employés.

Cependant le repos de l'après-midi du dimanche continue à être la règle dans les magasins de denrées alimentaires au détail. Le repos compensateur d'une journée ou d'une demi-journée, suivant le cas, est signalé comme beaucoup moins bien observé.

ART. 5, § 3. — Dans les *boulangeries* qui n'ont pas accepté le repos collectif et dont le personnel est peu nombreux, on a fréquemment recours au fractionnement du repos par demi-journées prévu par ce paragraphe. Mais ce système peut engendrer des abus. D'abord le travail journalier du boulanger peut être terminé au moment où commence sa demi-journée de repos et comme il n'est en général soumis à aucune prescription relative à la durée du travail, le patron peut toujours affirmer qu'il a été exonéré, ainsi que le voudrait la loi, d'une journée de travail, et ces deux repos d'une demi-journée représentent bien ensemble la durée d'une journée complète de travail. Une autre fraude se produit également dont le contrôle est pour ainsi dire impossible. Le boulanger déclare que la durée normale de son ouvrier est de douze heures, par exemple, alors qu'en réalité elle n'est que de moitié. Il en résulte qu'il lui est loisible de l'occuper six heures le jour où il lui donne la demi-journée de repos. Ce système, ainsi que le constate un inspecteur, ne donne pas de résultats plus satisfaisants que ceux obtenus par le repos collectif, du moins dans la boulangerie.

Il est juste de reconnaître que ce mode de repos est en général mieux observé dans d'autres professions : charcuteries, pâtisseries, où le travail de nuit n'est point pratiqué.

ART. 5, § 4. — *Fêtes locales.* — Les maires sont autorisés par la loi à supprimer le repos hebdomadaire fixé au dimanche dans les établissements de vente au détail lorsque ce jour coïncide avec un jour de fête locale ou de quartier.

La limite de huit suppressions fixée par la circulaire du 10 avril 1907 est en général respectée. Cependant dans diverses régions des arrêtés ont été publiés qui autorisaient un nombre de dérogations de beaucoup plus élevé. Des observations ont été faites par M. le Ministre du Travail aux préfets qui ont provoqué le retrait des décisions prises.

La plupart des maires ont pris dès le début de l'année des arrêtés fixant pour l'année entière les dimanches de fêtes locales de leur commune. Cette pratique ne saurait qu'être approuvée, surtout si l'arrêté prévoit un nombre de dimanches assez limité pour qu'il soit possible, dans une circonstance imprévue, de prendre un arrêté complémentaire. Elle a en effet l'avantage de porter longtemps à l'avance à la connaissance des intéressés, patrons et ouvriers, les dimanches pendant lesquels le repos sera suspendu. Elle permet en outre au préfet d'exercer, s'il en est besoin, son action modératrice.

ART. 6. — *Suppression du repos hebdomadaire.* — Cet article prévoit un certain nombre de cas dans lesquels le repos hebdomadaire peut être suspendu, sur simple préavis du chef d'établissement, pour répondre à des nécessités diverses.

§ 1^{er}. — *Chômage.* — Dans toutes les catégories d'entreprises où les intempéries déterminent des chômages, les repos forcés viennent au cours de chaque mois en déduction des jours de repos hebdomadaire. Cette dérogation a été utilisée, comme

par le passé, par les entrepreneurs de maçonnerie et de terrassement et par les briquetiers.

§ 2. — *Industries à marche temporaire.* — Les industries à marche temporaire, distilleries, sucreries, briqueteries, etc., ont usé avec moins de modération qu'en 1907 des dérogations que la loi autorise. Les hôtels des stations balnéaires, thermales et climatiques qui ferment une partie de l'année ont pu, cette année encore, bénéficier de la suspension de 15 dimanches prévus pour l'industrie. Il était impossible de ne point tenir compte des poussées qui se produisent à la saison dans les villes d'eau et qui sont suivies de longs mois de fermeture.

§ 3. — *Industries ayant à répondre à un surcroît extraordinaire de travail.* — Toutes ou presque toutes les industries se prétendent obligées de répondre à un certain moment à un surcroît extraordinaire de travail. Aussi la liste de celles qui se sont réclamées du paragraphe 3 pour suspendre le repos pendant 15 dimanches est-elle des plus variées.

C'est pour la disposition qui nous occupe qu'il importe surtout, afin d'éviter des abus, de distinguer nettement les établissements du commerce de ceux de l'industrie proprement dite. Quelques difficultés sont signalées sur ce point. L'inspecteur divisionnaire de Lyon cite le cas des marchands de comestibles en gros qui ont dans l'année trois périodes de travail d'une intensité toute particulière. Pendant ces saisons les arrivages d'oranges, de cerises ou de raisins se multiplient. Ces produits étant essentiellement périssables, leur distribution à la clientèle de demi-gros et grand détail (hôtels, restaurants), ne souffre aucune interruption. Il leur a été fait jusqu'ici application de l'article 6, § 3, mais pour plus de régularité, il serait à souhaiter que ce cas soit explicitement visé dans le texte de la loi actuellement à l'étude.

Une autre difficulté est signalée par l'inspecteur divisionnaire de Dijon au sujet d'un fabricant de cassis, qui avait cru pouvoir passer outre au refus du Service d'accepter son avis de suspension du repos hebdomadaire. Il s'agissait du repos des employés de bureau occupés aux écritures pour l'expédition de cassis dont la fabrication était terminée depuis quelque temps. Un procès-verbal a été dressé et suivi d'une condamnation. Le tribunal de simple police de Dijon a estimé qu'au moment où le procès-verbal a été établi, l'industriel avait passé au commerçant le cassis fabriqué et que c'est en qualité de commerçant que le chef d'entreprise employait son personnel de bureau.

Tandis que pour les hommes adultes toutes les industries rentrant dans les catégories ou se trouvant dans les conditions prévues par les trois paragraphes de l'article 6 peuvent user des dérogations qui y sont prévues, ces mêmes dérogations ne peuvent être utilisées pour les enfants et les femmes que pour les industries nommément désignées par un décret qui a été rendu le 16 mars 1908.

En ce qui concerne ce dernier personnel les dérogations se sont étendues à 5,328 établissements : 4,972 de ces dérogations ont été prises en vertu du paragraphe 1^{er}, 85,661 en vertu du paragraphe 2 et 245,017 en vertu de l'article 6.

Le tableau suivant donne les chiffres correspondants en ce qui concerne les hommes adultes :

ARTICLE 6.	NOMBRE	
	d'établissements.	de dérogations.
Paragraphe 1 ^{er}	1,515	160,388
— 2	3,595	747,689
— 3	8,142	386,963

Contrôle. — En ce qui concerne le contrôle des établissements qui pratiquent le roulement, tous les inspecteurs divisionnaires s'accordent à signaler les difficultés qu'il présente. L'inspecteur divisionnaire de Nancy les signale en ces termes :

Le contrôle de l'application de la loi du 13 juillet 1906, dans les établissements qui ne donnent pas le repos collectif, devient de plus en plus difficile, en raison du grand nombre d'établissements à surveiller, des modes différents de roulement appliqués, et qui varient pour la même profession, d'une localité à une autre; en raison aussi de la négligence dans la tenue des registres de roulement, de l'indifférence et quelquefois de l'hostilité des employés intéressés.

En dehors des régions parisienne et lyonnaise où les officiers de police judiciaire ont été officiellement chargés de l'application du repos hebdomadaire dans certains établissements de commerce, le concours de la police a été en 1908 très irrégulier. A part de louables exceptions, de l'avis des inspecteurs, les officiers de police judiciaire semblent se désintéresser de plus en plus de l'application de la loi.

Pénalités. — Le nombre des contraventions relevées en 1908 pour non-observation du repos hebdomadaire s'élève à 8,277; en 1907, 10,918 avaient été relevées pour le même objet. Le nombre des contraventions portant sur les dispositions relatives au contrôle était de 1,756 en 1907; elles sont en 1908 au nombre de 1,177.

Le taux des pénalités est en général de 1 franc par contravention, grâce à l'application régulière de l'article 463 du Code pénal.

Les catégories d'établissements dans lesquelles le plus grand nombre de contraventions ont été relevées sont les suivantes :

Entreprises de bâtiment, 800; commerce d'objets pour l'habillement, 642; commerce de produits agricoles, 506; boulangerie, pâtisserie, 437; restaurants et hôtels, 410; chaudronnerie, fonderie, 383; soins personnels (coiffures, bains, etc.), 352; transport par terre, 311.

CHAPITRE VIII. — Hygiène et sécurité et travaux interdits aux enfants et aux femmes.

Le tableau ci-après donne le nombre des contraventions principales relevées pour inobservation des prescriptions des articles 12 à 16 de la loi de 1892, et du décret du 13 mai 1893 pris en vertu des articles 12 et 13 :

NATURE DES CONTRAVENTIONS.	NOMBRE des contra- ventions.
Infractions aux règles générales d'hygiène et de sécurité prescrites par	
l'article 14 de la loi de 1892.....	358
Maintien des bonnes mœurs.....	29
Visite, graissage de mécanismes en marche.....	40
Machines non protégées.....	230
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux roues verticales.....	10
— aux métiers dits à la main.....	10
— aux scies circulaires.....	15
— au travail des lames tranchantes	
mécaniques.....	9
Surcharges.....	228
Travail des machines à coudre avant 16 ans.....	11
Conditions imposées pour certains travaux.....	89

Une infraction à l'article 14 a été relevée à la suite d'un accident survenu à une enfant de 8 ans dans une école professionnelle dépendant d'une fabrique de lingerie et installée dans un ancien atelier de machines à coudre. Le prolongement d'un arbre de transmission qui dessert un atelier voisin avait été conservé et tournait sous une partie des tables non occupées par les enfants; il n'était protégé que par trois tringles en fer espacées de 20 centimètres environ. L'enfant, en voulant ramasser un dé qui avait roulé vers ce point du local, a approché sa tête assez près de l'arbre pour avoir le cuir chevelu arraché. Le Service a estimé qu'un arbre de transmission est un engin incontestablement dangereux et que, dans l'espèce, les tringles ne constituaient pas la garantie complète exigée par l'article 14 de la loi en raison de l'insouciance des enfants et de leur ignorance du danger.

L'inspecteur divisionnaire de Lille rappelle que cet article 14 prescrit notamment que ces établissements seront convenablement éclairés. Il insiste sur l'importance de cette disposition dont la bonne application est de nature à diminuer les accidents en facilitant la circulation au milieu des machines en marche, et il ajoute que l'insuffisance de l'éclairage, et particulièrement de l'éclairage artificiel, dans les ateliers, est un des facteurs les plus importants de la dégénérescence oculaire. « Sur 250 typographes examinés, dit-il, un spécialiste en la matière a trouvé 69 p. 100 d'yeux anormaux; sur 97 compositeurs, 51 étaient myopes ». C'est en invoquant cette disposition que le service d'inspection a obtenu une sérieuse amélioration de l'éclairage artificiel dans plusieurs ateliers de piqûrage. On nomme ainsi les ateliers où de nombreuses ouvrières revoient les étoffes sortant des tissages avant de les plier et de les expédier : c'est un travail très minutieux et très fatigant pour la vue.

En ce qui concerne l'interdiction du travail des enfants aux scies circulaires, un patron soutenait que le travail interdit était seulement celui de pousseur, le travail du tireur étant, d'après lui, sans danger. Cette distinction n'a pas été admise par le tribunal, qui a condamné.

Le nombre des contraventions pour *surcharges* a passé de 139 en 1907 à 228 en 1908. Il convient de mentionner le résultat obtenu dans deux tissages de la région du Nord, où, pour le transport des pièces d'étoffes et des rouleaux d'ensouple, le transport à bras a été remplacé par un transporteur *mécanique monorail* pouvant fonctionner même en ligne courbe. En ce qui concerne l'action des agents de l'autorité préfectorale ou de l'autorité communale dans la répression des contraventions pour *surcharges*, il paraît encore résulter des rapports des inspecteurs du travail que, en dehors du ressort de la Préfecture de police à Paris, les instructions ministérielles sur ce point continuent à rester à peu près lettre morte.

CHAPITRE IX. — Établissements spéciaux.

Établissements de bienfaisance. — Le nombre des établissements de bienfaisance a continué à décroître en 1908 pour des causes diverses dont la plus importante semble être l'application de la loi sur les congrégations. De 1,307 en 1906, il a passé en 1907 à 1,250, et notre statistique de 1908 la fixe à 1,207, en nouvelle diminution.

Le Service de l'Inspection a visité en 1908 860 de ces établissements. Il n'a été relevé que 224 contraventions constatées dans 13 procès-verbaux. La moitié de ces contraventions, soit 114, porte sur la durée du travail. Les autres ne sont que des contraventions visant l'omission de diverses formalités : envoi de l'état trimestriel (42 contraventions); registres (11 contraventions); livrets (19 contraventions).

Les griefs autrefois formulés en ce qui concerne les difficultés opposées à l'entrée

de l'inspecteur n'existent plus aujourd'hui. L'inspecteur peut se présenter à toute heure sans risquer de se voir opposer la règle intérieure de l'établissement. Notamment au Bon Pasteur de Bourges, une clé est laissée chez le concierge à la disposition de l'inspecteur qui peut se rendre ainsi directement dans les salles de travail sans aucune difficulté.

L'enseignement des jeunes enfants est aujourd'hui généralement donné dans les écoles publiques, et l'établissement ne s'occupe plus que de l'apprentissage proprement dit. Il s'agit généralement de travaux de couture.

Le tableau ci-après donne la répartition du personnel enfantin existant dans les établissements de bienfaisance :

Enfants au-dessous de 13 ans non munis du certificat.....	Garçons... 2,388 Filles..... 14,201	16,589
Enfants de 12 à 13 ans munis du certificat..	Garçons... 133 Filles..... 461	594
Enfants de 13 à 18 ans.....	Garçons... 1,385 Filles..... 18,171	19,556
Filles mineures de 18 à 21 ans.....		6,991
Filles majeures et femmes.....		6,230
TOTAL		49,960

Théâtres et cafés-concerts. — On sait que les enfants au-dessous de 13 ans ne peuvent être employés dans les théâtres que dans des conditions tout à fait exceptionnelles et en vertu d'autorisations nominatives. Au Châtelet, la condition suivante a été imposée : « sous la réserve que les enfants ne seront pas employés (répétitions et spectacles) après onze heures du soir ». A l'Odéon, un sérieux avertissement a été donné au sujet d'une petite fille de 6 ans et demi. L'autorisation n'a été accordée qu'à titre exceptionnel et parce que l'enfant ne paraissait qu'au début de la pièce. A l'avenir il est désirable qu'il ne soit plus accordé d'autorisation pour des enfants âgés de moins de 8 ans.

Loi du 7 décembre 1874. — Quelques procès-verbaux suivis de condamnation sont signalés dans les rapports d'inspection pour infraction à cette loi. L'Inspecteur divisionnaire de Rouen signale le fait suivant :

Un jugement rendu le 19 octobre dernier par le tribunal correctionnel du Havre est à signaler ici : le 28 août, une troupe, composée des époux K... et de trois jeunes filles, faisait des exercices au trapèze dans un café-concert du Havre. Un officier de police judiciaire présent fut surpris du jeune âge des jeunes filles. Il s'enquit et reconnut que ces enfants n'avaient pas atteint seize ans. De là les poursuites en vertu de la loi du 7 décembre 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes. Le tribunal prononça deux amendes de 16 francs à la charge l'une des époux K..., l'autre du directeur du café-concert. Mais ce qui rend l'affaire curieuse, c'est que les jeunes filles avaient fourni le même spectacle, durant plusieurs années auparavant, sur un grand nombre de scènes en France, notamment à Paris, sans susciter aucune observation.

CHAPITRE X. — Commissions départementales.

Les Commissions départementales, instituées par la loi de 1892, se sont réunies, au cours de l'année 1908, une ou plusieurs fois dans les 30 départements suivants :

Allier, Ardèche, Ardennes, Aube, Aude, Calvados, Charente-Inférieure, Côte-d'Or, Côtes-

du-Nord, Finistère, Gard, Haute-Garonne, Gironde, Hérault, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Manche, Marne, Mayenne, Morbihan, Nord, Sarthe, Seine-Inférieure, Deux-Sèvres, Somme, Tarn, Vaucluse, Vendée, Yonne.

CHAPITRE XI. — Inspection.

Le nombre des visites effectuées en 1908 a été de 192,148, contre 181,842 en 1907. Cette augmentation de 10,306 visites s'explique surtout par l'augmentation du personnel du contrôle dans trois circonscriptions.

Le service, enfin, continue à entretenir des relations suivies avec les organisations ouvrières et avec les ouvriers individuellement. Les plaintes dont les inspecteurs sont saisis sont examinées avec soin et les enquêtes conduites avec toute la discrétion nécessaire.

Il convient de remarquer que les indications fournies au service relativement à l'application des lois sont fort différentes suivant les régions. Tantôt elles procèdent par des affirmations générales, difficilement contrôlables. Tantôt, au contraire, les plaintes ne sont transmises qu'après vérification de leur bien fondé. Dans la circonscription de Marseille, sur 750 visites occasionnées par des réclamations ouvrières, 162 ont abouti à des procès-verbaux. Ce chiffre paraît un peu faible au premier abord. Toutefois, il ne faut point perdre de vue qu'en 1908, au cours de 192,000 visites du service, il n'a été dressé que 5,394 procès-verbaux. Du reste, la suppression des infractions constatées peut être obtenue par d'autres moyens que les poursuites judiciaires.

CHAPITRE XII. — Pénalités.

Le nombre des contraventions relevées en 1908 s'est élevé à 24,320, contre 28,953 en 1907, 28,634 en 1906 et 25,699 en 1905. Le nombre des procès-verbaux dressés en 1908 est de 5,394, contre 6,237 en 1907, 5,443 en 1906 et 3,835 en 1905.

On trouvera dans le tableau ci-après les suites données aux procès-verbaux en 1908 :

Procès-verbaux	{	suivis	{	pour toutes les infractions relevées....	4,422
		de condamnations	{	pour partie des infractions relevées ...	114
		suivis d'acquiescement total.			93
		encore en instance			485
		classés par le service.....			40
		classés par le Parquet ou amnistiés.....			240
TOTAL.....					5,394

ANNEXE. — Application des lois réglementant le travail dans les mines et carrières en 1908 ⁽¹⁾.

Statistique des établissements et de leur personnel. — D'après les renseignements

⁽¹⁾ Voir pour l'année 1907 : Bull., décembre 1908, p. 1208; Journal officiel, 3 octobre 1909, Annexe, p. 1243 et suiv.

fournis par les ingénieurs des mines, la statistique de l'industrie extractive, en 1908, s'établit comme suit :

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE.	PERSONNEL			
		protégés.	hommes (adultes).	Total.	
Exploitations de mines	563	33,348	186,170	219,518	
Exploitations { de minières { et carrières {	souterraines { à ciel ouvert {	continues	1,450	1,459	17,223
		temporaires	2,045	188	3,455
		continues	10,962	3,402	57,221
		temporaires	23,841	1,598	45,814
Établissements industriels dépendant des	{ {	mines	157	522	6,373
		minières et carrières . .	261	288	2,347
TOTAL	39,279	40,805	318,603	359,408	

Ce tableau montre la persistance de la progression de l'effectif signalée dans les rapports antérieurs. L'augmentation porte tant sur le personnel adulte que sur le personnel protégé, notamment dans les mines, encore que le nombre de celles exploitées ait diminué (563 au lieu de 589). L'accroissement qui, pour l'ensemble du personnel, est de 9,559 ou de 2.73 p. 100 est pour les mines seules de 9,093 ou de 4.3 p. 100. Le personnel protégé a continué à croître non pas seulement en chiffres absolus, mais relativement. Si, dans les carrières, on cite encore, bien que rarement, quelques renvois d'enfants là où l'on n'a pu les séparer d'une façon suffisamment effective des adultes, on est d'accord pour reconnaître que, généralement, dans les mines, on continue à revenir sur les pratiques qui, dans plusieurs districts, avaient suivi immédiatement la loi du 30 mars 1900 : on revient davantage, dans la plupart des bassins, à l'emploi du personnel protégé, dans le fond aussi bien qu'à la surface ; il se pourrait que ce mouvement, qui s'est dessiné depuis quelques années, eût un certain rapport avec la loi du 29 juin 1905 qui, dans les mines de combustibles, soumet la durée du travail de la majorité des adultes à des règles plus sévères que celles jadis imposées aux enfants.

Le personnel occupé dans les mines étant numériquement le plus important de beaucoup, il est intéressant de retenir plus spécialement les chiffres qui s'y rapportent.

La répartition du personnel protégé s'y établit notamment comme suit :

DÉSIGNATION DU PERSONNEL PROTÉGÉ.		AU FOND.	À JOUR.	TOTAL.
Enfants de 12 à 13 ans	Garçons	41	124	165
	Filles	"	6	6
Enfants de 13 à 16 ans	Garçons	8,901	4,381	13,282
	Filles	"	2,565	2,565
Enfants de 16 à 18 ans	Garçons	7,111	2,433	11,544
	Filles	"	1,778	1,778
Filles de 18 à 21 ans et femmes majeures		"	4,008	4,608
		18,053	15,295	33,348

Alors que le nombre des garçons de 12 à 13 ans a diminué de 1907 à 1908, toutes les autres catégories ont augmenté et notamment les garçons occupés au

fond. Toutefois, la proportion relative des filles et femmes a augmenté plus que celle des garçons; c'est que celles-là, qui ne sont occupées qu'au jour, y ont remplacé ceux-ci, employés de préférence dans le fond.

La proportion du personnel protégé (enfants et femmes) par rapport au personnel total a passé de 15.05 à 15.19 de 1901 à 1908.

Le tableau suivant donne la proportion des établissements visités en 1908 par les ingénieurs et les contrôleurs et la proportion du personnel rencontré par rapport au total des établissements et du personnel assujettis au contrôle :

CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS.		PROPORTION P. 100	
		des établissements visités.	du personnel rencontré.
Mines.....		96.9	99.8
Minrières et Carrières.	souterraines... { à ciel ouvert... {	continues..... 74.8 temporaires..... 27.4 continues..... 29.7 temporaires..... 8.9	93.9 78.2 78.5 54.3
Établissements industriels dépendant des	mines..... minières et carrières.....	98.0 65.9	96.4 67.4

Age d'admission. — Malgré l'augmentation du nombre du personnel protégé, le nombre des enfants de 12 à 13 ans n'a pas varié. Là où ils ont été rencontrés ils ont été trouvés munis de leurs certificats, sauf dans les chantiers d'un entrepreneur travaillant pour une mine du Pas-de-Calais où la contravention a été dûment poursuivie et dans des carrières de l'arrondissement de Marseille où le Service a cru devoir se contenter d'exiger le renvoi des enfants.

Durée du travail. — Pour le travail au jour, qu'il se fasse soit dans les chantiers à ciel ouvert, soit dans les dépendances des exploitations, c'est la loi du 30 mars 1900 qui doit être appliquée. Elle paraît y être généralement bien observée. On signale encore toutefois dans diverses carrières à ciel ouvert des renvois d'enfants pour permettre aux adultes de travailler plus de dix heures l'été, ce qui semblerait indiquer que ces exploitations ont été trouvées dans ces conditions pour la première fois, sinon le fait aurait dû être constaté par procès-verbal.

Dans le travail souterrain, nous retiendrons d'abord les règles du personnel protégé pour ne parler qu'après de la loi spéciale du 29 août 1905.

On sait que le travail souterrain est interdit aux femmes. On n'en a rencontré nulle part.

Le travail souterrain des enfants peut s'effectuer suivant trois modalités :

1° Le régime que l'on peut appeler de droit commun est celui entre 5 heures du matin et 9 heures du soir sous l'empire du décret du 3 mai 1893. C'est le régime le plus pratiqué. S'il fixe la durée maximum du travail, on lui a reproché de ne pas fixer aussi la durée maximum de la présence au fond qui peut être et paraît avoir été fâcheusement accrue, jadis, dans quelques exploitations du Nord par une augmentation de repos inutiles. M. l'ingénieur en chef de Douai signale que cet abus semble avoir disparu. Les règles de ce régime paraissent avoir été partout bien observées. Une contravention a toutefois été signalée à la mine de houille de Douchy durant la quinzaine de la Sainte-Barbe et dûment poursuivie; mais le fait se rapporte à l'année 1907, encore que les poursuites n'aient eu lieu qu'en 1908;

2° Le régime de l'article 9, § 3 de la loi du 2 novembre 1892 permet le travail à double équipe entre 4 heures du matin et minuit (à raison de huit heures de travail effectif et de dix heures de présence); il n'est plus appliqué qu'à un très petit nombre d'enfants dans deux houillères du Pas-de-Calais (Liévin et Bruay) et une du Nord (Douchy) qui a, du reste, l'intention d'y renoncer prochainement;

3° Le régime de l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892 permet le double poste entre 4 heures du matin et 10 heures du soir; il n'est plus appliqué nulle part.

Loi du 29 juin 1905. — Depuis le 1^{er} janvier 1908 on est passé dans la seconde période de cette loi qui ne permet plus aux ouvriers occupés à l'abatage dans les mines de combustibles que huit heures et demie de travail, par diminution d'une demi-heure sur la première période. En réalité, en dehors des heures supplémentaires ou redoublages, il y a encore peu d'exploitations, et dans des districts relativement peu importants, ayant été effectivement atteints par cette modification qui est entrée en application sans qu'on ait signalé quelque part les conséquences qu'elle a pu avoir, soit dans l'organisation du travail, soit dans la production, ce qu'il eût été cependant intéressant de connaître.

Aucune dérogation permanente nouvelle n'a été accordée. Les ingénieurs en chef n'ont accordé que trois dérogations temporaires, dans des mines peu importantes, à 386 ouvriers seulement au total dans les trois mines, à la suite d'accidents ou de nécessités qui ont paru spécialement pressantes.

Il n'a été signalé aucune infraction aux dispositions de cette loi.

Travail de nuit du personnel protégé. — On ne mentionne que la continuation de l'emploi des femmes pour l'allumage des lampes de sûreté dans les mines du Pas-de-Calais, de Saône-et-Loire, de l'Aveyron et du Tarn.

Tolérances accordées par les ingénieurs. — Une seule autorisation pour le travail de nuit a été accordée, dans la Loire, à la suite d'une avarie à une machine d'extraction.

Repos hebdomadaire. — *Loi du 13 juillet 1906.* — L'application à l'industrie extractive de la loi sur le repos hebdomadaire demande des mesures d'adaptation spéciales à raison des conditions particulières du travail souterrain. Il faut notamment procéder le dimanche, pour que le travail normal puisse reprendre le lundi, à des travaux d'entretien ou de réparation qui ne rentrent pas explicitement dans les travaux occasionnels, exceptionnels, prévu à l'article 4 de la loi et il faut assurer la continuité du service des mécaniciens et chauffeurs des machines dont le service doit être permanent comme pour l'extraction ou la circulation, l'aérage et l'épuisement. Une circulaire ministérielle du 1^{er} juillet 1908 a fixé les tempéraments qui pourraient être admis jusqu'à la revision de la loi du 13 juillet 1906, soit pour les réparationnaires du dimanche, soit pour les mécaniciens et chauffeurs. On peut dire qu'ils se résument à cette double idée, partant d'un même principe que, pour les réparationnaires, les travaux du dimanche qui ne rentrent pas expressément dans les cas prévus par l'article 4 de la loi doivent donner lieu à un repos compensateur en semaine; et que les mécaniciens et chauffeurs à travail continu, se remplaçant par poste de douze heures, doivent jouir, outre le repos hebdomadaire de vingt-quatre heures dû à l'alternance, d'un repos compensateur d'un poste par quatorze postes de travail.

Les ingénieurs en chef de tous les grands services de mines sont unanimes pour reconnaître que, pour l'une et l'autre catégories, on rencontrera de sérieuses difficultés à l'application de ce régime. Pour les réparationnaires du dimanche la

difficulté, au fond, paraît être que les ouvriers ne voudraient du repos compensateur en semaine que s'il était payé. Pour les mécaniciens et chauffeurs la difficulté serait dans la formation des remplaçants pour toute machine dont la conduite présente des conditions un peu spéciales, comme celles de certaines machines d'extraction.

En dehors de ces particularités et de ces difficultés qu'elles entraînent encore la loi serait bien observée. On n'a indiqué nulle part que les délégués, qui ont droit de signaler les infractions, aient usé de cette faculté. Toutefois dans des mines métallifères du Cantal et de la Haute-Loire, le syndicat de leurs ouvriers a dû se plaindre pour qu'on fit cesser un travail qui se pratiquait le dimanche. Dans la Loire un procès-verbal a été dressé pour l'emploi illicite de deux ou trois ouvriers piqueurs un dimanche sans qu'une dérogation ait été demandée et obtenue.

Livrets, registres, affichage. — L'ingénieur en chef de Douai indique que certains maires, malgré les termes formels de la loi, font payer les livrets 25 centimes. Il y aurait lieu, par l'Administration, d'inviter les préfets de ces départements à intervenir auprès de ces maires.

Dans l'arrondissement de Nancy on rencontre encore des livrets délivrés par des bourgmestres belges.

Procès-verbaux. — Il a été dressé 17 procès-verbaux dont 12 suivis de condamnations ayant donné lieu à des amendes de 236 francs ; 2 affaires restent en souffrance.

LA 19^e SESSION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

La 19^e session du Conseil supérieur du travail (session ordinaire de 1909) s'est ouverte le lundi 8 novembre, au Ministère du Travail, sous la présidence de M. Viviani, Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Après avoir souhaité la bienvenue aux nouveaux membres du Conseil supérieur, le Ministre a rappelé la suite donnée aux vœux adoptés au cours de la précédente session, puis il a fait ressortir l'importance de la question relative à la législation sur les syndicats professionnels qui figure à l'ordre du jour de la session.

Le Conseil supérieur a ensuite procédé à diverses élections.

MM. Heurteau et Keufer ont été réélus vice-présidents.

Pour la représentation du Conseil supérieur du travail au Conseil supérieur de l'hygiène publique de France, ont été désignés au choix du Ministre de l'Intérieur : membres patrons : MM. Soulé, Honoré et Jossier ; membres ouvriers : MM. Besse, Coupat et Malardé.

La commission permanente a été constituée comme suit : sénateur : M. Strauss ; député : M. Groussier ; membres patrons : MM. Borderel, Cante, Déville, Heurteau, Honoré, Potin, Touron ; membres ouvriers : M^{lle} Bouvier, MM. Bourderon, Coupat, Keufer, Malardé, Moreau, Renard ; membres de droit : MM. Soulé, Cleuet, Briat.

Dans la seconde séance, qui eut lieu le mardi 9 novembre, le Conseil aborda la question relative à la législation sur les syndicats professionnels, à la discussion de laquelle a été consacrée toute la session qui s'est terminée le samedi 20 novembre à midi.

Législation sur les syndicats professionnels.

Comme conclusion d'un long travail préparatoire, la commission permanente du Conseil supérieur soumettait à cette assemblée deux projets de résolution tendant à modifier la loi du 21 mars 1884 et les articles 414 et 415 du Code pénal, ces deux projets, qui s'accordaient sur certains points tout en offrant sur d'autres de notables divergences, étaient soutenus, l'un, par M. Keufer, au nom des membres ouvriers, l'autre, par M. Touron, au nom des membres patrons.

La discussion générale, à laquelle prirent part, en dehors des deux rapporteurs, MM. Raoul Jay, Bourderon, Isaac, Coupat, Honoré, Renard, occupa les séances des 9, 10, 11, 12 novembre. Dans cette dernière séance, la clôture ayant été prononcée, M. Pralon déposa un contre-projet tendant à placer les associations professionnelles sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901, et, par suite, à abroger purement et simplement la loi du 24 mars 1884 sur les syndicats professionnels.

Ce contre-projet donna lieu à une discussion à laquelle prirent part MM. Pralon, Arthur Fontaine, Raoul Jay, Lyon-Caen, Keufer, Touron, Charles Gide, Briat, Maison, Isaac et Honoré. Au cours de cette discussion, M. Pralon se rallie à la proposition suivante, déposée par MM. Lyon-Caen, Coupat, Renard, Besset, Cleuet, Moreau et Keufer :

La loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations est applicable aux syndicats professionnels, sous la réserve de dispositions particulières conformes au but de ces syndicats et nécessaires à leur fonctionnement que pourra faire ressortir la discussion.

Après rejet d'une demande d'ajournement, cette proposition a été adoptée par 39 voix contre 4 et 8 abstentions. Le vote se décompose ainsi :

Pour : membres patrons, 19 ; membres ouvriers, 17 ; autres membres, 3. *Contre* : membres ouvriers, 4. *Abstentions* : membre patron, 1 ; membres ouvriers, 6 ; autre membre, 1.

Dans les séances des 15 et 16, la discussion porta sur la définition qu'il y aurait lieu d'introduire dans la loi du 1^{er} juillet 1901 pour établir une distinction entre l'association professionnelle et l'association ordinaire. Après un débat — auquel prirent part MM. Keufer, Borderel, Touron, Arthur Fontaine, Raoul Jay, Craissac, Coupat, Isaac, Bourderon, Moreau, Maison, Groussier, Cleuet, Pralon, Lamendin, Durr et Bordes — les textes suivants furent adoptés à l'unanimité des votants :

Les associations professionnelles sont celles qui sont composées de personnes exerçant la même profession, des métiers, des professions, des fonctions similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés.

Pourront continuer à faire partie d'une association ou syndicat professionnel les personnes qui auront abandonné la profession.

Une disposition, qui se trouvait à la fin du paragraphe précédent et qui tendait à interdire au syndicat de conserver ceux de ses membres qui sont devenus débitants de boissons, fut retirée après échange d'observations entre MM. Lamendin, Darcy et Touron.

À la suite d'un débat auquel prirent part MM. Artaud, Briat, Raoul Jay, Heurteau, Durr, Coupat, Touron, Pralon, Darcy, Soulé, Arthur Fontaine, Keufer, Moreau, Craissac, Isaac, Mortier, Honoré, Lyon-Caen, Bourderon, Cleuet, Blanchet, Renard et Comaille, le Conseil adopta, dans la séance du 17, deux propositions.

La première, émanant de M. Soulé, et complétée par M. Touron, est ainsi conçue :

Pourront entrer dans l'association professionnelle les personnes qui, ayant exercé la profession pendant dix ans au moins, ne l'auront pas quittée depuis plus de cinq ans à condition de ne pas en exercer une autre.

La proposition de M. Soulé comportait un second alinéa aux termes duquel ne devaient pas être considérées comme exerçant la profession les personnes occupant une fonction dans l'association professionnelle ou dans l'union à laquelle cette association aura été affiliée. Ce texte était en opposition avec le paragraphe 3 de l'article 2 du texte proposé par les représentants ouvriers.

A la suite d'un échange d'observations dans lequel interviennent MM. Bourderon, Pralon, Coupât, Cleuet, Craissac, Soulé et Keufer, il fut reconnu d'un commun accord que les textes ci-dessus visés n'ont plus d'objet : la situation des administrateurs de syndicats n'exerçant plus la profession est, en effet, réglée par la disposition antérieurement adoptée, qui permet aux personnes ayant quitté la profession de continuer à faire partie de l'association professionnelle.

La seconde proposition adoptée était ainsi présentée par M. Isaac :

Les femmes mariées et les mineurs des deux sexes de plus de 18 ans appartenant à la professions depuis trois ans au moins peuvent, sans autorisation, faire partie d'un syndicat professionnel, à condition que ces syndicats ne soient pas composés en majorité de mineurs non autorisés.

L'alinéa qui précède fut voté par division. Les mots « les mineurs des deux sexes de plus de 18 ans appartenant à la profession depuis trois ans au moins » donnèrent lieu à un scrutin qui se décompose ainsi :

Pour : membres patrons, 10; membres ouvriers, 24; autres membres, 2; total, 36. *Contre* : membres ouvriers, 12. *Abstention* : autre membre, 1.

Dans la séance du 18, à la suite de discussions auxquelles prirent part MM. Bourderon, Borderel, Lozach, Keufer, Coupât, Heurteau, Arthur Fontaine, Lyon-Caen, Raoul Jay, Moreau, Artaud, Honoré, Durr, Isaac, Lepers, Mortier et Briat, les textes suivants ont été successivement adoptés :

Les associations professionnelles ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts de la profession.

Les associations professionnelles qui auront rempli les formalités prévues à l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901 bénéficieront des dispositions prévues ci-après :

Ces associations peuvent faire tous les actes de la vie civile qui ne sont pas interdits par leurs statuts. Elles ont le droit d'acquérir à titre gratuit et à titre onéreux des biens meubles et immeubles; les dons et legs ne seront pas soumis à la nécessité de l'autorisation.

Toutes les valeurs mobilières des syndicats doivent être placées en titres nominatifs, à moins de dispositions insérées dans les statuts et prévoyant dans quelles conditions les titres au porteur doivent être déposés au nom de l'association dans les banques ou sociétés de crédit.

L'alinéa précédent donna lieu à un scrutin dont voici les résultats :

Pour : membres patrons, 11; membres ouvriers, 22; autres membres, 3; total, 36. *Contre* : membres patrons, 9; membres ouvriers, 2; total 11.

Dans la séance du 19, après des discussions auxquelles prirent part MM. Bénard, Bourderon, Moreau, Isaac, Arthur Fontaine, Borderel, Briat, Brandin et Keufer, les textes suivants furent adoptés :

Ces associations (professionnelles) peuvent créer, administrer ou subventionner des œuvres

professionnelles telles que : institutions professionnelles de prévoyance, laboratoires, champs d'expériences, cours et publications intéressant la profession.

Elles peuvent également, si elles y sont autorisées par leurs statuts, et à condition de ne pas distribuer de bénéfices, même sous forme de ristournes, à leurs adhérents, et sans que cela puisse leur conférer à aucun degré la capacité commerciale :

1° Acheter pour les louer, prêter ou répartir entre leurs membres les matières premières, machines, instruments, outils, engrais, semences et bestiaux nécessaires à l'exercice de la profession ;

2° Prêter leur entreprise pour la vente des produits du travail, faciliter cette vente par expositions, annonces, publications, groupements de commandes et d'expéditions, sans pouvoir l'opérer sous leur nom et sous leur responsabilité.

Un amendement, déposé par M. Briat, et tendant à autoriser les associations professionnelles à passer des marchés avec l'État, les départements et les communes, fut repoussé par 29 voix contre 15. Il a été entendu d'un commun accord que les marchés actuellement passés par les syndicats agricoles avec des administrations publiques se trouvent visés par le dernier alinéa du texte adopté.

Après un débat sur le droit d'ester en justice et sur le contrat collectif du travail, débat dans lequel intervinrent MM. Raoul Jay, Moreau, Pralon, Isaac, Bordes, Keufer, Coupât, Gide, Darcy, Déville, Renard, Groussier, Briat et Tournon, le texte suivant, proposé par MM. Arthur Fontaine et Charles Gide, a été adopté à l'unanimité des votants :

Compléter ainsi l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 :

Après les mots : « Toute association régulièrement déclarée peut, sans aucune autorisation spéciale, ester en justice », ajouter : « tant pour les questions relatives au patrimoine de la personne morale que pour la défense des intérêts économiques ou moraux définis par les statuts ».

Une addition proposée par MM. Groussier et Keufer, tendant à ajouter, dans le texte précédent, le mot « professionnels » après les mots : « la défense des intérêts économiques » a été adoptée, au scrutin, par 33 voix contre 21. Ont voté pour : membres ouvriers, 27 ; autres membres, 6. Ont voté contre : membres patrons, 21.

La proposition suivante, déposée par M. Soulé, a été adoptée à l'unanimité des votants :

Tout membre d'une association professionnelle peut se retirer de cette association, mais à la condition d'exécuter les décisions et de remplir les engagements pris par l'association pendant qu'il en faisait partie.

Au sujet des unions d'associations professionnelles, après une discussion à laquelle ont pris part MM. Arthur Fontaine, Raoul Jay, Tournon et Bourderon, le texte suivant a été adopté à l'unanimité des votants :

Les dispositions qui précèdent seront applicables aux unions d'associations professionnelles concernant la même profession ou des professions similaires ou connexes.

LES ENQUÊTES DE L'OFFICE DU TRAVAIL SUR LE TRAVAIL À DOMICILE.

On sait que l'Office du travail a entrepris une grande enquête sur la condition des ouvriers à domicile.

Cette enquête a porté sur trois industries : la lingerie, les fleurs artificielles, la chaussure.

Lingerie.

L'enquête sur la lingerie est terminée. Le compte rendu de cette enquête comprendra quatre volumes, dont trois ont déjà paru. Le premier, qui concerne Paris, a déjà été analysé dans le *Bulletin*⁽¹⁾. Les tomes II et III, qui s'appliquent à la province, ont successivement paru dans le courant de 1909.

Le tome II est relatif aux centres du Centre et de l'Ouest (Cher, Allier, Loir-et-Cher, Indre, Maine-et-Loire et Sarthe), le tome III s'occupe des centres du Nord et de l'Est (Seine-Inférieure, Oise, Aisne, Somme, Pas-de-Calais, Nord, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges). Le tome IV, qui est actuellement à l'impression et qui paraîtra vraisemblablement dans le premier semestre de 1910, concernera les autres départements touchés par l'enquête (Rhône, Loire, Isère, Bouches-du-Rhône, Gard, Hérault, Aude et Haute-Garonne), et contiendra en outre les conclusions générales de l'enquête (Paris et province).

Pour l'enquête en province on a suivi le plan et les méthodes adoptés pour l'enquête à Paris. D'une façon générale, et si l'on met à part quelques villes comme Lyon et Marseille où les enquêteurs ont éprouvé de grandes difficultés à se procurer des adresses d'ouvrières, on peut dire que leur tâche a été beaucoup plus aisée à remplir qu'à Paris : les inspecteurs du travail, les maires, les chambres syndicales patronales et ouvrières, quelques professeurs d'Université, les bourses du travail, à la campagne, les gardes champêtres et certains notables habitants, sans parler des fabricants dont plusieurs se sont faits les auxiliaires empressés des délégués, ont été d'un très grand secours aux enquêteurs.

Le compte rendu de l'enquête en province a été fait par département et suivant le plan appliqué pour la rédaction des résultats de l'enquête à Paris : 1° opinions des fabricants ; 2° monographies d'entrepreneuses ; 3° dépouillement des questionnaires, classés d'après la spécialité des ouvrières ; 4° monographies d'ouvrières et budgets de famille ; 5° analyse du dépouillement des questionnaires. Dans chaque département et pour chacune de ces cinq parties, on a passé en revue, successivement et dans le même ordre, les diverses localités visitées.

Fleurs artificielles.

L'enquête sur les fleurs artificielles, commencée à la fin de 1907⁽²⁾, a été terminée en 1909. En dehors de Paris les enquêteurs ont visité les centres suivants :

⁽¹⁾ Décembre 1907, p. 1595.

⁽²⁾ *Bull.*, février 1908, p. 237.

Reims, Lyon, Orléans et environs. L'Office du travail s'occupe actuellement du dépouillement des questionnaires et de la rédaction du compte rendu. Ce dernier paraîtra très probablement en un seul volume dans le courant de 1910.

Chaussure.

L'enquête sur la chaussure a été décidée le 5 novembre 1908⁽¹⁾. Elle est actuellement terminée à Paris, sauf en ce qui concerne les fabricants. En province, les enquêteurs ont déjà visité les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Oise, de Maine-et-Loire, les centres de Lyon, Toulouse, Bordeaux, Nîmes, Rennes, Tours, Amboise, Blois. Ils visiteront ultérieurement Fougères, Limoges, Romans, etc. L'enquête sera très probablement terminée dans le courant de 1910.

JURISPRUDENCE.

Conseil de prud'hommes; demande reconventionnelle en dommages-intérêts d'un montant global supérieur à 300 francs, mais appuyée sur des motifs divers; appel recevable.

COUR DE CASSATION. (CHAMBRE CIVILE.)

(Arrêt du 8 novembre 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Reynaud en son rapport, et M. l'avocat général Melcot en ses conclusions et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Kassvan contre un jugement du tribunal de première instance de la Seine en date du 23 juillet 1909;

Vu l'article 33 de la loi du 27 mars 1907;

Attendu qu'aux termes de cet article, les Conseils des prud'hommes ne statuent qu'en premier ressort sur les demandes principales et reconventionnelles dont ils sont saisis, lorsque l'une d'elles est supérieure à 300 francs à moins que la demande reconventionnelle, dépassant seule le taux du dernier ressort, ne soit fondée exclusivement sur la demande principale elle-même;

Attendu que le jugement attaqué constate que Kassvan, cité devant le Conseil des prud'hommes de la Seine en paiement de 16 francs à titre d'indemnité due à Augustine Potel, ouvrière congédiée avant l'expiration du délai auquel l'usage lui donnait droit, a formé une demande reconventionnelle en 600 francs de dommages-intérêts pour : 1° abandon de travail; 2° abus de citation; 3° scandale au magasin et injures; qu'il reconnaît que les griefs invoqués sous les numéros 1 et 3 de la demande reconventionnelle ne sont pas fondés sur la demande principale; qu'il déclare qu'il en est autrement du grief coté sous le numéro 2; qu'il ajoute que Kassvan n'a pas fixé le montant des dommages-intérêts réclamés pour chacune des causes de préjudice invoquées; qu'il en conclut que, ne pouvant faire cette évaluation, il lui est impossible de reconnaître si, « dans les 600 francs de dommages-

⁽¹⁾ Bull., décembre 1908, p. 1212.

intérêts réclamés globalement par Kassvan, une somme supérieure à 300 francs formait l'objet de sa demande relativement à l'abandon du travail et au scandale et injures imputés à la demoiselle Potel»; qu'il déclare par suite l'appel irrecevable;

Mais attendu, d'une part, qu'aucune disposition de loi n'oblige la partie qui allègue, à l'appui d'une demande de dommages-intérêts différents faits qui lui auraient porté préjudice, d'évaluer le préjudice pour chacun de ces faits; que sa demande est suffisamment précisée par l'indication de la somme qu'elle réclame en réparation du dommage qu'elle a subi, les griefs qu'elle relève n'étant en réalité que des motifs produits à l'appui de sa prétention;

Et, attendu, d'autre part, qu'il résulte des constatations mêmes du jugement attaqué que la demande reconventionnelle de Kassvan n'était pas exclusivement fondée sur la demande principale elle-même;

D'où il suit qu'en déclarant que la décision du Conseil des prud'hommes avait été rendue en dernier ressort, le jugement attaqué a violé l'article susvisé;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement rendu le 23 juillet 1909 par le tribunal de première instance de la Seine et renvoie devant le tribunal de première instance de Versailles.

Conseil de prud'hommes; ouvrier lithographe exécutant des travaux à son domicile aux heures choisies par lui sans observation ni surveillance de l'employeur; entrepreneur à forfait; incompétence du conseil de prud'hommes.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 24 mars 1909.)

La Cour,

Sur le moyen unique:

Attendu que les conseils des prud'hommes ne peuvent connaître que des contestations qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de louage d'ouvrage dans le commerce et l'industrie entre les patrons ou leurs représentants et les employés, ouvriers et apprentis de l'un et l'autre sexe et que leur juridiction exceptionnelle ne peut s'étendre à des cas autres que ceux prévus par la loi;

Attendu que, d'après les motifs du jugement attaqué, Fritayre, lithographe à Saint-Étienne, « a été chargé par l'Imprimerie Moderne Stéphanoise d'exécuter, moyennant un prix fixé à l'avance, un ensemble de travaux déterminés; qu'il les a exécutés à son domicile, travaillant aux heures qui lui ont convenu, dans les conditions qu'il a choisies sans aucune observation ni surveillance, l'Imprimerie Moderne n'intervenant que pour hâter la livraison de l'ouvrage et en vérifier, au moment de la livraison, la bonne exécution »;

Attendu que ces constatations sont souveraines et que le juge du fait a pu légitimement en tirer cette conséquence que « Fritayre ne saurait être considéré comme un ouvrier, mais comme un entrepreneur à forfait »; qu'en décidant, par suite, que le débat ne s'agissait pas entre patron et ouvrier, et que, dès lors, le Conseil des prud'hommes n'était pas compétent pour connaître du litige, le tribunal civil de Saint-Étienne n'a fait qu'une exacte application de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1907;

Par ces motifs,

Rejette.

(Gazette des Tribunaux, 6, 7, 8 septembre 1909.)

Syndicats professionnels; action civile directe devant la juridiction répressive, à raisou du préjudice résultant de la déconsidération de l'ensemble de la profession à la suite des faits incriminés et de la concurrence faite aux membres du syndicat; absence de base légale.

COUR DE CASSATION. (CHAMBRE CRIMINELLE.)

(Arrêt du 5 novembre 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Mercier en son rapport, M^{es} Bressolles et Dambeza, avocats à la Cour, en leurs observations, et M. l'avocat général Blondel en ses conclusions;

Sur le premier moyen pris par le demandeur de la violation des articles 1 et 63 du Code d'instruction criminelle, 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884, et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a considéré comme recevable et comme ayant pu mettre en mouvement l'action publique une citation directe faite à la requête d'un syndicat professionnel, alors que celui-ci était sans qualité pour agir, faute d'un préjudice direct porté aux intérêts collectifs dont il a la garde :

Vu lesdits articles;

Attendu que Joseph Marseille, marchand de meubles à Marseille, était cité à la requête du Syndicat de l'ameublement de Marseille et de la région, pour avoir contrevenu à l'article 1^{er} de la loi du 30 décembre 1906 en ne se munissant pas de l'autorisation légale pour procéder à la vente de ses marchandises neuves sous forme de liquidation;

Attendu qu'un préjudice direct et un droit actuel peuvent seuls servir de base à une action civile devant la juridiction répressive; que, si un syndicat professionnel régulièrement constitué a le droit d'agir comme partie civile dans une poursuite motivée par les faits délictueux préjudiciables aux intérêts économiques industriels, commerciaux ou agricoles qu'il représente, ce droit est subordonné à la condition que les intérêts collectifs dont il s'agit aient été directement lésés par le fait poursuivi;

Attendu que, pour déclarer recevable dans la cause l'action civile du Syndicat de l'ameublement de Marseille, l'arrêt attaqué énonce : d'une part, que cette action se rattache manifestement à un intérêt corporatif; d'autre part, que le préjudice causé aux intérêts collectifs de la profession représentée par ledit syndicat résulte notamment, soit de la déconsidération dont a à souffrir l'ensemble de la profession à la suite des faits incriminés, soit de l'infériorité dans laquelle se trouvent les autres commerçants n'ayant pas recours à de semblables pratiques;

Attendu que le premier et le second de ces motifs, d'une portée trop vague et trop générale, ne précisent pas le préjudice qui aurait été causé directement aux intérêts collectifs représentés par le syndicat partie civile; et que le troisième, à supposer qu'il ait trait limitativement aux concurrents de Joseph Marseille, faisant partie du Syndicat de l'ameublement de la ville de Marseille, ne s'appliquerait qu'aux intérêts individuels de ses membres, c'est-à-dire à des intérêts distincts de ceux collectifs de la profession, qui sont représentés par le syndicat;

D'où il suit qu'en ce qui touche la recevabilité de la poursuite de la partie civile, la Cour d'appel d'Aix n'a pas justifié sa décision qui manque de base légale;

Sur l'étendue de la cassation :

Attendu que s'il est de principe que l'action civile directement portée, en exécution de l'article 3 du Code d'instruction criminelle, devant le tribunal de répression, met en mouvement l'action publique, il n'en saurait être ainsi qu'autant que ladite action civile a été régulièrement introduite par une partie poursuivante

ayant qualité pour lier l'instance; qu'en l'espèce, la recevabilité de la poursuite de la partie civile, contestée dès le début de l'instance, n'étant pas justifiée par les énonciations de l'arrêt, le ministère public n'a pu, par son intervention et sans introduire régulièrement une action nouvelle, couvrir la nullité d'une instance engagée par cette seule partie civile; qu'il suit de là que la cassation ne saurait être limitée au chef de la condamnation à des dommages-intérêts et doit s'étendre à la condamnation pénale prononcée contre le demandeur;

Par ces motifs, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les deux autres moyens,

Casse et annule l'arrêt de la Cour d'appel d'Aix, en date du 12 décembre 1908, qui a condamné Marseille (Joseph) à 50 francs d'amende pour infraction à la loi du 30 décembre 1906 et à 1 franc de dommages-intérêts envers le Syndicat de l'ameublement de Marseille, partie civile; et pour être statué à nouveau, conformément à la loi, sur l'appel interjeté par le prévenu du jugement du tribunal correctionnel de Marseille en date du 20 mars 1908, renvoie la cause et les parties devant la Cour d'appel de Nîmes à ce déterminée par délibération spéciale prise en la chambre du Conseil; ordonne la restitution de l'amende consignée.

Artiste dramatique; convention réservant le droit de remercier un artiste en cas d'insuffisance aux répétitions; épreuves imposées dans des conditions contraires aux usages et exigences d'une exploitation théâtrale; droit de contrôle des tribunaux.

COUR DE CASSATION. (CHAMBRE DES REQUÊTES.)

(Arrêt du 4 mai 1905.)

Où M. le conseiller Henry Loubers en son rapport, M^e Gaston Mayer, avocat du pourvoi, en ses observations, et M. l'avocat général Bonnet en ses conclusions;

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation de l'article 1134 du Code civil, et 7 de la loi de 20 avril 1810 :

Attendu que, loin de dénaturer le traité intervenu le 18 mai 1902 entre les parties au procès, le juge du fait s'est référé au texte même de cette convention dont il a reproduit la teneur et d'après laquelle le demandeur au pourvoi s'est réservé le droit de remercier le défendeur éventuel, sans le faire débiter, s'il le jugeait insuffisant aux répétitions, en lui payant un demi-mois d'appointments;

Attendu que, sans méconnaître ni contester le droit d'appréciation ainsi réservé audit demandeur, la Cour d'appel a estimé que ce droit n'échappait point à tout contrôle, les conventions légalement formées devant être exécutées de bonne foi;

Or, attendu qu'il résulte des déclarations de l'arrêt attaqué que, dans le choix des épreuves auxquelles l'artiste a été soumis, Richemon a eu recours à un procédé abusif; que, d'autre part, il l'a congédié sans souci du préjudice qu'il pouvait lui causer en alléguant son insuffisance, mais, en réalité, uniquement pour se séparer d'un artiste dont il n'avait plus l'emploi et se soustraire à l'exécution d'un traité qui lui était devenu à charge;

Attendu qu'en décidant que les usages et les exigences d'une exploitation théâtrale ne pouvaient légitimer de pareils procédés contraires à la bonne foi, et en prononçant par suite la résiliation du contrat sus énoncé aux torts et griefs du demandeur, la Cour d'appel n'a fait qu'un légitime usage de son pouvoir souverain; que sa décision d'ailleurs motivée ne viole dès lors aucune loi;

Par ces motifs, rejette le pourvoi.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en octobre 1909 ⁽¹⁾. — Dans le mois d'octobre, le marché du travail s'est amélioré dans la plupart des industries. Le beau temps persistant, l'influence de la saison d'hiver ne s'est pas encore fait sentir, mais l'approche de Noël a augmenté l'activité d'une série d'industries.

Dans le marché de la Ruhr, il y a eu augmentation du débit, un peu gêné néanmoins par l'état défavorable des eaux. Dans les mines de la Haute-Silésie, le travail a été peu abondant. Il n'y a que dans le charbon pour usage domestique que le travail a été un peu animé. Aussi la production de lignites de l'Allemagne du centre et de briquettes a-t-elle été suffisamment active.

Dans la production du fer, la situation s'est améliorée aussi bien dans la Silésie supérieure que dans l'Allemagne de l'ouest et du centre. La même chose s'applique aux lamineries et aux fonderies de fer. Par contre, dans l'industrie des machines, la situation était très variable.

Pour ce qui est du textile, les filatures de coton ont continué à être dans une médiocre situation. Il s'est même produit partiellement, par exemple dans la Westphalie et la région du Rhin, encore une baisse de l'occupation. Au contraire, la situation des tissages, des fabriques de laine et de drap était meilleure. Même si isolément la marche des affaires a été très animée, on ne pourra pas parler tout de même d'une reprise générale.

Dans le bâtiment, le travail a diminué dans une série de villes, mais, vu le beau temps, il s'est maintenu dans d'autres au niveau du mois précédent. Dans toutes les branches du vêtement, l'activité s'est encore maintenue. Le travail s'est amélioré dans la fabrication du papier, grâce aux affaires de Noël, et dans l'imprimerie. La situation dans l'industrie du tabac et de la brasserie, à Berlin, a été en général mauvaise.

Placement en octobre 1909 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à octobre 1908 a augmenté de 12,000, celui des emplois vacants de 29,000, et celui des places procurées de 19,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 677 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappél des données de septembre :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Oct. 1909 (pour 677 bureaux).....	314,000	211,000	162,000
Sept. 1909 („ — 806 —).....	325,000	230,000	168,000

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, novembre 1909.

Les fédérations d'employés privés en 1908 ⁽¹⁾. — Le nombre des fédérations d'employés privés a passé de 43 au 1^{er} janvier 1907 à 46 en 1908 et à 54 en 1909, et le total des membres de 659,914 en 1908 à 712,568 en 1909. L'augmentation réelle n'est toutefois que de 13,482, attendu que l'enquête de 1909 a compris 39,172 membres appartenant à des syndicats anciens ne figurant pas dans les chiffres antérieurs.

640,713 membres de ces fédérations (soit 89 p. 100 du total) sont des employés privés : sur ce chiffre, on compte 55,328 femmes (dont 53,857 dans le commerce).

La statistique impériale a établi, pour chacune des associations, le nombre total des membres et des employés privés adhérents, ainsi que les totaux des femmes et des branches locales. Elle fait connaître — quand cela lui est possible — le chiffre des recettes et des dépenses en 1908, ainsi que l'encaisse au 1^{er} janvier 1909, en mentionnant séparément l'avoir des caisses spéciales de secours. Toutefois, comme elle n'a pu recueillir des renseignements complets sur la situation financière de toutes les unions, elle s'est abstenue de totaliser les résultats recueillis. Le tableau suivant répartit les unions en 5 groupes principaux et fait connaître leur effectif au 1^{er} janvier 1909 :

	NOMBRE de fédérations	NOMBRE des branches.	NOMBRE de membres.		AUGMENTATION par rapport à 1907.	
			Total.	Employés privés.	Total.	Employés privés.
Fédérations d'employés de commerce	17	3,414 (a)	498,218	438,640	31,989	30,303
Fédérations d'agents techniques	16	1,650 (b)	111,079	104,916	7,724	7,395
Fédérations d'employés de bureau	6	262 (c)	13,437	13,026	2,028	1,995
Fédérations d'employés de l'agriculture	5	65 (d)	19,054	17,629	7,931	7,370
Fédérations diverses	10	1,130	70,780	66,502	2,982	2,085
	54	5,521 (e)	712,568	640,713	52,654	49,148

Sur les 17 fédérations du 1^{er} groupe, 6 réunissaient à elles seules 412,531 membres; 6 possédaient dans leurs caisses de secours une encaisse de 5,311,964 francs au 31 décembre 1908. Dans le 2^e groupe, sur 16 sociétés, 3 groupent ensemble 88,288 membres (sur 111,079).

La plus importante de toutes ces associations, l'*Union nationale allemande des employés de commerce*, ayant son siège à Hambourg, groupait 120,133 membres. En 1908, cette union avait institué 648 cours professionnels, placé 5,542 de ses membres, dont 661 à l'étranger, et distribué près de 87,500 francs de secours à 1,195 employés sans place. Ses recettes se sont élevées à 2,577,032 francs, les dépenses à 2,537,668 francs; l'avoir en caisse atteignait 809,360 francs au 31 décembre (non compris l'avoir de la caisse de maladie). La Société des voyageurs de commerce d'Allemagne (siège à Leipzig) avait, d'autre part, en fin d'exercice, une encaisse de 5,840,702 francs.

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, octobre 1909.

a) Pour 15 unions. — b) Pour 12 unions. — c) Pour 5 unions. — d) Pour 4 unions. — e) Pour 36 unions.

AUTRICHE.

Placement en octobre 1909 ⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 837 bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (-) par rapport au mois précédent du nombre des					
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.	placements.	p. 100.
Hommes. . . .	42,330	60,079	27,606	+ 2,127	5.3	+ 5,658	10.4	+ 2,159	8.5
Femmes. . . .	40,022	42,282	24,300	- 1,084	26.4	+ 5,942	16.4	+ 1,039	4.5
ENSEMBLE. .	82,352	102,361	51,906	+ 1,043	1.3	+ 11,600	12.8	+ 3,198	6.6

Grèves en octobre 1909 ⁽¹⁾. — 39 nouvelles grèves, avec 5,873 grévistes; C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême pour les *mines* (3), le *travail des pierres et du verre* (4), le *vêtement* (3), le *bâtiment* (3), le *textile* (5), l'*alimentation* (4), le *travail du bois et du caoutchouc* (3) et la *construction des machines* (10) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 9 succès, 15 transactions, 6 échecs, 9 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 29 cas; questions relatives à la durée du travail, 1 cas; divers, 9 cas.

BELGIQUE.

Revue du travail en octobre 1909 ⁽²⁾. — 19 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations en octobre. Pour 2,158 offres d'emploi, il y a eu 3,565 demandes des ouvriers (hommes), soit 165 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 179 demandes pour 100 offres en septembre 1909 et de 210 demandes pour 100 offres en octobre 1908. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc une nouvelle amélioration relativement au mois précédent et au mois correspondant de l'année dernière.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis, pour ce même mois, par 231 unions professionnelles ouvrières, groupant 49,981 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié d'octobre, 1,189 chômeurs, soit une proportion de 2.4 p. 100 (contre 2.6 p. 100) le mois dernier. En octobre 1908, la proportion des chômeurs était de 5.7 p. 100.

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, novembre 1909.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 15 novembre 1909.

Grèves en octobre 1909 ⁽¹⁾. — 6 grèves nouvelles, intéressant 956 grévistes et 596 chômeurs forcés, ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois d'octobre. En outre, 6 grèves, commencées antérieurement, et intéressant environ 4,500 grévistes et 350 chômeurs forcés, ont continué d'exister pendant tout ou partie du même mois.

Des 6 grèves nouvelles, 4 intéressaient l'industrie des métaux, 1 la construction et 1 l'industrie charbonnière. 5 d'entre elles avaient pour objectif principal l'augmentation de salaires; la sixième était motivée par une demande de réintégration d'ouvriers congédiés.

Résultats : Pour 9 grèves dont l'issue est connue, on compte 4 échecs (1,365 grévistes) et 5 transactions ou succès partiels (667 grévistes).

Au point de vue territorial, les 6 conflits nouveaux d'octobre se répartissent comme suit : 3 dans la province de Brabant, un dans chacune des provinces d'Anvers, de Hainaut et de Liège.

CANADA.

Revue du travail en septembre 1909 ⁽²⁾. — La moisson a été exceptionnellement bonne : ce fait a servi de stimulant à l'industrie en général. Le commerce en général accuse une amélioration sensible à mesure que l'argent des récoltes revient aux mains des producteurs. Les mines et l'exploitation forestière se disposent à employer plus de bras qu'en 1908. Il y a une forte demande de main-d'œuvre pour travailler à la construction des voies ferrées.

Grèves en septembre 1909 ⁽³⁾. — 9 conflits en septembre intéressant 4,474 ouvriers et ayant occasionné la perte d'environ 96,000 journées de travail.

Sur ce nombre, 2 conflits nouveaux se sont produits dans le bâtiment contre l'emploi de non-syndiqués. 2 conflits ont été terminés au profit des employeurs et 1 au profit des employés.

DANEMARK.

Le taux des salaires en 1906. — A l'occasion du recensement industriel du 12 juin 1906 on a procédé à des enquêtes sur la durée du travail et le taux des salaires dans l'industrie. Les résultats de ces enquêtes, en ce qui concerne la durée du travail, ont déjà été analysés dans le *Bulletin* ⁽¹⁾. Le Bureau royal de statistique du Danemark a publié récemment les résultats des enquêtes concernant le taux des salaires. En voici l'analyse, d'après un rapport du 7 octobre 1909 du Ministre de

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 30 novembre 1909.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, octobre 1909.

⁽³⁾ Janvier 1909, p. 61.

France à Copenhague, obligeamment communiqué par le Ministre des Affaires étrangères.

Le nombre de travailleurs sur lesquels ont porté les recherches et dont on a pu examiner les livrets de travail formait un total de 83,000, se divisant en 2,500 contremaîtres, 29,000 ouvriers ayant fait un apprentissage, 10,000 apprentis, 23,000 manœuvres ou ouvriers ordinaires, 1,200 aides, 16,000 femmes et 1,000 enfants.

La moyenne des salaires par semaine de six jours pleins a été évaluée, pour les contremaîtres, à 30 cour. 20⁽²⁾; pour les ouvriers, à 25 cour. 10; pour les apprentis, à 6 couronnes (nourriture et logement compris); pour les manœuvres, à 20 cour. 30; pour les femmes, à 11 cour. 70; pour les enfants, à 3 couronnes.

Cette moyenne est calculée, tant pour la totalité de l'industrie que pour l'ensemble du pays; mais elle est naturellement plus élevée dans la capitale que dans les villes de province et dans la campagne. Pour la catégorie des ouvriers proprement dits, on estime que le salaire moyen par semaine est, à Copenhague, de 28 cour. 90; dans les villes de province, de 22 cour. 70 et de 20 couronnes à la campagne. De plus, en même temps que le salaire s'abaisse, la durée des heures de travail augmente; à la campagne, la journée étant en moyenne de 10 heures, pour gagner hebdomadairement la somme précitée de 20 couronnes, l'ouvrier est donc obligé de travailler 60 heures; dans les villes de province, il ne travaille que 58 heures et dans la capitale, enfin, que 56 heures et demie. Si donc on cherche à établir le gain moyen d'un ouvrier par heure de travail, on constate qu'il reçoit 51 øre⁽²⁾ à Copenhague, 39 øre dans les villes de province et 33 øre à la campagne. Pour les manœuvres ou ouvriers sans qualification spéciale, la moyenne des salaires, à Copenhague, dans les villes de province et à la campagne, est respectivement, par semaine, de 23 cour. 30, 19 cour. 40 et 18 couronnes, et, par heure, de 41 øre, 33 øre et 30 øre; de sorte qu'un manœuvre à Copenhague gagne, en moyenne, deux øre de plus qu'un ouvrier dans les villes de province et, de même, un manœuvre dans une ville de province gagne à peu près autant qu'un ouvrier à la campagne.

Toutefois ces comparaisons entre les salaires moyens payés dans les différentes localités ne pourraient être faites sans réserve et considérées comme ayant, en fait, une valeur rigoureuse et absolue, car les salaires sont moins élevés dans les villes de province et à la campagne qu'à Copenhague; il est, d'autre part, évident que les dépenses qu'ont à supporter les travailleurs y sont aussi très inférieures. En second lieu, la quantité de travail accomplie par semaine et par heure est, en général, moindre dans les villes de province qu'à Copenhague et moindre encore à la campagne que dans les villes de province, les travailleurs les plus habiles et les plus actifs ayant coutume de se porter vers les centres les plus importants où ils sont payés davantage, mais où ils produisent aussi davantage que leurs confrères des petites localités. Enfin, il faut tenir compte aussi, pour apprécier à leur juste valeur les moyennes précitées, du fait que les métiers comportant un salaire particulièrement élevé sont surtout représentés dans la capitale et les grandes villes, tandis que dans les localités de moindre importance, les métiers comportant les salaires les plus bas sont en proportion dominante.

Dans l'intérieur même de chaque catégorie de travailleurs, l'échelle des salaires est, d'ailleurs, très variable selon le métier exercé et la localité où il s'exerce, et les chiffres publiés par l'Administration danoise nous permettent de constater particu-

⁽²⁾ 1 couronne = 100 øre = 1'388.

lièrement ces deux variations pour les deux catégories les plus nombreuses, celle des ouvriers et celle des manœuvres.

Pour la première, nous avons vu que la moyenne du salaire hebdomadaire était 25 cour. 10. Toutefois, sur les 29,000 ouvriers soumis à l'enquête, 2,000 étaient loin d'arriver à ce chiffre et leur salaire atteignait tout au plus 15 couronnes. Un peu plus de la moitié gagnait de 16 à 25 couronnes; un tiers environ, de 26 à 35 couronnes, et 400 enfin gagnaient jusqu'à 45 couronnes. Si l'on considère maintenant ces salaires au point de vue de leur répartition entre les différentes localités, on constate que les salaires allant jusqu'à 25 couronnes par semaine constituent pour Copenhague une proportion de 35 p. 100; dans les villes de province, de 80 p. 100; à la campagne, de 87 p. 100. Au contraire, 15 p. 100 des ouvriers de Copenhague gagnent plus de 25 couronnes par semaine, tandis que cette proportion n'est que de 2 à 3 p. 100 pour le reste du pays.

Pour les manœuvres, d'autre part, dont le salaire hebdomadaire moyen a été évalué à 20 cour. 30, sur un nombre total de 23,000, 3,900 gagnaient tout au plus 25 couronnes; deux tiers d'entre eux gagnaient de 16 à 25 couronnes et le reste un peu davantage, 200 manœuvres seulement atteignant ou dépassant 35 couronnes.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail en octobre 1909 ⁽¹⁾. — D'après les rapports adressés à la Fédération américaine du travail par 850 unions groupant 56,418 membres, la moyenne des chômeurs était de 1.2 p. 100 en octobre 1909. Cette moyenne était en septembre de 4.8 p. 100 dans 1,367 unions groupant 92,506 membres.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en octobre 1909 ⁽²⁾. — La situation générale continue à s'améliorer dans la métallurgie et dans les textiles. Amélioration momentanée dans le vêtement, la typographie, et baisse dans le bâtiment. Partout ailleurs, la situation reste à peu près ce qu'elle était en septembre.

7.1 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 694,930 membres, contre 7.4 à la fin de septembre 1909 et 9.5 à la fin d'octobre 1908; 5.33 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant 666,023 ouvriers, contre 5.26 en septembre 1909 et 5.23 en octobre 1908; dans la métallurgie du fer, 297 hauts-fourneaux en marche avec 22,100 ouvriers contre 297 en septembre 1909 et 287 en octobre 1908.

⁽¹⁾ *American federationist*, décembre 1909.

⁽²⁾ *Labour gazette*, novembre 1909.

Grèves en octobre 1909 ⁽¹⁾. — 31 conflits nouveaux en octobre 1909 avec 12,407 grévistes contre 19 en septembre 1909 et 19 en octobre 1908. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en octobre 1909 est de 19,773 contre 21,998 en septembre 1909 et 133,894 en octobre 1908. Les 31 conflits nouveaux se répartissent ainsi : mines, 17 ; textiles, 4 ; métallurgie, 2 ; autres industries, 8.

Causes : questions de salaire, 21 ; durée du travail, 1 ; autres causes, 9.

Sur 26 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 7,667 personnes, il y a eu 2 succès, 9 transactions, 15 échecs. Total des journées de travail perdues : 156,100 contre 160,100 en septembre 1909 et 3,393,500 en octobre 1908.

Modifications survenues, au cours de l'année 1908, dans le taux des salaires et la durée de la journée de travail ⁽²⁾.

Salaires. — Les variations dont il est question ici sont définies comme des changements survenus dans le taux des salaires par heure ou par semaine d'une certaine catégorie d'ouvriers, sans aucune modification concomitante dans les conditions du travail exécuté.

Les travailleurs agricoles, les marins et les employés de chemins de fer sont traités à part et ne figurent pas dans les chiffres ci-dessous.

La hausse générale des salaires commencée vers le milieu de 1905 s'est continuée en 1907 et pendant les deux premiers mois de 1908, mais à partir de mars, la tendance générale a été à la baisse. Toutefois, dans l'ensemble, les salaires étaient, à la fin de l'année, plus élevés que pendant la période correspondante des années 1893-1906.

En 1908, 963,000 ouvriers ont vu modifier leurs salaires : 119,000 ont bénéficié d'une augmentation de 180,000 francs par semaine, 464,000 ont perdu 1,660,000 francs. Dans l'ensemble la diminution nette s'établit à 1,480,800 francs par semaine. 380,000 autres ont, après des hausses et des baisses, conservé le même salaire à la fin de l'année.

Le tableau suivant fait connaître la nature des fluctuations dans chaque industrie :

PROFESSIONS.	NOMBRE DES OUVRIERS pour lesquels il y a eu :		DIFFÉRENCE par semaine.
	Augmen- ta- tion.	Diminu- tion.	
	—	—	—
Bâtiment.....	9,110	3,091	+ 5,650 ^f
Mines et carrières.....	202	300,931	— 1,257,525
Métallurgie, construction navale.....	20,186	154,432	— 347,825
Textiles.....	12,026	734	+ 28,300
Vêtement.....	2,112	183	+ 3,725
Divers.....	19,148	5,554	+ 19,900
Employés civils.....	56,543	191	+ 68,750
TOTAL.....	119,327	464,216	— 1,479,275

⁽¹⁾ *Labour gazette*, novembre 1909.

⁽²⁾ *Report on changes in rates of wages and hours of labour*, 1908.

Par suite des augmentations obtenues de 1896 à 1908, les salaires ont monté partout excepté dans les carrières. Sur le gain total de 10,210,000 francs par semaine, les houilleurs figurent pour 5,465,000, les ouvriers des textiles pour 1,192,500, ceux du bâtiment pour 1,012,500 et ceux de la construction mécanique pour 885,000 francs.

1.9 p. 100 des ouvriers ont vu leurs salaires modifiés à la suite de lockout ou de grève alors que 98.1 p. 100 ont obtenu une augmentation sans grève.

Si l'on considère les modes de règlement *sans grève* par industrie, on obtient les résultats suivants :

NOMBRE D'OUVRIERS dont les salaires ont été arrangés par :					
	Échelle mobile.	Concilia- tion, Médiation.	Arbitrage.	Négocia- tions directes.	Total.
Bâtiment.....	"	5,075	4,182	2,239	11,496
Mines { houillères.....	"	570,000	"	91,150	661,750
{ mines et carrières..	368	300	"	15,958	16,626
Métallurgie.....	62,090	5,050	250	93,075	160,465
Textiles.....	"	"	"	11,657	11,657
Divers.....	"	117	1,164	24,590	25,871
TOTAL.....	62,458	581,142	5,596	295,403	944,599

Heures de travail. — Les modifications de la durée du travail ont été peu importantes en 1908; elles ont atteint 26,541 ouvriers: 23,192 ont bénéficié d'une réduction nette de 44,109 heures par semaine et 3,349 ont vu la durée de leur travail augmenter de 5,686 heures par semaine. Dans l'ensemble la réduction nette s'établit à 38,423 heures.

Les ouvriers du bâtiment (10,000) et du livre (5,000) forment à eux seuls les 59.9 p. 100 du total de ceux ayant obtenu une réduction. Parmi les autres ouvriers intéressés on comptait 5,000 employés de l'État.

Les salaires courants au temps, en 1909⁽¹⁾. — En 1894, le département du travail a publié son premier rapport sur les salaires et les heures de travail; la 2° partie de cet ouvrage traitait des salaires aux pièces et la 3° des salaires au temps. Depuis, le département a publié chaque année un rapport sur les modifications survenues dans les salaires et la durée du travail, et, à intervalles irréguliers, des rapports sur les salaires *couramment* payés pour le travail aux pièces et au temps.

Les quatre rapports sur les salaires au temps publiés jusqu'ici ont paru en 1894, 1900, 1906 et 1909; les deux derniers exposent les résultats obtenus au 1^{er} octobre de l'année de leur publication.

Le rapport pour 1909 est conçu sur le même plan que les précédents; il fait connaître les salaires «reconnus comme applicables à la rémunération d'un très grand nombre d'ouvriers occupés dans une industrie déterminée et dans un lieu donné».

Il va de soi que ces salaires — ordinairement le minimum courant — ne s'ap-

⁽¹⁾ Standard time rates at the 1st october 1909.

pliquent ni aux ouvriers habiles, qui touchent d'ordinaire davantage, ni aux ouvriers ne connaissant qu'imparfaitement qui gagnent moins. Le rapport donne les salaires : à l'heure pour 8 professions du bâtiment (438 localités) et 8 professions de l'aménagement; par semaine pour le livre, la construction mécanique et navale, la chaussure, la boulangerie, la police municipale, les ouvriers agricoles; par mois pour les marins.

Les renseignements contenus dans le volume sont établis principalement à l'aide des documents suivants : a) contrats collectifs entre patrons et ouvriers indiquant le taux des salaires; b) rapports des trade unions. Les salaires ainsi relevés sont communiqués aux syndicats patronaux et ouvriers ainsi qu'aux autres personnes intéressées qui certifient l'exactitude du taux indiqué. En cas de désaccord, le département fait une enquête et ne publie que le chiffre rectifié. Pour les agents de police, il s'est adressé aux chefs de chaque district, et, pour les marins, aux administrateurs de la marine marchande dans les différents ports. Pour les ouvriers agricoles enfin, il a puisé ses renseignements dans les rapports publiés, en 1905, par le ministre de l'agriculture. Les sources sont d'ailleurs indiquées pour chaque industrie.

On peut dire d'une façon générale que la rémunération au temps est, de beaucoup, la plus usitée dans le Royaume-Uni. Bien que l'on ne puisse donner à cet égard des chiffres très précis, on estime qu'en 1900, le nombre des ouvriers, hommes et femmes, occupés dans des industries où dominait ce mode de salaire, représentait 61 p. 100 de la population ouvrière totale. Si l'on comprend les ouvriers de l'agriculture et les domestiques, cette proportion atteint 74 p. 100. Les femmes (les domestiques exceptées) sont employées pour la grande majorité dans des industries où l'on travaille aux pièces : 43 p. 100 seulement travaillent au temps.

Le rapport a laissé de côté les mines et carrières, la métallurgie, les textiles et le vêtement où l'on rétribue surtout aux pièces.

Il va de soi que les tableaux accusent des écarts souvent considérables dans les salaires courants pour une même profession, selon les localités.

Le tableau ci-dessous permet de comparer les salaires courants et la durée normale de la journée de travail dans le bâtiment à Londres, Glasgow et Dublin en octobre 1909; il rappelle en même temps les salaires inscrits, pour la même industrie, au bordereau dressé, en 1907, pour Paris et la Seine, par la commission de révision des cahiers des charges à la suite des constatations faites en exécution des décrets du 10 août 1899⁽¹⁾.

PROFESSIONS.	PARIS.		LONDRES.	
	Salaires normaux.	Journée normale.	Salaires normaux.	Semaine normale.
Briqueleur	0 ^f 85 l'heure	10 h. l'été, } 8 h. l'hiver. }	1 05	50 heures.
Maçon	0 75 —		1 05	50 —
Charpentier	1 00 —		1 05	50 —
Ménisier	0 80 —		1 05	50 —
Convreur	8 ^f 00 —	9 h. l'hiver, }	—	—
Plombier	par jour.	8 h. l'été, }	—	47 à 50 h.
Plâtrier		10 h. l'été, }	—	50 heures.
Peintre	0 85 —	8 h. l'hiver. }	0 88 à 0 93	50 —
Aide briqueleur	0 55 —	—	0 72	50 —
Aide maçon	0 525 —	—	0 72	50 —
Aide plâtrier	0 525 —	—	0 72	50 —

⁽¹⁾ Bulletin, mai 1907, p. 461.

PROFESSIONS.	GLASGOW.		DUBLIN.	
	Salaires normaux.	Semaine normale.	Salaires normaux.	Semaine normale.
Briqueur.....	0 98	51 heures.	#	#
Maçon.....	0 88	51 —	#	#
Charpentier.....	0 93	50 —	0 88	54 heures.
Menuisier.....	0 93	50 —	0 88	54 —
Couvreur.....	0 88	51 —	0 83	54 —
Plombier.....	0 93	51 —	0 88	54 —
Plâtrier.....	0 93	51 —	#	#
Peintre.....	0 93	51 —	0 83	50 heures.
Aide briqueteur.....	#	#	#	#
Aide maçon.....	#	#	#	#
Aide plâtrier.....	#	#	#	#

ITALIE.

Grèves en août 1909⁽¹⁾. — 106 nouvelles grèves ont été signalées en août à l'*Office du travail*; 90 de ces conflits intéressaient 19,366 grévistes. 14 grèves ont éclaté dans l'agriculture, 4 dans les industries extractives, 10 dans la métallurgie, 8 dans le travail des pierres et des terres, 18 dans le bâtiment, 2 dans les produits chimiques, 3 dans le bois, 2 dans les industries polygraphiques, 20 dans les textiles, 7 dans les cuirs et peaux, 4 dans le vêtement, 8 dans l'alimentation, 3 dans les transports, 3 dans les services publics.

Causes : questions de salaires, 59; durée du travail, 6; demandes diverses, 34; inconnues, 7.

Résultats : 16 succès, 31 transactions, 45 échecs, 13 inconnus.

Grèves en septembre 1909⁽²⁾. — 71 nouvelles grèves ont été signalées en septembre à l'*Office du travail*; 56 de ces conflits intéressaient 6,112 grévistes. 10 grèves ont éclaté dans la métallurgie, 4 dans le travail des pierres et des terres, 11 dans le bâtiment, 5 dans le bois, 6 dans les industries polygraphiques, 9 dans les textiles, 1 dans les produits chimiques, 4 dans le vêtement, 15 dans l'alimentation, 5 dans les transports, 1 dans les services publics.

Causes : questions de salaires, 48; durée du travail, 2; demandes diverses, 16; inconnues, 5.

Résultats : 15 succès, 30 transactions, 13 échecs, 13 inconnus.

Grèves en octobre 1909⁽³⁾. — 74 nouvelles grèves ont été signalées en

⁽¹⁾ *Bollettino del l'Ufficio del lavoro*, septembre 1909.

⁽²⁾ *Bollettino del l'Ufficio del lavoro*, octobre 1909.

⁽³⁾ *Bollettino del l'Ufficio del lavoro*, novembre 1909.

octobre à l'Office du travail: 49 de ces conflits intéressaient 10,107 grévistes. 8 grèves ont éclaté dans l'agriculture, 1 dans la pêche, 2 dans les industries extractives, 12 dans la métallurgie, 7 dans le travail des pierres et des terres, 10 dans le bâtiment, 1 dans le bois, 3 dans les industries polygraphiques, 6 dans les textiles, 3 dans les cuirs et peaux, 8 dans le vêtement, 6 dans l'alimentation, 5 dans les transports, 2 dans les services publics.

Causes : questions de salaires, 36; durée du travail, 3; demandes diverses, 22; inconnues, 13.

Résultats : 18 succès, 14 transactions, 14 échecs, 28 inconnus.

L'inspection du travail du 1^{er} décembre 1906 au 30 juin 1908 ⁽¹⁾. — La loi du 19 juillet 1906, en ouvrant un crédit de 70,000 francs au Ministère de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, a permis d'organiser, tout au moins d'une façon provisoire, l'inspection du travail et de faire face aux nécessités les plus urgentes, en attendant le règlement définitif de la question. Le rapport publié par l'Office du travail sur le fonctionnement du nouveau service, du 1^{er} décembre 1906 au 30 juin 1908, permet d'examiner les premiers résultats obtenus.

L'Administration décida tout d'abord de recourir à un personnel entièrement nouveau et, faute de crédits, dut se borner à créer trois circonscriptions (Turin, Milan et Brescia), comprenant à elles seules 56.8 p. 100 des établissements et 65.2 p. 100 des ouvriers soumis, en 1906, à la loi sur le travail des femmes et des enfants. Le crédit ayant été porté à 80,000 francs pour 1906-1907, une nouvelle circonscription put être instituée à Bologne, et le total des établissements soumis à l'inspection s'éleva à 85 p. 100 du total du royaume.

Le service dépend directement de l'Office du travail et comprend actuellement 4 divisionnaires, 8 inspecteurs-ingénieurs, 4 inspecteurs-ouvriers et 1 inspectrice. 2 des 4 divisionnaires furent fournis par l'Association des industriels d'Italie pour la prévention des accidents; les 4 inspecteurs furent choisis parmi les diplômés des instituts polytechniques de la région et les ouvriers parmi les diplômés de l'école de législation sociale pratique instituée par la Società umanitaria de Milan.

Dans l'état actuel, le service ne peut assurer à lui seul l'application des lois ouvrières. Pour le contrôle de la loi sur le travail des femmes et des enfants, il est aidé par le corps des mines et, le cas échéant, par les agents de la police judiciaire; dans les provinces non comprises dans les circonscriptions, les établissements miniers ou métallurgiques sont seuls soumis à l'inspection des ingénieurs des mines alors que toutes les autres usines sont surveillées par les carabiniers. Il en est de même pour la loi sur le repos hebdomadaire dans l'industrie; quant aux établissements commerciaux, la surveillance en est confiée aux agents de police judiciaire et municipaux. Enfin, l'application de la loi sur les accidents du travail est assurée, principalement par les inspecteurs techniques, — et, à titre extraordinaire — par les inspecteurs de l'Association des industriels d'Italie pour la prévention des accidents et par les inspecteurs de la Caisse nationale d'assurances contre les accidents.

Le nombre des établissements déclarés comme soumis à la loi sur le travail des femmes et des enfants s'élevait, en 1907, à 12,502 (894,082 ouvriers) se décomposant comme suit : mines, métallurgie, produits chimiques, 2188 (155,222 ouvriers); pierres et terres, travaux publics, 1893 (86,539); bois et paille, 995

⁽¹⁾ *Rapporti sulla ispezione del lavoro* (Déc. 1906-30 juin 1908). Roma, Officina poligrafica italiana, 1909. — Voir, d'autre part, sur la réorganisation de l'inspection, *Bulletin*, 1907, p. 479.

(28,172) : livre, 1,094 (40,612) ; textiles, 3,481 (453,987) ; cuirs et peaux, vêtement, 1,362 (54,195) ; alimentation, 904 (42,592) ; divers, 585 (32,403). Sur ce chiffre, 10,705 (85.63 p. 100) avec 763,517 (85.40 p. 100) ouvriers étaient compris dans les diverses circonscriptions ; 363 (2.90 p. 100) avec 46,729 (5.22 p. 100) ouvriers, dans les districts miniers en dehors des circonscriptions ; 1,434 (11.47 p. 100) avec 83,836 (9.38 p. 100) ouvriers restaient en dehors de toute surveillance continue.

Le nombre total des visites effectuées par les inspecteurs pendant cette période de dix-huit mois, s'est élevé à 12,763, dont 2,351 (soit 22.5 p. 100) n'ont pas été suivies de procès-verbal, soit parce que l'établissement était momentanément fermé ou non soumis à la loi, soit parce que la visite n'avait pour objet que de contrôler un seul élément. Quant au total des établissements inspectés, il s'élève à 29,136, se décomposant comme suit : 11,331 (soit 38.9 p. 100) avec 749,226 ouvriers (40.2 p. 100) ont été visités par les inspecteurs du travail et les ingénieurs des mines et 17,805 (61.1 p. 100) avec 1,115,489 ouvriers (soit 59.8 p. 100) par les agents de police judiciaire.

Il convient de faire remarquer que, depuis 1906, le rôle des agents de police a sensiblement diminué ; la proportion des établissements qu'ils ont visités est tombée de 95 p. 100 à 61.1 p. 100, alors que celle des établissements inspectés par les agents techniques passait de 3.7 p. 100 à 38.9 p. 100.

Jusqu'au 30 juin 1908, les inspecteurs ont eu uniquement à surveiller l'application des lois sur le travail des femmes et des enfants et sur les accidents du travail. Depuis, ils ont à s'occuper des lois sur l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie et sur le repos hebdomadaire.

Sur 100 établissements visités, 67.45 p. 100 seulement étaient soumis à la loi sur le travail des enfants et les femmes (87.81 p. 100 ouvriers) et 83.45 p. 100 à la loi sur les accidents (97.17 p. 100). Sur 100 visites, 5.33 p. 100 ont donné lieu à contraventions pour infractions à la première loi et 2 p. 100 pour non observation de la seconde ; dans de nombreux cas, en outre, un délai assez important fut accordé aux industriels pour se mettre en règle et les procès-verbaux furent annulés.

Les principales infractions relevées par le service portent sur les points suivants : délivrance de livrets à des enfants au-dessous de 12 ans, rédaction incomplète des livrets, visite médicale négligée, identification insuffisante des titulaires, négligence dans les constatations du degré d'instruction. Les irrégularités commises par des maires proviennent souvent d'ignorance de la loi et, comme le fait remarquer un inspecteur, « représentent le travail d'adaptation que la loi doit subir pour pouvoir être appliquée. »

Le service a rencontré rarement des journées de travail supérieures à la normale (11 heures) ; les plus longues se trouvent dans les textiles et les plus courtes dans les mines et la métallurgie ; les repos sont en général bien observés. En ce qui concerne le travail de nuit des femmes — aboli depuis le 2^e semestre 1908 — les inspecteurs ont constaté que sur 444 établissements où les femmes travaillaient la nuit en 1906, on faisait moins de 8 heures dans 36, de 8 à 10 heures dans 203 et plus de 10 heures dans 205 (38.2 p. 100 de ces établissements avec 84.5 p. 100 du personnel protégé se rencontraient dans les textiles).

En ce qui concerne la loi sur les accidents, le service a constaté que 9.03 p. 100 des établissements visités n'étaient pas assurés, malgré l'obligation d'assurance ; il est vrai que ces établissements étaient de peu d'importance.

Le crédit alloué au service pour la période Décembre 1906-30 juin 1908 s'est élevé à 150,000 francs. Les dépenses se répartissent comme suit : traitement du personnel, 63.6 p. 100 ; frais de bureau, 11.9 p. 100 ; frais de voyage, 6.5 p. 100 ; missions, 18 p. 100.

SUISSE.

Les statistiques des industries à domicile et les expositions du travail à domicile de Zurich et de Bâle ⁽¹⁾. — Sous le titre « Les industries à domicile en Suisse », le bureau de statistique du département fédéral de l'intérieur vient de publier un extrait des résultats du recensement fédéral des entreprises du 9 août 1905, faisant ressortir le nombre et la nature des principales industries à domicile, la répartition des entreprises dans les cantons, l'âge, le sexe, la nationalité des travailleurs, etc. ⁽²⁾.

Il a été recensé, en 1905, 70.873 entreprises à domicile avec 92,162 personnes actives. Ces entreprises se répartissent en six branches principales dont les plus importantes sont :

NATURE DES INDUSTRIES.	ENTREPRISES.	PERSONNES actives.
Industries textiles.....	51,729	69,149
Horlogerie et boîtes à musique.....	9,603	12,566
Industries du vêtement et de la toilette.....	8,460	9,221

La broderie, la fabrication des étoffes et rubans de soie, l'horlogerie, le tissage du coton, le tressage de la paille sont en Suisse les industries où l'on trouve le plus d'ouvriers travaillant chez eux pour le compte de fabricants, de placeurs intermédiaires ou de maisons de commerce.

Les industries domestiques sont surtout répandues dans les cantons de Saint-Gall, de Thurgovie et d'Appenzell pour la broderie, de Zurich et de Schwyz pour le tissage des étoffes de soie; de Bâle-Campagne pour celui des rubans de soie; de Neuchâtel et de Berne pour l'horlogerie; d'Argovie, de Fribourg et d'Obwald pour le tressage de la paille.

Les personnes exerçant leur travail à domicile appartiennent pour les trois-quarts (exactement 72.8 p. 100) au sexe féminin. Parmi les 29 catégories établies par le recensement, il n'y en a que six où l'élément masculin l'emporte (dans l'horlogerie par exemple).

Quant à l'âge de ces ouvriers et ouvrières à domicile, il est compris dans la proportion de 79.5 p. 100 entre 20 et 59 ans; la classe des adolescents de 14 à 19 ans ne représente que le 10 p. 100 à peine de la totalité du personnel de l'industrie domestique. On a renoncé à dénombrer les enfants au-dessous de 14 ans parce qu'on craignait que la plupart d'entre eux ne fussent à dessein soustraits au recensement, mais il y a lieu de croire que dans certaines branches, comme le tressage de la paille, ils sont employés en très grand nombre pour aider leurs parents.

La plupart des entreprises ne comptent qu'une ou deux personnes actives; les petits ateliers du genre de ceux qu'on trouve en France, à Lyon et à Saint-Étienne, sont pour ainsi dire inconnus en Suisse.

Le formulaire du recensement contenait aussi une question relative à l'industrie

⁽¹⁾ D'après un rapport du 21 septembre 1909 du Consul général de France à Bâle, obligeamment communiqué par le Ministère des Affaires étrangères.

⁽²⁾ *Les industries à domicile en Suisse*, Berne, 8 juillet 1909.

domestique exercée comme occupation principale ou accessoire. D'après les données recueillies, sur 100 entreprises, on en compte 46.9 où le travail à domicile est l'unique occupation; dans 20.5, ce travail constitue l'occupation principale combinée avec une occupation secondaire, et, dans 32.6 il n'entre que comme occupation secondaire subordonnée à une occupation principale.

Les moteurs sont encore fort peu nombreux; il n'y avait en 1905 que 3 entreprises sur 100 qui en possédassent ⁽³⁾. Sur 1,991 moteurs, employés à domicile, 1,408 sont des électromoteurs actionnant les métiers des passementiers de Bâle-Campagne, les autres se rencontrent pour la plupart dans les cantons de l'industrie horlogère.

En ce qui concerne les salaires, l'administration fédérale a dû se borner à rechercher s'ils étaient payés en argent comptant ou en nature, il résulte de ses constatations que ce dernier mode de paiement est peu pratiqué.

Expositions. — La publication du bureau fédéral de statistique a coïncidé avec une exposition du travail à domicile qui s'est ouverte à Zurich le 15 juillet 1909 et qui a été transportée un mois après à Bâle où elle est restée ouverte jusqu'au milieu de septembre.

L'exposition du travail à domicile avait précisément pour but de compléter cette enquête en montrant les conditions d'existence et de production des ouvriers travaillant hors fabriques, et c'est à ce titre qu'elle présentait un réel intérêt.

Afin d'obtenir les données dont ils avaient besoin, les organisateurs de l'exposition avaient constitué, pour les différentes branches de l'industrie, des comités d'action, composés des délégués des organisations professionnelles, et de ceux des autorités intéressées. Ces comités avaient pour tâche de collectionner les matériaux de l'exposition, c'est-à-dire des spécimens d'objets fabriqués à domicile, et d'établir, d'après un schéma uniforme, les conditions de production de chaque objet. Une commission de statistique était chargée de contrôler les indications ainsi recueillies en consultant éventuellement les ouvriers et les patrons.

Ces derniers se sont abstenus, dans bien des cas, de prêter leur concours à cette entreprise qui, étant organisée par une fédération ouvrière, pouvait ne pas leur offrir des garanties suffisantes d'impartialité. Les fabricants de tissus en plumes ont même interdit à leurs ouvriers de prêter des modèles pour l'exposition, en les menaçant de procès s'ils passaient outre à cette défense. Par contre, les rubaniers bâlois ont coopéré à l'enquête conduite auprès des passementiers de la campagne par le statisticien du canton, sans doute parce que les salaires de ces derniers sont plus élevés que ceux de la plupart des autres ouvriers à domicile.

Malgré les difficultés de leur tâche, les organisateurs avaient réussi à présenter au public un tableau suffisamment complet de l'industrie suisse à domicile. Plusieurs centaines d'objets groupés méthodiquement, des graphiques établis par le Bureau fédéral de statistique, des photographies et même des reconstitutions de chambres d'ouvriers où l'on voyait des tisseurs, une ourdisseuse, une cigarière, une tresseuse de paille, etc., dans leurs occupations journalières, composaient un ensemble intéressant et instructif.

Chacun des 3,000 objets exposés était accompagné d'une pancarte contenant les indications suivantes : genre de travail; désignation de l'objet; lieu de production; âge et sexe de l'ouvrier; temps employé à la fabrication de l'objet exposé; salaire brut pour cet objet; dépenses faites par l'ouvrier pour la fabrication de l'objet;

⁽³⁾ Cette proportion tend à augmenter par suite du développement de l'utilisation des forces hydrauliques en Suisse.

salaire net pour cet objet; salaire calculé par heure; observations sur le caractère du travail (unique, principal, accessoire) et sur le nombre de personnes logées dans la pièce où le travail est effectué.

En comparant ces pancartes, on pouvait déterminer les salaires minima et maxima dans chaque branche d'industrie, et, jusqu'à un certain point, le salaire moyen. C'est ainsi que dans les diverses industries textiles qui, comme on l'a vu, sont de beaucoup les plus importantes en Suisse au point de vue du travail à domicile, on relevait les chiffres suivants pour le salaire calculé par heure :

	SALAIRES		
	maxima.	minima.	moyen.
	En centimes.		
Tissage du Lin.....	5	20,5	11
— des toiles de coton.....	4,3	15,7	10
— au plumetis.....	10	30	20
— de soie à bluter.....	22	52	34
— de rubans de soie.....	11,8	54	22,9
— d'étoffes de soie.....	2,6	8	8,4
Broderie à la main.....	14	31	25
— à la machine.....	11	65	50

Dans l'horlogerie, les salaires sont un peu plus élevés :

	SALAIRES		
	maxima.	minima.	moyen.
	En centimes.		
Pour les hommes.....	19,8	75	36
Pour les femmes.....	13,1	44,6	25

Par contre, l'industrie de la paille, qui occupe plus de 6,000 personnes hors fabrique pendant les mois d'hiver, est très peu rémunératrice pour cette main-d'œuvre paysanne et les travaux de tressage, en particulier, ne sont guère payés au maximum plus de 18 centimes l'heure (minimum 2 centimes 1/2).

En relation avec l'Exposition, un congrès pour la protection des travailleurs suisses à domicile s'est tenu à Zurich les 7 et 8 août 1909. Ce congrès a adopté des vœux tendant à la fixation de salaires minimum pour les ouvriers à domicile par des commissions mixtes, à la surveillance des industries à domicile par l'inspection des fabriques, à l'interdiction du travail des enfants de moins de 12 ans et du travail du dimanche dans l'industrie à domicile, à la conclusion d'accords internationaux pour la réglementation de cette industrie, etc.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi, du 27 novembre 1909, garantissant leur travail ou leur emploi aux femmes en couches ⁽¹⁾.

ARTICLE UNIQUE. — La suspension du travail par la femme, pendant huit semaines consécutives, dans la période qui précède et suit l'accouchement, ne peut être une cause de rupture par l'employeur du contrat de louage de services, et ce à peine de dommages-intérêts au profit de la femme. Celle-ci devra avertir l'employeur du motif de son absence.

Toute convention contraire est nulle de plein droit.

L'assistance judiciaire sera de droit pour la femme devant la juridiction du premier degré.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Loi du 7 décembre 1909 sur le paiement des salaires des ouvriers et employés ⁽²⁾.

ARTICLE PREMIER. — Les salaires des ouvriers et employés doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité.

ART. 2. — Les salaires des ouvriers du commerce et de l'industrie doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle; ceux des employés doivent être payés au moins une fois par mois.

Pour tout travail aux pièces dont l'exécution doit durer plus d'une quinzaine, les dates de paiement peuvent être fixées de gré à gré, mais l'ouvrier doit recevoir des acomptes chaque quinzaine et être intégralement payé dans la quinzaine qui suit la livraison de l'ouvrage.

ART. 3. — Le paiement ne peut être effectué un jour où l'ouvrier ou l'employé a droit au repos, soit en vertu de la loi, soit en vertu de la convention. Il ne peut avoir lieu dans les débits de boissons ou magasins de vente, sauf pour les personnes qui y sont occupées.

ART. 4. — En ce qui concerne le commerce et l'industrie, les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution de la présente loi.

Les contraventions à la présente loi sont constatées dans les conditions indiquées par l'article 20 de la loi du 2 novembre 1892.

Sans préjudice de la responsabilité civile, toute contravention aux prescriptions des articles 1, 2 et 3 de la présente loi sera portée devant le juge de paix jugeant en simple police et sera passible d'une amende de cinq à quinze francs (5 fr. à 15 fr.).

L'article 463 du Code pénal sera applicable.

ART. 5. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

ART. 6. — La présente loi sera applicable six mois après sa promulgation.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

⁽¹⁾ Journal officiel du 28 novembre 1909, p. 11386.

⁽²⁾ Journal officiel du 8 décembre 1909, p. 11638.

Décrets créant ou réorganisant des conseils de prud'hommes.

I. Création d'un conseil de prud'hommes.

Montargis, 19 novembre 1909 (*Journal officiel* du 23 novembre 1909, p. 11231).

II. Réorganisation de conseils de prud'hommes avec création de sections du commerce.

Elbeuf, 19 novembre 1909 (*Journal officiel* du 23 novembre 1909, p. 11231).

Limoges, 19 novembre 1909 (*Journal officiel* du 24 novembre 1909, p. 11254).

Auxerre, 23 novembre 1909 (*Journal officiel* du 25 novembre 1909, p. 11278).

Troyes, 27 novembre 1909 (*Journal officiel* du 30 novembre 1909, p. 11433).

III. Réorganisation de conseils de prud'hommes sans section du commerce.

Cognac, 19 novembre 1909 (*Journal officiel* du 23 novembre 1909, p. 11229).

Mazamet, 19 novembre 1909 (*Journal officiel* du 23 novembre 1909, p. 11230).

Décret du 4 novembre 1909 relatif à la surveillance et à la vérification des opérations des sociétés locales ou des caisses régionales de crédit maritime mutuel ⁽¹⁾.

Décret du 4 novembre 1909 relatif à l'application de la loi du 18 juin 1909, autorisant des avances spéciales aux sociétés coopératives maritimes ⁽²⁾.

Décret, du 22 novembre 1909, portant règlement d'administration publique pris en exécution de la loi du 26 février 1909, relative aux avances qui peuvent être consenties aux sociétés coopératives agricoles de l'Algérie ⁽³⁾.

Décret, du 22 novembre 1909, déterminant la nature des opérations que pourront entreprendre les sociétés coopératives agricoles susceptibles de recevoir des avances en Algérie ⁽⁴⁾.

Arrêté du Ministre de l'Intérieur, en date du 20 novembre 1909, instituant une Commission consultative chargée de donner son avis sur toutes les questions concernant la main-d'œuvre des Journaux officiels et en fixant la composition (*J. O.* du 23 novembre, p. 11233).

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 5 novembre 1909, page 10770.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 5 novembre 1909, page 10771.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 27 novembre 1909, p. 11357.

⁽⁴⁾ *Journal officiel* du 27 novembre 1909, p. 11359.

**Circulaire du 15 novembre 1909, relative à la délivrance des duplicatas
des livrets de travail ⁽¹⁾.**

La question a été posée de savoir si un maire pouvait légalement refuser de délivrer un nouveau livret de travail à un enfant, en cas de destruction ou de perte du premier livret.

L'article 10 de la loi du 2 novembre 1892 dit, en termes exprès, que « les maires sont tenus de délivrer gratuitement *un livret*, sur lequel, etc. ». Ils ne sont donc pas tenus d'en délivrer plus d'un. Cependant, pour faciliter l'admission des enfants au travail, on a pris l'habitude, dans un grand nombre de mairies, de donner de nouveaux livrets à toute demande, sur la simple déclaration que le précédent était perdu. Cette pratique est fâcheuse, car elle peut favoriser des abus, dont le renouvellement trop fréquent aurait le double inconvénient d'affaiblir l'efficacité des moyens de contrôle organisés par la loi, et d'imposer au budget municipal une dépense supplémentaire que la loi ne met pas à sa charge.

Il serait certes exagéré de refuser en toute circonstance un deuxième livret à un enfant qui vient déclarer qu'il a perdu le premier ou qu'on le lui a dérobé. Mais s'il convient de tenir compte des cas intéressants, il n'importe pas moins de prendre certaines mesures pour parer aux abus.

C'est ainsi que la mairie pourrait utilement tenir un registre, constamment à jour, indiquant les noms, prénoms, âge, etc., des enfants auxquels des livrets sont remis. Le maire devra, en tout cas, avant de délivrer un nouveau livret, demander des justifications et se renseigner sur les conditions dans lesquelles aurait disparu le précédent. Au cas où le livret de l'enfant aurait été conservé par son dernier patron, il serait bon, autant que possible, de le lui faire réclamer. Quand le maire, à la suite de ces diverses constatations, aura jugé à propos de délivrer un nouveau livret, il y apposera la mention *duplicata*; il mentionnera en outre cette délivrance sur le registre dont il vient d'être parlé, en face de la mention primitive, de façon qu'il soit possible de suivre les enfants qui demanderaient fréquemment des livrets.

Enfin, chaque fois qu'un maire sera saisi d'une première demande de livret concernant un enfant domicilié dans sa commune, mais originaire d'une autre, il devra, en même temps qu'il demande au maire de cette dernière commune un extrait de l'acte de naissance de l'enfant, s'informer si un livret ne lui a pas été déjà délivré. Dans ce cas, la délivrance du nouveau livret ne pourra être faite que dans les conditions énumérées au précédent paragraphe.

Je vous prie, Monsieur le préfet, de faire insérer la présente circulaire au *Bulletin des Actes officiels* de votre département et de veiller avec soin à ce que les instructions qu'elle contient soient exactement appliquées. Vous voudrez bien également m'en accuser réception.

**Lettre du 5 novembre 1909, du Ministre de la guerre, sur la concurrence
faite aux musiciens civils par les musiques militaires ⁽²⁾.**

A la date du 6 octobre courant, la Chambre syndicale des artistes musiciens de Paris a appelé mon attention sur une pétition formée par les musiciens composant l'orchestre de l'Exposition de l'aviation au sujet de la concurrence qui leur était

⁽¹⁾ Adressée aux préfets.

⁽²⁾ Adressée à M. le Ministre du travail.

faite, par suite du concours gratuit à cette exposition de musiques militaires y jouant deux fois par semaine.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Conférence internationale des musiciens ayant formulé, le 1^{er} décembre 1908, une protestation contre la concurrence faite aux musiciens civils par les musiques militaires, il lui a été répondu, le 30 du même mois, qu'en principe la participation des musiques militaires aux fêtes ou réunions non officielles n'était autorisée qu'après avis favorable de l'autorité préfectorale, et seulement pour les réunions organisées par des œuvres en vue d'un but de bienfaisance.

Telle est, en effet, la règle généralement suivie par le département de la guerre. Mais les instructions ne s'opposent pas à ce qu'il soit dérogé à cette règle dans des cas exceptionnels, lorsqu'il s'agit de manifestations importantes touchant l'intérêt national, bien que ne se rapportant pas explicitement à un but de bienfaisance. Tel est le cas des expositions nationales et internationales et, en particulier, de l'Exposition... , dont le caractère d'utilité nationale a été officiellement consacré par les visites de M. le Président de la République, le jour de l'inauguration, et de divers membres du Gouvernement.

Le concours d'une musique militaire à cette exposition a donc été légitimement accordé par M. le Gouverneur militaire de Paris.

Toutefois, en présence de la réclamation de la Chambre syndicale des musiciens, cet officier général soumettra dorénavant toutes les demandes de musiques militaires à l'autorité civile, comme cela avait lieu en dehors des cas exceptionnels visés ci-dessus.

Je vous serai obligé de vouloir bien faire part de ce qui précède au groupement pétitionnaire.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LE PAYEMENT DES SALAIRES.

Le texte de la proposition de loi sur le paiement des salaires, adopté en dernier lieu par la Chambre des députés, dans la séance du 30 juin 1909⁽¹⁾, ne présentait avec le texte voté précédemment par le Sénat⁽²⁾, en dehors de la disjonction de l'article relatif à la réglementation des amendes, que les deux différences suivantes :

La première différence était celle du titre. Le texte du Sénat était intitulé : « Proposition de loi sur le paiement des salaires des ouvriers et employés du commerce et de l'industrie ». Dans le titre de la proposition, telle qu'elle avait été adoptée en dernier lieu par la Chambre des députés, les mots « du commerce et de l'industrie » avaient été supprimés. Cette suppression correspondait d'ailleurs à l'esprit et au texte même de la proposition votée par le Sénat.

Dans cette dernière proposition les mots « du commerce et de l'industrie » ne figuraient en effet qu'à l'article 2 (obligation du paiement par quinzaine pour les ouvriers, par mois pour les employés). Primitivement, ils ne figuraient ni à l'article 2, ni aux autres articles, de sorte que la proposition s'appliquait dans son entier aux ouvriers et employés de l'agriculture, comme aux ouvriers et employés

⁽¹⁾ Bull., juillet 1909, p. 802.

⁽²⁾ Bull., avril 1909, p. 441.

du commerce et de l'industrie. Lorsque vint en discussion l'article 2, plusieurs sénateurs firent remarquer que l'obligation du paiement par quinzaine empêcherait d'engager à l'année les ouvriers agricoles. Comme conséquence à ces observations, M. Guillier déposa un amendement tendant à rendre la loi inapplicable aux ouvriers agricoles. La Commission sénatoriale se mit d'accord avec M. Guillier pour ne rendre inapplicable à l'agriculture que l'article 2 par l'adjonction des mots « du commerce et de l'industrie ». Les autres articles restant applicables à tous les ouvriers et employés, tant de l'agriculture que du commerce et de l'industrie. Cet accord fut porté à la connaissance du Sénat par M. Maxime Lecomte, rapporteur, dans les termes suivants :

L'honorable M. Guillier a proposé à l'article 2 un amendement que nous avons trouvé trop général, qui a été pris en considération par le Sénat et portant : « les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux ouvriers agricoles ».

M. Guillier a été entendu par votre Commission et a reconnu que les articles 1 et 3 pouvaient s'appliquer sans inconvénient à l'agriculture. Quant à l'article 4, il est inapplicable aux ouvriers et employés agricoles, parce que la première condition de la réglementation des amendes est qu'elles soient prévues dans un règlement d'atelier.

Pour l'article 2, M. Guillier a accepté un texte portant : « les salaires des ouvriers du commerce et de l'industrie », ce qui exclut l'agriculture proprement dite.

C'est cette rédaction que vous propose votre Commission ⁽¹⁾.

La seconde différence qu'offrait le texte actuel de la Chambre des députés, c'était l'adjonction au texte de l'article 4 nouveau (art. 5 du texte du Sénat) des mots « en ce qui concerne le commerce et l'industrie ». Cette addition avait pour effet de ne soumettre au contrôle de l'inspection du travail que les établissements industriels et commerciaux à l'exception des établissements agricoles.

Cela ne voulait pas dire que personne ne contrôlerait l'application de la loi dans ces derniers établissements, mais que, dans ces établissements, le contrôle de la loi serait exercé, à défaut de dispositions spéciales, conformément au droit commun, c'est-à-dire qu'il serait exercé exclusivement par les officiers de police judiciaire, dans les conditions prévues par le Code d'instruction criminelle pour la recherche, la poursuite et la répression des contraventions et délits en général.

La proposition de loi adoptée par la Chambre des députés dut être renvoyée au Sénat, en raison de la disjonction de l'article relatif aux amendes et des deux modifications de forme, dont il vient d'être question.

La Commission sénatoriale, chargée d'examiner le nouveau texte, proposa au Sénat, par l'organe de son rapporteur, M. Maxime Lecomte, d'accepter la disjonction de l'article relatif aux amendes, malgré les inconvénients que présentait le maintien du *statu quo* en cette matière, et de ratifier les modifications de rédaction apportées par la Chambre au titre de la loi et au texte de l'article 4.

Conformément à la proposition de sa Commission, le Sénat, dans sa séance du 2 décembre 1909, adopta sans discussion le texte adopté par la Chambre des députés qui est devenu la loi du 7 décembre 1909 ⁽²⁾.

LES RETRAITES OUVRIÈRES AU SÉNAT ⁽³⁾.

Le 10 décembre 1908, M. Cuvinot, président de la Commission sénatoriale chargée d'examiner la proposition de loi sur les retraites ouvrières adoptée par la

⁽¹⁾ Journal officiel du 10 février 1909, Sénat, séance du 9 février, p. 85.

⁽²⁾ Voir le texte ci-dessus, p.

⁽³⁾ V. Bulletin, janvier 1906, p. 78, février 1906, p. 180, mars 1906, p. 278, avril 1908, p. 382, janvier 1909, p. 79.

Chambre des députés, avait déclaré au Sénat que la Commission comptait arriver à la fin de janvier 1909 à la fixation d'un texte définitif et que le rapport suivrait de près cette fixation.

Le 14 décembre 1908, la Commission avait adopté en première lecture les articles essentiels du projet dont elle avait entrepris l'élaboration. Elle le transmit au Gouvernement en lui demandant de l'examiner. Le 14 janvier 1909, le Président du Conseil, le Ministre des Finances et le Ministre du Travail faisaient parvenir en réponse le texte d'un projet complet, en déclarant qu'ils s'étaient efforcés « de rapprocher le plus possible ce projet de celui de la Commission ».

Le 27 janvier, la Commission entendait les observations des ministres. Elle se mettait ensuite à l'œuvre et aboutissait le 9 février à l'adoption d'un projet qui fut distribué aux membres du Sénat le 2 avril 1909. Ce projet devait reposer sur les bases suivantes :

1° Les ressources nécessaires au fonctionnement de la loi seront fournies par le salarié, par l'employeur et par l'État;

2° La contribution obligatoire et facultative du salarié sera portée à son compte personnel et majorée par l'État; les sommes versées seront capitalisées en vue du paiement des pensions de retraites;

3° Les contributions des employeurs seront au contraire l'objet d'une répartition entre les intéressés; elles serviront, concurremment avec une subvention complémentaire de l'État, à payer une allocation fixe à tous les assurés qui, au moment de la liquidation de leur retraite, rempliront les conditions prescrites par la loi;

4° Seront à la charge exclusive du Trésor :

a) Les allocations à attribuer à la veuve ou aux orphelins de l'assujetti, décédé avant l'âge de 65 ans;

b) Les allocations provisoires à attribuer aux vieillards de 65 à 70 ans qui, ne bénéficiant pas de la loi des retraites, ne pourront pas encore réclamer le bénéfice de la loi d'assistance;

c) Les subventions aux Sociétés de secours mutuels participant au fonctionnement de la loi des retraites;

d) Les frais de gestion auxquels donnera lieu l'application de la loi.

Dans ce projet, la retraite acquise à l'âge de 65 ans se composait de 3 parties :

1° Une allocation viagère de 120 francs constituée par une contribution forfaitaire des patrons et par un complément à la charge de l'État;

2° Une rente constituée par les versements capitalisés de l'ouvrier;

3° Une majoration du tiers de cette rente, avec maximum de 60 francs, accordée par l'État.

La cotisation ouvrière obligatoire était fixée à 3 francs par an jusqu'à 18 ans, puis à 6 francs à partir de cet âge, elle devait être acquittée mensuellement au moyen de timbres spéciaux apposés sur une carte annuelle délivrée à l'assuré. La contribution patronale obligatoire était fixée à 9 francs par an pour les ouvriers ou employés de plus de 18 ans, à 4 fr. 50 pour ceux de moins de 18 ans. Tous les versements obligatoires ou facultatifs faits par l'assuré ou en son nom devaient être portés sur un livret individuel.

La Commission fit distribuer le 4 novembre un texte rectifié de son projet, comportant quelques modifications.

Le même jour commença devant le Sénat la discussion de la proposition de loi. Au début de la séance, l'urgence, qui avait été déclarée par la Chambre des députés, fut écartée, à la suite des observations du rapporteur et du Ministre du Travail. M. le Ministre du Travail fit à ce sujet les déclarations suivantes :

Messieurs, ma première pensée, étant donnée la sollicitude que nous avons tous pour le

haut problème dont la solution va vous être remise, eût été, au nom du Gouvernement, de demander l'urgence sur la proposition. Mais je me rallie aux observations apportées par l'honorable M. Cuvinot. En effet, il est certain que nous sommes en présence d'un projet de loi complexe, que des remaniements pourront intervenir en séance, et qu'à tout prendre, ce n'est pas perdre du temps que de laisser à la deuxième délibération le soin de juxtaposer les remaniements qui auront été votés dans la première.

Je me permets cependant, dès maintenant, de demander au Sénat qu'il veuille bien, dans la mesure où cela lui sera possible, hâter la seconde délibération, afin que nous puissions, au plus tôt, le plus rapidement possible et certainement dans cette législature, porter à la Chambre le projet qui sera sorti des délibérations du Sénat.

La discussion générale en première délibération se poursuit dans les séances des 5, 9, 11, 12, 16, 18, 19, 25 et 30 novembre. Dans la séance du 11 novembre, M. le Ministre du Travail exposa les idées du Gouvernement au sujet de la proposition de loi soumise au Sénat. Il rappela d'abord que, dès 1907, le Gouvernement fut d'avis qu'au lieu de présenter au Sénat le projet intégral voté par la Chambre, au risque de le faire écarter et de faire ajourner l'idée qu'il contenait, il était préférable de doter le pays d'une réforme moyenne, mais immédiate, tout en refusant de transiger sur trois principes essentiels.

Quels étaient ces principes essentiels ?

Messieurs, le Gouvernement déclarait qu'à ses yeux aucune loi de retraites sérieuse ne pourrait jouer si elle n'était pas établie sur l'obligation, non pas sur l'obligation factice, non pas sur l'obligation qui se satisfait d'une formule légale, mais sur l'obligation positive, jouant dans la réalité et pour le jeu de laquelle on a inscrit dans la loi les précautions nécessaires.

Le Gouvernement disait ensuite qu'il ne prendrait pas la responsabilité d'une loi de retraites si, pour organiser la caisse des retraites, on ne faisait pas appel au double versement des intéressés avec la participation de l'État, et ainsi, d'accord avec la commission, il écartait dès le début cette conception que je suis heureux de ne pas avoir vu apparaître dans ce débat, cette conception coûteuse pour le budget et déprimante pour la morale, qui consiste à vouloir assurer les retraites par la répartition budgétaire des fonds des contribuables sous le procédé de l'assistance.

Enfin, Messieurs, le Gouvernement marquait toutes ses préférences pour la capitalisation, écartant la répartition qui, à un double titre, mérite des reproches : au titre budgétaire d'abord, au titre technique ensuite. Au titre budgétaire, car si l'on suppose des influences économiques se produisant, la caisse de répartition se vidant ou ne se remplissant pas suffisamment, on est obligé, à moins de proclamer la faillite générale de l'entreprise, de faire appel aux fonds des contribuables, c'est-à-dire à l'impôt. Au point de vue technique ensuite, parce que la répartition supprime ce qu'on appelle les réserves mathématiques qui doivent exister dans toute opération d'assurance scientifique, honnête et sérieusement comprise.

Le Ministre exposa ensuite certaines différences qui existaient entre le projet de la Commission et celui du Gouvernement et qui concernaient, notamment, le mode de versement des contributions patronales et ouvrières, le taux de ces contributions et les allocations provisoires à attribuer aux vieillards de 65 à 70 ans pendant les premières années d'application de la loi.

Sur le premier point, il déclara que le mode de versement préconisé par le Gouvernement était celui du prélèvement sur le salaire par le procédé du précompte, dont il expliqua le fonctionnement en ces termes :

Le ministère du travail, par l'intermédiaire du ministère des postes, mettra à la disposition des patrons, chez tous les préposés du Trésor, des timbres; chaque timbre représentera le versement patronal et le versement de l'ouvrier. Par exemple, si vous acceptez, comme le veut la commission, que le patron verse 0 fr. 75 par mois et l'ouvrier 0 fr. 50, chaque timbre représentera 1 fr. 25. Le patron prendra de ces timbres dans la mesure où il croira en avoir besoin; le travailleur prendra une carte délivrée gratuitement et sur laquelle seront inscrits ses nom et prénoms, la date et le lieu de sa naissance.

Arrive le moment où l'on doit payer le salaire, l'ouvrier s'approche du guichet où généralement on le distribue : on appose un timbre sur sa carte en même temps qu'on lui donne son salaire, on retient sur ce salaire la part représentée par le timbre.

J'ai droit à 90 francs, on me donne 89 fr. 50, parce que les 50 centimes qui manquent à mon salaire représentent le timbre : voilà le précompte.

Le Ministre déclare en outre que le Gouvernement était partisan de la parité des taux de contributions obligatoires patronales et ouvrières et qu'à son avis les allocations provisoires devaient, comme celles de la loi du 14 juillet 1905, être payées à la fois par les communes, les départements et l'État.

En ce qui concerne les pensions d'invalidité préconisées par M. Ribot, le Ministre déclara que l'assurance contre l'invalidité ne pouvait servir de base à l'assurance contre la vieillesse, que si elle était accompagnée elle-même d'une assurance contre la maladie, comme cela se passe en Allemagne.

A la suite du discours du Ministre, la Commission apporta un certain nombre de modifications à son projet, dont elle fit distribuer le 23 novembre un nouveau texte rectifié.

La discussion générale fut close le 30 novembre et le Sénat aborda le même jour la discussion des articles.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de novembre 1909.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 16 novembre. — Dépôt, par M. Émile Chauvin, d'un rapport, fait au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, sur les propositions de loi de M. Charles Leboucq, M. de Folleville (de Bimorel), de M. Defontaine et plusieurs de ses collègues, de M. Basly et de M. Lebrun, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (doc. parl. n° 2842).

Caisse des Invalides de la Marine. — *Sénat.* — Séance du 12 novembre. — Dépôt, par M. Cabart-Danneville, d'une proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 8 de la loi du 14 juillet 1908 sur les Invalides de la Marine. — Renvoi à la Commission de la Marine (doc. parl. n° 267).

Contrat de travail. — Délai-congé. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 18 novembre. — Dépôt, par M. Charles Leboucq, d'une proposition de loi tendant à compléter l'article 1780 du code civil et à proportionner la durée du préavis pour le congé à l'ancienneté des services rendus par l'ouvrier ou l'employé. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 2850).

Délégués-adjoints à l'inspection du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 22 novembre. — Dépôt, par MM. Marietton, Albert-Poulain et plusieurs de leurs collègues, d'une proposition de loi tendant à la création de délégués adjoints à l'inspection du travail dans l'industrie du bâtiment. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 2857).

Femmes en couches. — *Chambre des députés.* — Séance du 8 novembre. — Dépôt, par M. Bonnevey, d'un rapport fait au nom de la Commission du travail sur la proposition de loi modifiée de nouveau par le Sénat, garantissant leur travail ou leur emploi aux femmes

en couches (doc. parl. n° 2823). — 2^e séance du 24 novembre. — Adoption de la proposition de loi.

Paiement des salaires. — *Sénat.* — Séance du 23 novembre. — Dépôt, par M. Maxime Lecomte, d'un rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifiée de nouveau par la Chambre des députés, sur le payement des salaires des ouvriers et employés (doc. parl. n° 271).

Participation aux bénéfices. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 26 novembre. Dépôt, par M. Tournade, d'une proposition de loi sur la participation aux bénéfices (doc. parl. n° 2876).

Repos du dimanche dans les postes. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 novembre. — Dépôt, par M. Ridouard, d'une proposition de loi ayant pour but d'ajouter aux timbres-poste la mention facultative : ne pas livrer le dimanche. — Renvoi à la Commission des postes et télégraphes (doc. parl. n° 2825).

Retraites ouvrières. — *Sénat.* — Séance du 4 novembre. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, sur les retraites ouvrières. — Texte rectifié de la proposition de loi (doc. parl. n° 104-annexe). — Rejet de l'urgence. — Discussion générale. — Séances des 5, 9, 11, 12, 16, 18 novembre. — Suite de la discussion générale. — Séance du 19 novembre. — Texte rectifié de la proposition de loi (doc. parl. n° 104-annexe bis). — Suite de la discussion générale. — Séance du 25 novembre. — Suite de la discussion générale. — Séance du 30 novembre. — 2^e avis présenté par M. Ferdinand Dreyfus au nom de la Commission des finances (doc. parl. n° 277). — Suite de la discussion générale. — Clôture de la discussion générale. — Discussion des articles : article 1^{er}.

Saisie-arrêt sur les salaires. — *Chambre des députés.* — Séance du 15 novembre. — Dépôt, par M. Zévaès, d'un rapport, fait au nom de la Commission du travail, sur : 1^o la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés; 2^o la proposition de loi de M. Bonnevay, relative à l'insaisissabilité des salaires et petits traitements des ouvriers et employés; 3^o la proposition de loi de M. Gustave Dron, tendant à rendre les salaires, gages, appointements et petits traitements des ouvriers, gens de service, employés ou commis et des fonctionnaires, incessibles et insaisissables (doc. parl. n° 2837).

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 22 novembre. — Dépôt et lecture, par M. Thivrier, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre du travail, sur l'exercice 1909, un crédit extraordinaire de 50,000 francs en faveur des ouvriers de Commeny, victimes du chômage. — Déclaration de l'urgence et renvoi à la Commission du budget.

Sociétés coopératives. — *Chambre des députés.* — Séance du 22 novembre. — Dépôt, par M. Failliot, d'une proposition de loi ayant pour objet d'assujettir à la patente individuelle les membres des sociétés coopératives qui se livrent à des opérations commerciales.

Tissage et bobinage. — *Sénat.* — Séance du 4 novembre. — Dépôt, par M. le Ministre du travail, d'un projet de loi tendant à modifier la loi du 7 mars 1850 sur les moyens de constater les conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage. — Renvoi à la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à charger les inspecteurs du travail de l'application des lois des 7 mars 1850 et 21 juillet 1856 (doc. parl. n° 262).

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Ain. — A Bourg, dans le bâtiment, qui compte 90 entrepreneurs occupant 400 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au 3^e trimestre correspondant de 1908; on faisait 60 heures par semaine fin septembre, et les salaires seraient en hausse; deux établissements, occupant ensemble 10 ouvriers, ont été créés.

A Oyonnax, dans l'industrie de peignes, qui compte 170 fabricants et 3,000 ouvriers, on espérait une reprise de travail pour l'automne.

Aisne. — A Saint-Quentin, dans l'ameublement, le travail était aussi abondant qu'à l'époque correspondante de 1908; on faisait 60 heures par semaine fin septembre, mais trois établissements occupant 10 ouvriers ont été fermés. Chez les jardiniers-pépinieristes, au nombre de 36 occupant 100 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 3^e trimestre 1908; on faisait 60 heures en moyenne fin septembre, et le salaire quotidien était tombé à 3 francs. A Soissons, chez les maréchaux ferrants, au nombre de 49 occupant 80 ouvriers, la saison était active, comme d'habitude, au 3^e trimestre: on faisait de 60 à 70 heures par semaine fin septembre, pour un salaire de 0 fr. 45 à 0 fr. 55 l'heure.

Allier. — A Moulins, dans le bâtiment et travaux publics, qui comptent 180 entrepreneurs syndiqués, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque, sans chômage dans le bâtiment, dont la durée hebdomadaire du travail était de 60 heures fin septembre. A Montluçon, chez les menuisiers, au nombre de 16 occupant 52 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine fin septembre, pour un salaire en hausse de 0 fr. 55 à 0 fr. 60 l'heure au lieu de 0 fr. 50 à 0 fr. 55. Également à Montluçon, chez les chaudronniers, plombiers, fumistes, etc., la situation n'a pas varié depuis plusieurs trimestres.

Alpes-Maritimes. — A Nice, chez les producteurs de fleurs naturelles, au nombre de 100 occupant 1,000 ouvriers, la culture a augmenté dans de fortes proportions, notamment pour les œillets qui, de 20,000 il y a deux ans, ont atteint 80,000 à 100,000 en 1909; aussi les oliveraies disparaissent-elles peu à peu pour faire place à la culture florale. Cette industrie est dans son plein développement, beaucoup d'expéditeurs exportent jusqu'à 40,000 colis par saison, c'est-à-dire d'octobre à mai. Le train des fleurs ne compte pas moins de 10 wagons pour Nice-Cannes. On fait généralement 9 heures par jour pour un salaire, en hausse, de 4 fr. 50 (ouvrier français) et de 3 fr. 50 (ouvrier italien). Chez les horlogers, bijoutiers, joailliers, au nombre de 39, l'activité du travail est restée à peu près la même, et les salaires seraient en hausse. A Vallauris, dans les poteries culinaires en terre réfractaire, au nombre de 32 occupant 1,000 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait 10 heures par jour et les salaires seraient en hausse de 5 p. 100.

A Antibes, dans l'horticulture et culture agricole, qui compte 70 patrons, occupant 195 ouvriers et ouvrières, l'activité a été la même qu'au 3^e trimestre 1908; on faisait 55 à 60 heures par semaine fin septembre, pour un salaire quotidien de 3 fr. 50 à 5 francs.

Ardèche. — A Annonay, dans les mégisseries au nombre de 17 occupant 900 ouvriers, l'abondance du travail a été équivalente à celle du trimestre précédent; on ne faisait que

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 3^e trimestre 1909 et émanent des syndicats patronaux.

40 heures par semaine fin et septembre les salaires tendaient au fléchissement par suite du remplacement d'ouvriers palissonneurs par des machines dites « palissonneuses ». Une mégisserie de 35 ouvriers a fermé. Dans cette industrie qui se divise en deux parties : la mégisserie de « rivière » et le « palisson », plusieurs usines ont adopté, depuis plusieurs années, des machines pour remplacer dans la partie de « rivière » le travail des ouvriers mégissiers. D'autre part, depuis quelques mois, deux principales fabriques de la localité ont fait placer des machines pour remplacer en partie le travail du « palissonneur », de sorte que la mégisserie qui occupait jadis plus de 2.000 ouvriers n'en occupe pas actuellement un millier, et encore ce nombre tend-il à diminuer. L'activité du travail baisserait aussi par suite de la concurrence de l'industrie étrangère.

Ardennes. — A Charleville, d'après le Conseil de prud'hommes, le chômage n'a pas été appréciable dans la *métallurgie* ; il a atteint 30 p. 100 dans le *bâtiment*, par suite de la saison pluvieuse qui durait depuis 5 mois ; dans la *brosserie*, le chômage a été d'environ 10 p. 100.

D'après des syndicats patronaux : A Charleville, dans la *boulonnerie*, qui compte 9 établissements occupant 2.000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 3^e trimestre 1908 ; on faisait de 55 à 60 heures par semaine fin septembre, sans chômage ; la main-d'œuvre serait plutôt insuffisante, mais les ordres vont en diminuant. A Sedan, dans la *filature de laine cardée* et dans le *bâtiment*, il n'y a pas eu de changement.

Aveyron. — A Millau, chez les *mégissiers*, *chamoiseurs* et *teinturiers*, au nombre de 30 occupant 400 à 500 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque, grâce à la reprise des affaires sur le marché américain ; la situation était très satisfaisante, et le commencement de la saison d'hiver s'annonçait favorablement ; on faisait 9 heures et demie par jour fin septembre, pour un salaire de 4 francs à 4 fr. 50.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, dans la *plomberie-zinguerie*, qui compte 118 entrepreneurs et 325 ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant qu'en 1908 à pareille époque ; les causes en seraient, notamment, le perfectionnement de l'outillage ; certaines maisons auraient fermé ; d'autres se seraient créées ; on fait 60 heures par semaine pour un salaire quotidien, en hausse, de 6 francs au lieu de 5 fr. 50. Chez les patrons pêcheurs sardi-niers de l'Estaque-Plage, le travail a été moins abondant qu'au 3^e trimestre 1908, et le chômage fréquent, aussi les salaires ont ils été minimes. Chez les *maréchaux-ferrants*, au nombre de 33 occupant 80 ouvriers, la situation n'a pas varié. Chez les *jardiniers-fleuristes*, de Saint-Pierre, au nombre de 40 occupant 60 ouvriers environ, l'activité est restée stationnaire et le salaire est de 4 francs par jour. Chez les *bijoutiers-joailliers*, au nombre de 35 occupant 200 ouvriers, il n'y a pas eu de changement appréciable comparativement au 3^e trimestre de 1908 ; on a fait de 50 à 60 heures par semaine, sans chômage sensible, pour un salaire moyen quotidien de 5 à 7 francs ; deux petites maisons ont fermé. Chez les *camionneurs au tombereau*, au nombre de 60 occupant 180 ouvriers, le travail a été sensiblement plus élevé ; on fait de 50 à 60 heures par semaine pour un salaire hebdomadaire de 32 à 35 francs (1 collier) ; les chômages seraient moins fréquents par suite d'une meilleure entente entre patrons et ouvriers.

D'après le Conseil de prud'hommes d'Aix, l'activité du travail atteignait son maximum dans le *bâtiment* à cause de l'exécution de grands travaux publics et particuliers, notamment la remise en état des immeubles endommagés par le tremblement de terre ; la main-d'œuvre civile ayant manqué dans nombre de communes atteintes par la catastrophe, on a utilisé la main-d'œuvre militaire.

Calvados. — D'après le Conseil de prud'hommes de Lisieux, l'industrie était un peu plus active comparativement au trimestre dernier ; toutefois le chômage était encore d'environ de 15 p. 100 dans l'industrie lainière ; il était nul dans l'industrie finière, le bâtiment, et les cuirs et chaussures. D'après le Conseil de prud'hommes de Vire, il n'y avait pas de chômage dans les principales industries. D'après celui de Falaise, il n'y a pas eu de changement depuis le 2^e trimestre. D'après celui de Condé-sur-Noireau, on considérerait qu'il n'y avait pas de chômage dans l'industrie cotonnière.

D'après des syndicats patronaux : à Honfleur, les *armateurs* et *pêcheurs* syndiqués comptant

150 bateaux, se livraient à la pêche à la crevette, qui s'est fortement ressentie de la mauvaise saison : le gain moyen est de 12 à 15 francs par bateau et par jour ; le partage se fait en trois parts : une pour le bateau, une pour chaque homme ; la pénurie de la pêche cette année a fait envisager la construction d'une dizaine de bateaux d'une jauge de plus de 10 tonneaux, en vue de la pêche au large ; les chômages sont fréquents à cause du mauvais temps, et les gains ne dépassent pas 1,100 francs par an. A Port-en-Bessin, chez les armateurs, qui comptent 37 barques occupant 200 pêcheurs, le poisson a continué à faire défaut, ce qui entraînerait l'exode du personnel jeune vers l'industrie, au préjudice de la carrière maritime.

Charente. — A Cognac, chez les *voituriers de place et de remise*, le travail baissait sensiblement, par suite de la concurrence des autos ; on faisait de 15 à 20 heures par jour, avec chômages.

Charente-Inférieure. — A Rochefort-sur-Mer, d'après le Conseil de prud'hommes, le travail était abondant pour les ouvriers du bâtiment, et le chômage à peu près nul pour les ouvriers des autres corporations.

Cher. — A Bourges, chez les *maréchaux-ferrants*, au nombre de 108, occupant 216 ouvriers, on faisait 66 heures par semaine fin septembre, pour un salaire quotidien de 3 fr. 50 à 5 francs par jour. A Marseille-les-Aubigny, chez les fabricants de *chaux*, au nombre de 13, occupant 1,200 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de l'année dernière, le chômage des canaux sur lesquels sont situés les établissements ayant entraîné un arrêt d'une dizaine de jours au commencement du 3^e trimestre.

Corrèze. — A Tulle, d'après le Conseil de prud'hommes, l'activité du travail n'a pas varié par rapport au trimestre correspondant de 1908.

D'après des Syndicats patronaux : à Brive, dans la *maçonnerie*, qui compte 11 entrepreneurs, occupant 80 ouvriers, le travail a été un tiers moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908 ; on fait 60 heures par semaine ; la main d'œuvre ferait défaut et sa qualité laisserait à désirer.

Côte-d'Or. — A Dijon, dans l'industrie *agricole*, qui compte 25 maisons occupant 75 ouvriers, l'activité est restée la même.

Creuse. — A Guéret, dans le *bâtiment*, qui compte 46 entrepreneurs, occupant 850 ouvriers, l'activité du travail était satisfaisante ; fin septembre, les maçons faisaient 11 heures, les charpentiers et menuisiers 10 heures, pour des salaires (en hausse de quelques centimes) de 0 fr. 43, 0 fr. 45, 0 fr. 50 l'heure.

D'après le Conseil de prud'hommes d'Aubusson, la situation industrielle n'a pas varié, comparativement au 2^e trimestre.

Dordogne. — A Périgueux, chez les *horlogers-bijoutiers-joyailliers de détail*, au nombre de 15, occupant seulement 5 ouvriers, on fait 60 heures par semaine, sans variation sensible quant à l'activité du travail.

Doubs. — A Besançon, chez les *pierristes et sertisseurs*, au nombre de 17, occupant 100 ouvriers, l'abondance du travail a été plus grande qu'au trimestre correspondant de 1908, l'activité ayant repris depuis le 1^{er} septembre ; on fait 10 heures, et les salaires sont en baisse de 0 fr. 50 par douzaine de mouvements.

Dans le *bâtiment*, on faisait 60 heures par semaine, mais le travail était moins abondant qu'au 3^e trimestre de 1908, à cause du mauvais temps.

A Pontarlier, dans la *distillerie d'absinthe*, l'activité du travail irait toujours en diminuant ; on faisait 55 heures par semaine fin septembre. La production de cette industrie aurait diminué de moitié. A Montbéliard, chez les fabricants d'*horlogerie*, le changement n'était pas appréciable, mais la crise semblait atténuée.

D'après le Conseil de prud'hommes du canton de Montbéliard et d'Audincourt, la situation des principales industries n'avait pas varié depuis le précédent trimestre et comparativement au trimestre correspondant de 1908.

Drôme. — A Valence, d'après le Conseil de prud'hommes, le travail était très actif dans tout le bâtiment, mais la main-d'œuvre rare, surtout en plâtrière et menuiserie; le peu de chômage était compensé par les travaux des vendanges.

Eure. — A Évreux, dans la *maréchalerie*, qui compte 26 établissements, occupant 78 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait 66 heures par semaine, pour un salaire mensuel de 50 francs (teneur de pieds), 70 et 75 francs (ferreur), couché et nourri; cette industrie se plaint de la concurrence qui lui est faite, le dimanche, par les ateliers n'occupant pas d'ouvriers.

A Vernou, dans la *menuiserie* et la *charpente*, on faisait 60 heures par semaine fin septembre, sans changement quant à l'activité du travail. A Ezy, chez les fabricants de *peignes*, au nombre de 45, occupant 600 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on ne faisait que 40 heures par semaine fin septembre, sans perspective d'amélioration prochaine.

A Pont-Audemer, d'après le Conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu de changement depuis le précédent trimestre.

Finistère. — A Brest, dans l'*horticulture*, qui compte 50 établissements, on fait 10 heures par jour, pour 2 fr. 25 à 3 fr. 50. A Camaret-sur-Mer, chez les patrons et marins *pêcheurs*, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, mais la cherté des rogues a rendu la situation difficile aux patrons qui n'ont pas été avantagés d'une bonne pêche; on a fait 72 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse pour les femmes et les ouvriers soudeurs; un établissement a fermé, qui occupait 70 femmes et 20 ouvriers soudeurs.

A Morlaix, d'après le Conseil de prud'hommes, il n'était survenu aucune modification dans la situation industrielle depuis le 2^e trimestre; l'activité subsistait toujours dans la tonnellerie.

Gard. — A Maurevin, chez les *maréchaux-ferrants*, il n'y a pas eu de changement.

Gironde. — A Bordeaux, dans la *couverture*, *zinguerie*, *plomberie*, qui compte 38 entrepreneurs, occupant 380 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine, fin septembre. Chez les *teinturiers-nettoyeurs*, au nombre de 19 syndiqués, l'activité a été moitié moins grande, vu la morte-saison, qu'au précédent trimestre; on a fait, comme tous les ans à pareille époque, 40 à 50 heures environ par semaine, dans la *sellerie*, *bourrellerie*, *harnachement*, qui compte 77 petits patrons, l'activité a été la même que l'an dernier à pareille époque; on fait 11 heures en été et 10 heures en hiver, pour un salaire de 4 fr. 50 à 5 francs. Chez les patrons *imprimeurs lithographes et typographes*, il y a eu un léger chômage pendant les vacances, surtout en lithographie. Dans l'industrie de l'*auto et parties s'y rattachant*, qui compte 40 établissements syndiqués, le travail a été sensiblement moins abondant que l'an dernier à pareille époque, surtout pour les autos de luxe dont les acquéreurs se font rares. Cette industrie semble concurrencée par le mouvement formidable qui va vers l'aviation, pour laquelle, en vue de la construction d'un aérodrome, des défrichements sont commencés sur les terrains de Croix-d'Hinx, où est occupé un personnel ouvriers de deux cents unités. Une grande maison de Bordeaux s'est mise à fabriquer des avions de sa création, et un aviateur connu, M. Blériot, fait construire de grands ateliers pour la construction de ses propres avions, ce qui laisse entrevoir, pour un temps très prochain, tout un personnel de plusieurs milliers d'employés (artisans, ingénieurs, etc.). On fait 50 heures par semaine, pour un salaire quotidien de 4 fr. 50 à 8 francs. Dans l'industrie de l'*eau distillée*, dont les 4 établissements syndiqués occupent 8 ouvriers, il y avait tendance à diminution sur le trimestre correspondant de 1908. Cette industrie péricliterait depuis la nouvelle loi sur les alcools, et n'occuperait son personnel que 2 ou 3 jours par semaine.

Hérault. — D'après le conseil de prudhommes de Béziers, l'activité du travail a été grande, grâce aux travaux des vendanges, qui battaient encore leur plein à la fin du trimestre.

D'après des Syndicats patronaux : à Béziers, chez les *maréchaux-ferrants*, au nombre de

8 syndiqués sur 21, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, par suite de l'extension de la concurrence automobile électrique, etc.; on fait 60 heures par semaine. A Cette, dans la *peinture*, dont les 10 entrepreneurs syndiqués occupent 30 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait 9 heures pour un salaire de 5 francs. Cette industrie, pour se maintenir, a dû s'adjoindre des spécialités, telles que dorure, papiers peints, vitrerie, etc. Dans le *camionnage* il n'y avait pas de chômage, mais le travail était moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait de 60 à 70 heures par semaine pour un salaire quotidien de 6 francs. Deux entreprises, occupant une dizaine d'ouvriers, se sont créées.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, dans le *bâtiment*, qui compte 370 ouvriers, l'activité est restée normale; on faisait 60 heures par semaine fin septembre, et les salaires seraient en hausse. Chez les fabricants de *cuir* et *peaux*, au nombre de 70 occupant 1,500 ouvriers, même activité qu'au trimestre correspondant de l'année dernière; on fait 10 heures par jour, et les salaires seraient en augmentation.

A Saint-Malo, le travail a présenté une activité suffisante, sauf dans la *métallurgie*, qui a laissé à désirer; il y avait peu de chômeurs.

Indre. — D'après le Conseil de prud'hommes de Châteauroux, l'activité du travail a été normale, sans chômage appréciable.

D'après les syndicats patronaux : à Châteauroux, dans les *huileries*, il n'y a pas eu de changement. A Issoudun, dans la *menuiserie*, le travail a suivi une marche régulière.

Indre-et-Loire. — A Tours, dans la *meunerie*, le travail n'a pas varié comparative-ment au trimestre correspondant de 1908. Dans la *menuiserie*, qui compte 53 patrons syndiqués occupant 210 ouvriers, le travail a été moins abondant; on faisait 60 à 66 heures par semaine, pour un salaire de 0 fr. 45 à 0 fr. 55 l'heure.

Isère. — A Grenoble, chez les *constructeurs mécaniciens et chaudronniers*, au nombre de 13 occupant 1,100 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 3^e trimestre 1908, et sa durée n'était que de 54 heures par semaine fin septembre; la main-d'œuvre courante est assez abondante, mais non la qualifiée. Dans la *serrurerie et ferronnerie*, qui compte 20 établissements occupant 250 ouvriers, le travail a été légèrement plus abondant qu'en 1908 à pareille époque, et sa durée stationnaire par rapport au 2^e trimestre 1909; on faisait 60 heures, fin septembre. Chez les *charpentiers*, il y avait toujours pénurie de main-d'œuvre, sans changement quant à l'activité du travail.

Dans l'*ameublement*, même constatation.

A Vienne, dans l'*horticulture* et la *culture maraîchère*, qui compte 91 entreprises et 50 ouvriers, le travail était stationnaire; on faisait 60 heures par semaine fin septembre, pour un salaire quotidien de 3 fr. 50 à 4 fr. 50; ce salaire serait plutôt en augmentation à cause du manque d'ouvriers. A Voiron, dans le *tissage mécanique de soieries*, qui compte 19 établissements occupant 2,500 ouvriers et ouvrières, le travail a été un peu plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, à cause d'un retour de mode du tissu de soie; on faisait 54 heures par semaine pour un salaire quotidien de 2 fr. 50 à 3 francs, les ouvrières, et de 5 fr. 75 les ouvriers. Un tissage occupant 256 ouvriers a été fermé, et 5 établissements ont dû réduire le nombre de leurs métiers. Cette industrie se plaint de la concurrence étrangère, surtout celle d'Extrême-Orient, dont les tissus de soie entrent en franchise; les patrons tisseurs qui travaillent pour les maisons de Lyon ne pourraient plus faire les dépenses que nécessite le progrès mécanique; beaucoup ont dû démonter des métiers, afin de diminuer leurs frais généraux; d'autre part, nombre d'ouvrières abandonnent le tissage pour la domesticité. Chez les fabricants d'*eaux gazeuses*, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine.

D'après le Conseil de prud'hommes de la Tour-du-Pin, on croyait constater une légère amélioration pour la passenterie et le tissage de la soie, mais les métiers de tulle, dont le nombre depuis 2 ans s'est accru à l'excès, chômaient 2 jours par semaine à cause de la défaillance de la mode.

Jura. — A Dôle, dans le *bâtiment*, qui compte 36 entrepreneurs occupant 250 ouvriers,

le travail a été plutôt moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et sa durée en diminution sur le 2^e trimestre 1909, vu la saison; les salaires ont été augmentés de 10 p. 100.

A Morez, d'après le Conseil de prud'hommes, l'état d'activité du travail laissait beaucoup à désirer dans toutes les branches de l'industrie locale : lunetterie, horlogerie, bois, etc.; le chômage était nul chez les ouvriers en atelier, mais appréciable chez les ouvriers à domicile.

D'après un syndicat patronal, à Morez également, dans l'horlogerie, qui compte 24 établissements occupant 1,000 ouvriers, le travail était suffisant pour occuper les ouvriers disponibles; on faisait 50 heures fin septembre, et les salaires seraient en hausse.

Loire-et-Cher. — A Romorantin, dans le *bâtiment*, l'activité du travail a été à peu près semblable à celle du trimestre correspondant de 1908, et sa durée en diminution, fin septembre, sur le 2^e trimestre 1908, à cause de la saison; la main-d'œuvre qualifiée fait défaut.

Loire. — A Saint-Étienne, dans les *tissus et matières textiles*, le travail, quoique n'atteignant pas encore son activité normale pour alimenter la fabrique stéphanoise de rubans, semblait un peu plus abondant qu'il y a un an, à pareille époque; les salaires sont minimes. Chez les maîtres *carrossiers et charrons*, au nombre de 85, occupant 150 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 3^e trimestre 1908, et sa durée plutôt en diminution sur le 2^e trimestre 1909; on faisait 60 heures par semaine fin septembre. Dans la *carrosserie*, qui compte 83 maisons occupant 140 ouvriers, le travail a aussi été moins abondant; on faisait 60 heures par semaine comme au précédent trimestre. Chez les fabricants de *limes*, au nombre de 18 occupant 1,200 ouvriers; le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, à cause de l'état précaire de l'industrie métallurgique en général; la main-d'œuvre est abondante, mais le chômage est atténué par la facilité qu'ont les ouvriers de s'occuper dans les autres industries locales, telles que mines, usines métallurgiques, etc.; on faisait 50 heures par semaine fin septembre. Chez les entrepreneurs de *transports*, au nombre de 23 occupant 80 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 3^e trimestre 1908, mais sans chômage sensible; on fait 60 heures par semaine, pour un salaire de 135 francs par mois, contre 125 francs en 1908. Dans cette industrie une maison emploie avec succès la traction mécanique. Dans l'*horticulture* il n'y a pas eu de changement.

D'après le Conseil de prud'hommes de la ville de Roanne, les apprêteurs, gareurs et pareurs ont fait 60 heures par semaine, les premiers ont eu 2 p. 100 de chômeurs en juillet, 4 p. 100 en août, 1 p. 100 en septembre; les seconds, 4 p. 100 en juillet, 3 p. 100 en août, 1 p. 100 en septembre. Les tisseurs ont travaillé de façon variable : 40 à 54 heures par semaine en juillet et août, et 54 à 60 heures en septembre. Dans les autres corporations on a fait 10 heures par jour, sauf les galochiers et potiers, qui n'ont fait que 9 heures en septembre.

D'après le Conseil de prud'hommes de Rive-de-Gier, il y a eu ralentissement de la grosse industrie et diminution dans la verrerie, par suite du retard de la mise en activité des fours. Le chômage était évalué à 40 p. 100.

D'après des syndicats patronaux : à Rive-de-Gier, dans la *cordonnerie*, qui compte 20 établissements occupant 30 ouvriers, le travail a été moins abondant comparativement au 3^e trimestre de 1908; deux maisons ont fermé; on faisait 60 heures par semaine fin septembre. Dans le *bâtiment*, qui compte 55 entrepreneurs occupant 400 ouvriers, il y a eu aussi moins de travail qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 60 heures fin septembre.

Haute-Loire. — PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE. — Au Puy, dans la manufacture de *casquettes*, la production et la vente ont été normales; il n'y a pas eu de chômage et la main-d'œuvre est strictement suffisante. Dans la *bonneterie* la vente a été faible, la saison d'hiver n'ayant pas été favorable. A Brives-Charensac, la *minoterie* a eu sa production favorisée par le niveau relativement élevé des eaux de la Loire, comparativement à la période correspondante de 1908; il y avait plutôt afflux que manque de main-d'œuvre par suite de l'arrêt des travaux de chemin de fer; les salaires varient de 75 à 100 francs par mois pour les ouvriers de métier. Dans les *tuileries*, il y a concurrence facile de la part des grandes tuileries étrangères, et abondance de main-d'œuvre; les salaires quotidiens atteignent 2 fr. 50 à 3 fr. 50, et l'outillage se transforme par l'introduction de moteurs électriques. Dans la *poterie*, la vente serait active et rémunératrice, mais l'insuffisance de bons ouvriers n'est

pas compensée par une amélioration de l'outillage, ce qui maintient cette industrie dans un état défavorable, alors qu'elle pourrait être prospère.

A Vals, dans les *ciergeries*, au nombre de 2, la production et la vente sont moyennes et la main-d'œuvre répond aux besoins. Dans le *moulinage de soie* et la *tannerie*, même constatation; dans cette dernière industrie l'outillage a été amélioré.

A Espaly, dans les fabriques de *chaux*, la production a été active; la main-d'œuvre serait suffisante et les salaires en augmentation. Les *confections* ont été actives, mais la concurrence entraîne la baisse des prix; il y a afflux de main-d'œuvre. Dans la *malterie* il n'y a pas eu de variation. Dans la *papeterie*, la production a été faible et la main-d'œuvre était abondante.

A Monestier, dans le *moulinage de soies*, la production a été normale, mais la main-d'œuvre fait plutôt défaut en été.

A Yssingeaux, dans la *passementerie*, il y avait reprise d'activité depuis quelques mois, sans amélioration des prix de vente, qui sont désavantageux, ce qui aurait empêché l'augmentation des salaires malgré l'abondance du travail; il y a afflux de main-d'œuvre. Dans la *serrurerie*, *fautx* et *faucilles*, la production a été assez régulière et il y a eu équilibre entre le travail et la main-d'œuvre.

A Brioude, dans la *passementerie*, la mode a favorisé la production et la vente; les ouvrières, qui sont nombreuses, travaillent à domicile à leur commodité. Dans le traitement de l'*antimoine*, il y a eu diminution de la demande, et la production s'en est ressentie, ainsi que les prix de vente qui seraient tombés à 300 francs au lieu de 500 et 600 francs, l'an dernier; les salaires sont restés les mêmes, mais la main-d'œuvre est abondante. Dans les mines de *houille*, il y a eu ralentissement en raison de la saison et du manque de main-d'œuvre. Dans la *verrière de verre noir* la production et la vente ont été très actives; toutefois il y a eu diminution des heures de travail à cause de la démolition d'un four, qui sera reconstruit et équipé mécaniquement, ce qui amènera une modification importante de l'outillage.

Loire-Inférieure. — A Nantes, dans la *cordonnerie*, le travail a été stationnaire; cette industrie se plaint de la concurrence des bottiers militaires. Dans les *salaisons*, qui comptent 12 établissements occupant 600 ouvriers en bonne saison, la reprise n'aura lieu qu'en novembre. A Poulguen, dans la *maçonnerie*, qui compte 10 entrepreneurs occupant 400 ouvriers, l'activité est restée la même qu'aux 3^e trimestre 1908 et 2^e trimestre 1909, on faisait 60 heures par semaine fin septembre; une entreprise de 10 ouvriers s'est créée.

D'après le conseil de prud'hommes de Saint-Nazaire, le travail était assez actif dans l'industrie du bâtiment et la construction navale; dans le port le travail suivait une marche progressive; on comptait toutefois, pour l'ensemble des corporations, 30 p. 100 de chômeurs à la mi-octobre. La durée moyenne du travail est de 9 heures et demie par jour.

Loiret. — A Orléans, dans la *charpente*, il n'y a pas eu de changement, si l'on excepte quelques grèves de terrassiers. Dans le *jardinage* et l'*horticulture*, qui comptent 30 établissements occupant 300 ouvriers, le travail est stationnaire, et sa durée n'a varié qu'en raison de la saison; mais les pluies, en facilitant la pousse des légumes, ont conduit à la mévente des produits; elles ont contrarié aussi l'horticulture au point de vue du greffage des végétaux; quelques vignes ont été atteintes de la chlorose. D'une façon générale, l'année sera moyenne. Chez les *brasseurs* et fabricants de *boissons gazeuses*, il n'y a pas eu de changement. A Pithiviers, chez les *tourneurs chaisiers*, au nombre de 13, il n'y a pas eu de changement.

Lot-et-Garonne. — A Agen, dans la *meunerie*, le travail était abondant, sans chômage, et les prix de vente étaient rémunérateurs; les salaires, un peu en hausse, sont de 100, 120, 130 et 140 francs par mois, selon l'aptitude de l'ouvrier. On prévoit une bonne année 1910, les stocks étant nuls.

Maine-et-Loire. — Dans la *vannerie*, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on fait 60 heures par semaine. A Cholet, dans le *bâtiment* et *travaux publics*, qui compte 65 entrepreneurs occupant 800 ouvriers, le travail reste régulier, et sa durée était en diminution fin septembre sur la saison; les salaires seraient en hausse

de 15 p. 100 (0 fr. 42 de l'heure en moyenne au lieu de 0 fr. 37); un établissement de 10 ouvriers a fermé. Dans cette industrie l'outillage se transforme, surtout pour le transport des matériaux et le montage, par la substitution à la brouette et au tombereau de voies démontables et wagonnets, et par l'emploi de grues légères à potence démontable, au lieu de l'ancien treuil à bras.

Manche. — A Granville, chez les *armateurs à la grande pêche*, les navires ne faisaient que commencer à rentrer.

Marne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS (1^{er} semestre 1909). — Dans les *laines*, les peignages ont été complètement alimentés, et à la fin du semestre ils avaient encore un approvisionnement de deux à trois mois; aussi prévoit-on que le chômage en fin d'année sera moindre que celui des années précédentes. Les filatures de laine peignée ont été très alimentées à des prix de façon progressivement plus élevés, et l'alimentation restait assurée pour deux ou trois mois. La filature de laine cardée a eu une marche également favorable: son stock était nul à fin juin. Même constatation avantageuse pour la filature de Schappe, si l'on excepte un petit ralentissement en février. Dans les *tissus*, un courant d'affaires plus normal s'est établi pour la fabrique. La mode s'est portée assez largement sur les cachemires d'Ecosse, tant pour l'intérieur que pour l'exportation. La situation des mérinos est restée précaire; la production des mousselines et cachemires chaîne soie s'est un peu développée. Dans les *flanelles*, la fabrique a retrouvé une alimentation suffisante. Les lainages divers se sont bien comportés, si l'on excepte les tissus teints, moins demandés depuis un an. Dans les nouveautés diverses, des ordres importants ont été remis en oxfords légers ou tennis.

D'une façon générale, la situation du commerce des vins de Champagne s'est sensiblement améliorée pendant le 1^{er} trimestre 1909. L'Angleterre, notamment, a importé pendant les cinq premiers mois 2,879,520 bouteilles contre 2,239,146 pendant la période correspondante de 1908. Aux États-Unis, des envois importants ont été faits en prévision de l'augmentation des droits de douane. En France, la consommation des vins de Champagne augmente d'une façon régulière, mais porte toujours sur les vins à prix moyen. La verrerie et le liège ont constaté une diminution sensible d'affaires, plusieurs maisons s'étant complètement abstenues de mises en bouteilles.

La *sucrerie* a eu un bon semestre, mais un grand calme a succédé; relativement à l'année dernière, la betterave avait du retard. Dans la *brasserie*, les mois d'avril et mai ont été bons, mais mauvais le mois de juin, d'où des résultats que moyennement satisfaisants.

Le *bâtiment* a été assez occupé, les chantiers moyens et petits ayant trouvé à alimenter assez facilement leur personnel, qui restait relativement nombreux. Dans les industries mécaniques les constructeurs ont plutôt difficilement alimenté le leur.

Les *équipements militaires* ont présenté une activité moyenne, supérieure à celle du précédent semestre. Dans la *papeterie*, les affaires ont été difficiles.

D'après des syndicats patronaux: à Châlons, chez les entrepreneurs de *chaux hydraulique et ciments*, au nombre de 14 occupant 600 à 700 ouvriers, il n'y a pas eu de changement quant à l'activité du travail; on a fait 60 heures par semaine, pour un salaire quotidien et moyen de 4 à 5 francs. A Vitry-le-François, dans le *bâtiment*, le travail a été un peu plus abondant que l'an dernier à pareille époque; on a fait de 60 à 65 heures par semaine, pour un salaire de 0 fr. 50 et 0 fr. 60 l'heure (ouvrier) et 0 fr. 40 et 0 fr. 45 (manœuvres). A la Fère-Champenoise, dans l'industrie *fromagère*, qui compte 30 établissements occupant 150 ouvriers, il n'y a pas eu de changement; le salaire s'élève à 4 francs par jour.

Marne (Haute-). — A Dizier, dans la *fonderie de fer*, qui compte 15 établissements occupant 3,450 ouvriers, le travail a été aussi abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, c'est-à-dire satisfaisant; on fait environ 60 heures par semaine et les salaires seraient en hausse. A Chaumont, dans le *bâtiment*, qui compte 117 entrepreneurs occupant 500 ouvriers, le travail est resté stationnaire. Cette industrie se plaint de la pénurie d'ouvriers, faute d'apprentissage, sauf pour les serruriers-mécaniciens, qui en recruteraient facilement, mais au profit presque exclusif des compagnies de chemins de fer.

Mayenne. — D'après le conseil de prud'hommes de Laval, le chômage a été presque

nul dans le tissage à la main, et de 5 p. 100 environ dans le tissage mécanique. Le travail était satisfaisant dans l'industrie des marbres et la filature de coton.

Meuse. — D'après le conseil de prud'hommes de Bar-le-Duc, les travaux du bâtiment restaient toujours très actifs, ainsi que les tissages qui occupent un nombreux personnel; même constatation favorable pour les établissements métallurgiques de construction mécanique.

D'après des syndicats patronaux : à Bar-le-Duc, dans les *fromageries*, il n'y a pas eu de changement. Dans l'*horticulture*, qui compte 10 patrons syndiqués, n'occupant qu'un ou deux ouvriers, le travail était en baisse et moins rémunérateur; on fait 60 heures par semaine pour un salaire d'environ 45 à 50 francs par mois et nourri.

Morbihan. — A Lorient, d'après le conseil de prud'hommes, la situation industrielle était semblable à celle du trimestre correspondant de 1908.

D'après un syndicat patronal, dans la *tannerie*, le travail a été moins abondant qu'au 3^e trimestre 1908; 3 tanneries occupant 16 ouvriers ont fermé; on faisait 48 heures fin septembre, et les salaires seraient en hausse, les ouvriers faisant défaut.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 octobre.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Thoiry, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*.

2. — **Aisne.** — A Saint-Quentin, pas de chômeurs, 58 et 60 heures chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *tullistes en guipure*; 40 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *brodeurs*; pas de chômeuses chez les *couturières*; 56 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*.

A Estrées, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brodeurs*.

A La Fère-en-Tardenois, 48 heures chez les *cordonniers bouvetiers*.

A Guise, travail non satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

A Hirson, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

A Laon, pas de chômeuses chez les *couturières*.

A Macquigny, 30 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Mennezy, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Soissons, travail moins abondant chez les *travailleurs du livre*.

3. — **Allier.** — A Bourbon-l'Archambault, 60 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Commentry, 40 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Gannat, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Moulins, pas de chômeurs, 54 heures chez les *tailleurs de pierres, sculpteurs*; pas de chômeurs; 48 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Saint-Yorre, 10 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *sourciers*.

Chez les *travailleurs agricoles* : travail satisfaisant à Buxières-les-Mines, pas de chômeurs à Chemilly, 24 p. 100 à Courlandon, pas de chômeurs à Meillard, à Molinet, à Saligny, 7 p. 100 à Tronget.

Chez les *bûcherons* : 56 p. 100 de chômeurs à Couleuvres; 61 p. 100 de chômeurs, à Franchesse; 50 p. 100 de chômeurs à Limoise, chômage complet à Mercy; travail moins abondant à Montbeugny; 75 p. 100 de chômeurs à Neuilly-le-Réal; 95 p. 100 de chômeurs à Neure; pas de chômeurs à Pouzy-Mésangy; chômage complet à Saint-Bonnet-Tronçais; pas de chômeurs à Saint-Ennemond; pas de chômeurs à Saint-Plaisir; 33 p. 100 de chômeurs à Vaumas; 55 p. 100 de chômeurs à Ygrande.

Chez les *mineurs*, pas de changement à Bézenet; pas de chômeurs à Commeny, 54 heures à Doyet; pas de chômeurs à Montcombroux; pas de chômeurs à Montvicq.

4. — **Alpes (Basses-).** — A Digne, pas de chômeurs, 54 heures dans le bâtiment.
A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers et employés à l'éclairage*.

A Cannes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *commis*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Grasse, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Menton, 50 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *débardeurs du port*.

A Nice, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du port*; 0.77 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *comptables*.

A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *enfourneurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *engobeuses de poterie*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *charretiers-camionneurs*.

A Villefranche, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs, bateliers et inscrits*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *mégissiers de rivière*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers, charpentiers, ébénistes*; 54 heures chez les *maçons*.

A Privas, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Soyons, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*.

A Vals, 22 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers et manœuvres des eaux minérales*.

8. — **Ardennes.** — A Braux, pas de chômeurs, 59 heures, chez les *métallurgistes*.

A Doigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'industrie lainière*.

A Floing, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tissus*.

A Fumay, 2.5 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*; 14.5 p. 100 de chômeurs, 44 heures au fond, 54 heures au jour, chez les *ardoisiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Givonne, 56 à 58 heures, chez les *métallurgistes*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

A Illy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tissus*.

Aux Mazures, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 50 heures, aux Vieilles-Forges.

A Sedan, 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Menges, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Vendresse, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

9. — **Ariège.** — A Arignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A la Bastide sur l'Hers, 60 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

A Lavelanet, 73 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *ouvriers textiles*.

10. — **Aube.** — A Troyes, pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons, tailleurs de pierres*.

A Rumilly les-Vaudes, 54 heures, travail moins abondant chez les *bûcherons*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, pas de chômeurs, 77 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs*; 9.6 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; pas de changement chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs dans l'enseignement privé.

A Espéraz, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers en chapellerie*.

A Lézignan, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *tonneliers*.

A Limoux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Narbonne, 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Sainte-Colombe-sur-Guette, pas de chômeurs chez les *forestiers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, vignerons*, etc. : 50 p. 100 de chômeurs à Argeliers; 25 p. 100 de chômeurs à Carcassonne; 13 p. 100 de chômeurs à Castelnaud-d'Aude; pas de chômeurs à Cuxac-d'Aude; 15 p. 100 de chômeurs à Fabrezean; 24 p. 100 de chômeurs, à Fresse-des-Corbières; 32 p. 100 de chômeurs à Gruissan; pas de chômeurs à Homs; travail non satisfaisant à Lézignan; 20 p. 100 de chômeurs à Montlaur; 43 p. 100 de chômeurs à Roubia; 39 p. 100 de chômeurs à Saint-André de Roquelongue; pas de chômeurs à Saint-Frichoux; 50 p. 100 de chômeurs à Saint-Nazaire; 15 p. 100 de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villeghy; pas de chômeurs à Ville-moustaussou.

12. — Aveyron. — A Creissels, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*.

A Decazeville, 6.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Millau, 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *palissonneurs en couleurs*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *teinturiers en peaux*; 43 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *mégissiers et chamoiseurs*; pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *gantiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *ouvriers en meubles et menuisiers*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 5.55 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *cuisiniers* (terre et mer); 13.33 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 30 p. 100 de chômeurs, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; pas de changement chez les *employés de restaurant navigateurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *employés d'hôtels et de restaurants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des raffineries de sucre*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *savonniers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des huileries*.

13.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourrelliers*.

10 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*.

8.2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 29 p. 100 de chômeurs chez les *calats et perceurs*.

30 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; pas de changement chez les *maçons de travaux d'art publics et sous-marins*.

Pas de changement chez les *mineurs, terrassiers, puisatiers et boiseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 39 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierre tendre*; pas de chômeurs chez les *tuiliers céramistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*.

46.2 p. 1

peintres décorateurs.

Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *briqueteurs*.

1.90 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *officiers mécaniciens brevetés de la marine*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au long cours*.

40 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des ports et docks*; 57 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la manutention des bois*; 27 heures, chez les *charbonniers du port*; pas de chômeurs chez les *journaliers français*.

2.4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; travail moins abondant chez les *représentants et placiers de commerce*; pas de chômeurs, 90 à 92 heures, chez les *coiffeurs*;

chez les *machinistes*; 11.3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens automobilistes*; 15.1 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*; pas de chômeurs, 48 heures, dans l'*enseignement privé laïque*.

A Aix, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs au *syndicat mixte des voitures*; pas de chômeurs chez les *institutrices libres*.

A Arles, travail presque nul chez les ouvriers de la *ferme*.

A Berre, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Cassis, chômage complet chez les *ouvriers du port*.

A la Ciotat, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les ouvriers des *constructions navales*.

A Fontvieille, 31.5 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

Aux Martigues, travail non satisfaisant chez les *matelots pêcheurs*.

Chez les *mineurs* : 40 heures, à Fuveau; 48 heures, à Gar-Janne; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin.

14. — Calvados. — A Caen, 61.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; 29 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Champagnac-les-Mines, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *mineurs*.

16. — Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*.

A Cognac, 6.25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers, foudriers et doleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *fabricants de caisses*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*.

A Ruelle, 48 heures chez les *fondeurs*.

A Saint-Même les-Carrières, pas de chômeurs chez les *carriers*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 86 heures, chez les *coiffeurs*.

A la Rochelle, travail satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les ouvriers des *engrais chimiques*.

A Saintes, pas de chômeurs, 80 à 90 heures, chez les *boulangers*.

A la Tremblade, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

18. — Cher. — A Bourges, 45 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, dans l'*habillement militaire*; travail moins abondant, 60 heures, chez les *travailleurs des métaux*; 16.6 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 66 heures chez les *employés*.

A Beffes, pas de chômeurs chez les *chaufourniers*.

A Bruère-Aillichamps, 50 heures chez les *porcelainiers*.

Au Chantay, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers*.

A Charenton-du-Cher, 50 heures chez les *tailleurs*.

A Châteauneuf, 54 heures chez les *maçons*.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*.

A Graçay, 54 heures dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

A Jouet-sur-l'Aubois, 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Mazières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Amand, 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Torteron, pas de chômeurs, 54 heures, dans l'*habillement militaire*; 42.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

A Vallenay, 50 heures chez les *carriers*.

En ce qui concerne les *bûcherons* : pas de chômeurs à Apremont; à Arpheuilles, travail satisfaisant, à Blet; 25 p. 100 de chômeurs à Brécy; chômage complet à Chambon; pas de chômeurs à la Chapelle; 75 p. 100 de chômeurs à la Chapelle-Hugon; 21 p. 100 de chômeurs à Feux; pas de chômeurs à Garigny; 10 p. 100 de chômeurs à Groises; 45 p. 100

de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois; 33 p. 100 de chômeurs à Ivoy-le-Pré; 66 p. 100 de chômeurs à Jonet-sur-l'Aubois; 50 p. 100 de chômeurs à Lapan; pas de chômeurs à Meillant; 78 p. 100 de chômeurs à Mennetou-Couture; pas de chômeurs aux Pigeats; 80 p. 100 de chômeurs à Plou-Brouillaumon; pas de chômeurs aux Rousseaux; 25 p. 100 de chômeurs à Sancerques; 15 p. 100 de chômeurs à Sancoins; 75 p. 100 de chômeurs à Sarruc; chômage complet à Saint-Baudel; pas de chômeurs à Saint-Bonize; 60 p. 100 de chômeurs à Torteron; travail non satisfaisant à Uzay-le-Venon; 35 p. 100 de chômeurs à Vereaux; 35 p. 100 de chômeurs à Villiers; travail satisfaisant à Vinon.

19. — Corrèze. — A Tulle, 23 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; 17 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *cordonniers*; 40 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Bort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Brive, 6.7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*.

20. — Corse. — A Ajaccio, 6 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *garçons limonadiers et restaurateurs*; 17.9 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *cordonniers*; 43.4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; chez les *employés*.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10.3 p. 100 de chômeurs, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *chaussure*; 9 p. 100 de chômeurs, chez les *coupeurs-tailleurs*; chômage complet chez les *maçons*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *manœuvriers*; 29.5 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *plâtriers*.

A Beaune, 10 p. 100 de chômeurs, 48 et 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tâcherons agricoles*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux et à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Dinan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 62 heures, chez les *ouvriers en voitures*.

A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 7.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; 33.3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; 60 heures chez les *menuisiers et charpentiers*.

23. — Creuse. — A Guéret, 19 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Aubusson, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; 60 heures chez les *ouvriers en tapisserie d'art*; 6.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *dessinateurs*.

A Lavaveix-les-Mines, 54 et 66 heures chez les *mineurs*.

24. — Dordogne. — A Bergerac, 14.3 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *employés*.

A Bugue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Domme, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuniers*.

25. — Doubs. — A Besançon, 4 p. 100 de chômeurs à la chambre syndicale mixte *horticole*; 54 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 2.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *monteurs en boîtes*; 7.5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *horlogers*; pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Badevel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Lacou-Villers, 25 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Verrières-de-Joux, 54 heures chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, 28.6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; 72 heures chez les *employés*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Bourg-les-Valence, 11.7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*.

A Saint-Restitut, 13.8 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*.

27. — **Eure.** — A Évreux, 25 p. 100 de chômeurs et 84 heures chez les *garçons limonadiers et serveurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 60 heures chez les *ouvriers textiles*; 60 heures à l'*Union indépendante des tisseurs*.

A Grosley, travail plus abondant chez les *bûcherons* de la forêt de Beaumont-le-Roger.

28. — **Eure-et-Loir.** — A Chartres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Châteaudun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Dreux, travail satisfaisant chez les *cordonniers*.

29. — **Finistère.** — A Audierne, 30.7 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Concarneau, travail non satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*; travail plus abondant chez les *marins-pêcheurs* (mixtës).

A Douarnenez, travail non satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*; 28.6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Pont-l'Abbé, pas de chômeurs chez les *manœuvres*.

A Quimper, 21.4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du livre*.

30. — **Gard.** — A Nîmes, 67 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *employés et portefaix du marché*.

A Alais, 30 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*.

A Aramon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vanniers*.

A Bessèges, 67 heures chez les *mineurs*.

A Durfort, 50 p. 100 de chômeurs chez les *fileuses*.

A Estréchure, 61 heures chez les *fileuses*.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fileurs*.

A Saint-Laurent-d'Aigouze, 50 p. 100 de chômeurs chez les *cultivateurs salariés*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Vallerangues, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fileuses*.

31. — **Garonne (Haute-).** — A Toulouse, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'équipement*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 60 heures chez les *ouvriers en meubles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 33.3 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*.

A Muret, travail non satisfaisant chez les *travailleurs de terre, presseurs de paille*.

32. — **Gers.** — A Lectoure, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

33. — **Gironde.** — A Bordeaux, 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *jardiniers, agriculteurs et vignerons*.

Travail satisfaisant chez les *pâtisiers-glaciers*.

0.92 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs typographes*.

20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*.

Pas de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; travail satisfaisant chez les *ouvrières en confections*.

54 heures chez les *scieurs de long*.

Pas de chômeurs chez les *tapissiers-décorateurs*.

6.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons et forgerons*; travail stable chez les *brossiers et brossières*; travail passable, 60 heures, chez les *forgerons en mécanique en marine*; 60 heures chez les *boîtiers*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers en articles de ménage*.

16.4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeurs chez les *biseauteurs et argenteurs de glaces*.

Pas de chômeurs, 56 heures, chez les *verriers*.

84 heures chez les *emballeurs-déménageurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *garçons-cochers*; 80 heures chez les *garçons de magasin et livreurs*.

96 heures chez les *employés de l'épicerie*; 35.8 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *coiffeurs-posticheurs*; 14.85 p. 100 de chômeurs, 80 à 95 heures, chez les *coiffeurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *clercs d'huissiers*.

A Arcachon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres en bâtiment*.

A Camarsac, 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Lihourne, travail satisfaisant chez les *boulangers*; 25 p. 100 de chômeurs, 72 heures, dans l'*éclairage*; 66 heures chez les *employés*.

A Cormont, 34 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*.

A Nérignan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Saint-Aignan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Soulac, travail satisfaisant chez les *fermiers, métayers et résiniers*.

Chez les *tonneliers*: pas de chômeurs, 72 et 78 heures, à Barsac; pas de chômeurs, 60 et 65 heures, à Bréguey; pas de chômeurs, 72 heures, à Langon; 8.3 p. 100, 54 heures, à Libourne; pas de chômeurs, 72 heures, à Vayres.

34. — Hérault. — A Montpellier, 10 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*; 2 p. 100 de chômeurs dans l'*habillement*; travail moins abondant à la chambre syndicale de la *bâtisse*; pas de chômeurs, 90 heures, chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bédarieux, 14.3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers, mineurs-terrassiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charretiers*.

A Béziers, 7.14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Cette, 19 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*; 46 p. 100 de chômeurs, 34 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens brevetés de la marine*.

A Ganges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Graissessac, 56 heures chez les *mineurs*.

A Mèze, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *charretiers*.

A Palavas, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs réunis*.

A Pézenas, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre*, ouvriers *agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc., travail satisfaisant à Abeilhan; 26 p. 100 de chômeurs à Capetang; travail non satisfaisant à Cazouls-les-Béziers; 18 p. 100 de chômeurs à Mauguio; pas de chômeurs à Mèze; pas de chômeurs à Mudaison; 33 p. 100 de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; 18 p. 100 de chômeurs à Olonzac; 20 p. 100 de chômeurs à Pézenas; 19 p. 100 de chômeurs à Sérignan; pas de chômeurs à Saint-Félix-de-Lodez.

35. — Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *écrivains, graveurs, dessinateurs-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du cuir*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; 23.7 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cochers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

36. — Indre. — A Châteauroux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en drap*.

A Paudry, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

Au Poinçonnet, pas de chômeurs chez les *bûcherons, carriers et journaliers*.

A Vandœuvre, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *passemmentiers à la main*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en soie*.

38. — Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 42 à 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *parcours en peau*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs et couturières*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvrières de l'aiguille*;

14.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en boutons*; travail satisfaisant chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, 60 heures chez les *ouvriers en chaussures*.

A Domène, pas de chômeurs chez les *papetiers*.

A Gières, pas de chômeurs chez les *gantiers*.

A Izeaux, 60 heures chez les *cordonniers*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de chômeurs, 51 heures au fonds et 60 heures au jour chez les *mineurs*.

A Moirans, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs*.

A Parmilien, 13 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de changement chez les *tullistes réunis*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, 5 p. 100 de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, 60 heures chez les *métallurgistes*; 60 heures chez les *ouvriers en ciment*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

A Trept, pas de chômeurs, 45 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Vienne, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *mouleurs en fer*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *employés*.

A Voison, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvrières du tissage*.

39. — Jura. — A Dôle, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cinquétral, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Fraisans, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lons-le-Saunier, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, 60 heures chez les *sabotiers*.

A Saint-Claude, 54 heures chez les *typographes*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, 6.25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Labouheyre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'injection des bois*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhoniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs à Azur; pas de chômeurs à Boos; 6 p. 100 de chômeurs à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escource; travail non satisfaisant à La-luque; pas de chômeurs à Léon; travail satisfaisant à Lesgor; 2 p. 100 de chômeurs à Lespéron; 13 p. 100 de chômeurs à Linxe; pas de chômeurs à Magescq; pas de chômeurs à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de chômeurs à Onesse-Laharie; travail non satisfaisant à Rion; pas de chômeurs à Sainte-Eulalie-en-Born.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs chez les *menuisiers et ébénistes*.

A Marchenoir, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Romorantin, chômage persistant au *tissage*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *ouvriers du drap*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 66 heures chez les *ouvriers en bâtiment*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *marai-chers*; pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs de cote chaude*; 5.25 p. 100 pas de chômeurs, 84 heures, chez les *chauffeurs et mécaniciens des mines*; 7.1 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *garçons-limonadiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *tripiers-boyaudiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la Compagnie du gaz*; 6.3 p. 100 de chômeuses, 54 heures, chez les *imprimeurs, graveurs-lithographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *couturières*; 3.2 p. 100 de chô-

meurs, 50 heures, chez les *armuriers*; 3.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens et électriciens*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 40 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *terrasiers, mineurs, puisatiers, tubistes*; 16 et 18 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la fabrique de rubans*; 6.4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à l'Union des *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Roanne, 3 p. 100 de chômeurs, 66 à 75 heures, chez les *boulangers*; 1.11 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs, graveurs-lithographes et papetiers*; 2.56 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 60 heures dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs et monteurs de chaînes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *parcours*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 3.6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; 6.2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *employés*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *soie*.

Au Cergne, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlien, travail plus abondant en *soierie*, pas de chômeurs pour les *tisseurs mécaniques*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs à bras*.

A Chazelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Monthbrison, 60 heures, chez les *ouvriers agricoles*.

A la Ricamarie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Rive-de-Gier, pas de chômeurs chez les *verriers à vitres*.

A Sail-sous-Couzan, 48 heures chez les ouvriers des *eaux minérales*.

A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 69 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *passemmentiers*.

A Saint-Rambert, 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Sainte-Sigolène, travail non satisfaisant chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

A Saint-Didier-la-Séauve, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Pal-de-Mons, 11 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

A Saint-Just-Malmont, 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tisseurs*.

Aux Villettes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *passemmentiers*.

A Yssingeaux, 6.7 p. 100, 60 heures, chez les *menuisiers*.

A Espaly-Saint-Marcel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaufourniers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 3 p. 100 de chômeurs chez les *marins et pêcheurs*; 14.3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *lithographes*; 6.3 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *boitiers*; 2.2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *dessinateurs*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*.

A la Basse-Indre, travail satisfaisant chez les *marins-pilotes*.

A Saint-Nazaire, 15.4 p. 100 de chômeurs, 68 à 85 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 52 et 63 heures, chez les *mécaniciens navigateurs de commerce*.

45. — Loiret. — A Orléans, 19.2 p. 100 de chômeurs, 88 heures, chez les *boulangers*; 12.5 p. 100 de chômeurs, 90 à 96 heures, chez les *garçons limonadiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 3.7 p. 100 de chômeurs chez les *employés et voyagers*.

A Montargis, pas de chômeurs chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: 50 p. 100 de chômeurs à Antry-le-Châtel; 78 p. 100 de chômeurs à Batilly; 50 p. 100 de chômeurs aux Bordes; 40 p. 100 de chômeurs à Bouzy; pas de chômeurs à Cerdon; 18 p. 100 de chômeurs à Champoulet; chômage complet à Châtenoy; pas de chômeurs à Chevilly; pas de chômeurs à Dammario-en-Puisaye; 10 p. 100 de chômeurs à Dampierre; 30 p. 100 de chômeurs à Faverelles; 7 p. 100 de chômeurs à Isdes; 85 p. 100 de chômeurs à Lorris; 50 p. 100 de chômeurs à Ouzouer-sur-Loire; pas de chômeurs à Ouzouer-sur-Trézé; 66 p. 100 de chômeurs à Vieilles-Maisons.

46. — **Lot.** — A Cahors, 4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 60 heures chez les *ébénistes*, 60 heures chez les *travailleurs du fer*.

47. — **Lot-et-Garonne.** — A Agen, 22.7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 6.5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *peintres et colleurs de papier*.

A Casteljaloux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

A Lumel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouconniers*.

A Marmande, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Mézin, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *bouconniers*.

A Villeneuve-sur-le-Lot, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*.

49. — **Maine-et-Loire.** — A Angers, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *bouchers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer et cuivre*.

A Cholet, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; 60 heures, chez les *blanchisseurs-appréteurs*.

A Saint-Pierre-Montlimard, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs à Andrezé; travail satisfaisant à Cholet; pas de chômeurs chez les *tisserands à la main* à Cholet; pas de chômeurs à Geste; pas de chômeurs au May-sur-Evre; pas de chômeurs, 72 heures, à la Saguinière; pas de chômeurs, 60 heures, à Saint-Léger; pas de chômeurs à Saint-Philibert-en-Mauges; pas de chômeurs, 60 heures, à la Tessoualle.

50. — **Manche.** — A Cherbourg, 5.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

51. — **Marne.** — A Châlons-sur-Marne, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs, 54 à 58 heures, chez les ouvriers en *pelletteries*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Reims, 6.66 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; 8 p. 100 de chômeurs, 40 heures, dans l'*industrie textile*; 57 p. 100 de chômeurs, 43 heures, chez les *tricteurs de laine*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 3.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 1.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Courlandon, 72 à 84 heures chez les *papetiers*.

A Cumières, travail satisfaisant chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*; 60 heures chez les *bouconniers*.

A Magneux, chômage complet chez les *apprêteurs en pelletteries-lustreurs-fourreurs*.

A Verzenay, pas de chômeurs chez les *vignerons*.

52. — **Marne (Haute-).** — A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Bussières-lès-Belmont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Fayl Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

53. — **Mayenne.** — A Laval, 54 heures chez les *ouvriers du livre*; pas de chômeurs, 54 heures, à l'*Union des ouvriers du livre*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *travailleurs du gaz*; 3.75 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes et similaires*; 54 heures chez les *ouvriers du livre*; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *décorateurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *garçons de magasin*; 0.5 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 2.22 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 à 66 heures, chez les *typographes*.

A Commercy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Cousances-aux-Forges, 2.7 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*; travail très satisfaisant à la chambre syndicale mixte de la *métallurgie*.

A Lérionville, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

56. — Morbihan. — A Carnac, 16 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

Au Bono, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Lorient, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *menuisiers*.

A Ploulinéc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

Au Palais, pas de chômeurs chez les *marins-pilotes de la Loire*.

Au Sauzon, 46.5 p. 100 de chômeurs, 25 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Vannes, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; 35 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs mécaniques*; 16.5 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *manœuvres*.

57. — Nièvre. — A la Charité-sur-Loire, 48 heures dans le *bâtiment*.

A Clamecy, 20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers des ports*.

A Cossaye, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Guéigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, 20 p. 100 de chômeurs.

En ce qui concerne les *bûcherons*: chômage complet à Arbouse; 90 p. 100 de chômeurs à Arquian; 90 p. 100 de chômeurs à Azy-le-Vif; 30 p. 100 de chômeurs à Beaumont-la-Ferrière; pas de chômeurs à Bitry; à la Celle-sur-Nièvre: 61 p. 100 de chômeurs à la section de Chasnay, 20 p. 100 à la section de Murlin, 27 p. 100 à la section de Raveau; 70 p. 100 de chômeurs à la section de Vielmanay; pas de chômeurs à Percy-la-Tour, pas de chômeurs à Champleny; 31 p. 100 de chômeurs à Champvert; pas de changement à la Chapelle-Saint-André; pas de chômeurs à Ciez; chômage complet à Devay; 45 p. 100 de chômeurs à Donzy; 50 p. 100 de chômeurs à Druy-Parigny; 10 p. 100 de chômeurs à Entrains; pas de chômeurs à Fours; 32 p. 100 de chômeurs à Guipy; 21 p. 100 de chômeurs à Limon; 10 p. 100 de chômeurs à Magny-Cours; chômage complet à Menesteau; 47 p. 100 de chômeurs à Montambert; 42 p. 100 de chômeurs à Montigny-aux-Amognes; 50 p. 100 de chômeurs à Montaron; pas de chômeurs à Nannay; 62 p. 100 de chômeurs à Nolay; travail non satisfaisant à Ourouer; 8 p. 100 de chômeurs à Paray; 50 p. 100 de chômeurs à Parigny; 73 p. 100 de chômeurs à Parigny-les-Vaux; travail satisfaisant à Pazy; 45 p. 100 de chômeurs à Perroy; 50 p. 100 de chômeurs à Prémery; 53 p. 100 de chômeurs à Préporché; 75 p. 100 de chômeurs à Raveau, 54 p. 100 de chômeurs à Roussy; pas de chômeurs à Sichamps; 16 p. 100 de chômeurs à Saint-Benin-d'Azy; chômage complet à Sainte-Colombe; 92 p. 100 de chômeurs à Saint-Hilaire-Fontaine; 67 p. 100 de chômeurs à Saint-Parize-le-Châtel; 40 p. 100 à Saint-Pierre-le-Moutier; 50 p. 100 de chômeurs à Thianges.

58. — Nord. — A Lille, 30 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers*; 2.58 p. 100 de chômeurs, 56 heures $1\frac{1}{2}$, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 57 heures $1\frac{1}{2}$, chez les *ouvriers de l'industrie du livre*; 2.92 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *lithographes*;

pas de chômeurs, 60 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, à l'*Aiguille lilloise*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; 60 heures chez les *tailleurs de pierre bleue*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; 8.1 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *bitumiers*; 3.4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *dessinateurs*.

A Armentières, pas de chômeurs, 60 heures, à la chambre syndicale mixte de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 59 à 60 heures à la *chambre syndicale de l'industrie textile*; 1 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *encolleurs*; 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; 60 heures chez les *métallurgistes*.

A Armentières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Bellignies, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *marbriers*.

A Bondues, travail satisfaisant, pas de chômeuses, chez les *lingères*.

A Cambrai, de 50 à 72 heures chez les *métallurgistes*; 13.8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Caudry, 2 p. 100 de chômeurs, 20 à 30 heures, chez les *ouvriers tullistes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en guipure*.

A Consolre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Dorignies-les-Douai, 52.8 p. 100 et 48 heures chez les *verriers*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *vendeurs de journaux*.

A Dunkerque, 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couturières*; pas de changement chez les *charpentiers menuisiers*.

A Escaupont, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *verriers*.

A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

A Fresne, 2 p. 100 de chômeurs chez les *verriers à vitre*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *scieurs*.

A Haumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Marpent, 0.8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Raismes, 3.33 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *mineurs*.

A Roubaix, pas de chômeurs chez les *ouvriers jardiniers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *papetiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *chambre syndicale textile*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile* (rue Wasquehal); pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ourdisseurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers relieurs*; travail plus abondant, 60 heures, dans l'*habillement*; 58 à 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 56 et 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en pierres blanches*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 15 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *paveurs et piqueurs de grès*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Sars-Poteries, 60 heures chez les *verriers*.

A Saint-Amand-les-Eaux, 4.9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Sin-le-Noble, travail plus abondant chez les *mineurs*.

A Sous-le-Bois, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *métallurgie*.

A Sous-le-Bois-Hondroil, 60 heures chez les *métallurgistes*.

A Tourcoing, 1 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *brasseurs*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers tapisseries en grosse moquette*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 1.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 70 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plafonneurs*; 3.3 p. 100 de chômeurs chez les *serblantiers-couvreurs*.

A Valenciennes, 4 p. 100 de chômeurs, 72 et 74 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; pas de changement dans le *bâtiment*.

A Villers-Sire-Nicole, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Wambrechies, 6.66 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *maçons*.

Chez les *tisseurs*: 72 heures à Avesnes-les-Aubert, 30 p. 100 de chômeurs à Avesnes; 65 à 84 heures à Bévillers; travail satisfaisant, pas de chômeurs à Bondues; 45 p. 100 de

chômeurs à Boissières; travail satisfaisant, 60 heures, à Fourmies; travail satisfaisant, 60 heures, à la Gorgue; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers textiles (rue Saint-André) et travail satisfaisant à l'Union ouvrière textile, à Halluin; 0.7 p. 100 de chômeurs au syndicat de l'industrie textile (maison du peuple) et travail satisfaisant à l'Union de l'industrie textile, à Houplines; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Launoy; 1 p. 100 de chômeurs à Nieppe; pas de chômeurs chez les *tisserands* ni chez les *tisseurs* et similaires à Quiévy; travail plus abondant à Saulzoir; pas de chômeurs à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 33 p. 100 de chômeurs à Villers-en-Cauchies; 90 heures à Viesly.

59. — Oise. — A Beauvais, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables* et *employés*.
A Cuix-la-Motte, pas de chômeurs. 60 heures, chez les *jumelliers*.
A Feuquières, 60 heures, chez les *verriers*.
A Fresneaux-Monchevreuil, 60 heures chez les *tabletiers*.
A Hermes, pas de chômeurs, 60 heures, dans les *scieries mécaniques*.
A Longueil-Auneil, pas de chômeurs chez les *pilotes*.
A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie du livre.
A Montherlant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tabletiers*.
A Mouy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs de chaussures*.
A Pierrefonds, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.
A Senlis, 54 heures, chez les *typographes*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*.
A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie *cotonnière*; travail satisfaisant au syndicat mixte des *couturières*; 63 heures chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, 60 heures chez les *typographes*; 60 heures chez les *zingueurs-plombiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreur*s.
A Blendeques, pas de chômeurs chez les *ouvriers de la papeterie*.
A Boulogne-sur-Mer, 60 heures chez les *cordonniers-tanneurs*; 63 heures chez les *déchargeurs réguliers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *chargeurs des sels*.
A Calais, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *employés du gaz*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *perceurs de cartons*; pas de chômeurs, 75 heures, dans l'*habillement*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; 7.1 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans la *corporation du bâtiment*; pas de chômeurs chez les *pilotes*.
A Lens, pas de chômeurs chez les *mineurs*.
A Toulon, pas de chômeurs chez les *musiciens du théâtre*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleur*s.
A Olliergues, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.
A Saint-Eloy-les-Mines, 58 heures, chez les *mineurs*.
A Thiers, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.
A Venissieux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers*.
A Volvic, 1.2 p. 100 de chômeurs, 49 heures 1/2, chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Arudy, pas de chômeurs, chez les *tailleur*s de pierres.
A Bayonne, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant à l'*Aiguille bayonnaise*.
A Biarritz, 37.5 p. 100 de chômeurs chez les *garçons d'hôtels, restaurants, limonadiers*; pas de chômeurs, chez les *peintres*.
A Oloron-Sainte-Marie, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 51 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 54 heures chez les *menuisiers*, pas de chômeurs, 51 à 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 25 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 14.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 6.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ser-ruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *terrassiers, aides-maçons*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers, plombiers, zingueurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Cerbère, chômage presque complet chez les ouvriers du *transbordement des fruits*: chômage complet chez les *transbordeurs d'oranges*.

A Prades, 35.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs chez les *cercliers*.

En ce qui concerne les ouvriers *agricoles et viticoles*: 12 p. 100 de chômeurs à Baho; pas de chômeurs à Canet; 12.5 p. 100 de chômeurs à Clairà; 13 p. 100 de chômeurs à Corneilla-del-Vercol; 9 p. 100 de chômeurs à Espéra de l'Agly; 40 p. 100 de chômeurs à Montner; pas de chômeurs à Ponteilla; travail non satisfaisant au Soler; 4 p. 100 de chômeurs à Villeneuve-de-la-Raho.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 48 heures, à Nyer; pas de chômeurs, 60 heures, à Palalida; pas de chômeurs, 48 heures, à Ria, 6.5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Taurinya; 7.4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Vernet-les-Bains.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, 54 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 1.3 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers*; 16 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *bouviers*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*.

1.36 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 5.46 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cartonniers en tous genres*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-brocheurs et cambreurs*.

Travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes en dentelles*; travail non satisfaisant chez les *tullistes réunis*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; travail assez satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *appiécieurs-tailleurs*; pas de changement à l'*Aiguille lyonnaise*; pas de changement chez les *coupeurs chemisiers*; 20 p. 100 de chômeuses, chez les *bouillonneuses de première main*.

Pas de chômeurs, 65 heures chez les *sabotiers*.

18.5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 17 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *cimentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *céramique*; 4.2 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cochers*; pas de changement chez les *dames employées*; 1.6 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; 12.5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *employés de commerce*; situation satisfaisante chez les *employés de la soierie*; pas de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; 84 heures chez les *coiffeurs*; 83 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Amplepuis, 60 heures chez les *tisseurs*.

A Bourg-de-Thizy, 10 p. 100 de chômeurs, 54 et 66 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *horticulteurs*.

A Cours, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Givors, 2.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*.

A Grandris, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Tarare pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et aides*.

A Thisy, 5 p. 100 de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *tisseurs*.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*.

A Ferrière-la-Grande, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

69. — Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en cuivre*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Autun, pas de chômeurs, 63 à 56 heures, chez les *ébénistes*.
 Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.
 A Montceau-les-Mines, travail non satisfaisant chez les *mineurs*.
 A Saint-Firmin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.
 A Toulon-sur-Arroux, 5.4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

70. — Sarthe. — Au Mans, 54 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 60 heures, chez les *mouleurs*; 23 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des constructions mécaniques*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-tôliers*; 13 p. 100 de chômeurs, chez les *coiffeurs*; travail moins abondant chez les *commissionnaires publics*.

A Bessé-sur-Braye, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*.
 A Mamers, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*.
 A Sablé, 65 heures chez les *marbriers*.
 A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *travailleurs du cuir*; 31 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans l'*habillement*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons, cimentiers*, pas de chômeurs chez les *plâtriers et peintres*; 10 p. 100 de chômeurs, 85 heures, chez les *coiffeurs*.

Aux Échelles, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers gainiers*.
 A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des plâtrières*.
 A Saint-Michel-de-Maurienne, travail stationnaire, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

72. — Savoie (Haute-). — A Allinges, 11.9 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.
 A Challonges pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.
 A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.
 A Scionzier, 18.5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *horlogers*.
 A Taninges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *diamantaires*.
 A Thonon, 12.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, travail satisfaisant chez les *ouvriers jardiniers* (rue du Harlay); travail satisfaisant, 1.5 p. 100 chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte).

37.5 p. 100 de chômeurs à l'Union amicale des *boulangers* du XIII^e arrondissement; 12.9 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *compagnons boulangers* du Nouveau Siècle; 5.52 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 17.5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* (rue Jean-Jacques-Rousseau); 12 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la *Société mixte des cuisiniers de Paris*; 10 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *pâtisseries*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *charcutiers*; travail moins abondant chez les *limonadiers-restaurateurs*; travail plus abondant chez les *fondeurs margariniers*; 17.85 p. 100 de chômeurs à l'Union laborieuse de l'*alimentation*; 29 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *employés des halles* (volailles et gibiers).

48 à 60 heures, chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs chez le *personnel gradé de la Société du gaz*.

3.23 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *Chambre syndicale indépendante du livre*; 1.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes indépendants*; 0.72 p. 100 de chômeurs à l'Union *lithographique*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes indépendants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs-lithographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *phototypers*; 36 heures, chez les *stéréotypers de journaux*; 7.12 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *graveurs de géographie*; 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs sur bois pour impressions*.

Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *selliers à la selle*; pas de chômeurs dans la *sellerie*.

militaire; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *portefeuillelistes-maroquinières*; travail actif chez les *gantiers*.

3 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs et couturières*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeuses, 60 à 70 heures, chez les *couturières* (rue de l'Université); 20 p. 100 de chômeuses, 54 heures, chez les *couturières à domicile*; travail plus abondant chez les *ouvrières de l'habillement*; 6 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers à la main*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers à la barre*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *brodeurs*; pas de chômeurs, 54 à 57 heures, chez les ouvriers en *chapeaux mécaniques*; 54 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; pas de chômeurs chez les ouvrières en *chapeaux soie et feutre*; 5.8 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *casquettiers*.

14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la Solidarité des *charpentiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers du *siège cuir*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *compagnons charrons*; 1 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *layetiers-emballeurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *monteurs-étalagistes*.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs de service et contremaîtres des *industries métallurgiques*; 5.2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au Syndicat indépendant des *ouvriers métallurgistes*; 4.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la Chambre syndicale libre des *métallurgistes de la Seine*; pas de chômeurs, 60 heures, au Syndicat autonome des *métallurgistes de la Seine*; 36 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la Chambre syndicale indépendante de la *métallurgie*; 1 p. 100 de chômeurs, 66 et 72 heures, chez les *mécaniciens*; 12.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs-robinetiers*; 3.2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers*; 2.8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail assez satisfaisant chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers d'étain*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *soudeurs à tubes de cuivre*; 48 heures, chez les *ouvriers en comptoirs d'étain*; 2.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *polisseurs et nickeleurs*; 0.4 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *ferblantiers*.

54 h. dans le *batiment*; 3.6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *cimentiers*; 3.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *piqueurs de moellons*; 4.3 p. 100 de chômeurs, 42 heures, à la chambre syndicale indépendante des *peintres en bâtiment*; 48 heures, chez les *peintres en bâtiment* (rue Saint-Lazare); 10 p. 100 de chômeurs chez les *fumistes en bâtiment*; 2.6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *fumistes industriels*; 3.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; 1.3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plombiers*; pas de chômeurs, chez les *sculpteurs-modelleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *briqueurs*; pas de chômeurs, 45 heures, à la chambre syndicale indépendante des *briqueurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *granitiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fourniers spécialistes*.

12 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *briqueurs et potiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *boucheurs à l'émeri*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *façonniers, graveurs sur cristaux à la roue*.

31.4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *garçons livreurs*.

Pas de chômeurs, 42 heures, chez les *porteurs des halles*; travail non satisfaisant chez les *porteurs de pianos*; 5.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres*; 5.2 p. 100 de chômeurs, 85 heures, chez les *laveurs de voitures*.

0.82 p. 100 de chômeurs à la Chambre syndicale des *employés de commerce et d'industrie* (boulevard Poissonnière); 4.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la Chambre syndicale indépendante des *employés de l'industrie et du commerce* (rue Beaumont); 3.74 p. 100 de chômeurs, au Syndicat des *employés du boulevard Saint-Martin*; 10.2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *employés de banque et de bourse*; 26 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de commerce et de banque assimilés*; travail satisfaisant chez les *employés à la Bourse du commerce*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés en serrurerie*; 3.36 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'*Union des comptables*; 16.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et teneurs de livres*; 3.1 p. 100 de chômeurs à l'*Union fraternelle des employés*; 1.56 p. 100 de chômeuses chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 3.3 p. 100 de chômeurs à l'*Alliance sténographique*; 1.6 p. 100 de chômeurs, 42 à 48 heures, chez les

sténographes et sténo-dactylographes; 1 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *clercs d'hais-siers*; 7.7 p. 100 de chômeurs à la Protection mutuelle des *voyageurs de commerce*; 5.1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs de commerce* du boulevard Saint-Martin; 1.5 p. 100 de chô-meurs, chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de changement chez les *placiers en fleurs, plantes et apprêts*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; 0.72 de chômeurs, 60 heures, chez les *comis en maçonnerie*; 7.3 p. 100 de chômeurs chez les *représentants de l'alimentation*.

3.4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; 4.7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à l'Union centrale des *chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes* (Bourse du travail); 4.35 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automo-bilistes* (rue des Lavandières-Sainte-Opportune).

15.5 p. 100 de chômeurs chez les *gardes-malades*; 1.85 p. 100 de chômeurs à la Chambre syndicale des *artistes musiciens*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *artistes musiciens* (rue Mon-tholon); 0.16 p. 100 de chômeurs chez les membres de l'*enseignement libre*; 3.7 p. 100 de chômeurs dans le *personnel enseignant et surveillant*; travail très satisfaisant chez les *institu-trices privées*; 43 p. 100 de chômeurs chez les *masseurs aveugles*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes*; 2.7 p. 100 de chômeurs chez les *chefs d'orchestre*.

A Kremlin, 36 heures, chez les *glaisiers-mineurs*.

A Sceaux, 5 p. 100 de chômeurs, 66 et 70 heures, chez les *blanchisseurs*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 0.66 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 3.6 p. 100 de chômeurs, 55 heures, dans l'*industrie cotonnière*; travail moins abondant chez les *brossiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; travail régulier dans le *bâtiment*; travail assez satisfaisant chez les *maçons et plâtriers*; pas de chô-meurs, 70 heures, chez les *sciéurs de pierres*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *comptables et employés* (Bourse du travail); 0.50 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; travail satisfaisant chez les *musiciens*; 0.79 p. 100 de chômeurs chez les *voya-gers et représentants de commerce*; pas de chômeurs, 92 heures, chez les *coiffeurs*.

Au Havre, 15 p. 100 de chômeurs, 105 heures, chez les *boulangers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs* du port; 1.67 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; pas de chô-meurs, 54 heures, chez les *tailleurs et sciéurs de pierre*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *paveurs bitumiers*; 10.5 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au long cours*; pas de chômeurs, 52 heures, chez les *camionneurs*; travail non satisfaisant chez les *cochers*; 27.4 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les *charbonniers déchargeurs*; 16.6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *dessinateurs*.

A Boilec, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *cotonniers*.

A Dieppe, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Elbeuf, 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Fécamp, pas de chômeurs chez les *jardiniers, maraîchers, pépiniéristes*; pas de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Romesnil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

75. — Seine-et-Marne. — A Annet, travail plus abondant, 60 heures, chez les *carriers*. A Château-Landon, 14.5 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de chô-meurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Lagny, pas de chômeurs, chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, 50 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 60 heures chez les *ouvriers des industries du livre*; pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Melun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Montereau, travail satisfaisant, 54 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*.

A Mouroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Nemours, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*.

A Noisiel, 48 et 66 heures chez les *chocolatiers*.

A Thieux, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers de l'habillement*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *cochers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs à l'Association syndicale des *employés*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *gens de maison* (femmes).

A Argenteuil, 40 p. 100 de chômeurs, 65 heures, dans le *bâtiment*.

A Chevreuse, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Essonne, pas de chômeurs chez les *papetiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*.

A Mantes, pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Montmorency, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Orsay, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 16.7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Sèvres, 20 p. 100 de chômeurs, 52 et 48 heures, dans le *bâtiment*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Melle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, de 60 à 72 heures, chez les *employés de commerce et de bureaux*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, 65 à 70 heures chez les *ouvriers de l'industrie laitière*.

78. — Somme. — A Amiens, 0.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 5.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 2.7 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs, mécaniciens et similaires*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*; 7.8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Moreuil, chômage partiel chez les *bonnetiers*.

A Saint-Ouen, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

79. — Tarn. — A Albi, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 42 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs dans l'*industrie lainière*.

A Cagnac, 48 heures chez les *mineurs*.

A Castres, 60 heures, à l'*Union textile*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 60 heures chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs sur bois*; 5.8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 54 heures chez les *sculpteurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer et cuivre*.

A Gaillac, 54 heures chez les *charpentiers*; 26.6 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers*.

A Mazamet, pas de chômeurs chez les *ouvriers de la peau de mouton*; travail plus abondant chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers mégissiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, dans l'*industrie textile*.

A Rabastens, 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, 51 heures, chez les *plâtriers*.

A Caussade, pas de chômeurs, 73 heures, chez les *chapeliers*.

81. — Var. — A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

A Toulon, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*. 11.25 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les travailleurs de l'*usine à gaz*; 47 p. 100, 60 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Bollène, travail satisfaisant chez les *mineurs* et *ouvriers en terre réfractaire*.

A Caderousse, 29.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*.

A Orange, 50 heures dans le *bâtiment*.

A Pertuis, 19 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *emballeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Luçon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs chez les *forestiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, 60 heures, aux Épesses; pas de chômeurs à Héruennes; pas de chômeurs, Mortagne-sur-Sèvre; pas de chômeurs, 66 heures, à Saint-Laurent-sur-Sèvre.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *fabricants de colliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; travail abondant chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fabricants de balais*; 54 heures chez les *tailleurs de pierres*; 44 p. 100 chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *vitriers, peintres et colleurs de papiers*.

A Châtellerault, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

A Lavoux, pas de chômeurs chez les *carriers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs et doreurs*; travail satisfaisant, 60 heures, dans l'*habillement*; 60 heures chez les *sabotiers*; 32 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 5.7 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *ouvriers de la céramique*; légère reprise au syndicat mixte des *porcelainiers*; 8.4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaine*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les employés aux moulles dits *crématoires*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Châlus, pas de chômeurs chez les *feuillardiers*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Magnac-Laval, 30 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Neuvic-Entier, 30 à 35 heures dans le *bâtiment*.

A Saint-Yrieix, 25 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *maçons*.

86. — Vosges. — A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*.

A Épinal, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Saulxures-sur-Moselotte, 54 heures, chez les *ouvriers carriers* et du *bâtiment*.

A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 5.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *ouvriers textiles*: 60 heures à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, à Harsault; 60 heures à Plainfaing; pas de chômeurs, 60 heures, à Provençères-sur-Fave; pas de chômeurs, 60 heures, à Remiremont; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, à Saint-Dié; 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, à Saulxures-sur-Moselotte.

87. — Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Massangis, 15 p. 100 de chômeurs, 36 à 42 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Sens, par de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*; 6.9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Villeneuve-sur-Yonne, pas de chômeurs, 57 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons* : pas de chômeurs à Chailley; travail satisfaisant à Champcevrains; pas de chômeurs à Crain; pas de chômeurs à Fontenailles-sous-Andryes; chômage complet à Lavau; pas de chômeurs à Lichères-sur-Yonne; pas de chômeurs à Mézilles; 40 p. 100 de chômeurs à Moutiers; pas de chômeurs à Ronchères; 13 p. 100 de chômeurs à Septfonds; pas de chômeurs à Sommechaize; 30 p. 100 de chômeurs à Saint-Fargeau; pas de chômeurs à Saint-Martin-des-Champs; 68 p. 100 de chômeurs à Saint-Privé; 17 p. 100 de chômeurs à Saint-Sauveur-en-Puisaye; 10 p. 100 de chômeurs à Treigny; 38 p. 100 de chômeurs à Villeneuve-les-Genêts.

88. — Algérie. — A Alger, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *employés en quincaillerie*.

A Bône, 21.6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers d'imprimerie*; pas de chômeurs, 54 à 72 heures, chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *artistes musiciens*.

A Constantine, pas de chômeurs, 92 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers, pâtissiers et charcutiers*; 20.75 p. 100 de chômeurs, 74 heures, chez les *limonadiers*; 5.28 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur métaux*, 18.5 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; 23.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; 6.5 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cochers et charretiers*.

A Herbillon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs et tailleurs de pavés*.

A Philippeville, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *coiffeurs*.

A Sidi-bel-Abbès, 25.4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les onze premiers mois de 1909 :

	1909.	1908.	AUGMENTATIONS en 1909.	DIMINUTIONS en 1909.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	824,104	954,987	#	30,883
Matières nécessaires à l'industrie.....	3,512,668	3,188,933	323,735	#
Objets fabriqués.....	1,042,217	998,094	44,123	#
TOTAUX.....	5,378,989	5,042,014	367,858	30,883
AUGMENTATION en 1909.....			336,975	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	734,906	677,689	47,217	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,405,438	1,205,725	199,713	#
Objets fabriqués.....	2,439,043	2,293,950	145,093	#
Colis postaux.....	393,095	396,995	#	3,898
TOTAUX.....	4,962,482	4,574,357	392,023	3,898
AUGMENTATION en 1909.....			388,125	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,618,547,300 francs du 1^{er} janvier au 9 décembre 1909 contre 1,595,771,700 francs pendant la période correspondante de 1908, soit une augmentation de 2,775,600 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Déc. 1908.	Nov. 1909.	Déc. 1909.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	29 ^f 82	35 ^f 50	35 ^f 62
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	36 25	46 12	45 25
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	62 25	60 25	60 12
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	52 62	68 25	71 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	71 50	76 00	76 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	57 25	89 50	#
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	152 50	178 25	#
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr....	#	#	#
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	171 25	159 50	162 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	363 00	373 50	401 00
Plomb, livr. à Paris, <i>idem.</i>	39 50	39 25	39 00
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	57 00	63 50	63 25
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	22 32	23 62	23 75
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 58	1 44	1 45
— veau, <i>idem.</i>	2 17	1 83	1 83
— mouton, <i>idem.</i>	2 13	2 06	2 03
— porc, <i>idem.</i>	1 44	1 39	1 30

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de novembre 1909, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 25 syndicats patronaux comptant 1,559 membres;
- 21 syndicats ouvriers comptant 852 membres;
- 2 unions de syndicats patronaux;
- 1 bourse du travail,

et de la dissolution de :

- 89 syndicats ouvriers comptant 6,525 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

14 en novembre, 14 en octobre, 6 en septembre, 3 en août, 3 en juillet, 1 en mai, 1 en avril
1 en mars, 2 en février et 4 antérieurement au 1^{er} janvier 1909. Total : 49.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS
ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes-Maritimes. — Association syndicale des **laitiers** de Beausoleil et environs [3 octobre 1907. — 19 membres]. Siège social : maison Borelli, rue Bellevue, BEAUSOLEIL.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des expéditeurs du canton de Châteaurenard (**fruits, légumes et primeurs**) [16 février 1909. — 43 membres]. Siège social : mairie, CHÂTEAURENARD.

Doubs. — Syndicat des **horlogers**, bijoutiers, orfèvres de Franche-Comté [5 août 1909. — 22 membres]. Siège social : Taverne alsacienne, rue de la République, BESANÇON.

Eure. — Union des producteurs de **lait** de la région d'Évreux [6 février 1909. — 758 membres]. Siège social : Hôtel de ville, ÉVREUX.

Ille-et-Villaine. — Chambre syndicale et de commerce (**boulangers**) [25 avril 1909. — 102 membres]. Siège social : rue des Doves, REDON.

Indre-et-Loire. — Société d'élevage de Chemillé-sur-Indrois [?. — 18 membres]. — Siège social : CHEMILLÉ-SUR-INDROIS.

Loir-et-Cher. — Union syndicale des marchands de **bois** de Loir-et-Cher [16 octobre 1909]. — 54 membres]. Siège social : avenue de Paris, 42, BLOIS.

Nord. — Syndicat des **pharmaciens** de Cambrai [1^{er} novembre 1909. — 12 membres]. Siège social : rue des Carmes, CAMBRAI. — Chambre syndicale des **meuniers** du nord de la France [2 1909. — 50 membres]. Siège social : rue l'aidherbe, 22, LILLE.

Oise. — Syndicat des **limonadiers**, hôteliers, restaurateurs et débitants de boissons de la région de Beauvais [12 novembre 1909. — 180 membres]. Siège social : rue de la Madeleine, 52, BEAUVAIS. — Union syndicale des marchands de **bois** des arrondissements de Beauvais et Clermont, ainsi que de la région [6 novembre 1909. — 44 membres]. Siège social : rue de Sanguières, SAINT-JUST-DES-MARAIS.

Pas-de-Calais. — Syndicat d'élevage de Linzeux [15 mars 1909. — 46 membres]. Siège social : Mairie, LINZEUX.

Saône-et-Loire. — Syndicat des marchands de **bois** de la région autunoise (22 septembre 1909. — 45 membres]. Siège social : Hôtel de ville, AUTUN. — Syndicat des marchands de **bois** de Chalon-sur-Saône, Louhans et la région (30 octobre 1909. — 25 membres]. Siège social : Hôtel de ville, CHALON-SUR-SAÔNE.

Seine. — Syndicat des **banques** de gestion des sociétés ou associations d'épargne en participation [23 novembre 1909. — 5 membres]. Siège social : rue Laffite, 40, PARIS. — Syndicat général des fabricants de **celluloïd** [20 septembre 1909. — 8 membres]. Siège social : rue Caumartin, 13, PARIS. — Syndicat des commerçants en **fromages** de Brie d'origine [27 septembre 1909. — 7 membres]. Siège social : rue des Feuillantines, 9, PARIS. — Chambre syndicale des **mines** de fer de France [2 octobre 1909. — 15 membres]. — Siège social : boulevard Haussmann, 63, PARIS. — Syndicat des facteurs d'**orgues** à anches libres [14 octobre 1909. — 10 membres]. Siège social : rue de Douai, 46, PARIS. — Le **Pétrin** mécanique, association syndicale des inventeurs, constructeurs et représentants de pétrins, etc. [4 novembre 1909. — 15 membres]. Siège social : rue de Viarmes, 23, PARIS. — Syndicat de grandes marques (**spiritueux**) [1^{er} octobre 1909. — 10 membres]. Siège social : boulevard Montmartre, 19, PARIS. — Syndicat professionnel des entrepreneurs du canal du Nord (**travaux publics**) [13 novembre 1909. — 7 membres]. Siège social : avenue Victoria, 9, PARIS.

Seine-Inférieure. — Syndicat du commerce des **cafés** torréfiés au Havre [9 novembre 1909. — 12 membres]. Siège social : rue Bouvivet, 5, LE HAVRE.

Tarn. — Syndicat des **coiffeurs** de la ville d'Albi et de la région [16 novembre 1909. — 17 membres]. Siège social : lices de Rhône, 16, ALBI. — Syndicat des maîtres d'**hôtel** et restaurateurs d'Albi et de la région [15 novembre 1909. — 35 membres]. Siège social : café Gaubert, place du Vigan, ALBI.

3^e SYNDICATS OUVRIERS.

Allier. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Commeny et des environs [20 septembre 1909. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, COMMENY.

Alpes-Maritimes. — Syndicat des ouvriers extracteurs de **terre réfractaire** de Vallauris [21 août 1909. — 22 membres]. Siège social : café de France, place de l'Hôtel-de-Ville, VALLAURIS.

Bouches-du-Rhône. — Chambre syndicale des ouvriers français peintres **gratteurs en carènes**, en tous travaux de bord et parties similaires de Marseille [21 novembre 1909. — 21 membres]. Siège social : rue du Petits-Puits, 16, MARSEILLE. — Syndicat des **receveurs**

et receveuses des maisons de crédit de la ville de Marseille [8 octobre 1909. — 72 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Corrèze. — Union syndicale des ouvriers **cordonniers** travaillant à la façon [22 octobre 1909. — 11 membres]. Siège social : Bourse du travail, BRIVE.

Gironde. — Syndicat général du personnel commissionné de la société d'éclairage électrique de Bordeaux et du Midi [2 octobre 1909. — 33 membres]. Siège social : Athénée municipal, rue des Trois-Conils, BORDEAUX.

Ille-et-Vilaine. — Syndicat général des ouvriers en **bâtiments** [3 octobre 1909. — 54 membres]. Siège social : Bourse du travail, FOUGÈRES.

Indre-et-Loire. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** des communes de Saint-Flozier, Verneuil, Betz et Saint-Senoch [24 octobre 1909. — ? membres]. Siège social : salle du Ralliement, SAINT-FLOVIER.

Lot-et-Garonne. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la ville d'Agen [17 août 1909. — 25 membres]. Siège social : Bourse du travail, AGEN.

Oise. — Syndicat des ouvriers **layetiers** et layetières des usines de La Croix-Saint-Ouen [25 septembre 1909. — 36 membres]. Siège social : rue Nationale, 57, LA CROIX-SAINT-OUEN.

Seine. — Syndicat autonome des ouvriers et ouvrières civils du **magasin central** de Billancourt et de l'usine d'essais [16 octobre 1909. — 80 membres]. Siège social : quai du Point-du-Jour, 75, BOULOGNE-SUR-SEINE. — Syndicat des travailleurs du **bâtiment** et parties similaires [1^{er} juillet 1909. — 22 membres]. Siège social : rue de l'Université, 82, PARIS. — Syndicat des **journalistes** sportifs [29 octobre 1909. — 19 membres]. Siège social : rue de Richelieu, 8, PARIS. — Société indépendante des ouvriers poseurs, pinceurs et bardeurs (**maçonnerie**) [2 octobre 1909. — 130 membres]. Siège social : rue Beaubourg, 30, PARIS. — Syndicat des travailleurs de la **métallurgie** et parties similaires [1^{er} juillet 1909. — 17 membres]. Siège social : rue de l'Université, 82, PARIS. — Syndicat des artistes **musiciens** de Saint-Maur [25 octobre 1909. — 22 membres]. Siège social : Pavillon de la Gare, place de la Gare, SAINT-MAUR.

Seine-Inférieure. — Syndicat des ouvriers de la **menuiserie** mécanique des ateliers Baudelot [19 septembre 1908. — 67 membres]. Siège social : salle Godart, ARQUES-LA-BATAILLE (reconstitution). — Syndicat des ouvriers **couvreurs** et zingueurs de Fécamp et de la région [3 novembre 1909. — 23 membres]. Siège social : enceinte du Marché, FÉCAMP. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** du Nord (section de Rouen) [1^{er} juillet 1909. — 50 membres]. Siège social : route de Darnetal, 16, ROUEN.

Seine-et-Oise. — Syndicat indépendant et autonome des ouvriers **maçons**, briqueteurs limousinants, cimentiers et aides de l'arrondissement de Versailles [4 septembre 1909. — 98 membres]. Siège social : Hôtel de ville, VERSAILLES.

Tarn. — Syndicat des ouvriers **tailleurs** du canton de Mazamet [27 mai 1907. — 20 membres]. Siège social : Bourse du travail, MAZAMET.

3^e UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Ille-et-Vilaine. — Fédération du commerce en gros des **vins**, cidres, spiritueux et liqueurs de l'Ouest [26 mai 1909. — 16 syndicats adhérents]. Siège social : rue Coëtquen, 5, RENNES.

Tarn. — Fédération des syndicats professionnels du Tarn [3 novembre 1909. — 8 syndicats adhérents]. Siège social : Café Moderne, Lices de Rhône, ALBI.

4° BOURSES DU TRAVAIL.

Cher. — Bourse du travail de Dun-sur-Auron [16 novembre 1909. — 5 syndicats adhérents]. Siège social : rue du Collège et rue de l'Hirondelle, DUN-SUR-AURON.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS OUVRIERS.

Ile-et-Vilaine. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** de la ville de Redon [1^{er} janvier 1908]. Siège social : Mairie, REDON.

Landes. — Syndicat des ouvriers **résiniers** de la commune de Saint-Vincent-de-Paul [1^{er} février 1906]. Siège social : SAINT-VINCENT-DE-PAUL.

Loiret. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** et parties similaires de La Ferté-Saint-Aubin et des environs [10 juin 1907]. Siège social : rue Saint-Michel, LA FERTÉ-SAINT-AUBIN. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** et parties similaires de Gien et des environs [9 octobre 1907]. Siège social chez M. Broussat, GIEN. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Meung-sur-Loire et des environs [4 août 1907]. Siège social : MEUNG-SUR-LOIRE. — Chambre syndicale des ouvriers des **cuirs** et peaux du canton de Meung-sur-Loire [4 août 1907]. Siège social : rue d'Orléans, 2, MEUNG-SUR-LOIRE. — Syndicat des ouvriers **couverturiers** de la ville d'Orléans [2 mai 1906]. Siège social : ORLÉANS. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et similaires de l'arrondissement d'Orléans [2 1896]. Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS. — Union syndicale des ouvriers main-d'œuvre exceptionnelle des **postes**, télégraphes et téléphones [13 avril 1907]. Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS. — Syndicat des ouvriers **scieurs de long** et similaires [1^{er} juin 1905]. Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS. — Syndicat des ouvriers **selliers**, bourreliers et similaires de l'arrondissement d'Orléans [1^{er} août 1906]. Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS. — Syndicat des employés de **tramways** de la ville d'Orléans [9 juin 1905]. Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** et parties similaires du canton de Sully-sur-Loire [10 novembre 1907]. Siège social : rue du Coq, SULLY-SUR-LOIRE.

Lot. — Syndicat des ouvriers **agriculteurs** [2 1905]. Siège social : place du Puits, SOUILLAC-SUR-LOT.

Maine-et-Loire. — Chambre syndicale des **couvreurs** d'Angers [2 1865]. Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — Chambre syndicale des ouvriers **mécaniciens**, ajusteurs et tourneurs sur métaux réunis [2 1896]. Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — Chambre syndicale des **employés de commerce** et commis aux écritures de la ville de Cholet [1^{er} octobre 1902]. Siège social : Bourse du travail, CHOLET. — Syndicat professionnel des **chapeletiers** de Saumur [2 1900]. Siège social : Salle Carnot, quai Carnot, SAUMUR. — Syndicat professionnel des **tailleurs de pierres** et maçons de la ville de Saumur [2 1900]. Siège social : Salle Carnot, quai Carnot, SAUMUR.

Mayenne. — Fédération des **mécaniciens** et chauffeurs des **chemins de fer** de l'Ouest (section de Laval) [1^{er} avril 1907]. Siège social : rue Jeanne-d'Arc, LAVAL.

Meurthe-et-Moselle. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs sur verre** et parties s'y rattachant [2 1889]. Siège social : CROISMARE. — Syndicat des ouvriers et ouvrières

céramistes et parties similaires [3 août 1905]. Siège social : LUNÉVILLE. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **jouets** et parties similaires de Lunéville [1^{er} mai 1905]. Siège social : rue des Bosquets, 8, LUNÉVILLE. — « L'Union », syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Nancy [28 août 1906]. Siège social : rue des Quatre-Églises, 7, NANCY. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **galoches** et parties similaires de l'Est [1^{er} août 1906]. Siège social : rue Clodion, 6, NANCY. — Syndicat général des ouvriers et ouvrières du **textile** de Meurthe-et-Moselle [7 mai 1907]. Siège social : Maison du Peuple, rue Drouin, NANCY. — Union syndicale du **vêtement** [2 1899]. Siège social : rue Drouin, 2, NANCY.

Morbihan. — Syndicat des **matelots** groisillons [8 décembre 1905]. Siège social : GROIX. — Union syndicale des inscrits maritimes et **pêcheurs** de l'Ouest (section de Groix) [1^{er} février 1905]. Siège social : GROIX. — Syndicat ouvrier du **bâtiment** du canton d'Hennebont [2 1902]. Siège social : rue Neuve, 113, HENNEBONT. — Syndicat des ouvriers de l'**ameublement** de Lorient [2 1903]. Siège social : rue de l'Hôpital, LORIENT. — Syndicats des courtiers et livreurs en **cafés** de Lorient [19 mai 1907]. Siège social : Bourse du travail, LORIENT. — Syndicat des **cochers** et charretiers de Lorient et des environs [17 avril 1906]. Siège social : Bourse du travail, LORIENT. — Chambre syndicale des ouvriers **galochiers** de Lorient [1^{er} mai 1905]. Siège social : LORIENT. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** de la ville de Lorient [1^{er} novembre 1903]. Siège social : LORIENT. — Syndicat des **navigateurs** et pêcheurs inscrits maritimes de la presqu'île de Quiberon [17 janvier 1907]. Siège social : QUIBERON. — Chambre syndicale des ouvriers **zingeurs** des cantons de Vannes [1^{er} juin 1904]. Siège social : rue Bois-Moreau, 7, VANNES.

Orne. — Syndicat des ouvriers en **chaussures**, sabotiers, cordonniers, tanneurs, etc. [2 1901]. Siège social : Bourse du travail, ALENÇON. — Syndicat des ouvriers en **voitures** [2 1901]. Siège social : Bourse du travail, ALENÇON.

Puy-de-Dôme. — Syndicat de l'**ameublement** [2 1897]. Siège social : Bourse du travail, CLERMONT-FERRAND. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Clermont-Ferrand [11 mai 1906]. Siège social : Bourse du travail, CLERMONT-FERRAND. — Chambre syndicale des ouvriers et employés de l'**équipement** et chaussures militaires [11 juin 1903]. Siège social : CLERMONT-FERRAND. — Syndicat des marchandes, marchands **forains** et colporteurs vendeurs d'articles fabriqués ou manufacturés [16 décembre 1903]. Siège social : Bourse du travail, CLERMONT-FERRAND. — Syndicat indépendant des ouvriers des **houillères** de Messeix [23 septembre 1906]. Siège social : MESSEIX. — Syndicat indépendant des ouvriers et ouvrières aux **tabacs** de la manufacture de Riom [18 mai 1903]. Siège social : maison Berthollet, place d'Épargne, RIOM.

Pyrénées (Hautes-). — Chambre syndicale ouvrière textile de Bagnères-de-Bigorre et environs [2 1899]. Siège social : rue des Thermes, 13, BAGNÈRES-DE-BIGORRE. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** de la ville de Tarbes [2 1902]. Siège social : maison Lamarque, rue de l'Orient, TARBES. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** de la ville de Tarbes [2 1894]. Siège social : Bourse du travail, TARBES.

Saône-et-Loire. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Mâcon et de la région [1^{er} septembre 1903]. Siège social : MÂCON. — Chambre syndicale des **limonadiers-restaureurs** et assimilés du département de Saône-et-Loire [2 février 1902]. Siège social : Bourse du travail, Hôtel des Champs-Élysées, MÂCON. — Chambre syndicale **typographique** et des industries similaires de Mâcon [2 1881]. Siège social : rue de Lyon, 11, MÂCON. — Syndicat des corporations ouvrières (**mines**) de Montceau-les-Mines [2 1899]. Siège social : MONTCEAU-LES-MINES. — Chambre syndicale des ouvriers carriers **piqueurs de grès** et similaires de l'Autunois [2 1900]. Siège social : SAINT-ÉMILAND. — Syndicat des **piqueurs de grès** et similaires de Saint-Gengoux-le-National [2 1901]. Siège social : SAINT-GENGOUX-LE-NATIONAL.

Savoie. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de la Savoie [9 octobre 1906]. Siège social : salle de la Grenette, CHAMBÉRY. — Syndicat mixte professionnel des ouvrières et ouvriers de l'**habillement** de Chambéry [3 juillet 1906]. Siège social : salle de la Grenette,

CHAMBÉRY. — Chambre syndicale des ouvriers **scieurs** et similaires de la ville et de l'arrondissement de Chambéry [? 1898]. Siège social : à la Grenette, CHAMBÉRY. Chambre syndicale des ouvriers de la **papeterie** du Mont-Cenis [26 août 1905]. Siège social : maison Dessimone, FOURINEAUX (LES). — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** et mixtes [21 mai 1905]. Siège social : place Sainte-Marie, MOUTIERS. — Syndicat professionnel des **forgerons** de Calvin [12 décembre 1904]. Siège social : PRESLE. — Syndicat des ouvriers **ardoisiers** de Maurienne [1^{er} novembre 1906]. Siège social : maison Saillière, SAINT-JULIEN-DE-MAURIENNE. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires de la Maurienne [6 août 1905]. Siège social : rue Saint-Laurent, SAINT-MICHEL.

Seine. — Chambre syndicale des chineurs de **futailles** de Paris et du département de la Seine [26 octobre 1905]. Siège social : place Nationale, 118, PARIS.

Seine-et-Marne. — Syndicat des ouvriers **agricoles** du canton de Coulommiers [9 décembre 1906]. Siège social : COULOMMIERS. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Coulommiers et de Seine-et-Marne [8 octobre 1906]. Siège social : rue de La Ferté-sous-Jouarre, 19, COULOMMIERS. — Union syndicale des ouvriers en **cuirs** et peaux et parties s'y rattachant du canton de Lagny [15 mars 1903]. Siège social : maison Pasquier, rue de Noisiel, LAGNY. — Chambre syndicale des ouvriers en **voitures** et parties similaires [26 octobre 1904]. Siège social : LAGNY. — Les Travailleurs de la **Terre** [1^{er} novembre 1907]. Siège social : MEAUX. — Syndicat des ouvriers **couvreurs**, plombiers, zingueurs de Melun et des environs [16 août 1906]. Siège social : Hôtel de Ville, MELUN. — Syndicat des ouvriers **maçons** et parties similaires de Melun et des environs [10 septembre 1906]. Siège social : Hôtel de Ville, MELUN. — Syndicat des ouvriers **menuisiers** de Melun et des environs [28 août 1906]. Siège social : Hôtel de Ville, MELUN. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** de la vallée du Grand-Morin [1^{er} avril 1907]. Siège social : MOURoux. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de la région d'Oisery [3 juin 1906]. Siège social : OISERY. — Chambre syndicale professionnelle des ouvriers briquetiers, tuiliers et parties similaires [10 février 1906]. SALINS.

Seine-et-Oise. — Syndicat des **couvreurs**, plombiers, zingueurs de l'arrondissement de Corbeil [6 juillet 1907]. Siège social : place du Marché, 1, CORBEIL. — Syndicat des maçons, plâtriers, tailleurs et scieurs de pierres et parties similaires de l'arrondissement, de Corbeil [? 1899]. Siège social : rue des Grandes Bordes, 43, CORBEIL. — Union syndicale des ouvriers **bûcherons** des Mesnuls et des communes environnantes [? 1901]. MESNULS. — Syndicat des ouvriers **briquetiers**, carriers et parties similaires du département de Seine-et-Oise [? 1900]. Siège social : MONTMORENCY. — Chambre syndicale ouvrière des employés **limonadiers**, restaurateurs et assimilés de Versailles et de Seine-et-Oise [8 mai 1903]. Siège social : Bourse du travail, VERSAILLES.

Tarn-et-Garonne. — Syndicat amical des **employés de commerce** des deux sexes de Montauban [6 novembre 1906]. Siège social : café de l'Univers, rue Fraîche, MONTAUBAN.

Vienne (Haute-). — Chambre syndicale des **cochers** de remises, de fiacres, de camions, d'employés aux écuries et parties similaires de la ville de Limoges [? 1902]. Siège social : Bourse du travail, LIMOGES. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux** de Limoges et du département [? 1901]. Siège social : Bourse du travail, LIMOGES. — Union des préposés de la Manufacture des **tabacs** de Limoges [? 1897]. Siège social : rue des Arènes, 15, LIMOGES. — Chambre syndicale des ouvriers municipaux de la **voirie** de Limoges [26 avril 1899]. Siège social : Bourse du travail, LIMOGES. — Syndicat des ouvriers de l'Usine de Saint-Denis-des-Murs (extraits **tannants** et colorants) [1^{er} décembre 1907]. Siège social : SAINT-DENIS-DES-MURS. — Chambre syndicale des ouvriers en **cuirs** et peaux de Saint-Junien [? 1894]. Siège social : boulevard Gambetta, 10, SAINT-JUNIEN. — Chambre syndicale des ouvriers **gantiers** de Saint-Junien [? 1893]. Siège social : boulevard Gambetta, 10, SAINT-JUNIEN. — Syndicat indépendant de prévoyance des ouvriers et ouvrières **gantiers** de Saint-Junien [7 janvier 1905]. Siège social : Mairie, SAINT-JUNIEN. — Chambre syndicale des ouvriers maçons de Saint-Yrieix [? 1901]. Siège social : SAINT-YRIEIX.

BIBLIOGRAPHIE.

OUVRAGES REÇUS PAR LA DIRECTION DU TRAVAIL
ET SOMMAIRES DES BULLETINS DES OFFICES DU TRAVAIL ÉTRANGERS *
POUR SEPTEMBRE 1909 ⁽¹⁾.

FRANCE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR : Statistique pénitentiaire pour 1907, 1 vol., 470 pages. — Melun, Imprimerie administrative, 1909.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE OUVRIÈRE (Office impérial de statistique, Ministère de l'Intérieur) : * «Reichsarbeitsblatt» (Bulletin impérial du travail). Berlin, Karl Heyman, le numéro, 10 pfennigs. — Numéro de septembre 1909 : Enquêtes des offices municipaux de statistique sur les salaires et la durée du travail des ouvriers municipaux. — Les syndicats allemands en 1908. — Le mouvement syndical international en 1907. — Les syndicats en Grande-Bretagne et en Irlande de 1905 à 1907. — Les syndicats autrichiens en 1908.

ARGENTINE. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL : * «Boletín del departamento nacional del trabajo». — Résultats préliminaires du recensement des ouvriers dans l'Argentine. — Accords industriels et arbitrage. — Les conditions du travail à Buenos-Ayres; salaires courants en juillet 1909. — Accidents du travail. — Les grèves à Buenos-Ayres (2^e trimestre 1909) et dans les provinces (1^{er} trimestre 1909). — Projets de loi sur l'admission des étrangers.

AUTRICHE. — MINISTÈRE DU COMMERCE : Bericht der K. K. Gewerbe-Inspektoren über ihre Amtstätigkeit im Jahre 1908 (Rapports des inspecteurs des fabriques pour 1908), 1 vol. CXLV-522 pages. — Vienne, Imprimerie nationale, 1909.

— * «Soziale Rundschau» (Bulletin de l'Office de statistique). Vienne, Alfred Hölder, le n° 0 fr. 20. — Numéro de septembre 1909.

⁽¹⁾ En dehors des renseignements mensuels concernant le marché du travail, les grèves, la jurisprudence et mouvement syndical, la législation, etc., la plupart des Bulletins des offices du travail étrangers publient des articles spéciaux dont les plus importants sont mentionnés ci-dessous. — Les bulletins sont indiqués par un astérisque *.

- **BOHÈME.** — OFFICE D'ASSURANCE OUVRIÈRE POUR LA BOHÈME : *Bericht der Arbeiter-Unfall-Versicherungs-Anstalt für das Königreich Böhmen in Prag 1908* (Rapport de l'Office d'assurance contre les accidents en Bohême, pour 1908), 1 vol. de 76 pages. — Prague, Mercy Sohn, 1909.
- BELGIQUE.** — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'industrie et du travail) : * « *Revue du travail* ». (Bruxelles, Vanbuggenhoudt, le n° 0 fr. 10.) — Numéro du 15 septembre 1909. — Numéro du 30 septembre 1909
- Annuaire de la législation du travail. Lois de 1908, 1 vol. de 920 pages. — Bruxelles, Albert Dewit, 1909.
- CANADA.** — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL : * « *Gazette du travail* ». Ottawa, Dawson, le n° 0 fr. 15. — Numéro de septembre 1909 : Rapports sur l'application de la loi sur les enquêtes en cas de différends industriels. — Les minerais de fer de la Nouvelle-Écosse.
- Report of the department of labor 1908-1909 (Rapport du département du travail pour l'année finissant le 31 mars 1909), 1 vol. de 355 pages. — Ottawa, Ch. Parmelee, 1909.
- ESPAGNE.** — INSTITUT DES RÉFORMES SOCIALES (Ministère de l'Intérieur) : * « *Boletín del Instituto de reformas sociales* » (Bulletin de l'Institut des réformes sociales), Madrid, Minuesa de los Rios, 1909. — Numéro de septembre 1909 : Le coût de la vie ouvrière (1^{er} trimestre 1909).
- Congresos sociales en 1908 (Les congrès sociaux en 1908), 1 vol. de 173 pages. — Madrid, Minuesa de los Rios, 1909.
- Jurisprudencia de los tribunales en materia de accidentes del trabajo (Jurisprudence en matière d'accidents du travail), 1 vol. de 556 pages. — Madrid, Minuesa de los Rios, 1909.
- ÉTATS-UNIS.** — ÉTAT DE NEW-YORK : DÉPARTEMENT DU TRAVAIL : * « *New-York Labor Bulletin* » (Bulletin du travail de New-York). — Numéro de septembre 1909. — Le chômage de janvier à juin 1909. — Les grèves de mai à juin. — L'éducation professionnelle dans l'État de New-York (résumé de l'enquête du département du travail). — Les syndicats dans des divers pays.
- ÉTAT DE MASSACHUSETTS : BUREAU DE STATISTIQUE : « *Labor Bulletin n° 67* » (Bulletin du travail). — Boston, Wright and Potter. — Numéro de septembre 1909 : Lois ouvrières de Massachusetts.
- ÉTAT DE CALIFORNIE : BUREAU DE STATISTIQUE DU TRAVAIL. — First special report of the bureau of Labor statistics (1^{er} rapport spécial : Les lois ouvrières de l'État Californie), 1 vol. 76 pages. — Sacramento-Shannon, 1909.
- FINLANDE.** — ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'INDUSTRIE : * « *Arbetsstatistik tidskrift* » (Revue de statistique ouvrière). Helsingfors, Kejsrerliga senatens tryckeri. — 4^e numéro de 1909. — Les diètes en 1908. — Accidents du travail en 1907. — La cessation du travail dans la métallurgie à Helsingfors, en 1909.
- GRANDE-BRETAGNE.** — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL (Ministère du Commerce) : * « *Labour Gazette* ». Londres, Veal, Chifferiel and C^e; le numéro, 0 fr. 10. — Numéro de septembre 1909 : Les salaires et la durée du travail dans le vêtement. — Rapport du Conseil de gouvernement local pour 1908-1909. — Le congrès des trades-unions. — Les accidents de chemins de fer en 1908. — L'application de la loi sur la conciliation

ITALIE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce) : * « *Bollettino dell'Ufficio del lavoro* ». — Rome, Treves frères; le n° o fr. 30.
— Numéro de septembre 1909 : Les grèves en Italie pendant le 2^e trimestre 1909 (industrie) et pendant le 1^{er} trimestre 1909 (agriculture). — 5^e congrès de la prévoyance. — Les associations patronales en Allemagne. — 6^e conférence internationale ouvrière. — Loi turque du 15 août 1909 sur les grèves.

NOUVELLE-ZÉLANDE. — MINISTÈRE DU TRAVAIL : *Workers dwellings* (Rapport sur les habitations ouvrières), 1 broch. de 4 pages, avec photographies.

— *The industrial conciliation and arbitration act 1908*. L'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage dans l'industrie en 1908 : Liste des associations patronales et ouvrières enregistrées), 1 broch. de 9 pages.

— 18^e Annual report of the department of labor (18^e rapport annuel du Ministère du travail), 1 rapp. LXIX-155 p. — Wellington, John Mackay.

PAYS-BAS. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE : *Centraal Verslag der arbeidsinspectie 1907 en 1908* (L'inspection du travail en 1907 et 1908), 1 vol. de 240 pages. — La Haye, van Langenhuysen. 1909.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

1909

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS

LISTE DES ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS

EN FRANCE

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME XVI

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS.

ANNÉE 1909.

	Pages.
Janvier	1
Février	125
Mars	249
Avril	365
Mai	481
Juin	619
Juillet	739
Août	841
Septembre	945
Octobre	1063
Novembre	1165
Décembre	1275

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS EN FRANCE

(PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE).

I. — Convention internationale.

	Pages.
1909.	
3 juillet. . . . CONVENTION entre la France et la Grande-Bretagne concernant la réparation des accidents du travail.	884

II. — Lois, décrets, arrêtés et règlements.

1902.	
3 février. . . . LOI réglementant les sociétés de prévoyance à partage et à durée illimitée.	203
1908.	
20 septembre. DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 54, n ^{os} 2, 3, 4 et 5 de la loi du 17 avril 1907 (réglementation du travail à bord des navires de commerce).	551
21 — DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution des articles 53 et 54, n ^o 1, de la loi du 17 avril 1907.	554
21 octobre. . . DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Rouen et y créant une section de commerce.	570
10 novembre. DÉCRET désignant les ports où seront constituées les commissions de visite des navires de commerce instituées par la loi du 17 avril 1907 et ceux où il sera établi des services d'inspection de la navigation.	561
1 ^{er} décembre. RÈGLEMENT concernant l'exécution de l'article 5 de l'arrangement franco-italien sur les accidents du travail.	204
5 — LOI sur les dérogations à la loi de 1898 en faveur des sociétés de secours mutuels dans l'armée.	71
6 — LOI portant approbation de la convention de Berne.	71
10 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Châlons-sur-Marne.	570
15 — DÉCRET sur l'hygiène dans les chantiers à air comprimé.	72
15 — DÉCRET complétant la liste des travaux interdits aux enfants au-dessous de 18 ans.	75
19 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Toulouse et y créant une section de commerce.	570
19 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Darnétal.	570
19 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes d'Hazebrouck.	570
26 — ARTICLE 50 de la loi de finances sur les ouvriers, employés et agents des établissements militaires.	72
26 — ARTICLE 59 de la loi de finances relatif au contrat de louage d'ouvrage.	72
28 — ARRÊTÉ fixant le taux des subventions de l'État aux caisses de chômage (1 ^{er} semestre 1908).	78

	Pages.
28 décembre. ARRÊTÉ relatif aux bonifications spéciales de rentes viagères prévues par la loi du 31 décembre 1895.....	321
28 — ARRÊTÉ fixant le texte de l'affiche à apposer dans les chantiers de travaux à l'air comprimé.....	432
30 — LOI modifiant la composition de la commission centrale instituée par la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.....	203

1909.

5 janvier... DÉCRET relatif à l'application à l'Algérie de la législation concernant la durée du travail et l'hygiène des travailleurs.....	75
14 — DÉCRET réglementant l'exploitation des mines.....	206
21 — DÉCRET sur l'application à l'Algérie de la législation sur le repos hebdomadaire.....	210
25 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Fécamp.....	570
27 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Rennes.....	570
3 février... DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Dijon et y créant une section de commerce.....	570
3 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Montluçon et y créant une section de commerce.....	570
3 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Fougères.....	570
5 — ARRÊTÉ instituant une commission médicale relative aux accidents du travail.....	321
6 — LOI portant ouverture au Ministère de l'Intérieur, sur l'exercice 1909, d'un crédit supplémentaire de 600,000 francs pour secours d'extrême urgence.....	320
9 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Niort et y créant une section de commerce.....	570
18 — DÉCRET relatif à l'attribution, en 1909, des majorations des pensions de la Caisse nationale des retraites (loi du 31 décembre 1909)....	321
24 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Charlieu.....	570
24 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Saint-Dié.....	570
24 — ARRÊTÉ (Travail) fixant les conditions d'élection du délégué des associations ouvrières de production au Conseil supérieur du travail...	433
26 — LOI autorisant des avances aux sociétés agricoles de l'Algérie.....	321
26 — DÉCRET fixant à quatre le nombre des enquêteurs permanents de l'Office du travail.....	432
11 mars.... DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Bordeaux et y créant une section de commerce.....	570
17 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Thiers et y créant une section de commerce.....	570
18 — RAPPORT et DÉCRET complétant le décret du 9 juin 1906 (Conseils de discipline des services extérieurs des postes et télégraphes).....	564
26 — DÉCRET portant réorganisation du personnel des inspecteurs de la navigation maritime.....	561
3 avril.... DÉCRET relatif à l'organisation du corps de l'inspection du travail...	566
5 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Roanne.....	570
5 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Saint-Chamond...	570
14 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes d'Aubusson.....	570
30 — LOI relative aux travaux interdits aux femmes et aux enfants employés dans les établissements commerciaux.....	551
30 — DÉCRET modifiant le décret du 28 mars 1902 en ce qui concerne la durée du travail des hommes adultes dans les imprimeries.....	567
30 — DÉCRET portant réorganisation du Conseil supérieur du travail.....	567
30 — DÉCRET créant un conseil de prud'hommes à Decazeville.....	570
30 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Carcassonne.....	570

	Pages.
30 avril..... DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Castres.....	570
30 — DÉCRET complétant la nomenclature des établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement.....	690
8 mai..... ARRÊTÉ (Travail) nommant les membres du Conseil supérieur du travail.....	690
10 — DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 17 juillet 1908, relative à l'institution des conseils consultatifs du travail.....	691
11 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Saint-Étienne et y créant une section de commerce.....	694
11 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes d'Oyonnax.....	694
12 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Rive-de-Gier.....	694
12 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Douai.....	694
15 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes d'Épinal et y créant une section commerciale.....	694
25 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes d'Orléans et y créant une section commerciale.....	694
26 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Grenoble et y créant une section commerciale.....	694
27 — DÉCRET créant un conseil de prud'hommes à Chaumont.....	694
29 — LOI modifiant la quotité des taxes pour la contribution au fond de garantie prévues à l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 et à l'article 4 de la loi du 12 avril 1906, en matière d'accidents du travail.....	690
29 — DÉCRET créant un conseil de prud'hommes à Agen.....	694
29 — DÉCRET sur la quotité de la contribution au fonds de garantie des accidents du travail.....	1018
2 juin..... DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Voiron.....	798
2 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes d'Aix.....	798
11 — LOI relative au encouragement spéciaux à donner à la sériciculture et à la filature de la soie.....	797
11 — DÉCRET sur la contribution des commerçants non patentés au fonds de garantie institué par la loi sur les accidents du travail.....	799
17 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Millau.....	798
18 — LOI relative à l'amnistie.....	797
18 — LOI sur le crédit maritime.....	798
22 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Besançon.....	798
30 juin..... ARRÊTÉ fixant le taux des subventions de l'État à allouer aux caisses de chômage pour les indemnités versées pendant le second semestre de 1908.....	908
5 juillet..... DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes d'Albi.....	908
5 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Bapaume.....	908
5 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Saint-Brieuc.....	908
5 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Saint-Omer.....	908
12 — LOI sur la constitution d'un bien de famille insaisissable.....	901
14 — LOI sur les dessins et modèles.....	1017
15 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Fourmies.....	908
19 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Cousolre.....	908
19 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes d'Evreux.....	908
19 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Maubeuge.....	908
19 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Saint-Didier-la-Séauve.....	908
20 — LOI sur l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture exécutés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments.....	903
21 — LOI relative aux conditions de retraite du personnel des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général.....	904
22 — LOI autorisant le Gouvernement à suspendre temporairement, par décret, en cas de circonstances exceptionnelles, l'application des	

	lois des 2 avril 1889 et 17 juillet 1867 (art. 1 ^{er}) [régime commercial et maritime entre la France et l'Algérie] et instituant un conseil permanent d'arbitrage.....	907
31 juillet...	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes d'Armentières et y créant une section commerciale.....	1020
31	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Tours.....	1020
1 ^{er} août....	DÉCRET sur les déclarations à effectuer en Algérie par les chefs d'établissements industriels ou commerciaux des accidents survenus à leurs employés.....	1018
3	DÉCRET créant un conseil de prud'hommes à Melun.....	1126
3	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Lunéville.....	1126
3	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Rethel.....	1126
3	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Romoratin.....	1126
8	DÉCRET rendant applicable à l'Algérie la loi du 30 avril 1909 : travaux interdits aux femmes et aux enfants.....	1019
12	ARRÊTÉ instituant une commission pour étudier l'application du repos hebdomadaire au personnel naviguant.....	1235
18	DÉCRET rendant applicable à l'Algérie le décret du 30 août 1909 sur la durée du travail.....	1019
29	DÉCRET rendant applicable à l'Algérie la loi du 2 juillet 1890 sur les livrets ouvriers.....	1019
1 ^{er} septembre	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Pont-Audemer...	1126
5	DÉCRET apportant des modifications à l'organisation du personnel ouvrier des arsenaux de la marine.....	1126
8	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Nancy et y créant une section commerciale.....	1126
8	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Remiremont et y créant une section commerciale.....	1126
8	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes d'Alais et y créant une section commerciale.....	1126
8	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Louviers et y créant une section commerciale.....	1126
19	DÉCRET rendant applicable à l'Algérie le décret du 30 avril 1909 (établissements admis au repos hebdomadaire).....	1129
22	ARRÊTÉ (Marine) relatif au fonctionnement de la commission chargée d'étudier les questions relatives au repos hebdomadaire du personnel naviguant.....	1235
23	DÉCRET modifiant les conditions d'admission à l'emploi d'apprenti dans les arsenaux de la marine.....	1129
8 octobre...	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Belfort et y créant une section de commerce.....	1235
4 novembre.	DÉCRET relatif à la surveillance et à la vérification des opérations des sociétés locales ou des caisses régionales de crédit maritime mutuel..	1337
4	DÉCRET relatif à l'application de la loi du 18 juin 1909 autorisant des avances spéciales aux sociétés coopératives maritimes.....	1337
19	DÉCRET créant un conseil de prud'hommes à Montargis.....	1337
19	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes d'Elbeuf et y créant une section de commerce.....	1337
19	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Limoges et y créant une section de commerce.....	1337
19	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Cognac.....	1337
19	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Mazamet.....	1337
20	ARRÊTÉ (Intérieur) instituant une commission consultative pour toutes les questions concernant la main-d'œuvre des journaux officiels.....	1337
22	DÉCRET portant réglementation d'administration publique relatif aux avances qui peuvent être consenties aux coopératives agricoles d'Algérie.....	1137

	Pages.
22 novembre. DÉCRET déterminant la nature des opérations que pourront entreprendre les coopératives agricoles susceptibles de recevoir des avances en Algérie.....	1337
23 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes d'Auxerre et y créant une section commerciale.....	1337
27 — LOI sur le travail des femmes en couche.....	1336
27 DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Troyes et y créant une section commerciale.....	1337
7 décembre. LOI sur le payement des salaires.....	1336

III. — Lettres et circulaires ministérielles.

1908.

20 juin.....	LETTRE (Travail) sur les dérogations à la durée du travail en cas de travaux urgents dont l'exécution est nécessaire pour prévenir les accidents.....	213
9 septembre.	LETTRE (Travail) relative au droit des délégués mineurs d'entrer dans les exploitations même pendant le chômage de celles-ci.....	573
14 décembre.	CIRCULAIRE (Travail) sur le maximum des versements aux caisses d'épargne des comités de patronage des habitations à bon marché..	78
28	CIRCULAIRE (Travaux publics) autorisant des dérogations à la fermeture des gares le dimanche et les jours fériés.....	211
29 —	CIRCULAIRE (Justice) relative à l'établissement de la statistique judiciaire pour 1908 (extrait).....	212

1909.

25 janvier...	CIRCULAIRE (Travail) sur la déclaration des accidents du travail par les représentants des assureurs.....	213
10 mars.....	CIRCULAIRE (Travail) sur les mesures de protection et de salubrité dans les chantiers de travaux à l'air comprimé.....	434
16	CIRCULAIRE (Travaux publics) relative à la suppression du travail de nuit des femmes dans les chemins de fer.....	1020
31	CIRCULAIRE (Travail) aux directeurs des caisses d'épargne sur la diffusion des livrets d'épargne scolaire.....	570
10 avril.....	CIRCULAIRE (Travaux publics) relative à l'organisation du travail des agents des chemins de fer.....	572
3 juin.....	LETTRE (Justice) sur les droits respectifs des inspecteurs du travail et des officiers de police judiciaire en ce qui concerne la recherche et la constatation des infractions aux lois réglementant le travail.....	695
14 —	CIRCULAIRE (Travail) aux inspecteurs divisionnaires du travail sur l'installation des appareils d'arrêt de machines motrices.....	799
23	CIRCULAIRE (Intérieur) aux directeurs des établissements d'éducation correctionnelle sur le contrôle des inspecteurs du travail dans ces établissements.....	799
27 juillet....	LETTRE (Justice) sur le régime légal applicable aux unions de syndicats.....	1021
5 novembre.	LETTRE (Guerre) sur la concurrence faite aux musiciens civils par les musiques militaires.....	1338
15	CIRCULAIRE relative à la délivrance des duplicata des livrets de travail.	1338



INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME XVI

DU

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

Janvier-Décembre 1909.

NOTA. — Sous chaque rubrique de la table, on trouvera, autant qu'il y aura lieu, l'indication des articles concernant :

1° Les actes officiels (français) : Lois, décrets, arrêtés et circulaires ministériels;

2° La chronique législative;

3° La jurisprudence française;

4° Le mouvement social en France;

5° Le mouvement social et la législation des pays étrangers (ceux-ci classés par ordre alphabétique).

Au nom de chaque pays, dans la table, on trouvera l'indication des diverses rubriques sous lesquelles ont été classés des faits relatifs à ce pays.

Pages.

Accidents. — Voir : CAISSES NATIONALES D'ASSURANCES.

ACTES OFFICIELS : Lettre du 20 juin 1908 (Travail) sur les dérogations à la durée du travail en cas de travaux urgents dont l'exécution est nécessaire pour prévenir les accidents.....	213
FRANCE : Les accidents de chaudières et récipients à vapeur en 1907.....	526
GRANDE-BRETAGNE : Les accidents de chemins de fer en 1907.....	317

Accidents du travail. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

ACTES OFFICIELS : Convention franco-anglaise du 3 juillet 1909 concernant la réparation des accidents du travail.....	884
Règlement du 1 ^{er} décembre 1908 concernant l'exécution de l'article 5 de l'arrangement franco-italien sur les accidents du travail.....	204
Loi du 29 avril 1909 modifiant la quotité des taxes pour la contribution au fonds de garantie prévues à l'article 25 de la loi du 29 avril 1898 et à l'article 4 de la loi du 12 avril 1906, en matière d'accidents du travail.....	690
Arrêté du 5 février 1909 instituant une commission médicale relative aux accidents du travail.....	321
Décret du 29 avril 1909 sur la quotité de la contribution au fonds de garantie des accidents du travail.....	1018

Décret du 11 mai 1909 sur la contribution des commerçants non patentés au fonds de garantie institué par la loi sur les accidents du travail.....	799
Décret du 1 ^{er} août 1909 sur les déclarations à effectuer en Algérie par les chefs d'établissements industriels ou commerciaux des accidents survenus à leurs employés.....	1018
Circulaire du 25 janvier 1909 (Travail) sur la déclaration des accidents du travail par les représentants des assureurs....	213

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les ouvriers bûcherons et les accidents du travail....	84
Les accidents du travail dans les exploitations forestières.....	1238

JURISPRUDENCE : Accident du travail; ouvrier engagé par l'ouvrier salarié d'une entreprise; responsabilité de cette dernière.....	772
Accidents du travail; battense, accident survenu sur une battense sous pression, mais non en marche, inapplicabilité de la loi du 9 avril 1898.....	773
Tâcherons; accidents du travail; ouvrier travaillant sous la surveillance et le contrôle d'un représentant du patron soldant lui-même ses aides, mais sans prélever sur eux le moindre bénéfice; responsabilité du patron.....	773

FRANCE : L'application en 1906 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.....	163
L'application en 1907 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.....	315
Les accidents dans les mines et autres exploitations minérales en 1907.	522
Statistique des accidents du travail en 1908 :	
1 ^o D'après les avis reçus par l'inspection du travail et par le service des mines.....	756
2 ^o D'après les ordonnances et les jugements rendus en 1908.....	757

AUTRICHE : Statistique des accidents du travail en 1906.....	790
GRANDE-BRETAGNE : Les accidents mortels dans l'industrie en 1908.....	545
NORVÈGE : Statistique des assurances contre les accidents du travail de 1900 à 1905.....	1118

Adjudications. — Voir : CONTRAT DU TRAVAIL; — SALAIRES (Salaires courants à Paris).

Administrations publiques. — Voir : ASSOCIATIONS; — CONDITIONS DU TRAVAIL.

Affichage des lois et règlements. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — INSPECTION DU TRAVAIL.

Agents des chemins de fer. — Voir : CHEMIN DE FER.

Âge d'admission. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Agriculture. — Voir : ASSOCIATIONS; — COOPÉRATION.

Air comprimé. — Voir : HYGIÈNE.

Algérie. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL; — CONCILIATION ET ARBITRAGE; — COOPÉRATION; — DURÉE DU TRAVAIL; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — LIVRETS OUVRIERS; — REPOS HEBDOMADAIRE.

Alimentation.

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sucre, huiles, suifs, coton, laines, soies, métaux, etc.) :

ÉTATS MENSUELS : 112, 240, 352, 469, 601, 723, 829, 936, 1052, 1155, 1227, 1373.

Allemagne. — Voir : CHÔMAGE; — COOPÉRATION; — COÛT DE LA VIE; — DURÉE DU TRAVAIL; — GRÈVES; — PLACEMENT; — REVUE DU TRAVAIL; — SALAIRES; — SECRÉTARIATS OUVRIERS; — SYNDICATS; — TRAVAIL DE NUIT.

Allumettes. — Voir : CONVENTIONS INTERNATIONALES; — MANUFACTURES DE L'ÉTAT.

Ameublement. — Voir : SALAIRES (Salaires courants à Paris).

Amnistie.

ACTE OFFICIEL : Loi du 18 mai 1909 relative à l'amnistie..... 797

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : L'amnistie et le repos hebdomadaire..... 575

Appareils d'arrêt. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Apprentis. — Voir : ARSENAUX DE LA MARINE.

Arbitrage. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE; — GRÈVES.

Armée. — Voir : ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES; — SECOURS MUTUELS.

Arrangement franco-italien. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL; — CONVENTIONS INTERNATIONALES.

Arsenaux de la marine.

ACTES OFFICIELS : Décret du 5 septembre 1909 apportant des modifications à l'organisation du personnel ouvrier des arsenaux de la marine..... 1126

Décret du 23 septembre 1909 modifiant les conditions d'admission à l'emploi d'apprenti dans les arsenaux de la marine..... 1129

Artiste dramatique. — Voir : USAGES ET COUTUMES.

Assistance aux vieillards, infirmes et incurables.

ACTES OFFICIELS : Loi du 30 décembre 1908 modifiant la composition de la Commission centrale instituée par la loi du 15 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables..... 203

Assistance par le travail. — Voir : TRAVAUX DE SECOURS.

Associations. — Voir : CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL; — MINES ET MINEURS; — PRÉVOYANCE.

JURISPRUDENCE : Loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations; associations professionnelles de fonctionnaires; droit d'ester en justice..... 294

FRANCE : Les associations professionnelles déclarées au 1^{er} janvier 1908 en vertu

de la loi du 1^{er} juillet 1901 (dans l'agriculture, le commerce, l'industrie privée et les administrations publiques)..... 266

Associations ouvrières de production. — Voir : COOPÉRATION.

Assurances ouvrières. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL; — MALADIE (assurance contre la); — SECOURS MUTUELS (Sociétés de).

Assureurs. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Ateliers de famille. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Autriche. — Voir : COOPÉRATION; — DURÉE DU TRAVAIL; — GRÈVES; — INSPECTION DU TRAVAIL; — MALADIE (assurance contre la); — MINÉRALE (Industrie); — MINES ET MINEURS; — PLACEMENT; — PRÉVOYANCE; — SYNDICATS.

Bâtiment. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Belgique. — Voir : BOURSE DU TRAVAIL; — ÉPARGNE; — CHÔMAGE; — GRÈVES; — INSPECTION DU TRAVAIL; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — MINÉRALE (Industrie); — REVUE DU TRAVAIL; — SYNDICATS.

Bibliographie.

ÉTATS MENSUELS : 120, 245, 361, 477, 616, 735, 838, 943, 1060, 1156, 1272, 1380.

Bien de famille.

ACTES OFFICIELS : Loi du 12 juillet 1909 sur la constitution d'un bien de famille insaisissable..... 901

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Le bien de famille insaisissable..... 324

Blanc de céruse. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Blanchisseries. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Board of Trade. — Voir : SALAIRES.

Bonifications de rentes. — Voir : CAISSE NATIONALE DES RETRAITES; — RENTES VIAGÈRES.

Bordereaux de salaires. — Voir : SALAIRES (Salaires courants à Paris).

Bourses du travail. — Voir : CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL; — SYNDICATS.

FRANCE : Les bourses du travail au 1^{er} janvier 1908..... 641

BELGIQUE : Les bourses du travail en 1908 .. 895

Brodeurs. — Voir : CHÔMAGE.

Bûcherons. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Budget. — Voir : ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES; — LOUAGE D'OUVRAGE.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La loi de finances pour 1909..... 82

Bureaux de placement. — Voir : PLACEMENT.

Cahier des charges. — Voir : CONTRAT DE TRAVAIL; — SALAIRES (Salaires courants à Paris).

Caisse nationale des retraites.

ACTES OFFICIELS : Décret du 18 février 1909 relatif à l'attribution, en 1909, des majorations des pensions de la Caisse nationale des retraites (loi du 31 décembre 1909).....	321
FRANCE : Opérations des Caisses nationales d'assurances en cas de décès et en cas d'accident en 1908.....	876

Caisses de chômage. — Voir : CHÔMAGE.

Caisses d'épargne. — Voir : ÉPARGNE; — HABITATIONS À BON MARCHÉ.

ACTES OFFICIELS : Circulaire du 14 décembre 1908 (Travail) sur le maximum des versements aux caisses d'épargne des comités de patronage des habitations à bon marché.....	78
Circulaire du 31 mars 1909 (Travail) aux directeurs des caisses d'épargne sur la diffusion des livrets d'épargne scolaire.....	570
FRANCE : La Caisse nationale d'épargne en 1907.....	1093
Les caisses d'épargne ordinaires en 1907.....	1094
Mouvement général d'épargne en 1907.....	1096
BELGIQUE : La Caisse d'épargne et de retraites de 1898 à 1908.....	895

Caisses de retraites de prévoyance et de secours.

Règlements des caisses de retraites, de prévoyance et de secours aux agents de chemins de fer.....	46
--	----

Caisses nationales d'assurances.

Situation et opérations, en 1907, des caisses nationales d'assurances en cas de décès et d'accidents.....	285
---	-----

Caisses régionales. — Voir : COOPÉRATION.

Canada. — Voir : GRÈVES; — REVUE DU TRAVAIL.

Carrières. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Cartels. — Voir : SYNDICATS.

Carton-pierre. — Voir : SALAIRES (Salaires courants à Paris).

Céruse. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Charpente en bois. — Voir : SALAIRES (Salaires courants à Paris).

Chemins de fer. — Voir : REPOS HERDOMADAIRE.

ACTES OFFICIELS : Loi du 21 juillet 1909 relative aux conditions de retraite du personnel des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général.....	904
---	-----

Circulaire du 10 avril 1909 (Travaux publics) relative à l'organisation du travail des agents des chemins de fer.....	572
Règlements des caisses de retraites, de prévoyance et de secours des agents des chemins de fer.....	46
FRANCE : Le contrôle du travail des agents des chemins de fer en 1906.....	37
La situation financière des organisations ouvrières françaises (organisations de travailleurs de chemins de fer).....	1085
Recettes des chemins de fer : États mensuels : 112, 240, 352, 469, 601, 723, 829, 936, 1052, 1155, 1227.....	1373
GRANDE-BRETAGNE : Les accidents de chemins de fer en 1907.....	317

Chômage. — Voir : DÉLÉGUÉS MINEURS.

ACTES OFFICIELS : Arrêté du 28 décembre 1908 fixant le taux des subventions de l'État aux caisses de chômage (1 ^{er} semestre 1908).....	78
Arrêté du 30 juin 1909 fixant le taux des subventions de l'État à allouer aux caisses de chômage pour les indemnités versées pendant le second semestre de 1908.....	908
FRANCE : Le chômage en 1908, d'après la statistique mensuelle de l'Office du Travail.....	140
Enquête sur le chômage dans la mégisserie et la tannerie.....	168, 288, 395, 654
Statistique des travaux de secours en cas de chômage pendant l'année 1907.....	176
Les subventions de l'État aux caisses de chômage pour le premier semestre de 1908.....	181
Le chômage chez les ouvriers brodeurs.....	865, 985
Rapport sur les subventions aux caisses de chômage pour l'année 1908.....	966
ALLEMAGNE : Les recensements des chômeurs en 1908-1909.....	1111
BELGIQUE : Les subventions de l'État, des communes et des provinces en vue de développer l'assurance-chômage en 1908.....	1001
GRANDE-BRETAGNE : Les opérations des comités de secours contre le chômage en 1908.....	1229

Chronique législative. — Voir : TRAVAUX LÉGISLATIFS.

ACCIDENTS : Les ouvriers bûcherons et les accidents du travail.....	84
Les accidents du travail dans les exploitations forestières.....	1238
BIEN DE FAMILLE : Le bien de famille insaisissable.....	324
BUDGET : La loi de finances pour 1909.....	82
CÉRUSE : L'interdiction du blanc de céruse.....	696, 911
FEMMES EN COUCHES (Protection des).....	1237
GREVES : La grève des linotypistes parisiens.....	324
La cessation du travail dans les postes.....	576
La grève des lads.....	802
La grève des inscrits maritimes et l'arbitrage.....	803
IMPÔT SUR LE REVENU : L'impôt sur le revenu et les sociétés coopératives.....	574
MINES : Le régime des mines.....	1236
PRUD'HOMMES : Les conseils de prud'hommes.....	325
REPOS HEBDOMADAIRE : L'amnistie et le repos hebdomadaire.....	575
Les projets de loi sur le repos hebdomadaire.....	576
RETRAITES : Les retraites ouvrières devant le Parlement.....	79, 1340
Les retraites des employés et ouvriers de chemins de fer.....	1022
SALAIRES : Le paiement des salaires.....	441, 802, 1343
SÉRICICULTURE : Les primes à la sériciculture et à la filature de la soie.....	696
SYNDICATS : Les syndicats agricoles à la Chambre des députés.....	81
Les postiers et le droit syndical.....	804

Comités de patronage. — Voir : HABITATIONS À BON MARCHÉ.

Comités de secours. — Voir : CHÔMAGE (Grande-Bretagne).

Commerçants non patentés. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Commerce — Voir : ASSOCIATIONS; — CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Commerce extérieur de la France.

ÉTATS MENSUELS (importation et exportation) : 112, 240, 352, 469, 601, 723,
829, 936, 1052, 1155, 1227, 1373

Commission consultative des journaux officiels. — Voir : MAIN-D'ŒUVRE.

Commissions de visite. — Voir : RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.

Commission du repos hebdomadaire du personnel naviguant. —
Voir : REPOS HEBDOMADAIRE.

Commission médicale. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Commissions départementales. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Conciliation et arbitrage. — Voir : GRÈVES.

ACTES OFFICIELS : Loi du 22 juillet 1909 autorisant le Gouvernement à suspendre temporairement, par décret, en cas de circonstances exceptionnelles, l'application des lois des 2 avril 1889 et 17 juillet 1867 (art. 1^{er}) [régime commercial et maritime entre la France et l'Algérie] et instituant un conseil permanent d'arbitrage..... 907

ÉTATS MENSUELS : 14, 138, 264, 380, 498, 636, 754, 856, 958, 1078, 1180 et 1290

GRANDE-BRETAGNE : Le règlement du tribunal permanent d'arbitrage..... 316

Conditions du travail.

Les conditions du travail des ouvriers des services municipaux de la ville de Paris..... 988

Conflits. — Voir : GRÈVES.

Conseil permanent d'arbitrage. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Conseil supérieur du travail.

ACTES OFFICIELS : Arrêté du 24 février 1909 (Travail) fixant les conditions d'élection du délégué des associations ouvrières de production au Conseil supérieur du travail..... 433

Décret du 30 avril 1909 portant réorganisation du Conseil supérieur du travail..... 567

Arrêté du 8 mai 1909 (Travail) nommant les membres du Conseil supérieur du travail..... 690

1^o Élections.

Les élections en 1909 des représentants des syndicats ouvriers, du représentant des associations ouvrières de production et du représentant des bourses du travail..... 668, 771 et 880

	Pages.
Résultats du 1 ^{er} tour.....	991
Résultats du 2 ^e tour.....	1091

2^e 19^e session.

Compte rendu de la 19 ^e session. — Législation sur les syndicats professionnels.	1312
---	------

Conseils consultatifs du travail.

ACTES OFFICIELS : Décrets du 10 mai 1909 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 17 juillet 1908, relative à l'institution des conseils consultatifs du travail.....	691
--	-----

Conseils de discipline.

ACTES OFFICIELS : Rapport et décret du 18 mars 1909 complétant le décret du 9 juin 1906 (Conseils de discipline des services extérieurs des postes et télégraphes).....	564
---	-----

Conseils de prud'hommes. — Voir : PRUD'HOMMES.

Consommation. — Voir : COOPÉRATION.

Constatation des infractions. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Contrat collectif.

JURISPRUDENCE : Tarif collectif passé entre un syndicat et certains fabricants; possibilité pour les ouvriers et patrons bénéficiaires d'y déroger par contrats individuels.....	182
Tarifs de salaires fixés par convention intersyndicale; absence de convention particulière; application des tarifs.....	302
FINLANDE : Une convention collective pour tous les ouvriers de la typographie..	428

Contrat de louage de service.

JURISPRUDENCE : Contrat de louage de service à durée indéterminée; promesse d'une place stable; renvoi sans motif au bout de six mois; faute préjudiciable du patron.....	672
---	-----

Contrat de travail. — Voir : PRUD'HOMMES; — RÈGLEMENT D'ATELIER; — USAGES ET COUTUMES.

ACTES OFFICIELS : Article 59 de la loi de finances du 26 décembre 1908 relatif au contrat de louage d'ouvrage.....	72
JURISPRUDENCE : Contrat de travail à durée indéterminée; négligence manifeste dans l'exécution du travail, justifiant le renvoi immédiat sans délai-congé.....	448
Retenue prévue par le règlement d'atelier en cas de départ de l'ouvrier sans préavis dans la huitaine de son entrée; substitution d'une indemnité arbitrairement fixée par le juge à la retenue fixée par le règlement; violation de l'article 1134 du Code civil.....	673
Décrets du 10 août 1899; salaire inférieur fixé au cahier des charges; obligation de rechercher si le salaire payé n'est pas conforme au salaire fixé par le contrat de travail.....	674
Dommages dus pour renvoi non motivé d'ouvrières ordinairement employées de préférence à d'autres.....	1221

Contribution. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Contrôle des assurances. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL (Application de la loi du 9 avril 1898).

Contrôle du travail. — Voir : CHEMINS DE FER.

Conventions. — Voir : CONTRAT COLLECTIF.

Conventions internationales.

ACTES OFFICIELS : Règlement du 1 ^{er} décembre 1908 concernant l'exécution de l'article 5 de l'arrangement franco-italien sur les accidents du travail.....	204
Loi du 1 ^{er} décembre 1909 portant approbation de la convention de Berne (interdiction du phosphore blanc pour les allumettes).....	71
Convention franco-anglaise du 3 juillet 1909 concernant la réparation des accidents du travail.....	884

Coopération.

ACTES OFFICIELS : Arrêté du 14 février 1909 (Travail) fixant les conditions d'élection du délégué des associations ouvrières de production au Conseil supérieur du travail.....	433
Loi du 26 février 1909 autorisant des avances aux sociétés agricoles de l'Algérie.....	321
Loi du 18 mai 1909 sur le crédit maritime.....	798
Décret du 4 novembre 1909 relatif à la surveillance et à la vérification des opérations des sociétés locales ou des caisses régionales de crédit maritime mutuel.....	1337
Décret du 4 novembre 1909 relatif à l'application de la loi du 18 juin 1909 autorisant des avances spéciales aux sociétés coopératives maritimes.....	1337
Décret du 22 novembre 1909 portant réglementation d'administration publique relatif aux avances qui peuvent être consenties aux coopératives agricoles d'Algérie.....	1137
Décret du 22 novembre 1909 déterminant la nature des opérations que pourront entreprendre les coopératives agricoles susceptibles de recevoir des avances en Algérie.....	1337
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : L'impôt sur le revenu et les sociétés coopératives.....	574
JURISPRUDENCE : Société ayant pour seul objet l'approvisionnement des magasins de ses membres; absence de répartition de bénéfice sous forme de dividende ou d'intérêts; non assujettissement à la patente.....	412
FRANCE : Encouragements accordés aux associations ouvrières de production et de crédit qui ont formulé des demandes en 1908.....	387
Élection au Conseil supérieur du travail du représentant des associations ouvrières de production.....	670, 880 et 991
Les associations ouvrières de production au 1 ^{er} janvier 1909.....	759
Les sociétés coopératives de consommation au 1 ^{er} janvier 1909.....	858 et 975
Statistique des sociétés coopératives de crédit au 1 ^{er} janvier 1909.....	1080
ALLEMAGNE : L'état actuel du mouvement coopératif.....	778
AUTRICHE : La coopération en 1907.....	539
BELGIQUE : La coopération de 1903 à 1908.....	311
GRANDE-BRETAGNE : La coopération en 1907.....	429
ITALIE : Les coopératives de production et de travail au 30 juin 1908.....	548
SUISSE : L'Union suisse des sociétés suisses de consommation.....	795

Correctionnelle (éducation). — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Coût de la vie.

FRANCE : Les loyers, le coût de la vie et les salaires en France, d'après l'enquête du Board of Trade.....	503
ALLEMAGNE : L'enquête du Board of Trade sur les loyers, le coût de la vie et les salaires en Allemagne.....	414
SUÈDE : Prix des denrées ménagères et des loyers pendant les années 1904 à 1907.....	688

Coutumes. — Voir : USAGES ET COUTUMES.

Crédit. — Voir : COOPÉRATION.

Crédits supplémentaires. — Voir : SECOURS D'EXTRÊME URGENCE.

Danemark. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL; — INDUSTRIES ET MÉTIERS; — INSPECTION DU TRAVAIL; — PLACEMENT; — SALAIRES.

Décès. — Voir : CAISSES NATIONALES D'ASSURANCES.

Délai-congé. — Voir : CONTRAT DE TRAVAIL.

Délégués mineurs.

ACTE OFFICIEL : Lettre (Travail) du 9 septembre, relative au droit des délégués mineurs d'entrer dans les exploitations même pendant le chômage de celles-ci.....	573
---	-----

Démolition. — Voir : SALAIRES (Salaires courants à Paris).

Denrées ménagères. — Voir : COÛT DE LA VIE.

Département du Travail. — Voir : OFFICE DU TRAVAIL.

Dérogations. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL; — INSPECTION DU TRAVAIL; — REPOS HEBDOMADAIRE; — SECOURS MUTUELS (actes officiels).

Dessins et modèles. — Voir : PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE; — PRUD'HOMMES.

Différends industriels. — Voir : GRÈVES.

Dimanche. — Voir : REPOS HEBDOMADAIRE.

Durée des repos. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL.

Durée du travail. — Voir : CONDITIONS DU TRAVAIL; — INSPECTION DU TRAVAIL; — SALAIRES (Salaires courants à Paris); — RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.

ACTES OFFICIELS : Décret du 5 janvier 1909 relatif à l'application à l'Algérie de la législation concernant la durée du travail et l'hygiène des travailleurs.....	75
Décret du 30 avril 1909 modifiant le décret du 28 mars 1902 en ce qui concerne la durée du travail des hommes adultes dans les imprimeries.....	567

Décret du 18 août 1909 rendant applicable à l'Algérie le décret du 30 août 1909 sur la durée du travail.....	1019
Lettre du 20 juin 1908 (Travail) sur les dérogations à la durée du travail en cas de travaux urgents dont l'exécution est nécessaire pour prévenir les accidents.....	213
FRANCE : Durée du travail et des repos des agents de chemins de fer.....	37
ALLEMAGNE : Loi du 28 décembre 1908 sur la journée de 10 heures et le travail de nuit des femmes.....	306
Enquête sur la durée du travail dans l'industrie des transports....	678
AUTRICHE : Les dérogations à la durée du travail en 1906 et 1907.....	59
DANEMARK : La durée du travail dans l'industrie en 1906.....	61
GRANDE-BRETAGNE : Loi du 21 décembre 1908 sur la journée de 8 heures dans les mines.....	315

Économats.

L'enquête sur les économats.....	1188, 1291
----------------------------------	------------

Éducation correctionnelle. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Employés privés. — Voir : SYNDICATS.

Enfants. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Enquête du Board of Trade. — Voir : SALAIRES.

Enquêtes de l'Office du travail.

Enquête sur le chômage dans la mégisserie et la tannerie....	168, 288, 395, 654
Le chômage chez les ouvriers brodeurs.....	865, 985
L'enquête sur les économats.....	1188, 1291
Les enquêtes de l'Office du travail sur le travail à domicile.....	1316

Enquêtes officielles à l'étranger sur la situation du travail. — Voir :

DURÉE DU TRAVAIL ; — SALAIRES.

Enquêtes sur les différends industriels. — Voir : GRÈVES.

Enquêteurs de l'Office du travail. — Voir : OFFICE DU TRAVAIL.

Épargne. — Voir : CAISSES D'ÉPARGNE.

Errata.

Au Bulletin d'août 1908.....	124
Au Bulletin de janvier 1909.....	840
Au Bulletin de mars 1909.....	480
Au Bulletin d'avril 1909.....	737
Au Bulletin de mai 1909.....	734

Espagne. — Voir : GRÈVES.

Établissements de bienfaisance. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Établissements d'éducation correctionnelle. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Établissements de l'État et autres établissements publics. — Voir :

ARSENAUX DE LA MARINE; — ASSOCIATIONS; — CONDITIONS DU TRAVAIL; — CONSEILS DE DISCIPLINE; — ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES; — MANUFACTURES DE L'ÉTAT.

Établissements industriels et commerciaux. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL; — FEMMES ET ENFANTS.

Établissements militaires.

ACTES OFFICIELS : Article 50 de la loi de finances du 26 décembre 1908, sur les ouvriers, employés et agents des établissements militaires.. 72

Établissements pénitentiaires. — Voir : PRISONS.

États-Unis. — Voir : REVUE DU TRAVAIL.

Étrangers (ouvriers). — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Exportation. — Voir : COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE.

Faillites. — Voir : LIQUIDATIONS JUDICIAIRES.

Fédérations. — Voir : SYNDICATS.

Femmes et enfants. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL; — TRAVAIL DE NUIT.

ACTES OFFICIELS : Loi du 30 avril 1909 relative aux travaux interdits aux femmes et aux enfants employés dans les établissements commerciaux..... 551

Loi du 27 novembre 1909 sur le travail des femmes en couche..... 1336

Décret du 15 décembre 1908 complétant la liste des travaux interdits aux enfants au-dessous de 18 ans..... 75

Décret du 8 août 1909 rendant applicable à l'Algérie la loi du 30 avril 1909 : travaux interdits aux femmes et aux enfants..... 1019

Circulaire du 16 mars 1909 (Travaux publics) relative à la suppression du travail de nuit des femmes dans les chemins de fer..... 1020

JURISPRUDENCE : Travail des enfants; atelier de préparation d'une filature de laine; enlèvement d'une barbe au rouleau enfonceur après son enlèvement du métier étireur en marche, travail interdit par le décret du 13 mai 1893..... 53

Travail des enfants et des femmes; filature de laine peignée; visite et nettoyage de chapeaux de métiers en marche; pratique autorisée, contravention au décret du 13 mai 1893... 675

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La protection des femmes en couches..... 1237

SUÈDE : Interdiction du travail de nuit des femmes..... 685

Filature. — Voir : SÉRICICULTURE.

Finlande. — Voir : CONTRAT COLLECTIF.

Fonds de garantie. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Fumisterie. — Voir : SALAIRES (Salaires courants à Paris).

Gares. — Voir : REPOS HEBDOMADAIRE.

Grande-Bretagne. — Voir : ACCIDENTS; — CHEMINS DE FER; — CHÔMAGE; — CONCILIATION ET ARBITRAGE; — DURÉE DU TRAVAIL; — GRÈVES; — MALADIES PROFESSIONNELLES; — MINES; — REVUE DU TRAVAIL; — SALAIRES.

Grèves et lock-outs.

ACTES OFFICIELS : Rapport et décret du 18 mars 1909 complétant le décret du 9 juin 1906 (droit du Ministre de prononcer directement certaines peines en cas de refus collectif de service dans les Postes et Télégraphes).....	564
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La grève des linotypistes parisiens.....	324
La cessation du travail dans les postes.....	575
La grève des lads.....	802
La grève des inscrits maritimes et l'arbitrage.....	883
JURISPRUDENCE : Grève générale des états-majors des services maritimes postaux; force majeure; offre par l'Etat du concours des officiers de la marine nationale.....	401
Grève; ouvrier s'étant présenté pour travailler et n'ayant pu entrer dans l'usine par la faute des préposés du patron; réparation du préjudice causé.....	672
Grèves de fonctionnaires; acte illicite plaçant les fonctionnaires en dehors des lois et règlements garantissant l'exercice des droits du contrat public qui les lie à l'Administration.....	1099

ÉTATS MENSUELS DES GRÈVES en :

FRANCE.....	11, 135, 259, 375, 491, 629, 749, 955, 1073, 1175, 1285
ALLEMAGNE ⁽¹⁾	534, 677, 999
AUTRICHE.....	58, 189, 309, 539, 681, 790, 893, 1000, 1114, 1227, 1323
BELGIQUE....	60, 192, 311, 425, 540, 684, 792, 894, 1000, 1115, 1227, 1323
CANADA.....	61, 194, 313, 542, 685, 793, 1005, 1116, 1324
GRANDE-BRETAGNE...	63, 195, 314, 429, 545, 686, 794, 897, 1007, 1119, 1326
ITALIE.....	68, 198, 317, 431, 548, 686, 794, 900, 1008, 1118, 1230, 1330
PAYS-BAS.....	70

Historique de certaines grèves.

FRANCE : Le conflit de la maçonnerie à Paris.....	960
SUÈDE : Les organisations ouvrières et patronales et la grève générale d'août-septembre 1909.....	1008, 1119, 1231

Statistiques récapitulatives.

FRANCE : Les grèves et les recours à la conciliation et à l'arbitrage en 1907....	16
Les grèves et les recours à la conciliation et à l'arbitrage en 1908....	1182
ALLEMAGNE : Les grèves et lock-outs en 1908.....	886
AUTRICHE : Les grèves et lock-outs en 1907.....	309
BELGIQUE : Les grèves et lock-outs en 1908.....	540
CANADA : Les grèves et lock-outs en 1908.....	543
DANEMARK : Les grèves et lock-outs en 1908.....	1116
ESPAGNE : Les grèves en 1907.....	314
GRANDE-BRETAGNE : Les grèves et lock-outs en 1907.....	66

(1) États trimestriels.

	Pages.
SUÈDE : Les grèves de 1903 à 1907.....	687

Législations étrangères.

CANADA : Application de la loi sur les enquêtes dans les différends industriels...	1228
ESPAGNE : Loi du 27 avril 1905 sur les grèves.....	1007
TRANSVAAL : Loi de 1909 instituant un département du travail et tendant à prévenir les grèves et lock-outs.....	1234

Habitations à bon marché.

ACTES OFFICIELS : Circulaire du 14 décembre 1908 (Travail) sur le maximum des versements aux caisses d'épargne des comités de patronage des habitations à bon marché.....	78
FRANCE : Les habitations à bon marché en 1907.....	22

Homestead. — Voir : BIEN DE FAMILLE.

Hommes adultes. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL.

Hongrie. — Voir : SYNDICATS.

Hygiène et sécurité. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

ACTES OFFICIELS : Décret du 15 décembre 1908 sur l'hygiène dans les chantiers à air comprimé.....	72
Arrêté du 28 décembre 1908 fixant le texte de l'affiche à apposer dans les chantiers de travaux à l'air comprimé.....	432
Décret du 5 janvier 1909 relatif à l'application à l'Algérie de la législation concernant la durée du travail et l'hygiène des travailleurs.....	75
Loi du 20 juillet 1909 sur l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture exécutés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments.....	903
Circulaire du 10 mars 1909 (Travail) sur les mesures de protection et de salubrité dans les chantiers de travaux à l'air comprimé.....	434
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : L'interdiction du blanc de céruse.....	696, 911
JURISPRUDENCE : Évacuation des poussières; impossibilité pour le juge de distinguer les poussières, d'après leur origine, selon qu'elles sont ou non utilisables, selon qu'elles sont ou non toxiques ou nuisibles, inefficacité des appareils installés; refus justifié de l'inspecteur de fournir des modèles d'appareils; obligation d'établir, par un mode de preuve autorisé par la loi, l'impossibilité prétendue d'éliminer les poussières.....	577
FRANCE : Hygiène des installations affectées au personnel des chemins de fer... L'hygiène et la sécurité des travailleurs en 1907 : décrets généraux du 29 novembre 1904 et 28 juillet 1904; — décrets du 18 juillet 1902 et du 15 juillet 1904, réglementant l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture; — décret du 4 avril 1905 concernant la manipulation du linge sale dans les blanchisseries; — relevé des accidents du travail.....	44 148
BELGIQUE : Loi du 20 août 1909 sur l'emploi de la céruse.....	1004

Importation. — Voir : COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE.

Impôt sur le revenu.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : L'impôt sur le revenu et les sociétés coopératives..... 574

Imprimeries. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL.

Incurables. — Voir : ASSISTANCE.

Industrie. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL; — ASSOCIATIONS; — DURÉE DU TRAVAIL.

Industrie minérale. — Voir : MINÉRALE (Industrie).

Industries à domicile. — Voir : TRAVAIL À DOMICILE.

SUISSE : La statistique des industries à domicile et les expositions du travail à domicile de Zurich et de Bâle..... 1333

Industries et métiers.

DANEMARK : Recensement des industries et métiers en 1906..... 427

SUÈDE : Les industries manufacturières et manuelles en 1907..... 795

Infirmes. — Voir : ASSISTANCE.

Insaisissabilité. — Voir : BIEN DE FAMILLE.

Inscrits maritimes. — Voir : CHRONIQUE LÉGISLATIVE; — GRÈVES.

Inspection de la navigation. — Voir : RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.

Inspection du travail. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

ACTES OFFICIELS : Décret du 3 avril 1909 relatif à l'organisation du corps de l'inspection du travail..... 566

Lettre du 3 juin 1909 (Justice) sur les droits respectifs des inspecteurs du travail et des officiers de police judiciaire en ce qui concerne la recherche et la contestation des infractions aux lois réglementant le travail..... 695

Circulaire du 14 juin 1909 (Travail) aux inspecteurs divisionnaires du travail sur l'installation des appareils d'arrêt de machines motrices..... 799

Circulaire du 23 juin 1909 (Intérieur) aux directeurs des établissements d'éducation correctionnelle sur le contrôle des inspecteurs du travail dans ces établissements..... 799

APPLICATION DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL EN 1908. Ateliers de famille; — ouvriers étrangers; — âge d'admission des enfants; — durée du travail; — renvois de femmes ou d'enfants; — travail de nuit; repos des jours fériés; — tolérances accordées par les inspecteurs; — livrets, registres, affiches, — repos hebdomadaire; — hygiène et sécurité et travaux interdits aux femmes et aux enfants; — établissements de bienfaisance; — théâtres et cafés-concerts; — commissions départementales; — activité de l'inspection; — pénalités; — application des lois réglementant le travail dans les mines et carrières..... 1209, 1298

AUTRICHE : L'inspection du travail en 1907..... 420

BELGIQUE : L'inspection du travail en 1907..... 310

	Pages.
DANEMARK : L'inspection du travail en 1907-1908.....	1005
ITALIE : L'inspection du travail du 1 ^{er} décembre 1906 au 30 juin 1908....	1330
RUSSIE : L'inspection des fabriques en 1906.....	318

Invalidité. — Voir : ASSISTANCE AUX VIEILLARDS, INFIRMES ET INCURABLES; — RETRAITES.

Italie. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL; — CONVENTIONS INTERNATIONALES; — GRÈVES; — INSPECTION DU TRAVAIL; — SYNDICATS.

Journée de huit heures. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL; — MINES ET MINEURS.

Jours fériés. — Voir : REPOS HEBDOMADAIRE.

Journaux officiels.

ACTES OFFICIELS: Arrêté du 20 novembre 1909 (Intérieur) instituant une commission consultative pour toutes les questions concernant la main-d'œuvre des journaux officiels..... 1337

Lads. — Voir : CHRONIQUE LÉGISLATIVE; — GRÈVES.

Législation du travail. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — INSPECTION DU TRAVAIL, ainsi qu'aux diverses rubriques. Voir également la liste chronologique des actes et documents officiels.

Application des lois réglementant le travail en 1908..... 1209, 1298

Linge sale. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Linotypistes. — Voir : CHRONIQUE LÉGISLATIVE; — GRÈVES.

Liquidations judiciaires.

Tableau comparatif par professions du nombre des liquidations judiciaires et des faillites ouvertes en 1904 et 1905..... 667

Livrets d'épargne scolaire. — Voir : CAISSES D'ÉPARGNE.

Livrets de travail. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL; — TISSAGE ET BOBINAGE.

ACTES OFFICIELS: Décret du 29 août 1909 rendant applicable à l'Algérie la loi du 2 juillet 1890 sur les livrets ouvriers..... 1019
Circulaire du 15 novembre 1909 relative à la délivrance des duplicata des livrets de travail..... 1338

Lock-outs. — Voir : GRÈVES.

Lois de finances. — Voir : ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES; — LOUAGE D'OUVRAGE; — SECOURS D'EXTRÊME URGENCE.

Louage d'ouvrage. — Voir : CONTRAT DE TRAVAIL.

Loyers. — Voir : COÛT DE LA VIE; — SALAIRES.

Luxembourg. — Voir : MALADIE (Assurance contre la).

Machines motrices. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Maçonnerie. — Voir : GRÈVES ET LOCK-OUTS.

Majorations de pensions. — Voir : CAISSE NATIONALE DES RETRAITES; RENTES VIAGÈRES.

Maladie (assurance contre la).

ALLEMAGNE : L'assurance contre la maladie en 1906 et en 1907.....	535
AUTRICHE : L'assurance contre la maladie en 1906.....	681
LUXEMBOURG : L'assurance contre la maladie en 1907.....	69

Maladies professionnelles.

GRANDE-BRETAGNE : Les maladies professionnelles de 1902 à 1908.....	546
---	-----

Manufactures. — Voir : INDUSTRIES ET MÉTIERS.

Manufactures de l'État.

Les manufactures de tabacs et d'allumettes en 1907.....	390
---	-----

Marine. — Voir : ARSENAUX DE LA MARINE; — CHRONIQUE LÉGISLATIVE; GRÈVES;
— INSPECTION DE LA NAVIGATION.

Mégisserie. — Voir : CHÔMAGE.

Métiers. — Voir : INDUSTRIES ET MÉTIERS.

Minérale (industrie).

FRANCE : L'industrie minérale en 1907.....	384
Les accidents dans les mines et autres exploitations minérales en 1907.....	522
AUTRICHE : L'industrie minérale en 1907.....	58
BELGIQUE : L'industrie houillère en 1907.....	61

Mines et mineurs. — Voir : DÉLÉGUÉS MINEURS; — INDUSTRIE MINÉRALE; INSPECTION DU TRAVAIL.

ACTES OFFICIELS : Décret du 14 janvier 1909 réglementant l'exploitation des mines.....	206
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Le régime des mines.....	1236
FRANCE : Les sociétés de secours mutuels des ouvriers et employés des mines en 1907.....	525
AUTRICHE : Les associations minières de prévoyance en 1904 et 1905.....	1114
GRANDE-BRETAGNE : Loi du 21 décembre 1908 sur la journée de huit heures dans les mines.....	315

Ministères du travail.

TRANSVAAL : Loi de 1909 instituant un Département du travail et tendant à prévenir les grèves et lock-outs.....	1234
---	------

Modèles. — Voir : PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE; — PRUD'HOMMES.

Mouvement syndical. — Voir : SYNDICATS.

Musiciens civils.

ACTE OFFICIEL : Lettre du 5 novembre 1909 (Guerre) sur la concurrence faite aux musiciens civils par les musiques militaires. 1338

Mutualité. — Voir : SECOURS MUTUELS.

Navires de commerce. — Voir : RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL; — REPOS HERDOMADAIRE.

Norvège. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Office du travail. — Voir : ENQUÊTES DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

ACTES OFFICIELS : Décret du 26 février 1909 fixant à quatre le nombre des enquêteurs permanents de l'Office du travail. 439

Officiers de police judiciaire. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Organisations ouvrières. — Voir : CHEMINS DE FER; — GRÈVES (historique : Suède); — REVUE DU TRAVAIL; — SYNDICATS.

Organisation du personnel. — Voir : ARSENAUX DE LA MARINE; — CHEMINS DE FER.

Organisations patronales. — Voir : GRÈVES (historique : Suède); — REVUE DU TRAVAIL; — SYNDICATS.

Ornementation. — Voir : SALAIRES (Salaires courants à Paris).

Ouvriers de l'État. — Voir : ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES; — MANUFACTURES DE L'ÉTAT.

Paiement des salaires. — Voir : SALAIRES.

Pays-Bas. — Voir : GRÈVES; — REVUE DU TRAVAIL.

Peinture. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Pensions. — Voir : CAISSE NATIONALE DES RETRAITES; — RENTES VIAGÈRES.

Personnel naviguant. — Voir : RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL; — REPOS HERDOMADAIRE.

Phosphore blanc. — Voir : CONVENTIONS INTERNATIONALES.

Placement.

JURISPRUDENCE : Journal exclusivement destiné à mettre en rapport ceux qui cherchent un emploi et ceux qui en offrent; abonnement obligatoire; assimilation à bureau de placement clandestin. 781

Tenue d'un bureau clandestin sous le couvert d'un journal. 1102

ALLEMAGNE : Placement gratuit : états mensuels, 55, 187, 306, 414, 534, 677, 777, 886, 999, 1105, 1226 et 1321

AUTRICHE : Placement gratuit : états mensuels, 58, 189, 539, 681, 790, 893, 1000, 1114, 1227 et 1323

DANEMARK : Le bureau de placement à Copenhague. 1005

SUISSE : L'activité des bureaux officiels de placement en 1908. 550

Plomb. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Poisons industriels. — Voir : CONVENTIONS INTERNATIONALES; HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Ports. — Voir : RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.

Postes et télégraphes. — Voir : CHRONIQUE LÉGISLATIVE; — CONSEILS DE DISCIPLINE; — GRÈVES; — SYNDICATS.

Prévoyance. — Voir : CAISSES DE RETRAITES.

ACTES OFFICIELS : Loi du 3 février 1902 réglementant les sociétés de prévoyance à partage et à durée illimitée.....	203
JURISPRUDENCE : Société de prévoyance à partage et à durée illimitée; l'imposition d'un versement supplémentaire pour frais d'administration constitue une modification aux statuts dont l'approbation est soumise aux formalités présentées par l'article 4 de la loi du 3 février 1902.....	304
AUTRICHE : Les associations minières de prévoyance en 1904-1905.....	1114

Prisons.

Le travail dans les prisons et autres établissements pénitentiaires en 1906.....	281
--	-----

Prix courants divers. — Voir : ALIMENTATION.

Propriété artistique.

ACTES OFFICIELS : Loi du 14 juillet 1905 sur les dessins et modèles.....	1017
--	------

Protection légale des travailleurs. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Prud'hommes.

ACTES OFFICIELS : Loi du 14 juillet 1909 sur les dessins et modèles.....	1017
--	------

Décrets créant ou réorganisant des conseils de prud'hommes.

I. Création de conseils de prud'hommes :

Decazeville, 30 avril 1909.....	570
Chaumont, 27 mai 1909; Agen, 29 mai 1909.....	694
Melun, 3 août 1909.....	1126
Montargis, 19 novembre 1909.....	1337

II. Réorganisation de conseils de prud'hommes avec création de sections de commerce :

Rouen, 21 octobre 1908; Toulouse, 19 décembre 1908; Dijon, 3 février 1909; Montluçon, 3 février 1909; Niort, 9 février 1909; Bordeaux, 11 mars 1909; Thiers, 17 mars 1909.....	570
Saint-Étienne, 11 mai 1909; Epinal, 15 mai 1909; Orléans, 25 mai 1909; Grenoble, 26 mai 1909.....	694
Besançon, 22 juin 1909.....	798
Toulon, 22 juillet 1909.....	908
Armentières, 31 juillet 1909.....	1020
Nancy, 8 septembre 1909; Remiremont, 8 octobre 1909..	1126

	Pages
Belfort, 8 septembre 1909	1235
Elbeuf, 19 novembre 1909; Limoges, 19 novembre 1909; Auxerre, 23 novembre 1909; Troyes, 27 novembre 1909.	1337
<i>III. Réorganisation de conseils de prud'hommes sans section du commerce :</i>	
Châlons-sur-Marne, 10 décembre 1908; Darnétal, 19 dé- cembre 1908; Hazebrouck, 19 décembre 1908; Fécamp, 25 janvier 1909; Rennes, 27 janvier 1909; Fougères, 3 février 1909; Charlieu, 24 février 1909; Saint-Dié, 24 février 1909; Roanne, 5 avril 1909; Saint-Chamond, 5 avril 1909; Aubusson, 14 avril 1909; Carcassonne, 30 avril 1909; Castres, 30 avril 1909.....	570
Oyonnax, 11 mai 1909; Rive-de-Gier, 12 mai 1909; Douai, 12 mai 1909.....	694
Voiron, 2 juin 1909; Aix, 2 juin 1909; Millau, 17 juin 1909.....	798
Albi, 5 juillet 1909; Bapaume, 5 juillet 1909; Saint- Brieuc, 5 juillet 1909; Saint-Omer, 5 juillet 1909; Fourmies, 15 juillet 1909; Cousolre, 19 juillet 1909; Évreux, 19 juillet 1909; Maubeuge, 19 juillet 1909; Saint-Didier-la-Séauve, 19 juillet 1909.....	908
Tours, 31 juillet 1909.....	1020
Lunéville, 3 août 1909; Rethel, 3 août 1909; Romorantin, 3 août 1909; Pont-Audemer, 1 ^{er} septembre 1909; Alais, 8 septembre 1909; Louviers, 8 septembre 1909.....	1126
Cognac, 19 novembre 1909; Mazamet, 19 novembre 1909.	1337
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les conseils de prud'hommes.....	325
JURISPRUDENCE : Conseils de prud'hommes; la loi du 27 mars 1909 n'a pas suspendu le fonctionnement des conseils existants et a sim- plement édicté pour l'avenir les règles applicables aux nou- veaux conseils et nouvelles sections ou en cas de renouvel- lement partiel des anciens conseils	49
Conseil de prud'hommes; demande reconventionnelle excédant 300 francs fondée notamment sur un dédit constituant un acte dommageable accompli par l'ouvrier dans l'exécution de ce contrat; recevabilité de l'appel.....	51
Conseil de prud'hommes; délai d'appel; jour férié, proro- gation.....	52
Conseils de prud'hommes; cuisinier d'un cercle ne présentant pas les caractères d'une société commerciale; incompétence du conseil des prud'hommes.....	183
Conseil de prud'hommes; demande reconventionnelle fondée sur un fait antérieur à la demande principale et distinct de celui qui avait motivé celle-ci; recevabilité.....	184
Conseils de prud'hommes; contentieux électoral; seules sont admisses les réclamations émanant d'électeurs de la catégorie intéressée.....	529
Conseil de prud'hommes; électoral; abandon de la profession donnant droit à l'électorat pour les fonctions de secrétaire d'un syndicat professionnel; perte de l'électorat.....	530
I. Conseils de prud'hommes; demande reconventionnelle; fa- culté de se faire représenter par un avocat ou un avoué.	
II. Négligence manifeste dans l'exécution du travail; faute de nature à justifier le renvoi immédiat.....	531
Conseil de prud'hommes; demande reconventionnelle basée sur la désobéissance de l'ouvrier à un ordre donné et les injures	

proférées par lui contre le patron dans l'atelier et devant le personnel; compétence du conseil.....	532
Demande reconventionnelle d'un montant global supérieur à 300 francs, mais appuyée sur des motifs divers; appel recevable.....	1317
Incompétence du conseil de prud'hommes pour un ouvrier lithographe exécutant des travaux à son domicile sans observation ni surveillance de l'employeur.....	1318

FRANCE : L'application de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes. 386

Recensement. — Voir : INDUSTRIES ET MÉTIERS.

Régime commercial et maritime. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Registres. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Règlement d'atelier.

JURISPRUDENCE : La partie qui invoque un règlement d'atelier doit prouver qu'il a été accepté par l'autre partie..... 1225

Réglementation du travail. — Voir : ARSENAUX DE LA MARINE; — INSPECTION DU TRAVAIL; — REPOS HEBDOMADAIRE.

ACTES OFFICIELS : Décret du 20 septembre 1908 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 54, n ^{os} 2, 3, 4 et 5 de la loi du 17 avril 1907 (réglementation du travail à bord des navires de commerce).....	551
Décret du 21 septembre 1908 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des articles 53 et 54, n ^o 1, de la loi du 17 avril 1907.....	554
Décret du 10 novembre 1908 désignant les ports où seront constituées les commissions de visite des navires de commerce instituées par la loi du 17 avril 1907 et ceux où il sera établi des services d'inspection de la navigation.....	561
Décret du 26 mars 1909 portant réorganisation du personnel des inspecteurs de la navigation maritime.....	561

Rentes viagères.

ACTE OFFICIEL : Arrêté du 28 décembre 1908 relatif aux bonifications spéciales de rentes viagères prévues par la loi du 31 décembre 1895... 321

Renvoi de femmes ou d'enfants. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Repos hebdomadaire. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

ACTES OFFICIELS : Décret du 21 janvier 1909 sur l'application à l'Algérie de la législation sur le repos hebdomadaire.....	210
Décret du 30 avril 1909 complétant la nomenclature des établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement.....	690
Arrêté du 12 août 1909 instituant une commission pour étudier l'application du repos hebdomadaire au personnel navigant.....	1235
Décret du 19 septembre 1909 rendant applicable à l'Algérie	

le décret du 30 avril 1909 (établissements admis au repos hebdomadaire par roulement).....	1129
Arrêté du 22 septembre 1909 (Marine) relatif au fonctionnement de la commission chargée d'étudier les questions relatives au repos hebdomadaire du personnel naviguant.....	1235
Circulaire du 28 décembre 1908 (Travaux publics) autorisant des dérogations à la fermeture des gares le dimanche et les jours fériés.....	211
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : L'amnistie et le repos hebdomadaire.....	575
Les projets de loi sur le repos hebdomadaire.....	576
JURISPRUDENCE : Repos hebdomadaire; difficultés rencontrées pour remplacer momentanément les ouvriers ayant droit au repos par suite de la pénurie d'ouvriers; absence de force majeure.....	528
Repos du dimanche; l'autorisation de donner le repos hebdomadaire un autre jour accordée au chef d'un établissement profite à son successeur.....	774
Repos hebdomadaire : dérogations prévues par l'article 6, § 2 et 3, non applicables au commerce.....	883
Repos hebdomadaire; magasins de vente de produits alimentaires; non assimilation aux établissements de fabrication admis de plein droit au roulement.....	995
Repos hebdomadaire; convention collective de travail antérieure à la loi du 13 juillet 1906; accroissement considérable de dépense résultant de la législation nouvelle; résolution de la convention.....	995
Repos des jours fériés; jour de l'an.....	996
Repos hebdomadaire; gérants; définitions.....	1103
Repos hebdomadaire; repos du dimanche après-midi dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail; occupation des employés à une heure de l'après-midi; infraction à la loi.....	1103
Loi du 17 avril 1907 : repos hebdomadaire et repos compensateur.....	1220
SUISSE : La loi sur le repos hebdomadaire dans le canton de Bâle.....	795

Repos des jours fériés. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL; — REPOS HEBDOMADAIRE.

Retenues. — Voir : SALAIRES.

Retraites. — Voir : CAISSE NATIONALE DES RETRAITES; — CAISSES DE RETRAITES; — ÉPARGNE; — RENTES VIAGÈRES.

ACTES OFFICIELS : Loi du 21 juillet 1903 relative aux conditions de retraite du personnel des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général.....	904
---	-----

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les retraites ouvrières devant le Parlement.....	79, 1340
Les retraites des employés et ouvriers de chemins de fer.....	1022

Revue du travail.

Le *Bulletin* commence chaque mois par une *Revue du travail* en France; il contient aussi, d'ordinaire, une *Revue du travail* en Allemagne, en Belgique, au Canada, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas.

Pour la France, cette Revue est complétée :

- 1° Par une situation par industries;
- 2° Par l'analyse des renseignements fournis par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et par les correspondants;
- 3° Par des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Les paginations qui correspondent, pour chaque mois, à ces différentes rubriques, sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

FRANCE						REVUE DU TRAVAIL À L'ÉTRANGER.					
DATE	MOIS auxquels se rapportent les faits constatés (sauf indication contraire).	Situa- tion par indus- tries.	Renseignements		MOIS auxquels se rapportent les faits constatés (sauf indication contraire).	Alle- magne	Bel- gique.	Canada.	États- Unis.	Gran- de- Bre- tagne.	Pays- Bas.
Bulle- tins.			des associa- tions patro- nales.	des associa- tions ou- vrières.							
—	—	Pages.	Pages.	Pages.	—	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.
Janv. Déc. 1908		2	87 ⁽¹⁾	94	Nov. 1908.	55	60	61 ⁽²⁾	63	63	70
Fév. . Janv. 1909		126	215 ⁽²⁾	221	Décembre.	187	192	194 ⁽³⁾	195	195	—
Mars. Février...		250	326 ⁽²⁾	334	Janv. 1909	306	341	313 ⁽⁷⁾	314	314	—
Avril. Mars....		366	442 ⁽²⁾	450	Février...	414	425	426 ⁽⁸⁾	428	429	—
Mai. . Avril....		482	578 ⁽²⁾	582	Mars.....	534	540	542 ⁽⁹⁾	545	545	—
Juin. . Mai.....		620	699 ⁽⁷⁾	705	Avril.....	677	684	685 ⁽¹⁰⁾	685	686 ⁽¹²⁾	—
Juil. . Juin.....		740	804 ⁽³⁾	810	Mai.....	777	792	793 ⁽¹¹⁾	793	794 ⁽¹³⁾	—
Août. Juillet...		842	912 ⁽³⁾	918	Juin.....	886	894	—	897	897 ⁽¹⁴⁾	—
Sept. Août....		946	1023 ⁽³⁾	1031	Juillet....	999	1000	1005	1007	1007 ⁽¹⁵⁾	—
Oct. . Septembre		1064	1130 ⁽³⁾	1135	Août.....	1105	1105	1116	1117	1117 ⁽¹⁶⁾	—
Nov. . Octobre..		1166	1240 ⁽³⁾	1247	Septembre	1126	1227	—	1229	—	—
Déc. . Nov.....		1276	1345 ⁽³⁾	1353	Octobre..	1321	1323	1324 ⁽¹⁶⁾	1326	1326	—

FRANCE : Le chômage en 1908..... 140

ALLEMAGNE : Le marché du travail en 1908..... 187

GRANDE-BRETAGNE : Le marché du travail en 1908..... 195

Roulement. — Voir : REPOS HEBDOMADAIRE.

Russie. — Voir : INSPECTION DES FABRIQUES.

(1) Pendant le 3^e trimestre 1908.

(2) Pendant le 4^e trimestre 1908.

(3) Pendant le 1^{er} trimestre 1909.

(4) Pendant le 2^e trimestre 1909.

(5) En septembre 1908.

(6) En octobre 1908.

(7) En novembre 1908.

(8) En décembre 1908.

(9) En janvier et février 1909.

(10) En mars 1909.

(11) En avril 1909.

(12) En mai 1909.

(13) En juin 1909.

(14) En juillet 1909.

(15) En août 1909.

(16) En septembre 1909.

Saisie-arrêt.

JURISPRUDENCE : Cochers à taximètre; saisie-arrêt; salaire du cocher prélevé par lui sur la recette : responsabilité de l'employeur pour les prélèvements qu'il laisse effectuer par le cocher au préjudice du saisisant.....	303
---	-----

Salaires. — Voir : CONDITIONS DU TRAVAIL; — CONTRAT DE TRAVAIL; — TRAVAUX DE SECOURS.

ACTES OFFICIELS : Loi du 7 décembre 1909 sur le paiement des salaires.....	1336
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Le paiement des salaires.....	441, 802, 1343
JURISPRUDENCE : Légimité des retenues de salaires par le patron en cas de l'affiliation de l'ouvrier à une société de secours mutuels...	1223
FRANCE : Le coût de la vie et les salaires, d'après l'enquête du Board of Trade.	503
Salaires courants et durée courante de la journée de travail à Paris et dans le département de la Seine (charpente en bois, fumisterie, stuc, ornementation, carton-pierre, staff, démolition, travaux d'ameublement).....	664
ALLEMAGNE : L'augmentation des salaires depuis la fin du xix ^e siècle.....	308
L'enquête du Board of Trade sur les loyers, le coût de la vie et les salaires en Allemagne.....	414
DANEMARK : Le taux des salaires en 1906.....	1324
GRANDE-BRETAGNE : Modifications survenues en 1907 dans le taux des salaires..	64
Modifications survenues au cours de l'année 1908 dans le taux des salaires et la durée de la journée de travail....	1327
Les salaires courants au temps en 1909.....	1328

Salubrité. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.**Saturnisme. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.****Secours d'extrême urgence.**

ACTES OFFICIELS : Loi du 6 février 1909 portant ouverture au Ministère de l'intérieur, sur l'exercice 1909, d'un crédit supplémentaire de 600,000 francs pour secours d'extrême urgence.....	320
--	-----

Secours mutuels (Sociétés de). — Voir : CAISSES DE RETRAITES; — PRÉVOYANCE; — SALAIRES.

ACTES OFFICIELS : Loi du 5 décembre 1908 sur les dérogations à la loi de 1898 en faveur des sociétés de secours mutuels dans l'armée....	71
JURISPRUDENCE : Société de secours mutuels, greffée sur une coopérative de consommation; fourniture de médicaments sur la base des prix de revient et des frais généraux diminués du montant disponible des cotisations, après dotation du service médical; absence de répartition de bénéfices; légalité de la Société....	52
FRANCE : Les sociétés de secours mutuels pendant l'année 1904.....	31
Les sociétés de secours mutuels pendant l'année 1905.....	274
Les sociétés de secours mutuels des ouvriers et employés des mines en 1907.....	525

Secrétariats ouvriers.

ALLEMAGNE : Les secrétariats ouvriers en 1908.....	890
SUISSE : La fédération ouvrière suisse et le secrétariat ouvrier.....	1232

Sécurité. — Voir : HYGIÈNE.

Sériciculture.

ACTES OFFICIELS : Loi du 14 mai 1909 relative aux encouragements spéciaux à donner à la sériciculture et à la filature de la soie. 799
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les primes à la sériciculture et à la filature de la soie. 696

Services municipaux. — Voir : CONDITIONS DU TRAVAIL.

Sociétés agricoles. — Voir : COOPÉRATION.

Sociétés de prévoyance. — Voir : PRÉVOYANCE.

Soie. — Voir : SÉRICICULTURE.

Staff. — Voir : SALAIRES (Salaires courants à Paris.)

Statistique. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL; — COOPÉRATIVES; — GRÈVES; — INDUSTRIES À DOMICILES; — INDUSTRIES ET MÉTIERS; — SYNDICATS.

ACTES OFFICIELS : Circulaire du 29 décembre 1909 (Justice) relative à l'établissement de la statistique judiciaire pour 1908 (extrait).... 212

Stuc. — Voir : SALAIRES. (Salaires courants à Paris.)

Subventions de l'État. — Voir : CHÔMAGE; — COOPÉRATION.

Suède. — Voir : COÛT DE LA VIE; — FEMMES ET ENFANTS; — GRÈVES; — INDUSTRIES ET MÉTIERS.

Suisse. — Voir : COOPÉRATION; — FÉDÉRATION; — PLACEMENT; — REPOS HEBDOMADAIRE; — SECRÉTARIATS OUVRIERS; — SYNDICATS; — TRAVAIL À DOMICILE.

Syndicats. — Voir : ASSOCIATIONS; — BOURSES DU TRAVAIL; — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

ACTES OFFICIELS : Lettre du 27 juillet 1909 (Justice) sur le régime légal applicable aux unions des syndicats. 1021
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les syndicats agricoles à la Chambre des députés. . . . 81
Les postiers et le droit syndical. 804
JURISPRUDENCE : Syndicat professionnel; renvoi d'un ouvrier à la suite d'une mise en demeure d'un secrétaire du syndicat; responsabilité personnelle de ce dernier. 185
Syndicat professionnel; membres démissionnaires; obligation du paiement des cotisations de l'année courante; droit pour les enfants mineurs et femmes mariées de faire partie d'un syndicat avec l'autorisation des parents ou du mari. 300
Syndicat professionnel; droit de se porter partie civile dans des poursuites motivées par des faits délictueux préjudiciables aux intérêts collectifs qu'il représente; obligation de préciser le préjudice causé directement à des intérêts collectifs indépendamment du préjudice causé aux intérêts individuels des membres. 533
Exploitation d'un salon de coiffure par un syndicat ouvrier, infraction à l'article 9 de la loi du 21 mars 1884, fermeture

du salon de coiffure, allocation de dommages-intérêts au syndicat patronal poursuivant.....	997
Syndicats professionnels; action civile directe devant la juridiction répressive, à raison du préjudice résultant de la déconsidération de l'ensemble de la profession à la suite des faits incriminés et de la concurrence faite aux membres du syndicat; absence de base légale	1319

FRANCE : Les syndicats professionnels, les unions des syndicats et les bourses de travail au 1 ^{er} janvier 1908.....	641
--	-----

ÉTATS MENSUELS du mouvement syndical 113, 241, 354, 470, 602, 724, 830, 937, 1053, 1156, 1268 et	1374
--	------

ALLEMAGNE : Les cartels ou unions locales des syndicats en 1907.....	55
Le mouvement syndical en 1908.....	49
Les fédérations d'employés privés en 1908.....	1132

AUTRICHE : Le mouvement syndical en 1907.....	189
---	-----

BELGIQUE : Le mouvement syndical en 1907.....	193
---	-----

HONGRIE : Le mouvement syndical en 1907.....	197
--	-----

ITALIE : Les organisations ouvrières au commencement de 1908.....	198
---	-----

SUÈDE : Les organisations ouvrières et patronales et la grève générale d'août-septembre 1909.....	1008
---	------

SUISSE : Le mouvement syndical en 1907.....	202
---	-----

Les organisations ouvrières.....	1013, 1021
----------------------------------	------------

La fédération ouvrière suisse et le secrétariat ouvrier.....	1232
--	------

Tabacs. — Voir : MANUFACTURES DE L'ÉTAT.

Tannerie. — Voir CHÔMAGE.

Tarifs collectifs. — Voir : CONTRAT COLLECTIF.

Théâtres et cafés-concerts. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Tissage et bobinage.

JURISPRUDENCE : Loi du 7 mars 1850; application au tissage mécanique.....	1101
---	------

Tolérances et dérogations aux lois réglementant le travail. — Voir :

DURÉE DU TRAVAIL; — INSPECTION DU TRAVAIL; — REPOS HEBDOMADAIRE.

Transports. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL; — CHEMINS DE FER.

Transvaal. — Voir : GRÈVES; — MINISTÈRE DU TRAVAIL.

Travail. — Voir : CHEMINS DE FER; — COOPÉRATION.

JURISPRUDENCE : Travail aux pièces; le contrat finit avec la confection de chaque lot confié à l'ouvrier.....	1224
---	------

Travail à domicile.

Les enquêtes de l'Office du travail sur le travail à domicile..	6
---	---

SUISSE : La statistique des industries à domicile et les expos. domicile de Zurich et de Bâle.....	
--	--

Travail de nuit. — Voir : CHEMINS DE FER; — FEMMES ET ENFANTS; — INSPECTION DU TRAVAIL.

ALLEMAGNE : Loi du 28 décembre 1908 sur la journée de dix heures et le travail de nuit des femmes..... 306

Travail des femmes. — Voir : CHEMINS DE FER; — DURÉE DU TRAVAIL; — FEMMES ET ENFANTS; — INSPECTION DU TRAVAIL; — TRAVAIL DE NUIT.

Travaux de secours.

Statistique des travaux de secours en cas de chômage pendant l'année 1907.... 176

Travaux interdits. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Travaux législatifs. — État, au 1^{er} janvier 1909, des projets et propositions de loi relatifs aux questions ouvrières et sociales, soumis à l'examen du parlement. I à XX
ÉTATS MENSUELS..... 85, 214, 321, 439, 577, 698, 800, 909, 1239, 1343

Travaux publics. — Voir : SALAIRES. (Salaires courants à Paris.)

Travaux urgents. — Voir : ACCIDENTS; — DURÉE DU TRAVAIL.

Typographie. — Voir : CONTRAT COLLECTIF.

Unions des syndicats. — Voir : SYNDICATS.

Usages et coutumes.

JURISPRUDENCE : Artiste dramatique; convention réservant le droit de remercier un artiste en cas d'insuffisance aux répétitions; épreuves imposées dans des conditions contraires aux usages et exigences d'une exploitation théâtrale; droit de contrôle des tribunaux. 1320

Vieillards. — Voir : ASSISTANCE.

